Göttingische gelehrte Anzeigen

Unter der Aufsicht

der

Königl. Gesellschaft der Wissenschaften

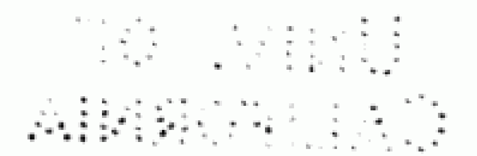
---

173. Jahrgang

Erster Band

Berlin
Weidmannsche Buchhandlung
1911

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.



173. Jahrgang (1911)

Verzeichnis

der

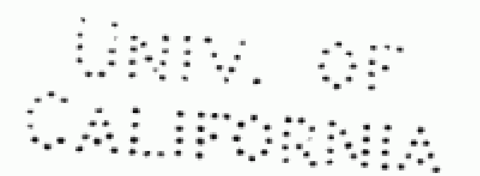
Mitarbeiter

Die Zahlen verweisen auf die Seiten

Verzeichnis

der besprochenen Schriften

Die römischen Zahlen verweisen auf die Hefte, die arabischen auf die Seiten



Galilei und sein Kampf für die Copernicanische Lehre von **Emil Wohlwill.** Erster Band: Bis zur Verurteilung der Copernicanischen Lehre durch die Römischen Kongregationen. Hamburg 1909, L. Voß. XX, 646 S. gr. 8°. M. 14.

Galilée et la lutte qu'il a menée en faveur de la théorie copernicaine! Ce titre seul suffit à retenir l'attention; car, au cours de l'histoire des sciences, on ne rencontre guère de débat où des idées plus diverses ni plus importantes se soient entrechoquées; on n'en rencontre guère, non plus, qui ait soulevé des passions plus intenses ni plus durables. Mais l'intérêt qu'un pareil sujet ne peut manquer d'exciter devient singulièrement fort lorsque l'auteur se trouve être un érudit célèbre dont la vie a été consacrée à étudier, avec une minutieuse et pénétrante méthode, quelques unes des phases essentielles de la bataille dont il nous veut, maintenant, retracer l'histoire d'ensemble. Il est donc inutile, croyons nous, de signaler à grand renfort de louanges l'importance de l'oeuvre que nous offre M. Emil Wohlwill.

Cette oeuvre est immense. Le premier volume, qui compte 650 pages, conduit Galilée jusqu'à la condamnation de 1616. Un second volume nous retracera les évènements qui ont suivi cette condamnation; il nous exposera la période la plus ardente du combat mené par le Pisan en faveur du mouvement de la terre.

Une pareille oeuvre ne se résume ni ne s'analyse; elle ne comporte pas la condensation en quelques pages; elle réclame l'étude lente et approfondie de l'historien qui y cherchera des lumières nouvelles sur le progrès de la science humaine, du philosophe qui y découvrira des objets propres à une féconde méditation.

Nous n'entreprendrons donc pas d'examiner chapitre par chapitre le livre de M. Emil Wohlwill; nous nous contenterons de jeter sur le papier quelques réflexions qui nous sont venues à l'esprit en le lisant.

Ces réflexions visent moins le corps même de l'ouvrage que l'introduction et le premiers chapitres. Il nous semble, en effet, que les questions qui s'y trouvent traitées ont une particulière importance. Si l'on veut suivre aisément les péripéties de la bataille qui va se livrer entre Galilée et les adversaires du système de Copernic, si l'on en veut justement apprécier les résultats, il faut très exactement connaître le champ où le combat va se livrer, il faut marquer avec précision les positions qu'occupent, avant d'en venir aux mains, les tenants des deux partis. M. Emil Wohlwill n'a pas manqué consacrer de savantes pages à cette description du champ de bataille; ces pages, nous les eussions souhaitées encore plus nombreuses, encore plus détaillées et documentées.

I.

Lorsque Copernic conçut la pensée de substituer le système qui a gardé son nom au système astronomique de Ptolémée, son ambition ne se bornait pas à remplacer des constructions géométriques propres à prévoir les observations et à calculer des tables par d'autres constructions mieux adaptées à cet objet; il entendait bien, tout l'indique, que les mouvements de la Terre, que le repos du Soleil et du Ciel des étoiles fixes fussent regardés comme des mouvements réels, comme un repos réel.

Ce qu'il pensait à cet égard, quelques uns de ses disciples, tel Joachim Rhaeticus, le pensaient comme lui et le formulaient même plus nettement que lui. Mais un tel état d'esprit paraît avoir été fort rare parmi les astronomes qui furent les contemporains de Copernic ou qui vinrent aussitôt après lui; la plûpart d'entre eux semblent avoir contemplé l'oeuvre du chanoine de Thorn du point de vue qu'Osiander leur avait signalé en sa célèbre préface.

On sait quel était ce point de vue; il se trouvait très exactement défini en cette phrase: ›Il n'est pas nécessaire que les hypothèses astronomiques soient vraies ni même vraisemblables; il suffit quelles servent de fondements à des calculs dont les résultats s'accordent avec les observations‹.

M. Wohlwill, cela va sans dire, étudie cette préface; mais il la juge (pp. 9—10) avec une sévérité à laquelle nous ne saurions souscrire. Il n'y voit qu'une précaution prise par Andreas Osiander, et cela contre l'intention de Copernic, pour éviter le scandale que la nouvelle doctrine allait soulever. Il s'en faut de peu qu'il ne partage l'indignation de Ramus à l'encontre d'un tel subterfuge, et qu'il ne condamne avec ce dernier la folie de ceux qui, de principes faux, prétendent tirer des conséquences vraies.

Que la préface d'Osiander n'exprime pas la véritable pensée de Copernic, cela est très vraisemblable; que l'auteur y ait vu un moyen d'éviter les objections que les théologiens allaient élever contre l'hypothèse du mouvement de la terre, nous en avons pour témoins les lettres que Képler nous a conservées. Cette préface a donc été ce que M. Wohlwill veut y voir; mais nous croyons qu'elle est encore bien autre chose.

Et d'abord, si nous la considérons en elle même, indépendamment des motifs que l'auteur a pu avoir pour la composer, elle nous apparaît comme une déclaration très nette et très précise de ce qu'est la véritable portée de la théorie physique; elle formule, à cet égard, l'opinion à laquelle souscrivent, chaque jour plus nombreux, les physiciens soucieux de marquer l'exacte valeur logique de la méthode qu'ils emploient; et M. Carl Neumann est le premier, je crois, qui ait emprunté à Osiander cette saisissante formule: »*Neque enim necesse est hypotheses esse veras, imo, ne verisimiles quidem; sed sufficit hoc unum si calculum observationibus congruentem exhibeant*«.

Mais si la préface des *De revolutionibus orbium coelestium libri sex* nous apparaît, à ce point, douée du caractère prophétique, si elle semble un manifeste anticipé de tous les logiciens qui, de près ou de loin, se rattacheront à l'école des Ernst Mach, des Macquorn Rankine, des Carl Neumann, c'est que la doctrine qu'elle explique a été lentement élaborée par une tradition, interrompue depuis le temps de la Science Hellène, et soigneusement maintenue par toute la Scolastique [1]).

Ce caractère traditionnel et, pour ainsi dire, classique de la doctrine soutenue par Osiander disposait les lecteurs de Copernic à comprendre son ouvrage dans le sens que leur indiquait le théologien luthérien; et cela fut fort heureux, croyons nous, pour les progrès de la doctrine copernicaine.

Prenons, en effet, un astronome contemporain de Copernic, un Erasme Reinhold par exemple. Il eût hésité, assurément, à user des théories astronomiques exposées aux *De revolutionibus orbium coelestium libri sex* s'il lui eût fallu, pour cela, regarder les hypothèses sur lesquelles repose cet ouvrage comme l'expression même de la réalité. Homme de science, il lui eût fallu renoncer à la Physique péripatéticienne, en particulier à la théorie de la pesanteur, sans qu'aucune Mécanique nouvelle lui fût fournie qui permît de traiter des mouvements des corps sublunaires. Collègue et ami de Mélan-

1) Nous avons développé cette proposition dans l'ouvrage suivant: Σώζειν τὰ φαινόμενα. *Essai sur la notion de théorie physique de Platon à Galilée.* Paris, 1908.

chthon, il devait, comme ce dernier, voir dans l'Ecriture la négation du mouvement de la terre que sa foi l'obligeait, dès lors, à rejeter. L'opinion soutenue par Osiander débarrassait l'esprit de Reinhold de tous ces scrupules; sans se soucier de savoir si les hypothèses copernicaines étaient vraies ni même vraisemblables, il pouvait user des combinaisons cinématiques proposées au *De revolutionibus;* et ainsi, sans croire au mouvement de la terre, il pouvait calculer ces *Prutenicae tabulae* qui ont tant contribué à marquer la supériorité astronomique du système de Copernic sur le système de Ptolémée (pp. 11—12).

Le point de vue duquel Reinhold contemplait l'oeuvre de Copernic est celui qu'Osiander avait marqué; c'est aussi celui où venaient se placer une foule d'astronomes, tant catholiques que protestants; c'est celui qu'adoptaient les calculateurs chargés de la réforme du calendrier; ceux-ci n'hésitaient pas à user des *Prutenicae tabulae,* bien qu'ils comptassent parmi eux des adversaires du mouvement de la terre aussi déterminés que le jésuite Christoph Clavius (p. 17).

Que certains italiens tels que Gianbattista Benedetti aient adopté une conduite toute conforme à celle du protestant Reinhold, qu'ils aient laissé le doute retenir leur adhésion aux hypothèses de Copernic tandis qu'ils se montraient franchement partisans de la révolution que l'astronome de Thorn avait introduite dans les calculs astronomiques, M. E. Wohlwill y voit une feinte inspirée par la crainte de l'Inquisition (pp. 19—21). Je ne crois pas qu'il faille recourir à cette explication, assez peu honorable, après tout, pour la franchise de ceux en faveur de qui elle est invoquée, là où aucun texte ne nous autorise à leur attribuer cette mesquine rouerie. Il semble bien, nous le verrons dans un instant, que les congrégations romaines aient été fort lentes à s'émouvoir des hypothèses copernicaines; il ne paraît pas que la moindre menace fût venue, au cours du XVI[e] siècle, gêner, à cet égard, la liberté de pensée des savants catholiques. L'hésitation de ces derniers à admettre le mouvement de la terre, hésitation que n'éprouvaient pas moins vivement la plûpart des protestants, trouve une explication suffisante dans la crainte de ruiner la Physique d'Aristote avant d'avoir rien trouvé qui en pût tenir lieu.

II.

La perspective si large qu'Andreas Osiander, résumant tout l'enseignement de la Science Hellène et de la Scolastique Médiévale, avait ouvert aux disciples de Copernic allait bientôt se trouver étrangement rétrécie.

Elle le fut, tout d'abord, à l'excès par ces esprits grossièrement

simplistes que furent ceux de Pierre la Ramée (Petrus Ramus) et de Giordano Bruno (pp. 22—24). En la préface des *De revolutionibus orbium coelestium libri sex*, ils virent l'exposé de cette thèse étrange que, pour trouver le vrai, il était bon de partir de principes faux; à l'encontre de cette thèse, ils affirmèrent énergiquement que les hypothèses sur lesquelles repose une théorie physique doivent être des vérités assurées, qu'elles doivent être des vues exactes de la réalité.

Ramus et Giordano Bruno étaient, sans doute, les fidèles interprètes de la pensée de Copernic; mais ils n'étaient guère astronomes; ce qu'ils professaient touchant la nature des hypothèses sur lesquelles doit reposer la science des astres n'eut, tout d'abord, qu'une faible influence sur l'opinion de ceux qui cultivent cette science.

Une manière de voir moins étroitement réaliste était en train de devenir commune parmi les astronomes. Osiander ne demandait aux hypothèses ni d'être vraies ni d'être vraisemblables. Ramus et Giordano Bruno exigeaient qu'elles fussent vraies. Sans leur imposer la condition d'être certaines, la nouvelle doctrine voulait que les suppositions sur lesquelles repose une théorie fussent, du moins, possibles, qu'elles ne fussent pas entachées d'absurdité.

Or l'absurdité pouvait se reconnaître à deux signes, l'un d'ordre naturel, l'autre d'ordre religieux.

Une hypothèse absurde c'était, en premier lieu, une hypothèse *philosophiquement insoutenable*, parce qu'en contradiction formelle avec les principes qu'impose Aristote à la Physique des mouvements sublunaires.

Une hypothèse absurde, c'était, en second lieu, une hypothèse *hérétique* ou, du moins, *erronée dans la foi*, parce qu'en opposition avec des textes clairs de l'Ecriture Sainte.

Voilà donc deux critères, deux pierres de touche auxquelles toute hypothèse astronomique devra être éprouvée avant d'être admise en la construction d'un système recevable; si l'une ou l'autre des deux marques requises lui fait défaut, elle devra être impitoyablement rejetée.

Les principes qui doivent diriger cette sorte d'examen préalable des hypothèses, nous les soupçonnons, à peine indiqués encore, dans un écrit que Peucer publie en 1571. Ils sont posés d'une manière parfaitement ferme et claire, en 1578, par le protestant Tycho Brahé, puis, en 1581, et presque dans les mêmes termes, par le jésuite Rodolph Clavius.

Soumises à une telle toise, les hypothèses de Copernic paraissaient doublement absurdes et donc, deux fois elles méritaient d'être rejetées.

D'ailleurs, tout en repoussant ces hypothèses condamnées, Peucer voulait qu'on sauvegardât les progrès que les méthodes copernicaines avaient fait faire aux calculs astronomiques. Ces aspirations, contraires en apparence, par lesquelles on souhaitait de garder les combinaisons cinématiques de l'Astronomie nouvelle sans recourir à aucune supposition qui contredit soit à la Physique d'Aristote, soit aux texte de l'Ecriture, trouvaient leur pleine et naturelle satisfaction dans le système imaginé par Tycho Brahé.

Nous venons de reconnaître les deux citadelles à l'assaut desquelles Galilée lancera toutes les forces de son génie, les deux citadelles que ses adversaires, les physiciens des Universités italiennes et les juges de l'Inquisition, défendront avec ténacité contre ses attaques.

On ne veut pas admettre les hypothèses Copernicaines parce qu'elles sont incompatibles avec les principes incontestés que le Péripatétisme impose au phénomènes du monde sublunaire. Galilée s'acharnera à ruiner de fond en comble cette Physique aristotélicienne et à lui substituer une Physique nouvelle qui concorde avec les doctrines du chanoine de Thorn.

On repousse le repos du Soleil, la mobilité de la Terre comme formellement niés par les textes de l'Ecriture Sainte. Galilée entreprendra de prouver que l'on interprète à faux les paroles de la Bible, qu'on attribue à l'Auteur sacré des enseignements qu'il n'a jamais prétendu donner.

Ces deux attaques comprennent toute l'oeuvre de Galilée, son oeuvre de physicien comme son oeuvre d'exégète. A ces deux attaques, le Saint Office résistera en lançant une double condamnation.

Physicien, Galilée a prétendu, pour établir la doctrine de Copernic, à renverser la Physique d'Aristote; pour sauver celle-ci, l'Inquisition déclarera, en 1616 comme en 1633, que les hypothèses copernicaines sont *falsae in Philosophia.*

Exégéte et théologien, Galilée a soutenu que les Saintes Lettres n'enseignaient ni le repos de la Terre ni le mouvement du Soleil; l'Inquisition ripostera que l'hypothèse du mouvement de la Terre est *ad minus erronaea in fide,* que la supposition du mouvement du Soleil est *formaliter haeretica.*

Voilà, dans ses grandes lignes, le plan de la bataille dont M. E. Wohlwill entreprend de nous retracer les innombrables péripéties.

III.

Deux forteresses donc ont été opposées au progrès du Copernicanisme, forteresses que Galilée, ses émules et ses successeurs auront à emporter. L'une est la certitude indiscutée de la Physique

péripatéticienne; l'autre est l'interprétation littérale de l'Ecriture Sainte. De ces deux obstacles formidables dressés sur la route de la Science, et qui vont singulièrement retarder la marche de l'esprit humain vers la conquête de la vérité, quels ont été les architectes? Qui faut-il rendre responsable des combats auxquels nous allons assister?

M. Emil Wohlwill défend le Protestantisme du reproche d'avoir contribué à construire, contre le Copernicanisme, le formidable donjon théologique (pp. 15—17). Il nous semble bien difficile d'accorder avec les faits cette opinion de l'illustre érudit.

Luther, en ses *Tischreden*, est le premier qui se soit élevé contre l'impiété de ceux qui proposent une Astronomie opposée aux enseignements de l'Ecriture. Dès 1541, Andraeas Osiander, qui est un ami de Luther, se montre préoccupé du scandale que la publication de l'ouvrage de Copernic causera parmi les théologiens; il écrit à Copernic et à Rhaeticus pour leur recommander d'opposer aux attaques qu'il redoute les précautions qu'il prendra bientôt lui-même, en sa célèbre préface anonyme; en 1549, Mélanchthon objecte déjà aux hypothèses du mouvement de la Terre et du repos du Soleil tous les textes bibliques au nom desquels l'Inquisition condamnera Galilée.

Ces mêmes textes, Tycho Brahé les invoque, en 1587, contre l'Astronomie Copernicaine; et nous avons signalé ailleurs un petit cours de Cosmographie, demeuré manuscrit, que Georges Horst de Thorgau professa à Wittemberg en 1604; les mêmes arguments théologiques s'y retrouvent exposés, en faveur des suppositions anciennes. Les docteurs protestants et, en particulier, ceux de l'Ecole de Wittemberg nous paraissent donc avoir grandement contribué à accréditer cette opinion: Les suppositions du mouvement de la Terre et du repos du Soleil doivent être repoussées parce-qu'elles sont en contradiction avec divers passages, littéralement interprétés, des Livres saints.

Il semble, au contraire, que l'Eglise catholique n'ait aucunement songé, pendant fort longtemps, à fait intervenir la Bible dans les controverses astronomiques.

Au milieu du XIV[e] siècle, il y avait, à la Faculté des Arts de Paris, des maîtres qui soutenaient le mouvement diurne de la Terre; un texte de Nicole Oresme, que nous avons récemment publié, nous fait connaître leur enseignement; cet auteur, chanoine du chapitre de Rouen, était un défenseur quelque peu intolérant de la foi chrétienne; le pape fut, une fois, obligé d'atténuer une condamnation qu'il avait contribué à porter; or, il n'hésite pas à concilier les textes de l'Ecriture avec l'hypothèse de la rotation terrestre, en admettant que

l'Auteur sacré parle à la manière du vulgaire et selon les apparences; et tandis qu'il soutient cette opinion, il est fait évêque de Lisieux.

Au XV[e] siècle, Nicolas de Cues est évêque, cardinal, investi de la confiance du pape; il ne craint pas cependant d'attribuer un mouvement à la Terre.

Copernic est chanoine; c'est un cardinal qui le presse de toutes manières de publier son oeuvre à laquelle il voue une extréme admiration; c'est le pape Paul III qui reçoit la dédicace des *De revolutionibus orbium coelestium libri sex*.

Avant que Copernic ait donné son oeuvre, Coelio Calcagnini écrit sa dissertation: *Quod coelum stet, terra vero moveatur*; or Calcagnini est protonotaire apostolique.

L'indifférence à l'égard des hypothèses astronomiques semble donc avoir été, jusque par delà le milieu du XVI[e] siècle, le sentiment qui a invariablement guidé l'Eglise romaine. Pour trouver un écrit catholique où les textes bibliques soient systématiquement employés à l'examen des suppositions sur le mouvement de la Terre et des Astres, il nous faut attendre qu'en 1581, Christoph Clavius publie la troisième édition de ses commentaires à la *Sphaera* de Sacro Bosco; là seulement, nous trouvons reproduite l'argumentation que Mélanchthon avait composée plus de trente ans auparavant, et que Tycho Brahé avait adoptée depuis quelques années; encore ne peut-on la lire sans être frappé de la forme concise et réservée sous laquelle l'auteur la présente.

Il nous paraît donc certain que la lutte menée au nom de la Bible contre l'Astronomie copernicaine fut inaugurée non pas par l'Eglise catholique, mais par l'Eglise luthérienne. Et si l'on prend la peine de réfléchir un instant, on reconnaîtra qu'il était tout naturel qu'il en fût ainsi; soucieux, avant tout, de l'interprétation littérale de l'Ecriture qu'ils reprochaient vivement aux théologiens catholiques de négliger, les réformés ne pouvaient recevoir sans inquiétude une doctrine physique qui paraissait en contradiction formelle avec certains passages des Saintes Lettres.

Comment l'Eglise catholique fut-elle amenée à sortir de l'indifférence où elle était si longtemps demeurée à l'égard de l'hypothèse du mouvement terrestre? Comment en vint-elle à traiter cette supposition beaucoup plus durement que ne le faisait le Protestantisme? C'est une question à laquelle il nous paraît malaisé de répondre d'une manière satisfaisante. Devancée par les Luthériens, l'Eglise romaine a-t-elle craint de paraître moins ferme qu'eux dans la défense des Saintes Ecritures? Il ne nous semble pas inadmissible qu'un tel sentiment ait entraîné le Catholicisme à la lutte contre

l'Astronomie copernicaine. L'ardeur à combattre cette doctrine dut redoubler, en l'Eglise catholique, lorsque l'on vit de bouillants hérétiques, comme Giordano Bruno, se faire, en même temps, les défenseurs convaincus de la nouvelle doctrine; et cependant, ce n'est pas au magistère de Rome, mais à l'enseignement d'Aristote que Bruno opposait la Physique copernicaine; mais au temps où Bruno fut condamné, au temps où Galilée inaugura ses découvertes, il y avait une espèce de solidarité entre la Théologie catholique et la Physique d'Aristote; les deux forteresses que le Copernicanisme tentait d'emporter avaient signé une sorte de traité d'alliance.

IV.

C'était un très ancien fort que le fort du Péripatétisme. Avant de lutter contre les progrès du système de Copernic, il avait longtemps combattu pour empêcher le triomphe du système de Ptolémée.

Le respect, poussé jusqu'à la servilité, de la Philosophie d'Aristote, est d'origine arabe; cette superstitieuse admiration a trouvé son interprète le plus autorisé en Averroès, pour qui l'infaillibilité du Stagirite était un dogme incontestable.

La confiance aveugle en tout ce qu'enseignait le Péripatétisme se répandit, au XIII[e] siècle, dans la Chrétienté d'Occident, en même temps que les traductions des écrits d'Aristote et de son Commentateur. Cette disposition intellectuelle, qui eût à tout jamais figé l'esprit humain dans la muette et stérile méditation de la parole du Maître, rencontra, heureusement, un redoutable adversaire; la foi chrétienne, que l'Aristotélisme contredit sur tant de points essentiels, ne pouvait supporter que l'intelligence des fidèles s'abimât en la contemplation de cette doctrine hérétique; et Michel Scot avait à peine répandu, parmi les Latins, la connaissance du Stagirite et d'Averroès que Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, menait vivement la lutte contre ›Aristote et ses sectateurs‹.

Bientôt, toutefois, l'ardeur du combat s'apaisa; une sorte de paix fut conclue entre la Philosophie péripatéticienne et la Théologie chrétienne; on tenta de faire de celle-là l'auxiliaire et le plus ferme soutien de celle-ci; la conclusion de cette paix fut l'oeuvre d'Albert le Grand et, surtout, de Saint Thomas d'Aquin.

Mais une semblable paix ne pouvait être de longue durée; les idées vraiment essentielles et directrices de l'Aristotélisme étaient trop radicalement opposées aux dogmes fondamentaux du Christianisme, à la toute-puissance créatrice de Dieu par exemple; ces deux tendances, à-la-fois si puissantes et si exactement contraires, devaient bientôt faire éclater le lien par lequel saint Thomas d'Aquin s'était

efforcé de les unir et de les faire concourir à un même effet. En 1277, Etienne Tempier, évêque de Paris, reprenant la tradition de Guillaume d'Auvergne, frappait au nom de l'orthodoxie une série de propositions parmi lesquelles se trouvaient quelques uns des principes premiers de la Physique péripatéticienne.

La brèche était ouverte au rempart de l'Aristotélisme; par cette brèche, les assaillants se précipitèrent nombreux; leurs premiers chefs étaient des franciscains issus des Iles Britanniques: Richard de Middleton, d'abord, puis Jean de Duns Scot, enfin le fougereux Guillaume d'Occam; leur ardeur entraîna à leur suite l'Université d'Oxford et, surtout, l'Université de Paris.

Le milieu du XIV[e] siècle vit alors se former, à Paris, une doctrine physique très libre, très éclectique, où se trouvaient posés tous les principes essentiels de la Mécanique que Galilée et ses émules devaient, plus tard, faire triompher. Ce que le grand Pisan devait un jour professer touchant la force et le mouvement, Jean Buridan, Albert de Saxe, Nicole Oresme, Marsile d'Inghen le déclaraient; il leur manquait seulement, pour pousser jusqu'au bout les conséquences de leurs pensées, l'habileté à se servir de l'art du géomètre. En cette Ecole parisienne, plusieurs, tels que Nicole Oresme, regardaient déjà l'hypothèse du mouvement diurne de la Terre comme une hypothèse acceptable.

Si Galilée eût commencé d'enseigner à Paris, vers la fin du XIV[e] siècle, il eût trouvé, peut-on dire, les esprits disposés à accueillir les sciences nouvelles qu'il leur eût présentées. Il n'en était nullement de même, deux siècles plus tard, en Italie.

Parmi les Italiens, la Scolastique parisienne avait rencontré quelques adeptes de marque: Paul de Venise, au début du XV[e] siècle, puis son disciple Gaëtan de Tiène; plus tard, le génial Léonard de Vinci. Mais, en général, sur ce sol où les souvenirs de l'Antiquité étaient particulièrement nombreux et imposants, où le culte du passé était particulièrement fort, les doctrines nouvelles et novatrices s'étaient heurtées à une âpre résistance; le respect des choses anciennes avait, par son exagération même, engendré l'attachement routinier aux choses mortes; l'Averroïsme d'un Nicolò Vernia ou d'un Alessandro Achillini, l'Alexandrisme d'un Pomponazzi, le Platonisme des humanistes, mettaient une trêve à leurs querelles mutuelles pour s'opposer comme un bloc compact à la pénétration de la Physique de Paris; ainsi se formèrent ces Zabarella, ces Francesco Piccolomini, ces Cesare Cremonini, dont le respect servile du moindre texte d'Aristote, dont l'aveugle entêtement à nier les objections les moins contestables feront à tout jamais la stupeur de l'historien des Sciences.

D'ailleurs, cette routine péripatéticienne ne se bornait pas à lutter contre la nouvelle Astronomie inaugurée par Copernic; le vieux système de Ptolémée lui-même ne trouvait pas grâce à ses yeux; et les Alessandro Achillini, les Gianbattista Amico, les Fracastor, les Delfino s'efforçaient de rendre vie à la doctrine des sphères homocentriques condamnée depuis près de deux mille ans.

Ce n'est pas seulement dans les chaires des Universités que Galilée rencontrait ces Péripatéticiens endurcis; il les trouvait également au sein des congrégations romaines. Sans doute, les doctrines d'un Alexandre d'Aphrodisias ou d'un Averroès étaient en contradiction trop formelle avec les dogmes essentiels du Catholicisme pour que les membres de la Congrégation de l'Index, pour que les inquisiteurs du Saint-Office se missent au nombre des Alexandristes ou des Averroïstes; du moins adhéraient-ils, parmi les philosophies chrétiennes, à celle qui gardait la plus grande part de Péripatétisme, à celle de saint Thomas d'Aquin; le Scotisme et le Nominalisme dont s'inspirait le plus souvent la Physique des Parisiens étaient, auprès d'eux, en fort mauvais renom.

D'ailleurs, le souvenir du rôle que l'Université de Paris avait joué à l'heure du grand schisme ne pouvait pas ne pas rendre suspectes, à Rome, les innovations de cette Université.

Ainsi s'explique qu'une ligue si étroite ait pu rattacher l'une à l'autre, à cette époque et au sein des congrégations romaines, la Philosophie d'Aristote et la Théologie catholique; ligue étrange où le dogme chrétien était appelé au secours de la plus païenne des Métaphysiques. L'existence de cette union, singulièrement artificielle, mais singulièrement puissante, entre deux doctrines aussi disparates explique seule l'état d'esprit de ceux qui ont, à deux reprises, frappé Galilée de censures ecclésiastiques; en leur intelligence, se faisait une étrange confusion entre l'Aristotélisme et le Christianisme; lorsqu'ils virent chanceler la Physique à laquelle ils avaient aveuglément accordé leur confiance, ils crurent au péril de la Réligion à laquelle ils avaient engagé leur foi; pour sauver celle-là, ils usèrent des armes que celle-ci leur avait remises en vue de sa propre défense.

V.

L'interprétation littérale des Ecritures d'une part, la Physique péripatéticienne d'autre part, tels sont donc les deux obstacles que Galilée vit se dresser devant lui lorsqu'il entreprit de répandre la doctrine copernicaine. Pour saper ces obstacles, il porta contre leurs bases de rudes coups de bélier.

L'effort accompli par Galilée pour abattre les objections théolo-

giques se condense tout entier en la lettre qu'il adressa à la Grande Duchesse Christine de Toscane, lettre dont M. E. Wohlwill nous donne une étude très complète (pp. 542—555). Les tentatives pour renverser la Physique péripatéticienne et pour la remplacer par une Mécanique qui fût compatible avec l'Astronomie copernicaine se sont, au contraire, poursuivies pendant toute la vie du Pisan.

En cette partie de son oeuvre, Galilée fut bien efficacement aidé par une invention dont M. Emil Wohlwill reproduit très soigneusement l'histoire (pp. 224—249); nous voulons parler de la découverte de la lunette. Grâce à cette invention, en effet, Galilée put frapper de ses coups les plus décisifs la proposition qui était comme le coeur non seulement de la Physique péripatéticienne, mais de toutes les Physiques antiques. La doctrine de Ptolémée, en effet, aussi bien que la doctrine de Platon ou que celle d'Aristote, reposait, avant tout, sur cet axiome: Il y a une différence profonde et essentielle entre les êtres du monde céleste et les êtres du monde sublunaire. Ces derniers sont seuls susceptibles de s'engendrer, de se transformer et de périr; les premiers, éternels et inaltérables, ne sont susceptibles d'aucun changement, d'aucun mouvement, si ce n'est d'une combinaison de mouvements circulaires et uniformes. Cette distinction radicale établie entre les corps célestes et les corps sublunaires coupait nécessairement la Physique en deux parties qui demeuraient à-peu-près sans lieu l'une avec l'autre; les mouvements parfaits des astres et les transformations des êtres inférieurs ne sauraient assurément être régis par les mêmes principes.

Pour mettre la Terre au nombre des planètes, l'Astronomie copernicaine devait nécessairement nier qu'il y eût dans le Monde, d'une part, des êtres sublunaires changeants et corruptibles, d'autre part, des êtres célestes immuables. A l'appui de cette négation, un adversaire du système de Copernic, Tycho Brahé, avait apporté déjà un argument singulièrement puissant en montrant qu'une étoile fixe était apparue dans les cieux et qu'elle avait subi des transformations visibles à tous les regards. Ce que Tycho Brahé avait commencé de faire, Galilée, à l'aide de la lunette, l'acheva. Lorsque le *Sidereus nuntius* eut annoncé aux astronomes que la surface du Soleil était criblée de taches, que la Lune portait des montagnes semblables aux montagnes terrestres, il devint évident que le monde ne renfermait pas de corps divins, sans analogie avec ceux que nous voyons et touchons.

VI.

L'une des preuves qu'Aristote avait invoquées en faveur du repos de la Terre était la suivante: La pierre que l'on jette verticalement

en l'air retombe exactement au lieu d'où elle a été lancée. Déjà Nicole Oresme, Copernic, Giordano Bruno avaient indiqué comment la force démonstrative apparente de cette preuve pouvait être énervée; mais le problème que leur discussion avait posé méritait d'être étudié à nouveau et plus profondément. Il s'agissait, en somme, de fixer les lois suivant lesquelles se meut un corps pesant qui a été lancé avec une certaine vitesse. L'étroitesse apparente de cette question ne tardait pas à se dilater au regard de celui qui la contemplait afin de la résoudre; bientôt, il reconnaissait qu'elle embrassait à la fois l'étude des lois générales du mouvement et la théorie de la chute des corps pesants. Le problème du mouvement des projectiles, que Galilée avait abordé dès ses premiers écrits, allait retenir son attention jusqu'au jour où il mettrait fin à ses découvertes en composant son chef d'oeuvre, ses *Dialoghi delle nuove Scienze*.

Faut il louer les pages nombreuses où M. Emil Wohlwill retrace l'oeuvre de Galilée mécanicien? Pouvions nous attendre moins de l'auteur qui s'était préparé à écrire ces pages en composant l'étude intitulée: *Die Entdeckung des Beharrungsgesetzes* et le mémoire *Ueber die Entdeckung der Parabelform der Wurflinie?*

VII.

La lunette d'une part, la Mécanique d'autre part, avaient ruiné les principales objections que l'on pouvait, en faveur des Astronomies géocentriques, élever contre les hypothèses de Copernic; les hypothèses ne pouvaient plus être déclarées fausses au nom de la Physique. D'autre part, la lettre à la Grande Duchesse Christine pensait bien avoir établi qu'elles n'étaient en rien contraires à la foi catholique. Elles présentaient donc les deux marques que Tycho Brahé, que Clavius voulaient reconnaître en une supposition avant d'autoriser les astronomes à s'en servir. Il était permis de les donner comme propres à sauver les phénomènes observés.

Les cardinaux Bellarmin et Maffeo Barberini eussent voulu que Galilée se bornât à les donner comme telles (pp. 561—565); Galilée prétendait aller plus loin; il ne voulait pas que les principes copernicains fussent simplement des hypothèses aptes à fournir des conséquences conformes aux observations; il se croyait en état de montrer, en ces principes, des affirmations conformes à la nature même des choses.

L'argumentation dont il faisait usage pour conférer une telle certitude à ces principes consistait en ceci: Les marées ne se peuvent expliquer que par le mouvement diurne de la Terre. L'idée n'était pas nouvelle; elle avait déjà été émise par Caelio Calcagnini, et,

après celui ci, divers physiciens tels que Césalpin l'avaient reprise en la modifiant; mais Galilée la fit vraiment sienne par les développements qu'il lui donna (pp. 587—608).

Cette théorie des marées était absolument insoutenable; elle eût attribué pour période, au flux de la mer, le jour sidéral ou la moitié de ce jour; or, depuis de longs siècles, on savait que l'intervalle entre deux marées hautes était la moitié du jour lunaire. Qu'un semblable désaccord n'ait pas arrêté, en leurs spéculations, des hommes d'une science aussi superficielle que Calcagnini ou Césalpin, il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure; mais qu'un Galilée ait, à plusieurs reprises, accueilli une semblable erreur, qu'il en ait fait comme la pierre angulaire de sa démonstration du système copernicain, c'est ce qu'on ne saurait constater sans stupeur. Combien sont souvent détournées et scabreuses les voies par lesquelles l'esprit humain marche à la découverte de la vérité!

Bordeaux Pierre Duhem

Annales de Tukulti Ninip II roi d'Assyrie 889—884 par **V. Scheil** (avec collaboration de J. Et. Gautier). = Bibliothèque de l'École des Hautes Études, publiée sous les auspices du ministère de l'instruction publique. 178me fascicule. Paris 1909. Honoré Champion. 8°. 62 ps. Prix 7,50 frs.

Im Jahre 1907 erwarb Baron Degrand, der damalige französische Vizekonsul in Môṣul, von einem dortigen Privatmanne eine Keilschrifttafel von 265 × 19 × 25 mm Umfang, die er Ende Juli 1909 V. Scheil in Paris zum Studienzwecke übergab. Nach sorgfältiger Entfernung der festen Kalkschicht, mit der das Stück bedeckt war, ergab sich dem erfahrenen Untersucher die hohe Wahrscheinlichkeit, daß dasselbe aus Ḳal'at Scherḳâṭ herrühre, und daß es behufs Konservierung für spätere Geschlechter in ein Mauerwerk eingefügt worden sei. Nach Entzifferung der sehr fein geritzten Schriftzeichen, erkannte Scheil alsbald, daß es sich bei dem Denkmal um nichts anderes als die in 147 Zeilen redigierten Annalen Tuklat Ninips II. (889—884) handle, und in kurzer Zeit wurde auch dieser neue Fund von dem glücklichen Entdecker und meisterhaften Herausgeber des Ḫammurabi-Codex der Fachwelt vorgelegt.

Die Publikation ist mustergiltig. Der Transkription und Uebersetzung[1]) sind ein Kommentar, Itinerare, mit den Σταθμοι παρθικοι des Isidor von Charax verglichen, eine Eigennamenliste, eine Repro-

1) Vgl. auch »Académie des Inscriptions et Belles-Lettres«. Comptes rendus 1909 p. 807 sq.

duktion der Inschrift in Heliogravure und Faksimile, eine geographische Kartenskizze des sechsten Feldzuges und endlich ein Plan des modernen Hit beigegeben, dessen Anblick sich von dem des alten nicht wesentlich unterscheiden dürfte.

Es ist vor allem der Historiker, der nach diesem neuen Quellenzuwachs mit gespannter Neugier greifen muß. Wird doch durch ihn jene trostlos klaffende Lücke in der Geschichte der Assyrer, die bislang den Zeitraum von der Regierung Tiglat Pilesers I. (ca. 1200 v. Chr.) bis zu der Ašûrnâṣirpals für immer zu umfassen schien, erheblich verringert! Und das dazu noch an einer Stelle, wo der Mangel an ausführlichen Nachrichten ganz besonders zu beklagen war, in der der Regierung Ašûrnâṣirpals unmittelbar voraufgehenden Epoche. Eine Reihe von Fragen, die die Kriegsberichte dieses Herrschers offen lassen, sind nunmehr gelöst. Die neue Inschrift vervollkommnet unsere Vorstellung von der nach der unruhigen Periode Tiglat Pilesers I. in Nordmesopotamien einsetzenden politischen Bewegung und Organisation, bereichert wesentlich unsere Kenntnis der dortigen staatlichen Gruppierung in der ersten Hälfte des 9. Jahrhunderts und unterrichtet über manche fruchtenden Ursachen späterer Ereignisse. Bisher schimmerte die Tätigkeit Tuklat Ninips II. nur in einigen dürftigen Notizen durch. Ein im Louvre aufbewahrter Achatzylinder mit dem Namen des Königs und seines Vaters Adad-nirâri II., eine von ihm am Sebeneh Su eingemeißelte Siegesinschrift, die erzählt, daß er »vom Aufgang bis zum Untergang der Sonne« Kriege geführt habe, die Eponymenliste, die Tuklat Ninip II. für das Jahr 889 als Eponymen nennt, Ašrn. Annal. I, 28—29, II, 125 (vgl. III, 13), wo er u. a. als »Priester Ašûrs« und »König des Alls« (šar kiššâti) bezeichnet, Ašrn. Jagdinschr. II, 27—29, wo seine Aufführung der großen Erdlage vor den Terassen des neuen Palastes verherrlicht wird, Salm-Ob. 19, wo sich sein Enkel seiner Nachkommenschaft rühmt, das war alles, was bisher die Regierung des Vorgängers und Vaters Ašûrnâṣirpals beurkundete. Mit seinen Annalen tritt die Persönlichkeit Tuklat Ninips aus dem Halbdunkel in das volle Licht der Geschichte ein.

Dieselben sind vom 9. Araḫšamnu der Eponymie des Na'di-ilu (885) datiert (Rev. 65) und berichten zunächst von sechs Feldzügen, von denen jedoch die ersten fünf eigentlich nur kurz skizziert sind. Sie gehen am Ende nach dem gebräuchlichen Schema zu den Friedenswerken des Königs über, die in Palastbauten, Bewässerungsanlagen und Dammrekonstruktionen bestanden, und erzählen gelegentlich auch von dem bevorzugten Privatvergnügen des Herrschers, seiner Pflege des Waidwerks.

Bei den kriegerischen Unternehmungen, die im Gegensatze zu

denen Ašûrnâṣirpals, der in Kalach residierte, anfangs von Ninive (2. und 4. Feldzug), später von Aššûr aus (5. und 6. Feldzug) erfolgten, handelte es sich, wie es scheint, im großen und ganzen lediglich um Sicherung des bereits ererbten Besitzstandes. So bei den nach den Nairiländern, im Norden und Nordosten, und nach dem Aramäerstaate Bît-Zamâni im Nordwesten des Reiches, die im ersten und zweiten Regierungsjahre Tuklat Ninips nötig waren (Obv. 1—8).

Die letztere wurde durch eine Denunziation eines Sohnes des noch zur Zeit Ašûrnâṣirpals regierenden Fürsten Ammeba'al veranlaßt, vgl. Ašrn. Mon. (III. R.) Rev. 36—49; Annal. 118—126. Der sehr beschädigte Name des Intriganten ist mit Hilfe desselben Berichtes zu ermitteln. Es ist der jenes Bur-ramânu[1]), der im Jahre 880 in der nördlich von Amid (Dijâr Bekr), dem damaligen Zentrum von Bît-Zamâni, nicht weit von der hierher führenden Karawanenstraße und in der Nähe des Tigris zu suchenden, assyrischen Garnisonstadt Sinabu schließlich als die Seele einer Verschwörung auftritt, der sein Vater zum Opfer fällt, die ihm die Hautabschindung kostet, und durch die sein Bruder Ilânu ans Staatsruder gebracht wird. Nach den von Scheil Z. 6 gemachten Ergänzungen wäre mit den Operationen in Bît-Zamâni ein Streifzug von der Stadt [U]-di bis zur Stadt Ša ..... und (mât) Ja-te verbunden gewesen. Uda war nach Ašrn. Annal. III, 110 eine der Festungen von Nirdun, dessen Namen Streck in dem der heutigen, am rechten Tigrisufer, an der Einmündung des Batman Su gelegenen Ortschaft Midron erhalten glaubt[2]). (mât) Ja-ti = mât Ja-e-ti, Salm. Ob. 90, wäre nach Str.[3]) in der Nähe des Sebeneh Su und Euphrat zu lokalisieren. Es sei hier übrigens auch auf Salm. Stierinschr. (Lay. 16) 43—44 aufmerksam gemacht, wonach der König durch den Paß von Al-Ištarâte nach (mât) Jaeti gelangt ist. Diese Landschaft ist vielleicht auch unter dem (mât) A. A. = Ja[4]) des Eponymenkanons zu verstehen. Anstatt [U]-di ist aber vielleicht [Ti]-di zu lesen, das Ašrn. Annal. l. c. neben Sinabu genannt wird.

Die durch die entsandte Truppenmacht in jenem Landstriche geschaffene Ruhe war nicht von langer Dauer. Am ersten Simân der

1) Die Spuren des ersten Zeichens bur sind im Original ganz deutlich zu unterscheiden.

2) S. Streck, Armenien, Kurdistan und Westpersien p. 23.

3) S. l. c. p. 39.

4) Vgl. hierzu des Unterzeichneten »Keilinschriftliche Spuren der in der zweiten Hälfte des achten Jahrhunderts von den Assyrern nach Mesopotamien deportierten Samarier« (W. Peiser, Berlin 1907) p. 22 Anm. 3.

Eponymie des Ilu-mil-ku (886)[1]) mußte der König selbst mit seinen Heereskolonnen dorthin aufbrechen (Obv. 11—29). Als Endziel wird die Gegend des Subnat (Sebeneh Su) angegeben, wo jedenfalls damals die bekannte Inschrift eingemeißelt wurde. Der Herd der Empörung war in Bît-Zamâni. Der König setzt über den Kašiâri[2]), schlägt bei Pa-an ..., der Stadt des Ammeba'al, Lager, vernichtet zwei Ortschaften in der Umgebung, nimmt aber den Fürsten, der den Schwur Ašûrs auf Lieferung von Pferden an die assyrische Grenzmannschaft (naṣirê-ia salmê-ia) leisten muß, wieder in Gnaden auf. Bereits Salmanassar I. hatte in der Nähe von Bît-Zamâni die festen Plätze Sinabu und Tîdu eingerichtet, die jedoch später in die Gewalt der Aramäer geraten sind (Ašrn. Mon. l. c.). Z. 20 wird (amel) rabûti-a ina libbi [mâtišu aškun] zu ergänzen sein. Einen dieser Granden lernt man später Ašrn. Annal. I, 101—112 kennen, wo für das Jahr 883 erzählt wird, der Präfekt Ḫulai habe sich empört und in der Stadt Ki-na-bu verschanzt. Kinabu ist sehr wahrscheinlich ein Schreibfehler für Sinabu. Der Name der Residenz Ammeba'als wird nach dem sogen. ›Zerbrochenen Obelisken‹ [3]), wo Col. III, 8—9 ein Zug nach der am Fuße des Kašiârigebirges und im ›Aramäerlande‹ gelegenen (al) Pa-u-za berichtet wird, und nach dem Briefe K 469 Obv.[4]), wo der Beamte Šâkin-Ašûr-gubbu dem Könige meldet, er habe Leute nach der Stadt Pi-en-za-a geschickt, wo der Šupräer scl. Statthalter von dem südwestlich an Bît-Zamâni anstoßenden Šupria ihnen Wohnsitze angewiesen habe, zu Pa-an-[za bzw. za-a] zu ergänzen sein. Pa-an-za und Pi-en-za-a sind lediglich nasalierte Formen von Pa-u-za. Die Stadt gehörte offenbar ursprünglich zu Bît-Zamâni und wurde später dem Verwaltungsbezirke von Šupria einverleibt.

Noch in demselben Jahre, am 16. Tešritu marschierte der König durch die Pässe der offenbar botmäßigen ›Länder‹ Kirrûri (mâtâtê Kir-ru-u-ri), westlich und südwestlich vom Urmiasee, durch die von seinen Vorgängern noch unbetretenen Berglandschaften Urrupnu (Urru-up-nu) und Išrûn (Iš-ru-un) zu den Städten des Landes Ladâni (La-da-a-ni), ›das die Länder — — —[5]) und Lullu[6]) absperrten‹

1) Der Schauplatz des dritten Feldzugs im Jahre 887 ist aus Z. 9—10 nicht zu ersehen.

2) Deckt sich im wesentlichen mit dem heutigen Ṭûr 'Abdîn (mons Masius, τὸ Μάσιον ὄρος).

3) S. King und Budge, Annals of the kings of Assyria, London 1904, I p. 128 sq.

4) S. Harper, Assyrian and Babylonian letters II.

5) Der erste Name ist unleserlich.

6) Gewöhnlich von den Babyloniern Lullubê (i, u), von den Assyrern Lullumê (i, a) geschrieben. Ueber die Lage von Lullu ist seit der Entdeckung der von

(oder verteidigten?[1]), Obv. 30—40). Nach Vernichtung von 30 Ortschaften werden die Flüchtlinge im Gebirge Išrûn, »wohin ein den Himmel hinanfliegender Adler nicht dringt«, zwei Tage lang bis zum untern Zâb verfolgt. Hiernach käme für das mât Ladâni ein Teil jenes Gebiets in Betracht, das von einem von Norden nach Süden streichenden Höhensystem durchzogen, vom Adhem und Diâla entwässert und im Südwesten vom Djebel Ḥamrîn abgeschlossen wird, nordwestlich vom Bezirke Zohâb, südwestlich vom Sandjak Suleimanîe und südlich vom untern Zâb. Der Name Ladâni hat sich vielleicht in dissimilierter Form in dem Meidân am Oberlauf des Diâla, nordwestlich von Zohâb erhalten.

Ohne Feindseligkeiten verlief in der Hauptsache der am 26. Nisân der Eponymie des Na'di-ilu im Jahre 885 angetretene Feldzug nach Süd- und Westmesopotamien (Obv. 41 sq.), der den eigentlichen Inhalt der jetzt auf Einzelheiten eingehenden Annaleninschrift bildet. Nach Ueberschreitung des Tartar[2]), zieht das Heer das rechte Ufer dieses Steppenflusses entlang nach Süden und erreicht nach drei Etappen seine im Wüstensand sich verlierende Mündung. Ueber das schwierige Gelände von Ḫa-ma-te gelangt man nach Mar-ga-ni, wo Kanäle entdeckt werden, um von dort bei (mât) U-tu-'-a-te[3]) den Tigris zu gewinnen. Die Weiler (maškanâte) sowie die am Flusse gelegene (al) Ḳabrâni oder Kaprâni[4]) dieser Landschaft werden er-

dem einheimischen Fürsten Anubanini herstammenden Felseninschrift von Hazargeri od. Seripûl durch de Morgan im Jahre 1891 (veröffentl. von de Morgan u. Scheil in »Recueil de trav. relat. à la philolog. et à l'archéolog. égypt. et assyr.« XIV, 100 sq.) kein Zweifel mehr. Der Kern des Staates ist in dem heutigen Distrikte von Zohâb zu erblicken, vgl. Streck, ZA XV p. 292—294.

1) Z. 34—35: ša (mât) — — — (mât) Lu-ul-lu u-kal-lu-ni. Allem Anscheine nach haben sich die Lullu friedlich verhalten.

2) Der (nâr) Tar-ta-ri ist auch auf K 587 Obv. 14 belegt, s. Harper, Assyr. a. Babyl. letters VI.

3) Es liegt sehr nahe, mit dieser Landschaft den großen Aramäerstamm der Itu', der südlich von Assyrien haust und in der späteren assyrischen Briefliteratur häufig erwähnt wird, in Beziehung zu bringen. Das Gebiet der Itu' wird allerdings im Eponymenkanon stets (mât) I-tu-'-a geschrieben, s. II R 53. In der Schreibweise des Gentiliciums (amel) U-tu-'-a-a und (mât)'-ta-a-a, wie sie auf Rm 78 Rev. 3 (s. Harper, l. c. IV.) und auf S. 456 Rev. 18 (s. ibid. V.) vorkommt, zeigt sich jedoch die Unbeständigkeit des Vorschlagvokals in diesem Namen. In (mât) Tu-u auf 83—1—18, 39 Obv. 10 (s. ibid. IV., vgl. auch K 650, ibid. II.) ist er überhaupt weggelassen.

4) Das pron. suff. in (al) Kab/p-ra-ni-šu-nu beweist, daß der Name appellativisch zu verstehen ist. Man wird aber in ihm eher das Nomen kapru, כפר »Dorf«, als das קבר »Grab« zu erblicken haben, vgl. Kapridargilâ, Stadt in der Nähe von Til-Barsip (s. unten), Sanh. Kuj., bei Meißner-Rost, Die Bauinschriften Sanheribs.

obert und geplündert. Der König wendet sich der (al) A-ṣu-ṣi zu, dringt von hier auf unbekannten Waldwegen nach Dûr-Kurigalzu (heutg. Akkarkûf), von da zum (nâr) Pa-at-ti-Bêl »Belskanal« = heutg. Nahr Melik, nach Ueberschreitung desselben nach Sippar (heutg. Abu-Habba)[1]), um darauf zum Euphrat zu stoßen. Nunmehr wird die folgende Route, das linke Flußufer aufwärts, beschrieben: (al) Sa-la-te—(al)Dûr-balâ-ṭi(rechtes Ufer)—(al)Ra-ḫi-im-me | (al)Ra-pi-ḳu(r. U.) -(eḳil v. al)Kab-si-te—(al)Da-ia-še-ti—(al)It(r. U.)—(al)Ḫar-bi-e(r. U.)-Gebirge-»Triften« von (al)Ḫu-du-bi-li (»am Euphrat«)-»zwischen« (ina birti al)Za-di-da-a-ni und (al)Sa-bi-ri(u)-te(u, Euphratinsel)—(al) Su-u-ri | (al)Tal-bi-iš (v. Tal-me-iš, Euphratinsel)—(al)A-na-at[2]) (idem) in (mât) Su-ḫi—(al)Maš-ḳi-te—(al)Ḫa-ra-da (r. U.)—(al)Ka-i-li-te—(al)Ḫi-in(en)-da-ni(u, r. U.)—(al)Na-gi-a-te-»Triften« von (al)A-ḳa-ar-ba-ni—(al)Ṣu-up-ri—(al)Ar-ba-te-(eḳil)Ka-ṣi—(al)Sir-ḳi(u, r. U.)-»Triften« von (al)Ru-um-mu-li[3])-ṯ[u, od. ḏ?] (das linke Chabûrufer aufwärts)—(al) Su-u-ri des mâr Ḫa-dip-pi-e—(al)U-sa-la-a—(al)Dûr-kat-lim-mu ša (mât) La-ḳi-e—(al)Ḳat-ni—(al)La-ṭi-ḫi-Gar (od. Ša mât) Di-ka-na-a-ia[4]) (den Djaghdjagha aufwärts)—(al)Dug-ga-e-te—(al)Ma-[ga-ri-]si—(al)Gu-ri-e-te—(al)Ta-bi-te—(al)Na-ṣi-pi-na—(al)Ḫu-zi-ri-na-[al]ša [Tukul]ti (il) Ni-nip-a-na-eš-šu-te-iṣ-ba-tu-ni.

Das wichtigste Ergebnis dieses Itinerars ist auf den ersten Blick die Lösung der Frage über die Lage von Sûḫu, bibl. שׁוּחַ, Gen. 25, 2, I. Chr. 1, 32; gentil. שׁוּחִי Hi. 2, 11. 8, 1 u. a. a. O. Von der Annahme ausgehend, daß Ašûrnâṣirpal auf seinen Feldzügen in den Jahren 884 (Annal. I, 175), 879 (Annal. III, 1—23) und 878 (? Annal. III, 26—50) den Ḫarmiš (= Djaghdjagha, s. u.) oder Chabûr irgendwo durchwatet habe, und daß die Chabûrstaaten auf das rechte Ufer dieses Flusses zu verlegen seien, sucht Hommel[5]) Sûḫu nördlich vom Chabûr. Die Verschweigung einer Flußüberschreitung erschien jedoch zumal bei einem so sorgfältig abgefaßten Berichte wie der vom Jahre 879 umso auffallender, als der Chabûr heutigestags in seinem untern Laufe nur mittels Kelleks passierbar ist. Sodann mußte es bei jenem Vorschlage befremden, daß auf der im folgenden Jahre von Ḫaridu aus unternommenen Verfolgung des Feindes nach Norden nur noch

1) Bemerkenswert sind diese Bewegungen des Assyrers an der Nordgrenze Babyloniens, die ohne jeden Zwischenfall verlaufen.

2) Zu der phonetischen Schreibweise Ḫa-na-at (s. unten) kommt jetzt die obige hinzu. Die Lesart Ilat, wie sie sich in der Edition King und Budge, Ašrn. Annal. III, 15—16 findet, ist also zu emendieren.

3) Geschr. ni.

4) Genit.: Gar-(al) Di-kan-ni.

5) S. Geschichte Babyloniens und Assyriens p. 576 sq. Der »Grundriß« steht mir augenblicklich nicht zur Verfügung.

von Ḫindânäern und Laḳäern und nicht auch von Sûḫäern die Rede ist (s. l. c. 37—38). Anderseits sprach die Tatsache, daß die politische und kulturelle Abhängigkeit Sûḫus von Babylonien durch den von Peiser behandelten Brief Bu 88, 5—12, 5 sehr wahrscheinlich schon für die Zeit der ersten babylonischen Dynastie bezeugt ist[1]), und daß dasselbe sogar noch bis auf die Epoche Ašûrnâṣirpals und Salmanassars II. unter dem Einflusse dieses Staates steht[2]), für eine viel südlichere Lage der Landschaft. Schließlich war auch eine Identifikation des Ašrn. III. 16 erwähnten »inmitten des Euphrat« sich erhebenden, suḫäischen ʻAnat, in dessen Namen der erste Vokal durch die Schreibweise Ḫanat (Ḫa-na-at) in dem bereits zitierten Texte Bu 88, 5—12, 5 Obv. 14 als ʻa belegt war, und das Ašûrnâṣirpal von Westen her vor, Tuklat Ninip vom Osten her als eine Station hinter Sûru erreichen, mit dem 'Αναϑω oder 'Αναϑα der Klassiker[3]), einem Kastell auf einer Euphratinsel, dem arab. عانة (s. Jaqût s. v.) und heutg. ʻÂna in Erwägung zu ziehen. Ich habe daher Sûḫu und damit auch den Hauptschauplatz der Bewegungen Ašûrnâṣirpals in den Jahren 879 und 878 (?) südlich vom Chabûr mit den äußersten Grenzpunkten

1) S. MVAG 1901, 6 p. 144—150. Die Tafel macht uns mit einem Residenten von ḫaliṣ Sûḫi »der Feste von Sûḫi« bekannt, der dort die babylonische Regierung vertritt. In Sûḫu wurde auch Marduk verehrt. Rev. 15—16 führt der Schreiber Klage über die Zerstörung einer dortigen Mardukkapelle. Noch zur Zeit Salmanassars II. ist der šaknu von Sûḫu ein Mardukanbeter namens Marduk-apla-uṣur (Lay. 98, IV).

2) Während der mesopotamische Feldzug Tiglat Pilesers I. Tonpr. V. 48—50 mit der Beschreibung »vom Lande Sûḫu bis zur Stadt Gargamiš plünderte ich an einem Tage« charakterisiert wird, meldet die synchronistische Geschichte II R 65 Nr. 1 b 24 den Erfolg desselben dahin, daß »Sûḫi bis Rapiḳi« erobert worden sei. Dort ist es dem Historiographen darum zu tun, die widerstandslose Flucht des Feindes hervorzuheben, dessen Siedelungsgebiet dadurch an einem Tage seiner ganzen Ausdehnung nach heimgesucht werden konnte. Es entspricht hingegen ganz der Tendenz der synchronistischen Geschichte, lediglich die Entreißung jenes Landstrichs zu betonen, der seit jeber babylonischer Besitz war. In demselben Sinne ist auch die stereotype Angabe in den Inschriften Ašûrnâṣirpals »(mât) Sûḫi adi Rapiḳi ana šêpâšu ušikniša« (Annal. II. 128; III. 121—122; V R 69 Obv. 9 u. a. a. O.) zu verstehen. Sûḫu war inzwischen wieder den Babyloniern zugefallen. Der Ašrn. Annal. I. 99 sq. mit so großer Emphase für das Jahr 883 berichtete Empfang des Ilu-ibni ist ohne Zweifel so aufzufassen, daß dieser der erste šaknu von Sûḫu war, der die babylonische Oberhoheit mit der assyrischen vertauscht hat. Sein Nachfolger mit dem babylonischen Namen Kudur nahm die traditionelle Politik wieder auf und erhielt für die Wiederherstellung des status quo ante im Jahre 879 ein babylonisches Hilfskorps.

3) Vgl. Isid. Charac. (ed. Müller, Geogr. graec. min. p. 249) I. 1; Ammian. Marcell. XXIV. I. 6, s. auch Pauly-Wissowa, Realencyclop. d. klass. Altertumswiss. Sp. 2069 s. v. u. Scheil, l. c. p. 42. Zosimus III, 15 wird unter der Insel, auf der sich ein φρούριον ὀχυρώτατον befunden hat, wohl ebenfalls ʻAnat meinen.

Ṣibâte-'Anat einerseits, Ḫaridu anderseits bestimmen zu müssen geglaubt[1]). Dieses Resultat wird jetzt durch das obige Itinerar endgiltig bestätigt. Die Lage des suḫäischen Sûru erhellt klar aus der Notiz, daß die Inselstadt Talbîš oder Talmeš mit ihr auf gleicher Höhe blühte. Talbiš ist nämlich, wie Scheil erkannt hat, das von Chesney verzeichnete Telbes (v. Anatelbes, Tilbus), das von Müller zu Θιλαβους emendierte 'Ολαβους des Isid. Charac. (s. l. c.) und das Tilutha des Amm. Marc. XXIV, 2, 1. Von Telbes führten nach beiden Flußufern hin Brücken. Eine solche Verbindung mit Sûru mag die Redewendung ina pût (al) Sûri (al) Talbîš ašakkan middi ›gegenüber der Stadt Sûri — der Stadt Talbiš schlug ich Lager auf‹ in der Tat andeuten. Der erstere Name hat sich ebenfalls in dem auf dem linken Ufer unter dem 34. Breitengrade in den Euphrat sich ergießenden Wâdi Sur, dem Σαοχορας bei Ptol. V, 17, erhalten, vgl. Scheil, l. c. p. 41. — Der Einmarsch Tuklat Ninips in Sûḫu geschieht ohne Schwertstreich. Der šaknu Ilu-ibnî, der in 'Anat residiert, tut mit dem widerstandslosen Empfange des Assyrers im Jahre 885 den ersten Schritt zu der offenen Absage an Babylonien im Jahre 883. —

Sehr wesentlich sind auch die Aufschlüsse, die der obige Bericht über den so sehr verschwommenen geographischen Begriff Laḳê bietet. Man weiß jetzt, daß die Stadt Sirḳu auf dem rechten Euphratufer, deren Oberhaupt Šum-Dada[2]) seine Huldigungsgeschenke dem Könige bereits nach Aḳarbâni entgegensendet, laḳäisch war. Die Namensähnlichkeit mit dem unweit davon an der Chabûrmündung von den Römern gegründeten Circesium betont auch Scheil[3]). Es sei hierzu darauf hingewiesen, daß Sirḳu Ašrn. Annal. III, 134 als der vorgeschobenste Posten der assyrischen Eroberungen nach Südwesten zu hervorgehoben wird. Es figuriert also hier in derselben politisch-geographischen Rolle wie Circesium, das neben Singara den Grenzpunkt des römischen Reiches im Osten bildete. Offenbar hat die römische Neugründung mit der Bedeutung des zu jener Zeit wohl verfallenen Sirḳu auch dessen Namen angenommen. — Lakäisch war ferner das Fürstentum Bit-Ḫadippê[4]), dessen Machthaber (mât) Ḫamatâia sich beeilt, dem Assyrer schon in Ṣupru mit Viehherden und Naturalien aufzuwarten. Er hat diese diensteifrige Assyrerfreundschaft im Jahre

1) S. Näheres in: Die Aramäer. Historisch-geographische Untersuchungen. Leipzig, Hinrichs, p. 100 sq.

2) Geschr. MU-da-da.

3) S. l. c. p. 48 und des Unterzeichneten: Die Aramäer (vgl. oben Anm. 1) p. 107.

4) Man wird im Hinblick auf Dûr-katlimu das (mât) La-ḳa-a-ia auf Bit-Ḫadippê selbst zu beziehen haben. Auch Šum-Dada erhält neben dem Epitheton (al) Sir-ḳa-a-ia dasjenige (mât) La-ḳa-a-ia.

884 mit dem Kopfe zu bezahlen, während Bît-Adini, das in Verfolgung seiner Selbständigkeitspolitik jene Revolution durch Aufstellung seines Thronprätendenten Aḫiababa in die Wege geleitet hat, und dessen Konspirationen mit Laḳê Ašrn. Annal. III, 38 sq. deutlich zu Tage treten, später mit Krieg überzogen wird. Wie Circesium zu Sirḳu wird sich auch das heutige Suâr auf dem rechten Chabûrufer, etwa 10 Stunden von der Mündung und dem westlich davon liegenden Dorfflecken Deir ez-Zôr entfernt, auf das p. 49 aufmerksam gemacht wird, zu Sûru verhalten. Aḳarbâni, Ṣupru und Arbâte, wohin der laḳäische Fürst Ḫa-ra-a-ni[1]) seine Präsente entgegentragen läßt, werden selbst zu jenen laḳäischen Kolonien gehört haben, von denen Ašrn. Annal. III, 30—33 die Rede ist. Aḳarbâni = Naḳarabâni (Ašrn. Annal.) möchte Scheil = Μερραν des Isid. Charac. (s. l. c. p. 248), eine Station vor Giddan, setzen, s. p. 46. — Nördlich von Bît-Ḫadippê entpuppt sich endlich auch Dûr-katlimu als eine Laḳäerinsel. Der ›Zerbr. Obelisk‹ III, 22 verrät gelegentlich, daß hier ›Aramäerland‹ war. Eine genauere Betrachtung der einschlägigen Quellen zeigt in der Tat, daß alle uns hier und in den Inschriften Ašûrnâṣirpals und Salmanassars II. begegnenden Staaten am Mittellaufe des Euphrat und im weitaus größten Teile Nordmesopotamiens aramäische Wohnsitze waren[2]).

Ueber die Lage des in den Inschriften so häufig genannten Rapiḳu, das Sarg. Zyl. 12[3]) hinter Dûr-Kurigalzu, IV. R 38, 19ᵇ zwischen Ninive und Sippar aufgeführt wird, ist man jetzt wenigstens soweit im klaren, als man belehrt ist, daß Tuklat Ninip nach dem Aufbruche von Sippar nach drei Tagesmärschen bei Raḫimme, dem ›gegenüber‹[4]) auf dem rechten Euphratufer Rapiḳu sich erhob, rasten konnte. Die Stadt war wahrscheinlich eine Gründung des gleichnamigen Aramäerstammes[5]). Dasselbe würde auch für die (al) Rum-mu-li-t[u][6]) zu vermuten sein. Diese Ortschaft war an einem palgu

1) Genit. — Nach Rev. 10—11 scheint er sein Reich in der Nähe von Sirḳu gehabt zu haben.

2) S. hierüber die oben zitierte Arbeit über die Aramäer.

3) S. Winckler, Die Keilschrifttexte Sargons II. p. 43.

4) Das ina pût bzw. pût ist freilich im allgemeinen cum grano salis zu verstehen. So wird z. B. in der Obeliskinschrift Šamši-Adads I. R 30 II, 8—10 Kar-Sulmanašarid = Til-Barsip, heutg. Bîredjik auf dem linken Euphratufer, als pût (al) Gargamiš ›Gargamiš gegenüber‹ beschrieben. Nach der gewöhnlichen Annahme blühte jedoch die letztere Kapitale auf der heutigen Ruinenstätte Djirbâs (Europos), auf dem rechten Flußufer; die erstere befand sich also im eigentlichen Sinne keineswegs ihr ›gegenüber‹.

5) S. Die Aramäer p. 119.

6) Die Spuren des letzten Zeichens sind ein Mal 𒁹𒁹 (ta?), das andere Mal

ša (nâr) [Ḫa-bur] gelegen. Mit palgu dürfte eher ein Mündungsarm des Chabûr als ein künstlicher Bewässerungskanal gemeint sein. Scheil leitet vielleicht mit Recht von diesem Appellativum den Namen der Ναβαγαδ benachbarten Stadt Φαλιγα her, die Isid. Charac. l. c. erwähnt (Φαλγα bei Steph. Byz.). Treffend scheinen mir die Identifikationen von Ḫindân, dessen Fürst den Namen Amme-alaba führt, und das in dem oben zitierten Briefe K 587 Obv. 13 und Rev. nach der einheimisch-aramäischen Aussprache Ḫinzân (al Ḫi-in-za-ni) geschrieben wird, mit dem Γιδδαν des Isid. Charac. (s. ibid.) und des Namens des (mât) Ḳipâni mit der Hauptstadt Ḫuzirîna (s. Ašrn. Annal. III, 93) mit dem Cephenia des Plin. VI, 26, 41 (Κηφῆνες bei Steph. Byz.), nordwestlich von Nisibis [1]). In It [2]), der reš êni ša kupri ašar (aban) Uš-me(od. šip)-ta ša ilâni rabûti ina libbi šazûni ›Pechquelle, Stätte des Ušmetasteins, wo die großen Götter sprechen‹, hat der Herausgeber das Ἶς bei Herod. I, 179, Ἀείπολις [3]) bei Isid. Charac. (s. l. c. p. 249), Ἰδι(καρα) bei Ptol. V, 20, Δα(κιρα) bei Zosim. III, p. 65, Dia(cira), bei Amm. Marc. XXIII, 2 und das moderne Hit erkannt. Es scheint, daß in Hit eine bedeutende Orakelstätte existierte, wenn sich das ›Sprechen der großen Götter‹ nicht lediglich in dem beim Ausbruch der Mineralflüssigkeiten entstehenden, den Alten geheimnisvollen Murmeln und Brodeln geäußert haben soll. — Im übrigen sei zu der obigen Liste noch bemerkt: Das Gar (mât bzw. al) Dikan [4]) wird von G. Smith [5]) auf der heutigen Ruinenstätte Tell ʿAdjabe, wo Layard mehrere Stierkolosse gefunden hat, westlich vom Chabûr, südlich vom Djebel ʿAbd el-ʿAziz lokalisiert. Die arabischen Geographen nennen hier die Ortschaft ʿArbân, s. Jaqût s. v. Es ist

[illegible]. Scheil ergänzt d[u], erinnert aber gleichfalls an den Aramäerstamm Rummulutu. Eine weitere Wanderungsspur der Südostaramäer im Norden ist die nordmesopotamische (al) Gam-bu-la-a-a ›Gambuläerstadt‹, deren bei Johns, An Assyrian Doomsday Book or liber censualis of the district round Harrân, Nº 6, VIII, 4, Taf. X (vgl. Nº 5, II, 27, Taf. VIII) Erwähnung geschieht. Vielleicht ist auch das Ḫindân auf dem rechten Euphratufer auf den Stamm Ḫindâr zurückzuführen. Eins der beiden n im Namen könnte sich zu der Liquida r dissimiliert haben, vgl. hierzu: Die Aramäer, l. c.

1) S. l. c. p. 44 u. 51.

2) Geschr.: [illegible] = IT, ID. Offenbar ist die Bedeutung des Ideogramms [illegible] ›iddû‹ ›Asphalt‹ unter Wirkung der Homophonie auf das erstere übertragen worden.

3) Müller l. c. Sp. 2 möchte anstatt (εἶτα) Ἀείπολις (εἶτα) Ἶς πόλις lesen.

4) Ašrn. Annal. l. c.: (al) Gar-Di-kan, (al) Gar-Di-kan-na-a-a (gentil.).

5) History of Assyria p. 37, vgl. auch Hommel, Gesch. Babyl. u. Assyr. p. 557 sq.; Ed. Meyer, Gesch. d. Altert. I p. 333 sq.; Streck, in Realencyclop. d. class. Altertumswiss., Suppl. I, 1. Heft Sp. 115.

dies das Arbana der Notitia dignit. 36, 25 und vielleicht auch das castellum quoddam Arabionis der aus dem 4. Jahrhundert stammenden Disputatio Archelai [1]). Die (al) Magarisi, deren Existenz noch für das 7. Jahrhundert bezeugt ist [2]), lag nach dem ›Zerbr. Ob.‹ 21 (al Ma-ag-ri-si) im ›Aramäerlande‹, am Fuße eines Berges, nach Ašrn. Annal. l. c. am Ḫarmiš-Mygdonius-Djaghdjagha [3]). Sie dürfte mit dem auf der tab. Peuting. segm. XI, 4) auf der Linie Tigubis-Hatris verzeichneten Magrus identisch sein [4]). Tabite ist das syrische ܛܒܝܬܐ, ca. 15 Parasangen von Dârâ [5]) entfernt, und das Thebata der tab. Peuting., das 33 Mill. von Nisibis und 52 Mill. von Sindjar trennten [6]). Der Name ist auch in den equites sagittarii indigenae Thibithenses, die zu Telbesmê in Garnison lagen [7]), enthalten.

Der große mesopotamische Triumphzug Tuklat Ninips endet mit einem Einfalle ins Gebiet der Muški, deren Stadt Pi-i-ru nach vier Tagesmärschen gestürmt wird. Die Ausführlichkeit des Berichtes hört hier auf, sodaß für die Mutmaßung des Kriegstheaters ein weiter Spielraum bleibt. Wie es scheint, war es einem Teile der Moscher, die zur Zeit Tiglat Pilesers I, das sich damals auch östlich vom Euphrat erstreckende Kummuḫ (Kommagene) bedrohen (s. Tonpr. I, 53), inzwischen gelungen, sich in Nordmesopotamien durchzusetzen. Hier am Djebel Tektek, wo heute die Milli-Kurden sitzen, sucht man gewöhnlich [8]) auch das Gebiet der Šubari, mit denen Tuklat Ninip ebenfalls zu kämpfen hatte, vgl. Rev. 46—47: ... šadi-i ša-ḳu-[te] ištu (mât) Šu-ba-ri-i a-di (mât) Kil (od. Gir)-za-a-ni u(mât) Na-i-[ri attabalkat] [9]) ›Stei[le] Berge [überschritt ich] vom Lande Šubarî bis Kilzân und Nai[ri‹]. Da jedoch in jenen Regionen 2720 Pferde er-

1) Vgl. Streck, l. c. u. Nöldeke, ZDMG XLIII p. 541.

2) Bei Johns, An Assyr. Doomsday Book a. a. O.: (al) Magrisu.

3) Ob der Name Ḫarmiš mit dem arab. هرماس identisch ist (vgl. Schrader, Keilinschriften und Geschichtsforschung p. 532; Hommel, Gesch. p. 577) ist umso weniger zu entscheiden (vgl. Nöldeke, ZDMG XXXIII p. 238), als sowohl anstatt Ḫar als auch anstatt miš noch die anderen Silbenwerte der beiden Zeichen gesetzt werden können. Die Syrer erklären Hirmâs als eine Abkürzung von Nahr Mâs. Dies könnte freilich nur eine Volksetymologie sein, vgl. auch Sachau, ZA XII p. 43.

4) S. auch d. Geographen von Ravenna, ed. Pinder u. Parthey p. 81 u. vgl. Sachau, l. c. u. Streck, ZA XVIII p. 190—191.

5) Vgl. Hommel, Gesch. l. c.

6) Vgl. Nöldeke l. c. p. 157.

7) S. Not. dignit., ed. Seeck p. 78, Nr. 27 u. Müller, Fragm. histor. graec. III, 588, 10; IV, 274, 3 u. vgl. Sachau, l. c.

8) Vgl. Winckler, Altoriental. Forschung. II. p. 153 sq.; Tiele, Babyl. assyr. Gesch. I p. 141; Messerschmidt, MVAG 1896, I p. 7.

9) So ist jedenfalls zu ergänzen.

beutet wurden, während dieser Einhufer unter dem bezeichneten Himmelsstriche nicht einheimisch ist, so möchte Scheil das (mât) Šubarî weiter nach Norden verlegen [1]).

Offen bleibt vor der Hand das chronologische Problem, daß der Eponymenkanon einen Na'di-ilu als Nachfolger des Ilu-milku(i) nicht kennt. Er nennt vielmehr als solchen einen I-a-ri-i. Es sei denn, daß der Träger beider Namen dieselbe Persönlichkeit ist, eine bei den Babyloniern und Assyrern nicht seltene Erscheinung.

In paläographischer Hinsicht vertritt die neue Inschrift dieselbe Entwickelungsstufe wie diejenigen Ašûrnâṣirpals. Ihre Schriftcharaktere weisen schon denselben Duktus auf wie die späteren neuassyrischen. Die Typen sind winzig und eng, was indes den Schreiber nicht entlasten kann, der mitunter nicht nur einen Keil, sondern auch ganze Silben verschluckt. Er verwechselt auch bisweilen die erste mit der dritten Person. Vielleicht ist auch die stete Schreibweise mid-di für madaktu, Ašrn. Annal. vulgär maddak und middak ›Halt‹, auf das Konto seiner Nachlässigkeit zu setzen. Oder hat di auch den Lautwert dak? Eine andere Abnormität ist die sekundäre starke Präsensbildung adṷak (geschr. GAZ-ak, Obv. 46. 80. 82, vgl. 43) mit wurzelhaftem ṷ neben der schwachen idâk und dem Präteritum adûk (Z. 50, √דוך ›töten‹), vgl. die analoge Form a-mu-at (√מות), die in späteren Briefen nicht selten begegnet [2]), und äthiop. imperf. indik. ይቀውም.

Der Löwenanteil des neuen Fundes fällt, wie gesagt, der Geschichte und Geographie zu; die lexikalische Ausbeute ist, insofern die Bedeutung feststellbar ist, verhältnismäßig eine geringe.

Von dem aus Nairi und Bit-Zamâni heimgebrachten Silber spendete der König šitta ḳa-ta einem Gotte, dessen Namen nicht mehr leserlich ist, und legte ištenit ḳa-ta zum Palastschatze (Obv. 28—29). ḳata ist also = $^1/_3$, vgl. Scheil p. 32. Hiernach ist die in den Kontrakten oft wiederkehrende Betragsangabe s. u. s. Šekel II ŠU (pl.) kaspi [3]) ›šitta ḳatâ‹ = $^2/_3$ zu lesen. Vielleicht ist weiterhin die Bezeichnung von $^1/_{300}$ Gur als ḲA eine Abkürzung von ḳata. Die Inschrift bietet durchweg naḫurtu f. namḫurtu ›Geschenk‹, vgl. Obv. 69 sq. Auf dem 6. Feldzuge werden ein Mal am Tartar (470), das andere Mal im Umkreise der Kanäle von Margâni (pl.) zer-

1) S. l. c. p. 53.

2) S. z. B. Harper, l. c. IV. 83—1—18, 6 Rev. 9: ina bu-bu-ti lu la a-mu-at ›möge ich nicht Hungers sterben‹; S. 1046 Rev. 10: ina bu-bu-te a-mu-at; V. K 590 Rev. 10—11: a-na-ku i-na ku-zu (geschr. su)-ub lib-bi a-mu-at ›ich sterbe in der Fülle meiner Kraft‹ (eig. m. Herzens).

3) Vgl. z. B. Str. Nbd. 224, 5. 9.

trümmert ('uḫtappi). Scheil p. 35 vermutet darunter ein Synonymum von [cuneiform] od. [cuneiform] = maškânu ›depot‹, Br. 9614. Vielleicht darf man jedoch das Zeichen = zarâtu ›Zelt‹ setzen, dessen Ideogramm [cuneiform] ›KU‹ ist, vgl. Syllab. S[c] 268 u. Delitzsch, HWB p. 264. Während das Gold in den Kontrakten häufig das Attribut sakru ›massiv‹ (√סכר = hebr. √סגר, daher זהב סגור)[1]) erhält, wird es hier Obv. 76 durch liḳtu (li-iḳ-tu) näher bestimmt. Scheil betrachtet beide Bezeichnungen als Synonyma, vgl. zu der √לקח Delitzsch, HWB p. 385. Bemerkenswert ist da-ia-la-te ›Jagden‹ (√דיל ›nachstellen‹), Obv. 80—81 und Rev. 17, wo 150 ŠU (= ḲA?) mi-iḫ-ṣi zu lesen sein dürfte. III. R 27[b] 59 steht miḫṣu parallel mit ḫammu, eine Pflanzenart, vgl. Muss-Arnolt, Assyr. engl. deutsch. HWB pp. 320. 525 u. Br. 102 79—80.

Scheil hat in seiner jüngsten Inschriftherausgabe wieder einmal ganze Arbeit getan. Die Publikation ist geschmackvoll und praktisch mit allem nötigen Zubehör versehen. Es ist immer ein Vergnügen, in einem Werke alles zu finden, was man davon erwarten darf. Der Kommentar, der das Denkmal nach allen Seiten hin beleuchtet, ist doch kurz und ermangelt nicht angebrachter Fragezeichen des Vorbehalts. Der Herausgeber hat in demselben auch auf seinen Forschungsreisen im Orient gesammelte Erfahrungen nützlich verwertet. Mit dem Anhang der Heliogravure ist dem archäologischen Interesse Rechnung getragen. Sie erfüllt aber zugleich den förderlichen Zweck, das Faksimile nachprüfen und Entzifferungsübungen machen zu können. Aus dem letzteren Grunde möchte ich daher das handliche Exemplar für Vorlesungen höheren Semesters empfehlen. — Aus dem Umstande, daß über die ersten fünf Feldzüge lediglich ein Ueberblick gegeben wird, und daß Prolog, Widmung an die Götter und die königliche Titulatur weggelassen sind, schließt Scheil, daß diese Tafel eine Serie mit anderen gebildet habe, wo auch eine eingehende Darstellung jener Ereignisse erzählt und dem letztgenannten Brauche genug getan war. Rev. 45 wird auch offenbar auf eine solche verwiesen. Es bleibt nur der Wunsch, daß diese Denkmäler bald entdeckt werden und eine ähnliche Bearbeitung wie die vorliegende erfahren mögen.

Paris, Mai 1910 S. Schiffer jun.

1) Vgl. die p. 16 Anm. 4 zitierte Arbeit ›Keilinschriftliche Spuren‹ u. s. w.

Veit Valentin, Frankfurt am Main und die Revolution von 1848/49. Stuttgart und Berlin 1908, J. G. Cottasche Buchhandlung Nachfolger. XIV und 554 SS. 10 M.

Der Verfasser, ein Schüler von Erich Marcks, hat nach dem Rat seines Lehrers ein Thema aus der Geschichte der deutschen Revolution erwählt, das ihm seine Vaterstadt nahe legte. In der Geschichte der großen deutschen Bewegung bleibt das Frankfurter Parlament eine der anziehendsten Erscheinungen für den Historiker wie für den Politiker. Denn trotz seines ergebnislosen Ausgangs hat es dauernde Wirkung erzielt. Erklärlich genug wird deshalb fortwährend an der Erforschung seiner Geschichte gearbeitet. Gerade die neueste Zeit hat zahlreiche Beiträge durch Briefwechsel und Memoiren geliefert, und die von R. Fleischer herausgegebene deutsche Revue macht sich durch ihre Veröffentlichung verdient. Es fällt auf, daß bisher von keinem der Frankfurter Stadtgenossen Aufzeichnungen oder Denkwürdigkeiten über die Vorgänge, die sich unter seinen Augen abspielten, über die Personen, die in ihnen bald schiebend, bald geschoben tätig waren, hervorgetreten sind. Mancher Leser mag nach dem vorliegenden Buche in der Erwartung gegriffen haben, Quellen solcher Art darin veröffentlicht oder verwertet zu finden. Der Verfasser hat sich eine andere Aufgabe gestellt. Der Titel des Buches läßt sie nicht vollständig erkennen; denn es führt nicht bloß das Frankfurt des Jahres 1848 vor, sondern auch die Stadt in der Zeit vor- und nachher. Es verfolgt zwei Themata: die verfassungs- und wirtschaftsgeschichtliche Entwicklung der Stadt im 19. Jahrhundert bis zum J. 1866, und die Stadt Frankfurt als das Lokal des deutschen Parlaments von 1848/49. Dem zweiten Gegenstand sind die Kapitel 2—4, dem ersten die Kapitel 1 und 5—7 gewidmet. Haben die mittlern Kapitel es mit einem Stück der allgemeinen deutschen Geschichte zu tun, so die übrigen mit der speziellen Geschichte einer einzelnen deutschen Stadt.

Die beiden Themata haben zunächst keine weitere Beziehung zu einander als die Gemeinsamkeit des Lokals. Das deutsche Parlament hat keinen Einfluß auf die Entwicklung der Stadt, die Stadt keinen Einfluß auf das Parlament ausgeübt, mag auch das Publikum der Gallerien die Verhandlungen oft belästigt haben. Bei der Beratung einer neuen Verfassung für Staat und Stadt Frankfurt nahm die Konstituante Rücksicht auf die deutschen Grundrechte, und die demokratischen Ideen, die von den populären Rednern der Paulskirche vorgetragen wurden, mögen bei den Stimmführern des Stadtparlaments nachgewirkt haben, aber die gleichen Erfolge konnten auch in den

gesetzgebenden Versammlungen anderer deutscher Einzelstaaten hervortreten. Der Verfasser versucht auch nicht etwa künstlich eine Verbindung seiner beiden Themata herzustellen; er durfte der Natur seines Gegenstandes vertrauen und ihn nach beiden Seiten neben und nach einander behandeln. Die Rechtfertigung ihrer Verbindung liegt in der besonderen Stellung der Stadt. Frankfurt war nicht eine deutsche Stadt wie andere mehr.

Sie wurde nicht zufällig der Mittelpunkt der Bewegung von 1848. Die Hauptstadt des alten Reiches war sie nicht. Sein regelmäßiges Leben spielte sich in Wetzlar, Regensburg und Wien ab. Frankfurt war seit dem 13. Jahrhundert der Wahlort, seit dem 16. der Wahl- und Krönungsort. Wie die Wahl allmählich als das eigentümlichste am Kaisertum erschien, so war die Krönung des Gewählten zum Kaiser der Höhen- und Glanzpunkt im Leben des Reichs und der Stadt Frankfurt. Das letzte Jahrhundert des Reichs brachte der Stadt noch sechsmal das Schauspiel. Als Joseph II. einmal im Frühjahr 1781 in Frankfurt anwesend war, entstand eine freudige Bewegung, die die Frau Rat ihrem Sohn nur durch die Worte schildern konnte: es ist eine halbe Krönung (Schriften der Goethe-Gesellschaft IV S. 6 und 363). Was in der Reichszeit eine vorübergehende Auszeichnung der Stadt, wurde im 19. Jahrhundert eine ständige. La diète de Francfort der Rheinbundsakte blieb zwar auf dem Papier stehen; aber die deutsche Bundesakte von 1815 machte jene Bestimmung zur Wahrheit. Frankfurt wurde der Sitz des Bundesorgans und der beim deutschen Bunde accreditierten Gesandtschaften, nachdem die Wiener Kongreßakte der Stadt ihre Freiheit, vergleichsweise zu sprechen, ihre reichsunmittelbare Stellung zurückgegeben hatte. Daß der Reichsdeputationshauptschluß ihr die Souveränetät beigelegt habe (11), eine Angabe, die sich auch bei Darmstädter, das Großherzogtum Frankfurt (1901) S. 21 findet, ist nicht richtig. Der deutsche Text des Reichsdeputationshauptschlusses § 27 gesteht den Reichsstädten den Genuß ›der vollen Landeshoheit‹ zu, wodurch frühere Zweifel abgeschnitten wurden (Leist, Staatsrecht S. 187), und mehr will auch ›la pleine supériorité‹ des französischen Textes nicht besagen; es ist nur die superioritas territorialis des Reichsrechts. Von der Mediatisierung, welche das Reichsgesetz von 1803 über die Masse der Reichsstädte verhing, blieben außer den drei Hansestädten nur Frankfurt, Augsburg und Nürnberg verschont. Aber nur für kurze Zeit: alle drei wurden zu fürstlichen Städten, Augsburg und Nürnberg dauernd, Frankfurt vorübergehend. Mittelpunkt eines neukreierten Fürstentums von Napoleons Mache, wurde es mit dessen baldigem Untergang wieder selbständig. Wenn es nach der primatischen und seit 1810

großherzoglichen Zeit 1815 neben einer freien Stadt im deutschen Bunde zugleich der Sitz des Bundestags wurde, so konnte es nicht fehlen, daß diese Eigenschaft ihm gewisse Pflichten, Einschränkungen seiner Freiheit auferlegte. Die Wiener Kongreßakte Art. 46 machte die Bundesversammlung zur alleinigen Entscheidungsinstanz für alle Streitigkeiten, die über die Begründung oder Handhabung der Verfassung Frankfurts entstehen könnten. Nach dem Attentat auf die Frankfurter Wachen vom 3. April 1833, einem sinnlosen Studentenstreich gleich der Göttinger Revolution vom Januar 1831, rückte auf Anordnung des Bundes ein Sicherheitskorps von 2500 Mann, aus der Mainzer Bundesbesatzung entnommen und zu gleichen Teilen von Preußen und Oesterreich gestellt, unter dem Oberbefehl eines unmittelbar dem Bunde unterstellten Kommandanten, des Freiherrn von Piret, in das Gebiet der Stadt ein und verblieb darin bis zum Jahre 1842. Es ist heute vergessen, daß sich Frankreich und England, gestützt auf die Wiener Kongreßakte, zu Schützern der Freiheit Frankfurts aufwarfen und durch einen Protest des Bundes gegen die in ihren Noten vom 30. Juni und 18. Juli 1834 aufgestellten Theorieen, als ob ihnen die Mitunterzeichnung der Wiener Verträge von 1815 die Stellung von Garanten der Bundesakte und eine Berechtigung zur unberufenen Einmischung in die innern Angelegenheiten des deutschen Bundes verschafft hätte, zurückgewiesen wurden (18. Sept. 1834).

Unvergleichlich größer als die Nachteile waren die geistigen und ökonomischen Vorteile, die für die Stadt aus dem Bundessitz erwuchsen. Der zunehmende Verkehr, der Eintritt in den Zollverein im J. 1836, die Herstellung von Eisenbahnverbindungen auf allen Seiten kamen hinzu und machten die Stadt mit ihrer unvergleichlichen Lage zum wirtschaftlichen Mittelpunkt des südwestlichen Deutschland. In der Bürgerschaft lebte von alters her ein vaterländischer Geist, Sinn für Bildung, Wissenschaft und Kunst war verbreitet, das ganze Gemeinwesen neben allem Hangen an den überkommenen politischen Formen doch den reformatorischen Ideen der Zeit zugeneigt. So war diese Stadt, die in den letzten dreißig Jahren ihre Bevölkerung von 40000 auf 60000 hatte anwachsen sehen, die keine Residenz war, keinem fürstlichen Einzelstaat angehörte, geeignet zum Sitz großer nationaler Versammlungen zu dienen, wie sie das zum öffentlichen Leben erwachende Deutschland gebrauchte. Als 1846 die Idee der Germanistenversammlung aufkam, schwankte man nicht, sie nach Frankfurt zu berufen, und in den Tagen vom 24.—26. September hat sie im Kaisersaal des Römers, ›den der Kunstsinn der alten freien Wahlstadt so glänzend wiederhergestellt hat‹, unter dem Vor-

sitz von Jacob Grimm — nicht Mittermaiers (129, 175), der nur der juristischen Sektion präsidierte — ihre Sitzungen gehalten. Als man zwei Jahre später aus dem Bereich des geistigen und literarischen Lebens in den des politischen Handelns übertrat, war Frankfurt der gewiesene Mittelpunkt. Ob das wie für die Zeit der Beratung einer Reichsverfassung auch in Zukunft, für den hergestellten deutschen Bundesstaat gelten sollte, läßt die Reichsverfassung nicht erkennen. Ungleich dem Siebzehnerentwurf, der positiv Frankfurt als die Residenz des Reichsoberhaupts festsetzte, behielt die Reichsverfassung über den Sitz der Reichsregierung zu bestimmen einem besonderen Reichsgesetze vor (§ 71, 3) und verpflichtete den Kaiser wenigstens während der Dauer des Reichstags bleibend am Sitze der Reichsregierung zu residieren (§ 71, 2). Eine Diskussion hat über diese Paragraphen weder in der ersten Lesung (26. Jan. 1849, Stenogr. Ber. VII, 4873) noch in der zweiten Lesung stattgefunden, wenn auch in der zweiten ein Antrag, den § 71, 3 durch die Bestimmung: der Sitz der Reichsregierung ist Frankfurt a. M., zu ersetzen, eingebracht war (27. März, Sten. Ber. VIII 6065). Der Antrag war von einigen Großdeutschen wie Heckscher, Sommaruga gestellt; aber auch in der erbkaiserlichen Partei wird man sich als den Sitz des künftigen Reichstags schwerlich eine andere Stadt als Frankfurt gedacht haben. Tatsächlich blieb es in der ganzen Zeit von 1848 bis 1866 das Zentrum des offiziellen Deutschland. Die provisorische Zentralgewalt, das Interim, der restaurierte Bundestag, alle Parteien, die sich um eine Reform der deutschen Verfassung bemühten, die deutschen Fürsten unter Kaiser Franz Joseph so gut wie die deutschen Abgeordneten, der Nationalverein wie die Großdeutschen wählten Frankfurt zu ihrem Versammlungsorte.

Der Verfasser hat es gut vorbereitet, wie die Stadt zu dieser Stellung gelangte. Sein erstes Kapitel: Frankfurt vor der Revolution entwickelt all die großen und kleinen Züge, die das Bild der Zeit darstellen. Er geht nicht zurück auf die Stadt Goethes, die uns allen aus Dichtung und Wahrheit geläufig ist. Seinen Ausgangspunkt bildet die Zeit nach den Freiheitskriegen, konkreter gesprochen: die Konstitutionsergänzungsakte von 1816. Sie will ›den veränderten staatsrechtlichen Verhältnissen und dem Zeitgeist‹ gerecht werden, aber doch möglichst die alten reichsstädtischen Einrichtungen, die Konstitution, wie sie vor 1806 bestand, aufrecht erhalten. Ein Hauptunterschied gegen früher lag darin, daß die Verfassung die alte religiöse Exklusivität aufgeben und alle drei christliche Konfessionen als gleichberechtigt in bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechten behandeln mußte. Noch im J. 1766 war ein ernstlicher Rechtshandel darüber

entstanden, ob ein Katholik in Frankfurt Maurermeister werden könne (Art. Frankfurt a. M. von Dr. Pfefferkorn in Bluntschli und Brater, Staatswörterb. III 587), und erst 1788 wurde es den Reformierten gestattet, sich eine Kirche in Frankfurt zu erbauen, während sie bis dahin zum Gottesdienst nach Bockenheim hinaus fahren mußten (Dichtung und Wahrheit IV 48 und 170 [Löper]). Kam die Stadt durch die Einführung religiöser Gleichberechtigung der ihr durch die Wiener Kongreßakte Art. 46 auferlegten Pflicht nach, so dem Art. 13 der deutschen Bundesakte durch die Begründung eines gesetzgebenden Körpers, der neben die alten Organe des Senats und des ständigen Bürgerausschusses trat. Frankfurt gehört demnach mit dem Großherzogtum Sachsen-Weimar an die Spitze der deutschen Staaten, die in dem ersten Stadium der deutschen Verfassungsgründungen sich eine Konstitution gaben. Ihre Unterschiede gegenüber den landständischen Verfassungen der Zeit beruhten darauf, daß es sich hier um einen Stadtstaat und eine Republik handelte.

Man wird in der Annahme nicht fehl gehen, daß die Mehrzahl der Leser nicht um des ersten, sondern um des zweiten Themas willen, um von Frankfurt als dem Lokal des deutschen Parlaments zu hören, nach dem vorliegenden Buche greifen wird. Der Verfasser hat es mit Recht vermieden, eine Geschichte des Parlaments zu schreiben; er beschränkt sich darauf, aus ihr hervorzuheben, was mit der Stadt zusammenhängt. Er geht deshalb auf das Vorparlament ein, auf die Eröffnung des Parlaments; er schildert die Paulskirche und die Einrichtung, die ihr für die Aufnahme der Versammlung gegeben wurde. Woher stammten die über dem Präsidentensitz angebrachten Verse (191)? Er behandelt weiter die Bildung der Parteien, die Klubs, die Wahl und Einsetzung des Reichsverwesers, die Einrichtung, die er seinem Ministerium gab, die Gesandtschaften, die er an die auswärtigen Staaten schickte. Bei dem letztern Gegenstande könnte man zweifeln, ob er zu der Aufgabe gehöre, die sich der Verf. gestellt hat; zweifelloser ist es bei den Gesandtschaften, die in Frankfurt accreditiert waren. Erwähnt wird von ihnen einmal Savoie, der französische Gesandte, der nahe Fühlung mit der äußersten Linken hatte (222). Er entwirft Porträts der ihm als die wichtigsten Parlamentsmitglieder erscheinenden Persönlichkeiten, wie Heinrich v. Gagern (204), Radowitz (205), Robert Blum (393), v. Schmerling (337). Dahlmann beschäftigt ihn nur im Zusammenhang mit der Verhandlung über den Malmöer Waffenstillstand (312), die zu dem Unglückstage des 18. September führte. Es entspricht ganz dem Thema des Buches, wenn es ausführlich auf dessen Vorgänge, ihre Vorbereitungen und ihre Folgen eingeht. Auch hier wie so oft in den Darstellungen ist

übergangen, weshalb das Parlament zweimal über den Gegenstand verhandelt hat, am 5. September und am 14.—16. September (311 ff.). Die Erklärung liegt darin, daß das erste Mal nur der Antrag zur Abstimmung vorlag, die Nationalversammlung möge die Sistierung der zur Ausführung des Waffenstillstandes ergriffenen militärischen und sonstigen Maßregeln beschließen; das zweite Mal dagegen über den Waffenstillstand selbst verhandelt wurde. Die entscheidende Abstimmung fand Sonnabend, den 16. September statt. Am folgenden Sonntag wurde die Volksversammlung auf der Pfingstheide gehalten, die den beredten Kommentar zu den blutigen Vorgängen des 18. liefert. Kürzer sind die letzten Zeiten des Parlaments, die Annahme des Gagernschen Programms, der Abschluß der Verfassung, die Kaiserwahl, der Rücktritt des Ministeriums Gagern, die Auflösung der Versammlung, die so groß und hoffnungsreich begann, behandelt. Alle diese Themata werden die Leser höchlich interessieren — vorausgesetzt, daß der Darsteller ihnen etwas neues zu bieten vermag. Der Verfasser hat das Verdienst, mit großem Fleiß alles zusammengetragen und in eine sehr lesbare Darstellung gebracht zu haben, was an Material vorhanden ist. Aber der Kenner dieses Stückes Zeitgeschichte wird nicht mehr finden, als was die Literatur, die übersichtlich S. 542 ff. zusammengestellt ist — ich vermisse den 1903 erschienenen Briefwechsel zwischen Stüve und Detmold —, enthält. Er hat dabei auch die nicht allgemein zugängliche Literatur der Flugschriften und das Karrikaturenmaterial berücksichtigt und verwertet. Die Göttinger Bibliothek besitzt reichhaltige Sammlungen dieser Art, die größtenteils von Emil Franz Rößler, der Parlamentsmitglied für einen böhmischen Wahlkreis, Saaz, und nachmals bis 1858 Beamter der Göttinger Bibliothek war, zum Teil auch von dem Staatsrechtslehrer H. A. Zachariae, der Abgeordneter für Göttingen war, herrühren und von dem Bibliothekar F. W. Unger geordnet sind. Handschriftliches Material, wie der Vf. für sein erstes Thema benutzen konnte, stand ihm für das zweite nicht zu Gebote, ausgenommen was die Senats- und Gerichtsakten zur Geschichte des 18. September lieferten.

Ich habe schon oben auf die auffallende Erscheinung hingewiesen, daß in einer geistig regsamen und politisch so interessierten Stadt wie Frankfurt sich nichts von privaten Quellen erhalten haben soll. Aber ich meine, auch die gedruckten Quellen, die Verhandlungen des Parlaments hätten dem Vf. noch manche Ausbeute für sein Thema gewährt. So vermisse ich Angaben über die Zahl der Abgeordneten, ihre gesetzliche Zahl wie über die Frequenz der Sitzungen, die Ziffern, die bei den verschiedenen wichtigen Abstimmungen erreicht wurden.

Bei den vielen namentlichen Abstimmungen, die in Frankfurt stattfanden, würden sich daraus weitere Feststellungen über den Anteil der Parteien, Einfluß oder Einflußlosigkeit der Landsmannschaft, der Konfession ergeben. Die Frage nach der Vollzähligkeit der Versammlung würde auch auf eine Erörterung über die Bezirke in österreichischen Gebietsteilen geführt haben, in denen die Wahl auf nationale Schwierigkeiten stieß. In das Parlamentsalbum hat ein südtiroler Abgeordneter, Franz Anton Marsilli aus Roveredo, in italienischer Sprache einen Protest gegen die Zugehörigkeit seines Landes zu Deutschland niedergelegt (423). Der Parlamentsalbum gab es mehrere, wie die bekannt gewordenen Beschreibungen zeigen. Außer dem vom Verf. benutzten (423) ist eins von Wichmann, Denkwürdigkeiten (1888) exzerpiert, ein anderes von J. Rodenberg in der Deutschen Rundschau Bd. 106 (1900) S. 117 ff. Manche Abgeordneten haben denselben Eintrag an verschiedenen Stellen wiederholt, wie der genannte Marsilli, andere haben gewechselt, wie Detmold, dessen Eintrag nach dem Bericht der Rundschau ganz anders lautet als im vorliegenden Buche; denselben Ausspruch wie hier hat er schon in einem Briefe an Stüve vom 28. Juli 1848 getan (Briefwechsel S. 71). Eine Berufsstatistik der Abgeordneten ist zwar schon häufiger gegeben; aber zu dem Bilde der Versammlung, das der Vf. liefern will, hätte ihre erneute und vielleicht weiter detaillierte Mitteilung gehört. Die Einrichtung des stenographischen Bureaus unter der Leitung des sächsischen Abgeordneten Franz Wigand aus Dresden, die Verbreitung der stenographischen Berichte, deren Absatz den Wechsel in der Teilnahme oder richtiger der schwankenden Gunst des Publikums verriet, wäre ein weiterer dem Thema des Vfs. entsprechender Gegenstand. Die Abgeordneten empfingen Diäten von den Einzelregierungen der Staaten, für welche sie gewählt waren — im Gegensatz zu der Einrichtung der Reichsverfassung § 95 und des Reichsgesetzes vom 12. IV. 1849 und des seit dem RG. vom 21. V. 1906 geltenden Reichsrechts, welche der Reichskasse diese Verpflichtung auferlegen. Ueber die Art und Weise, wie diese Zahlungen in Frankfurt bewirkt wurden, hätten sich unschwer Ermittlungen anstellen lassen.

Ganz besonders forderte das Thema zu Mitteilungen über die Sicherheit heraus, welche die Stadt dem Parlament und seinen Mitgliedern zu gewähren vermochte. Es findet sich aber keine Angabe über die militärischen Verhältnisse der Stadt, die Stärke des Linienmilitärs, noch über die Kräfte der Polizei, nicht in den normalen Zuständen vor 1848 noch nachher während der Parlamentszeit. Am Vorabend der Eröffnung, am 17. Mai, sprach der Minister Stüve in der zweiten hannoverschen Kammer die Befürchtung aus, die große Menge aufgeregter Menschen, die durch die Turngesellschaften und

ihre Ausschreiben nach Frankfurt zu kommen aufgefordert seien, könne es dahin bringen, daß das Parlament unter dem Zwange, wenn auch nicht von Bajonetten, doch aber von Sensen beriete. Der 18. September erwies, wie gegründet jene Besorgnis war. Erst am 9. Oktober beschloß die Versammlung ein am nächsten Tage durch den Reichsverweser verkündetes Gesetz zum Schutz der Reichsversammlung und ihrer Glieder, in dem unter andern auch die Abhaltung von Volksversammlungen unter freiem Himmel innerhalb einer Entfernung von fünf Meilen von dem Sitze des Parlaments verboten wurde. Ein Reichsgesetz zum Schutz der Abgeordneten gegen Verhaftung oder gerichtliche Verfolgung wegen ihrer bei Ausübung ihres Berufs getanen Aeußerungen war unter dem 30. September vorangegangen. Der Vf. verweilt, wie es der Zusammenhang mit dem 18. September mit sich bringt, ausführlich bei den militärischen Maßregeln, die der Reichsminister von Schmerling zur Unterdrückung des Aufstandes ergriff. Die abfällige Kritik, als ob darin ein Rückfall in den Polizeistaat gelegen hätte, ist mir nicht recht verständlich. Der Rechtsstaat bedarf der Ordnung doch nicht weniger als der Polizeistaat, und das Organ des deutschen Bundesstaats, die Zentralgewalt, war wie jede Staatsgewalt verpflichtet in erster Linie für Leben und Sicherheit ihrer Bürger zu sorgen und die eigenen Institutionen vor Angriffen sicherzustellen. Indem der Minister so verfuhr, wie er es tat, zeigte er, daß die provisorische Zentralgewalt in Wahrheit einem Staate vorstand. Er erfüllte die allgemeine Pflicht jeder Regierung und die spezielle Aufgabe, die ihm das Gesetz vom 28. Juni über die provisorische Zentralgewalt auferlegte. Wenn dessen § 2 dem Reichsverweser die vollziehende Gewalt in allen die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaats betreffenden Angelegenheiten überträgt, so fiel der Schutz des Parlaments als des wichtigsten Organes des Bundesstaates unzweifelhaft unter diese Aufgabe.

Die Septemberereignisse waren geeignet, auch eine andere Frage in Erwägung zu ziehen, ob Frankfurt auch wohl der rechte Ort war, um die Beratung der Reichsverfassung in gesicherter und zweckentsprechender Weise vorzunehmen. Frankfurt war nicht der geographische Mittelpunkt Deutschlands, viel eher Nürnberg. Und wie schon während des Wiener Kongresses eine Broschüre diese Stadt zum Sitze des Bundestags vorschlug (Klüber, Akten I 4 S. 76), so ist ihr auch 1848 als Parlamentssitz das Wort, wenn auch nur vereinzelt, geredet worden: so in einer Flugschrift Gutzkows aus diesem Jahre und in einem Briefe des Prinzen Albert an seinen Bruder, den Herzog Ernst v. Koburg (183). Der Entwurf der Siebzehner (§ 23) wollte das Reichsgericht nach Nürnberg legen, wo ja dann nachher in den Jahren 1857—61 die Beratung des allgemeinen deutschen Handels-

gesetzbuches stattfand. Prinz Albert hat schon auf das Bedenkliche der nahen Grenze Frankreichs hingewiesen. Auch die der Schweiz kam in Betracht. Für den Gang und das Ergebnis der Beratungen war es nicht unwesentlich, daß sie in einem Kleinstaate und in der Nachbarschaft zahlreicher Kleinstaaten, zum großen Teil neugebildeter Staaten mit einer erregten und schwankenden Stimmungen ausgesetzten Bevölkerung vor sich gingen. Die Stadt selbst bietet dafür das beste Beispiel. Bei der Parlamentswahl im Mai hatte noch der Kandidat der gemäßigten Partei, Jucho, mit 6650 Stimmen den radikalen Gegner Reinganum mit 1404 besiegt (186). Die zunehmende Radikalisierung zeigte die Frankfurter Konstituante des J. 1849 und ihr Verfassungswerk. Die Verhandlung in Frankfurt entrückte die Versammlung viel zu sehr den realen Verhältnissen, für welche sie eine Verfassung schaffen sollte. Es fehlte die Fühlung mit den Zuständen und Stimmungen des Ostens und des Nordens mit ihren ruhigen und nüchternen Bevölkerungen voll Anhänglichkeit an das Hergebrachte und an die Monarchie. Die städtischen Verhältnisse, von denen man umgeben war, täuschten über die Interessen des Landes und die Gesinnungen der Landbevölkerungen. Alles das war geeignet, Beschlüsse herbeizuführen, die von den realen Verhältnissen absahen, und Illusionen über die Ausführbarkeit des Beschlossenen zu erzeugen. Die Einstimmigkeit, mit der man Frankfurt zum Sitze des neuen Deutschland erkoren hatte, war ein Stück der großen Vertrauensseligkeit, die für das J. 1848 charakteristisch war und die Jugendlichkeit des politischen Lebens bezeichnete. Man vertraute ›der guten Sache‹, der Kraft des deutschen Volkes und der Reinheit seiner Erhebung. Von ihr erwartete man, sie werde durch sich selbst allen Widerstand überwinden und ihr Ziel erreichen. Wie sanguinisch beurteilte man alles! Man vertraute sich dem Schutze der Frankfurter Bevölkerung an, bis der 18. September die grauenvolle Enttäuschung brachte. Der Tag, der Vf. nennt ihn mit Recht einen Schicksalstag (352), bildete einen verhängnisvollen Wendepunkt für die politische Weiterentwicklung, ähnlich wie die Ermordung Kotzebues durch Sand im J. 1819; so verschieden auch die Tat des fanatischen Studenten und die des Frankfurter Pöbels in ihren Beweggründen waren.

Aus den reichhaltigen Erörterungen, die der Vf. seinem zweiten Thema, der Entwicklung der Stadt im 19. Jahrhundert, widmet, begnüge ich mich einen Punkt, die Verfassungsgeschichte, hervorzuheben. Der Konstitutionsergänzungsakte von 1816, die in einzelnen Beziehungen fortgebildet war, trat die in Folge der Bewegung von 1848 geschaffene ›Verfassung des Freistaats Frankfurt‹ gegenüber. Der Vf. teilt ihren Wortlaut im Anhange (510—533) mit. Er hätte

den verfassungsgeschichtlichen Wert seines Buches erhöht, wenn er auch einen Abdruck der Konstitutionsergänzungsakte beigefügt hätte. Nur der älteren Generation, in deren Händen sich noch ein so brauchbares Buch wie H. A. Zachariaes deutsche Verfassungsgesetze der Gegenwart (1855) befindet, ist sie leicht zugänglich. Man würde dann die Verfassung einer Städterepublik, wie sie, auf historischer Grundlage errichtet, vierzig Jahre lang bestand, und die eines demokratischen Freistaats, wie man ihn 1849 nach abstrakten Prinzipien konstruierte, neben einander gehabt haben.

Die neue Verfassung war das Werk einer ad hoc berufenen, nach rein demokratischen Prinzipien gebildeten Versammlung und trug den breiten Stempel ihres Ursprungs an sich. Einen gewissen Zug zur Demokratie zeigte schon die Verfassung von 1816, denn im Gegensatz zu den übrigen freien Städten, die alle die Souveränetät bei Senat und Bürgerschaft beruhen lassen, war in Frankfurt die Souveränetät bei der Gesamtheit der Bürgerschaft (Zachariae, Staatsrecht I 703 ff.). Oder, wie es die KEA. Art. 5 ausdrückt, die christliche Bürgerschaft ist die Inhaberin aller der Stadt zustehenden Hoheits- und Selbstverwaltungsrechte. Die neue Verfassung in dem löblichen Bestreben, deutsche Ausdrücke einzuführen, das sie z. B. für Republik Freistaat, für Volkssouveränetät Volkshoheit, für suspensives Veto Recht der Erinnerung, für kontrollieren überwachen, für Revision Durchsicht sagen läßt, gibt den Grundsatz wieder durch die Worte: die Volkshoheit steht der Gesamtheit der Staatsangehörigen zu (Art. 1). Durch den vorangehenden Satz: die Verfassung des Freistaats beruht auf den Grundsätzen der Volkshoheit und der Volksvertretung, bekennt sie sich zur repräsentativen Demokratie. Auf dem System der Gewaltenteilung aufgebaut, übertrug sie die gesetzgebende Gewalt dem Volksrat, die vollziehende dem Regierungsrat, die richterliche den Gerichten zur Ausübung.

Von den drei Organen, durch die das souveräne Volk von Frankfurt nach der KEA. sein Recht ausüben ließ, war der ständige Bürgerausschuß verschwunden, kehrten der Senat als Regierungsrat, der gesetzgebende Körper als Volksrat wieder; der Bürgermeister war zum Präsidenten des Regierungsrats geworden. Das war nicht ein bloßer Namentausch. Sondern der Senat, dem die obrigkeitliche Gewalt zustand, der die freie Stadt nach außen vertrat und nach innen regierte, war ersetzt durch eine vom Volksrat abhängige Behörde. Aus sieben Mitgliedern bestehend, durch Volkswahl je auf fünf Jahre ernannt, hatte er gegenüber den vom Volksrat beschlossenen Gesetzen nur ein suspensives Veto, ein Erinnerungsrecht. Der Schwerpunkt liegt im Volksrat. Eventuell verkündet er die Gesetze. Er ernennt auf Vorschlag des Regierungsrats die Richter und die Beamten der Staats-

anwaltschaft. Die Mitglieder des Regierungsrats, die die einzelnen Geschäftszweige der Verwaltung bureaumäßig führen, werden durch Bevollmächtigte des Volksrats kontrolliert. Dieser allmächtige Volksrat besteht aus 96 alljährlich durch das allgemeine Stimmrecht erwählten Abgeordneten, 80 für die Stadt, 16 für die Landgemeinden. Einzelne demokratische Züge dieser Verfassung waren schon der KEA. bekannt. So die jährlichen Wahlen zum gesetzgebenden Körper; so das Selbstversammlungsrecht des Volksrats allemal zu Beginn des Herbstes; so die Beiordnung von Deputierten des gesetzgebenden Körpers zu den einzelnen Verwaltungsstellen. Die demokratische Grundorganisation war der 1847 in Genf unter James Fazy zu Stande gekommenen Verfassung nachgebildet.

Man braucht sich heute nicht mehr bei dem Detail der Frankfurter Verfassung aufzuhalten, nicht etwa weil sie mit dem Aufhören des Freistaats Frankfurt ihre Bedeutung verloren hat, sondern weil sie nie in Kraft getreten ist. Wie die KEA. im J. 1816 durch eine Volksabstimmung angenommen war, so hatte auch das grundlegende Gesetz vom 19. Oktober 1848, das die Konstituante ins Leben rief, für die Annahme ihrer Verfassungsarbeit das Referendum vorbehalten. Nach Abschluß des Verfassungswerkes übersandte es der Präsident der Konstituante dem Senat mit der Aufforderung, nunmehr die allgemeine Volksabstimmung anzuordnen. Der Senat kam dem nicht nach, sondern erklärte, die der Konstituante gestellte Aufgabe der Verfassungsrevision sei auf diesem Wege nicht gelöst und müsse auf einem andern bewirkt werden. Zu dem Zwecke berief er den gesetzgebenden Körper gemäß der KEA. zur erneuten Tätigkeit, aus der dann im J. 1856 eine revidierte Verfassung hervorging. Eine Opposition zu Gunsten des Verfassungswerks der Konstituante regte sich nicht, und es ging den Weg, den so viele Verfassungen der Jahre 1848 und 1849 gegangen sind. Die Frankfurter Verfassungsgeschichte zeichnet sich dadurch aus, daß es hier keiner Intervention eines Dritten bedurfte, um geregelte Verhältnisse wieder herbeizuführen. In Bremen und auch in Hamburg hatte der deutsche Bund sich eingemischt. In Frankfurt gelangte man aus eigener Kraft zu verfassungsmäßigen Ordnungen zurück. Erst nachträglich mischte sich der Bund ein und hob das Gesetz vom 13. Okt. 1848 auf. Praktisch bedeutete das die Beseitigung der Gleichstellung der Juden und der Beisassen, denen der Senat ungeachtet der Aufhebung jenes Oktobergesetzes ihre Rechtsstellung hatte erhalten wollen.

Das Thema, das sich der Vf. gewählt hat, ist reichhaltig genug, und die Behandlung, die er ihm gewidmet, ist belehrend und unterhaltend, wenn sich auch aus dem Stoff noch mehr, wie der vorstehende Bericht zeigt, hätte gewinnen lassen. Namentlich nach der

rechts- und verfassungsgeschichtlichen Seite hin. Befriedigend ist, was das Buch in wirtschaftsgeschichtlicher Hinsicht leistet. Ich verweise auf die Erörterungen über den Eintritt Frankfurts in den Zollverein und die Umgestaltung, die der Frankfurter Handel dadurch erfuhr; über die Handwerkerverhältnisse, die auch für die politischen Zustände, insbesondere die Entwicklung des Verfassungswesens von großer Bedeutung waren.

In der Darstellung begegnet der Leser oft der Wendung, der Vf. wolle auf das Nähere der Konflikte, der Vorgänge u. s. w. nicht eingehen (123. 131. 310); nicht weniger aber Hindeutungen und Anspielungen auf angeblich bekannte Tatsachen oder Aeußerungen. Der Satz in der Schilderung der Volksversammlung auf der Pfingstweide: Zitz prägte damals das Wort von der Fraktursprache (318) ist zur Not noch heute verständlich; was aber das bitterböse Wort Hadermanns gegen den Bundestag (490) bedeute, weiß man außerhalb Frankfurts schwerlich. Eine Monographie, wie sie der Vf. schreiben will, ist doch grade dazu da, ausführlich und eingehend zu erzählen und nicht auf andere, zumal schwer zugängliche lokale Quellen oder Darstellungen zu verweisen. Die Vortragsweise des Vfs. erinnert oft an Schlossers Geschichte des 18. Jahrhunderts, die dem Leser das Räsonnement über Personen und Ereignisse vorträgt, bevor das Tatsächliche über sie berichtet ist oder ohne daß es überhaupt berichtet wird. Mag das in großen und umfassenden Werken eine Entschuldigung finden, in einer Monographie erwartet man ein anderes Verfahren. Wer eine Einzeldarstellung solcher Art unternimmt, muß vielerlei Detail durcharbeiten, sollte aber auch daraus mitteilen, was ihm und oft nur ihm bekannt geworden ist, wenn es zum Verständnis des Ganzen dienlich ist. Wie leicht wäre es ihm gewesen anzugeben, wer Schorn, der Verfasser der Lebenserinnerungen (395. 543) war, oder anzuführen, wo Börnes Briefe aus Paris, als deren Adressatin Frau Jeanette Wohl genannt ist (75), zuerst veröffentlicht sind.

An Einzelheiten ist mancherlei zu berichtigen. In dem Abdruck der Verfassung von 1849 (518ff.) ist eine größere Zahl von Fehlern stehen geblieben. In der Ueberschrift vor Art. 92 ist statt Staatsrat: Volksrat zu lesen. In Art. 5 Satz 2 ist: durch ausgefallen. In Art. 146[2] ist das Aufhören der Verwaltungsrechtspflege, nicht der Verwaltungspflege, entsprechend dem § 48 der deutschen Grundrechte, gemeint. Art. 13 Satz sind ›immerhin‹ und in Art. 18 ›ein schweres greuliches Verbrechen‹ keine in einem Gesetz zu vermutende Ausdrücke. Art. 127[2] Satz 2 ist statt übernehmen: überwachen zu lesen. — Druckfehler im Text sind S. 361 redlich statt: religiöses (Bekenntnis); S. 481 zweimal 1830 statt 1850: S. 253 Juli statt: Juni; S. 257

läßt R. Blum seine größten Kraftstücke im Schnupfen statt: im Schimpfen leisten.

Sachlich zu beanstanden ist es, wenn S. 352 der am 18. September ermordete Generalmajor Hans von Auerswald ein ehrwürdiger Greis genannt wird, da er ein Mann von 56 Jahren war. Auerswald wurde durch einen Pistolenschuß getötet; ›massakriert‹ würde eher auf die Ermordung Lichnowskys passen. Was bedeutet: Schopenhauers bedrohliche Figur (487)? Was: ›Aufklärichte Gedanken‹ (89)? Das Substantiv ›Aufkläricht‹ ist bekannt, aber kein gleichlautendes Adjektiv. Als Urbild der von Detmold geschaffenen Figur des Piepmeyers vermutet der Vf. Mittermaier (397). Ich habe den Erfinder, der den Abgeordneten P. sich für Bederkesa interessieren läßt, und ihm einen niederdeutschen, aus Immermanns Münchhausen entlehnten Namen beilegt, in Verdacht, an einen seiner hannoverschen Landsleute, deren politische Haltung ihm wenig sympathisch war, gedacht zu haben. Auf eine Zelebrität wie Mittermaier paßt weder der kleinbürgerliche Zuschnitt, den er der Figur gibt, noch ihre politische Physiognomie. Unverständlich ist mir S. 297 geblieben, wo von den Vorbereitungen des im Juni 1848 in Frankfurt abgehaltenen Demokratenkongresses die Rede ist und dann als Beispiel der Verbreitung von Geheimbünden Kinkels Mission von Zürich nach Deutschland angeführt wird, Dinge, die zeitlich gar nichts mit einander zu tun haben und auch durch das Zitat aus Schurz' Lebenserinnerungen nicht gestützt werden, denn an der angeführten Stelle (I 260 ff.) wird vom J. 1850 und Schurzens Bemühungen zur Befreiung Kinkels erzählt.

Göttingen. F. Frensdorff.

Lebenserinnerungen des Agrarhistorikers und Nationalökonomen **Georg Hanssen.** Niedergeschrieben von ihm selber, herausgegeben von seinem Sohn H. Hanssen, Geh. Regierungsrat a. D. in Goslar. Mit einem Bildnis Georg Hanssens und einem Faksimile. Separatabdruck aus Band 40 der Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte. Kiel 1910. 180 S.

Georg Hanssen ist geboren am 31. Mai 1809 und gestorben am 19. Dezember 1894. Die ›Lebenserinnerungen‹ sind abgeschlossen im Juli 1888 — nebst einem Nachtrage, den der Herausgeber leider nur in Andeutungen wiedergegeben hat. Ob sie erst in den späten Lebensjahren, auf die das Schlußdatum deutet, ganz und gar entstanden sind, ist mir zweifelhaft. Das verhältnismäßig reiche Detail der frühen Jahre, verglichen mit der Dürftigkeit des Berichtes über die ganze zweite Hälfte des Lebens, kann nicht gut allein auf die Anziehungskraft der Jugendzeit gesetzt werden, die freilich für den Autor ebenso

stark und stärker gewesen sein mag als für den Leser. Es muß doch eine Reihe von Aufzeichnungen vorhanden gewesen sein, die sich näher an die junge Zeit knüpften und dem Gedächtnis zur Seite standen. Dazu kommt, daß Hanssen bis zu seinen letzten Tagen nicht eine Persönlichkeit war, deren Reiz sich erschöpft hatte. Ich habe diesen Rest seiner Jahre, seit dem Frühjahr 1884, mit ihm in Göttingen zusammen gelebt, und wenn er zu dieser Zeit die Lust am Schriftstellern verloren hatte, so war der alte Humor, die köstliche, so seltene Gabe unter den Männern des akademischen Handwerks, niemals in ihm erloschen. Wer ahnt es, wenn er den trübseligen Bericht aus der zweiten Göttinger Periode liest, daß dieser Mann nach endgültiger Befreiung von den Vorlesungen — im 78. Lebensjahre — als wir eines Tages an dem Auditorienhause vorübergingen, jenes alte zu der Situation eigenartig passende Burschenlied anstimmte, das sonst von 22 jährigen gesungen wird. Und wie oft ähnliches dergleichen mehr! Wenn er einen Eckermann um sich gehabt hätte, der diese Lichtblicke einer im Grunde heiteren Seele aus dem Winternebel des Alltagslebens aufgefangen hätte, so würde das eine erquickende Blütenlese geworden sein, die den melancholischen Altersbericht wahrheitsgemäß ergänzt hätte. Zur Freude für Alte und Junge.

Wie nun die ›Lebenserinnerungen‹ einmal sind, liegt ihr Schwerpunkt in der frühen Zeit und dieses unter jedem Gesichtspunkte. Wir kommen auf ihren Inhalt unmittelbar zurück. Zuvor sei nur bemerkt, daß die Verzögerung des Abdrucks nicht den üblichen Grund gehabt hat, einen zeitlichen Abstand zu gewinnen zur Schonung irgend welcher persönlicher Empfindlichkeiten. Dazu war hier kaum ein Anlaß. Es waren wohl nur äußere Gründe im Wege und ein äußerer Grund trieb zur Veröffentlichung. Er brachte zugleich einen kompetenten Richter, der entscheiden konnte, daß diese Erinnerungen, welche die Aufschrift ›Für die Familie bestimmt‹ trugen, auch für weitere Kreise geeignet seien. Als nämlich der hundertjährige Geburtstag Hanssens heranrückte, übernahm es G. F. Knapp, in der Generalversammlung des Vereins für Sozialpolitik, die zu Wien im Herbst 1909 stattfand, die Gedenkrede zu halten. Auf das Vorhandensein des Manuskripts der ›Lebenserinnerungen‹ aufmerksam gemacht, fand er in diesem den hauptsächlichen Stoff dafür [1]). Und zugleich führte er die Handschrift dem Drucke zu, der jetzt vor uns liegt.

In Wilhelm Meister ist einmal von den schönen Stellen die Rede, aus welchen der reine Geist des Dichters gleichsam mit hellen offenen Augen hervorsieht. In den ›Lebenserinnerungen‹ gibt es drei solcher schönen Stellen, aus denen der Geist unseres verewigten Freundes

1) Schriften des Vereins für Sozialpolitik, Band 132. Leipzig 1910.

aus hellen offenen Augen hervorsieht. Oder mehr als Stellen. Es sind die schönsten Stücke des ganzen Lebenslaufes: die Kindheit mit ihrer rührenden Armut und mit ihrer Kraftprobe auf die Tüchtigkeit dieser Persönlichkeit; die Studienjahre mit ihrem kernigen Gehalt; die Teilnahme am öffentlichen Wesen mit dem überschäumenden Opfermut der jungen Jahre, der sich kühn hervordrängt, um in den Mannesjahren sich geduldig zu schmiegen, so daß man den einstmaligen Stürmer und Dränger nicht wieder erkennt. Nur einzelne erfrischende Explosionen in dem hinterlassenen Manuskript zeigen wieder Spuren davon.

Sein Vater war schon in früher Jugend nach Hamburg gekommen, nachdem er in Eckernförde die Lehrjahre bei einem Krämer durchgemacht hatte. Wenige Jahre später etablierte er sich als Geldwechsler mit geringen Mitteln, hatte aber, als er sich mit der Tochter eines Kaufmanns zu Burg auf Fehmarn im Jahre 1808 verheiratete, bereits auf seinen Anteil (neben einem Kompagnon) ein Vermögen von 100,000 Mark Hamburger Courant erworben. Indessen in den Jahren 1812—13 brach die Firma zusammen in Folge der französischen Occupation. Ein neuer Versuch emporzukommen mißlang und jetzt »begann eine Periode eigentlicher Not für meinen armen geliebten Vater, dessen Sorgen um das tägliche Brot ich als ältestes Kind gleich anfangs klarer erkennen konnte und inniger mitempfand als meine jüngeren Geschwister«. Der Vater fing dieses und jenes an, immer ohne Erfolg. Zuletzt zog die Familie in eine Wohnung mit nur einer Stube und einer Kammer für 20 Thaler jährlich. Als der Sohn Tertianer geworden war, flehte er einmal zu dem allgütigen Gott, ihm Gelegenheit zu geben, etwas zu verdienen, und der erhörte ihn. Es wurde ihm die Erteilung von Nachhilfeunterricht in einer wohlhabenden Familie zugewendet — zwei Stunden wöchentlich zu drei Silbergroschen die Stunde. Um diese zu verdienen, mußte er zwei Stunden auf den Weg verwenden. Als Primaner erhielt er höheres Honorar und war im Stande, zum Unterhalte der Angehörigen etwas beizutragen. Im Frühjahr 1827 konnte er den Abgang zur Universität ins Auge fassen. Die Möglichkeit bot ihm sein Schulfreund Palm, dem ein vermögender Vater einen Wechsel von 100 Louisd'or gab, wovon Hanssen 30 Louisd'or erhalten sollte. Dazu kamen kleinere Unterstützungen von einem Oheim u. dgl.

Damals schon gelangte er zu der Erkenntnis, daß die schwere sorgenvolle Jugend ein heilsames Zuchtmittel für ihn gewesen sei. Im Wohlstande auferzogen, wäre er — so meinte er — nach seinen Charakterfehlern gar leicht übermütig und herrisch, vorwitzig und anmaßend, bequem, geistiger Anstrengung abhold und sehr genußsüchtig geworden, weltlich gesinnt und ohne rechte Gottesfurcht.

›Die Not war es, welche mich geistig und moralisch besserte‹. Edle Naturen, so schreibt er, bedürfen einer solchen Schule der Not nicht zu ihrer geistigen und sittlichen Entwickelung, und es mag andererseits Naturen geben, die durch die Not zu Grunde gehen; mir ist sie ein Segen geworden. Dieses rührende Bekenntnis ist freilich nicht das letzte Wort über ein so schwieriges Problem. Die Selbstkritik einer bescheidenen Natur, der ursächliche Zusammenhang zwischen Charakteranlagen und Lebensschicksalen, das Urteil über das was geworden ist und über das was hätte werden können — es ist für das eigene Ich ebenso schwer wie für das fremde. Aber unzweifelhaft ist es, daß in dieser harten Kindheit die edleren Anlagen sich bewährt und entfaltet haben.

Das Universitätsstudium führte ihn gemeinsam mit dem Freunde nach Heidelberg, zunächst als studiosus juris, dann bald in die Vorlesungen von K. H. Rau. Er hatte auch ein geschichtliches Colleg bei Schlosser belegt, aber wegen seines ungenießbaren Vortrages bald im Stiche gelassen; dieser fing mit sieben Zuhörern an, die nach wenigen Stunden auf drei zusammenschmolzen.

Ein geringfügiger Streit der Studentenschaft mit der Museumsverwaltung führte Mitte August 1828 zu einem Auszug in die Pfalz. Gegen 700 Mann, nahezu die Gesamtheit der akademischen Jugend, erklärten von Frankenthal aus die Universität Heidelberg in Verruf. Ein fanatischer Häuptling beantragte eine Dauer des Verrufs auf zehn Jahre; die Versammlung begnügte sich mit drei Jahren. Es war freilich nichts geringes für beide Parteien. An Vermittlern aus den Kreisen der Professoren fehlte es nicht. Hanssen hat mir einen Brief Raus gezeigt, der ihm väterlich zuredete, er möge sich nicht ins Unglück stürzen. Es ist erquickend zu lesen, wie seine gesunde Natur aus diesem Intermezzo einen echten Gewinn zog für seine Studien und für die Art seiner Ausbildung. Er ging zu befreundeten Männern, um die Landwirtschaft des deutschen Südwestens näher kennen zu lernen, dem Zuge folgend, der ihm von den Voreltern angeboren war und auf dem Grunde seiner Seele als der stärkste wissenschaftliche Trieb von Anfang bis zu Ende haftete. Er habe, erzählte er mir, in dieser Zeit der Relegation mehr gelernt als auf den Bänken der Universitäten und aus den Lehrbüchern ihrer Professoren.

Die Wogen des Verrufes hatten sich übrigens bald geglättet. Wenigstens für die Mehrzahl der Teilnehmer. Diese revozierten den Verruf nach etlichen Wochen. Hanssen tat dies nicht, weil er sein Ehrenwort nicht brechen wollte. Mit ihm eine Minderheit von 81. Davon wurden 9 als Rädelsführer auf immer, 6 auf 4 Jahre, 66 auf 2 Jahre relegiert. Zu den letzteren gehörte Hanssen. Ihre Namen

sind in dem Relegationspatent vom 25. Oktober 1828 verzeichnet. Und eben dieses Aktenstück ist in den Lebenserinnerungen mit abgedruckt. Schon ein Jahr nach der Relegation gelang, nach mehreren Mißerfolgen, die Immatrikulation in Kiel, zusammen mit dem Freunde Palm. So war er im rechten Hafen geborgen. Denn, zwar in Hamburg geboren, aber durch beide Eltern aus den Herzogtümern stammend, sah er diese letzteren als seine eigentliche Heimat an. Die Studentenschaft, etwa 300 an der Zahl, bestand fast nur aus Landeskindern. Dahlmann (seit Michaelis 1829 in Göttingen) hatte durch seine Vorträge über die Geschichte Schleswig-Holsteins Korpsburschen wie Burschenschaft für ihr engeres Vaterland begeistert. Friedrich VI. war ein milder Regent auch für dieses. Aber die Sorge für die Zukunft ängstigte sie.

Hanssen begnügte sich nicht mit der jugendlichen Begeisterung. Er machte sich alsbald daran, die landwirtschaftlichen und kommunalen Zustände der Heimat aus der Nähe kennen zu lernen, und nachdem er eine kleine Arbeit als Frucht seiner Reisen dem damaligen Professor der Statistik, Niemann, gebracht hatte, überraschte ihn dieser bereits mit den Worten ›Sie müssen noch einmal mein Nachfolger werden‹. Ein Hilferuf für die Wiedingharde, den er im Gefolge seiner Beobachtungen an Ort und Stelle veröffentlicht hatte, wurde die Veranlassung, ihn, den 21 jährigen Studenten, zur Mitwirkung an den politischen Bestrebungen angesehener politischer Männer heranzuziehen, die darauf gerichtet waren, den König-Herzog durch allgemeine Petitionen der Städte, Landschaften u. s. w. zur Einführung einer landständischen Verfassung für die Herzogtümer zu bewegen. Er hielt es für seine patriotische Pflicht, die ihm (von Lornsen, dem Führer der Bewegung) angetragene Mission auszuführen. Er sollte in demjenigen Teile des Landes die Männer wecken, in dem er seine verwandschaftlichen Beziehungen hatte; Lornsen wollte den übrigen Teil bereisen. Hanssen hatte Erfolg und brachte eine ansehnliche Zahl von Vertrauensmännern zum verabredeten Tage nach Kiel mit. Lornsen trug ihnen eine Schrift ›über das Verfassungswerk in Schleswig-Holstein‹ vor. Man beschloß, die Schrift in 10,000 Exemplaren zu verbreiten. Indessen nach wenigen Wochen wurde die ganze Agitation im Keime erstickt. Es erfolgte am 16. Nov. (1830) eine königliche Kundgebung, die sich dagegen wandte, daß ›einige Personen sich herausgenommen haben, in unseren Herzogtümern falsche Gerüchte auszustreuen und es zu versuchen, die ruhigen Einwohner zu gemeinschaftlichen Schritten zu verleiten u. s. w.‹. Lornsen wurde am 23. November verhaftet. Die Teilnehmer an der Kieler Versammlung wurden im Laufe des Januar 1831 vor eine Kommission geladen, darunter auch Hanssen. Die Vernehmung verlief

ganz harmlos. Beide Untersuchungsrichter waren im Grunde patriotische Schleswig-Holsteiner und schienen ein gewisses Wohlgefallen an ihm zu fassen. Er wurde gefragt, wie er, so jung und noch Student, dazu gekommen sei, für eine Verfassung der Herzogtümer zu agitieren. ›Weil — antwortete ich — nur dadurch die notwendigen Reformen in der Verwaltung zu erreichen sein würden; die höchsten administrativen Behörden bedürften eines Impulses zu größerer Tätigkeit, es geschehe wenig oder gar nichts für die Hebung der Landwirtschaft, für die Entwicklung der Gewerbe und des Handels, für die Belebung des Verkehrs trotz hoher Abgaben. Durch die enorme Last der Grundsteuern würde insbesondere der Bauernstand ruiniert, wovon ich mich selber im vorigen Sommer durch Untersuchung der Lage der schleswigschen Landdistrikte überzeugt hätte ... Und nun mußte ich dann von den Eindrücken dieser Reise näher berichten, was ich tat, ohne ein Blatt vor den Mund zu nehmen‹.

Wie er später aus guter Quelle erfuhr, hatten die Herren privatim nach Kopenhagen berichtet, es wäre zu wünschen, daß er sobald als tunlich zum Mitgliede der Rentekammer ernannt würde. ›Dieses Zutrauen einem unreifen Studenten!‹

Und nun folgt an dieser Stelle der kräftige Herzenserguß des treuen Schleswig-Holsteiners. Er schreibt: ›Wie ganz anders wäre es mir in Preußen zur Zeit der Demagogenverfolgungen und noch in den 30er Jahren ergangen, wenn ich von gutem Willen und den reinsten Absichten, dem Vaterlande zu nützen, beseelt, aber unreif, unerfahren, im jugendlichen Ungestüm ähnliches begangen hätte: Berliner Hausvogtei im engsten Gemach, dann vieljährige Festungsstrafe und Vernichtung der bürgerlichen Existenz! Fluch der preußischen Bureaukratie jener Zeit! In beiden Herzogtümern hätte man nicht einen einzigen noch so reaktionären Beamten auftreiben können, wie die preußischen Untersuchungsrichter D..., T... u. s. w. Schurken, welche ihre Freude daran fanden, ihre Opfer zu quälen, schlimmer wie Mörder auf offener Landstraße. Jenseits wird ihnen vergolten sein‹.

Hat er das um die Zeit kurz vor 1888 geschrieben? Es ist mir nicht wahrscheinlich. Wenn doch, Ehre diesem edlen Feuer in der Seele eines Achtzigjährigen.

Hanssen konnte in Kiel ungehindert weiter studieren, ungehindert sich Ostern 1833 an der Landesuniversität habilitieren, und als im Herbst 1834 seine Ernennung zum Kammersekretär für die deutsche Abteilung des Generalzollkollegiums vom Chef desselben mit dem Bemerken beantragt wurde, daß er allerdings in die Lornsensche Verfassungsagitation verwickelt gewesen, willigte der König dessen ungeachtet in die Ernennung ein mit den Worten: Das ist ja längst

vergessen. Wegen der Lornsenschen Versammlung wurde überhaupt niemand bestraft, da der legale Charakter derselben richterlicherseits anerkannt war. Nur Lornsen, der Urheber der ganzen Bewegung und königlicher Beamter, wurde des Amtes entsetzt und erhielt einjährige Festungsstrafe, durch Urteil des ordentlichen Gerichts.

Als Kieler Privatdozent in unsicherer Vermögenslage, war er im Begriffe nach Griechenland auszuwandern, da traf ihn die Ernennung zum Doctor legens (einer Vorstufe zum Extraordinarius) mit 450 Thalern Gehalt. Bald folgte die Berufung nach Kopenhagen zum Kammersekretär in der deutschen Abteilung der Commerzkanzlei in dem königlichen Generalzollkammer- und Commerzkollegium. Er ging hin, nicht um Carriere zu machen, sondern um zu beobachten und zu lernen. Dazu fand er hier reichlich Gelegenheit. Der politische Zwiespalt zwischen Dänemark und den Herzogtümern war schon stark hervorgetreten. Der Direktor des Collegiums, dem er bei dem ersten Besuche seinen schleswig-holsteinischen Standpunkt offen bekannte, bemerkte ihm: ›Schade, daß Sie nicht 14 Tage früher eingetroffen sind, dann hätten Sie eine Szene miterlebt, wie die Herren deutschen und die Herren dänischen Mitglieder aneinander gerieten. Hätte ich nicht den grünen Tisch festgehalten, so würden sich sämtliche Tintenfässer über denselben ergossen haben‹.

Nach dreijähriger lehrreicher und angenehmer Wirksamkeit in Kopenhagen folgte er zum Herbst 1837 dem Rufe nach Kiel als Ordinarius der ›Philosophie‹ — von der ich nichts verstand, setzt er hinzu. Die Bezeichnung kam daher, daß die Staatswissenschaften als ein Teil der praktischen Philosophie angesehen wurden. In junger Ehe gestaltete sich jetzt sein Leben erfreulich, bei bescheidenem Gehalte, das allmählich etwas erhöht wurde. Während der $4^1/_2$ Jahre der Kieler Professur ist er nicht über die Elbe hinausgekommen. Dagegen benutzte er alle Ferien, um sich in den Städten und Landdistrikten Holsteins umzusehen. In dieser Beschäftigung lag fortdauernd der Schwerpunkt seiner wissenschaftlichen Methode, und auch eine wesentliche Quelle des Behagens an seinem Beruf. Mitten hinein brach plötzlich ein Ereignis, das ihm völlig unerwartet kam. Anlaß war ein zweites Mal sein ungestümer Drang, für das gemeine Beste zu wirken. Es war seit dem ersten Male, wo das Schicksal so schonend an ihm vorübergegangen, ein Jahrzehnt verflossen; die Angelegenheit, um die es sich handelte, war so viel geringfügiger als die Bewegung für eine Volksvertretung. Aber sein Feuer loderte auf wie in der ersten Jugend, und dieses Mal sollte die Strafe empfindlicher sein. Den Anlaß bot der eigenartige Zustand der Postbeförderung der Reisenden sowie des Postregals in den Herzogtümern. Eine unzulängliche Leistung der Post, ein unvollständiges Regal, daher eine

Mitwerbung privater Fuhrleute, die wiederum durch die Postverwaltung chikanös eingeengt war. Es wurde eine Instruktion erlassen, mit der, wie Hanssen sich ausdrückt, die Generalpostdirektion die äußerste Grenze fiskalischen Blödsinns erreicht hatte. Von Ingrimm erfüllt, ergriff er sofort die Feder und schrieb einen fulminanten Artikel in das Kieler Korrespondenzblatt (1841) mit seiner vollen Unterschrift, mit Namen und Titel. Die Sätze dieses Artikels werden jeden in Erstaunen setzen, der (gleich mir) Hanssen erst als Fünfziger kennen gelernt hat. Da wird von dem Bedürfnis der Errichtung eines eigenen Ministeriums des Innern geredet, zunächst »zur Verhinderung von landesverderblichen volksfeindlichen Maßregeln, jetzt einseitig getroffen durch Kammerkollegien in trübseliger Verfolgung untergeordneter fiskalischer Interessen«.

In der Sache zwar erreichte der Artikel seinen Zweck. Aber über seine Person brach das Unwetter herein. Zunächst erhielt der Zensor einen Verweis dafür, daß er einen solchen Artikel hatte passieren lassen. Hanssen erhielt (22. Sept. 1841) ein Reskript des Kurators, das ihm die Mißbilligung der königlichen Kanzlei über diesen »in jeder Hinsicht und vorzugsweise in Betracht seiner Stellung als öffentlicher Lehrer unangemessenen« Artikel übermittelte. Er ließ das nicht auf sich sitzen. »Ebenso wenig wie die Kanzlei meinen Artikel, hielt ich ihren Vorwurf für angemessen und zulässig, und remonstrierte gegen denselben durch eine Eingabe vom 2. Oktober 1841«. Und zwar in solchen Ausdrücken, daß er sich auf seine Entlassung gefaßt machen mußte. Wohin aber mit Frau und Kindern? Auch hierfür fand er Rat. Seine mannigfaltigen Beziehungen zu Dingen und Menschen, so die Mitwirkung an der ersten Eisenbahn des Herzogtums (Altona—Kiel) sollte ein Rettungsanker werden. Die Altonaer Kaufleute wollten ihm Ersatz bieten durch einen regelmäßigen Zyklus von Vorlesungen, die er für sie halten sollte. Inzwischen zog ein zweites Ungewitter wider ihn heran. Uebrigens dem gleichen Anlaß entsprungen wie das erste. Er hatte, zusammen mit einem Haupte der Bürgerschaft, eine Subskription zu Beiträgen eröffnet behufs Herbeiführung eines richterlichen Erkenntnisses über das Recht der privaten Fuhrleute gegenüber der Postverwaltung. Wegen dieses Schrittes wurde er ebenfalls vom Kurator zur Verantwortung gezogen. Unterdessen kam das Wintersemester heran. Er begann die üblichen Vorlesungen, als er am 13. November ein Schreiben des Kurators erhielt. Er ließ es, den Inhalt vermutend, einige Tage uneröffnet liegen. Da kam ein Schreiben des Kgl. Sächsischen Kultusministers, das ihm eine Professur in Leipzig anbot. Und nun öffnete er das Schreiben des Kieler Kurators, welches einen ernstlichen Verweis enthielt wegen des unangemessenen Inhalts seiner

Erklärung an die Königl. Kanzlei und die Mißbilligung dieser Behörde wegen seiner Teilnahme an der Einladung zur Subskription.

Er ließ beides auf sich beruhen, nahm unmittelbar darauf den Ruf nach Leipzig an und richtete, mit Umgehung der Kgl. Kanzlei, an den König von Dänemark sein Entlassungsgesuch. ›Innere und äußere Erlebnisse der letzten Zeit‹ sowie die Rücksicht auf eine umfassendere akademische Wirksamkeit u. s. w. hätten ihn bestimmt, dem Rufe nach Leipzig Folge zu leisten. ›So hatte mich denn die unglückselige Postaffäre aus der Kieler Professur und den Herzogtümern vertrieben. Es war mir vorher nie in den Sinn gekommen, jemals das Land zu verlassen‹.

Wäre dieses Intermezzo nicht gekommen, er hätte eine längere glückliche Zeit in dem Heimatlande verlebt. Doch aus manchen Gründen würde er ihm wohl nicht treu geblieben sein. Der nächste stärkere Stoß, der in Kiel erfolgt sein würde, wäre den Folgewirkungen des Jahres 1848 entsprungen. Hanssen würde dann direkt von Kiel nach Göttingen gegangen sein, ohne die Leipziger Zeit dazwischen, die ihm größere Einkünfte für die zahlreiche Familie, aber physisches und moralisches Unbehagen brachte, über Klima, Menschenart u. dgl. Seine Verstimmung ging so weit, daß er einmal einem Freunde schrieb, der Boden brenne ihm unter den Füßen. Der Minister bot ihm ein Jahr Urlaub, weil er durch den Arzt erfahren hatte, daß er halb gemütskrank sei. Da kam zu Ostern 1848 der Ruf nach Göttingen und er folgte ihm.

Die Göttinger Epoche von 1848—1860 ward zum zweiten Male die glückliche Zeit seiner akademischen Wirksamkeit, die sich an die erste, die Kieler Epoche, würdig anreihte. Auf diese blicken seine Lebenserinnerungen mit Zufriedenheit zurück Die Studenten besuchten damals noch die Vorlesungen mit regelmäßigem Fleiße und ›sichtlicher Aufmerksamkeit‹. Eine besondere Freude gewährten ihm die Einrichtungen für das Studium der Landwirtschaft, die er im Sinne seiner Doktorschrift als ein Institut der Universität schuf. ›Der anrüchige sogenannte Hofratston stand auf dem Aussterbeetat, verdrängt durch zwanglosen Umgang und zutrauliche Kollegialität in den Kreisen der mittleren und jüngeren Generation akademischer Lehrer‹. Hanssen selber hat, schon etliche Jahre in Göttingen, burschikose Leistungen vollbracht (so in einer Nacht des Doktorschmauses von Aegidi mit Jhering zusammen), die freilich das äußerste Gegenteil des Hofratstones waren und eine ironische Anerkennung im Hannoverschen Ministerio fanden. Was den Hofrat selber betrifft, so sei hier die Meinung ausgesprochen, er ist nicht eine lokale Erscheinung der Universität Göttingen. Er kommt auf allen deutschen Universitäten in zahlreichen Exemplaren vor. Er ist ein Gemisch aus

allen möglichen Tugenden, und jeder denkt an eine andre derselben, wenn er davon redet. Daß der Boden des Landes Hannover einen lokalen Einfluß geübt hat, ist nicht wahrscheinlich. Denn dieser Boden ist immer wenig fruchtbar an Gelehrten gewesen, und der Stolz der Universität war zu allen Zeiten, ihre Lehrer aus allen Enden der deutschredenden Welt zu berufen. Daß im Sinne einer materialistischen Ansicht die Dünste, die aus diesem Boden aufsteigen, einen Einfluß auf die Sitten und Gedanken üben, ist nicht glaublich. Vielleicht ist die Aufmerksamkeit auf den Hofratston gerade dadurch gelenkt worden, daß er zu Zeiten so ganz anders war. Er ist die Reaktion gegen die Gewohnheit zügelloser Streitigkeiten unter den führenden Geistern aus dem Ende des 18. Jahrhunderts gewesen und hat eine Wendung bedeutet, ähnlich der pietistischen Reaktion, die im Beginne des 19. Jahrhunderts in Deutschland eintrat. Aber sollte nicht anderswo etwas ähnliches sich ereignet haben? Und hat es nicht immer einen Austausch der Professoren zwischen den deutschen Universitäten gegeben? Sicherlich ist für alle Zeiten richtig, was Hanssen für seine Zeit erzählt. Jugend und Alter haben ihr Recht und ihren Ton verlangt. So war es damals und so ist es geblieben. Auch der chronische Gegensatz alles dessen, was Privatdozent oder Extraordinarius ist, zu den Hofräten, ist nichts lokales. Er geht aus seinen eignen Gründen durch die ganze akademische Welt Deutschlands, bis herab zu jenem sinnlosen Theaterstücke, dem ein urteilsloses Publikum Beifall gespendet hat.

Allerdings ein so vollendeter Gegensatz zu allem was man sich unter einem Hofrat denken kann, ist unter Göttingens Zierden kaum jemals dagewesen, wie es Hanssen war.

Im Jahre 1860 ging er nach Berlin. Er verfolgte bei Annahme dieses Rufes »nicht pekuniäre Vorteile«, ebenso wenig »plagte mich der Ehrgeiz, Professor an der größten Universität Deutschlands zu werden; ich wollte in Berlin etwas lernen, wollte die Verwaltung des größten deutschen Staates kennen lernen im Verkehr mit den Staatsmännern und Beamten. Für diesen Zweck opferte ich die Behaglichkeit der Göttinger Existenz«. Er hatte eine bestimmte Vorstellung davon, wie unangenehm er die Schattenseiten der Großstadt empfinden würde. »Es war auch nicht mein Gedanke, dort mein Leben zu beschließen; ich betrachtete Berlin nur als einen Durchgangspunkt«. Er erzählt, daß die Universität ihm ziemlich fremd geblieben. Viele Professoren hat er (in 8½ Jahren) niemals kennen gelernt. Die Ausnahme bildeten die früheren Bekannten, meist Landsleute, Twesten, Beseler, Müllenhoff, Mommsen u. dgl. Es konnte damals schon in Berlin sich ereignen, daß neben ihm in der Fakultätssitzung sein Spezialkollege den Namen des präsidierenden Dekans nicht kannte.

Auch der Verkehr mit der Zuhörerschaft, an den er in Göttingen gewöhnt war, fehlte in Berlin. Er meinte auch, sie hätten dort mehr verlangt, als die ›realistische Hausmannskost‹ und den schlichten Vortrag, mit dem die Göttinger Studenten zufrieden waren. ›Ich kam mir wie ein beschränkter Provinziale in diesem Hochsitz deutscher Intelligenz vor‹. Gern gedenkt er des statistischen Seminars, in dem er mitwirkte (und in dem ich seinen Unterricht ebenso wie zuvor in der Universität genossen habe). Gern auch des Montags-Klubs, wo er mit vielen höheren Beamten zusammentraf und sich instruieren konnte. ›Keine Spur von dem bureaukratischen Wesen, das dem preußischen Beamtenstand viel zu generell nachgesagt wird‹.

Ostern 1869 ging Helferich von Göttingen nach München. Hanssen hatte mir schon ein Jahr zuvor, nach dem Tode Mangoldts, ernsthaft davon gesprochen, er würde gern nach Freiburg gehen, wenn nur die Stellung nicht gar zu bescheiden wäre. Die weiten Wege, das Menschengedränge, das Wagengetöse — wer das heutige Berlin von Göttingen aus besucht (und gar so selten wie ich selber seit vielen Jahren), kann nicht ohne Lächeln diese Klagen lesen, die Klagen einer sich in die Stille sehnenden Menschenseele, die noch keine Ahnung hatte von den Schrecknissen Berlins, die da kommen sollten.

Leider lauten die Aufzeichnungen über die zweite Göttinger Periode, wie wir wissen, nicht so tröstlich, als wir es dem alternden Freunde gewünscht hätten. Es vereinigte sich mancherlei Ungemach. Schwere Schicksalsschläge in der Familie, an der sein treues Herz haftete. Die mit den Jahren immer mehr versagende Gesundheit samt alledem was das Alter keinem erspart. Er hatte auch, wie er schreibt, nicht mehr die geistige Frische und Lebendigkeit zum Dozieren, wurde immer skeptischer darüber. Dazu kam die allgemeine Klage über den Unfleiß der juristischen Studierenden. So geschah es einmal (wie er mir erzählte), daß er einige Zuhörer zum Mittagessen bei sich hatte, die nun, als er um vier Uhr zur Vorlesung gehen mußte und es für selbstverständlich hielt, daß die Zuhörer ihn begleiteten, ihm zuredeten, er möge nur alleine gehen; sie selber wollten noch bei den Seinigen bleiben.

Und so kam allmählich das Ende der Lehrtätigkeit heran. Hanssen setzt es etwas früher an, als es wirklich gewesen. Nach seiner Darstellung hätte er zum letzten Mal im Winterhalbjahr 1883—4 gelesen und seit Ostern 1884 (wo ich hier begann) nicht mehr. Es ist aber erst im Etat für das Jahr 1886 eine Ersatzprofessur eingestellt worden, nachdem Hanssen noch im Winter 1884—5 und vielleicht noch in einigen folgenden Semestern gelesen hatte. Die zweite staatswissenschaftliche Professur ist nicht erst nach seinem Rücktritt

(wie er schreibt) geschaffen worden, sondern bereits während seiner Wirksamkeit, und zwar für den Etat von 1884. Diese ist mir übertragen worden; die Ersatzprofessur dagegen (1887) an Lexis.

Und nach so viel Wehmut ein heiterer Schluß. Wir denken an dasjenige, was am 25. Oktober 1888 sich in Göttingen ereignet hat und in den ›Lebenserinnerungen‹, sei es im Manuskript, sei es namentlich im Druck, keinen Raum gefunden hat.

Als im Frühjahr 1881 die Vorfeier des Doktorjubiläums stattfand, dankte Hanssen in seiner launigen Weise, indem er bemerkte, Doktorjubiläen seien wohl schon viele gefeiert worden; aber ein seltneres Jubiläum hätte man feiern können, die 50jährige Wiederkehr seiner Relegation. Und nun erzählte er den Hergang jenes Heidelberger Auszuges von 1828. Einer von den Festgästen war es, der frühere hannoversche Staatsminister Bacmeister, der eines Tages gegen das Jahr 1888 hin mich daran erinnerte: ›Jetzt könnten wir bald das sechzigjährige Jubiläum der Relegation feiern‹. Und so geschah es. Ein engerer Kreis von Freunden Hanssens tat sich zusammen — nicht ohne allerhand Schwierigkeiten und Bedenken. Es war doch ein eigen Ding, in einer kleinen Universitätsstadt die höchste akademische Strafe der Heiterkeit preiszugeben. Obenein lag Hanssens Haus in der Karspüle, hart an dem Walle, auf dem ein Teil der Studentenschaft zum Auditorienhause geht. Auch hatte der Jubilar im Jahre 1881 sich nicht sonderlich geneigt gezeigt, sich feiern zu lassen. Gleichwohl gelang der Plan. Das Vorspiel fand im Hause statt, zum Kaffee im Familienkreise mit engstem Freundeskreise. Draußen vor den Fenstern ließ die Musikkapelle alte Burschenlieder erklingen, während er von seinen Studentenjahren erzählte. Am Abend erweiterte sich der Kreis der Freunde und Jhering übergab mit launiger Ansprache das erneuerte Relegationspatent, das in schwarzem Druck das Originaldokument von 1828, in rotem Druck die Erneuerung von 1888 in dem sauberen Latein von Karl Dilthey enthielt. Exemplare davon sind dann auf Wunsch der Empfänger an das Unterrichtsministerium gewandert, an den Minister und seine Räte. Das sollte eine Beruhigung sein für die besonnenen Männer, die eine Erschütterung der öffentlichen Ordnung von diesem bescheidenen Stückchen Humors erwarteten.

Göttingen Gustav Cohn

Friedrich von Velsen, Beiträge zur Geschichte des edictum praetoris urbani. Leipzig 1909, G. Fock. 108 S. gr. 8°. 3 M.

Das Buch bietet mehr als sein Titel verspricht: Beiträge nicht bloß zur Geschichte des Urbanedikts, sondern zur römischen Prozeßgeschichte überhaupt, und wenn es seine Richtigkeit mit allem hätte, was hier als bewiesen oder höchst wahrscheinlich hingestellt wird, so hätten wir dem Verf. für eine Reihe ganz erstaunlicher Entdeckungen zu danken. Es seien nur die Hauptsachen angeführt (vgl. die Uebersicht S. 94 f.). Die legis actio per iudicis postulationem gehört nicht dem alten Bestand der Legisaktionen an; sie geht auf die lex Poetelia Papiria zurück, die sie neben die legis actio Sacramento setzte, jedoch mit Ausnahme der Fälle der ›iniuria‹, für die das alte Verfahren, namentlich auch die Strenge der Exekution unverändert blieb (S. 68 ff.). Wir erhalten auch Belehrung über das uns bisher dunkle Verfahren bei dieser legis actio, das Petere- oder auch Temereverfahren, wie es der Verf. nennt; es ist ein Sponsionsverfahren, freilich ganz anders geartet als das der herrschenden Meinung (S. 73 f.). Die lex Aebutia, die erst um das Jahr 90 v. Ch. gesetzt wird, ermöglichte dem Prätor urbanus lediglich, in analoger Anwendung jenes Petereverfahrens formulae und zwar mit Rekuperatoren auch für die iniuria-Fälle zu erteilen, und schrieb vor, daß diese formulae in das jährliche Edikt aufgenommen werden müßten (S. 25 f.); die iudicia legitima bei Gai. 104 haben mit der lex Aebutia nichts zu tun (S. 32). Die lex Cornelia vom Jahr 67 dehnte diese Vorschrift auf das gesamte Petereverfahren und namentlich auf die der Jurisdiktion des Prätors entstammenden arbitria honoraria aus, deren Formeln also bis dahin nicht im Album gestanden hätten (S. 21 f.). Die Vindikationen im weiteren Sinne sind erst infolge einer lex Julia ins Album gekommen (S. 95 f.); die leges Juliae haben auch den alten Unterschied zwischen iudicia und arbitria beseitigt (a. a. O.), und sie erst haben den Begriff der iudicia legitima im Sinne von Gai. 4, 104 geschaffen (S. 23 fg. 96).

Und die Beweise für alle diese Behauptungen? Ich muß es leider sagen: es ist kein Stein in diesem ganzen Beweisgebäude, den ich nicht zu beanstanden hätte. Es wird aber genügen, wenn die Methode des Verf. an einigen Stichproben veranschaulicht wird.

In den notae des Probus 4, 8 findet sich bekanntlich die Abkürzung T. PR. I. A. V. P. V. D., die Mommsen unter Benutzung zweier Gleichungen des Einsidlensis [1]) bekanntlich aufgelöst hat in: te praetor

1) Vgl. hiezu auch die Lesungen des von Girard in der Nouv. Rev. hist. de droit von 1910 p. 492 fgg. veröffentlichten Pariser Manuskripts unter nr. 78 und 130.

iudicem arbitrumve postulo uti des. Im Einsidlensis steht aber nicht te, sondern tẽ, und so korrupt die fragliche Stelle auch sonst ist, der Verf. hält es für unmethodisch, den Strich über dem e einfach zu ignorieren, zumal die beiden besten Handschriften des Probus, der Ambrosianus und Chigianus, beide übrigens frühestens aus dem Ausgang des 15. Jahrhunderts, das T. PR. in temptor auflösen. Er nimmt daher an, in der Urhandschrift habe tem oder vielmehr tem̃ oder tem. gestanden, und da er bei Keil 4, 283 die Gleichung m̃ = mer findet, so löst er selbst die Note T. in temer oder vielmehr temere auf und hat damit glücklich die Grundlage für sein Temereverfahren gefunden. Dabei entgeht ihm: 1. daß ein nicht überliefertes Abkürzungszeichen einzusetzen doch wohl nicht minder kühn ist als ein überliefertes zu streichen; 2. daß die Entstehung der falschen Auflösung tem sehr leicht zu erklären ist, da t. sehr häufig als Abkürzung für tem vorkommt; 3. daß die (gewiß nicht häufige) Gleichung m̃ = mer noch lange nicht die Gleichung tem̃ = temere rechtfertigt. Was soll nun aber der ganze so umkonstruierte Satz bedeuten? Verf. hat bei Servius ad Aen. 9, 327. 373 die Bemerkung gefunden, daß temere mitunter auch so viel wie subito bedeute, also: es wird an den Prätor das Ansinnen gestellt, rasch und ohne Umschweife einen iudex oder einen arbiter zu gewähren. ›Ich würde mir nun keineswegs einbilden, das durch Autorität und Alter befestigte te in der allgemeinen Meinung beseitigt zu haben, wenn ich nicht ganz unwiderlegliche Beweise von dem Vorhandensein dieses Temereverfahrens … beibringen könnte‹ (S. 58). Sehen wir uns diese ganz unwiderleglichen Beweise etwas näher an.

Gai. 3, 222 sagt: si quis servo convicium fecerit vel pugno eum percusserit, non proponitur ulla formula nec temere petenti datur. Verf. bemerkt: daß dies nicht heiße, ›einem grundlos (leichtsinnig) Klagenden werde eine Formel nicht gegeben‹, bedürfe wohl keiner Erörterung. Er sieht hier einen klaren Fall seines ›temere petere‹ und legt Gewicht darauf, daß noch Gaius dies Verfahren als bestehend ansehe. Ich denke, ich bin nicht der Einzige, der den Passus auch jetzt noch dahin versteht, für den fraglichen Fall stehe keine Formel im Edikt, und wenn dennoch einer eine verlange, so werde sie ihm nicht leichthin und ohne weiteres gewährt.

Das Temereverfahren war aber auch schon zur Zeit des Plautus bekannt. Denn Cas. V 966 ruft der mit dem Stock herbeieilende Chalinus: nunc ego tecum aequom arbitrum extra considium captavero. Extra considium sei = extra consilium (ohne Erwägung) und nur eine Umschreibung für temere. Wer sollte das nicht überzeugend finden?

Noch werden endlich zwei Stellen aus Cicero herangezogen. In beiden ist die Rede von einem temere commissum, d. h., wie man bisher glaubte, von einem leichtfertigen Unternehmen. Was liest aber der Verf. hinein? Bei Cic. pro Roscio com. 9, 26 heißt es: Venisti domum ultro Roscii: satisfecisti: quod temere commisisti, in iudicium ut denuntiaret rogasti, ut ignosceret. Verf. zieht — ob mit Recht, sei hier dahingestellt — das quod temere commisisti zu satisfecisti; es sei der Grund dazu. Eine ›Sicherstellung‹ seitens des Fannius, bemerkt er dann, weil er leichtsinnig gehandelt habe, sei aber doch etwas merkwürdig, viel wahrscheinlicher scheint ihm, daß das Temereverfahren für den Beklagten Nachteile hatte, die Fannius durch die ›cautio‹ abzuwenden suchte. Verf. hat offenbar die Möglichkeit, daß satisfacere hier etwas anderes bedeuten könne als satisdare, gar nicht in Betracht gezogen. Da nun die Wendung temere committere sich auch pro Caec. 7, 21 findet, wird sie ihm bereits zum technischen Ausdruck. In letzterer Stelle wird gesagt, es könne ein temere commissum des Cäcina scheinen, daß er seinem bewaffneten Gegner trotz seiner Drohungen entgegenrückte; aber Niemand habe eben geglaubt ›tam temere istum re commissurum quam verbis minitabatur‹. D. h. (so hat man den Passus bislang wohl allgemein verstanden): es sei keine Leichtfertigkeit, wenn man die Möglichkeit eines unglaublich leichtfertigen Unterfangens des Gegners nicht in Rechnung stelle. Dem Verf. aber ist dieser Gedanke zu platt; nach ihm hat dieser Gegner hier ein mit ›temere committere‹ bezeichnetes Prozeßverfahren eingeschlagen, dem Cäcina seinerseits unzulässiger Weise ebenfalls mit einem ›temere committere‹ begegnet!

Wie das so bewiesene Temereverfahren nun näher aussieht, wird man nach dieser Probe kaum zu wissen begehren; daß es ein eigentümliches Sponsionsverfahren ist, wurde schon oben gesagt. Interessant ist indessen, wie Verf. (S. 68) dazu kommt, es auf die lex Poetelia Papiria zurückzuführen. Bei Gai. 4, 95, wo von der sponsio CXXV nummum die Rede ist, mit der das Zentumviralverfahren eingeleitet wird, heißt es: eaque sponsio sestertium CXXV nummum *fieri* solet[1]) propter legem *Creper*iam. Die kursiv gedruckten Buchstaben sind nicht ganz sicher gelesen; auch ist Creperiam jedenfalls nicht haltbar; man emendiert heute allgemein Crepereiam. Verf. aber benutzt die Unhaltbarkeit der Lesung Creperiam, um statt dessen Papiriam oder Poeteliam zu konjizieren und weiß diese Vermutung durch Argumente von ähnlichem Gewicht zu stützen wie oben die Hypothese des Temereverfahrens. Die bereits angeführte Stelle Gai. 3, 222

1) Die Lesung fieri solet ist unsicher; Verf. schlägt dafür vor: fit sgrat. Das soll heißen: fit satisdandi gratia!

spielt dabei wieder eine verhängnisvolle Rolle. Verf. versteht ja das ›nec temere petenti datur‹ von einer Versagung seines Temereverfahrens. Warum aber werde es hier versagt? Die lex Poetelia Papiria, vermutet er, werde eben die legis actio per iudicis postulationem gerade nur für die Fälle eingeführt haben, in denen sie die alte Strenge des Schuldrechts milderte, und da zu diesen der Fall ›si quis noxam meruisset‹ nach Liv. 8, 28 nicht gehörte (wohin Verf. auch die Privatdelikte rechnet), so stimme es vortrefflich, wenn nach Gaius im Fall eines Privatdeliktes das Temereverfahren unzulässig sei (S. 70 ff.).

Ich widerstehe der Versuchung, des Verfs. Phantasien über die lex Aebutia und die leges Juliae zu beleuchten. Dagegen sei noch ein Wort über den von ihm der lex Cornelia zugeschriebenen Inhalt gesagt. Er beruft sich hier auf eine Stelle aus Dio Cassius, die er schon in seinem Aufsatz in ZRG. 34, 131 f. besprochen hatte, in älteren Ausgaben 36, 23 (bei Boissevain 36, 40). Hier liest er:

> καὶ οὕτως ἐκεῖνον τε διενομοθέτησε, καὶ ἕτερον τοιόνδε· οἱ στρατηγοὶ πάντες τὰ δίκαια, καθ' ἃ δικάσειν ἔμελλον αὐτοῖς, συγγράφοντες ἐξετίθεσαν. οὐ γάρ πω πάντα τὰ δικαιώματα, ἃ περὶ τὰ συμβόλαια διετέτακτο, ἐποίουν· οὔτε ἐσάπαξ τοῦτ' ἐποίουν οὔτε τὰ γραφέντα ἐτήρουν· ἀλλὰ πολλάκις αὐτὰ μετέγραφον καὶ συχνὰ ἐν τούτῳ πρὸς χάριν ἢ καὶ κατ' ἔχθραν τινῶν, ὥσπερ εἰκὸς, ἐγίγνετο. ἐσηγήσατο, κατ' ἀρχάς τε εὐθὺς αὐτοὺς τὰ δίκαια, οἷς χρήσονται, προλέγειν καὶ μηδὲν ἀπ' αὐτῶν παρατρέπειν.

Unter den δικαιώματα versteht Verf. hier iudicia, und den Satz ›οὐ γάρ πω πάντα τὰ δικαιώματα, ἃ περὶ τὰ συμβόλαια διετέτακτο, ἐποίουν‹ deutet er, indem er ἐποίουν = ἐξετίθεσαν setzt, dahin, daß bis zur lex Cornelia das Album keine iudicia über συμβόλαια, d. h. Kontrakte, enthalten habe; eben dies habe dann die lex Cornelia abgestellt, indem sie den Prätoren vorgeschrieben habe, auch diese iudicia zu proponieren und von den proponierten iudicia — diesen und anderen — nicht abzuweichen. Schade nur, daß ἐποίουν die Bedeutung ἐξετίθεσαν nicht haben kann, und daß nicht erhellt, wie der so verstandene Satz dazu kommt, eine Begründung (γάρ) zu dem vorhergehenden ›οἱ στρατηγοὶ πάντες τὰ δίκαια ... ἐξετίθεσαν‹ abzugeben. Der Text des Verf., den er irgend einer alten Ausgabe entnommen hat, gibt weder den von ihm gewollten noch überhaupt irgend einen vernünftigen Sinn; er entspricht freilich genau dem codex Laurentianus, ist aber, wie längst erkannt ist, korrupt. Hätte Verf. die Ausgabe von Boissevain nachgeschlagen, so würde er dort folgende Lesung gefunden haben:

οἱ στρατηγοὶ πάντες τὰ δίκαια, καθ' ἃ δικάσειν ἔμελλον, αὐτοὶ (statt αὐτοῖς) συγγράφοντες ἐξετίθεσαν· οὐ γάρ πω πάντα τὰ δικαιώματα τὰ (statt ἃ) περὶ τὰ συμβόλαια διετέτακτο. ἐπεὶ οὖν (so die geniale und ganz sicher richtige Konjektur Bekkers statt ἐποίουν) οὔτε ἐσάπαξ τοῦτ' ἐποίουν οὔτε τὰ γραφέντα ἐτήρουν, ἀλλὰ ... ἐγίγνετο, ἐσηγήσατο u. s. w.

Hier hat alles den schönsten Zusammenhang, nur leider einen solchen, mit dem die Hypothesen des Verf. unverträglich sind. Die Prätoren, erzählt Dio, veröffentlichten die Grundsätze ihrer iurisdictio, weil noch nicht alle δικαιώματα für die Verträge fest geordnet waren; da sie das aber weder auf einmal taten (nämlich nicht gleich das ganze Programm im Anfang des Amtsjahres veröffentlichten) noch sich an ihre Bekanntmachung hielten, sondern das Programm öfter veränderten und nach Gunst und Ungunst entschieden, so wurde jetzt zweierlei neu eingeführt: einmal, daß das Amtsprogramm gleich auf einmal im Anfang des Amtsjahres bekannt gegeben werden müsse, und daß davon nicht abgewichen werden dürfe. Ob man dabei δικαιώματα mit ›Rechtsgrundsätze‹ oder mit ›Rechtsansprüche‹ übersetzt, ist gleichgiltig; ganz gewiß hat das Wort nicht die völlig unbezeugte Bedeutung iudicia, und ganz gewiß sagt Dio nicht, daß die δικαιώματα τὰ περὶ τὰ συμβόλαια im Album fehlten, sondern umgekehrt, er gibt den Grund an, warum sie im Album s t a n d e n. Freilich ist es zu enge, wenn er dabei den Mangel ausreichender gesetzlicher Ordnung gerade nur für das Vertragsrecht betont; aber diese Ungenauigkeit wird man einem Nichtjuristen verzeihen.

Verf. verhehlt sich nicht, daß seine Ansichten auf Widerspruch stoßen werden; man werde sie, meint er, günstigenfalls für ›geistreiche Einfälle‹ erklären. Aber er hat die Zuversicht, daß die Zeit hier Wandel schaffen und seine Auffassungen an Stelle der herrschenden setzen werde. Niemand kann die Zukunft voraussehen. Vorerst aber scheint mir diese Zuversicht verwegen.

Freiburg i. B. O. Lenel

Hans Widmann, Geschichte Salzburgs. 2. Bd. (von 1270 bis 1519) (= Allgemeine Staatengeschichte Abt. 3 Werk 9, 2). Gotha 1909, F. A. Perthes. VIII u. 422 S. 8°. 8 M.

Verhältnismäßig rasch hat Widmann dem ersten Bande der Geschichte Salzburgs (1907, vgl. diese Zeitschr. 1910 S. 225 ff.) diesen zweiten folgen lassen. Das bedeutet einen anerkennenswerten Fleiß des Verfassers, der sich von anderen, sehr langsam vorwärts schreitenden Unternehmungen solcher Art vorteilhaft abhebt. Ein besonderes Vorwort hat er diesem Teile nicht beigegeben; man muß also annehmen, daß die für den 1. Band maßgebenden Gesichtspunkte auch dafür gelten sollen. Die Darstellung der mittelalterlichen Periode wird damit zum Abschlusse gebracht. Widmann gliedert diesen Band in fünf Bücher mit folgenden Titeln: V. B: Salzburg und die Festsetzung der Habsburger in den Babenberger Ländern. VI. B: Salzburg im Kampfe um seine Selbständigkeit. VII. B: das Zeitalter der Luxemburger; das kirchliche Schisma und die großen Konzilien. VIII. B: der Niedergang des Erzstiftes; ständische Bewegungen und städtische Bestrebungen. IX. B: das Erzstift auf dem tiefsten Punkte des politischen und wirtschaftlichen Verfalles und seine Wiedergeburt.

Ich habe schon bei Besprechung des 1. Bandes hervorgehoben, daß die Anordnung des Stoffes keine besonders glückliche genannt werden kann, und vor allem der so wichtige Prozeß der Ausbildung der Landeshoheit nicht organisch herausgearbeitet, vielmehr durch die dem ersten Bande mit 1270 gesetzte Grenze zerrissen erscheint.

Sieht man näher zu, so ist das eigentliche Band, an dem die Schilderung der Salzburger Geschichte aufgereiht wird, doch die chronologische Abfolge der Fürsten. Wenn immer die Darstellung der inneren Verhältnisse des Landes einen breiten Raum einnimmt, so erscheint sie mit jener der Fürsten nur lose verbunden, vielfach bloß angeklebt, wie z. B. im V. Buch, das die Zeit Erzbischof Friedrichs II. (1270—1284) behandelt. Aehnlich auch im IX. Buche wieder. Der Verf. hatte im Vorworte zum 1. Bande (S. X) erklärt, er wolle ›eine Geschichte des Landes, nicht, wie bisher immer geschehen, seiner Fürsten schreiben und so den Anforderungen moderner Geschichtsschreibung gerecht werden. Denn nicht die äußeren Begebenheiten, nicht die Taten der Herren des Landes, sondern dessen innere Entwickelung, dessen Verfassung, Verwaltung, Wirtschaftsleben und Kulturentwickelung zu verfolgen, ist die Aufgabe, die heute an eine Landesgeschichte gestellt wird‹. Dieses Programm ist doch nur in sehr unzureichendem Maße durchgeführt worden. Die Schilderung der inneren

Verhältnisse kann auch in einer Landesgeschichte nicht Selbstzweck sein und losgelöst von der äußeren, rein politischen Geschichte gegeben werden. Das wäre doch wohl ein Mißverständnis in der Auffassung von den modernen Ansprüchen an die Geschichtsschreibung. Stets soll und muß doch beides, die äußere und innere Geschichte, gleichmäßig berücksichtigt, und mit Hervorkehrung der in den einzelnen Zeitabschnitten jemals wirksamen Entwicklungsmotive die Gesamtdarstellung einheitlich vorgeführt werden. Beides soll ineinander verarbeitet sein, auf daß die gegenseitige Beeinflussung und Bedingtheit von innerer und äußerer Entwickelung auch so zu Tage trete, wie einst tatsächlich ein organisches Ganze daraus erwachsen ist: die Geschichte.

Von diesem Standpunkte aus scheinen schon die Ueberschriften der einzelnen Bücher wenig verheißungsvoll. Was sie verraten, bestätigt der Inhalt, daß nämlich der Verfasser diese maßgebenden Entwicklungsmotive gar nicht erkannt hat. Die Zeit von 1284—1347 wird einheitlich zusammengefaßt: ›Salzburg im Kampfe um seine Selbständigkeit‹ (S. 44—100). Ja, war denn dies wirklich damals das hervorstechende Entwicklungsmotiv? Oder gab es nicht später vielmehr Zeiten, wo der Kampf um die Selbständigkeit viel ernstlicher in Betracht kam? Man denke nur an die Zeiten K. Friedrichs III. Das VII. Buch wird als ›das Zeitalter der Luxemburger‹ überschrieben. Mitten darin aber begegnet ein Abschnitt: ›Neue politische Bahnen Salzburgs‹. Ist hier wirklich ein Wendepunkt in der Geschichte Salzburgs zu konstatieren, dann soll er zum Ausgang dienen und mehr hervorgekehrt werden. Widmann erzählt uns (S. 111), daß Erzbischof Pilgrim um 1370 ›eine Aenderung der bisherigen Politik des Salzburger Stuhles‹ vollzogen und den Versuch gemacht habe, ›sich der Gefolgschaft Oesterreichs zu entziehen und eine selbständige Politik zu versuchen‹ (S. 112). Kann man nun wirklich da von ›neuen Bahnen‹ der Politik Salzburgs sprechen? Wenige Seiten nachher (S. 117) erfahren wir bereits, daß derselbe Pilgrim schon 1371 zu dem österreichischen Herzog Leopold III. ›in ein näheres Verhältnis getreten‹ sei!

Widmann hat sicherlich die politische Bedeutung so manches Salzburger Kirchenfürsten bei weitem unterschätzt. Die Fäden der Territorialpolitik von damals reichten doch weiter und waren oft viel feiner verschlungen, als er anzunehmen scheint. Wie er hier (S. 117) nur ›diplomatische Künste‹ Pilgrims in verschiedenen ›Angelegenheiten‹ sieht, so ist ihm bei einem anderen Abschnitt die umfassende und tiefgreifende Bedeutung des Antihabsburgischen Fürstenbundes von 1291/2 völlig entgangen, die ich in den Mitteil. des Institutes f.

österreich. Geschichtsforschung 22 (1901) aufgedeckt habe. Widmann zitiert eine von mir damals veröffentlichte Urkunde (S. 66), den Aufsatz selbst scheint er gar nicht gelesen zu haben, denn er gibt in seiner Darstellung die ältere Forschung nach dem Handbuche von A. Huber wieder.

Auch sonst muß leider konstatiert werden, daß der Verf. sich nicht eben sehr gründlich in der vorhandenen Specialliteratur umgesehen hat. Denn sonst hätte er nicht im Anhang über ›die Salzburgischen Lehen der Babenberger und Habsburger‹ (S. 411—414) besonders gehandelt, da dies vor ihm schon durch v. Krones (Verfassung und Verwaltung der Mark und des Herzogtums Steier 1, 593 nr. 235) 1897 geschehen ist, der das hier nach dem Drucke von Hormayr wiedergegebene Lehensverzeichnis bereits aus der Widmann unbekannt gebliebenen handschriftlichen Quelle veröffentlicht hatte.

Was W. über die soziale Stellung des Salzburger Klerus bemerkt (S. 223 ff.), hätte wesentlich vertieft werden können, wenn er sich die ganz allgemein bedeutungsvollen Arbeiten Aloys Schultes und seiner Schüler über den Adel in der deutschen Kirche nicht hätte entgehen lassen. Vgl. Al. Schulte im Festprogramm der Universität Freiburg 1896 und G. Finck, Standesverhältnisse in Frauenklöstern und Stiftern der Diözese Münster und Stift Herford 1907 u. a. m.

Auch das Kapitel ›Salzburg und die konziliare Reformbewegung‹ (S. 240—252) ist recht dürftig ausgefallen. Die treffliche und großzügige Abhandlung von H. v. Srbik über das Verhältnis von Staat und Kirche in Oesterreich 1904 (in meinen Forsch. z. inneren Gesch. Oesterreichs Heft 1) hätte ihm wohl vielerlei Anregungen bieten und auf die entscheidenden verfassungsrechtlichen Probleme, die da in Frage kommen, aufmerksam machen können. W. hat sie nicht benützt.

Nun aber zu dem zweiten Hauptteil des Bandes, der inneren Geschichte. Wir hörten schon, daß W. darauf besonderes Gewicht legt. Gerade da sind ja auch mehrere Vorarbeiten vorhanden, wie jene von Steinherz über die Lyoner Zehnten und das Salzburger Stadtrecht des 14. Jahrhunderts, von L. Bittner über das Steuerwesen, R. Mell über die Geschichte der Landstände etc. W. hat sie eingehend verwertet. Aber es ist ihm nicht gelungen, mit Hilfe dieser Specialliteratur ein anschauliches Bild von der allmählichen Entwicklung der sozialen und wirtschaftlichen Faktoren im Lande zu entwerfen; zu zeigen, wie die Gunst der äußeren, politischen Geschicke sie beförderte. Die Quellen sind nirgends verarbeitet, wir erhalten vielmehr gewöhnlich einen Auszug aus deren Wortlaut. So S. 38 ff. aus den Beschlüssen der Synode von 1267, so S. 57 ff. aus dem

›Sühnebrief‹ von 1287, so S. 153 ff. aus dem Landrecht von 1328, so S. 159 ff. aus dem Stadtrecht von ca. 1360/70, so S. 180 ff. aus den Bergordnungen des 14. Jahrhunderts. Daß solche umfassende Ordnungen nur den Abschluß einer längeren Entwicklung darstellen, diese aber mit Hilfe der Urkunden und anderer Quellen genetisch verfolgt werden sollte, scheint W. nicht erkannt zu haben. Vieles von diesen Ordnungen ist ja nicht erst zur Zeit ihrer Erlassung entstanden und gehört der älteren Entwicklung an, manches ist der Zeit entsprechend abgeändert worden; eben die Aenderungen charakterisieren Ziele und Wege der Entwicklung selbst. Auch in der Wirtschafts- und Sozialgeschichte muß ein Hauptaugenmerk auf die Ausscheidung der ›Vorurkunden‹ gerichtet werden, will man die einzelnen Quellen richtig verwerten.

Die Geschichte des Bergbaues anderseits aber der Landstände mußten in diesem Bande besonders eingehende Beachtung finden. Der Verf. bedauert mit Recht (S. 178), daß eine Bergbaugeschichte des Landes noch immer fehle. Aber etwas mehr, oder besser gesagt, weniger Oberflächliches hätte sich doch schon heute gewinnen lassen. So auch bei der Ständegeschichte. Er bietet hier vornehmlich Auszüge aus der umfänglichen Arbeit von R. Mell. Das, was dort nicht eben sehr gelungen ist, die Herausarbeitung des politischen Wachstumes der einzelnen Standesklassen, hätte hier, wo es sich um eine Uebersicht im ganzen handelt, um so leichter zustandegebracht werden können. Obwohl früher dazu mehrfach Gelegenheit gewesen wäre, erzählt uns W. bei Besprechung des Igelbundes vom J. 1403 nochmals in Kürze die ältere Geschichte der Stände (S. 205), wobei er sich ganz vager Ausdrücke bedient. So z. B.: ›Wie in den anderen fürstlichen Territorien war auch im Erzstifte schon in den frühesten Zeiten (!) die Zustimmung des Kapitels und der Vasallen, oder nachdem diese fast vollständig in den Stand der Ministerialen übergetreten waren, dieser letzteren zu den wichtigsten Regierungshandlungen notwendig‹.

Sehr wenig erfahren wir über die Handelsgeschichte, obzwar bekannt ist, daß Salzburg im Mittelalter eine bedeutende Handelsstadt war.

Schade auch, daß W. die älteren Bauernempörungen des 15. Jahrhunders so obenhin behandelt hat (S. 272). Man meint beinahe, die mittelalterlichen Annalen und Chroniken, welche kurz davon Nachricht geben, selbst vor sich zu haben! An einer anderen Stelle (S. 390) teilt uns W. mit, daß ›die Besprechung der Lage des Bauernstandes, dessen Verhältnisse sich in den letzten hundert Jahren ohne Zweifel sehr verschlechtert hatten‹, erst im nächsten Bande, bei der

Reformationsgeschichte, geboten werden solle! Das ist so recht bezeichnend für diese ›Landesgeschichte‹. Sie gibt keine in sich geschlossene, genetische Darstellung, sondern abgerissene, lose Bilder über geschichtliche Ereignisse in diesem Lande.

Mit diesen beiden Bänden hat Widmann den für die Sache leider so nachteiligen Beweis erbracht, daß er seiner Aufgabe wissenschaftlich in keiner Weise gewachsen ist. Ich hoffe, daß er die Konsequenzen aus dieser — nicht bloß von mir konstatierten[1]) — Tatsache ziehen wird. Das Titelblatt des dritten Bandes dieser Geschichte Salzburgs möge einen anderen Verfasser ausweisen!

Die schon bei Besprechung des ersten Bandes von mir nachdrücklich gerügte Unzuverlässigkeit der Zitate kehrt auch hier wieder. Um nur einige Beispiele anzuführen: S. 52 N. 5 F. Martin, nicht E. Martin; S. 191 N. 9 R. Mell, nicht K. Mell; S. 159 N. 3 und S. 252, N. 1 Bischoff, nicht Bischof; K., nicht G. G. Uhlirz S. 209 N. 1; überdies nicht Geschichte Wiens, sondern Quellen zur Geschichte der Stadt Wien; S. 223 N. 1 A., nicht K. Lang; S. 194 N. 3 Mayer, nicht Mayr, ebenso auch S. 300 N. 3, 301 N. 3, 306 N. 2, 309 N. 4 (hier E. statt F. M. Mayer), S. 310 N. 2, 313 N. 1, 314 N. 1 und 2, 315 N. 1 und 2, 316 N. 1; 317 N. 3 und 4; 318 N. 1; 319 N. 1—3; u. s. f., wo überall Mayer statt Mayr zu lesen ist.

Wien A. Dopsch

Zeitschrift für Brüdergeschichte. III. Jahrgang 1909. Herausgegeben von D. **Jos. Th. Müller,** Archivar in Herrnhut in Verbindung mit Lic. **Gerh. Reichel,** Dozent in Gnadenfeld und Dr. **W. E. Schmidt** in Herrnhut. Im Verlage des Vereins für Brüdergeschichte, in Kommission der Unitätsbuchhandlung in Gnadau. 6 M.

Von den letzten Jahrgängen unterscheidet sich der vorliegende äußerlich angesehen dadurch, daß er ein Stück von so eigenartiger Bedeutung, wie das Jugendtagebuch Zinzendorfs (GGA. 1909, S. 938) nicht aufweist. Wir haben die Fortsetzung dieser auch kulturgeschichtlich höchst bedeutsamen Veröffentlichung erst in einem der nächsten Hefte zu erwarten. Doch mag ihr aus dem dritten Jahrgange an innerer Bedeutung wohl an die Seite gestellt werden die Rede Zinzendorfs, die er am Kirchweihfest der Mährischen Brüder 1745 gehalten hat. Ihren Abdruck mag formal die große Seltenheit der Erstausgabe rechtfertigen. Diese Rede des Grafen gibt in vor-

1) Vgl. die Besprechung durch J. Zibermayr in den Mitt. d. Inst. f. öst. Gesch. 30, 661.

züglich klarer und ausdrucksvoller Weise über das Ziel Aufschluß, das der Gründer der Herrnhuter für sein Lebenswerk vor Augen gehabt hat. ›Unsere Anstalt‹, heißt es da, ›ist ihrem ersten Ursprung nach nichts anderes als eine Verfassung — sich aller gedrückten, aller gepreßten, aller um ihre Seligkeit bekümmerten Seelen, die der Heiland zu ihnen bringen würde, die sich bei ihnen melden würden, anzunehmen‹ (S. 224). Es hat sie dann aber auch getrieben, solche Leute ›aufzusuchen‹. Und das ›Aufsuchen‹ ist durch die Predigt geschehen, so oft ihnen eine Kanzel zur Verfügung stand, und durch die Heidenmission. Dem äußeren Kirchenwesen stehen sie neutral gegenüber. Mit ihnen ist zwar die Kirche der Mährischen Brüder vereint. Sie haben so eine kirchliche Form und durch die Ordination ihrer Bischöfe, die ebenso gut ist als die der Engländer, Katholiken und Griechen, eine historische Verbindung, die sie nicht auflösen dürfen. Doch ist das nur ein ›Schema‹. Sie verlieren nichts, wenn das ihnen genommen wird, sie wollen die ›herzliche Vereinigung der Kinder Gottes in der Welt‹ sein (236), sie wollen beitragen zu ›dem herzlichen, innigen Zusammenhang aller Seelen‹, die Christus lieb haben zur ›Besserung ihres Gemüts und Bewahrung ihrer Herzen‹. Sie haben und vertreten ›die Religion ohne Namen, davon in der Offenbarung Johannis steht‹, die nie einen allgemeinen Freibrief kriegen, aber auch, ›so lange die Welt steht, nie zerstört werden wird‹. Mit diesen Gedanken hat Zinzendorf ganz gewiß ein Desideratum zum Ausdruck gebracht, das nicht nur zu seiner Zeit gefühlt wurde. Er trägt vielmehr einem Bedürfnis Rechnung, das überall hervortritt, wo die Religion Jesu ursprünglich empfunden wird. So lange die Herrnhuter dieses Ideal verfolgen, haben sie das Recht der Existenz. Sicher nicht ohne Zusammenhang mit dem Abdruck dieser Programmrede des Stifters veröffentlicht der Herausgeber der Zeitschrift einen quellenmäßig vorzüglich gestützten Aufsatz mit dem Titel: ›Das Bekenntnis in der Brüdergemeinde‹ (S. 1—60). Hier kommts zum Ausdruck, wie die Idee der Brüdergemeinde, die Gemeinschaft der Kinder Gottes auf Erden über alle kirchlichen Unterschiede hinaus zu fördern, sich mit dem Anspruch abgefunden hat, das Gefühlte und Gewollte zu lehrhaftem Ausdruck zu bringen, der stets jener Idee enge Schranken anlegen muß. Zinzendorf hat, so führt der Verfasser aus, seine Gemeinde innerhalb des lutherischen Bekenntnisses aufgebaut. Doch war das Bekenntnis für die Herrnhuter wesentlich eine politische Notwendigkeit, denn einem der drei vom westfälischen Frieden zugelassenen Bekenntnisse mußten sie angehören. Religiös-sittlich hat das Bekenntnis zur Augustana nicht im streng konfessionellen Sinne geherrscht, sondern nur als die höchste

Zusammenfassung der reformatorischen Gedanken. Hatte so die Gemeinde der Herrnhuter dem in der Stadt ihres Stifters ausgesprochenen Gedanken entsprechend in der praktischen Betätigung des Christentums ihre Norm gesehen, so kam in diese einheitliche Lebensauffassung ein Riß, als im achtzehnten Jahrhundert die Aufklärung auch in Deutschland die historischen Grundlagen aller christlichen Kirchen und Gemeinschaften in Frage stellte. Da fühlten auch die Herrnhuter das Bedürfnis, sich der dogmatischen und erkenntnismäßigen Grundlagen ihres religiös-sittlichen Lebens zu versichern. Das geschah auf einer Synode von 1775, wo folgende vier Lehrpunkte formuliert wurden, die dann im ganzen evangelischen Deutschland dem theologischen Rationalismus als Damm entgegengebaut wurden; es ist die Lehre vom Versöhnungstod Christi, von der allgemeinen Sündhaftigkeit der Menschen, von der Gottheit Christi und vom heiligen Geist und dessen Gnadenwirkungen. Noch immer aber sollen diese Sätze für die Lehre im praktischen Sinne Bedeutung haben. Die Gemeinde weicht also von der ursprünglichen Formulierung ihres Ideals nicht ab. Erst die Entwickelung der modernen Theologie im 19. Jahrhundert, vor allem die Theologie Albrecht Ritschls, dessen konservative Bedeutung ja viel verkannt ist, hat die Herrnhuter dazu gebracht, ein eigenes Lehrbekenntnis aufzustellen, nachdem die Augustana durch die veränderten staatsrechtlichen Verhältnisse und den Einfluß der englischen Brüder ihre Stellung als allgemeines Bekenntnis schon früher verloren hatte. Das Bekenntnis von 1879 enthält die Punkte von 1775 und einige andere dazu, die an dieser Stelle nicht weiter interessieren. Wichtig ist es, daß dies Bekenntnis als Lehrnorm für die Diener der Gemeinde festgesetzt ist. Ob diese Entwickelung im Sinne Zinzendorfs sich gestaltet hat, ob Herrnhut jetzt wirklich auch ›die Religion ohne Namen‹ vertritt, kann bezweifelt, muß aber nicht notwendig verneint werden. Der Verfasser läßt erkennen, daß die Entwickelung der Bekenntnisfrage in der Brüdergemeinde damit einen nur ›vorläufigen‹ Abschluß gefunden hat.

Die beiden im Vorigen skizzierten Aufsätze sind die bedeutendsten des dritten Jahrganges. Die übrigen bringen Einzelfragen, die des Interesses aber keineswegs entbehren.

In die Geschichte der inneren Entwickelung führt die Fortsetzung des Artikels von W. Jannasch, Christian Renatus Graf v. Zinzendorf (GGA. 1909 S. 940). Wir erleben hier das Ende der Tragödie, deren Held dieser Sohn Zinzendorfs ist. Das Meiste ist nur von religionspathologischem Interesse, so daß eine Besprechung, die neben formalkritischen Gesichtspunkten doch sich grundsätzlich auf das Bedeutende, namentlich auch für die Religionsgeschichte der Gegenwart Wertvolle

beschränken muß, auf diesen gewiß sehr interessanten Artikel nicht weiter einzugehen hat.

Dagegen werden wir recht eigentlich in das innere Wesen der Brüdergemeinde durch den Aufsatz Gottfried Schmidts ›Die Banden oder Gesellschaften im alten Herrnhut‹ geführt. Daß eine so große künstliche Gemeinschaft wie die Herrnhuter durch kleinere Gemeinschaften organisiert werden mußte, versteht sich. Solche kleinere Gemeinschaften sind die Chöre, die Klassen und die Banden oder Gesellschaften. Die ersteren sind, wenigstens nach einer Aufstellung Zinzendorfs von 1736, die größeren Verbindungen der Gemeindeglieder nach Geschlecht und Lebensalter. Es gab Chöre von verheirateten Männern und Chöre verheirateter Frauen, Chöre lediger Brüder, Chöre lediger Schwestern u. s. f.

Die Klassen sind kleinere Gemeinschaften, innerhalb der Chöre formiert. Chöre und Klassen sind Einrichtungen, die von den Leitern bestimmt werden. Dagegen die Banden oder Gesellschaften sind freiwillige Vereinigungen einiger Gemeindemitglieder zur religiös-sittlichen Selbsterziehung der Gemeinde, die die Mitglieder an einander ausüben. ›Der Hauptzweck ist die Auskundschaftung des verborgenen Bannes und das Austun und die Ausfegung des alten Sauerteiges, damit wir also in der Gemeinde versichert sein können, daß kein Unreiner und der einen verborgenen Bann hat, unter uns wissentlich ist und wohne‹ (Christian David im Jahre 1735). Bei den Verhandlungen dieser Banden stand im Vordergrunde der vertrauliche Austausch der Bekenntnisse des inneren Lebens; das gab Gelegenheit, ›daß sie sich einander ermahnten, bestraften, trösteten, ermunterten und sich im Gebet vereinigten‹. Diese Einrichtung ist ja zweifellos etwas ganz Individuelles. Ihre Parallele findet sie direkt im Mönchtum. Wenigstens sind mir aus dem griechischen Mönchtum ähnliche Vorgänge bekannt. Ueber das mutuum colloquium fratrum der Schmalkaldischen Artikel (III, IV) gehen sie weit hinaus. Die Banden sind daher auch von den Gegnern der Herrnhuter stärksten Angriffen ausgesetzt gewesen. Wahrscheinlich ist ja auch Mißbrauch dabei vorgekommen. Im allgemeinen wird man aber doch dem Urteil des Verfassers beitreten können, daß die Banden für die entstehende Brüdergemeinde ein ganz vorzüglich geeignetes Mittel gewesen sind, zu einer wirklichen Einigkeit und Einheit zu kommen. Es gab dadurch im religiös-sittlichen Leben des Einzelnen nichts Unbekanntes für die Gesamtheit der Gemeinen. Die Blütezeit der Banden ist daher auch die Anfangszeit von 1727—36. Hernach verschwinden sie allmählich, sowohl unter dem Druck einschreitender Obrigkeit, als weil die Sache selbst keine Notwendigkeit mehr hat. Der Artikel bringt übrigens

eine Fülle von höchst interessantem Material, das klar in diese ganz eigentümliche religiöse Welt hineinblicken läßt.

›Goethe und die Brüdergemeinde‹ lautet das Thema, das John Becker behandelt, eine sehr hübsche Zusammenstellung und Beurteilung der Beziehungen, die Goethe zu den Herrnhutern gehabt hat. Zunächst mittelbar in Frankfurt durch Frl. v. Klettenberg, worüber ›Wahrheit und Dichtung‹ berichtet. Selbst besucht hat der Dichter die Brüdergemeine wahrscheinlich zweimal, zuerst 1769 zu Marienborn in der Wetterau, dann von Weimar aus in Barby im Jahre 1776, das letzte Mal wahrscheinlich um das dortige Naturalienkabinet zu besehen. Die in ›Dichtung und Wahrheit‹ sich findenden Stellen über die Herrnhuter und sein Verhältnis zu ihren Anschauungen erhalten dann weitere Ausführung. Endlich verfolgt Becker die Spuren Herrnhuts in W. Meister und in einem Gedicht, auf das Düntzer schon aufmerksam gemacht hat. Es sei auf diesen Artikel wenigstens hiermit kurz aufmerksam gemacht. Der Verfasser hat ganz recht, wenn er sagt, daß unter den deutschen Denkern und Dichtern, von denen nicht die geringsten den Herrnhutern ihre Aufmerksamkeit zugewendet haben, doch keiner die Eindrücke, die er dort empfangen, mit größerem Nachdruck hervorgehoben hat, als Goethe.

Hannover Ph. Meyer

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

S. Sudhaus, Der Aufbau der plautinischen Cantica. Leipzig u. Berlin. Druck u. Verlag von B. G. Teubner. 1909. VIII + 154 S. 5 M.

Da der teils absprechende teils prophetische Ton, in dem neue metrische Erfindungen vorgebracht zu werden pflegen, zwar auf wenige überzeugend [1]), aber auf die vielen einschüchternd wirkt, so scheint es mir nötig zu zeigen, daß die Sicherheit, mit der die Behauptungen dieses Buches auftreten, auf starker persönlicher Ueberzeugung, aber nicht auf gleich festem sachlichem Fundament beruhen; um so nötiger, als der Verfasser einer der wenigen ist, die durch eine stete Folge wahrhaft fördernder Arbeiten das philologische Publikum verwöhnt haben und verwöhnen.

Sudhaus schickt seinem Buche 4 Thesen voraus, die ich hier mitteilen muß:

›I a) Die Cantica Plautina besitzen eine bis ins einzelne durchgeführte symmetrische Gliederung. Sie zerfallen nach dem Aufbau in vier Gruppen. Die größte Gruppe, etwa $^3/_5$ aller Lieder umfassend, enthält Stücke, die in zwei Stollen von gleichem Umfange zerfallen. Dagegen gibt es mesodische, epodische und proodische Stücke, für die gleichfalls der Stollenbau charakteristisch ist.

b) Die Stollenpaare zerlegen sich ihrerseits in zwei paarweise korrespondierende metrische Abschnitte. Die Anordnung weist das Schema a a a a, a b a b oder besonders häufig a b b a auf. Die Lieder enthalten also neben den Stollenpaaren zwei kleinere Paare von gleichem Umfange, die wir Perioden nennen wollen. Dazu tritt in den meisten Stücken eine dritte Gliederung, die der Periodenteile, die wieder symmetrische Ordnung aufweisen.

II. Die Zahl der Metra ist in allen Cantica und allen Stollen

1) Zu diesen gehört in diesem Falle M. Niemeyer, dessen Captivi (6. Aufl. 1910) zusammen mit Sudhaus' Aufsatz im Rhein. Mus. 65,515 mich zu dem Entschluß gebracht haben, diese Recension zu schreiben.

durch Vier teilbar. Dasselbe gilt für die mesodischen, proodischen und epodischen Teile und mit zwei Ausnahmen für die Perioden. Auch noch für die Periodenteile ist die Teilbarkeit durch Vier das Normale.

III. Die metrische Gliederung deckt sich in allen Fällen mit der sachlichen, so daß keine Analyse bestehen kann, bei der inhaltlich Zusammengehöriges durch Stollen- oder Periodenteilung auseinandergerissen würde‹.

S. wundert sich, daß eine kunstmäßige Technik von so ausgeprägtem Charakter ihm zuerst in die Augen gefallen sei. ›Das macht, um es kurz zu sagen, unsere metrische Unkenntnis, verbunden mit der Vieldeutigkeit der plautinischen Prosodie, und zweitens der Zustand der Ueberlieferung‹. Für das erste gibt er ein Beispiel (S. 4), dessen Beweiskraft zu prüfen nützlich sein wird. Amph. 652. 3 ›wird allgemein als 6 metra gelesen‹: *virtús omnia in sese habét, omnia ád-sunt | bona quém penest virtus.* Dagegen wendet Sudhaus ein, erstens daß ›Plautus in den Cantica — — den alten Längen *habēt decēt* ganz sichtlich aus dem Wege geht‹. Ich kann das nicht finden. Diese Längen erscheinen im Verse überhaupt nicht häufig, in Liedern z. B. Pseud. 1278 *út me amarét, ubi circumvortór cado* (von S. unrichtig gemessen S. 144), Cas. 693 *occísurum aít alteró vilicum hódie*; aber wo findet sich die Kürze? in Dialogversen hatte sie selten, in lyrischen Versen sehr häufig Gelegenheit zu erscheinen[1]). Und Ennius hat die Länge sogar in der Senkung seiner Daktylen. Zweitens findet S. ›die goldene Regel verletzt, daß die Metra sich mit den grammatischen Kola decken‹; es sei ›unzulässig, *bona* in die Reizianische Klausel zu pressen‹. Hier ist eine Regel, die für die Versgrenzen gilt, auf die Kolengrenzen übertragen, für die sie nur in sehr beschränktem Maße gilt; aber auch für die Versgrenzen ist die von S. gewählte Kraft des Ausdrucks ganz unzutreffend[2]). Er gibt selber (um beim Amphitruo zu bleiben) S. 41 V. 244 *maximo | cum clamore* und S. 129 V. 638 *viri—| videndi*, 646 *forti atque | offirmato*, 647 *victor—| belli.* Einen Beweis für seine Gliederung *virtús omnia in sese habét, | ómnia adsúnt bona | quém penèst virtus* findet er darin, daß das seltene Kolon zu Anfang dieser dreie unmittelbar vorhergehe (648): *virtús praemiúmst optimúm*[3]); aber da folgt (649): *virtús omnibús rebus ánteit profécto,*

1) Vgl. Jacobsohn qu. Plaut. 29.

2) O. Wiebe De versus sententiaeque concinnitate (Göttingen 1909) S. 37 ff. gibt das Material und die Gesichtspunkte.

3) Sudhaus findet dieselbe Silbenfolge Persa 268 *virtus est ubi occasio*, aber in anderer metrischer Bedeutung, denn ›die enge Verbindung mit einem trochäischen Dimeter und der gleich folgende Vers 273 *Paegnium ausculta. emere oportet| quem tibi oboedire velis* (— ∪ — — ∪ ∪ ∪ ⏑̄ — | — ∪ ∪ — — ∪ ∪ —) lehrt, daß V. 268 so

d. h. der katalektische Trimeter ist durch die Anaphora gesondert und herausgehoben, dem Tetrameter aber entspricht der Tetrameter *virtus omnia in sese habet, omnia adsunt,* mit folgender Reizianischer Klausel, genau wie unmittelbar vorher (650), durch einen baccheischen Dimeter gesondert, *libértas salús vita rés et paréntes | patria ét prognáti.* Aus ›7 Takten‹ sind wieder 6 geworden und aus den 40 (auf S. 129) 39; das heißt, die dort nachgewiesenen ›Stollen‹ sind nicht vorhanden.

Die Kritik, die ich an diesem Beispiel geübt habe, ist ein Vorspiel für die Art wie ich überhaupt bei der Prüfung von Sudhaus' Hypothese verfahren muß. Darüber besteht zwischen S. und mir Einverständnis, denn er sagt mit Grund S. 6: ›Wenn also die richtige Interpretation der Metra eine Vorbedingung für die Aufdeckung des Stollengesetzes ist, so ist es erst recht die Güte und Vollständigkeit der Ueberlieferung. Ein einziger fehlender Vers oder eine bloße Verstellung von Versen kann eine sichere Bestimmung der einzelnen Teile erschweren oder unmöglich machen, ein fehlendes Wort, ja eine fehlende Silbe kann sie verdunkeln und auf Irrwege leiten‹. Es gibt aber ›eine beträchtliche Zahl von Liedern, deren Erhaltung uns fast jeden kritischen Eingriff erspart‹ (bei denen es aber doch wie bei den andern der metrischen Interpretation bedarf). ›Von ihnen ist natürlich auszugehen, um die Existenz des Gesetzes zu beweisen. Dann aber wird sich das Gesetz als ein unvergleichlicher Hebel der Kritik erweisen. Es versteht sich ja von selbst: wo einmal die Gliederung eines Gesanges mit Sicherheit erkannt ist, müssen sich viele Schäden von selber aufdecken und insbesondere Glosseme und Zusätze glatt herausfallen, wie andererseits die bisherige kritische Arbeit an den Gesangstücken einer unerwartet strengen und objectiven Controlle unterzogen wird‹. Hier ist, wie man sieht, eine große Gefahr der petitio principii vorhanden. Vor allem aber ist es klar, daß an der Kritik und metrischen Interpretation der Ueberlieferung die ganze Hypothese hängt.

S. geht von den ›mesodischen Stücken‹ aus und beginnt mit Aul.

zu erklären ist — — — ◡◡ — ◡ —‹. Von den beiden Versen ist der erste *virtus* [*est*] *ubi occasio admonet dispicere; quid faciet mihi?* (oder *dispicere est*) ein jambischer Octonar vor zwei andern, einer von 16 Langversen; S.' Abteilung von *virtus*—*occasio* beruht auf der Kolometrie des Ambrosianus, die in diesem Canticum vielfach gestört ist; der zweite (*velis. asta* schließt den Vers auch in *A*) ist ein trochäischer Octonar vor Septenaren, der Schluß gebildet wie 263 *nunc et amico prosperabo et genio meo multa bona faciam.* S.' Messung von 268 ist schon der Kürzung wegen unwahrscheinlich, was dann übrig bleibt ist kein Dimeter, sondern ein Trimeter, auch nicht wahrscheinlich; und für die Zerlegung von 273 ist auch kein Grund ersichtlich.

120—160. Ich habe manches gegen die metrische Interpretation einzuwenden, aber im allgemeinen brauchen uns hier nur die Messungen zu beschäftigen, von denen die Zahl der ›Metra‹ abhängt. Das betrifft vor allem[1]) die Verse 142—146. S. setzt zwar 144 als kretischen Tetrameter an, aber ›der einzelne kretische Vers‹ ist ihm verdächtig und er schlägt vor ihn zu ändern; ›es wäre das sonst der einzige kretische Vers in dem Canticum‹. Aber 142. 3 *dá mihi óperam amabó. tuast, útere atque impera si quid vis* ist genau wie 144. 5 kretischer Tetrameter (und zwar mit lauter reinen Senkungen) mit Ithyphallicus; oder sollte S. den Hiat nach *mihi* in der plautinischen Ueberlieferung verwunderlich finden? Es sind also, nach S.' Zählweise, nicht 12 sondern 14 Metra, und damit stürzt der ›Stollen‹. Wenn man aber die metrische Composition des Liedes beurteilen will, so ist es wohl ein wichtiges Moment, daß in diesem Abschnitt Kretiker herrschen.

Das Resultat von S.' Analyse ist, daß ein Mittelstück (135—141) durch zwei ›Stollen‹ von je 60 Metra eingefaßt sei. Diese Stollen sind metrisch so ungleichartig wie möglich; das einzige was sie zusammenhält und zusammen dem ›Mittelstück‹ gegenüberstellt, ist daß

1) Daß 120—130 etwas anderes seien als 11 baccheische Tetrameter, halte ich für ganz unwahrscheinlich; 128 stellt S. selber durch eine metrische Aenderung (Bentley), die man doch nur in metrisch sicheren Versen annehmen darf, einen solchen her, während er die Herstellung von 126 durch eine unrichtige Ergänzung verdunkelt (*vel* in dieser Bedeutung kennt Plautus noch nicht: Langen Beitr. 68 ff.). — Daß 131—134 ionische Tetrameter sind (ich weiß nicht warum S. 133 anders bezeichnet), wird richtig sein. Von den 4 Sotadeen im letzten Abschnitt, die S. annimmt, sind 156. 7 gut, 159 nicht gut (wenn es erlaubt ist *sed est grandior natu* zu fassen als ◡◡—◡◡——, so hört alle Sicherheit der Bestimmung unbestimmter Metra auf, doch darüber s. u.) und 154 auch nicht (auch abgesehen davon daß S. *priúsquam* mißt). Ich bin davon ausgegangen, daß 155—160 sämtlich mit Reizianum schließen; und das scheint mir auch jetzt der einzige sichere Anhalt zu sein. So mag auch 153 ein versus Reizianus sein (Pl. Cant. 96), aber 154 ist ein anapästischer Trimeter, der an die Anapäste der vorhergegangenen Perikope anklingt. Hier hat also S. ein ›Metron‹ zu wenig, jedenfalls wird dadurch die ganze Zählung ungewiß. — S.' Messung von 140. 1 ist gut, aber nur eine Möglichkeit; 141 als trochäischer Septenar (und damit 7 Metra statt 6) ist auch gut. Merc. 629 fehlt durchaus keine erste Silbe (S. 8 A. 2), und was ›das berühmte *re<d>*‹ angeht, so werde ich bei jeder Gelegenheit darauf hinweisen, daß es ein Unding ist, für Plautus die Existenz des ablativischen *d* zu leugnen, das 2 Jahre vor Plautus' Tode in einem Erlaß des Prätors herrscht, während niemand das Nebeneinander alter und jüngerer Formen in andern durch den Vers garantirten Fällen in Abrede stellt. Freilich S. gibt sich den Schein nur Cantica und keinen Dialog zu kennen, denn er nimmt, auch wenn das Metrum noch so deutlich vorliegt, aus allen in der Ueberlieferung erscheinenden Hiaten und prosodischen Besonderheiten den Anlaß, eine andere Versart zu construiren.

jeder 60 Metra haben soll. Ich erwähne dies hier vorweg, weil gleich das erste metrische Bild, auf S. 8 und 9, die ganze Unhaltbarkeit der Hypothese so deutlich vor Augen stellt; auch daß das Canticum nicht in 3, sondern in 4 Teile zerfällt (Pl. Cant. 96).

Die Eingangsscene der Cistellaria wird nicht vollständig vorgelegt (S. 10 ff.), da ›der Gegenstollen nicht intakt‹ ist. Aber ›eine Einteilung, in der die Schlußrede der Alten nicht als selbständiger Stollen abgeteilt wird, kommt gar nicht in Frage‹. Nun fängt aber diese Schlußrede mitten im Verse an. Also wird die erste Hälfte des Verses, an der inhaltlich gar nichts auszusetzen ist und die überhaupt keine Ergänzung verträgt, durch überflüssige Worte zu einem Octonar ergänzt (S. 12 A. 1)[1]).

Die Monodie Men. 753—774 zerfällt nach Inhalt und Metrum in 3 Teile (Pl. Cant. 89), deren erster aus 7, der dritte aus 10 baccheischen Tetrametern besteht, der erste durch ein doppeltes Reizianum, der dritte durch ein jambisches Kolon abgeschlossen; dazwischen ein kurzes Mittelstück, das ungefähr dieselben Elemente freier stellt; der zweite Abschnitt leitet mit *sed*, der dritte mit *verum* den Uebergang ein. Das kann man also, wenn man will, ›mesodisch‹ nennen; aber die ›Stollen‹ sind ungleich. Um sie gleich zu machen, zieht S. die beiden ersten Verse des dritten Abschnitts zum Mittelstück und zieht die letzten drei in 4 Dimeter auseinander. Ueberliefert ist (772): *sed quidquid id est, iam sciam. atque eccam eampse | ante aedis et eius tristem virum video. id est quod suspicabar*, woraus Bothe durch die beiden Umstellungen *id quidquid* und *virum tristem* zwei baccheische Tetrameter mit dem schließenden Kolon hergestellt hat; jenes ist eine gute Wortstellung (Cas. 647 *hoc quidquid est eloquere*, Rud. 1136 *istaec quidquid istic inerit vobis habebitis*), dieses ist wahrscheinlich notwendig, weil *tristem* prädicativ ist; wer die überlieferte Wortstellung rechtfertigen kann, müßte *tristem virum video* als Reizianum fassen. S. macht aus den 3 Versen (10 Metra) 4 jambische Dimeter (8 Metra): *sed quidquid est, id iam sciam; | atque eccam eampse ante aedis | et eius tristem video virum*; | *id est quod suspicabar*, d. h. er stellt auch sowohl *quidquid id* als *tristem virum* um, das erste nicht gut (Most. 801 *lucri quidquid est, id domum trahere oportet* mit dem voraufgehenden partitiven Genetiv ist von andrer Art), das zweite kaum in guter Wortstellung, jedenfalls so, daß ein schlechtes jambisches Kolon dadurch entsteht. Der metrische Grund, auf den S. sich stützt, ist

1) Die Streichung von V. 31 (S. 11 A. 1) hat nur einen äußeren Schein, denn der Vers nimmt 28 steigernd auf; die Streichung von *aiunt* nicht einmal diesen: *praedicant—aiunt* bei Plautus beanstanden kann man nur in geduldigen lyrischen Versen.

seine Vorstellung, daß die letzte Senkung eines baccheischen Verses rein sein müsse; davon wird noch die Rede sein; die Behauptung wird durch ein Lied wie dieses zur Genüge widerlegt [1]).

Die Messung von Epid. 166—172 (S. 15) ist sehr unsicher; Skutsch hat kürzlich (Hermes 45, 619) den Abschnitt ganz anders und wahrscheinlich richtig aufgefaßt; dabei kommen aber nach S.' Zählweise auch 24 ›Takte‹ heraus. Das Duett 173—180 besteht aus 5 kretischen und 2 jambischen Tetrametern, dem letzten kretischen geht aber ein jambischer Trimeter (*quiá licitumst eam tibi vivendo vincere. oh*) voraus, die jambischen Verse vordeutend, die diesen Abschnitt schließen und den folgenden beherrschen. Diesen Senar löst S. in folgende 3 Kola auf: *quiá licitumst* (Iambus) *éam tibi vivendo* (Ityph.) *víncere oh* (Creticus); und zwar spricht gegen den Senar nach S. viererlei: 1) ›Plautus braucht den Senar in den Cantica selten; wo er vereinzelt vorkommt, pflegt er sentenziöse Wendungen zu enthalten [2]). Hier sieht man nicht ab, welchem Zweck er dient‹. Soll ich wirklich die Senare der Cantica hier aufzählen? S. mißt selber auf der folgenden Seite V. 181 und 185, S. 28 V. 900 und 903, S. 34 V. 256 als Senar. Oder macht es einen Unterschied, daß er an den Rand *2ii* setzt statt *3i*? 2) ›Dann wird bei dieser Lesung das stärkstbetonte Wort *eam* in der Senkung verschluckt‹. Abgesehen von der haltlosen Voraussetzung und undurchführbaren Consequenz dieses Enthymems ist *eam* in dem Satze, um den es sich handelt, lediglich anaphorisch und durchaus unbetont. 3) ›Weiter tritt bei unserer Auffassung erst das Reimspiel hervor, das stark ins Ohr fällt‹. Dies führe ich nur an um zu zeigen, welcherlei Subjectivitäten als Argumente gelten zu lassen dem Leser dieses Buches zugemutet wird. 4) ›Vor allem aber spricht die Analogie des ersten Stollenteiles für die vorliegende Skandierung‹, das heißt die, wie gesagt, durchaus unsichere Messung von 171. 172, von denen doch der zweite nach metrischem Bestand und als Abschluß untadelig ist, während hinter *eam tibi vivendo* mit seiner undurchsichtigen Silbenfolge (der Ithyphallicus muß ins Ohr fallen) ein unbequemer Rest bleibt. Das Resultat ist, daß 173—177 nicht ›20 Metra‹, sondern 19 enthält. ›Daß es im ganzen Plautus keinen einzigen Stollenteil mit ungerader

1) Er wirft darum auch den dritten Vers des Liedes um, den Bothe durch eine ähnliche Umstellung geheilt hat. — S.' Messung von 763a *néc quid id sit mihi cértius facit* ist sehr hübsch, aber *quid velit quid me accersat* bleibt dadurch unmetrisch zurück; und daß das Lied sonst keine cretici hat, scheint S. sich hier nicht eingeworfen zu haben. Das Mittelstück hat nicht 24, noch auch 16, sondern 18 ›Metra‹ oder, wenn *quod filia sic* nur eines sein soll, 17.

2) Vgl. Sudhaus S. 79, mit etwas erweiterter, ebenso unbegründeter Begründung.

Zahl gibt, werden wir erst später als entscheidenden Grund in die Wagschale werfen dürfen‹. An diesem ›dürfen‹ zweifle ich.

V. 181. 2 rechnet S. als 5 jambische Metra (mit einem sehr anfechtbaren katalektischen Dimeter *foras aúspicio avi sinistra*). Aber hier kann man sich an nichts halten als an die in diesem Liede durchaus sorgfältige Kolometrie des Ambrosianus, der *liquido* bis *sinistra* in eine Linie setzt; d. h. 181. 2 sind nach S.' Zählweise nicht 5 sondern 6 ›Takte‹, 181—3 nicht 9 sondern 10, 181—188 nicht 20 sondern 21 ›Takte‹. Die dann folgende Lücke hat vielleicht den Schluß des Canticums verschlungen (›12 Takte‹ sagt S., um auf 56 zu kommen), aber sicher ist das keineswegs, denn V. 189 sind die beiden Alten mitten im Dialog und längst über das Canticum hinaus. Epidicus äußert seine fictive Aufregung in 3 jambischen Oktonaren, aber das gibt kein Recht, das 166 beginnende Canticum bis 195 zu erstrecken.

So steht es mit dem ›gleichstolligen Liede‹, aus 2 Stollen von je 56 ›Takten‹ bestehend. In Wahrheit zerfällt auch dieses Canticum aufs deutlichste in 3 durch Inhalt und Metrum gegen einander abgegrenzte Abschnitte (Pl. Cant. 99).

Auf den Monolog Truc. 209—255 (S. 17) brauche ich nicht einzugehn, denn dies ist kein Lied, sondern eine recitirte Rede, der einige Liedverse (209—212) vorausgeschickt sind; ähnlich Monodie und Monolog der Phronesium 448—481. Astaphium leitet den Monolog ein 212: *loquar libere quae volam et quae lubebit*[1]).

Sehr ausführlich (S. 19—27) behandelt S. das Canticum Pseud. 905—950. Er setzt als ›Mittelstück‹ 923—935 an, ich weiß nicht aus welchem Grunde außer der petitio principii des ›Stollengesetzes‹. Geht man der metrischen Verfassung der Scene nach, so findet man allerdings, daß zwei wesentlich anapästische Teile eine wesentlich jambisch-kretische Mittelpartie umgeben, aber diese beginnt mit 919 *iam hoc volo quod occeptumst agi*, einem guten Anfang (Pl. Cant. 103). S. wird durch sein Mittelstück in Verlegenheit gesetzt, da es 54 Metra, eine nicht durch 4 teilbare Zahl, ergibt; eine solche gewinnt er dadurch, daß er 931 *o hominem lepidum* streicht. Die Streichung hat auf den ersten Blick einen gewissen Schein, aber sie ist sicher unberechtigt[2]). Simia hat dem Pseudolus ein ἀδύνατον versprochen,

1) Die nicht hierher gehörigen Verse 224—226 behält S. ohne weitere Begründung bei; ›das Stollengesetz‹ verlange sie. Das ist petitio principii. — Sehr schön ist die Ausführung S. 18 darüber daß V. 248. 9 bestimmt seien, die Scene II 2 auszuschalten. Im Zusammenhang damit muß III 2 neu betrachtet werden.

2) Daß 932 erst Ritschl das Personenzeichen gesetzt hat (*A* setzt es im Versanfang überhaupt nicht), kommt nur daher daß 933 in *P* fehlt und die früheren Herausgeber darum den Satz nicht verstehen konnten.

dieser fragt: *qui potest?* darauf Simia *occidis me cum istuc rogitas,* Pseudolus *o hominem lepidum*; das heißt, Pseudolus ist entzückt, daß Simia auf die Frage ›wie ist das unmögliche möglich?‹ nur die Antwort hat ›einen Mann wie mich fragt man nach solchen Kleinigkeiten nicht‹. Hieran aber schließt *te quoque etiam dolis atque mendaciis— antidibo* nicht unmittelbar an, sondern es steigert das Vorige als Antwort auf Pseudolus' κομψὸς εἶ. Dieses steigert dann Pseudolus wieder durch *Iuppiter te mihi servet* (934). Das hier gestrichene *o hominem lepidum* will dann S. hinter 914 unterbringen, wo alles in Ordnung ist; denn nach der Abweisung seiner Frage durch Simia (*cur ergo quod scis me rogas?*) versucht es Pseudolus noch einmal mit *at hoc volo monere te* und wird wieder abgewiesen: *monendus ne me moneas.* Glatt anfügen läßt sich *o hominem lepidum* an 914 (*Istuc ego satis scio. Cur ergo quod scis me rogas?*) nicht; S. findet (S. 23), daß die hier gegebene Lesung, wie sie in *A* steht (nur *istud*, eine in *A* seltene Verschreibung: Apogr. S. 512),[1]) von einem ›antiken Redaktor‹ herrühre und daß aus der Verschreibung in *P*: *cur ego quo scis me rogas* sich als das Ursprüngliche ergebe *cur ergo, quom scis, rogas?* das heißt, er gibt das gute *me*, das auch der Ambrosianus hat, auf, um es mit *quo*, dessen Verschreibung aus *quod* der Ambrosianus bezeugt, zu *quom* zusammenzufügen. Dann läßt sich *o hominem lepidum* ansetzen, und es wird ein anapästischer Octonar und ein ›Stollen‹ von 64 ›Metra‹; aber auch dies nur, wenn man es hinnimmt, daß die Worte (921) *haec ea occasiost: dum ille dormit, volo tu prior ut occupes adire* 2 kretische (*h. e. o.*), 2 trochäische (*dum—ut*) Metra und 1 Ithyphallicus ausmachen (S. 20. 22). Es gibt aber keinen sichereren Leitfaden in der Bestimmung unsicherer Metra, als daß man von gangbaren Versen, wenn sie in der Ueberlieferung vorliegen, auszugehen hat. Hier ist der kretische Tetrameter *haec—volo*, mit lauter reinen Senkungen, in *B* so abgeteilt, unverkennbar, dann folgt ein trochäisches Metron und Ithyphallicus[2]). Also auch für diese Scene verfangen

1) *istud* in *A* bedeutet nicht, daß jemand ›ein trochäisches Kolon constituirt‹ hat, so wenig wie *istuc* notwendig steigendes Metrum bedeutet. Skutsch, den S. anführt, gibt die oxytonirten *istuc* u. s. w., von denen er handelt; wer sich überzeugen will, wie häufig *istuc* u. s. w. im Verse steht, findet die Stellen bei Bach in Studemunds Studien II 211 ff. — Uebrigens sehe ich jetzt, daß V. 914. 5 sich einfach metrisch lösen:

Istúc ego satis scio. Quór ergo
quod scis me rogas? At hóc volo monére te.
Monéndus nè me móneas.

anapästischer Dimeter, jambischer Trimeter (diese beiden sind in *B* zu einem Verse verbunden) und Dimeter.

2) Was den ›Gegenstollen‹ angeht, so kann ich der Behandlung von 938 und 939 (S. 25 f.) durchaus nicht beistimmen. 938 *néque ego hoc homine quem-*

die Mittel nicht, die ein durch 4 teilbares Mittelstück und zwei gleich große Stollen rechts und links davon nachweisen sollen.

Auf nähere Behandlung von Most. 858—903 kann ich verzichten. In dem Duett 885—903, das S. ausschreibt (S. 28), mißt er 887 *manesne ilico impure parasite* als katalektischen anapästischen Dimeter; ich weiß nicht wie das gemeint ist; mehr als ›2 Takte‹ sind es ohne Frage, und die 24 können nicht bestehen [1]). Das Duett soll aber, vielleicht mesodisch componirt, doch als Ganzes Abgesang der Monodie 858—884 von ›zwei Stollen zu je 40 Takten‹ sein. Die Monodie analysirt S. nicht, sie wird sich wohl wegen der lückenhaften Ueberlieferung von V. 863—867 nie auszählen lassen.

Das sind die ›mesodischen‹ Cantica; keine einzige von S.' eurhythmischen Zählungen hat stichgehalten. Ich halte das eigentlich für genügend und entschließe mich nur schwer weiterzugehn. Aber vielleicht stehen die ›gleichstolligen‹ (S. 30 ff.) fester.

Von dem Scenencomplex Rud. 185—289 bespricht S. den ersten Teil auf S. 138 f. (darüber unten), die beiden Scenen 220—258 und 259—289 auf S. 30 ff. Die 9 anapästischen Tetrameter 220—228 sind ihm ›36 Takte‹, der ›erste Halbstollen‹; den zweiten gewinnt er dadurch, daß ihm die Verse 229—232 ›unzweifelhaft 8 Takte‹ sind. Ich sehe gar nicht, wie die Kola *quoianam vox mihi prope hic sonat?* | *pertimui, quis hic loquitur prope?* | *Spes bona, obsecro, subventa mihi,* | *exime ex hoc miseram metu* zusammen 8 Metra ausmachen sollen, auch nicht, wenn wir den ganz unwahrscheinlichen trochäischen Dimeter an dritter Stelle hinnehmen. Daß wir die Verse schon richtig verstehen, behaupte ich nicht (Pl. Cant. 58 hätte ich Seneca Oed. 449 ff. zu Hülfe nehmen sollen). *A* hat *quoianam vox mihi* als Kolon, also 2 Kretiker, und dann noch 5 Zeilen, also z. B. *Spes bona obsecro, subventa mihi* als doppeltes ‒ ◡ ‒ ◡ ‒. Auf keinen Fall können Verse wie ‒ ◡◡ ‒ ◡ ‒ ◡◡ ‒ ◡◡ als Dimeter gelten. Ebenso willkürlich ist die Messung von 253—255 (S. 32), durch die der ›vierte Halbstollen‹ zu

quam vidi magis malúm et maleficum ist ein guter Septenar (Jacobsohn Qu. Plaut. 28). Wenn S. zu 939 sagt, daß die Vulgata *quae tibi* für *quantibi* (*B, quamtibi CD*) ›den Stempel der Unwahrscheinlichkeit trägt‹, so weiß ich nicht, wie das gemeint ist: findet er die angenommene Corruptel unwahrscheinlich oder die Ausdrucksweise? Jene ist so leicht wie diese sprach- und stilgerecht. Der Vers *sed egó quae tibi bona dábo et faciam, si hanc sobrie rem accurassis* ist gleichfalls ein guter Septenar.

1) S.' Messung von 894. 5 kann nicht gelten, denn 893 und 895 beginnen mit jambischem Dimeter und 893 und 894 schließen mit Reizianum. Zweifelhafte Messungen erledigt man nicht dadurch, daß man irgend eine Möglichkeit herausgreift, sondern daß man den vorhandenen Indicien nachgeht. Ein solches ist auch *magis* 903, das gewiß in Position treten kann, es aber in der Regel nicht tut.

stande kommt. Wenigstens könnte gegen den Umstand, daß *A* und *P* in der Kolometrie *sed quid hoc, obsecro, est? quid? viden amabo* | *fanum hoc? ubist? ad dexteram* übereinstimmen, nur eine ganz sichere Bestimmung aufkommen. Der trochäische Septenar *obsecro—dexteram* ist durch den vorne übrig bleibenden creticus widerlegt, der wirklich durch die ebenso bedenkliche Auffassung von V. 678 nicht belegt werden kann. *quid viden amabo* kann so gut ein Reizianum sein wie das was S. an einer Reihe von anderen Stellen Ithyphallicus nennt (—◡◡◡——, S. 149), aber hier als solchen verwirft. Es sind eben nicht 5, sondern 6 ›Takte‹ [1]).

Der ›erste Halbstollen‹ der Scene 259—289 scheitert [2]) an V. 265: *sed unde vos ire cum uvida veste dicam, obsecro, tam maestiter vestitas?* ›Von der Ueberlieferung können wir kein Wort entbehren‹ sagt Sudhaus (S. 35). ›Schon das Gebet an Venus 699 ff. und die Entschuldigung dort, daß die Mädchen ihr mit nassen Kleidern nahen, hätte vor der Streichung der Worte *cum uvida veste* warnen können: *lautae ambae sumus opera Neptuni noctu, ne indignum id habeas* etc.‹. Dagegen ist zu sagen erstens, daß die nasse Kleidung V. 265 durch *tam maestiter vestitas* bezeichnet ist, und zweitens, daß *cum uvida veste* aus V. 251 stammt: *sicine hic cum uvida veste grassabimur?* Daß hier ›das Stollengesetz, das sich nichts Echtes nehmen läßt, zum ersten male seinen ernsten Einspruch erhebt‹, ist nicht die erste petitio principii, sondern bereits eine von mehreren [3]).

Das Canticum 664—681 besteht aus 19 Versen, von denen 11 kretische Tetrameter sind, 3 mit zwei oder drei Kretikern beginnen und trochäisch auslaufen, das Ganze beschließt ein trochäisches Komma nach den Kretikern. Die übrigen 5 Verse sind im Anfang verstümmelt, sie folgen auf 2 kretische Tetrameter:

1) Es ist sonderbar, wie S. bei seinen Messungen immer wieder Knoten in der Binse findet (z. B. hier V. 243 *Cedo manum. Accipe. Dic vivisne obsecro* nicht als kretischen Tetrameter anerkennen will) und dagegen alle Kürzungen zuläßt auch in Versarten, denen sie nach allem Sicheren zu urteilen fremd sind. ›Skutschs prosodische Grundsätze bestätigen sich auf Schritt und Tritt‹ (S. 153 A.) bedeutet doch wohl in diesem Falle nur, daß es bequem ist, möglichst viele Kürzungen zur Verfügung zu haben. Ich glaube, daß sich für *sicut anni* —◡◡— auch Skutsch bedanken würde.

2) Auch daran, daß S. 266. 67 dazu nimmt, während mit 266 die Reihe zusammengehöriger cretici beginnt. Wollte S. in diese hinübergreifen, so war kein Grund, vor 268, der zweiten Frage, halt zu machen.

3) V. 279 *neque hoc amplius quam quod vides nobis quicquamst:* das von Reiz gestrichene *quam* nennt S. ›archaisch abundirend‹. Ich weiß, welche Ausdrucksformen man so bezeichnen kann; aber hier bitte ich um einen Beleg. — Die vereinzelten Baccheen, die S. 37 hinter 286. 7 und 288. 9 übrig bleiben, halte ich ebenso für einen metrischen Solöcismus wie jenes *quam* für einen sprachlichen.

cuiast quae salutem afferat 666
artem ingredi persequamur
in metu nunc sumus ambae
importunitas tantaque iniuria
nos est modo hic intus ab nostro ero 670

danach 3 kretische Tetrameter. Ist es wahrscheinlich, daß einer dieser Verse anders als mit 2 cretici begann? Man muß schon einer metrischen Wolke nachjagen, um das in Abrede zu stellen. S. ergänzt V. 666 als Trimeter (*ne*]*c viast*, obwohl Duaren *senec vias* bezeugt: ›schon zu viel‹ sagt S.), und 668 ›ist eine andre Ergänzung als Paroemiacus oder 2 Daktylen wohl nicht denkbar‹. Diese 5 Sudhausschen Takte sind eben in der Tat 8 Sudhaussche Takte [1]).

›Die Bestimmung der bislang besprochenen Beispiele machte keinerlei Schwierigkeiten‹. ›Bei andern kann man zweifelhaft sein‹ (S. 38). Pseud. 133—172 ist ein ›dem Hauptteile vorgelegtes Vorspiel von 160 Takten‹. Es sind nach 4 anapästischen Langversen und einer freier gebauten Partie (von ›16 Takten‹) 4 trochäische, 15 jambische, je 4 trochäische anapästische jambische Langverse. Um die 15 zu 16 zu machen, nimmt S. eine Lücke an wo keine ist [2]). Um die 10 Perioden zu gewinnen, muß S. von seinem Prinzip abgehn, daß ›inhaltlich Zusammengehöriges durch Stollen- oder Periodenteilung nicht auseinandergerissen‹ werden darf (oben S. 66). Denn das Stück hat zwar viele inhaltlich scharf gesonderte Abschnitte, aber sie fallen zumeist mit S.' Abschnitten nicht zusammen (135. 142. 147. 151. 155. 167). S. zieht es darum vor, 32 + 48 : 48 + 32 anzusetzen, dann fallen die Pausen V. 141. 153. 164. Aber die Inhaltspause ist nicht 141 sondern 142, nicht 153 sondern 155.

Aus der großen lyrischen Scene im Anfang des Amphitruo (153—262) sondert S. (S. 39 ff.) die Erzählung [3]) 203—261 aus, obwohl sie sich metrisch weder von dem voraufgegangenen Teil der Scene sondert noch von V. 262; das ist also Willkür, die S. nur durch die

1) V. 677 schreibt S. *cesso ego has<ce> consolari* und bezeichnet die ›Heilung‹ als ›nicht sicher‹. Sie müßte schon sehr sicher sein, um das silbenbildende *ce* der Demonstrativpronomina bei Plautus wieder einzuführen.

2) 153: *huc adhibete auris quae ego loquor, plagigera genera hominum* | *numquam edepol vostrum durius tergum erit quam terginum hoc meum:* zwischen diesen beiden Versen soll Plautus einen Vers wie Asin. 547 nötig gehabt haben, damit man Ballios Meinung verstehe? (›daß vor 154 ein Vers ausgefallen ist, zeigt eine Lücke des Gedankens‹). ›Es ist ja auch kaum verständlich‹ sagt S. ›weshalb der Dichter den Ballio neunmal 16 Takte hätte tanzen lassen sollen, dazwischen aber einmal 12‹. Hier spricht sich die petitio principii am unbefangensten aus.

3) Sehr hübsch und ganz zutreffend ist S. 43 A. 1 die Vergleichung mit Epicharm frg. 99.

taktgleichen Stollen rechtfertigen kann; und dies ist petitio principii. Ferner rechnet er Mercurs Zwischenverse 248. 9 nicht mit (S. 44 A. 1); wohl aber (S. 136) die Zwischenverse Mercurs 176—9. So erreicht er, daß die lyrische Schlachtbeschreibung (219—247) von 48 + 64 ›Takten‹, die kleinere Hälfte nach links, die größere nach rechts gezogen, mit den umgebenden Langversen (203—218 und 248—261) zusammen ein Ganzes von 64 + 48 und 48 + 64 ›Takten‹ ausmacht. Um aber zu diesen Zahlen innerhalb der willkürlich abgegrenzten Partie zu gelangen, muß er erstens V. 237 *vicimus*, das ganz offenbar nicht hingehört, beibehalten, und zweitens den schließenden Trochäus *iure iniustas* rhythmisch dem Ithyphallicus gleichsetzen. Diese Deutung scheint ihm ›zwingend‹ (S. 43), das heißt er construirt seine Stollen unter der subjectiven Voraussetzung, daß die in jedem ihrer Teile durch und durch subjective Erörterung auf S. 41 ff., durch die er die plautinische Metrik um eine neue fundamentale Tatsache zu bereichern gedenkt, objective Ueberzeugungskraft besitze. In der Tat ist die Erzählung in Gruppen von 8, 5, 3 (V. 203—218) und 3, 3, 4, 2 (250—261) Versen geteilt und besteht die Schlachtbeschreibung aus 4 mal 4, 2 oder 3, 4, 5 oder 6 Versen: eine Aequabilität, wie sie tausendmal in griechischen und lateinischen und Gedichten aller Sprachen vorkommt.

Aus dem kleinen Liede Asin. 127 ff. gewinnt S. dadurch ein großes von ›48 + 48 Takten‹, daß er die Rede in trochäischen Septenaren, die auf das Lied folgt, hinzunimmt. ›Inhalt und Ton‹ sollen zeigen, daß das Lied sich in die Septenare hinein fortsetzt. Ich kann in Inhalt und Ton nichts entdecken was diese Rede von andern recitirten unterschiede. Wenn man es aber zugäbe, so wäre der Einschnitt vor 149, wo die Rede aus der zweiten in die dritte Person übergeht.

Wenn es richtig ist (und es mag richtig sein), daß mit Amph. 585 das Canticum nicht zu Ende sein kann (S. 46), so folgt daraus, daß die trochäischen Systeme 575—585 nicht gesungen, sondern gesprochen werden; aber nicht, daß bis V. 593 gesungen wird, wie S. ohne jeden Grund und ohne die geringste Wahrscheinlichkeit annimmt [1]). Unter dieser falschen Voraussetzung construirt er seine Stollen; aber das geht nur, ›wenn wir einen metrischen Fehler in 583 beseitigen‹, einen ›zerrissenen Anapäst, den die Elision nicht entschuldigt: *súm recte Amphĭtrŭo. át te ego faciam*‹, um dessen willen S. sich ›längst den Vocativ, der aus der Personenbezeichnung stammt, eingeklammert‹ hatte (S. 47). So gewinnt er 3 statt 4 Metra. Ich weiß nicht, ob S. auch V. 415 (*ét ipsus Amphitruo obtruncavit*) oder

1) S. beweist es durch die ebenso unbeweisbare und unwahrscheinliche Annahme, daß das Canticum Amph. 1053 ff. mit 1087 zu Ende gehe.

Mil. 638 (*aegre amantis ingenium inspicit*) oder die vielen andern regelmäßigen Synalöphen gleicher Art für corrupt hält [1]).

Danach bespricht Sudhaus einige ›größere Compositionen‹; zunächst Curc. 96—157 auf S. 49—53. Das Lied an die Tür 147—157 soll ›sich aufs deutlichste in 16 + 16 + 12 Takte nach Metrum und Inhalt zerlegen‹ und entsprechend das ganze Gesangstück geteilt sein. ›Hier muß sich nun das Gesetz, wenn irgendwo, bewähren‹. V. 147—157 zerfallen nicht in ›16 + 16 + 12 Takte‹, d. h. in 4 + 4 + 3 Verse, sondern der 4. und 5. hängen aufs engste zusammen (*fite causa mea ludii barbari, sussilite obsecro*); nach dem Inhalt sondern sich 6, 3, 2 Verse (6 Bitte, 3 Enttäuschung, 2 Erfüllung). Der erste ›Halbstollen‹ von ›48 Takten‹ hat V. 99 die beiden Kola *salve anime mi, Liberi lepos*: das erste ist ein jambisches Metron, *Liberi lepos* wird auch wenn man ein *i* daneben setzt kein Iambus, denn auch wenn ein jambischer Vers mit *Liberi* sollte anfangen dürfen, so ist doch ein jambisches Metron kein jambischer Vers und können doch Freiheiten des Versanfangs nicht auf einen Anfang angewendet werden, der keine Fortsetzung hat; so wenig etwa *omnia memoras* ein trochäisches Einzelmetron wäre, obwohl ein trochäischer Vers mit solchem Metron anfangen kann, so wenig *Liberi lepos* ein jambisches; vielmehr wird es nie etwas anderes sein als —∪—∪— (und zwar mit Recht, denn gleich folgen Kretiker), das heißt für S. 2 Metra, nicht eins. Es sind also 47 ›Takte‹. Nun schließt aber der ›Halbstollen‹ nach S. mit folgenden ›11 Takten‹ (107—109):

nil ago tecum: ubi es ipsus? ipsum expeto
tangere, invergere in me liquores tuos
sine ductim.
sed hac abiit, hac persequar.

Das vorletzte Kolon bezeichnet S. durch ∪∪——, das letzte als jambischen Dimeter. Es ist aber nicht *sine*, sondern *sine* (82 *eine hic cum vino sinus fertur?*), und der Vers auch jetzt noch ein Tetrameter wie die beiden vorhergehenden: *síne, ductím. sed hac ábiit, hac pérsequar.* Es sind also 46 ›Takte‹.

›Der dritte Abschnitt schließt sich im Metrum am engsten an den ersten an‹. Auf die Anfangskola ›folgen sicher Ioniker, die uns nach den Anfangsversen und dem einzelnen Gliede *sine ductim* auch nicht überraschen‹. Diese Verse haben nichts was sie als Ioniker anzusehen nötigte. Einen ionischen Dimeter *age ecfunde hoc cito in*

1) Zu 555 (S. 46): *facis* gibt es überhaupt nicht, *facies* ist hier falsch. 578 (S. 48) ist <o> *ere* unrichtig: es heißt im Dialog *ere*, pathetisch *o ere mi* (Cas. 632) *o mi ere* (Poen. 1127 Trin. 1072), in der Begrüßung *o ere salve* (Rud. 1052), in der Apostrophe *o ere Charmides* (Trin. 617).

barathrum (⏑⏑– –⏑⏑⏑⏑–) dürfte man nur ansetzen, wenn die Umgebung das Maß statt aller andern sicherte. Die Verse sind aber nichts als einwandfreie Anapäste: *age ecfúnde hoc cito in barathrúm, propere | prolúe cloacam. tace nọlo huic male dicí. faciam igitur mále potius*, d. h. 6 Metra, nicht 8, und der Halbstollen hat nicht 48, sondern 46 ›Takte‹ [1]).

Es folgt (S. 53) der letzte Akt des Persa ›der 404 Takte umfaßt‹. Die erste Scene (753—777) ›umfaßt 100 Takte. Der parallele Aufbau der Stollen tritt im Schema deutlich hervor‹. Ich habe ›im Schema‹ gesperrt; daß dieser Aufbau in der Scene selbst deutlich hervortritt, kann man wirklich nicht sagen. Nämlich: ›die Einteilung der Stollen ist durch den Umfang der ersten Gesangpartie (= 44 Takte) gegeben‹. Diese Partie ist Monodie des Toxilus, bestehend aus vorn 5, hinten 3 anapästischen Langversen, dazwischen 2 kretische Tetrameter, jeder von einem paroemiacus gefolgt. Nach S.' Bezeichnung sind das 44 Takte. Der Gegenstollen muß also auch 44 Takte haben. Es folgen anapästische Langverse, 14 bis zum Auftreten des Dordalus (763—776). ›44 Takte‹ sind mit 773 voll, der Vers schließt *optatus hic mihi dies datus hodiest* und der folgende beginnt *ab dis*; da ist also kein Abschnitt, der Abschnitt hat, mit S. zu zählen, 52 ›Takte‹. Auf S. 53 steht aber ein Schema von 2 Stollen zu 44 ›Takten‹ und dann lesen wir: ›Dazu tritt ein kleiner Abgesang von 12 Takten. Das Ganze bietet technisch wenig Interesse‹. Dieser kleine Abgesang beginnt mitten im Satze mit *ab dis*. Daß hier überhaupt nichts respondirt, ist eine Sache für sich; aber auch nach S.' ›Gesetz‹ ist keine Responsion vorhanden.

Die folgende Monodie des Dordalus (777—790) besteht aus 12 anapästischen Langversen, das sind für S. 48 Takte; diesen sollen die Verse 791—803 als gleichfalls 48 Takte entsprechen. S. erreicht das durch vollkommen willkürliche Zusammenfassung und Messung; Zusammenfassung: V. 803 gehört ganz offenbar als erster kretischer

1) ›Der Rest ist einfach. Ein jambischer Dimeter mit Ith., 2 vierfach reimende anap. Dimeter, Paroemiacus und Reiz. Klausel — zusammen wieder 12 Takte‹. Es sind 2 runde jambische Septenare (*Venus, de paullo paululum hic tibi dabo haud lubenter* und *omnes, mihi haud saepe evenunt tales hereditates;* daß Lindsay *evenunt* statt des wie stets dafür geschriebenen *-iunt* als ›dubia forma‹ bezeichnet, gehört zu den Geheimnissen seiner Kritik); dazwischen ein Octonar (oder, ohne Hiat nach *tibi*, trochäischer Septenar), *nam tibi amantes propitiantes vinum potantes danunt*, der leiser Nachhülfe bedurft hat (*propinantes v. p. dant* die Hss., *propitiantes* auch S.). S. zieht den ersten Vers ganz unnötigerweise auseinander und mißt dann Anapäste durch, bis ihm *hereditates* als Reizianische Klausel übrig bleibt. Die Anapäste sind aber keine, er mißt *prŏpitiantes*.

Vers zum folgenden Abschnitt, der Tanzscene Pägniums[1]). Messung: es sind alles anapästische Octonare, zweimal (797 und am Schluß 802) durch paroemiaci geschlossen[2]). Damit sage ich nichts neues, aber ich wiederhole es, um die Handbewegung abzuwehren, mit der S. die guten Verse fort und künstlich ausgedachte Neuigkeiten an ihre Stelle schiebt. *quoi béne esse licet eum praevorti litibus. posterius istaec te magis par agere est. uritur cor mi*, das sind nicht –⏑–⏑⏑–, 4 Jamben, ein Choriambus, 2 Kretiker, sondern anderthalb anapästische Octonare, d. h. 6 Metra, nicht 9; und das Ganze zählt 40, nicht 48 Metra.

Mit dem folgenden ›Stollen‹ brauchen wir uns nicht zu befassen; denn da der Abschnitt nicht 804, sondern 803 beginnt, hat er nach S.' Messung nicht 56 sondern 59 ›Takte‹. Die letzten Verse sind von unsicherer Messung; aber überliefertes *patronem intro amabo ad cenam* (V. 849) ist *patrone i intro* oder *patrone mi i intro;* S. schiebt *sequere* vor und macht dadurch aus 4 Takten seiner Meßweise 2. Auch die Möglichkeit der Messung von 854 ff., die S. (S. 57) als Gewißheit gibt, ist sehr anfechtbar[3]).

Hiermit ist der systematische Teil abgeschlossen, im zweiten Teil werden die Beispiele vermehrt und einige ›epodische‹ und ›proodische‹ Stücke nachgetragen. Dieser zweite Teil gibt die Anwendung des ›Stollengesetzes‹ auf die Kritik; das ›Gesetz‹ gibt eine sichere Handhabe, Schäden zu heilen, Lücken und Glosseme zu erkennen. Ich werde mich hier, so oft es angeht, kürzer fassen. Die Anwendung eines Gesetzes, von dem wir auf Schritt und Tritt erkannt haben, daß es sich in den von seinem Urheber als sicher angesehenen Fällen nicht bewährt, wird als Kriterium in zweifelhaften Fällen nur zum Irrtum führen können; und eine nach dieser Methode gefundene gute Conjectur wäre eine gute Conjectur wie andere, nicht wegen sondern trotz der Methode gut und für das ›Gesetz‹ keine Bestätigung.

In das Lied Most. 690—746 treffen zwei der bekannten, durch

1) S. mißt (S. 55 A.) 2 Jamben statt dreier Kretiker, indem er *facis* für *facitis* schreibt, ›da Dordalus auch sonst immer nur die einzelnen anredet, die ihm grade zusetzen‹. Hier redet er also alle dreie an, woraus S. auch ersehen konnte, daß hier ein neuer Abschnitt anfängt. 819, wo wieder ein neuer anfängt, sagt er dann *ego pol vos eradicabo.* 846 *ei colapho me icit; malum vobis dabo.*

2) 792 schießt eine Silbe über (etwa *accumbe hic* für *hic accumbe*), 794 ist der Schluß verstümmelt (über *tuum* meine Anmerkung).

3) Wenn S. *satis—dabis* richtig sondert (was ich nicht behaupte), so beginnen danach die Baccheen (*abi*, nicht *abin*, was S. einsetzt): *sub furcis. abi intro in crucem. an me hic parum exercitum hisce habent?* (4 Baccheen, 1 Iambus), dann ist auch *convenisse te* möglich baccheisch aufzufassen; von *satis* bis *habent* 9, nicht 8 Metra.

Blattbeschädigung entstandenen Doppellücken der Mostellaria (vgl. Schoell praef. p. XI). Die erste greift auf der Rückseite, wie das Bild der Verse in *P* zeigt, etwas weiter als auf der Vorderseite. S. erkennt das nicht an und liest 726 *quid? ehem? vix tandem percepi super his rebus te loqui*, indem er *nostris* hinter *rebus* streicht, das nicht nur gut, sondern recht eigentlich plautinisch ist[1]) und auch von Festus bezeugt wird[2]). Ich bitte um ein Beispiel, daß auf *quid?* bei Plautus etwas anderes als ein Fragesatz folgt; S. scheint diesen durch das Fragezeichen hinter *ehem* ersetzen zu wollen. Plautus würde in diesem Falle *quid ais?* oder *quid est?* sagen. Hier spart S. einige Takte ein; V. 723 macht er aus dreien vier, indem er gegen *A* und *P* (*quid id est?*) ein ganz überflüssiges *quidnam* einsetzt. V. 721ᵃ behält er bei, ohne ein Wort zu sagen, wie er hier möglich ist. V. 720 schreibt S., indem er *A* und *P* zwar verbindet, aber das *m* hinter *quin* (*A*) liegen läßt: *certe. quin hercle te haud bonum teneo servom.* Dies ist für Plautus ein Sprachfehler[3]). Man sieht, wenn die 48 + 60 + 60 + 48 Metra herauskommen sollen, so muß es anders versucht werden[4]).

›Viel fester können wir bei einem andern Canticum zupacken, Epid. 526—546‹ (S. 63). Es beginnt:

Si quid est homini miseriarum quod miserescat, miser ex animost.
id ego experior, cui multa in unum locum
confluont, quae meum pectus pulsant simul.

S. misbilligt die Tautologie des Eingangsverses und schreibt ›mit

1) Bach in Studemunds Stud. II 157 ff.

2) S. dreht das so um (S. 63): *nostris* ›ist Variante zu *his*, wie Festus zeigt, der nur *nostris* ohne *his* hat‹. Nämlich Festus citirt den Vers schlecht *ehe<m vix> tandem percipio super rebus nostris loqui te.*

3) Fleckeisen Misc. crit. 28 ff. Kellerhoff Studem. Stud. II 66.

4) V. 703 geben *AP si quis dotatam uxorem atque anum habet* (*atque anum* in *P* durch die Blattbeschädigung verloren). Wer dafür vermuten mag *si dotatam quis uxorem habetque anum*, soll nur wissen und sagen, daß er spielt, und nicht so ernsthaft reden wie Sudhaus S. 59 A. 2. In derselben Anmerkung ist ganz sinn- und stilwidrig die Verteidigung des in *A* V. 704 geschriebnen *in omnibus* gegen Ritschls ganz sichere, Sinn und Stil gleichermaßen herstellende Emendation. V. 732 und 737 stellt S. gleichfalls gegen sichere Emendationen, diesmal von Camerarius, die falsche Ueberlieferung wieder her: 732 ist *communia* (S. 62) sinn- und stilwidrig, und 737 *nostrae* zwar nicht grammatisch, aber stilistisch notwendig. 741 ist überliefert *velim ut tu* (*ut ut* B*[1]) *velles*, S. gibt Murets Emendation *vellem ut*, die alles erledigt, auf gegen seine Conjectur *velim uti voltis*, die, so gewaltsam sie ist, weder etwas hilft noch sprachlich gut ist, denn Plautus würde sagen *volo uti voltis*. 740 schützt S. das unverständliche *nostrae navi quae frangat ratem* durch Bacch. 797, wo auch beide Wörter vorkommen: *bene navis agitatur, pulcre haec confertur ratis*, aber hier ist nicht *ratis* ein Teil der *navis*, sondern Nicobulus *navis*, Chrysalus *ratis*.

Ueberspringung des Glossems«: *si quid est homini miseriarum, quod miserescat, id ego experior.* Aber für diesen Nachsatz ist das kein Vordersatz. *si quid est homini* — heißt nicht, was es in dieser Verbindung heißen müßte, wie Ussing (der dieselbe Conjectur gemacht hat) es paraphrasirt, ›si umquam homini ulla miseria contigit‹; wie Plautus sich dann ausgedrückt hätte, kann z. B. Pseud. 905 zeigen: *si umquam quemquam di immortales voluere esse auxilio adiutum, tum me et Calidorum servatum volunt esse.* Wie jener Satz angelegt ist, kann er nur in eine allgemeine Sentenz auslaufen. Diese Sentenz ist tautologisch; darüber mag man sich wundern; die Belege habe ich zu Aul. 207 (*salvomst si quid non perit*) angeführt. Ferner: der Eingang des Liedes, allgemeiner Satz mit unmittelbar folgender Anwendung auf den Redenden, ist typisch für Monologe und Monodien (vgl. Monolog im Dr. 75 ff.); z. B. Bacch. 385 ›ich habe mirs überlegt‹ *homini amiço qui est amiçus, ita uti nomen possidet, nisi deos ei nil praestare: id opera expertus sum esse ita* oder Mil. 947 *volup est, quod agas, si id procedit lepide atque ex sententia: nam ego hodie* u. s. w. Der vorausgeschickte allgemeine Satz hat ebenso wie Epid. 526 die tautologische Form Curc. 557

quoi homini di sunt propitii, ei non esse iratos puto.
postquam rem divinam feci, venit in mentem mihi —[1])

Aber auch die Fortsetzung mit Relativsatz (*id ego experior, cui* —) ist typisch: nicht nur Amph. 637, welche Stelle S. anführt um einen umgekehrten Schluß daraus zu ziehen (S. 65), sondern z. B. Stich. 644 (*idem ego nunc facio, qui* —) Cas. 224 (*hanc ego de me coniecturam facio, qui* —, ebenso Cist. 203). S. streicht auch das *cui* und gewinnt so 10 für 12 ›Takte‹.

Die Messung von 537—546 (S. 67) ist in allen Stücken zweifelhaft und in vielen bedenklich oder mehr als das (*sicut ănni* s. o.). Ich beschränke mich darauf, über V. 540 ein Wort zu sagen. 539 und 540 sind in *P* lückenhaft: 539 *di boni visitavi* und nach einer Lücke von 14 Buchstaben (in *B*) *antidhac,* 540 *certo east* und nach 25 Buchstaben (*B*, 16 und 19 *EI*) Raum *quam in Epidauro pauperculam memini comprimere.* Die Lücke in 539 erkennt S. an (da hat *A* ein paar Buchstaben des Verlornen erhalten), die in 540 nicht: ›sie ist verschwunden, sie ist geschlossen, wir vermissen auch nichts‹; ›das Material und die Structur des Ganzen‹ zeigen daß nichts fehlt. Die Ansetzung der Lücke in *P* soll nur ein Loch im Papier der Vorlage, keine fehlenden Worte bedeuten. Aber *P* ist nicht unser ein-

1) Plautus konnte auch so anfangen: *quoi homini di propitii sunt, aliquid obiciunt lucri; nam ego hodie compendi feci binos panes in dies.* (Pers. 470, vgl. Curc. 531).

ziger Zeuge. In *A* ist von V. 540 folgendes vorhanden: eine zerstörte Zeile, die wie es scheint eingerückt war; eine eingerückte Zeile, beginnend *qu*, d. h. *quam*; eine eingerückte Zeile, beginnend *pauper<cul>am*; also 3 Kola, für deren erstes wir nur *certo east* zur Verfügung haben. Daß zwischen *east* und *quam* Worte standen, die wir nicht kennen, bezeugen *A* und *P*.

Dann Men. 351—368 (S. 69 ff.). Der erste Vers ist ein anapästischer Dimeter: *sine fores sic, abi, nolo operiri*; S. macht daraus[1]) einen kretischen mit *nolo operirier* (also 4 ›Takte‹ aus zweien). Es folgen jambische und anapästische Kola: *intús para cura, vide* | *quod opúst fiat: sterníte lectos,* | *incéndite odores, múnditia* | *inlécebra animost amántium.* S.' Perioden (zwei zu 6) ›entsprechen denen des Gegenstollen haarscharf. Nur darf man nicht glauben, daß *incendite odores* anapästischen Rhythmus trage, dessen Charaktermerkmal es ist, gegen den Wortaccent anzustampfen‹. *incendite odores* ist also ein schließendes Reizianum und *munditia* ein neu anhebender Choriambus. Bei S., ne quaeram foris, lese ich z. B. auf S. 54 anapästische Verse, die so anfangen: *male di ómnes perdant, ita misero* —; *hoc víde quae haec fabulast? hic quidem pol —; salvéto, et tu, bona liberta* —. Kurz, V. 352—356 sind nicht 12, sondern 11 ›Takte‹.

Was die folgende Periode angeht, so streicht S. ganz ohne Grund das sehr gute *ultro* V. 360, um einen jambischen Octonar zu gewinnen. Ich sehe erst jetzt, daß 359. 60 ein Trimeter mit Reizianum (mit folgendem paroemiacus) ist, genau wie 365 versus Reizianus vor Anapästen:

item hinc ultro fit, ut meret, potissimus nostrae domi ut sit;
nunc eum adibo, adloquar ultro.

V. 357—360 sind also nicht 12, sondern 13 ›Takte‹[2]).

›Nirgends zeigt sich die sanierende Wirkung des Gesetzes schöner als in den beiden Liedern des Rudens 906—937 und 938—962‹ (S. 71). 906—937: zwei ›Stollen‹ von je 64, je ›zwei Halbstollen von je 32 Takten‹. Die Halbirung des zweiten ›Stollen‹ ist nicht richtig, denn der neue Einsatz ist 928 (*nunc sic faciam, sic consiliumst*), nicht 930; also (nach S.' Zählung) 24:40, nicht 32:32. ›Der erste Stollen zählt nach der Ueberlieferung 66 Takte, aber V. 917 ff. bieten etwas Sinnloses‹; nämlich die Corruptel eines Wortes: *tempestate saeva experiri expetivi,* | *paupertatem eri qui et meam sententiam* | *tolerarem, opera haud fui parcus mea.* Für das corrupte *sen-*

1) Er vergleicht Bacch. 623, aber da ist *sumne ego homo miser* nach Kretikern das bekannte Kolon — ∪ ⏑́ ∪ —.

2) Dieses Lied figurirt Rhein. Mus. 65, 530 mit aller unhaltbaren Lesung und Teilung als Beleg für den Leser.

tentiam hat Camerarius *servitutem* geschrieben, niemand sonst etwas brauchbares. S. hat ganz recht, daß das nur ein Notbehelf ist. Er geht aber weiter: ›die Conjunction oder das Relativum, das vom Anfang des Satzes abgedrängt ist, pflegt unmittelbar vor dem Verbum zu stehen: *qui tolerarem* streben einander gleichsam zu und drängen die Worte *et meam sententiam* hinaus, die in der Tat hier nichts zu suchen haben‹. Das Argument trifft nicht zu. Es hätte einen gewissen Schein zu sagen, und man würde damit eine große Masse der Fälle umfassen: Relativ oder Conjunction stehn entweder nach dem ersten Wort oder Begriff (wie hier, oder *Pterela rex qui potitare solitust*) oder beim Verbum (*nam ego talentum mutuom quoi dederam*). Daß die Sache aber nicht so einfach ist, zeigt G. Deecke De usu pron. relativi — quaest. synt. (1907). Aus solchem Grunde (denn die Corruptel ist doch eher ein Gegengrund) streicht S. die Worte *et meam sententiam*, von denen niemand sagen kann (auch S. versucht es kaum, S. 76 f.), wie sie ohne scheinbaren Sinn in diesen Vers geraten sein sollen. Für die gestrichenen Worte findet S. die ursprüngliche Stelle, von der fort sie dorthin verschlagen sind, im nächsten Canticum, wo V. 939 wieder ein Wort verschrieben ist: *Heus máne. Quid maneam? Dum hanc tibi quam trahis rudentem complico.* | *Mitte modo. At pol ego te adiuvabo. nam bonis quod bene fit haud perit.* Für *adiuvabo* hat C. F. W. Müller *adiuvo* geschrieben und damit den Octonar hergestellt. S. hat ›mit dem flagranten Germanismus *adiuvo* statt *adiuvabo* — nie paktiert‹. (S. 75). Auch hier irrt sich S., *adiuvo* mit futurischer Bedeutung wäre ein vollkommener Latinismus, wie *sequor, redeo, ceno* (Stich. 612 *Ibisne ad cenam foras? Apud fratrem ceno in proxumo*); die Beispiele kann S. bei Sjögren, Zum Gebrauch des Fut.s im Altlat., in Kap. I finden. Aber dieser Präsensgebrauch liegt hier nicht vor, *adiuvo* ist gegenwärtige Handlung: er hilft ihm bereits (*hanc tibi quam trahis rudentem complico*). S. findet nichts ›wahrscheinlicher, als daß den 20 Anapästen des Schlusses 20 Jamben am Anfang entsprochen haben‹. Es sind aber nur 18 Jamben. Hier ist also *et meam sententiam* einzusetzen, obwohl erstens mit Aenderung der Worte (deren überlieferte Form nicht etwa durch den Inhalt von V. 918 motivirt ist, wo *sententiam* sinnlos ist) und zweitens ohne jede Not des Gedankens: *at pol ego te adiuvabo, nam <mea sententia> bonis quod bene fit haud perit.* S. findet, daß *mea sententia* ›grade vor der Sentenz ausgezeichnet paßt‹ und führt dafür Stich. 641 und Poen. 1338 an. Er hätte Cas. 563 und Men. 81 hinzutun können (das sind die Stellen) und durch deren Vergleichung erkennen, daß dies eine Gruppe gleichartiger Stellen ist, in denen ein Monolog durch eine Sentenz eingeleitet und diese, als Eingang der Rede, durch

mea sententia gewichtig eingeleitet wird. Von den hunderten von Sentenzen im plautinischen Dialog, zu denen die von S. aufgebesserte gehört, hat keine diesen Beisatz [1]).

Den ›dritten Halbstollen‹ des ersten der beiden Cantica behandelt S. auf S. 73. Gripus sagt 925: *hoc ego in mari quidquid inest repperi, quidquid inest, grave quidem inest; aurum hic ego inesse reor, nec mihi conscius ullus homost.* S. schreibt *est* für das dritte *inest*, behält das übrige bei und zerlegt das Ganze in 5 Kola. Es liegt aber auf der Hand (schlimm genug, daß dergleichen mehr als einmal gesagt werden muß), daß das erste *quidquid inest* (mit Fleckeisen) zu streichen ist. Er hat *hoc* (den Koffer) gefunden; dann kommt *quidquid inest.* Die Metra sind garnicht zweifelhaft: ein trochäischer Dimeter, dann Anapäste; und weiter Anapäste, auch 927 [2]), bis zum Schluß.

Der erste ›Stollen‹ des ersten Canticums hat nicht 64 sondern 66, der zweite nicht 64 sondern 56 ›Takte‹. Das zweite Canticum teilt S. auf S. 75 willkürlich ab, denn 947—951, die er als ›mesodische Partie‹ bezeichnet, sondern sich durchaus nicht von dem Uebrigen, vielmehr 949—953. Es sind 3 Abschnitte von (nach S.' Zählweise) 42 + 20 + 28 ›Takten‹; wenn man aber S. folgt, sind die Zahlen 34 + 20 + 36.

Merc. 111—140 (S. 77—80) ist ein Dialog, mit Eingangsmonolog, in jambischen Octonaren, nur an einer Stelle ein Trimeter und drei Dimeter; von 141 an trochäische Septenare, ohne daß der Ton sich ändert. Das ist Canticum im Sinne der Nota *C*, d. h. die Flöte spielt; von Liedscene darf man da überhaupt nicht sprechen [3]). S. findet ›zwei Stollen von 60 Takten‹, indem er V. 126. 127 hinter 137 stellt; über 126 will ich nichts sagen, da der an seiner Stelle nicht paßt und an der neuen wenigstens im Dialog steht; aber 127 ist an seiner Stelle gut (›ich bin übermüde, 123 ff., das Bad, das die *lassitudo* vertreibt, wird mir nichts helfen‹) und an der neuen nicht gut (denn der Zusammenhang, den S. auf S. 80 construirt ›mir helfen keine Bäder mehr, ich spucke schon Blut‹ besteht nicht, die Verse besagen das nicht); dazu ergänzt S. den Senar V. 134 zu einem Octonar, aus Einwendungen gegen die Erscheinung des Senars, über

1) Was die beiden Verse angeht, so ist 939 durch *adiuvo* geheilt; zu 918 vermute ich, daß es ursprünglich hieß: *paupertatem eri qui et meam servuli etiam | tolerarem.*

2) *ut liber esset nemo* ist falsch, dies ist keine Erzählung.

3) Ebensowenig bei Merc. 830—841 (S. 84) oder gar Aul. 608—623 (S. 85). Von Aul. 415—446, der Scene in stichischen Reiziani, wird man wohl des gewählten Maßes wegen annehmen, daß sie gesungen wurde; aber S.' Bemühungen, ›Stollen‹ nachzuweisen (S. 86—89), scheitern schon daran, daß er 447. 8 dazunimmt, und an der willkürlichen Behandlung von 445. 6.

deren Triftigkeit ich oben gesprochen habe. Die Wiederholung des Namens, den S. ergänzt, ist hier so wenig nötig wie Trin. 1060 ff. oder Pers. 273[1]).

Zu Aul. 406—414 (S. 81—90) ist folgendes zu sagen: S. stellt V. 413 hinter 409 und V. 414 hinter 410; aber 413. 4 gehören zusammen, wie S. selber S. 83 bestätigt[2]). Er scheint an *itaque* 414 Anstoß zu nehmen, denn er begründet seine Umstellung durch *ita* in V. 410. Für dieses, Plautus ganz geläufige, *itaque* = *ita* kann S. die Belege unter den von Brix-Niemeyer zu Mil. 108 angeführten Stellen finden[3]). Ferner setzt S. nach V. 414 den Ausfall eines anapästischen Tetrameters an; dafür ist aber auch nicht der Schatten eines Grundes vorhanden außer der auf S. 84 vorgebrachten petitio principii.

Die Verse Men. 586. 7 für echt zu erklären ist gewiß die günstigere Position, da sie überliefert sind; aber auch S.' Conjecturen (S. 91 A.) dienen nicht, sie mit dem Umstehenden in Zusammenhang zu bringen. Daß 597 *diem corrupi optumum* Variante zu 596 *hunc hodie corrupit diem* sei, hat einen gewissen Schein, aber die Argumentation (S. 92) schlägt nicht durch. S. meint, Menächmus denke an seine Verabredung nur in der Vorstellung »es wird schon alles gut gehn«. Aber diese Vorstellung setzt erst zum Schlusse ein (*placabit palla quam dedi*), und die überlieferte Gedankenfolge ist vollkommen gut. *diem corrupi optumum* wiederholt nicht *hunc hodie corrupit diem*, sondern steigert es. Der Hiatus ist einer der tausend

1) S. vermutet S. 81 A., daß Aul. 816 so zu ergänzen sei: *qui ego illi me invenisse dicam hanc praedam <quae in manu est:> igitur orabo ut manu me emittat,* und zwar weil *manu me emittat* »durch die Vorausstellung von *manu* (gegen 824. 825 u. s.)« einen »Wortwitz mit *manu*« voraussetze. Die Stilwidrigkeit des Wortwitzes veranlaßte mich nachzuprüfen was ich zu wissen glaubte, und ich fand: im Innern des Verses steht überall *manu emittere* (Asin. 411 Aul. 816 Most. 975 Pers. 483 und sicher ergänzt Curc. 497 Rud. 1218), nur im Versschluß *emittere manu* (Aul. 823. 4 Capt. 713 Cas. 474 Curc. 616 Men. 1023. 42. 59 Poen. 429 Pseud. 358 Rud. 1388. 1410 und mit Corruptel Capt. 408); die einzige Ausnahme ist Cas. 285 *quin, si ita arbitrare, emittis me manu? quin id volo.* Der übliche Ausdruck ist also *manu emittere* (wie dann *manu mittere*). Genau so heißt es im Versinnern stets *manu asserere* (Curc. 491 Poen. 905. 1102 Pseud. 973), im Versschluß *asserere manu* (Curc. 668. 709 Pers. 163 Poen. 964. 1348. 1392); einzige Ausnahme Pers. 717 *an iam adseratur haec manu? quo illum sequar?* vgl. Jacobsohn quaest. Plaut. 5.

2) »Die Worte *onustos fustibus* in 414 bestätigen das« (nämlich daß die Versfolge 409. 13. 10. 14 »als feststehend betrachtet werden darf«), »denn sie spielen auf das *ligna praebere* in 413 an«.

3) Denselben Anstoß nimmt S. an Cist. 672, s. u. S. 95.

überlieferten [1]); wenn man ihn beseitigen will, so ist *corrupi* <*ipse*> gut, den Gedanken herauszuheben.

Zu Bacch. 640—70: wenn überliefert ist (649) *non mihi isti placent Parmenones, Syri,* | *qui duas aut tris minas auferunt eris,* so geht es nicht an, aus *non—minas* einen trochäischen Septenar zu machen, auch wenn nicht das Canticum vorwiegend kretisch wäre. So entstehen 6 für 8 ›Takte‹. V. 657 darf *furetur* nicht gestrichen werden. *quod queat vorsipellem frugi convenit* ist wirklich kein guter kretischer Vers, *quod queat* auch dann unverständlich wenn man einen Längestrich über das *o* macht [2]). V. 669 sollte S. daraus, daß man *quid vos maestos tam tristesque esse conspicor* nicht trochäisch lesen kann, schließen, daß es keine Trochäen sind; statt dessen zieht er *tristesque* und *esse* durch Versschluß auseinander und streicht in den Worten *nec temere est etiam. quin mihi respondetis?* die Worte *quin mihi*, weil man auch *etiam respondetis?* sagen kann. Man kann aber auch, und zwar sehr gut, sagen was überliefert ist.

In der metrischen Analyse von Bacch. 612—639 schließt sich S. in der Hauptsache an Lindsay an. Ich mag hier nicht darauf eingehn; es ist wohl möglich, daß von 626 an viele daktylische und choriambische Kola anzuerkennen sind; ich gebe auch zu, daß die Gedankenübergänge von 635 an allenfalls auch ohne Annahme von Lücken verständlich sind [3]). Gegen S. genügt es zu bemerken, daß er 615 zwischen *volo* und *ego* einen neuen Abschnitt ansetzt [4]), daß er 625 *consolandus hic mihist, ibo ad eum* als trochäischen Dimeter mit einem Choriambus faßt (während es ein einfacher anapästischer Dimeter ist), und daß er 636. 7 streicht, um ›die Harmonie der Perioden‹ herzustellen, und so zwischen 635 und 638 den Zusammenhang aufhebt. Denn der Gedanke ist: ›gewiß, du würdest mir helfen, wenn du könntest; doch so viel Vertrauen schenke ich dir nur weil du liebst; als Liebender aber hast du genug mit deinen eigenen

1) Solche Argumente wie ›V. 597ᵃ ist mit einem Hiat behaftet, wovon ihn niemand hat befreien können‹ führen ebenso in die Irre wie S.' Methode, aus überlieferten Hiaten andre Versarten zu erschließen als die Umgebung an die Hand gibt; das lehrt die Kritik der Dialogpartien (s. o.).

2) 661 *ita animus habeat* (so S., *animum* die Hdss.) ist für Plautus ein Sprachfehler.

3) Obwohl weder *sciò dares, novi* ohne *tuom* gut ist, noch *nugáe* genügend, da *mane* folgt. Aber genügen 633, nachdem Mnesilochus gehört hat, daß der Bote des miles fortgetrieben worden, die Worte: *quid mi id prodest? quid faciam? nil habeo miser. ille quidem hanc abducet, scio* ohne eine Ergänzung wie *quom ipse veniet* zwischen den beiden Fragen?

4) V. 617 schreibt S. *neque quem quisquam* | *homo aut amet aut adeat* <*alter*>. Mir ist *quisquam alter* nicht bekannt, bei Plautus auch nicht *ullus alter*.

Dingen zu tun und kannst dir selber nicht helfen: wie sollte ich von dir Hülfe erwarten?« Ich halte es nicht für wahrscheinlich, daß jemand durch S.' Argumentation auf S. 98 überzeugt wird.

In der Monodie des Pseudolus 574—593 will S. seine Eurhythmie durch Streichung von V. 586 herstellen, der in *P* geschrieben ist *atque ut hoc meas legiones adducam. si hoc expugno* — Aus diesen Worten, sagt S. (S. 100) »hat niemand einen Vers machen können«. Dabei stehen sie in *A* als richtige Anapäste: *atque huc mea[s legiones a]d[ducam.] si expugno*[1]). Zweitens »unterbrechen sie einen guten Zusammenhang«. Dieser Beweis mislingt völlig. »Die Belagerung hat zwei Hauptphasen, das Einschießen der *propugnacula* und den Sturm« u. s. w. Dies ist ein Irrtum. *Ballionem exballistabo*, das ist die eine Stadt; *post oppidum ad hoc vetus* (nämlich Simo) *continuo meum exercitum protinus obducam*, das ist die zweite. An den von S. angeführten Parallelstellen ist V. 761 das Bild nicht das der Belagerung, sondern der Schlacht; und Bacch. 709, wo es wirklich der von S. beschriebene Vorgang ist, geht der Angriff gegen den einen Nicobulus. Wenn aber S. findet, daß zwischen *Ballionem exballistabo* und *facilem hanc rem meis civibus faciam* nichts fehle, so übersieht er, daß *civibus* erst durch das dazwischen stehende *huc meas legiones adducam* motivirt ist.

Das folgende kurze Duett (594—603) besteht ganz aus Anapästen. Wenn *Ballio leno ubi hic habitat* hinter 4 Octonaren kein paroemiacus ist (man mag über den Hiat zwischen den Metra denken wie man denke), so gibt es überhaupt keine Metrik. Für S. ist es ein »choriambischer Dimeter« – ◡◡ – – – ◡◡ –. Er »überrascht« zwar (S. 102), aber »die Erklärung bringt das folgende, der Vers bereitet wie oben das *ibo ad eum* auf die zweite glykoneische Periode vor«. Die dann folgenden Anapäste werden nämlich in choriambische Dimeter, Glykoneen, einen trochäischen Dimeter, ein Ithyphallicum, ein Reizianum auseinandergelegt. V. 600[2]) ist, wie Reiz gesehen hat, aus 381 repetirt, wie 586 aus 384. S. will das nur für die zweite Hälfte gelten

1) S. sagt S. 101 A. »*si hoc expugno* im Sinne von *expugnavero* ist ein Barbarismus, den man auch einem Scholiasten nicht gerne wird zutrauen wollen«. Ich würde ihm ein paar Dutzend solcher hypothetischen Präsentia hierhersetzen, wenn nicht Sjögren sie (im 1. Kapitel des oben angeführten Buches, speciell S. 45 ff.) gesammelt und besprochen hätte. — In *P* wird *ut hoc* aus *hoc* (mit übergeschriebenem u) und das zweite *hoc* durch Wiederholung des Wortes am Rande entstanden sein.

2) »Ehe wir ihn niederschreiben« sagt S. (S. 102) »machen wir uns klar, daß nur die Ueberlieferung von *C est hic* das Richtige bietet (*hic est* die andern), da wir nach dem Schluß der ersten Periode einen Glyconeus erwarten dürfen«. Wen soll solche Sprache überzeugen? gewiß nur einen der weder von der Ueberlieferung noch von Versen noch von Beweis etwas weiß.

lassen; und er hat recht, daß kein Grund ist, *st tace tace* zu streichen. Mit Bezug auf *meus hic est homo* hat er nicht ebenso recht; der Unterschied von 1124 ist, daß dort Harpax deutlich heraussagt, daß er das Geld bringt, während Pseudolus combiniren muß; *st tace tace, novo consilio nunc mihi opus est* ist ein sehr guter Anfang für Pseudolus' Rede[1]). Die Verse haben nach S.' Zählweise 14 Takte, niemals 18.

Die Stelle Pers. 44 ff. ist noch nicht genügend interpretirt[2]). S. nimmt eine doppelte Fassung an, durch die ein Vers aus der Zählung ausscheidet. Diese Annahme beruht nur auf der Wiederholung einiger Worte in V. 46. 47, die sich keineswegs nur wiederholen, sondern sich durch die Wendungen, in denen sie vorkommen, von einander abheben. Dies ist in einem Gespräch, das sich um einen schwierigen Hauptpunkt dreht, natürlich und üblich. Doppelte Fassung zu erweisen genügt es aber niemals, daß man eine kürzere und eine längere Fassung aus dem vorhandenen Versmaterial herstellen kann. Dies scheint S. auch nicht zu wollen (S. 104 ff.): ›der Verdacht liegt nahe‹ ›in der Tat scheint —‹ ›man möchte gerne annehmen —‹, dann aber: ›das bestätigt nun ein Blick auf das Schema des Aufbaus‹, dessen ›harmonische Proportionen‹ die Verwerfung von V. 46 ›entscheiden‹. Doch nur für den der daran glaubt; für andere müßte das Prinzip bewiesen werden. Was den ›Aufbau‹ angeht (S. 106), so zerfällt das Canticum nach S. in 2 ›Stollen‹ von je 100 ›Takten‹.

1) *st tace tace* ist jambisch, so auch *nunc mihi opus est;* möglich also, daß Mischung von Jamben und Anapästen vorliegt wie z. B. Men. 351 ff.:

st, tace tace: novo consilio
nunc mihi opus est, nova res subito —

wahrscheinlicher, daß die Anapäste, mit einem Reizianum, etwas anders laufen:

<st> st, tace tace: novo consilio
mihi nunc opus est, nova res subito
mi haec obiectast: hoc praevortar
principio; illa omnia missa habeo,
quae ante agere occepi

und ein Septenar zum Schluß. Doppelt *st* wie Most. 508; es heißt zwar sonst *st tace, st tacete,* aber hier ist auch *tace* doppelt.

2) Ich zweifle nicht mehr, daß V. 44 ff. Sagaristio überlegt: *quaeram equidem, si quis credat. nempe habeo in mundo* (es fällt ihm etwas ein). *si id* (nämlich was ich *in mundo* habe) *domi esset mihi, iam pollicerer. hoc meumst ut faciam sedulo* (nämlich nachdem er die Möglichkeiten in seinem Sinne durchgegangen ist). Toxilus: *quidquid erit* (ob dir etwas gelingt oder nicht), *recipe te ad me.* Darauf Sagaristio: *quaere tamen* (trotz 44 *quaesivi, nusquam repperi* und obwohl ich eben gesagt habe *hoc meumst*), *ego item sedulo* (d. h. diese Aufforderung soll nicht etwa bedeuten, daß ich mir weniger Mühe geben werde). *si quid erit* (dadurch wird die Möglichkeit des Gelingens betont und *quidquid erit* nach der positiven Seite gewendet), *te faciam ut scias.*

Der zweite kommt auf die eben bezeichnete Art zu stande[1]); der erste so, daß nach 25 Versen der Haupteinschnitt gemacht wird, wo freilich das Mittelstück des Duetts anfängt, aber kein Hauptabschnitt ist; deren hat das Canticum zwei: erstens nach V. 12, wo die beiden (übrigens wirklich respondirenden) Einleitungsmonodien zu Ende sind; und zweitens vor V. 33, wo die Begrüßung, Frage nach Ergehen und Auskunft, zu Ende ist und die Geldfrage anhebt, von der das Folgende handelt.

Von dem Liede Amph. 1053 ff. (S. 106 ff.) kann, da die trochäischen Septenare 1086 mitten im Satz beginnen, niemand sagen wie weit es reicht, der nicht unbewiesene Voraussetzungen als Argument nehmen will. Für 1087 (so weit läßt S. es reichen) spricht gar nichts. Aber die Rechnung geht nicht auf, 1072—79 ›sind 30 Takte überliefert, nicht 28, wie man nach dem ersten Stollen erwartet‹. *séd quid hoc? quis hic est senex, qui ante aedis nostras sic iacet? numnam hunc percussit Iuppiter? credo edepol, nam, pro Iuppiter, sepultust quasi sit mortuos.* Ennius sagt *vino domiti somnoque sepulti*, danach Lucrez und Vergil *somno, vino somnoque sepulti*, Properz *lingua sepulta mero* und ohne Beisatz Vergil von dem eingeschläferten Cerberus *custode sepulto* (Norden z. Aen. VI 424). Wer hieraus, wie S., folgert, daß Plautus ohne weiteres sagen konnte *credo edepol, nam sepultus est*, ist in Gefahr, die in der Ueberlieferung vorhandenen Stilgrenzen zu verwischen; die überlieferte Fassung lehrt vielmehr, daß *sepultus est* eines Beisatzes bedarf, um in der speciellen Bedeutung deutlich zu erscheinen. S. findet aber, daß wer *sepultus est* gesagt habe, schwerlich noch hinzufügen werde *quasi sit mortuos*, weil jenes schon ›die absolute Regungslosigkeit‹ bezeichne; aber ›tot sein‹ ist mehr, und man kann betäubt sein ohne tot zu sein; darum handelt sichs hier. ›In der Tat‹ sagt S., ›hat weder Plautus noch sein Redaktor geschrieben *credo—mortuos*. In dem Satze stoßen sich die zwei Beteuerungen *edepol* und *pro Iuppiter*‹. Dies trifft nicht zu, denn *edepol* gehört zu *credo* und *pro Iuppiter* zu *sepultust; credo edepol* ist stehende Verbindung wie *quaeso edepol, obsecro hercle* u. s. w., *nam, pro Iuppiter* — bedeutet einen Fortschritt, sie sieht genauer hin[2]). ›Eine zweite Dublette ist das altertümliche

1) Und dadurch daß aus den 5 Dimetern 47 ff. 4 gemacht werden; da sind aber die Indicien der Ueberlieferung außer acht gelassen. — V. 34 stellt S. richtig her (S. 104).

2) Eine ähnliche kritische Bemerkung liest man S. 125 A. 1 zu Bacch. 1128: ›*pol*, das neben *certo* unwahrscheinlich ist, ist wohl zu streichen‹. Z. B. Amph. 714 (*ecastor equidem te certo heri advenientem ilico et salutavi* —) wird das wohl nicht so bequem gehen, oder Cas. 143 *hic quidem pol certo nil ages sine med arbitro* oder Stich. 561 *hercle ille quidem certo adulescens docte vorsutus fuit* u. s. w.

sepultus und *quasi mortuos*, so daß es nahe liegt, an eine ältere und eine jüngere Fassung zu denken‹; 1) *credo edepol, nam sepultus est* 2) *pro Iuppiter, quasi mortuost*; zwei Fassungen: deren erste man ohne Gefahr als sprachwidrig bezeichnen darf, während die zweite (*numnam hunc percussit Iuppiter? pro Iuppiter, quasi mortuost*) einen weniger geschickten ›Redaktor‹ ansetzt, als sonst die plautinischen Doppelfassungen erkennen lassen.

S.' Behandlung des Liedes Most. 858 ff. (S. 109. 110) dürfte ich, da von einem Resultat keine Rede sein kann (›wir gewinnen‹ 16 + 24 Takte), dem Leser, der sich dafür interessirt, zu prüfen überlassen. Aber der Zusammenhang verlangt doch, daß ich dies besonders auffallende Beispiel der von S. durch das ganze Buch geübten Verfahrungsweise nicht unberührt lasse. 862 ff. ist überliefert (ohne die Schreibfehler):

exércent sese ad cúrsuram [fugiunt], sed eí si reprehensí sunt[1]),
faciunt a malo peculio quod nequeunt
augent ex pauxillo   *de parant.*
mihi in pectore consilii   *malam rem prius*
quam ut meum
ut adhúc fuit mihi corium ésse oportet,
sincérum atque ut votem vérberari.

Die Stelle ist eine der über die Mostellaria verstreuten, die durch Beschädigung eines Archetypus lückenhaft geworden sind. Was hier für die Kritik feststeht, sind die Lücken der Ueberlieferung; wenn diese nicht, wie sie es sind, äußerlich bezeugt wären, würden sie sich doch jedem sorgsamen Kritiker aus den überlieferten Worten mit Notwendigkeit ergeben. Sowohl daß etwas fehlt wie dem Sinne nach was fehlt ist (hinter *nequeunt*, *pauxillo*, *consilii*, *meum*) völlig klar; wieviel und welche Worte fehlen, ist mit keiner Sicherheit zu sagen, da die Versarten unsicher sind (864 anapästisch); nur 863 hat Ritschl *nequeunt* <*de bono*> ganz sicher wiedergewonnen. Ebenso sicher Pylades und Gulielmius *faciunt de malo peculium*[2]). Dies Prügelvermögen *augent ex pauxillo*, allmählich (ein solcher Begriff ist unerläßlich) <*gran*>*de parant* oder <*thesaurum in*>*de parant*. Er macht es anders: *mihi in pectore consili*<*umst cavere*> *malam rem prius quam ut meum* <*tergum doleat*>: so war der Gedanke, die Verse verlangen

1) *fugiunt* hat Bothe ausgeschieden; *ei* ist geschrieben *hii*, natürlich kann es auch einsilbig sein.

2) Vgl. Merc. 96 *ita peculium confició grande.* — Asin. 276 *etiam de tergo ducentas plagas praegnatis dabo. Largitur peculium: omnem in tergo thensaurum gerit.*

anderes (z. B. *consilium certumst, caute ut caveam usque malam rem*, dann paroemiacus).

S. schreibt:

exercent sese ad cursuram; [*fugiunt*]
sed i si reprehensi sunt, faciunt
[*a*] *malo, peculio quod nequeunt, augent,*
ex pauxillo * * *de parant*

und sagt dazu: ›die Wendung *malo faciunt quod peculio nequeunt* versteht man leicht, die Erläuterung *augent* stört eher, man kann sie entbehren‹. Wenn ›die Wendung‹ überhaupt etwas bedeutet, so kann was sie *malo* machen weil sie es *peculio* nicht machen können, nur *peculium* sein; also man muß Unsinn ›verstehn‹. *augent* von *ex pauxillo* getrennt ›stört eher‹; aber man trennt es. ›Der zweite zerstörte Zusatz enthält gewiß nichts anderes als *ex p.* <*gran*>*de parant*‹. ›Dieses Kolon *ex pauxillo grande parant* ist nun auch wieder nichts anderes als *augent*, es ist so überflüssig wie *augent*, beides ist Glossem, hervorgerufen durch die andeutende Sprechweise, die Pointe verderbend‹. ›Da man nun — — Bedenken tragen wird, Plautus einen Dimeter ⏑⏓⏑⏓⏑⏑–⏑⏑– aufzudrängen, wird man am besten tun, entsprechend dem Eingangsverse zu schreiben *malo quod nequeunt peculio*‹. ›Wir gewinnen so 16 Metra‹. Dann ergänzt S. V. 866 *consiliumst vitare malam rem prius quam timeam* oder *metuam*, d. h. (denn nur darauf kommt es an) er ändert *meum*.

Ich hatte gedacht, daß im Plautustext gegen eine gewisse Art von Willkür Schranken aufgerichtet wären. Aber Sudhaus, der Menander so überlegt, so sprach- und sinngemäß emendirt, behandelt Plautus wie einen Vogelfreien.

Zu Capt. 768—780 (S. 110 f.) bemerke ich nur, daß die 13 Tetrameter sich nicht in 4 + 4 + 5 (S. sagt 16 + 16 + 20 Takte), sondern in 5 + 3 + 2 + 3 sondern; und zu Stich. 769—775, daß es ganz augenscheinlich nicht 3 + 3 + 1 Verse sind, sondern 3 (Einzeltanz) + 2 (Tanz zu zweien) + 2 (Abschied).

Most. 319 ff. ist überliefert: *Ecquid tibi videor mammamadire?*[1]) *Semper istoc modo. moratus uite debebas. Visne ego te ac tu me amplectare? Si tibi cordi est, facere licet. Lepida es.* Erstens schreibt S. *mamadere* (und bringt dadurch einen ›Takt‹ ein), während man sich in dergleichen, wenn man nicht in die Luft treten will, natürlich strict an die Ueberlieferung zu halten hat. Zweitens (S. 112) ›ist *moratus* + *uite debebas* als Glossem zu *semper istoc modo!* auszusondern‹. Wohlgemerkt, corrupte Worte, die wie sie da stehen nicht

1) V. 331 richtig *mammamadere*.

verständlich sind. Soll man dagegen Einwendungen machen?[1]) Drittens streicht S. *facere*, ganz ohne Grund. Auf diese Weise werden der Eurhythmie im ganzen 4—5 ›Takte‹ entzogen[2]).

›Fragt man nun zum Schluß‹ (S. 115) ›ob denn gar keine andere Compositionsform in den Cantica auftaucht, so muß die Frage auf Grund des gesamten Materials mit Nein beantwortet werden‹. ›Unter den erhaltenen Stücken gibt es keine Ausnahme. Gerade die größten Compositionen sind von einer vollendeten Durchsichtigkeit, wie z. B. die zwei Riesenlieder der Casina 144—251 und 621—758‹. Für das erste werden 56 + 132 + 132 ›Takte‹ dadurch gewonnen, daß (S. 139 f.) V. 149, ein kretischer Tetrameter (*quando is mi et filio ádvorsatur suo*) unter Kretikern, auf eine leichte Verschreibung in *A* hin (*suo adversatur*) als ionischer Trimeter gemessen wird (also 3 statt 4 ›Takte‹) und daß der Satz (151 ff.) *ego illum fame, ego illum siti, | maledictis malefactis amatorem ulciscar, | ego pol illum probe incommodis dictis angam, | faciam uti proinde ut est dignus vitam colat, | Acheruntis pabulum, | flagiti persequentem, | stabulum nequitiae* um einige Worte verkürzt wird. ›Die beiden Glieder *incommodis dictis angam* und *flagiti persequentem* gehören zusammen und bilden vereint ein Glossem zu *maledictis — amatorem ulciscar*. Wie es am Rande stand‹ (›etwa in der Form *i. d. a. flagiti <iter> persequentem*‹) ›ist das Scholion in den Text gedrungen‹. Nun bietet *flagiti persequentem* wirklich eine kritische Schwierigkeit, aber daß jemand *amatorem* so glossirt haben könnte, sollte doch niemand behaupten. *incommodis dictis angam* ist ganz ohne Schwierigkeit und ebenso ungeeignet, als Glossem zu *maledictis ulciscar* zu gelten; überdies hat *probe*, wenn man die Worte streicht, keine Beziehung mehr.

›Das andere Stück (621—758) teilt sich in zwei Stollenpaare von gewaltigen Dimensionen‹, nämlich 120 (= 56 + 64) + 96 + 96 + 120 (= 64 + 56) ›Takte‹. Dies veranschaulicht eine Tafel auf S. 117, die ich mir die Mühe genommen habe durchzuprüfen (im Text wird nur die inhaltliche Disposition reproducirt). Ich führe nur das Entschei-

1) In der Anmerkung lesen wir: ›Das Glossem ist verstümmelt überliefert. Dergleichen ist oft unmöglich zu emendiren; man vermutet etwa den Sinn *semper istoc modo*] *moratus tute* (so Leo); *de <die bi>bebas*. Ich verstehe *mōratus es*‹. Die Bemerkung über mich trifft nicht zu. *bibebas* mutet dem Verfasser der Worte ein falsches Imperfect zu.

2) 328 *Sine sine cadere me. Sino, sed hoc quod mi in manust: si cades, non cades quin cadam tecum.* Das heißt: ›Laß mich fallen. Gut (denn wie kann ich dich hindern?), aber, was in meiner Macht steht, wenn du fällst falle ich auch‹. Dies *hoc* muß man kennen um den Satz zu verstehen (vgl. S. 113 A. 1). — Ich bemerke noch, daß 319 keine ›Begegnung mit Delphium‹ stattfindet (S. 112); die kommt gleich mit auf die Bühne.

dende an: V. 630 ist die Wahrscheinlichkeit für *foras*; daß es in *A* fehlt, beweist nicht daß es in *P* zu Unrecht steht (5 nicht 4 ›Takte‹). 633 scheint S. Uebergang von Trochäen zu choriambischem Dimeter mitten in *periisti* anzusetzen (5 nicht 4 ›Takte‹). 634 ist kein Einschnitt, das Gespräch geht ohne inhaltliche oder metrische Unterbrechung fort; wenn hier ein Einschnitt ist, so ist er nach 646. Auch nach 654 ist kein Einschnitt, weder inhaltlich noch metrisch. *dicam: tua ancilla* — ist nicht anders geformt, um den Anfang der Erzählung zu bezeichnen, als 648 *scibis, audi. — tua ancilla —*. Daß sie mehrmals anhebt, liegt am Ethos der Gesprächsführung, aber innerhalb des einen Gesprächsabschnitts. *tua ancilla* 651 wird durch *tua ancilla quam tuo vilico vis dare uxorem* aufgenommen und determinirt, das darf man nicht auseinanderziehn. Wie 678 *neque—protolli* ein anapästischer Octonar sein soll (mit oder ohne *se*), ist nicht zu sehen, das erste Kolon müßte denn mitten in *vitam* zu Ende gehn. Daß mit 681 *ab ea uti caveas tibi* ›die erste Hälfte des Liedes‹ schließt (S. 115, ohne andre Begründung als ›in Wirklichkeit‹), läßt sich nicht halten; es ist überhaupt kein Abschnitt da zu Ende, das Gespräch geht nach der Erzählung ununterbrochen fort; der Vers 681 ist in *A* und *P* gleichmäßig abgegrenzt; S. läßt sogar seine zweite Hälfte mit einem Paroemiacus beginnen und baccheisch weitergehn. Auch nicht der Schein eines Grundes spricht für den Einschnitt nach 707 (wo die zweiten 96 Takte zu Ende gehn sollen): er unterbricht *sed audin? | si effexis hoc.* Dagegen 712 ist nicht nur ein Abschnitt, sondern die Scene ist aus, Pardalisca geht ab und Olympio kommt; wenn irgendwo ein Einschnitt gegeben ist, so ist es hier. Damit bricht aber das Schema auf S. 117 zusammen. 737—39 sind 3 reine baccheische Tetrameter; S. setzt hinter der ersten Hälfte des ersten den Schluß seines Halbstollens an und beginnt mit der zweiten Hälfte als Reizianum den nächsten. Selbst wenn zwischen *memento memento* und *mane atque asta. omitte* eine Inhaltspause wäre, so würde doch das Metrum zeigen, daß da kein Einschnitt ist. Die Scene hat folgende Wendungen des Gesprächs: 723 (ob *heia* dem Koch gehört, ist zweifelhaft): Olympio geht auf Lysidamus zu; 729: L. wird ungeduldig; 737: er ergibt sich; 744: der Koch wird ins Haus geschickt; 749: die beiden sprechen über Casina und gehen nach. Für S.' Stollen und Halbstollen ist in dem ganzen Canticum kein Unterkommen.

›Nur bei einem einzigen Stücke von 28 Takten, Trin. 1115 ff., muß man hinsichtlich der Vierzahl eine Ausnahme concediren‹ (S. 115). Besprochen wird es S. 120[1]). Durch das Lied soll der Zusammen-

1) S. 119, in einer allgemeinen Erörterung über die angenommene Bedeutung der Vierzahl, wird Stich. 282 conjicirt *benefacta maiorum tuens.* Abgesehen von

hang des Terenz mit Plautus ›noch eben erkennbar sein‹. Es sind V. 1120—1124 fünf trochäische Septenare überliefert, deren erstem und viertem am Schlusse etwas fehlt. Für den ersten erkennt S. das an, für den vierten nicht. Aber *eo* 1123 ist noch ergänzungsbedürftiger als *convenit* 1120. *eo* hat stets einen Beisatz (*nunciam, quantum potest, intro, iam hinc, domum, lavatum* u. s. w.) oder einen Nachsatz (*eo ut*); *eo ego* Pers. 198; nacktes *eo* nur als Antwort auf den Befehl *i* (Merc. 788 Ter. Ph. 309). Eine Ergänzung wie *eo ego nunciam, eo quantum potest, eo ego iam hinc domum* (Cas. 711 Stich. 250 Merc. 691. 461 Trin. 1059 u. s. w.) ist also notwendig. Das Lied hat nicht 28, sondern 30 ›Takte‹.

Von S. 122 an spricht S. über ›Bacchien und Ioniker‹, indem er auch eine Anzahl ganzer Cantica vorführt. Bacch. 1120 ff. erhält seine ›klare Struktur‹ durch Ausscheiden der Worte 1121 *ego atque hic* zurück; sie sollen der stummen Verblüfftheit der beiden Alten, dem Bild von den Schafen und dem *prodigium* 1141 nicht entsprechen. Wer den Verlauf der Scene verfolgt wird sehen, daß das nicht zutrifft. Die beiden haben kräftig geklopft, auf die Frage ›wer klopft?‹ können sie gar nicht schweigen; was sie dann aus der Fassung bringt, ist nicht die Erscheinung, sondern der Spott der Mädchen. ›Schafe‹ sind sie in deren Augen nur, weil sie ›geschoren‹ sind (V. 241. 2). Während die Mädchen um die Wette spotten, werfen die Alten, zuerst nach der ersten, dann nach drei, dann nach einem Feuer von sechs Spottreden ein Wörtchen ein, dann während der zusammenhängenden Rede der Einen (1133—9) verstummen sie ganz; daher 1138 *quin aetate credo esse mutas, ne balant quidem.* Und nun ist, wie Nicobulus ihnen zuruft zu bleiben, alles vorbereitet für die Worte: *prodigium hoc quidemst, humana nos voce appellant oves.* — S. rechnet dann die trochäischen Septenare 1141—48 zum Canticum, offenbar unrichtig.

›Die Monodie der Halisca Cist. 671—709‹ (S. 126; gemeint ist, wie das folgende Schema zeigt, 705) ›zerfällt in zwei Stollen von 64 Takten‹. Die Monodie ist V. 703 zu Ende; S. nimmt zu dem Canticum noch 2 Verse des folgenden Dialogs hinzu, ohne darauf anders als durch das Schema (das ich hoffentlich richtig verstehe) aufmerksam zu machen, und ohne daß sich etwas zur Begründung sagen ließe; denn entweder ist das Canticum 703 zu Ende oder die ganze folgende Scene in jambischen Septenaren gehört mit dazu. Das Lied beginnt

dem bei Plautus nicht erscheinenden *tueri* ›schützen‹ (er sagt *tutari*) verstehe ich nicht, wie man nach Vergleichung der Verse 282. 3 und 303. 4 (aber der ganzen Verse) daran zweifeln kann, daß *benefacta maiorum meum* aus 303 in 282 geraten und dort der zweiten Person angeglichen worden ist.

nisi quid mi opis di dant, disperii, neque unde auxilium expetam habeo.
itaque petulantia mea me animi miseram habet.
quae in tergum meum ne veniant, male formido,
si era mea <me> sciat tam socordem esse quam sum.

Der zweite Vers ist metrisch unklar und *veniant* im dritten deutet darauf, daß *petulantia*, das auch dem Sinne nicht zu genügen scheint, corrupt ist oder mit einem andern Begriff verbunden war. S. schreibt (S. 127) *neque unde auxilium expetam aut a quo habeo: petulantia me animi miseram habet* (2 anap., 1 anap. und 1 jamb. Metron). Aber *unde—aut a quo* ist für Plautus unrichtig; denn *unde* bedeutet in dieser Wendung *a quo* (vgl. z. B. Epid. 80 Most. 997 Men. 783 Bacch. 539). Durch die Conjectur wird das gute und ganz plautinische *itaque* entfernt (oben S. 85). Durch die Streichung von *mea* wird *petulantia* sinnlos, und der in *veniant* wirklich liegende Anstoß wird nicht gehoben. 14 ›Takte‹ für diese 4 Verse sind gewiß um zwei zu wenig.

Dann der Schluß der von S. ausführlich besprochenen Partie, 695. 6: S. behandelt *hem* als Länge, was nicht angeht (Richter Studem. Stud. I 555); er stellt *excidit cistella* um, wodurch die klaren Jamben verdunkelt werden; er schreibt *certe eccam*, was nicht bedeuten kann, wie hier nötig ist, *certe* (*haec*) *est*; er mißt *signăt*, um die sicheren Jamben zu Anapästen zu machen. Es sind 8, nicht 6 ›Takte‹. Vielleicht gleicht sich das aus.

Das Lied Amph. 633 ff. wird der Behauptung zuliebe, daß Baccheen die zweite und vierte Senkung rein halten, ohne Rücksicht auf die überlieferte Versteilung εἰς περικόμματα zerschnitten; aus so klaren Baccheen wie *satin parva res est voluptatum in vita atque in aetate agunda* (633) wird *voluptatum* als Ionicus herausgehoben; *nam ego id nunc experior* und *domo átque ipsa de me* (637) sollen, wie sie zusammen stehn, nicht identisch sein, sondern jenes ionisch, dies baccheisch; der Tetrameter *noctem únam modo atque is repente abiit a me* wird in *noctem unam modo* | *atque is repente abiit* zerlegt und *a me* zum folgenden gezogen; *feram ét perferam úsque* | *abitum éius ánimo* | *forti átque offirmato, id modo si mercedis* | *datúr mi, ut meus victor vir belli clueat,* | *satis mi ésse ducam* (645 ff.) erscheint als 2 Baccheen (*f. et p.*), 2 Trochäen (*usque—atque*), 3 Kretiker 1 Trochäus (*offirmato—mi*), Ithyph. (*ut—vir*), ionischer Trimeter (*belli—ducam*). Ich führe dies an um zu zeigen, auf welchem Fundament sich welche Kühnheit bewegt; daß die Taktzählung nicht bestehen kann, ist oben bereits ausgeführt (S. 66 f.).

Vielleicht noch stärker verfehlt ist die Behandlung von Pseud. 1103 ff. (S. 130). Das Lied beginnt mit zwei ganz klaren anapästischen Octonaren; die zweite Hälfte des ersten *eri imperium sui servos facit*

›will sich nicht recht fügen‹, nämlich wegen des höchst wahrscheinlich (im jambischen Wort) legitimen Hiatus; S. erklärt es als Trimeter[1]). Daß 1107 ein trochäischer Septenar und 1108 kretisch ist, lehren die folgenden trochäisch-kretischen und kretischen Kola; S. macht 8 aus 6 ›Takten‹. Die Schwierigkeit von 1110 löst S. durch Zerschneiden in zwei hier ganz fremde Kola, d. h. er gewinnt 3 für 2 ›Takte‹. Daß 1112 jambischer mit trochäischem Dimeter (›synkopirter Tetrameter‹) ist, lehrt die wiederkehrende Form 1113. 1115; S. gibt einen bedenklichen kretischen Vers (*néc sermó*), stellt *is umquam* um und gewinnt 7 statt 6 ›Takte‹. Der ›Stollen‹ hat nicht 48, sondern 44. In der ›mesodischen‹ Partie sind 1120. 1 ganz sichere Anapäste, Octonar und Septenar; S. macht daraus Kretiker, Trochäen und alle möglichen Kolaria, 11 statt 8 ›Takte‹. Das ›Mittelstück‹ hat nicht 32, sondern 29.

Das erste Lied des Amphitruo bespricht S. auf S. 132 ff. Das Kolon (162) *publicitus accipiar* vergleicht er gut mit Soph. El. 474 ff. (Kaibel S. 147); ich habe Pl. Cant. 40 vergessen anzumerken, daß es wohl dasselbe ist wie das im Anfang des Stichus gebrauchte: *fuisse Penelopam* u. s. w. Dann ist aber *ita peregre adveniens hospitio* (161) ein anapästischer Dimeter, und den voraufgehenden trochäischen Octonar *ita quasi incudem me miserum homines octo validi caedant* schafft man durch Absonderung eines anapästischen Dimeters nicht fort. Die Baccheen 164 (*coegit me qui hoc noctis a portu ingratiis excitavit*) nennt S. ungeheuerlich, wegen der langen zweiten Senkung und des Hiatus nach *portu*. Ich empfehle ihm auch hier die Senare und Septenare zu vergleichen. Die von S. angesetzte Form ◡ — — — — — ◡◡ — — | — — ◡◡ — ◡ ⊥ — ist undiscutirbar, so lange S. nicht durch den Zwang umstehender zweifellos gleichartiger reiner Formen die Existenz der überall von ihm angenommenen unreinen beweist. Uebrigens behaupte ich nicht, daß die schwierigen Verse hiermit erledigt sind; so wenig wie viele andre von ähnlicher Unsicherheit; wohl aber, daß die Sicherheit von S.' Construction sehr subjectiv und nicht sehr maßgebend ist.

Daß Cas. 819 (S. 136) *tu virum despolies* Ithyphallicus ist, ist wohl möglich; aber *vir te vestiat* als baccheischen Dimeter anzusetzen (d. h. zwei ›Takte‹ statt eines), ist unstatthaft, da bis *vestiat* ganz klar die Anapäste laufen und so 818—21 aus Anapästen mit zweimaliger ithyphallischer Clausel bestehn. Ebenso unrichtig ist 834 die

1) Diese Art, das schwierigste Problem der Textkritik, den plautinischen Hiat, in den Cantica kurzerhand dadurch aus der Welt zu schaffen, daß man Synalöphe liest (S. tut es durchweg), schafft lediglich Verwirrung. Es wäre interessant zu erfahren, wie S. die Diverbien behandelt.

Reducirung der Abschiedsworte auf die Hälfte (d. h. von 4 auf 2 ›Takte‹). Ist es denn nicht klar, wie das Ethos des Moments durch das Zögern der Mädchen und das Drängen der Männer gewinnt[1])? Der ›Stollen‹ hat also nicht 56, sondern 53 ›Takte‹. Im ›Gegenstollen‹ ist 839 (*meast haec scio, sed meus fructus est prior*), wenn man bei der Ueberlieferung bleibt, ein jambisch ausgehender baccheischer Vers, wenn man *est* hinter *prior* stellt, ein baccheischer Tetrameter; *est* zu streichen und einen anapästischen Dimeter daraus zu machen, verbietet die metrische Anlage der Periode: Baccheen durch jambische Kola unterbrochen bis zum Abschluß 840, dann erst Anapäste. Es sind 30, nicht 32 ›Takte‹; und daß S. zur Vervollständigung des ›Stollens‹ die Senare 847—54 hinzuzieht, ist Verkennung der sichersten Grundregel, die wir für den Vortrag der Komödien haben, nämlich daß stichische Senarpartien gesprochen nicht gesungen werden.

In dem Canticum Rud. 185—219 ›weist das Stollengesetz zwei Verluste nach‹, deren einen *A* nachweist, mit 2 Versen die er mehr als *P* gehabt hat, der andre ›ist vor 208 oder vor 215 zu suchen‹. Zwischen 207 (Kleidung) und 208 (Nahrung, Obdach) fehlt nichts, und keine Aenderung von *tecta* ist ›unabweisbar‹ (S. 138 A.), die nicht den Zusammenhang herstellt. Auch zwischen 214 und 215 ist der Zusammenhang vollständig; was soll daraus folgen, daß 215 ›in *A* fehlt‹?

›Die ersten 24 Metra sind so zu konstituieren‹ (S. 139). Dann folgt eine ohne Rücksicht auf die handschriftlichen und metrischen Indicien gemachte Construction, die fast ganz falsch ist. 185 wird der klar vorliegende Reizianus verkannt; 186. 7 sind vorne verstümmelt, 186 durch *T* ergänzt[2]), 187 nicht. S. glaubt diese Lücke ignoriren zu dürfen und zerlegt 187. 8 unbedenklich in ionische Kola. Dabei sind es die klarsten Anapäste (*hoc deo cómplacitumst, me hoc órnatu ornatam ín incertas regiónes timide eiéctam*), der Anfang des ersten Metrons durch die Lücke verloren. 189 ist *me* vor *memorabo*

1) Warum S. über die Verse 815. 6 so viel Worte macht, weiß ich nicht; er kommt genau zu meiner Messung, nur daß er *mea* (in *mea nova nupta*) mit *P* fortläßt, was nicht geschehen darf; denn es ist ausdrucksvoll, und daß es in *P* fehlt, ist an sich kein Beweisgrund; hier noch weniger als sonst, denn die ganze Umgebung war in *P* beschädigt (819 fehlt *tua vox,* 820 *noctuque,* 822 *malo,* 826 *tace,* 827 *facies tu*). Dahin ist vielleicht auch zu rechnen, daß 834 statt *Valete. Ite iam. Ite. Iam valete* in *P* steht *valete ite iam valete,* obwohl sich das vollkommen durch Schreibversehen erklärt.

2) <*quam in úsu*> *experiundo eis datur acerbum T*: Ionici anzusetzen ist gar kein Anlaß, der am Schluß (mit dem Anfang des nächsten Verses) verstümmelte Reizianus ist auch hier deutlich.

durch *T* hinzugekommen, dadurch sind die Anapäste (6 Metra) bis zum Schluß rein überliefert; S. macht 4 ionische und choriambische Kola daraus, eine Art von Kola, deren Existenz für Plautus zwar bewiesen, im einzelnen Falle aber zu beweisen ist und durch klar vorliegende Verse der üblichen Arten nur dann nicht ausgeschlossen wird, wenn die metrische Umgebung sichere Argumente liefert. Für den Abschnitt kommen nicht 24, sondern 20 ›Takte‹ heraus.

Die Monodie des Pseudolus 1246—1284 besteht aus zwei ›Stollen‹ zu je 80 ›Takten‹, deren künstliches Schema und das Lied, ›ohne viele Worte zu machen‹, auf S. 142 ff. zu lesen ist. Das Lied reicht aber nicht bis 1284, sondern bis 1282; die beiden Verse 1283. 4 sind aufs deutlichste vom Liede gesondert. Wo S. nach ›80 Takten‹ den Haupteinschnitt macht, V. 1267, ist überhaupt kein Einschnitt, sondern der Satz, wenigstens der Gedanke, geht fort bis 1270; dann kommt der neue Abschnitt. Ebenso wenig ist ein Einschnitt nach *Ionica perdidici* 1275; dies hängt mit *sed palliolatim amictus sic haec incessi ludibundus* aufs engste zusammen[1]). Damit stürzt das Schema. Auf das Einzelne einzugehn darf ich darum unterlassen. Durch eine fortgesetzte Reihe willkürlicher, Text wie Metrum misdeutender Neuerungen verdunkelt S. den metrischen Sinn des Liedes, nämlich daß die Ionici mit 1272 anfangen, wo Pseudolus den drinnen aufgeführten ionischen Tanz repetirt.

›Halten wir nun einen Augenblick Umschau‹ sagt Sudhaus S. 144. ›Die große Zahl der schlecht gebauten Bacchien ist plötzlich auf ein Minimum reducirt; ich zähle kein Dutzend‹ u. s. w. Hierzu möchte ich, da es doch indirect zur Sache gehört, folgendes bemerken. S.' einziges Argument ist auf S. 122 so formulirt: ›Während uns auf griechischem Gebiet die Bacchien überall in reinster Prägung entgegentreten, soll Plautus im 2. und 4. Fuß auch eine molossische Silbenfolge zulassen. Daß er damit den Charakter des Verses verwischt und gerade an der empfindlichsten Stelle, gerade im 4. Fuße, massenhaft molossische Schlüsse bildet, ist so merkwürdig‹ u. s. w. Auf Grund dieser Erwägung erkennt er z. B. von 2 baccheischen Tetrametern wie diesen *tamen quin loquar haec uti facta sunt hic,* | *numquam ullo modo me potes deterrere* den zweiten oder von diesen beiden *nam ut de nocte multa impigreque exurrexi,* | *lucrum praeposivi sopori et quieti* den ersten nicht an, und beides in stichischen

1) S. scheint dies *sed* nicht zu kennen (S. 144 A. 1), er streicht es auch 1272, wo es unentbehrlich ist. Sonderbar ist es zu sehen, wie er z. B. *med, amarēt, fŭi* in seinen Versen verschwinden läßt, ohne zu bedenken daß dieser und vieler andrer Dinge Existenz auf den Dialogpartien beruht, die sich nicht gewaltsam zurechtschneiden lassen.

Tetrametergruppen. Nun gilt genau dassselbe, was S. bei Baccheen für unmöglich hält, von der 2. und 4. Stelle des Senars und den ungraden Stellen der trochäischen Verse; auch da ist der griechische Charakter des Verses verwischt; und wenn S. findet, daß für Cantica andre Gesichtspunkte gelten, so gibt es trochäische Octonare, die überhaupt keine reinen Senkungen haben, aber durch ihre Umgebung gesichert sind; und wenn er grade auf den Ausgang Wert legt, so haben die jambischen Septenare genau denselben Ausgang, der auch im griechischen Verse rein sein muß, und nebeneinander *iussin sceleste ab ianua hoc stercus hinc auferri? | iussin columnis deici operas araneorum?* Sollte S. sich darauf berufen, daß in gewissen Liedern alle Baccheen rein gebaut sind, so weiß er, daß die jambischen Octonare gleichfalls in gewissen Liedern sämmtlich reine Diärese haben, in andern Verse erscheinen wie *iam hic deludetur spectatores vobis inspectantibus*; und sollte er auf die reinen Ausgänge der Kretiker verweisen, so ist zu raten, daß man die Zeichen verchiedener Behandlung der Kretiker und Baccheen, die z. B. in der Cäsurbildung hervortritt, nicht willkürlich verwische.

Aber so sind alle Argumentationen dieses Buchs beschaffen, wie hier in einer weiterreichenden Frage so im kleinen Vers für Vers, die der Verfasser meistert nicht nach Beobachtung von Sprache und Stil, Prosodie und Vers, sondern beliebig Formen wählend, die in das Zahlenschema passen, nicht Schritt für Schritt einen Grund bereitend, sondern construirend nach Maßgabe eines vorausgesetzten Princips, dessen Existenz, da ihm antike Zeugnisse fehlen, nur durch peinlich gesicherte Analyse ans Licht gestellt werden könnte. Besonders unerwünscht ist dieses Verfahren, wo es sich um ionische und äolische Formen handelt, die bisher an wenigen Stellen sicher nachgewiesen sind, für deren Nachweisung, falls es mehr dergleichen geben sollte, volle Evidenz verlangt werden muß, positive durch Reinheit der Form, metrische Umgebung, Indicien des Inhalts, negative durch Ausschluß der üblichen Formen. Wenn S. seinen letzten Abschnitt ›Glykoneen und Verwandtes‹ (S. 150 ff.) mit den Worten einleitet: ›Die Hauptregel für Rhythmus und Kadenz der Plautinischen dimetra aeolica ist die, daß in ihnen alle Freiheiten gelten, die für die Anapäste charakteristisch sind‹, so ist es klar, daß hier nur ein Unterschlupf für allerlei willkürliche Silbenkürzungen geöffnet wird.

Mit dem Buche bin ich nun zu Ende[1]) und constatire, daß von

1) Ich füge noch eine Bemerkung über die beiden unmittelbar aufeinander folgenden Lieder Capt. 498—540 hinzu, die S. im Rhein. Mus. 65, 533 ff. behandelt. Im ersten, 498—515 ist S.' Ansicht über V. 502 (S. 535) unhaltbar: *me miserum—lassum reddiderunt* ist richtig und *me miserum—reddiderunt* falsch, das beweist so-

Sudhaus' Analysen nicht eine einzige stichgehalten hat, daß seine sämtlichen Schemata auf unrichtiger Textbehandlung, unrichtiger Disposition des Inhalts, unrichtiger Abgrenzung der gesungenen Teile beruhen, daß von der ganzen Eurhythmie, wie sie hier vorgelegt ist, nichts übrig bleibt. Dabei aber habe ich mich auf Sudhaus' Boden gestellt, habe seine Voraussetzungen von vornherein gelten lassen, mit ihm Takte gezählt und Stollen gekannt und mich, wie ich mußte,

wohl Plautus' Redeweise wie Hegios Rede im Zusammenhang (498 *quid est suavius —?* 504 *vix ex gratulando miser iam eminebam;* in solchen Wendungen ist *miser* nicht prägnant, sondern tut dem Verbalbegriff, also dem *lassum—reddiderunt, vix eminebam*, etwas von Affect, eine Färbung des Ausdrucks hinzu). Es sind nicht 4, sondern gewiß 5 »Takte«. In V. 508 behält S. das unmögliche *inde abii* bei, vgl. 458 (ebenso falsch *ego protinus ad fratrem inde abii* Niemeyer). Die noch nicht erklärten Verse 508 ff. (nach der handschriftlichen Versteilung):

eo protinus ad fratrem, [*inde abii*] *mei ubi sunt alii captivi.*
rogo Philocratem ex Alide ecquis hominum
noverit: tandem hic exclamat, eum sibi esse sodalem;
dico eum esse apud me; hic extemplo orat obsecratque,
eum sibi ut liceat videre (folgt Senar)

erklärt S. für Trochäen. »Die Interpretation der Metra hängt an der Interpunktion«, nämlich 511 gehöre *hic* zu *apud me*, nicht zu *orat*; daß es hier oder dorthin gezogen werden könne, wußte jeder; aber hier wird der bei Hegio stehende Aristophontes dem Publikum gezeigt, *hic orat* wie *hic exclamat*, 513 *iussi hunc exolvi.* »Das Stollengesetz lehrt also wieder einmal interpungiren, es ist nicht anders« sagt S., der nun 2 anapästische Dimeter und eine Anzahl ganz lahmer trochäischer Kola construirt (13 »Takte«), indem er 510 *eum esse sibi* stellt; aber *eum sibi* darf man nicht voneinander nehmen. Ich habe oft schon versucht die Verse als Ionici zu verstehen, wenigstens die Möglichkeit will ich hier trotz einiger nicht unbedenklicher Messungen andeuten: ⏑—— ⏑⏑—— —⏑⏑⏑— ⏑⏑— (*eo* bis *alii*) | ——— ⏑⏑⏑⏑⏑⏑ —⏑—⏑ ⏑⏑— | —⏑—— ⏑⏑—— ⏑⏑⏑⏑⏑⏑ —— | —⏑—⏑ —⏑—— ———⏑ —⏑| ⏑⏑⏑⏑⏑⏑ —⏑—⏑. Zu 516—540 (S. 534) bemerke ich nur, daß *patent praestigiae,* | *omnis res palamst* (525) aufs engste zusammengehören; S.' erster Stollen hört mit *praestigiae* auf; der Einschnitt ist erst nach 526. V. 531 ist *maxumas nugas ineptias incipisse* »stelle die größten Possen, die größten Narrheiten an« zwar nicht »unverständlich«, aber an dieser Stelle ganz unmöglich; und eine Messung, die aus *quám, malum? quid machiner? quid comminiscar? maxumas* | *nugas ineptias incipisse. haereo* macht —⏑—⏑—⏑— | ——⏑—— (Reiz.) | —⏑——— (Ithyph.) ⏑—⏑— | —⏑— —⏑— (9 »Takte«), richtet sich selbst. — Zu Stich. 9 ff. erfahren wir S. 536 A., daß man »den Dimeter bis *soror* durchlesen« muß. »Der Rest ergibt sich von selbst, und es entsteht ein sehr harmonisches Gebilde: 2 *i*, 2 *ir* + 2 *i* 2 *ir*, wie ihrer noch so viele im Plautus stecken, falls man richtig skandieren und richtig emendieren kann«. Von diesen 4 jambischen Dimetern gehen drei in doppelten jambischen Schluß aus. Aber auch ohne das: wer diese Scene abweichend von der in *A* und *P* überlieferten Kolometrie mißt, geht irre. Was das vier bis fünfmal hier erscheinende Kolon ⏓—⏓—⏑— bedeutet, ob es eine Spielart von *fuisse Penelopam* (2 ff.) ist, muß man weiter fragen.

so verhalten wie wenn eine Responsionstechnik, in der weder Formen noch Verse respondiren, sondern nur Zahlen, überhaupt in der Welt wäre. Seine Voraussetzungen zu deduciren sagt Sudhaus kein Wort; und freilich läßt sich eine Technik, für die es kein Zeugnis gibt, nur durch Induction erfassen, d. h. hier durch die Analyse der vorhandenen Lieder. Bei seinen Analysen aber setzt S. die Tatsachen, zu deren Erkenntnis er gelangen will, voraus, indem er das Material um ihre Existenz befragt. Ich würde also auch wenn ich Neigung hätte, das von ihm nicht vorgelegte Material wie das vorgelegte durchzugehn, nicht um die Notwendigkeit herumkommen, die theoretischen Voraussetzungen, wie sie in seiner Analyse hervortreten, zu prüfen[1]).

Erstens. Sudhaus zählt nicht Verse, sondern ›Metra‹ oder ›Takte‹. Wenn irgendwo 10 Tetrameter sind, so sagt er ›40 Takte‹. Das ist ärgerlich, aber man läßt es gelten, nämlich so lange man den Versen oder Kola ansehn kann, wie viel Metra sie haben. Statt Trimeter oder Dimeter kann man, wenn man Wert darauf legt sich verkehrt auszudrücken, 3 Metra oder 2 Metra sagen. Aber es gibt Kola oder Kommata, die das Product einer den Bestand und die Grenzen der Metra verdunkelnden Entwicklung sind; und es gibt andre, von denen man überhaupt nicht behaupten kann, daß sie aus einer Mehrheit von Metra hervorgegangen seien[2]). Der Ithyphallicus ist gewiß von Ursprung ein Dimeter; ob man ihn für die äolische Lyrik als solchen bezeichnen darf, welche Art von Lyrik, ob gar Plautus ihn als solchen empfindet, ist sehr zweifelhaft. Aber woher weiß S., daß das Kolon —◡—◡— ein Dimeter ist? woher, daß das Kolon —◡◡◡— und das Reizianum ◡—◡—◡ Dimeter sind? Ich sehe mich vergebens nach einem Beweise um, der nicht in unbeweisbarer Voraussetzung beruhte[3]). Wenn aber S. diese Voraussetzung nicht macht, so kommt bei den meisten Liedern die Zählung nicht heraus. Den Einwand, daß die schöngestimmten Schemata eben die Voraussetzung beweisen, wollte ich durch die Prüfung der S.schen Analysen vorweg erledigt haben.

Zweitens. Livius Naevius Plautus wußten natürlich, daß sie Tetrameter Trimeter Dimeter latinisirten. Aber ob sie der Meinung waren,

1) Ich habe nicht die Absicht, O. Schroeder mit zu recensiren. Wo meine Erörterung auch gegen ihn geht, wird das ohnedies deutlich sein.

2) Vgl. Der Saturn. Vers 74.

3) Die Daktylen kommen selten in Betracht. Aber ich möchte doch ausdrücklich bemerken, daß es eine unrichtige Construction ist (vgl. S. 151), die daktylischen Metra nach Maßgabe der anapästischen als zweihebig anzusehn. ἑξάμετρον ist ein in der Mitte des 5. Jahrhunderts geläufiges Wort und beweist für das Metron. Die Anapäste sind wahrscheinlich erst nach Analogie der ionischen Metra zweihebig geworden (Der Sat. Vers 75).

lateinische Tetrameter Trimeter Dimeter zu dichten, ist überaus zweifelhaft. Ich habe es seit lange für eine der sichersten Tatsachen der römischen Verskunst gehalten, daß sie dieser Meinung nicht waren. *iamne oculos specie laetavisti optabili* ist kein Trimeter und *saltem si non arriderent dentes si restringerent* oder *diu quo bene erit die uno absolvam, tux tax tergo erit meo non curo* keine Tetrameter, die Natur des Metrons ist hier wie dort aufgehoben. Die Römer haben diese Verse früh, sicher schon Varro, senarius septenarius octonarius genannt. Vielleicht sind diese Namen so alt wie die lateinischen Verse, gewiß können sie es sein. Wer den lateinischen Tetrameter Septenar nannte, sah in ihm 6 Metra —∪ und eines —∪—. *pede ter percusso* ist griechisch geredet, nach der Umwandlung des Senars, d. h. der Einführung des griechischen Metrons[1]). Es ist hiernach ein in sich unberechtigtes und der Widerlegung nicht weiter bedürftiges Verfahren, die plautinischen Verse und Kola nach den griechischen Metra durchzuzählen. Wenn dagegen angeführt werden sollte, daß Plautus nur solche Verse und Kola anwendet, die nach griechischem Gesetz richtig, d. h. entweder aus den metrischen Elementen richtig gebildet oder richtige in der griechischen Lyrik ausgebildete Einzelkola sind, so wäre dies ein untaugliches Argument. Es beweist nur, daß Plautus wußte, welche Formen richtige Formen sind, aber nicht, daß er ihre Auflösbarkeit in einzelne Metra, so weit sie solche besaßen, beibehielt.

Drittens. Das Durchzählen der Cantica nach ›Takten‹ hat nur Sinn, wenn die Cantica getanzt wurden, so daß die ›Stollen‹ oder ›Perioden‹ der Ausdruck für respondirende Tanzschemata sind. S. ist sich dessen auch völlig bewußt und geht von der Voraussetzung aus, daß sämtliche Lieder als Tänze in die Erscheinung traten: ›Plautus — hat das Seine getan, um den Aufbau seiner Tanzstücke recht in die Augen springen zu lassen‹ (S. 2). ›Hat man die Disposition eines Tanzes einmal erkannt, so ist es schwer, die Augen davor zu schließen‹

1) Daß die Vermeidung spondeischen Wortschlusses und die Zulassung prosodischer Freiheit an gewissen Versstellen als Reminiscenzen des griechischen Metrons anzusehen seien, ist eine nicht aufrecht zu erhaltende Vorstellung. Für die spondeischen Wortschlüsse ist dies wohl allgemein anerkannt. Der Versschluß *fingere fallaciam* läßt zwar, wenn es ein Senar ist, die Licenz in die Grenze der griechischen Metra fallen; aber im Septenar sind die beiden frei behandelten Stellen, die Hebung vor der zweiten und vor der vorletzten Senkung, keine Schlußsilben eines Metrons. Auch wäre im griechischen Verse nichts, was als Vorbild einer solchen griechischen Freiheit hätte dienen können. Gegen Jacobsohn qu. Plaut. 51 und meine Bemerkung D. Sat. Vers 21 A. 3 wenigstens im Negativen durchaus richtig P. Friedländer Rhein. Mus. 62, 74.

(S. 3)[1]). Ich frage nun, wo es einen Beweis für diese Voraussetzung gibt. Es gibt bei Plautus 3 Tanzscenen, Kinädentänze, die er selber als solche bezeugt, in den Schlußscenen von Persa Stichus Pseudolus[2]). Sonst weiß ich kein Zeugnis für Tanz bei Plautus, weder innere noch äußere[3]). Es ist gewiß wahrscheinlich, daß einzelne Partien, wie etwa der Schlußakt der Casina, Tänze enthielten; aber dafür daß sie so allgemein und durchgehend, überhaupt daß sie häufig waren, gibt es weder Beweis noch Wahrscheinlichkeit. Selbst Livius VII 2 bezeugt für Andronicus nicht Tanz, sondern actio: *dicitur — canticum egisse aliquanto magis vigente motu*[4]); und wenn man dies auch auf Tanz beziehen wollte, so ist doch bekannt, daß die Notiz nicht auf sicherer Kenntnis der alten Bühne beruht. Der einzige Anhalt zur Aufstellung von Schemata wie die S.schen fällt hin.

Viertens. Wo ist es bezeugt, begründet, als denkbar nachgewiesen, daß in einem antiken Liede Responsion unter verschiedenen Versarten stattfindet? Für S. ist es gleich, ob Kretiker oder Anapäste, Trochäen oder Baccheen rechts oder links stehen, ob die Zahlen durch Kommatia oder Tetrameter ausgefüllt werden; nur auf die Zahl von ›Metra‹ oder ›Takten‹ kommt es an, auf die Versart überhaupt nicht[5]). Ich kenne dergleichen wohl aus modernen Constructionen; wo aber in griechischer oder römischer Lyrik Responsion bezeugt ist oder nachweislich vorliegt, findet sie zwischen gleichen Versgebilden statt. Die S.sche Eurhythmie ist schon durch die Polymetrie der plautinischen Cantica ausgeschlossen.

Fünftens. Wo ist etwas von der Existenz dieser ›Doppelstollen‹ oder ›mesodischen‹ Lieder zu lesen? S. findet den Beweis in der inhaltlichen Disposition. Darauf bin ich Lied für Lied eingegangen[6]). Nur dies wiederhole ich hier, daß viele Lieder deutlich und gradezu eine von der Stollenteilung durchaus verschiedne inhaltliche Teilung aufweisen. Vor keinem dieser Lieder kann eine Eurhythmie wie die S.sche bestehen.

1) Oder z. B. (S. 68) ›Es ist doch sehr hübsch, wie sie beide bei der Erkennung anfangen zu hüpfen, κρητικῶς, erst der Mann, dann die Frau‹. S. sollte doch wissen, daß die plautinischen Kretiker und Baccheen kein specifisches Ethos haben.

2) Eine solche Scene wird angedeutet Men. 197 *salta sic cum palla postea.* Menächmus antwortet: *ego saltabo? sanus hercle non es.* Er hat schwerlich 571 ff. getanzt.

3) Auch die Terenzbilder zeigen keine Tanzbewegungen.

4) Auch Quintilian XI 3 sagt *motus* neben *gestus* (67 *decor a gestu atque a motu venit* und öfter).

5) Es gilt für sämtliche Cantica; aber wer ein recht flagrantes Beispiel sucht, sehe die 24 + 20 (44) + 24 + 20 (44) ›Takte‹ Amph. 153—179 auf S. 135 an.

6) Beliebige Beispiele s. o. S. 69. 71. 76.

Diese 5 Punkte beweisen, daß die Stollentheorie weder bewiesen noch beweisbar ist, der fünfte beweist zugleich, daß sie überhaupt unstatthaft ist. Denn es ist ein anderes Teilungsprincip der Cantica vorhanden und nachgewiesen, und mit diesem vertragen sich die ›Stollen‹ nicht. Die Gliederung nach metrischen Perioden[1]), die zugleich Perioden des Inhalts sind, beherrscht alle diese Lieder; es ist die Gliederung der astrophischen Lyrik des Euripides und des Grenfellschen Liedes[2]). Dieselbe Gliederung erscheint in Senecas Chorliedern, damit ist die Linie von demselben Ausgangspunkt in einer andern Richtung weithin gezogen[3]). Soweit waren wir, da kam Timotheos und bestätigte aufs vollkommenste die Richtigkeit des Erkannten. Was zunächst zu tun war, war die Auswahl, Verbindung, Ueberleitung, Entgegenstellung der verschiedenen Versarten zu untersuchen, der Frage näher zu kommen, auf welchen Wegen der Dichter aus den von der Responsion gelösten Versen, den an den Inhalt gebundenen Perikopen und ihrem Verhältnis zu einander ein Ganzes hervorbringt. Statt dessen kamen die ›Stollen‹, wie es denn das Schicksal der Metrik ist, immer wieder von ihrem graden Wege abgedrängt zu werden.

Als O. Schroeders erste Stollenanalysen kamen und ich überall, wo ich genauer prüfte, durch orakelhafte Worte zu willkürlicher Interpretation und haltlosen metrischen Voraussetzungen vordrang, da dachte ich nicht, daß man noch einmal ernstlich gegen diese Scheingebilde würde fechten müssen. Aber es greift ja um sich.

Wenigstens auf diesem Gebiet glaubte ich reinen Tisch machen zu sollen. Sudhaus hat es nicht nötig, daß man seinen Mißgriff verschleiert; und es ist wohl erlaubt zu hoffen, daß er nicht (wie S. V und 116 angekündigt) fortfahren wird, neben den gelegten Grund auf Sand zu bauen.

Göttingen Friedrich Leo

1) ἀναβολαί: Wilamowitz Timotheos 96.

2) Im Rhein. Mus. 65, 519 ff. sucht S. nachzuweisen, daß die plautinischen Stollenformen sich bei Aristophanes finden und aus der alten Komödie zu Plautus gekommen seien. Ihm sind die Zahlenschemata, die er da hinschreibt, überzeugend, weil er an die plautinischen glaubt. Aber die strophischen Lieder, mit denen er operirt, können hier gar nicht in Frage kommen. Strophen schließen Stollen, wie S. sie versteht, aus. Was soll denn dieses Ineinandergehen zweier Responsionen bedeuten? Ob in den Liedformen der alten Komödie etwas zu finden ist, was auf Zusammenhang mit der hellenistisch-plautinischen Liedform deutet, ist eine andre Frage. Genau diese, die plautinische Form, zeigt das Lied des Epops. Auch die historische Construction S. 529 fällt mit den Stollenschemata.

3) Pl. Cant. 78 ff. 111 f. Rhein. Mus. 52, 516 ff.

L. R. Farnell, The cults of the Greek states. Vol. III—IV. Oxford 1907, Clarendon Press. XII, 393 u. VIII, 454 S.

Den beiden ersten Bänden des großen Farnellschen Werkes über die griechischen Kulte, die 1896 erschienen, sind erst nach langer Pause der dritte und der vierte gefolgt[1]), deren Besprechung mir hier obliegt. Da jene ersten Bände seiner Zeit hier nicht angezeigt und auch, soweit ich sehe, bei uns in Deutschland nicht so bekannt wurden, wie sie es eigentlich verdienten, empfiehlt es sich wohl ein kurzes Wort über die äußere Anlage des Werkes vorauszuschicken, zumal der von Farnell gewählte Titel leicht falsche Vorstellungen erweckt. Denn nach dem Titel ›cults of the Greek states‹ könnte man erwarten, daß Farnell seinem Werke eine geographische Einteilung zu Grunde lege und nach einander die Kulte der einzelnen Staaten behandle. Dies ist aber keineswegs der Fall, vielmehr hält sich F. durchaus an die in den früheren ›Mythologien‹ übliche Einteilung und gliedert also den Stoff nach den Hauptgottheiten. So hat er in den beiden ersten Bänden Zeus und Hera, Athene, Artemis und Aphrodite behandelt, im dritten jetzt Demeter, Kore-Persephone, Hades und die verwandten Gottheiten, im vierten Poseidon und Apollon. Die praktischen Vorzüge dieser Einteilung liegen auf der Hand, so daß sie keiner Rechtfertigung bedarf. Damit will ich aber nicht sagen, daß jene andere Anordnung, richtig verstanden und durchgeführt, nicht auch berechtigt sei. Im Gegenteil, mir scheint die geographisch-historische Bearbeitung der griechischen Religion, die von dem Boden der einzelnen Landschaft und Stadt ausgeht und uns vor allem die Wandlungen zeigt, die hier seit ältester Zeit vor sich gegangen sind — womöglich unter Beifügung religionsgeschichtlicher Karten! —, ein dringendes Bedürfnis unserer Wissenschaft zu sein. Freilich ist es die Frage, ob heute schon die Zeit dafür gekommen ist und nicht eine Reihe von Vorarbeiten nötig sind, durch die wenigstens die Grundlinien einer richtigen Auffassung und Behandlung sicher gestellt werden. Das zeigt gerade Farnells Werk, das nach dieser Seite hin meiner Ueberzeugung nach an schweren, prinzipiellen Irrtümern leidet, so daß es nur gut ist, daß er nicht darauf seine ganze Behandlung aufgebaut, sondern die herkömmliche Einteilung nach Hauptgottheiten beibehalten hat. Doch unterscheidet er sich von einem Werke wie Preller-Roberts Griechischer Mythologie einmal dadurch, daß er die bildliche Ueberlieferung ausführlicher — in besonderen Kapiteln — behandelt und verwertet sowie das Verständnis durch meist gute Abbildungen unter-

1) Inzwischen ist auch der V. Bd., der Schlußband, erschienen, der hier aber nicht mehr berücksichtigt werden konnte.

stützt. Wichtiger noch ist Folgendes: Preller-Robert gibt in seiner Darstellung die Resultate der Forschung, nicht die Forschung selbst, und nur in den Anmerkungen wird kurz auf gegnerische Ansichten Rücksicht genommen; Farnell dagegen führt uns im Text selbst in die wissenschaftliche Debatte ein und setzt sich hier mit den verschiedenen Ansichten auseinander, ein Verfahren, das mir, so wie heute die Dinge stehen, den Vorzug zu verdienen scheint. Dagegen sind wiederum die in Betracht kommenden Zeugnisse nicht etwa unter dem Text zitiert, sondern alle am Schluß jedes Abschnittes vereinigt. Dies Verfahren, das soviel ich weiß besonders in Amerika beliebt ist, hat den großen Vorzug, daß man auf den Abdruck des Wortlautes der Zeugnisse nicht zu verzichten braucht und dadurch dem Benutzer viel Zeit erspart, ohne deshalb — die andere Klippe — die Uebersichtlichkeit der Darstellung selbst durch den Umfang der Anmerkungen zu beeinträchtigen. Doch sollte man, meine ich, zu Gunsten solcher Stellen, deren Wortlaut für die Auseinandersetzung von besonderer Wichtigkeit ist, eine Ausnahme machen und sie auch vorne im Urtext abdrucken.

Und nun zu dem Inhalt, der ebenfalls in einer Hinsicht für viele eine Ueberraschung bedeuten dürfte. Das Buch Farnells ist ein Werk der englischen Schule; England aber ist heute der Hauptsitz der sogen. anthropologischen Methode; von dort hat sie ihren Ausgang genommen und dort hat sie gerade auch in den Jahren, die zwischen dem Erscheinen der beiden ersten und der beiden neuen Bände liegen, ihre konsequenteste und — wenn man vielleicht von Salomon Reinach absieht — extremste Vertretung gefunden. So lag, wenigstens für den, der die früheren Arbeiten Farnells nicht verfolgt hatte, die Erwartung nahe, daß das Werk uns eine systematische Bearbeitung der Religion und des Kultus der Griechen von diesem anthropologisch-ethnologischen Standpunkte aus bringen werde. Dem ist nun — glücklicher Weise — nicht so: Farnell hat sich gar keinem ›Standpunkt‹ und keiner Theorie verschrieben, weder dem Animismus noch dem Totemismus noch dem Fetischismus, und darin sehe ich — um dies gleich hier vorwegzunehmen — den Hauptvorzug des Werkes. Kein vernünftiger Mensch wird heute mehr die Bedeutung der anthropologischen Methode im allgemeinen wie im besonderen auch ihren Wert für das Gebiet der antiken Religionsgeschichte bestreiten. Aber ebenso sicher ist, daß sie gerade hier in dem letzten Jahrzehnt zu argen Uebertreibungen und vorschnellen Uebertragungen und Gleichsetzungen geführt hat, denen gegenüber man versucht ist nicht mehr von Methode sondern von Mode zu sprechen. Es ist bezeichnend, daß in jüngster Zeit es gerade Vertreter der Ethnologie

selbst waren, die vor diesen Mißgriffen warnten [1]). Farnell steht nun nicht etwa wie Gruppe der neuen Methode prinzipiell ablehnend gegenüber, er ignoriert auch nicht die darauf beruhenden Erklärungen griechischer Riten, aber er tritt unbefangen an die Probleme heran, geleitet nicht von der Vorliebe für eine Theorie, sondern von einer nüchternen, methodischen Kritik der antiken Ueberlieferung selbst. Zu diesem ›methodisch‹ aber rechne ich vor allem eines: F. bleibt — eben in Folge seiner Unbefangenheit — vor dem Fehler bewahrt, dem alle die, die darauf aus sind, für eine bestimme Theorie nach Beweisen zu suchen, so leicht verfallen, daß sie nämlich ein einzelnes Zeugnis herausgreifen und ihm einen übertriebenen Wert beilegen, statt es im Rahmen der gesamten Ueberlieferung zu betrachten und zu bewerten. Diese Prüfung nun, die Farnell vornimmt, fällt zwar nicht immer, aber doch in der Mehrzahl der Fälle ungünstig für die kühnen ›anthropologischen‹ Erklärungen und Hypothesen aus, zu Ungunsten vor allem der Annahme eines griechischen Totemismus. Darüber seien zunächst einige Worte gestattet.

Der Totemismus ist gewiß ein äußerst wichtiges und interessantes, aber auch ein sehr schwieriges Problem, das mit der vordringenden Forschung sogar nur noch verwickelter geworden ist. Denn es stellt sich heraus, daß der Totemismus bei den einzelnen Völkern, bei denen er überhaupt heute vorkommt, starke Abweichungen aufweist, daß z. B. nicht nur der Totemismus der Australneger ganz verschieden ist von dem der Nordamerikaner, sondern auch innerhalb der Australneger sich wiederum wesentlich verschiedene Arten von Totemismus finden, die sich nicht aufeinander zurückführen lassen [2]). Zur Zeit scheint also eine einfache und scharfe, dabei allseitig erschöpfende Definition des Totemismus nicht möglich. Um so dringender aber ist es notwendig, soll der Begriff nicht jeden wissenschaftlichen Wert verlieren, wenigstens die wenigen Züge, die als gemeinsame Eigentümlichkeiten gesichert sind, im Auge zu behalten und die Unterschiede gegenüber anderen sich in gewisser Hinsicht damit berührenden Erscheinungen nicht zu verwischen. Vor allem ist so unbedingt Totemismus und Tierkult auseinander zu halten. Daß in Griechenland einmal auch Tierkult geherrscht, in dem Sinne, daß man gewisse Tiere als Inkarnation einer Gottheit auffaßte, wird heute wohl

1) Besonders beherzigenswert sind die Ausführungen von M'Lennan in dem zweiten, aus s. Nachlaß herausgegebenen Bande seiner Studies in Ancient History Chap. 2, auf die ich hier nachdrücklich aufmerksam mache, auch die Ethnologen. Vgl. jetzt auch A. von Gennep, Réligions, Moeurs et Légendes, IIème Série, S. 34 ff. u. 68 ff.

2) A. v. Gennep a. a. O. S. 13.

meist zugestanden, und ich möchte darin sogar noch weiter gehen als Farnell, aber mit diesem Tierkult ist noch keineswegs die Existenz des Totemismus gegeben. Von diesem kann erst dann die Rede sein, wenn drei Eigentümlichkeiten dazukommen, einmal der Glaube an eine Blutsverwandtschaft des betreffenden Stammes mit dem betreffenden Tiere, sodann daß das Totemtier tabu ist und endlich daß der betreffende Stamm sich nach dem Totemtiere nennt[1]). Untersucht man darauf hin die angeblichen Beispiele von griechischem Totemismus, so wird man Farnell durchaus zugeben müssen, daß sie jeder sicheren Grundlage entbehren. Wenn z. B. Frazer den bekannten Kult der pferdeköpfigen Demeter von Phigalia als ursprünglich totemistisch erklären wollte, so ist allerdings einstiger Tierkult durchaus wahrscheinlich — die Erklärung Farnells, der den Pferdekopf dem Einfluß des Poseidon Ἵππιος zuschreibt, scheint mir recht künstlich —, aber von jenen spezifisch totemistischen Zügen findet sich in der Ueberlieferung über Phigalia keine Spur, nicht einmal der entsprechende Tabu-Ritus, der sich doch, wenn auch abgeschwächt, leicht hätte erhalten können. Auch in dem Kult des Apollon Lykeios, wo doch die Ueberlieferung verhältnismäßig reichlich fließt, fehlen jene Züge, wie F. mit Recht feststellt, durchaus[2]). In anderen Fällen aber, wo F. selbst die Möglichkeit einer totemistischen Grundlage eher anzuerkennen geneigt wäre, wie z. B. beim Apollon Smintheus, handelt es sich aller Wahrscheinlichkeit nach um vorgriechische Kulte, so daß damit für die hellenistische Religion jedenfalls nichts Sicheres gewonnen würde. Meiner Ansicht nach ist übrigens auch beim Smintheus der Totemismus sehr zweifelhaft: dieser Mäusegott scheint mir unmöglich getrennt werden zu können von dem Fliegenabwehrer, dem Μυίαγρος und den verwandten Gestalten; wenn man aber diese gemeinsam betrachtet, scheint mir doch eine einfachere Erklärungsweise, wie sie Usener, Götternamen S. 260 f., stillschweigend voraussetzt, viel näher zu liegen.

Nun gibt es aber dieser ›philologischen‹ Behandlung des Problems gegenüber einen prinzipiell-theoretischen Einwand, auf den Farnell freilich nicht eingegangen ist, wie überhaupt wohl die prinzipielle Erörterung bei ihm ein wenig zu kurz gekommen ist, der mir aber so wichtig erscheint, daß ich hier doch kurz zu ihm Stellung nehmen möchte. Man wird nämlich entgegnen: das Versagen der Ueberlieferung könne in diesem Falle nichts beweisen, weil eine totemistische Vergangenheit der Griechen a priori anzunehmen sei,

1) Gennep a. a. O. S. 55 ff.

2) Vgl. dazu übrigens jetzt vor allem auch die wichtigen Bemerkungen Gruppes (Griech. Mythol. S. 918), die F. noch nicht kannte.

da gemäß den Voraussetzungen der anthropologischen Methode der Totemismus eine Stufe gewesen ist, die jedes Volk einmal betreten haben muß. Auf den ersten Blick erscheint dieser Einwand wahrscheinlich manchem befremdlich und sein Ziel verfehlend, denn man kann ja sehr wohl die prinzipielle Voraussetzung der anthropologischen Methode, d. h. die Annahme einer gleichen religiösen Veranlagung der Menschen für richtig halten und deshalb doch annehmen, daß die Entwicklung im Laufe der Jahrhunderte und Jahrtausende sich außerordentlich verschieden gestaltet hat und deshalb eine gemeinsame Totemismus-Stufe keineswegs a priori gefolgert werden darf. Wenn trotzdem viele, wenn nicht die meisten Anhänger der totemistischen Theorie diese Folgerung ziehen [1]), so wirkt m. E. bewußt oder unbewußt eine andere Annahme mit, daß nämlich die heutigen totemistischen Völker dem gemeinsamen Ausgangspunkt der Entwicklung ganz nahe stünden, daß sie eine ganz frühe, jugendliche Epoche der Menschheit repräsentierten, gewissermaßen ihre Kindheitsstufe, auf der sich die Entwicklung noch nicht so stark differenziert haben konnte, dessen Eigentümlichkeiten also allen Zweigen mehr oder minder gemeinsam gewesen sein müßten. Aber gerade in dieser Annahme der Jugendlichkeit der sog. primitiven oder Naturvölker scheint mir ein ganz verhängnisvoller Fehler zu liegen, den wohl die von England eingeführte, sonst ja sehr brauchbare Bezeichnung ›primitiv‹ begünstigt. Daß unsere heutigen Naturvölker ›jugendlich‹ sind, ist eine ganz unbewiesene und unbeweisbare Annahme. Sie sind genau so alt wie wir; ihre Entwicklung hat sie nicht denselben Weg wie uns, nicht zu der alle höhere Zivilisation und Kultur bedingenden Kenntnis und Beherrschung der Natur geführt, aber eine Entwicklung haben sie auch gehabt, die sie bisweilen — von unserem Gesichtspunkt aus — gar nicht aufwärts, sondern abwärts geführt haben mag, also ganz wohl mit dem Worte ›Entartung‹ bezeichnet werden kann. Auch mit dem Begriff ›Entartung‹ freilich und dem Verhalten mancher Forscher dazu hat es eine eigene Bewandtnis, die ich mir überhaupt nur aus historischen Gründen erklären kann. Als nämlich Tylor u. a. zuerst die anthropologisch-ethnologische Methode begründeten, da hatten sie ihre Gesamtauffassung von der menschlichen Entwicklung vor allem gegen eine streng kirchliche Auffassung zu vertreten [2]) — man denke an englische Verhältnisse —, die auf Grund

1) Nicht trifft dies für Gennep zu, der, wie ich zu meiner Genugtuung sehe, ganz ähnlich über diese Frage urteilt wie ich.

2) Höchst bezeichnend ist die Art, in der ein Mann wie Jevons, sonst einer der radikalsten Vertreter der anthropologischen Methode, sich mit dieser Auffassung abfinden zu müssen glaubt, s. seine Introduction to the history of religion S. 4 ff.

der Bibel den Urzustand der Menschen als vollkommen ansah, vor allem ja gerade in religiöser Hinsicht, und deshalb die Zustände der sog. Naturvölker durchweg und prinzipiell als ›Entartung‹ auffaßte. Wenn Tylor und seine Anhänger gegen diese Entartungstheorie protestierten, so hatten sie vollkommen Recht, aber nun wirkt offenbar die Erinnerung an diese alte Kampfesstellung heute noch bei manchen nach und läßt sie, sowie jemand von einer Entartung der Naturvölker spricht, sofort wieder Front dagegen machen, auch wenn das Wort in ganz anderem Sinne wie einst gebraucht wird. Uebrigens bedarf es für die uns hier beschäftigende Frage des Begriffes ›Entartung‹ keineswegs, hier handelt es sich nur darum, dem Vorurteil zu begegnen, als seien Völker wie die Indianer und Australneger besonders jugendlich, und Folgerungen, die aus dieser hinfälligen Prämisse zu Gunsten eines griechischen Totemismus gezogen werden, abzulehnen. So läßt sich also jene Auffassung von der gleichen religiösen Veranlagung der Menschen mit den Ergebnissen der ›philologischen‹ Behandlung wohl vereinigen, was ich kurz so ausdrücken möchte: die Keime des Totemismus sind auch in der griechischen Religion vorhanden gewesen, aber unter dem Einfluß der besonderen griechischen Verhältnisse sind sie entweder gar nicht zur Entwicklung gekommen oder wenigstens bald verkümmert und abgestorben.

Neben dem Totemismus und z. T. im Zusammenhang mit ihm spielt in der modernen Religionswissenschaft das ›sakramentale‹ Mahl eine besonders große Rolle, und in der Tat ist das der Begriff, dessen Bedeutung für das Verständnis auch der antiken Religionen heute wohl allgemein zugegeben wird. Auch Farnell wendet den Begriff wiederholt an, warnt aber andrerseits mit Recht vor Uebertreibungen, die auch hier Vertreter der ›anthropologischen‹ Methode begehen. Mit am wichtigsten ist in dieser Hinsicht die von Jevons vorgetragene[1]) Erklärung der eleusinischen Mysterien: ganz erfüllt nämlich von der bekannten Theorie von Robertson Smith über das Opfer, das ursprünglich keine Gabe oder Tribut, sondern ein heiliges Mahl gewesen sei, wobei die Teilnehmer durch den Genuß der göttlichen Substanz des Opfertieres mit der Gottheit ein Fleisch und Blut wurden, meint Jevons, daß in den Mysterien, den öffentlichen wie den privaten, eben dieser alte Charakter des Opfers sich erhalten habe oder in Verbindung mit der religiösen Bewegung des VI. Jahrhunderts neu zur Geltung gekommen sei. Farnell ist auf diese Hypothese, soweit sie das Mysterienwesen im allgemeinen betrifft, nicht eingegangen — meiner Ansicht nach schwebt sie völlig in der Luft — und hat sich darauf beschränkt festzustellen, daß jedenfalls die Ueber-

1) Introduction S. 327 ff.

lieferung über die eleusinischen Mysterien nicht damit in Einklang steht. Allerdings heißt es in dem bekannten σύνθημα der eleusinischen Mysten ἔπιον τὸν κυκεῶνα, worauf sich Jevons beruft, aber ganz abgesehen davon, daß vom ›Essen‹ — und das sollte doch das wichtigste sein — nicht die Rede ist, so liegt hier ein besonders deutliches Beispiel für den oben erwähnten methodischen Fehler vor, nämlich einen einzelnen Zug der Ueberlieferung isoliert zu betrachten. Ueberblickt man sie im ganzen, so ergibt sich ein anderes Bild: Im Demeterhymnus, der als älteste Quelle und, wie F. ganz mit Recht betont, als eine Art von Propagandadichtung besondere Bedeutung beansprucht, ist mit keiner Silbe diese besondere Art und Heiligkeit gerade des Opfers angedeutet, geschweige denn erwähnt; vielmehr wenn auf etwas Nachdruck gelegt wird, ist es schon hier wie in den bekannten Zeugnissen von Pindar und Sophokles[1]) das ›Schauen‹ und, worauf F. ebenfalls mit Recht hinweist, die oberste Klasse der Mysten hieß nicht παράσιτοι oder ähnlich sondern ἐπόπται. Das Schauen also, nicht das Speisen hat, soweit wir überhaupt die Mysterienfeier zurückverfolgen können, die entscheidende Rolle gespielt. Freilich, auf die Frage, was eigentlich Gegenstand des Schauens war, darauf vermag auch Farnell keine genauere und sicherere Antwort zu geben als die bisherigen Forscher; ja er hält unser Wissen sogar für geringer, als ein Teil von diesen behauptet. Daß unter den δρώμενα der eleusinischen Weihenacht dramatische Darstellungen[2]), vor allem die πάθη der Demeter zu verstehen seien, das ist ja wohl sicher und wird auch von Farnell nicht angezweifelt; die Schwierigkeiten beginnen, sowie wir versuchen über diesen allgemeinen Begriff hinauszukommen und Einzelheiten zu erkennen. Neuere und gerade auch deutsche Forscher

1) Früher hatte ich vermutet, daß der Wortlaut der Pindar- und Sophoklesstelle durch den des Hymnus beeinflußt sei. Dem hat Wendland widersprochen (Berl. Phil. Wochenschr. 1900, 306) und ihre Uebereinstimmung durch das Zurückgehen auf die liturgische Formel zu deuten gesucht, mit großer Wahrscheinlichkeit, wie ich gern zugebe. Aber um so größer ist dann die Bedeutung der Stellen.

2) Ich füge hinzu: in historischer Zeit, in deren Verlauf sich dieses Drama wohl immer mehr entwickelt und — vor allem technisch — verfeinert hat. Deshalb scheint es mir schon bedenklich, aus Schilderungen der christlichen Autoren auf das V. und IV. Jahrh. vor Christus zu schließen. Wie nun gar die Sache im VII. Jahrhundert war, entzieht sich durchaus einer sichern Kenntnis. Farnell scheidet (p. 182 f.) von dem δρᾶμα μυστικόν das aus dem Wort ἱεροφάντης ja unbedingt zu erschließende ἱερὰ φαίνειν: sollte sich nicht vielmehr eben daraus das δρᾶμα entwickelt haben, das ἱερὰ φαίνειν also auch später noch ein Teil des δρᾶμα gewesen sein?

3) Zuletzt Kern, Eleusinische Beiträge, Halle 1909 S. 8 f., der die Hypothese wohl am besten vertreten hat, Farnells Ausführungen aber nicht kannte. Vgl. auch meine Besprech. Berl. phil. Wchschr. 1910, 1074 f.

haben bekanntlich durch eine Kombination gewisser bildlicher Darstellungen mit der berühmten Hippolytstelle (Ref. omn. haer. V 8 p. 164 Schneidewin-Duncker) ὁ ἱεροφάντης — — νυκτὸς ἐν Ἐλευσῖνι — — βοᾷ καὶ κέκραγε λέγων· ἱερὸν ἔτεκε πότνια κοῦρον Βριμὼ Βριμόν zu erweisen gesucht, daß eine der Hauptszenen der Weihenacht die Geburt des Iakchos- oder des Plutosknaben war, den die Mysteriensprache Βριμός nenne. Dieser Hypothese steht Farnell sehr skeptisch gegenüber und hat ausführlich seine Bedenken dagegen begründet, Bedenken, die ich in der Tat für berechtigt halte und auch hier der Beachtung dringend empfehle. Doch das sind schließlich Einzelheiten, bei denen es sich nicht um einen prinzipiellen Gegensatz handelt. Dagegen für die wichtigere Frage, welche Vorstellung wir uns von dem allgemeinen Charakter und Eindruck der eleusinischen Weihenacht machen sollen, dafür ist der prinzipielle Standpunkt Farnells, von dem hier zunächst die Rede war, wieder von großer Wichtigkeit. Denn mit Entschiedenheit wendet er sich gegen den Gedanken, als könne etwa die Beobachtung indianischer oder australischer Bräuche uns dem Verständnis der eleusinischen δρώμενα und der damit verbundenen religiösen Gefühle und Vorstellungen näher bringen; dann seien mittelalterliche Passionsspiele noch eher dazu geeignet, ›and if, after a careful review of the evidence, we wish to gain for our own imagination a warm and vital perception of the emotions inspired by the Eleusinian spectacle, we probably should do better to consult some Christian experiences than the folk-lore of Australia, though we will welcome any new light from this or any other quarter of the world, when it comes‹ (p. 129) — Worte, die mir den Nagel auf den Kopf zu treffen scheinen, vorausgesetzt, daß es uns auf die eleusinischen Mysterien der historischen Zeit ankommt, auf die es uns doch in diesem Fall allein ankommen kann. Daß, wenn ich irgend welche agrarischen Urmysterien des II. Jahrtausends v. Chr. konstruiere, diese freilich australischen oder indianischen Bräuchen näher stehen als den christlich-mittelalterlichen, ist klar, aber diese hypothetischen Urmysterien haben dann mit der besonderen eleusinischen Gestaltung nichts mehr zu tun und kommen höchstens für das Verständnis des Ursprungs der Mysterien im allgemeinen in Betracht.

Um so weniger kann ich mich nun aber einverstanden erklären mit der Stellungnahme Farnells gegenüber einer andern, besonders durch Useners Sondergötter bekannt gewordenen Theorie, daß nämlich in den Beinamen der großen olympischen Götter sehr oft früher selbständige Gottheiten stecken, die aus irgend einem Grunde[1]) von

1) Für Usener ist der Hauptgrund der, daß die begrifflich durchsichtigen Namen den nicht oder nicht mehr durchsichtigen und deshalb zur Personifikation

jenen absorbiert wurden. Farnell gibt wohl theoretisch die Möglichkeit dieser Erklärung zu, aber in praxi verhält er sich fast immer ablehnend dagegen. Um zu sehen, wie weit er darin geht, genügt eigentlich ein Beispiel: bekanntlich wurde in Epidaurus und andern Orten mit Asklepios zusammen ein Apollon Maleates verehrt; andrerseits besitzen wir aus dem Asklepieion im Piraeus eine Urkunde, in der Apollon und Maleates getrennt erscheinen und jeder sein besonderes Opfer erhält [1]). Daraus ist bisher wohl von allen, die überhaupt der Frage näher getreten sind, die einfache und, wie ich freilich meine, notwendige Folgerung gezogen worden, daß Apollon und Maleates ursprünglich verschiedene Gottheiten waren, die dann an den meisten Orten ineinander verschmolzen. Farnell will nicht einmal diese Urkunde gelten lassen und sucht ihr Zeugnis durch eine überaus künstliche Argumentation, von der fast jedes Glied morsch und brüchig ist, zu entkräften. Ich erwähne nur, daß er schließlich, um das, was nun doch einmal auf dem Steine steht, zu erklären, sich zu folgender Hypothese genötigt sieht: der Priester, der den Stein gesetzt und zuerst das Ritual des Voropfers ›vermutet‹ habe [2]), der habe auch vermutet, daß Maleates eine von Apollon verschiedene Persönlichkeit sei. Die Erklärung beruht auf einer falschen Interpretation des Wortes ἐξηκάσατο, was hier nicht ›vermutet‹, sondern nur ›abgebildet‹ (nämlich ἐν ταῖς στήλαις) bedeuten kann, aber ganz abgesehen davon — wie kann man denken, daß bald nach 400 v. Chr., wo doch der überlieferte Kult noch in voller Blüte stand, der Priester eine solche ›Vermutung‹ als bindendes Gesetz auf Stein im Heiligtum hätte aufstellen dürfen?

Wenn Farnell in dieser Weise einer Urkunde der besten Zeit gegenüber verfährt, dann ist es kein Wunder, daß er in den Fällen, wo es an einem solchen Zeugnis fehlt, erst recht nichts von einem ›Sondergott‹ wissen will, nichts von einem Πτῷος oder Κάρνος, einer Μέλαινα oder Δέσποινα. Selbst da, wo die Annahme eines solchen Sondergottes die einfachste und fast von selbst sich aufdrängende Lösung bietet, sträubt er sich dagegen, wie z. B. bei der athenischen Demeter Χλόη. Richtig fühlt Farnell, daß wir es bei dem Namen Χλόη mit dem Produkt einer rein animistischen, präanthropomorphen — also doch uralten — Religionsepoche zu tun haben, und vergleicht mit Recht den bekannten Zeus Κεραυνός. Ebenso ist er sich wohl

geeigneteren sich unterordnen; aber ebenso wichtig, wenn nicht wichtiger scheinen mir historisch-politische Gründe zu sein: wie die Stämme, so verschmelzen ihre Götter.

1) Leg. sacr. n. 18 κατὰ τάδε προθύεσθαι· Μαλεάτηι πόπανα τρία· Ἀπόλλωνι πόπανα τρία κτλ.

2) Z. 12 ff. der Inschrift: Εὐθύδημος Ἐλευσίνιος ἱερεὺς Ἀσκληπιοῦ τὰς στήλας ἀνέθηκε τὰς πρὸς τοῖς βωμοῖς, ἐν αἷς τὰ πόπανα πρῶτος ἐξηικάσατο, ἃ χρὴ προθύεσθαι.

bewußt, daß Demeter in Athen nicht ursprünglich zu Hause ist. Aber statt nun daraus, gestützt zumal auf das von ihm selbst zitierte Zeugnis des marathonischen Kalenders, wo der Χλόῃ, nicht der Δήμητρι Χλόῃ geopfert wird [1]), die Folgerung zu ziehen, daß diese Χλόη eine uralte, längst vor Demeter verehrte selbständige Göttin war, zieht Farnell die Vermutung vor, daß der Kult der Demeter Χλόη nachträglich von Eleusis aus verbreitet sei (III S. 33).

Es ist schließlich nur folgerichtig, daß dann Farnell auch solche göttliche Gestalten, die in der Ueberlieferung wohl als selbständig, aber als wesensgleich mit einer der Hauptgottheiten erscheinen, erst aus diesen entwickelt glaubt. Ein bezeichnendes Beispiel dafür bietet die eleusinische Δάειρα, über die Pherekydes die interessante Nachricht aufbewahrt hat, daß sie als Feindin der Demeter gelte: ὅταν γὰρ θύεται αὐτῇ, οὐ πάρεστιν ἡ τῆς Δήμητρος ἱέρεια καὶ οὐδὲ τῶν τεθυμένων γεύεσθαι αὐτὴν ὅσιον (cf. Serv. ad Aen. IV 58). Daraus hat v. Prott in seinem bekannten Aufsatz über den ἱερὸς νόμος der Eleusinien (MAJ. XXIV, 241 ff.) geschlossen, daß in diesem Verhältnis das Ergebnis eines Götterkampfes vorliegt, durch den Δάειρα aus ihrer ehemals herrschenden Stellung als Königin der Unterwelt verdrängt wurde — eine Erklärung, die, wie man auch über die Einzelheiten denken mag, doch das wesentliche der Frage m. E. richtig gelöst hat. Daß Farnell anderer Ansicht ist, brauche ich dem Leser kaum mehr zu sagen: von einem Götterkampf will er nichts wissen und möchte in Δάειρα ebenso wie in dem vielbehandelten Paar Θεός und Θεά das Produkt einer späteren Entwicklung, spätere Gestaltungen sehen, die sich nach der festen Einrichtung der Mysterien, nach der Fixierung der persönlichen Gottheiten Demeter und Persephone vom öffentlichen Kult abgezweigt hätten. Deutlicher kann sich kaum zeigen, zu welch tiefgreifenden Folgerungen die Abneigung Farnells gegen die Annahme von Sondergöttern führt, aber zugleich auch m. E. zu welch schweren Irrtümern. Gewiß mag man im einzelnen Fall schwanken und soll nicht hinter jedem Beinamen gleich eine einst selbständige Gottheit suchen, aber das scheint mir doch sicher, daß wir im Prinzip es mit einem besonders wichtigen und fruchtbaren Gedanken zu tun haben und daß wer wie Farnell sich dagegen ablehnend verhält, sich selbst eines der wichtigsten Mittel zum Verständnis der ältesten griechischen Religionsgeschichte beraubt, vor allem insofern es sich um ihren Zusammenhang mit der Stammesgeschichte handelt. In der Tat befriedigt nach dieser Seite hin Farnells Darstellung wenig, die Aufgabe, die Kulte der Hauptgottheiten, wie sie sich in historischer Zeit darstellen, als das Produkt meist mehrmaliger Stammesverschiebungen und Stammesverschmelzungen zu verstehen und die einzelnen

1) v. Prott, Fasti n. 26 Z. 49.

dementsprechenden Schichten zu sondern, ist von ihm überhaupt nur selten versucht, noch seltener gelöst.

Freilich wirkt darauf noch ein anderer Umstand ungünstig ein. Farnell operiert nämlich viel mit solchen Stämmen wie den Minyern und Dryopern. Nun bin ich weit davon entfernt, etwa mit Beloch die Minyer für rein sagenhafte Gebilde zu halten und stimme Farnell durchaus zu, wenn er daran festhält, daß wirklich einmal ein Volk dieses Namens existiert hat; aber diese Existenz ist doch so unbestimmt und schattenhaft, daß es sehr gewagt ist, auf dieser schwankenden Grundlage ein religionsgeschichtliches Gebäude zu errichten. Selbst mit dem Ioniernamen muß man vorsichtig sein — das beweist gerade Farnell selbst, der über die Urheimat der Ionier eine recht kühne Hypothese aufstellt. Veranlassung bietet dazu das Kapitel über Poseidon, das mir überhaupt das schwächste der beiden Bände zu sein scheint. Die Heimat des Poseidonkultes — so argumentiert Farnell — ist bei den Minyern in Thessalien und Böotien zu suchen; aber auch für die Ionier ist ja Poseidon die gemeinsame Stammesgottheit, Minyer und Ionier müssen also einmal nahe beieinander gesessen haben; das kann nur in Böotien gewesen sein, und der entscheidende Beweis dafür sei der Beiname jenes panionischen Poseidon, nämlich Ἑλικώνιος. Denn die einfachste etymologische Erwägung lehre, daß dieser Beiname nicht, wie heute noch meist (?) angenommen werde, von der Stadt Ἑλίκη in Achaia abzuleiten sei, sondern von dem Namen Ἑλικών wie Μαραθώνιος von Μαραθών: Poseidon Ἑλικώνιος sei also der Poseidon des Berges Helikon, hier, wo sie mit den Minyern in Berührung traten, der Ursitz der Ionier. Was zunächst die Herleitung des Beinamens Ἑλικώνιος betrifft, so ist sie keineswegs neu: sie ist schon von antiken Gelehrten wie z. B. Aristarch vorgebracht[1]) und auch von Neueren wie Gruppe nur in umgekehrter Richtung vertreten worden, allein sie muß, wie zuletzt Nilsson mit Recht hervorgehoben hat, starken Zweifel erregen, da von einem Poseidonkult auf dem Helikon sich keine Spur erhalten hat[2]), während sich doch sonst gerade in Böotien die ältesten Kulte gut erhalten haben. Um trotzdem den ionischen Poseidon von dort herzuleiten, müssen also doch schon schwerwiegende Gründe vorliegen, aber einen solchen kann ich in

1) Et. Magn. 547 Ἑλικώνιον τὸν Ποσειδῶνα εἴρηκεν ἀπὸ Ἑλικῶνος, ὡς Ἀρίσταρχος βούλεται κτλ.

2) Einen nicht ausreichenden Ersatz dafür bildet die von F. beigebrachte Ἵππου κρήνη auf dem Helikon, die der Sage nach Pegasos geschlagen hat, und der Vers des Hom. Hymn. an Poseidon, den πόντιον, ὅς θ' Ἑλικῶνα καὶ εὐρείας ἔχει Αἰγάς. Daß später, vor allem in der Sage, der Helikon mit dem Poseidon Ἑλικώνιος in Verbindung gebracht wurde, ist nicht wunderbar, das Gegenteil wäre vielmehr wunderbar. Sagen wandern leicht von Ort zu Ort und beweisen für sich allein noch nicht die Existenz eines Kultes.

jener etymologischen Feststellung nicht erkennen. Diese ist gewiß an sich richtig, jedoch — um zunächst auf dem Boden der von Farnell angewandten geographischen Herleitung zu bleiben — hat es einen Ἑλικών nur in Böotien gegeben? Farnell selbst zitiert in dem Anhang das Zeugnis über den attischen Helikon [1]), und so mag es noch an manchen Orten, vielleicht auch in jenem Helike, eine Oertlichkeit dieses Namens gegeben haben. Nun scheint es mir aber überhaupt nicht angängig, in jedem Falle, wo der Beiname eines Gottes einem Ortsnamen gleich oder ähnlich ist, ohne weiteres jenen von diesem abzuleiten. Es gibt natürlich manche Fälle, in denen diese Erklärung richtig ist, aber viele andere, und ich glaube fast die Mehrzahl, liegen verwickelter, als es beim ersten Blick den Anschein hat. Ich erinnere z. B. an Apollon Μαλεάτης. Soll man den Beinamen etwa von dem Kap Malea ableiten, wie in der Tat es Farnell tut? In stillschweigender Abwehr solcher Erklärungsversuche habe ich in meinen Leges sacrae n. 18 S. 72 zusammengestellt, wie viele andere Namen noch mit demselben Stamm gebildet sind. Deshalb braucht nun aber auch das Umgekehrte nicht stets richtig, d. h. der Ort nach dem Gott genannt zu sein, wie das offenbar Gruppe für die meisten dieser Fälle voraussetzt und auch z. B. beim Helikon annimmt. Es gibt eine dritte Möglichkeit, daß ein und derselbe Begriff zur Bildung des Gottes- wie des Ortsnamens verwandt ist. Bei Ἑλίκη, Ἑλικών, Ἑλικώνιος könnte sie z. B. wohl vorliegen, wenn die von Fick und Solmsen [2]) vorgeschlagene Ableitung von (σ)ελίκη = salix ›Weide‹ richtig sein sollte. Uebrigens zwingt auch die von Gruppe vorgeschlagene, freilich sonst nicht gerade wahrscheinliche Herleitung von ›ἕλιξ‹ ›Rind‹ und die Erklärung des Gottes als Helik[a]on(ios) = Stiergott an sich keineswegs zu der Annahme, daß der Ortsname erst sekundär, in Anlehnung an den Gottesnamen entstanden ist. Auch hier könnte jene dritte Möglichkeit vorliegen. Aber was nun auch die richtige Erklärung von Ἑλικώνιος sein mag, jedenfalls kann die von Farnell vorgeschlagene keinen Anspruch auf irgendwelche Sicherheit machen und eignet sich sehr wenig dazu, um weiter darauf zu bauen. Farnell aber hat nicht nur seine Ansicht von der Urheimat der Ionier darauf begründet, die ja auch historisch klaren Bedenken unterliegt [3]), sondern ist auch sonst in der Behandlung des Poseidonkultes dadurch beeinflußt. Wenigstens schreibe ich es dem zu, wenn der peloponnesische Poseidonkult bei Farnell etwas zu kurz kommt und in seiner

1) Bekk., Anecd. Graec. I p. 326: τῷ δὲ ὄχθῳ πάλαι ὄνομα τούτῳ, ὃς νῦν Ἄγρα καλεῖται, Ἑλικών, καὶ ἡ ἐσχάρα τοῦ Ποσειδῶνος τοῦ Ἑλικωνίου ἐπ' ἄκρου.

2) Rhein. Mus. LIII S. 147.

3) Ich betone, daß der bekannte Aufsatz von Kretschmer über Ionier und Achäer (Glotta I S. 9 ff.), mit dem sich jeder, der über diese Fragen schreibt, auseinandersetzen muß, Farnell noch nicht bekannt war.

Bedeutung m. E. nicht genug gewürdigt wird. Und sollte mit der Ansicht von dem minyisch-ionischen Ursprung des Poseidonkultes es nicht auch zusammenhängen, wenn Farnell sich so lebhaft gegen die ›chthonische‹ Natur des Gottes wendet?[1]) Mit dem Wort chthonisch wird heute ja vielleicht zu viel und oft unvorsichtig operiert, aber gerade der Poseidon mancher Orte läßt sich m. E. ganz gut damit charakterisieren — ich erinnere nur an Phigalia, wo er neben der Μέλαινα steht —, und die Stelle bei Dionys. Hal. II 31, auf die sich Farnell als ein Zeugnis beruft, daß Poseidon nie mit chthonischen Riten verehrt sei, besagt in Wirklichkeit keineswegs so viel, sondern leugnet nur eine besondere Eigentümlichkeit, nämlich den unterirdischen ἀφανὴς βωμός, für den Kult dieses Gottes.

Soviel über die prinzipiellen Gesichtspunkte, die für die Darstellung Farnells und ihre Beurteilung in Betracht kommen. Es gibt aber natürlich eine Fülle von Einzelfragen, vor allem auf dem Gebiete der eigentlichen Sakralaltertümer, deren Lösung davon unabhängig ist, und wo es nur oder fast nur auf richtige Interpretation und Divination ankommt. Nun können bei einem solchen Werke wie dem Farnellschen nicht alle Dinge gleichmäßig behandelt sein, und ganz naturgemäß macht sich bemerkbar, daß F. sich mit der einen Frage spezieller und eindringender als mit der andern beschäftigt hat. Aber nachdrücklich möchte ich betonen, daß es kaum einen wichtigeren Abschnitt in diesen beiden Bänden gibt, der nicht auch nach dieser Richtung hin Förderung und Anregung gewährt. Ich will wenigstens einige Beispiele anführen und nenne zunächst aus dem Demeter-Kore-Band den Abschnitt über die Thesmophorien: nicht daß Farnell nun die verwickelten Probleme, die mit diesem Fest und seinem Namen verknüpft sind, sicher gelöst hätte, aber seine ruhige, methodische Erörterung wirkt klärend und — wenn ich so sagen darf — aufräumend; z. B. scheint mir der Versuch, die Bedeutung von θεσμός hier durch das bekannte homerische λέκτροιο παλαιοῦ θεσμὸν ἵκοντο zu erklären und den Kult mit der Institution der Ehe in Verbindung zu bringen, durch Farnell endgültig widerlegt und erledigt zu sein. Er selbst erklärt übrigens θεσμοφόρος als the bringer of treasure or riches, wofür er außer dem schon von Nilsson angeführten Anakreonzeugnis (fr. 58 Bergk[4]) noch zwei freilich nicht ganz sichere inschriftliche Belege (Collitz GGDI 1154 und Cauer Del.[2] 295 Z. 65) beibringt. — Aus dem Abschnitt über die eleusinischen Mysterien habe ich oben schon (S. 111 f.) die wichtigen Ausführungen über die Weihenacht und das δρᾶμα μυστικόν erwähnt; hier verweise ich noch auf das, was F. über das Verhältnis des Dionysoskultes zu den

1) Auch daß F. die chthonische Bedeutung des Pferdes nirgends anerkennt, hängt, fürchte ich, damit zusammen.

Mysterien, über ihre angebliche Herkunft aus Aegypten und über die πρόρρησις zu Beginn des Festes sagt. In den beiden letzten Punkten berühren sich Farnells Ausführungen z. T. nahe mit dem, was ich selbst einst dargelegt habe; jedoch wenn F. geneigt scheint, auf Grund der bekannten Aristophanesverse (Frösche 356 ff.) anzunehmen, daß schon um 400 v. Chr. die moralische Reinheit zwar nicht geprüft, aber ihre Notwendigkeit feierlich proklamiert wurde, so möchte ich doch zur Vorsicht mahnen und wiederholen, woran ich in meinen Leges sacrae erinnert habe (zu n. 148 p. 364), daß nämlich die Lesart γνώμῃ καθαρεύει nicht durchaus sicher ist, Plutarch statt dessen vielmehr γλώσσῃ las. Natürlich liegt die Lesart γνώμῃ näher, aber eben deshalb wäre ihr späteres Eindringen auch sehr begreiflich, und unmöglich scheint mir γλώσσῃ keineswegs; vergleichen ließe sich vielleicht, wie ich hier nachtragen möchte, der Vers des Rheaepigramms aus Phaistos: πάντες εὐσεβέες τε καὶ εὔγλωθ⟨ι⟩οι πάριθ' ἁγνοί (GGDI 5112).

Während dann das Poseidonkapitel, wie schon oben erwähnt, weniger befriedigt, bietet wieder der Abschnitt über Apollon, wo F. in zwei Kapiteln gesondert die einzelnen Kulte und dann das Ritual behandelt, des Guten und Anregenden viel. Auch in der Behandlung mancher religions- und stammesgeschichtlicher Probleme ist Farnell hier glücklicher. Die Kulttatsachen und die Ueberlieferung selbst wie die über Delphi reden bei diesem Gotte eben doch eine so eindringliche Sprache, daß oft auch Farnell nicht anders kann als in Apollon den späteren Eindringling zu erkennen und damit sich erst den Weg zum richtigen Verständnis öffnet. Aus dem den Kulten gewidmeten Kapitel hebe ich hervor seine Bemerkungen über die Hyperboreer, wo er sich durchaus auf Seiten der Ahrensschen Etymologie (ὑπερβέρειοι = ὑπερφερέται) stellt, über Apollon Λύκειος, den ›Wolfsgott‹, und seine Beziehungen zu Lykien, über Apollon Πατρῷος in Athen, vor allem aber den Abschnitt über das delphische Orakel mit den vortrefflichen Ausführungen über die delphische Mantik, die Rolle der Pythia und der Ὅσιοι, den religiösen und politischen Einfluß, den Delphi auf Griechenland ausübte. Im einzelnen kann man auch hier abweichender Ansicht sein, z. B. zweifle ich sehr, ob er mit Recht gegenüber Rohde den Einfluß des Dionysoskultes auf das Emporkommen der Ekstase in der delphischen Mantik leugnet. Aber abgesehen davon, daß andrerseits gerade hier Farnell auch Einzelfragen erfolgreich behandelt [1]), als Ganzes genommen gehört dieser Abschnitt

1) So hat das für die Auffassung der προμαντεία entscheidende Zeugnis schon Farnell, wie ich im Nachtrag zu meinem Bericht über Sakralaltertümer S. 76 noch bemerken konnte, gefunden (IV S. 214). Oppés Aufsatz über ›the Chasm at Delphi‹ hat er erst nachträglich kennen gelernt, aber die kurzen Bemerkungen

zum Besten, was in letzter Zeit zusammenhängend über Delphi geschrieben worden ist.

In dem Kapitel über das Apolloritual endlich beweist Farnell, wie sehr er doch bereit ist, die sicheren Ergebnisse und Erkenntnisfortschritte, die wir der sog. ›anthropologischen‹ Methode verdanken, sich zu eigen zu machen. Z. B. steht er in der Auffassung solcher Feste wie der Θαργήλια, Στεπτήρια u. ä. durchaus auf dem Boden der modernen Anschauung, daß wir es hier mit Vegetations- und Sühneriten einer früheren, primitiven Religionsschicht zu tun haben, die erst später in dem Apollokult aufgegangen sind. So zeigt gerade dieses Kapitel noch einmal deutlich das, worin m. E. die Stärke des Farnellschen Werkes liegt, und was ich zum Schluß hier zusammenfassend charakterisieren möchte als die Verbindung anthropologischer und philologischer Wissenschaft — ich gestehe offen, daß ich dabei, so wie die Dinge heute liegen, den Nachdruck auf diese letztere lege, da ohne sie wohl geistreiche und interessante Hypothesen, aber nie positive und sichere Fortschritte der Erkenntnis erzielt werden können.

Frankfurt am Main Ludwig Ziehen

Mitteilungen aus dem Naturhistorischen Museum in Hamburg XXV. Jahrgang (2. Beiheft zum Jahrbuch der Hamburgischen Wissenschaftlichen Anstalten. XXV. 1907). Hamburg: L. Gräfe & Sillem i. Komm. 1908. 291 S. Lex. 8°. M. 8,50.

1) Syngnathiden-Studien. I. Variation und Modifikation bei Siphonostoma typhle L. Von **Georg Duncker.** Mit 20 Tabellen, 3 Tafeln und 4 Figuren im Text. p. 1—115.

Die vorstehend genannte Arbeit von Dr. Duncker ist eine Untersuchung der individuellen und lokalen Variationen von Siphonostoma typhle L., eines an fast allen europäischen Küsten häufigen kleinen Fisches aus der Familie der Lophobranchier, und hat sich als hauptsächlichstes Ziel gesetzt das Studium der Beziehungen zwischen Bestimmungswerten und Korrelationskoeffizienten homologer Merkmale bei den verschiedenen Lokalformen einer und derselben Art. Der Autor stellt für später gleichartige Untersuchungen in Aussicht, welche sich auf andere Siphonostomaarten und Vertreter anderer Gattungen der Lophobranchier erstrecken soll.

Die Arbeit Dunckers, welche einerseits biologisch-morphologische, andererseits biostatistische Untersuchungsergebnisse liefert, ist folgendermaßen eingeteilt:

S. 181 Anm. a zeigen doch, daß er auch hier sich der für die Frage entscheidenden Momente wohl bewußt ist; zu vergleichen ist freilich hier noch das, was ich im Jahresbericht S. 34 ff. eingehender auseinandersetzen konnte.

I) Einleitung, II) Methode der Untersuchung, III) Hautpanzer und Seitenlinie, IV) Totallänge, V) Die Zahl der Körperringe, VI) Strahlzahl und Stellung der Rückenflosse, VII) Verlauf der mittleren subdorsalen Seitenkanten, VIII) Strahlzahl der Brustflossen, der Schwanzflosse, Afterflosse, IV) Ringzahl der Bruttasche, X) Notizen über anderweitige Lokalformen und einige relative Dimensionen, XI) Zusammenfassung: a) Morphologisches, b) Biostatistisches. Den Beschluß bildet ein Literaturverzeichnis und eine Anzahl von Tabellen und Tafeln. Die Tabellen enthalten empirische Befunde und Rechnungsergebnisse.

Aus dem allgemeineren Teil der Arbeit, den Abschnitten I und II, möge folgendes hervorgehoben werden:

Wie die Lophobranchier im allgemeinen, so erweist sich Siphonostoma typhle im speziellen als besonders geeignet für biostatistische Untersuchungen sowohl durch seine Häufigkeit und seine weite in Lokalrassen differenzierte Verbreitung, als auch durch gewisse morphologische Eigentümlichkeiten (äußere Metamerie, Größe u. s. w.). Das nur den Männchen der Lophobranchier zukommende Brutorgan erleichtert weiter eine für die Untersuchung wünschenswerte Sonderung des Materials nach Alter und Geschlecht. — Dem Autor standen in der Hauptsache Siphonostomaindividuen von drei Lokalformen, rund 1300 Exemplare zur Verfügung, von denen etwa die Hälfte aus dem Kanal bei Plymouth, je ein Drittel aus dem Mittelmeer (Neapel) und der südwestlichen Ostsee (Neustädter Bucht) herstammte. — Jedes Individuum wurde auf folgende Merkmale hin studiert: Totallänge (in mm); Zahl der Rumpf- und Schwanzringe; Zahl der Flossenstrahlen in Rücken-, Brust- und Schwanzflosse; Verlauf der systematisch wichtigen subdorsalen Crista lateralis media; Ringzahl der männlichen Bruttasche. Die Untersuchungsergebnisse geben Aufschluß über Abänderungen nach Geschlecht und Alter, über Variation, Korrelation und Modifikation der Merkmale. Unter Modifikation versteht hier der Autor nach botanischem Vorbild die Abänderungen wie z. B. die Lokalformen einer Tierart, die differenten Milieubedingungen ihre Entstehung verdanken im Gegensatz zur individuellen Variation.

Ueber die eigentlichen Ursachen der individuellen Variation ist mit Bestimmtheit nichts zu sagen, ebensowenig über die Wirkungsweise modifikatorischer Bedingungen. Eine Modifikation einer Tierform kann sowohl auf dem Wege der Alteration wie der Selektion der Mitglieder einer modifizierenden Einflüssen ausgesetzten Speziesgemeinschaft vor sich gehen. Der Verfasser glaubt weder für das Zustandekommen der alterativen noch der selektiven Modifikation längere Zeiträume in Anspruch nehmen zu müssen, für die erstere nur die Dauer ›einer‹ Generation, für letztere nach Analogie der de

Vriesschen Pflanzenversuche etwa nur eine beschränkte Zahl von Generationen, wenn dieselben (wie bei Siphonostoma z. B. alljährlich) schnell aufeinander folgen.

Was die angewendete Untersuchungsmethode anbelangt, so sei nur erwähnt, daß die verschiedenen Merkmale durch Messung resp. Zählung festgestellt wurden. Hierbei wurden Resultate gewonnen an den einzelnen Merkmalen über deren 1) morphologische oder funktionelle Bedeutunng, 2) ihre Abänderungen im Zusammenhang mit dem Wachstum und mit dem Geschlecht, 3) ihre Variation, 4) ihre Korrelation zu anderen Merkmalen, 5) die Art und Weise ihrer Modifikation und die Größe der Divergenz der verschiedenen Lokalformen bezüglich ihrer Merkmale. — Die Resultate von 2—5 wurden mittelst der statistischen Rechnungsmethode gewonnen, behufs der angewendeten Rechnungsarten verweise ich auf die Originalarbeit selbst wie auf eine andere Schrift Dunckers (siehe Literaturverzeichnis, 1904).

In den folgenden Zeilen soll nun eine kurze Zusammenfassung der gewonnenen Resultate gegeben werden.

a) Morphologisch-biologische Resultate[1]).

1. Aeußere Körperbedeckung und Körperkonturen. Unter Außerachtlassung der sonstigen Morphologie des Syngnathidenkörpers sei hier nur über die mittleren subdorsalen Seitenkanten folgendes bemerkt. Die fraglichen Seitenkanten verlaufen bei Siphonostoma kontinuierlich oder unterbrochen. Bei allen drei Lokalformen ist Kontinuität häufiger als Unterbrechung, bei P. F. seltener als bei N. F. und O. F. Die Diskontinuität kann unvollständig, vollständig oder übermäßig sein (Fig. p. 41), das typische Verhalten ist vollständige Diskontinuität. Einseitige Unterbrechung ist bei O. F. häufiger, bei P. F. gleich häufig, bei N. F. weniger häufig als beiderseitige.

2. Seitenlinie. Sie fehlt bei den Syngnathiden nur bei etwa sechs Gattungen und hat eine dem Hautpanzer analoge Gliederung. Sie verläuft am Rumpf auf den dorsalen Flügeln der Scuta lat. sup. und fehlt auf der Schwanzflosse. Bei vollständiger und übermäßiger Unterbrechung der mittleren subdorsalen Seitenkanten verläuft sie zwischen den Enden der Crista med. t. und der Crista sup. c. Bei den meisten Syngnathiden besteht sie auf den einzelnen Schildern als Längsreihe feiner Poren, bei anderen entsprechend aus 1—3 gröberen Poren. Auf dem Schulterring besonders modifiziert, ist der Verlauf der Seitenlinie auf dem Kopf wohl dem anderer Knochenfische analog.

3. Die Flossen der Syngnathiden sind alle glieder- und meist

1) Gebrauchte Abkürzungen: P. F. = Plymouth-Form; N. F. = Neapler-Form; O. F. = Ostsee-Form; L. F. = Lokal-Form; lat. = lateralis; med. = media; sup. = superior; t. = trunci; c. = caudae.

einfachstrahlig; die Schwanzflosse fehlt manchen Gattungen ganz, bei anderen wird sie bald nach der Geburt des Jungfisches reduziert (Hippocampus). Beträchtlich ist die Regenerationsfähigkeit der Schwanzflosse, die auch bei Verlust eines bedeutenden Stückes des Schwanzes erfolgt. Das Hauptlokomotionsorgan der Syngnathiden ist die dorsale Flosse, die übrigen Flossen haben nur sekundäre oder keine Bedeutung für die Fortbewegung.

4. Alle Syngnathiden üben eine männliche Brutpflege mittelst verschieden gestalteter ventraler Bruttaschen aus, in denen sich die Eier entwickeln. — Bei Siphonostoma ♂ ist die Bruttasche subcaudal gelagert und wird von zwei häutigen Deckfalten gebildet, welche durch seitliche Schutzplatten gestützt werden und während der Embryonalentwicklung gegen das umgebende Meerwasser wasserdicht zusammenschließen. Durch placentaartige Wucherungen innerhalb der Tasche, die beim Ausschlüpfen der Jungen ausgestoßen werden, werden die Embryonen mit Sauerstoff versorgt. Die Füllung der Bruttasche erfolgt in wiederholten Laichablagen und meist vermutlich durch mehr als ein Weibchen. Die Laichzeit von Siphonostoma, in nördlicheren Breiten auf den Sommer beschränkt, wird in südlicheren Gegenden länger ausgedehnt; nur ein kleiner Teil der reifen Individuen scheint eine zweite Fortpflanzungsperiode zu überleben. Die Bruttasche entsteht bei Eintritt der ♂ Geschlechtsreife und wird nicht zurückgebildet. Bei gewissen Syngnathiden kommt bei den ♀ eine rudimentäre Bruttasche vor.

5. Die Totallänge (Abstand zwischen Schnauzenspitze und Hinterende der Schwanzflosse), ist bei den ♀ Siphonostoma durchschnittlich größer als bei den ♂. Der annähernd gleich großen P. F. und N. F. gegenüber erscheint die O. F. als Zwergform (in den ♂). Maximallänge überhaupt (♂ der N. F.) 35,4 cm, Minimallänge der ♂ (O. F.) 12 cm. Die Zentralwerte (C) und Quartalwerte (q) der drei Lokalformen sind:

	P. F.		N. F.		O. F.	
	C	q	C	q	C	q
♂	22,09	1,00	22,07	2,29	15,69	1,49 cm
♀	23,46	1,13	22,96	2,40	20,39	1,31 „

b) Biostatistische Resultate.

1. Zahlenverhältnis reifer ♂ und ♀ bei P. F. 46,7 % : 53,3 % ♂, bei N. F. 45,7 % ♂ : 54,3 % ♀, bei O. F. 44,2 % ♂ : 55,8 % ♀. Bei N. F. schwankt das Verhältnis erheblich je nach der Jahreszeit.

2. Altersabänderungen. Zahl der Ringe des Körpers der Subdorsalregion und Flossenstrahlenzahlen bleiben konstant von der Geburt der Fische an und sind dadurch taxonomisch wichtig. Ver-

änderlich in der Länge sind bei Diskontinuität der mittleren subdorsalen Seitenkanten nur bei zunehmender Totallänge die Crista med. t. und die Crista sup. c. Bei Kontinuität der mittleren subdorsalen Seitenkanten tritt keine Veränderung ein. Die ♂-Bruttasche wird mit zunehmender Körperlänge durch Zunahme ihrer Ringzahl nach hinten länger.

3. Geschlechtsdifferenzen. Solche wurden eigentlich nur in der Totallänge und in der spezifisch männlichen Bruttasche festgestellt.

4. Variation. Alle untersuchten (15) numerischen Merkmale unterliegen einer regulären und monotypischen Variation. Keine der untersuchten Formen ist in allen Merkmalen gleichzeitig am höchsten entwickelt, vielmehr z. B. die Rumpfringzahl u. a. bei der N. F., die Schwanzringzahl u. s. w. bei der P. F., die subdorsale Ringsumme und Strahlzahl der Dorsalflosse bei der O. F. am höchsten. Im allgemeinen ist die N. F. als die variabelste von den drei Formen zu bezeichnen. Die Strahlzahl der Dorsalflosse hat die größte, die der Schwanzflosse die geringste Variabilität unter allen Merkmalen. — Die Höhe der Mittelwerte steht bei den untersuchten Merkmalen in keiner Beziehung zur Größe ihrer Hauptabweichungen und die häufig aufgestellte Behauptung, daß höheren Mittelwerten eines Merkmals auch höhere Hauptabweichungen entsprechen müßten, bewahrheitet sich nicht bei Siphonostoma. Von den (15) untersuchten Merkmalen variieren bei allen drei Lokalformen acht symmetrisch um ihre Mittelwerte, während sechs Merkmale deutlich asymmetrische Variationsreihen haben. — Im allgemeinen zeigen sich die drei Lokalformen ähnlich bezüglich der Symmetrie resp. Asymmetrie ihrer homologen Varitionsreihen. — Annähernd normal variieren 6 der 15 Merkmale bei allen drei Lokalformen. Als typische Varianten, deren relative Häufigkeit bei den einzelnen Lokalformen zwischen 51,7 und 98,6 % schwankt, ergeben sich folgende:

	Ann. corp.			Ann. subdors.			D.	P.	C.	B. i.	Crist. lat.
	t.	c.	S.	t.	c.	S.					
P. F.	18	37—38	55—56	1	9	10	37—39	15	10	23—24	kontin.
N. F.	19	35—36	54—55	0	8	8—9	34—36	16	10	21—22	„
O. F.	17	35--36	53	1	8—9	9	34—36	13—14	10	20—22	„

Der festgestellte Variationsumfang der gesamten Art zeigt sich bedeutend größer als derjenige der einzelnen Lokalformen von Siphonostoma und beträgt für 1366 Einzeluntersuchungen (wovon 315 ♂): Ann. (16—20) + (32—40 = 49—50; Ann. subdors. (÷ 1—2) + 7—11) = 6—12; D. 27—43; A. 2—5; P. 12—18; C. 9—13; B. i. 19—26; Crist. lat. subkontin. (Diskontin. ÷ 2—4).

5. Mit Sicherheit nachweisbare positive Korrelation besteht bei allen Lokalformen übereinstimmend in 11 Fällen unter 18 unter-

suchten Merkmalskombinationen, negative Korrelation in drei Fällen übereinstimmend bei den drei Lokalformen. Alle 18 Kombinationen ergeben bei allen drei L. F. zwölfmal positive, viermal negative Korrelation, in den restierenden zwei Fällen nur für die O. F. einmal negative und einmal positive Korrelation. — Die gefundenen Korrelationskoeffizienten ordnen sich in ihren absoluten Größenwerten in zehn Fällen entsprechend der Lagebeziehung der Fundorte der L. F. Die Korrelationsintensität ist durchschnittlich bei allen L. F. gleich stark und ergibt, auf die drei L. F. verteilt, folgende Zahlen:

		P. F.	N. F.	O. F.
Korr.-Int.	stärkste	3	8	7
	mittlere	10	3	5
	schwächste	5	7	6

Bedeutende Verschiedenheiten in der Korrelationsintensität der gleichen Merkmalskombination bei verschiedenen L. F. kommen ziemlich häufig vor. Unter Uebergehung der weiteren Einzelheiten, die sich auf die Korrelationsverhältnisse der verschiedenen Merkmalskombinationen beziehen, sei nur noch bemerkt, daß das Fassungsvermögen der männlichen Bruttasche unabhängig ist von der Totallänge des Tieres und der Ringzahl der Tasche, so daß große Individuen und solche mit langer Bruttasche günstigere Aussicht auf Fortpflanzung und größere Nachkommenschaft haben.

6. Mit Ausnahme der Schwanzflossenstrahlzahl erweisen sich alle untersuchten Merkmale als der Modifikation zugänglich, aber in sehr verschiedenem Grade. Der geographischen Lagebeziehung der Fundorte des Materials entsprechen nur wenige Modifikationen (Gesamtzahl der Ringe, Zahl der subdorsalen Ringe, Strahlzahl der Brustflossen) derart, daß in ihnen tatsächlich die P. F. intermediär zwischen der N. F. und der O. F. steht. Die Modifikationen der Merkmale entsprechen im allgemeinen nicht ihren intrarassialen korrelativen Beziehungen, so daß es unmöglich erscheint, eine einzelne Lokalform mit Hülfe der Kenntnis der Modifikation eines Merkmals sozusagen zu konstruieren. Nur solche Merkmale ändern modifikatorisch ab, die zu einander in intensiver intrarassialer Korrelation stehen (acht der untersuchten Merkmale, darunter alle bilateral-homologen Merkmalspaare). — Die Modifikation der untersuchten Merkmale ist mit Ausnahme einiger etwa (Totallänge, Ringzahl der Bruttasche u. s. w.) nicht auf direkte alterative Einwirkung zurückzuführen, da die meisten Merkmale bei der Geburt der Jungfische bereits endgültig in ihrer Beschaffenheit fixiert sind. Es bleibt dann noch die Möglichkeit indirekt alterativer Einwirkung auf dem Wege über die elterlichen Fische oder einer selektiv postembryonal auftretenden Beeinflussung der ausgeschlüpften Jungfische von Siphonostoma.

7. Die Divergenz der drei L. F. steht bezüglich der in Betracht gezogenen Merkmale hinter spezifischer Divergenz zurück, so daß die drei L. F. nicht als ebenso viele Arten anzusehen sind. Die Gesamtzahl der Rumpfringe und die Brustflossenstrahlzahl sind wichtige Merkmale zur Unterscheidung der L. F. und ergeben beide die höchsten Divergenzkoeffizienten zwischen der N. F. und der O. F. Nach dem ersten Merkmal sind danach unterscheidbar 98 %, nach dem zweiten 97,5 % der Individuen der beiden genannten L. F. Das zweite Merkmal hat außerdem, obwohl gewöhnlich unberücksichtigt gelassen, taxonomischen Wert für die Systematik der Syngnathiden. — Die Differenzquotienten zwischen den Hauptabweichungen desselben Merkmals bei den verschiedenen Lokalformen sind im allgemeinen klein, wie folgende Zusammenstellung ihrer absoluten Größen zeigt:

		P. F.—N. F.	P. F.—O. F.	N. F.—O. F.
Abs. Gr. d. Diff.- Quot. liegt zwischen	0—2	5	10	5
	2—4	4	—	5
	4—6	3	2	2
	6—8	1	1	1

Unsicher muß hiernach erscheinen die Verschiedenheit der Hauptabweichungen verschiedener Lokalformen in 20 unter 39 Vergleichsfällen, und in den übrigen Fällen mit sicher vorhandener Verschiedenheit ist sie meistens auch nur gering. Es läßt sich daraus die schon anderweitig gefundene Tatsache abermals bestätigen, daß die Variabilität eines modifikablen numerischen Merkmals durch seine Modifikation im ganzen nur wenig, zum mindesten bedeutend weniger beeinflußt wird, als sein Mittelwert oder als seine korrelativen Beziehungen zu anderen Merkmalen.

2) **Die Molguliden des Naturhistorischen Museums zu Hamburg.** Von Prof. **W. Michaelsen** (Hamburg). Mit drei Tafeln. p. 117—152.

Die genannte Arbeit systematischen Inhalts bildet den Anfang einer Reihe von Publikationen, die der Autor über die Tunicaten des Naturhistorischen Museums zu Hamburg zu veröffentlichen beabsichtigt, und hat die Familie der Molguliden des genannten Museums zum Gegenstand. Es werden neun Arten von Molguliden verschiedener Weltgegenden, z. T. neue oder wenig bekannte, ausführlich beschrieben. — Ein Verzeichnis von Abhandlungen, die auf dem Tunicatenmaterial des Hamburger Museums basieren, sowie eine Liste der Molgulidentypen dieses Museums ist dem Hauptteil der Arbeit vorangestellt. Das Hamburger Museum enthält an Molgulidenspezies 36, die sich auf sieben Gattungen verteilen, die Zahl der Typen beträgt 12 (13?).

3) **Pendulationstheorie und Oligochaeten, zugleich eine Erörterung der Grundzüge des Oligochaetensystems.** Von Prof. **W. Michaelsen** (Hamburg). Mit einer Abbildung im Text. p. 153—175.

Die vorliegende Abhandlung des Hamburger Oligochaetenforschers stellt eine Entgegnung dar auf Aeußerungen Simroths, die dieser in seinem Buche ›Die Pendulationstheorie‹ über die Oligochaeten und ihr System gemacht hatte. Simroth hatte, als er die Oligochaeten auf ihre Brauchbarkeit für seine Theorie prüfte, eine große Enttäuschung erfahren müssen und machte für das Versagen der Oligochaeten den Umstand verantwortlich, daß die Systematik der Oligochaeten auf einer allzu labilen Morphologie beruhe. Prof. Michaelsen, der mit Simroth zwar darin ganz übereinstimmt, daß die Oligochaeten sehr wenig beweiskräftig seien für die Zwecke der Pendulationstheorie, weist die auch gegen ihn als den Begründer eines rationellen Oligochaetensystems gerichtete Kritik Simroths zurück, indem er Simroths Ansicht als teils auf Irrtum teils auf Mißverständnissen beruhend erklärt. — Der Gedankengang Michaelsens in seiner Erörterung der Grundzüge des Oligochaetensystems ist etwa folgendermaßen im wesentlichen wiederzugeben:

Die gesamte Masse der Oligochaeten läßt sich mit Rücksicht auf die für die Oligochaetensystematik in erster Linie neben den Borsten in Frage kommenden Geschlechtsorgane in zwei große Gruppen einteilen, die phyletisch älteren limicolen Oligochaeten und die phyletisch jüngeren, höher entwickelten terricolen Oligochaeten. Zu letzteren, den Regenwürmern im eigentlichen Sinne, gehören die Megascolecidae, Glossoscolecidae, Lumbricidae und Moniligastridae, ferner werden noch die limicolen Haplotaxiden zu den jüngeren Oligochaetenfamilien gerechnet. Megascolecidae, Glossoscolecidae, Lumbricidae erweisen sich mit einer einzigen Ausnahme als höchst stabil in der Beschaffenheit ihres Geschlechtsapparates. Auch die Moniligastridae, die zwar in der Zahl ihrer Gonaden immerhin etwas Labilität besitzen, haben im übrigen einen durchaus einheitlichen Charakter, so in der Lage und Zahl ihrer Muskelmagen und in der Bildung der männlichen Geschlechtsorgane. Die vier genannten höheren terricolen Regenwurmfamilien haben wohl sicher einen gemeinsamen Ursprung. — Die höheren terricolen Oligochaetenfamilien stehen durch den gemeinsamen Besitz bestimmter Eigentümlichkeiten des Geschlechtsapparates im Gegensatz zu fast allen limicolen Familien (exklusive Haplotaxiden). Bei den Limicolen nun finden wir ausnahmslos je ein Paar männliche und weibliche Geschlechtsdrüsen in bestimmter Anordnung, bei den Terricolen dagegen vielfach eine Verdoppelung der Hodenpaare in diskontinuierlicher Anordnung nebst bestimmter Lagerung der Ovarien, 2—3 Segmente hinter dem letzten oder dem ein-

zigen Hodenpaar. Die Diskontinuität der Gonaden ist hier am besten auf eine teilweise Reduktion von ursprünglich zwei Paaren zurückzuführen, wie sie die Stammform der Regenwürmer jedenfalls besessen haben muß. Die einzige Ausnahme unter den terricolen Regenwürmern, der sonst hoch organisierte Enantiodrilus Borellii Cogn., welcher zwei Paar Ovarien besitzt, dürfte danach als eine Rückschlagsform anzusehen sein.

Mittelst der Eigentümlichkeiten der Gonadenanordnung läßt sich der Ursprung der höheren terricolen Regenwürmer weiter verfolgen innerhalb der Gruppe der limicolen Oligochaeten, und wir treffen dabei auf die Familie der Lumbriculiden, welche in der Tat eine Verdoppelung der Gonaden aufweisen und als die ersten Besitzer dieser bemerkenswerten Eigenschaft bewertet werden müssen. Abgesehen von den mehr abseits stehenden Haplotaxiden ist die kleine Familie der Lumbriculiden unter den Limicolen allein diejenige, welche Träger des ursprünglichen Zustandes der verdoppelten Gonadenpaare ist. — Die Lumbriculiden sind es ferner auch, die in ihrem Geschlechtsapparat eine tatsächlich große Labilität besitzen im Gegensatz zu der übrigen Hauptmasse der Oligochaeten und daher wohl auch den Anlaß zu der irrigen Anschauung von der labilen Morphologie der Oligochaeten im allgemeinen gegeben haben. — Die Labilität der Lumbriculiden läßt sich unter zwei verschiedenen Formen erkennen, als rezente und vorzeitliche Labilität. Ein hervorragendes und fast einzig dastehendes Beispiel rezenter Labilität ist Lumbriculus variegatus Müll., und man darf von ihm vermuten, daß diese Labilität früher oder später zu einem Zerfall der Art in stabile Lokalrassen führen wird, wie das bei dem Lamprodrilus satyriscus Mich. des Baikalsees schon jetzt realisiert ist. Die große Mehrheit der Lumbriculiden indessen zeigt Stabilität in dem Verhalten ihres Geschlechtsapparates, wenn auch als wahrscheinlich anzunehmen ist, daß bei den meisten Lumbriculiden früher eine Labilität des Geschlechtsapparates geherrscht hat (so z. B. bei Lamprodrilus satyriscus Mich. vor seinem Zerfall in Lokalrassen). Einer solchen vorzeitlichen Labilität ist offenbar die Verschiedenheit in der Anordnung des Geschlechtsapparates bei den jetzigen Lumbriculiden zu verdanken. — Die Frage nach einer die Urform der Lumbriculiden repräsentierenden rezenten Limicolengattung ist einstweilen nicht zu beantworten, da nicht festzustellen ist, ob der hierbei wichtige Zustand der Gonadeneinpaarigkeit bei gewissen Gattungen ein primärer oder sekundärer ist. Sicher erscheint es nur, daß alle Lumbriculiden mit reduziertem Geschlechtsapparat und alle höheren phyletisch jüngeren Oligochaeten von den Haplotaxiden an aufwärts von mit doppelpaarigen Gonaden versehenen Lumbriculiden abstammen, d. h. Formen, welche etwa einem normalen

Lamprodrilus entsprechen würden. Als reduzierte Formen werden hierbei mit Sicherheit nur solche bewertet, bei denen noch Reste des zurückgebildeten Organpaares festgestellt werden konnten.

Zur Beleuchtung der Beziehungen zwischen den Lumbriculiden und den phyletisch jüngeren Oligochaetenfamilien werden vom Autor noch andere morphologische Verhältnisse, so u. a. der Verlauf der Samenleiter und die Borsten, einer Betrachtung unterzogen. — Auch in Betreff der Borsten bilden die Lumbriculiden eine gut passende Ausgangsfamilie für die jüngeren Oligochaeten, zunächst die Haplotaxiden. Die jüngeren Oligochaeten haben in der Regel und ursprünglicher Weise eine ›lumbricine‹ Borstenanordnung (vier Paar Hakenborsten pro Segment), welche unter den phyletisch älteren Limicolenfamilien nur den Lumbriculiden zukommt. Die lumbricine Borstenanordnung kann zweierlei Modifikationen erleiden, Verminderung und Vermehrung der Borstenzahl. Während erstere nur bei den limicolen Familien inkl. Haplotaxiden vorkommt, findet sich eine Vermehrung der Borstenzahl nur bei einem Teil der höheren Terricolenfamilien (Megascolecidae, Glossoscolecidae). Zu der letztgenannten Kategorie der Borstenbeschaffenheit ist auch die sogen. perichaetine Borstenanordnung (Pheretima) zu rechnen, und sie ist als sekundär aus der lumbricinen Borstenstellung hervorgegangen zu denken und nicht etwa, wie Simroth meint, eine ursprüngliche auf Polygordius zurückweisende Erscheinung. Es kann daher nicht im Sinne Simroths von zwei differenten Reihen von Oligochaeten, einer mit lumbriciner, einer mit perichaetiner Beborstung, die Rede sein, sintemalen es auch Oligochaeten mit teilweise lumbriciner, teilweise perichaetiner Borstenstellung gibt.

Nachdem Prof. Michaelsen endlich noch die Angaben Simroths über die Verbreitung sogen. riesenwüchsiger Regenwurmarten und die Urheimat der Lumbriciden einer Korrektur unterzogen hat, gelangt er zu dem Schlußresultat seiner Ausführungen, daß das von ihm vertretene System der Oligochaeten, basiert auf einer im ganzen durchaus stabilen Morphologie, trotz gewisser Mängel als ein rationelles aufrecht zu erhalten sei. Gleichwohl erweisen sich die Oligochaeten als denkbar ungeeignete Objekte für die Zwecke der von Simroth behandelten Pendulationstheorie, da auch diejenigen Tatsachen, welche von Simroth als Stütze für seine Theorie herangezogen werden, sich meistens auch noch anders als im Sinne Simroths erklären lassen.

4) **Neue Ptinidae, Anobiidae und Anthicidae des Naturhistorischen Museums zu Hamburg. Von M. Pic** (Digoin). p. 177—179.

Die Abhandlung Pics ist systematischen Inhalts und bringt die Diagnosen einiger neuer exotischer Coleopteren der in der Ueber-

schrift genannten Familien aus den Gattungen Hadrobregmus, Ptinus, Niptus, Formicomus und Anthicus.

5) Die sekundären Geschlechtscharaktere der Skorpione, Pedipalpen und Solifugen. Von **K. Kraepelin.** Mit 61 Abbildungen im Text. p. 181—225.

Der als Spezialforscher auf dem Gebiete der angeführten Arachnoideen bekannte Verfasser wurde zu seinen Untersuchungen geführt aus dem Wunsche heraus, die bei den fraglichen Arachnoideenordnungen auftretenden sekundären Geschlechtscharaktere zu studieren im Hinblick auf ihre Verwertbarkeit einerseits für das Darwinsche Prinzip der geschlechtlichen Zuchtwahl, andererseits um die Verwandtschaftsbeziehungen innerhalb der drei genannten Ordnungen auf ihre Brauchbarkeit im phylogenetischen Sinne zu prüfen. Wegen der Eigenart der in Betracht zu ziehenden Geschlechtsmerkmale mußte jede der drei Ordnungen getrennt untersucht werden, und zwar erstreckte sich die Untersuchung auf folgende Teile der untersuchten Objekte: Färbung, Körpergröße und -form, Integumentgebilde, schließlich die einzelnen Organe, Körperregionen, Extremitäten, Kämme der Skorpione u. s. w. — An Untersuchungsresultaten ergab sich kurz zusammengefaßt etwa folgendes:

I. Skorpione. Färbung, Körperdimensionen, Integumentgebilde, ferner von den Körperregionen Mandibeln und Gehbeine zeigen nur geringe sekundäre Geschlechtsmerkmale, hingegen alle übrigen Organe mehr oder weniger häufige und markante Sexualcharaktere, so Cephalothorax und Abdomen, Cauda, Endblase der Cauda, Maxillarpalpen, Genitalplatten und endlich die Kämme. Die Kämme tragen Sexualmerkmale vielfach und in verschiedener Weise, was insofern hervorzuheben ist als man annimmt, daß die Kämme ihrer Lage entsprechend in Beziehung zu den geschlechtlichen Funktionen der Skorpione stehen. — Neubildungen von Organen bei dem einen Geschlecht kommen nicht vor. Die Geschlechtsmerkmale des einen Geschlechts zeigen sich als Modifikationen von auch beim anderen Geschlecht vorhandenen Organen, wobei fast alle Körperorgane beteiligt sein können. Kein einziges Geschlechtsmerkmal ist für sämtliche Arten gültig, wennschon einzelne Charaktere bei der Mehrzahl der Familien vorkommen. Bemerkenswert ist die abrupte Art des Auftretens der Geschlechtscharaktere, die bei der einen Art etwa auftreten, bei einer nahe verwandten hingegen fehlen können (so die exzessive Verlängerung der Cauda, die blasige Auftreibung der Stachelbasis gewisser ♂). Zu erwähnen ist auch der von Prof. Kraepelin vermutete Geschlechtsdimorphismus bestimmter Arten (Opisthophthalmus), wo differente Männchen zu nicht unterscheidbaren Weibchen gehören.

— Die Gesamtheit der sekundären Geschlechtsmerkmale lassen sich in drei Gruppen einteilen, in spezifisch dem Männchen eigentümliche, in spezifisch weibliche und in labile Charaktere. — Für die Feststellung phylogenitischer Beziehungen zwischen den einzelnen Familien der Skorpione erscheinen deren sekundäre Geschlechtsmerkmale nur wenig brauchbar, vielmehr muß angenommen werden, daß die Geschlechtscharaktere innerhalb jeder Familie, ja sogar Gattung getrennt zur Entwickelung gelangt sind, und daß dort, wo gleichartige Merkmale bei verschiedenen Familien vorkommen, zunächst eher an eine Parallelentwickelung als an phylogenetische Beziehung zu denken ist. Auch im Lichte des Darwinschen Zuchtwahlprinzips betrachtet ist nur selten eine Deutung zu Gunsten jenes Prinzips möglich, doch mag in diesem Punkte die Zukunft noch bessere Aufklärung bringen, wenn eine genauere Kenntnis der Lebensgewohnheiten dieser wie Pedipalpen und Solifugen meist tropischen und versteckt lebenden Tierformen erlangt sein wird.

II. Pedipalpen. Bei den Pedipalpen bieten wie bei den Skorpionen Färbung, Körperdimensionen und Integumentgebilde nur wenig, von den Organen des Körpers jedoch verschiedene mehr oder minder gute Geschlechtsmerkmale dar, so die erste und zweite Bauchplatte, die Maxillarpalpen, die Beine, bisweilen der Caudalanhang (Schizomidae). — In der Ausbildung der sekundären Geschlechtsmerkmale zeigen die Pedipalpen einigermaßen Analogie mit den Skorpionen, auch sie haben spezifisch männliche, spezifisch weibliche und labile Merkmale. Wie bei den Skorpionen u. a. die spezifisch skorpionoiden Kämme Träger guter Merkmale sind, sehen wir bei den Pedipalpen, denen Kämme fehlen, die geißelartig verlängerten Gehbeine des ersten Paares mancherlei sexuelle Merkmale aufweisen. Wie bei den Skorpionen geben bei den Pedipalpen die sekundären Geschlechtsmerkmale kaum irgend einen Aufschluß über die phylogenetischen Beziehungen der einzelnen Pedipalpenfamilien zu einander, wie denn auch über die physiologisch-biologische Bewertung der Geschlechtscharaktere noch nichts bekannt ist.

III. Solifugen. Abweichend von Skorpionen und Pedipalpen spielen bei den Solifugen Färbung, Körperdimensionen und Integumentgebilde (z. B. Haarbesatz) eine mehr oder minder bedeutsame Rolle als Träger sekundärer Geschlechtsmerkmale, die außerdem erheblich verschieden von denen der beiden anderen Ordnungen sind. Es drückt sich dieser Umstand aus in den Integumentgebilden und der Beteiligung anderer Organe als bei Skorpionen und Pedipalpen. Von den Körperorganen bieten allerlei Geschlechtsmerkmale der Cephalothorax, Mandibeln, Maxillarpalpen, Beine, Malleoli (Analogon der

Skorpionskämme) und besonders das Mandibularflagellum. Letzteres, nur den Solifugen eigentümlich und sehr mannigfaltig gestaltet, ist eine Bildung sui generis, eine Neubildung und zwar ausschließlich männlichen Charakters. — Die sexuellen Merkmale der Solifugen haben einen z. T. konstanteren Charakter in ihrem Auftreten als bei Skorpionen und Pedipalpen, lassen sich dagegen nicht auf die drei früher schon erwähnten Merkmalsgruppen verteilen, da im ganzen eigentlich nur spezifisch männliche Geschlechtsmerkmale bei den Solifugen vorkommen. — Eine Erklärung im Sinne des Zuchtwahlgesetzes läßt sich für das Zustandekommen der sekundären Geschlechtsmerkmale der Solifugen wie bei Skorpionen und Pedipalpen nicht in befriedigender Weise geben, wohingegen sich eine günstigere Perspektive für die phylogenetischen Verwandtschaftsbeziehungen der Solifugenfamilien eröffnet, indem das durchweg hier vorhandene Flagellum in seiner Mannigfaltigkeit, sei es als fertiges Organ, sei es vielleicht auch in seiner ontogenetischen Entwicklung wahrscheinlich eine Handhabe zu einer phylogenetisch-natürlichen Gruppierung der verschiedenen Solifugenformen abgeben dürfte.

6) Die Pyuriden [Halocynthiiden] des Naturhistorischen Museums zu Hamburg. Von Prof. **W. Michaelsen.** Mit zwei Tafeln. p. 227–286.

Die vorliegende Arbeit systematischen Inhalts ist die zweite aus einer Serie, welcher die Tunicaten des Hamburger Museums als Material zu Grunde gelegt sind, und schließt sich der Abhandlung desselben Autors über die Molguliden des Hamburger Museums an. Eine Anzahl neuer und wenig bekannter Pyuriden [Halocynthiiden] werden genau und ausführlich beschrieben. Aus einem Verzeichnis der dem Hamburger Museum gehörenden Pyuriden ist zu entnehmen, daß in letzterem 37 resp. 39 Arten und Varietäten der genannten Tunicatenfamilie vorhanden sind, von denen 19 Arten und Varietäten durch Typen vertreten werden.

Prof. Michaelsen schickt seiner Arbeit eine beachtenswerte Erörterung über die Anwendung der ›Internationalen Nomenklaturregeln‹ im allgemeinen voraus, zu welcher er durch eine Abhandlung R. Hartmeyers über Tunicatenterminologie angeregt wurde. Durch die Hartmeyersche Arbeit wird, da sie sich streng an die Befolgung der ›Nomenklaturregeln‹ hält, eine ganz gewaltige Umwälzung im Bereiche der Tunicatenterminologie hervorgerufen. Gleichwohl empfiehlt der Verfasser, worin man ihm beistimmen kann, eine allgemeine Annahme dieser neuen Terminologie für die Tunicaten, wie die Befolgung der ›Nomenklaturregeln‹ in der Systematik überhaupt mit Rücksicht auf eine im Interesse der Forscher wie der Forschung erwünschte einheitliche Anwendung der ›Nomenklaturregeln‹. Zur Erleichterung

der Gewöhnung an die notwendig gewordenen Umbenennungen macht der Autor den Vorschlag, bis auf weiteres den neuen Bezeichnungen die seither im Gebrauche gewesenen in Klammern (siehe Pyuridae [Halocynthiidae]) und zwar zur Vermeidung von Mißdeutungen in ›eckigen‹ Klammern anzufügen.

7) Teuthologische Bemerkungen. Von Prof. **G. Pfeffer.** p. 289—295.

Der Verfasser der genannten Bemerkungen stellt einige kritische Betrachtungen systematischer und nomenklatorischer Natur an über einige Cephalopoden aus der Familie der Enoploteuthidae und kommt dabei zu folgenden Ergebnissen: 1. Es gibt eine durch den Besitz zahlreicher kleiner ventraler Leuchtorgane ausgezeichnete Unterabteilung der Enoploteuthiden, die wiederum in zwei differente Gruppen zerfällt, die sogen. veranyi-Gruppe und die hoylei-Gruppe. Von von älteren Autoren aufgestellten Arten gehört Enoploteuthis oweni Verany in die veranyi-Gruppe, Onychoteuthis armata Quoy & Gaim. in die hoylei-Gruppe. Die hoylei-Gruppe muß ihren ältesten Gattungsnamen Abralia Gray behalten, für die veranyi-Gruppe schlägt Prof. Pfeffer den neuen Namen Asteroteuthis vor. — 2. Meleagroteuthis hoylei Pfeffer n. sp. wird genau beschrieben. — 3. Thaumatolampas diadema Chun erhält den Gattungsnamen Lycoteuthis Pfeffer als Repräsentant der Subfamilie Lycoteuthinae der Onychoteuthiden. — 4. Onychoteuthis ingens Smith wird der Gattung Moroteuthis Verr. eingeordnet und für den Fall, daß die für diese Einordnung maßgeblichen Gesichtspunkte sich als unrichtig erweisen sollten, zum Vertreter einer neuen Gattung Moroteuthopsis Pfeffer erhoben.

Hamburg H. Augener

Ammiani Marcellini rerum gestarum libri qui supersunt, recensuit rhythmiceque distinxit **Carolus U. Clark** adiuvantibus Ludovico Traube et Guilelmo Heraeo. vol. I libri XIV—XXV. accedunt tabulae quinque. Berolini apud Weidmannos. MDCCCCX. XI + 387 S. 16 M.

Clarks lange erwarteter Ammian ist allgemeiner freudiger Begrüßung sicher; daß er sie verdient, lehrt eine kurze Prüfung von Text und Apparat. Das kritische Material ist ausgeschöpft und verarbeitet. Vor allem ist die genaue und vollständige Collation des Vaticanus (und der Marburger Fragmente) gegeben, räumlich getrennt von der übrigen adnotatio, die über den Text des Gelenius und was zu seiner Controlle nötig ist berichtet, die handschriftlichen Correcturen und die emendatio der Neueren enthält. Es ist ein so übersichtlicher wie geschickt geordneter Apparat.

Der Vaticanus ist erst jetzt zuverlässig bekannt und damit die

Grundlage der Kritik gesichert, die bisher an unzähligen corrupten Stellen irre gehen mußte; z. B. (ganz nach Zufall herausgegriffen) hat die Hds. XIV 11, 4 *vario* nicht *varia*, XVII 7, 10 *ut* nicht *et*. Die Besonderheiten ihrer Orthographie stehen zum Teil im Text, andres wie z. B. *exupernis* p. 169, 1, *incolomis* u. dgl. darunter; auch Formen, wie *contingerunt* 185, 19 und 215, 8 (wohl auch sonst), das z. B. bei Fulgentius erscheint (p. 11, 23; 86, 13 Helm). Dergleichen kann jetzt untersucht werden.

Während die recensio ganz Clarks eigen ist, hat er bei der emendatio die Unterstützung einer Reihe von kundigen Mitarbeitern erfahren: Löfstedt Novák Petschenig Seeck, besonders Heraeus; auch eine Anzahl sodales aus Clarks Seminar haben mitgeholfen. Ich kann nur sagen, daß meine Conjecturen so gut wie alle vorweggenommen sind. Aber es ist klar, und jetzt erst recht klar geworden, daß dieser außerordentlich schlecht erhaltene Text noch sehr vieler Arbeit bedarf. Ich erwähne ein paar Einzelheiten. XIV 6, 18 fehlt dem Satze *paucae domus studiorum seriis cultibus antea celebratae nunc ludibriis ignaviae torpentis exultant* etwas zu seinem richtigen Sinn: *cultibus <florent; quibus>*. — XIV 10, 13 schreibt Clark *veritatis enim absoluta semper ratio est <et> simplex*, sehr hübsch aber ohne Probabilität. In der corrupten Ueberlieferung *veritatis enim absolimo semper at per est simplex* liegt vor allem (wie Madvig vermutet hat und im Vat. *E* zu lesen ist) *absolutio* (*absolvere* heißt bei Ammian ›kurz darlegen‹, mit oder ohne *paucis*, *breviter*: XVI 12, 10; XVII 7, 1; XXVI 2, 5; XXX 4, 4; *veritatis absolutio* wie XVII 5, 4 *veritatis oratio*). Der Gedanke ist mit *veritatis enim absolutio semper est simplex* erfüllt; *at per* scheint eine Variante zu sein *al' per* und auf eine andere, wohl ursprüngliche Fassung zu deuten: *veritatis enim absolutio per est simplex*; wobei *per est simplex*, wie der Rhythmus verlangt, ein Wort bildet. — XVI 5, 14 *victoriis per quas cadentes saepe incolomi contumacia barbaros fudit* behält Clark bei; ich verstehe *cadentes* nicht (*vastantes* Gardthausen, *vagantes* Novák) und vermute *scatentes*, nämlich *contumacia* (*argutiis scatens* Gellius). — XVI 11, 5 scheint *<divin>anti* die richtige Ergänzung zu sein.

Der Herausgeber hätte das kritische Geschäft durch kurze Angaben und Hinweisungen in der adnotatio erleichtern können. Z. B. sollte zu XIV 6, 26 *et similiaque* bemerkt werden, ob *et—que* sonst vorkommt, oder doch durch einen Hinweis auf Löfstedts Spätlat. Stud. 27 verhindert werden, daß die Erscheinung wieder und wieder neu entdeckt wird; ebenso durch Hinweis auf Löfstedts Beitr. 59, daß die Schlußworte von XIV weiter emendirt werden. Zu XVIII 2, 17 *armorum viriumque* wird Gardthausens Streichung von *virium* er-

wähnt, aber zweckmäßiger wäre es auf XX 6, 1 (*armis et viribus*) hinzuweisen; oder, zu XXV 4, 22, um Lindenbrogs und Bentleys Emendation dem Zweifel zu entrücken, auf XXI 16, 19. Ueberhaupt beraubt sich der Herausgeber der Frucht seiner eignen Arbeit, wenn er die Begründung seiner Kritik von der adnotatio ganz ausschließt.

Das wichtigste Neue ist die durchgeführte Bezeichnung der rhythmischen Klausel und die Verwendung dieses Maßstabes für die Textkritik. W. Meyers Erkenntnis, daß Ammian accentuirten Satz- und Kolenrhythmus hat (Ges. Abh. II 236 ff.), bewährt sich durchaus. Man würde bei dem starken Schein quantitirenden Schlusses die Lehre für Ammian, wie sie Clark S. VII skizzirt, nicht ohne weitreichende Prüfung annehmen können, wenn nicht in den letzten Wochen die Abhandlung von Austin M. Harmon The clausula in Ammianus Marcellinus (Transactions of the Conn. Acad. of arts and sciences XVI) erschienen wäre, in der der Beweis einwandfrei geliefert ist. Harmon ergänzt Meyers allgemeine Aufstellungen nur in einem Punkt, der die Beachtung der Quantität bei der Wahl der unbetonten (nicht der betonten) Silben betrifft. Aber er gibt eine Fülle wichtiger Beobachtungen für die Betonung lateinischer und griechischer Wörter und das Verhältnis von *i u qu* zur Silbenbildung und nicht minder wichtiger Folgerungen für die Textkritik, darunter die allgemeine, daß Ammian keinen Brief oder sonstiges Citat ohne seine eigne Stilisirung anführt.

Das einzige womit ich nicht einverstanden bin, ist die Verwendung des Kommas zur Bezeichnung der Kolenschlüsse. Man kann und soll weder logische noch rhetorische Interpunktion strict durchführen. An den Klauselrhythmus muß man sein Ohr gewöhnen. Ihn durch Interpunktion zu bezeichnen ist, sofern es antik ist, späte Rhetorenübung. Immerhin läßt es sich für Ammian verteidigen; aber dann ist ein specifisches Zeichen vorzuziehn, wie der Ictus (mit Meyer) oder der hohe Punkt (mit Ziegler, vgl. Firmicus de err. prof. rel. XXIII). Einen so interpungirten Satz: *cuius socrus cum misceri sibi generum flagrans eius amore, non impetraret, ut ferebatur, per palatii pseudothyrum introducta, oblato pretioso reginae monili, id adsecuta est, ut ad Honoratum, tum comitem orientis, formula missa letali, homo scelere nullo contactus, idem Clematius, nec hiscere nec loqui permissus, occideretur* kann man nicht zum Vergnügen lesen.

Im übrigen braucht man nicht, wie der Herausgeber es verlangt (S. VIII), den zweiten Band abzuwarten, um zu sehen daß dies eine eben so gut vorbereitete wie durchgearbeitete Ausgabe ist.

Göttingen F. Leo

Charles Plésent, professeur de première au Lycée Louis-le-Grand, docteur ès lettres, Le Culex. Étude sur l'Alexandrinisme latin. Paris, Libr. C. Klincksieck 1910. XII + 504 S. 10 fr.

Le Culex, poème pseudo-Virgilien. Édition critique et explicative par **Ch. Plésent.** Paris, C. Fontemoing & Co. 1910. 267 S. 5 fr.

Die Ausgabe mit dem kritisch-exegetischen Commentar ist, wie man ohne weiteres zugeben wird, sehr fleißig gearbeitet und sucht das Verständnis des Gedichts in der richtigen Richtung zu fördern. Leider ist dem Verfasser das Mißgeschick begegnet, daß ihm die maßgebenden Untersuchungen über die Ueberlieferung des Gedichts (Vollmer in den Münchener Sitzungsberichten von 1907 und 1908) entgangen und Vollmers Ausgabe (Poetae lat. min. I) ihm zuvorgekommen ist.

Evidente Verbesserungen dieses Textes wird man nicht erwarten, aber von der Conjectur verlangen, daß sie den Sitz der Corruptel sorgfältig sucht und nicht angreift was in der Ueberlieferung heil geblieben ist. V. 21: *agrestum fetura boum* (P.): weder *agrestes boves* noch *agrestum boves* ist gut, dagegen *agrestum bona* der Hdss. V. 27: P.s Beispiele auf S. 103 beweisen garnichts für die unmögliche Wiederholung; nur *ponitque* steht fest und muß ergänzt, nicht verändert werden. V. 168: nur *aurae* ist corrupt und muß nach *tollebant* emendirt werden; *tendebant hydrae* ist Interpolation. V. 245 ist *supplete* schlimm, nur *ite* sicher.

Auf sein Sprachgefühl verläßt sich P. etwas zu sehr. ›Das und das ist richtig, quoi qu'en dise dieser oder jener‹ wirkt nicht sehr überzeugend. Ich gehe auf wenige Stellen mit einem Wort ein, um meine frühere Erörterung zu ergänzen. V. 37 *et tibi certet gloria* schreibt P. *perstet*. Für *certet* gibt einen zutreffenden Beleg Val. Fl. V 644 *et tibi, magne pater, terris donaria certant.* — V. 60 will P. *omnia laetitiae* nicht gelten lassen. Es ist dieselbe Verbindung wie *omnia principum* bei Tacitus ann. II 38; ganz entsprechend Tertullian de an. 49 *omnia animae.* — V. 132 zu *lamentandi mala* (P. wieder *lamentanti*) vgl. Herm. 40, 612. — Zu V. 166 *obvia—carpens* hätten wir Statius Theb. IV 798 *obvia carpit* anführen sollen, um so mehr als die Beschreibung des Drachen V 505 ff. an den Culex anklingt; ebenso zu V. 294 den zugleich die Interpretation bestätigenden Vers CEL. 576ᵇ 3 *credo tibi gratum, si haec quoque Tartara norunt.* Man sieht überhaupt nicht, daß P. die für das Gedicht wichtigen metrischen Inschriften herangezogen hat. So lassen sich V. 264 *Admeti iura* jetzt belegen durch CEL. 1339, 4 *omnia sic repetunt iura locosque suos.* — V. 275 kann *nec faciles* niemals heißen ›und unzugänglich‹. In *nec faciles Ditis sine iudice sedes* gehört die Negation nicht zu *faciles* und *sine iudice* zugleich, sondern *faciles sine iudice* gehört zusammen und dieser Begriff wird negirt. 329. 30 liegt der Solöcismus der früheren,

von P. wieder aufgenommenen Vulgata natürlich nicht in *tremescit Ciconas*. Aber dergleichen zu häufen habe ich nicht die Absicht.

Der andre Band behandelt die Echtheitsfrage, die Erfindung und Ausführung, das Verhältnis zu andern Dichtern (K. I—III), die Mythologie und Eschatologie, die Gattungsform, die Sprache, den Vers (K. IV—VIII). Man kann auf zu schmaler Grundlage ein zu großes, aber auch auf zu breiter ein zu kleines Gebäude aufführen. P. gibt in K. IV—VIII möglichst vollständige Uebersichten über die hellenistische erzählende Poesie, ihren mythologischen Apparat, ihre Versbildung u. s. w., sorgfältig die bekannten Ergebnisse Anderer zusammenfassend, Meinungen gegen Meinungen erwägend, das von Andern Untersuchte wieder untersuchend; wobei ihm z. B. eine so wichtige Arbeit wie die von Kaibel über den hellenistischen Vers entgeht und er z. B. bei der Prüfung der Cäsuren übersieht (S. 446), daß grade der Culex die semiseptenaria nicht kennt (dies kommt für V. 21 in Betracht). Was vor allem nottut und wodurch allein auch die allgemeinen Anschauungen befestigt werden, auf erweitertes Material gegründete Einzeluntersuchung, kommt bei dieser Betrachtungsweise zu kurz.

Was die Echtheitsfrage angeht, so urteilt zwar P., wie ich meine, richtig; aber es kommt doch auf die alte Antinomie hinaus: die Ueberlieferung beweist, daß der Culex von Vergil ist, und das Gedicht beweist, daß es nicht von Vergil ist. Wer z. B. urteilt wie Vollmer in der a. A. 1907 S. 351 ff., wird auch nach P. seine Position beibehalten dürfen. Ich kann jetzt leider die Gelegenheit nicht benutzen, der Argumentation von Skutsch und Vollmer gerecht zu werden.

Im letzten Abschnitt sucht P. wahrscheinlich zu machen, daß der Culex im Kreise Pollios entstanden sei. Dabei benutzt er als Argument die längst verschwundene Hypothese von Pollios Autorschaft des bellum Africanum, indem er in diesem und im Culex ähnlich gerichtete sprachliche Neigungen zu finden glaubt. Ueberhaupt ist das ein Suchen an der unrichtigen Stelle.

Das Buch ist, wie gesagt, sehr fleißig und sorgfältig aus dem vorhandenen Material gearbeitet. Es gehört zu einer Spielart philologischer Litteratur, deren Zweck zu sein scheint, die über einen Gegenstand allmählich zusammengeschriebene Litteratur zu conservíren. Wenn wir dem Verfasser wieder begegnen, wird er hoffentlich eine Arbeit bringen, die mit dem Vorhandenen nach Möglichkeit aufräumt, dafür aber Zukunftsarbeit in sich trägt.

Göttingen Friedrich Leo

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

The babylonian Expedition of the University of Pennsylvania, edited by **H. V. Hilprecht.** Series A: Cuneiform texts. Vol. VI, 1, 2; VIII, 1; XVII, 1; XX, 1. Series D: Researches and treatises. Vol. IV.

I. Babylonian legal and business documents from the time of the first dynasty of Babylon chiefly from Sippar by Hermann Ranke, Ph. D. Philadelphia 1906. VIII, 79 Ss. Druck; 10 (unnummerierte), 71 Ss. Autographien, XIII Ss. Autotypien. 4°. (BE. VI, 1.)

II. Babylonian legal and business-documents from the time of the first dynasty of Babylon chiefly from Nippur by Arno Poebel, Ph. D. Philadelphia 1909. XVI, 164 Ss. Druck, 60 Ss. Autographien, X Ss. Autotypien. 4°. (BE. VI, 2.)

III. Legal and commercial transactions dated in the assyrian, neo-babylonian and persian periods chiefly from Nippur by Albert T. Clay, Ph. D. Philadelphia 1908. VIII, 85 Ss. Druck, 72 Ss. Autographien, IX Ss. Autotypien. 4°. (BE. VIII, 1.)

IV. Letters to cassite kings from the temple archives of Nippur by Hugo Radau. Philadelphia 1908. XII, 174 Ss. Druck, 68 Ss. Autographien, XII Ss. Autotypien. 4°. (BE. XVII, 1.)

V. Mathematical, metrological and chronological tablets from the temple library of Nippur by H. V. Hilprecht. Philadelphia 1906. XVI, 70 Ss. Druck, 29 Ss. Autographien, XV Ss. Phototypien. 4°. (BE. XX, 1).

VI. A new boundary stone of Nebuchadrezzar I from Nippur with a concordance of proper names and a glossary of the Kudurru inscriptions thus far published by Wm. J. Hinke. Ph. D., D. D. With 16 halftone illustrations and 35 drawings. Philadelphia 1907. XXVII, 323 Ss. 8°. (BE. Ser. D. 4.)

I. Die 119 von Ranke in BE. VI, 1 herausgegebenen Urkunden aus der Zeit der ersten babylonischen Dynastie, die sämtlich aus Sippar = Abu-Habba[1]) stammen, haben außer den hier gegebenen Uebersetzungsproben inzwischen eine Bearbeitung von Schorr und Ungnad gefunden. Ich kann mich daher in meinen Bemerkungen kurz fassen. Nachdem R. in der Einleitung über die Herkunft der Tafeln gehandelt und dann die historischen und juristischen Ergeb-

1) Die Notiz S. 3 Anm. 5, daß Sippar on the banks of the Euphrates liege, stimmt zum mindesten für Abu-Habba nicht, das jetzt wohl noch fast 10 Kilometer vom Euphrat entfernt ist.

nisse der Inschriften vorgeführt hat, gibt er 19 Inschriften in Umschrift und Uebersetzung. In nr. 1, 15 (R. 18) scheint mir die Lesung und Uebersetzung *ḫi-ri-tim-šú* = seiner Gattin resp. besser seiner Gattinnen schwerwiegenden Bedenken zu unterliegen. Ich würde, falls das Original es erlaubt, vorschlagen, *Ḫi-ri-tim* (*KI*) zu lesen. Eine Stadt dieses Namens ist bezeugt; z. B. CT. VI, 8, 7; Clay BE. XV, 102, 20. Wir hätten dann anzunehmen, daß Anum-bêl-ṭâbi der von Sin-muballiṭ abhängige Herrscher der Stadt Ḫiritu wäre. — Nr. 11, 17 (R. 84) *GI-MAL-nu-šá-ḫu-um* ist gewiß identisch mit *GI-MAL-NU-US-ḪU* = *ŠÚ* (Rm. II, 27, 11 in CT. XIV, 46). In dieser Schreibung treffen wir das Wort auch CT. VI, 26, 6b: *2 GI-MAL-NU-US-ḪU-UM-ḪIA* — Ib. 19 ist wichtig, weil es zeigt, daß Rm. II, 27, 16 (CT. XIV, 46) [Keilschriftzeichen]*-ru* wirklich *gar-ru* zu lesen ist. Das Ideogramm lautet dort *GI-MAL-NU-GID-DA*. — Ib. 21 (*karpat*)*ŠAGAN* ist nach SAI. nr. 6735 vielleicht *šikkatu* zu lesen. — Nr. 13. Zu den Auseinandersetzungen über *ullulu ša pûti* s. jetzt BE. VI, 2, 8, 6, wo *SAG-KI* für *pûtu* steht, wodurch Lesung und Bedeutung bestimmt wird. — Nr. 14, 17 (R. 28) wird (*karpat*)*KUM* nach OLZ. 1908, 183 wohl den Mörser bedeuten.

Es folgt dann das Verzeichnis der Eigennamen. S. 37a. *Ar-pi-um* = *armu* = Steinbock. CT. VI, 43, 3 findet sich auch das Fem. *Ar-pi-tum*. — Ib. *A-tap-pu-um* ist natürlich kein Eigenname, sondern bedeutet »Graben«. — S. 40b. *Gurrudum* wird als *Ḳurrudum* = tapfer anzusetzen sein. — S. 43b. Die Lesung *Ilu-ikkimanni* ist nicht sicher. Jedenfalls ist es mißlich, auf diese eine Stelle hin einen im Assyrischen sonst nicht nachweisbaren Stamm *naḳâmu* anzunehmen. Die Form *ikkim* könnte auch Prs. I, 1 von *ekêmu* sein. — S. 46a. *Kaggadânu* natürlich = *Ḳaḳḳadânu*. — S. 51a. Bei *Ša-ba-zi* stimmt das Zitat nicht. — S. 52 Anm. 1 lies חכל für חקל. — S. 55a. Statt *Su-mu-šar* ist wohl *Šu*(!)-*mu-li*(!)-*tir* zu lesen. — S. 55b. Es wäre zu erwägen, ob nicht an allen Stellen anstatt *Ú-ḫal-lu-um* vielmehr *Pa-ḫal-lu-um* zu lesen ist; *pa* erscheint mir besser als *ú*. Für ein Wort *paḫallu* s. Boissier, Divin. 37, 12; 38; Hunger, Tieromina 87; 99. — S. 58b lies *Bu-un-na-nu-šá*(!). — S. 59b. Statt *Ša-na*(?)-*tum* lies wohl auch *Ša-lu-ur-tum*. — S. 60a nennt R. Bêlânum Nr. 1 patesi and priest. Der Titel lautet *PA-TE-SI-LIBIR-RA*. — Ib. unter Bunini-mati etc. Der Titel lautet nicht *ŠAG-GA*, sondern ist nach Code Hammur. XXIIr, 6 *ŠAG-GUD* (!) zu lesen. — Ib. unter Ibašši-ilu. Der Titel *NI-GAB* ist nach SAI. nr. 3682 wohl *âtûm* zu lesen. — S. 60b unter Ibi-Šamaš. Die Schreibung *e-ri-ib bîtim* ist wichtig, weil auf diese Weise die Lesung des Titels *TU-E* klargestellt wird; vgl. SAI. nr. 630. — Ib. unter Ilušu-ibni. *ŠAG-UD* ist

die bekannte Schreibung für *šatammu*. — S. 61a. Sin-išmeani (nr. 97,21) ist auch *e-ri-ib bîtim*(!). — S. 61b unter Warad-?-mi ... Zu *ŠI-GAB-A* ist zu bemerken, daß der Titel *ŠI-GAB-GAB-A* CT. XXV, 26, 22 durch *a-mi-rum* erklärt wird. — Ib. unter Ḫugultum. Das aus dem Code Hammur. VIr, 75; VIIIr, 26, 40 etc. her bekannte Ideogramm *ŠÚ-GÍ* kommt auch noch nr. 101, 14 vor. Danach wäre also S. 60a Damiḳtum *ŠÚ-GÍ* einzufügen. — Ib. unter Lamazi Nr. 2. Ob statt *SAL-GAR* nicht vielmehr *SAL + ME ša (il) Šamaš* zu lesen ist? Für die eventuelle Aussprache des Ideogramms s. SAI. nr. 11302. — Ein unbekannter Titel steht auch wohl 9, 4 hinter Sin-ellatzu. *ŠÚ-ḲA-GAB-A* oder *IGI-GAB-A* sind wohl unmöglich. — S. 62b füge hinzu den Gottesnamen *(il)Ma-nun-gal* (76, 2). Für die Göttin vgl. CT. XXIV, 43, 138 ff.; 47, 28a = CT. XXV, 4, 4; Rm. 483 Rs. 1 (CT. XXV, 47). Die Lesung Ungnads *Anumma-apkal* in Kohler-Ungnad, Hammurabis Gesetz III, 97 ist unrichtig. — S. 63b. *Šenirda* ist, wie CT. XXV, 9, 27 zeigt, zwar ein Name der Ai, wurde aber gewiß Šenirda gelesen.

Die autographische Wiedergabe der Inschriften wird eingeleitet durch eine Schrifttafel. Zu nr. 2 beachte die verschiedenen Formen von *ḫal* no. 29, 8, 16; 34a, 21; 40, 6 etc. — Zu nr. 19 füge hinzu: *TAK-NA-ZAG-ḪI-LI-A* = *elit urṣi* (nr. 95, 15); vgl. SAI. nr. 912. — Nr. 25 bemerke, daß *NAM* für *ana* (z. B. 9, 6) steht. — Nr. 33 ist *E-NUN* doch wohl auch *kummu* zu lesen. — Nr. 44. *MULU-UŠ* lies *rêdûm*. — Nr. 49 lies *Dupliaš* für *Umliaš*. — Nr. 53. Gibt es Anhaltspunkte dafür, *bukanum* mit *ḳ* anzusetzen? — Nr. 59 ist *šamû* wohl Schreibfehler für *šâmu*. — Nr. 62. *MU-DU* ist in dieser alten Zeit wohl kaum *mukinum* zu lesen. — Nr. 77, 78. Für *LUD-ŠAGAN* und *LUD-KUM* s. S. 138. — Nr. 91. Ob hier *GIŠ-MAR* im Sinne von *narkabtum* zu nehmen ist, erscheint unsicher. Wenigstens nr. 40, 1 f. ist *GIŠ-MAR* wohl *marrum* zu lesen. Ebenso ist auch CT. IV, 12, 18a (Landersdorfer, Briefe 67): *3 mar-um* aufzufassen. — Ib. füge hinzu *GIŠ-NÁ-KA-MUŠ* resp. *GIŠ-GU-ZA-KA-MUŠ* (nr. 95, 16). Es ist jedenfalls der aus K. 4338a, II, 53 her bekannte Gebrauchsgegenstand, der *ka-muš-šak-ku* zu lesen ist. Danach ist wohl Kohler-Ungnad, Hammurabis Gesetz III, 134 zu korrigieren. — Ib. füge hinzu *GIŠ-LIBIR-RU* = *nalbantu* (nr. 40, 3). — Nr. 94 füge hinzu *E-SAG-GAR-RA* (nr. 63, 2). — Nr. 144. Ist in dieser alten Zeit der Lautwert *ṭu* für das Zeichen nachzuweisen? — Nr. 145 füge hinzu *GUŠKIN-SUD-A* (nr. 97, 4). — Nr. 180 füge den lautlich noch unbekannten ideographischen Wert hinzu, wie er z. B. nr. 102, 4; 104, 14; 106, 6 vorkommt. — Nr. 210. Eine neue Form zeigt das

Zeichen nr. 91, 2. — Nr. 213 ist, wie jetzt nachgewiesen ist, ein aus *SAL + ME* zusammengesetztes Zeichen; vgl. SAI. nr. 11302.

Die Veröffentlichung der Inschriften ist sehr genau und zuverlässig. Die wenigen Stellen, die unsicher erscheinen, sind fast sämtlich an den betreffenden Stellen erwähnt. Hier füge ich nur noch folgendes hinzu: Nr. 43, 9 lies *šá-pi*(!)*-ri-šú*. — Nr. 47, 1 wird innen doch wohl auch *E-da*(!)*-ḳum* lauten. — Nr. 53, 8 ist wohl als *i-ma-ku*(!)*-uš* zu verstehen. — Nr. 72, 2 lies *ka-ni*(!)*-ik Sippar*, was aber nicht mit Kohler-Ungnad a. a. O. III, 36 ›Kürschner‹ (?), sondern mit Delitzsch HW. 589 etwa ›Notar‹ zu übersetzen ist. — Nr. 81, 1 lies wohl *me*(!)*-še-ḳum*. — Nr. 87, 13 ist [*NI*] vor *LAL*(!)*-E* ausgefallen.

Eine Reihe von autotypischen Reproduktionen der Tontafeln bilden den Beschluß der schönen Publikation.

II. Auch Poebels Arbeit beschäftigt sich mit sog. Kontrakten aus der Zeit der ersten babylonischen Dynastie. Während wir früher aber unsere Kenntnisse der Rechtsverhältnisse dieser Zeit hauptsächlich aus Urkunden Nordbabyloniens her bezogen, werden uns hier zum ersten Male über 60 Inschriften aus Nippur[1]) vorgeführt. Die Unterschiede zwischen beiden Kategorien sind bedeutend; denn während die nordbabylonischen im wesentlichen semitisch abgefaßt sind, überwiegt in den Nippurtafeln das Sumerische. Sie sind darum nahe mit den Verträgen aus Tell-Ṣifr zusammenzustellen, die Straßmaier in den Akten des Berliner Orientalisten-Kongresses publiziert hat. Aber auch sonst zeigen die Nippurtafeln eine Reihe Eigentümlichkeiten, die P. in der Einleitung zusammengestellt hat. Ebendort hat er auch schon eine Reihe Urkunden recht gut übersetzt; doch hätte ich bei der Schwierigkeit der Interpretation häufig einen genaueren Kommentar gewünscht. S. 3 (nr. 32, 2 etc.) ist *pà-DŪ* doch der ›Vogelfänger‹. Das Ideogramm scheint nach SAI. nr. 10221 *ušandû* wiederzugeben zu sein. Das sieht aus wie ein sumerisches Lehnwort aus *mušen-du*. — S. 5 (nr. 36, 1). Die Lesung *šutug* für *UḪ-ME* = *pâšišu* ist nicht sicher. CT. XII, 24, 35b ist das semitische Aequivalent weggebrochen. Es ist daher sehr möglich, daß *šutug* nur die sumerische Aussprache von *šutukku* ist, zumal dort noch andere Werte für *UḪ*-[*ME*] angegeben sind. — Ib. Z. 2 ist die Uebersetzung von *bur-šú-ma* als *stone-jar bearer* (?) sehr unsicher. Ich würde die Gruppe nach CT. XVI, 48, 269/71 lieber als *puršumu* lesen. Für *puršumu* als Titel s. V R, 29, 62h; Clay BE. XV, 92, 8. Auf S. 15 (nr. 39, 2) scheint P. übrigens seine erste Auffassung aufgegeben zu haben, da er dort auch *puršumu* liest. — S. 15 (nr. 39, 10). Die Aussprache für *KUR-E*

1) Zwei stammen aus Yocha. Von nr. 70 ab stammen sie aus Abu-Habba.

ist nach SAI. nr. 676 *pa-a*. In den von Pinches PSBA. 1902, 112 publizierten keilinschriftlich-griechischen Texten erscheint es als φα. — S. 16 (nr. 37). Die Texte der äußeren und inneren Tafel weichen nicht unbedeutend von einander ab. Die Umschrift, wie P. sie gibt, hält sich an keinen genau. — S. 17 Anm. 1. Die in der Anmerkung erwähnte Auffassung erscheint mir vor der im Texte gegebenen den Vorzug zu verdienen. — Ib. nr. 59, 2. In einem unpublizierten Vokabular aus Konstantinopel hat *Ù* = *labâru* die Aussprache *LI-BIR*. — S. 18 (nr. 11, 16). Bei *TUR* = *courtyard* müßte man eine Ideogrammverwechslung annehmen, aber die Uebersetzung paßt auch nicht. In derselben Zeile ist wohl *ŠÚ-BA-AN*(!)-*TI*(!)-*EŠ* zu umschreiben. — S. 28 (nr. 24, 10) lies *UR-A-ŠU ŠE-GA-A*(!)-*BI*. — S. 29 (nr. 28, 8) lies *DAM*(!)-*BI*. — S. 31 (nr. 57, 22) steht für sonstiges = *abbutu*. Hierdurch wird die Aussprache *KAR* festgestellt. — S. 35 (nr. 40, 11). VR. 25, 1c ist *KÚ-DAM-* (*tak*) = *uzubbu*, hier wird das Wort *KÚ-DAM-* (*ták*) geschrieben. Die zweite Schreibung ist natürlich die richtige, da = *ezêbu* ist. — S. 45 (nr. 55, 6). Zu *GIŠ-BA-AN* ist vielleicht CT. IV, 29, 2, 11b zu vergleichen. — Ib. (nr. 42, 3). *ÁŠ-ÁŠ*, das zuerst von Ungnad als Pluralzeichen nachgewiesen ist, ist ursprünglich das Zahlzeichen für ›zwei‹ und darum auch Dualzeichen; vgl. *IGI-ÁŠ-ÁŠ* = *înân* = zwei Augen (SAI. nr. 7001). — S. 46 (nr. 10, 5). *GAB-RI* entspricht wohl einem sem. *maḫâru*; *GAB-I-ÍB-RI-EŠ* also = *imḫurû* = sie gingen an. Ob aber *IGI-GAR* = *to speak* sicher nachzuweisen ist?

Nach einer interessanten Studie über die Art der Siegelung bei den Nippururkunden läßt P. ein genaues Verzeichnis der in den Urkunden sich findenden Daten von Hammurabi bis Samsuditana folgen. Sie enthalten wichtige Beiträge zur Geschichte dieser Zeit, die P. auf S. 112—122 zusammengestellt hat. S. 58. Zur Lage von *Rapiḳu* s. Streck in MVAG. 1906 nr. 3, 36 ff. und jetzt Scheil, Annales de Tukulti-Ninip II Vs. 56. — S. 94 Anm. 2. *massû* = ein Titel und *maššu* = glänzend sind zu trennen. — S. 106. Die Ergänzung [*ÁŠ-M*]*E* wird richtig sein. Wir erhalten dadurch die Lesung *šamšâti* = Sönnchen für das so häufige Ideogramm; vgl. auch שמשות Jes. 54, 12. — S. 108. Für (*dingir*) *PAP-NUN-AN-KI* = *Ṣarpânitum* s. auch Reisner, Hymn. 27, 12; 65 Rs. 11.

Die Eigennamen (S. 125—144) der Texte aus Nippur weisen vielfache Eigentümlichkeiten gegenüber den nordbabylonischen auf; die Zahl der sumerischen ist viel größer als im Norden. Darum ist es gerechtfertigt, daß P. die Namen der Nippurtexte von denen der Sippartexte getrennt hat. S. 125a: *A-ba-En-lil-dim* = Wer ist wie

Enlil? — S. 127b lies *Dam-ḳum* (!). — Ib. *Daḳ-ḳum* und *Da-aḳ-ḳum* = Kleiner. — S. 128b. *Ellu-mûšu* bedeutet vielleicht »Rein ist sein Name«. Für *mû* = Name vgl. Delitzsch HW. 395; Code Hammur. XVIr, 33; Rm. II, 429, 3 (CT. XVIII, 47). — S. 129b. *Erêb-Sin-lûmur* = Den Monduntergang will ich sehen. — S. 137b. Lies besser *Šamaš-ri*(!)*-ba-am* = »Vergelte, o Sonnengott« mit dem von P. neu erschlossenen Lautwert. — S. 140b. Ich glaube, daß *Ḫu-za-mi* ein Schreib- oder Editionsfehler für *Ḫu-za-lum* (!) ist.

Die Edition der Inschriften ist allem Anscheine nach tadellos. Nr. 4, 25. Fehlt das *ID* hinter *NAM* wirklich? Vgl. Z. 8. — Nr. 18, 10 steht *IN-NA-AL* für zu erwartendes *IN-NA-AN-LAL*. — Nr. 52, 15 fehlt das *nun* in (*il*) *Dam-gal-nun-na*. — Nr. 138, 18 möchte ich *Ḫu-za-lum* (!) lesen; s. o. S. 142.

Zehn Tafeln mit Phototypien beschließen den Band.

III. Clay hatte in BE. IX, X Kontrakte aus der Zeit des Artaxerxes I und Darius II publiziert. Jetzt gibt er in BE. VIII, 1 uns 159 neubabylonische juristische Urkunden aus der Zeit von Asurbanipal abwärts. Sie stammen nicht alle aus Nippur, sondern es sind auch einige aus Babylon und Sippar hinzugekommen. In der Einleitung bespricht C. einige Eigentümlichkeiten unserer Tafeln, speziell eine merkwürdige Eidformel, und gibt dann eine dankenswerte Uebersicht über die ersten und letzten Daten der Regierungen der Könige von Šamaš-šum-ukîn bis Artaxerxes II. Hierbei hat sich die merkwürdige, aber erklärliche Tatsache herausgestellt, daß unter Umständen nach einem Könige noch weiter datiert wird, auch wenn er nicht mehr am Leben oder an der Herrschaft ist. Sodann beschäftigt sich C. mit der wichtigen Frage, ob Asurbanipal und Kandalânu eine und dieselbe Person sind, wie zumeist angenommen wird. Er verneint sie und spricht die Ansicht aus, daß Kandalânu ein selbständiger Unterkönig in Babylon gewesen ist, während Südbabylonien direkt von Assyrien abhing. Merkwürdig ist es ja auf alle Fälle, daß sich Asurbanipal nicht nur in seinen Bauinschriften in Babylon mit seinem gewöhnlichen Namen nennt, sondern daß auch auf seinen Namen lautende Urkunden aus Erech und Nippur uns erhalten sind, während man in Babylon nach Kandalânu datierte. Was den Namen Kandalânu anbelangt, den C. S. 8 zu erklären versucht, so ist er jedenfalls mit Delitzsch HW. 337 von dem bronzenen Gegenstande *kandalu* abzuleiten. Nach Asurbanipals Tode hat dann sein Sohn Ašur-etil-ilâni den Süden Babyloniens wieder selbständig beherrscht, während in Babylon selbst Nabopolassar Vizekönig war. Von Asur-etil-ilâni existiert übrigens außer den von C. erwähnten Inschriften noch ein Freibrief (Johns, Deeds nr. 807). Zwischen ihm und seinem

Bruder Sin-šar-iškun möchte C. den nur aus einem Kontrakt des Metropolitan Museum of Art zu New-York her bekannten König von Assyrien Sin-šum-lišir plazieren. Bemerkungen über die Chronologie der Regierungen des Barzija und Artaxerxes I beschließen dieses Kapitel.

In einem folgenden (S. 14—16) werden die aramäischen Beischriften dieses Bandes besprochen. Besonders wichtig ist, daß in nr. 68 *ŠE-BAR* = שערן (also Gerste) und das babylonische Maß *gur* = כר gesetzt wird. — In nr. 121 lautet der babylonische Name (*m*) *A-ḫu-ia-a-li-e* (!).

Die Umschrift und Uebersetzung ausgewählter Texte läßt zuweilen zu wünschen übrig, genauere Erklärungen wären zum mindesten öfters erwünscht. Nr. 1, 6 lies *ša-an-da-ba*(!)-*ak*. Für den Titel *šandabakku*, *šaddabakku* s. Delitzsch HW. 642; K. 4560, 13 (CT. XIX, 41); Winckler, Keilschr. II, 37, 20a. — Ib. 14. Wie ist die Form *te-ri-ma* zu erklären? — Ib. 16 beachte den sonderbaren Impt. *e-ṣu* = geh hinaus. — Nr. 2, 5. *ÚR-ŠÌR* ist wohl nur eine Verschreibung für *ŠÌR-ÚR* = *šûnu* = Bauchfleisch. — Ib. 8 ff. ist falsch übersetzt. Vielleicht ist die Stelle aufzufassen: Amat-Mâr-biti-uṣur, der Sklave des N., [dem] N. eine Hacke und einen Griffel (*ḳa*(!)-*an dup-pi*) auf seinen Arm hat einbrennen lassen (?), und dem er wegen der Kühe die Freiheit geschenkt hat. — Ib. 15 lies nach nr. 117, 14; Cyr. 128, 26; Dar. 428, 8: *gab-ra*(!)-*ni*(!)-*e* statt *gab-ri ša-ni-e*. Es hätte wenigstens angedeutet werden müssen, daß der Text unvollständig ist. — Ib. 25 lies *i-pal-laḫ* (!) für *i-bal-ú*. *palâḫu* in der Bedeutung ›verehren‹ kommt in altbabylonischer (CT. IV, 1, 20b; VIII, 34, 18b), mittlerer (CT. XIV, 40, 12), wie neubabylonischer Zeit (Nbd. 697, 17) vor. — Nr. 3, 1. Der *TU bîti* wird, wie schon vermutet, wohl *êrib bîti* zu lesen sein; wenigstens werden bei Ranke BE. VI, 1, 76, 34 ff. *e-ri-ib bitim* erwähnt; vgl. S. 138. — Ib. 4 lies besser *ig-ri-e-ma* = er prozessierte. — Ib. 4 und 22 lies *ḳin*(!)-*ni-šu*. — Ib. 8. Die Lesung *ni-ip-ga-tim* ist unsicher; wenigstens ist das letzte Zeichen in dem Originaltexte deutlich *tar*. — Ib. 11 lies (*f*)*Ḳud*(!)-*da-ai-i-tu*. — Ib. 24 lies *uṭ-ṭa-ru-nim-ma* = sie sollen schadlos halten, wiedererstatten. Ebenso wird *uṭṭuru* VS. V, 12, 20; VI, 149, 10 gebraucht. — Nr. 4, 3 übersetze: hat Nidintu-Nabû von seinem Anteil resp. Privileg. — Ib. 4 am Ende wird wohl ein Termin dagestanden haben, etwa *û-mu* [*ṣa-a-ti*]; vgl. Z. 8. — Nr. 5, 3 wird *bâbu* wie auch sonst (z. B. 113, 1 etc.) ›Rate‹ bedeuten. — Ib. 6 lies *pa-ḳid*(!)-*su*. — Ib. lies *iṭ-ri-i-ma* = (wenn er nicht) bezahlt. — Nr. 6, 1 (*il*) *TAR* ist nach SAI. nr. 324 f. *Ḳadmu*, *Ḳudmu* zu lesen. — Nr. 8, 22 lies *ul i-tur*(!)-*ru-ma*. — Ib. 34. *ušeššib* ist Präsens. — Ib. 35. Die Apposition *šarrišu* ist sehr

auffällig. — Nr. 9, 2 lies (*iṣ*) *daltu*(!). — Ib. 8 lies *sûḳu rap-šu* anstatt *Tar-rab-šu*. — Ib. 22 lies *ul iturrû-ma*. — Ib. 26 lies *ša DUL*(!)-*DU* d. i. *illû-ma* = wer sich erheben wird. — Nr. 10, 1. Anstatt des *lu* (?) bietet die Autographie deutliches *bit*. — Ib. 12 ist wohl zu lesen *bîtu* [*ina*] *pa*-[*ni*]-*šu-nu*. — Ib. 14 lies *il-te*(!)-*ḳu-ú*. — Nr. 11, 6. Ist die Ergänzung *šutti* [*2*]-*ta* gerechtfertigt? Z. 24 reicht dazu wohl nicht aus. — Nr. 12, 9. Adverbialbildungen auf -*ussu* sind nicht selten; z. B. *arḫussu* = monatlich. — Ib. 13 ist wohl kaum richtig übersetzt. — Nr. 14, 1. Anstatt *nak-kan-da-ru* ist gewiß nach BE. X, 34, 11 *nak-kan-da šarri* (!) zu lesen. — Ib. 2. (*am.*) *NIGIN* = *paḫaru* (?) ist sehr zweifelhaft; vielleicht ist *ṣâ'idu* zu umschreiben; vgl. SAI. nr. 7895. — Ib. 10 lies *i-ṭir*(!)-*ru*. — Nr. 15, 1 lies *pit-ḳa* (!). — Nr. 16, 5 f. kann nicht heißen ›if at that time he does not come‹; denn *atanu* ist nicht ›time‹ und *abâku* I, 2 nicht ›come‹. Man wird nicht anders übersetzen können als ›wenn er seine Eselin nicht bringt‹. — Nr. 17, 6 und sonst lies *pu*(!)-*ut*. Diese Lesung ist durch viele Stellen gesichert. — Nr. 18, 6 f. übersetze vielmehr: Das Feld an der Straße nach Kiš, welches er mit seinen Brüdern gemeinsam besitzt, ist verpfändet dem Nabû-mukîn-zêr, bis er in Bezug auf alles Geld befriedigt ist. — Nr. 19, 1 lies entweder *ul itâr-ma* oder *iturru-ma*. — Nr. 22, 6 ist nach den Parallelstellen wohl *ḫa-ṣa-ri* (!) = auf dem Sammelplatz zu lesen. — Nr. 23, 1. Das *dan-nu-ú* ... wird schwerlich zu *immeru* gezogen werden dürfen. — Nr. 24, 4. *NIN* hat auch den Lautwert *MIN*; lies daher (*f*) *Ši-min-ni*-(*il*) *Ba-u* = Höre mich, o Bau. — Nr. 31, 14 lies *ši-kar* (!). — Ib. 36 lies (*m.*) *Tu-ḳu*(!)-*nu-eš-šu*.

Das Verzeichnis der Eigennamen ist wieder sehr nützlich. Im einzelnen bemerke: S. 39a. Statt (*am.*) *abu bîti* ist (*am.*) *AD-KIT* d. i. *addupu* zu lesen; vgl. MVAG. 1907, 158; CT. XXIV, 43, 131. — S. 39b lies (*m. il*) *Addu-mil*(resp. *iš*)-*ki-iddin* (!) = Adad hat Rat (resp. meinen Anteil) gegeben. — S. 40a unter *Aḫ-la-kun* lies 85(!), 15. — S. 40b füge hinzu *An-da-ḫar* (29, 3); vgl. dazu Tallqvist Namenb. 7. C. liest fälschlich *Ilu-da-tum*. — S. 42a lies *Ar-kat*(!)-(*il*)-*Damḳu*. — Ib. lies (*il*) *Azag-sud*(!)-*na-ṣir*. Für den Gott vgl. CT. XXIV, 9, 35; 10, 12; 23, 17a. Er ist der Oberpriester des Bel. — S. 45a lies (*il*) *Bil-dar*(!)-*ai*. Der Gott Bildar ist nach CT. XXIV, 26, 112 ein Sohn der Göttin Maḫ. — S. 49a. Statt *Ib-ba-az-ta-na-'* möchte ich lesen *Ur-ma-az-ta-na-'*. — S. 50a. Für *Ilu-da-tum* wird *An-da-ḫar* zu lesen sein; s. o. S. 144. — Ib. Statt *Ilu-er-ši* wird zu lesen sein (*il*) *Marduk* (*Šilig-lú-šár*)-*ḳa-ta-ri*. Zur Bildung des Namens vgl. Tallqvist Namenb. 330. — Ib. Die Lesung *Ilu-tul-lum-an-ni* ist ganz unsicher, die Uebersetzung jedenfalls falsch. — S. 50b. Statt *It-iḳ-Ea* ist *Le'*-

e-a zu lesen, wie übrigens S. 49b (*Ili-e-a*) auch geschehen ist. — — S. 51a füge hinzu *Itti-šu-(il) Ni-be* (152, 1). — S. 51b. Der Name *Ku-du-ra-nu* hier und anderwärts ist vielleicht auch für die Lesung *ku-dur-ra-nu* des Vogelnamens zu verwerten, den Hunger, Tieromina 42 *ku-ku-ra-nu* lesen wollte. Kudurrânu würde dann »Hahn« bedeuten. — S. 52a lies *La-ḳip* (!); vgl. Tallqvist a. a. O. S. 95. — S. 54a lies (*il*) *Nabû-a-lik-pâni* (!). — S. 54b lies wohl auch (*il*) *Nabû-bêl-šumâti* (!) wie den Namen des Gegners Asurbanipals. — Ib. lies (*il*) *Nabû-dûr*(!)-*ḳa*(!)-*a-lu* für *Nabû-BAD-ḲA*; vgl. dazu den Namen *Ištar-dûr-ḳâli* bei Tallqvist a. a. O. S. 329. — S. 56a lies (*il*) *Nabû-na-kut*(!)-*tu-al*(!)-*si* = Nebo rief ich in Furcht an. — S. 57a. Anstatt *Nabû-u-šib-ši* steht an beiden angeführten Stellen (*il*) *Nabû-IK* d. i. *ušab-ši*. — Ib. lies (*il*) *Nabû-ú-tak-kil* (!) für *Nabû-u-šum-si*. — S. 58b füge hinzu (*il*) *Nergal-šar-uṣur* (85, 15). — S. 60b lies wohl (*il*) *Ninib-aḫ-šub-š*[*i*] für *NINIB-nâṣir-širiḳti*. — Ib. lies (*il*) *Ninib-pa-ḳid*(!)-*su-nu*. — Ib. lies (*il*) *Ninib-ṣa-bit-ḳâti* (!) = Ninib ergreift die Hand, unterstützt. — Ib. lies (*il*) *Ninib*-[*p*]*a*(!)-*ki-su*(!)-*nu* d. i. *pâḳidsunu* für *NINIB ... irṣit-zu-nu*. — S. 61a lies wohl *Itti-šu-(il) Ni-be* für *Qi-šu-an-ni-'*. — S. 63a. Für *Sip-pa-ri* wird nach 73, 2; 84, 2, wo auch *Gultamu* als Vater figuriert, *Gal*(!)-*ta-ri* zu lesen sein. — S. 64a lies (*il*) *Šamaš-pa-ḳid*(!)-*su-nu*. — Ist die Umschrift *Šamaš-zêr-uṣur* (?) berechtigt? Im Text steht an letzter Stelle das Zeichen *BE*, *BAD*. — S. 67a. Das Zeichen *UD* wird in *Tu*(?)-*ki-'-Šamaš* schwerlich den Lautwert *tu* haben. — Ib. füge hinzu *Ur-ma-az-ta-na-'*; vgl. S. 144. — S. 68a lies wohl besser *A-na-ma*(!)-*ka-ni-šu*. — Ib. lies doch wohl *Ṭa*(!)-*ba-at* und *Ṭa*(!)-*ba-tum*. — Ib. ist vielleicht besser *Ina-E-kur-ḫa-am-m*[*at*] zu ergänzen, da es sich um einen Frauennamen handelt. — S. 68b lies *Ši-min*(!)-*ni-*(*il*)*Bau*; vgl. S. 144. — S. 70a lies *alu ša* (*am.*) *Ḳu*(!)-*ra*(?)-*ma-tu-u-a*. — Ib. ist die Stadt *GAL-ḪIR*(*KI*) zu streichen, lies vielmehr (*am.*) *rab šir-ki*. — S. 70b. Zur Stadt *Girgilu* vgl. Zimmern bei Frank, Bilder und Symbole 38. — Ib. füge hinzu *Te-e ša ki-rib Babili* (7, 2); vgl. Tallqvist a. a. O. 295.

Die Autographien geben die Originale sehr getreulich wieder. Was ich dazu zu bemerken habe, sind wieder Kleinigkeiten, die wohl mehr auf Rechnung des Schreibers als des Editors zu setzen sind. Nr. 2, 8. Für *ni-ip-ga-tim* (?) s. S. 143. — Nr. 3, 26 lies *ša DUL*(!)-*DU-ma*; vgl. nr. 7, 26. — Nr. 4, 3 beachte die Verschreibung *la i-gam-mi-il nap-pa*(!)-*šat-su*. — Nr. 6, 10 ergänze *i–te-e e-li-i u* [*ša*]*p-li-i*. — Nr. 7, 24 lies *ar-kat* (!) vgl. aber nr. 149, 20. — Nr. 13, 1 lies *nak-kan-da šarri* (!); vgl. S. 144. — Nr. 18, 4 ist [*ina*] vor *Nippur* ([*KI*]) ausgefallen. — Nr. 29, 6 lies *EN-LIL*(!)-*KI*. — Nr. 33, 13 lies *araḫ*(!). — Nr. 36, 11 lies *mu-kinu*(!). — Nr. 39, 6 lies vielleicht *ḫa-ṣa-ri*(!),

vgl. S. 144. — Nr. 43, 2 lies *ki*(!)-*rib*. — Ib. 22 lies *u*(!) *pa*(!)-*ḳir-a-nu*. — Nr. 44, 29 lies *Kal-ba*(!)-*a*. — N. 58, 33. Ist *šul-lum*(?)-*šu-nu* sicher, oder darf man *šul-mi-šu-nu* lesen? Vgl. allerdings nr. 4, 8 *šú-lum-šu-nu*. — Nr. 75, 5 lies *i-nam-di*(!)-*nu*. — Nr. 112, 12 lies *bîtu* [*ina*] *pa*-[*ni*]-*šu-nu*; vgl. S. 144. — Nr. 117, 4 lies *e-piš*-[*an*]-*nu-tu*; vgl. nr. 118, 5. — Ib. 11 lies *e-piš*(!) *ša*(!) *dib-bi-šu-nu*. — Nr. 122, 1 lies *zaḳ* resp. *ziḳ* (nr. 128, 1) -*pi*. — Nr. 123, 3. Der Gegenstand *m*(*b*)*a-ṭu-u* findet sich auch VS. VI, 246, 9. Die Lesung ist aber auch hier nicht ganz sicher. — Nr. 127 Siegel lautet der Name (*il*) *Dan-nu-nu*(?)-*aḫê-šu-ibni*. — Nr. 142 ist kein juristischer Text, sondern, wie Ungnad ZA. XXII, 13 ff. nachgewiesen hat, ein Hymnus an Marduk und Nebo. Z. 18 am Anfange ist gegen Ungnad nach SAI. nr. 4288 als Ideogramm für (*il*) *Nabû* aufzufassen. — Nr. 154, 16 lies *ba-ru*(!)-*un-du*. — Nr. 159, 10 lies *a-pil*(!).

Neun Tafeln Phototypien beschließen den Band.

IV. Radau veröffentlicht 103 Briefe aus der Kassitenzeit. Leider ist die Mehrzahl von ihnen sehr schlecht erhalten, so daß sie unsere Kenntnis dieser Zeiten nicht allzu sehr bereichern. Zuerst bespricht R. die Zeit der fast durchgängig undatierten Briefe. Aber Ton, Schrift, sowie einige Eigentümlichkeiten der Schreibung, die sich auch sonst in Kassitentexten nachweisen lassen, ferner die Erwähnung einer Anzahl Personen und Lokalitäten, die sich in den von Clay BE. XIV, XV publizierten Kassitenurkunden wiederfinden, lassen über die Entstehungszeit dieser Urkunden keinen Zweifel.

Die Briefe lassen sich in drei verschiedene Abteilungen einteilen: 1) Briefe mit der Adresse ›an meinen Herrn‹; 2) ein Brief vom König an einen Beamten; 3) Briefe von Beamten untereinander. Unter dem ›Herrn‹ ist in diesen Fällen, wie R. sicher nachweist, immer der König zu verstehen. Auch Form und Inhalt der Briefe werden genau erörtert.

In einem neuen Abschnitt bespricht der Verfasser zuerst chronologische Fragen der Kassitenzeit, speziell die Widersprüche der synchronistischen Geschichte und der Chronik P., sodann erörtert er, wo die Residenz der Kassitenkönige war, und kommt zu dem Ergebnis, daß Nippur, wenn nicht die, so doch mindestens eine Residenzstadt gewesen sei, um schließlich sich mit dem Problem zu beschäftigen, ob diese Urkunden den Tempel- oder königlichen Archiven entstammten.

Er gibt sodann 19 ausgewählte Briefe in Umschrift und Uebersetzung. Da sie indes häufig nur fragmentarisch erhalten sind und auch der Interpretation noch viele Schwierigkeiten bieten, wird hier noch manches unsicher bleiben müssen, trotzdem R. sich redlich be-

müht hat, ihrer Herr zu werden. Die folgenden Bemerkungen von mir sollen darum auch nicht als Verbesserungen aufgefaßt werden, sondern wollen nur Vermutungen sein, die ich gern zurücknehme, wenn ich von ihrer Unhaltbarkeit überzeugt werde. Nr. 1, 5 übersetze vielleicht: X Tausend Lehmziegel zur Vollendung (*na-ag-ma-ar*) meiner Arbeit will ich hinzufügen, bis ich dann im Monat Tischri die Fundamente lege. Bei der Mauer, die ich an der Seite gezogen habe, sind noch 20 Haufen (?) in Rückstand. — Ib. Z. 12. *al-li* ist gewiß phonetiseh zu lesen, jedenfalls nicht ohne zwingenden Grund = *agurru* zu setzen. — Ib. Z. 13. Wie kann *nakâsu* ›slaughtering house‹ bedeuten? — Ib. Z. 15 ff. *ni-ṣa-a*, *ni-ṣi-e* als *ì-ṣa-a*, *ì-ṣi-e* von יצא zu nehmen, wird kaum angehen, auch kommt meines Wissens *adû* neben *idû* = wissen, wie R. in der Anmerkung angibt, nicht vor. Ebenso kann *lu-uṣ-ṣi* nicht bedeuten ›I shall bring them out‹, ja die Form kann nicht einmal Precat. I, 1 von *aṣû* sein, da sie *lûṣi* (1. Pers.), *liṣi* (3. Pers.) lauten müßte. Vielleicht liegt das Verbum *naṣû* = kommen, bringen (s. Meißner, Supplem. 68) vor. — Ib. Z. 31 f. übersetze: Möge mein Herr die *ḫurḫurâti* schicken, so will ich mich bei meiner Arbeit nicht verfehlen, versäumen ([*ina*] *du-ul-li-ia la a-ḫa-aṭ-ṭi*). — Nr. 2, 2 lies wohl *ḳar*(!)-*ra-di* anstatt *TIK* d. i. *gú-ra-di*. — Ib. Z. 3. Für *pindû* = eine Krankheit s. K. 13595, 5 (CT. XIX, 12); CT. XIX, 4, 25b; Voc. Martin (Maspéro Rec. XVII, 120 ff.) I, 16; Behrens, Briefe S. 36. Ein *pi-in-du-u ḫurâṣi* wird Johns, Deeds nr. 993, IV, 12 erwähnt. — Ib. Z. 4 würde ich auffassen: der Aufseher der Vornehmen, der Besitzer von Reinheit (*ḳêp kabtûti râš banûti*). — Ib. Z. 15 scheint *ina mê êdilanni* gerade zu bedeuten ›er hat mich vom Wasser abgeschlossen‹; dann in Z. 20, 22 lese ich *ina lâ mê nadi* = aus Wassermangel liegt (die Stadt) verwüstet. — Ib. Z. 19, 21. Die Lesungen *MIR-NIT-TA* und *ša-ku* halte ich für ganz unsicher. Ebenso erscheint mir die Uebersetzung des ganzen folgenden Abschnitts bis Z. 31 fast als reine Phantasie. — Nr. 4. Die Uebersetzung ist fast ganz unsicher. — Ib. Z. 6 ff. kann das Permansiv ohne *lû* nicht prekativ gefaßt werden. — Nr. 5, 8 lies wohl *li-zu*(!)-*ú-ni*. — Ib. Z. 14 kann *ša a-li-ki* unmöglich bedeuten ›which I have taken‹. — Nr. 6, 12 übersetze vielleicht ›es ist kein glänzendes Vließ vorhanden‹ (*id-ḳu ba-ni-tum ia-nu*). — Nr. 7, 4 kann *tallima* nicht heißen ›thou hast not come up‹. Ist vielleicht *ta-al-li-kan*(!)-*ma* zu lesen? — Nr. 8, 6. Für *ṣaḫâtu* auspressen s. Daiches ZA. XVII, 92; OLZ. 1905, 247; Küchler, Med. S. 144. — Ib. Z. 15 lies *akâlu u šikâru* = Essen und Trank. — Ib. Z. 17 lies *akâl harrani-šu*(!) = seine Wegzehr, wie R. in der Anmerkung schon vorschlägt; vgl. außer den Stellen bei Clay (s. Anm.) besonders noch

King, Magic nr. 53, 18. — Nr. 9, 8 ist *MU-MEŠ* vielleicht als *šuâti* zu verstehen, wie häufig in neubabylonischen Kontrakten. — Nr. 10, 15. *šabâšu* kommt in Verbindung mit dem Felde oder mit Stroh vor; vgl. BA. II, 569; Maspéro, Rec. XVI, 176, 19; Clay BE. XIV, 39, 10, 20. Davon abgeleitet *šibšu*; vgl. Supplem. S. 92; Clay BE. XIV, 32, 2b. — Nr. 11, 9. Wie soll *bu-ud-du-ru* Inf. II, 2 von בור sein? — Ib. Z. 16. Ebenso unmöglich ist die Erklärung von *ri-i*[*t-ta*] als Impt. I, 1 von רחה. — Nr. 13, 13 f. ist wohl wieder besser aufzufassen: *bêlî migra u erêša la i-ḫa-aṭ-ṭi* = mein Herr möge den Wunsch und das Verlangen (zu gewähren) nicht verfehlen. — Nr. 14, 7, 10 ergänze [*id-bu-bu*(!)]. — Nr. 16, 18. Ist *il*(?)-*te-bi-la* richtig? — Nr. 19, 4 (übersetzt S. 19 ff.) ist (*il*) *TAR* nach S. 143 *Ḳadmu Ḳudmu* zu lesen.

Zu den Eigennamen bemerke ich: S. 147a. Die Erklärung von *E-sag-il-zu-ri-ia* als ›E. is my rock‹ ist unsicher; möglich wäre auch *ṣûru* = *ṣumru*. — S. 148a. Die Lesung *DUG* im Namen der Göttin *Nin-din-dug-ga* läßt sich meines Wissens nicht nachweisen; ich selbst glaubte, das Zeichen *UG* lesen zu sollen; vgl. SAI. nr. 2916. Für die Göttin, eine Form der Gula, vgl. auch CT. XXIV, 21, 6. — Ib. füge vielleicht hinzu [*Kaš*]-*til-ia-šú* (71, 16). — S. 152a. *nangaru* scheint mir nr. 59, 16 recht unsicher zu sein. — Ib. füge vielleicht hinzu *su-ba-ru-ú* (59a, 4). — S. 153a füge hinzu *Dil-mu-un* (59a, 12).

Die Edition selbst macht einen vorzüglichen Eindruck; es wird daran kaum etwas auszusetzen sein. Ist nr. 3, 15 vielleicht nach Z. 10 auch *PAP*(!)-*E* = *palgu* zu lesen? — Nr. 13, 15 ist das unsichere Zeichen wohl als *na*(!)-*da-a-ni* aufzufassen. — Nr. 21, 6 lies *iš-ta-la-an-ni*(!). Nach S. 35 Anm. 3 bietet das Original wirklich *ir*. — Nr. 24, 2 möchte ich *ḳar*(!)-*ra-di* lesen; vgl. S. 147. — Nr. 52, 32 beachte das aus Code Hammur. XXII, 16 her bekannte Gerät *GIŠ-APIN-KU-KIN*. — Nr. 58, 6. Ist anstatt des *ad* vielleicht *it-ta-al*(!)-*la-ku* zu lesen? — Nr. 66, 23 lies *gab-bi-ši-na*(!). — Nr. 92, 5. Ist vielleicht *i-te-ri-šú*(!)-*ni* zu lesen? — Nr. 95, 17 ist wohl *ma-za-al*(!)-*ta* zu lesen.

Zwölf Tafeln Autotypien beschließen den Band.

V. Hilprecht publiziert hauptsächlich mathematische und metrologische Inschriften. Da aber diese Tafeln teilweise auch mit anderen Materien, speziell mit Vokabularen beschrieben sind, erhalten wir noch eine Reihe anderer interessanter Texte. Nr. 44 f. sind, wie auch H. S. 66 f. bemerkt hat, Duplikate zu bekannten Inschriften und gehören jedenfalls zur Serie *ana ittišu*. Nr. 24 Rs. gibt eine Reihe neuer ideographischer Werte des Zeichens *PAT*. Pl. VIII (von H. S. XII behandelt) ist auch sehr interessant, aber vorläufig nur photographisch reproduziert. Die Erklärungen, die H. gibt, erscheinen nicht immer sicher zu sein. So halte ich seine Abteilung der Form *ut-*

paššu nicht für geglückt; vielleicht ist besser *ṣi-ru-tam pa-aš-šú* zu lesen. — Z. 4 möchte ich direkt *ra-ag-gum*(!) lesen, ebenso wie Z. 14 *ug-gu-gum*(!). — Z. 12. Zu *ŠA-TUK* vgl. II R. 31, 38b; für *ŠA-NU-TUK* s. SAI. nr. 9248.

Im zweiten Kapitel werden die mathematischen Urkunden genau traktiert. Wir sehen, daß das Zeichen der Multiplikation *A-DU* (lies sum. *ara*) resp. *A-GUR* war, das allerdings auch weggelassen werden konnte. Man multipliziert die betreffenden Zahlen mit 1—20, dann noch mit 30, 40, 50. Wenn auf einer Tafel mehrere Multiplikationsexempel stehen, beginnt man immer mit der höchsten zu multiplizierenden Zahl und geht dann abwärts. *A-AN* wird gebraucht bei distributiven Zahlen, *IGI ... GAL* bezeichnet den Nenner bei Bruchzahlen, *LAL* bedeutet minus, *SI + A* d. i. *DIR*(!) plus, *ÍB-DI* Quadrat, *BA-DI-E* Kubus. Zu beachten ist, daß die Zahlen sämtlicher Exempel irgendwie auf die Zahl 12960000 d. i. 60^4 oder 3600^2 zurückgehen. H. weist dabei sehr glücklich auf die sog. geometrische Zahl in Platos Republik hin, die ebenfalls 12960000 ist.

Im dritten Kapitel werden Längen- und Flächenmaße besprochen. Bei der Elle (*ammatu*) unterscheidet man, wie auch sonst, zwei Arten, eine zu 30, die andere zu 24 *ubânu*, der noch in verschiedene Unterabteilungen eingeteilt wurde. Die höheren Maße sind *1 GAR* = 12 *ammatu*, *1 ṣubban* = *5 GAR*, *1 ašlu* = *2 ṣubban*, *1 UŠ* = *6 ašlu*, *1 KAS-GID*[1]) = *30 UŠ*.

Nicht ganz sicher ist des Verfassers Interpretation der Ausdrücke *NI-UM*, *agarinnu* und *ṣillu*, die gebraucht werden bei der Angabe des Inhalts eines Gefäßes. Für *NI-UM* vgl. vielleicht SAI. nr. 3681 und *MÀ-NI-UM* ib. nr. 2389.

Im vierten Kapitel gibt H. die Umschrift und Uebersetzung der höchst wichtigen, neuen Königsliste, die Namen und Regierungszeiten der Könige von Ur und Isin enthalten, und schließt wichtige historische und chronologische Bemerkungen daran an. Fortgeführt hat er seine Studien OLZ. 1907, 385 ff.; ZA. XXI, 20 ff.

Die Autographie der Tafeln ist tadellos, die Phototypien sind wundervoll gelungen und ersetzen fast das Original.

VI. Hinkes Buch bietet viel mehr als der Titel verspricht, nämlich nicht nur einen neuen Grenzstein, sondern eine ausführliche Studie sämtlicher bekannter Grenzsteine in archäologischer und sprachlicher Beziehung. Wenn er auch meist nicht zu neuen weitgehenden Ergebnissen kommt, so wird uns doch das vorhandene Material vollständig vorgelegt und kritisch behandelt. Sein Hauptverdienst ist die

1) Zur Lesung vgl. Zimmern BSGW. 1901, 52 Anm. 4; Hrozny WZKM. XXI, 377; Pinches PSBA. XXXI, 59 Anm.

Behandlung der Beziehungen zwischen den auf den Grenzsteinen dargestellten Symbolen und den Göttern, denen sie gehören, Fragen, die schon vor ihm besonders von Hommel, Zimmern und Frank studiert waren. Der letzte hat auch bereits in ZA. XXII, 98—124 besonders die archäologische Seite von H.s Buch einer Besprechung unterzogen, so daß mir hierüber zu sagen nichts mehr übrig bleibt. Nach der Einleitung behandelt Verf. zuerst die juristische und formale Seite der Urkunden, um dann die bildlichen Darstellungen der Könige und der Göttersymbole auf ihnen zu besprechen. Vor der Behandlung des neuen Grenzsteines erörtert er noch historische, geographische und chronologische Fragen der sog. PA-ŚE-Dynastie. Es folgt dann die Umschrift und Uebersetzung des neuen Grenzsteins Nebukadnezars I. S. 144, 18 scheint mir die Aenderung des Textes gefährlich, zumal die Aenderung auch keinen guten Sinn gibt. Vielleicht ist *šib-su-šú* = sein Zorn zu interpretieren. Das Fem. davon *šib-sat* ist ja häufig; z. B. King, Mag. 12, 57; 27, 12; Boissier, Divin. 22, 1; 62, 4. Vgl. auch ZA. XXII, 103. — Ib. 21 *ša-kan* als ›governor‹ zu nehmen, wird nicht angehen, da das *šakin* lauten müßte. — Ib. II, 5. *tamâḫu* ist, so weit ich weiß, bisher nur in der Bedeutung ›fassen, halten‹ nachgewiesen. Darum wird man *itmuḫ* nicht mit ›he placed in his hand‹ übersetzen dürfen. — S. 146, 9. Anstatt *nakintu* kommt auch die Lesung *namurtu* (s. Supplem. 66 und sonst häufig) in Betracht. Ein gleichgeschriebenes Wort scheint in den Annalen Tukulti-Ninibs I (ed. Scheil) Vs. 69, 69 wirklich *na-ḫur-tu* gelesen werden zu müssen. — Ib. 18. *nanzazu* ist ein Titel und bedeutet ›Leibwächter‹; vgl. BA. V, 349. — S. 148, 24. Vgl. zu dem Ausdruck *tarâṣu ša ubâni* Code Hammur. Vr, 28, 82. – Ib. 26. Zu *baḳâm(n)u* vgl. jetzt CT. XXVI, 36, 64, wo das Verbum in Bezug auf Baumwollenbäume gebraucht wird.

Der ausführliche Kommentar bringt die Rechtfertigung der Uebersetzung. S. 173. Da sich neben *i-ku* auch die Schreibung *i-gi* (Reisner, Hymn. 92, 17) findet, wird der dritte Radikal als ק anzusetzen sein. Das aram. Lehnwort ܐܝܩܐ macht es wahrscheinlich, daß die Wurzel an zweiter Stelle einen schwachen Radikal hat. — S. 180. Wie sollen *lubna* und *nelmena* Plurale fem. gen. sein? Die Ableitung des dunkeln *li-gi-sa-šu* befriedigt nicht. — S. 186. *Si tariba* übersetze besser ›Sie hat vergolten‹; vgl. GGA. 1908, 134.

Ein anderer Grenzstein aus der Zeit der Marduk-aḫḫê-rîba, der bisher noch nicht vollständig behandelt war, wird uns vorgeführt. S. 190, 20. Der Ausdruck *rêš eḳli* ist zwar noch nicht klar, wird aber kaum ›boundary stone‹ bedeuten. Vgl. noch Boissier, Divin. 37, 11; 45, 4; 51, 26; 80, 30; Hunger, Tierom. 99. — S. 192, 23 lies *l[i-la]m-*

min(!), wie auch S. 281 richtig umschrieben ist. — Ib. III, 5 lies *li-ir-muk*(!).

Den Schluß bilden sehr dankenswerte Verzeichnisse aller Eigennamen, die in den Grenzsteinen vorkommen, der Symbole, die dort dargestellt sind, und aller in den Inschriften vorkommenden Worte. — S. 203a möchte ich anstatt *Bêl-bašme* (*BUR-RA*) lieber *Bêl-ippašra* lesen. — S. 203b. Anstatt *Bi-til-*[*ia-aš*] ist, wie jetzt Thureau-Dangin nachgewiesen hat, bekanntlich *Kaš-til-ia-aš* zu lesen. — S. 215a. Für (*al*)*An-za-kar* wird doch wohl auch *Dimtu* zu lesen sein; vgl. SAI. nr. 399 und auch den Eigennamen *Dindu-biti* (S. 217a). — S. 227a. Der Tempel wird wohl nach Reisner, Hymnen 94, 23 besser *E-su-bad* zu lesen sein. — S. 230b lies *ud-da-zal*(!)-*e*. — S. 246a. Das Verbum *ubbuṣu* kann vielleicht zur Erklärung von Code Hammur. XIII, 65 verwendet werden. — S. 247a. *li-bit* kann schwerlich I, 1 von *abâtu* sein. — S. 249. Für *a-ḫar-ti-iš* möchte ich lieber *a-mur-ti-iš* = als Geschenk lesen; vgl. Supplem. 10. — S. 252a. Für *ta-li-tum* käme auch noch der Stamm לאה (Delitzsch HW. 366) in Frage. — S. 253. Die unter II, 1 אמד aufgezählten Formen gehören unter I, 1. — S. 256a. *E-SIR* ist Ideogramm für *sûḳu*. — S. 259a. *ašamšâtu* wird Plural sein. — S. 266a. Der Stamm ist טחד anstatt דחד anzusetzen. — S. 267b. *li-ib-bi-el* kann nicht Precat. I, 1 von רבל sein. — S. 268b. *mu-ir-ru* ist nicht Part. II, 1 von ורה, sondern kommt von איר her. — S. 278a. Für *kammalu* vgl. auch Code Hammur. XXVIIr, 57. — S. 280a. *libbû* steht für *ina libbi*; vgl. Delitzsch, Grm. [2] S. 226 f. — S. 281a. *talbišu* ist ein Adjektivum nach der Form *taf'il* wie *taḳridu*, *telî'u*. — S. 285a. Anstatt (*am.*) *MUK* wird vielleicht nach SAI. nr. 62 *sasinu* zu lesen sein. — Ib. Der Stamm von *mekêru* wird wohl als *meḳêru* anzusetzen sein. — S. 290a. *nakâdu* läßt sich bisher nur in der Bedeutung ›sich ängstigen‹ nachweisen; vgl. Supplem. 65. — S. 302a. Die Ergänzung *ú-ša-aḳ-ka-*[*lu*] wird sich kaum rechtfertigen lassen. — S. 309a. Anstatt *mašâru* = Rad ist nach SAI. nr. 10363 *magarru* zu lesen.

Breslau, im Februar 1910. Bruno Meißner.

Adolf Eggers, Der königliche Grundbesitz im 10. und beginnenden 11. Jahrhundert (Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des Deutschen Reiches in Mittelalter und Neuzeit, herausgegeben von Karl Zeumer, Band III, Heft 2). Weimar 1909, Hermann Böhlaus Nachfolger. XII und 149 S. 8°. M. 5,40.

Es sind fast dreißig Jahre verflossen, seitdem sich in den Göttingischen gelehrten Anzeigen (1881, 2, 1556 f.) Ludwig Weiland über den Gedanken geäußert hat, die Gesamtheit der königlichen Güter und Einkünfte in ihrer geschichtlichen Entwicklung zu verfolgen. Er leugnete nicht, daß diese Aufgabe in Angriff genommen werden müsse, hegte aber über die Aussichten des Planes eine recht unsichere und ungünstige Meinung. Das Buch von Frey, dessen Besprechung ihm zu diesen Ausführungen Anlaß gegeben hatte, und seine eigenen Worte mögen dazu beigetragen haben, daß sich trotz der zunehmenden Wertschätzung aller wirtschaftsgeschichtlichen Studien durch so lange Zeit niemand daran wagte, dieses Thema zum Gegenstand einer besonderen Arbeit zu machen. Freilich hat seither Bresslau in den Jahrbüchern der deutschen Geschichte die Bemühungen Konrads II. um Erhaltung und Vermehrung des Reichsgutes vortrefflich geschildert, Meyer v. Knonau hat in derselben Sammlung die urkundlich bezeugten Verleihungen von Gütern und Rechten durch Heinrich IV. und V. sowie durch die Gegenkönige derselben Zeit sorgfältig zusammengestellt, v. Inama-Sternegg hat bei dem weiteren Fortschreiten seiner deutschen Wirtschaftsgeschichte den königlichen Grundbesitz eingehend betrachtet, und auch an einschlägigen Spezialarbeiten hat es nicht gefehlt; während Overmann und Darmstädter die Geschichte des königlichen Besitzes in Italien aufhellten, erwarben sich Teusch, Meister und Becker um Schwaben und Elsaß, Küster und in neuerer Zeit besonders Niese um die Geschichte des Reichsgutes im 13. Jahrhundert Verdienste. Von den Lücken, die bei diesem Stand der Forschung noch blieben, versucht nun Eggers die größte auszufüllen, indem er den Bestand und die verschiedenen Schichten des königlichen Grundbesitzes, sowie seine Organisation und Verwaltung im 10. und zu Beginn des 11. Jahrhunderts für den Umfang des deutschen Reiches darstellen will. Man darf das Ergebnis seiner Bemühungen, obwohl sich die unvermeidlichen Fehler einer Anfängerarbeit[1]) in mehrfacher

1) Ich bemerkte an Druckfehlern und ähnlichen Versehen: S. 11_{16} Thietmar V, 18 statt V, 19; S. 11_{39} Rampsau statt Ramspau; S. 21_{33} 1001 statt 1000; S. 27_{8} DO. I. 317 statt DO. I. 173; S. 31_{22} Reg. Car. 995 statt 996, 997; S. 41_{6} DDO. I. statt DDO. II.; S. 43_{34} 1250 statt 1280; S. 43_{36} Langbardheim statt des jetzigen Namens Lampertheim; S. 43_{43} 1766 statt 1756; S. 56 919 statt 918; S. 66 unten Reg. 23 statt 24; S. 80 Widukind I, 11 statt I, 31; ebenda Otto II. und DDO. II.

Hinsicht fühlbar machen, immerhin als einen Fortschritt begrüßen, aber es wird nötig sein sich auch die Schwächen der Arbeit deutlich vor Augen zu halten.

Die von dem Vf. gewählten zeitlichen Grenzen decken sich im allgemeinen mit dem Umfang der drei ersten Bände Diplomata der Monumenta Germaniae, die dort gedruckten Urkunden haben die Hauptgrundlage der Arbeit abgegeben. An vielen Stellen greift E. allerdings, um den Besitzstand festzustellen, auch auf die karolingischen Regesten zurück, und er führt gelegentlich auch Belege aus salischen und staufischen Quellen an, aber das geschieht doch nur nebenbei und nicht in gleichmäßiger Weise. Man kann bezweifeln, ob diese wohl durch den augenblicklichen, inzwischen aber schon wieder überholten Stand der Urkundenedition verursachte Begrenzung des Gegenstands glücklich war. Der Vorteil, den die von dem Vf. in den Vordergrund gestellte Zeit wegen der hier vorliegenden kritischen und bequem benutzbaren Ausgabe bietet, wird aufgewogen durch den Nachteil, daß uns aus den Zeiten Konrads I. und des sächsischen Herrscherhauses gar keine urbarialen Aufzeichnungen über das Reichsgut erhalten sind. Für die karolingische und salische Zeit sind solche vorhanden, auf der einen Seite das von Caro nach seinem wahren Wert erkannte churrätische Urbar aus der Zeit Ludwigs des Frommen (vgl. Mitt. des Instituts f. österr. Geschichtsforschung 28, 261 ff.), auf der anderen das zu 1064 oder 1065 angesetzte Verzeichnis der königlichen Tafelgüter (Mon. Germ. Const. 1, 646 ff.), in welchem mit Ausnahme von Schwaben alle Stammesgebiete des deutschen Reiches vertreten sind. Das zuerst genannte Verzeichnis, welches sehr genauen Einblick in die Erträgnisse des Reichsgutes gestattet, hat sich E., wie schon Stutz (Historische Aufsätze, Karl Zeumer dargebracht S. 121 und Zeitschr. der Savignystiftung 30, germ. Abtlg., 479) bemerkte, leider ganz entgehn lassen. Das andere hat er in seiner Uebersicht des königlichen Grundbesitzes nur zweimal, bei den Höfen Eschwege und Pöhlde (S. 36), angeführt, obwohl es ihm noch in etwa 24 anderen Fällen als Beleg für die Fortdauer der Reichsrechte hätte dienen können; und er ist dann nur darauf zurückgekommen, um zu behaupten, daß ›bis zu dem seinerseits recht lückenhaften Verzeichnis der Tafelgüter aus den Jahren 1064/5‹ niemals ›eine Zusammenstellung des Krongutes‹ angelegt worden sei (S. 97), und um einige Fragen betreffend den Wert des Verzeichnisses aufzuwerfen (S. 135 f.). Ich glaube, daß es voreilig war, wegen der Tatsache, daß kein ent-

statt Otto III. und DDO. III., nur die Schenkung von 980 gehört Otto II. an; ebenda Anm. 4 sind Uhlirz's Jahrb. Ottos II. und Ottos III. als 2. Aufl. angeführt. — Störend wirken die unrichtigen Genitivformen: Cunigundes und Mathildes.

sprechendes Urbar erhalten geblieben ist, der Gutsverwaltung der früheren Könige jeden derartigen Versuch abzusprechen; und ich meine, die Fragen nach der Vollständigkeit, Bedeutung und Entstehungsweise des Verzeichnisses von 1064/5 hätten von dem Vf. nicht umgangen werden sollen, auch wenn es ihm nur darum zu tun war, das Reichsgut bis zum Jahr 1024 herab zu verfolgen. Für eine Feststellung des Besitzstandes ist eben das Urbar die vorzüglichste Quelle. Den Urbaren hätte daher auch bei der Abgrenzung und Anordnung des Stoffes besondere Rücksicht gebührt. Der Vf. würde seiner Arbeit sehr viel festeren Halt gegeben haben, wenn er die aus den Urkunden gezogenen Schlüsse nach vorne und nach rückwärts an die erwähnten urbarialen Quellen angelehnt und an ihnen nachgeprüft hätte.

Daß die Urkunden allein für den angestrebten Zweck eine recht schwankende und lückenhafte Grundlage bilden, das ist dem Vf. nicht entgangen. Er hebt hervor, daß wir aus ihnen den königlichen Besitz in der Regel erst ›in dem Augenblicke‹ kennen lernen, ›wo er aufhört es zu sein‹ (S. 4); er beachtet auch die großen Urkundenverluste (S. 9), zu denen freilich noch die Möglichkeit einer Uebertragung des Königsgutes in volksrechtlichen Formen, ohne Beurkundung, hinzuzurechnen wäre; er gedenkt ferner der Annahme, daß etwa in einzelnen Urkunden der König zwar als Schenker erscheinen, in der Tat aber nur der Vermittler einer von anderer Seite beabsichtigten Schenkung sein könnte (S. 15), oder daß in manchen Urkunden konfisziertes und auf andere Art erst neuerworbenes Gut so angeführt wurde, daß wir es irrig für alten Königsbesitz halten könnten (S. 97). Aber nicht bloß der Text, auch die Datierung der Königsurkunde kann, wie der Vf. (S. 4, 10) mit Recht hervorhebt, für die Feststellung des Königsgutes von Wert sein. In den karolingischen und in den kapetingischen Urkunden wird der mit *actum* eingeleitete Ort der Handlung sehr häufig nicht bloß mit dem Namen sondern mit einem seine Beschaffenheit und rechtliche Zugehörigkeit kennzeichnenden Worte (z. B. *in palatio publico, villa regia, in palatio nostro*) benannt; die Diplome der Ottonen sind (vgl. meine Urkundenlehre S. 334) an solchen Zusätzen ärmer, aber auch hier verlohnt es sich, sie zusammenzustellen. E. hat nun nicht bloß diese verhältnismäßig seltenen Fälle für seine Untersuchung herangezogen, sondern auch solche, in denen der Name des Aufenthaltortes allein steht. Indem er wahrnimmt (S. 10 ff.), daß an vielen Orten, wo die Könige häufig Halt machten, nachweislich Königsgut lag, meint er, man werde ›im allgemeinen auch diejenigen Orte, die nur als Ausstellorte von Urkunden vorkommen, an denen also doch immerhin erheblichere Rast

gemacht wurde, unbedenklich als Sitz eines größeren Königshofes ansehen dürfen«, ja mit einiger Wahrscheinlichkeit glaubt er diesen Schluß selbst auf Bischofstädte und Abteien ausdehnen zu dürfen, obwohl, wie er zugibt, dort der König recht wohl auch die geistliche Gastfreundschaft in Anspruch genommen haben könnte.

Da der Vf. die auf solche Art aus der Datierung der Urkunden gewonnenen Orte nicht bloß in besonderen Reihen zusammenstellt (S. 10 ff.), sondern sie auch in die geographisch geordnete Uebersicht des Königsgutes (S. 16 bis 43) einreiht[1]) oder an diese anschließt (S. 43 f.), so ist es nötig, über die Berechtigung dieser Schlüsse ins Klare zu kommen. Es ist anzuerkennen, daß die beigebrachten sehr zahlreichen Belege für das Zusammenfallen der königlichen Aufenthaltorte mit den Mittelpunkten des königlichen Besitzes auf eine bestimmte Gewohnheit des Hofes schließen lassen, dort Aufenthalt zu nehmen, wo Reichs- oder Familienbesitz des Königs lag. Die Zeugnisse dafür lassen sich sogar noch über die von E. gemachten Zusammenstellungen hinaus vermehren. Für Goslar und Velden, welche E. zunächst (S. 11_{30} und 12_{1}) unter den nur als Aufenthaltorte vorkommenden anführt, hat er selbst an anderer Stelle (S. 37_{13} und 29_{3}) Urkunden Heinrichs II. herangezogen, die auf königlichen Besitz hinweisen. Bei Balgstädt und Erwitte, die E. nur als Aufenthaltorte kennt (S. $11_{22, 27}$, 40_{14}, 34_{41}), ergibt sich aus Verleihungen Konrads II. (D. 82 und D. 184 der neuen von Bresslau besorgten Ausgabe, Mon. Germ. Diplomata 4), daß dort königliche Höfe lagen. Bruchsal, bei E. (S. 11_{24}) gleichfalls nur als Aufenthaltort genannt, war das Zentrum eines sehr bedeutenden königlichen Besitzes, den Heinrich II. im J. 1002 an Otto von Wormsfeld vertauschte, der wohl 1036 wieder ans Reich fiel und zwanzig Jahre später dem Bistum Speier überlassen wurde (vgl. Bresslau, Jahrbücher Konrads II. 2, 159 Anm. 1 und 360). Vielleicht mag auch in Arneburg (an der Elbe) und in Busendorf (an der Nied in Lothringen) königlicher Besitz gewesen sein, als sich Otto I. und Otto III. dort aufhielten (S. 11_{21} und 19_{3}); der eine Ort erscheint im J. 1006 zwar als Neuerwerb des Königs (DH. II. 111), und an dem anderen wurde nicht durch Konrad II. selbst, sondern durch den Bruder seiner Mutter ein Kloster begründet (Bresslau a. a. O. 2, 411), aber es wäre recht gut denkbar, daß die Männer, die wir zu Beginn des 11. Jahrhunderts an diesen Orten begütert an-

1) Nicht eingereiht sind Bruchsal (s. oben im Text), Ettenstadt, Gottstedt, Heimsheim und Thangelstedt; ob dafür besondere Erwägungen maßgebend waren, bleibt unklar; vielleicht handelt es sich nur um Versehen, wie denn auch umgekehrt ein in der geographischen Uebersicht enthaltener, nur als Aufenthaltort bezeugter Name (Busendorf, S. 19_{3}) in der Liste S. 11 fehlt.

treffen, ihre Rechte mittelbar oder unmittelbar den Ottonen verdankten. Erfurt, als Aufenthaltort Heinrichs I. und Ottos II. bezeugt (S. 11_{26}, 41_{7}), erscheint wenigstens im 9. Jahrhundert noch als *locus regalis* (Mon. Germ. SS. 15, 292). Wächst auf diese Art die Zahl der Fälle, in denen die Rastorte der Herrscher mit königlichem Besitz zusammenfallen, so halte ich es trotzdem für gewagt, an allen Orten, wo die Könige weilten, Königsgut anzunehmen. Eggers hat selbst S. 133 ff. auf die nach Lamperts Schilderungen den Klöstern gegenüber geltend gemachten Ansprüche der königlichen Hofhaltung und auf die Wahrung des Quartierrechts in dem reichenauischen Mindersdorf hingewiesen. Aber auch aus dem früheren Mittelalter gibt es Belege für Ausübung dieses Rechtes. Von Lothar I. und Lothar II. ist es bezeugt, daß sie sich gelegentlich auf kirchlichen Gütern aufhielten (Reg.[2] 1092, 1313 a), und von den Ottonen läßt sich das gleiche wiederholt nachweisen. Der königliche Besitz zu Brixen war im J. 901 dem Bistum Säben geschenkt worden (Reg.[2] 1997), und wir haben keinerlei Anlaß anzunehmen, daß dabei einzelne Besitzteile zurückbehalten oder später von den Königen daselbst neu erworben worden wären; wenn also Otto II. sich 967 auf seiner Fahrt nach Süden nachweislich in Brixen aufhielt (DO. II. 14), und früher sein Vater, nach ihm seine beiden Nachfolger, ohne daß wir urkundliche Belege dafür besitzen, gewiß ebendort Rast machten, so müssen sie auf bischöflichem Besitz geweilt haben. Dasselbe gilt von Chur, wo der Königshof im J. 960 dem Bistum zu Tausch gegeben wurde (DO. I. 209), Otto III. aber noch vierzig Jahre später sich aufhielt (DO. III. 373), und von Coblenz, wo der königliche Besitz 1018 an Trier überging (DH. II. 397), Heinrich II. aber noch 1019 und 1021 nachzuweisen ist (DH. II. 416, 446). Das Quartierrecht des Königs erlosch also nicht, wenn ein Gut in kirchliche Hände überging, ja das Beispiel von Coblenz, wo Verschenkung und wiederholter Aufenthalt rasch aufeinander folgen, läßt vermuten, daß der Hof umso lieber an einem Orte Aufenthalt nahm, wenn durch Uebergabe an ein geistliches Stift die bessere Instandhaltung des betreffenden Gutes gesichert worden war. Aber auch auf vernachlässigtem Kirchenbesitz schlug der Herrscher, wenn es die Umstände erforderten, vorübergehend seinen Sitz auf. Das ostelbische Leitzkau, wo sich Otto III. in den Jahren 995 und 997, Heinrich II. 1005 und 1017 aus Anlaß ihrer gegen die Slaven gerichteten Feldzüge aufhielten, war, wie wir aus Thietmar VIII, 57 wissen, ein verwahrlostes Gut des Bischofs von Brandenburg. Aufhausen, wo Otto I. mitten in seinen Kämpfen gegen den bairischen Aufstand im November 953 urkundet, war von Ottos Bruder Heinrich wahrscheinlich schon vor jenen Kämpfen dem Bistum Passau

übergeben worden [1]). Ruffach, wo Otto I. sich 966 aufhielt (DO. I. 333), dürfte wohl damals schon straßburgisch gewesen sein, wenn auch die davon handelnde Merowingerurkunde (Pertz N. 70) unecht ist. In Imbshausen dürften sich Heinrich II. (D. 440) und Konrad II. (D. 131, 171) auf paderbornischem, in Kissenbrück mag sich vielleicht schon Otto I. (D. 56) auf halberstädtischem Boden befunden haben.

Auf diese Art wird sich durch sorgfältige Betrachtung jedes Einzelfalles die Größe des aus den bloßen Aufenthaltorten von E. erschlossenen Königsgutes wohl etwas vermindern; die lange Reihe von Namen, die er S. 16 bis 43 ›in geographischer Anordnung‹ vorführt, wird dadurch indes nicht sehr merklich zusammenschmelzen, und sie verliert durch die bisher vorgebrachten Bedenken keineswegs ihren Wert. E. hat ja auch auf die ›Fehlerquellen‹, die bei solcher Zusammenstellung unterlaufen, zu Beginn dieser Liste nochmals hingewiesen. Aber es gibt andere Gründe, welche die Brauchbarkeit dieses ›Repertoriums für den Krongutsbesitz‹, wie es Stutz nannte, etwas herabdrücken, und die hier bei aller Anerkennung des von E. aufgewandten Sammelfleißes doch nicht verschwiegen werden dürfen.

Auf eine gründliche Deutung der Ortsnamen hat E., wie seine eigenen Worte S. 16 verraten, eigentlich verzichtet, und man wird es begreiflich finden, wenn er nicht auf die ganze solchen Fragen gewidmete Literatur Rücksicht nahm. Soweit es sich um Diplome Heinrichs II. handelt, war ihm ja durch das Namensverzeichnis zum 3. Diplomatabande eine recht zuverlässige Grundlage geboten. Die beiden ersten, von Sickel herausgegebenen Bände aber bieten leider im Register keine Ortserklärungen. Um so mehr hätte E. hier nach einem anderen vorzüglichen Führer, den Regesten v. Ottenthals, greifen sollen, die in dieser Hinsicht die Edition vielfach ergänzt und verbessert haben. S. 17_{14} ist Tuzacha, der Ausstellort von DO. I. 92, 93, noch auf Tusey bei Vaucouleurs gedeutet, während Ottenthal (Reg. 156) aus guten Gründen Douzy am Chiers annimmt. S. 17_{19} ist wieder nach der Edition Vuegesata (DO. I. 52) mit Void bei Toul wiedergegeben, während Ottenthal (Reg. 110) mit Visé bei Lüttich ohne Zweifel die richtige Lösung gefunden hat. Auch die S. $17_{33,\ 34}$ als unbekannt bezeichneten Orte: Cipliacum, Estron und Gelliniacum

1) Eggers S. 87 scheint freilich anzunehmen, daß Aufhausen zur Zeit, als Otto sich dort aufhielt, noch in königlichem Besitz gewesen wäre. Aber der Zweck des Tausches, durch welchen A. an Passau und das Gut Ennsburg an Herzog Heinrich kam, wird doch der gewesen sein, dem Herzog die dauernde Befestigung der Ennsgrenze zu erleichtern. Und zu solchen Maßregeln war während der unruhigen Verhältnisse vom Nov. 953 bis zu Heinrichs Tod (1. Nov. 955) weniger die Zeit, als in den vorausgegangenen Jahren; vgl. auch Riezler, Gesch. Bayerns 1, 340.

hat Ottenthal (Reg. 560) in der Gegend von Valenciennes und Mons mit Sicherheit nachgewiesen. Aus den Regesten Ottenthals wären auch noch andere für den Zweck des Vf. wichtige Daten zu gewinnen gewesen, sie hätten ihm wenigstens für die Zeit von 919 bis 973 einen Ersatz für Durchsicht der erzählenden Quellen geboten, die doch, wo es sich um Feststellung der Aufenthaltorte handelt, etwas mehr Beachtung verdient haben würden. Es wäre jedenfalls (S. 29_{6}) anzuführen gewesen, daß Langenzenn bei Nürnberg, welches Heinrich II. an Bamberg schenkte, im Sommer 954 der Schauplatz einer denkwürdigen Verhandlung Ottos I. mit seinen Gegnern, also wahrscheinlich damals schon Reichsgut gewesen ist. Die Zusammenstellung der urkundlich bezeugten Aufenthalte der drei Ottonen in Bodfeld (S. 73 Anm. 3) hätte sich (vgl. Reg. 51a) durch einen Aufenthalt Heinrichs I. vermehren lassen. Für die S. 61 gewürdigte Bedeutung von Königsdahlum würde sich die bezeichnende Tatsache ergeben haben, daß Otto I. dort sein erstes Weihnachtsfest als König beging (Reg. 61a). Als Zeugnis für die Anwesenheit deutscher Könige in Utrecht hätte E. außer den S. 18_{19} genannten Diplomen auch den in Gegenwart Heinrichs I. beurkundeten Tausch zwischen Herzog Giselbert und der Kirche von Trier heranziehen können (Reg. 23). Ganz ausgefallen ist unter den Reichsgütern im östlichen Franken das südlich von Bayreuth gelegene Creußen, welches im Tafelgüterverzeichnis von 1064/5 vorkommt und nach Thietmar V, 36 im J. 1003 von Heinrich II. in Besitz genommen wurde. Uebrigens scheinen selbst einzelne ottonische Urkunden, in denen über königlichen Grundbesitz verfügt wird, unbenutzt geblieben zu sein; ich vermag wenigstens die in den DDO. III. 73, 107 und 133 angeführten Güter[1]) bei E. nicht zu finden. Von empfindlicher Unvollständigkeit sind dann auch die Nachweise aus karolingischer Zeit. Wenn solche beigefügt wurden, um einen für das 10. oder beginnende 11. Jahrhundert nachweisbaren königlichen Besitz in ältere Zeit zurückzuverfolgen, so hätten bei Jupille (S. 17_{17}) die Beziehungen der älteren Karolinger zu diesem Gute (Reg.[2] 21a, 37, 89b), bei dem unsicheren Guddinga (S. 19_{46}) der Aufenthalt Karls des Gr. in der villa Goddinga (Reg.[2] 216) erwähnt werden können, und bei Selz (S. 20_{36}) wäre es nützlich gewesen, daran zu erinnern, daß dort Karls Bruder Karlmann eine Zusammenkunft mit seiner Mutter Bertrada hatte (Reg.[2] 126a). Und wenn zum Schluß noch ›Orte, die nur als karolingische Aufenthaltsorte belegt sind‹ angefügt werden, so erwartet man eine Erklärung darüber, warum hier Saargemünd, Remiremont, Prüm, Meersen und andere von den

1) Bei DO. III. 107 ist im Regest der Diplomataausgabe statt Hannweiler zu lesen: Hennweiler.

Karolingern berührte, nachmals zum deutschen Reich gehörige Plätze nicht genannt sind. Dagegen sollte Schlettstadt aus dieser Reihe gestrichen werden, weil der hier gelegene königliche Besitz nicht bloß aus dem Aufenthalt der Herrscher zu erschließen, sondern unmittelbar bezeugt ist (s. die S. 20_{45} bis 21_{4} von E. gesammelten Belege), und Blanzy, weil es außerhalb der lothringischen Grenze auf westfränkischem Gebiete liegt.

Einige Namen müssen auch deshalb aus dem von E. zusammengestellten Verzeichnis gestrichen werden, weil die Glaubwürdigkeit der Urkunden, aus denen sie geschöpft sind, erschüttert worden ist. Das gilt von Sömmerda und Hagen (S. 40_{21}), die auf Grund von DK. I. 38 als Schenkungen Konrads I. an Fulda angesehen wurden, während nach Dopsch (Mitt. des Instituts f. österr. Geschichtsf. 14, 327 ff.) diese Urkunde als eine freie Fälschung des Eberhard von Fulda anzusehen ist. Mehrere Orte im Nahegau und Rheingau (S. 30_{4-6}, 31_{27}, 33_{8}) fallen weg, weil Wibel (Neues Archiv 29, 653 ff.) dargetan hat, daß DO. I. 9, DO. III. 105 und DO. III. 188 in neuester Zeit gefälscht worden sind[1]). Auch die ostelbischen Güter, welche durch DO. I. 76 dem Bistum Havelberg zugewiesen und von E. (S. 41_{38-42}) als einst königlicher Besitz aufgezählt werden, beruhen nach dem Beweis von Curschmann (Neues Archiv 28, 393 ff.) auf einer Interpolation. Daß diese neueren Arbeiten dem Vf. entgangen sind, hängt mit der allzu ausschließlichen Benützung der Diplomatabände zusammen, die sich auch in der teilweisen Vernachlässigung der Regesten ausspricht. Bei aller Hochschätzung der von Sickel auf diesem Gebiet geleisteten und geleiteten Editionsarbeit wird man doch nicht vergessen dürfen, daß seit dem Erscheinen des 1. Bandes mehr als ein Vierteljahrhundert und auch seit dem des 2. schon eine geraume Zeit vergangen ist, während deren die Erforschung der Diplome gerade mit Hülfe der vorliegenden Ausgabe weitere Fortschritte gemacht hat.

Schließlich gibt auch die Anordnung, in welcher E. die mit Königsgut versehenen Orte vorführt, zu manchen Bedenken Anlaß. Daß die ganze Masse nach den fünf großen Stammesgebieten gegliedert wird, ist der historischen Betrachtung sehr förderlich, und auch die Unterabteilungen haben ihr Gutes; man möchte nur da und dort die Benennungen dieser Gruppen anders gefaßt und die Grenzen besser eingehalten sehen. Bodman, Litzelstetten, Stein, der Hohe Twiel, Meersburg und Singen (S. 22_{27-31}) liegen weder im Breisgau (nach alter Bedeutung) noch an der oberen Donau, noch weniger in der Ortenau oder am Neckar, sondern am Bodensee und im Hegau; es wäre also statt der aus diesen Benennungen gebildeten weitläufigen Ueberschrift

1) Aus demselben Grunde ist auch S. 44_{23} DO. II. 56b zu streichen.

besser das ›rechtsrheinische Schwaben‹ gesetzt worden. Ruffach (S. 23_2, südlich von Colmar, im Elsaß), Dollnstein (S. 23_{10}, an der Altmühl, westlich von Eichstädt), Bergheim (S. 23_{18}, in pago Tuonahgeuue, bei Regensburg) und Ottersdorf (S. 23_{18}, gegenüber Selz am Rhein) lassen sich aber auch unter diesen Begriff nicht einreihen und müssen wohl durch Versehen in die Gruppe geraten sein. In Bayern ist dem ›Gebiet von Isar und Inn‹ das Land ›rechts von Inn und Salzach (in Oesterreich, Steiermark, Kärnten, Krain)‹ gegenübergestellt; man wundert sich also, auch in der erstgenannten Gruppe eine ganze Reihe von oberösterreichischen und salzburgischen, rechts von Inn und Salzach gelegenen Orten vorzufinden, so Itzling, Michaelbeuern, Ostermiething, Ranshofen, Feldkirchen und den Forst Weilhart (S. 25_{18-26}), dann Osternach, Altheim, Schärding, Pram, Gurten, Laubenbach, Polling und Henhart (S. $25_{35,\ 36}$). Auch die Einreihung von Hohenbercha an dieser Stelle (S. 25_{25}) ist unrichtig; sie würde zwar zutreffen, wenn das in dem Tauschvertrag der Kaiserinwitwe Kunigunde mit Freising (Mon. Germ. Dipl. 3, 694 Nr. 2) genannte Gut Hohperchah wirklich mit Hohenbercha (westlich von Freising) identisch wäre; aber diese aus dem Register des 3. Diplomatabandes übernommene Ortsbestimmung ist irrig, das Gut Kunigundens lag vielmehr, wie der Zusammenhang des Textes erkennen läßt, gleich Ranshofen, Feldkirchen und Ostermiething in der Nachbarschaft des Weilhart und ist nach Ausweis der Ranshofener Urkunden [1]) mit aller Sicherheit dem Dorfe Hochburg gleichzustellen, welches E. als den Ausstellort einer Urkunde Karlmanns an anderer Stelle (S. 44_2) erwähnt. Bei DH. II. 283, welches S. 43_{17} unter anderen Diplomen mit ungedeuteten Namen an die Gruppe östlich von Elbe und Saale angeschlossen wird, hat E. übersehen, was Jaksch in der Carinthia I, 1907, 97. Jahrg. 113 über die Lage der betreffenden Güter sagt. Unrichtig eingereiht sind auch Nüziders und Flums (S. 21_{25}); sie gehören nicht zum Elsaß, sondern zu dem folgenden Abschnitt (westliche Alpen und Oberrheintal). Schlierbach, Kembs, Mühlheim und Sirenz (S. $26_{8,\ 14}$, 27_9), vier im Elsaß und in Baden gelegene, von Karl III. zur Zeit, als seine Herrschaft auf Schwaben begrenzt war, verschenkte Güter, sind irrig ins östliche Baiern gesetzt [2]); ebenso Erding, Oberwörth, Kaging, Utzing und Mößling (S. 27_{26-28}), welche zu dem ›Ge-

1) Vgl. die im Register zum Urkundenbuch des Landes o. d. Enns 2. Bd. gesammelten Stellen.

2) Ein Druckfehler in Mühlbachers Regesten (Reg. [2] 1578 lies Kembs statt Krembs) hat zu irrigen Gleichstellungen mit den wirklich in Ober- und Niederösterreich gelegenen Orten Schlierbach und Krems geführt und so zu der falschen Einreihung Anstoß gegeben.

biet von Isar und Inn‹ gehören. Auch innerhalb der an den Schluß gestellten Gruppen ist zwar im allgemeinen in geographischer Reihe geordnet, aber doch mancher merkwürdige Sprung bei der Aufzählung begangen worden, wie denn etwa Mindersdorf bei Stockach (S. 44_3) unter bairische und Isenburg bei Neuwied (S. 43_{42}) unter schwäbische Orte geraten ist. Man würde mit allen diesen Einwendungen dem Vf. Unrecht tun, wollte man vergessen, was der eigentliche Zweck seiner Arbeit gewesen ist. Sie soll, wie er im ersten Satz ausspricht, ›einen Beitrag zur Verfassungs- und Wirtschaftsgeschichte des deutschen Reiches im Mittelalter‹ darstellen; rechtliche Fragen und Untersuchungen über die Art der Verwaltung, wie er sie im 2. und 3. Abschnitt behandelt, haben also von Anfang an seine Anteilnahme stärker erregt als die im 1. Abschnitt behandelte Uebersicht des Bestandes. Aber auch dieser, ihm vielleicht nur als Vorarbeit erscheinenden Zusammenstellung, die so stark ins geographische Gebiet hinübergreift, muß der Historiker rege Aufmerksamkeit schenken. Für die Beurteilung der königlichen Macht und der Richtung, welche die Politik der Ottonen einschlug, kann unsere Vorstellung von der Größe des königlichen Gutes und seiner Verteilung auf die einzelnen Herzogtümer von entscheidender Bedeutung werden. Deshalb erscheint mir die Weiterführung und tunlichste Vervollkommnung der von E. angebahnten geographischen Uebersicht als eine wichtige Aufgabe. Auch die Herstellung einer Karte, auf welcher die zum Königsgut gehörenden Orte eingetragen und je nach ihrer Herkunft von einander sichtbar unterschieden werden könnten, dürfte dann vielleicht keinen allzugroßen Schwierigkeiten mehr unterliegen [1]).

Auch der zweite Abschnitt des Buches, der die verschiedenen Schichten des königlichen Besitzes untersucht, steht zum Teil noch unter geographischen Gesichtspunkten. Wenn der Wortlaut der Urkunde nicht ausreicht, um zu erkennen, ob an einem Orte Hausgut oder altes, von karolingischer Zeit herstammendes Reichsgut war, trifft der Vf. seine Entscheidung wiederholt je nach der Lage des Gutes. Daneben kommen genealogische Erwägungen in Betracht. Ich bezweifle nicht, daß man mit diesen altgebräuchlichen Mitteln immer noch Fortschritte erzielen und auch noch über E. in Einzelfragen hinauskommen wird; aber seine Zusammenfassung kann im allgemeinen nur begrüßt werden. Dasselbe möchte ich auch über den dritten Abschnitt sagen; hier zieht E. zunächst einen Vergleich zwischen der im Capitulare de villis erkennbaren Organisation und

1) Den grundsätzlichen Bedenken gegen eine kartographische Darstellung der Besitzverteilung, die ich in den Mitt. des Instituts 30, 582 ff. geäußert habe, sollte dabei allerdings Rechnung getragen werden.

dem Zustand, den man aus den Urkunden der Ottonen herauslesen kann, und er betrachtet sodann die Verwaltung des Krongutes und seine Beziehungen zur Gewalt der Grafen und Herzöge. Es würde mich zu weit führen, wenn ich auch hier allen seinen Erwägungen im einzelnen nachgehen wollte. Nur zwei Bemerkungen seien noch gestattet.

Die eine ist vorher schon von Stutz (Zeitschr. der Savignystiftung 30, 482) ausgesprochen worden; gerade im Hinblick auf die wünschenswerte Weiterführung des Themas sei aber auch hier betont, daß E. die verwaltungs- und rechtsgeschichtlichen Fragen, die sich an das Krongut knüpfen, keineswegs erschöpft hat. Zu den von E. vernachlässigten Seiten der Aufgabe gehört auch die Frage nach Entäußerung des Krongutes durch die einzelnen Herrscher. Daß es damit unter den verschiedenen Regierungen verschieden gehalten worden ist, unterliegt ja keinem Zweifel; die allzu freigebige Politik Heinrichs II. gegenüber der Kirche und die sparsame Zurückhaltung Konrads II., welche Bresslau so schön beleuchtet hat, sind bekannt. Es würde sich aber im Zusammenhang einer Untersuchung über das Reichsgut wohl verlohnen darnach zu fragen, ob Unterschiede dieser Art auch bei den vorausgehenden Herrschern wahrzunehmen sind. Die kleine tabellarische Uebersicht, welche seinerzeit Inama-Sternegg aus einer Zählung der königlichen Schenkungsurkunden von Konrad I. bis zu Otto II. gewann (Deutsche Wirtschaftsgeschichte 2, 116), ließe sich dank den seither erfolgten Fortschritten der Diplomataausgabe weiterführen, und sie ließe sich auch durch Trennung der weltlichen von den geistlichen Empfängern (vgl. Inama-Sternegg 2, 128 f.) und andere Unterscheidungen fruchtbarer gestalten. Eine besondere Betrachtung verdienen jedenfalls die Güterschenkungen, welche die Könige ihren Gemahlinnen und auch anderen Verwandten zukommen ließen. Inwieweit bei solchen Zuwendungen, besonders bei Festsetzung des Witwenguts freies Verfügungsrecht gewährt wurde, ist bisher nicht genügend aufgehellt. E. bemerkt (S. 93), wenn nach Kunigundens Tode Konrad II. ihre Besitzungen für das Reich in Anspruch nahm, so habe er sich dabei auf Vorgänge im 10. Jahrhdt. berufen können, auch damals seien die den Frauen des Hofes verliehenen Reichsgüter stets in den Besitz der Krone zurückgekehrt. Er meint an anderer Stelle (S. 70), die Ottonen hätten im allgemeinen die Praxis beobachtet, ›zu Aussteuern und Witwensitzen zunächst Hausgut heranzuziehen‹. Ich denke, daß diese beiden Behauptungen, sowie auch die dritte (S. 55), wonach die Witwensitze ›über ein, wenn auch reichliches Auskommen‹ nicht hinauszugehen pflegten, einer sorgfältigen Nachprüfung oder Begründung bedurft hätten. Was die Verfügungsfreiheit

betrifft, so nahmen ihr gegenüber die verschiedenen Volksrechte eine verschiedene Stellung ein, und es ist begreiflich wenn daher am Königshof die Ansichten darüber schwankten. In der uns erhaltenen Urkunde über das Witwengut der Königin Mathilde (DH. I. 20) ist von einer Beschränkung des Nutzgenusses auf Lebenszeit die Rede, so daß die *libera atque secura potestas*, die ihr zugesprochen wird, doch nicht volles Verfügungsrecht in sich geschlossen haben kann. Daß Otto I. seiner Mutter gegenüber diesen Standpunkt festhielt, zeigt am deutlichsten DO. I. 328 für Engern, wo bei der bestätigten Schenkung Mathildens ausdrücklich erwähnt wird, daß sie *cum nostra conibentia* erfolgt sei, und es stimmt dazu sowohl der Bericht der Vita Mathildae über die wegen Nordhausen entstandenen Hindernisse, als auch das Wort Thietmars (I 21), daß die Stiftung von Quedlinburg *laudantibus hoc suimet filiis* erfolgt sei. Günstigere Bestimmungen wurden, als Mathilde starb, der Kaiserin Adelheid (DO. I. 368, DO. II. 109) und dann auch der Griechin Theophanu (DO. II. 21, 76, 171, 202) gewährt; sie erhielten freies Verfügungsrecht, ganz nach dem Muster der einst von Lothar, dem ersten Gemahl der Adelheid, ausgestellten Dotationsurkunde [1]). Aber das merkwürdige Verhältnis, in welchem der unvollzogene Entwurf und das vollzogene Original von DO. III. 7 zu einander stehen [2]), läßt vermuten, daß man im J. 985 das freie Verfügungsrecht der Kaiserin Adelheid über ihr Witwengut anzuerkennen Bedenken trug; nach dem Wortlaut von DO. III. 7b erscheinen die an Mathilde verliehenen Besitzungen als königliches Gut, der alten Kaiserin wird hier nur als Fürbitterin, nicht als der Eigentümerin gedacht. Und obwohl nun Mathilde wieder freies Verfügungsrecht erhielt, ist Wallhausen, wie auch E. (S. 109) bemerkt, doch nicht an ihr Kloster sondern an das Reich zurückgefallen. Die an die Mitglieder der Familie verschenkten Güter, von denen uns die Urkunden verhältnismäßig vieles melden, blieben also wenigstens zeitweise in einer gewissen Abhängigkeit vom König, und es ist notwendig, ihre Rechtsverhältnisse besonders zu betrachten.

Ein anderer Wunsch, den ich für eine Fortsetzung dieser Studien aussprechen möchte, betrifft die Beachtung des Diktates der benutzten

1) In Bezug auf DO. II. 109 halte ich meine von Uhlirz, Jahrbücher des deutschen Reiches unter Otto II. und Otto III. 1, 61 Anm. 7 berührte Ansicht, daß es Neuausfertigung einer schon im Juni 973 ausgestellten Urkunde sei, aufrecht; ob diese Neuausfertigung mit der verlorenen älteren in allen Punkten übereinstimmte, bleibt natürlich ungewiß, und Aenderungen zu Gunsten der Kaiserin sind umso wahrscheinlicher, als DO. II. 109 von der Hand eines ihr wohl besonders nahe stehenden Mannes (vgl. jetzt Stengel, Immunität 1, 159 ff.) herrührt.

2) Eggers ist darüber S. 70 allzurasch hinweggeeilt. Ich habe schon in der Zeitschr. f. d. Gesch. d. Oberrheins N. F. 7, 16 darauf hingewiesen.

Urkunden. E. hat sich an vielen Stellen recht genau mit der Ausdrucksweise der Diplome befaßt. Er beobachtet, ob sie zwischen Reichsgut und Hausgut Unterschiede machen und welche Bezeichnungen sie für verschiedene Arten der Güter anwenden; aber er behandelt dabei die uns erhaltenen Urkundentexte zu sehr als einheitliche Masse und übersieht, daß in solchen Dingen nicht die Kanzlei, sondern der einzelne Schreiber oder Diktator maßgebend war. Findet er bestimmte, auf bewußte Unterscheidung hinweisende Worte, so führt er sie auf den Herrscher selbst zurück (S. 46, 61, 77, 95), dem man doch ganz gewiß keinen besonderen Einfluß auf die Fassung der Urkunden zumuten darf. Zu sicheren Ergebnissen könnte hier nur die getrennte Behandlung der verschiedenen Diktatoren führen, ähnlich wie sie Stengel in Bezug auf die Immunitätsurkunden durchführt. Wenn der Schreiber SA., der aus der Kanzlei Ludwigs des Kinds zu Konrad I. und dann wieder zu Heinrich I. übertrat, in zwei Fällen (DK. I. 8, 9) den König von *paterna* oder *propria hereditas* sprechen läßt, sonst aber nur *quasdam res iuris nostri* oder *proprii iuris nostri* u. dgl. erwähnt, so können mit Sicherheit nur die beiden erstgenannten Urkunden auf Erbgut gedeutet werden; dagegen ist es gewagt, die *quasdam res iuris nostri* in DK. I. 7 als Hausgut anzusprechen, wie es E. S. 54 tut; der dort als verstorben vorkommende Vassall Ramnolt kann ja immerhin im Winter 911/912 gestorben oder er kann vom Reich und von der Familie Konrads zugleich Lehen besessen haben. Ein anderer auf diese Unterschiede bedachter Notar scheint LK. gewesen zu sein, der in DO. I. 311 und 322 sehr deutlich von Fiskalgut, dagegen in DO. I. 320, 327, 329, 393, DDO. II. 13, 100, 104, 105 von Erbgut spricht. Bei so ausgeprägter Eigenart wird es also kaum möglich sein, bei DO. I. 327 an Entlehnung der betreffenden Wendung aus einer anderen Urkunde zu denken, wie E. S. 65 vorschlägt; eher wäre eine Verderbnis des nur durch ein Transsumpt von 1295 überlieferten Textes annehmbar. Es ist ferner ganz unzulässig, durch Emendationen, wie sie Eggers S. 71 f. versucht, das dem Diktat entsprechende Wort *hereditatis* in DDO. II. 13 und 104 zu beseitigen. Und auch die in DO. I. 329 an Magdeburg verschenkten Güter in und um Halle (E. S. 76) sind nach dem Wortlaut der Urkunde ebensogut als Erbgut bezeugt, wie Bliedungen, das E. S. 69 ganz unbedenklich zum Familienbesitz rechnet. Aber man darf die Fähigkeit und Gewohnheit des Unterscheidens, welche einzelne Schreiber an den Tag legen, nicht ohne weiteres bei allen Diktatoren voraussetzen, sondern wird jede Diktatgruppe für sich zu prüfen haben. Von HF., einem der fleißigsten Männer in der Kanzlei Ottos III., besitzen wir eine lange Reihe von Schenkungsurkunden, aber nirgends

ist hier von Erbgut die Rede. Die meisten Diktate des HF. sind so gefaßt, daß das verschenkte Gut als *proprietas* des Königs erscheint (*nostrae proprietatis praedium* u. dgl.), seltener wird bloß das Possessivpronomen *noster* gesetzt (DD. 73, 107, 120), und etwa in dem dritten Teil seiner Schenkungsurkunden wird jede nähere Bezeichnung des Eigentumsrechtes vermieden, so bei Erwähnung einer schon früher verschenkten Besitzung (D. 86), bei Verschenkung eines durch Konfiskation heimgefallenen Gutes (D. 254), aber auch in anderen Fällen (DD. 113, 128, 133, 161, 163, 171, 172, 174, 178, 287), wo ein bestimmter Grund nicht ersichtlich ist. Es läge nahe, hinter dieser verschiedenen Bezeichnungsart eine rechtliche Vorstellung zu suchen, also diejenigen Fälle, in welchen HF. von proprietas spricht, auf Familiengut, die anderen auf Reichsgut zu beziehen. Aber unter den als proprietas bezeichneten Gütern finden sich mehrere in Schwaben (DD. 63, 126, 129), und eines in Oesterreich (D. 286), dann auch ein dem König als erbloser Besitz zugefallener Anspruch (D. 143), so daß es nicht möglich ist, aus dem Worte proprietas in den HF.-Urkunden auf Familiengut zu schließen [1]). HF. muß zweierlei Formulare neben einander verwendet haben, ohne auf die rechtliche Beschaffenheit des verschenkten Gutes besonders zu achten. Eine Scheidung der Urkunden nach dem Diktat würde sich dann auch dort empfohlen haben, wo E. über den Gebrauch der Worte *fiscus*, *palatium*, *curtis*, *villa*, *locus* und *praedium* handelt. Dabei würde sich aus den S. 103 gesammelten Belegen ergeben haben, daß es ein bestimmter Schreiber (LG.) ist, dem der Gebrauch von *fiscus* im Sinne eines einzelnen, besonders abgegrenzten Teiles von Königsgut geläufig bleibt; DH. I. 6 und DO. I. 83, die E. auch anführt, sind ebenso wie DO. I. 118, von karolingischen Vorlagen beeinflußt, DO. I. 9 kommt als moderne Fälschung (s. oben S. 159) nicht in Betracht; es bleiben also nur die von LG. geschriebenen DDO. I. 313, 363 und DO. II. 19, endlich DO. II. 129, welches zwar von einer anderen Hand herrührt, dessen Diktat aber möglicherweise von LG. beeinflußt sein könnte. Man wird also kaum davon sprechen dürfen, daß in den südlichen und westlichen Teilen des Reichs der karolingische Sinn des Wortes *fiscus* lebendig geblieben, in den nordöstlichen Gauen dagegen eingeschlafen wäre, sondern man wird den einzelnen Schreiber als mit karolingischen Quellen vertraut zu betrachten haben. Eher ist bei dem Worte *pala-*

1) Es ist E. (S. 46 und 87 Anm. 1) zuzugeben, daß bei der Abfassung der Ueberschriften zu den einzelnen Urkunden des 1. und 2. Diplomatabandes das Wort »Eigengut« unkonsequent angewendet worden ist; daß aber unter »Eigen« nicht gerade Familienbesitz verstanden werden müsse, ist ja aus dem Regest von DO. III. 190 ersichtlich.

tium eine lokale Begrenztheit anzunehmen[1]), nicht gerade auf bestimmte Reichsteile, wohl aber auf gewisse an Ort und Stelle so bezeichnete Sitze des Hofes. Daneben läßt sich freilich der Gebrauch des Wortes im Sinne von Königshof überhaupt, losgelöst von bestimmter örtlicher Vorstellung, nicht nur in den historiographischen Quellen der Zeit, wie E. meint, sondern auch in den Urkunden nachweisen, freilich vorwiegend in den italienischen Diktaten[2]).

So mag es im einzelnen auch in diesen verwaltungs- und rechtsgeschichtlichen Teilen des Buches manches zu bessern und zu ändern geben. Das Verdienst, ein großes und wichtiges Problem der deutschen Geschichte, das lange vernachlässigt war, zuerst im Zusammenhang betrachtet zu haben, wird dem Verf. dennoch bleiben, und das sehr gut gearbeitete Ortsregister, welches den Schluß bildet, sichert ihm bleibenden Dank.

Innsbruck W. Erben

Eberhard Friedrich Bruck, Dr. jur., Gerichtsassessor und Privatdozent an der Universität Breslau, Die Schenkung auf den Todesfall im griechischen und römischen Recht, zugleich ein Beitrag zur Geschichte des Testaments. Erster Teil = Studien zur Erläuterung des bürgerlichen Rechts von Rudolf Leonhard. H. 31. Breslau 1909, M. u. H. Marcus. XIV u. 162 S. M. 5.

Derselbe: Zur Geschichte der Verfügungen von Todeswegen im altgriechischen Recht. Ebenda 1909. VI u. 42 S. M. 1,80.

Die beiden vorstehend genannten Schriften (ich zitiere sie im Folgenden kurz als ›Schenkung‹ und ›Verfügungen‹) gehören zusammen. Die zweite ist eine Ergänzung und Verteidigung der ersten gegen eine Kritik. Brucks Arbeit ist eine bedeutsame. Daß sie als solche gewürdigt wird, zeigt die Tatsache, daß sich bereits zwei hervorragende Kenner des griechischen Rechts eingehend mit ihr befaßt haben: Thalheim in der Berl. philol. Wschr. vom 10. Juli 1909 (Nr. 28 Sp. 877 ff.), in einer wesentlich ablehnenden Kritik, gegen die eben

1) Daß außer den S. 103 aufgezählten Orten »alle andern Königshöfe, die wir als Pfalzen ansprechen würden« ... »stets als *curtes, curtes regiae* oder *villae*« in den ottonischen Urkunden erscheinen oder hier gänzlich fehlen, ist unrichtig. Als *palatia* sind nämlich noch erwähnt: Bodman (DK. I. 11), Diedenhofen (DO. I. 31), Magdeburg (DO. I. 50, 153) und Ingelheim (DDO. I. 280, 286, II. 9, 11, III. 118, vgl. auch Ottenthal Reg. 166a). Unvollständig sind die betreffenden Belege nicht nur bei Aachen, wo E. wohl nur Beispiele bringen wollte, sondern auch bei Frankfurt (DH. II. 248, vgl. auch Reg. 241a) und Nimwegen (Reg. 248a).

2) Ein Beispiel aus einer von deutschem Schreiber verfaßten Urkunde (*in expeditionem sive ad palatium regis*) enthält DO. I. 11; vgl. auch DH. II, 256.

der Verf. in der zweiten Schrift seinen Standpunkt zu wahren unternimmt, und Rabel in der Ztschr. d. Savigny-St. Rom. Abt. XXX (1909) S. 465 ff., wesentlich zustimmend. Die Gediegenheit und Ausführlichkeit, mit der die genannten Gelehrten ihre Thesen verfochten haben, enthebt mich der Aufgabe, den zugestandenen und strittigen Punkten hier in allem Einzelnen wieder nachzugehen, zumal ich gegenüber Thalheim mich in allem den klaren Ausführungen Rabels, der auf diese Rezension bereits Bezug zn nehmen in der Lage war, anschließen kann. Rabel gebührt hier umso mehr der Vortritt, als er bereits in seiner kleinen, aber inhaltsreichen Studie ›Elterliche Teilung‹ in der Basler Festschrift zum 49. Philologentage (1907) S. 529 ff. ganz ähnliche Ansichten seiner Auffassung der hellenistischen Testamente zu Grunde gelegt hat und nunmehr nach Brucks Arbeit einstweilen für das altgriechische Recht seine ›Aufgabe mit Vergnügen als ziemlich erledigt‹ erklärt.

Bruck hat in seiner zweiten Schrift (S. 11) mit aller wünschenswerten Deutlichkeit seine These wiederholt und nochmals klar formuliert. Sie betrifft die Entstehung des griechischen Testaments. Dies habe zwei Vorläufer, die vorhanden gewesen, ehe ein Testament im griechischen Recht bekannt geworden: die Adoption unter Lebenden und die Schenkung auf den Todesfall, aus der Adoption habe sich auf gewohnheitsrechtlichem Wege das Adoptionstestament (Testament mit εἰσποίησις), aus der Schenkung von Todeswegen ebenfalls gewohnheitsrechtlich das Legatentestament (Testament ohne εἰσποίησις) entwickelt. So seien nebeneinander zwei Testamentsarten entstanden, die ›etwa bis zum Beginne der hellenistischen Epoche‹ neben einander vorgekommen seien. Dann sei das Adoptionstestament zurückgetreten und das Testament der hellenistischen Epoche — von der Verf. in der Fortsetzung seines Werkes handeln wird — sei das Testament ohne εἰσποίησις. Es sei, soweit es eine Vermögenszuwendung enthalte, stets Legatentestament. Daß es Testamente ohne εἰσποίησις mit Erbeinsetzung im römischen Sinne in Griechenland nie gegeben habe, folgert B. aus der von ihm akzeptierten Theorie von J. Partsch (Griech. Bürgschaftsr. I 231 ff.), wonach der Erbe nicht persönlich als Universalsuccessor in die Schulden des Erblassers succedierte, sondern nur mit den Nachlaßgegenständen haftete (Verfügungen S. 33 [2], S. 25). Mein gegen Partsch geäußertes Bedenken, das ich aus dem Vorhandensein eines beneficium abstinendi im griechischen Rechte schöpfte, glaubt B. mit dem Hinweis auf den Vorteil erledigen zu können, den das Benefiz trotz bereits bestehender beschränkter Haftung doch dem Erben durch Ersparung der Unbequemlichkeiten der Nachlaßregulierung gewährt habe (S. 25 [1]). Ich muß gestehen, daß ich mich hie-

bei nicht recht zu beruhigen vermag. Aber die Frage mag hier auf sich beruhen, da sie ja die These des Verf.s über die Entstehung der griechischen Testamentsarten nicht unmittelbar berührt.

Uebrigens ist der Verf. erst durch Thalheims Widerspruch auf die Erörterung des Adoptionstestaments näher einzugehen genötigt worden, da sein erstes und eigentliches Thema ja die Schenkung von Todeswegen als Quelle des Legatentestaments gewesen ist. Der Widerspruch war jedenfalls zur Klärung der Situation vorteilhaft, da nunmehr B. mit allem Nachdrucke zu betonen Gelegenheit hat, daß es ihm gar nicht einfalle, das griechische Testament lediglich aus der Schenkung von Todeswegen herzuleiten (Verfügungen S. 11). Daß aber auch die Geschichte der zweiten griechischen Testamentsform, des Adoptionstestaments, nochmaliger Untersuchung wert sei, hierüber erfreue ich mich wiederum der Zustimmung Rabels (Ztschr. Sav.-St. XXX, 469). Thalheims Hauptangriff richtet sich gegen des Verf.s These, daß es in Athen bis zur Mitte des 5. Jhd. kein ›Testament‹ gegeben habe. Dabei konnte nun leicht ein terminologisches Mißverständnis entstehen. Wir müssen für die ganze altgriechische Zeit zwei Arten von Testamenten unterscheiden, das Adoptions- und das Legatentestament, das Testament mit und das ohne εἰσποίησις. Nun ist bei [Demosth.] c. Steph. II (46) § 14 und sonst wiederholt in verschiedener Fassung (Schenkung S. 51 [2], Verfügungen S. 13 [1]) ein solonisches ›Testiergesetz‹ überliefert, dessen Einleitungsworte an der zitierten Stelle lauten: ὅσοι μὴ ἐπεποίηντο, ὥστε μήτε ἀπειπεῖν μήτ' ἐπιδικάσασθαι, ὅτε Σόλων εἰσῄει τὴν ἀρχήν, τὰ ἑαυτοῦ διαθέσθαι εἶναι ὅπως ἂν ἐθέλῃ, u. s. w. Aus einer anderen Stelle Is. de Pyrrhi her. (3) § 68 erfahren wir, daß der Erblasser, der keine leiblichen Söhne hinterließ, beliebig dürfe διαθέσθαι τὰ αὑτοῦ, wenn er aber Töchter hinterließ, σὺν ταύταις. Es ist natürlich, daß Thalheim sich vor allem auf dieses als solonisch überlieferte Gesetz stützt, und die Abwehr Brucks in seiner zweiten Schrift hat denn auch hauptsächlich die Erläuterung dieses Gesetzes zum Gegenstande. Im Anschluß an Ed. Meyer hat nun B. (Schenkung S. 52 ff. Verfügungen S. 26 ff.) die sehr einleuchtende Ansicht vertreten, daß es sich bei diesem Gesetz vor allem um eine politische Maßregel handle, um die Möglichkeit der Vererbung an Fremde, d. h. Personen, die nicht dem Blutsverbande der Gentilen angehörten. Durfte der Kinderlose früher den Adoptivsohn nur der Gens entnehmen, so kann er jetzt διαθέσθαι, wie er will, also auch zu Gunsten eines Extraneus. Daß dies eine eminent demokratische und in den Rahmen der sonstigen Solon zugeschriebenen Reformen passende Maßregel war, leuchtet sofort ein, wenn man bedenkt, daß damit ›die Zersplitterung des Vermögens der Adelsge-

schlechter‹ angebahnt war. Rechtshistorisch betrachtet bedeutete die Maßregel, wie Bruck ebenfalls bereits klar hervorgehoben hat, einen Schritt auf dem Wege vom alten Familieneigentum zum freien Individualeigentum. Entsprechend der Einführung Fremder als Adoptivsöhne sei dann die neue Möglichkeit der Verheiratung einer Tochter an einen Gentilfremden. Aber wenn mehrere Töchter da waren? Wenn auch die Versorgung durch Adoption des Schwiegersohns in diesem Falle versagte, und mehrfache Adoption in Attika nicht vorkam oder wenigstens ohne Beispiel ist — anders übrigens in anderen Rechtskreisen (Schenkung S. 11[3] S. 30) —, so mußte eben der Erblasser bezüglich der mehreren Töchter anderweitig διαθέσθαι. Aber in welcher Form? Bedeutet Vermögenszuwendung durch διαθέσθαι ohne weiteres die testamentarische Vermögenszuwendung, oder im Falle der Adoption notwendig die testamentarische Adoption? Rabel und Bruck haben darauf verwiesen, daß auch Mitgiftbestellung an die übrigen Töchter mit deren Verheiratung, auch Verträge mit dem Adoptierten zu Gunsten der Töchter ein διαθέσθαι sein konnte; daß allgemein gesprochen διαθέσθαι und διαθήκη nicht den engen Sinn von ›testieren, Testament‹ haben sondern einen weiteren (Rabel S. 468 f. Bruck, Verfügungen S. 16 ff.). Aus dem philologischen Repertoire erwähne ich hier nur Aristoph. Aves 440 ἢν μὴ διάθωνται γ' οἵδε διαθήκην ἐμοί, ›wenn diese mit mir nicht einen Vertrag schließen‹. Also bleibt, wenn wir nach der genannten Quelle allein urteilen wollen, die Frage offen, ob die solonische Zeit bereits Verfügungen von Todeswegen irgend welcher Art gekannt habe, oder ob auch das διαθέσθαι stets nur auf Rechtsgeschäfte unter Lebenden, wozu ja auch die Schenkung auf den Todesfall gehört, zu beziehen sei. Freilich wird man bei διαθέσθαι nur an ein vermögensrechtliches Geschäft denken dürfen — so allgemein Bruck, Verfüg. S. 16 f., enger noch denkt Rabel nur an ›Verfügungen sachen- oder erbrechtlicher Art‹ (S. 468) —, aber auch bei der Vermögensvergabung mit Adoption mochte, wie ebenfalls Rabel hervorgehoben hat, die vermögensrechtliche Seite der Sache sich vorgeschoben haben, sodaß auch hier der Terminus διαθέσθαι paßte. Wenn nun die attischen Redner immer wieder auf das διαθέσθαι des solonischen Gesetzes als Grundlage des Testierrechts hinweisen, ›so wird das seine Richtigkeit in dem Sinne haben, daß die Adoptionsdiatheke, mag sie formell wie immer ausgesehen haben, schon für Solon mehr oder minder stark ausgeprägt ein Geschäft von Todeswegen war‹ (Rabel S. 468). Daß diese Diatheke darum kein ›Testament‹ gewesen zu sein braucht, d. h. keine einseitige und frei widerrufliche letztwillige Verfügung, ergibt sich, wie bemerkt, daraus, daß ein negotium mortis causa auch zweiseitig

(Schenkung auf den Todesfall) sein kann. Und so muß — wiederum mit Rabel — Thalheim die Möglichkeit konzediert werden, daß in der solonischen Adoptionsdiatheke oder in ihrer Fortbildung aus dem zweiseitigen Adoptionsakt zum einseitigen Adoptionstestament, sich auch Verfügungen gefunden haben können, welche die Merkmale von Vermächtnissen an sich trugen. Aber das ist auch alles, was sich einstweilen über die ›Mitwirkung des a potiori sogenannten Adoptionstestaments bei der Ausbildung des Vermächtnistestaments‹ sagen läßt (Rabel S. 474). Wann und wie das Adoptionstestament in Athen aufgekommen, können wir nur vermuten. Schulin hat es schon in die vorsolonische Zeit verlegt (Das griechische Testament S. 6). Andere meinen, es sei durch Solons mehrgenanntes Gesetz eingeführt worden (Literatur bei Bruck, Schenkung S. 51 [3]). Die Vergleichung mit anderen Rechtskreisen veranlaßt Bruck zur sehr ansprechenden Annahme, daß auch das attische Adoptionstestament sich erst nach Solon gewohnheitsrechtlich aus der gewiß uralten Adoption unter Lebenden herausgebildet habe (Verfüg. S. 28). Doch mag die Fixierung der Zeit dahinstehen, gesichert ist m. E. besonders durch Rechtsvergleichung (Verfüg. S. 28) die Tatsache, daß überall das zweiseitige Geschäft dem einseitigen voraufgeht. Sicher ist der unter Lebenden gegründete Vertrag, unsicher das einseitige Rechtsgeschäft (Verfüg. S. 28 u. ö.). Daß ferner die Umbildung sich gewohnheitsrechtlich vollzogen habe und nicht durch einen gesetzgeberischen Akt herbeigeführt worden sei, leuchtet auch sehr ein. Solon vollends wird man nicht gerne so sehr zum Juristen stempeln wollen, daß er ein Gesetz des Inhalts erlassen habe, daß, was bisher nur als zweiseitiges Rechtsgeschäft (Adoption unter Lebenden) möglich war, nun auch als einseitiger Rechtsakt (Adoptionstestament) möglich sein solle.

Wichtiger noch, und damit kommen wir erst wieder auf das eigentliche Thema des Verf.s zurück, ist die von B. konstatierte bewußte Unterscheidung des Adoptierten — sei es durch Adoption unter Lebenden oder Testament — vom Legatar und natürlich auch des Adoptivtestaments vom Legatentestament, wie sie uns bei den attischen Rednern in voller Schärfe entgegentritt (Schenkung S. 104 ff. Verfüg. 34 f.). Der Adoptivsohn wird Sohn des Erblassers, er tritt in eine ›spirituell-familienrechtliche‹ Stellung, er hat für den Erblasser und dessen Ahnen den Totenkult zu üben. Der Legatar nimmt bloß Vermögen entgegen, er tritt in kein anderes Verhältnis zum Erblasser als der Beschenkte zum Schenker — will uns ja doch auch Verf. zeigen, daß die Schenkung auf den Todesfall das primäre Rechtsinstitut gewesen ist, aus dem das Legat sich entwickelte: wiederum das einseitige Rechtsgeschäft aus dem zweiseitigen, dem Vertrag.

Diese These zu erweisen, nimmt B. in seiner ersten Schrift die altgriechischen Quellen von Homer bis zur hellenistischen Epoche vor. Die Zeit von Alexander ab, insbesondere das Recht der gräko-ägyptischen Papyri mit vorausgeschickter Uebersicht über die orientalischen Rechte, soll den zweiten Teil der Darstellung ausmachen, die römische mortis causa donatio das Ganze schließen (Schenkung S. 9), das dann — wenn Teil II und III erschienen und, woran wir nicht zweifeln, gleich gut gearbeitet erschienen sein werden — ein mustergiltiges Beispiel einer Vorarbeit für die zur antiken Rechtsgeschichte ausgeweitete griechisch-römische Rechtsgeschichte sein wird.

Die Einleitung (Schenkung S. 1—3) skizziert in kurzen Zügen den Uebergang vom Eigentum des οἶκος und des γένος, das noch eine gewillkürte Nachlaßregelung ausschließt, da der jeweilige Hausvater nur Verwalter des der Familie gehörigen Eigens ist, zum Individualeigentum und dem daraus sich ergebenden Recht freier Verfügung auch von Todeswegen. Zwar ist das Individualeigentum in der Zeit auch unserer älteren Quellen bereits erreicht, aber eine Reihe von Spuren weisen noch in die frühere Zeit zurück, so das Verfangenschaftsrecht der Kinder, insbesondere aber die überall zäheste Erinnerung an die alte Zeit, das Noterbrecht. Eine Geschichte der Schenkung auf den Todesfall gibt es natürlich erst, nachdem das Stadium des Familieneigentums überwunden ist, denn durch die Schenkung verfügt der Eigentümer willkürlich über einen Teil seines Nachlasses. Jenen allgemeinen Entwicklungsprozeß zum Individualeigentum hin setzt der Verf. als bekannt unter Hinweis auf die mehr oder weniger bekannte Literatur zu dieser Frage voraus.

B. unterscheidet zwei Perioden in der Entwicklung der Verfügungen von Todeswegen bis zur hellenistischen Epoche: die alte testamentslose Zeit, in der es aber bereits Schenkungen auf den Todesfall (und Adoptionen unter Lebenden) gegeben habe (S. 4—72), und eine zweite Periode, in der die alten Formen fortbestanden (Schenkung und Adoption unter Lebenden), daneben aber als neue Formen das Adoptionstestament und das Testament ohne εἰσποίησις, dieses als Weiterbildung der Schenkung auf den Todesfall, auf den Plan getreten seien (S. 73—149). In der hellenistischen Epoche endlich habe sich das aus der Schenkung herausgewachsene Vermächtnis (im Testament ohne εἰσποίησις) zur Gesamtvergabung entwickelt (S. 150—2).

Es wurde bereits bemerkt, daß der Verf. die Adoption und das Adoptionstestament nicht zum Gegenstande seiner Untersuchungen gemacht hat, daß er indes, insbesondere in seiner zweiten Verteidigungsschrift auch darauf zu sprechen kommt. Entsprechend seiner Behaup-

tung muß er für die ältere Epoche zwei Tatsachen beweisen: die positive des Vorkommens von Schenkungen auf den Todesfall und die negative des Fehlens von einseitigen letztwilligen Verfügungeu. Er unterscheidet, wie bei einer so gründlichen Arbeit nicht anders zu erwarten, die verschiedenen Rechtskreise. Voran stehen Beobachtungen zu Homer, Odyssee XVII 78—83 (S. 4—10). Der Fall ist bei Marcian, Dig. Just. 39, 6, 1 und in den Inst. Just. 2, 7, 1 als Schulbeispiel für die römische donatio mortis causa imminente periculo zitiert. Telemach schenkt dem Peiraios kostbare Sachen für den Fall, als er im Kampfe mit den Freiern der Penelope erschlagen werden sollte. Einstweilen sind die Sachen beim eventuell (suspensiv bedingt) Beschenkten im Depot. Es ist nicht zu leugnen, daß dieser naive und dem einfachen Rechtsleben des ›griechischen Mittelalters‹ entsprechende Fall die auch von den römischen Juristen schon gewürdigten Elemente der Schenkung auf den Todesfall enthält. Die Entstehungszeit dieser später eingefügten Stelle ist auf ›ungefähr nach 700‹ anzusetzen. Ein Entstehungsort läßt sich nicht genauer, als dies für das Epos überhaupt möglich ist, fixieren (S. 7[3]). Richtig ist die allgemeine Beobachtung, daß eine Entwicklung ›in der quellenlosen Zeit‹ vorangegangen sein muß, da uns die genannte Quelle bereits das vollendete Institut vor Augen führt. Möglich, daß hiebei die Bevorzugung eines Lieblingssohns bei elterlicher Teilung den Ausgangspunkt des Instituts gebildet habe. Auch beachtet B. mit Grund, daß Telemach bei der Schenkung an den außenstehenden Freund kinderlos war und es sich nicht um Erbgut des Telemach, sondern um selbsterworbenes — die ihm von Menelaos und Helena gegebenen Gastgeschenke — handelte. Daß das Individualeigentum prinzipiell in der homerischen Zeit bereits bekannt war, tut B. mit bekannten Beispielen dar (S. 9[4] f.). Die — durch deutschrechtliche Analogie gestützte — Idee, daß sich das Verfügungsrecht zuerst beim Totenteil entwickelt habe, an dem ja die Erben ohnedies nicht beteiligt waren (Waffen, Kleider, Tiere, Werkzeuge etc.), da er der Ausstattung des Toten fürs Jenseits gewidmet war, verdiente eine nähere Ausführung, zu der der Verf. berufen wäre. Auch die Adoption findet bereits bei Homer Erwähnung, ebenso in der dorischen Stammesmythe. Hier in der Hyllosmythe. Hyllos, Sohn des Herakles, wird von Aigimios, der schon zwei Söhne hat, adoptiert. Auch diese Mythe, sowie die vorgenannte Iliasstelle, stammt aus der Zeit um 700 v. C. Von Testamenten weiß Homer noch nichts: weder vom Adoptionstestament noch von einem nur vermögensrechtlichen Zwecken dienenden Legatentestamente.

Schenkungen von Todeswegen weist der Verf. in folgenden Rechts-

quellen der späteren Zeit — vom Verlaufe des 7. Jhd., in dem das griechische Mittelalter endet, bis in die Mitte des 5. Jhd., wann Testamente aufkommen (s. u.) — nach: zunächst im Stadtrecht von Gortyn (S. 14—29). Da begegnen Schenkungen des Mannes an die Frau, des Sohnes an die Mutter, wodurch die erbrechtliche Zurücksetzung dieser Frauen ausgeglichen werden soll; ob weitere Schenkungen vom Verfangenschaftsrecht der Kinder beeinträchtigt, oder in Folge ganz freien Verfügungsrechts unbeschränkt zulässig waren, läßt sich mit Sicherheit nicht ermitteln. Uebrigens sprechen weder Rabel (a. a. O. S. 466 [1]) noch Bruck (Schenkung S. 27—29) ihre hier auseinandergehenden Ansichten mit größerer Bestimmtheit aus, als die unsicheren Quellen es erlauben. Der Verf. hat sich mit rühmenswertem Takt sowohl vor einer romanisierenden Behandlung griechischer Rechtsfragen als auch vor dem gegenteiligen Fehler gehütet, die Ergebnisse der romanistischen und modernen Dogmatik für Beurteilung rechtshistorisch bedeutsamer Gebilde unverwertet zu lassen (S. 19 ff.). So hütet er sich, die Schenkung auf den Todesfall des gortynischen Rechts einfach als gemeinrechtliche donatio mortis causa mit der diesem Institut eigentümlichen Abgrenzung von Testament und Schenkung unter Lebenden zu klassifizieren. Aber bei aller Vorsicht ist die Behauptung gegründet genug, daß ein zweiseitiges Geschäft, ein δόμεν (δοῦναι) im naiven Sinne des Wortes, Hingabe mit Annahme vorliegt, oder doch — auch das dürfte Fortentwicklung vom ursprünglichen Bargeschäft sein — Zuwendungsversprechen mit Annahme, also jedenfalls Vertrag unter Lebenden. Nebenbei: ob wirklich stets, wie Verf. anzunehmen geneigt ist, die Form der suspensiv bedingten Schenkung die primäre gewesen (S. 5 f. und a. a. O.)? Wurde die Schenkung sofort bar vollzogen, sollte sie aber nur für den Fall, als der Schenker in einer nahen Gefahr oder überhaupt, als er vor dem Beschenkten stürbe, bestehen bleiben, so wäre das ein resolutiv bedingtes Geschäft. Und zunächst wurden doch wohl alle reinen Schenkungen bar vollzogen. Im Homerfall denke ich wegen des verbundenen Depositalzwecks übrigens auch an Suspensivbedingung. Depositum wird auch sonst häufig als Nebenzweck der Schenkung auf den Todesfall verbunden gewesen sein (S. 6). Ferner wird darin B. zuzustimmen sein, daß die gortynische Zuwendung nicht frei widerruflich gewesen ist (S. 23).

In Gortyn findet sich als Mittel, eine gewillkürte Succession von Todeswegen herbeizuführen, auch die Adoption (ἄνφανσις) (S. 29—32), ein Rechtsgeschäft unter Lebenden, bestehend in einem Vertrag zwischen Adoptierendem und Adoptiertem — eine wohl selbstverständliche Voraussetzung des Geschäfts, die das Gesetz gar nicht be-

sonders zu erwähnen braucht (S. 32) — mit folgendem öffentlich- und sakralrechtlichen Akte. Sowohl durch diese Form — die Schenkung erfolgt durch Privatakt vor drei Zeugen — als insbesondere durch den Zweck, der bei der Adoption in erster Linie sakral- und familienrechtlich und erst in zweiter vermögensrechtlich ist, während bei der Schenkung eben nur die vermögensrechtliche Causa in Betracht kommt, unterscheiden sich auch in Gortyn beide Institute wesentlich von einander. Von einer einseitigen letztwilligen Verfügung findet sich endlich im Rechte von Gortyn keine Spur.

2. Im Anschlusse an das Recht von Gortyn bespricht der Verf. ›noch einige inschriftliche Spuren der Schenkung auf den Todesfall, die ungefähr derselben Zeitstufe oder doch derselben Stufe der Rechtsentwicklung angehören‹ (S. 33—49). So eine Schenkung aus Petelia im Lande der Bruttier, einer achäischen Kolonie von ca. 500 v. C., wo jemand sein ganzes Vermögen, wohl erst auf den Todesfall verschenkt, er nennt τὰν ϝοικίαν καὶ τ' ἄλλα πάντα und errichtet das Geschäft vor Magistrat und Zeugen (S. 33—38); dann eine aus Korkyra stammende, kaum viel jüngere (S. 39) dorische Inschrift (S. 39—41), worin der Schenker δεκάτας (eine Rente?) sofort δίδωτι, [καὶ?] αἴ κά (τι) πάσχῃ τὰν γᾶν, ein Zusatz, welcher zuverlässig auf eine Schenkung von Todeswegen deutet; endlich die Schenkung des Xuthias in Tegea (S. 41—46), ein Depositum in einem Tempel mit gewahrtem Rücknahmerecht des Hinterlegers selbst, zugleich mit der Bestimmung einer Reihe von Personen, die in bestimmter Ordnung nach seinem Tode das Depositum sollen abheben dürfen. Es handelt sich also, insoferne die Dritten in Betracht kommen, um einen Vertrag zu ihren Gunsten, wobei die ehelichen Söhne, falls aber diese vor dem Deponenten versterben sollten, die ehelichen Töchter, sonst die unehelichen Kinder und endlich bei deren Fehlen die sonstigen nächsten Verwandten abhebeberechtigt sein sollen (S. 45). Das nennt B. im ›Verhältnis zwischen Xuthias und den Bedachten eine suspensiv bedingte Schenkung unter Lebenden auf den Todesfall‹, wobei wir freilich nicht übersehen dürfen, daß dies wohl der wirtschaftliche Zweck des Geschäfts ist, aber die juristische Form der Schenkung (Vertrag zwischen Schenker und Beschenktem) in unserer Inschrift fehlt, wenigstens aus unserem Text eine Erklärung der der Reihe nach Bedachten nicht ersichtlich ist. Darum enthält zwar das Geschäft, wie B. entgegen der Literatur mit Recht betont, keine testamentarische Verfügung. ›Es hat nur Wirkungen für den Todesfall ebenso wie ein moderner Lebensversicherungsvertrag, den für ein Testament zu erklären niemand einfallen wird‹. Aber auch eine Schenkung für den Todesfall liegt nicht vor. Denkbar wäre es, daß dem Geschäft mit der Tempel-

bank ein Schenkungsvertrag zwischen Xuthias und den Verwandten voranging oder folgte, wenngleich nicht sehr wahrscheinlich. Den richtigen Ausweg weist übrigens Bruck selbst, indem er die Hinterlegungsstelle mit dem Treuhänder (Salmann) des deutschen Rechts in Parallele stellt, und bemerkt, daß hier ›die Zuwendung nicht direkt, sondern durch eine Mittelsperson erfolge‹. Freilich wird sich der Romanist eines gewissen Mißbehagens ob fehlender juristischer Präzision schwer erwehren.

Daß Schenkungen so relativ selten inschriftlich überliefert sind, erklärt B. mit verständigen Bemerkungen über das Verhältnis der Inschrift zum privaten Rechtsgeschäft, für das man sich mit Zeugen und Beurkundung auf der Wachstafel, später dem Papyrus begnügte. Nur die langdauernde Stiftung pflegt inschriftlich fixiert zu werden (S. 46—49).

3. Für die Kenntnis einer gemeingriechischen Entwicklung am wichtigsten ist die Frage nach dem Zustande des gewillkürten Erbrechts in den unserer Forschung zugänglichen Epochen der attischen, spartanischen, thebanischen Rechtsgeschichte. Für Athen (S. 51—56) kommt es vor allem auf die Auslegung des solonischen Gesetzes an. Wie sich der Verf. mit ihm zurecht findet, wurde mit Rücksicht auf seine zweite Schrift bereits eingehend mitgeteilt. Seine positive Behauptung, daß es in Athen bis etwa zur Mitte des 5. Jhs. nur Adoptionen unter Lebenden, wobei Solons Gesetz den Kreis der Adoptierbaren gründlich erweitert habe, und Schenkungen auf den Todesfall gegeben habe, daß aber einseitige Verfügungen von Todeswegen noch nicht existierten, ist allerdings, wie B. selbst zugibt (S. 54, 56), nicht ›stringent‹ zu beweisen, sondern stützt sich außer allgemeinen Erwägungen vor allem auf die Rechtsvergleichung mit den vorbesprochenen Quellen. Für Sparta (S. 56—65) und Theben (S. 65 f.) sprechen ähnliche starke Wahrscheinlichkeitsgründe für das Fehlen von letztwilligen Verfügungen und das Auskommen mit der sicher vorhandenen Adoption unter Lebenden und der wahrscheinlichen Schenkung auf den Todesfall. Daß speziell das καταλιπεῖν διατιθέμενον in Plut. Agis § 5 auch auf ein ›zwar erbrechtliches, aber zweiseitiges und unwiderrufliches Geschäft‹ gedeutet werden könnte, und nicht notwendig die Einführung des Testaments spätestens durch den dort genannten Ephoren Epitadeus beweise, hat Rabel (S. 470) gegenüber dem hier zurückhaltenden Verf. bereits bemerkt. Das Anwendungsgebiet der Schenkung war vermutlich auch durch ein weitreichendes Verfangenschafts- und Noterbenrecht beschränkt. Nach einer Bemerkung über das noch vom Gedanken des Familieneigentums mit Möglichkeit elterlicher Teilung und Abfindung eines Sohnes beherrschte

lokrische Koloniegesetz (vermutlich noch vor den Perserkriegen, wohl sicher erste Hälfte des 5. Jhs. S. 66[4]) (S. 66—68), wo die Schenkung höchstens in ganz beschränktem Umfange vorkommen konnte, faßt der Verf. (S. 68—72) die Ergebnisse für die testamentslose Zeit zusammen und ergänzt jene rechtsvergleichenden Bemerkungen durch besonders genauen Hinweis auf die der griechischen analoge germanische Rechtsentwicklung (S. 71 f.).

Die zweite Periode — von der Mitte des 5. Jhd. an bis zur hellenistischen Zeit; nähere Daten für den Beginn des Uebergangsprozesses s. S. 138 f. — zeigt einerseits das Fortbestehen der alten Formen, anderseits das Aufkommen der einseitigen letztwilligen Verfügung. In dieser Periode zeigt uns der Quellenüberblick (S. 73—75) sofort das Ueberwiegen der attischen gegenüber der Ueberlieferung aus anderen Rechtskreisen. Und auch hier wie gemeinhin ergibt die römisch-juristischer Klarheit so entbehrende Fassung griechischer Rechtsquellen noch manche besondere Schwierigkeit. Für die Schenkung auf den Todesfall (S. 76—88) bringt der Verf. eine Reihe von sorgfältig und mit aller nötigen Selbstkritik erörterter Zeugnisse, die er (S. 89—91) zusammenfassend in dem Sinne des Fortbestehens dieses Instituts würdigt. Möglicherweise ist durch Beeinflussung des seither aufgekommenen Testamentes Widerruflichkeit der Schenkung Rechtssatz geworden. Auch die Adoption unter Lebenden besteht fort (S. 94 f.). Daneben treten nun neue Formen. Zunächst die Adoption im Testament (S. 96 f.), die der Verf. nur kurz im Anschluß an die bisherige Literatur würdigt. Das Adoptionstestament beherrscht bis ins letzte Drittel des 4. Jhd. das ganze griechische Testamentsrecht. Aber auch das Vermächtnistestament kommt auf. B. bringt verschiedene Fälle (S. 97—105), insbesondere das auch sonst bekannte Testament des Vaters des Demosthenes, aus denen erhellt, daß bereits letztwillige Anordnungen vorkamen, welche die gesetzliche Erbfolge unberührt ließen und bloß Vergabungen einzelner Vermögensteile, Vermächtnisse, enthielten. Insoferne diese Vermächtnisse Zuwendungen von Todeswegen rein erbrechtlicher Natur enthielten, nicht wie beim Erbrecht des Adoptivsohns die familienrechtliche Fortsetzung des Stammes in erster Linie stand, kann B. in den Vermächtnistestamenten die ersten ›wirklichen‹ Testamente (S. 105) sehen.

Wie entstand nun das Legatentestament? Der Erörterung dieser Frage ist das Hauptergebnis der Arbeit Brucks zu verdanken. Nachdem die Herleitung des Vermächtnistestaments aus dem Adoptionstestament als einem ganz verschiedenen Zwecken dienenden Rechtsinstitute (s. o.) abgelehnt (S. 106 f.) und eine ganz spontane Neubildung als unwahrscheinlich gekennzeichnet ist (S. 108), behauptet

B. die Entstehung des Testaments ohne εἰσποίησις aus der Schenkung auf den Todesfall (S. 108). Unter den Beweisen führt er zunächst als ›innere Gründe‹ die Uebereinstimmung beider Institute in ihrem Wesen an: Zuwendung materieller Nachlaßteile, später des ganzen Nachlasses ohne Zuhilfenahme eines familienrechtlichen Geschäfts. Da uns die Schenkung früher entgegentrat, in einer Zeit, in der die Quellen von testamentarischer Verfügung noch nichts wissen, liegt die Herleitung des Legatentestaments aus der Schenkung auf der Hand (S. 108 f.). Formell deutet auf die Zusammengehörigkeit die Anwendung der gleichen Termini auf Schenkung von Todeswegen und Legat: διδόναι, δόσις, δωρεῖσθαι, δωρεά (S. 109—114). Dieselben Termini begegnen übrigens auch bei der Stiftung, die ja als Zuwendungsgeschäft durch Schenkung oder Vermächtnis gedacht ist (S. 112 f.). Auch die Subsumtion des Testaments unter den συμβόλαιον-Begriff (S. 115—119) wird möglicherweise auf die Entstehung des Testaments, wie sie Verf. schildert, gedeutet werden können. Endlich nennt der Verf. noch (S. 122—137) ›Zwitterbildungen‹, die sowohl die Merkmale der Schenkung, als auch bereits die des Testaments erkennen lassen: die Schenkung wird noch durch ein Testament (Diatheke) bestätigt, ohne daß der Zweck solcher Bestätigung sicher zu ermitteln wäre (S. 137). S. 137—148 werden der ›Umbildungsprozeß‹ und die ihn herbeiführenden Faktoren geschildert. Freilich an direkten Zeugnissen fehlt es. Gewiß ist die Umbildung — da das solonische Gesetz als Quelle hiefür ausscheidet (s. o.) — gewohnheitsrechtlich vor sich gegangen. Unter den Faktoren wird die bedeutendste Rolle die ›Verurkundlichung‹ gespielt haben. Die deklaratorische Urkunde, welche die Schenkungserklärung des Schenkers beurkundet, die Annahme seitens des Beschenkten wohl als selbstverständlich gar nicht erwähnt, wird leicht zur konstitutiven Urkunde über eine einseitige Verfügung (S. 138—141). Die Einseitigkeit des Geschäfts dürfte durch Stiftungen zu frommen und staatlichen Zwecken gefördert worden sein. Würden solche auf dem Totenbette errichtet, so anerkannte man sie wohl auch dann, wenn kein Vertreter des Bedachten mehr zugezogen werden konnte, also das Geschäft einseitig errichtet werden mußte. Hier wird die Analogie der germanischen Seelgeräte herangezogen (S. 141—145). Endlich — wiederum in Analogie mit der Umbildung des germanischen Treuhänders zum Testamentsexekutor — wird sich auch der griechische Treuhänder, der die Vergabung von Todeswegen schon unter Lebenden vermittelte, zum letztwillig ernannten Testamentsvollstrecker entwickelt haben. Dies schildert der Verf. sehr ansprechend und glaubwürdig (S. 145—148). Besonders hübsch ist dabei der Hinweis auf den Fall des Diodotos bei Lys. 33

§§ 5—7 als Uebergangsfall, in dem die Zuwendung im Rechtsgeschäft mit dem Treuhänder durch eine διαθήκη bestätigt wird. Es folgen noch Bemerkungen über Beschränkungen von Schenkungen und Legaten, wobei mit Grund angenommen wird, daß die Grundsätze für die Bemessung des Maximums bei beiden Instituten dieselben gewesen seien (S. 148 f.).

Ein Hinweis auf die Weiterbildung des Vermächtnistestaments zur Gesamtvergabung (S. 150—152) schließt diesen ersten Teil der Arbeit und deutet auf die im zweiten Teil zu erwartende Darstellung des hellenistischen, und da natürlich in erster Linie gräko-ägyptischen Papyrusrechts hin. Es ist dabei von allgemeinstem Interesse, wenn der Verf. auf die geänderten philosophischen Anschauungen hinweist, die dem Totenkult kein Gewicht mehr beilegen. Daß damit das Zurücktreten der Adoption zusammenhinge, wäre gut begreiflich.

Ich habe die formellen und inhaltlichen Vorzüge der Arbeit bereits hervorgehoben. Sie ist für den antiken Rechtshistoriker aber nicht bloß ob des ziemlich gesicherten, wertvollen Einzelergebnisses bedeutsam, sondern vor allem auch, weil sie wiederum, wie kürzlich Partschs schönes Bürgschaftsrecht, ein auffälliges Zusammengehen der germanischen und griechischen Rechtsentwicklung zeigt. Auch die hier aufgezeigten griechischen Rechtsgedanken entbehren der juristischen Präzision des römischen Rechts, des Rechts, das, wenn auch in einem anderen Sinne, als der Ausspruch ehedem gemeint war, immer mehr gegenüber aller anderweitigen antiken und modernen Jurisprudenz als ratio scripta erscheint.

München Leopold Wenger

Dr. **Hermann Meyer,** Lupold von Bebenburg. Studien zu seinen Schriften. Ein Beitrag zur Geschichte der staatsrechtlichen und kirchenpolitischen Ideen und der Publizistik im 14. Jahrhundert (= Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte herausgegeben von Dr. Hermann Grauert. Band VII, H. 1. 2). Freiburg i. B. 1909, Herder. XIV u. 240 S. 8°. 4,20 M.

Aus dem Impuls, den Hermann Grauert der Erforschung der spätmittelalterlichen Publizistik gegeben hat, geht dieser treffliche Beitrag hervor. Er bietet in seinem ersten Teil eine willkommene Vorarbeit zur kritischen Ausgabe der Werke Lupolds, deren Gedankenreichtum zu preisen nachgerade Gemeinplatz geworden ist, deren Texte aber noch immer, hoffentlich nicht mehr lange, der ihrer würdigen Gestalt harren. Der zweite, etwas kürzere, aber für den Nichteditor wertvollere Teil versucht, Lupolds Gedanken in ein System zu fassen.

Der erste Teil, die Beschreibung und Klassifizierung der Handschriften und Drucke, kann naturgemäß nur von dem künftigen Herausgeber des Traktats, des Ritmaticum und des Libellus eine zureichende Würdigung erfahren. Ich beschränke mich darauf, den zweiten Teil zu besprechen. Er wird eröffnet durch eine bündige Inhaltsübersicht der einzelnen Schriften nach Lupolds Disposition (S. 128—134). Schon hier tritt hervor, worauf es dem Publizisten vor allem ankam: der erwählte deutsche König hat als solcher schon die Herrschaft im ganzen Reichsgebiet (Traktat Kap. 5. 8). Um diesen Zentralgedanken gruppieren sich die historischen und rechtlichen Interessen Lupolds; mit Recht also setzt M.s systematische Darstellung (S. 134) mit dem Verhältnis von ›Königtum und Kaisertum‹ ein. Zugleich aber gerät M. hier sofort in terminologische Schwierigkeiten. Ihm zufolge unterscheidet Lupold zwischen regnum und imperium in der Weise, daß Italien und Burgund[1]) nebst Deutschland zum ›regnum (Germaniae)‹ gehören (S. 172), ›imperium‹ aber das (imaginäre) Weltreich bedeutet. Der Sinn dieser Scheidung ist eben, dem erwählten deutschen König den unmittelbaren Regierungsantritt im tatsächlichen römischen Reich (regnum) zu verschaffen, womit der päpstlichen Approbation bzw. Kaiserkrönung nur noch die Bedeutung, das Weltreich (imperium) zu übergeben, reserviert bleibt. Nach einer zweifachen Seite hin glaubt sich aber M. genötigt, eine Inkonsequenz Lupolds zuzugeben (S. 138): 1) L. redigiert zuletzt seinen Traktat dahin um, daß dem erwählten deutschen König auch schon das Weltreich zugehört, und 2) er ist in der Terminologie ungenau, indem er das tatsächliche römische Reich ›regnum et imperium‹ nennt statt einfach ›regnum‹, also die mit Vorbedacht eingeführte Scheidung selbst wieder verwischt.

Es ist M. nicht völlig gelungen, die wichtigste These Lupolds durch die Einreihung in ihren historischen und publizistischen Zusammenhang zu erklären[2]). Es sei hier versucht, diesen Mangel durch einige Andeutungen zu ergänzen.

Im 13. Jahrhundert lautete die an der Kurie offiziell gültige, von den deutscheu Königen vom Interregnum bis zu Heinrich VII. aner-

1) Was Burgund betrifft, so versäumt M., ihm die richtige staatsrechtliche Stellung anzuweisen. Das Königreich Burgund (Arelat) ist nicht mit Lothringen in Deutschland beschlossen (S. 137. 172. 178), sondern als weiteres Reichsland Italien koordiniert. Wenn nun L. (Kap. 10 des Traktats) Burgund dem engeren Deutschland einverleibt, so hätte dies von M. als bedeutsame Originalität L.s gekennzeichnet werden sollen. Offenbar ist L. eine Krönung zu Arles nicht bekannt.

2) Krammers Reichsgedanke (1908) konnte von M. kaum mehr eingesehen werden; bedauerlicherweise blieb auch Zeumers Licet Juris (1905) unbenützt (vgl. S. 240).

kannte Theorie über das Wesen der Reichsgewalt: Ist der deutsche König rechtmäßig erwählt (bzw. zu Aachen gekrönt), so hat er in Deutschland Regierungsgewalt; in Italien und Burgund empfängt er sie erst durch die päpstliche Approbation. Denn diese Länder sind Dependenzen des Kaisertums; kaiserliche Rechte aber werden erst durch die Kaiserkrönung bzw. durch die Designation zur Kaiserkrönung übertragen. Die kuriale Trennung von Regnum und Imperium versteht also unter Regnum Deutschland, unter Imperium außerdem Italien und Burgund und macht die Verwaltung des außerdeutschen Imperium von der päpstlichen Genehmigung abhängig. Um gewissen Theorien, die den Antritt der Reichsgewalt vor der Kaiserkrönung unbedingt ablehnten, zu begegnen, hat Papst Bonifaz VIII. einen strengeren Begriff des Regnum eingeführt [1]). Er unterschied 1) regnum Alamanie, in dem der König nach Wahl und Krönung, vor der Approbation, regieren darf; 2) regnum Romanorum (Deutschland, Italien und Burgund), in dem der approbierte König regieren darf; 3) imperium Romanorum (Deutschland, Italien und Burgund), wenn der rex Romanorum zum imperator gekrönt ist. Dies bedeutet aber nur eine terminologische Verschiebung, insofern als ›regnum Alamanie‹ dem bisherigen ›Regnum‹, ›regnum bzw. imperium Romanorum‹ dem bisherigen ›Imperium‹ entspricht. In der einen oder anderen Terminologie lag die Handhabe für die Päpste bereit, die Regierung der deutschen Könige über die historischen Reichslande außerhalb Deutschlands von ihrem Belieben abhängen zu lassen.

Von deutscher Seite mußte die Polemik gegen die päpstlichen Versuche, Italien von der deutschen Herrschaft zu lösen, demnach in eine Apologetik eintreten, bei der es darauf ankam, die kuriale Unterscheidung von Regnum (Alamanie) und Imperium zu beseitigen. Bereits das Braunschweiger Weistum erklärte (1252), der König erhalte durch die Wahl ohne weiteres kaiserliche Rechte: regnum und imperium fallen also vollständig zusammen. Desselben Geistes ist das Rhenser Kurfürstenweistum und das Gesetz ›Licet juris‹ K. Ludwigs IV. von 1338. In dem letztgenannten Gesetz ist aber, da Ludwig sein ohne päpstlichen Willensakt erworbenes Kaisertum behaupten wollte, der Kurfürstenwahl die Eigenschaft beigelegt, das Kaisertum selbst zu übertragen. Das widersprach aller Tradition [2]), und Lupold als publizistischer Vertreter der von Baldwin von Trier an-

1) In der Beurteilung Bonifaz' VIII. weiche ich von der bislang herrschenden Meinung ab.

2) Wenigstens der seit dem Untergang der Staufer gültigen. M. Krammer, Der Reichsgedanke des staufischen Kaiserhauses (1908), 84 sieht im ›Licet juris‹ staufisch-imperiale Ideen nachwirken.

geführten Kurfürstenpartei hält wie der Rhenser Spruch daran fest, daß die Wahl nicht das Kaisertum selbst, wohl aber die kaisermäßige Verwaltung der außerdeutschen Reichslande überträgt. (In der Bonifazianischen Terminologie würde das nun lauten: ›regnum Romanorum‹ und ›regnum Alamanie‹ sind identisch.)

Wir haben damit die Grundlage gewonnen, um die Lupold eigentümlichen Gedanken zu würdigen. Sie sind, wenn ich nicht irre, diese: 1) Das Imperium Romanum ist die Weltherrschaft, das ideale Amt ethisch-theologischen Gehalts. Es wird nach der Kaiserkrönung angetreten [1]. 2) Deutschland, Italien und Burgund sind eine staatsrechtliche Einheit, a) durch Erbrecht und gerechte Kriege erworben [2], b) von Karl d. Gr. und Otto d. Gr. vor ihrer Kaiserkrönung beherrscht, c) infolgedessen vom Besitz der Kaiserwürde unabhängig. Dieser konkrete Staat ist vom abstrakten Weltreich zu unterscheiden: er ist das ›regnum et imperium‹, ›Imperium‹ eben einmal als herkömmliche, historisch gewordene, wenn auch unlogische Bezeichnung für die außerdeutschen Reichslande gefaßt und völlig verschieden vom Imperium Romanum = Weltreich. Man kann deshalb nicht mit Rehm sagen, L. habe ›zuerst den Unterschied zwischen Regnum und Imperium erkannt‹. Vielmehr: der herkömmliche kuriale Unterschied zwischen Regnum und Imperium wird von L. in Uebereinstimmung mit den deutschen Reichskundgebungen von 1338 bestritten und durch eine neue Terminologie das vom Papst abhängige Imperium als Weltherrschaft, die realen Reichslande aber als (regnum + imperium) definiert, wodurch ausgedrückt wird, daß deren Verwaltung nicht vom Papst abhängt, sondern vom erwählten rex auch in den sogenannten ›Reichs‹landen Italien und Burgund angetreten wird.

Die eigentümliche Schwierigkeit, die L. darin vorfand, daß ihm für das Weltreich und das faktische deutsch-burgundisch-italische Herrschaftsgebiet nur ein und derselbe Terminus bereitlag, erklärt, weshalb es M. nur unzureichend gelungen ist, diesen Grundgedanken L.s klar herauszustellen. Die ›begriffliche Verbindung zwischen Italia und Imperium‹ wird mit nichten ›gelöst‹, wie M. (S. 135) will; Italien bleibt ›imperium‹ im Sinn von Reichsland, nur nicht im Sinn eines von päpstlicher Verordnung abhängigen Machtbereiches: der Sinn von ›imperium‹ wird von L. umgedeutet, nicht Italia davon abgelöst. Klarer wäre L. freilich, wenn er entschlossen Italien zum

1) Ich sehe hier zunächst ab von der späteren Redaktion des Traktats, die diesen Satz wesentlich verändert.

2) Daß Kriege einen Erwerbstitel abgeben können, leugnet Occam (S. 136 not. 1). Aus Gierke, Genossenschaftsrecht 3, 541 not. 54 hätte M. weitere Hinweise entnehmen können.

regnum rechnete und das Wort imperium der Bedeutung ›Weltherrschaft‹ überließe. Aber zu solch radikaler Umnennung war L. angesichts des herrschenden Sprachgebrauchs nicht kühn genug; daher die Zweideutigkeit von ›imperium‹, die auch L.s jüngstem Interpreten den Zugang zu L.s eigentlicher Meinung erschwerte, obwohl er sich ihr angenähert hat.

Weniger Schwierigkeiten bietet das übrige System L.s, das M. gewandt, vielleicht mit etwas zu viel Wiederholungen entwickelt. Der Weltkaiser, imperator [1]), hat als Amtspflicht den allgemeinen obersten Rechtsschutz, als Amtsbefugnis die Hoheitsrechte des Corpus Juris (S. 145), die in ihrer Wirksamkeit für den ganzen Erdkreis durch Gewohnheitsrecht eingeschränkt, aber nirgends aufgehoben sind (S. 147 f.) [2]). Bleibt das Maß der Einschränkung weltkaiserlichen Verfügungsrechts (S. 150 f.) und die Möglichkeit einer völligen Exemption gewisser Könige, zumal Frankreichs, von der Kaisergewalt (S. 151 ff.) im Zwielicht, so scheint mir zweifellos, daß die Aufforderung L.s an die deutschen Fürsten, die ›gentes finitimas ad servitium (imperii) reducere‹ (S. 155) nicht das Weltreich (Imperium Romanum), sondern das ›Reich‹ (Regnum et imperium) meint und ausschließlich die Einholung Italiens und des Arelates bezweckt.

Das Reichsvolk des Weltreichs ist naturgemäß die Menschheit, nicht das römische Stadtvolk, das deshalb bei Erlaß der lex regia das Weltvolk repräsentieren muß (S. 160), aber bei der Translatio imperii auf Karl d. Gr. dieses Mandat nicht besaß, weshalb der Papst die Uebertragung vornahm. Der Doppelsinn von ›imperium‹ beeinträchtigt die Klarheit L.s bei der Eingliederung der Kurfürsten in sein System; ich bin aber doch gegen M. (S. 162 f.) der Ansicht, daß L. die Kurfürsten nur als Vertreter des faktischen Reichs-, nicht des Weltvolks auffaßt [3]). Daß L. der erste Publizist ist, der die Kurfürsten als Kolleg wählen läßt, betont M. nach Krammer; daß er als erster eine Theorie des Interregnum aufstellt, nimmt M. nach Triepel an (S. 163 ff.). Bei der Besprechung von Widerstands-, Konsens- und Absetzungsrecht des Volkes (S. 165 ff.) vermißt man den Hinweis auf die englische Theorie des 13. Jahrhunderts. Ueber Volks- oder Herrschersouveränität, Naturrecht und ius gentium hat L., wie aus S. 168 ff. deutlich hervorgeht, keine klar ausgeprägte Meinung.

Auf M.s Tadel (S. 175), daß L. mit seinen Argumenten für die Reichsgewalt hätte mehr beweisen können (nach Occams Muster), als

1) Im Gegensatz zu (rex + imperator) = Oberhaupt der Reichsländer.

2) Die Teilung des Kaisertums in ein griechisches und ein römisches bringt in L.s Deduktion eine unüberwindliche Inkonsequenz (S. 149).

3) Damit fällt der von M. (S. 175) gerügte Widerspruch L.s; vgl. S. 204.

er bewiesen hat, nämlich die Uebertragung der Weltherrschaft durch Kurfürstenwahl, hätte L. vermutlich erwidert: ›weniger ist mehr‹. M. mißversteht hier L.s Versuch, gerade für das engere Reichsgebiet, Deutschland, Italien und Burgund, als feste staatsrechtliche Einheit unter begrifflicher Trennung vom Weltreich einen eigenen Rechtstitel zu schaffen.

Bei der Frage nach Umfang und Notwendigkeit der päpstlichen Approbation konnte M. dank Finkes Acta Aragonensia einen hochinteressanten Beleg (schon von Grauert benützt) den älteren Quellenstellen beifügen (S. 181): die Erklärung des Kardinals Petrus Colonna von 1323, die dem erwählten König ohne weiteres die Reichsverwaltung zubilligt. Die einzelnen Argumente L.s gegen die päpstliche Approbationstheorie sind ausführlich zergliedert (S. 182 ff.). Nur eine durch die Kaiserkrönung ipso facto vollzogene Approbation, also mit Beziehung auf das Weltreich, nicht auf das Reichsgebiet (S. 195) kann L. gelten lassen. Gegenüber dem Radikalismus des Marsilius ist es für Lupold bezeichnend, daß er zwar keine approbatio, doch aber eine examinatio des Gewählten (wie jedes andern Herrschers) nach kirchlichen Kategorien zuläßt (S. 184. 196).

Die Ablehnung eines vom König dem Papst zu leistenden Lehnseides wird von L. wieder vorwiegend historisch begründet mit dem Besitz der Reichslande durch Karl d. Gr. vor der Translatio imperii kraft Erb- und Eroberungsrechts (S. 200).

Was aber bleibt dem Papst, was der Kaiserkrönung an rechtlichem Einfluß auf das Imperium übrig? Die Weistümer von 1252 und 1338 wiesen der Kaiserkrönung nichts als die Verleihung des Titels zu. L., auch hier dem Radikalismus abhold, will der Kaiserkrönung die Uebertragung von Rechten belassen; der Kernpunkt ist für ihn wiederum der historische Vorgang der Geschichte Karls d. Gr.: Karl war als König Herr von Deutschland und Italien, aber erst durch die Translatio imperii wurde er Weltherrscher; so empfängt jeder Kaiser die Weltherrschaft erst in Rom (S. 207 ff.). Er erhält sie aber nicht durch die Krönung, sondern nach ihr kraft der Translatio imperii. Hier ist es M. wiederum nicht geglückt, die eigentliche Ursache dieser Distinktion aufzufinden; er hätte durch Krammers ›Wahl und Einsetzung‹ ihr auf die Spur kommen können. Ich glaube sie in folgendem zu erkennen. Im dreizehnten Jahrhundert ist die germanische Auffassung des Herrschaftsantritts kraft Investitur durch die kanonistische des Amtsantritts kraft rechtmäßiger Wahl bzw. Ernennung erschüttert, aber nicht beseitigt worden. Seitdem stand der kurialen Doktrin eine Ansicht gegenüber, die man als ›Krönungstheorie‹ bezeichnen kann. Sie verbietet dem König vor der Krönung

in Aachen Deutschland, vor der Krönung in Rom das Reich zu regieren. In seiner versöhnlichen Art[1]) hält L. an der kirchlichen Lehre fest: die Krönung ist bloße Zeremonie. Da aber L. auch die Approbation aus den oben dargelegten Ursachen nicht als rechtsbegründend gelten lassen darf, so erfährt sein System den unvermeidlichen Uebelstand, daß die Uebertragung kaiserlicher Weltherrschaftsrechte (die bei jedem neuen Kaiser wiederholte Translatio imperii) bei jedem praktischen Fall in der Luft schwebt. L. möchte der päpstlichen Einwirkung die Uebertragung der Weltherrschaft retten, aber er kann weder Approbation noch Krönung als konstitutiven Akt bestehen lassen, die Uebertragung des Weltimperium wird damit zu einem völlig mystischen Vorgang.

Ich vermute, daß L. diese Schwierigkeit selbst empfunden und deshalb jene Aenderung im Text seines Traktats angebracht hat, die aufzufinden M. gelungen (S. 14. 86. 212), und die sehr wahrscheinlich auf L. selbst zurückzuführen ist. Wieder ist es bezeichnenderweise ein historisches Argument aus der Karolingergeschichte (die ohne Papst vorgenommenen Kaiserkrönungen von 813 und 817), was L.s Theorie bestimmt: er läßt, nachdem er diese Kaiserkrönungen ohne Papst kennen gelernt hat, seine Ansicht über die zum Antritt der Weltherrschaft unerläßliche römische Krönung auf ein »non liquet« zusammenschrumpfen, womit er sein System freilich selbst zum Torso macht. —

Ein mit derselben Sauberkeit wie die ganze Abhandlung gearbeiteter Ueberblick über die Quellen und das Fortwirken L.s (S. 219 ff.) beschließt das inhaltsreiche Buch. Wenn es das Zentralproblem von L.s Publizistik ungenügend entwickelt, obwohl es durch seine gründliche Verarbeitung des ganzen Traktats die Lösung dieses Problems vorbereitet und erleichtert, so liegt ein Teil der Schuld in dem heute allerdings beliebten Verfahren, die Gedanken eines mittelalterlichen Publizisten aus dem Zusammenhang, in die dieser selbst sie brachte, zu lösen, und sie in ein System moderner Kategorien zu bringen. Wäre M. in der Weise der alten Glossatoren dem Text in seiner Originaldisposition gefolgt, so wäre er der Aufgabe des Monographen vielleicht doch gerechter geworden und hätte den Persönlichkeitsgehalt der L.schen Lehre im Gegensatz zu den vorangehenden Theorien schärfer erfaßt. Gierkes monumentaler dritter Band des Genossenschaftsrechts sollte nicht am unrechten Ort zum Muster dienen, so wenig wie etwa Windelbands Geschichte der Philosophie Vorbild für

1) Vgl. auch die von M. (S. 216 ff.) zutreffend hervorgehobene Milde L.s in der Beurteilung der Kirche seiner Zeit und seine Anerkennung des päpstlichen Primats. Vgl. S. 236 die Charakteristik L.s als »Irenikers«.

Monographien sein kann. Willkürliche Systematisierung eines Denkers enthält stets ein Moment der Verunechtung; auch Scholz, auf den sich M. vielfach bezieht, ist z. B. bei der Zeichnung Peter Dubois' dieser Gefahr nicht völlig entgangen.

Ich möchte zum Schluß die Klärung der etwas verwickelten staatsrechtlichen Terminologie Lupolds und seiner Zeit durch die Nebeneinanderstellung der oben gekennzeichneten drei hauptsächlichen Theorien zu fördern suchen.

Die kuriale Doktrin		Die deutsche Doktrin (Kurfürstenpartei)	Lupold
a	b		
Die herrschende Theorie. Regnum = Deutschland.	Bonifaz VIII. Regnum Alamanie = Deutschland.	Braunschw. Weistum, Rhenser Weistum. Regnum = Imperium = Deutschland, Italien, Burgund.	Regnum = Deutschland, (imperium + regnum) = Deutschland, Italien, Burgund.
(Die Herrschaft darüber wird ohne päpstliches Zutun erworben.)			
Imperium = (Deutschland) Italien, Burgund.	Regnum[1]) Romanorum = (Deutschland), Italien, Burgund.		Imperium = das Weltgebiet
(Die Herrschaft darüber wird durch päpstliches Zutun erworben.)			
	Imperium Romanorum = Regnum Romanorum, nach der Kaiserkrönung.		

Hier dürfte sowohl die vermittelnde, doch im Grunde deutsche Gesinnung Lupolds als auch die Unmöglichkeit, daß seine nationalgefärbte und durch den Doppelsinn von ›Imperium‹ getrübte Theorie zu allgemeiner Geltung kommen konnte, erhellen. Auf diesem Wege waren die staatsrechtlichen Schwierigkeiten nicht zu lösen, die das Mißverhältnis zwischen Macht und Anspruch der deutschen Herrscher des späteren Mittelalters erzeugt hatte. Gerade die originellen Gedanken eines politischen Schriftstellers sind es meistens nicht, welche den Entwicklungsgang der Theorien beeinflussen, auf welche politische Mächte ihre Ansprüche gründen. In Lupolds Terminologie lag überdies so viele geistvolle Willkür, daß die historisch gerichtete Staatsrechtswissenschaft der folgenden Zeit ebensowenig wie die Partei-

1) Ueber die feinere, hier zu übergehende Unterscheidung Bonifaz' VIII. zwischen ›regnum R.‹ und ›imperium et regnum R.‹ siehe des Referenten Ausführungen in der Historischen Zeitschrift 106 (1911), 86.

publizistik in seiner Theorie die endgiltige Entwirrung des Reichsproblems finden konnte.

Kiel Fritz Kern

Nachschrift. Seit der Ablieferung dieses Aufsatzes (Anfang 1910) sind die erörterten Probleme teils durch des Referenten ›Die Reichsgewalt des deutschen Königs nach dem Interregnum‹ (Historische Zeitschrift 106, 39 ff.), teils durch H. Blochs ›Die staufischen Kaiserwahlen und die Entstehung des Kurfürstentums‹ (1911) in ein neues Stadium getreten. Namentlich das letztgenannte, über Krammers Ergebnisse weit hinausgreifende Buch bietet den Ausgangspunkt für eine vertiefte Betrachtungsweise. Im vorstehenden müßte z. B. Bonifaz VIII. jetzt den Rang an Innocenz IV. abtreten. Dies bemerkt, glaubte ich nichts ändern zu sollen und habe mir es auch versagt, die Anregungen, die neuerdings die Rezensionen von F. Vigener (HZ. 105, 352) und H. Theobald (DLZ. 31, 2020) gaben, weiterzuverfolgen.

Ernst Hautsch, Dr. phil.: Die Evangelienzitate des Origenes (Texte u. Unters. z. Gesch. d. altchristl. Literatur, hrsg. v. Harnack u. C. Schmidt 34. Band, Heft 2a). Leipzig 1909, Hinrichs. IV u. 169 S. 8°. 5,50 M.

Wenn man Hautschs Studie als das nimmt, was sie ist, so wird man sie nicht bloß als eine dankenswerte, sondern, was für eine Erstlingsarbeit viel sagen will, in gewissem Sinne vorbildliche bezeichnen dürfen. Vorbildlich, insofern wir wünschen müssen, daß nach gleicher Methode angefertigte und sich in den gleichen Schranken haltende Untersuchungen oft folgen.

Der Titel: ›Die Evangelienzitate‹ kann irre führen, wie erst recht der für die lateinisch (Göttinger Doktordissertation 1907) veröffentlichte Abteilung des gleichen Werkes: de IV evangeliorum codicibus Origenianis. H. beabsichtigte auch nicht, wie man nach den ersten Seiten meinen könnte, eine Wiederaufnahme oder eine Kritik alter und ganz neuer Studien über den Evangelientext des Origenes (J. J. Griesbach 1771, von Soden, Preuschen); die ›Ergebnisse‹, die er S. 161 f. formuliert, hätte er mit einem Zehntel des aufgebotenen Materials sichern und veranschaulichen können: es sind Regeln, die im Grunde für alle altkirchlichen Auslegungswerke gelten. Die S. 161—169 gebotene Uebersicht über die in der vorstehenden Abhandlung besprochenen Lesarten des Origenes und ihr Verhältnis zu den wichtigsten Handschriften des N. T. ersetzt vornehmlich das hier unent-

behrliche Register: dies ist hin und wieder etwas formlos gehalten, auch nicht vollständig, aber zweckmäßig in Tabellenform so eingerichtet, daß neben der Lesart des Origenes in je einer Kolumne die Handschriften, die mit Or. gehen, und die, die ihm widersprechen, notiert werden, und schon ein flüchtiges Ueberschauen demonstriert, welch eine Sonderstellung Or. zwischen und gegenüber den besten oder ältesten Zeugen für den Evangelientext einnimmt, wie er bald diese, bald jene ›Klasse‹ stützt, bald ganz singuläre Lesarten vertritt, öfters auch in verschiedenen Werken einen verschiedenen Bibeltext verwendet.

Doch nicht in dieser Erkenntnis besteht das für Hautschs Arbeit charakteristische: sondern er liefert eine Reihe von (wohl 200!) Einzeluntersuchungen, in denen er suchen und finden lehrt, d. h. eine gute Zahl von Evangelientexten, die Or. zitiert oder ausgelegt hat, ohne Marschroute, ohne eine vorgefaßte Meinung über das Resultat durchprüft, um als Frucht Verbesserungen des Origenestextes selbst der neuesten Ausgaben, Richtigstellung der wirklichen Origeneslesart beim Bibeltext, ja sogar Beiträge zur unmittelbaren Verbesserung der Bibeltexte in die Scheuer zu bringen. Auf Vollständigkeit nach irgend einer Seite erhebt er keinen Anspruch; er hat nur die Evangelienstellen ins Auge gefaßt, bei denen der kritische Apparat in Tischendorfs ›octava‹ den Origenes irrig oder doch mit zu viel Sicherheit einführte, oder wo bei der Kontrolle jenes Apparats ihm sonst etwas der Beachtung des Kritikers wertes aufstieß; er geht aus von den großen Kommentaren des Or. zu Matthäus und Johannes und zieht im übrigen nur seine griechisch erhaltenen Schriften, mit Ausschluß der Catenenfragmente, heran. Auch da würde sich noch eine Nachlese lohnen, und bei Benutzung der Origenesübersetzungen hätten sich auch neue, vielleicht noch interessantere Probleme ergeben. Aber es ist klüger, sich eine enge Aufgabe stellen und sie wirklich lösen als große Pläne fassen und keinen durchführen. Abschließende Arbeiten sind zur Zeit auf dem Gebiet der Bibelkritik an keiner Stelle möglich; Beiträge, auf die man sich verlassen kann, sind das verdienstlichste, was es zu tun gibt.

Von welcher Art der Beitrag H.s ist, zeigt trefflich auf S. 7—9 die Untersuchung des Textes, den Or. I Tim. 2, 9. 10 gelesen hat. Seine Argumentation zu Gunsten der Lesart ἐν καταστολῇ κοσμίως statt κοσμίῳ, die Koetschau de orat. 2, 2 und 9, 1 in den Text gesetzt, nachträglich (S. 542) aber wieder zu Gunsten von κοσμίως aufgegeben hatte, ist überzeugend, auch ἤ χρυσῷ st. καὶ χρυσῷ 316, 18 (ed. Koetschau) werden wir wegen 300, 6 acceptieren. H. begnügt sich aber nicht damit, sondern gibt die zutreffende Exegese des ἐν

καταστολῇ und des κοσμίως in den Pastoralbriefen, wagt auch die Vermutung, daß dort die Worte κοσμεῖν ἑαυτὰς interpoliert seien. Er hätte hier ruhig die Exegese noch etwas fortsetzen und auch auf die Zugehörigkeit der Schlußworte δι' ἔργων ἀγαθῶν achten sollen. Immerhin — in dem neuesten Kommentar zu I. Tim. von Wohlenberg erfährt der Leser nichts von der Variante κοσμίως, geschweige von den sonstigen Schwierigkeiten des Textes.

Die Arbeitsweise und die Darstellung bei H. sind angemessen; offenbar hat der Verf. den größten Wert auf Exaktheit gelegt. Er schreibt schlicht und klar; selten begegnen, und fast nur noch im Anfang, schlecht stilisierte Sätze wie auf S. 6: ›So spielt er c. 7 auf Mt. 25, 14 in der Weise an, als würde uns in der dortigen Erzählung eine Ergänzung der besprochenen [nämlich Mt. 18, 23 ff.] gegeben, insofern wir daraus erführen, was der Handlung der Parabel voraus liege‹. Unverständlich wird H. nur manchmal, wenn er den Text des Or. als bekannt voraussetzt, oder wenigstens nicht im genügenden Umfange mitteilt, z. B. S. 45, 6 ff. oder S. 133, 14 ff. Auf die Zahlen und Siglen kann man sich fast unbedingt verlassen, bloß Accentfehler sind etwas häufiger. S. 55, 7 schreibe contr. Marcell. 75 st. 77, S. 102, 9 τοῦ υἱοῦ st. θεοῦ, S. 134 n. 1 adducat st. abducat, S. 104, 10, κλαίειν st. κλαύειν. Störend ist die Auslassung von τὸν θεὸν S. 134, 31 vor ›steht‹, vollends S. 139, 33 an der entscheidenden Stelle ein ἦτε für ἐστέ.

Merkwürdig finde ich, daß H. S. 93 mit der Möglichkeit rechnet, der Codex k sei aus keiner lateinischen Vorlage abgeschrieben; S. 146 n. 1 zieht er einen Schluß, der gar nicht mit der Möglichkeit rechnet, daß im Syr^{sin} Joh. von einem anderen Uebersetzer als Marcus stammt.

Ich versage es mir, an einigen Beispielen die Sauberkeit und Besonnenheit des Verf., der offenbar eine gute Schule durchgemacht hat, zu demonstrieren: sein gesundes Urteil tritt auch in der dankbaren Verwertung einer Vorarbeit von Winter (Berl. phil. Wochenschr. 1905) zu Tage: er weiß in der übrigen Literatur Bescheid, vermeidet aber alles Prunken mit unnötiger Gelehrsamkeit. Nach meinem Gefühl ist er eher noch geneigt, zu viel aus den Paraphrasen des Or. herauszulesen; was er in dessen Verfahren bei Wiedergabe der Bibeltexte schon S. 5 und noch oft ›willkürlich‹ nennt und was richtiger unabsichtlich oder zufällig hieße, reicht wohl weiter als H. manchmal Wort haben will; S. 132 würde ich für Joh. 5, 1 in Orig. IV 265, 13 ein ἡ vor ἑορτή nicht der Ueberlieferung zum Trotz einschieben; sicher ist es nicht ein ausreichender Beweis, wenn H. sich auf 284, 27 ἐνστάσης τῆς τῶν Ἰουδαίων ἑορτῆς beruft ›und (auf) die übrigen Stellen, aus denen allen hervorgeht, daß Or. den Artikel vor ἑορτή gelesen

hat‹. Wo darf man mit mehr Recht die übrigen Stellen kennen zu lernen verlangen als bei Hautsch? Sonst unterscheidet H. meist richtig zwischen dem was sicher, was wahrscheinlich oder was vielleicht anzunehmen ist; er bringt es auch fertig, eine Frage unentschieden zu lassen (vgl. z. B. seine Behandlung von Joh. 5, 30).

In ein paar Punkten, wo mir seine Vorschläge nicht einleuchten oder unhaltbar erscheinen, dürfte eine öffentliche Diskussion nützlich sein, schon damit nicht einfach die Origeneslesarten aus Hautschs Register samt und sonders eine Kanonisierung erfahren, wie sie die Tischendorfschen ein Menschenalter hindurch genossen haben. Joh. 10, 26 soll laut S. 168 und 142 Orig. ὑμεῖς οὐκ ἀκούετε st. οὐ πιστεύετε aller sonstigen Zeugen gelesen haben. Die These ist abzulehnen, denn Orig. hat das stärkste Interesse, die μὴ πιστεύοντες Joh. 10, 26 mit den ἀκούσαντες παρὰ τοῦ πατρός Joh. 8, 38 zu identifizieren — bei Preuschen Orig. IV 335, 3. 5. 9 ist leider der Hinweis auf Joh. 8, 38 fortgeblieben — und da der Gegensatz zu 10, 26 in v. 27 (φωνῆς) μου ἀκούουσιν ihm ein Recht gab, das πιστεύειν in v. 26 als ἀκούειν aus v. 27 zu deuten, so hat er in der Diskussion das πιστεύετε durch ἀκούετε ersetzt, wie ja auch das einleitende ἀλλὰ durch διὰ τοῦτο. Das ἀκούειν paßt bei Schafen besser als πιστεύειν: darum paraphrasiert auch Chrysostomus einmal οὐκ ἀκούετέ μου, nicht, weil in seinem Text etwas anderes als, was Origenes las, πιστεύετε stand.

S. 148 möchte H. in den Text IV 455, 2 einige Zeilen einschieben, durch die ein plötzlicher Uebergang des Or. von Joh. 13, 20 auf 12, 45 vermieden würde, nämlich hinter τὸν πέμψαντά με und vor καὶ ὁ θεωρῶν· <ἀλλαχοῦ δὲ· ὁ πιστεύων εἰς ἐμέ, οὐ πιστεύει εἰς ἐμέ, ἀλλὰ εἰς τὸν πέμψαντά με>. Der Ausfall dieses Stückes wäre durch Homoeoteleuton leicht erklärt, aber ein Bedürfnis, etwas am Text zu ändern, ist nicht vorhanden, die Verbindung von zwei verschiedenen johanneischen Sätzen wie 13, 20 und 12, 45 ohne vorherige Ankündigung echt origenistisch. Und H.s Vorschlag ist direkt unerträglich, weil er die Logik in Orig. Gedanken vernichtet. Wenn Jesus auch von dem Glauben an ihn geurteilt hatte, es sei kein Glaube an ihn, sondern nur der an den Vater, so galt dasselbe von den Aposteln; in dem Sinne dürfte man auch an sie glauben: und das verbittet sich Orig. ja gerade! Also darf der Leser sich hier an Joh. 12, 44 gar nicht erinnern, um den Gedanken des Or. einleuchtend zu finden. Am überlieferten Text ist nichts zu bessern, dagegen kurz vorher 454, 18 das τὸν πέμψαντα τὸν Ἰησοῦ πατέρα nach Z. 24 u. s. in Ἰησοῦν (wie Brooke S. 181, 8 schon richtig druckte). S. 44 bei Besprechung von Matth. 14, 19 begeht H. einen ähnlichen Fehler. Den Evangelientext des Or. stellt er ganz richtig fest, aber er hält den Text des Or.-

Kommentars für verdorben. Es mag sein, daß hinter Orig. Lommatzsch 3, 125, 11 τὴν γῆν eine Lücke anzunehmen und gemäß dem Vorschlag Hautschs etwa mit παρὰ τοὺς ἀνακλιθέντας ἐπὶ τοῦ χόρτου auszufüllen ist. Aber an den Worten ἀνακλιθῆναι und ἀναπεσεῖν nimmt H. bloß darum Anstoß, weil er nicht bemerkt, daß Orig. hier auf den Wechsel dieser Verba kein Gewicht legt, um so größeres auf den Unterschied zwischen der Erde hier und dem Gras dort als Lagerstätte und zwischen dem Befehl hier und der Bitte dort sich zu lagern. Sachlich ist das eine natürlich so wenig berechtigt wie das andere, aber es entspricht der exegetischen Methode des Or., willkürlich zwischen tief bedeutungsvollen und irrelevanten Ausdrucksdifferenzen in den Bibelworten zu unterscheiden: sein Text ist auch hier untadelig überliefert.

S. 51 f. erkennt H. mit Recht als den echten Matth.-Text für 16, 13 an: τίνα λέγουσιν οἱ ἄνθρωποι εἶναι τὸν υἱὸν τοῦ ἀνθρώπου; meint aber, daß ganz allein Or. statt dessen gelesen habe τίνα με λέγουσιν οἱ ἄνθρωποι εἶναι (vgl. S. 163); handschriftlich bezeugt ist anderweitig τίνα με λέγουσιν οἱ ἄνθ. εἶναι τὸν υἱὸν τοῦ ἀνθρώπου. Aber die Berufung auf Or. III, 291, 10 nützt nichts; zu Unrecht glaubt H. dem Herausgeber Klostermann, daß Or. dort Mt. 16, 13 zitiere, während wir, da Or. keine Ortsangabe macht, Mc. 8, 27 anzunehmen haben. Und daß er in der Exegese von Mt. 16, 13 (Lomm. 3, 144 ff.) niemals den Ausdruck ›Menschensohn‹ gebraucht, ›den er doch sicher statt Σωτῆρος gesetzt haben würde, wenn er ihn in seinem Text vorgefunden hätte‹, ist ein sehr bedenklicher Schluß; an der ersten Stelle, die H. im Auge hat (τὰς διαφόρους περὶ τοῦ σωτῆρος ἡμῶν ἐν Ἰουδαίοις γενομένας ὑπολήψεις τότε), war eine unzweideutige Bezeichnung dessen, was der Fragesteller dem Ausleger und seinen Lesern ist, notwendig; daß aber Or. manchmal Ausdrücke, die er in seinem Texte vorfindet, in der Erklärung gleichwohl vermeidet, weiß gerade Hautsch gut genug. Denn S. 49 belehrt er uns, daß Or. τὰ γενέσια in Mt. 14, 6 konsequent meide, ›weil das Wort von den Attizisten verworfen wurde‹, desgleichen S. 9, wonach Or. λίβανον des Textes durch τὸν λιβανωτόν ersetze; den ›Menschensohn‹ Mt. 16, 13 umgeht er natürlich nicht den Attizisten zuliebe, wohl aber weil der Titel zweideutig ist und an jener Stelle Mt. 16 geradezu ungeschickt angebracht heißen muß. —

Das πατὴρ ›ὁ οὐράνιος‹ statt ὁ ἐν τοῖς οὐρανοῖς (S. 52 f. — im Register absichtlich übergangen! —) für Mt. 16, 19 können weder die Paraphrasen des Or. noch die Belege aus Dionysius Alex. und Euseb. als Bibeltext erweisen: nirgends liegt die Absicht vor, genau zu zitieren. Nicht minder kühn wird S. 54 (auch S. 163) aus einer gelegent-

lichen Erwähnung von Mt. 16, 21 im Johanneskommentar IV 319, 5 ff. auf einen Sondertext des Or. mit ἀνελθεῖν und Φαρισαίων an Stelle von ἀπελθεῖν und γραμματέων (τοῦ λαοῦ) geschlossen: gegen H.s bewährte Grundsätze, wonach nur solche Lesarten als aus den biblischen Urkunden geflossen zu erachten sind, auf die der Kommentator den Finger legt und deren Sinn und Zweck zu ergründen er sich bemüht.

S. 133 ff. bespricht H. den Or.-Text von Joh. 5, 44. Or. soll dort v. 44a δόξαν παρ' ἀνθρώπων (statt δ. ἀπ. ἀλλήλων der Meisten) und v. 44b bald ἀπὸ τοῦ μόνου, bald ἀπὸ τοῦ μόνου τοῦ θεοῦ gelesen haben. Nun plädiert er aber S. 134 und 168 für μόνου τοῦ (!) θεοῦ, S. 132 nur für μόνου θεοῦ, bringt auch lediglich Stellen zu Gunsten von παρὰ in v. 44b bei: was ist denn ernstlich gemeint? Einen Beweis für die Lesung παρὰ τοῦ μόνου θεοῦ vermag ich aus der Paraphrase des Or. τὴν ἀπὸ τοῦ μόνου τὸν (ob nicht richtiger <τοῦ> τὸν?) τῆς δόξης ἄξιον πρεπόντως ... δοξάζοντος nicht zu entnehmen; sie war ebenso geeignet, ein τοῦ μόνου wie ein τοῦ μόνου θεοῦ zu erklären. Die Lesart παρὰ τοῦ μόνου ohne θεοῦ ist nach H. ›im Evangelientext sicher einmal aus falscher Auslassung des θεοῦ vor οὐ entstanden‹. Sicher? Darf man dem Joh. eine Antithese wie παρ' ἀλλήλων und παρὰ τοῦ μόνου gar nicht zutrauen? Und wenn auch nach H. mindestens an einer Stelle des Or. die Lesart παρ' ἀλλήλων in v. 44a vorliegt, wie kann man Schlüsse ziehen aus Paraphrasen, die den Gebrauch von παρ' ἀλλήλων der Form nach gar nicht zuließen? ›πῶς τιμᾷ τὸν πατέρα ὁ τιμῶν δόξαν τὴν παρ' ἀνθρώπων‹. Sollte Or. da etwa schreiben τὴν παρ' ἀλλήλων? Und mochte der Text auch anders lauten, der Erklärer wird ihn immer am wirksamsten verdeutlichen, wenn er einfach den Ruhm vor Menschen und den vor Gott einander gegenüberstellt; selbst ohne den Hinweis auf den Einfluß des verwandten Spruchs Matth. 6, 2 ist uns die Neigung, das feinere παρ' ἀλλήλων des Urtextes durch παρ' ἀνθρώπων zu interpretieren, sehr verständlich. Auch eine Umstellung der Sätze bei Or. II 385, 5 ff., die H. auf S. 133 fordert, ist nicht zu empfehlen. Hinter der Frage: Bildet sich einer ein, vor der Versuchung sicher zu sein, weil er hochangesehen ist bei den Menschen? schlägt das überlieferte καὶ πῶς οὐ χαλεπὸν τὸ: Sie haben ihren Lohn von den Menschen aus dahin; πῶς δ' οὐκ ἐπιπληκτικὸν τὸ: Wie könnt Ihr gläubig sein u. s. w. (Joh. 5, 44) mächtig ein; καὶ steht wie kurz vorher 384, 21 = und doch, und gerade da; außerdem ist ἐπιπληκτικόν ebenso eine Steigerung gegenüber χαλεπόν wie das Strafwort Joh. 5, 44 eine ist gegenüber Matth. 6, 2c. An der genannten Stelle möchte ich übrigens Koetschaus Text auch gegen einen anderen, etwas älteren Verbesserungsversuch verteidigen. Den πταίσματα der νομιζόμενοι εὐγενεῖς ἐν ὑπερηφανίᾳ steht gegenüber die

θωπευτικὴ ὑπόπτωσις vor den höheren Ständen seitens der λεγόμενοι δυσγενεῖς διὰ τὸ ἀνεπίστημον. Wendland konjizierte ἀνεπίσημον, das ist aber neben δυσγενεῖς eine salzlose Tautologie: der ὑπερηφανία muß ein gleichartiger Defekt entsprechen, nicht die Unansehnlichkeit sondern die Unwissenheit, die Unbildung, vgl. Or. IV 433, 14.

Ich habe die Mehrzahl der Stellen besprochen, bei denen Hautsch meines Erachtens das Richtige verfehlt, weil er sich noch nicht ganz von den Methoden eines früheren mangelhaften Untersuchungsverfahrens losmacht. Was man aber aus seinem Buch, auch wenn man noch mehr beanstandete, unbedingt gewinnen kann und soll, das ist die Einsicht: Den Bibeltext eines ›Kirchenvaters‹ lernt man nicht kennen durch Aufschlagen der in den Registern notierten Stellen, auch nicht nach der vollkommensten Ausgabe, ihn zu erheben gelingt nur einer ebenso vorsichtigen wie weitschauenden Exegese, einer Exegese, die sich zuletzt auch auf den gesamten Bibeltext erstrecken muß, um deswillen man ja aufs Suchen ausgezogen ist. Die äußeren Zeugnisse allein tun es bei den Väterzitaten nicht; sie müssen erst durch kritische Schleifung und Reinigung benutzungsfähig gemacht werden. Die Textkritik kommt nicht vorwärts durch Sammelarbeit, wenn sich ihr nicht die genaueste ›philologische‹ Interpretation zugesellt und ihr die Wege ebnet.

Marburg i. H. Ad. Jülicher

S. Eusebii Hieronymi opera (sect. I pars 1). Epistularum pars 1: epistulae I—LXX rec. **J. Hilberg** (= Corp. script. eccl. lat. vol. LIV). Vindobonae, Tempsky; Lipsiae, Freytag 1910. VI, 710 S. 22,50 M.

Spät kommen die Briefe des Hieronymus in der Wiener Ausgabe an die Reihe, und es kommt zunächst nur eine erste Lieferung. Aber der weite Weg muß auch hier das Säumen entschuldigen: zur Herausgabe der jetzt vorgelegten siebzig Briefe hat Hilberg über siebzig Handschriften, darunter sechs aus dem 6.—7., und zehn aus dem 8. Jahrhundert herangezogen — und wie viele werden zu untersuchen gewesen sein, ehe die rechte Auswahl getroffen werden konnte! Doch nicht von der handschriftlichen Grundlage und ihrer Ausnutzung soll hier die Rede sein. Dies wird zweckmäßig verschoben, bis der in zwei bis drei Jahren zu erwartende Abschluß der Briefsammlung uns auch die Prolegomena bringt. Es genügt einstweilen, mit der kurzen Vorbemerkung Hilbergs (V) festzustellen, daß sein Text unzweifelhaft erheblich besser ist als der bisherige, und daß dies in erster Linie auf die Verwertung neuer handschriftlicher Zeugen oder richtigere

Einschätzung der alten zurückzuführen ist, während nur selten zur Konjektur gegriffen zu werden brauchte.

Für heute beschränke ich mich auf zwei Wünsche in Sachen des Stellenapparates, die sich mir nach kurzer Benutzung des ersten Bandes aufdrängten, und die für die weiteren noch berücksichtigt werden möchten. Nämlich einmal: die Bibelzitate müßten vollständiger und akkurater angegeben werden. Vielleicht ist ja nur der Theologe von Fach im Stande, den biblischen Untergrund in den Ausführungen eines Schriftgelehrten par excellence, wie Hieronymus, stets hindurchzuverspüren. Es soll auch gewiß nichts Unbilliges verlangt werden. Also wenn z. B. zu S. 341, 12 *hic involutus pannis, hic visus a pastoribus, hic demonstratus ab stella, hic adoratus a magis* oder zu S. 409, 19 *ad imaginem et similitudinem suam*, oder zu S. 669, 4 *ubi vincula? ubi alapae? ubi sputa? ubi flagella? ubi patibulum?* keine Bibelstellen vermerkt sind, so werden wir das begreifen, obwohl vielleicht auch hier die absolute Vollständigkeit das kleinere Uebel wäre[1]). Und wenn nur einige Stellen irrig angegeben wären — wie S. 68, 14 vgl. Gal. 1_{23}. Act. 9_{8} f., S. 120, 11 vgl. Jer. 17_{11}, S. 132, 17 vgl. Hiob 13_{4} (die beiden Hälften des Hiobzitats sind durch Prov. 20_{9} auseinandergesprengt), S. 288, 18 (373, 15, 374, 16) vgl. Joh. 6_{5-13} = Mc. 6_{35-44} mit Mc. 8_{1-9} (gerade in der Vergleichung der beiden verschiedenen Speisungen liegt die Pointe, vgl. Origenes comm. in Mt. 15_{32} ff. p. 124 Lomm. εἰ δὲ κατὰ Ἰωάννην κρίθινοι ἦσαν οἱ ἄρτοι, ἀφ' ὧν ἐπερίσσευσαν οἱ δώδεκα κόφινοι, οὐδὲν δὲ τοιοῦτον περὶ τούτων λέγεται, πῶς οὐ βελτίους οὗτοι παρὰ τοὺς προτέρους etc.), S. 290, 7 vgl. Mc. 1_{31}, S. 330, 5 vgl. Gen. 10_{11}, S. 530, 10 vgl. Joh. $4_{21.23}$, S. 624, 10 f. vgl. Gal. 3_{19}, S. 691, 14 vgl. Act. 19_{1-6} — wenn nur wenige übersehen wären, so könnte man mit einem Wort daran vorübergehn. Aber es wird doch gar zu viel vermißt, z. B. fehlt S. 15, 13 (ebenso 459, 12) zu *seminat in lacrimis, ut in gaudio metat* der Hinweis auf Ps. 125_{5}. Bei S. 40, 9 (ebenso 212, 6) *in testaceis vasculis thesaurus saepe reconditur* fehlt II. Cor. 4_{7}, bei S. 51, 3 *avaritiam idolatriam* Col. 3_{5}, bei S. 69, 22 *noli despicere animam, pro qua Christus est mortuus* Röm. 14_{15}, S. 147, 5 (vgl. 592, 15) *venerit princeps mundi istius et invenerit in ea nihil* Joh. 14_{30}, S. 230, 2 *qui novicia musta contemnis, saltim veteris vini auctoritate ducaris* Lc. 5_{39}, S. 249, 16 *conterat satanan sub pedibus nostris velociter* Röm. 16_{20}, S. 310, 1 *quia salvatoris dura videbantur eloquia, plurimi discipulorum retrorsum abierunt* Joh. $6_{60.66}$, S. 385, 15 *nullus se decipiat* I. Cor. 3_{18}, S. 408, 21 *Paulus* ...

1) Eine prinzipielle Sparsamkeit scheint sich an verschiedenen Stellen in der Art zu zeigen, daß ein auf der einen Seite vermerktes Zitat auf der nächsten oder übernächsten nicht wieder kenntlich gemacht wird.

qui doctrinam evangelicam sua praedicatione conplevit Röm. 15_{19}, S. 450,16 *lex enim spiritalis est* Röm. 7_{14}, S. 537,1 *dispensatio tibi credita est* I. Cor. 9_{17}, S. 451,2 *quem si dederis homini scienti litteras, ut legat, respondebit tibi: ›non possum, signatus est enim‹* Js. 29_{11}, S. 620,19 *gloriam domini contemplantes in eandem imaginem transformamur quasi a gloria in gloriam* II. Cor. 3_{18}, S. 620,21 *praeteritorum obliviscens et in futurum se extendens* Phil. 3_{13}, S. 654,4 *est confusio, quae ducit ad mortem, et est confusio, quae ducit ad vitam* Sir. 4_{21}.

Das Weitere notiere ich in Kürze, ohne Gewähr für Vollständigkeit: S. 15,12 vgl. Lc. 9_{62}, S. 16,4 Mt. 17_{1} Par., S. 20,9 Js. 1_{15}, S. 21,7 I. Cor. 5_{8}, S. 26,3–6 Mc. 10_{9} Par., S. 28,8 Ps. 133, S. 42,1 (vgl. 248,4. 640,14) I. Cor. 1_{20}, S. 45,7 Mc. 14_{8}?, S. 46,5 (vgl. 61,3 ff.) Mt. 24_{30} f., S. 48,6 Mt. 10_{37} ff., S. 54,6 Mc. 6_{5}, S. 55,9 I. Cor. 9_{13}?, S. 57,4 (vgl. 117,21) Lc. 19_{20}, S. 58,10 Lc. 12_{48}, S. 59,14 Mt. 6_{35}, S. 83,6 Apoc. 1_{1}, S. 85,1 Röm. 10_{18}?, S. 95,8 Act. 7_{22}, S. 117,22 Mt. 25_{18}, S. 134,12 I. Cor. 4_{21}, II. Cor. 2_{6} f.?, S. 153,17 Mc. 4_{29} Par., S. 160,10 Js. 14_{13}, S. 166,11 Ps. 38_{7}, S. 167,15 II. Cor. 11_{2}, S. 168,18 Mt. 3_{9}, S. 171,19 (vgl. 321,7. 529,7) Mt. 5_{3}, S. 176,13 Joh. 1_{47}?, S. 190,2 Apoc. 20_{2}, S. 192,8 Mt. 13_{22} Par., I. Tim. 6_{10} Mt. 6_{32}, S. 193,13 ff. Lc. 16_{19} ff., S. 205,9 f. Phil. 3_{8}? I. Cor. 4_{13}?, S. 205,10 Eccl. 1_{14}, S. 206,15 II. Tim. 2_{5}? S. 209,3 I. Cor. 6_{3}, S. 213,3 Lc. 16_{25}, S. 216,14 Mc. 10_{27}, S. 227,3 Mt. 25_{27}, S. 248,9 Lc. 11_{5} ff., S. 248,10 Mt. 14_{29} ff.?, S. 266,6 (vgl. 540,11) Hiob 38,3?, S. 276,4 I. Cor. 2_{13}, S. 277,4 Cant. 1_{4}, S. 284,12 Phil. 4_{18}?, S. 297,14 Hiob 1_{21}, S. 299,2 II. Thess. 1_{7}?, S. 308,3 I. Cor. 7_{32}, S. 330,22 Deut. 11_{10} f., S. 336,23 Apoc. 12_{10}, S. 338,5 Mt. 4_{5}, S. 338,10 Gen. 4_{11}, S. 338,18 Mt. 25_{41}, S. 344,16 I. Thess. 5_{17}, S. 346,22 I. Cor. 15_{8}, S. 352,5 Mt. 19_{12}, S. 356,5 I. Cor. $12_{4.28}$, S. 357,20 I. Cor. 7_{11}, S. 360,14 I. Cor. 7_{35}, S. 376,10 I. Cor. 7_{8}, S. 377,14 Ps. 138_{11}?, S. 386,16 Mc. 6_{49}, S. 389,10 (vgl. 449,4) Ps. 1_{2}, S. 419,15 Eph. 2_{14} ff., S. 432,3 Hebr. 9_{12} S. 432,4 I. Cor. 10_{11}, S. 433,11 (vgl. 618,10) Mc. 15_{41}, S. 458,14 Röm. 8_{17}?, S. 469,14 Röm. 6_{9}?, S. 473,16 (vgl. 630,17) Eph. 6_{16}, S. 478,13 Ez. 16_{12}?, S. 482,6 Js. 49_{15}, S. 485,23 I. Cor. 15_{31}, S. 529,8 Mt. 6_{16}, S. 531,3 Mc. 8_{34}, S. 532,18 Mc. 6_{46}, S. 533,15 II. Cor. 3_{18}, S. 534,10 II. Kön. 6_{1} ff., S. 540,10 Mt. 10_{27}, S. 543,20 Mc. 9_{1}, S. 546,14 I. Kön. 8_{27}?, S. 576,6 Jer. 18_{6}, S. 582,15 Hebr. 6_{6}, S. 586,2 Deut. 19_{14}?, S, 589,7 ff. 14 Mc. 7_{17-19}, S. 590,3 (vgl. 617,2) Gen. 18_{11} [1]), S. 591,8 Eph. 4_{18}, S. 592,1 Joh. 14_{23}, S. 592,15 f. Mt. 5_{40}, S. 592,18 Mc. 12_{17},

1) Es wäre zu interpungieren: *et e contrario vidua, cuius cum Sarra defecerunt muliebria propter continentiam et castitatem, et recipitur in domum patris et de templi aerario alitur.*

S. 593,1 I. Cor. 14_{4}?, S. 594,6 Zach. 3_{4}, S. 594,14 Joh. 1_{9}, S. 614,8 Ex. 29_{43}, S. 618,4 Mt. 12_{42}, S. 618,7 Joh. $6_{31.50}$ f., S. 623,4 Joh. 14_{10}, S. 624,11 II. Cor. 3_{7} f., S. 626,3 Gen. 6_{8}, S. 627,16 f. I. Pet. 1_{13}, S. 635,9 f. II. Cor. 4_{11}?, S. 646,12 Apoc. 2_{17}, S. 651,13 Lc. 13_{21}, S. 655,1 I. Pet. 5_{4}, S. 658,2 Mt. 13_{44-46}, S. 658,12 (vgl. 663,11. 697,18) Mc. 10_{28}, S. 660,3 I. Thess. 5_{10}, S. 661,15, Jos. 15_{15} ff. Jud. 1_{11} ff., S. 662,7 Phil. 2_{6}, S. 677,13 Hiob 1_{16}, S. 679,7 Gen. 3_{15}, S. 686,2 Col. 2_{18}?, S. 686,19 Phil. 3_{5}, S. 691,1 Joh. 7_{37}, S. 692,15 f. Ez. 2_{1} u. ö. Mc. 2_{10} u. ö.

Der zweite Wunsch ist, daß mit der Angabe außerbiblischer Quellen und Vorbilder etwas weniger gespart werden möchte. Liegt es auch nicht im Plan der Wiener Ausgabe, diesen Nachweis so erschöpfend zu liefern, wie es etwa in Stählins Clemens von Alexandrien geschehen ist, so durfte m. E. doch zu S. 230,4—231,17 die Notiz nicht fehlen, daß das hier übersetzte Origenesstück wörtlich griechisch erhalten ist (z. B. 11,355 Lomm.). Entsprechend war zu S. 318,3 ff. auf Origenes 17,5 Lomm. und zu S. 404.3 auf 11,385 ff. Lomm. zu verweisen. Der ep. 28,1 auf Marcella, ep. 60,1 auf Heliodor angewandte Ausdruck ἐργοδιώκτης hätte unter Berufung auf Hieron. vir. inl. 61 als bewußte Nachahmung einer Briefwendung des Origenes gekennzeichnet werden können. Zu S. 425,3 ff. sähe man gern die gemeinte Constitutio Valentinians angegeben, usw. usw.[1]). Jedenfalls aber hätten die zahlreichen Etymologien der semitischen Eigennamen verdient, hervorgehoben und aus den andern Schriften des Hieronymus, besonders aus den sogenannten Onomastica sacra (ed. P. de Lagarde[2] 1887) belegt zu werden. Es ist bekannt, wie nach stoischem Vorbilde Philo sich bemüht hat, mit Hilfe der Etymologie hinter die Bedeutung der biblischen Personen zu kommen, und wie in der ältesten christlichen Exegese dies Etymologisieren fortgesetzt worden ist. Auch Hieronymus huldigt ihm in hervorragendem Maße und natürlich nicht nur in den Kommentaren, sondern ebenso in seinen Briefen, wo sich Gelegenheit bietet. Hilberg hat nun bei solchen Namenerklärungen nur ganz selten ausdrücklich angemerkt, daß es sich um eine Interpretation handelt[2]). Gewöhnlich begnügt er sich damit, die Ueber-

1) Daß die ganze ep. 18 ein origenianisches Schulprodukt ist (vgl. TU NF. 1,376 ff. — die dort gegebenen Teilnachweise ließen sich aus Orig. in Js. hom. 1, hom. 4, hom. 5 vervollständigen), daß Hieronymus S. 332,1 ff. einer fremden, von ihm später abgelehnten Autorität folgt (comm. in Eph. 5_{14} p. 648 Vall., comm. in Mt. 27_{33} p. 232 Vall.) usw., sind freilich wohl Bemerkungen, die zum Kommentar hinüberführen.

2) S. 458,10 bemerkt er zu (*Edom*) *et sanguineum terrenumque* unter dem Strich: interpretatio est nominis Edom vel Esau (letzteres ist übrigens nicht richtig, vgl. Onom. sacra 6,3). S. 661,7 notiert er zu *domum panis* im Apparat: i. e. Bethleem, cf. Hieron. epist. CVIII 10.

setzung durch Anführungszeichen anzudeuten. Aber das ist gar nicht konsequent durchgeführt. Warum wird zwar S. 119, 8 *Babel, id est* ›*confusio*‹ gedruckt, aber S. 29, 2 ohne Häkchen *Babylonem, id est confusionem* und S. 152, 6 *nihil Babylonium, nihil confusionis* (vgl. auch S. 330, 15)? Warum S. 173, 10 *Aman, quod interpretatur* ›*iniquitas*‹ und S. 461, 12 *Aman, qui interpretatur iniquitas?* Warum S. 229, 8 (= 620, 2) *Salomon* ›*pacificus*‹, dagegen S. 416, 4 (= 461, 9) *Salomon pacificus?* Warum S. 327, 14 *Hesdras, qui interpretatur* ›*adiutor*‹, aber S. 461, 19 *Esdras et Neemias, adiutor videlicet et consolator a domino?* Warum S. 285, 5 *Rebecca, id est patientia*, S. 330, 19 *post gravem gurgitem Chobar*, S. 458, 9 *Abdias, qui interpretatur servus domini*, S. 458, 12 *Jonas columba*[1]) ... *Micheas de Morasthi, coheres Christi*, S. 458, 17 *Naum consolator* (*orbis*), S. 459, 1 *Ambacum luctator*, S. 459, 7 *Sophonias speculator et arcanorum domini cognitor*, S. 459, 11 *Aggeus festivus*, S. 459, 16 *Zacharias memor domini* (*sui*), S. 484 *apis* (d. i. Debbora), S. 621, 11 *filii Core, id est calvariae*, S. 650, 16 *pro filio doloris* (d. i. Benoni s. Onom. sacra 3, 23) *et dexterae* (d. i. Beniamin s. ebenda 3, 24), S. 661, 16 *gaudium et risus* (d. i. Isaac s. ebenda 7, 15), S. 690, 15 *propter aquas subplantatoris* (d. i. Jacob s. ebenda 7, 19) *osculo salutatur*, S. 702, 16 *Debelaim, id est dulcedinum* ohne den geringsten Hinweis darauf, daß es sich hier[2]) um Etymologien hebräischer Namen oder Anspielung auf solche handelt? Nicht jedem Leser ist das geläufig oder immer gegenwärtig. Der Herausgeber selbst würde einige Male, wenn nicht an seinem Text geändert (s. A. 2), so doch anders interpungiert haben. So wäre S. 330, 15 zu drucken gewesen *relinquat* ›*confusionis*‹ *urbem et Roboth, id est* ›*latitudinem*‹, *eius* (vgl. Onom. sacra 9, 22 Rooboth inclinatio vel plateae), S. 616, 12 *Maria Magdalene* ..., *vere* ›πυργῖτις‹, *vere* ›*turris*‹ ›*candoris*‹ *et Libani, quae prospicit faciem Damasci*, ›*sanguineum*‹ *vide-*

1) Genau: *Jonas, columba pulcherrima, naufragio suo passionem domini praefigurans mundum ad paenitentiam revocat et sub nomine Nineve salutem gentibus nuntiat. Micheas de Morasthi coheres Christi* etc. Falls Hieronymus hier nicht geschlafen hat, so hätte er eigentlich schreiben müssen: *Jonas* ›*columba*‹, *naufragio suo passionem domini praefigurans*, ›*pulcherrimum*‹ *mundum ad paenitentiam revocat* ... *Micheas de Morasthi* ›*humilis*‹ *et* ›*cohaeres*‹ *Christi* etc. Vgl. Hieron. comm. in Jon. 1_1 p. 391 Vall. Jonas, hoc est columba sive dolens, ... mittitur ad Nineven pulchram (vgl. Onom. sacra 9, 5), id est mundum, quo nihil pulchrius oculis carnis aspicimus, unde et apud Graecos ab ornatu nomen accepit κόσμος. Andrerseits comm. in Mich. 1_1 p. 433 Vall. dicimus verbum domini fieri ad humilem et ad cohaeredem Christi (vgl. prolog. p. 431/2 Vall. Michaeam quoque, qui interpretatur humilitas ... Morasthi autem in lingua nostra haeredem sonat).

2) Vgl. auch oben A. 2 und S. 689, 11 *samaim ex aquis sortitur vocabulum* (vgl. שמים und מים).

licet salvatoris, ad ›sacci‹ paenitentiam provocantem (vgl. außer Cant. 7_4 Onom. sacra 62,21 Magdalene turris, sed melius sicut a monte montanus, ita turrensis a turre dicatur, adv. Jovin. 1,30 p. 286 Vall. Libanus λευκασμός, id est candor, interpretatur, Onom. sacra 5,6 Damascus ... sanguis sacci), S. 690,13 *Bersabee, civitas ›iuramenti‹ regnumque Salomonis* (? l. *Symeonis?* vgl. Jos. 19_2), *nomen sumit a ›fontibus‹* (vgl. außer Gen. 21,31 Onom. sacra 104,3 Bersabee puteus iuramenti).

Kiel Erich Klostermann

Der Islam. Zeitschrift für Geschichte und Kultur des islamischen Orients. Herausgegeben von C. H. Becker. Mit Unterstützung der Hamburger Wissenschaftlichen Stiftung. Bd. I, Heft 1. Straßburg 1910, Verlag von Karl J. Trübner.

Aeußerer Umstände wegen mußte ich die Anzeige dieses ersten Heftes einer neuen Zeitschrift leider ins neue Jahr aufschieben. Da inzwischen bereits Fortsetzungen erschienen sind und das Unternehmen, von kompetenter Seite angeregt, von kundiger Hand dirigiert und von der Kritik einmütig gelobt, sich selbst wohl schon am wirksamsten empfohlen hat, so kann ich mich jetzt meiner Pflicht in Kürze entledigen.

Die Zeitschrift stellt sich die Aufgabe, den Islam als Religions- und Kulturmacht verstehen und würdigen zu lernen. Während man ihn früher, und vereinzelt sogar noch ganz vor Kurzem, mehr oder weniger mit Qorān und Sunna identifizierte, haben sich die modern-wissenschaftlichen Vorstellungen von Grund aus geändert. Die neuen Fundamente verdanken wir hauptsächlich teils Wellhausens Geschichte des arabischen Reiches samt Vorarbeiten, teils den ägyptischen Urkunden, um deren Verständnis und Verwertung (im Sinne der Bestätigung und Ergänzung oder auch der Korrektur der literarischen Quellen) sich Becker selbst hervorragend verdient gemacht hat, teils aber auch der Erweiterung des Horizonts durch die neuesten religionsgeschichtlichen Betrachtungsweisen (Tröltsch, Die Soziallehren der christlichen Kirchen). Der ›Islam‹ hat jetzt einen wesentlich anderen Sinn als früher. Bei seinem Zustandekommen haben Politik, Wirtschaft, Kultur zusammengewirkt; das zeitliche Prius, die Religion, hat nur am Anfang und am Ende die Führung gehabt. Folglich gehören alle jene Disziplinen in den Bereich dieser Zeitschrift, sofern sie irgendwie mit der lebendigen Geschichte des Islams zu tun haben und nicht bloß mit der toten Tradition oder starren Systemen. Sie will auf diesem ganzen weiten Gebiete dem freien ›Austausch

der Meinungen aus allen Lagern‹ dienen und hat demgemäß schon im ersten Heft auch einem politischen Aufsatze Martin Hartmanns ihre Pforten geöffnet. Daß sie die Fühlung mit den Problemen der Gegenwart bewahren wird, dafür bürgt der Redaktionssitz im Seminar für Geschichte und Kultur des Orients in Hamburg.

Zweckmäßig eröffnet Becker die Zeitschrift mit einem Aufsatz ›Der Islam als Problem‹ (S. 1—21). Er berührt sich vielfach mit früheren Darstellungen des Verfassers, führt sie aber weiter und ergänzt sie; dabei gibt sich auch wieder zu erkennen, wie vertraut derselbe mit den Arbeiten Kremers, Goldzihers, Snouck Hurgronjes u. a. ist. Die oben erwähnte naiv-muslimische und vom turcophoben Christentum des Mittelalters übernommene Meinung, der Islam sei das Werk des Propheten und der ersten Chalifen, hat seinem historischen Verständnis lange hindernd im Wege gestanden. In Wirklichkeit ist die einheitliche islamische Zivilisation von heute keineswegs die geradlinige Fortsetzung jener Anfänge. Sie ist auch nicht das Produkt der Religion. Vielmehr hat sich die religiöse, sittliche und rechtliche Entwicklung des Islam in ständiger, und vielfach feindlicher, Auseinandersetzung mit der offiziellen Religion vollzogen. Schon in Muhammed erwachte mit den ersten größeren Erfolgen der politische Machtgedanke und drängte das ursprüngliche religiöse Motiv zurück. Bei den großen Eroberungen wurde die Religion vollends Nebensache; sie den Unterworfenen aufzuzwingen, hätte den Steuerfiskus geschädigt. Erst als sich die Uebertritte zum Islam in Folge der damit verbundenen pekuniären Erleichterungen und sozialen Vorteile so häuften, daß eine Unterdrückung ohne gleichzeitige Gefährdung der Religion nicht mehr möglich war, wurde er zur Universalreligion gestempelt, unter Preisgabe der arabischen ›Theokratie‹. Die ʿAbbāsidendynastie unterwarf dann den Islam rasch der materiellen und geistigen Kultur der Unterworfenen: Aramäer, Griechen, Perser. Nun erst konnte die Islamierung im großen Stil beginnen. Die arabische Nationalität bedeutete keinen Vorzug mehr. Die Entwickelung der Religion lag fortan in den Händen der fremden Generationen. Die Regierung aber nahm an Stelle des umajjadischen Prinzips der weltlichen Herrschaft (*mulk*) das ursprüngliche religiöse wieder auf und machte Propaganda für den Islam als Religion. Schon im 3. oder 4. Jhd. der Ḥeǧra hat der Islam im Orient nahezu den Umfang von heute. Voraussetzung dazu war die einheitliche Kultur des Chalifenreiches, d. h. die Kultur der aramäischen Christenheit. Die Araber waren schon vor der Eroberung Kleinasiens von ihr berührt gewesen, lebten in ihr also zunächst einfach weiter. Während sich die Religion mit hellenistischen, christlichen, auch wohl indischen

Gedanken durchsetzte, und nur im Rechte der Qorān und die Umajjadenpraxis einen Einschlag bildeten, entwickelte sich die islamische Kultur im Sinne fortschreitender Asiatisierung. Das islamische Bekenntnis aber und die Sunna sind zum Ideal erhoben worden und bis heutigen Tags das Bindemittel der Muslime aller Länder und Zungen geblieben. Erst allerneuestens beginnen nationale und liberale Bestrebungen auch an der Religion zu rütteln.

Dieser Gedankengang, den der Verfasser frisch und überzeugt ausführt, wird im wesentlichen richtig sein. Ihn auszubauen und eventuell zu korrigieren, dazu will gerade die Zeitschrift dienen. Nicht ganz klar ist es mir geworden, wie sich hiernach der Austritt des jungen Islams aus Arabien einerseits zur vorangegangenen Stämmewanderung oder gar zu den prähistorischen Völkerwanderungen aus der arabischen Halbinsel in die Kulturländer (Caëtanis Theorie vom *inaridimento,* von Becker adoptiert), anderseits zum Motiv der politischen Machtentfaltung verhalten hat. ›Nicht Bekehrungseifer, nicht glühende Worte eines begeisterten Propheten haben die Araber zu einer Weltmission mit Wort und Schwert hinausgetrieben, sondern die wirtschaftliche Notlage, die Unruhe der Stämme. Der überraschende Erfolg wurde herbeigeführt durch die glückliche Fügung eines die Nation einenden Schlagwortes und durch den politischen Machtwillen eines jungen von ehrgeizigen und gewaltigen Männern getragenen Staates‹ (S. 8). Sollte damit nicht das Kombinationstalent jener Soldatennaturen über-, und das Motiv der einfachen Beutegier unterschätzt werden?

Der zweite Beitrag ist von J. Goldziher: Ueber die Benennung der ›Ichwān al-ṣafā‹ (S. 22—26). Er findet den Ursprung dieser Selbstbezeichnung des einstigen Philosophenbundes von Baṣra in der arabischen Uebersetzung von Kalila und Dimna, und zwar in der Einleitung zur Erzählung von der Ringeltaube, die ihnen ihre eigenen soterischen Ziele versinnbildlichte und ihnen deshalb leicht ein solches Stichwort liefern konnte. Er gibt zur Stützung dieses Nachweises literarische Belege für die Verbreitung jenes Fürstenspiegels bei den Theologen aller Richtungen im 10. Jht. und später.

Den größten Teil des Heftes füllt der Anfang einer lichtvollen Studie von Ernst Herzfeld: ›Die Genesis der islamischen Kunst und das Mshatta-Problem‹ (S. 27—63). Zur Formulierung der Frage beschreibt er eingehend die Stile der Umajjadenbauten in Jerusalem, des Miḥrāb im Ǧāmiʿ al Khāṣakī zu Baġdād (auf Grund eigener Anschauung) und der Moschee des b. Ṭūlūn in Kairo. Die eigentümlichen Stilmischungen, die doch schon in den ersten drei Jahrhunderten des Islam eine über das ganze Reich verbreitete einheit-

liche islamische Kunst repräsentieren, erklärt er aus wirtschaftlichen Faktoren, insbesondere aus dem Leiturgiewesen, das uns die Papyri für Aegypten beschreiben, das aber auch in anderen Provinzen geherrscht hat. Bei den diesbezüglichen Nachweisen kann er sich auf Becker berufen.

G. Jacob weist S. 64—67 den Typus der ägyptischen Grabmoschee und den islamischen *Muqarnas*-Baustil nach Persien heim. Ferner findet er den Ursprung der islamischen Miniaturenkunst in der Malerei der überwiegend von Türken bewohnten westlichen Gebiete des chinesischen Reiches, vermittelt durch Mani, auf dessen (bei Persern und Türken als unerreicht geltende) Kunst die Turfānfunde ein überraschendes Licht werfen. Endlich die Heimat des islamischen Knüpfteppichs und der Fayance gleichfalls bei den Türken.

E. Littmann zeigt S. 68—71 auf Grund einer Vergleichung von Munzingers Tabellen und seiner eigenen an Ort und Stelle gesammelten Nachrichten die Fortschritte auf, welche der Islām im Verlauf des letzten halben Jahrhunderts bei den wichtigsten Tigrēstämmen in Nordabessinien auf Kosten des ursprünglichen Christentums gemacht hat.

M. Hartmann behandelt in einem Aufsatz »Deutschland und der Islām« (S. 72—92) die drei Fragen: »Wie ist die Stellung der Regierungen und der Gesellschaft in den islamischen Ländern zu Deutschland? Welches sind die Ziele der deutschen Regierung und der deutschen Gesellschaft in den islamischen Ländern? Durch welche Mittel sind diese Ziele zu erreichen?«

Den Schluß bilden »Kleine Mitteilungen« vom Herausgeber und A. J. Wensinck, und eine Bibliographie.

»Quod felix faustumque sit« wünschen wir mit dem Herausgeber. Neben der abschließenden Enzyklopädie des Islam ist diese Zeitschrift als Organ der weiteren Forschung unentbehrlich, wird jener aber noch wirksam in die Hände arbeiten.

Königsberg F. Schultheß

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Hans Driesch, Philosophie des Organischen. Giffordvorlesungen, gehalten an der Universität Aberdeen in den Jahren 1907—1908. Erster und zweiter Band. Leipzig, W. Engelmann, 1909. 17 M.

Driesch gibt in seinem neuen Werk in deutscher Uebersetzung und in freierer Form die Vorlesungen wieder, die er über diesen Gegenstand in Aberdeen (Schottland) gehalten hat als Gifford Lecturer, d. h. als Inhaber des Lehrstuhles, der von Gifford für »natürliche Theologie« im weitesten Sinne 1885 errichtet wurde und an hervorragende Gelehrte auf je zwei Jahre vergeben wird. Der Verfasser glaubt in den beiden Bänden dem Leser endgültig alles mitzuteilen, was er über das Organische zu sagen hat. Das Werk gliedert sich in zwei große Abteilungen, von denen die erste »die wichtigsten Ergebnisse der analytischen Biologie«, die zweite die eigentliche Philosophie des Organischen bringt. Die mehr biologische Seite des hier im Zusammenhang dargestellten Gedankensystems konnte in ihrer Entwicklung in zahlreichen früheren Publikationen verfolgt werden. So mag dieselbe in unserer Wiedergabe zu Gunsten des Neuen etwas zurücktreten. Die nicht ganz einfache Gedankenführung des Werkes bedarf einer fortlaufenden, präzisen Wiedergabe; unsere Stellung zu den Grundgedanken desselben soll daher erst am Ende charakterisiert werden.

I.

Die lebenden Körper sind *typisch kombinierte Formen*, sie zeigen *Stoffwechsel* und haben die *Fähigkeit sich zu bewegen*. In diesen drei Aeußerungsweisen gilt es nach Gesetzen und nach dem Wesen des Organischen zu forschen. Es ergibt sich nun, daß aus dem (statischen) »Angepaßtsein« des Stoffwechsels und aus den Regulationen (d. h. den Wiederherstellungsreaktionen nach Störungen) der Funktion, aus den sogenannten »Anpassungen« zwar die Wahrscheinlichkeit, nicht

aber der Beweis eines nicht ausschließlich mechanischen Bedingtseins solcher Reaktionen folgt. Dagegen liefert das Studium der Formregulationen und der Bewegungen nach Driesch wirkliche Beweise eines Vitalismus.

Jedem Teile der Anlage eines Organismus kommt eine bestimmte Aufgabe für die weitere Formbildung zu; diese normale Rolle wird als ›prospektive Bedeutung‹ bezeichnet. Die experimentelle Biologie hat aber durch Versuche, an denen Driesch in hervorragender Weise beteiligt war, gezeigt, daß bei vielen Tieren (und Pflanzen) Bruchstücke eines ganzen Organismus, besonders fast beliebige Bruchstücke junger Entwicklungsstadien, ganze nur verkleinerte Wesen aus sich hervorgehen lassen können. Dadurch zeigt sich, daß die *›prospektive Bedeutung‹, d. i. das wirkliche Schicksal der Keimteile enger ist als das mögliche Schicksal, als die ›prospektive Potenz‹.* Entwicklungsstadien (Seeigelblastula, Tubularia, Clavellina-Kiemenkorb), deren Teile alle dieselbe prospektive Potenz haben und sich dennoch zu einem Ganzen entwickeln, heißen *›harmonisch-äquipotentielle Systeme‹*. Wie kommt nun an diesen Systemen trotz der Aequipotentialität die nach drei Richtungen des Raumes typische Formmannigfaltigkeit: die Differenzierung, zu Stande? Die polare und bilateral-symmetrische Plasmastruktur des Eies reicht nicht hin zur Erklärung der ganzen Mannigfaltigkeit. Auch die gleichförmigen äußeren Mittel (Bedingungen und die physiko-chemischen Ursachen [= lokalisierenden Reize] sind zum Verständnis der entstehenden Verschiedenheit völlig unzureichend. *Die Differenzierung könnte nur verständlich werden durch Voraussetzung einer nach drei Richtungen des Raumes spezifisch gebauten Maschine* (*allgemeinster Art*). *Diese Annahme ist aber unverträglich mit der Formregulation der Bruchstücke*: es gibt keine Maschine, die, beliebig in Teile zerschnitten, in diesen Teilen gleichwohl immer wieder ganz wäre. So muß man denn nach Driesch annehmen, daß das *Geschehen im Organischen* (zunächst speziell diese Vorgänge der Formregulation) eine selbständige, nicht mechanische Gesetzmäßigkeit aufweist, daß es *autonom ist*. Die bei der Formbildung auftretende Mannigfaltigkeit kann nicht auf räumlicher, extensiver Mannigfaltigkeit von physiko-chemischen Ursachen, sondern nur auf dem Einfluß einer unmechanischen, unräumlichen, *›intensiven Mannigfaltigkeit‹* beruhen. Diesen selbständigen Naturfaktor des Organischen bezeichnet Driesch mit dem aristotelischen Ausdruck *›Entelechie‹*.

Andere morphogenetische Prozesse lassen sich nicht als wirklicher Beweis benutzen, können aber wie die Adaptionen als *Indizien für den Vitalismus* betrachtet werden. So die einheitliche und Störungen ausgleichende Arbeit von Wanderzellen, viele Vorgänge bei Form-

restitutionen, die z. B. ›äquifinal‹, d. h. auf verschiedenen Wegen zum Ziel kommen können, dann Rückdifferenzierung und endlich die von Noll auf ›Morphaestesie‹ bezogenen Vorgänge bei Pflanzen.

In der Vererbungslehre steht Driesch landläufigen Hypothesen sehr skeptisch gegenüber; der Zellkern wird nicht als einziger Vererbungsträger angesehen. Die Erbeinheiten sind nur ein Material, das geordnet werden muß und das mit den räumlichen Beziehungen der Teile nichts zu tun hat. Die stoffliche Kontinuität erklärt das ganze Vererbungsphänomen nicht und auch die biologischen Gedächtnistheorien werden abgelehnt, weil manche (Restitutions-)Prozesse gleich beim ersten Mal in voller Vollendung ablaufen und nicht die Zeichen des Erlernens tragen. Driesch findet im *Vererbungsgeschehen einen neuen Beweis des Vitalismus.* Der Eierstock oder die bekannte Bildungsmatrix im Pflanzenreich, das Kambium, sind ›komplex-äquipotentielle Systeme‹. Jedes ihrer Elemente läßt durch komplexe Akte ein Ganzes aus sich hervorgehen, während im harmonisch-äquipotentiellen Systeme die einzelnen morphogenen Elementarprozesse der Teile sich gegenseitig harmonisch ergänzten. Die *komplex-äquipotentiellen Systeme* entstehen durch viele Zellteilungen. Eine solche Genese ist bei Voraussetzung einer Maschinenstruktur als Basis der späteren Leistungen unverständlich; denn wie sollten die Teile des Systems die ganze Maschine enthalten können, obwohl sie durch Teilungen entstanden, die doch die Maschine zerstören mußten?

Der zweite Teil der ersten Abteilung des Werkes beschäftigt sich mit *Systematik, Deszendenztheorie und Geschichte.* Während der erste Teil allgemeine Naturgesetze suchte: ›nomothetisch‹ (Windelband) war, sucht die Systematik gerade die Verschiedenheiten. Geschichte endlich hat es geradezu mit den Einzigkeiten in Raum und Zeit zu tun; sie ist idiographisch (Windelband). Die biologische Systematik (mit vergleichender Anatomie und Embryologie als Methoden) gibt uns kein System wie die Stereometrie, die nachweist, daß es nur fünf regelmäßige Polyeder geben kann, sondern sie gibt lediglich einen allerdings mehr und mehr verbesserten Katalog. Das eigentliche Problem der Systematik: welche Formen sind überhaupt gesetzmäßig möglich, wird auch von der ›hypothetischen‹ Deszendenztheorie nicht durch die Annahme gefördert, daß die Aehnlichkeiten auf Vererbung beruhen. Ihr Erklärungswert ist daher gering. Selektionstheorie und Lamarckismus (auch die Paulysche Form desselben) haben nur sehr beschränkte Wirkungskreise. Sie beziehen sich auf zufällige Aenderungen des Materiales, mit dem Entelechie arbeitet, und erklären höchstens quantitative Differenzen bezw. histologisches Angepaßtsein. Sollte es nicht neben diesen sicherlich nicht ausreichenden Faktoren

ein auf die Entelechie bezügliches transformistisches Prinzip geben? Diese Annahme müßte in den organischen Formen formae essentiales sehen und würde zu einer rationellen Systematik führen. —

Geschichte kann im einfachsten Fall in bloßer Aufzählung bestehen, sie kann aber auch im Gegensatz dazu ›Entwicklung‹ sein, wie die Entwicklungsgeschichte eines Organismus, bei der die Reihe der historischen Fakten ein selbständiges Ganzes bildet. Zwischen beiden Typen steht etwa die physikalisch verständliche Geschichte z. B. eines Berges; dabei sind die aufeinanderfolgenden Stadien ›kumulative‹ Wirkungen der einzelnen geologischen Faktoren. Der Begriff des Ganzen ist dabei überflüssig. So kann man nun fragen, ob die *Phylogenie*, die soweit Selektion und Lamarckismus reichen, kumulativ ist, ausschließlich in Kumulation besteht, oder auch wirkliche ›Entwicklung‹ aufweist (Bergson). Wie sich aber in der Phylogenie ein neuer elementarer Naturfaktor nicht bestimmt erkennbar dokumentiert, so läßt sich auch nicht beweisen, daß Menschheitsgeschichte (deren Faktoren, z. B. die ›psychologischen‹, wir besser kennen als die der Phylogenie) mehr ist als ›Kumulation‹. *Daß sie Entwicklung sei* (Hegel), *ist unbewiesen*, und so kann ihr denn nicht die gleiche philosophische Bedeutung zugeschrieben werden, wie den Naturwissenschaften (gegen Rickert).

Der letzte Teil der ersten Abteilung des Werkes behandelt die *organischen Bewegungen*, mit besonderer Beachtung ihrer ›Regulation‹ und ›Ganzheit‹. Die einfachen Reflexe, die Richtungsbewegungen (Tropismen und Taxis, die nach Jennings und anderer Arbeiten in neuem Lichte erscheinen), ja sogar die Instinkte geben mit ihrer Regulationsfähigkeit vor der Hand nur Indizien für den Vitalismus. Ein neuer Beweis für denselben folgt dagegen aus der Analyse der Handlung, die in rein naturwissenschaftlicher Weise mit *Abweisung jeder ›Pseudopsychologie‹*, d. h. ohne Berücksichtigung von tierischem Bewußtsein durchgeführt wird. *Die echte Handlung*, die nicht mit funktioneller Anpassung, Uebung, ›Umstimmungen‹ und festen Reaktionsfolgen verwechselt werden darf, *zeigt zwei Kriterien*; es ist 1. ihre Besonderheit abhängig von allen früheren sich auf Empfindung und Bewegung beziehenden Reizen (des Individuums) und ihren Effekten, also von dem, was die Naturwissenschaft nicht Erfahrung, sondern besser ›*historische Reaktionsbasis*‹ nennen sollte. Diese Reaktionsbasis unterscheidet sich von der des Phonographen dadurch, daß ihre Elemente in ihrer Anordnung nicht fest erhalten bleiben, sondern bis zu einer durch die Möglichkeit von Assoziation gesteckten Grenze frei benutzt werden. Ein weiterer Unterschied liegt darin, daß die auf die Reaktionsbasis gegründeten Reaktionen

nicht wie beim Phonographen demselben Gebiete des Naturgeschehens (Schallwellen) anzugehören brauchen, wie die historisch empfangenen Reize. 2. Das zweite Kriterium der Handlung ist das von der *Individualität der Zuordnung* von Reiz und Reaktion. Der Reiz (und die Reaktion) ist nicht einfach (wie beim Instinkt), sondern individualisiert, d. h. aus einer spezifischen, geordneten Verbindung von Elementen bestehend (z. B. der Anblick eines Freundes). Bei der Handlung hängt nun die individualisierte Reaktion nicht in ihren Einzelheiten einzeln von den Reizkomponenten ab, wie das gestanzte Eisen vom ›Sattel‹, sondern die Reaktion hängt — trotz ihrer Zusammensetzung — als Ganzes vom Reiz ab. *Das ist auf Grund einer Maschinenstruktur nach Driesch prinzipiell unverständlich*, zumal wenn man das vom zweiten untrennbare Kriterium der historischen Reaktionsbasis mit betrachtet und bedenkt, daß diese Basis der Reaktion zufällig von außen geschaffen wurde, und die Individualität der Reaktion nicht von dieser Seite mechanisch vorbereitet sein konnte. Bei der Handlung spielt also die Reaktionsbasis nicht nur eine Rolle als ›Reizspeicher‹ oder ›Assoziation‹, sondern es tritt mechanisch unverständliche Umkombinierung zu neuen lediglich logisch verständlichen Ganzheiten hinzu. Nur so ist die gleiche Wirkung der in den Teilen so verschiedenen Reize: Dein Vater ist tot, und: Your father is dead zu begreifen, nur so wird die gewaltige Verschiedenheit der Reaktion auf die fast gleichen Reize: Dein Vater ist tot, und: Mein Vater ist tot, verständlich.

Der sich hier offenbarende entelechiale Naturfaktor wird als ›*Psychoid*‹ bezeichnet; der Naturforscher hat sich vor einer psychologischen Deutung desselben zu hüten. Das Gehirn mit seiner Stapelung von Eindrücken, mit seiner Lokalisation (die sich auf die Elemente, auf Semons ›Engramme‹ beziehen kann), mit seinen Fasern und Assoziationsstrukturen, erklärt nicht das Handeln, sondern wird vom Psychoid nur benutzt. —

Die Handlung ist auch bei den Tieren, bis zu den Protozoen (Stentor) hinab weit verbreitet. Ob dagegen im ›Staat‹ ein Organismus, eine höhere Individualität vorliegt, ist ebenso fraglich wie das Vorhandensein von Evolution in der Geschichte. Dagegen muß das Ethische als suprapersonaler elementarer Faktor, der (geschichtliches und soziales) Geschehen bestimmt, auch vom Naturforscher anerkannt werden. —

II.

Die zweite Abteilung des Werkes sucht eine neue kritische Naturphilosophie zu geben, die mit der phantastischen und jetzt mißachteten Naturphilosophie Schellings und Hegels nur das Ziel teilt.

Driesch will zeigen, ›daß die Gesetze des Lebens, wenn wir sie überhaupt sollen begreifen können, so sein müssen, wie sie sind‹. Der heute so einflußreiche Empirismus wird abgelehnt.

In seinem einleitenden Abschnitt wird zuerst der Begriff ›Teleologie‹ eingeführt. Alle formbildenden oder funktionellen organischen Prozesse sind ›zweckmäßig‹, weil sie eine spezifische Konstellation bilden und erhalten helfen, ›deren Besonderheit keinen anderen Grund hat, als das Dasein einer vorhergehenden Besonderheit des gleichen Typus‹, und die in unbeschränkten Exemplaren auftritt. Bloße Anordnungen oder Zustände (Maschinen) können nur ›praktisch‹, Vorgänge allein können zweckmäßig sein. Die *Vorgänge* an (die Arbeit) einer Maschine, die durch ihre Einzelheiten völlig und zwar mechanisch (i. w. S.) bedingt wird, soll aber ›statisch teleologisch‹ heißen im Gegensatz zu der ›dynamischen Teleologie‹ von Vorgängen, die nicht der bloßen Kombination physikalisch-chemischer Agentien entspringt, sondern von einem autonomen Faktor herrührt.

Die Autonomie des Lebens wird nun näher bestimmt. Entelechie und Psychoid geben in ihren Resultaten räumliche oder zeitliche extensive Mannigfaltigkeiten. Sie selbst müssen daher Mannigfaltigkeiten sein, aber nicht räumliche oder zeitliche, sondern *intensive Mannigfaltigkeiten*. Alle Akte des Psychoids, die auf Grund einer historischen Reaktionsbasis verlaufen, sollen durch die Worte ›Sekundärwissen und Wollen‹ alle mehr entelechialen Betätigungen durch die Bezeichnung: Primärwissen und -wollen verdeutlicht werden. Die Kantsche Frage: wie ist Erfahrung möglich? muß biologisch formuliert lauten: wie sind die sekundären Fähigkeiten der Psychoide möglich. Am schwersten verständlich sind aber die primären Fähigkeiten, weil sie — wenn wir es durch psychologische Ausdrucksweise verdeutlichen — ein Wissen und Wollen ohne Erfahrung fordern.

Die Produkte von Entelechie und Psychoid (Organismen und Artefakte) sind zusammengesetzte und gleichzeitig ›wesentliche‹ Körper. Das gilt von keinem anderen Körper. Die Krystalle z. B., deren Bildung trotz ihrer Restitutionsfähigkeit (Rauber, Lehmann, Przibram) ein einfacher Additionsprozess ist, sind in ihrer Form zwar ›wesentlich‹ (und nicht zufällig), nicht aber ›zusammengesetzt‹, sondern einheitlich.

Die entelechialen und psychoidalen Betätigungsweisen einzelner Körperteile bilden eine Art Rangordnung. Sie leiten sich aber alle von einer Entelechie ab. Auch die statische Teleologie mancher Einrichtungen des Körpers (Kamerafunktion des Auges) beruht auf der dynamischen Teleologie entelechialer Prozesse. Auch die (Konstellations-, Kausal- und Funktional-) Harmonie von Verhältnissen im Or-

ganismus, die nicht direkt voneinander abhängen, ist das Werk der Entelechie.

Der erste Teil der eigentlichen Philosophie des Organischen sucht nun durch Erörterung der Beziehung der Entelechie zu anderen Grundbegriffen und Grundagentien der Naturwissenschaft eine indirekte Rechtfertigung des Vitalismus zu geben.

Zunächst wird festgelegt, daß *Entelechie als gesetzmäßiger Naturfaktor*, mit dem allgemeinsten aprioristischen Prinzip, mittelst dessen Denken auf die Natur bezogen wird, *mit dem Prinzip der eindeutigen Bestimmtheit verträglich* ist. Bei Berücksichtigung von Entelechie ist Dasein und Sosein jedes Zustandes oder Vorganges ebenso gut fest bestimmt, unter entsprechenden Verhältnissen ebenso sicher wieder zu erwarten, und ist Freiheit im strikten Sinne ebenso unmöglich wie im Materialismus oder der Energetik.

Kausalität ist nach Driesch *enger als eindeutige Bestimmtheit*; sie *bezieht sich nur auf Agentien, die im Raum sind*, auf ›Ursachen‹. Die kausalen Prinzipien (Prinzip der kleinsten Wirkung etc.) sind aprioristisch, womit nicht gesagt ist, daß eine ihnen entsprechende Tatsächlichkeit realisiert ist. Driesch untersucht zwei kausale Prinzipien in ihrer Beziehung zur Entelechie genauer: den ersten und den zweiten Hauptsatz der Energetik. Energie ist nämlich nach Driesch quantitativ bestimmte Kausalität.

1. Das Prinzip der Erhaltung der Energie wird entgegen seiner modernen empiristischen Auffassung als apriori angesehen (ähnlich wie bei Robert Mayer); es wird überhaupt erst durch Annahme von potentiellen Energien der Denkforderung entsprechend richtig gemacht. Wenn für die entelechialen Vorgänge der Erhaltungssatz nicht zuträfe, so müßte man auch da mit einer potentiellen vitalistischen Energie nachhelfen. Das ist unnötig, weil das Erhaltungsgesetz für den Organismus experimentell bestätigt wurde (Rubner, Atwater). Ein ›energetischer‹ Vitalismus ist aber nicht nur unnötig, er übersieht auch, daß vitale potentielle Energie nicht mit Entelechie identisch sein kann; denn Entelechie ist nicht quantitativ, ist unmeßbar und nur beziehende Ordnung.

2. Der zweite Hauptsatz der Energetik, der eine Erweiterung des zweiten Hauptsatzes der mechanischen Wärmetheorie darstellt (Helm), wird von Driesch in zwei Teile zerlegt. Der erste Teil ist ein dem Erhaltungssatz gleichwertiges Prinzip, das apriorisch aussagt, daß ohne gegebene Verschiedenheiten nichts geschehen kann, und mit dem sich die empirische Erkenntnis verbindet, daß die sogenannten Intensitätsfaktoren (Druck, Temperatur, Potential etc.; nicht die Kapazitätsfaktoren) diese Verschiedenheiten aufweisen müssen.

Neben diesem ›*Satz des Geschehens*‹ steckt im zweiten Hauptsatz der Energetik noch die rein empirische Erkenntnis von der Unumgänglichkeit der ›Zerstreuung‹ (Lord Kelvin) von Intensität und der Vermehrung der Entropie (Clausius). Dieses dritte Prinzip der Energetik, der ›*Satz der Zerstreuung*‹ bietet aber mit Rücksicht zur Entelechie kein besonderes Problem dar.

Wie ist nun der Einfluß von Entelechie auf ein durch Kapazitäts- und Intensitätsfaktoren physikalisch-chemisch vollständig bestimmtes System zu denken? Es ist nicht angängig anzunehmen, daß Entelechie die chemischen Elemente ändert und die in dem System (Organismen) gegebenen anorganischen Intensitätsdifferenzen irgendwie vergrößert oder verkleinert. Diese gegebenen Tatsachen bilden vielmehr die Grenzen der Regulierbarkeit, erklären die Beschränktheit von Entelechie und Zweckmäßigkeit und erläutern die Möglichkeit von Krankheit und Tod. Entelechie muß aber dennoch mit den Geschehen ermöglichenden Intensitätsfaktoren in Beziehung treten, und das geschieht dadurch, *daß sie das zwischen gekuppelten Intensitäten mögliche Geschehen suspendiert und später wieder freiläßt.* Diese Beeinflussung ist nicht als Hemmung und ›Auslösung‹ zu verstehen; denn diese Vorgänge bestehen im Herbei- oder Wegschaffen von Hindernissen, brauchen also Energie. Entelechie würde z. B. (wenn sie sich in rein Anorganischem manifestierte) das Fallen eines Steines, den Schwung eines Pendels (d. h. die Verwandlung potentieller in kinetische Energie etc.) plötzlich unterbrechen und nachher bei der Suspensionsaufhebung sofort mit der vorher erreichten Geschwindigkeit weitergehen lassen, was bei Auslösung unmöglich wäre. Solche Suspensionen etc. ergeben natürlich keine Energieänderung. Auch die Beziehung der Entelechie zu den Fermenten muß man sich so denken, daß sie mögliche Bildung oder Aktivierung von Katalysatoren regulativ suspendiert und freiläßt. Das Wirken von Entelechie ist insofern ein kontinuierliches, als sie immer schon etwas getan (suspendiert) haben muß, um etwas tun zu können (?).

Entelechie erscheint also mit den Energieprinzipien verträglich; doch ist noch eine Schwierigkeit zu erwähnen. Bei der Differenzierung harmonisch-äquipotentieller Systeme (Entelechie) und bei Handlungen (man denke an einen Arbeiter, der aus einem Haufen Ziegelsteinen ein Haus baut) liegt zwar keine Vermehrung der einzelnen Elemente und der ›Kompositionsverschiedenheit‹ vor, wohl aber eine Vergrößerung der ›Verteilungsverschiedenheit‹. Es ist für das Organische charakteristisch, daß diese Verschiedenheit in dem System selbst vergrößert wird, obwohl dafür verantwortliche äußere Faktoren (wie etwa die Schwerkraft bei der Trennung eines Gemisches von Alkohol,

Oel und Wasser) fehlt. Das widerspricht dem allgemeinen *Prinzip, daß ein System durch seine eigenen Faktoren nicht in einen heterogeneren Zustand übergeführt werden kann*, ein Prinzip, von dem der zweite und der dritte Energiesatz nur eine auf die Kompositionsverschiedenheit der Intensitäten bezügliche Spezialisierung darstellen. Der Widerspruch löst sich aber, wenn man sich nicht auf das Anorganische und seine energetischen Faktoren beschränkt, sondern berücksichtigt, daß Entelechie selbst als intensive Mannigfaltigkeit ein System von präexistierenden Verschiedenheiten einschließt. Was Maxwell mit seinen der Entropie entgegenarbeitenden Dämonen sagen wollte, erscheint nun nicht mehr als Fiktion, sondern als Wirklichkeit.

Wegen ihrer nicht quantitativen Natur konnte *Entelechie keine Energie oder Intensität* darstellen, aus demselben Grunde kann sie *keine Kraft* sein. Ihre völlige Unräumlichkeit verbietet auch, sie als ›Konstante‹ anzusehen; denn als solche könnte sie nur durch die Anwendung der Kategorien Substanz und Inhärenz auf Räumliches verstanden werden. Früher[1]) hatte Driesch die Entelechie als Konstante angesehen, weil sie ein konstantes Etwas (man denke an die prospektive Potenz), eine dauernde Eigenschaft darstellt. Allerhöchstens aber könnte man sagen, daß die Stufenreihe der Konstanten, die von denen der Physik und Kristallographie hinaufführt, im Organischen durch Entelechie und endlich durch Moralität fortgesetzt würde. *Jedenfalls ist Entelechie ebenso elementar, wie die Gesetze, in denen sie sich dokumentiert, autonom sind: sie ist weder Kraft noch Energie, noch eine Konstante, noch auch Psychisches.*

In einem weiteren Kapitel erörtert Driesch das Verhältnis von Energie zu einer speziellen Form von Kausalität: zur mechanischen. Entgegen der rein empiristischen Auffassung, die in den Grundannahmen der mechanischen Physik lediglich praktische Bilder sieht (Oekonomie des Denkens, Mach), will Driesch zwar eine unmetaphysische, phänomenalistische Mechanik, die sich auf erweiterte Gegebenheit beschränkt, hält aber daran fest, daß ihr ein allgemeines aprioristisches Schema zu Grunde liegt. Der Grund, der uns an Stelle von Ton und Wärme in der mechanischen Physik Bewegungen setzen läßt, liegt in der dann möglichen Anwendung von Mathematik, und psychologisch liegt die kausale Wirkung von Zug und Stoß unserem Verständnis am nächsten. Trotz der Möglichkeit einer elektro-dynamischen Umdeutung mechanischer Grundbegriffe (Masse, Trägheit) liegt unserem Denken und besonders auch unserem Urteil in der Frage: Mechanismus oder Vitalismus die mechanische Betrachtungsweise so nahe,

1) In: Die organischen Regulationen. Vorbereitungen zu einer Theorie des Lebens. Leipzig 1901.

daß die Behandlung der Frage: ›Wie steht die Entelechie zur anorganischen Natur als zu einem System gleichartig bewegter Elemente‹ für eine vitalistische Naturphilosophie in der Tat notwendig ist. Weniger bedeutet es dagegen, ob die mechanische Naturauffassung im einzelnen kinetisch (dabei müßte Entelechie Bewegung schaffen) oder dynamisch ist, ob sie die Materie als kontinuierlich oder diskontinuierlich ansieht. In Bezug auf die bekannteste Form: dynamische Mechanik gibt es zwei Möglichkeiten nichtenergetischer Veränderung. Die eine ist die schon oben an dem Pendelbeispiel erörterte Möglichkeit einer plötzlichen Suspension der Umwandlung von gekuppelter potentieller und kinetischer Energie. Wenn bei dem Freilassen dann die Bewegung mit Richtung und Geschwindigkeit wieder einsetzte, so würde der Vorgang die Energieverhältnisse nicht ändern, wenn auch das Trägheitsgesetz durchbrochen wäre. Diese Hypothese schließt die Suspension einer Bewegung an einem Ruhe-(Wende-)Punkt z. B. beim Pendel als Spezialfall ein. Die zweite Möglichkeit (die von Descartes und E. v. Hartmann erwogen wurde) besteht in der Annahme, ein Agens könnte die Richtung von Kräften und Bewegungen ändern. Mit dieser Möglichkeit ist die nicht energetische Ablenkung verwandt, die ein nach Art einer Zentralkraft wirkendes Agens auf einen bewegten Körper ausüben kann. Diese Möglichkeit verletzt speziellere mechanische Gesetze so gut wie gar nicht; ihre Bedeutung wurde zuerst von E. Becher erkannt[1]). Driesch hat dieselbe nur gestreift. Wenn auf einen bewegten Körper senkrecht zu dem Bahnelement, in dem er sich befindet, eine Kraft einwirkt, die ihn zu einer kreisförmigen Zentralbewegung zwingt, so bleibt die Geschwindigkeit und damit die kinetische Energie $\left(\frac{m}{2}v^2\right)$ unverändert. Wenn man nun das ablenkende nicht mechanische Agens als Kraft betrachtet (was z. B. nach Boltzmann angängig ist), so läge überhaupt keine mechanische Unmöglichkeit, nicht einmal ein Konflikt mit dem Trägheitsgesetz vor. Nur müßte man die Annahme machen, daß jene ›Kräfte‹ plötzlich in geeigneter Stärke zu wirken beginnen könnten, was bei dem Heranbringen einer mechanischen Kraft unmöglich wäre. Doch könnte man diese Fähigkeit, an irgend einer Stelle gleich mit voller Kraft zugegen zu sein, mit der Unräumlichkeit des Faktors in Verbindung bringen. Mit der Größe der ablenkenden Kraft wäre allerdings auch ein gewisses Maß für jenen Naturfaktor gegeben. Das widerspräche der Auffassung, die Driesch von der Entelechie hat. So neigt dieser Autor zu der Annahme der oben erläuterten Suspen-

1) Das Gesetz von der Erhaltung der Energie und die Annahme einer Wechselwirkung zwischen Leib und Seele, Zeitschr. f. Psychologie Bd. 46, 1908.

dierung und Freilassung früher suspendierter Umwandlungen gekuppelter Energien.

Noch ein Letztes muß bei der Betrachtung der Beziehungen von Entelechie und Kausalität erörtert werden: *die Affektionen der Entelechie.* Entelechie und Psychoid wirken nicht nur, sie werden auch affiziert. Das erhellt schon aus der allgemeinen logischen Grundlage des Gesetzes von Wirkung und Gegenwirkung: das ›Getanhaben‹ von Entelechie ›verändert ihr 'Tun', denn Tun wird unnötig, nachdem getan worden ist‹. Entelechie wird affiziert, wenn der durch spezifische Suspensionen bestehende Zustand (die Restitution oder Adaption) gestört wurde; bei der Ontogenese dürfte das Nichtbestehen des fertigen Ganzen die Affektion übernehmen und im einzelnen jeder erreichte Zustand die Entelechie so affizieren, daß das nächste Stadium folgt. Die Befruchtung dagegen dürfte nicht in eigentlicher Affektion, sondern lediglich in der Darbietung notwendiger Mittel bestehen. Immer aber — auch bei Affektionen des Psychoids (man denke an die individualisierten Reize) — wirken die affizierenden Reize im Gegensatz zum Anorganischen als Ganze und als Veränderungen des normalen Ganzen.

Bei Anpassungen und manchen Restitutionen genügt vielleicht die Annahme eines einzigen ›Regulationsmomentes‹, d. h. ein einmaliges Hereinwirken des unräumlichen und nichtquantitativen Naturfaktors Entelechie in das räumliche Geschehen. Es besteht aber auch die Möglichkeit, daß die Tätigkeit von Entelechie viel ausgedehnter und gegenüber den mechanischen Faktoren weniger beschränkt ist, als eine grundlegende Darstellung zur Zeit mit Sicherheit behaupten kann. —

Wie das Verhältnis von Entelechie und Kausalität, so bedarf auch dasjenige von *Entelechie und Substanz* kritischer Erörterung. Dasjenige, was wir auf Grund der Kategorie Substanz zu denken gezwungen sind, bezieht sich immer auf Ausgedehntes. Es ist aber völlig unmöglich, die Kennzeichen der Extensität auf die nur Ordnung bestimmende lediglich intensiv mannigfaltige Entelechie anzuwenden. Sogar die physiologische Chemie hat keinen Anlaß, eine Substanz anzunehmen, mit deren Vorhandensein das Leben notwendig gegeben wäre. Auch eine Konstellation mehrerer chemischer Substanzen kann nicht das Wesen von Entelechie ausmachen; denn eine solche Konstellation würde doch immer nur eine bloße Resultantenwirkung und kein Ganzes ergeben. Die chemischen Substanzen im Organismus sind also nur das unentbehrliche Substrat, das der regulierenden Entelechie als Angriffspunkt dient.

Trotz der Teilung des materiellen Substrates (man denke an eine

Blastula) kann Entelechie ganz bleiben; der *Begriff der Teilung*, der sich nur auf extensiv Mannigfaltiges bezieht, läßt sich *auf die Entelechie*, die selbst nur begriffen und gar nicht wahrgenommen werden kann, eigentlich *nicht anwenden*. Auch ist es *sinnlos, nach einem ›Sitz‹ dieses unräumlichen Agens zu suchen*. Unser Naturfaktor kann also sicher keine Substanz im gewöhnlichen extensiven Sinne sein; man könnte ihn nur als Substanz bezeichnen in dem allgemein philosophischen Sinne von etwas nicht Zurückführbarem; ähnlich so wie man Entelechie wegen ihrer Resultate mit Kausalität (im engeren, Drieschschen Sinne) vergleichen kann. —

Beim Tode wird ein Quantum von Materie von der Kontrolle von Energie befreit, was aus Entelechie (als Individualität) dann wird, ist völlig unbekannt. Entelechie ist, wie wir sahen, kontinuierlich; aber wir wissen nichts über ihre ersten Beziehungen zur Materie. Sicherlich ist die ›Urzeugung‹ nicht das Resultat des Zusammentreffens rein anorganischer Faktoren gewesen. Auch die Frage, warum Entelechie, deren Substrat doch im Laufe der Phylogenese sich geändert haben soll, nicht an einfacheren Systemen angreifen kann als gerade an den kompliziertesten chemischen Verbindungen, ist unlösbar. —

Die drei Beweise des Vitalismus waren indirekte. Nun ist dazu eine Rechtfertigung der Entelechie getreten, die die Verträglichkeit des neuen Naturfaktors mit denjenigen aprioristischen Prinzipien dartat, die im Anorganischen empirisch realisiert sind. *Im zweiten Teile der eigentlichen Naturphilosophie versucht nun Driesch den Vitalismus direkt zu beweisen und die Annahme von Entelechie durch den Nachweis einer entsprechenden Kategorie in unserem Denken positiv zu rechtfertigen*. Entelechie muß in das aprioristische System der Naturfaktoren eingefügt werden.

Während bis dahin Psychologie aus den Betrachtungen ausgeschlossen war, beruht der *direkte Beweis* des Vitalismus auf einer *introspektiven Analyse* dessen, was wir bei einer Handlung in unserem Bewußtsein als ›gegeben‹ erleben. Wenn ich im Stande wäre, von meinen Nerven und Gehirnvorgängen genaueste taktische Eindrücke zu empfangen, während ich etwa eine rauchende Lampe reguliere, um das Russen abzustellen, so würde ich zunächst Tasteindrücke von der Lampe, dann vom nervus opticus und vom Gehirn erhalten. Dann würden — mit eindeutiger Notwendigkeit und in ihrer Spezifität durch einen letzten Tasteindruck vom Gehirn bedingt — der optische Bewußtseinsinhalt dieser rauchenden Lampe, weiter Erinnerungen an die Beseitigung von früherem Russen, Wunsch und Willen das Rauchen abzustellen und vielleicht ein Vorstellungsbild meiner bewegten Hand auftreten. Darauf würden endlich wieder Tastempfindungen vom Ge-

hirn, von Vorgängen in motorischen Nerven, Kinästhesien u. s. w. bis zur Ausführung meines Zieles folgen. Der erste Teil des Vorganges gibt uns räumliche auf das Gehirn bezogene Daten, der zweite (mit dem Sehen der Lampe beginnende) Abschnitt bringt zwar einige auf den Raum bezogene Elemente, hat aber mit dem Gehirn gar nichts zu tun. Der letzte Teil endlich gleicht wieder dem ersten. Die Reihe der sich notwendig bedingenden Erscheinungen führt also von einer Reihe auf meinen Körper bezogener Daten über ganz andersartige Vorgänge wiederum zu körperlich objektivierbaren Phänomenen. Da die vermittelnde Gruppe in keiner Weise auf meinen Körper bezogen werden kann, so muß für die objektive Wissenschaft zwischen den auf den Körper bezogenen Vorgängen eine Lücke bestehen, die Psychologie durch eine unräumliche Wirklichkeit, Naturwissenschaft aber durch einen neuen elementaren Naturfaktor ausfüllen muß. Dieses Resultat kann durch Analogie auf die Vorgänge in anderen Menschen übertragen werden. Auf die Formbildung läßt sich dieser direkte Beweis allerdings nicht anwenden.

Entgegen Drieschs Ueberlegung behauptet die bekannte Theorie des *psychophysischen Parallelismus*, daß den unkörperlichen »psychischen« Zwischengliedern physiko-chemische Gehirnvorgänge parallel liefen und so die Reihe der körperlichen Vorgänge zu einer geschlossenen, in sich selbst eindeutig bestimmten machten. Diese Hypothese kann (wie bei Spinoza) rein metaphysisch sein; dann führt sie zu der nach Driesch absurden Annahme von psychischen Korrelaten bei rein anorganischen Vorgängen. Sie ist als Erklärung ferner deshalb unzureichend, weil sie nicht verständlich macht, wie den anorganischen, sich einfach summierenden Ereignissen, das nicht aggregative Psychische parallel laufen sollte.

Die andere Form des Parallelismus ist »pseudoidealistisch«. Sie nimmt an, daß das, was sich einmal, auf Grund von Tastwahrnehmungen, als räumliches (phänomenales) Gehirngeschehen darstellt, auf der anderen Seite (nur für das Subjekt) Vorstellung, Erinnerung, Gefühl, Willen u. s. w. darstellt. Diese Form der Hypothese ist nach Driesch absurd, weil die Tastwahrnehmungen, die uns über die Gehirnvorgänge unterrichten, wiederum Parallelen haben müssen, und so schließt sich eine nie endende Reihe von Parallelforderungen an. Auch würde die Gesichtswahrnehmung »Lampe« vor der zugehörigen Tastwahrnehmung immer voraus sein. Sobald allerdings metaphysische Annahmen hinzutreten, hören diese Ueberlegungen auf zwingend zu sein. Dann muß Driesch doch wieder auf den indirekten Beweis aus der Analyse der Handlung zurückgreifen.

Die Parallelismustheorie ist nach Driesch also auf jeden Fall zu

verwerfen; eher könnte man von einem Parallelismus zwischen dem von der Naturwissenschaft zu fordernden ›Psychoid‹ und dem Psychischen (im engeren Sinne) des direkten Gegebenseins reden. Vielleicht liegt ihnen dieselbe metaphysische Wirklichkeit zu Grunde.

Nunmehr verstehen wir den Vitalismus in neuer Weise. *Wie ich Kausalität verstehe, weil ich Kraft ›sozusagen‹ fühlen kann, so fühle ich nun auch, durch das Wissen um meinen Willen, daß ich ein Agens der Natur bin, welches es mit dem Ursprung des Komplizierten aus dem Nichtkomplizierten zu tun hat.* Genau wie dem kausalen Erklären, so *muß daher auch unserem Verstehen der organischen autonomen Vorgänge eine Kategorie zu Grunde liegen.* Diese Ansicht wird nun von Driesch genauer angeführt (im zweiten Abschnitt des zweiten Teiles der Naturphilosophie i. e. S.). Kategorien sind Bestandteile ›des irreduziblen begrifflichen Schemas, nach welchem die Wirklichkeit Gegenstand für das menschliche Bewußtsein wird‹ und das bei jedem Versuch das Gegebene zu verstehen in Anwendung kommen muß. Ihre wenigstens subjektiv absolute Gültigkeit kann sich nicht auf individuelle Gewohnheit gründen (gegen den Empirismus). Sie sind zwar nicht zeitlich ›vor‹ Erfahrung, aber sie sind logisch Bedingungen der Erfahrung; auch Psychologie ruht auf Anwendung von Kategorien (gegen ›psychologistische‹ Auffassung der Kategorien). Die Kategorien werden daher nicht durch gewöhnliche Erfahrung gebildet, sondern durch eine besondere elementare Art analytischer Erfahrung ›enthüllt‹ und ›geweckt‹.

Als ›Postulate‹ will Driesch nur Annahmen bezeichnen, die sich auf die zufällige Konstellation des Gegebenen gründen; sie sind von den Axiomen, d. h. den Sätzen und Begriffen, denen das kategoriale System zu Grunde liegt, wohl zu unterscheiden. Von den Kategorien des rein aggregativen, nicht rationellen Systems, das Kant auf die verschiedenen Formen des Urteils (in dem die Kategorien sich äußern) gründete, werden nur zwei Klassen berührt: zu der Klasse der Modalität gehört *die erste und allumfassende Kategorie: die der Notwendigkeit oder eindeutigen Bestimmtheit.* Sie ist weiter als die der Kausalität und die der Substanzinhärenz. Nur unsere Anwendung dieser Kategorie, unser ›Notwendigkeit denken‹ kann selbst nicht notwendig sein. Es ist in diesem rein negativen und nichtssagenden Sinne ›frei‹. Als ›Gedachthaben‹ und als Denken anderer aber verfällt auch das ›Notwendigkeitsdenken‹ selbst der Analyse und dem ›als notwendig gedacht werden‹: es wird notwendig auf eine Fähigkeit des Psychoids bezogen.

Wie nun in uns das Erlebnis des dauernden Ich in dem Wechsel der Bewußtseinselemente die Kategorie Substanz erweckt, so wird

durch die introspektive Erfahrung von unserem kombinierenden Willen eine neue Kategorie wachgerufen, die nun ebenso wie die Kategorien Substanz und Kausalität weiterer Anwendung und kritischer Reinigung bedarf. Die neue Kategorie, das Suchen nach spezifischen und typischen ›konstruktiven Ganzheiten‹, muß von der Beziehung auf das psychologisch beobachtende Subjekt entkleidet werden, ebenso wie die Kategorie Kausalität befreit wird von der speziellen Beziehung auf das eigene Ziehen und Stoßen, das in uns die Kategorie zuerst wachrief. Die neue Kategorie, die Konstruktion individueller Ganzheit (bei unzureichenden präexistierenden Einzelursachen) soll den Namen ›*Individualität*‹ (oder Konstruktivität) führen. Sie gehört zu den Relationskategorien und dürfte die unselbständigen, überflüssigen Kantschen Kategorien: Gemeinschaft und Wechselwirkung vertreten. Mit dem disjunktiven Urteil, auf das Kant hier zurückging, hat die Kategorie nichts zu tun. Das von der neuen Kategorie gestellte Thema haben wir schon bearbeitet. Aber nun braucht unser Resultat: Entelechie nicht mehr durch Beziehung auf andere Kategorien rein negativ bestimmt zu werden; wir verstehen sie jetzt erkenntnistheoretisch.

Die Reinigung unserer Individualitätskategorie, ihre Ausdehnung ohne falschen Anthropomorphismus läßt nun erkennen, daß die *Teleologie* (Zweckmäßigkeit, Finalität) nur die *besondere Art von ›Konstruktivität‹* ist, die mir die Introspektion beim Handeln offenbart. Doch kann man das Wort ›Zweck‹ durch Analogie in seinem Geltungsbereich ausdehnen und auf die Einzelleistungen bei solchem Geschehen anwenden, das dem Handeln durch das Auftreten von ›Ganzheit‹ vergleichbar ist. Dann ist ein Naturvorgang in seinen Einzelheiten zweckmäßig, wenn sich dieselben einem individualisierten Ganzen einreihen. So könnte auch der mit dem Zwecke verbundene Wertbegriff seines ursprünglich psychologischen Charakters entkleidet werden.

Entelechie ist keineswegs ›Selbstzweck‹; denn sie ist ihren fertigen materiellen Zwecken gegenüber ein Fremdes. Ihre Betätigung ist nicht Schöpfung. Auch der Begriff der ›causa finalis‹ wird von Driesch abgelehnt. In der unräumlichen Entelechie handelt es sich nicht um eine echte ›causa‹; auch wirkt bei psychoidalen und entelechialen Prozessen nicht das ›Ende‹, sondern so etwas wie: ›das Ende in seiner Einbildung haben‹. Wenn man das entelechiale Geschehen rein funktional fassen wollte (wie viele Physiker bekanntlich das kausale Geschehen umdeuten wollen), so darf man nicht E, ›das Ende‹ als Argument einsetzen, sondern $\varphi(E)$, d. h. das auf das Ende hinzielende entelechiale Agens.

Individualität schließt zwar Kausalität (ähnlich wie diese die Kategorie Substanz) insofern ein, als ihre einzelnen Manifestationen

gleichsam die Stelle von Ursachen vertreten und das Prinzip ›keine Wirkung ohne Ursache‹ (besser ohne bedingendes Agens) bestehen bleibt, es ist aber unmöglich Finalität (und allgemeiner: Individualität) wie einige Philosophen wollen, als Kausalität bei umgekehrter Betrachtung anzusehen (insofern als die Ursache aus der Wirkung zurückerschlossen werden kann). Denn Entelechie bezieht sich auf Einheiten, nicht auf Summen von Einzelheiten; sie ist tätig und mannigfaltig aber unräumlich und intensiv mannigfaltig. Daher ist sie auch nicht irgendwo, nicht an die Individuen gebunden. Sie ist trotz der Mannigfaltigkeit der Manifestationen überhaupt nur Eine und suprapersonal. Auch die Teilung von Individuen weist darauf hin. Schwierigkeiten wie sie hier für die Individualitätskategorie vorliegen, haben sich bei der Anwendung der Kausalitäts- und Substanzkategorien gerade so gut ergeben. Man denke an Fernkräfte und dergleichen.

Die auf die Kategorien gegründeten elementaren Konstituenten der Wissenschaft setzen sich zu einer ›idealen Natur‹ zusammen. In ihr gelten irreduzible Relationsprinzipien oder ›ontologische Gesetzesprototypen‹, zu denen die Wissenschaft die Naturgegebenheit zuordnen muß, um sie zu verstehen. Auf Grund der Individualitätskategorie werden Entelechie und Psychoid als elementare Konstituenten geschaffen; sie gehören ›zu‹ der Natur, wenn auch nicht ›in‹ die Natur. Sie beziehen sich nur darauf; denn sie sind räumlich unvorstellbar. Sie können nur gedacht werden und sind insofern (und in keiner anderen Hinsicht) den νοούμενα vergleichbar, gleichwohl aber nicht metaphysisch, weil sie sich nicht auf etwas Absolutes beziehen.

Driesch will eben unter ›Natur‹ alles verstehen, was sich auf Räumliches *bezieht*. So gehören denn Entelechie, Psychoid und auch Moralität zu ihr. Der auf Grund der Kausalitätskategorie geschaffene Kraftbegriff ist ebenso unvorstellbar, wie der der Entelechie, nur fehlt der letzteren noch die räumliche Orientierung.

Die ›Konstituenten‹ der idealen Natur werden nun zu Faktoren der unmittelbar gegebenen Natur verarbeitet: auf Grund des Newtonschen Gesetzes rüsten wir die einzelnen Körper mit Kräften und Energien aus. So ›erklären‹ wir das Fallen eines Steines. Neben diesem ›*Erklären*‹ aber gibt es noch ein die zeitliche *Abfolge* betreffendes *kausales Beziehen* (etwa des Fallens des Steines auf die Entfernung seiner Unterlage). Hier liegen die Wurzeln des Gegensatzes von nomothetischer und idiographischer Forschung. Es ergibt sich ferner, *daß die Erkenntnis von Entelechie in Bezug auf das Erklären ein Letztes darstellt, daß aber damit dem kausalen Beziehen auch auf organischem Gebiet keine Grenze gesetzt ist. Der Vitalismus lähmt daher keineswegs die Forschung.* Auch wird deutlich, daß es

ungerechtfertigt ist, rationelle (d. h. über bloße Beschreibung und empirische Klassifikation hinausgehende) und kausale Wissenschaft als identisch und umfangsgleich zu betrachten.

Noch eine dritte Art des Erklärens ist zu erwähnen: das Verstehen der besonderen Kennzeichen eines bestimmten Typus entelechialer Manifestation (z. B. eines Seesterns) auf Grund von Entelechie als Ganzes. Wenn wir ableiten könnten, warum gerade diese und jene Einzelheiten in einem Tier›typus‹ verbunden sind (Cuvier) und wenn wir (wie die Geometer von den regelmäßigen Polyedern) zeigen könnten, warum gerade die und die organischen Typen als entelechiale Manifestationen möglich waren, wenn also rationelle Systematik existierte, so würde jene Art des Erklärens in ausgedehntem Maße Anwendung finden. —

Es bleibt das Verhältnis von *Entelechie und Zeit* zu erörtern. Ist Entelechie ebenso unzeitlich wie unräumlich? Zunächst ist festzustellen, daß Entelechie bei Formbildung und Handlung Zeit braucht; doch werden manche Totalitäten in beiden Gebieten (man denke an einen Akkord) momentan geleistet. So kann man fragen, warum denn eine Ontogenie stattfindet; warum der fertige Organismus nicht durch einen momentanen Akt der Entelechie gebildet wird. Man kann antworten, daß die Prozesse, die ›freigelassen‹ werden und diejenigen, die während der Suspendierung anderer ablaufen, Zeit brauchen. Die Tatsache dieser Abhängigkeit scheint Driesch nur eine teilweise Lösung zu geben.

Die Frage, *ob Zeit zu einem Konstituenten der ›idealen Natur‹* gemacht werden kann, bleibt ungelöst. Die ideale Natur ist einerseits das Unhistorische und unabhängig von der Zeit ewig Gültige; auf der anderen Seite aber lehrt die introspektive Selbsterfahrung, daß mein Ich dauert und daß man die Dauer, die ungefähr dasselbe ist wie Gedächtnis, nicht eliminieren kann, ohne alles Wissen und Handeln unmöglich zu machen. Die primitive, vielleicht für die ideale Natur geltende Tatsache der ›Dauer‹ ist bekanntlich von der nach Analogie des Raumes gemessenen wissenschaftlichen ›Zeit‹ nicht zu verwechseln.

Endlich bemerkt Driesch, daß es auch für den von Laplace fingierten Geist unmöglich wäre, sich den Rücklauf organischen Geschehens zu vergegenwärtigen. Um für eine Weltformel zu passen, entbehrt Entelechie der räumlichen Kennzeichnung und ihre Akte weisen ihrem Wesen nach nur vorwärts.

Der dritte Teil der Philosophie des Organischen behandelt das schon oben gestreifte Problem einer *universellen Teleologie*. Es wäre unberechtigter Dogmatismus, wenn man die Anwendung der Indi-

vidualitätskategorie durch die Annahme einschränken wollte, daß Entelechie sich nur an den kompliziertesten Eiweißverbindungen manifestieren könnte.

Es gilt also dort, wo uns etwas im unkritischen Sinne teleologisches entgegen tritt, nach ›Ordnungstypischem‹ (wie es Formbildung und Handlung erzeugen oder ›Folgetypischem‹ (der Handlung) zu suchen. Das Teleologische freilich brauchte nicht gleich ›dynamisch‹ teleologisch zu sein. Aber auch die statische Teleologie (man denke an Maschine, Kunstwerk oder Leiche) würde nur auf die Spur früherer Manifestationen autonomer Agentien führen.

Doch wir haben *keinen festen Anhaltspunkt für die Annahme einer suprapersonalen Teleologie* im Bereiche des Lebendigen. Wir wissen nichts Bestimmtes darüber, ob Geschichte, Geschichte des Individuums und Phylogenese der Embryogenese und ob der Staat einem Organismus (individueller Ganzheit) wesensverwandt sind. Nur die Fortpflanzung, die aktive Produktion entwicklungsfähiger Fragmente, scheint deutlich einen überpersönlichen Zweck zu haben und anderswie unverständlich zu sein. Auch über wirkliche individuelle Anordnung im Anorganischen, wie man sie besonders in der für die Organismen passenden Anwesenheit und Häufigkeit von Wasser, Salz, Eisen u. s. w., ferner auch in kosmischen Systemen und dergl. vermuten könnte, ist nichts Bestimmtes auszumachen. Jedenfalls liegt eine gewisse Harmonie darin, daß der Kosmos derart ist, daß er organisches Leben ermöglicht. Das bleibt trotz des darwinistischen Hinweises auf das ›allein Uebrigbleiben‹ der lebensfähigen Organismen bestehen, sodaß man doch wohl eine begrenzte Teleologie gegenüber der Alleinherrschaft des ›Zufalls‹ behaupten kann. Das Wort ›*Zufall*‹ sollte nämlich nach Driesch *nicht* den im Grunde wissenschaftlich unmöglichen *Gegensatz zu eindeutiger Bestimmtheit*, *sondern den Gegensatz zu Teleologie* bezeichnen.

Einer allgemeinen suprapersonalen Teleologie scheint die Tatsache, daß ein Organismus durch Schmerz und Tod des anderen groß wird, zu widersprechen. Aber wir kennen nicht die Mittel einer hypothetischen, suprapersonalen Entelechie. Sicherlich wäre eine Lösung des Problems nur denkbar, wenn das Universum eine Bedeutung in Bezug auf Intellektualität und Moralität hätte.

Die moralische Betrachtungsweise steht zu der wissenschaftlichen nicht im Gegensatz. Moralität muß vielmehr (wenn man sie nicht als subjektiv-psychologisches Korrelat einer suprapersonalen Individualität auffassen will) als *Kategorie* gelten, die angewendet wird, wenn es sich um die *Beziehung eines Ordnungsbestandteiles zu seiner Ordnung handelt.* Das Moralische als Gefühl bezieht sich nur auf Individuen.

Moralität schließt Individualität ebenso ein, wie Individualität Kausalität einschließt. So meint Driesch, der *Vitalismus sei die Pforte zur Moralität*, mit der eine konsequente mechanische Theorie unverträglich sei. Nur dann kann ich sagen, daß Handlungen nicht hätten geschehen sollen, wenn ich sie als elementare Vorgänge ansehe, die auf ein Ziel, auf individuelle Konstruktionen gerichtet sind. —

Der letzte (vierte) Teil der Philosophie des Organischen bringt *metaphysische Ausblicke.* Es werden Wege gesucht, um vom erweiterten Gegebenen, vom idealistischen Phänomenalismus, zu etwas ›Absolutem‹ fortzuschreiten, das also nicht nur mit Rücksicht auf ›mich‹ ist. Die dort gesuchte Wahrheit ist in anderem Sinne absolut wie die der Mathematik, die ja in ihrer Geltung an den menschlichen Geist gebunden ist. Eines der ›Fenster‹, die uns auf das ›Absolute‹ weisen, liegt in der *Moralität.* ›Denn ein moralisches Fühlen gegenüber Phänomenen, welche nur 'Phänomene' für mein Ich sind, würde absurd sein‹.

Auch in der Grundlage des Gedächtnisses, im *Ich* liegt ein solcher Hinweis; es ist damit ausgesagt, daß nicht nur das Selbstbewußtsein dauert, sondern auch etwas, was sich dem Bewußtsein darbietet. Endlich bildet die Zufälligkeit und der innere Zusammenhang der unmittelbaren Gegebenheit (das ›*Es*‹) einen dritten Fingerzeig nach dem Absoluten hin; denn dafür ist das bewußte ›Ich‹ nicht als Schöpfer verantwortlich.

Die Gegebenheit wird durch die Axiome der Kategorien zu einem System, aber das Ich braucht daneben noch Postulate, vor allem dasjenige, nach dem wir annehmen, daß alle Kennzeichen, die in früherer Erfahrung zusammen auftraten, auch wieder zu erwarten sind, wenn eine gewisse Zahl derselben auftritt. Dieses *Postulat der Gleichartigkeit* ist für die Möglichkeit der Wissenschaft erforderlich; es ist erweiterte Induktion.

Da die Gegebenheit so sein könnte, daß eine Ordung derselben durch die Kategorien unmöglich wäre, so ergibt sich für das Absolute die Bedingung, ›daß es ein Bestandteil unserer phänomenologischen Gegebenheit nicht nur unter den Formen der Kausalität, Substanz und Inhärenz, sondern auch unter der Form der Individualität, d. h. der objektivierten Vernunft werden kann‹. *Ruht vielleicht die unmittelbare Gegebenheit (z. B. ihre entelechialen oder psychoidalen Teile) und unsere Fähigkeit, sie durch die Kategorien (z. B. Individualität) zu verstehen, auf gemeinsamer metaphysischer Grundlage?* — Oben wurde eine beschränkte Teleologie des Universums wahrscheinlich gemacht. Sicher aber ist das Universum nicht in jeder Einzelheit ein teleologisches System (nicht einmal in den Organismen);

es muß ein beträchtlicher Raum bleiben für Kausalität, auf die ja Entelechie selbst nach der Natur ihres Wirkens angewiesen ist. Die begrenzte statische Harmonie des Organismus weist uns nun auf eine primäre Entelechie, auf einen δημιουργός hin. Die begrenzte statische Teleologie konnte freilich unbestimmt lange auf andere statische (maschinenmäßige) Harmonien bezogen werden. *Aber trotzdem muß einmal ein dynamisch-teleologisches Agens existiert haben, das das Universum freilich nicht ›schuf‹ sondern gewisse Teile desselben ordnete. So tritt der Begriff Gottes als ewige Aufgabe der Wissenschaft auf;* er unterscheidet sich von dem landläufigen Begriff eines allmächtigen und vollkommenen Wesens beträchtlich, ohne ihm freilich ganz zu widersprechen.

Nunmehr kann unser System der idealen Natur als analogienhafte Beschreibung des Absoluten gelten; denn das Absolute mußte so sein, daß es dieses System ermöglichte. Aber auch die einzelnen Naturfaktoren können auf das Absolute bezogen werden. So hätten wir den Fall eines Steines wie die ordnende Tat des δημιουργός als Emanationen des Absoluten aufzufassen. —

Diskussion einiger Grundfragen von Drieschs Naturphilosophie.

Wir gehen nun dazu über, Einiges darzulegen, was uns für eine *Kritik der Ansichten von Driesch* bedeutungsvoll zu sein scheint. Wollten wir alle Punkte berühren, die zu kritischen Bemerkungen herausfordern, so würde unsere Kritik bei der Unzahl der von Driesch gestreiften Fragen zu einem Bande anschwellen. So müssen wir uns auf das Wichtigste beschränken.

Die Philosophie des Organischen, die Driesch gibt, gründet sich im wesentlichen auf die Ergebnisse der experimentellen Zoologie. Diese junge Wissenschaft glaubt durch ihre Methode, die derjenigen der ›exakten‹ Naturwissenschaften gleicht, ihren Ergebnissen einen weniger hypothetischen Charakter verleihen zu können, wie die phylogenetischen Resultate besitzen, auf die vergleichende Anatomie und Entwicklungsgeschichte in ihren Forschungen hinzielten. Trotzdem stehen die meisten Biologen den Ausführungen Drieschs gerade deshalb so skeptisch gegenüber, weil sie finden, daß sich Driesch so weit von den Tatsachen entfernt und weil sich am Ende seiner Leitung die Meinung aufdrängt, daß sie auf unsicheren Boden geführt hat.

Man muß aber zugeben, daß Driesch seine Wendung zum Vitalismus besser vorbereitete, als vielleicht irgend ein Vitalist vor ihm. Er wollte den Vitalismus beweisen. Obwohl uns sein Weg vielleicht aus unsicheren philosophischen Spekulationen zu bestehen scheint, ist dennoch nicht zu bezweifeln, daß der entscheidende Schritt zum Vita-

lismus für Driesch Sache einer exakt experimentellen Entscheidung war. Driesch wollte keinen Vitalismus, der sich lediglich auf das Unbefriedigende der Resultate des physiko-chemischen Erklärungsversuches und auf allgemeine unscharfe Indizien stützte, er wollte das Vitalismusproblem wie eine spezielle, unphilosophische Frage der Physiologie durch Experimente entscheiden. Ich denke, daß dies ein beachtenswertes Unternehmen war.

Eine andere Frage ist es, ob dieses Unternehmen vollauf geglückt ist, ob die Gegner des Vitalismus nachweislich im Unrecht sind, wenn sie uns auf dereinstige Leistungen der physiko-chemischen Erklärung vertrösten. Wir glauben, daß Drieschs Beweise für den Vitalismus nicht zwingend sind.

Begründen wir diese Ansicht zunächst für den ersten Beweis, für denjenigen, der sich auf die Differenzierung harmonisch-äquipotentieller Systeme gründet. Auch wir halten es für unmöglich anzunehmen, daß in dem ganzen harmonisch-äquipotentiellen System eine große verborgene Maschine steht, die die nach verschiedenen Richtungen des Raumes typische Differenzierung während der Entwicklung hervortreten läßt. Auch diejenigen Naturforscher, die eine Maschine, eine typische Anordnung von Konstituenten zur Erklärung der Differenzierung fordern, verlegen diese Anordnung in die kleinen Teile des sich entwickelnden Organismus, in die Zellen. Nur die Annahme einer erbungleichen Zell-(bezw. Kern-)Teilung überträgt diese Anordnung in die verschiedenen Regionen des Keimes. Die Experimente über die Entwicklung von beliebigen Bruchstücken von Entwicklungsstadien haben die Totipotenz der Teile bewiesen und damit jene Maschinenannahme unmöglich gemacht. Wir verwerfen die Annahme einer typischen Anordnung von Konstituenten nicht nur für die ganzen Entwicklungsstadien, sondern auch für die Zellen (bezw. Kerne); damit vermeiden wir den Widerspruch mit jenen Experimenten, laden aber gleichzeitig die Last des Nachweises, daß Differenzierung in harmonisch-äquipotentiellen Systemen trotzdem möglich ist, in voller Schwere auf uns.

Wir wollen uns nun vorstellen, daß die morphogenen Elementarprozesse, die nachher an verschiedenen Oertlichkeiten stattfinden, in allen Zellen repräsentiert werden. Diese Repräsentanten äußern ihre Fähigkeiten nicht von selbst, sondern bedürfen einer Auslösung. Ein Teil dieser Auslösungen mag für die einzelnen morphogenen Akte in der vorhergehenden Auslösung eines anderen Repräsentanten bestehen. Aber das reicht nicht hin um zu erklären, daß an verschiedenen Stellen eines harmonisch-äquipotentiellen Systems Verschiedenes geschieht. Wenn wir uns aber auch das Problem besonders schwer

machen und von allen oft vorhandenen Verschiedenheiten wie Wirkung der Schwerkraft, polarer und bilateraler Eistruktur absehen, so können wir dennoch annehmen, daß eine erste Differenzierung dadurch auftritt, daß an irgend einer Stelle (sagen wir einer völlig runden und gleichmäßigen Blastula, die ihre Lage zur Schwerkraft immer ändert) ganz gelegentlich eine Förderung oder Hemmung oder dergleichen auftritt, von der man sich die Auslösung des ersten differenzierenden Elementarprozesses abhängig denken kann. Bei allen Blasteln würde dann an irgend einer wenn auch beliebigen Stelle doch die erste Sonderbildung auftreten, und das würde bei der Aequipotentialität der Teile ja genügen. Nun kann man sich weiterhin ohne das Gebiet des physikalisch-chemisch Möglichen zu verlassen unschwer vorstellen, daß dadurch, daß an einer Stelle des Entwicklungsstadiums ein Repräsentant ausgelöst wird, gleichzeitig damit ein Einfluß gesetzt wird, der an anderen Stellen jene spezielle Auslösung hindert. So wären wir zu einer Blastula gekommen, die an einem Punkte (Pole) differenziert ist. Rein physikalisch-chemisch kann man sich nun weiter vorstellen, daß von diesem Punkte eine Wirkung ausgeht, die nach dem entgegengesetzten Pole gleichsam in Richtung der Meridiane gleichmäßig abfällt. Nun mag der folgende Gestaltrepräsentant der Keimsubstanz derart sein, daß er nur von einer bestimmten Größe jener abfallenden Wirkung des differenzierten Poles zur Betätigung angeregt wird. Die Möglichkeit einer Auslösung würde also auf einem bestimmten Breitenkreise (in Bezug auf jenen Pol) gegeben sein. Wir brauchen nunmehr nur noch anzunehmen, daß der Zufall darüber entscheidet, in welchem Punkt dieses Kreises der neue morphogene Elementarprozeß zuerst stattfindet und ebenso wie oben zu fordern, daß die Auslösung des zweiten Repräsentanten an einer Stelle die Auslösung an allen anderen Stellen des Breitenkreises unmöglich macht.

Von dem neuen Pol mag nun wiederum eine regelmäßig abfallende Wirkung ausgehen, deren Niveaulinien eine neue Schar von Breitenkreisen darstellen. Der dritte Differenzierungsakt mag nun durch eine bestimmte Kombination von Wirkungsstärken der beiden Pole ausgeführt werden. Er würde also an den (zwei) Schnittpunkten zweier bestimmter Breitenkreise von jenen beiden Scharen stattfinden. Damit wären nun im Ganzen vier Pole gegeben. Jeder Punkt der Kugeloberfläche wäre durch seine Abstände von diesen Punkten eindeutig bestimmt und wir brauchten nur anzunehmen, daß jeder morphogene Repräsentant (neben seinem zeitlichen Bedingtsein) auf eine bestimmte spezielle Kombination von Wirkungen abgestimmt wäre, die von jenen Polen ausgehen. Jedem Punkte einer Kugelhälfte (bei Bilateralsymmetrie) würde eine ganz bestimmte Kombination von

Wirkungen der Pole entsprechen und so wäre für jeden Punkt eine spezifische auslösende Ursache gegeben. Die vorhergehenden Bildungen würden somit die nachfolgenden immer spezieller bestimmen; die Vorgänge in den speziellen Körperteilen wären nachher unabhängig von den ersten Polen und würden selbständig differenziert in Abhängigkeit von den ersten, jenen Körperteil markierenden Gestaltbildungsvorgängen. Da man sich in dieser Weise leicht deutlich machen kann, daß die späteren Bildungen nicht unmittelbar von den ersten Differenzierungen abzuhängen brauchen, so ist deutlich, daß unsere Fiktion mit der Tatsache des Vorkommens von Selbstdifferenzierung wohl verträglich ist.

Wir müssen nun fragen, ob die Fiktion auch mit den Tatsachen der Bruchstückentwicklung und sonstigen Formregulationen verträglich ist. Ist es nach unserer Annahme verständlich, daß die kleine Blastula, die aus einer der isolierten ersten Furchungszellen, oder aus einem Teil einer Vollblastula hervorgeht, dieselbe Anordnung der Differenzierungen in proportionaler Verkleinerung ausbildet? Nichts hindert, daß in der verkleinerten Blastula sich ein erster Differenzierungspunkt ausbildet (wenn noch keiner vorhanden war), aber die Frage ist, ob nicht nunmehr der zweite ›Pol‹ in der ursprünglichen für die kleine Blastula nicht mehr passenden Entfernung angelegt wird. Das ist natürlich an sich möglich, sogar an dem sonst harmonisch-äquipotentiellen Tubulariastiel sind Abweichungen von der Proportionalität in der Differenzierung kleiner Stücke beobachtet worden. Vielfach aber ist die Differenzierung in der Tat eine streng proportionale, und das soll verständlicht werden.

Oben nahmen wir an, daß die ersten morphogenen Prozesse von einer bestimmten Zone in dem Abfall einer Wirkung ausgelöst würden, die von den ersten ›Polen‹ ausginge. Wenn nun in der kleineren Blastula eine proportionale Anlage erfolgen soll, so müssen wir allerdings die weitere Annahme machen, daß jener Wirkungsabfall, der sich in der Ganzblastula über einen ganzen Meridian erstreckte, in dem verkleinerten Entwicklungsstadium auf den kleineren Meridian zusammengedrängt sein muß. Diese neue Fiktion ist physikalisch durchaus verständlich. Man braucht nur an einen elektrischen Potentialabfall zu denken, den man auf einem langen wie durch einen verkürzten Draht stattfinden lassen kann. Ein noch näherliegendes Beispiel bietet die Hydrostatik. Denken wir an zwei kommunizierende Röhren, von denen eine beweglich ist. Bei schräger Stellung des Schenkels ist die Wassersäule lang, bei senkrechter Stellung kurz. Trotzdem ist der Druckunterschied oben und unten in beiden Fällen derselbe. Auch an einen Magneten kann man denken. Wenn die neu-

trale Zone desselben Geschehen bedingte, so würde in Teilstücken, in deren Mitte sich bekanntlich neue Neutralitätszonen bilden, dasselbe Geschehen an entsprechendem Orte auftreten. Was für die ersten Differenzierungen zuträfe, würde auch für die folgenden seine Geltung behalten. Immer würde der Wirkungsabfall durch die Verkleinerung des Substrates eine proportionale Zusammentragung erfahren, und damit würde die Möglichkeit proportional verkleinerter Ganzbildung verständlich sein.

Alle Argumente, die Driesch anführt gegen eine physiko-chemische Erklärung der Differenzierung harmonisch-äquipotentieller Systeme, treffen gegenüber einer derartigen Fiktion nicht zu. Auch das, was er gegen die chemische Theorie der Formbildung in Bezug auf unser Problem sagt (I. S. 137—139), verliert gegenüber unserer Ueberlegung seine Beweiskraft.

Wir sind weit entfernt, behaupten zu wollen, die Fiktion, die wir gemacht haben, entspräche der Wirklichkeit; wir halten sie nicht einmal für geeignet, um als Arbeitshypothese dienen zu können. Es handelt sich um eine Entwicklung ganz unbestimmter Möglichkeiten. Doch muß jeder, der sich nicht zum Vitalismus bekennt und sich die Mühe nimmt, die hier vorliegenden Probleme zu durchdenken, sich ein derartiges Schema einer möglichen Erklärung zurechtlegen. Driesch selbst hat — zumal früher — ähnliche Rezepte für das physikochemische Verstehen des Organischen erwogen. Wir finden es verständlich, daß er dieselben als unbefriedigend ablehnt. Wir halten es aber für unmöglich, ihre prinzipielle Unzulänglichkeit darzutun und darauf einen (indirekten) Beweis für den Vitalismus zu gründen.

Der erste Beweis des Vitalismus ist nicht bindend. Eine physikochemische Erklärung bleibt denkbar und möglich. Das und nur das sollte unsere Fiktion zeigen.

Auf der von uns gewonnenen Basis ist es nun leicht einzusehen, *daß auch der zweite Beweis des Vitalismus unzulänglich ist.* Er gründet sich darauf, daß bei der Genese komplex-äquipotentieller Systeme die einzelnen totipotenten Teile nach der ›Maschinentheorie‹ ihre ganze Maschinenstruktur durch zahlreiche Teilungen einer einzigen Maschine erhalten müssen. Das ist unmöglich, weil die typische Anordnung der Konstituenten einer Maschine bei Teilung nicht ganz bleiben kann. Es ist aber offenbar, daß diese Ueberlegung nicht die Unannehmbarkeit einer Ansicht dartut, die überhaupt keine Maschine, d. h. keine nach drei Richtungen des Raumes typische Anordnung von (physiko-chemischen) Konstituenten voraussetzt. Die Repräsentanten, die wir in den Zellen annahmen, sollten nicht in fester Anordnung gegeben sein. So können denn auch die Zellteilungen bei der Genese

äquipotentieller Systeme keine Anordnung zerstören. Der Beweis ist seiner Voraussetzung beraubt.

Natürlich müssen sich bei der Zellteilung auch unsere Repräsentanten teilen und es muß die eine Hälfte nach der einen, die andere Hälfte in die zweite Tochterzelle gelangen. Aber das bietet nichts physikalisch-chemisch unverständliches dar. Auch die Teilung des Repräsentanten ist sehr wohl begreiflich. Der Repräsentant kann ja wie ein chemischer Körper einfach halbiert werden, ohne daß die Teile die Gesamtheit der Eigenschaften verlören. Wenn der betreffende Körper die Eigenschaft des Wachstums hat, so kann eine solche Teilung immer wiederholt werden.

Der dritte Beweis der Lebensautonomie bedarf einer ausführlicheren Betrachtung. Die Gründe, die gegen denselben angeführt werden können, decken sich aber zum Teil mit denjenigen, die von Psychologen in der großen Kontroverse: ›Parallelismus‹ oder ›Wechselwirkung von Leib und Seele‹ zur Verteidigung der ersten Hypothese vorgebracht und, soweit ich sehe, nicht entkräftet worden sind[1]). Es ist ein Verdienst von Driesch, auf die Verwandtschaft jener psychophysiologischen Probleme mit den Fragen hingewiesen zu haben, die er in seinem Vitalismus aufgeworfen hat. Aber auch Drieschs ›naturwissenschaftliche‹ Analyse der Handlung und der darauf gegründete Beweis für den Vitalismus haben schon eine eingehende Kritik erfahren[2]). Driesch hat in seiner neuen Darstellung einige Punkte noch schärfer als früher zu fassen gesucht. Wir wollen nur kurz das hervorheben, was seinem ›Beweis‹ die Ueberzeugungskraft raubt.

Betrachten wir zunächst dis historische Reaktionsbasis. Ihre Genese und ihre die späteren Reaktionen bedingende Funktion wird mit den Eingrabungen in der Rolle des Phonographen verglichen. Ein fundamentaler Unterschied soll aber darin liegen, daß bei dem Phonographen die Kombination der historisch empfangenen ›Reize‹ erhalten bleibt, während dieselben bei der Handlung aus dieser Anordnung gelöst und als einzelne Elemente zu neuen spezifischen Kombinationen verwertet werden. Dagegen ist zu erwidern, daß ein komplizierterer Apparat mit vielen ein- und ausschaltbaren Membranen auf gewisse ›Reize‹ hin (Ein- und Ausschaltung der Membranen) Teile der Rolle in neuer Kombination und Reihenfolge erschallen lassen könnte. Dabei wäre freilich die alte spezifische Anordnung nicht bis in alle letzten Teile zerlegt, aber eine solche völlige Zer-

1) Vergleiche besonders A. Klein: Die modernen Theorien über das allgemeine Verhältnis von Leib und Seele, Breslau 1906, und L. Busse: Geist und Körper, Seele und Leib, Leipzig 1903.

2) Siehe E. Becher in Zeitschrift für Psychologie Bd. 45 S. 401—440, 1907.

legung pflegt — wie Driesch selbst zugibt (cfr. S. 62 Vol. II) — auch bei der Reaktionsbasis der Handlung nicht aufzutreten; denn sie würde Assoziation und damit die Reproduktion unmöglich machen.

Ferner ist zu bedenken, daß Driesch die Rolle der Assoziation unterschätzt. Das einfachste Reproduktionsgeschehen bietet physikochemisch zunächst nichts prinzipiell Unbegreifliches. Daß die Kontiguitätsassoziation als auf einer teilweisen Erhaltung der Ordnung der Elemente in der historischen Reaktionsbasis beruhend verstanden werden kann, erwähnt Driesch selbst. Kontrast- und Aehnlichkeitsassoziation bieten allerdings erhebliche Schwierigkeiten, wie Driesch angibt (Vol. II S. 62 u. 95). Indessen ist zu bedenken, daß Kontrast — wie schon die alten Assozionspsychologen wußten, kaum als ursprüngliches Assoziationsprinzip betrachtet werden kann. ›Aehnlichkeitsassoziation‹ aber ist gar keine ›Assoziation‹ von ähnlichen Residuen, sondern ist ein Reproduktionsmodus. Die elementarste Form der Reproduktion ist diejenige, bei der ein Residuum durch die Wiederholung des entsprechenden Reizes erregt wird. Bei der Aehnlichkeitsreproduktion wird ein Residuum durch einen Reiz erregt, der dem früheren zum Residuum gehörigen Reiz ähnlich ist. Die nahe Verwandtschaft beider Prozesse liegt auf der Hand. Beide Vorgänge sind aber auch physiko-chemisch nicht stets so unverständlich, wie es nach v. Kries' bekannten Darlegungen[1]) für die Aehnlichkeitsassoziation von Gestalten der Fall ist. Ein Reiz hinterläßt ein Residuum, hat also eine spezifische Dauerwirkung. Es ist nun nicht zu verwundern, daß gerade derselbe Punkt bei Wiederholung desselben oder eines ähnlichen Reizes wiederum in Mitleidenschaft gezogen wird. Wenn man die Aehnlichkeit — nicht aller Empfindungen — wohl aber ihrer eventuellen ›mechanischen‹ Korrelate auf teilweise Uebereinstimmung zurückführen könnte, so lägen die Verhältnisse bei der ›Aehnlichkeitsassoziation‹ genau so wie bei der gewöhnlichen Reproduktion. Auch wenn ›derselbe‹ Reiz einmal von der linken, ein anderes Mal von der rechten Seite der Retina aus aufgenommen wird, so widerspricht gleiche Wirkung nicht einer mechanischen Deutung. Auch dann würde der Reiz durch Verbindungsfasern nach den verschiedensten Orten geleitet werden und wiederum an der Stelle der früheren Dauerwirkung seinen größten Einfluß ausüben.

Wenn nun die Reproduktions- und Assoziationsvorgänge physikochemisch nichts prinzipiell Unverständliches darbieten, so folgt daraus, daß alles das nicht zum Vitalismus zwingt, was im Handlungsgeschehen auf Grund von Reproduktion erklärt werden kann. Wir glauben, daß dieses Erklärungsmittel weiter reicht als Driesch an-

1) Ueber die materiellen Grundlagen der Bewußtseinserscheinungen. 1901.

nimmt. Freilich scheint Driesch selbst an einer Stelle eine Konzession zu machen. Er gibt zu (Vol. II S. 62), daß jenes Erhaltenbleiben der Anordnung der Elemente, das in der Kontiguitätsassoziation hervortritt, sehr primitive Formen des Handeln ergeben würde. Wir glauben aber, daß gerade die Trennung und Umkombinierung der Elemente selbst durch Reproduktionen bewerkstelligt wird. Durch das Zusammenauftreten verschiedener Reize können die verschiedensten Komplexe des ›Engrammschatzes‹ — um uns Semons Ausdrucksweise zu bedienen — zusammen erregt werden und durch dieses Zusammenauftreten werden neue Verbindungen zwischen den einzelnen Residuen bedingt. Solches Zusammenreproduziertwerden und ähnliches erklären die Neubildung von Kombinationen, die dadurch, daß die alten Verbindungen sich lockern, als Umkombinierung und Lösung der ursprünglichen spezifischen Ordnung erscheinen können.

Bei der Betrachtung der historischen Reaktionsbasis rächt sich bei Driesch die Verwerfung der psychologischen Analyse. Man dient der Exaktheit der Naturwissenschaft schlecht, wenn man, wie einige neuere Naturforscher, die unzweifelhaften Daten des Psychischen auch dort außer Acht läßt, wo sie unzweifelhaft vorhanden sind und allein eine gründliche Analyse gestatten. Die Physiologie der organischen Bewegungen hat mit den laienhaften, unzulänglichen tierpsychologischen Deutelungen auch die einwandfreien Hilfsmittel wissenschaftlicher Psychologie verworfen.

Man mag über Assoziationspsychologie denken wie man will, Driesch unterschätzt ihre positiven und dauernden Leistungen (vergl. l. c. Anmerk.) außerordentlich. Die Reproduktionspsychologie kann die Neukombination in unserem Residuenschatz verständlich machen. So müssen wir denn auch aus diesem Grunde den prinzipiellen Unterschied ablehnen, den Driesch hier zwischen der historischen Reaktionsbasis von Handlungen und von maschinellen Konstruktionen feststellen will. —

Nun sollen ferner die durch die historische Reaktionsbasis bei der Handlung vermittelten Effekte anderen Gebieten des Wirklichen angehören als die empfangenen Reize, wogegen der Phonograph Luftschwingungen empfängt und abgibt. Dies ist auch der einzige Einwand, den Driesch gegen die Maschinenfiktionen von E. Becher vorgebracht hat (cfr. Vol. II S. 74), die allen anderen von Driesch aufgestellten Kennzeichen der Handlung aufs genaueste genügten. Der Einwand ist aber leicht zu entkräften. Erstens wäre es nicht schwer, die Bewegung des Stiftes, der der Rißlinie in der Phonographenwalze folgt, in andere Energieformen umzuwandeln als in Luftschwingungen. Wie leicht könnte man den Stift einen elektrischen Widerstand än-

dern, elektrische Ströme in komplizierter Weise ein- und umschalten lassen; diese Aenderungen könnten sich dann weiterhin in Lichtschwankungen oder Beeinflussungen von chemischen Prozessen äußern u. s. w. So würden auch beim Phonographen (bezw. einer Komplikation) die vergangenen Reize und die Reaktionen ›verschiedenen Gebieten der Wirklichkeit‹ angehören. Auch dieser von Driesch so energisch betonte (cfr. noch Vol. II S. 58, 72, 75 u. 77) Unterschied ist also nicht stichhaltig. An einer Stelle verschärft freilich Driesch diesen Punkt dadurch, daß er hinzufügt, daß die empfangenen Reize ›Empfindungen‹, die Reaktionen dagegen Bewegungen wären. Dagegen kann man einwenden, daß der Reiz selbst nicht mit der Empfindung, die er hervorruft, gleichgesetzt werden darf, und daß der Reiz selbst in zahllosen Fällen in Bewegungen bestehen wird. Ferner könnte man den alle ›Pseudopsychologie‹ abweisenden Naturforscher darauf hinweisen, daß er es gar nicht mit ›Empfindungen‹ sondern nur mit den objektiven Vorgängen zu tun hat, und Driesch hat das auch in Bezug auf den Gebrauch des Wortes Empfindung an diesem Punkte selbst hervorgehoben (l. c. S. 72); Driesch sollte also am allerwenigsten umhin können, zuzugeben, daß diese ›grundlegende Eigentümlichkeit‹ der historischen Reaktionsbasis beim Handeln mit Leichtigkeit an ›Maschinen‹ nachgemacht werden kann.

Bei der Betrachtung der Umkombinierung der Elemente der historischen Reaktionsbasis haben wir schon den Punkt berührt, an dem das erste Kriterium der Handlung mit dem zweiten untrennbar zusammenhängt. Das letztere besagt, daß Reiz und Reaktion ›individualisiert‹ sind, d. h. sie bestehen ›aus einer spezifischen, spezifisch geordneten Verbindung einzelner Elemente‹ (Vol. II S. 63). Nun besteht eine Zuordnung zwischen Effekt und Reiz, aber ihre Abhängigkeit ist nicht derart, daß, wie beim Phonographen, jedes Element des individualisierten Effektes einem entsprechenden Element des Reizes entspricht; Reiz und Reaktion sind bei der Handlung ganz verschiedene spezifische Anordnungen. Sie hängen nicht in ihren Teilen, sondern nur als ›Ganze‹ von einander ab.

Geben wir zunächst ein einfaches mechanisches Analogon. Wir wollen die Reaktionsbasis mit einem Netzwerk vergleichen, das nicht überall gleichmäßig und aus demselben Stoff besteht, sondern dessen Knoten an einer Stelle in schlaffer und biegsamer, an anderen Stellen in starrer Weise verbunden sind. Es soll in Bezug auf die Arten der Verbindung die größte Mannigfaltigkeit herrschen. Manche entfernte Knoten mögen fest, manche benachbarte nur sehr locker verbunden sein. Dieses Netz mag unsichtbar unter Wasser liegen. Wenn Teile desselben über den Wasserspiegel kommen, so wollen wir ihre

Gestalt als Reaktion betrachten. Das Analogon der Reize soll dadurch vorgestellt werden, daß von unten her das Netz gehoben wird von Stäben, die in spezifischer Ordnung (Abstand und Höhe), vielleicht in bestimmten Figuren auf einer Unterlage befestigt und mit dieser gegen das Netz gedrückt werden können. Wenn man nun eine solche Stabgruppe gegen das Netz hebt, so werden eine Reihe Stäbe durch Maschen stoßen und nichts bewirken. Andere werden auf Knoten oder Verbindungen treffen und das Netz heben. Der Teil des Netzes aber, der dadurch über Wasser kommt, wird in seiner Form durchaus nicht die Stabanordnung erkennen lassen. Das würde nur der Fall sein, wenn wir etwa ein gleichmäßiges Tuch über die Wasserfläche drückten. Vielleicht hat ein vorstehender Stab eine starre Verbindung getroffen und so die Form der gebildeten Insel im wesentlichen bestimmt. Entfernen wir nur einen Stab und lassen den ›Reiz‹ sonst ungeändert, so kann sich das Bild total verwandeln: andere Stäbe, die vorher das Netz kaum berührten, tragen es jetzt, so daß sich ein ganz anderes Relief herstellt.

Hier hängen Reiz und Reaktion von einander ab. Beide sind individualisiert. Aber Reiz und Reaktion entsprechen sich nicht in ihren Einzelheiten. Der höchste Punkt der Insel braucht nicht dem höchsten Punkt der Stabanordnung zu entsprechen. Die ›Reaktion‹ ist eben auch in entscheidender Weise durch die ›Reaktionsbasis‹ mitbestimmt.

Man erkennt ohne weiteres, daß unsere Analogie verständlich macht, daß zwei so ähnliche Reize wie: ›Dein Vater tot‹ und ›sein Vater tot‹ so außerordentlich verschieden wirken. Die Analogie ist auch insofern treffend, als auch beim handelnden Menschen viele Reize überhaupt keine Handlungen veranlassen, und daß bei einigen Handlungen die Reaktion mehr nach einem Summationseffekt aussieht als bei anderen. Driesch übertreibt die ›Ganzheit‹ von Reiz und Effekt bei der Handlung; sehr oft lassen sich einige Elemente von Reiz und Reaktion deutlich aufeinander beziehen. So hängt die Richtung vieler Bewegungen — man denke an Fliehbewegungen — von der Richtung der Ursache direkt im einzelnen ab.

Es ist selbstverständlich, daß unser Vergleich an anderen Punkten hinkt. Er läßt nicht erkennen, daß der Ort, an dem der Reiz wirkt (man denke an ein Bild auf der Retina) ohne Beeinflussung des Effektes geändert werden kann. Dieser Punkt wurde aber schon oben verdeutlicht. Außerdem bleibt zu beachten, daß bei außerordentlich vielen Handlungen Ortsveränderung des Reizes von den größten Aenderungen der Reaktion begleitet werden kann. Das bedarf keiner Erläuterung.

Noch ein anderer Punkt wird durch unsere Analogie nicht völlig

klargestellt. Warum kann das so ganz verschiedene: ›Dein Vater ist tot‹ und ›Your father is dead‹ trotzdem dieselbe Wirkung haben? Das erscheint zwar nach unserer Fiktion möglich; es soll aber noch mehr verdeutlicht werden. Wir denken uns eine Kombination von Phonographen. Eine Walze mag den Eindruck eines Ohnmachtsschreies enthalten. Die Reproduktion dieser Walze soll nur dann ausgelöst werden, wenn eine Reihe von elektrischen Kontakten geschlossen wird. Diese Kontakte wiederum sollen nur durch eine ganz bestimmte Bewegungsform eines Stiftes (vielleicht mittelbar) geschlossen werden. Wir denken uns nun noch einen großen Schalltricher mit großer empfindlicher Membran, deren Stift irgendwie jene Kontakte schließen kann. Die Kontakte sollen aber so angebracht sein, daß sie nur dann geschlossen werden und die Reproduktion des Schmerzensschreies vermitteln, wenn der Membranstift in der spezifischen Weise schwingt, die durch die Worte: ›Dein Vater tot‹ veranlaßt wird. Dann wird unsere Maschinerie auf diesen Reiz hin einen Schmerzensschrei von sich geben. Nun nehmen wir noch eine ähnliche Mechanismuskombination hinzu. Diese soll auf den Lautzusammenhang: ›Your father dead‹ eine Phonographenrolle in Bewegung setzen, die dann ihren Eindruck: ›Dein Vater tot‹ widergibt. Wenn dieser Lautzusammenhang dann direkt durch die Luft oder durch einen Schlauch auf die Auslösungsmembran unserer ersten Maschinerie wirkt, so wird unser Gesamtmechanismus sowohl auf die Worte ›Dein Vater tot‹ wie auf die total anderen ›Your father dead‹ gleicherweise mit einem Schmerzensschrei reagieren.

Die Vermittelung des ›Dein Vater tot‹, durch das dem Reiz ›Your father dead‹ die Wirkung ermöglicht wird, könnte zunächst wie eine Umgehung der Schwierigkeit erscheinen. Aber liegt nicht bei der Handlung eine ganz entsprechende Vermittlung vor?! Der des Englischen nicht mächtige muß sich den einen Lautzusammenhang Glied für Glied in den anderen übertragen. Erst bei demjenigen, in dem die Verbindung von ›Your father dead‹ und ›Dein Vater tot‹ schon früher vorhanden war, haben die englischen Worte sofort dieselbe Wirkung. Wir sehen, das Wunderbare, was in der gleichen Wirkung so verschiedener Reize lag, verschwindet. Der Psychologe sagt uns, daß beim Lernen eine Verbindung von ›Your father dead‹ und ›Dein Vater tot‹ hergestellt wurde, dergestalt, daß nun durch Reproduktion das zweite erregt wird, wenn das erste aufgenommen wurde. Die Erregung des ›Dein Vater tot‹ bedingt dann die Wirkung. Später, bei geläufigem Sprechen einer Fremdsprache, wird dann freilich die Verbindung von fremdsprachlichen Ausdrücken und dem Bedeutungsinhalt eine so innige, daß der vermittelnde Ausdruck der

Muttersprache gar nicht mehr bewußt wird. Aber das ist eine Gewöhnungserscheinung, die erst später auftritt und die einem physikochemischen Verständnis keine auffallenden Schwierigkeiten bietet.

Die ›mechanisch‹ nicht unverständliche Assoziation könnte auch verdeutlichen, warum der von vorn gesehene ›Hund‹ genau so wie der von hinten gesehene als ein und derselbe Hund erkannt wird, ›obwohl das wirkliche Retinabild in jedem Falle ein anderes ist‹ (Vol. II S. 69). Es besteht ein assoziativer (Kontiguitäts-)Zusammenhang in unserem Gehirn unter allen den Engrammen, die von den Reizen herstammen, welche von dem Hund in den verschiedenen oft kontinuierlich in einander übergehenden Ansichten ausgingen. Wenn irgend ein Teil aller der Reize auftritt — sei es nun Vorder- oder Hinteransicht —, so wird der ganze Engrammzusammenhang durch Kontiguitätsassoziation geweckt. So wird das ›Erkennen‹ des Hundes auf Grund verschiedener Retinabilder allenfalls verständlich. Wenn hier Driesch ein Verständnis für ganz unmöglich hält, so liegt das eben wiederum an seiner Unterschätzung der Assoziation.

Wir haben nunmehr schon einen letzten Punkt gestreift. Wir fanden, daß auch das, was in Drieschs zweitem Kriterium der Handlung allein zugeschrieben wird: Individualität der Zuordnung zwischen den Ganzheiten: Reiz und Reaktion, ebenfalls bei ›Maschinenkonstruktionen‹ auftreten kann. Dieses ›Kennzeichen‹ der Handlung kann dann auftreten, wenn die ganze Konstruktion für die Leistung vorbereitet war. Man denke an unsere Phonographen mit den genau für den Reiz und die Reaktion eingestellten Auslösungseinrichtungen. Ist es nun nicht in der Tat unmöglich, daß die Maschine auch noch diese Präformation selbst besorgt? Oder anders ausgedrückt: Wie kann die historische Reaktionsbasis der Handlung, die doch nicht zielbewußt für spätere Handlungen eingerichtet wird, sondern durch die Zufälligkeit der auftretenden äußeren Bedingungen entsteht, dennoch die Rolle jenes spezifisch präformierten Mechanismus spielen?

Dieses schwierige Problem erwächst aus der innigen Verbindung der beiden Kriterien der Handlung. Driesch hält die Frage für unlösbar für den Anhänger der ›mechanischen Naturauffassung‹. Driesch hat diese Unmöglichkeit aber nicht ›bewiesen‹, nicht so klar aufgedeckt wie der Mathematiker, der uns beim indirekten Beweis vor die Unmöglichkeit führt, daß ein Axiom falsch ist. Driesch hat hier nur gezeigt, daß wir unfähig sind, uns diese Selbstvorbereitung einer Maschine in ihrer ganzen Verwicklung zu verdeutlichen. Man kann demgegenüber immer sagen, daß es sich nicht um eine Unmöglichkeit, sondern bloß zur Zeit um eine ›Unfähigkeit‹ handelt.

Doch brauchen wir uns auf diese äußerste Defensive nicht zu

beschränken. Zunächst muß bemerkt werden, daß durchaus nicht eine Präformation für alle möglichen Reaktionen besteht. Von allen möglichen Kombinationen von zahllosen Reizen und Engrammen ergeben nur einige wenige Handlungsreaktionen. So gewinnt es den Anschein, als ob jene Präformationen für die Handlung nur als zufällige Vorkommnisse unter den unzähligen Möglichkeiten aufträten. Darin liegt etwas Wahres, aber nicht die ganze Wahrheit. Auch für uns unterliegt keinem Zweifel, daß die Art, in der die Residuen, die die Reize in unserem Körper hinterlassen, sich verbinden können, für die Bildung von Vermittelungen und damit zur Ermöglichung von Handlung besonders geeignet ist. Die Residuen haben z. B. die Eigenschaft, daß sie sich, trotz ganz verschiedenen Ursprungs, gegenseitig erregen können, wenn sie einmal zusammen geweckt worden sind. Diese Eigenschaft ist mechanisch verständlich. Es ließe sich leicht ein Mechanismus ersinnen, in dem verschiedene, gleichzeitig erfolgende Bewegungen so verkettet würden, daß sie nachher zusammen auftreten müßten. Es wurde aber schon oben deutlich, daß diese Kombinationsfähigkeit die Grundlage für jene Präformation und damit für die Handlung darstellt.

Ein wirklich in allen Punkten treffendes Analogon der Handlung würde nur der angeben können, der sich die Kombinationsfähigkeit nicht nur verständlich machen könnte, sondern auch über die speziellen Mittel des Organismus unterrichtet wäre.

Auch an unserem Phonographenmechanismus hätten wir die Maschine selbst an der Herstellung der Präformation mit teilnehmen lassen können. Zunächst könnte der Apparat den ›Schmerzensschrei‹ selbst auf die Rolle aufnehmen. Nun könnte die Maschinerie auf den Ruf: ›Dein Vater tot‹ mit dem Schrei reagieren. Wir könnten weiter aber während des Rufes ›Dein Vater tot‹ jene Vermittelungswalze, die diese Worte enthalten muß, selbst beschreiben lassen. So würde der Apparat erst dadurch, daß er auf die Worte ›Dein Vater tot‹ einmal reagierte, seine Präformation für den Reiz ›Your father dead‹ selbständig vervollständigen (›lernen‹). Man könnte diesen Anteil an der Präformation der Handlungen leicht vergrößern. Doch würde es immer auch für Driesch leicht bleiben, zu zeigen, daß die Fiktion im Vergleich zur Handlnng an anderen Punkten hinkte. Wir könnten mit neuen Komplikationen nachrücken und das Spiel hätte einstweilen kein Ende. Wir brauchen das letzte Ziel auch vor der Hand nicht. Es genügt uns dargetan zu haben, daß auch Drieschs Darlegungen die Möglichkeit einer physiko-chemischen Erklärung der Handlung nicht ausschließen.

Wir haben alle die drei naturwissenschaftlichen Beweise des Vita-

lismus nicht zwingend gefunden. Ein weniger rationalistischer Denker als Driesch wird überhaupt bezweifeln, ob auf solchen Wegen ein wirklich zwingender indirekter Beweis in den Tatsachenwissenschaften möglich ist. Diese Beweise führen uns nie mit unabwendbarer Notwendigkeit vor die Unmöglichkeit, ein Axiom zu verneinen. Beim ersten und auch beim dritten Beweis (vergl. Vol. II S. 190—202) hat Driesch versucht, den Anhänger der mechanischen Naturauffassung vor die Unmöglichkeit zu führen, daß ein ›System, welches einen gewissen Zustand von Verschiedenheit hinsichtlich seiner aktuellen und potentiellen Konstituenten besitzt‹, durch seine eigenen Faktoren in einen heterogeneren Zustand übergeführt würde. Es würde ein Durchbruch jenes allgemeinen ontologischen Prinzips vorliegen, das die Naturforscher gleichsam vergessen haben. Dieses ›Prinzip‹ scheint uns nicht wenigen Bedenken ausgesetzt und nur soweit richtig, als es eine Folgerung aus dem Prinzip der allgemeinen gesetzmäßigen Bestimmtheit ist. Driesch hilft sich mit der Annahme seiner ›intensiven Mannigfaltigkeiten‹: Entelechie und Psychoid. Man könnte aber doch, wenn auch weniger bequem, unbekannte extensive Mannigfaltigkeiten einführen und in der ›Differenzierung‹ ihre Aeußerung erblicken. Es lassen sich immer Hilfswege finden, die dem indirekten Beweis seine unbedingt bindende Kraft nehmen.

Auch die direkte Rechtfertigung von Entelechie, die Driesch später auf Grund der Analyse der unmittelbaren Gegebenheit gibt, stellt in Wahrheit einen indirekten Beweis dar: direkte Selbstbeobachtung zeigt uns unräumliche Elemente in der Kette von Vorgängen zwischen Reiz und Handlung; die Frage aber ist, ob nicht Wissenschaft trotzdem eine physiko-chemische Vermittelung anzunehmen gezwungen ist. Die abweisende Antwort, die Driesch dieser Frage gibt, beruht doch auf einer Hervorhebung der Schwierigkeiten der ›Parallelismustheorien‹. Wir haben also wieder eine Beweisführung per exclusionem. Und wenn uns auch ein streng idealistischer (solipsistischer) Ausgangspunkt der Wissenschaft zwingt, von einer vitalistischen (Wechselwirkungs-)Auffassung auszugehen, so ist damit nicht gesagt, daß diese vorläufige Annahme für die Wissenschaft, die eine Erweiterung der Wirklichkeit nicht entbehren kann, bleibend sein muß. Eine möglichst vollkommene Gesamtauffassung des Wirklichen führt vielleicht auch gerade zu der Ergänzung, die der ›Parallelismus‹ befürwortet, und zu der der strenge Idealist wegen nie endender Parallelenforderungen oder dergl. vielleicht nie gelangen könnte. Die Analyse der unmittelbaren Gegebenheit bietet mancherlei Reihen von Vorgängen, die immer in derselben Weise ablaufen, für die beschränkte solipsistische Wirklichkeit also eindeutig sind. Wissenschaft

sieht sich trotzdem gezwungen, auf andere zunächst verborgenere Vorgangsreihen größeren Nachdruck zu legen. Könnte nicht auch jene nicht räumlich bezogene (›intrapsychische‹) Reihe bei der Handlung der Wissenschaft weniger notwendig erscheinen, als eine verborgene Reihe ›mechanischer‹ Vorgänge? So glauben wir, daß der wissenschaftlichen, entscheidbaren Tatsachenfrage: bilden die physikochemischen Vorgänge, die im Gehirn bei der Handlung ohne Zweifel auftreten, eine in sich geschlossene eindeutig bestimmte Reihe? die Antwort nicht vorweg genommen werden kann durch das Resultat jener solipsistischen Analyse.

Man verstehe uns nicht falsch. Wir wollen keineswegs behaupten, daß die Parallelismushypothese ein gesichertes Ergebnis darstellte, oder keine Schwierigkeiten darböte. Ein ›Parallellaufen‹ der oft ganz einheitlichen psychischen Inhalte mit komplizierten Prozessen in der Großhirnrinde läßt sich kaum völlig begreifen. Die Einwirkung von Psychischem oder von einem nicht physiko-chemischen Agens auf das Physische erscheint uns an sich sicherlich nicht weniger verständlich. Wir halten es für durchaus möglich, daß der ›Parallelismus‹ auf die Dauer unser Erklärungsbedürfnis nicht befriedigt, oder daß er sich direkt als unzulänglich erweist.

Eben darum scheint uns auch ein großer Teil der naturphilosophischen Arbeit, die Driesch, von jener Basis der Beweise ausgehend, geleistet hat, nicht vergebens. Wechselwirkungstheorie und Vitalismus bleiben Möglichkeiten. Es ist von großem Wert, sich darüber klar zu werden, wie die außerphysikalischen Naturfaktoren in das Getriebe des physiko-chemischen Geschehens eingreifen könnten. Diese Probleme sind von den dogmatischen Gegnern des Vitalismus unberührt geblieben; nur einige Physiker und Philosophen, wir nennen Hertz, Boltzmann, Maxwell, Külpe, E. Becher, haben vor Driesch diese Fragen gestreift oder gefördert. So ist das Ergebnis erzielt worden, daß Vitalismus (bezw. ›Wechselwirkung‹) mit dem Prinzip der Erhaltung der Energie verträglich sein kann. Das gilt auch von Drieschs Vitalismus. Entelechie und Psychoid verletzen das Energiegesetz bei ihrer Wirkung keineswegs. Das sollten auch die Gegner des Vitalismus bedenken. Die zielbewußte und systematische Durchforschung der Beziehungen von ›Entelechie‹ zu eindeutiger Bestimmtheit, zu Kausalität und Substanz, die Driesch in seiner: ›Indirekten Rechtfertigung der Entelechie‹ angedeutet hat, bleibt ein bedeutungsvolles Unternehmen trotz allem, was man auch gegen diese Darlegungen einwenden kann.

Wir stehen der ›direkten Rechtfertigung der Entelechie‹ weit mehr ablehnend gegenüber. Der auf introspektive Analyse gegründete

Beweis des Vitalismus, der hierhin gehört, wurde schon oben besprochen und abgelehnt. Auch der andere Teil dieser Rechtfertigung, die Aufstellung einer Kategorie der Individualität, wird vielen zu sehr als eine Annahme ad hoc erscheinen. Schon aus allgemeinen Gründen müssen wir eine solche Kategorie ablehnen. Ohne die Schwächen eines absoluten Empirismus zu verkennen, stehen wir einem so weitgehenden Rationalismus, wie ihn Driesch vertritt, ablehnend gegenüber. Wir halten nur die sehr wenigen Sätze für wahrhaft denknotwendige Voraussetzungen der Erfahrung, deren Negation alles Denken aufheben würde. Nicht einmal dem Kausalgesetz kommt diese Denknotwendigkeit im strengsten Sinne zu [1]). Neben diesen wirklich absolut unumgänglichen Voraussetzungen wenden wir freilich eine ganze Reihe von Sätzen apriorisch an, die ich wegen ihrer empirischen Herkunft als ›empirische Erfahrungsnormen‹ bezeichnet habe. Diese können psychologisch einen oft momentan unüberwindlichen Denkzwang ausüben, sind aber niemals im epistemologischen Sinne ›denknotwendig‹. Diese Erfahrungsnormen gehören nicht zu dem absolut ›irreduziblen begrifflichen Schema‹, ›nach welchem die Wirklichkeit Gegenstand für das menschliche Bewußtsein wird‹ (Vol. II S. 304). Wenn wir einen Naturvorgang nach Art der bei der Handlung beobachteten Gesetzmäßigkeit zu verstehen suchen, so mag eine solche Erklärungsmethode zu einer empirischen Erfahrungsnorm werden. Damit kommt eine gewisse Apriorität in Frage; wir halten es aber für durchaus verfehlt, für diese Erfahrungsnormen, deren Wahl und Zahl nicht frei von Willkür sind, den Namen Kategorie mit seinem ganzen alten Bedeutungsinhalt in Anwendung zu bringen.

Damit ist auch ausgesprochen, daß unsere Ansicht über Finalität — nach Driesch eine Unterklasse der Individualität — von der Drieschs abweichen muß. Wir brauchen nicht die Unzurückführbarkeit des Teleologischen gegenüber dem Kausalen anzuerkennen. Dagegen stimmen wir Driesch in der Beziehung der Zweckmäßigkeit zum Handlungsgeschehen durchaus bei. Wir verwerfen die Gleichsetzung von ›zweckmäßig‹ und ›erhaltungsgemäß‹, wie sie besonders bei Darwinianern beliebt ist. Am besten bezeichnet man meiner Ansicht nach mit dem nun doch einmal unkritisch gebrauchten Wort alles, was den Eindruck macht, nach Art von Handlungen zu geschehen oder durch Handlung entstanden zu sein. So würde man dem Wort seinen großen Anwendungsbereich lassen und über den wahren Ur-

1) Eine nähere Darlegung der im folgenden angedeuteten Auffassung findet man in: S. Becher, Erkenntnistheoretische Untersuchungen zu Stuart Mills Theorie der Kausalität. (Abh. hrsg. v. B. Erdmann, Halle 1906.)

sprung des speziellen Zweckmäßigen keine vorgefaßte Ansicht aussprechen [1]).

Driesch hat in seiner Naturphilosophie keine Begründung seiner allgemeinen Erkennntnistheorie gegeben. So müssen wir uns denn auch auf diese Bemerkungen beschränken. Auch gegenüber dem, was Driesch in den letzten Teilen seines Werkes über universelle Teleologie und über metaphysische Ausblicke darlegt, ist eine Kritik, zumal eine solche von anderer Grundlage aus, unangebracht. Hier gibt Driesch weniger Antworten als Probleme. Diese Darlegungen sind trotzdem nicht unnützes Beiwerk. So oft sie zum Widerspruch reizen, so oft wirken sie anregend oder überraschend durch die Aufdeckung verborgenster Fragen, wie sie nur ein seltener Suchergeist sehen kann. Am ehesten verdiente die seltsame Auffassung der Moralität eine Kritik. Jedenfalls glauben wir, daß nicht der Vitalismus, sondern die Annahme fremden Seelenlebens eine notwendige Voraussetzung von Moralität ist.

Damit haben wir schon einen der Punkte berührt, an dem man über Solipsismus und Idealismus zu Metaphysik fortschreiten kann. Wir stimmen Driesch durchaus bei, wenn er seinen, zumal früher so scharf betonten Idealismus nicht mehr für der Weisheit letzten Schluß hält. Die Möglichkeit von Wissenschaft setzt eine Erweiterung des Wirklichen notwendig voraus, und die Vollständigkeit des wissenschaftlichen Weltbildes verlangt Erweiterungen, die mit dem, was man als Metaphysik bezeichnet, nahe verwandt sind. Im einzelnen stehen wir freilich der Art, in der Driesch das ›Absolute‹ zu den Kategorien und zu seinem System der ›idealen Natur‹ in Beziehung setzt, sehr skeptisch gegenüber. Die Metaphysik, an die wir denken, würde empiristischer sein. Sie würde ein System letzter Erweiterungen des Wirklichen, eine Reihe von zwar unverifizierbaren aber empirisch begründeten hypothetischen Annahmen zur Vervollständigung des Verständnisses des Wirklichen darstellen. Diese Annahmen würden mit der Forderung fremden Seelenlebens verwandt sein, und die Elemente einer solchen Metaphysik würden nach Analogie der ›Phänomena‹ gedacht werden und nicht mehr Noumena darstellen, die den totalen Gegensatz dazu bildeten. Einer solchen ›Metaphysik‹ — wenn man das Wort beibehalten will — würde wohl, mehr noch als derjenigen, die Driesch andeutet, alles das fehlen, was dieselbe bei so vielen Naturforschern und Philosophen in Verruf gebracht hat.

Viel Aergernis haben schon früher Drieschs überaus schroff ab-

1) Vergl. S. Becher, Ueber Handlungsreaktionen und ihre Bedeutung für das Verständnis der organischen Zweckmäßigkeit, in: Scientia, Rivista di Scienza. 1910. Vol. VIII. Jahrgang 4 p. 322—338.

sprechende Urteile über die Deszendenzlehre erregt. Driesch hat durch ein derartiges Vorgehen gegen eine berechtigte, wenn auch nicht alleinberechtigte Forschungsrichtung dem Fortschritt der experimentellen Biologie erheblich geschadet und die kühle Aufnahme dieses Wissenszweiges, über die er sich beklagt, mitverschuldet. In dem vorliegenden zusammenfassenden Werke ist Drieschs Stellung zur Deszendenztheorie etwas objektiver, wenn auch im Grunde unverändert. Seine Ansicht ist hier zum ersten Mal im Zusammenhang entwickelt und begründet. Der Deszendenzgedanke, die Blutsverwandtschaft der Organismen, wird jetzt ›sehr wahrscheinlich‹ gefunden. Sie hat — freilich nur bei Anerkennung von Drieschs neuer Hilfsannahme — erklärenden Wert. Die Probleme der vielen Aehnlichkeiten der Organismen werden auf die eine Vererbungsfrage reduziert. Die Verschiedenheiten bleiben aber ohne Kenntnis eines Umbildungsgesetzes unverständlich. Es ist aber nicht richtig, wenn Driesch meint, Phylogenie sei ›nur ein Feld für phantastische Spekulation‹, und sie erkläre ›wirklich gar nichts‹, wenn sie sich auf den bloßen Deszendenzgedanken gründete (Vol. I S. 258). Ueber die bei den Vertretern der verschiedensten Richtungen in der Biologie beliebt gewordene etwas billige Mißtrauensformel ›phantastische Spekulation‹, die man auf Drieschs Vitalismus nicht seltener anwenden hört als auf Phylogenie, können wir hinweggehen, zumal da Driesch zugibt, ›daß es in gewissen Fällen möglich sein mag, die phylogenetische Geschichte kleiner Gruppen mit einiger Wahrscheinlichkeit aufzudecken‹ (Vol. I S. 258 u. 259), und einer solchen Aufhellung sogar einen gewissen Wert zuspricht. Mit der Phylogenie großes Stiles liegt es aber wenigstens im Prinzip durchaus nicht anders. Kann man der Vorstellung, die wir uns heute über die phylogenetische Entwicklung etwa der Fortpflanzungsorgane der Blütenpflanzen machen können, ihren gewaltigen Erklärungswert und ihre Sicherheit absprechen?! Wenn Dubois-Reymond in einem bekannten auch von Driesch angeführten Ausspruch die Phylogenie in ihrem Wert mit den Stammbäumen homerischer Helden vergleicht, so zeigt das nur, daß jener Naturforscher kurzsichtig genug war, um in einer wirkungsvollen Phrase wissenschaftliche Aufgaben zu vergleichen, deren Größe und Wichtigkeit durch größere Abstände getrennt sind, als die Genealogie einer Patrizierfamilie und die Entwicklung des römischen Imperiums. Es grenzt an Geschmacklosigkeit, ein spezielles Problem: den Stammbaum weniger dazu sagenhafter Individuen mit der Frage nach den gewaltigen, tatsächlichen, wenn auch dunklen historischen Veränderungen der großen Stämme der organischen Welt in Parallele zu setzen.

Wenn Phylogenie wahre Evolution im Sinne Drieschs darstellte,

so würde der rein historische Bericht der Veränderungen, den reine Phylogenie liefert, allerdings gegenüber dem Problem nach den Ursachen der Umwandlungen unbefriedigender erscheinen. Aber selbst dann würde die Frage: *wie* hat Entwicklung stattgefunden? bestehen bleiben, wenn auch als eine zunächst rein idiographische Aufgabe. Die Keplerschen Gesetze behalten auch ohne die Newtonschen Ableitungen ihren Wert. Nun kommt aber hinzu, daß Phylogenie so wenig eine einfache Aufzählung gibt, wie die fortgeschrittene Menschheitsgeschichte. Wie die letztere auf Grund bekannter, aber nicht vollkommen analysierter Gesetze menschlichen Handelns und aus den Komplexen von Bedingungen historisches Geschehen zu erklären sucht, so gibt auch die Phylogenie auf Grund der bis zu einem gewissen Grade bekannten, wenn auch nicht ›erklärten‹ Reaktionsweisen des Lebendigen etc., Hinweise auf die Verhältnisse, die die phylogenetischen Umwandlungen bedingt haben. So weist sie uns bei manchen festsitzenden Tieren auf früheres Freileben, und die Berücksichtigung der Bedingungen von verschiedenen Lebensweisen und dergleichen erhebt Phylogenie über das Stadium bloßer Aufzählung. Wenn Phylogenie uns auch keine letzten Naturgesetze offenbart und nach landläufiger Ansicht niemals offenbaren wird, so bleibt sie dennoch für die Wissenschaft eine wichtige Aufgabe; denn sie ist für das Verständnis der vorliegenden Verschiedenheit unentbehrlich, ebenso wie bei einem Experiment für die Beurteilung des Resultates neben dem zu erwartenden Naturgesetz auch die Kollokationen der Agentien unentbehrlich sind. Die heutigen Tier- und Pflanzenformen sind auf Grund der allgemeinen Lebensprozesse allein nicht verständlich. Die historische Kenntnis der bedingenden, die Enkwicklung fördernden oder hemmenden Umstände muß hinzutreten. Diese Kenntnis wird aber durch Phylogenie angebahnt.

Endlich verdient es einmal deutlich ausgesprochen zu werden, daß auch die experimentelle Methode in der neueren Biologie in den allermeisten Fällen keineswegs zu allgemeingültigen Gesetzen geführt hat. Die ›Agentien‹, die die experimentelle Methode isoliert und in ihrer Wirkung studiert hat, sind doch zum großen Teil bloße Orientierungsmittel — wenn wir uns dieses unkritischen Ausdrucks bedienen dürfen. In den Tropismen und der Taxis z. B., in denen man organische Gesetzmäßigkeiten in der Wirkung von Licht, Gravitation etc. gefunden zu haben glaubte, haben wir in Wirklichkeit nur etwas erkannt, das (meist) in seiner Wirkungsweise dem Einfluß eines Wegweisers auf einen Menschen verglichen werden kann. Das Oeffnen einer Blume kann durch Trockenheit der Luft, durch Licht oder Wärme ausgelöst werden, und von nah verwandten Arten kann die eine negative Orien-

tierung zur Schwerkraft, die andere positive Orientierung zum Licht zu demselben Zweck benutzen. Wir verkennen auch die bedeutenderen Erfolge der experimentellen Methode keineswegs, doch bleibt bestehen, daß sie in neun Zehntel aller Fälle ebensogut lediglich spezielles liefert wie andere Methoden und allermeist an der Oberfläche des Lebensgeschehens bleibt. In einer Wissenschaft, wie der Physik, in der die Zahl der Agentien eine geringe ist, verspricht die experimentelle Methode des Isolierens von Faktoren sichereren Erfolg als in der Biologie, in der man doch mit Erscheinungen außerordentlicher Komplikation rechnen muß. Damit steht in Zusammenhang, daß, wie ich an anderer Stelle[1]) angedeutet habe, gerade die von den exakten Wissenschaften entlehnte experimentelle Methode in der Biologie den Vitalismus und die Hoffnung, große, einfache, organische Naturfaktoren zu entdecken, begünstigen mußte.

Trotz unserer Kritik wollen wir nicht unterlassen, dem Grundgedanken zuzustimmen, der sich bei Driesch in übertriebenen Konsequenzen äußert: die Auffindung neuer Naturgesetze ist für eine Gesamtauffassung von größerer Bedeutung als historische Erkenntnis. Und es gibt auch in der Biologie wenigstens Ansätze zu nomothetischer Erkenntnis, die »philosophischer« ist nicht nur als Geschichte, sondern auch als zoologische und botanische Stammesgeschichte.

Auf die Kritik von Selektionismus und Lamarckismus brauchen wir nicht näher einzugehen. Die Bemerkungen über die Paulysche Form des Neolamarckismus bilden den interessantesten Teil dieser Erörterungen. Die Einwände gegen den Selektionismus sind nicht neu und führen keineswegs zu dem »Zusammenbruch«, von dem Driesch redet. Auch wir bezweifeln nicht, daß es zweckmäßige Vorgänge gibt (so viele Restitutionen), bei denen die selektionistische Erklärung versagt. Deshalb ist jene Zweckmäßigkeit noch lange nicht »primär«, und auf der anderen Seite ist damit nicht bewiesen, daß Selektion nicht auf anderen weiten Gebieten einen dominierenden Einfluß ausübt. Driesch selbst gibt zu, daß die Wirksamkeit der natürlichen Zuchtwahl in gewissem Grade selbstverständlich sei (Vol. I S. 263). Das mag uns genügen. Wie weit dieser Einfluß geht, muß Einzelforschung entscheiden. Wir halten ihn für überaus bedeutend und beachtenswert, auch wenn er uns nicht völlig die positiven Ursachen für das, was nicht ausgemerzt wurde, erkennen läßt. Obwohl Selektion ganz sicher nicht des Rätsels volle Lösung ist, obwohl auch der Butler-Paulysche Lamarckismus zumal als Deszendenztheorie sehr schweren Bedenken ausgesetzt ist, so trauen wir diesen Prinzipien dennoch mehr zu als das Wenige, worauf Driesch ihre Wirksamkeit beschränken

1) Vergl. Biol. Zentralblatt 1909. Vol. 29. S. 506—564.

will — zumal als Drieschs eigene Andeutungen über eine wahre Evolution in der Phylogenie zwar interessant sind, aber doch einer sicheren Basis völlig entbehren.

Betrachtet man Drieschs Werk in seiner Gesamtheit, so wird durch seine Vorteile und Nachteile unwillkürlich der Vergleich mit Kant geweckt. Durch den Gegenstand, der die dunkelsten und verwickeltsten Fragen berührt, und durch die Darstellung, die nicht geringe Anforderungen an den Leser stellt, und in deren Präzision oftmals trotzdem Schönheit liegt. Zahlreiche Punkte reizen zum Widerspruch, und nicht wenige grundlegende Voraussetzungen müssen abgelehnt werden; dennoch wird man die vitalistischen Probleme kaum irgendwo mit gleicher mühevoller Gründlichkeit durcharbeitet finden. Es bleibt ein Verdienst von Driesch, im Gedankensystem des Vitalismus, das vielen wegen seiner Verschwommenheit verwerflich scheint, Strenge und Klarheit mit Nachdruck erstrebt zu haben. Die Energie, mit der Driesch die Unzahl der verborgenen kaum geahnten Fragen ans Licht gezogen und die fernsten Konsequenzen seiner Anschauungen unermüdlich verfolgt hat, ist wahrhaft bewunderungswürdig. Doch hat gerade der Drang, sich nirgendwo die Sache leicht zu machen und überall die Fragen in voller Schwere aufzunehmen, Driesch vielleicht in Uebertreibung dazu geführt mancherlei abzulehnen, was auch bei nüchterner Kritik bestehen kann, und neue Wege zu suchen, wo auch die alten hoffen lassen, zum Ziele zu führen.

Gießen Siegfried Becher

Erich Berneker, Slavisches Etymologisches Wörterbuch. Lieferung 1—6 (A—kandilo). Heidelberg 1908—10, Carl Winters Universitätsbuchhandlung.

Gleich die erste Lieferung dieses großangelegten Wörterbuches — das ganze Werk soll nach der Ankündigung des Verlegers etwa 125 Bogen, also 2000 S., auf der Seite ca. 50 Zeilen, umfassen — zeigte die großen Fortschritte, die in den 22 Jahren, die seit dem Erscheinen des ›Etymologischen Wörterbuches der slavischen Sprachen‹ von Miklosich (Wien 1886) verflossen waren, die indogermanische Sprachwissenschaft im allgemeinen und die slavische Philologie im besonderen gemacht hat. Und nun ist uns dank den gesteigerten Anforderungen an ein etymologisches Wörterbuch und den ausgezeichneten Eigenschaften des Verfassers das Beste zu Teil geworden, das in dieser Hinsicht heute überhaupt zu erreichen ist. B. hat den Wortschatz der slavischen Sprachen in annähernder Vollständigkeit gesammelt, aber nicht in der Absicht, etwa uns den Wortschatz der

slavischen Spracheinheit vorzuführen, sondern um ihn uns ohne Rücksicht auf die vielfachen sprach- und völkerhistorischen Fragen vorzulegen und im einzelnen zu analysieren. Damit in Uebereinstimmung sind auch Lehnwörter aller Dialekte und Zeiten aufgenommen worden, also auch solche, die z. B. nur im Südslavischen oder nur im Russischen vorhanden sind, wie auch die Erbwörter, die nur im Südslavischen, Russischen u. s. w. vorhanden sind, eingereiht sind. ›Die urslavischen Stichwörter sollen nur als Etiketten zur bequemen alphabetischen Anordnung des Wortschatzes dienen‹ (S. 3) — und dieser Satz zeigt, daß B. ganz andere Absichten verfolgt als unser größter Etymologe, Fick. Zweifellos sind wir damit zu dem Typus von etymologischen Wörterbüchern gelangt, wie sie eigentlich am Anfange der Sprachwissenschaft hätten geschaffen werden müssen: nur einem Genie wie Fick war es möglich, ein imponierendes Gebäude ohne starke Fundamente aufzuführen — uns liegt es heute ob, das nachzuholen. Deswegen muß man auch die weise Beschränkung B.s loben, der uns mit seinem Werk den sichern Grundstein für alle Wortforschung in den slavischen Sprachen gegeben hat.

B.s Aufgabe war wirklich riesengroß: es sollte der slavische Sprachschatz in möglichster Vollständigkeit vorgeführt werden, und schon das ist äußerst schwierig, da die Einzelforschung auf fast allen Sprachgebieten sehr viel zu wünschen übrig läßt, häufig kaum befriedigende Gesamtdarstellungen vorhanden sind, selbst wenn man von den Dialekten der einzelnen Sprachen ganz absieht. Es ist demnach klar, daß in Zukunft die Geschichte mancher Wortsippe ausführlich durchgearbeitet und so die Darstellung B.s verändert werden muß. Dabei will ich aber hervorheben, daß B. selbst schon gelegentlich sehr ins Einzelne geforscht hat: überhaupt ist des Neuen in der Analyse der Wörter, der Anordnung der Bedeutungen und vor allem des Ansatzes der urslavischen Grundform unendlich viel zu Tage gefördert.

Ebenso trefflich ist auch die etymologische Seite. B. ist nicht ein so glänzender Etymologe wie z. B. Fick, seine Gleichungen sind erarbeitet, durch sorgfältige Analyse, nicht durch Esprit, gewonnen. Das soll natürlich kein Vorwurf sein, da ja unter diesen Bedingungen eine neu aufgestellte Etymologie — und deren sind genug vorhanden — oft viel bleibenderen Wert haben muß. Ueberhaupt empfindet man die Arbeitsweise B.s als sehr wohltuend im Gegensatz zu dem Irrlichtelieren der meisten Etymologen: sorgfältig und eindringlich werden die Worte vorgeführt — es ist ein Vorzug der slavischen und germanischen Wortforschung, daß man bei der Fülle der Ueberlieferung in verschiedenen Dialekten viel leichter die Grundform und das

Bedeutungszentrum einer Sippe erfassen kann, als z. B. im Lat. —, lautlich in alle Einzelheiten geprüft und vor allem dann (ein Punkt, den man z. B. bei Walde sehr vermißt) die Bildung erörtert, worauf erst die eventuellen Verwandten in den anderen indogermanischen Sprachen zu Worte kommen. Auf Grund der zahlreichen etymologischen Wörterbücher und der sonstigen Literatur ist dies in vortrefflicher Weise geschehen, und vielleicht nur auf baltischem Gebiet sind die Verwandten nicht alle angeführt, was aber bei dem ungenügenden Stande der philologischen Forschung entschuldbar ist, zumal ja gerade diese Seite von Bezzenberger in Ficks Wörterbuch voll aufgeklärt werden soll.

Ich habe im ganzen keine ernsthaften Bedenken gegen B.s Arbeitsmethode und billige es vollständig, daß er beim urslavischen Ansatz Accent und Intonation unbezeichnet läßt: wer einen Einblick in dies Gebiet der slavischen Sprachforschung getan hat, weiß, daß wir noch lange nicht die einzelsprachlichen, geschweige denn die urslavischen Verhältnisse durchschauen, und selbst wenn wir bei einem großen Prozentsatz von Wörtern Accent und Intonation ohne Bedenken angeben können, bliebe doch der sehr bedeutende Rest, und so würde durch einen solchen Versuch das Wörterbuch einen ungleichmäßigen, brüchigen Charakter gewonnen haben. Ich will auch nicht im einzelnen an der Auswahl der Lehnwörter, ja auch der Erbwörter — wo man manches einzelsprachliche Wort vermißt, während andere aufgeführt sind — herumnörgeln, nur ein ernsthafteres Bedenken habe ich zu äußern: S. 1 sagt B. nämlich, daß er das Weißrussische, Slovakische, Kaschubische und Slovinzische nur so weit herangezogen habe, als sie Wörter bieten, die den nächstverwandten Sprachen fehlen, oder sie in einer Lautgestalt, Form und Bedeutung zeigen, die für die Etymologie von Wichtigkeit ist. Ich bedauere diesen Mangel deswegen, weil es mir nach dem Abschluß des Wörterbuches eine dankbare Aufgabe erscheint, die Verwandtschaftsverhältnisse der slavischen Sprachen an ihrem Sprachschatz zu erläutern, also etwas zu unternehmen, was Fick für die indogermanischen Sprachen unter sich getan hat, was aber weder die germanische noch slavische Philologie bisher versuchte. So würden sich die einzelnen Schichten im Wortschatz aufzeigen, das Verschwinden und Auftreten von Worten sich erforschen lassen, so daß wir wohl auch für die Methode, nach der wir aus den Einzelsprachen den indogermanischen Sprachschatz rekonstruieren müssen, etwas lernen würden. Bei diesem Versuch dürfen aber natürlich die obigen Sprachen nicht als Sprachen zweiter Ordnung, als die sie B. anscheinend betrachtet, behandelt werden. Auch im einzelnen ergeben sich daraus manche Unstimmigkeiten (es

ist m. E. eine Ueberschätzung der Urteilsfähigkeit des Einzelnen, daß er das, was ›von Wichtigkeit ist‹ in jedem Falle erkennen könne): z. B. beim Slovakischen ist wohl (S. 62) blcha verzeichnet, aber z. B. S. 170 fehlt črpati, S. 92 brvno u. s. w., und auch Formen wie slk. boh, dvor neben č. bůh, dvůr sind m. E. wichtig. Ebenso liegts beim Slovinzischen, ›dieser im gesamten Westslavischen ohne Zweifel altertümlichsten Sprache‹ (Lorentz, Slovinz. Gramm. p. III), wo aufgeführt sind z. B. S. 73 bårnă, S. 230 zågärdă, S. 73 bŕůg, S. 398 χrüöńĭc, aber es fehlen z. B. S. 231 grüöχ, S. 72 brüöda, S. 80 bőųk, S. 340 gą̂bă — ebenso wichtig wie die zufällig verzeichneten Wörter wäre etwa S. 399 χütt'χĭ ›flink, behend‹ gewesen, das die Entlehnung des p. chutki aus dem Čech. ausschließt. Gleicherweise fehlt S. 355 gräbí ›dick‹ = p. gruby (es fehlt auch bei Brückner, KZs. 42, 345). Um noch zum Weißrussischen zu kommen, so hätte es allein schon um des Einflusses auf das Litauische willen durchgehende Berücksichtigung verdient. Auch hier fehlt manches, was entschieden ›von Wichtigkeit ist‹ z. B. S. 261 jålka (wo der e-Laut durch Einfluß von jelъ erhalten ist gegenüber r. ëlka), S. 266 óžyk, vóžyk ›Igel‹, S. 307 glyp ›tief‹, S. 309 glýtka = r. glótka (Karskij II, 156), S. 374 gidkij u. a. m.

Von dieser fehlerhaften Beschränkung abgesehen (Raumrücksichten können bei einem mit solcher Ausführlichkeit, ja Behaglichkeit geschriebenen Wörterbuche nicht in Betracht gekommen sein), ist der Wortschatz getreulich aufgezeichnet, mit umfassendster Berücksichtigung der Sprachquellen und wissenschaftlichen Literatur.

Bevor ich zu meinen Einzelbemerkungen übergehe, liegt mir daran, auf die sprachliche Wichtigkeit einiger polabischer Wörter in den Urkunden Kasimirs I. für Dargun von 1174 hinzuweisen, die A. Kunkel, Archiv für Urkundenforsch. III, 77 ff. behandelt hat.

dalge in dalge loug ›magna palus‹, dolge zeigt noch Erhaltung des velaren l gegenüber drav.-polab. daudya, dauga (Rost 381, Schleicher 157 f.), wo a, o ein offenes o bezeichnet. -e ist in diesem Falle altes -yjь wie drav.-polab. -e (Schleicher 104 f.), d. h. nach Rost 371 ein Mittellaut zwischen e und i, vgl. in dieser Urkunde wiliki ›groß‹ = drav.-polab. wiltje (also auch die Palatalisation von ursl. k, g vor e aus y war noch nicht eingetreten) und auch mogela, mogila mit e/i aus y (urslav. mogyla), ebenso Trigorke, Trigorki ›Dreiberge‹ aus urslav. gorъky N. Pl. (vgl. dasselbe Deminutiv in drav.-pol. tyiska : tjüsa ›Haut‹). Interessant ist seruco-, siroco-, da es wohl zeigt, daß schon im 12. Jh. š zu s geworden ist (s. Schleicher 135 f., Jagić, Arch. 23, 123). Urslav. i und y sind zusammengefallen s. Florinskij, Lekcii II, 694 (jünger als das 12. Jh. ist also die Verwandlung von urslav. i, y vor r in a vgl. drav.-pol. ssaró aus slav. syra, saritge

= slav. širokyjь). — In damb ›quercus‹ wie in glambike ›tief‹, pant ›Pfad, Weg‹, lang ›Sumpf‹ erscheint der Reflex des urslav. ǫ als nasaliertes a, während nasaliertes u im Drav.-Pol. galt vgl. dumb, glûmbitge, pûnt. — Unklar ist mir die Form loug ›Sumpf‹, wie ganz deutlich auf der Tafel III zu lesen (MUB. 114a). Im Drav.-Pol. entspricht dem p. ług (ursl. lugъ) läug (Rost 77, 21 und in Flurnamen bes. 246 f.): es scheint also, als ob schon im Polab. des 12. Jh. urslav. u diphthongiert worden wäre, das drav.-pol. als au, äu, ei, ey, eu, oi d. h. als äu (eu) erscheint s. Schleicher 107 ff. Um zu kennzeichnen, welche Schwierigkeiten diese Annahme hat, weise ich darauf hin, daß in tri- slav. i erhalten ist gegenüber drav.-pol. taröi, daß man in der polab. Diphthongierung (wie in der ähnlichen čechischen Erscheinung) Einfluß des Deutschen sieht (Schleicher 19 f.), daß aber anderseits weder im Nordd. des 12. Jh. noch heute Diphthongierung der û und î vorhanden ist (Wilmanns, DG. I², 273 ff., Behaghel, Pauls Gr. I², 701), und daß solche Diphthongierungen auch ohne deutschen Einfluß erscheinen (Apr. Sprachd. 132). Vielleicht wurde also doch slav. u etwa im 12. Jh. zu ou (später folgte î), dann zu au, äu vgl. ausser loug : drav.-pol. läug noch drav.-pol. dreywóye ›trauen‹, dreywa ›Copulation‹ d. i. träuvóje, trâuva (Rost 429 f.) aus mndd. trouwen (Weigand⁵ II, 1064). Vorderhand bleibt die Frage aber noch in der Schwebe [1]).

S. 23 *v. abьje* fehlt aksl. jabije (Cod. Mar. Lk. 5, 13, wo i vorangeht s. Ausg. v. Jagić S. 427). Die Erklärung aus obь je ›zu der Zeit‹ bezweifle ich, weil in historischer und besonders slavischer Zeit (s. Brugmann, Dem.-Pron. 36 f.) die Bedeutung der Pronomina i- und to- ganz verschieden war, i- nämlich den demonstrativen Charakter nicht hatte.

S. 34 f. *v. avorъ*: In ahd. âhorn ist h, als nach Vokal im Anlaut einer unbetonten Silbe stehend, ein sehr schwacher, zum vollständigen Verstummen neigender Hauchlaut (s. Wilmanns, DG.² I, 112; Franck, Afränk. Gr. § 110), den der Slave nicht wiedergeben konnte: aus *aorn- wurde so *avorьnъ, zur Beseitigung des Hiatus wie wruss. kara(h)ódъ > kararódъ, gr. dobrogo > dobroho > dobroo > dobrovo s. Sobolevskij, Lekcii⁴ 126.

S. 38 *v. bagъrъ 2*: Kunik, Bulletin de l'acad. impér. des sciences

1) Ich trete jetzt mit mehr Zuversicht für die volle Unabhängigkeit der polab. Diphthongierung von der deutschen ein und zwar deswegen, weil die deutsche in jenem Gebiet nicht erscheint und auch die Čech. vom Deutschen wohl unabhängig ist (s. Janko, JF. 20, 236 N., die dort erwähnte Zs. ist mir nicht zugänglich). Eine Verwandlung des au in äu ist ganz unbedenklich, weil auch sonst im Drav.-Polab. die Vokale stark palatalisiert sind, s. Jagić, Arch. 20, 43; Lorentz ib. 24, 16. K.—N.

de Pétersbourg XII (1868), 31 ff. hielt das Wort für entlehnt aus got. fagrs ›passend, gut‹, asächs. fagar ›schön‹.

S. 41 Z. 4 v. u.: vgl. lit. bułvónas ›Säule, Götzenbild‹ aus urpoln. *bъłvan (Ap. Sprachd. p. XIX).

S. 55 f. *bělъ*: lit. báłtas ist altes Partiz. zu báłstu, bálti ›weiß werden‹ (Leskien, Nom. 557; davon unterscheidet Jušk. I, 188 bąnłù, bálti ›weiß erscheinen‹). Das mit idg. *bhélos ›weiß‹ (slav. bělъ) im Ablaut stehende idg. *bhəlós (= φαλός ›schimmernd‹, kymr. bal ›weißgesichtig‹) liegt vor im lit. báłas, bałà ›weiß‹ (Jušk. I, 186) und in báłas ›Schneeglöckchen, Primel‹ (ib.) scil. żiëdas (balai M. Plur. ›Anemonen‹ auch bei Lalis 40), bała ›weiße Anemone‹ (Geitler, LS. 79; Bezzenberger, LF. 98) scil. żolẽ.

S. 56 *v. běsъ*: es ist mir zweifellos, daß slav. běsъ, lit. baisà, baisùs samt lat. foedus ›garstig‹ zunächst zu lit. baidýti ›jdn. erschrecken‹ gehören, damit aber zu slav. bojati sę u. s. w. vgl. lit. baidýtis ›sich fürchten, sich erschrecken‹ = báisiotis dass. (Jušk. I, 183, 184). Lit. báisioti ›beschmutzen, beschmieren‹, auf das Walde[2] 303 großen Wert legt, ist — als Kausativ zu baisùs, das immer ›schrecklich, greulich‹ heißt! — zunächst ›etwas greulich, garstig machen‹.

S. 60 *v. blędǫ*: zu anord. blundr ›Schlummer‹ vgl. vor allem lit. blę́ndžiu, blę́nsti ›schlafen‹ (Jušk. I, 218).

S. 64 Z. 3 f.: zu ahd. pluhhenti ›flagrans, ardens‹, mhd. verbliehen ›verbrennen‹ (Fick[4] III, 288) vgl. lit. błų́nku, błùkti ›fahl werden, die Farbe verlieren‹ (Jušk. I, 223; zur Bedeutung vgl. die Herkunft unseres ›bleich‹); alles gehört zu gr. περιφλεύω, -φλόω ›brenne ringsum‹ (Prellwitz, Wb.[2] 490 f.).

S. 65 *v. bľuzgajǫ*: vgl. lit. blaúka, blaukós M. ›Schwätzer‹, blaúškiu, blaúkšti ›schmähen, verleumden‹ d. i. bliaũkszti in Kurschats Orthographie (Jušk. 216).

S. 69 *v. bolboľǫ*: vgl. noch lit. balbasýti ›to babble‹ (Lalis 40), bałbatũti ›schwatzen‹ (Jušk. I, 187).

S. 69 *v. bolgъ*: es gehört zu skr. bhárga- ›Glanz‹, lat. fulgor ›Schimmer, Glanz‹ u. s. w. als das ›Leuchtende‹ im Gegensatz zum ›Dunkeln, Bösen‹.

S. 81 *v. brakъ*: die aksl. Denkmäler sind einer Herleitung aus *bьrakъ im Wege. Der Cod. Zogr. — er läßt nicht einmal in kъto, mъnogъ, mьně den Halbvokal beständig ausfallen — hat immer brakъ Mt. 25, 10; Lk. 12, 36; 14, 8; Joh. 2, 1, 2 und bračьnъ Mk. 2, 19; Lk. 5, 34, wo er doch immer (außer in den späteren Blättern s. Jagić, Arch. 1, 16) den Halbvokal in bьrati schreibt. Ebenso hat Cod. Mar. nur brakъ, bračьnъ, aber von izbьrati begegnen die Formen izbьra 1 ×, izbьra- 19 × (nur 1 × izbrašę), von sъbьrati sъbьra 2 ×, sъbьra

21 × (2 × sъbra- s. zu allem den Index von Jagić). Die Savvina Kniga kommt hier nicht in Betracht s. Ščepkin, Razsuždenije 115 f.); aber Ostr. Ev. hat zwar brakъ, bračьnoje, aber izbьra-, sъbьra- (nach Kozlovskij, Izslěd. po russk. jaz. I, 41 f. begegnet sъbra- nicht, s. aber Sreznevskij III, 653 — die Ausgabe von Vostokov steht mir nicht zur Verfügung). Das einmalige bьraci in der Hypatiuschronik (Poln. Sobr. Russk. Lět. II², Sp. 10) hat also als spätes Zeugnis (Hs. des 15. Jh.) keine Bedeutung; es hat hier wahrscheinlich gar keine lautliche Bedeutung, s. über ähnliche Fälle sonst Šachmatov, Izslěd. o Dvinskichъ gram. 67. Natürlich braucht man urslav. *brakъ von *bьrati nicht zu trennen, s. über dra- in draznь u. S. 888.

S. 82 *v. bratrъ*: zu os. braška ›Brautführer‹ vgl. lit. brálei dass. (Bezzenberger, LF. 102).

S. 84 *v. bręčǫ*: zu r. brjázgi ›leeres Geschwätz‹, zabrjázgatь ›anfangen zu klimpern‹ vgl. lit. brązgu, brąngsti ›tönen, einen Laut von sich geben‹, bręnzgu, bręngsti ›klirren, klopfen‹ (Jušk. 230, 234).

S. 85 *v. brěslъ* 1: got. brahv augins ›ῥιπῇ ὀφθαλμοῦ‹, anord. brjá (aus brehōn) ›plötzlich aufleuchten, funkeln‹, mhd. brehen ›plötzlich und stark aufleuchten‹ (Fick⁴ III, 278) gehören zunächst zu lit. brė́ksta, brėkti ›dämmern, Abend werden‹ (Jušk. 234), das als idg. *mrēk- neben *mrgē- in lit. mirgėti ›flimmern‹ liegt.

S. 88 *v. brudъ*: Jušk. 239 kennt ein lit. brùdmas, das er mit p. brud übersetzt.

S. 91 *v. brъvь*: v. bělobrýsyj aus altem *bělobry ›weißbrauig‹ ist wohl umgestaltet nach den Farbadjektiven auf -syj, mit denen es sich in der Bedeutung berührte, vgl. pelésyj ›bunt, scheckig‹, rúsyj ›blond‹ und bes. rýsyj ›rötlich, blond‹ (s. Loewenthal, Slav. Farbenbez. 19).

S. 103 *v. buŕa*: das hierüber Gesagte befriedigt nicht; vor allem fehlt lit. búris ›jede ungeordnete, wirre, tosende Menge‹ (MLLG. 1, 131), búri A. S. ›Anzahl, Menge‹ (MSL. 13, 122), búris ›Haufe, Heerde‹ (Geitler, L. S. 80, s. noch Bezzenberger, BB. 26, 188). Ferner wird von Berneker und Reichelt, KZs. 39, 35 f. auf das -a- in avest. barənti ›sie stürmen‹, avabaraiti ›strömt herab‹, usbarəntē ›strömen hervor‹ (Bartholomae, Wb. 943) allzu großes Gewicht gelegt. Wie in vielen anderen Fällen ist hier das Zeichen für a ein bloßer Lückenbüßer für einen dunkeln Vokal, hier u s. Andreas, Entstehung des Awesta-Alphab. S. 4 f. und bes. die Auffassung des avest. *parā ›zuvor‹ (= skr. purā́) als purā bei Andreas in: Nachr. d. Kgl. Ges. d. Wiss. zu Göttingen 1909, S. 3. Daher kann av. burati = skr. bhuráti ›sich rasch bewegen, zappeln‹ idg. u enthalten (= lat. furo ›rase, wüte‹). Ueber skr. bhṛmi ›beweglich‹ s. Uhlenbeck, Skr.-Wb. 205,

über lat. fretum Bechtel, BB. 20, 253 ff., so daß die ganze Reicheltsche Basis »bherē« sich in Luft auflöst.

S. 122 *v. cě*: vgl. noch r.-ksl. cě »καίτοι, καίπερ« (Sreznevskij III, 1447).

S. 125 Z. 8 v. u.: die von Fortunatov. BB. 3, 57 behandelten lit. kaipstu, kaipti »hinsiechen, kränkeln«, nukaipti »hinsiechen, an Entkräftung allmählich sterben« (Bezzenberger, LF. 119) liegen neben den von mir KZs. 42, 372 behandelten geibstù, geĩbti (zu le. ģeibt, ģibt s. Endzelin, KZs. 43, 15) wie lat. capio und caper neben air. gabim, gabor, die durch Zupitza, KZs. 37, 394, aber auch durch slav. Verhältnisse wie bl'uzgajǫ : pl'uskъ u. s. w. ihre rechte Beleuchtung empfangen.

S. 127 Z. 25: zum Verständnis des skr. Cärigrād mußte Jagić, Arch. 20, 520 zitiert werden.

S. 130 *v. cipa*: vgl. noch lit. cypiù, cýpti »piepen, pfeifen (von den Küchlein, der Maus)«.

S. 134 Z. 24—26 sind die Anfänge der Zeilen zorkъ, und, Et. zu lesen.

S. 141 Z. 18 v. u.: lit. keltis ist ganz zweifelhaft, es begegnet nirgends in Wörterbüchern, Texten, auch nicht bei Leskien, Nom. 550; kiltis, dessen Accent anscheinend nicht überliefert ist, liegt neben kilmē »Abkunft, Geschlecht« (Leskien a. a. O. 425; Mież. 112), vgl. ferner ìszkilme dass. und »Gepränge, Pracht«. Es kann demgemäß keinem Zweifel unterliegen, daß lit. kiltis und le. zi'lts, zilta »Geschlecht, Stamm« zu lit. kélti, le. ze'lt gehören, was z. B. Leskien, Abl. 330 schon lange annahm. Es ist wohl zunächst »der Sproß« oder mit kollektivem Sinn »das Gesprosse, Geschlecht«, und zwar muß man dabei vom Reflexivum lit. kéltis »sich erheben, aufstehen, entstehen«, le. ze'ltës »aufstehen, entstehen, entsprießen« ausgehen. Wegen solcher Ableitung von Abstractis u. s. w. aus reflexiven Verben vgl. etwa r. uźímka »Geberde« : užimátьsja »Geberden machen«, schódka »Versammlung« : schodítьsja »sich versammeln«, ulýbka »das Lächeln« : ulybátьsja »lächeln«.

S. 144 *v. čerda*: der Akk. Sg. von r. čeredá »Reihenfolge«, den Fortunatov, Arch. 4, 581 f. nicht kannte, lautet čéredu (= pr. kērdan) s. Kolьcovъ, Akadem. Izd. (1909), Nr. 86, 40.

S. 161 *v. čudo*: das Beispiel von idg. *kéudos- (skr. čŭdo) und *kúdos (in gr. κῦδος) reiht sich an die Fälle von s-Stämmen, die mit ihrem Nebeneinander von Voll- und Tiefstufe auf alte wechselnde Betonung weisen, an gr. κῆδος: got. hatis, gr. πένθος : πάθος u. s. w., s. J. Schmidt, Neutra 147.

S. 165 *v. čьbanъ*: r.-ksl. ist čьbanъ und čьvanъ (Sreznevskij III, 1554).

S. 172 *v. čьrtъ*: es ist charakteristisch, daß der erste Beleg für das volkstümliche russ. čërtъ zuerst bei M. Benešovský, Grammatyka česká (Prag 1577) erscheint: Rusové lají jeden druhému: bisi v tvoji materi, čerti v tvé materi (Duvernois 227), wo bisi und čerti im čech. Gewande erscheinen (freilich čerti ist auch russ., vgl. čérti). Der kirchliche Ausdruck ist dijavolъ, der den Volksausdruck nicht ins Schrifttum gelangen ließ.

S. 172 *v. čьrvь*: echtruss. ist außer čérvenь F. ›Scharlach‹ (= aksl. črъvljenъ, aber Sup. 543, 2 steht črъvъjenъ, mit regelrechtem Fehlen des l epenthet. im Cod. Supr.) auch červlënyj ›scharlachrot‹ = ar. čьrvl'enъ, čьrьvl'enъ, woraus mit Schwund des -v- in der Inlautsgruppe -rvl'- auch čerl'enyjь entstand (Sreznevskij III, 1558).

S. 178 *v. danь, dati*: slav. pri-dъ aus idg. prei-dos ist nicht wesensgleich mit skr. devátta u. s. w., da das Schwa bei beiden unter ganz verschiedenen Bedingungen schwand. Zu devátta neben *ditá (= lat. datus) s. J. Schmidt, KZs. 25, 54; W. Schulze, ib. 27, 423 f.; Bechtel, Hauptprobl. 268 f.; -dos aber entstand aus idg. *də-os mit Schwund des Schwa vor Vokal, vgl. z. B. skr. tasthiván : tasthúṣas.

S. 182 Z. 6: lit. dōwyti ist ›bedrücken‹ (Jušk. 337), woraus alle andern Bedeutungen sich ungezwungen herleiten; es ist also natürlich slav. Lehnwort.

S. 187 *v. desьnъ*: lit. ist nicht nur deszinẽ ›die Rechte‹ belegt, sondern auch dẽšinas ›rechts‹ und dẽšzinai Adv. ›rechts‹, auch ›geschickt, tüchtig‹, vgl. skr. dákṣiṇa- ›rechts, geschickt, tüchtig‹ (Nesselmann, Wb. 139; Jušk. 316). Wenn übrigens im preuß. tickers urspr. ›recht‹ (Apr. Sprachd. 449) die Bedeutung ›rechts‹ unter dem Einfluß des Deutschen entstanden ist, so hat das seine genaue Parallele im Nslov., wo dial. prav ›recht‹, aber auch ›rechts‹ heißt (s. Lessiak, Germ.-Rom. Mon. 1910, S. 278).

S. 189 Z. 1 v. u.: zum slav. ž aus ahd. z vgl. slav. križь aus ahd. crûzi s. Meillet, Ét. 185: danach scheint das Wort durch romanischen Mund zu den Slaven gekommen zu sein.

S. 197 *v. děva*: ich hatte bisher geglaubt, daß die Intonation des skr. djëva mit Sicherheit auf idg. *dhḗi̯ā wiese s. Hirt, Accent 129 f. (ein *dhĕii̯ā, das auch möglich wäre, kommt nicht in Betracht, da idg. ĕi nur vor Vokal erhalten blieb, s. W. Schulze, KZs. 27, 425).

S. 201 Z. 15 f.: formell identisch mit russ. dyrá ist lit. dúra ›Brechstange‹ : dùrti (Jušk. 367).

S. 205 *v. dochъtorъ*: es ist damit natürlich nicht das ›Kopfkissen‹ (na vъzglavьnici im Mar.) gemeint, sondern die ›Ruderbank‹, die sich im Hinterteil des Schiffes befand, vgl. Jagić, Cod. Zogr. zur Stelle: ›pro dochъtorě emend. cyr. medio spat. inter versus na krъmě scripsit‹

(zu ndd. ducht s. Kluge, Seemannssprache S. 198). Wie im Ahd. lêwâri neben lêo lag, so wohl auch neben dofta ein *doftâri (Kluge, Stammbild.[2] § 77). Slav. -cht- gibt die ungewohnte Lautgruppe -ft- wieder, ohne daß an ndd. Einfluß zu denken ist. Das Wort kann nur in Mähren in die slav. Bibelübersetzung geraten sein.

S. 208 *v. dolъ*: es fehlt ns. dołoj ›hinunter, hinab‹ aus *dolovi (slav. dolovi ist natürlich nach domovi gebildet, da wohl domъ, aber nicht dolъ ein alter u-Stamm ist, s. Meillet, Ét. 242 f.).

S. 209 *v. dol'a*: vgl. aruss. devjataja dolь (Dvinsk. gram. ed. Šachmatov Nr. 44) = lit. dalìs F.

S. 210 Z. 22 v. u: lies č. p. (dial. u. alt) doma.

S. 210 f. *v. domъ*: ich vermisse unter den Verwandten lit. namaĩ Mask. Plur., s. Bezzenberger, BB. 21, 303 N.; 26, 167.

S. 214 Z. 12 v. u.: lit. sudrus kennt auch Lalis 301 als ›proud, haughty; splendid, magnificent; exquisite‹.

S. 221 *v. dražǫ*: neben den Worten mit auslautendem Velar liegt eine solche mit Palatal vor in drĕžiu, drĕžti ›reißen‹; nudrĕžti ›herunterreißen‹ (Jušk. 346; vgl. skr. dhrájati ›gleitet dahin, streicht, zieht‹, dhrā́ji- ›das Streichen, Ziehen‹ s. Walde[2] 788). Slav. draznь ›das Reizen‹ (in r. drazníťь, č. drážĭ nach drážiti) ist ein Abstrakt wie žiznь ›das Leben‹ (: žiti), von *drati gebildet neben slav. dьrati, vgl. slav. brakъ : bъrati (v. S. 888) und slav. zъvati ›rufen‹ neben skr. *hvā- in hvātar.

S. 221 *v. dreve*: als ›vor Alters‹ gehört das Wort zu der verzweigten Sippe skr. dā́ru, gr. δόρυ, δρῦς, vor allem zu den Wörtern, die ›stark, kräftig‹ bedeuten: gr. δροόν· ἰσχυρὸν Hes. (J. Schmidt, Anz. f. d. Alt. 6, 126; Boisacq 201, 202), got. triggws ›treu‹ (Schade[2] 956). Zur Vokalstufe idg. dreu̯- vgl. noch außer got. triu, ags. tréo ›Baum‹, lit. drewē ›Höhlung in einem Baume‹ (Jušk. 346; Lalis 69), le. drewe ›Baum, in dem ein Bienenstock ist‹. Das Wort ist in seiner Uebereinstimmung mit dem Litulett. ein neuer Beleg für die Regel (Meillet, Recherches sur l'emploi du gén.-accus. en vieux slave S. 86; Verf., Apreuß. Sprachd. 146 f.), daß heterosyllabisches -eu̯- im Balt.-Slav. nur zu -au̯- (slav. -ov-) wurde, wenn ein nichtpalataler Vokal folgte (die Einsprüche Vondráks, Ll. Gr. I, 84 sind ohne Gewicht)[1]). Zur Bedeutungsentwicklung vgl. lit. stóras ›dick, umfangreich, stark, schwer‹ : slav. starъ ›alt‹ und bes. arab. kabīrun ›groß — alt‹. Slav. dreve ist nicht das Adv. eines Komparativs, sondern das Adv. eines jo-Adjektivs vgl. ahd. triuwi aus idg. dreu̯i̯o- und Leskien, Abulg. Gram. 157. Schon im Urslav. stand dreve isoliert und wurde nur noch mit Beschränkung auf die Zeit gebraucht.

1) Slav. synove geht auf idg. sūnou̯es zurück, wie ich an anderm Orte zeigen werde. K—N.

S. 222 *v. dręzga*: als ›Reisig, Treibholz‹ gehört es zu lit. drę́nzgu, drę́ngsti ›klappern, Geräusch machen (vom Spinnrad)‹ (Jušk. 345), vgl. č. chrastí ›Gebüsch, Gesträuch‹ : chrastiti ›rauschen, rasseln‹ (S. 408 f.). Es ist also wie dies auch lautnachahmend. Weiterhin vgl. ir. drésacht ›Knirschen der Räder‹, pr. droanse ›Schnarrwachtel‹ (Apr. Sprachd. 323) und nhd. dröhnen, got. drunjus, s. Prellwitz[2] 186, indem das -sko- des Suffixes nach dem stimmhaften Anlaut zu -zg- umgebildet wurde (wie in brězgъ aus brěskъ. Wie zur Sippe des nhd. dröhnen asächs. drân ›Drohne‹ gehört, s. Fick[4] III, 211, so gehört lit. drãwas ›Drohne‹ bei Jušk. 342 f. zu gr. θρόος ›lautes Rufen‹, θρέομαι ›schreien‹, ags. dréam ›Freudengeschrei‹, s. Boisacq 351).

S. 236 *v. dujǫ*: wie zu skr. sunóti lat. sūcus (idg. *sūkos) und slav. sokъ dass. (idg. *sokos aus *su̯okos s. Walde[2] 752) gehören, so liegt neben skr. dhunóti zunächst lit. dúkas ›der üble Geruch von Leichen, altem Fleisch, alten Fischen (am Haff)‹ (Nesselmann 148); ›Ausdünstung, widerlicher, abstoßender Geruch, Gestank‹ (Jušk. 359), dúkstu, dúkti ›ausdünsten, allmählich durch Ausdünstung Geschmack, Geruch u. s. w. verlieren‹ (ib. 360) aus idg. *dhūkos; dazu idg. *dhu̯okos in dwākas ›Atem, Geruch, widerlicher Geruch, Gestank, verdorbene Luft‹ (ib. 374); ferner dwókti ›stinken‹ (Schleicher, Leseb. 269), dwókas ›Gestank‹, dwókti ›stinken‹ (Jušk. I, 381; Lalis 73; Mièž. 59; dúkas kann also kein poln. Lehnwort sein, s. Brückner, FW. 81 Anm.). Idg. dhū̆k- und dhū̆s- haben sich im Lit. gekreuzt vgl. bei Jušk. duksáuti ›seufzen‹ (bei Geitler, LS. 82 ›hauchen, atmen‹) neben dúsauti, duksě́ti neben dusě́ti, auch dwekiů́s, dwě́ktis ›sich ausruhen‹ nach dwesiù, dwě́sti gebildet. In diesen Zusammenhang gehören auch lit. dúkas ›Raserei‹, dūkti ›toll werden‹ u. s. w. (Nesselmann 148; Jušk. 359), le. dūkt ›brausen, tosen‹ vgl. bes. Persson, Studien 59 f., 281.

S. 234 *v. duchъ*: interessant ist lit. dwìsti ›übel riechen, einen widerlichen Geruch von sich geben, stinken‹ (Jušk. 380), das sich zu dwě́sti verhält wie kwìpti : kwẽpti (Leskien, Abl. 333).

S. 237 *v. duma*: mit got. doms ›Urteil, Sinn‹, ags. dóm ›Meinung, Sinn, Urteil, Gericht‹ u. s. w. (formell = gr. θωμός ›Haufen, Schober‹) identisch ist lit. dómas ›Aufmerksamkeit, Richten des Gedankens und Willens auf etwas‹, domíngas ›aufmerksam, auf etwas acht gebend‹, domě́tis ›Acht geben, seine Aufmerksamkeit richten auf‹ (Jušk. 335; Lalis 67) aus idg. *dhōmós vgl. bes. noch phryg. δουμος ›σύνοδος, σύγκλητος, συμβίωσις‹ (Boisacq 361). Im Lit. liegt daneben dėmė̃ ›Lage, Zustand; Fleck, Narbe; Anschein, Vorwand, ausgedachter Grund‹ (Jušk. 309 f.), tan dėmę dara ›er gibt sich den Anschein‹, dėmėn intsidė́ja ›er prägte sich ins Gedächtnis ein‹ (Geitler,

LS. 81); dėmĕtis = domĕtis (Jušk. 310), dĕmēt ›sich merken‹ (Mież. 49) vgl. noch Leskien, Nom. 425.

S. 242 Z. 18 v. u.: Supr. 107,21; 231,13 steht dъbri; dъbrъ ist also abg. nicht überliefert (zum le. dibęns, neben dem westkur. dubęns liegt, vgl. bes. Endzelin, BB. 27,323).

S. 243 Z. 14 v. u.: r.-ksl. dъšterьši ›Nichte, Tochter der Schwester‹ (vom 11. Jh. an belegt s. Sreznevskij I,763) kann, da ein derartiges Suffix sonst nirgends im Slav. gebräuchlich ist, nur als dъšter- und Komparativsuffix -ьši (abg. mьńьši Fem.: mьńьjь) erklärt werden d. h. dъšterьši rückt als slav. Beispiel neben skr. açvatará- ›Maultier‹ (›eine Art Pferd‹) und lat. mātertera ›Tante‹ (›eine Art Mutter‹), sodaß das slav. Komparativsuffix -ьš- die Rolle des nicht mehr lebendigen idg. -tero- übernommen hat (s. Brugmann, Gr.[2] II, 1, 327 f.). So ist auch aruss. materьša ›Stiefmutter‹ (Sreznevskij II, 118): mater- ›Mutter‹ zu beurteilen (also = lat. mātertera), wo -ьša für ьši steht wie r. bogínja gegenüber ar. bogyńi. Die bei Miklosich, VG. II,341 angeführten russ. Feminina auf -ša wie dóktorša, generálьša, ministérša u. s. w., also zunächst in Fremdworten, dann auch in lěkarša, učítelьša ›Frau des Doktors, Generals, Ministers, Arztes, Lehrers‹ sind von Hause aus deutsche, speziell niederdeutsche Bildungen (s. J. Grimm, DG. III,339, Kluge, Stammbild.[2] § 47); movierte Feminina wie ›die Doktorsche, Lehrersche‹ u. s. w. sind z. B. in Ostpreußen ganz geläufig (eine niedliche Sprachprobe in Versen über den Gebrauch der Endung -sche gibt Frischbier, PW. II, 263).

S. 251 f. *v. dьlgъ*: wegen skr. dūž, p. dłuż F. ›Länge‹ wäre ein Hinweis auf das accentuell übereinstimmende lit. ilgis M. ›Länge‹ (ursprünglicher i-St., s. andere Beispiele bei Brugmann II[2], 1, 172 f.) nützlich gewesen.

S. 255 *v. dьrl'aję*: aus dem Lit. kann man mit l-Erweiterung vergleichen: drała F. ›Zank-, Streitsucht‹, drálas ›zank-, händelsüchtig; bissig (von Pferden)‹, drȁlyti ›reißen, zerren, tollen‹.

S. 265 Z. 11 fehlt č. jeseǐ, oseǐ.

S. 268 Z. 9 v. u.: got. unte ist doch entschieden und þe (Kluge, Pauls Gr. I[2], 397), in jedem Falle steckt aber und ›bis‹ darin (Wilmanns II[2], 655).

S. 272 *v. ělovьćь*: bei dieser Sippe darf lit. ẽglius M. ›Taxusbaum, Wachholder‹ nicht unberücksichtigt bleiben. Man überzeuge sich bei Leskien, Nom. 318 ff. davon, daß dies Wort mit seinem i̯u-Suffix im Lit. ganz isoliert steht. Es ist von *ēlus M. (vgl. slav. ělov-) auszugehn, das nach ẽglė ›Tanne‹ zu *ẽglus wurde, wie im Poln. jałowiec durch Anschluß an jodła zu jadłowiec: der Anschluß an ẽglė ging so weit, daß aus ihm auch das weiche l herübergenommen

17*

wurde, aus *ēgłus wurde ẽglius (über lit. l und ł s. Gauthiot, Buividze 109 ff.).

S. 275 *v. ěstěja*: aus dem Lit. gehört hierher ájstrus ›leidenschaftlich‹ aus idg. *aid-st-ru- und ájkštis F. ›Leidenschaft‹ aus *aid-s-ti- (Jušk. I, 5, 5 f., letzteres mit Einschub von -k-; auch Nesselmann, Wb. 13 hat ein aikstau, aikstyti ›sich sehnen nach‹).

S. 277 *v. ězъ*: ězъ ist schon aruss. im 14./15. Jh. belegt, s. Sreznevskij I, 821.

S. 277 *v. ěždžь*: zu den Worten für ›Kaulbarsch, Barsch‹ im Balt.-Slav. s. Apr. Sprachd. 305.

S. 290 Z. 29 f.: zu alb. gogęsíŕ ›gähne, rülpse‹ vgl. lit. gókt ›drückt einen Laut aus, der beim starken Aufstoßen nach reichlicher Mahlzeit hörbar wird‹, gókčioti ›laut rülpsen‹, gókšiu, gókšėti ›rülpsen, einen Laut von sich geben, der nahes Erbrechen kundtut‹ (Jušk. 455); gokszit ›Erbrechen haben‹ (Miež. 73).

S. 292 Z. 8: lit. gõjus heißt auch ›Hain‹.

S. 296 f. *v. gat'a*: slav. gat'a kann unmöglich mit got. qiþus ›Leib, Mutterleib‹ verbunden werden. Das Ags. und Anord. weisen in Uebereinstimmung mit dem von mir German. Lautges. 11 f. Gelehrten, auf germ. kᵤiþus (nicht kᵤeþus, wie z. B. Fick[4] III, 60 angesetzt wird). Ags. cwiþ M. (a. St.) wie friþ und liþ aus *friþus, *liþus (aber heoru aus *herus s. Sievers, Ags. Gram.[3] § 271)[1]) und anord. kuiþr, u-Stamm wie friþr, kuistr, limr, liþr, viþr mit urgerm. i in der Wurzelsilbe im Gegensatz zu tegr ›Zehner‹, verþr ›Mahlzeit‹ (Noreen, Anord. Gr. I[3] § 385). Dagegen spricht nicht mndd. queden ›Bauchfell der Eichhörnchen‹, da im Mndd. i im weitesten Umfange zu e geworden ist, s. J. Grimm, DG. I (NA.), S. 387 f. (fern zu bleiben hat demnach ahd. quedilla ›Hautbläschen‹, das wohl zu lat. botulus ›Darm‹, aber nicht zu got. qiþus gehören kann, s. Lewy, PBB. 32, 138 f., Walde[2] 95).

S. 300 Z. 6 v. u.: ›die Blindschleiche‹ heißt lit. glůdinas (so in Kvėdarna nach Jušk. I, 449; gloūdins in Rietãvas nach Mitteilung von Herrn Būgà). Das Wort ist also echtlit. und merkwürdig mit seinem Vokal gegenüber lit. glodùs, ein Wechsel, der z. B. an stůmů ›Wuchs‹: stóti (Leskien, Nom. 418) wiederkehrt, vgl. Brugmann, Gr. I[2], 486, so daß also auch hier ein idg. Ablaut ō : ā anzunehmen wäre? (so faßt auch Būgà in diesen und einigen andern Fällen das lit. uo : o auf).

S. 303 *v. glěmyždžь*: vgl. noch lit. gléima ›Schleim‹, gléimė dass. (Jušk. 444, 707).

S. 303 f. *v. glěvъ*: vgl. noch lit. gléiwės Fem. Plur. ›Schleim‹ und davon gleiwẽtas ›schleimig‹ (An. Szil. 46; Geitler, LS. 84; Lalis 87; Jušk. 707).

1) Ags. seodu, daneben auch sidu = an. siþr u. s. w. wie ahd. fehu : fihu (s. Paul, PBB. 6, 80).

S. 304 *v. glina*: es fehlt russ. glína ›Ton, Lehm‹, klr. hlýna dass.

S. 304 *v. glista*: es ist durchaus nicht ausgeschlossen, daß zunächst r. glistá ›Wurm, Regenwurm‹ u. s. w. und dial. glëzdatь ›glitschen, schleifen‹, glëzdkij ›glatt‹ zusammengehören und auf idg. gleiĝhe-: *gliĝhe- beruhen. Darauf führen aus dem Lit. glįštù, glìžti ›schleimig werden‹, gleižùs ›mit Schleim bedeckt, glatt und zugleich feucht‹ (Jušk. 447), aus dem Griech. γλίχομαι ›nach etwas verlangen, streben‹ (Boisacq 150) neben γλίσχρος ›leimig, schlüpfrig‹, dann später ›beharrlich bittend‹ (zur Bildung s. Persson, BB. 19, 262 Anm.), vgl. noch lit. glinžù, glìžti ›Lust zu etwas bekommen‹ (mergà įglìža į širdį bérna ›das Mädchen gefiel dem Jüngling sehr‹ d. h. ›sie glitt in sein Herz hinein‹, s. Jušk. 447, 511).

S. 305 *v. glob'ǫ*: nächstverwandt mit glob'ǫ, globiti ist lit. głabóju, głabóti 1. ›bewahren, aufbewahren, verbergen‹; 2. ›jemanden flehentlich bitten‹ (Jušk. 441 f.; in der 2. Bedeutung auch bei Geitler, LS. 84, vgl. mähr. hłobit' ›zudringlich bitten‹). Es ist kein Deminutivum, sondern wie le. bradáju, bradát: slav. brod'ǫ, broditi: lit. bradau, bradyti zu beurteilen (Bezzenberger, Geras für Fick 197; Verf., Pr. Sprachd. 277).

S. 310 *v. glьb'ǫ, glьběti*: vgl. gegenüber uglьbǫ Ps. 9, 16 im Psalt. Sin. und Bon. uglъbǫ Psalt. Pogod.; ferner Ps. 68, 3: uglьbъ Pogod. (woraus uglebъ Sin.) und uglъbochъ Buc., aber uglъbь Bon.; Ps. 68, 15: uglьbnǫ Pogod., uglъbnǫ Sof. Buc., so daß also ksl. uglьbnǫ, uglьbnǫti ›stecken bleiben‹ überliefert, nicht nur erschlossen ist.

S. 315 Z. 19 v. u. l. ags. cnū(w)ian.

S. 321 Z. 12: wenn man annimmt, daß ein ursprünglicher n-Stamm *golen- im Slav. unter Einwirkung von kolěno zu golěnь umgebildet wurde, so muß man sich wundern, daß die Sprache nicht gleich ein *golěno bildete: gibt es denn Beispiele für solche partiellen Analogiebildungen?

S. 322 Z. 9 f. l. Ps. CXLVIII, 8.

S. 322 *v. golǫbь*: bei apr. golimban sollen lautliche Schwierigkeiten gegen Entlehnung aus dem Poln. sprechen, s. aber Apr. Sprachd. 114. — Zu den balt. Worten für ›Schwan‹ s. ib. 344, wo zunächst auf lit gulbinti ›rühmen, preisen‹ hingewiesen ist.

S. 323 *v. golsъ*: ich zweifle ebenso wie Noreen, Urgerm. Lautl. 160 daran, daß die Assimilation lz > ll im Urgerm. erwiesen sei. Ich finde nämlich, daß man zu wenig die Möglichkeit der Verdoppelung des inneren Radikals zum Zweck der Bildung von Intensiven — bes. bei lautnachahmenden Wörtern — erwägt, vgl. nnorw. karra ›gackern‹ mit lat. garrio, gr. γαρριώμεθα (Walde[2] 334), wo -rr- schon vor-

german. ist. So kann man auch anord. kalla ›rufen‹ erklären[1]) und bei nhd. bellen kommt auch noch skr. bháṇati (idg. bhelno-) in Betracht (Apr. Sprachd. 312).

S. 326 Z. 14 v. u.: außer den zitierten Worten sind im Lit. noch folgende vorhanden: gãmałas ›Schneeball, Stück Brot, Fleisch‹ (Jušk. 408) und gãmułas dass.; gùmułas, gumulỹs ›Klumpen (Schnee, Teig), Kugel, zusammengedrücktes oder zusammengepreßtes Stück‹, gùmulti ›knüllen, kneten, zusammenknäulen‹; gùmuras = gùmułas, gùmurti = gùmulti (Jušk. 490 f.). Es liegt hier also zweifellos ein echtlit. Wort vor. Lit. gùmułas und gùmulti gleich ist nnorw. kumla ›Klumpen, Kloß‹ und ›kneten, rühren, pressen, drücken‹ (vgl. r. žemókъ ›gekneteter Klumpen, Ball‹ : žmú).

S. 327 *v. goněję, goněti*: dem slav. Verbum entspricht genau lit. ganẽja ›es genügt‹, ganẽjo Part.; ganė̃s Fut. (davon ganētinas ›genügend‹ s. Jušk. 410, 700; Lalis 80).

S. 328 *v. gonъ*: zu klr. hóny ›Stück Feld, soweit es der Länge nach ohne umzuwenden gepflügt wird‹, vgl. aruss. dvoji gony oramici ›zwei Stücke Pflugland‹ (Dvinsk. gram. Nr. 1).

S. 328 Z. 2 v. u.: r. gorój ist junge Bildung nach dolój (S. 209).

S. 332 Z. 16: es fehlt skr. gír- ›Ruf, Lied‹.

S. 333 *v. gořǫ*: slav. ›gořǫ, gorěti ›brennen‹ = lit. gariù, garẽti ›brennen‹ (garẽtiesi ›von Zorn entbrennen‹), išgarẽti ›ausdünsten, den Geruch verlieren‹ (Jušk. 413, 575), nugarė́t ›abstehen, den Geruch verlieren und so schal werden‹ (Bezzenberger, LF. 112).

S. 336 Z. 17 f.: daß in gr. δεκάς, -άδος gegenüber skr. daçát-, slav. desęt- u. s. w. ein phonetischer Wechsel d : t vorliege, ist eine Schrulle Brugmanns. J. Schmidt, Urheimat 27 Anm. hat δεκάς, -άδος durch Anschluß an die Nomina auf -άς, -άδος erklärt. — Lit. wẽszpats läßt sich von skr. viçpáti- nicht trennen, ist also ›der Hausherr‹ (Apr. Sprachd. 455).

S. 339 Z. 5 v. u. fehlt av. gūϑa ›Schmutz, Kot‹, npers. gūh.

S. 343 *v. grabrъ*: an slav. *gabrъ klingt — natürlich ganz zufällig — lit. gû̃bà, gû̃bõs ›Ulme, Rüster‹, le. gûba dass. an.

S. 344 Z. 17: lit. grobe ›Beute‹ ist mir unbekannt (auch bei Leskien, Nom. 273 fehlt es); lebendig ist aber grõbis M. ›Beute‹ (Leskien 290, Jušk. 474; Mież. 76).

S. 345 *v. gramada*: die balt. Sippe ist anscheinend noch nicht mit diesen Wörtern zusammengestellt: lit. grum̃stas ›Erdklumpen, Erdkloß‹ (Kurschat; Bezzenberger, LF. 115) = grumsłas (Jušk. 479; danach ist grum̃tas bei Leskien, Nom. 538 und Jušk. 480 aus sonstigem grum̃tas aus p. grunt umgestaltet): grùmułas ›Stück Erde, Lehm,

1) Vgl. noch ahd. gëllan scëllan ›tönen‹, hëllan ›ertönen‹, kërran ›knarren‹, scërran ›kratzen‹.

Schnee u. s. w.‹ (Jušk. 480, vgl. le. grumůls bei Miež. 76): grumiũs, grúmtis ›ringen mit jemandem‹ (d. i. ›sich drücken, pressen‹), grumē ›Kampf‹ (Lalis 91): grùmdau, grùmdyti ›kneten, stoßend und stampfend stopfen‹ (Kurschat; Jušk. 478, vgl. ags. crammian ›vollstopfen‹). Balt. grum. aus idg. grₑm- vgl. anord. krumma ›Hand‹.

S. 348 Z. 21 v. u.: le. greblis in der Bedeutung ›Harke‹ ist hier zu streichen s. S. 347 Z. 25 v. u.

S. 349 Z. 1: im Lit. erscheinen außer grynicze ›Gesindestube‹ (Ruhig-Mielcke), ›Räucherkammer‹ (Szyrw.) (danach zitiert auch Nesselmann, Wb. 271) noch gricza ›Gesindestube‹ (Geitler, LF. 84), gricze ›Gesindestube; Bäckerei‹ (Mież.) grīče ›chambre commune où se trouve le poêle (Gauthiot, Parler de Buividze 95), grinczè ›der gewöhnliche Ausdruck für ein kleineres Haus, besonders Bauernhaus‹ (Leskien-Brugmann 335), griñčia und grinỹčia ›Bauernhütte, Hütte‹ (Jušk. 471). Die Entstehung des Nasalvokals ist mir allerdings nicht klar, da sonst -in- vor -cz- erhalten zu werden pflegt.

S. 348 *v. gręda*: aus dem Slav. stammt lit. grẽdai M. Pl. ›Decke aus Stangen‹, während echtlit. griñdas = le. grı́ds ist (Jušk. 466 f., 471).

S. 349 *v. grędǫ*: s. noch Verf., KZs. 42, 369.

S. 350 Z. 23: unklar ist mir der Passus ›lit. dial. (mit z für dz) gremzu, gremsti‹, wo es wohl heißen soll ›mit z für zd‹. Aber gremzu ›senken‹ bringt Kurschat, Lit.-D. Wb. 133 eingeklammert und mit Fragezeichen versehen. Nesselmann, Wb. 271 hat das Wort aus einem handschriftlichen Wb. des 18. Jh., es ist also vorläufig verdächtig. Das lebendige Kausativ zu grimsti ist gramzdìnti.

S. 352 *v. gribъ*: es ist schon an sich auffallend, daß es ein echtlit. (žem.) grëbas ›Pilz‹ geben soll, wo doch auf dem ganzen lit. Sprachgebiet sonst grỹbas aus dem Slav. herrscht. Die einzige Stelle, wo uns Schleicher, Lit. Les. das Wort überliefert, zeigt uns, wie es zu erklären ist. Es begegnet S. 81 in einem gereimten Sprichwort ›du grëbu par rëbu‹, wo rëbu echtes ë hat. Das Wort stammt aus dem von Iwiński in Wilna herausgegebenen Kalender vom Jahre 1851 (über Iwiński s. Rasztai ir Rasztininkai S. 39 ff.). Da ich nicht glaube, daß im Sprichwort des Reimes wegen grybu zu grëbu gemacht ist, vermute ich, daß das Sprichwort aus dem südöstlichen žemait. Dialekt stammt, in dem lit. y und ė in y zusammenfallen (s. Wolter, Lit. Chrest. 316): dort müßte es heißen ›dù grybù par̃ rybù‹, was Iwiński dann, um den Reim festzuhalten, falsch übersetzt hat.

S. 353 *v. grobъ*: es durfte ein Hinweis auf lit. grabas ›Grab, Sarg‹ nicht fehlen, selbst wenn man — wie wohl mit Recht — annimmt, daß es slav. Lehnwort sei.

S. 353 *v. grochotъ*: vgl. noch lit. grekšẽti und grikšẽti ›knirschen‹, grùkš, grùkšt ›Partikel, die Knirschen ausdrückt‹, grukšéti ›knir-

schen‹ (Jušk. 467, 471, 478). Das ergibt wenigstens ein balt.-slav. greks-graks-, so unsicher naturgemäß alle weiteren Verbindungen sind.

S. 354 *v. groza*: bei lit. grasà u. s. w. durfte ein Hinweis auf Bechtel, BB. 1, 174 nicht fehlen.

S. 359 f.: die Entstehung von ъ aus e im Urslav. in der Nachbarschaft von c und č scheint an den Accent gebunden zu sein, vgl. besonders slav. vъčerá (r. včerá) gegenüber véčerъ (so russ.). Und so widersprechen der Erklärung Bernekers r. grekъ, gréka = skr. gȑk, gȑka und r. gréckij.

S. 360 *v. grъmǫ*: dem slav. grъń ǫ, grъměti zunächst steht lit. grumù, grumėti ›donnern‹ (Apr. Sprachd. 343).

S. 369 *v. gъrdlo*: vgl. noch die lit. Wörter in Apr. Sprachd. 344.

S. 373 Z. 10: vgl. noch lit. gužuls ›kribbelnder Haufe von Würmern, Ameisen, Ungeziefer u. dgl.‹ (Bezzenberger, LF. 116).

S. 375 Z. 8 f.: lit. gūžys ist zu streichen, s. S. 343 Z. 15.

S. 390 *v. chlǫdъ*: es gibt nur ein anord. hlunnr (nicht hluntr), das übrigens Fick⁴ III, 113 als urgerm. hlunna- angesetzt wird.

S. 392 f.: merkwürdig erinnert an slav. chochъlъ ›Schopf; Strauß‹ das le. zekuls ›Zopf des Vogels, Troddel, Quaste, Strauß‹ (Apr. Sprachd. 355), wenn auch direkte Verwandtschaft vielleicht nicht besteht. Uebrigens zitiert Sreznevskij III, 1394 mit Fragezeichen aus einer Urkunde des 16. Jh. ein chocholkovъ G. Pl. Ist damit vielleicht der ›Haubentaucher‹ gemeint, gagara chochlotaja (s. chochlúška bei Dal′ IV², 580)?

S. 398 Z. 5 l. slz. χrüönʹic ›schützen‹, vöχrüönă ›Schutz‹.

S. 400 *v. chǫdogъ*: ahd. hantag ›acer, asper, saevus‹ hat mit got. handugs ›geschickt, klug‹ = anord. hǫndugr ›behend, geschickt‹ nichts zu tun, wie die Worte auch bei Fick⁴ III, 71 getrennt sind.

S. 403 *v. chromъ*: E. Lewy, Altpreuß. Personennamen, 7. These erklärt skr. srāmá- gegenüber slav. chromъ durch eine mit skr- anlautende Grundform. Ich ziehe aber den Ansatz idg. ksromó- vor, da ks- im Slav. zu ch- wurde und im Aind. die Anlautgruppe kṣr- nicht belegt ist.

S. 408 *v. chvoja*: es ist wohl aus *qsu̯oi̯ā entstanden, das aus unbekannten Gründen aus *squ̯oi̯ā metathesiert ist; vgl. daß im Brit. ursprgl. sq, sk′ teils als sk, teils xw (< ks) erscheint s. Pedersen, Vergleich. Gr. I, 75 f., 77.

S. 410 *v. chъlmъ*: mir ist es nicht klar, wie die Seitenform urslav. *chъlmъ (woraus *šъlmъ) zu erklären sein soll, da doch gerade umgekehrt z. B. *vъlkъ urslav. *vъlkъ ergibt. Außerdem muß man in lautlicher Hinsicht šelomja im Igorsliede wie šelomъ ›Helm‹ beurteilen (dasselbe gilt von den russ. dial. Formen), es liegt also germ. *χelma- vor, das im Ablaut mit *χulma- stand; es begegnet ja auch

sonst, daß in Lehnworten Wortformen ans Licht treten, die in der entlehnenden Sprache sonst nicht belegt sind (vgl. anord. hjallr aus *χelnaz, s. Falk-Tap, Etym. Ordb. I, 291).

S. 413 Z. 3: Berneker S. 393 leugnet selbst, daß slav. choldъ und lit. száltas sich durch Ansatz von idg. *ksoltos erklären ließe (Pedersen, KZs. 38, 391). Ich muß gestehen, daß es eine merkwürdige Erscheinung wäre, wenn idg. k und q, die sonst seit uralter Zeit im Lit. von idg. k̑ getrennt sind, in der Verbindung ks-, qs- mit idg. k̑s- zusammengegangen wäre, und zwar nur im Anlaut, da im Inlaut idg. ks und qs wohl ks, aber idg. k̑s lit. š ergeben hat (Brugmann, Gr.[2] I, 568). Diese Erwägung genügt vollauf, um Pedersens Ansicht zu widerlegen (auf lit. šešì dürfte man sich nicht gegen mich berufen, da es wie šẽšuras aus *sẽšuras durch Assimilation aus *sešì entstanden sein kann. Zum idg. *kswek̑s- s. Zupitza, BB. 25, 94).

S. 420 v. *idǫ*: zu slav. ьdǫ ist vor allem lit. *eidu ›gehe‹ zu vergleichen, das in lit. iſchediens l. iſcheidens ›hinausgegangen‹ erhalten ist (so richtig Wiedemann, Lit. Handb. 116). Davon abgeleitet ist lit. eĩdinti ›zu gehen zwingen‹ (Jušk. 394; hierher auch eĩdina Adv. ›im Paßgang‹, eidiniñkas ›Paßgänger‹; eidauniñkas bei Jušk. a. a. O. hat -auniñkas von andern Nominibus übernommen, vgl. zu lit. smarkáninks Apr. Sprachd. 440, ferner wartáuni̯kas bei Leskien-Brugmann 289 für war̃tininkas nach wartáuti, während čẽráunykē ›Zauberin‹ bei Wolter, Lit. Chrest. 376, 19, 21 vom wruss. čarovníkъ gebildet ist). Wie das Kausativ eĩdinti von *eidu aus gebildet ist, so auch von *jodu, le. *jādu (= slav. jadǫ) aus das lit. jõdinti, le. jádinát ›reiten lassen‹ (neben heutigem li. jóju, jóti, le. jáju, ját, deren ja-Präsens also jung ist). Derartige mit d-Suffix gebildete Präsentia sind also der Ausgangspunkt der Kausativa auf -dinti neben den häufigeren auf -inti gewesen (das erkannte auch Poržezinskij, Kъ istorii formъ sprjaženija 109 f., 129 f., der aber keine Beispiele gab). Nesselmann, Wb. 66 führt ein werdinu, werdinti ›sieden lassen‹: wérdu wírti ›kochen, sieden‹ an (sonst heißt es wìrinti). Natürlich hängen mit den Kausativen auch Iterativa wie eidinẽti ›im langsamen Schritt gehen‹, jodinẽti ›oft u. s. w. reiten‹ (Jušk. 394, 685) zusammen, vgl. Leskien, Ablaut 432 ff.

S. 423 v. *ikra 1*: vergessen sind lit. ìkrai = le. ikri M. Pl. ›Rogen‹, die bei Bernekers Erklärung entschieden Lehnworte sind. Aber warum sollen das dann pr. yccroy ›Wade‹ u. s. w. nicht sein? (s. Brückner, LW. 87).

S. 425 v. *imamь*: von Wichtigkeit sind pr. ebimmai, immimai (Apr. Sprachd. 280).

S. 433 v. *iskra*: neben lit. iszkus mit kurzem i (Leskien, Nom. 507) ist auch ýškus, ýskus ›klar, deutlich‹ vorhanden (Jušk. 595).

S. 426 *v. imǫ, ęti*: außer klr. ńáty, das sein ń- aus den komponierten výńaty, zańáty bezogen hat, gibt es auch ar. njati neben jati ›nehmen‹ (zuerst im 14. Jh.), davon njatije ›Gefangennahme‹, njatecъ ›der Gefangene‹ (vgl. č. zajatec dass.) s. Sreznevskij II, 490; Djuvernua 113 f. Mit le. dial. nemt (Endzelin, Lat. Predl. I, 196 Anm.) hat das n- also nichts zu schaffen (vgl. r. njatь, njátьsja bei Dal' II², 581 und wr. njala, altwestr. njati bei Karskij, Bělorussy II, 407, 408). Im Russ. ist überhaupt -njati seit der 2. Hälfte des 14. Jh. auch in Stellen gedrungen, wo bisher -jati stand, vgl. otnjati (ca. 1386), podnjati (1389), prinjati (15. Jh.), ponjati (1372), und das daraus abstrahierte njati hat auch ein otnimati für otimati (zuerst 15. Jh.) veranlaßt. Heute sind otnimátь ponimátь u. s. w. die geläufigen Formen.

S. 442 Z. 1 f.: prěěvъše ist auch Cod. Mar. Mt. 14, 34 belegt (wo Ass. und Ostr. das jüngere prěěchavъše haben).

S. 465 f.: slav. kačǫ, kačiti finden ihren sicheren Anschluß an got. hahan ›hangen, schweben lassen‹, ahd. hâhan ›hängen‹, ahd. hangên u. s. w. ›hangen‹, wenn man armen. kaxem ›hänge‹ in Betracht zieht (Germ. Lautges. 52 nach Fr. Müller). Es würde sich dann verhalten slav. kačǫ : germ. hawhō = slav. plačǫ : lat. plango. Zu lat. cunctor und seinen Verwandten s. Walde², 210. Freilich ist es noch strittig, ob idg. k armen. k ergeben kann, was Brugmann, Gr. I², 580 f. und Scheftelowitz, BB. 28, 302 ff. bejahen, aber Pedersen, KZs. 39, 378 f. und Lidén, Arm. Stud. 36, 111 u. s. w. verneinen.

S. 467 *v. kadьlbъ*: ich wage die Vermutung, daß das Wort ein durch Haplologie verkürztes Kompositum *kadьdьlbъ sei, also im 1. Gliede mit kadь ›Gefäß‹, das in denselben Dialekten wie kadьlbъ vorhanden ist. Es ist also etwa ›eine Höhlung (sl. dołb ›Aushöhlung‹, č. dlub ›Vertiefung‹), die ein Gefäß ist, als Gefäß, Faß dient u. s. w.‹. Die ursprünglichste Bedeutung bewahrten das Wr. (daraus mit Verallgemeinerung das R.) und Poln., die anderen Bedeutungen ›altes Faß, Bottich, Rumpf‹ u. s. w. lassen sich daraus leicht ableiten (übrigens gibt es für die Bedeutungsverschiebung slav. vědro ›Eimer‹ und lit. wė́daras ›Bauch‹ eine genaue Parallele an r. lagúnъ ›Faß, Eimer‹ — dial. ›Bauch‹ s. Vasmer, Gr.-sl. Et. III, 109). Slav. *kadьdьlbъ ist ein determinatives Nominalkompositum wie skr. rājarṣiṣ ›ein Weiser, der König ist‹, aksl. konječlověkъ ›ein Mensch, der Pferd ist, ein Centaur‹ (Brugmann II, 1, 69).

Zum Schlusse spreche ich die Hoffnung aus, daß Berneker sein Werk zum Gedeihen unserer Wissenschaft bald vollenden möge!

Göttingen R. Trautmann

Dr. **S. Muller**, Dr. **J. A. Feith** und Dr. **R. Fruin**, Anleitung zum Ordnen und Beschreiben von Archiven. Für deutsche Archivare bearbeitet von Dr. Hans Kaiser. Mit einem Vorwort von Wilh. Wiegand. Leipzig, Harrassowitz, u. Groningen 1905. 8°. VIII u. 136 S. (Handleiding voor het ordenen en beschrijven van archieven. Ontworpen in opdracht van de Vereeniging van Archivarissen in Nederland. Groningen 1898. 8°. IV u. 158 S.) M. 7.

Wie das holländische Original dieses Buches zustande gekommen ist, erzählt Georg Hansen in der Besprechung, die er ihm in der Neuen Folge der Archivalischen Zeitschrift, 8 (1899), 284 ff., gewidmet hat. Der erste Entwurf ist ausgearbeitet worden im Sinne eines Beschlusses, der von der ›Vereinigung der holländischen Archivare‹ im Jahre 1895 gefaßt worden war. Dieser Entwurf wurde zunächst in der ›Vereinigung‹, sodann in einer Versammlung der holländischen Reichsarchivare durchberaten, endlich auch noch im Ministerium des Innern einer Revision unterzogen. Damit war die Kodifikation hergestellt, wie sie nun in hundert knapp gefaßten Paragraphen vorliegt. Die drei Verfasser (Direktoren der Staatsarchive zu Utrecht, Groningen und Middelburg) haben es dann noch unternommen, jedem einzelnen der so festgestellten Paragraphen Abhandlungen folgen zu lassen, die zum Teil Motivenbericht sind, zum Teil den Paragraphentext weiter ausführen und durch Beispiele erläutern. Nicht selten enthalten sie auch Andeutungen über die Beratungen der Archivare, aus denen die Formulierung hervorgegangen ist, und über die Entscheidungen der Regierung, von der die Formulierung gefordert oder gebilligt worden war. Man sieht, das Buch ist das Ergebnis reiflicher Ueberlegungen von Fachmännern eines Landes, das sich wie kein anderes [1]) seit Jahren einer strammen, für die sachlichen und persönlichen Interessen des archivalischen Berufs sehr fruchtbaren, überdies von dem Wohlwollen der Regierung begleiteten Organisation seiner Vertreter erfreut [2]). Beides, die treue, sich ins einzelnste der Berufsaufgaben vertiefende Zusammenarbeit, gleichwie die werktätige Teilnahme der Regierungen, soll südöstlich von Holland noch hie und da das Ziel frommer Wünsche bilden.

Außer dem genannten bairischen Rezensenten und ziemlich gleichzeitig mit ihm hat noch ein zweiter deutscher Archivmann (›K‹) der Leistung der drei Holländer Anerkennung zuteil werden lassen [3]) und

1) Erst kürzlich (am 15. Juni 1906) ist in Frankreich die Gründung einer *Association des archivistes français* erfolgt. Bibl. de l'École des chartes 56 (1905), 747 ff.

2) Vgl. darüber Keussen in der Archival. Zeitschr., N. F. 6 (1896), 299 ff.; Deutsche Geschichtsbl. 3 (1902), 109 ff.

3) Jüngst ist sie auch in Böhmen gewürdigt worden, von V. Kratochvíl, Hollandská theorie archivní a reforma archivnictví u nás (Holländ. Archivtheorie

sie als großer Beachtung wert bezeichnet (Korrespondenzblatt des Gesamtvereins 47 [1899], 162 ff.). Wenn trotz solchem Beifall das Buch zunächst eine Wirkung ins weitere nicht geübt hat, so lag das an zwei Dingen: an dem Idiom, in dem es abgefaßt war, und an der Eigenart der holländischen Verwaltungsformen und Archivverhältnisse, die das Ganze und alles einzelne darin beherrscht und gestaltet.

Das eine dieser Hemmnisse ist jetzt durch das verdienstvolle und trefflich gelungene Unternehmen H. Kaisers beseitigt. Das zweite war nicht zu beseitigen. Jeder Versuch dies zu tun, hätte von dem Original nicht viel mehr übrig gelassen als die Hauptleitsätze. Die Folgesätze, die Erläuterungen, die Beispiele derart auf deutschen Boden zu stellen, daß man sie dem deutschen Verwaltungs-, Kanzlei- und Archivwesen anpaßte, wäre gleichbedeutend gewesen mit einer Neuschöpfung der guten Hälfte des Werkes. Und eine solche war für jetzt weder notwendig noch auch wünschenswert. Denn gerade die Besonderheit, man möchte fast sagen die Fremdartigkeit, mit der die ›Anleitung‹ den deutschen Archivar, zumal den Anfänger, vielfach anmutet, ist die lehrreichste Illustration ihres Grundgedankens: daß die Vorstufen des Archivs, nämlich die Registratur, die Kanzlei, die Behörde es sind, deren Organisation das archivalische Ordnungssystem zu bestimmen hat.

Der Reichtum des Inhalts, den die Verfasser auf den 158 Seiten (des Originals, 136 der Uebersetzung) zusammengedrängt haben, ist in dem Raum einer Anzeige nicht zu erschöpfen. Nur die Fundamentalsätze können herausgehoben werden. Es sind ihrer nicht viele. Aus ihnen entwickelt sich in strenger, kaum irgendwo anfechtbarer Folgerichtigkeit die Fülle der Anweisungen und Ratschläge.

Die sechs Hauptstücke, in die die ›Anl.‹ zerfällt, behandeln drei Kapitel der Archivlehre: die Ordnung des Archivs (Hptst. 1 und 2: Entstehung und Einteilung von Archivdepots; Ordnung der Archivstücke); die Inventarisierung (3, 4 und 5: Das Beschreiben der Archivstücke; Die Aufstellung der Inventare; Weitere Beschreibungsmaßregeln); die Terminologie (6: Ueber den konventionellen Gebrauch einiger Ausdrücke und Zeichen).

Der Fundamentalsatz der Ordnungslehre, der mit starrer Konsequenz bis in ihre feinsten Verästelungen durchgeführt ist, ist der des § 16: ›Das Einteilungssystem ist auf die ursprüngliche Organisation des Archivs zu gründen‹. Man erkennt alsbald, daß in diesem Satze mit éinem Worte zwei Dinge bezeichnet

und die Reform des Archivwesens bei uns), in Česny Časopis historický 13 (Prag 1907), 1—10. — Von jüngeren Besprechungen sind mir noch bekannt geworden die von W. Lippert in d. Hist. Vierteljahrschr. 10 (1907), 287—291, und die von Ant. Mell in d. Mitt. d. Inst. f. österr. GF. 29 (1908), 538—541.

sind, die wir in Deutschland gewohnt sind scharf zu trennen: erstens das Archiv, und zweitens das was zeitlich vor dem Archive liegt, seine ›ursprüngliche Organisation‹, die Registratur. Durch das ganze Buch geht die Vereinigung dieser beiden Dinge unter der einen Benennung ›Archiv‹ hindurch. Schon die in § 1 gegebene Definition des Begriffs Archiv (›die Gesamtheit der geschriebenen, gezeichneten und gedruckten Dokumente, in dienstlicher Eigenschaft von irgend einer Behörde oder einem ihrer Beamten empfangen oder ausgefertigt, wofern diese Dokumente bei der Behörde oder deren Beamten bestimmungsgemäß verbleiben sollten‹) trifft ziemlich genau das was im deutschen Sprachgebrauch Registratur heißt. Auf die Verschiedenheit dieses Sprachgebrauchs von dem niederländischen weist nur eine Fußnote auf S. 3 hin, und es bedarf in der Regel einiger Aufmerksamkeit, um inne zu werden, in welchem Sinne das Wort Archiv jeweilig gesetzt ist. Wie die Verfasser sich die Scheidung zwischen Archiv (in unserem Sinne) und Registratur denken, erfährt man in § 14. Hier wird die Grenze zwischen Registratur (›neuem Archiv‹) und Archiv (›altem Archiv‹) so gezogen, ›daß zum Ressort des Archivars alle Stücke gehören, die einen aufgehobenen Dienstzweig betreffen, und bei den noch bestehenden alle Stücke, die der letzten einschneidenden Veränderung der Verwaltung voraufgehen‹; wenn eine derartige Veränderung seit 25 Jahren nicht stattgefunden hat, sind die älteren Stücke ins Archiv (›Archivdepot‹) zu bringen. In allgemeinerer Fassung ist dies in den Erläuterungen zu demselben Paragraphen so ausgedrückt: in den Archiven werden die Stücke bewahrt, die für den laufenden Dienst meist ihren Wert verloren haben (S. 21), Stücke, die der Vergangenheit angehören und für den laufenden Dienst entbehrlich sind (S. 22). Das ist die uns geläufige Differenzierung [1]). Ihr dienen in der ›Anl.‹ gelegentlich Umschreibungen; so wenn die Rede ist von dem ›Archiv, als es noch ein lebendiger Organismus war‹ (= Registratur, S. 31 f.), und von den ›den Archivaren anvertrauten Archiven‹, die ›tatsächlich tot‹ [2]) sind (= Archiv, S. 56). Durchwegs entspricht unserem Begriff vom Archiv in der ›Anl.‹ das ›Archivdepot‹ [3]).

Die Grundregel des § 16 würde nach unserem Sprachgebrauch so lauten: Das Einteilungssystem des Archivs ist auf die Organisation der Registratur zu gründen, die seine Vorstufe bildet und aus der es

1) Vgl. u. a. Wiegand im Jahrbuch f. Gesch. etc. Elsaß-Lothringens 14 (1898), 163.

2) Vgl. damit die französische Unterscheidung zwischen *fonds morts* (die sich nicht mehr ergänzen) und *fonds ouverts* (die noch Zuwächse aus der Registratur erhalten): beide gehören dem Archiv an.

3) Daß dieser Ausdruck in Deutschland eine andere Bedeutung hat, ist schon von Lippert a. a. O. bemerkt worden.

sich ergänzt hat oder noch ergänzt. Die Organisation der Registratur (die ›ursprüngliche Organisation des Archivs‹) aber stimmt naturgemäß in der Hauptsache überein mit der Einrichtung der Behörde, von der es stammt; sie ist nicht die Frucht des Zufalls sondern die logische Folge der Einrichtung der Behörde, von deren Funktionen das Archiv (die Registratur) den Niederschlag darstellt (S. 29); daher werden die Hauptrubriken des Archivs in der Regel den verschiedenen Zweigen der Behörde entsprechen, von der es stammt (S. 26. 49, vgl. 31). Wo jedoch die Einteilung der Registratur von der Gliederung ihrer Behörde abweicht, ist jene das bestimmende, nicht diese: ›Nicht die Organisation der Behörde sondern die des Archivs (d. i. der Registratur) muß den Ausschlag geben‹ (S. 30); ›Nicht die theoretische Erwägung, daß die Behörde ... früher so und nicht anders organisiert war, sondern die praktische, daß das Archiv (d. i. die Registratur) einmal in der Hauptsache in bestimmte Formen festgelegt ist, muß die zu vollziehende Archivorganisation bestimmen‹ (S. 37). Eine sklavische Bindung des Archivars ist aber damit nicht beabsichtigt; er darf alle Veränderungen in der alten Organisation vornehmen, die den Zweck haben, dem leitenden Gedanken, von dem die Ordnung (der Registratur) ausgegangen ist, zum Recht zu verhelfen, er darf also Fehler der alten Registraturbeamten abstellen (S. 34).

Mit der Grundregel des § 16 ist dem Provenienzprinzip[1]), dem *Respect des fonds*, die alle archivalische Ordnungsarbeit beherrschende Bedeutung[2]) zuerkannt. In § 8 wird es so formuliert: ›Die verschiedenen in ein Archivdepot aufgenommenen Archive (d. i. Registraturen) sind sorgfältig zu scheiden‹. Das ist nun allerdings keine neue Errungenschaft. Schon im Jahre 1819 hat die philologisch-historische Klasse der k. Akademie der Wissenschaften in Berlin davon abgeraten, Archive verschiedenen Ursprungs nach einer ›materiellen Anordnung‹ durcheinander zu mengen, es

1) Darüber: Bär, Leitfaden f. Archivbenutzer (1896), S. 3 f.; Wiegand a. a. O. S. 167 f. u. in d. Histor. Zeitschr. 88 (1902), 334 f.; Koser, in d. Mitt. d. k. preuß. Archivverwaltg. 3 (1900), Vorwort S. VI; Bailleus Vortrag auf d. 3. deutschen Archivtag zu Düsseldorf 1902, Protokoll des Tages S. 50 ff.; Lippert in der Histor. Vierteljahrschr. 5 (1902), 140, und dazu Bailleu ebd. S. 433 f.; Mitt. d. k. preuß. Archivverwaltg. 7 (1904), 12, vgl. Koser im Vorwort dazu S. VI; Repertorium des Staatsarchivs zu Basel (1904), Einl. S. XLIII, und dazu A. T[ille] in d. Deutschen Geschichtsblättern 6 (1905), 262; Rosenfeld im Korrespondenzbl. d. Gesamtvereins 53 (1905), 22 ff; Dr. V. A. Sechers Vortrag auf dem 6. deutschen Archivtag zu Wien 1906, Protokoll des Tages S. 29 ff.; Lippert in d. Histor. Vierteljahrschr. 10, 288 ff. (sehr bemerkenswert!).

2) *Le classement par fonds est la base essentielle de toute organisation d'archives.* H. Bordier, Les archives de la France, Paris 1855, p. 51.

vielmehr als sehr vorteilhaft bezeichnet, ›wenn die Archive der verschiedenen Landschaften, Stifter und Klöster, auch nach ihrer Vereinigung in éiner Stadt und éinem Lokal, doch noch gesondert blieben‹. Unter v. Sybels Direktion wurde dann im Jahre 1881 für die Ordnungsarbeiten im k. Geheimen Staatsarchiv zu Berlin die Erhaltung oder Wiederherstellung der ursprünglichen Registraturen als Norm aufgestellt, und seither ist im ganzen Bereich der preußischen Staatsarchivverwaltung (von einigen wenigen Ausnahmen vorläufig abgesehen) der Grundsatz maßgebend geworden, ›daß die Archive so beieinander zu bleiben haben, oder, wenn sie zersprengt waren, so wieder zu vereinigen sind wie sie organisch entstanden, wie die einzelnen Stücke im Geschäftsgange der Verwaltung zu den Akten gekommen waren‹ (Koser)[1]. Schon zwanzig Jahre früher ist das Provenienzprinzip in das dänische Archivwesen eingeführt worden, und zwar durch den Leiter des Königlichen Ministerialarchivs in Kopenhagen Johan Grundtvig[2]. Noch früher, schon 1841, hatte in Frankreich der *Respect des fonds* 1841 als Prinzip der Ordnungsarbeiten Geltung erlangt[3]; die Inventare lassen freilich die strenge Durchführung vermissen[4]. Was aber der ›Anl.‹ selbständigen Wert verleiht, das ist die konsequente, ja nicht selten rücksichtslose Durchführung des Provenienzgedankens bis in alle Ausläufer der dort vorgetragenen Lehrsätze. Er durchdringt die Lehre von der Ordnung und die von der Beschreibung und Inventarisierung, sogar in dem von der Terminologie handelnden Hauptstück ist er gelegentlich wiederzuerkennen.

Ein dritter, die Theoreme des Buches überall beherrschender Fundamentalsatz ist der des § 2: ›Ein Archiv ist ein organisches Ganze‹. Nirgends wäre diesem Satze und seinen Folgesätzen Verständnis, Teilnahme und Beifall gewisser als in einem Lande — wenn ein solches denkbar wäre —, wo man daran ginge, ein altes, in sich abgeschlossenes, kostbares und berühmtes Archiv nach irgendwelchen Gesichtspunkten nationaler oder territorialer Art zu zer-

1) Es verdient bemerkt zu werden, daß man in Preußen, seitdem dort dem Provenienzsystem die ihm gebührende Anerkennung zuteil geworden ist, keinen Anstand genommen hat, aus dem Geheimen Staatsarchiv zu Berlin einzelnen Provinzialstaatsarchiven die Urkunden zurückzustellen, die sie vorher, dem ursprünglichen Zentralisierungsplane Hardenbergs gemäß, dorthin hatten abgeben müssen. Koser in Mitt. d. k. preuß. Archivverw. 7, Vorwort S. VIII.

2) Secher a. a. O. S. 37 f.

3) Für die Departementalarchive in dem Rundschreiben des Ministers des Innern Duchâtel vom 24. April 1841 (Lois, instruct. et règlem. rel. aux arch. dép., communales et hospitalières, Paris 1884, p. 17, § ›*Principe‹ et but du classement*‹. Vgl. Langlois et Stein, Les arch. de l'hist. de France, Paris 1891, p. 10 fg. Bordier a. a. O.

4) Wiegand im zit. Jahrbuch etc. S. 168 Anm. 1.

reißen oder es als Ganzes aus dem Boden zu lösen, aus dem es erwachsen ist. Sich die entfernte Möglichkeit eines solchen destruktiven Verfahrens nur theoretisch vor Augen führend, verurteilen es die drei holländischen Reichsarchivare vom Standpunkt einer vernünftigen Archivpolitik aus. Denn sie wissen, was vielleicht noch nicht überall gewußt wird, was ein Archiv ist, wie es wird und lebt, wie es ›nach festen Regeln wächst, sich bildet und umbildet‹. ›Man kann niemals laut genug den Lehrsatz aussprechen, daß eine Zersplitterung von Archiven sowohl vom wissenschaftlichen als auch vom praktischen Standpunkte aus zu verurteilen ist. (Denn) die verschiedenen Dokumente eines Archivs erläutern einander‹ (S. 15). ›Ein bereits abgeschlossenes Archiv ist nicht über zwei oder mehr Depots zu verteilen‹ (§ 10, mit weitläufiger Begründung, die durch den aus S. 15 hier zitierten Satz eingeleitet wird). ›Beim Erlöschen, bei der Auflösung der Körperschaft, wenn die Funktionen der Behörde teilweise auf die Behörden anderer Körperschaften übergehen, kann die Versuchung groß sein, das Archiv dementsprechend zu zersplittern. ... Diese Maßregel ist ... bedenklich‹ (S. 16). ›Wenn der Fall jetzt einträte, würde sicher niemand wünschen, daß das Archiv auseinander gerissen werde‹ (S. 17). Und unvergessen bleibe das Wort des ehemaligen Generaldirektors der französischen Staatsarchive: *Les archives ... ont toujours leur patrie là où elles se sont formées, et elles ne peuvent jamais la perdre, puisqu'elles sont locales et personelles. Transportez avec elles la population tout entière, je n'ai plus rien à dire; mais tant qu'un habitant reste sur le sol, il a le droit de se plaindre de ce que vous avez dépouillé de ses archives*[1]).

Ohne weitere Erläuterung ist klar, in welch innigem Zusammenhange die drei bisher besprochenen Fundamentalsätze untereinander stehen. —

Aus den angeführten Grundanschauungen und Forderungen ergibt sich, daß nicht ins Archiv gehören: Altertümer und ähnliche Gegenstände, Siegelstempel, von Mitgliedern einer Behörde oder von Beamten in nicht dienstlicher Eigenschaft empfangene oder ausgefertigte Stücke, Privatbriefe an Beamte (S. 2); private Handschriften historischer Art (S. 7. 24. 92. 93. 104); moderne Abschriften, gefertigt zur Ausfüllung von Lücken des Archivs (S. 55. 91); Familienpapiere (S. 93). Man bemerkt hier die oben erwähnte Rücksichtslosigkeit der Konsequenz, die ›unerbittliche Logik‹, wie Wiegand (in seinem Vorwort zur deutschen Ausgabe) es nennt. Daß die Verbannung moderner Abschriften in der Praxis noch nicht allgemeine Anerkennung ge-

1) Marquis de Laborde, Les Archives de la France, Paris 1867, p. 194. — Man vergleiche dazu die lehrreichen Beispiele, die Lippert (in der Histor. Vierteljahrschr. 10, 290 f.) aus Sachsen anführt.

funden hat, bemerkt schon der Uebersetzer (S. 91 Anm. 35). Mit einiger Ueberraschung und nicht ohne Widerspruch wird man es auch aufnehmen, daß die Verfasser in der herben Strenge ihrer Konsequenz die ›sogenannten‹ Familien- oder Hausarchive nicht als Archive anerkennen, da sie ›durchgehends ein Konglomerat von Papieren und Schriftstücken sind, welche die verschiedenen Glieder eines Geschlechts oder die verschiedenen Bewohner eines Hauses oder Schlosses als Privatpersonen oder in verschiedenen Funktionen, bisweilen sogar als Sammler von Merkwürdigkeiten, in die Hände bekommen und aufbewahrt haben‹, da die Stücke dieser Archive kein Ganzes bilden, nicht den organischen Zusammenhang eines Archivs im Sinne der ›Anl.‹ besitzen (S. 5). Ein Widerspruch gegen diese rigorose Auffassung würde einem Streit ums Wort, einer Splitterrichterei nur allzu ähnlich sehen. Doch darf gesagt werden, daß die Familie als Personengesamtheit, daß die Verwaltung eines Hauses oder Schlosses und dessen was dazu gehört, genügend starke Einheitsmomente sind, um wenigstens die schriftlichen Niederschläge ihres Waltens als ein organisches Ganze, als ein Archiv erscheinen zu lassen.

Mit der These des § 16, daß das Einteilungssystem des Archivs auf die Organisation der Registratur zu gründen ist, hängt eng zusammen die Anschauung der Verfasser über den Einfluß, der bei der Ordnung eines Archivs historisch-wissenschaftlichen Erwägungen einzuräumen ist. Sie sprechen von der ›früher allgemein gangbaren, jetzt jedoch als verkehrt verurteilten Anschauung‹, daß alte Archive rein wissenschaftliche Institute und nicht Bureaux der Reichs- und Staatsverwaltung seien (S. 21, vgl. 101). ›Beim Ordnen eines Archivs ist erst in zweiter Linie auf die Interessen historischer Untersuchungen zu achten‹ (§ 19). ›Archivalische Forderungen haben den Vorrang vor antiquarischen. Man zerreiße also keine Serie von Briefen, die über die verschiedensten Gegenstände bei ein und derselben Behörde eingelaufen sind, um ein Bündel Stücke daraus zu bilden, die auf einen bestimmten Gegenstand Bezug haben‹ (S. 35). Wie sehr übrigens die Beachtung der ›archivalischen Forderungen‹, die Sonderung der Registraturen, der ›Respekt‹ vor ihrer Organisation, mit einem Wort die verständige Befolgung des Provenienzprinzips auch den Interessen der wissenschaftlichen Archivforschung entgegenkommt, braucht in Deutschland nicht mehr gesagt zu werden[1]). Und daß die Archive, wenn auch nicht rein, so doch vorwiegend wissenschaftliche Institute

1) Vgl. Bailleus und Sechers oben S. 262, Anm. 1 zitierte Vorträge u. Koser in den Mitt. d. k. preuß. Archivverwaltung 3, Vorw. S. VII. Dazu A. Maury in der Vorrede zum Inventaire somm. et tableau méthod. des fonds conservés aux Arch. nat., 1e partie (Paris 1871, 4°), und de Waillys Aeußerung, mitgeteilt von Wiegand an dem oben S. 263, Anm. 4, a. O.

sind, wird den Behörden selbst klar werden, wenn sie ihnen gegebenen Falls die geschichtliche und juristische Verwertung der Bestände für die Aufgaben der Verwaltung übertragen, anstatt sie, wie noch vielfach geschieht, als bloße Apparate zur Aushebung und Wiedereinstellung von ›Vorakten‹ zu gebrauchen [1]).

Mit diesen Auszügen und Andeutungen ist der Teil der ›Anl.‹, der sich mit dem Wesen des Archivs und den daraus fließenden Ordnungsregeln beschäftigt, nach Inhalt und Wert gekennzeichnet.

Die zweite Hauptgruppe der Lehrsätze (das 3., 4. und 5. Hauptstück) handelt von der Beschreibung der Archivstücke und von der Aufstellung des Inventars (›Repertorium‹ ist bei den Holländern ein Index, der nicht nur die Schlagwörter anführt, sondern von jedem Akt eine kurze Inhaltsangabe bietet, S. 121). Aus dem Fundamentalsatz des § 16 folgt die These des § 50: ›Das Inventar eines Archivs ist in der Hauptsache‹ (unbeschadet kleiner Abweichungen im Interesse der Praxis, S. 75) ›in Uebereinstimmung mit der ursprünglichen Organisation des Archivs‹ (d. i. mit der Organisation der Registratur) ›einzurichten‹. Daraus wieder folgt, daß jede wichtige Veränderung in der Einrichtung der Behörde eine neue Abteilung des Archivs und seines Inventars verlangt; abzulehnen ist es, neue Abteilungen mit wichtigen historischen Ereignissen zu beginnen (S. 76. 77). Der Beachtung aller archivarischen Anfänger sei insbesondere die weise Regel des § 37 empfohlen: ›Das Inventar soll nur als Wegweiser dienen, es hat also nur eine Uebersicht über den Inhalt des Archivs zu geben, nicht über den Inhalt der Stücke‹. Wäre sie immer und überall befolgt worden, um wie viel weiter wäre die Repertorisierung manches großen Archivs gediehen! ›Ein Inventar braucht nicht alles zu vermelden, was ein Archiv über einen bestimmten Gegenstand oder eine bestimmte Person enthält; strebt man danach, so schafft man ganz gewiß ein schlechtes Inventar‹ (S. 57). Mehr ins einzelne zu gehen empfiehlt sich nur bei den ältesten Stücken; im allgemeinen gibt das Ende des Mittelalters eine gute Grenze an (S. 60. 61). Dagegen sind in der Regel alle Originalurkunden besonders zu beschreiben (§ 46). — Das Inventar ist mit einem Index der Personen- und Ortsnamen zu versehen (§ 64). Zum Nachweis des Einzelnen dienen Spezialindices, die nach Abschluß des Inventars anzulegen sind über vielumfassende Inventarnummern (Kanzleiregister, Kopialbücher, Resolutions-, Urteils-, Brief-, Supplikenbücher, Aktenserien ...) (§ 71), und dienen ferner Regestenlisten (über Archivteile von besonderer Wichtigkeit), die ebenfalls mit Indices versehen werden müssen (§§ 72—82). Als ein Beispiel für die

1) Vgl. Lipperts treffliche Bemerkungen a. d. o. S. 264, Anm. 1., a. O., S. 289. Z. 10 v. u. u. ff.

Feinheit der Konstruktionen des Buches sei auf den § 76 aufmerksam gemacht, der den Unterschied von Inventar und Regestenliste, von Inventareintrag und Regest behandelt. Das Inventar ist ein Verzeichnis der im Archiv beruhenden (Einzel- oder Serien-)Stücke, die Regestenliste zählt Handlungen auf. Beim Inventareintrag muß die Art des Stückes in den Vordergrund treten, im Regest der Vorgang, der dem Stück zugrunde liegt, oder die Beurkundung, die Bezeugung dieses Vorgangs. In der sprachlichen Form wird dies so in die Erscheinung treten, daß der Inventareintrag, auch wo er ein einzelnes Stück nennt, kein Zeitwort enthält (z. B. Privilegienbuch oder -bücher, Protokoll oder Protokolle, Berichte, Rechnungen ...; Gerichtsbrief, Schenkung, Belehnung ...), wohl aber das (ein Einzelstück verzeichnende) Regest (z. B.: NN. entscheidet ..., schenkt ..., belehnt ...).

Die dritte Hauptgruppe der Anweisungen (das 6. Hauptstück: Ueber den konventionellen Gebrauch einiger Ausdrücke und Zeichen) geht von dem Gedanken aus, der gewiß nirgends auf Widerspruch stoßen wird: es sei im Interesse der Deutlichkeit erwünscht, daß man in den verschiedenen Inventaren stets dieselbe Terminologie anwende (§ 84). Aber die Vorschläge, die hier gemacht werden, lassen noch mehr als die übrigen Partien des Buches die Besonderheiten des holländischen Verwaltungs- und Kanzleiwesens durchblicken. Sie entfernen sich vielfach weit von dem außerhalb Hollands gebräuchlichen und werden am wenigsten geeignet und imstande sein, werbende Wirkung zu üben. So wird sich kaum durchzusetzen vermögen die Unterscheidung zwischen Bänden, die als solche schon bestanden haben, bevor sie beschrieben wurden, und solchen, deren Blätter beschrieben waren, bevor sie zu einem Bande vereinigt wurden (Bände im engeren Sinne). Zu jenen sollen gehören ›Protokolle‹: Bände, in denen Minuten eingetragen sind, und ›Register‹: Bände, in denen Akte oder Akten abgeschrieben sind (die bei uns festgehaltene Unterscheidung zwischen Registern und Kartularen wird abgelehnt). Weit hinein differenziert ist die äußerliche Zusammenfassung loser Akten: ›Dossiers‹ und ›Bündel‹ enthalten Akten, die sich auf denselben Gegenstand beziehen; aber die Dossiers sind gebildet ›als das Archiv noch lebte‹ (d. i. in der Registratur), die Bündel ›nach dem Absterben des Archivs von einem späteren Verwalter‹ (d. i. im Archiv). In ›Schnüren‹ (an Fäden aufgereihte Papiere, holl. *liassen*) und in ›Umschlägen oder Päcken‹ sind Stücke vereinigt, die nicht denselben Gegenstand betreffen, sondern nur von derselben Art sind (z. B. eingelaufene Stücke, Rechnungen von demselben Dienstzweige ...). Die Scheidung der ›Verhandlungen oder Akte‹ einer (kollegialisch organisierten) Behörde in ›Resolutionen‹ und ›Noteln‹ scheint sich mit der unsrigen in Beschluß- und Beratungsprotokolle zu decken. Für die Bezeich-

nung des kanzleimäßigen Zustandes, in dem ein Archivstück überliefert ist, werden wir uns auch bei der Archivbeschreibung, nicht nur in Urkunden- und Aktenpublikationen, wohl lieber der von Küch vorgeschlagenen Terminologie bedienen[1]) (Publikationen aus den k. preuß. Staatsarchiven, Bd. 78: Polit. Archiv des Landgrafen Philipp v. Hessen, 1. Bd., Leipzig 1904, Einl. S. XIX ff.), die das bei uns seit lange übliche und durch Felix Stieve zu regeln versuchte in bestimmtere Formen bringt und den Gegenstand vollständiger erschöpft, als die von den Holländern aufgestellten Kategorien: Konzept (das noch nicht fertiggestellte Aktenstück), Minute (das fertiggestellte Aktenstück), Grosse (bei Urkunden Charter: die hinausgegebene Reinschrift). Ihnen entsprechen bei Küch: das Konzept (6 Arten, darunter die Minute der Holländer), das Mundum (3 Arten), die Ausfertigung (4 Arten).

Einigermaßen anders als wir es gewohnt sind ist der Unterschied zwischen Vidimus und Transsumt gefaßt. Das Vidimus ist eine Urkunde, das Transsumt braucht dies nicht zu sein. ›In einem Vidimus versichert die vidimierende Person, das ursprüngliche echte Stück gesehen zu haben‹; im Transsumt fehlt diese Versicherung des Transsumenten. Beim Vidimus handelt es sich stets mehr oder minder um die Bestätigung der inserierten Urkunde; ein Transsumt wird ausgefertigt um die Vorlage sozusagen zu vervielfältigen. Vgl. dazu Bresslau, Urkundenlehre, 1, 659 ff. Das Beiwort ›echt‹, das in dieser Verbindung zweimal vorkommt, wäre zu vermeiden gewesen: *Le caractère authentique d'un vidimus ne peut rien faire présumer sur l'authenticité de l'acte vidimé, alors même que cette authenticité serait affirmée dans l'annonce de la transcription ou les clauses finales* (Giry, Manuel de diplomatique, p. 25). Im Gegensatz zu Vidimus und Transsumt ist bei der Insertion (im engeren Sinn) das Rahmenstück die Hauptsache, bei jenen das vidimierte oder transsumierte Stück.

Ein eigener Paragraph (95, vgl. § 47 und S. 110) handelt von den ›Transfixen‹, d. i. von Originalurkunden, die dadurch mit anderen verbunden sind, daß die Siegelstreifen oder -schnüre des zweiten Stücks durch das erste gezogen sind, bevor das zweite besiegelt ist. Sie sind in deutschen Archiven nicht eben häufig. Zwei solcher Stücke, von 1314 und 1360, sind in der Archivalienausstellung des k. und k. Haus-, Hof- und Staatsarchivs in Wien zur Schau gebracht (Katalog N. 187 und 229).

Aus dem Abschnitt über die Inventarisierung muß noch eines hervorgehoben werden. Seine Lehren zielen nicht nur stillschweigend sondern häufig auch in ausdrücklichen Worten auf die Veröffentlichung

1) Freilich mit Beachtung dessen, was Brandi in den Götting. gelehrten Anzeigen 167 (1905), 903 f. dazu bemerkt.

der Archivinventare hin. Sie gilt den Verfassern als etwas geradezu selbstverständliches. Leider haben die großartigen Leistungen der französischen Archivverwaltung und die schönen Anfänge der deutschen an sehr wichtigen Stellen bisher keine Nachfolge gefunden und werden es, allem Anscheine nach, noch lange nicht. Nicht selten liegt das Hindernis in der Rückständigkeit der Ordnungsarbeiten, oder in der beschränkten Einsicht des Archivherrn, die in der letzten Konsequenz der Archivfreigebung nichts als eine bedenkliche Preisgebung zu erblicken vermag; oder endlich, die erforderlichen Mittel können oder wollen nicht zur Verfügung gestellt werden[1]). Sehr richtig nennen es die Verfasser die letzte Pflicht, und zwar nur eine Ehren-. nicht eine Amtspflicht des Archivars, aus den Beständen seines Archivs wichtige Stücke zu veröffentlichen (S. 115). Dies wird so zu ergänzen sein: nicht nur Ehren-, sondern auch Amtspflicht, nicht die letzte, aber auch nicht die erste Pflicht der Archivverwaltung sei die Veröffentlichung der Inventare; die erste, die Voraussetzung alles übrigen, erblicke sie in der vollständigen Durchführung der Ordnungsarbeiten und in der Herstellung guter Repertorien für den Amtsgebrauch, die, wenn ihre Veröffentlichung nicht zu erreichen wäre, wenigstens handschriftlich den Benutzern zugänglich gemacht werden können.

Die Uebersetzung darf als wohlgelungen bezeichnet werden. Nur weniges ist unter Mitwirkung der Autoren selbständig gefaßt. Im allgemeinen schließt sich der Uebersetzer dem Original eng an, was sehr löblich ist. Nur in wenigen Fällen wäre größere Selbständigkeit wünschenswert gewesen. So dort, wo Ausdrücke aus dem Original übernommen sind, die dem deutschen Leser nicht sofort verständlich sein dürften. Zwar daß die oft vorkommenden ›Retroacta‹ Vorakten sind (nicht im Sinn der Urkundenlehre, Bresslau 1, 652, sondern in dem unserer Kanzleisprache), wird bald klar geworden sein. Aber daß mit ›liassierten‹ Stücken nicht *liasses* in der französischen Bedeutung des Wortes gemeint sind, sondern ›Schnüre‹ (an Fäden aufgereihte Stücke), ergibt sich erst aus dem holländischen Original, das überall *liassen* für Schnüre hat. Die nicht minder häufig genannten ›Transporte‹ sind Uebertragungen liegender Güter (vgl. *overdrachts-*

1) Es sei hier dankbar und mit lebhafter Anerkennung erwähnt, daß unter den österreichischen Staatsarchiven das zuletzt (1905) organisierte als das erste den Mut, die Gunst und die Mittel gefunden hat, sein Inventar zu veröffentlichen (Das Archiv der k. k. steiermärk. Statthalterei, von Dr. Anton Kapper, Graz 1906, 8°. Vgl. A. Mell, Archive u. Archivschutz in Steiermark, nr. 23 der Veröffentlichungen der Histor. Landeskomm. f. Steierm., Graz 1906, S. 43 ff.). Das erste österreichische Archiv, das mit der Veröffentlichung seiner Kataloge begonnen hat, ist ebenfalls ein steiermärkisches: das Landesarchiv.

brief, S. 70 des Orig.). Insbesondere hätte das ›Beklemrecht‹ (S. 54) einer Erklärung bedurft[1]).

›Ein langweiliges und kleingeistiges Buch! Der Leser sei gewarnt‹. Schon Wiegand hat am Schluß seines Vorworts zu Kaisers Uebersetzung diese Selbstverkleinerung, mit der die Verfasser ihr Werk einleiten, in das richtige Licht gerückt. Nein! Gewarnt seien nur etwa die Anfänger und solche Archivare, die das nur dem Namen nach sind. Freilich, auch für die wahren und wirklichen bleibt es ein ernstes und schweres Buch, dessen voller Inhalt sich nicht bei flüchtigem Durchlesen erschließt. Aber ein Buch reich an Anregungen und Ergebnissen ist es, ein Buch wie die Literatur des Archivwesens kein zweites aufzuweisen hat. Ein enger gefaßter Titel: ›Anl. z. Ordnen u. Beschr. der holländischen Archive‹ hätte vielleicht dem Buchstaben des Inhalts besser entsprochen, gewiß aber nicht seinem Wesen und Geist. Und dieser ist darum kein ›Kleingeist‹, weil er weit und reich genug ist alles zu durchdringen, was künftig über praktische Archivlehre wird vorgetragen werden. In gar manchem Punkte wird sich diese Lehre Unabhängigkeit zu wahren haben von dem durch die Holländer aufgestellten Richtsteig Archivrechts, vielleicht auch in einigen sehr wesentlichen Dingen, z. B. in sorgsamer Rücksichtnahme auf alther überkommene Archivordnung bei Durchführung des Provenienzsystems, in der bestimmteren Scheidung von Registratur und Archiv, in der damit ermöglichten schärferen Betonung des wissen-

1) Ein in Groningen und Drente gebräuchlicher Rechtsausdruck für Landleihe gegen festen Zins: ›*Benaming van een zakelijk gebruiksrecht van landerijen onder verplichting van de betaling eener jaarlijksche som (vaste huur) en van zoogenaamde geschenken bij verschillende gelegenheden*‹. de Vries en Kluyver, Woordenb. der nederl. taal 2 ('s Gravenh. 1898), col. 1601 (das. auch Literatur), vgl. col. 1600 s. v. *beklemmen* und *beklembrief*. — Hier noch einige Kleinigkeiten, vielleicht richtiger Kleinlichkeiten, deren Erwähnung ebenso wie das oben unmittelbar vorher Gesagte nur den Zweck hat anzudeuten, daß kein Anlaß zu schwereren Bemängelungen vorliegt. Daß dort, wo der Kommentar den Wortlaut des Paragraphentextes zitieren will, dieser Wortlaut auch im Kommentar festzuhalten ist, bedarf wohl keiner Begründung und ist im Original auch stets beachtet. Dagegen die Uebersetzung S. 8, Z. 19 v. u. ›vereinigt‹ (richtig: zu vereinigen); — S. 96, Z. 12 v. o. ›Erklärung‹ (besser ›Hinweis‹ wie im Text des Paragraphen, Orig. beide Male *verklaring*); — S. 96, Z. 17 v. u. ›Lagerort‹ (im kodifizierten Text ›Platz‹, Orig. beide Male *plaats*). — Ferner: S. 10, Z. 18 u. 19 v. o.: ›derselben‹ gehört hinter ›Eigenart‹. — S. 35, Z. 24 v. u.: *bezwaar* war besser mit Bedenken als mit Not wiederzugeben. — S. 69, Z. 2—5 v. o.: die Holländer mochten wohl sagen, daß Charters Urkunden (einer bestimmten Art) *bevatten*; im Deutschen geht es kaum an von ›Originalurkunden ... (die) in bestimmter Form ausgefertigte Urkunden enthalten‹ zu sprechen. — S. 108, Z. 20 v. u. l. aller Titel st. alter T. — S. 119, Z. 3 v. o. l. eingegangene Briefe st. eingegangenen Briefen (nicht mehr abhängig von dem voraufgehenden ›Minutenakten‹).

schaftlichen Charakters der Archive. Die Verfasser sind ja auch liberal genug, für ihr Handbuch, trotz der Form, in die es gekleidet ist, nicht die bindende Kraft eines Gesetzes zu beanspruchen. Sie ›werden nicht sauer sehen, wenn man in Einzelheiten oder selbst in Hauptsachen von diesen (ihren) Regeln abweicht‹.

Wien Gustav Winter

The Old Syriac Gospels or Evangelion da-mepharreshê ed. by **Agnes Smith-Lewis.** With four facsimiles. London 1910, Williams and Norgate. LXXXVIII, 334 S. + App. 25 Sh.

Frau Lewis hat im Februar 1892 auf dem Sinaikloster die älteste syrische Uebersetzung der Evangelien entdeckt und photographiert: im Februar 1893 begleitete sie die Herren Bensly, Burkitt und R. Harris, als diese den schwer entzifferbaren Palimpsest an Ort und Stelle zu transkribieren unternahmen. Auf Grund dieser Transkription erschien die erste Ausgabe (for the Syndics of the University Press, daher Syndics' edition genannt) Cambridge 1894, mit Beibehaltung der Kolumnen und Zeilen der Handschrift. Dazu lieferte Frau Lewis, nach einem dritten Besuch des Klosters 1895, wichtige Nachträge, indem es ihr gelang, eine Anzahl für unlesbar gehaltener Stellen und ganzer Seiten zu entziffern und dadurch empfindliche Lücken der Syndics edition auszufüllen: Some pages of the four Gospels retranscribed, London 1896. Von einem vierten Besuch 1897 brachte sie noch einige Verbesserungen heim und namentlich eine Reihe von Photographien, die viel besser waren als die früheren. Im Jahre 1902 machte sie sich noch einmal auf den Weg, um einige Stellen nachzusehen, über die Zweifel entstanden waren. Demselben Zweck galt ihre letzte Reise 1906; sie war veranlaßt durch die inzwischen erfolgte zweite vollständige Ausgabe der Syra Sinaitica durch Burkitt.

Diese Ausgabe ist Cambridge 1904 erschienen, in zwei Bänden. Sie enthält nicht bloß die Sinaitica, sondern auch die damit nah verwandte Curetoniana (zuerst veröffentlicht 1858), und diese ist sogar zu Grunde gelegt. Burkitt war zwar geneigt, der Sinaitica den Vorzug zu geben, ließ sich aber von Armitage Robinson und Robertson Smith davon abbringen. Ueber die Gründe dafür läßt er sich nicht aus, jedenfalls waren sie nicht stichhaltig. Denn die Sinaitica ist ungleich vollständiger erhalten als die Curetoniana, und ihr Text ist älter und wertvoller: also mußte sie zu Grunde gelegt werden. Es nimmt nicht Wunder, daß Frau Lewis die Zurücksetzung des von ihr entdeckten Kodex fast als persönliche Beleidigung empfand, zumal sie auch für dessen Entzifferung unausgesetzt tätig gewesen war und

dadurch Burkitt große Dienste geleistet hatte. Man begreift ferner, daß sie jetzt der Gesamtausgabe Burkitts eine andere entgegensetzt, worin die Sinaitica oben und die Varianten der Curetonia unten zu stehen kommen, nur einige Lücken der Sin. werden im Text durch die Curet. ergänzt, die aber dann durch kleinere Schrift deutlich unterschieden wird. Zu den Dissimilia der Curetoniana unter dem Strich fügt sie noch Similia hinzu, Lesarten namentlich aus dem Cantabrigiensis Bezae und aus den Veteres Latinae, die mit denen der Sin. verwandt sind. Sie vergißt auch nicht, ihrem Vorgänger allerlei wirkliche oder angebliche Versehen unter die Augen zu halten, mit mehr als nötiger Schärfe. Ihre Verbesserungen stellt sie als Addenda et Corrigenda in Appendix I zusammen. In Appendix II sammelt sie Bibelzitate aus syrischen Vätern, welche eher mit der Sin. als mit der Peschita übereinstimmen; daran hängt sie noch ein Verzeichnis von Stellen, wo die Sin. und die Peschita mit dem griechischen Kodex der Kaiserin Theodora in Petersburg zusammen gehn. In App. III führt sie eine Reihe wichtiger Auslassungen in der Sin. auf. In den Appendices IV und V, die in einem Täschchen am Buchdeckel stecken, verbessert sie die englische Uebersetzung Burkitts und gibt einen von E. J. Worman angefertigten Index zum arabischen Diatessaron. Sie kann des Guten nicht genug tun. In der Vorrede setzt sie noch die Vorzüge der Ueberlieferung in der Syra Sinaitica gegenüber der in den griechischen Handschriften ins Licht. Sie ist verliebt in die von ihr aufgefundene alte Version. Diese Verliebtheit hat zwar ihre Urteilsfähigkeit beschränkt, sie aber doch befähigt, immer wieder an Ort und Stelle nachzusehen und sich über Zweifelhaftes zu vergewissern. Es ist auch nicht zu leugnen, daß ihre Ausgabe eine bequemere und sicherere Benutzung der Syra S. und C. gestattet als die von Burkitt. Jedoch können sich die Besitzer der letzteren beruhigen; sie reicht für die Eruierung der griechischen Vorlage aus. Die Korrekturen der Frau Lewis haben für die griechische Vorlage wenig zu bedeuten; sie betreffen meist Kleinigkeiten im syrischen Ausdruck oder in der syrischen Orthographie und Punktation.

Göttingen Wellhausen

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Adolf Harnack, Lehrbuch der Dogmengeschichte (Sammlung theologischer Lehrbücher). Vierte neu durchgearbeitete und vermehrte Auflage. Drei Bände. Tübingen 1909 und 1910, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). 58 M.

In den ›Gelehrten Anzeigen‹ ist Harnacks Lehrbuch der Dogmengeschichte noch nicht zur Besprechung gelangt. Dennoch kann über ein Werk, das seit einem Vierteljahrhundert die wissenschaftliche Behandlung der Dogmengeschichte maßgebend bestimmt hat, nicht jetzt nachträglich eine Orientierung und Beurteilung erfolgen. Vielmehr mit der vorliegenden vierten Auflage, der Akademischen Kommission für die Herausgabe der griechischen Kirchenväter gewidmet, hat es diese Besprechung zu tun; natürlich jedoch nicht nur mit dem, was ihr eigentümlich ist.

In seinem Vorwort zu dieser vierten Auflage bezeichnet Harnack als die Aufgabe, die er sich für seine Behandlung der Disziplin der Dogmengeschichte gesetzt, ›das Wesen der Erscheinungen herauszustellen, ohne zum Metaphysiker zu werden, und die geschichtlichen Farben wiederzugeben, ohne im Zeitgeschichtlichen stecken zu bleiben‹. Darauf beruht in der Tat die Bedeutung und der Erfolg dieses Werkes. Es bietet keine Darstellung der ›immanenten Entwicklung des Geistes im Christentum‹, aber es dringt ein in das Wesen der dogmengeschichtlichen Erscheinungen. Es späht nicht in spekulativer Betrachtung neben den nachweisbaren Ideen einer Zeit nach noch andern, aber es sucht das Dogma als Ausprägung des religiösen Glaubens zu verstehen und geht den treibenden religiösen Motiven nach. Bei klarer Richtung des Blickes auf den großen Gang der dogmengeschichtlichen Entwicklung berücksichtigt es doch alle Faktoren zeitgeschichtlicher Art, die auf die Gestaltung des Dogmas eingewirkt haben. Aus voller Beherrschung des kirchen- und dogmengeschichtlichen Materials heraus geboren, haftet es doch nirgends am Einzelnen, sondern erfaßt alles in seinem lebendigen Verhältnis zum Ganzen religiöser Erkenntnis.

Harnack erblickt bekanntlich im Dogma eine Konzeption des griechischen Geistes, aber so, daß es seine Wurzeln im Evangelium

hat. Es ist ihm der Niederschlag des christlichen Bewußtseins der Kirche, aber beginnt im strengen Sinn erst dort, wo die Begründung dieses Bewußtseins mit den Mitteln der griechischen Philosophie ihren Anfang nimmt. In zwei gleich bedeutsame Teile zerfällt ihm die Geschichte des Dogmas, d. h. der historischen Kirchenlehren: seine Entstehung auf dem Fundamente der kanonisierten Tradition, dadurch vorbereitet, daß das Christentum von Anbeginn — wie das Spätjudentum — eine reflektierte Religion gewesen, sodann seine Entwicklung. Als den Höhepunkt der letzteren charakterisiert er die Theologie eines Athanasius und Kyrill von Alexandrien; schon durch Augustin erfolge eine Abschwächung; Luther habe die Voraussetzungen des Dogmas: das unfehlbare Lehramt der Kirche, die unfehlbare apostolische Lehre und Verfassung und — obwohl schwankend — den unfehlbaren apostolischen Schriftkanon aufgegeben, freilich durch den Halt für den Glauben, den ihm die Schrift bot, seinerseits eine Summe biblischer articuli fidei dem Glauben untergeschoben (I, 9). Bei aller Hervorhebung des engen Zusammenhangs der Geschichte des Dogmas mit dem Hellenismus erklärt H. sich doch gegen das neue methodologische Prinzip der ›Religionsgeschichtler‹ (I, 45); sie überschätze die mythologischen und folkloristischen Elemente im Christentum und verkenne das Wesen der höheren Religion, d. h. der Religion überhaupt; neu sei doch schließlich nicht, daß bei den hellenistischen Christen der Hellenismus nicht bloß in Kopf und Herz, sondern auch in den Kleidern gesessen hat. Für das Evangelium und auch für die wichtigsten Schriften des Neuen Testaments aber bilden spezifisch hellenische Gedanken keine Voraussetzung, speziell ist die religiöse Denkweise des Paulus und seine Lehrbildung vom griechischen Geist wenig bestimmt, obwohl er das Evangelium in die griechische Denkweise hineinzustellen sich nicht gescheut hat.

Das Evangelium ist die Schöpfung einer universalen Religion auf dem Boden der alttestamentlichen. Es beruht auf der überwältigenden Persönlichkeit Christi. Denn sie führte die Menschen in eine neue Gemeinschaft mit Gott, verband sie zugleich mit sich und unter einander und befähigte sie zum Wirken auf die Welt. Eine neue messianische Hoffnungslehre für die Christgläubigen als das wahre Israel war damit gegeben, und der Anbruch des Gottesreiches in dem Heilandswirken Jesu bildete ein Gegengewicht gegen das eschatologische Element. Bei den geistigen gegenwärtigen Gütern, nicht bei der Eschatologie, setzt die Hellenisierung des Christentums ein.

Hinsichtlich der Anfänge der Erkenntnis in dem zum Katholizismus sich entwickelnden Heidenchristentum lehnt H. ab die von Loofs vertretene Unterscheidung des Ignatius und der kleinasiatischen Theologie

vom vulgären Heidenchristentum. Nur räumt er ein, daß einige Lehrer früher als andere die positiven und mystischen Elemente zu entwickeln begonnen hätten. Er dürfte die Forscher im großen und ganzen auf seiner Seite haben. Mir hat sich seiner Zeit selbständig das gleiche Ergebnis wie Loofs aufgedrängt. Christliche Erkenntnisse des Ignatius kehren bei Irenaeus wieder, ihre Spuren finden sich aber auch in den Fragmenten innerkirchlicher Schriften des Justin, sie bezeichnen somit eine theologische Tradition. — Obwohl A. Seebergs Vertretung eines nachweisbaren Katechismus der Urchristenheit ablehnend, erkennt H. doch die Bedeutung dessen für das jugendliche Christentum an, daß es vom Judentum sittliche Anweisungen ›in festen und und pädagogisch zweckmäßigen Formen‹ überkommen hat (I, 173). Schon früher seien auch (I, 175 f.) das Bekenntnis zum Vater-Gott und zu Christus mit einer kurzen Verkündigung der Geschichte Jesu verbunden worden, auch unter Hinweis auf den Geist, der durch die Propheten geredet hat; doch sei für die meisten Gemeinden eine über das Bekenntnis zu Vater, Sohn und Geist hinausgehende Formulierung zu verneinen. Erst von dem um 150 fest gestalteten römischen Bekenntnis sei die strenge Formulierung ausgegangen. Das Dasein einer Formel irgendwelcher Art 1. Cor. 15, 2. 3, Formeln in den Pastoralbriefen und in den ignatianischen Briefen, überhaupt das Vorhandensein von Formeln in der alten Kirche, macht dies wenig wahrscheinlich. Der Charakter dieser Formel als einer ›festen heiligen Form‹ (I, 177) ist naturgemäß erst etwas Späteres. Nach H. (I, 178) hat die römische Gemeinde die Verkündigung von Gott und Christus in das Taufbekenntnis eingestellt und das Glied ›heiliger Geist‹ durch ›heilige Kirche, Sündenvergebung, Fleischesauferstehung‹ erweitert; die regulae fidei eines Irenäus und Tertullian gingen nicht auf ihr Symbol zurück; nur eine irgendwie fixierte Gestalt der Verkündigung sei einzuräumen. Erblickt H. darin Formeln, für die nur noch nicht der klar bewußte Grundsatz immobilis et irreformabilis galt, so dürfte m. E. die Differenz zwischen ihm und seinen Gegnern geringer sein, als es den Anschein hat. — In der Umprägung des Taufbekenntnisses zur apostolischen Glaubensregel sieht H. die Anfänge des kirchlichen Dogmas. Jetzt sei die in der Didache vorliegende, das Leben betonende Entwicklung durch ein Glaubensgesetz ergänzt worden, bis hernach wieder im Mönchtum die Sittenregel das Beherrschende ward. In seinen Ausführungen über die Regula fidei gesteht H. (I, 353) gewisse Widersprüche zu, erklärt sie aber für begründet in dem ungeklärten und widerspruchsvollen Tatbestand, den auch das kritische Referat widerzuspiegeln habe. Zahns These, daß Glaubensregel und Taufsymbol identisch seien, lehnt er ebenso ab, wie die J. Kunzes,

wonach das Biblische mit zur Glaubensregel gehört; vielmehr seien die Glaubensregeln das durch notwendig scheinende Paraphrasierung exponierte Taufbekenntnis. Zu R. Seebergs Auffassung (Dogmengesch.[2] I, 295 ff.) des Verhältnisses von Taufbekenntnis und Glaubensregel hat H. noch nicht Stellung genommen. Nach ihr ist zwar die Glaubensregel umfassender als das Taufbekenntnis und unterscheidet sie sich als traditio apostolica von den scripturae, aber sie ist nicht sowohl eine antignostische Interpretation des Symbols, als vielmehr die von diesem vorausgesetzte und in ihm zusammengefaßte Tradition. — In Alexandrien, urteilt H., habe man vor 230 ein dem römischen Taufbekenntnis ähnliches nicht besessen und keinen von den Aposteln stammenden Komplex von Glaubenssätzen als regula fidei gehabt (I, 367). Es sei fraglich, ob das alexandrinische Taufbekenntnis ein fest formuliertes gewesen und ob es über das Bekenntnis zur Einheit Gottes unter Erwähnung des Sohnes und Geistes hinausgegangen sei.

Da ursprünglich jede vom Herrn zeugende Schrift als aus seinem Geist stammend angesehen wurde, ist das Neue Testament nach H. ein ›Restprodukt‹. Noch um 150 gab es neben dem AT keine heiligen Texte. Dem NT aber ›geht die Schöpfung des Vierevangelienkomplexes vorher‹, und in manchen Gegenden hob sich der Evangelienkanon noch lange aus dem Rahmen des Kanons heraus (I, 376. 378). Vielleicht hat noch Justin das Petrusevangelium unter den Evangelien gebraucht. Die Apostelgeschichte aber ist ›der Schlüssel zum Verständnis des katholischen Kanons und zeigt zugleich seine Neuheit‹. Aus Clemens von Alex. läßt sich belegen, daß zunächst von einer nicht fest bestimmten Zahl alter Schriften die Inspiration ausgesagt ward, aus denen erst später strenger historisierend eine Auswahl getroffen wurde. Wahrscheinlich ist die Vierevangeliensammlung das Werk der asiatischen, die der Homologumenen das der römischen, die der 27 Schriften das der alexandrinischen Kirche (I, 394). Sehr hoch sei bei dieser Feststellung eines Kanons zu veranschlagen der Kampf mit dem Gnostizismus und Montanismus und die Tatsache, daß die Häretiker mit der Prädizierung christlicher Bibeln vorangegangen sind (I, 395).

Sehr bestimmt vertritt H. gegen Loofs und R. Seeberg bei Hermas eine adoptianische Christologie. Aber es trifft nicht zu (so I, 211, vgl. S. 715), daß für Hermas der Erlöser sei der von Gott erwählte tugendhafte Mensch (H. selbst bemerkt I, 217, daß Hermas nicht von Jesus als Mensch rede), mit dem sich der Geist Gottes verbunden habe, daß somit der heilige Geist der Person Christi nur beigegeben worden. Vielmehr ist Erlöser der, in dem der präexistente Geist und die σάρξ sich zur Einheit verbunden haben. Die Behauptung der

Theodotianer, ihre Christologie sei die von den Aposteln überlieferte, war daher in der Tat eine unberechtigte. Andererseits darf Barnabas 12, 10 nicht im Sinn der Leugnung der Davidsohnschaft Jesu verstanden werden (so I, 216); nur macht sie nicht Christi eigentliches Wesen aus; nach diesem ist er nicht eines Menschen Sohn, sondern Gottes Sohn. — Mit Recht dagegen dürfte H. in der Einführung der Logoslehre in das Bekenntnis der Gemeinde die prinzipielle Verwandlung der Glaubensregel in ein philosophisches System (weil die Logoslehre die griechische Philosophie in nuce) erblicken. Zugleich war doch die Theologie eines Irenäus und Hippolyt im Gegensatz zum Moralismus der Apologeten eine Vertiefung in paulinische Gedanken. Jetzt ist der Heilsgedanke der antiken Mysterien, der der Vergottung des Menschengeschlechts, als ein christlicher aufgenommen und zum geschichtlichen Christus in engste Beziehung gebracht (I, 346). Aber was Philo begonnen, Valentin fortgesetzt, wird durch Clemens und Origenes weitergeführt. Nun stellt man Glaubenssysteme auf, die origenistische Theologie mit der spröden regula fidei zu vereinigen suchen.

Der Montanismus beruhe auf dem Eindruck, »den die Verheißungen des Johannesevangeliums (c. 14 ff.), apokalyptisch-realistisch verstanden, neben Mt. 23, 34, auf erregte und ungeduldige Propheten gemacht haben« (I, 431). Im Prinzip handelt es sich um eine Auseinandersetzung des alten Christentums mit der neuen Kirche; zugleich um die Stellungnahme zur Sünde in der Kirche. Nicht sei (I, 440) mit Loofs, R. Seeberg u. a. eine volle Restitution von Todsündern in die kirchliche Gemeinschaft anzunehmen, da dadurch die Geschichte der Bußdisziplin in der ersten Hälfte des 3. Jhdts. unverständlich werde; nur auf außerordentliche Anweisungen des Geistes hin (470) könne eine Wiederannahme erfolgt sein. Der Bußzweck lag in der Abkehr von der Sünde, das Uebrige ward der Barmherzigkeit Gottes befohlen. — Novatian ist wahrscheinlich selbst später bis zur Lehre von der Unvergebbarkeit der Unzuchtsünden fortgeschritten (I, 450).

Was den Priesterbegriff anlangt, verweist H. besonders auf die, inzwischen auf den Index gesetzte, Schrift des Katholiken Wieland, Mensa und Confessio 1906, die gezeigt hat, daß es bis Ende des 2. Jhdts. noch keinen Altar gab. Aber bei Tertullian sieht er doch nicht mehr mit dem Priesterbegriff bloß gespielt, sondern findet er einen priesterlichen Berufsstand schon vorausgesetzt (I, 459). An Cyprian hat die klerikale Schriftauslegung ihren ersten, jedoch schon virtuosen Vertreter (I, 462). Cyprian hat auch die satisfaktorische Bedeutung der Opfer gelehrt, während im Orient Origenes an das Christentum heranbrachte, was die antike Ideenwelt an das Opfer an-

geschlossen hatte (I, 464). Mit Recht hält H. (I, 477) unter Berufung auf De resurr. 8: caro et corpore et sanguine Christi vescitur gegen Loofs daran fest, daß Tertullian nicht bloßer Symboliker gewesen. Ueberall aber sei gerade das Abendmahl von dem antiken Geist mit Beschlag belegt worden, in der Praxis noch mehr als in der Theorie (I, 478 f.).

Die Hellenisierung des Christentums als Glaubenslehre beginnt vornehmlich durch die Apologeten. Sie setzen es als ›Verwirklichung des absolut sittlichen Theismus‹, als ›den rationalen Ertrag der monotheistischen Erkenntnis und Ethik‹ dem Polytheismus entgegen (I, 502. 523), verbinden die christliche Predigt mit dem stoischen Rationalismus (I, 525; S. 504 ist Hennecke, Die Apologie des Aristides, TU IV, 3 übersehen). Die antignostischen Kirchenlehrer gegen 200 betreffend spricht H. es aus (I, 554), daß für sie Glaube und Theologie noch völlig ineinander liegen und daß sie überzeugt waren, den allgemein kirchlichen Glauben vorzuführen (vgl. auch S. 565 f.). Dies weist m. E. doch darauf hin, daß tatsächlich der Inhalt ihrer Theologie wesentlich (nicht etwa bloß in der Eschatologie) ein überlieferter war, nur daß wir über die innerkirchliche Literatur der früheren Zeit nicht mehr verfügen. Nach S. 556 A. 3 zeigt die Epideixis des Irenäus, daß für diesen die heilsgeschichtliche Theologie ›die Darlegung der Religion selbst ist‹, und ist sie ›aus der Katechese geboren‹; dann war sie aber für ihn etwas schon Ueberkommenes. Daher ist mir auch nicht überzeugend, daß die Vorstellung von mehreren Bünden dem Vorgang der Gnostiker zu danken sei (so I, 564 A. 2). Bei einer aus der Missionspredigt erwachsenen Theologie ergaben sich die Gedanken von selbst, deren Ursprung nach H. durch gnostische Anschauungen veranlaßt zu sein scheint. — Für Irenäus ist der Sohn die ewige Selbstoffenbarung des selbstbewußten Gottes (I, 584). Bei Tertullian hat H. die Herleitung der Begriffe substantia und persona aus dem juristischen Sprachgebrauch nun aufgegeben (doch II, 359 substantia = Vermögen), aber in dessen runden, nur formalistisch durchdachten Dogmen erblickt er auch jetzt juristischen Geist (I, 577). Bei ihm und Hippolyt sieht er in ihrer Trinitätslehre die gnostische Aeonenlehre rezipiert, aber trotz des ausgeprägtesten Subordinationismus in dem unius substantiae das Nicaenum vorbereitet (I, 576 ff.). Novatian aber habe in De trinitate die abendländische Orthodoxie in klassischer Weise zusammengefaßt (I, 632). Mit Overbeck hält H. Ausmerzungen chiliastischer Partien aus Irenäus und aus Hippolyt, De antichristo auch jetzt noch für überwiegend wahrscheinlich (I, 616) und ebenso eine absichtliche Verhüllung der Anfänge der alexandrinischen Katechetenschule (I, 641). Mit warmem, sympathischem Ver-

ständnis zeichnet er Clemens von Alexandrien, der die geistige Freiheit und Selbständigkeit gewonnen, die Aufgabe der Theologie dahin zu bestimmen, im Anschluß an die geschichtlichen Ueberlieferungen und die christliche Gemeinschaft das Evangelium als die höchste Kundgebung des Logos darzustellen, der sich in der ganzen Geschichte der Menschheit bezeugt hat (I, 647). Freilich habe er dabei die kirchliche Ueberlieferung zu hellenischer Religionsphilosophie umgeprägt. Aber er und Origenes, durch den die alexandrinische Schule dogmengeschichtlich bedeutungsvoll geworden, erkannten nicht nur das Recht, sondern auch die Notwendigkeit des einfältigen Glaubens an (I, 653). Für Origenes ist die christliche Erkenntnis ›formell Offenbarungsphilosophie‹ — alle Theologie ist im Grunde Schriftexegese —, ›materiell kosmologische Spekulation‹ (I, 658). Seine Christologie versucht ernstlich eine wirkliche Menschheit der Spekulation einzufügen ohne den Logos zu gefährden, und andererseits die Gottheit des geschichtlichen Christus zu begründen (I, 689 f.). Im Orient ist die Dogmengeschichte der folgenden Jahrhunderte die Geschichte seiner Philosophie (I, 696). Von ihrer Aufnahme in den Glauben aus hat man die Christologie des Paulus aus Samosata bekämpft (I, 730 f.), und auch durch die Einsprache des römischen Bischofs Dionysius hat man sich von der aus ihr sich ergebenden Christologie nicht abbringen lassen (I, 773). Und nicht nur verschmolzen in Alexandrien die Glaubenslehre und die Theologie des Origenes immer inniger (I, 777), sondern auch deren Gegner versuchen nur mit seinen Voraussetzungen und seiner Methode ein dem Gemeinglauben entsprechendes Ergebnis zu erreichen (I, 784) und kommen praktisch zu dem gleichen Resultat wie die Origenisten (I, 790). Von der Theologie des Origenes aus werden nunmehr die Taufbekenntnisse im Orient gestaltet (I, 792 ff.). Damit waren aber die Bedingungen gegeben für eine kirchliche Glaubenslehre, für die Aufstellung eines theologischen Symbols zur Nachachtung für die ganze Kirche.

Der Entwicklungsgeschichte des Dogmas als Lehre von dem Gottmenschen gilt der zweite Band von H.s Dogmengeschichte. Die Grundzüge seines Verständnisses der Entwicklung dieses Dogmas sind wohl Gemeingut geworden, auch Dogmenhistoriker der griechisch-orthodoxen Kirche, wie z. B. Spasskij, haben sie sich angeeignet. Daß Modifikationen und Korrekturen einsetzten, ist selbstverständlich. In der Erlösung des Menschengeschlechts zur Unvergänglichkeit durch das in der Menschwerdung Gottes ihm eingepflanzte Leben erblickt H. das Wesen des Christentums im Sinne der griechischen Väter dieser Zeit, hier daher das treibende religiöse Motiv bei den Kämpfen über die Person des Erlösers und die Kraft, die sich siegreich be-

hauptete. Nur verhilft nach H. im vierten Jahrhundert der korrekten Formel eine im Grunde heterodoxe Theologie zum Sieg (das Homousios des Nicänums wird als Wesensgleichheit, nicht als Wesenseinheit verstanden); im 5.—7. Jahrhundert gelangt dagegen durch die Einwirkung des Abendlandes eine dem Erlösungsgedanken nicht kongruente Formel zum Sieg, die aber der Erhaltung des evangelischen Bildes Christi dient und die durch die nun aufkommende scholastische Theologie eine orthodoxe Deutung empfängt. Auf die Mitwirkung kirchenpolitischer Interessen in jenen die Kirche des Orients tief bewegenden Kämpfen hat H. nachdrücklich hingewiesen (vgl. auch II, 275. 373), aber mit gutem Grund verhält er (II, 191) sich ablehnend gegen eine Auffassung, welche das Kirchenpolitische allein entscheidend sein läßt (E. Schwartz in den ›Nachrichten d. Gött. Ges.‹ 1908 S. 309); vielmehr ward der doctor ecclesiae von selbst auch rector ecclesiae. Gegenüber der Forderung, die Troeltsch erhoben, die Bedeutung des von der altkirchlichen Theologie übernommenen reinen Naturrechts entsprechender einzuschätzen, verweist H. (II, 157) auf die Stellung, die in seiner Charakterisierung der Lehre jener Väter die ›natürliche Theologie‹ einnehme, deren Kern das stoische Naturrecht bildet; sofern dadurch Cicero an die Stelle von Paulus gesetzt werde, bezeichne dies zweifellos eine Verweltlichung. Die Gedanken eines Athanasius von der Applikation der Menschwerdung an die Menschheit sieht H. noch bestimmter, aber auch noch platonischer von Gregor von Nyssa ausgeführt (II, 166 f.). Gegen Holl (Amphilochius S. 222 ff.) hält er daran fest, daß Christus nach Gregor nicht eine einzelne menschliche Natur angenommen habe, sondern die menschliche Natur. Er habe nämlich ›eine solche individuelle menschliche Natur angenommen, welche die ganze menschliche Natur irgendwie einschloß‹. Der realistische Platonismus Gregors sei nur von ihm biblisch begründet, seine Religiosphilosophie habe die beiden Brennpunkte: das heilsökonomische Handeln Gottes und die Anschauung des sittlichen Wollens. Mit Holl S. 181 f. aber versteht Harnack die Versöhnungslehre des Gregor von Nazianz jetzt dahin, daß dieser den Tod Christi als ein stellvertretendes Versöhnungopfer fassen möchte, aber wegen der Konsequenzen im Gottesbegriff die Idee nicht auszudenken wagt (II, 178). Loofs räumt H. die von diesem hervorgehobenen Unterschiede in der Lehre des Alexander von Alexandrien und Athanasius ein (II, 208); aber schwerer wiege zu einer Zeit, wo noch alles im Werden war, das Gemeinsame. Die Abendländer nach Nicäa zu berufen, habe Constantin absichtlich vermieden. Asien und Aegypten tagten hier zusammen und das Letztere trat eigentlich erst jetzt in die Reichskirchengeschichte ein (II, 227). In der Formulierung des

Nicänums war die Tilgung der vorzeitlichen Zeugung eine besonders starke Abkehr von Origenes (II, 231). In den Canones zu Nicäa zeigte sich der Sieg des alexandrinischen Bischofs (II, 236). Aber mochte auch das Verfahren des Athanasius gegen die Meletianer und gegen den sich dem Nicänum unterwerfenden Arius ein strenges sein, eine Nachgibigkeit von seiner Seite in dieser ersten Periode hätte dem Arianismus im Orient den Sieg verschafft (II, 239). Dem Primat Alexandriens wollen die Canones der Synode von 381 entgegentreten (II, 274 f.).

Die Wurzel der orthodoxen Christologie erblickt Harnack bei Tertullian. Dieser aber habe in seiner Christologie keine Philosophie, sondern nur die Methode dialektisch-formalistischer Fiktionen angewandt. Er habe die dem Juristen nahe liegenden termini substantia und persona in die Theologie eingeführt; sie sind ihm nicht philosophische Begriffe (?); als formalistischer Stoiker und Jurist konnte er mit ihnen hantieren (II, 320). Das religiöse Interesse des Orients an der Vergottung der Menschheit aber fand seine Befriedigung am klarsten bei Apollinaris, sein Christus ›wirklich der paulinische‹ ›wie Gott und wie ein Mensch, aber doch der Versöhner zwischen Gott und Mensch‹ (II, 330); seine Schule erinnert in ihrem Zusammenhalten und in ihrer Rührigkeit an die Lucians (II, 332). Des Apollinaris Gegner, die beiden Gregore, sind in ihren Gedanken noch widerspruchsvoll und in ihrer Terminologie unsicher; trotz präziser Formel: zwei φύσεις, aber nur eine Person, ist die Christologie Gregors von Nyssa nicht präzise gedacht (II, 336; gegen Holl). Die Ausgabe der Nestoriana durch Loofs, der ›größte Fortschritt der Forschung in den letzten 20 Jahren‹ (II, 340), macht sich in der Darstellung der Lehre des Nestorius bemerklich. Auch jetzt betont H. die Uebereinstimmung in der christologischen Formel zwischen Rom und Nestorius. Nur die Art der Formel war eine verschiedene: dort war sie begrifflicher (in den früheren Auflagen ›juristischer‹) oder politischer, hier spekulativer Natur; ›die Abendländer gehen von der Einheit der konkreten Person aus, die Antiochener erreichen sie mit Müh und Not, sofern sie sie überhaupt erreichen‹ (II, 359). Zwischen Cyrill und Nestorius aber war die wirkliche Differenz: ›Ist Gott Mensch geworden oder nicht?‹ Zu Chalcedon habe man das Geheimnis des Glaubens im Sinne griechischer Frömmigkeit verraten. ›Das wahre Mysterium lag in der wesenhaften Einigung der beiden Naturen selber‹. Es wurde ›verdrängt durch ein Pseudomysterium, das in Wahrheit der Theologie nicht mehr gestattete, bis zum Gedanken der wirklichen und vollkommenen Vereinigung fortzuschreiten‹ (II, 397). Im Gegensatz dazu haben Loofs und Seeberg das innere Recht der antiochenischen

Theologie auf griechischem Boden vertreten. Loofs sieht in ihr eine Anknüpfung an die alte Lehre von Christus als dem neuen Menschen und von der ἀνακεφαλαίωσις des Menschengeschlechts in Christus; man hätte daher in ihrem Rahmen dem Erlösungsgedanken voll gerecht werden können. Seeberg aber macht geltend, daß das Erlösungswerk Christi nach griechischer Anschauung es nicht nur auf Mitteilung physischer Unsterblichkeit, sondern vor allem auf geistige Befreiung abgesehen habe. Die Einheit der Person Christi beruhe hier auf der Einheit des Willens, von jeder der beiden Naturen nach ihrer Art verwirklicht. Der Mensch Jesus beteiligt sich gemäß dem Logos, der in ihn eingegangen (DG II, 171 ff.). So wird der Mensch Jesus von Gott zum Anfang einer neuen Geschichte gemacht. Die athanasianische Homousie und die antiochenische Christologie schließen sich nicht aus, sondern fordern einander (DG II, 181 f.). Beide haben ›jeden Schatten von Wandelbarkeit und Kreatürlichkeit vom Logos fernzuhalten‹ gesucht (S. 182 f.); die πρόσληψις sei die Formel der der Homousie entsprechenden Christologie. — Das starke religiöse Interesse in apollinaristischen und sog. monophysitischen Kreisen läßt sich nicht verkennen. Wie energisch kommt es z. B. zum Ausdruck in dem dem Dionysius von Alexandrien untergeschobenen Brief an Paulus aus Samosata. Aber die entschlossene Hervorhebung der Gleichheit der Menschheit Christi mit der unseren bei dem Monophysiten Severus zeigt, welches Interesse auch der Orient an der wirklichen Menschheit Christi hatte. Hier bedarf es noch eindringender Prüfung. — II, 398 weist H. darauf hin, daß der Besitz des Neuen Testaments das Christentum nie ausschließlich zur mystischen Erlösungslehre werden ließ.

H. zeigt dann (II, 437 ff.), wie der Heilsbesitz, den man im Dogma zu haben überzeugt war, im Lauf der Entwicklung immer mehr als ein durch Weihen mitgeteilter verstanden und verehrt wurde und das magisch-mystische Element das erkenntnismäßige überwucherte, bis endlich Mysterienzauber alles verschlingt, und das Christentum zweiter Ordnung legitimiert und mit der doctrina publica verschmolzen wird. — Der Islam ist eine Umbildung des gnostischen Judenchristentums.

Augustin beherrscht die Geschichte der Frömmigkeit und der Dogmen im Abendland bis zur Reformation. Seine große Aufgabe war, zu ›zeigen, wer Gott sei und welches Heil die Seele bedarf‹, somit ›die Frage des persönlichen Christenstandes‹ in den Mittelpunkt zu rücken (III, 10 f.). Er hat den ›straffen Zusammenhang zwischen Gott, dem 'Werke' Christi und dem Heilsgut‹ gelockert und insofern die Auflösung des Dogmas eingeleitet. Im Abendland lebte man nicht in der exegetisch-spekulativen Wissenschaft der

Griechen und war daher dem eigentlichen Dogma gegenüber unfrei. ›Man dachte im Abendland über und hin und her wider das Dogma; aber in demselben dachte man wenig‹; die altkirchlichen Glaubensformeln sind stets ›ein Götze für die römische Kirche geblieben‹ (III, 28). — H. schildert zunächst die Vorbereitung augustinischer Gedanken in der abendländischen Kirche, selbst bei Cyprian oder Hilarius. Hieronymus freilich, obwohl der doctor ecclesiae κατεξοχήν, ist für die Dogmengeschichte belanglos, weil nur Advokat des Vulgärkatholischen. Einen Einfluß des Victorinus Afer auf Augustin hält H. auch jetzt für wahrscheinlich; jedenfalls bleibe die Tatsache bedeutsam, ›daß die Kombination von gemeinem Neuplatonismus und hochorthodoxem Christentum unter dem Zeichen des Paulinismus im Abendland (Rom) vor Augustin vorhanden gewesen ist‹ (III, 36). Bei Ambrosius schimmert schon der religiöse Individualismus, der bei Augustin leuchtet; der Glaube, der die Erlösung durch Christum ergreift, ist schon ihm ›die fundamentale Tat des christlichen Lebens‹ (III, 50 f. Auch er erkannte schon die Erlösungsbedeutung der humilitas Christi; ›allein Ambrosius stammelte, Augustin aber redete‹ (III, 132). [Daß S. 54 auf Pseudocyprian, De duplici martyrio verwiesen wird, ist offenbar ein Versehen]). — Harnack betont (III, 63), daß Augustin durch seine Bekehrung ›als Denker zunächst Neuplatoniker im Sinne Plotins‹ geworden; er kann dafür jetzt auch auf die Arbeiten anderer verweisen, so daß die Bemerkung S. 93 heute nicht mehr ganz zutrifft, daß Augustins an seine Bekehrung sich anschließenden Traktate am wenigsten gelesen werden. Zugleich aber hebt er mit Recht hervor, daß die Intensität der sofort bekundeten Religiosität Augustins auf christlichen und kirchlichen Einwirkungen beruhe. Von Anbeginn war sein Platonismus vertieft durch Paulus und die Psalmen (S. 83) und durchwärmt durch den bereits als wahr erfaßten christlichen Glauben (S. 123). Angesichts des Neuplatonismus auch des späteren Augustin aber spricht er aus, daß in jenem ›die klassische Gestalt der reflektierten monotheistischen Religion selber‹ stecke und in Augustin ›zugleich die Originalität eines bisher unerreichten demütigen und hochgemuteten 'Virtuosen' der Religion‹, ›dem man auf dem Wege der bloßen Analyse nicht näher kommt‹ (III, 63). Augustin hat eine Korrektur eingefügt der überlieferten religiösen Stimmung und seiner Kirche eine christliche Ethik gegeben, deren Formeln wenigstens sich behaupten (S. 29). Er hat die Tugenden auf die Abhängigkeit von Gott reduziert, sich von einem Einüben auf das Jenseits in systematischer Mystik und von Kultusmystik stets freigehalten und das Gute in der Abhängigkeit des Willens von Gott erkannt (III, 117, 136). Bestimmter als Scheel, Die Anschauung Augustins über Christi

Person und Werk, glaubt H. bei Augustin unterschieden zu sehen zwischen dem Sohn und der Ideenwelt (III, 118 f.), und gegen jenen will er nicht das Gewicht darauf gelegt sehen, daß Augustin in der um 400 geltenden Christologie steht, sondern auf das ihm Eigentümliche, was er über Christus als Mensch, menschliche Seele und als Mittler sagt (III, 128). In der Eschatologie vollzieht sich nach H. ein tiefgreifender Wandel in der letzten Periode Augustins. An die Stelle der geistigen und sinnlichen Sphäre tritt der Gegensatz von Jenseits und Diesseits, womit dann das Irdische, ja das Sinnliche wieder mehr zu Ehren kommt (III, 134 f.). Die Wahrhaftigkeit Augustins in Bezug auf sein Verhalten gegen Pelagius verteidigt H. (S. 176; vgl. S. 178) gegen Loofs. Seine Auffassung über die Stellungnahme Innocenz' I. zu den Afrikanern als eine in der Sache sich zurückhaltende (S. 181) ist jetzt wohl durchgedrungen. Rätselhaft findet er die Energie des kaiserlichen Auftretens gegen die Pelagianer (III, 184). Das Eigentümliche an Julian charakterisiert er dahin, daß dieser den Menschen auf sich selbst stelle, von Gott somit löse (S. 201); für Augustin dagegen ist initium omnis peccati superbia (S. 213; dieser erkennt schon bei seiner Erörterung über den Birnendiebstahl frei von Gott sein zu wollen als das Wesen der Sünde, Conf. II, 6). Die pelagianische Lehre beurteilt H. als eine Neuerung, ›weil sie den Pol der mystischen Erlösungslehre, welche die Kirche stets neben der Freiheitslehre festgehalten‹, ›fallen ließ‹ (III, 201). Augustin aber zeige sich, wenn er die Schranken des Vulgärkatholizismus verläßt, stets zugleich neuplatonisch und schlicht-religiös bestimmt; daher für ihn die remissio peccatorum ebensowohl das Ganze, wie doch erst wieder der Anfang, insofern die Gnade ohne deutliche Beziehung auf Christus sondern ›ein Ausfluß des unergründlichen Ratschlusses Gottes‹ (S. 203). Einen Zusammenhang der Ausführungen Augustins über Ehe und Lust mit dem Manichäismus weist H. jetzt ab (S. 211). Aber in der schlecht gewordenen Natur sehe Augustin das ganze Wesen des Menschen affiziert; eine unerhörte Neuerung in der Kirche und eine dualistische Begründung fordernd; noch schlimmer freilich, wo man seine Lehre von der Erbsünde, aber nicht die von der Concupiscenz beibehalte. ›Es ist eine Tatsache, daß die katholische Lehre deshalb nicht beim Semipelagianismus verharrt ist, weil sie die Geschlechtslust für sündig erklärt‹ (S. 257). Gegen den Einwand Seebergs, daß ja gerade die Semipelagianer sich am stärksten in dieser Hinsicht ausgesprochen, bemerkt H., daß die semipelagianische Gnadenlehre rückwirkend die augustinische Lehre von der Erbsünde hätte modifizieren müssen.

Daß im Mittelalter wirklich wurde, was bei Augustin nur

Programm war, die Einheitlichkeit einer christlichen Kultur, sieht H. (S. 332) gegenüber Troeltsch begründet in der »Einschmelzung aller Kräfte und Werte (also auch des Staats) in das Kirchliche« als das Stärkere gegenüber dem, was man besessen. Gegen jenen vertritt er auch die im rücksichtslos durchgeführten Jenseitsgedanken begründete Herrschaft der Askese, neben der nicht ein irdischer Faktor gleiche Bedeutung besessen habe (ebenso S. 492). H.s Charakterisierung des Aufschwungs der Frömmigkeit der cluniacensischen Reform und eines Bernhard gehört, auch in sprachlicher Hinsicht, zu den glänzendsten Abschnitten seiner Dogmengeschichte. Von der Frömmigkeit getragen, im Bund mit den idealen Mächten der Zeit hat das Papsttum den Thron der Weltgeschichte bestiegen (S. 349). Seit Gregor VII. aber »beginnt die juristisch-wissenschaftliche Behandlung aller Funktionen der Kirche die höchste Aufgabe zu werden« (S. 352). Die Scholastik ist die Wissenschaft des Mittelalters, kontemplative Mystik ihre Voraussetzung, daher mystische und scholastische Theologie ein und dieselbe Erscheinung (S. 354 ff. 434). Hinsichtlich des »Grundbuches« der mittelalterlichen Theologie, der Sentenzen des Lombarden, vermisse ich eine ausreichende Verwertung der S. 377 genannten Untersuchung von Baltzer über deren Quellen und Bedeutung (Lpz. 1902). Die S. 386 an Seebergs Beurteilung der Theologie Berengars geübte Kritik übersieht dessen Urteil Dogmengesch.[1] II, 59, daß Berengar »das religiöse Interesse der Sache tiefer als seine Gegner erfaßt hat«. Den Zusammenhang Anselms mit Augustin anlangend, räumt H. (S. 390) Gottschick ein, daß bei Augustin eine mit Anselm sich berührende Konzeption nicht fehlt, findet aber, daß die straffe Erlösungstheorie, die man aus Augustin zusammenstellen könne, erst durch diese Zusammenstellung straff werde; sie sei bei Augustin nur ein »Entwurf in seinem großen Inventar« (S. 401). Eine Art Vorläuferin habe Anselms Theorie in einer Predigt um 500, die den Erlösungsmodus von dem Gedanken beherrscht sein lasse, daß deus est rationis atque iustitiae et auctor et exactor. Der germanische Ursprung der Anselmschen Genugtuungslehre wird abgelehnt (S. 391), möge auch »das Konflagrieren der kirchlichen Bußdisziplin mit germanischen Vorstellungen die Theorie verstärkt« haben. Widerspruchsvoll aber habe Anselm satisfactio und meritum gleichzeitig ad idem dienen lassen (S. 404).

Die Mystik weist über sich hinaus, sofern sie immer nur eine Annäherung an die Gottheit, nicht einen gewissen Heilsbesitz in sich schließt. Aber obwohl zunächst Kontemplation und Askese durch sie gefördert werden, haben doch gerade die Bettelorden die Liebestätigkeit als den Höhepunkt des christlichen Lebens gelehrt (S. 445 f.). Der

Ruf nach religiösem Leben, nach einer wirklichen Religion klingt überall hindurch, nur eine Reformation der Frömmigkeit im Sinne des Glaubens zeigt sich nirgends angebahnt (S. 452 f.). Gerade während der Ausbau des hierarchischen Systems mit seiner Zuspitzung im Papsttum sich vollzieht und dadurch das Recht des Staates zurückgedrängt ward, empfing dieses eine kräftige Stütze durch Aristoteles. Wenigstens der Ansatz in der Staatslehre der großen Scholastiker ist daher staatsfreundlicher als zuvor, und bei aller hochkirchlichen Betonung der kirchlichen Gewalt kommt man doch dem wirklichen Leben und dem Staat mehr entgegen und wird den Laien ein gutes Gewissen in Bezug auf das Weltliche gegeben (S. 459). Hatte die Kirche früher im Anschluß an augustinische Gedanken aus der Theokratie der Askese die Herrschaft abzuleiten gesucht, die sie erstrebte, so begründete sie sie jetzt aus einer Kombination des Naturrechts und der Offenbarung und ist sie in Folge des Systems und der Staatslehre des Aristoteles der Ueberzeugung, mit dem asketischen Ideal das weltbeherrschende verbinden zu müssen (S. 492 f.). — In Uebereinstimmung mit Haller, Papsttum und Kirchenreform (1903) wird von H. als das Charakteristische der Opposition seit 1300 bezeichnet, daß es sich jetzt um das Verhältnis zur Kirche selbst, gemessen an dem augustinischen Kirchenbegriff, handelt (S. 474). Ebenso, daß zuerst in England seit Mitte des 14. Jhdts. eine Staatskirche mit dem Landesherrn als Kirchenhaupt begründet wurde und daß man erst dann dies Vorbild — ebenso wie 1789 — auf französischem Boden nachzuahmen suchte, daß hier aber sofort theologische und universalkirchliche Gedanken wieder in den Vordergrund traten (S. 479 f.). Im Anschluß an Seeberg erkennt er Duns als Thomas näher stehend und spekulativer an, als man bisher angenommen, während Occam als Anfänger der modernen Erkenntnistheorie die Verselbständigung der theologischen Wissenschaften eingeleitet hat (S. 503. 508. 524); paßt auf jenen die Formel nicht, Gott sei die absolute Willkür, so ist dieser dem Gottesgedanken gegenüber skeptischer Positivist (S. 524). Die Sakramente werden von Duns als symbolische Handlungen gefaßt, aber sie sind notae ecclesiae und ihnen parallel läuft eine Gnadenwirkung, die eine habituelle Neigung der Seele zu Gott bewirkt. Seine frühere Darstellung der Reuelehre kann H. nun u. a. auch aus von Schultes Einwendungen gegen sie belegen (S. 586 ff.); seine Beurteilung des Attritionismus als Verwüstung der Religion und Moral hält er auch gegen Finke aufrecht; die Ablaßprediger zeigen, wie er von der Kirche gepflegt wurde (S. 594 f.). Die Ablässe möchte H. nicht so bestimmt wie Brieger von den Redemptionen und Kommutationen abrücken, da beide die gleiche Wurzel

haben und in der Praxis die Redemptionen zur ›Erleichterung‹ führten; aber in der Form der Ablässe ist ›schließlich aus den Redemptionen etwas wesentlich anderes allmählich geworden‹, ›als was sie ursprünglich waren‹ (S. 327 f.). An Brieger schließen sich an die Darlegungen S. 414 ff., auch in Bezug auf die Wendung, daß der Ablaß Erlaß von Gott verhängter zeitlicher Strafen ward (S. 602). Für die Gnadenlehre des Thomas bekennt H. aus Nottons Polemik (›Harnack und Thomas‹ 1906) manches gelernt zu haben (S. 624 ff.). Als charakteristischer Zug des ausgehenden Mittelalters erscheint ihm (S. 672), daß es ein untheologisches war, in Folge der Entfremdung vom Dogma, und sich dem tätigen Leben zuwendete. Die alten Dogmen waren nur noch Voraussetzungen, nicht mehr das Christentum selbst (S. 674 f.). Der wiedererweckte Augustinismus und der beginnende Individualismus wirkten die Reformation vorbereitend.

Mit der Reformation aber setzt, wie bekannt, nach H. ein dreifacher Ausgang der dogmengeschichtlichen Entwicklung ein: im tridentinischen Katholizismus, im Sozinianismus und in der Reformation selbst, ›in dem Sinne etwa, in welchem man Christus als des Gesetzes Ende betrachten muß, obgleich er das Gesetz nicht aufgehoben, sondern bejaht hat‹ (S. 687). Daß das Evangelium der Reformation in der Augustana ›einen meisterhaften Ausdruck‹ gefunden, verneint H.; sie habe vielmehr ›recht eigentlich die Verengung der reformatorischen Bewegung verschuldet‹, obwohl sie an ihren wichtigsten Stellen so einfach und zweckentsprechend rede, wie keine zweite reformatorische Schrift (S. 684). Er lehnt ab, mit Loofs und Seeberg die Darstellung der Dogmengeschichte mit den symbolischen Ausgestaltungen des Protestantismus abzuschließen (daß Seeberg die Konfession von Westminster ignoriere (S. 688), ist ein Irrtum, vgl. Seeberg, DG[1] II, 409 f.). Gegenüber der Zusammenfassung der Reformation mit dem Mittelalter durch Troeltsch hebt H. hervor, daß ja auch dieser anerkenne, in der Reformation sei auch ein Neues oder vielmehr das Neue selbst grundlegend gegeben, und daß auch sachlich zwischen seiner und Troeltschs Darstellung des ursprünglichen Protestantismus kein durchgreifender Unterschied bestehe (S. 690). — Die Darstellung des tridentinischen und nachtridentinischen Katholizismus bot nur zu wenig Aenderungen Anlaß. Selbst das Wertvolle in der Leistung des Jesuitenordens weiß H. — aber unter Hervorhebung seines spanischen Geistes — anzuerkennen (S. 750); Liguori und Voltaire, genaue Zeitgenossen, kennzeichnet er als die einflußreichen Seelenführer bei den romanischen Nationen (S. 755); auf die Modernisten einzugehen, sieht er sich innerhalb der Dogmengeschichte nicht gestattet (S. 764). Für die Unterscheidung einer mystischen,

täuferischen und antitrinitarischen Gruppe unter den sog. Schwärmern beruft er sich jetzt auf die Zustimmung Heglers. In teilweisem Gegensatz zu ihm findet er, daß in Luthers Stellung zur Schrift mehr historische Kritik stecke als in der den Buchstaben verwerfenden Haltung aller Schwarmgeister (S. 769. 771), aber er erblickt doch in dem ›inneren Wort‹ auch den Ausdruck für eine religiöse Freiheit, durch die sein Schriftprinzip zu begrenzen Luther nicht verstanden hat (S. 774). Stelle sich im modernen Katholizismus die Neutralisierung des Dogmas zum Arbiträren dar, so in dem Sozinianismus seine Selbstzersetzung; ist dieser dogmatistisch, so doch unter Abschüttelung der Autorität der Kirche und Tradition und mit dem Prinzip sein Christentum vor der Vernunft zu rechtfertigen (S. 806 f.). In dem Christentum Luthers aber sieht H. zwar vielfach eine altkatholisch-mittelalterliche Erscheinung, in ihrem religiösen Kern jedoch die ›Wiederherstellung des paulinischen Christentums im Geiste einer neuen Zeit‹ (S. 809 ff.). Durch eine solche Unterscheidung — ein gefährliches, aber unumgängliches Unternehmen — allein, die auch seine Schranken aufzeige, trete die wirkliche geschichtliche Bedeutung Luthers ans Licht. Groß war Luther nur in der ›an Christus wieder entdeckten Erkenntnis Gottes‹, in der Wiederherstellung des souveränen Rechts der Religion in der Religion (S. 812 f.). Er ›ist der Restaurator des alten Dogmas‹ geworden (S. 814. 818), aber durch seine Reduktion der Wiederhersteller der Religion (S. 824). Daß der Glaube, es mutig auf Gott zu wagen, die Religion ist, leuchtete an seinem fröhlichen Glauben auf; ein Glaube, gewirkt durch den gepredigten Christus, darum in der christlichen Gemeinschaft (S. 826 ff.). Eine Umbildung des sittlichen Ideals war damit auch gegeben und die Bedeutung der weltlichen Ordnungen und des irdischen Berufs (S. 831 ff.). Fraglos bildet die Schilderung des Christentums Luthers, wie die Augustins, einen Höhepunkt in H.s Dogmengeschichte, mag man auch über Luthers dogmengeschichtliche Stellung anders urteilen. Nur Trümmerstücke der kirchlichen Glaubenslehre sieht H. durch Luther beibehalten. Freilich war die Gottheit Christi für ihn ein selbstverständliches Datum, aber selbständige Erkenntnis Christi habe er an dem geschichtlichen Wirken des Menschen Jesus gewonnen (S. 838). Mit Recht betont H. gegen Dilthey das völlig neue Verständnis der Konkupiszenz bei Luther, und ebenso, daß die entscheidendsten Momente an der höheren Religiosität Luthers schon bei Paulus, ›freilich nicht in der Entfaltung ihrer Konsequenzen‹, gegeben sind (S. 838. 843 f.). Durch seine häufige Identifizierung der reinen Lehre mit der kirchlichen Lehrüberlieferung habe Luther allerdings einen bösen Doktrinarismus eingeführt; ja er sei bei seiner strengen Fassung der Ein-



heit von Gottheit und Menschheit in Christus ›auf jene entsetzlichen Spekulationen über die Ubiquität des Leibes Christi geraten, die sich auf den höchsten Höhen scholastischen Widersinns bewegen‹, wie denn noch heute das alte Dogma den Glauben verzäune, belaste und verwirre (S. 875 ff.). Im Prinzip aber habe Luther das alte dogmatische Christentum abgetan, seinen Gegensatz zur praktisch-christlichen Selbstbeurteilung und Lebensführung aufgehoben und der Dogmengeschichte ein Ende gemacht (S. 861 f.). Aus den entscheidenden Sätzen Luthers ergebe sich ›das hohe Recht und die strenge Pflicht, mit ihm die Dogmengeschichte zu beschließen‹ (S. 897). Die Geschichte der protestantischen Theologie sei großenteils eine solche des Verständnisses des Evangeliums wider das Dogma (S. 900 f.). Von Zwingli und Calvin aber sei in der Dogmengeschichte abzusehen, denn die jenem eigentümlichen Konzeptionen charakterisieren nicht den Reformator, sondern den Denker und Theologen, und dieser besitze zwar die Kraft, aus der neuen Religiosität ein System und ein die Lebensordnungen umgestaltendes Prinzip zu schaffen, bleibe aber doch wie Melanchthon ein Epigone Luthers (S. 897 f.). — In einer Schlußbetrachtung (S. 903 ff.) begründet H. den Anspruch der Dogmengeschichte auch auf das Interesse der Gegenwart. Es bestehe ein Existenzrecht nicht nur der römischen Kirche mit ihrer Fähigkeit der Zügelung der Massen und ihrer Befriedigung auch zarter Gewissen, sondern auch der protestantischen Kirchen in Folge ihrer Doppelaufgabe der Pflege persönlicher Religion und der Erziehung. Freilich müsse die Kirche dazu die ihr noch immer anhaftende Rückständigkeit abstreifen. Mit der Bedeutung des überkommenen Gutes der religiösen Gemeinschaft sei auch die der Dogmengeschichte gegeben.

Diese vierte Auflage seiner Dogmengeschichte möchte H. als eine in gewissem Sinn abschließende angesehen wissen. Sein Werk hat bei aller Weiterarbeit doch in seiner prinzipiellen Anlage wie in der Durchführung seine ursprüngliche Gestalt festgehalten, die sich H. immer wieder als die Erkenntnis des Gegenstandes fördernd erwiesen. Eine neue Phase dogmengeschichtlicher Forschung herbeizuführen, sei vielleicht demnächst anderen beschieden. Die Bedeutung aber des vorliegenden Werkes für die dogmengeschichtliche Wissenschaft wird durch die gesamte neuere Arbeit auf ihrem Gebiet ins Licht gestellt. Es hat ihre Aufgabe klar erfaßt, reiche neue Erkenntnisse gebracht, Probleme gezeigt, die Forschung angeregt und ihr die Wege gewiesen. Auch bei abweichender Wertung des Dogmas wird man die Anerkennung nicht versagen, daß es einen Markstein in der Geschichte seiner Wissenschaft bezeichnet.

Göttingen N. Bonwetsch

Max Bär, Westpreußen unter Friedrich dem Großen. Bd. I: Darstellung. X u. 624 S. Bd. II: Quellen. VI u. 778 S. (Publikationen aus den preuß. Staatsarchiven Bd. 83 u. 84). Leipzig 1909, S. Hirzel. M. 33.

Zweimal sah sich Friedrich der Große vor die Aufgabe gestellt, eine neugewonnene große Provinz mit dem preußischen Staate zu verschmelzen: im Beginn seiner Regierung, im Alter von 29 Jahren, mitten im Feldlager, zwischen den schwierigsten militärischen und diplomatischen Aufgaben mußte er die Angliederung Schlesiens an seinen Staat einleiten, während dem Sechziger nach einer mehr als dreißigjährigen Regierungszeit der Lauf der Dinge anderthalb Jahre Zeit ließ, alle Vorbereitungen für die kampflose Uebernahme Westpreußens und des Netzedistrikts in den preußischen Staatsverband zu treffen.

In den neuen Provinzen müssen wir den König aufsuchen, wenn wir seine Schöpfergabe, seine innerpolitischen Absichten und Pläne, vor allem ihre tatsächliche Ausgestaltung und Wirkung kennen lernen wollen; in den ererbten Provinzen übernahm Friedrich die von seinem Vater zum Abschluß gebrachte und bei Friedrichs Regierungsantritt seit Jahren bestehende Organisation. Falls er an ihr Veränderungen, Neuerungen plante, konnte er sie am leichtesten bei der Errichtung der Behörden in den neugewonnenen Gebieten erproben; seine Bewertung der bestehenden Institutionen wird darin zum Ausdruck kommen, ob und wie weit er sie auf neue Provinzen übertrug. Bei dem Eintritt einer gewaltigen Erweiterung des Staatsgebiets muß sich der Herrscher die Frage vorlegen, ob er den neuen Wein in die alten Schläuche füllen will oder ob die neuen Provinzen der staatlichen Verwaltung neue, andersgeartete Aufgaben stellen, die mit den alten Mitteln nicht zu lösen sind. In der Art und der Schnelligkeit einer Verschmelzung neuer und alter Gebiete zeigt sich die Lebensfähigkeit und Anpassungskraft eines Staates. Ein derartiger Prozeß wird stets die tiefsten Einblicke in die Eigenart des Staates und seiner Regenten gewähren.

Ein Beamter Friedrichs des Großen, der Breslauer Kriegs- und Domänenrat von Kloeber (A. D. B. XVI, 201/2), also ein Mann, der mitten in den Dingen stand, ist als erster von diesem Gedanken bei der Schilderung des Lebenswerkes Friedrichs in dem eroberten Schlesien ausgegangen (Von Schlesien vor und seit dem Jahr 1740, Bd. I, 2. Aufl. Freiburg 1788 S. VIII). Dieser in neuerer Zeit von Max Lehmann wieder ausgesprochene und von mir, dem Referenten, verwendete Gedankengang ist letzthin merkwürdigerweise angegriffen worden: O. Hintze hat in den Forsch. zur Brandenb. und Preuß.

Gesch. Bd. XXII (Leipzig 1909) S. 285 dagegen eingewandt: ›Die Zustände und die Verwaltung Schlesiens‹ — wie ich es getan — ›als Typus der friderizianischen Verwaltung überhaupt aufzustellen, ist ungefähr dasselbe, als wenn man heute Elsaß-Lothringen als Musterbeispiel der Bismarckschen Verwaltung betrachten wollte‹. Ich halte es nun für keinen glücklichen Einfall, eine Provinz, in welcher der selbstherrliche, absolute König oft die kleinsten Kleinigkeiten und selbstverständlich alle bedeutsameren Fragen persönlich erledigte, in Parallele zu dem Reichsland zu stellen, mit dessen Verwaltung sich der Reichskanzler, namentlich seit der Einsetzung eines kaiserlichen Statthalters, doch wahrlich nicht allzu viel befassen konnte. Unter diesem Vorbehalt muß ich freilich erklären, daß die Aera Manteuffel und ihr Notabelnregiment in einem völlig demokratisierten Lande die politische Ideenwelt der altpreußischen Junker trefflich erläutert, die mit solchen ostelbischen Mitteln den Verschmelzungsprozeß zu fördern glaubten. Ebenso bin ich der Meinung, daß das Verhalten Englands zu den besiegten Burenstaaten, Rußlands zu Polen, Oesterreich-Ungarns zu Bosnien, das Verhalten Preußens in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts zur Rheinprovinz zur Charakteristik der Verwaltungsart dieser Staaten und ihrer Leiter überaus geeignet ist. Mit dem gleichen Recht werden wir an dem Entwicklungsprozeß Schlesiens und Westpreußens die Eigenart des Staates Friedrichs des Großen zu ergründen suchen, wie uns die Ratlosigkeit der preußischen Staatsverwaltung in den durch die zweite und dritte polnische Teilung gewonnenen Gebieten den Zersetzungsprozeß dieser Monarchie beleuchtet.

Wenn man mit Hintze die schlesischen und westpreußischen Zustände in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts als nicht typisch für die friderizianische Verwaltung ausschaltet, was bleibt dann typisch? Die westlichen Gebiete sicher nicht; sie führten unter ganz anders gearteten sozialen und wirtschaftlichen Verhältnissen ein von dem Leben der östlichen Provinzen scharf abweichendes Sonderdasein. Die Kurmark, auf die sich Hintze in den Forsch. z. Br. und Pr. Gesch. Bd. XXII, S. 693 beruft, kann nicht in Frage kommen, weil in ihr die Haupt- und Residenzstadt lag, deren Einwohnerzahl, Wirtschaftsleben, soziale Struktur und geistige Kultur sich so gewaltig entwickelten, weil Berlin die Hauptstadt der gesamten preußischen Monarchie war und deshalb von den Herrschern in jeder Hinsicht in durchaus außergewöhnlicher Art und mit außergewöhnlich großem staatlichen Aufwande gefördert und begünstigt wurde, eine typische Erscheinung für die Residenzstädte im 18. Jahrhundert, aber keineswegs typisch für die preußischen Städte. Berlin

mit 150,000 Einwohnern am Ende des 18. Jahrhunderts — die zweitgrößte preußische Stadt war damals Warschau mit 64,000 Einwohnern, an dritter Stelle stand Breslau mit 60,000 — nahm in jeder Beziehung unter den preußischen Städten eine Sonderstellung ein, sodaß die Kurmark mit ihrer Hauptstadt, als Typus der friderizianischen Verwaltung genommen, ein Idealbild liefern muß, das in den anderen preußischen Provinzen nicht wiederzufinden ist. In diesen anderen Provinzen, Pommern und der Neumark, Ostpreußen, Schlesien und Westpreußen müssen wir daher die für den altpreußischen Staat typischen Zustände und Verwaltungsergebnisse beobachten. Man wird dann in der Kurmark überaus ähnliche Verhältnisse feststellen können, aber stets durch die große Hauptstadt, durch die Nähe des Königs, des Hofes und der Ministerien mehr oder minder modifiziert.

Ueber Pommern und die Neumark im 18. Jahrhundert sind wir relativ am schlechtesten, sehr viel besser schon über Ostpreußen, wohl am besten über Schlesien unterrichtet. Jetzt gibt uns nach jahrelangen Studien in dem vorliegenden Werk der Direktor des Danziger Staatsarchivs, Max Bär, eine alle Gebiete umfassende Schilderung der Verwaltung Westpreußens unter Friedrich dem Großen. Bär hat sich damit gewiß ein schönes Arbeitsgebiet gewählt. Für den Streit, der in den letzten Jahren um die Beurteilung des alten Preußen entstanden ist, bedeutet zweifellos viel die Feststellung dessen, was der preußische Staat aus den verwahrlosten polnischen Gebieten zu machen verstanden hat; günstigere Bedingungen für die Probe auf das Exempel, als in Westpreußen geboten wurden, kann man sich doch wohl kaum denken.

Gegen die Form der Publikation Bärs habe ich manches einzuwenden, zunächst muß ich aber eine Einschränkung meines Tadels vorausschicken. In der Vorbemerkung zum ersten Bande weist Bär darauf hin, daß er in erster Linie auf westpreußische Leser rechne und durch seine Arbeit zu weiteren Forschungen anregen wolle; ich verstehe darunter, daß er den Lokalhistorikern, die leider meist über den engen Rahmen ihres kleinen Arbeitsgebietes nicht hinausblicken und in der wissenschaftlichen Literatur wenig Bescheid wissen, zum Wegweiser dienen will. Diesen Zweck wird Bärs Buch in jeder Beziehung erfüllen, es wäre im höchsten Maße zu wünschen, daß für andere preußische Provinzen ähnliches geleistet würde. Zur Erfüllung seines Zweckes hat Bär freilich manches sagen und ausführlicher sagen müssen, als sonst nötig wäre. Je mehr man diesen praktischen Zweck in den Vordergrund schieben will, desto mehr müssen meine folgenden Bemerkungen eingeschränkt werden, die die Bedeutung des Werkes Bärs für die Wissenschaft feststellen wollen.

Die 586 Textseiten des ersten Bandes geben nämlich sehr viel mehr als eine Einleitung in die Quellen, sie suchen sie nach allen Seiten hin auszuschöpfen und verarbeiten noch eine Fülle ungedruckt gebliebenes Material. Unter diesen Umständen würden einige besonders lehrreiche Aktenbeilagen genügen, aber 778 Druckseiten Quellen bilden eine zu reichliche Beigabe, da sie doch schon im ersten Bande ausgenutzt und 85 der 700 Schriftstücke schon anderweitig veröffentlicht sind, ferner von den zum ersten Mal veröffentlichten Akten manches Stück hätte wegbleiben oder gekürzt werden können. In der Vorbemerkung des ersten Bandes betont Bär, daß die bisherigen Darstellungen einzelner Abschnitte seiner Arbeit ausschließlich auf den vielfach schon veröffentlichten königlichen Kabinetsordres beruhten, also auf Zeugnissen, die in der Regel nur die Willensmeinung des Königs, nicht aber ihren Erfolg zum Ausdruck brächten. Bär hat sich denn auch keine Mühe verdrießen lassen, um aus den Akten der Verwaltungsbehörden festzustellen, wie weit die Ergebnisse den Absichten des Königs entsprachen. Man möchte nun erwarten, daß auch unter den Quellen diese bisher unbenutzten Berichte das Uebergewicht über die zu einem großen Teile schon abgedruckten Kabinetsordres hätten, denn die Pläne des Königs, die Ziele seiner inneren Politik waren im großen und ganzen schon bekannt; unter den ersten 300 Aktennummern zähle ich aber nur 50 Berichte, Protokolle, Etats, Promemorias, Verträge, zwischen den Beamten gewechselte Briefe, von denen nur eine Nummer schon gedruckt ist, während von den 250 Kabinetsordres, Anweisungen, Instruktionen, Erlassen, Patenten, Bestallungen, Reglements schon 61 veröffentlicht sind. Ich meine also, entweder hätte die Darstellung oder der Quellenabdruck kürzer ausfallen sollen, denn 586 + 778, also 1364 Seiten für die Geschichte einer Provinz in einem Zeitraum von nur 14 Jahren, d. h. 100 Druckseiten auf jedes Jahr, sind des Guten zu viel.

Selbstverständlich hätte Bär das Recht, die Aufmerksamkeit seiner Leser so lange in Anspruch zu nehmen, wenn er neue, lehrreiche, bedeutsame Thesen verfechten und mit allem irgendwie erreichbaren Beweismaterial gegen jeden möglichen Einwand im voraus verteidigen wollte. Dem ist nicht so, sondern Bärs Darstellung verhält sich zu den 21 Seiten, auf denen Koser im zweiten Bande seiner Friedrichbiographie dasselbe Thema behandelt, wie das in allen Einzelheiten mit peinlichster Sorgfalt ausgeführte Bild zu einer von Meisterhand gezeichneten Skizze. Ich weiß nicht, ob Bärs Material Koser z. T. schon zur Verfügung gestellt worden ist, als er seinen zweiten Band schrieb; jedenfalls, was Bär bietet, ist eine um tausend Einzelheiten bereicherte Ausführung dessen, was schon Koser gesagt hat. Die Be-

sitzergreifung der Provinz, ihre Abgrenzung, die Vorgänge bei den Huldigungen, die Einrichtung der Verwaltungs- und Justizbehörden, die Steuerverfassung, die Domänen- und Forstverwaltung, die Sozialpolitik gegenüber dem Adel, den Bürgern, Bauern und Juden, die friderizianische Ansiedelungspolitik, die Wirtschaftspolitik, Kirchen- und Schulpolitik, das westpreußische Militär u. s. w. werden ausführlichst behandelt; die neugewonnenen mehr oder minder interessanten Einzelheiten hier zu buchen, geht nicht an; hervorheben will ich noch, daß häufige Rückblicke auf die Zeit vor der preußischen Besitzergreifung Material für die Erkenntnis der westpreußischen Zustände unter polnischer Herrschaft liefern. Der Genuß der Lektüre wird durch manche stilistische Unebenheiten getrübt; zum Beweise dafür, daß eine bessernde Hand noch hin und wieder Beschäftigung gefunden hätte, diene der eine Satz aus Bd. I, S. 429: ›1774 waren es 39 Schutzjuden mit 304 Köpfen, die in den Städten ... angesetzt wurden‹. Bei der Stoffverteilung empfinde ich es störend, daß auf die Darstellung der Domänenverwaltung und des Forstwesens, der Aufhebung der Leibeigenschaft, der Kolonisation u. s. w. erst eine Reihe von Abhandlungen über die Städte, die Juden, den Handel, das Militär folgen, ehe die Landwirtschaft besprochen wird, und daß sich zwischen die Abschnitte über das Polizeiwesen und die Kirchen- und Schulpolitik ein Kapitel über die neuen Regimenter einschiebt. Die Beantwortung einer wichtigen, vielleicht der wichtigsten Frage vermisse ich. Friedrich hielt sich bei der Einrichtung der westpreußischen Verwaltung bald an das ostpreußische, bald an das schlesische Beispiel; eine vergleichende Zusammenstellung aller dabei in Frage kommenden Momente, eine freilich nur aus den Tatsachen zu erschließende Begründung dieses Eklektizismus wäre doch wohl am Platze gewesen.

Ueberhaupt verfährt Bär mit Vergleichen, Folgerungen und Werturteilen allzu sparsam, und, wo er über die preußischen Einrichtungen urteilt, sucht er zumeist den Dingen die rosigste Seite abzugewinnen. Wie weit er darin geht, dafür ein Beispiel: ›Der Gedanke, Invaliden (als Schulmeister) heranzuziehen, war bei dem Mangel berufsmäßig vorgebildeter Lehrer mit Rücksicht auf den Bildungsstand der meisten damaligen Schulmeister und mit Rücksicht auf ihre soziale Stellung ganz gewiß um so weniger unglücklich, als das Heer des großen Königs gar manchen barg, der bessere Tage gesehen und eine bessere Bildung genossen, gar manchen, der die Studien mit der Waffe vertauscht hatte. Der König selbst hat später zu dem gleichen Mittel der Verwendung von Invaliden gegriffen‹ (Bd. I, S. 554). Auf diese Art verpflichte ich mich alles und jedes zu beweisen. Es kennzeichnet

ferner dieses so breit angelegte Werk der Mangel eines zusammenfassenden Schlußkapitels. Ich glaube, daß sich ein derartiges Kapitel recht schwer hätte schreiben lassen, weil die behandelte Zeitspanne zu kurz bemessen ist, um uns ein klar zu beurteilendes Ergebnis aller Neuerungen zu verschaffen und die Frage zu beantworten nach dem, was sich im Sturm der Zeiten behauptet hat und was als kränkliche Schöpfung rasch wieder abgestorben ist. Die Begrenzung der Darstellung durch den Tod Friedrichs des Großen beraubt uns auch der Orientierung durch die zeitgenössische Kritik, die selbstverständlich erst nach dem Tode des Königs in Druckschriften, Reisebeschreibungen, besonders aber in den Akten ihren Niederschlag finden konnte, dann aber auch nach meinen an dem schlesischen Material gemachten Erfahrungen allenthalben stark einsetzte. Gelegentlich greift Bär über seine Zeitgrenze hinaus; ein derart herangezogener Bericht Auerswaldts aus dem Jahre 1798 (Bd. I, S. 312/3) beweist, wie viel und wie wichtiges aus den Akten der Folgezeit für die Epoche Friedrichs des Großen zu entnehmen ist. Wer also die Wirkung der altpreußischen Staatsorganisation kennen lernen will, darf nicht, wie es so häufig geschieht, mit Friedrichs Tode abbrechen, sondern muß seine Untersuchung bis zum Untergange des friderizianischen Staates, bis 1806, fortführen. Bär kann für die Begrenzung seines Themas einen überaus triftigen Grund anführen; die Fülle des Stoffes, die er in den Archiven von Danzig, Berlin und Posen zu bewältigen hatte, ist wahrhaft groß genug gewesen. Nachdem er aber dieser Massen Herr geworden, nachdem er sich in die Quellen und die Literatur völlig eingearbeitet hat, darf ich hier den dringenden Wunsch aussprechen, daß er seine westpreußischen Studien mindestens bis 1806 fortführt, weil erst dann ein großer Teil des gegenwärtig gebotenen Materials recht zu verwenden ist. Diese Ausführungen will ich an einem Beispiel, dem der westpreußischen Städte, zu erläutern suchen.

Als Maßstab zur Beurteilung städtischer Verhältnisse wird man immer, so viel sich dagegen auch einwenden läßt, die Einwohnerzahlen benutzen. Sehr viel tiefer würde man eindringen, wenn man die Steuererträge der Städte miteinander vergleichen könnte, allein die starken provinziellen Unterschiede der Akzisetarife, ihre zu verschiedenen Zeiten erfolgten Veränderungen, die Abhängigkeit des Akziseertrages von dem Vorhandensein einer Stadtmauer und dem Größenverhältnis der Vorstädte zur Altstadt (vgl. mein Buch: Das Ergebnis der friderizianischen Städteverwaltung u. s. w. Jena 1908, S. 49 ff.) verbieten den Gebrauch dieses Wertmessers. Zur Ermittelung der Einwohnerzahl der Städte im eigentlichen Polnisch-Preußen, zu dem der Netzedistrikt nie gehörte, gibt uns Bär 1) eine Zusammenstellung

aus dem Dezember 1772 (Quellen Nr. 676), 2) die ›historischen Nachrichten‹ von den Städten, die zwischen dem November 1772 und Mai 1773 ermittelt wurden (Quellen Nr. 669), 3) die Zahlen für das Jahr 1774, im Bd. I, S. 392 Anm. 1, die Bär als maßgebend bezeichnet. Vergleicht man diese Angaben an ein paar Stichproben miteinander, so sollen gewohnt haben:

in den Städten:	1772:			1772/3:		1774:		
Christburg	738	Einw.		1454	Einw.	1283	Einw.	
Marienburg	2813	„	etwa	3635	„	4984	„	
Neuteich	831	„		817	„	1079	„	
Elbing	11952	„		10960	„	12039	„	
Graudenz	1215	„		2172	„	2282	„	
Kulm	1644	„		1580	„	2182	„	
Strasburg	1283	„		1216	„	1570	„	
Löbau	625	„		684	„	1220	„	
Schwetz	1005	„		1077	„	1630	„	u. s. w.

Ein derartiges Schwanken und Anwachsen der Einwohnerzahlen ist für jeden Kenner der städtischen Verhältnisse des 18. Jahrhunderts ein Ding der Unmöglichkeit (vgl. die Einwohnerzahlen der schlesischen Städte in meinem oben zitierten Buch S. 59 ff.); zudem kommt, daß Kolumne 1 und 2 ungefähr zur selben Zeit aufgenommen worden sind. Damit ist bewiesen, was ja auch selbstverständlich ist, daß die ersten Aufnahmen recht fehlerhaft ausgefallen sind; demgemäß verlieren ihren Quellenwert Aktenstück Nr. 676, die darauf basierende Tabelle Nr. 677, ebenso die ›historischen Nachrichten‹, mindestens soweit, als sie Zahlenmaterial bieten; d. h. der größte Teil des Materials, das zur Erkenntnis der städtischen Zustände zur Zeit der preußischen Besitzergreifung dienen könnte und Bär dazu gedient hat, scheidet für die Verwertung tatsächlich aus. Wie weit sich die Differenzen zwischen den städtischen Einnahmen in den Jahren 1773/4 und 1780—6 der Quelle Nr. 671 aus derartigen bei den ersten Feststellungen mit Notwendigkeit unterlaufenden Irrtümern wenigstens zu einem Teil ergeben, lasse ich dahingestellt und will nur bemerken, daß in Schlesien 1741 gelegentlich ein Teil der städtischen Einnahmen den Kommissaren bei der Besitzergreifung verschwiegen und auch von dem durch die preußischen Staatsbehörden eingesetzten Magistrat viele Jahre hindurch heimlich verwaltet und verwendet wurde.

Aus dem Netzegebiet will ich nur ein schon oft angeführtes Paradebeispiel widerlegen. Bromberg soll Ende 1772 nur 600 Einwohner umfaßt haben. Schon bei J. Fr. Goldbeck, Vollständige Topographie des Kgr. Preußen, Bd. II (Marienwerder 1789) S. 82 findet sich diese Angabe; Bär zitiert sie aus einer vom 17. Januar 1786

datierten Eingabe des Bromberger Magistrats an den König (Bd. I, S. 411); allein das Aktenstück Nr. 678 gibt für das Jahr 1774 schon 1483 Einwohner an, und die erste für den Netzedistrikt wirklich maßgebende Zählung (Bär I, S. 392) im Jahre 1776 fand 1688 Einwohner vor: also beruht die Angabe über die Einwohnerzahl des Jahres 1772 entweder auf einer Legende, oder man hat sich 1772, falls damals irgendwie die Einwohnerzahl ermittelt wurde, einer besonders groben Flüchtigkeit oder aber eines Schreibfehlers — 600 statt 1600 — schuldig gemacht, denn aus sich heraus vermag die Einwohnerschaft sich nicht binnen vier Jahren beinahe zu verdreifachen, die Zahl der aus anderen Gebieten in die westpreußischen Städte Eingewanderten ist ungefähr bekannt (Bär I, 335), ein ländlicher Zufluß kommt endlich zur Zeit der Schollenpflichtigkeit kaum in Betracht. Wenn auch in den ersten Jahren der preußischen Herrschaft mancher in die Städte gezogen sein mag, ohne daß dieses Ereignis aktenmäßig festgelegt wurde, so hebt sich damit der Widerspruch zwischen den Zahlen von 1772 und 1774 keineswegs.

Wenn wir uns nun an der Hand der Einwohnerzahlen eine ungefähre Vorstellung von der Größe der polnisch-preußischen Städte zur Zeit der Besitzergreifung machen wollen, müssen wir uns, wie es ja auch Bär tut, an die von ihm als maßgebend anerkannten Zahlen von 1774 halten; wir brauchen uns dabei auch nicht zu sorgen, daß wir die Verhältnisse zu günstig ansehen, denn Bär weist Bd. I, S. 413 darauf hin, daß in manchen Städten während der ersten Jahre der preußischen Verwaltung sogar ein Rückgang der Bevölkerung eintrat. Selbstverständlich würden wir ein falsches Bild gewinnen, wenn wir die bis 1772 zu Polnisch-Preußen immer gehörenden Städte Danzig und Thorn und die Städte des gleichfalls zu Polnisch-Preußen gehörenden Ermlands beiseite ließen. Die Angaben des Aktenstücks Nr. 676 sind, wie oben bewiesen, natürlich auch für das Ermland nicht verwendbar; weitere Nachrichten über das zu Ostpreußen geschlagene Ermland sind aus diesem Grunde bei Bär nicht zu finden; deshalb bleibt mir nichts anderes übrig, als die Zahlen zu benutzen, die Goldbeck für das Jahr 1782 anführt. Wir werden später sehen, daß der Unterschied zwischen den Einwohnerzahlen der ermländischen Städte in den Jahren 1772 und 1782 nur sehr klein gewesen sein kann. Ich stelle nun die Einwohnerzahl der polnisch-preußischen Städte von 1774 resp. 1782 in Parallele zu den von Goldbeck den Akten entnommenen Zahlen für die ostpreußischen Städte und das Jahr 1782. Die ostpreußischen Städte hatten seit den Tagen, da die Beherrscher Brandenburg-Preußens sich um das Wohl und Wehe ihrer Städte zu kümmern begannen, schon unter dem Szepter der Hohen-

zollern gestanden, ferner war Ostpreußen größer als Westpreußen, die Gesamtbevölkerung Ostpreußens verhielt sich damals zu der von Polnisch-Preußen einschließlich des Ermlandes, aber unter Ausschluß des Netzedistrikts ungefähr so wie 9:5; man möchte nun doch erwarten, daß die ostpreußischen Städte die westpreußischen gewaltig überragten, da diese, wie Bär Bd. I, S. 388 sagt, mit Ausnahme Elbings und wohl auch Danzigs und Thorns ›sich am Ende der polnischen Herrschaft im Zustande des beginnenden, fortgeschrittenen oder vollendeten Verfalls befanden‹. Der Vergleich führt aber zu folgendem Ergebnis:

Ostpreußen zählte 1782, wenn man die Begriffe der Städteordnung von 1809 zu Grunde legt, eine große, d. h. mehr als 10000 Einwohner fassende Stadt, nämlich Königsberg mit 54400 Zivileinwohnern [1]), Westpreußen dagegen zwei, Danzig mit seinen Vorstädten hatte etwa 60000 Einwohner und Elbing 12000. Mittlere Städte mit 3500—10000 Einwohnern gab es in Ostpreußen vier (Tilsit, Memel, Gumbinnen, Insterburg), in Westpreußen drei (Thorn, Marienburg, Braunsberg). 3000—3500 Einwohner: in Ostpreußen: Marienwerder und Goldap; in Westpreußen: Heilsberg und Roessel. 2000—3000 Einwohner: in Ostpreußen: neun Städte; in Westpreußen: sieben. 1500—2000 Einwohner: in Ostpreußen: 13; in Westpreußen: sechs. Unter 1500 Einwohnern: in Ostpreußen: 33; in Westpreußen: 29. Das sehr viel größere Ostpreußen zählte also 62 Städte mit insgesamt 161,000 Einwohnern, so daß im Durchschnitt auf jede Stadt 2600 Einwohner kamen; Westpreußen hatte 49 Städte mit 144,000 Einwohnern, so daß hier auf die Stadt ein höherer Durchschnittssatz von 2940 Köpfen kam.

Für diejenigen, denen dieses Ergebnis verwunderlich erscheint, daß die unter polnischer Herrschaft völlig verwahrlosten westpreußischen Städte den Vergleich mit den ostpreußischen in der Einwohnerzahl voll aushalten, obwohl doch von der Fürsorge des altpreußischen Staates für seine Städte namentlich seit den Tagen Friedrich Wilhelms I. so viel Aufhebens gemacht wird, will ich noch ein Gegenstück in einem Vergleich der schlesischen Städte zur Zeit der Einführung der Städteordnung, also 1809, mit den südpreußischen Städten im Jahre 1800 geben; über diese belehrt der zweite Band der Geographie und Statistik von West-, Süd- und Neuostpreußen des Bialystocker Regierungsdirektors v. Holsche (Berlin 1804). Die altpreußische Provinz Schlesien unter Ausschluß des bedeutungslosen, kleinen,

1) In den Akten wie den statistischen Handbüchern werden damals mit vollem Recht die bürgerlichen Einwohner von den Garnisonen geschieden, ebenso bei Bär und den folgenden Zusammenstellungen.

erst 1795 zu Schlesien geschlagenen Gebietes von Neuschlesien hatte etwa zwei Drittel des Umfanges der Provinz Südpreußen (640 zu 960 Quadratmeilen): die schlesische Gesamtbevölkerung betrug 1809: 1,898,000 Köpfe, die südpreußische — immer unter Abzug der Garnisonen mit ihren Familien — 1,310,000 Köpfe; in Schlesien kam also auf die Quadratmeile mehr als doppelt soviel Einwohner wie in Südpreußen, nämlich 2966 zu 1365. Schlesien zählte nun 130 akzisbare und 35 unakzisbare, d. h. unter die Dörfer gerechnete Städte mit 324,000 und 18,000 = 342,000 Einwohnern oder 18 % der Gesamtbevölkerung, Südpreußen dagegen 235 Städte mit 335,500 Einwohnern oder 25,6 % der Gesamtbevölkerung[1]). Allein diese Zahlen ergeben insofern ein falsches Bild, als es nicht darauf ankommt, wie viele Kommunen den Namen einer Stadt tragen, sondern wie viele ihn nach ihrem Wirtschaftsleben für ihre Zeit zu Recht tragen; wir dürfen daher in Südpreußen die 191 Städte unter 1500 Einwohnern, in Schlesien demgemäß die unakzisbaren und die 62 akzisbaren Städte unter 1500 Einwohnern streichen. Dann bleiben übrig an großen Städten über 10,000 Einwohnern in Schlesien: Breslau mit 60,000 Einwohnern, in Südpreußen: Warschau mit 63,400 und Posen mit 17,800 Einwohnern; an Mittelstädten zwischen 3500—10000 Einwohnern in Schlesien: 16 mit insgesamt 90,400 Einwohnern, in Südpreußen sechs mit 35,500 Einwohnern; an Kleinstädten zwischen 1500 bis 3500 Einwohnern in Schlesien: 51 mit 113,700 Einwohnern, in Südpreußen: 36 mit 78,300 Einwohnern. In Schlesien bewohnten also die Orte, die man Städte nennen konnte: 264,000 Menschen, in Südpreußen: 195,000. Da die schlesische Bevölkerung anderthalbmal so groß wie die südpreußische war, so ergibt sich aus den Zahlen, daß das Verhältnis der städtischen zur Landbevölkerung in beiden Gebieten nicht allzu verschieden war, daß Schlesien der Kopfzahl nach über einen ebenso schwächlichen Bürgerstand wie Südpreußen gebot. Noch besser als aus der Einwohnerzahl läßt sich die wirtschaftliche Kulturhöhe einer Stadt aus der Zahl der wirtschaftlichen Hilfskräfte, der Gesellen und Lehrjungen, der Handlungsdiener, Arbeiter, Kutscher, Haushälter und des Gesindes, erkennen. In allen südpreußischen Städten zusammen gab es 1800 deren 43,000, ohne daß die Töchter und Söhne der Wirte, d. h. der Bürger mitgerechnet wären; sie machten also 12,8 % der städtischen Bevölkerung aus; in den Klein-

1) Hintzes Behauptung (Forsch. z. Brdb. u. Pr. Gesch. Bd. XXII, Leipzig 1909, S. 374) von dem im Vergleich mit altpreußischen Provinzen enormen Uebergewicht der ländlichen über die städtische Bevölkerung in den neuerworbenen polnischen Landesteilen muß für Südpreußen umgedreht werden, um richtig zu sein.

städten unter 3500 Einwohnern bildeten sie 10 %, in den sechs südpreußischen Mittelstädten 11,4 %, in Posen 20 %, in Warschau 21,4 %, in Schlesien in ganz kleinen Orten 4 %, in etwas größeren 13 %, in Mittelstädten 18,4 % der Bevölkerung (vgl. mein oben zitiertes Buch S. 71). Allzu gewaltig bleibt also Südpreußen auch in dieser Beziehung nicht hinter Schlesien zurück.

Da nun ein jedes Kind in der Schule lernt, daß das alte polnische Reich hauptsächlich an der Schwäche seines Bürgertums zu Grunde ging, so gewinnen wir hier durch den Vergleich der ostpreußischen mit den westpreußischen, der südpreußischen mit den schlesischen Städten einen lehrreichen Hinweis auf eine der Ursachen für den Zusammenbruch des alten Preußen 1806/7.

Die westpreußischen Städte standen also zur Zeit der preußischen Besitzergreifung an Größe den ostpreußischen nicht nach, d. h. es war um diese wie jene kümmerlich genug bestellt. Als wichtigste Ursachen für den wirtschaftlichen Niedergang der polnisch-preußischen Städte in polnischer Zeit gibt Bär (Bd. I, S. 389 ff.) an, daß dem städtischen Brauwesen, früher einer der ertragreichsten Erwerbszweige der Städter, in den ländlichen Brauereien und Brennereien eine siegreiche Konkurrenz erwuchs, ferner daß im Widerspruch mit den städtischen Privilegien Gewerbe und Handel auf dem platten Lande um sich griffen, endlich daß im Netzedistrikt noch die Mediatstädte schwer unter der Willkür ihrer Grundherren zu leiden hatten. Haben nun — und hier beginnen die Fragen, die mit dem von Bär gebotenen Material nicht zu beantworten sind — die in Westpreußen gegen diese Uebelstände mehr geplanten, als ergriffenen überaus bescheidenen Maßnahmen (Bär I, S. 414, 459) irgend welchen dauernden Erfolg gezeitigt? Wahrscheinlich ist es nicht, da die schlesischen Städte unter preußischer Herrschaft die gleichen Leiden ruhig erdulden mußten (D. Ergebnis d. frideriz. Städteverw. S. 27, 38, 92) und da Schmoller in den Forsch. zur Brand. u. Pr. Gesch. I, S. 375 hervorhebt, daß man in Preußen 1790—1806 viele Landmeister zugelassen habe.

Den Städten im Netzebezirk wollte der König durch eine überaus starke Ausweisung der Juden helfen; Bär glaubt auf Grund der von den Verwaltungsbehörden aufgestellten Tabellen, daß von 1774—1785 aus diesem Bezirk über 6000 Juden ausgewiesen sind (Bd. I, S. 439); nach Holsche, Bd. III, S. 131 ff. gab es im Beginn des 19. Jahrhunderts in diesen Städten über 15,700 Juden, beinahe anderthalbmal so viel Juden als in dem ganzen Bezirk zur Zeit der preußischen Besitzergreifung. Entweder flunkern also die Akten, was damals öfters vorkam, oder die Folgezeit hat wieder rückgängig gemacht, was

Friedrich tat; auch hier lassen sich Bedeutung und Wirkung der Maßnahmen Friedrichs nicht deutlich erkennen.

Als eine Ursache für den Niedergang der Städte in polnischer Zeit führt Bär Bd. I, S. 393 die Minderwertigkeit der Magistratsmitglieder an; ob es unter preußischer Herrschaft anders geworden, kann man nicht erkennen; nach Gundlachs und meinen Untersuchungen über die preußischen Magistrate und Steuerräte im 18. Jahrhundert muß man mißtrauisch sein. Auch weiß ich zufällig, daß eine im Posener Staatsarchiv vorgenommene Nachforschung über Bromberg unter preußischer Verwaltung die schlimmsten Ergebnisse zu Tage förderte.

In ihrem Bauzustand sollen sich die westpreußischen Städte unter Friedrich gewaltig gehoben haben. Die polnischen Städte sind deshalb in so bösen Verruf geraten, weil einmal die bei dem Vergleich der südpreußischen mit den schlesischen Städten erwähnte Fülle kleiner und kleinster Städte, die von dem Wesen einer Stadt nichts als den Namen besaßen, bei den ihnen sich nähernden Reisenden durch ihren Titel Erwartungen auslösten, die dann grausam enttäuscht wurden, vor allem aber weil damals und zum Teil noch heute in Russisch-Polen und Galizien selbst in größeren Orten nichts als elende, winzige Lehm- und Holzhäuser mit Stroh- und Schindeldächern und ungepflasterte Straßen und Plätze mit ihrem unergründlichen Schmutz angetroffen werden. Für das 18. Jahrhundert, auch für die Gegenwart erklärt sich dieser Zustand aus dem Mangel an Steinbrüchen und für damalige Zeiten erschließbaren Kalklagern. Auch müssen die erratischen Blöcke, Granit wie Kalkstein, in den polnischen Gebieten seltener als in den deutschen Landen zu finden gewesen sein. Deshalb sah sich ja auch Friedrich genötigt, die Feldsteine zum Graudenzer Festungsbau aus Ostpreußen (Bär I, S. 343; II, S. 318), den Kalk aus der Fremde, erst über Danzig (Bär I, S. 341), dann durch den Netzekanal aus der Kurmark (Bär II, 306) zu beziehen; man sammelte in West- wie in Ostpreußen die Findlingskalksteine und brannte aus ihnen ›Lesekalk‹. Deshalb schlug Oberpräsident v. Domhardt den Abbruch der alten Ordensburgen vor, um die Steine anderweitig zu benutzen (II, S. 123/4); deshalb baute man auf dem Lande auch neue Häuser wieder aus Holz (II, S. 390); deshalb verwandte man in der südpreußischen Stadt Peysern das Material der baufällig gewordenen Stadtmauer zum Häuserbau und, als man dort 1798 eine massive Frohnfeste und ein gleichartiges Militärlazarett errichten wollte, mußte die Ruine eines alten Königsschlosses als Steinbruch dienen. Wie hoch selbst in Schlesien früher die kleinsten Mengen Kalk geschätzt wurden, verrät ein Schreiben der Stadt Breslau aus dem Ende des

Mittelalters, in dem sie eine Nachbarstadt um zwei Fuhren Kalk für einen notwendigen Bau bittet mit dem Versprechen, im Bedarfsfalle die geliehene Menge zurückzuerstatten, verraten ferner für das 18. Jahrhundert die zahllosen alten Kalköfen, z. B. in der Grafschaft Glatz, an Stellen, an denen man heute nicht begreift, wie sich dort eine Kalkbrennerei lohnen konnte, verraten endlich die Angaben über derartige Kalköfen in den statistischen Werken jener Zeit[1]). Der Mangel an Kalk und Feldsteinen hatte in Polen zur Folge, daß die meisten Städte in früheren Jahrhunderten sich an Stelle einer steinernen Stadtmauer mit einem Walle begnügen mußten, dadurch aber sehr viel leichter den Feinden zur Beute fielen, daß die Straßen ungepflastert blieben und so zum üppigsten Seuchenherd wurden, daß nur kleine Holz- und Lehmhäuser mit Stroh- und Schindeldächern in den Städten erstanden und dadurch die Zahl und der Umfang der Stadtbrände gewaltig gesteigert und Vorräte, Hausrat und der zurückgelegte Gewinn der Arbeit immer wieder ein Raub der Flammen wurden. Diese den früheren Zeiten eigenen technischen Hindernisse für die städtische Entwicklung in der großen baltischen Tiefebene sind bisher noch nie recht gewürdigt worden.

Friedrich der Große ließ sich die Verbesserung des Bauzustandes der polnisch-preußischen Städte viel Geld kosten; am stärksten begünstigte er dabei die Stadt Kulm (Bär I, S. 320, 409, 411). Leider berichtet nun aber Holsche Bd. III, S. 98 aus dem Beginn des 19. Jahrhunderts: ›König Friedrich II. hatte eine Vorliebe für Kulm, wollte ihm wieder aufhelfen, ließ ein schönes .. Kadettenhaus .. und viele Privathäuser darin erbauen, so daß ein paarmal hunderttausend Thaler darin verwendet wurden; es kam aber doch nicht in Aufnahme. Häuser, die 10—15000 Thaler gekostet haben, stehen leer und sind für geringe Mieten zu haben‹. Was war nun das Ergebnis der friderizianischen Bautätigkeit? Bär berichtet aus der Zeit der preußischen Besitzergreifung: ›... viele Häuser verfielen und wurden wüst. Solche wüste Stellen fanden sich (etwa 1772) in Städten wie Konitz, Kulmsee, Marienburg und Neumark einige fünfzig, in Schöneck, Schönsee und Tuchel einige sechzig, in Kulm 100, in der kleinen Stadt Lessen gar 119 und in den Städten von Polnisch-Preußen ohne Ermland und ohne den Netzebezirk fast 1300‹. Nach der von Holsche Bd. III, S. 94/5 abgedruckten Tabelle gab es etwa dreißig Jahre später in Konitz 14, in Kulmsee 28, Marienburg 58 (also ebenso viele wie 1772), Neumark 47, Schöneck 50, Schönsee 96 (also anderthalbmal so viele wie 1772), Tuchel 41, Kulm 16 und in Lessen

1) Vgl. auch J. Partsch, Schlesien. E. Landeskunde Bd. II (Breslau 1907) S. 429.

78 wüste Stellen; aber diese einzelnen Beispiele geben noch ein zu günstiges Bild. Die polnisch-preußischen Städte (ohne Danzig und Thorn, ohne das Ermland und den Netzedistrikt) hatten 1772, wie Bär oben bemerkt, fast 1300, dreißig Jahre später nach Holsche 1258 wüste Stellen. Ist unter den Nachfolgern Friedrichs wieder verschwunden, was unter ihm gebaut, vielleicht so liederlich wie der Netzekanal gebaut wurde, oder geben diese Zahlen das Schlußergebnis aller seiner Mühen?

Um uns die Wirkung der Bemühungen um die Hebung von Gewerbe und Industrie zu erläutern, druckt Bär Bd. I, S. 472 ff. den Akten entnommene ›Uebersichten über den Fabrikenstand‹ für 1786, 1790 und 1791 ab. Die selbst für unsere Zeiten unglaubliche Schreibseligkeit der Behörden, die durch immer erneut aufzustellende Tabellen mit endlosen Zahlenreihen die untergeordneten Instanzen im absoluten Staate zu kontrollieren gedachten, als ob Papier nicht geduldig wäre, hat uns eine Fülle von Tabellen hinterlassen, deren Menge im umgekehrten Verhältnis zu ihrem Gehalt steht. Dazu kommt, daß in vielen dieser Tabellen vom Wert der erzeugten Waren, vom Wert der Ein- und Ausfuhr die Rede ist, aber ich erinnere mich nicht, weder in den Akten noch in Darstellungen irgendwo gelesen zu haben, nach welchen Grundsätzen diese Berechnungen vor sich gingen. Auch Bär sagt nichts darüber; so lange man diese Prinzipien nicht kennt und auf ihre Berechtigung nachprüfen kann, muß man mit dem Material zum mindesten sehr vorsichtig umgehen. Seine Bedeutung verringert sich noch durch die Liederlichkeit, mit der derartige Tabellen oft zusammengestellt wurden. In seinen bekannten, ja berühmten ›Betrachtungen über den Nationalreichtum des preußischen Staats und über den Wohlstand seiner Bewohner‹ gibt Leopold Krug im zweiten Bande (Berlin 1805) von Seite 219—376 eine derartige Fabrikentabelle für den preußischen Staat, um hinterher S. 378 ff. vor ihrem Gebrauch mit durchschlagenden Gründen zu warnen. Möglich, daß seine Bemerkungen auch auf die bei Bär gebotenen Tabellen zutreffen, dann müßten sie und alle aus ihnen gezogenen Schlüsse wegfallen; Bärs Bemerkung, daß in der Tabelle von 1786 die Angaben über die Glashütten vergessen worden wären, bestärkt diesen Verdacht. Nehmen wir die Tabellen aber mit Bär ernst, so macht es sich ja, was Bär hervorhebt, auf den ersten Blick recht schön, daß der Wert der im Marienwerderschen Bezirk durch die Manufakturen hergestellten Waren in wenigen Jahren stark stieg, von 540,000 Rth. im Jahre 1786 auf 624,000 Rth. im Jahre 1791 (Bär I, S. 472—74), also in fünf Jahren um 16 %. Unvergleichlich stärker schnellte aber der Preis für die in diesen Waren verarbeiteten Rohstoffe und Zu-

taten empor, nämlich von 287,000 Rth. im Jahre 1786 auf 390,000 Rth. im Jahre 1791, d. h. in fünf Jahren um 36 %. Nimmt man nun trotz der Warnungen Krugs die Differenz zwischen Warenwert und Rohstoffwert, dividiert durch die Zahl der Arbeiter, so kommen im Marienwerderschen Bezirk auf den Kopf des Arbeiters 1786: 71,6 Rth.; 1790: 69,6 Rth.; 1791: 67,5 Rth.; im Netzedistrikt 1786 nur 41,8 Rth., ohne daß in Anrechnung gebracht ist ein Unternehmergewinn und Amortisation für Gebäude und Werkzeuge, die doch zum mindesten in der Mühlen-, Stahl- und Eisenindustrie, bei dem Kupferhammer, der Zuckersiederei u. s. w. recht bedeutend waren; bei den handwerksmäßig und als Hausindustrien gepflegten Betrieben fällt freilich der eine oder der andere dieser noch in Abzug zu bringenden Posten weg. Wovon haben diese Arbeiter gelebt? War diese Art von Industrie auf die Dauer lebensfähig?

Alle Fragen, die ich aufgeworfen, die Zahlen, die ich genannt habe, müssen den Anschein erwecken, als ob die Bemühungen Friedrichs des Großen um die Hebung der westpreußischen Städte erfolglos geblieben sind, und wenn ich noch darauf hinweise, daß in seiner Zeit jene unseligen Bestrebungen auf Teilung der Gemeinheiten, Vererbpachtung des städtischen Landbesitzes (Bär I, S. 406) einsetzten, die im 19. Jahrhundert zur Folge hatten, daß diese um ihren Besitz gebrachten städtischen und ländlichen Kommunen des östlichen Preußens erdrückend hohe Kommunalabgaben erheben müssen und doch häufig die wichtigsten Gemeindebedürfnisse nicht befriedigen können, dann dürfte mancher die Sache für spruchreif halten. Wenden wir deshalb noch einmal den anfangs benutzten Maßstab, die Einwohnerzahlen, an. Die Städte des Ermlandes zählten nach der, wie oben bewiesen, hinter der Wirklichkeit stark zurückbleibenden Aufnahme vom Dezember 1772 (Bär II, S. 707) 24,000 Einwohner, 1782 nach den Angaben Goldbecks etwa 27,500. Wenn die erste Zahl zu niedrig gehalten ist, kann also kaum von einem Wachstum in diesem Jahrzehnt gesprochen werden, 1802 zählten die ermländischen Städte nach den Angaben Krugs in seinem angeführten Buch 27,900 Einwohner. Diese Städtegruppe, die die relativ stärkste Entwicklung städtischer Kultur in Polnisch-Preußen beim Uebergang an den friderizianischen Staat repräsentierte, ist demgemäß bis zum Untergange dieses altpreußischen Staates ungefähr auf der Stufe stehen geblieben, die sie zu Beginn der siebziger Jahre innehatte. 28 westpreußische Städte[1]) hatten 1774: 54,500 Einwohner, 1782/3 nach Goldbeck 58,000 Einwohner, ein Zuwachs, der durch die den Städten zugeführten Kolonisten

1) Weggelassen sind hier Danzig, Thorn und aus Mangel an Zahlenangaben bei Goldbeck: Kulmsee, Rehden, Lessen, Schönsee, Putzig, Tuchel und Schlochau.

(Bär I, S. 320, 332, 335) und die vom Lande nach den Städten verpflanzten Juden in der Hauptsache gedeckt wurde, so daß die bisherige städtische Bevölkerung sich in dieser Zeit auch in den westpreußischen Städten aus eigener Kraft kaum vermehrt hat; bis zum Jahre 1802 wächst sie dann aber nach den Angaben Krugs auf 78,000 Köpfe. Haben wir es hier mit einer Nachwirkung der Maßnahmen Friedrichs oder mit einem Ergebnis andersgearteter, wirksamerer Maßnahmen unter seinen Nachfolgern zu tun, deren Handelspolitik in manchen Stücken anders geartet war? Endlich noch einen Blick auf den Netzedistrikt. Dessen Städte trugen diesen Namen meist zu Unrecht; ihrem Wirtschaftsleben nach waren es Dörfer; sie wuchsen am stärksten, von 35,400 Einwohnern im Jahre 1776 auf 40,700 im Jahre 1783 und 62,500 im Jahre 1802. Dieselbe Beobachtung des relativ stärksten Wachstums der dorfähnlichen Städte läßt sich auch in Schlesien machen (Ergebnis d. frideriz. Städteverw. S. 60).

In gleicher Weise könnte man auch auf anderen Gebieten den Nachweis führen, daß Bär zwar wichtiges Material bietet, daß aber dessen volle Verwertung solange ausgesetzt werden muß, als uns nur die Ergebnisse der so kurzen Zeitspanne von 14 Jahren geboten werden. Um nur noch eine Frage aufzuwerfen: die ländliche Kolonisation sollte außer wirtschaftlichen und anderen Zwecken auch der Stärkung des Deutschtums dienen, wurde aber hierfür nach falschen Gesichtspunkten vorgenommen. Welcher dauernde Gewinn ist aus ihr dem Deutschtum erwachsen?

Doch genug der Einzelheiten. Treitschke konnte die preußische Geschichte von 1786—1806 als eine der am wenigsten bekannten und durchforschten Perioden unserer vaterländischen Geschichte bezeichnen; seitdem ist auch auf diesem Gebiete gearbeitet, aber die Lücke noch nicht geschlossen worden. Ich möchte die preußische Geschichtsforschung in diesem Zeitabschnitt mit einem Brückenbau vergleichen; von beiden Ufern aus hat die Arbeit zu gleicher Zeit eingesetzt, vom Zeitalter Friedrichs des Großen und im Rückblick von der preußischen Reformzeit aus; die beiden Enden wollen aber einander nicht treffen, die Mittelglieder sich nicht zwanglos einfügen lassen. Irgendwo muß also ein Konstruktionsfehler stecken; ich suche ihn in der m. E. viel zu günstigen Beurteilung des altpreußischen Staates und der Zustände des 18. Jahrhunderts. Selbstverständlich bin auch ich der Meinung, daß es für Westpreußen ein Glück war, zum preußischen Staate zu kommen. Abgesehen davon, daß fortan die Erträge des Landes nicht mehr Woiwoden und Starosten zum Lotterleben dienten, sondern für die Machtpolitik eines Kriegerstaates eingesetzt wurden, erwachte dadurch bei den Westpreußen, namentlich den protestanti-

schen, der Stolz auf die Zugehörigkeit zu einer Großmacht, ohne den die Altpreußen 1813 nicht in den Freiheitskrieg hätten ziehen können. Ferner besserten sich gewaltig unter preußischer Herrschaft die Rechtlichkeit der Verwaltung, der Steuererhebung und der Justiz, die Rechtsstellung von Bauer und Bürger; Westpreußen wurde durch die Uebertragung des preußischen Hypothekenwesens und durch mancherlei andere Maßnahmen mit hineingezogen in den gewaltigen Aufschwung der ostdeutschen Landwirtschaft; auch auf dem Gebiete der Schule sind Fortschritte zu verzeichnen; aber was haben diese Errungenschaften schließlich der Tatsache gegenüber zu bedeuten, daß die beiden charakteristischen Erscheinungen der polnischen Welt, der mit Frohnen und Abgaben überladene Bauernstand und das bedeutungslose Bürgertum in Westpreußen wie in den andern östlichen preußischen Provinzen durch die altpreußische Staatsverwaltung nicht beseitigt, ja z. T. künstlich in ihrem Zustand erhalten wurden, während zur gleichen Zeit in Oesterreich unter Joseph II. keineswegs erfolglos der Versuch gewagt wurde, diese Schranken zu durchbrechen.

Breslau Ziekursch

Jean Maspero, Catalogue général des antiquités égyptiennes du Musée du Caire, Nr. 67001—67089, Papyrus grecs d'époque byzantine, tome premier, premier fascicule. Le Caire 1910 [1]). Service des Antiquités de l'Égypte.

Jean Maspero hat sich durch die Herausgabe der vorliegenden Urkunden der Cairener Sammlung ein hervorragendes Verdienst um mehrere Zweige der Altertumswissenschaft erworben. 88 Urkunden werden hier vorgelegt, die aus dem Funde Levefbres im alten Aphrodito (Kôm-Ešquâw) stammen. Der Herausgeber selbst hatte zunächst im 6. Bande des bulletin de l'institut français d'archéologie orientale (Le Caire 1908) eine Bearbeitung einiger wichtiger Urkunden nebst erklärenden Bemerkungen veröffentlicht, ohne allerdings selbst den eingehenden Kommentar zu geben, der in den heutigen Papyruspublikationen dem Herausgeber gestattet, alle Erklärungsarbeit an den neuen Texten zu leisten. Nach der besonderen Zählung der Urkunden in dieser vorläufigen Publikation wurden danach die Urkunden schon als P. Aphrod. Cairo zitiert und besprochen (vgl. Wilcken, Arch. f. Papyrusforschung 5,283 ff., Mitteis, Zeitschr. d. Sav.-St. 30,403 ff., Gelzer, Studien zur byzantinischen Verwaltung Aegyptens 1909, passim). Jetzt erscheinen diese Urkunden mit Berücksichtigung dieser ersten Arbeiten in der großen Publikation des Cairener Kata-

1) Vgl. auch Mitteis, Zeitschr. d. Savigny-Stiftung 31 (1910), 392 ff. Wilcken, Arch. f. Papyrusforschung 5,442 ff. M. Gelzer, ebenda 346 ff. Das vorliegende Referat war schon im Druck, als diese beiden letzten Arbeiten erschienen.

loges, die uns schon so reiches Quellenmaterial für demotische und griechische Papyri vermittelt hat. Was diese Publikation der doch nicht ganz leichten Texte uns geleistet hat, ist von Sachkundigen schon hervorgehoben worden (vgl. Wilcken und Mitteis a. a. O.). Daß die Texte noch weiterer Ausbeute fähig sind, hat Jean Maspero selbst mit liebenswürdiger Bescheidenheit gesagt.

Es handelt sich hier um die erste größere Sammlung von Papyri aus dem 6. Jahrhundert nach Christus. Von Justin I. bis zu Justin II., vornehmlich aber aus der Regierung Justinians stammen diese Urkunden, die zum ersten Male nicht nur wie bisher fast ausschließlich Verträge, Quittungen und etwa Briefe, sondern auch Verwaltungsakten bringen. Darunter erscheinen Urkunden, die uns neue interessante Blicke in die Provinzialverwaltung des Reiches gestatten, das wir bisher nur aus dem großen Gesetzgebungswerk des Kaisers und dürftigen literarischen Quellen kannten. Der moderne Historiker wie der Jurist sieht manchen Schatten schärfer fallen als im bisher erhaltenen Bilde. Die Anarchie der byzantinischen Verwaltung, deren Zentrale machtlos gegenüber der Willkür der Lokalbeamten ist, die Bedrückung der Untertanen durch Vertreter eines Amtsadels, die es trefflich verstehen, in eigene Tasche und für die Erweiterung ihrer persönlichen Machtstellung im Staate zu wirtschaften, die Machtlosigkeit der kaiserlichen Gesetzgebung gegen die mißbräuchliche Aufrechterhaltung alter grausamer Schuldrechtsformen — alles dies tritt in neuer Beleuchtung hervor, und wir erhalten neue reiche Kunde von der lokalen Verwaltungsorganisation und von der ständischen Gliederung der Bevölkerung. Um den neuen Stoff aufzuarbeiten, wird eine erneute Ausschöpfung der justinianischen Quellen nötig sein. Erst jetzt fühlt der Jurist, daß er von der praktischen Anwendung der großen Kodifikation im byzantinischen Rechtsleben doch nur eine sehr ungenaue Vorstellung hatte. Das byzantinische Privatrecht Justinians, die Gerichtsverfassung und die Verwaltungsorganisation müssen Gegenstand selbständiger Erforschung werden, während sie bisher nur die unentbehrliche Berücksichtigung in unseren Darstellungen von der Entwickelung des älteren römischen Rechtes fanden. Wie wenig zu diesem neuen Arbeitsprogramm heute geleistet ist, hat schon Mitteis hervorgehoben. Auch die hier unternommene Besprechung kann nur eine oberflächliche Vorstellung von dem reichen neuen Gehalt dieser byzantinischen Quellen geben. Die Hauptarbeit bleibt einer neuen Forschung überlassen, welche jedes Detail dieser neuen Urkunden mit unseren Rechtsquellen in Beziehung zu setzen hätte. Für die Wirtschaftsgeschichte und die Auffassung der lokalen Kulturentwicklung sind diese Urkunden deswegen von hoher Bedeutung, weil sie nicht nur mit den Berliner und Londoner Papyri zusammen ein

reiches Material zu der Erforschung des 6. Jahrhunders liefern, sondern auch weil sie die Brücke zu dem bedeutsamen Material griechischer Papyri aus arabischer Zeit schlagen, die soeben als P. Lond. vol. IV erschienen sind.

67001 enthält einen interessanten Dienstvertrag von 514 zwischen der ›Genossenschaft‹ (κοινότης, corpus), der Bauern des Dorfes Aphrodito und einer ›Genossenschaft‹ von Hirten; kraft dieses Vertrages haben die Mitglieder der letzteren, die wohl in Zahl von 13 sämtlich auftreten, die Bewachung der Dorfherden auf den Weiden rings um Aphrodito zu übernehmen, mit der Haftung für jedweden Schaden, den die Gemeindekasse (δημόσιος λόγος) oder die einzelnen Gemeindemitglieder an dem weidenden Vieh oder den landwirtschaftlichen Gerätschaften auf den Feldern aus Diebstahl erleiden. Diese Verpflichtung wird unter Ansatz des Lohnes für die Bewachung mit der üblichen Haftungsklausel erklärt und eidlich sowie durch Stipulation bekräftigt. Die Urkunde enthält im Stil des Chirographum nur die Unterschrift der auftretenden Hirten, ihrer Schreibvertreter, von drei Zeugen und dem Notar. Ueber die Verpflichtung zur Zahlung des Dienstlohnes bestand wohl eine besondere Vertragsurkunde, in der Vertreter der Gemeindemitglieder unterschrieben. Juristisch bietet dieser Vertrag erneuten Anlaß zu der Frage, wie wir diese ›Genossenschaften‹ der byzantinischen Zeit zu denken haben. Hier handelt auf der einen Seite die κοινότης der πρωτοκωμηταί, der συντελεσταί und der κτήτορες, also die ›Genossenschaft der Dorfältesten, collatores[1]) und possessores‹. Irgend ein Organ der ›Genossenschaft‹, das sie vertritt, ist dabei in der Vertragsurkunde gar nicht persönlich genannt. In der Urkunde ist die Genossenschaft so behandelt, als sei sie eine juristische Person, die als selbsthandelnd aufträte. Man könnte an die von jeher im hellenistischen Aegypten bestehende juristische Persönlichkeit der Gemeinde denken, die nach hellenistischer Rechtsanschauung regelmäßig durch ihre Vertreter handelt. Aber schließt die Gemeinde als solche den Vertrag? — Genannt sind nur die Personengruppen, in welche die Gemeindeangehörigen zerfallen. Und wenn wir in Oxy. 133 das κοινόν der πρωτοκωμηταί des Dorfes Takona handeln sehen, wenn in Amh. 151 in Tachoi vier possessores ein Darlehen aufnehmen und auch ›die übrigen possessores‹ des Dorfes daraus haftbar werden sollen, so ist doch wahrscheinlich in unserer Urkunde eine Vereinigung dieser verschiedenen Personen-

1) συντελεσταί sind einfach collatores, Steuerzahler, Nov. Just. 128 c. 4. 5, also wohl im Dorf wohnhafte Nichtpossessores. Es sind wohl Kolonen, vgl. ähnlich οἰκήτορες statt συντελεσταί in P. 670002 l. 2 und Nov. 162 c. 2, 1. Anders M. Gelzer, Archiv 5, 372, 3, der an Personen denken will, die etwas mit der Autopragie des Dorfes zu tun haben.

gruppen zu verstehen. Wie diese allerdings nun juristisch gestaltet waren, ob juristische Personen öffentlichen Rechtes in Gestalt von zünftigen Verbänden vorliegen, oder aber Personenvereine, die dann nach dem Gedanken der freien Körperschaftsbildung zu Stande gekommen sein könnten, darüber ist heute wohl noch nichts zu erkennen. Es wäre sogar möglich, daß überhaupt nicht an juristische Personen bei diesen Genossenschaften zu denken ist. Einmal weil hier die κοινότης als selbsthandelnd auftritt, und doch das spätere römische Recht jedenfalls eine Handlungsfähigkeit der juristischen Personen abzulehnen scheint. Außerdem aber ist bisher wohl nicht die Möglichkeit auszuschließen, daß diese κοινότητες oder κοινά weiter nichts sind als eine Bezeichnung für die Gesamtheit aller einzelnen πρωτοκωμηταί, aller possessores usw. Die einzelnen Personen könnten immerhin als Partei gedacht worden sein. Und so ist jedenfalls das ›κοινόν der Hirten und Feldwächter‹ unseres Dorfes Aphrodito aufzufassen: 13 Männer werden als diejenigen genannt, ›durch‹ welche als Organ das κοινόν sich verpflichtet. Aber nachher wird die Verpflichtung des κοινόν auf die Zeit des Lebens der persönlich auftretenden Mitglieder begrenzt (l. 20), so daß klar wird, daß dieses κοινόν nicht juristische Person, sondern nur eine Bezeichnung für die Gesamtheit der Dorfhirten und Flurwächter ist. —

Der Vertrag der Dörfler mit den Hirten bietet eine gute Illustration zu den Agrarzuständen der Zeit: die Hirten sind in Aphrodito ebenso wie in den Verhältnissen, aus denen heraus die Konstitution in Cod. Th. 9, 31, 1 gesprochen ist, die gefürchteten Viehdiebe und Räuber (P. 67002 III, 4). Daher schließen die Dörfler mit den Hirten einen Schutzvertrag, der die Dörfler gegen Diebstahl versichert, indem er die Diebstahlsgefahr auf die Hirten abwälzt.

P. 67002 hat schon eingehende Besprechung bei Wilcken und Gelzer[1]) gefunden und kann daher hier kurz erledigt werden: die ›Restbesitzer‹ (λεπτοκτήτορες) und Coloni (οἰκήτορες) von Aphrodito wenden sich mit einer Bittschrift 554/553[2]) an den dux et Augustalis Thebaïdis. Sie beschweren sich über die Uebergriffe des παγάρχης (oder πάγαρχος) Menas, der als scriniarius und pagarchus im Antaiopolitischen erscheint. Diese Pagarchen sind, wie M. Gelzer a. O. erwiesen hat, kaiserliche Beamte, die als Untergebene des Provinzialstatthalters den ländlichen Bezirk der civitas, soweit dieser nicht der Gemeindeverfassung untersteht, verwalten. Die Gemeindebezirke, welche nach der Theorie des byzantinischen Reichsrechts das ganze Reich restlos in civitates aufteilen, sind also praktisch im 6. Jhd. nicht mehr die einzige Organisation der Lokalverwaltung, sondern in

1) Wenger, Stellvertretung 112 ff.
2) So M. Gelzer a. O. S. 24, A. 1.

die spätrömische Munizipalverfassung greift jetzt ein Beamter der provinzialen Zentralgewalt ein, der das offene Land — pagus im Gegensatz zu civitas — verwaltet. Seine Untergebenen sind den städtischen Gemeinden nicht unterstellt. Andererseits gibt es auch im offenen Lande Dörfer, die von der Pagarchie bis zu gewissem Grade eximiert sind und bis zum Ablauf einer Frist selbst ihre Steuern einziehen. Das ist das Privileg der Autopragie, das dem Dorf Aphrodito auf Grund kaiserlicher Verordnung zustehen soll [1]). Der pagarchus versucht nun seine Kompetenz durch Uebergriffe auf diese ihm nicht unterstellten Dörfer auszudehnen, die Abwehr solcher Uebergriffe stellt die vorliegende Beschwerde an den dux et Augustalis Thebaïdis dar. Die Einzelheiten der Beschwerde sind schon von Gelzer a. O. S. 92 ff. besprochen. Bemerkenswert ist, wie sich einzelne Beschwerdepunkte an Amtshandlungen knüpfen, welche die Rechtsquellen ausdrücklich verwerfen: l. 9—20: der pagarchus habe einem Dörfler Dioskoros seine Hufen entzogen, und zwar ohne gleichzeitig die Steuerlast dieser Hufen dem neuen Besitzer aufzuerlegen. Das könnte ein Verstoß gegen das konstantinische Gesetz im Cod. Just. 10, 19, 2, 2 sein, vgl. auch Nov. Just. 128. c. 7. 8. Im folgenden ist das Handeln des Menas nicht ganz klar: II, 1—16. Der Pagarch Menas hat schon unter dem früheren Statthalter, dem referendarius Kyros, bei einer Gelegenheit, als die Bauern von Aphrodito zum Jahresviehmarkt nach Tenis gegangen waren, sie durch den comes spectabilis und illustris Serenus, den λογιώ(τατος) σχολαστικός, verhaften lassen, dessen Leute die Arrestierung besorgten. Worin dieser Großgrundbesitzer wenigstens den formalen Anhaltspunkt zu seiner Eigenmächtigkeit findet, ist nicht deutlich. Außerdem wird dem Menas vorgeworfen (II l. 20), er habe die Getreideausfuhr aus dem Dorf für die annona absichtlich erschwert, was nach dem Edikte Justinians über die ägyptische Provinzialverwaltung (Ed. XIII, c. 24) mit Schadensersatz und Strafzuschlag zu büßen war; er habe den Nildamm um die Zeit der Ueberschwemmung zerstört (II l. 22) und dadurch das Ackerland trocken gelegt. Darauf steht die Strafe des Feuertodes, Cod. Theod. 9, 32, 1 = Just. 9, 38, 1. Ferner (II l. 24 ff.) habe er Steuern, die schon von dem Dorf selbst eingetrieben waren, nochmals eingetrieben, und zwar ohne ἐντάγια, d. h. wohl ohne das zweite Mal Quittung zu leisten [2]). Zur Quittungsleistung sind nach den Rechtsquellen die einfordernden Beamten verpflichtet. Die Greuel, die bei dieser mit der Steuereintreibung zusammenhängenden Einquartierung von Soldaten im Dorfe begangen worden waren, werden anschaulich geschildert.

Im Text der Urkunde pag. III l. 2 f. ist dabei wohl zu lesen: μὴ

1) p. III l. 7 ff.

2) Zu ἐντάγιον = Quittung vgl. Mitteis, Leipziger Papyri 1, 183.

ἀρκεσθεὶς τοῖς κακοῖς τούτοις μόνοις Μῆνας ὁ αὐτὸς πάγαρχος, ἀλλὰ καὶ <ὡς> τὰς παρθένους διεκόρευσαν οἱ συνεπόμενοι αὐτῷ εἰς βοηθείαν [π]αρορῶν καὶ <ὡς> τὰς ἀσκ[ητρ]ίας διέλυσαν etc.

P. 67003 ist ein Antrag von Mönchen eines Klosters an den dux et Augustalis Thebaïdis, einem gewissen Jesekiel Besitzstörungshandlungen an einem Grundstücke zu verbieten, das angeblich im rechtmäßigen Besitz der Mönche ist, auf Grund einer Schenkung der letzten Eigentümerin. Deren Verfügungsmacht wird allerdings in widerspruchsvoller Weise von den Mönchen begründet: einerseits auf ihr instrumentum dotale (προικῷον), das der Frau diese ihrem Manne gehörigen Grundstücke wohl als donatio ante nuptias zugewendet habe, andererseits darauf, daß die Schenkerin nach der Schenkung durch Erbfolge nach ihrem Mann und ihren Kindern Eigentümerin geworden sei. Dabei tritt der Gedanke des ›Seelgerätes‹ bei dem Bericht von dieser Schenkung hervor. Der Antrag geht darauf, daß der dux et Augustalis befehlen möge, daß der Pagarch und der τοποτηρητής über die Aufrechterhaltung der Antragsteller im ruhigen Besitze wachen sollten: der Pagarch ist hier wohl als Chef der Zivilverwaltung im Bezirk genannt, der τοποτηρητής als der Offizier, der die manus militaris befehligt. Denn als Offizier wird man ja den τοποτηρητής (vicarius) nach Nov. 128 c. 19, Nov. 134,1 deuten dürfen.

67004 ist eine Anzeige an den dux et Augustalis Thebaïdis über hochverräterische Handlungen eines Mannes, der die Blemmyer in das Land gerufen hat. Die Urkunde ist zu zerstört, um derzeit viel Aufschluß zu bieten.

67005 ist eines der interessanten Stücke der Sammlung, die ein seltsames Licht auf die Rechtssicherheit in Justinians Rechtsstaat werfen. Der Text ist zwar stark zerstört, und man wird über Kleinigkeiten der Ergänzungen anderer Meinung als der Herausgeber sein dürfen[1]); aber schon das Erhaltene gibt eine genügende Vorstellung: die Beschwerdeführerin gibt an, sie sei als Waise von ihren Verwandten mit einem Manne verheiratet worden, von dem sie ein jetzt fünfjähriges Kind habe. Nach dem Tode dieses Gatten sei sie um ihr donatio ante nuptias gebracht worden und habe, bedrückt von den Steuererhebern und anderseits den Brüdern ihres verstorbenen Mannes (?) das Haus ihres toten Gatten verlassen müssen, indem sie das ihr zukommende Vermögen in den Händen ihrer Bedrücker ließ. Später habe sie sich mit einem zweiten Gatten verheiratet, dieser sei von einem gewissen Senuthes für eine Bürgschaftsschuld haftbar gemacht worden, welche er für den βοηθός des Dorfes, Jeremias, eingegangen war. Dieser zweite Gatte soll anscheinend im Schuldgefängnis dieses

1) l. 10 wohl [ὀρφ]ανικῶς statt τυρανικῶς; ich denke etwa: [ὀρφ]ανικῶς τὸν βίον διατελοῦσα ... oder ähnlich. l. 11 [μετὰ] statt ἀπό.

Gläubigers umgekommen sein (16). Der Gläubiger soll sich dabei auch der Beschwerdeführerin selbst bemächtigt haben. Er soll sie in sein ›privates Schuldgefängnis‹ gesperrt und sie dort während fünfmonatlicher Haft mit Stockprügeln, Aufhängen und anderen Quälereien [1]) mißhandelt haben. Trotz Befehl des Pagarchen, sie freizugeben, sei sie weiter gefangen gehalten und dann dem βοηθός Jeremias ausgeliefert worden. Sie selbst ist nachher freigekommen, ihr Söhnchen noch in der Hand des Jeremias geblieben. Die Beschwerdeführerin bitte um Verfolgung ihrer Peiniger und Freigabe (?) ihres unmündigen Kindes. Sie versichert, nichts von ihren beiden Gatten geerbt zu haben (22). Sie will damit augenscheinlich die Grundlosigkeit der gegen sie geübten Vollstreckung begründen, die aus der Bürgschaft ihres zweiten Gatten gegen sie geführt wurde. Bemerkenswert ist hier die Wildheit, mit der der Gläubiger angeblich sein Recht verfolgt hat. Altes hellenistisches Schuldrecht, in dem ja auch das ἀποβιάζεσθαι, die Gewalt gegen die Person des Schuldners, ebenso eine Rolle gespielt hat, wie in der Schuldvollstreckung nach den Rechtsbüchern der indischen Weisen, mag bei dem Vorgehen des Gläubigers entfernt nachwirken. Jedenfalls beweist die Urkunde, was unter den Augen der justinianischen Beamten möglich war. Das private Schuldgefängnis hatten immer wieder die Kaiser verboten, Eigenmacht des Gläubigers war vom Privatrecht seit den Klassikern streng verpönt. Diese Beschwerdeschrift wirkt wie eine Illustration zu der Novelle Justinians, welche die Personalexekution gegen Frauen verbietet (Nov. 134, 9). Jenes Gesetz ist wenige Jahre jünger als unsere Urkunde. Daß der Mißstand allgemein war, zeigt das ausdrückliche Verbot der Gewalttat (ὕβρις) und der Schuldhaft bei Vollstreckung gegen die Nonnen in Nov. 123 c. 27 (a⁰ 546).

67006 enthält eine Beschwerde an den dux et Augustalis aus demselben Jahre: eine Witwe, die ihre Kinder angeblich mit Mühe aufzog, hatte von dem Dorfältesten ein Stück brachliegendes Ackerland zugeschlagen erhalten (l. 3 ἐπιβαλεῖν), um dafür die Steuern und öffentlichen Lasten aufzubringen [2]). Diese in Justinians eigenen Gesetzen aus Nov. 128 c. 7. 8 bekannte superindictio (ἐπιβολή) ist eines der Mittel der byzantinischen Steuerverwaltung, um Steuerzahler zu pressen. Die Anfänge dieser verhängnisvollen Praxis der römischen Verwaltung hat jetzt Rostowzew, Kolonat, 196 richtig beobachtet. Die Beschwerde ist im Sinne von Nov. 128 c. 7 vielleicht eine Appellation, wie sie

1) πελματισθῆναι: Maspero deutet es auf Fußtritte, Mitteis auf Sohlenkitzeln.

2) Vgl. auch Procop. hist. arcan. 23, 16. Dazu M. Gelzer, Studien zur byz. Verwaltung Aegyptens 75. Für diese ἐπιβολή vgl. jetzt auch de Zulueuta, de patrociniis vicorum p. 60, 65 ff., Oxford Studies in social and legal history (Vynogradoff) I (1909), sect. II.

dort vorgesehen ist, obwohl nach dem erhaltenen Texte nur die Dorfbehörde die superindictio verfügt zu haben scheint.

Interessant für die Gliederung der Bevölkerung nach erblichen Ständen ist dabei die energische Betonung, daß die Beschwerdeführerin selbst und ihre Eltern und Vorfahren (l. 5 f.) keine Landarbeit versehen hätten.

Auf dem verso steht ein schon von Mitteis besprochener leider lehr lückenhafter Heiratskontrakt, der noch viele Arbeit erfordert.

67019 gehört zu den Beschwerdeschriften in Sachen der Autonomie des Dorfes Aphrodito. Hier ist über die Nachrichten hinaus, welche schon M. Gelzer bearbeitete, ein deutlicher Hinweis auf die Entwickelung der Pagarchie in der Lokalverwaltung des 6. Jahrhunderts gegeben: zwar liege das Dorf im Antäupolitischen, aber es gehöre noch immer unter das lokale städtische Amt, als selbsteintreibende und selbständig die kaiserlichen Staatssteuern abführende Gemeinde, die von Generation zu Generation niemals der Gewalt des Pagarchen unterstanden habe; die Vorfahren hatten dieses Privileg aus der kaiserlichen Verordnung Leos. Also stammt die Pagarchie wohl nicht erst von der Jahrhundertwende des sechsten Jahrhunderts, sondern schon aus Leos Regierungszeit, aus der Zeit vor 473. Der P. Wien. Stud. 5, 3 (a⁰ 487), auf den sich M. Gelzer stützt, um die Pagarchie erst später anzusetzen, kann dagegen nicht in Betracht kommen. Gelzer selbst hob schon hervor, daß nach dieser Urkunde die civitas Arsinoitoupolis in einem ihr unterstehenden Dorfe die Steuern einholt, was also nur bedeutet, daß das Dorf nicht zur Pagarchie gehört.

67020 ist wohl nur der Entwurf einer Bittschrift, welche die Entlassung von Gefangenen bei dem dux et Augustalis Thebaïdis erwirken soll. Warum die Leute verhaftet sind, ist aus der Urkunde nicht zu erkennen [1]). Daher bietet sie juristisch kein großes Interesse. Für das byzantinische Ständewesen ist das Dokument wichtig, weil es hier von den Tuchscheerern (κναφεῖς), Schmieden (χαλκεῖς), Zimmerleuten (τέκτονες) und Schiffsbauleuten (?, πακτωνοποιοί) heißt, daß sie seit Eltern und Ureltern keine andere Handarbeit als die in ihr Hand-

1) Maspero will allerdings die Beziehung auf Steuerschulden aus l. 14 erkennen. Dort liest er: ọụ κ̣α̣θ υποτελεις [τυ̣]γχανουσιν | αλλα μονον χειροτεχνοι τυγχανουσιν. Aber hat das Sinn? — Ich glaube, auf der sehr guten Phototypie zu erkennen: οὐκ αὐ̣θυποτελεῖς [τυ]γχάνουσιν ἀλλὰ μόνον χειρότεχνοι τυγχάνουσιν, also: »nicht unabhängige Leute sind sie, sondern nur arme Leute, die von ihrer Hände Arbeit leben müssen«. αὐθυποτελής ist zwar mir im Augenblick nicht nachweisbar, aber sicher ebenso sprachlich möglich wie αὐτήκοος, sich selbst gehorchend. αὐτεπίτακτος, sich selbst befehlend. Wackernagel bestätigt mir diese sprachliche Auffassung.

werk fallende angelernte verrichtet hatten. — Man braucht die Handwerker, da die Feldarbeiten beginnen sollen.

67021 ist eine Bittschrift an einen unbekannten kirchlichen Oberen: die Mönche des Klosters von Psinepoïs sind von dem Pagarchen Menas von Antaiupolis belästigt worden. Es handelt sich angeblich um Plackereien der Steuerverwaltung. Zunächst scheint von nicht steuerkräftigen Hufen von Ackerland die Rede zu sein, das die Mönche nicht los werden können. Außerdem beklagen sie sich, daß von ihnen die Steuern für gewisse Grundstücke eingefordert werden, die sie als φανερὰ κτήματα bezeichnen und die von unrechtmäßigen Besitzern besessen und bebaut werden. Bei den κτήματα φανερά dachte ich an Nov. Just. 128 c. 8: Εἴ ποτε δὲ συμβαίη δεσπότην οἱασδήποτε κτήσεως ... μὴ φαίνεσθαι — also vielleicht: ›Grundstücke, die 'deutlich' in Eigentum der Mönche stehen‹? — Der Rest der Urkunde, der ziemlich zusammenhangslos ist, bezieht sich wohl auf die Ausschreitungen, die sich die Leute des Pagarchen bei dessen schon oben in P. 67002 erwähnten Anwesenheit im Dorfe hatten zu schulden kommen lassen. Also dürfte auch diese Urkunde aus Aphrodito sein.

67023, der Eingang eines Vertrages vom 15. V. 569. Die Urkunde belegt von neuem, was wir längst für die ältere Zeit wußten und noch für Justinians Zeitalter als einen der Mißbräuche kannten, gegen den der Kaiser in seinen Novellen ankämpft: im hellenistischen Osten und speziell auch in Aegypten, wo schon demotische Kontrakte ähnliche Geschäfte aufweisen, muß die Verpfändung freier Kinder seitens der Schuldner üblich gewesen sein[1]). Daß sie sich trotz aller Verbote des römischen Reichsrechtes in der Kaiserzeit erhielt, zeigte schon Mitteis[2]). Selbst Justinians erneutes Verbot in Nov. 134 c. 7 vermochte die Sitte nicht auszurotten. Wenige Jahre nach dieser Novelle wird der Pfandvertrag über das freie Mädchen als ὑποθηκιμαία συγγραφή offen bezeichnet, — ja die Schwester, welche das verpfändete Kind aus der Hand des Gläubigers loskaufen will, scheint gar nichts davon zu ahnen, daß die Verpfändung rechtswidrig und daher nichtig sei. Denn nur so ist doch wohl zu erklären, daß sie sich mit einem vir illustris scriniarius officii ducalis Thebaïdis in unserer Urkunde in Verbindung setzt, um durch das Einschreiten dieses vornehmen Mannes, der wohl als einer der Großgrundbesitzer des Landes zu denken ist, die Schwester freizubekommen. Schade nur,

1) Für das griechische Recht vgl. mein Gr. Bürgschaftsrecht 1, 45. Weiß, Pfandrechtliche Untersuchungen 1, 30 f. Die Polemik, die Weiß dort gegen meine Zitierung von P. Fir. 44, Tebt. 384 unternimmt, ist wohl ohne Grund, da ich selbst die Stellen nur als analoge vergleichsweise herangezogen und deutlich genug ausgesprochen habe, daß der Sohn als Knecht des Gläubigers für die Zinsen dienen soll.

2) Reichsrecht 363 f.

daß wir nicht wissen, was dieser potentior tun sollte! Einfach die Nichtigkeit des Geschäftes behaupten, während die Salzfleischhändlerin selbst das nicht wagt? — Oder aber den Pfandgläubiger zwingen, sein lebendes Pfand aufzugeben? — Auch ohne daß unsere Neugier über diesen Punkt befriedigt wird, gibt die Urkunde ein erschreckendes Bild von der Machtlosigkeit der Reichsgesetzgebung gegenüber den Rechtsunsitten der provinzialen Bevölkerungen, zugleich ein drastisches Beispiel von der Bedeutung der potentiores für das Rechtsleben der späten Zeit. Die Urkunde zeigt noch viel schärfer, wie wenig Nov. 134 c. 7 in Aegypten gewirkt hat, als der ähnliche PER 6014, den schon Lewald [1]) richtig in diesen Zusammenhang gestellt hat.

P. 67027—67028 werden mir an anderer Stelle, Gött. Nachrichten 1911 Heft 2 Gelegenheit zu ausführlichem Eingehen geben. Es handelt sich hier um griechische Texte von kaiserlichen Reskripten (iussiones, κελεύσεις), die dem Juristen viel Interessantes bieten [2]).

67031 ist das Original eines Statthalterediktes des dux et Augustalis Thebaïdis um das Jahr 547. Das ist aus dem Inhalt wie aus den Formalien klar: l. 1 ist προθ[] zu lesen, wohl eine Hindeutung auf das proponere des Ediktes, die Veröffentlichung [3]). Ebenso stand in der vorletzten Zeile am Ende nach Wilckens neuester (Arch. 5, 445) Emendation προτεθῆναι. Am Ende, dort wo der Herausgeber (l. 17) nach drei Chrismazeichen Fofonat ... liest, steht, wie auf der Phototypie schön zu lesen ist, nach zwei solchen Kreuzen proronatur, soll heißen Proponatur, also die Publikationsverfügung [4]). Der Inhalt ist leider

1) Zur Personalexekution im Recht der Papyri 1910 S. 14 f.

2) Vgl. Gött. Nachr. 1911 H. 2.

3) Maspero, bull. de l'inst. fr. d'arch. or. VII, 128 (1910) faßt προθέμα als »édit«, denkt, daß in der Lücke noch ein Wort für »veröffentlichen« steht.

4) Zum Wort vgl. der Nichtjurist etwa Mommsen, Zeitschr. d. Sav.-Stiftung f. Rechtsgesch. Rom. Abt. 12 (1892) 258 = Gesammelte Schriften, Juristische Schriften Bd. II, 184, wo es sich allerdings um die Proponierung der Reskripte handelt.

Die eigenhändige Verfügung des Edizierenden ist für die späte Zeit wohl nur durch Kaiseredikte wie Nov. Val. 9, 1 belegt, vgl. Krüger, Gesch. d. Quellen 266, 15.

Die Schreibung des Wortes unter unserer Urkunde ist auffallend. Ich zeigte sie meinem hochverehrten Kollegen Wilhelm Meyer, dem ich die folgenden Bemerkungen verdanke. Das erste kursive p mit dem kleinen Kopf ist auffallend aber nicht anstößig, da ähnliche lang unter die Zeile herunterreichende Formen von jeher nachweisbar sind. Seltsam ist die Mischung der verschiedenen Schriftarten in den Buchstaben. Nach dem kursiven p folgt ein Majuskel-r, dann wieder die nur in der Kursivschrift ähnlich hoch gestellten Vokale o, o und u, die wir schon aus den von Maßmann gedruckten lateinischen Reskripten aus Aegypten kennen, welche Mommsen im Jahrb. d. gem. Rechts v. Bekker und Muther VI (1863) 398—416 = Juristische Schriften 2, 342 ff. besprochen hat. Das n ist halbunzial. Das a ist halbunzial, weder kapital noch unzial; es spielt be-

arg zerstört, aber vielleicht doch noch weiter herzustellen als der Herausgeber es schon getan. Allerdings wird man darauf verzichten müssen, die Lücken rechts am Zeilenende als so kurz zu betrachten, wie es der Herausgeber in seinem Aufsatze im bulletin de l'institut français d'arch. orient. VII, 127 f. augenscheinlich will.

l. 5. f. Der Präfekt hat erkannt, daß die Parteien im Verkehr mit den Beamten zuviel Sporteln an die Beamten seines statthalterlichen officiums zahlen müssen. Die Rechtsuchenden sind dabei wohl wie in Cod. Just. 3, 2, 4 als ὑποτελεῖς bezeichnet worden. Wer diese besonders gierigen Beamten sind, müßte nach dem Rest ἐξ[..]ρ̣α̣φ̣[... zu erkennen sein, aber ohne ein Faksimile wird man hier keine Vermutung wagen wollen.

l. 7. Wegen der Mißstände hat der Statthalter es für angemessen gehalten, seine Treue gegen den Kaiser zu betätigen, indem er gegen den Mißbrauch vorschreitet, durch den die kaiserlichen Verordnungen praktisch wie ungeschrieben wären.

l. 8. Besonders wird nun gehandelt von den ἐγγράφοις ἐν̣τ̣ε̣ύ̣ξεσι. Das Wort kann richtig sein, wenn es auch nach der Edition nicht sicher lesbar ist. Gerade auf diese schriftlichen Eingaben einer Partei (ἔντευξις μονομερής) bezog sich eine der einschneidenden Minderungen, die Justinian im Sporteltarif der officia herbeiführte, zum großen Leidwesen der Offizialen, die beweglich über den Verlust dieser Einnahmequelle jammern, vgl. Lydus de magistratibus III, 25. Wahrscheinlich war also in unserem Edikte ein Hinweis auf diese justinianische Sportelordnung erhalten, die wir noch immer nicht kennen [1]).

l. 10 ff. Hier folgt nun die Hauptbestimmung des Ediktes. Sie ist deswegen nicht sicher herzustellen, weil einerseits die Tarifsätze, die hier erscheinen, von denen der hauptstädtischen Beamten verschieden sind, über die allein wir etwas wissen; außerdem aber weil die Einzelbestimmungen über die Sanktion, mit welcher die Ueberschreitung des Sportelsatzes bedroht wird, doch von Justinians Bestimmungen leicht im einzelnen abweichen konnten. Unter Vorbehalt möchte ich folgende Auffassung als wahrscheinlich richtige Hypothese vorläufig betrachten: in l. 11 ist mit 4 κεράτια (siliquae) der Normalsatz bezeichnet. Es handelt sich hier um die Sportel, die vom Beklagten im gewöhnlichen Prozesse für die conventio libellis an den zustellenden exsecutor zu bezahlen ist. Das ist sicher, weil von ὑπόμνησις, also conventio, sowie von einem Zahlungsempfänger die Rede ist, dessen

reits in die griechische Kursive hinüber. Diese seltsame Vermengung der verschiedenen Schriftzeichen beweist wohl, daß der Beamte, der diese Publikationsverfügung schrieb, der korrekten lateinischen Schrift nicht mehr mächtig war. Unter diesen Umständen ist der Schreibfehler umso leichter zu erklären.

1) Bethmann-Hollweg, Zivilprozeß 3, 201.

Tätigkeit das ὑπομιμνήσκειν ist[1]). Der αἰτιασάμενος in l. 12 muß wie bei Theophil. ad Just. 4, 6, 25 und wie immer in den justinianischen Novellen der Kläger im Zivilprozesse sein. Die Sportel beträgt nach Theophil. und Cod. Just. 3, 2, 5 für die üblichen Zivilprozesse der hauptstädtischen Gerichte ½ solidus bis zu 100 solidi Streitwert des erhobenen Anspruches; also hier wäre dieser Satz 12 siliquae, da 24 siliquae (κεράτια) auf den solidus gehen. Aber obwohl Theophilus wie die Kodifikation nichts von solcher Beschränkung dieses Normalsatzes auf die hauptstädtischen Gerichte sagt, mag ebenso wie im Fiskalprozesse[2]) auch im Zivilprozesse der Provinzen ein Drittel des Normalsatzes der Hauptstadt üblich gewesen sein[3]), also eben die vier siliquae unseres Ediktes. Gerade dieser Satz von vier siliquae ist ja auch im ganzen Reiche der Sportelsatz für die Kleriker nach Nov. 123 c. 28, nur daß diese auch nie ein Vielfaches desselben Satzes zu zahlen brauchten, selbst wenn der Streitgegenstand mehr als 100 solidi wert war.

Wie daneben der Satz von zwei siliquae zu erklären ist, bleibt dabei allerdings ganz dunkel. War hier von einer anderen Verrichtung als der conventio libellis die Rede? — Das ist ja sicher der Fall gewesen, wenn oben die ἔντευξις richtig verstanden wurde.

In der Lücke hinter l. 10 hieß es wohl: τῷ ὑπομιμνήσκοντι [ἐκ βιβαστῇ ἡγεμονικῷ ἢ οἱασδήποτε] ἂν εἴη τύχης: der zustellende exsecutor ist entweder Offizial des praeses provinciae, also hier des dux et Augustalis Thebaïdis oder ein Beamter eines anderen Offiziums, vgl. Nov. 86 c. 9, Nov. 124 c. 3.

l. 12. Hier soll anscheinend der Kläger (αἰτιασάμενος) selbst für die Mehrforderung der Sporteln seitens des Zustellungsbeamten haftbar gemacht werden. Zu dem Text ὁ τῆς ὑπομνήσεως αἴτιος γεγονὼς καὶ τῆς τῶν ε̣ἰρη̣[μ]έ(νων) σ̣π̣ο̣[ρτούλων ἀπαιτήσεως, wie es wohl hieß, vgl. die Stelle bei Just. Cod. de pl. petit. 3, 10, 2: ἐάν τις τῶν ἐναγόντων ... πλείονος ζημίας αἴτιος τῷ αἰτιαθέντι γένηται. Also sicherlich war auch in unserem Edikt von dem Kläger die Rede, dessen Klageerhebung für die Mehrerhebung von Sporteln Veranlassung gewesen war. Aber von einer Haftung des Klägers selbst wissen die Rechtsbücher nichts. Sie wäre auch sachlich bedenklich, da ja der exsecutor

1) Cod. Just. 3, 2, 4 pr. Vgl. auch Nov. 123 c. 27.

2) Cod. 10, 11, 8, 8. Der Satz, daß von den provinzialen exsecutores nur ein Drittel der hauptstädtischen Sportel gefordert wird, scheint mir auch aus Cod. 12, 21, 8 pr. klar. Dort wird einer privilegierten Klasse von Offizialen das Recht verliehen, dem exsecutor höchstens nur 1 solidus an Sporteln zu bezahlen; wenn der exsecutor ein apparitor eines vicarius oder eines Statthalters ist, bekommt er stets nur ⅓ solidus im Höchstfalle.

3) Cod. 3, 2, 5 darf nicht als Gegenbeweis dienen, da dort der Satz von ½ sol. nur beispielsweise erwähnt wird.

ohne Wissen des Klägers mehr Sporteln erheben kann als er darf. Hieß es einfach, daß der Kläger selbst nicht hafte, aber der exsecutor von der sogleich zu erläuternden Rechtsfolge betroffen werde? —

l. 13 f. Hier war die Haftung des exsecutor gegenüber dem geschädigten Beklagten bestimmt. Es ist der Fall der sog. actio condicticia ex lege, wie Justinian in Inst. 4, 6, 25 diese von ihm neu erteilte Klage nennt: der executor haftet dem unrechtmäßig zur Leistung der übermäßigen Sporteln Angehaltenen auf das Vierfache (vgl. Theophil ad h. l. Cod. Just. 3, 2, 2 pr. Nov. 124 c. 3, nach welcher letzteren Stelle das triplum aber an den fiscus fällt). In welcher Weise in unserem Edikt die Sanktion geordnet war, ist nicht sicher festzustellen. In der Lücke mag die Erwähnung der condemnatio auf das Vierfache fehlen. Jedenfalls besagte der Anfang von l. 13, daß dem unrechtmäßig Angeforderten der rechtswidrig eingezogene Betrag vom exsecutor zu erstatten sei. Was l. 14 f. stand, ist noch unklar. Wilcken schreibt mir, daß die Lesung des Herausgebers, die dieser selbst (bull. VII p. 129) als nur wahrscheinlich richtig bezeichnet hatte, unanfechtbar ist. Jedenfalls war eine besondere kriminale Sanktion angedroht. Vermutungen könnten an Nov. 86 c. 9 anknüpfen: entweder σωφρονισμός . . . ἐπαχθήσεται oder κίνδυνος . . . ἐπαχθήσεται.

l. 16. Hier folgte der Befehl zur Uebersetzung des Ediktes ins Koptische. Es ist eine hochinteressante Stelle für die Beleuchtung des Verhältnisses, in dem die byzantinische Verwaltung zur Landessprache stand: man mußte griechisch geschriebene Edikte ins Koptische übersetzen lassen! Das spricht für das Zurückgehen der griechischen Bildung unter der eingesessenen Bevölkerung. Andererseits ist im Vergleich mit modernen Rechtsanschauungen interessant, daß der römische Beamte sich anscheinend nichts dadurch vergab, daß er seine Verordnungen ins Koptische übersetzen läßt. Die ägyptischen Rechtsuchenden verkehren mit römischen Gerichtsbehörden, also müssen die römischen Behörden auch dafür sorgen, daß der Aegypter ihre Verordnungen versteht! — Die Lesung l. 16 am Ende ist leider unkontrollierbar, da hier einige Buchstaben nicht mehr auf das Faksimile gekommen sind. Ueber proponatur statt fofonat vgl. oben S. 315.

So bringt die Urkunde zwar sachlich wenig neues für unsere Vorstellungen von dem justinianischen Gerichtswesen. Immerhin ist sie wichtig, weil sie, soweit ich sehe, der einzige Beleg für die Ausübung der jus edicendi durch einen Provinzialstatthalter im Reiche Justinians ist.

P. 67032 ist eine Vertragsurkunde von bedeutendem Interesse: ein Vertrag zwischen Personen, welche als Kläger im Reskriptenverfahren auftreten, mit ihren Sachwaltern (executores negotii). Da

der Vertrag in Konstantinopel geschlossen ist, erhalten wir nun eine festere Grundlage für die Beurteilung des griechischen Geschäftsstils der byzantinischen Urkunden Aegyptens. Zwar wußten alle, die an den Urkunden mit rechtsgeschichtlichem oder wirtschaftsgeschichtlichem Interesse mitarbeiten, daß die späten Urkunden des sechsten Jahrhunderts eine ganz andere Sprache als die Geschäftsurkunden noch des vierten reden. Der Abstand vom zweiten Jahrhundert vor Christus und dem vierten nach Christus ist nicht so groß wie der zwischen dem zweiten und sechsten Jahrhundert n. C. Wir ahnten wohl, daß hier keine Entwickelung des ägyptischen Notariates vorliege, sondern ein Import des byzantinischen Kurialstiles, wie er in der Hauptstadt des Reiches ausgebildet war. Nun ist dies durch P. Cairo 67032 deutlicher geworden. Mit dem stärkeren Einflusse des Reichsrechtes auf das Rechtsleben hat sich eben auch die Rechtssprache der byzantinischen Praxis in Aegypten enger an die technische Sprache der konstantinopler Kanzleien angeschlossen. Und daraus erklärt sich das Auftauchen von Termini, die bis zum sechsten Jahrhundert niemals in den ägyptischen Rechtsurkunden vorkommen. Weil diese byzantinische Amtssprache juristisches Kulturgut auch aus anderen hellenistischen Gebieten aufgenommen hat, deshalb sind gerade die byzantinischen Urkunden Aegyptens eine Fundgrube für denjenigen, der den älteren griechischen juristischen Denkformen in den Quellen der Spätzeit nachspürt.

Die Besprechung des sachlichen Inhaltes der Urkunde kann nicht ohne Eingehen auf den justinianischen Reskriptenprozeß erfolgen. Daher sei hier auf die Darlegung des Referenten über die neuen Urkunden zum justinianischen Reskriptenprozeß verwiesen, Gött. Nachr. 1911 Heft 2.

Neben den Urkunden aus dem byzantinischen Rechtsleben und aus der Provinzialverwaltung stehen die übrigen Stücke der Sammlung, Briefe, Quittungen, auch Vertragsfragmente, weit zurück, obwohl auch hier dem Herausgeber für die schnelle und umfassende Publikation der Dank der Fachleute sicher ist. Mit dem Dank an den Herausgeber, der mit seiner schönen Ausgabe uns die Hoffnung auf die schnelle Fortsetzung der Publikation gemacht hat, verbinden wir den Dank an die Cairener Museumsverwaltung, die durch die Beigabe schöner Phototypien den Fachleuten die Mitarbeit an dem schönen Werke Masperos ermöglicht hat.

Göttingen J. Partsch

Matthias Gelzer, Studien zur byzantinischen Verwaltung Aegyptens (Heft XIII der Leipziger historischen Abhandlungen, auch als Leipziger philosophische Dissertation). Leipzig 1909, Quelle und Meyer. 107 S. 3.60 M.

Die vorliegende Schrift eines Schülers von Ulrich Wilcken will einen ersten Versuch darstellen, die Papyri der späten Jahrhunderte, von Diocletian bis zur arabischen Invasion, für die Geschichte der byzantinischen Verwaltung Aegyptens auszuschöpfen. Die Geschichtsforschung wie die Erkundung der byzantinischen Verwaltungsorganisation und die Rechtsgeschichte können mit dieser Erstlingsschrift eines kenntnisreichen Verfassers sich reich befriedigt erklären. In vielen Fragen hat die Arbeit Grundlinien für weitere Forschung entworfen. Wo sie vorsichtig tastend auf Neuland vorschreitet, stellt sie neue wichtige Fragen für die Erkundung der byzantinischen Urkunden. Da diese Forschungen gleichzeitig mit dem Erscheinen der Cairener Papyri vom Dorfe Aphrodito (ed. Jean Maspero) vor die Oeffentlichkeit treten, ist zu hoffen, daß mancher Jurist und Historiker diese byzantinische Zeit mehr zum Gegenstande selbständiger Erforschung machen wird als bisher, wo es vielfach in der Papyrologie nicht anders aussah als in der Forschung vom römischen Rechte. Wie man dort vielfach die justinianische Rechtsordnung nur als den historischen Abschluß älterer Rechtsentwickelungen würdigte, ohne sie als selbständiges Studienobjekt jemals in einer historisch-kritischen Darstellung zusammenzufassen [1]), so ist es in den jungen Jahren der Papyrologie auch gegangen: einzelne byzantinische Urkunden wurden mit der Behandlung von Fragen aus dem Wirtschafts- und Rechtsleben älterer Jahrhunderte verwoben, ohne daß ein jeder den Unterschied betonte, der zwischen dieser nachdiokletianischen Kulturwelt und der älteren Zeit und wiederum zwischen dem 4. und 6. Jahrhundert besteht.

In einem ersten Kapitel ist die Geschichte der ägyptischen Provinzen von 297—641 im Grundriß vorgelegt. Durch eine Verarbeitung der historischen und der kirchlichen Literatur einerseits, der Rechtsquellen neben den Urkunden andererseits gelangt der Verf. zu einem in manchem Punkte neuen Bilde von der Entwickelung der ägyptischen Provinzen: seit 297 zerfällt Aegypten in drei Provinzen, Aegyptus (Jovia) im Norden, Aegyptus Herculia oder Heptanomia als Nachfolger der alten Epistrategie gleichen Namens, endlich der Thebaïs im Süden. Nach einer Verschiebung in der Einteilung des Gebietes der Heptanomia sind von 341 bis 386 drei Provinzen erkennbar: Aegyptus, Augustamnica und Thebaïs, die seit 380/382 eine besondere

1) Dazu vgl. Mitteis, Zeitschrift d. Sav.-Stiftung f. Rechtsgesch. (rom. Abt.) 31, 392 f.

Diözese unter dem praefectus Augustalis bilden, der selbst zugleich die Provinz Aegyptus regiert und den praesides der beiden anderen Provinzen übergeordnet ist. Seit frühestens 386 tritt dann die Provinz Arcadia, nämlich die wieder selbständig gewordene Heptanomis, neben der Augustamnica auf, deren Statthalter seit mindestens 383 corrector ist. Später ist dann eine Zweiteilung zwischen der Augustamnica und der Thebaïs erfolgt, und unter Justinian (Nov. 8 notitia) zerfällt auch die Provinz Aegypten in zwei Provinzen. Der Augustalis ist dabei nach Auffassung des Verfassers wesentlich ziviler Beamter mit militärischen Befugnissen nur für den Notfall. Dagegen steht die Thebaïs unter dem comes et dux, der selbst seit der Teilung der Provinz (schon vor 450) in der oberen Thebaïs seinen unmittelbar beherrschten Amtskreis hat. Justinian in seinem bekannten Edikte (XIII, von Gelzer sicher auf a⁰ 538 datiert) zerschlägt die Diözese Aegypten, hebt die alte Ueberordnung des Augustalis über das ganze Nilland auf und unterstellt als gleichgeordnete Einheiten die Aegyptus, die Augustamnica, die Arcadia, die Thebaïs dem praefectus praetorio orientis unmittelbar. Der Statthalter der Thebaïs ist nun auch dux et Augustalis ebenso wie der von Aegyptus.

Der zweite Teil der Arbeit ist dem Studium von Steuererhebung und Munizipalverfassung im 4. Jahrhundert gewidmet. Dem Stande unserer Kenntnis entsprechend finden sich hier nur interpretierende Bemerkungen zu einzelnen wichtigen Begriffen der Rechtsquellen und Urkunden, insbesondere zu der Analyse der Beamtenschaft. Aber die Darstellung arbeitet doch weit schärfer als es bisher geschah, den wesentlichen Zug der byzantinischen Verwaltungsorganisation heraus: im Anfange des 4. Jahrhunderts verschwindet die alte Gauverfassung, welche die Römer von den Ptolemäern übernommen hatten. Sie wird durch die civitates ersetzt, d. h. die Gemeinde, die nach der Anschauung der Rechtsquellen des 4. und 5. Jahrhunderts ganz Aegypten, das einstige Land der Gauverfassung ohne Städte, aufteilen und es ebenso zerlegen wie die civitates sonst nach der gesetzlichen Theorie dieser Zeit das ganze Reich restlos aufteilen. In der einzelnen πόλις ist der exactor civitatis als oberster Lokalbeamter der Finanzverwaltung an die Stelle des alten στρατηγός getreten. Die Steuererhebung wird von den ἐπιμεληταί (curatores) und den ὑποδέκται (susceptores) besorgt. Neben diesen liturgischen Beamten scheint doch nach Cod. Theod. 12, 1, 97 auch für die Steuerpacht noch ein gewisser Raum geblieben zu sein, obwohl unsere Urkunden bisher davon wohl keine Spur enthalten. Die ländlichen Steuerbezirke stehen unter dem praepositus pagorum, alle liturgischen Beamte unter der Kontrolle von compulsores. Im einzelnen hat Gelzer hier manches neue Ergebnis gut herausgebracht, manche weitere Fragestellung angebahnt.

Der dritte Teil der Arbeit enthält interessante Gesichtspunkte zu der Entwickelung der ägyptischen Agrar- und Gemeindeverhältnisse seit dem 4. Jahrhundert. Die Entstehung des schollenfesten Kolonates und des neuen Großgrundbesitzes der potentiores wird hier besprochen — Darlegungen, die schon gebührende Beachtung gefunden haben[1]). Im 4. Jahrhundert ist in Aegypten ein stark ausgebildeter Privatbesitz eines Bauernstandes vorhanden — im 6. Jahrhundert ist auch Aegypten ein Land der Latifundienwirtschaft mit den hörigen Kolonen. Der alte Bauernstand wird zugleich mit der oben geschilderten Munizipalverfassung in eine bedrängte Verteidigungsstellung getrieben. Während im Anfang des 4. Jahrhunderts noch die städtischen und ländlichen Grundbesitzer ausschließlich den Gemeinden steuerbar sind, beginnt im 4. Jahrhundert die Bildung der neuen Adelsklasse der potentiores. Offiziere, Kurialen, Beamte schlagen großen Grundbesitz zusammen. Da die Reichsgewalt allzu schwach ist, bieten die ›mächtigen Leute‹ ihr in der Steuereinhebung, in der Verwaltung, in der Rechtspflege Trutz. Freie Bauern treten in ein Schutzverhältnis zu diesen Grundherren, die ihre Klienten gegen den Staat protegieren. Vergebens bekämpft die Gesetzgebung der Kaiser diese patrocinia, bis sie im Jahre 415 (Cod. Theod. 11, 24, 6) nachgibt und die bisherigen Schutzgenossen den Patronen überweist, damit diese für die Steuerleistung ihrer Hörigen fortan dem Staate haften. Die Lösung der Steuerzahler vom Gemeindeverbande ist damit wohl begonnen. Im 5. Jahrhundert erfolgt eine Neubildung in der Lokalverwaltung, welche den sich selbst verwaltenden civitates keinen Abbruch tut. Das sind die Pagarchen, Beamte, die für das offene Land (pagus) einer civitas eingesetzt sind und die von zahlreichen Steuerzahlern die Abgaben eintreiben. Die civitates sind damit nicht sogleich ganz ausgeschaltet, vielmehr finden sich Dörfer, welche noch ›nach autonomer Verfassung‹ (κατὰ τὸ αὐτόπρακτον σχῆμα) die Abgaben an ein lokales Rentamt zahlen. M. Gelzer hat zu dieser Frage jüngst noch weitere wichtige Feststellungen beigetragen (Arch. f. Pap.-Forschung 5, 188 f.). Die Autopragie ist das Privileg, während einer Viermonatsfrist nach Veröffentlichung des Steuerediktes selbständig und freiwillig, ohne Beitreibung durch die Provinzialbehörde die Steuern zu zahlen (Cod. Theod. 11, 22, 4. 11, 1, 34). Dieses Selbsthandeln der privilegierten Gemeinden gibt also die Möglichkeit, durch rechtzeitiges Beitreiben der Steuern von den Bürgern die staatliche Steuereinhebung auszuschalten. Aber die Pagarchen suchen ihre Macht auf Kosten der civitates auszudehnen, und so kommt es zu Plackereien der Pagarchen gegen die freien Dörfer, die das Recht der ›Autopragie‹ haben. Einen solchen Kampf zwischen Pagarch und freiem Dorf erläutert der Verf.

1) Vgl. Rostowzew, Studien zur Geschichte des Kolonates 1910 S. 225.

in einer interessanten Erklärung von P. Cairo 70002 (= P. Aphrodito Cairo 1). Diese Ausführungen erhalten jetzt Bestätigung und Ergänzung durch P. 67019.

Auf das Detail der Urkundenforschung des Verfassers einzugehen verbietet an dieser Stelle der Raum. Nur eine Bemerkung zu Cod. Just, 11, 51, 1! Der von den Vorfahren bestimmte Rechtssatz (lex a maioribus constituta), der in den anderen Provinzen außer Palästina das Verlassen der Scholle dem Bauern (colonus) verwehrte, scheint in unseren Rechtsbüchern wie soviele andere Gesetze des 4. und 5. Jahrhunderts nicht erhalten zu sein. Seeck wollte allerdings Cod. Theod. 5, 17, 1 als dieses alte Gesetz ansprechen. Gelzer lehnt das mit Recht ab, da diese Konstitution den Rechtssatz vielmehr schon vorauszusetzen scheint. Man könnte zweifeln, ob überhaupt ein älteres Kaisergesetz gemeint war. Lex a maioribus constituta kann trotz der üblichen Gegenüberstellung von jura und leges im Theodosianus auch ein Rechtssatz der älteren Zeit sein, der schon in den klassischen Rechtsbüchern des Verwaltungsrechtes seinen Niederschlag gefunden hatte. Wenn aber wirklich ein älteres Kaisergesetz hier vorläge, bliebe immer bemerkenswert, daß ein Rechtssatz des Reichsrechtes die Bindung des Bauern an die Scholle aus der rechtsgeschäftlichen Verpflichtung des colonus zum Bebauen des übernommenen Feldes entwickelt zu haben scheint. Jener alte Rechtssatz soll gelautet haben: ut illis non liceat ex his locis quorum fructus relevantur abscedere nec ea deserere quae semel colenda receperunt. Man kann streiten, ob darunter zwei Kategorien von Kolonen, die welche eigenes Land bebauen und von dessen Früchten leben, und die Pächter, welche fremdes Land, meist kaiserliches Domänen- oder Staatsland zur Bebauung übernehmen, zu verstehen sind. Jedenfalls spielen die letzteren für das Gesetz und die daraus folgende Bindung an die Scholle eine besondere Rolle. Es ist sicher mehr als ein Zufall, daß in Aegypten der Pachtvertrag der Kolonen mit der Domäne oder dem Staat von jeher als ›Annehmen des gepachteten Bodens zur Bebauung‹ bezeichnet wird. ἐπιδέχεσθαι ist der technische Terminus der griechischen ὑποστάσεις, also jener Pachtkontrakte, durch welche der βασιλικὸς γεωργός die gepachteten Hufen übernimmt, vgl. die Stellen bei Wilcken, Archiv 2, 120; Rostowzew, Kolonat 32. Schon in den demotischen Papyri des zweiten Jahrhunderts a. C. lautete der Terminus in der Erklärung des Pächters ›Annehmen‹ (shṗ). ἐπιδέχεσθαι τὰ τῆς γεωργίας sagt die ptolemäische Königsverordnung in P. Par. 63 Z. 90 (col. 3) (Petrie III p. 26). Das colendum suscipere klingt wie eine Wiedergabe des technischen Wortes der ägyptischen Kolonatspacht. Und gerade bei Begründung dieses Kolonenverhältnisses durch Schuldvertrag wird seit Jahren in Aegypten vom Kolonen die Verpflichtung übernommen, daß er dauernd

auf dem gepachteten Gute zur Bebauung zur Stelle sein werde (P. dem. Berl. (Revillout Mél. sur le métrol. p. 146 f.), P. Tebt. 216 (bei Rostowzew, Kolonat 214). Im System der Zwangspacht mit Nötigung des Kolonen zum Neuabschluß der Pacht oder zum dauernden Einhalten des einmal eingegangenen Vertragsverhältnisses lag ohne weiteres, daß die Bindung an die Scholle für alle diejenigen, die einmal Kolonen waren, zum dauernden Lebensverhältnis werde. Die Bindung der ägyptischen Provinzialen an ihren Heimatsort (ἰδία), wie Rostowzew sie jetzt wirksam dargestellt hat, tat ein Uebriges. Die übliche Uebertragung des Grundstückseigentums an den potentior unter gleichzeitiger Mitübernahme ins Kolonatsverhältnis muß im 4. und 5. Jahrhundert diese Bindung kraft Kolonates auch in denjenigen Kreisen zur Regel gemacht haben, die nicht als Pächter von Staatsland schollenfeste Kolonen waren. Wie groß war praktisch hier noch der Schritt zu einem Rechtszustande, der kraft öffentlichen Rechtes den Bauern an die Scholle fesselte und ihn zum erblichen Landmann machte? — Rechtlich ist die Bindung des Kolonen an seine Scholle vielleicht nicht anders zu beurteilen als jene andere Entwickelung, die auch im spätrömischen Staate Justinians vollzogen ist: aus den anfänglich rechtsgeschäftlichen Verpflichtungen, durch welche ursprünglich die Beamten dem Staate gegenüber die Gefahr aus ihrer Amtsführung mit Bürgenkaution übernahmen, ist die kraft öffentlichen Rechtes eintretende Garantiehaftung geworden, wie sie im justinianischen Edikt XIII alle Beamten vom Augustalis bis herab zu den curiales trifft.

Göttingen J. Partsch

L. de la Vallée Poussin, professeur à l'Université de Gand. — Bouddhisme. Opinions sur l'Histoire de la Dogmatique. Leçons faites à l'Institut Catholique de Paris en 1908. — Paris 1909, Gabriel Beauchesne & Cie. 417 pp. — Prix: 4 fr.

L'Institut Catholique de Paris, préoccupé de suivre le mouvement des recherches scientifiques, offre chaque année à son public une série de conférences sur l'Histoire des Religions. Tour à tour Mgr. Le Roy, évêque d'Alinda, a traité de la Religion des Primitifs; le P. Roussel, de la Religion Védique; M. Carra de Vaux, de l'Islam. Le bouddhisme devait paraître dans cette revue des croyances humaines, et M. de La Vallée Poussin était tout désigné pour en tracer le tableau. Une longue suite de publications, fidèlement vouées depuis quinze ans aux matériaux et aux doctrines du bouddhisme, lui assure sur ce domaine une compétence universellement reconnue. Malheureusement, M. de L. P. professe une antipathie déclarée contre ›cette chimérique discipline qu'on appelle l'histoire des religions‹ (p. 10), et

ses conférences se ressentent fâcheusement de ce parti-pris. Ses préférences vont à la théologie et à la scolastique; il aime à jongler avec les abstractions des ›philosophoumènes‹; thèse, antithèse, synthèse bondissent et dansent, miroitent aux yeux et disparaissent comme par enchantement. Le volume où il a réuni ses conférences porte loyalement en sous-titre: *Opinions sur l'Histoire de la Dogmatique.* L'avertissement est exact, à un mot près. L'histoire est essentiellement l'étude d'une série de faits dans leur succession chronologique; à un stade supérieur, elle cherche les liens entre des séries simultanées de faits que les nécessités de l'analyse préalable avaient réparties sur des plans distincts. M. de L. reste fidèle à une autre conception de l'histoire, qu'on pouvait croire oubliée ou disparue; il a foi dans la logique interne du fameux ›esprit humain‹, et pense trouver dans la démarche naturelle de la raison l'explication suffisante des mouvements du dogme. La dogmatique du bouddhisme, telle qu'il la représente, semble se développer en dehors du temps et du lieu, dans une Inde idéale peuplée de gymnosophistes. Que M. de L. me pardonne mon exigence, présomptueuse peut-être; mais d'un savant tel que lui j'aurais souhaité une autre méthode, plus réelle et plus vivante. Sans doute l'histoire de l'Inde est difficile, fragmentaire, incertaine, coupée d'énormes lacunes, assise en partie sur des hypothèses fragiles; elle existe pourtant, et la nier ne serait qu'une manière trop commode de l'ignorer. Dût-elle encore, dans l'état présent des connaissances, nous exposer à de fâcheuses déceptions, l'effort d'un esprit qui veut savoir et comprendre a plus de courage et de grandeur que la résignation confortable d'un dédain systématique. L'historien du bouddhisme a le devoir de chercher dans la confusion des matériaux disparates les croyances primitives d'une communauté monastique groupée autour du souvenir de son fondateur et des institutions qu'il lui avait léguées; l'activité s'y use surtout à de menus conflits de discipline qui trahissent avec des inspirations diverses des intérêts rivaux. La conversion d'Açoka crée une situation nouvelle et des problèmes nouveaux; l'ordre religieux de la veille est une religion d'état; le pouvoir temporel prétend exercer le contrôle sur une force qui peut lui faire échec. — L'Açoka dévotieux des légendes édifiantes est, au témoignage formel de ses propres inscriptions, un prince jaloux de ses droits, et qui n'hésite pas à réglementer les lectures pieuses aussi bien que les punitions ecclésiastiques. D'autre part, la soudaine expansion qui, sous le patronage officiel, porte le bouddhisme dans l'Inde entière et jusqu'au delà des frontières politiques, accroît au dam des cénobites rigoureux l'église des simples fidèles; l'école populaire de la ›Grande Communauté‹ (Mahâsâṃghika) se dresse en face des ›Anciens‹ (Sthavira) scandalisés. L'état intervient encore; un

concile, garanti par toutes les traditions, se réunit à la capitale et constate les tendances contradictoires qui déchirent la Loi. Le contact des Grecs marque, bientôt après, une étape de plus. Ce n'est point un hasard si le premier texte de controverse, destiné à rester le texte classique de la doctrine, met en scène le roi de Bactriane, Ménandre, aux prises avec le moine Nâgasena. La dialectique grecque, puissamment façonnée par les sophistes, grandie à l'école de Platon et d'Aristote, obligeait les rêveurs hindous à sortir de leurs visions nébuleuses et à construire leurs idées en système cohérent. Le commerce avec les pays helléniques vient ensuite enrichir l'Inde; avec la richesse, les arts et la littérature se mettent à fleurir. Les sculpteurs sortis des ateliers grecs poursuivent l'oeuvre des controversistes sur un autre domaine; les formes divines se précisent, se classent; le personnel déjà grouillant d'un panthéon trop flou va recevoir »ne varietur« des marques distinctives. Des envahisseurs scythes absorbent l'Inde dans un empire qui rayonne autour du Pamir, et ouvrent à l'apostolat bouddhique des voies inexplorées; l'horizon de l'Inde va de la Chine au monde romain. Une fureur de salut saisit l'église. Les vieilles doctrines de salut individuel ne suffisent plus; on veut sauver l'humanité, la création, l'univers entier. La discipline des couvents n'est plus dès lors qu'un exercice d'entraînement; la vertu seule ne fait plus le saint; dans une société cultivée, instruite, en plein développement technique, il faut que le saint possède la »perfection du savoir«. Ainsi, dans les cadres élargis d'une tradition consacrée, s'élabore une église nouvelle, le Grand Véhicule. C'est alors l'apogée, déjà proche de la décadence. L'affaiblissement de Rome, le pouvoir des Sassanides, l'anarchie de l'Asie Centrale tendent à isoler l'Inde; l'unité politique, qui se reforme autour des Guptas impériaux, profite au brahmanisme intransigeant contre le bouddhisme suspect de pactiser avec l'étranger. Ecartés de la vie active, rejetés malgré eux dans l'enclos des couvents, les moines reviennent aux vieilles pratiques de la contemplation (Yoga) où ils s'anéantissent. Cependant, aux deux extrémités de l'Inde bouddhique, chez les Dravidiens du Sud et chez les rudes montagnards de l'Hindoukouch, ont surgi des maîtres singuliers, sorciers et philosophes tout ensemble, mais plus sorciers que philosophes. L'Inde n'a pas besoin d'eux; elle n'est déjà que trop pourvue; elle se contente de les exporter dans les pays lointains. Et quand l'Islam survient en trombe, il ne trouve guère à détruire que des couvents décrépits où végétaient des moines somnolents.

Je n'ai fait ici que relever un petit nombre de faits saillants qui commandent l'histoire de la doctrine bouddhique. J'ai dû laisser de côté une multitude d'autres questions que l'état actuel de nos con-

naissances permet au moins d'aborder: la formation du canon, qu'il n'est plus possible d'étudier avec le pali tout seul, la naissance et la répartition des écoles, que les documents chinois éclairent si vivement, etc. Je n'ai pas l'intention de recommencer, et particulièrement ici, le livre de M. de L. J'ai tenu seulement à signaler la tare originelle de sa conception. D'ailleurs je ne fais pas de difficulté pour reconnaître que, si on en admet le principe, le livre ne mérite guère que des éloges. Dans un sujet difficile et austère à plaisir, M. de L. se meut avec aisance; il écrit avec brio; il s'intéresse si sincèrement aux problèmes qu'il est sûr d'entraîner les plus récalcitrants. Le public, qui a si peu de livres honnêtes à lire sur le bouddhisme, et surtout en français, ne manquera pas d'accueillir avec faveur cet exposé facile et brillant.

Les spécialistes toutefois, gens exigeants par définition, auront à ajouter aux réserves de principe que j'ai exprimées des réserves de fait. Ils regretteront l'incohérence d'un effort qui semble s'appliquer à dresser des châteaux de cartes pour les renverser d'un souffle. L'auteur qui nous promet d'abord de retrouver ›l'enseignement du Bouddha dans la masse stylisée du canon‹ (p. 50), et qui déclare en propres termes: ›nous attribuant le droit de chercher dans le canon un système, nous croyons y découvrir ce système‹ (p. 53), conclut cinquante pages plus loin: ›La méprise serait de prêter à l'enseignement du Bouddha et à la doctrine bouddhique en général, les aspects d'un système combiné pour satisfaire l'esprit‹ (p. 105), et il complète par cette formule inquiétante: ›nous comprendrons encore mieux que le Bouddhisme est incompréhensible‹ (p. 120). Le pis est que M. de L. semble s'évertuer à justifier cette apparente boutade. L'esprit déjà inquiété souffre d'un réel malaise à voir cités pêle-mêle les textes canoniques et les docteurs de la basse époque; ainsi, sur la question des Pratyekabuddhas, M. de L. rapporte une opinion de Candrakîrti, qui écrivait au VII[e] siècle de l'ère chrétienne, et il ajoute: ›Je pense bien qu'elle est conforme à l'ancienne dogmatique‹. Peut-être; mais quel historien voudrait demander à Saint Bonaventure ou à Saint Thomas d'Aquin un témoignage sur les dogmes de l'Eglise primitive?

Même dans les menus détails, M. de L. n'est pas toujours un guide sûr. Je n'insisterai pas sur le Pic des Vautours ›montagne voisine de Bénarès‹ (p. 267) qui en est à deux cents kilomètres, ni sur Gârgî ›femme‹ de Yâjñavalkya (p. 87); ce sont des lapsus que personne ne peut se flatter d'éviter. Mais le cas est plus grave quand M. de L. formule ce dogme inattendu: ›Le prêcheur sauve le croyant et détruit l'incroyant‹ (p. 135) avec une référence à la Sumaṅgala vilâsinî, p. 31: *vinâsayati assaddhaṃ saddhaṃ vaddheti sâsane* ...

Gotamasâvako. Si on se reporte au texte, on constate que Buddhaghosa y discute simplement la valeur de la formule consacrée: *Evaṃ me sutaṃ* qui ouvre tous les sûtras, et que les mots représentés par des points de suspension précisent le sens de la phrase (*evaṃ me sutam icc' evaṃ vadan*) *Gotamasâvako.* Ce n'est pas tout; Buddhaghosa développe encore en prose la même pensée. »En déclarant: *C'est ainsi que j'ai entendu,* le fidèle affirme l'authenticité des propos; il montre qu'on ne saurait douter d'un mot ni d'une syllabe; il fait ainsi disparaître l'incrédulité d'entre les dieux et les hommes et suscite une pleine et entière croyance« [*assaddhaṃ* du vers = *açraddhām; assaddhiyaṃ* de la prose = *açraddhya* de la Mahâvyutpatti § 104, 52].

Autre exemple. — »Notons en passant, dit M. de L., p. 333, que le clergé du Grand Véhicule — au scandale des fidèles de vieille observance — n'hésite pas à donner l'investiture royale à des princes étrangers«; et il explique en note: »d'après les Songes du roi Kṛkin dans Abhidharmakoçavyâkhyâ, Soc. As. fol. 219b, et Sumâgadhâvadâna, voir les *Studien* de Tokiwai«. Voilà justement une donnée de caractère historique, et dont la portée peut aller loin: Kaniṣka aurait été sacré empereur de l'Inde dans un couvent, des mains du supérieur, comme Clovis des mains de Saint-Rémi dans la cathédrale de Reims. Mais Tokiwai, *loc. laud.*, ne parle que du sacre d'un singe. [8) *Ein Affe wurde als König gekrönt*]; il n'y est question ni de couvent ni de prince étranger. Le texte de l'Abh°k° vyâkhyâ (fol. 220a) est, il est vrai, plus explicite: *markaṭâbhiṣekasvapnena tac chrâvakâ eva sâmaṃtikâbhiṣekaṃ vihâreṣu kariṣyanti | loke'pi ca paçukâ adhirâjyaṃ kârayiṣyantîty etad darçayati* | »Le sacre d'un singe, ce rêve signifie que les fidèles même feront dans les couvents le sacre d'un *sâmaṃtika,* et que dans le monde aussi des bêtes exerceront la royauté«. Je ne connais pas le mot *sâmaṃtika,* et j'ignore[1]) pourquoi M. de

1) Il n'est pas impossible de deviner d'où dérive cette traduction. Minayeff (*Recherches bouddhiques,* p. 89 de la traduction française) cite le passage de l'Abh°k° vyâkhyâ et glose en ces termes le songe relatif au couronnement d'un singe: »le songe annonçait l'apparition future de maîtres souverains de basse origine. Il se peut que dans cette vision eschatologique il se soit conservé une allusion à demi claire à la conquête de l'Inde par des peuples étrangers«. Ainsi Minayeff laissait de côté les mots embarrassants: »*sâmantikâbhiṣekaṃ vihâreṣu*« et n'introduisait les étrangers que par hypothèse, comme une simple possibilité. M. Serge d'Oldenbourg, en étudiant les songes du roi Kṛkin dans un article dont la traduction anglaise a paru dans le Journal of the Royal Asiatic Society 1893, p. 509 sqq. marquait plus de prudence encore; il résumait ainsi le rêve du couronnement du singe: »The disciples will commit in the monasteries *sâmantikâbhiṣeka* and in the world the *paçukâḥ* (?) will be masters«. Et il ajoutait en note: »These words are not quite intelligible to me: *sâmantikâbhiṣeka* would mean

L. y a vu ›un prince étranger‹. Le mot *sâmanta* qui lui ressemble se rencontre souvent dans les inscriptions, et il a une valeur bien définie; il désigne ›un marquis, un vassal‹ et c'est un titre assez humble. En outre aucun texte, à ma connaissance, ne nous donne à penser que jamais un roi ait été sacré dans un couvent. De plus, la construction même du texte en deux propositions symétriques: *vihâreṣu ... loke'pi ca* montre bien qu'il s'agit de deux pratiques analogues, l'une ecclésiastique, l'autre profane. J'espérais trouver la version chinoise de ce texte pour éclaircir la difficulté; Yaçomitra en effet cite comme sa source le Vinaya (*Vinaye paṭhyante*) et le Vinaya qu'il utilise est celui des Mûla Sarvâstivâdins; mais c'est en vain que j'ai parcouru toute la traduction chinoise de cet énorme Vinaya; je n'ai pas pu — ou su — retrouver l'épisode. Mais l'avadâna de Sumâgadhâ fournit des songes de Kṛkin une rédaction parallèle à laquelle M. de L. lui-même nous renvoie. Le texte sanscrit de l'avadâna (Bibl. Nation. n⁰ 156, p. 20[a]) porte: (*yas tvaṃ svapnam adrâkṣîr markaṭasya râjyâbhiṣekam | tasmin samaye vikalendriyâ avi* [sic] *râjâno bhaviṣyanti*‹. Je reproduis la traduction inédite de Burnouf (Papiers Burnouf, n⁰ 68, p. 71): ›Cela veut dire que du temps de ce Bouddha les impotens [et les insensés] seront rois‹, et une note marginale dit: ›J'ajoute *et les insensés* parce que je suppose qu'il y a une lacune dans le texte *vikalendriyâ avirâjâno.* Le tibétain dit seulement ›les insensés‹. La version tibétaine en effet (Kandjour, Mdo XXIX, 4) recopiée tout entière de la main de Burnouf (Papiers Burnouf, n⁰ 67) est *de'i che rmoṅs pa rnams rgyal por dbaṅ bskur par 'gyur te.* Enfin nous avons de ce Sumâgadhâvadâna une version chinoise due à Che hou 980—1000 ap. J. C. (Nanjio 937; éd. de Tôkyô XII, 4). L'explication du songe y est plus développée que dans le sanscrit, et rapportée en termes assez différents (p. 11[b]) ›Quant au rêve du roi, qu'un singe était assis à une place, et qu'une foule de singes accomplissait le sacre, c'est que, quand la loi sera délaissée, la multitude réunie choisira comme supérieur de la communauté un bhikṣu ne pratiquant pas la conduite excellente, dépourvu de vertus, pour administrer et gouverner ceux qui ont des vertus et qui pratiquent la conduite excellente‹. Dans aucun des textes, on le voit, il n'est question de sacrer dans les couvents des princes étrangers.

En somme, M. de L. a commis l'imprudence de choisir, pour le traiter dans des conférences de grand public, un sujet ardu, scabreux, et que l'érudition n'a pas encore assez mûri. Il le sait, du reste, et il nous demande de considérer son volume comme l'amorce ›d'un ouvrage plus étendu et plus technique où devront notamment être

›anointing of the inhabitants (or kings?) of the neighbouring countries‹; *paçuka* ›cattle‹.

dépouillés et débrouillés le Visuddhimagga, l'Abhidharmakoça, les traités de Lalitavajra et de Mañjughoṣahâsavajra; cet ouvrage justifiera le titre de Dogmatique bouddhique‹. Personne n'est plus qualifié que M. de L. pour faire ce livre, et pour le faire bien; souhaitons qu'il ne tarde pas trop longtemps à tenir parole.

Paris Sylvain Lévi

Kalila und Dimna, syrisch und deutsch, von **Friedrich Schulthess.** I. Syrischer Text, XV und 198 S. II. Uebersetzung, XXVII und 245 S. Berlin 1911, Georg Reimer. M. 20.

›Man muß dem Könige nicht im eigenen Namen die Wahrheit sagen, sondern in der Maske eines Dritten, und nicht unverblümt, sondern in Gleichnissen und Beispielen‹. So geschieht es in diesem Buch: ein weiser Rat (Bidpai ist ursprünglich nicht der einzige) erteilt dem Herrscher nicht moralische, sondern praktische und oft ziemlich raffinierte Belehrung, in einem Gemisch von Maximen und Tierfabeln, die sich durchweg auf Intriguen bei Hofe beziehen. Aus dem indischen Original ist eine (verlorene) mittelpersische Uebersetzung geflossen; aus dieser wiederum eine arabische, die Quelle aller europäischer Versionen, und eine ältere syrische. Die letztere hat Socin, nach Anweisung Benfeys, in einem A. D. 1525 geschriebenen Kodex des chaldäischen Klosters zu Mardin aufgefunden und abschreiben lassen. Auf Grund dieser miserabelen Kopie eines schlechten Kodex erschien 1876 die Ausgabe von Gustav Bickell mit einer Einleitung von Benfey. Später hat dann Sachau von dem inzwischen nach Mosul geratenen Kodex noch drei andere Abschriften nehmen lassen. Sie sind besser als die erste, obgleich auch sie keinen vollen Ersatz für den Kodex selber bieten. Auf der Vergleichung dieser vier Kopien beruht nun die neue Ausgabe von Schultheß. Er hatte auch noch sonst bessere Hilfsmittel als sein Vorgänger. Erstens die arabische Schwester der syrischen Uebersetzung. Sie liegt zwar noch immer nicht in der ursprünglichen Form des Ibn Muqaffa vor, deren Ueberlieferung bald völlig verwilderte. Aber doch jetzt in einem Texte, der besser und vollständiger ist als der de Sacys, mit dem sich Bickell begnügen mußte, nämlich in der Ausgabe Cheikhos [1]) (Beirut 1905). Dazu kommen noch Ergänzungen von Guidi (1873) und Nöldeke (1879), von Cheikho (aus dem Iqd) und Schultheß selber (aus dem Ujûn al Achbar und dem Kitâb al Hajavân, vgl. noch DMZ 1909, 473 ss.). Zweitens für Kapitel 9 die tibetische Uebersetzung aus dem Sanskrit, herausgegeben von A. Schiefner (1875). Drittens

1) Zu deutsch *Scheicho*.

die älteste Fassung des Pantschatantra in dem von Johannes Hertel bearbeiteten, leider nicht ganz vollständigen Tantrakhyâyika (1909).

Das indische Original benutzt Schultheß nur für die deutsche Uebersetzung. Er unterscheidet darnach die strophenmäßig gebauten Teile durch eingerückten Druck, und gibt in den Anmerkungen an, was der Syrer (hauptsächlich in diesen Teilen, nicht in den Fabeln) nicht begriffen und sinnlos übertragen hat. Zu der eigentlichen Aufgabe indessen zieht er vorzugsweise den Araber heran, weil dieser auf dasselbe persische Mittelglied zurückgeht wie der Syrer. Denn die Aufgabe war nicht die, den Sinn des ursprünglichen Autors herzustellen, sondern den Wortlaut der syrischen Uebersetzung. Deren Mißverständnisse (die meist schon dem Perser zur Last fallen werden) mußten belassen und nur die später eingedrungenen Verderbnisse beseitigt werden. Auch darin jedoch hat sich Schultheß Reserve auferlegt. Er beschränkt sich in erster Linie darauf, den Kodex von Mardin oder von Mosul, der europäischen Gelehrten unzugänglich zu sein scheint, nach den vier Abschriften zu rekonstruieren. Verbesserungen, die in keiner von ihnen bezeugt werden, setzt er nur dann in den Text, wenn sie ihm ganz sicher scheinen. Die übrigen setzt er unter den Strich, mit dem Vorzeichen L. Er begründet sie in den Anmerkungen zur deutschen Uebersetzung und fügt dort noch anderes hinzu, was ihm erst nach dem Druck des syrischen Textes aufgegangen ist, z. B. noch mehrere Hinweise auf Lücken. Von älteren Emendationen, namentlich Nöldekes und Blumenthals (gegen die er aber zuweilen mit guten Gründen die Ueberlieferung fest hält), hat er sich nichts entgehen lassen. Besonders dankbar erkennt er das Verdienst Bickells an, der gegenüber seiner einzigen schlechten Kopie überall auf Konjekturen angewiesen war. ›Was Bickell schon alles vorweg genommen hat‹, sagt er, ›wird aus seinen Fußnoten ersichtlich, und ich mußte ihm, wenn mir außer der Benutzung der Versionen noch etwas übrig bleiben sollte, dafür dankbar sein, daß er sich doch manchmal versehen oder täuschen gelassen hat‹. Da drückt er sich etwas zu bescheiden aus. Soweit das Ziel, den Syrer herzustellen, überhaupt zu erreichen war — denn manche Stellen, namentlich solche, bei denen es zweifelhaft ist, ob Mißverständnis oder Verderbnis vorliegt, werden nie ins Reine zu bringen sein —, hat er es, glaube ich, erreicht, und in den Anmerkungen hat er dazu ein sehr wertvolles opus supererogatum geliefert. Von gelungenen Emendationen seien hervorgehoben שנתא für שויתא 40, 15 und ריטתא für רטתא 122, 16. Für חכים 2, 8 dürfte vielleicht שחים (einfältig) in Frage kommen.

Ein paar Druckfehler sind stehen geblieben. Lies על für כל 52, 8; לטנא für לטכא 80, 15; תא für את 90, 8; עורבא נצבתון nur

einmal 103, 10; מנא für מנע 119, 3; עכר für עבר 132, 8. An einigen Stellen würde ich anders übersetzen oder anders lesen. Z. B. 8, 17: und wo es gilt eine Mauer zu errichten, ist von der Masse der Bauarbeiter auch nicht einer im Stande (מצא für מציא). — 22, 11: mit *mehreren* Tieren. — 32, 17: wozu nützt es uns (daß wir essen). — 38, 17 *men de* wie 54, 7 kausal. — 39, 1: כנש ist 3 pl. fem. und intransitiv. — 60, 20: du hast so garnichts übrig; vgl. Aphraates 394, 12. 395, 13 und im späteren Griechisch οὕτως οὐκ = so wenig (Marcus 4, 40. 7, 18. Corinther I 6, 5 Epictet III 13, 19). — 64, 12: dem geht die Scham aus den Augen, und wem die Scham vergeht. — 72, 4: nicht die Schildkröte wird angeredet, sondern die Maus, die aber vorher nicht gesprochen hat, so daß etwas ausgefallen zu sein scheint. — 87, 3: gegen Benfey XL korrigiert Schultheß hier und 117, 10 (anders 92, 11. 122, 15) wohl mit Recht נירות für בירת; es könnte allerdings die heilige Fichte (?) בראתא (mand. Thesaurus I 10, 4 vgl. βραθυ bei Philo Byblius und Plinius) auf den Syrer eingewirkt haben. — 115, 15: man erwartet nach 118, 20 תהוא לכון hinter חרותא. — 126, 9: aber sie fürchteten sich vor der Rache und so schlugen sie ihren Groll nieder. — 130, 3: das überlieferte ארפה wird durch die Korrektur ארפא (131, 8. 136, 18. 155, 16. 183, 17) nicht verständlicher. — 131, 3. 10: wenn aber *der König* keinem ... vertrauen darf; nicht jedem, der von ihm gekränkt ist, darf *der König* sein Vertrauen entziehen. — 132, 8: מכסא ist nicht passivisch. — 134, 4—6: die beiden Sätze sind tautologisch und schwerlich in Ordnung. — 140, 13: in אחידותא scheint ein Abstraktum von חיד (140, 15) zu stecken. — 150, 10. 19: wenn Schultheß in Bezug auf ארא Recht hätte, so dürfte bei אתתא das Possesivsuffix nicht fehlen. — 181. 7. 183, 16: שרךְ bedeutet hier wohl das Resultat (pervenire), wie z. B. Thomas Marg. 42, 15. — Dies sind aber lauter Kleinigkeiten.

Die Inferiorität der Sprache des Syrers, der jedenfalls noch vor dem Islam übersetzt hat, erklärt sich zum großen Teil daraus, daß er sich steif an die persische Vorlage gehalten und vielleicht besser persisch als syrisch gekonnt hat. Der Satzbau, die Periodisierung, die Wortstellung (מתבקין 72, 8) machen oft einen fremdartigen Eindruck. Der Handelnde, über den sonst in dritter Person erzählt wird, spricht plötzlich in erster, ohne daß ein Analogon des hebräischen *lemor*, etwa לם, dabei steht. So in den mit בהי ד eingeleiteten motivierenden Sätzen 8, 4. 9, 6 (27, 1). 40, 19 (108, 17). 119, 14; etwas anders 141, 17. Auch das absolute רשא (der Chef) und מרא (der Herr) ohne genitivisches Kompliment mag persisch sein. Aber vieles bleibt doch übrig, was nicht bloß auf hölzerner Uebertragung beruht. Schultheß stellt eine Anzahl auffallender Beispiele zusammen; so den ständigen Gebrauch des aktiven Partizipiums statt des Finitums und die Ein-

führung des Nachsatzes mit Vau. Das Pronomen der zweiten Person wird ausgelassen 133, 4; für *mein Herr* steht מרא דילי 2, 17. 10, 13 (13, 20. 15, 15). 39, 7. 100, 16; חד כמא bedeutet nicht *um wie viel mehr*, sondern *mehrere* 22, 11. 98, 8. 104, 16, oder *öfters* (188, 2). Griechische Substantive finden sich nur selten, am meisten ζήτημα; in auffallender Bedeutung wird אתפיס gebraucht = zufrieden sein, sich genügen lassen. Die 3. pl. fem. perf. lautet meist auf *ên* aus, jedoch nicht immer.

Da der Syrer ohne Zweifel Christ war, so braucht man sich nicht zu wundern, wenn er hie und da (31, 13) christianisiert; der Araber tut in seiner Weise noch in stärkerem Maße dasselbe, und auch der Perser wird es wohl schon ebenso gemacht haben. Befremdend ist aber doch, daß neben der Metempsychose, die 128, 15 und 132, 17 ff. stark hervortritt, viel öfter der Gegensatz von dieser Welt und jener Welt erscheint. Ich weiß nicht, ob schon im Indischen die beiden sich innerlich widersprechenden Vorstellungen neben einander auftreten. Ebenso weiß ich nicht, ob man in der Mausekatze, die bekanntlich außerhalb Aegyptens erst im spätesten Altertum vorkommt, einen Anhalt für die Zeit unserer Fabeln hat. Im zehnten Kapitel, dessen Zugehörigkeit zum übrigen Bestande nicht zweifellos ist, spielt sie eine Hauptrolle. In Kap. 6 begegnet sie neben dem Hasen und dem Haselhuhn, nicht neben der Maus und nicht als Haustier. In Kap. 5 macht ihr das Wiesel noch Konkurrenz. In Kap. 4 erscheint das Wiesel allein als Haustier; das treue Wiesel wird getötet wegen des Verdachts, ein Kind zerfleischt zu haben, während es in Wahrheit eine Schlange zerbissen hat, die dem Kinde nach dem Leben trachtete. In Kap. 1 ist die Stelle 9, 10—12 merkwürdig, auf die Benfey aufmerksam gemacht hat. Da steht im Syrer und Araber: die Mäuse, die doch im Hause aufgewachsen sind, tötet man wegen ihrer Schädlichkeit, aber *die Falken* trägt man wegen ihres Nutzens bei der Jagd auf der Hand. Dagegen im Inder: eine Maus muß man töten, obgleich sie im Hause geboren ist, weil sie Schaden anrichtet; *eine Katze* erbittet man sich anderswoher und zahlt noch für sie, weil sie Nutzen bringt. Die Katze sieht wie Korrektur des Falken aus (Benfey); allerdings aber kommt im Inder der Gegensatz besser heraus, daß die Maus im Hause geboren ist und die Katze von anderswoher geholt wird, gegen Entgelt.

Es bleibt noch die Aufgabe übrig, den Ibn Muqaffa herzustellen. Vielleicht wird der ursprüngliche Wortlaut nicht ermittelt werden können, wohl aber der inhaltliche Bestand und die Ordnung der Materien. Vgl. Nöldeke in der DMZ 1905, 794 ff. und Houtsma in der Festschrift für Nöldeke (1906) 1, 91 ff.

Göttingen Wellhausen

Giovanni Poggi, Il Duomo di Firenze. Documenti sulla decorazione ... (= Ital. Forschungen Bd. 2). Berlin, Bruno Cassirer 1909. CXXXVII, 291 S. M. 16.

Cesare Guasti bemerkt in der Vorrede zu seinem Buch über die Baugeschichte des Domes von Florenz: ›es war mein Jugendtraum, alle Dokumente über den Bau und die Denkmäler der Kirche zu sammeln und zu veröffentlichen. Der erste Teil sollte den Monumenten gewidmet sein, der Kirche selbst und dem Glockenturm. Dieser Teil sollte in Unterabteilungen gegliedert werden, wie beispielshalber, Baugeschichte des Doms bis zur Einwölbung der Kuppel, die Skulpturen, die bemalten Glasfenster, die Malereien, die Miniaturen u. s. f. Einen reichen Anhang hätten die anderen Aufträge der Stadtverwaltung an die Domopera ergeben: z. B. für die Loggia de' Lanzi, die Piazza de' Signori, Festungsbauten u. dgl.‹. Nur einen kleinen Teil dieses großen Programms konnte Guasti verwirklichen: In zwei Werken, die er 1857 über die Kuppel und 1887 über den Bau des Domes herausgegeben hat.

Nunmehr hat der jugendliche Direktor des Bargellomuseums in Florenz diesen Traum des von ihm hochverehrten Forschers zur Wirklichkeit gemacht. Als zweiter Band der italiänischen Forschungen, welche das deutsche kunsthistorische Institut unter der Leitung seines Direktors Heinrich Brockhaus herausgibt, ist erschienen: Il Duomo di Firenze; documenti sulla decorazione della chiesa e del campanile tratti dall' archivio dell' opera. Per cura di Giovanni Poggi. Der stattliche, bei Bruno Cassirer in Berlin erschienene, illustrierte und schön ausgestattete Band enthält nicht weniger als 1453 z. T. umfangreiche und für den Historiker sowohl als den Kunst- und Kulturhistoriker bedeutende Dokumente, welche der Verfasser in jahrelanger hingebender und pietätvoller Arbeit ans Licht gezogen hat.

Poggi ist systematisch und sehr gründlich und umsichtig zu Werk gegangen. Dieser erste Band enthält sämtliche noch auffindbaren Dokumente über sein Thema vom Jahre 1354 bis zum Jahre 1550. Leider haben sich zwei Aktenbündel verloren, so daß die Folge nicht ganz lückenlos ist. Demnächst soll ein zweiter (Schluß-)Band folgen, der die Dokumente über die Sakristeien, die Miniaturen, die Malereien und Skulpturen im Innern der Kirche, die Grabmäler, die Goldschmiedearbeiten, die Stickereien, die Teppiche, die Glocken und alle weiteren Aufträge an die Domopera enthalten wird.

Poggi teilt den gewaltigen Stoff in neun Abteilungen: die Skulpturen der Fassade und des Glockenturms, die Portale, die Skulpturen am Aeußeren der Kirche, die Glasfenster, die Kapelle des h. Zenobius, die Kapellen der Seitenschiffe und der Tribünen, der Chor und der Hochaltar, die Sängertribünen und endlich die Orgeln.

Die hübschen Abbildungen sind gut gewählt und mehrere davon sind zum ersten Mal veröffentlicht worden. Den Urkunden geht ein Discorso analitico voraus, in dem Poggi den gesamten Stoff, den er vorzüglich beherrscht, mit stetem Hinweis auf die Dokumente aufarbeitet. Der Leser dieser sachlich und anspruchslos geschriebenen Arbeit wird auf eine angenehm belehrende Weise in den reichen und mannigfaltigen Stoff eingeführt. Wer sich für einzelne Urkunden besonders interessiert, findet sie am Faden dieses Discorso leicht heraus, da fortlaufende Nummern stetig auf die Dokumente verweisen.

Von Einzelheiten ist hervorzuheben, daß Poggi die bekannte Statue Bonifaz' VIII., die von der alten Domfassade übrig geblieben und jetzt im Innern des Doms aufgestellt worden ist, mit überzeugenden Gründen für den Anagneser Papst in Anspruch nimmt. R. Davidsohn glaubte nämlich in dem Marmor ein Bildnis Johanns XXII. zu erkennen, von dem wir wissen, daß er im Jahre 1323 befahl, daß man ihm eine Statue an der Fassade von S[ta] Reparata setze. Diese Statue ist aber nirgendwo später erwähnt worden, und sie ist wohl niemals ausgeführt worden. Die Statue Bonifaz' VIII. aber, der dem Dom von Florenz ein mehr als platonisches Interesse entgegengebracht hat — er stiftete 3000 fiorini zum Bau und ließ sich bei der Grundsteinlegung durch den Kardinal Pietro Valeriano vertreten —, wird oft erwähnt und hat eine uralte Tradition für sich. Wer hätte wohl auch ein Interesse daran gehabt, die Statue umzutaufen und die Inschrift zu fälschen, deren Lettern übrigens mit der zweifellos echten zeitgenössischen Marmortafel an der Südwand des Doms, dem Campanile gegenüber, identisch sind. Den an sich schon durchschlagenden Gründen Poggis, die Statue für Bonifaz' VIII. Bildnis zu halten, möchte ich noch hinzufügen, daß sie schwerlich den 80 jährigen kleinen, unansehnlichen, häßlichen Schustersohn aus der Gascogne darstellt, wohl aber entspricht sie dem Bild, das man sich von dem ›magnanimus peccator‹ dem schönen, hochgewachsenen, herrischen Ritter aus Anagni machen darf.

Einen zeitgenössischen Bericht über die Zerstörung der alten bis zur halben Höhe reichenden Fassade (ricca e bella e piena di bellissime statue) im Jahre 1587 teilt Poggi als Anhang zum ersten Teil mit. Der Bericht entstammt dem Diario del Settimanni im Florentiner Staatsarchiv, ist von hohem Interesse und beweist, daß fürstliche Restaurierungswut nicht erst in unserer Zeit angefangen hat Opfer zu fordern. Großherzog Franz, Cosimos Sohn und Nachfolger wurde von einem seiner Räte, Benedetto di Bonaccorsi Uguccioni Quarantotto, herostratischen Andenkens, beschwatzt, die Fassade, an der die besten Künstler (Donatello) zur Zeit der besten Medicäer mitgearbeitet hatten, sei veraltet und plump, und müsse durch ein neues Werk ersetzt werden. Der eitle Fürst ließ sich durch

die Aussicht ködern, sein Wappen werde riesengroß und für alle Zeit über dem Hauptportal der Kirche prangen. Er willigte ein. Uguccioni ging ungesäumt ans Werk. Er fürchtete, die Zustimmung könne widerrufen werden. Er bot die Arbeit des Niederreißens (tale empio negozio!) auf dem Submissionswege aus. Sie wurde unbedenklich dem Mindestfordernden übertragen. Dieser ging natürlich auch am pietätlosesten und brutalsten vor. Kaum daß die Statuen mit einiger Sorgfalt an Stricken herabgelassen wurden! Der Rest wurde gründlich ruiniert. Die schön und solid gearbeiteten Werkstücke wurden rücksichtslos abgeklopft und zu Boden geschleudert. Das vortreffliche Material, das zum Bauen verwendet worden war, hatte den Marmor außerordentlich fest mit dem Mauerkern verbunden. Er wich nur der Anwendung großer Gewalt. Das erhöhte den Eindruck der Brutalität (impietà grandissina). Das unersetzliche Werk, das den Beschauer mit Ehrfurcht erfüllte (di maestà empiva la vista de' riguardanti) ging dauernd verloren. Den Florentinern schien es, als ob jeder Hammerschlag ihnen ins Herz ginge.

Die barocken Entwürfe, die der entartete Medicäer durch Buontalenti anfertigen ließ, sind nie ausgeführt worden. Drei Jahrhunderte sahen an der Stelle der schönen Fassade eine kahle Mauer. Erst das geeinigte Königreich hat ihre Blöße erbarmungsvoll mit der akademisch steifen Hülle einer neuen Fassade bedeckt, genau drei Jahrhunderte später, als die alte zerstört worden ist. Geblieben ist eine Abbildung der alten Pracht auf einem Fresko des Poccetti in S. Marco und eine Handzeichnung in der Domopera, sowie der geschändete Name des Uguccioni Quarantotto und des schwachen Sohnes der Eleonore von Toledo. Und wenn sich alle Zungen der Welt vereinigten die beiden zu schelten und zu tadeln, sagt der Chronist, so könnten sie doch nie genug schelten und tadeln. Und darin können wir ihm beistimmen.

Rom Ernst Hohenemser

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

R. Reitzenstein, Studien zu Quintilians größeren Deklamationen. = Schriften d. wissensch. Gesellsch. in Straßburg, 5. Straßburg 1909, Trübner. 90 S. 4°. 9 M.

Der Verfasser dieser Studien, den wir uns sonst gewöhnt haben auf dem Gebiete der Religionsgeschichte tätig zu sehen und der soeben wieder ein Buch über Mysterienreligionen veröffentlicht, tritt uns hier als Textkritiker entgegen, und es ist bewundernswert, mit welcher Energie er in dies Gestrüpp oft abstruser Gedankenführung, das durch verderbte Ueberlieferung noch dunkler geworden ist, siegesgewiß eindringt und mit scharfem Schwert eine Lichtung nach der andern herstellt. Die Quintilianischen Deklamationen sind von dem letzten Herausgeber als gut überliefert bezeichnet. R. hat das als einen großen Irrtum erwiesen, und ich glaube, daß es selten eine Ueberlieferung gibt, die so durch Verschreibungen, Auslassungen, Zusätze entstellt ist wie diese. Die Arbeit der Humanisten hat den Deklamationen gefehlt. R. will sie nachliefern, und es ist wohl keine Stelle unter den besprochenen, an der nicht durch glänzenden Scharfsinn wenigstens etwas verbessert oder erklärt wäre. Ich möchte das gleich zu Beginn hervorheben, um nicht einen falschen Eindruck aufkommen zu lassen; denn es ist natürlich, daß die Besprechung, wenn sie überhaupt Zweck haben soll, nicht in der Wiederholung des Richtigen liegen kann, sondern in der Anführung dessen, worin ich eine andere Beurteilung für möglich halte. Eine kurze Inhaltsangabe kann hier nichts nützen, wo es sich um lauter Einzelheiten handelt. Ich schließe mich genau dem Gange der Untersuchungen an, obwohl dadurch keine systematische Behandlung der Hss. entsteht. Und weil es ehrlich und besser ist, sofort unumwunden die Wahrheit zu sagen, so will ich es von vornherein sagen: Ich habe mich nur zum Teil davon überzeugen können, daß die Deklamationen in der Weise entstanden sind, wie R. will, ich habe mich aber garnicht davon überzeugen können, daß die Hs. H irgend einen Wert für die Gestaltung

des Textes besitzt. Um das zu zeigen, ist es nötig, Stelle für Stelle durchzugehen; ich fürchte, daß es etwas lang wird und, so reizvoll diese Untersuchungen auch für den sind, der sie selber vornimmt, ich kann doch nicht sagen: intende, lector, laetaberis.

Der erste Teil der Arbeit sucht den Beweis zu erbringen, daß in den größeren Deklamationen unter Quintilians Namen nicht einheitliche Behandlungen des einen Themas vorliegen, sondern daß wir in Wahrheit verschiedene Erörterungen des gleichen Stoffes zusammengestückelt vor uns haben. Jeder wird sofort an das Werk des älteren Seneca denken und es sehr begreiflich finden, daß bei den Uebungen in den Rhetorenschulen mehrere Fassungen derselben Aufgabe konzipiert und dann in der Ueberlieferung verschmolzen wurden. An Apuleius' Florida würden wir eine Parallele haben für die Annahme der Exzerpierung, wie sie jene dann zusammengesetzten Deklamationsstücke aufweisen würden. Erschwert ist die Frage durch die diesen Rednern eigene Weitschweifigkeit und Wortfülle, erschwert auch dadurch, daß das Urteil darüber, was dem Redner zugetraut werden darf oder nicht, ein verschiedenes ist. R. glaubt für die Sonderung des verschiedenen Gutes die kritischen Zeichen benutzen zu können, die in den Hss. existieren; eine Stelle allerdings, die er früher gedacht hat verwenden zu können, scheidet er jetzt aus, und die Selbstkritik, die sich darin verrät, muß um so mehr dafür gewinnen, an den anderen Stellen ihm zu folgen.

Ich möchte mit der 10. Rede beginnen, weil hier zweifellos eine doppelte Fassung vorliegt. Wer 193, 7 L. liest: <qualem ego vidi> (die Ergänzung vortrefflich von R.) et si dimittatur videbo. subito ante me diductis constitit tenebris und 200, 12: constitit ante me filius discussis tenebris: ita dimittatur aliquando, der kann keinen Augenblick im Zweifel sein, daß selbst der wortreichste, ungeschickteste Redner so sich nicht wiederholen konnte. Und das ist nur ein Satz. Die ganze Erzählung der nächtlichen Erscheinung des verstorbenen Sohnes vor seiner Mutter wird zweimal gegeben und beide Male sogar ähnlich eingeleitet, 192, 19: Reliqua, mater infelix, tu ad iudices referre debebas — nur der Schmerz hindert die Mutter daran —, 200, 3: totum tamen illud solacium tuum refer, misera, si potes. In der ersten Fassung ist allgemein von dem carmen des Magiers die Rede, der den Toten in sein Grabmal gebannt hat, in der zweiten werden die Worte des Magiers selber fingiert; in der ersten 196, 3 ist die Rede von den catenae, die vagam imaginem morti stringunt atque alligant tamquam reum corpus animam, in der zweiten werden die Klagen der Mutter eingeführt 202, 20: nunc filius meus illic, unde

venire consueverat, iacet strictus alligatus inpatiens[1]); in der ersten steht 191, 4: maritus sic filium inclusit tamque se inquietari mater ista queratur, in der zweiten 202, 10: tu sic filium tuum clusisti, tamquam nocentes ad inferos revocari soleant animae. Es ist klar, daß von Kap. 9 ab eine zweite Rede dasselbe Thema behandelt.

Leider liegt die Sache bei den anderen Stellen, die R. für seine Ansicht anführt, nicht so klar; oder es handelt sich um so kleine Bruchstücke, daß man nur Doppelfassung eines Gedankens anzunehmen hat oder es überhaupt schwer ist zu entscheiden, ob hier antike Doppelfassung oder eine handschriftliche Variante vorliegt, die der Willkür oder Unachtsamkeit eines Schreibers zu danken ist. Zunächst allerdings bleiben wir bei derselben Rede, in deren erstem Teil eine Anzahl von Sätzen seltsam wiederholt ist oder herausfällt. c. 2 S. 190, 15: non desiderio fictus aut fuscatus (so R. vorzüglich statt fugatus und fucatus) habitu nec ut somniorum vanitate conspicitur, sed (ich füge dies sed, das für das folgende im Zusammenhang keinen Sinn gibt, mit hinzu) ist richtig als Parallele erkannt zu 190, 5: non inani persuasione nec cogitationibus ficta lugentis membra veniebat nec ..., ac ne confusi quidem tristi cinere vultus et infer<a nigr>um favilla caput noctibus suis obibat, sed ... Und ebenso ist 190, 17, was unmittelbar jenem sed folgt, ohne damit zusammenzuhängen: experta non totum mori hominem illud, quod nec flammis uritur nec cineribus extinguitur nec urnis sepulcrisque satis premitur, expectat eine deutliche Parallele zu 190, 21: infelicissima omnium mater plus aliquid esse quam umbram filium putat, postquam potuit includi. Immerhin liegt die Sache hier anders als oben, weil es sich um vereinzelte Fetzen handelt. Wesentlich erleichtert wäre die Frage, wenn diese beiden Fetzen sich einfach in die zweite Rede eingliedern ließen. Man muß auch damit noch andere Sätze aus der Einleitung in Zusammenhang bringen, die an ihrer Stelle keinen Sinn geben. 190, 1: dum non putabat perisse quem poterat videre ebenso wie der nächste Satz, der mit seinem Vorgänger keinesfalls zusammenhängt: eripuit ingrata filio alterum titulum; miser ille, nisi teneretur, iam et ad patrem veniret sind von R. bei anderer Gelegenheit in einer Anmerkung richtig ausgesondert; das erste scheint eine Parallele zu 189, 20: nec iam timebat ne ille, quo fruebatur, mori posset, das zweite stimmt zu 194, 1 ff.: iam coeperam tuam quoque, marite crudelis, agere causam rogabamque iuvenem ut paternis oculis quoque laetus

[1]) Die Rede wird abgeschlossen 202, 28: ita infelicissima omnium mulier, etsi magus etiam recedat. R. schreibt, wie schon Francius: [et]iam; mir scheint, daß wir, wie oft in dieser Ueberlieferung zwei Lesarten kombiniert haben und etiam nichts ist als eine Variante zu et.

occurreret et tibi, ingrate, dimidiam nocte cedebam; da ingrata an der ersten Stelle sinnlos ist, wird wohl, falls nicht ingratus, auch dort ingrate als Adverb zu lesen sein. Hierher gehört auch 193, 4: quemadmodum tenues rerum imagines solent cogitationibus accipere corpus, cum vanae absenti [1]) animo cogitationes finguntur, wo R. den zweiten Satz als Doppelfassung zum ersten erkannt hat. Auch in der zweiten dieser Parallelreden hat R. 198, 20 ff. und 198, 27 Doppelfassungen gefunden, beide mit si anfangend, beide endend mit post mortem te tuam vidi, bzw. ego filium meum videbam. Hier könnte man allerdings eine Steigerung annehmen, durch das dem zweiten si zugefügte mehercules zum Ausdruck gebracht und auch dem Sinne entsprechend: erst ein Bild des Sohnes, dann sogar ein Kleidungsstück. Daneben gehen solche Erscheinungen wie 189, 14: quae aut unicos aut iuvenes pios filios perdiderunt, wo R. richtig eines der Adjektiven — er wählt pios — streicht. Ich würde iuvenes für eine Variante zu unicos halten, das hier ja nicht qualitativen Sinn hat, sondern den einzigen Sohn bezeichnet (vgl. 197, 16: desideria quae de unico gerit, 192, 23 exequias unici, 198, 27); also: die einzigen Söhne oder (wenn nicht die einzigen) besonders liebevolle Söhne.

Auch sonst bleibt bei der Schwierigkeit des Textes hier und da eine andere Möglichkeit als die von R. vorgeschlagene. So würde ich 190, 23 f. die gewöhnliche Interpunktion beibehalten mit der Interpretation, die schon bei Burmann zu lesen ist: nec sua tantum modo poena proprioque supplicio deserta consumitur rescissa orbitate: vel magis cruciatur, quod non licet filio venire cupienti, ›sie wird nicht nur von der eigenen Qual verzehrt, da die Wunde der Verwaistheit wieder aufgerissen ist; nein, mehr noch peinigt sie usw.‹. Rescissa orbitate (vgl. 189, 17 iam alteram patitur orbitatem) wird bei Burmann richtig mit rescindere vulnus usw. verglichen (Ovid. met. XII 543 rescindere luctus, hier VI 19 (129, 2) genau so: ipsam rescindere caecitatem). 190, 15 hat R., wie ich glaube, richtig noctes iuxta somnum mariti pervigil et *tamen* deserta metitur geschrieben statt tantum, aber er sieht darin eine eigentümliche Verquickung von zwei Gegensätzen; ich würde erklären: sie wacht und bleibt doch verlassen, wie das 195, 4 ff. geschildert ist: iacebat haec insomnis und Z. 11: postquam ... noctem deserta vanis questibus duxit. 191, 24 hält R. in-

1) Absentium R. Doch vgl. Cic. de div. I 30, 63: Cum ergo est somno *sevocatus* animus a societate et a contagione corporis, I 32, 70: quae autem pars animi rationis atque intelligentiae sit particeps, eam tum maxime vigere, cum plurimum *absit* a corpore. Vom Nachdenken des Sokrates Gell. II 1, 2: cogitabundus tamquam quodam *secessu* mentis atque animi facto a corpore. — Die Anknüpfung des zweiten Satzes ist willkürlich mit cum vollzogen, um ihn einzufügen, wie 190, 1 mit dum.

felices lacerabat oculos für töricht, das 144, 29 wiederkehrt. Ebenso steht Apul. met. IV 34 (102, 2): quid laceratis in vestris oculis mea lumina?, wo Petschenig dasselbe Heilmittel wie R. maceratis vorgeschlagen, vdVliet durch Umstellungen zu helfen gesucht hat. lacerare scheint allmählich eine etwas abgeschwächte Bedeutung angenommen zu haben. Iuv. VI 490 sagt laceratis capillis, und für die Verwendung von lacerare bei Ländern hat Novák Stud. in paneg. Lat. S. 75 Beispiele gesammelt. Und ist der Ausdruck cecidit oculos suos 116, 6 nicht ebenso übertrieben? Auch si quid desiderio creditis miserae 190, 10 würde ich halten, selbst wenn das folgende quae sola vidit, was ich nicht glaube, Objekt wäre; aber die Parallele 223, 16: si quid tibi credimus (322, 20: si quid ipsi creditis) spricht für quid. Doch um zur Hauptfrage zurückzukehren, wer die Parallelen in der ersten Hälfte der Rede vergleicht, wird kaum ohne weiteres zugeben können, daß sie eben jener Rede entstammen, deren Hauptteil von Kap. 9 ab uns vorliegt; denn dort liegt offenbar der Anfang der neuen Rede vor, und auch der Schluß c. 19 [1]), genau entsprechend dem der ersten Rede c. 9, läßt keine Ergänzung mehr zu. Also liegen uns hier die Reste einer dritten Behandlung des gleichen Stoffes vor, oder wir haben die Bemühungen ein und desselben Verfassers, den Gedanken eine entsprechende Form zu geben.

Jedenfalls kann hier, abgesehen von Einzelheiten, kein Zweifel obwalten, daß R. das Rechte erkannt hat. Schwieriger ist die Entscheidung in der fünften Deklamation. Wer an dem einen Fall die Erscheinung wahrgenommen hat, wird an und für sich sehr geneigt sein, in den anderen Reden ähnliches zu finden. Aber reichen die Argumente aus? Es handelt sich in der fünften Rede darum, daß der Vater von zwei gefangenen Brüdern gerade den einen, der krank war, freigekauft hat; der andere beschwert sich später darüber. R. glaubt hier c. 11 zwei verschiedene Bestandteile ineinander geschoben, deren erster die Beschwerde voraussetzt, daß der Bruder, der zweite, daß ein anderer vorgezogen sei. An sich betrachtet, würde es so vielleicht logischer sein; aber in dem bestimmten Fall, wo es sich um Brüder handelt, konnte m. E. gar nicht recht getrennt werden. ›Du hast mir den Bruder vorgezogen‹. Darauf die Erwiderung: ›Willst du nicht zulassen, daß dein Bruder — selbst mehr Liebe

1) Servientium revocator animarum ändert R. in saevientium evocator a. Natürlich kann evocator richtig sein, aber für revocator spricht 199, 16 revocatus, 202, 1 si revocaretur, und saevientium bringt hier eine neue Anschauung, die nicht erforderlich ist; nicht immer folgen die Schatten voller Zorn, vgl. 202, 23: quando umbrae *feliciores* dimittuntur ad matres, Stat. Theb. II 15, wo die zurückbleibenden Schatten neidisch sind auf den zur Oberwelt kehrenden.

findet? Du siehst ja, irgend eine Empfindung — das nescio quis adfectus zeigt nicht, daß ein Fremder dem Bruder gegenübergestellt ist, sondern nur, daß dem Affekt der Liebe zum Kinde ein anderer wie Mitleid usw. gegenübersteht — hat dir den Vorrang streitig gemacht, irgend welche an sich geringeren Gefühle nehmen die Stelle ein, die dir zukommt‹. Und dann wird weiter ausgeführt, daß sorgsames Abwägen, ob man selbst etwa zurückgesetzt sei, dem Bruder gegenüber nicht am Platze ist. Nicht der Gedanke, sondern die Form bietet hier Anstoß. R. hat mit Recht einen Mangel der Ueberlieferung 98,14 gefunden, wo das illum nempe jetzt keine Beziehung hat. Aber auch er muß bei seiner Interpretation eine Lücke annehmen. Ich glaube, man kommt mit einer Ergänzung aus, ohne weitere Schlüsse daraus zu ziehen. Selbst ›alterum mihi praetulisti‹ könnte man zugeben, aber ebenso gut könnte ›at quem tibi praetuli?‹ oder ähnliches ausgefallen sein[1]). Es wird dann weiter gezeigt, daß bei aller Verschiedenheit im einzelnen der väterlichen Liebe doch kein Abbruch geschieht, weil den einzelnen Kindern gegenüber ein Ausgleich stattfindet: hunc primus nascendi locus, illum gratiorem *pro*prior (so R. statt prior) fecit infantia wie dann: den einen empfiehlt seine Fröhlichkeit, den andern sein Ernst. Weiter werden Unglück und körperliche Gebrechen als Anlaß besonderer Bevorzugung seitens des Vaters angegeben: salva est tamen universitas, cum quicquid in alio cessare credatur, in altero restituit alter affectus. Das greift zurück auf 98,26: salva caritatis aequitas, also ist caritatis universitas etwa zu verstehen: die Gesamtsumme jedem einzelnen Kinde gegenüber bleibt davon unberührt, da, was in einer Hinsicht zu fehlen scheint, in anderer der andere Affekt ausgleicht. In alio und in altero (über die Responsion s. Th. l. L. I 1742, 5 ff.) müssen Neutra sein, um den richtigen Sinn zu erhalten. Im Sinne der vorhergehenden Beispiele: wo Zurücksetzung vorhanden ist gegen einen, weil er der jüngere ist, wird er andererseits vorgezogen, weil er fröhlicher ist, oder die miseratio stellt her, was eine andere Empfindung dem andern hat zu viel zu gute kommen lassen. Alter affectus ist also zweifellos richtig, wie schon die Klausel zeigt; denn es sind zwei affectus, von denen der eine den andern ausgleicht. Die Gesamtheit dieser Affekte[2]), die väterliche Liebe als Einheit, wird durch den Plural bezeichnet 98,23.

1) Man vergl. Cic. pro Lig. 7: Apud quem igitur hoc dico? Nempe apud eum ..., 9: Quis putat esse crimen ...? Nempe is ..., 25: ... ad quem detulistis? Nempe ad eum ...

2) Für diese Zerlegung der Affekte und die Lesung universitas besonders beachtenswert 100,3: apud adfectus patris non eam praevaluisse partem, in qua tantum filius erat.

100, 3. 105, 18. Der Redner schließt ab mit den Worten: du kannst ruhig sein; non intercidunt ista, non pereunt (jene Empfindungen der

— ∪ — — — — ∪ — — —

Liebe und des Wohlwollens), sed invicem vincunt: praevalent, cedunt (sie überbieten sich gegenseitig oder wechselseitig, sie haben den Vorrang und weichen wieder) (vgl. Arch f. l. Lex. VII 362 ff.). Ich glaube nicht, daß vincunt <vincuntur> nötig ist; der allgemeine Ausdruck ist zuerst gesetzt, dann durch einen zweigliedrigen Satz spezialisiert, wie die Zweigliedrigkeit hier äußerst beliebt ist.

Es folgt Rede VI. Ich schicke einige Bemerkungen voraus, zu denen der Text Anlaß gibt. Dem Anfang des zweiten Kapitels hat R. erst durch richtige Interpunktion seinen Zusammenhang gegeben; zweifelhaft könnte nur sein, ob man nicht lesen muß 112, 15: sed mater — o facinus, o cladibus nostris mutata natura — mater ignem ultimum filio negat. Dagegen die mit Plasbergs Hilfe hergestellte Lesung 112, 21: huius ... poenae ab ipsa morte repetit*ae* (repetite Hss.) crimen ego sum halte ich für unmöglich. Schon Burmann erklärte: crimen poenae quid significet, vix capio; nun gar poenae crimen als Prädikatsnomen zu ego sum. Ich erwarte etwas wie: huius ... poena*m* ab ipsa morte repetit? *<meum> est* crimen. ego sum usw. (vgl. 130, 6: mea culpa est). 113, 4 ist weder viam nötig, da zu invenit sich das Objekt aus dem vorhergehenden succurrere ergibt, noch die unwahrscheinliche Aenderung ut subveniret, die den Satzbau nur verschlechtert; also: invenit tamen ingeniosa pietas et utrique subvenit dispendio sui: ipse venit ad patrem, me remisit ad matrem. Und nun liest Lehnert mit Recht: hoc si defendendum est (wenn's hier einer Rechtfertigung bedarf), ich bin dran schuld, mit Tränen will ich meine Sache führen. Weinen darf ich (zu defendere — flere vgl. Tac. ann. I 58, 12), ein sonstiges Lob oder eine lange Verteidigung wäre nicht angebracht. Das diligenter defendere contrarium est actioni nostrae spricht nicht gegen, sondern gerade für die Ueberlieferung defendendum, ebenso wie das causam planctibus agam, das nach m. E. nach deflendum des Sinnes entbehren würde. Auch 113, 13 würde ich statt der von R. gegebenen Erklärung vorziehen zu lesen: (lange Verhandlung schadet meiner Sache) putrescit interim corpus; nec t*u*tum (totum Hss.) in sicco iacet cadaver, ab incursu avium ferarumque tantum miserantium corona custodit (es schützt ihn ja vor Vögeln und wilden Tieren nur die Menge der Mitleidigen). Auch c. 8 ist 118, 18: mei miserere cuius soles n. m. A. durchaus berechtigt und durch die Klausel geschützt: du pflegst ja mit mir Mitleid zu haben; hat sie doch gejammert um ihn, als er gefangen war. Also: hab' mit mir Mitleid wie gewöhnlich! cuius so-

lius potes schwächt den Zusammenhang nur, weil es einen neuen Gedanken hereinbringt, der einfach fallen gelassen wird. Warum kann sie denn nur mit ihm Mitleid haben?

Nun folgt der Kernpunkt. R. meint, Kap. 9 setze voraus, daß vorher an die Mutterliebe appelliert war, was in Kap. 8 nicht der Fall ist. Aber ist der Gedankengang nicht richtig? Zunächst: tu's mir zu Liebe! Sodann (iam = ferner, vgl. 263, 2), wenn du keine Liebe für ihn hast und kein Mitleid (die Tatsache steht ja fest durch den Prozeß selber), gut! mag er seine Strafe erhalten haben, aber nun dehne deine Abneigung nicht über den Tod aus. Der Vater bittet erst für sich, dann für den toten Sohn. Die Worte: nihil moveris nunc? schließen sich natürlich an jede Bitte an und beweisen nichts. Wenn aber, um einer Vermutung Raum zu schaffen, das tadellose et debilitatem tuam iactas (sprichst du noch beständig von deiner Blindheit?) in crudelitatem geändert wird, so scheint mir das bedenklich. Nur das Fragezeichen fehlt hinter dem Satz bei Lehnert.

Die in das Kapitel eingefügte Anspielung auf Cic. Verr. II 5, 118 ff. sucht R. in Ordnung zu bringen: nihil de praeteritis loquamur; quod postulavit Cicero etiam ab illo crudelissimo Siciliae tyranno: mors sit extremum. quod quidem cum permissum non esset, patres <iacebant in limine ipso> matresque miserae pernoctabant ante ostium carceris pretio redimentes sepeliendi potestatem, mit richtiger Ergänzung aus den Verrinen und richtiger Beibehaltung des miserae. Aber daß der Satz mit quod cum sich erträglich in den Zusammenhang einreiht, wird man kaum sagen können. Bis dahin bittet der Vater, indem er sich Ciceros Worte aneignet; das ist verständlich. Der folgende historische Exkurs ist ganz unvermittelt. Und mit dem nun folgenden Quid tandem hoc M. Tullius <inauditum saevitiae genus appellat>? weiß ich nichts zu beginnen, weil der Gegensatz nicht scharf ausgedrückt ist, den R. annimmt: dies hier ist viel schlimmer, viel mehr inauditum. Dazu stimmt der folgende Imperativ: tu vende saltem nicht: denn wir erwarten dann: du willst nicht einmal verkaufen. Ob übrigens Lehnert hier nicht doch recht hat mit seiner durch die Interpunktion angedeuteten Interpretation, weiß ich nicht. ›Du verkaufe wenigstens was (zu verkaufen) bei Verres der Gipfel der Grausamkeit war‹. Die Steigerung ist ja wie bei Cic. 119: mors sit extremum. non erit. estne aliquid ultra quo crudelitas progredi possit? reperietur, und nun folgt die Preisgabe des Leichnams an wilde Tiere, die durch Geld zu beseitigen ist. Das ist also das crudelissimum; es ist an die verschiedenen Arten des vendere gedacht: den Eintritt beim Eingekerkerten, die Befreiung von Strafen, das Versprechen eines schnellen Todes usw., als letztes die sepeliendi

potestas. Die Ellipse des Infinitivs hier wie in cuius soles. Und nun muß ich auch bekennen, daß mir der erste Vorschlag, den Lehnert zu der Stelle macht, nicht so unmöglich scheint, nur daß der Satz: quod postulavit — tyranno nicht getilgt werden darf, um so mehr als er ja den Anlaß zu der folgenden Interpolation bot. Der Gedankengang ist: »vom Vergangenen will ich nicht reden; aber was Cicero sogar von Siziliens grausamem Tyrannen verlangt hat, laß den Tod das letzte der Leiden sein! (und willst du nicht gutwillig), gestatte wenigstens für einen Preis, was für einen Preis zu gewähren unter Verres der Gipfel der Grausamkeit war (die Bestattung). Ich will meinen Sohn loskaufen. Ich brauche den Preis nicht lange zu suchen, ich hab' ja Hände [1]). Rührt dich das garnicht und führst du immer noch deine Blindheit als Argument an«? So bleibt der eine Einschub von quod quidem — misere, der in sich abermals einen Fremdkörper enthält. Wie R. richtig erkannt hat, man scheide Quid tandem — Tullius aus, und man hat einen richtigen Satz: pernoctabant ante ostium carceris pretio redimentes sepeliendi potestatem patres matresque miserae. Da Ergänzungen und Umstellungen vorzunehmen, erscheint mir überflüssig; das ganze Gebilde mit dem quod cum permissum non esset braucht sich nicht bis in alle Einzelheiten an Cicero zu halten. Ein Literaturkundiger gab in Anlehnung an Cicero zu dem Satze quod postulavit seine Weisheit zum besten. Und diese Bemerkung ist zusammengeschoben mit dem entrüsteten Ausruf, der ebenso als Randbemerkung zu verstehen ist: Quid tandem hic M. Tullius! Was in aller Welt hat Cicero hier zu suchen! Solcher Interpolationen werden wir noch mehr finden.

Auch im folgenden muß ich von R. abweichen. Die Ueberlieferung erscheint mir nicht so mangelhaft, immer die Eigentümlichkeit dieser wortreichen, phantastischen Literatur in Rechnung gezogen. »Seltsam Weib, das die Bestattung des Sohnes nicht zugibt! Nun, so wirf den Leichnam wieder in die Fluten oder schleif ihn, damit's alle sehen, erst durch die Straßen an einen besuchten Ort, um ihn dort ins Meer zu werfen«. Dies Schleifen wird ausgemalt und erweckt die Vorstellung weiterer Grausamkeiten bis zu dentibus lacera. Der Vater sieht die Szene lebhaft vor Augen, wie er sich bemüht den Körper zu retten: litigamus, consistimus, in diversum abimus. Nempe cum viceris, omnia paria habebimus praeter animum [2]). Natürlich, wenn

1) Wie sind die Worte zu verstehen? Wirklich vom Gelde? Ich habe daran gedacht, eine Drohung des Vaters darin zu sehen, daß er sich der Augen berauben will, und dies der Preis sein soll. Die Mutter pocht ja auf ihre Blindheit, um derentwillen der Sohn hätte bei ihr bleiben müssen. Der nächste Satz würde dadurch um so mehr Bedeutung gewinnen.

2) Die Situation, wie sie Lucian parodierend schildert Conv. 42: ἀντέσπων

du den Sieg davonträgst, so werden wir quitt sein (vgl. 116,16. 120,11. 182,3. 241,1). Die Mutter fühlt sich ja zurückgesetzt, weil der Sohn den Vater bevorzugt hat; nun hat sie ihren Willen, und die Sache ist ausgeglichen, praeter animum, natürlich des Toten[1]); denn der ist beim Vater und nicht bei der grausamen Mutter. Und nun geht es weiter in der Steigerung: ›Vielleicht hat die Flut inzwischen ihn schon mit Sand bedeckt oder das mitleidige Volk. Dann scharre ihn wieder aus voller Entrüstung, weil er den Vater mehr geliebt hat. Ach, Verbrechern selber pflegt man das Grab zu gönnen, und Räuber sind nicht so hartherzig es zu wehren‹. Auch dieser letzte Gedanke bietet m. E. einen durchaus passenden Abschluß. Er ist auch kein Gegensatz zu dem Verreszitat; hier ist allgemein gesprochen, dort ein besonderer Ausnahmefall als Musterbeispiel für Grausamkeit erwähnt.

Kap. 10 fährt fort: Die Mutter verliert durch ihre Handlungsweise auch das Recht auf die Liebe des Mannes. Dabei wird in die Anrede ›Mater‹, die vorausgeschickt ist, alles zusammengefaßt, was gegen sie zu sagen ist. Zunächst der Zweifel, ob der Name mater angebracht ist; dann mit si die Begründungen für diesen Zweifel: Wenn sie fortfährt sich wie die Stiefmutter ihres Sohnes zu benehmen. R. behauptet, das hätte der Redner nicht sagen dürfen, der c. 2 sagte: ne quis tamen erret ignotus, non est filii mei noverca, sed mater. Aber die Konstatierung jener Tatsache spricht doch nicht gegen die rhetorische Verwendung an unserer Stelle; im Gegenteil, unser Kapitel zeigt eine bewußte Rückbeziehung auf Kap. 2. R. hat das Verdienst, auf Cic. pro Cluentio 199 hingewiesen zu haben als Vorbild unseres Redners. Auch Kap. 12 der Cicerorede zielt schon auf die Pointe hin, die wir hier haben. Also: Der Name Mutter ist in diesem Falle profaniert, wenn sie fortfährt ihres Sohnes Stiefmutter zu sein, in dem Maße, daß sie durch diese Grausamkeit das Bewußtsein ihrer Verwaistheit verdient. Der Konsekutivsatz schließt sich folgerichtig an, um den Grad zu bezeichnen. Ich kann nicht finden, daß der Finalsatz, den R. darin sieht, nach Ausscheidung der Worte quamquam — noverca, besser paßte. Es folgen weitere si-Sätze, dann zur Zusammenfassung der unmütterlichen Gesinnung: si adeo non genuit filium, sed effudit et illo infelici partu ingratum uteri pondus exposuit. Zu effudit vergleicht R. sehr gut Cic. in Pis. fr. 14; auch

τῆς ὄρνιθος ἀντειλημμένοι ὥσπερ τὸν Πατρόκλου νεκρὸν ἀνθέλκοντες, καὶ τέλος ἐνικήθη. consistere, wie schon Burmann hervorhebt, vom Kampfe genommen; vgl. Petron. 19: si depugnandum foret ..., ipse cum Quintilla consisterem.

1) Wie R. dies Wort versteht, kann ich aus seinen Worten nicht entnehmen: ›Denn die Mutter ist erbarmungslos; der ganze Satz könnte freilich fehlen‹.

Ap. met. V 9: quam fetu satiante postremus partus effudit zeigt die gleiche Bedeutung des Verächtlichen. Nun erst kommt der eigentliche Gedanke, der durch das Wort mater abgelenkt war: Mag die Mutter mir ihre besondere Liebe vorrechnen, ich sage, man würde es ihr eher verzeihen, wenn sie dem Mann Haß bewiesen hätte als dem Sohne. Das Verdienst, das sie in Anspruch nimmt, geht jetzt verloren und den guten Ruf aus ihrer Gattenliebe büßt sie ein; denn wenn wir auch gleich gelitten haben in der Ehe, sie ihre Augen, ich meinen Sohn verloren habe, so habe ich doch jetzt durch ihr Benehmen einen besonderen Schmerz zu tragen, und jetzt heißt es weit und breit: Sie hat ihren Mann nicht geliebt und ihren Sohn auch nicht[1]). Ich finde in all dem nichts, was eine Veränderung des ursprünglichen Gedankenganges erwiese. Wenn in dem si-Satz zu lesen ist: si ultra hostium adfectus ..., ultra tyrannos, ultra latrones parum habet non sepelire usw., so scheint mir darin keine unerträgliche Wiederholung des vorhergehenden: cruces succiduntur, percussos sepeliri carnifex non vetat, ipsi piratae nihil amplius quam proiciunt, sondern eine deutliche und berechtigte Bezugnahme zu liegen, die auch im Ausdruck sich verrät. Nur die im Kampf Gefallenen an erster Stelle werden ausführlich genannt, weil sie vorher fehlten, dagegen bei den anderen ist einfach mit ultra tyrannos, ultra latrones auf das Voraufgegangene gewiesen. Auch den Schluß dieses Abschnitts hat R. geändert und sieht darin die natürlich nun unvermittelte Versicherung des Redners, daß er um den guten Ruf seiner Gattin besorgt ist. Ich halte nach der oben gegebenen Interpretation die vorgeschlagenen Aenderungen für unnötig; nur quod (120, 13) mit der Vulgata ist erforderlich. Zu dem privatim doleam vgl. c. 8 (118, 19): crede mihi, hoc quod patior carcere peius est, captivitate crudelius.

XII 19 bildet das Hauptfundament in R.s Gebäude. Hier stehen ganz offenbar zwei Rezensionen neben einander im B(amberg.) und M(ontepess.). Sie unterscheiden sich dadurch, daß in den beiden Fassungen stehen: concionanti (d. i. cocionanti) — negotianti (einfache Erklärung), cives meos — cives hos (offenbare Verderbnis, da hos sinnlos ist), quantulum — quantum (Nachlässigkeit), inepti ac vesani — inepti, respublica nostra — resp. ē (Verderbnis), invenit mercis exactum — mercis invenit exactum (nach L. müßte man annehmen, daß exactum hier fehlt). Weiter hat Π (Paris 1618) (aber nicht B)

1) Lehnert interpungiert im ganzen richtig, wie er durch Doppelpunkt nach exposuit angezeigt hat, daß alles Voraufgehende nur Abschweifung war. Auch im folgenden meint er die Sache offenbar wie ich; nur würde ich schreiben: quamquam in hoc paria fecimus (illa ..., ego ..., vicem ... persolvi), tamen.

dahinter duplo, inquit, vendidi, wo die erste Fassung nur duplo vendidi hat. Und das Wichtigste, was R. sehr richtig beurteilt — eine Vereinigung beider Fassungen wäre ganz verfehlt —: quod pretium constituitis — quod prope civium constitit discrimen. Es ist offenbar dasselbe, was hier verschiedene Form angenommen hat, nachdem pre cium geschrieben war. R. folgt in der Gegenüberstellung der beiden Fassungen besonders Π, in V (Vossian.) steht der Text nur einmal, aber in einer Fassung, die der verderbten zweiten schon fast gleicht; also: quod prope civium constitit discrimen, Auslassung von ac vesani. Es ist das eben der Anfang der Fassung, wie sie in B mit der andern richtigen kombiniert ist; was hinzukam, sind nur weitere Versehen der Schreiber, denen es langweilig war, denselben Text zweimal zu schreiben, oder ein Zusatz wie inquit in Π, der der besseren Verknüpfung dienen soll. Ich sehe hier nur Verderbnis der Ueberlieferung, die zwei Fassungen geschaffen hat, also eine ganz andere Erscheinung als in Rede X, R. dagegen alte Herausgebertätigkeit, veranlaßt hauptsächlich durch das Zeichen K, das 235, 21 steht und O 236, 8, wobei er O als Θ deutet, als kritisches Zeichen für omittenda. Aber falls die Deutung stimmte, so hat O doch nichts mit K zu tun und berechtigt nicht zu dem Schluß, daß der mit K bezeichnete Abschnitt dem mit O bezeichneten parallel gedacht ist. Das Zeichen K ist ein Kapitelzeichen (vgl. Phil. Suppl. IX 529); im Apuleius ist es z. T. zu IC entstellt, z. T. auch in einer Form vorhanden, die dem R nicht gar zu fern ist. Nach der Form IC könnte man vermuten, daß auch in O nur dies Kapitelzeichen steckt. Für die Frage besagt es aber nichts; denn die zweite Fassung konnte nie selbständige Geltung haben, weil sie sich nur aus Verderbnissen zusammensetzt.

Ich versuche sofort meine Interpretation zu geben. Der Redner sagt dem Gesandten, der Getreide hat kaufen sollen, das Gekaufte aber inzwischen mit Vorteil wieder verkauft hat und dann erst nach einem zweiten Einkauf in seine Heimatsstadt gekehrt ist, als die Hungersnot schon so groß war, daß man die Verhungerten wieder als Nahrung benutzte: (235, 19) Du hoffst, die Mißgunst wegen dieses Frevels wird der Klang des doppelten Geldgewinnes verscheuchen; du weißt nicht, wie viel (d. h. welchen Jammer, welches Leid unsererseits) du verkauft hast. ›Ich hab's fürs Doppelte wiederverkauft‹ sagst du zu deiner Entschuldigung. So ist also unser Leid dir beim Schachern zu gute gekommen. Und nun versetzt der Redner sich in die Seele des Feilschenden und fingiert den Handel; aber man darf die Worte natürlich nicht so verstehen, als ob der Gesandte sie wirklich gesprochen hätte. Der Hohn des Anklägers ist deutlich eingestreut: Dafür, daß ich meine Mitbürger verhungern lasse, welchen

Preis bestimmt ihr mir, welche geheime Zugabe (etwa Tantième) gebt ihr mir? Quod fame perire cives meos patior, ..., quod pretium constituitis, quod occultum datis? Daß das erste quod, welches anaphorisch mehrfach wiederholt ist, Konjunktion, das zweite Fragewort ist, kann doch keinen Anstoß bieten; sonst müßte ja ut vidi, ut perii, ut me malus abstulit error u. a. ebenso Anstoß erregen. Dazu ist die von R. vorgeschlagene Aenderung zu kompliziert und sie tilgt gerade das, was die Verderbnis erklärt, weil das precium schwindet, das der Anlaß zu civium wurde. Das occultum hat R. selber gestützt durch die Parallele c. 25: solent enim negotiatores praeter haec aperta pretia privatum aliquid stipulari. Das folgende duplum hat R. mit Recht getilgt; es konnte nur fragend gemeint sein, aber zwischen quod occultum datis? patrocinio meo quantulum lucror? darf nichts stehen: ›Was gebt ihr mir als geheimen Gewinn, welchen Profit mache ich dadurch, daß ich euch schütze?‹ Nun der Gegensatz vom Standpunkt des Anklägers: ›at nos inepti ac vesani de fame querebamur; wir litten inzwischen die entsetzlichste Not‹. Dann höhnisch: ›Sagen wir dem Gesandten nicht Dank? Unser Staat ist reicher — untergegangen‹. Die boshafte Umbiegung ist sehr wirksam. ›Der treffliche Gesandte hat eine günstige Gelegenheit gefunden zum Warenvertrieb. Ich wundere mich, wenn er so trefflich seine Sache geführt hatte, warum er uns nicht einfach das Geld zurückgebracht hat‹. An ›tam bene negotium‹ würde ich nichts ändern; der Angeklagte ist fingiert, wie er sagt: Ich habe meine Sache so schön gemacht. Dagegen scheint mir gesserat — retulerit richtig, entsprechend den vorangehenden dritten Personen; retulerit haben auch BV. Zum Hohn wird nun das ›duplo vendidi‹ wiederholt. Der Ankläger erwidert mit scharfem Vorwurf: ›Betrogen hast du die Nachbarstadt, sie übervorteilt, und sie beklagt sich jetzt deshalb‹. Um die Handlungsweise des Gesandten auf alle Weise zu diskreditieren, stellt sich der Ankläger dabei auf den rein menschlichen Standpunkt, der die Uebervorteilung eines anderen als kein Heldenstück ansieht. Und nun zum dritten Mal: duplo vendidi. Darauf der Ankläger: ›Ja, das fehlte auch bloß noch, daß du das Getreide für den gleichen Preis verkauft hättest! (Dann wäre ja die Rücksichtslosigkeit gegen die Stadt auf dem Höhepunkt gewesen). Natürlich hast du die Fahrt und die Zinsen mitverrechnet. Ich persönlich nähme lieber das, was du so teuer verkauft hast‹. Dieser Gedanke des kaufmännischen Gesichtspunktes legt es nahe einen Einwand abzulehnen, daß Zwang vorgelegen hat: ›Denn, das ist ja klar, daß du nicht gezwungen warst zu verkaufen‹. Und im Anschluß daran folgerichtig weiter: ›Aber wenn du schon verkaufen wolltest, hättest du's hier tun sollen, wir hätten dir alles geboten, prosit mihi,

quod apud negotiatores solet, in antecessum dedi‹. So hat R. richtig aus antecessus hergestellt, aber im übrigen versteht L. sinngemäß: Zu meinen Gunsten muß der Rechtstitel in Betracht kommen, der sonst bei Kaufleuten gilt: Ich habe eine Anzahlung gemacht. In antecessum dedi bedarf des Objekts nicht, wie Sen. ep. 118,1 zeigt: bene credi tibi scio; itaque in antecessum dabo. Auch die nächsten Worte, in denen R. zwei Fassungen sieht, können als Gedankengang eines Menschen verstanden werden. ›Wir bieten dir, sagt der Ankläger, indem er sich weiter lebhaft in die vergangene Zeit versetzt, das Vielfache, nicht nur das Doppelte, nimm was du willst! Dafür kannst du ja den Getreidehandel bei den Nachbarn treiben. Und wenn wir denn schon von der uns zukommenden Sendung von dir nichts erhalten, so wollen wir uns an die Nachbarschaft verkaufen. Sklaverei gilt nichts, wenn es nur Brot gibt. Es handelt sich ja um nichts Geringes: unser Leben ist es, unsere Beerdigung, unsere Schuldlosigkeit, die zu retten wir uns feilbieten. Nie kann diese Sendung uns solche Opfer kosten, wenn wir sie erkaufen als wenn wir sie erwarten‹. Der Gedanke: ›Wir wollen jeden Preis zahlen‹ ist gesteigert bis zu dem: ›Wir wollen uns selbst feilbieten‹; es ist auch dies eine Art, Brot zu kaufen. Darum als Abschluß nach dieser Steigerung richtig: non potest hic commeatus tam care emi quam expectari. Daß eine Wiederholung vorliegt, ist R. zuzugeben, wenn es erst heißt: libertatem nostram addicimus usw. und dann wieder von servire die Rede ist; aber unlogisch ist das nicht. Zuerst die Voraussetzung: Der Gesandte verkauft das Getreide, wenn auch für hohen Preis, seinen Landsleuten; sodann die Voraussetzung: ›Wenn du uns nichts gibst, sondern den Nachbarn verkaufst‹, also zwei verschiedene Situationen, und dem entsprechend das erste Mal: libertatem nostram addicimus, nämlich dir, das zweite Mal: nos vicinae civitati vendemus; man sieht, daß die Bürger hier selber Subjekt sein müssen, also nos vendemus keinen Anstoß bietet.

Da R. das Kapitelzeichen K als Beweis ansieht, daß an der Stelle etwas Besonderes zu bemerken war, so glaubt er auch c. 17 eine Ueberarbeitung annehmen zu müssen, obwohl er nicht genau zu scheiden vermag, da keine so wörtliche Wiederholung wie c. 19 vorliegt. Es ist das vergebliche Harren am Meeresufer geschildert, iam non imus in litus, sed redimus: ›Wir gehen nicht mehr zum Gestade, wir kehren dahin zurück‹, heißt es pointiert. Die Ueberlieferung ist tadellos; man betrachtet das Gestade schon als das Heim, wo man sich gewöhnlich aufhält[1]). Auf den erhöhten Klippen sitzt das Volk,

1) Iam non imus in litus et redimus wäre seltsam im Sinne von: Wir gehen nicht mehr hin und wieder zum Gestade, d. h. wir bleiben dauernd da. Man

während es die Schiffe erwartet. In editis scopulis populus sedet ist die aus der sonstigen Ueberlieferung sich ergebende Lesung, nur Π hat in editis scopulis stat speculator populus sed et, wofür R. eintritt, obwohl er die nicht seltenen Interpolationen dieser Hs. zugibt; und gerade diese Stelle hat ihn besonders für Π eingenommen. Ich sehe hier nichts als eine dreiste Randbemerkung, die in den Text aufgenommen ist. Populus sedet fand keinen Anklang bei dem Leser oder Schreiber, und er dekretierte einfach: stat speculator: Wer ausschaut, der steht und sitzt nicht. Nachdem das aufgenommen war, machte Π aus sedet einfach sed et, ohne sich darum zu kümmern, daß der attributive Gebrauch von speculator neben populus in den ganzen Reden keine Parallele hat und auch dem Sinne nach schlecht möglich ist, weil es sich nicht um eine dauernde Eigenschaft[2]) handelt. Es wird weiter geschildert: ›Wir gehen sogar ins Wasser, einzig nach dir blicken sie und geben so ihren Geist auf, wenn alle Nahrung ihnen fehlt. Nach dir, dir ausschauend mit gespannten Blicken sterben wir, und die Toten fallen ins Meer‹. Ich glaube nicht, daß jeder zugeben wird, daß in mare mortui cadunt rhetorisch unmöglich sei. Von denen, die bis an die Knöchel oder auch bis ans Knie in die Wogen hineingegangen sind, kann man sagen, daß sie beim Sterben ins Wasser fallen. Wenn dabei der Ausdruck mare genommen wird, so dient das nicht nur der Verstärkung des Schauerlichen, sondern ist mitveranlaßt durch das Bestreben zu wechseln, da ja aquas ingredimur vorhergeht. Im folgenden interpungiere ich: O mobiles miserorum spes! ad unaquaeque solacia ab unoquoque quomodo nutant (scil. miseri)! R. ist geneigt, das O als kritisches Zeichen zu fassen. Der Ausdruck ist begreiflicherweise von einer gewissen Fülle, und besonders in Schilderungen kann die Deklamationslust sich ergehen; es kann deshalb auf keinen Fall ein Beweis für spätere Einschiebung sein, wenn man etwas ohne Schaden ausscheiden kann. In der Beschreibung der Seelenschwankungen heißt es 234,10: ›Es steht gut, die Sonne ging heiter unter, rein erhebt sich der Tag, die Winde haben die Richtung auf uns, bald wird er da sein!‹ Das ist eitel Hoffnung. Dazu im scharfen Gegensatz: ›Inzwischen wird weiter gehungert; und man schiebt den oft erwogenen Tod hinaus, doch nur indem man berechnet, wieviel Tage man wohl noch bis zum Tode hat. Denn welchen Erfolg

würde zunächst gerade das Gegenteil herauslesen; und ich habe die Empfindung, als ob das dazwischen gestellte in litus diese Auffassung erschwert.

2) Man vergleiche die Beispiele, die Leo Herm. XLIV 602 zu der Konjektur Iuv. VI 365, 11 pulsatoremque tridentem anführt: Iuv. VI 40: captatore macello, Sil. Ital. XIII 376 bellatorem ensem. Auch Sall. bell. Iug. 64, 1: tamen inerat contemptor animus et superbia, 54, 3 exercitum ... agri et pecoris magis quam belli cultorem.

mag er erzielt haben? Ihr wißt, wenn der Wind ungünstig war, welch Jammern!‹ Der Zusammenhang ist so tadellos. Das ›nam quid profecit‹ 234,13 verträgt sich m. E. nicht mit der hoffnungsfreudigen Stimmung der Worte bene est—iam veniet, wie auch rein äußerlich das ›pendet interim fames‹ an das ›iam‹ anschließt. Es ist also wohl nur ein gewisser Schein, daß man ›numquid (so R.) profecit‹ unmittelbar an ›iam veniet‹ fügen kann mit Ausscheidung des Zwischensatzes, der gerade die neue Schwankung der Stimmung motiviert.

Bei den anderen mit K gekennzeichneten Stellen findet auch R. keine namhaften Einschiebungen (warum namhaft?). Er steuert aber ein paar recht bemerkenswerte Vermutungen zum Text bei: 238,22 usquam, 239,4 sicher richtig contingit, dazu die Verteidigung von quod refers 239,18 und posses 239,15. Ob man dagegen an 239,12 non praecidis medium mare? ändern muß, ist mir zweifelhaft, wenngleich Plin. n. h. VIII 83 praeciso itinere und Sen. ep. 53,1: praecisurus omnes sinus nicht ganz gleichartig sind. Zu 232,25 ist manus attollimus (M: alto linius) statt manus tendimus sehr bemerkenswert (cf. Th. l. L. II 1150, 6 ff.); doch enthält tendimus manus nichts Anstößiges (vgl. Min. Fel. 18,3: ad caelum manus tendunt), die Klausel ist sogar besser, und bewiesen würde im übrigen nichts damit als daß die Interpretation oder varia lectio ›tendimus‹ in den Text gedrungen ist.

Das K findet sich auch XIII 5. Auch hier zunächst einige vortreffliche Beobachtungen. 251,1 excepit und expectat sind Varianten, die später vereint sind durch que. 251,4 f. ist zweifellos ein Verbum zu damnum zu ergänzen wie paravit oder dergl., R. schlägt intulit vor; non aequalis fessas morbus invasit verändert er in aqualis. Wenn sich diese Bienenkrankheit nachweisen läßt, wird man das acceptieren; bis dahin würde ich aequalis (›eine gleiche‹) halten im Sinne von communis. Das K selber findet sich in dem Sätzchen 250,26: apes — cum volarent, wo apisci K überliefert ist. Sehr wahrscheinlich erklärt R. das Zeichen hier als Verderbnis und liest: apes circumvolarent, wofür er 250,17 einen passenden Platz findet, denn daß es 250,26 störend ist, ist zweifellos. Einen Schluß auf die Komposition zieht hier R. nicht.

Ich bin nicht sicher, ob das alle Stellen sind, die für die Reste alter Kapiteleinteilung in Betracht kommen. Jedenfalls wird man das R im Voss. S. 232,26 auch nicht anders aufzufassen haben. Für Doppellesungen beweist das alles nichts. R. kehrt dann am Schluß seiner Arbeit nochmals zu der Frage zurück; und da scheint mir recht beachtenswert, was er über IV 6/7 urteilt. An den Abschnitt IV 6: hoc primum itaque excuso vobis, P. C., quod praemium peto schließt

sich 73,16 an: sentis, P. C., hoc primum ab adfectibus publicis petendum ne quis ideo mori me velle non credat, quia potius ad causas ac verba confugi. Allerdings hat auch R. selber erkannt, daß 73,22: sive hoc est sepulturae suae magna reverentia in Beziehung steht zu 73,15: praestate ... ut sepeliar. Aber die ganze feierliche Ausdrucksweise gemahnt an einen Anfang. Die für den Beginn passende Anrede P. C. ist allerdings hier häufig verstreut, aber Sentio ist der Anfang II (hier folgt auch kurz darauf: hoc primum itaque publicis allegamus affectibus) VII (cf. Credo ego iudices XIII) XIV; dazu kommt das doppelte hoc primum in diesem kurzen Abstand. Daß die Rede auch sonst unpassende Interpolationen enthält, wird man R. ebenfalls zugeben müssen bei aller Verschiedenheit des Urteils im einzelnen. 74,17 hactenus leges, hactenus merita virtutum; veniamus ad necessitates paßt absolut nicht. War es vielleicht eine entrüstete Randbemerkung? Z. 21 ist viderit quid nos hucusque protulerit ebenso sinnlos im Zusammenhang. Das Subjekt pater ist doch nicht einfach zu ergänzen; und ist proferre hier natürlich? Oder haben wir nobis zu lesen und eine gleiche Bemerkung? Dahinter erkennt R. an: hinc incipit ratio, quod volo; das grammatische Gefüge ist jedenfalls nicht einwandsfrei. Aber was soll der Satz überhaupt, der den Zusammenhang doch nur stört? Ich denke, das »hinc incipit ratio« ist ebenso zu beurteilen wie II 22 der Zusatz: quemadmodum paratur argumentum gladium cruentatum reponendi? der in zwei Teilen in den Text gedrungen ist. Dagegen der Satz: quod volo fingite unum ex populo turbaque petere, ius supremorum (so zweifellos richtig R.) scheint mir im Zusammenhang tadellos. Selbst einem Mann aus dem Volke, der keine Heldentaten vollbracht hat und kein praemium zu fordern hat, sondern nur die causas mortis vorbringen würde, dürftet ihr den Tod nicht verweigern: non debet hoc vetari, quotiens habet causas, non potest, quotiens non habet: man darf den Armen am Tode nicht hindern, wenn er Gründe hat, man kann's nicht, wenn er keine hat, — weil er dann nämlich sofort handeln wird, also keine Zeit zum Einschreiten ist (Lehnerts Uebersetzung Phil. 62 S. 434 ist nicht richtig). Es geht dann fort 75,1 ff.: »Glaubt ihr denn, daß man sich nicht selber gesagt hat, was zu Gunsten des Lebens zu sagen ist? Zunächst hat die Natur selber dafür gesorgt, daß jeder am Leben hängt«. Dazwischen steht: abite gratulationes, silete blanditiae, quotiens iam putatis noluisse me mori. Der erste Teil ist eine Wiederholung von 71,21: recedite gratulationes, abite laudantes (cf. 106,12: abite virtutes, ignosce probitas), der dadurch allerdings auffällig ist und daher stammen kann; der zweite paßt in den Gedanken jedenfalls hinein. Ich zweifle deshalb doch, ob wir mit Recht diesen Satz tilgen,

zumal wenn wir R.s wahrscheinliche Lesung im folgenden annehmen: primum hoc maximumque ... natura commenta est, wodurch der Anschluß von primum an das vorhergehende dici potest und dixerit aufgehoben ist. Besonders als dazwischen geworfene Parenthese ist der Satz: ›Wie oft habe ich nicht den Entschluß zu sterben umgeworfen!‹ durchaus an der Stelle. Schlüsse aus den versprengten einzelnen Stücken zu machen ist schwer. Nur für das größere Stück Kap. 6/7 wird man die Annahme einer Doppelfassung kaum umgehen können, ohne daß man an eine vollständige Parallelrede deshalb denken müßte.

So drückt sich R. selber auch sehr vorsichtig aus, wenn er III 13 (52, 19 ff.) als jüngere Einlage bezeichnet, weil es zu 51, 10/1 in gewisser Beziehung oder auch im Widerspruch steht. Man kann zweifeln, da die concessa Venus ja außerhalb des Lagers geübt werden kann und vorher nur gesagt ist: intrare castra feminis non licet. Jedenfalls, ob deshalb 51, 11: ita puto, non opus est zu tilgen ist, erscheint mir sehr fraglich. Man darf nur nicht Kolon dahinter setzen. Es gehört durchaus zum Vorhergehenden, dahinter beginnen die Vorwürfe neu: ›Schließt man deshalb Dirnen aus dem Lager aus und gestattet Frauen den Eintritt nicht? Ja, ich glaubs, sie sind ja nicht nötig!‹ Genau dieselbe ironische Verwendung im Sinne von ›natürlich‹ zeigt 48, 23: ita puto, cum inluxerit, tribuno queretur.

Es ist eine Anzahl ganz verschiedenartiger Erscheinungen, die hier besprochen sind, dabei zum Teil einfache Varianten, wie sie in jeder Ueberlieferung entstehen, z. T. eingedrungene Randbemerkungen, z. T. Doppelfassungen, die durch Verderbnis herbeigeführt sind, weiter jüngere Einlagen, wie sie bei dem wenig straffen Gedankengang von Deklamationen begreiflich sind, endlich bei der zehnten Deklamation deutlich zwei Parallelreden. Aber die Verallgemeinerung ist nicht gerechtfertigt, die sich in der Ansicht äußert, daß wir eine Ausgabe haben, die aus verschiedenen, von einander stark abweichenden Exemplaren zusammengearbeitet war, als ob sich für alle Reden dasselbe wie für die zehnte erweisen ließe. Nicht daß die Sache an sich undenkbar wäre, wie ich ja zu Beginn gesagt habe; aber erwiesen ist sie nicht.

Der zweite Teil der Arbeit richtet sich zunächst gegen die Ueberschätzung der Humanistenhandschriften β durch Lehnert. Da ist gleich 42, 1 ein schlagender Beweis und eine coniectura palmaris von R. Haeret aeterna labes ist in BV zu haberet geworden, in M ist habetur später zu habet ... viam geändert, was neben aeterna sinnlos ist. Dieses viam, das einem verfehlten Emendationsversuch seine Entstehung verdankt, hat β. Ebenso hat 43, 11 R. richtig gezeigt, daß

das Ursprüngliche bei B liegt, während β willkürlich entstellt ist. Gerendum würde ich gegen Plasbergs querendum halten im Sinne der gerichtlichen Verhandlung, wie es mit agere parallel steht (vgl. Heumann-Seckel, Handlexikon z. d. Quell. d. röm. Rechts, s. v. Paul. Dig. XV 1, 47, 4). Die Ueberlieferung Mari parens hat M und mit ihm β willkürlich zu Roma parens gemacht. Ueber die Verbesserung allerdings bin ich anderer Ansicht als R.; ›Mars pater, ja selbst Mars piter würde ich ertragen, Mars parens in der Anrede nicht‹ schreibt R. Also ist die Anrede allein das Störende? Dabei ist ja eigentlich keine Anrede vorhanden, da von dem Gott in der dritten Person die Rede ist. An Mars pater kann niemand zweifeln (vgl. Carter Suppl. zu Roscher, Epith. deor. Lpz. 1902). Das Bedenken aber gegen parens ist mir nicht klar; in der Poesie ist es anstandslos, wenn Stat. Theb. I 696: Phoebe parens sagt (vgl. Vollmer zu Stat. silv. I 2, 178 Appel, De Rom. precat. Gießen 1909 S. 103). Für die vollständige Gleichwertung von pater und parens, bei den Dichtern jedenfalls, selbst ohne jeden Genetiv oder sonstigen Zusatz, spricht ja deutlich Hor. I 2, 2 und I 12, 13. Daß die spätere Prosa den poetischen Gebrauch mitmacht, ist doch nicht auffällig. Was für mich hinzukommt, ist die Häufigkeit der Verwechslung von ſ und i (vgl. Apul. Flor. praef. XLVI), hier durch den mehrfach vorkommenden Vokativ Mari veranlaßt. So erscheint mir Mars parens als leichte und einzig zulässige Verbesserung; armipotens liegt zu weit ab und ist ja doch durchaus nicht minder poetisch. Genau wie hier steht Mars und signa in Verbindung 47, 22: gratia Marti signisque. Richtig hat R. den Finger auf eine Wunde gelegt, die c. 7 enthält: gladium ... per pectus ... corruptoris exegit et in latus ultra pedem. Wer in BV inlatum liest, wird keinen Augenblick im Zweifel sein, daß dies richtig ist; und R. hat zweifellos den Weg zur Emendation gefunden in einer Lücke, in der die Schilderung der Ankläger erwähnt war, dann inlatum ultro pedem, woran sich der nächste Satz tadellos anschließt. c. 8 ist in β animo sancto tractate (48, 14) zu lesen, eine willkürliche Fortführung der Verderbnis, durch die das richtige animos cōtracta in γδ zu animo sancto tracta wurde. Die Stelle ist besonders beweiskräftig. Sie enthält auch sonst noch Schwierigkeiten: parumne dedecoris subimus, quod non de honoribus fortissimi viri quaeritur? et ut longissime vota procedant, rem honestissimam militi fecisse inpune erit? So L.; R. sucht dem Sinn aufzuhelfen, indem er quod ... queritur et ... erit in einen Satz zusammenzieht. Ich verstehe dabei das ut l. vota pr. nicht, und die Steigerung geht verloren: ›Man müßte ihn ehren; statt dessen will man ihn nicht einmal straflos machen. Nun, so mag er sogar zum Tode verurteilt

werden‹. Es ist aber klar, daß die Negation fehlt: ›Damit die begehrlichen Wünsche solcher Lüstlinge wie des Tribunen sich aufs weiteste vorwagen, wird der Soldat für seine ehrenhafte Handlungsweise nicht straflos bleiben‹: inpune <*non*> erit? Im folgenden Kapitel unterbricht sich der Redner: non mehercules possum tenere quo minus in accusatorem dolor meus erumpat. quid dicis? tu, si tribunus esses, hoc fecisses? si miles esses, hoc tulisses? date praecepta, componite disciplinam. Den Satz von non — tulisses will R. tilgen, obwohl er die wirkungsvolle Pointe zugibt; mitbeeinflußt ist er durch die Annahme, daß die Ankläger vorher und nachher immer im Plural angeredet werden. Dann muß er aber, weil date praecepta sich nicht an das Vorhergehende anschließt, den Ausfall einer Anrede annehmen. Zunächst diese letzte Vermutung ist überflüssig, wenn vorher in accusatorem steht und die direkte Anrede, wenn auch im Singular. Sodann ist von 47,4 48,6 von accusatores die Rede, aber 43,15 steht: nec pudet accusatorem. Und dieser Wechsel zwischen Singular und Plural entspricht durchaus einer Gepflogenheit der Gerichtsrede (cf. Phil. Suppl. IX 531 f.). Das Folgende bleibt in der Anrede an die Ankläger, die sich als Schützer der Disziplin aufspielen. Die Folgen für den Soldaten, falls er sich dem Tribunen gefügt hätte, werden geschildert. Was sollte er also tun? neget tamen et ultionem iniuriae suae differat? ita puto, cum inluxerit, tribuno queretur; so BV vortrefflich, obwohl auch R. es verschmäht hat. Er soll die Rache für den angetanen Schimpf aufschieben? Natürlich, wenn's Tag geworden, wird er seine Beschwerde bei dem Tribunen einreichen. Daß der Vorgang sich nachts abgespielt hat, ist natürlich (46,23: militi pro vallo excubanti); die Beschwerde trägt er also, cum inluxerit, vor (für den Dativ vgl. 54,4: cui querar?), bei seinem Vorgesetzten, über den er sich beschwert. Dann wird noch einmal energisch den Anklägern vor Augen gestellt: inicitur manus et ab adsignata statione miles abducitur, ut stuprum patiatur: vos interrogo accusatores quid faciat (Was soll er tun? So BV und R.)? Deponet arma an neponet? β hat mit der Korrektur in M reponet, was R. mit Recht ablehnt; sinngemäß schreibt er: an non deponet? (Vielleicht anne poscet?) Weiter: vir est enim, was mir nach dem voraufgehenden Ausdruck der Abwehr richtig zu sein scheint. Aber das Nächste kann damit nicht verbunden sein; hier setzt der Gegner wieder ein: auctorem habet, hoc primi ordines iubent usw.: Ja, er hat aber einen militärischen Befehl eines Vorgesetzten, und dann folgen die Utilitätsrücksichten: er kann auf Beförderung rechnen, wird vielleicht zum Centurio avanzieren. Darauf, wie R. mit Recht ansetzt, die neue Entgegnung des Verteidigers: Wenn die Sache so liegt, so verkündet usw. Die näch-

sten Worte scheinen mir lückenhaft: Implicitus tamen infando nexui cogitate quid sibi fecisset[1]), utrum <*impune*> sit (β willkürlich sic), si plura despiciat (R.: wenn er weiteres zuließe), immo, si videtur, quo iustius queri possit, patiatur (ja, wenn's euch so beliebt, sich ganz willfährig zeigte, damit er um so mehr Recht hätte sich zu beschweren). Das si videtur (40,12 97,30 101,18 104,5.13 106,9 136,14.30 229,18 343,2) ist höhnische Zurückbeziehung auf: ultionem ... differat 48,23 und aequum est tribuno militem parere 49,5. Dann ist der zweite Teil der Frage ausgefallen: oder wäre er nicht straflos ausgegangen? Und hier mußte das Gesetz angeführt werden, das Unzucht aufs strengste bestraft[2]). Sodann: Also hat er recht getan sich sofort zur Wehr zu setzen; bei jedem anderen Vergehen kann man warten; istud vero — damit beginnt die Ueberlieferung wieder — flagitium in conatu pereat; denn wenn der Verführer Erfolg hat, müssen beide sterben.

Kap. 15 hat R. richtig darauf hingewiesen, daß bei den Worten 54,3: tribuni corpus et peccata corriget? eine größere Verderbnis, jedenfalls eine Lücke vorliegt. Man könnte die Entstehung auch leicht erklären, wenn tribunus die Antwort auf die vorhergehenden Fragen war; dann kam der Gedanke: Wenn er aber frevelt <quis est qui> tribuni *culpas* et peccata corrigat, ad quem confugiam, cui querar? (Ueber die Verbindung von culpa und delictum vgl. Thes. l. L. IV 1298,59 ff., für den Plural, der mir hier bei der Zusammenfassung der verschiedenartigsten Vergehen sehr angebracht erscheint, ebend. 1297,55 ff.). Also, so gehts weiter, bleibt nur Selbsthilfe übrig. Dagegen der Einwand: ›tribunus fuit, et hic miles‹ und die Antwort: fuit tribunus, hoc dicis: cui parere caligatum lex iubat. So interpungiert L. im ganzen, und daran möchte ich festhalten. Die Stellung des fuit zu Beginn der Antwort ist berechnet (Schmalz, Stilistik[3] S. 646): ›Ja, er war Tribun‹, während bei der Annahme ›tribunus fuit et hic miles fuit‹ das zweite fuit nur abschwächt. Die Antwort auf die Hervorhebung des Vorgesetzten wird in ironischer Weise fortgesetzt: ›Ja, dann glaube ich, wars schon Insubordination, auf das Begehren des Tribunen Nein zu sagen. Der Angeklagte kennt eben

1) R. sagt, der Coni. Perf. sei in solchen Sätzen die Regel; ich habe keine Bestätigung dafür gefunden. 50,3: quid in re simili ipse fecisset 80,6: quid melius ratio fecisset.

2) Vgl. 53,6: beneficium accepisti, Mari, beneficium: non habes necesse propinquum tuum occidere setzt als Strafe den Tod voraus für den Tribunen (53,25 ideo morte omni dignior). Auf den Centurio würde, wie mich B. Kübler freundlichst belehrt hat, Anwendung finden Paul. sent. II 26,12: qui masculum liberum invitum stupraverit capite punitur (cf. V 4,4). Aus der Praxis ist zu vergleichen, was Val. Max. VI 1,10 ff. anführt.

die Vorrechte dieses Standes noch nicht: er ist ja erst Rekrut‹. Dieser Hohn ist so ganz im Sinne der Darlegung, daß ich die Worte nescit quod istius honoris fastigium ...: tiro est nicht mit R. tilgen möchte. Dann kommt der ernste Abschluß: ›Hör, Marius, wenn man bei dir die Soldaten wegen Unzucht anzeigte, würdest du die Entschuldigung annehmen: Der Tribun hat mirs befohlen? Wenn also in beiden Fällen das Delikt gleich ist (ob er folgte und Unzucht beging oder nicht folgte und so Insubordination bewies), so ziert jetzt den Soldaten die Anschuldigung: Er war ein Tribun‹. Ich vermisse da nichts; daß muliebria pati die Todesstrafe nach sich zieht, mußte oben gesagt sein; daß Insubordination ein Verbrechen ist, weiß jeder.

Schwieriger ist der Schluß Kap. 19, wo die Worte 57,13: sed ductum tuum longa serie dignitatis ordinem ipsa virtutum condicione meliorem fecisti, die L. im ganzen nach der Vulgata aufgenommen hat, sinnlos sind; überliefert ist ductu tuis. R. schlägt vor: *auctus* tu[um] l. s. d. [ordine] ipsa*m* virt. condicione*m* m. f., das letzte zweifellos richtig; auch ordinem tilgt er mit Recht, obwohl ich darin lieber gedankenlose Wiederholung von Z. 11 als Erklärung zu serie sehen möchte. Auch darin hat R. Recht, daß er im Gegensatz zu adhuc fortasse patricium valuerit genus im folgenden tu erwartet; mir scheint aber, daß adhuc noch einen anderen Gegensatz voraussetzt (Thes. l. L. I 653,10 ff. 654,22 ff.) und zu lesen ist: sed *nunc* tu[m] tui*s*[1]) (aber jetzt hast du durch deine lange Würdenreihe für die deinen bewirkt, daß es nur auf die Tüchtigkeit ankommt. Daß die milites dem Marius gegenüber als tui bezeichnet werden, ist beabsichtigte Schmeichelei. — Ob im Schluß der Rede die Ueberlieferung precari absolutione in BV wirklich mehr auf precaria absolutione als auf precari absolutionem schließen läßt, weiß ich nicht. Bei den Worten aber: pone in prima acie, pone ante signa, fortiter dixerim, non inter tirones, ubi plus periculi, quo maximus hostium globus ingruat würde ich mich mit der tadellosen Verbesserung pluſ begnügen, wo die Ueberlieferung uſuſ hat. Verlesen von ſ und l ist so leicht (s. Apul. flor. praef. p. XLV), daß bei irgend welcher Undeutlichkeit des p statt pluſ ohne weiteres uſuſ gelesen werden kann; und plus ist so durchaus angemessen, daß Plasbergs auf der Lesung von B

1) Die gleiche Verwechslung von d und n liegt vor 279,20, wo quoddam, was L. liest, keinen Sinn gibt und mit quodnam (so die Vulg.) vertauscht werden muß, entsprechend den nächsten Fragesätzen; sonst wäre nach dem Sprachgebrauch exspectare ut zu erwarten. Ebenso 68,2, wo diūſitatiſ zu neceſſitatiſ Doppellesung war. 134,25 an (ad α), 268,14 desiderem, schon in jüngeren Hss. korrigiert in — nerem, wofür R. richtig eintritt. — Für die beliebte Zusammenstellung der Pronomina derselben Person tu tuis vgl. Kühner, Lat. Gramm. 1079 b) Verg. buc. V 34.

allein basierte Konjektur su<mma vi>s periculi mir als Blendwerk erscheint. Der Komparativ ist völlig sinngemäß [1]): Stell mich nicht unter die Rekruten, nein, vor die Feldzeichen, wo die Gefahr größer ist.

Die Minderwertigkeit von β hat R. dann an XVI gezeigt, einer Rede, die zu den dürftigsten gehört; sie beruht großenteils auf Nachahmung von VI, nebenbei hat sie das Unglück gehabt, ganz besonders in der Ueberlieferung verderbt zu werden. Wenn R. 292,18—22, falls ich ihn recht verstehe, für interpoliert hält, so glaube ich nicht, daß man ihm dabei folgen muß. Der innere Widerspruch, der darin liegt, daß in allen verwandtschaftlichen Verhältnissen eine Art Freundschaft gesehen wird und dann die Freundschaft gerühmt wird im Gegensatz zu den auf verwandtschaftlichem Zwange beruhenden Neigungen, kann dem mäßigen Verfasser dieser Rede wohl zugetraut werden; und wenn R. gegen die Worte a primis statim aetatibus in eandem coire vitam habet aliquam fraternitatis adfectum geltend macht, die Voraussetzung der Erzählung sei, daß die Freunde sich erst in reiferem Alter kennen lernten, so habe ich das nicht herauslesen können; auch ist ja a primis aetatibus ein dehnbarer Begriff (Prop. II 8,17 Cic. ad fam. IV 4,4: a prima aetate me omnis ars et doctrina liberalis et maxime philosophia delectavit). 292,16 stellt R. richtig uteri, sed aus V her (B: uteris et), wo β zwar uteris verbessert hat in uteri, aber et stehen ließ, — also willkürliche Emendation. Der Satz beginnt: homines ... quos cum maxime incredibilium rerum loquitur invidia, mit einer auch sonst in einzelnen Reden nicht ungewöhnlichen Wendung, die dieser stupide Verfasser auf zehn Seiten viermal anbringt (293,11 295,1 296,1) [2]). Wenn man sich nicht von der konfusen Art und den Wiederholungen in dieser Deklamation überzeugt hat, könnte man versucht sein, den Satz homines — invidia für eine bloße Parallele zu 293,11 zu halten: homines, quorum omni*s* casus fama custodiebat (so R., omni BV, omnia β, wieder ein Beweis gegen β). Der Verfasser fährt fort: sic effectum est ut nos statim fama committeret et tali certamine coi<i>mus (es muß Perf. sein; ebenso 297,2: hoc est tempus propter quod coiimus), ut si quid accidisset uni, deberet et alter exemplum (das et richtig R. allein nach V). inde est quod et pariter reverti contempsimus et

1) Warum durch plus periculi »weder Latinität noch Inhalt gewinnen« (L.), entzieht sich völlig meinem Empfinden; plus periculi steht bei Livius, minimum periculi hier S. 130,19, und es ist absolut nicht einzusehen, warum plus periculi nicht ebenso gut gesagt sein könnte wie maius periculum.

2) Zu invidia vermißt R. ein Adjektiv; ich würde sequitur statt loquitur vorziehen, aber da die Imitation von VI klar ist, könnte der Redner auch an eine Stelle wie 131,4 gedacht haben: te ... omnia saecula loquentur.

quasi facilius esset inter fides; so die Hss., die Vulgata mit Burmann: reuerti contendimus. An reuerti nimmt R. mit Recht Anstoß und schreibt euehi contendimus et quasi facilius esset inter fides <pericula subire> placuit sub incerto pelagi cohaerere. Die Heilung ist vielleicht einfacher möglich, wenn wir die Beziehung auf einen etwaigen Schiffbruch annehmen: inde est quod et pariter [r]everti contempsimus [et] quasi facilius esset inter fidos. Darum haben wir uns aus der Gefahr, umgeworfen zu werden, nichts gemacht (cf. Thes. l. L. IV 638, 54 Cic. ad fam. XV 15, 2: interpositus annus alios induxit ut victoriam sperarent, alios ut ipsum vinci contemnerent), gleich als ob das leichter wäre, wenn man treu zusammenhält; es war uns eine Freude, bei den Fährnissen des Meeres eng verbunden zu sein, placuit sub incerto pelagi cohaerere (Sall. fr. Orl. 8, 3 incerto noctis, Min. Fel. 9, 7 incertum sortis, Justin. 38, 1, 8 incertum belli vgl. S. 386). Vielleicht könnte man auch et halten, wenn man den Satz mit quasi zum Folgenden zieht; Subjekt bliebe auch dann everti. 293, 5 liest R. mit Π: quod nos non detinuit nec mater, vorzüglich, wie es zunächst scheint. Aber wer im Laufe der Untersuchung gegen Π mißtrauisch geworden ist, bemerkt bald, daß haec = talis dem Sinne nach gut ist und daß nec die Klausel stört. Im folgenden ist die Willkür von β besonders deutlich von R. gezeigt; es bleibt als wirkliche Ueberlieferung anzusehen (293, 8 ff.): an haec est magnae semper opinionis invidia nec ulli tam plena confessione laudantur, ut illas non ipsa quoque ad (B, a V) litoribus appulsi sumus. Wie die Lücke vor litoribus auszufüllen ist, muß fraglich bleiben. R. schlägt vor: illos non ipsi quoque ad<miratores in discrimen vocare velint? iniusti regis>. ad könnte auch der Rest der Verbalform sein (etwa illos non ipsa quoque <laus in periculum adduc>at), und litoribus allein könnte genügen, wenn eine genauere Angabe nachher folgt. Denn daß Z. 13 eine Lücke ist, scheint mir sicher. Was wir jetzt lesen, ist im Zusammenhang unverständlich. Zunächst hat R. Recht, daß Z. 12 consumimur terrore (V, consumimus B) zu stark ist; er schreibt circumfundimur; warum nicht confundimur (24, 7 37, 24 38, 17 153, 11 181, 19 337, 20)? Worin der terror liegt, was mit den Freunden geschieht, ist nicht gesagt; hinc illud evenit quod sumus pariter alligati ist jedenfalls fabelhaft kurz; sic magis adversus solutum carcer inventus est, was R. fein interpretiert hat, ist doch im Zusammenhang einfach unverständlich. Vor sic fehlt die Erzählung des Hergangs, daß nur einer in den Kerker geworfen wird. Z. 16 ist die Konjektur von R. <amicis> wahrscheinlich, Z. 20 die Ergänzung eines Verbums wie dimitterer sicher. Dagegen scheint mir Z. 22, wo R. die richtige Interpunktion hergestellt hat, per matrem als Beschwörungsformel unmöglich, und ich halte

das für einfache Dittographie. Und 294,2: hominem qui in rebus humanis hunc esse nolebat affectum decipimus, dum temptamur würde ich unverändert lassen[1]).

Das nächste Beispiel für die Minderwertigkeit von β entnimmt R. der 14. Deklamation, die mit der 15. in einem Redepaar das phantastische Thema behandelt, daß eine Dirne einen armen Liebhaber durch einen Zaubertrank von der Liebe zu ihr befreit hat. 267,15 will der Ankläger darauf hinaus, daß seine jetzige Gemütswandlung zum Haß nicht sein freier Wille war, daß aber auch seine Liebe früher schon durch Zauberei seitens der Dirne veranlaßt war. R. hat dem ersten Nebensatz erst sein vernünftiges Gefüge wiedergegeben, aber ich glaube, daß die Gestaltung im ganzen noch der Besserung bedarf. R. schreibt: sive enim ... pro communium diversitate malorum (so nur Π, div. mal. fehlt in BV, pro und div. mal. in Mβ), quae ad corrumpendas expugnandasque mentes excogitant ingenia meretricum, placuit experimentum et in me temptatum est quantum quis amare, quantum quis posset odisse, seu mulier omnibus exposita mortalibus vanitatem fastidio mei despectuque captavit <*et*> ei fama inde quaesita est, ut a solis videretur amari debere divitibus, non era*m* (erat Hss.) profecto qu*i* (quid α quod β) paulo ante. patiebatur iam tunc noster affectus, quod scortorum foribus haerebam, quod, si istis creditis pallor*e* deformis (pallor et indeformis α, fehlt in β) macie[2]) <*notabilis*> paupertatem in lupanarium obsequia transtuleram, inde [pallor et informis macies fügt β hinzu] veniebat, unde nunc est (est ganz überflüssig, nur Π) quod excandesco, quod fremo: nunquam hoc tantum meretrix scit, quem admodum non ametur. Als Ueberlieferung würde nur pro communium zu gelten haben, wenn R. nicht diese Schätzung für Π gewonnen hätte, daß er die willkürliche Ergänzung für echt hält. R. interpretiert: ›Entsprechend den entgegengesetzten beiden Uebeln, die gegen uns alle von den Dirnen erdacht sind‹. Ich kann dem keinen rechten Sinn abgewinnen. Sollte es nicht verständlicher sein, wenn wir statt pro communium lesen poculorum omnium? ›Ob man nun alle Tränke, die die Dirnen erdacht haben, an mir probieren wollte‹. Daß poculum Zaubertrank bedeutet, ist bekannt (Hor.

1) Oboedire temptamus R., wobei temptamus doch überflüssig ist und die eigentümliche Verwendung von decipere die gleiche bliebe. 297,14 steht es in der gewöhnlichen Bedeutung: credidit mihi homo cui res favorabilis contingit, si decipitur (dahinter natürlich Komma); an unserer Stelle müßte die Täuschung darin bestehen, daß er nicht getäuscht wird.

2) Zu macies und pallor vgl. Apul. met. 17,8 H., pallore deformis ebenda 183,9. Auch Ov. ars am. 1729: pallet omnis amans, 733: arguat et macies animum, sowie zu 275,10: ut voto potiare tuo, miserabilis esto. Ist vielleicht zu lesen: <notabilis> pallore et deformis macie?

epod. 5, 38 17, 80 Prop. II 1, 51 Luc. VI 455, vgl. S. 260, 7: si venenum homini dedisset, diceret ipsum labiis admovisse pocula). Dann zeigt sich in der Tat auch hier, daß β das ihm unverständliche pro, also den Anfang von poculorum, einfach wegließ; aber man wird auch auf Π verzichten und nicht statt des Teufels den Beelzebub einführen. In dem Schluß des ausgeschriebenen Stückes hat R. ebenfalls die Verfälschung durch β richtig gezeigt. Was den Satzbau aber angeht, so habe ich die Empfindung mit L., daß iam tunc den neuen Satz anfängt, auch abgesehen davon, daß das Subjekt affectus bei pati mir bedenklich erscheint (vgl. dagegen 272, 24 pariter duos patiar adfectus). Dann bleibt quid paulo ante patiebatur? (etwa animus). Mit paulo ante bezeichnet der Redner den Zustand vor dem Trank und dem Haß 275, 9 f. So ergibt sich weiter, daß nach non erat profecto <mea voluntas> (cf. 266, 14/5 270, 17/8) eine Lücke anzusetzen ist, in der etwa stand: Und das war nicht die erste Zauberwirkung auf meine Seele (animus). So ist weiter keine Aenderung nötig [1]).

Es hätten sich aus diesem Redepaar, glaube ich, noch drei Stellen anführen lassen, um β zu charakterisieren. 272, 21 ff.: quanto providentius et minore bibentis dolore constabit, ut adhuc labentem adgrediaris animum, ut cum adulescentis ardoris impetus in parvis extinguatur elementis. Statt cum ist in M zu lesen tum, was zwecklos ist, β hat tamen daraus gemacht. Mir scheint es sicher, daß wir in cum den Hinweis auf den Temporalsatz haben, daß also ein Verbum wie exsistit oder nascitur ausgefallen ist. Vielleicht bietet der doppelte Genetiv jemand Anstoß, und besser wäre jedenfalls cum adulescentis ardor existit, impetus (vgl. Octav. 189: iuvenilis ardor impetu primo furit). Jedenfalls sieht man, wie β verschlechtert. 285, 27 wird gesagt, daß beim Liebhaber alles die Liebe steigert: negatur tibi com-

1) Das Wort poculum scheint auch 269, 8 verdorben zu sein. Jetzt heißt es von der Dirne: en quam putetis ignorare quibus vincatur oculis, quae per incommoda desideria flagrantes mentes corrumpat primum, deinde consumat (vgl. 267, 9 f. 286, 12 f.; es ist interessant zu sehen, wie die Eigenarten des Redners sich wiederholen), cum sciat quibus oscula, quibus artissimi rumpantur amplexus, quae pro laetitia dolorem, pro blanditiis gaudiisque tristitiam ... substituant (der Konj. ist nötig, — unt alte Ueberlieferung). quibus vincatur oculis hat mit Recht Anstoß erregt; vincatur oculus Obrecht, vincantur oculi Gronov. Es muß heißen: quibus vincat poculis (cf. 270, 21: potione vincuntur), damit der Zaubertrank irgendwo ausgedrückt ist; soll doch bewiesen werden, daß der Beruf der Dirne den Verdacht nahe legt, daß sie Giftmischerin ist, d. h. nicht nur Heilmittel gegen die Liebe, sondern auch Zaubertränke dafür kennt. Dem ersten Relativsatz quibus poculis steht ein zweiter parallel: quae (scil. pocula) per incommoda desideria flagrantes mentes corrumpa<n>t primum, deinde consuma<n>t; denn so muß mit Gronov hergestellt werden. Durch poculis erhalten auch erst die folgenden Relativa quibus ... rumpantur, quae ... substituant ihre Beziehung.

plexus, indignatione persequeris. contingit vero (verum Hss.), felicitate corrumperis: spem gaudia parant, adversa conditione (BV, contrictionem M, contritionem β). ex utraque fortuna desideria coalescunt. contritionem ist im Zusammenhang Unsinn. Wir erwarten ein zweites Verbum: Der Genuß schafft die Hoffnung, die Abweisung stachelt sie an. Ob das eine oder das andere geschieht, immer wächst das Verlangen; also etwas wie concitant. Der Schreiber verlas die Endung nt zu ne und wurde verleitet durch das häufige Vorkommen des Wortes conditio. M hat den Acc. eingeführt, den β übernommen hat. Ebendort 286, 16 ist der Unterschied des doppelten Amor geschildert: praestat igitur ille mortalibus liberos accusatura coniugia pietate (BV, ac usita M verbessert in hac usitata, so β, coniugii βM), hic incesta, libidines, adulteria, meretrices. Bei der Lesung von β gibt hac gar keinen Sinn, und usitatus ist seltsam; ich vermute, in accusatura steckt ac duratura, Ehebündnisse, die in Folge der pietas zur Dauer bestimmt sind (cf. 169, 22: conseruit ... casus duratura longius a parvis initiis odia). Auch hier hat M die Ueberlieferung verstümmelt, die verbessernde Hand hat sie willkürlich zurechtgestutzt, und das gleiche steht in β.

Der Verf. prüft dann die Stellen, an denen man β mit Unrecht besonders gerühmt hat. Die Konjektur mentem 69, 1 statt mortem scheint mir dabei doch unsicher, besonders wegen des nec: ›Noch liegt meine Unbescholtenheit in meiner Hand, in kurzem werde ich nicht einmal den Tod mehr haben, um dem Verhängnis zu entgehen‹ (brevi non habebo nec mortem); das entspricht auch dem vorigen Satze: quod ad suprema confugio, animum meum novi, wo suprema ebenso die letzte Zuflucht wie den Tod bedeuten kann (cf. 35, 16 74, 23 76, 2 77, 6 152, 25 154, 18 157, 21 161, 22). Auch in der Rede VII hat R. in der Hauptsache völlig Recht, wenngleich ich über einzelne Lesungen anders denke. Der Arme, der allein bei der Ermordung seines Sohnes zugegen war und zur Erhärtung seiner Aussage seine eigene Folterung fordert, sagt (141, 16 ff.): Ein anderer Ankläger könnte in Worten und Argumenten die Schuld des Reichen, der der Mörder ist, erweisen, und die Schuld wäre offenkundig; denn wen könnte man eher beim Morde eines Armen für den Täter halten als den reichen Feind oder über welche Verbrechen könnte leichter Einigkeit erzielt werden als das, das keinen Grund hat als die Rache allein[1]). Das könnte ein anderer ausschmücken, der aus Argumenten

1) De quo facilius constare posset scelere <quam> quod non habet <causam> nisi de sola ultione. Wer causam liest, muß auch quam einfügen. Dessauer schreibt testem und will den an sich tadellosen Sinn gewinnen: Ueber welche zeugenlosen Verbrechen könnte mit größerer Leichtigkeit Einigkeit erzielt werden

einen Beweis liefern wollte. Nun kommt der Gegensatz: Die Tatsache ›Ich hab's gesehen‹ findet nicht viel Worte[1]); und es wäre unrecht, würde mir der Beweis durch die Folter entzogen, weil du auch durch eine regelrechte Argumentation angeklagt werden könntest (et <*alia*> accusari R., aber vielleicht kann diese prägnante Bedeutung im Gegensatz zum Beweis durch die Folter auch im einfachen accusari liegen). Er verlangt Beweise und hat die Tat so eingerichtet, damit Beweise unmöglich wären. Einen Zeugen habe ich nicht. Du warst gezwungen, um dich nicht zu verraten, jeden Sklaven fernzuhalten; und auf diese Weise (wie du's eingerichtet hast) — wer hätte dabei sein sollen, von dem du glaubtest, er könne gefoltert werden![2]). En (et Hss., R. tilgt die Partikel) totum facinus in has angustias redegisti, ut illud soli scirent qui facieb*at* (so R., -ant Hss.) et cui non crederetur. Nun folgen die Worte: Num quid dubitaretis credere (β), si alius sciret hoc scelus? facinus est (es ist ein Verbrechen) ideo filii mei perire vindictam, quia pater vidi. V hat quaerere, B credi quaerere, M creditorquere. R. hat erkannt, daß es sich um eine Doppelfassung handelt, er meint $\overset{\text{crede}}{\text{quaerere}}$; er sah auch, daß es sich um die quaestio drehen muß, die ja der Arme verlangt. Würdet ihr zaudern die Folter anzuwenden, wenn ein anderer das Verbrechen wüßte? Weil's jetzt der Vater weiß, soll dieser Wahrheitsbeweis unterbleiben? Ich halte es nicht für unbedingt nötig, mit R. statt alius zu schreiben servus; in dem Zusammenhang ist ja klar, daß ein Sklave gemeint ist, zumal der Vater nicht als solcher, sondern als Freier den Gegensatz bildet. Betreffs der Doppelfassung glaube ich, daß nicht credere, sondern caedere zu lesen ist, was mit quaerere und mit torquere interpretiert ist (Th. l. L. III 58,50 ff.). Dasselbe Versehen finde ich 141,13, wo jetzt gelesen wird: felices ... quos tortor interrogat, qui non habent in sua potestate credentes: Unterzieht der Vater sich der Folter, so mindert es seine Ausdauer, daß er die Folterknechte insofern in seiner Gewalt hat, als er als Freier jeden Augenblick zurücktreten kann; daher preist er von seinem Standpunkt aus diejenigen glücklich, die non habent in sua potestate

als über einen Racheakt. Aber dabei ist nisi falsch statt quam gebraucht und sola auffällig pleonastisch.

1) Non invenit multa verba vidisse 141,21 mit Bezug auf Z. 16: qui sciat hoc me vidisse solum. R. ändert inveni und: vidisse <contendo>. Ich kann die Begründung nicht recht nachempfinden, da ich glaube, daß die von ihm gegebene Erklärung zu der Ueberlieferung vollkommen paßt.

2) Die Nebenordnung: et ista ratione quis interesset tilgt R., indem er das Ganze zum vorigen Satz zieht und liest: et ista ratione (zu dem Zweck) <ne> quis interesset.

caedentes. Jedenfalls hat R. Recht, daß für die Güte von β nichts folgt; es hat eben von den zwei Lesungen eine genommen, die andere fortgelassen. Eine richtige Lesart hat β XII 9 (226, 11), wo R. mortium ratio non constitit mit Recht billigt (mortui α); aber das besagt nicht viel. Die folgenden Sätze hat R. geheilt, indem er Z. 15 ut maior urgere necessitas [putaremus] coepit schreibt und Z. 19: nemo [audebat] cedebat; nur an die Erklärung der Einschübe glaube ich nicht, daß putaremus eine Variante zu dem vier Zeilen später folgenden vellemus gewesen sei, weil putaremus im Zusammenhang sinnlos ist, ebenso wenig, daß dies dann durch Ueberlegung audebat veranlaßt habe. Audebat ist m. E. nur Variante zu dem verlesenen cedebat, und putaremus möchte ich als Variante ansehen zu Z. 16, wo beneficium factum est expectare zu ut expectaremus umgewandelt werden sollte.

Für β spricht auch nach R.s Erörterung 31, 10. Die Ueberlieferung ist in α (von dem Blinden, der seinem Vater einen Gifttrank bereitet haben soll und leicht zu überführen gewesen wäre, da man ihn ja wie eine Puppe dirigieren kann): si mehercule volueris, tenebit te palam (den Gifttrank); si iusseris, accipit coram servulis, coram amicis; et, si venenum non diceres, hauriet, bibet. ›Wenn du ihm nicht sagst, es ist Gift, wird er's trinken (nämlich falls du's ihm befiehlst)‹ ist ein tadelloser Gedanke. α liest: si bene nomen diceres. Wer sich venenum n̄ vorstellt und die ständige Verwechslung von b und v, wird nicht im Zweifel sein, daß beide Klassen auf dieselbe Lesart zurückgehen und daß β das Richtige erhalten oder durch leichte Konjektur hergestellt hat. R. schlägt statt dessen, um die Aristie von β an dieser Stelle zu beseitigen, vor: si vini nomen indideris, wodurch zugleich das Futur entsprechend volueris, iusseris geschaffen wird. Aber die Vermischung verschiedener kondizionaler Auffassungen scheint doch nicht unmöglich; R. selber gibt 227, 3 ff. si proclamemus . . ., non esset tamen zu. Sonst würde ich lieber dices lesen statt weiterer Aenderungen.

Dieselbe zweite Deklamation hätte in Kap. 22 Anlaß gegeben zu zeigen, wie die eingedrungene Randbemerkung: quemadmodum paratur argumentum gladium cruentatum reponendi, die Dessauer ausgeschieden hat (obwohl damit die Stelle noch nicht in Ordnung ist), von β in den Text eingearbeitet ist; aber R. bemüht sich Neues beizusteuern, und so behandelt er c. 23/4, wo die beiden Klassen sich scharf scheiden. Bei der Schilderung, wie der Sohn erst den Vater aus dem Brand rettet, dann zurückkehrt, um auch die Mutter zu holen, heißt es: iam non erat illud penates, iam non erat domus, ubique tamen iuveni videbatur ardere uxor (BV, mater β); iam miser

undique flagrantibus membris ... matrem quaerebat oculis, non fuit illud primum ignium perire lumina candentia, non protexerunt flagrantem sua membra faciem et oculi quaerentibus matrem manibus arserunt. R. hat Recht, wenn er mater als Korrektur, bzw. Interpretation ansieht und von uxor ausgeht. Allerdings ubique tum ... videbatur ardere ustrina. miser scheint mir aus mehreren Gründen anfechtbar; tum ist überflüssig, ardere müßte m. E. fehlen, und die Fortlassung des iam verdirbt die Lebendigkeit. Andererseits ist der Gedanke tadellos: Es war schon gar kein Haus mehr, doch überall glaubte der Jüngling die Mutter brennen zu sehen. Zu uxor wäre nur patris zu ergänzen (cf. Exc. Mon. 358, 17: ut sibi matrem et patri uxorem redderet). Für die verderbten Worte von non fuit illud ab schlägt R. vor: n. f. i. primum igni operire lumina cand., zweifelt aber selbst an dem Dativ igni; ich würde lesen: igni eripere lumina, eventuell ignium violentiae (cf. 22, 8/9). Gegen die Behandlung der Schlußworte, die von R. umgestellt sind, hat schon Plasberg Einspruch erhoben; ich halte sie in der Ueberlieferung für richtig: und somit brannten die Augen, während nun die Hände weiter suchten; höchstens könnte man iam einfügen vor manibus [1]).

Daß in β auch Richtiges erhalten ist, zeigt mir XVII 10. Der Sohn, der vom Vater schon dreimal verstoßen werden sollte und wegen versuchten Giftmordes angeklagt ist, sagt: Ich weiß wohl, daß, wenn ich nach Hause zurückkomme, das ganze Haus mich mit boshafter Sorge umstellt, daß ich unter Menschen lebe, denen es bei dir Gunst schafft, si de nobis aliqua mentiantur fingant. So Mβ, nuncientur BV: danach R.: nuntient. Aber auch Gutes berichten? An der Parallelstelle 312, 27 steht: gratissimus quisquis de nobis *tristius* aliquid attulerit. Man könnte nuntient nur halten im Sinne von ›angeben‹. R. erklärt mentiantur als ›Schlimmbesserung‹, während ich hier wie oben bei audebat cedebat nur ein verschiedenes Lesen der gleichen Ueberlieferung erkenne; denn ment- und nunt- unterscheiden sich sehr wenig, und Verwechslung von a und e ist ungeheuer häufig. Dazu kommt, daß mentiantur neben fingant ausgezeichnet ist, denn die Zusammensetzung zweier Synonyma ist in diesen Reden so gewöhnlich, daß ich mich scheue, Beispiele anzuführen [2]). Daß M und β hier das Richtige haben, ist doch nicht anders als wenn 304, 3 omnem dorther genommen werden muß (hominem B hominis V) oder

1) Ob flagrantibus membris wirklich die riesige Uebertreibung enthält, daß die Gliedmaßen schon brennen, ist mir zweifelhaft; ich möchte glauben, daß membra hier die Zimmer sind, wozu undique wohl auch besser paßt.

2) 302, 13: defendit excusat, 305, 11 avocavit abduxit, 305, 24 attonitus amens, 309, 19 praecipitat inpellit, 309, 22 exclusus abiectus, 312, 17 emendare corrigere.

304,14 sicut (si dicunt BV), 21 bonae (bona et BV), 306,2 cedo (credo BV), 317,22 dolore torrentius (dolor et horrentius BV, dolore vel tor horrentius M) (vgl. 148,24 158,12 262,12 321,2 322,19); und R. selber gibt auch zu, daß ›ein unsäglich dünner Strahl alter Ueberlieferung in der Tat bis zu β gedrungen scheint‹. So glaube ich auch, daß 263,2 M und β die richtige Lesung bewahrt haben mit si levis iniquior aura rapuit, so wie es gleich darauf heißt (Z. 6): si quas aut aetas longior aut morbus oppressit. Es ist Ueberschätzung von Π, wenn R. rapiat vorzieht, obwohl gerade diese Stelle dort völlig willkürlich interpoliert ist; auch die Lesart von B rapiunt und V rapiuntur steht dem rapuit näher als dem rapiat.

R. geht dann dazu über die Vorzüge von Π ins rechte Licht zu setzen, obwohl er die zahlreichen Interpolationen dieser Hs. zugibt. 123,23 ff., wo er erst durch richtige Abteilung den Zusammenhang hergestellt hat, bietet Π: hac saltem se calumnia defendat non reliquisse non abscessi, B reliquisset V reliqui sed. Daß reliqui ipse stehen muß, möchte ich nicht für unbedingt nötig halten; es entspringt doch nur dem Bestreben, aus dem überflüssigen sse etwas zu machen. Entsprechend dem fingierten Gesetz: qui parentes in calamitate deseruerit usw., kann der Verklagte, wenn er quamvis exiguo divisus spatio[1]) (ich kann in divisos keine Verbesserung sehen) den Eltern nicht geholfen hat, einfach sagen: non deserui oder mit dem Synonymon: non reliqui. Mit gleichem Recht kann man von V ausgehen und sed unterzubringen suchen. Nimmt man an, daß es an falscher Stelle hier eingedrungen ist, so würde sich vielleicht vor ut hac saltem der Platz finden, wo es gestanden haben könnte, um die jetzt asyndetischen Sätze in Gegensatz zu bringen. Aber eher wird man bei dieser oft so verderbten Ueberlieferung ein einfaches Versehen in B (danach V) annehmen; Π hat dann reliquisse daraus gemacht, weil der Inf. sich an defendat anschließen ließ; also willkürliche Verbesserung[2]).

Auch c. 20 schafft R. erst den Zusammenhang durch richtige Interpunktion und trägt eine richtige Ergänzung bei. Wenn er aber 130,2 f. lesen will: quidquid tibi ego praestiti <pro> filio (filio BΠ, filii V, fehlt sonst), ad auctorem muneris ... transferendum est, so glaube ich hier L. in Schutz nehmen zu müssen. Der Vater sagt:

1) Es ist der Gegensatz zu 123,18: etiam qui aderit.

2) R. hat Recht, daß 124,1 solutus erit zu lesen ist; aber der umständlichen Erklärung der Ueberlieferung discesserit vorher kann ich nicht zustimmen. Der Schreiber ist einfach von dem letzten s in discess- zu dem Schluß-s in solutus abgeirrt und schrieb so discesserit, ohne den bemerkten Irrtum dann zu verbessern.

Was ich dir Gutes tue, rechne dem Sohn an, der mich losgekauft hat. Mir erscheint es zweifellos, daß pro filio nicht stehen kann, weil es einen schiefen, pleonastischen Gedanken ergibt. Bei dem Zustande der Hss. würde ich ohne Bedenken das störende filii oder filio tilgen, das aus einer Erklärung zu auctorem entstanden sein könnte. Dieselbe Stelle zeigt aber auch die miserable Verfassung von Π. Discedere fas erit nec cibos saltem petere muß es heißen 129, 26. So haben die Hss. außer BVΠ. V zeigt den ersten Zustand der Verderbnis, das c vor cibos fiel aus, also ne cibos, B hat mit Vertauschung einiger Konsonanten und falscher Trennung negi hoc, Π verändert dies willkürlich, um richtige Wörter zu erhalten, zu ne uel (= uł) hoc. R. geht in der Verehrung für Π so weit, daß er in derselben Rede 116, 23/4 tu assides, fili, tu sustines das fili tilgt, weil es in Π fehlt; er meint, es störe die Responsion, was ich nicht empfinde; jedenfalls nicht mehr als das oben von R. doch erst hergestellte ipse (vgl. 93, 22: erige vultus, pater, attolle tristitiam).

Man wird also auch nicht Π Vertrauen schenken, wenn diese Hs. 244, 8 nach R. auf die Lesung führt: <in>vis<itata>, nos inaudita, nos execranda fecimus, wo doch die Responsion mindestens auch vor dem ersten Adjektiv nos verlangt. Die Ueberlieferung von BV ist uis annos, die dett. haben uisa non ante nos (uisa n̄ an̄ nos). Die Verderbnis liegt so klar zu Tage, der Wegfall des an̄ vor annos, daß nach m. E. überhaupt kein Zweifel an der Richtigkeit der Lesung sein kann; sie ist auch nicht matt, sondern, meine ich, sehr stark, weil der Sprecher das gewöhnliche invisitata oder inaudita als zu schwach verwirft und umschreibt[1]): nos ... visa non ante nos fecimus, was vor uns noch niemals gesehen ward (vgl. 117, 22 f.: inauditum antea). Π hat einfach die erklärenden Adjektiva inaudita (cf. 218, 25), execranda (220, 5) in den Text aufgenommen. Ich denke, die Einfachheit der Erklärung spricht für sich selbst. Aus der von R. hergestellten Lesung konnte die handschriftliche Ueberlieferung nur durch seltsame Verstümmelung und Verdrehung werden; aus der in BV erkennbaren die von Π bei der dort herrschenden Willkür jederzeit.

VI 17 (126, 24) schildert der Greis die Leiden bei den Seeräubern: iam illa principalis ac maxima (maxime ist bei R. gedruckt, gemeint wohl maximo, was ich jedenfalls schreiben würde) dono deum concessa libertas. Sodann (30): non statio, non sedes, non quies, sed quod malorum meorum maxima portio est, tam miseri sunt etiam domini mei. R. schreibt mit Schulting et statt sed. Ich finde das sed

1) Cf. Tac. hist. III 68: nihil tale viderant, nihil audierant, Cic. pro Lig. 1: novum crimen et ante hunc diem non auditum.

nach der Negation durchaus begründet, sehe aber in tam den Hinweis darauf, daß ein Konsekutivsatz fehlt wie ut ipsi domicilio careant. Dann geht es fort: cito praetereunda est memoria propter me uxori gravis (dett., gravius sonst), mihi propter filium. Dieser einhelligen Ueberlieferung, die nur durch ein kleines Versehen entstellt ist (vielleicht veranlaßt durch gravius Z. 7), steht in Π gegenüber uxori grave gravius. R. findet das zu fein, als daß es Konjektur von Π sein könnte, und ergänzt, um es verwerten zu können, memoria <illius quod>. Auch hier ist das einfachste sicher das richtigste. Ob grave gravius wirklich feine Konjektur war — dann war es nicht feiner als die sonstigen Spitzfindigkeiten in Π — oder einfach grave Korrektur sein sollte zu dem unverständlichen Komparativ und in den Text drang, lasse ich dahingestellt. Es geht weiter (6): andere sehnen sich nach ihren Kindern, ich fürchtete jemand wiederzusehen; nichts ist schlimmer als ein Sturm; ich wünschte mir Schiffbruch. BVΠ haben: nihil nisi tempestate minacius, woraus R., um die Buchstaben zu verwenden, nihil nautis macht; die Notwendigkeit der Erwähnung der Schiffahrt nach dem Vorhergehenden kann niemand behaupten. Ich würde den nach dem parallelen Satz: nihil est desiderio suorum gravius überflüssigen und störenden Zusatz gern entbehren und nisi nur für ein Ausgleiten des Schreibers halten, der die übliche Verbindung nihil nisi schrieb, ehe er das Folgende sich ansah. Sodann die Schilderung des Gefängnisses (13): udum carcerem et inundata sentina vincula et impositum nuda trabe inrequietum latus (so V, senti nauicula B). Π hat ex inundata naviculae sentina, wie Mβ et inundata sentina naviculam. Was V und mit leichter Verderbnis B bieten, gibt eine gute Steigerung: Der Kerker feucht, seine Fesseln vom Kielwasser überschwemmt, seine Lagerstatt hart, so daß sie keine Ruhe gewährt. R. liest statt dessen, indem er mit Π naviculae hält: et inundatae sentina naviculae [et] impositum nuda trabe inrequietum latus. Eine Erklärung fügt er nicht hinzu; so muß ich bekennen, daß ich das nur schlecht verstehe. Soll naviculae von trabe abhängen? ›Er liegt auf einem kahlen Balken‹ ist gut; aber: er liegt auf dem kahlen Balken des vom Kielwasser überströmten Schiffleins? Und was ist inundata sentina navicula? Sollen wir wirlich den einfachen, natürlichen Ausdruck gegen diese inhaltlich seltsame, der Stellung und dem Ausdruck nach geschraubte Redeweise eintauschen nur Π zu Liebe? Nur in den nächsten Worten bietet Π richtig pone tergum, wo B ponet ergo und V pene tergo hat. Wer wollte ihm das so hoch anrechnen, daß hier, wo doch Ueberlegung und Willkür so oft gewaltet hat, einmal richtig der Acc. hergestellt ist?

XII 11 legt R. besonderes Gewicht bei, obwohl ich nichts sehe,

was Π anders charakterisierte als wir es schon kennen. (227,19) Reip. laesae accuso. mirari vos certum habeo hanc verbi segnitiam, cum civitas tota consumpta sit, cum populus in se tabuerit, quo perstricta tantum modo patria et leviter ... manu offensa intellegi possit. So die dett.; und sieht man den Anschluß nach vorne an, so ist die Stellung von hanc verbi segnitiam natürlich, obwohl das quo über den cum-Satz auf verbi bezogen werden muß; segnitiam ist nur in den alten Hss. ausgelassen und an die falsche Stelle geraten. Allein Π bietet den Wortkomplex hanc v. segn. erst vor dem Relativsatz. Diese Korrektur beweist doch in einer Hs. garnichts, die, wie man auf Schritt und Tritt sieht, kein getreues Abbild des Originals, sondern eine Bearbeitung ist. Mir erscheint quo, das R. den Hauptanhalt bietet, überhaupt zweifelhaft in der Verbindung mit intellegi; vielleicht muß es quod heißen; dann fiele jedes Bedenken fort. In derselben Rede (223,27) steht in BV: morientium herbarum radices vellimus omnis radices vellimus. Es gehörte nicht viel Verständnis dazu, um zu sehen, daß das nicht geht, obwohl es L. im Texte läßt. Mβ haben das omn. rad. vell. nicht, möglicherweise weil es ursprünglich zusammenfassende Randbemerkung war, die in BV in den Text gedrungen ist, vielleicht auch weil die Verkehrtheit des Zusatzes erkannt war. Π hat herbarum radices vellimus omnes, hat offenbar den Acc. zum Nom. gemacht und die unbrauchbaren Worte fortgelassen. Für mich ist omnes völlig überflüssig und störend. In der Schilderung dessen, was man als Speise in der Hungersnot benutzt, heißt es dann (224,4): pallidas frondes decerpimus, morbi nam (BV, morbidi nam M, morbida β, nam Π) quicquid fames coegit, corpus admisit, iam passim moriuntur. Daß morbi hier in Π fehlt, ist bei der Art der Hs. ganz selbstverständlich; weil es keinen Sinn gab, ließ der Schreiber es fort. R. macht aus nam: non und schließt den nächsten Satz an. Aber die Leute sterben nicht an der ungewöhnlichen Nahrung — es wird ja gerade geschildert (223,27 f.), wie es ihnen nicht gelingt, durch die Nahrung den Tod zu finden, um so vorm Schlimmsten bewahrt zu bleiben —, sondern am Hunger, und die Anknüpfung mit iam zeigt, daß hier kein enger Zusammenhang zwischen den Sätzen vorhanden ist; es bereitet auf das folgende iam Z. 8 hin: ›Schon starben sie allgemein ... und schauderhaft! — schon hört der Hunger auf‹, so euphemistisch gesagt statt: schon verzehren sie Menschenfleisch. Es liegt in diesem Zusammenhang kein Anlaß vor zu dem Gedanken: ›Der Körper vertrug die Nahrung nicht‹, zumal sich's nur um Dinge handelt, die bei jeder Hungersnot wirklich gegessen sind. Es ist aber eine durchaus richtige Begründung: ›Wir aßen Wurzeln, Baumrinden und Laub; denn

alles nahm der Körper vor Hunger an‹. Also nam ist tadellos, und wenn morbi, wie R. will, in den Text gedrungene Inhaltsangabe wäre, so könnten wir uns bei nam beruhigen. Morbida zum folgenden fames scheint mir auch nicht richtig, morbidi zum Vorhergehenden mißfällt wegen der Stellung; also wird R. Recht haben; nur wird morbi-Doppellesung zu palli-das sein (vgl. 223, 26: morientium herbarum).

XVIII 3 (323, 7) verwirft R. quod plus amaretur a matre gegenüber dem quod amaretur a matre, was Π hat, weil ihm dies einzig sinngemäß erscheint. Nach m. A. verdirbt die Auslassung von plus den Sinn. Der Sohn, der selten (Z. 1) die Liebkosungen des Vaters erfährt, bekennt, daß ihn die Mutter mehr liebt, und sie freut sich darüber. ›Er bekennt, daß ihn die Mutter liebt‹ erscheint mir befremdlich, weil da der Gegensatz zum Vater in keiner Weise hervorgehoben ist. Aber das ist vielleicht Geschmackssache; wenn wir nur überhaupt einen Anlaß hätten auf Π zu bauen und nicht die Gefahr vorläge, die der Redner selber ausdrückt: amant debilitates! Auch die folgenden Worte vom Vater: suum rigorem, suum tantum secutus est animum stellt R. Π zu Liebe um, obwohl die Lesart dort rigorem suum tantum suum eher auf ein Versehen führt, durch das das erste suum ausgelassen und dann, am Rande nachgetragen, an die falsche Stelle gerückt ist. In derartiger rhetorischer Ausdrucksweise liebt man es das zweite Glied durch Einschiebung zu variieren und zu sperren; so 335, 14: multum de laetitia, multum *perdidisse* de gaudiis, 343, 2: omnem condicionem, omnem *scrutemur* aetatem; dabei wird auch im zweiten Gliede manchmal eine Bestimmung gegeben, die eigentlich schon zum ersten gehörte; so 339, 12: quae contumacia, quae *fuit illa* patientia, 200, 6: satis misera, satis *erat mater* infelix, 28, 20: quos vitiorum ardor, quos *cotidie* luxuria praecipitat [1]), 332, 21: inhibe ictus, subtrahe *paulisper* ignes, 329, 3: nihil de se fingi, nihil *credant posse* narrari.

XVIII 9/10 hat R. wieder besonders durch richtige Erklärung und Abteilung das Verständnis gefördert. Es wird die Mutterliebe geschildert, für die schön und häßlich beim Kinde gleich ist, non impedit agre pietatis animum deformitas, pulchritudo non auget. agre BV ist sinnlos, Mβ haben es noch sinnloser zu aegrae gemacht, aber auch Π hat — und das ist eine ›Schlimmbesserung‹ wie aegrae, wenngleich R. es hier beschönigt — agere daraus gemacht, das doch ein richtiges Wort gab. R. schlägt maternae vor, was natürlich tadellos ist; aber uerae liegt vielleicht näher.

1) Ich zweifle deshalb auch sehr, ob man Π zu Liebe, das in der Wortstellung unzuverlässig ist, 326, 19 die Ueberlieferung: nihil concupiscit, nihil *ergo* desiderat? ändern darf.

XII 13 wird geschildert, daß man jetzt die Reste der Toten bestattet, während man sie früher in der Hungersnot verzehrt hatte (229, 26): ducimus opertas exequias et ad sepulturam residua conferuntur et tandem cadavera igni permittimus (so βM, tantundem BV, tantum Π). R. behauptet, der Gedanke: ›Jetzt verbrennen wir endlich wieder Leichen‹ sei in diesem Zusammenhang skurril. Ich weiß nicht, wie er betont; aber ich finde den Sinn durchaus angemessen: Jetzt *verbrennen* wir endlich wieder die Leichen, bisher fraßen wir sie auf. Gemeint sind die letzten während der Hungersnot Gestorbenen, aber noch nicht den Lebenden zum Opfer Gefallenen. Tantundem ist durch Dittographie oder Versehen entstanden und tandem herzustellen, falls nicht lieber iam tandem zu lesen, was beide Lesungen erklären würde [1]). Aber Π hat tantum, und darum liest R.: et tantum viscera ›nur die Eingeweide‹; er beruft sich auf 218, 23: iam enim vacat nobis lugere, iam cibos nostros efferimus, viscera cremamus; nam cetera nobiscum sepelientur, obwohl hier der Satz cibos nostros efferimus (wir bestatten, was wir bisher zu essen pflegten) ebenso wie die Worte vorher: aestuant intra pectus sepulta ventribus nostris cognata viscera zeigen, daß von einem strengen Unterschied zwischen den nicht gegessenen viscera und dem übrigen nicht die Rede sein kann. Was soll man aber zu der Güte einer Hs. sagen, die so oft tadellose Worte zu ändern zwingt, damit man ihr Talmigut verwerten kann. Auch hier hat Π, der ja mit B eng zusammengehört, das unverständliche tantundem zu tantum gemacht, das doch eine Spur brauchbarer schien.

Es ist danach verständlich, daß ich auch 196, 5 nicht aus der Ueberlieferung von Π: vero ferro auf eine Lücke schließe und sepulcrum davor ergänze, zumal R., der allein im Besitz der Kollation ist, selber zugibt, daß ›die Wortstellung im allgemeinen unzuverlässig ist‹. Ich halte die Schreibung: ferro vero ac lapidibus artare für die vom Verfasser gewollte. Schwer sind die Ketten, mit denen die Seele gefesselt wird; aber mit Eisen und Steinen gar sie einzuengen ist ruchlos. R. stellt außerdem im folgenden et um: [et] ut solent bellicae robur accipere portae <et> ipsam umbram iam catenis alligare. Ich habe zunächst denselben Anstoß wie R. an dem geschmacklosen Vergleich genommen, habe dann aber gesehen, daß ut solent eben doch zu dem catenis alligare gehören muß, weil das iam catenis alligare iam claustris allein zu dem Bilde paßt: so sperrt man ein Festungstor. Ich habe aber die Empfindung, als wenn dieser seltsame Ver-

1) 302, 9 verbessert R. tamen in iam, 296, 17 tam in iam. Natürlich konnte iam tandem an unserer Stelle fehlen; aber es war ein Stoßseufzer, der sich dem Redner aufdrängt; man kann es auch in Parenthese schließen.

gleich dem Bearbeiter der Rede gehört, der so sinnlos aus zweien eine zusammengeschweißt hat. Mit dem vorhergehenden Satz schließt sinngemäß die Klage der Mutter: magnae sunt ergo umbrarum catenae usw.; und nun folgt die scheinbare Steigerung mit vero und abermals: iam catenis alligare: ›Es gibt starke Ketten; aber vollends mit Ketten zu fesseln ist ruchlos‹; wer so spricht, dem ist der geschmackloseste Vergleich zuzutrauen. Dazu kommt, daß von lapides zum Festhalten des Geistes im Grabe bisher nichts gesagt war; das ist vielleicht erst aus der zweiten Deklamation (202, 5: praefigamus omne tumuli latus et multo vinciamus saxa ferro) erschlossen.

Zweifelhaft könnte IV 21 erscheinen, von R. selber als leichtere Stelle bezeichnet. V, eine Hs., die nach R. selber oft das Richtige bewahrt hat, bietet mit der anderen Ueberlieferung außer BΠ: ego dicar expugnasse constitutionem, fregisse vincula necessitatis[1]): mea pietas, mea laudetur integritas. Dabei wird jeder R. gern zugeben, daß um der Konzinnität willen im ersten Gliede ein Gen. wünschenswert ist; er denkt an <astrorum> const., ich würde wegen des leichteren Ausfalls <siderum>, fregisse vorziehen. B hat nun: necessitatis meae ac pietatis meae l. i., und abermals wird jeder R. zugeben, daß das verkehrt ist. Wer aber den Zusammenhang zwischen B und Π beobachtet hat, wird sich nicht wundern, daß hier das zwecklose meae hinter necess. fortgelassen ist; aber als wahre Lesung würde ich das deshalb nicht preisen, da die Ueberlieferung von V doch mindestens ebenso gut ist. Die Anapher mea des nach der oben (s. S. 371) besprochenen Kunstform gebildeten Satzes schließt sich völlig dem Anfang des Satzes an: *ego* dicar expugnasse ..., *mea* ..., *mea* ..., wie es vorher heißt: ut *mihi* potius innocentia quam fato debeatur. Außerdem ist pietatis integritas m. E. gesucht, dagegen mea pietas, mea integritas natürlich; innocentia ging eben Z. 27 voraus, sonst hätte der Redner dies gesetzt wie 68, 18 73, 3 85, 8.

Ich habe also nach dem, was R. über die Lesungen von Π anführt, den Eindruck gewonnen, daß L. sehr recht tat sich um diese Hs. garnicht zu kümmern. Daß sie etwa einmal ein richtiges Aktivum hat, wo die anderen Hss. das Passivum haben, oder ein doppelt geschriebenes vis[2]) fortläßt, besagt garnichts. Im allgemeinen ist das

1) Cf. 68, 19: vincere necessitates (cf. Sen. ep. 37, 3), expugnare fatum.

2) Ich gebe R. gern zu, daß 344, 18 vis, vis scire nicht richtig ist, obwohl ich die Geminatio (vgl. S. 375) zuerst zu erklären versuchte: Willst du wirklich wissen, aber dagegen spricht der einhellige Sprachgebrauch, vgl. vis scire 109, 1 137, 5 193, 20 213, 17 241, 6, vultis scire 88, 3 94, 19 107, 20 165, 15 212, 23. Ich glaube aber, daß auch hier Π willkürlich gehandelt hat, als er das eine vis fortließ, daß wir vielmehr in dem ersten uis den Rest des zur vorhergehenden Verbalform gehörigen -mus haben: iuvenem, in cuius animo perdiderant nomina *nostra*

Eigene, was sie bringt, willkürliche Entstellung und hält einer unvoreingenommenen Prüfung, soweit ich sehe, nicht stand. Gerade die Hauptstützen der Ansicht von ihrem Werte lassen sich durch einfachere Erklärung der Stellen beseitigen.

R. untersucht des weiteren einige Stellen, die für die Güte von B sprechen, wobei Π fortfährt seinen Spuk zu treiben. XV 5, wo im übrigen wieder durch richtige Abtrennung der Zusammenhang wunderbar aufgehellt ist, will er lesen (281, 1): Wenn man jeden ungewöhnlichen Trank als Giftmischerei bezeichnen kann, beneficio maledicendo utetur sanatus (so kann ein Geheilter die Wohltat der Heilung genießen, indem er zugleich den Wohltäter lästert). Da stören mich die verschiedenen Ablative neben einander, die Verwendung des Gerundiums, die mir sonst in den Deklamationen nicht begegnet ist, das Partizip sanatus wegen der Vorzeitigkeit statt qui sanabitur, ein Bedenken, das auch Plasberg empfunden zu haben scheint. Das Seltsame aber ist, daß R. interpretiert: ›Wohltat der Heilung‹ und das überlieferte beneficium sanitatis beseitigt. Die Ueberlieferung besagt nämlich — und ich halte es für durchaus methodisch, nicht von BΠ allein auszugehen, zumal auch R. das später tut, sondern der einhelligen sonstigen Ueberlieferung mit V [1]) ihr Recht einzuräumen: beneficio (-um Mβ) male audiendo (diendo B, von anderer Hand verb. dicendo, dicendo Π!) ut et (B, ut ad V, fehlt Π! vitetur Mβ) sanitatis. Die fortschreitende Verderbnis von audiendo zu dicendo scheint mir so klar und im übrigen die Tätigkeit der Schreiber und Gelehrten bis zu Dessauer so einleuchtend, daß ich mich wundere, warum man das Einfache verzwickt nennt und das Verzwickteste empfiehlt. Auf ein Versehen wie beneficio aus -um (vor folgendem m!) hat R. selber anderswo hingewiesen; dann ist der Sinn da: Die Wohltat der Genesung wird durch den schlechten Ruf, den man ihr anhängt (male audiendo = infamia, das voraufgeht) — ins Gegenteil verkehrt. Das Verbum fehlt noch, und da muß ich bekennen, daß Dessauers ūtet', d. i. uertetur mir als coniectura palmaris erschienen ist.

Aehnlich wie hier ergeht es mir mit meinem Urteil VII 12 (144, 25): filium meum ... occidit mea nimia libertas (occidi nimium mea l. B). Der Sohn hat dafür büßen müssen, daß der Vater sich

respectum, quem cotidie necesse habeb*amus* excusare rumori, ... verberibus ignibusque consumps*imus* (consumpsi Hss.).

1) Nur ein paar Stellen, wo V die richtige Lesung hat, B aber nicht. 69, 4 me retinet, B: nec meriti nec 84, 27 quin immo gratias, B: inquid immo gratias 154, 16 dis placet, B: displicet 158, 2 in hanc, B: in hac 121, 25 fides tantum (statt fide standum), B: fide statutum 268, 15 aestimabitis, B: exaestimabitis 295, 6 ut, fehlt B, ne sonst 325, 13 est, B: et, 330, 11 sed, B: sub usw. Vgl. die Stellen weiter unten S. 376 ff., wo R ebenfalls V folgt gegen die andere Ueberlieferung.

den Reichen zum Feinde gemacht hat. An sich wäre die Vulgata verständlich: mein allzu großer Freimut ist schuld an deinem Tode. Aber nun geht es fort: ita ego te non eculeo efferam, non super ardentis exuam flammas? nunc me vindicas, nunc tueris. R. hat vollkommen Recht, daß das nicht zusammen stimmt. Aus nimia libertas kann man nicht einfach Libertas als Anrede entnehmen. Also würde ich eine Lücke statuieren. Das tat Schulting, von dem R. hier keine Notiz nimmt, indem er O libertas einfügte. Man könnte auch hinter mea nimia ein anderes Substantivum einfügen. R. hält sich an B und liest occcidi, nimium me, o libertas, <extulisti>. Aber occidi allein ohne Erklärung scheint mir seltsam — die Hauptsache: ›*ich selber* bin schuld‹ wird ja nicht zum Ausdruck gebracht — und das extulisti komisch im Gegensatz zum folgenden efferam; denn ich verstehe den folgenden Satz so (R. setzt kein Fragezeichen, scheint ihn also anders zu verstehen): ›Sollte ich dich nicht in der Folter zu Grabe tragen, nicht über den glühenden Flammen mich deiner entledigen? Ja, jetzt befreist du mich, nimmst mich in Schutz vor der Folter; aber eben, eben hat der Reiche im Vertrauen auf dich (weil ich als Freier nicht die Wahrheit durch die Folter erhärten kann) vor meinen Augen meinen Sohn getötet‹. Der Arme will ja die Folter für sich durchsetzen, um seiner Aussage Gewicht zu verschaffen; da er frei ist, wird das nicht zugegeben, also möchte er sich der Freiheit entäußern. Wenn es im folgenden heißt (144,29): lacerate hos, hos primum patris oculos [1]), so macht R. daraus: hos vultus, hos pr. p. oculos. Die Konzinnität ist dabei nicht sehr gut hergestellt, und R. hätte eigentlich an der Stellung des primum Anstoß nehmen müssen (vgl. S. 371); aber die Begründung vor allem scheint mir hinfällig. R. erklärt hos, hos für unschön, ich weiß nicht, mit welchem Recht. Die Doppelung ist äußerst beliebt; ich führe nur an te, te 35,12, meis, meis 144,16 istud, istud 46,4, ille, ille und seine Formen 76,21 140,11 211,3 298,13, hic, hic 134,13, nunc, nunc 268,16, bene, bene 211,2. Birt hat zu Vergils Catal. S. 60 ein paar solcher Doppelungen [2]) aufgezählt, darunter huc, huc Catull 61,8, hic, hic Hor. c. III 26,6 Cic. Cat. 1,9, hoc, hoc Hor. epod. 4,20, Plaut. Bacch. 1098 f., vos, vos Cic. Mil. 101. Warum also nicht hos, hos?

Gut ist die Herstellung 70,23: nec mathematici fides circa momentum aliquod <rerum>ve cessavit ordinem nach BV, wo II seine Natur durch willkürliches aliquod cessavit aut offenbart. Dagegen halte ich die weitere Behandlung der Stelle nicht für glücklich. Der Vater selbst (71,3 ff.) hat dem Sohn die Waffen gegeben, als ob er

1) Ueber lacerare vgl. S. 341.
2) Vgl. Wölfflin, Münchener Sitz.-Ber. 1882 I S. 422 ff.

jetzt der Weissagung geglaubt hätte (tamquam mathematico iam credidisset). Wer könnte sich auch wundern, daß er's tat, so lange er hoffte, ich würde mich als Held zeigen. Der Satz schließt sich tadellos an; ich weiß also nicht, wozu ihn tilgen. Dagegen gebe ich R. zu, daß ein zeitlicher Gegensatz fürs nächste wünschenswert ist, etwa: <nunc> mori me non vult. 69,2 übergehe ich, weil nichts dabei herauskommt; aber R. führt bei der Gelegenheit 295,6 für die Vertauschung von ut und ne an und verteidigt mit Recht die ironische Wendung: quanti mihi constitit ut malus filius viderer, wo V allein ut hat, B die Partikel ausläßt und die anderen Hs. ne haben. — 43,1 hat in B die erste Hand selber defendetur verbessert in defendatur, und so haben's die anderen Hss. R. zieht das Futur vor; aber der Konj. optat. gibt ebenso guten Sinn. — 182,9 fürchte ich mich fast das schlichte und einfache ignotus sane sit et alienus in Schutz zu nehmen gegen die Lesung von BΠ ignotus sit, ne sit et alienus; denn da R. jenes als plumpe Vergröberung bezeichnet, muß ich mich eines schlechten Geschmackes schuldig machen. Aber der konzessive Konjunktiv mit sane ist so häufig (35,26 28,20 72,11 124,17 289,15 u. a.), dazu kehrt die gleiche Verbindung alienum et ignotum 10,3 wieder und 181,2 alienum et ignotum steht so offen in Beziehung zu unserer Stelle, daß ich nicht zu Gunsten einer äußerst gezwungenen und im Ausdruck höchst bedenklichen Lesung die tadellose Vulgata verstoßen möchte. Daß sitne ja im Grunde den Schriftzügen nach dasselbe wie sane ist, brauche ich nicht zu bemerken. Dagegen stimme ich IX 14 (179,15) R. bei in der Ablehnung von Lehnerts Erklärung und würde die Lesung noluere annehmen, falls nicht Burmanns Vorschlag den Vorzug verdient: simultates quas maxime omnium mortales esse uoluere sapientes (Cic. pro C. Rabirio Post. 32: neque me vero paenitet mortalis inimicitias ... habere); denn ich muß gestehen, daß maximi omnium (!) mortalium mir recht bedenklich erscheint und ich an sapientis nur BV zu Liebe (sapientes die andern) nicht festhalten möchte.

Es folgt eine kurze Erörterung über V, z. T. in Beziehung zu Π. Ich möchte gleich hier hervorheben, daß die Bemerkungen von R. sich mehrfach mit denen decken, die ich mir selber bei der Lektüre gemacht hatte. Ich glaube, daß 124,5 praesentia richtig gehalten wird, dagegen mit debitam, was R. liest, kann ich so wenig etwas anfangen wie mit Lehnerts praesidium, was ohne parans oder dergl. sinnlos ist. Debitam usuram lucis solvere heißt doch nicht: die Schuld für das Leben abtragen. Entbehrt wird überhaupt nichts: hoc voluisse legum latorem putamus, ut natus ex nobismet ipsis in rebus adversis

[praeditum] parenti labore atque praesentia solveret lucis usuram[1]) ubicumque. Steckt vielleicht in dem verderbten Wort per edictum (vgl. Tac. hist. I 76 ann. V 5 XII 4), das vor putamus ausgefallen und fälschlich hier eingereiht ist? — 128, 1/2 hat R. richtig den Singular hergestellt; aber sollte man im folgenden nicht einfach mit V sagen können: eo labore oportet incumbere, ubi effectus promittitur (R. laborem)? Der Abl. wie omni studio, animis et opibus, toto pectore usw. ist ja nicht ungewöhnlich bei incumbere, und von einer Responsion, die laborem forderte, kann keine Rede sein. — XII 25 (242, 1 ff.) hat R. richtig die Lesung von V verteidigt; aber ich würde anders interpungieren. Der Angeklagte sagt den Bürgern: Ihr habt mir ja den Termin bestimmt. Der Ankläger: Wenn du in Folge des Unwetters die Zeit nicht hättest einhalten können, würdest du sagen: Ich konnte nicht eher kommen. Auch wir haben an diese Unfälle gedacht und deshalb die Zeit weiter gesteckt, nicht daß wir dir damit einen Termin gegeben hätten, vor dem du nicht kommen solltest: et nos hoc cogitavimus, his casibus ampliavimus tempus, non (BV, nos Mβ) illum tibi diem dedimus. Und nun geht es nach m. A. in einer Periode mit dreifachem Nebensatz und einer Parenthese vor dem Hauptsatz fort: Sed quia illud citius emisti quam speravimus, supra votum nostrum navigasti, ad proximum litus mature classis adplicata est — ego tibi possum satis irasci? —, felicitatem nostram perdidisti. So ist die Parenthese nicht hart, sondern vortrefflich. Die Kausalpartikel muß also richtig sein; und wenn V liest quia ad, B q; ad, so ist das wohl nur ein Irrtum wegen des nachfolgenden ad proximum, falls nicht B den Weg der Verderbnis zeigt, die von dem getrennten qui -a ausgegangen ist. Das Folgende ist mir in R.s Herstellung nicht klar. Was heißt: tantum quantum in te tempus consumptum est? Höchstens doch a te. Ich glaube, L. hat Recht bis auf den Schluß des Abschnitts, dem R. durch geschickte Interpunktion zum Sinne verholfen hat. Ich verstehe: ›Also, so viel an dir lag, ist die Zeit verbraucht worden, der Termin verstrichen (der Parallelismus tempus consumptum est, dies excessit bürgt für die Richtigkeit dieser Worte); schlimmeres können wir ja nicht erdulden, sondern erleiden schon längst das Schlimmste‹. R. tilgt den Satz: peius pati nihil possumus, sed pessima diu patimur; aber er gibt guten Sinn. Der Ankläger, der ja nicht leugnen kann, daß der Gesandte zum Termin zurückgekommen ist, dreht die Sache anders: Soweit es auf dein Treiben ankommt, ist es gerade so gut, als ob der Termin überschritten wäre; denn schlimmer konnte es uns überhaupt nicht mehr gehen (auch wenn du erst nach dem festgesetzten Tag ge-

1) Für den Ausdruck vgl. Apul. flor. praef. XXIV H.

kommen wärest). Also die Aenderung des dies excessit ist unnötig, und tantum quantum in V, was R. hier, trotzdem es allein steht, bevorzugt, ist falsch.

XVII 1 scheint mir R. zuerst richtig zu erklären. Aber in den Worten: qua satis calamitates meas comparatione, quo deflebo gemitu würde ich comparatione nicht tilgen, weil die comparatio auch sonst in diesen Reden eine Rolle spielt (vgl. 98,6 135,21 186,10 211,9 337,23). Ich halte es nicht für ganz ausgeschlossen, daß deflebo zeugmatisch auch zu comparatione gesetzt ist; sonst würde ich lieber ein Verbum wie describam im ersten Gliede ergänzen. Die weitere Erklärung der Stelle ist höchst beachtenswert. Ich hatte an (302,8) obicere putatis parricidium patrem? *ip*se (pro se Hss.) necat (BV) gedacht, wodurch der Sohn die Anklage auf den Vater zurückwerfen würde. Das Folgende stimmt dazu: Es quält ihn, daß er mich nicht hat zwingen können, den Giftbecher zu trinken, vitam ex hoc iam non potest ferre, wie R. vorzüglich hergestellt hat. Am Schluß muß ich sagen, daß ich gegen R. und Plasberg es lieber mit der ›Schlimmbesserung‹ in β innocentem (nocentem α) halte 302,16: Niemand wünscht, daß der Sohn unschuldig erscheint, den er hat töten wollen. Das ist ein vernünftiger, klarer, passender Sinn. Nemo unquam volet nocentem filium videri quem noluerit occidere erscheint mir geschraubt und dabei schwächer, weil die Absicht des Vaters dabei nur bedingungsweise ausgesprochen ist; denn quem müßte = si eum sein. Wenn man nocentem halten wollte, müßte man, um einen einfachen Ausdruck zu bekommen, schreiben: nemo unquam volet nocentem f. v. <*nisi*> quem voluerit occidere. Und das käme natürlich in Betracht; aber der Ausfall von ī vor nocentem ist ein kleineres Versehen [1]). — 302,3 scheint mir durch R. noch nicht geheilt zu sein. Qu*o*d citra suprema, citra exitum est, contumaciam vocat, quantum absolutionem voluntas ab*scid*it (aspicit Hss.) et vitam soll heißen: Sein Wille schneidet mir wie die Freisprechung so auch das Leben ab. Dies quantum — et ist beispiellos. Ich traue V hier nicht, der ganz allein absolutionem voluntas bietet. B: absolutionentaſ (deutlich nt = m, aſ Dittographie vor aſpicit, Π hat daraus übrigens non etaſ [n̄ etaſ] gemacht), die andere Ueberlieferung nur absolutionem aspicit. Nimmt man dies, so ergibt sich eine deutliche Parallele der beiden Relativsätze, die, nebenbei gesagt, dafür spricht am Anfang quidquid, trotzdem es

1) Auch 331,1 scheint mir die Ueberlieferung in V weit pointierter und besser: excedit omnem inmanitatem filium ideo torquere, ut scias an *in*nocens torqueatur (um in Erfahrung zu bringen, ob du ihn unschuldig zur Folter verdammt hast) als die an der gleichen Verderbnis leidende Lesung von BΠ: nocens.

β hat, anzunehmen (quid BVIIM). ›Was auf die Freisprechung abzielt (nämlich vocat) —‹, es fehlt also nur ein Acc. entsprechend dem contumaciam statt des überlieferten uitam oder et uitam, wobei auf et allein in V nach aspicit auch nicht viel zu geben ist; also, nur um einen Vorschlag zu machen, etwa peruicaciam. — 302,12 würde ich vorschlagen; suae quod crudelitatis est, u*t* (uel Hss.) ab invidia se <*tueatur*>, criminibus meis defendit excusat. R. behält vel und ergänzt dahinter <pertinaciae>, aber dann schwebt der Relativsatz in der Luft. — 305,25 stimme ich R. bei, daß die übrigens von Gronov gemachte Konjektur bibit statt bibi aufzunehmen ist; aber ich möchte mich auch in den Worten vorher Gronov anschließen, der ohne Streichung auskommt: audite, quid ... nuntiet saeculo pater: parricida saevus, parricida crudelis; non bibit venenum. Daß sonst der Vater saevus und crudelis genannt wird, kann doch nicht hindern, daß in diesen fingierten Worten der Vater den Sohn so nennt. Das Folgende erklärt R. gut. 306,4 kann man quod vielleicht halten: Ich wüßte nicht, worüber er mehr in Aufregung geraten könnte, als d a ß er die Freude mich los zu werden verloren hat; der Alte hatte ja gehofft, mich mit meinem eigenen Gifte zu töten (plus exaestuet quam quod ...). 306,6 kommt man wohl mit der Lesung von α überhaupt aus: invenisse se putat quod crederetis et contentionibus subinde damnatis auctoritatem de novo dolore circumdaret. Daß quod zugleich Objekt und Subjekt ist, braucht doch keinen Anstoß zu erregen.

Den Abschluß dieses Teiles bildet XV 14, eine außerordentlich verderbte Stelle, in der nach m. E. V den Vorzug verdient. Der Verteidiger schildert in Frageform, wie der Jüngling sich an der Verurteilung des von ihm der Giftmischerei beschuldigten Mädchens weiden wird. 289,21: an et sequeris, dum carnifex trahit, intereris, dum hos oculos occisura contingit (R. contegit) manus, dum haec amplexibus tuis nota cervix ad supremos nudatur ictus? non exilies, non pectus oppones, non fidem hominum deorumque clamabis? a*spicies* (so schon Burmann, accipies Hss., die Verwechslung ist nicht ungewöhnlich, wie auch suspicio und suscipio Suet. praef. XXX Ihm Apul. met. 62,10 H.) percussam, super (nuper BMβ numquid non V nuper adhuc Π, von R. richtig als willkürliche Aenderung gebrandmarkt) palpitantia morte (merori Hss., merore Π, entstanden aus m$\overset{o}{\text{e}}$rte) adsistens (ad consistentes Hss., entstanden aus $\overset{ad}{\text{con}}$sistens) membra nudabis (die beiden Worte fehlen außer in V)? Parallelen sind 83,27: exultans super stratorum corporum strages palpitantibus adhuc cadaveribus alacer insisto, 333,26: super vulnera unici, super exutos artus metuendus adsistis, 350,11: super oculos iacentis adsistens clamabam. Das nudare ist die höchste Rache, die sich an

dem blutigen Körper des Feindes weidet; als Abschluß scheint mir dies Eingreifen des bis dahin der Exekution Zuschauenden sehr verständlich. R. schlägt, wenn auch mit Bedenken, vor: accipiens percussam tunc <fossor> palpitantia in ore adsistentis membra nudabit. Das entspricht nicht dem vorhergehenden Satzbau und ist im Gedanken schwächer.

Als Resultat ergibt sich für R. wie für jeden, der ein Stück der Deklamationen untersucht, daß wir uns hauptsächlich an BV zu halten haben; aber auch R. gibt zu, daß auch in β hier und da alte Ueberlieferung zu finden ist. Daß man sich auf β nicht blindlings verlassen kann, ist danach klar; aber ebenso falsch ist es, eine vernünftige Lesart nur deshalb nicht anzunehmen, weil sie in diesen Humanistenhandschriften steht. Das hieße getane Arbeit einfach verwerfen. Nur eine der Hss. verdient nach dem, was wir von ihr wissen, mit vollkommenem Mißtrauen betrachtet zu werden, das ist Π.

Der letzte Teil der Arbeit enthält einzelne Bemerkungen. Gleich die nächsten Seiten enthalten eine Fülle vorzüglichster Konjekturen, die dauernde Heilung bewirkt haben, und es ist eine wahre Freude, R. hier, wo er nicht an eine vorgeschriebene Marschroute gebunden ist, zu folgen. Leider kann ich diese glänzenden Würfe nicht alle aufzählen, sondern muß mich begnügen, nur die Stellen hervorzuheben, an denen ich abweiche. So möchte ich anders als R. über 327,3 urteilen, wo mir die übliche Interpunktion richtig scheint. Der Redner hat über die loquacitas populi gesprochen, die das Gerücht von dem Inzest zwischen Mutter und Sohn verbreitet hat. Sed quid ego sic ago, tamquam inauditum incredibile scelus locutus sit populus. Teneo in hoc sermone facinus unius mali mariti (Allein mein böser Mann ist schuld an diesem Gerücht). Non interest, incestum de uxore fingat an credat[1]). Non interest heißt ›es macht keinen Unterschied‹, der Begriff des Interesses liegt hier fern; eine Bestimmung im Gen. kann deshalb nicht stehen. Daß zu unius, das den Gegensatz zu populus bildet, gleich das bestimmte mali mariti hinzugesetzt ist, kann doch nicht stören; der gleiche Gegensatz populus — pater 325,19: rem impudentissimam populus loquendo fecerat, nisi pater credidisset. Darauf beziehen sich hier die Worte: Es macht keinen Unterschied, ob er den Inzest seiner Gattin selber erdichtet oder glaubt. — 207,6 quod nec defendi potest sine genere poenae. R. will nisi statt sine schreiben; dann ist mir der Abl. nicht verständlich. Ich glaube, der gewünschte Sinn liegt in den überlieferten Worten, wenn das sine

1) Sinnverwandt 212,12: quid *interest* unde sumpserit rumor ortum? Quod negari non potest, tu contionaris accusas, tu crimen de fabula facis. in rumore ... calumniae genus est primum credere.

auch sehr kurz ist: Der Arme kann nicht einmal verteidigt werden, ohne daß er eine Sorte von Strafe selber zugestehen muß. Für genus hat der Redner eine Vorliebe (vgl. 208,8 209,4: occidit genere quo pereunt innocentes, 210,12: usitata genera poenarum, 210,15). — 268,13 verstehe ich magnaque miserum commutatione renovavit nur, wenn es ironisch ist. Dann darf aber magna nicht in magica verändert werden: Sie hat mich Armen durch eine gewaltige Veränderung erquickt; nämlich mein Zustand ist jetzt schlimmer als vorher. — 122,3 nimmt R. Anstoß an: neque omnibus personis neque omnibus caecis scriptam esse legem; er konjiziert: et omnibus locis. Das ist unmöglich, wenn man sieht, daß der redende Vater beweisen will, daß das Gesetz: qui parentes in calamitate deseruerit insepultus abiciatur auf die Mutter nicht zutrifft, weil es eben nicht für alle Personen und alle Fälle geschrieben ist. Wenn locis richtig vermutet wäre, müßte doch neque stehen bleiben. Aber wenn man omnibus betont, ist die Ueberlieferung durchaus verständlich: weder (allgemein) für alle Personen noch (speziell) für alle, die blind sind. — 157,21 hatte ich mir notiert: quando illos (die Zwillinge) languor, quando suprema iunxerunt? Et quando quo*d* <*alteri*> *f*it (et quandoque sit Hss., quando sit VM) necesse est alter <*quoque patiatur*> ex geminis? R. schreibt einfacher: quandoque fit (wenn es sich einmal ereignet), die Lücke nachher ähnlich ausfüllend. Fit stimmt aber nicht recht zu dem voraufgehenden suprema (Tod, vgl. S. 363). Auch ist das geminis, das R. für den nächsten Satz behält, dort n. m. E. völlig überflüssig. — 150,15 in der VIII. Rede, deren Abhängigkeit von V R. erwiesen hat: perdiderunt legis huius auctoritatem quae (R. will qui) ad illa*m* (Plasberg, illas Hss.) uxorias querelas, matrimoniorum (das Asyndeton ist doch möglich) solent deferre delicias. Quae ist trotz V 7 (94,30) denkbar und von Burmann richtig verteidigt: Die Frauen, die sich für ihre ehelichen Streitigkeiten auf dies Gesetz berufen, diskreditieren es (vgl. 196,16: uxorias querelas et ... delicata matronae desideria). Die Stelle geht weiter: ego illam datam miseris tantum matribus puto potestatem, ab iniquo coniuge explicare divortium et contra maritales tuetur iniurias ut nolis praestare patientiam. succurrit illis, und nun folgt die richtige Anwendung des Gesetzes. R. schreibt potest autem und zieht dies zum folgenden Satz, obwohl ihm das autem mißfällt. Mir das potest ebenso, das überhaupt nicht paßt. Im Gegensatz zur richtigen Anwendung des Gesetzes können die falschen nicht in dieser Form angebracht werden; es muß eine Ablehnung in den Worten liegen; also etwa: et c. mar. tue<*ri vide*>tur iniurias, ut n. p. pat.? succurrit illis (Du glaubst das Gesetz bewirkt die Scheidung? Im Gegenteil, es hilft denen, die sich

nicht scheiden lassen können). Explicare divortium hält R. ohne entsprechende Beispiele; die Bedeutung ›befreien‹, für die der Index bei L. genug Fälle bietet, paßt nicht; sie ist nur angängig, wenn man <*per*> divortium liest. Sonst muß explicare hier ›bewerkstelligen‹ heißen. Ist so der Grundgedanke richtig hergestellt, so muß potestatem zum vorhergehenden Satz gehören, wofür auch die Klausel spricht, und die potestas agendi bezeichnen wie 137,3. Ueber das ut nolis sagt R. nichts; es scheint temporal zu sein: so oft (vgl. Löfstedt, Beitr. z. Kenntn. d. spät. Lat. S. 3 ff. Schmalz, Synt.[4] 572). — 84,22 hatte ich dieselbe Lösung gefunden, die Plasberg R. empfohlen hat. Der Sohn wird nach der Weissagung den Vater töten. Nun heißt es: ›Du verdienst es nicht, ich glaub's wohl: ich beabsichtige es nicht, das weiß ich. Aber das ist ja gerade das Fatum, was geschieht, ohne daß Gründe dafür vorhanden sind‹. Tu non mereris [scire], credo, ego utique nolle me sci*o* (scire Hss.) (vgl. 85,27: mathematicus hoc non futurum dixit ut vellem, sed ut occiderem, über den Gegensatz von credere-scire s. Th. l. L. IV 1135,60). — 265,15 hat R. mit Recht die Konjektur von L. mit dem falschen Tempus nach quasi beseitigt. Ich möchte aber lieber lesen: <*non*> [sed quod] hodie me torquet ... quod ... discessi, sed quod remedii mei patior dolorem. Das fälschlich zu früh geschriebene sed quod hat das nötige ›non‹ verdrängt. — Daß 303,11 eine Lücke vorliegt, hat R. richtig erkannt; er formt den Satz: patri ... minus est filius nocens <*reus*> quam absolutus; aber darauf, daß der Sohn als Angeklagter weniger schädlich ist, kommt es nicht an, er wünscht den Sohn lieber schuldig als freigesprochen. Ich vermisse etwas wie odio oder odiosus. — 228,28 glaube ich, daß tractare mit dem Zusatz von publicam zu halten ist (vgl. Sall. Cat. 51,28 Iug. 41,2); trotzdem kann es im nächsten Satz heißen: rem ... qui male agit, ... laedit; denn daß hier res wieder im Sinne von respublica steht, ist doch ohne weiteres klar (Cato orig. Peter I 77,11 Enn. ann. XII 370 V. Verg. Aen. VI 846). Auch ob in der Zusammenstellung 122,27: aetas inpediet infantem, valetudo aegrum, res legatum, dux militem wirklich res publica zu schreiben ist, ist mir bei der vorhandenen Konzinnität fraglich; res ist der ihm gewordene Auftrag. — 129,9 ff. hatte ich mir, vielleicht einfacher als der Vorschlag von R. ist, so gedacht: maris domui nostrae male experti periculum credidit timer*i* (timens Hss.). N*i*si (ne si Hss.) tibi non paruisset, nemo non vos putasset conludere: falls er dir nicht ungehorsam gewesen wäre, hätte jeder geglaubt, ihr triebet ein abgekartetes Spiel. Den nächsten Satz hat R. richtig zur Frage gemacht. Dann: ita ille ... excusatius profectus esset, si me minus desiderasse*t* (-ses Hss.)? dubitabitur an tua causa fecerit? Die Mutter

wirft dem Sohn vor, daß er nicht ihr zu Liebe gehandelt hat, sondern dem Vater zu Liebe (vgl. 128,16: ego sic ago tamquam hoc tantum filius propter me fecerit). – 274,19 glaube ich mit der Ueberlieferung auskommen zu können: non fuit illud *unum* venenum, bibi miser execrationis *quicquid* usw. Was R. will, amoris venenum, wird wohl kaum jemand als Mittel gegen die Liebe verstehen, sondern nur als Liebestrank. In dem Satz dahinter (Z. 24): fieri non potest ut virus tam inpotens semel in viscera receptum sit et in unum tantum modo sensum hatte R. mit der Vermutung saeviat für sit et jedenfalls einen weit angemesseneren Ausdruck geschaffen als Plasberg mit stet, was er acceptiert und was zur Aenderung des folgenden in uno sensu nötigt. Die Parallele 275,4: se ... per totum diffundat animum hatte mich an fluat denken lassen; auch furat wäre möglich. 275,16 ergänzt R.: nunc publica detinent <*corpora*>; weder der Plural noch corpora scheint mir ganz angemessen. Ich dachte an publica detine[n]t (vgl. Sen. ep. 88,37: an Sappho publica fuerit). Und sollte es nicht vielleicht möglich sein, gleich darauf Z. 20 illa corporalium maledicta zu halten und in corporalis eine andere Bezeichnung für publica, prostituta zu sehen? Es liegt in der Natur der Sache, daß auf diesem Gebiete Benennungen existieren, die im allgemeinen nicht in die Schriftsprache dringen. Ich könnte mir aber denken, daß diejenige, die corpus vulgat, darum corporalis genannt wird. Daß corporalis die Bedeutung ›sinnlicher Lust ergeben‹ hat, lehrt der Th. l. L. IV 994,9, wo unsere Stelle hinzuzufügen wäre. 276,8 si meretricis inpatientiae omnia licent würde ich nicht ändern in inpotentiae; impatiens und impatientia hat die gleiche Bedeutung erhalten, des Mangels an Selbstbeherrschung. Min. Fel. 2,2 impatienti gaudio hat man ebenso ändern wollen, obwohl Ovid rem. 123 impatiens sagt für ein Herz, das sich nicht zu beherrschen weiß, auch met. XIII 3 inpatiens irae, genau wie man impotens irae sagt. Die culpa impatientiae Gell. I 13,3 ist die Schuld willkürlichen Handelns. In den Glossen wird impatiens mit ἀκρατής erklärt III 125,35 und impotens durch impatiens IV 97,19. Vgl. auch miserae pietatis impatientia = Mitleid, das sich nicht beherrschen kann 89,20, impatientissimus pater 207,29 = leidenschaftlicher Vater.

Der Schluß von XIX ist auch nach den Darlegungen von R. noch nicht geheilt, weil die Konzinnität noch nicht hergestellt ist und es doch seltsam erscheint, seine Frau zu beschwören: per coniuges. Tadellos dagegen ist es, wenn der Redende die anwesenden cives bei ihren Kindern und Frauen beschwört; denn um das Verhältnis eines Sohnes zu seiner Mutter dreht sich die Deklamation. Es ist mir danach sicher, daß zusammengehört: illud tantum a te, civitas, per

liberos perque coniuges ..., a te, uxor, per occisi iuvenis umbram peto. Mir ist auch sicher, daß danach eine gleichartige Anrede an die mater nicht denkbar ist, weil dadurch die Konzinnität gegenüber der civitas aufhört und die Stellung des peto den Gedanken abschließt; es muß also folgen, warum er bittet. Das ist aber für beide Angeredeten etwas anderes; die Mutter soll nicht weiter nachforschen, die Bürger sollen nicht die Fama verbreiten, so halte ich den Schluß für intakt nach voraufgehendem Doppelpunkt: a te, mater, ne quid amplius quaeras, tu (scil. civitas) famam ne dicas (vgl. 229, 20: civitas infamat). Zu den letzten Worten vgl. Burmann: haec verba ad civitatem vel populum diriguntur, non ad matrem. Was mit dem oben in der Lücke ausgelassenen pat̄ne anzufangen ist, weiß ich nicht. Man könnte vielleicht an die ablativische fig. etymol. denken (Nägelsbach, Stil. § 105, Landgraf, Act. Sem. Erlang. II 31) und precor schreiben statt des pater, das ne aber als Fehler des vorauseilenden Schreibers ansehen. — XIV 5 scheint mir die Ueberlieferung mit ihrer pointierten Gegenüberstellung tadellos (268, 23): nonne vobis videtur implere sceleris fidem quod abstulit fidem condicio personae? Scheint euch nicht die Glaubwürdigkeit des Verbrechens der Umstand zu erhöhen, daß ihr Metier ihr die Glaubwürdigkeit abspricht? Vgl. Quint. inst. or. VI 5, 9: expositionem qua matri cuius filium premebat auctoritas abstulit fidem. Ueber die Stelle desselben Kapitels 269, 7 ff. ist oben (S. 362) gehandelt. Im Schlußsatz dieses Abschnitts halte ich einen Zusatz für unnötig: ›Im höchsten Grade kann aus diesem Medikament die Kenntnis auch böser Tränke erschlossen werden; niemand kennt nur ein Heilmittel‹ (Z. 14). Es schwebt ja dabei der Vergleich des Arztes vor, der ebenso über die Kenntnis der schädlichen Gifte verfügt wie der Medikamente. c. 6 (269, 22) heißt es: excusatio mehercule adhuc prosexutuo pro condicione mulieris. Das Verbum fehlt, tuo und mulieris vertragen sich nicht und den sexus hervorzuheben liegt kein Anlaß vor. Ich würde schreiben adhuc profertur pro condicione und den Satz ironisch verstehen. Dann nimmt R. eine Lücke an; das Ueberlieferte ist zweifellos unverständlich: sed ut illa nosses gratia tui desideriumque posset ingerere nolentibus. Ich möchte lesen: nosses gratia tui desiderium qu*ae* posse<*n*>t. Ob aber vor sed der negative Finalsatz fehlt, wie R. nicht unwahrscheinlich annimmt, oder ob darin selber das Verbum steckt, das den ut-Satz regiert: studuisti scilicet oder dergl., weiß ich nicht zu entscheiden.

Der letzte Teil der Arbeit sucht Interpolationen zu tilgen. 75, 31 habe ich Bedenken aliter zu beseitigen: sciebat illos non aliter ausuros proferre causas. Daß es nicht ›sonst‹ heißt, ist klar. Der Th. l. L. I 1653, 78 führt allerdings, so weit ich sehe, nur die Digestenstelle

des Tryphonin XLI 1, 63, 3 für diesen Gebrauch = ἄλλως an: aliter ambulans; aber ausgeschlossen ist dieser Sprachgebrauch doch hier auch nicht, der im Griechischen von Homer ab sich findet. — 330, 13 lese ich: *certe* (cuius Hss.) arguta prius indicia praecedant. ›Ich will noch nicht davon reden, wen du folterst; jedenfalls mögen klare Anzeigen vorausgehen‹. Arguta ist n. m. A. durchaus nötig im Gegensatz zu der Anklage, die das Gerücht erhoben hat. Den folgenden Satz scheint mir schon Burmann richtig gedeutet zu haben: novissimum debet esse quicquid ... torquet et punit, nur daß der Begriff ›zugleich‹, ›auf einmal‹, obiter nach Lehnerts Konjektur, einzufügen ist (vgl. 296, 6: ut quod detineor obiter et poena sit). — 256, 12: hoc vobis hodie iudicandum est, ubi scelus facere non liceat würde ich non halten, weil es, auch abgesehen von der guten Klausel, pointierter ist als der positive Ausdruck. Der Reiche hat gesagt: ›Auf meinem Grund und Boden kann ich Frevel begehen, so viel ich will‹. Darauf der Arme: ›Ihr müßt heut entscheiden, wo seiner Willkür ein Ziel gesetzt ist, wo er nicht freveln darf‹. Der Schluß des Kapitels scheint mir falsch abgeteilt zu sein (256, 15): aperitur ingens furori (R., funeri Hss.) via et obluctantia diu legum velut claustris scelera libera porta prorumpunt, si in privatum iura non veniunt (R., -ant Hss.) et in manifestissima quoque noxa non de facto quaeritur, sed de loco. — Non aequa portione cum sceleratis terras divisimus; ubi enim non iam divitum privatum est? Die Teilung der Länder zwischen uns und den Frevlern ist nicht billig; denn sie sind überall, und wir haben nichts. Die logische Sonde darf man vielfach nicht an diese deklamatorische Gedankenführung legen, auch hier nicht sagen, daß diese Vorstellung einer gleichen Teilung zwischen Frevlern und anständigen Menschen etwas Seltsames hat. Nimmt man sie einmal an, so schließt der Satz richtig an de loco an: Wenn's nur auf den Ort ankäme, wären wir immer im Nachteil, denn die Frevler, die übermütigen Reichen, sind bei der Teilung des Landes besser weggekommen. R. zieht den Satz non aequa usw. wie die Vulgata zum Vorhergehenden und schreibt mit II allein cum sceleribus, so daß der Arme sich nun sehnt Verbrechen ausüben zu können. — 114, 12 ff. kann ich die Schultingsche Umstellung nicht billigen. Si non tenuisset filium, vicerat, iuvenem nescio in me magis an in te futurum impium, si non redemisset quem tu sic desiderabas. Weder ist die Apposition iuvenem verständlich noch der Uebergang von der dritten in die zweite Person natürlich noch der Gedanke richtig, der gerade zu dem Satz: ›Sie hätte ihn gefesselt‹ den Gegensatz hinzufügt: ›er wäre gegen dich besonders pietätlos gewesen, wenn er mich nicht befreit hätte‹. Den Satz: ›si non tenuisset, filium vicerat verstehe ich als

kolossale Uebertreibung im Anschluß an die Schilderung des Schmerzes: Sie weinte sich die Augen aus; wenn er sie nicht gehalten hätte, so hätte sie den Sohn besiegt, d. h. wäre statt seiner gegangen, um den gefangenen Vater zu befreien. Continuus inde planctus, incredibilis maestitia, accidua lamentatio *fer*it (fuit Hss., dahinter Punkt) iuvenem nescio in me usw. Das beständige Klagen trifft ihn im Innersten (vgl. 197,15: orbitatem feris adhuc alio dolore 231,15: hic ipsa vitalia feriuntur); daran schließt sich das Part. tadellos an: er würde ja ebenso pietätlos gegen dich gehandelt haben wie gegen mich, wenn er mich nicht befreit hätte. — Die Stelle 12,10 halte ich noch nicht für geheilt. Daß metus et conscientia, wo es sich um Mord handelt, magni sceleris *tristes* morae heißen, ist mir unverständlich; ich erwarte etwas wie allenfalls: ictum, quem ... metus et conscientia <*et*> incertum magni sceleris *infirmiorem* fecissent (substantivisches incertum, auch mit Gen., sehr beliebt, vgl. 138,18 153,23 163,21 281,4 289,19 293,2 33,26 69,24 148,25), bin mir aber bewußt, daß das zu kühn ist, um probabel zu sein. — 254,12: quicquid iure possidetur, iniuria aufertur ut volucres mutae et aliae (et alia muta [Druckfehler für multa?] R.) quae per rusticas villas quaeque ditibus cellis saginantur, in quibus tamen domini <*non*> ambigua possessio est. An dem eingefügten non stoße ich mich. Burmann erklärt richtig; gemeint ist Geflügel, das man hält, das aber jeden Augenblick davongehen könnte, wie z. B. Tauben; das tamen zeigt deutlich den Gegensatz zum vorigen Satz (vgl. 255,2: ut non sit earum certa possessio). Zu vergleichen ist etwa für die Frage Gaius, Dig. XLI 1,5, wo ebenso den apes die volucres (pavones, columbae), sodann die Hirsche parallel gestellt sind: in his animalibus, quae consuetudine abire et redire solent, talis regula comprobata est, ut eo usque nostra esse intellegantur, donec revertendi animum habeant; quod si desierint revertendi animum habere, desinant nostra esse et fiant occupantium. Da ist die ambigua possessio deutlich bezeichnet. Vorher ist vielleicht zu lesen: ut volucres multae et alia. Zur Hervorhebung von mutus sehe ich absolut keinen Grund, zumal im Gegensatz zu den Bienen. — 244,2 scheidet R. zweifellos richtig inter homines aus, das dort sinnstörend ist; er setzt es sehr fein zu comites quaero 243,20; nur dum inter homines comites quaero scheint mir so nicht zu passen, wenn von Kyklopen, Sphinx und Scylla, die doch keine Menschen sind, eben die Rede gewesen ist; man würde etwas erwarten wie: ›umsonst suche ich unter Menschen nach Genossen im Frevel‹. Das dum ist im Zusammenhang überhaupt schwer verständlich; denn R.s Erklärung: ›was immer ich finden konnte‹ ist doch aus didici nicht herauszulesen. Dazu kommt, daß miser didici domi in der Ueberliefe-

rung: ›Ich Armer hab's am eigenen Leibe erfahren‹ so tadellos ist, daß man sich schwer entschließen wird daran zu ändern (cf. Otto, Arch. f. l. Lex. V 8). Daß didici nicht auf literarische Unterweisung geht, zeigt miser, das sonst seltsam wäre. Ich möchte miser didici domi als begründende Parenthese fassen, weiß aber nichts mit comites quaero (quaere B) anzufangen — Burmanns omnes quaeso ist doch nur ein sehr schwacher Notbehelf — und bin nicht ganz sicher, ob quaecumque (und was sonst noch) zum Abschluß mit Ellipse des Verbums erträglich ist (115, 6/7: per horridos fluctus et gementia litora et spumantes scopulos et quacumque miser relatus est). Das inter homines könnte eine zu 244, 8 visa non ante beigeschriebene Erklärung sein. — 266, 2 ist R. wieder durch Π beeinflußt. Der Ankläger sagt: Glaubt nicht, daß dieses traurige und wüste Aussehen, diese erbitterte Art zu reden meinen gewöhnlichen Charakter darstellt; das ist — so fährt er ironisch fort — die Gesundheit, die mir die Dirne mit ihrem Tranke verschafft hat, das ist ...; diese Wildheit — nun ohne Ironie — habe ich erst angenommen in Folge ihres Heilmittels, während ich vorher ein fröhlicher und sehr ausgelassener Liebhaber war. R. stellt den Satz her: haec est illa sanitas mea, haec omnium dierum noctiumque felicitas, in hanc corporis mentisque feritatem ille modo lentus, ille, si creditis, nimium remissus amator excandui. Die felicitas bringt nur Π hinein. Man erwartet einen Parallelbegriff zu sanitas, wie tranquillitas animi oder dergl. Wenn aber schon felicitas diesen negativen Glücksbegriff bezeichnen könnte, so ist der Zusatz dierum *noctium*que dabei m. E. unmöglich, und ebenso habe ich große Bedenken gegen omnium[1]) (vgl. 16, 7/8 85, 8 115, 29 165, 23), besonders bei der eigentümlichen Bedeutung, die felicitas hier haben soll. Ueberliefert ist aber: hic omnium in hac corporis mentisque dierum noctiumque feritate (-tem B) ille modo laetus usw. Zunächst halte ich laetus gegenüber dem tristem habitu Z. 4 für gut. Hac feritate ist verständlich wie ira, desiderio exardescere, auch ira excandescere bei Cic. Tusc. IV 43. Die Genitive dierum noctiumque sind ja auffällig, aber verständlich, weil sie veranlaßt sind durch die voraufgehenden, um die feritas nach allen Richtungen hin als vorhanden zu bezeichnen, und sie wären ja bei felicitas genau ebenso be-

1) Gewöhnlich findet sich bei Zusammenstellung von dies und noctes kein Zusatz; wenn Tac. ann. II 24: per omnes illos dies noctesque steht, so erklärt sich omnis durch ille; auch Cic. pro Cluent. 190: dies *omnis* atque noctes *tota* mente mater de pernicie sibi cogitaret hat einen besonderen Anstrich. Leichter ist vielleicht noch der Zusatz von totus, wie Cic. pro Mur. 78: totos dies atque noctes de rep. cogitantem, aber auch er nur, wenn es einer besonderen Hervorhebung bedarf und das Verbum eine derartige Tätigkeit bezeichnet wie hier cogitare.

achtenswert (vgl. 103,23: tot annorum cubile). So bleibt also als verderbt das omnium in, für das ich an animus in<teger> gedacht habe, was ja bei der Aehnlichkeit der Abbreviaturen nicht so fern liegt. — 4,21 scheidet R. mit Recht die eingefügte Variante aus: suo ferro [nisi alieno]. Mich wundert, daß er über 55,17 nicht ebenso geurteilt hat: in addicto ac paene <*servo*> [vix libero], wo nur das Eindringen der Variante den Ausfall des in der Vulgata zweifellos richtigen Wortes zur Folge gehabt hat. — Zweifelhaft ist mir die Doppellesung 304,3 occursum, das R. als ursprüngliches occursu erklärt, auf das folgende praesentia bezüglich. Ich würde mit Anlehnung an Lehnerts nur durch mangelhafte Interpunktion unverständlich gewordene Lesung vorziehen: captavi <*fugere*> (Dessauers <*vitare*> hat seine Begründung in 277,14 omnem puellae vitaret occursum), fateor, hominis (V, hominem B, omnem sonst) occursum, | quem mihi videbar *exasperare* praesentia, *exorare*, dum morior (vgl. auch 345,1 timebat occursus). Quem gehört nicht zu occursum, sondern bezeichnet die Person, das Objekt zu exorare, wie ja die gegensätzlichen Verben zeigen. Ob wir Z. 4 die Hypallage novissimi ambitus genus beseitigen müssen, bin ich im Zweifel, da sie selbst in Prosa nicht selten ist (Kühner, L. Gr. II 168); ich verstehe novissimus nicht als ›letzter‹, sondern als ›ganz neu, eigenartig‹, genau wie an der Stelle, auf die R. selber verweist 87,6: novo mihi in auditoque opus est ambitu. — 304,11 locus … querelis meis lacrimisque conscius, in quem se ferant sehe ich nichts, was berechtigte, den Relativsatz hier zu tilgen und für eine spätere Stelle als Doppellesung zu betrachten: ein Platz, meinen Klagen und Tränen vertraut, um sich dorthin zu begeben. Gleich darauf (Z. 14) ist sicut solent (β) in α verderbt zu si dicunt solent. Man versteht den Hergang ohne weiteres; etwa nach sed geschriebenes ʼdicut war am Rande verbessert mit ʼſi, dann kam beides in den Text, wobei dicut zur Form dicunt wurde. Aber Π hat sicut dici solent, was ich für willkürliche Aenderung halte, um eine neben solent erträgliche Verbalform zu gewinnen. R. benutzt das, um zu schreiben: sicut discedere solent. Gerade bei solere im Nebensatz ist die Ellipse des Infinitivs geläufig (vgl. 118,19 169,22 236,20).

Ich bin am Ende. Es ist etwas lang geworden, aber ich glaubte das der Arbeit und dem Verfasser schuldig zu sein. Leider ist es mir wegen des Raummangels versagt, noch meinerseits eine Anzahl von Vermutungen hinzuzufügen, die ihm zeigen sollten, daß seine Anregung auf fruchtbaren Boden gefallen ist, und so zugleich Dank sagen für das energische Auftreten, mit dem er verhindert hat, einen Text als erledigt anzusehen, an dem noch so gut wie alles zu machen ist. Nur eines hätte ich gern entbehrt, das Schlußwort mit dem Aus-

fall gegen die konservative Richtung der Textkritik, weil das ein Kampf gegen Windmühlenflügel ist. Textkritik ist eine Sache des Taktes und der Kenntnis: es gibt nicht eine konservative und eine divinatorische Richtung, sondern nur eine richtige und eine falsche Methode, und die richtige wird ebenso konservativ wie divinatorisch sein, je nachdem es die Stelle erfordert. Unsinn aber zu konservieren, nur weil er in den Hss. steht, ist Unmethode, und wir würden dem Meister, der uns gelehrt hat, das Zeugnis der Hss. nicht leichtsinnig umzustoßen, zu seinem achtzigsten Geburtstag nur schlechten Dank abstatten, wenn wir nun andererseits den gesunden Verstand zu Gunsten einer unsinnigen Ueberlieferung knebeln wollten.

Rostock i. M. (August 1910) R. Helm

Oskar Leuze, Die römische Jahrzählung, ein Versuch, ihre geschichtliche Entwicklung zu ermitteln. Tübingen 1909, Mohr. XII u. 392 S. M. 10.

Nach dem phantastischen Gewirr gewagter Hypothesen, mit denen Soltau in seiner römischen Chronologie das Gute, was das Buch tatsächlich bietet, umhüllt und ungenießbar gemacht hat, berührt es wohltuend, nun nach 20 Jahren ein Werk in die Hand zu bekommen, das unter vorsichtiger Beschränkung auf das Problem der Jahrzählung, in bescheidener, anspruchsloser Form und mit gründlichster Kenntnis der leider so schwer zu bewältigenden und ungleichwertigen Literatur verfaßt ist.

Nachdem Th. Mommsen, durch die Arbeiten seines Bruders August zum Widerspruch gereizt, in seiner römischen Chronologie von 1858 das, was die richtig interpretierten Quellen geben, in knappster Form fixiert hatte, brachten erst die achtziger Jahre einen Ansturm, der, reich an Hypothesen, den wesentlichen Bestand der Mommsenschen Chronologie nicht hat erschüttern können. Die Fülle der Produktion brachte dem Lernenden Zweifel an der Möglichkeit anerkannter Ergebnisse auf diesem Gebiet; und so hat sich die Forschung von ihm mit wenig Ausnahmen zurückgezogen.

L. sucht mit glücklicher neuer Fragestellung nicht gleich nach dem geschichtlichen Hintergrund der überlieferten Daten, sondern will rein literarhistorisch die Entwicklung der chronographischen Technik bei den Römern zeichnen, da nur eingehende Kritik derselben uns eine Möglichkeit eröffnet, ihr Verhältnis zu den Tatsachen zu erkennen. So gliedert sich das Werk in 4 Kapitel: Voruntersuchung, betr. Diodors Fasten, Geschichte der römischen Jahrzählung, wie sie bei Fabius und Cincius, bei Polyb und Piso (Dionys),

bei Varro und in den kapitolinischen Fasten vorliegt, Kritik dieser Ansätze nach der Seite der chronographischen Technik und ihrem Verhältnis zur wahren Zeit, Reduktion der römischen Eponymentafel. Ich gebe kurz die Ansätze L.s, besonders die, in denen er von der landläufigen Meinung abweicht, um daran einige Bedenken zu knüpfen, die ich ausführlicher begründen muß.

Diodor ist nicht ganz der Stümper, für den er gewöhnlich ausgegeben wird. Der Widerspruch der beiden Angaben über die Ausdehnung seines Werkes I 4. 7 und I 5. 1 löst sich in eine Unachtsamkeit auf, wenn man bedenkt, daß Diodor seine Hexaden blos bis zum 40. Buch fortgeführt hat. Danach hat ursprünglich ein Plan bestanden, der in 42 Büchern bis zum Jahre 45 reichte; Diodor hat vergessen, die bereits notierte Zahl dem neuen verkürzten Plane entsprechend zu ändern (S. 11). Er hat sich selbst eine synchronistische Tabelle angefertigt, bei deren Herstellung er von der eigenen Zeit anfangend rückwärts gegangen ist. Die Besonderheiten dieser Tabelle sind mit Ausnahme einiger Versehen und der bekannten Verdoppelung von 5 Kollegien, der die Weglassung von 5 anderen entspricht, Eigentümlichkeiten der Vorlage. Die Korrektur der 5 Kollegien mit Fuge des 12/3. und 14/5. Buches ist erst nach Ausgabe der ersten 2 Hexaden gemacht, um den Synchronismus der gallischen Eroberung mit der Belagerung von Rhegion zu erzielen. Aus der Responsion: einjährige Anarchie und Fortlassung des Kollegiums von 387 varr. schliesst L. richtig, daß die Quelle (besser gesagt die Tabelle) das Kollegium, aber nicht die Anarchie gehabt hat. Die Behauptung dagegen, Diodor hätte das fehlende Kollegium von 272 varr. in dem verlorenen 10. Buch gebracht, scheint mir anfechtbar zu sein, s. u. Ueber die Königszeit sagt Diodor im 7. Buch (bei Euseb. I p. 283), sie habe Ol. 7. 2 begonnen; das kann nicht der alten Fastenquelle entnommen sein, die, wie später gezeigt wird, von 8. 1 ab gerechnet hat. Also eine doppelte Quelle liegt vor. Von der Königsliste, die Eusebios im Anschluß an das genannte Exzerpt bringt, sucht L. nachzuweisen, daß es nicht die Diodorische sei, hat den Beweis aber m. E. nicht strikt geführt, sodaß die Sache unsicher bleibt. Das Ergebnis des Ganzen ist, daß Diodors Tabelle eine Eponymenliste ohne Diktatorenjahre oder Anarchie, eine bloße Namenliste war, deren Eigentümlichkeiten sie als alt erweisen. Indem ich das nicht glücklich behandelte Fragment des lateinischen Fabius vorläufig übergehe, notiere ich nur den zweifellos gelungenen und unter Aufbietung alles bekannten Materials geführten Beweis, daß bei Diodor nur wenig entstellt Fabius Piktor vorliegt, wobei allerdings die ebengenannte 2. Quelle nicht erwähnt wird, die vorläufig noch ein Zetema bleibt.

Besonders hervorzuheben ist die Aufrechnung der 137 Jahre, die von Diodor XIV 93 anläßlich der Ehrung der Nachkommen des Timasitheos erwähnt werden. Ich möchte hinzufügen, daß die Zahl, die bei exkl. Rechnung der Summe der Eponymen[1]) von 358 varron. bis 504 varron. entspricht, aus dem Protokoll der Ehrung selbst stammen kann und möglicherweise einen Anhalt gewährt, wie alt die Benutzung der Magistratsliste zu chronologischen Zwecken ist; anders Leuze S. 268 s. u. Abschliessend ist vielleicht auch L.s Untersuchung über Diodor noch nicht, aber sie bringt außer einer geschickten Zusammenstellung älterer Ergebnisse einiges Neue, das sich bewähren wird.

Den Grundstock des Buches bildet der 2. Teil. Fabius hat die Eponymenliste als Jahrestabelle zu Grunde gelegt und 244 Königsjahre gerechnet. S. 84 taucht ein richtiger Gedanke auf, er habe das Gründungsjahr nicht durch Addition zum 1. Jahr der Republik gewonnen, sondern auf irgend einem Wege von oben her, L. meint von der Ankunft der Aeneas in Italien aus, errechnet. L.s Methode S. 85 läßt allerdings an Kompliziertheit nichts zu wünschen übrig, während mein eigener Versuch, Roms Gründung an diejenige von Karthago anzuknüpfen, den ich mit Bedauern und Befriedigung zugleich bereits bei Trieber Herm. 27, 336 vorfinde, wenigstens die Einfacheit für sich hat. Aber L. läßt S. 290 den Gedanken wieder vollständig fallen, indem er von einer Schätzung der Königszeit spricht. Ob Fabius schon das Jahr 507 als erstes der Republik gekannt hat, was L. bestreitet, davon nachher. Ausgezeichnet dagegen ist die Aufrechnung des unter Cincius' Namen gehenden Gründungsdatums Ol. 12. 4, der den Königen $6 \times 33^1/_3 + 25$ Jahre, d. h. 6 Generationen + die traditionelle Regierungszeit des Tarquin, und der Republik nur die Eponymen als ebensoviel volle Jahre gibt. Dagegen ist die Vermutung, Orosius habe noch etwas von fabischer Tradition gekannt, m. E. ein Anachronismus. Orosius hat eine Liste, die als Etappe zu den Hydatianischen Fasten wohl verständlich ist, eine Namenliste, der bereits Anarchie und Diktatorenjahre wieder fehlten, wie denn die späteren Fasten durch Fortlassung der Tribunen noch ärgere Verkürzungen erlitten haben, aber Fabius hat er nicht gekannt. Zutreffend ist, was über den Gründungsansatz des Polyb gesagt wird, der nur den Ansatz Ol. 7. 2 kennt. Aber die Zahlen

1) Gegen E. Schwartz, Diodor PW V 701. 35, der an der Hand der Eponymenliste selbst bei inkl. Rechnung nur auf 136 kommt, weil er bis 502 varron. rechnet, sucht L. wahrscheinlich zu machen, daß die Eroberung Liparas erst in das Jahr 503 varron. in das Prokonsulat des C. Aurelius Cotta falle. Dann stimmt die Rechnung, das Ausgangsjahr mitgerechnet. Da das L. nicht tut, muß er seine Zuflucht zu der Annahme nehmen, die Ehrung sei etwas verspätet eingetreten (S. 59).

der Könige sprechen doch eine zu beredte Sprache, und es ist bare Willkür, die 240 Jahre bei Cicero de rep. II 52 für eine »runde Summe« zu erklären und dem Tullus 37 Jahre statt der üblichen 32 zu geben (S. 287), um auf genau 244 Jahre zu kommen, vgl. S. 152; auf diesem Wege gehts auch nicht weiter! Aber freilich, die Schwierigkeit ist unüberwindlich geworden dadurch, daß der Verf. die 244 Jahre schon dem Fabius zuspricht, trotzdem Eusebios eine Liste von Königszahlen kennt, die 240 (tatsächlich wegen eines leichten Schreibfehlers 250) Jahre ergibt und schon deshalb nicht spät sein kann, weil Eusebios die konventionelle Summe 244 ruhig darunter schreibt, obgleich sie nicht stimmt. Hätte er die Summe reduzieren wollen, so wäre es ihm auf die Summe angekommen, die dann richtig sein müßte. Ich denke, der Ausdruck Ciceros XL annis et CC paulo cum interregnis fere amplius praeteritis zeigt, in welcher Klemme Polyb selber gesteckt hat. Mit Hilfe der catonischen Zahl 432 kam er (oder seine Quelle!) mit der Gründung Roms auf Ol. 7. 2, fand aber die Regierungszahlen der Könige mit der Summe von ca. 240 Jahren schon vor und benutzte den Gummibegriff des Interregnums, um die Lücke zu kaschieren, die entstand, indem er das erste Jahr der Republik mit Ol. 68.2 gleichsetzte. Ein böser Irrtum L.s dagegen ist es, die religiöse Feier des regifugium, die mit der Vertreibung der Könige so wenig zusammenhängt, wie das poplifugium mit der secessio, zum Beginn der Republik zu machen. Und dieser Tag sollte ein N sein, ein nefastus tristis, nicht einmal NP, und die Tradition sollte so erloschen gewesen sein, daß römische Gelehrte vor Verrius die Königsflucht auf den Tag QRCF gelegt hätten? (vgl. Praen. Fasten zum 24. März). Die Nagelschlagung am 13. Sept. ließe sich zwar zur Not damit vereinigen, selbst wenn die Republik damals erst 6½ Monat alt war; aber der nächste neue Antrittstermin ist der 1. September; alles das weist darauf hin, daß es mindestens römische Tradition war, die Republik habe am 13. September mit der Stiftung des Tempels begonnen. Ich sage nicht, daß das wirklich so gewesen, nur daß man es sich so vorgestellt habe und zwar bis auf den von L. in seiner wissenschaftlichen Bedeutung stark überschätzten liber annalis, das sagen die beigebrachten Zeugnisse deutlich genug.

Ueber die Nagelschlagung als jährliche urteilt L. sehr vernünftig und weist die Säculartheorie Mommsens mit ausführlicher Mitteilung der Quellenstellen zurück. Noch praktischer wäre es vielleicht gewesen, die Quellenstellen hier wie sonst kapitelweise voranzustellen; denn gerade in einer so von Hypothesen heimgesuchten Wissenschaft kann nur Vorlegung der Quellen im Urtext helfen, um festzustellen, was denn wirklich überliefert, was ergänzt sei. Ebenso



würde es sich empfehlen in den von. L. sorgfältig und übersichtlich gemachten Tabellen die festüberlieferten Tatsachen sichtbar herauszuheben; denn jede Verbindung zweier überlieferter Daten, wie bei Polyb Ol. 7. 2 und 68. 2 ist Konjektur, wenn sie auch noch so wahrscheinlich aussieht, zumal dann, wenn es sich um die höchst problematischen 3 ersten Jahre der Republik handelt. Doch das sind lediglich praktische Fragen, die die wissenschaftliche Ueberzeugung der Verfassers nicht berühren.

Polyb hat also ein in sich geschlossenes chronologisches System. Wo er nun aber dieses her hat, kann in wesentlichen nur negativ entschieden werden. Weder Eratosthenes noch Apollodor, weder die Pontificaltafel noch Cato können, das zeigen die sorgfältigen Ausführungen L.s, als Quelle betrachtet werden. Cato ist zwar unterschätzt; denn die bekannten 432 Jahre, die er nach Dionys I 74 zwischen Troia und die Gründung Roms legte, hängen trotz L. irgendwie mit Polyb zusammen und sind von Cato selbstständig errechnet, aber das Resultat, daß Polyb der erste nachweisbare Vertreter des durch Ausstoßung von drei Kollegien und Einführung des 3. Dezemviraljahres charakterisierten Systems sei, bleibt bestehen. Ist er darum auch sein Erfinder? L. bejaht die Frage, aber die Ausstoßung der 3 Kollegien, über deren Behandlung L. S. 164 spricht, und bei der wahrscheinlich auf so spezifisch römische Anschauungen, wie die Cremerasage und die Zahl der honores der einzelnen Familien Rücksicht genommen war, spricht sehr gegen Polyb. Soll ein Name genannt werden, so kämen nur die fasti des Fulvius Nobilior (cos. 189) in Betracht, die zwischen 185 und 165 geweiht sein dürften und nach Analogie der erhaltenen Kalendarien auch die Eponymenliste umfaßt haben, während das für Flavius entsprechend dem Zweck seiner Publikation nicht selbstverständlich ist. Klar und übersichtlich ist die Zusammenstellung der Anhänger der bei Polyb zuerst bezeugten Zählweise (S. 173).

Das beste Kapitel scheint mir das über Dionys zu sein, der glänzend gerechtfertigt wird, indem sich aus sachgemäßer Interpretation von 2, 25, 7 und 1, 8, 1 ergibt, daß Dionys eine einheitliche Tabelle vor Augen gehabt habe, die sich von der des Polyb nur durch ein Plus von einer Jahresstelle unterschied. Die Art und Weise, wie diese eine Stelle aus dem Konsulat des Papirius und Sempronius in der 2. Hälfte von 310 varron. gewonnen wird, ist zwar fürs erste bestechend, löst aber die Schwierigkeit keineswegs, wie später deutlich werden wird. Fruchtbar ist der Gedanke, für das neue System nicht Dionys, sondern die Quelle verantwortlich zu machen, der er die Einsicht in die Zensorenakten entnahm; daß dies Piso sei, ist zum

mindesten sehr wahrscheinlich gemacht. Ich werde nachher einen Versuch vorlegen, mit Pisos Hilfe die eine überschießende Jahresstelle zu finden. Wieder sind die Anhänger dieser Zählung in einem besonderen Kapitel vereinigt (S. 206).

Ueber Varro und Atticus kann ich mich kurz fassen. Allerhand unberechtigte Hypothesen werden klipp und klar zurückgewiesen und als der intellektuelle Urheber des Systems, wahrscheinlich mit Recht, Varro proklamiert. Tarutius, der sicher in Varros Auftrag arbeitet, kommt etwas schlecht weg; aber richtig ist, daß er nur eine Nebenrolle gespielt hat. Näher auf die hochinteressante Rechnung desselben einzugehen, lag außerhalb des Rahmens, da der römische Kalender strikt ausgeschlossen war. Die Identität der kapitolinischen Fasten mit der varron. Liste wird auf wenig Seiten gründlich behandelt und für die Inschrift nachgewiesen, daß sie sich zum liber annalis etwa verhält, wie die praenestinischen Fasten zu denen des Verrius. Daß bei der Exzerpierung manches schief herausgekommen ist, gesteht wohl auch Cichorius zu, gegen den L. hier polemisiert.

Die Kritik dieser Ansätze beginnt mit der Datierung, seit wann man die Eponymen als Jahreszahlen verwendet habe. Vor Fabius soll diese ›griechische‹ Sitte nicht nachweisbar sein, und richtig ist daran, daß die Zensorenprotokolle und die Flaviusinschrift nach Kalenderjahren rechnen. L. vergißt hier aber die 137 Jahre, die vielleicht schon 251 v. Chr. an der Hand der Eponymenliste abgezählt sind.

Er bespricht dann die verschiedenen Wandlungen, denen die Liste unterworfen wurde, um sie für chronologische Zwecke brauchbar zu machen und kommt zu dem richtigen Resultate, daß nie ein Kollegium erfunden sei und daß die älteste bezeugte Fassung (bei Diodor) dem Fabius bereits fertig vorgelegen habe. Es sollte unser Zutrauen zu den überlieferten Namen erheblich steigern, daß die beginnende römische Geschichtsschreibung bereits aktenmäßig genau gearbeitet und es unterlassen hat, die fehlenden 4 oder 5 Namen zu fingieren. ›Redaktionen der Beamtenliste zu chronologischen Zwecken sind in vorfabischer Zeit nicht nachweisbar‹, womit besonders der Vermutung einer Redaktion durch Flavius entgegengetreten wird. Das sind wichtige grundlegende Bemerkungen für die folgende Reduktion der Konsularfasten, die nur in einem Punkte lückenhaft sind, indem ein Hinweis auf den gänzlich problematischen Charakter der 3 oder 4 ersten Republikjahre fehlt. Zumal für das erste Jahr arbeitet die Ueberlieferung ungehörig viel mit Ergänzungswahlen, um alle überlieferten Namen unter einen Hut zu bringen. Darin steckt nicht, wie L. zu glauben scheint, ein Stamm, der durch Interpolationen

verändert ist, sondern, wie ich glauben möchte, 2 oder 3 völlig selbständige Traditionen, die zusammengeschweißt wurden. Polyb nennt mit derselben Bestimmtheit Brutus und Horatius die ersten Konsuln, wie Dionys Brutus und Collatinus, und wir haben kein Recht, eine von beiden Varianten für besser zu halten wie die andere oder gar beide mit Gewalt zu vereinigen. Wenn also in Kap. 4 ein Reduktionsversuch gemacht wird, so kann ich mich nicht mit der freilich nicht von L. erst entdeckten Kompromißwissenschaft befreunden, Horatius sei ursprünglich der 3. Konsul gewesen und die Weihung des kapitolinischen Tempels, deren Datum kalendarisch feststeht (13. Sept. 507 vor Chr.) gehöre ins 3. Jahr der Republik. Das widerspricht direkt der römischen Tradition bei Polyb und ist daher unberechtigt. Noch schlimmer ist der Versuch, dem 2. Decemvirat aus Livius und Dionys eine 27 monatliche Dauer herauszuinterpretieren. Freilich, die Schilderungen bei beiden klingen so, daß es den Anschein hat, als hätten die 2. Zehnmänner ihre Befugnis nicht blos um ein paar Wochen überschritten. Ziehen wir aber alles ab, was rhetorische Uebertreibung sein könnte, so bleibt die Tatsache, daß das 2. Decemvirat mit 19 Monaten vollauf Zeit für alle die geschilderten Ereignisse enthält. Also mit dieser ›Entdeckung‹ wird nichts zu machen sein, und ob die 5jährige Anarchie, besser Interregnum, so wie sie dasteht geglaubt werden müsse, scheint mir sehr zweifelhaft, trotzdem man nach Mommsens Vorgang L. zugeben wird, daß sie staatsrechtich denkbar sei. Desto erstaunter war ich, zu lesen, daß die unter so wackligen Voraussetzungen rekonstruierte Liste mit der wahren Zeit bis auf den Monat genau übereinstimmte, ein Umstand, auf den L. S. 350. 371 ausdrücklich hinweist, um die Richtigkeit seiner Behauptungen zu garantieren. L. ist folgendem Irrtum zum Opfer gefallen. Daß die Liste in den Jahren stimmt, war eine natürliche Folge ihrer Stellenzahl, denn L. bietet die diodorisch-fabische Liste, vermehrt um 5 Anarchiejahre und das 3. Decemvirat, bietet also vor 300 vor Chr. 203 Eponyme + 6 Jahre und beginnt am 1. März 509. Daß die Summe aber auf den Monat stimmt, beruht darauf, daß ja bei der Reduktion ein bestimmter Zeitabschnitt zu Grunde gelegt wurde, der aufgeteilt ist, sodaß die Summe der Teile auf alle Fälle gleich dem Ganzen sein muß und die Richtigkeit der versuchten Einteilungen nie bestätigen kann. Zum Beweise setze man einmal statt des von L. angenommenen Anfangstermins der Republik den folgenden September und lasse das von Diodor nicht genannte Konsulat von 272 varron. weg, das ich für unhistorisch halte, so stimmt die Rechnung ebensogut; und solcher glatter Aufrechnungen gibt es noch viele, die eine so wertlos wie die andere. Be-

wiesen wird dadurch nichts. Immerhin steckt in L.s Bemerkungen über die Antrittstermine manches richtige und lesenswerte, wenn auch nicht gerade das über den Amtsantritt der Volkstribunen, Anmerk. 430.

Sehr besonnen endlich ist die Besprechung der Kontrollmittel, die uns zu Gebote stehen, und die höchstens nicht widersprechen, aber im großen und ganzen nicht viel beweisen. Soweit der Inhalt des Werkes.

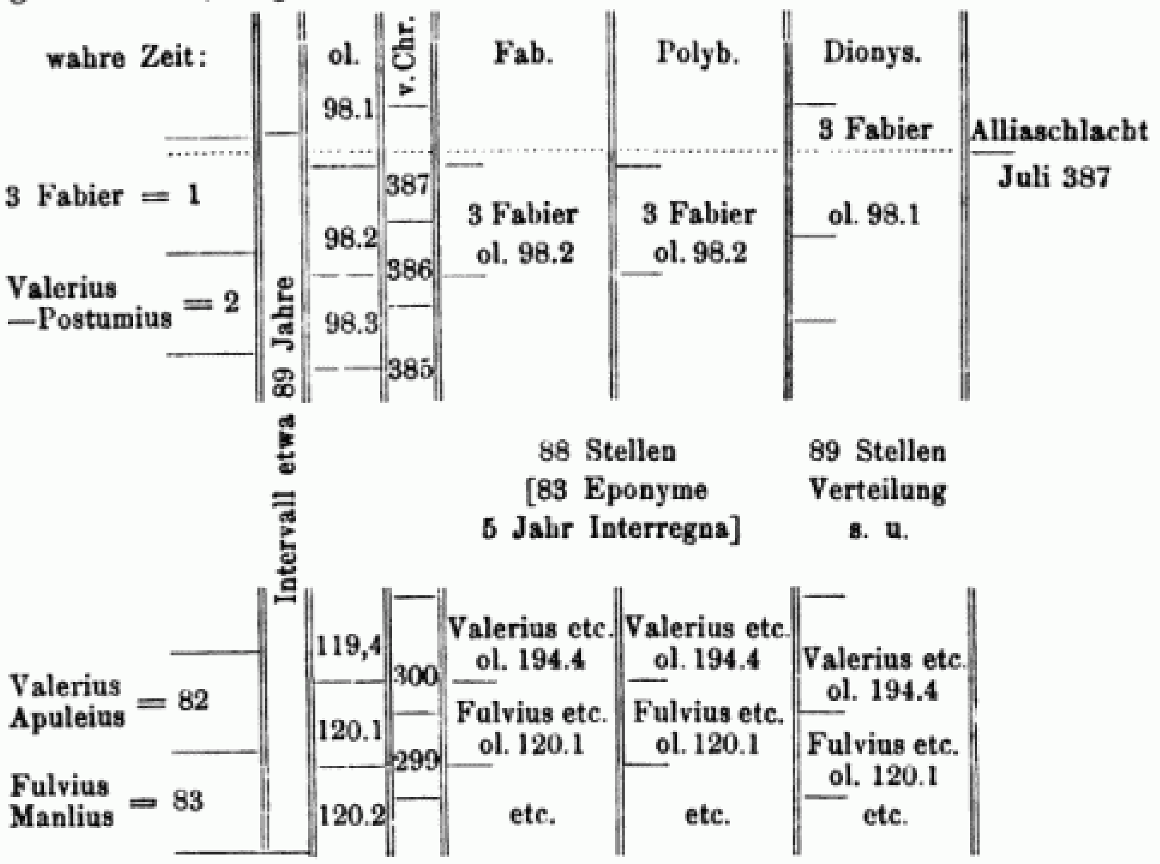
Zweierlei will mir unter den mitgeteilten, z. T. sehr einleuchtenden Gedanken nicht in den Kopf, und wie es so mit einem festen Zahlenschema ist: bröckelt es an einer Stelle, so muß das Ganze neu fundiert werden. Diese zwei immer noch schadhaften Stellen sind folgende:

Daß Fabius die Mittel nicht besessen haben sollte, die Stiftung des kapitolinischen Tempels im ersten Jahr der Republik zeitlich festzulegen, was doch Flavius und die Zensorenprotokolle konnten, könnte man nur behaupten, wenn er sicher die Schlagung des Jahresnagels an jenem Tempel nicht gekannt hätte. Ist diese Sitte auch gegen Ende der Republik in Vergessenheit geraten, so hören wir doch zu Beginn des ersten punischen Krieges noch von ihr und müssen infolgedessen voraussetzen, daß Fabius das erste Jahr der Republik auf Ol. 68.1 bereits festgelegt hat. Welche Konsequenzen das für die Länge der Königszeit hat, braucht hier nicht berührt zu werden, da diese ganz zufällig der Abstand eines von obenher berechneten Punktes von dem ersten Jahr der Republik, d. h. nach unserer Auffassung 240 Jahre ist. Von da läuft die aus Diodor gewonnene Eponymenreihe bis zur gallischen Katastrophe, die nach Leuze Nr. 123 = 3 Fabier bekommt. Wenn man nicht bestreitet, daß der lateinische Fabius zur Rekonstruktion des griechischen benutzt werden dürfe — was m. W. noch nicht geschehen ist —, so ist das Resultat sicher nicht das von Leuze gewonnene. Der lateinische Fabius spricht bei Gellius V 4 vom Abstand des ersten plebeischen Konsuls von der Gallierkatastrophe, ohne daß wir erkennen können, ob er den Ausgangspunkt bei der Feststellung der Zahl mitgezählt hat oder nicht. Obwohl nun die Handschriften schon zu Nonius' Zeiten duo devicesimo hatten, ist L. der Nachweis nicht geglückt, daß diese Lesart die richtige sei. Fabius hat etwas geschrieben, was auch bei Cato und Varro vorkam, sonst aber unbekannt (vulgo incognitum) war. Die beiden Beispiele gestatten uns nachzurechnen und zeigen, daß ein Ausdruck für XXII gemeint war. Ein grammaticus opponiert, die Form müsse heißen, non duoetvicesimo, sed duodevicesimo, quid enim est duoetvicesimo? Man begreift nicht, was das heißen soll. Seit wann hat sich ein grammaticus für eine sachliche Differenz ins Zeug gelegt? Und wie konnte er die Achseln zucken über eine Form,

deren Vorkommen bei Plinius und Tacitus sie gerade als neumodisch erweist? Wie konnte die Form duodevicesimo vulgo incognita heißen, wenn der Caeliusstein zu Bonn noch XIIX schreibt und wie dazu duodecimus als Analogie genannt werden? Alles wäre schließlich zu ertragen, wenn 18 eine befriedigende Lösung brächte. Doch der erste plebeische Konsul ist tatsächlich, wenn wir die Anarchie nicht rechnen, der 19. und es ist eitel Sophistik, in dem ›factus est‹ das Wahljahr des Konsuls sehen zu wollen. Oder ist es schon jemand eingefallen, Catull. 111: Pompeio facto consule nunc iterum auf 56 statt 55 zu beziehen? Auch die Beseitigung der Anarchie hat große Bedenken gegen sich; denn wenn Diodor die Fasten des Fabius wirklich abschreibt, wie L. mit überreichlichen Zeugnissen beweist, so soll man doch Ernst machen und dem Fabius auch die einjährige Anarchie geben, die den Grundstock und Krystallisationspunkt der späteren fünf beamtenlosen Jahre gebildet hat. Erst dann können wir die 22 Jahre nach der gallischen Katastrophe[1]) verstehen, die nun allerdings ein sehr merkwürdiges Ergebnis liefern. Vom dritten Fabiertribunat bis zum ersten plebeischen Konsul, beide Jahre mitgerechnet, sind es bei einjähriger Anarchie 21 Jahre. Folglich hat Fabius die Gallierkatastrophe, d. h. die Einnahme Roms unter Ol. 98.1 (Archon Pyrgion) gebracht, was kalendarisch ganz richtig ist, und die Jahre an der Olympiadenliste abgezählt. Und wir verstehen nun, wie der viel gescholtene brave Dionys sagen konnte: συμφωνεῖται σχεδὸν ὑπὸ πάντων ἄρχοντος Ἀθήνησι Πυργίωνος sei die Κελτῶν ἔφοδος gewesen. Und damit komme ich zum zweiten Irrtume Leuzes, dessen Beseitigung leider eine Fülle geistreicher Kombinationen zusammenreißt. Nach L. setzt Dionys die Einnahme Roms kalendarisch unter Ol. 98.1, Archon Pyrgion, die drei Fabier aber nichtsdestoweniger unter Ol. 98.2, Archon Theodotos, unter den tatsächlich die Belagerung Roms fällt. Das ist deshalb falsch, weil dann das zweite Konsulat vor den drei Fabiern, das 119. nach Dionys auf Archon Antipatros Ol. 97.4, und das erste Konsulat 68.2 fällt, während es Dionys ausdrücklich auf 68.1 datiert. Da ἔφοδος und die drei Fabier nach seinen ausdrücklichen Worten ›in das zweite Jahr nach dem Zensorenprotokoll‹ fallen, so ist ein Zweifel nicht gut möglich. Verständlich wird die Rechnung, wenn wir das römische Beamtenjahr von vornherein am 1. Januar beginnen lassen, wie es zur Zeit des Dionys und seiner Quelle gewesen ist. Hatte man einmal die Tabelle mit einer Gleichsetzung wie 265 Q. Fabius L. Mamilius = Ol. 128.3 (266/5) begonnen, die aus Dionys 1.8 hervorgeht, und rechnete man

1) Quapropter tum primum ex plebe alter consul factus est, duovicesimo anno, postquam Romam Galli ceperunt, vgl. E. Schwartz, PW V 703.17.

auf jedes Eponymenpaar ein volles Jahr, so mußte man allerdings Ol. 98.1 mit dem in dessen letzten Wochen beginnenden Fabiertribunat gleichsetzen; folgendes Bild wird das Verhältnis verdeutlichen:



Noch übersichtlicher wäre es, die ganze Liste auszufüllen, was hier der Raum verbietet.

Mit der Festlegung der gallischen Katastrophe fällt die Vermutung Leuzes, Dionys habe das Jahr zuviel, das er offenbar hat, vor derselben eingelegt: die Rechnung stimmt, wenn er wie Polyb die vorvarronische Liste mit dem dritten Dezemviraljahr dazu befolgte. Denn das zweite Jahr vor der gallischen Katastrophe, das bei Varro das 118. post reges exactos ist, nennt er auf Grund seines Zensorenprotokolls das 119.

Ein großes Verdienst des neuen Buches möchte ich darin erblicken, das Dionys auf seine Vorlage zurückgeführt wird. Dionys ist nicht unsinnig, aber unselbständig. Nur müssen wir den von Leuze rezipierten Gedanken bis in seine Konsequenzen durchführen, und kommen dann zu folgendem Resultat. Wenn er Piso seine Chronologie verdankt, dann können wir nicht erwarten, zwei Konsulate bei ihm zu finden, die Piso nach dem Zeugnis von Liv. 9.44.3 nicht gekannt hat. Ferner fragt es sich sehr, ob Piso das Tribunat von der Anarchie, das Livius verschweigt, gehabt habe. Dieser letztere Ausfall hatte seinen guten Grund; denn unter den Tribunen, die so vor die Anarchie gerückt sind, treten zum ersten Mal Licinius und

Sextius mit ihren Gesetzen vor das Volk. Nun wird die Anarchie unmittelbare Folge dieser Anträge, und zugleich bekommt der Ständekampf die offenbar traditionelle Dauer von zehn Jahren. Nach Ablauf seines zehnten Volkstribunats wird Sextius zum Konsul gewählt. Daß das Mache sei, ist nicht zu verkennen; aber wie alt diese Auffassung ist, läßt sich kaum entscheiden. Livius ist wohl nicht der Erfinder.

So hat also Dionys drei Eponymenpaare weniger[1]) als Polybios, doch im ganzen ein Jahr mehr. Sollten diese vier namenlosen Jahre vielleicht die vier Diktatorenjahre sein, die hier bereits neben den fünf Anarchiejahren erscheinen, obwohl sie ursprünglich nur eine Dublette dazu sind? Unter der Voraussetzung, daß Fabius das von Diodor nicht gekannte Konsulat des M. Fabius Vibulanus varron. 272 nicht gehabt hat, das nur ein Ersatz des der Cremeraschlacht zuliebe beseitigten gleichnamigen[2]) Konsuls bei Diod. 12.3 ist, klafft auch bei ihm außer der einjährigen Anarchie eine Lücke von vier Jahren, die man, wie die glückliche Berechnung der 137 Jahre zeigt, bei der Ehrung der Nachkommen des Timasitheos 251 v. Chr. noch nicht bemerkt hatte, die sich aber herausstellte, als Fabius (oder wer es sonst gewesen ist) die Tradition übernahm, daß der kapitolinische Tempel in das erste Jahr der Republik gehöre, und nun die Jahresnägel mit der Beamtenliste ausglich. Wie er sich mit der Lücke abgefunden hat, wissen wir nicht. Da Diodor im Text zwar nicht die Eponyme, wohl aber die Jahresstellen der Diktatorenjahre kennt, was L. S. 215 vergeblich wegzuinterpretieren sucht, und da die sonderbare Stellung derselben irgendwelche positiven Anhaltspunkte haben muß, so denke ich, die Stellen werden ursprünglich als überhalbjährliche Interregnen bezeichnet gewesen sein, wie ein solches für 333/4 von L. S. 384 anerkannt wird.

Der einzige, der die Lücke nicht anerkennt, ist Cincius; damit hat L. die Cincierfrage ein gut Stück vorwärts gebracht. Nur in der Datierung dieses Ansatzes vermag ich L. nicht zu folgen. Wußte, wie ich oben wahrscheinlich zu machen suchte, Fabius das Anfangsjahr der Republik noch, so konnte kein Zeitgenosse so kühn und rücksichtslos konstruieren. Gerade in die Zeit zwischen den Chronica des Nepos und dem liber annalis, vielleicht gerade als Widerspruch gegen einen von diesen, scheint mir ein wissenschaftlich so bedeutsamer, himmelhoch über der Kompromißwirtschaft des liber annalis

1) Die Beseitigung von drei Konsulaten zwischen der gallischen Katastrophe und 300 v. Chr. hat wohl den Grund, daß man das große Interregnum und die vier aus Interregnen entstandenen Diktatorenjahre in eine Liste glaubte hineinpfropfen zu müssen, indem man die beiden Hilfskonstruktionen für Ueberlieferung hielt, ähnlich wie später Varro getan hat, ohne allerdings die Liste zu kürzen.

2) Nur der Vorname paßt sich dem Q. Fabius Vibulanus, Konsul von 269 varr. an.

stehender Versuch rücksichtslos durchgeführter Urkundlichkeit zu passen. Der seit Polyb bekannte Ansatz Ol. 7.2 ist methodisch von dem des Fabius kaum unterschieden. Auch der des Piso nicht, und bis auf Nepos ist man von dem betretenen Wege nicht abgewichen. Varro zeigt, daß man die Gründe dieser Ansätze anfing zu vergessen; und so hat dieser Cincius, der die Wissenschaft so lange schon foppt, damals freie Bahn für sein rationalistisches System gehabt. Nachfolge hat er nicht gefunden; denn das höhere Alter der Stadt, das Einpassen alles traditionellen Krams in die Liste und die mystische Rechnung des Tarutius, vielleicht auch Varros Name, haben dem buchhändlerisch geschickt angelegten liber annalis zum Siege verholfen.

Halten wir daran fest, daß bereits Fabius erkannt hat, die Eponymenliste sei um fünf Stellen zu kurz, und daß Varros Konstruktion eine ganz unberechtigte Kontamination der Hypothesen gewesen ist, die jene Schwierigkeit aus der Welt schaffen wollten, so müssen wir gestehen, um keinen Schritt weiter zu sein als Fabius[1]) und uns dabei beruhigen, daß dieser grobe Fälschungen nicht begangen hat. Wir werden dann mit L. der Tradition erhöhtes Vertrauen entgegenbringen, aber auf eine Wiederherstellung mancher Einzelheiten verzichten. Dagegen liegt die Entwicklung der römischen Chronographie in ihren Hauptzügen klar vor uns, so daß ich das Buch trotz einiger Widersprüche im einzelnen mit Dank für viele Belehrung aus der Hand lege.

Freiburg i. Br. Wolf Aly

Hans Schrader, Archaische Marmorskulpturen im Akropolismuseum zu Athen. Festgabe des Oesterreich. Archäol. Instituts zur Grazer Philologenversammlung 1909. Wien 1909, Hölder. 87 S. mit 77 Abbildungen. 4°. 10 M.

Mehr als zwei Jahrzehnte sind seit den umfassenden Akropolisgrabungen vergangen. Unvergessen ist es, wie damals hoffnungslose Trümmer in zauberhafter Schnelle sich zusammenfanden, zusammenwuchsen, wie langzerstörte Prachtgestalten in ungeahnter Schönheit wiedererstanden. Was der Perserschutt hergab, wandelte sich zu Museumstücken hohen Ranges, das Akropolismuseum wurde das Entzücken der Besucher Athens, eine reiche Fundgrube der archäologischen Forschung. Ein paar Jahre hielten die neuen Probleme, die sich hier boten, die Forscher in Atem. Dann wurde es stiller. Die mechanischen Zusammensetzungsarbeiten waren zum Abschluß gekommen, gleich sichere Resultate schienen fürs erste nicht mehr zu erwarten;

1) Ganz so naiv kann ich seine Methode nicht einmal finden, da theoretisch das Amtsjahr die Länge eines Kalenderjahres hat, während die Interregnen etwa so berücksichtigt werden, wie wir bei der Abkürzung eines Dezimalbruchs verfahren.

andere Aufgaben lockten zu anderen Museen und Fundstätten. Und doch blieb auch hier noch viel zu tun und zu vollenden. Das haben für die Porosarchitektur und -skulptur die Untersuchungen Wiegands und zuletzt die Heberdeys geleistet. Die Marmorskulpturen erkor sich zu seiner Domäne Hans Schrader, der seinen langjährigen Aufenthalt in Athen zu anhaltender, geduldiger Durcharbeitung der in Museum und Magazin aufbewahrten Figuren und Fragmente verwendete und auch nach seinem Scheiden aus dem athenischen Amt noch wiederkehrte, um diese Arbeit zum Schluß zu bringen. Eine Prachtpublikation des Oesterreichischen Archäologischen Instituts ist in Aussicht gestellt mit gegen 1000 Abbildungen, einer katalogartigen Beschreibung aller Marmorskulpturen und zusammenhängenden kunstgeschichtlichen Untersuchungen. Als Vorläufer dieses Prachtwerkes erscheint das auch schon recht stattliche und reiche Heft, mit dem dasselbe Institut die in Graz versammelten Philologen begrüßte. Es wäre unrecht seine Besprechung, nur weil es eine vorläufige Publikation ist, zu unterlassen oder bis zum Erscheinen des Hauptwerkes zu verschieben. Wie lange dieses noch ausstehen wird, läßt sich nicht sagen, und die reiche Belehrung, die schon jetzt geboten wird, verdient allgemeine Beachtung und Nutzung.

Zu den ersten Zusammensetzungen hatten viele beigetragen, mit besonderem Eifer und Erfolg Studniczka, dem die Entdeckung der Giebelgruppe vom alten Athenatempel gelang. Diesen Vorgängern war Schrader besonders in zwei Dingen überlegen: in der Stetigkeit des jahrelangen, immer wiederholten Beobachtens und Probierens, und in der energischen Ausnutzung der materiellen Hilfsmittel, besonders also des tatsächlichen Zusammensetzens und Aufbauens, ohne das auch die methodischste Zusammenfindungsarbeit nicht vom Flecke rücken kann. P. Kaludis, der Restaurator der athenischen Museen, dessen Mitwirkung schon die Vorgänger hatten schätzen lernen, hat Schraders Arbeit im großen unterstützt und zu ihrem glücklichen Gelingen nicht wenig beigetragen.

Die Reste der Gigantomachie und die bescheideneren einer Tierkampfgruppe vom alten Tempel bleiben diesmal bei Seite, da sie schon in Wiegands Porosarchitektur eingehend behandelt worden sind; es sei also nur der Wunsch und die Hoffnung ausgesprochen, daß sie in dem größeren Werk eine würdige Stelle finden mögen, damit dieses einen vollen Begriff von der Marmorskulptur der athenischen Akropolis gebe. Im übrigen kann die Besprechung zumeist einfacher Bericht über die erreichten Resultate sein. Denn das ist ja das Schöne und für die Wissenschaft so ungemein Wohltätige, daß hier fast durchweg die Konjektur wohl während der Arbeit, während des Suchens und

Findens tätig ist, sobald aber der Forscher sein εὕρηκα ruft, zurücktritt vor der unangreifbaren, mechanisch gesicherten Tatsache. Nur in den seltenen Fällen, wo die Mißgunst des Zufalls die letzten materiellen Beweise versagt hat, gilt es auch Vermutungen zu prüfen. Und endlich sind die kunstgeschichtlichen Erörterungen, die an die wiedergewonnenen Bildwerke anknüpfen, einer aufmerksamen Kritik zu unterziehen, schon weil die bald bestimmt formulierten, bald nur angedeuteten Ansichten des Verfassers demnächst eine ausführlichere Darstellung und Begründung erfahren sollen, also Gelegenheit haben werden, sich mit solcher Kritik auseinanderzusetzen.

Gleich der Abschnitt über die Akroterien des alten Tempels bietet eine Fülle von Ueberraschungen. Das bekannte, dem Kalbträger stilistisch verwandte Gorgonenhaupt findet sich mit einem Stück Schlangengürtel und einer Fußspitze, die auf einer gerundeten, mit Schachbrettmuster dekorierten Marmorleiste ruht, zusammen: wenig, aber eben genug zum Beweise einer im Knielauf bewegten Gorgo, die zwischen aufwärts gebogenen Simenenden als Mittelakroter angebracht war. Und aus stilistisch ähnlichen Tierfragmenten, die mit ihren sauber eingezirkelten Kreisen immer zu den kuriosesten Marmorbildern der Akropolis gehörten, wachsen Panther, aus noch spärlicheren Löwen zusammen, die als Seitenakroterien sich zu der Gorgo gesellen. Daß nun gerade die Akroterien des alten Athenatempels damit gefunden sind, ist nur für die Gorgo, an der ein Stück der bekannten Giebelsima des Tempels haftet, wirklich bewiesen; aber die stilistische Verwandtschaft der anderen Stücke ist so groß, die Herrichtung paßt so vortrefflich auf Akroterien, daß Widerspruch kaum möglich ist. Das wichtige kunstgeschichtliche Resultat, daß die um den Kalbträger sich gruppierenden ältesten attischen Marmorskulpturen an den alten Tempel angeschlossen werden und damit die Gleichzeitigkeit der früheren Marmor- mit der reifen Poroskunst erwiesen ist, hat Sch. gebührend hervorgehoben.

Es folgt nun eine stattliche Schar der berühmten Frauenfiguren, manche um Kleinigkeiten, aber auch dann höchst wirksam, über den alten Bestand vermehrt, andere um große und wesentliche Teile bereichert, andere wieder ganz neue und überraschende Gestalten. Die raffinierteste unter den größeren, die mit ihren geschlitzten Augen, ihren zierlichen aufgeringelten Strähnen über der Stirn, ihren Korkzieherlocken, ihrem reichen, bunten Gewand sich unauslöschlich der Erinnerung einprägt, hat den größten Teil ihres unteren Blockes, auch die sehr delikat gearbeiteten Füße wiedergefunden und steht nun schlank und elegant, nur am Hals empfindlicher verletzt, vor unseren erstaunten Augen. Aus vielen Stücken, leider kopflos, baut sich eine

Figur auf, die an Größe und einigermaßen auch im Stil mit der Antenorfigur wetteifert. Die oft erwähnte Vorläuferin dieser, bisher nur in Bruststück und Kopf bekannt, hat ihren Unterkörper bekommen, der freilich mit dem oberen Teil nicht mechanisch verbunden, aber nach Marmor, Maß und Stil unbedingt zugehörig ist. Bis zu den Knien herab ist die ältere Genossin der Euthydikosfigur vervollständigt — wie anders steht jetzt der kräftig breite Kopf auf dem vortrefflich dazu passenden Unterbau! Und die Ueberschlanke mit den langgezogenen Falten, die beide Arme erhob, damit aber das Kompositionsschema dieser Peplosfiguren auffällig durchbrach, hat nun mit dem linken Unterarm auch ein lang herabhängendes Aermelstück wiedergewonnen, das eine fatale Lücke im Aufbau der Gestalt geschickt ausfüllt. Eine ruhig mit geschlossenen Beinen dastehende Chitonfigur, deren Motiv eben durch Hinzufügen des unteren Teils erst klar wird, stellt sich als nahe Verwandte der sitzenden ›Endoios‹athena dar. Ebenfalls einer Chitonfigur, die nur in großen, aber unzusammenhängenden Fragmenten erhalten ist, gehört der mit hohem Polos geschmückte Kopf von pentelischem Marmor an, der mit seiner breiten, schlichten Formgebung immer einen besonderen Platz unter den Akropolisskulpturen einnahm. Und wer hätte schließlich gedacht, daß auch ein ganz neuer Figurentypus aus den Fragmenten erstehen werde? In dem unteren Teil einer laufenden oder lebhaft schreitenden Frauengestalt, deren Gewand, zwischen den Beinen schleppend, die Masse des Marmors verstärkt, erkennen wir ein Mittelding zwischen den gewandschleppenden fliegenden Siegesgöttinnen und einem ruhigeren Typus der schreitenden Figur, etwa dem der pompejanischen Artemis.

Weniger Neues hat Sch. für die nicht so zahlreichen männlichen Figuren ermitteln können. Der vollsaftige Torso eines nackten Jünglings, zu dem auch Füße und Basis wiedergefunden sind, hat seinen rechten, prächtig muskulösen Arm wiederbekommen, der, schon ganz vom Körper gelöst, nur durch eine kleine Stütze mit ihm zusammenhängt, genau wie die Arme eines der jüngsten Apollone vom Ptoion. Dem einzigen männlichen Gewandtorso, dem Sch. zu seinem rechten Unterarm mit angrenzendem Gewandstück verholfen hat, hat er auch einen Kopf gegeben, denselben, den Delbrück schon einmal einem nackten Torso aufgesetzt hatte (Ath. Mitt. XXV, 1900, Taf. 15). Daß Delbrück irrte, ist zweifellos, Schrader erbringt den materiellen Beweis dafür. Auch für seine eigene Kombination hat Sch. einen Beweis, die ähnliche Spaltung des Marmors am Hinterkopf und der rechten Schulter; aber ganz reicht es leider nicht, und so plausibel das Gesamtbild ist, über Wahrscheinlichkeit kommen wir diesmal nicht hinaus. Dafür hat der köstliche Ephebe der kritios'schen Richtung, dieses

Kleinod der Akropolis, eine wichtige Bereicherung erfahren: es ist nur der linke Unterschenkel bis zum Knöchel herab, aber wie hebt und belebt das die ganze Gestalt, wie schlank und edel steht der Knabe nun vor uns.

Die statuarischen Gruppen, die unter den Akropolisfunden, wenn auch gering an Zahl, einen wichtigen Platz einnahmen, hat Sch. ebenfalls erfreulich vermehrt und vervollständigt. Er kann in bescheidenen Resten von kleinem Maßstab einen Gigantenkampf der Athena nachweisen, er ermittelt überzeugend die Komposition der schon öfter besprochenen Kampfgruppe, die er recht ansprechend auf Theseus und Prokrustes deutet. Mit besonderer Freude wird man die Rekonstruktion einer Gruppe bretspielender Männer begrüßen: Füße, Knie, schleppende Gewandzipfel und knapp umrissene Plinthen finden sich mit einem flach gehaltenen Athenatorso zusammen. Allerdings ist es auffallend und gibt zu einigem Zweifel Anlaß, daß die einzelnen Figuren auch einzelne Plinthen haben genau wie Giebelfiguren, die aber hoch über dem Beschauer Aufstellung finden, während es sich hier um ganz feine, auf nahe Betrachtung berechnete Kleinarbeit handelt.

Den Schluß machen einige interessante Tierbilder: Löwen von eigenartigem Stil, der zu dem der Simalöwen des peisistratischen Tempels scharf kontrastiert; der famose Hund, der freilich nicht so wenig beachtet worden ist wie Sch. glaubt, wohl aber erst jetzt, nachdem Schnauze und rechte Vorderpfote vollständig geworden sind, seine ganze rassige Schönheit offenbart; ein Reitpferd, das zwar nicht unmittelbar an seinen Reiter, der als solcher schon länger erkannt war, anschließt, aber auch so sich harmonisch mit ihm zusammenschließt; das blaumähnige Pferd, das durch Hinzufügung des linken Vorderbeines und der zierlichen prismatischen Bauchstütze an Wirkung ungemein gewonnen hat; das wunderschöne reiterlose Roß, das gar beide Vorderbeine wiedergefunden hat und nun in ruhig graziöser Haltung noch viel besser als in der pathetischen, die ihm bisher aufgezwungen war, zur Geltung kommt.

Es sind die Hauptergebnisse seiner erfolgreichen Untersuchungen, die Schrader hier vorführt. Die große Publikation wird noch viel interessante Einzelheiten hinzufügen, z. B. farbige Abbildungen von Gewandmustern, die uns von den unzureichenden, weit überschätzten Reproduktionen Lermans befreien werden. Insbesondere aber darf man gespannt sein auf die kunstgeschichtlichen Betrachtungen, die an die Schilderung dieser gestaltenreichen Denkmälerwelt sich knüpfen sollen. Was davon in Andeutungen, manchmal auch schon ganz bestimmten Thesen in dem gegenwärtigen Text sich findet, zeigt den Verf. als feinen Beobachter und Stilkritiker. Ob ihn nicht manchmal

das Dogma etwas beschränkt, speziell das von den Chioten, das doch heutzutage ziemlich abgewirtschaftet hat und jetzt durch Loewys tiefgreifende Untersuchungen über Typenwanderung (Oest. Jahresh. XII 1909 243 ff.) einen neuen Stoß bekommen hat? Jedenfalls befremdet es, die Antenorfigur als ›eine der weniger erfreulichen Figuren‹ der ionischen Mode bezeichnet zu sehen; auch vermißt man bei der Endoiosathena, die für Sch. ziemlich isoliert zu stehen scheint, den Hinweis auf nahverwandte parische Werke, zu denen nach meiner Ansicht auch der erwähnte Reiter und deutlicher noch sein Pferd in enge Beziehung zu setzen sind. Doch ich will auf solche Aeußerungen, weil sie eben nur vorläufige sind und der Beweis erst folgen soll, nicht allzuviel Wert legen, lieber zum Schluß noch einmal betonen, daß das in Aussicht stehende größere Werk, nach diesen Proben zu urteilen, eine reiche Ausbeute für die Kunstgeschichte, und für jeden Verehrer naiver und ehrlicher Kunst einen Schatz erlesenster Genüsse verspricht.

Kiel B. Sauer

D. **Friedrich Michael Schiele**, Geschichte der Erziehung. Vier Vorlesungen, gehalten im ersten Stuttgarter Hochschulkursus für Lehrer und Lehrerinnen 1909. Leipzig 1909, Dürrsche Buchhandlung. 166 S. 8°. 2,40 M.

Schiele tritt in diesem Buche als Anhänger Paul Barths auf. Wie dieser seit 1903 in der Vierteljahrsschrift für wissenschaftliche Philosophie und Soziologie zum ersten Male planmäßig die Entwicklung des Erziehungswesens in soziologischer Beleuchtung dargestellt hat, so schildert auch Schiele in großen Zügen den Wandel des Erziehungswesens im Zusammenhang mit dem Wandel der jeweiligen Gesellschaftsformen. Und er tut es in durchaus selbständiger Weise, wie mir ein eingehender Vergleich zwischen Barths und seiner Darstellung bewiesen hat. Schiele begnügt sich nicht mit dem von seinem Vorbilde gelieferten Material; er ergänzt, bereichert und berichtigt es je nach Bedarf. In 9 Paragraphen hat er den gewaltigen Stoff zusammengedrängt. Die Schilderung der Erziehung bei den Naturvölkern leitet die Darstellung ein. Wenn Schiele darin als der 3. Stufe zugehörig die ›kriegerischen und ackerbautreibenden‹ Völker nennt, so bleibt diese Zusammenstellung dem ethnologisch nicht orientierten Leser unverständlich. Es hätte hier einer Erklärung des Zusammenhangs bedurft. Die Darstellung des Erziehungswesens bei den Völkern mit Sippenverfassung (§ 2) ist Barth gegenüber bereichert worden, besonders durch eine Betrachtung der Eigenart des altisraelitischen Volkes

in der Wüstenzeit. In § 3, welcher der Erziehung bei den ständisch gegliederten alten Kulturvölkern gewidmet ist, geht Schiele noch selbständiger vor, und zwar nicht nur in der Auswahl des zur Besprechung herangezogenen Stoffes sondern auch in der Anordnung desselben; Barth gliedert nach Völkern, Schiele nach Ständen. Mit besonderer Vorliebe verweilt er wieder beim Judenvolke, dessen eigenartige pädagogische Entwicklung er ziemlich eingehend schildert. Dabei ist ihm freilich ein Irrtum unterlaufen. Josua ben Gamla, der nach dem Talmud (Baba bathra 21 a) die Verordnung erließ, daß in ›jeder Provinz und in jeder Stadt Lehrer angestellt und ihnen Kinder von 6—7 Jahren in den Unterricht gegeben werden‹ sollen, war nicht 65—63 vor Chr., sondern um 63 oder 64—65 nach Chr. Hoherpriester.

Bei der Schilderung des griechischen Erziehungswesens (Schiele § 4) hebt Barth den Zusammenhang zwischen der Art der Gesellschaft und der Art der Erziehung deutlicher heraus als Schiele. Die wichtigsten Betätigungen des griechischen Staatslebens waren Krieg und Götterverehrung. Aus ihnen erwuchsen als die beiden Grundpfeiler griechischer Bildung die Gymnastik und die (ursprünglich sakrale) Musik. Schiele übersieht oder verschweigt wenigstens diesen sakralen Ursprung der musischen Bildung; er führt sie in etwas vager Weise auf das Wohlgefallen des Griechen am Schönen zurück. Die ständische Erziehung im alten Rom übergeht er. Sie hat allerdings in einer raumbeschränkten Darsteltung kaum ein Anrecht auf eingehendere Betrachtung, zumal da die altrömische Kultur später dem Hellenismus, geopfert wurde.

In dem über die Pädagogik des Mittelalters handelnden Paragraphen werden manche Andeutungen Barths farbenreicher und anschaulicher ausgemalt, so z. B. der Hinweis auf die Katechetenschulen, auf die Bedeutung Karls des Großen für das mittelalterliche Bildungswesen u. a. Hinsichtlich der Universitäten betont Barth im Gegensatz zu Schiele mit Recht den halbweltlichen Charakter dieser Bildungsinstitute. — Für verkehrt halte ich die Behauptung, die älteste Volksschule sei eine Tochter der Industrie (S. 84). Schiele sieht sie in den ›deutschen‹ oder ›Schreibschulen‹, die sich seit dem 14. Jahrhundert langsam und mühsam ein bescheiden Plätzchen neben den latainischen Ratsschulen erobert haben. Wer jene Schulen Volksschulen nennt, der erblickt das Wesentliche dieser Schulgattung im Lehrstoff. Der ist jedoch nicht immer derselbe geblieben; er hat sich im Laufe der Zeit allmählich verändert und erweitert. Lesen und Schreiben lernten die Stadtkinder zudem schon in den Ratsschulen, wenn auch zumeist am lateinischen Sprachstoff. Was aber

das eigentliche Wesen der Volksschule ausmacht, die Tendenz einer Unterweisung aller Volksglieder, das bezweckten weder die deutschen noch die lateinischen Schulen des Mittelalters. Erst die von den Reformatoren geforderte religiöse Volksunterweisung, die sich in der 2. Hälfte des 16. Jahrhunderts teilweise zum regelrechten Schulunterricht weiterentwickelte (Württemberg, Sachsen) und welche Stadt- und Landkinder in gleicher Weise umfaßte, bildet den Wurzelstock, aus dem die spätere Volksschule erwachsen ist. Diese Auffassung ist zwar alt und wird in Volksschulkreisen nicht mehr gerne gehört, aber sie ist nach meinem Dafürhalten in überzeugender Weise noch nicht widerlegt worden.

Mit der Darstellung des mittelalterlichen Bildungswesens ist Schiele bereits in der Mitte des Buches angelangt. Die letzten fünf Jahrhunderte vom Beginn der humanistischen Bewegung ab muß er auf 82 Seiten erledigen. Es liegt auf der Hand, daß das nur sehr summarisch geschehen kann. Aber Schiele verschweigt trotzdem vom Wichtigen fast nichts. Das Einzige, was ich vermisse, ist eine gerechte Würdigung des Ratichius und eine entsprechende Erwähnung der Realschule als eigenartigster Schöpfung des gemeinnützigen 18. Jahrhunderts. Falsch ist es, wenn der Verfasser behauptet, daß die Prügelstrafe in den Jesuitenschulen verboten gewesen wäre. Nach den Anweisungen der Ratio studiorum war ein besonderer Corrector zur Vollziehung dieser Strafe angestellt.

Im letzten Abschnitt tritt an die Stelle des berichtenden Historikers der subjektiv urteilende Kritiker, der persönliche Stellung zu modernen Schulfragen nimmt und Richtlinien für die Schule der Zukunft entwirft. Das gehört aber nicht mehr in den Rahmen einer geschichtlichen Darstellung.

Was ich bereits an anderer Stelle (Deutsche Literaturzeitung 1910) zusammenfassend über die Vorzüge des Schieleschen Grundrisses gesagt habe, das möchte ich auch an dieser Stelle wiederholen. Er zeichnet sich aus durch eine scharfe und im wesentlichen gelungene Charakterisierung der einzelnen Epochen der Erziehungsgeschichte und der in ihnen wirkenden Bildungsfaktoren sowie durch geschickte Verwertung der für die einzelnen Gebiete in Frage kommenden Spezialforschung.

Wiesbaden Hermann Weimer

Theodor Kallmeyer, weil. Pastor zu Landsen, Die evangelischen Kirchen und Prediger Kurlands. Bearbeitet, ergänzt und bis zur Gegenwart fortgesetzt von Dr. med. G. Otto. Herausgegeben von der kurl. Gesellschaft für Literatur und Kunst. Zweite Ausgabe. Riga 1910, Kommissionsverlag von Jonck und Poliewsky. XX + 781 S. gr. 8°. 8,80 M.

Das Werk ›Die evangelischen Kirchen und Prediger Kurlands‹, gewidmet der kurländischen Provinzialsynode zur Feier ihres 75 jährigen Bestehens, verdient auch eine Berücksichtigung in den ›Gelehrten Anzeigen‹. Es bietet eine umfassende und gründliche Orientierung über die Geschichte der kurländischen Kirchen und ihrer Prediger, und es beruht auf möglichst allseitiger Verwertung des Quellenmaterials, des ungedruckten wie des gedruckten. Die vorausgeschickte Uebersicht über das Letztere läßt auch erkennen, wie dessen Erforschung gegenüber der ersten Ausgabe noch bedeutend an Umfang gewonnen. Dr. med. G. Otto, angeregt und unterstützt vornehmlich von H. Diederichs, hatte auch schon die erste Ausgabe fertig gestellt (1890), da Kallmeyer durch einen frühzeitigen Tod (1859) vor der Vollendung seines Werkes hinweggenommen war. Es ist hocherfreulich, daß es ihm vergönnt war, das ihm vertraut gewordene reiche Material noch vollständiger durchzuarbeiten und das Werk weiter zu führen. Es handelt sich dabei in keiner Hinsicht nur um Ergänzung. Wo ich beide Ausgaben mit einander verglichen, konnte ich eine sehr sorgfältige Weiterarbeit konstatieren. Ueberall ist auf Grund von Archivforschung wie durch Heranziehung des Veröffentlichten eine wesentliche Verbesserung eingetreten. Ich brauche dafür nur auf die den Berichten über die Geschichte der einzelnen Kirchen beigefügten Noten zu verweisen. War die erste Ausgabe ein wertvoller Dienst, der Geschichte Kurlands und seiner Kirche erwiesen, so gilt dies nicht minder auch von dieser zweiten Ausgabe. Man darf dies sagen, auch ohne zu einer Kontrolle im einzelnen in der Lage zu sein. Versehen, wie sie das Vorwort zur ersten Ausgabe bei so vielen Namen, Zahlen und Daten für unvermeidlich erklärt, werden sicher auch in dieser Ausgabe nicht ganz fehlen (der Mag. theol. S. 510, 6 trifft z. B. nicht zu). Es handelt sich ja in der Tat um eine Fülle von Angaben. Für den selbstverleugnungsvollen Fleiß, mit dem diese zu Tage gefördert sind, gebührt dem Herausgeber und denen, die ihn unterstützt haben, warmer Dank. Um mehr denn 200 Seiten angewachsen bietet das Werk einen Ersatz für eine noch ausstehende Kirchengeschichte Kurlands. Möge es auch dazu dienen, das Interesse für das zu wecken und lebendig zu erhalten, was Deutschtum und Protestantismus dort im Osten geschaffen hat.

Göttingen N. Bonwetsch

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Das Lateinische Neue Testament in Afrika zur Zeit Cyprians nach Bibelhandschriften und Väterzeugnissen mit Unterstützung des Kgl. Preußischen historischen Instituts herausgegeben von Hans Freiherr von Soden. (Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur, herausgegeben von Adolf Harnack und Carl Schmidt. 3. Reihe 3. Band, der ganzen Folge 33. Band.) Leipzig 1909, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung. X, 663 S. 21 M.

Daß Cyprian im Unterschied von anderen Kirchenvätern in seinen verschiedenen Schriften einen wesentlich identischen Bibeltext zitiert, ist schon von dem fleißigen Sabatier, der um die Mitte des 18. Jahrh. das Fundament für die Erforschung der lateinischen Bibelübersetzungen gelegt hat, gebührend beachtet und betont worden. Dem cyprianischen nah verwandte Texte haben sich bruchstücksweise und handschriftlich erhalten, nämlich die unter den Buchstaben k und e bekannten Evangelienfragmente, deren Verhältnis zu Cyprian und untereinander Sanday im J. 1886 in einer sorgfältigen Untersuchung ins Licht gesetzt hat (vgl. meine Rezension über Old-Latin Biblical Texts in dieser Zeitschrift 1889 S. 299 ff.), und die in dem von S. Berger 1889 edierten, bereits Sabatier bekannten, aber von ihm nur in sehr beschränktem Umfang benutzten Palimpsest von Fleury enthaltenen, als h bezeichneten Bruchstücke aus der Apg., den kath. Briefen und der Apok.

Der Text der Apok. in dem Kommentar des Bischofs Primasius (6. Jahrh.), dessen Aehnlichkeit mit dem cyprianischen Texte ebenfalls schon Sabatier bemerkt hatte, ist von Haußleiter 1891 mit den Fragmenten von h und den Zitaten Cyprians zusammengestellt worden (Forschungen zur Geschichte des ntl. Kanons, hgg. von Haußleiter und Zahn, Nr. IV). Den cyprianischen Text der Apg. habe ich selbst in einem 1892 bei Weidmann erschienenen Programm des Prinz Heinrichs-Gymnasiums in Schöneberg behandelt.

Nach diesen Vorarbeiten lag es nahe, die gesamten Reste des cyprianischen Textes zusammenfassend zu bearbeiten und so die in

einem beträchtlichen Umfange greifbare Gestalt einer nach ihrem Alter und ihrer Bedeutung besonders wichtigen lateinischen Bibelübersetzung zur Darstellung zu bringen. Dieser Aufgabe hat sich Hans Freiherr von Soden in dem vorliegenden Buche unterzogen, indem er »die erhaltenen Reste des afrikanischen Textes des NT. zur Zeit Cyprians« zusammenstellte und, soweit es die Erhaltung gestattete, in der Form eines fortlaufenden Textes mit einem Apparat von Varianten vorlegte. Dem Textabdruck sind sehr umfassende und eindringende Untersuchungen über das Verhältnis der verschiedenen Zeugen des afrikanischen Textes untereinander und seinen besonderen Charakter voraufgeschickt (S. 1—363).

Ich will hier gleich vorweg bemerken, daß in dieser Arbeit eine große Summe umsichtigen Fleißes und auch viel gesundes Urteil steckt und daß der Vf. in energischer Anpackung der Aufgabe seine Vorgänger bei weitem übertroffen hat. Ich hebe dies um so mehr hervor, als ich die ganze Anlage des Buches und die Auffassung des Vf. von der nach den Umständen gebotenen Aufgabe nicht für durchaus glücklich halten kann. Meine eigene Meinung darüber hätte ich dem Vf. lieber vor Abschluß seiner Arbeit in der Form von Ratschlägen ausgesprochen, statt sie nun als eine an den Dingen nichts mehr ändernde Kritik folgen zu lassen. Hoffentlich überzeugt ihn diese, daß sie nicht aus Tadelsucht, sondern aus dem Bestreben, das Wesen der zu lösenden Aufgabe möglichst klar zu erkennen, hervorgegangen ist.

Nach einer Durchsicht der vorbereitenden Untersuchungen war ich nicht wenig überrascht, auf S. 365 die Erklärung zu finden, daß der Vf. in dem von S. 367 an folgenden Texte nicht das hergestellt habe, was sich ihm in den Einzeluntersuchungen als primär erwiesen habe, da auf diesem Wege eine vollkommen imaginäre Textgröße, eine völlig ungeschichtliche Kompilation zu Stande gekommen wäre. Er glaubte bei der Herstellung des Textes so vorgehen zu müssen, daß er unter Ausscheidung aller textkritisch belanglosen Fehler den Text fortlaufend nach einem der jeweilig zu Gebote stehenden Zeugen abdruckte, da aber, wo diese mit einander konkurrieren, Cyprian den Vorzug vor k und e oder h und wiederum k vor e gab, indem er die abweichenden Lesarten in den Apparat setzte und die Zitate Cyprians als solche durch gesperrten Druck im Texte kenntlich machte. Von der Apokalypse aber hat er nur die in h und bei Cyprian erhaltenen Fragmente, nicht aber den Text des Primasius abgedruckt, sondern ihn nur zur Vergleichung mit jenen Fragmenten in dem textkritischen Kommentar herangezogen, weil dieser Text eine spätere Entwicklungsstufe darstelle. Auf diese Weise war es nun

wohl möglich, ein Bild von dem tatsächlichen Verhältnis der verschiedenen Zeugen zu einander zu geben, obwohl, wenn es lediglich darauf abgesehen war, m. E. dem Auge durch eine andere Anordnung eine deutlichere und unmittelbarere Vorstellung hätte gegeben werden können; aber ist denn nun der so hergestellte Text etwa der afrikanische Text zur Zeit Cyprians?

Der Vf. hat die Varianten von k und Cyprian ausführlich unter dem Gesichtspunkt der Priorität besprochen. Er findet sie bald auf der einen, bald auf der anderen Seite und in vielen Fällen suspendiert er die Entscheidung, im ganzen aber scheint ihm k ein etwas älteres Stadium zu repräsentieren (S. 134). Ueber e kommt der Vf. zu derselben Ansicht wie Sanday, nämlich daß dies ein durch nichtafrikanische Varianten stark differenzierter Text sei. Diese Differenzierung kann vielleicht schon im Zeitalter Cyprians eingetreten sein, sie ist aber vielleicht und sogar wahrscheinlich viel jünger. Wodurch aber unterscheidet sich e seinem Wesen nach von dem Apokalypsetext des Primasius, der doch darum kein Text des 6. Jahrh. ist, weil er zufällig in einem Kommentar des 6. Jahrh. steht? In seiner Substanz ist dies ein alt-afrikanischer Text, der daher der Vollständigkeit wegen in diesem Zusammenhang wieder abgedruckt werden mußte, denn wir sollten doch nun endlich einmal das Material zusammen bekommen. Abgedruckt werden mußten auch die Fragmente des afrikanischen Textes der Apg. aus Augustin und dem Auctor De promissionibus et praedicationibus Dei, deren Zugehörigkeit von mir in dem genannten Programm erwiesen ist. Mögen die Ausgaben, in denen diese Texte vorliegen, unzulänglich sein, so ist das kein Grund, Stücke, die zur Erweiterung unserer Kenntnis dienen, überhaupt bei Seite zu lassen.

Wenn nun die Dinge so liegen, so darf die uns hier gebotene Zusammenstellung nicht als ›afrikanischer Text des NT. zur Zeit Cyprians‹ bezeichnet werden und wer etwa diesen hinfort nach H. v. Soden zitiert, der bedient sich dabei einer ›völlig ungeschichtlichen Kompilation‹. Denn wenn mitten in dem eine ältere Stufe darstellenden Text von k und wiederum in dem jüngeren Text von e größere und kleinere Stücke stehen, die nach dem Text der cyprianischen Zitate gestaltet sind, so ist dieses Gebilde doch eine ›vollkommen imaginäre Textgröße‹, ein Mixtum-Compositum, das so nie und nimmer existiert hat.

Der Vf. erklärt, es gäbe kein Normalexemplar des Urtypus, oder wie er nach einem leider immer mehr um sich greifenden Sprachgebrauch sagt, des Urtyps des afrikanischen Textes. Einverstanden. Es gibt nicht nur nicht, sondern es hat auch kein Normalexemplar, auch

keinen Urtypus des afrikanischen Textes gegeben. Wohl aber hat es ein Normalexemplar des cyprianischen Textes gegeben, und zwar in einem doppelten Sinne. Cyprian benutzt, wie der Vf. aufs neue bestätigt hat, überall einen und denselben Text. Cyprianischer Bibeltext ist also zunächst und im engeren Sinne dieser von Cyprian in seinen Schriften zitierte Text. Daß dieser Text auf seiner Revision, geschweige denn auf einer Uebersetzung von ihm beruhe, daran ist natürlich nicht zu denken, nicht nur wegen der Verschiedenheit seiner eigenen, rhetorisch geschulten Sprache von derjenigen dieses Textes. Er hat ihn von seiner ersten bis zur letzten Schrift gebraucht und er steckt ihm so fest in der Feder und im Kopfe, daß man mit Notwendigkeit annehmen muß, er habe die biblischen Schriften in eben diesem Texte kennen gelernt. Daraus folgt weiter, und zwar wieder beinah mit zwingender Notwendigkeit, daß dieser Text der offizielle Text der karthagischen Kirche zur Zeit Cyprians war: der Schriftgebrauch Tertullians zeigt, daß es einen offiziellen Text von anerkannter Autorität zu seiner Zeit in Karthago noch nicht gegeben hat. Er muß also zwischen Tertullian und Cyprian in der karthagischen Kirche eingeführt sein. Dieser von Cyprian gebrauchte Text ist also älter als Cyprian. Man könnte ihn zutreffend den karthagischen nennen, weil aber Cyprian der älteste zeitlich und örtlich genau bestimmte Zeuge von ihm ist und weil man an alle sonst sich findenden Reste dieses Textes zunächst die cyprianischen Zitate als Maßstab legen muß, um sie richtig zu bestimmen, so darf man und tut man wohl daran, wenn man ganz vorsichtig sein will, auch diesen Text cyprianisch zu nennen. Der in diesem Sinne cyprianische Text ist nicht in allen Einzelheiten mit dem cyprianischen Text im eigentlichen Sinne identisch. Denn da er älter ist, so muß man mit der Möglichkeit einer Veränderung nicht nur a priori rechnen, sondern man sieht sich dazu durch eine eindringende Vergleichung auch empirisch genötigt. Von diesem cyprianischen Text im weiteren Sinne hat es selbstverständlich ein Normalexemplar gegeben; die Tatsache dieses Textes konstatieren heißt nichts anderes als das Vorhandengewesensein des Typus, des Normalexemplars konstatieren. Dieser Text war ein afrikanischer Text, aber nicht der afrikanische Text, auch nicht der afrikanische Text zur Zeit Cyprians. Es sprechen zwar manche gute Gründe dafür, daß er nicht auf Carthago beschränkt und namentlich auch in Afrika weiter verbreitet war, aber sicherlich nicht überall, und gewiß differierten die Handschriften beträchtlich, auch wo er eingedrungen war.

Aus diesem Stande der Dinge ergeben sich zwei Aufgaben, deren eine der andern untergeordnet ist und die sich nicht überall scharf

von einander trennen lassen. Der in seinen Zitaten enthaltene Bibeltext Cyprians ist aus der handschriftlichen Ueberlieferung seiner Schriften zu konstruieren. Da diese aber, gerade hinsichtlich der Bibelzitate, sehr getrübt ist, so sind für ihre Beurteilung die Zeugen des cyprianischen Textes im weiteren Sinne von großer Bedeutung, und ihre mangelhafte Kenntnis ist nicht zum mindesten Schuld daran gewesen, daß die Rezension Cyprians durch Hartel verfehlt wurde. Cyprian aber kommt wieder als der wichtigste Zeuge desjenigen älteren Bibeltextes in Betracht, der nicht unmittelbar aus ihm, aber unter Zuhilfenahme der übrigen Zeugen mehr oder minder erkannt werden kann. Mehr oder minder. In manchen Fällen kann man, wo die Vergleichung möglich ist — und nur um die Stellen, wo diese möglich ist, handelt es sich bei der Recensio —, zu einem hohen Grade der Wahrscheinlichkeit kommen, in vielen wird diese zweifelhaft bleiben. Aber nach der Entscheidung zu streben und die Grade der Wahrscheinlichkeit in jedem Falle zu bestimmen, ist die Aufgabe der Recensio. Wer das verkennt, verkennt das Wesen der Aufgabe, die hier gar nicht so sehr viel anders liegt, wie bei irgend einem antiken Schriftsteller, wo man angesichts einer schwankenden Ueberlieferung doch nicht darum auf eine Recensio verzichtet, weil man niemals objektiv nachweisen kann, daß die, die man gewonnen hat, nun auch wirklich das Urexemplar darstellt.

Ich kann aber nicht glauben, daß der Vf. diese Aufgabe so ganz verkannt hat, wie es nach der Vorbemerkung zu seinem Textabdruck scheinen möchte. Er hat ja doch in den Einzeluntersuchungen von Fall zu Fall untersucht, welche von den verschiedenen Lesarten die primäre sei, und glaubt es auch in manchen Fällen bestimmen zu können. Was für ein Unglück wäre es denn gewesen, wenn er die Lesart, die er für die primäre hält, in den Text gesetzt hätte, da ja die andern Lesarten in dem Apparat am Fuß des Textes gestanden hätten und der Erkenntnis des objektiven Tatbestandes kein Abbruch geschehen wäre? Der Vf. hat sich dadurch um die Früchte seiner mühsamen Untersuchungen gebracht, denn nun muß man, um zu wissen, was er herausgebracht hat, fortwährend in den Einzeluntersuchungen blättern, und ich fürchte, das Interesse dafür wird bei wenigen Lesern so groß sein, daß sie sich diese Mühe machen.

Es scheint mir aber auch, daß der Vf. ursprünglich eine andere Absicht gehabt hat und schließlich kopfscheu geworden oder gemacht ist; denn das objektive Verfahren, daß er zu beobachten versprochen hat, ist gar nicht überall durchgeführt, sondern an manchen Stellen hat er offenbar seinem Kanon zum Trotz das in den Text aufgenommen, was ihm als das Primäre erschien.

So setzt der Vf. z. B. Mt. 7,2 *metietur* mit k in den Text, Cyp.s *remetietur* in den Apparat. Ebenso steht Mt. 19,12 *regna* im Text, *regnum* Cyp. im Apparat. S. 176 f. wird erklärt, Cyp.s zweimal übereinstimmend zitiertes *dixit dominus ad petrum* Lk. 22,31 müsse ›mit e (*ille autem dixit petro*) in zunächst unentschiedener Konkurrenz bleiben‹. Im Text ist diese Konkurrenz zu Gunsten von e entschieden. Lk. 16,8 wird für *in saeculum istut* e (= εἰς τὴν γενεὰν τὴν ἑαυτῶν), das von Cyp. ausgelassen ist, willkürlich *in saeculo isto* geschrieben. Mt. 8,22 ist der Text aus k (*remitte mortuos sepelire mortuos suos*) und Cyp. (*sine mortui mortuos suos sepeliant*) zu *sine mortuos sepelire mortuos suos* kontaminiert. U. s. w.

Mitunter ist dabei sehr schwer zu erkennen, was des Vf.s eigentliche Meinung ist, wie Mk. 13,2, wo im Text *resolvatur* mit k, im Apparat die Variante von Cyp. und e *dissolvatur* steht. In den Einzeluntersuchungen S. 199 heißt es darüber: ›Im letzten Falle hilft wieder Cyprian, der Mk. 13,2 das *dissolvere* von e gegen das *resolvere* von k für καταλύειν vertritt‹. Darnach scheint der Vf. vielmehr für *dissolvatur* zu sein. Aber S. 131 schreibt er: ›*dimittere — remittere* Mk. 11,25 und *resolvere — dissolvere* Mk. 13,2 sind bedeutungslos‹. Dementsprechend gibt er in einer Art ausgleichender Gerechtigkeit Mk. 11,25 wiederum Cyp. (*remittat*) gegen k (*dimittat*) den Vorzug.

Schlechthin unverständlich ist mir die Art, wie der Vf. die ntl. Zitate der pseudocyprianischen Schriften De duobus montibus, Computus de pascha, De Iudaica incredulitate und De rebaptismate bei der Textherstellung verwendet hat. Von dem Verhältnis der ntl. Zitate in diesen Schriften zu dem cyprianischen Texte ist auf den Seiten 255 bis 292 ein ganz schiefes Bild entworfen. Es sind nicht Reste des cyprianischen Bibeltextes, obwohl sie sich an manchen Stellen mit diesem in bemerkenswerter Weise berühren. Denn den Uebereinstimmungen halten die Abweichungen zum mindesten die Wage. Außerdem aber sind die Zitate in den drei erstgenannten Schriften an Zahl wie Umfang so gering, daß die Basis für die Vergleichung viel zu schmal wäre, um einigermaßen sichere Resultate zu ermöglichen, auch wenn die Differenz geringer und die Uebereinstimmung größer wäre. Trotzdem hat sich der Vf. nicht gescheut, nicht nur die Lesarten dieser Zitate in dem kritischen Apparat in gleicher Weise wie die der andern Zeugen zu berücksichtigen, sondern die Zitate auch in den Text selbst aufzunehmen, wo andere Zeugen fehlen. Dies ist besonders verhängnisvoll für den Text der Apg. geworden, die in der Schrift De reb. fast ebenso häufig wie in den echten Schriften Cyp.s zusammen angeführt wird. Von allen

diesen Stellen läßt sich aber, unmittelbar mit Cyp. und h zugleich, nur eine, Apg. 4, 12, vergleichen. Während nun diese beiden darin genau mit einander übereinstimmen (denn die Lesart *sub saeculo* st. *sub caelo* in dem Codex L von Cyprian wird man wohl mit dem Vf. für eine Verderbnis eben dieser Handschrift halten müssen), bietet das Zitat in Reb. auf die wenigen Worte nicht weniger als vier Varianten. Außerdem haben Cyp. und Reb. noch den kleinen Vers 8, 20 gemeinsam. Auch hier weicht Reb. von Cyp. viermal ab, wenn auch erheblich leichter, und die Abweichungen werden hier reichlich aufgewogen durch die Uebereinstimmung in der Wiedergabe der Präposition διά durch *per* statt durch den Ablativ und in der Uebersetzung von δωρεά durch *gratia* statt durch *donum*, was die Vulgata hier wie 2, 38 hat. Viel will das freilich nicht besagen, denn die Uebersetzung *gratia* hat auch die Vg. 10, 45 und 11, 17, wo dagegen Reb. *donum* hat, was Cyp. selbst auch 2, 38 bietet. Aus Apg. 8, 20 aber schließen zu wollen, daß die übrigen Teile des Textes der Apg. in Reb. sich zu dem cyprianischen Texte verhielten wie zu diesem der Text der Evangelienzitate in Reb., wo sich Abweichungen und Uebereinstimmungen einigermaßen gleich stehen, wäre mehr als verwegen. Wo der Evangelientext von Reb. neben dem von k oder e oder Cyp. steht, hat der Verf. jenem gelegentlich den Vorzug vor k und e, ja sogar vor Cyp. gegeben; so Mk. 10, 38, wo er mit Reb. *baptismate* für *baptiziationi*[1]) von k schreibt, zu dem S. 284 erstaunlicherweise bemerkt wird, es gehöre zu den Singularitäten von k, die einem afrikanischen ›Typ‹ von Bedeutung zuzuschreiben nicht statthaft sei, während diese Singularitäten (vgl. u. a *profetatio* Mt. 13, 14 *blasfematio* Mk. 14, 64) gerade für den altertümlichen Charakter von k sehr bedeutsame Beispiele sind. Ferner Mt. 17, 22 *in manus* mit Reb. statt *in manibus* mit e, ferner Jo. 3, 5 *caelorum* mit Reb. und e statt *dei* mit Cyp., obwohl dieser die Stelle viermal mit *dei* zitiert und S. 175 ausdrücklich anerkannt wird, daß dies ein Fehler nicht Cyp.s, sondern seines Bibeltextes sei, auf dessen Herstellung doch der Vf. nach S. 365 bei der Textherstellung sein eigentliches Absehen gerichtet hatte.

Zu der Inkonsequenz des Vf.s in der Behandlung des Textes kommen andere Umstände, die die Benutzung des Textes wie des Apparates erschweren.

Die Cyprianzitate sind, wie bemerkt, durch gesperrten Druck im Texte kenntlich gemacht, während der oder die Fundorte unter dem

1) Ueber die häufige Einschiebung von *i* in der Handschrift vgl. Sanday, Old-Latin Biblical Texts II p. CLXI. *baptiziatio* und *baptiziator* sind wohl aus *baptidiatio* und *baptidiator*, welches sich Mt. 11, 11 findet, zu erklären.

Texte innerhalb des textkritischen Apparates angegeben sind. Das geschieht auf folgende Weise, z. B. zu Lk. 6,22.23: Cy. III,3,16 p. 130,6. VI,12 p. 246,2. IX,12 p. 345,3. 58,2 p. 658,19; d. h. es wird die Nummer, die die cyprianische Schrift bei Hartel trägt, mit dem Kapitel und außerdem noch Seite und Zeile der Hartelschen Ausgabe notiert. Das scheint mir des Guten zu viel und die rasche Orientierung nur zu behindern. Kein Mensch kann verlangen, daß man die Reihenfolge der cyprianischen Schriften wie der Confirmand die der großen und kleinen Propheten im Kopfe hat. Worauf es ankommt, ist zu wissen, ob das Zitat aus den Testimonia, den kleinen Schriften oder den Briefen ist, weil die Ueberlieferung in diesen drei Gruppen verschieden ist und danach auch der Wert des Zitates verschieden sein kann. Zum Nachschlagen genügt die Angabe der Seitenzahl der allein in Betracht kommenden Hartelschen Ausgabe. Wichtig ist auch, daß man sofort sieht, wie oft die Stelle zitiert wird, was in des Vf.s Apparat, wie das gegebene Beispiel zeigen dürfte, einem mitunter vor lauter Zahlen kaum zum Bewußtsein kommt.

Etwas buntscheckig ist der textkritische Kommentar dadurch geworden, daß das Deutsche in den Erklärungen öfters mit dem Lateinischen wechselt, z. B. zu Mt. 6,6 ›*ad* in *adoraveritis* deletum est in k — *absconsodito, so* durchstrichen‹. Einmal habe ich auch eine englische Angabe gefunden (zu Mk. 9,21). Daß die formelhaften und ohne weiteres verständlichen Abkürzungen *corr* und *add* angewendet sind, ist nicht zu beanstanden. Aber peinlich ist es, wenn einem Rätsel aufgegeben werden, ohne daß irgendwo der Schlüssel dazu gegeben wäre, z. B. Mt. 5,29 om *ex* a *membris* 5,36 *tuo* k[1] s. l. oder k[2] 6‘4 *sic* l *sit* k 6,9 (Text: *pater noster qui es in caelis*) *hic* l *es* p *qui* k[1] s. r., add *est* p *caelis* k[3].

Aber das sind schließlich Nebensachen; die Hauptsache ist: geben Text und Apparat zusammen die Lesarten und Varianten des cyprianischen Textes treu und zuverlässig wieder? Ich habe Text und Apparat nicht Zeile für Zeile nachgeprüft, sondern mich mit Stichproben begnügt, aber ich fürchte, daß das Verzeichnis der Nachträge und Berichtigungen S. 611 ff. einer starken Erweiterung bedarf. Aus eigener Erfahrung weiß ich, wie schwer es ist, bei solchen Arbeiten Fehler zu vermeiden, und das Bewußtsein, den erforderlichen Grad von Akribie nicht erreichen zu können, hat mich nicht zum wenigsten veranlaßt, mich von diesem Gebiet zurückzuziehen. Also nicht um einen Stein auf den Autor zu werfen, sondern weil bei einem Buche dieser Art Zuverlässigkeit der tatsächlichen Angaben ein Haupterfordernis ist, gebe ich das Resultat meiner Prüfung wieder.

Mt. 2,5 fehlt im Apparat die Bemerkung *Iuda* k[1] *Iudaeae* k[2],

—11, daß *et* (so k für *ei*) nach *optulerunt* in k getilgt ist, —15 daß *ut adimpleretur* auf dem unteren Rande von k nachgefügt ist. 6, 9 heißt es im App. *adorate* k s. r. Es ist aber nicht das ganze Wort, sondern nur *ad* ausradiert, also war anzugeben *adorate* k[1] *orate* k[2]. 10, 37 fehlt die Angabe *aut matrem* om Cyp. Test. III cdd. LW. Lk. 6, 22 steht om *quando* e st. *quando* om Cyp. 7, 50 ist *ambula* l *vade* rebapt. umzukehren, *vade* hat Reb.

Mt. 2, 14 fehlt im Text *in* vor *aegyptum* 3, 11 *in aqua* nach *baptiso* 26, 29 *usque* vor *in* Lk. 14, 12 *neque fratres* nach *amicos tuos* 17, 8 *illi* nach *dicit*. 20, 38 war *omnes enim illi vivunt* zu sperren, weil es zu dem Zitat gehört, umgekehrt 21, 31 *ita et vos* nicht, weil es nicht mitzitiert wird. Mt. 19, 20 muß es *dicit* st. *dixit* heißen, ebenso Lk. 20, 37; Mt. 19, 17 *in* st. *ad* (s. S. 82 und 155); 27, 45 *super* st. *per*, da so Cyp. Test. II, 23 die cdd. LM haben.

Mt. 1, 23 fehlt im Apparat die Angabe, daß Cyp. Test. II, 6 *vocabitis* st. *vocabunt* hat, was nach des Vf.s Kanon in den Text aufzunehmen war. 7, 25 ist nach k als Text gegeben *advenerunt flumina, venerunt venti*, dazu im App. *venerunt* l *adv.* Cy. III cod. L. Die Variante gehört aber nicht zu *advenerunt*, sondern zu *flaverunt* — *flaverunt venti* haben alle Cyprianhandschriften außer L und M, welch letztere *advenerunt venti* hat — außerdem haben alle Handschriften *venerunt flumina*, welcher Lesart der Vf. nach seinem Kanon den Vorzug geben mußte. (De un. c. 2 haben allerdings die meisten Handschriften *advenerunt flumina, venerunt venti*.) 10, 19 heißt es im App.: om *quomodo aut* k. Dies fehlt aber auch Cyp. Test. III, 16; ep. 10, 3. 57, 4. 58, 5 in allen, ep. 76, 5 in zwei, Ad Fortun. in einer Handschrift und durfte also nicht in den Text aufgenommen werden. Ferner hätte bemerkt werden müssen, daß *dabitur — loquamini* ebenfalls nicht nur in k, sondern auch Test. III, 16 in den cdd. WLMB und in je einer Handschrift ep. 10, 3; 57, 4 und 76, 5 fehlt. Es ist sehr wohl möglich, daß es schon in der gemeinschaftlichen Quelle von k und Cyp. fehlte. Lk. 6, 12 ist als Text nach e gegeben: *factum est autem in illis diebus exire illum*, dazu im App. *exiit* l *factum — illum* Cy. Der Vf. glaubt also, Cyprian habe die Umschreibung mit *factum est* willkürlich geändert. Aber hätte er dann nicht *illum* in *ille* verwandelt und *in illis diebus* beibehalten? Die Lesart der Texte b f q vg *factum est in illis diebus exiit* zeigt, daß Cyp. nichts geändert, sondern nur die ersten Worte des Verses weggelassen hat. Dementsprechend war der Text zu gestalten. Uebrigens zitiert Cyp. die Stelle einmal mit *exivit*, einmal mit *exiit*. Lk. 18, 13 Text *neque oculos volebat ad caelum levare*, App. *volebat in caelum* e mit einem Haken davor, der Umstellung bedeuten soll; gemeint ist, wie S. 164

zeigt, daß e *in caclum volebat* hat. Darnach ergibt sich e silentio, daß der Text auf Cyp. beruht. Es hätte aber angegeben werden müssen, daß so bei Cyp. — wenigstens nach Hartel — nur in einer Handschrift gelesen wird, in allen andern *neque oculos suos levabat ad caelum*, was auch in den Text aufzunehmen war, wenn nicht ganz besondere Gründe bestanden, jener einen Handschrift zu folgen, worüber weder im App. noch in den Untersuchungen etwas angemerkt ist.

Wenn diese und andere Fehler unabsichtlich entstanden sind, so begegnet nicht weniges im Text, was ebenfalls auf den ersten Blick auf Versehen zu beruhen scheint, gleichwohl aber mit Vorbedacht aufgenommen ist. Dies erklärt sich daraus, daß der Vf. ›Fehler, Paralleleinwirkungen, Kürzungen, Freiheiten und dergleichen Varianten, die eine textkritische Bedeutung in keiner Weise beanspruchen können, stets in den Apparat verwiesen hat, welcher Zeuge immer sie vertrat‹ (S. 365).

Was heißt das? Wenn jemand den griechischen Text der Evangelien zu rezensieren hat, so wird er die stilistische Eigenart eines jeden Evangeliums so genau wie möglich feststellen und die Varianten der Handschriften sorgfältig darauf prüfen, welche von ihnen auf Parallelwirkungen zu erklären sind, und diese in den Apparat verweisen, gleichviel welcher Zeuge sie vertritt. Aber wer es mit dem Text lateinischer Evangelienübersetzungen des dritten Jahrhunderts zu tun hat, darf der solche und andere Fehler einfach eliminieren? Können diese nicht gerade für diese Zeit charakteristisch sein? Welchen Wert haben die Zeugen dieses Textes noch, wenn sie zunächst einmal derartig gereinigt werden? Kommt etwa auf diese Weise etwas ›Geschichtliches‹, kommt etwas anderes heraus als eine ›vollkommen imaginäre Textgröße‹? Vernünftigerweise kann nur gefragt werden, was hat Cyprian an seinem Text für seine Person willkürlich oder unwillkürlich geändert, was haben k und e für Fehler, die nur ihrer zufälligen Form, nicht aber ihrem Typus eignen? und nur solchen Fehlern kann eine textkritische Bedeutung oder vielmehr eine Bedeutung für den zu erschließenden Text abgesprochen werden.

Tatsächlich hat der Vf. nun wohl auch manchmal so gefragt, aber häufig hat er dieser Vorbemerkung entsprechend sich auf einen Standpunkt gestellt, als wenn es sich um die Rezension des originalen Bibeltextes handle. Er hat die, wie ich glaube, richtige Beobachtung gemacht, daß Cyprian, so treu er auch im allgemeinen den Bibeltext zitiert, doch ihn gelegentlich leicht modifiziert. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß in der Bibel Cyp.s Jo. 15,18.19 κόσμος mit *saeculum* übersetzt war (s. Test. III, 29) und er doch diese Stelle Ad

Fort. c. 11 Anf. mit *mundus* zitierte. Man braucht darum nicht den Einfluß einer andern Bibelübersetzung anzunehmen, ebensowenig, wenn er in Bibelzitaten gelegentlich zwischen *agape* und *caritas*, *felix* und *beatus* wechselt. Hier wird, wie der Vf. richtig bemerkt, Cyprian seinem eigenen Sprachgebrauch Einfluß auf den biblischen Ausdruck eingeräumt haben. Ebenso sehe ich mit dem Vf. eine von Cyp. selbst vorgenommene Verfeinerung des Ausdrucks darin, wenn er Mt. 10, 29 in ep. 59, 5 *neuter* st. *unus non*, vielleicht auch, wenn er ep. 73, 19 Lk. 16, 8 *prudentiores filiis* st. *prudentiores super filios* schreibt.

Allein man muß in der Annahme solcher Aenderungen außerordentlich vorsichtig sein. Es läßt sich in den Fällen, wo Cyp. von den andern Zeugen abweicht, wohl manchmal feststellen, daß seine Lesart jünger ist, aber nur selten, ob sie ihm selbst oder seinem Bibeltext angehört oder ob sie auf der Verderbtheit seiner Ueberlieferung beruht. So macht in dem zweiten der angeführten Fälle mich bedenklich, daß *filiis* auch von f und vg geboten wird. Lk. 12, 47 möchte man *paruerit voluntati* st. *ad voluntatem* gern für eine Verbesserung Cyp.s halten, aber er zitiert zweimal übereinstimmend so und zwar einmal in den Testimonien. Mt. 8, 20 ist das korrekte *cubilia* bei Cyprian sicherlich eine Aenderung des vulgären *cubicula* in k (*volpes cubicula habent*). Liegt es nicht am nächsten, Cyp. selbst die Aenderung zuzuschreiben? Aber das Zitat findet sich in den Testimonien, wo eine willkürliche Aenderung des Bibeltextes sehr unwahrscheinlich ist. Folglich wird man annehmen müssen, daß diese wie die vorhergehende Variante dem Bibeltexte Cyp.s angehörte. Dagegen kann nicht der geringste Zweifel bestehen, daß z. B. Mt. 10, 29 *sine patris voluntate* kein Autoschediasma Cyp.s ist; das beweist das Vorkommen der Lesart in verschiedenen altlateinischen Bibeltexten. Daß sie aber, wie origineller so auch älter als das *sine patre* von k und somit auch dem cyprianischen Text im weiteren Sinne zuzuschreiben ist, zeigt die Uebereinstimmung mit Tertullian. Nichtsdestoweniger verweist der Vf. die cyprianische Lesart in den Apparat, mit der Begründung, daß es eine in den Text eingedrungene Exegese sei. Dabei aber hat er den Begriff des eigentlichen Fehlers so wenig festgehalten, daß er die vorher genannten Varianten Cyp.s, die er nach seinen eigenen Erörterungen als mehr oder weniger textkritisch belanglos ansieht, sämtlich in den Text aufgenommen hat.

Auf diese Weise ist die Textherstellung in ein solches Schwanken geraten, daß man nie im voraus wissen kann, wessen man sich zu versehen haben wird. Dafür nur noch einige Belege.

Lk. 18, 8 ist *verum* vor *filius* in den Text aufgenommen, obwohl Cyp. es an den beiden Stellen, wo er den Vers zitiert, ausläßt und

zwar in Uebereinstimmung mit verschiedenen altlateinischen Texten. Dagegen streicht der Vf. Lk. 1,41 *elisabet* gegen e mit einer einzigen, allerdings besonders wichtigen Handschrift der Testimonia. Lk. 9,24 zieht er *illam* von e dem *animam suam* von Cyp. vor, weil e Tertullian, der *eam* schreibt, nahe kommt. Lk. 17,31 soll die Lesart Cyp.s *qui in agro est* st. *in agro similiter* in e sich daraus erklären, daß das Zitat bei Cyp. aus dem Zusammenhang gelöst sei. Aber das gilt allenfalls für das ausgelassene *similiter*, nicht aber für den Relativsatz, den, ohne die Copula, auch die Vg. und altlateinische Texte haben. Jo. 3,6 8,44 10,18 ist *enim* mit e gegen Cyp. ausgelassen, obwohl Cyp. an allen Stellen Unterstützung bei altlateinischen Texten findet. Für die Auslassung wird als Grund der griechische Text geltend gemacht. Dagegen wird mit Cyp. gegen das Griechische Mt. 16,19 zweimal *et in caelis* geschrieben, wo e das *et* nur das erste Mal hat. Wiederum wird Mt. 18,20 *et* (vor *ego*) mit e gegen Cyp., aber auch gegen das Griechische zugesetzt und Cyp. gescholten, daß er eine gewisse Neigung habe, *et* im Sinne von ›auch‹ fortzulassen, vielleicht weil es ihm in dieser Bedeutung nicht recht geläufig gewesen sei (sic!).

Bei dem Mangel an Sicherheit in den tatsächlichen Angaben und Festigkeit in der Gestaltung des Textes wird man nach wie vor besser zu den Einzelpublikationen greifen. Sie zu ersetzen ist übrigens auch nicht die Absicht des Vf.s gewesen, da er die Handschriften nicht von neuem verglichen hat, was sich übrigens nach der von andern darauf verwandten Mühe auch kaum verlohnt haben würde. Doch hat der Vf. Hartels Codices LWTR nachgeprüft, was lebhaften Dank verdient. Er fand die Kollation von W fast durchgängig zuverlässig, dagegen die der wichtigen Handschrift L sehr fehlerhaft. Eine Verbesserung dieser Kollation in den Testimonien wird S. 33 f. Anm. 2 mitgeteilt. Leider sind dem Vf. dabei wieder einige Unklarheiten und Versehen untergelaufen. Er notiert als Lesarten von L: p. 44,16 der Hartelschen Ausgabe *noluistis* st. *noluisti*, aber nach Hartel hat L *non voluistis*. 65,3 *erat;* es ist nicht klar, worauf sich die Angabe bezieht, da Hartel im Text Z. 3 dreimal *erat* hat, wofür nach ihm L an erster und dritter Stelle *fuit* bietet, an zweiter (e silentio) *erat*. 113,21 *abundabit* st. *hab—*; nach Hartel hat L *habundavit*, bezieht sich die Abweichung auch auf die Endsilbe? 114,5 non addit *et;* H. bemerkt nichts über *et* in L, ist *et* hinter *clodos* gemeint? 145,18 *ea* in rasura; H. gibt an: *de his* L, sed s. l. *ea*, über *de his* schweigt der Vf. Da er aber 145,21 *de his*, aber s. l. m. 2 *ea* anführt, so scheint H.s Angabe von Z. 18 vielmehr zu Z. 21 zu gehören. 169,22 *prudentiam;* da H. *inprudentiam* L^1 notiert, woraus sich e silentio

prudentiam L² ergibt, so wäre eine genauere Angabe erwünscht. — Es ist schade, daß der Vf. nicht auch BM nachverglichen hat, man kommt unwillkürlich auf den Verdacht, daß auch außer 120,21, wo es evident ist, wie auch der Vf. bemerkt hat, Verwechselungen der Siglen L und B oder auch M bei Hartel stattgefunden haben.

Besondere Beachtung und Lob verdient der Abschnitt des Buches über die Textgeschichte Cyprians und seiner Zitate. Die Bibelzitate sind in den Handschriften Cyp.s außerordentlich widerspruchsvoll überliefert. Für die Beurteilung der Varianten ist nicht nur wichtig ihr Verhältnis zu den Handschriften k e und h, sondern auch das Verhältnis der wiederholt zitierten Stellen untereinander. Merkwürdigerweise hat sich Hartel auch um diese Erkenntnisquelle nicht gekümmert, die der Vf. in Verbindung mit jener andern erfolgreich benutzt hat. Durch eine Auswahl charakteristischer Wortvarianten hat er auf S. 62 ff. mittelst einer übersichtlichen Tabelle das Verhältnis der gleichen Zitate in den verschiedenen Schriften Cyp.s anschaulich gemacht. Hierbei stellt sich heraus, daß sich durchweg die besondere und eigenartige Lesart in den Testimonien, die schließlich zur Vulgata gewordene in den übrigen Schriften findet. Dies Verhältnis war von vornherein zu erwarten. Denn es ist selbstverständlich, daß der Autor sich da, wo er ausschließlich Bibeltext, unter bestimmte Gesichtspunkte gebracht, darbietet, strenger an den Wortlaut bindet als da, wo er ihn im Zusammenhang gelegentlich zitiert. Das bemerkenswerte bei Cyp. ist, daß auch diese gelegentlichen Zitate so genau mit den Testimonien übereinstimmen und die Abweichungen immer nur Einzelheiten bei Uebereinstimmung im ganzen betreffen. Dazu kommt noch, daß die Testimonien einen ganz besonders guten handschriftlichen Zeugen, L, haben, der in den kleinen Schriften fehlt. Im übrigen zeigen gerade die Handschriften der Testimonia, welcher Entartung der biblische Text in der Ueberlieferung ausgesetzt war. An den Ergebnissen, die der Vf. auf seiner Tabelle darbietet, ist indessen ein kleiner Abstrich zu machen, denn das Bild entspricht darum der Wirklichkeit nicht vollkommen, weil nur die aus der Rezension der Handschriften gewonnene Lesart berücksichtigt ist, nicht aber die tatsächlichen Varianten. Zieht man diese in Betracht, so gewinnt man für die Beurteilung des Bibeltextes bei Cyp. doch noch einen genaueren Maßstab. So ist ἀγάπη Rom. 8,35 zwar in der Schrift Ad Fort. mit *caritas*, in den Testim. mit *agape* wiedergegeben, aber nur in der einzigen Handschrift L, die für die Schrift Ad Fort. nicht zur Verfügung steht, während alle übrigen Handschriften der Test. ebenfalls *caritas* haben (nur L² *dilectio*). 1. Jo. 4,16 kommt für *agape* in den Test. zu L noch das Zeugnis von B, aber B fehlt so gut wie L

in der Schrift De unitate, wo dafür *dilectio* steht. Aehnlich steht es mit der Uebersetzung von μακάριος. In den Test. steht Mt. 5,10 dafür *felix* nur in LB, die übrigen Handschriften haben wie die von Ad Fort. c. 12 *beatus*. Aber auch die Handschriften von Ad Fort. geben c. 8 in Lk. 12,37 sämtlich *felix*, während dies an derselben Stelle Test. p. 123,8 zwar die Mehrzahl, Test. p. 87,10 nur WL tun. Wenn ferner 1. Kor. 6,18 πορνεύω in den Test. mit *fornicor* übersetzt ist, so darf nicht übersehen werden, daß diese Uebersetzung statt *moechor* auch ep. 55,26 von zwei Handschriften, C R, geboten wird, denselben, die auch ep. 6,1, wie der Vf. S. 52 mit Recht hervorhebt, in Mt. 28,20 mit VL[1] für das ursprüngliche *saeculi* st. *mundi* eintreten.

Es ist daher sehr wahrscheinlich, daß es in manchen Fällen lediglich Schuld der handschriftlichen Ueberlieferung ist, wenn wir jetzt die ursprüngliche Lesart in den Bibelzitaten bei Cyp. nicht finden. Wo aber auch nur eine einzige Handschrift eine von der Vulgata abweichende Lesart bietet, verdient sie die höchste Beachtung, wenn sie mit k e oder h übereinstimmt, denn die Entwicklung zur Vulgata ist in den Handschriften durchaus das vorherrschende. An sich ist es denkbar, daß auch einmal umgekehrt die Rückbildung von der Vulgata zu einem älteren Typus erfolgt ist, allein es müssen schon sehr starke Gründe sein, die das in einem vorkommenden Falle wahrscheinlich machen sollen. Es ist nicht zu begreifen, warum der Vf. das bei Hartel p. 312,14 von S gebotene *saeculi* st. *mundi* nicht anerkennen will, da es in demselben Zitat, 1. Jo. 2,16 an drei anderen Stellen in allen Handschriften und in h steht, oder p. 406,2 *saeculo*, wo die Sache ähnlich liegt; denn daß hier, wie der Vf. S. 50 andeutet, der Kontext für *mundo* spreche, stellt sich als unrichtig heraus, sobald man das Zitat mit dem Kontext etwas genauer vergleicht. Es ist eine erstaunliche Behauptung, daß *agapes* in Gal. 5,22 p. 279,5 sich als eine künstliche und sekundäre Herstellung afrikanischen Textes schon an der lateinischen Formbildung *agapes* verrate (S. 47), da doch *agapes* dieselbe Handschrift V auch Test. p. 167,18 bietet, wo *agape* durch LB gesichert ist.

Ueberall, wo bei Cyp. ein Bibelzitat in Parallelstelle vorliegt, muß, wenn sich an einer Stelle die Vulgata als Variante findet, diese zunächst für verdächtig gelten, und liegt der Fall so, wie unter Nr. 14 der Tabelle, daß 1. Tim. 6,10 an einer Stelle *erraverunt*, an drei andern *naufragaverunt* steht, so darf man sich nicht bedenken, die Vulgata der Ueberlieferung auf Rechnung zu schreiben. Denn man kann sich wohl vorstellen, daß Cyp. unwillkürlich *beatus* für *felix*, *verbum* für *sermo* oder *mundus* für *saeculum* schreibt, aber nicht *erraverunt* für *naufragaverunt*. Das konnte er nur, wenn er entweder

auf das griechische ἐπλανήθησαν zurückging oder unter den Einfluß einer anderen Uebersetzung geriet. Da beides nicht nachzuweisen ist und die zweite Annahme schon darum unwahrscheinlich ist, weil die dreimalige übereinstimmende Anführung beweist, daß er das Zitat fest im Kopfe hatte, so ergibt sich der Schluß mit Notwendigkeit.

Derselbe Grundsatz, der bei Differenzen innerhalb der cyprianischen Schriften zu befolgen ist, muß auch bei Differenzen zwischen Cyp. — besonders bei nur einmaliger Anführung — und den Handschriften k e und h gelten. Natürlich ist hier der Schluß auf den von Cyp. benutzten Bibeltext minder sicher, nicht aber, worauf mehr ankommt, auf den dahinter liegenden Text.

Diese Grundsätze sind dem Vf. nicht fremd, aber er wendet sie nicht konsequent an, sein Urteil ist unsicher und oft werden dieselben Gründe für entgegengesetzte Entscheidungen angeführt. S. 143 heißt es, wenn Mt. 24, 12 für ἀνομία *iniquitas* und Lk. 22, 37 für ἄνομος *iniustus* biete, so schlösse sich die Handschrift zweifellos dem griechischen Ausdruck näher an als Cyp.s *facinus* und *facinerosus*, aber diese Vokabeln hätten ihre singuläre Bezeugung für sich und ihr Verdrängtwerden ließe sich leichter verstehen als ihr Eindringen. S. 179 *iniquitas* und *iniustus* seien einwandfreie und regelmäßige Uebersetzungen, aber *super filios* Lk. 16, 8 und *ad voluntatem* Lk. 12, 47 in e starke Härten. S. 173 dagegen Lk. 12, 47 und ebenso Lk. 16, 8 habe e die größere Wahrscheinlichkeit für sich. Im Text folgt der Vf. Mt. 24, 12 Cyp., Lk. 22, 37 e, Lk. 12, 47 und 16, 8 dagegen wieder Cyp. S. 169 schreibt er, wenn Cyp. Mt. 24, 23 mit dem Griechischen gegen e die Copula *est* weglasse, so stehe er damit dem Archetypus der afrikanischen Uebersetzung wesentlich näher. Dagegen beweise nichts, wenn er umgekehrt Lk. 24, 44 *sunt* einschiebe, denn hier sei e vielleicht nach dem Griechischen korrigiert. Nach S. 172 f. ist Lk. 5, 16 Cyp.s *ipse autem fuit secedens in solitudines et adorans* gewiß älter als e, weil Cyp.s Uebersetzung so wörtlich wie möglich sei. Wenn dagegen k Mt. 6, 26 μᾶλλον διαφέρει αὐτῶν *plurimum distatis ab eis* übersetzt, so möchte der Vf. derartige Wörtlichkeiten für eine engbegrenzte Spezialität halten und trägt Bedenken, sie für einen im 3. Jahrh. herrschenden afrikanischen Typ zu rezipieren (S. 128). U. s. w.

Es gibt aber für den cyprianischen Text außer den negativen Kriterion der Abweichung von den von Hieronymus revidierten und den ihm vorausgehenden sogen. europäischen Texten auch ein positives Kriterien, seine aus inneren Gründen und durch Vergleichung nach der anderen Seite, namentlich mit Tertullian, erkannte Eigenart. Auch dessen ist sich der Vf. wohlbewußt und er hat von diesem

Kriterion in vielen Fällen zutreffenden Gebrauch gemacht, nur daß er leider auch dabei oft inkonsequent verfahren ist.

Der Bibeltext Cyp.s ist nicht nur in dem Sinne einheitlich, daß die Zitate derselben Stelle in den verschiedenen Schriften Cyp.s übereinstimmen, er ist es auch innerlich, und der cyprianische Text im weiteren Sinne ist es in noch höherem Maße, insofern als der Text dieselben charakteristischen Eigentümlichkeiten in seinen verschiedenen Teilen zeigt. Dies hat der Verf. richtig erkannt, und er hat in dem Schlußkapitel seiner Untersuchungen eine Charakteristik des cyprianischen Textes unternommen, die zweifellos den besten Teil seines Buches bildet. Diese Einheitlichkeit besteht übrigens, wie hier bemerkt sein mag, nicht nur innerhalb des NT., sondern erstreckt sich, wie eine darauf gerichtete Untersuchung sicher ergeben würde, auch auf das AT. Sie ist nun allerdings nicht so zu verstehen, als ob überall dasselbe griechische Wort mit demselben lateinischen wiedergegeben oder unter gleichen Umständen immer das gleiche Uebersetzungsprinzip angewendet wäre. Eine solche Gleichmäßigkeit wäre auch von einem und demselben Uebersetzer nicht zu erwarten, aber in dem cyprianischen Texte finden sich solche Gegensätze einer bald pedantisch gebundenen, bald frisch und lebendig, geradezu persönlich empfindenden Uebersetzungsweise, daß man ihn nicht als eine neu geschaffene Uebersetzung, sondern nur als eine Redaktion vorhandener Uebersetzungen, ähnlich der späteren Revision des Hieronymus, auffassen kann. Was der Vf. S. 131 von k sagt, daß wir in dieser Handschrift neben den wörtlichen Uebersetzungen auch freie fänden, gilt für den cyprianischen Text überhaupt, und der Vf. hat Recht, daß wir weder die eine noch die andere Art für absolut älter oder jünger halten dürfen: finden wir doch denselben Wechsel auch schon bei Tertullian (vgl. meine Neuen Fragmente der Weingartener Prophetenhandschrift, 1899, S. 46 ff.). Charakteristisch für den cyprianischen Text ist, daß er gleichmäßig in allen Teilen gewisse Besonderheiten der einen wie der anderen Art erhalten hat, die in der Vg. geschwunden oder ganz selten sind. Neben dem Besonderen steht oft das Gewöhnliche, und man darf sich nicht wundern, wenn an Stelle eines als charakteristisch erkannten Ausdrucks gelegentlich oder auch öfter das später übliche eintritt. Wo aber die Zeugen des cyprianischen Textes unter einander differieren, wird es meist nicht schwer sein, zwischen ihnen zu entscheiden. So wird man ohne Bedenken die eben erwähnte Lesart von k Mt. 6, 26 für älter als die Cyp.s halten dürfen, da Tertullian an der Parallelstelle 10, 31 *multis passeribus antistatis* schreibt, wo auch k wie Cyp. 6, 26 *pluris estis* hat[1]). Ohne Zweifel

1) So und nicht *plures* ist bei Cyp. zu lesen. In solchen Dingen darf man

ist Mt. 5,23 das *commemoratus* von k der von Cyp. gebotenen Vulgata *recordatus* vorzuziehen, das durch die, übrigens von dem Vf. selbst angeführten Parallelen in e und Cyp. als cyprianisch erwiesen ist und in der Vg. außer Baruch 3,23 (nicht von Hieronymus übersetzt) nur in Sap. und Sir. vorkommt, die beide in dem cyprianischen Texte vorliegen[1]). Eine wunderliche Meinung ist es, daß man Mt. 6,9 und Mk. 11,24 kaum fragen dürfe, ob *adorare* in k oder *orare* Cyp. = προσεύχεσθαι älter sei, angesichts der Tatsache, daß *adorare* in der Vg. nur für προσκυνεῖν steht, προσεύχεσθαι ebenso regelmäßig mit *orare* übersetzt wird, während k auch sonst gewöhnlich *adorare* für προσεύχεσθαι hat und dieses gelegentlich auch in h und e und bei Cyp. selbst erhalten ist. Keine Frage ist, daß Mt. 6,2 das farblose *consecuti sunt* in k eine Abschwächung des frischen, der Art nach mit *naufragaverunt* zu vergleichenden *compensaverunt* bei Cyp. ist. Ebenso zu beurteilen ist das prächtige *sine causatione* Rom. 2,1, das nur von cod. L geboten wird, wofür der Vf. das blasse *sine excusatione* anderer Handschriften setzt, nachdem er die Lesart von L als ›Fehler‹ ausgemerzt hat (S. 37 f.). Auch Rom. 3,16 muß dem seltenen *contribulatio* für σύντριμμα in den Handschriften B V, das der Vf. nicht einmal in den Apparat aufgenommen hat, gegen die Vulgata *contritio* zu seinem Recht verholfen werden, denn auch Sir. 35,22 und 23 und Hierem. 2,20 bei Cyp. Test. III,59 ist συντρίβειν mit *contribulare* übersetzt. Und so wird sich manches, was der Vf. unentschieden gelassen oder anders beurteilt hat, mit derjenigen relativen Sicherheit entscheiden oder berichtigen lassen, mit der man sich in solchen Untersuchungen begnügen muß, auf die man aber auch nicht verzichten darf, wenn man solche Untersuchungen für berechtigt und wünschenswert hält.

Es soll aber nicht verschwiegen werden, daß der Vf. nicht nur das Prinzip, auf das es ankommt, wohl erkannt, sondern daß er auch viele richtige Beobachtungen im einzelnen gemacht hat. In den lexikalischen Verzeichnissen des Schlußkapitels und in Zusammenstellungen, wie sie in den Anmerkungen zu S. 237 ff. und an anderen Orten gegeben sind, steckt nicht nur mühsame, sondern auch fruchtbare Arbeit. Auf dem lexikalischen Gebiete läßt sich das Verhältnis der Texte zu einander am leichtesten darstellen. Wenn man sieht, wie *suppedaneum* für ὑποπόδιον in den Evv. zweimal in k, in der Apg. einmal in h und

nicht wie der Vf. S. 48 mit den ›besten‹ Handschriften gehen, denn Cyp. ist nicht so gedankenlos gewesen, einen solchen Unsinn durchzulassen; ebensowenig wie man ihm zutrauen darf, Apk. 1,13 *pudorem* st. *poderem* gelesen zu haben.

1) Nicht zu vergleichen ist Apg. 10,31 *eleemosynae tuae commemoratae sunt*; in Sap. steht *commemorari* mit dem Akk., in Sir. mit dem Genitiv.

Ps. 109,2 und Es. 66,1 auch bei Cyp. vorkommt, wogegen die Vg. das Wort überhaupt nicht kennt, sondern überall dafür *scabellum* setzt — achtmal im NT. — wie auch a b f in den Evv. neben gelegentlichem *sub pedibus*, oder wie φορτίον von k und Cyp. Mt. 11,30 mit *sarcina* und so auch das sinnverwandte βάρος Apg. 15,28 von Cyp. übersetzt wird, b f vg aber für φορτίον in den Evv. dreimal, a und auch e zweimal *onus* haben, einmal indessen *sarcina* auch in a e f vg, sonst aber im NT. in vg niemals und im AT. im Bilde auch nur einmal und zwar bei Sirach erscheint, übrigens *onus* für βάρος auch bei Cyp. Gal. 6,2 steht: so wird durch diese Beispiele einmal die innere Uebereinstimmung des cyprianischen Textes in den verschiedenen Teilen der Bibel im Unterschied von der Vulgata, aber auch der verschiedene Zeugenwert von e und k und durch das zweite Beispiel zugleich die eigentümlichen Wechselbeziehungen des cyprianischen Textes zur Vg. und umgekehrt der Vg. zu jenem, in dem einmaligen Vorkommen von *sarcina*, illustriert.

Unerläßlich aber ist in jedem einzelnen Falle eine durchgehende Vergleichung mit der Vg. und, soweit das möglich ist, mit den sogen. europäischen Texten, wenn nicht unsichere oder auch falsche Urteile entstehen sollen. So erklärt der Vf. zu Unrecht S. 151, daß *manducare* in der lateinischen Bibel das primäre sei und nur zuweilen schon durch *edere* in k und e verdrängt werde. Das gerade Gegenteil ist richtig; *edere* ist auf dem Rückmarsch gegen *manducare*, das in der Vg. im NT. 140mal vorkommt, während *edere* sich nur 18mal findet. Es mag sein und ist äußerst wahrscheinlich, daß beide von vornherein gleichzeitig in der Bibelübersetzung angewandt sind; aber daß *manducare* sich im Lauf der Zeit immer mehr vorgedrängt hat, ergibt sich deutlich aus der Vergleichung der Texte. In Mt. steht *edere* in k 6mal, in e 5mal, in a 1mal, in b 2mal, in f vg 3mal; *manducare* in k 6mal, in e 3mal, in a b 21mal, in f 22mal, in vg 16mal. In Mk. ändert sich das Verhältnis: *edere* weder in k noch e, 1mal in f vg, 2mal in b, 19mal in a; *manducare* k 8, e 5, a 8, b 21, f vg 25. Lk. *edere* e 2, a 13, b 6, f 4, vg 6; *manducare* e 28, a 18, b 27, f 28, vg 27. Jo. *edere* e 7, a 3, b 4, f vg keinmal; *manducare* e 13, a b 16, f vg 20[1]). Daß Tertullian in seiner Bibel meist *manducare* las, wie der Vf. sagt, ist unrichtig. Er spielt im

1) Vg hat außerdem siebenmal *comedere*. Zu berücksichtigen ist bei diesen Zahlen, daß nicht nur k e ganz fragmentarisch, sondern auch a b nicht lückenlos überliefert sind. Vereinzelt sind statt *edere* und *manducare* außer *comedere* auch noch andere Wendungen gebracht, wie *consumere* k e, *cibum capere* a b, *devorare* b f vg. Bezeichnend ist, daß Mt. 15,27 in allen Texten *edere* erhalten ist, wo das Subjekt *catelli*, bzw. *canes* ist.

ganzen achtmal auf Evangelienstellen an, in denen der Begriff des Essens zum Ausdruck kommt. Dabei gebraucht er fünfmal *edere*, dreimal *manducare*.

Man sieht, daß bei dieser Vergleichung auch ein interessantes Resultat für a abfällt, da hier das Verhältnis von *edere* und *manducare* in Mt. und Jo. gerade umgekehrt wie in Mk. und Lk. ist, ein Zeichen, daß dieser Text nicht einheitlich ist. Denn dies Verhältnis ist nicht zufällig. Sanday hat in den OL. Bibl. Texts II, p. CCXXVII eine Uebersicht über die Uebersetzung von κώμη in a b d e k gegeben. e und k kennen dafür nur *castellum* (es lassen sich aus ihnen alle Stellen bis auf zwei belegen). Mit ihnen stimmt a in Mt. und Jo. (dreimal in beiden); dagegen hat a in Mk. nur *municipium* (sechsmal), in Lk. einmal *castellum*, dreimal *municipium*, siebenmal *vicus*. Ebenso zeigen sich Mt. und Jo. in a nah verwandt in der Uebersetzung von ἀρχιερεύς, das in Mt. fast ausschließlich mit *princeps sacerdotum* wiedergegeben ist, nämlich 23 mal, einmal *princeps* allein, in Jo. überwiegend, nämlich 18 mal, dreimal *sacerdos*. Dagegen steht in Lk. nur einmal *princeps sacerdotum*, 14 mal *pontifex*, in Mk. sechsmal *princeps sacerdotum*, viermal *summus sacerdos*, viermal *pontifex*, dreimal *pontifex sacerdotum*, offenbar eine Mischung aus *pontifex* und *princeps sacerdotum*. Während das Verhältnis der Teile von a untereinander in allen drei Beispielen dasselbe ist, wechselt dagegen das Verhältnis der Teile zu dem cyprianischen Text, der nach dem Zeugnis von Cyp. k und h in den Evv. und der Apg. zwischen *pontifex* und *sacerdos* schwankt. Daß in der Vg. in den Evv. ähnlich komplizierte Verhältnisse wie in a vorliegen, hat Nestle einmal u. a. gerade auch an diesem Beispiel gezeigt (American Journ. of Theology 1901, 502). Sie hat in Mt. ausschließlich *princeps sacerdotum* (25 mal), in Lk. 14 mal und einmal *summus sacerdos*, dagegen in Mk. überwiegend *summus sacerdos* (17 mal, neben viermal *princeps sacerdotum* und je einmal *pontifex* und *sacerdos*), Jo. aber 19 mal *pontifex*, einmal *princeps sacerdotum*, einmal *princeps*.

Diese Beispiele zeigen, daß die Vergleichung nicht nur Unterschiede, sondern auch Uebereinstimmungen zu Tage fördert, die ein neues Problem stellen. Wie ist das Vorkommen anscheinend afrikanischer Elemente in europäischen Texten und anscheinend europäischer in afrikanischen zu erklären? Sind überhaupt die afrikanischen und europäischen Texte fundamental verschieden und sind diese Ausdrücke in diesem Sinne berechtigt? Die Warnung, die Sanday a. a. O. p. CCLV vor einer vorschnellen Beantwortung dieser Frage aussprach, ist gewiß auch heute noch berechtigt. Die Evangelienhandschriften a b f sind in Oberitalien geschrieben. Es läßt sich zwar nicht beweisen,

daß der Vercellensis, a, von der Hand des Bischofs Eusebius von Vercelli herrührt, wie eine alte Tradition behauptet, aber es ist sicher, daß sein Text nicht jünger ist. Sicher ist auch, daß schon hundert Jahre früher, im Zeitalter Cyprians, in Italien wesensverwandte Texte kursierten. Auf der anderen Seite kann man nicht wohl bezweifeln, daß die cyprianische Bibel in Afrika redigiert ist. Insofern hat es einen Sinn, von afrikanischen und europäischen Texten zu reden. Aber diese beiden Arten von Texten haben eine lange Vorgeschichte, und daß ihre Vorgänger von vornherein verschieden waren und wir zwei verschiedene Wurzeln der lateinischen Bibelübersetzungen, eine europäische und eine afrikanische, anzunehmen haben, ist durch ihre spätere Verschiedenheit noch nicht bewiesen. Der Umstand, daß wir vielfach das, was wir als charakteristisch europäisch im späteren Sinne bezeichnen können, ebensogut wie das, was uns spezifisch afrikanisch erscheint, schon in den von Tertullian benutzten Texten antreffen, spricht nicht dafür. Man muß daher die Ausdrücke ›afrikanisch‹ und ›europäisch‹ in diesem Zusammenhange immer cum grano salis verstehen, und man sollte in der Anwendung dieser Hilfsbezeichnungen nicht so weit gehen, daß man, wie der Vf., geradezu von afrikanischen und europäischen Wörtern spricht, wo es sich um verschieden gefärbte und manchmal auch nur um zufällig von der einen oder anderen Klasse von Texten mehr bevorzugte Ausdrücke handelt.

Da die beiden im dritten Jahrhundert sich deutlich unterscheidenden und doch durch mannigfache Wechselbeziehungen mit einander verknüpften Textarten durchaus mit einander verglichen werden müssen, selbst wenn man es nur auf die Erkenntnis der einen oder anderen abgesehen hat, so möchte ich zum Schluß noch einen Wunsch aussprechen, durch dessen Erfüllung, wie ich glaube, dem Studium der lateinischen Bibelübersetzungen eine wesentliche Erleichterung verschafft würde.

Die europäischen Texte verhalten sich zwar anders zu einander als die Zeugen des cyprianischen Textes. Immerhin bilden sie ihm gegenüber eine gewisse Einheit und man kann über sie keinen besseren Ueberblick geben, als dadurch, daß man ihren Consensus als fortlaufenden Text druckt und die Abweichungen daneben oder darunter setzt. Man sollte nun diesen Text auf die eine und den cyprianischen Text auf die andere Seite stellen — wobei natürlich die Varianten der Cyprianhandschriften nicht bei Seite gelassen werden dürften, wie das der Vf. getan hat, — dadurch würde eine nützliche, den alten Sabatier ergänzende und, was dem Vf. vorgeschwebt hat, einen neuen Sabatier vorbereitende Materialsammlung geboten werden. —

Endlich noch ein Wort über die Anlage der von dem Vf. seinem

Text voraufgeschickten Untersuchungen. Die in ihnen enthaltenen Weitläufigkeiten und Wiederholungen hat der Vf. selbst als einen Nachteil empfunden. Sie hätten sich aber vermeiden lassen, wenn die Untersuchungen unter einen gemeinsamen Gesichtspunkt gebracht wären. Der Vf. hätte sich nicht zu bemühen brauchen, die hinlänglich feststehende, von niemand bezweifelte Tatsache von neuem zu beweisen, daß Cyprians Bibelzitate und die Handschriften k, e und h Zeugen eines identischen Textes sind. Er hätte nicht von den einzelnen Teilen des NT.s, sondern von der Gesamtheit des Textes ausgehen und von hier aus die Uebereinstimmung dreier verschiedener Teile unter sich und das den cyprianischen Text im Unterschiede von den europäischen Texten Charakteristische zur Darstellung bringen sollen. Dabei würde sich auch der verschiedene Wert der einzelnen Zeugen ergeben und vom Standpunkte des Ganzen aus eine viel sichere und leichtere Entscheidung über die Lesung im einzelnen Falle haben gewinnen lassen. Nachdem er seine Einzeluntersuchungen für sich beendet hatte, hätte der Vf. die wesentlichen Ergebnisse daraus in eine erschöpfende Gesamtdarstellung aufgehen lassen sollen, ohne den Umfang des Buches durch jene unnötig anschwellen zu lassen. Wer ein ihm neues Gebiet betritt, wird manchen Weg machen, um sich zu orientieren und einen Ueberblick zu gewinnen; wenn er aber diesen gewonnen hat, so muß er anderen nach Kräften die Mühe ersparen, die er selbst gehabt hat, und das Bild, das sich ihm aus vielen Einzelheiten ergeben hat, möglichst auf einen Blick erkennen lassen.

Wilmersdorf P. Corssen

Kants gesammelte Schriften. Herausgegeben von der Königlich Preußischen Akademie der Wissenschaften. Erste Abteilung: Werke. Bd. I 1902, Bd. II 1905, Bd. III 1904, Bd. IV 1903, Bd. V 1908, Bd. VI 1907, Bd. VII 1907. Berlin, Druck und Verlag von Georg Reimer.

I.

Die neue Kantausgabe der Berliner Akademie umfaßt vier Abteilungen, die der Reihe nach die Werke, den Briefwechsel, den handschriftlichen Nachlaß und das Wichtigste von den Vorlesungen enthalten. In dem Vorwort zum ersten Band der Werke berichtet Wilhelm Dilthey, dessen Anregung das große Unternehmen seinen Ursprung verdankt, über die Entstehung, den Zweck und die allgemeine Einrichtung der neuen Ausgabe. Außerdem enthält der erste Band (S. 507—517) eine ›Einleitung in die Abtheilung der Werke‹,

die über die Einrichtung dieses Teiles im besonderen nähere Auskunft gibt.

In die Ausgabe der Werke ist nicht alles aufgenommen worden, was sich in den früheren Ausgaben findet. Es fehlen einmal die von Kant aus persönlichem Anlaß abgegebenen öffentlichen Erklärungen, die ihre Stelle hinter dem Briefwechsel erhalten haben; sodann ist von den Werken alles das ausgeschieden, ›was Kant zum Druck niedergeschrieben oder für die Benutzung durch andere abgefaßt hat, das dann aber entweder gar nicht oder nicht in seinem ausdrücklichem Auftrag zum Druck gelangt ist. ... Daher findet der Leser Aufsätze, welche bisher in den Werken enthalten waren, hier im handschriftlichen Nachlaß und im Briefwechsel‹. So sind z. B. Kants Vorarbeiten zur Beantwortung der Preisaufgabe über die Fortschritte der deutschen Metaphysik seit Leibniz und Wolf dem Nachlasse eingeordnet worden. Das Gleiche gilt auch von der in Rostock aufgefundenen Einleitung Kants zur Kritik der Urtheilskraft, die an Stelle der bisherigen, nunmehr aber ganz wegfallenden Abhandlung ›Ueber Philosophie überhaupt‹ tritt. Dem Briefwechsel dagegen sind ›nach dem angegebenen Princip die Briefe eingereiht, welche unter den Titeln: 'Ueber die Schwärmerei und die Mittel dagegen' und 'Zu Sömmering. Ueber des Organ der Seele' in den früheren Ausgaben den Werken zugetheilt sind‹ (I, Vorw. S. XI).

Im allgemeinen ist der Ausgabe die chronologische Anordnung zu Grunde gelegt, ohne daß diese jedoch vollständig durchgeführt worden wäre; aus ihrer Anwendung ergeben sich nämlich für die spätere Zeit gewisse Uebelstände. Um diese zu vermeiden, sind von 1781 an, bis zu welchem Jahre die chronologische Folge festgehalten worden ist, die Abhandlungen von den Werken getrennt worden; sie folgen den Werken der kritischen Periode in einem besonderen Band. Den Abschluß des Ganzen bilden die von anderen in Kants Auftrage veröffentlichten Vorlesungen, die im letzten (9.) Bande vereinigt sind.

Als Grundlage für den Neudruck wurden die Originaldrucke der Schriften und Aufsätze Kants benutzt; nur in einem Fall, nämlich bei der Schrift ›Gedanken bei dem frühzeitigen Ableben des Herrn Joh. Fr. von Funk‹ ist es nicht gelungen, den Originaldruck aufzufinden. ›Lagen mehrere Auflagen einer Schrift vor, so geschah der Neudruck nach dem Text der letzten, in welcher Aenderungen enthalten sind, die mit Sicherheit oder mindestens mit großer Wahrscheinlichkeit auf Kant zurückgeführt werden können‹ (I, 508). Demnach wurde für die Kritik der reinen Vernunft die zweite Auflage zu Grunde gelegt, die im dritten Bande abgedruckt ist; um aber auch der Bedeutung der ersten Auflage gerecht zu werden, wurde diese

im folgenden Bande bis zum ersten Hauptstück des zweiten Buches der transscendentalen Dialektik vollständig zum Abdruck gebracht. Verweisungen in Anmerkungen, die hier ausnahmsweise angewandt wurden, geben dem Leser Aufschluß über das Verhältnis beider Auflagen zu einander (509).

Besondere Sorgfalt ist auf die Herstellung eines gereinigten Textes verwandt worden, wobei die Verbesserungen benutzt wurden, »welche die früheren Gesamtausgaben, die Editionen einzelner Werke und die Kant gewidmete kritische Forschung gewonnen hatten« (S. 507). Als allgemeiner Grundsatz (der in Wirklichkeit aber keineswegs immer streng durchgeführt worden ist) galt dabei, daß nur da Emendationen eintreten sollten, wo die Verderbnis des Textes zweifellos war (509). Die möglichst korrekte Gestaltung des Textes war die wichtigste Arbeit, die die Herausgeber zu leisten hatten; doch blieb ihre Tätigkeit darauf nicht beschränkt. Jeder Schrift sind nämlich außer dem Abschnitt über die Lesarten von den Herausgebern noch eine Einleitung und sachliche Erläuterungen beigegeben. Die Einleitung orientiert den Leser über die äußere Geschichte der Entstehung der Schrift und gibt Nachricht von den bei Lebzeiten Kants erschienenen Drucken mit Einschluß der Nachdrucke. Auf die Einleitung folgen die sachlichen Erläuterungen, die die für das Verständnis des Textes unentbehrlichen Sacherklärungen enthalten. Diese Erläuterungen, die namentlich für die naturwissenschaftlichen Schriften von Wichtigkeit sind, bilden einen wesentlichen Vorzug der neuen vor den früheren Ausgaben der Kantischen Werke. An die sachlichen Erläuterungen schließt sich, sofern die Ordnung nicht gelegentlich umgekehrt ist, das Verzeichnis der Lesarten an, dem an letzter Stelle noch die die Orthographie, Interpunktion und Sprache betreffenden Bemerkungen der philologischen Mitarbeiter folgen; die philologische Revision der deutschen Schriften, die auf umfassenden Vorarbeiten beruht, rührt von Dr. Ewald Frey, die der lateinischen Schriften von Dr. Emil Thomas her. Alle diese Anmerkungen finden sich immer am Ende jedes Bandes und sind nicht den einzelnen Schriften selbst gleich beigefügt.

Die neue Ausgabe ist das gemeinsame Werk einer ganzen Anzahl von verschiedenen Gelehrten, die sich zum Teil schon lange als Kantforscher einen Namen gemacht haben; der Leiter für diese Abteilung der Gesamtausgabe ist W. Dilthey. Durch die gründliche und gewissenhafte Arbeit der Herausgeber ist eine Ausgabe zu Stande gekommen, die die bisherigen Ausgaben der Kantischen Schriften an wissenschaftlichem Werte erheblich übertrifft. Die einzelnen Mitarbeiter verdienen für ihre Mühe und ihren Fleiß alle Anerkennung;

aber trotz der großen Verdienste, die sie sich im allgemeinen und einzelne im besonderen unleugbar erworben haben, kann doch nicht gesagt werden, daß die neue Ausgabe ohne alle Mängel wäre; vielmehr findet sich gar manches, was vielleicht verbesserungsfähig oder auch sicher verbesserungsbedürftig ist. Die Ausgabe ist nach einheitlichen Grundsätzen gearbeitet, die von vornherein festgelegt worden sind. Dennoch treten im einzelnen mancherlei Ungleichmäßigkeiten hervor, die namentlich die Gestaltung des Textes betreffen. Freilich war dies wohl kaum ganz zu vermeiden, wo so verschiedene Forscher sich zu gemeinsamer Arbeit vereinigt haben; können doch die Ansichten über die Notwendigkeit und die wünschenswerte Anzahl der sachlichen Erläuterungen, über die Zulässigkeit von Textveränderungen und andere Dinge trotz der allgemeinen Grundsätze im einzelnen ziemlich weit auseinandergehen. So gilt namentlich, daß bei der Behandlung des Textes sich insofern Unterschiede vorfinden, als der eine Teil der Herausgeber konservativer, der andere weniger konservativ verfahren ist.

Der Verfasser der vorliegenden Rezension sieht seine Aufgabe nun wesentlich darin, solche Stellen zu besprechen, an denen er glaubt, Ausstellungen machen oder doch wenigstens Bedenken erheben zu müssen, während er seine Zustimmung zu dem Geleisteten im einzelnen nicht weiter zum Ausdruck bringen kann; doch liegt ihm daran, hier noch einmal im allgemeinen auszusprechen, wie sehr er die Ergebnisse der wissenschaftlichen Arbeit der Herausgeber zu schätzen weiß.

Wenden wir uns nunmehr den einzelnen Werken zu, so enthält der erste Band die Schriften von 1747 bis 1756. Zu der ersten Schrift ›Gedanken von der wahren Schätzung der lebendigen Kräfte‹, deren Herausgeber Kurd Laßwitz ist, habe ich das Folgende zu bemerken: Zu S. 8 Z. 2 ff. vermisse ich eine sachliche Erläuterung zu der Erzählung von Timoleon; S. 21_4 ff. spricht Kant von einem ›scharfsinnigen Schriftsteller‹, den ›nichts mehr verhindert‹ hat, ›den Triumph des physischen Einflusses über die vorherbestimmte Harmonie vollkommen zu machen‹ etc.; in den sachlichen Erläuterungen ist nichts darüber gesagt, wer dieser Schriftsteller sein mag. Zu S. 23_{18} ff. hätte die Stelle der Theodicee angeführt werden können, an der sich der erwähnte Beweis Leibnizens findet. Bei den Bemerkungen zu S. 134 (S. 528) ist nicht ohne weiteres klar, welche Abhandlung Bernoullis gemeint ist; der Titel hätte wiederholt werden können.

Lesarten: S. 39_{35} scheint mir der von Laßwitz gemachte Zusatz ›der Geschwindigkeit‹ (Schätzung der lebendigen Kraft nach dem

Quadrat der Geschwindigkeit) überflüssig. S. 56_{16} muß es statt ›unelastische‹ wahrscheinlich ›elastische Körper‹ heißen; so schreiben auch Rosenkranz und Schubert[1]). S. 78_{30} ist wohl statt ›der‹ ›die‹ zu setzen (die Partei der lebendigen Kräfte hat sich der Verwirrung zu Nutze machen wollen). S. 101_{13} steht ›dieselbe‹ statt ›denselben‹ (letzteres auch bei Rosenkranz); das Wort bezieht sich auf Beweis. S. 132_{31} bis S. 133_{1} heißt es: ›Diejenige Kraft der Seele, die die Beurtheilung und das Nachsinnen regirt, ist von einer trägen und ruhigen Natur; sie ist vergnügt, den Punkt ihres Ruhestandes anzutreffen und bleibt gerne bei demjenigen stille stehen, was sie von einem mühsamen Nachdenken losspricht; darum läßt sie sich leicht von solchen Vorstellungen gewinnen, die die eine von zwei Meinungen auf einmal unter die Wahrscheinlichkeit heruntersetzt und die Mühe fernerer Untersuchungen für unnöthig erklärt‹. Der letzte Teil dieses Satzes gibt keinen richtigen Sinn; die Worte ›heruntersetzt‹ und ›erklärt‹ müssen jedenfalls in ›heruntersetzen‹ und ›erklären‹ geändert werden; ohne diese Aenderung ist der Gedanke unklar und außerdem die Konstruktion des Satzes sehr fraglich, da die Worte ›die Mühe fernerer Untersuchungen für unnöthig erklärt‹ keinen richtigen sprachlichen Zusammenhang mit dem Vorhergehenden haben.

Druckfehler: Ich bemerke hier zunächst im allgemeinen, daß das, was ich in meiner Rezension als Druckfehler anführe, mitunter vielleicht auch ein Versehen der Herausgeber oder auch beabsichtigt sein kann; ebenso gilt, daß manche der bei den Lesarten gerügten Mängel möglicherweise auf Druckfehlern oder Versehen beruhen; ein ganz sicheres Urteil zu gewinnen, war in solchen Fällen der Natur der Sache nach für den Rezensenten ausgeschlossen. — In der Einleitung in die Abteilung der Werke muß es S. 509_{5} ›des zweiten Buches‹ statt ›Bandes der transscendentalen Dialectik‹ heißen. S. 523 steht in der letzten Zeile des ersten Absatzes der Erläuterung zu S. 16_{8} ›earundamque‹ statt ›earundemque‹. Auf Tafel I am Schluß des Bandes muß in Figur 7 (zu S. 51) der Körper C die Ziffer 1 statt 2 erhalten; diese wird auch in der Bemerkung zu Figur 7 S. 532 ganz richtig angegeben. Ein Druckfehler ist wohl auch ›abprellt‹ 51_{8}, denn 67_{5} heißt es ›prallt‹. In Figur 12 Tafel II (zu S. 83) muß oben c statt C stehen. Ein sehr schlimmer Druckfehler findet sich in folgendem Satz: ›Certe in nostra potestate non est, aliquem eo adigere, ut fateatur, discere quando videt solem horizontem ascendere‹ (S. 134_{75} ff.); das

1) Die Anführung dieser Ausgabe soll in diesem und in ähnlichen Fällen nicht bedeuten, daß dieselbe Verbesserung sich nicht vielleicht auch in anderen Ausgaben findet; ich habe aber die Ausgabe von R. und Sch., die sich in meinem Besitz befindet, besonders häufig verglichen.

discere gibt keinen Sinn und versetzt den Leser in den Zustand gänzlicher Ratlosigkeit; denn normaler Weise kann er nicht vermuten, daß es statt discere diescere = Tag werden heißen muß; so nämlich lautet das Wort im Original und in den Acta Eruditorum, denen die Stelle entnommen ist. Derselbe Fehler findet sich auch bei Tieftrunk (Kants vermischte Schriften) und bei Rosenkranz, während Hartenstein in seinen beiden Ausgaben die richtige Lesart hat. Bei der großen Seltenheit des Wortes diescere und der naheliegenden Möglichkeit, es im Druck mit dem sinnentstellenden discere zu verwechseln, wäre bei der Durchsicht des Satzes doppelte Aufmerksamkeit zu empfehlen gewesen.

Allgemeine Naturgeschichte und Theorie des Himmels (Herausgeber Johannes Rahts). — Die sachliche Erläuterung zu S. 231_{22} klingt, als habe Kant die von ihm angeführte Stelle aus einer astronomischen Schrift von James Bradley selbst aus dem Englischen übersetzt; dieser Eindruck darf aber nicht hervorgerufen werden, da K., von dem es zweifelhaft ist, ob er Englisch verstand, die Stelle wohl aus dem ›Hamburgischen Magazin‹ entnommen hat, auf das die Erläuterung am Schluß selbst verweist. S. 231_{32} werden Tycho und Flammsteed, in der Anmerkung zu 232 Hugen, Halley und Hevelius erwähnt, ohne daß sich über diese Männer in den Erläuterungen etwas findet. In der Bemerkung zu 273_{23} ist der Ausdruck ›An der erwähnten Stelle‹ (551 Mitte) nicht ganz genau, da vorher zwei Stellen erwähnt sind, von denen die spätere gemeint ist; dies ergibt sich aber erst aus dem Folgenden. S. 553 (zu 284) fehlt in der Formel $x = \sqrt[3]{\frac{1}{3} m}$ der Faktor a, mit dem die Wurzel multipliziert werden muß. Zu S. 329_{6} fehlt eine Bemerkung, die darüber Auskunft gibt, auf welche Stelle bei Wright von Durham K. anspielt. S. 337_{7} ff. heißt es im Text: ›Wenn darum die der Laufbahne der Sonne nahen Planeten die der Attraction das Gleichgewicht haltende Größe der Schwungskraft empfangen haben, warum fehlt noch etwas an dieser völligen Gleichheit? und woher sind ihre Umläufe nicht vollkommen zirkelrund‹ etc.? Dazu bemerkt der Herausgeber: ›Hier hat wohl Kant an die Laufbahn der die Sonne bildenden und dieselbe ganz in der Nähe umkreisenden Teilchen gedacht‹; diese Vermutung scheint mir keineswegs richtig zu sein. Bei S. 353_{10} ff. vermisse ich eine Bemerkung darüber, wer wohl der ›witzige Kopf aus dem Haag‹ ist, von dem K. nach den ›allgemeinen Nachrichten aus dem Reiche der Wissenschaften‹ eine Aeußerung mitteilt; auch die betreffende Stelle der angeführten Zeitschrift ist nicht nachgewiesen.

Lesarten: S. 247_{7} ff. heißt es im Text: ›Man weiß noch zur Zeit nichts mehr, als ... daß sechs Planeten mit zehn Begleitern, welche

alle beinahe auf einer Fläche die Cirkel ihres Umlaufs gerichtet haben, und die ewige kometische Kugeln, die nach allen Seiten ausschweifen, ein System ausmachen, dessen Mittelpunkt die Sonne ist‹ ... Der Ausdruck ›ewige kometische Kugeln‹ kann n. m. M. unmöglich von Kant herrühren, der in seiner Schrift ja gerade die zeitliche Entstehung des Weltsystemes lehrt. Nun spricht K. S. 250/51 von den sechs Planeten mit ihren 10 Begleitern und den 28 oder 30 Kometen, die beobachtet worden; ferner heißt es S. 273/74, ›es ist auch leicht einzusehen, daß in den oberen Räumen über dem Saturn, wo die planetischen Bildungen entweder aufhören oder nur selten sind, wo nur einige wenige kometische Körper [von mir gesperrt] sich gebildet haben‹. ... Auf Grund dieser beiden Sätze und nach dem ganzen Zusammenhang seiner Gedanken nehme ich an, daß Kant S. 247 von der verhältnismäßig geringen Zahl der Kometen gesprochen hat; nach Analogie der zuletzt angeführten Stelle vermute ich daher, und sehe diese Vermutung als ziemlich sicher an, daß es heißen muß ›die wenige kometische Kugeln‹; ›einige wenige‹ würde sachlich denselben Sinn geben, aber eine zu große Veränderung des Textes bedeuten. In dem Satze S. 272 $_{20}$ ff. ›da die untern Planeten vornehmlich von dem Ausschusse der elementarischen Materie gebildet worden, welche durch den Vorzug ihrer Dichtigkeit bis zu solcher Nähe zum Mittelpunkte mit dem erforderlichen Grade der Geschwindigkeit haben dringen können‹ paßt der Plural des Verbums im Relativsatze nicht zu dem Singular Materie; am einfachsten ist wohl Materie in Materien zu ändern, obwohl der Satz auch dann logisch noch nicht ganz korrekt ist, da der Relativsatz sich eigentlich auf das Wort Ausschuß beziehen müßte; doch haben wir natürlich kein Recht, diese Ungenauigkeit zu beseitigen. Mit Hülfe einer sehr einfachen Veränderung läßt sich auch der Fehler verbessern, der sich in folgendem Satze findet: Wir sind genötigt, ›die Hypothese von der genauen Zirkelbewegung der Partikeln des Grundstoffes dahin einzuschränken, daß, wie sie in den der Sonne nahen Gegenden zwar dieser Genauheit der Bestimmung sehr nahe beikommen, aber sie doch desto weiter davon abweichen lassen, je entfernter diese elementarische Theilchen von der Sonne geschwebt haben‹; (S. 279 $_{5}$ ff.). Dieser Satz wird sofort richtig, wenn wir statt ›daß, wie‹ ›daß wir‹ setzen. S. 286 $_{30}$ ist ›seines‹ jedenfalls in ›ihres‹ umzuändern. Der Satz lautet nämlich (Z. 27 ff.): ›Indem man also genöthigt ist, in den täglichen Umwendungen der Planeten eben dieselbe Ursache, ..., nämlich die Anziehung, zu erkennen: so wird diese Erklärungsart durch das natürliche Vorrecht seines [ihres] Grundbegriffes und durch eine ungezwungene Folge aus demselben ihre Rechtmäßigkeit bewähren‹. S. 297 $_{3}$ f. erscheint es mir

fraglich, ob die vom Herausgeber vorgenommene Umänderung des Ausdrucks ›Aequatordurchschnitts‹ in ›Aequatordurchmessers‹ hinlänglich berechtigt ist, obwohl sie ohne Zweifel eine sachliche Verbesserung bedeutet. S. 299_{6} hat der Herausgeber Sonne in Saturn umgeändert, aber das Wort Sonnenwirkung stehen lassen; dafür wäre dann aber wohl auch Saturnwirkung zu setzen. S. 311_{12} f.: ›man trifft es also dieser (scl. der Wahl Gottes) weit anständiger, wenn man der gesammten Schöpfung ein einziges System macht‹; hier ist doch wohl ein ›aus‹ nach ›wenn man‹ zu ergänzen. S. 326_{18} f.: ›zwar wenn ein Theil des Sonnenfeuers unter erstickenden Dämpfen der Luft, die zu ihrer Erhaltung dient, beraubt wird, so‹ etc.; hier fordert der Sinn des Satzes ›seiner‹ statt ›ihrer‹; außerdem hätten die Worte ›unter erstickenden Dämpfen‹ aus sachlichen Gründen, wie bei Rosenkranz, vielleicht in Kommata gesetzt werden können, die sich möglicherweise auch im Original finden. S. 332/33: ›Wenn man hingegen einem ungegründeten Vorurtheile Platz läßt, daß die allgemeinen Naturgesetze an und für sich selber nichts als Unordnung zuwege bringen, und aller Uebereinstimmung zum Nutzen, welche bei der Verfassung der Natur hervorleuchtet, die unmittelbare Hand Gottes anzeigt; so‹ ...; der Ausdruck ›aller‹ läßt sich zur Not auf Naturgesetze beziehen, würde aber wohl besser und einfacher in ›alle‹ umzuändern sein, wie es Rosenkranz getan hat; oder liegt etwa bloß ein Druckfehler vor? Unter den Lesarten ist nichts bemerkt.

S. 337_{29} ff.: ›Es war gewiß in Ansehung des Nutzens der Welt ganz gleichgültig, ob die Planetenkreise völlig zirkelrund, oder ob sie ein wenig excentrisch wären; ob sie mit der Fläche ihrer allgemeinen Beziehung völlig zusammentreffen, oder noch etwas davon abweichen sollten; vielmehr wenn es ja nöthig war, in dieser Art von Uebereinstimmungen beschränkt zu sein, so war es am besten, sie völlig an sich zu haben‹; der letzte Teil dieses Satzes scheint mir in sich widerspruchsvoll zu sein; der Widerspruch würde wegfallen, wenn das ›ja‹ durch ein ›nicht‹ ersetzt würde; damit soll jedoch nicht gerade behauptet werden, daß K. so geschrieben habe oder habe schreiben wollen. An der Stelle 338_{1} ist im Original von den unmittelbaren Werken des ›allmächtigen Wortes‹ die Rede, wofür der Herausgeber ›Willens‹ gesetzt hat; noch eher könnte man vielleicht ›Wesens‹ setzen, doch geht auch diese Veränderung etwas weit. S. $341_{21/22}$ scheint mir kein genügender Grund vorzuliegen, um den Ausdruck des Originals ›gedachten Verhältnissen‹ in den Singular ›gedachtem Verhältnisse‹ umzuwandeln, wie es der Herausgeber nach dem Vorgang von Kehrbach getan hat. Die Bemerkung zu 345_{21} ist unverständlich, da man nicht sieht, auf welches Wort des Textes sich der

Ausdruck ›worden‹, der allein dasteht, beziehen soll. S. $354_{20.21}$ hat der Herausgeber bei der Stelle ›der Raum zwischen dem Jupiter und dem Mars‹ das bei K. fehlende zweite ›dem‹ unnötigerweise eingeschoben. S. 354_{26} hätte das ›ihnen‹ doch wohl in ›ihrer‹ umgewandelt werden sollen, falls nicht ein bloßer Druckfehler vorliegt. Es heißt nämlich, ›wenn ihnen [bezogen auf Geschöpfe] gleich eine Gegend oder Ort beraubt sein sollte‹. S. 359_{37} ist ›sahen‹ vielleicht in ›sehen‹ zu verbessern, welches dem Zusammenhang mehr entspricht. S. 362_{13} hat Rahts statt ›werden‹ ›werde‹ gesetzt; es scheint mir aber richtiger, dafür mit Rosenkranz ›worden‹ zu schreiben, das n. m. M. dem Kantischen Sprachgebrauch angemessener ist. S. 363_{32} ff.: ›Muß nicht die Mechanik aller natürlichen Bewegungen einen wesentlichen Hang zu lauter solchen Folgen haben, die mit dem Project der höchsten Vernunft in dem ganzen Umfang der Verbindungen wohl zusammenstimmt?‹ Hier muß offenbar der Singular ›zusammenstimmt‹ in den Plural umgeändert werden; außerdem nehme ich Anstoß an dem Ausdruck ›Verbindungen‹, ohne ihn aber mit Bestimmtheit für unrichtig erklären oder einen Verbesserungsvorschlag machen zu wollen. S. 365_{1} ff. heißt es: ›so ist kein Wunder, daß die Vollkommenheit der Natur von beiderlei Orten in einem einzigen Zusammenhange der Ursachen und aus gleichen Gründen bewirkt worden‹. Hier scheint es mir sicher, daß für ›Orten‹ ›Arten‹ gelesen werden muß. K. hat im Vorhergehenden von dem Verhältnis gesprochen, das zwischen der Beschaffenheit der geistigen Wesen und der materiellen Beschaffenheit der Weltkörper besteht, die sie bewohnen, und will nun hier sagen, daß ›die Vollkommenheit der Natur von beiderlei Arten‹ von den gleichen Gründen bewirkt worden ist. S. 368_{2} muß es statt ›ihr‹, was keinen guten Sinn gibt, vielleicht ›ihnen‹ heißen (nämlich den Geschöpfen, von denen vorher die Rede war).

Druckfehler: S. 331_{8} steht ›der Anfang‹ statt ›den Anfang‹, S. 347_{6} ›höchstens‹ statt ›höchsten Wesens‹; dieser Fehler ist um so auffallender, als das Adjectivum, das bei K. fehlt, richtiger Zusatz des Herausgebers ist. S. 546_{4} v. u. muß es 34 statt 24 heißen. S. 557, Bemerkung zu 365, muß es 30. 31 statt 31. 32 heißen. S. 558_{11} steht 383_{16} statt 283_{19}; außerdem ist an dieser Stelle hinter dem Worte ›dem‹ eine eckige Klammer gesetzt, die in anderen ähnlichen Fällen nicht vorhanden ist.

Sprache: Ich finde es auffallend, daß zu den Bildungen ›ablang‹ (ablange Kreise 253_{13}, ablange Ausschweifung 284_{34}), ›der Räume nach‹ (wenn die Schöpfung der Räume nach unendlich ist 310_{18}), ›der Laufbahne der Sonne‹ (Dativ, 337_{8}; Druckfehler?) weder in den sprachlichen Erläuterungen noch bei den Lesarten irgend etwas be-

merkt ist; ebenso auffällig ist, daß S. 560 unter den Abweichungen des Umlautes das viermalige Vorkommen von ›druckt, eingedruckt‹ und das zweimalige Vorkommen von ›Raume‹ (statt Räume) erwähnt wird, während doch in beiden Fällen nur eine einzige Stelle angeführt ist (235_{10} und 248_{18}).

Zu der Schrift De igne (Herausgeber Laßwitz) habe ich nur wenig zu bemerken. Der Ausdruck ›Academia Cimentina‹ (379_{27}) hätte wohl erklärt werden können (es handelt sich um die Accademia del Cimento in Florenz, an der die von K. erwähnten Versuche über den Widerstand des Wassers gegen alle Zusammendrückung gemacht worden sind). Ebenso wäre vielleicht eine Erklärung verschiedener naturwissenschaftlicher Ausdrücke wie oleum thereb. (377_{35}), tartarus vini (381_{29}), tartarus animalis (381_{34}) wünschenswert. S. 380 ist die Linie ef in Figur 1 zu groß ausgefallen, da sie nach dem Text der (kleineren) Linie ba in Figur 2 gleich sein soll. S. 563 muß es in der Erläuterung zu 381_{31} nicht Halesio, sondern Hales heißen; der Dativ Halesio kommt 382_{20} vor.

Principiorum primorum cognitionis metaphysicae nova dilucidatio (Herausgeber Laßwitz). S. 390_{19} ist die von Thomas herrührende Verbesserung ›exprimentem‹ für ›exprimens‹ ohne Zweifel richtig, da sich das Wort auf das Subjekt eines Acc. c. Inf. bezieht; da aber K. einmal den Fehler begangen hat, ›exprimens‹ zu schreiben, wie wohl anzunehmen ist, so fragt es sich m. E. doch, ob man den Ausdruck nicht hätte stehen lassen sollen. S. 390_{33} ff. heißt es: ›Quae omnium veritatum absolute summi et generalissimi principii nomen sibi arrogat propositio, primo sit simplicissimis, deinde et generalissimis terminis enuntiata‹; ich möchte glauben, daß hier am Ende ein necesse est ausgefallen ist; Sätze dieser Art, in denen von einem necesse est ein einfacher Konjunktiv abhängig ist, finden sich in der Schrift gerade öfter, z. B. 388_{13}, 395_{9}, 395_{14}. In dem Satz ›Consequenter determinans [scl. ratio] est, quae non poneretur, nisi iam aliunde posita esset notio, quae ab ipso determinatur‹ (392_{3} f.) paßt das ipso nicht in den Zusammenhang; es muß wohl heißen ipsa. In der Erläuterung zu 399_{14}, wo K. ein Wort des Chrysippus anführt, ist nicht gesagt, woher dieses Wort stammt, während über die Person des Chrysippus eine kurze Auskunft gegeben wird, die vielleicht weniger nötig war. Als Druckfehler merke ich an, daß S. 396_{10} ›re‹ statt ›rei‹ und S. 406_{1} ›Instantarium‹ statt ›Instantiarum‹ steht.

Bei den drei nächsten Abhandlungen, die das Erdbeben von Lissabon betreffen und von J. Rahts herausgegeben worden sind, erspare ich mir wegen ihrer Weitläufigkeit die Angabe der verschiedenen Titel und führe sogleich an, was mir im einzelnen aufgefallen

ist. S. 421_{5} ff. heißt es: ›Wenn nun eine Reihe von Gebäuden von Osten nach Westen so in Schwankung gesetzt wird, so hat nicht allein ein jegliches seine eigene Last zu erhalten, sondern die westlichen drücken zugleich auf die östlichen und werfen sie dadurch unfehlbar über den Haufen‹. Es ist mir hier einigermaßen fraglich, ob K. wirklich hat sagen wollen, daß die Gebäude von Westen nach Osten aufeinander stürzen, oder ob er sich die Sache nicht umgekehrt gedacht hat; ich will letzteres keineswegs behaupten, halte aber auch nicht für ausgeschlossen, daß es im Anfang unseres Satzes ›von Westen nach Osten‹ heißen muß, da K. im Vorhergehenden (S. 420_{27}) bemerkt hat, daß das Lissaboner Erdbeben die Richtung von Westen nach Osten hatte. Eine Erläuterung wäre vielleicht erwünscht. S. 426_{29} ff.: Was kann sich der Naturforscher ›für Hoffnung machen, hinter die Gesetze zu kommen, nach welchen die Veränderungen des Luftkreises einander abwechseln, wenn sich eine unterirdische Atmosphäre mit in ihre Wirkungen mengt‹ ...; K. hat geschrieben ›das Gesetze‹, wofür der Herausgeber den Plural gesetzt hat, ›weil sich darauf 'welchen' und 'ihre Wirkungen' beziehen (569); diese Begründung erscheint mir insofern zweifelhaft, als der Ausdruck ›ihre Wirkungen‹ auch auf ›die Veränderungen des Luftkreises‹ bezogen werden kann; dann braucht aber auch der Singular ›das Gesetze‹ nicht geändert, sondern nur für ›welchen‹, ›welchem‹ gesetzt zu werden; da diese Veränderung einfacher ist, scheint sie mir durchaus den Vorzug zu verdienen.

Zu 452_{24} wird S. 572 der genauere Titel einer von K. erwähnten Schrift des französischen Gelehrten Bouguer angeführt; da Bouguer aber schon S. 446 und 450 genannt worden ist, so hätte diese Erläuterung vielleicht besser bei der ersten Stelle gegeben werden können. S. 451_{17} ff.: ›Der Abhang dieser Wölbung ist ... nach derjenigen Richtung abschüssig, nach welcher das Meer dem Orte liegt‹; hier ist wohl ein ›von‹ vor ›dem Orte‹ einzuschieben. Zu S. 454_{1} ist in den sachlichen Erläuterungen nichts über die Herkunft der Bemerkung von Musschenbroek gesagt. S. 454_{26} und 459_{18} findet sich die Form ›nordlich‹, ohne daß in den sprachlichen Erläuterungen (S. 573) etwas dazu bemerkt wäre. S. 572 muß es in der Bemerkung zu 455_{12} nicht ›habe‹ sondern ›haben‹ heißen. S. 455_{14} und 457_{20} werden von K. Bemerkungen von Boyle angeführt, zu denen eine Erläuterung fehlt, während eine solche zu der ganz gleichartigen Stelle 457_{8} gegeben wird, wo von Hales die Rede ist. S. 458_{6} findet sich im Original die Wendung ›durch eine und die andere Ausbrüche‹, wofür der Herausgeber ›einen‹ setzt; sollte es aber nicht vielleicht richtiger sein, das ›eine‹ als charakteristisch stehen zu

lassen? Der Schlußsatz der zweiten Abhandlung, welcher mit den Worten beginnt ›Ein Fürst der‹ etc. (461_9 ff.) enthält wohl eine bestimmte historische Anspielung, worüber der Herausgeber aber gar keine Vermutung geäußert hat.

S. 575 findet sich keine Erläuterung über die Persönlichkeit des S. 465_8 erwähnten Kindermann, während über den Z. 11 genannten Whiston eine Bemerkung gemacht wird; auch wer Herr D. Poll ist (S. 470_{37}), wird nicht gesagt. S. 471_{17} f. heißt es in unserm Text: ›die sehr seltsame Bemerkung, die aus der Schweiz berichtet worden‹ ...; das Original hat statt dessen ›wird‹; warum der Herausgeber dies nicht hat stehen lassen, ist mir unklar.

Monadologia physica (Herausg. Laßwitz). Im Anfang dieser Schrift spricht K. von Forschern, die in der Naturwissenschaft nur das gelten lassen wollen, was durch das Experiment festgestellt worden ist; dann fährt er (im Original) fort: ›Et hac sane via leges naturae exponere profecto possumus, legum origenem et causas non possumus‹. Das Et im Anfang dieses Satzes (475_{11}) hat Laßwitz nach dem Vorgang von Hartenstein in Ex umgeändert, was mir keineswegs glücklich scheint, da K. sehr wohl Et geschrieben haben kann. Außerdem möchte ich noch das Folgende bemerken: unter den Lesarten heißt es zu unserer Stelle ›*Ex*] Hartenstein *Et*, *At?* Thomas‹ (581); das Et soll hier die Lesart des Originals, das At den Verbesserungsvorschlag von Thomas bezeichnen; der Leser kann aber, wie ich glaube, leicht auf die Meinung kommen, auch Et solle ein Verbesserungsvorschlag von Thomas sein; es würde sich daher doch vielleicht empfehlen, in einem solchen Falle die Bedeutung des ersten Wortes noch besonders anzugeben. Auf dieselbe Weise ist Bd. II S. 480 in der Bemerkung zu 181_{26} eine Unklarheit entstanden. Im Beweis von Lehrsatz VI heißt es im Originaltext: ›Quia vero [Subj. monas] spatium replendo utrinque sibi immediate praesentes ab ulteriori arcet ad se invicem appropinquatione, adeoque in ipsarum positu quicquam determinet‹ ...; das arcet dieses Satzes hat L. in arceat (481_5) umgewandelt, obwohl er merkwürdigerweise selbst unter den Lesarten sagt, ›der Indicativ wird trotz determinet tatsächlich nicht zu ändern sein‹; ich würde vorschlagen, arcet stehen zu lassen und für determinet determinat zu schreiben, was ja nur eine ganz geringfügige Veränderung ist; denn daß K. an dieser Stelle erst den Indikativ und dann den Konjunktiv gesetzt haben sollte, ist mir wenig wahrscheinlich. Zu 481_{27} verweist der Hrsg. auf Z. 34 auf derselben Seite, was mir recht überflüssig zu sein scheint.

Theorie der Winde (Hrsg. Rahts). S. 495_7 ff.: ›Denn es ist einerlei, ob der Boden unter einem flüssigen Wesen, das nicht in gleicher

Schnelligkeit nach derselben Richtung bewegt wird, fortrückt, oder ob dieser über den Boden in entgegengesetzter Direktion bewegt wird‹; hier muß offenbar für den Ausdruck ›dieser‹ ›dieses‹ gesetzt werden. S. 499$_{9.10}$ ist von dem ›Japonischen [statt Japanischen] Meere‹ die Rede; da über diese Stelle weder unter den Lesarten, noch bei den sprachlichen Bemerkungen etwas gesagt wird, so gerät der Leser in Zweifel, ob hier ein Druckfehler oder eine ältere Form des Wortes vorliegt, wenn er auch das Letztere für wahrscheinlicher halten mag.

Im zweiten Band sind die Schriften von 1757 – 1777 vereinigt. Die erste Schrift ›Entwurf und Ankündigung eines Collegii der physischen Geographie‹ ist herausgegeben von Paul Gedan; ich bemerke, daß der Ausdruck ›Loxodromie‹ (S. 8$_{33}$) wohl hätte erklärt werden können, und daß die angeführten Personennamen teils gesperrt teils nicht gesperrt sind, ohne daß ein erkennbarer Grund für diese Unterscheidung, die auch den Bd. 1 S. 509 aufgestellten allgemeinen Grundsätzen nicht entspricht, vorhanden wäre; so sind z. B. die Namen Linnaeus (8$_{5}$) und Kolbe (11$_{11}$) nicht gesperrt, während die S. 8$_{29}$ erwähnten Namen gesperrt sind.

Bei der folgenden Schrift ›Neuer Lehrbegriff der Bewegung und Ruhe‹ (Hrsg. Laßwitz) vermisse ich die Bemerkung, daß der Zusatz am Ende (S. 25$_{19}$ ff.), in dem K. von seinen Vorlesungen in dem ›gegenwärtigen halben Jahre‹ spricht, nicht in allen älteren Ausgaben enthalten ist.

Bei dem ›Versuch einiger Betrachtungen über den Optimismus‹ findet sich die Merkwürdigkeit, daß als Herausgeber Laßwitz genannt ist, während doch die Einleitung sowie die sachlichen Erläuterungen von Paul Menzer und nur die zwei Zeilen, die den Lesarten gewidmet sind, von L. herrühren. S. 34$_{35}$, wo von ›dem besten unter allem Wesen‹ gesprochen wird, hätte wohl die unter den Lesarten angeführte Aenderung von Rosenkranz angenommen werden können, der statt ›allem‹ ›allen‹ schreibt.

Die falsche Spitzfindigkeit der vier syllogistischen Figuren. Der Herausgeber ist Laßwitz, doch rührt die Einleitung von Menzer her; dieser sagt, wo er von der Zeit des Erscheinens der Abhandlung spricht (466/67): ›Vor diesem Tage also [17. November 1762], frühestens aber vor dem 27. Oktober, muß die Schrift Kants in Hamanns Händen gewesen sein‹; da aber vor dem 27. Oktober alle möglichen Termine liegen, so ist diese Zeitangabe ganz unbestimmt; M. hat doch wohl etwas anderes sagen wollen. Zu S. 53$_{21}$ ist unter den Lesarten S. 468 ein Druckfehler richtig gestellt; leider ist dies bei den übrigen Druckfehlern, die sich in der Ausgabe finden, fast nirgends geschehen. S. 56$_{32}$ muß es ›ihrer‹ statt ›ihren Vorfahren‹ heißen (Druckfehler?).

S. 468 muß in der Bemerkung zu 61_7 der Name Rosenkranz nach ›einer‹ statt nach ›einem‹ stehen, denn ›einer‹ ist die von Rosenkranz herrührende Verbesserung. Der philologische Mitarbeiter spricht beim Beginn seiner Darlegungen von ›den drei Schriften, welche der Kantersche Verlag in den Jahren 1762 und 1763 der Oeffentlichkeit übergab‹, ohne jedoch diese Schriften zu nennen; da der Leser nicht ohne weiteres wissen kann, welche Schriften das sind, so wäre es richtiger gewesen, sie bestimmt zu bezeichnen.

Der einzig mögliche Beweisgrund zu einer Demonstration des Daseins Gottes (Hrsg. Menzer). Bei den sachlichen Erläuterungen ist zu der Stelle 65_4, wo K. zwei Verse aus Lucretius zitiert, zwar gesagt, daß es sich um Vers 52 und 53 handelt; daß die Verse aber aus dem ersten Buche stammen, ist merkwürdigerweise nicht mit angegeben. S. 137_{32}f. zitiert K. zwei Verse nach Pope; dazu heißt es in den Erläuterungen ›Vgl. Pope a. a. O. S. 35. Das Citat ist nicht genau‹. Das Gedicht Popes ist in Wirklichkeit aber nirgends angeführt. Zu der Stelle 142_4 wird auf die Erläuterung zu 277_{20} des ersten Bandes verwiesen, die aber selbst wieder nur durch eine andere Erläuterung, nämlich zu 261_{23}, verständlich wird; man fragt sich daher, warum nicht sogleich auf diese letztere Stelle verwiesen ist.

Lesarten: S. 75_{22}f. heißt es in unserem Text, ›die Beziehungen dieser Bestimmungen zu einem solchen Etwas, wie ein Triangel, sind bloss gesetzt‹ ...; im Original steht dagegen ›ist bloss gesetzt‹; ich würde der Verbesserung von Menzer (›sind‹ statt ›ist‹) die Lesart von Rosenkranz und Hartenstein vorziehen, die, wie S. 474 bemerkt wird, den Plural ›Beziehungen‹ in den Singular umändern. S. 78_3 hätte der unter den Lesarten angeführte Verbesserungsvorschlag von Wille, ›aber‹ statt ›oder‹ zu setzen, vielleicht in den Text aufgenommen werden können. In dem Satze ›In der letztern Betrachtung dieses Werks wird alles dieses ... überzeugender gemacht werden‹ (S. 82_7ff.) ist der Ausdruck ›letztern‹ auffällig; dafür ist wohl ›letzten‹ zu lesen. S. 118_{35}f. ist von der Eigenschaft die Rede, ›wodurch die Luft zu Erzeugung der Winde auferlegt ist‹; an Stelle des Herausgebers hätte ich hier die unter den Lesarten angeführte naheliegende Verbesserung Tieftrunks, der ›aufgelegt‹ statt ›auferlegt‹ schreibt, angenommen. S. 119_{29} hat der Herausgeber ›zuzutrauen‹ in ›zutrauen‹ geändert (›so würde dieses heißen, die Vollkommenheit der Welt einem blinden Ungefähr zutrauen‹), wozu er n. m. M. keine Berechtigung hatte. S. 128_4 würde ich für die Worte ›unter diesen‹ ›unter diese‹ oder noch besser ›unter dieser‹ schreiben, da der Ausdruck meiner Ansicht nach auf ›Rinde‹ Z. 2 zu beziehen ist; nach

der Angabe der Lesarten (475) steht im Kantischen Text ›diese (Rinde)‹, was mir aus verschiedenen Gründen nicht recht glaublich erscheint; sollte hier nicht vielleicht ein Fehler vorliegen und es bei K. wie in der neuen Ausgabe und bei Rosenkranz ›unter diesen‹ heißen? Schließlich finde ich es auffällig, daß zu dem Ausdruck ›gefließen‹ (statt ›ge- oder beflissen‹: ›man sieht, wie die Verfasser nach dieser Methode gefließen sind‹ etc. 118_{23}) weder unter den Lesarten noch unter den sprachlichen Erläuterungen etwas bemerkt ist.

Versuch, den Begriff der negativen Größen in die Weltweisheit einzuführen (Hrsg. Laßwitz). S. 181_{24} ff.: ›Der Mangel der Lust sowohl als Unlust, in so fern er eine Folge aus der Realopposition gleicher Gründe ist, heißt das Gleichgewicht‹; das ›ist‹ in diesem Satze hat der Herausgeber für das bei K. sich findende Wort ›abhängt‹ eingesetzt: ›abhängt‹ durch ›ist‹ zu ersetzen, heißt aber, eine recht beträchtliche Aenderung des Textes vornehmen; weit mehr zu empfehlen scheint mir die unter den Lesarten (480) angeführte Verbesserung von Hartenstein, der zwischen die Worte ›er‹ und ›eine‹ ›als‹ einschiebt. S. 201_{21} f. heißt es, ›wenn man Dinge vergleicht, deren die einen für sich selbst Nichts sind, das andre aber [scl. die Gottheit] dasjenige, durch welches allein Alles ist‹; der Ausdruck ›dasjenige‹ ist ein Zusatz des Herausgebers, an dessen Stelle man sich vielleicht besser mit einem einfachen ›das‹ begnügen könnte; dies kann um so leichter ausgefallen sein, als kurz vorher schon einmal ›das‹ steht. S. 202_{26} fehlt vor dem Worte ›Geistes‹ das Adjectivum ›endlichen‹; doch wird dies von L. unter den Lesarten bemerkt. S. 204_{6} f. ... ›so doch, daß zuletzt alle unsere Erkenntnisse von dieser Beziehung sich in einfachen ... Begriffen der Realgründe endigen‹ ...; ›endigen‹ hat L. für das im Original stehende ›endiget‹ gesetzt; ich würde dafür die unter den Lesarten nicht erwähnte Verbesserung von Rosenkranz vorziehen, der statt ›Erkenntnisse‹ ›Erkenntnis‹ liest.

Beobachtungen über das Gefühl des Schönen und Erhabenen (Hrsg. Menzer). In den einleitenden Bemerkungen zu den Lesarten sagt M.: ›Wie das Verzeichnis der Drucke schon angibt, existiren drei verschiedene Drucke, deren Titelblatt gleichmäßig das Jahr 1771 zeigt‹ (484). Nach meinem Dafürhalten geht dies aber aus dem Verzeichnisse S. 482 nicht mit genügender Deutlichkeit hervor, da der Leser das Jahr 1771, das bei Nr. 3 angegeben ist, nicht ohne weiteres auch auf Nr. 4 und 5 beziehen wird, wo es fehlt. Zu 208_{18} findet sich als sachliche Erläuterung (S. 483) folgender Satz: ›B. [Bayle] citirt [wo? wird nicht besonders gesagt] aus Thomas Lansius, In Mantissa orat. p. 792‹; dieser Titel ist mir unverständlich. S. 253_{2} f.:

›Herr Hume fordert jedermann auf, ein einziges Beispiel anzuführen, da ein Neger Talente gewiesen habe‹, ...; es wäre n. m. M. wünschenswert gewesen, bei den sachlichen Erläuterungen die Schrift Humes anzugeben, in der sich diese Stelle findet; statt dessen ist nur gesagt, wo der Satz in der Ausgabe der Humeschen Werke von Green und Grose steht. Bei S. 253/54 vermisse ich eine Aufklärung über die Persönlichkeit des Attakakullakulla.

Gleich im Anfang seiner Abhandlung spricht K. im Originaltext von dem ›Reiz, dessen ein Kepler fähig war, wenn er, wie Bayle berichtet, eine seiner Erfindungen nicht um ein Fürstenthum würde verkauft haben‹; hier hat M. (S. 208 19) nach dem Vorgang von Tieftrunk (Lesarten 485) für ›Erfindungen‹ ›Empfindungen‹ gesetzt, was mir trotz des Zusammenhangs, in dem allerdings von Gefühl und Empfindung die Rede ist, eine ganz unberechtigte Verbesserung zu sein scheint; der Begriff der Empfindung ist ja schon in dem Ausdruck ›Reiz‹ mitenthalten[1]). S. 210 30 hat M. ein ›noch‹ eingeschoben, ›nach dem Original‹, wie er unter den Lesarten sagt; was letzteres bedeuten soll, ist mir nicht klar, da doch der ganze Neudruck nach dem Original und zwar der ersten Auflage (S. 483) hergestellt worden ist.

An einem Orte, den ich mir leider falsch notiert habe, steht ›ofters‹, 254 18 ›Haram‹ statt ›Harem‹; letzteres ist wohl Druckfehler, vielleicht auch das erstere. — S. 486 unten sagt der germanistische Mitarbeiter, daß die Schreibungen ›Lycurgus‹ und ›Lucretia‹ Anstoß erregen; bei Lucretia liegt hier wohl ein Versehen oder Druckfehler vor, der Name findet sich genau so im Text (233 34); Lykurgus ist im Text allerdings mit k gedruckt (253 32), aber bloß um dieses Unterschiedes willen kann man doch nicht sagen, daß Lycurgus Anstoß erregt.

Zu dem ›Versuch über die Krankheiten des Kopfes‹, der anonym in den ›Königsbergschen Gelehrten und Politischen Zeitungen‹ erschien und von Max Köhler herausgegeben ist, möchte ich bemerken, daß der Titel der eben genannten Zeitung in der Einleitung einmal als Dativ (488) und zweimal als Genitiv (488 und 89) gebraucht wird, ohne flektiert zu sein (also in der Form ›den‹ und ›der Königsbergsche Gelehrte und Politische Zeitungen‹); ebenso heißt es in der

1) So schrieb ich, ohne noch Bayle nachgeschlagen zu haben; nun heißt es aber bei diesem an der Stelle, auf die der Herausgeber selbst verweist, ganz ausdrücklich, daß Kepler eine bestimmte Erfindung nicht mit dem reichen Kurfürstentum Sachsen vertauscht haben würde (Dictionnaire 5. Aufl. Bd. III, S. 543, Akg. A); hiernach ist es wohl sicher, daß in unserem Text der Ausdruck Erfindungen wieder hergestellt werden muß.

Einleitung zur folgenden Schrift (492) die ›Berlinische Nachrichten von Staats- und Gelehrten Sachen‹; sollte man in solchen Fällen nicht doch lieber deklinieren? Die eben erwähnte folgende Schrift ist die ›Untersuchung über die Deutlichkeit der Grundsätze der natürlichen Theologie und der Moral‹, die bekanntlich durch ein Preisausschreiben der Berliner Akademie der Wissenschaften veranlaßt wurde; der Herausgeber ist Laßwitz, doch rührt die Einleitung von Menzer her. K. hat seiner Schrift als Motto zwei Verse aus Lucrez vorausgestellt, die lauten

Verum animo satis haec vestigia parva sagaci
Sunt, per quae possis cognoscere caetera tute.

In der Einleitung (494) ist in einer den ›Berlinischen Nachrichten von Staats- und Gelehrten Sachen‹ entnommenen Mitteilung über die Beurteilung der eingelaufenen Arbeiten durch die Akademie der zweite dieser Verse in folgender Form wiedergegeben: Sunt, per quae possit caetera cognoscere tute; ob diese fehlerhafte Form aus den Berlinischen Nachrichten stammt oder unserer Ausgabe zur Last fällt, kann ich nicht entscheiden; im ersten Falle, den ich als wahrscheinlicher annehme, wäre eine Bemerkung über diesen Sachverhalt am Platze gewesen. Unter den Lesarten steht bei den Bemerkungen zu 279_{28}, 281 und 284 der Name Tieftrunk an falscher Stelle, nämlich nicht nach der von Tieftrunk herrührenden Verbesserung, sondern nach dem falschen Ausdruck des Originals; in den späteren Bemerkungen findet er sich dagegen an der richtigen Stelle.

Träume eines Geistersehers, herausgegeben von Menzer. In der Einleitung (499) spricht M. die Meinung aus, K. habe in dieser Schrifteine Kritik der Metaphysik seiner Zeit gegeben, ein Urteil, welches ich in dieser Form keineswegs gelten lassen kann. — S. 325_{2} ff.: ›Daher würde ich einen strengen Beweis verlangen, um dasjenige ungereimt zu finden, was die Schullehrer sagten: ›Meine Seele ist ganz im ganzen Körper und ganz in jedem seiner Theile‹; die sachlichen Erläuterungen verweisen (501) zu dieser Stelle unter dem Stichwort ›Schullehrer‹ auf die Psychologia rationalis von Daries, wo sich der von K. angeführte Satz findet; K. hat bei diesem Satz und dem Ausdruck ›Schullehrer‹ aber doch wohl an die Scholastiker gedacht, bei denen der Satz ziemlich allgemein in Geltung stand. 360_{11} f. erwähnt K., daß der Spötter Liscow auf einer gefrorenen Fensterscheibe die Zahl des Tieres und die dreifache Krone entdeckt habe; der Herausgeber begnügt sich damit, hierzu auf die betreffende Stelle in L.s Schriften zu verweisen, doch wäre eine etwas nähere Erläuterung vielleicht wünschenswert.

S. 335_{12} ff.: ›Will man diese ... Nöthigung unseres Willens ...

das sittliche Gefühl nennen, so redet man davon nur als von einer Erscheinung dessen, was in uns wirklich vorgeht, ohne die Ursachen desselben auszumachen‹; bei K. steht ›derselben‹; da sich dieses Wort ohne Schwierigkeit auf Erscheinung beziehen läßt, so halte ich es nicht für richtig, mit M. dafür ›desselben‹ zu setzen. S. 335_{16} ff.: ›So nannte Newton das sichere Gesetz der Bestrebungen aller Materie sich einander zu nähern, die Gravitation derselben‹; M. äußert die Vermutung (503), es möchte statt ›Materie‹ ›Materien‹ zu lesen sein; n. m. M. liegt aber durchaus keine Veranlassung vor, hier den Text zu ändern.

Von dem ersten Grunde des Unterschiedes der Gegenden im Raume (Hrsg. Laßwitz). S. 381_5 werden Borelli und Bonnet erwähnt; über Borelli findet sich unter den sachlichen Erläuterungen (507/8) eine Bemerkung, während eine solche bei Bonnet auffallenderweise fehlt. S. 382_7 hat L. recht überflüssigerweise, wie ich meine, den Kantischen Ausdruck ›eine gegen ihr übergestellte Tafel‹ in den Ausdruck ›eine ihr gegenübergestellte Tafel‹ verwandelt. S. 382_{11} ist ›der‹ in ›des‹ umgeändert und dazu bemerkt (508), ›wohl besser als die Kant vermuthlich vorschwebende Beziehung auf Körper (Z. 4)‹; die Aenderung billige ich, aber die beigefügte Vermutung scheint mir nicht richtig, da der Ausdruck ›Körper‹ zu weit von dem ›des‹ entfernt ist; möglicherweise liegt auch nur ein Druckfehler vor.

De mundi sensibilis atque intelligibilis forma et principiis (Hrsg. Erich Adickes). S. 394_9 ff. sagt K.: ›Conceptus itaque empirici per reductionem ad maiorem universalitatem non fiunt intellectuales ..., sed, quousque abstrahendo adscendant, sensitivi manent in indefinitum‹; hierzu findet sich unter den Lesarten (513) die Bemerkung von Thomas: ›Kant schreibt sonst, sogar im Gegensatz zu einem dabeistehenden definitus (vgl. $405_{19.20}$, 415_{34}) infinitus‹; diese Bemerkung mag für die vorliegende Schrift gelten, allgemein genommen und auch auf die deutschen Schriften bezogen, ist sie aber ganz unzutreffend. Als Urheber der im Text enthaltenen Verbesserungen ›detur‹ für ›datur‹ (397_{13}) und ›iunctos‹ für ›iunctas‹ (399_{12}) ist unter den Lesarten Hartenstein genannt; die gleichen Verbesserungen haben aber auch Tieftrunk und Rosenkranz; hingegen ist es richtig, daß zu 406_{14} Hartenstein allein genannt wird. S. 399_{23} f.: ›Quia autem per tempus non cogitantur nisi relationes absque datis ullis entibus erga se invicem relatis‹ etc.; hier nimmt der Hrsg. Anstoß an dem Worte ›datis‹ und schlägt vor, es eventuell wegzulassen, indem er dabei bemerkt, daß es an einer ganz ähnlichen Stelle (404_3) ebenfalls fehlt; trotzdem halte ich ein ernsteres Bedenken gegen ›datis‹ für nicht genügend begründet, wenn der Ausdruck auch vielleicht auffällig sein mag; die

weitere Vermutung von Adickes über das Zustandekommen der Kantischen Wendung, die ich nicht erst mitteilen kann, ist zwar ganz scharfsinnig, scheint mir aber dennoch auf etwas schwachen Füßen zu stehen.

In § 14, Nr. 4 steht im Originaltext am Schluß einer zusammenhängenden Argumentation E etc. (Lesarten 513). Dieses E hat Hartenstein und nach ihm unsere Ausgabe mit Recht, wie ich glaube, in ein Ergo verwandelt (S. 399_{27}). Thomas dagegen meint (Lesarten), ob nicht vielleicht das E etc. ›als Randnotiz von Kant (vgl. zu 401_5), der entsprechend § 15 auch hier einmal die Abschnitte mit Buchstaben, nicht mit Ziffern, bezeichnen wollte, zu tilgen‹ sei; dem möchte ich nicht beistimmen; außerdem ist mir der Hinweis auf 401_5 ganz unverständlich. Bei den beiden Stellen 404_{25} f. und 406_{18} f. (mediante vi animi, omnes sensationes secundum stabilem et naturae suae insitam legem coordinante — ab ipsa mentis actione, secundum perpetuas leges sensa sua coordinante) vermutet A. unter Hinweis auf $401_{11.12}$ und $406_{21.22}$, daß coordinantis statt coordinante zu lesen sein möchte; diese Vermutung scheint auch mir manches für sich zu haben, obwohl sich ihre Richtigkeit natürlich nicht beweisen läßt. Hingegen ist es wohl sicher richtig, daß A. 404_{30} für ›extenus‹ ›eatenus‹ gesetzt hat; auch die Einschiebung von ›nonnisi‹ 405_7 darf wohl als begründet angesehen werden. S. 406_{15} hat A. nach dem Vorschlag von Thomas ›declaranti‹ für ›declarantis‹ bei K. gesetzt (prius autem, quia viam sternit philosophiae pigrorum, ulteriorem quamlibet indagationem per citationem causae primae irritam declaranti); ich habe Zweifel, ob diese Veränderung wirklich berechtigt ist, da ich es nicht für ausgeschlossen ansehe, daß K. das Wort ›philosophiae‹ entweder mit deutlichem Bewußtsein oder durch ein nachträgliches Versehen als Genitiv aufgefaßt hat; aber auch im letzteren Falle würde ich es für richtiger erachten, ›declarantis‹ beizubehalten. S. 406_{15} ff.: ›Verum conceptus uterque [die Begriffe von Raum und Zeit] procul dubio acquisitus est, non a sensu quidem obiectorum‹ ...; der Ausdruck ›a sensu obiectorum‹ ist auffällig, aber wenn A. in Erwägung zieht, dafür ›a sensuum obiectis‹ zu schreiben, so geht mir das zu weit.

Aufsätze, das Philantropin betreffend (Hrsg. Menzer). Daß diese Aufsätze wirklich von K. herrühren, wird durch seinen eigenhändigen Entwurf bewiesen, den der Herausgeber hat benutzen können (522). — Der zweite Aufsatz beginnt mit einer etwas schwierigen Periode, die mit den Worten endigt, ›wenn diejenige Erziehungsmethode allgemein in Schwang käme, die weislich aus der Natur selbst gezogen und nicht von der alten Gewohnheit vorher und unerfahrener Zeit-

alter sklavisch nachgeahmt worden‹ (449); der Ausdruck ›vorher‹ ist schwerlich richtig; Hartenstein setzt dafür (Lesarten 524) ›roher‹, was vielleicht hätte angenommen werden können; aber auch so geben die letzten Worte noch keinen guten Sinn; möglicherweise ist außerdem das störende ›von‹ zu streichen.

Rostock Franz Erhardt

The Oxyrhynchus Papyri Part VII. Edited with translations and notes by **A. S. Hunt.** (Egypt Exploration Fund, Graeco-Roman Branch.) London 1910. XII, 270 S., 6 Tafeln. 4°.

Durch schwere Krankheit ist der eine der beiden unermüdlichen Papyrusherausgeber, Grenfell, gehindert worden, an dem vorliegenden Bande mitzuarbeiten. So lastete die Hauptarbeit auf Hunts Schultern, wenn ihm auch für die literarischen Texte v. Wilamowitz und Murray, für die nichtliterarischen Wilcken zur Seite standen. Mit ihrer Hilfe ist ein Band zu Stande gekommen, der zwar nicht an Umfang, wohl aber an Reichtum des Inhalts und Energie der Bearbeitung es mit den früheren aufnehmen kann.

Unter den theologischen Fragmenten interessiert besonders Nr. 1010, ein Pergamentblatt aus einem Miniaturbuche des 4. Jhds. n. Chr.; es enthält drei Verse aus dem bisher nur lateinisch überlieferten 6. Buche Esra, einer Apokalypse, die im 2.—3. Jhd. in Aegypten entstanden zu sein scheint. Z. 21 ff.: πρώτη | μολήσεις τά λαινα, entsprechend der hier einheitlichen lateinischen Ueberlieferung: *infelix primaria venies.* μολέω ist früh aus dem Aorist μολεῖν und dem Futurum μολεῖσθαι entwickelt; vgl. μολῆσαι· ἐλθεῖν Hesych [1]); es fand eine kräftige Stütze im Denominativum αὐτομολέω und seinen Zusammensetzungen.

Das Hauptstück der klassischen Papyri des Bandes bilden die Bruchstücke der Αἴτια und Ἴαμβοι des Kallimachos [2]). Es sind sieben Blätter und viele Fetzen aus einer Gesamtausgabe des Kallimachos, einem Papyrusbuche vom Ausgange des 4. Jhds. n. Chr. Wir lesen das Ende der Geschichte von Akontios und Kydippe. Gleich die ersten Verse sind merkwürdig:

ἤδη καὶ κούρῳ παρθένος εὐνάσατο,
τέθμιον ὡς ἐκέλευσε προνύμφιον ὕπνον ἰαῦσαι
ἄρσενι τὴν τᾶλιν παιδὶ σὺν ἀμφιθαλεῖ.

1) Spätere Beispiele verzeichnen die Lexika und Veitch, Greek Verbs S. 455.

2) Die ergebnisreiche Behandlung dieser neuen Bruchstücke durch v. Arnim in den Sitzungsberichten der Wiener Akademie, phil.-hist. Kl., 1910, Heft IV, ist mir erst nachträglich zu Gesicht gekommen.

Ἥρην γάρ κοτέ φασιν — κύον, κύον, ἴσχεο, λαιδρέ
θυμέ, σύγ' ἀείσῃ καὶ τά περ οὐχ ὁσίη,
ὤναο κάρθ', ἕνεκ' οὔτι θεῆς ἴδες ἱερὰ φρικτῆς·
ἐξ ἂν ἐπεὶ καὶ τῶν ἤρυγες ἱστορίην.

Leo hat (Nachr. d. Gött. Ges. d. Wiss. 1910, phil.-hist. Kl. S. 57) gut nachgewiesen, daß die einleitenden Verse nicht etwa Monolog des Akontios, sondern Erzählung des Dichters sind. Die eigentümliche Sitte, die sich auf den ἱερὸς γάμος des Zeus und der Hera beruft, paßt nicht in die Art des Ovid und des Aristainetos und ist deshalb bei ihnen nicht zu finden. Vs. 3 ist bisher nicht richtig erklärt. Wer in dem παῖς ἀμφιθαλής den Bräutigam sieht, muß ἄρσενι am Anfange ändern, und so hat Hunt dafür αὐτίκα eingesetzt, wie in Frg. 210 (schol. Soph. Antig. 629) überliefert ist [1]). Aber zu der Gewaltsamkeit dieser Lösung kommt die Schwierigkeit der letzten Worte des Verses. Ein παῖς ἀμφιθαλής ist im allgemeinen ein »Knabe, dessen Eltern beide noch leben«. Das kann es hier aber jedenfalls nicht heißen, denn die Satzung verlangt den προνύμφιος ὕπνος doch nicht nur in dem Falle, daß der Bräutigam noch beide Eltern hat. Platt (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 477) hat die Schwierigkeit empfunden, aber eine unmögliche Deutung vorgeschlagen [2]). Den richtigen Weg zeigt uns das Hochzeitslied am Schlusse der Aristophanischen Vögel; es heißt da Vs. 1731 ff.:

Ἥρᾳ ποτ' ὀλυμπίᾳ
τῶν ἠλιβάτων θρόνων
ἄρχοντα θεοῖς μέγαν
Μοῖραι ξυνεκοίμισαν
ἐν τοιῷδ' ὑμεναίῳ.
Ὑμὴν ὦ Ὑμέναι' ὦ. —>
ὁ δ' ἀμφιθαλὴς Ἔρως
χρυσόπτερος ἡνίας
εὔθυνε παλιντόνους
Ζηνὸς πάροχος γάμων
τῆς τ' εὐδαίμονος Ἥρας.
Ὑμὴν ὦ Ὑμέναι' ὦ. —>

Wir haben es hier ebenfalls mit dem ἱερὸς γάμος von Zeus und Hera zu tun; ihr πάροχος ist der ἀμφιθαλὴς Ἔρως. Ist es zu kühn, auch in unserem ἀμφιθαλεῖ παιδί denselben Gott zu sehen, der πάροχος der Brautleute ist bei ihrem προνύμφιος ὕπνος, wie er es bei dessen Vorbilde gewesen ist [3])? Eros ist ἀμφιθαλής, nicht weil seine beiden

1) O. Crusius (Litt. Centralbl. 1910, Sp. 557) hält ἄρσενι für möglich, begründet seine Ansicht jedoch nicht.

2) »Does ἀμφιθαλεῖ mean any more than ἐνόρχῳ?«

3) Deshalb auch die Stellung ἀπὸ κοινοῦ zwischen Vorbild und Nachahmung.

Eltern noch lebten, sondern weil er in der Brust der beiden von ihm bezwungenen Liebenden gleichermaßen lebt und webt. Es ist dieselbe Anschauung, die zur Zerlegung des einen Eros in zwei Parallelgestalten, den Eros und Anteros, geführt hat. Aristophanes und Kallimachos benutzen beide dasselbe alte Lied, in dem dieser Ausdruck schon vorkam. Ist das richtig, so ist ἄρσενι am Anfange gut und muß das genannte Scholion darnach berichtigt werden; der Fehler erklärt sich ungezwungen daraus, daß die Schlußworte vom Abschreiber des Scholions nicht richtig verstanden worden sind. Daß der bloße Dativ ἄρσενι ohne σύν oder παρά steht, ist kein Hindernis; schon bei Hesiod Theog. vs. 213 heißt es:

οὔτινι κοιμηθεῖσα θεὰ τέκε Νὺξ ἐρεβεννή,

oder Hymnos auf Aphrodite vs. 191:

ὅστε θεαῖς εὐνάζεται ἀθανάτῃσι

oder bei Kallimachos selbst vs. 1:

κούρῳ παρθένος εὐνάσατο.

In vs. 7 hat Housman (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 477) die ursprüngliche Lesart wieder hergestellt und richtig gedeutet. — Es folgt die Schilderung der plötzlichen Erkrankung Kydippes:

(νοῦσος), ἣ τότ' ἀνιγρή
τὴν κούρην 'Α[ίδ]εω μέχρις ἔτηκε δόμων.

Hier ist die richtige Ergänzung m. W. zuerst etwa gleichzeitig von Housman und O. Crusius veröffentlicht worden. In vs. 18:

τὸ τρίτον ἐμνήσαντο γάμου κοτέ

ist κοτέ nicht anstößig, wenn man es in dem Sinne von »endlich einmal« faßt. — Kydippes Vater erfährt in Delphi von Apollon die Ursache, vs. 22 ff.:

'Αρτέμιδος τῇ παιδὶ γάμον βαρὺς ὅρκος ἐνικλᾷ·
Λύγδαμιν οὐ γὰρ ἐμὴ τῆνον ἔκηδε κάσις,
οὐδ' ἐν 'Αμυκλαίῳ θρύον ἔπλεκεν, οὐδ' ἀπὸ θήρης
ἔκλυζεν ποταμῷ λύματα Παρθενίῳ,
Δήλῳ δ' ἦν ἐπίδημος, 'Ακόντιον ὁππότε σὴ παῖς
ὤμοσεν, οὐκ ἄλλον, νυμφίον ἑξέμεναι.

Lygdamis ist nicht, wie Hunt annimmt, der ursprüngliche Bräutigam Kydippes, sondern der König der Kimmerier, der gegen Ephesos und den heiligen Tempel der Artemis zog und, wie die fromme Sage erzählt, mit seinem ganzen Heere ihren Pfeilen erlag; vgl. Kallimachos, Hymnos auf Artemis 251 ff.:

τῷ [1]) ῥα καὶ ἠλαίνων ἀλαπαξέμεν ἠπείλησε
Λύγδαμις ὑβριστής· ἐπὶ δὲ στρατὸν ἱππημολγῶν
ἤλασε Κιμμερίων, ψαμάθῳ ἴσον, οἵ ῥα παρ' αὐτόν

1) Der Tempel der ephesischen Artemis.

κεκλίμενοι ναίουσι βοὸς πόρον Ἰναχιώνης·
ἆ δειλὸς βασιλέων, ὅσον ἤλιτεν· οὐ γὰρ ἔμελλεν
οὔτ' αὐτὸς Σκυθίηνδε παλιμπετὲς οὔτε τις ἄλλος,
ὅσσων ἐν λειμῶνι Καϋστρίῳ ἔσταν ἅμαξαι,
νοστήσειν· Ἐφέσου γὰρ ἀεὶ τέα τόξα πρόκειται.

Es muß ein Zusammenhang unter den beiden Stellen bestehen; und die einfachste Erklärung scheint mir die, anzunehmen, daß Kallimachos sich in den Aitia auf seinen Hymnos bezieht, d. h. daß dieser älter als der Schluß der Aitia ist. Da außerdem auch nach meiner Ansicht die Erinnerung an jenen berühmten Kimmeriereinfall durch den Galliereinfall von 278 v. Chr. geweckt worden ist, so müssen die beiden Gedichte unter 278 hinuntergerückt werden, allerdings nicht allzuweit; doch darüber weiter unten. — Der Zusammenhang unserer Stelle ist nun vortrefflich: ›Nicht in Ephesos war Artemis, um ihr Heiligtum gegen Lygdamis zu schützen, nicht in Amyklai oder am Parthenios, sondern in Delos‹. — Apollon rät, Akontios als Schwiegersohn anzunehmen, vs. 32 ff.:

αὐτὰρ ὁ Κεῖος
γαμβρὸς Ἀρισταίου [Ζη]νὸς ἀφ' ἱερ(έ)ων
Ἰκμίου, οἷσι μέμηλεν ἐπ' οὔρεος ἀμβώνεσσιν
πρηΰνειν χαλεπὴν Μαῖραν ἀνερχομένην.

So hat auch Housman gelesen. — Der Vater kehrt nach Naxos zurück, vs. 38 ff.:

εἴρετο δ' αὐτὴν
κούρην, ἡ δ' ἀνὰ τὼς πᾶν ἐκάλυψεν ἔπος.
βῆ ναῦς, ὡς, ὅτι λοιπὸν Ἀκόντιε σεῖο, μετέλθῃ·
ἔπλ(ε)ι τὴν ἰδίην ἐς Διονυσιάδα.

Das in vs. 39 überlieferte ΑΝΕΤΩϹ kann nicht ἀνέτως ›losgelassen, frech‹ bedeuten; auch die Aenderung ἀνέως ›stumm‹ paßt hier nicht, wo alles zur Klarstellung drängt und unmittelbar darauf Akontios zur Hochzeit herbeigeholt wird. Platt verlangt mit Recht statt ἐκάλυψεν das Gegenteil ἀνεκάλυψεν, ändert aber fälschlich das gute πᾶν; den Vorschlag von O. Crusius, ἀνέτως ἐκάλυψεν im Sinne von ἀνεκάλυψεν zu nehmen, kann ich aus griechischem Sprachgebrauch nicht erklären. Meine Deutung ἀνὰ τώς schafft das geforderte ἀνὰ und gibt in τώς ›unter diesen Umständen‹ eine gute Begründung, weshalb Kydippe jetzt offen herauskommt, nachdem sie bisher geschwiegen. Die beiden letzten Verse hat Hunt (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 574) auf Grund der Vorschläge Leos richtig herstellen können. — In der kurzen Hochzeitsschilderung wird man mit Murray vs. 44 f. so lesen:

νυκτὸς ἐκείνης
ἄντι κε, τῇ (überl. της) μίτρης ἥψαο παρθενικῆς.

— Es folgt, ganz überraschend, die Angabe der Quelle, aus der Kallimachos geschöpft hat: es ist der als Lokalhistoriker der Zeit vor dem peloponnesischen Kriege bekannte Xenomedes von Keos. Und nicht genug mit dieser Angabe: Kallimachos berichtet sogar in mehr als 20 Versen über den Inhalt jener Geschichte der Insel Keos. Wir werden dem Bibliothekar für diese Belehrung gewiß dankbar sein, dem Dichter wird sie schwerlich den Ruhm mehren.

Das zweite Blatt enthält den Schluß; er lautet[1]):

[ὀξέ]α[2]) ῥῖν' ὅτ' ἐμὴ μοῦσά τ[ι κομπ]άσεται[3])
[καί][3]) που καὶ χαρίτων [πλέα κή]ριά[3]) μοι <τ>ὰ δ' ἀνάσσης
[ἡμε]τέρης[3]) οὔ σε ψεῦδον [ἐπ' οὐνό]ματι[2]),
πάντ' ἀγαθὴν καὶ πάντα τ[ελ]εσφόρον εἰπὲ [χάριν][3])<σὺ>
κείνῳ, τῷ Μοῦσαι πολλὰ νέμοντι βοτὰ
σὺν μύθους ἐβάλοντο παρ' ἴχνιον ὀξέος ἵππου·
χαῖρε, σὺν εὐεστοῖ δ' ἔρχεο λωιτέρῃ.
χαῖρε, Ζεῦ μέγα, καὶ σὺ σάω δ' [ὅλο]ν[4])
οἶκον ἀνάκτων.
αὐτὰρ ἐγὼ Μουσέων πεζὸς ἔπειμι νομόν.
Καλλιμάχου [Αἰτί]ων[4]) δ.

Wer ist da angeredet? vs. 88 wird Zeus gebeten, das ganze königliche Haus zu schützen; vs. 82 f. sprechen von einem offenbar in die Αἴτια gehörenden Gedichte zu Ehren der Königin, mit dem Kallimachos die Erwartungen des Angeredeten nicht getäuscht zu haben hofft. Ich glaube, es bleibt nichts anderes übrig als anzunehmen: daß der König Ptolemaios II Philadelphos selbst angeredet und ihm das Buch gewidmet, daß die Königin Arsinoe Philadelphos in den Aitia besungen worden ist und zwar zu ihren Lebzeiten, daß folglich dieses Gedicht ebenso wie der Schluß der Aitia vor 270, dem Todesjahre Arsinoes, und nach 278, dem Jahre ihrer Eheschließung mit Ptolemaios II, entstanden sein muß. Dazu paßt, was oben aus der Erwähnung des Kimmeriereinfalls unter Lygdamis gefolgert worden ist. — Bescheiden weist Kallimachos alles eigene Verdienst seinem Vorbilde zu, Hesiod. Mit ihm hat er seine Αἴτια begonnen: im Traume ist er von Kyrene zum Helikon getragen und dort von den Musen unterrichtet worden wie jener; nun schließt sich der Kreis. Fortan wird Kallimachos der Poesie entsagen und den Musen in seiner Prosa dienen; vermutlich sind damit seine groß angelegten Πίνακες gemeint. Wir verstehen jetzt, daß schon hier bei Erwähnung des Xenomedes

1) Ich setze meine eigenen Ergänzungen in < > Klammern.
2) Murray.
3) Crusius.
4) Hunt.

das Interesse des Bibliothekars und Literarhistorikers das des Dichters überwuchern konnte.

Es folgen Καλλιμάχου Ἴαμ[βοι]. Der Vater der Hinkjambendichtung, Hipponax, erscheint persönlich aus dem Hades, nicht um μάχην τὴν Βουπάλειαν zu besingen, sondern eine altbekannte hübsche Geschichte vom Arkader Bathykles, der seine schönste Schale beim Tode dem weisesten Griechen vermachte und seinen Sohn beauftragte, diesen zu suchen. Dichtes Gedränge umgibt den vom Acheron emporgestiegenen, vs. 97:

ὤπολλον <ὠθεῖσθ' ὠ>ς παρ' αἰπόλῳ μυῖαι.

Ein Stoßseufzer an die Herrin der Unterwelt entfährt ihm, vs. 99:

ὦ Ἑκάτη πλήθευς [1]).

Die Menge wird ihm noch den Atem rauben (τὴν> πνοὴν ἀναλώσει vs. 100) und ihm den Mantel abzerren (τὸν τρίβωνα γυμνώ<σει> vs. 101). Dann heißt es vs. 103 ff.:

σωπὴ γενέσθω καὶ γράφεσθε τὴν ῥῆσιν.
ἀνὴρ Βαθυκλῆς Ἀρκάς — οὐ μακρὴν ἄξω
<πλά>ν̣<η>σ̣<ιν ὑμᾶς,> ἴ̣σ̣τ̣ε [2]), καὶ γὰρ οὐδ' αὐτὸς
μέγα σχολάζων εἰμὶ πὰρ μέσον δινεῖν
<ἐκ τ>ο̣ῦ̣ Ἀχέρο<ντο>ς [3]) — τ<ῶ>ν π<α>λαιοτι<μεύντων> [4])
ἐγένετο πάντα δ' εἶχεν, οἷσιν ἀνθρώποις
θεοὶ τελει<οῦν τὰς ζο>ὰς [5]) ἐπίστανται.

Das Folgende ist undurchsichtig, die Ergänzung von Crusius verfehlt. Klarheit erhalten wir erst wieder auf dem nächsten Blatte. Die Verdienste des Thales werden noch in den beiden ersten Versen zu Ende erzählt und dann berichtet, wie des Bathykles Sohn ihn bei seinen geometrischen Untersuchungen trifft. Die Art, wie hier in epischer Breite erzählt wird, steht in merkwürdigem Gegensatze zu den beiden auch von Hunt abgedruckten Fragmenten:

Σόλων· ἐκεῖνος δ' ὡς Χίλων' ἀπέστειλεν (89)

und

πάλιν τὸ δῶρον ἐς Θάλητ' ἀνώλισθεν. (96)

Wir können nur annehmen, daß Kallimachos die Besuche bei den anderen Weisen ganz kurz abgemacht hat und sich nur hier am Schlusse

1) Auch der Schluß von vs. 98 ἀπὸ θύματος Δελφοῦ deutet auf die Menge der Herandrängenden; vgl. die von Hunt angeführte Stelle aus den Sprichwörtern des cod. Coisl.

2) Ι̣Ν̣Ε̣.

3) So auch Crusius; σχολάζων εἰμὶ ἐκ τοῦ Ἀχέροντος heißt: »ich habe Urlaub aus dem Acheron«.

4) Τ...Π'·Λ̣Α̣Ι̣C̣Τ̣Ι̣....'...

5) Τ̣ΕΛ̣Ε̣Υ̣·[.....]·Α̣C̣

wieder behaglicher gehen läßt, wie er es am Anfange getan hatte. Ich sage am Schlusse; denn trotz dem ersten Anscheine haben wir es hier mit dem Schlusse der Erzählung zu tun. Darauf deutet schon vs. 130 ἐκεῖνο τοὐλόχρυσον im Anfange der Rede des jungen Mannes; also muß Thales die Sache schon bekannt sein. Darauf deutet auch der Umstand, daß für den vollen Abschluß der Geschichte nur noch wenige Verse übrig bleiben; denn die auf der anderen Seite desselben Blattes stehende Geschichte, die mit der unseren nichts zu tun hat, muß schon auf der ersten Seite begonnen haben und braucht dazu schwerlich weniger als fünf Verse. Und es scheint mir unmöglich anzunehmen, daß in den noch verfügbaren etwa 15 Versen das Gespräch zwischen Thales nnd dem Sohne des Bathykles zu Ende geführt und dann noch erzählt wurde, wie dieser zu mehreren anderen der Sieben fuhr und zu Thales zurückkehrte und die Schale dem Apollon Didymeus geweiht wurde. Daraus folgt, daß die erwähnten Fragmente in den Raum zwischen dem Erhaltenen von Blatt 2 recto und Blatt 3 verso gehören, und mit ihnen die Schilderung des Todes des Bathykles und der Fahrt seines Sohnes. Daß auch dies alles in etwa 18 Versen erzählt sein sollte, glaube ich nicht; m. E. ist zwischen Blatt 2 und 3 ein fehlendes Blatt zu ergänzen. Wenn das richtig ist, werden vs. 135 ff. so dem Sinne nach zutreffend ergänzt werden dürfen:

[καὶ τ]ὴν [1]) ὀπήνην τῇτέρῃ [λαβὼν χειρὶ] [1])
ἐξεῖπε· τὴν δόσιν μὲν <οὐκ ἀτιμάζω,>
σὺ δ' ἔ<χε, ϑ>εῶν δς μὴ λό<γον πεποίησαι> [2])

Der letzte Vers führt zum Schlusse, der Weihung der Schale an Apollo, wovon frg. 95 berichtet:

Θάλης με τῷ μεδεῦντι Νείλεω δήμου
δίδωσι, τοῦτο δὶς λαβὼν ἀριστεῖον.

Hieran erinnert in vs. 138 ὁ oder ἡ Ν>είλ<εω?; es ist deshalb nicht richtig, βιης im Anfange desselben Verses zu Βίας zu ändern.

Die folgende Geschichte bleibt unklar. vs. 141 mag man so ergänzen:

ἕκαστος αὐτῷ <μύρι'> [3]) ἐχθρὰ κηρύσσει.

Die mannigfachen Teile, die O. Crusius in den Versen 143 bis zum Schlusse von Blatt 4 zu unterscheiden meint, werden, fürchte ich, vor genauerer Prüfung nicht bestehen bleiben. Auf festen Boden kommen wir erst wieder mit vs. 218 ff., wo die *Fabel vom Streite des Lorbeers mit dem Oelbaum* erzählt wird. vs. 218 f. können sich m. E. nur auf die Blätter des Oelbaums beziehen:

1) Hunt.
2) So auch Crusius.
3) ΑΥΤỌ..[..].

ὠριστερὸς μὲν λευκὸς ὡς ὕδρου γαστήρ,
ὁ δ' ἡλιοπλήξ, ὃς τὰ πολλὰ γυμνοῦται.

Gerade das Laub des Oelbaums mit seiner matt dunkelgrünen Ober- und weißgrauen Unterseite ist für das Aussehen einer Landschaft besonders charakteristisch. Das Oelblatt wird spöttischerweise vom Lorbeer mit dem Aussehen eines δοῦλος oder armen Schluckers verglichen, der die ἐξωμίς trägt, nach schol. Aristoph. Wesp. 444 ἱμάτιον δουλικὸν καὶ ἑτερομάσχαλον. — vs. 242 hat Platt statt des metrisch unbefriedigenden ἄκ[υθε] gut ἄκ[υμε] ergänzt. — vs. 251 f. lese ich so:

τ̣<ελ>ῶ̣ [1]) [δὲ] πλεῖον ἢ σὺ τοῖς ἀγινεῦσιν
ἐκ τῶν σε Τεμπέων.

vs. 259 ff.: (ὄρνιθες)

πάλαι κάθηνται κωτίλ<αι> σ' <ἐν>εδ<ρ>εῦσαι [2]).
τίς δ' εὗρε δάφνην; γαῖα <τήνδ' ἐφίτυ>σ<ε>,
ὡς πρῖνον, ὡς δρῦν κτέ.

vs. 271 ff. trügt der scheinbare Gegensatz ἔσω und ἄν (für ἀνά); wir werden vielmehr so lesen müssen:

ὁ τῆς δ' ἐλαίης ἕαδε πόλλ'· εἴ τῳ [3]) μάσταξ,
'ὡς ε<ὔστομο>ν' καλεῦσιν· ἢν [4]) δὲ τὸ χρῖμα
ἕσ<σῃ> [5]), κολυμβᾷ<ς>, ἣν ἐπά[λτο] [6]) κ̣ω Θησεύς.

Das heißt: ›Des Oelbaums Frucht dagegen gefällt in mancher Hinsicht; ißt man davon: ›wie wohlschmeckend!‹ ruft ein jeder; und wenn du dir ihr Salbenkleid anziehst, schwimmst du, wie Theseus je gesprungen ist‹ (Bacchyl. XVI). μάσταξ ist hier nicht = στόμα, sondern = μάσημα, wie Hesych auch erklärt, nur daß die Grundbedeutung nicht mehr gefühlt wird. Subjekt zu μάσταξ und εὔστομον ist ἔλαιον = ὁ τῆς ἐλαίης καρπός. χρῖμα ἕσσασθαι wird durch νεφέλην, σκότον ἕσσασθαι leicht erklärt, die sinnliche Bedeutung ist hier noch besser gewahrt. — vs. 279 ff.:

[τεῦ γ]ὰρ [6]) τὸ πρέμνον Δήλιοι φυλάσσουσι;
[τὸ τ]ῆς [6]) ἐλαίης, ἣ λ̣<όχευσ>ε τὴν Λητώ.

Der Baumstamm leistet der Göttin die Dienste der λοχεύτρια — Hebamme, indem er ihr einen festen Halt in den Nöten der Geburt gibt. — vs. 289 ff.:

1) ...Ε̣., der erste Buchstabe Γ, Κ, Ν oder Τ; τελεῦσα πλεῖον Murray.
2) So auch Crusius.
3) ΕCΩ (darüber: ΙΤ)
4) ΑΝ
5) Ε̇Ν (oder Μ oder C)..
6) Hunt.

ὡς εἶπε· τῇ δ' ὁ θυμὸς ἀμφὶ τῇ ῥήσει
ἤλγησε[1]) μέζον δ' ἢ τὸ πρόσθεν η<ὔδησ>εν·
›<τύ>φευ· τὸ λοιπὸν εἰκό<ς> ἐστ' ὄνους[2]) <ψάλλειν>‹.

— Ein Strauch mischt sich in den Streit und wird deswegen vom Lorbeer scharf zurechtgewiesen. Das Uebrige bleibt unklar. Auch der ganze schwer zerstörte Rest, trotz einzelnen Stellen, zu deren Erkenntnis außer dem Herausgeber und seinen Helfern O. Crusius beachtenswerte Vorschläge macht. Ohne wiederholte neue Prüfung des Papyrus wird man da schwerlich zu befriedigenden Ergebnissen kommen. Daß dies geschehe, ist besonders deshalb zu wünschen, weil nach dem Wenigen, was wir erkennen, die Iamben an größerer Natürlichkeit der Sprache, frischerer Erfindungskraft und stärkerer Betonung der Persönlichkeit des Dichters die Aitia übertreffen, sodaß einige Stellen trotz aller Zertrümmerung an Horaz erinnern; vor Ueberschätzung wird die Beobachtung warnen, daß die Geschichte des Bathykles sehr ungleichmäßig behandelt worden ist und schwerlich einen reinen Eindruck erzielt hat. Die Aitia nähern sich durch reichliche Verwendung gesuchter Ausdrücke und Glossen, durch die unverhüllte, künstlerisch nicht überwundene Lust am Antiquarischen bei aller Güte der Verse und aller Kunst der Behandlung des Stoffes doch zu sehr der Grenze, wo Poesie in Witz übergeht; hier und da, meine ich, ist diese Grenze sogar überschritten. Der Ruhm des Kallimachos ist also durch die neuen Bruchstücke nicht gemehrt worden; aber für die Beurteilung seiner Kunst und ihrer Entwickelung und ihrer Weiterwirkung sind sie von großer Bedeutung; diese wird noch wachsen, wenn es gelingt, die Iamben klarer zu erkennen.

Nr. 1012 enthält eine *Prosaabhandlung römischer Zeit über literarische Komposition*, auf die hier nur hingewiesen sei.

Den früheren *Menander*funden aus Oxyrhynchos (Perikeiromene nr. 221, Perinthia nr. 855 und Kolax nr. 409) fügt sich in nr. 1013 ein Bruchstück aus dem Μισούμενος an, das noch nicht in Körtes Menandrea hat aufgenommen werden können. Die Identifikation beruht diesmal sicher auf der Uebereinstimmung der Namen: es erscheinen der eifersüchtige Soldat Θρασωνίδης, seine Geliebte Κράτεια, ihr Vater Δημέας, der Sklave Γέτας und der Vater[3]) des Θρασωνίδης (Κλεινίας?). Die wenigen erhaltenen Verse stammen vom unteren

1) ΛΓΕ (with dots beneath Λ and Γ)
HΓ·HC (with dots beneath Γ and C)

2) ONOYT (with a dot beneath T)

3) πάτερ vs. 34. 40 kann auch Anrede eines älteren Freundes des Thrasonides sein.

Teile eines recht zerlumpten Blattes aus dem Schlusse des Stückes. Δημέας ist erschienen, seine Tochter Κράτεια loszukaufen; das ist die Szene des bisher nicht näher bestimmbaren frg. 939 K. (= M. IV S. 331 nr. 501). Auf der anderen Seite ist Krateia mit ihrem Vater vereinigt, und Thrasonides bittet seinen Vater, alles daranzusetzen, daß Demeas ihm Krateia zur Frau gebe. Die schwere Zerstörung hindert, mit einiger Sicherheit zu ergänzen. Immerhin erkennt man auch so die große Aehnlichkeit des Stückes mit der Perikeiromene.

Ein historisches Bruchstück (nr. 1014) schildert in 26 Zeilen einen Kampf an der See, ohne daß wir klar sähen, wie er verläuft und wer die Kämpfenden sind. Z. 7: οἱ δὲ τεταγμένοι πρὸς τὸ ἔ<ργον.

Die Entstehung eines panegyrischen Gedichtes zeigt uns nr. 1015, von Hunt richtig mit denen der Berl. Klass. Texte V 1 verglichen; hier steht noch mehrfach über der ersten die zweite Fassung, ohne daß zwischen beiden entschieden wäre. Gefeiert wird ein reicher Junge namens Theon, der als ἄρχων oder ἀρχεύων bezeichnet wird; das bedeutet schwerlich γυμνασίαρχος, denn er ist ja noch παῖς (vs. 1. 10), wie seine ἑταῖροι παῖδες genannt werden (vs. 12), vielmehr ist er ihr Primus. Die Ehrenstellung verlangt von ihm besondere Leistungen: er hat reichlich Salböl gestiftet (vs. 11. 14) und seine Kameraden bewirtet (vs. 15), natürlich auf Kosten seines Vaters (οὕνεκα κεῖνα πατήρ σε διδάξατο vs. 22); in diesem werden wir mit größerem Rechte den Gymnasiarchen erkennen. Am meisten hat Theon sich durch einen Hymnos auf Hermes hervorgetan, den er gedichtet und wahrscheinlich im Gymnasion vorgetragen hat; deshalb heißt er vs. 1 ὑποφήτωρ des Hermes; die Musen selbst haben es ihn gelehrt (vs. 22).

Von erhaltenen Klassikern erscheinen teilweise mit langen Bruchstücken Platons Phaidros (227^{a}—230^{e} und 238^{c}—251^{b}), Xenophons Kyropaedie (I 6, 27—29) und Charitons Chaereas und Kallirrhoe (II 3. 4). Während die Stücke aus Platon und Xenophon im wesentlichen nur die Güte unserer mittelalterlichen Ueberlieferung beweisen, einige Fehler berichtigen, gute Konjekturen bestätigen, zeigt das aus Chariton eine sehr selbständige und unserer Florentiner Handschrift überlegene Textgestaltung. Klassiker und Nichtklassiker (im engeren Sinne) sind eben sehr verschieden behandelt worden, das zeigt jeder neue Fund.

Die Urkunden sind recht mannigfaltig. In der Bekanntmachung der Thronbesteigung Neros (nr. 1021) heißt es von Claudius: Z. 1 f. ὁ ὀφειλόμενος | τοῖς προγόνοις; das kann m. E. nicht heißen »*who had to pay his debt to his ancestors*«, weil man dann ὀφείλων erwarten müßte, sondern so: »*den wir seinen Vorfahren schuldeten*«. Die

Götter, seine Vorfahren, haben ihn der Welt für eine Weile aus Gnade überlassen; sie muß das Darlehen wieder hergeben. Nero wird Z. 8 ff. bezeichnet als ἀγαθὸς | δαίμων δὲ τῆς | οἰκουμένης <δαι>μόνων | [[μο-γων]][1]) τε πάντων | ἀγαθῶν. Meine Ergänzung läßt sich allerdings vorläufig nicht belegen; aber die Parallele βασιλεὺς βασιλέων in orientalischer Titulatur läßt sie vielleicht als nicht zu kühn erscheinen. — In nr. 1025 werden ein βιολόγος Εὐριπᾶς (wahrscheinlich Theatername) und ein ὁμηριστὴς Σαραπᾶς gegen den üblichen Lohn und Geschenke für die Geburtstagsfeier τοῦ Κρόνου θεοῦ μεγίστου ἀναν<τήτου>[2]) verpflichtet. Dieser Kronos ist natürlich nicht der alte griechische, sondern ein ägyptischer Gott, vielleicht der Erdgott Keb; auf einer Inschrift des Ptolemaios VIII Euergetes II bei Dittenberger, Or. Gr. inscr. sel. I, 130 Z. 10 steht Πετενσήτει τῶι καὶ Κρόνωι, da ist er also ›Herr von Setis‹ auf der Katarrhakteninsel Bacchis; als Tetbe wurde er im 4. Jhd. n. Chr. in der Gegend von Panopolis verehrt, vgl. Ad. Erman, Die äg. Religion S. 237. — Der Name des ἐξηγητὴς Ἑρμανοβ-άμμων ist ein hübscher Beleg für die sogenannten ›Brudernamen‹, die Spiegelberg (Aegypt. u. griech. Eigennamen aus Mumienetiketten d. röm. Kaiserzeit, 1901 S. 35 f.) und ich in der Besprechung des Buches (Berl. phil. Woch. 1903 Sp. 1527) behandelt haben; vgl. z. B. Χεμ-σνεύς ›drei Brüder‹, Π-χεμτ-ερηύς ›der der drei Genossen‹, Τριάδελφος. — In dem Schiedsspruche nr. 1026 (5. Jhd. n. Chr.) muß es Z. 12 heißen: λινούδιον παραταύλιον[3]); vgl. Sophokles Lex. S. 1067 s. v. ταβλίον: ›*a stripe sewed upon the border of a garment*‹; die Schreibung ταυλ- statt ταβλ- ist in späterer Zeit sehr häufig; zur Bildung vgl. παρπόρφυρος, παρυφή u. a. m. Z. 21 πανθιω[ν]άριον kann nicht bedeuten ›*a casket of special shape, modelled perhaps on that of the Roman Pantheum*‹, das duldet die Bildung des Wortes nicht. Vielmehr steckt darin das bei Hesych überlieferte und jetzt durch unsere Stelle geschützte θίγωνος· κιβωτοῦ[4]). παν-θι(γ)ωνάριον ist ein ›Kästchen für alles‹; zum Schwunde des γ vgl. Mayser, Gramm. d. griech. Papyri S. 163 f. — Nr. 1033 (392 n. Chr.) enthält ein Gesuch der beiden νυκτοστράτηγοι an die beiden ῥιπάριοι des Oxyrhynchites um Gestellung von Hilfskräften. Z. 5 f. heißt es τῶν εἰρηνικῶν τὴν φροντίδα ἀναδεδοιημένοι καὶ ἀμέμ|πτως ὑπουργοῦμεν τοῖς δημοσίοις ἐπιτάγμασι κτέ. Hier

1) [..]ΜΕΝΩΝ | [[ΜΕΝΩΝ]] oder [..]ΧΗΩΝ | [[ΜΕΓΙΣ]]

2) = ›unwiderstehlich‹? Ich habe die Bildung nach dem Muster von εὐ-ά. und den zahlreichen Zusammensetzungen mit ἀπ-ά. gewagt.

3) ΠΑΡΑΠΥΛΙΟΝ; statt ΠΥ auch möglich ΓΑΥ, ΓΛΥ, ΤΑΥ, ΤΛΥ.

4) Wenn das Wort echtgriechisch ist, so setzt es eine indogermanische Nebenform $\sqrt{\text{dheig}}$ zu $\sqrt{\text{dheigh}}$ voraus; das letztere steckt in τεῖχος, lat. fingo, got. deigan.

kann das sicher gelesene ἀναδεδοιημένοι nichts anders bedeuten als ἀνὰ δοιοὺς πεποιημένοι, d. h.: »wir haben uns zu zweien in die Sorge für Ruhe und Ordnung geteilt usw.« — In der Rechnung über öffentliche Spiele (nr. 1050) aus dem 2.—3. Jhd. n. Chr. ist Νεῖλος nicht ein Mensch, sondern der Flußgott; das zeigt die Zusammenstellung von κωμασταῖς Νείλου und κωμασταῖς θεῶν in der verwandten Urkunde nr. 519 und die Einordnung von Νείλῳ zwischen ἱερεῦσι und θρόνῳ hier. Bekanntlich erhielt der Nil bei seinen Ueberschwemmungen Opfer[1]); auf dem Steine bei Dittenberger, Orient. Graec. inscr. sel. nr. 168 wird Z. 6 der μέγας θεὸς Νεῖλος erwähnt, Z. 10 Ptolemaios X Soter II ἀποδοὺς τῶι Νείλωι τὰ νομιζόμενα; Cornelius Gallus, der bekannte erste Präfekt Aegyptens, brachte nach einer andern Inschrift (eb. nr. 654) θεοῖς πατρώιοις, Νείλωι συνλήπτορι χαριστήρια. In Z. 19 muß es heißen μαγγανα<ρίῳ oder <ρίοις; der »Maschinenmeister« (vgl. Sophokles Lex. S. 725 s. v.) paßt in den Zusammenhang mit φύλ(αξι) θεάτ[ρου Z. 16 und ῥάντα[ις Z. 17. — Nr. 1051 ist offenbar ein Verzeichnis der παράφερνα, des Vorbehaltsgutes der Κυριλλοῦς, nach römischem Ausdruck ein *rerum libellis* (Digest. 23, 3, 9), in dem verzeichnet sind *res, quas (mulier) solet in usu habere in domo mariti neque in dotem dat*[2]). — In nr. 1055 gibt ein Πεκύλλος seinem Vertreter Θέων die Anweisung, dem Weinhändler Ἡρακλείδης auszuhändigen 200 κεράμια Wein vom vierten, 100 vom fünften ληνός. Als Preis für 101 κεράμια sind 1100 Drachmen vereinbart; das hat doch nur dann Sinn, wenn ein κεράμιον 11 Drachmen kostet, das 101. also Zugabe ist wie der 101. Schuß bei unserem Ehrensalut. So erklärt es sich, wenn von zweiter Hand unter der Anweisung steht: δὸς τὰ τοῦ οἴνου κερά(μια) τριακόσια τρία, während oben nur von 200 und 100 gesprochen wird. Es ist deshalb nicht richtig, dort zu διακόσια noch τρία hinzuzufügen; wenn ergänzt werden müßte, so gehörte hinter διακόσια ein δύο, hinter ἑκατόν ein ἕν. —

Unter den Gebeten fällt ein gnostischer Zauberspruch (nr. 1060) besonders auf; er heißt:

+ Τὴν θύραν. τὴν Ἀφροδίτην
φροδιτην ροδιτην οδιτην
διτην ιτην την την ην. ωρωρ
φωρφωρ. Ἰαὼ σαβαὼθ ἀδονέ.
δένο σε, σκορπίε ἀρτερήσιε·
ἀπάλλαξον τὸν οἶκον τοῦτον
ἀπὸ παντὸς κακοῦ ἑρπετοῦ
πράγματος, ταχὺ ταχύ.
ὁ ἅγιος Φωκᾶς ὧδέ ἐστιν.

1) Vgl. Ad. Erman, Die ägypt. Religion S. 15.
2) Bürgerl. Gesetzb. f. d. deutsche Reich § 1366: »Vorbehaltsgut sind die

Es folgt das Datum. Offenbar soll die Tür des Hauses vor dem Eindringen von Skorpionen und ›allem schlimmen Kriechtierwesen‹ [1]) geschützt werden; deshalb der Gegenstand des Zaubers als Akkusativ im Anfange. Dann ebenfalls im Akkusativ die angerufene Gottheit, deren Name immer um einen Buchstaben gekürzt wird, genau wie auf dem heidnischen Amulett von Ehnâsje (Arch. I S. 420 f.) der Akkusativ Γοργωφωνας behandelt wird. Zum Heidnischen gesellt sich dann das Jüdische mit dem Namen des Jehovah in der gewohnten Anredeform und am Schlusse, nachdem die Zauberformel mit ταχὺ ταχύ zu Ende ist [2]), das Christliche, als ob der Schreiber seiner alten Formel doch nicht so ganz traute. In der Mitte dann der eigentliche Zauber mit dem byzantinisch-neugriechischen δένω für δέω = καταδέω. Der Skorpion heißt ἀρτερήσιος, d. i m. Ἐ. = *ἀρθρήσιος ›gliedrig, gliederreich‹, ein Adjektiv, das für den Skorpion wegen der 13 Glieder des Hinterleibes wohl paßt; die altererbte Endung -ήσιος ist im Spätgriechischen mit der lateinischen *-ensis* verschmolzen. Der gebannte Skorpion hält, wie recht und billig, seine Genossen groß und klein von der Türe des Hauses fern.

Unter den Briefen hebe ich nr. 1065 wegen seines überraschenden Schlusses hervor, Z. 6 ff.: ὥσπερ οἱ θεοὶ οὐκ ἐ[φ]ίσαντό μου, οὕτως κἀγὼ | θεῶν οὐ φίσομαι. — Ein Musterbeispiel von Barbarengriechisch ist nr. 1069, wo Z. 4 κατὰ τάχους nicht geändert werden sollte. —

Es folgen die bekannten Indices und sechs schöne Tafeln, bei deren Anblick man nur bedauert, nicht noch mehr davon zu haben.

Münster i. W. Karl Fr. W. Schmidt

Dr. **Andreas Walther**, Die burgundischen Zentralbehörden unter Maximilian I. und Karl V. Leipzig 1909, Duncker und Humblot. IX u. 220 S. 8°. 5,50 M.

Seit längerer Zeit herrscht die Annahme, daß die burgundische Verwaltung das Vorbild für die Verwaltungsreformen Maximilians I. in Oesterreich gewesen sei. Man hat sich gewöhnt, hier geradezu von einer ›Rezeption‹ zu sprechen, die sich über Oesterreich hinaus auch auf ganz Deutschland erstreckt haben soll, wobei man es für das übrige Deutschland allenfalls noch dahingestellt sein läßt, ob Burgund dort unmittelbar oder nur durch Vermittelung Oesterreichs maß-

ausschließlich zum persönlichen Gebrauche der Frau bestimmten Sachen, insbesondere Kleider, Schmucksachen und Arbeitsgeräte‹.

1) Hunt schiebt zu Unrecht vor πράγματος noch καί ein.

2) Vergl. das erwähnte heidnische Amulett.

gebend gewirkt habe[1]. Eine Geschichte der burgundischen Zentralverwaltung im Ausgange des 15. und in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts ist deswegen auch für die deutsche Verwaltungsgeschichte von grundlegender Bedeutung, weil Gegenstand und Umfang dieser Rezeption bisher noch immer nicht mit genügender Bestimmtheit festgestellt waren.

Bezüglich dieser These von der Rezeption burgundischer Institutionen kommt W. zu dem überraschenden Ergebnis, daß sie — bisher wenigstens — vollständig unbegründet ist. In einem Anhang des Buchs (S. 168 ff.) werden in eingehender, überzeugender Kritik alle bisher dafür geltend gemachten Argumente widerlegt und zugleich die Voraussetzungen erfolgreicherer Behandlung einer derartigen Frage vergleichender Verwaltungsgeschichte aufgezeigt: genauere Kenntnis des von Maximilian in den österreichischen Ländern Vorgefundenen, und vor Allem bestimmtere und richtigere allgemeine Vorstellungen von dem Wesen und den Hauptproblemen mittelalterlich- neuzeitlicher Verwaltungsgeschichte überhaupt.

Diese allgemeinen Probleme und die Wege zu fruchtbarer Fragestellung ihnen gegenüber sind der eigentliche Gegenstand des Buchs. Es handelt sich nicht um eine ›ex professo unternommene und dann in der gebräuchlichen Form zu Ende geführte Geschichte der Zentralverwaltung‹, sondern ›das Suchen nach den großen Linien, das Streben nach Durchdringung des Stoffes um jeden Preis‹ ist charakteristisch für diesen Versuch, an einem ganz besonders dafür geeigneten Gegenstande das Wesen, die treibenden Kräfte und den typischen Ablauf behörden- und verwaltungsgeschichtlicher Entwickelungsgänge des ausgehenden Mittelalters und der ersten Jahrhunderte der Neuzeit zu verfolgen und nachzuweisen. Darin liegt die allgemeine und eigentliche Bedeutung des Buchs.

In der Verwaltungsgeschichte gerade dieser Zeit herrscht noch immer eine gewisse methodische Unsicherheit. Zwar ist die Zeit längst überwunden, wo man sich auf die Feststellung von Amtstiteln und Behördennamen beschränkte, nur die dazu gehörenden Funktionen möglichst genau zu ermitteln und zu beschreiben suchte und die etwa vorhandenen Institutionen und Ordnungen wie moderne Verwaltungsorganisationsgesetze verstand, die bewußt etwas vorher nicht Vorhandenes geschaffen hätten, das dann eben auf Grund dieser Ordnungen fortbestand. Aber soviel an neuen leitenden Gesichtspunkten seither auch erarbeitet ist — gerade für die Uebergangszeit vom Mittelalter zur Neuzeit will es der verwaltungsgeschichtlichen Forschung oft noch nicht recht gelingen, sich zu einer befriedigenden Anschauung der

1) v. Below, histor. Taschenbuch 6. F. Bd. 6 (1887) S. 313.

Eigentümlichkeit der damaligen Entwicklung, insbesondere des Wesens der Behördenbildungen dieser Zeit, durchzuarbeiten. Diese Fragen stehen für W. im Vordergrunde, und er verfolgt sie für Burgund an der Geschichte der Gerichtshöfe, der Finanzen und des Conseil privé.

Das Wichtigste ist überall die Entstehung moderner Behörden aus dem alten feudalen Rat, die Differenzierung der Ratskollegien. Es handelt sich hier nicht, wie die herkömmliche Begründung lautet, um eine planmäßige Arbeitsteilung, sondern jedes Mal um die Entwicklung eines dem Ganzen des Rats gegenüber fremdartigen Körpers innerhalb des Rats an der Stelle, wo die ›beamtenmäßigste und bureaukratischste‹ Arbeit getan wird; hier bildet sich ein Kern, ›zunächst noch völlig vom Hofrat eingeschlossen, allmählich an seine Peripherie rückend, in sich lebensfähig werdend, den Hofrat immer mehr belastend, schließlich von ihm abgestoßen‹. Das Ergebnis ist zuletzt eine örtlich fixierte Behörde gegenüber dem ambulanten Rat, mit sachlich bestimmter Kompetenz gegenüber der allseitigen Tätigkeit des letzteren, mit Beamten statt der wenigstens zum Teil noch halb feudalen Glieder der beratenden Umgebung des Fürsten. Dabei liegt das Schwergewicht oft so sehr bei dem konsolidierten und ausgeschiedenen Kollegium (oder vielleicht erscheint dieses auch so sehr als das Greifbarere im Vergleich zu dem zurückbleibenden Rest), daß es vielfach den ursprünglichen Namen des Gesamtrates an sich zieht und bei der Trennung mitnimmt, sodaß der Name schließlich oft geradezu das Gegenteil seines eigentlichen Sinnes bezeichnet, ein Prozeß der ›Namensverschiebung und Begriffserstarrung‹, ohne dessen klare Einsicht der Sprachgebrauch der Zeit und das verwaltungsgeschichtliche Material natürlich unverständlich bleiben.

Oberste Gerichte sind die ältesten ›differenzierten Ratskollegien‹, und an der Geschichte des Grand Conseil in diesem Sinne führt W. die skizzierte, im Einzelnen vielfach recht komplizierte und in dieser Weise noch nirgends so ins Licht gestellte Entwicklung zunächst durch. Eine zweite analoge Reihe bildet die Geschichte der Finanzbehörden; hier ist das für die allgemeine Verwaltungsgeschichte jener Zeit vielleicht Interessanteste die grundlegende Unterscheidung verschiedener Gruppen von Finanzbehörden, der oberen repräsentierenden und im Zusammenhang mit der gesamten Regierung leitenden, der mittleren beaufsichtigenden und in weniger wichtigen Sachen beschließenden, endlich der unteren nur ausführenden (S. 47 f.). Eine dritte Entwicklungsreihe endlich läßt aus dem nach Ausscheidung von Justiz- und Finanzbehörden zurückbleibenden conseil privé in einem analogen Differenzierungsprozeß eine juristische Behörde für die matières de

grâce entstehen, die wiederum den Namen des Gesamtrats mitnimmt, diesen selbst aber als eine wesentlich politische Behörde, als conseil d' État zurückläßt, der anderswo schließlich selbst die letzten Reste feudalen Charakters verliert und zum Kabinet wird, hier aber diesen Charakter beibehält und deshalb schließlich — allerdings erst in viel späterer Zeit — zu Gunsten des conseil privé gänzlich inaktiviert wird. In diesem Abschnitt verdient nebenbei besondere Beachtung ein erstmaliger Versuch, in das Wesen und die verschiedenen Typen der Protokollführung kollegialer Behörden dieser Zeit einzudringen (S. 109 ff.), ein wichtiges Mittelglied zwischen mittelalterlicher Kanzleitätigkeit und modernem behördlichem Schriftwesen.

Hinter dieser Reihe rein verwaltungsgeschichtlicher Probleme liegt eine zweite mehr kulturgeschichtliche, bei der W. sich im Gegensatz zu der erschöpfend behandelten ersten z. T. mehr auf Fragestellungen beschränkt hat. Es handelt sich dabei um die Frage nach den treibenden Faktoren der verwaltungsgeschichtlichen Entwicklung, sofern diese in dem Charakter des jeweiligen Beamtentums beruhen. Der Ausgangspunkt ist hier natürlich das feudale Element des alten fürstlichen Rats, das bei den angedeuteten Abspaltungsprozessen stets in dem zurückbleibenden, weniger technisch, beamten- und bureaumäßig arbeitenden Rest des Gesamtrates fortdauert, bis es schließlich auch hier (oder, wie in Burgund, erst zugleich mit diesem Rest) abstirbt. Innerhalb des eigentlichen neueren Beamtentums aber unterscheidet W. nun im Gegensatz zur bisherigen Literatur sehr scharf wieder zwei Typen, den der akademisch gebildeten Juristen und den der lediglich praktisch gebildeten Finanzbeamten (und Sekretäre). Derselbe Gegensatz, oft in eigentümlicher Kombination mit dem des feudalen und des beamtenmäßigen Elements überhaupt, spielt ja auch in der außerburgundischen Verwaltungsgeschichte, namentlich in der der deutschen Territorien, noch lange eine große Rolle. Die Eigentümlichkeit des älteren juristischen Typus, die im Charakter des modernen Beamtentums durch den jüngeren der Praktiker überwunden ist, sucht W. durch eine eigentümliche Episode aus dem Leben Gattinaras zu charakterisieren, dem eine von ihm gekaufte Herrschaft in der Franche-Comté auf Grund eines Familienretraktrechts wieder entzogen war, und der darauf seinen aussichtslosen Widerspruch in scheinbar unverständlicher Zähigkeit durch alle Instanzen bis zum Papst verficht. W. sucht die Erklärung dafür in dem weltfremden Idealismus dieses Buchstabengelehrtentums, das den Anforderungen der neuen Zeit nicht mehr gewachsen gewesen und daher mit Notwendigkeit von dem Geist des modernen, praktisch gebildeten oder doch jedenfalls orientierten

Beamtentums abgelöst sei; er erklärt das aber ausdrücklich als eine bloße Fragestellung.

Der bisher in dieser Schärfe nicht hervorgehobene Gegensatz besteht zweifellos. Es mag allerdings dahingestellt bleiben, ob die hartnäckige Verfolgung eines aussichtslosen Anspruchs seitens einer geistig und moralisch hochstehenden Persönlichkeit, die auch sonst keine Seltenheit ist, eine genügende Vorstellung von dem gibt, worum es sich hier handelt. Man lernt die Lebensluft der Juristen dieser Zeit vielleicht am besten kennen, wenn man sich das Wesen des kanonischen Prozesses vergegenwärtigt. In seinem bisher, soviel ich sehe, noch nirgendwo ganz befriedigend geschilderten geistigen Gehalt [1]) ein echtes Erzeugnis mittelalterlichen Geistes, beruht er auf dem scholastischen Glauben an die Unfehlbarkeit kunstgerechter Dialektik; in der automatischen Dialektik seines Gefüges und seiner Beweistheorie findet des Mittelalter die sicherste Garantie des richtigen Prozeßergebnisses, und seine Formen werden deshalb nicht nur auch für Rechtsakte der Verwaltung und des völkerrechtlichen Verkehrs, sondern auch zur Einkleidung scholastischer Dogmatik benutzt; der berühmte Belialsprozeß ist ursprünglich kein Prozeßlehrbuch, sondern ein ernsthafter theologischer Traktat gewesen [2]). Dem Gericht bleibt dabei nur eine eigentümlich passive Rolle, und damit geht Hand in Hand die große Unfreiheit in der materiellen Rechtsanwendung dieser Zeit, die bei den als Humanisten hervorragenden Juristen oft seltsam absticht gegen die Art ihrer nichtjuristischen Tätigkeit. In dieser Richtung dürfte der Weg zu einer befriedigenden Erfassung dieser von W. nur angedeuteten Dinge liegen; wenn er hier von den ›Rechtsgelehrten des ausgehenden Mittelalters‹ spricht (S. 38), so liegt das der Lösung des Problems wohl näher, als die Berufung auf die ›idealistisch- unwirklichen Stimmungen des Humanismus‹ (Hist. V.-J.-Schr. 1910 S. 448) — mit der Verweisung auf die großen allgemeinen geistigen Strömungen kann man in der Geschichte des Rechts und der juristischen Gedankenwelt gar nicht vorsichtig genug sein. Eine befriedigende ideengeschichtliche Aufhellung dieser Verhältnisse würde zugleich die vielleicht wichtigste Vorarbeit für eine wirkliche Geschichte der Rezeption des römischen Rechts liefern.

Eine Reihe von Anhängen, die wie der Hauptteil konkret burgundischen Inhalts sind, dabei aber zugleich der Behandlung allge-

1) Zu verweisen ist etwa auf Fr. Klein, Zeit- und Geistesströmungen im Prozesse, Jahrbuch der Gehe-Stiftung VIII 2.

2) Stintzing, Geschichte der populären Litteratur des römisch-kanonischen Rechts in Deutschland, S. 273.



meiner methodischer Fragen dienen (der letzte erörtert die eingangs erwähnte Frage der angeblichen Rezeption von Burgund nach Oesterreich), und archivalischen Beilagen vervollständigt das schön geschriebene Buch, mit dessen tiefgehenden allgemeinen Anregungen sich Jeder wird auseinandersetzen müssen, der sich verwaltungsgeschichtlichen Fragen des 14. bis 18. Jahrhunderts widmet.

Greifswald Rudolf Smend

Dr. **Robert Durrer,** Staatsarchivar, in Stans, Die Einheit Unterwaldens. Studien über die Anfänge der urschweizerischen Demokratie. Separatabdruck aus dem Jahrbuch für schweizerische Geschichte, XXXV. Band. Zürich 1910, Beer u. Cie.

Aus einem für eine Jahresversammlung der schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft bestimmten Vortrag ist eine umfangreiche rechtshistorische Abhandlung hervorgegangen, die der Verfasser, der gründliche Kenner der Geschichte seines Heimatlandes und der Quellen zu deren Erkenntnis, vorlegt und mit bisher ungedruckten Urkunden begleitet. Vielfach steht sie mit einer anderen Arbeit Durrers, den zu Rahns Statistik schweizerischer Kunstdenkmäler gegebenen, noch nicht abgeschlossenen Kunst- und Architekturdenkmälern Unterwaldens, in Berührung.

Der Ausgangspunkt der Untersuchung ist von der Abhandlung Bresslaus: Das älteste Bündnis der Schweizer Urkantone, im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XX (1895), genommen, insbesondere davon, daß nach der dort gegebenen Beweisführung Nidwalden, im Gegensatz zu den Leuten von Sarnen, in den zu den Jahren 1245 bis 1252 angesetzten Kämpfen nicht der für Friedrich II. eintretenden Partei sich angeschlossen hatte. Doch wird gegen diese zeitliche Ansetzung geltend gemacht, daß vielmehr die Exkommunikation des Kaisers 1239, wie für Italien, so auch für die Alpengegenden den Anstoß zum Kampfe gegeben habe, und so läßt Durrer den ersten ghibellinischen Aufstand schon zu dieser Zeit beginnen, so daß der kaiserliche Freiheitsbrief der Schwyzer von 1240 auch nur als eine Folge, nicht als Anstoß zum Aufstand erscheint. Für diese auch noch aus anderen Zeugnissen gewonnene Ansicht, daß zu 1239 der Anfang der Ereignisse anzusetzen sei, wie denn auch Nidwalden als Teilnehmer am Vorgehen der Schwyzer und der Obwaldner jetzt hervortrete, wird ganz vorzüglich auch der Befund auf der wichtigen Stelle der Burgruine Rotzberg — diese ist das 1238 als Streitobjekt genannte ›Hus ze Stannes‹ — herangezogen: die hier als ganz glaub-

würdig zu erachtende Tradition reiht zutreffend die Einnahme der Burg Rotzberg in die Geschichte der Befreiungskämpfe ein, aber eben zu 1239, nicht zu 1245 und den folgenden Jahren. Hernach erst kommt nach Friedrichs II. Absetzung, 1245, die zweite ghibellinische Erhebung, die 1252 mit der Wiederunterwerfung der Schwyzer und Unterwaldner unter die habsburgische Grafengewalt zu Ende geht. Daneben fällt hier auch ein Licht auf die Geschichte der Stadt Luzern. Durrer sieht in der Stadt einen Teilnehmer an der Bewegung gegen den Grafen im ersten Aufstande, in der zweiten Hälfte von 1241, so daß dabei die vom Grafen Rudolf zur Benachteiligung Luzerns neu angelegte habsburgische Stadtgründung am Meggenhorn — der Platz heißt noch heute die ›Altstadt‹ — zerstört worden sei, worauf 1244, nach geschehenem Friedensschluß mit Luzern, der Graf in der Nähe der zerstörten Stadt die Neuanlage Neuhabsburg in das Leben rief.

Im zweiten und den folgenden Kapiteln tritt dann der Verfasser auf sein eigentliches Thema, die Einheit Unterwaldens, ein. Er findet, daß diese stets nur eine lose und wenig kompakte gewesen sei, daß Obwalden und Nidwalden von jeher eigentlich wenig zusammenpaßten, so daß sich schon früher und beharrlich die Tendenz völligster Separierung geltend machte. Allein es ergeben sich dabei Gesichtspunkte für die Annahme eines uralten, über die politischen Ereignisse des 13. Jahrhunderts zurückreichenden territorialen Zusammenhangs, wie ja schon im 12. Jahrhundert in dem zwischen 1140 und 1159 entstandenen Teile der Acta Murensia die Bezeichnung ›Inter Silvas‹ ein solches älteres Band bezeugt.

Der Platz Wisserlen am Rande des Kernwaldes, der Obwalden und Nidwalden von einander trennt, wird als gräfliche Landgerichtsstätte und als alter Mittelpunkt der freien Gemeinde nachgewiesen, wie denn auch die Spuren eines Galgens, als des Zeugnisses des Hochgerichtes, da festgestellt werden konnten, was der urkundlichen Erwähnung ›jurisdictio in Wisserlon‹ aus dem Jahre 1173 entspricht. So bildeten die Freien der beiden Talschaften schon vor 1173 eine gemeinsame Gerichtsgemeinde. An eine Durchprüfung der für Unterwalden in Betracht kommenden weltlichen und klösterlichen Großgrundbesitzerschaften schließt sich, im Gegensatz zu der früheren Annahme, daß die Ausdehnung der freien Bevölkerung in Unterwalden eine beschränktere gewesen sei, eine Schätzung dieser Gemeinfreien im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung, die zum Jahre 1275 den Schluß auf mindestens einen vollen Drittteil der Gesamtbevölkerung für den freien Stand erlaube; für die Organisation dieser freien Gemeinde bietet die Nennung von ›ministri‹ und ›magistri‹ neuen Anhaltspunkt. Dagegen fehlt nun für Unterwalden die besonders für Schwyz so

ausschlaggebende zusammenhängende Markgenossenschaft; vielmehr sind gerade die nach den Pfarrgrenzen zerteilten, Freie und Unfreie umfassenden derartigen Genossenschaften Faktoren der politischen Entwicklung des Landes geworden. So ist die Sondervereinigung der Markgenossen von Stans und Buochs, die als »Communitas hominum Intramontanorum vallis inferioris« wohl in der Zeit des ersten Aufstandes erwuchs und schon 1240 urkundlich erscheint, am Bunde von 1291 gleich vom Anfang beteiligt gewesen, während Obwalden sich erst später anschloß. Dagegen tritt dann ein Obwaldner 1304 als erster Landammann von ganz Unterwalden entgegen, und jetzt wird 1309 durch Heinrichs VII. Privilegien die politische Freiheit Unterwaldens, mit dem Aufhören der österreichischen Herrschaft, fest begründet. Vollends durch Ludwigs Freierklärung der Eigenleute seiner habsburgischen Gegner 1324 ist dann in dieser Verschmelzung der untereinander ausgeglichenen Unterwaldner eine gleichberechtigte Körperschaft von Landleuten entstanden. Aber freilich beginnt darauf um 1333 auch wieder die Trennung zwischen dem oberen und unteren Tale, der zwar in der Folgezeit die Eidgenossen entgegenarbeiten, so daß sie nicht vollständig wird; immerhin anerkannte Sigmund 1417 in seinem Blutbannprivileg für Nidwalden dessen besondere Gerichtshoheit. Danach bemißt sich auch fortan die Stellung Unterwaldens in der Reihe der eidgenössischen Orte, so nämlich, daß Obwalden im Vorrang sich befindet, Nidwalden dagegen stets wieder nach gleicher Geltung ringt. Während des 16. und 17. Jahrhunderts dauerten diese Streitigkeiten weiter, wegen des gemeinsamen Banners und der Stellung der Mannschaft bei gemeinsamen Auszügen, wegen des Verhältnisses bei Besetzung der Vogteien in den gemeinen Herrschaften der Eidgenossenschaft, wegen der aus den Beziehungen zu den fremden Mächten und dem dortigen Kriegsdienst sich ergebenden Ansprüche und Vorteile, wegen der Vertretung auf den eidgenössischen Tagsatzungen, und was ähnliche Fragen mehr waren. Verträge, Vermittlungen, Schiedssprüche von Seite der vier katholischen Stände der Urschweiz, denen diese Reibungen peinlich sein mußten, geschahen, und bemerkenswert ist der allerdings unmittelbar gleichfalls erfolglos bleibende sogenannte »Kapuzinerfriede« von 1618, den ein nicht selbst aus Unterwalden gebürtiger Kapuziner vom Kloster in Stans durch seine Beredsamkeit zu Stande zu bringen meinte, nachdem kurz vorher besonders von Seite Obwaldens wieder eine äußerst gereizte Stimmung zu Tage getreten war. Endlos dauerten die Reibungen weiter; allein Obwaldens vorrechtliche Stellung setzte sich bis zur Staatsumwälzung von 1798 fort. Bonapartes Vermittlungsakte von 1803 sprach dann die völlige Gleichberechtigung beider Teile aus;

dessenungeachtet verlangte Obwalden, freilich vergeblich, nochmals 1815 die Herstellung seines Vorrechtes. Durrer sieht sehr zutreffend in der Entwicklung des Landeswappens das Spiegelbild dieser ganzen politischen Gestaltung, und am Schluß wird noch auf den alten Rest der Landesbefestigungen aus der Zeit der Freiheitskämpfe, den sogenannten Schnitzturm am Ufer des Vierwaldstättersees bei Stansstad, hingewiesen, der noch heute zu zwei Drittteilen Obwalden, zu einem Nidwalden angehört, ein Besitzverhältnis, das als ein Rest der Einheit Unterwaldens angesehen werden muß.

Der hauptsächlichste Gang der historischen Beweisführung, von ältester Zeit bis zur Gegenwart, ist hier angedeutet. Allein eine ganze Fülle interessanter einzelner Ausführungen steht zwischen den Hauptkapiteln oder ist in den Anmerkungen eingeschoben. Nur auf Einzelnes kann hier die Aufmerksamkeit gelenkt werden. Auf S. 95 ff. finden sich vergleichende Berechnungen zur Schätzung der Bevölkerungszahl; ganz besonders geht aber, von S. 193 an, der chronologischen Ausführung der Ereignisse bis 1417 eine Reihe systematischer Erörterungen parallel: indem der Verfasser davon ausgeht, daß rechtshistorisch die Einheit des Landes als das Primäre anzusehen sei, zeigt er als Ausgangspunkt der Zersplitterung die Teilung der hohen Gerichtsbarkeit, wie sie auf der 1324 durch Ludwig endgültig begründeten oberrichterlichen Einheit des Landes beruhte, dadurch daß der König die Vogtleute und Eigenleute Oesterreichs zu freien Reichsleuten erhob und so die freie Gemeinde in dem zu gleicher Freiheit gebrachten Ganzen aufgehen ließ, wonach dann die partikularistische Entwicklung in Nidwalden — voran durch die S. 155 ff. beleuchtete Lösung der Markgenossenschaften in kleine Genossamen, Uertenen — weitere Fortschritte machte. Ein eigener Abschnitt ist auch noch dem gemeinsamen Landrechte, wie es da bezeichnet wird, der Fiktion der inneren Landeseinheit, so wie sie auf dem gemeinsamen Landrechtsbriefe von 1470 — Beilage VIII A — ruht, gewidmet, und Beilage XVIII zählt diese 153 autochthonen, als ›alte Landleutegeschlechter‹ anerkannten Namen auf (unter ihnen steht der 1372 zuerst bezeugte Familienname des Verfassers selbst).

Die übrigen siebzehn Beilagen sind Urkunden, die drei ersten Königsurkunden aus dem 14. Jahrhundert, Nr. VI, von 1432, wegen der ausdrücklichen Hervorhebung der altherkömmlichen Tagung ›zu Wiserlen uf dem acher‹ bemerkenswert; besonders umfangreich sind unter Nr. XII die S. 183 ff. erörterten Akten bei Anlaß des gütlichen Schiedspruches von 1589; Beilage XV ist der erwähnte auch vom Stanser Kapuzinerkloster besiegelte Kapuzinerfriede; Beilage XIX ent-

hält die Namen der Inhaber der viel umstrittenen Aemter der Bannerherren und des Landeshauptmanns.

Der Verfasser hat das volle Recht, seine Abhandlung als Studien über die Anfänge der urschweizerischen Demokratie überhaupt zu bezeichnen. Denn in wesentlichen Punkten ist durch ihn die Erkenntnis der allgemeinen Grundlagen dieser für die Verfassungsgeschichte so wichtigen Fragen vertieft worden.

Zürich G. Meyer von Knonau

University of California publications in Semitic Philology Vol. II 1. 2, September 1909; October 1910 = Abu lMaḥâsin Ibn Taghri Birdi's Annals entitled An-nujûm az-zâhira fi mulûk Miṣr wal Ḳahira, ed. by **William Popper.** University Press, Berkeley.

Der Vater des Verfassers spielte unter dem cirkassischen Mamlukensultan Barkuk und dessen Sohn Farag (zur Zeit Timurs) eine große Rolle. Er selber wurde A. H. 812 (A. D. 1409/10) geboren und starb etwa A. H. 875. Er war ein jüngerer Zeitgenosse des Makrizi, dessen Unterricht er genoß. Seine Geschichte über die Regenten in Fustât und Kâhira beginnt mit der Eroberung Aegyptens unter dem Chalifen Omar und geht fort bis A. H. 872 (1467). Er hat sie so angelegt, daß auf einen zusammenhängenden Bericht über die ganze Regierung eines jeden Regenten annalistische Notizen folgen, die sich nur zum geringsten Teil auf Aegypten (namentlich auf die Nilhöhe in jedem Jahr) beziehen, zum größten Teil auf Begebenheiten in der ganzen islamischen Welt, worunter die Todesfälle (namentlich von Gelehrten und Literaten) den breitesten Raum einnehmen. Für die Zeit, die er nicht selbst erlebt hat, schreibt er ältere Werke aus, meist Kompilationen (nicht allein Makrizi), aber doch auch Originale und den Ereignissen teilweise gleichzeitige Darstellungen. Soweit seine Quellen uns noch erhalten sind, hat er natürlich nur sekundären Wert. Am wichtigsten sind seine Totenlisten. Er bereichert die des Dhahabi erheblich, wie es scheint aus eigener umfassender Lektüre.

Quatremère hat für seine grundlegenden Studien über die ägyptische Geschichte im Mittelalter den Ibn Taghri Birdi neben Makrizi benutzt und die Aufmerksamkeit auf ihn gelenkt. An die Edition hat zuerst T. G. J. Juynboll die Hand gelegt (Abu'lMahâsin, Annales I und II 1, Leiden 1852—1861). Er berichtet sorgfältig über die vorhandenen Handschriften (I 1 S. 8 ff. und II 2 S. 143 ff.), die sich gegenseitig so ergänzen, daß alle sechs Teile des großen Werkes noch zusammen gebracht werden können. Seine Ausgabe erstreckt sich aber

nur über die ersten anderthalb Teile, bis zum Anfang der Fatimidenherrschaft in Aegypten.

William Popper von der Universität Berkeley in Kalifornien fährt da fort, wo Juynboll stecken geblieben ist. Wie es scheint, will er aber nicht das ganze Werk herausgeben, sondern nur die zweite Hälfte des zweiten Teiles, welche bis zum Untergang der Fatimiden reicht. Die Zeit, während der die Fatimiden in Kahira residierten, ist die verworrenste und katastrophenreichste in der ganzen Geschichte des Islams, ein fortwährendes bellum omnium contra omnes. Es tauchen immer neue Machthaber, Völker und Reiche aus dem Wirbel auf; dazu kommen noch die Karmaten und die Kreuzfahrer, nebst dem religiösen Parteistreit zwischen Sunniten und Schiiten. Ibn Taghri Birdi hat für diese schreckliche Periode zum Teil sehr gute Autoritäten zur Verfügung gehabt. So den Musbihi, den Sekretär des Fatimiden Hâkim; den Abulfarâg Ibn al Gauzi und dessen Enkel Sibt Ibn al Gauzi, Verfasser des oft zitierten Speculum temporis, ferner drei sich folgende Glieder der Familie des Sabiers. Es heißt unter A. H. 480: Muhammad Ibn al Sabi setzte die Chronik seines Vaters fort, dieser die Chronik seines Vaters, dieser die Chronik seines Vaters, des Sinân b. Thabit b. Kurra, dieser die Chronik des Tabari. Bemerkenswert sind die persönlichen Auslassungen des Ibn Taghri Birdi. Er ruft sich öfters zur Sache, in dem Bewußtsein, daß seine Mitteilungen weit über den eigentlichen Zweck hinausgehen. Ueberall zeigt er sich als überzeugten Sunniten. Er zürnt über die Einführung der schiitischen Formel des Idhân und des Trauerfestes für Husain durch die Bujiden in Bagdad und die Fatimiden in Kahira; ebenso über den schiitischen Fanatismus der Scharîfe von Mekka und ihre Mißhandlung der sunnitischen Pilger. Aber auch über die Auffindung und Verwahrung der angeblichen Gebeine des Zubair b. Auwâm äußert er seinen Unwillen. Er ärgert sich über die durch die Perser aufgebrachten, mit al Din komponierten Prunknamen. ›Die Occidentalen hassen mit Recht solche Namen, und ich schwöre bei Gott, wenn es nach meinem Willen ginge, so hieße ich nicht Gamâl-al din; ich mag mich nicht so nennen lassen, kann aber die Mode nicht ändern — das könnte nur von einem Machthaber geschehen‹.

Popper legt seiner Ausgabe andere Handschriften zu Grunde als Juynboll für den ersten Teil, behält aber unpraktischer Weise die gleichen Siglen bei, so daß A B C D E bei ihm etwas ganz anderes bedeuten als bei jenem. Sein Text ist ungleich sauberer als der seines Vorgängers. Von letzterem hat Fleischer eine Menge Ungeziefer abgelesen; für يحرّضوءهم (I 161, 19), woran er sich vergeblich abquält, ist nach Tabari 2, 151 يعترضونهم zu lesen. Bei Popper stößt

man nur selten an. In der Lücke 2, 10 fehlt die Angabe der Jahreszahl. Statt der eisernen Brücke 7, 11. 124, 1 ist die neue Brücke zu lesen; der Artikel fehlt in solchen Fällen häufig bei dem Substantiv, z. B. bei باب القديم. In 19, 7 ist عاشر ein Druckfehler für عاش; ebenso 28, 1 الحانبيين für الجانبيين. In 64, 9 lies تحمل für تعمل, nach 64, 11. In 64, 13 fehlt die Zahl hinter العام. In 65, 17 lies شخص, in 67, 2 يحرقون, in 70, 6 للانقياد, in 77, 20 مشؤم. In 100, 2 ist ميت (gegen die Grammatik) zu belassen, ebenso 104, 16 للناس (er saß den Menschen = er erteilte ihnen Audienz). In 124, 14 ist للايتام (Waisenkinder) ein Druckfehler. In 132, 10 lies واضل اعماله. In 183, 17 ist hinter احاد eine Lücke. In 266, 1 lies بالحرم (Gegensatz zu الحل) statt بالحرمين. Einzelne Ausdrücke sind mir unklar geblieben, z. B. كبسة على اعزاز 136, 12. Einige offenbare Einschübe sind in den Text eingedrungen, wie 132, 9 وصلت بعد ذلك und 145, 18 ليس بذلك. Im ganzen liest er sich aber leicht und glatt.

Die Koranstellen hätten angegeben und die Kolumnenüberschriften etwas spezieller gefaßt werden können. Ein Namenregister soll dem Schluß des Bandes beigegeben werden; ohne das sind in der Tat die Totenlisten, auf denen die eigentliche Bedeutung der Arbeit des Ibn Taghri Birdi beruht, kaum literarisch zu verwerten.

Göttingen Wellhausen

Nachtrag zu Jahrg. 172, 1910 S. 588 ff. Noch einmal der Kronrat Heinrichs VII.

V. Samanek kommt im 32. Bd., S. 174 ff. der »Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung« noch einmal auf seine vom Unterzeichneten an diesem Ort bestrittene These zurück, wonach der Kronrat auf dem Römerzug des luxemburgischen Kaisers von der Funktion eines beratenden Beirats zur Würde einer Verwaltungs- und Regierungsbehörde, zu einer Art von Ministerium aufgestiegen sei. Der Unterzeichnete hat an der früher geäußerten Meinung nichts zu ändern und stellt die Entscheidung über Samaneks Replik künftigen Beurteilern anheim. Wohl aber ist es nötig, daß Samaneks ernstliches und durchaus anzuerkennendes Streben, seine These zu größerer Klarheit zu bringen, die schillernden, mehrdeutigen Formulierungen noch kräftiger beseitige, als dies in der Replik der Fall ist. Ich möchte doch glauben, daß 1) die in der Replik zusammengestellten, besonders wirkungsvollen Quellenbelege nirgends eine »Körperschaft mit Exekutive«, eine »Kontroll- und Disziplinargewalt des Rates« dar-

tun, und daß (gerade die auf S. 187 f. angezogenen Stellen sagen das ja auch) der Rat entweder nur ›devant le segnour‹ fungierte und dann nicht verfügte, sondern nur den ›König im Rat‹ beriet, oder aber de consciencia imperatoris, mit besonderer Vollmacht, verfügte. Den Gegenbeweis zu dieser Annahme hat Samanek nicht erbracht.

2) Samaneks ganzer rechtsgeschichtlicher Irrtum liegt offen zu Tage in den ›Vorteilen‹ seiner ›vergleichenden Betrachtungsweise‹. Daß ich das ›permanent council‹ der Oxforder Provisionen ›auf eine höhere Entwickelungsstufe‹ stelle, als Heinrichs Kronrat, scheint ihm (S. 178 not. 6) bemerkenswert; aber wenn er sich etwa den französischen Kronrat zur Zeit Philipps des Schönen (natürlich aber nicht im 14./15. Jahrhundert, wo Samanek leider seine Analogien sucht!) ganz klar gemacht hätte, so wäre er vor der Gefahr behütet worden, bei Heinrich VII., wo ›der französische Einfluß zweifellos‹ ist, eine ›Körperschaft mit Exekutive‹ zu vermuten.

3) Aber ›nicht die Abgabe eines Teils der königlichen Verfügungsgewalt an den Rat ist es, welche diesem eine überragende Stellung zuweist, sondern einzig und allein die Verknüpfung mit einer vom König ausgeübten Reichsherrschaft‹. So zu lesen bei Samanek S. 180. Wenn auch das Wort ›Verknüpfung‹ etwas vage ist, so stehe ich doch nicht an, den Satz zu unterschreiben. Zugleich ist hier angedeutet, worin die Verdienste von Samaneks Buch liegen. Hätte er sich damit begnügt, auf die Steigerung der politischen Bedeutung des Rats und seiner Teilnahme an den königlichen Entschlüssen hinzuweisen, so wäre, wie ich das schon früher hervorhob (vgl. meine Bezeichnung des Rates als ›Kriegsrat‹), unter Vermeidung des Zuvielbeweisenwollens der ›König im Rat‹, d. h. in diesem Fall: ›der gutachtlich beratene, aber selbst bei Mitnennung des Rats allein verfügende Herrscher‹ klar herausgestellt worden; das hätte für die Reichsgeschichte einen Gewinn, zugleich eine wirkliche Analogie[1]) zum gleichzeitigen Frankreich und England gebracht. Ich lasse es dahingestellt, wieweit solche Ansätze, die sich bei Samanek auch in der Replik immer wieder finden, von seiner Hauptidee erdrückt werden oder, zwar in innerem Widerspruch, doch neben ihr noch bestehen können.

Kiel Fritz Kern

1) Natürlich nicht etwa eine Uebereinstimmung.

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

O. Kämmel, Die Besiedelung des deutschen Südostens vom Anfange des 10. bis gegen das Ende des 11. Jahrhunderts. Leipzig 1909, Dürr. 54 S. 8°. M. 2,50. (Gleichzeitig ausgegeben als wissenschaftliche Beilage zum Jahresbericht des Nikolaigymnasiums zu Leipzig, 1909, Progr. nr. 735).

A. Dopsch, Die ältere Sozial- und Wirtschaftsverfassung der Alpenslaven. Weimar 1909, H. Böhlau. VII u. 179 S. 8°. M. 4,80.

Die beiden vorliegenden Untersuchungen berühren sich im Gegenstande, den sie betreffen, weichen aber in der Behandlungsweise völlig von einander ab. Kämmel hat in Fortsetzung früherer Spezialarbeiten ein zeitlich eng begrenztes Thema ins Auge gefaßt, dem er an Hand der Urkunden und unter Benutzung der bisherigen Forschungen in knapper Form nach allen Seiten hin gerecht wird. Die Ausführungen von Dopsch sind dagegen ausschließlich auf Erfüllung eines polemischen Zweckes berechnet. Nach dem Stande der Fragen bedürfen freilich die rein quellenmäßigen Darlegungen der Ergänzung durch kritische Waffengänge.

Die deutsche Besiedelung des Südostens, in der Karolingerzeit begonnen, konnte ihre Fortsetzung erst nach dem Ende der Ungarneinfälle finden. Immerhin ist die deutsche Herrschaft in Kärnten, das schon vorlängst mit Bayern vereinigt war, bestehen geblieben, und auch an der Donau ging, wie Kämmel (S. 5 f.) wohl mit Recht annimmt, nicht alles früher Geschaffene zu Grunde. Nach der Schlacht auf dem Lechfelde wurde die Ostmark in etappenweisem Vordringen zurück gewonnen; das Nibelungenlied spiegelt die damals ausgefochtenen Kämpfe wieder. Die weltliche Einteilung des Landes nach Gauen und Grafschaften bestand in Oberösterreich, Kärnten und Steiermark, nicht jedoch in Niederösterreich (S. 10 f.); für die kirchliche Organisation bildeten die ursprünglich sehr großen Pfarreien die Hauptstützen. Klöster sind erst im 11. Jahrhundert neuerdings ge-

gründet worden (S. 12 ff.); ein neues Bistum, Gurk, trat 1072 ins Leben (S. 14).

Die eigentliche Besiedlungsgeschichte wurde nun maßgebend bestimmt durch das königliche Bodenregal. ›Nach römischem Recht war alles eroberte, herrenlose und unangebaute Land zunächst Eigentum der Krone‹; demnach gehörte dem König in der Ostmark ›aller Grund und Boden, den nicht die bayrischen Kirchen und Klöster als ihr Eigen reklamierten‹, und ›in den Alpenlanden‹ stand ihm alles zu, ›was nicht freie slavische Besitzer bei der Unterwerfung behauptet hatten, und was nicht schon in der Karolingerzeit vergabt worden war‹ (S. 14). Der königliche Besitz, übrigens nicht gleichmäßig über die Gaue verteilt, war demnach außerordentlich groß, und es trifft wohl zu, wenn Kämmel meint, daß ›von dem Umfange und der Beschaffenheit dieser ungeheuer ausgedehnten Domänen die königliche Kanzlei keine genauere Kenntnis‹ hatte. Desto freigebiger erwies sich der König mit dem im Ueberfluß vorhandenen Boden, den er vergabte, um getreue Dienste zu belohnen, und weil er sonst ohnehin kaum vermocht hätte, all das unkultivierte Land ›zu höherer Kultur zu führen und entsprechend zu bewirtschaften‹ (S. 15). Immerhin ließe sich noch die Frage aufwerfen, inwieweit der König den Boden unmittelbar für sich nutzbar gemacht hat. Das Verzeichnis der zur mensa regis gehörigen Höfe aus der Zeit Heinrichs IV. (M. G. Const. 1, 646 ff.) führt allerdings fisci in dem von Konrad II. wiedergewonnenen sächsischen Grenzlande auf (Bautzen in der Lausitz etc.), aber nicht im Südosten, wo doch eben erst durch Heinrich III. Gebietserweiterungen erfolgt waren (S. 8). Indessen muß der Besitz zu Ips und Persenbeug, von dessen Erträgen die Kaiserin Agnes den Neunten dem Chorherrenstift St. Nikolaus bei Passau geschenkt hat (S. 32), zum Reichsgut gehört haben, an das er unter Heinrich V. zurückgefallen ist (vgl. U. B. o. d. Enns B. 2 nr. 96 mit nr. 78, 79, 80). Auch bemerkt Kämmel selbst (S. 39), daß zu Auersthal am Nordrande des Marchfeldes die Rodung schon begonnen haben muß, als dort 1055 Heinrich III. seinem Kanzler unter anderem zwei Königshufen mitsamt den zubehörenden Unfreien schenkte. Demnach darf die Möglichkeit nicht ausgeschlossen erscheinen, daß auch die Fiskalverwaltung an der kolonisatorischen Tätigkeit beteiligt war. In vielen Fällen sind freilich die Königsschenkungen kaum etwas anderes gewesen als Anweisungen auf eine Anzahl (Königs-)Hufen, die erst ausgemessen und urbar gemacht werden sollten.

Auf dem vom König vergabten Boden erwuchsen die Grundherrschaften, und zwar sowohl weltliche als geistliche, große und kleinere. Daß die Kirche den Löwenanteil an den Schenkungen davongetragen

habe, schließt Kämmel (S. 17) aus der von den deutschen Herrschern befolgten Staatskirchenpolitik. Freilich gelangte ein erheblicher Teil des Kirchenguts durch Belehnung in den Nutzbesitz von Vasallen und Ministerialen (S. 19 f.). Ueberhaupt dürfte es ratsam sein, die Verdienste der Kirche um die Kolonisation nicht zu überschätzen; den weltlichen Grundherrn lag wohl kaum weniger an Vermehrung ihrer Einkünfte; aber darin verdient Kämmel gewiß Zustimmung, daß er von einer Tätigkeit bäuerlicher Grundeigentümer gänzlich absieht. Die deutsche Besiedlung des Südostens war ausschließlich das Werk der Grundherrschaften, und wie gewaltige Leistungen diese Organisationsform der ländlichen Arbeit binnen zwei Jahrhunderten vollbracht hat, zeigen die Zusammenstellungen über die Ausdehnung der Waldwildnis vor Beginn der Rodung (S. 21 ff.). Es ›fielen in weiten Landstrichen der Südostmarken Germanisierung und Kultivierung in eins zusammen, in anderen hatten die Slawen ein wenig vorgearbeitet‹ (S. 24).

Die deutschen Ansiedler betrachtet Kämmel als ›Hörige (servi) und Leibeigene (mancipia)‹ (S. 26). Freie wurden jedenfalls nur ausnahmsweise mit grundherrlichem Boden ausgestattet, ›in Ermangelung von Unfreien‹, wie eine Urkunde Ottos III. für Passau von 985 besagt (S. 26). Indessen kannte das bayrische Recht doch auch Mittelstufen zwischen Frei und Unfrei; ein Passauer Urbar erwähnt ›parscalchi‹ zu Pattigheim und anderwärts in Oberösterreich (Mon. Boica B. 29 T. 2 S. 265 f.). Jedenfalls kam der ›deutsche Zuzug vorwiegend aus Bayern‹ (S. 26), aber nicht ausschließlich. Hausbau und Mundart weisen in Niederösterreich nördlich der Donau und auch teilweise südlich des Stromes auf fränkischen Ursprung der Bevölkerung hin (S. 27). Die Grundherren werden eben ihre Leute aus der Heimat mitgebracht haben, so daß gelegentlich selbst Sachsen und Schwaben an der Kolonisation teilnahmen.

In den Ausführungen über die ›Formen der Ansiedlung‹ stellt Kämmel die Flurteilung nach Meitzen dar (S. 28); für die Anlage von Einzelhöfen oder Dörfern erachtet er die Unterschiede der Bodenbeschaffenheit in Gebirge und Ebene für maßgebend. Die Ortsnamen sind mit geringen Ausnahmen ›in ganz Oesterreich deutsch‹, während in Kärnten und Steiermark es schon im 9. Jahrhundert ziemlich dicht beieinander liegende kleine Slowenendörfer gegeben hatte, zwischen denen befestigte Herrenhöfe eingeschoben waren (S. 29 f.).

Dem allgemeinen Teil der Erörterungen reiht Kämmel einen besonderen an (S. 30—53), der im einzelnen den Fortschritten der Kolonisation nachgeht und dabei auch ›die meist wenigstens annähernd datierbare Errichtung von Kirchen und namentlich von Pfar-

ren‹ berücksichtigt, ›da diese der Ausbreitung und dem Wachstume der Bevölkerung folgten‹. Grundsätzlich, wie es scheint, und mit vollem Recht, benutzt Kämmel nur gleichzeitiges Material. Der lokalen Forschung, von der noch erst an einigen Stellen spezielle Vorarbeiten geliefert sind, darf es überlassen bleiben, etwa durch Rückschlüsse aus jüngeren Quellen, wo ältere fehlen, den von ihm gegebenen Grundriß der Besiedlungsgeschichte zu ergänzen und vervollständigen. Wertvoll ist auf jeden Fall, was Kämmel unmittelbar aus den Urkunden zusammengestellt hat, und die Schlußbemerkung (S. 53 f.), die nochmals nachdrücklich auf die Bedeutung der Grundherrschaft für die Kolonisation des Südostens hinweist, muß im Auge behalten werden bei Beurteilung des von Peisker aufgerichteten Hypothesengebäudes, das niederzureißen sich Dopsch zur Aufgabe setzte.

Kämmel konstatiert nach unzweideutigen urkundlichen Zeugnissen für Kärnten und Steiermark die Existenz freier slavischer Grundeigentümer im 10. und 11. Jahrhundert (S. 24, vgl. Dopsch S. 59). Hat doch Otto I. 965 auf Bitten des Bischofs Abraham von Freising an dessen Vasallen Negomir Land zu Eigentum geschenkt (Cod. dipl. Austr. Fris. ed. Zahn, Font. rer. Austr. Abt. II. B. 31 S. 31 nr. 33). Schon diese Tatsache allein ist schlechterdings unvereinbar mit der Ansicht, die Peisker in der Ztschr. f. Soz. u. Wirtschaftsgesch. B. 5 aufgestellt, später besonders in der Vierteljahrschr. f. Soz. u. Wirtschaftsgesch. B. 3 weiter ausgebaut und neuerdings ibid. B. 7 S. 326 ff. zu stützen gesucht hat. Es sollen danach in den früher als Dorfschulzen angesehenen Supanen ›Ueberreste einer einst herrschenden und jetzt nur noch privilegierten Volksschicht‹ zu erblicken sein, oder ein Hirtenadel im Gegensatz zu den tributpflichtigen Ackerbauern (vgl. Dopsch S. 5 f.). Als die Slaven von den Awaren unterworfen wurden, herrschten schon längst über sie ›Germanen und frühere Altaier‹. Diese ›wurden von den Awaren überrannt, welche fortan als Zupane, . . . die oberste, herrschende Schicht erscheinen. Am zahlreichsten sind diese awarischen Zupane bei den Slaven in Meißen und im thüringischen Orlagau, sowie bei den Alpenslaven‹. So etwa stellt Peisker nach einer auf dem Historikertag zu Straßburg (Herbst 1909) verteilten Flugschrift: Neue Grundlagen der slavischen Altertumskunde, S. 7, sich die ältere Sozialgeschichte der Slaven vor. In den ›Irrgarten von Hypothesen‹, in den nach Rachfahls Bemerkung (Jahrb. f. Nat.ök. u. Stat. B. 74 S. 210 n., vgl. Dopsch S. 175) Peiskers Annahmen führen, passen eben die freien Slaven, die noch über den zweifellos in die Grundherrschaften einbezogenen Zupanen gestanden haben müßten, schlechterdings nicht hinein. ›Es stimmt bei näherem Zusehen eben nirgends‹, bemerkt Dopsch im

›Schlußwort‹ (S. 175). Gleichwohl verlohnte die eingehende Widerlegung von Phantasiegebilden der aufgewandten Mühe, da Fragen von allgemeiner, methodischer Bedeutung für die Benutzung wirtschaftsgeschichtlicher Quellen in Betracht kommen. Eben deswegen ist es auch angebracht, der Beweisführung des spezielleren zu folgen.

Die einleitende Uebersicht über den ›Stand der Forschung‹ (§ 1) benutzt Dopsch, um darzulegen, wie die Theorie Peiskers auf ›die Meitzen-Hildebrandsche Idee von dem Nomadentum der Germanen‹ zurückgeht (S. 14), gleich der sie, auf der kulturgeschichtlichen Methode beruhend, Rückschluß und Vergleich zur Grundlage hat. ›In bestimmten Zuständen der Gegenwart‹ sollen ›Reste früherer sozialer und wirtschaftlicher Bildungen‹ nachweisbar sein; und die ›vergleichende Betrachtung der Kultur verschiedener Völker‹ führt zu einer ›genetischen Auffassung ihres allmählichen Zustandekommens‹, wobei ›den mutmaßlichen Vorstufen der historisch sicheren Entwicklungsphasen eine besondere Aufmerksamkeit‹ zugewandt wird (S. 1). Peisker knüpft nun seine Rückschlüsse nicht unmittelbar an die Gegenwart an, sondern stützt die entscheidenden Folgerungen auf mittelalterliche Quellen, und zwar verwertet er ausgiebig nur ›das landesfürstliche Urbar der Steiermark aus den Jahren 1265 bis 1267‹, das von Dopsch in den ›Oesterreichischen Urbaren‹ neu herausgegeben wird, und ein Salzburger Urbar von 1309. In § 2, ›die Quellen‹, zeigt Dopsch, daß weit mehr Urbare und außerdem Urkunden und Traditionsbücher heranzuziehen gewesen wären.

Zu dem Vorwurf unvollständiger Materialbenutzung tritt ein noch wesentlicherer (S. 20): ›Obwohl Peisker seine Theorie auf einem sehr kleinen Quellenbestand nur aufgebaut hat, fehlt jede kritische Untersuchung desselben gänzlich.‹ Die Urbare gehören zur Quellengattung der Ueberreste, sind als solche unmittelbar aus den Zuständen der Vergangenheit hervorgegangen und vermögen, sobald der Text festgestellt und der Wortlaut zutreffend interpretiert ist, die von ihnen berichteten Tatsachen einwandfrei zu bezeugen. Es haben also die im Urbar aufgeführten Güter und Einkünfte der Grundherrschaft gehört, für die es angelegt ist. Weiter reicht jedoch die Beweiskraft des Urbars als einer historischen Quelle nicht, und es muß die von Bernheim, Lehrbuch d. hist. Methode Kap. 5 § 1, als Interpretation für den Zusammenhang der Tatsachen bezeichnete methodische Funktion angewandt werden, um eine subjektive Auffassung der gegebenen Daten zu vermeiden. Dabei ist, wie Dopsch zutreffend bemerkt, die Hauptfrage, ›was man denn in diesen Urbaren ihrem ganzen Wesen nach überhaupt finden kann‹ (S. 20). Weil sie ›Aufzeichnungen je einer bestimmten Grundherrschaft‹ darstellen, ›kann aus dem in ihnen

verzeichneten Gutsbestand niemals ein sicherer Schluß auf den Umfang der hier erwähnten Orte gezogen werden, da an ihnen auch noch andere Grundherrschaften ähnlichen Besitz haben können‹. Oft wird ›nicht einmal der gesamte Besitz der Grundherrschaft verzeichnet‹, sondern es sind etwa verpfändete oder zu Lehen ausgetane Güter weggelassen. Des ferneren ist die Anlage der Urbare verschieden. Spezialurbare ›verzeichnen an den verschiedenen Orten alle einzelnen Zinsleute mit ihren Leistungen besonders‹, Urbarregister ›geben zusammenfassend nur deren Gesamtzahl an und vermerken unter einem, was als Normalzins zu entrichten ist‹ (S. 20). Das von Peisker verwertete steirische Urbar gehört zur letzteren Gattung. Es sind in ihm ›die Leistungen an den einzelnen Orten gar nicht vollständig angeführt‹, vielmehr häufig ›die kleinen Zinse und Frondienste‹ ausgelassen, so daß sich aus ihm ›kein vollständiges Abbild der Wirtschafts- und Sozialverfassung der betreffenden Grundherrschaft‹ ergibt (S. 21 f.). Ehe aber ein solches gewonnen ist, sind Rückschlüsse, die ja nur von wohlbekannten Zuständen ausgehen dürfen, überhaupt unzulässig. Auf den methodischen Fehler im Vorgehen Peiskers, daß er nicht die Grundherrschaft untersucht hat, bevor er Schlüsse auf die Urzeit zog, wird noch zurückzukommen sein.

Die Erörterungen über ›die Supane‹ (§ 3) beginnt Dopsch mit einem ›Bevölkerungsstatistik‹ betitelten Abschnitt. Was darin vorgebracht wird, vermag freilich, so beachtenswert es sein mag, an einer von Peisker beobachteten Tatsache nicht viel zu ändern: die Zahl der Supane erscheint auffällig groß. Es sind tatsächlich Orte im Amte Tüffer vorhanden, für die das landesherrlich steirische Urbar aufführt: ›2 predia et suppanus‹. Unter der Voraussetzung, die allerdings Dopsch bestreitet (S. 27), daß nämlich jedes Gut mit je einem Bauern besetzt war, würden auf einen Supan nur zwei Bauern entfallen. Das Verhältnis ist nicht durchgehends das gleiche. Dopsch weist darauf hin (S. 29), daß es in einem Unterbezirk des Amtes Marburg 196 Hufen und 18 Supane gab, in dem anderen 298 und 36 Supane, im Amt Fürstenfeld 108½ Hufen und 10 Supane. Immerhin waren auch so noch die Supane zahlreich genug, und sie könnten, gemäß ihrer angeblichen Abstammung von awarischen Nomadenhirten, als eine förmliche Bevölkerungsschicht aufgefaßt werden, — wenn nicht in einer anderen Grundherrschaft die Verhältnisse ganz anders lägen. Aus dem 1291 aufgenommenen Urbar der bischöflich-freisingischen Hofmark Lack (in Krain) läßt sich etwa folgendes statistisches Material entnehmen (s. Font. rer. Austr. Abt. 2 B. 36 S. 194, 217, 220, 224):

Amt ›in Fůrten‹ bebaute Hufen 45, ›ex hiis suppanus, qui pro tempore fuerit, tenet unam‹, wüste Hufen 6.

Amt Selzach bebaute Hufen 81, eine davon hat der Förster ›et supanus unam ratione sui officii‹, wüste Hufen 3.

Amt ›in Ztirpniach‹ Summe der Hufen 83, ›ex hiis supanus qui pro tempore fuerit ratione sui officii tenet unam sine servicio prescripto‹.

Amt Ruden Summe der Hufen, 5 zugekaufte inbegriffen, 66, ›de hiis hůbis supanus, qui pro tempore fuerit, tenet unam‹.

Die Aemter der Hofmark Lack umfaßten jeweils mehrere Dörfer. Der dem Amt vorgesetzte Supan hatte also nicht 2 oder 10 Hufen unter sich, wie das etwa der anderweitig ermittelten Durchschnittsziffer entspräche, sondern 45 bis 83, und seine Befugnisse beschränkten sich nicht auf eine Ortschaft allein. Wieviel Bauern auf einen Supan entfielen, muß allerdings ungewiß bleiben, da die Hufen nur noch Rechnungseinheiten für die grundherrliche Belastung gewesen zu sein scheinen. Beim Amt Ruden ist bemerkt, daß der Bischof zwei Hufen ›erlassen‹ hat (remisit, ibid. S. 223 f.). Jedenfalls geht mit voller Sicherheit aus dem Freisinger Urbar hervor, daß der Supan ein grundherrschaftlicher Beamter gewesen ist. Zu dem gleichen Ergebnis, das auch mit den älteren Ansichten sich deckt, gelangt Dopsch in der Untersuchung über ›die soziale und wirtschaftliche Stellung der Supane‹ (§ 3 b, S. 30 ff.). Die Beweise sind schlechthin durchschlagend; aber Peisker hatte gar nicht geleugnet, daß es Supane gab, die nichts weiter waren als administrative und richterliche Dorfvorsteher, sondern meinte nur, daß diese Art Supane, die sich in neuen Kolonistendörfern finde, verschieden sei von einer zweiten, in altslavischen villae vorkommenden, wo der Supan ›gewisse grundherrliche Rechte auf dem ganzen Territorium ausübte und der senior (princeps) villae ursprünglich‹ gewesen ist (S. 33).

Neuerdings (Vtjhrschr. f. Soz. u. Wg. 7, 326) will Peisker sogar drei Kategorien von Dörfern und Supanen unterscheiden, und wenigstens ein gegen Dopsch gerichteter Einwurf verdient Beachtung: ›Der Supan ist ihm einmal der villicus, Meier, das andere Mal der Ortsvorsteher oder Dorfmeister, das dritte Mal beides‹ (ibid. S. 336). Tatsächlich haben der Meier der karolingischen Villikation und der Schulze des ostelbischen Kolonisationsdorfs wenig miteinander zu tun. Wesentliche Funktion des ersteren war die wirtschaftliche Verwaltung des Fronhofs, während dem letzteren vor allem die Ausübung der (öffentlich-rechtlichen) Gerichtsbarkeit über die Bauern zukam. Allerdings übte auch der Meier leib-grundherrliche Gerichtsbarkeit, und es können im Laufe der Entwicklung gelegentlich die Befugnisse von

Meier und Schulze sehr ähnliche geworden sein. Gerade an den Parallelstellen, auf die Dopsch (S. 32) besonderes Gewicht legt, wird Supan mit iudex oder magister villae (Dorfmeister) wiedergegeben, wie das mit der Bedeutung des Worts (Beamter, s. S. 51 f.) durchaus vereinbar ist. Da muß doch wohl die Frage aufgeworfen werden, welche Stellung innerhalb der grundherrschaftlichen Verwaltungsorganisation den Supanen zukam. Was Dopsch für ihre ›amtliche Befugnis‹ beibringt, genügt keineswegs völlig. Er weist eine Urkunde nach (S. 39), in der Supane verschiedener Herren nebeneinander auftreten; des ferneren zeigt er (S. 37, 50), daß sie ›zur Aussage über die Zinsleistungen ihres Dorfes verhalten waren‹, und sie ›vereinnahmten offenbar auch diese Zinse selbst‹, an denen sie ›stellenweise einen Anteil (ius supani)‹ hatten. ›Der Supan war also im wesentlichen Wirtschaftsbeamter‹; aber er wird eben auch ›dem Richter des Dorfs gleichgesetzt (iudex)‹ (S. 50). Eine Erklärung für die auffällige Erscheinung kann nur in der Entwicklung der Grundherrschaft gesucht werden, die Peisker jedenfalls hätte ins Auge fassen sollen, ehe er die entlegensten Dinge heranzog; aber auch Dopsch hat es verabsäumt, nach dieser Richtung hin die Beweisführung zu vervollständigen, obgleich von ihm selbst anderweitig wichtige Anhaltspunkte geliefert worden sind. Das Fehlende nachzuholen, kann nicht Aufgabe des Referenten sein, zumal die Geschichte der südostdeutschen Grundherrschaft noch keine speziellere Behandlung gefunden hat. Einige beachtenswerte Gesichtspunkte müssen jedoch hervorgehoben werden.

Im Südosten ist die Kolonisation zur Karolingerzeit und später nach Maßgabe der Villikationsverfassung erfolgt, so daß dem Meier das Salland zur Bewirtschaftung zufiel und die dienstbaren Hufen mit Bauern besetzt wurden. In der Einleitung zu seiner Ausgabe der landesfürstlichen Urbare Nieder- und Oberösterreichs aus dem 13. und 14. Jahrh. (Oesterr. Urbare B. 1 S. CVIII ff.) schildert nun Dopsch den Verfall dieser grundherrschaftlichen Organisationsform, der im 13. Jahrhundert bereits eingetreten war. Damals wurden nur noch ganz selten die Meierhöfe ›in Eigenregie‹ betrieben; weitaus die meisten bewirtschaftete der Meier auf eigene Rechnung, gegen festen Zins oder Ablieferung einer bestimmten Quote des Ertrages (Teilbau). Manche Meierhöfe sind auch in Zinslehen aufgeteilt und an Bauern verpachtet worden (S. CXIII). In einigen Aemtern überwogen jedoch die Meierhöfe gegenüber den anderen Wirtschaftsformen (S. CXII), und es kamen an einzelnen Orten selbst nebeneinander oft mehrere Meierhöfe vor, ja nicht selten bestand der landesfürstliche Grund und Boden an einem bestimmten Orte nur in einem oder

mehreren Meierhöfen. Wo das der Fall war, muß einstmals der grundherrliche Eigenbetrieb ein sehr starker gewesen sein. Statt an Hintersassen ausgetan zu werden, ist der Boden, unter eine größere Zahl von Höfen verteilt, für den Grundherrn durch den Meier bebaut worden. Dieser Zustand läßt sich noch unmittelbar in dem bereits erwähnten Urbar des Passauer Domkapitels (M. B. 29, 2, 264 ff.) für dessen Besitzungen in Oberösterreich erkennen. Da wird z. B. die Größe eines Hofes ad Luclinespach (Laufenbach) angegeben auf 2 Hufen und 6 Joch Salland (hovesacha). Der Meier (villicus), der eine Hufe hatte und das Salland bebaute, gab 4 gemästete Schweine und 1½ Pfund Flachs; 5 ›husimanni‹ (Häusler), die auf dem Salland arbeiteten und 120 Pflugfahrten im Jahre ausführten, entrichteten 5 Schafe mit Lämmern und, wenn sie Schweine von der Herrschaft hatten, 24 Ferkel, sonst 12, dazu ein jeder ½ Fuhre Bier, 2 Hühner und 3 ›modios opii‹; im Herbst und Mai frondeten sie je 2 Wochen. Von slavischen Einwirkungen kann hier nicht die Rede sein. Der Hof ist jedenfalls aus der um 800 erfolgten Tradition des Oudalolf, U. B. o. d. Enns 1, 456, hervorgegangen. Ein anderer im Passauer Urbar aufgeführter Hof, ›ad Wihanflorianan‹, bestand aus einer ›hovesacha‹ von 4 Hufen. Der Meier hatte eine Hufe, weil er das Salland bebaute und den Zehnten sammelte; entrichten sollte er je zwei gemästete Schweine von dem Zehnten und vom Salland, dazu 1½ Pfund Flachs. Ein ›husimannus‹ hatte eine Hufe, gab ½ Fuhre Bier, 1 Schaf mit Lamm und Ferkel und frondete je 2 Wochen im Mai und Herbst; 4 ›parscalchi‹, die jenseits der Donau wohnten, besaßen 4 Hufen und leisteten Zinse und Dienste. Ein ganz kleiner Hof war etwa der zu Polling, dessen hovesacha nur 22 Joch umfaßte. Davon hatte der Meier einen Teil, weil er die Zehnten sammelte, mit dem anderen Teil ›diente‹ er der Herrschaft; seine Abgaben bestanden in je einem gemästeten Schweine vom Zehnten und vom Salland und 1 Pfund Flachs.

Wenn die ›hovesacha‹ nach Aufhören des grundherrlichen Eigenbaus in Zinsgüter zerlegt und an Bauern ausgetan wurde, wie das eben anderweitig der Fall war, so behielt doch wohl der Meier seine Diensthufe, falls er eine solche hatte, und den Rest des Hofes. Es entstanden dann je nach dem ursprünglichen Umfang der Villikation größere oder kleinere Komplexe von Meier- und Bauernhufen, wie sie die von Peisker neuerdings (Vjhschr. 7, 333 ff.) mitgeteilten Stücke aus dem Salzburger Urbar von 1309 erkennen lassen; nur daß hier der villicus als suppanus bezeichnet wird, wie das auch in dem steirischen Amt Tüffer der Fall war. Wenn Peisker (ibid. 337) daran Anstoß nimmt, daß es auf dieser ›einzigen Herrschaft‹ im Jahre 1265

einhundertundzwei Meier gab, so verrät er hierdurch seine ungenügende Kenntnis von den Organisationsformen der Grundherrschaft zu dieser Zeit, und um die weitere Entwicklung hat er sich auch nicht gekümmert; sonst würde es ihm nicht verwunderlich erscheinen (ibid. S. 336), daß nach Salzburger Urbaren von 1448 und 1528 die Zahl der Supane größer und ihr (durchschnittlicher) Besitz kleiner erscheint, da doch Dopsch (S. 39 f.) die zutreffende Erklärung gegeben hat. Der Meierhof (die ›supp‹) als ›eine von der Qualität des Besitzers unabhängige, quantitativ charakterisierte Besitzgröße‹ ist in Hälften, Viertel oder noch weiter geteilt worden.

Daß nicht ein jeder Supan dem Meier als Hofverwalter in der Grundherrschaft zu entsprechen braucht, ergibt sich schon, wie bereits erwähnt, aus der viel allgemeineren Bedeutung des Worts. Wenn jedoch Peisker bemerkt (Vjhrschr. 7, 327): ›Auch der Bürgermeister der Landeshauptstadt Laibach führt den Titel Zupan bis heute‹, so hätte er über die Analogie mit dem französischen Maire nicht hinweggehen dürfen. Zweifelhaft kann es dagegen sein, ob die Supane in den Aemtern der Freisinger Hofmark Lack, in denen sie vorkommen, je einen Hof zu bewirtschaften hatten; vielmehr dürften sie hier nach der gewiß zutreffenden Annahme von Dopsch (S. 50 f.) dem ›stifterius‹ in anderen Aemtern entsprochen haben, dem es ›jedenfalls‹ oblag, ›die An- und Abstiftung der einzelnen Hufeninhaber vorzunehmen und den landesfürstlichen Besitzstand überhaupt zu überwachen‹. ›Dorfmeister‹ war freilich dieser Supan nicht; seine Befugnis erstreckte sich jeweils über eine ganze Anzahl von Ortschaften; auch die Supaneibezirke im wettinischen Amt Meißen (vgl. S. 35, 51) umfaßten mehrere Dörfer. Uebrigens hat Dopsch (S. 45) einwandfrei nachgewiesen, daß ›mitunter‹ die Ausdrücke Supan und Schulze (scultetus) schlechthin ›gleichwertig gebraucht werden‹; demnach war er allerdings vollauf berechtigt, eine Identifikation von Supan und Meier zu vermeiden, und insofern entbehrt der ihm von Peisker (vgl. o.) gemachte Vorwurf der Begründung. Die gleiche, farblose Bezeichnung ist tatsächlich auf verschiedene Arten von grundherrlichen Beamtungen angewandt worden; nur bleibt es deswegen nicht minder nötig, den Organisationsformen der Grundherrschaft nachzugehen.

Was Dopsch in § 7 ›zur Verwaltungsorganisation‹ beibringt, beschränkt sich auf ›die Dekanie‹ (§ 7 a, S. 122 ff.) und ›das Schephonat‹ (§ 7 b, S. 126 ff.) Der decanus, ein niederer herrschaftlicher Beamter, hat keinesfalls ›etwas volkstümlich Slavisches‹ an sich, zumal sein Vorkommen für romanische Gebiete am besten bezeugt ist. Bei Erklärung des Schephonats bietet die größte Schwierigkeit der Name;

denn daß die wirtschaftliche Verwaltung Hauptfunktion des schepho gewesen ist, hat Peisker selbst zugegeben (S. 128). Sachlich wäre eine Identifikation mit dem bayrischen Schaffer am nächstliegenden; sprachlich erscheint jedoch die Herleitung vom Schöffen oder scabinus, der sonst freilich im Gerichtswesen seinen Platz hatte, allein angängig. Da hat denn Dopsch (S. 133) auf die wirtschaftlichen Funktionen des Schöffen im Mosellande hingewiesen und die recht ansprechende Vermutung geäußert, daß durch das rheinische Geschlecht der Spanheimer die Amtsbezeichnung nach dem Südosten übertragen worden sei. In dem jüngeren Kolonisationsgebiet ist »die Verwaltungsorganisation wesentlich durch die Träger dieser Kolonisation, die Grundherrschaften, bestimmt« worden, »ohne daß Ueberreste einer alten, volksmäßigen Ordnung darin wahrzunehmen wären« (S. 134).

Auf den Passauer Meierhöfen leistete der Meier, bereits als er noch das Salland für Rechnung der Herrschaft bewirtschaftete, einen ansehnlichen Schweinezins und hat demnach wohl mehr Viehzucht betrieben als einfache Hufenbauern. Daß also auch die Supane »größere Viehzinse entrichten als die Bauern, hat tatsächlich nichts auffallendes an sich« (S. 80). Der »besondere Anteil an der gemeinen Mark«, der ihnen mit der Aufsicht über das Almendegut zufiel (ibid.), darf zur Erklärung herangezogen werden. Jedenfalls läßt sich aus Höhe und Beschaffenheit des Viehzinses weder für den Meier noch für den Supan eine ursprüngliche Wirtschaftsweise nach Art von Nomadenhirten erschließen. Von den Ausführungen zur Widerlegung der bezüglichen Aufstellungen Peiskers (in § 5, S. 75 ff.) erscheint methodisch bemerkenswert der Nachweis, wie vereinzelte Zeugnisse aus den besonderen Umständen des Einzelfalls erklärt werden müssen. Eine Urkunde von 1248, in der aller Besitz eines Supans als Weideland bezeichnet wird, findet ihre Erklärung durch eine Vorurkunde, die besagt, daß an dem Orte 8 Hufen in Wiesen umgewandelt worden sind (S. 76, 81 f.). Die Zupa war kein Weiderevier! Des ferneren läßt sich nicht aus einer Quelle allein auf verschiedenes Alter der in ihr zu Tage tretenden Erscheinungen schließen. Das steirische Urbar zeigt, daß Schaf- und Schweinezucht nebeneinander bestanden. Die Schweinezucht reicht nachweislich »vor die deutsche Landnahme zurück« (S. 89 f.), auch die Schafzucht mag alt sein; aber zu der Behauptung, daß erstere ursprünglich von Bauern betrieben wurde, während die Supane nomadische Schafhirten waren, vermochte Peisker nur auf folgendem Wege zu gelangen: Die Supane waren Nomaden, Nomaden können nicht Schweinezucht treiben, also haben die Supane keine Schweinezucht getrieben. Dieser Schluß stimmt nicht zum Tatbestande; daher mußte eine ausgleichende Entwicklung eingeschoben werden: Die all-

mählich eintretende Seßhaftigkeit ermöglichte den Supanen die Schweinezucht. Fehlerhaft ist die Schlußfolgerung nicht nur wegen des Vordersatzes, der erst bewiesen werden sollte, sondern vor allem auch, weil es nicht Sache der ›Entwicklung‹ ist, über Widersprüche hinwegzuhelfen.

Getreidezinse entrichteten die Supane gleich den Bauern; falls sie Zinserleichterungen genossen, so hing das mit ihrem Amt zusammen (S. 78 f.). In § 6 (S. 98 ff.) wendet sich Dopsch gegen die Annahme Peiskers, daß noch bis zum 14. Jahrhundert bei dem slavischen Ackerbau in Niedersteiermark die primitive Form der Landwirtschaft ohne Benutzung des Pfluges vorgewogen habe. Methodisch wesentlich ist wiederum die Interpretation von Urbarstellen, und es liegt der Schwerpunkt auf dem von Dopsch geführten Nachweis, daß vielfach ›die Pflüge (samt Bespannung) zu dem von der Grundherrschaft gestellten Inventar der Meierhöfe‹ (der Hofwehr) gehörten (S. 103 f.). Neben den ›grundherrschaftlichen Ackergeräten‹ kann es freilich auch solche gegeben haben, ›die den einzelnen Bauern gehörten‹; jedoch wird man annehmen dürfen, daß für einzelne Teile der Dorfflur eine gemeinsame Ackerung des ganzen Dorfes statthatte‹ (S. 105). Insofern würde allerdings das Dorf als eine wirtschaftliche Einheit betrachtet werden können, die unter Leitung des Meier oder Supan stand, wenn nämlich der Meierhof mit Zubehör wirklich das ganze Dorf ausmachte. Was nun die Brandwirtschaft anbetrifft, bei der nur im zwölf- oder fünfzehnjährigen Turnus der Boden als Acker benutzt wird, so war sie gewiß im 13. Jahrhundert wie noch im 19. üblich, freilich wohl gerade bei den slavischen Bewohnern Untersteiermarks am wenigsten, und nur auf Außenschlägen, während die permanenten Aecker in der eigentlichen Feldflur lagen. Auf die alten Slaven zu übertragen, was Tacitus an einer vielumstrittenen Stelle von den Germanen berichtet (S. 110 n. 1), hatte Peisker umsoweniger Berechtigung, als in den Alpenländern bereits vor ihrem Eindringen eine hochentwickelte Bodenkultur vorhanden gewesen war.

Was Dopsch in § 4 (S. 52 ff.) über ›Gang und Eigenart der Besiedelung‹ ausführt, ist bemerkenswert, aber nicht einwandfrei. Gewiß müssen ›zwei große Phasen‹ der Besiedelung unterschieden werden; ›einmal die slavische, also die ältere Schichte, und dann die jüngere deutsche Kolonisation‹. Für die erste, ›die Zeit vom 6. bis 8. Jahrhundert‹, fehlt es fast ganz an direkten Nachrichten, und die Ortsnamenforschung vermag doch nur ungenügenden Ersatz zu leisten. Es ist zwar anzunehmen, daß die deutschen Ortsnamen der zweiten Epoche angehören; nicht mit gleicher Sicherheit läßt sich jedoch behaupten, daß die sämtlichen slavischen Ortsnamen aus der ersten

Epoche stammen. Nach dem Freisinger Urbar von 1160 (Font. rer. Austr. S. 2 B. 36 S. 13 ff.) hatten in dem Grundherrschaftsbezirk Lack unter anderem die ›Carentani‹ 14 Hufen inne, die ›Bavvari‹ 94 Hufen, und mit Slaven besetzte Hufen gab es 153. Nach dem Urbar von 1291 umfaßte das officium Karinthianorum 76 bebaute Hufen (ibid. 210 ff.), das officium Bawarorum 236 Hufen (ibid. 168 ff.), die Hufen der Slaven müßten sich auf die Aemter Lengenveld, Pöland, Selzach und andere verteilt haben, in denen denn auch die slavischen Ortsnamen weitaus überwiegen. Als jedoch 973 Kaiser Otto I. dem Bistum Freising den Bezirk um Lack schenkte (ibid. 31, 36 f. nro. 37), werden zwar in der Urkunde unter dem Zubehör Unfreie beiderlei Geschlechts aufgeführt; aber die Kanzlei wußte nicht genau, ob es solche dort gab; sie fügte einschränkend hinzu, ›si inibi nostri iuris inveniuntur‹. Das von Bergkämmen und Flüssen begrenzte Gebiet war menschenleer oder entbehrte wenigstens der ständigen Bewohner, die irgendwo Eigentumsrecht am Boden hätten beanspruchen können. Die Besiedelung war das Werk der Grundherrschaft, an die innerhalb der Grenzen aller Boden durch die kaiserliche Schenkung gefallen ist, und sie hat auf den neu eingerichteten Hufen nicht nur rein deutsche Bayern angesetzt, sondern eben auch Slaven, die wiederum ihren Wohnplätzen slavische Namen beigelegt haben werden. Daß deutsche Grundherrschaften ausschließlich deutsche Hintersassen verwandten, läßt sich nicht voraussetzen, und einen Sprachzwang auszuüben lag ihnen wohl ganz fern. Ein slavischer Ortsname beweist keineswegs, daß die Anlage des Orts in die erste Besiedlungsepoche fällt. So wird die Frage, ob die Slaven bei ihrem Eindringen in die Alpenländer sumpfige Talsohlen oder sonnige Berghalden bevorzugten, wohl noch weiterer Untersuchungen bedürfen.

National slavische Eigentümlichkeiten könnten sich nur bei den freien Slaven erhalten haben, deren Grundbesitz durch die deutsche Eroberung unberührt blieb. Die Grundherrschaft des früheren Mittelalters war gewissermaßen international; für ihre Organisation trugen rein wirtschaftliche Momente wie Bodenbeschaffenheit und Bedürfnisse des Grundherrn mehr aus als die Stammeszugehörigkeit der Hintersassen. Die Hufen der Slaven unterschieden sich nach dem Freisinger Urbar von 1160 von denen der Bayern und Kärntner durch die Belastung; daß damit eine Verschiedenheit im Ausmaß zusammenhing, mag wahrscheinlich sein. Indessen haben, wie Dopsch (S. 71 ff.) nachweist, die Versuche von Levec, den Flächeninhalt der slavischen Hufe zu berechnen, zu keinem rechten Ergebnis geführt, so daß auch deren Verhältnis zum manus regalis unklar bleibt. Jedenfalls ist ›die Königshufe in diesem jüngeren Kolonisationsgebiet (und auch sonst?)

nur Rechnungshufe, ein Rechnungsmaß‹ gewesen (S. 70), nicht aber ›eine besondere Betriebsform des Königsguts‹; darauf weisen schon ›die runden Zahlen‹ der von den Königen verschenkten mansi regales hin (S. 69). Die Grundherren pflegten wohl mehrere Hintersassen auf dem Flächenraum einer Königshufe anzusetzen, — falls sie genug Leute zur Verfügung hatten.

Auf ›das Einsetzungszeremoniell des Kärntner Herzoges‹, das von Puntschart nach Maßgabe der Peiskerschen Nomadentheorie behandelt worden ist, geht Dopsch in § 8 (S. 134 ff.) nicht näher ein, sondern bemerkt nur, daß er die abweichende Erklärung Goldmanns, nach der es die Einführung in den slowenischen Stammesverband bedeutet, ›für im ganzen zutreffend ansehe‹ (S. 135). Als wesentlich betont er des ferneren, daß im Einsetzungszeremoniell wie in der böhmischen Ursage der Ackerbau besonders hervortritt; ›er liegt der ältesten Erinnerung des Volkes zugrunde als das eigentlich staatsbildende Motiv‹ (S. 147). Der Herzog ist berufen, ein ackerbauendes Volk zu beherrschen. Peisker ließ aber gerade die slavischen Ackerbauer von turko-tartarischen Nomadenhirten unterjocht werden und, statt anzuerkennen, daß hier seine Theorie ad absurdum geführt sei, schob er eine Revolution ein, durch welche sich die Bauern von dem Joch der Hirtennomaden befreit haben sollen. Indessen erblickte er nun einmal in den Supanen Reste der Hirtennomaden, und so war ihm nichts übrig geblieben, als anzunehmen, daß die Revolution zwar in Kärnten und dem Biliner Ländchen in Böhmen, aber nicht in Untersteiermark siegreich gewesen sei. Die inneren Widersprüche, in die sich Peisker verwickelt, hat Dopsch nicht ohne Ironie dargelegt; sie waren nur möglich, ›weil das Ganze auf freier Erfindung beruht, der in Wirklichkeit nichts entspricht‹ (S. 146 f.). Die sagenbildende Tätigkeit der Phantasie bedarf der Zügelung durch streng methodische Forschung.

Was Dopsch in § 9 (S. 147 ff.) über die schon anderweitig vielfach behandelten ›Hauskommunionen‹ ausführt, steht mit dem eigentlichen Gegenstande seiner Untersuchungen in ziemlich lockerer Verbindung. Es sei daher nur bemerkt, daß er mit Recht die Hausgemeinschaften als ›eine soziale Erscheinung ganz internationalen Charakters‹ betrachtet wissen will, die nichts ›spezifisch Slavisches‹ an sich trage (S. 150). ›Die Gebiete ihres Vorkommens fallen nicht mit nationalen, sondern mit wirtschaftlichen Grenzen zusammen‹ (S. 166), und es läßt sich im besonderen aus den Gemeinderschaften der östlichen Alpenländer kein Schluß auf altslavische Verhältnisse ziehen (S. 173). Gleichwohl erachtet Dopsch das Vorhandensein der Hauskommunionen bei den Alpenslaven schon für die Zeit ihrer Einwanderung als wahr-

scheinlich. Der von ihm abgelehnte Versuch Peiskers (in Ztschr. f. Soz. u. Wirtschgesch. B. 7), die serbische Sadruga aus dem byzantinischen Steuersystem und der türkischen Finanzpolitik abzuleiten, beruhte immerhin auf dem gerechtfertigten Bestreben, für eigenartige Wirtschaftsformen eine historische Erklärung zu suchen, statt sie unter Vernachlässigung jedweder etwa nachweisbaren Entwicklung schnurstracks auf die Urzeit zurückzuführen. Bei Aufstellung der Nomadentheorie hat Peisker ein derartiges methodisches Verfahren nicht eingeschlagen. Wenn er neuerdings (Vjhrschr. 7, 326) das Schwergewicht auf Abgrenzung des Untersuchungsgebiets legt, weil nur in Untersteiermark, in dem landesfürstlichen Amt Tüffer und den Salzburger Aemtern Rann und Liechtenwald die angeblichen altslowenischen Supane vorkämen, so war es eben erforderlich, ehe für diese Grundherrschaften eine Ausnahmestellung in Anspruch genommen wurde, ihre Vorgeschichte zu verfolgen, wie das nicht ganz unmöglich sein dürfte.

Das Amt Tüffer hat den Grafen von Spanheim gehört, ehe es 1148 an Markgraf Otakar gelangte (M. G. Deutsche Chron. 3, 708). Die Grafen haben aber von ihrem reichen Besitz in der Gegend größere Stücke dem Kloster St. Paul im Lavanttal geschenkt, aus dessen Traditionsbuch (Font. rer. Austr. S. 2 B. 39) demnach einiges über den Zustand der Spanheimer Grundherrschaft vor dem 13. Jahrhundert zu entnehmen ist. Da treten denn auffällig stark die Fronhöfe hervor, deren eine ganze Anzahl in den päpstlichen Güterbestätigungen für das Kloster von 1184 (nr. 19) und 1196 (nr. 29) aufgeführt sind; es finden sich auch wohl zwei an einem Ort (apud Griven duas curtes cum suis pertinentiis), aber bereits um 1160 (nr. 7) hat der Erzbischof von Salzburg der Kirche St. Paul ›die Zehentfreiheit de curtibus decimalibus Pischolfesdorf, Vraemerich, apud s. Cholomannum, apud s. Philippum, auch für den Fall, daß sie dieselben in Mansen umwandeln würden‹, verliehen. Das ›predium quod vocatur Bischolfisdorf‹ ist vom Kloster (1111—1122, S. 20, cap. XIII) durch Tausch von Bischof Otto von Bamberg erworben worden, auch Framrach wird 1217 (S. 67, cap. XCIII) anläßlich einer Grenzfestsetzung als predium bezeichnet. Der Hof bei der Kirche St. Kolmann ist jedenfalls der eine der beiden zu Griffen, die Graf Engelbert der ältere von Spanheim 1091 tradiert hat (S. 6, cap. III), der Erzbischof von Salzburg schenkte 1093 (S. 8, cap. IV) den dritten Teil der ihm zustehenden Zehnten und die vom Rodland. Nach 1115 tradierte der Spanheimer Graf Bernhard dem Kloster 4 Hufen ›ad Griven loco qui dicitur W̊lewiz sitas iuxta stabulariam curtim eiusdem monasterii‹ (S. 23, cap. XVI). Das ›predium quod vocatur apud s. Philippum‹ hat das

Kloster zwischen 1115 und 1139 (S. 24 f., cap. XVIII) von dem Edeln Růbertus mit allem Zubehör gekauft; überdies erwarb es von dem Edeln Gunthart dessen Güter an dem Orte (S. 28, nr. XXI).

Demnach ist wahrscheinlich, daß noch im 12. Jahrhundert die Spanheimer und andere deutsche Grundherren in Untersteiermark starken Eigenbau trieben auf Höfen, zu denen durchaus nicht immer eine größere Anzahl besetzter Hufen gehörte. In Tüffer selbst hat Ceizolf, der Brudersohn Engelberts des älteren (1130—1140, S. 16, cap. XI), dem Kloster St. Paul einen Hof, die Kirche St. Michael ›cum duobus dominicalibus adiacentibus‹ und allem Zubehör, ›3 mansus in Lonsnith ac dimidium in Sliphes‹ geschenkt (für die Oertlichkeiten s. Beitr. z. Kunde steierm. Gesch. qu. 9, 109).

Es bietet also keinerlei Schwierigkeiten, die Supane des Amts Tüffer, so viele ihrer sein mögen, als Meier anzusehen, die bis zum Aufhören des grundherrlichen Eigenbaus den Hof für Rechnung des Herrn bewirtschaftet haben, und nicht der geringste Anlaß ist vorhanden, sie mit altslavischen Institutionen in Zusammenhang zu bringen, wie das freilich schon vor Peisker geschehen war. Insoweit übrigens seine Ausführungen sich auf Urzeiten oder ethnographische Verhältnisse beziehen, werden sie noch weiterer Nachprüfung bedürfen; die von ihm vertretenen Annahmen von den Vorgängen bei der deutschen Eroberung, die auch den älteren Ansichten widersprechen, sind jedenfalls unzutreffend (S. 57). Nur den Oberbau hat Dopsch niederreißen wollen, indem er nachwies, daß die Theorie Peiskers und seiner Anhänger von unzulänglicher Urbarinterpretation ausgeht, und er war vollauf berechtigt (S. 176), in ihr gleich wie in der Nomadentheorie Meitzen-Hildebrands ›Episoden in der Entwicklung der europäischen Kulturgeschichtsforschung‹ zu erblicken.

Zürich G. Caro

P. W. Schmidt, S. V. D., Grundlinien einer Vergleichung der Religionen und Mythologien der austronesischen Völker (Denkschriften der Kais. Akademie der Wissenschaften, Philos.-hist. Klasse, Bd. LIII. Wien: A. Hölder 1910). Mit 1 Tafel. 10 M.

In einem Vortrage, gehalten in der Monatsversammlung der Wiener Anthropologischen Gesellschaft am 21. April 1909, stellt der Verfasser den Grundsatz auf, daß man in der mythologischen Wissenschaft bestrebt sein soll, ›zunächst bestimmt abgegrenzte Gebiete in gründlicher Einzeluntersuchung zu nehmen, bei der freilich die Möglichkeit des Zusammenhanges mit anderen Gebieten nie außer acht

gelassen werden soll. Als vorzüglichstes Kriterium erster Abgrenzung wird dabei stets die Sprachgemeinschaft zu gelten haben‹. Das Gebiet, dessen Bewohner Prof. R. Schmidt den Stoff zu seinen mythologischen Forschungen abgeben, ist die austronesische Inselwelt; das Hauptresultat seiner Studien auf diesem Gebiete ist, daß ›wir in Indonesien zwei radikal getrennte Gebiete vor uns haben: das eigentlich austronesische Gebiet allein mit einer ungeschlechtlichen Mondmythologie, das andere Gebiet, das auch ethnologisch und linguistisch nicht austronesische, aber prähistorische Einflüsse zeigt und eine Sonnenmythologie mit phallischen Riten besitzt‹. Zur Erhärtung dieser Ansicht wird in besagtem Vortrag eine Uebersicht der zu Grunde liegenden Tatsachen gegeben, und zwar in verhältnismäßig knapper Form. Weit ausführlicher und mit den notwendigen Belegstellen ist dasselbe Thema behandelt in der Abhandlung unter obenstehendem Titel.

Von vorn herein müssen wir dem Verf. das Lob zollen, daß er die in verschiedenen Sprachen bestehende Literatur so vollständig benutzt hat. Nicht weniger verdienstlich ist die Art und Weise, wie er seine Quellen benutzt hat. Er hat den schwer zu bewältigenden Stoff gehörig geordnet, und aus den uns erhaltenen Trümmern uralter religiöser und mythologischer Anschauungen ein Gebäude aufzubauen gesucht, wenn auch nicht immer überzeugend — wer könnte dies fordern —, doch redlich und geschickt.

Es würde die Grenzen eines Referats bei weitem überschreiten, wenn man versuchen wollte, von den in der Abhandlung mitgeteilten Vorstellungen der verschiedenen, aber in ethnologischer und sprachlicher Hinsicht verwandten austronesischen Völkerschaften in Bezug auf ihre Religion und Mythologie eine auch nur oberflächliche Uebersicht zu gewähren. Zur Orientierung für den Leser sei bemerkt, daß die ganze Abhandlung in neun Kapitel zerfällt; hinter einander werden behandelt: 1. Die Dayak auf Borneo; 2. Die Batak auf Sumatra; 3. Die Stämme von Celebes; 4. Die Bewohner der Insel Nias; 5. Die Madegassen; 6. Die kleineren östlichen und südöstlichen Inseln des indonesischen Gebietes; 7. Die Polynesier; 8. Die Melanesier; 9. Allgemeine Zusammenfassung und Schlußfolgerungen.

Das Studium der uns bekannten religiösen und mythologischen Anschauungen der austronesischen Völker führt den Verf. zu dem Ergebnis, daß man zwei verschiedenartige Mythologien, eine Mond- und eine Sonnenmythologie, zu unterscheiden habe. Die Völker, bei denen Mondmythologie ›ausschließlich oder beherrschend vorhanden ist‹, sind die Niasser, die Batak, die Dayak und die melanesischen Stämme; ›das Gebiet einer geschlechtlichen Sonnen-, bezw. Himmelsmytho-

logie‹ bilden die Südwest- und Südostinseln, die südlichen Molukken und die gesamten polynesischen Völker. Als ein Sammelbecken, in welchem Bestandteile beider Gruppen sich bewahrt haben, kann ›Celebes und einigermaßen auch Polynesien bezeichnet werden‹ (S. 120).

›Die Mondmythologie ist die Darstellung eines oder mehrerer Mondumläufe, die nach Phasen gegliedert sind‹ (S. 128). Inwieweit die Erd- und Menschenschöpfung aus dieser Mythologie zu erklären ist, darüber spricht Verf. sich aus S. 128—134. Die Sonnenmythologie ist, nach Ansicht des Verf., eine Jahresmythe des Sonnenumlaufes, mit agrarisch-utilitaristischem Charakter. In scharfem Gegensatz zu der Mondmythologie tritt hierin hervor der sexuelle Unterschied zwischen Sonne (oder Himmel) und Erde als Ehepaar, als Befruchter und Gebärende. Wegen der Verschiedenheit der beiden mythologischen Kreisen zu Grunde liegenden Erscheinungen bekennt Verf. sich zu der Ansicht, die Sonnenmythologie sei nicht ursprünglich austronesisch, sondern entstanden aus papuanischem Einfluß.

Was hier im Schlußkapitel in kurzem angedeutet ist, findet man in den vorhergehenden Kapiteln ausführlich mit der Beschreibung und Erörterung der betreffenden Tatsachen dargetan.

Das erste Kapitel macht uns bekannt mit der Götterlehre und den Schöpfungsmythen bei den verschiedenen Dayakstämmen auf Borneo. Aus der Einzeldarstellung geht hervor, daß bei allen Gruppen die Gestalt des höchsten Wesens sich deutlich von den anderen überirdischen Wesen abhebt. Eine zu diesem höchsten Wesen, dem Himmelsgott, meist in einem gewissen Gegensatz stehende Gestalt ist die des Gottes der Erde, bezw. der Unterwelt. Es ist fraglich, ob der Himmelsgott ursprünglich ein Weib zur Seite hatte; die Erdgottheit tritt in doppelter, in männlicher wie in weiblicher Form auf, ohne daß auch zwischen diesen beiden eine Ehe bestände. Was die Schöpfungsmythen betrifft, wird hervorgehoben, daß sich bei diesen drei Gruppen ergeben. Die Hauptcharakteristika der ersten Gruppe sind folgende: 1. Der Mythus behandelt zuerst die Schaffung von Himmel und Erde und erst im Anschlusse daran die der Menschen; 2. Die Schaffung wird vollzogen durch zwei Vögel; 3. Himmel und Erde werden gebildet aus zwei Eiern; 4. Der Mensch wird aus Lehm geschaffen (S. 24). Unter den Mythen der zweiten Gruppe enthält der zweite ›ein wahres Kompendium der mythologischen Entwickelung‹. Die Erwähnung von Sonne und Mond und den Mondvierteln zeigt, daß wir es hier mit Astralmythen zu tun haben. Die Erklärung der Mythen gibt Verf. in den folgenden §§ 122—161.

Das zweite Kapitel führt uns hinüber zu den Batakstämmen auf Sumatra. Da die Batak dem Einfluß des Hinduismus ausgesetzt ge-

wesen, ist es nicht immer leicht, das Ursprüngliche vom Uebernommenen auszuscheiden. Bei den Toba-Batak herrscht die Vorstellung, daß die Welt aus drei Stockwerken besteht: die Oberwelt ist der Sitz der Götter, die Mittelwelt der Sitz der Menschen und mancher Geister, die Unterwelt die Wohnung der Geister, der Dämonen und der Verstorbenen. Die Oberwelt baut sich in sieben Schichten auf. In dem obersten Himmel wohnt *Mula djadi na bolon*, »der große Ursprung des Werdens«, im zweiten Himmel die drei Götter *Batara Guru*, *Soripada* und *Mangala Bulan* (*Mabulan*). Wenn der Batak gewöhnlich *Batara Guru* den obersten Gott nennt, so ist dies offenbar keine ursprüngliche Vorstellung, denn *Batara Guru* ist eine Bezeichnung Çiwas. Es ist kaum zu bezweifeln, daß *Mula djadi na bolon* ursprünglich das höchste Wesen bei den Batak ist. Ob die Trias der Götter eine heimische Vorstellung ist, wie Verf. annimmt, wie auch die Dreiteilung der Welt, scheint Ref. zweifelhaft, doch eine Sache von untergeordneter Bedeutung. Eine sonderbare Umbildung hat der indische *Bṛhaspati* erfahren, der als *Boraspati* von den Batak als Erdgottheit verehrt wird. Welche Ideenassociation die Metamorphose herbeigeführt hat, ist schwer zu sagen.

Ueber die Weltschöpfung weiß der Toba-Batak folgendes zu erzählen: »*Mula djadi na bolon* hat alles geschaffen; hat keinen Anfang; wohnt in dem obersten Himmel. Er hat zwei Boten: die Schwalbe *Naguranta*, welche die Himmelspforte bewacht, und die Schwalbe *Mandi*, die als sein Bote umherschweift. Von ihm werden im zweiten Himmel drei Söhne geschaffen, die drei Götter *Batara Guru*, *Soripada* und *Mangala Bulan*, denen später drei Frauen zugesellt werden. Ueber die aus den drei Ehen gesprossenen Kinder gibt es mehrere Berichte; nach der einen Fassung erhält *Batara Guru* eine Tochter *Sideak Parudjar*, während diese nach einer anderen Ueberlieferung *Mangala Bulan* zum Vater hat. Jedenfalls spielt *Sideak Parudjar* bei der Erdschöpfung eine Hauptrolle, wie Verf. ausführlich beschreibt (§§ 175—177). Er schließt aus dem Inhalt der Mythen die Mondnatur der Sideak Parudjar, denn sie wird direkt in den Mond versetzt; auch deutet ihre in den Mythen hervorgehobene Spinntätigkeit und das Abwickeln des gesponnenen Knäuels auf ihren Mondcharakter. Ihr wird, nach e i n e r Erzählung, ein Held als Gefährte zugesellt, der mit ihr Söhne und Töchter, die ersten Menschenkinder, zeugt. Da Verf. in diesem Gefährten den Sonnenheld erblickt, findet er in diesem Zug des Naturmythus eine Anknüpfung an die Sonnenmythologie. Diese soll nicht ursprünglich austronesisch sein, sondern herkommen von den Südwestinseln, wo sie unter papuanischem Einfluß entstanden sei. Die Beweise, die Verf. zur Erhärtung

seiner Theorie anführt, lassen sich nicht in gedrängter Darstellung wiedergeben. Hier genügt es, den Punkt festzuhalten, daß bei den Toba-Batak Mond- und Sonnenmythologie neben einander vorkommen. Uebrigens wird sich im Verfolge noch die Gelegenheit darbieten, auf diesen Gegenstand zurückzukommen.

Die Götterlehre und Schöpfungsmythen der Karo-Batak und Dairi-Batak weichen in manchen Stücken ab von den Ueberlieferungen der Toba-Batak, doch bei allen drei Stämmen tritt Batara Guru als hoher Gott auf. Nach den Karo-Batak wohnt Batara Guru *di atas* (d. i. oben) im Himmel, Debata *di təruh* (d. i. unten in der Unterwelt[1]). Die Tochter des letzteren ist die Gemahlin des ersteren; im Laufe der Zeit erhält sie drei Söhne und zwei Töchter. Auch hier ist ein Zug der Sonnenmythologie nicht zu verkennen.

Im Schöpfungsmythus der Dairi-Batak formt der Obergott Batara-Guru einen Mann und eine Frau, denen er Atem und Stimme verleiht. ›Hierin‹, bemerkt der Verf., ›schließt sich diese Mythe an die allerälteste Form an, die wir weiter unten auf Nias noch kennen lernen werden. Daß dagegen nicht ein Mensch, sondern ein Menschenpaar geschaffen wird, ist wohl unter dem späteren Einfluß der Sonnenmythologie zu Stande gekommen, da die austronesische Mondmythologie die Wirksamkeit des Geschlechtes zur Hervorbringung des Menschen für den ersten Anfang nicht kennt‹ (S. 52).

Das dritte Kapitel befaßt sich mit den Stämmen auf Celebes, und zwar an erster Stelle mit den Makassaren und Buginesen, die zwar islamisiert sind, doch noch alte heidnische Ueberlieferungen bewahrt haben. Das hervorragende hierin ist, daß Batara Guru, der Sohn der Himmelsgötter, We-Njilitimo, die Tochter der Erdgötter zur Frau hat, eine Vorstellung, welche, nach der Ansicht des Verf., den mythologischen Weg bezeichnet, wie jetzt die Himmelsgottheit mit der Erdgottheit in Ehegemeinschaft treten kann (§ 241). Auch hier also Sonnenmythologie.

Bedeutend abweichend ist, was die To-radja in Mittelcelebes — die, nebenbei gesagt, ›im Gegensatz von Makassaren und Buginesen, keine fremden Einflüsse zeigen — zu erzählen wissen. Nach ihnen wohnt eine Gottheit im Himmel mit Namen Ilai, d. i. Mann, während die untere Gottheit Indara, d. i. Mädchen, heißt. Diese beiden Gottheiten hauen ein Menschenpaar aus Stein aus. ›Das aus Stein ausgehauene Menschenpaar, dem noch das Leben fehlt, ist natürlich‹, nach der Ansicht des Verf. ›der Vollmond‹.

So dürftig die Nachrichten über die Mythologie der To-radja

1) Wohl eher: ›auf der Erde‹, denn *di təruh* bedeutet einfach ›unten‹, im Gegensatz zu *di atas* ›oben‹.

sind, so reich ist der Schatz von Mythen und Sagen bei einigen Stämmen der Minahassa[1]). Der Stoff ist so inhaltreich, daß wir, mit Verweisung auf die Darstellung des Verf. und seine Quellen, nur ganz kurz die behandelten Themata angeben können. Hinter einander werden besprochen und erläutert: Das Westwind-Erdethema der Lumimmu'utmythen; das Sonne-Erdethema der Barangmythen; das Mondumlaufthema der Muntu'untumythen. Als Zusammenfassung der mythologischen Ergebnisse stellt Verf. vier Perioden auf (§ 300): Vormythologische Periode; Mondmythologische Periode, zerfallend in eine unpersönliche und ungeschlechtliche Periode, und eine persönliche und geschlechtliche Periode; Sonnenmythologische Periode; schließlich: Himmels-, bezw. Windmythologische Periode.

Im vierten Kapitel kommt die Götterlehre und Mythologie der Niasser zur Sprache. Bei ihnen hat sich eine ziemlich komplizierte Götterhierarchie entwickelt, während zugleich zwei grundverschiedene Auffassungen vorhanden sind. Dadurch sieht es mit allen Deutungsversuchen sehr mißlich aus. Unter diesen Umständen ist es dem Verf. nicht zu verübeln, daß es ihm nicht gelungen, aus dem Wirrwar eine einigermaßen klare Uebersicht zu gewinnen. Soviel scheint fest zu stehen, daß Lowa langi das höchste Wesen der Niasser ist, denn er wird vorgestellt als der Schöpfer der Menschen, mit Hilfe allerdings von Bara si lubuo und Baliu. Die etymologische Bedeutung dieser Namen ist leider unsicher: langi ist natürlich, wie auch der Verf. bemerkt, = langit, »Himmel«, im Malaiischen usw. Bara kann lautgesetzlich entsprechen dem Mal. barat, Tagalog, Bisaya abagat, Ibanag abagak, Westwind; baliu dürfte identisch sein mit Tag., Bis., Ibanag bagyu, Favorlang bayus, altjavan. wagyut, Sturm. Dies stimmt einigermaßen zu der Vorstellung (§ 320), daß es die Winde sind, welche am Anfange der ganzen Weltentwickelung stehen, und daß Baliu als Sohn des Lowa langi dem Leibe die Atemluft verleihe. Einen Gegensatz zu Lowa langi bildet Latture, der böse Geist, dessen Macht weit hinter der des Lowa langi zurücksteht. Zu ihm gehören Afochu (wohl dialektisch für Aföchö), Krankheit, und Fetu alito, Hervorbrechen (?) des Feuers. Was das Verhältnis des Lowa langi zu der Mondmythologie betrifft, äußert sich der Verf. dahin, daß das höchste Wesen am Anfange der ganzen Mondmythologie stehe, und daß diese jetzt aus dem Bewußtsein des Volkes geschwunden ist.

1) Die vom Verf. gebrauchte Benennung »Alfuren« ist wissenschaftlich untauglich, sintemal es weder ein geographischer noch ein ethnologischer Begriff ist, sondern ein Schimpfwort, s. v. a. Barbaren, welches Europäer, in Nachfolgung der Muhammedaner, in ihrer Unwissenheit auf heidnische Stämme ganz verschiedener Abstammung angewandt haben.

Ueber die Religion der Madegassen, genauer der Hova, wird gehandelt im fünften Kapitel. Nach dem Zeugnis des Missionars G. Mondain haben die Madegassen, so lange man sie kennt, ein höchstes Wesen verehrt, das mit den beiden Namen Andria manitra und Zaṅahari bezeichnet wird; den ersten Namen übersetzt man gewöhnlich mit ›wohlriechender Fürst‹, der zweite wurde gewöhnlich mit ›der, welcher geschaffen hat‹ übersetzt. Zaṅahari wohnt im Himmel; er hat Frau und Kinder; die Frau ist die Erde, denn ein Sprichwort sagt: ›die Erde ist die erste Gemahlin Zaṅaharis, von ihr wurden die Lebenden geboren‹. Verf. spricht die Vermutung aus, daß wir hier mit dem bekannten Gegensatz Himmel — männlich zu Erde — weiblich zu tun haben, und findet eine Stütze für diese Ansicht in der von G. Ferrand aufgestellten Etymologie des Namens Zaṅahari. Dieser Gelehrte identifiziert *zaṅ* mit einem wohlbekannten indonesischen Worte für göttliches Wesen, altjav. *hyaṅ* usw., was wohl richtig ist. Weiter nimmt er *hari* als identisch mit malaiisch *hari* ›Tag‹, wovon *mata hari* ›Tagesauge‹, d. h. die Sonne. Doch madeg. *hari* stimmt lautgesetzlich nicht zu malaiisch *hari*, denn madeg. *h* entspricht mal. *k*, nicht *h*. Im Tjam ist *yaṅ harei* allerdings der Sonnengott, aber in dieser Sprache entspricht *harei* regelmäßig dem malaiischen *hari*, was nicht für das Madeg. gilt. Uebrigens ist das Wort für Tag im Madeg. *andro*, wovon *maso andro*, Tagesauge, das begrifflich dem mal. *mata hari* vollkommen entspricht[1]). Trotzdem dürfte Zaṅahari dem Wesen nach ein Sonnengott sein; nur sollte man sich nicht auf eine falsche Etymologie stützen. Verf. findet jedenfalls auf Madagaskar Spuren des Sonnenkultes und eines damit verbundenen Phallismus, neben einem Fragment der Mondmythologie. Ganz klar ist die Sache keineswegs.

Das sechste Kapitel führt uns nach den kleineren östlichen und südöstlichen Inseln des indonesischen Gebietes. ›Als gemeinsames Charakteristikum weisen alle uns bekannte Inseln dieses Teiles von Indonesien die Tatsache auf, daß auf keiner von ihnen Sonne und Mond oder Himmel und Erde mehr im Geschwisterverhältnis stehn. Ueberall ist der sexuelle Gegensatz von Mann und Frau durchgedrungen‹ (§ 346). In dieser Gemeinsamkeit lassen sich drei Gruppen unterscheiden. Die erste Gruppe umfaßt die Kei- und Aruinseln. Die Berichte über die Bewohner der Keiinseln sind sehr verworren. Das Höchste soll Duad lera wuan oder ler wuan heißen, d. h. Sonne und Mond. Das ist doch deutlich eine Bezeichnung des Himmels, an dem Sonne und Mond erscheinen. Wie der Verf. hieraus schließen kann, der Mond sei nur weibliches Prinzip, begreifen wir nicht. Wo bleibt

1) Mit skr. *hari* hat indon. *hari* nichts zu schaffen.

denn Duad Luteh, welche die Autoren als Frau des Ler Wuan bezeichnen? (§ 348). Die Arunesen verehren Djabu lara, die Sonne, als männliches, Djabu fafa, die Erde, als weibliches Prinzip; die letztere wird beim Eintritt des Westmonsuns befruchtet. Der Mond, Djabu fulan, ist männlich, was gegen die obige Annahme des Verf. spricht. Kurz, von einer Mondgöttin ist in der ersten Gruppe gar keine Rede.

Zu der zweiten gehört Timor. Auf dieser Insel wird Usi neno, Herr Sonne, als höchstes Wesen verehrt. Es ist das männliche Prinzip, während Usi afu (die hehre Erde) das weibliche ist. Aus der Verbindung beider ist alles entstanden. Auf Wetar wohnt der ›große Alte‹ (bezw. Herr, Seigneur), in der Sonne (lelo); seine Frau ist Ino rae, Mutter Erde. Für Kisar bestehen zwei Berichte, was die Namen betrifft; in beiden aber ist die Sonne männlich, die Erde weiblich. Als Name der Sonne gibt Jacobsen Upo lere, ›Herr Sonne‹, für die Erde Opo nusu, ›Frau Sonne‹, gewiß richtig. Auf Leti, Moa und Lakor ist Upa lero ›Herr Sonne‹, das männliche, Upu nusa, ›Frau Erde‹, das weibliche Prinzip, ersterer im Himmel, Lianti (für Lanti, langit), letztere unter (eher unten auf der Erde) wohnend. Im Ostmonsun steigt Upu lero durch den Nunubaum (Ficus altimeralis) herab und befruchtet Upu nusa. Auch in der Luang-Sermatagruppe wird Upu lero als männliches, Lea, die Erde, als weibliches Prinzip verehrt; Upu lero befruchtet die Erde. In dem Babararchipel findet man tatsächlich dasselbe.

Zu der dritten Gruppe gehören Ceram (Seran), Buru, Ambon und noch einige andere kleine Inseln. Auf Ceram verehrt man Upu langi, ›Herr Himmel‹, das männliche Prinzip, Upu tapene, das weibliche. Wir finden hier also, daß der als Himmel verehrte Gott die Stelle der Sonne vertritt. Dasselbe gilt von Buru, wo Ubu'n langi, der Herr Himmel, und Ubu'n sanane, die Frau Erde, verehrt wird. So auch auf Ambon Upu langite, der Herr Himmel, oder Amaka lanito, unser Vater Himmel, und Inaka ume, unsere Mutter Erde. Die Vorstellungen, die wir auf den kleinen Sundainseln antreffen, stimmen im großen und ganzen mit den vorhergehenden überein. Auf Sawu ist Pu lodo ›Herr Sonne‹, Pu rae ›Frau Erde‹; auf dem benachbarten Sumba ist Umbu awan, die Himmelsgottheit, doch eigentlich Firmament oder Luft, denn die Sonne heißt Lodo, Lodu, die Erdgottheit ist Umbu tanah.

Im siebenten Kapitel werden die Hauptpunkte der mythologischen Vorstellungen der Polynesier behandelt. Insofern der geschlechtliche Gegensatz Himmel—Erde hervortritt, während eine Reihe von Elementen alter Entwickelungsstufen sich noch nachweisen lassen, gleicht die polynesische Mythologie der Gruppe der Südmolukken. Das

Thema: Himmel und Erde als Ehegatten findet man bei den Maori in der Verbindung von Rangi (Himmel) und Papa (Erde). Diese Form der Verbindung, die in der Ceramgruppe vorkommt, wird auf den Anfang aller Dinge zurückverlegt. Wenn wir weiter lesen, daß das Sonne—Erdethema keine besondere Erinnerung in der polynesischen Mythologie zurückgelassen, so mag das wahr sein, aber Wilkens Zusammenstellung von Maori *ra*, Samoa *lâ* mit *lera* usw., ist vollkommen falsch. Es dürfte nicht überflüssig sein, auf dieses näher einzugehen. *Lera*, *lero*, Timor *neno* (falsch: *nenoh*), Wetar *lelo*, Tett. *loro*, Sawu *loḍo*, Sumba *lodu*, *lodo*, dial. *lədu*, Roti *ledo*, Sikka *lerro*, Bima *liro*, Manggarai *leso*, Buru, Ambon *lea*, geht zurück auf die ältere Form *əldau*. Das Wort ist weit verbreitet, bald in der Bedeutung ›Tag‹, bald ›Sonne‹, manchmal beide Bedeutungen in sich enthaltend; weitere Belege sind Makass. *allo*, Bikol *aldau*, Tagal. *arau*, Bis. *adlau*, Sangir *əllo*, Minah. *əndo* (Tag, *si əndo*, Sonne), Bugin. *əsso*, Dayak *andau* (Tag; so auch Ibanag *aggau*), Madeg. *andro* (*maso andro*, Sonne), Sesake, Torres Islands *elo*, Ambrym *yial*, Api *mat ni elo* (Sonne), Whitsuntide, Lakon *alo*, Vaturana *aso*, Florida, Bugotu *aho*, Rotuma *astha*, Aurora *aloa*, Mota *loa*, Motlav *lo*, Lifu *dho* usw. Eine Ableitung ist jav. *andon*, täglich. Ein so weit verbreitetes Wort muß schon in der austronesischen Ursprache bestanden haben. Kehren wir jetzt zu Polynesien zurück.

An Spuren einer älteren Mondmythologie fehlt es nicht gänzlich; wenigstens scheint die Ansicht des Verf., daß Tangaloa, der ältere Gott, wie die Mythologien von Samoa, Tonga und Tahiti es noch jetzt haben, der Mond sei, unseres Erachtens wohl begründet.

Von den Polynesiern geht der Verf. über zu den Melanesiern im achten Kapitel. Ueber die Mythologie, nicht über die aktuelle Religion der Admiralitätsinsulaner, besitzen wir eine ausgiebige Mythensammlung von P. J. Meier. Darin kommt weder der geschlechtliche Gegensatz Sonne—Erde, noch der Gegensatz Himmel—Erde vor. In einem Mythus dagegen erscheint der *Kunia lang*, *luwan i lang*, ›der Himmelsträger, der Herr des Himmels‹, der keine Frau zur Seite hat. Als Mondmythen — aber mit Einwirkung der Sonne — deutet Verf. die zwei Mythen über die Entstehung der Kokospalme. Für die Beweisführung sei der Leser auf § 389 verwiesen. Von den Mythen der Bewohner der Gazellehalbinsel liegt uns eine reiche Sammlung vor, welche wir ebenfalls P. J. Meier verdanken. Auch auf diesem Gebiete ist von dem geschlechtlichen Gegensatz von Sonne und Erde oder Himmel und Erde nichts zu bemerken. ›Ihr Hauptthema ist der Gegensatz von Weißmond zum Schwarzmond, der sich in den zahlreichen Mythen über den weisen Bruder Kabinana und seinen tölpel-

haften Bruder Karvuvu ausspricht‹. Diesen beiden Mondwesen geht ein Wesen voraus, das bloß mit *ia*, d. i. ›er‹ bezeichnet wird und vielleicht das ursprünglich höchste Wesen ist. Da einzelne Züge der Erzählung zu der Konsequenz nötigen, daß ›Er‹ doch nicht eigentlich das frühere höchste Wesen sei, nimmt Verf. an, daß dieses mit der Gestalt des Vollmondes zusammengeflossen sei.

Ueber die Götterlehre und Mythologie der Bewohner von Neu-Mecklenburg sind wir belehrt durch eine vorzügliche Arbeit von P. Peekel. Auf diesem Gebiet finden wir eine klar durchgebildete Vereinigung von Religion, Astralmythologie und Soziologie. Als höchstes Wesen wird Hintubuhet anerkannt, dessen Geschlecht die Eingeborenen nicht anzugeben wissen, doch etymologisch läßt sich der Name deuten als ›unser weiblicher Vorfahr‹, denn *hin* ist ›Weib‹; *tubu* ›Ahne‹ und *het* (›von uns‹). Es ist zu beachten, daß auf Neu-Mecklenburg Weiberfolge herrscht. Zwar hält die Auffassung von Hintubuhet als weibliches Wesen nicht vollkommen stand, denn auch die Heiratsklassentiere gelten als Hintubuhet. Der Vogel Taragau und der männliche Schmetterling Talmagómago sind als männliche Repräsentanten der Sonne, der Malabavogel und der weibliche Hebaschmetterling werden als weiblich und als Vertreter des Mondes betrachtet. Sonne und Mond sind aber nicht Mann und Frau, sondern Geschwister. Als Stammväter der Neu-Mecklenburger werden auch zwei Männer genannt, Soi als Stammvater der männlichen Taragoklasse, und Tamor oder Tamano als Stammvater der weiblichen Klasse. Als das Weib des Tamano, d. i. des Vaters, wird Tine, die Mutter, genannt. In den mitgeteilten Vorstellungen sieht der Verf. Gleichheit mit den ersten Stufen der indonesischen Mythologie.

Auf den Banksinseln ist Qat ›Haupt‹ [1]) der hervorragendste unter allen Geistern, der in gewissem Sinne die Welt gemacht hat und ihren Lauf lenkt. Er hat aber einen Anfang gehabt, wurde von einer Frau Qat goro (= rundes Haupt) [2]) ohne Mitwirkung eines Mannes geboren; diese war ein Stein, der entzwei berstend ihn gebar. Qat hatte elf Brüder, Tangaro den Weisen, Tangaro den Törichten und neun andere Brüder, alle Tangaro genannt. Daß Qat der Mond ist,

1) Qat ist eine kürzere Form von qatu, offenbar dasselbe Wort als jav. baṭok, Schale. Denselben Begriffsübergang haben wir im mal. kapala ›Kopf‹, das dem skr. kapāla, Schale, entlehnt ist; übrigens ist skr. kapāla gebräuchlich auch in der Bedeutung ›Hirnschale‹. Vgl. die romanischen Wörter testa, tête usw. aus lat. testa.

2) Sie heißt auch Iro Ul. Iro ist Femininartikel; Ul erklärt Verf. als ›die Haut wechseln‹. Aber ul kann regelmäßig = indones. hulu (ulu) ›Haupt, Anfang‹ sein. Nach dieser Deutung wäre sie die Urnacht.

mit seinen Brüdern, den elf anderen Monaten des Jahres, ist kaum zu bezweifeln, so daß das Ganze ein Mondmythus ist.

Aus den vom Verf. nach Angaben Parkinsons mitgeteilten Zügen aus der Götterlehre und den Mythen der Gilbertinsulaner schließt er, daß auf diesem Gebiet ›eine ursprüngliche Mondmythe zu einer Sonnenmythe umgewandelt worden ist‹ (§ 421). Ueber die Götterlehre und Mythologie der Marshallinsulaner liegen drei Versionen vor, wovon eine mondmythologische Deutung gegeben wird. Bei einem Rückblick auf das ganze melanesische Gebiet gelangt P. Schmidt zu dem Ergebnis, daß dort fast überall Elemente der allerältesten Periode, der reinen Mondmythologie noch bewahrt sind, wiewohl hie und da auch eine Sonnenmythologie schon eingedrungen ist, doch die mythologischen Gegensätze, Sonne als Mann, Erde als Frau, dann Himmel als Mann, Erde als Frau, die man auch bei den Polynesiern antrifft, sind bei den Melanesiern nirgends zu finden. Was die Religion betrifft, läßt sich feststellen, daß keinerlei Art von wirklichen höchsten Wesen hier zu entdecken ist. Zur Erklärung dieser Erscheinung betont Verf., daß zwei Faktoren selbst die mythologischen Gestalten in den Hintergrund gedrängt haben: die Verehrung lokaler Naturgeister in den älteren und der Ahnen in den jüngeren Teilen des melanesischen Gebietes. Das Verhältnis der Mythologie zum Zauber wird besprochen §§ 435—440. Gründe, welche sprechen für die Annahme, daß ein höchstes Wesen den Melanesiern ursprünglich nicht unbekannt gewesen, werden angeführt §§ 441—461.

Wir sind jetzt angelangt bei der allgemeinen Zusammenfassung und den Schlußfolgerungen im neunten Kapitel.

Das Hauptresultat des in der ganzen Abhandlung verarbeiteten Stoffes läßt sich nicht besser wiedergeben als mit den eigenen Worten des Verfassers: ›Gleich im Anfange scheiden sich hier zwei Gruppen deutlich voneinander: auf der einen Seite die Völker, bei denen Mondmythologie ausschließlich oder beherrschend vorhanden ist, wie die Niasser, die Batak und die Dayak, dann die melanesischen Stämme; auf der anderen Seite das Gebiet einer geschlechtlichen Sonnen- bezw. Himmelsmythologie, die Südwest- und Südostinseln, die südlichen Molukken und die gesamten polynesischen Völker. Als ein Sammelbecken, in welchem Bestandteile beider Gruppen sich bewahrt haben, kann Celebes und einigermaßen auch Polynesien bezeichnet werden‹. Weiter heißt es: ›In der ersten Gruppe ergeben sich zwei Unterabteilungen: die eine, in welcher die Sonnenmythologie keine oder nur eine untergeordnete Bedeutung gewonnen hat, die Niassa und die Batak, die andere, in welcher die Sonnenmythologie schon größere Bedeutung gewonnen hat. Hierhin gehören die Dayakstämme auf

Borneo und die Madegassen. Die Melanesier gehören, wenigstens zum Teil, zur zweiten Gruppe‹.

Es ist unwidersprechlich, daß bei den Austronesiern zwei Mythenkreise vorkommen: der eine dreht sich um den Mond, der andere um die Sonne. Dies ist ersichtlich aus der ganzen Abhandlung, wie auch, daß beide Kreise fast überall neben einander bestehen, wenn auch nicht mit derselben Kraft. So weit haben wir gegen die Ansicht des Verf. nichts einzuwenden. Anders steht es mit seiner Theorie über den Ursprung der Sonnenmythologie und ihre Uebertragung in Gebiete, wo sie angeblich nicht ursprünglich sei. Betrachten wir die Gründe, womit Verf. seine Theorie zu beweisen sucht.

Der Ursprung der Sonnenmythologie soll bedingt sein durch die klimatischen und vegetativen Verhältnisse der Südwest- und Südostinseln (§ 434). Hier möchten wir fragen, ob Sonnenmythologie nirgend sonst als auf besagten Inseln vorkommt. Haben Indogermanen, Aegypter usw. unter den verschiedensten klimatischen und vegetativen Verhältnissen keine Sonnenmythologie ausgebildet? Keine Jahres- und Tagesmythen? Und wenn die Natur der Inseln sozusagen von selbst die Bildung einer Sonnenmythologie beförderte, warum braucht man papuanischen Einfluß darauf zu postulieren? Verf. stützt sich hierbei auf die eigentümliche Genitivkonstruktion in den Sprachen der betreffenden Völker, abweichend vom Sprachgebrauch in den übrigen Teilen Indonesiens, in Polynesien, Melanesien und Madagaskar (§ 486). Selbst wenn man zugeben will — was Ref. keineswegs tut —, daß besagte syntaktische Eigentümlichkeit papuanischem Einflusse zuzuschreiben sei, darf man noch Einwirkung von außen auf die Mythologie als imaginär betrachten. Die Gründe, welche dagegen sprechen, sind folgende. Alle Namen in der Sonnenmythologie sind rein austronesisch, was befremdend wäre, wenn die Sonnenmythologie etwas den Papua verdankte. Zweitens bleibt es unerklärlich, wie die Vorstellungen jener Insulaner sich über ein so weites Gebiet, wie tatsächlich der Fall ist, verbreitet haben. Wie und wann kann man sich vergegenwärtigen, daß dieselben den Weg gefunden haben zu so weit entfernt im Westen lebenden Völkern, wie die Batak und Madegassen, und zu den im äußersten Osten ansässigen Polynesiern?

Wenn man die Tatsachen ohne Vorurteil überschaut, wird man, glauben wir, die Ueberzeugung erlangen, daß die Austronesier schon von alters her, vielleicht gar in proethnischer Zeit, Sonne- und Mondmythen besaßen, deren Schatz im Zeitenlauf hier und da vermehrt worden ist, doch weit öfter Verluste erlitten hat. Sonne und Mond spielen beide eine große Rolle im Leben der Menschen im allgemeinen. Was ist natürlicher, als daß der Sonnengott, der allüberall

das Leben erweckt, als der befruchtende gedacht wird, und die Erde, welche die Keime in ihrem Schoß birgt, als die von ihm befruchtete! Wie wichtig ist auch die Rolle des Mondes, des Zeitenmessers! Dabei stehen beide mit einander in sichtbarer, gewissermaßen unlöslicher Verbindung. Was das Götterpaar Himmel—Erde betrifft, braucht kaum bemerkt zu werden, daß es auch aus derselben Anschauung hervorgegangen ist, wie bei den Indogermanen der ›Vater Himmel‹ und die ›Mutter Erde‹. Kurz, Ref. kann sich mit der Theorie in Bezug auf den fremden Ursprung der Sonnenmythologie nicht befreunden.

Wir haben jetzt nur wenig hinzuzufügen über eine interessante ›Frage‹, welche Verf. behandelt §§ 520—525. Dieselbe gilt dem inneren und zeitlichen Verhältnis des austronesischen Animismus zur Götterlehre und Mythologie. Bekanntlich ist der Animismus ein mächtiger religiöser Faktor in dem Glauben der austronesischen Völker. In welchem Zeitverhältnisse steht dieser Faktor zu der Mythologie und dem Glauben an ein höchstes Wesen? Mehrere Gelehrte haben sich für die Priorität des Animismus ausgesprochen, u. a. Wilken in seinem inhaltreichen Werke: ›Het animisme bij de volken van den Indischen Archipel‹. Trotz aller gerechten Anerkennung der Verdienste des verstorbenen holländischen Gelehrten, bestreitet Verf. dessen Beweisführung und zwar, auch nach unserer Ueberzeugung, mit Recht. Weiter können wir nicht hierauf eingehen; das Urteil über die Kraft der angeführten Argumente bleibe dem Leser überlassen.

Schließlich faßt Verf. die Beweise, daß das höchste Wesen noch vor aller Mythologie steht, kurz zusammen. Dies scheint uns nicht so sicher; wohl aber können wir glauben, daß der Begriff eines höchsten Wesens bei der austronesischen Völkerfamilie uralt ist.

Am Ende unserer Anzeige des vorliegenden Werkes wollen wir unserem Endurteil Ausdruck geben in den folgenden Sätzen: Verf. hat ein vortreffliches, höchst lesenswertes Werk zusammengestellt; er hat seine mit großem Fleiß gesammelten Quellen kritisch benutzt und scharfsinnig die in dunkeler Sprache verhüllten Mythen zu deuten verstanden, natürlich nicht überall überzeugend, aber doch meistenteils zutreffend; die Anordnung des Stoffes ist musterhaft und die Mäßigung, die er beobachtet, wo er polemisch auftritt, lobenswert. Das Werk wird ohne Zweifel in manchen Punkten Opposition hervorrufen, aber die hervorragende Bedeutung desselben kann dadurch nicht geschmälert werden.

Utrecht H. Kern

Fritz Curschmann, Die älteren Papsturkunden des Erzbistums Hamburg. Eine diplomatische Untersuchung. Mit 10 Tafeln. Gedruckt mit Unterstützung der Bürgermeister Kellinghusen-Stiftung in Hamburg. Hamburg und Leipzig 1909, L. Voß. 12 M.

Für das Buch Curschmanns wird der Herausgeber der Germania pontificia besonders zu danken haben. Wer die bisherigen Drucke der Hamburger Urkunden kennt, wird den Fortschritt, den C.s sorgfältige Benutzung und Gruppierung der Ueberlieferung zeigt, dankbar anerkennen; denn erst durch diese mühevolle Arbeit ist eine genauere Vergleichung der Texte ermöglicht und damit der Grund für die weitere Forschung gelegt worden. Man kann nur hoffen, daß diese Vorarbeit recht bald einer neuen kritischen Ausgabe des Hamburger Urkundenbuches zu gute kommen möge. Leider entspricht die Technik der Ausgabe nicht in allen Punkten den Anforderungen, die man heutzutage an die Urkundeneditionen zu stellen gewohnt ist (Tangl im Neuen Archiv XXXV S. 627 n. 290 und Bonwetsch in der Zeitschrift des Vereins für hamburgische Geschichte XV S. 85—88). Ich will hier ganz davon schweigen, wie unangenehm es für den Benutzer ist, daß nirgends die aus der Vorurkunde stammenden Stellen durch Kursivdruck bezeichnet sind; denn Tangl hat bereits auf diesen Mangel aufmerksam gemacht; aber ich möchte doch noch einmal im Interesse einer etwaigen neuen Ausgabe des Hamburger Urkundenbuches darauf hinweisen, daß eine derartige Behandlung der Orthographie und Interpunktion, wie C. sie vorgenommen hat, der historischen und philologischen Gewohnheit nicht entspricht. Wenn Bonwetsch zum Belege einige orthographische Merkwürdigkeiten zusammengestellt hat, so möchte ich für die Interpunktion etwa auf den Druck der Urkunde n. 22 verweisen, weil man hier besonders deutlich sieht, daß in diesen Aeußerlichkeiten einfach die Manier des Urkundenschreibers den Druck bestimmt hat. Man wird es aufrichtig bedauern, daß C. in dieser Beziehung den alten guten Traditionen der Diplomata untreu geworden ist.

Aber die Ausgabe der Urkunden war ja nicht der einzige Zweck des Buches. Seine Hauptaufgabe sah C. in der kritischen Untersuchung der großen Fälschungsreihe, die bereits im 19. Jahrhundert so manchen kritischen Kopf gereizt hatte. Keine dieser Untersuchungen des vergangenen Jahrhunderts hatte ganz befriedigt, und das war um so bedauerlicher, als die Kenntnis der ältesten Geschichte Hamburgs und des Nordens zum großen Teil aus dem Inhalte dieser Urkunden geschöpft werden muß. Es war daher in der Tat eine

lohnende Aufgabe, sich ›mit den verfeinerten Werkzeugen der diplomatischen Wissenschaft‹ noch einmal an das Thema heranzumachen. Ob es nun ratsam war, das Thema von vornherein auf die Untersuchung der Papsturkunden einzuschränken, muß billig bezweifelt werden. C. selbst ist bei der Untersuchung der Ramelsloher Fälschungsgruppe von seinem Grundsatze abgewichen, und man kann es angesichts des hübschen Resultates, das er damit erreichte, nur bedauern, daß er nicht alle verdächtigen Hamburger Urkunden bei dieser Gelegenheit behandelt hat; denn irgendwie hängen diese Urkunden doch mit den gefälschten Papsturkunden zusammen. Immerhin werden wir C. schon für das, was er uns geboten hat, dankbar sein; denn er hat trotz der Beschränkung nicht nur für die Ramelsloher Fälschungsgruppe, sondern auch für die übrigen Gruppen beachtenswerte Ergebnisse gefunden, denen man wenigstens z. T. zustimmen kann.

Die wichtigsten unter den reichen behandelten Urkunden sind wohl die beiden Privilegien der Päpste Gregors IV. und Nicolaus' I.; denn auf ihnen beruht in der Hauptsache unsere Kenntnis von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Stellung des Ansgar. C. kommt zum Resultate der Echtheit und rettet damit die alte Hamburger Tradition. Allein gegen dieses Ergebnis hat Tangl inzwischen Einspruch erhoben und nachdrücklich betont, daß er die Form, in der uns der Text der Urkunden (Curschmann n. 1[a] und 4[a]) überliefert ist, unmöglich für die ursprüngliche halten könne. C. befindet sich diesem Einspruche gegenüber in der angenehmen Lage, darauf hinweisen zu können, daß der wesentliche Inhalt beider Urkunden durch Rimberts Vita Anskarii gedeckt ist: die Urkunde Gregors IV. durch die Auszüge in c. 13, die Urkunde Nicolaus' I. durch die wörtliche Kopie des größten Teiles in c. 23. Gerade die Worte aus der Urkunde Nicolaus' I: ›et quia casus praeteritorum nos cautos faciunt in futuram‹, die Tangl beanstandet, weil sie genau so in der Fälschung Karls des Gr. sich finden, stehen schon in der Kopie der Urkunde bei Rimbert, und damit erledigt sich dieser Einwand wie auch die weitere Vermutung, daß der Satz aus Halberstadt stamme. Aber in der weiteren Beobachtung wird man Tangl zustimmen müssen: die abschließenden Worte ›Et quia te‹ bis ›habebis‹ sind in beiden Urkunden nachträglich hinzugefügt; die volltönende Palliumsformel paßt nicht an den Schluß der Urkunde hinter die Poenformel, weil das den Gewohnheiten der päpstlichen Kanzlei zuwiderläuft.

Werden deshalb beide Urkunden auch in ihrer ältesten uns bekannten Form als überarbeitet angesehen werden müssen, so richtet sich unwillkürlich der Verdacht auch gegen diejenigen Stellen der

Urkunden, die nicht von der Vita Anskarii ausdrücklich bestätigt werden. Bei der Urkunde Nicolaus' I. handelt es sich um den ganzen ›Nunc quia autem‹-Satz, in dem von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Verleihung der erzbischöflichen Würde an Anskar die Rede ist. An und für sich würde dieser Satz weder nach der formalen noch nach der inhaltlichen Seite etwas Bedenkliches haben; denn der Beginn des durch Rimbert in der Vita Anskarii überlieferten Teiles der Nicolausurkunde: ›Cuius delegationis et auctoritatis et pallii acceptionis pagina‹ läßt mit Sicherheit darauf schließen, daß kurz vorher eben von dieser Pallienverleihung etc. die Rede gewesen ist, und zudem wird Anskar auch in dem bezeugten Teile der Urkunde nachdrücklich als archiepiscopus und Legat bezeichnet. Aus inneren und äußeren Gründen liegt keine Veranlassung vor, an diesem ersten Teile der Urkunde zu zweifeln, und zwar um so weniger, als Rimbert in der Vita Anskarii c. 12 und 13 ausführlich von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Pallienverleihung an Anskar redet, auch wo er die Urkunde Gregors IV. nicht ausschreibt.

Aber gegen diesen Satz und noch mehr gegen diejenigen Stellen der Urkunde Gregors IV., in denen von der Gründung des Erzbistums Hamburg die Rede ist, scheinen nun die Ergebnisse zu sprechen, die kürzlich Chr. Reuter in seinem Aufsatz ›Ebbo von Reims und Ansgar‹ (Historische Zeitschrift Bd. 105 S. 237—284) gewonnen hat. Er sucht zu zeigen, daß Anskar erst ›im Jahre 858 oder 864 den Titel eines Erzbischofs angenommen‹ (S. 275), daß also Ludwig d. Fr. kein Erzbistum, sondern lediglich ein Bistum für die Missionsarbeit im Norden gegründet habe, und der durchschlagendste Grund für diese Annahme ist, daß Anskar in dem Protokoll der Mainzer Synode vom Juni 847 als einfacher Bischof und Suffragan des Mainzer Erzbischofs bezeichnet wird. Es ist begreiflich, daß Reuter von seinem Standpunkte aus die Urkunde Gregors für stark überarbeitet hält und alle Stellen der beiden Urkunden, in denen von der erzbischöflichen Würde Anskars in den Zeiten vor 858 die Rede ist, für Entstellung des wahren Sachverhaltes ansieht; höchstens will er die Worte ›ipsamque sedem Hamburg dictam ... archiepiscopalem deinceps esse decernimus‹ als ›einen Wechsel auf die Zukunft‹ ansehen und sie bei dieser Deutung für möglich halten; allein schließlich gibt er auch sie preis (S. 268 Anm. 1) und faßt die Worte als Interpolation. Mit der Annahme von Interpolationen ist jedoch in diesem Falle gar nichts geholfen; wir sahen ja schon, daß die ganze Urkunde Nicolaus' I., die auch Reuter für echt hält, von der Vorstellung eines bereits durch Gregor IV. eingerichteten Erzbistums getragen ist. Man müßte weiterhin Rimbert selbst einer falschen Berichterstattung und bewußten

Täuschung für fähig halten, weil er als Schüler und Nachfolger Anskars keinesfalls darüber im Unklaren hätte sein können, wenn Anskar nicht durch Gregor IV. zum Erzbischof bestellt worden wäre. Wie man auch die Dinge dreht und wendet, die Tatsache der Ernennung Anskars zum Erzbischof in Hamburg bereits durch Gregor IV. wird sich nicht bestreiten lassen; sie ist durch Rimbert wie durch die in diesen Abschnitten ohne Frage echte Urkunde Nicolaus' I. zu gut bezeugt, als daß wir sie allein auf das Zeugnis der Mainzer Synodalakten hin verwerfen dürften. Dies Zeugnis wird sich vielmehr weit unschuldiger erklären lassen. Im Jahre 845 zerstörten die Normannen Hamburg; Anskar flüchtete, das Erzbistum Hamburg hörte auf zu existieren, seine Besitzungen fielen an Verden zurück (Reuter a. a. O. S. 270). Was Anskar in der Zwischenzeit bis zur Uebernahme des Bremer Bistums getan hat, die, wie Reuter wahrscheinlich gemacht hat, erst 858 erfolgte (a. a. O. S. 270 ff.), ist nicht recht ersichtlich; vielleicht hat er in Schleswig und Rügen missioniert (Reuter S. 271); jedenfalls hat es durchaus nichts Auffallendes, wenn er in seiner Eigenschaft als einfacher Bischof ohne Sitz 847 unter den Suffraganen des Mainzer Erzbischofs erscheint. Diese Erklärung scheint mir weit einfacher, als die gezwungene Umdeutung der vielen Stellen, die für Anskars erzbischöfliche Würde vor dem Jahre 858 sprechen.

Unter diesen Umständen wird man an der wesentlichen Echtheit der Urkunden Gregors IV. und Nicolaus' I. in ihrer ältesten durch Caesar überlieferten Form kaum zweifeln dürfen, und Curschmann wird hier in der Hauptsache Recht behalten, auch wenn man kleinere Ueberarbeitungen annehmen muß. So scheinen z. B. die Bedenken, die Reuter gegen die einleitenden Worte der Urkunde Gregors IV. geltend macht, nicht unberechtigt zu sein, und ich möchte auch nach der formalen Seite hin bemerken, daß die Promulgationsformel eher an die Formel der Königsurkunde als an die des Liber diurnus erinnert. Aber das sind schließlich Nebensachen, die erst bei einer umfassenderen Untersuchung über die norddeutschen Bistumsgründungen und bei genauerer Diktatvergleichung erledigt werden können.

Von den übrigen Urkunden sucht C. vor allem die Urkunde Johanns XV. zu retten, und Tangl stimmt ihm in dem Ergebnis zu. Schon Bonwetsch hat jedoch eine Reihe von Bedenken geltend gemacht; ich möchte noch hinzufügen, daß Adam von Bremen zwar eine Palliumurkunde Johanns XV. zitiert, aber von dem sonstigen Inhalt nichts berichtet. Nun muß man gewiß, wie es gelegentlich schon Koppmann tat (S. 77), mit der Möglichkeit einer gekürzten Inhaltsangabe rechnen, aber dann bliebe es trotzdem seltsam, daß Adam gerade von der wichtigen Bestätigung der Oberhoheit Hamburgs über

die Gebiete des Nordens etc. nichts erwähnt, obwohl die Geschichte dieser Oberhoheit das Hauptthema seines Buches ist. Es ist bislang vielleicht nicht genügend in diesem Zusammenhang beachtet, wie sehr dieser Zweck das Buch bestimmt. Schon in der Einleitung begegnet zweimal der Hinweis auf die legatio der Hamburger Erzbischöfe (qui hereditariam praedicandi legationem possides in totam septentrionis latitudinem), und am Schluß des Buches finden sich abermals Worte, die als Programm des Ganzen gedeutet werden müssen (IV 41: Haec sunt quae de natura septentrionalium regionum comperimus ad honorem sanctae Hammaburgensis ecclesiae ponenda ... Quae salutifera gentium legatio primum a sancto Ansgario incepta, prosperis semper usque in hodiernum diem aucta est incrementis, usque ad transitum magni Adalberti per annos circiter ducentos quadraginta). Dazwischen aber wird in dem ganzen Buche das Thema von der Oberhoheit und der Legatengewalt in den verschiedensten Formen behandelt und bei jedem der bedeutenderen Erzbischöfe mit Nachdruck sein Verdienst um die Mission des Nordens hervorgehoben (I 22. 38. 48. 60. 64. 65; II 2. 14. 27. 44. 48. 58. 61. 70; III 1. 10. 14. 17. 23. 26). Unter diesen Umständen ist es, wie gesagt, höchst auffallend, daß Adam von dem wichtigen Inhalte der Urkunde Johanns XV. nichts erwähnt als die Pallienverleihung, zumal wenn man bedenkt, mit welchem Nachdruck im dritten Kapitel des zweiten Buches die Urkunde Agapits II. und am Schluß des dritten Buches die Urkunde Leos IX.[1]) für das Thema benutzt werden.

Ebenso große Bedenken bestehen gegen die Echtheit der Urkunde Victors II. Wenn C. die Urkunde für das Fragment einer echten Urkunde hält, die auf Grund der Vorurkunde Leos IX. hergestellt wurde, so fragt man sich doch, warum in diesem zu Fälschungszwecken hergestellten Auszug gerade die wichtigsten und für Hamburg wertvollsten Abschnitte fortgelassen wurden: die Verleihung der Legation, die Erlaubnis, Bischöfe in der Kirchenprovinz und im Missionsgebiete zu weihen etc., Abschnitte, die gerade der Fälscher so gut gebrauchen konnte. Ganz anders liegen die Dinge, wenn wir die Urkunde als freie Fälschung auffassen; denn es ist selbstverständlich eine andere Sache, ob man an Stelle einer umfassenderen Urkunde eine weniger inhaltsreiche setzt oder eine in der Privilegienreihe empfundene Lücke durch ein Machwerk auf Grund einer anderen Urkunde auszufüllen sucht. Und für diese Auffassung spricht nicht nur

1) Merkwürdigerweise behauptet C., daß die beiden Urkunden des Formosus und Leos IX. bei Adam nicht zitiert würden, und schließt daher auf unvollständige Benutzung des Archivs (S. 9); das ist ein Irrtum. Die Urkunde des Formosus wird I 51 zitiert, die Urkunde Leos IX. in Buch III (Anhang) exzerpiert.

die Tatsache, daß Adam eine Urkunde Victors II. nicht zitiert, sondern auch die bedenkliche Datierung, auf die schon Bresslau (Handbuch der Urkundenlehre I 196 Anm. 1) und dann wieder Kehr (Mitteil. des Instituts f. österreich. Gesch.-Forschung, Ergänzungsband VI 85 Anm. 5) aufmerksam gemacht hatten[1]).

Endlich wird man auch bei der Urkunde Leos VIII., die C. für unecht erklärt, anderer Ansicht sein können. Wenn C. aus der intitulatio dieser Urkunde: episcopus *et* servus servorum Dei einen Verdachtsgrund herleitet, so kann dieser Fehler ebenso gut als ein Versehen des Kopisten erklärt werden, der das ›*et*‹ aus der ebenfalls von ihm abgeschriebenen Fälschung Benedicts IX. (Curschmann n. 21) her kannte. Am Inhalt aber ist nichts auszusetzen; die Urkunde ist eine wörtliche Wiederholung des echten Nicolaus I. für Rimbert (n. 6), und die eigenartige, in keiner Fälschung sich findende Adresse spricht ebenfalls für die Echtheit. Nimmt man hinzu, daß auch Adam von Bremen ausdrücklich von einer Pallienverleihung Leos VII. an Adaldag berichtet (II, 1), so ist in der Tat kein Grund zu sehen, warum man diese Urkunde für unecht erklären müßte.

Die Reihe der echten Privilegien stellt sich daher doch etwas anders dar, als C. annimmt. Unser Führer bei der Scheidung zwischen echten und unechten Urkunden muß Adam von Bremen sein; es ist hier nicht der Ort, die Scheidung im einzelnen durchzuführen; aber es sei wenigstens bemerkt, daß die Zahl der von Adam zitierten Papsturkunden sich genau deckt mit der Zahl der auch aus anderen Gründen als echt zu erweisenden Stücke. Daraus ergibt sich, daß die gefälschten Papsturkunden jedenfalls nach dem Zeitpunkt des Abschlusses der Gesta, also nach ca. 1075, entstanden sein müssen. Auch C. ist im letzten Kapitel seiner Untersuchung, das den Perioden

1) Die Datierung ist nicht leicht zu beurteilen. Bedenklich ist jedenfalls der Kanzler Friedrich, der sonst als Kanzler Victors II. nicht bezeugt ist (vgl. Kehr a. a. O.). Wir wissen aus Leos Chron. Casin. II 2. 86, daß Heinrich III. den Papst ersucht hatte, den Kardinal festzunehmen; bei der Zusammenkunft des Kaisers mit Victor II. Pfingsten 1055 in Florenz fehlte daher Friedrich im Gefolge des Papstes; kurz nach den Florentiner Tagen trat der Kardinal, weil er seine Rolle ausgespielt sah, in das Kloster Monte Cassino ein und begab sich nach dem Zeugnis des Leo in die Einsamkeit. Nach unserer Kenntnis der Dinge erscheint es daher ausgeschlossen, daß am 29. Oktober desselben Jahres Friedrich als Kanzler ein Privileg des Papstes für ein deutsches Erzbistum ausfertigte, d. h. zu einer Zeit, da der Kaiser noch auf italienischem Boden stand und wahrscheinlich den Papst zur Seite hatte (Steindorff, Jahrbücher II 325). Auffallend ist allerdings die indictio VIII; aber ich würde es nicht für unmöglich halten, daß auch der Fälscher diesen Fehler beging, wenn er von der indictio VI der Urkunde Leos IX. aus rechnete; denn diese hat ihm ja alle Elemente der Datierung geliefert, auch den Namen des Kanzlers Friedrich.

der Verfälschung gewidmet ist, im großen und ganzen, wenn auch auf anderem Wege, zu diesem Resultat gelangt. Vor die Zeit Adams setzt er nur die gefälschte Stiftungsurkunde des Erzbistums Hamburg (Ludwig d. Fr., Böhmer-Mühlbacher [2] I n. 928), die er der Zeit des Erzbischofs Adaldag (888—909) zuweisen möchte, und die Ramelsloher Fälschungen (Ludwig d. D., Böhmer-Mühlbacher [2] I n. 1372, Nicolaus I., Curschmann n. 5, und die Nachzeichnung der Urkunde Ottos I., Mon. Germ. Dipl. I n. 13), die er um das Jahr 1012 entstanden sein läßt. Wenn man nun auch im Resultat C. zustimmen wird, so hätte man doch hinsichtlich der Fälschung BM [2] n. 928 eine etwas ausführlichere Begründung gewünscht. C. nimmt, wie vor ihm Koppmann (Die ältesten Urkunden des Erzbisthums Hamburg-Bremen, Hamburg 1866) an, daß der Anlaß für die Fälschung Ludwigs des Fr. der Streit um die Celle Turholz in Flandern gewesen ist. Turholz ging aber bereits bei der Reichsteilung verloren (Rimbert, Vita Anskarii c. 21); man sieht daher nicht recht ein, warum die Fälschung gerade zwischen 888 und 909 erfolgt sein soll. Wir wissen überhaupt zu wenig über diesen Streit um Turholz, als daß wir darauf eine Zeitbestimmung mit Sicherheit gründen könnten; denn die einzige Nachricht, die wir besitzen, ist die kurze Bemerkung Adams (I 22 Schol. 6): ›Turholz monasterium ..., pro quo recuperando vetus querela est ecclesiae nostrae pontificibus‹. Es ist deshalb sehr wohl möglich, daß wir den Anlaß zur Fälschung in den Ausführungen über die Gründung Hamburgs und die erzbischöfliche Würde Anskars zu suchen haben (so schon Dehio, Gesch. des Erzbisthums Hamburg-Bremen I Anhang S. 64 n. XIV). Schon Koppmann (S. 43) hat bemerkt, wie sehr in der Urkunde die Tendenz hervortritt, ›die hamburgische Diözese als eine von Anfang an keinem fremden Bischof unterworfene‹ hinzustellen. Diese langen Ausführungen, denen (nach Koppmanns Zählung) die Abschnitte 4—19 gewidmet sind, lediglich als Einleitung zu den kurzen Worten über Turholz (nach Koppmanns Zählung die kleinen Abschnitte 20—26) anzusehen, wie Koppmann es tat, ist entschieden nicht angängig. Wenn wir aber in ihnen den Hauptzweck der Fälschung sehen, dann kann die Fälschung sich kaum gegen einen anderen Gegner richten als gegen Cöln, weil damals eben die erzbischöfliche Würde des Bremer Erzbischofs durch Hermann von Cöln bestritten und die Unterordnung unter Cöln gefordert wurde. Die zeitliche Grenze würde durch die Urkunde Sergius' III. gegeben sein, in der die ungünstigen Verfügungen des Formosus wieder aufgehoben wurden (Curschmann n. 11), d. h. die Fälschung würde zwischen 890 und etwa 906 angesetzt werden müssen. Wir kämen mit dieser Begründung etwa auf dieselbe Zeit, die C. angenommen hat, und stecken

die Grenzen nur etwas enger. Außerdem dürften aber in diese Zeit auch die Verfälschungen zu setzen sein, die man mit dem ursprünglichen Texte der Urkunden Gregos IV. und Nicolaus' I. vorgenommen hat. Für diese Annahme spricht zunächst die auffallende Uebereinstimmung zwischen manchen Sätzen der Urkunden Gregors IV. und Ludwig d. Fr. (vgl. die Gegenüberstellung bei Koppmann S. 82 ff.); sie ist von Koppman so erklärt worden, daß die Urkunde Gregors IV. die Vorlage für die genannte Fälschung gewesen sei; allein da die Urkunde Gregors IV. gerade an den übereinstimmenden Stellen — ich mache noch einmal auf die Promulgationsformel ›Omnium fidelium dinoscentiae certum esse volumus, qualiter‹ aufmerksam — formale Schwierigkeiten bereitet, so liegt es viel näher, in diesen Ausführungen über den Bistumsgründungsplan Karls des Gr. das Werk eines und desselben Fälschers zu erblicken, zumal diese Worte auch inhaltlich Anstoß bereiten (vgl. Reuter a. a. O. S. 249 f.). Aber auch die nachträgliche Einfügung der feierlichen Pallienformel am Schluß der Urkunden Gregors IV. und Nicolaus' I. könnte kaum einer anderen Periode der hamburgischen Geschichte mit größerer Wahrscheinlichkeit zugewiesen werden als jenen Zeiten, in denen Cöln die erzbischöfliche Würde Bremens bestritt. Man besaß zwar um die Wende des neunten Jahrhunderts bereits zwei Pallienverleihungen, die Nicolaus' I. an Rimbert (Curschmann n. 6) und Stephans V. an Adalgar (nicht erhalten, zit. bei Adam I 48); aber in den beiden Hauptprivilegien Gregors IV. und Nicolaus' I. war die Pallienverleihung doch nur in ganz kurzen Worten gestreift, so daß eine Ergänzung nach dem Muster der beiden vorhandenen Pallienurkunden wohl als zweckmäßig erscheinen konnte.

Alle anderen Fälschungen fallen in die Zeit nach Adam von Bremen. Sie sind angefertigt in den Zeiten, als Gregor VII. und seine Nachfolger ein dänisches Erzbistum gründen wollten. Schon Adam schrieb offenbar unter dem Eindruck dieser bedrohlichen Haltung des Papstes; so erklärt sich am ungezwungensten seine nachdrückliche Betonung der Oberhoheit Hamburgs über den Norden. Innerhalb dieser Zeit gewisse Abschnitte der Verfälschungen anzunehmen, ist etwas gewagt. Der Schriftcharakter der Fälschungen läßt alle Möglichkeiten bis auf die Zeiten Innocenz' II. zu. Allerdings scheint die Schrift in der Urkunde Stephans V. (Curschmann n. 9) für eine etwas frühere Entstehung zu sprechen, und auch die Gründe, die C. anführt, weisen wohl auf eine frühere Zeit. Aber für die große Masse der übrigen Fälschungen mit Bestimmtheit die Zeit zwischen dem Wormser Konkordat, d. h. dem 23. Sept. 1122, und dem Tode des Erzbischofs Friedrich am 30. Januar 1123 anzunehmen, wie es vor C. schon Dehio (II Anhang

S. 38—41) getan hatte, dürfte kaum angängig sein. Die Gründe, die C. hierfür anführt, sind nicht so beweiskräftig, wie er meint; der Fehler der Beweisführung liegt, wie schon Tangl bemerkt hat, darin, daß C. die Bedeutung des Wormser Konkordates für diese Frage zu hoch anschlägt. Die Verbindungen Calixts II. mit Deutschland waren schon vor dem Konkordat vorhanden, wie die Reihe der deutschen Privilegien beweist; die Fälschungen hätten daher ebenso gut vor 1122 ihre Wirkung üben können als nachher. Der Codex Vicelini aber kann schwerlich für die Zeitbestimmung in Betracht kommen, weil, wie schon Koppmann bemerkt hat (Schlesw.-Holst. Jahrb. X 308), die Fälschungen nicht primitiv in einen Kodex eingetragen sein können, der zum Geschenk an eine auswärtige geistliche Anstalt (das Kloster Abdinghof) bestimmt war. Ich möchte vielmehr an eine frühere Zeit für jene große Masse der Fälschungen denken, weil sich dann die Schwierigkeiten weit besser lösen. Das folgenreichste Ereignis aus der Zeit der Kämpfe Hamburgs um den Norden war die Gründung des Erzbistums Lund im Jahre 1104 (JL. 5994); mit der Gründung dieses schwedischen Erzbistums, dem der ganze Norden untertan werden sollte, löste sich durch päpstliche Entscheidung das Band, das seit Anskar Hamburgs Erzbischöfe mit dem Norden verknüpft hatte. Dagegen mußte Hamburg Protest einlegen, wenn es nicht ein zwei Jahrhunderte altes Recht verlieren wollte. Gegen eine päpstliche Entscheidung aber konnten wirksam nur ältere päpstliche Privilegien helfen; dieselbe Ueberzeugung finden wir bei den in mancher Hinsicht gut vergleichbaren Passauer Fälschungen des Pilgrim. In diese Jahre dürfen wir daher unsere Fälschungen mit mindestens demselben Rechte setzen wie in die Jahre 1122/3. Auf diese Zeit passen weiterhin der Schriftcharakter der Fälschungen wie die Aufnahme in den Codex Vicelini. Vielleicht darf man auch darauf aufmerksam machen, mit welchem Nachdruck in der überwiegenden Mehrzahl der Fälschungen die Schweden in den Vordergrund gerückt werden. Das hatten sowohl Koppmann wie C. (S. 69 Anm. 1) bemerkt; bei dieser Auffassung der Dinge gewinnt die Tatsache eine besondere Bedeutung.

Die Besprechung mußte in vielen Punkten von C.s Ergebnissen abweichen; ich kann sie aber nicht schließen, ohne noch einmal hervorzuheben, daß auch diese Resultate auf der Basis der C.schen Untersuchungen beruhen, wie es alle ferneren tun werden.

Marburg A. Brackmann

Friedrich Nietzsche, sein Leben und sein Werk. Sechzehn Vorlesungen. Von **Raoul Richter.** Zweite, umgearbeitete und vermehrte Auflage. Leipzig 1909, Dürr. VII, 356 S. 4,80 M.

Nietzsche. Ein akademisches Publikum. Von **R. H. Grützmacher.** Leipzig 1910, Deichert. 197 S. 3,80 M.

Die Neuausgabe der Vorlesungen von Richter über Nietzsche hat die ursprüngliche Einteilung in eine ›Darstellung‹ und eine ›Beurteilung‹ seines philosophischen Werkes beibehalten. Dennoch ist diese Trennung der Gesichtspunkte sehr mißlich. Sie ist zunächst äußerlich unbequem und stellenweise gar nicht durchzuführen [1]). Sie ist aber darüber hinaus auch nicht ohne eigene sachliche Gefahren. Richter betont wiederholt, es ausschließlich mit einem Gegenstande der Philosophiegeschichte, nicht etwa mit einer allgemein historischen Biographie zu tun zu haben. Was veranlaßt ihn also innerhalb einer solchen einheitlichen Uebersicht wissenschaftlicher Ergebnisse noch das Referat von der Kritik zu sondern? Ich glaube, im Grunde der der neueren Geschichte der Philosophie geläufige Irrtum, die Bedeutung einer philosophischen Lehre lasse sich, im Unterschiede von der einer ›exakt‹ wissenschaftlichen, ohne bestimmte Voraussetzungen über die Wahrheit in dieser Wissenschaft auffassen, d. h. es sei überhaupt möglich, über philosophische Leistungen zu berichten ohne sie zu beurteilen. Richter bezeichnet als ›Pflicht‹ des darstellenden Teils, ›die Gedanken Nietzsches, unbekümmert um ihre logische Haltbarkeit, so überzeugend wie möglich, zu entwickeln‹ (S. 306). Hier tritt fast bis zum Wortwiderspruch deutlich hervor, wo der Fehler der angeblichen Objektivität einer bloß referierenden Behandlung steckt: es besteht die Vorstellung, als könne einer philosophischen Meinung (wohlverstanden: für die Geschichte der Philosophie als Wissenschaft) außer ihrer logischen Haltbarkeit, ihrer philosophischen Richtigkeit noch ein anderer Wert und eine andere Kraft zukommen, durch die eine besondere ›Ueberzeugung‹ begründet würde. Nun wäre noch eher verständlich, wenn umgekehrt die Prüfung eines Systems durch seine Logik, also allein auf seine Folgerichtigkeit in sich als Referat der Untersuchung seines Wahrheitsgehaltes als Beurteilung entgegengesetzt würde. Schlechthin unbegreiflich bleibt, was, abgesehen von Logik im weiteren Sinne, mithin von Schlüssigkeit und Richtigkeit zugleich, in einer Philosophie für die philosophische Teilnahme übrig ist. Der Versuch der Ausscheidung eines völlig unkritischen Berichts aus der Kritik scheint denn auch in der Tat die Vollständigkeit und Stichhaltigkeit beider beeinträchtigt zu haben.

1) Vgl. S. 329: ›Ich komme zur Erkenntnistheorie. Da ich ... in unsere Darstellung zur Erläuterung der oft mißverständlichen und mißverstandenen Anschauungen Nietzsches bereits die Kritik habe einfließen lassen, so darf ich mich hier kurz fassen‹.

Das auffälligste Beispiel dafür findet sich in Richters Darstellung der Lehre vom Willen zur Macht, wo fortwährend unzulängliche Beurteilung an unzulänglicher Auffassung Schuld wird und umgekehrt. Es ist längst keinem Zweifel mehr unterworfen und findet deshalb auch bei Richter die gebührende Hervorhebung, daß Nietzsche historisch die entscheidende Anregung zu seinen ethischen Entwickelungstheorien von den evolutionistischen Anschauungen der zeitgenössischen Naturwissenschaft empfangen hat. Im ersten Zustande ist also Nietzsches Ethik eingestandenermaßen biologisch gewesen, ihr Wertmaßstab und ihre Forderung die Anpassung an den tatsächlichen Verlauf der Entwickelung des Menschen, von der dann theoretisch wahrscheinlich wird, daß sie in die höhere Form des Uebermenschen auslaufe. In seiner ›Darstellung‹ dieser biologischen Moral ist Richter nahe daran, das Widersprechende dieses Begriffs zu sehen und auszudrücken (S. 217): ›Es erhebt sich die Frage: tut der Mensch damit nicht etwas ganz Ueberflüssiges, etwas, was die Entwickelung schon ganz von selber besorgt? Gleicht er nicht einem Reisenden, der durch Vorstöße mit dem Oberkörper im Sinne der Fahrtrichtung die Fahrt des Eisenbahnzuges, in dem er sitzt, mitzubestimmen, zu beschleunigen glaubt?‹ Richter beantwortet seine Frage zweideutig: ›Gewiß ein ernster Einwand — aber für Nietzsche kein schlagender‹. Das Letzte versteht sich, wenn Nietzsche trotzdem bei seiner Meinung blieb. Hier sollte es darauf ankommen, den Ernst des Einwandes, wurde er einmal erhoben, für jeden Standpunkt überhaupt zu erörtern. Leider aber wird aus den nun folgenden Schlußsätzen der zehnten Vorlesung nicht ersichtlich, ob ›logisch Haltbares‹ oder nur im Sinne Nietzsches ›Ueberzeugendes‹ vorgebracht werden sollte. Ich brauche nicht hinzuzufügen, daß ein Unternehmen der ersten Art hier und überall mißlingen mußte.

Daß hier das Problem der Möglichkeit einer biologischen Ethik unentschieden gelassen wird, rächt sich gleich in der nächsten Vorlesung bei der Durchnahme der einzelnen ›Stadien‹ von Nietzsches sittlicher Entwickelungslehre. Hier verschwindet in der Zusammenfassung aller dieser ›Stadien‹ unter dem Begriff des Evolutionismus gerade diejenige Wendung in Nietzsches Denken, durch die er seine praktische Philosophie von aller Heteronomie gegenüber der theoretischen losgemacht hat und von der die Absage an das ›gelehrte Hornvieh‹ der Darwinisten doch nur die unwichtige negative Seite ist. Nun sind gewiß die schlagendsten Zeugnisse dieser letzten Epoche in dem Nachlaßband 15 der Gesamtausgabe der Werke und im zweiten Bande der Biographie der Schwester erst nach dem Erscheinen der ersten Auflage des Richterschen Buches bekannt geworden. Um so

mehr Anlaß hätte vorgelegen, diesen neuen Stoff anders als in einer bloßen Fortsetzung des einmal vorhandenen Darstellungsschemas zu berücksichtigen. Das ist natürlich nur aus einem sachlichen Mißverständnis der antibiologischen Ausführungen Nietzsches unterblieben. Alles kam hier darauf an, die Tragweite der Nietzscheschen Kritik richtig einzuschätzen: Bestand sie wirklich, wie Richter will, nur in der besseren Erkenntnis einer tatsächlichen Richtung innerhalb der Entwickelung der Menschheit, in der Auslöschung der alten Theorie vom Triumph des Stärkeren durch eine neue vom Siege des Schwächeren [1])? Dann wäre allerdings nicht einzusehen, warum eine solche Berichtigung der Entwickelungsgeschichte des Menschen davon abgeschreckt haben sollte, diese Geschichte weiter aus dem biologischen Grundgesetz der Natur verstehen zu wollen. Und Richter hätte sich den Nachweis ersparen können, daß auch die letzte Phase von Nietzsches ›Ethik‹ mit der Entwickelungslehre nicht in Widerspruch stehe (S. 238). Nicht die Zerstörung der Entwickelungslehre aber ist der Inhalt von Nietzsches letzten ethischen Gedanken, sondern die völlige Entfernung dieser Lehre aus dem Kreise des ethischen Problems, die Vervollständigung seines Imperativs vom Uebermenschen gegen alle, so oder so beschaffene, tatsächliche Ergebnisse theoretischer Weltbetrachtung. Schon die endgültige Bestimmung des Uebermenschen im ›Antichrist‹ als eines biologisch zufälligen ›großen Gelingens‹ vergangener wie zukünftiger Bildungsvorgänge schließt die Unabhängigkeit dieses Ideals von dem Endablauf solcher Vorgänge ein. Die Bedeutung des neuen Schrittes ist klar: die Forderung des Willens zur Macht erhält hier zum ersten Mal überhaupt einen praktischen Sinn, weil damit nicht mehr bloß die überflüssige Aufgabe gestellt wird, das ohnehin naturnotwendige Geschehen noch zum Gegenstande des sittlichen Entschlusses zu machen [2]). Nietzsches Ethik gelangt so unbewußt und nur durch die scharfe Auseinandersetzung mit ihrem eigenen unreinen Ursprung an den tiefsten Punkt, den die praktische Philosophie seit Kant erreicht hat, vor die Unbegründbarkeit der

1) Die Ausdehnung dieser historischen Einsicht auf die eigentliche, naturwissenschaftliche Biologie tritt ja bloß in der bescheidenen Form der Hypothese auf, Werke XV 346: »Gesetzt, daß man uns nicht den Grund aufzeigt, warum der Mensch die Ausnahme unter den Creaturen ist, neige ich zum Vorurteil, daß die Schule Darwins sich überall getäuscht hat«.

2) Vgl. Werke XV 346 f.: »Will man die Realität zur Moral formulieren, so lautet diese Moral: Die Mittleren sind mehr wert als die Ausnahmen. ... Gegen die Formulierung der Realität zur Moral empöre ich mich: deshalb perhorrescire ich das Christentum mit einem tödlichen Haß, weil es die sublimen Worte und Gebärden schuf, um einer schauderhaften Wirklichkeit den Mantel der Tugend, des Rechts, der Göttlichkeit zu geben«.

obersten sittlichen Erkenntnis. Auf welcher praktischen Erkenntnis, d. h. doch Forderung, sollte das Sittengesetz ruhen, wenn es selbst die höchste ist? Und welche theoretische Erkenntnis, d. h. Aussage über ein Sein, könnte den Maßstab für das Sollen abgeben? Entgegen der verbreiteten Ansicht, die auch die Richters (S. 214) ist, Nietzsches ethische ›Oberwelt‹ entnehme seine Hauptkraft aus der Wertschätzung des biologischen Lebensbildes schlechthin, ist zu betonen, daß jener Wert umgekehrt erst durch Beiseitesetzung dieser theoretischen Instanz als Wert an sich seine Reinheit und Konsequenz bekommt.

Aber natürlich ist es nur die Form der sittlichen Verbindlichkeit, die in Nietzsches Ethik durch ihre Reife so geläutert erscheint. Der Gegenstand der Verbindlichkeit wird mit dem Wegfall der täuschenden biologischen Stütze erst recht problematisch. Dies Problematische spricht sich auch bei Richter (S. 213) in der Formel von der individuellen Setzung und dem universellen ›Inhalt‹ des Nietzscheschen ›Oberwerts‹ aus. Sie versucht ganz berechtigter Weise den Anspruch des Oberwerts wiederzugeben, mit dem er den ihm unterzuordnenden ›Unterwerten‹ doch nicht bloß als beliebiges, sondern als irgendwie gebotenes Ziel vorantritt. Wenn indessen zugestanden wird, daß der Begriff eines dem Ursprunge nach rein persönlichen, d. h. zufälligen Imperativs in einer philosophischen Ethik ebensowenig statt haben kann als der der Offenbarung in der Religionsphilosophie, so wird nicht behauptet werden, daß an der Zufälligkeit eines individuellen Imperativs seine ebenso zufällige inhaltliche Uebereinstimmung mit irgendwelchen überindividuellen Werten etwas zu ändern vermöchte. Diese Werte müßten ja umgekehrt ethisch erst durch den individuellen Imperativ ihre Legitimation erhalten. Dies ist nun genau der Fall der angeblichen Vereinigung von Individualismus und Universalismus, d. h. kritisch gesprochen Zufälligkeit und Notwendigkeit, in Nietzsches Sittengebot der Lebensbejahung. Ist das Gebot persönlich-zufällig, so wird es auch dadurch nicht notwendig, daß sein Gegenstand, das Leben, ein ›sachliches Prinzip‹, einen ›universellen Wert‹ darstellt. Denn läge in der Natur dieses Wertes wirklich die notwendige Verbindlichkeit seiner Anerkennung, so hätte es keinen Sinn, daneben noch diese Anerkennung zum Gegenstande einer persönlichen Forderung zu machen. Richters Auflösung des Widerspruches zwischen zufälliger und notwendiger Wertsetzung beruht denn auch ganz auf einem dialektischen Schein: Wenn vermeintlich in dem zufälligen Gebot ein notwendiger ›Inhalt‹ gefunden wird, so ist dabei dem Begriff des Inhaltes eine ganz irreführende Ausdehnung gegeben; Inhalt des Nietzscheschen Imperativs ist seine

Forderung, die Bejahung des Lebens, deren Wert als individueller problematisch bleibt, das Leben selbst ist nicht Inhalt, sondern Gegenstand des Imperativs, und sein Wert, welchen es immer haben mag, entscheidet nichts über den ethischen Wert der Lebensbejahung, von dem der Imperativ redet.

Die hergebrachte Meinung ist, Nietzsches Kritik der Ethik habe sich auf die Reihe der berühmten Zergliederungen beschränkt, in dem er die Unmöglichkeit eines rein logischen Ursprunges der Moralbegriffe dartat. Das Vorstehende wird genügen, um anzudeuten, wie seine Philosophie sich schließlich auch von dem entgegengesetzten Irrtum befreit hat, es lasse sich irgend eine Verbindlichkeit in der Moral auf erfahrungsmäßige Wertungen gründen, nach Lessings religionsphilosophischem Epigramm eine notwendige Vernunftwahrheit auf zufällige Geschichtswahrheiten zurückführen. Nun bleibt zwischen diesen beiden Mißverständnissen der Entstehung praktischer Werte nur noch eine doppelte Möglichkeit, dem tatsächlichen Anspruch des Geistes auf solche Werte gerecht zu werden. Gegen den empirischen Charakter aller sinnlich vermittelten Werte werden sich die gesuchten zunächst als allgemein und notwendig bestimmen. Dann aber wird die weitere Opposition gegen eine rein logische Moral leicht übersehen lassen, daß neben Allgemeinheit und Notwendigkeit der sittlichen Werte auch noch ihre Begrifflichkeit, d. h. logische Mitteilbarkeit, unumgänglich erfordert wird, damit eine Verbindlichkeit zu ihrer Anerkennung und Verwirklichung überhaupt zu Stande komme. Die Bemühungen von Kant und Fries haben längst ergeben, welches die Voraussetzung einer solchen zugleich überlogischen und doch begrifflichen, nicht beweisbaren, wohl aber begründungsfähigen Wertungsweise in der Organisation der Vernunft ist: die logisch nicht abgeleitete, sondern unmittelbare, gleichwohl auch nicht evidente, sondern ursprünglich dunkle Erkenntnis des notwendigen, kategorischen Imperativs, dieser Metaphysik der praktischen Vernunft. Dieser Metaphysik auch nur nahe zu sein, war Nietzsche durch sein antilogisches Vorurteil verhindert. Auch Richter (S. 340 f.) aber räumt in der neuen Auflage seines Buches ein, daß Nietzsches eigene Metaphysik mit der größten Entschiedenheit auf die Forderung allgemeingültiger, weil notwendig von allen erstrebter Werte zurückkommt. Damit ist denn sogleich gesagt, welcher letzte Ausweg zur Befriedigung des obersten Wertbedürfnisses ihr noch übrig war: es ist die Verweisung auf den allgemeinen und notwendigen, aber unbegrifflichen Wert der Dinge, d. h. auf die Aesthetik. Erst die Einsicht in die ästhetische Natur von Nietzsches Oberwert lehrt verstehen, welchen ganz anderen als biologischen Sinn jener rätselhafte Begriff des überall zu bejahenden

Lebens hat. Aesthetische Erkenntnis der ewigen Weltbedeutungen ist die Lehre, Fähigkeit ästhetischen Aufnehmens und Schaffens die Kraft, die sie predigt. Tausende von Erfahrungen der Zukunft werden unsere Kultur langsam den Tiefen nähern, die in dieser künstlerischen Anschauung des Daseins geahnt sind. Ihre Leistung für eine wirkliche Ethik, eine Wertlehre von Notwendigkeit vor und hinter allen Kulturen, ist mit zwei Worten beurteilt: Nietzsches Oberwert, die Lebensbejahung, bleibt trotz des notwendigen ästhetischen Wertes seines Gegenstandes, des Lebens, seinerseits als ethischer Wert problematisch und in Entschluß und Beurteilung praktisch unanwendbar, nicht weil er nicht allgemein, sondern weil er nicht begrifflich ist.

Dabei ist natürlich nur von der positiven Leistung der Nietzscheschen Ethik die Rede. Wie unentbehrlich noch heute ihre negativen Ergebnisse sind, wird durch nichts besser erläutert als durch das Buch des Theologen Grützmacher, das ebenso wie das Richtersche aus einer akademischen Vorlesung hervorgegangen ist. In seiner Auseinandersetzung mit Nietzsches Moraltheologie ist die große Schärfe der Polemik, wovon die übrigen Kapitel doch ungleich freier sind, keineswegs zufällig. Noch weniger die eigentümlichen Mißverständnisse, die bei der Wiedergabe von »Nietzsches Kritik der geltenden Moral und Religion« in der neunten Vorlesung begegnen. Zunächst die Auffassung der Lehren über den Ursprung der Moral als »Hypothesen« über einen vorhistorischen Zustand der Menschheit, wo es sich in Wahrheit doch gerade um die feinsten Abstraktionen aus großartig zusammengefaßten historischen Tatsachen wie der antiken Sklavenwirtschaft oder der Geschichte der Eroberungskolonisationen handelt. Sodann die Konstruktion des angeblichen Widerspruchs zwischen der Theorie des sklavenmoralisch-nützlichen Gut und Böse im »Jenseits« und der der schädlichen Instinktperversion bei den Unterdrückten in der »Genealogie« (S. 138): sieht Grützmacher nicht, daß die zweite Fassung der Moralgenese nichts anderes ist als die psychologische Erklärung der ersten, daß mit der Umbiegung des Herrschafts- und Freiheitsdranges durch den Sklaven gegen seine eigene Persönlichkeit ja eben erst die Bildung der besonderen Sklavenmoral beginnt, die dann durch Systematisierung der perversen Selbstverleugnung allmählich eine den Herren überlegene Machtentfaltung erreicht? Die Erklärung der Situation ist, daß das Pathos des ästhetischen Antichristen hier auf das eines Vertreters der christlichen Weltanschauung, des ästhetischen Gegenwertes, stößt. Aber ohne die Kraft dieser beiden miteinander vergleichen zu wollen, ist doch zu sagen, daß Nietzsches Stellung außerdem von vorne herein eine eigene Würde behauptet. Nicht die kulturelle Bedeutung von Sklaven- und Herrenmoral, von

Christentum und Antichristentum ist hier das Problem, sondern die Reinigung der Moral von der Bemengung mit allen diesen Kulturfragen, ein Problem, das durch jede erfolgreiche Unabhängigkeitserklärung und jede Bloßstellung falscher Herrschaftsansprüche weiter gebracht wird.

Eine Ethik wie die Grützmachers, die den Ursprung ihrer Verbindlichkeit in der Religion findet, darf wohl scheinbar mit einer geschickten Wendung Nietzsche selbst zum Zeugen für die Notwendigkeit einer solchen Begründung der Moral anrufen (S. 148): ›Auf das Prinzipielle gesehen, hat Nietzsche hier durchaus das Richtige getroffen. Religion und Moral gehören geschichtlich wie sachlich betrachtet zusammen, sind so eng miteinander verklammert, daß die Erschütterung der einen auf die Dauer auch die der anderen im Gefolge haben muß. Der scharfe Unterschied zwischen Gut und Böse, wie der absolute Charakter des: du sollst, läßt sich in der Tat nicht ohne eine Veräußerung in einer transzendenten Welt begründen‹; und (S. 149): ›Nietzsche identifiziert praktisch Religion überhaupt mit dem Judentum und Christentum. Unsere nordischen Anschauungen gehen auf sie beide zurück, nicht aus dem Herzen eines jeden Menschen sind sie erwachsen, sondern eine Folge der geschichtlichen Erziehung durch Christentum und Judentum‹. Wenn aber nun aus der vermeintlichen Uebereinstimmung des Nietzscheschen mit dem christlichen Begriff der Ethik stillschweigend gefolgert wird, daß seine Gegnerschaft gegen die Moral ein Erzeugnis seiner Religionsfeindlichkeit gewesen sei, so ist genau das Umgekehrte wahr: weil Nietzsche über dieser ›geltenden Moral‹ eine besser als historisch beglaubigte, gültige Sittlichkeit suchte, bekämpfte er in den Religionen und vornehmlich dem Christentum das gefährlichste Surrogat seines Ideals. Und vor dem Verdienst dieser Problemstellung verschwindet das Mißlingen der Lösung so lange, bis das Problem überhaupt begriffen ist. Grützmacher (S. 148) disjungiert von der wahren, religiösen Ethik die falsche, die utilitaristische, pessimistische und evolutionistische. Diese Disjunktion möglicher Moraltheorien ist aber deshalb unvollständig, weil die angeblich wahre ebenso falsch ist wie die übrigen. Unter anderen fehlt auch die tatsächlich wahre, die kritische. So kann das Kritische in Nietzsches Ethik von diesem Standpunkt keine Würdigung erfahren.

Welcher grobstoffliche ethische Dogmatismus hier die alten populären Vorurteile gegen Nietzsches ›Unmoralismus‹ (um mit Fouillée zu reden) wieder belebt, sei nur beispielshalber an der Besprechung des Uebermenschenideals nachgewiesen. Grützmacher (S. 173 f.) gibt zu, daß dieser Begriff auf der einen Seite einer ›idealistisch-morali-

schen‹ Deutung fähig sei, legt aber desto größeren Nachdruck darauf, daß er in Nietzsches historischen Beispielen (Cesare Borgia, Napoleon) meist einen anderen ›naturalistisch-egoistischen‹ Typus annehme. Die dogmatische Bestimmung des Sittlichen als altruistisch oder doch wenigstens negativ als nicht egoistisch tritt nirgends mit größerer Sicherheit auf, als wo die letzte Konsequenz des Egoismus zur Vernichtung fremder Persönlichkeiten und damit zur Verletzung auch des kategorischen Imperativs der Kritik zu führen scheint. Allein es ist nicht zu vergessen, daß die notwendige Beschränkung jedes Handelns und also auch des egoistischen durch den kategorischen Imperativ ihrerseits wieder einen Grenzfall in der Planke des Karneades hat: wo im Kampfe um die physische Existenz von zwei Persönlichkeiten nur eine erhalten werden kann, ist der Untergang der minderwertigen geboten ganz ohne Rücksicht auf Ego, aber auch auf Alter. Eine so einfache Ueberlegung ergibt die Möglichkeit eines äußersten von pflichtmäßigem Egoismus und pflichtwidrigem Altruismus. Sie sollte davor warnen, noch immer mit derartigen Maßstäben gesellschaftlicher Uebereinkunft gleichsam von außen die riesenhaften Erscheinungen individuellen Menschenwertes bezwingen zu wollen. Nur dieser Irrtum kann gegen die fast klassische Strenge verblenden, mit der Nietzsches ethische Geschichtsbetrachtung die Schicksale seiner Uebermenschen in ihrer Erhabenheit über Freude und Leid auch als sittlich notwendig verstehen lehrt.

Berlin Carl Brinkmann

Le Kitāb al Ḥamâsah de Aboû 'Ubâdat al Buḥturî édité d'après l'unique Ms. conservé à la Bibliothèque de Leyde avec Préface, Tables, Variantes et Notes critiques par le *P.* **L. Cheikho**, S. J. Tiré à part des »Mélanges de la Faculté Orientale«, t. III², IV, V. Paris, H. Champion; Leipzig, Harrassowitz 1910. LXXXVI, 298 S. Prix 25 fr.

Von dem Veranstalter dieser Anthologie, al Buḥturī († 205/820) vom Stamme Ṭajji, der unter dem Chalifen Mutawakkil am Hofe von Bagdad lebte und uns auch einen eigenen Dīwān hinterlassen hat, wissen wir, daß er seine Karriere dem schon damals berühmten Abū Tammām, seinem Stammesgenossen, verdankte, der mit seiner ›Ḥamāsa‹ eben erst bewiesen hatte, auf welchen Beifall eine gute Anthologie alter Gedichte rechnen könne. Abū Tammām scheint der erste gewesen zu sein, der den bisher üblichen Sammlungen von Einzeln- und Stammesdīwānen eine Auswahl aus verschiedenen Dichtern nach sachlichen Gesichtspunkten gegenüberstellte. Zu diesem klassischen Werk nun wollte Buḥturī mit seiner Anthologie, wie es auf dem

Titelblatt der Handschrift heißt, ein Seitenstück liefern, wohl auf Veranlassung von Mutawakkils Vezīr al Fatḥ b. Ḫāqān, dem er es gewidmet hat.

Wie bei Abū Tammām beginnt diese Sammlung mit Gegenständen, die sich auf Kampf und Krieg beziehen. Insofern läßt sich der Titel ›Ḥamāsa‹ rechtfertigen. Aber in Wirklichkeit ist es wohl ein Reklametitel, wie er noch im 12. und 13. Jhdt. unserer Zeitrechnung für Anthologien begegnet. Schon in diesen ersten Kapiteln springt die Verschiedenheit der Tendenzen der beiden Veranstalter in die Augen. Während Abū Tammām neben vielen kleineren Fragmenten doch auch manche umfangreichere, und ganze Gedichte aufgenommen hat, sind es bei Buḥturī überwiegend kurze Stücke, nicht selten nur aus einem bis drei Versen bestehend. Jener wollte das Beduinenleben aus seiner Poesie darstellen, diesem kam es darauf an, Einzelzüge zusammenzustellen, und zwar, wie man schon längst erkannt hat, in didaktischer Tendenz. Gegenüber Abū Tammāms zehn Kapiteln (Heldenlieder, Totenklagen, Sprüche der feinen Sitte, Liebeslieder, Schmähgedichte, Gast- und Ehrenlieder, Beschreibungen, Reise und Ruhe, Scherze, Weiberschmähungen) verteilt er seinen Stoff auf nicht weniger als 174 Kapitel. Eine solche Arbeit mit der Scheere war natürlich nicht ohne Willkür zu machen; von Systematik ist wenig zu merken. Deshalb läßt sich auch der Inhalt nicht gut in Kürze zusammenfassen. In groben Umrissen ist er etwa folgender: Von den Kampfesweisen, Behandlung der Feinde, nächtlichen und listigen Ueberfällen, Groll und Zank, Vorzug des Todes vor der Schande, Rache, Freundschaft und Verbrüderung, von der Vergänglichkeit der Stämme und Völker, der Kürze des Lebens und dem Tode, den Prüfungen der Welt, von Schadenfreude, Undankbarkeit und anderen niedrigen Eigenschaften, von der richtigen Wahl der Ehemänner (Genet. obj.!), von Ausdauer und Standhaftigkeit, Treue, Verschwiegenheit, vom Alter mit seinen Vorzügen und Schwächen, von Verschwendung, Geschäftshandel, Treuwort und Betrug. Den Schluß bilden die Totenlieder von Frauen.

Als eine Art Synopse orientiert uns das Werk vielfach gut über die Anschauungen verschiedener alter Dichter betreffs der genannten Gegenstände.

Die Dichter, die zum Worte kommen, sind teils die berühmten, von denen auch Abū Tammām Gedichte übernommen hat, teils solche, die uns weniger oder gar nicht bekannt sind. Buḥturī bevorzugt natürlich Moralisten wie Ṣāliḥ b. ʿAbd al Quddūs al Azdī, ʿAbdallah b. Muʿāwija, ʿAdī b. Zaid al ʿIbādī, Jaḥjā b. Zijād, Aʿšā-Qais; sie werden z. T. dutzende Mal zitiert. Dann auch gern Labīd, Kuṯajjir, u. a. m.

Buḥturī scheint mit diesem Werke keinen großen Erfolg erzielt zu haben. Es wird von arabischen Bibliographen und Biographen nur ein paar Mal erwähnt. Und erhalten ist es uns in einer einzigen Handschrift, die der Holländer L. Warner im 17. Jhdt. in Konstantinopel entdeckt und mit seiner berühmten Sammlung der Leidener Universität vermacht hat. Sie stammt etwa aus dem 15. Jhdt.

Mit diesem wertvollen Unikum haben sich die Arabisten fleißig beschäftigt, und es ist, dank der liberalen Verkehrsgrundsätze der Leidener Bibliothek, viel unterwegs gewesen. Wohl als erster kopierte es Reiske; ausführliche Proben teilte sodann Nöldeke in seinen ›Beiträgen zur Kenntnis der Poesie der alten Araber‹ 1864 mit; im J. 1893 veröffentlichte R. Geyer in der Zeitschr. d. Deutschen Morgenl. Gesellsch. daraus einige sonst unbekannte Fragmente aus den Dichtern der sechs Dīwāne und lieferte einen alphabetischen Index der von Buḥturī zitierten Dichter. Und die meisten Bearbeiter altarabischer Diwane werden die Hs. direkt oder indirekt benützt haben.

Es wäre vielleicht angezeigt gewesen, wenn Cheikho bei dieser Gelegenheit einmal daran erinnert hätte, daß im J. 1853 Hammer-Purgstall unserem Werke nicht weniger als 114 Seiten seiner ›Literaturgeschichte der Araber‹ gewidmet hat (Bd. IV, S. 746 ff.). Denn er hat nicht nur den größten Teil übersetzt, sondern auch in der richtigen Voraussicht, daß es mit einer Ausgabe des Werkes noch gute Weile haben möchte, die Kapitelüberschriften und die Dichternamen der Reihe nach vollständig mitgeteilt. Ahlwardt hat mit seinem Specimen vom J. 1859 den für seine Zeit zweifellos hervorragenden und gelehrten Mann, dem in seinem Alter die in Paris wiedererweckte und von da zunächst nach Leipzig übertragene moderne arabische Philologie über den Kopf gewachsen ist, kurz nach seinem Tode so gründlich erledigt, daß man seither auch da von ihm absieht, wo er belehren könnte.

Dieses bibliographische Verdienst Hammers läßt sich nicht beseitigen. Ebensowenig allerdings ist zu leugnen, daß die Uebersetzungen echt Hammersch sind und der Kritik im einzelnen so wenig standhalten wie diejenige des ›Chalef‹. Ahlwardt hätte sein Motto vermutlich um so eher auch auf sie angewendet, als es in unserer Ḥamāsa selbst steht (Nr. 1268)[1]). Aber wer die Hs. selbst oder Cheikhos Tafel oder die photographische Reproduktion der Hs. kennt, weiß, daß dieses Nasḫī schon rein äußerlich seine Schwierigkeiten für den Leser hat. Daß Hammer sich mit solchen Finessen nicht herumschlug, ist bekannt; aber auch penible Forscher wie Geyer und Cheikho sind durchaus nicht immer gleicher Meinung.

1) Ahlwardt aber hatte es wohl aus Freytags Proverbia II, S. 485.

Die soeben erwähnte, von der de Goeje-Stiftung herausgegebene photographische Reproduktion ist (mag sie auch in erster Linie dem ›Unikum‹ gelten) jedenfalls von diesem Gesichtspunkt aus besonders zu begrüßen. Es mag da jeder selbst von Fall zu Fall nachsehen, was ihm dazustehen scheint. Cheikho hat sie noch für seine Anmerkungen und Nachträge benützen können; mir ist sie bisher leider unzugänglich geblieben, und so muß ich sie im Folgenden unberücksichtigt lassen.

Cheikho hat für die Kopierung der Hs. — 400 Seiten — eine Woche Zeit zur Verfügung gehabt (S. LXXXV). Es ist also unmöglich, daß er überall absolut richtig gelesen und nichts übersehen hat[1]). Aber auch andere haben wohl nicht immer das Richtige. Einige Beispiele:

Nr. 30 haben sowohl Geyer[2]) als Hammer-Purgstall hinter عروة بن شراحيل noch التميمىّ, Nr. 1038 hinter المرادىّ noch الفزارىّ gelesen, während beides bei Ch. fehlt. — Zu Nr. 980 bemerkt Ch. ausdrücklich, die Hs. habe حَيَّار, und doch hat H.-P., so unendlich oft er sich sonst in diesen Handschriften verlesen hat, hier حَيَّان gelesen, was das richtige ist, vgl. Aġ. XV, 139₉. — Nr. 1032 gibt Ch. بن عبد قيس, dagegen die beiden Wiener nur بن قيس. — Nr. 1029 haben Ch. und H.-P. حكم, Geyer الحكم.

Von unsicheren Lesungen erwähne ich nur Nr. 1028, wo Ch. مُوَقَّب, G. مُرْهِب, H.-P. gar موكّب, und Nr. 1016, wo Ch. und H.-P. مفروق, G. معروق hat. — In Nr. 1120 habe ich s. Z. im dritten Vers, der übrigens von einer flüchtigen persischen Hand am Rande nachgetragen ist, nicht wie Ch. ابوك هناب سارق abgeschrieben, sondern (sic) ابوك ضباب مادرق. — Nr. 1185, V. 1 hat die Hs. nach meiner Kopie غاوٍ, nicht غادٍ; ferner Nr. 1184 das richtige كذاك (Ch. كفك), wie es auch Provv. II, 330, Nr. 57 Schol. steht. (In Ġāḥiẓ's Ḥajawān I, 10, wo alle drei Verse zitiert sind, ist daraus كذاب geworden!). — In Nr. 612, V. 2[b] hatte ich فَلِلْعَيْش abgeschrieben, während Ch. فلا العَيْش druckt.

Die unzähligen falschen Vokale der Hs. hat Ch. natürlich meist richtig verbessert, z. T. stillschweigend, wie z. B. Nr. 884, V. 1, wo Hs. لِحَارِيّت (sic) — aber unnötig 272₂, wo تَعجَلْ der Hs. so gut ist wie der von Ch. hergestellte vierte Stamm.

1) Allerlei übersehene Verse konnte er denn auch in den Anmerkungen nach den Photographien nachtragen.

2) In seinem Index ZDMG Bd. XLVII, S. 424 ff.

Wie hoch Buḥturīs Kollektaneen als Zeugen der Ueberlieferung zu bewerten sind, kann hier nicht untersucht werden. Nach einzelnen Proben kann ich mir keine sehr günstigen Vorstellungen machen. Wenn Nr. 1067 einem neuen Dichter zugeschrieben wird, während sie nach Ausweis von Muʿammarīn (s. Ch.) noch zur vorigen gehört, so ist das ein zufälliges Versehen Buḥturīs oder eines Abschreibers. Aber es fehlt z. B. hinsichtlich der Versfolge, der gegenüber die Ueberlieferung ja überhaupt oft recht willkürlich verfuhr, nicht an Anzeichen dafür, daß Buḥturī zu seinen Zwecken besonders frei mir ihr geschaltet hat. So hat er in Nr. 227 hinter V. 4 und 6 je einen Vers ausgelassen, wie der Huḏailitendīwān Nr. 21 zeigt; wofür er allerdings vor jenem einen anderen Vers voraus hat[1]). In eben diesem Dīwān, Nr. 22, finden sich die Verse Nr. 228, und zwar als Verse 3. 7. 8. 11. 12; also ist Buḥturīs Text wieder verkürzt[2]). Er hat, um dies nebenbei zu bemerken, auch wohl einmal eine Dialektform durch die hocharabische ersetzt, so das huḏailitische يَازَعَهم Nr. 226 durch وَازَعَهم[3]); die drei Verse stehen nämlich ebendort Nr. 28 im Kapitel von Sāʿida b. al ʿAǵlān. (Beachte in V. 3 أَحَد bezw. im Schol. وَحَد, gegenüber حَدَد unseres Textes.)

Es gibt aber auch Fälle, wo Buḥturī die richtige Tradition repräsentiert. So wird z. B. die Versfolge in Nr. 362 durch Aǵ. IX, 4 und Provv. III[1], 378, und für die beiden ersten Verse auch durch Māwerdī ed. Enger 68, bestätigt, während die ›große Ḥamāsa‹ (378) und andere den mittleren Vers voranstellen. Ebenso beginnt er in Nr. 1049 das Gedicht des Ibn Muqbil, von dem wir außer diesen neun Versen nur noch zersprengte Verse und Verspaare haben, mit dem eigentlichen Anfangsvers (Binnenreim), während bei I. Qutaiba alle drei Hss. 6—4, voranstellen. — Daß sich allerlei Verse zur Ergänzung von Dīwānen ergeben, hat, wie bereits bemerkt, Geyer für Ahlwardts sechs Dichter gezeigt. Man wird das mit der Zeit noch weiter verfolgen müssen; ich erwähne hier nur den Vers des Muṯaqqib Nr. 804 auf وَعُورُها (l. وعُورُها), der gewiß zu Mufaḍḍ. XXII gehört.

Nicht vertrauenerweckend sieht es aus, wenn Buḥturīs Lesarten ganz allein stehen, wie z. B. in Nr. 285 mit dem فلا وابيك, oder wie

1) Es sind hier einige Varianten zu beachten, z. B. in V. 6 حاظ, wie es die Randlesart bei Buḥturī hat.

2) Der Dīwān bietet لِلرِّقَال, wie wieder die Randlesart bei Buḥturī.

3) Allerdings kommt auch dieses in jenem Dīwān vor (169, 9), wird aber eben Korrektur sein.

in Nr. 1418, 1, wo die Lesart von Lisān und Tāǧ noch durch Alfāẓ 550_{10} f. gestützt wird.

Es ist also sehr wichtig, daß wir uns eine möglichst genaue Kontrole über diese 1454 Fragmente verschaffen. Hier ist es kein Sport, sondern wirkliches Erfordernis, wenn man an Verweisen und Parallelen aufbringt, was sich irgend finden läßt. Jede neue Stelle ist ein positives oder negatives Zeugnis. Ch. hat das erkannt und infolgedessen die Schleusen seiner Belesenheit geöffnet. Wenn trotzdem noch ziemlich viele Nummern isoliert bleiben, so kommt das teils daher, daß sich moralisierende Verse schwerer in anderen Werken wiederfinden lassen als etwa historische, teils allerdings auch daher, daß Buḥturī zuweilen Quellen benutzt hat, die uns bisher unbekannt sind. In dem archäologisch-antiquarischen Kapitel 49 fließt vielfach die südarabische Tradition. Aber wie steht es z. B. mit der Herkunft und Echtheit des sonst nirgends überlieferten Fragmentes des ›ʿAdī b. Zaid‹ Nr. 393, wo neben jamanischen Dingen Qubāḏ und Aḥiqār (حَيْقار) zur Sprache kommen?

Zu den gelegentlichen Aeußerungen Ch.s über seine Auffassung schwierigerer Stellen erlaube ich mir nur ein paar wenige Gegenvorschläge. Nr. 397_3 möchte ich unter dem ›Zweigehörnten‹ nicht den Munḏir verstehen, sondern den Alexander, von dessen Reich es mit Fug heißen kann, es habe sowohl Indien (das muß doch irgendwie in الهَنايد stehen) als الرَّدْم umfaßt; denn der ›Wall‹ ist m. E. die Mauer von Gog und Magog, vgl. Sūra 18_{94} Ǵāḥiẓ, Buḫalāʾ 227_2 u. s. w.). — 882 nimmt Ch. an dem Indikativ يُعَمِّرُ unnötig Anstoß; der Sinn verlangt einen Hauptsatz: ›Strebe nach Gewinn: der Besitz hält den Menschen am Leben‹. — 1184, 2 versteht Ch. in der sprichwörtlichen Redensart, für die er selbst auf Maidānī II, 75 verweist (Provv. II, 330, und vgl. Aǵ. XVIII, 138_6, Baihaqī 442_{16}, Ps.-Ṯaʿālibī, Vertrauter Gefährte 126_{11}) unter ثور auffallenderweise ›*la mousse*‹ statt ›Stier‹. Jene Auffassung ist, trotzdem sie einige Scholiasten vertreten (z. B. Provv. a. a. O. und vgl. Cheikho zu dem Verse des Aʿšā in Naṣr. 396_6 = Provv. III^2, 478), gewiß ganz verkehrt. Dasselbe gilt folglich von seiner Bemerkung zu dem Verse Nābiǵas Nr. 1181, V. 2.

Dem Wunsche des Herausgebers, die Fachgenossen möchten ihm ihre Bemerkungen zu Handen einer etwaigen Neuausgabe nicht vorenthalten, komme ich schließlich meinerseits in dem bescheidenen Maße nach, das mir ein einmaliges rasches Durchgehen ermöglicht hat. Eine Anzahl neuer Parallelen ist schon im Bisherigen gegeben. Ferner:

Nr. 99. Vgl. Dīwān Ḥassān (Tunis) 83 = J. Hišām 772.

Nr. 129. Das richtige أُصالحُكم im Verse des Aʿšā steht bei I. Hišām 199₉ = 374₈, wo übrigens يَسْرِتْها statt يَشْرِتْها.

Nr. 229 steht im Huḏailitendīwān Nr. 84; der Dichter heißt hier عُمَيْر بن الجَعْد u. s. w. Die von Buḥturī zitierten Verse entsprechen den dortigen Versen 5—9. Nebst einigen anderen Varianten steht dort statt بالجِزْع من نَقرَى: بالحَقّ من نَفَرٍ; darnach ist Ch.s Verbesserung بالجِزْ überflüssig; ferner steht dort das richtige رَفَّعْتُ (2. Stamm), sodaß kein و davor zu ergänzen ist.

Nr. 236. Statt جَذْعاء heißt der Vater des Dichters bei Jāqūt (s. Ch. z. St.) جُحَيْظَة, aber Provv. II, 562, Nr. 20 حَنْظَلَة. — Hier auch أَقَبّ statt أَجَشّ.

Nr. 241. Zu dem ersten Verse des Nağāšī vgl. noch ʿUjūn 199.

Nr. 247. Das Verspaar steht im Zusammenhang Ag. III, 6 f. (mit Varianten.

Nr. 261. Vgl. Qut., Poes. 234.

Nr. 388, V. 2 يَصِيرُ هَابًا ›wird zu Staub‹ (eigentlich ›staubig‹). هَابًا kann nur = هابيًا sein. هابٌ neben هابٍ (z. B. Ḫansā' 39₂ 137 g. u.) hat Parallelen an هارٌ neben هارٍ und anderen Adjektiven oder Partizipien, die man bei Nöldeke, Neue Beiträge 1910, S. 210 ff. passim findet.

Nr. 396, V. 6. Vgl. Jāqūt II, 282₉, wo تَدَلَّى und مُلْكه.

Nr. 523. Der Vers findet sich, ebenfalls anonym, nebst einem anderen Bajān I, 210₂₂ und zwar mit dem richtigen مَتْنُه (statt مَسُّه).

Nr. 612. V. 1 = LʿA كدح; mit فما Baiḍāwī II, 105 paen. (anonym), mit هل الدهر Ḥajawān III, 14.

Nr. 894. يُلاقِ (so auch Hs.): man erwartet يُلاقِ.

Nr. 921. Es läßt sich ʿUjūn 51₉ hinzufügen. Uebrigens vgl. das Sprichwort لا يُطاع لقَصِيرٍ أَمْرٌ Provv. II, 536, Nr. 424 = Maid. I, 157, II, 126.

Nr. 972. S. Muʿammarīn S. ۱۰۳ oben und Goldziher z. St.

Nr. 1049. Gegenüber Buḥturīs يوم الوقت V. 1 ist يوم البعث nicht nur durch Qut. bezeugt (s. Ch.), sondern auch durch LʿA (vgl. Lane I, 2455), wo übrigens außerdem وَأَقْتَيتُ statt والْتاث. — V. 3 ist öfter zitiert, z. B. Muḥāḍarāt II, 189. — V. 4 تَلَيّات: Alfāẓ 568₁ تُلُنّات. —

V. 9 zu مَرِغ من القاع تجنّب zitiert Ch. aus Jāq. III, 70 ببطن القاع من سُرُج (Var. سرح, vgl. L'A سرح). Aber Jāq. I, 267 steht dafür غداة القاع من أُسُن (vgl. L'A اسن: تميم لبنى ماء), III, 77 $_{2}$ سُرُع, und so Bakrī 773 $_{19}$; L'A انس: أُنُس (ماء لبنى عجلان).

Nr. 1050. V. 1: Šawāhid Muġnī 99 $_{5}$ v. u. (mit يومًا عذار لجام). — V. 2: Kāmil 124 $_{19}$. — V. 3. 4: Muraṣṣaʻ S. 100, 5/6.

Nr. 1131. Die richtige Fassung des Verses hat, nebst einem zweiten, Qut. Poes. 111 $_{7}$, und zwar besser mit والمرء, und mit يُصْلِحْ.

Nr. 1173. Dieser Vers des al Afwah al Audī, sonst m. W. nirgends überliefert, endigt bei ʻAinī I, 451 nicht auf تُرْذَلُ, sondern auf ينزع. Er lautet hier:

وللل ساع سيّد (sic) عن مضى (sic) ينمى به فى سعيه او ينزع

und steht als siebenter von sechs Versen, die kommentiert werden.

Nr. 1243. Der Vers steht wirklich im Zusammenhang in az Zaǧǧāǧīs Amālī 130 $_{18}$, und zwar mit ينهضون statt يَهْضِبُون.

Nr. 1305, l. 3 stehen Bajān I, 207 Mitte, dazwischen ein anderer Vers. In V. 1 لو أنّى statt انّى لو.

Nr. 1359. S. Provv. I, S. 545, und vollständiger S. 546 unten.

Nr. 1341. Sechs von diesen sieben Versen des Bilāl finden sich jetzt mit allerlei Varianten in Qālīs Amālī I, 47.

Nr. 1402, V. 1 steht genau wie bei Buḥturī in Ǧāḥiẓ, Opusc. 95 $_{9}$ = 91 $_{6}$ ed. Miṣr.

Daß Druck und Ausstattung vortrefflich sind, braucht nicht gesagt zu werden. Da sich die Verweise im Index auf die Seiten der Hs., nicht auf die Nummern der Gedichte, beziehen, so würde man die Seitenzahlen im Texte allerdings gern fett gedruckt sehen, denn jetzt fallen sie zu wenig in die Augen und machen das Arbeiten mit dem Index langwierig.

Von kleinen Versehen erwähne ich noch folgende: Zu Nr. 261 und 285 ist der Verweis auf Mufaḍḍ. zu streichen. — Nr. 272 $_{1}$ ist statt وَيَنْظُرْ der Hs. besser وَيُنْظَرْ zu lesen, mit de Goeje (nach einer brieflichen Mitteilung anläßlich ZDMG LIV, 472 $_{8}$). — Nr. 405, 1 تَتَصَرَّمِ: l. تَصَرَّمِ. — Nr. 789 l. (رمل) statt (متقارب).

Die ›kleine Ḥamāsa‹ wird der Kritik noch viel zu schaffen machen — von ihrer literaturgeschichtlichen Ausbeutung zu schweigen! —, aber *P.* Cheikho schulden wir nicht bloß für seine Ausgabe, sondern auch für die gelehrten Beigaben, mit denen er dem Text ein vorläufiges Substrat geliefert hat, wärmsten Dank.

Königsberg i. Pr. F. Schultheß

Paul Sakmann, Voltaires Geistesart und Gedankenwelt. Stuttgart 1910, Fr. Frommanns Verlag (E. Hauff). VIII u. 383 S. 8°. 6,80 M.

Es ist eine Freude, dieses Buch anzuzeigen, und es sei die erste Aufgabe der folgenden Zeilen, dieses Urteil, zunächst im allgemeinen, mit wenigen Worten und nur in einigen Richtungen zu begründen. Das Werk Sakmanns sticht dadurch von nahezu allen literarhistorischen Werken über das achtzehnte Jahrhundert in deutscher und fremder Sprache auf das vorteilhafteste ab, daß in ihm der Zeithintergrund in allem wesentlichen richtig gezeichnet wird. Das hat seinen Grund darin, daß der Verfasser seinen Studien und Interessen nach ebenso sehr Historiker wie Literarhistoriker ist, wie manches tiefeindringende, mit mühsam verhaltener Leidenschaft ausgesprochene historisch-politische Urteil (das eine oder andere wird wiederzugeben sein) beweist. Die Frucht dieser Vielseitigkeit der Vorarbeiten und des inneren Anteils ist die, daß Sakmann sich von der üblichen Schwarzmalerei der Zustände des alten Frankreich vollkommen frei hält. Das aber hat wieder für die Beurteilung Voltaires die wesentlichsten, und zwar günstige, Folgen. Denn wären die Zustände in der Tat so gewesen, wie sie uns geschildert zu werden pflegen, wäre z. B. die Regierungsform ein grausamer asiatischer Despotismus gewesen und die Parlamente die letzten Vorkämpfer einer edlen Freiheit — mit welcher Schmach und Verachtung müßte man dann das Andenken des klugen Mannes überhäufen, der doch bei allen Schwankungen ein Apologet dieses Despotismus und ein Verfolger der Parlamente gewesen ist! Oder wieder, wenn die wirtschaftlichen Zustände wirklich so jammervoll gewesen wären, wie es dargestellt zu werden pflegt, woher könnte man dann die Worte der Entrüstung über Voltaire nehmen, der sich darüber lustig macht, daß seine Landsleute neuerdings, seit etwa 1750, statt weiter Verschen zu schmieden, sich Spekulationen über das Getreide hingaben? Aber, wie es ist, sind die damaligen Mißstände und die Voltairesche Kritik einander durchaus angemessen: es ging den Franzosen, wenigstens in der zweiten Hälfte des achtzehnten Jahrhunderts, im allgemeinen gut und immer besser; manches freilich mußte noch anders werden und war im Begriff, anders zu werden; und eben dieser Lage entsprach die allgemeine Billigung, die Voltaire dem damaligen Frankreich zuwendet, und die leichte, oft frivole Art der Kritik, die er übt und für die Sakmann volles Verständnis beweist. Damit sind wir bei der Betrachtung des Verhältnisses des Autors zu seinem Helden angelangt. Auch hier gibt es nicht genug zu loben. Immer ist die Kritik des Ver-

fassers wach gegen die sittliche, wie geistige Art Meister Arouets — wie dürfte sich ein Voltaire über Kritik beschweren! —, und vor allem in ersterer Richtung wird nichts von dem vielen Schmählichen vertuscht. Aber niemals empfängt der Leser den Eindruck, daß hier lieb- und verständnislos abgeurteilt werde, sondern alle diese Urteile beruhen auf einem vollen Einfühlen, das freilich, wenn ich nicht irre, den Verfasser Mühe gekostet hat. Er hat sich zur Sympathie mit seinem Helden durchgerungen; aber wieder, diese Sympathie artet nirgends in Parteilichkeit aus: amicus Voltaire, magis amica veritas. — Ebenso glücklich, wie in seiner Stellung zu Voltaire im ganzen, ist Sakmann in der Darstellung seiner Ideen und Anschauungen. Wie starr, wie unangemessen ihrem Gegenstand haben viele Literarhistoriker ›Voltaires Ansichten‹ dargestellt. In Wirklichkeit gibt es — mit Ausnahme weniger Spezialgebiete — so etwas wie ›Voltaires Ansichten‹ überhaupt nicht. Je nach der Stimmung, den jedesmaligen persönlichen Erlebnissen, den freundschaftlichen und feindlichen Berührungen mit anderen Menschen, den taktischen Zwecken, der wechselnden Lektüre, schwankt er, auch in den wichtigsten Fragen, hin und her. Was konstant bleibt, ist nicht der Inhalt, sondern die Form, ist eben Voltaire. Sakmann hat es verstanden, diese Tatsache in helles Licht zu rücken. Aber, und hiermit ist auf ein noch größeres Verdienst hinzuweisen, er bleibt nicht überall bei dieser Auflösung stehen; er bemüht sich vielmehr doch wieder zu etwas Positivem durchzudringen und so gelingt es ihm denn in der Tat, bei manchen, wenn auch lange nicht allen, wichtigen Gegenständen, nachzuweisen, daß Voltaire ›im allgemeinen‹ oder ›meistens‹ so oder so über sie geurteilt habe. Ein weiterer großer Vorzug des Werkes ist der, daß man ihm die intensive, gelehrte Arbeit, auf der es beruht, durchaus nicht anmerkt. Sie ist vielmehr in einer Anzahl Vorstudien, deren stattliche Liste Sakmann dem Buche vorausschickt, niedergelegt und dadurch ward es dem Verfasser möglich, seine Bemühungen fast ganz auf die künstlerische Seite seiner Aufgabe zu beschränken. Gerade auch vom Gesichtspunkt der Form aus betrachtet, ist die Leistung Sakmanns im höchsten Grade anerkennenswert. Das Buch ist fesselnd geschrieben, in lebendiger, abwechselungsreicher Sprache, in der der Verfasser nur gelegentlich etwas über die Stränge schlägt (vgl. den letzten Teil dieser Anzeige, in dem einige Einwände gegen das Werk erhoben werden sollen).

Sakmanns Voltaire zerfällt in zwei Teile, von denen der erste, bedeutend kürzere, eigentlich die Stelle einer Einleitung vertritt. Er ist betitelt ›Zur Psychologie Voltaires‹ und enthält zu dieser in der Tat äußerst feine Beiträge. Man lese z. B. den Abschnitt über ›das

Unadlige an Voltaire« (S. 9—14). Einen glänzenden Beweis für Sakmanns Unparteilichkeit und für seinen gesunden historischen Blick bietet der Abschnitt über die Beziehungen seines Helden zu Friedrich dem Großen. Ohne des Königs Fehlgriffe zu verhüllen, läßt Sakmann durchaus keinen Zweifel darüber, daß er auch geistig der größere ist, und vor allem, daß er außerordentlich viel vornehmer denkt und handelt als Voltaire. Der weit umfangreichere Hauptteil des Buches (S. 101 bis 383) ist betitelt »Voltaires Gedankenwelt« und zerfällt wieder in drei Abschnitte: 1. Voltaire und die bourbonische Kultur. 2. Voltaire und die Aufklärung, der Denker, Prediger und Religionskämpfer. (In diesem Abschnitt vor allem zeigen sich Einflüsse von D. F. Strauß' Voltaire, den Sakmann 1906 neu herausgegeben hat.) 3. Ancien Régime und Revolution. Der Politiker. Es kann hier aus dem überreichen Inhalt nur das eine oder andere mitgeteilt werden. Zu den Fällen, in denen es schlechterdings unmöglich ist, auch nur von einer vorwiegenden Ansicht Voltaires zu sprechen, gehören folgende. Bei dem Versuche, das Bild Christi zu fassen, kommt er über ein fast kläglich zu nennendes Schwanken zwischen Urteilen, die sich ausschließen, nicht hinaus. Bald preist er ihn als den Propheten der Humanität und einen Helden der Religiosität, bald kann er in ihm nur den ungebildeten Proletarier sehen, den Juden aus der Hefe des Volkes — die Verachtung und Abneigung Voltaires gegen die Juden bleibt übrigens konstant, ein fester Pol in der Erscheinungen Flucht! —, »dem mit seiner Hinrichtung recht geschehen ist«. — Will Voltaire die Frage nach der Stellung des Staates zur Religiosität seiner Bürger beantworten, so beobachtet Sakmann dasselbe peinliche Schwanken. Bald redet er, als sei er für absolute Toleranz; an anderer Stelle aber zeigt es sich, daß er Angst hat vor »religiöser Anarchie« und daß er — natürlich aus politischen Gründen — für eine »nützliche« Staatsreligion, mit beschränkter Toleranz anderen Religionen gegenüber, aber ohne Toleranz gegen den Atheismus, eintritt. Genau dasselbe gilt von seinen Ansichten über die religiöse (übrigens auch sonstige) Aufklärung der Massen. Auch hier dieselbe Unsicherheit, welche in diesem Falle auf zwei Ursachen zurückgeht: eine zwiespältige Auffassung der Rolle der Religion einerseits und der Bildungsfähigkeit des Volkes anderseits. Die erstere faßt er bald als den gefährlichen Aberglauben, auf dem die Macht seiner persönlichen Feindin, l'Infâme, beruht, bald aber als das heilsame kräftige Bollwerk gegen die ihm in tiefster Seele verhaßte Revolution, ohne das der Staat nicht bestehen kann [1]). Die Masse des Volkes ist ihm meistens dumm und

1) Um eines der persönlichen Urteile Sakmanns wiederzugeben, möge folgender Passus über den im Text behandelten Gegenstand hier Platz finden. Ueber

hoffnungslos ungebildet. Dieser Zustand erscheint ihm dann als der durchaus erwünschte. Oft aber ist er wieder optimistisch mit Bezug auf die Bildungsfähigkeit der Masse. Nach alledem ist es wohl kein allzu hartes Urteil, wenn man meint, daß dem Manne, dessen Sprache so quellenklar anmutet, eigentliche Klarheit und Konsequenz im Denken kein Bedürfnis war. So hat Sakmann denn in der Tat eine Fülle von Belegen dafür erbracht, daß Voltaire nicht nur sittlich, sondern auch geistig sündigt[1]). Auch bei ihm wird Vernunft, der gepriesene gesunde Menschenverstand, häufig Unsinn. Lassen wir ihm aber, wie nach D. F. Straußens Vorgang der Verfasser, als mildernde Umstände die Tatsache gelten, daß er so unaufhörlich und unermüdlich gearbeitet hat. — War es also in den eben genannten Fällen auch dem unermüdlichen Fleiße des Verfassers unmöglich, eine entschieden vorwiegende Ansicht zu ermitteln, so gelingt ihm dies in anderen Fällen. Man wird sagen müssen — Sakmann freilich hat es früher stärker ausgedrückt, als in dem vorliegenden Werk —, daß in der Frage der Staatsverfassung, trotz häufiger gegenteiliger Aeußerungen und Stimmungen, Voltaire im Grunde durchaus zu den Anhängern des Absolutismus, des aufgeklärten natürlich, gehörte.

Weitaus am meisten Interesse für den Historiker bietet der letzte Abschnitt: Ancien Régime und Revolution. Gerade in ihm hat die Vielseitigkeit Sakmanns die schönsten Erfolge erzielt. Besonders glänzend

das Argument Voltaires, daß wir aus Nützlichkeitserwägungen an Gott glauben müssen, bemerkt Sakmann S. 195 f.: »Eine liederliche Art von Denken, die eigentliche Unphilosophie, dieser Schluß vom Bedürfnis, vom Nutzen und vom Wert auf das Sein, der dadurch nicht besser wird, daß auch andere weit geschätztere Denker sich auf derselben Bahn bewegen. Denn gedankenmäßig sind sie alle in derselben Verdammnis: der Postulatentheolog Voltaire, der moralische Rousseau, der auf den Boden stampft und ruft: der Tugendhafte muß glücklich sein, also ist Gott; der große Kant, wenn er vom Katheder das Dasein Gottes moralisch beweist, weil Sittlichkeit und Glückseligkeit proportional sein müssen; und die Bedürfnistheologen des neunzehnten Jahrhunderts. Zugegeben mag werden, daß Voltaire den untersten Platz auf dieser Bank des schlechten Denkens einnimmt, weil der Bedürfnisschluß bei ihm in ganz naiv zynischer Weise erscheint, weil er ihn eigentlich immer nur für die anderen macht und nie für sich selbst, und weil sein Bedürfnis, unheilig und ärmlich, wie es ist, auch eine recht ärmliche Frucht erzeugt: Gott den Polizeipräfekten, Gott den Chef der geheimen Abteilung. Denn daran denkt er doch allein, wenn er sagt: 'Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer', das gemeinste Wort und das gottloseste vielleicht, das aus seinem Munde ging, gemeiner und irreligiöser jedenfalls als die frechsten Schmähungen des Heiligen, die doch aus einer Leidenschaft hervorsprudelten, die nobler ist, als diese niedere, bourgeoise Angst«.

1) Auf Voltaires Versagen dem religiösen Problem gegenüber hat kürzlich Bornhausen in der Hist. Ztschr. 105 S. 505—509 in überzeugender Weise hingewiesen.

ist in diesem Kapitel der Relativismus und Realismus Voltaires mit dem ideologischen Utopismus einer jüngeren Generation kontrastiert, derjenigen nämlich, welche die Revolution heraufgeführt hat. Es zeigt sich hier wieder die Weite des Blickes Sakmanns, der nicht nur das 18. Jahrhundert, sondern auch die Revolution verstanden hat. Das geht schon aus einer Anmerkung (S. 334 Anm. 2) hervor, in der er gegen die Anschauung polemisiert, wonach die (liberal-individualistische) Idee der Menschenrechte die Zentralidee der Revolution sei. Vielmehr spiele in ihr eine viel größere Rolle die demokratisch-freiheitfeindliche, mit der es natürlich für Voltaire kein Paktieren gab[1]). (Das ist an sich durchaus treffend, nur hätte Sakmann, um zu einer absolut richtigen Formulierung zu gelangen, nach Ansicht des Referenten zeitlich scheiden müssen: in den ersten Zeiten der Revolution war in der Tat die Idee der Menschenrechte die Zentralidee, um dann aber in den späteren ganz und gar in den Hintergrund gedrängt zu werden.) Auf diese Weise ist es Sakmann gelungen, Voltaires Stellung in der zur Revolution führenden großen geistigen Bewegung vollkommen zutreffend zu kennzeichnen.

Es wäre sehr erstaunlich, wenn ein so persönliches Buch, wie Sakmanns Voltaire, nicht an manchen Stellen und in manchen Dingen zum Widerspruch anregte. Auf einige von diesen soll jetzt noch hingewiesen werden. Möge der Verfasser die folgenden Bemerkungen lediglich als ein Zeichen der Intensität auffassen, mit der der Referent sich dem Studium seines Werkes hingegeben hat.

Zunächst muß der Schreibweise, bei allem verdienten hohen Lobe (cf. oben), der Preis der Abgeklärtheit aberkannt werden, natürlich ein Tadel, den es sinnlos wäre, einem anderen, als einem so hervorragenden Schriftsteller gegenüber auszusprechen. Ein ›toller Narr‹ (S. 38) ist zu viel des Guten; ein ›wuseliger Mann‹ (S. 60) ist kräftig, aber nicht klassisch; ›verhunzen‹ ist unschön und S. 362 fast unerträglich; ›übelriechender Klassenhochmut‹ (S. 371) klingt nach Spreeathen und überrascht bei dem Verfasser, der den heimatlichen ›Lausbuben‹ (S. 11. 94. 97) so sehr, fast allzu sehr liebt.

Der Vergleich zwischen Voltaire und Bismarck (S. 328), der allein von den realpolitischen Anschauungen beider ausgehen kann, scheint dem Referenten eine Verirrung zu sein. Diese Vergleichsbasis ist zu schmal, um auf ihr, selbst unter den größten, selbstverständlichen

1) Vgl. hierzu das treffende Urteil S. 357 Anm. 1: ›Weniger verständlich ist es, wie es heute wieder Mode werden kann, sich die Größen Liberalismus, Demokratie, Sozialismus als wesensverwandt und in einer logischen Folge nach Graden der Mäßigung und Besonnenheit oder Entschiedenheit vorzustellen, etwa als Positiv, Komparativ und Superlativ‹.

Reserven, die beiden Männer neben einander zu stellen. Daß übrigens Voltaires politischer Blick nicht immer ungetrübt war, zeigt sein Urteil über den siebenjährigen Krieg, dem Sakmann nach Ansicht des Referenten ganz zu Unrecht Beifall pflichtet. Er betrachtet ihn viel zu sehr als rein europäisches Ereignis, statt als großartige (ja auch unvermeidliche) Auseinandersetzung mit England um die Herrschaft in Indien und Nordamerika und auf den Meeren. Von allen guten Geistern verlassen erscheint Voltaire in Sätzen, wie die folgenden: ›Also schnellster, meinetwegen schmählichster Friede (sic)!‹ Wenn man Canada verliert, ›verliert man fast nichts‹. Sakmann hätte hier noch das weit bekanntere Wort von den quelques arpents de neige zitieren können, um dann aber nicht das Ganze ›vernünftig‹ zu finden, sondern einen Beleg darin zu sehen, wie weit der Rationalismus und der gesunde Menschenverstand in die Irre gehen kann und politisch häufig in die Irre geht. Voltaire unterscheidet sich in solchen Stimmungen in nichts von dem Durchschnittsliberalen von 1815—1890.

Ueberaus beherzigenswert ist die Anschauung, die S. 31 ff. vorgetragen wird, wonach nämlich der englische Aufenthalt keineswegs eine so große Bedeutung für Voltaires Denken und Sein gehabt hat, wie das meist dargestellt zu werden pflegt. Aber Sakmann scheint uns in dieser, vielleicht noch nicht ganz spruchreifen Frage, auf alle Fälle zu weit zu gehen, wenn er meint: ›Soweit England Voltaire nicht gelassen hat, wie er war, hat es ihn konservativer gemacht‹. Ganz gewiß bedeutet der englische Aufenthalt keine ›seelische Revolution‹, aber deswegen bilden die englischen Beobachtungnn doch ein wichtiges Ferment des Denkens. Daß sein nicht seltenes Eintreten für eine gewisse Beschränkung der Monarchie — meist ist er freilich aufgeklärter Absolutist, s. oben — auf dem englischen Vorbild beruht, ist unzweifelhaft.

Entschiedener muß der Widerspruch in einem letzten Punkte lauten, der hier zur Sprache kommen soll, nämlich gegen die relative Wertschätzung, die Sakmann Voltaire und Montesquieu angedeihen läßt. Gegen letzteren ist er durchaus ungerecht. Gewiß eignet er sich nicht alle Urteile Voltaires über den glücklichen Rivalen an — das schlimmste, ›Charlatan‹, ist zitiert von Sakmann in seinem Aufsatz ›Voltaire als Kritiker Montesquieus‹ im Arch. f. d. Studium der neueren Sprachen etc. 113, 1904 II. S. 388 —; gewiß ist nicht jeder Tadel, den er dem Verfasser des Geistes der Gesetze spendet, ungerechtfertigt; aber doch weitaus das Meiste, was er ihm vorwirft! Wenn er sagt (S. 338), ›Voltaire habe das leidenschaftliche, doktrinäre Interesse eines Montesquieu für Verfassungsmechanik nicht‹, so ist der Vorwurf gegenüber dem Manne, der zuerst wieder die Menschen

gelehrt hat, von der Doktrin weg ins politische Leben zu schauen, überaus ungerecht. Dabei hat doch Montesquieu noch dazu zwar die englische Verfassung für die beste erklärt, aber daneben auch die der übrigen gemäßigt regierten Staaten, wie Frankreich, für relativ gut[1]. Bei alledem soll ein doktrinärer Erden rest bei Montesquieu gewiß nicht geleugnet werden. — Es ist absolut falsch, wenn S. 372 von ihm gesagt wird, er erhebe gegen den damaligen französischen Staat versteckt den Vorwurf, er sei eine Despotie. Das gewichtigste Bedenken liegt aber darin, daß Sakmann Montesquieu offenbar überhaupt unter Voltaire stellt, wenn er ihm auch einmal (S. 381) größeren Ideenreichtum zugesteht. Nach Ansicht des Referenten ist aber umgekehrt Montesquieu so hoch über Voltaire erhaben, wie die geistige Produktion über der Kritik. Der reiche Geist des ersteren nimmt überaus viel von dem Besten der Gedanken des 19. Jahrhunderts vorweg; ein großer Teil der Zukunft liegt in ihm. Voltaires Blick dagegen ist, zwar nicht ausschließlich, aber doch vorwiegend, kritisch in die Vergangenheit gewandt. Er räumt weg. Und gilt hier nicht auch, im Vergleich zum Neuschaffen, das Wort: »Kritik ist leicht«? Die Voltaires war es sicher. Freilich wird ja noch heute von vielen Seiten das Abtun von Ueberzeugungen, auch ohne daß neues Lebensfähiges an ihre Stelle gesetzt würde, das »Aufklären« in Reinkultur, für ein ebenso heilsames, ja von manchen für ein wichtigeres Unterfangen gehalten, als das Neuschaffen. Es ist das schließlich Glaubenssache. Darin aber dürften wohl die Ansichten ungeteilt sein, daß das, was Voltaire an die Stelle des Alten zu setzen wünschte, nicht lebensfähig war, am allerwenigsten sein Religionssurrogat.

Daß es aber einseitig ist, bei Voltaire das Negative, das allerdings vorwiegt, allzu ausschließlich zu betonen, möge zum Schluß an einem Beispiel gezeigt werden. Für die geschichtliche Wissenschaft bedeutet er hauptsächlich zweierlei: erstens hat er die Anwendung einer rationellen Kritik der Ueberlieferung in ungeheurem Maße gefördert — darin freilich Montesquieu weit überlegen. Das mag man als etwas Negatives bezeichnen. Zweitens aber hat er in unserer Wissenschaft doch auch positiv gewirkt, indem er, wenn auch nicht als erster, so doch in seiner Zeit am nachdrücklichsten, eine neue Betrachtungsweise, die kultur- und geistesgeschichtliche, verlangt hat. Bei ihrer Anwendung konnte er sich allerdings über sein Zeitalter nicht erheben. Das aber gelang, um noch einmal auf den begonnenen

1) Unbegreiflich bleibt es aber, wie man die Ansicht vertreten kann, »M.s Ideal ist die altfranzösische Monarchie, wie sie sich auf dem Feudalismus aufgebaut hat, aber nicht die konstitutionelle Monarchie nach dem Vorbild Englands«, s. Morfs Anmerkung zu Sakmanns oben zitiertem Aufsatz S. 391.

Vergleich zurückzukommen, Montesquieu in den historischen Partien seines größten Werkes. Er vermochte es, wenn auch noch nicht in vollendeter Weise, jedes Zeitalter von Innen heraus, in seiner Eigenart und Gesamtheit, zu begreifen, und damit hat er der historischen Wissenschaft ein noch weit vornehmeres Vermächtnis hinterlassen, als Voltaire.

Tübingen Adalbert Wahl

Hans Schulz, Friedrich Christian Herzog zu Schleswig-Holstein. Ein Lebenslauf. Mit einem Bildnis des Herzogs. — Stuttgart u. Leipzig 1910, Deutsche Verlagsanstalt. VI + 402 S. 6 M.

Timoleon und Immanuel. Dokumente eines freundschaftlichen Briefwechsels zwischen Friedrich Christian zu Schleswig-Holstein und Jens Baggesen. Hrsg. von **Hans Schulz.** Leipzig 1910, S. Hirzel. XIV + 464 S. 10 M.

Eine eingehende wissenschaftliche Literaturgeschichte großen Stils besitzen bis heute nur die Franzosen; die Engländer haben das Werk wenigstens unternommen, scheinen aber das Ziel nicht erreicht zu haben. Wenn die vielleicht reichste aller neueren Literaturen, die deutsche, noch gar keine Aussicht hat, aus den unübersehbaren bibliographischen und monographischen Fundamenten einen solchen stolzen Baum aufsteigen zu sehen, so liegt das nicht nur daran, daß eben der besonders große Umfang der literarischen Betätigung — und der besonders lebhafte Eifer der gelehrten Bergung alles Materials die Arbeit noch ungeheuerer macht als anderswo. Es bieten sich auch eigene Probleme dar, die vorher wenigstens einigermaßen erledigt werden müßten, und die bei anderen Nationen viel geringere Schwierigkeiten enthalten. Ein solches ist eine wissenschaftliche Geschichte des literarischen Publikums in Deutschland. Das Publikum der Dichter ist in Frankreich fast stabil, weil es in der gleichfalls durch alle Revolutionen und Umwandlungen im Kern kaum erschütterten ›Gesellschaft‹ seinen festen Halt und Kern besitzt. Der Schwerpunkt des englischen Publikums liegt, in sozialer Hinsicht, etwas tiefer, an der Grenze, wo gentry und Kleinbürgertum sich berühren; sein Umfang ist viel größeren Schwankungen ausgesetzt als in Frankreich, aber der Mittelpunkt hat sich auch hier, von Chaucer bis auf Rudyard Kipling, kaum verschoben. Dem gegenüber hat die Kurve unserer Centra der Lesewelt ein fast wildes Aussehen. Wir haben Epochen, in denen die Poesie fast nur von aristokratischen Kreisen getragen scheint, und solche, in denen diese zu der Dichtung überhaupt keine

Beziehungen haben. Wir haben Perioden, in denen eine ganz gelehrte und eine völlig volkstümliche Literatur nebeneinander hergehen, und solche einer Poesie, die weder den Gelehrten noch dem Volk gehört. Wir haben Zeiten rein partikularistischer Lesekreise, und solche einer wirklich nationalen Lesegemeinschaft. In jedem Fall aber hat Art und Umfang des Publikums nicht etwa bloß kulturhistorische Bedeutung, sondern unmittelbar literarhistorische; denn auch der strebende Geist bleibt von der Aufnahme seiner Werke nicht unberührt, mag er dies selbst nur in negativer Weise zum Ausdruck bringen, indem er sich in eine absichtliche Geringschätzung des general reader hineinsteigert.

Aus diesen Gründen forderte schon Scherers ›Poetik‹ eine Geschichte des Publikums. Aber wir stehen erst in ihren Anfängen. Nicht einmal über die Frage, für wen ein Neidhart von Reuenthal sang, ist eine allgemein befriedigende Antwort gefunden. Und selbst wo die Dokumente zu Tage liegen, für unsere Klassiker, hat nach den geistreich darüber hinstreifenden Anregungen Viktor Hehns erst unsere Generation eine mehr systematische und aktenmäßige Untersuchung von Umfang, Schriften, Konsistenz des Publikums in Angriff genommen.

Seit der ›Rezeption‹ des Minnesangs war keine gleich schwierige Aufgabe von den deutschen Hörern und Lesern zu erfüllen wie die, die ihnen durch die neue Literatur gestellt wurde; denn die Dichtung, vor allem Goethes, aber auch Schillers, war wirklich in einem Grade ›neu‹, wie vorher nur die höfische des Mittelalters. (Mit der antiken und christlichen Literatur steht es ganz anders, da sie ja nicht unmittelbar an breitere Schichten übermittelt wurde.) Wiederum aber fand diese Schwierigkeit sich in bestimmten geographischen und sozialen Bezirken noch gesteigert. Es ist bekannt, wie langsam das katholische Süddeutschland und vor allem Oesterreich den Anschluß an die neue literarische Bewegung fand: Wien ging zunächst nur bis zu Wieland mit, und selbst Grillparzers Mentor Schreyvogel blieb eigentlich bei Lessing stehen. Aber auch in Norddeutschland durchdrang der neue Geist nur ganz allmählich die gebildete Gesellschaft. Der Adel und die höfischen Kreise waren auch hier dem ersten Akt der Literaturverschiebung zugänglich, denn ihre Bekanntschaft mit Voltaire und Diderot machten ihnen Wieland und Lessing verständlich, und den vielfach pietistisch gestimmten Kreisen des Landadels war der Zugang zu Klopstocks ›Messias‹ wenigstens nicht ganz verschlossen. Aber Herder, Goethe, Schiller blieben einem aufrichtigen Gönner deutscher Literatur, wie den Minister Graf Hertzberg, dauernd

fremd und die Berliner Akademie, damals ein bürgerliches Abbild höfischer Anschauungen, tagte fort im Geiste Nicolais und Sulzers.

Wie aber im siebzehnten Jahrhundert die Sprachgesellschaften systematisch die Bildung eines neuen Publikums, einer neuen national gebildeten und interessierten Gesellschaft mutig in Angriff nahmen — ihr größtes Verdienst, wenn auch ein Verdienst mehr des Planes als der Ausführung —, so regte sich im achtzehnten an mehreren Stellen eifrig eine analoge Tendenz. An die Brüder Stolberg braucht nur erinnert zu werden, die Klopstock bewundern und bei Goethe nicht bleiben dürfen. Der thüringische Kleinadel ging rasch von Fritsch und den Wielandianern zu Goethe über, ohne doch aber propagandistisch zu wirken; ja er schickte noch spät den Frondeur Kotzebue aus, dessen Kunstanschauung die der moralischen Wochenschriften blieb und dessen Weltanschauung sich von der der Weisse und Lichtwer nur durch persönliche Frivolität unterschied. Der noch kulturfremdere Adel der Mark dagegen hatte kaum in den Humboldts, Sprossen eines jungadeligen Geschlechts, mächtige Vorkämpfer der Goethe-Schillerschen Welt- und Kunstanschauung gesehen, als er schon mit den Finckenstein, Burgsdorff, Kleist, Arnim bis ins Zentrum der Romantik hineinmarschierte, während die ihm folgenden Sachsen, die Loeben und Falckenstein, im Vorhof stehen blieben.

Diese starke Bewegung ergriff aber auch die Fürstenhöfe. Ob Karl August von Sachsen-Weimar wirklich, wie einst sein Vorfahr auf der Wartburg, mit Bewußtsein eine neue Kunst heranziehen wollte, bleibt fraglich; aber Anna Amalia hatte Wieland als Vertreter einer neuen Epoche berufen. Die Fürstin Pauline zu Lippe, die verschiedenen Gönner Jean Pauls, der Graf Wilhelm von Bückeburg und andere Vertreter des aufgeklärten Despotismus hatten die Hebung der literarischen Bildung an Hof und Land in ihr Programm aufgenommen — wofür ja auch der Größte unter ihnen selbst mit dem Manifest de la littérature allemande als Urbild angesehen werden konnte. Nur die süddeutschen Regenten blieben ohne Fühlung mit dem jungen Deutschland und dem ehrgeizigen Karl Eugen blieb das Glück, dem jungen Schiller die Wege zum Ruhm zu bahnen, von einem gerechten Schicksal versagt.

Was sich aber in dem übrigen Deutschland nur als Nebenwerk und Episode beobachten läßt, wurde an der Grenze des Reiches und des Sprachgebietes mit voller Klarheit systematisch betrieben.

Die beiden mit Fleiß und Geschmack geschriebenen Bücher von Hans Schulz haben das Verdienst, an dem prägnantesten Beispiel diese typischen Ursprünge deutlich und klar vor Augen zu stellen. Die große und nicht völlig gelungene Aufgabe, unsere Aristokratien zu

verschmelzen oder doch mindestens zwischen der der Geburt und der der Bildung eine feste Verbindung herzustellen, konnte kaum gelingen: lagen doch diese beiden Burgen in keinem Kulturlande so weit auseinander wie noch heute in Deutschland! Aber in den deutschen Provinzen Schleswig-Holstein boten sie verhältnismäßig gute Aussichten. Die Deutschen fühlten sich durch den Gegensatz zu den Dänen enger verbrüdert; riet doch schon damals (1788) ein Bülow zur Ausrottung der deutschen Sprache in den Herzogtümern (Fr. Chr. S. 163), und so waren deren Freunde gewarnt. Und wenn der hohe Adel noch zwischen seinem deutschen und seinem dänischen Herzen schwanken mochte (ebd. S. 319), so gravitierte die Bildungsaristokratie unzweifelhaft nach Deutschland: die alte deutsch-dänische Grafenfamilie der Bernstorff und die neue der Schimmelmann, die Dichter Oehlenschläger und Baggesen aus altdänischem Blut wie der Neudäne Cramer.

Ein rechter Kleinfürst der Aufklärung, Friedrich Christian von Schleswig-Holstein, präsumptiver Erbe der Herzogtümer (die ihm doch nicht zufallen sollten) und der dänischen Krone, schließt als ›Timoleon‹ mit dem unbedeutenden Dichter Baggesen — ›Immanuel‹ — ein schwärmerisches Freundschaftsbündnis. Freilich ›Goethes Torquato Tasso scheint keiner von beiden gekannt zu haben‹, wie Schulz (Tim. u. Im. S. XV) geistreich seine Vorrede schließt. Das Ende ist doch, daß der Herzog über Baggesens Indelikatessen klagt (S. 398) und seiner Schwester schreibt, der Dichter habe sich benommen ›wie ein Narr‹ (S. 429; vgl. S. 438). Uebrigens ist sein Strafbrief (S. 378) würdig gehalten und auch von Baggesen (S. 385) nicht ganz unwürdig beantwortet.

Friedrich Christian ist ein eifriger Beamter, sehr liberal in seinen Anschauungen über höfische Vorrechte und Adel (worin er mit seiner Schwester übereinstimmt, S. 12. 125), philosophisch vorurteilslos (Reinhold S. 115 Kant S. 117. 143), aber in den Schulen ein Hüter der Orthodoxie (S. 244), wie solche Widersprüche auch sonst damals und später begegnen. Baggesen ist ein politisierender Romantiker, der französische Tragödien verachtet (Pius S. 115), aber das Volk der Revolution erst vergöttert (S. 149), dann noch lange verteidigt. Sie schreiben einander Berichte unter dem Chiffernamen, wie die Freimaurerei sie auch in Goethes Weimarer Briefe bringt; da begegnen Pythagoras, Juno, Chamäleon (S. 158), die Mancha (S. 169 f.), Gordium (S. 169. 181: offenbar Frankreich); der verehrte Stifter des Illuminatenordens, Weishaupt, und Schimmelmann tragen Ehrennamen wie aus Wielands Romanen oder Lessings Dramen (Fr. Chr. S. 154). Was wir über das — von Baggesen bereiste — Frankreich oder das

Dänemark der Revolutionszeit erfahren, ist interessant; aber man könnte es aus Youngs Briefen oder aus denen Bernstorffs noch besser erfahren. Das Hauptinteresse an den beiden eng zusammengehörigen, stattlichen und schön gedruckten Büchern bleibt eben der ›symbolische Fall‹: die Verbindung von Fürst und Dichter, um die beiden Aristokratien zu einem einzigen fruchtbaren Boden der neuen philosophischen und literarischen Welt zu vereinigen. Hier liegt ihre Gemeinschaft, ihre Bedeutung, hier auch ihre Tragik. Die großen Fragen der Zeit finden die beiden Schillerbewunderer als Freunde; die kleinen Fragen des Tages lösen den Bund. Und zwar ist es weniger der Fürst — der zwar auch, um Goethes Wort über die Stolbergs zu variieren, ›nicht ungern genötigt war, wieder einmal als Fürst aufzutreten‹ — als der Poet, der das Verhältnis zerstört, und nicht, wie Schiller selbst dem Herzog gegenüber, durch sein Fortschreiten (vgl. Fr. Chr. S. 123—130 f. 192 f.), sondern durch sein Stehenbleiben. Und auch dieser typische Mangel an Entwickelungsfähigkeit macht Baggesens Fall zu einem typischen im Sinne von Goethes anderen Worten an jener Stelle aus ›Dichtung und Wahrheit‹: ›In der damaligen Zeit hatte man sich ziemlich wunderliche Begriffe von Freundschaft und Liebe gemacht. Eigentlich war es eine lebhafte Jugend, die sich gegen einander aufknöpfte und ein talentvolles, aber ungebildetes Innere hervorkehrte. Einen solchen Reiz gegen einander, der freilich wie Neigung aussah, hielt man für Liebe, für wahrhafte Neigung‹ ...

Es sind Vertreter des besseren Durchschnitts, der eben damals ein sehr hoher sein konnte. Politische Ideologen, sind sie doch Beobachter genug, um (wie Wieland) den künftigen Zwangsherren der Revolution zu prophezeien (Fr. Chr. S. 131. 150. 224). Freundschaftliche Schwärmer, bemerken sie doch früh manche Gefahren für ihre Beziehungen. Keine großen schriftstellerischen Talente, sind doch beide Meister des erzählenden und pathetischen Briefstils. Aber beide enden in Hypochondrie (Fr. Chr. S. 220) und hinterlassen wenig Spuren; es waren Märtyrer, ohne deren Untergang die herrliche Aufgabe, für Schiller ein Publikum groß wie die Nation zu schaffen, nicht gelungen wäre.

Berlin — Richard M. Meyer

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Berliner Klassikertexte, herausgegeben von der Generalverwaltung der Kgl. Museen zu Berlin Heft VI: Altchristliche Texte, bearbeitet von **C. Schmidt** und **W. Schubart.** Berlin 1910, Weidmannsche Buchhandlung. VII, 140 S. 4°. 10 M.

Nach den kostbaren Schätzen profaner Literatur, die uns in musterhafter philologischer Bearbeitung früher vorgelegt sind, bringt das den christlichen Texten gewidmete Heft eine gewisse Enttäuschung. Es verringert die Anerkennung der mühevollen Arbeit der Entzifferer und ihrer opferwilligen Helfer C. H. Becker, A. Brinkmann, K. Holl, P. Kleinert, P. Maas und besonders auch E. Norden nicht, wenn ich gleich im Eingang feststelle, daß Stücke ersten Ranges, wie sie dem Finderglück der beiden großen englischen Schatzgräber beschieden waren, in dieser griechischen Sammlung fehlen. Des Nützlichen bietet sie genug, zu dessen vollerer Ausbeutung und Verwertung diese Rezension ein paar Beiträge bieten möchte. Ich benutze die in dieser Zeitschrift gewährte Freiheit, die Stücke auszuwählen, zu denen ich durch eigene Arbeiten nähere Beziehung habe.

Da die Bibelfragmente des alten und neuen Testamentes nach dem Plan der Sammlung ausgeschlossen waren, zerfällt der Inhalt in drei Teile 1) Stücke der älteren patristischen Literatur, 2) Osterbrief des Patriarchen Alexander von Alexandrien, 3) ›Liturgische Stücke‹ und Amulette. Der erste Teil bietet außer den beiden schon von Hugo Landwehr herausgegebenen Anthologien aus den Briefen des Basileios und der Vita Mosis des Gregor von Nyssa, die in berichtigter Gestalt erscheinen, über deren Wert wir aber erst nach Kenntnis der handschriftlichen Ueberlieferung werden urteilen können, ein schon bekanntes älteres Fragment aus dem Hirten des Hermas, sowie ein relativ junges (VI. Jahrh.) aus dem gleichen, weit verbreiteten Werke. Das τηλαυγὲς πρόσωπον bildet der Hauptteil des echten Briefes des Ignatius an die Smyrnäer, ein Doppelblatt aus einem

Papyruskodex des V. Jahrhunderts. Ignatius liegt uns bekanntlich in dieser Gestalt in einer einzigen Handschrift, daneben nur in verschiedenen Uebersetzungen und Uebersetzungstrümmern vor. Es scheint fast, als ob diese Briefe längere Zeit nur geringe Verbreitung in Privatabschriften gefunden haben, was sich vielleicht aus einer gewissen Abneigung gegen die Verherrlichuug eines bestimmten Märtyrers erklären läßt, die ich wenigstens bis etwa in die Mitte des dritten Jahrhunderts verfolgen zu können glaube[1]). Die Unsicherheit unseres bisherigen Textes ließ den neuen Fund mit besonders hohen Erwartungen begrüßen; sie sind freilich nur zum Teil erfüllt worden.

Wohl bietet der neue Text starke Varianten, die der theologische Herausgeber in einem Nachwort zu würdigen versucht. Nach bekanntem Muster soll dabei zunächst die Zahl der Abweichungen von einer grundlegenden Ausgabe angegeben werden; hier stehen dem Herausgeber zwei zur Verfügung, von Lightfoot und Zahn, zwischen denen er sich nicht entscheiden möchte. So hören wir denn, daß der neue Text an 52 Stellen von der Ausgabe Lightfoots und an 48 von derjenigen Zahns abweicht und daß von diesen Abweichungen 39 beiden gemeinsam sind. Es folgt die Aufzählung, deren Ordnungsprinzip mir unergründlich ist. Wir sollen zunächst die offensichtlichen Abschreibefehler des Papyrus aussondern, wie Fälle, in denen sinnlos H für N gesetzt ist, und lesen plötzlich dabei die Stelle 11,1 ἡ προσευχὴ ὑμῶν ἀπῆλθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τῆς Συρίας, ὅθεν δεδεμένος ... πάντας ἀσπάζομαι, οὐκ ὢν ἄξιος ἐκεῖθεν εἶναι, ἔσχατος αὐτῶν ὤν, κατὰ θέλημα δὲ κατηξιώθην ... Die Handschrift und alle sonstigen Texteszeugen bietet ἐπὶ τὴν ἐκκλησίαν τὴν ἐν Ἀντιοχείᾳ τῆν Συρίας. Mit einigem Erstaunen liest man in diesem Zusammenhange die Bemerkung des Herausgebers: »vielleicht hat B (der Papyrus) die richtige Lesart«. Das scheint ein nachträglicher Zusatz, freilich ein sicher falscher. Soll sich Ignatius unwürdig fühlen, aus Antiochia zu stammen, oder als untersten aller Antiochener, von Gott aber dieser Gnade gewürdigt sein? Diese Fortsetzung paßt doch nur, wenn er sich als Angehörigen oder vielmehr als Leiter der ältesten und in der römischen Provinz Syrien maßgebenden heidenchristlichen Gemeinde hinstellt. Ich sehe auch in Rom. 2,2 τὸν ἐπίσκοπον Συρίας weit mehr, als Zahn darin erkennen möchte (*episcopum Syrum*), und vergleiche die berühmte Stelle des Polykarp-Martyriums 12,2, deren Schreibung auch hierdurch gesichert wird: οὗτός ἐστιν ὁ τῆς Ἀσίας διδάσκαλος. Die Gemeinde von Smyrna, die sich und ihren

1) Auf die Ausführungen von A. Harnack, Das ursprüngliche Motiv der Abfassung von Märtyrer- und Heilungsakten in der Kirche, Sitzungsber. der Berl. Ak. 1910 S. 196 ff. hoffe ich an anderer Stelle eingehen zu können.

Bischof und Helden durch den Mund seiner Feinde rühmen will, fühlt sich im Augenblick als die wichtigste der ganzen Provinz; ihr Bischof war der allgemeine Lehrer und Bischof. Auch Ignatius will eine in der Geschichte seiner Gemeinde begründete besondere Würde hervorheben; eben darum spricht er so demütig über die eigene Person. Daß die Erwähnung der Kirche notwendig ist, zeigen die Parallelstellen: Eph. 21,2 προσεύχεσθε ὑπὲρ τῆς ἐκκλησίας τῆς ἐν Συρίᾳ, ὅθεν δεδεμένος εἰς Ῥώμην ἀπάγομαι, ἔσχατος ὢν τῶν ἐκεῖ πιστῶν, ὥσπερ (?) ἠξιώθην εἰς τιμὴν θεοῦ εὑρεθῆναι, Magn. 14 μνημονεύετε τῆς ἐν Συρίᾳ ἐκκλησίας, ὅθεν οὐκ ἄξιός εἰμι καλεῖσθαι, ebenso Trall. 13,1 nur mit der Umformung ὅθεν καὶ οὐκ ἄξιός εἰμι λέγεσθαι ὢν ἔσχατος ἐκείνων, Rom. 9,1 τῆς ἐν Συρίᾳ ἐκκλησίας ... ἐγὼ δὲ αἰσχύνομαι ἐξ αὐτῶν λέγεσθαι· οὐδὲ γὰρ ἄξιός εἰμι ὢν ἔσχατος αὐτῶν καὶ ἔκτρωμα [1]). Da wir die Gestaltung, welche der Papyrus der formelhaften Wendung in den anderen Briefen gab, nicht kennen, läßt sich nicht sagen, ob bei der Umgestaltung unserer Stelle ein Rivalitätsempfinden gegen das antiochenische Patriarchat mitgewirkt hat oder der Schreiber die Wirkung des Gebetes in die Ferne glaubte einfacher hervorheben zu können, aber richtig ist seine Fassung sicher nicht, und zu den einfachsten Schreibfehlern soll man solche Variante nicht stellen. Nicht weniger nehme ich Anstoß, wenn der Herausgeber zu ihnen rechnet, daß vereinzelt in dem Papyrus die verbindenden Partikeln fehlen, so 6,2 δέ nach καταμάθετε, oder gar 8,2 ἀλλ' vor ὃ ἄν (ohne daß irgend ein Anlaß zur Auslassung erkenntlich wäre). Hinzunehmen könnte man noch 7,2 πρέπον ἐστίν für πρέπον οὖν ἐστίν der Handschrift, dem umgekehrt 11,3 entspricht τέλειοι οὖν ὄντες im Papyrus gegenüber τέλειοι ὄντες der Handschrift. Daß vorausgehendes oder folgendes ON den Fortfall von OYN veranlaßte, glaube ich auch hier nicht. Die Unterdrückung dieser Bindeglieder ist in Wahrheit nur ein Zeichen der fortschreitenden Vulgarisierung des Textes, die in den verschiedenen Rezensionen unabhängig eintritt. — Nun sollen als interessanter die Lesungen folgen, welche bei den bisher bekannten Textzeugen keine Unterstützung finden — als ob wir solche nicht schon beständig gehabt hätten. Nicht schwer wiege 4,1 ὅπερ ἐστὶν δύσκολον für ὅπερ δύσκολον, auch 5,2 ὁ δὲ τοῦτο λέγων für ὁ δὲ τ. μὴ λέγων sei absichtliche Aenderung (nach μὴ ὁμολογῶν αὐτὸν σαρκοφόρον); der Kopte habe die gleiche Verbesserung vorgenommen. Dagegen verdiene Beachtung 6,2 eine Stelle, auf die ich später zurückkommen werde. Es folgen ein paar Stellen, die dem Herausgeber durch den Papyrus verbessert erscheinen, z. B. auch 11,1 οὐκ ἐκ συνειδότος, wo der Papyrus nach ihm ›die von den Herausgebern aufgenommene

1) Mißverstandener paulinischer Ausdruck.

Konjektur bestätigt‹; die Handschrift bietet nämlich ἐκ συνειδότως. Hierauf ›die übrigen Varianten‹ geordnet nach dem Zusammentreffen des Papyrus mit den anderen Textzeugen, endlich zu meinem Befremden die ›Sonderlesarten von Zahn‹; daß der Papyrus keine von ihnen bestätige, soll seinen besonderen Wert in die Augen springen lassen. Es handelt sich ausschließlich um Stellen, an welchen Zahn die Lesung der Handschrift beibehalten hat; irgend ein Unterschied von dem vorausgehenden Abschnitt ist nicht erkenntlich. Als Probe genüge die erste Stelle 4, 1 οὓς οὐ μόνον δεῖ ὑμᾶς μὴ παραδέχεσθαι, ἀλλ', εἰ δυνατόν ἐστιν, μηδὲ συναντᾶν, μόνον δὲ προσεύχεσθαι ὑπὲρ αὐτῶν. Dies hat Zahn aufgenommen nach der echten und den interpolierten griechischen Handschriften, der lateinischen und vielleicht auch der armenischen Uebersetzung. Der Papyrus bietet mit den Sacra Parallela als neuen Satz μόνον προσεύχεσθε (denn daß eine Handschrift der letzteren προσεύχεσθαι hat, kommt nicht in Frage, da die Einsetzung des Imperativs mit dem Fortfall des δὲ zusammenhängt). Der Uebergang von dem Verbot in den Befehl ist in dem Relativsatz ganz unanstößig, der Fortfall der Bindepartikel in unserem Papyrus mehrfach bezeugt. Ich sehe nicht, was man gegen Zahns Schreibung einwenden könnte, noch weniger, wieso sie eine Sonderlesart Zahns ist, und am wenigsten, wieso sich in ihrer Nichtbestätigung ein besonderer Wert des Papyrus zeigt. Der gleiche Wechsel der Endungen scheidet an unzähligen Stellen die Rezensionen unseres Textes, von denen bald die eine, bald die andere mit Recht oder Unrecht αι oder ε bevorzugt. Eher könnte man aus dem Papyrus und den Sacra Parallela 8, 1 und 8, 2 χωρὶς ἐπισκόπου für χωρὶς τοῦ ἐπισκόπου der Handschrift aufnehmen. Bieten doch 9, 1 alle Zeugen λάθρᾳ ἐπισκόπου und Philad. 7, 2 die interpolierte griechische Fassung und die Sacra Parallela χωρὶς ἐπισκόπου, Trall. 2, 2 allerdings beide handschriftliche Rezensionen ἄνευ τοῦ ἐπισκόπου, allein hier fehlen die Sacra Parallela, die meist mit dem Papyrus gehen.

Ich greife, um zu zeigen, wieweit der Papyrus uns die Eigenheiten einer verwilderten Ueberlieferung klarer erkennen läßt, ein paar Stellen heraus, die mir lexikalisch und sachlich wichtig erscheinen, und halte mich zunächst an die von mir unlängst in weiterem Zusammenhang behandelten Wörter und Vorstellungen der frühesten Gnosis, die schon Paulus übernommen hat. Die Vorstellung von dem πνευματικός kennt Ignatius und macht sie sich ab und an zu eigen, so Trall. 5, 2 in dem Prunken mit seinem Wissen von den ἐπουράνια oder Philad. 7 in dem Anspruch, als πνευματικός Herzenskündiger zu sein. Am meisten treten paulinische Gedanken und paulinischer Sprachgebrauch in dem Brief an die Epheser hervor, die er ja auch Παύλου

συμμύσται nennt. Hier ist ἀνθρώπινος und πνευματικός entgegengesetzt (5,1), hier ist Christus die γνῶσις θεοῦ (17,2), hier von allem heißt es in dem Preis der Gemeinde (8,2) ... ὅλοι ὄντες θεοῦ ... κατὰ θεὸν ζῆτε ... οἱ σαρκικοὶ τὰ πνευματικὰ πράσσειν οὐ δύνανται, οὐδὲ οἱ πνευματικοὶ τὰ σαρκικά, ὥσπερ οὐδὲ ἡ πίστις τὰ τῆς ἀπιστίας οὐδὲ ἡ ἀπιστία τὰ τῆς πίστεως. ἃ δὲ καὶ [κατὰ σάρκα][1]) πράσσετε, ταῦτα πνευματικά ἐστιν· ἐν Ἰησοῦ γὰρ Χριστῷ πάντα πράσσετε. Zwei Menschenklassen und zwei Welten stehen sich hier gegenüber. Aber Ignatius hat hier wie öfters nur eine fremde Vorstellungsweise und Terminologie übernommen, ohne sie mit der eigenen, die enger den judenchristlichen Anschauungen der ersten Gemeinde entspricht, voll auszugleichen. Nach dieser Anschauung, die mit den Vorstellungen der ersten Gemeinde von der Auferstehung Christi und der eigenen Auferstehungshoffnung noch eng zusammenhängt, sind σάρξ und πνεῦμα nicht Gegensätze, sondern ergeben, sich notwendig ergänzend, erst in ihrer Verbindung die Person, den wirklich lebendigen und vollständigen Menschen. Es sind im letzten Grunde hellenistische und jüdische volkstümliche Vorstellungen, die sich hier gegenüberstehen, Vorstellungen, die zunächst gar nicht von der Christologie ausgehen, sie aber freilich fast von Anfang an beeinflussen. Für Ignatius ist jeder Christ und ebenso Christus selbst, und zwar der lebende wie der auferstandene, σαρκικὸς καὶ πνευματικός (vgl. Pol. 2,2; Eph. 7,2); πνεῦμα ist dabei bald in gesteigertem Sinne der göttliche Geist, bald, wie ψυχή, der Geist überhaupt (vgl. unten). ›Nach Geist und Fleisch‹ heißt bisweilen bei ihm nichts weiter als ›vollständig‹. Die Verbindung ist formelhaft geworden, d. h. in langer Polemik hat sich ein fester Sprachgebrach gebildet; der Kampf mit den ›Doketen‹, wie man etwas einseitig zu sagen pflegt, ist nicht neuerdings und zufällig an Ignatius herangetreten; es ist, wie seine Sprache zeigt, der Kampf seines Lebens. Ich führe, um das zu erweisen, die allbekannten Stellen an: Eph. 10,3 μένετε ἐν Ἰησοῦ Χριστῷ σαρκικῶς καὶ πνευματικῶς — Magn. 1,2 τὰς ἐκκλησίας, ἐν αἷς ἕνωσιν εὔχομαι εἶναι σαρκὸς καὶ πνεύματος Ἰησοῦ Χριστοῦ, τοῦ διὰ παντὸς ἡμῶν ζῆν — 13,1 ἵνα πάντα ὅσα

1) Die Worte κατὰ σάρκα sind zwar trefflich bezeugt — auch der Verfasser der interpolierten Rezension hat sie, wenn auch vielleicht in etwas anderem Zusammenhang gelesen — und sie lassen sich auch sehr erbaulich deuten (vgl. z. B. B. v. d. Goltz, Ignatius, Texte u. Unters. XII S. 55), zerstören aber hier den Zusammenhang. Neben der Gegenüberstellung von σαρκικός und πνευματικός sind sie unmöglich, eben weil κατὰ θεόν vorausgeht. Wird doch gerade das Wort κατὰ θεὸν ζῆτε aufgenommen ἃ δὲ καὶ πράσσετε, ταῦτα πνευματικά ἐστιν. Was zwischen beiden Sätzchen steht, bereitet den neuen Ausdruck in einer Art Digression vor, aber der Hauptinhalt ist der Preis der Gemeinde. Weitere Beispiele dieser bei Paulus nicht seltenen Kompositionsart ließen sich leicht erbringen.

ποιῆτε κατευοδωθῇ σαρκὶ καὶ πνεύματι, πίστει καὶ ἀγάπῃ — 13,2 ὑποτάγητε τῷ ἐπισκόπῳ καὶ ἀλλήλοις ... ἵνα ἕνωσις ᾖ σαρκική τε καὶ πνευματική. — Trall. Aufschrift ἐκκλησίᾳ ... εἰρηνευούσῃ ἐν σαρκὶ καὶ πνεύματι[1]) τῷ πάθει Ἰησοῦ Χριστοῦ — 12,1 κατὰ πάντα με ἀνέπαυσαν σαρκί τε καὶ πνεύματι — Rom. Aufschr. κατὰ σάρκα καὶ πνεῦμα ἡνωμένοις πάσῃ ἐντολῇ αὐτοῦ — Smyrn. 1,1 ὥσπερ καθηλωμένους ἐν τῷ σταυρῷ ... σαρκί τε καὶ πνεύματι — 12,2 ἐν ὀνόματι Ἰσοῦ Χριστοῦ καὶ τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ αἵματι, πάθει[2]) τε καὶ ἀναστάσει σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ ἑνότητι θεοῦ καὶ ὑμῶν — 13,2 πίστει καὶ ἀγάπῃ σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ — Polyc. 1,2 ἐν πάσῃ ἐπιμελείᾳ σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ — 5,1 τοῖς συμβίοις ἀρκεῖσθαι σαρκὶ καὶ πνεύματι — Philad. 11,2 εἰς ὃν (Χριστὸν) ἐλπίζουσιν σαρκὶ ψυχῇ[3]), πίστει ἀγάπῃ, ὁμονοίᾳ.

Von diesem festen Sprachgebrauch aus gilt es die erste in dem Papyrus fragliche Stelle zu beurteilen: Smyrn. 3: ἐγὼ γὰρ καὶ μετὰ τὴν ἀνάστασιν ἐν σαρκὶ αὐτὸν οἶδα καὶ πιστεύω ὄντα. καὶ ὅτε πρὸς τοὺς περὶ Πέτρον ἦλθεν, ἔφη αὐτοῖς· »λάβετε, ψηλαφήσατέ με καὶ ἴδετε ὅτι οὐκ εἰμὶ δαιμόνιον ἀσώματον«. καὶ εὐθὺς αὐτοῦ ἥψαντο καὶ ἐπίστευσαν κραθέντες τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ πνεύματι[4]). διὰ τοῦτο καὶ θανάτου κατεφρόνησαν, ηὑρέθησαν δὲ ὑπὲρ τὸν θάνατον. μετὰ δὲ τὴν ἀνάστασιν[5]) συνέφαγεν αὐτοῖς καὶ συνέπιεν ὡς σαρκικὸς καὶ πνευματικός, ἡνωμένος τῷ πατρί. Ich habe die Stelle gleich so wiedergegeben, wie sie m. E. zu schreiben ist. Ueberliefert ist in der Handschrift und der lateinischen Uebersetzung ὡς σαρκικός, καίπερ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί, bei Theodoret ὡς σαρκικῶς καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πάτρί, in dem Papyrus ὡς σαρκικ.. καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί. Hiervon scheidet zunächst Theodorets Lesung vollkommen aus; selbst wenn Ignatius von Christus hätte sagen können, daß er σαρκὶ καὶ πνεύματι ἡνωμένος τῷ πατρί gewesen sei, so wäre das keine Begründung für συνέφαγεν καὶ συνέπιεν αὐτοῖς. Die Lesung entstand offenbar aus ὡς σαρκικός, καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί. Eine ausführende Erklärung eben dazu gibt die Lesung der Handschrift σαρκικός, καίπερ πνευματικῶς, aber auch sie ist in sich unmöglich. Notwendig erwarten wir nach τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ πνεύματι συγκραθέντες die bei Ignatius übliche Formel, man könnte sagen sein

1) So die interpolierten Hss. αἵματι die echte Hs., die armenische und die lateinische Uebersetzung.

2) Das Wort πάθος tritt vollständig für θάνατος ein (vgl. auch Philad. Aufschrift) etwa wie I. Petr. 4,1 ὁ παθὼν σαρκὶ πέπαυται ἁμαρτίας (älteste hellenistische Interpretation zu Paulus Rom. 6,7 ὁ ἀποθανὼν δεδικαίωται ἀπὸ τῆς ἁμαρτίας, vgl. Hellenistische Mysterienreligionen S. 102 ff.).

3) Für πνεύματι, vgl. Magn. 13,1.

4) αἵματι Armen. Lightfoot. Es ist die ἕνωσις σαρκικὴ καὶ πνευματική.

5) Anfang des Papyrus.

Credo: ὡς σαρκικὸς καὶ πνευματικός. Gewiß fällt der Ton auf das erste; sein Essen und Trinken zeigt, daß er auch die σάρξ noch hat[1]). Aber der Abschluß des Teiles und Beweises rechtfertigt vollkommen, daß Ignatius die volle Formel seiner Christologie hier wiederholt; ἡνωμένος τῷ πατρί kann dabei hier so gut allein stehen, wie Magn. 7, 1 ὥσπερ οὖν ὁ κύριος ἄνευ τοῦ πατρὸς οὐδὲν ἐποίησεν, ἡνωμένος ὤν. Die Fassung πνευματικῶς ἡνωμένος würde sich in der Sprache und Christologie des Ignatius nicht belegen lassen. Ist das richtig, so war es unmethodisch von dem Herausgeber, dem Papyrus ohne weiteres die sinnlose Lesung Theodorets zuzuschreiben σαρκικ[ῶς] καὶ πνευματικῶς und nicht vielmehr die Lesung, aus welcher die beiden uns erhaltenen hervorwuchsen σαρκικὸς καὶ πνευματικῶς.

Der Zusammenhang der Stelle kann uns gleich noch weiter führen. Ignatius kennt die hellenistischen Vorstellungen von dem Fortleben und spielt mit ihnen Rom. 4, 2 μᾶλλον κολακεύσατε τὰ θηρία, ἵνα μοι τάφος γένωνται καὶ μηδὲν καταλίπωσι τῶν τοῦ σωματός μου, ἵνα μὴ κοιμηθεὶς βαρύς τινι γένωμαι. Bei der Bestattungsstätte der λείψανα, besonders des gewaltsam Getöteten, waltet der δαίμων als Schadensgott (βαρύς so oft von der Gottheit). Er vergleicht hiermit die gnostische Vorstellung, daß der Mensch durch den Tod vollkommen zum πνεῦμα wird. Das ist ihm kein wahres Weiterleben, nichts was den Christen als besonderer Vorzug gewährt wird, ja in Wahrheit nur der Tod. Wenn der Gnostiker schon im Leben seinen Leib nur noch als Schein empfindet, so soll ihm im Tode das wirklich wiederfahren (Smyrn. 2): οὖσιν ἀσωμάτοις καὶ δαιμονικοῖς (für πνευματικοῖς in ihrer Sprache). Der Ausdruck ist gefärbt nach dem gleich danach ausgeführten apokryphen Evangelienzitat (vgl. Preuschen, Antilegomena[2] S. 8); er erinnert eigentümlich an die Charakteristik der Gnostiker bei Philon *De migr. Abr.* 89 Wendl. (vgl. Die hellenistischen Mysterienreligionen S. 147): ὥσπερ ... ἀσώματοι ψυχαὶ γεγονότες. Auch Philons Gnostiker negieren den Gemeindekult, wie das von seinen Gegnern Ignatius cap. 7 berichtet. Daß jene Gnostiker auch den Leib des Pneumatikers für Schein erklären (vgl. Smyrn. 5, 2 τί γάρ με ὠφελεῖ τις, εἰ ἐμὲ ἐπαινεῖ, d. h. mich für einen vollkommenen Pneumatiker erklärt), gibt dem Ignatius das Recht zu einer neuen Widerlegung (4, 2): dann müßte auch er selbst nur dem Scheine nach leiden, und er fühlt doch die Realität der jetzigen und der zu erwartenden Leiden: τί δὲ καὶ ἐμαυτὸν[2]) ἔκδοτον δέδωκα τῷ θανάτῳ πρὸς πῦρ, πρὸς μάχαιραν, πρὸς

1) Vgl. Trall. 9, 1 ὃς ἀληθῶς ἐγεννήθη ἔφαγέν τε καὶ ἔπιεν und hierzu Eph. 7, 2 σαρκικός τε καὶ πνευματικός, γεννητὸς καὶ ἀγέννητος.

2) So Pap., die interpolierten Handschr. und Theodoret, ἑαυτόν vulgarisierend die echte Handschr., vgl. das gleiche Schwanken Trall. 3, 2.

θηρία; ἀλλ' ἐγγὺς μαχαίρας[1]) ἐγγὺς θεοῦ[2]), μεταξὺ θηρίων μεταξὺ θεοῦ[3]). μόνον ἐν τῷ ὀνόματι Ἰησοῦ Χριστοῦ, εἰς τὸ συμπαθεῖν αὐτῷ, πάντα ὑπομένω, αὐτοῦ με ἐνδυναμοῦντος τοῦ τελείου ἀνθρώπου γενομένου. ὅν τινες[4]) ἀγνοοῦντες ἀρνοῦνται κτλ. Das Partizipium γενομένου fehlt bei Theodoret, in der koptischen Uebersetzung und dem Papyrus; auch der Syrer und Armenier lasen es kaum, da sie ἐνδυναμοῦντος Ἰησοῦ Χριστοῦ θεοῦ einsetzen. Fehlt das Partizip, so ist in der Tat ὁ τέλειος ἄνθρωπος eine Art Gottesbezeichnung, wohl denkbar für den Christus in uns, vgl. Eph. 20,1 ἧς ἠρξάμην οἰκονομίας εἰς τὸν καινὸν ἄνθρωπον Ἰησοῦν Χριστόν. Von dieser paulinischen Anschauung ist Eph. 14,1 beeinflußt: ἐὰν τελείως εἰς Ἰησοῦν Χριστὸν ἔχητε τὴν πίστιν καὶ τὴν ἀγάπην, ἥτις ἐστὶν ἀρχὴ ζωῆς καὶ τέλος, ἀρχὴ μὲν πίστις, τέλος δὲ ἀγάπη· τὰ δὲ δύο ἐν ἑνότητι γενόμενα θεός ἐστιν. Die Vorstellung ist halb allegorisch: πίστις und ἀγάπη, die beide unlöslich zusammengehören, sind die Bestandteile des θεὸς ἐν ἡμῖν und dieser ist für uns die ζωή. Hieraus erklärt sich m. E. die umstrittene Stelle Trall. 8,1 ἀνακτίσασθε ἑαυτοὺς ἐν πίστει, ὅ ἐστιν σὰρξ τοῦ κυρίου, καὶ ἐν ἀγάπῃ, ὅ ἐστιν αἷμα αὐτοῦ. Die paulinische καινὴ κτίσις, die Ignatius auf den neuen Menschen, also auf den Christus in uns, deutet, besteht aus πίστις καὶ ἀγάπη. Allein an unserer Stelle wäre diese Beziehung auf einen bei Ignatius immerhin nur wenig entwickelten Begriff nicht notwendig; schon zu dem vorausgehenden Gedanken, daß er selbst als πνευματικὸς καὶ σαρκικός leiden wird, paßt es m. E. sehr viel besser, wenn von dem Vorbild (vgl. εἰς τὸ συμπαθεῖν αὐτῷ) gesagt ist, daß es voller Mensch war, πνευματικὸς καὶ σαρκικός. Nur hieran ferner schließt die Fortsetzung ὅν τινες ἀρνοῦνται. Nicht daß Christus als πνεῦμα in uns wohnt, leugnen diese Gnostiker, sondern daß er voll jene beiden notwendigen Bestandteile des Menschen in sich vereint hat; und da das Fortleben nur als πνεῦμα für ihn kein wahres Leben, sondern nur eine Art Tod bezeichnet, kann Ignatius sie statt χριστοφόροι oder θεοφόροι vielmehr νεκροφόροι nennen (Smyrn. 5,2). Hat aber τελείου ἀνθρώπου hier diesen Sinn, so bedürfen wir den Zu-

1) μαχαίρης der Herausgeber aus dem Pap. ohne Anmerkung — ὁ ἐγγὺς μαχ. Theodoret (vom Herausg. nicht erwähnt), beachtenswert wegen des apokryphen Herrenwortes.

2) Da πρὸς πῦρ vorausgeht, ist es möglich, daß Ignatius frei mit dem herrenlosen Herrenwort (Preuschen, Antilegomena² S. 31) spielt: ὁ ἐγγύς μου, ἐγγὺς τοῦ πυρός (Hilgenfeld).

3) μεταξὺ θηρ. μ. θεοῦ war in der Handschr. Theodorets ausgefallen. Die interpolierten Handschr. lassen nicht, wie man nach der Note des Herausgebers vermutet, diese Worte, sondern den ganzen Satz aus.

4) οἵτινες Papyr. Vielleicht nicht bloßer Schreibfehler, wie der Herausgeber meint; vgl. die gleiche Variante Magn. 9,2.

satz des Partizipiums γενομένου und müßten es einsetzen, auch wenn es noch viel schwächer bezeugt wäre. Auch hier ist die Schreibung des Papyrus falsch.

Entscheidenden Wert mißt der Herausgeber mit Harnack der Stelle 6,1—7,1 bei, auf die ich schon verwies, und die ich hier im Zusammenhange wiedergeben muß: Μηδεὶς πλανάσθω· καὶ τὰ ἐπουράνια καὶ ἡ δόξα τῶν ἀγγέλων καὶ οἱ ἄρχοντες ὁρατοί τε καὶ ἀόρατοι[1]), ἐὰν μὴ πιστεύσωσιν[2]) εἰς τὸ αἷμα Χριστοῦ[3]), κἀκείνοις κρίσις ἐστίν· ὁ χωρῶν χωρείτω (Mt. 19,12)· τόπος μηδένα φυσιούτω. Auf die Höhe der Erkenntnis[4]) kommt es nicht an: τὸ γὰρ ὅλον ἐστὶν πίστις καὶ ἀγάπη, ἧς οὐδὲν προκέκριται (vgl. Magn. 1,2). καταμάθετε δὲ (fehlt Pap.) τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν Ἰησοῦ Χριστοῦ τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν πῶς ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ [τῇ ἀγάπῃ]· οὐ μέλει αὐτοῖς οὐ περὶ χήρας οὐ περὶ ὀρφανοῦ, οὐ περὶ θλιβομένου, οὐ περὶ δεδεμένου ἢ λελυμένου[5]), οὐ περὶ πεινῶντος ἢ διψῶντος. εὐχαριστίας καὶ προσευχῆς[6]) ἀπέχονται διὰ τὸ μὴ ὁμολογεῖν τὴν εὐχαριστίαν σάρκα

1) Technische Begriffe der Gnosis, vgl. Trall. 5.

2) πιστεύωμεν die echte Handschr. gedankenlos, daß die interpolierte Fassung πιστεύσῃ bietet, ist gleichgiltig, da sie den ganzen Zusammenhang ändert.

3) Die echte und vollkommene Menschheit.

4) Die übliche Deutung von τόπος (kirchliches Amt) wird hier durch den Zusammenhang in keiner Weise nahe gelegt, ja zerstört ihn. Die richtige Beziehung gibt der Paulinische Satz (I. Cor. 8,1) ἡ γνῶσις φυσιοῖ, zu dem die Erinnerung unwillkürlich abschweift (etwa wie in 5,1 ὅν τινες ἀγνοοῦντες ἀρνοῦνται, μᾶλλον δὲ ἠρνήθησαν ὑπ' αὐτοῦ die Erinnerung an Gal. 4,9 γνόντες θεόν, μᾶλλον δὲ γνωσθέντες ὑπὸ θεοῦ den Verweis auf das Evangelienwort Matth. 10,32.33 beeinflußt): die Gnostiker späterer Zeit fühlen sich ja in bestimmte Sphären erhoben und mit deren Archonten vereinigt; ihnen verdanken sie ihre γνῶσις. Selbst ein eigentümlicher Gebrauch von τόπος ließe sich für sie nachweisen, vgl. Irenaeus 13,3 Stieren: ὁ δὲ τόπος τοῦ μεγέθους ἐν ἡμῖν. Aber vielleicht brauchen wir ihn gar nicht einmal vorauszusetzen. Wenn Horaz *Ars* 92 sagt *singula quaeque locum teneant sortita decentem,* so meint er der ganzen Verbindung nach die Höhe des Stils, den Grad des ὕψος. Mehr liegt auch bei Ignatius nicht in dem Wort, nur ist der Begriff des ὕψος bei ihm gnostisch.

5) Vgl. Pseudolongin c. 2 εἰ ἔστιν ὕψους τις ἢ βάθους τέχνη. Eine Frage, ob das richtig ist, besteht doch nicht mehr.

6) Die Begründung zeigt zwingend, daß εὐχαριστία καὶ προσευχή hier eine einheitliche Kulthandlung bezeichnet, εὐχαριστία selbst also wenigstens an dieser Stelle das Sakrament, προσευχή das dazu gesprochene Dankgebet bezeichnet. Das Wort wird nicht ausschließlich, aber doch mit Vorliebe von dem Gebet im Gemeindegottesdienst gebraucht (daher sein Uebergang in die Bedeutung συναγωγή, vgl. die Erklärer zu Juvenal 3,296). Wenn Zahn in den folgenden Worten συνέφερε ... ἀγαπᾶν letzteres als »Agapen feiern« deutet, so verkennt er den rhetorischen Aufbau und Zusammenhang der Stelle: weil sie nicht an Jesu leiblichen Tod und Auferstehung glauben, deren der Christ im Abendmahl teilhaftig gemacht wird, sterben sie selbst und werden nicht wieder auferweckt; sie haben aber auch nicht

εἶναι τοῦ σωτῆρος ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ τὴν ὑπὲρ τῶν ἁμαρτιῶν ἡμῶν παθοῦσαν, ἣν τῇ χρηστότητι ὁ πατὴρ ἤγειρεν· οἱ οὖν ἀντιλέγοντες τῇ δωρεᾷ τοῦ θεοῦ συζητοῦντες ἀποθνήσκουσιν· συνέφερε δὲ αὐτοῖς ἀγαπᾶν, ἵνα καὶ ἀναστῶσιν.

Statt der Worte τῇ ἀγάπῃ (in der Mitte des Abschnittes) hat die übrige Ueberlieferung περὶ ἀγάπης, und schon der Verfasser der interpolierten Rezension und der koptische Uebersetzer haben diese Worte mit den folgenden verbunden; alle Herausgeber sind ihnen gefolgt. Daß dadurch der nächste Satz nach Sinn und rhetorischem Bau verdorben wird, hat C. Schmidt treffend erkannt; nur zieht er daraus ohne weiteres den Schluß, daß die Lesung des Papyrus τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ τῇ ἀγάπῃ richtig ist. Dies übersetzt und deutet Harnack in seiner Anzeige (Theolog. Literaturzeit. 1910 Nr. 24 Sp. 743): »nach Ignatius ist die Gesinnung Gottes die Liebe; das war nach der bisherigen Fassung des Textes nicht erkennbar«. Ich weiß nicht, ob γνώμη das überhaupt bedeuten kann, bei Ignatius sicher nicht[1]). Bei ihm, wie bei den übrigen *Patres apostolici*, finde ich das Wort nur in der Bedeutung Entscheidung, Ratschluß, Rat, Wille, Spruch u. dgl. verwendet. Die wenigen Stellen lassen sich leicht überschauen; eine Erläuterung verlangt nur eine: Eph. 3, 2—4, 1 προέλαβον παρακαλεῖν ὑμᾶς, ὅπως συντρέχητε τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. καὶ γὰρ Ἰησοῦς Χριστός, τὸ ἀδιάκριτον ἡμῶν ζῶν, τοῦ πατρὸς ἡ γνώμη, ὡς καὶ οἱ ἐπίσκοποι οἱ κατὰ τὰ πέρατα ὁρισθέντες ἐν <θεῷ> Ἰησοῦ Χριστοῦ γνώμη[2]) εἰσίν. ὅθεν πρέπει ὑμῖν συντρέχειν τῇ τοῦ ἐπισκόπου γνώμῃ. Was γνώμη hier bedeutet, zeigt die erste und letzte Verwendung des Wortes; man vergleiche Pol. 5, 2 μετὰ γνώμης τοῦ ἐπισκόπου und 4, 1 μηδὲν ἄνευ γνώμης σου γενέσθω. So heißt Christus die γνώμη τοῦ πατρός[3]) nicht in dem Sinne von λόγος, wie man wohl gedeutet hat, sondern von ἐντολή, wie Trall. 13, 2 ὑποτασσόμενοι τοῖς ἐπισκόποις ὡς τῇ ἐντολῇ (oder τῇ ἐντολῇ θεοῦ) und Smyrn. 8, 1 πάντες τῷ ἐπισκόπῳ ἀκολουθεῖτε, ὡς Ἰησοῦς Χριστὸς τῷ πατρί, καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ ὡς τοῖς ἀποστόλοις· τοὺς δὲ διακόνους ἐντρέπεσθε ὡς θεοῦ ἐντολήν, vgl. Rom. Aufschrift κατὰ σάρκα καὶ κατὰ πνεῦμα ἡνωμένοις πάσῃ ἐντολῇ αὐτοῦ. Dann verlangt der Parallelismus, daß die Bischöfe die γνώμη Χριστοῦ genannt werden. Der Wortlaut

die *caritas*, die auch dazu beitragen könnte, daß sie auferweckt würden. Auf Zahns Mißdeutung fußend hat dann Axel Andresen (Zeitschr. f. neutestam. Theol. III 211 ff.) sogar die Worte περὶ ἀγάπης οὐ μέλει αὐτοῖς gegen den klaren Zusammenhang auf Agapen beziehen wollen.

1) Auch zeigt der Zusammenhang, daß ἀγάπη hier die *caritas* ist.

2) ἐν Ἰησοῦ Χριστοῦ γνώμῃ die Handschrift, *Iesu Christi sententia* die lateinische Uebersetzung.

3) Der Artikel bei dem Prädikat (ἐστίν ist zu ergänzen) ist unverdächtig: Christus ist das Gebot des Vaters (das ganze, das verkörperte Gebot).

der Ueberlieferung hat schon früher Anstoß erregt; will man ἐν nicht ganz streichen, so wird es am besten sein, nach Philad. Aufschrift τῷ ἐπισκόπῳ καὶ τοῖς σὺν αὐτῷ πρεσβυτέροις καὶ διακόνοις ἀποδεδειγμένοις ἐν *γνώμῃ* Ἰησοῦ Χριστοῦ, οὓς *κατὰ τὸ ἴδιον θέλημα* ἐστήριξεν zu ergänzen ἐν <θεῷ> oder ἐν <θελήματι θεοῦ>. Die weiteren Stellen sind klar: Philad. 3, 3 περιπατεῖν ἐν ἀλλοτρίᾳ γνώμῃ — Rom. 8, 3 κατὰ σάρκα ... κατὰ γνώμην θεοῦ — Pol. 8, 1 ὡς θεοῦ γνώμην (Willensäußerung, Befehl) κεκτημένος — Philad. 6, 2 θλιβέντες τῇ γνώμῃ αὐτοῦ (des Fürsten dieser Welt) — Rom. 7, 1 ἡ εἰς θεόν μου γνώμη — Philad. 1, 2 τὴν εἰς θεὸν αὐτοῦ γνώμην — Pol. 1, 1 τὴν ἐν θεῷ γνώμην ἡδρασμένην. Hinzutreten Barn. 21, 2 und I. Clem. 8, 2 γνώμη ἀγαθή, Hermas Sim. 5, 2, 8 ταύτῃ τῇ γνώμῃ συνηυδόκησεν, endlich Barn. 2, 9. — Der Sinn der Stelle ist also klar: Gottes *Gebot* ist die Liebe zu dem Nächsten; sein Wille ist es, daß wir uns der Witwen und Waisen, Bedrängten und Gefangenen, Hungernden und Durstenden annehmen. Ist dies der Zusammenhang, so ist klar, daß wir in den Worten der Handschrift περὶ ἀγάπης ein altes erklärendes Glossem zu γνώμη haben, ja fast möchte ich fürchten, daß man nunmehr τῇ περὶ ἀγάπης in den Text aufzunehmen und dadurch eine Art Uebereinstimmung zwischen Handschrift und Papyrus herzustellen versuchen wird. Das würde den Zusammenhang verderben. Ignatius geht davon aus, daß nicht die γνῶσις, sondern πίστις und ἀγάπη entscheiden[1]); die Gnostiker haben nicht die eine noch die andere. Das erste ist unbestreitbar, auf das zweite verweist er nachdrücklich; auf πίστις bezieht sich τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν Ἰησοῦ Χριστοῦ, auf ἀγάπη also ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. Unmittelbar muß hier als Beweis anschließen οὐ μέλει αὐτοῖς οὐ περὶ χήρας κτλ. Die ganze Wirkung ist zerstört, wenn man davor noch einmal wiederholt τῇ περὶ ἀγάπης oder auch nur τῇ ἀγάπῃ. Wir haben also im Papyrus wie in der Handschrift das gleiche erklärende Glossem nur in etwas anderer Fassung. Das Schwanken der Tradition verrät den erklärenden Zusatz: *das ist in Wahrheit der Gewinn, den der Papyrus bringt.*

Doch wir dürfen m. E. noch etwas weiter gehen. Befremdlich war mir immer der Ausdruck εἰς τὴν χάριν *Ἰησοῦ Χριστοῦ* τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν, ansprechender die Lesung der armenischen Uebersetzung εἰς τὴν χάριν *τοῦ θεοῦ* τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν. Christus ist selbst die χάρις θεοῦ, die zu uns gekommen ist[2]); daher konnte das Wort als erklärendes Glossem zugesetzt werden. Wir finden ein ähn-

1) Das Halten des Gebotes (vgl. z. B. Marc. 12, 28 ff.) und der Glaube (Marc. 16, 16 ὁ δὲ ἀπιστήσας κατακριθήσεται) sind die beiden Bedingungen der Zugehörigkeit zum Christentum.

2) Vgl. die 33. Ode Salomos.

liches Schwanken 10,1 ὑποδεξάμενοι ὡς διακόνους θεοῦ Pap. Armenier, ὡς διακόνους Χριστοῦ die interpolierte griechische Rezension nach alter Vorlage, ὡς διακόνους Χριστοῦ θεοῦ die echte Handschrift und die lateinische Uebersetzung (hiernach zu beurteilen oben 6,1 ἐὰν μὴ πιστεύσωσιν εἰς τὸ αἷμα Χριστοῦ mit dem Zusatz ὅτι θεοῦ ἐστιν oder ὅς θεός ἐστιν im Syrer und Timotheus; ein altes Glossem θεοῦ bot den Anlaß, vgl. Ephes. 1,1 αἷμα θεοῦ die echte Handschrift, αἷμα Χριστοῦ die interpolierte Rezension, αἷμα Χριστοῦ θεοῦ die Vorlage der lateinischen Uebersetzung; Rom. 6,3 τοῦ πάθους τοῦ θεοῦ μου bzw. Χριστοῦ τοῦ θεοῦ μου; Pol. 7,2 εἰς δόξαν θεοῦ bzw. εἰς δόξαν Χριστοῦ). An unserer Stelle wird der Gegensatz schärfer und eindringlicher, wenn wir lesen: καταμάθετε δὲ τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν τοῦ θεοῦ ... πῶς ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. Aufgenommen wird das im Schluß οἱ οὖν ἀντιλέγοντες τῇ δωρεᾷ τοῦ θεοῦ συζητοῦντες (Gegensatz zu πιστεύειν) ἀποθνήσκουσιν· συνέφερε δὲ αὐτοῖς ἀγαπᾶν, ἵνα καὶ ἀναστῶσιν. Wirkungsvoll erscheint erst hier im Schluß das technische Wort ἀγαπᾶν (ἀγάπη) wieder; der Gedankenaufbau ist rhetorisch nicht übel, inhaltlich minder gelungen. Die Liebe spielt neben dem Glauben in dem Schlußwort eine geringere Rolle; nur ein συμφέρειν εἰς ἀθανασίαν wird ihr zugeschrieben und auch dies wird nicht einmal begründet. Die Schuld trägt die Unklarheit des ganzen Systems. Die leibliche Auferstehung, die einzige Form, in der Ignatius ein Fortleben sich denken kann, ist gebunden an das Sakrament (Eph. 20,2), an die gläubige Aufnahme der durchaus real gedachten σάρξ des auferstandenen Christus (Smyrn. 7,1). Diese ganz hellenistische Mysterienanschauung läßt sich mit den beiden Grundforderungen des Evangeliums Jesu, Glauben und Liebe, nicht einfach in einen logischen Zusammenhang bringen. So versucht Ignatius an jener oben besprochenen Stelle, Trall. 8,1, eine Art Hilfskonstruktion: der Glaube ist ihm das Fleisch, die Liebe das Blut Christi, beide zusammen also der θεὸς ἐν ἡμῖν, der unsere Hoffnungen verbürgt. Man erkennt deutlich, warum er an unserer Stelle für seine Polemik diese allegorisch-mystische Hilfskonstruktion nicht verwendet; die realistische Mysterienauffassung dient ihm hier besser. Beide Auffassungen hat er ebenso wie jene beiden Grundforderungen überkommen und keine voll zu Ende gedacht; unausgeglichen liegen die Gedanken oder besser — wenigstens für Ignatius — die Formeln neben einander; eine Vermittelung kann man nicht finden und möchte ich gar nicht suchen. Gerade in den unausgeglichenen Widersprüchen, die aus der früheren Zeit noch unbedenklich übernommen werden und ihre Vereinigung nur in der lebendigen Persönlichkeit finden, liegt

für mich der religionsgeschichtliche[1]), freilich nicht der religiöse Wert und Reiz dieser Schriften.

Doch ich bin, durch ihn verführt, abgeschweift. Nicht auf ihn wollten die Herausgeber natürlich eingehen, und auch kritisch war ihr Ziel wohl auch nicht, eine Ausgabe auch nur dieses Abschnittes zu geben oder vorzubereiten. Hinzugefügt sei noch, daß die Anlage des Apparates nicht voll befriedigt. Außer den kleinen Anstößen, die schon gelegentlich hervorgehoben sind, erwähne ich, daß z. B. zu Zeile 5 dieselbe Angabe versehentlich in zwei Fassungen gestellt ist, zu Z. 35 Zahn und Lightfoot nicht genau verglichen, zu 54 der Armenier nicht angeführt ist; zu Z. 63 ist eine Angabe über die lateinische Uebersetzung gestellt, die zu 68 gehört, zu 90 übersehen, daß die richtige Lesung nicht nur in der echten Handschrift steht. Manches ist ungeschickt, ja unklar geformt (vgl. z. B. auch in der Besprechung S. 11 die Bemerkung zu Z. 107); man kann bei der Benutzung wenigstens Zahns treffliche Ausgabe nicht wohl entbehren.

Den Mittelpunkt des Heftes bildet der große Osterbrief des Patriarchen Alexander (VIII. Jahrhundert), zu dessen sachlicher und formeller Erklärung die Herausgeber viel Interessantes und Lehr-

1) Das vielgequälte Wort wird jetzt zur Bezeichnung zweier in sich berechtigten, aber unter einander entgegengesetzten Betrachtungsweisen verwendet, die man an einem größeren als Ignatius leichter erläutern kann. Gewiß kann man von einem subjektiven, rein der Gegenwart und der eigenen Person entnommenen Werturteil aus bei Paulus den Hymnus auf die Liebe (schwerlich nur *caritas*) einseitig hervorheben, in ihm die Ausführung des Lebensgedankens Jesu und die Enthüllung der schlichten Moral als Wesen der Religion erblicken und neben ihr die gesamte »Psychologie und spekulative Theologie« des Apostels geringschätzig als »versuchte Ideen« bezeichnen, deren Beeinflussung von hier oder da weniger Interesse biete und angeblich längst bekannt sei (A. Harnack, Das hohe Lied des Apostels Paulus von der Liebe und seine religionsgeschichtliche Bedeutung, Sitzungsber. d. Berl. Akad. 1911 S. 162 ff.). Eine solche mehr religionsphilosophische oder religiöse Betrachtungsart ist unanfechtbar, so lange sie nicht behauptet, daß auch der historische Paulus als Apostel der Liebe und Verkünder der schlichten Moralität als Religion richtig und alles Wesentliche erschöpfend gekennzeichnet sei, und so lange sie dem Philologen und Historiker nicht das Recht bestreitet, auch den wirklichen Menschen Paulus kennen lernen zu wollen. Das können wir nun einmal nicht, ohne auf seine zweite Grundforderung einzugehen und ohne auch die »versuchten Ideen«, jede zunächst einzeln, zu verfolgen; unsere jetzige Kenntnis der Zeit und der Sprache genügt uns hierzu nicht, und gern mühen wir uns auch am Kleinen. Mag der Religionsphilosoph höhnen, wenn ihm einmal eine Belegstelle für das κύμβαλον ἀλαλάζον oder die »Engelzungen« zu unwesentlich scheint — wir armen Philologen, oder, um richtig zu zitieren, wir »Modernen« wissen ja auch mit lexikalischen Festsetzungen, die kurzer Hand verordnen: »die Gnosis umfaßt das gesamte Gebiet des Erkennens in den drei Reihen des Seins *sub specie dei*« (a. a. O. S. 138), für unseren Paulus nicht allzuviel anzufangen.

reiches beibringen. Aeußerlich ein Museumsstück allerersten Ranges scheint er mir inhaltlich freilich nicht allzuviel zu bieten; doch sei das neue Fragment aus dem Briefe des römischen Bischofs Felix mit besonderem Dank hervorgehoben.

Den dritten Teil der Veröffentlichung bilden, wie erwähnt, ›liturgische‹ Stücke, manches späte und bedeutungslose, aber auch ein längeres Bruchstück von hervorragender Wichtigkeit, eine Sammlung christlicher Gebete, der Schrift nach aus dem Ende des dritten Jahrhunderts. Freilich muß ich, wenn ich hier darauf eingehe, den billigen Spott erwarten, daß diese Wichtigkeit für meine Person größer als für die theologische Forschung sei.

Den Herausgebern war zufällig entgangen, daß in diesen Gebeten ein auch literarisch erhaltenes begegnet, der Schluß des ersten Hermetischen Tractates, des sogenannten Poimandres. Ich habe hierauf in den Nachrichten der Göttinger Gesellschaft der Wissenschaften 1910 S. 324 aufmerksam gemacht, den Text festgestellt und, wie ich hoffe, erwiesen, daß auch die in dem Papyrus gebotene Fassung den uns erhaltenen Traktat voraussetzt, ferner, daß sie schlechter und offenbar jünger ist, als die handschriftlich erhaltene, endlich daß jede Spur von Christlichem auch in ihr noch fehlt; nur die Doxologie am Schluß ist von einem Christen zugefügt. Welche Bedeutung diese Tatsache hat, gilt es zunächst ins Auge zu fassen.

Drei Gebete von eigenartiger Tiefe und Inbrunst sind uns in den geringen Resten Hermetischer Literatur, die auf uns gekommen sind, erhalten. Schon jetzt haben sich zwei davon in den nicht eben zahlreichen religiösen Papyri wiedergefunden. Damit ist zunächst die Verbreitung und der religiöse Wert dieser Literatur im Ausgang des Altertums gesichert. Es geht nicht mehr an, sie als ›Philosophie‹ bei Seite zu schieben oder ihren Zusammenhang mit Aegypten, dem Fundort jener Papyri zu bestreiten. Selbst das letzte Hilfsmittel, sich einer Berücksichtigung dieser Literatur zu entziehen, die Behauptung, ihr Alter sei vollkommen unbestimmbar, hat an Kraft eingebüßt. Man wird sich jetzt erinnern, daß schon Martial (V 24) eine Schrift oder vielleicht nur ein sie schließendes Gebet an den ägyptisch-hellenistischen Hermes als allgemein bekannt voraussetzt, ein Gebet, das in kurzen Sätzen, die z. T. durch die ἀναφορά desselben Wortes zusammengehalten sein mochten, die verschiedenen Werke und Eigenschaften des Gottes pries und sich in dem Bekenntnis *Hermes omnia solus et ter unus* zusammenfassen ließ[1]). Man wird sich ferner daran

1) Vgl. Hellenistische Wundererzählungen S. 127 und das ebenda angeführte entsprechende Isisbekenntnis. Es ist der Hermetische Satz ἓν τὸ πᾶν καὶ τὸ πᾶν θεός auf den bestimmten Gott übertragen.

erinnern, daß das Vergottungsmysterium, daß in einer dieser Schriften (XIII, bzw. XIV) beschrieben ist, in allen Grundzügen der Schilderung der Isismysterien bei Apuleius entspricht [1]). So darf man vielleicht endlich hoffen, daß wenigstens der Teil unserer protestantischen Theologen, der selbst etwaige Einflüsse Indiens auf das Christentum mit hingebendem Eifer diskutiert, seine Zurückhaltung gegenüber diesen griechisch erhaltenen, dem gleichen Kulturkreis und annähernd der gleichen Zeit angehörigen Schriften aufgibt und an ihrer Erforschung mitarbeitet [2]).

Ein paar Vorbemerkungen für die Diskussion, welche der neue Fund hoffentlich herbeiführt, sind vielleicht nicht ganz überflüssig. Wir werden, wenn nicht neue Funde hinzutreten, diese Literatur zunächst als Ganzes hinnehmen müssen, als Aeußerungen weiterer oder engerer griechisch sprechender und denkender Kreise in Aegypten. Daß das handschriftlich erhaltene und planmäßig geordnete Corpus — seinem Charakter nach eine Art Chrestomathie oder Auswahl — um Diokletians Zeit abgeschlossen wurde, ist durch stilistische Beobachtungen gesichert. Daß einzelne Stücke vor der Aufnahme eine längere Entwickelung durchmachten, ist wahrscheinlich, die Wandelbarkeit der Tradition durch den λόγος τέλειος und die im Papyrus vorliegende Ueberarbeitung des ersten Stückes erwiesen. Bestimmte Datierungen lassen sich für keine einzelne Schrift geben; der Beginn dieser Literatur liegt früh.

Daß ihr Grundcharakter aus einer Mischung orientalischer (besonders ägyptischer) und griechischer Elemente zu erklären ist, sollte klar sein. Der Versuch, in diesen Schriften urarkadische oder urböotische Geheimlehren zu finden, die dann durch irgend welche Vermittelung die höhere Gotteslehre der hellenisierten Aegypter wurden, ignoriert die allgemeinen geschichtlichen und kulturgeschichtlichen Tatsachen, die auch für die Religionsgeschichte bestimmend bleiben müssen, wenn sie nicht zum leeren Phantasiespiel werden soll; der entgegengesetzte Versuch eines verdienten Aegyptologen, in diesen Schriften nur Uebersetzungen alter nationaler Urkunden zu sehen, ist begreiflich nur bei völliger Unkenntnis der griechischen Philosophie.

1) Vgl. Hellenistische Mysterienreligionen S. 33 ff. Die Uebereinstimmung datiert natürlich nicht die einzelne Schrift, wohl aber die Anschauungen.

2) Eine eingehende Polemik von katholischer Seite (Engelbrecht Krebs, Der Logos als Heiland im ersten Jahrhundert, mit einem Anhang Poimandres und Johannes, Freiburg 1910) erwähne ich mit aufrichtiger Anerkennung des unermüdlichen Fleißes und des streng sachlichen und wissenschaftlichen Tones. Warum ich zwar in Einzelheiten gern nachgebe, in den Hauptpunkten aber mich nicht überzeugen lassen konnte, wird sich im Folgenden zeigen.

Eine Sonderung der beiden Hauptelemente muß immer wieder versucht werden und wird im Einzelergebnis immer wieder Zweifeln unterworfen bleiben. Ob ein Teil der Kosmogonie des Poimandres sich direkt als griechische Umdeutung eines bestimmten ägyptischen Systems erweisen läßt, welches zufällig in einer alten Inschrift erhalten ist, oder ob man vorsichtiger handelt nur zu sagen, daß er ägyptischer Anschauung entspricht, mag zweifelhaft sein. Daß für die Diskussion, die wir jetzt erwarten und brauchen, nichts oder doch ganz wenig auf diesen Zweifel ankommt, habe ich oft betont. Auch bei den einzelnen Vorstellungen müssen wir, wie das unlängst auch A. Harnack[1]) für ein anderes Gebiet geistvoll und treffend betont hat, in der hellenistischen Religionsgeschichte stets mit einer doppelten Wurzel rechnen. Ich brauche an die widersprechenden Auffassungen einer so echt hellenistischen Erscheinung wie Philo nur zu erinnern.

Die Frage, welche durch den Berliner Papyrus neu zur Diskussion gestellt ist, kann nur sein: sind diese Schriften christlich oder heidnisch? Man hat sie zu umgehen versucht, indem man die eine von ihnen als nachträgliche Ethnisierung eines christlich-gnostischen Systems faßte. Allein ganz abgesehen von der Haltlosigkeit der angeblichen Beweise: wieder ist dabei die allgemeine Entwickelung außer Acht gelassen. Wenigstens wer in dem Gnostizismus zunächst eine Verbindung orientalischer Mythologeme und orientalischen Mystizismus mit griechischem Denken sieht und die Anfänge dieser Bewegung als vorchristlich anerkennt, wird zunächst für die Annahme einer nachträglichen vollständigen Ethnisierung eines christlichen Systems starke Beweise verlangen, und wenn er dann sieht, daß die fragliche heidnische Schrift in Wortgebrauch, Vorstellungen und Charakter mit einer Fülle von anderen unlöslich zusammenhängt, die alle nun ebenfalls als nachträgliche Ethnisierungen christlicher Lehre gelten müßten, das Unhistorische dieser ganzen Annahme empfinden. Es ist ja ähnlich mit den Mysteriendeutungen, die sich von der Betrachtung unserer Literatur nicht sondern lassen. Daß Apuleius jünger ist als Paulus — ein eifriger Rezensent meinte: um zwei Jahrhunderte —, genügt an sich wirklich nicht, um christliche Einflüsse auf ihn wahrscheinlich zu machen, und wenn man die gleichen Vorstellungen in anderen Religionskreisen nachweisen, ja sie in Andeutungen und Vorbereitungen bis in vorchristliche oder doch vom Christentum sicher unberührte Zeit zurückverfolgen kann, wird man den ungeschichtlichen Gedanken kaum fassen, daß der gesamte Mysterienkult der Kaiserzeit vom Christentum beeinflußt sein könne. Die Methode, welche wir z. B. in der Erforschung des neutestamentlichen Juden-

1) Sitzungsber. d. Berl. Akad. 1911 S. 157.

tums ohne weiteres verwenden, werden wir auf diese heidnischen Schriften übertragen dürfen, uns bewußt, daß wir bei nur einmal vorkommenden Einzelheiten immer irren können, in den Grundzügen aber klare und sichere Resultate erhalten. Das, was man einmal treffend die allgemeine Religion der Gebildeten im ausgehenden Heidentum genannt hat, liegt uns in leicht nationaler Färbung und Tönung vor, individuell ist vor allem die Intensität des religiösen Empfindens und sind z. T. die behandelten Themata. Es ist heidnischer Mystizismus und Gnostizismus in allen Stufen der Entwickelung. Daß er sich in Sprache und Vorstellungen eng mit der frühchristlichen Literatur berührt, ohne daß wir doch in der Gedankenwelt irgend welche Entlehnungen aus dieser nachweisen können, ist das Problem, welches Erklärung verlangt. Bildet doch die Sprache und die Vortstellungswelt der urchristlichen Literatur wenigstens für uns Philologen noch das große Rätsel, an dessen Lösung wir mitarbeiten möchten.

Man wird die verschiedenen gemeinsamen Bildungsfaktoren zunächst ins Auge fassen müssen. Berührungen mit der Septuaginta beweisen natürlich gar nichts für das Christentum; an sich sind sie sowohl wegen der literarischen als wegen der religiösen Bedeutung der jüdischen Religionsurkunden sehr wohl denkbar. Die Zauberpapyri wie die gesamte Geheimliteratur zeigen starken unmittelbaren Einfluß des Judentums auf den Synkretismus (in scharfem Gegensatz zu dem Christentum), freilich meist in Aeußerlichkeiten [1]). Immerhin sind mir in der Hermetischen Literatur inhaltliche Entlehnungen nur in einer einzigen Schrift aufgefallen, auch hier übrigens in einem Zusammenhange, in dem ägyptische und jüdische Anschauungen sich wirlich berühren, die Uebernahme also leicht war. Rein lexikalische Uebereinstimmungen bedürfen stets besonderer Untersuchung, da hier ein schon im ägyptischen Hellenismus entwickelter Sprachgebrauch die Uebersetzung aus dem Hebräischen beeinflußt haben kann, wie ich das z. B. bei dem Worte δόξα annehmen möchte. — Innerlicher ist der Einfluß des Griechentums, d. h. der Philosophie. Ein planmäßiger Vergleich, besonders mit dem Neuplatonismus, wird erforderlich sein, für die Datierung aber freilich nicht viel ergeben. Seine religiöse Grundrichtung dankt er ja einer langen uns nur sehr lückenhaft bekannten Entwickelung, die mit Poseidonios anhebend, orientalischem Empfindungsleben allmählich so starken Einfluß gestattet, daß der Neuplatonismus hier zunächst eher eine Rückkehr zu dem echten Griechentum in Plato bringt. Jetzt liest man manchmal kurzerhand

1) Irgend welcher Einfluß des christlichen Gnostizismus auf die Vorstellungen und Formeln der Zauberliteratur ist bisher nicht erwiesen; gerade die eine Erwähnung Jesu stammt nicht aus ihm.

als neuplatonisch bezeichnet, was schon bei Philo oder Plutarch oder gar in den auf Poseidonios zurückgehenden Stücken in Seneca Gegenbilder hat, oder durch neutestamentliche Parallelen in Wahrheit der hellenistischen Mystik zugewiesen wird. Individuell ist in diesem philosophischen Teil, der in einzelnen Traktaten, wie z. B. dem zweiten (bzw. dritten) fast ausschließlich hervortritt, nichts. Die Gedankengänge, in denen der Gebildete versucht, sich orientalische oder griechische oder christliche Theologie zurechtzulegen, sind notwendig die gleichen, möglichst allgemein zugänglichen; für Einzelnes bieten z. B. die Clementinen interessante Vergleichspunkte. Selbst das Betonen bestimmter philosophischer Schulen und Schulgegensätze dürfte m. E. nicht zu weit getrieben werden. Das Eigene liegt mehr in den Resten der Mythologie, der Mysterienlehre und vor allem in den Formen der Verkündigung und des Gottesdienstes. Da uns gerade ein Eingehen hierauf zu der besonderen Bedeutung des Berliner Papyrus zurückführen kann, seien ein paar Bemerkungen dazu gestattet.

Drei Arten heidnischer Predigten sind uns in den dürftigen Urkunden synkretistischer Religionen, die wir besitzen, erhalten. Ein Beispiel der Auslegung eines heiligen Textes bietet die sogenannte Naassenerpredigt, in der neben und mit den jüdischen Einwirkungen die Einflüsse stoischer Dichterexegese besonders hervortreten; neben sie tritt als Typus der ἱερὸς λόγος, die Verkündigung, wie sie uns im III. (bzw. IV.) Kapitel des Hermetischen Corpus vorliegt, endlich die Missions- oder Bußpredigt, von der Corp. Herm. I 28 und VII (bzw. VIII) Proben bieten. Ich greife letztere heraus.

Die kurze Skizze einer Bußpredigt lautet in der ersten Schrift, dem eigentlichen Poimandres § 27—29: καὶ ἤργμαι κηρύσσειν τοῖς ἀνθρώποις τὸ τῆς εὐσεβείας καὶ γνώσεως κάλλος· ὦ λαοί, ἄνδρες γηγενεῖς, οἱ μέθῃ καὶ ὕπνῳ ἑαυτοὺς ἐκδεδωκότες καὶ τῇ ἀγνωσίᾳ τοῦ θεοῦ, νήψασθε, παύσασθε δὲ κραιπαλῶντες, θελγόμενοι ὕπνῳ ἀλόγῳ. οἱ δὲ ἀκούσαντες παρεγένοντο ὁμοθυμαδόν. ἐγὼ δέ φημι· τί ἑαυτούς, ὦ ἄνδρες γηγενεῖς, εἰς θάνατον ἐκδεδώκατε ἔχοντες ἐξουσίαν τῆς ἀθανασίας μεταλαβεῖν; μετανοήσατε οἱ συνοδεύσαντες τῇ πλάνῃ καὶ συγκοινωνήσαντες τῇ ἀγνοίᾳ· ἀπαλλάγητε τοῦ σκοτεινοῦ φωτός· μεταλάβετε τῆς ἀθανασίας καταλείψαντες τὴν φθοράν. καὶ οἱ μὲν αὐτῶν καταφλυαρήσαντες ἀπέστησαν τῇ τοῦ θανάτου ὁδῷ ἑαυτοὺς ἐκδεδωκότες, οἱ δὲ παρεκάλουν διδαχθῆναι ἑαυτοὺς πρὸ ποδῶν μου ῥίψαντες. ἐγὼ δὲ ἀναστήσας αὐτοὺς καθοδηγὸς ἐγενόμην τοῦ γένους[1]) τοὺς λόγους διδάσκων, πῶς καὶ τίνι τρόπῳ σωθήσονται. καὶ ἔσπειρα αὐτοῖς τοὺς τῆς σοφίας λόγους καὶ ἐτράφησαν ἐκ τοῦ ἀμβροσίου

1) Das Menschengeschlecht, vgl. die Aufforderung des Gottes § 26: οὐχ ὡς πάντα παραλαβὼν καθοδηγὸς γίνῃ τοῖς ἀξίοις, ὅπως τὸ γένος τῆς ἀνθρωπότητος διὰ σοῦ ὑπὸ θεοῦ σωθῇ;

ὕδατος. ὀψίας δὲ γενομένης καὶ τῆς τοῦ ἡλίου αὐγῆς ἀρχομένης δύεσθαι ὅλης ἐκέλευσα αὐτοῖς εὐχαριστεῖν τῷ θεῷ· καὶ ἀναπληρώσαντες τὴν εὐχαριστίαν ἕκαστος ἐτράπη εἰς τὴν ἰδίαν κοίτην. Den gleichen Typus zeigt die 33. Ode Salomons, ja sie erklärt direkt einzelne Wendungen der Hermetischen Schrift. Von dem Messias (?) und sodann von einer reinen Jungfrau, wohl der Güte Gottes, heißt es hier: und er stellte sich auf eine hohe Spitze und ließ seine Stimme von einem Ende der Erde zum andern ertönen und er zog alle zu sich, die ihm gehorchten ... ›ihr Menschenkinder, bekehrt euch, und ihr Töchter von ihnen, kommt und verlaßt die Pfade dieses Verderbens und nähert euch mir, und ich werde bei euch eintreten und euch aus dem Untergange herausführen und euch weise machen in den Pfaden der Wahrheit ... Hört mich und laßt euch retten‹. — Es ist nicht die Bußpredigt schlechthin, sondern ein stilisierter Bericht über das κήρυγμα, das ein göttliches Wesen dem ganzen Menschengeschlecht überbringt[1]); und ein göttliches Wesen ist der Prophet ja für diese Anschauungsweise geworden. So mag man als letzte Parallele (bei Origenes VII 8) des Celsus Schilderung der phönizischen und syrisch-palästinensischen Propheten seiner Zeit hinzunehmen, die an sich nicht auf Christus geht, wohl aber in einzelnen Zügen zum Zweck der Polemik gefärbt ist[2]). Sie predigen: ἐγὼ ὁ θεός εἰμι — ἢ θεοῦ παῖς, ἢ πνεῦμα θεῖον — ἥκω δέ· ἤδη γὰρ ὁ κόσμος ἀπόλλυται καὶ ὑμεῖς, ὦ ἄνθρωποι, διὰ τὰς ἀδικίας οἴχεσθε. ἐγὼ δὲ σῶσαι θέλω, καὶ ὄψεσθέ με αὖθις μετ' οὐρανίου δυνάμεως ἐπανιόντα ... τοὺς δ' ἐμοὶ πεισθέντας αἰωνίους φυλάξω.

Die Hellenisierung dieser orientalischen ›Botschaft‹ zeigt das VII. (VIII.) Hermetische Stück: ποῖ φέρεσθε, ὦ ἄνθρωποι, μεθύοντες, τὸν τῆς ἀγνωσίας ἄκρατον [λόγον] ἐκπιόντες, ὃν οὐδὲ φέρειν δύνασθε, ἀλλ' ἤδη αὐτὸν καὶ ἐμεῖτε; στῆτε νήψαντες, ἀναβλέψατε τοῖς ὀφθαλμοῖς τῆς καρδίας, καὶ εἰ μὴ πάντες δύνασθε, οἵ γε καὶ δυνάμενοι. ἡ γὰρ τῆς ἀγνωσίας κακία ἐπικλύζει πᾶσαν τὴν γῆν καὶ συμφθείρει τὴν ἐν τῷ σώματι κατακεκλεισμένην ψυχήν, μὴ ἐῶσα ἐνορμίζεσθαι τοῖς τῆς σωτηρίας λιμέσιν. μὴ συγκατενεχθῆτε τοιγαροῦν τῷ πολλῷ ῥεύματι, ἀναρροίᾳ δὲ χρησάμενοι οἱ δυνάμενοι λαβέσθαι τοῦ τῆς σωτηρίας λιμένος, ἐνορμισάμενοι τούτῳ ζητήσατε χειραγωγὸν τὸν ὁδηγήσοντα ὑμᾶς ἐπὶ τὰς τῆς γνώσεως θύρας, ὅπου ἐστὶ τὸ λαμπρὸν φῶς, τὸ καθαρὸν σκότους, ὅπου οὐδὲ εἷς μεθύει, ἀλλὰ πάντες νήφουσιν ἀφορῶντες τῇ καρδίᾳ εἰς τὸν ὁραθῆναι θέλοντα. Der Eingang stammt, wie jeder weiß, aus Platos (?) Kleitophon p. 407 a: ὁπότε ἐπιτιμῶν τοῖς ἀνθρώποις, ὥσπερ ἐπὶ μηχανῆς τραγικῆς θεός, ὕμνεις λέγων· ποῖ φέρεσθε, ὤνθρωποι; καὶ ἀγνοεῖτε οὐδὲν τῶν δεόντων πράττοντες, κτλ. Das Bild mag direkt dem Drama entstammen

1) Vgl. die Rolle des κήρυξ im Κρατήρ (Corp. Herm. IV 4).
2) Vgl. meinen Poimandres S. 222.

und braucht trotz der Aehnlichkeit in keiner Weise orientalischen Ursprungs zu sein. Menipp scheint es aufgenommen zu haben, doch verfolge ich diese Spur zunächst nicht. In der kynischen wie stoischen Bußpredigt ist es später ganz geläufig, vgl. Epiktet III 22, 26 δεῖ οὖν ... ἐπὶ σκηνὴν τραγικὴν ἀνερχόμενον λέγειν τὸ τοῦ Σωκράτους· ἰὼ ἄνθρωποι, ποῖ φέρεσθε; τί ποιεῖτε, ὦ ταλαίπωροι; ὡς τυφλοὶ ἄνω καὶ κάτω κυλίεσθε· ἄλλην ὁδὸν ἀπέρχεσθε τὴν οὖσαν ἀπολελοιπότες. Die Stelle zeigt gut, wie sich ganz von selbst die beiden Bilder einander nähern[1]. An den θεὸς ἐπὶ μηχανῆς τραγικῆς scheinen Horaz epod. 7 und Persius V 142 zu denken: *ni sollers luxuria ante seductum moneat: ›quo deinde, insane, ruis, quo? quid tibi vis?‹* —

Wann hat der orientalische Prophet das Bild von den griechischen Populärphilosophen entlehnt und zwei von Anfang an ähnliche, aber unabhängige Gedankenreihen mit einander verbunden? Die Frage ist für die Datierung des Hermetischen Stückes, wie sich zeigen wird, gleichgiltig, hat aber ein allgemeineres kulturhistorisches und methodisches Interesse und hilft dem Philologen, eines der schönsten Gedichte des Properz zu interpretieren.

Einen neuen Entschluß, ein nationales Gegenstück zu des Kallimachos Αἴτια zu dichten, hat Properz in der ersten Hälfte von IV 1 in kunstvoller Motivierung ausgesprochen und von sich versichert *exiguo quodcunque e pectore rivi fluxerit, hoc patriae serviet omne meae*; es soll sein letztes Werk sein und ewigen Ruhm erhofft er davon. Da unterbricht ihn plötzlich der *babylonius* Horos, der aus Aegypten stammende Prophet[2], der, wie man es von dem Propheten allgemein verlangt, Gedanken und Pläne, Namen und Geschick des ihm Begegnenden erkennt[3]: *quo ruis, imprudens, vage, dicere fata, Properti:*

1) Eine späte Verbindung der beiden Hermetischen Stellen gibt Photios (?) in der Schrift gegen die Manichäer II 14 (Migne *tom.* 102 *p.* 120) wohl nach älterem Vorbild.

2) *Babylonius* ist Standesbezeichnung. Der *mathematicus* führt sein Geschlecht auf den berühmten Konon zurück, dessen Ruhm dem Properz natürlich aus Kallimachos bekannt ist. Nach den Verfassern astrologischer Schriften (Archytas und Horos — zunächst natürlich der Gott) haben sich Großvater und Vater genannt; auch er selbst trägt den geheiligten Namen (mit der Unform *Horops*, die zum Eigennamen gar nicht werden könnte, sollte man den Properz endlich verschonen). Realistisch, aber durchaus nicht spöttisch oder burlesk wird er geschildert und weissagt dem Properz nur, was dieser schon selbst früher empfunden hat: II 1, 78 *huic misero fatum dura puella fuit.*

3) Die beste Erklärung gibt das Prophetengebet bei Wessely, Griechische Zauberpapyri, Abh. d. Wiener Ak. 1888 S. 134 (vgl. Pap. Berolin. I 174, Parthey, Abh. d. Berl. Ak. 1865 S. 125). Bei jedem, den er erblickt, will der Prophet sofort Namen, Abstammung, Beruf, frühere und zukünftige Geschicke, Gedanken und Pläne wissen, ebenso alles, was seinen Verwandten, verstorbenen wie lebenden,

non sunt a dextro condita fila colo[1]). Einen falschen Weg will der Dichter einschlagen; die Grundfäden zu dem Gewebe seines Liedes stammen nicht von glückverheißenden Rocken (*a* ist natürlich Präposition, nicht Ausruf). Der Prophet, der sich durch die offenbar formelhafte Wendung *quo ruis* sofort kenntlich machen will, teilt seine Weisheit, wie der richtige Diener eines Gottes es soll, umsonst mit und schilt auf die Zunftgenossen: *nunc pretium fecere deo, sed*[2]) *fallitur auro Juppiter. obliquae signa iterate*[3]) *rotae ... quid moveant pisces.* Nur die Sterne geben die wahre Auskunft, nicht Orakel oder Hygromantie, Auspicie oder Haruspicie: *aspicienda via est caeli verusque per astra trames et a zonis quinque petunda fides.* Nur sie lassen über scheinbar günstige Anfänge hinaus den letzten Ausgang verkünden. Faßt man diesen Zusammenhang ins Auge, so ist auch das Kalchasbeispiel erklärt; das Verderben, das bei der Hinfahrt zu drohen schien, hatte er abgelenkt; um so sicherer traf es unmittelbar vor der Vollendung des ganzen Zuges ein. So darf auch Properz sich nicht durch günstige Zeichen (v. 67. 68) und anfängliches Gelingen täuschen lassen; sein Leben steht unter anderem Stern.

Der fahrende Gaukler und Seher der augusteischen Zeit und der jedenfalls beträchtlich jüngere Prediger des VII. (VIII.) Hermetischen Stückes benutzen in gleicher Weise die Formel der philosophischen Diatribe, die in ihrem Munde einen neuen Sinn annimmt und den Sprecher als Herzenskündiger erscheinen läßt. Stimmung und Grundton sind für damals orientalischem Empfinden, die Form dem griechischen Leben entnommen. —

je widerfahren ist, um ihm durch die Verkündigung zu beweisen, daß sein Wissen von Gott stammt.

1) Der Vokativ *Properti*, den Rothstein verkannt hat, ist notwendig, schon weil er 119 ff. nicht mehr genannt wird; *vagus* wird er genannt, wie Jo bei Horaz *Ars* 124: unstät und veränderlich im Entschluß. Der Infinitiv, der bei *prudens* ganz bekannt ist, wird zu *imprudens* gefügt: Properz weiß das Geschick nicht voraus, er ist kein *fatidicus*, kein Prophet (*vates* im Doppelsinn).

2) *deos et* die Handschriften und Ausgaben, mir unverständlich. Von den Propheten im allgemeinen ist die Rede (vgl. 103—106); für das Eintreten des Gottes in ihre Brust normieren sie Preise, aber das Gold kann selbst einen Gott, ja selbst Jupiter zum Irrtum verlocken.

3) *iterata* Hss., was Rothstein sogar von *dicam* (v. 87) abhängig machen will. Nach v. 76 *aerata signa movere pila* ist *signa iterare* (sie wieder und wieder einsehen und in Bewegung setzen) leicht verständlich, ebenso der Anschluß des indirekten Fragesatzes. Störende Einlage sind, wie längst erkannt, v. 87. 88; sie auf den Weltuntergang zu deuten, war ein starkes Stück; sie passen allein für Cassandra, deren berühmte Rede sie klassisch beschreiben. Also muß man sie nach v. 54 stellen, oder, wenn hier die Ankündigung *canam* zu hart ist (*dicam* wäre erklärbar) — streichen.

Dem Schöpfungsbericht des ersten Kapitels (des eigentlichen Poimandres) entspricht, freilich nur ganz im allgemeinen, der ἱερὸς λόγος des III. (IV.) Kapitels, dessen Wiederherstellung leider fast unüberwindlichen Schwierigkeiten begegnet. Er beginnt mit drei Sätzen im Lapidarstil: δόξα πάντων ὁ θεός, καὶ <πᾶν> θεῖον, καὶ φύσις θεία. — ἀρχὴ τῶν ὄντων ὁ θεός, καὶ νοῦς καὶ φῶς[1]) καὶ [ὕλη] σοφία εἰς δεῖξιν ἁπάντων ὤν. — ἀρχαὶ[2]) τὸ θεῖον καὶ φύσις καὶ ἐνέργεια καὶ ἀνάγκη καὶ τέλος καὶ ἀνανέωσις. Dann folgt der mythologische Teil: ἦν γὰρ σκότος ἄπειρον ἐν ἀβύσσῳ καὶ ὕδωρ καὶ πνεῦμα λεπτὸν νοερόν, δυνάμει θείᾳ ὄντα ἐν χάει. ἀνείθη δὴ φῶς ἅγιον καὶ ἐπάγη ὕφαμμα[3]) ἐξ ὑγρᾶς οὐσίας στοιχεῖα καὶ θεοὶ πάντες καταδ<ύντες> ἐρῶσι[4]) φύσεως ἐνσπόρου.

Jene sechs ἀρχαί, deren Verzeichnis ich herzustellen versucht habe, entstammen ursprünglich sicher nicht philosophischem Denken. Ein unklares orientalisches Göttersystem ist begrifflich umgedeutet, wie wir dies in den gnostischen Systemen so oft sehen. Man sollte derartige Versuche, erwachendes Denken wohl oder übel mit einer phantastischen Mythologie zu verbinden, nicht mit dem klangreichen Namen Theosophie belegen und nicht ohne weiteres als das Ursprünglichste voraussetzen, was einem ›philosophischen‹ System noch am nächsten kommt; schon die Geschichte unserer eigenen Dogmatik könnte davor warnen. —

Allein allzuweit hat das Interesse an den von theologischer Seite kaum beachteten Typen und Formen heidnisch-theologischer Literatur

1) φύσις Hss. Die Verwechselung beider Worte ist in unserer Ueberlieferung nicht selten.

2) ἀρχή Hss. Der einen ursprünglichen ἀρχή (auch προαρχή) scheinen hier Prinzipien oder Kategorien gegenübergestellt. Zu dem Begriff τὸ θεῖον vgl. den Schluß: τὸ γὰρ θεῖον πᾶσα ἡ κοσμικὴ σύγκρασις φύσει ἀνανεουμένη. ἐν γὰρ τῷ θείῳ καὶ ἡ φύσις καθέστηκεν.

3) ὑφ' ἄμμῳ Hss.

4) καταδιερῶσι Hss. Herstellung ganz unsicher. Es folgt ein Bericht über die διακόσμησις. Zuerst werden die sieben Himmelszonen mit den sie bewegenden Göttern geschaffen. Dann bringt jeder Gott, was ihm befohlen ist, hervor (Tiere und Pflanzen, alles, was Samen in sich hat). Zuletzt werden die Menschen geschaffen: τὸ σπέρμα τῆς παλιγγενεσίας ἐν αὐτοῖς ἐσπερμοβόλουν (ἐσπερμολόγουν Hss.) τάς τε γενέσεις τῶν ἀνθρώπων καὶ πᾶσαν ἐν σαρκὶ ψυχὴν διὰ δρομήματος θεῶν ἐγκυκλίων τερατουργίας (τερασπορίας Hss.) <ἔκτισαν> εἰς κατοπτείαν οὐρανοῦ καὶ δρομήματος οὐρανίων θεῶν καὶ ἔργων θείων καὶ φύσεως ἐνεργείας κτλ. So der ursprüngliche Text, in dem jetzt eine zweite Fassung aus der Schöpfungsgeschichte des Poimandres eingelegt ist; nach den Worten τάς τε γενέσεις τῶν ἀνθρώπων folgt zunächst εἰς ἔργων θείων γνῶσιν καὶ φύσεως ἐνεργείας (ἐνεργοῦσαν Hss.) μαρτυρίαν καὶ πλῆθος ἀνθρώπων εἰς πάντων τῶν ὑπ' οὐρανὸν δεσποτείαν καὶ ἀγαθῶν ἐπίγνωσιν εἰς τὸ αὐξάνεσθαι ἐν αὐξήσει καὶ πληθύνεσθαι ἐν πλήθει. Es ist dieselbe Art der Interpolation heiliger Texte nach Uebernahme neuer Religionsurkunden, die ich in der sogenannten Naassenerpredigt erwiesen habe.

von dem Berliner Papyrus abgeleitet. Ich muß, um zu ihm zurückzukehren, den Leser bitten, noch einmal den Schluß der Bußpredigt des Poimandres anzusehen. Der Prophet erzählt, wie er seinen Gläubigen jeden Abend ein Dankgebet an Gott (εὐχαριστεῖν, εὐχαριστία) vorgeschrieben hat, dann schweift er in einem stark von platonischen Wendungen durchsetzten Exkurs zu seinem eigenen Ergehen ab; auch er hat Grund zu dem Dankgebet (εὐλογία); was er erfleht hat (die γνῶσις), ist ihm geworden: sein Schlaf bringt immer neue Visionen, sein Schweigen ist ein heimliches Bergen und Ausreifen des Guten, sein Reden ein Erzeugen desselben. Das alles konnte ihm geschehen, weil er von dem Nus, dem Logos der Wahrheit, empfangen hat und durch Gottes Einwohnen ihrer teilhaftig geworden ist. Darum spricht er das in dem Papyrus erhaltene Dankgebet. Daß es dasselbe ist, das jeden Abend alle Gläubigen sprechen sollen, wird hier nicht ausdrücklich gesagt, wohl aber soll in dem XIII. (XIV.) Kapitel, der Prophetenweihe, das Gebet, welches den Abschluß und die Vollendung des Mysteriums für den Meister bedeutet hat, zugleich das Dankopfer, die θυσία λογική, sein, die der Schüler morgens und abends Gott darbringen soll, bis er selbst mit eigenem Worte Gott preisen kann; auch es heißt εὐλογία, auch es gibt sich als feste Form für das εὐχαριστεῖν θεῷ. Die feste und formelhafte Bezeichnung für diesen Kult ist schon vor Paulus' Zeit λογικὴ λατρεία (bzw. θυσία). Ist das Gebet in diesem Kult feste Formel, so muß es sich auf eine Autorität berufen, seine Wirkung muß sich irgendwie bewährt haben. So spricht alles dafür, daß das Poimandresgebet wirklich das Kultgebet eines Kreises sein sollte, den man sich nach Belieben groß oder klein, fester oder loser verbunden denken mag. Ich bestehe nicht auf dem Ausdruck Gemeinde, der bei manchem Leser Anstoß erregt hat.

Wenden wir nach dieser Feststellung den Blick zunächst auf Anlage und Charakter des Berliner Papyrus. Er umfaßt drei Kolumnen, von denen nur die mittelste einigermaßen herzustellen ist. In der ersten, von der nur Zeilenschlüsse erhalten sind, erkennen wir zwei Gebete, die anscheinend mit einer Doxologie schließen und deren zweites Christus nennt. Dasselbe geschieht in einem dritten, dessen Hauptteil schon in die zweite Kolumne herrüberreicht. Es geht nach einem Preis Gottes in eine Bitte um Vergebung der Sünden über und schließt mit einer Doxologie; es könnte sehr wohl in dem Gottesdienst einer christlichen Gemeinde verwendet sein, braucht es aber nicht, entspricht es doch genau dem, was Origenes περὶ εὐχῆς 33 auch von jedem Einzelgebet verlangt. Ihm folgt mit der Ueberschrift ἄλλη (προσευχή) das Poimandresgebet, im Eingang aus einer interpolierten Fassung dieser Schrift erweitert, am Schluß von dem christ-

lichen Schreiber mit einer Doxologie versehen. Hierauf Z. 60 eine neue Ueberschrift, nach den Herausgebern προσευ[χὴ] τῶν [ἀποστό]λων Πέτρου καὶ τῶν ἄλλων. Da die Größe der Lücken nicht immer genau angegeben ist — Z. 50 ergänzen die Herausgeber δέξε μ[ου τὰς φω]νάς und diskutieren einen anderen Vorschlag μ[ου τὰς λι]τάς, während nach den Berichtigungen Herrn Schmidts in der Lücke δέξε [λογικὰς θυσίας ἁγ]νάς Platz hat, also die doppelte Buchstabenzahl — so möchte ich vermuten, daß vielmehr zu lesen ist: προσευ[χὴ] τῶν [ιβ' ἀποστό]λων, Πέτρου καὶ τῶν ἄλλων. Das Gebet könnte auf der dritten Kolumne Z. 78 schließen, da von Z. 79 nichts erhalten ist. Wenn die Herausgeber dies für unwahrscheinlich erklären, so ist der Grund vielleicht, daß dann dies Gebet ohne eigentliche Doxologie schließen müßte; dies halten sie aus bald zu erörternden Gründen für unwahrscheinlich, ich dagegen für durchaus möglich. Erhalten ist der Anfang des vierten Gebetes Z. 43 Ἅγιος ὁ θεός ..., ebenso der des fünften Z. 61 Ἅγιος εἶ, κύριε θεός. Wenn in ungefähr entsprechendem Abstand nach einer Zeile, über die wir nichts sagen können, Z. 80 wieder beginnt Ἅγιος εἶ, κύριε θεός, so liegt die Vermutung mindestens nahe, daß auch hier ein neues Gebet beginnt. Denn wenn auch in Gebet IV der Anfang elfmal (ursprünglich neunmal) wiederkehrt, so trägt V doch einen anderen Charakter; rhetorisch unvermittelt scheinen hier die Lobpreisungen neben einander zu stehen. Nur einmal, Z. 72, ergänzen die Herausgeber ἅγ[ιος εἶ ὁ θεός] — aber die Ergänzung ist immerhin unsicher. Der Schluß des neuen, sechsten Gebetes ist verloren, also nicht zu sagen, ob es in eine Doxologie auslief. Zusammengestellt scheinen in diesem Teil nur Gebete, die mit Ἅγιος begannen. War die Ordnung vielleicht überhaupt alphabetisch? Oder sind in diesem Abschnitt nur verschiedene εὐλογίαι zur freien Auswahl vereinigt? Von einer in dem Fortschritt einer Kulthandlung begründeten Abfolge ist nichts zu spüren.

Ueberschaut man das Ganze, so ist gewiß nicht befremdlich, daß die Herausgeber, denen die Hermetische Schrift nicht in Erinnerung war, das vierte Gebet als christlich faßten. Freilich schien ihnen dazu manches zu fehlen, und da das Verständnis des letzten Teiles durch einen Schreibfehler (H für EI) schwierig geworden war, konnten sie weiter zu der Annahme kommen, nur einzelne Anfänge von Gebeten seien in ihm scheinbar sinnlos aneinandergereiht, wie wir dies in später Ueberlieferung echter Liturgien finden. Mit den Fortsetzungen dieser Gebete sei das spezifisch Christliche ausgefallen; auf die Worte διὸ πιστεύω καὶ μαρτυρῶ möge im Gemeindedienst das christliche Glaubensbekenntnis gefolgt sein, vor καθὼς παρέδωκας τὴν πᾶσαν ἐξουσίαν αὐτῷ müsse, da dies kein Christ von sich sagen kann, Christus

selbst genannt gewesen sein, u. dgl. Freilich alle Schwierigkeiten lösten sich auch so nicht; ein Sätzchen schien auch dann noch umzustellen, wollte aber allerdings auch an seinem neuen Platz keinen mir verständlichen Sinn ergeben (ἐνδυνάμωσόν με καὶ τῆς χάριτος ταύτης, ἧς ζωὴν καὶ φῶς χωρῶ). Doch darüber mag jetzt ja leicht zu reden sein; begreiflich war die Annahme, daß wir es hier mit liturgischer Tradition zu tun hätten, zunächst gewiß. Als Stützen dieser Annahme führen die Herausgeber den gehobenen Stil und die breit angelegten Doxologien am Schluß der Gebete an. An dieser Grundannahme hält nun jetzt C. Schmidt in einer Mitteilung in der Theologischen Literaturzeitung 1910 Nr. 26 Sp. 829 fest. Sie scheint ihm die Hauptsache zu werden, um deren Erweis es sich eigentlich handelt; der Hermetische und heidnische Ursprung des Stückes, das größere Alter der literarischen (heidnischen) Ueberlieferung, die Lückenlosigkeit und Richtigkeit des Textes — all das wird mit der größten Liebenswürdigkeit zugegeben, nur der liturgische Charakter ist ein Noli me tangere. Und doch wird gerade diese Voraussetzung Vielen die Annahme der ganzen Behauptung erschweren. Daß die gottesdienstliche Formel einer christlichen Gemeinde unverändert oder doch so gut wie unverändert einfach einer heidnischen Religionsurkunde entnommen wird, scheint auch mir von vornherein wenig geschichtliche Wahrscheinlichkeit zu haben. Ich möchte verhüten, daß die Reaktion, welche jeder Uebertreibung und Einseitigkeit zu folgen pflegt, den, wie ich hoffe, sicheren Gewinn wieder gefährdet.

Daß man bei einer Gebetssammlung an liturgischen Zweck denkt, ist, wie gesagt, nahe liegend und begreiflich. Allein der einzig mögliche Gedanke ist es von vornherein doch nicht. Je nach dem Charakter der Sammlung — und den können wir, weil nur ein Bruchteil vorliegt, ja nicht voll beurteilen — kann auch der einfache Zweck privater Erbauung in Frage kommen. Zu Grunde liegen kann ferner, besonders in Aegypten, der Wunsch, eine Sammlung besonders wirkungskräftiger Formeln zu besitzen, um sie, sei es in Amuletten, sei es in eigenen Gebeten um bestimmte Gaben und Leistungen Gottes zu verwenden. Gegen den liturgischen Gebrauch scheint mir nun von Anfang an das ›Gebet der zwölf Apostel, Petrus und seiner Genossen‹ zu sprechen. Ich bin ja nur Laie, besonders auf diesem Gebiet, und darf nur mit Zurückhaltung reden: aber für welche Handlung soll das Gebet verfaßt sein, und wie kann die Gemeinde als Petrus und die zwölf Apostel dargestellt werden? Weit näher scheint mir die Vermutung zu liegen, daß eine Schrift benutzt ist, in welcher Petrus im Namen der Zwölfe dies Gebet, oder vielmehr diesen Lobgesang sprach. Das wäre also eine erzählende, nicht eine liturgische Schrift.

Ich verweise etwa auf die *Quaestiones sancti Bartholomaei apostoli* (A. Vassiliev, *Anecdota graeco-byzantina* S. 10 ff.). Bartholomäus leitet hier im Namen der Zwölfe eine Frage ein: λαμπτὴρ ἄσβεστε, κύριε Ἰησοῦ Χριστέ, ἀνέκλειπτε, ὁ τὴν παγκόσμιον χάριν δωρησάμενος διὰ τῆς ἐν κόσμῳ σου παρουσίας, ὁ τὴν ἄνω οὐσίαν λόγῳ ... πατρὸς ἔργον ἐπιτελέσας, ὁ τὸ σκυθρωπὸν τοῦ Ἀδὰμ εἰς εὐφροσύνην μεταβαλών, ὁ τὴν λύπην τῆς Εὔας [χαρίῃ τὸ πρόσωπον] καταργήσας διὰ τῆς ἐκ παρθένου μητρὸς <γενέσεως>, ἀμνησικάκως μοι χορήγησον τὸν λόγον τῆς ἐπερωτήσεως und Maria beginnt eine Offenbarung mit dem Lobgesang (der προσευχή): ὁ θεὸς ὁ ὑπερμεγέθης καὶ πάνσοφος καὶ βασιλεὺς τῶν αἰώνων, ὁ ἀνεκδιήγητος, ὁ ἀνεκλάλητος, ὁ τὰ μεγέθη τῶν οὐρανῶν ... <ὁ> συστησάμενος λόγῳ τὰ πάντα κτλ. Auf eine ähnliche, nur ältere Schrift weist mich der Anfang unseres Gebetes, der allein herstellbar ist: ἅγιος εἶ, κύριε θεὸς παντοκράτωρ, [ὁ πατὴρ τ]οῦ κυρίου ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ, ὁ παράδεισος τῆς τρυφῆς, ἡ ῥάβδος ἡ βασιλική, ἡ πολυτελὴς ἀγάπη, ἡ ... ... πί[στις, ἡ βου]λὴ ἡ ἀνεξιχνίαστος. Vielleicht bieten koptisch-gnostische Schriften uns noch einmal diesen Lobgesang vollständig.

Das dem Poimandres entlehnte Gebet steht zwischen einem Stück, das liturgisch sein kann, aber nicht zu sein braucht, und einem anderen, das sicher nicht liturgisch ist. Es enthält ein Gebet eines Propheten unmittelbar nach einer Offenbarung und Vision: er bittet in dieser »Gnosis« bleiben zu dürfen, um anderen dies göttliche Licht zu bringen. Ein solches Gebet kann in den kirchlichen Liturgien, die wir kennen, keinen Platz finden; die Form (Gebet in der ersten Person Singularis) und die Sache kommt nicht vor. Welcher Anlaß liegt dann vor, für unser Stück liturgischen Zweck zu behaupten?

Die Antwort macht sich Herr Schmidt in seiner Mitteilung etwas leicht. Er beruft sich zunächst — hierin weit über Kleinert hinausgehend — auf die Schlußdoxologie. Sie beweist gar nichts; an ein Gebet, das Gott preisen soll (ἅγιος ὁ θεός), an eine εὐλογία, kann sie zu jeder Zeit anschließen. Wenn die Gemeinde von Smyrna schildert, wie Polykarp auf dem Scheiterhaufen Gott dankt, so läßt sie ihm entsprechend dem Anfang (κύριε ὁ θεὸς ὁ παντοκράτωρ ... εὐλογῶ σε) schließen: διὰ τοῦτο καὶ περὶ πάντων σὲ αἰνῶ, σὲ εὐλογῶ, σὲ δοξάζω διὰ τοῦ αἰωνίου καὶ ἐπουρανίου ἀρχιερέως Ἰησοῦ Χριστοῦ, ἀγαπητοῦ σου παιδός, δι' οὗ σοι σὺν αὐτῷ καὶ πνεύματι ἁγίῳ δόξα καὶ νῦν καὶ εἰς τοὺς μέλλοντας αἰῶνας. ἀμήν [1]). Selbst wenn man hier liturgischen Charakter finden und aus ihm die Doxologie erklären wollte [2]),

1) Vgl. über den literarischen Charakter dieses ältesten »Todesgebetes« E. Freiherr von der Goltz, Das Gebet in der ältesten Christenheit, Leipzig 1901 S. 238 ff.; vgl. für unsere Frage auch S. 159.

2) Ich denke lieber daran, daß sich naturgemäß »Todesgebet« und Opfergebet berühren.

würde das Beispiel doch zeigen, daß dieser Schluß schon im zweiten Jahrhundert in dem individuellen Gebet des Einzelnen möglich und durchaus natürlich ist. Zum Vergleich für den Typus dieser ›Todesgebete‹ sei etwa auf das *Martyrium Petri a Lino conscriptum* c. 15 Lipsius p. 19,13 und p. 98,10; 99,13 verwiesen. Sehen wir, wie bei Origenes περὶ εὐχῆς c. 33 in jedem christlichen Gebet, durchaus nicht bloß in dem liturgischen, eine dem Lobpreis im Eingang entsprechende Doxologie im Schluß verlangt wird, so erklärt sich unser Gebet von selbst und zerfällt Schmidts Schluß in nichts. Ob die Doxologie einfacher oder ausführlicher gehalten wird, ist Frage des Stils, nicht des Verwendungsortes; ist doch schon ihr Eintreten Zeichen einer gewissen Hervorhebung des Gebetes als des Opfers an Gott. Sie ist im Gemeindekult besonders begreiflich, aber nie von dem Gebet des Einzelnen ausgeschlossen und tritt daher auch in den φυλακτήρια, den Amuletten, früh ein.

Als positiven Beweis führt Herr Schmidt die Tatsache an, daß in dem heidnischen Text stehe τῆς χάριτος ταύτης (d. h. der Gnosis) φωτίσω τοὺς ἐν ἀγνοίᾳ τοῦ γένους, ἐμοῦ ἀδελφούς, υἱοὺς δὲ σοῦ, während der Christ korrigiert habe τοὺς ἐν εὐνοίᾳ, da er Christen nicht gut als in Unwissenheit befindlich habe ›anreden‹ können. Ich will nicht fragen, ob hieraus liturgischer Ursprung wirklich hervorginge. Ich traue dem ›Beterchristen‹ diese Korrektur nicht zu, weil ich ihm eine gewisse Kenntnis der griechischen Sprache zutraue. Was soll denn τοὺς ἐν εὐνοίᾳ heißen, und wovon soll der Genetiv τοῦ γένους abhängig sein? Der Heide, der eben breit auseinandergesetzt hatte, daß das Menschengeschlecht von Gott selbst abstamme, und daß nach Gottes Willen, wer sich selbst, d. h. diese Abstammung, erkannt habe, in Gott eingehe, kann sagen: ich will erleuchten mit meiner γνῶσις alle, die noch in Unkenntnis über das Menschengeschlecht und seine Herkunft sind — aber wie konnte der Christ, wenn er das wirklich ändern wollte, etwas absolut Sinnloses hereinbringen? Wenn irgendwo, so sollte hier klar sein, daß wir es mit einem Lesefehler zu tun haben. Der Schreiber unseres Stückes hat ja auch sonst eine offenbar schlecht geschriebene Vorlage nachlässig kopiert. Für πάσης δυνάμεως las er πάσης δυνάστεως — Herr Schmidt wird eine Nebenform für δυναστείας selbst nicht mehr glaubhaft finden, sondern annehmen, daß ein schlecht geschriebenes Μ der Vorlage dem Schreiber als ϹΤ erschien — er las für ЄΙϹ durch ähnlichen Fehler ΗϹ. Also hat er für ΑΓνοίαι einfach ЄΥνοίαι gelesen [1]).

1) Ich halte das für sicher, seit die Genetivform ἐμοῦ als notwendig erwiesen und damit für die Worte τοῦ γένους nur die Beziehung auf das Vorausgehende übrig geblieben ist. Freilich zeigen die Herausgeber gegenüber solchen unklaren

Welches die anderen Spuren sind, die Herrn Schmidt auf gottesdienstliche Verwendung hinzuweisen scheinen, vermag ich nicht zu erraten; ich versuche lieber selbst die eigentümliche Verbindung christlicher und heidnischer Gebete, soweit ich kann, zu erklären.

Woher nahm der christliche Redaktor dieses kleinen Corpus wohl das Poimandresgebet? Fand er es im Zusammenhange jener heidnischen Offenbarungsschrift, so ist sein Verfahren mir unbegreiflich. Aehnlich unverständlich wäre mir freilich, wie der Verfasser der Zaubervorschriften des Papyrus Mimaut ein Gebet unmittelbar aus dem Hermetischen λόγος τέλειος entnehmen konnte[1]); las er nur ein paar Sätze mehr in dieser selbst das Opfer perhorreszierenden Schrift, so mußte er sich von ihr abgestoßen fühlen. Begreiflich ist die Aufnahme beider Gebete sofort, wenn sie auch gesondert umliefen. Dies aber ist fast notwendig, wenn sie wirklich im Einzelgebrauch waren und von einer Anzahl Betern täglich wiederholt wurden. An dem Gebet an sich, dessen Kraft und Schönheit noch wir empfinden, mochte dann der christliche Redaktor so wenig Anstoß nehmen, wie es jetzt hervorragende Theologen getan haben. Gegen die Annahme einer solchen besonderen Verbreitung aber spricht nichts.

Aus der Straßburger Papyrussammlung hat O. Plasberg (Archiv für Papyrusforschung II 208 ff.) einen Hermeshymnus herausgegeben, der an verschiedenen Stellen unserer Zauberpapyri wiederkehrt. Schon Plasberg betonte dabei, was die Wichtigkeit des Straßburger Exemplars eigentlich ausmacht: es ist eine Privatabschrift, losgelöst aus aller Verbindung mit einer Zaubervorschrift oder einem literarischen Text, eine Abschrift, die sich offenbar ein gläubiger Heide zum Privatgebrauch im Gebet hergestellt hat. Jene verschiedenen Hymnen, deren Reste sich in unseren Zauberpapyri aufgelöst finden, sind ja nicht kunstmäßige Dichtungen und noch weniger individuelle Schöpfungen

Beziehungen weitgehende Toleranz. Als ihre Lesung boten sie ohne irgend ein Zeichen des Bedenkens αἰτουμένῳ τὸ μὴ σφαλῆναι τῆς γνώσεος τῆς κατὰ ὕφος ἡμῶν αὐτῶν. Eine mögliche Deutung bot Norden: »Erkenntnis, soweit sie dem Gewebe unseres Körpers entspricht«; sie befriedigte dem Sinne nach nicht voll, aber war sprachlich möglich, und von einer *contexti corporis tunica* redet z. B. Novatian *de trinitate*. Die Herausgeber bieten daneben: κατὰ ὕφος: wie ein Gewebe? Aber ganz abgesehen von der Frage, ob γνῶσις κατὰ ὕφος in irgend einem Barbarengriechisch eine gewebeartige Erkenntnis bedeuten kann und welchen Sinn der Zusatz hätte, was geschieht wohl mit dem Genetiv ἡμῶν αὐτῶν? Soll er wirklich von γνώσεως abhängig sein? Daß sich das richtige κατ' οὐσίαν jetzt wirklich im Papyrus erkennen läßt, sehe ich aus Herrn Schmidts Mitteilung mit lebhaftem Interesse: die volle Interpretation bleibt Vorbedingung für die richtige Entzifferung.

1) Vgl. Archiv f. Religionswissenschaft VII 393 ff. und die Berichtigung Hellenistische Mysterienreligionen S. 113.

der Zauberer selbst; mit der eigentlichen Geheimliteratur verbinden sie sich nur durch die seltsamen, meist uralten eingefügten Worte und Zauberformeln, die ihren Bau in Wahrheit zersprengen und in demotischen wie griechischen Texten gleichlautend wiederbegegnen. Die Lieder selbst stehen bisweilen schon an der Grenze des Literarischen, so jener Liebeszauber, den ich einmal im *Index lectionum Rostochiensium* 1892/93 *p.* 18 *sqq.* herzustellen versucht habe, oder die eigentümliche Διαβολὴ πρὸς Σελήνην in dem großen Pariser Zauberpapyrus Z. 2622 ff.[1]) in ihren poetischen Einlagen. Das sind individuelle religiöse Dichtungen namenloser Autoren, durchaus nicht ohne eine gewisse poetische Kraft, aber unberührt von der Technik der großen Literatur und darum von den Philologen kaum beachtet. Weitaus die meisten Lieder dagegen haben allgemeineren Inhalt; sie bilden für uns die einzigen Proben einer volkstümlichen, mehr oder minder allgemein verbreiteten Gebetsliteratur. Etwas höher und doch im Grunde gleichartig sind jene ›orphischen Hymnen‹, die als Sammlung nachträglich literarische Verbreitung gewannen. Was von den metrisch geformten Gebeten gilt, läßt sich mit einigen Einschränkungen auch auf die prosaischen übertragen, nur daß sich die Anpassung an den bestimmten Zweck einer Zauberhandlung hier leichter und darum für uns unmerklicher vollziehen ließ. Wie die Zauberhandlung selbst oft nur die individuelle und freie Umbildung eines religiösen Mysteriums bietet, so bleibt das Gebet des Zauberers, von jenen magischen Formeln abgesehen, notwendig im engen Zusammenhange mit dem eigentlichen Kultgebet. Ich glaube noch jetzt Recht gehabt zu haben, wenn ich früher jenes christliche Gebet des IV. oder V. Jahrhunderts, das sich in dem Kairiner Papyrus 10263 findet, und zwar in einer für den Gebrauch eines Gläubigen bestimmten Privatabschrift[2]), mit den in den Zauberpapyri erhaltenen heidnischen Epiklesen verglich: ἐπικαλοῦμαί σε θεὸν τῶν οὐρανῶν, θεὸν τῆς γῆς καὶ θεὸν τῶν διὰ ...... ἁγίων, τὸ πλήρωμα τῶν αἰώνων κτλ. Ich bedaure, daß m. W. kein Theologe die Aehnlichkeiten verfolgt und die Reste derartiger Privatabschriften, die wir ohne weiteres auch für das Heidentum voraussetzen dürfen, gesammelt hat. Als ähnliche private Abschrift beurteile ich jetzt jene εὐλογία auf die Gottesmutter, die ich aus einer Straßburger Tonscherbe etwa des VI. Jahrhunderts herausgegeben und vorschnell als ›liturgisch‹ bezeichnet habe[3]). Im Ein-

1) Wessely, Abhandlungen d. Wiener Akad. 1888 S. 110.

2) Vgl. Ad. Jacoby, Ein neues Evangelienfragment, Straßburg 1900 S. 31 ff.

3) Zwei religionsgeschichtliche Fragen S. 112 ff. Auch in den Folgerungen, die ich damals in erster Finderfreude glaubte ziehen zu dürfen, möchte ich manches nicht mehr aufrecht erhalten.

gang erkannte Wilckens Scharfblick, wie ich hier nachtrage, die Züge ϙθ, d. h. die Zahl 99, das Zeichen für AMHN. Es folgt der eigenartig gestaltete Text der Verkündigung, dann ein predigtartiger Schlußteil, etwa des Inhalts: [εὐλογημένη ἐν γυναιξίν, ὁ κύριος] ἐλάλησέ σοι καὶ εὐαγγελίσθαι ἐ[κέλευσεν ὅτι διὰ τοῦ υἱοῦ σου σω]θήσεται πᾶσαι πατριαὶ τῆς [Ἰουδαίας καὶ πάντα τὰ γένη τῶν] ἐθνῶν. μετὰ τοῦ ἀρχαγγέλ[ου καὶ τῶν ἀγγέλων καὶ ἡμεῖς] προσκυνήσωμεν αὐτῇ π[άντες· χαῖρε, ἠγαπω]μένη τοῦ κυρίου, χαῖρε πάρεδ[ρε τοῦ ὑψίστου], χαῖρε, θεοδόχη, ἡ ἀμμᾶ [τοῦ σωτῆρος ἡμῶν], ἡ περιστερὰ ἡ ἀγαγοῦσ[α ἐξ ὀλέθρου τοὺς] ἀνθρώπους κτλ. Gewiß sieht diese εὐλογία oder dieser ὕμνος (vgl. zur Bezeichnung die a. a. O. S. 113. 14 beigebrachten Parallelen und das XIII. Hermetische Kapitel) eher literarisch als volkstümlich aus; dennoch ist er in den Gebrauch kleiner Leute übergegangen und von ihnen als Gebet, ja vielleicht auch als Amulett verwendet worden. Zeigen doch auch die Amulette, die ich in der Beigabe III meines Poimandres zusammengestellt habe, wie immer wieder aus einer größeren literarischen Tradition das wunderkräftige Gebet herausgelöst und einzeln verbreitet wird.

Wir Protestanten werden stets zu leicht geneigt sein, bei solchen Aufzeichnungen oder gar bei Sammlungen derselben an Liturgien zu denken, weil uns die Formel im Gebet des einzelnen fremdartig berührt. Wir vergessen dabei den Charakter des Gebetes als Opfer und Leistung an Gott, der in den drei Hermetischen Schriften so scharf hervorgehoben wird, sowie ferner, daß dies Gebet aus einer besonderen γνῶσις fließt und zu ihr führt. Was Gott angenehm (εὐπρόσδεκτον) ist, hat der besonders Begnadete in unmittelbarem Verkehr mit ihm erprobt[1]); so wird sein Gebet (seine λογικὴ θυσία) zur Wiederholung mitgeteilt, obwohl es eigentlich aus einem eigensten Erlebnis und einer besonderen Situation hervorgewachsen ist; die Erwartung der magischen oder doch mystischen Wirkung des richtigen ›Spruches‹ wirkt wenigstens nach. Auch war das Erlebnis selbst ja nicht an das Persönliche und Menschliche gebunden; das Gebet dient in dieser höchsten Entwickelung des Mystizismus keinem individuellen und irdischen Zweck, sondern ist nur ein προσκυνεῖν und εὐχαριστεῖν. Der λόγος τέλειος[2]) lehrt uns, daß jede Bitte um eine bestimmte

1) Am klarsten ist dies in dem XIII. Hermetischen Kapitel, dessen ägyptischer Ursprung durch das Gebet des Urbicus noch besonders verbürgt wird (Hellenistische Mysterienreligionen S. 138). Zu Grunde liegt dieselbe Anschauung, die uns schon bei Petosiris fr. 33 Rieß (Proklos zur Republik II 344 Kroll, vgl. Poimandres S. 6) begegnet: bei der Durchwanderung des Himmels lernt der Prophet die ἱερατικὴ καὶ αὐτοπτικὴ κλῆσις für jede Gottheit und überliefert nun πῶς ὀφθείσῃ προσιέναι δεῖ.

2) Archiv f. Religionswissenschaft VII 397. Es heißt in dem Gebet, das als

Leistung Gottes, jede δέησις, ausgeschlossen ist, mit einziger Ausnahme der Bitte um Bewahrung in der γνῶσις. Sie ist auch in dem Poimandresgebet die einzige Bitte (αἴτησις), und diese Bitte individualisiert das Gebet nicht. Wohl ist, wie das XIII. (XIV.) Hermetische Kapitel zeigt, daneben für denjenigen, welcher den höchsten Grad erstiegen hat und selbst Gottes Sohn geworden ist, auch eine εὐλογία ἐξ ἰδίας φρενός möglich, ja sie ist in gewisser Weise ein Kennzeichen seiner Würde (seiner ἐξουσία); aber die allgemeine Giltigkeit fest vorgeschriebener Einzelgebete wird dadurch natürlich nicht aufgehoben. Das erinnert, wie ich schon im Poimandres S. 220 ausführte, lebhaft an die gottesdienstlichen Einrichtungen des frühen Christentums, an die festen Gebete, welche die Apostellehre der Gemeinde für den Kult vorschreibt und an die Bestimmung (X 7), welche den Propheten, den Virtuosen des Dankgebetes, wie man sie genannt hat, gestattet εὐχαριστεῖν ὅσα θέλουσιν. Eine Aehnlichkeit in der Grundauffassung des Gebetes ist hier zweifellos vorhanden, aber diese Grund-

das wahre Opfer vorbildlich sein soll: οὕτως οὖν σε προσκυνήσαντες οὐδεμίαν ᾐτήσαμεν δέησιν, πλὴν θέλησον ἡμᾶς διατηρηθῆναι ἐν τῇ σῇ γνώσει παραιτηθεὶς τὸ μὴ σφαλῆναι τοῦ τοιούτου βίου γένους. Vgl. die Hermetische Lehre in meinem Poimandres S. 103: der pneumatische Mensch wird gar nicht versuchen, durch Zauberwirkung etwas zu erreichen oder das Schicksal zu zwingen: πορεύεσθαι δὲ διὰ μόνου τοῦ ζητεῖν ἑαυτὸν καὶ θεὸν ἐπιγνόντα κρατεῖν τὴν ἀκατονόμαστον τριάδα (vgl. das Gebet *Hermes omnia solus et ter unus*) καὶ ἐᾶν τὴν εἱμαρμένην ὃ θέλει ποιεῖν τῷ ἑαυτῆς πηλῷ, τουτέστι τῷ σώματι. Es ist die letzte Stufe der Entwickelung vom rohen Zauberglauben zur hellenistischen Mystik; bestimmend ist für sie, bewußt oder unbewußt, die Vorstellung vom πνευματικὸς ἄνθρωπος. Daneben geht freilich auch eine andere Entwickelung, die ich der Vollständigkeit halber wenigstens erwähnen muß. Nach ihr ist, wie jeder Name, so jeder bestimmte Lobgesang für Gott zu klein. Er ist ἀνεκλάλητος, σιγῇ μόνῃ φωνούμενος, sein wahrer Kult das heilige Schweigen, oder in anderer Wendung das ganze Sein des Gläubigen. Das führt in pantheistisch gefärbten Schriften zur direkten Polemik gegen die εὐλογία mit ihren festen Formeln und festen Stunden, z. B. Corp. Herm. V (VI) 10: τί οὖν σε εὐλογήσω (εὐλογῆσαι Hss.) ὑπέρ σου ἢ πρός σε; ποῦ δὲ καὶ βλέπων εὐλογήσω σε, ἄνω, κάτω, ἔσω, ἔξω; οὐ γὰρ τρόπος οὐ τόπος ἐστὶ περὶ σέ, οὐδὲ ἄλλο οὐδὲν τῶν ὄντων, πάντα δὲ ἐν σοί, πάντα ἀπό σου, πάντα δίδως, καὶ οὐδὲν λαμβάνεις, πάντα γὰρ ἔχεις καὶ οὐδέν, ὃ οὐκ ἔχεις. πότε δέ σε ὑμνήσω; οὔτε γὰρ ὥραν σου οὔτε χρόνον καταλαβεῖν δυνατόν. ὑπὲρ τίνος δὲ καὶ ὑμνήσω; ὑπὲρ ὧν ἐποίησας ἢ ὑπὲρ ὧν οὐκ ἐποίησας, ὑπὲρ ὧν ἐφανέρωσας ἢ ὑπὲρ ὧν ἔκρυψας; διὰ τί δὲ καὶ ὑμνήσω σε; ὡς ἐμαυτοῦ ὤν; ὡς ἔχων τι ἴδιον; ὡς ἄλλος ὤν; σὺ γὰρ εἶ ὃ ἂν ὦ, σὺ εἶ ὃ ἂν ποιῶ, σὺ εἶ ὃ ἂν λέγω. σὺ γὰρ πάντα εἶ, καὶ ἄλλο οὐδέν ἐστιν ὃ μὴ [ἔστι συ] εἶ. σὺ εἶ πᾶν τὸ γενόμενον, σὺ τὸ μὴ γενόμενον κτλ. Wie die Ablehnung der εὐλογία an derselben Stelle eintritt, an der sonst die εὐλογία selbst steht, nämlich am Schluß des Traktates (also der Offenbarung), so gewinnen ihre einzelnen Sätze erst volle Beziehung, wenn man die heidnischen und christlichen εὐλογίαι vergleicht. Wie sich auch hier zwei Gedankenreihen verbinden, eine sakrale (die σιγή im Kult) und eine philosophische, bedürfte längerer Ausführung, die an diesem Ort unmöglich ist.

auffassung ist, wenn ich als Laie hier richtig sehe, im Christentum nie die einzige, ja nicht einmal die entscheidende gewesen. Immerhin erklärt sie die Sammlung von Gebetsformeln auch für den Privatgebrauch[1]), und daß wir kärgliche Ueberreste einer solchen Sammlung jetzt besitzen, scheint mir auch an sich wichtig; ihre Zusammensetzung zeigt, daß die Empfindung der εὐλογία als des persönlichen Opfers an Gott noch sehr lebhaft ist.

Kehre ich endlich zu der Berliner Ausgabe zurück, so möchte ich vor allem hervorheben, daß meine Auffassung dieser Gebete, zu der Kleinerts in keinem starken Widerspruch steht. Notwendig entsprechen sich ja die εὐλογία oder εὐχαριστία im Gemeinschafts- und Gemeindekult und die an Formeln gebundene εὐλογία des Einzelnen; schon der Opferbegriff hält beide zusammen[2]). Ob wir ein Gebet »liturgisch« oder »rituell« nennen, macht schließlich nicht viel aus. Nur wenn gerade der Unterschied beider Begriffe als wichtig hervorgehoben wird, muß ich widersprechen. Wir würden die Bedeutung des Berliner Fundes damit viel zu gering einschätzen. Daß uns die Angleichung des Heidentums und Christentums gerade auf einem Gebiet, das dem innersten Empfindungsleben angehört, so lebhaft vor Augen gerückt ist, wird hoffentlich Wirkung üben. Es fällt uns Philologen im Grunde noch schwerer als den Theologen, nicht nur in der großen Zeit des erwachenden Griechentums, sondern auch in der uns so befremdlichen, oft widerwärtigen Welt des Synkretismus echt religiöses Empfinden anzuerkennen und recht zu bewerten.

Straßburg i. Els. R. Reitzenstein

1) Natürlich handelt es sich, je mehr Formeln sie allmählich für jede Gelegenheit vereinigen und zur Auswahl stellen, um so weniger um einen allgemeinverbindlichen Zwang. Das rituelle Buch wird zum Erbauungsbuch, verwendet, nicht weil man der überlieferten Form mystische Bedeutung beimißt, sondern weil das eigene Empfinden zur vollen Entfaltung der Anlehnung bedarf. Die Verwendung des Gesangbuches als Gebetsbuch in protestantischen Kreisen bietet gewisse Parallelen.

2) Das gemeinsame Mahl selbst brauchte nicht als »das Opfer« gefaßt zu werden; entscheidend muß an vielen Stellen das Dankgebet, die εὐχαριστία, gewesen sein. Das zeigt die Entwickelung des Sprachgebrauchs.

J. Volkelt, System der Aesthetik, Bd. II. München 1910: C. H. Becksche Verlagsbuchhandlung (O. Beck). XXII, 569 S. M. 10,50, geb. M. 12.

Volkelts zweiter Band bringt nicht vollständig, was im ersten dafür in Aussicht genommen war. Die Absicht war gewesen, auf die Grundlegung der Aesthetik, die der erste Band enthalten hatte, im zweiten den Abschluß der Aesthetik folgen zu lassen und der Reihe nach die Lehre von den ästhetischen Grundgestalten, die Lehre von der Kunst, die Aesthetik des Naturschönen und die einzelnen Künste samt einer Metaphysik der Aesthetik zu behandeln. Das hat sich als unmöglich erwiesen. Volkelt ist in seinem zweiten Band über die Lehre von den ästhetischen Grundgestalten nicht hinausgekommen. Diese Verschiebung des Grundbaus hat eine nicht zu leugnende Breite der Darstellung im Gefolge; aber bei einem Denker wie Volkelt bleibt auch eine so weitgehende Ausführlichkeit nicht ohne Früchte. Seine schon anläßlich des ersten Bandes gerühmte Fähigkeit und Lust im Zerlegen der ästhetischen Phänomene findet gerade auf dem Gebiete, dem er sich hier zuwendet, reichste Gelegenheit zur Betätigung. Bis in die feinsten Verzweigungen und Besonderheiten geht er den einzelnen ästhetischen Gefühlstypen nach, die er als grundlegend herausstellt, wobei ihn die Ueberzeugung leitet, die ähnlich auch schon im ersten Band hervorgetreten ist, daß das Aesthetische eine weit größere Anzahl von nebeneinandergeordneten Grundeinteilungen und deshalb auch eine weit unregelmäßigere uneinheitlichere Mannigfaltigkeit ergibt, als man gewöhnlich annimmt. Bei dem feinen Scheidungswerk, das Volkelt vornimmt, zeigt sich allenthalben sein staunenswerter Ueberblick über das künstlerische Schaffen aller Zeiten, seine Unbefangenheit allen Richtungen der Kunst gegenüber und eine Besonnenheit, die sich durch die Schlagwörter unserer Zeit nicht blenden läßt. Volkelts Werk bietet nicht nur ein fast unerschöpfliches Repertorium der ästhetischen Grundgestaltungen und ihrer Arten und Unterarten, sondern es fördert nach vielen Seiten auch die Erkenntnis des von ihm behandelten Gebietes.

Aber freilich hat seine Lust am Zerteilen und Verästeln der Begriffe auch ihre Kehrseite. Alle die kleinen und kleinsten Unterschiede in der Gestaltung des Kunstwerks kommen wohl scharf zum Ausdruck, nicht so die großen Richtungstendenzen ganzer Epochen und einzelner Persönlichkeiten der Kunstgeschichte. Volkelt tritt gewissermaßen von außen an die Kunst heran, er nimmt den Bestand der Kunstwerke als gegeben an und sucht ihre wahrnehmbaren Unterschiede in die kleinsten noch faßbaren Nuancen zu zerlegen, um sie darnach möglichst zuverlässig einordnen und etikettieren zu können. Viel weniger geht sein Interesse darauf, die einzelnen Formen, die

er beobachtet, aus den Grundbedürfnissen der künstlerischen Phantasie und dem Widerstreit abzuleiten, in den die verschiedenen Triebe unserer ästhetischen Veranlagung, der Formtrieb, der Schönheits- und Wahrheitstrieb, der Sinn für die Wirklichkeit und die Lust am Phantasieren so häufig miteinander geraten, ein Verfahren, das m. E. eine viel lebensvollere Behandlung ergeben hätte, als die, die Volkelt beliebt hat. Für eine solche Behandlung wären auch die Grundprinzipien des Aesthetischen, die er aus den Untersuchungen seines ersten Bandes mitbringt, nicht ergiebig und bestimmt genug. Der Kampf ums Schöne, der die Kunstgeschichte füllt, läßt sich aus ihnen nicht verstehen. Volkelt möchte alle Erscheinungen der Kunstgeschichte begreifen, und deshalb erklärt er sie alle von vornherein für gleichberechtigt, er deckt sie alle mit der bequemen aber verschwommenen Norm des Menschlich-Bedeutungsvollen. Es gibt bei ihm keine Frage nach dem höheren oder geringeren Grad der Schönheit einer ästhetischen Gestaltung; er weiß nicht leicht etwas von einem Gewinn auf der einen Seite, der mit einem Verlust auf der anderen verbunden wäre; damit aber ist der Charakter seiner Darstellung gegeben, die sich fast einförmig in der Aufstellung einer Grundrichtung, in der Vorführung ihrer Unterarten und in der ihm in überreichem Maß zuströmenden Darbietung von Belegen aus der Kunstgeschichte bewegt.

Am meisten stört die ungenügende Grundlegung von Volkelts Aesthetik in den Anfangsabschnitten, die sich im wesentlichen mit dem Verhältnis der künstlerischen Darstellung zur Wirklichkeit befassen.

Volkelt beginnt damit, drei Gegensatzpaare einander gegenüber zu stellen: hinsichtlich des Inhalts das Aesthetische der erfreuenden und der niederdrückenden Art, hinsichtlich der Form das Schöne und das Charakteristische, hinsichtlich des Unterschieds von Gattung und Individuum das Typische und das Individuelle. Volkelt schlägt für diese Gegensätze auch die Bezeichnungen des Inhalts-, Form- und Gattungsschönen und des Inhalts-, Form- und Individuellcharakteristischen vor, wodurch sie unter gewisse Gemeinsamkeiten befaßt werden; aber er hält es für einen Irrtum, zu meinen, es müßten die drei jeweils unter eine gemeinsame Bezeichnung fallenden Gestaltungen in Natur oder Kunst immer beieinander sein; ein erfreuender Inhalt könne ganz wohl in charakteristischen Formen gehalten sein und das Inhaltscharakteristische, d. h. also ein Werk mit niederdrückendem Inhalt, schließe eine ideale Formgebung nicht aus; dagegen bestreitet Volkelt nicht, daß die drei namhaft gemachten Erscheinungsweisen der Schönheit, das Inhalts-, Form- und Gattungsschöne, eine gewisse Zuneigung zu einander haben, wie denn auch aus ihrer Vereinigung eine der wichtigsten ästhetischen Typen hervorgehe, das Idealschöne.

Alle diese Untersuchungen erfreuen durch eine Fülle feiner und beachtenswerter Beobachtungen, und will man die Sorgfalt in der Prüfung und die Schärfe im Scheiden, über die Volkelt verfügt, kennen lernen, so kann man davon nirgends einen so imponierenden Eindruck bekommen, als im Kapitel über das Typische und Individuelle, das ich zu den gediegensten Leistungen Volkelts rechne. Gleichwohl befriedigt seine Gesamtauffassung der in Rede stehenden Phänomene nicht vollständig; sie ist weder im Einklang mit seinem eigenen System, noch in Uebereinstimmung mit den Tatsachen.

Durch den Naturalismus der jüngsten Vergangenheit ist Volkelt zur Unterscheidung des Aesthetischen der erfreuenden und niederdrückenden Art veranlaßt worden; er meint, es sei von wesentlicher ästhetischer Bedeutung, ob sich in dem Inhalt des ästhetischen Gegenstandes eine optimistische oder pessimistische Stellung zu den menschlichen Werten ausspreche, ob vom Inhalt des Aesthetischen Gefühle der Beruhigung, Erhebung, Erquickung, Beseeligung ausgehen oder solche der Beunruhigung, Verunreinigung, Beklemmung und Ratlosigkeit (S. 51). Die Norm des Menschlich-Bedeutungsvollen wäre nach seiner Ueberzeugung nur halb erfüllt, wenn wir vom Aesthetischen überall verlangen wollten, daß es uns durch seinen Gehalt erhebe und tröste, uns die Erde als einen Schauplatz des Guten und des Glücks zeige und uns mit freudiger Selbstbejahung erfülle; auch solche Gegenstände müßten gemäß jener Norm ästhetisch auf uns wirken, die uns das Leben nach seinen furchtbaren und trostlosen Entwickelungen fühlen lassen und uns zur Abkehr vom Leben zu stimmen geneigt seien (S. 9). Das sind Lieblingsgedanken von Volkelt, die er auch sonst schon ausgesprochen hat. Auf diese anerkennende und zustimmende Auseinandersetzung mit dem Naturalismus und den modernen Anschauungen ist seine Aesthetik angelegt: Schönheit des Inhalts ist für ihn keine Grundnorm der Aesthetik; auch den Begriff des Häßlichen kennt er nicht, wie er der älteren Aesthetik geläufig ist; das Häßliche ist bei ihm nicht ein Unschönes, das gleichwohl ins Kunstwerk eingeht und darin ganz wohl am Platz ist, falls es nur innerlich überwunden und ins Schöne aufgehoben wird, sondern häßlich ist ihm gleichbedeutend mit dem Aesthetischnichtseinsollenden. Die Lehre vom Häßlichen wird deshalb von Volkelt am Schluß des Bandes (S. 562 ff.) rasch abgemacht. Häßlich ist ihm jeder Verstoß gegen die ästhetischen Grundnormen, die er im ersten Band aufgestellt hat, sowie jede ausartende Uebertreibung eines an sich ästhetisch Berechtigten. Volkelt bleibt damit dem Charakter seiner Aesthetik treu, die vom Inhalt des Aesthetischen nur verlangt, daß er menschlich-bedeutungsvoll sei. Denn da niemand läugnen kann, daß das

Niederdrückende sehr bedeutungsvoll sein kann, so wäre es von der Grundlage des Volkeltschen Systems aus verfehlt, es für weniger ästhetisch zu halten, als das Bedeutungsvolle der erfreulichen Art. Es ist ihm gleichberechtigt und darf nicht zu einem Häßlichen gestempelt werden, dem nur unter besonderen Bedingungen der Eintritt ins Aesthetische gestattet ist.

Indes Volkelt selbst kann diesen Standpunkt nicht aufrecht erhalten, und es zeigt sich bei ihm, wie auch bei anderen, daß nur die reine Formästhetik mit einigem Schein von Konsequenz auf das Prinzip der inhaltlichen Schönheit verzichten kann, während die Inhaltsästhetik ohne ein solches nicht durchkommt.

Die behauptete Gleichberechtigung der beiden Inhaltstypen zerfließt Volkelt unter den Händen. Zu unserer Ueberraschung erfahren wir nämlich, daß bei dem Aesthetischen der niederdrückenden Art die Unlust, die naturgemäß daraus erwachse, siegreich überwogen werde durch Lustgefühle, die aus den übrigen Seiten des ästhetischen Betrachtens entspringen (S. 15). Vorsichtigerweise sagt er nicht, überwogen werden müsse, denn der überwiegende Lustcharakter des Aesthetischen ist für ihn (dem ganzen dargelegten Standpunkt nach) keine ästhetische Norm, er wird auch im ersten Band, wo davon ausführlich die Rede war, als Tatsache angeführt, die sich beim Aesthetischen von selbst einstellt. Indes auch vorausgesetzt, daß dem so wäre, so ist damit doch ein wesentlicher ästhetischer Unterschied zwischen dem Erfreuenden und Niederdrückenden festgestellt: das Erfreuende braucht keine ›siegreichen‹ Lustgefühle, die eine Seite an ihm überwinden müßten, die dem ästhetischen Eindruck, der nun einmal vorwiegend lustvoll ist, abträglich wäre. Und als Tatsache kann Volkelt die Ueberwindung der Unlust des Niederdrückenden nur behaupten, weil er sowohl in dem betreffenden Abschnitt des ersten Bandes (S. 356), als in dem uns beschäftigenden Kapitel des II. Bandes ganz allein das Kunstästhetische im Auge hat. Bezeichnenderweise hat Volkelt alle seine Beweise für die Gleichberechtigung des Niederdrückenden aus der Kunst genommen, das Naturästhetische hat er, soweit ich sehe, mit keinem Wort berührt. Volkelt handelt alle Grundbegriffe der Aesthetik ab, ohne gründlich auf den Unterschied von Kunst- und Naturästhetischem einzugehen; dieser Unterschied soll erst im dritten Band entwickelt werden. Ich meinesteils glaube, daß man diesen Unterschied nicht früh genug in die Aesthetik einführen kann, und vor allem die Frage nach dem Recht des Niederdrückenden oder, wie ich lieber sagen würde, des Häßlichen in der Kunst kann ohne diesen Unterschied nicht sachgemäß erledigt werden.

Wäre Volkelt auf das Naturästhetische eingegangen, so hätte er

alsbald gefunden (was ja auch der Mangel von Beispielen aus dem Naturästhetischen für die Gleichberechtigung des Niederdrückenden bei ihm bestätigt), daß in Hinsicht des Niederdrückenden zwischen dem Natur- und Kunstästhetischen ein großer Unterschied ist. Was im Kunstästhetischen recht wohl erträglich ist, ist im Naturästhetischen häufig unerträglich; in ihm ist das Niederdrückende ein Häßliches im Sinne des ästhetisch Abstoßenden. Denn die Lustgefühle, die aus den übrigen Seiten des ästhetischen Betrachtens entspringen und im Stande sind, die Unlust des Niederdrückenden siegreich aufzuwiegen, sind im Naturästhetischen lange nicht so reichlich vorhanden, wie im Kunstästhetischen, weshalb sie in jenem vielfach nicht ausreichen, über die Unlust Herr zu werden, die vom Niederdrückenden ausgeht. Das geht aus Volkelt selber hervor.

Von Gerh. Hauptmanns Fuhrmann Henschel rühmt er unter anderem, daß das Beengende und Herabziehende an diesem Werk weit überwogen werde durch die Freude an der seelenkundigen ungewöhnlich tiefen Verinnerlichung des Fuhrmanns, an der feinen und sicheren psychologischen Ausgestaltung aller Personen, an der knappen und reifen künstlerischen Beherrschung des Stoffes, an der packenden Phantasieanschaulichkeit, an der Schlichtheit und Echtheit der ganzen Darstellung (S. 16). Das sind lauter Vorzüge, die ihrer Natur nach nur dem Kunstästhetischen angehören können. Kein Wunder, daß unter solchen Umständen das Niederdrückende in der Natur mißfällt. Ganz anders steht es mit dem Erfreuenden im Naturästhetischen. Es muß nicht aufgewogen werden, sondern ist im Gegenteil so stark, daß es selbst die ästhetischen Mängel, die dem Naturästhetischen so leicht anhaften, aufzuwiegen im Stande ist. Dem Naturästhetischen fehlt es ja gewöhnlich an Klarheit der Gliederung und durchgeführter Einheit; es fehlt ihm an voller Herausgestaltung des Inneren ins Aeußere, aber diese Schwächen vermögen den ästhetischen Wert des Erfreuenden nicht zu vernichten; so groß ist seine Macht. Treue Liebe ist schön, mag sie auch nur dürftig in die Anschauung treten und mag das Wenige, was wir von ihr zu sehen bekommen, auch ohne viel Gliederung und Einheitlichkeit sein. Gemeinheit dagegen ist häßlich, mag es menschlich auch noch so bedeutungsvoll sein, daß im Leben so viel Gemeinheit ist. Diesen Unterschied hat V. nicht bemerkt; er hätte an die Grundlagen seines Systems gerührt. Es ist ja klar: wenn beide vom Standpunkt des Bedeutungsvollen aus gleichberechtigt und doch in ihrer ästhetischen Wirkung so verschieden sind, so ist dies eben ein Beweis, daß sie nicht unter diesem Gesichtspunkt allein gewertet werden dürfen, sondern noch unter einem anderen betrachtet werden müssen, unter einem Gesichtspunkt, den

Volkelt nicht kennt oder nicht kennen will, dem der Schönheit. Das Niederdrückende ist, obzwar wahr, doch häßlich; sofern es wahr ist, hat es ein Anrecht in die Kunst einzutreten, sofern es häßlich ist, muß es aufgewogen werden, falls es in die Kunst eingeht. Das Ueberwiegen des Lustvollen im Aesthetischen ist keine Tatsache, denn sie ist im Naturästhetischen gar oft nicht vorhanden, sondern eine Norm (um mit V. zu reden). Es ist ein Mißstand, daß Volkelt seiner Aesthetik nicht die beiden Prinzipien der Wahrheit und der Schönheit zu Grunde gelegt hat. Die Schönheit ist nichts ohne die Wahrheit, und doch steht sie in einer gewissen Spannung mit ihr. So ist die ganze Geschichte der Kunst ein Ringen um Wahrheit und Schönheit und zugleich ein Ringen zwischen Wahrheit und Schönheit. Die Aesthetik muß dieses sonderbare Verhältnis erklären; Volkelt weiß nichts vom diesem Aufeinanderangewiesensein und diesem Gegensatz: er hat keinen der beiden Begriffe in seinem vollen Umfang entwickelt; bei ihm ist alles in jeder Hinsicht gleichberechtigt. Seiner Aesthetik fehlt in diesem Punkt das volle Leben.

Weil V. den Gegensatz von Schön und Häßlich nur unter Hand einschmuggelt, ohne es selbst Wort haben zu wollen, deshalb bleibt bei ihm der Begriff des Erfreuenden, der bei ihm die Stelle des Schönen vertritt, im Unbestimmten, wie er ihm denn auch keine nähere Untersuchung gewidmet hat. Und doch ist dieser Begriff einer der wichtigsten in der Aesthetik, und man muß es scharf betonen, daß das ästhetisch Erfreuende nicht mit dem an sich Lustvollen zusammenfällt; vielmehr ist die Darstellung des Schmerzes häufig ästhetisch erfreuender als die des Lustvollen. Goethes ›Ach neige du Schmerzensreiche‹ ist unstreitig viel schöner als desselben Dichters ›Ergo bibamus‹, obgleich das eine aus zerreißendem Schmerz geboren ist, während das andere der Ausdruck behaglichster Lust ist. Keine Aesthetik ist voll, die dieses sonderbare Phänomen nicht zu erklären vermag. Der Grund dafür ist einfach: Schönheit ist nicht wahrgenommene Lust, sondern wahrgenommene Lebensfülle, und der Schmerz erschließt vielfach die Tiefen der Seele ganz anders als die Lust, er bringt die Fülle, d. h. die Kraft, die Tiefe, den Reichtum, die Feinheit des Lebens, die in einer Seele schlummern, weit eindrücklicher zu Tag, als eine lustvolle Seelenerregung. Goethes ›Ach neige du Schmerzensreiche‹ steigt in andere Tiefen des Seelenlebens hinunter und bringt sie eben im Kontrast mit der Lebenshemmung des Schmerzes viel wirkungsvoller zum Bewußtsein, als sein flottes und frisches ›Ergo bibamus‹. Es ist deshalb auch unrichtig, wenn Volkelt die optimistische oder pessimistische Stellung zu den Werten des Lebens von entscheidendem Einfluß auf den ästhetischen Eindruck

sein läßt (S. 51) und überall, wo der Künstler das Leben pessimistisch wertet, ein Niederdrückendes wahrzunehmen glaubt. Es gibt zahlreiche lyrische Gedichte, die das Leben pessimistisch werten und die dabei doch von unzweifelhafter direkter Schönheit sind. Goethes Harfnerlied »Wer nie sein Brot mit Tränen aß« ist gewiß kein Ausdruck einer optimistischen Weltanschauung und ist dabei doch kein Aesthetisches der niederdrückenden Art, das durch allerlei Hilfen siegreich aufgewogen werden müßte. Sein Inhalt ist direkt schön: eine Seele, die das eigene Leid so unmittelbar als das Leid der Welt empfindet, ist groß und tief und ihr Anblick erfreut den, der im Aesthetischen nicht Lust und Erfreuendes, sondern Lebensfülle sucht. Es ist mit dem Schmerz aus pessimistischer Wertung der Welt, wie mit jedem anderen Schmerz: er ist schön, sofern die Lebenshemmung des Schmerzes die Kräfte der Seele aufruft und offenbart; er ist schön, sofern er das Erlebnis eines starken und tiefen Geistes oder auch eines besonders fein besaiteten Gemüts ist. Denn auch Zartheit des Empfindens zeugt von einer über das Gewöhnliche hinausgehenden Feinheit der psychischen Organisation, also von einem volleren Leben, als es der Durchschnittsmensch führt. Wenn es aber verkehrt ist, das Niederdrückende mit dem Pessimistischen gleichzusetzen und zwar deshalb, weil, wie wir gesehen haben, manches Pessimistische weit entfernt ist niederdrückend zu sein, so ist diese Gleichsetzung auch deshalb abzulehnen, weil ins Aesthetische so manches Abstoßende eingeht, das mit einer pessimistischen Wertung des Lebens nichts zu tun hat. Erfreuend und Niederdrückend sind falsch gebildete Gegensatzpaare. Es gibt vieles ästhetisch nicht Erfreuliche, was nicht niederdrückend im Sinn der pessimistischen Wertung ist. Alles Kleinliche und Unbedeutende wirkt häßlich auch da, wo es im Zusammenhang einer optimistisch gerichteten Weltbetrachtung auftritt. Häßlich, abstoßend, niederdrückend ist eben nicht eine bestimmte Art der Weltbetrachtung, sondern Lebensmangel, und nicht jede Wahrnehmung von eingeschränktem und verkrüppeltem Leben führt zur pessimistischen Wertung des Lebens. Aus allen diesen Gründen geht ein ästhetischer Unterschied nicht aus der Wertung des Lebens nach optimistischen oder pessimistischen Gesichtspunkten hervor.

Die Erkenntnis, die wir damit gewonnen haben, wird uns auch nützlich sein für das Verständnis dafür, inwiefern und inwieweit die Kunst das Niederdrückende und Häßliche in sich aufnehmen kann. Volkelt gibt eine Reihe von Mitteln an, die der Kunst zur Verfügung stehen, den abstoßenden Charakter des Niederdrückenden zu überwinden. Er nennt insbesondere die verschiedenen Arten der normativen Lust (S. 16): die Lust der Einfühlung, die Lust am Menschlich-

Bedeutungsvollen, die Lust der Entlastung und die Lust an Gliederung und Einheit; er erwähnt weiter, wie schon erwähnt, die Freude an der reinen und sicheren psychologischen Ausgestaltung der Personen, an der künstlerischen Beherrschung des ganzen Stoffs, an der packenden Phantasieanschaulichkeit, an der Schlichtheit und Echtheit der Darstellung. Und gewiß sind das Hülfen, die uns über das Niederdrückende des Inhalts zu einem guten Teil hinauszuheben vermögen. Aber das Entscheidende fehlt oder ist wenigstens nur dunkel geahnt, nicht aber klar ausgesprochen. Wesentlich ist, daß wir im Kunstwerk nicht bloß das vom Künstler dargestellte in seinem Stoff beschlossene Leben genießen, sondern immer zugleich damit auch die Persönlichkeit des Künstlers selbst. Deshalb ist ein dargestelltes Niederdrückendes oder Häßliches etwas ganz anderes als ein Niederdrückendes oder Häßliches in der Natur. Der Künstler kann das Niederdrückende nie darstellen, ohne sich selbst mit darzustellen, während wir in der Natur das Niederdrückende immer für sich selbst wahrnehmen. Diese mit zur Darstellung kommende Künstlerpersönlichkeit ändert die Sache von Grund aus. Denn unter dieser Voraussetzung bekommen wir das Niederdrückende nie allein, sondern immer zugleich erscheint daran eine Seele, die Größe, Tiefe, Feinheit hat und mithin schön ist, wenn anders Lebensfülle gleich Schönheit ist. Der Künstler, der das Niederdrückende gestaltet, hat entweder den durchdringenden Blick, der unter der täuschenden Oberfläche die Nichtigkeit des Lebens erschaut und den unbedingten Wahrheitsmut, der Schreckgestalt des Lebens ins Auge zu schauen, oder er hat die Feinheit oder Zartheit der psychischen Organisation, die unter den Kleinlichkeiten und Widersprüchen des Lebens schwer leidet, oder er fühlt den Schmerz desto mächtiger, je tiefer er ist und je mehr er auf Grund seiner Größe ein Recht auf Glück hätte. Und nicht bloß der Mensch im Künstler, sondern auch der Künstler selbst tritt zu Tag. Darauf macht ja auch Volkelt in seiner Weise aufmerksam. Das Niederdrückende kann mit einer staunenswerten Gestaltungskraft herausgearbeitet sein. So können wunderbare Seelenkräfte am Niederdrückenden in der Kunst heraustreten, und wo sie es tun, da hört das Niederdrückende auf, niederdrückend zu sein, es erhebt und rührt vielmehr auf dem Untergrund niederdrückender Gefühle. Die ästhetische Wirkung des Niederdrückenden hängt in Folge davon ganz von der menschlichen und künstlerischen Persönlichkeit dessen ab, der es im Kunstwerk verwendet. Je mehr diese Persönlichkeit groß und tief und wuchtig oder feinorganisiert und dazu gestaltungskräftig ist, desto weniger anstößig wird das an sich Niederdrückende empfunden. Ist die Persönlichkeit dagegen in menschlicher und künstlerischer

Hinsicht nicht voll, reicht ihre Kraft nicht aus zur Bewältigung des Niederdrückenden, dann erscheint das Niederdrückende als häßlich im Sinne des Nichtseinsollenden. Ebenso wird jeder, der die Fähigkeit nicht hat, im Kunstwerk die Persönlichkeit des Künstlers mitzugenießen, vom Niederdrückenden abgestoßen, weil er in ihm nur das Niederdrückende zu sehen vermag. Volkelt spricht von Bildwerken (S. 18), wo das Leiden mit zwingender Innigkeit und Tiefe zur Darstellung gebracht sei; er sagt von Klinger (S. 10), schon sein Name allein rufe dem Leser eine Fülle von Beispielen vor Augen, wo das Leiden der Menschheit in seiner unendlichen Tiefe und unausschöpfbaren Furchtbarkeit zu überwältigendem Ausdruck komme. Gewiß ist es so, aber wo Innigkeit und Tiefe ist, wo das Leiden in seiner unendlichen Tiefe und unerschöpflichen Furchtbarkeit gefühlt, und wo es mit überwältigender Kraft vergegenwärtigt wird, da ist menschliche und künstlerische Größe, und der Anblick dieser Größe hebt über das Niederdrückende empor. Volkelt hat die Bedeutung, welche die Künstlerpersönlichkeit bei der Verwendung des Niederdrückenden hat, nicht in ihrem vollen Wert erkannt und daher rührt denn auch die unkritische Unterschiedslosigkeit, mit der er die Beispiele für seine Behauptung von der Gleichberechtigung des Niederdrückenden mit dem Erfreuenden zusammenstellt. Während er sonst die Höhenlage eines Kunstwerks recht wohl abzumessen versteht, werden hier ohne Unterscheidung Shakespeare, Ibsen, Hebbel, Wilde, Zola und D'Annunzio als gleichwertig aufgeführt: als ob bei ihnen das Niederdrückende die gleiche Berechtigung hätte und vom gleichen Eindruck auf den Beschauer wäre! Schon Shakespeare und Ibsen dürfen nicht in einem Atemzug genannt werden, geschweige denn Shakespeare und D'Annunzio, so groß ist der Unterschied der Persönlichkeit und so verschiedenartig ist der Eindruck des Niederdrückenden bei ihnen: die Szene in Shakespeares Lear, in der der König, der Narr und Edgar in sturmgepeitschter Nacht über die Verworfenheit der Welt klagen, gehört ihrem Inhalt nach zum Niederdrückendsten und Pessimistischsten in der ganzen Poesie, aber sie ist zugleich umweht von einem Schauder des Erhabenen, der ganz allein von der Größe der Dichterpersönlichkeit herrührt, die den Schmerz über das in tiefster Seele empfundene Leid des Lebens in so grandiosen Accorden zum Himmel schlagen zu lassen vermag. In diesem Schauder geht das Peinigende unter, das eine Weltbetrachtung, wie sie hier geübt wird, notwendig an sich haben müßte. Auch Ibsens Persönlichkeit bezaubert durch leidenschaftliches Wahrheitssuchen und rücksichtslose Wahrhaftigkeit, durch gründlichen Haß gegen alles Faule und Wurmstichige und durch eine Fülle von Geist, die sie über alles ausbreitet,

was sie berührt. Trotz alledem aber steht der Hörer an vielen Stellen seiner Werke unter dem Eindruck, daß eine Persönlichkeit ästhetisch höher stände, die statt zu grübeln und unsicher tastend sich zu Erkenntnissen emporzuarbeiten, von der Höhe einer festen Ueberzeugung zu gestalten vermöchte, und wenn nicht geläugnet werden kann, daß Ibsen des öfteren über das Peinigende seiner Gesellschaftsschilderung nicht vollständig Herr wird, so entstammt dieser Eindruck der genannten Schranke seiner Persönlichkeit, deren Wahrnehmung zusammen mit dem Peinigenden des Inhalts bisweilen als niederdrückend empfunden wird.

Es ist keine Frage, daß die alte Aesthetik gefehlt hat, wenn sie vom Dichter Harmonie verlangte und jede künstlerische Schöpfung verwarf, die nicht zu einem in sich befriedigenden Abschluß geführt war. Volkelts energischer Kampf gegen diese enge Auffassung der Kunst gehört zu den verdienstvollen Leistungen der von uns hier behandelten Kapitel. Der Künstler soll vor allem wahr sein, und wenn er sich nicht zur Harmonie hat durchringen können, so soll er die Welt zeigen, wie er sie sieht; sein zerrissenes Weltbild wird dann ästhetisch voll sein, wenn er eine volle Künstlerpersönlichkeit ist; aber auch, wenn ihm die höchste Kraft der Persönlichkeit und der Gestaltung versagt ist, wird uns die Wahrheit und Ehrlichkeit seiner Schilderung ästhetisch immer noch weit mehr befriedigen, als ein unwahres Weltbild mit einer gemachten und geschminkten Harmonie.

Wie wenig weit aber die Unterscheidung des Erfreuenden und Niederdrückenden trägt, das zeigt auch der weitere Verlauf von Volkelts Untersuchung. Volkelt läßt aus der Vereinigung des Inhaltsschönen (des Erfreuenden) des Formschönen und des Gattungsschönen (des Typischen) das Idealschöne hervorgehen und er widmet dieser hervorragenden Gattung des Aesthetischen eine ausführliche Besprechung. Den drei Arten des Schönen stehen aber bei Volkelt drei parallele Arten des Charakteristischen gegenüber: das Inhaltscharakteristische (oder Niederdrückende), das Formcharakteristische und das Individuellcharakteristische, und man sollte meinen, diese drei Arten streben ebenso zusammen und verbinden sich ebenso zur Einheit des charakteristischen oder realistischen Stils, wie die drei Arten des Schönen zu der des idealistischen Stils. Davon ist keine Rede: der realistische Stil wird kaum erwähnt, geschweige denn ausführlich behandelt und doch drängt er sich bei der Betrachtung der kunstgeschichtlichen Entwickelung unserem Bewußtsein so scharf auf und bildet einen so markanten Typus, wie der idealistische Stil. Das ist kein Wunder. Aus Volkelts Voraussetzungen läßt sich ein einheitlicher Typus charakteristischer Darstellung nicht gewinnen. Der

Grund dafür ist, daß ihm das Inhaltscharakteristische gleichbedeutend mit dem Niederdrückenden ist. Die realistischen Werke haben nur zum kleinen Teil niederdrückenden Inhalt; so ausgesprochen realistische Schöpfungen wie Kleists zerbrochener Krug, Hauptmanns Biberpelz und viele Gemälde von Brouwer, von den beiden Ostade, von Steen und Jordaens sind, wie Volkelt selbst sagt (S. 51), erfreuender Art und gehören deshalb nach seiner Meinung in dieser Hinsicht so gut dem Inhaltsschönen an, wie die idealistischen Werke. Nur wenn Volkelt ein Inhaltshäßliches kennte, von dem das Niederdrückende nur eine kleine Unterart ausmacht, könnte er den realistischen Stil als die Art der Darstellung verstehen, die das Häßliche viel ungescheuter in ihre Lebensbilder hereinnimmt, als die idealistische Richtung; dann ergäbe sich nach Inhalt, Form und Darstellung als Gegenstück zum ästhetischen Idealismus der Realismus, der natürlich ebenso viel Uebergänge zum Idealismus aufzeigen würde als dieser zu jenem. Aber auch die Charakteristik des idealistischen Stils, die Volkelt gibt, leidet unter dem falschen Ansatz des Inhaltsschönen. Nicht auf das Erfreuliche des Inhalts kommt es für die idealistische Kunst an. Ein Werk wird nicht desto idealistischer, je erfreuender sich sein Inhalt gestaltet, sondern je mehr es das Kleinliche, Gewöhnliche, Unschöne und Häßliche ausschließt, je mehr es Gestalten, Leidenschaften und Ereignisse ins Große, ins Adlige und Vornehme erhebt. Die Niobe ist dafür Zeugnis. Sie ist zweifellos ein ganz einzigartiges Werk der idealistischen Richtung trotz des erschütternden Leids, das sich in ihrem und ihrer Kinder Geschick enthüllt.

Die auf das Idealschöne folgende äußerst umfangreiche Abhandlung über das, was man seither die Kategorien des Schönen genannt hat, leidet ebenfalls unter dem Fehlen des Schönheitsbegriffes. Volkelt führt die einzelnen Gestaltungen des Aesthetischen, die er behandelt, das Erhabene und das Anmutige, das Sinnlich- und das Geistig-Aesthetische, das Rührende, das Tragische und das Komische als Spezialfälle des Menschlichbedeutsamen vor: das ist ja das einzige Prinzip, das er für das Inhaltlich-Aesthetische hat. Dieses Prinzip hat er aber, wie ich in meiner Besprechung des ersten Bandes (GGA. 1906 Nr. 4 S. 317—320) zu zeigen versucht habe, nicht klar zu entwickeln vermocht. Volkelt versteht darunter zunächst das ›für menschliches Dasein und menschliche Entwicklung Typische und Charakteristische‹ (Aesth. I, S. 461), er begreift also das darunter, was man sonst wohl als die Wahrheit der Lebensdarstellung des Künstlers bezeichnet; der Künstler soll im letzten Grund nicht zufälliges sondern bleibendes und wesentliches Menschensein gestalten. Aber damit begnügt sich Volkelt nicht; er fühlt, daß dem Aesthetischen gegenüber

noch eine andere Betrachtung vorhanden ist, und er meint sie begriffen zu haben, wenn er sagt, dieses Typische müsse bedeutsam sein für Ziel und Zweck des Menschenlebens. Ich darf mir ersparen, noch einmal darauf hinzuweisen, wie unsicher und verschwommen dieser Begriff von Volkelt durchgeführt ist: im Grund kommt er damit über das Typische nicht wesentlich hinaus. Es leuchtet ohnedem ein, daß wenn zu der Wertung nach der Wahrheit noch ein anderer Wertmesser im Aesthetischen hinzukommt, dies nur der nach der Schönheit sein kann. Volkelt hätte das nicht verkannt, wenn er bemerkt hätte, daß, wie wir oben gezeigt haben, die Schönheit im Kunstwerk weit weniger im Stoff, als in der menschlichen und künstlerischen Persönlichkeit seines Urhebers begründet liegt. Allerdings bezeichnen die einzelnen Kategorien des Aesthetischen auch einen Typus menschlichen Seins; aber damit ist ihre Bedeutung nicht erschöpft und ihr wahres Wesen nicht erkannt. Der Colleoni Verocchios ist erhaben, und man kann im Erhabenen, das er bietet, wie in allem Erhabenen das Typische erblicken, daß der Mensch angelegt ist auf das Außergewöhnliche, auf das Machtvolle und Große. Aber das ist doch vom Gesichtspunkt des Typischen aus ein recht allgemeiner und dünner Gehalt, den er mit Hunderten und Tausenden anderer Kunstwerke teilt. Ihm eigen dagegen an Typischem ist, daß er in einer unvergleichlichen und festest umrissenen Ausprägung den Vertreter einer Gattung von Menschen vor Augen führt, die ihre ganze kraftvolle Persönlichkeit daransetzen, rücksichts- und erbarmungslos alles niederzuwerfen, was ihnen im Weg steht; darin aber, daß dieses Typische zugleich eine furchterregende grandiose Erhabenheit besitzt, liegt der Grund für die Schönheit dieses Typus von Gewaltmenschen. Eine Beobachtung, die Volkelt selbst macht, hätte ihn darauf führen können, daß die von ihm gegebenen Modifikationen des Aesthetischen in erster Linie Modifikationen des Schönen, nicht des Menschlich-Bedeutsamen sind. Wo Volkelt vom Sinnlich-Aesthetischen redet, da stellt er fest, daß zum Sinnlich-Aesthetischen auch das Sinnlich-Niedrige und Gemeine gehöre; eine ästhetische Kategorie aber ergebe das Sinnliche erst, wenn man nur solche Arten der sinnlichen Seele übrig lasse, die sich durch Freude an der Sinnenwelt, durch behagliches und freies Eingehen in die liebe und gute Natur kennzeichnen (S. 230). Ein solches Sinnliche bezeichnet er als das Sinnlich-Schöne. Was ist aber der Grund dafür, daß das Sinnlich-Gemeine keinen eigenen einheitlichen Typus abgibt? Es ist doch gewiß so menschlich bedeutungsvoll, wie das Sinnliche der heiteren Freude an der Natur. Die Antwort kann nur sein, weil das Sinnlich-Gemeine einen Lebensmangel bekundet und also nicht schön ist. Trotz seines einheitlichen Inhalts

kann es darum eine Kategorie des Schönen nicht bilden und darf eben deshalb mit dem Anmutigen, dem Erhabenen, dem Tragischen und dem Komischen nicht in einem Atem genannt werden.

Denn auch das Tragische, um dessetwillen vornehmlich Volkelt das Aesthetische der niederdrückenden Art einführt und der Schönheit nur eine untergeordnete Stelle in der Kunst zuerkennen will, ist eine Kategorie der Schönheit. Es ist oben gezeigt, daß das rein Niederdrückende, wo es in der Kunst auftaucht, unter den Ansprüchen bleibt, die wir an das Kunstwerk zu stellen berechtigt sind. Wo das Tragische von einer dichterischen Vollpersönlichkeit gehandhabt wird, ist es nicht niederdrückend, und die Frage, die sich der Aesthetiker zu stellen hat, ist die, wie es kommt, daß das höchste Leid, daß wir im Tragischen erleben, höchste ästhetische Lust erzeugt. Das Tragische ist die weihevollste Form des Schönen.

Würde sodann V. die einzelnen Kategorien des Aesthetischen, das Erhabene, das Anmutige, das Rührende, das Tragische und Humoristische als verschiedene Erscheinungsweisen von Lebensfülle begreifen, so hätte er für sie ein viel klareres einheitlicheres Prinzip, als er das in seinem Menschlich-Bedeutungsvollen hat, welches, bei seiner Unbestimmtheit und Allgemeinheit, ihn das Wesen der einzelnen Kategorien bald im Gebiet des natürlichen Lebens, bald in dem der ethischen Werte, bald in der Sphäre der Erkenntnis suchen läßt. Auch wäre er der Versuchung nicht erlegen, die ihm so gefährlich geworden ist, die einzelnen Typen des Aesthetischen zu eng zu fassen, nur um ihnen ein erhöhtes Maß menschlicher Bedeutsamkeit zusprechen zu können. Das ist V. beim Anmutigen und Rührenden widerfahren. Jenes sieht er da, wo das Sinnliche und Seelische, wo Natur und Geist im Gleichgewicht stehen (S. 189); dieses erkennt er dann als gegeben an, wenn das Naturartig-Geistige nach irgend einer unerwarteten besonders eigentümlichen Seite in die Erscheinung tritt derart, daß das überlegene Können des Naturartig-Geistigen im Gegensatz zu Vernunft und Absicht hervorleuchtet (S. 280). Volkelt rühmt den echt und voll menschlichen Ton, der durch diese Gestaltungen in das ästhetische Genießen komme (S. 285). Wenn die Definitionen nur nicht zu eng wären! Inwiefern sollte denn in den graziösen Körperbewegungen des Tieres oder des Menschen, die doch einen Hauptbestandteil des Anmutigen bilden, ein Gleichgewicht des Körperlichen und Geistigen sich offenbaren, oder auch nur zu offenbaren scheinen. Die anmutige Körperbewegung erweckt auch nicht einmal den Schein, als komme sie aus einem Gleichgewicht von Körper und Geist. Auch die Liebenswürdigkeit ist anmutig und auch sie beruht nicht auf einer Harmonie von Sinnlichem und Seelischem, sondern

auf der Fähigkeit, auf die Bedürfnisse und Anschauungen anderer einzugehen und ihnen entgegenzukommen, und überhaupt auf einer gewissen Leichtigkeit und Anschmiegsamkeit des geistigen Wesens. Man umfaßt alle Seiten der Anmut, wenn man sie im Anschluß an Lipps als ungehemmt und frei sich auswirkende Lebensfülle charakterisiert. Anmut ragt also über die Durchschnittserscheinungen des Lebens empor, sei es hinsichtlich der größeren Regsamkeit der ungehemmt sich betätigenden Kräfte oder hinsichtlich der größeren Freiheit und Ungehemmtheit, mit der sich die Kräfte auswirken. Unter dieser Definition ist Volkelts Gleichgewicht von Natur und Geist mitbegriffen. Wo Widerstreit zwischen Sinnlichem und Geistigem ist, da ist das Leben der Seele gehemmt in seinem natürlichem Fluß und in stetem Kampf und Disharmonie; besteht dagegen Einklang zwischen beiden Seiten des Menschen, so strömt das ganze geistige Leben in bezaubernder Unmittelbarkeit und Leichtigkeit aus dem unbewußten Untergrund der Seele hervor. Die schöne Seele, in welcher diese Uebereinstimmung statthat, gehört zweifellos zu den anmutigsten Erscheinungen der Wirklichkeit, aber es ist verfehlt, nur in ihr und in dem, was zu ihr in Analogie steht, Anmut zu sehen und einen Teil zum Ganzen zu machen.

Das Rührende steht zu dem Anmutigen in einem besonders engen Verhältnis. Auch Volkelt sieht es nicht anders an; er definiert das Rührende als stilles Walten eines Naturartig-Geistigen nach einer besonders eigentümlichen Seite hin (S. 280). Da das Anmutige nach Volkelt im Einklang von Natur und Geist besteht, so ist auch für ihn das Rührende ein Anmutiges unter besonderen Verhältnissen. Steht es uns aber fest, daß er das Wesen der Anmut zu eng gefaßt hat, so wird es mit dem Rührenden nicht anders sein. Was V. als rührend bezeichnet, gehört zum Rührenden, ist aber nicht das ganze Rührende. Rührend ist auch das Erreichen eines Ziels nach schweren Kämpfen, die glückliche Lösung verderbendrohender Konflikte, Frieden nach heftigem Streit. Dieser Art ist etwa die schließliche Vereinigung von Odysseus und Penelope, die so unendlich rührend ist; aber wo sollte in ihr ein Naturartig-Geistiges wahrzunehmen sein, dessen Ueberlegenheit über Vernunft und Absicht hervorleuchtet. Die Wiedervereinigung ist ja durch Vernunft und Absicht erreicht und zu Stande gebracht. Wohl aber trägt sie mit allem anderen Rührenden die gemeinsamen Merkmale, daß sich von einem Kraftvolleren, mag dieses Kraftvollere unmittelbar gegeben sein oder in unserem Bewußtsein unter irgend einer Nötigung der Zusammenhänge, in denen der rührende Gegenstand steht, ergänzt werden, ein Weicheres, Sanfteres, Friedlicheres, ja Schwächeres abhebt, das doch einen eigen-

artigen Schönheitswert besitzt, das sich auch diesem Stärkeren gegenüber als Lebensfülle, wenn auch natürlich als andersgeartete erweist. Im Falle des Odysseus folgt die Glückswonne der Wiedervereinigung auf die furchtbare Anspannung und die Schrecken des Freierkampfes sowie auf die Leiden der Trennung. Man wird sagen können: Rührung entsteht, wo Anmutiges umgeben oder bedroht scheint von Heftigem, Wildem, Hartem, Gefahrdrohendem, Schrecklichem oder wo es unmittelbar darauf folgt.

Wenn dann V. jenseits der Uebereinstimmung von Sinnlichem und Geistigem, worin er das Wesen der Anmut setzt, auf der einen Seite das Sinnlich-Aesthetische, auf der anderen das Geistig-Aesthetische stehen sieht, so muß mit der Verwerfung von V.s Auffassung des Anmutigen diese anscheinend so einleuchtende Gliederung fallen; doch bleibt es, auch wenn seine Ausführung nicht vollständig befriedigt, ein Verdienst V.s, die Aufmerksamkeit auf den Unterschied einer bald mehr im Sinnlichen, bald mehr im Geistigen sich bewegenden Schönheit gelenkt zu haben.

Im übrigen ist es im Rahmen einer kritischen Besprechung unmöglich, die ganze Fülle von Modifikationen des Aesthetischen zu erwähnen, die Volkelt feststellt, und etwaige Bedenken gegen seine Fassung derselben geltend zu machen, die sich naturgemäß bei der Verschiedenheit der theoretischen Grundlagen, von denen der Referent ausgeht, des öfteren ergeben müssen. Ich beschränke mich deshalb auf einen kurzen Ueberblick über diesen Teil von Volkelts Buch.

Das Erhabene, mit dem er beginnt, kennzeichnet er treffend als ein Hinausstreben über die Grenze des Menschlichen ins Uebermenschliche und führt dann die Untergattungen dieser so gefaßten Erscheinung in feinsinniger Gliederung vor; der Abschnitt gehört, einzelne Versehen abgerechnet, zu den glänzendsten Leistungen des Buches. Dann folgt das Anmutige mit den nach Volkelts Ueberzeugung auf gleicher Basis sich bewegenden Gestaltungen des Sinnlich- und Geistig-Aesthetischen, sowie die Abart des Anmutigen, das Rührende, wovon schon ausführlicher die Rede war. Das Rührende bildet den Uebergang zu den konflikthaltigen Modifikationen des Aesthetischen, zum Tragischen und Komischen. Dem Tragischen widmet er nur eine relativ kurze Behandlung, die er selbst als knappen Auszug aus seiner eben erst in zweiter Auflage erschienenen ›Aesthetik des Tragischen‹ bezeichnet.

Der Abschnitt über das Komisch-Humoristische dagegen, über das sich Volkelt bisher nie ausführlicher geäußert hatte, bildet mit seinen 220 Seiten fast ein selbständiges Buch; er enthält sehr viel

beachtenswertes. Das Komische faßt Volkelt als ein Umschlagen eines scheinbar Ernsten ins Nichternste. Dieser Umschlag ist im Betrachtenden nicht, wie häufig angenommen wird, von einem Gefühl der Schadenfreude begleitet, wohl aber von einem Ueberlegenheitsgefühl, in dem sich der Betrachter außer aller Vergleichung mit dem komischen Gegenstand in souveräner Erhabenheit über ihm weiß (S. 362). Damit ist m. E. eine wesentliche Seite im komischen Eindruck beachtet. Schade, daß V. diese Erkenntnis nicht für die Bestimmung des Humoristischen fruchtbar gemacht hat. Er will das Humoristische da finden, wo die spielende Willkür des komischen geistesfreien Subjekts zugleich es versteht, in tief eindringender intuitiver Betrachtung in Welt und Leben einzudringen (S. 530). Das will mir eine ziemlich verschwommene Auffassung erscheinen, die gerade das Wesentliche nicht trifft. Nun erklärt V. selbst, daß das vom Komischen erweckte Gefühl der Geistesfreiheit nur im Subjekt des Betrachters vorhanden ist; er spricht deshalb von der betont subjektiven Natur des Komischen (S. 369). Wie wäre es, wenn V. das Humoristische da erkennen würde, wo die geistesfreie Haltung nicht bloß in dem das Komische auffassenden Subjekt entsteht, sondern wo sie im Komischen mitenthalten und mitdargestellt ist? Damit wäre eine festbestimmte und zugleich, wie ich meine, treffende Darstellung des Humoristischen gegeben. Im Humor erhebt sich der der Komik Verfallende oder der Darsteller des Komischen immer in irgend einer Weise über die Nichtigkeit des Komischen und bringt dieses Erhabensein zum unmittelbaren Ausdruck, was beides im rein Komischen nicht der Fall ist.

Da für Volkelt alles Aesthetische gehalterfüllte Sinnenform ist, so verlangt er auch vom Komischen, daß es anschaulich hervortrete, daß es zur Sinnenform herauswachse, wenn es nicht aus dem Bereich des Aesthetischen herausfallen solle (S. 373/5). Diese Forderung ist dem Komischen gegenüber rein undurchführbar. Wohl ist einzelnes Komische anschaulich, d. h. es sieht, um in Volkelts Sprache zu sprechen, so aus, daß es ernstgenommen sein will, und zugleich enthüllt sich die Nichtigkeit dieses Anspruches für die Anschauung; in der Gestalt eines gemalten oder dargestellten Falstaffs ist die Forderung zweifellos erfüllt; in ihr ist es sinnlich wahrnehmbar, daß Falstaff nicht ist, was er sein möchte.

In der Poesie dagegen ist das Komische zumeist unanschaulich; mir ist rein unverständlich, wie man das bestreiten kann. Man lese die ersten Seiten von Dickens Pickwick-Klub. Die Komik des Kapitels beruht darauf, daß die Ausdrucksweise der englischen Gelehrten Gesellschaften und die Formen der parlamentarischen Verhandlungen

auf nichtige Entdeckungen und harmlose Reden gutmütiger und dabei zugleich eitler Philister angewandt werden. Es ist hochkomisch, wenn der Klub in seinem Protokoll den einstimmigen Beschluß verzeichnet, es solle einer Anzahl von Klubmitgliedern verstattet sein, wissenschaftliche Entdeckungsreisen zu unternehmen — auf eigene Kosten, und ebenso ergötzlich ist, wenn grobe Beleidigungen, die sich zwei Redner zuschleudern, zur großen Befriedigung der Beleidigten zurückgenommen werden mit der Bemerkung, die Schimpfworte seien nicht im gewöhnlichen, sondern im pickwickischen Sinn gemeint gewesen. Wo aber ist bei diesem Komischen, so echt es ist, auch nur ein Ansatz zur Anschauung? genug, daß es so lebensvoll ist. Denn das ist das einzige, was man vom Komischen verlangen muß, wenn es Eintritt in die Poesie begehrt, daß es Ausdruck von Leben sei. Tatsächlich meint das Volkelt auch, wenn er vom Komischen Anschaulichkeit fordert. Er kann sich nur immer noch nicht überzeugen, daß die Begriffe Anschaulich und Lebensvoll nicht zusammenfallen. Für ihn ist alles Unanschauliche abstrakt leblos tot.

Aehnlich erzwungene Versuche, die Anschauung für die Poesie zu retten, macht Volkelt auch sonst, so wo er vom Formschönen und Formcharakteristischen in der Poesie redet. Auch Volkelt verkennt nicht, daß die Form in der Poesie überwiegend geistiger Art ist. Da aber Volkelt nur die sinnliche Form als ästhetisch gelten läßt, so muß dem unerachtet die Form in der Poesie doch wieder irgendwie sinnlich sein. Wie hilft er sich? Er versichert, die zugestandenermaßen vorwiegend geistige Form erzeuge in uns symbolische Reproduktionen von Linien, bald weiche und anmutige, bald zackige, eckige, zerrissene (S. 44—49), und so werde auch in der Poesie die Form von uns sinnlich empfunden. Bei einzelnen stark motorisch veranlagten Personen mag das der Fall sein, von mir dagegen kann ich bestimmt erklären, daß es nicht so ist, und bei vielen anderen wird es nicht anders stehen; ja Volkelt weiß selbst ganz gut, daß sich für gewöhnlich keine derartigen sinnlichen Reproduktionen einstellen (S. 49). Was bedeutet aber eine Anschaulichkeit, die nur in seltenen Idealfällen vorhanden ist? Und wie ärmlich stände die Poesie in Hinsicht der Anschauung neben den Künsten, in denen die Form immer und bei jedermann und nicht bloß im Idealfall sinnlich ist?

Aber gesetzt auch, wir würden die poetische Form mit einem solchen inneren Spiel sinnlicher Linien begleiten, so wäre damit für die Anschaulichkeit der Poesie nicht viel gewonnen. In den außerpoetischen Künsten ist die Form von Haus aus sinnlich, und der seelische Charakter, der der Form eigen ist, wird uns in ihnen mithin im Sinnlichen übermittelt. In der Poesie dagegen, in der die

Form wesentlich geistig ist, müssen wir die seelische Beschaffenheit der Form, ihre Weichheit und Anmut oder ihre Eckigkeit und Zerrissenheit diesem Geistigen entnehmen, um dann von dem aus, was wir so gewonnen haben, die sinnlichen Linienreproduktionen zu bilden, in welchen die geistige Form ihre sinnliche Ausgestaltung finden würde. Will man ein derartiges nicht vom Künstler sondern von uns geschaffenes Sinnliche Form heißen, so darf das Bewußtsein nicht fehlen, daß man Form in zwei ganz verschiedenen Bedeutungen benutzt: einmal als den vom Künstler dargebotenen Ort der Einfühlung, an welchem sich uns das Seelische des ästhetischen Gegenstandes erschließt, das andere Mal als ein Produkt der Einfühlung, die in Geistiges stattfindet. Diesen Unterschied übersieht Volkelt auch in diesem Band, wie in seinem ersten; in meiner Kritik des ersten Bandes (GGA. 1906 Nr. 4 S. 301 ff.) habe ich auf diesen entscheidenden Unterschied nachdrücklich aufmerksam gemacht. Volkelt glaubt sich am Schluß der Vorrede zu seinem II. Bd. (S. V) zu der Bemerkung berechtigt, die Besprechungen seines ersten Bandes zeugen in der Regel nur von Flüchtigkeit der Kenntnisnahme. Was würde V. dazu sagen, wenn seine Kritiker ihm den Vorwurf heimgeben und beklagen würden, daß er nur oberflächlich von ihren Einwendungen Kenntnis genommen habe?

Stuttgart Th. A. Meyer

Wilhelm Vollgraff, Nikander und Ovid. I. Teil. Groningen 1909, J. B. Wolters. 8°. 143 S. 5 Mark.

Der holländische Gelehrte, der schon für mehrere Gebiete der Altertumswissenschaft durch tätige Mitarbeit sein Interesse gezeigt und sich durch Ausgrabungen in Argos verdient gemacht hat, kehrt in diesem Buche zu Ovids Metamorphosen zurück, an denen er schon in seiner Berliner Dissertation 1901 gearbeitet hatte. Er nimmt jetzt die schon so oft behandelte Frage wieder auf, in welchem Verhältnis dies Werk Ovids zu Nikanders Heteroiumena stehe. Ueberraschend beantwortet er sie: Nikander sei die Hauptquelle. Ueberraschend nicht in dem Sinne, daß sie neu wäre, sondern in dem, daß diese alte weil an sich nächstliegende Ansicht jetzt wieder aufgenommen wird. Er baut die Hypothese auf zwei Pfeilern auf. Der eine ist mein Aufsatz im Hermes 39 (1904) 1 ff., in dem ich nachzuweisen suchte, daß Ovid einen künstlich verschlungenen Komplex verschiedenartiger Geschichten mit ihrer Rahmenerzählung (Met. V 260—677) in dieser Disposition bei Nikander vorgefunden und in seiner freien und ge-

schmackvollen Weise nicht ohne Zutaten und Fortlassungen nacherzählt habe. Diese Untersuchung hatte mir recht klar gemacht, wie schwierig ein solcher Nachweis bei Ovids Beweglichkeit und der Armut unserer Zeugnisse ist. Oft wiederholtes Suchen hatte mich immer wieder zur Ueberzeugung geführt, daß jene Stelle die einzige sei, bei der die Möglichkeit eines Beweises für Ovids Abhängigkeit von Nikander vorliege. Und ich hatte auch gehofft, diese Ueberzeugung anderen mitzuteilen, nicht zum wenigsten auch durch die Hinweise auf Ovids Selbständigkeit, selbst bei engem Anschluß, und auf die Unbefangenheit in der Wahl seiner Quellen, Gesichtspunkte, aus denen Kienzle in seiner Basler Dissertation von 1903 und ihm folgend mehrere andere tüchtig und fruchtbringend die Metamorphosen durchgearbeitet haben. [Mein Beweis ist inzwischen von Malten, Herm. 45 (1910) angegriffen.]

V. baut hier nicht weiter, seitdem er einen zweiten Pfeiler sich geschaffen, dem er noch mehr zu tragen zutraut. Er führt aus, die hellenistische Dichtung habe so gut wie die klassische die Sagen umgewandelt je nach den Bedürfnissen und Stimmungen ihrer Zeit und Umgebung, so müßten sich auch die politischen Verhältnisse, Aspirationen und Sympathien der Diadochen- und Epigonenzeit in den Sagenformen ihrer Dichtungen widerspiegeln.

Das ist ein gesunder Gesichtspunkt. V. hätte ihn leicht erläutern können an Kallimachos' Hymnen und der römischen Ausgestaltung der Aeneassage. Ich glaube auch, daß derselbe für die eine oder die andere wunderliche und singuläre späte Sagenversion fruchtbar werden könnte. Aber V. geht weit über das Beweisbare oder auch nur Wahrscheinliche hinaus, wenn er behauptet: ›die Hauptaufgabe (der hellenistischen Dichter) bestand darin, die Mythen des Reiches ihres Fürsten zu sammeln und tunlichst mit einander zu verknüpfen, um, wenn es schon unmöglich war, Einheit in die mythische Vorgeschichte des jungen Königreichs zu bringen, so doch wenigstens einigermaßen über das Fehlen einer solchen Einheit hinwegzutäuschen‹. Und noch bedenklicher ist sein Satz: ›für die mächtigen und einflußreichen Staaten auf dem griechischen Festlande gilt dasselbe: Aetolien, Achaia, Sparta, um nur diese zu nennen, müssen damals auch ihre den jeweiligen Verhältnissen angepaßten mythologischen Dichtungen gehabt haben‹.

Von diesen in solcher Ausdehnung unbewiesenen und im Hinblick auf Kallimachos' Aitien doch recht bedenklichen Thesen aus unternimmt V. nun die politischen Gesichtspunkte für Nikanders Auswahl, Verknüpfung und Umgestaltung seiner Sagen zu gewinnen; Delphi hat ihn laut Inschrift zum Proxenos gemacht, Aitolika hat er gedichtet. Folglich war er, schließt V., für Delphi im politischen

Interesse des aitolischen Bundes tätig, haßte die Achaier, suchte durch Sagenverlegung ihnen zu nehmen, was möglich, und dem aitolischen Bunde zu geben, was irgend angängig. Dabei nimmt V. das Gebiet des aitolischen Bundes im allerweitesten Sinne und gewinnt so die Möglichkeit, alle nord- und mittelgriechischen Sagen, mit Ausnahme der attischen, auf aitolisches Interesse beziehen zu können. V. macht S. 32 ff. verzweifelte Versuche, in allen Nikandrischen Sagen politische Beziehungen auf den aitolischen Bund nachzuweisen; könnte sich über die Kragaleusgeschichte nach dieser Richtung sprechen lassen, so ist schon Lamia-Sybaris ängstlich, von den übrigen nicht zu reden, obgleich V. bindende Beweise gegeben zu haben glaubt.

Nicht weniger verzweifelt muten mich die Versuche an, auch für Nikanders Melissurgika und Theriaka eine Bevorzugung nordgriechischer Sage zu erweisen.

Doch lassen wir einmal diese Aufstellungen gelten; wie kommt V. von ihnen aus zum Beweise, daß Nikanders Heteroiumena Hauptquelle für Ovids Metamorphosen seien? Sein erstes Argument ist die statistische Feststellung S. 60, daß 37 % der Gesamtzahl der Metamorphosenverse nordgriechische Sagen behandeln und bei Fortlassung (!) der drei letzten Bücher, die sich hauptsächlich auf Italien und den troischen Krieg bezögen, fast 47 %, also nordgriechische Sagen bevorzugt seien; da Ovid dazu keine Veranlassung gehabt habe, ›so können wir darin nur eine Folge der Nachahmung von Nikanders Heteroiumena erblicken‹ (S. 62). Ich meinerseits wundere mich, daß die nord- und mittelgriechischen Sagen hier so wenig Raum einnehmen; denn Thessalien und Böotien sind bei weitem die reichsten Sagenländer. Und wenn man sich dann einmal auf V.s Standpunkt stellen will, so wird man sich billig wundern müssen, daß von den 30 von V. als nordgriechisch für Nikander in Anspruch genommenen nur vier sich auf Aitolien, einer auf Ambrakia beziehen. Ich fürchte, mit einer derartigen Statistik würden sich wunderliche Resultate erzielen lassen.

Diese allgemeinen Beweise versagen. Wenden wir uns zum Einzelnen. Ich greife ein Beispiel heraus.

Die Daphnefabel verlegt allein Ovid Met. I 452—567 nach Thessalien, während sie sonst in der Peloponnes lokalisiert ist (Parthenios 15, Pausanias VIII 20). Das weist nach Vollgraffs Auffassung schon auf Nikander hin. ›Die gewaltsame Uebertragung des fremden Mythus nach Thessalien zum Zwecke der Bereicherung der delphischen Mythologie paßt vollkommen zum Bilde der Tätigkeit Nikanders‹. Diesmal also war dies sein Motiv, und wir begreifen, daß die Delphier diesen Dichter zum Proxenos machten. Aber die Beweise? Außer

jenem hat Vollgraff noch andere. In den Alexipharmaka 198 wird Lorbeer von Tempe erwähnt, die zuerst des Delphischen Phoibos Locke bekränzte. Man muß schon die feste Ueberzeugung haben, daß Ovids thessalische Daphnegeschichte aus Nikander stamme, um hieraus mit Vf. folgern zu können, daß Nikander auch hier eben diese Fabel im Sinne gehabt habe. Ich kann da nichts von einer Nymphe Daphne, nichts von Apollons Liebe und ihrer Verwandlung erkennen. Und wenn Ovid 516 neben Delphi Tenedos Patara auch Klaros als Kultstätte Apolls nennt, so kann wieder nur der schon Ueberzeugte glauben, daß dieser Vers ›offenbar‹ auf Nikander, den Nachbarn von Klaros, zurückgehen müsse. Andere Gelehrte werden in Klaros so wenig wie in den drei anderen Namen besondere Beziehungen suchen; denn wie Tenedos aus Homer A 37, so war Klaros aus der Thebais durch die Mythographen Jedem als Kultort Apolls bekannt. Daß nun gar V. mit Castiglioni dem Ovid, ›der nicht wirklich gelehrt war‹, die Kenntnis des kallimacheischen Artemishymnus abspricht, daß er die Verwendung der hübschen Stelle aus diesem, wo Artemis als kleines Kind Vater Zeus um ewige Jungfernschaft bittet, nicht dem Ovid zutraut, um ein hellenistisches Vorbild zu gewinnen, das wieder ›ohne Zögern‹ Nikander benannt wird, das ist denn doch dem Leser zu viel zugemutet. Ein viertel Dutzend Gründe — aber sie wiegen einen handfesten nicht auf. Selbst der Ausgangspunkt der Untersuchung ist mir an diesem Beispiel erstaunlich. Denn wie Hugo Magnus 1905 Hermes XL 201 ff. hübsch gezeigt hat, kann man die Verlegung des Lokals der Daphnegeschichte nach Thessalien aus der Anlage dieses Teiles der Metamorphosen Ovids selbst wohl erklären. Seine These, auch Ovid habe sich derartiges ebenso wie seine Vorbilder erlaubt, verdient doch wenigstens eine Prüfung, ehe sie einer kühnen Theorie über die Nikandrische Dichtung Platz macht.

Zweifellos aber ist und bleibt mir Ovids Eigentum sein Uebergang von der Daphnefabel zur Iosage; zum trauernden Vater der Daphne Peneios kommen alle anderen Flußgötter ihn zu trösten, nur Inachos fehlt, denn auch er trauert um eine verlorene Tochter — Io. Kienzle (Basler Diss. 1903) hat gezeigt, daß derartige Verknüpfungen in Ovids Metamorphosen immer wiederkehren, daß sie also zu seinen Kunstgriffen gehören, verschiedenartigste Geschichten an einander zu reihen. Nun könnte er allerdings ja auch dafür ein Vorbild bei hellenistischen Dichtungen gefunden haben, die in ihren Kataloggedichten dieselben Schwierigkeiten zu bewältigen hatten. Gewiß könnten gerade Nikanders Heteroiumena durch solche Mittelchen verbunden gewesen sein. Daß sie aber hier das Vorbild waren, wie Vollgraff glaubt, dafür gibt er keinen durchschlagenden Beweis, und es ist an sich wenig glaub-

lich, da eben dies Verbindungsmotiv von Ovid mehrfach variiert angewandt ist: VI 412, VII 149 vgl. Hermes 39 (1904) 3. Das erste Erfordernis wäre der Nachweis der beiden so verknüpften Sagen in Nikanders Werk — den bleibt V. schuldig. Sogar V. muß gestehen, daß er dasselbe als Quelle für Ovids Io nicht beweisen kann (92). Und für Daphne kann ich seine Beweise unmöglich anerkennen. Damit ist auch für die Herkunft der Ueberleitung aus Nikander jede Wahrscheinlichkeit verloren. Aber selbst wenn beide Sagen Nikandrisch wären, könnte ich dennoch ihre Verbindung nicht mit V. dem Nikander geben. Denn wenn Ovid hier alle Flüsse bei Peneios Kondolenzbesuche machen läßt, so erklärt er sie damit doch noch nicht alle für Söhne des Peneios. Und selbst wenn das der Fall wäre, würde immer noch nicht die Herkunft dieser Anschauung aus Nikander bewiesen sein. Denn daß die Aristaiosepisode am Schlusse von Vergils Georgica, wo dieselbe IV 366 ausgesprochen wird, auf Nikander zurückgehe, wird ihm wieder nicht so leicht Jemand trotz seinen Ausführungen 43—45 zugestehen. Wie kann dennn diese poetische Vorstellung aus ›chauvinistischer Gesinnung‹ eines Aitolerfreundes hervorgegangen sein, selbst wenn zugegeben würde, daß die Hirten des Quellgebirges des Peneios einmal zum ätolischen Bunde gehört haben?

Zu meinem Leidwesen finde ich auf den von V. eröffneten Pfaden nirgend einen festen Standplatz. Ich kann da nicht gehen und würde bedauern, wenn es andere wagen wollten. Wir lernen so weder Ovid noch Nikander besser kennen.

Dankenswert ist die neue Prüfung aller Zeugnisse über Nikanders Zeit mit einem Beitrage von Pomtow. V. meint, sie alle auf einen einzigen Nikander vereinigen zu können, der von 285 bis 220 etwa gelebt habe. Seine Lebensskizze S. 56 ff. verwendet leider die aus der politischen Ausdeutung der Reste Nikanders gewonnenen vermeintlichen Resultate derart, daß auch für einzelne seiner Werke Daten bestimmt werden.

Eingelegt ist in die Besprechung des ersten Buches der Metamorphosen eine Nachprüfung der Frage nach verschiedenen Redaktionen des Werkes. Er entscheidet sich gegen Magnus mit Helm für den Ovidischen Ursprung der Dubletten.

Leipzig, 5. XI. 1910 E. Bethe

Heinrich Brennwalds Schweizerchronik, hrsg. von **Rudolf Luginbühl.** Zweiter Band. Quellen zur Schweizer Geschichte, hrsg. von der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. I. Abteilung: Chroniken. Band II. Basel 1910, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering. 16 M.

Zu dem GGA. 1909 Nr. 2 angezeigten ersten Teil ist der Schlußband erschienen. Er enthält den Schluß des schon in Band I begonnenen Abdrucks vom ›ander teil‹ der Chronik und führt da vom Jahre 1436 an den Text bis 1507 resp. 1509, wo dieser unerwartet abbricht. Auch in diesem Bande hat der Herausgeber einen sehr einläßlichen, vielfach nur zu weit ausgreifenden, mit vergleichenden Literaturangaben ausgestatteten Kommentar in den Anmerkungen beigefügt. Aber ebenso nehmen die schon a. a. O., S. 174, angekündigten ›Korrigenda‹ zu beiden Bänden einen größeren Raum ein; dazu kam noch die gleich diesen Verbesserungen von Dr. Felix Burckhardt und Dr. Gagliardi auf der Stadtbibliothek in Zürich besorgte Vergleichung mit dem Manuskripte A 6 dieser Bibliothek, das, eine unter Mitwirkung Brennwalds angefertigte Kopie, für den ersten Teil der Chronik vielfach eine bessere Textform bietet.

Für die Benutzung der Ausgabe kommt das ›Nachwort‹ (S. 587 ff.) ganz vorzüglich zur Beachtung. Vorangegangen aber waren den darin gegebenen Ausführungen nach der schon a. a. O., S. 174, erwähnten Abhandlung Gagliardis über die Zürcher Chronik des Fridli Bluntschli, im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XXXIII, Artikel Gagliardis und Luginbühls, über die Brennwald- und Fridli Bluntschli-Frage, im Anzeiger für schweizerische Geschichte von 1908, Nr. 4, danach in Nr. 1 und 2 von 1909 eine weitere Diskussion zwischen Gagliardi und Dr. Dürr in Basel über weitere einschlägige Fragen. Als Ergebnis dieser erneuerten Untersuchungen ist festgestellt, daß die Handschrift S 396 der Zürcher Stadtbibliothek nicht, wie noch in jener a. a. O., S. 174, genannten Abhandlung vermutet wurde, als eine Quelle für Brennwald angenommen werden kann, und daß sie ebenso nicht für Bluntschli in Betracht fällt. Im ›Nachwort‹ stellt nun der Herausgeber Luginbühl zuerst die sämtlichen über Brennwald auffindbaren Zeugnisse zu einer biographischen Abhandlung zusammen, über den Vater Felix, den 1492 verstorbenen Bürgermeister von Zürich, dann über den Sohn Heinrich selbst, wobei auf die Geschichte des Chorherrenstiftes Embrach, dem dieser seit 1517 vorstand, ein besonderer Nachdruck zu legen war; nach Uebergabe seines Stiftes an den Staat waltete dann der gewesene Probst zu Zürich und zu Töß in Aemtern, die sich auf die Verwaltung des in der Refor-

mation eingezogenen Kirchengutes bezogen; 1551 ist sein Todesjahr. Daran schließen sich Abschnitte über das dem Druck zu Grunde gelegte Manuskript A 56/41 der Zürcher Stadtbibliothek, dessen Zusammensetzung durch eine tabellarische Uebersicht (S. 615—629) erläutert wird — die durch eigenhändige Aktenstücke Brennwalds als von ihm selbst herrührend bezeugten Schriftzüge Brennwalds im zweiten Teile der Chronik sind in den angehängten Faksimilia wiedergegeben —, ferner über die Zeit der Abfassung der Chronik, die in die Jahre 1508 bis 1516 gesetzt wird. Zu der schon a. a. O., S. 173 und 174, berührten Frage nach Brennwalds Quellen sind hinsichtlich der Grundlagen für die Darstellung der Waldmannschen Unruhen in Zürich und für diejenige des Schwabenkrieges längere Exkurse angehängt. In der Wertung der Bedeutung der Brennwaldschen Chronik wird mit Recht betont, daß sie der erste Versuch einer pragmatischen Vorstellung der eidgenössischen Geschichte gewesen sei, allerdings so, daß der Verfasser der Versuchung nicht widerstand, Lücken zu ergänzen, Ausschmückungen einzuflechten, die dann ihren weiteren Weg in die Geschichtsliteratur fanden (auf S. 652 und 653 sind solche Abschnitte aufgezählt). Die Wichtigkeit des Werkes für die nachherigen Bearbeitungen erhellt aus der von S. 654 an folgenden Aufzählung der Kopien, Benutzungen, Fortsetzungen Brennwalds. Als ›Beilagen‹ sind noch zwei in A 56/41 mitaufgenommene Stücke mitgeteilt. Weitere Begleitstücke sind ein Glossar und das allerdings nicht durchweg die Korrigenda berücksichtigende fast hundert Seiten füllende Register.

Während der Arbeiten für diese Edition und in der an diese sich anschließenden lebhaften Diskussion wurde vielfach an die im Gange befindliche Katalogisierung der Handschriften der Zürcher Stadtbibliothek angeknüpft, die Hoffnung ausgesprochen, es werden sich durch dieselbe noch gewisse offen bleibende Fragen beantworten lassen. Aber ebenso ergeben sich daraus neue Bereicherungen der historischen Literatur, und so hat Gagliardi auf den Wert der an Brennwald sich unmittelbar anschließenden Fortsetzung seiner Geschichtserzählung hingewiesen, die im Werke des Schwiegersohnes Brennwalds, der bisher nicht beachteten bis zum Jahre 1534 reichenden Schweizerchronik des Johannes Stumpff, vorliegt (Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XXXV, 1910, S. 47* ff.).

Zürich G. Meyer von Knonau

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Konstantinus-Cyrillus und Methodius, die Slavenapostel. Ein Wort zur Abwehr für die Freunde historischer Wahrheit von **Fr. Snopek**, Priester der Olmützer Erzdiözese. (Operum Academiae Velehradensis tomus II.) Kremsier 1911. 471 S.

Die Wirksamkeit der beiden Griechenbrüder aus Saloniki, die das gesamte Slaventum für die griechische Kirche einigen sollte und faktisch nur dessen vollendete Trennung förderte, ist niemals richtig dargestellt worden, so viele auch Orthodoxe, Katholiken und Protestanten, von den verschiedensten Gesichtspunkten aus diese Episode von wahrhaft welthistorischer Bedeutung behandelten, so manche Körnchen Wahrheit sie auch beisteuerten. Auch die neueste (gedrängte) Darstellung (in M. Murkos, Geschichte der älteren südslavischen Literaturen, Leipzig 1908) bildet nur das schwächste Kapitel des sonst trefflichen Werkes. Alle arbeiten nämlich nach einer Schablone, obwohl deren Verkehrtheit zu Tage liegt, und alle klammern sich an den buchstäblichen, wenn auch unrichtigen Wortlaut der Quellen, ohne nach Möglichkeit oder Wahrscheinlichkeit auch nur zu fragen. Die bisher einwandsfreieste Darstellung dieser Episode gab noch Hauck, Kirchengeschichte Deutschlands II² (1900), 695—704, aber seine Darstellung ist natürlich ganz unvollständig, behandelt sie doch nur die Verdrängung der deutschen Mission aus Mähren (nicht auch aus Pannonien, wie Hauck behauptet, wo ja Method nach dem Herbst 870 nie wieder aufgetaucht ist), und sie hält noch an Rostislavs eigener Botschaft nach Byzanz fest[1]); jedenfalls ist sie von kritischem, unvoreingenommenem Geiste getragen.

So sind z. B. die Folgen der slavischen Liturgie, eines Danaergeschenkes im wahrsten Sinne des Wortes, mit dem die beiden

1) Auch in einer rein politischen Einkleidung (gegen das Bündnis Franken-Bulgaren eine Koalition Mähren-Byzanz) gewinnt das Ammenmärchen von Rostislavs Botschaft keine größere Wahrscheinlichkeit; zudem irrt Hauck in einigen Einzelheiten, Svarnagal z. B. ist kein slavischer Name u. a.

Griechen alle Slaven beglückten, aber schließlich nur die Orthodoxen schwer schädigten, wohl bekannt. Wenn dem Ausländer noch im 16. Jahrh. alle Russen, hoch oder niedrig, arm oder reich, alt oder jung, geistig als gleichmäßig unmündige Kinder entgegentraten, so hing dies nur von der nationalen Kirchensprache ab, die ja jegliche Schule überflüssig machte; Rußland und der slavische Balkan hatten eben keine Schulen in ihrem ganzen Mittelalter, das sich, anders als in Europa, bei den Russen bis tief in das 17. Jahrh. und auf dem Balkan bis in das 19. erstreckte, weil es eben keine griechische oder lateinische liturgische Sprache gab, die nur in Schulen, einer einst ausschließlich geistlichen Angelegenheit, zu erlernen wäre. Und doch preist ein Dümmler z. B. die slavische Liturgie in Phrasen, die einem Metropoliten Makarius, den Priestern-Professoren Gołubinskij und Voronov, oder dem Slavophilen Łamanskij Ehre machten, statt das ganz Ueberflüssige und Schädliche, weil von Europa und seiner Kultur hermetisch absperrende, dieser Liturgie hervorzukehren; er wundert sich über den mährischen Fürsten, der angeblich in Verkennung nationaler Interessen die nationale Liturgie entfernte, statt ihn für diese wirklich staatsmännische Tat zu preisen. Dümmler verquickte eben, wie dies immer geschieht, zweierlei ganz disparates: die Unterweisung des Volkes selbst im Glauben (die der nationalen Sprache benötigt und die der Papst mit vollem Recht anpries) und die Sprache der Geistlichkeit und Liturgie, deren Losreißung von der europäischen Kulturgemeinschaft derselbe Papst mit gleichem Rechte als etwas verdammenswertes beseitigte. Die Tätigkeit der beiden Griechen, die in der Folge das Slaventum schwer geschädigt hat, war für Dümmler einfach nur zu beweihräuchern; verfängliche Fragen nach Absicht, Tragweite, Folgen des griechischen Komplottes wurden überhaupt von niemand aufgeworfen.

Mit derselben Kritiklosigkeit ging man an die Einzelheiten der Episode; als Beweis seien zwei Curiosa herausgegriffen, die man eigentlich nicht für möglich halten sollte. Die beiden mährischen Legenden (man nennt sie pannonische, als ob sie irgend etwas mit Pannonien zu tun hätten!) zeichnen sich durch eine ganz bestimmte Terminologie aus; sie geben zwar nach Möglichkeit keinerlei Namen, dafür kennen sie nur éinen ›Kaiser‹, natürlich den griechischen; nur einen ›König (Kral)‹, den deutschen König oder Kaiser; einen ›Apostolik‹, seltener ›Papst‹; einen ›Patriarch‹ (Photius); ›Fürsten‹ (Svętopelk, Kozel, Rostislav, den Wislafürsten); der chazarische heißt Chagan; auch wird der unbestimmte Titel ›vladyka‹, Herrscher, gebraucht; die ›Ungarn‹ durchstreifen noch heulend wie Wölfe die Gegenden über Cherson. Und nun erzählt die mährische vita Methodii

folgendes in ihrem vorletzten Kapitel (im letzten handelt sie nur noch vom Tode Methods, Ostern 885): ›Als in die Donaugegenden der König gekommen war, wollte Method ihn sehen ... (der König) nahm ihn auf, wie es einem Herrscher geziemt und unterhielt sich mit ihm, wie es solchen Männern geziemt‹ u. s. w.; die vita brüstet sich förmlich mit dieser Ehre der Zusammenkunft. Man braucht nur die fränkischen Annalen aufzuschlagen, um Tag und Ort davon festzustellen: Kaiser Karl III. kam ja Herbst 884 nach Tulln an der Donau und hier erschien vor ihm Svętopelk mit seinen Großen (und seinem Erzbischof). Was machten nun Dümmler und alle anderen daraus? Ein russischer Leser des 12. Jahrh. (alle unsere Hss. beruhen auf diesem einzigen, fehler- und lückenhaften sowie interpolierten Text) hatte zum Worte König ›ungarisch‹ beigeschrieben, weil er an der Donau von keinem anderen König damals wußte; diese Interpolation nahm man nun buchstäblich und fabelte von einem magyarischen ›König‹, d. i. einem Buschklepper höchstens, der an die obere Donau 884 gekommen wäre, Christ wäre, mit Method sich unterhielte, ihn reich beschenkte und in Gebeten des Erzbischofs eingeschlossen zu werden wünschte!

Ein Wort nur darüber zu verlieren, wäre für einen Historiker geradezu beleidigend. Ebenso liegt ein anderer Fall. Die vita erzählt Kap. 9, wie der Teufel, erbost über Methods segensreiches Wirken (in Pannonien bei Kozel), gegen ihn das Herz des Königs und aller (seiner natürlich) Bischöfe aufbrachte u. s. w. Selbstverständlich ist hier wie im folgenden König Ludwig der Deutsche gemeint, der allein Bischöfe hatte; weil aber jener Russe, unzufrieden mit der bloßen Angabe ›König‹, wieder, diesmal einen ›mährischen‹ hinzugesetzt hatte, hat noch der letzte Herausgeber der vita, ebenso Bretholz und a., unter dem König, dessen Worte angeführt werden — Svętopelk verstanden! Also die vita, welche ungleich folgerichtiger, als selbst der Papst und deutsche Annalen, den Svętopelk, auch auf dem Gipfel seiner Macht, nur ›Fürst‹, niemals ›Kral‹ (König) nennt, soll ihn ›Kral‹ genannt haben, als er noch gar nichts bedeutete, ja, von Karlmann, auf bloßen Verdacht hin, ohne weiteres eingesperrt werden konnte! Das starre Festhalten an einer unvernünftigen Glosse hat diese Konfusion verursacht. Und so verfuhren die Interpreten unserer Legenden stets und verbauten sich sorglich jede Einsicht. Nicht viel glücklicher war man sogar in der Interpretation der Urkunden, d. i. der Papstbriefe. Hier strengte noch 1908 ein Historiker, Dr. Hýbl, in der böhmischen Historischen Zeitschrift Bd. XIV, allen Scharfsinn an, um nach dem Vorbilde von Götz den Brief Johannes VIII., den einzigen, in dem ein Papst die slavische Liturgie gestattete, als ge-

fälscht und die Erlaubnis als nie gewährt zu erweisen. Ueberlieferung und Form dieses Briefes sind tadellos, aber wäre dieser Brief ebenso sicher gefälscht, wie er sicher echt ist, so hat Johann VIII. die slavische Liturgie doch gestatten müssen. Wie war denn die Situation? Trotz des Verbotes des Papstes von 873 liturgierte Method slavisch; Svętopelk, beunruhigt darüber durch seine lateinischen Geistlichen, schickte 879 Methods unversöhnlichste Gegner an den Papst. Der Papst zitierte Method zur Verantwortung nach Rom und entließ ihn 880 zu Svętopelk wieder; folglich muß damals der Papst sich autoritativ zur slavischen Liturgie geäußert haben, denn deshalb gerade waren ja die Gegner Methods und Method selbst nach Rom gegangen. Nun liturgierte Method nach 880 slavisch weiter: hätte er dazu nicht die ausdrücklichste Autorisation des Papstes, so hätte die einfache Anzeige seiner Uebertretung päpstlicher Verbote bei Svętopelk (der der slavischen Liturgie mit Recht als einer ganz unnützen Sache abhold war) und bei dem Papste (falls dieser sie nicht erlaubt hätte) völlig ausgereicht, um die slavische Liturgie nicht erst unter Stephan V. 886, sondern schon 880, unter Johannes VIII., für immer zu beseitigen. Daß Methods Todfeinde von 880—885 nichts gegen ihn entscheidendes unternehmen konnten, beweist zur Genüge, daß sein ›Hauptverbrechen‹, die slavische Liturgie, ihm vom Papste ausdrücklich genehmigt war. Und ebenso klar liegen die Verhältnisse bei der zweiten, allgemein angefeindeten Urkunde, bei dem uns nur in slavischer Uebersetzung (in der vita Methodii) erhaltenen Brief Hadrians II. an Kozel mit derselben Erlaubnis der slavischen Liturgie, wie sie sich aus dem Zusammenhange ergibt. Der Brief ist echt und unecht zugleich, weil er aus zwei echten Papstbriefen (Hadrians von 869/870 und Johannes von 880) zusammengestoppelt ist; warum die vita das wichtigste des echten Briefes von 880, die slavische Liturgie, mit absichtlicher Auslassung einer sehr schwer wiegenden Einschränkung eben derselben Liturgie, wie sie Johann VIII. befohlen hatte, in den echten Hadrianbrief hineingearbeitet hat, hat auch seine triftigsten Gründe, die dem Kenner zu erraten nicht schwer fällt.

1903 bekämpfte ich in zwei deutschen, dann in mehreren polnischen Aufsätzen die traditionelle Behandlung dieser Episode und ihrer Folgen; ich stellte die beiden Brüder als ehrgeizige Griechen dar, die, um die furchtbaren Einbußen ihrer Kirche im Orient wett zu machen, im Augenblick einer Belebung und Erstarkung dieser Kirche auf die Slavenbeute ausgingen, um als Roms Rivalen die naiven Slaven mit der slavischen Liturgie für Byzanz zu ködern; die Rom nur notgedrungen aufsuchten, weil in Mähren und Pannonien ohne Rom nichts zu erreichen war; nach dem Tode von Constantin, des

fortissimus (Photii) amicus, hat Method die Beziehungen zu Kaiser und Photius neu gefestigt und auf seinem Sterbelager die zu Rom endgiltig abgerissen. Nie wäre es Rostislav eingefallen, sich an Byzanz zu wenden, die entgegengesetzte Behauptung der Legenden ist tendenziös erfunden und ihre antirömische Tendenz aufzuzeigen, sowie alle noch so auffälligen Einzelheiten der Legenden restlos aufzuklären, bezweckten meine Ausführungen. Sie trafen auf den hartnäckigsten Widerspruch bei Fr. Snopek, der als katholischer Geistlicher es für eine Ehrenpflicht und Gewissenssache hielt, den ersten Erzbischof seiner eigenen Diözese sowie beide von Rom (in Leos XIII. Enzyklika Grande munus 1880) so gefeierten Brüder als erzkatholische Männer, die von Photius und seinen Häresien nichts wissen mochten, zu verteidigen; er tat dies in mehreren böhmischen und lateinischen Schriften und hat deren Beweisführung in dem oben genannten deutschen Buche zusammengefaßt.

Unsere Polemik ist wesentlich vereinfacht; Snopek gesteht ja ohne weiteres zu, daß das Bild, das ich von den beiden Griechen auf Grund der mährischen Legenden entwarf, richtig wäre; er bestreitet mir nur das Recht, auf Grund dieser Legenden ein richtiges Bild zu entwerfen. Denn nach ihm rühren diese Legenden weder von Method noch von seinen unmittelbaren Schülern, ja überhaupt nicht von wirklichen Methodianern her; sie sind von Photianern in Bulgarien um 920 verfaßt und verfolgen bestimmte Tendenzen, z. B. die Verteidigung der slavischen Liturgie gegen die — Griechen, was sie einkleiden in die Form ihrer Verteidigung gegen die — Lateiner u. dgl. m. Somit läuft der Streit darauf hinaus, wie sind die mährischen Legenden zu beurteilen?

Wem die Legenden von vornherein nicht passen, der sucht ihre Bedeutung nach Kräften herabzusetzen und sie von den Griechenbrüdern selbst möglichst weit abzurücken; dies tat vor über einem halben Säculum Ginzel, der sie einfach als (späteres) ›schismatisches Machwerk‹ abfertigte, und dasselbe wiederholt nach Kräften Snopek. In vorurteilsfreien Augen sind die mährischen Legenden in Ermangelung anderer Quellen nicht hoch genug einzuschätzen, denn die Papstbriefe beleuchten nur einzelne Episoden der Tätigkeit Methods; daher wird die Frage nach Zeit und Verfasser der Legenden aufs eifrigste erörtert, doch fehlt mir der Raum, um die Einzelheiten des Streites darzulegen. Allgemein wurde früher angenommen (Miklosich u. s. w.; noch Leskien 1909 geht davon mit aller Bestimmtheit aus), daß die mährischen Vitae aus einem griechischen, spurlos verloren gegangenen Original übersetzt wären, doch hat nur Voronov sprachliche Gründe für diese Annahme ins Treffen geführt, die bei näherer

Prüfung sämtlich versagen [1]). Vielleicht wirkte hierbei so etwas wie Autosuggestion mit: weil sonst alles ›Slavische‹ aus dem Griechischen übersetzt oder zum mindesten nachgeahmt ist, empfahl sich dies von selbst auch für die Vitae. Beide Vitae sind überdies (trotz der Berührung im sprachlichen Ausdruck, in *tvar*, *ustiti* u. a.), so grundverschieden, wie dies bei Heiligenleben überhaupt nur denkbar ist: die vita Constantini möglichst ausführlich und rühmend, mit theologischen Disputationen vollgepfropft, von Slaven möglichst wenig handelnd; die vita Methodii möglichst knapp und bescheiden, alle Disputationen meidend, das Slavische möglichst betonend; nur in ihrer ›schismatischen‹ Tendenz wie in dem Verschweigen alles verfänglichen, indiskreten, stimmen beide völlig überein; ihren ›schismatischen‹ Geist haben auch Ginzel wie Snopek richtig herausgefühlt, ohne die Konsequenzen daraus für die Helden der Vitae selbst zu ziehen [2]). Noch weiter gehen die Meinungen über die kurze lateinische (sog. italische oder römische) Legende auseinander. Und doch stehen heute trotz aller Divergenzen die maßgebenden Forscher auf einem gemeinsamen Boden: die Vitae sind noch im 9. Jahrh., womöglich noch in Mähren selbst verfaßt, denn kein Wörtchen verrät die späteren Umwälzungen (die Ungarn hausen nur über der Krim — wer hätte davon im 10. Jahrh. so gesprochen; keinerlei Andeutung der Zerstampfung Mährens, ja nicht einmal der Beseitigung des Lebenswerkes beider Brüder aus Mähren u. dgl. m.). Manche Forscher wollen, allerdings ohne zwingende Gründe, in dem nachmaligen Bischof Klemens, dem literarisch tätigsten unter allen Brüderschülern, den Verfasser beider (oder zum mindesten der Method-)Legenden erkennen. Ich führe die vita Constantini auf Method selbst zurück; die römische Legende hat er aus deren slav. Texte für Rom durch Gorazd etwa ausziehen und ändern lassen. Sogar für seine eigene vita hat er das Material disponiert und dem

1) Allerdings vergessen darf man nicht, daß die Verfasser der slavischen Vitae Griechen oder griechisch gebildete Slaven waren, daher das Vorkommen griechischer Termini in den Vitae ebenso wie in dem slavischen Text der h. Schrift nicht befremden darf, wie z. B. die Worte Hypostasis, Ikona, Idol, Syrte, Fatne (absichtlich gesagt, weil slav. *jasli* dass. zu sehr nach dem Stalle roch); sogar *tvar* (statt *bytije*) für Genesis beweist nichts, da es auch sonst vorkommt.

2) Die ›schismatische‹ Tendenz geht so weit, daß z. B., wo die vita Methodii für die Zwecke der Unterweisung der Slaven (etwa wie Photius in seinem Briefe an den Bulgarenfürsten) alle ökumenischen Konzile aufzählt (und dabei, ganz überflüssiger Weise, die Patriarchen von Constantinopel stets herausstreicht), sie gegen Photius und dessen ausdrückliche Mahnung nur von sechs Konzilen spricht; sie unterdrückt das siebente, weil die einfältigen Slaven nicht erfahren sollten, daß auf ihm die Römer gerade die Irrlehren der griechischen Kaiser und Patriarchen exkommunizieren halfen.

Biographen Anweisungen gegeben: die junge mährische Kirche, mitten unter Feinden und Anfeindungen, bedurfte aufs rascheste und dringlichste, zu ihrer Legitimierung förmlich, einer detaillierten und dokumentierten Geschichte ihrer Begründung und ihrer einmütigen Anerkennung durch Kaiser und Patriarch, durch Apostolik und König, damit von keiner Seite auch nur der geringste Zweifel an ihrer Legalität geäußert werden könnte. Und nun erklärt sich der auffallende Gegensatz im Ton und Inhalt beider Legenden: in der vita Constantini (die uns zwar nur in späten Abschriften, aber tadellos erhalten ist; die Phantastereien von Łamanskij über ›epische‹ Erweiterungen des ursprünglichen Wortlautes sind einhellig abgewiesen worden) hat Method ein beredtes Denkmal seiner Bruderliebe und Verehrung gesetzt, daher deren Wärme, Ausführlichkeit und der panegyrische Ton; für seine eigene Legende (die uns in sehr alter Abschrift schlecht überliefert ist) befahl er möglichste Kürze, Trockenheit, Bescheidenheit und sein Befehl wurde von dem Ausfertiger (Klemens?) getreulich respektiert. Die vita Constantini ist daher vor 880, die vita Methodii zum ersten Anniversar seines Todestages, also 885/886 fertig geworden; ihre gegenseitigen Diskrepanzen sind minimaler Art, entweder nur zufällig oder gewollt. So erklärt sich die Reichhaltigkeit, Zuverlässigkeit und Genauigkeit der beiden mährischen Legenden; ohne sie würden wir einfach im Dunkeln tappen, aber dies schließt ihre Tendenziosität durchaus nicht aus. Ihr Bestreben geht ja dahin, das Bruderwerk nur als ein gottgewolltes darzustellen; sie läugnen daher ständig jegliche persönliche Initiative der Brüder ab; zu jedem ihrer Schritte kam der Impuls immer nur von oben oder außen, von Gott, Kaiser und Photius, von Arabern, Chazaren und Mährern, denen allen natürlich von der Rolle, die ihnen hier zugemutet wird, nie hat auch nur träumen können. Auf die Brüder darf auch nicht der geringste Schein eines Makels fallen; daß die deutschen Bischöfe Method absetzten und unwürdig behandelten (mit Peitschen bedrohen u. ä., wie wir es aus den Papstbriefen wissen), wird verschwiegen, obwohl ganz genau z. B. die Internierungsfrist Methods (›2½ Jahre‹, d. i. Spätherbst 870 bis Sommeranfang 873) angegeben ist. Der Streit um die slavische Liturgie wird nach — Venedig verlegt[1]), weil anstößig scheinen könnte, daß er gerade in Mähren und Pannonien selbst, dem Wirkungsbereich der Brüder, ausgefochten wurde. Die päpstliche Erlaubnis der slavischen Liturgie

1) Diese Willkür erklärt vielleicht der zufällige Umstand, daß aus Venedig der erbittertste Feind dieser Liturgie, der Priester Johannes, stammte, den ja Svętopelk deshalb zu Johann VIII. entsandt hat; denn etwaige Ansprüche des venetianischen Patriarchen auf Pannonien hat damals niemand ernst genommen.

wird von 880 auf 870 zurückdatiert, damit ja kein Zweifel an deren legaler Grundlage aufkomme; daß es sich gerade noch 880 um diese Legalität handelte, wird einfach verschwiegen (die römische Legende schweigt vorsichtiger Weise über die Liturgie) u. s. w. Mit anderen Worten: die scheinbar ganz naiven Legenden entpuppen sich als Muster griechischer Verschlagenheit, es sind Kabinetstücke à la Photius selbst.

Ganz anders denkt über beide Legenden Snopek. Sie atmen durchaus nicht den Geist der römischfrommen Brüder, daher sind es Ausführungen (auf Grund einer verlorenen knappen, nur das tatsächlichste bietenden Vorlage) eines späteren Photianers; Snopek weiß sogar den Verfasser zu nennen. Wir besitzen nämlich ein Schriftchen eines bulgarischen Mönches Chrabr (um 930?), eine Verteidigung des slavischen Alphabetes; sein Verfasser schließt mit den Worten: ›es gibt auch andere Antworten darauf, die wir anderswo anführen wollen, aber jetzt ist keine Zeit dazu‹; — die beiden Legenden enthalten nach Snopek, der einen Gedanken von Voronov aufnimmt, eben diese hier in Aussicht gestellten Antworten, führen nur weiter die Grundgedanken von Chrabrs Schriftchen. Chrabr ist somit Verfasser der mährischen Legenden; weil aber Prof. Vondrák nachgewiesen hatte, daß dies Bischof Klemens sei, so sind Chrabr und Bischof Klemens zwar éine Person, aber verschieden von jenem ersten Bischof Klemens, einem Schüler des Method selbst; der Photianer Chrabr war vielleicht Nachfolger des Bischof Klemens unter demselben Namen, und in der Mitte des 10. Jahrh. sind beide Klemens, der einstige Methodianer (der somit nichts geschrieben hat!), und der spätere Photianer, Chrabr-Klemens (der somit die ganze reiche literarische Arbeit des Klemens übernimmt), zusammengeworfen. Ueber dieses Märchen, wofür auch nicht der Schein eines Beweises angetreten wird, kann ich ruhig hinwegsehen; unsere ganze Ueberlieferung spricht nur von der reichen literarischen Tätigkeit gerade des Methodschülers Klemens (vgl. z. B. Murko über ihn), und schweigt von Chrabr in dieser Hinsicht vollständig. Ebenso wenig wird glaublich gemacht, daß Methodianer und Photianer sich noch in Bulgarien wegen des Filioque herumgestritten hätten: Snopeks fromme Wünsche ersetzen nicht die fehlenden Tatsachen. Was nun das Schriftchen Chrabrs betrifft, so verteidigt es zwar das sog. glagolitische Alphabet gegen Einwände von Griechen und Slaven, die an dieser verschnörkelten, von allem Geläufigen abweichenden Erfindung sich dauernd stießen, aber es berührt mit keinem Wörtchen die slavische Liturgie, worauf es allein ankäme, und ist daher für Snopeks Ausführungen ohne Bedeutung. Gewiß verabscheuten die Griechen die slavische Liturgie von ganzer

Seele, nur haben sie sie ja nicht in den hier in Betracht kommenden Jahren, 900—930, bekämpft; mußten sie sich doch damals glücklich preisen, wenn ihnen nicht die ›gottverfluchten‹ Bulgaren unter ihrem ›Autokrator der Romäer‹ (des Zaren Simeon Titel) in der Hagia Sophia selbst slavisch liturgierten, haben sie doch sogar bald nachher den ›Patriarchen‹ der bulgarischen Kirche anerkannt; erst beim Niedergang der bulgarischen Macht wagte man es, der slavischen Liturgie an den Leib zu rücken.

Mit der Hypothese von Klemens-Chrabr (dem ja, wie wir aus seinem Schriftchen ersehen, die Griechenbrüder bereits in weite Ferne gerückt sind) ist es somit nichts. Was das übrige Werk betrifft, so brauche ich auf dessen Ton, auf die angeblichen Inkonsequenzen, die Snopek mir nachweist und die nur in seiner Auffassung bestehen (z. B. die Würdigung der Glagolica, die ja für das 9. Jahrh. als phonetisches Meisterstück zu preisen und zugleich für die Slaven als ganz unnütz zu verwerfen ist u. dgl.), auf die ermüdenden Weitschweifigkeiten und Wiederholungen nicht einzugehen; ich will kurz den Inhalt der einzelnen Kapitel anführen bezw. glossieren. Die vier ersten besprechen die Glaubwürdigkeit der mährischen Legenden (Snopek spricht natürlich von ›pannonischen‹) nach einem sehr einfachen Grundsatz: was dem Verf. nicht paßt, ist eingeschmuggelt oder erfunden, z. B. die Reise Methods zu Kaiser und Photius, trotzdem auch der Brief des Papstes von 881 mit Recht darauf bezogen wird (von mir nach dem Jesuiten Lapôtre; die falsche Deutung, die Snopek den Worten des Briefes in seinen böhmischen Studien gegeben hat, wiederholt er diesmal nicht). Die philologischen Merkmale, daß z. B. in der vita Methodii ein kirchlicher terminus technicus vorkommt (*vsęd* ›Abendmahl‹, nach der überzeugenden Konjektur von A. Schachmatow), der in Bulgarien ungebräuchlich war; historische, daß in den Vitae alles aus den Anschauungen des 9. Jahrh. heraus gesagt wird, nichts noch auf die Umwälzungen aus dem Anfang des folgenden hindeutet, werden nicht nach Gebühr gewürdigt. Im 5. Kap. läßt es Verf. wenigstens dahingestellt, von wem eigentlich der Gedanke der mährischen Mission ausgegangen wäre; was er dabei von den griechischen Erfolgen in einer Christianisierung Bulgariens mitteilt, ist belanglos: in Pommern war man vor 1125 noch weiter, der Landesfürst selbst war ja Christ, einzelne Große ebenso, und doch war noch das ganze Land heidnisch und mußte erst durch Otto von Bamberg dem Christentum gewonnen werden. Das 6. Kap. bestreitet, daß es in Mähren zu Streitigkeiten zwischen der lateinischen Geistlichkeit und den beiden Griechen gekommen wäre, weil unsere Quellen nichts davon wissen; ja, wenn uns nicht die Conversio von 870 erhalten wäre, wüßten wir

ja auch von den Streitigkeiten in Pannonien nichts, die Legenden schweigen wohlweislich darüber; die Conversio gingen aber die Sachen in Mähren nichts an, ließen doch auch nach 870 die Deutschen Method in Mähren unbehelligt, nur nach Pannonien durfte er nicht kommen, und Johanns VIII. Eintreten für Method und des päpstlichen Stuhles Rechte auf Pannonien (Briefe an Karlmann, an den kroatischen Mǫtimir) zeitigte nur eine Niederlage mehr, die er sich in seinem Pontifikat geholt hat. Kap. 7 und 8 behandeln das Privilegium der mährischen Kirche und die Gründe der Konzession der slavischen Liturgie durch Hadrian II. (die ja auch Hauck annimmt). Daß Hadrian ein Privilegium dieser Kirche ausgestellt hat, ist selbstverständlich richtig, aber daß dieses Privilegium auch die slavische Liturgie umfaßte, möchte ich geradezu bestreiten. An und für sich wäre es ja wohl möglich, daß dieselben Gründe, die Johann VIII. dazu bestimmten, auch für Hadrian II. den Ausschlag gaben; aber hätten Hadrian II. und Johannes VIII. nacheinander (worauf sich dieser sehr auffallender Weise nie berufen hätte) die slavische Liturgie genehmigt, so hätte sich doch Stephan V. kaum so einfach darüber hinwegsetzen können, namentlich vor den Mährern selbst, wie er dies 885 getan hat. Zudem paßt mir das ganz unberechtigte Preisgeben des römischen Standpunktes nicht für Hadrian II., wohl aber für den ehrgeizigen Politiker Johannes VIII., der, Papst förmlich nur im Nebenamte, für jeden wirklichen oder vermeintlichen, momentanen oder dauernden politischen Vorteil Roms geistliche Autorität ohne weiteres zu opfern bereit war (vgl. sein Vorgehen mit Photius!). Das 9. Kap. bringt nun die Gründe der Konfirmation des Privilegium der slavischen Liturgie durch Johannes VIII. von 880 (dieselben wie 870) und erst nachher das 10. ›Methods neue Kämpfe mit den deutschen Hierarchen‹ (von 870). Das längste Kapitel ist das 11. (S. 156—203) ›Ein Wort über die Orthodoxie des Methodius‹; da ist Verf. in seinem Fahrwasser; da beweist er, daß Methodius nach dem Vorbilde der Lateiner und Griechen (vor Photius) selbst, das filioque oder per filium in der Lehre vom Ausgange des h. Geistes zwar nicht im Symbol gesungen, wohl aber feierlich (namentlich in Rom vor Johannes VIII.) bekannt habe; er rollt den ganzen Streit auf, und in reichlichen Zitaten sucht er etwas zu beweisen, was ich gar nicht bestreite. Wie auch die Ansicht der Lateiner und Griechen darüber war — mir genügt, daß die Methodlegende ausdrücklich die Herkunft vom Vater allein betont und die entgegengesetzte lateinische Meinung mit dem häßlichen, ganz ungerechten Schimpfworte der hyiopatorischen (d. i. sabellianischen) Häresie bewirft, sowie Stephans V. Vorgehen in dieser Sache vollkommen dafür, daß Method, was er auch in Rom vorgebracht

haben mag, wo ihm ja die Nichtaufnahme des filioque ins Symbol vor 884 sein Einlenken ganz erheblich erleichterte, den römischen Standpunkt darin wie in anderem (z. B. Fasten) nicht geteilt hat, und das kann auf keinen Fall weginterpretiert werden; wie weit der Grieche gerade mit Photius zusammenging, der ja den alten Streit auch nicht geschaffen, sondern nur ausgenutzt und präzisiert hat, bleibt irrelevant; dasselbe gilt von dem 16. Kap., in dem die ›Frage über die Orthodoxie der Schüler des Methodius‹ ebenso behandelt wird. Das 12.—14. Kap. bespricht ›Wichings Fälschungen‹; ›Svętopelks (Verf. nennt ihn unhistorisch Svatopluk) Urteilsspruch und das kirchliche Recht‹ sowie die ›Popularität der slavischen Liturgie in Mähren‹. Es fehlt nicht an einzelnen treffenden Bemerkungen kanonistischer Art, die ich gerne zugebe, weil sie meine Beweisführung nicht berühren, aber sonst ersetzt Snopek auch hier die Tatsachen durch seine Wünsche. Er spricht von Wichings Fälschungen: gewiß hat Wiching an Verdächtigungen und Verleumdungen nichts fehlen lassen, der Papstbrief von 881 beweist sie ja; zu Fälschungen brauchte er jedoch gar nicht erst zu greifen. Er verteidigte nur gegen den Griechen die traditio sedis apostolicae, zu der die slavische Liturgie u. a. sicherlich nie gehört hat; Method hatte ja ›über dem Grabe des Apostelfürsten‹ bei seinem kanonischen Prozeß geschworen, zu glauben und zu lehren wie der römische Stuhl; es genügte somit, daß er slavisch liturgierte, um ihn als eidbrüchig erscheinen zu lassen, denn daß er dies mit Erlaubnis von Johann VIII. tat, konnte ruhig verschwiegen werden; das ist nur Rabulisterei, aber keine Fälschung. Das 15. und 17. Kap. wenden sich speziell gegen mich, meine angeblichen Inkonsequenzen; ich übergehe dies, um noch die drei letzten Kapitel kurz zu beleuchten.

In dem 18. setzt sich Snopek mit Hýbl über die Echtheit des Briefes von 880, der die slavische Liturgie gestattet, auseinander. Snopek ist völlig im Recht, der Brief ist so echt, wie nur irgend ein anderer von Johannes VIII., aber ich vermisse in seinen Auseinandersetzungen zweierlei. Einmal übergeht er mit Stillschweigen (wie alles, was ihm unangenehm ist), daß der Papst die Zerreißung der liturgischen Einheitlichkeit in Mähren gesetzlich festgelegt hat. Der Papst gestattet [1]) slavische Messe und Brevier, er hat wenigstens nichts da-

1) Snopek behauptet zwar, der Papst ›befiehlt‹, aber das ist unrichtig; der Papst befahl nur, daß in der slavischen Sprache Christi praeconia et opera *enarrentur* — das ist noch keine slavische Liturgie. Dann, meint der Papst nach längeren Ausführungen, verschlage es nichts gegen den wahren Glauben, Liturgie und Offizien slavisch abzuhalten, aber für diesen Fall folgt mit einem besonderen Jubemus tamen die Forderung, die Lektionen zuerst lateinisch zu lesen (mit der

gegen einzuwenden, aber er befiehlt (praecipimus), daß nach Wunsch von Svętopelk und seiner Großen die Messe lateinisch zu feiern sei; damit hob der Papst (absichtlich? den schließlichen Erfolg voraussehend?) die Einheitlichkeit der mährischen Liturgie auf. Interessanter ist folgendes. Ein wesentliches Argument gegen die Echtheit des Johannesbriefes fand man darin, daß der Stephanbrief, der das strikt Entgegengesetzte davon bringt, sich der Wendungen des Johannesbriefes bedient: ein in der Geschichte der päpstlichen Kanzlei einzig stehender Fall; man sagte sich, nach dem echten Stephansverbot sei eben das angebliche Johannesprivileg gefälscht. Bei der Betonung der Uebereinstimmungen zwischen beiden Texten hat man nun zu wenig auf das interessantere, die Unterschiede innerhalb dieser Uebereinstimmungen, geachtet, die Johannes VIII. und Stephan V. so trefflich charakterisieren, daß mir dieser Umstand allein die Echtheit beider Briefe gewährleistet. Der deutschfeindliche Politiker Johann VIII. kann nicht dem Deutschfeinde Svętopelk gegenüber den Mund voll genug nehmen: er umfängt Svętopelk in seine Arme, nennt ihn seinen einzigen Sohn, verspricht ihm Schutz in Allem und wünscht ihm Gedeihen in Allem. Ganz anders der Papst Stephan, der die Wendungen seines Vorgängers absichtlich einschränkt: er umfängt Svętopelk nur in seine geistigen Arme, nennt ihn nur seinen geistigen Sohn, verspricht ihm Schutz nur: in his quae ad salutem tuam pertinent und wünscht ihm Gedeihen nur am Körper und in der Abwehr teuflischen Hinterhaltes. Diese absichtliche Rücksichtnahme, Korrektur förmlich des älteren Textes, läßt sich erklären; dahinter kann Wiching stecken, der wußte, welchen Wert man in Mähren dem Johannesprivileg beilegte und nun absichtlich die gleichen Wendungen für den entgegengesetzten Zweck gebrauchte; denn er als der mit den Sachen vertrauteste kann wohl den Entwurf für die Kanzlei gefertigt haben, den sie dann dem Papste vorlegte. Der Einfall Dr. Hýbls, daß es Kroaten wären, die in dem Kampfe um ihre Glagolica dies Johannesprivileg gefälscht und in das Montecassinische Register an Stelle des echten Johannesbriefes eingeschmuggelt hätten, richtet sich selbst.

Im 19. Kap. setzt sich Snopek mit zwei, neu dem Klemens zugeschriebenen Homilien auseinander: wie die Methodlegende oder die griechische Klemenslegende bezeugen auch sie die ›schismatische‹ Lehre des Methodjüngers über den Ausgang des h. Geistes, nur vom Vater allein (›nicht vom Sohn, wie einige gesagt haben‹), und nun führt Snopek wieder Seiten lang (399—414) lateinische Zeugen, Päpste

merkwürdigen Berufung, daß dies schon in einigen mährischen Kirchen zu geschehen scheine — warum beruft sich Johannes VIII. nicht auch z. B. auf eine Erlaubnis Hadrians II., die doch wichtiger wäre?).

u. a., für das Alter des filioque auf, als ob jemand dies bezweifelte! Das Zeugnis der Homilien selbst beseitigt er nach dem bewährten Rezept: auch sie haben ›den Bulgarenbischof Chrabr-Klemens zu ihrem Verfasser, welcher jedoch eine von Methods Schüler (dem wahren Bulgarenbischof Klemens) ganz verschiedene Persönlichkeit ist‹; daß unsere gesamte Klemensüberlieferung im strikten Gegensatze zu dieser Erfindung nur einen Bischof Klemens von Bulgarien, eben diesen ›schismatischen‹ Methodjünger, ausschließlich kennt, ist schon oben gesagt.

Im letzten (20.) Kapitel legt Snopek seinen ›Standpunkt zur neuentdeckten Naumslegende‹ dar. Die vita s. Naum Achridani (eines unmittelbaren Methodschülers) ist 1907 veröffentlicht; sie enthält u. a. den Bericht, wie ein kaiserlicher Beamter bei seiner Anwesenheit in Venedig die von den ›Häretikern‹ (d. i. Wiching und Svętopelk!) an die Juden verkauften Methodianer loskaufte, und wie sie in Konstantinopel in alle Rechte wieder eingesetzt wurden. Für mich war dies nur ein Beweis mehr, daß Method 881 in Konstantinopel den vollen Anschluß an Photius und Kaiser Basilius gefunden und besiegelt hatte. So bestätigt die neue Naumslegende den Bericht der Klemenslegende; Snopek natürlich hält beide für unwahrscheinlich, sie können ›von den Photianern erdichtet sein, um die bestehende Kluft zwischen dem Orient und Occident breiter zu machen‹ (S. 443); Wiching kann gar nicht so böse gewesen sein, Priester an Juden zu verkaufen, die Methodianer können nicht so böse gewesen sein, die deutschen (römischen) Priester Häretiker zu nennen! Den Tatsachen setzt er einfach sein starres Non possumus entgegen, ein neuer Ginzel, der nach derselben Methode mit gleichem Erfolg, d. h. ohne jemanden überzeugt zu haben, wirkt.

So ist die ganze Darstellung von Snopek höchst einseitig; trotz der Ausführlichkeit des Buches kommt weder der philologische noch der historische Standpunkt zur Geltung; Snopek fragt nicht einmal, warum über Method sowohl die griechischen wie die deutschen Annalen absolutes Schweigen bewahren? Die gleichzeitigen griechischen Annalisten berührten religiöses fast gar nicht, bei den deutschen dagegen möchte ich absichtliches Ignorieren der mährischen Episode voraussetzen. Wenn z. B. die fränkischen Annalen 873 von einem Auftrage des Deutschen Bertramm, den er von Svętopelk erhalten, berichten, so werde ich nicht mit Dümmler ohne weiteres annehmen, daß dieser Auftrag Friedensunterhandlungen betraf (denn warum hätten die Annalen dies nicht erwähnen sollen?), sondern ich deute ihn auf die Freilassung und das Geleite Methods, den die Annalen totschweigen, obwohl sie über viel weniger wichtiges aus Mähren (z. B. die Ge-

schichte mit dem überrumpelten Hochzeitsgefolge) zu berichten wissen. Diese und andere historische Fragen (z. B. über die Deutschen, die Niemci der Klemenslegende, bei Svętopelk u. s. w.) existieren nicht für den Theologen, der aber auch in der Behandlung rein theologischer Fragen öfters enttäuscht, z. B. die nicht unerheblichen Fastenstreitigkeiten ganz ausgeschaltet hat, auf die laxere deutsche Praxis in matrimonialibus (vgl. die Ehen des ersten Piasten, Mieszka) nicht eingegangen ist, nur für das filioque oder das Privileg Hadrians u. ä., Sinn und Interesse hat. Ohne dem Verfasser nahe treten zu wollen, aber sein Werk scheint mir, mit leichter Aenderung im Titel, eher ›zur Abwehr historischer Wahrheit‹ geschrieben; doch fürchte ich, daß es diesen seinen Zweck kaum erreichen wird. Um die Glaubwürdigkeit der mährischen Legenden zu erschüttern, müßte man über ein anderes, verläßlicheres Rüstzeug verfügen; die Konstruierung eines angeblichen Gegensatzes zwischen den Papstbriefen und den Legenden reicht dazu keinesfalls aus. Und ebensowenig ist es dem Verf. gelungen, als Vaterland der mährischen Legenden nicht Mähren, sondern Bulgarien (worauf nicht die geringste Andeutung in ihnen zu finden ist) zu erweisen: auch dazu reichen die paulicianischen Häresien, die den Lateinern vorgeworfen werden, die Bekämpfung der Sarazenen und Juden, was alles angeblich nur in Bulgarien angebracht war, nicht aus. Die Glaubwürdigkeit, Verläßlichkeit der mährischen Legenden ist somit nirgends erschüttert, wohl aber räume ich dem Verf. gerne ein, daß er eine und die andere theologische Einzelheit (z. B. die Antipodenlehre), oder in Bezug auf den kanonischen Prozeß, neu beigebracht oder schärfer formuliert hat.

Ein Wörtchen noch über den bisher ebenso hartnäckig wie falsch angewandten Terminus ›pannonisch‹ in Bezug auf unsere Legenden. Dieser Terminus war wohl berechtigt und beabsichtigt im Munde eines Kopitar oder Miklosich, die ja sogar die Sprache der Griechenbrüder für Pannonischslovenen in Anspruch nahmen. Heute ist diese Annahme als eine irrige beseitigt; die Legenden selbst sind weder in Pannonien entstanden noch behandeln sie die Verhältnisse Pannoniens, wo Constantin und Method ganz vorübergehend geweilt und gewirkt haben; ihr Werk war nur die mährische Kirche und folgerichtig kann von den Legenden, die sich darauf beziehen, nur als von mährischen gesprochen werden.

Nachtrag. Im Neuen Archiv d. Ges. f. ält. deutsche Geschichte, XXXVI (1911), S. 77 ff., hat E. Caspar den Beweis geführt, daß die Montecassiner Abschrift genau das Originalregister Johannes' VIII. widergibt; die Zweifel somit an der Echtheit des Briefes (›Industriae tuae‹ mit der Billigung der slavischen Liturgie) sind damit gegen-

standslos geworden. Die Echtheit dieses Briefes erhärtet zugleich die Unechtheit des (slavischen) Briefes Hadrians II. auf dasselbe Thema, die allerdings bei allen unvoreingenommenen Forschern längst feststand; Method selbst fälschte ihn, indem er in einem Briefe Hadrians den Johanns verarbeitete, dessen für ihn günstige Bestimmungen erheblich erweiternd, die ungünstigen einfach unterschlagend, um so eine einwandfreie Grundlage für sein ganzes späteres Wirken herzustellen.

Das mährische Experiment ist kürzlich noch von zwei Gelehrten behandelt worden, knapp von C. Jireček, Geschichte der Serben (1911), S. 175f.; ausführlich von M. Murko, Geschichte der südslavischen Literaturen (1908), S. 36—54. Beide Darstellungen leiden an den alten Fehlern: einmal an dem Buchstabenglauben an den Wortlaut der mährischen Legenden, der uns schon die nettesten Sachen, z. B. einen »christlichen Ungarnkönig an der oberen Donau im Jahre 884« u. dgl. m., beschert hat; dann an dem Unterlegen dem 9. Jahrh. von Motiven und Tendenzen des 19.; außerdem fügen sie zu alten Märchen neue hinzu. So findet Jireček, daß das Werk Konstantins »vorbereitet« war in Griechenland selbst durch eingeborene Priester und Mönche, die den griechischen Slaven predigten, wobei sie »Worte ihrer Muttersprache für die Begriffe der Glaubenslehre anpaßten«. Sehr hübsch erdacht, ganz im Stile des 19. Jhdts.; schade nur, daß das 9. nichts davon zu wissen scheint. In den 150 Jahren (vor Constantins Auftreten) haben nämlich diese Gräkoslaven nicht einmal das zu Stande gebracht, was die Deutschen schon in 50 Jahren erzielten, nämlich eine slavische christliche Terminologie, Ausdrücke z. B. für Fasten u. dgl., denn hätte es solche gegeben, so hätte sie Constantin beibehalten und den Westslaven aufgedrängt, ganz ebenso wie er ihnen seine eigene südslavische Sprache zwecklos aufdrängte. Aber die Griechen und Gräkoslaven kümmerten sich um das Seelenheil ihrer Slaven ebenso wenig, wie die deutsche Geistlichkeit des 12. und 13. Jhdts. (die bereits von einem ganz anderen Geiste erfüllt war, als die des 9. Jhdts.), die zum Seelenheil aller Slaven Pommerns, Rügens und Meklenburgs auch nicht einen Finger gerührt hat. Constantins Werk ist ohne Vorbereitung durch andere, sein eigenes, gewesen; seine Größe, zumal als philologische Leistung, wird durch nichts geschmälert, mag uns auch seine Sprache etwas farblos anmuten, als eine nur erlernte, nicht als eine angeborene.

Beide Forscher verharren z. B. bei der Initiative Rostislavs, d. h. sie muten dem deutschen Vasallen und römischen Christen, dem das ferne Byzanz nichts helfen konnte, dasselbe zu, was nur dem mächtigen, neubekehrten Bulgarenfürsten, dem unmittelbaren Nachbar von

Byzanz, freistand: die Wahl zwischen Rom und Byzanz. Daß sie dabei aus lauter Widersprüchen nicht herauskommen, ist selbstverständlich; so hat nach ihnen Rostislav seinen Wunsch erfüllt, sieht Griechen bei sich, die ihm seine Kirche unabhängig machen sollen; warum läßt er nun schon nach drei Jahren diese Griechen zur Priesterweihe nicht, wie zu erwarten wäre, nach Byzanz, sondern gerade nach Rom, von dem er sich eben angeblich losmachen wollte, ziehen und vernichtet so sein eigenes Werk? In Wirklichkeit verfuhr Rostislav ebenso, wie Svętopelk nachher: er verlangte von den ungebetenen Gästen, von den ihm verdächtigen Griechen, Roms ausdrückliche Billigung und daher mußten die Brüder sie nachsuchen; nur Kocel ward Feuer und Flamme für die slavische Liturgie, doch half dies Method gar nichts, denn das Verbot der Deutschen hielt ihn, trotz aller Intervention des Papstes, nach 870 für immer von Pannonien fern, mochte er auch den pannonischen Titel, wie in partibus infidelium etwa, weiterführen. Die Initiative Rostislavs ist ein der übrigen Märchen würdiges Gegenstück.

Murko wiederholt die Jeremiaden über den Untergang der slavischen Liturgie bei den Westslaven. Mag sich das Los der Westslaven noch so unglücklich gestaltet haben, durch eigene wie durch fremde Schuld, wenigstens vor einem Unglücke, vor der slavischen Liturgie (und Schrift) blieben sie, dank der Energie und dem Scharfblick Svętopelks, der sich durch nationalistischen Firlefanz nicht betören ließ, für immer verschont. Wie man in Europa, als nationalistische Velleitäten und heuchlerische Phrasen der Slavophilen das Urteil noch nicht beirrten, über die ›Wohltat‹ der slavischen Liturgie dachte, dafür seien nur angeführt die beredten Worte des polnischen Jesuiten Skarga in seinem ›Aufruf an die Russen‹ von 1577: ›Es haben dich, o Volk der Russen, die Griechen aufs äußerste betrogen, als sie dir zwar den h. Glauben, aber nicht auch ihre griechische Sprache darboten, sondern dich mit dieser slavischen sich begnügen ließen, damit du niemals zu richtigem Verständnis und Wissen gelangen könntest ... daher sind deine Priester Doktoren nur mit den Lippen und im Lesen etwa und kennen keine andere Schule, außer einer bloßen Leseschule und darin besteht die Vollkommenheit ihres ganzen Wissens in allen geistlichen Ständen‹ u. s. w. Die slavische Liturgie hätte, wie bei den Ost- und Südslaven, so auch bei den Westslaven, notwendigerweise die Isolierung und Mumifizierung des geistlichen Lebens nach sich geführt. Sogar die slavischen Schriften, namentlich die glagolitische, hemmen, fördern nicht die Kultur. Daß die protestantische Propaganda bei den Südslaven so wenig erzielte, dafür gibt man heute Schuld in erster Reihe den glagolitischen und cyrillischen Typen, die die Uracher

Drucke unnützerweise gewählt hatten. Und als die russische Regierung ihre Litauer, natürlich auf den Plan eines Slavophilen hin, mit dem zyrillischen Alphabet beglückte, verzichteten diese Litauer mit Recht durch volle vierzig Jahre lieber auf jegliche literarische Tätigkeit, als daß sie sich ihr Schrifttum hätten so verhunzen lassen. Die japanischen Siege befreiten sie endlich von der Cyrillica, die ja aus Mangel an Zeichen auch für die slavischen Sprachen ungeeignet ist (Fehlen des j, das sich die Serben aus dem lateinischen Alphabet holten, des h u. a). Doch sei gern zugegeben, daß die Cyrillica weniger kulturfeindlich ist, als die Glagolica, weil sie sich an ein europäisches Alphabet genau anschließt. Trotzdem können sich die Westslaven nur dazu gratulieren, daß sie mit dieser Liturgie auch dieser Schrift entgangen sind; keine »slavophilen« Phrasen können daran etwas ändern.

Berlin-Wilmersdorf A. Brückner

Oesterreichischer Erbfolgekrieg 1740—1748. VI. Band (mit fünf Beilagen). Nach den Feldakten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der kriegsgeschichtlichen Abteilung des k. u. k. Kriegsarchivs von **Peter Hofmann,** k. u. k. Oberstlieutenant, **Franz Masser,** k. u. k. Oberstlieutenant und **Ferdinand Zwiedineck,** Edler von Südenhorst und Schidlo, k. u. k. Hauptmann des Generalstabskorps. — VIII. Band (mit neun Beilagen). Nach den Feldakten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der kriegsgeschichtlichen Abteilung des k. u. k. Kriegsarchivs von **Maximilian** Ritter **von Hoen,** k. u. k. Major des Generalstabskorps. Wien 1902 resp. 1905, Seidel u. Sohn. XV, 680 resp. XIII, 608 S. 8°. Je 30 M.

Der sechste Band bringt als Ergänzung zu den im fünften Bande behandelten Feldzügen am Main und Oberrhein die Ereignisse in Baiern vom Frühjahr 1743 bis zum Frieden von Füssen (S. 1—266). Diesem ersten Abschnitte von Herrn Oberstleutnant Hofmann folgt die Darstellung von Herrn Oberstleutnant Masser, der Feldzug des Jahres 1744 in den Niederlanden (S. 267—484). In dem dritten und letzten Abschnitte bespricht Herr Hauptmann von Zwiedineck die Feldzüge der Oesterreicher am Main und Oberrhein des Jahres 1749, die der Kaiserwahl des Großherzogs von Toscana vorangehen, und mit denen der Krieg am Oberrhein zwischen Oesterreichern und Franzosen klanglos zu Ende geht (S. 485—632). Alle drei Autoren haben mit einem recht spröden Stoffe zu kämpfen gehabt, der bisher in der deutschen Geschichtsforschung, wenn wir von dem Frieden von Füssen absehen, wenig Beachtung gefunden hat. Mit großem Fleiße und kritischer Sorgfalt haben sie sich ihrer Aufgabe gewidmet. Zum weitaus größten Teile basiert die Darstellung auf den in den Wiener Archiven liegenden Kriegsakten; nur für den Feldzug in den Nieder-

landen konnten französische Werke benutzt werden. Bei der Art der Kriegsführung haben damals in den Niederlanden, am Main und Oberrhein Gefechte von größerer Bedeutung kaum stattgefunden, und auf dem bairischen Kriegsschauplatze handelt es sich ausnahmslos um Arrièregefechte, zu denen der weichende Gegner gezwungen wurde. — Viel Zeit haben besonders auf dem niederländischen Kriegstheater die Beratungen der verschiedenen Heerführer beansprucht, und es charakterisiert die Armeeleitungen beider Parteien, daß man die Initiative nur zu gern dem Gegner überließ, damit man nach dessen Verhalten die eigenen Dispositionen treffen konnte.

Oberstleutnant Hofmann beginnt mit der Konvention von Nieder-Schönfeld vom 27. Juni 1743, in der die beiden Feldmarschälle Khevenhüller und Seckendorff die Neutralität der bairischen Truppen vereinbarten. Für die Räumung der drei befestigten Plätze Straubing, Braunau und Reichenhall gewährte Prinz Karl v. Lothringen den Baiern an der Grenze des schwäbischen und fränkischen Kreises ungestörte Quartiere (Band IV S. 854). Diese Uebereinkunft, ein Gegenstück zu der bekannten von Klein-Schnellendorf, hat ebenfalls Irrungen und Mißverständnisse im Gefolge gehabt; so wurde die Besatzung von Braunau gegen den Wortlaut des Vertrages von österreichischer Seite interniert; auch sie ist von den beiderseitigen Monarchen nie bestätigt worden und entband den Prinzen Karl nicht von der Notwendigkeit, ein starkes Korps von 19 Bataillonen, acht Grenadierkompagnien und einiger irregulärer Reiterei unter Feldmarschallleutnant Bärnklau in Baiern zurückzulassen. Dieser tüchtige Offizier gewährte im Herbste 1743 den in Ingolstadt eingeschlossenen Franzosen freien Abzug. Damit fiel die letzte bairische Festung in die Gewalt der Oesterreicher und herrschte in dem Lande allgemeine Waffenruhe. Hinsichtlich der österreichischen Verwaltung des Kurfürstentums begnügt sich der Verfasser auf einen Aufsatz Kematmüllers im neunten Bande der ›Neuen Folge der Mitteilungen des k. und k. Kriegsarchivs‹ zu verweisen. Dem Lande wurde die Stellung von 6000 Rekruten für die in Italien kämpfenden Regimenter auferlegt, die aber nicht zur Ausführung kam; Bärnklau selbst gebrauchte zur Komplettierung seiner Truppen die zahlreichen bairischen Deserteure und Versprengten, die die Sicherheit auf dem Lande gefährdeten (S. 13). Große Erbitterung weckte bei der Bevölkerung der Entschluß des Prinzen Karl, den größten Teil seiner Armee die Winterquartiere in Baiern beziehen zu lassen; 53 Bataillone und 112 Schwadronen wurden ins eigentliche Baiern verlegt, 11 Bataillone und 23 Schwadronen kamen in die Oberpfalz (S. 23). Dem Feldmarschall Khevenhüller, dem die Ausführung oblag, wird das Zeugnis erteilt, die Be-

völkerung dabei nicht über Gebühr belastet zu haben; er, sowie Bärnklau, haben auf strenge Manneszucht gehalten (S. 23), und Maria Theresia selbst hat die Erhebung von einigen Kontributionen niedergeschlagen. Wie wenig Freunde sich die Oesterreicher mit diesen Maßregeln im Lande erworben hatten, zeigte sich im Herbste 1744, als eine neue ›Kaiserliche Armee‹, aus Baiern und Hessen zusammengesetzt, zu denen später noch Pfälzer und ein französisches Hülfskorps traten, die Rückeroberung Baierns unternahm. Jetzt rächte sich die im vergangenen Jahre in Nieder-Schönfeld den bairischen Truppen bewilligte Neutralität und das schon im fünften Bande getadelte Versäumnis Trauns, dieses Korps nicht im Frühjahre 1744 zersprengt zu haben. Die numerisch schwächeren Oesterreicher zogen sich langsam zurück, sie gaben die Donaulinie preis und konnten ebenso wenig München und die Isarlinie halten. Erst am Inn hielt Bärnklau stand; einzelne seiner Abteilungen, die beim Rückmarsche zu lange zögerten, erlitten z. B. bei Wasserburg und Burghausen empfindliche Echecs. Von neuem entfesselte der Rückzug die Leidenschaften der Bevölkerung, grobe Exzesse der Kroaten und Irregulairen haben stattgefunden, dagegen stellt Verf. in Abrede, daß eine systematische Verheerung von dem österreichischen Armeekommando befohlen wäre (S. 108), die gegenteiligen Behauptungen der Baiern hätten die Franzosen von dem Gedanken abbringen sollen, im Lande Winterquartiere zu nehmen. Scharf wird die Politik der Franzosen gegenüber dem Kaiser Karl VI. kritisiert. Schon im fünften Bande dieses Werkes wurde darauf hingewiesen, daß nur die Rücksicht auf Friedrich den Großen die Franzosen bewog, zwei starke Korps in Schwaben und am Main Winterquartiere beziehen zu lassen (S. 130). Als sich nun die Oesterreicher im Januar 1745 anschickten, die Oberpfalz von neuem zu besetzen, fand Kaiser Karl bei den Franzosen keine Hülfe, nicht einmal das bei Donauwörth kantonierende Korps Ségur wurde ihm zur Verfügung gestellt, und mit leichter Mühe gewannen so die Oesterreicher die Oberpfalz zurück.

Im Anschluß an den Aufsatz von H. Preuß, Der Frieden zu Füssen 1745 (Historische Abhandlungen, herausgegeben von Heigel und Grauert, Heft 6) hat Verf. die Begebenheiten dargestellt, die mit dem Frieden zwischen Maria Theresia und dem jungen Kurfürsten von Baiern zusammenhängen. So schnell, wie die Königin zu Gunsten der Lage auf den anderen Kriegsschauplätzen es wünschen mußte, kam die Einigung mit Baiern nicht zu Stande. Verf. berücksichtigt vor allem die militärischen Aktionen, durch die die Oesterreicher eine Pression auf Baiern auszuüben gedachten. Friedrich der Große hat die Oesterreicher in Baiern viel zu hoch mit 20000 Mann taxiert

(Pol. Korr. N. B. S. 118); in Wirklichkeit hatte Batthyanyi bei Aufnahme der Offensive nicht mehr als 10—11000 Mann zur Verfügung (S. 190), unter ihm befehligten allerdings die tüchtigsten Offiziere der österreichischen Armee, Bärnklau, Browne, Serbelloni, Roth, was sicherlich den Operationen zu Gute gekommen ist. Auf der anderen Seite schätzt Verf. die Zahl der Franzosen und Baiern samt den Hessen und Pfälzern im Frühjahre 1745 anstatt auf 40000 auf kaum mehr als 20000 Streitbare (S. 193). In ganz ähnlicher Weise wie bei dem Vorstoß der Oesterreicher im Frühjahre 1743 wichen auch diesmal die Gegner überall zurück. Eine starke Schlappe erlitten die Hessen bei Dilshofen, wobei drei hessische Bataillone kriegsgefangen wurden; darauf wurde am 14. April General Ségur mit den Franzosen und Pfälzern auf dem Rückzuge nach dem Lech bei Pfaffenhofen von den nachdrängenden Oesterreichern eingeholt und zum fluchtartigen Rückzuge genötigt (S. 227). Verf. verschweigt nicht, daß beide Male die österreichischen Irregulären ›in der ersten Hitze‹ die erstürmten Ortschaften plünderten.

In den letzten Abschnitten werden die mit dem endlich erfolgten Friedensschlusse im Zusammenhange stehenden Maßregeln erzählt; der Rückzug der Franzosen nach dem Neckar und die Räumung Baierns von den Oesterreichern. Recht schlecht kam das hessische Hülfskorps weg, das in der Stärke von 6537 Mann nach geschehener Entwaffnung von den Oesterreichern bei Ingolstadt interniert wurde und erst nach Uebernahme in englischen Sold den Rückmarsch nach der Heimat antreten durfte (S. 264).

In dem zweiten Abschnitte dieses Bandes führt uns Oberstleutnant Franz Masser auf den niederländischen Kriegsplatz. Der Feldzug des Jahres 1744 läßt in seinem schleppenden Gange nicht ahnen, daß dort in den folgenden Jahren sich jene großen Kämpfe abspielen sollten, mit denen der Name des Marschalls von Sachsen auf immer mit der Kriegsgeschichte verknüpft ist.

So lange Frankreich nur als ›Auxiliarmacht‹ am Kriege in Deutschland teilnahm, hatte es gemäß der von Kardinal Fleury gegebenen Richtschnur sich jedes Angriffes auf die Niederlande enthalten. Schon im fünften Bande (S. 265) sind die Ursachen, die es zur Abkehr von dieser Politik nötigten, erörtert worden. Volk und Armee in Frankreich waren eben des Krieges in Deutschland, wo kein größerer Landgewinn in Aussicht stand, gründlich satt, und nach längerem Schwanken entschloß sich im März 1744 König Ludwig, dieser Stimmung Rechnung zu tragen und die Hauptmacht seines Heeres in Flandern zu konzentrieren. Die Kriegserklärungen an England unterm 15. März 1744 und vierzehn Tage später an die Königin

von Ungarn klärten die politische Lage in Europa und gaben Frankreich die Freiheit zum Angriff auf die österreichischen Besitzungen. Als einen schweren Mißgriff bezeichnet Verfasser die gleichzeitige Unterstützung des Kronprätendenten Carl Eduard von seiten der Franzosen. Marschall Noailles hatte in Versailles gegen dessen Landungsversuche an der englischen Küste, an denen die französische Flotte und ein Hülfskorps sich beteiligen sollten, von Anfang an Einspruch erhoben (S. 301). Verf. hebt unter Anführung des Buches von Colin, ›Louis XV et les Jacobins, Paris 1901‹, hervor, daß die Umtriebe der Jacobiten die religiösen Impulse namentlich in der Bevölkerung von Holland von neuem erweckten; mit ungewohnter Schnelligkeit stellten die Generalstaaten das vertragsmäßige Hülfskorps für England bereit (S. 291), ebenso wurden vom Parlamente ohne Widerspruch die Subsidien an Oesterreich und Sardinien bewilligt.

Der Versailler Hof bestimmte für die Kriegstheater am Oberrhein resp. in Oberitalien 60 Bataillone, resp. 37 Bataillone, 34 Schwadronen und 1 Artilleriebataillon. Die größere Hälfte der Armee, 123 Bataillone, 134 Schwadronen und 3 Artilleribataillone wurde an der niederländischen Grenze konzentriert (S. 325). Die Zusammenstellungen des Verf. basieren auf Pajols bekanntem Werke, dem aber im einzelnen manche Irrtümer nachgewiesen werden (S. 327).

Nicht viel erfreuliches kann Oberstleutnant Masser von den Kriegsrüstungen der Verbündeten berichten. Die Engländer weigerten sich, ihre eigenen Truppen und die Hannoveraner zur Besetzung der Festungen herzugeben in der zu verstehenden Befürchtung, sie bei der Kapitulation dieser Plätze in Kriegsgefangenschaft geraten zu sehen (S. 335). Ganz anders dachten in diesem Punkte die Holländer, die sich mit dem Gedanken schmeichelten, daß die Franzosen die ausschließlich von ihnen besetzten Barrièreplätze als neutral behandeln würden (S. 336); sie suchten deshalb möglichst wenig Streitkräfte für die Feldarmee herzugeben. Der österreichische General Arensberg wiederum verzettelte sein Korps mit der Besetzung zu vieler Ortschaften; in 16 größeren und kleineren Plätzen wurden 60 Bataillone und 10 Grenadierkompagnien der Holländer und Oesterreicher festgelegt (S. 338). Für die Feldarmee blieben nur 40 Bataillone und 94 Schwadronen übrig, überwiegend Engländer und Hannoveraner, zu denen 4 Bataillone, 10 Grenadierkompagnien und 20 Schwadronen Oesterreicher und dann noch 6 Bataillone und 17 Schwadronen Holländer traten (S. 338).

Von vornherein waren von diesem den Franzosen an Zahl nicht gewachsenen Heere nur klägliche Resultate zu erwarten (S. 342); die verschiedenen Oberbefehlshaber waren sich nur darin einig abzu-

warten, was der Feind tun würde, um so, wie Oberstleutnant Masser bemerkt, einer Entschlußfassung enthoben zu sein (S. 385).

Am 17. Mai eröffneten die Franzosen die Operationen, der Marschall von Sachsen bezog gleich jenseits der Grenze zwischen Courtrai und Haarlebeken ein stark befestigtes Lager, das fast fünf Monate sein Standquartier bleiben sollte; durch ihn gegen den Angriff der Verbündeten gesichert, eroberte die französische Hauptarmee, über deren Zusammensetzung die Angaben Pajols nicht richtig sind, in streng methodischer Weise innerhalb von sechs Wochen die drei Barrièreplätze Menin, Ypres mit Fort Knoke und Furnes. Die Verteidigung war von seiten der holländischen Besatzungen mit Ausnahme von Ypres, wo ein hessischer Prinz kommandierte, eine sehr matte, und konnten die Holländer nach dem Verfasser keinen besseren Beweis liefern, wie wenig sie der ihnen im Utrechter Frieden anvertrauten Bewachung der festen Plätze Belgiens gewachsen waren. Mit aller Entschiedenheit hat Maria Theresia in dieser Zeit die Vorstellungen Englands und der Generalstaaten, die Armee in Flandern auf Kosten des Prinzen Karl zu verstärken zurückgewiesen, und die späteren Ereignisse haben ihr glänzend Recht gegeben (S. 364), denn der Rheinübergang des Prinzen Karl am 6. Juli 1744 brachte die Offensive der Franzosen in Flandern zum Stillstand. Es ist diesen gar nicht der Gedanke gekommen, durch eine Hauptschlacht in Belgien die Erfolge der Oesterreicher vom Oberrhein zu paralysieren (S. 394); vielmehr wurde ein beträchtlicher Teil der Armee (25 Bataillone und 28 Schwadronen) nach dem Elsaß in Marsch gesetzt, und Ludwig XV. begab sich bekanntlich ebenfalls nach Metz. In geradezu kläglicher Weise nutzten die Alliierten die ihnen sich darbietende Gelegenheit aus (S. 438). Nach dem Eintreffen englischer und holländischer Verstärkungen waren sie dem zurückgebliebenen Marschall von Sachsen an Zahl überlegen, überschritten nach langem Zögern die Schelde am 31. Juli, zogen in einer Entfernung von nur 15 Kilometern am feindlichen Lager vorbei und betraten am 6. August den französischen Boden. Oberstleutnant Masser bezeichnet es als einen charakteristischen Beitrag für die damalige Kriegsführung, daß im Angesichte des bedeutendsten Heerführers der Franzosen ein solcher Marsch möglich war und unbehelligt von statten gehen konnte. Mit der Errichtung eines Lagers bei Sainghin, etwa acht Kilometer von Lille entfernt, wurde nichts weiter erreicht, als daß die Armee jetzt auf feindliche Kosten zwei Monate ihren Unterhalt fand (S. 433), nicht einmal zu der Belagerung einer Festung — Aremberg hatte Maubeuge vorgeschlagen (S. 461) —, konnte man sich emporschwingen; schon die Frage, wer die Belagerungsartillerie stellen sollte, gab An-

laß zu Streitigkeiten. Dabei waren schwere Geschütze im Uebermaß vorhanden, nur wollte keiner der Verbündeten die Kosten des Transportes und der Munition tragen (S. 439). Nach französischen Quellen soll die unerschütterliche Ruhe des Prinzen von Sachsen, der in seiner Stellung ausharrte (S. 436), ›die Bewunderung von ganz Europa‹ hervorgerufen haben. Auch ihm darf man nach dem Verf. große Initiative nicht nachrühmen, denn er wäre, wie er in einem Schreiben an Argenson eingestand, auf französisches Gebiet zurückgegangen, sobald die Verbündeten die Deule, an der Lille liegt, überschritten hätten (S. 443).

Da die Verbündeten sich von Mitte August bis Ende September nicht von der Stelle rührten, so trat ein vollständiger Stillstand auf dem niederländischen Kriegsschauplatze ein. Die schwere Erkrankung König Ludwigs in Metz erklärt und entschuldigt zum Teil das Schwanken und die Unsicherheit der französischen Kriegsführung. Diesen günstigen Zeitpunkt haben nun die alliierten Oberbefehlshaber verstreichen lassen, ihre Tatenlosigkeit hat den Franzosen erlaubt, am Oberrhein in aller Ruhe die Belagerung Freiburgs ins Werk zu setzen.

In dem dritten und letzten Abschnitte ›Kriegs-Ereignisse am Rhein im Jahre 1745‹ (S. 486—629) nimmt Hauptmann von Zwiedineck den Faden ungefähr da auf, wo Oberstleutnant Hofmann ihn hat fallen lassen, wobei er zuerst die Ereignisse vom Mittelrhein und zwischen Main und Lahn im Winterhalbjahr 1744/45 schildert. Der Feldzug in Oberdeutschland und im Elsaß des Jahres 1744 hatte die französische Armee sehr stark mitgenommen, und waren gesicherte Winterquartiere zur Reorganisation dringend nötig. Hiermit vertrugen sich nicht die Vorschläge Friedrichs des Großen, von denen der Verf. urteilt, daß sie vom militärischen Standpunkte für Frankreich die einzig richtigen gewesen wären. In sehr beachtenswerten Erwägungen führt Hauptmann Zwiedineck aus, weshalb sich diese Pläne nicht in die Tat umsetzen ließen (S. 490). Man hatte in Frankreich keine Truppen mehr übrig, zumal der italienische Krieg eine größere Ausdehnung gewann und Landerwerb am Oberrhein ausgeschlossen war. So blieb das Gros der Rheinarmee im Breisgau in weitläufigen Kantonierungen, und wurde ein kleinerer Teil unter Maillebois in die Pfalz und ins Nassauische verlegt (S. 493). Das Prinzip der Länderdeckung nötigte, wie Friedrich der Große vorausgesehen hatte, die Alliierten am Ausgange des Jahres 1744 zur Aufstellung einer neuen pragmatischen Armee am Niederrhein, die unter dem Kommando des Herzogs von Aremberg sich in der nominellen Stärke von etwa 32000 Mann aus Oesterreichern, Hannoveranern und Holländern zusammensetzte.

Das österreichische Korps war allerdings im März 1745 nur 7662 Mann stark (S. 524). Der Schutz Hannovers lag dem Herzoge von Aremberg an erster Stelle ob. Er sowohl wie sein Gegner waren keine Freunde von Kämpfen und hofften durch Diversionen ihre Aufgabe am besten zu lösen. Von Gefechten ist deshalb kaum etwas zu erzählen, desto mehr von Kriegsberatungen, Plänen und Instruktioneneinholen. Auch die Ersetzung Maillebois' durch den jungen Prinzen Conti, der sich 1744 in Italien hervorragend betätigt hatte, brachte kein frisches Leben in die an Zahl überlegene französische Armee. Contis Verhalten, das deutlich den Widerwillen der Offiziere und Soldaten gegen den Kriegsschauplatz in Oberdeutschland zum Ausdruck brachte, findet nach Verf. eine gewisse Rechtfertigung in den sich widersprechenden Befehlen, die ihm aus Versailles zugingen. Viel schärfer urteilt Hauptmann Zwiedineck über den Herzog von Aremberg, der seine Unfähigkeit schon im vergangenen Jahre in Flandern allen Augen offenbart hatte; weder militärisch noch politisch ist sein Handeln, zumal der Rückzug von Coblenz nach Neuwied, zu verstehen. Man muß sich über die Nachsicht Maria Theresias gegenüber so unbrauchbaren Generälen, wie es Aremberg und Lobkowitz waren, höchst wundern. Nach dem Frieden von Füssen wurde dem Feldmarschall Traun die Aufgabe zu teil, die beiden Armeen, die etwa 300 km voneinander in der Luftlinie entfernt bei Neuburg in Baiern und am Mittelrhein bei Neuwied standen, zu vereinigen und die Franzosen zum Rückzuge über den Rhein zu nötigen, damit die bevorstehende Kaiserwahl des Gatten Maria Theresias in Frankfurt a. M. gesichert würde. In sehr methodischer und vorsichtiger Weise unter ängstlicher Vermeidung jedes Zusammentreffens mit dem Feinde bewerkstelligte der Marschall die Vereinigung des aus Baiern kommenden Korps mit der pragmatischen Armee bei Orb-Salmünster am 27. Juni 1744. Jetzt standen unter seinem Kommando 61 Bataillone, 89 Schwadronen und 4 Husarenregimenter (etwa 50000 Mann) nebst 10000 Irregulären (S. 583). Dem österreichischen Oberkommando lag es nun gänzlich fern, den Prinzen Conti in seiner festen Stellung bei Offenbach anzugreifen (S. 589), es bedrohte vielmehr, durch einen Flankenmarsch nach Norden ausbiegend, die Rückzugslinie der Franzosen, worauf diese in der Tat nach dem Rhein zurückgingen. Traun kam gar nicht, was Verf. sehr beklagt, auf den Gedanken, daß er mit seiner numerischen und moralischen Ueberlegenheit mehr hätte leisten müssen, er sah mit der Befreiung von Frankfurt a. M. und von Mainz seine Aufgabe als vollständig gelöst an. Zu einem größeren Gefechte kam es erst etwas später bei Oppenheim am 16. Juli 1745, indem Bärnklau die aus zwei Freikompagnien in der Stärke von etwa 560 Mann

bestehende Besatzung in den Morgenstunden überraschte und zum großen Teil gefangen nahm (S. 597). Dieses kleine Rencontre bot dem Prinzen Conti die ersehnte Gelegenheit, sich in eine sehr starke Stellung bei Nordheim am rechten Rheinufer zurückzuziehen und bald darauf gänzlich das rechte Rheinufer zu räumen. Der Großherzog von Toscana und Traun fanden nach dem Verf. keinen Anlaß, von dem Satze abzuweichen ›dem Gegner goldene Brücken zu bauen‹, sonst hätte der Rückzug über den Rhein für die französische Arrièregarde zu einer Katastrophe werden können; schon das Nachdringen der österreichischen Irregulären unter Trips brachte ihr schwere Verluste bei und nötigte sie zur fluchtartigen Räumung aller Schanzen des Brückenkopfes (S. 601). Trotzdem darf man die Bedeutung des Feldzuges nicht unterschätzen, sein glücklicher Ausgang hat die Wahl des Großherzogs von Toscana zum römischen Könige im September 1745 ermöglicht. Allerdings ging die Hoffnung Maria Theresias, einen Teil der Armee Trauns noch im Herbst nach Böhmen zum Kampfe gegen Preußen heranzuziehen, nicht in Erfüllung (S. 615). Die betreffenden Regimenter setzten sich erst in Marsch, als die Entscheidung in Sachsen schon gefallen war (S. 625), und wurden im Jahre 1746 zum großen Teile nach Italien und den Niederlanden dirigiert.

Der achte und zur Zeit letzte Band des österreichischen Generalstabswerkes behandelt die schweren, an Wechselfällen reichen Kämpfe auf den sonnigen Gefilden Ober- und Mittelitaliens in den Jahren 1741—1744. Einem der bewährtesten Mitarbeiter des österreichischen Kriegsarchivs, Herrn Major von Hoen, dem wir schon die Geschichte des mährischen Feldzuges von 1742 und eine vorzügliche Darstellung der Schlacht von Chotusitz verdanken, ist mit der Ausarbeitung dieses Bandes betraut worden. Auch jene Abschnitte des Krieges, an denen die Oesterreicher keinen oder nur geringen Anteil genommen, haben Berücksichtigung gefunden. Es ist dabei Herrn v. Hoen zu Gute gekommen, daß über mehrere wichtige Episoden neuere Publikationen fremder Historiker vorliegen, genannt seien Arvers et Vault, les guerres des Alpes (1892), Buffer, Carlo Emanuele III di Savoia a difesa delle Alpi nella campagna del 1744 (1887), Cesarini, la guerra di Velletri (1891); daneben hat die Benutzung des Archives von Simancas die dringend nötige Aufklärung über die Absichten der spanischen und neapolitanischen Kriegsführung gegeben.

Unter Hinweis auf die betreffenden Abschnitte in Arneths ›Maria Theresias erste Regierungsjahre‹ hat Verf. die einleitenden Kapitel möglichst kurz gefaßt. Es ist bekannt, daß die Rivalität zwischen Sardinien und Spanien der Königin Maria Theresia die Behauptung ihrer Besitzungen in Italien sehr erleichtert hat. König Karl Ema-

nuel III. und sein erster Minister d'Ormea waren erklärte Gegner einer spanischen Tertiogenitur in der Lombardei, deren Errichtung den Bourbonen das Uebergewicht in Italien auf immer gesichert hätte. Das anfangs provisorische Bündnis zwischen Oesterreich und Sardinien hat auch letzterem schwere Opfer auferlegt; im Herbste 1742 ging Savoyen an die Spanier verloren, und der Versuch der Wiedereroberung mißlang, und wurden die Grafschaften Nizza und Piemont in den folgenden Jahren der Schauplatz des Krieges. Somit haben sich Karl Emanuel und sein Volk die territoriale Entschädigung, die ihnen der Vertrag von Worms am 13. September 1743 zusicherte, durchaus verdient. Gewiß war es auf der anderen Seite für Maria Theresia sehr hart, von dem zweimal geschmälerten Herzogtum Mailand abermals einen großen Teil opfern zu müssen; wir verstehen ihre Aversion gegen einen Bundesgenossen, der als nüchterner Politiker sich mit der Aussicht auf das ferne Sizilien nicht abspeisen ließ und sich daneben noch bedeutende Subsidien von England zu sichern verstand. Dieser Stimmung gegen Sardinien trägt Arneth in seinem Werke allzusehr Rechnung. Viel gerechter beurteilt von Hoen die Politik und die Kriegsführung des Königs. Die langsame und zögernde Strategie Karl Emanuels erklärt er aus dem Bestreben, die eigenen Truppen möglichst zu schonen (S. 81); mit dem Untergange der Armee war seine Rolle in der Politik ausgespielt. Der von Frankreich und Spanien im Frühjahr 1743 gemachte Versuch, ihn zum Parteiwechsel zu veranlassen, kam ihm höchst gelegen, da er damit Zeit zur Reorganisation seines Heeres, das im vorhergehenden Winterfeldzuge schwer gelitten hatte, gewann.

In den ersten vier Jahren des Erbfolgekrieges ist in Italien auf zwei räumlich getrennten Gebieten gekämpft worden. Die Oesterreicher haben vereint mit einem sardinischen Korps in der Emilia und in den Marken und dann zwei Jahre später allein in den Albaner Bergen operiert (S. 57—342). Auf dem westlichen Kriegsschauplatze stand den Spaniern und Franzosen König Karl Emanuel allein gegenüber; erst im Herbste 1744 beteiligte sich ein kleines österreichisches Hilfskorps an dem Entsatz von Cuneo (S. 343—545).

Das erste Jahr nach der Thronbesteigung Maria Theresias ist in Italien ruhig verlaufen. Dank der Anwesenheit einer starken englischen Flotte im westlichen Mittelmeere und der Zurückhaltung Fleurys gegenüber den spanischen Forderungen konnte man in Wien die Entwickelung der Lage in Italien mit ziemlicher Ruhe entgegensehen. Um so weniger läßt sich begreifen, daß die in Oberitalien und in Toscana stehenden Regimenter (10 Infanterie, 3 Reiter und 2 Husaren) bei der höchst kritischen Lage in Deutschland bis tief in

den Herbst Gewehr bei Fuß dort stehen gelassen wurden. Erst im September 1741 erhielt der größte Teil den Befehl zum Abmarsch nach Oesterreich; ein früheres Erscheinen an der Donau hätte ohne Frage die bairisch-französische Invasion sehr bald zum Stillstande gebracht.

Maria Theresia erkannte im September 1741 sehr richtig, daß das Schwergewicht des Krieges an der Donau läge (S. 13); sie schrieb Ende November des Jahres dem Oberkommandierenden in Italien, dem besorgten Feldmarschall Traun, daß der glückliche Ausgang des dortigen Feldzuges auch die welschen Lande sichern werde. Die logische Folgerung, deswegen die Lombardei preiszugeben, wie es Friedrich der Große später in analogem Falle mit Ostpreußen und den rheinischen Besitzungen getan hat, hat sie aber nicht gezogen, eine Räumung der Lombardei ist nie in Frage gekommen. Der Abmarsch der nach der Donau bestimmten Truppen versetzte den Feldmarschall Traun in die größte Besorgnis, denn gerade in diesem Momente wurden die beiden ersten Drittel des schon im Dezember 1740 in Catalonien zusammengezogenen spanischen Korps an der Küste Toscanas gelandet. Der schwere Fehler des englischen Ministeriums, die beiden im Mittelmeere kreuzenden Flotten abzurufen, hat die Ueberfahrt der spanischen Truppen nach Italien ermöglicht (S. 14)[1]).

Gegen das im Verein mit den Neapolitanern langsam von Süden vorrückende spanische Korps unter Molenar hatte Traun 6 Infanterie-, 2 Kürassier- und 1 Husarenregiment mit der Gesamtstärke von 9528 Mann Infanterie und 2858 Reiter (Februar 1742) zu seiner Disposition, zu denen im Juni 1742 5600 Irreguläre stießen. Es waren deutsche Regimenter, sowie Kroaten und Slavonier, denen die Verteidigung der Lombardei oblag. Kaiser Karl VI. wird, meines Erachtens mit Unrecht, von Arneth getadelt, daß er die nach dem Gewinn Mailands und Neapels übernommenen resp. neuerrichteten Nationalregimenter habe eingehen lassen (II S. 147). Die 1731 geschehene Reduktion auf zwei resp. 1 Regiment Fußvolk und Reiterei erklärt sich aus der geringen Neigung der Italiener zum Soldatenstande. Den Kern des neapolitanischen Heeres bildeten Spanier und Schweizer in besonderen Regimentern. Auch die Armee Karl Emanuels war keine rein italienische, die tüchtigsten Offiziere und Soldaten stammten aus dem französischen Savoyen, und von den 40 Bataillonen setzten sich 10 aus Schweizern und 4 aus Deutschen zusammen (S. 556). Einen besonderen Abschnitt widmet Verf. der spanischen Armee, die durchaus nicht unterschätzt

1) Im Jahre 1740 konnten den 96 englischen Linienschiffen Spanien, Frankreich und Holland zusammen nicht mehr 81 gegenüber stellen (S. 34).

werden darf (S. 30). Dank den von Herrn Hauptmann Joseph Paldus in dem Archive zu Simancas gemachten Exzerpten kann Herr v. Hoen authentische Nachrichten über die Stärke der in Italien operierenden Korps geben, über die man bisher sehr mangelhaft unterrichtet war. Der Stand der hispano-neapolitanischen Armee in Oberitalien betrug danach Ende Mai 1742 52 Bataillone Infanterie mit 22456 und 27 Schwadronen mit 3002 Mann.

Gemeinsam mit Karl Emanuel, der mit 17500 Mann Infanterie und 2540 Reitern (S. 562) aus Piemont heranrückte, war Traun im stande, die Offensive im Sommer 1742 zu ergreifen, das Herzogtum Modena ohne Kampf zu besetzen und den Herzog zur Flucht zu zwingen. Die Zitadelle von Modena (29. Juni), sowie Muandola (23. Juli) wurden nach kurzer Belagerung eingenommen, fast alles angesichts der vereinigten Spanier und Neapolitaner (S. 69). Schritt für Schritt wich darauf Montemar bis nach Pesaro zurück, als zwei Ereignisse einen vollständigen Operationsstillstand auf dem östlichen Kriegsfelde bewirkten. Erstens nötigte die Nachricht von dem Einrücken eines spanischen Korps in Savoyen Karl Emanuel sich Mitte August dorthin zurückzubegeben; die Abneigung, sich an einem Zuge nach Neapel zu beteiligen, hat sicher auch mitgewirkt (S. 91). Gleichzeitig zwang das Erscheinen einer englischen Flotte vor Neapel den König Karl III. sich neutral zu erklären und seine in den Marken stehenden Truppen abzurufen. Traun war als General des 18. Jahrhunderts sehr zufrieden mit dem bisher erreichten Resultate (S. 96) und verhielt sich zum großen Unwillen seiner Monarchin bei der Schwäche seines Korps durchaus passiv; von den Sardiniern hatte er bei einer Offensive keine Hülfe zu erwarten (S. 102), er ging sogar bei dem erneuten Vorrücken der Spanier wieder über den Panaro zurück. Inzwischen gelang es Karl Emanuel, die Spanier fast ohne Gefecht zum Verlassen Savoyens zu zwingen; an eine Behauptung des Landes, das im Winter vollständig von Piemont abgeschnitten war, konnte er nicht denken; er zog sein durch die Witterung stark deprimiertes Korps wieder aus Savoyen zurück (S. 365), das nun definitiv von den Spaniern besetzt wurde.

Der neue spanische Befehlshaber in den Marken, de Gages, mußte dem Verlangen seiner Regierung nach Aufnahme der Offensive nachgeben, er verließ Anfang Februar 1742 die Winterquartiere bei Bologna und überschritt den Panaro. Schon nach einigen Tagen verlor er angesichts der von Traun schnell zusammengezogenen Oesterreicher und Sarden die Lust zu weiteren Operationen und beschloß aufs rechte Ufer zurückzukehren; die offizielle spanische Relation stellte später fälschlich den Rückzug als eine Finte dar. In diesem kriti-

schen Augenblicke sah er sich zum Kampfe genötigt. Nach den sorgfältigen Zusammenstellungen des Verf. befehligte Traun 11800 Mann, davon ein Drittel Sardinier; die Spanier zählten annähernd 15000 Mann, sie waren an Fußvolk überlegen, an Reiterei und Irregulären bedeutend schwächer. Das Treffen, nach dem Orte Campo-Santo genannt, weist eine Anzahl sehr interessanter Episoden auf.

Großes Aufsehen erregte der Sieg der spanischen Kavallerie des rechten Flügels über die an Zahl überlegene österreichisch-sardinische Reiterei (S. 147); im spanischen Zentrum gingen die im spanischen Solde stehenden Irländer unter General Macdonald, dem später sein Chef die Verdienste abstritt, mit großem Heldenmute vor, sie gewannen 5 Geschütze und brachten das erste feindliche Treffen, besonders das Regiment Hoch- und Deutschmeister, in schwere Bedrängnis, noch dazu fiel General Aspremont, Oberbefehlshaber der Sardinier, tötlich verwundet in Gefangenschaft. Wer aber der günstigen Situation sich nicht gewachsen zeigte, war de Gages; er unterließ die rechtzeitige Unterstützung seiner siegreichen Bataillone und fand auch für die Reiterei keine neue Verwendung. Traun brachte mit den sechs intakten Bataillonen des zweiten Treffens den Kampf zum Stehen und nötigte beim Scheine des Mondes die Spanier in ihre vor der Schlacht eingenommene Stellung zurückzugehen. Zu seinem großen Erstaunen fand er am Morgen das Feld vom Gegner geräumt, der in der Nacht über den Fluß zurückgegangen war. Beide Parteien schrieben sich den Sieg zu, mit größerem Rechte gilt Traun als Sieger.

Nach dieser Schlacht trat wiederum in ganz Italien eine vollständige Waffenruhe ein, die erst im Herbste 1743 in Piemont auf kurze Zeit unterbrochen wurde. Als Traun sich auch im Sommer 1743 nicht zum Zuge nach Neapel entschließen konnte, war die Geduld Maria Theresias zu Ende; am 14. Juli wurde dem Fürsten Lobkowitz das Oberkommando in Italien anvertraut, was sich bald als ein großer Fehlgriff zeigen sollte. Bei dem geringen streitbaren Stande seines Korps, das am 10. Oktober 1743 nur 9993 Mann Fußvolk und 4120 Mann Reiterei betrug (S. 185), war auch Lobkowitz an allen weittragenden Unternehmungen gehindert. Erst das Bekanntwerden des Wormser Vertrages zwischen England, Oesterreich und Sardinien belebte in Italien die Geister des Krieges. Die Entrüstung über die Handlungsweise Karl Emanuels war allgemein in Frankreich; ein französisch-spanisches Korps drang im Herbste 1743 in Piemont ein, aber nach einigen Gefechten sahen sich die Alliierten zum Rückzuge über die Alpen genötigt, der bei der späten Jahreszeit viele Menschenopfer kostete.

Mit großen Hoffnungen ist das Jahr 1744 von Maria Theresia begrüßt worden, neben der Eroberung des Elsasses und Lothringens sollte die Besitzergreifung Neapels einen Ersatz für die Sardinien überlassenen Teile des Herzogtums Mailand bilden. Zahlreiche Nachschübe an Rekruten und mehrere der deutschen Armee entnommene Regimenter Fußvolk (10 Bataillone und 2 Dragoner) brachten das Korps von Lobkowitz im März 1744 auf 11614 Mann Infanterie und 2867 Mann Reiterei, die offizielle, für England und Sardinien bestimmte Liste gibt höhere Zahlen (S. 197), die Arneth irriger Weise für richtig gehalten hat. Die Expedition gegen Neapel zeitigte nun Wirkungen, die man in Wien nicht in Rechnung gezogen hatte. Sehr verstimmt zeigte sich das englische Ministerium, das König Karl III. von Neapel zur Neutralität gezwungen hatte. Noch mehr Grund zur Verstimmung hatte Sardinien. Dieses war, wie sich bald zeigte, nicht im stande, auch nur einen Mann für die Verteidigung des eigenen Bodens zu entbehren. Es ist meines Erachtens deshalb nicht gerechtfertigt, der ablehnenden Haltung des Königs und seines Ministers einzig Sonderinteressen unterzulegen (S. 195).

Die Franzosen hatten bisher den italienischen Kriegsereignissen wenig Beachtung geschenkt; an einer Aenderung der im Jahre 1737 geschaffenen Länderverteilung, die den spanischen Bourbonen das Uebergewicht auf der Halbinsel verschaffen würde, war ihnen nichts gelegen (Arvers I, p. 59), noch dazu war Fleury gewillt, die Neutralität Toscanas in Rücksicht auf die lothringische Frage streng zu achten. Zu der Erbitterung auf Sardinien wegen des Wormser Vertrages kam nun bei Frankreich die Furcht hinzu, daß Neapel an Oesterreich verloren gehen könnte (S. 409). So wurde das französische Hilfskorps auf Kosten der Armee des Oberrheins bedeutend verstärkt und unter das Kommando des Prinzen Conti gestellt. Die vereinigte französisch-spanische Flotte verließ endlich den Hafen von Toulon; es kam beim Kap Sizie zum Kampfe mit der an Geschütz überlegenen englischen. Die Spanier wurden hart mitgenommen, sie verloren eine Fregatte, und nur der heldenmütige Beistand der anderen Schiffe sicherte den Rückzug des manövrierunfähigen Admiralschiffes. Mit großer Genugtuung erfüllte die Spanier der ehrenvolle Ausgang des Treffens, zugleich kam eine Verstimmung gegen Frankreich auf, da dessen Flotte sich am Kampfe nur wenig beteiligt hatte (S. 421). Zu Lande setzten sich die Alliierten in den Besitz von Stadt und Grafschaft Nizza. Zwar wurde der Sturm auf die befestigte Stellung der Sardinier bei Villafranca am 20. April unter sehr bedeutenden Verlusten auf beiden Seiten abgeschlagen; doch zogen es zwei Tage später die Sardinier vor, freiwillig den Platz zu räumen;

damit verlor die englische Flotte ihren einzigen Schutzhafen an der Riviera ponente (S. 441). Nach dem Verf. hat die Mißstimmung gegen Oesterreich wegen des Zuges nach Neapel Karl Emanuel bewogen, untätig dem Fall Villafrancas entgegenzusehen (S. 441); näher liegt die Vermutung, daß die Schnelligkeit der feindlichen Operationen den König am Handeln verhindert hat, denn nur drei Wochen lagen zwischen dem Ueberschreiten des Dar und der Eroberung Villafrancas. Viel langsamer ging der Vormarsch der Oesterreicher längs des adriatischen Meeres im März 1744 von statten. Lobkowitz trifft dafür die Verantwortung, daß das numerisch schwächere spanische Korps unter de Gages entweichen konnte (S. 209). König Karl von Neapel fand es nicht richtig, als erster die ihm von England aufgezwungene Neutralität zu brechen (S. 213), er ließ Lobkowitz ungehindert bis an die Albaner Berge herankommen, wo er bei Velletri im Verein mit den Spaniern die Straße nach Neapel sperrte. Die lieblichen Orte am Albaner Gebirge, die jedem Freunde der römischen Campagna ans Herz gewachsen sind, waren fünf volle Monate den Schrecken des Krieges ausgesetzt. Mit großer Spannung haben Italien und die fremden Höfe nach den Albaner Bergen gesehen; die Erwartungen wurden auf eine harte Probe gestellt, fast ein halbes Jahr, bis Ende Oktober, haben sich dort Oesterreicher und die vereinigten Neapolitaner und Spanier gegenüber gestanden, bis die Nachrichten aus Oberitalien Lobkowitz zum Abmarsch nötigten. Seine Passivität ist nach v. Hoen um so unverständlicher, als ihm die Königin weitgehende Vollmacht erteilt hatte, und er sich in den ersten Tagen des Juni einen vollen Erfolg bei einem Angriff gegen die noch wenig haltbaren Befestigungen der Gegner versprechen durfte; er hoffte durch Aufstände in den Abruzzen und in Neapel und durch das Erscheinen der englischen Flotte der Notwendigkeit einer Schlacht enthoben zu werden. Es erschienen nur einige englische Fregatten an der Küste Latiums, und die Irregulären suchten vergebens eine Insurrektion in den Abruzzen anzufachen. Bis auf 150 Kilometer vom Gros des Heeres entfernt haben die Husaren ihre Streifzüge ausgedehnt (S. 219), sie wurden dem Gegner durch Abfangen von Transporten äußerst lästig, nur ließen sich König Karl und Gages dadurch nicht zum Rückzuge bewegen; sie setzten sich vielmehr am 17. Juni durch einen kühnen Handstreich, der den Oesterreichern einige hundert Gefangene kostete, in den Besitz des Monte Artemisio (S. 250). Diese Scharte wollte Lobkowitz nicht auf sich sitzen lassen und unternahm in den Morgenstunden des 11. August 1744 einen allgemeinen Angriff. Die Oesterreicher errangen zu Anfang viel Terrain, die Irregulären drangen unter Browne in Velletri selbst ein und machten zahlreiche

Gefangene, der Artemisio blieb aber im Besitz der Gegner und Lobkowitz mußte sich auf die alten Stellungen zurückziehen. Groß war der Jubel auf Seiten der Neapolitaner, und der König kargte nicht mit Belohnungen und brachte die Opposition gegen seine Regierung endgültig zum Schweigen. Herr v. Hoen berechnet den Verlust, den der unglückliche Zug gegen Neapel den Oesterreichern gekostet hat, auf etwa 4000 Mann, von denen nur 1000 vor dem Feinde geblieben sind. Inzwischen hatte König Carl Emanuel die ganze Wucht des spanisch-französischen Angriffes erfahren, nur unterstützt seit September von einem österreichischen Hilfskorps von über 3000 Mann, das später rühmlichen Anteil an der Schlacht bei Madonna dell'Olmo nahm (S. 507 und 524). Sehr anschaulich erzählt Verf., wie die Verbündeten im Hochsommer 1744 von Barcelonette aus südlich des Monte Viso den Weg in die obere Poebene sich erzwangen. Die numerisch schwächeren Sardinier waren außer stande, die 100 Kilometer lange Gebirgskette auf die Dauer zu verteidigen; von feindlichen Umgehungskolonnen bedroht, räumten sie unter blutigen Gefechten die festesten Positionen. Auch die Geschichte dieses Feldzuges beweist nach v. Hoen, wie viel größere Chancen auf Erfolg der Angreifer im Gebirgskriege besitzt, es lassen sich eben unwirtliche Höhen wohl begehen, aber nicht auf längere Zeit besetzt halten. Den Feldzug rettete für Sardinien die mutige Verteidigung von Cuneo, das Leutrum, ein Schwede von Geburt, verteidigte. Doch wurde die Lage der Festung so prekär, daß sich König Karl Emanuel zum Angriffe auf die in fester Stellung lagernden Gegner entschloß. In der Schlacht bei Madonna dell'Olmo am 30. September 1744 wurde er unter schweren Verlusten zurückgeworfen, er hatte aber den Verteidigern von Cuneo Luft gemacht und ließ nun mit Hilfe der Gebirgsbewohner, die im ständigen, von beiden Seiten mit größter Grausamkeit geführten Kampfe mit den Alliierten waren, deren Rückzugslinie bedrohen, Ersatzmannschaften und Transporte wurden abgefangen, und am 22. Oktober traten die Verbündeten den Rückzug über die Alpen an. Ihr Gesamtverlust soll nach italienischen Quellen, für die hier im Norden Italiens Karl Emanuel die nationale Sache vertritt, mit Einschluß der Deserteure gegen 15000 Mann betragen haben (S. 533).

In der gewohnten vornehmen Weise ist auch dieser Band mit seltenen und interessanten Ansichten und Plänen ausgestattet worden; sehr erleichtern dabei die Orientierung über die Situation auf den Kriegsschauplätzen die kleinen Kartenskizzen, die für einen bestimmten Zeitpunkt die Stellungen von Feind und Freund mit Einschluß der englischen Flotte angeben.

Göttingen Ferdinand Wagner



Excerpta historica iussu Imp. Constantini Porphyrogeniti confecta ediderunt U. Ph. Boissevain, C. de Boor, Th. Büttner-Wobst. Vol. II. Excerpta de virtutibus et vitiis. Pars. I recens. et praefatus est **Theodorus Büttner-Wobst.** Berolini, apud Weidmannos 1906. XLII, 369 S. — Pars II recens. et praefatus est **Antonius Gerardus Roos.** Berolini, apud Weidmannos 1910. XVI, 416 S. 18 und 15 M.

Mit dem Erscheinen der zweiten Abteilung des zweiten Bandes ist die kritische Ausgabe der von Konstantin VII. Porphyrogennetos veranstalteten Sammlung von Auszügen aus griechischen Historikern zu glücklichem Abschluß gelangt. Der zweite Band enthält die im codex Peirescianus (Turonensis C 980) überlieferten Exzerpte περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας (*de virtutibus et vitiis*), die in unvollständiger Gestalt von Henri Valois im Jahre 1634 zuerst herausgegeben wurden und unter dem Namen *Excerpta Valesiana* bekannt sind. Die Herausgabe dieses Titels der Konstantinschen Exzerpte war Th. Büttner-Wobst übertragen worden; aber nur den ersten Teil, über den kurz schon früher berichtet ist (GGA. 1909 S. 674), konnte dieser selbst noch vor seinem Tode für den Druck fertigstellen, die Drucklegung wurde von A. G. Roos besorgt, der dann auch die Herausgabe des zweiten Teils mit Hilfe der Büttner-Wobstschen Kollation des Peirescianus übernommen und damit das ganze Unternehmen zu einem glücklichen Ende geführt hat.

Nach dem Prooemium waren in dem Titel περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας, der den 50. Abschnitt des Konstantinschen Sammelwerkes bildete, folgende Schriftsteller ausgezogen: Iosephus, Georgios Monachos, Ioannes Malalas, Ioannes Antiochenus, Diodor, Nikolaos von Damaskos, Herodot, Thukydides, Xenophon, Arrian, Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian, Cassius Dio. Die Exzerpte sind nicht vollständig erhalten, denn die Handschrift ist an mehreren Stellen lückenhaft: es fehlen am Anfang zwei Blätter, die zur Zeit des ersten Herausgebers noch vorhanden waren, und an verschiedenen Stellen mehrere Blätter oder ganze Quaternionen. Eine größere Lücke in den Auszügen aus Georgios Monachos (S. 124, 30) läßt sich nach einer Vermutung de Boors (Hermes 21 [1886], 3 ff.) durch Artikel des Suidas ausfüllen; denn Suidas, der sehr oft mit den Exzerpten des Titels *de virtutibus* übereinstimmt, hat auch eine Reihe von Artikeln mit Stücken aus Georgios Monachos, die im Peirescianus jetzt fehlen und aller Wahrscheinlichkeit nach in dieser Lücke gestanden haben. Gegen den Schluß der Auszüge aus Diodor ist ein Quaternio ausgefallen, wodurch auch die ersten Stücke aus Nikolaos von Damaskos verloren gegangen sind: auch hier wird der Ausfall durch zwei Artikel des Suidas (s. v. Ἀντίπατρος[3] und Νικόλαος) teilweise gedeckt. Die Auszüge aus

Arrian, die nach dem Prooemium an 10. Stelle gestanden haben, sind durch den Ausfall von einem oder mehreren Quaternionen ganz verloren gegangen, durch denselben auch Stücke aus Xenophon und Dionys von Halikarnass. Endlich ist in den Auszügen aus Cassius Dio ein Quaternio ausgefallen. Die Reihenfolge der ausgezogenen Schriftsteller weicht von der in den anderen Titeln überlieferten erheblich ab. Vielleicht war, wie de Boor vermutet (vol. III p. XVI ss.), in dem Titel *de insidiis* ursprünglich dieselbe oder eine ähnliche Reihenfolge beobachtet. Das Prinzip der Anordnung scheint in dem Titel *de virtutibus* das gewesen zu sein, daß zuerst solche Schriftsteller ausgezogen wurden, die allgemeine Weltgeschichte geschrieben oder ihre Darstellung mit der Weltschöpfung begonnen haben (Iosephus, Georgios Monachos, Ioannes Malalas, Ioannes Antiochenus, Diodor, Nikolaos von Damaskos), dann Werke über griechische Geschichte (Herodot, Thukydides, Xenophon, Arrian) und zuletzt Werke über römische Geschichte (Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian, Cassius Dio).

Büttner-Wobst, der Bearbeiter des ersten Teils, hat sich bei der Gestaltung des Textes wie in allen Aeußerlichkeiten ganz an de Boor angeschlossen. Eine kleine Abweichung von den beiden Bänden, die de Boor herausgegeben hat, besteht nur darin, daß am Rande die Paragraphen bezw. Seitenzahlen der neuesten kritischen Ausgabe des betreffenden Autors angegeben sind, so daß man jede Stelle rasch finden kann. Im übrigen aber herrscht vollständige Uebereinstimmung. Der kritische Apparat enthält wie bei de Boor fast nur die Varianten der Handschrift und die des Suidas, wo dieser aus unserem Titel geschöpft hat; Konjekturen und sonstige Bemerkungen finden sich selten. Den Text der Auszüge hat auch B.-W. sich bemüht so herzustellen, wie er den Exzerptoren vorgelegen haben mag. In den Stücken, die aus erhaltenen Werken stammen, ist also der Text des Peirescianus getreu wiedergegeben und nur da verbessert, wo ganz offenkundige orthographische und sonstige Schreibfehler des Schreibers vorliegen. Die zahllosen Korruptelen und Verstümmelungen, die auch diese Auszüge aufweisen, sind also unverändert gelassen, nur hier und da deutet ein * oder ein † im Text auf eine Verderbnis hin. In solchen Fällen wäre zur Bequemlichkeit der Benutzer eine kurze Bemerkung im Apparat gewiß am Platze gewesen. Bei den Auszügen aus verlorenen Werken kann man oft zweifelhaft sein, ob ein Textfehler dem Schreiber der Handschrift zur Last fällt und daher korrigiert werden kann oder bereits in der Vorlage vorhanden gewesen ist. Hier hat bereits der erste Herausgeber der Exzerpte sehr viel gebessert, und B.-W. hat mit Recht diese und andere Emendationen in den Text aufgenommen. Im allgemeinen aber ist er an solchen Stellen, wo eine

ganz sichere Emendation bis jezt nicht gefunden ist, in der Aufnahme von Konjekturen sehr zurückhaltend gewesen, in manchen Fällen m. E. mit Unrecht.

Von Iosephus sind in dem Titel *de virtutibus* nicht nur, wie im Prooemium angegeben ist, die Altertümer, sondern auch die andern Schriften exzerpiert. Von der Archäologie sind am meisten die beiden ersten Bücher benutzt, fast die ganze Geschichte Abrahams und die ganze Geschichte Josephs sind aufgenommen. Sonderbar lautet der Titel, unter dem die Schrift gegen Apion zitiert wird (S. 112): ἐκ τοῦ λόγου τοῦ ἐπιγραφομένου περὶ παντὸς ἢ κατὰ Ἑλλήνων. Der Titel περὶ παντός findet sich sonst nirgends und scheint verderbt zu sein, der andere κατὰ Ἑλλήνων entspricht dem von Porphyrios de abstin. 4, 11 angegebenen πρὸς τοὺς Ἕλληνας. Die Exzerpte aus Iosephus hat vor B.-W. bereits J. Wollenberg im Peirescianus verglichen und die Abweichungen von der Bekkerschen Ausgabe veröffentlicht (Progr. des Französ. Gymn. in Berlin 1871). Niese, der Wollenbergs Kollation für seine Ausgabe des Iosephus benutzt hat, bemerkt zu den Büchern I—X der Archäologie (Ioseph. I p. LXI), daß die Vorlage der *Excerpta de virtutibus* zu der schlechteren Hss.-Klasse gehörte. Dieses Urteil hängt mit Nieses Anschauung von dem Werte der Iosephus-Hss. zusammen, wonach nur RO die echte Ueberlieferung erhalten haben sollen. In Wirklichkeit bieten die Hss. MSPL, mit denen unsere Exzerpte meistens übereinstimmen, sehr oft die richtige Lesart: z. B. Antiqu. I 61 τὸ μεγαλόψυχον. I 66 ὅλως δ' εἴ τις ὀκνηρὸς ἦν πρὸς τὸ φονεύειν, ἀλλ' οὖν ἀπονοίᾳ ἦν θρασύς. I 68 ἀρετὴν ἐπετήδευσε (om. RO). I 161 Χαναναίαν. I 164 καὶ πυθομένῳ. I 183 ἐξ ἐκείνου. I 195 τήν τε πόλιν αὐτῶν. I 200 εὐπρεπείᾳ τῆς ὄψεως. Selten ergibt sich aus B.-W.s Kollation, daß Wollenbergs (und Nieses) Angaben zu berichtigen sind: II 30 bietet der Peirescianus ἀμυνομένοις wie MSPL, nicht ἄμεινον μὲν ἂν οἷς. — I 58 schreibt B.-W. καὶ τῆς ἐκείνης αὐτὸν ἐκβάλλει, ohne im Apparat etwas zu bemerken: fehlt γῆς nach τῆς im Peiresc. wirklich oder ist es nur durch einen Druckfehler ausgefallen? Fehler wie νεώτατος für νεώτερος I 53 und στρατείας für στρατιᾶς I 172 durften ohne weiteres im Text verbessert werden. Ἑβραῖον für Ἑβραῖοι I 204 (S. 11, 30) und die Auslassung von δέ nach ὁ I 227 (S. 12, 26) sind wohl nur Druckfehler. — Für die Schrift gegen Apion, aus der das Stück II 156—173 exzerpiert ist, hat Niese Wollenbergs Kollation der *Excerpta de virtutibus* nicht benutzt. Sie ergeben aber mancherlei Neues für die Ueberlieferung dieser Schrift. Z. B. II 156 εἰς ἀεί, wie Bekker verbessert hatte (ἴσασι der Laur.). 157 πρῶτόν τὸ μεγαλεῖον (besser als τὸ πρῶτον μεγαλεῖον des Laur.). ibid. καὶ πολύψαμμον wohl richtig (für πολλὴν ψάμμον). 158 καὶ περὶ παντὸς ἔχων πεισθέντας αὐτοὺς τοῦ κελευσθέντος (ἀντὶ τοῦ κελευσθέντος Laur.).

159 ἄλλοις wie Lat. *aliis* (τοῖς λαοῖς Laur.). 160 ἐνόμιζεν wie Lat. *iudicabat* (ἐνομίζομεν Laur.). 161 ἅπερ λέγουσιν οἱ λοιδοροῦντες ἀδίκως, ἀλλ' οἷον. 165 ἀπέδειξε wie Euseb. (ἀπεῖπεν Laur.). Ebenso 166 ὑπάρχει-δεηθέντες und im folgenden. 169 ταῖς εἰς πλῆθος δόξαις. 171 ἔχουσι τὴν ἀναφοράν wie Laur. und Euseb. cod. I. — In dem Exzerpt aus dem unter Iosephus' Namen vielfach überlieferten vierten Makkabäerbuch finden sich manche Auslassungen, Umstellungen und sonstige Abweichungen vom Vulgattext. § 15 μεταχέων für μετοχετεύων. 16 ἐπιθεώρει γε τοι (wie B.-W. wohl richtig επιθεορει δέτοι des Peiresc. verbessert hat) für ἐπιθεωρεῖτε. 23 ἡμερῶν für ἑβδομάδων. 30 καὶ τηνικάδε ἐπὶ πάντων τὸν ἱερὸν ἡγεμόνα νοῦν (τηνικάδε ἐπὶ πάντων und ἱερόν fehlen im Vulgattext). 34 προσβαλὼν ἀλλοφύλοις für πολεμῶν τοὺς ἀλλοφύλους. 36 ἐκόμισαν τῷ βασιλεῖ ποτόν (ποτόν om. vulg.). 38 ἁπάσας für οὔσας. 41 τὸν Συρίας ἐπίτροπον (ἐπίτροπον om. vulg.).

Die Exzerpte aus Georgios Monachos sind vielfach durch Auslassung ganzer Sätze und Satzteile verstümmelt und verändert. Wie der Exzerptor verfuhr, kann man beispielsweise gleich aus dem ersten Exzerpt (= Georg. Mon. p. 6, 10 ff. ed. de Boor) ersehen:

Georg. Mon.	Exc.
καὶ ὁ μὲν Ἄβελ παρθένος τε καὶ δίκαιος ὑπῆρχε καὶ ποιμὴν προβάτων, ἐξ ὧν καὶ θυσίαν τῷ θεῷ προσαγαγὼν καὶ δεχθεὶς ἀναιρεῖται, φθονηθεὶς ὑπὸ τοῦ ἀδελφοῦ αὐτοῦ Κάϊν. ὁ δὲ Κάϊν γεωργὸς τυγχάνων καὶ μετὰ τὴν καταδίκην χειρόνως βιώσας πρῶτος μέτρα καὶ στάθμια καὶ γῆς ὅρους ἐπενόησεν. εἶτα κτίσας ἐν τῇ Ναῒν πόλιν κατέναντι Ἐδὲμ ἐπωνόμασεν αὐτὴν Ἐνὼχ εἰς ὄνομα τοῦ υἱοῦ αὐτοῦ Ἐνώχ, καὶ εἰς ἓν συνελθεῖν τοὺς οἰκείους ἀναγκάσας εἰς πολέμους ἑαυτὸν ἀπησχόλει. μετὰ δὲ ταῦτα τῆς οἰκίας ἐπ' αὐτὸν πεσούσης ἀπέθανεν. ὁ μὲν οὖν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα θεῷ καθιερῶν φιλόθεον μᾶλλον ἢ φίλαυτον ἑαυτὸν συνίστη. ὅθεν καὶ διὰ τῆς ἀγαθῆς αὐτοῦ προαιρέσεως προσεδέχθη. ὁ δὲ Κάϊν κτλ.	Ὅτι ὁ Ἄβελ παρθένος καὶ δίκαιος ὑπῆρχεν καὶ ποιμὴν προβάτων, ἐξ ὧν καὶ θυσίαν τῷ θεῷ προσαγαγὼν καὶ δεχθεὶς ἀναιρεῖται, φθονηθεὶς ὑπὸ τοῦ ἀδελφοῦ αὐτοῦ Κάϊν. ὁ δὲ Κάϊν γεωργὸς τυγχάνων καὶ μετὰ τὴν δίκην χειρόνως βιώσας στένων καὶ τρέμων ἦν, ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα θεῷ καθιερῶν φιλόθεον μᾶλλον ἢ φίλαυτον ἑαυτὸν συνίστη· ὅθεν καὶ διὰ τῆς ἀγαθῆς αὐτοῦ προαιρέσεως προσεδέχθη. ὁ δὲ Κάϊν κτλ.

Der Exzerptor hat also mehreres ausgelassen und dafür στένων καὶ τρέμων ἦν (wohl aus Georg. Mon. p. 8, 20. 21) hinzugefügt, das folgende aber mit ὅτι angeknüpft. Man könnte geneigt sein, anzu-

nehmen, daß mit ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα ein neues Exzerpt beginnt; aber auch Suidas (s. v. Ἄβελ) las beide Stücke als eins und er weicht vom Peiresc. nur darin ab, daß er ὁ γὰρ Ἄβελ für ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ schreibt. Das dritte Exzerpt beginnt folgendermaßen: Ὅτι Ἀλέξανδρος ὁ Μακεδὼν ἐπῄει τὴν Ἰουδαίαν πορθῶν· ὁ δὲ ἀρχιερεὺς τὴν ἱερατικὴν στολήν, περὶ ἧς ἐν τῷ περὶ ἐκφράσεως τέθειται, περιβαλλόμενος καὶ ποιησάμενος τὴν ἀπάντησιν εἰς τόπον ἐπίσημον <ἔστη>, ἔνθα μάλιστα ἡ περικαλλὴς τοῦ ναοῦ πρόσοψις ἐξεφαίνετο. Die Worte Ὅτι-στολὴν περιβαλλόμενος stammen aus Georg. Mon. p. 26,8 ... θυμωθεὶς Ἀλέξανδρος ἐπῄει τῇ Ἰουδαίᾳ. ὁ δὲ ἀρχιερεὺς Ἰαδδοὺς τὴν ἱερατικὴν ἐσθῆτα περιθέμενος ... ἐξῆλθεν εἰς ἀπάντησιν αὐτοῦ, bei Georg. Mon. (p. 26,12 bis 30,23) folgt dann eine längere Beschreibung der hohenpriesterlichen Kleidung, die nach dem Zitat vermutlich in dem (verlorenen) Titel περὶ ἐκφράσεως aufgenommen war. Die Worte καὶ ποιησάμενος τὴν ἀπάντησιν κτλ. stehen bei Georg. Mon. p. 31,4 ff. οὕτω τοίνυν ... ποιησάμενος ὁ ἀρχιερεὺς τὴν ὑπάντησιν εἰς τόπον ἐπίσημον ἔστη, ἔνθα μάλιστα κτλ.

In den Exzerpten aus Ioannes Antiochenus geht die Scheu des Herausgebers vor der Aufnahme von Verbesserungen in den Text häufig zu weit. S. 170,4 Ἐκανῶν im Text, Αἰκανῶν nur im Apparat erwähnt, während 183,2 für δειλαια richtig Αἰλία in den Text gesetzt ist. 176,14 konnte unbedenklich mit Müller προετίθετο für προσετίθετο*, 176,19 mit Valesius βουληθέντος für βουληθέντα* geschrieben werden, ebenso 183,13 ἔχοντες für ἔχοντας mit Boissevain. Suidas hat eine große Reihe dieser Exzerpte in sein Lexikon aufgenommen; mit Unrecht sind aber manche Artikel des Suidas früher auf Ioannes Antiochenus zurückgeführt worden, die in Wirklichkeit den Exzerpten aus Georgios Monachos zugewiesen werden müssen: vgl. B.-W.s Bemerkungen zu S. 178,4.6. 187,8; einige, die sich inhaltlich mit unseren Exzerpten berühren, aber nicht wörtlich übereinstimmen, scheint Suidas anderen Titeln des Konstantinschen Sammelwerkes entnommen zu haben: vgl. B.-W. zu S. 129,21. 178,3. 179,15. 181,14. 184,27. 203,3. 204,20.

Auch in den Exzerpten aus Diodor gibt B.-W. einen genauen Abdruck des Peiresc. mit allen Fehlern; Verbesserungen von Valesius und anderen sind selten in den Text aufgenommen, bisweilen nicht einmal im Apparat erwähnt: z. B. S. 213,17 μεθών*, wofür Vogel nach dem Vorschlage von Krebs ἀγελῶν schreibt. 216,1 fügt Suidas (s. v. Συβαρίτης, nicht Συβαριτικαῖς, wie B.-W. angibt) λέγεται nach ἀναχθῆναι hinzu. 219,4 durfte B.-W. seine Konjektur σπανιώτατα für σπανιώτατον ἂν ruhig in den Text setzen. 221,15 war für ἐπανελθεῖν mit Valesius ἐπανῆλθεν zu schreiben. 226,17 bemerkt B.-W. zu παρεκάλεσεν* *desideratur verbum interficiendi*, und Vogel schreibt παρε-

κέντησαν nach Diog. La. IX 26 (ἀπεκεντήθη); ich möchte eher glauben, daß παρεκάλεσαν αὐτόν richtig und danach etwas ausgefallen ist.

Von den Auszügen aus Nikolaos von Damaskos sind besonders wertvoll die Stücke aus dem Βίος Καίσαρος, in denen die Jugendgeschichte Octavians erzählt wird; die Fortsetzung ist in dem Titel *de insidiis* überliefert. Von der καθολικὴ ἱστορία hatte der Exzerptor, wie aus der Schlußbemerkung (S. 353, 10) ersichtlich ist, nur die ersten sieben Bücher, die übrigen waren damals bereits verloren. S. 326, 14 ist in den Worten ἧκοντα δὲ τὸν Νικόλαον δεόμενοι παρασχεῖν αὐτοῖς Ἡρώδην βοηθὸν καὶ προστάτην wohl ein verbum finitum nach Νικόλαον ausgefallen (etwa προσεῖπον); B.-W.s Erklärung und Uebersetzung *ut Nicolaus, qui advenerat, orabant [?] Herodem sibi conciliaret* ist sehr gekünstelt. 330, 20 ist εἴ-ἄγοι notwendig, vgl. 332, 19 u. ö. 330, 24 ὡς δὴ τὰ θηρία σοβήσειν εἰς τὰ πεδία übersetzt B.-W: *ita ut feras territas in campos pulsuri essent*; ὡς kann aber hier nur finale Bedeutung haben, es ist also ὡς-σοβήσων (Coraes) oder noch besser ὡς-σοβήσειε zu korrigieren: vgl. 331, 8 ὡς μεθυσθείη, und 9 ὡς ἀπίοι. 333, 9 läßt B.-W. εἰ μὴ παραδῷ Νάναρον unverändert, während Dindorf παραδοίη schrieb; es ist vielmehr die hellenistische Form des Optativs παραδῴη herzustellen. 343, 13 war ohne weiteres συνῆν für συνών zu korrigieren, ebenso 348, 6 ἐξημμένῃ für ἐξημμένην. Die beiden letzten Exzerpte aus der καθολικὴ ἱστορία des Nikolaos (30 und 31) stimmen wörtlich mit Dionys von Halikarnass (1, 82, 3 ff. 2, 32, 1 ff.) überein. B.-W. stimmt der von Valerius und anderen geteilten Meinung zu, daß die Stücke wirklich aus Nikolaos stammen, daß dieser also wörtlich aus Dionys von Halikarnass abgeschrieben habe. Ein solches Verfahren einem Zeitgenossen gegenüber erscheint denn doch sehr unwahrscheinlich; es ist daher wohl mit Coraes und anderen anzunehmen, daß durch irgend ein Versehen bei der Zusammenstellung des Sammelwerks diese beiden Exzerpte aus Dionys von Halikarnass unter die des Nikolaos von Damaskos geraten sind; vgl. J. Asbach, Rh. M. 37 (1882) S. 296. Die Ausführungen B.-W.s, Byz. Zeitschr. XV (1906), 101 ff. haben mich nicht überzeugt.

Der Herausgeber des zweiten Teils, A. G. Roos in Groningen, konnte auch für diesen Büttner-Wobsts Kollation des Peirescianus benutzen. Nur war für einen großen Teil der Exzerpte aus Cassius Dio, wie wir aus der Vorrede erfahren, das Kollationsexemplar nicht mehr auffindbar. Roos hat daher diese Stücke von neuem selbst verglichen und außerdem die Handschrift an den Stellen eingesehen, wo Angaben von Büttner-Wobst von denen anderer, die vor ihm den Peirescianus benutzt hatten, differierten. Mit derselben Sorgfalt wie B.-W. hat Roos im kritischen Apparat auch überall das Lexikon des Suidas be-

rücksichtigt, wo dieser aus unserem Exzerptentitel geschöpft hat. Denn es kann keinem Zweifel unterliegen, daß Suidas zahlreiche Stücke des Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian und Cassius Dio ebenso wie solche der im ersten Teil abgedruckten Autoren aus den *Excerpta de virtutibus* entlehnt hat. Nichts sicheres wußte man bisher darüber, ob er diese auch für Zitate aus Herodot, Thukydides und Xenophon benutzt hat. Roos erörtert diese Frage eingehend und kommt zu dem Resultat, daß von den Herodotstellen sechs sicher aus dem Titel *de virtutibus* entnommen sind, eine nicht daher stammt und vier zweifelhaft bleiben, von den Thukydidesstellen keine in Betracht kommt und von Xenophon nur je eine Stelle der Anabasis und der Cyropädie aus unserem Exzerptentitel übernommen ist.

In der Gestaltung des Textes befolgt auch Roos dieselben Grundsätze wie die anderen Herausgeber der *Excerpta*. In der Einrichtung des Apparats schließt er sich aber nicht an de Boor und Büttner-Wobst, sondern an seinen Landsmann Boissevain an. Wie bei Boissevain in den *Excerpta de sententiis*, zerfällt bei ihm der Apparat in Stücken aus erhaltenen Werken in vier Rubriken: die erste gibt die Varianten des Peiresc. bezw. des Suidas an, die zweite die Abweichungen der direkten Ueberlieferung des betreffenden Autors, in der dritten werden Konjekturen angeführt, in der vierten wird kurz angegeben, welche Aenderungen der Eclogarius an dem Text vorgenommen hat; in den Exzerpten aus verlorenen Werken fällt die zweite Rubrik (und häufig auch die vierte) fort. So ersieht man aus dem kritischen Apparat auch ohne weiteres, wo im Text eine Korruptel vorliegt, und es bedarf zu deren Kennzeichnung nicht der Sternchen und Kreuze.

Die Exzerpte aus Herodot, Thukydides und Xenophon sind hier zum ersten Male vollständig herausgegeben. Vor Büttner-Wobst hatte sie J. Wollenberg verglichen, veröffentlicht hat er aber nur seine Kollation der Auszüge aus Herodot (im Programm des Französ. Gymnasiums zu Berlin 1862). Die Differenzen zwischen den Angaben von Wollenberg und Roos, dem Wollenbergs Programm nicht zur Verfügung stand, sind sehr geringfügig, und Büttner-Wobst scheint fast durchweg richtig gelesen zu haben. So gibt S. 5, 26 (Herod. I 120) für ἀνελόντι Wollenberg als Lesart des Peiresc. ἀνσχόντι an: offenbar hat er die sehr verwandten Ligaturen für ελ und σχ miteinander verwechselt. Nur an einer Stelle scheint mir Wollenbergs Lesung den Vorzug zu verdienen: S. 8, 9 (Herod. II 124) bietet nach Roos bezw. B.-W. der Peirescianus ἐκδεήσεσθαι für ἐκδέκεσθαι, nach Wollenberg ἐκδέκσεσθαι, eine erklärliche Verwechslung, denn η und κ sehen sich bekanntlich in der älteren Minuskel sehr ähnlich; derselbe Schreibfehler des Peiresc. (κσ für κ) findet sich übrigens S. 50, 11 (Xen. Cyrop. III 3, 3) ἐκσέ-

πεμψε für ἔκπεμψε (ἔκπεμψαι). Die neueren Herausgeber des Herodot (Stein, Holder, Hude) haben Wollenbergs Publikation keine Beachtung geschenkt. Stein begründet diese Nichtachtung damit (Herod. Praef. p. XVIII), daß die Exzerpte nichts besonderes für den Text bieten, und daß der Peiresc. dieselbe Ueberlieferung zeige wie die Handschriftenklasse ABC. Der Wert dieser Auszüge ist in der Tat nicht hoch anzuschlagen: abgesehen davon, daß der Exzerptor durch Aenderungen, Auslassungen und Zusätze den Text vielfach verschlechtert hat, finden sich darin Schreibfehler und Verderbnisse in Menge; richtig ist auch, daß der Peiresc. gewöhnlich mit der Handschriftenklasse ABC (α bei Holder) übereinstimmt. Nichtsdestoweniger sind die Auszüge mit Unrecht bisher unberücksichtigt geblieben, da der Peiresc. ebenso alt ist wie die ältesten Herodothss. und seine Vorlage vermutlich noch älter als diese war. Einige Lesarten des Peiresc. scheinen jedenfalls beachtenswert zu sein. So S. 2, 7 (Herod. I 9) ἐκδύουσα: codd. ἐκδύνουσα. 2, 14 (Herod. I 10) τὰ ἱμάτια: codd. τὰ εἵματα, ebenso S. 16, 24 (Herod. V 92 η), wo auch die Hss. ABC ἱματίων, die anderen εἱμάτων haben. 2, 21 (Herod. I 30) καὶ ἀγαθοί: codd. κἀγαθοί. 3, 15 (Herod. I 31) στᾶσα δὲ ἀντίον: δὲ om. codd. 6, 4 (Herod. I 157) ἐντολὰς ἐκτελέειν: codd. ἐντ. ἐπιτελέειν. 8, 12 (Herod. II 124) κατὰ τὴν: codd. κατ' ἤν. 9, 16 (Herod. III 35) ὁμοίως wie CP: die anderen Hss. (und die Ausgaben) ὁμοίους. 10, 8 (Herod. III 48) hat Roos aus dem ἄγοιαν des Peiresc. die richtige Lesart ἄγοιεν erschlossen: codd. ἄγοιντο oder ἀγοίατο. 12, 19 (Herod. III 132) χρῆμα: codd. πρῆγμα. 14, 7 (Herod. IV 154) ὅτι ἦν τις τῆς Κρήτης πόλις Ὀαξός: codd. ἔστι τῆς Κρήτης Ὀαξὸς πόλις mit Auslassung von τις, das Krüger für τῆς einsetzen wollte.

Von geringer Bedeutung sind die wenigen Auszüge aus Thukydides und Xenophon. Die Thukydidesstellen sind durch viele Auslassungen stark zusammengezogen, die Lesarten stimmen am meisten mit den Thukydideshss. CG. Die Vorlage enthielt auch Scholien, von denen einige mit der Ueberschrift σχόλιον übernommen und an den Rand geschrieben sind; bisweilen hat der Schreiber Worte aus einem Scholion versehentlich in den Text genommen, einmal sogar ein ganzes Scholion (Exc. 11b). In den Auszügen aus Xenophons Anabasis finden sich einige beachtenswerte Lesarten: z. B. S. 62, 21 (Anab. I 9, 4) καὶ ἀκούουσι, ὅτου ἕνεκα: codd. om. ὅτου ἕνεκα. 63, 15 (Anab. I 9, 7) καὶ εἴ τῳ ὑπόσχοιτο, τὸ μηδὲν ψεύδεσθαι: codd. καὶ εἴ τῳ ὑπόσχοιτό τι, μηδὲν ψεύδεσθαι. 66, 12 (Anab. I 9, 29) αὐτοὺς ἀγάμενοι, wie L. Dindorf vermutete: codd. ὑπ' αὐτοῦ ἀγαπώμενοι. 67, 2 (Anab. II 6, 2) διδάξας: codd. πείσας.

Von den Exzerpten aus Dionys von Halikarnass ist in Folge der großen Lücke im Peiresc. ein großer Teil verloren gegangen; er-

halten sind nur ein am Anfang verstümmeltes Exzerpt aus dem achten Buch der Archäologie und einige Auszüge aus den Büchern 14—20. A. Kießling hatte von J. Wollenberg die irrtümliche Mitteilung erhalten, daß Exzerpte aus Dionys jetzt im Peiresc. überhaupt fehlen, was L. Mendelssohn im Rhein. Mus. 38 (1883), 126 ff. berichtigte; vgl. auch C. Jacoby in Dionys. Halic. Antiqu. vol. IV Praef. p. X. An der Hand des Peiresc. berichtigt Roos auch Fehler der Ausgaben in der Reihenfolge der Bruchstücke, die durch Angelo Mai verursacht wurden, dem Kießling und Jacoby mit Unrecht gefolgt sind: die Bruchstücke B. XVII und XVIII, c. IV und V gehören vor B. XVI, c. IV. V, und mitten in ein Exzerpt des Peiresc. aus dem XX. Buch (c. IX. X und XII) hat Mai ohne Grund ein Bruchstück aus dem Ambrosianus (c. XI) hineingeschoben. Der Text ist im Peiresc. teilweise stark verderbt. Daß z. B. S. 76, 21 in den Worten ἠξίουν οὐδὲ διαλέκτου χάριν eine Korruptel steckt oder eine Aenderung des Exzerptors vorliegt, zeigt schon der Hiatus βαρβάρου ἠξίουν. Eine bessere und vollständigere Handschrift hatte Suidas, von dem mehrere Artikel zum Vergleich herangezogen werden können; da er aber sehr viel geändert und stark gekürzt hat, trägt er zur Verbesserung nicht viel bei.

Von Polybios sind im Peiresc. Auszüge fast aus allen Büchern erhalten, insgesamt 124. Die von Valesius nicht aufgenommenen Exzerpte aus den Büchern I—V (Exc. 1—18) sind vor Büttner-Wobst von J. Wollenberg verglichen worden, dessen Kollation F. Hultsch für seine Polybiosausgabe benutzen konnte. Was die Exzerpte aus den verlorenen Büchern betrifft, so sind nicht nur die Bruchstücke wertvoll, für die der Peiresc. die einzige Quelle bildet, sondern auch solche, die zugleich anderweitig überliefert sind; so zeigt der Exzerptenkodex Urbinas 102 (F) häufig eine viel schlechtere Ueberlieferung als die *excerpta de virtutibus*. Neben den Peiresc. treten auch hier wieder zahlreiche Artikel des Suidas, aber verhältnismäßig selten läßt sich aus ihm eine bessere Lesart gewinnen, wie z. B. S. 103, 21 (Polyb. VII 8, 1) τὴν τῶν Συρακουσίων βασιλείαν καὶ τὴν τῶν συμμάχων ἀρχήν, wo offenbar im Peiresc. einige Worte ausgelassen sind, oder S. 123, 25 (Polyb. X 22, 10) κακοζηλίαν für κακοζηλωσίαν. Einige kleine Stücke aus den Exzerpten dieses Titels kehren in dem Titel *de sententiis* wieder; wo abweichende Lesarten vorkommen, beruhen sie vermutlich auf Schreibfehlern. So findet sich in den Exzerpten *de sententiis* S. 140, 10 τιμωρίαις, während unser Titel S. 123, 9 (Polyb. X 22, 5) im Peiresc. und bei Suid. s. v. Φιλοποίμην richtig χορηγίας bietet, wodurch Spengels Konjektur εὐπορίας entbehrlich wird. S. 125, 7 (Polyb. XI 7, 3) hat der Peiresc. mit τῆς πάσης ἀλογιστίας wohl das Richtige gegenüber der Lesart des Titels *de sententiis* S. 142, 2 πάσης ἀλογίας. In der Aufnahme von Konjek-

turen macht sich hier vielfach Inkonsequenz des Herausgebers bemerkbar: auf der einen Seite sind viele Verbesserungen, namentlich von Valesius, in den Text gesetzt, andere dagegen nur im Apparat erwähnt, wie beispielsweise S. 132, 10 Καρχηδονίοις (für -οος), 134, 22 ὁπότ' ἀναβοήσειεν (für ὁπόταν βοήσειεν).

Von Appian sind nicht nur Stücke aus der Βασιλική, wie im Peiresc. am Anfang und am Ende vermerkt ist, sondern auch aus anderen Büchern aufgenommen, aber im ganzen viel weniger als aus anderen Historikern. Nach Valesius, bei dem die aus erhaltenen Büchern exzerpierten Stücke (16—31) fehlen, hat bereits L. Mendelssohn diese Exzerpte im Peiresc. neu verglichen (vgl. Rh. Mus. XXXVIII [1883], 127) und für seine Ausgabe des Appian benutzt. Nur an ganz wenigen Stellen ergibt sich aus dem Peiresc. etwas für die Verbesserung des Textes.

Am wertvollsten sind die *Excerpta de virtutibus* für Cassius Dio, aus dem nicht weniger als 415 Stellen entnommen sind und ursprünglich noch mehr vorhanden waren, da ein ganzer Quaternio in diesem Teil des Peiresc. verloren gegangen ist. Die Exzerpte sind nach Valesius von den Herausgebern des Dio E. Gros und Boissevain (sowie von de Boor für Melber) verglichen und benutzt worden, so daß Roos bei der Kollation der Stücke, die sich in Büttner-Wobsts Nachlaß nicht vorfanden, nur eine kleine Nachlese zu halten hatte. Da außer den Lesarten des Peiresc. (und des Suid.) alle Verbesserungsvorschläge zum Dio-Text unter Benutzung der Boissevainschen Ausgabe angeführt werden und über die Aenderungen des Eclogarius das Nötige überall bemerkt ist, wird man in dieser neuen und vollständigen Ausgabe der Exzerpte kaum etwas vermissen. Mitten unter den Dio-Exzerpten finden sich, ebenso wie in den *Excerpta de legationibus gentium* (vgl. GGA. 1904 S. 399), einige kleine Stücke aus Plutarchs Leben des Sulla (Exc. 106—111, S. 276, 9—278, 20). Büttner-Wobst, Byz. Zeitschr. XV (1906), 99 nimmt mit Boissevain an, daß der Exzerptor in seiner Dio-Handschrift an der betreffenden Stelle eine ausdrücklich bezeichnete Lücke vorfand und diese aus Plutarch ergänzte.

Am Schlusse beider Teile steht, wie in dem von Boissevain herausgegebenen vierten Bande, ein Conspectus der Exzerpte. In sehr dankenswerter Weise hat jetzt auch de Boor für die von ihm bearbeiteten Bände einen solchen Conspectus nachgeliefert.

Breslau — Leopold Cohn

Monumenta Vaticana historiam episcopatus Constantiensis in Germania illustrantia. Römische Quellen zur Konstanzer Bistumsgeschichte zur Zeit der Päpste in Avignon 1305—1378. Herausgegeben von der Badischen Historischen Kommission. Bearbeitet von **K. Rieder.** Innsbruck, Wagner 1908. XC, 738 S. gr. 8°. 30 M.

Die Anzeige des vorliegenden Werkes hat sich aus persönlichen Gründen des Berichterstatters über Gebühr verzögert: sie länger hinauszuschieben ist unzulässig, zumal der Inhalt des Buches auffordert, sich mit ihm auseinanderzusetzen.

K. Rieders Ziel ist die Ausbreitung des im vatikanischen Archiv aufbewahrten archivalischen Materials, das über die Beziehungen der in Avignon residierenden Kurie zum Bistum Konstanz Aufschluß gewährt. Damit ist angedeutet einmal der zeitliche Umfang der Publikation — er erstreckt sich über die Jahre 1305 bis 1378 — und sodann der räumliche, die Diözese Konstanz, wie man weiß, die größte auf deutschem Boden. Ihre Quellen sind die Supplikenbände, die Bullen- und Kammerregister mit ihren zahlreichen, zum Teil einander parallelen, zum Teil einander kreuzenden oder ergänzenden Reihen (vgl. S. XIII ff.). Um ihren Inhalt zu veranschaulichen und für die gestellte Aufgabe auszubeuten, bedurfte es eines Verfahrens, das alle Möglichkeiten der Ueberlieferung sorgfältig erwog und zugleich die Interessen aller Benutzer zu berücksichtigen trachtete. R. selbst hat sich darüber in der Einleitung (S. XXII ff.) ausgesprochen, nicht ohne bei dieser Gelegenheit an ähnlichen Publikationen älteren Ursprungs vielfach Kritik zu üben, und sodann (S. XXIX ff.) untersucht, in welchem Verhältnis jene drei großen Registerserien zu einander stehen[1]). Es sei betont, daß der Entschluß einer zeitlichen und räumlichen Umgrenzung der Veröffentlichung im allgemeinen gebilligt werden kann: jene rund fünfundsiebzig Jahre der sog. babylonischen Gefangenschaft des Papsttums stellen in dessen Geschichte eine Einheit dar, während andererseits die Wahl der kirchlichen Einheit, auf die das Material Bezug hat, deshalb sich rechtfertigen läßt, weil sie in den Stand setzt, den reichen Strom der Ueberlieferung einzudeichen, ihn zu beherrschen und mit den hier erschlossenen Quellen auch andere, bereits bekannte in Verbindung zu bringen, d. h. zu alten Kenntnissen neue zu fügen und beide zu vereinen. Gleichwohl seien

1) Vgl. aber hierzu die sachkundigen Bemerkungen von F. Vigener in der Historischen Zeitschrift Bd. 103, S. 145 ff.; sie bilden einen Teil seiner Anzeige des Riederschen Werkes, auf die besonders hingewiesen werden muß: ihr Inhalt bleibt auch nach Rieders Erwiderung im Freiburger Diözesanarchiv 1910, S. 5 f. bestehen, der gegenüber Vigeners Duplik (Historische Zeitschrift 106, S. 471 f.) vollberechtigt ist.

einige Bedenken nicht verschwiegen, vornehmlich die Besorgnis vor noch weiterer Zersplitterung der Publikationen, die eintreten wird, sollte das Vorbild der hier zu wertenden Arbeit in der Folge für alle Diözesen auf deutschem Boden Nacheiferung finden. Gerade hinsichtlich der Veröffentlichungen von vatikanischen Quellen gilt es darauf aufmerksam zu machen, daß — von ganz vereinzelten Ausnahmen abgesehen — sie bisher noch entfernt nicht in dem Maße ausgebeutet wurden, wie ihre Bearbeiter es hoffen mochten, daß ihre Zahl die auf sie sich stützende Forschung eher abschreckte als anlockte, daß endlich ihr Vorhandensein an sich zugleich nötigt, ihre Gebrechen mit in Kauf zu nehmen, nicht aber die Forderung weckt, sie zu verbessern oder gar zu erneuern und zu wiederholen. R. wird einwenden, daß unsere Besorgnis allzu schwarzseherisch sei, daß seine Selbstbeschränkung auf nur eine Diözese der geschichtlichen Erkenntnis wertvollere Dienste verbürge und gewährleiste als die unterschiedslose Berücksichtigung mehrerer Diözesen oder auch rein weltlicher Abgrenzungen, die das Material aus römischen Archiven für den Umkreis heutiger staatlicher Gebilde in sich aufgenommen hätte. Nicht die Wahl einer Diözese, nicht die Anpassung an ihren räumlich bestimmbaren Sprengel während des Mittelalters und darin während des vierzehnten Jahrhunderts wecken unser Bedenken, sondern die Beobachtung, daß im letzten Grunde die Unerschöpflichkeit des vatikanischen Archivs es zur Pflicht macht, der Drucklegung seiner Bestände immer enger werdende Schranken zu ziehen. Wir sind in Gefahr, über der Anzahl der Editionen — ihre verschiedenartige Technik sei nur angedeutet — zu vergessen, daß sie dann gerechtfertigt sind, erfahren sie Ausschöpfung ihres Inhalts bis zum letzten Tropfen. Welcher von ihnen aber ist dies Los beschieden gewesen? Sie wollten alle und jede zu ihrem Teile das Beste spenden, Anregungen und Unterlagen für Untersuchungen und Darstellungen — wie wenigen doch ist solcher Lohn zu Teil geworden. Wer ruhigen Blickes die Lage der Dinge überschaut, bemerkt nicht ohne aufrichtiges Bedauern, daß hier ein offensichtliches Mißverhältnis obwaltet zwischen Angebot und Nachfrage, in unserem Falle also zwischen Editionen und den auf ihnen beruhenden Arbeiten. Niemand wird diese Tatsache schmerzlicher empfinden als wir selbst, die wir mit Hilfe jener mühevollen und entsagungsreichen Veröffentlichungen eindringen möchten in die Gesamtheit der Beziehungen zwischen der Kurie und den kirchlichen Instanzen auf deutschem Boden, von den Erzbischöfen abwärts bis zum Inhaber der kleinsten Pfründe —, aber man wird auch sich nicht verhehlen dürfen, daß der heutige Zustand auf die Dauer unhaltbar ist. Führte er zu einer zersplitterten Produktion, er wäre eher zu ertragen als jetzt, wo die zersplitterte Edition ihn kenn-

zeichnet; wie er aber einmal vorhanden ist, trägt er selbst die Schuld daran, daß wir von einem wirklichen Verständnis der kurialen Verwaltung und ihres Einflusses auf das kirchliche Leben in Deutschland noch sehr weit entfernt sind.

Rieder wird hier einen zweiten Einwand geltend machen und darauf verweisen, daß er selbst in dem umfangreichen besonderen Teil seiner Einleitung (S. XL ff.) versucht habe, drei Fragen zu beantworten, die aus seinem Material sich ihm ergaben, die nach der Teilnahme der Kurie bei der Besetzung des Konstanzer Bischofsstuhles (S. XL ff.), nach den Beziehungen der Päpste zu den Abteien in der Konstanzer Diözese (S. LIII ff.) und endlich die nach den Modalitäten, unter denen die Besetzung der Domherrenstellen in Konstanz erfolgte (S. LXIX ff.). Ist hier nicht, so wird R. fragen, dargeboten was der Berichterstatter verlangt, eine Ausnutzung des Inhalts der Veröffentlichung hinsichtlich jener drei Sonderprobleme? Es liegt uns fern, den mühsamen Fleiß und den reichen Ertrag dieser Ausführungen irgendwie zu verkennen. Im Gegenteil; nur ein auch kirchenrechtlich geschulter Gelehrter konnte sie so wertvoll gestalten, voller Aufschluß in hundert Einzelheiten und ebenso in allgemeinen Zügen, so daß der Benutzer gleichsam einen Kursus in der Handhabung des Stellenbesetzungsrechtes jener kirchlichen Stellen durchmacht[1]), daß er immer aufs neue über die Vielgestaltigkeit von Recht und Brauch, von tatsächlichen Vorkommnissen und ungehörigen Erscheinungen ins Staunen gerät. Eben hier jedoch melden sich zwei neue grundsätzliche Bedenken. Das erste, ob ein Editor selbst das Facit aus dem Material ziehen solle, das er gesammelt hat und — wenigstens in der Regel — wie kein anderer beherrscht, sei nur kurz gestreift. Irren wir nicht, so trifft die Beobachtung zu, daß oft genug die Herausarbeitung auch nur der wichtigsten Ergebnisse eines neu vorgelegten Quellenkomplexes durch dessen Herausgeber andere abhielt, ihrerseits zu schürfen und die Reichhaltigkeit der ihnen dargebotenen Aufzeichnungen zu erweisen. Gewiß, diese Tatsache läßt letzthin vom Editor fordern, Resignation zu üben und sich mit Handlangerdiensten zum Vorteil der — häufig recht undankbaren — Benutzer zu begnügen. Gerade solche Forderung aber faßt jenen vorhin gekennzeichneten Uebelstand ins Auge, jenes Mißverhältnis zwischen

1) G. Kallen hat in seinem verdienstvollen Buche (Die oberschwäbischen Pfründen des Bistums Konstanz und ihre Besetzung 1275—1508. Stuttgart 1907; a. u. d. T.: Kirchenrechtliche Abhandlungen, herausg. von U. Stutz, Heft 45 und 46, S. 266 f.) die Frage der päpstlichen Provisionen nur gestreift, da ihre Beantwortung nur möglich sei mit Hilfe des römischen Materiales, dessen Sammlung K. Rieder in Angriff genommen habe. Auf Grund allein des gedruckten Materiales ergibt sich ihm für Württemberg die große Zahl der päpstlichen Provisionen, deren Folgen er S. 271 f. als höchst nachteilig schildert.

Angebot und Nachfrage bei neueren Ausgaben, nicht zuletzt von vatikanischen Quellen. R. wird bemerken, daß er einzig und allein drei, dazu scharf umgrenzte Fragen behandelt habe[1]), längst demnach nicht alle, zu denen sein Material Veranlassung gäbe, für deren Beantwortung er erst die Möglichkeit geschaffen habe. Unbedingt ist dies zuzugeben, doch ist darauf zu verweisen, daß R. bei der Prüfung jener Fragen wiederum seine Ergebnisse etwas verallgemeinert hat, gleich als ob er nicht allein von der Konstanzer Diözese ausgegangen sei, sondern die Beziehungen aller Sprengel in Deutschland zum avignonesischen Papsttum ins Auge gefaßt habe. Er betont, daß man den Einfluß des Papsttums bei der Besetzung des Konstanzer Hochstifts keineswegs als dem Bistum zum Nachteil gereichend bezeichnen könne, und polemisiert gegen J. Haller, der Johann XXII. (1316—1334) und Urban V. (1362—1370) ob ihrer Eingriffe in das Wahlrecht der Domkapitel getadelt hatte (S. XLVII mit Anm. 2). Er führt des weiteren aus, daß bei Besetzungen der Abteien die Eingriffe in die freie Wahl der Kapitel nicht von der Kurie ausgingen, sondern von den Beteiligten selber; nur wenn die Kurie darum ersucht worden sei, habe sie eingegriffen und das ihr zustehende, damals allgemein anerkannte Oberhoheitsrecht ausgeübt (S. LXV f.). Er bemerkt zum Schluß seiner Darlegungen über die Domherrenstellen — die hier beigegebene Tafel ist übersichtlich und zweckentsprechend —, daß für die Erkenntnis der Provisionen bei den Stifts- und Pfarrkirchen des Konstanzer Bistums wohl noch die Vorarbeiten fehlten; sogleich aber fügt er hinzu: »Nicht viel anders liegen die Verhältnisse in den übrigen Diözesen Deutschlands. Im Gegensatz zu dieser unserer Unkenntnis stehen dagegen die apodiktischen Urteile über die Wirkungen des päpstlichen Provisionswesens, welche doch die Kenntnis der verschiedenen Einwirkungen bei Besetzung der Stifts- und Pfarrstellen zur Voraussetzung haben sollten. Mit Recht hat dagegen Haller betont, daß zu einer gerechten Beurteilung der päpstlichen Verwaltung nicht in erster Linie erbauliche oder polemische Gelegenheitstraktate, sondern des Studium der Quellen, die ja für das Papsttum so reichlich fließen wie für keine andere Verwaltung, maßgebend sein müßte. Die hier gegebenen Ausführungen werden diese Notwendigkeit aufs neue gezeigt haben« (S. XC). Ohne Zweifel und mit gutem Grunde wendet sich R. in seinen Schlußworten wider die übers Ziel hinausschießende Beurteilung des päpstlichen Provisionswesens durch H. V. Sauerland,

1) Wir wollen nicht urgieren, daß der zweite Abschnitt über die Kurie und die Abteien mehr auf anderen Quellen und Schriften sich aufbaut als gerade auf den von R. veröffentlichten Materialien, weil er überaus lehrreich ist. In der Richtlinie unserer Argumentationen würde liegen, daß er besser an einer anderen Stelle veröffentlicht worden wäre.

der schon H. R. Schäfer entgegengetreten ist (Römische Quartalschrift XX, S. 123 ff., XXIII, S. 35 ff.). Es ist zu vermuten, daß die langgepflegte, rein rechtshistorische Betrachtung des Provisionsrechtes, wie sie vor allem P. Hinschius am klarsten geübt hat (Kirchenrecht III, S. 113 ff.), dank ihrer auf feste Umschreibung von Begriffen drängenden Fragestellung auf das schlechthin historische Urteil von Einfluß sein mußte und auch war —, ein Zugeständnis, das nicht hindert, recht vielen Historikern die Salbung selbst mit nur einem Tropfen rechtshistorischen Oeles zu wünschen. Immerhin will scheinen, R. habe nicht so sehr im Bestreben einer Apologetik als vielmehr in Folge einer wohl begreiflichen Ausweitung seiner für Konstanz zutreffenden Resultate die Bedeutung des päpstlichen Stellungsbesetzungsrechts im Umkreis der deutschen Diözesen insgesamt doch etwas zu sehr erniedrigt; er hat die Besetzungen der kirchlichen Aemter zu sehr vom Standpunkt der Kurie, nicht aber von dem der deutschen Einzelkirchen aus betrachtet. Die richtige Mitte zu finden und sie innezuhalten ist überaus schwierig, und oft hat das Urteil der Kurie in Avignon Unrecht getan. Wer aber unbefangen dieser Frage sich nähert, wird letzthin finden, daß, wenn irgendwo so hier der Blick auf die Folgen in den päpstlichen Provisionen und Reservationen ein Symptom der schließlich überwuchernden Zentralisierung der Verwaltung innerhalb der Kirche und in ihren Einzelgliedern zu Gunsten der Kurie erkennen wird. Welche Beweggründe immer bei der einzelnen Provision am Werke gewesen sein mögen, wenn sie gleich von deutscher Seite erbeten wurden und die Erfüllungen solcher Bitten oftmals Uebelständen an den Kirchen der Petenten abhalfen, wenn endlich die Hervorhebung des Provisionsrechtes seitens der einzelnen Päpste nach Umfang und Häufigkeit sich verschieden gestaltet haben mag —, es bleibt trotz allem der Eindruck einer Schädigung der Einzelzellen kirchlichen Lebens durch die Zentrale, durch die Kurie und für die Kurie, die überdies im Bannkreis politischer Abhängigkeit von der französischen Königsgewalt und inmitten ihres Strebens stand, ihre suprematiale Vollgewalt in kirchlichen Dingen zu behaupten und zu befestigen. Man wird diese Zentralisierung letzten Endes als historisch unabwendbar bezeichnen müssen, solche Erkenntnis jedoch darf nicht veranlassen, sie als unschädlich hinzustellen. Ihre Wirkungen liegen zu Tage; ist deshalb ihr Ausgangspunkt nur des Preises wert? Den Zeitgenossen selbst erschien er als ein Gebrechen; wollen wir über die Provisionen urteilen wie ein Prokurator, der mit behaglicher Zufriedenheit seinen Verdienst einstrich, wenn es ihm gelungen war, für seinen Auftraggeber und Klienten eine Stelle zu erwirken? —

Dem Leser wird es erwünschter sein, erfährt er mehr über den Inhalt des Bandes an archivalischem Material als allein über die Ein-

leitung. Des auf ihn eindringenden Reichtums ist R. durch dessen dreifache Teilung Herr geworden: im ersten Abschnitt lehrt er den Inhalt von rund 550 Suppliken aus den Jahren 1342 bis 1366 kennen (S. 3 ff.), im zweiten den von rund 1380 Bullen der Päpste aus den Jahren 1306 bis 1377 (S. 127 ff.), der dritte endlich bringt Kammersachen, d. h. Aufzeichnungen über den Zensus, Visitationes verbales, Servitien und Annaten in rund 220 Regesten aus den Jahren 1308 bis 1375 (S. 621 ff.). Man kann darüber verschiedener Meinung sein, ob R. mit Recht von seinen Vorbildern abwich, die eine Drittelung des Materials, wie er sie vornahm, nicht kennen: sie erscheint nicht von so ausschlaggebender Bedeutung, daß es lohnte, gegen sie zu polemisieren, zumal R. durch Verweisungen die Nachteile aufhob, die sich aus der Zerreißung der streng chronologischen Folge aller Stücke ergeben konnten. Wichtiger jedenfalls ist Folgendes. Bei der Entscheidung der Frage, ob wortgetreuer oder abgekürzter Abdruck vorzuziehen sei, hat R. von inneren Gründen sich leiten lassen: der Text der Suppliken wird vollständig dargeboten, wenngleich einige ganz typische Wendungen abgekürzt werden konnten; bei den Quellen wechseln, je nach ihrer Bedeutung, wörtliche Wiederholungen mit Auszügen, so zwar, daß die Adressen, Arengen und Prozeßformeln vereinfacht, die Taxvermerke aber, Randzeichen und Randbemerkungen in toto wiedergegeben wurden; die Stücke endlich des dritten Teils sind in übersichtlichen Regesten aneinandergereiht. Mit Recht hat der Herausgeber überall und durchgängig die lateinische Sprache seiner Vorlagen beibehalten, bei jedem Stück aber das überlieferte Datum aufgelöst und — wenigstens in den beiden ersten Abschnitten — durch Fettdruck am Kopf jedes Dokuments hervorgehoben. Leider ist ihm, worauf F. Vigener (a. a. O. 103, S. 143) hinweist, das Mißgeschick widerfahren, in Folge falscher Ansetzung des Beginns von Innocenz' VI. Pontifikat (1352 Dezember 30) mehrere Suppliken u. s. w. einem unrichtigen Jahre zuzuschreiben; die Ziffern 217 und 218 gehören in Folge dessen ins Jahr 1358, n. 269—272 ins Jahr 1359, n. 324 ins Jahr 1361, n. 1327 ins Jahr 1357, n. 1381 und 1382 ins Jahr 1358, n. 1410 und 1411 ins Jahr 1359, endlich n. 2038 ins Jahr 1359. Folgen wir aber hierin Vigener, so sind wir mit ihm nicht minder einverstanden, wenn er R.'s kühles Verhalten gegenüber seinen Vorgängern tadelt: es fehlen die Hinweise auf frühere Werke, die in sich bereits Regesten oder Abdrücke der auch von R. aufgenommenen Stücke enthalten. Diese Exklusivität ist um so weniger am Platz, als jedem Herausgeber irgend eines Quellenkomplexes die ständige Berücksichtigung und Erwähnung derer obliegt, die mit der gleichen Quelle sich beschäftigten, mögen sie nun zu ergänzen, zu berichtigen oder

schlechthin zu wiederholen sein[1]). Wenn R. sich solcher Mühe überhob (vgl. S. XXIV f.), so trägt er dazu bei, unsere Bedenken gegen die Häufung der Editionen vatikanischen Materiales nicht unwesentlich zu verstärken.

Wie dem aber immer sei, in der Gesamtheit des von R. mitgeteilten und erschlossenen Materiales offenbart sich die Intensität des Verkehrs zwischen Konstanz und Avignon; R. meint, er sei erleichtert worden durch die größere Nähe beider Orte (vgl. S. XLI) — nur hierdurch aber und nicht auch durch die gesteigerte Betätigung der kurialen Organe? Wohl hatte bereits, dank den ›Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz‹, an deren zweitem Bande neben dem Herausgeber A. Cartellieri K. Rieder selbst hervorragenden Anteil genommen hatte, die Stärke jenes Verkehrs zwischen Diözese und Kurie sich angekündigt. Jetzt ergibt sie sich als weit erheblicher, als die Regesten offenbarten, da diese naturgemäß in erster Linie nur das auf die Geschichte der einzelnen Bischöfe bezügliche Material verzeichneten und erst mittelbar der Geschichte ihres Sprengels dienstbar gemacht werden können. Hier aber schaut man hinein in die ganze Fülle von Anliegen, die Angehörige jenes Bistums, sei es nun Einzelpersonen, sei es kirchliche Anstalten, dazu geistliche und weltliche Fürsten, unter den letzteren z. B. Karl IV., nach Avignon richteten. Wir lernen die päpstlichen Befehle und Gnadenerweisungen kennen, dazu päpstliche Urteile und Maßregeln, die das kirchliche Leben in Stadt und Land, der Dom- und Stiftskirchen, der Klöster, Pfarreien und der Einzelpfründen bedingten und bestimmten (vgl. dazu die Einleitung S. XXIX ff., wo Näheres u. a. auch über das Steigen und Fallen der Zahlen päpstlicher Bullen in einzelnen Jahren und unter bestimmten Voraussetzungen). Den Inhalt der Dokumente im einzelnen auszubreiten ist hier nicht der Ort; es genüge die Bemerkung, daß er viel weitere Aufschlüsse bietet als nur solche über die Besetzung der kirchlichen Stellen, über die R. in der Einleitung

1) Es wäre also erforderlich gewesen, soweit nur möglich entweder bei jedem Stücke anzumerken, wo es bereits gedruckt bezw. regestiert wurde, oder am Schluß des Bandes Konkordanzen anzufügen mit Werken wie z. B. S. Riezler, Vatikanische Akten zur deutschen Geschichte in der Zeit Kaiser Ludwigs des Baiern (Innsbruck 1891) oder E. Werunsky, Excerpta ex registris Clementis VI. et Innocentii VI. historiam s. R. imperii sub regimine Caroli IV. illustrantia (ebd. 1885), um von anderen Publikationen wie denen von H. V. Sauerland hier nicht zu reden. R. hätte dem Benutzer seines Werkes die Mühe abnehmen müssen, festzustellen, daß z. B. R. n. 1304 und 1318 sich mit Werunsky n. 362 und 377 decken, daß R. n. 1296 und 1337 den n. 337 und 439 bei Werunsky entsprechen; s. auch F. Vigener, a. a. O. 103, S. 143, der zu R. n. 1026 auf Riezler n. 2012 verweist. Der Herausgeber erweckt durch solches Verfahren leicht den Anschein, als bringe er nur unbekanntes Material, und wenn er wünscht, daß man ihn benutze und zitiere, warum billigt er seinen Vorgängern nicht Gleiches zu?

handelte. Ueber die kirchliche Verfassungs-, Verwaltungs- und Finanzgeschichte hinaus kommen die mitgeteilten Stücke der Geschichte der einzelnen Kirchen u. s. w. zu Gute. Vergegenwärtigt man sich allein die räumliche Ausdehnung des Konstanzer Sprengels und die weltlichen Gebiete in ihm [1]), denkt man nur an Klöster wie St. Gallen, Reichenau und Salem, so wird ersichtlich, welch buntes Mosaik von Nachrichten der stattliche Band in sich vereinigt hat, ganz abgesehen noch davon, daß sein zeitlicher Rahmen die Perioden Heinrichs VII., Ludwigs des Baiern und Karls IV. umschließt; und gleich jenem Bande der Konstanzer Bischofsregesten liefert er das erläuternde wie berichtigende Material zu den Schilderungen eines Heinrich von Dießenhoven und Johannes von Winterthur, mahnt er also zu neuen Ausgaben dieser beiden Autoren, die unbedingt nun in den Scriptores rerum Germanicarum einem weiteren Benutzerkreis zugänglich gemacht werden müssen. Zu allem endlich gesellen sich die Angaben und Notizen zur Lebensgeschichte einzelner Persönlichkeiten, in erster Linie natürlich der Konstanzer Bischöfe und der Domherren an ihrer Kathedrale, darunter Heinrichs von Dießenhoven (n. 45. 1097—1102, 1177 u. s. w.; s. S. 680). Den Schluß des Bandes bilden zwei Register, eines der Personen und Orte (S. 663 ff.) und eines der Sachen (S. 731 ff.), von denen namentlich das letzterwähnte willkommen ist, wie ja sein Bearbeiter auch dem zweiten Bande der Konstanzer Bischofsregesten (S. 593 ff.) ein solches beigesteuert hatte. Hinsichtlich des Orts- und Personenregisters bekennen wir nicht ganz mit R. einverstanden zu sein. Gewiß, das häufige Vorkommen von Personen, die in engster Verbindung mit der Domkirche zu Konstanz standen, drängte dazu, unter dem Stichwort Konstanz sie alle zusammenzufassen und durch die Anordnung dieses Artikels zugleich die Gliederung der Kirchen und der Geistlichen am Sitze des Bischofs zu vergegenwärtigen, aber es erscheint doch nicht am Platze, daß z. B. die Stücke, in denen Karl IV. begegnet, nicht unter Karolus, sondern unter Bohemia (S. 672) und Deutschland (S. 686) sich finden; Ludwig den Baiern wird nach solcher Beobachtung jeder Benutzer unter Bavaria (S. 668) suchen, aber bei diesem Stichwort — ebenso bei Ludovicus (S. 705) — wird er wiederum auf ›Deutschland‹ (S. 686) verwiesen. Kurz, R. hätte sicherlich sich selbst viel Mühe gespart, hätte er die schlichte alphabetische Folge aller Namen insgesamt durchge-

1) Vgl. G. Kallen, a. a. O. S. 20: »Das Bistum Konstanz war mit seinen 800 Quadratmeilen das größte der deutschen Bistümer vor der Reformation. Sein Gebiet, dem Umfang nach mehr als doppelt so groß wie das heutige Königreich Württemberg, reichte vom St. Gotthard bis Ludwigsburg, vom Rhein bis Kempten. Die Grenzen umspannten nach einem bischöflichen Bericht des Jahres 1615 die Territorien von neun geistlichen und weltlichen Fürsten, von 164 Grafen und Baronen, von 15 freien Reichsstädten und 12 schweizerischen Freistaaten«.

führt, bei Doppelnamen jeweils auf eine Stelle verwiesen, an der alle Belege für dieselbe Person vereinigt auftreten; jetzt finden sich, um bei dem Beispiel Karls IV. zu bleiben, unter ›Bohemia‹ (S. 672) für ihn nur sieben Hinweise, unter ›Deutschland‹ (S. 686) rund 50, in ihrer Mitte auch die früher verzeichneten.

Es ist die leidige Aufgabe des Berichterstatters, auf Einzelheiten aufmerksam machen zu müssen, die er gern vermieden gesehen hätte: hoffentlich erscheint er deshalb nicht undankbar gegenüber einem Fleiße, dessen Ertrag reicher ist, als daß er durch jene Ausstellungen wesentlich geschmälert werden könnte. Uns stieg, als wir Rieders Werk zur Hand nahmen, die Erinnerung auf an jene Zeit, da wir mit A. Cartellieri an den Konstanzer Bischofsregesten arbeiteten, und der Herausgeber darf hoffen, daß seine Mühen nicht ganz vergeblich gewesen sind, wenngleich hier nur im allgemeinen vom Inhalt des Werkes gesprochen werden konnte. In ihm birgt sich das Material für zahlreiche Untersuchungen und Arbeiten, nicht allein über das Konstanzer Domkapitel, obwohl wir der Dissertationen über deutsche Domkapitel nun genug haben, die fürs erste die Sehnsucht nach neuem Stoff für Erstlingsschriften strebsamer Anfänger wecken, sondern auch über die Geschichte der Abteien im Konstanzer Sprengel und ihre Beziehungen zur Kurie, zumal die Darlegungen Rieders über die Abtwahlen, die Servitienzahlungen und die Aufnahme von Personal in die Klöster (S. LXIX ff.) nur einen Teil dieses Wunsches erfüllt haben. Darüber hinaus bietet der Band naturgemäß zahlreiche Anregungen für die Erkenntnis des 14. Jahrhunderts und nicht zuletzt deshalb reiht er sich würdig denen an, durch die ihre Herausgeberin, die Badische Historische Kommission, sich ein Verdienst erworben hat.

Königsberg i. P. A. Werminghoff

Die Bestrafung der Motive und die Motive der Bestrafung. Rechtsphilosophische und kriminalpsychologische Studien von Dr. **Julius Friedrich**, Landgerichtsrat, Privatdozent an der Universität Gießen. Berlin und Leipzig 1910, Rothschild. VI u. 312 Seiten. 8 M.

Die vorliegende Arbeit unternimmt es, mittels ›historisch psychologischer‹ Methode, im wesentlichen in Beschränkung auf das Strafrecht, die Bedeutung des Psychischen im Recht und für das Recht zu ermitteln oder diesem Ziele wenigstens näher zu kommen. ›Historisch-psychologisch‹ muß die Methode der Rechtsforschung sein, denn Objekte des Rechts ›bilden die Beziehungen der Menschen zu körperlichen Gegenständen, Zuständen und Entwickelungen, welche naturgesetzlich und vom Standpunkt der Naturwissenschaft aus begriffsnotwendig dem Wechsel unterworfen sind, einerseits, zu psychischem

Geschehen, dem das Moment der zeitlichen Aufeinanderfolge ebenfalls inhäriert, andererseits historisch, indem sie die Geschichte rechtsrelevanten menschlichen Handelns in seiner unendlichen Mannigfaltigkeit zum Objekt des juristischen Tatsachenbeweises macht, psychologisch, indem sie das psychische Verhalten der Menschen bei dem Entstehen, der Anwendung und Auslegung des Rechts beobachtet, beschreibt, erklärt. Historisch-psychologisch, insofern sich beide Betrachtungsweisen überhaupt nicht von einander trennen lassen‹. Der unbefangenen historischen und psychologischen Forschung ergibt sich die Begriffsbestimmung des Rechts ›als der vom Herrscher und Volk anerkannten (= generell erzwingbaren) Wortformel zur Regelung der (Wirtschafts- und sonstigen) Machtverhältnisse der Menschen‹. Der oberste Zweck allen Rechtes ist Regelung, Ordnung.

Grundlegende Bedeutung für das Strafrecht besitzt nach der Auffassung des Verfassers der Begriff des ausschlaggebenden Motivs. Der Erörterung des Motivs ist daher der erste und längste Abschnitt des Buches (S. 19—159) gewidmet. Motiv ist ›eine mit Motivationskraft[1]) versehene psychische Strebung, welche vermittelst eines Willensvorgangs eine Willensbetätigung motiviert, die wiederum einen rechtlich relevanten Erfolg verursacht‹ (S. 45), ›nach der dreifachen Ausgestaltung, die für das Strafrecht in Betracht kommt, nämlich in der Seele des Gesetzgebers, des Richters und des Verbrechers die Tatsache eines Strebens, ein strebender weil gefühlsbetonter Ausschnitt aus dem (empfindenden und) vorstellenden Gegenstandsbewußtsein oder auch ein mit Vorstellungen (und Empfindungen) verknüpfter Ausschnitt aus dem zuständlichen Gefühlsbewußtsein, der das Willensbewußtsein unmittelbar beeinflußt und zur Willensbetätigung drängt‹ (S. 71). Unter ›Strebung‹ — diesem Begriff erkennt F. als dem für den Juristen verständlicheren und brauchbareren den Vorzug zu vor den verschiedenen in der wissenschaftlichen Psychologie gegebenen Definitionen (S. 225) — wird nicht ganz dasselbe verstanden, was man mit Streben zu bezeichnen pflegt. Während unter ›Streben‹ wohl meist die Tätigkeit des Hindrängens nach einem Ziel zu verstehen ist, und der dadurch geschaffene Zustand des Geistes oder Körpers, soll ›Strebung‹ als ein Hinneigen nach dem Erfolg nur im psychischen Sinne und nur als Spannung zwischen einem psychischen Moment und einem vorgestellten (psychischen oder körperlichen) Erfolg aufgefaßt werden. Als eine psychische Spannung, die nur in dem Eintritt des Erfolges ihre Entladung finden kann. Die ›Strebung‹ ist also einesteils individueller als ›Streben‹, insofern sie eine bestimmte einzelne psychische Tatsache bedeutet und mit dem Er-

1) Den Ausdruck Motivation setzt F. für ›psychischer Kausalzusammenhang‹.

strebten in engerem Zusammenhange steht als ›Streben‹, andernteils genereller als dieses, ›insofern sie dahingestellt läßt, ob bewußte Vorstellungstätigkeit oder etwa triebartiger Zustand gegeben ist‹ (S. 34). Unter ausschlaggebendem Motiv versteht F. nun eine ›psychische Strebung, die einen über die konkrete Willensbetätigung hinausreichenden psychischen oder physischen Erfolg herbeizuführen strebt‹. Demgemäß sind

1) Motive des Gesetzgebers (im weiteren Sinne) diejenigen psychischen Strebungen, welche das Gesetz hervorzubringen streben; ausschlaggebende Motive des Gesetzgebers (Motive im engeren Sinne) diejenigen psychischen Strebungen, welche durch das Gesetz einen über dessen Schaffung hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben.

2) Motive des Richters, Staatsanwalts und ihrer Hilfsbeamten, sowie der Strafvollzugsbeamten sind diejenigen psychischen Strebungen, welche (in Uebereinstimmung mit den Motiven des Gesetzgebers) die Anwendung und Auslegung des Gesetzes herbeizuführen streben; ausschlaggebende Motive des Richters etc. sind diejenigen psychischen Strebungen, welche (in Uebereinstimmung mit den Motiven des Gesetzgebers) durch Anwendung des Gesetzes auf den einzelnen Fall einen über diese Anwendung hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben.

3) Motive des Delinquenten sind diejenigen psychischen Strebungen, die rechtsrelevante Willensbetätigungen herbeizuführen streben; ausschlaggebende Motive desselben diejenigen psychischen Strebungen, welche vermittelst der rechtsrelevanten Willensbetätigung einen über diese hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben (S. 80/2). Die Leistung des juristischen Begriffs ›Motiv‹ hat darin zu bestehen:

1) ›die Erfüllung der Zwecke (der Motive im vulgär-psychologischen Sinne!) des Gesetzgebers, die Verwirklichung des gesetzgeberischen Willens durchgehends zu gewährleisten;

2) die Aufdeckung des Zusammenhangs zwischen diesem Zweck des Gesetzgebers, seinem ausschlaggebenden Motiv, und dem von ihm in concreto Gewollten zu ermöglichen, und die Fähigkeit, aufzuzeigen, ob der Richter etc. den Versuch gemacht hat, sich dieses Motiv zuzueignen und jenen Zweck zu verwirklichen;

3) die psychologische Wesensgleichheit der Motive des Gesetzgebers, Richters etc. und Delinquenten darzutun und die psychologische Inbeziehungsetzung dieser Motive zu einander zu gestatten‹ (S. 76).

Im zweiten Abschnitt ›Die Motive der Bestrafung‹ untersucht F. die ausschlaggebenden Motive des Gesetzgebers, wobei er

naturgemäß auf die Strafrechtstheorien zu sprechen kommt, und die ausschlaggebenden Motive des Richters, Staatsanwalts und ihrer Hilfsorgane, sowie der Strafvollzugsbeamten. Die allgemeinsten Motive des Gesetzgebers sind Schutz der Ordnung, der Freiheit und der Gerechtigkeit, welche letztere die Bestrafung der Motive des Verbrechers fordert; die Vorstellung der Motive des Verbrechers zur Tat hat das vornehmste Motiv des Strafgesetzgebers zu bilden. Er soll seine Motive im Gesetz so deutlich zum Ausdruck bringen, daß der Beamte, der es anwenden soll, in der Lage ist, sie zu erkennen und zu berücksichtigen, soweit dies seinem Willen entspricht. Die ausschlaggebenden Motive des Richters etc. müssen sich ergeben aus der Erkenntnis und Berücksichtigung der Motive des Gesetzgebers einerseits, der Motive des Verbrechers anderseits. »'Bestrafung der Motive' muß die Losung sein bei Aufstellung der Motive der Bestrafung« (S. 220). Abschnitt 3 »Die Bestrafung der Motive« untersucht, wie sich zu diesem Gedanken die Literatur, die Strafrechtspraxis, der Deutsche, Schweizerische und Oesterreichische Strafgesetzentwurf gestellt haben, und erörtert ihn selbst de lege ferenda, insbesondere im Hinblick auf Taten der Jugendlichen und der Eingeborenen der Kolonien. Der kriminalpolitische Kampf ist nicht möglich als Kampf mit dem Verbrechen (der wäre aussichtslos), auch nicht mit dem einzelnen Verbrecher (der wäre leicht und rasch zu beenden), sondern nur als Kampf mit den verbrecherischen Motiven. »Die verbrecherischen psychischen Erlebnisse nachzuerleben ist die Quintessenz psychologischer Strafrechtsforschung« (S. 261). Der vierte Abschnitt »Die Bestrafung der Motive und die Motive der Bestrafung« (S. 298—300) sagt uns, daß nach dem Gerechtigkeitsgefühl des jetzt lebenden Kulturmenschen die Motive des Gesetzgebers und die Motive des Verbrechers im Gesetz in enge Beziehungen zu bringen sind, daß wir es hier mit notwendigen Parallelen zu tun haben, und daß das wichtigste Motiv des Gesetzgebers die Vorstellung von der Berücksichtigung der Verbrechensmotive zu bilden hat. Und zwar sollen sie berücksichtigt werden nicht nur bei der Strafzumessung, sondern auch als Tatbestandsmerkmale. Wir hören hier ferner: »die Aufgabe des Gesetzgebers: das Strafgesetz der Zukunft durch die Vorstellung der Bestrafung der ausschlaggebenden Verbrechensmotive ausschlaggebend motivieren zu lassen, vermag keine Kommission, kein Parlament und keine Regierung zu lösen, sondern nur ein Mensch, der die Gesamtheit des Kulturbewußtseins seiner Zeit in sich trägt, wie denn alle Gesetze auf solche Art geschaffen worden sind, sofern sie etwas taugten«. — Die Berechtigung zu dem Kampf, den der Strafgesetzgeber gegen die Motive zum Verbrechen führt, nimmt er aus der Gerechtigkeit. Dem Gerechtigkeitsprinzip im Strafrecht ist

der fünfte und letzte Abschnitt gewidmet (S. 301—307) ›Gerechtigkeit im rechtsphilosophischen Sinne ist das Verhältnis der ethischen Kultur zur Rechtskultur einer Zeit‹. Damit ist wohl dasselbe gemeint was Adolf Merkel meint, wenn er die Gerechtigkeit des Gesetzes in seiner ethischen Wahrheit, d. h. in seiner Uebereinstimmung mit den herrschenden ethischen Anschauungen und Werturteilen findet. Denn S. 304 heißt es, daß der materielle Gerechtigkeitsmaßstab dadurch gewonnen wird, daß der Gesetzgeber die Verbrechensmotive im Gesetz nach den jeweiligen Kulturanschauungen seiner Zeit ethisch bewertet. Bei Anlegung dieses Gerechtigkeitsmaßstabs ist dem Verbrecher mit der Bestrafung seiner Motive irdische Gerechtigkeit widerfahren. Bei Anlegung dieses Gerechtigkeitsmaßstabs; daher ist die Bestrafung der Motive nur dann eine gerechte, wenn sie die ausschlaggebende Motivationskraft der Vorstellung der Rechtswidrigkeit der Tat ausschlaggebend berücksichtigt, und auch nur dann, wenn sie die ausschlaggebende Motivationskraft anormaler Motive und des Irrtums über die Kausalität ausschlaggebend berücksichtigt. — Auf die Anschauungen, die über die notwendige Korrelation der ausschlaggebenden Motive des Gesetzgebers, Richters etc. und Verbrechers untereinander, sowie über den Gerechtigkeitsmaßstab entwickelt werden, legt der Verfasser besonderen Wert.

Hervorhebung verdient noch, daß in dem Rahmen der Darstellung eine zum Teil recht eingehende Erörterung der verschiedensten Fragen eingeflochten ist; so behandelt F. auf S. 116—159 die Schuldlehre; auf S. 231 ff. das Legalitätsprinzip, S. 277 ff. den untauglichen Versuch. Er tritt ein für psychologische Ausbildung des Richters, der Staatsanwälte, ihrer Hilfsbeamten und der Strafvollzugsbeamten (S. 221), für eine Organisation der Staatsanwaltschaft, bei der der Staatsanwalt mit den inneren und äußeren Garantien des Richters umkleidet ist (S. 244/5), und im Prinzip auch für unbestimmte und bedingte Verurteilung (S. 254 ff., 282). — —

Das Buch, über dessen Inhalt vorstehend referiert ist, gehört, wie wohl bereits dieses Referat erkennen läßt, nicht zur großen Gruppe derjenigen, von denen man sagen kann, daß aus hundert alten ein neues gemacht sei. Vielmehr hat in ihm ein Jurist, der über reiche praktische Erfahrungen verfügt, damit große Belesenheit in der juristischen und philosophisch-psychologischen Literatur verbindet und viel und über vieles nachgedacht hat, dasjenige ausgesprochen, was ihn erfüllt.

Daß der entwickelte Begriff des ausschlaggebenden Motivs ein glücklicher ist, glaubt Referent nicht. Unter den Begriff des ausschlaggebenden Motivs fällt, was übrigens Referent an sich der Definition nicht entnommen hätte, nach F. auch Vorsatz und Fahrlässig-

keit (78). Das ausschlaggebende Motiv innerhalb der Bewußtseinslage der Fahrlässigkeit kann nach F. nur in der irrigen Vorstellung des Kausalverlaufs gefunden werden (S. 130). In dem Beispielsfall, an dem argumentiert wird, macht jemand Schießübungen auf einen Baum und trifft dabei einen Menschen, der auf dem Baum saß, von dessen Dortsein er aber nichts ahnte. Hier soll die Zweckvorstellung, den Baum zu treffen zwar Motiv, aber nicht ausschlaggebendes Motiv sein; da dieses in der irrigen Vorstellung des Kausalverlaufs liegen soll, so muß es liegen in der irrigen Annahme des Schützen, daß er den Baum, nicht den Menschen treffen werde. Hätte er sich das Treffen des Menschen als möglich vorgestellt, so hätte er nicht mehr beabsichtigt den Baum zu treffen, nach ihm zu schießen. Das rechtfertigt es aber nicht, die fehlende Vorstellung von der Möglichkeit einer Menschenverletzung als ausschlaggebende psychische Tatsache zu bezeichnen. Das Fehlen dieser Vorstellung kann nimmermehr ein Hinstreben zu der Handlung begründen (solches ergibt sich vielmehr nur daraus, daß das Schießen ihm Vergnügen macht), sondern es würde nur ihr Vorhandensein eine den Entschluß hindernde Hemmungsvorstellung einschalten. Meines Erachtens ist daher eine Terminologie, die hier die irrige Vorstellung des Kausalverlaufs als ausschlaggebendes Motiv bezeichnet, eine verwirrende[1]). Und wenn F. durch seine Motiventheorie dahin geführt wird, den Begriff der bewußten Fahrlässigkeit zu verwerfen (S. 143), so scheint mir nach dem Satze »an ihren Früchten sollt ihr sie erkennen« auch dies gegen sie zu sprchen.

Der Gedanke der Bestrafung der Motive ist meines Erachtens richtig, insofern die vom Gesetzgeber zu schaffenden Gegenmotive nicht unabhängig sein können von den Motiven, die bei den vom Recht Betroffenen vorhanden sind. Die einseitige Betonung, daß die Motive zu bestrafen seien, dürfte aber bedenklich sein, da für das ob und das Maß der Strafe doch auch noch anderes ins Gewicht fällt, als die Motive des Täters. Andernfalls müßten absolute Strafdrohungen, die ja keine Berücksichtigung der Motive gestatten, schlechterdings ausgeschlossen sein, sie sind aber schwerlich ganz zu entbehren. Auch könnte die Uebertreibung, die in der Formulierung liegt, daß die Motive zu bestrafen seien, während in Wahrheit nur die Strafbarkeit der Tat mehr oder weniger durch die Motive beeinflußt ist, zu dem Mißverständnis Anlaß geben, daß der Zweck die Mittel heilige (z. B. Straflosigkeit bei den Taten, die man dem heiligen Crispinus nach-

1) Ebenso unpassend erscheint es mir, wenn S. 202 die Erkenntnis der Rechtswidrigkeit als Motiv bezeichnet wird. F.s ausschlaggebendes Motiv erinnert den Referenten an die Theorie der wirksamsten Bedingung. Ist der Gedanke an die wirksamste Bedingung hier vielleicht im Spiele?

sagt). Namentlich aber kann Referent nicht zustimmen, wenn F. die Berücksichtigung der Motive des Verbrechers deshalb verlangt, weil das Gerechtigkeitsgefühl des jetzt lebenden Kulturmenschen dies verlangt. Dem Gesetzgeber gebührt es zu führen, nicht zu folgen; zu führen freilich nur insoweit er auf Gefolgschaft rechnen kann. Anerkannt muß jedoch werden, daß die Auffassung F.s konsequent ist vom Standpunkt seiner (vom Referenten nicht geteilten) Ansicht über das Wesen der Gerechtigkeit.

Im Vorwort zu seinem Buche sagt F., daß er es der Kritik überlassen müsse zu beantworten, ob es ihm gelungen sei, seine Anschauungen zum eindeutigen Ausdruck zu bringen. Referent glaubt diese Frage nicht mit einem glatten ja beantworten zu können. Wegen der Schreibweise des Verfassers, die nicht selten manieriert, stilistisch mangelhaft (Satzbau), ja zuweilen unverständlich ist. Referent will dieses Urteil durch einige Zitate belegen, wobei er es dem Leser überläßt, unter welche dieser Rubriken er die betreffende Stelle bringen will. S. 257 heißt es, es gelte vor allem, ›die Rechtspersönlichkeit des Strafvollzugsbeamten und des Verbrechers in ihrem Verhältnis zu einander gerecht zu umschreiben‹, eine Aeußerung, deren Sinn verständlich wird durch die Bemerkung auf S. 101, wonach bei Rechtspersönlichkeit gedacht ist an die ideelle Summe von Rechtspflichten und Rechtsansprüchen, die dem Einzelnen oder der Gesamtheit zustehen. — S. 212: Die ›Freiheit des Verbrechers besteht in dem Gebundensein an seine eigenen Motive, insoweit sie der Gesetzgeber, rechtspolitisch betrachtet berücksichtigen soll und, juristisch betrachtet, berücksichtigt haben will, und der Richter sie demgemäß berücksichtigen muß‹. — S. 304 heißt es im Hinblick auf die ethischen Grundlagen einer Kulturepoche: sie müssen gewonnen werden, ›denn sie sind weitaus die wichtigsten Hebel der Psychogenetik des Rechts. Sie müssen hier so zweifelsfrei formuliert werden, daß die Psychexegetik keine Schwierigkeiten hat, und die Psychopolitik jederzeit mit einer Verbesserung des Rechts bei ihnen einsetzen kann‹. — S. 75 heißt es, nachdem gesagt ist, daß es auch bei Gesetzgeber, Richter, Staatsanwalt etc. sich erübrige, bei der Analyse der Motive zu den Charaktereigenschaften und Taten dieser Personen hinabzusteigen, vielmehr ausreiche, die ausschlaggebenden Motive, welche zumeist in gefühlsbetonten Zweckvorstellungen bestehen werden, festzustellen: ›Dies umsomehr, als die Motive des Gesetzgebers verhältnismäßig einfacher Natur und klar erkennbar zu sein pflegen, wenn auch de lege ferenda eine umfangreichere Aufnahme der gesetzgeberischen Motive in das Gesetz sehr zu empfehlen wäre (der Gesetzgeber des Mittelalters war in dieser Beziehung in seiner Naivität gewissenhafter!) und die Tätigkeit der aufgeführten Beamten ja

nur darin besteht, die Motive des Gesetzgebers zu ergründen, sich zu eigen zu machen und sie, soweit dies der Wille des Gesetzgebers ist, zu den Motiven des Delinquenten in Beziehung zu setzen, wodurch allein eben die ›gerechte‹ Bestrafung zu erzielen ist, wenn nach diesen Grundsätzen das Schuldig oder Nichtschuldig erwogen, und die Strafe nach Art und Höhe zugemessen wird‹. Endlich S. 216: Insoweit der Gesetzgeber den Geist des Verletzten, der Gesamtheit und des Verbrechers zu berücksichtigen habe, sei das Richtertum ›ein Vergleichen von psychischen Beziehungen des Gesetzgebers zu vorgestellten Ausschnitten aus der psychischen Wirklichkeit der vom Gesetz betroffenen Menschen mit diesen konkreten psychischen Ausschnitten selbst, wie sie sich der Wahrnehmung der Erinnerung und der ergänzenden Phantasiedarstellung darbieten‹. Weitere Stellen, die hier zitiert werden könnten, finden sich z. B. auf S. 129 f. (Definition der Fahrlässigkeit), 192 sub II, 203 f., 211, 236, 238, 249 (Motive des Strafausspruchs). Eine derartige Schreibweise mag geeignet sein, bewunderndes Staunen vor der geistigen Kapazität des Autors im Leser hervorzurufen, aber ein Verstehen bei diesen zu begründen ist sie wenig geeignet. Ich möchte diese Bemerkungen mit dem Wunsche schließen, daß F. bei künftigen Publikationen sich einer Schreibweise bediene, wie sie die Psychologie des Lesers erheischt, damit nicht ein wertvoller Kern der Ausführungen den Lesern in Folge der harten Schale der Darstellung verloren gehe.

Göttingen W. Höpfner

Die Fragmente der Vorsokratiker. Griechisch und deutsch von **Hermann Diels.** Zweite Auflage. Zweiter Band, zweite Hälfte. Wortindex verfaßt von **Walther Kranz.** Nebst einem Nachtrag zum ganzen Werk von Hermann Diels. Berlin 1910, Weidmannsche Buchhandlung. XIV u. (684 Kolumnen =) 342 S. 10 M.

Schon in der Vorbemerkung zur ersten Hälfte des zweiten Bandes dieses monumentalen Werkes konnte Hermann Diels mitteilen, daß die von der Weidmannschen Verlagsbuchhandlung auch im J. 1907 in liberaler Weise für wissenschaftliche Zwecke zur Verfügung gestellte Summe, auf Antrag des dafür eingesetzten Ausschusses, dem sich die Philologenversammlung zu Basel anschloß, ›zur Anfertigung eines Wortindex zu Diels' Vorsokratikern mit besonderer Berücksichtigung der Terminologie‹ bestimmt und daß einer seiner Schüler, Herr Cand. W. Kranz in Berlin, der schon damals seit mehreren Jahren mit dem Werke vertraut war, mit der Ausarbeitung dieses Index beauftragt sei. In dem nun vorliegenden, Ostern 1910 ausgegebenen Index-Bande bemerkt Diels in der Vorrede: ›Herr Kranz hat die überaus schwierige

Aufgabe mit Eifer ergriffen, mit stets wachsender Umsicht und Selbständigkeit durchgeführt und unter Zurücksetzung eigener wissenschaftlicher Aufgaben mit nie ermattender Hingabe durch mehr als zwei Jahre so gefördert, daß nunmehr als Abschluß des ganzen Werkes ein stattlicher Band von selbständigem Werte vorliegt, für dessen Herstellung die Benutzer meiner Sammlung dem Verfasser nicht geringeren Dank schulden als der Herausgeber. Die Philologie nicht minder wie die Philosophie wird es freudig begrüßen, daß nunmehr das begriffliche Denken der hellenischen Frühzeit *votiva pateat veluti descripta tabella*«.

In diesem Wortindex, dem p. V—XIV von H. Diels wichtige Nachträge zum ganzen Werk vorausgeschickt sind, die kein Benutzer der Fr. d. Vorsokr. unberücksichtigt lassen darf, sind (nach dem Muster von Bonitz' Index Aristotelicus) die Stellen so angeordnet worden, »daß das formal Interessante dem inhaltlich Wichtigen vorangestellt wurde. Stets ist darauf Wert gelegt, durch die Gliederung einen inneren Zusammenhang herzustellen, erst in zweiter Linie waren die Wortformen für die Ordnung bestimmend. Umfangreiche Artikel wie z. B. ἀήρ, πῦρ, ψυχή sind inhaltlich nach der theophrastischen Disposition gegliedert worden«[1]). — Diesen Grundsätzen wird man im allgemeinen zustimmen dürfen. Als Beispiele der Gliederung nenne ich θεός: = Geist — Element — Zahl. θεοί: Entstehung, allegorische Deutung, Polemik gegen den Götterglauben, Atheismus, rationalistische Erklärung, dann »Doxographisches« (verschiedene δόξαι bes. betr. Personifikation bz. Vergöttlichung von Naturkräften, Stoffen und Weltkörpern), ferner: Gott und Mensch. Schwachheit des Menschen. Herrschaft der Götter. Gaben der Götter. Verehrung. Vergötterung einzelner Menschen. Andererseits φύσις = Entstehung, Natur(kraft, -anlage) (*natura creatrix*). Instinkt. — Wesen (*rerum natura*, οὐσία, ὄν.), νόμος καὶ φύσις. Endlich κόσμος = Ordnung. — Weltall: Definition. Entstehung. Vergehen. Kosmologie. Prädikate. Lage. Bewegung. Teile. — Meteora. Seele. Gott. διοίκησις. Mensch (sein Verhältnis zum κόσμος)[2]). Im einzelnen wird man natürlich über die Anordnung der Stellen unter den betr. Stichwörtern, d. h. über die grundsätzliche Disposition auf Grund von Bedeutung und Gebrauch anderer

1) Ueber die äußere Einrichtung des Index ist die voraufgeschickte »Zeichenerklärung« zu beachten. — Uebrigens sei daran erinnert, daß das »Stellenregister« sowie das Register der Eigennamen schon in der ersten Hälfte des zweiten Bandes (Berlin 1907) S. 737—864 gegeben sind.

2) Als besonders wichtige Artikel hebe ich beispielsweise hervor: θυμός, ψυχή, νοῦς, λόγος. — κόσμος, θεός (-οί) θεῖος, δαίμων, φύσις, — ἀήρ, γῆ, πῦρ, ὕδωρ, — ἄτομος, ὄγκος, ναστός, — εἶναι (τὸ ὄν), πάθος (ἀπαθής), ἄπειρος, — σάρξ, σκῆνος, σῶμα (ἀσώματος).

Ansicht sein können. Doch würde ein näheres Eingehen hierauf zu weit führen.

Dagegen muß ich einen anderen Punkt von allgemeiner Bedeutung für den Benutzer des Index hier erörtern. Kranz sagt p. IV in der Vorrede: ›Was den Inhalt betrifft, so ist gleichfalls alles Wesentliche und nur dies verzeichnet; die Terminologie, die für die Philosophie der Vorsokratiker von Bedeutung ist, wurde besonders berücksichtigt, nicht aber die der doxographischen Literatur selbst, wie sie die unter A abgedruckten Berichte geben; sie liegt im Index der Doxographi Graeci bearbeitet vor, den dieses Buch nach der einen Seite ergänzen will‹. Kranz will mit dieser in ihrer Fassung nicht ganz glücklichen Bemerkung aussprecheu, daß er die spezifisch doxographische Terminologie nicht berücksichtigt hat. Das bedarf für den Kenner keiner Begründung. Zwei Zusätze scheinen mir hierzu wünschenswert: 1) daß aber der Wortschatz der Doxographen, soweit er für die Lehre (bz. die Terminologie) der Vorsokratiker in Betracht kommt, in weitestem Umfange berücksichtigt sei, wie schon der bloße Augenschein beim Nachsehen fast jedes Stichworts lehre[1]). (Einer Begründung für dies Verfahren bedurfte es nicht, da es bei Lage der Dinge und bei den Zielen des Index ganz selbstverständlich ist); 2) hätte hier aber hervorgehoben werden müssen, daß durch die mit A bezeichneten wie überhaupt durch alle nicht durch B (und Fettdruck der Zeilenzahl als wörtliche Fragmente) charakterisierten Stellen für das Vorkommen oder den Gebrauch der betr. Stichwörter bei den Vorsokratikern selbst noch nichts bewiesen wird, sondern daß es in jedem einzelnen Fall erst der Untersuchung auf Grund sämtlicher unter dem Wort verzeichneter Stellen bedarf. Ich möchte dies an einem Beispiel erläutern. Das Wort μετάρσιος, das später oft synonym mit μετέωρος gebraucht wird[2]), heißt bekanntlich eigentlich ›erhoben‹, ›emporgehoben‹, dann ›in der Höhe (über der Erde) befindlich oder auch schwebend‹. Von meteorischen oder siderischen Dingen wird es in den uns erhaltenen Fragmenten der ›Vorsokratiker‹ überhaupt nicht gebraucht. Denn an der einzigen Stelle, wo es in einem V.-S.-Fragment vorkommt (Empedokles fr. 35, S. 186,2 Diels, vgl. aber hierzu Nachtr. Bd. II 2 p. IV), heißt es in anderem Sinne ›in der Schwebe befindlich‹[3]). Nun

1) Da durch das vorgesetzte A die Stellen aus doxographischer Quelle von denen der Fragmente selbst (B) klar unterschieden sind.

2) Ueber μετέωρος (μετάρσιος) und seine Sippe werde ich demnächst eine besondere Untersuchung veröffentlichen.

3) Πολλὰ δ' ἄμεικτ'. ἕστηκε κεραιομένοισιν ἐναλλάξ, ὅσσ' ἔτι Νεῖκος ἔρυκε, μετάρσιον (zwischen den ἔσχατα τέρματα κύκλου und dessen Mittelpunkt). Man sollte mit Diels μετάρσια erwarten.

sind aber im Index von Kranz noch zwei Stellen s. v. μετάρσιος angeführt: betr. der Lehre des Xenophanes I p. 43, 20, eine Stelle, an der es auf Vorgänge in der Atmosphäre geht, also in meteorologischem Sinne gebraucht ist[1]) — aber diese Stelle beruht auf rein doxographischer Terminologie; und gerade Aetius benutzt das Wort μετάρσιος gern statt μετέωρος. — Die andere Stelle I 297, 33 = Plutarch Perikl. 32 ... ψήφισμα Διοπείθης ἔγραφεν εἰσαγγέλλεσθαι τοὺς τὰ θεῖα μὴ νομίζοντας ἢ λόγους περὶ τῶν μεταρσίων διδάσκοντας ἀπερειδόμενος εἰς Περικλέα δι' Ἀναξαγόρου τὴν ὑπόνοιαν ..., die auf meteorische wie siderische Dinge geht, beweist — selbst wenn der Ausdruck schon in dem Psephisma des D. (das bekanntlich der Sammlung des Krateros entstammt) gestanden haben sollte — für den Sprachgebrauch des Anaxagoras selbst noch nichts[2]). — Noch instruktiver ist die Prüfung der Stellen s. v. μετέωρος und der von diesem abgeleiteten Wörter. Daß das Wort selbst schon von Vorsokratikern des fünften Jahrhunderts sowohl in meteorischem wie siderischem Sinne gebraucht worden ist, wird man freilich zugeben müssen, obgleich es in keinem der uns erhaltenen Fragmente vorkommt. Aber der Sprachgebrauch anderer Schriftsteller des fünften Jahrhunderts, die mit der Terminologie der vorsokratischen Naturphilosophen Fühlung haben, beweist das[3]). — Die anderen Stellen des Index s. v. stammen aus doxographischen Berichten: I p. 14, 5 (Lehre des Anaximandros τὴν γῆν εἶναι μετέωρον) vgl. II 1 p. VI Nachtr. z. I p. 16, 40 aus Eudemos fr. 94 Sp. An beiden Stellen, die auf dieselbe Sache gehen, heißt es: (in der Luft) schwebend. Entsprechend über Anaxa-

1) Aus Aetius III 4, 4: Ξ. ἀπὸ τῆς τοῦ ἡλίου θερμότητος ὡς ἀρχικῆς αἰτίας τἀν τοῖς μεταρσίοις συμβαίνειν. Dann wird des X. Erklärung der νέφη, ὄμβροι, πνεύματα gegeben unter Beifügung von fr. 30.

2) Uebrigens hätte Kr. aus den V. S. noch 55 A 18 (354, 44) betr. der Lehre des Demokrit und 66 A 7 (= II 1 S. 471, 15 aus Eur. Alkest. 963) betr. »Orpheus« s. v. μ. anführen können; Stellen, die freilich für den Sprachgebrauch der V. S. auch nichts beweisen.

3) Aristophanes Wolken 264 (= Fr. d. V. I S. 341, 13 f.): ὦ δέσποτ' ἄναξ, ἀμέτρητ' Ἀήρ, ὃς ἔχεις τὴν γῆν μετέωρον: Anspielung auf die Lehre des Diogenes von Apollonia (vgl. auch v. 265 f.). Ferner Wolken 225 ff. = Fr. d. V. I 340, 14: οὐ γὰρ ἄν ποτε | ἐξηῦρον ὀρθῶς τὰ μετέωρα πράγματα (die Stelle fehlt bei Kranz). — Eupolis fr. 146b Kock = Fr. d. V. II 1 S. 530, 14 ff. (fehlt bei Kranz) sagt von Protagoras (vgl. Fr. d. V. II 1 S. 525, 16 f.): ὃς ἀλαζονεύεται μὲν ἀλιτήριος | περὶ τῶν μετεώρων, τὰ δὲ χαμᾶθεν ἐσθίει. — Andererseits vgl. die Hippokratische Schrift *De aere aq. loc.* ed. Kühlewein, wo c. 1 (p. 33, 20 u. 34, 2), vgl. c. 7 (p. 42, 12), c. 19 (p. 61, 22) μετέωρος von hochgelegenen Gegenden gebraucht wird; aber c. 8 p. 45, 8 heißt es von dem feinsten Wasserdampf in der Atmosphäre φέρεται μετέωρον (er wird in den Lüften dahingetragen). Zum Sprachgebrauch dieses Arztes vgl. unten zu μετεωρίζειν, μετεωρολόγος. Im übrigen vgl. meine demnächst erscheinende Untersuchung »Μετέωρος-μετεωρολογία« (Philologus 71).

goras' Lehre p. 301,31 ff.; über die des Leukippos 347,37 (von den Gestirnen), 347,28 f. 34 εἰς bz. πρὸς τὸ μετέωρον ›in die Höhe‹) von Philolaos 237,24 (τεταγμένα τῶν μετεώρων von den Gestirnen); endlich 6,45 (Suidas von Thales ἔγραψε περὶ μετεώρων ἐν ἔπεσι — bezieht sich auf die unter Thales' Namen gehende Ναυτικὴ ἀστρολογία, vgl. 1 B 1 Diels). — Noch vorsichtiger muß man bei den von μετέωρος abgeleiteten Worten sein, die der Index verzeichnet. — Freilich μετεωρίζειν ›in die Höhe heben‹, das im Passiv doxographische Quellen in Wiedergabe der Lehre des Anaximandros (18,43 f.) und des Leukipp (347,29 u. 38) gebrauchen, gehört sicher schon der wissenschaftlichen Sprache des fünften Jahrhunderts an[1]), ebenso μετεωρολόγος, das nicht nur bei Hesych als Prädikat des Hippodamos erscheint[2]), sondern auch in Gorgias' Helena § 13 (= Fr. d. V. II 1,559,2 ff.) vorkommt, wo es die Physiker überhaupt bedeutet, die sich mit den μετέωρα, den Dingen und Vorgängen ›in der Höhe‹ (in der Atmosphäre wie in der Sternenwelt) beschäftigen. Außerdem kommt das Wort, adjektivisch gebraucht, bei Hippokrat. De aere 2 p. 34,24 f. K. in bemerkenswerter Weise vor. Nachdem der Verfasser ausgeführt hat, daß der tüchtige Arzt die μεταβολαὶ τῶν ὡρέων und die Bedeutung des Auf- und Untergangs der Gestirne für die Witterung und daher für die gesundheitlichen Verhältnisse des kommenden Jahres kennen muß, fährt er fort: εἰ δὲ δοκέοι τις ταῦτα μετεωρολόγα εἶναι, εἰ μετασταίη τῆς γνώμης, μάθοι ἂν ὅτι οὐκ ἐλάχιστον μέρος συμβάλλεται ἀστρονομίη ἐς ἰητρικὴν κ. τ. λ. Hier hat das Wort noch keinen üblen Nebensinn, wenn es auch — nach dieser St. zu schließen — schon länger im Gebrauch gewesen zu sein scheint[3]). — Anders steht es mit dem Wort Μετεωρολογία. Kranz' Index vermerkt hierzu nur: ›Tit. Diog. A 4 (329,3)‹. — Dies soll nach Simplikios der Gegenstand (bz. Titel) einer ihm selbst nicht mehr vorliegenden Schrift des Diogenes von Apollonia gewesen sein. Hier hätte K. aber auf Diels' Bemerkung S. 333 unten verweisen müssen, denn dieser nimmt an, daß es eine von Diogenes so genannte Schrift überhaupt nicht gegeben hat, da die Selbstzitate des D. sich alle auf dieselbe Schrift (Περὶ φύσεως) bezogen, von der ein Teil die μετέωρα behandelte. — Jedenfalls ist es sehr zweifelhaft, ob Diogenes das Wort μετεωρολογία schon gebraucht hat. — Andererseits hätte K. hier auch Fr. d. V. 297,8 (vergl. hierzu jetzt Diels, Sitzungsber. d. Preuß. Ak. 1910 S. 1142,1)

1) Vgl. Hippokrat. De aere, aq., loc. 8 p. 45,1 (von verdunstendem, in die Luft emporgezogenem Regenwasser).

2) Fr. d. V. I 227,44 f. τὸν Πειραιᾶ Ἱππόδαμος Εὐρυφῶντος παῖς ὁ καὶ μετεωρολόγος διεῖλεν Ἀθηναίοις. Vor διεῖλεν ist wohl ein Wort wie καλούμενος zu ergänzen.

3) Ich behandle die St. genauer in meiner demnächst erscheinenden Abhandlung.

n. 11 für Anaxagoras anführen müssen. — Endlich ist in Betreff der noch im Index angeführten Worte μετεωρολέσχης (Fr. d. V. 297, 43 f. = Plutarch Nik. 23 von Anaxagoras, aus alter Quelle, vgl. Perikl. 5) und μετεωροσοφιστής, wie in den »Wolken« (360 f. = Fr. d. V. II 1, 564, 7 ff.)[1]), der Chor den Prodikos nennt, ohne weiteres klar, daß diese Ausdrücke von den Feinden der vorsokratischen (bz. der dem Sokrates noch gleichzeitigen) Naturphilosophen geprägt sind. —

Zum Schluß seien noch ein paar Kleinigkeiten verbessert: s. v. νέφος Sp. 401 Z. 48 hätte nach der Stelle betr. Xenophanes (42, 45) gleich die Stelle, die jetzt Sp. 402, 2 f. steht — (v. πεπιλημένον = σελήνη Xenophan. A 43 (43, 12) — gesetzt werden müssen, da die beiden Stellen 42, 45 und 43, 12 von der Lehre des Xenophanes über die Entstehung der Himmelskörper aus den Wolken zusammengehören. Bei der jetzigen Anordnung werden sie durch die dazwischenstehenden beiden Stellen über Herakleitos, die mit der Lehre des X. keine nähere Verwandtschaft haben[2]), unnötig getrennt. — s. v. ἀείφυλλον war zuzufügen: vgl. ἐμπεδόφυλλον Empedokl. B. 77. 78 (194, 20. 28), da diese Stelle dasselbe Problem — die Ursache der Aeiphyllie — behandelt[3]). — s. v. αὐτάρκεια ist Sp. 111, 11 ein Versehen: hier wird Hegesidamos für den Gebrauch des Wortes angeführt. Aber die St. II 1, 579, 6 f. zeigt, daß das ὅς dort sich auf Hippias bezieht. Im übrigen vgl. Diels in der Adn. — s. v. δυνάστης fehlt Hippokr. de flat. 3 = 51 C 2 (340, 30) — κοσμογονία fehlt im Ind. (So nennt Plut. Amator. 13 = Fr. d. V. 123, 29 den 2. Teil des Gedichts des Parmenides.) — s. v. μετέωρος fehlt: Demokrit 55 A 75 (365, 24) s. v. πέλας fehlen zwei Stellen aus Gorgias: fr. 3 p. 552, 19 ... ἀνέξοιστον καὶ ἀνερμήνευτον τῷ πέλας. Denn daß diese Ausdrucksweise nicht erst von Sextus herrührt, der uns die Stelle erhalten hat, ist sicher, denn 1) haben Demokrit wie die alten Sophisten ὁ πέλας = der Mitmensch schon öfter gebraucht ⟨Fr. d. V. 438, 1 aus fr. 293 des Demokr. αἱ τῶν πέλας ξυμφοραί. — Antiphon soph. fr. 58 p. 601, 18 u. 21 (dagegen 601, 11 f. in demselben Fragment τὸν πλησίον), Kritias fr. 15, 6 D. (dagegen beim Anonymus Jamblichi p. 631, 15 f. Diels τοὺς πλησίον)⟩ und ebenso die Tragiker[4]), 2) wird das Wort später verdrängt durch ὁ πλησίον[5]).

1) Vgl. Vögel 690 ff. und Diels' Anm. zu Fr. d. V. II 1, 564, 30.

2) Denn dort (59, 17. 19) handelt es sich um die Entstehung des Donners und der πρηστῆρες.

3) Vgl. W. Capelle »Zur Geschichte der griechischen Botanik« Philologus 69 (1910) S. 283 ff.

4) Z. B. Sophokl. Phil. 340. Eur. Heraklid. 2. Fr. 659, 5 N.

5) Ueber ὁ πέλας (ὁ πλησίον) in dem Sinne »der Nächste« (der Mitmensch) — die christliche Ausdrucksweise stammt aus der griechischen Ethik — denke ich an anderer Stelle einiges zu sagen. — Uebrigens ist bezeichnend, daß 554, 33

Die andere Stelle ist 555, 1 (τοῖς πέλας). Außerdem mußte am Schluß der Stellen unter πέλας von K. zugefügt werden: vgl. πλησίος. Unter πλησίος fehlt die oben aus dem Anonymus Jambl. angeführte Stelle p. 631, 15, wo obendrein wohl nahezu wörtliche Wiedergabe des Originals vorliegt. — Druckfehler bz. Versehen sind Sp. 104, 17 f., wo es ⟨statt B 104 (77, 5)⟩ heißen muß B 105 (77, 4), ferner Sp. 647, 32, wo nach (323, 31) zuzufügen): vgl. 325, 33 f. Doch das sind Kleinigkeiten, die dem Werte der Arbeit keinen Eintrag tun.

Der Index von Kranz ist für jeden, der sich aus irgend einem Grunde mit den Vorsokratikern wissenschaftlich beschäftigt, ein unentbehrliches Handbuch[1]). Er bildet zugleich ein bedeutendes Stück Vorarbeit für das große griechische Wörterbuch (oder den Thesaurus?) der Zukunft. Die grenzenlose Mühe, die auf diesen Index verwendet ist, wird dadurch belohnt werden, daß er auf Menschenalter hinaus seinen Wert behalten wird.

Wie für die Sprachgeschichte in engerem Sinne, so und noch mehr (durch die Wortgeschichte) für die Geschichte des griechischen Denkens überhaupt, ist hier in mühseliger Arbeit, mit peinlicher Gewissenhaftigkeit, mit Verständnis und Umsicht — unter der Aegide des Meisters — für die Forschung ein wahrhaft kostbares Material zusammengetragen und systematisch geordnet worden, das für die Geschichte der wissenschaftlichen Begriffe und ihre Terminologie bei den Griechen in eigentlichem Sinne grundlegend ist, das aber in Folge der Bedeutung der griechischen Sprache und der griechischen Philosophie für die Entwickelung und den singulären Wert der abendländischen Kultur — sagen wir ruhig: für die Geistesgeschichte der Menschheit überhaupt — einzig dasteht.

Bergedorf b. Hamburg. Wilhelm Capelle.

Sextus (bei Wiedergabe desselben gorgianischen Gedankens wie 552, 19) statt τῷ πέλας vielmehr ἑτέρῳ — entsprechend dem lat. *alter* — sagt. Andererseits vgl. 554, 36 ταῦτα ἑτέρῳ μηνύεσθαι mit 555, 1 μηνύομεν τοῖς πέλας.

1) Der Erforscher der philosophischen Terminologie, überhaupt der Sprache der griechischen Wissenschaft im 6. und 5. Jahrhundert, wird sich natürlich nicht auf das Sprachgut dieses Index beschränken, sondern die gleichzeitige medizinische und die historisch-geographische Literatur ständig heranziehen.

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Paulus. Eine kultur- und religionsgeschichtliche Skizze von D. **Adolf Deissmann,** ord. Professor an der Universität Berlin. Mit je einer Tafel in Lichtdruck und Autotypie sowie einer Karte: Die Welt des Apostels Paulus. Tübingen 1911, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). VIII, 202 S.

Vor drei Jahren hatte ich, noch als Redakteur dieser Zeitschrift, das ›Licht vom Osten‹ desselben Verf., um mir die Mühe der Rezensentensuche zu sparen, selbst zur Besprechung übernommen. Das Buch reizte mich zum Widerspruch. Zwar war es vom Verleger glänzend ausgestattet, enthielt allerhand belehrendes Material, entbehrte auch nicht der lexikalischen Gelehrsamkeit, mit der der Verf. schon seit längerer Zeit gegen das altmodige Gespenst der ›biblischen Gräcität‹ kämpft. Daß der Versuch unternommen wurde, die moderne Papyrus- und Ostrakaforschung für das Studium des N. T. fruchtbar zu machen, ist unzweifelhaft dankenswert. Aber der Früchte waren nicht gar zu viel, zum mindesten lange nicht so viel, wie man nach den gefühlvoll schwülstigen Aeußerungen des Verf. annehmen sollte. Die Urkunden des täglichen Lebens, für die der Verf. sich besonders interessiert, sind indirekt freilich wertvoll auch für die Erforschung des N. T., aber nur dann wenn sie um ihrer selbst willen behandelt und ins Ganze der Altertumswissenschaft hineingestellt werden. Dann ergeben sich ungesucht und am Wege Aufklärungen über die älteste christliche Literatur; wer sie ohne Nebenzwecke auszuschöpfen sich bemüht, wird genug finden um nicht bekümmert zu sein, wenn jene Aufklärungen meist nicht im Zentrum des christlichen Lebens liegen; zu dem führt nun einmal der Weg durch das Judentum, das nur ausnahmsweise in den Papyri eine Rolle spielt. Der Verf. aber, der zur Ergänzung und Erklärung der Papyri an und für sich nicht eben viel beisteuert, zerrt sie ins N. T. und umgekehrt dies in sie hinein; das ist ein Beginnen das ebenso zu verurteilen ist wie die Manier

der Assyriologen und Babylonisten das A. T. aus den ›Urkunden‹ aufzuhellen, wobei meist diese und jene dunkler werden. Wenn z. B. das Vorkommen von κύριος beim Kaisernamen zur Grundlage einer Betrachtung über das Verhältnis der Christen zum Kaiserkult gemacht wird, so können nur Phrasen die Unfruchtbarkeit solcher Beobachtungen verdecken. Am schlimmsten wirds, wenn die ephemeren Schreibereien auf den Papyri mißbraucht werden, um daraus ein Urteil über die in der frühchristlichen Literatur lebendigen literarischen Formen zu gewinnen. Natürlich ist es nützlich, ja unerläßlich, die Briefe des Tageslebens aus den Papyri zu kennen um z. B. die Grußformeln des Paulus und des Presbyters der den zweiten und dritten johanneischen Brief schrieb, zu beurteilen; den Geist der sich im Gemeindebrief eine Form für sein inneres Leben schafft, erkennt man nicht aus der Massenware die, flüchtig entstanden, flüchtig vergangen ist, nur das Kleine und Ueberkommene, nie das Große und Neue enthält. Wollte der Verf. vom Aeußeren aus diesem Geheimnis näher kommen, so hätte er wenigstens den Versuch wagen sollen die Briefe autoritativer Persönlichkeiten an irgend eine Gemeinschaft oder die welche z. B. Philosophengenossenschaften oder jüdische Gemeindevorstände mit einander wechseln, aufmerksam zu studieren: davon ist aber nichts zu finden. Er bleibt lieber bei den kleinen Leuten. Ich bin der Letzte der leugnet daß das christliche Evangelium Gewaltiges geleistet hat durch das innere Leben das es den Kleinen und Niedrigen gegeben hat: aber zweierlei soll man nicht übersehen, wenn man den Weg des Christentums zur Weltmacht verstehen will, das wunderbare Werden der kirchlichen Organisation und die Eroberung der gebildeten Welt. Davon weiß der Verf. nichts zu sagen; und doch wäre das Christentum verrauscht wie so viele in den ersten beiden Jahrhunderten emporquellende religiöse Bewegungen, wenn es nur Konventikel mystisch gestimmter Handwerker hätte stiften können.

Die geplante Rezension blieb um anderer, größerer Arbeiten willen liegen und wäre wohl demselben Schicksal verfallen, wie viele für diese Zeitschrift übernommenen Besprechungen, wenn nicht der Verf. aus Vorlesungen die er in Upsala gehalten hat, wiederum ein Buch zusammengestellt hätte, in dem er sich diesmal auf Paulus beschränkt hat. Viele der Thesen des früheren Buches sind hier z. T. in nahezu gleicher Formulierung wiederholt, manche breiter ausgeführt. So glaube ich die alte Schuld der Hauptsache nach abtragen zu können, wenn ich diese neueste Leistung bespreche, auch ohne daß ich auf die frühere zurückgreife.

Der Verf., der mit Angaben über sich selbst in diesem wie in früheren Büchern nicht zurückhält, läßt an einer Stelle [S. 120] durch-

blicken daß er aus Mystikerkreisen stammt. Was er sich davon bewahrt hat, ist stark genug gewesen um ihm eine kräftige Abneigung beizubringen gegen den schematischen Paulinismus der dogmatischen Lehrbücher und ihn zu gefühlvollen Predigten über die paulinische Christusmystik zu inspirieren. In diesen Kapiteln fühlt er sich in seinem Element, da glücken ihm treffende Formulierungen; und wenn man auch die Meinung verfechten kann, daß Paulus darum zu den Großen der Geschichte gehört, weil die Mystik seiner nicht Herr geworden ist, einen bedeutenden Teil seines Wesens hat sie nun einmal ausgemacht, und wer sich daran macht den Schutt hinwegzuräumen, den die moderne Scholastik ebenso gut wie die mittelalterliche über das Mystische in Paulus gehäuft hat, dem ist nicht nur der Erbauung suchende Gläubige Dank schuldig, sondern auch der Forscher, der seine Seele lediglich an die Erkenntnis vergangener Dinge und Menschen gegeben hat. Er wird es auch verwinden, wenn die Mystik in die Grammatik eindringt und einen Genetivus mysticus erfindet [p. 94], der dann zu den Uebersetzungen ›Christusminne‹ und ›Gottesminne‹ [p. 106] führt, obgleich kein Zweifel ist daß Röm. $8^{35.\,39}$ die zu ἀγάπη hinzugesetzten Genetive Χριστοῦ und θεοῦ nur in die von dem Verf. wegen ihrer Nüchternheit verachtete Kategorie des Gen. subi. fallen können; dasselbe gilt von 2. Kor. 5^{14}, einer Stelle die der Verf. S. 120 recht flach interpretiert: ἡ ἀγάπη τοῦ Χριστοῦ und εἷς ὑπὲρ πάντων ἀπέθανεν sind dem Sinne nach dasselbe. Das Uebersetzen ist überhaupt nicht die starke Seite des Verf.: das berühmte, längst richtig erklärte ὃς … οὐχ ἁρπαγμὸν ἡγήσατο τὸ εἶναι ἴσα θεῶι Phil. 2^{6} heißt bei Leibe nicht ›der Gott gleich zu sein nicht räuberisch begehrte‹ [S. 113].

Im allgemeinen erweckt derjenige der eingesteht daß ihm paulinische Stellen dunkel geblieben sind, ein günstiges Vorurteil für sein philologisches Können und Wollen; aber Röm. 2^{22} (ὁ βδελυσσόμενος τὰ εἴδωλα ἱεροσυλεῖς;) wird der jüdische Heuchler, den der Ekel vor den Götzen nicht hindert heidnisches, also unreines Tempelgut sich anzueignen, so deutlich geschildert, daß der Verf. sich sein unsicheres Hin- und Herraten über die vermeintlich dunkle Stelle sparen konnte [S. 66]. In der Stelle Phil. 2^{13} θεὸς γάρ ἐστιν ὁ ἐνεργῶν ἐν ὑμῖν καὶ τὸ θέλειν καὶ τὸ ἐνεργεῖν ὑπὲρ τῆς εὐδοκίας hat der praepositionale Ausdruck mit dem ›formelhaften ὑπὲρ εὐχαριστίας ägyptischer Inschriften‹ [S. 126[3]] nichts mehr gemein als die nicht eben seltene Konstruktion von ὑπέρ mit dem Genetiv: εὐδοκία ist bei Paulus = ἡ καλὴ προαίρεσις oder τὸ καλῶς προαιρεθέν und er will hier sagen daß Gott das sittliche Wollen und das Wirken für das was man sittlich gewollt hat, weckt. Aus 2. Kor. 5^{2} ff. wird sonderbarer Weise

herausgelesen [S. 47] daß Paulus ›das Abbrechen des irdischen Zeltes ein grauenvoller Gedanke ist‹: die in doppelter Fassung überlieferte Meinung des Apostels kann nur die sein, daß er grade über die Last des ›irdischen Zeltes‹ seufzt und sich danach sehnt die himmlische Hülle darüber zu ziehen.

Man könnte, wie gesagt, an und für sich über diese Unschärfe im Verstehen der Texte wie über ein gelegentliches Versagen, gegen das keiner gefeit ist, hinwegsehen, braucht auch einem Gelehrten den seine theologischen Fachgenossen im freundlichen und unfreundlichen Sinne einen Philologen zu nennen pflegen, den aus Ἰουνίαν Röm. 16[7] erschlossenen masculinen Nominativ Iunias [S. 143. 147[3]] nicht gar zu übel zu nehmen: aber es steigen ernsthafte Zweifel darüber auf ob der Verf. überhaupt ein wissenschaftliches Verständnis der paulinischen Schriftstellerei sich als Ziel steckt, wenn man folgende Betrachtung über Phil. 2[6] ff. liest [S. 113]: ›Verstanden werden kann dieses Bekenntnis nur von der frommen Einfalt stillster Andacht. Man lasse alle Kommentare zu Hause [bis hierhin läßt sichs hören] und bitte einen anatolischen Christen, den Urtext dieses Bekenntnisses einmal leise vorzulesen, in dem psalmodierenden Rhythmus, in dem der christliche Osten die Perikopen der griechischen Bibel im Halbdunkel seiner Kirchen liest: ein Teil der Untertöne des alten Psalms wird dann wieder lebendig, wir werden frei vom Elend der Historie, und wir kommen in fernen Kontakt mit den armen Heiligen Mazedoniens, die die ersten Eigentümer des Schatzes waren‹. Wenn dies das Vehikel für das Verständnis des Apostels sein soll, ziehe ich unbedenklich die alte ›mechanische Inspirationstheorie‹ vor: die glaubte noch daran daß Paulus im Angesicht des lebendigen Gottes tiefsinnige Dinge schrieb, zu deren Deutung Arbeit und Nachdenken gehöre; sie ahnte in ihrer Einfalt noch nichts von einer durch liturgisches Geplärre zu erzeugenden Hypnose, die weder mit geschichtlicher Phantasie noch mit echter Erbauung das Geringste zu tun hat.

Täusche ich mich nicht, so ist es eine Signatur der jetzt üppig aufschießenden theologischen Literatur über Paulus, daß es ihr mehr auf eine, meist subjektive und mit Vorliebe homiletisch gefärbte Abschätzung einzelner Seiten des Apostels als auf ein geschichtliches Verständnis des ganzen Mannes ankommt. Auch dem Verf. ist es, wenn er die paulinische ›Christusmystik‹ an die Stelle des Paulinismus der Dogmatik setzen will, in erster Linie um ein Werturteil zu tun: er hat zwar eine Ahnung davon daß in seiner These ein wissenschaftliches Programm steckt [S. 88], aber er hütet sich dies Programm auszuführen. Dabei würde sich herausstellen daß die Mystik sehr verschiedene Formen angenommen hat, die so scharf wie möglich unterschieden

werden müssen. Die des Paulus ist schroff individuell, nur auf den auferstandenen Christus, nicht auf den Jesus der Evangelien gerichtet, voll der Hoffnung auf das Ende; das vierte Evangelium will von dieser Hoffnung nichts wissen, hier ist die Kirche mit ihren Sakramenten der Träger der unio mystica; mit unerhörter Kühnheit wird ein neugedichtetes Jesusbild an die Stelle des überlieferten gesetzt. Stärkere Gegensätze sind nicht denkbar, dem Verf. verschwinden sie gänzlich in mystischem Dampf und er tischt ernsthaft solche Ungeheuerlichkeiten auf, wie S. 90: ›das gewaltigste Denkmal echtesten [!] Verständnisses der Paulusmystik aber sind Evangelien und Briefe des Johannes; ihr Logos-Christus ist der Pneuma-Christus, den der von dem irdischen Jesus und von Paulus gleichermaßen inspirierte Evangelist in schwerer Kampfeszeit noch einmal Fleisch werden läßt, für die Gemeinde der Heiligen‹. Das ist im Grunde nichts als die kirchliche, von dem Verf. scheinbar so verachtete Dogmatik, die alle Schriften des neutestamentlichen Kanons auf eine Ebene projizieren mußte, nur mit dem Unterschied daß jene sichs unter dem Zwang die historisch gewordenen Widersprüche auszugleichen redlich sauer werden ließ, während die in anspruchsvoller Modernität einherstolzierenden Formulierungen des Verf. weder Nachdenken noch Arbeit verraten. Neben dieser Unfähigkeit die Probleme des vierten Evangeliums auch nur zu sehen ist es eine Kleinigkeit, wenn [S. 102] aus der Interpolation Lc. 22 [20] abenteuerliche Schlüsse für den Paulinismus Jesu gezogen werden.

Mit Freude las ich die Ueberschrift des vierten Kapitels ›Der Jude Paulus‹: zum paulinischen Christentum geht, wie zu dem der Urgemeinde, der Weg des Verständnisses durch das Judentum. Auch hier hat der Verf. im allgemeinen eine Ahnung des Richtigen, aber sie setzt sich ihm nicht zu präzisen Fragen um. Mich wundert daß er das Wichtigste und Größte das Paulus aus dem Judentum mitbrachte, nicht erwähnt, das ethische Verhältnis in dem er als ›Sohn Abrahams‹ zu dem persönlichen Gott seines Volkes stand: er unternimmt nirgendwo den Versuch von hier aus den Römerbrief zu verstehen. Nicht ungeschickt, wenn auch gelegentlich mit arg verfehlten Deutungen [vgl. die groteske Behandlung von Röm. 3 [25] S. 51 [6]], polemisiert er gegen die mit unlebendiger Dogmatik aus den loci abstrahierten Rechtfertigungslehren, streift aber mit keinem Wort die ungeheure Differenz zwischen dem Sündenbegriff des aus dem A. T. bekannten nachexilischen Judentums und dem des Paulus. Jenes postuliert eine sichtbar vergeltende Gerechtigkeit Gottes, es quält sich damit ab wie Jahveh es dulden kann daß Sünde und Ungerechtigkeit triumphiert, und rechnet doch wieder damit daß die Sünden des

Volkes und des Individuums von Gott vergessen werden können: für Paulus ist die Sünde eine kosmische Macht, die mit Leiblichem, Irdischem, Daemonischem zusammenläuft, und der ethische Prozeß der Erlösung, der sich im Individuum abspielt, ist zugleich eine Neuschöpfung der verderbten Kreatur. Die ausgeprägte, als bekannt vorausgesetzte Terminologie zeigt daß diese Konzeptionen von Paulus übernommen sind und ihm nur angehört daß er den gekreuzigten und auferstandenen Christus in die Mitte gerückt hat. Aber woher hat er sie überkommen, und wie sind sie im einzelnen zu deuten? Ich habe nichts dagegen, wenn der Verf. den paulinischen Christus mit dem paulinischen Pneuma identifiziert, aber was ist dies Pneuma? Sicherlich nicht das stoische, so wenig wie der λόγος θεοῦ Philos oder der λόγος θεός des vierten Evangeliums mit dem stoischen λόγος τοῦ κόσμου verwechselt werden darf; aber auch die alttestamentliche רוח יהוה die in dem Propheten redet, deckt sich mit dem paulinischen Pneuma keineswegs. Wenn auf diese Fragen eine glatte Antwort noch nicht gefunden ist, so entbindet dies den der über die paulinische Mystik schreibt, nicht von der wissenschaftlichen Pflicht sie sich vorzulegen und in der Weise die ihm richtig scheint, präzis zu formulieren: wie wenig der Verf. daran denkt, verrät er mit der naiven Aeußerung [S. 128]: ›ein anderes Mal ist der Seherblick, hellenistischer, auf die Unsterblichkeit der Seele gerichtet‹. Als wenn der Mann dem πνεῦμα und ψυχή Gegensätze sind und der sich nach dem pneumatischen Leibe sehnt, mit dem Philosophendogma von der ἀφθαρσία τῆς ψυχῆς etwas hätte anfangen können!

Trotz alledem, wenn der Verf. sich damit begnügt hätte den Hauptinhalt der Kapitel über die Christusmystik zu einem Vortrag oder noch besser zu einer Predigt zusammenzufassen, so wäre daraus etwas Gutes geworden, an dem auch mancher Zweifler, der sich nur ungern unter die Kanzel setzt, seine Freude gehabt hätte. Jetzt wird die unbefangene Anerkennung des vom Verf. Geleisteten dadurch erschwert, daß er, um ein Buch über Paulus zu Stande zu bringen, diesen Kapiteln andere hinzugefügt hat, die zwar für die Eigenart des Verf. selbst manches ausgeben, über Paulus aber nichts Neues oder Verkehrtheiten vorbringen. Der Abschnitt über Paulus als Apostel besteht nur aus den hergebrachten rhetorischen Periphrasen von Briefstellen, natürlich fehlt auch das salbungsvolle, aber historisch falsche Lob des ›großen Organisators‹ nicht. Welche Stellung Paulus selbst und sein literarischer Nachlaß zu der werdenden Kirche eingenommen hat, ist ein Problem an dem die Gedankengänge des Verf. vorbei laufen; Mystiker verwechseln gerne Konventikel und Kirche, und wie wenig er über den Kirchenbegriff nachgedacht hat, verrät seine An-

erkennung des längst überwundenen Buches von Heinrici. Es sollte doch zu denken geben, daß in der Großkirche des zweiten Jahrhunderts wenig von paulinischen Gedanken zu spüren ist, dagegen die Asketenkirche Marcions und die Pneumatikerkonventikel Valentins von seinen Briefen einen ähnlich verwegenen Gebrauch machen, wie die Montanisten vom vierten Evangelium: weder Paulus noch ›Johannes‹ sind ein in gradliniger Succession vermachtes Erbgut der Kirche, verdanken vielmehr ihre Aufnahme unter die theopneusten Schriften des Kanons Kämpfen und Kompromissen, die darum aus der Kirchengeschichte nicht gestrichen werden dürfen, weil die direkte, bequem zu erreichende Ueberlieferung so gut wie nichts von ihnen weiß.

Der Verf. tut sich viel darauf zu Gute, daß er zweimal im Orient gewesen ist, gesteht freilich mit naiver Offenheit, daß er seine Eindrücke meist auf den großen Dampfern und in den Wagen der anatolischen Eisenbahn gesammelt hat. Solchen Reisenden pflegt die Natur wenig zu erzählen, auch ganz abgesehen davon daß sie von Paulus nichts erzählen kann, aus dem einfachen Grunde weil er ihr nichts anvertraute. Wer S. Francesco verstehen will, muß nach Assisi und auf die Verga pilgern: Paulus ist schon darum kein reiner Mystiker, weil er ohne angespannte Tätigkeit in den Städten und unter den Menschen nicht existieren konnte; er hatte, wie Sokrates, für die Offenbarungen der Natur keine Zeit. So kommt denn bei den Reiseerinnerungen des Verf., zu deren rhetorischem Aufputz die pedantisch genauen Datierungen in den Fußnoten einen erheiternden Gegensatz bilden, für die Kenntnis des Paulus womöglich noch weniger heraus als einst aus den süßlichen Landschaftsbildern Renans für die Geschichte Jesu; man müßte denn die seltsamen Spekulationen über ›die Welt des Paulus die Welt des Oelbaums‹ [S. 26 ff.] für einen Gewinn der Forschung halten. Wird einmal der Versuch gemacht einen Reiseeindruck direkt für das Verständnis eines paulinischen Textes nutzbar zu machen, so schlägt er fehl. Um mich nicht dem Verdacht boshafter Berichterstattung auszusetzen, lasse ich den Verf. selbst reden [S. 124]. ›In Kleinasien fanden wir auf den Ausgrabungsfeldern der alten Tempelruinen wiederholt unfertige Werkstücke aus alter Zeit ... und als wir an einem köstlichen Frühlingsmorgen [Fußnote: 18. April 1906] in der bei Milet-Didyma liegenden kleinen Bucht von Panormus (Kovella) mit Booten zum türkischen Dampfer fuhren, sahen wir im Flachwasser an der Küste riesige marmorne Säulentrommeln, die nun schon zweitausend Jahre auf die Gespanne warten, welche die zu Schiff hierher Gereisten den Berg hinauf endlich zum Didymeion bringen sollen. Den Domen des Mittelalters vergleichbar, bedurften diese anatolischen Tempel der ›Erbauung‹ durch die Arbeit

immer neuer Generationen: von hier aus erklärt sich der paulinische Lieblingsgedanke der ›Erbauung‹, der besonders im ersten und zweiten Korintherbrief bedeutsam geworden ist. Vor unseren Augen wird es wieder lebendig auf dem Bauplatz der werdenden Gemeinde‹, folgt die Uebersetzung von 1 Kor. 3 $^{10-13}$. ›Es gibt eben auch Unfähige, die statt eines dem Feuer trotzenden, aus edlen Quadern erbauten, mit Gold und Silber geschmückten Tempels nur leichte Holzbuden zuwege bringen oder gar nur armselige Hütten aus Stroh oder Rohr ..., wie man sie heute noch bei den Jurüken der Ebene von Ephesus findet, und wie auch wir eine am Ufer des Mäander bei den Ruinen von Magnesia in der Abenddämmerung besucht haben [Fußnote: 15. April 1906]. Der Städter Paulus, der solche oftmals im Nu zu Asche verwandelten kläglichen Wohnstätten auf seinen Reisen wohl häufig gesehen hatte, will nicht, daß die Gemeinde Christi ihnen ähnelt: auf das einzigartige wuchtige Fundament gehört ein massiver und edler Bau‹. Diese phantasievollen Ideengänge zerstieben an der harten Tatsache daß λίθοι τίμιοι nicht ›edle Quadern‹ bedeutet, sondern ›Edelsteine‹, und daß man mit Gold, Silber und Diamanten nicht baut. Nach seiner Art springt Paulus von einem Bild zum anderen; zunächst bleibt er im Bauen und redet vom Fundament: θεμέλιον γὰρ ἄλλον οὐδεὶς δύναται θεῖναι παρὰ τὸν κείμενον, ὅς ἐστιν Ἰησοῦς Χριστός, aber dann schiebt sich ihm die Vorstellung von der Feuerprobe vor, die das Echte vom Falschen, das Dauernde vom Vergänglichen sondert, und so werden Gold Silber Edelsteine dem Holz Stroh und Rohr entgegengestellt. Uebrigens möchte ich bezweifeln daß Paulus beim Anblick unfertiger Tempel etwas anderes empfand als den zornigen Wunsch daß diese Stätten des Greuels nie fertig werden möchten: den religiösen Begriff der Erbauung hat er daher nicht nehmen können, überhaupt nicht geschaffen, sondern übernommen. Denn das Wort ist bei ihm schon so abgeschliffen, daß er es in demselben Sinne, wie die Philosophen seit den Sokratikern ὠφελεῖν sagen, vom Einzelnen gebraucht, ohne noch an das Bild zu denken das nur auf eine Gesamtheit paßt. Aus dem Griechischen läßt sich die Entwickelung des Wortes nicht erklären; es muß aus der alttestamentlichen Metapher von בנה = ›zu dauerndem Glück bringen‹ abgeleitet sein und ist ein interessanter Beleg dafür wie sich im vorchristlichen, griechisch redenden Judentum religiöse Begriffe und Worte verinnerlicht haben.

Mit der Stellung des Paulus in der Welt weiß der Verf. nichts rechtes anzufangen; er träumt über die soziale Schicht der Paulus entstammte, allerhand Unmaßgebliches zusammen, wovon noch die Rede sein wird, und packt das Problem nicht da an, wo es etwas

ausgibt, von der rechtlichen Seite. Paulus war Jude und römischer Bürger zugleich: darin liegt, um einen Lieblingsausdruck des Verf. zu gebrauchen, eine Polarität, und es lohnt sich scharf zuzusehen wie der römische Jude mit dieser Doppelstellung sich abgefunden hat. Bis zu seinem letzten Prozeß hat er von dem Bürgerrecht keinen Gebrauch gemacht, sich als Jude ohne Widerspruch der synagogalen Gerichtsbarkeit unterworfen [2. Kor. 11 [24]]: wie er als Apostel auf jeden Unterhalt verzichtete, so sollte seine Civität ihm keinen Vorzug vor den Brüdern verschaffen; als einziges Personalrecht galt ihm die unmittelbare Berufung durch den Herrn. Schon aus diesem Grunde ist Dessaus Hypothese [Hermes 45, 347 ff.] verfehlt, daß der Apostel seinen Namen von dem cyprischen Proconsul mit dem er nach Act. 13 [7] ff. zusammentraf, entlehnt habe, ganz abgesehen davon daß Dessau der Apostelgeschichte eine Glaubwürdigkeit zuschreibt, die ihrem legendarischen, chronologisch falsch gestellten Bericht von der cyprischen Reise am allerwenigsten zukommt. Paulus hat sich den vornehmen Namen nicht zugelegt, sondern ihn aus nicht mehr erkennbaren Gründen von seinem Vater, vielleicht auch schon vom Großvater geerbt; der andere Name den nur die Apostelgeschichte kennt, ist wohl ein Spitzname gewesen, den die Christengemeinden ihrem Gegner beilegten, der wie Saul zum Stamme Benjamin gehörte und die Gläubigen des Messias aus Davids Geschlecht verfolgte. Je konsequenter Paulus während seiner ganzen Missionszeit sein Bürgerrecht verleugnet hat, um so wunderbarer ist es, daß er bei seinem letzten Prozeß einen so entschiedenen Gebrauch davon macht; denn diese Tatsache steht unbedingt fest, so wunderlich und verdreht auch der Bericht der Apostelakten von der Unterhaltung des Apostels mit dem römischen Kommandanten in Jerusalem ist, durch den dieser erfährt wen er vor sich hat. Ich kann dafür nur eine Erklärung vorschlagen. Paulus hielt es für seine ihm von Christus zugewiesene Aufgabe vor der Parusie, die er stets für nahe bevorstehend gehalten hat, der gesamten heidnischen Oikumene das Evangelium zu verkünden. Als er mit dem Osten fertig zu sein glaubte, schweiften seine Gedanken nach dem äußersten Westen, nach Spanien, alles überspringend, was dazwischen lag: dem Orientalen verkürzten sich, wie es zu gehen pflegt, die Länder des unbekannten Occidents zu einer schmalen Linie; der Satz des Verf. [S. 147]: ›die Diasporakarte, die wir durch die blauen Signaturen auf der Karte der paulinischen Welt fragmentarisch wiederhergestellt haben, hatte er im Kopf‹ ist nach Inhalt und Form verunglückt. Um des spanischen Projektes willen versuchte er in der ihm fremden, scharf judenchristlichen Gemeinde in Rom festen Fuß zu fassen; das ist der Zweck des Römerbriefes, und aus diesem Zweck erklären sich

auch die Grüße am Schluß, die der Verf. ebenso wie viele andere falsch abtrennt: in der ihm fremden Gemeinde sucht der Apostel so viele Bekannte zusammen wie irgend möglich, und das konnten nur zugezogene Orientalen sein; ja ich halte es für sehr möglich daß er manche von ihnen direkt veranlaßt hat nach Rom zu gehen um seine Position dort zu stützen. Alle seine Pläne wurden durch die Verhaftung in Jerusalem durchkreuzt; ein Prozeß vor dem Synhedrion stellte ein nahes Ende in sichere Aussicht: da griff der Apostel zu dem letzten und einzigen Mittel um wenigstens nach Rom zu gelangen. Damit hatte er alles getan, was in seinen Kräften stand, um seine Aufgabe durchzuführen; für das Weitere mußte Gott sorgen.

Daraus daß Paulus selbst sein Bürgerrecht für nichts achtete, folgt mit nichten daß seine Geschichtschreiber es ignorieren dürfen. Es beweist daß Paulus in seiner Jugend der ›sozialen Oberschicht‹ angehört hat: wenn einerseits die jüdische Ethik dafür sorgte daß er seine Volksgenossen das unjüdische Vorrecht nicht empfinden ließ, so hat andrerseits die sichere Stellung die er der heidnischen Welt gegenüber hatte, ihn vor dem dumpfen, aus Haß und Furcht gemischten Gefühl geschützt, mit dem der Jude dem Weltreich gegenüberstand, im Gegenteil die Elemente in ihm gefördert, die Lust hatten sich zu einer Herrennatur zu entwickeln. Paulus war mit nichten ein kleiner Handwerker dessen Welt ein pietistischer Konventikel ist; er hat wohl erst als Missionar angefangen von seiner Hände Arbeit zu leben um von den Gemeinden nicht abhängig zu sein, ist jedenfalls immer wie der stolzeste Aristokrat seine eigenen Wege gegangen, und hat sich bis zu seinem Ende eine rechtschaffene Kraft des Hasses gegen seine Gegner bewahrt; seine Predigt von der ἀγάπη, die immer wieder in unleidlicher Weise sentimentalisiert wird, ist darum so wuchtig ausgefallen, weil er sich diese Tugend schwer erkämpfen mußte.

Der Verf., der durch die Papyri und Ostraka die unliterarischen Schichten kennen gelernt hat, meint, man könne von der Sprache aus der Stellung des Paulus in der Welt beikommen; aber seine Resultate befriedigen ihn nicht ganz, was niemand wundern wird, der folgende, hin- und herschaukelnde Sätze liest [S. 35]: ›sicher scheint mir zu sein, daß Paulus von Tarsus, obwohl seine Vaterstadt ein Sitz hoher griechischer Bildung war, nicht aus der literarischen Oberschicht, sondern aus den handarbeitenden unliterarischen Schichten gekommen und auch bei ihnen geblieben ist‹ und [S. 37] ›eine genaue Prüfung des Wortschatzes der paulinischen Briefe hat gezeigt, daß Paulus kein literarisches Griechisch schreibt; und diese Beobachtung ist eine Bestätigung unserer These, daß seine Heimat und sein historischer

Standort unterhalb der literarischen Oberschicht liegen. Aber bei aller starken Volkstümlichkeit des Wortschatzes und bei deutlichem Vorherrschen des Tons der Umgangssprache ist sein Griechisch nicht eigentlich vulgär in der Art, die auf vielen gleichzeitigen Papyri zu Worte kommt. Auf Grund der Sprache ist Paulus vielmehr einer gehobenen Schicht zuzuweisen. Es ist ja gewiß überhaupt unendlich schwierig, das Problem der antiken Schichtung zu beantworten; auch bei unserem Versuch, die soziale Schicht des Paulus zu gewinnen, sind wir uns bewußt, nur tastend vorwärts zu kommen. Aber wer überhaupt das Problem anerkennt, wird wenigstens darin eine relativ sichere Linie bemerken, daß wir Paulus unterhalb der literarischen Oberschicht und oberhalb der rein proletarischen untersten Schichten stellen‹. Diese Ausführungen leiden zunächst an dem Fehler daß der Verf. literarische und soziale Oberschicht verwechselt, obgleich es zu allen Zeiten vorgekommen ist daß hochgestellte Leute keinen einzigen guten Satz zu Stande bringen und glänzende Schriftsteller in der guten Gesellschaft sich nicht sehen lassen können. Ferner versteht er unter der literarischen Oberschicht der damaligen Zeit diejenigen Griechen die von der klassizistischen Bewegung ergriffen sind und sich damit abmühen eine seit Jahrhunderten erstorbene Sprache zu einem künstlichen Scheinleben zu erwecken. Diese Reaktion gegen den Hellenismus ging von Rom aus und hat sich erst allmählich ausgebreitet; für Paulus gehörte sie noch zu der ›Weisheit im Fleisch‹, und er konnte sie verachten, was auch die eifrigsten Christen der folgenden Jahrhunderte nicht mehr taten. Zu seiner Zeit schrieb man keineswegs nur ein klassizistisches Griechisch, war auch nicht allgemein geneigt mit den asianischen Rhetoren im Pomp der Worte und Rhythmen zu schwelgen; ein Mann wie Strabo kann lehren daß die literarische und die gesprochene Sprache durchaus noch nicht durch eine tiefe Kluft geschieden war. Aus der Sprache des Paulus folgt also für seine Stellung in der Welt nichts, dagegen trifft, wenn auf irgend einen, auf ihn das Wort Buffons zu, daß der Stil der Mann ist. Der Ungebildete schreibt in erborgten Wendungen, kann sich von den überlieferten Formen nicht losmachen, weil er nicht einmal das beherrscht, was er sich lernend angequält hat; der Verf. hätte besser getan das aus den Papyri zu lernen als tiefe Offenbarungen aus ihnen herauszulesen. Paulus ist in der Sprache eine ungezähmte, originale Herrennatur, die neu schafft und neu formt, weil neues Leben in ihm gärt und die alten Schläuche sprengt. Aber nur der zerschlägt eine Ueberlieferung, der sie früh beherrschen gelernt hat, so daß sie ihn nicht drückt; wie Paulus sich seine Herrschaft über das hellenistische Griechisch erworben hat, wissen wir nicht, weil ers nicht für der

Mühe wert gehalten hat es zu erzählen, aber daß er in seiner Jugend durch Lernen den Grund zu seiner Meisterschaft gelegt hat, daß er also keiner unliterarischen Schicht entstammt, das lehrt sein Stil jeden der lesen und hören kann. Unliterarische Proletarier haben noch nie und nirgends eine neue Literaturgattung geschaffen, wie es die paulinischen Briefe nun einmal sind.

Wie unklar die Vorstellungen sind, die der Verfasser von ›Literarischem‹ und ›Unliterarischem‹ hat, zeigen seine aus dem Licht vom Osten wiederholten Deklamationen über den Unterschied zwischen Brief und Epistel [S. 6 ff.]. ›Der Brief dient der Zwiesprache getrennter Menschen. Er ist ein Ich, das zu einem Du spricht. Individuell und persönlich, nur für den Adressaten oder die Adressaten bestimmt, ist er auf die Aeußerlichkeit nicht berechnet, ja durch Sitte und Recht vor der Oeffentlichkeit als Geheimnis geschützt. Der wirkliche Brief ist unliterarisch, wie eine Quittung oder ein Mietvertrag ... Anders ist die Epistel. Sie ist eine literarische Kunstform, wie das Drama, das Epigramm, der Dialog. Die Epistel teilt mit dem Briefe nur die äußere briefliche Form; im übrigen ist sie das Gegenteil des wirklichen Briefes. Sie will eine Oeffentlichkeit oder gar die Oeffentlichkeit interessieren und beeinflussen. Ihrem Wesen nach publizistisch, bedient sie sich des Persönlichen nur, um die Illusion des Briefes zu wahren. Ist der Brief ein Geheimnis, so ist die Epistel Marktware. ... Mit einem Wort, Epistel und Brief unterscheiden sich wie Kunst und Natur, wie das Stilisierte und das Gewachsene, wie das Reflektierte und das Naive‹. Wenn der Verf. diese Antithese gebraucht hätte um nachzuweisen daß der erste Johannesbrief von den beiden anderen scharf zu scheiden ist oder daß außer diesen beiden die s. g. katholischen Episteln literarische Anwendungen einer von Paulus geschaffenen Form sind, so würde ich weder das Schiefe noch das Triviale in ihnen ihm vorrücken; wenn er aber meint dem Verständnis der paulinischen Schriftstellerei damit zu nützen, so muß ich Widerspruch erheben. Paulus hat zwar keine Episteln geschrieben, aber auch keine persönlichen Briefe wie sie Cicero mit Atticus wechselte. Er bezeichnet sich regelmäßig nicht als den alleinigen Absender und schreibt für die Oeffentlichkeit: denn seine Briefe sollen in der Gemeinde verlesen werden und seine Feinde kritisieren sie [2. Kor. 10 [10]]. Es ist auch nicht nötig daß er die Gemeinde kennt: das zeigt der Römerbrief. Sie sind also gerade das was sie nach des Verf. Meinung nicht sein dürfen, Publizistik, und wollen ausgesprochener Maßen publizistisch wirken; ob die Publikation durch Vorlesen und private Abschrift oder durch fabrikmäßige Herstellung einer Anzahl von Exemplaren bewerkstelligt wird, macht im

Altertum nichts aus, wo der Unterschied zwischen Buch und Handschrift ein fließender ist. Vollends verkehrt ist es die Kategorien des Literarischen und Unliterarischen hier einzumengen. Der Verf. nennt literarisch nur das was das zünftige Literatentum hervorbringt um eine in festen Formen ausgebildete Literatur zu bereichern: das ist eine unzulässige Verengung des Begriffs. Originale, kraftvolle Persönlichkeiten, die fühlen und wollen, schreiben immer für die Gegenwart um auf einen bestimmten Kreis zu wirken oder sich auszuschütten; das wird zur Literatur und zwar zur allerbesten, weil es in größerem oder geringerem Maße dann noch wirkt, wenn die unmittelbare Aktualität für die es bestimmt war, längst vergangen ist. Solche Männer die aus ihrem Tun heraus zu Schriftstellern werden, sind doch darum nicht unliterarisch, weil sie keine Literaten sind und sein wollen; dies Praedicat sollte dem vorbehalten bleiben, was seiner Art nach nie Literatur werden kann. Das ist richtig, daß jene originalen Produktionen aus ihren unmittelbaren Zwecken und Anlässen heraus verstanden sein wollen: daß der Verf. diese Kunst besonders verstehe, kann ich nicht behaupten; dazu fehlt es ihm zu sehr an präziser Interpretation und an Stilgefühl. Er sieht auf die Kritik die sich bemüht in dem paulinischen Nachlaß das Echte vom Unechten zu sondern mit der vornehmen Geringschätzung des logische und sprachliche Beweise verachtenden Mystikers hinab. Die Doxologie am Schluß des Römerbriefes, deren Unechtheit noch jüngst von Corssen [Zeitschr. f. neutest. Wiss. 10, 32 ff.] mit schlagenden Gründen erwiesen ist, ist für den Verf. [S. 14] ein ›voller Accord von der Harfe des Psalmisten Paulus‹, und er hat nicht übel Lust die Pastoralbriefe zu rehabilitieren. Ich verstehe den orthodoxen Glauben der diese Briefe mit Haut und Haaren hinunterschluckt, er muß nun einmal viel, um nicht zu sagen alles verdauen, aber ich kann in dem orakelhaften Urteil [S. 11]: ›was in diesen Briefen stilisiert, erstarrt, unbrieflich aussieht, ist zum Teil vielleicht von Paulus übernommenes und nur leise seinen Zwecken angepaßtes Erbgut aus der Gemeindeerfahrung des hellenistischen Judentums, zum Teil nachpaulinische Ergänzung‹, nur eine Leichtfertigkeit sehen, die eine seit Menschenaltern geleistete kritische Arbeit mit unüberlegten Phrasen bei Seite schiebt und sich den Einzelbeweis spart, der allein etwas ausrichten kann. Hat es im hellenistischen Judentum etwa Kirchenordnungen gegeben? Gar nicht zu reden von der klar am Tage liegenden, bewußten Nachahmung paulinischer Briefe; hier hätte der Verf. Gelegenheit gehabt am Beispiel zu zeigen daß er ›Briefe‹ und ›Episteln‹ unterscheiden kann. Daß Epheser-, Kolosser-, zweiter Thessalonicherbrief für echt gelten, kann nach dieser unklaren Verteidigung der Pastoralbriefe nicht ver-

wundern; auch Männer die Stil und Sprache des Paulus ernsthafter studiert haben als der Verf., wollen ja immer noch nicht sehen daß derselbe Mann der in der Gefangenschaft den Philipper- und Philemonbrief schrieb, nicht das mystische Phrasengeklingel der Briefe an Epheser und Kolosser zusammengestoppelt haben kann und daß der zweite Thessalonicherbrief ein gefälschter Ersatz für den ersten sein soll, der anstößig geworden war. Die seltsame Hypothese von den Briefen die Paulus in einer ephesischen Gefangenschaft geschrieben haben soll, wird aus dem ›Licht vom Osten‹ wiederholt, ein Beweis auch jetzt nicht nachgeliefert: denn der Roman den der Verf. S. 12 erzählt, Onesimus sei in Ephesus verhaftet, habe den dort ebenfalls gefangenen Paulus kennen gelernt, sei von ihm bekehrt und seinem Herrn zurückgesandt, indem sich Paulus für ihn der Gefängnisbehörde verbürgte, beweist nur, daß der Verf. bei seinen Papyrusstudien vom römischen Recht und römischen Prozeß nichts gelernt hat.

Dagegen ist anzuerkennen daß er wenigstens im Text kein chronologisches System der Missionsreisen vorträgt; er hat was er davon zu wissen glaubt, in die Karte eingetragen und es dem fleißigen Leser überlassen, sich in den bezifferten Itineraren zurechtzufinden. Nur der kürzlich gefundene Brief des Kaisers Claudius, der Gallio als Prokonsul von Achaia erwähnt, wird in einer Beilage mit größter Breite behandelt; wertvoll sind die Mitteilungen Dessaus, die keinen Zweifel lassen, daß der Brief ins Jahr 52 fällt und Gallio in der Mitte des Jahres 51 den Proconsulat von Achaia antrat. So weit liegen sichere Tatsachen vor; man kann Act. Apost. 18^{11} f. in der Weise mit ihnen kombinieren, daß man einen korinthischen Aufenthalt des Paulus um 50/51 ansetzt. Mehr ist vom Uebel. Denn der Bericht den die Apostelakten dort von dem ersten korinthischen Aufenthalt des Apostels geben, ist zu verworren und voller Widersprüche als daß er, wie es jetzt Mode ist, als Originalbericht eines Reisegefährten angesehen werden kann: mindestens eine Redaktion hat hier übel gehaust[1]), und es ist nicht möglich, mir wenigstens nicht gelungen das Ursprüngliche herauszuklauben. Auf das entschiedenste muß ich mich ferner gegen Lietzmanns Versuch [Zeitschr. f. wiss. Theol. 53, 345 ff.] wenden, der von diesem Datum aus vorwärts und rückwärts die Chronologie der Apostelakten berechnen

1) Zwischen vs. 4^b und 5 klafft der Zusammenhang; in vs. 5 hat noch niemand συνείχετο τῶι λόγωι verstanden. ἐκεῖθεν in vs. 7 greift in unzulässiger Weise auf vs. 3 zurück; vs. 8^a paßt nicht zu vs. 6. Nach dem vs. 8^b berichteten Erfolg mutet die Vision in vs. 9. 10 seltsam an. Vs. 17 ist ein unverständlicher Abschluß der Verhandlung vor dem Proconsul; steckt in ihm die Erfüllung des in vs. 9 f. berichteten Orakels? Keinesfalls sind mit πάντες die Juden gemeint.

will. Das ist ein unmögliches Unterfangen. Die Apostelakten sind kein Geschichtsbuch, das ein chronologisches Gerippe in sich birgt, sondern eine, durch mehrfache Redaktionen hindurchgelaufene Kompilation von Einzelerzählungen [πράξεις], aus der sich im günstigsten Falle ein einzelner glaubwürdiger Bericht und eine isolierte Datierung herausanalysieren lassen, die aber kein fortlaufendes Ganze ist, wie es doch für eine Zeitrechnung vorausgesetzt werden muß, die nur durch fest aneinander schließende Intervalle zu Resultaten kommen kann. Einstweilen bleiben die Jahre 44 und 55 die festen Marksteine der paulinischen und damit der urchristlichen Chronologie; will man 50/51 dazwischensetzen, so brauche ich nicht zu widersprechen, aber etwas wesentlich Neues ist damit nicht gewonnen.

Eine zweite Beilage teilt eine pergamenische Inschrift mit, die ein Daduch Capito den θεοὶ ἄγ[νωστοι] gesetzt hat und die die literarisch schon bezeugte Tatsache daß es solche Dedicationen gab, bestätigt. Für Paulus hat das trotz Act. Ap. 17 [23] keine Bedeutung; denn wenn etwas feststeht, so ist es das daß er die Areopagrede nie gehalten hat. Wer in ihr eine authentische Urkunde sieht, mag die älteste römische Geschichte nach den von Livius komponierten Reden erzählen.

Freiburg i. B. E. Schwartz

Johannes Weiss, Jesus von Nazareth Mythus oder Geschichte? Eine Auseinandersetzung mit Kalthoff, Drews, Jensen. Tübingen 1910, J. B. C. Mohr. VIII und 172 S. 8°. 2 M.

Am 31. März und 1. April 1910 hat Johannes Weiss auf dem Theologischen Ferienkurs in Berlin die Vorträge gehalten, deren Manuskript er hier veröffentlicht. Sie wenden sich gegen die Gelehrten, die in den letzten Jahren bestritten haben, daß Jesus von Nazareth gelebt hat; gegen Drews und Jensen, die meinen, daß Jesus eine vom Mythos erzeugte Fiktion sei, und gegen Kalthoff, der in Jesus nur die Konzentration der sozialen Ideen sieht, die damals die Massen bewegten. Die einzelnen Argumente dieser Gegner werden von Weiss durchgenommen und bekämpft. Im Rahmen einer Besprechung ist es nicht möglich, allen Gründen und Gegengründen nachzugehen und eine detaillierte Epikritik zu geben: nur die wichtigsten Gedanken sollen aus dem Buche von Weiss herausgehoben werden. Auch muß ich mir versagen, auf die im letzten Jahre [1]) neu erschienene und hier-

1) Geschrieben ist diese Besprechung zu Anfang 1911. Die Korrektur ging mir an einem Orte zu, wo ich Nachprüfungen nicht vornehmen konnte.

her gehörige Literatur einzugehen; ich müßte sonst einen vollständigen Jahresbericht liefern.

A. Drews (›Die Christusmythe‹, 2. Aufl. 1910) begründet seine These religionswissenschaftlich. Er stützt sich auf W. B. Smith, der in seinem Buche ›Der vorchristliche Jesus‹ behauptet hat, es habe schon in vorchristlicher Zeit in Vorderasien Religionsgemeinden gegeben, die einen Kultgott namens Jesus verehrt hätten. Doch sind die Argumente von Smith nicht beweiskräftig; weder bedeutet τὰ περὶ τοῦ κυρίου Ἰησοῦ Act. Ap. 18, 25 und 28, 31 notwendig nur ein Dogma, keinen geschichtlichen Kern, noch sind der Naassenerhymnus, der Jesus kennt, und der Pariser Zauberpapyrus, der v. 3019 τοῦ θεοῦ τῶν Ἑβραίων Ἰησοῦ gedenkt, vorchristlich[1]), noch läßt sich ein Kultgott Jesus bei der vorchristlichen Sekte der Nazaräer erweisen.

Ferner meint Drews, daß der Glaube an den vorchristlichen Gott Jesus durch den im Osten weitverbreiteten Mythos von einem sterbenden und auferstehenden Gotte beeinflußt worden sei: diesem folgend hätten die ersten jesusgläubigen Juden schon vor Christo einen sterbenden und wieder erstehenden Heiland erwartet. Erst später sei dieser Glaube auf einen Menschen, den es nie gegeben habe, übertragen und damit zur Pseudogeschichte geworden. Zwar ist das Vorhandensein jenes orientalischen Glaubens durch den Kultus des Tammuz, Adonis, Osiris, Attis sicher gestellt, aber es ist nicht nachweisbar, daß er einen tieferen Einfluß auf die Juden gehabt hat. Auch fehlen im älteren christlichen Kult die Spuren derjenigen Riten, die für jene Religionen wesentlich sind[2]), und ebensowenig finden sich in den Erzählungen von Jesus Züge aus den zugehörigen Mythen, Parallelen etwa zum Tod des Adonis durch den Eber, des Attis durch Selbstentmannung. In damaliger Zeit ist die Vermenschlichung von Göttern selten[3]), dagegen die Apotheose der Menschen häufig, und so bleibt

1) Sonst kommt Jesus noch zweimal im heidnischen Zauber vor, Pap. Leid. V 6, 17 Ἰησοῦς Ἄνουβις (Fleckeis. Jbb., Suppl. XVI 805) und in meinen ›Antiken Fluchtafeln‹, Lietzmanns Kl. Texte 20 S. 6. Beide Stellen sind nachchristlich.

2) In meinem ›Frühlingsfest der Insel Malta‹ glaubte ich das Fortleben alten Adoniskultes in einem Fest Johannis des Täufers nachweisen zu können. Konrad Lübeck, Adoniskult und Christentum auf Malta, Fulda 1904, hat gezeigt, daß die Feier, um die es sich handelt, das Osterfest ist. Danach hätten wir also auf Malta Reste des Adoniskultes in einem Osterbrauch. Aber wenn ich das annehme, meine auch ich, daß das kein ursprünglicher Bestandteil des christlichen Ritus, sondern ein späterer Zusatz ist.

3) Dagegen könnte man einwenden, daß die Theorie des Euhemeros seit dem dritten Jahrhundert die Griechen, seit Ennius die Römer interessierte. Aber die Kreise, denen sie geläufig war, wollten Religionen nicht schaffen, sondern auflösen.

es viel wahrscheinlicher, daß ein wirklicher Mensch nach seinem Tode in Parallele zu den sterbenden Göttern des Orients gebracht worden ist, als daß man einen Gott vermenschlicht hat.

Mit dieser Erhebung zum Gotte wird zugegeben, daß alte mystische Züge auf die Gestalt Jesu übertragen worden sind. Aber erst später und nicht in solcher Ausdehnung, wie es P. Jensen behauptet hat, namentlich in seinem Buche ›Das Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur‹. Jensen sieht in jenem babylonischen Heldenlied die Quelle auch für die Erzählungen des Neuen Testaments; Jesus sei eine Kopie der mythischen Helden Babylons und damit selbst eine mythische Figur. Er stützt diese These auf die Wiederkehr bestimmter Züge in der Erzählung, die deshalb nicht unabhängig von einander entstanden sein können, weil sie in derselben Reihenfolge sowohl im babylonischen Epos wie im Neuen Testament wiederkehren. Aber diese Entsprechung ist, wie an Beispielen gezeigt wird, nicht so bedeutend, als Jensen annimmt, und den Aehnlichkeiten in selbstverständlichen Dingen stehen Unähnlichkeiten von so wesentlicher Art gegenüber, daß ein direkter Einfluß des Gilgameschepos auf die Erzählungen von Jesus nicht als erwiesen gelten kann.

A. Kalthoff hat seine Ansichten in zwei Schriften niedergelegt: ›Das Christusproblem, Grundlinien zu einer Sozialtheologie‹ 1902 (mir lag die zweite Auflage von 1903 vor) und ›Die Entstehung des Christentums‹ 1904. Gegenüber seiner These, daß das Christentum erst später, und zwar in Italien, in Rom, an Jesus sich einen Eponymen für die Gedanken geschaffen habe, aus denen die Gemeinde hervorgegangen sei, ist zuzugeben, daß manche Stelle im Neuen Testament erst später eingefügt ist, um eine Beglaubigung für Ansichten oder eine Erklärung für Stimmungen zu geben, die in späterer Zeit die Gemeinde beherrschten. Aber andere Stellen passen nicht zu den Folgerungen, die Kalthoff zieht; so weist die Dialektik der Schulgespräche nicht auf Rom, sondern auf die Rabbinatsschulen Palästinäs. Und zur Erklärung des Ganzen reicht seine Deutungsweise nicht aus: auch ihr stehen die Zeugnisse entgegen, die von Jesus als einer geschichtlichen Persönlichkeit reden.

Diese Zeugnisse werden einer erneuten Musterung unterworfen, und dabei die Erwähnungen in der Profanliteratur als nicht beweisend preisgegeben. Doch möchte ich einiges Gewicht auf Tacitus legen, Ann. XV 44: *Christus Tiberio imperitante per procuratorem Pontium Pilatum supplicio affectus erat; repressaque in praesens exitiabilis superstitio rursum erumpebat non modo per Iudaeam.* Gegen die Echtheit der Stelle sind entscheidende Gründe nicht vorgebracht worden. Es fragt sich, woher Tacitus die Kenntnis dessen hat, was

er hier erzählt. Eine sichere Antwort läßt sich hierauf nicht geben, wohl aber eine wahrscheinliche. Die Worte *per Iudaeam* führen darauf, daß er hier aus derselben Quelle schöpft wie Hist. V 2—9, in jener Ethnographie der Juden, die auch über die Berührungen Roms und Israels bis in die Zeit des Titus berichtet. Daß er in dieser Partie mit schriftlichen Quellen arbeitet, sagt er selbst, und zwar benutzt er, wie man als höchst wahrscheinlich annimmt, eine Monographie des Antonius Julianus. Der aber hatte seine Kenntnisse im Jahre 70 n. Chr. gesammelt, als er Prokurator von Judäa war. Es ist nicht glaublich, daß er als Amtshandlung eines seiner Vorgänger erzählt hat, was nur Mythos war.

Die wichtigste Quelle für den geschichtlichen Jesus ist das Neue Testament, deren älteste Zeugen sind die Briefe des Paulus. Von diesen erkennt Drews in seiner Christusmythe einige als echt an, betrachtet aber die auf Jesus bezüglichen Stellen als späteren Einschub. Doch sind die Worte 1. Kor. 11, 23 ff. sicher echt, welche die Einsetzung des Abendmahls als historisch behandeln, und ebenso Gal. 1, 19, wo Paulus sagt, daß er Jakobus, den Bruder des Herrn gekannt habe. Also bereits für Paulus ist Jesus und sein Tod eine geschichtliche Tatsache; dadurch wird die Zeitspanne, in der sich der Mythos entwickelt haben könnte, stark reduziert. Allerdings beginnt bei Paulus bereits der geschichtliche Jesus unter dem Einfluß hellenistisch-mystischer Vorstellungen sich zu sublimieren.

Daß in den Evangelien neben realen Bestandteilen Wundergeschichten, also mythische Elemente stehen, ist zuzugeben. Aber wären diese die primären Teile, wie es namentlich nach Drews sein müßte, so wäre notwendigerweise das Supranaturalistische stärker betont: dann würde man etwa gleich zu Beginn lesen, wie der Gott zur Menschwerdung vom Himmel herabsteigt. Vielmehr ist das Uebernatürliche ein je länger je mehr zunehmender Zusatz zu dem Prius realer Dinge.

Von den Evangelien läßt sich das des Marcus in die Zeit vor 70 datieren, da c. 13 vor der Zerstörung des Tempels geschrieben ist. Marcus aber ist nicht der älteste Zeuge für Jesus gewesen; er bearbeitet bereits eine ältere Tradition. So hat er eine ihm vorausliegende Erzählung von Taten des Petrus benutzt, die wohl nach dem Tode dieses Apostels niedergeschrieben sind. Neben solchen Acta stand die Spruchquelle, die auch Matthäus und Lucas eingesehen haben. Eine Vergleichung der Synoptiker läßt erkennen, daß diese Spruchquelle aufgezeichnet wurde, um für das Gemeindeleben eine Norm aus Herrenworten zu schaffen. Bis zu ihrer Fixierung wird die mündliche Tradition die übliche rabbinische gewesen sein, die ge-

wissenhaft den Wortlaut zu bewahren sucht. Durch die Annahme einer solchen Tradition kommt man zeitlich ziemlich dicht an das Leben Jesu heran, und man erkennt auch, daß diese Logia auf eine wirkliche Person zurückgehen müssen. Sie bieten eine sehr persönliche Anschauung, die, von der Lehre des alten Testaments beeinflußt, zugleich über sie hinausführt, so in der Begründung der Seligpreisungen und in dem Gebot der Feindesliebe.

Die Entwickelung solcher Gedanken ist ohne einschneidende Polemik wider die Gegner nicht möglich. Aber ich bedaure den verletzenden Ton, der an vielen Stellen angeschlagen wird. Den ehrlichen Zorn, in den Weiss da gerät, wo ihm die Beweisführung unwissenschaftlich und der Vortrag unbewiesener Dinge zu sicher schien, habe ich ihm nachempfunden. Aber ich würde diesen Zorn nicht in eine wissenschaftliche Auseinandersetzung hineintragen. Schon darum nicht, damit nicht die letzte Möglichkeit einer Verständigung schwindet, wenn der Gegner der Sprache der Leidenschaft sein Ohr verschließt.

Aber das ist doch nur die äußere Schale. Den Kern halte ich für gediegen. Wenn auch die verwendeten Argumente nicht alle von gleicher Stärke sind und über manches die Debatte weiter gehen wird, das hat Weiss m. E. gezeigt, daß durch seine Gegner die Ungeschichtlichkeit Jesu nicht erwiesen wird, und daß die Entstehung des Christentums geringere Rätsel bietet, wenn die Entwickelungsstufen, die wir sehen, auf historischem, nicht auf mythischem Fundament ruhen.

Besonders dankenswert ist es aber, daß Weiss bei seinen Auseinandersetzungen nie das Ganze aus den Augen verliert, sondern immer das einzelne Problem in seiner Bedeutung für die wissenschaftliche Methode darstellt. Da er auf dem Boden einer Theologie steht, die das Wesen und Wirken Jesu geschichtlich zu fassen sich bemüht, die also zugleich Religionsgeschichte ist, hatte er sich auch mit der Methode der naheverwandten vergleichenden Religionswissenschaft auseinanderzusetzen. Seine Meinung gipfelt in folgenden Sätzen (S. 23 ff.): ›Je genauer wir die religionsgeschichtliche Umgebung kennen lernen, in der das Christentum entstanden ist, um so deutlicher erkennen wir, daß seine Lehren und Ausdrucksformen in hohem Grade verwandt sind mit denen des vorangehenden Judentums und umgebenden Heidentums. ... Wie das Urchristentum zu seiner griechisch-römischen Umgebung nur reden konnte, indem es sich *ihrer* Sprache bediente, der Sprache des damaligen Lebens ... so konnten die Träger der neuen Religion gar nicht umhin, ihren Inhalt in die Verkehrs- und Denkformen zu gießen, die dem damaligen antiken Menschen geläufig waren. ... Aber nun besteht vielfach die Neigung, die christliche Re-

ligion vollständig, im ganzen wie im einzelnen, nur als die Erbin des Heidentums zu erklären. ... Eine konsequente Geschichtswissenschaft stellt sich — wenigstens unbewußt — die Aufgabe, das gesamte Christentum nur als Produkt seiner Umwelt, als eine Neugruppierung alter Elemente, als reines Heidentum in neuer Form zu erweisen. Nicht immer wird dies Forschungsziel direkt ausgesprochen, es liegt aber als methodisches regulatives Prinzip häufig zu Grunde. Die historischen Fehler, die hier drohen, sind zahlreich. Vor allem die Einseitigkeit des Blicks. ... Man verkennt leicht, daß die neue Religion schon ein gewaltiges Kraftzentrum aus eigener Lebensfülle war, als es alle halbwegs lebenskräftigen Strömungen der Antike an sich heranzog, alle einigermaßen brauchbaren Formen und Anschauungen ergriff, um sie sich anzupassen. ... Die Religionsgeschichte in ihrer Anwendung auf das Christentum steht noch in ihren Anfängen; viele stehen einstweilen noch unter einer Art Hypnose, einer Blendung durch überraschende Parallelen: es ist die Gefahr einer gewissen Aeußerlichkeit der Betrachtung, bei der die eigentlich treibenden, originalen Kräfte des inneren Lebens verkannt werden«.

Man mag über einzelne Ausdrücke rechten; in den wesentlichen Dingen wird hier derselbe Standpunkt vertreten, den einzunehmen sich jetzt auch eine große Zahl derer bestrebt, die von der Beschäftigung mit der antiken Weltanschauung aus sich um die Entstehung auch des Christentums kümmern. Wir wissen, daß viele Anleihen, die das Christentum an die älteren Anschauungen der Griechen und Römer gemacht hat, erst etwa im vierten Jahrhundert kontrahiert sind, als die Christenlehre Staatsreligion geworden war, aber noch mit den Pagani den letzten Kampf führte (s. z. B. H. Usener, Das Weihnachtsfest I[2] 302): das ist die Zeit der Kompromisse mit dem in der Hauptsache überwundenen Gegner. Damals aber hatte das ursprüngliche Christentum, d. h. die Lehren Jesu und der Christusglaube, schon eine lange Entwickelung durchlaufen, die sie nicht nur mit griechischen und römischen, sondern vor allem mit alttestamentlichen, gleichzeitig jüdischen und orientalischen Anschauungen in Verbindung gebracht hatte. Darum beweist die Aehnlichkeit zwischen älteren christlichen und antiken Gedanken- oder Kultformen noch nicht ohne weiteres eine Uebernahme aus dem Hellenismus. Vielmehr können die verschiedensten Verhältnisse hier obwalten. Solche Formen können im Griechentum und im Christentum in gleicher Weise auch spontan entstanden oder von beiden aus dem Orient übernommen sein: dann beruht die Aehnlichkeit auf der Parallelität der Entwickelung oder der Identität der Quelle. Direkte Beeinflussung ist nur eine Möglichkeit unter dreien, und bei ihr wiederum kann es auch

vorkommen, daß das spätere Heidentum eine Anleihe bei den Christen gemacht hat. So scheint, um je ein Beispiel zu geben, die große Aehnlichkeit der ethischen Anschauungen in der Stoa und im Christentum nicht auf Abhängigkeit zu beruhen, sondern es scheinen aus gleichen Prämissen dieselben Konsequenzen gezogen zu sein (A. Bonhöffer, Epiktet und das Christentum, Rel. gesch. Vers. Vorarb. X). Die christlichen Sakramente haben manche Aehnlichkeit mit den heidnischen Mysterien: von diesen stammen die meisten aus dem Orient, und man könnte sich denken, daß eine ägyptische Osirisgemeinde auch ohne den Umweg über die Griechen sich christianisiert hätte. Andererseits hält es A. Dieterich (Eine Mithrasliturgie S. 151) für möglich, daß etwa die Bezeichnung ›Brüder‹ in den griechisch-römischen Mysterien vom Christentum genommen ist.

Wer diese Fülle von Möglichkeiten vor Augen hat, wird sich in Untersuchungen über den Ursprung des Christentums streng der Besonnenheit bemühen; gerade an diesem Stoff, an dem für so viele große Gefühlswerte hängen, ist Vorsicht in der Arbeitsweise und Bedacht im Vorlegen der Ergebnisse noch mehr wie sonst eine Pflicht für jeden, der es mit der Wissenschaft ernst meint. Und man wird gut tun, das Problem der Entstehung des Christentums nicht eher als Ganzes in Angriff zu nehmen, als die notwendigen Vorarbeiten geschaffen sind: das sind vergleichende Bearbeitungen der wichtigsten Vorstellungskomplexe, die im Christentum und Heidentum einander entsprechen. Solche Untersuchungen werden, wie ich glaube, durchaus nicht immer das einfache Resultat christlicher Abhängigkeit vom Hellenismus ergeben.

Die kritische Methode, die Weiss selbst befolgt, hält die richtige Mitte zwischen zu großer Skepsis gegenüber der Ueberlieferung und der oft wahrnehmbaren Neigung, zuviel von mythischen, namentlich astralen Dingen aus der Tradition herauszulesen. Beachtenswert ist die Warnung, bei der Exegese, die jedes wissenschaftlichen Aufbaus Grundlage ist, nicht zufällige Geschichtswahrheiten für ewige Vernunftwahrheiten zu nehmen. Wie eine richtige Interpretation des Neuen Testaments zu denken sei, dafür gibt Weiss mehrfach Proben und betont dabei mit Recht die Notwendigkeit der richtigen Einfühlung in die Psyche der handelnden Menschen. In diesem Zusammenhang wird auch die Erklärung einzelner Heilwunder durch Suggestion wieder aufgenommen. Andere Wunder — das darf vielleicht zugefügt werden — werden ebenso von den θεῖοι ἄνθρωποι der Griechen erzählt, und mit solcher Gleichmäßigkeit, daß man annehmen darf, im Bewußtsein des Volkes hatte der wahre Wundermann die Macht über bestimmte Dinge (Dämonen, namentlich Krankheitsdämonen, Tod, Ele-

mente, Zeit, Raum) und legitimierte sich, indem er diese Macht in seinen Wundern zeigte. Auch glaubt der echte θεῖος ἀνήρ an sich und seine Kraft. Empedokles sagt (frg. 111, Diels, Vorsokratiker I [2] 204), er vermöge die Herrschaft über den Sturm, über Regen und Sonnenschein, und über die Seelen der Toten zu lehren; wenn er in eine Stadt einzieht, folgen ihm in Verehrung Männer und Frauen und begehren seine Hülfe, Orakelsprüche und Heilung von Krankheiten (ebenda frg. 112 S. 205). Diese Aehnlichkeit des griechischen Sotertypus — dessen Geschichte bald geschrieben werden kann — mit dem christlichen entspringt aus einer Denkweise, für die neben der Entleihung auch die parallele Entwickelung von Bedeutung ist.

Wie für den Philologen, so ergibt sich auch für den Theologen aus der Frage nach der Geschichtlichkeit Jesu die Erkenntnis, daß ein solcher Streit der Meinungen nur darum möglich ist, weil die notwendigen Vorarbeiten noch nicht geleistet sind. Weiss versäumt nicht, nachdrücklich auf sie hinzuweisen. Er fordert namentlich sprachliche, stilkritische und literarische Untersuchungen: über den Satzbau der Evangelien, den Stil des Paulus, Benutzung der paulinischen Briefe in der christlichen Literatur der nächsten Zeit, über das Verhältnis der Evangelien zur antiken Biographie und die Stellung des Neuen Testamentes zur stoisch-cynischen Popularphilosophie. Hinzufügen könnte man noch eine Untersuchung des Verhältnisses der Gemeindebriefe zu den philosophischen Episteln etwa des Epikur. Solche Arbeiten werden die nötigen Kriterien dafür schaffen, was im Neuen Testament echt oder unecht, ursprünglich oder geborgt ist. Sie liegen auf dem Grenzgebiet zwischen der antiken und der christlichen Literatur, es wäre schön, wenn zu ihrer Vollendung Theologen und Philologen sich die Hand reichten.

So ist es die Absicht von Weiss, zu neuer ernster Arbeit an dem Problem der Genesis des Christentums zu rufen, die Methode dieser Arbeit zu klären, und die Ziele zu zeigen, die schon erreichbar sind und zunächst erreicht werden müssen. Es ist zu wünschen, daß dieser Weckruf reiche Erfolge zeitigt.

Königsberg i. Pr. R. Wünsch

Beiträge zur Geschichte der letzten Staufer. Ungedruckte Briefe aus der Sammlung des Magisters Heinrich von Isernia. Mit einer Einleitung von **Karl Hampe.** Leipzig 1910, Quelle und Meyer. VII, 151 S. 4,40 M.

Seit einer Reihe von Jahren ist Hampe beschäftigt, das umfangreiche Material vorzulegen und zu sichten, das in den Briefsammlungen jener sizilisch-unteritalischen Stilisten enthalten ist, deren bedeutendster Petrus de Vinea war. Er bereichert damit nicht nur unsere Kenntnis der politischen Zusammenhänge, sondern gleich bedeutend ist die Förderung, die die Geistesgeschichte aus seinen Publikationen erfährt; wer die alte Frage nach den Anfängen der Renaissance von nun an erörtert, wird das von Hampe Erarbeitete kennen müssen. In der vorliegenden Schrift tritt sogar das politisch-historische Ergebnis hinter dem geistesgeschichtlichen verhältnismäßig zurück. Denn die hier behandelte Persönlichkeit, der Magister Heinrich von Isernia, ist nicht nur als Glied der sizilischen Stilistenschule interessant, sondern sein Wirken in Böhmen unter Ottokar II. setzt uns in den Stand, unsere Anschauungen über die geistige Kultur im Kreise Karls IV. tiefer in der Vergangenheit zu verankern.

Heinrich von Isernia war auch bisher nicht unbekannt: er gehörte zu denjenigen Siziliern, die 1269 an den Höfen von Meißen und Prag dafür agitierten, daß der damals noch sehr junge Friedrich der Freidige das Erbe der Hohenstaufen in Italien antrete: Nr. 9 (S. 106 ff.) der von Hampe gedruckten Stücke führt in diesen Kreis hinein, in dessen Mitte der Name des Johann von Procida steht. Heinrich blieb in Böhmen und hat dort einen Musterbriefsteller verfaßt. Ich möchte diese Bezeichnung für die Sammlung Heinrichs vorziehen: Hampe bezeichnet sie als Formelsammlung. Sie ist auf fast alle Fälle sowohl des privaten wie des offiziellen Briefschreibebedürfnisses berechnet und steht ihrem Typus nach im Gegensatz zu der gleichzeitigen Sammlung seines ebenfalls in böhmischen Diensten befindlichen Landsmannes Henricus Italicus, die eine Formularsammlung zum täglichen Kanzleigebrauch war, während bei Isernia wohl königliche Briefe, aber keine Königsurkunden stehen und demgemäß der Charakter des rhetorischen Kunstwerkes stärker hervortritt. Die Sammlung des H. von I. ist mehrfach benutzt, aber nicht vollständig gedruckt (ältere Literatur bei H. S. 3 ff.); H. hält eine erhebliche Nachlese. Daß er eine Anzahl von Stücken als zu unbedeutend unterdrückt hat, mag man bedauern; es erklärt sich aus Gründen der Opportunität (S. 7).

Da H. wesentlich nur die Persönlichkeit des Heinrich behandelt, hat er die Frage, ob die in seiner Sammlung enthaltenen

politischen Briefe authentisch oder Stilübung sind, nur gestreift (S. 87). Ich möchte bemerken, daß das von Novák, Mitteilungen d. Instituts f. österr. Gesch. 29, 691 ff. angeführte Moment der stilistischen Abweichung von den Originalen der Kanzlei Ottokars nicht ausreicht, um diese Stücke als bloße Stilübungen zu erweisen. Denn derartige politische Briefe wurden ja überhaupt nicht in der ›Kanzlei‹ angefertigt: auch Petrus de Vinea hat, als er der Kanzlei nicht mehr angehörte, Briefe für den Kaiser verfaßt.

Die recht schwierige Ausgabe ist durchweg gelungen. Nur auf S. 73 möchte statt *Marchie Marsici*, auf S. 117 *cribrata* (durchlöchert) statt *crebrata* zu emendieren sein. Besonders verdienstlich sind die zahlreichen Zitatennachweise. Das merkwürdige Platozitat auf S. 99 vermag auch ich nicht sicher zu identifizieren. Aber der Satz: ›*quod quisque discit, etsi immemor, memoratur*‹ geht doch wohl auf den Menon zurück, den ja im 12. Jahrhundert Heinrich Aristipp in Sizilien übersetzt hatte. Freilich wird man eher an Uebernahme aus zweiter Hand zu denken haben als an direkte Benutzung, da Heinrich gerade nur dieses Platozitat öfter verwendet. Die Wiener Hs. enthält einige dem H. von I. fremde Bestandteile, über die S. 59 ff. das nötige mitgeteilt wird: ein Stück Alexanders IV. für einen bekannten Nepoten Innocenz' IV., Thomas de Fogliano, bietet ein reichsgeschichtliches Interesse, das den Druck (S. 67 f.) rechtfertigt. Man kann allerdings zweifeln, ob das im Register der Curie so nicht enthaltene Stück in dieser Form hinausgegangen ist, nachdem Batzer für die Sammlung des Richard von Pofi festgestellt hat, daß sie auf überarbeiteten Entwürfen beruht[1]), zumal auch ein anderes in diesem Teil der Wiener Hs. des Heinrich überliefertes Stück Alexanders IV. nicht mit dem Register übereinstimmt[2]).

Die Lebensgeschichte des Magisters hat H. in Ordnung gebracht. Hervorzuheben ist der Nachweis, daß Heinrich ursprünglich nicht ›Ghibelline‹ war. Er gehörte im Gegenteil zu den vielen, die unter dem Druck des normannisch-staufischen Verwaltungs- und Justizsystems litten und darum die Angliederung an den Kirchenstaat wünschten. Gerade die Geschichte Heinrichs führt vortrefflich in diese, im Norden des Königreiches offenbar sehr verbreitete Stimmung ein. Daß sich Heinrich später (1269) den Gegnern Karls I. zuwandte, sucht H. S. 40 f. aus seiner Aechtung durch den neuen König wegen angeblicher Teilnahme an der Schlacht bei Tagliacozzo zu erklären. Ich glaube nicht, daß das das entscheidende war, denn aus S. 100 f. ergibt sich, daß 1269 in einem Zivilprozeß, den ein gewisser

1) E. Batzer, Richard von Pofi (Heidelberg 1910) S. 123.
2) Hampe, S. 63 (für den Markgrafen von Hohenburg).

Heinrich von Alife gegen ihn anstrengte, seine Güter ganz dem geltenden Recht entsprechend wegen einer Kontumaz mit vorläufigem Arrest zu Gunsten des Klägers belegt wurden[1]). Das war aber nur möglich, wenn die Aechtung und die mit ihr verbundene Konfiskation aufgehoben war. Die Bemühungen, die H. v. I. in dieser Richtung gemacht hatte (S. 30), hatten also doch Erfolg gehabt. So erklärt sich der Uebertritt nur aus Gründen des persönlichen Nutzens. Er wollte eine Anstellung in Deutschland, und die konnte er nur erlangen, wenn er sich der von Peter von Prece und anderen Landsleuten vertretenen Sache anschloß. Seine Gesinnungstüchtigkeit wird man kaum hoch anschlagen dürfen: Er hat zwar gegen die Verderbtheit des Klerus deklamiert (S. 102 ff., n. 10), aber die gleiche Feder schrieb obszöne Aufforderungen an Nonnen (Emler Reg. Bohemiae, n. 2554. 75). Daß H. v. I., wie Hampe meint, ritterlicher Herkunft gewesen sei, läßt sich nicht beweisen: wenn S. 76 der Vater als *vasallus* eines Grafen bezeichnet wird, so bedeutet das in der sizilischen Rechtssprache ›Untertan‹, und aus S. 94 ergibt sich nur, daß ein Feind Heinrichs, der Richter Robert, einer von den Gelehrten war, die Karl I. zur Ritterwürde erhob (chevaliers ès lois).

Die Publikation Hampes zeitigt einige nicht uninteressante Nebenergebnisse. S. 120 ist für die Geschichte der Vergilsage wichtig. S. 129 hebt Heinrich den Wildreichtum Apuliens hervor. In der Tat: Hier hatten schon die Wilhelme große Forsten angelegt, hier lagen die Jagdgründe Friedrichs II.; in diesem Zusammenhang mag an den fingierten Brief der Tiere Apuliens erinnert werden, in dem sie von ihrer Hegung durch Friedrich erzählen (Sizilischer Herkunft, ed. Wattenbach, Berliner Sitzungsber. 1892, S. 94 f.). Wichtiger ist die Beleuchtung, die die Prozeßgesetze Friedrichs II. durch die Erzählungen Heinrichs erfahren. Sie haben einen fast aktenmäßigen Wert. Andererseits empfangen diese Prozeßberichte doch erst durch den Vergleich mit den Gesetzen rechtes Leben. Schon der Vater Heinrichs, ein Anhänger des vertriebenen Grafen von Celano, wurde zur Zeit Friedrichs II. durch Delationen persönlicher Feinde verfolgt (S. 72); in der Tat war in Fällen des Hochverrates nach Const. Sic. I 53 § 2 die von der Anklage zu scheidende delatio zugelassen; es folgte dann die Einleitung eines Inquisitionsverfahrens. Damals wußte

1) Zur Interpretation sind heranzuziehen Const. Sic. I 92—100. — Der Prozeß, den Heinrich von Alife gegen H. v. I. anstrengte, hat mit der Aechtung wegen Tagliacozzo nichts zu tun. Es handelt sich da ganz deutlich um einen Zivilprozeß; außer dem Güterarrest zu Gunsten des Klägers wurde eine Verfestung von lokaler Geltung (per civitatem Isernie forbanniri) verhängt; beides wegen gerichtlichen Ungehorsams.

der Vater durch Bestechung der Beamten die Einstellung des Verfahrens zu bewirken. Dann ließ ihn ein Justitiar Konrads IV. wiederum auf Delation hin wegen Hochverrates (crimen laesae maiestatis) vorladen. Zwei Familiare des Justitiars waren bereit, den Kampfbeweis für die Unschuld des Denunzierten anzutreten. In der Tat war nach Const. II 33 in Hochverratsprozessen der Kampfbeweis zugelassen, aber nur nach dem Versagen anderer Beweismittel: darum ist es damals nicht zum Duell gekommen. Wir erfahren bei dieser Gelegenheit, daß die Furcht vor der Untersuchungshaft viele Unschuldige veranlaßte, sich nicht zu stellen; das hatte der Gesetzgeber in Const. II 10 vorausgesehen. Heinrichs Vater war so vorsichtig, zu erscheinen, und obwohl nach Const. II 10 in Hochverratsprozessen eine Entlassung aus der Haft gegen Kaution verboten war, ließ sich der bestochene Justitiar unbefugter Weise doch dazu herbei (S. 76). Ja, er gab ihm Einsicht in den Inhalt der gegen ihn vorliegenden Anzeige (totum processum negocii reseravit), wozu er nach Const. I 53 § 2 nicht ohne weiteres berechtigt war. Ein dritter Hochverratsprozeß fand zur Zeit Manfreds statt, der hier einen Lombarden mit der Grafschaft begabt hatte (S. 86 ff.). Während dieses Prozesses starb der Vater. Es entsprach durchaus der Strenge des Rechtes, daß damals die gesamte Hinterlassenschaft beschlagnahmt wurde. Denn Hochverratsprozesse werden auch gegen das Andenken von Verstorbenen geführt, und die Verurteilung hatte für die Erben den Verlust des Erbrechtes zur Folge. Ueber den Ausgang dieses Prozesses hört man nichts, der Bericht bietet aber eine Reihe von sonst nicht bekannten Einzelheiten zur Geschichte der Haft. Daß es sich S. 100 f. um einen Zivilprozeß handelt, ist schon berührt. Wir erfahren dabei die interessante Tatsache, daß es außer den von der Reichsgesetzgebung vorgeschriebenen Kontumazialstrafen auch einen nur lokal gültigen und vom Lokalgericht verhängten Ungehorsamsbann (per civitatem Isernie forbanniri) gab, der mit der Reichsacht, die nur durch den Justitiar verhängt werden konnte, nicht verwechselt werden darf. So gewähren diese Berichte Heinrichs einen höchst erwünschten Einblick in die konkrete Wirkung der sizilischen Prozeß- und Strafgesetzgebung.

Literarisch reiht Hampe den H. v. I. der von ihm so genannten capuanischen Stilschule an, für die ich freilich die allgemeinere Bezeichnung campanische Stilschule vorziehen möchte. Er gibt S. 34 ff. eine gute zusammenfassende Charakterisierung und hebt sehr richtig die kuriale Beeinflussung hervor. H. stand zu bekannten Namen dieser Schule in Beziehung: zu Peter von Prece, Berard von Neapel und — was nachzutragen ist — auch zu Nicolaus de Rocca,

einem direkten Schüler des Petrus de Vinea (Emler n. 2583). Vielleicht hätte H. etwas näher ausführen können, wie seine Art zu schreiben, die Themata, die er behandelt, die Anlage seiner Sammlung älteren Erzeugnissen dieser Schule gleichen. Wie Petrus de Vinea und seine Leute verfügt er über eine gewisse scholastische Bildung, dichtet er in rhythmischen Maßen (S. 143 ff.), liebt er die Behandlung obszöner Stoffe. Aber es ist doch eine Fortentwickelung über die älteren hinaus zu bemerken, und für diese Feststellung wird dem Vf. besonderer Dank geschuldet. Unzweifelhaft tritt im Vergleich etwa zu Petrus de Vinea der kirchliche Stoffkreis zurück, und wenn schon jener seinen Ovid ausnutzte, so ist doch bei diesem die Verwendung mythologischer Figuren noch viel häufiger. Ausdrücklich hervorzuheben ist die von Hampe ermittelte weitere Steigerung des geschraubten Stilideales, die eine Folge der Lektüre des Alanus von Lille war.

Was sich aus der Geschichte des Heinrich von Isernia für die Geistesgeschichte Deutschlands ergibt, hat H. nur angedeutet. Es sei mir erlaubt, darauf einzugehen. H. v. I. war nicht der einzige Sizilier, der am böhmischen Hofe blieb. Wir finden vor 1253 schon einen Angelus aus Pontecorvo (im Gebiet von Montecassino) in Prag; sein Sohn war der Protonotar Wenzels II., Petrus Angeli, der 1311 Bischof von Olmütz wurde (Emler, Kanzlei Ottokars II., und Wenzels II., Abhandlungen der böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften, VI. Folge, 9. Band, S. 47 ff.). Dazu kommt der Protonotar Henricus Italicus (über ihn Novák, Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch. 20). So weisen die Erzeugnisse der böhmischen Kanzlei am Ende des 13. und Anfang des 14. Jahrhunderts einen sehr deutlichen sizilischen Einschlag auf, namentlich in der Formulierung der Belehnungsurkunden. Und nun beachte man, daß sowohl Johann von Neumarkt wie Johann von Gelnhausen den Petrus de Vinea benutzt haben (Kaiser, N. Arch. 25, 217 ff.), daß die Maiestas Carolina ihrer Anlage nach den Liber Augustalis Friedrichs II. nachahmt, das rhetorische Prooemium und einzelne Gesetze direkt entlehnt (Werunsky, Zeitschr. Savignystiftung X, 68. 82. 95). Die Charakteristik, die Burdach Vom Mittelalter zur Reformation 73 ff. von den Stilidealen und den Stoffen der Diktatoren aus dem Kreise Karls IV. gibt, stimmt auffallend zu dem, was wir über die sizilische Schule wissen. Auch der Sinn für das Landschaftliche findet sich hier wieder (Hampe S. 50 f.). Burdach spricht nun von einem neuen Ideal des Stiles, von neuen literarischen Gattungen, er hebt den Einfluß der Briefe Colas und Petrarcas hervor. Aber das alles war längst in der sizilischen Schule vorhanden, und man wird wohl vermuten können, daß die wesentlichsten Eigentümlichkeiten der literarischen Kultur bereits vor Karl IV. in Böhmen vorhanden,

bereits durch Leute wie unseren Magister 70 Jahre früher aus Sizilien dahin übertragen waren.

So kann ich nur mit dem herzlichsten Dank an den Verfasser schließen.

Göttingen Hans Niese

Briefe von und an Friedrich von Gentz. Auf Veranlassung und mit Unterstützung der Wedekindstiftung zu Göttingen herausgegeben von **Friedrich Carl Wittichen.** Band I u. II. München u. Berlin 1909—1910, K. Oldenbourg. X u. 365, X u. 480 S. 8°. geb. 10 u. 12 M.

Die zwei Bände der vorliegenden wertvollen Publikation haben schwere Schicksale schon vor ihrer Veröffentlichung gehabt. Zwei Mal wurden durch erschütternde Todesfälle die Bearbeiter aus jugendlicher Kraft und Gesundheit und fruchtbarer Arbeit herausgerissen. Zwei Mal aber hat Treue über das Grab hinaus sich der verwaisten Arbeit angenommen. Am 17. Mai 1904 starb in Rom Paul Wittichen, der ursprünglich Material für eine Gentz-Biographie gesammelt hatte. Sein Erbe trat sein jüngerer Bruder Friedrich Carl Wittichen an. Nun entstand bei der Wedekindstiftung der Plan, zunächst eine Sammlung von Gentz-Briefen in vier Bänden erscheinen zu lassen. Friedrich Carl Wittichen hat das Material für alle vier Bände fast vollständig gesammelt. Der erste Band war im Druck, der zweite fast druckfertig, als der Herausgeber am 1. Mai 1909 an den Folgen einer Blinddarmentzündung starb. Nun trat opferfreudig sein Freund Ernst Salzer an seine Stelle. Ihm verdanken wir die Vollendung des Druckes des ersten und die Herausgabe des zweiten Bandes; er will auch, in allem wesentlichen dem Plane des Verstorbenen folgend, das Werk zu Ende führen.

Der erste Band umfaßt die Briefe an Elisabeth Graun, Christian Garve, Karl August Böttiger und andere; der zweite vor allem die Briefe Gentz's an den Schweden Carl Gustav von Brinckmann und die an Adam Müller (Ergänzung der bekannten Publikation!); der dritte wird neben Mitteilungen aus den Personalakten Gentz's den Schriftwechsel mit Hardenberg aus dem Jahre 1811, ferner Briefe an Lucchesini, Stein, Götzen, den Prinzen Louis Ferdinand und englische Materialien, der vierte den Briefwechsel mit Metternich bringen [1]). Die überwiegende Mehrzahl aller dieser Briefe war bisher ungedruckt. Die früher schon (meist ungenügend) veröffentlichten sind im Inhalts-

1) Nachträglich verlautet, daß an diesem Plane gewisse Modifikationen vorgenommen werden sollen.

verzeichnis durch Sternchen leicht kenntlich gemacht. Den einzelnen Abschnitten sind vortreffliche knappe Einleitungen vorausgeschickt, welche den häufigen Fehler, von der Publikation gleich den Rahm abschöpfen zu wollen, vollkommen vermeiden. In den Anmerkungen zu den Briefen steckt eine Fülle mühsamer und dankenswerter Arbeit. Der Gedanke, sämtliche Briefe Gentz's zu sammeln, konnte naturgemäß nicht in Betracht kommen, zumal eine Reihe brauchbarer Sammlungen von Gentz-Briefen schon vorliegt. Es galt vielmehr nur, schlecht gedrucktes, weit zerstreutes, vor allem aber ungedrucktes Material zugänglich zu machen. Gleich hier sei an den Herausgeber eine dringende Bitte gerichtet: nämlich dem vierten Band eine vollständige Liste sämtlicher schon vorhandener Publikationen von Briefen des großen Publizisten beizugeben.

Die vorliegenden beiden Bände enthalten eine Fülle des Wichtigen, Interessanten, Unterhaltenden auf literar- und kulturhistorischem, politischem und publizistischem, vornehmlich aber biographischem Gebiet. Es kann im folgenden nur an wenigen Beispielen auf die Bedeutung des neuen Materials hingewiesen werden. Eine auch innerlich von den übrigen vollständig getrennte Gruppe bilden die Briefe an Elisabeth Graun, geb. Fischer, die spätere Gattin Staegemanns. Sie stammen aus der Zeit von 1785—91 und zeigen uns den späteren Geheimen Hofrat als den typischen Jüngling der Zeit, der, halb Freund halb Anbeter der schönen jungen Frau, zugleich übrigens verlobt mit Cölestine Schwinck, in überschwänglichsten Gefühlen schwelgt: ›Diese drei letzten Zeilen, schreibt er am 20. August 1785, ach ich kann Ihnen diese wehmütige Schwachheit ja gestehen, lösten mich fast ganz auf. Ich hätte versinken mögen über der ungeheuren Menge von Empfindungen und Vorstellungen, die auf einmal in mir rege wurden ... und einige für mein ganzes Leben unvergeßliche Stunden danke ich diesem goldenen Gedicht‹. Freilich trägt auch dieser Mensch eines neuen Zeitalters noch die Spuren des vergangenen, des Rationalismus, an sich. Zu diesen wollen wir zwar nicht die merkwürdige Tatsache rechnen, daß er bei allem Ueberschwang der Gefühle doch sich getrieben fühlte, die Sprachfehler in den Briefen der Freundin zu verbessern (S. 15), wohl aber die altkluge Ueberzeugung, daß auch die stärkste Leidenschaft sich durch ein bischen Reflexion bändigen lasse. Er verschreibt Elisabeth folgendes Rezept, um sich von der Neigung zu einem Dritten zu befreien (S. 84): ›ich würde Ihnen in Ihrer jetzigen Lage raten, gar nichts anderes zu lesen, als den dritten, vierten und die folgenden Teile der Heloise. Bemerken Sie aber wohl, nicht die beiden ersten. Ums Himmels willen nicht: und wenn Sie sie gar im Französischen besitzen, so beschwöre ich

Sie um Ihrer Ruhe und Glückseligkeit willen, rühren Sie sie nicht an, werfen Sie sie weg — und lassen Sie die letzten Teile in Gold einbinden‹. Eine naive Ueberschätzung des verstandesmäßigen Vorgehens, welches an die Torheit der französischen Staatsmänner der ersten Tage der Revolution erinnert, welche wähnten, durch ein bischen vernünftiges Nachgeben die wilde Leidenschaft des dritten Standes zähmen zu können. Es ist beachtenswert, daß nach der Auflösung von Gentz's Verlobung, durch die ihm offenbar schweres Unrecht geschah, seine Briefe auch an Elisabeth matter werden. Der schwere Schlag, der ihn damals traf, mag dem Manne zu gute gehalten werden, der sich später an mancher Frau vergangen hat. Schließlich sei noch auf den pikanten Nachweis des Herausgebers hingewiesen, daß Elisabeth die Briefe Gentzens später mit gewissen Aenderungen literarisch verwertet hat.

Als ein Anderer zeigt sich Gentz in allen anderen Briefen. Zwar bleibt er sein Leben lang lebhaft literarisch interessiert. Man möchte sogar fast die paradoxe Behauptung wagen, daß dieses Interesse immer ebenso groß geblieben ist, wie das an der Politik. Aber in diesen späteren Briefen kommt doch auch das letztere zu seinem vollen Rechte. Die Grundzüge der politischen Entwickelung Gentzens sind bekannt. Bis 1791 ein ›philosophischer‹ Bewunderer der französischen Revolution, ist er durch das Studium und die Uebersetzung von Burkes (schon 1790 erschienenen) ›Reflexions‹ ihr leidenschaftlicher Feind geworden. Leider kommt man auch mit Hülfe der vorliegenden Briefe nicht weit über diese allgemeinen Sätze hinaus. ›Der Geist des Zeitalters, schreibt er am 5. März 1790 an Garve, weht stark und lebendig in mir: es ist wirklich Zeit, daß die Menschheit aus einem langen Schlaf erwache: ich bin jung und fühle also das allgemeine Streben nach Freiheit, was auf allen Seiten ausbricht, mit Teilnehmung und Wärme‹. Am 18. Sept. 1790 teilt er Garve den Plan mit, empört über die Art und Weise, wie Möser und Biester sich gegen die natürlichen Rechte des Menschen gewandt, ›eine Deduktion des Naturrechtes nach strikten und unleugbaren Prinzipien aufzusetzen‹. Die geplante Arbeit erschien dann im Aprilheft 1791 der Berlinischen Monatsschrift. ›Das Scheitern dieser Revolution, meint er demselben Adressaten gegenüber am 5. Dezember 1790, würde ich für einen der härtesten Unfälle halten, die je das menschliche Geschlecht betroffen haben. Sie ist der erste praktische Triumph der Philosophie, das erste Beispiel einer Regierungsform, die auf Prinzipien und auf ein zusammenhängendes, konsequentes System gegründet wird‹, usw. An diesen Ansichten ist durchaus nichts Eigenartiges: sie sind der typische Ausdruck eines wesentlich literarisch

gerichteten Zeitalters, dem die Politik ein Buch mit sieben Siegeln ist; sie werden damals tausendfältig wiederholt und zwar einerseits von so großen Köpfen wie Kant und Fichte, anderseits von einer Legion gedankenloser Skribenten. Die eigentlich politische Beurteilungsweise fand Gentz, wie gesagt, erst durch Burke. Dabei ist es immerhin beachtenswert, daß er sich dem neuen Einfluß nicht widerstandslos hingab. Am 19. April 1791 schreibt er an Garve: ›Burkes Reflexions habe ich durch einen Zufall erst seit einigen Tagen in Händen ... Allerdings verdient dieser Mann gehört zu werden, wie man es denn wohl immer verdient, wenn man so meisterhaft spricht. Ich lese dieses Buch, so sehr ich auch gegen die Grundsätze und gegen die Resultate desselben bin (ich habe es aber noch nicht ganz zu Ende), mit ungleich größerem Vergnügen, als hundert seichte Lobreden der Revolution‹. — Besonders wertvoll wäre es dann weiterhin, über folgenden Punkt Aufklärung zu erhalten. Burke war bekanntlich der Prophet konservativer, nicht absolutistischer Staatsanschauung. Er ist für gemäßigte Freiheit, für ständische Beschränkung der Monarchie. Gentz dagegen endigt (bei gewissen Schwankungen) als reiner Absolutist, also insofern als Vertreter des Absterbenden, wo jener für blühendes Leben eintrat. Am 8. November 1824 schreibt Gentz an Brinckmann: ›Der Unterschied zwischen uns scheint mir nur darin zu liegen, daß Ihr Gemüt sich überhaupt mehr (gewiß nicht ausschließend) zur Freiheit, das meinige mehr zur Regel, manchmal (ich klage mich hier selbst an) sogar mit einiger Geringschätzung und Verachtung der Freiheit, neigt. J'aime le Pouvoir‹. Für die Biographie Gentzens wäre es nun wichtig zu erfahren, ob er und wie lange er nicht nur in der Ablehnung der französischen Revolution, sondern auch positiv Burke, bei seinem Eintreten für ›gemäßigte Freiheit‹ nahegestanden hat. Daß dies zeitweilig der Fall war, kann aus einem Brief an Brinckmann vom 30. September 1793 mit ziemlicher Sicherheit geschlossen werden, in dem er eine Note Mounier's billigend zitiert, die unter Anderem auch für die monarchie libre und eine gemäßigte Verfassung eintritt.

Erheblich reicher ist der Ertrag für die Beurteilung der Persönlichkeit Gentzens. Niemand wird nach der Lektüre dieser Briefe den verbreiteten Vorwurf der Frivolität Gentz gegenüber in der üblichen Form und mit der üblichen Begründung aufrecht erhalten wollen. Dafür ist schon die Leidenschaft zu heiß, mit der er seine politischen Ziele verfolgt, mit der er sich gegen die Revolution und Napoleon kehrt, und mit der er die Schwächen seines Zeitalters geißelt. Dafür ist vor allem der Glaube an sich selber und seine Mission zu unerschütterlich. Er schreibt an Brinckmann (9. April 1803): ›Ich habe an Humboldt

einen langen Brief geschrieben. Ich war den Tag in einer sehr bewegten Stimmung; alte Bilder der Vorzeit stellten sich auf einmal mit mehr als gewöhnlicher Lebendigkeit vor meine Seele; ich durchwanderte alle die Szenen, die ich seit meiner ersten Zusammenkunft mit Humboldt erlebt hatte; und da ich ihn immer für einen der treusten Spiegel jeder sich ihm nahenden Individualität gehalten habe, so war es mir, indem ich mich lebhaft beschäftigte, als erblickte ich mich selbst, und mein ganzes Tun und Treiben, und alle meine Schicksale, und alle meine zahllosen Torheiten und Fehltritte, und zugleich die ganze innere, heilige, unzerstörbare Lust am Guten, die sie alle begleitet, und, wenngleich nicht gut gemacht, doch oft gemildert hat — mit einer schauervollen Klarheit. Die Tränen erstickten mich zuletzt so, daß ich den Brief plötzlich abbrechen mußte; er wird gewiß sehen und verstehen, in welcher merkwürdigen Gemütsstimmung ich ihn schrieb‹. Wie nahe die gröbste Sinnlichkeit und die erhabensten Gefühle in dem merkwürdigen Menschen beieinander wohnten, mag II S. 222 nachgelesen werden, wo Gentz einem Brief an Brinckmann eine äußerst charakteristische Tagebuchstelle einverleibt. Bei seinen Sünden blieb sein Gewissen immer wach (vgl. II S. 193). Man liest mit Befriedigung, daß der spätere Helfer Metternichs im Jahre 1804 mit erhebenden Worten von einer möglichen Einheit und Nationalgröße Deutschlands träumt (II S. 251); daß er im Stande ist, gelegentlich, wenn auch nur ganz selten, hingebend zu bewundern, fast möchte man sagen zu verehren; vornehmlich gilt das W. v. Humboldt gegenüber, von dem er, neben den enthusiastischsten Schilderungen, einmal urteilt, wie Voltaire von Gott, man müsse ihn erfinden, wenn es ihn nicht gäbe. — Auf der anderen Seite bleibt dem Referenten mancherlei an Gentz unsympathisch. Weichlich ist er gewesen und darin der Sproß der alten Zeit geblieben: im Privatleben zeigen das deutlich genug seine Reuetränen ohne Umkehr, und in seinen politischen Stimmungen vor allem seine instinktive Abneigung gegen den Krieg, die er wohl auf Zeit, aber nicht dauernd zu verläugnen vermag. Wird man seine Wendung zum starren Absolutismus aus der Zeit verstehen — mancher ›Konservative‹ ist denselben Weg gegangen — mag man seine Hinneigung zum Katholizismus vielleicht begreifen, trotzdem religiöse Motive bei ihm, im Gegensatz zu so vielen anderen, wie es scheint, schlechterdings unbeteiligt waren, so wird man doch nicht ohne Empörung seine Stellung zu Luther und zur Reformation betrachten, in der er — man möchte sagen, mit vollendetem historischen Stumpfsinn — (z. B. II, S. 150) nichts als die Revolution und die Wurzel aller Revolution zu sehen vermag. Es ist peinlich zu lesen, daß er 1802 bei seinem Aufenthalt in England inmitten all der

bedeutenden und großen Männer, die er kennen lernt und überschwänglich lobt, doch Louis-Philippe von Orléans, dem nichts-als-klugen und -geschickten, den Preis zuerkennt. Und wenn man ihn in den vornehmsten Kreisen Europas sich bewegen sieht, so erinnert dabei nicht selten mancher Zug an die Menschenklasse, für die Thackeray den Begriff des Snob geprägt hat.

Schon im Jahre 1804 — es folgen noch einige einzelne Mitteilungen aus dem neuen Material — bemerkt Gentz einen Umschwung zum Besseren in der deutschen Publizistik (I, S. 276) ›ein richtiges und lebendiges Gefühl für die Schrecklichkeit und Trostlosigkeit unserer politischen Lage, und einen Grad von Mut, dieses Gefühl auszusprechen, der mir neue Hoffnungen einflößt‹. Bemerkenswert sind seine Urteile über Fichte (z. B. I, S. 255/6; II, S. 254/5), der ihn anzog, aber noch mehr abstieß. (›Eine solche Größe des Denkens und eine solche Gemeinheit des Menschen hat sich wohl selten in einem Individuum vereinigt‹. ›Raserei und Impudenz‹ von Fichtes Handelsstaat. ›Ewig wünsche ich mir Glück dazu, daß ich auch nicht einen einzigen Moment (?) der Narr dieses armseligen, hohlen, aufgeblasenen Fichte gewesen bin‹.) II, S. 374 f. und 377 ff. finden sich anschauliche und wichtige Mitteilungen aus dem Jahre 1802 über den traurigen Zustand des linken Rheinufers und Belgiens und den allgemeinen wilden Haß gegen das französische Régime.

Mit alledem sind nur Proben dessen gegeben, was aus dieser schönen Publikation fast auf jeder Seite zu lernen ist. Möchte sie auf dem Gebiete der historischen Wissenschaft im weitesten Sinne fruchtbar werden.

Tübingen Adalbert Wahl

Eduard Eichmann, Acht und Bann im Reichsrecht des Mittelalters. (Görres-Gesellschaft zur Pflege der Wissenschaft im katholischen Deutschland. Sektion für Rechts- und Sozialwissenschaft. 6. Heft.) Paderborn 1909, Ferdinand Schöningh. XVI u. 160 S. 4,40 M.

War man auch über die wesentlichsten Tatsachen des Zusammenwirkens von Acht und Bann schon leidlich orientiert, so blieb eine Spezialuntersuchung darüber, wie sie uns Eichmann gebracht hat, doch in hohem Grade wünschenswert[1]). Seine Arbeit trägt denn auch

1) Nennenswerte Ausführungen bringen: Kober, Der Kirchenbann nach d. Grundsätzen d. kanon. Rechts, Tübingen 1857; Franklin, Reichshofgericht II, 378 bis 384; Weiland in Hist. Aufs. G. Waitz gewidmet, Hannover 1886, S. 267—273; Hinschius, Kirchenrecht V, 391—396. Nachzutragen ist jetzt Poetsch, Die Reichsacht im MA. u. bes. i. d. neueren Zeit, Breslau 1911. Die einschlägigen Partien sind fast nur Referat nach Eichmann.

einen erheblichen Stoff zusammen und bereichert und vertieft das Problem, sie bringt auch eine Reihe neuer Ergebnisse, die die Stellung des Reichsrechts, insbesondere auch die des Sachsenspiegels und der verwandten Rechtsquellen zu der Frage ›Acht und Bann‹ [1]) entschieden geklärt, wenn auch noch nicht, wie mir scheint, in allem restlos aufgeklärt haben. Hervorzuheben ist, daß der Verfasser durch umfassende Heranziehung des kanonischen Rechtes und der kanonistischen Rechtsliteratur seiner Untersuchung eine feste Grundlage gegeben hat.

Die Einleitung bringt einen Ueberblick über das Problem selbst. ›Die Verbindung von Acht und Bann hat eine Interessengemeinschaft zur Voraussetzung, deren rechtsphilosophische Grundlage in dem mittelalterlichen Kirchenbegriff gegeben ist‹. Diese Interessengemeinschaft besteht so lange, als der universale Kirchenbegriff dauert. Erst die Reformation hat ein Ende damit gemacht. Eichmann beschließt daher mit ihr auch sein Buch.

Nach drei Gesichtspunkten wird der Stoff geordnet: I. Der Exkommunikation werden auch von der weltlichen Rechtsordnung Wirkungen privat-, prozeß- und öffentlich-rechtlicher Art zuerkannt. II. Gewisse Verbrechen sind von der Kirche mit dem Banne, vom Staate zugleich mit der Acht bedroht. III. Dem Banne folgt die Acht bezw. der Acht der Bann, wenn der Betroffene sich nicht innerhalb einer gewissen Frist aus dem Banne bezw. aus der Acht gelöst hat. — Erst im 13. Jahrhundert kommt dieses Zusammenwirken zur völligen Ausgestaltung.

Der erste Abschnitt der Arbeit umfaßt die fränkische Zeit, in der die Interessengemeinschaft von Staat und Kirche und demgemäß ihr beiderseitiges Zusammenwirken stark hervortritt. Hierüber nur wenige Bemerkungen. Die Verhältnisse unter Karl d. Gr., die Eichmann nur kurz gestreift hat, hätten in ihrer Eigenart, wie mir scheint, eingehender gewürdigt werden sollen. Auch wird im ganzen wohl der Einfluß der Kirche für diese Zeit des Staatskirchentums etwas überschätzt. Von Wert ist die Feststellung, daß schon in fränkischer Zeit die Exkommunikation ›bürgerliche Wirkungen‹, die Hinschius leugnete, nach sich zog. Das wird deutlich, auch wenn man Synodalbeschlüsse und Papstbriefe nicht in dem Maße als Zeugnisse für das geltende weltliche Recht ansieht, wie es Eichmann tut.

Die Ueberleitung zur Darlegung des Verhältnisses von Acht und Bann im deutschen Mittelalter wird durch das umfangreiche Kapitel ›Die mittelalterliche Einheit von Staat und Kirche. Die Schwerter-

1) Zur Formel ›Acht und Bann‹ neuerdings v. Künßberg, Acht. Eine Studie zur älteren deutschen Rechtssprache, Weimar 1910, S. 23 ff.

theorie« gebildet (S. 27—63). Der erste Teil des Kapitels zeigt, daß auch das deutsche Mittelalter von der Idee der Einheit von Staat und Kirche beherrscht ist[1]). Die Darstellung der Lehre von den beiden Schwertern ist als Grundlage für das Kommende wertvoll; auch wird sie hier zum ersten Male vollständig in ihrer Entwicklung dargelegt[2]).

Im dritten und vierten Abschnitt kommt der Verfasser zum Schwerpunkt der Untersuchung zurück. Er handelt zuerst über die bürgerlichen Wirkungen des Kirchenbannes (S. 64—110). Seit dem Ende des 12. Jahrhunderts erkennt das weltliche Recht die kirchlichen Strafen in allen ihren kanonischen Wirkungen an. Die Geltung des »Verkehrsgebots im allgemeinen« (1. Teil) wird reichsrechtlich zuerst 1219 und 1220 ausgesprochen[3]). Der Gebannte ist zu meiden

1) In diesem Zusammenhange gibt Eichmann auch eine Charakteristik der Kirchenpolitik Friedrichs I., die aber schwerlich Zustimmung finden wird. Die Politik des Kaisers war nicht darauf gerichtet, »das geistliche Schwert seinen Zwecken dienstbar zu machen« (S. 29), sie verdient auch nicht die Bezeichnung »gewalttätig« und »absolutistisch« (S. 48). Barbarossas Grundanschauung ist, daß zwei Schwerter die Welt regieren sollen und daß der Kaiser sein Imperium von Gott hat (M. G. Const. I Nr. 165). Also Gleichberechtigung, keine Ueber- oder Unterordnung! Der Vertrag von Konstanz und der Friede von Venedig sprechen die gegenseitige Unterstützungspflicht beider Ordnungen aus. Allerdings hat Friedrich I. seine Rechte entschieden verfochten und vom Papste auch verlangt, daß er die Geächteten meide (vgl. M. G. Const. I Nr. 315, a. 1186, Schreiben der deutschen Bischöfe an Papst Urban, in dem sie u. a. darüber Klage führen, daß der Papst die geächteten Bewohner von Cremona nicht gemieden habe).

2) Die hierokratische Schwertertheorie ist in Deutschland nur unter dem Zwange der Verhältnisse gelegentlich anerkannt worden, noch nicht indessen von Friedrich II. in der Goldenen Bulle von Eger (M. G. Const. II S. 58). Aus den unterwürfigen Worten des jungen Kaisers läßt sich das positive Zugeständnis der »Anerkennung des Satzes, daß die weltliche Rechtsordnung sich der kirchlichen unterzuordnen und daß die weltliche Gewalt der Kirche zu dienen habe« (S. 55) nicht entnehmen.

3) Eine Sentenz Ottos IV. dagegen von 1209 (M. G. Const. II Nr. 30) läßt sich nicht als Beleg hierfür heranziehen. Otto IV. spricht darin gegen einige Leute, die der Bischof von Trient »gebannt« hatte, die Reichsacht aus; diese geächteten Leute sollen gemieden werden. Dazu kommt, daß es sich bei der Bannung durch den Bischof gar nicht um den kirchlichen Bann, sondern um die Verfestung handelt. Das hat man bisher nirgends klar erkannt (vgl. Eichmann S. 71, 121), und doch geht es aus dem Spruche selbst deutlich hervor. Proscribimus et bannimus, mit diesen Worten verkündigt der Kaiser die Reichsacht. Proscribere und bannire sind also hier identisch (vgl. auch v. Künßberg a. a. O. S. 25); wenn bannire aber einmal im Sinne von proscribere gebraucht wird, so kann es in derselben Urkunde an anderer Stelle schwerlich die Bedeutung excommunicare haben. Entscheidend ist weiter, daß bannum nach dem Sprachgebrauch der Trienter Urkunden, soweit ich sehe, stets proscriptio bedeutet (vgl.

und zu den actus legitimi (d. h. rechtlichen Handlungen überhaupt) nicht zuzulassen. Der zweite Teil behandelt, wie der erste in mehrfacher erfolgreicher Polemik gegen Hinschius und Kober, ›die bürgerliche Rechtsunfähigkeit‹. Festgestellt wird, daß sich diejenige kanonistische Doktrin durchgesetzt hat, die bestimmte, daß bestehende Rechtsverhältnisse durch den Bann nicht aufgelöst werden. So ist es auch im Lehnrecht. Für die Dauer der Exkommunikation tritt freilich eine Suspension der Lehnsrechte, bezw. gegenüber dem im Banne befindlichen Lehnsherrn, der Lehnspflichten ein, aber ›die Exkommunikation des Vasallen macht das Lehen nicht ledig, außer im Falle der Häresie‹ (S. 79).

Im Anschluß hieran bespricht der Verfasser den bekannten Satz des Sachsenspiegels Landrecht III 63 § 2: ›Ban scadet der sele unde ne nimt doch niemanne den lif, noch ne krenket niemanne an landrechte noch an lehnrechte, dar ne volge des koninge achte na‹. Daß die Worte ›Bann schadet der Seele und nimmt niemandem den Leib‹ sich nicht gegen das kirchliche Recht wenden, sondern, wie Eichmann meint, nur eine nicht sehr glückliche Uebersetzung des Axioms eines Dekretisten: anathema non corporalis sed spiritualis multatio sind, würde mir denkbar scheinen, wenn nicht sofort die ausdrückliche Hervorhebung darauf folgte, daß der Bann niemanden an Land- noch an Lehnrecht schädigen solle. Der Ausweg, den der Verfasser (freilich nur vorsichtig) betritt, im Sinne der kirchlichen Doktrin hier nur an eine Nichtbeeinträchtigung bereits vor der Sentenz erworbener Rechte zu denken, ist mehr als gewagt. Nimmt man den obigen Satz als ein Ganzes, so ist ein Zweifel nicht möglich: er enthält eine Abweisung der Forderungen des kanonischen Rechtes. Mit dem Widerspruch zu Lehnrecht Art. 12, 2, der dem Gebannten die communicatio forensis abspricht, muß man sich ja leider abfinden; er wird noch am besten begreiflich, wenn man die Entstehung des Lehnrechts, wie es auch Eichmann tut, nach der einschneidenden Gesetzgebung Friedrichs II. von 1220 setzt. Auch das sächsische Weichbildrecht hat später den Forderungen des kanonischen Rechtes entsprochen. Man kann daher tatsächlich nicht sagen, daß im sächsischen Rechtsgebiet der Kirchenbann keinerlei weltliche Wirkungen gehabt habe. Andererseits ist aber der kirchlichen Partei der Sachsenspiegel verhaßt gewesen, wie das bekannte Vorgehen des Augustinermönches Johannes Klenkok zeigt; man wird sich also wohl manchmal vor Gericht auf seine dem kanonischen Recht widerstreitenden Bestimmungen berufen haben.

Kink, Cod. Wangianus. Font. rer. Austr. Dipl. V, 1852, Nr. 84, 85 u. sonst. In Nr. 85 (1210) handelt es sich um einen durch Spruch des Lehnshofs ›gebannten‹, also geächteten Lehnsmann).

Der dritte Teil ist überschrieben: Der Verlust der communicatio forensis. Der Exkommunizierte kann wie vor dem geistlichen, so auch vor dem weltlichen Gericht das Richteramt nicht bekleiden, er verlor sein Klagerecht, mußte auf Klagen anderer aber antworten und zwar ohne Fürsprecher; schließlich war auch sein Zeugnis rechtsungültig. Schon gegen Ende des 12. Jahrhunderts haben die weltlichen Gerichte den Forderungen des kanonischen Rechtes in dieser Hinsicht entsprochen; wenigstens haben wir ein von Eichmann übersehenes westfälisches Weistum von 1197, das den Exkommunizierten als unfähig zum Richteramte ansieht (Kindlinger, Münst. Beitr. III, 1, 107)[1]. Das Reichsrecht hat in der Conf. c. pr. eccl. vom 26. April 1220 die Forderungen des kanonischen Rechtes anerkannt. Ich möchte gegenüber Eichmann daran festhalten, daß diese Anerkennung nur für das Königsgericht erfolgte. Es heißt in dem Gesetz (§ 6): Item, sicut iustum est, excommunicatos eorum (der Bischöfe) dum tamen ab ipsis viva voce vel per litteras eorum vel per honestos nuntios fide dignos nobis denuntiati fuerint, vitabimus; et nisi prius absolvantur, non concedemus eis personam standi iuditio .... Die Meldung der erfolgten Exkommunikation soll an den König ergehen, er will den Exkommunizierten meiden; die weiteren Folgen können daher auch nur vor seinem Gerichte eintreten. Daß auch die übrigen Gerichte die gleiche Praxis befolgten, ist an diesem Punkte nebensächlich; außerdem handelten sie ja auch schon vorher so.

Daß der Exkommunizierte auch von den Akten der freiwilligen Gerichtsbarkeit ausgeschlossen war, zeigt der vierte Teil. Der wichtigere fünfte Teil untersucht die Folgen des Kirchenbannes auf dem Gebiete des öffentlichen Rechts. Auf Einzelheiten kann ich nicht weiter eingehen. Im ganzen bringt jedenfalls dieser Teil manches Beachtenswerte.

Im vierten und letzten Abschnitt (S. 111 ff.) kommt endlich das eigentliche Thema ›Acht und Bann‹ zu seinem Rechte. Erst in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts wird das Zusammenwirken von Acht und Bann häufiger, in der früheren Zeit sind die Fälle ganz vereinzelt. Bei Verbrechen, die Kirche und Staat in gleicher Weise angehen, z. B. bei Raub und Zerstörung von Kirchengut, straft jede der beiden Gewalten für sich; das Zusammengehen der beiden Strafen erfolgt in beiderseitigem Interesse. Die zweite Form des Zusammenwirkens dient der Machtergänzung einer der beiden Ordnungen und zwar so, daß auf Ersuchen des kirchlichen bezw. des weltlichen

1) Dieses westfälische Weistum schon bei Weiland. Ich ergänze noch Kaiserurkunden d. Prov. Westfalen II Nr. 269 (1224, Heinrich VII.): Behinderung des gesetzmäßigen Richters durch die Exkommunikation.

Richters der einen Strafe die andere folgen muß. Diese Form ist wichtiger und charakteristischer. Sie hat in dem Gesetze vom 26. April 1220 die reichsrechtliche Sanktion erhalten, freilich zunächst einseitig zu Gunsten des kirchlichen Rechts. Eichmann hat geschickt und scharfsinnig in dieses Gesetz eine Gegenverpflichtung der Kirche hineininterpretiert, nach meinem Dafürhalten dem Text damit aber Gewalt angetan. Der in Betracht kommende Passus lautet (§ 8): Sic utique aliisque modis omnibus, iusto videlicet et efficaci iuditio, ipsis prodesse atque preesse firmiter compromisimus, et ipsi versa vice fide data promiserunt, quod contra omnem hominem, qui tali nostro iuditio ipsis exhibendo violenter restiterit, nobis pro viribus suis efficaciter assistent. In Art. 7 hatte der Kaiser versprochen, daß den, der sechs Wochen hindurch in der Exkommunikation verharrt, auch die Acht des Reiches treffen soll. Das versa vice nötigt nun nach Eichmann, an ein Gegenversprechen der Bischöfe zu denken. ›Das ipsis exhibendo enthält die Begründung der bischöflichen Unterstützungspflicht gegenüber dem Königsurteil: weil das letztere gegebenenfalls die bischöfliche Sentenz wirksam unterstützt, sollen auch die Bischöfe dem König gegen diejenigen kräftig beistehen, welche seinen gerechten Urteilen Widerstand entgegensetzen‹ (S. 123). Diese an sich schon komplizierte Deutung wird durch das Wörtchen tali vor nostro iuditio unmöglich gemacht, denn das tali weist eben auf iusto videlicet et efficaci iuditio zurück, und damit ist der Beweis geliefert, daß der Beistand der Kirche gegen den Verächter der dem Banne folgenden Achtsentenz sich richten soll. Eine entsprechende Gegenleistung der Kirche ist also nicht vorgesehen. Die Bestimmung wird dadurch freilich ein wenig inhaltlos, auch das versa vice verblaßt etwas, aber trotzdem ist es ausgeschlossen, aus diesen zwei Worten eine Konsequenz zu ziehen, die dem sonst so klaren Wortsinne widerstreitet. Hätte man an eine wirkliche Gegenverpflichtung der Kirche gedacht, so wäre sie gewiß auch in anderer Form erfolgt[1]).

Dazu kommt, daß tatsächlich erst gegen Ende des 13. Jahrhunderts auch das umgekehrte Verhältnis — Bannfolge auf vorausgehende Reichsacht — festgestellt werden kann, während die Wirksamkeit des Zugeständnisses Friedrichs II. durch zahlreiche Fälle sich belegen läßt. Daß nach den Rechtsbüchern Gegenseitigkeit von Staat und Kirche in dieser Hinsicht besteht, ist nicht ausschlaggebend. Es entspricht das ihrer Grundanschauung von der wechselseitigen Unterstützungspflicht beider Schwerter. Am frühesten bestimmen einzelne territoriale Landfrieden (Mitte des 13. Jahrh.), daß auch der Bann

1) Aehnlich urteilt Köstler, Zeitsch. d. Savignyst. f. Rechtsgesch., germ. Abt., XXXI, 1910, S. 515.

zur Unterstützung der Acht dienen solle. Die Wirksamkeit solcher Bestimmungen wird man einigermaßen in Frage ziehen dürfen, wenn man bedenkt, daß 1295 Adolf von Nassau und ähnlich später Heinrich VII. den Erlaß eines allgemeinen Kirchengesetzes vom Papste zu erlangen suchten, in dem die Gegenverpflichtung der Kirche in Bezug auf Acht und Bann, besonders auch in Bezug auf Reichsacht und päpstlichen Bann, verkündigt werden sollte. Aber ein derartiger Erlaß ist nicht erfolgt. Trotzdem haben seit dem Ende des 13. Jahrhunderts die Ansprüche des Staates sich allmählich durchgesetzt. Zusammenfassend muß man sagen, daß bei dieser ganzen Gesetzgebung der Staat als der Gebende erscheint, und daß die Kirche nur zögernd gewährt, was sie ihrerseits vom Staate forderte. Das hat Eichmann nicht genügend betont.

Die Frist von sechs Wochen für die Folge von Acht auf Bann bedeutete ein starkes Zugeständnis des Staates. Nach dem einzigen vor 1220 vorhandenen Falle zu urteilen, scheint ursprünglich die Frist von Jahr und Tag die legale gewesen zu sein[1]). Durch die Gesetzgebung von 1220 wurde die Exkommunikation der Verfestung völlig gleichgestellt. Die neue Frist hat sich schnell allgemein eingebürgert. Eins der besten Zeugnisse dafür, zugleich das einzige, das Schlüsse auf die Praxis des Reichshofgerichts zuläßt, hat sich Eichmann entgehen lassen. Im Jahre 1263 schloß ein Ritter von Hohenfels mit der Mainzer Kirche einen Vertrag ab und nahm dabei als freiwillige Konventionalstrafe im Falle der Uebertretung desselben die Exkommunikation auf sich, der, wenn er sechs Wochen darin verharrte, auf Antrag des Erzbischofs bei König Richard die Acht des Reiches folgen sollte (Gudenus I, 699; bereits von Weiland herangezogen). Schon unter Rudolf v. Habsburg ist die alte Frist von Jahr und Tag wieder aufgenommen worden.

Am Schlusse des Buches wird betont, daß seit dem Ende des 13. Jahrhunderts der Bann weit mehr der Unterstützung der Acht gedient habe als umgekehrt. Der Grund wird darin gesucht, daß die Acht ihre Schrecken, nicht zum geringsten durch die Schuld der Reichsgewalt selbst, verloren hätte. Zum guten Teile trifft das zu. Aber man wird nicht zu sehr verallgemeinern dürfen. Hätte dem Papste sonst wohl so sehr daran gelegen, daß der gebannte Luther auf dem Reichstage zu Worms auch geächtet wurde? An den Widerständen, die sich dagegen erhoben, sieht man zugleich, daß die Zeit

1) Im 13. Jahrhundert ist »Jahr und Tag« noch wörtlich aufzufassen gleich ein Jahr und ein Tag, vgl. Güterbock, Der Prozeß Heinrichs d. Löwen, Berlin 1909, S. 203 ff.

des Zusammenwirkens von kirchlicher und weltlicher Macht abgelaufen war.

Wenn der Verfasser auch keineswegs überall in der Einzelerklärung und teilweise auch nicht in der Gesamtauffassung das Richtige getroffen hat, so wird man ihm doch gern zugestehen, daß er eine wertvolle Arbeit geleistet und den spröden Stoff, der das zentrale Problem des Mittelalters in seinen Konsequenzen nach einer besonderen Seite hin so klar erkennen läßt, gut bewältigt hat. Die häufige kritische Behandlung von Einzelfragen, die unumgänglich war, bringt es mit sich, daß sich das Buch nicht leicht liest. Auch leidet darunter begreiflicherweise die Berücksichtigung weiterer Gesichtspunkte etwas; aber eine erste Aufarbeitung des Materials war in anderer Form kaum möglich. Immerhin empfängt man doch aus Eichmanns Darstellung schon einen Eindruck von der Macht der Ideen, die sich in der Verbindung von Acht und Bann ausspricht.

Braunschweig Schrader

Dokumente zur Geschichte des Bürgermeisters Hans Waldmann, gesammelt und herausgegeben von **Ernst Gagliardi.** Erster Band: Hans Waldmann und die Eidgenossenschaft des 15. Jahrhunderts. Akten bis zum Auflauf von 1489 (exklusive). Basel, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering, 1911. (Quellen zur Schweizer Geschichte, herausgegeben von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. II. Abteilung: Akten. Band I.)

Durch den GGA. 1909, Nr. 2 (S. 174), genannten Verfasser des Buches ›Novara und Dijon‹ ist in der Neuen Folge der ›Quellen zur Schweizer Geschichte‹ ein neuer Band erschienen. Der Verfasser beginnt im ›Vorwort‹ mit den Worten: ›Die Verehrung und Bewunderung für den Zürcher Bürgermeister Hans Waldmann hat zwar beinahe ein Denkmal, indes bis auf den heutigen Tag noch keine gründlich dokumentierte Erforschung seines ganzen Lebens zu Stande gebracht‹. Nachdem ursprünglich nur die Edition der über die Katastrophe Waldmann's im Jahre 1489 vorhandenen zum Teil noch ungedruckten Darstellungen beabsichtigt war, ist nun nach systematischer Durchforschung des ganzen Zürcher Staatsarchivs — allein bei den Gerichtsakten waren zirka 40000 Seiten zu durchgehen — und der Heranziehung anderer schweizerischer und auswärtiger Archive, so weit möglich, das gesamte Aktenmaterial hier vereinigt.

Der Band zerfällt in zwei Abteilungen. Die erste, mit römischen Zahlen paginierte von 202 Seiten enthält in fünfzehn Abschnitten die

auf der Schilderung der allgemeinen Zustände der Eidgenossenschaft aufgebaute Biographie Waldmann's in sehr geschickter Disposition des Stoffes. Je auf ein die allgemeinen Verhältnisse schilderndes Kapitel folgt ein solches, das die Person Waldmann's in dem entsprechenden Zeitabschnitt im einzelnen vorführt, und so ist in durchaus zweckentsprechender Weise erreicht, was der Verfasser darzulegen wünscht, der Beweis nämlich, daß der Zürcher Bürgermeister in erster Linie nur als Typus seiner Zeit, nicht als selbständig hervorragende Persönlichkeit aufzufassen sei. So ist sehr gut schon in I. ›Einleitung‹, in III. ›Burgunderkrieg‹, in VII. ›Die Stadt Zürich‹ das Urteil über die großen Bedingungen ausgesprochen, die die Tätigkeit des einen Mannes bestimmten. Dem ganzen eidgenössischen Leben hatte der siegreiche Kampf gegen den Herzog von Burgund einen anderen Stempel aufgedrückt, der weitreichende Perspektiven aufzuschließen schien; aber der geringen Solidarität innerhalb der Verbindung der eidgenössischen Orte war eine dauernde Zusammenfassung zu einer großen Politik, wie sie 1477 gegeben zu sein schien und in der aus Bern vorgezeichneten Linie wirklich vorlag, ausgeschlossen, weil nur der militärische, nicht der politische Instinkt geweckt war, ganz abgesehen von der immer weiter vorschreitenden Demoralisierung, die sich insbesondere in der einseitigen Betonung finanzieller Vorteile äußerte. Nicht weniger zutreffend findet sich, vorzüglich für Zürich, der Gegensatz hervorgehoben, wie er, nach dem Fall Karl's des Kühnen, sich zwischen den engen Verhältnissen zu Hause einerseits, einer nach verschiedenen Seiten nach außen angestrebten Weltpolitik anderenteils ergab. Gewisse wichtige Gesichtspunkte, die der Verfasser besonders betonen will, mußten in den einzelnen wohl in sich geschlossenen Abschnitten wiederholt werden; allein auch für minderwichtige Dinge, so an drei Stellen der Abschnitte XIII. und XIV., für das 1489 eingetretene Geschick des Oberstzunftmeisters Widmer, eines Anhängers Waldmann's, kehrt solche Repetition wieder.

Den zweiten größeren Teil des Bandes, 445 Seiten arabisch paginiert, machen die ›Acten‹ aus, deren 252 Nummern in die Abschnitte: ›Emporkommen‹ (bis 1474), ›Zeit der Burgunderkriege‹ (1475 bis 1482), ›Bürgermeisterzeit‹ (1483 bis 1489) zerfallen, und zwar so, daß im zweiten und dritten Abschnitt auf einen ersten Titel ›Privates‹ dort ›Kriege und Ausland‹, hier ›Amtliches‹ und ›Ausland‹ folgen. Zu zahlreichen Stücken fügte der Herausgeber eingehende historische Exkurse in längeren Anmerkungen hinzu, häufig unter Beifügung weiterer Aktenstücke. Vom zürcherischen Archivmaterial kommen für die Abteilung ›Privates‹ voran die Gerichtsakten, daneben die Steuerbücher in Betracht. Wichtig sind Wald-

mann's autographe Einträge in das Zunftmeisterbuch. Dagegen ist in der Bürgermeisterzeit Waldmann's Anteil an den Ratsgeschäften in keiner Weise erschöpfend zu erkennen, wenn auch von 1484 an, wo erst die zürcherischen Ratsmanuale beginnen (seit Nr. 184 der ›Acten‹), sämtliche Stellen, wo Waldmann genannt ist, oder wo er dem Rate vorsitzt, in Auszügen gegeben sind (vgl. n. 1 zu S. 255).

Am wichtigsten aber ist das vielfach neue Licht, das aus dieser Publikation, aus den Archiven von Innsbruck, München, Wien, Mailand entnommenen Aktenstücken, auf die enge Verknüpfung der inneren und der ausländischen eidgenössischen Politik in Waldmann's letzten Jahren fällt. Hier sind (S. 327—404) die Waldmann's Beziehungen zu Mailand beleuchtenden Stücke besonders wichtig; unter ihnen stehen Auszüge aus der Korrespondenz der mailändischen Gesandten Visconti und Moresini mit dem Herzog und dem herzoglichen Sekretär voran. Freilich erweisen sich diese Berichte überwiegend als weitschweifig und unübersichtlich, so daß das eigentlich Wichtige vielfach nur hie und da zwischen den Zeilen erschlossen werden kann. Dazu kommt die Schwierigkeit der Sprache, die nach dem Urteil des Sachverständigen, Professor Salvioni in Mailand (S. 330 in n. 1), eine ganz eigentümliche Mischung verschiedenartiger Elemente in sich darstellt.

Für die Beurteilung der Persönlichkeit des nachherigen Bürgermeisters in seinen früheren Jahren fallen die von 1457 an alljährlich in Menge den Gerichtsakten entnommenen Klagen und gefällten Urteile — über Falschspiel, Messer- und Degenzücken, Schlägereien, nächtlichen Unfug, Ueberfälle, Mißhandlung von Frauen, 1468 auch ein persönlicher Streit im Felde, dem Kriegslager vor Waldshut — äußerst belastend in das Gewicht. Das verzögerte auch ohne Zweifel Waldmann's Emporsteigen, und sein Uebertritt von einer Zunft zur anderen hing augenscheinlich mit der um das Jahr 1466 erlittenen peinlichen Niederlage, in der Streichung des Namens aus dem Zunftmeisterkollegium, zusammen. Doch auch noch 1473, als die endgültige Wahl als Zunftmeister und damit der Eintritt in den Rat gelungen war, hören diese Einträge in das Richtbuch keineswegs völlig auf. Ebenso stand ferner Waldmann's Frau, durch deren günstige Vermögensverhältnisse er übrigens sozial höher stieg, in sehr schlechtem Rufe (S. 57 n. 1).

Als Höhepunkt des Lebens ist ohne Zweifel der hervorragende persönliche Anteil Waldmann's am Kriege gegen Herzog Karl anzusehen: da steht ›der rechte Sohn des im Guten wie im Bösen schrankenlosen Jahrhunderts‹ in einem Ruhm, den auch ›die Flecken seiner späteren Existenz‹ nicht schmälern. Doch nach 1483, nach

der Erhebung zum Bürgermeisteramt, tritt neben der einseitigen rücksichtslosen, ja schamlosen Betonung finanzieller Vorteile — als der reichste Mann Zürich's wünschte seit 1487 ›Herr Hans Waldmann von Dübelstein Ritter‹ eine geschlossene territoriale Herrschaft für sich zu schaffen — die Gewaltsamkeit der Maßregeln immer mehr hervor, wobei Waldmann, auf das Zunftmeisterkollegium sich stützend, eingreifende Verfassungsänderungen in Zürich vornahm. Entgegen früherer Ueberschätzung darf außerdem ja nicht Waldmann's Periode als eine besonders charakteristische in den Angelegenheiten der inneren Verwaltung aufgefaßt werden: Waldmann war da nur der Vollstrecker zürcherischer Regierungsgrundsätze, die schon weit älterer Zeit entstammten, und höchstens ist eine größere Vereinheitlichung der Verwaltung hervorzuheben (S. LXVIII—LXXXIX: ›Waldmann's Tätigkeit zu Stadt und Land‹).

Allein die hauptsächlichste Aufmerksamkeit ist, wie schon bemerkt, auf die letzten Lebensjahre des Bürgermeisters zu richten. Daraus, daß er von Erzherzog Sigmund, von König Ludwig XI., von Lothringen und Savoyen, von König Maximilian und noch weiterhin feste Jahrespensionen bezog, daß er vollends mit den mailändischen Interessen, zur ärgsten Schädigung der Walliser, auf das engste verkettet war, wird durch den Herausgeber mit Recht der Schluß gezogen, daß solches Tun kaum anders, denn als ›politische Agentur‹ im Dienste auswärtiger Vorteile, bezeichnet werden kann. Daneben wird der schon GGA. 1910, Nr. 6 (S. 450 u. 451), erwähnte Nachweis des dort besprochenen Hegi'schen Buches noch mehr erhärtet, daß Waldmann in der Zeit des Konfliktes zwischen Sigmund und Maximilian, bei der Werbung um Unterstützung der dann nur als viel zu knauserig sich erweisenden bairischen Politik, die zweideutigste Haltung einnahm, während doch daneben der Abschluß der österreichischen Erbeinigung mit Maximilian betrieben wurde, die eine Hauptursache seines Sturzes werden sollte. Dagegen nimmt Gagliardi (S. LIX) in zutreffender Weise Waldmann gegen die Beschuldigung in Schutz, daß dieser schon 1478 bei dem mißglückten Zug nach Bellinzona in verräterischem Einverständnis mit Mailand gewesen sei: das ist eine Rückübertragung von 1486/7 her, wo es dann allerdings nur allzu sehr, in den Walliser Händeln, zutraf, wogegen hinwider ebenfalls die Katastrophe der Walliser und Luzerner bei Crevola, eben im Jahre 1487, schon von Zeitgenossen, ungerecht auf Waldmann's Rechnung gesetzt wurde (S. 361 n. 1). Freilich liefen zu dieser Zeit Anklagen, Beschimpfungen in Menge gegen den großen Pensionsherrn herum, voran bei den Leuten des freien Reislaufens, deren Reihen er in seinen früheren zügellosen Jahren selbst angehört

hatte. Wenn nun bei dem in Zürich gegen einen solchen Ehrabschneider, den Luzerner Theiling, 1487 verübten Justizmord der Name Waldmann's im ganzen Zusammenhang der Prozeßakten nirgends genannt ist, so muß doch der Bürgermeister selbstverständlich als eigentlicher Urheber des ganzen Vorgehens aufgefaßt werden (S. 295 n. 1). Indessen wird bei allen diesen Fragen mit Recht darauf hingewiesen, daß das Verhalten Waldmann's nicht isoliert beurteilt werden darf: »Was in nackter Widerwärtigkeit und greller Schamlosigkeit erscheint, erfährt durch die Umgebung und die Zeitumstände, innerhalb deren es vor sich ging, seine Erklärung« (S. CIX).

An manchen Stellen sind auch seit lange bestehende Auffassungen oder neuere Kombinationen im einzelnen berichtigt, so in Auseinandersetzung mit dem 1910 verstorbenen Schweizer Historiker Dändliker, der sich eingehend mit dem Waldmann-Thema beschäftigt hat. Die volksbeliebte Annahme, Waldmann sei von Haus aus arm gewesen, so daß sein Aufschwung doppelt überraschend erscheine, ist unrichtig (S. 1 n. 1). Die Vermutung Amiet's, die im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Bd. XI, vorgebracht wurde, der an der Westerburger Fehde 1457 auf 1458 beteiligte Hanman Waltman sei der Zürcher Waldmann, wird S. 14 n. 1 widerlegt, und ebenso fällt Waldmann's Teilnahme an dem in der Schlacht bei Seckenheim sich gipfelnden Kriege des Pfalzgrafen Friedrich 1462 dahin (S. 41 n. 1). In der Schlacht bei Grandson war Waldmann nicht anwesend, und so wichtig sein Anteil an den Ereignissen, die mit der Schlacht bei Murten in Verbindung stehen, gewesen ist, erscheint doch ein Oberbefehl Waldmann's über den Gewalthaufen völlig ausgeschlossen (S. XIX n. 1, 167 n. 2). Ebenso ist Waldmann nicht 1476 städtischer Bauherr in Zürich gewesen, so daß auch der gemeiniglich ihm zugeschriebene Neubau der Wasserkirche 1479 nicht ihm anzurechnen ist (S. 115 n. 2). Die Reise zu Innocenz VIII. nach Rom im Jahre 1485, zum Abschluß eines eidgenössischen Bündnisses mit dem Papste, gehört gleichfalls nicht der Geschichte an (S. 260 n. 2). Waldmann war nicht zwei Male verheiratet, sondern, seit 1462 oder 1463, einzig mit der Witwe des Amtmanns des Klosters Einsideln Ulrich Edlibach (S. 37 n. 7).

In der hier vorgeführten Quellenedition liegt eine endgültige Zurückweisung älterer Auffassung, Waldmann zu heroisieren, wie sie besonders früher durch Bluntschli in seinen Arbeiten über zürcherische Geschichte ausgesprochen war, der dann auch ohne jeden Nachweis Waldmann einen Hauptanteil am Zustandekommen des Stanser Vorkommnisses zuschrieb, und wie sie neuestens wieder durch Schollenberger in der »Geschichte der Schweizer Politik«, Bd. I, wiederholt

wurde, wo Waldmann's mailändische Politik geradezu als ein Zeugnis für den großen Staatsmann und Patrioten hingestellt wird.

Für die letzte Zeit Waldmann's wird allerdings die Vorlegung der Beweise erst in dem alsbald folgenden zweiten Bande geschehen, wo eben die Quellen über das Jahr der Katastrophe 1489 zur Mitteilung kommen werden.

Zürich G. Meyer von Knonau

Hans Dütschke, Ravennatische Studien. Beiträge zur Geschichte der späten Antike. Leipzig 1909, Wilh. Engelmann. VIII, 187 S. mit 116 Abb. u. 1 Hilfstaf. gr. 8°. 12 M.

Die klassischen Archäologen fangen an, ihr Gebiet sachgemäß zu erweitern. Wie die klassischen Philologen die Neuausgabe der Kirchenväter in die Hand genommen haben, so bemächtigen sich ihre Kollegen der ältesten christlichen Kunst. Sybel hat dieser Richtung schon vor Jahren mit seiner Weltgeschichte der Kunst bis zur Erbauung der Sophienkirche Bahn gebrochen. Jetzt veröffentlicht er zwei Bände ›Christliche Antike‹ und gibt mit diesem Titel ein Programm der Arbeitsausdehnung [1]), der auch Dütschke sein Buch widmet. Der Titel ›Ravennatische Studien‹ deckt sich nicht ganz mit dem Inhalt, dieser würde besser ›Ravennatische Sarkophage‹ lauten. Auch Sybels Titel ist übrigens viel weitreichender als sein Buch. Es bricht ab, sobald die gewohnten Geleise der antiken Kunstforschung, Wandmalerei und Plastik abgelaufen sind. Vor den Mosaiken, Elfenbeinschnitzereien, Miniaturen u. s. f. haben die Herren offenbar Scheu. Das ist begreiflich; ich glaube nur, daß sie doch nicht recht urteilen können, so lange sie das ungeheure Gebiet der Probleme altchristlicher Kunst ganz einseitig angehen. Nur aus diesem Mangel der vollen Beherrschung des Stoffes ist mir verständlich, wie Dütschke die Resultate meiner eigenen Arbeiten immer als ›Behauptungen‹ bezeichnen kann. Hätte er umfassenden Einblick, dann würde er ihnen gerade im gegebenen Falle mehr Beachtung schenken und mit etwas mehr Scheu in die Mitarbeit auf einem Gebiete eintreten, dessen Denkmäler und Literatur ihm nur notdürftig vertraut sind.

Dütschke hat sich den ›Weg der Erkenntnis‹ mit einem beschreibenden Kataloge aller mit Bildern verzierten ravennatischen Sarkophage und Sarkophagfragmente gebahnt. Die Geschlossenheit der Gruppe ließ auf eine weniger durch äußere Einflüsse gestörte

1) Vgl. m. Besprechung von Bd. I: Beilage zur Allg. Zeitung 1907 S. 64, Bd. II: Historische Zeitschrift 1911 (107. Bd.): S. 580 f.

Entwickelung schließen — meinte er. Aus demselben Grunde hat sich Sybel auf die Katakombenmalereien und römischen Sarkophage geworfen. Die ravennatischen wurden von ihm nur flüchtig im Anschluß an die vorausgehenden Versuche der chronologischen Reihung von Bayet, Riegl, Goldmann und Wulff behandelt[1]). Dütschke nimmt diesen einen Teil genauer vor. Ihm wachsen aus der gewissenhaft ins Einzelne gehenden Arbeit, wie sie die Abfassung des Kataloges mit sich gebracht hatte, Probleme entgegen. Das erst ist ein wirklicher Anfang.

Der Katalog ist nach den jetzigen Standorten der Sarkophage abgefaßt. Das Mausoleum der Galla Placidia und S. Vitale stehen an der Spitze, die Kathedrale mit den beiden Museumsammlungen folgen, dann S. Agata, S. Francesco, S. Gio. Batt., S. Vittore, S. Maria in porto, S. Apollinare in Classe und von Porta nuova. Die Beschreibung der 83 einzelnen Stücke gibt immer zuerst Maße, Literatur und zur Beschreibung selbst Anmerkungen. Die Abbildungen sind spärlich und zum Teil recht schlecht. Ich wundere mich, daß Dütschke dem Verleger dankt dafür, daß er dem Werk ›ein so hübsches Gewand‹ gegeben hat. Doch ich will beim Katalog nicht verweilen.

Im zweiten Teil folgen die eigentlichen Studien. Riegl hatte den einen der beiden gleichartig mit Christus und den Aposteln geschmückten Säulensarkophage von S. Francesco für den ältesten von Ravenna erklärt und der vorkonstantinischen Zeit zugewiesen. D. bestätigt diese Datierung. Wie Studie 2 ausführt, wurden die Säulensarkophage zugleich mit der Betonung des Unsterblichkeitsgedankens unvermittelt im 2. Jh. Mode. Ihr architektonischer Charakter erklärt sich aus der Auffassung als Totenhaus. Leider kennt D. die neuere Literatur über die Hauptstücke solcher säulengeschmückten Sarkophage nicht. Was Michon, Th. Reinach und Muñoz gebracht und ich zusammenfassend im Journal of hellenic studies XXVII (1907) S. 99 f. verarbeitet haben, hätte vielleicht sein ganzes Buch auf anderen Boden gestellt. Es handelt sich nicht mehr um Hypothesen, die durch Auffindung eines neuen Sarkophages in Italien in ihren Schlüssen zusammenfallen, sondern um Nachweise, die endlich einmal eine Spur von Möglichkeit geben, dem großen X auf dem Gebiete der bildenden Kunst ›Antiocheia‹ näher zu kommen. Und dabei tappt D. S. 133 so nahe an dem Problem der dreitürigen Säulenfassade und ihrem Zusammenhang mit Syrien vorüber! Vgl. darüber jetzt mein Amida S. 207 f.

Diese Säulenarchitektur wurde nach D. von den Christen im An-

1) Inzwischen hat Sybel darüber im Anschluß an Dütschke in den Röm. Mitt. XXIV (1910) S. 193 f. gehandelt.

schluß an den Hadespalast der Heiden als Himmelshalle aufgefaßt und dementsprechend bildeten sich Baumhallen als Paradiesesgärten parallel zum antiken Elysium aus. Mir fällt auf, daß D. in diesen Fragen keinen Bezug nimmt auf den ersten Band von Sybel, der doch schon 1906 erschienen ist. Sollte die ganze Arbeit vor dieser Zeit entstanden und erst jetzt gedruckt sein? Studie 1 scheint so entstanden zu sein. Beim Studium der Ravennatischen Sarkophage macht D. eines Tages die Entdeckung, daß der Christus des Sarkophages F (wie er den einen der beiden S. Francesco-Sarkophage nennt) dem großen Alexander ähnlich sehe. Man findet ihn jetzt auf dem Titelblatt des ganzen Buches. Ich möchte wissen, ob die genannte Gleichung von irgend einem unbefangen Urteilenden zugegeben werden wird. Doch das ist einerlei. D. glaubt an seine Entdeckung und der Philologe, der er von Fach ist, kommt ihm gefällig zu Hilfe. Zur Zeit des Elagabal und Caracalla lief eine apokalyptisch gefärbte Alexandersage um: »es wäre mehr als auffällig, wenn sich nicht schon früher die Gnostiker vorgenommen hätten, diesen Stoff zu Ehren Christi auszumünzen«. Weiß-Liebersdorf (Christus und Apostelbilder) leitet weiter in diesem Fahrwasser, Mithras bietet den Schlüssel zur Bildung des stadtrömischen Christuskopfes. Schade, daß D. auch da wieder die neueste Literatur nicht kennt, Kehrer (Die heiligen drei Könige) hätte ihm prächtig weitere Handhaben geben können. Ich kann nicht anders: wir lenken wieder ein in jene kleinliche archäologische Forschung, die alles, was ihr einfiel, nachweisen konnte, jetzt aber glücklich durch den Aufschwung der Philologie und Kunstgeschichte überwunden war. Man lese nur, wie sich D. mit dem geistvollen Riegl herumschlägt, der ihm den Sarkophag mit dem Christus-Alexander sehr zur Unzeit jünger gemacht hat, als er ihn brauchen kann (Studie 5).

Mit dem 6. Abschnitte beginnt eine Untersuchung über die Gesetzes- und Schlüsselübergabe. Bestechend daran ist der Versuch des Nachweises, daß die Ueberreichung der Gesetzesrolle in einer bestimmten Gruppe an Paulus erfolgt. Ich könnte mir denken, daß darin kleinasiatische Nachklänge vorliegen, ähnlich wie die Schlüsselübergabe an Petrus syrischen Ursprunges ist. Wenn aber D. den Sarkophag, auf dem beide Darstellungen vereinigt sind, Nr. 80 aus S. Apollinare in Classe, schon dem Ende des 3. Jh. zuweist, so scheint das unmöglich, nicht wegen des Kreuznimbus, sondern weil Petrus das Golgothakreuz trägt, daß doch erst nach der Aufrichtung der Konstantinischen Bauten in Jerusalem denkbar ist. Der ganze Abschnitt leidet sehr darunter, daß D. bei Bezeichnung der Sarkophage nicht die Nummern seines Kataloges beibehält, sondern neue Zeichen

wie F, Fl, Cl und Ms einführt. Wozu? Bestand der Katalog noch nicht, als dieser Abschnitt geschrieben wurde?[1])

Der 10. Abschnitt behandelt die Lämmersarkophage. D. rechnet ohne weiteres damit, daß die symbolische Verwendung des Lammes ihren Einzug in die christliche Kunst im Wege des guten Hirten gefunden habe. Daß die Geschichte des Mosaiks bezeichnend auf Syrien als Quellgebiet dieser eigenartigen Symbolik weist, liegt außerhalb aller Kombination. Auch wird schlankweg die symbolische Richtung in der christlichen Kunst jünger gemacht als die historisch-belehrende. Eine genaue Lektüre des hl. Nilus (vgl. mein Amida S. 273) hätte D. vor einem derartigen Grundirrtum bewahren müssen. Die Deutung des Laurentiusmosaiks im Mausoleum der Galla Placidia und der Versuch, dem Marmorarius Daniel beizukommen, sprechen an. Nur der Schlußabschnitt über die sog. Kathedra des Maximian und der Versuch diesen Elfenbeinthron auf Grund des Vorkommens der Springmaus in den Tierfüllungen des Rankenwerkes dem Ursprunge nach für ägyptisch nachzuweisen, rechnet wieder garnicht mit den neuesten Nachweisen des Zusammenhanges der Tafelanordnung der Vorderseite mit den kleinasiatischen Sarkophagen bezw. der Theaterdekoration, wie sie wahrscheinlich auf Antiocheia zu beziehen ist. Auch die ikonographischen Grenzen der Lokalisierungsmöglichkeit sind nicht beachtet. — Das Buch Dütschkes bringt zweifellos nach allen Seiten Anregungen und wir müssen dankbar sein, daß ein klassischer Archäologe den Mut hatte, ein Thema der neueren Kunstgeschichte vorzunehmen. Zur Behandlung solcher Fragen darf man jedoch nicht auf dem Boden der christlichen Antike stehen bleiben.

Wien Josef Strzygowski

1) Auch fällt sehr auf, daß D. in dem ganzen Abschnitte wohl eine Miniatur des 12. Jh. für seine Auffassung heranzieht, die Beweise der gegenteiligen Deutung aber nicht anführt, so das dem 5. Jh. ca. angehörige Mosaik des Baptisteriums in Neapel (Garrucci 269), wo Christus dem kreuztragenden Petrus eine Rolle mit der Aufschrift »Dominus legem dat« gibt, ferner ein Goldglas (Garrucci 180, 6), wozu 484, 14 zu vergleichen ist. Und dann, warum wendet sich D. gerade nur gegen Baumstark, war da nicht auf de Rossi zurückzugreifen?

Patriarchae Alph. Mendez S. J. Expeditionis Aethiopicae lib. I—IV. [Rerum Aethiopicarum Scriptores occidentales inediti a saeculo XVI ad XIX curante **C. Beccari** S. J. Vol. VIII. IX.] Rom 1908/1909, C. de Luigi. LX und 409; 545 S. Lex.-8°. Lire 50.

Nicht eine historia aethiopica, wie Hiob Ludolf wähnte, hat Alphonso Mendez hinterlassen, sondern nur einen Bericht über seinen eigenen Zug nach Abessinien. Dieser Bericht ist allerdings am Anfang durch einen kurzen Abriß der Geographie, der Volkskunde und der Geschichte Abessiniens, vorzüglich der Geschichte und des Standes der christlichen Religion im allgemeinen wie insbesondere des Standes der römischen Mission vor Ankunft des Patriarchen erweitert. Am Ende ist auch noch — das vierte, letzte Buch füllend — ein Bericht über die Ereignisse seit seiner Vertreibung aus Abessinien und seit seiner Ankunft in Goa als Ergänzung angehängt; darin werden der Fortgang der Verfolgung der römischen Katholiken geschildert sowie die vergeblichen Versuche der neuen, nichtjesuitischen Mission, in das Land einzudringen. Der Körper des Werkes umfaßt aber nur die Ereignisse von der Erwählung Alphonso's zum Patriarchen (Buch I Kap. 14) bis zu dem Empfang, welchen ihm der Kaiser Seltan Sagad bereitete (hiermit schließt das erste Buch); weiter von seiner ersten Zusammenkunft mit Seltan Sagad bis zu dessen Tode (dies der Inhalt des zweiten Buches); Buch III endlich handelt von den Ursprüngen und den Ereignissen der Verfolgung unter Seltan Sagad's Nachfolger Fasiladas und erzählt des Patriarchen Vertreibung aus dem Lande, seine Gefangenschaft in Suakin und seine Ankunft in Goa. — Das ganze Werk ist eine Apologie, nicht nur insofern als manche Stücke darin wie z. B. ganze Kapitel des vierten Buches nichts anderes enthalten als eine Widerlegung der Vorwürfe, die gegen ihn und seine Mitarbeiter in Rom und Indien erhoben worden waren, sondern auch insofern, als das Werk nur aus Gründen der Selbstverteidigung geschrieben und von solchen Gesichtspunkten aus entworfen ist. Weithin mag diese Verteidigung schon im Recht sein, wenn sich auch manches anführen läßt, was zu Ungunsten des Patriarchen ausfällt. So legt ihm der Herausgeber auf S. XIII—XVI seiner Introductio, wie es schon Ludolf einst getan hat, rigoroses Verfahren zur Last. Beides aber, sowohl das, was die Jesuiten als die eigentlichen Gründe des Mißerfolges ihrer Mission in Abessinien bezeichnen, wie auch das, was andere Beurteiler diesen selbst als Verschuldung vorwerfen, trifft nicht den Kern der Sache. Das alles sind Gründe, die zweifellos mitgewirkt haben; der wahre Grund des Mißerfolges ist darin zu suchen, daß diese Missionare auf Anwendung

von Druck und Gewalt nicht verzichten wollten. Diese Jesuiten des 17. Jahrhunderts konnten eben nicht einsehen, daß man geistigen Bewegungen damit stets den schlechtesten Dienst erweist, daß man zu ihrer Ausbreitung auch Druck anwendet, weil dieser ja Gegendruck erzeugt bei allen denen, die ohne Druck nicht zu gewinnen sind. Wer die Eidesleistung des Kaisers Buch II Kap. III mit Nachdenken liest, findet hier schon die Keime der späteren Tragödie. Der Kaiser unterwirft sich selbst, seine Erben und das ganze Reich dem Papst. Das sofort zur Verwirklichung dieses Schrittes erlassene Edikt bestimmte u. a.: ut omnes (vielleicht aber nur die vorher genannten monachi vel clerici) *sub capitis poena* romanae fidei se dederent, und weiter: nec quisquam rebellium esset occultator vel defensor. Solche häretische Rebellen waren schon bei der Eidesleistung zugegen. Sie traf die Vol. VIII S. 176 berichtete, unter Schwingen des Schwertes ausgestoßene Drohung des Vorkämpfers der römischen Katholiken Ras Sela Christos. Vgl. auch das schon vorher erlassene zweite Edikt VIII S. 100, welches die Todesstrafe denen androhte, welche die zwei Naturen in Christus leugneten. Kein Wunder, wenn die damals unterdrückten Gegner, als die Machtverhältnisse sich änderten und das Landesregiment auf ihre Seite trat, nun ihrerseits dieselben Mittel anwandten, die man einst gegen sie selbst bereit gehalten hatte. Ein abessinischer Herrscher des 18. Jahrhunderts (Justus) äußerte sich, wie wir aus Vol. I der Publikationen Beccari's erfahren haben, dahin, die Jesuiten hätten den römischen Glauben einführen wollen à forza di spada. Sie selbst haben das Schwert allerdings nicht in die Hand genommen; es war ihnen aber recht und sie hinderten es nicht, wenn andere es zu ihren und des römischen Glaubens Gunsten zogen.

Die Quellen des Mendez sind in den Abessinien und seine Geschichte beschreibenden Teilen Paez und Almeida. Er gesteht selbst Vol. IX S. 364 ex quo opere (des Almeida) ... ego multa in hanc meam Expeditionem sum mutuatus. Für das IV. Buch sind seine Quellen Briefe der in Abessinien Zurückgebliebenen, nämlich des Brunone Bruni sowie des Bernardo Nogueira und mündliche Berichte solcher, die er ausgesandt hatte. Das meiste Neue, welches das Werk bringt, steht in diesem Anhang. Bei dem, was während seiner Anwesenheit in Abessinien vorfiel, ist er teils selbst als Augenzeuge die Quelle, teils sind es die Berichte der durch Abessinien hin zerstreuten Mitarbeiter. Der Verlauf dieses Missionsunternehmens, die Art der Arbeit, ihr Erfolg und Mißerfolg sind im ganzen ja bekannt. Mendez bereichert das, was man aus anderen Quellen schöpfen kann, höchstens durch einige Einzelheiten, die er als Augenzeuge beisteuern kann. So wußte man schon längst, daß der Patriarch nicht auf dem gewöhn-

lichen Wege über Massua, sondern von Bailur her durch das Land der Danakil in Abessinien eingezogen war. Sein Werk enthält Buch I Kap. 15 die Beschreibung dieses Zuges. Dieses Kapitel hatte Beccari aber schon in Vol. I dieser Serie als Probe vorgelegt.

Der Wert dieser Hinterlassenschaft des Mendez für die Wissenschaft besteht nicht in dem, was er über den Verlauf der jesuitischen Mission berichtet. Abgesehen davon, daß wir hierüber nichts wesentlich Neues erfahren, ist diese eine Episode in der Geschichte Abessiniens gewesen, die nur insofern interessant ist, als sie in Abessinien damals und auch noch hernach christologische Streitigkeiten ähnlich den in der alten Kirche ausgekämpften erzeugt hat. Der Wert des Werkes liegt für uns in dem, was wir daraus gelegentlich über die Geographie Abessiniens, seine Völker, deren Sitten, Sprache, religiöse Anschauungen u. s. w. erfahren, sowie in einigen anderen geschichtlichen Notizen. Für letzteres zunächst einige Beispiele. Jetzt bezeugt es uns die Feder des Mendez Vol. VIII, 32, IX, 46, 47 selbst, was wir allerdings auch sonst schon wußten, daß er den Werkmeister mit nach Abessinien gebracht hat, welcher die noch heute stehende Brücke über den Abai gebaut hat. — Nicht ungern hören wir Vol. IX, S. 389, 390 ein Urteil des Patriarchen über Ludolfs Lehrer Abba Gregorius, den der Patriarch einst zum Lehrer seines Seminars in Abessinien bestellt hatte, »patriorum librorum abunde intelligentem«. Ludolf hätte also nicht leicht einen besseren Lehrer finden können. Im übrigen wird die Erzählung des Gregorius über seine Lebensschicksale in jener Zeit bestätigt. — Auch die Begegnung mit dem Lübecker Abenteurer Peter Heyling — Petrus Noling heißt er in diesem an Hör-, Schreib- oder Lese- und auch Druckfehlern reichen Werke — erzählt der Patriarch. Was Ludolf über diese Begegnung berichtet, kann danach zum Teil ergänzt, zum Teil auch korrigiert werden. Aus dem interessanten Bericht des Patriarchen will ich nur das hervorheben, daß nach dem Zeugnis des Mendez Heyling zur Zeit, wo Mendez dieses schrieb, noch als Arzt in Abessinien fungierte. Mendez kennt Vol. VIII S. 170 den in den Nachrichten der Göttinger Gesellsch. d. W. 1904 Heft 1 im Urtext edierten Brief des Claudius und zitiert daraus einen Satz. Das Datum 1549 bei Mendez ist ein Fehler der Handschrift oder der Edition. — Auf den abgesetzten Abuna Marcos folgte nach Vol. IV S. 430 Michael. Es ist also die Reihenfolge der zweiten Liste bei Guidi, Le Liste dei Metropoliti d' Abissinia, Roma 1899, S. 11 Nr. 96 und 97 die richtige. — Bemerkenswert ist endlich das Vol. IX S. 376 und 393 über muhammedanische Neigungen des Fasiladas Berichtete.

Nicht umfangreicher wie die wenigen zu beachtenden geschicht-

lichen Notizen ist die neue geographische und ethnologische Belehrung, die man dem Werke entnehmen kann. Die geographischen Notizen sind oft deshalb wertvoll, weil die geographische Lage oder doch wenigstens die Distanz von bekannteren Punkten angegeben wird. — Für die Kenntnis der Sitten und Einrichtungen der semitischen Abessinier ist verschwindend wenig Neues zu finden. Die von den Römern geübte Sitte der Verhöhnung mit einem von den Fingern der rechten Hand gebildeten Storchschnabel war auch in Abessinien im Schwange Vol. VIII S. 373. — Seltan Ba Christos wird Vol. VIII S. 223 die Heeresabteilung genannt, die bei Almeida Vol. VII S. 27 einfach Seltan Christos heißt. Vgl. noch die Bräuche beim Kauf Vol. IX S. 265. Daß sich in dieser Publikation so wenig Neues findet, liegt nur daran, daß sie nach den Werken des Paez, Barradas und vor allem des Almeida erschienen ist. Die Werke dieser drei Autoren enthalten so ziemlich alles, was wir über Abessinien selbst an Neuem von diesen Missionaren lernen konnten. Auch in sprachlicher Beziehung bietet das Werk nicht viel. Erwähnenswert aber erscheint mir doch, daß der Patriarch Vol. IX S. 78 den Ortsnamen Maebezo als aqua uberum deutet. Ihm muß also ein dem arabischen بزّ, aram. בְזָא u. s. w. (vgl. Schultheß in seinem Lexicon syropalaestinum s. v.) entsprechendes einheimisches Wort bekannt gewesen sein.

Die Zuverlässigkeit des Berichtes des Mendez würde nun aber in merkwürdigem Lichte erscheinen, wenn ein von dem Herausgeber in seiner Introductio pag. XLVII und XLVIII not. (2) geäußerter Verdacht zu Recht bestände. Beccari bespricht hier die Vol. VIII S. 231 bis 255 berichtete Disputation des Patriarchen mit einem Juden und meint, diese habe garnicht in Abessinien, sondern in Lusitanien stattgefunden. Der Patriarch habe den schriftlichen Bericht darüber mit nach Abessinien gebracht und dann später — das ist wohl die Meinung — aus Versehen als einen Bericht über ein Vorkommnis in Abessinien angesehen. Diese Annahme legt sich dem Herausgeber deshalb nahe, weil auf die abessinischen Juden, die Falascha, überhaupt kein Bezug genommen werde und weil der Patriarch den Namen des Juden (Salomon) mehr als einmal mit einem anderen vertausche. Mit dieser Annahme würde die Glaubwürdigkeit des Mendez im tiefsten erschüttert sein; denn das über die Disputation Berichtete ist fest mit abessinischen Personen und Vorgängen verklammert. Dieses abessinische Gewand der Erzählung könnte ja aber in den Papieren des Mendez nicht enthalten gewesen sein, sondern müßte von ihm frei erfunden sein. Indes liegt hier einerseits ein Versehen des Herausgebers vor. Der Name Daniel nämlich, der plötzlich S. 251—253 scheinbar an die Stelle von Salomon tritt, bezeichnet

garnicht diesen Juden, den Gegner des Patriarchen, sondern den S. 250 erwähnten abessinischen Senator Daniel, qui in libris evolvendis apprime versatilis erat, und deshalb vom Patriarchen bei der Disputation den Auftrag erhält, in seiner äthiopischen Bibel verschiedene Stellen aufzuschlagen und bereit zu halten, und dann mit Inspice, o Daniel, caput octavum Isaiae — Evolve, Daniel, libri secundi Paralip. etc. — Transito ad n. 19 — Siste in n. 25 — perlege, Daniel, etc. — u. s. w. zur Hülfeleistung und zum Vorlesen aufgefordert wird. Andrerseits kann man doch unmöglich in einer Disputation mit einem deutschen Juden aus Wien Anspielungen auf die Falascha und ihr Judentum fordern, denen jener als seinen Glaubensgenossen nur einen Besuch abstatten wollte, aber, weil der Kaiser mit ihnen gerade Krieg führte, noch nicht einmal konnte. Daran aber, daß überhaupt ein europäischer Jude in jener Zeit nach Abessinien Handel treibend gekommen sein soll, ist nicht der geringste Anstoß zu nehmen. Ein solcher konnte ebenso gut nach Abessinien kommen wie die mehrfach erwähnten armenischen Kaufleute. Die Falascha waren jüdischen Autoritäten des 15. und 16. Jahrhunderts bekannt. Warum sollte ein Jude und dazu ein überaus gelehrter und wohl beschlagener Jude wie dieser Salomon nicht auf den Gedanken gekommen sein, die Glaubensbrüder in Abessinien, von denen er gelesen oder gehört hatte, einmal zu besuchen?

Ein Mangel der Darstellung des Mendez ist, abgesehen von dem schwierigen Stil die Unsicherheit, in der er den Leser manchmal hinsichtlich des Ortes und der Zeit des Berichteten läßt. Man kann bisweilen nur durch mühsame Rückschlüsse die Zeit eines Ereignisses feststellen, und dies auch noch nicht immer sicher; vgl. z. B. Vol. IX S. 206 Nr. 7 1635?

Die Druckausstattung des Werkes ist ausgezeichnet. Schade nur, daß sich in dieser splendiden Publikation manche Fehler finden, die nicht als solche gekennzeichnet sind. Hier nur einige Beispiele aus Vol. VIII. S. 99 Tecla Selasse idest plantae fidei lies plantae trinitatis. S. 198 lies statt Emana Fecur idest niger vielmehr Emana Tecur etc.; S. 386 statt Fetale Selasse id est filius vielmehr etwa filum (trinitatis). Die Worte sive caput monachorum S. 380 Z. 8 v. u. durften nicht mit italischen Lettern gedruckt werden; ebensowenig wohl der Satz Quod facile ... potest S. 170 Z. 23/24 v. o.

Dassensen, Kreis Einbeck Hugo Duensing

Jaroslav Demel, Geschichte des Fiskalamtes in den böhmischen Ländern. T. 1 (Forschungen zur inneren Geschichte Oesterreichs, herausgeg. von Prof. Dr. Alfons Dopsch. Heft 5). Innsbruck 1909, Wagnersche Universitätsbuchhandlung. XV u. 254 S. 8,50 M.

Zu den Aemtern, deren sich die erstarkende landesfürstliche Macht zur Durchsetzung ihrer Ziele seit dem letzten Jahrhundert des Mittelalters bediente, zählt vor allem das Fiskalamt. Name und Inhalt des Amtes entstammen dem römischen Recht, und so liegt denn hier ein Fall vor, in dem der Einfluß des römischen Rechts auf die Ausbildung der modernen staatlichen Verwaltung mit Händen zu greifen ist. Obwohl dieses Amt daher in mehrfacher Beziehung interessant ist und noch heute zweigespalten in der Finanzprokuratur und in der Staatsanwaltschaft weiter lebt, hat es doch in der Literatur bisher nur eine stiefmütterliche Behandlung erfahren, wenigstens in Deutschland, wo die Schrift von Ortloff, die noch immer als die eingehendste erscheint, schon 1856 erschienen ist. Denn nur gelegentlich ist das Fiskalamt auch in neueren Arbeiten gestreift worden.

Für die österreichischen Lande fehlte bisher jede Darstellung und doch war zu vermuten, daß das Amt namentlich in Böhmen, wo das römische Recht so früh auf die öffentliche Verwaltung einen gewissen Einfluß erlangte, noch im Mittelalter Bedeutung erlangt habe. Es ist daher die Schrift Demels zu begrüßen, die die Entwickelung des Amtes in Böhmen bis zur Schlacht am weißen Berge verfolgt.

Wir finden den Fiskalprokurator im Abendlande zuerst in jenem Staate, der als der älteste eine starke Staatsgewalt ausgebildet hat, im sizilisch-italienischen Königreiche Friedrichs II. Von dort kommt das Amt nach Frankreich, seit dem 15. Jh. auch nach Deutschland. Dagegen hat es der Papst trotz seiner hochentwickelten Macht nicht zu einem Kammerprokurator im Sinne der weltlichen Mächte gebracht, wohl weil die Vertretung der finanziellen Rechte in den einzelnen Ländern den zahlreichen Nunzien und Prokuratoren überlassen blieb.

Von einem Kammerprokurator oder procurator fisci kann natürlich erst die Rede sein, als Stellvertretung im Rechtsgange und bei Rechtsgeschäften zugelassen wird, was bekanntlich erst seit dem Ende des 13. Jh. allgemeiner der Fall ist. Bis dort muß der Herrscher selber seine Rechte vor Gericht vertreten. So sehen wir die deutschen Könige und Landesfürsten noch im 13. und 14. Jh. in höchst eigener Person Klage gegen die Verletzer ihrer Rechte erheben, ein Brauch, der sich noch lange nach Errichtung des Fiskalamtes in besonders wichtigen Fällen weiter erhält, oder es klagt der Beamte, in

dessen Ressort gerade das strittige Recht fällt. Der Procurator fisci ist anfangs, wie der Name sagt, Stellvertreter des Fiskus sowohl vor Gericht, als außer Gericht. Er hat daher jede Beeinträchtigung des Fiskus abzuwehren, ist also Wahrer der Rechte und Besitzungen des Souveräns. Ja noch mehr. Da auch die Konfiskationen und Bußen zum Einkommen des Staates zählen, hat der Kammerprokurator sehr bald auch dafür zu sorgen, daß diese Strafgelder und Konfiskationen, wenn sie verwirkt werden, auch wirklich dem Staate zukommen. Er hat also dafür zu sorgen, daß Verbrechen, auf denen Konfiskation oder Geldstrafe steht, nicht unbestraft bleiben. So wird er zum öffentlichen Ankläger, auch das eine gewaltige Neuerung gegenüber dem Mittelalter, das im wesentlichen an der Verhandlungsmaxime festhält.

Die Entwickelung des böhmischen Fiskalamtes entsprach diesen allgemein giltigen Linien. Dehmel geht davon aus, daß er einleitend ein Bild von den fiskalischen Rechten der böhmischen Könige entwirft. Sie waren insofern weitgespannt, als das Erbrecht des böhmischen Adels ein beschränktes, mithin das Heimfallsrecht des Königs ein ausgedehntes war. Für seine Rechte und Besitzungen unterstand der König den Gerichten des Landes. Mit der Wahrung und Vertretung der königlichen Rechte sind lange Zeit der Oberstkämmerer, unter Umständen der Unterkämmerer und die Kreiskämmerer betraut. Den Propravzen steht die Verfolgung von Verbrechern in den Kreisen, dem Oberstburggrafen im ganzen Lande zu. Der Oberstkämmerer und Unterkämmerer schritten auch in den Städten gegen manche Verbrechen ein, doch ist ihre Gleichstellung mit den deutschen Burggrafen durch den Verf. verfehlt; denn der deutsche Burggraf ist Hochrichter in der Stadt, allemal wenn er, wie Rietschel gezeigt hat, die Befugnisse des Vogtes in seiner Person vereinigt. Ein Fiskal taucht in Böhmen zuerst 1453 in der Person des Johann von Rabstein auf, nachdem ihm ein commissarius devolutionum regalium vorangegangen ist. Der Verf. führt die Einsetzung des Amtes zweifelsohne mit Recht auf das Bestreben des Königs zurück, die in den Hussitenkriegen vielfach von den Feudalherren angemaßten königlichen Besitzungen und Rechte wiederzugewinnen. Der Verf. verfolgt nun die Reihe der Prokuratoren und ihre Tätigkeit, soweit sie sich nach den Urkunden erkennen läßt. Es sind bedeutende und einflußreiche Männer in ihrer Zahl, wie Albrecht Rendl von Uschau, der an der Abfassung der Wladislawischen Landesordnung vorwiegend beteiligt war. Zu den obersten Landesbeamten zählte der Fiskalprokurator nicht, denn er war ein königlicher, kein ständischer Beamter. Nach der Wladislawischen Landesordnung wird er freilich auch den

Ständen vereidigt. Die Aufgabe des Prokurators war es in der ersten Zeit, vor allem die königlichen Anfälle, das ist das an den König fallende erblose Gut, die heimgefallenen Lehen und die Konfiskationen zu übernehmen und in einem Rechtsstreit darüber die königlichen Rechte zu vertreten. Die Stellung des Prokurators im Prozesse wird weitläufig vom Verf. festgestellt. Die Vertretung der königlichen Rechte, auch der Steuerrechte, gewinnt mehr und mehr an Bedeutung. Die Verfolgung von Verbrechern kommt erst mit der Zeit in die Hände des Fiskalprokurators. Auch zu gesetzgeberischen Arbeiten wurde er herangezogen, weiter stand ihm die Vertretung des Kirchenvermögens, das ja als königliches galt, der Freisassen, Juden und anderer unter dem besonderen Schutz des Königs stehender Personen zu. Als unter Ferdinand I. die böhmische Kammer reorganisiert wurde, trat der Fiskal in Verbindung mit der Kammer.

Eine Fortsetzung der Geschichte des böhmischen Fiskalamtes bis zum Jahre 1790 wird in Aussicht gestellt. Möge ihr bald die Geschichte des österreichischen Fiskalamtes folgen als wesentlicher Beitrag zur Geschichte der österreichischen Verwaltung.

Wien H. von Voltelini

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Demetrios P. Pappulias, Ἱστορικὴ ἐξέλιξις τοῦ ἀρραβῶνος ἐν τῷ ἐνοχικῷ δικαίῳ. — Geschichtliche Entwickelung der Arrha im Obligationenrecht. Leipzig 1911 (Deichert).

Die Arbeit von Demetrios Pappulias über die historische Entwickelung der Arrha im Obligationenrecht hat deshalb ihre eigenen Verdienste, weil sie gerade aus der Verknüpfung der Papyrusurkunden mit den Nachrichten aus dem altgriechischen Recht zu mancher wertvollen neuen Feststellung gelangt. Nach einer kurzen treffenden Besprechung der wenigen literarischen Notizen, die wir aus der altgriechischen und hellenistischen Literatur über das Handgeld besitzen, das bei Abschluß von Verpflichtungsgeschäften gegeben wird (Aristot. Pol. 1. 4, 5. Isaios Or. 8, 23. Inscr. Olb. Ditt. Syll. I 226) geht des Verf. zunächst auf die Besprechung des altgriechischen Rechtes des ἀρραβών ein. Es handelt sich hier um die Erläuterung des berühmten Theophrast-Fragmentes aus Stob. flor. 44, 22. Der Verf. nimmt im Gegensatz zu den modernen deutschen Philologen und den französischen juristischen Bearbeitern des altgriechischen Rechtes eine doppelte Rechtsnatur der altgriechischen Arrha an: er spricht einerseits vom ἐπιβεβαιωτικὸς χαρακτήρ, also von der Funktion der Arrha als Zeichen des bindend zu Stande gekommenen Kaufvertrages zu dienen (arrha confirmatoria), andererseits von der Rechtsnatur der Arrha als arrha poenitentialis, ὡς ποινὴ μετανοίας. Beide Funktionen der Arrha findet der Verf. in dem berühmten Theophrast-Fragmente bezeugt. Dort, wo es heißt, daß ›die ὠνὴ-πρᾶσις, wenn man die Arrha empfängt, wirksam sein soll zur Uebergabe und zum Verkauf selbst‹, soll es sich handeln um die bestärkende Arrha. Auf Grund der Verabredung über Ware und Preis soll aus dem Geschäfte, das mit Darreichung des Handgeldes erfolgt, eine Klage auf Erfüllung des Kaufvertrages gehen, die bei den Lexikographen die δίκη βεβαιώσεως

heißt (Harpokr. 44, 14. Bekker Lex. Seg. 220, 3). Der Verf. hält diese attische Klage für eine echte Klage auf Erfüllung. Er deutet die ›Wirksamkeit zur παράδοσις und zum αὐτὸ τὸ πωλεῖν‹ bei Theophrast auf eine obligatorische Wirkung des Kaufgeschäfts, dergestalt daß der Käufer die Klage auf Lieferung der Sache, der Verkäufer die auf Zahlung des Kaufpreises habe. Im Gegensatz dazu spricht er von der Arrha als Rücktrittsstrafe. Theophrast berichtet von den griechischen Gesetzgebungen, welche den Fall regeln, daß der Verkäufer, der die Arrha empfangen hat, nicht den Preis empfangen will oder daß derjenige, der die Arrha gegeben hat, nicht den Preis binnen der gesetzlichen oder der von den Parteien gesetzten Frist zahlt. Der im Verzug befindliche Verkäufer haftet entweder auf die Zahlung der doppelten Arrha oder auf Zahlung des Betrages des Kaufpreises oder, kraft besonderer Abrede, sogar auf beides. Der säumige Käufer, der binnen der Frist nicht Zahlung des Preises und Uebernahme der gekauften Sache angeboten hat, verliert die Arrha. Diese Reustrafen wurden bisher von den französischen Juristen Dareste und Beauchet als Begleiterscheinungen einer unvollkommenen Bindung aufgefaßt, welche die Folge des Geschäfts mit Arrha gewesen sei: bis zum Ende der gesetzten Frist hätten beide Teile ein Rücktrittsrecht gehabt, allerdings unter Verfall der gezahlten Arrha oder unter Zahlung des Reugeldes. Erst nach Ablauf der Frist hätten beide Parteien voll auf Erfüllung gehaftet. Pappulias widerspricht dieser Auffassung mit Recht. Nach ihm hat die Frist die Bedeutung, daß bis zu ihrem Ablaufe der Käufer vom Verkäufer auf Erfüllung des Kaufs belangt werden kann. Nach dem Fristablauf kann der Käufer, wenn er nicht auf Erfüllung belangt ist, nicht mehr in Anspruch genommen werden. Er gilt als zurückgetreten und verliert seine Arrha. Andererseits muß der Käufer, wenn er die Uebergabe verlangen will, bis zum Ablauf der Frist Zahlung angeboten haben. Sonst nimmt ihm die Rücktrittsvermutung, die mit dem Fristablauf eintritt, seinen etwaigen Anspruch gegen den nicht lieferungsbereiten Verkäufer. Diesen Rechtszustand will Pappulias annehmen, indem er auf die hellenistischen Papyrusurkunden hinweist, nach denen bei einem Arrhageschäft, das ohne Bestimmung über einen Leistungstermin zur Zahlung und Abgabe der Sache erfolgt, der Verkäufer gegen den Käufer wahrscheinlich alternativ klagt auf Erfüllung des Arrhageschäfts oder Erlaß eines Urteils über die Verwirkung der Arrha. Die Haftung auf Erfüllung des Vertrages soll nach Pappulias während der kurzen Frist zur Vollziehung des Barkaufs, von der Theophrast berichtet, untergehen.

Dem Referenten ist es wahrscheinlich, daß Pappulias mit seinem

Widerspruch gegen die französische Lehre im wesentlichen recht hat: Beauchet und Dareste gelangen zur Annahme eines zunächst unvollkommenen bindenden Kaufes mit Rücktrittsrecht bis zum Fristablauf, nach Fristablauf zur vollen Haftung für Erfüllung aus dem Konsensualkontrakt. Davon steht nichts bei Theophrast und es wäre seltsam, wenn Theophrast über die nachher eintretende Haftung der beiden Parteien auf Erfüllung des Kaufes nichts gesagt hätte, während er die Lehre von der Arrha als Reugeld für das oft nur einen Tag lang geltende angebliche Rücktrittsrecht ausführlich vorgelegt hätte. Außerdem müßte dann allerdings im hellenistischen Rechte konsequenterweise wie im römischen Rechte ein Erfüllungsanspruch beider Teile bestanden haben, auf Tradition und auf Preiszahlung, während Pappulias richtig zeigt, daß dort aus dem Arrhageschäft nur der Verfall der Arrha bezw. die Zahlung des duplum der Arrha folgt. — Aber auch Pappulias hat die Darstellung bei Theophrast kaum voll verstanden, und was er bietet, ist eine den praktischen Juristenverstand wenig befriedigende Lösung: den Anspruch auf Erfüllung des Vertrages, d. h. den Anspruch des Käufers auf Uebergabe der Sache, des Verkäufers auf Preiszahlung habe man nur binnen der kurzen, oft nur einen Tag währenden Frist gekannt, die nach Gesetz oder durch Parteibelieben zur Anbietung des Kaufpreises dem Käufer gesetzt war? — Und das zur Vermeidung der Prozesse (S. 18 Anm. 10)? Ich glaube, dieser Gedanke kann schon deswegen als ausgeschlossen gelten, weil kein entwickeltes Recht, soweit wir wissen, die Erfüllungshaftung auf den Kauf auf einen oder mehrere Tage beschränkt hat, um nachher dem Verkäufer, der mit großen Kosten sich vielleicht die verkaufte Warenladung erst verschafft hat, auf den Betrag der Arrha zu verweisen.

Vielmehr muß das altgriechische Recht der Arrha eben auf einem Rechtszustande gewesen sein, der noch nichts davon weiß, daß aus dem mit Arrha geschlossenen obligatorischen Geschäfte der Verkäufer auf Leistung der Ware belangt und zu deren Leistung gezwungen werden kann, daß andererseits der Käufer auf Grund des Arrhageschäftes auf Zahlung des Kaufpreises belangt werden kann. Warum wissen die Papyri der hellenistischen Zeit nichts von solchem Anspruch des Käufers auf Lieferung der Sache, von einem Anspruch des Verkäufers auf Zahlung? — Immer findet sich nur die Haftung, die an die Arrha anknüpft. Der Verkäufer, der nicht leistet, wird zur Zahlung der doppelten Arrha verurteilt, der Käufer, der nicht den Preis anbietet und Tradition verlangt, verwirkt die gezahlte Arrha. Von einer entwickelten Erfüllungshaftung, die etwa mit einer δίκη βεβαιώσεως geltend gemacht wurde, ist in den Papyri m. W. keine Spur. Und ich glaube, wir kennen diese Erfüllungshaftung auch

nur durch einen Interpretationsfehler, den wir alle — oder den mindestens die bisher zum Wort gekommenen modernen Autoren machten.

Vorsichtige Forscher haben schon festgestellt, daß man nichts von einer Klage des Verkäufers auf Zahlung des Kaufpreises nach altgriechischem Rechte wisse. Aber auch unsere Kenntnis über die δίκη βεβαιώσεως des Käufers gegen den Verkäufer auf Lieferung führt kaum zur Annahme, daß hier der Käufer vom Verkäufer die Tradition der Sache zu verlangen — und durchzusetzen im Stande gewesen sei. Die Lexikographen (Harpokr. Bekker 44,14 Lex. Seguer. 220,3) sagen, daß der Zweck der Klage gewesen sei, daß der Verkäufer dem Käufer ›gewähre, wofür die Arrha gegeben war‹. Heißt das, daß die δίκη βεβαιώσεως zu einer Verurteilung zur Tradition führte? — Diesen Nachrichten genügt es völlig, daß diese Klage praktisch für den Verkäufer einen so drohenden Nachteil im Gefolge hatte, daß er regelmäßig unter dieser Drohung die Erfüllung der Verpflichtung aus dem Arrhageschäfte vollzog. Welche drohende Folge kann das gewesen sein? Eine Verurteilung zur Leistung, eine Wegnahme der Sache in der Zwangsvollstreckung kommt kaum in Betracht. Denn obwohl die Möglichkeit solcher Urteile im attischen Prozesse gelehrt wird[1]), wären sie doch erst aus den Quellen zu erweisen. Die erhaltenen Schemata von attischen Klagen haben alle das τίμημα, den Antrag auf Geldkondemnation. — Aber was wissen wir denn sonst von der δίκη βεβαιώσεως? Sie ist zugleich die Klage aus der Gewährschaftsverletzung bei dem Angriff dritter besser berechtigter auf den käuflichen Erwerber einer Sache[2]). Es darf heute als wahrscheinlich gelten, daß die Klage den Zweck hatte, den Vormann, der die Sache an den Besitzer veräußert hatte, zur Uebernahme der Defension im Prozesse gegen den besser berechtigten Dritten herbeizuziehen[3]). Aber Rabel hat schon hervorgehoben, daß unmöglich das Urteil im Gewährschaftsprozesse einfach auf die Leistung der Defension lautete[4]). Er wies nach, daß der finanzielle Erfolg dieser Gewährschaftshaftung regelmäßig darin besteht, daß der Veräußerer, der nicht defendierte, den Kaufpreis oder ihn und den Schaden einfach an den Erwerber zu zahlen hat[5]). Also wird für diese δίκη βεβαιώσεως

1) Lipsius, Att. Prozeß, S. 220.

2) Bekker, Lex. Seguer. p. 214. Pollux VIII 34. Dazu Beauchet, Hist. du dr. privé 4,133 ff.

3) Vgl. die Literatur bei Partsch, Bürgschaftsrecht 1,345,3.

4) So fürs römische und germanische Recht Rabel, Haftung des Verkäufers 1,20 f.

5) Vgl. schon Lipsius, Att. Prozeß 721. Beauchet, Histoire 4,136. Rabel S. 146.

im Gewährschaftsverfahren wahrscheinlich, daß der Antrag des Klägers und das Urteil lautete auf βεβαιώσειν ἢ ἐκτίσειν τὴν τιμὴν[1]). Und nicht anders wird auch unsere δίκη βεβαιώσεως im Klageantrag und in dem Urteil gelautet haben: auf Uebergabe der Sache oder Zahlung des Preises. Das darf nach der Identität des Namens δίκη βεβαιώσεως als wahrscheinlich gelten. Trifft aber diese Vermutung zu, dann ist klar, was diese δίκη βεβαιώσεως ist: nichts anderes als die Klage, welche nach Theophrasts Bericht über die Ordnung der Thurier und wohl auch anderer altgriechischer Gesetzgebungen den Verkäufer trifft, der sich weigert, binnen der gesetzlichen oder von den Parteien vereinbarten προθεσμία den Kaufpreis entgegenzunehmen! Es ist sehr zu beachten, daß auch nach dem Schema, das Pappulias für die hellenistische Klage des Käufers bei Verweigerung der Annahme der Arrha nach den Papyri richtig herausgearbeitet hat, der Antrag und das Urteil lauten auf »Lieferung mit Annahme des Preises oder Zahlung des doppelten der Arrha« (καταγράφῃ ἀπολαμβάνων τὸ λοιπὸν τῆς τιμῆς ἢ ἐκτίσειν τὸν ἀρραβῶνα διπλοῦν (Pappulias 69 nach BGU 446, 14. Lond. II, n. 143 p. 334, 21 ff.). In diesem Schema vertausche man nur das duplum der Arrha nach Theophrasts Anweisung mit der τιμή, auf welche im altgriechischen Recht nach wichtigen Gesetzgebungen gehaftet wird — und man findet unsere Hypothese bestätigt. Ich glaube also gute Gründe zu haben, wenn ich die δίκη βεβαιώσεως nicht als Geltendmachung einer Haftung auf Vertragserfüllung aus einem obligatorischen Kaufvertrage betrachte, sondern als die Form, welche die Klage auf Zahlung der doppelten Arrha in den Rechten angenommen hatte, welche statt auf die doppelte Arrha den säumigen Verkäufer auf die Zahlung des Preisbetrages haften ließen[2]).

Wie stellt sich darnach die Ausgestaltung des griechischen Arrharechtes? Wie kommen wir mit der Darstellung bei Theophrast aus?

M. E. haben in der Auffassung des griechischen Rechtes bei dem Kaufe mit Arrha wie bei den Erläuterungen des Theophrastfragmentes die romanistischen Denkformen und das unbewußte Verweilen aller modernen Erklärer, auch der Philologen, bei den Pandektenbegriffen uns bisher an der richtigen Auffassung gehindert. Man denkt immer an den modernen Begriff des obligatorischen Kaufes: zwei Willens-

1) Dazu vergleiche auch Pollux VIII 34 für die Zahlung mit der δίκη βεβαιώσεως: ... τὸν δὲ (der Verkäufer im Falle der Gewährschaft) προσήκει βεβαιοῦν ἢ μὴ βεβαιοῦντα ὑπεύθυνον εἶναι τῆς βεβαιώσεως. —

2) Die Zweifel, die Lipsius Att. Prozeß 721 gegen die Existenz der Klage ausspricht, sind m. E. nicht gerechtfertigt. Pappulias S. 11 ff. hat den Text von Lex. Seg. 220, 3 m. E. durchaus befriedigend erklärt.

erklärungen, die sich auf dasselbe Ziel, Ware und Preis, vereinigen, ein Arrhasymbol als Zeichen für die Einigung, und als juristische Folge daraus zwei klagbare Verhältnisse, eine Verpflichtung des Verkäufers zur Uebergabe, eine Verpflichtung des Käufers zur Preiszahlung. — Aber von allen diesen Vorstellungen wissen die griechischen Quellen nichts. Wann haftet der Verkäufer nach modernem Recht wie nach dem römischen Recht der klassischen Zeit? Wenn er nicht liefert, nicht tradiert. — Und wie beschreibt der griechische Lexikograph den Haftungsfall für den Verkäufer? — ›wenn er nicht den Kaufpreis empfängt‹. Wann ist das ›Verkaufen‹ nach römischem und modernem Recht vollzogen? — wenn die beiden Parteien über Ware und Preis die Einigung erklärt haben. — Aber im griechischen Recht ist das πωλεῖν, das Verkaufen, erst eine Folge der beiden sich treffenden Willenserklärungen! Das πωλεῖν ist ein den beiden Willenserklärungen gemäß erfolgendes und also notwendig ihnen nachfolgendes Ereignis, das der Philosoph mit der παράδοσις gleichstellt!

Danach schlage ich folgende dogmatische Auffassung des Arrhavertrages bei dem griechischen Kaufe vor: die bloße Willenseinigung, welche im römischen Recht zur Entstehung der beiden Obligationen des Verkäufers und des Käufers führt, hat im altgriechischen Recht für sich allein nicht haftungsbegründende Wirkung. Damit soll nicht die alte Hofmannsche Lehre aufgenommen sein, welche dem Konsensualvertrag bindende Wirkung nach altgriechischem Rechte absprach [1]). Nach unseren allgemeinen Begriffen vom attischen Recht müßte es möglich gewesen sein, daß die Parteien den Konsensualvertrag durch ὁμολογία vor Zeugen abschlossen und daß darum geklagt wurde. Auch der Abschluß des Kaufvertrages in einer mit rechtsbegründender Wirkung ausgestatteten Schuldurkunde (συγγραφή mit κυρία-Klausel) erscheint uns denkbar. Aber von beiden Gestaltungen wissen wir nichts genaueres nach attischen Quellen. Wahrscheinlich erzeugte die bloße ohne solche besondere Form erklärte Willenseinigung der Parteien keine obligatorischen Verpflichtungen, die mit einer δίκη geltend gemacht werden konnten. Theophrast weiß sehr wohl, daß es die Hingabe des Angeldes ist, welche der Willenseinigung von Verkäufer und Käufer die Wirkung verleiht, Ansprüche zu erzeugen. In der Arrha liegt nach den Grammatikern die Sicherheit (ἀσφάλεια, Etym. Magn. Suid. Etym. Gud. s. v. ἀρραβών) bei dem Vertrage. Die Arrha erschwert die Treulosigkeit gegen den Vertrag (Etym. Magn. Etym. Gud. l. c.).

1) Hofmann, Beiträge zur Geschichte des gr. u. röm. Rechts. S. 105. Dagegen Lipsius, Jahresbericht f. d. Fortschr. d. klass. Altertumswissensch. 2 (1873) 1907. Von der Bedeutung des griechischen Rechtes 1893 p. 27.

Wer hier die Arrha als bloßes argumentum contractus abtun will, bringt etwas in die Quellen hinein, was diesen fernliegt. Die Fragen nach der Beweisbarkeit des Vertrages, nach dem Moment, in welchem der Kaufvertrag zu Stande kommt, kommen im Theophrastfragment wie in allen anderen Aeußerungen der griechischen Quellen über die Rechtsnatur des Institutes nicht in Betracht. Theophrast spricht von der materiellrechtlichen Wirksamkeit des Arrhalgeschäftes zur παράδοσις und hebt die Voraussetzungen dieser Wirkung hervor. Die Arrha wird dabei vielfach als Pfand angesehen. Pappulias betont richtig, daß dieser Pfandgedanke, der sicher aus Griechenland in die römischen Quellen kam, im Rechte der klassischen Quellen nicht ernstzunehmen ist. Der Gedanke an die Sicherungskraft eines Pfandes entfällt in den zahlreichen Fällen, in denen die Arrha in einem Gegenstand, etwa einem Ring besteht. Aber es bleibt doch bemerkenswert, daß die Arrha mit dem Pfand eine juristische Gemeinsamkeit bleibt: der Vorgang der Haftung wie der Einlösung des Pfandes.

Die Forschung hat herausgestellt, daß die primitive Form des griechischen Pfandes diejenige ist, bei der nur die Pfandsache als Haftung für die Erfüllung des Schuldvertrages steht. Die Zahlung aus dem Schuldvertrage ist dabei ursprünglich gar nicht mit einer Klage zu erlangen, sie erscheint nicht als Inhalt einer persönlichen Haftung des Schuldners. Ebenso ist bei dem Arrhalkauf die Arrha das einzige Haftungsobjekt. Wenn der Käufer den Kaufpreis anbietet und dadurch sein Unterpfand in Gestalt der Arrha einlöst, zahlt er so wenig auf einen gegen ihn bestehenden schuldrechtlichen Lieferungsanspruch, daß das Recht ihn praktisch ganz anders behandelt als z. B. den persönlich haftenden Darlehens- oder Depotvertragsschuldner, der die empfangene Summe zurückzahlt. Das zeigt sich bei der Anwendung des Rechts der Legitimationsmarke. Wenn der Depositar die deponierte Summe an den unberechtigten Vorzeiger der vereinbarten Erkennungsmarke auszahlt, wird er frei [1]). Wenn dagegen statt des Käufers ein anderer die vereinbarte Erkennungsmarke dem Verkäufer vorzeigt und unter Zahlung des Restkaufpreises die Ware sich ausliefern läßt, ist nicht der Verkäufer einer Verpflichtung aus dem Arrhavertrage ledig geworden und daher gegenüber dem Käufer befreit, sondern es ist der nach dem Arrhalgeschäfte projektierte Kauf unmöglich geworden, und der Verkäufer ist dem Käufer zur Herausgabe der Arrha verpflichtet. So erklärt sich wohl der Vorgang bei Plautus Pseudolus, wo das griechische Vorbild getreulich vom lateinischen Dichter nachgebildet ist [2]).

1) Plautus Curculio v. 554.

2) Gegen eine schiefe moderne Auffassung bei Freundt, Wertpapiere im

Aus dem Arrhalgeschäfte haftet der Käufer nur mit der Arrha. Wenn er sie auslöst, indem er zahlt und die Tradition empfängt, erfolgt dadurch erst das πωλεῖν, das Verkaufen, der Austausch von Ware und Preis, von dem Theophrast spricht. Noch die arabische Version des syrisch-römischen Rechtsbuches (Ar. 32) gibt hier gut die griechische Auffassung wieder, wenn sie bei der Darstellung des Verzugs des Verkäufers, der die Arrha empfing, sagt: ›wenn dann der Verkäufer ihn (d. h. den leistungsbereiten Käufer) täuscht und nicht verkauft ...‹. Ebenso spricht die pariser Version P. 21 von ›nicht kaufen wollen‹ des Käufers, der die Arrha verwirkt.

Dieser Gedanke, daß der Käufer bei dem Arrhalgeschäft ein Pfand gibt, das er durch Vollziehung des folgenden Barkaufes einlöst, ist in dem Aufbau des altgriechischen Kaufrechtes klar: der Käufer muß den ersten Schritt zur Vollziehung des Barkaufes tun. Die Gesetze oder die Parteien setzen eine Frist für die Anbietung des Kaufpreises, nach deren Ablauf der Käufer als säumig gilt. Der Verkäufer kommt dadurch zu einer Haftung, daß er den angebotenen Preis ablehnt. Daß er selbst nicht liefert, wird nur als Konsequenz dieser Ablehnung stillschweigend vorausgesetzt. Und noch in der hellenistischen Klage auf Zurückziehung des Arrhalgeschäftes spielt diese Aufforderung an den Käufer zum Vollzug des Barkaufs eine Rolle. Praktisch unterscheidet sich dies ja nicht sehr bedeutend von dem klassischen römischen Zustande, wie ihn die herrschende Lehre heute noch im Anschlusse an Keller auffaßt. Auch danach kann der Käufer nur die Verurteilung des Verkäufers verlangen, wenn er selbst den Preis anbietet. Aber zweifellos ist im römischen Rechte mit seinem Synallagma der beiden Schuldverhältnisse doch der Gedanke klar, daß der Käufer Lieferung der Sache verlangt und den Schadensersatz wegen Nichterfüllung dieses Anspruchs ohne Rücksicht darauf durchsetzt, ob der Verkäufer den Preis annimmt.

Der Gedanke, daß nach dem Arrhalgeschäft ein Barkauf stattfindet, dessen Zustandekommen durch das Arrhalgeschäft vermittels Haftung auf die Arrha gesichert wird, führt bei dem Gattungskauf zu eigenartigen Konsequenzen. In P. Magdola 26 (3. Jhd. a. C.) sehen wir, daß bei einer ersten Lieferung von Wein aus einem Lieferungskauf der Preis für die erste Lieferung bezahlt wird und eine Erhöhung der Arrha durch erneute Zahlung eines Handgeldes stattfindet. Die Arrha ist hier eben nicht Zeichen für Abschluß eines obligatori-

antiken und mittelalterlichen Rechte 2, 198 ff., vgl. meine Ausführungen Ztschr. f. Handelsrecht 1911. Der unberechtigte Vorzeiger der Erkennungsmarke wird hier nach griechischem Recht nicht Eigentümer der ihm ausgelieferten Sache, da er nicht den Kaufpreis bezahlt hatte.

schen Vertrages, sondern nachdem wohl bei der ersten Zahlung die anfangs gegebene Arrha mitgerechnet worden ist, muß, wahrscheinlich damit eine Haftung für die zweite Lieferung entsteht, nochmals eine Arrha vom Käufer gegeben werden.

Wenn eine der Parteien nicht den Barkauf vollzieht, ist nach altgriechischem Rechte die ganze Haftung wegen Vertragsverletzung an die Arrha geknüpft. Wenn der Käufer, der versprochen hat, zu zahlen, nicht die Zahlung anbietet, verwirkt er die Arrha, entweder wie nach altgriechischem Recht bei Theophrast nach Ablauf der zur Zahlung gesetzten Frist, oder wie nach Pappulias' Nachweis im hellenistischen Rechte durch Urteil auf eine Klage, welche die Vertragserfüllung oder den Verfall der Arrha fordert. Sehr interessant ist die Behandlung des säumigen Verkäufers. Er hat gegen die Abrede gehandelt, unter der er die Arrha erhielt. Also haftet er nach gewissen altgriechischen und nach hellenistischem Rechte für die Zahlung des duplum der Arrha, eben weil sein Verstoß gegen das Gedinge, unter dem er die Arrha empfing, in ähnlicher Weise den Strafzuschlag verdient wie der ungetreue Depositar, der das herausverlangte Depot nicht herausgibt. Die attische Rechtsentwickelung und anscheinend als führende Gesetzgebung die von Thurioi ist hier über die Auffassung des Realvertrages hinausgekommen, indem sie den säumigen Verkäufer auf den Betrag des Kaufpreises haften ließ. Aber die hellenistische Rechtsbildung in Aegypten zeigt uns, daß hierin nur ein Ansatz zu einer Weiterbildung lag, den das griechische Recht nicht entwickelt hat. Das hellenistische Recht Aegyptens wußte noch nichts von solchen Tendenzen, auf dem Umwege des Arrhalvertrages zu einer Haftung nach Maßgabe des Vertragsinhaltes des konsensualen Kaufes zu gelangen. Davon überliefert eine hellenistische Quittung, Lond. II, 143, die erst Pappulias richtig verstand, uns eine interessante Spur. Pappulias (Zusammenfassung S. 59 f.) legt dar, wie dort Kephalos von der Tapontos ein Grundstück von $2^{1}/_{20}$ Aruren für einen unbekannten Preis mit 100 Drachmen Handgeld ohne schriftlichen Vertrag gekauft hat. Da die Verkäuferin nicht erfüllte, mußte sie an Kephalos den doppelten Betrag der Arrha zahlen. In der Quittung ist die causa dieser Schuld, wie folgt, beschrieben: ὧν ὤφιλεν αὐτῷ Ταποντῶς διὰ χειρὸς ἀγράφως — ἀπὸ λόγου ἀρραβῶνος. Die Verkäuferin schuldete noch dem Käufer diesen Restbetrag ›aus dem Grunde der Arrha ohne Schrift durch Handreichung‹. Da hier die bekannte Bedeutung des διὰ χειρὸς als der ›baren Zahlung‹ im Gegensatz zum Bankakt keinen Sinn gibt, wird man in dem Text der Urkunde den Gedanken ausgedrückt finden, daß ›durch die Darreichung der Arrha‹ ›ohne Schrift‹ das Schuldverhältnis zu Stande kam, auf das hier ge-

zahlt wurde. Also mit dem Gedanken des Realvertrages, der Hergabe eines Gegenstandes, die bei Nichteinhalten der eingegangenen Abrede zur Rückgabe verpflichtet, wird hier, wenn ich die Urkunde recht verstehe, gearbeitet. Diese Griechen wissen nichts von dem Gesichtspunkt des römischen Juristen, der die Arrha, wenn der Schuldvertrag nicht erfüllt wird, mit der a° empti aus dem Konsensualvertrage zurückfordern läßt. Und es entspricht dieser Rechtsauffassung nur, wenn der Vertrag über den Lieferungskauf nicht mit einer Feststellung der Verpflichtungserklärungen der Parteien beginnt, sondern mit dem Bekenntnis des Verkäufers über den Empfang der Arrha. Weil im altgriechischen Recht augenscheinlich der Gedanke des bindenden obligatorischen Kaufvertrages fehlt, ist es auch bedenklich, wenn Pappulias vom Reurecht (δικαίωμα τῆς μετανοίας) der beiden Vertragsparteien des Arrhalvertrages spricht oder vom Rücktritt vom Arrhalvertrage. Diese Termini setzen doch einen bindenden, zur Erfüllungshaftung verpflichtenden Vertrag voraus. Aber an einem solchen fehlt es bei dem Arrhalgeschäfte. Die ὠνή-πρᾶσις ist ein Schuldvertrag, bei dem die Haftung allein durch Hingabe der Arrha hergestellt wird. Wenn der eine der beiden Teile das im Schuldvertrag gegebene Versprechen nicht erfüllt, haftet er nicht schlechthin persönlich aus dem Schuldvertrage. Derjenige, der die Arrha gab, haftet nur gegenständlich beschränkt mit der Arrha, die verfällt. Derjenige, der die Arrha bekam, haftet wegen des Empfanges der Arrha auf deren duplum.

Pappulias erklärt die Arrha wohl mit Grund als ein griechisches Rechtsinstitut, das in Rom mit dem griechischen Geschäftsverkehr bekannt wurde: der griechische Name, die Anlehnung Varros (l. l. 5,175) an die griechischen Schuldefinitionen, endlich die Bedeutung der Arrha als vorschußweise Zahlung eines Teiles des Kaufpreises in beiden Rechten deuten darauf. Weniger ist den Schlüssen zu trauen, die Pappulias aus der römischen Komödie zieht: wenn er (S. 31) aus Plautus, Pseudolus, ein Indiz dafür zu gewinnen sucht, daß auch das republikanische Recht die arrha poenitentialis beim Kauf gekannt habe, bleibt doch wohl außer Ansatz, daß wir sonst nichts über eine solche Funktion der Arrha im römischen Rechte wissen und bei der bekannten Natur dieser römischen Nachdichtungen griechischer Vorlagen [1]) daher in diesem Punkte aus Plautus allein keinen Schluß auf römische Rechtsübung wagen dürfen. Wozu sollte auch die Arrha als Haftung aus dem Schuldvertrage in Rom nötig gewesen sein? — Die Entwickelung einerseits des altcivilen Stipulationsrechtes, andererseits die auch wohl sehr alte Ausbildung des

1) Vgl. neuestens Partsch, Hermes 45 (1910), 613 f.

Konsensualkaufes im ius civile mußte die Arrha hier in ihrer griechischen Funktion überflüssig machen. Daß sie als arrha confirmatoria schon früh auch in Rom denkbar wäre, ist natürlich nicht zu leugnen.

Gegenüber der Darlegung des griechischen Rechtsinstitutes der Arrha wirkt die Vorführung des klassischen römischen Arrhalrechtes durch den Gegensatz. Pappulias hat auf 12 Seiten, ohne übermäßiges Unterstreichen der Antithese zum altgriechischen und hellenistischen Rechte die römischen Sätze über die arrha confirmatoria und über die ›arrha und die lex commissaria‹ zusammengestellt. Wirtschaftlich handelt es sich in Rom wie im Hellenismus um dieselbe Erscheinung: bei dem Abschluß des Kaufvertrages wird vom Käufer ein Teil des Betrages des Preises gezahlt und nachher bei der Zahlung des Preises auf diesen verrechnet. Juristisch wirken die Definitionen des Gaius (Inst. 3, 139. D. 18, 13, 5 pr.) wie absichtliche Unterstreichungen des juristischen Charakters der römischen Arrha gegenüber dem griechischen: quod saepe arrae nomine pro emptione datur non eo pertinet, quasi sine arra conventio nihil proficiat, sed ut evidentius probari possit convenisse de pretio. Gerade was hier abgelehnt ist (non eo … proficiat), entspricht der oben gegebenen Darstellung des griechischen Rechtes. In den praktischen Entscheidungen tritt überall hervor, daß die Arrha im klassischen römischen Recht nur Beweiszeichen für den Vertragsschluß und Vorauszahlung auf den Kaufpreis ist. Wenn der Kaufvertrag nachträglich unwirksam wird, wird daher die Arrha nach julianischer Praxis mit der a⁰ empti als Rücktrittsklage zurückgefordert (D. 19, 1, 11, 6. Cod. 4, 45, 2 pr. § 1), nicht anders als die Vorauszahlung des Mietspreises, wenn der Mietvertrag durch nachträgliche Unmöglichkeit der Leistung unwirksam wird, mit der a⁰ conducti zurückgefordert wird (D. 19, 2, 19, 6). Pappulias ist daneben auf D. 19, 1, 11, 6 eingegangen, eine Stelle, die immer noch der Arbeit bedarf. Mit der gewöhnlichen Auffassung denkt er im ersten Satz, wo Julians Meinung referiert ist, an einen unwirksam gewordenen Kauf mit Arrha, im zweiten an einen erfüllten Kaufvertrag mit Arrha. Aber, wenn der Text klassisch ist, wäre im zweiten Satze doch wohl etwas anderes vorausgesetzt: si annulus datus sit arrae nomine et secuta emptione pretioque numerato et tradita re anulus non reddatur. Das klingt nach einem mit Hingabe einer Arrha geschlossenen Vorvertrage, nach welchem erst die volle Einigung über Ware und Preis im Konsensualvertrage folgte. Das Nebeneinander von Kontraktsklage und condictio nach der von Ulpian referierten Entscheidung des zweiten Falles ist anstößig. In der Fragestellung lag deutlich genug die Meinung, daß die a⁰ empti die Anwendbarkeit der condictio aus-

schlösse. Bei dem Klassiker ist diese Konkurrenz des Anspruchs aus dem kausalen Vertrag und des Anspruchs wegen Mangels der causa ebenso anstößig wie sie für Justinian nur zu natürlich ist. Sollten hier nicht erst die Byzantiner die condictio eingeführt haben? — Uebrigens ist es m. E. auch zweifelhaft, daß die Worte secuta emptione klassisch sind. Die Art, wie Ulpian die Meinung Julians anwendet, deutet in der Tat darauf, daß in dem zweiten Fall, wo die Arrha im Ring besteht, derselbe Fall vorlag wie im ersten, wo die Arrha in Geld besteht. Nun ist aber die Arrha des ersten Falles zweifellos bei Abschluß eines Konsensualkaufs als Perfektionszeichen gegeben. Daß sie von Ulpian ebenso im zweiten Falle behandelt war, ist auch aus der allgemeinen Behandlung der Arrha bei den Juristen wahrscheinlich. Secuta emptione pretioque numerato et tradita re zeigt sprachlich einen harten Aufbau der kopulativen Anreihung. Sachlich würde sich die Interpolation leicht aus derselben Anschauung erklären, die im Cod. Just. 4, 21, 17, 2 hervortritt, vgl. unten S. 728.

Im Vergleich mit der griechischen Arrha muß die römische Arrha bei dem Kauf mit lex commissaria eine besondere Aufmerksamkeit beanspruchen. Pappulias betont, daß auch hier die Arrha im römischen Rechte immer nur als Beweiszeichen behandelt wird; ihre Verwirkung erfolgt nur nach den allgemeinen Grundsätzen, nach welchen der Käufer seine Rechte aus dem Konsensualvertrage verliert. Daß die lex commissaria dem hellenistischen Rechtsverkehr die Gelegenheit bot, die im Osten übliche griechische Arrha ins römische Rechtsleben einzubürgern, ist wahrscheinlich, wenn wir bei Scaevola (D. 18, 3, 6, 1; 18, 3, 8) dieselbe Ausgestaltung des Kaufvertrages wie bei Theophrast finden: der Kauf mit Arrha, die Fristsetzung für die Zahlung des Kaufpreises. Sogar den Inhalt der lex commissaria, die oft ausdrücklich von der Verwirkung des Handgeldes bei Verzug des Käufers spricht, konnte man aus den hellenistischen Formularen der Haftungsklausel übernehmen. Es ist vielleicht kein Zufall, daß gerade Scaevola, bei dem die griechischen Fälle häufig sind [1]), diese Arrhalgeschäfte bespricht, und daß die Adressatin in dem Reskript (Cod. 4, 54, 1), das den gleichen Tatbestand behandelt, Claudia Diotima heißt.

Den größten Raum, fast die Hälfte der ganzen Schrift, nimmt die Darstellung des Rechtes des Hellenismus ein: die Urkundentypen für Kauf und Dienstvertrag, in denen die Arrha vorkommt, werden vorgelegt und mit sorgfältigen Interpretationen erläutert. Bei den Kaufurkunden steht an der Spitze das Empfangsbekenntnis über das Handgeld. Der Kaufvertrag mit Angabe von Ware und Preis wird

1) Vgl. Kübler, Zeitschr. Sav.-St. 28 (1907) p. 174 ff., 29 (1908) S. 183 ff.

nur als Gedinge zu diesem Empfangsbekenntnis erwähnt (ἀπέχω ... ἀῤῥαβῶνα ... τῆς τιμῆς τῶν ὑπαρχόντων μοι ... ἃ καὶ καταγράφω). Das Versprechen in diesem Arrhalvertrage geht auf ›Lieferung der Sache — oder auf Ausstellung der καταγραφή an der Sache — wenn der Käufer es verlangt, indem ich, der Verkäufer, dann den Preis empfange‹. Pappulias erklärt diese καταγραφή noch abweichend mit der neuerdings wieder hervorgetretenen Meinung der Mehrzahl der Papyrologen, indem er sich Rabel anschließt. Diese Frage kann hier beiseite bleiben, — jedenfalls handelt es sich bei dem Versprechen der καταγραφή um eine für den Eigentumsübergang wichtige Rechtshandlung des Veräußerers. — Neben dem Versprechen, das den Schuldvertrag bei dem Arrhalgeschäfte darstellt, folgt dann die Haftungsklausel, die ganz auf die Arrha abstellt: der Käufer, der nicht den Preis anbietet, verwirkt die Arrha, der Verkäufer, der trotz Preisanbietung nicht liefert, soll auf Zahlung des doppelten Betrages der Arrha haften. —

Bei den Dienstverträgen wird eine hellenistische Urkunde aus römischer Zeit (P. Fay 91) neben eine byzantinische Urkunde aus der Zeit Justinians gestellt (Oxy. 140 a⁰ 550 p. C.). Der Dienstherr gibt die Arrha dem Angestellten, der bei Bruch der Vertragspflicht zum Ersatz des doppelten Betrages verpflichtet ist. Auch hier ist die Arrha Vorauszahlung auf den Dienstlohn, als dessen Teilbetrag sie nachträglich verrechnet wird, oder sie wird nach Ende des Dienstverhältnisses zurückgezahlt.

Nach einer gründlichen schon erwähnten Exegese zu P. Lond. II, 143, der Quittung über Zahlung auf einen den Verkäufer treffenden Zahlungsanspruch auf das duplum der Arrha, geht der Verf. auf die Klage der Aurelia Demetria ein, CPR I, 19 (a⁰ 339 p. C.), den schon Mitteis erörtert hat. Auf der Grundlage dieser wichtigen Prozeßurkunde und der Geschäftsurkunden gibt der Verf. eine treffliche Zusammenfassung des hellenistischen Arrharechts. Beide Parteien sind frei von jeder Erfüllungshaftung. Der Verkäufer riskiert die Haftung auf die doppelte Arrha, ›wenn er gegenüber dem Angebot des Kaufpreises die Vollziehung der καταγραφή verweigert‹. Der Käufer unterliegt in den bisher bekannten hellenistischen Urkunden Aegyptens nicht der Frist, mit deren Ablauf er als zurückgetreten gilt. Aber der Verkäufer kann dieselbe Wirkung, welche für den Käufer den Verlust der Arrha zur Folge hat, dadurch herbeiführen, daß er gegen den Käufer klagt darauf, ›daß er den vereinbarten Preis zahlt und die καταγραφή entgegennehme oder der Arrha für verlustig erklärt werde‹. Dieselbe Formulierung wird mit großer Wahrscheinlichkeit herausgestellt für die Klage des Käufers gegen den Verkäufer:

›daß er gegen Empfang des Restes des Preises die καταγραφή vornehme oder die doppelte Arrha herauszahle‹.

Pappulias hebt richtig hervor, daß hier also die Erfüllung des Arrhalgeschäftes nicht Inhalt einer Obligation ist. — Dieses Arrharecht gilt nicht nur, wie eine Meinung annahm, für mündliche Schuldverträge, sondern auch für schriftliche. Es beruht in dieser Form nicht auf ausdrücklichen Vereinbarungen, sondern auf dem in den Urkunden erwähnten ›Gesetz über die Arrha‹ (ὁ τῶν ἀρραβώνων νόμος), das selbst die Verwirkung der Arrha für den Geber der Arrha verfügte, wie die Haftung auf das duplum für den Empfänger, der seinem Versprechen untreu wird. Daneben bespricht der Verf. die von dem Gesetzeswortlaut abweichenden Vereinbarungen. Auch die verschiedenen Möglichkeiten der Behandlung der Arrha bei Erfüllung des unter Arrha zu Stande gekommenen Schuldgeschäftes werden hier überblickt: die Rückgabe der Arrha nach Erfüllung des Kaufes, oder die Verrechnung der als ›unentreißbar‹ (ἀναπόριφον) gegebenen Arrha auf den Kaufpreis.

In dieser Ausgestaltung erhielt sich der Rechtszustand bei dem obligatorischen Kauf griechischen Rechts bis in die byzantinische Zeit hinein. Das syrisch-römische Rechtsbuch (leges Constantini, Theodosii, Leonis) zeigt, daß auch in diesem Punkte das hellenistische Recht sich nicht gefügig in die zu Gebote stehenden römischen Formen einschmiegte, sondern sich in der Praxis behauptete, als gelte der alte νόμος τῶν ἀρραβώνων weiter.

Allerdings hatte der Bruns'sche juristische Kommentar dieses Ergebnis, das aus mehreren Stellen der Versionen (L 51. R I 22. R II 32. 99. R III 51. Ar. 32. Ar. 38. Arm. 27 Arm. 97) folgt, durch den Hinweis auf andere Stellen in den verschiedenen Versionen verdunkelt, die nahe zu legen schienen, daß auch der Erfüllungsanspruch aus dem bindenden Konsensualkontrakte und die arrha confirmatoria diesen mesopotamischen Rechtsbüchern bekannt gewesen sein dürfte. Pappulias stellt fest, daß dort, wo überhaupt die Arrha erwähnt ist, die griechische Reustrafe vorliegt. — Man wird die Worte in P. 21, nach denen es dem Käufer und dem Verkäufer bei dem Arrhalkauf nicht gestattet ist, zurückzutreten, keineswegs auf den Ausschluß der griechischen arrha poenitentialis deuten dürfen, zumal ja unmittelbar darauf das griechische Arrhalrecht dargestellt ist. Der Verf. hätte, wenn er das attische Material mit uns verstände, darauf hinweisen können, daß ja auch bei den Grammatikern ähnliche Wendungen für das attische Arrhalrecht vorkommen[1]), in welchem auch nur die griechische arrha poenitentialis bekannt ist.

1) Etym. magn. Etym. Gud. s. v. ἀρραβών: οὐ συγχωρεῖται ῥαιβὴν γενέσθαι τὴν πίστιν τῶν συναλλαττόντων ... ἀφ' οὗ γὰρ δοθῇ ὁ ἀρραβὼν οὐ μετακινεῖται εἰς ἄλλον.

Das syrisch-römische Rechtsbuch ist ein wichtiges Denkmal für die Praxis vor Justinian. Hier finden wir die historische Erklärung für die justinianische Reform des Rechtes der Arrha. Pappulias stellt zunächst die justinianischen Bestimmungen dar: Cod. 4, 21, 17. — Inst. 3, 23 pr. Er hebt hier den Gegensatz hervor, der zwischen diesen beiden justinianischen Stellen den Worten nach für jeden bestehen muß, der sie nur mit dem Hinblick auf die römische Rechtsordnung liest: in Cod. 4, 21, 17, 1 bezieht sich die Bestimmung über die Arrha anscheinend auf einen Vorvertrag über den künftigen Kaufvertrag, in Inst. 3, 23 pr. ist diese justinianische Ordnung zitiert, als werde die Arrha zum Kaufvertrage selbst bestellt. Soll man die Bestimmung Justinians, wie Bechmann und Mitteis denken, nur auf einen Vorvertrag beziehen und annehmen, daß Cod. 4, 21, 17 nur für den Vorvertrag die Bestimmung gebe, daß bei Nichtzustandekommen des schriftlich zu schließenden Hauptvertrages die Arrha verfallen solle? — Oder soll man mit Windscheid und Dernburg aus den beiden Bestimmungen die Regel entnehmen, daß die Parteien bei dem mit Arrha abgeschlossenen Kaufvertrage die Wahl zwischen dem Erfüllungsanspruch und der Geltendmachung der Rechte aus der Arrha haben? —

Pappulias hat sich nur referierend gegenüber dieser berühmten Streitfrage über die Erklärung von Cod. 4, 21, 17, 1 und Inst. 3, 23 pr. verhalten. M. E. liegt hier ein Musterbeispiel für den bedeutenden Wert vor, den die Erforschung des griechischen und des hellenistischen Rechtes für die Erklärung der justinianischen Quellen hat. Zwei Fragen sind zu trennen: was wollte Justinian mit seiner Konstitution sagen, und wie erklärt sich die anscheinende Differenz der Stelle im Kodex und des Referates der Institutionen? — Andererseits: wie haben wir uns die praktische Gestaltung des Rechtes der Arrha danach vorzustellen? Für die Exegese von Cod. 4, 21, 17 ist der Charakter dieser justinianischen Verordnung nicht ohne Interesse. Es ist keine von den Reformkonstitutionen, die an Technik und Denkformen des klassischen Rechtes anknüpfen und diese weiterbilden. Sondern diese Verordnung arbeitet mit den Denkformen der byzantinischen Notariatspraxis, wie sie andererseits auf das Bedürfnis des Tages deutlich genug abstellt. Dieser Praxis bietet sie die einfache Regel, welche durch die Anwendung des klassischen Kontraktsrechtes in dem ganz auf das Urkundenwesen eingerichteten justinianischen Geschäftsleben notwendig war: der nach gesetzlicher Regel oder nach Parteivereinbarung schriftlich geschlossene Vertrag soll erst zu Stande kommen, wenn die Urkunde vollzogen ist. Die besondere Bestimmung über die Anwendung des alten Rechtes auf die noch nicht voll-

zogenen zeigt, wie sehr man an die Bedürfnisse der zeitgenössischen Praxis dachte. Unter dem Gesichtspunkt des byzantinischen Notariates aber gewinnen die Worte dieser justinianischen Ordnung einen eigenen Klang. Dieses byzantinische Notariat handhabt ja die alten hellenistischen, durch das römische Recht leicht umgestalteten Formulare der Verträge und in ihnen zahlreiche Denkformen hellenistischen Rechtes. Man braucht nur den Text dieser Konstitution zu lesen, um festzustellen, daß diese hellenistischen Denkformen der Urkunden gar nicht ohne Einfluß auf die Redaktoren des Gesetzes waren. Da wird neben dem contractus venditionum vel permutationum vel donationum auch noch die datio arrae als Vertrag genannt, offenbar weil diese Byzantiner noch neben der ὁμολογία über den Kauf den besonderen Urkundentyp des Arrhavertrages haben, dessen Formular mit dem Empfangsbekenntnis über die hingegebene Arrha beginnt. Wie die folgenden detaillierten Bestimmungen über die Urkundenerrichtung auf die byzantinische Notariatspraxis abstellen, bedarf keines Wortes. Deutlicher wird diese Beziehung zu den hellenistisch-byzantinischen Urkunden noch in den letzteren Paragraphen über die Arrha. Da wird ein Rechtszustand bekräftigt, der ›auch künftighin‹ (et in posterum) gelten soll. Und das ist die Verwirkung der Arrha seitens desjenigen, der sie empfing, wenn er das Versprechen nicht hielt, andererseits die Zahlung des doppelten Betrages der Arrha, wenn derjenige, der sie nahm, das Versprechen nicht erfüllte. Auf grund welchen Rechtssatzes galt dieser Zustand bisher für die Arrha nach älterem Recht? Doch wohl überhaupt nicht nach römischem Gesetzes- oder Gewohnheitsrechte, das nur die arrha confirmatoria und die Verwirkung der Arrha in Folge der lex commissaria kennt! Aber Justinian selbst sagt ja, auf welcher Grundlage bisher der für die Zukunft kraft seiner Bestimmung eingeführte Rechtszustand bisher gelebt hatte: die besondere Klausel im Vertrag soll nicht mehr nötig sein: licet non sit specialiter adiectum, und die Institutionen sagen, daß jetzt dieser Rechtszustand gilt: licet nihil super arris expressum sit. Der Kaiser rezipierte also das in der hellenistischen und byzantinischen Urkunde fortlebende hellenistische Recht der Arrha ins römische Recht. Die Urkunden in ihren Haftungsklauseln hatten ja nachweislich solche Bestimmungen über die Verwirkung der Arrha und über die Zahlung des duplum der empfangenen Arrha. Bei dieser Sachlage aber ist es wahrlich nicht waghalsig, den § 2 der const. 4, 21, 17 eben nach seinen Vorlagen in der byzantinischen Urkundensprache zu beurteilen, nach den alten hellenistischen Denkformen, die wir bis in die Sätze des syrischen Spiegels hinein deutlich verfolgen können. Dann aber ist die facienda emptio, für welche die arra gegeben wird, nicht ein

Konsensualvertrag, welcher durch das Arrhalgeschäft als Vorvertrag angebahnt werden soll, sondern es ist der Barkauf, der als Vollzug des Arrhalgeschäfts nach griechischer Rechtssitte durch Austausch der Leistungen erfolgt, welche im Arrhalgeschäft versprochen waren: vendere pollicitus est — emere pactus est, das sind die Erklärungen des obligatorischen Kaufgeschäfts, für welches die Arrha gegeben wird. Und der Verkäufer der venditionem recusans in duplum eas (arras) reddere cogetur ist der Verkäufer, der nach dem Abschluß des Arrhalkaufes erst den angebotenen Kaufpreis annimmt, d. h. also auch seinerseits erst liefert. Es ist derselbe juristische Gedanke, den wir oben bei Theophrast und noch im syrischen Rechtsbuch fanden.

Die Probe auf die Richtigkeit dieser Behauptung wird durch die Institutionen geliefert. Der moderne Romanist, der mit leisem Grauen dieses Zurückgreifen auf griechische Denkformen in einer Erläuterung justinianischer Quellen mit ansieht, weiß wohl, mit welchem Auge die Verfasser der Institutionen die justinianische Konstitution lasen. Den Anfängern, denen man die Denkformen der klassischen Jurisprudenz einprägte, mußte die justinianische Verordnung in der Sprache der klassischen Quellen klargemacht werden. Und so wird aus dem hellenistischen Arrhalvertrage, der in scriptis sive sine scriptis super facienda emptione geschlossen war, die venditio in scriptis sive sine scriptis celebrata, aus dem gräzisierenden Arrhalvertrage über den künftigen Barkauf ein römischer Konsensualvertrag mit dem synallagmatischen Schuldverhältnisse auf Tradition und Kaufpreiszahlung. Statt des gräzisierenden Barkaufs in Cod. 4, 21, 17 steht in Inst. 3, 23 pr. das adimplere contractum. Im Codex wie in den Institutionen ist derselbe Fall gemeint, nämlich die Arra beim Abschluß des Kaufvertrages [1]).

Justinian hatte mit einem kurzen Satze den griechischen Kauf mit Arrha ins römische Privatrecht rezipiert und hatte dadurch die arra poenitentialis für das römische Recht, soweit wir dessen Quellen übersehen, erst geschaffen. Wie verhielt sich dieses Institut zu dem römischen Kaufrechte? Der Kaiser selbst hat sich dazu nicht geäußert, und es scheint auch an einem Zeugnis dafür zu fehlen, wie die byzantinische Praxis sich half. Wahrscheinlich ist doch wohl die Lehre von Windscheid und Dernburg das sachlich Angemessene: das Wahlrecht der Parteien zwischen der Erfüllung des obligatorischen Kaufvertrages und den Rechten aus der Hingabe des Handgeldes. Ist

1) Die tatsächlichen Feststellungen über das Verhältnis der Codexkonstitution und der Institutionenstellen hat auch Pappulias schon gemacht: cf. S. 100 über »super facienda emptione« und die Erfüllung des Kaufs, über non procedente contractu als Ausdruck für Rechtserfüllung des Konsensualvertrages.

das Handgeld gegeben, ohne daß ein schriftlicher Kaufvertrag perfekt geworden ist, so kann es allerdings zu dem Zustand kommen, daß nur Rechte aus der Hingabe der Arrha entstehen, vgl. den Satz in Inst. 3, 23 pr.

Pappulias hat diesen Charakter der justinianischen Arrha als einer arra poenitentialis im justinianischen Rechte und in den Sätzen der byzantinischen Rechtsbücher nach Justinian weiter verfolgt. Er hätte auch andererseits den Spuren nachgehen können, welche die griechische Auffassung des Kaufrechtes in den byzantinischen Rechtsbüchern ließ. Dort finden sich mehrfach Definitionen des Kaufes, welche den Kauf gar nicht als Konsensualkontrakt behandeln, sondern als Bargeschäft mit Lieferung und Zahlung Zug um Zug erklären [1]. Auch hier erhielt sich die alte hellenistische Denkform bis in die spätbyzantinischen Quellen hinein.

Der Blick, den Pappulias auf die griechischen Quellen des byzantinischen Mittelalters, auf moderne Rechtsbücher und Gesetze wirft, ist für den westländischen Juristen instruktiv.

Noch reizvoller ist es, aus den Ergebnissen, die wir soeben mit Pappulias herausgestellt haben, die Frage aufzuwerfen, wie sich das altgriechische, das hellenistische Recht sachlich zu den ähnlichen Gedankengängen des germanischen verhalten, andererseits ob die späten hellenistischen Formulare des Arrhalvertrages nicht durch die byzantinische Praxis hindurch auch auf die abendländische Entwickelung Einfluß geübt haben. Es fehlt hier an Raum, um das Problem in seinem ganzen Umfange aufzurollen. Hier sei nur angedeutet, daß sich ganz ähnliche Gedanken wie in der hellenistisch-byzantinischen Quellenwelt auch in den altgermanischen Rechten wiederfinden. Daß die arra dort aus der Teilleistung entstand und ihrem Wesen nach eine auf die endgiltige Leistung anzurechnende Vorleistung ist, hat Sohm [2] herausgestellt.

Wie im griechischen Rechte ist der Arrhalvertrag ein neben dem selbst nicht zur Obligation führenden Konsensualvertrage stehendes Haftungsgeschäft [3]. Wer die Arrha nimmt, haftet bei Nichterfüllung der gegebenen Zusage. Nur entsteht nach der herrschenden Lehre aus dem germanischen Arrhalvertrage von jeher eine Haftung des

1) Prochiron Bas. 14, 1: πρᾶσις καὶ ἀγορασία συνίσταται ἡνίκα περὶ τοῦ τιμήματος ἑκάτερον συναινέσαν μέρος ὁ μὲν τὴν καταβολὴν ποιήσηται, ὁ δὲ παραδοίη τὸ πιπρασκόμενον. Dazu Ecl. 9, 1. Harm. 3, 3, 1. Vgl. Ferrari: Documenti greci Medioevali Leipzig 1910 (Byz. Archiv 9) S. 100.

2) Das Recht der Eheschließung (Weimar 1875) S. 28 ff.

3) Vgl. v. Amira, Nordgerm. Obligationenrecht I 318 ff. 333 ff. II 342 ff. Gierke, Schuld und Haftung S. 343 ff.

Nehmers der Arrha auf die Erfüllung des unter Arrha geschlossenen Vertrages[1]. Der Verkäufer, der die Arrha für den Abschluß des obligatorischen Kaufvertrages empfing, haftet mit seinem ganzen Vermögen für die Lieferung der verkauften Sache. So steht es zweifellos schon in l. Visigoth. V, 4, 9 und schon bei Reccessvind (Leg. Visigoth. antiqu. 151). Dagegen ist im älteren germanischen Recht die Verwirkung der Arrha von seiten des nicht Zahlung anbietenden Käufers nicht geltendes Recht[1]. Erst die lex Baiuwariorum kennt eine beiderseitige Verpflichtungswirkung aus dem Arrhalgeschäft[2].

Diese Grundlagen der altgermanischen Quellen sind gegenüber dem altgriechischen und dem hellenistischen Recht wesentlich verschieden, bieten doch aber zum Teil ähnliche Erscheinungen, so in der Auffassung des Arrhalgeschäfts als eines Haftungsvertrages, so in der Auffassung der Arrha als einer teilweisen Vorausleistung. Ob nicht noch engere Beziehungen zwischen der Ausgestaltung in beiden Rechten besteht, mögen die berufenen Kenner der germanischen Rechtsquellen entscheiden. Man wird einmal die Parallele bemerken, die zwischen lex Baiuwariorum (16, 10) und den hellenistischen Formularen besteht: wie im altgriechischen und noch vielfach im hellenistischen Recht, ist ein dies constitutus zum Vollzug des Barkaufs gesetzt. Wie dort verwirkt der säumige Geber der Arrha das Handgeld; wie dort ist die Arrha normal Teilleistung und wird auf den Kaufpreis angerechnet. Und wie in BGU 446 ist dort vorgesehen, daß in diesem Falle es trotz der Verwirkung der Arrha noch zu einem Erfolg des Kaufes, zu einer Zahlung des Kaufpreises seitens des Käufers kommt. Auch schon die älteste germanische Quelle, welche die Arrha erwähnt, bietet Erscheinungen, welche den hellenistisch-byzantinischen verwandt sind. Danach (Cod. Eurici c. 297 b) gilt allerdings nur einseitig verpflichtende Wirkung der Arrha. Wer sie gab und säumig wird, haftet nicht, sondern hat Anspruch auf Rückzahlung der Arrha. Aber genau wie in den altgriechischen Gesetzgebungen, die nach Vorbild der Thurier die Haftung des Empfängers auf den Betrag des vereinbarten Kaufpreises kannten, heißt es dort: qui arras pro quacunque acceperit re, praetium cogatur implere quod placuit. Nach den Beobachtungen am griechischen Recht wird man sich fortan vielleicht hüten, für unmöglich zu erklären[3], daß hier, wie nach dem Wortsinne scheint, der Verkäufer einfach auf Betrag des Kaufpreises haftet. Wie sich die Parallele zum altgriechischen Rechte hier erklärt, muß dahingestellt bleiben.

1) Vgl. die Zusammenstellung bei Gierke S. 345 ff.

2) L. Baiuwar. 16, 10.

3) So tut noch Gierke, Schuld und Haftung S. 347 A. 46.

Haben hellenistische Formulare in der römischen Notariatspraxis den altgriechischen Rechtszustand der Gesetzgebung von Thurioi durch die Jahrhunderte fortgesetzt, wie diese Formulare ja andererseits die Haftung auf das duplum arrae bis in die byzantinische Zeit lebendig erhalten haben? Oder, was wahrscheinlicher ist, steht der Codex Euricianus als Markstein einer alten Entwickelung des Arrhalrechtes da, welche ursprünglich auch bei den Germanen nur eine Haftung mit der Arrha und ihren Vielfachen kannte, nachher zur Haftung auf den Kaufpreis fortschreitet, um in den jungen Westgotengesetzbüchern — vielleicht nicht ohne Berührung durch römischen Einfluß — zur vollen Erfüllungshaftung aus dem Kaufvertrage zu gelangen? — Der Wert der rechtsvergleichenden Forschung liegt auch hier darin, daß sie für die Beurteilung längst gekannter Erscheinungen uns neue Möglichkeiten eröffnet, wenn sie auch nicht immer gestattet, die neuen Fragen zu beantworten.

Göttingen J. Partsch

Dr. **Alexander Gál,** Die Prozeßbeilegung nach den fränkischen Urkunden des VII.—X. Jahrhunderts. (Gierke's Untersuchungen zur Deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, Heft 102.) XII u. 106 Seiten. Breslau, M. u. H. Marcus 1910. 4 M.

Die Abhandlung beschäftigt sich mit der bereits bekannten Tatsache, daß in fränkischen Gerichtsurkunden häufig Bestimmungen vorkommen, die als Parteivereinbarungen oder richterliche Befehle auftreten und einer Prozeßwiederholung vorbeugen sollen. Bisher hatte die Literatur diesem Vorgang keine besondere Beachtung geschenkt. Es ist daher zweifellos ein Verdienst des Vf., daß er als erster in einer monographischen Untersuchung näher darauf eingeht. Man wird aber wohl billig bezweifeln, ob die Bezeichnung, die G. für den Gegenstand seiner Forschungen gewählt hat, gerade sehr geschickt war. Seine Ausführungen werden möglicherweise künftig der Ausgangspunkt einer wissenschaftlichen Diskussion. Es liegt deshalb im Interesse der Sache, daß die Bezeichnung ›Prozeßbeilegung‹ nicht etwa zum Schlagwort und Titel für diese Diskussion wird. Im allgemeinen Sprachgebrauch kündigt dies Wort etwas ganz anderes an, als hier gemeint ist. Von ›Beilegung‹ spricht man, wenn der Streit nicht ausgefochten, sondern friedlich geschlichtet wird; von ›Prozeßbeilegung‹ also etwa dann, wenn der Prozeß anstatt mit dem Urteil durch friedliche Parteiabrede endet. Hier handelt es sich aber um Vorgänge, die sich auch dem voll durchgeführten Prozeß noch an-

schließen können. Die vom Vf. gewählte Benennung ist also unzutreffend. Daß er gelegentlich auf das Capitulare Saxonicum c. 4 I 71 hinweist (S. 1 Anm. 8), verstehe ich wohl richtig als eine Rechtfertigung gegen eine solche Kritik. Dort steht der Ausdruck: ›qualiscumque causa pacificata fuerit‹, als dessen Uebertragung das Wort ›Prozeßbeilegung‹ offenbar gelten soll. In Anlehnung an dieselbe Stelle möchte ich vorschlagen, von ›prozessualem Friedegebot‹ und ›prozessualem Friedegedinge‹ zu sprechen. Diese Ausdrucksweise verzichtet auf eine einheitliche Bezeichnung zweier Dinge, die der Vf. selbst als durchaus verschieden ansieht; sie scheint mir dadurch an Genauigkeit und Lebendigkeit einiges zu gewinnen.

Der Erläuterung seines Themas schließt G. unmittelbar (S. 4 ff.) eine These an, die allerdings neu und wichtig genug erscheint, um näher untersucht zu werden. Sie lautet: die fränkischen Gerichtsurteile waren nicht rechtskräftig. Mein Bericht muß mit dem Geständnis beginnen, daß mich G.'s Beweisführung keineswegs von der Richtigkeit seiner weitgehenden Behauptung überzeugt hat, und daß die Nachprüfung der von ihm vorgeführten urkundlichen Belege mir eher das Gegenteil wahrscheinlich machte, daß nämlich die fränkischen Urteile sehr wohl rechtskräftig gewesen sind. Da die Frage selbstverständlich für die gesamte Auffassung vom fränkischen Rechtsgang grundlegende Bedeutung hat, sei es erlaubt, an dieser Stelle auf Einzelheiten einzugehen. Eine sorgfältige Festlegung des Begriffes ›Rechtskraft‹ mit Bezug auf fränkische Urteile hätte unbedingt an die Spitze der Untersuchung gehört. Der Vorwurf, daß der Terminus ›rechtskräftig‹ ›mißbraucht‹ würde, den G. selbst nach anderer Seite macht (S. 5 Anm. 3), hätte ihn um so mehr zu dieser Festlegung veranlassen sollen. Daß sie fehlt, schadet seinen Ergebnissen erheblich. Es ist von vornherein klar, daß der heutige Rechtskraftbegriff nicht ohne weiteres auf den fränkischen Prozeß angewandt werden kann. Man wird sich vielmehr darüber zu verständigen haben, welches der wesentliche Inhalt der Rechtskraft überhaupt ist, abgesehen von den besonderen Eigentümlichkeiten irgend einer konkreten Prozeßform. Erst dann kann gefragt werden, ob in diesem wesentlichen Sinne fränkische Urteile rechtskräftig waren. Die Vorfrage aber wird etwa dahin zu beantworten sein: rechtskräftig ist ein Urteil dann, wenn es unzulässig ist, daß der Richter denselben Tatbestand zwischen denselben Parteien bei einer Wiederholung des Prozesses anders beurteilt, als im Vorprozeß. Das Beweisthema hätte also für G. lauten müssen: waren nach fränkischem Recht derart abweichende Urteile durch eine Wiederholung des Prozesses erreichbar oder nicht? Statt dessen gibt G. folgenden Gedankengang: Die

ständigen Friedegedinge und Friedegebote im Prozeß wären unerklärlich, wenn das fränkische Gericht rechtskräftig geurteilt hätte (S. 4). Außerdem ergibt sich die mangelnde Rechtskraft dieser Urteile aber noch daraus, daß sie nicht Rechte feststellen, sondern Leistungen anbefehlen (S. 5 f.), und daß wir Urkunden haben, in denen über bereits gerichtlich entschiedene Ansprüche neuerdings erkannt wird (S. 6 ff.). Hierbei kommt es nicht nur vor, daß der zuerkannte Anspruch von neuem eingeklagt wird, sondern auch, daß der abgewiesene Kläger wieder klagt, der verurteilte Beklagte von neuem leugnet. Entscheidend dafür, daß ein Anspruch des Klägers nicht mehr besteht, ist auch nicht etwa das früher gefällte Urteil, sondern die Erfüllung des Klagebegehrens oder die urteilsmäßige Beweisleistung (S. 8 ff.). — Ich kann mich nicht davon überzeugen, daß diese Ausführungen den Schluß rechtfertigen, daß fränkische Urteile nicht rechtskräftig gewesen seien. Friedegedinge und Friedegebot sind vollkommen ausreichend zu erklären. Erstens durch die historische Beziehung zur Fehdebeilegung (S. 18) und zweitens dadurch, daß diejenige Partei, die mit dem Ausgange des Prozesses zufrieden sein konnte, tatsächlich ein dringendes Interesse daran hatte, nunmehr in Ruhe gelassen zu werden. Wenn man nur bedenkt, daß jemand durch eine erneute Klage gezwungen werden konnte, das Gericht einer fremden Hundertschaft im eigenen Gau aufzusuchen, wenn man sich ferner die Verkehrsverhältnisse des fränkischen Reiches klar macht, so sollte das allein schon den Wunsch völlig rechtfertigen, künftig nicht mehr behelligt zu werden. Ich brauche hier wohl nicht näher auszuführen, daß noch eine ganze Reihe weiterer Umstände im gleichen Sinne wirkte. Andererseits hat aber die Möglichkeit einer Prozeßwiederholung an sich mit der Rechtskraft des Urteils schlechterdings gar nichts zu tun. Zum Beweise dessen braucht nur daran erinnert zu werden, daß heutige deutsche Gerichte zweifellos rechtskräftige Urteile fällen, und daß dieser Umstand keineswegs der Fällung eines zweiten Urteils im gleichen Sinne entgegensteht, wenn nur für dieses letztere ein Rechtsschutzbedürfnis geltend gemacht werden kann. Soweit ich es habe feststellen können, besteht allerdings in der österreichischen Prozeßwissenschaft die Neigung, die exceptio rei judicatae als eine Folge der Rechtskraft anzusehen, ein Standpunkt, den die deutsche Wissenschaft überwiegend aufgegeben hat. Aber darüber kann doch kein Zweifel herrschen: es handelt sich hier lediglich um eine Funktion, nicht aber um eine Eigenschaft der Rechtskraft. Diese Funktion in die Begriffsbestimmung aufnehmen zu wollen, wäre unter allen Umständen ein schwerer Fehler. Ferner kann ich zwischen dem Tenor eines fränkischen Urteils und dem

eines modernen Leistungsurteils so fundamentale Unterschiede nicht entdecken, daß deshalb dem ersteren die Rechtskraft abgesprochen werden müßte, die dem letzteren zukommt. Es wird eben rechtskräftig entschieden: Beklagter hat dem Kläger das und das Grundstück herauszugeben, oder er hat ihm so und so viel Wergeld zu zahlen usw. — Nun zu den Fällen, in denen G. wiederholte Urteile über denselben Anspruch sieht. Zunächst beweisen solche Fälle ganz und gar nichts gegen die Rechtskraft der Urteile, wenn nicht das zweite Urteil vom ersten abweicht. Und das ist in keinem der angeführten Prozesse der Fall. Dann aber scheint mir auch sonst G.'s Beweisführung in diesem Teil seiner Arbeit erheblichen Bedenken zu unterliegen. Zuerst handelt es sich um einige burgundische Urkunden aus M. Thévenin, Textes relatives aux institutions privées et publiques aux époques Mérovingienne et Carolingienne. Institutions privées. Die bei G. zitierte Urkunde 100ter dieser Sammlung berichtet über ein missatisches Gericht im Jahre 870. Sie erzählt vom Kläger: interpellavit seu mallavit quemdam hominem, nomine Hildebernum, et dixit quod Hildebernus, ante hos dies, per iudicium scabineorum ad respectum fuissent super res Sancti Benigni (dessen advocatus der Kläger ist), quas idem Hildebernus iniuste retinebat, et praedictus Alcaudus (i. d. der Kläger) iudicium et geist cartam in manu tenens, unde in alteros mallos, de duobus casnis mallatus fuit ipse Hildebernus, et sacramentum aframivit; unde gietivos remansit, et de tertio casno preiudicium scabineorum, in altero mallo eumdem Hildebernum, cum testibus adprobavit. Es handelt sich also um drei Eichen, die der Beklagte widerrechtlich gefällt hat, und, wie der weitere Verlauf der Urkunde noch anzeigt, darum, daß er widerrechtlich besetztes Land zurückgeben soll. Kläger erwähnt zwei Vorprozesse: einen um zwei Eichen und einen um eine Eiche. Ueber den ersteren hat er ›iudicium et geist cartam‹ in der Hand, wegen des zweiten liefert er Beweis durch Zeugen. Gerade von dem zweiten Prozeß aber, der um die einzelne Eiche ging, bringt die Sammlung selbst in den Nr. 100 und 100bis die Urkunden; aus diesen geht hervor, daß der Beklagte im Dezember 867 wegen dieser Eiche belangt worden ist und daß damals geurteilt wurde, er solle sich beim nächsten öffentlichen Ding über 40 Nächte frei schwören oder leisten, was er schuldig sei; ferner, daß er zu diesem Beweistermin im Februar 868 ausgeblieben ist und deshalb dem Kläger eine geist carta durch Urteil zugesprochen ist. Also beide Vorprozesse haben nicht mit einem Leistungsurteil abgeschlossen, sondern damit, daß dem Kläger jedesmal eine geist carta ausgestellt wurde, d. h. also eine Urkunde darüber, daß der Beklagte zum Beweistermin ausgeblieben

und daß dies vom Kläger rechtsförmlich festgestellt ist. Auf Grund dieser beiden geist cartae nun ein Leistungsurteil zu erlangen, ist der Zweck des dritten Prozesses, über den die Urkunde 100ter erhalten ist (vgl. Brunner, Rechtsgeschichte Bd. 2, S. 369). Leider ist aus den Ausführungen G.'s (S. 6) nicht zu entnehmen, wie er sich diese Urkunden gedeutet hat. Es ist ihm aber scheinbar entgangen, daß der Kläger Urkunden vorzeigt, die sich auf einen Prozeß über zwei Eichen beziehen, daß also diese in 100ter erwähnten Urkunden ganz unmöglich die Urkunden 100 und 100bis sein können, die ganz klar von einer Eiche reden (100: ibi tallassent et occidissent uno casno; 100bis: Casnum mortificasset). Jedenfalls enthalten diese Urkunden kein zweites Urteil über denselben Anspruch wie G. behauptet, sondern ein Leistungsurteil auf Grund zweier geist cartae. — Unverständlich ist es ferner, was G. mit den Urkunden Thévenin 62 und 107 (S. 6 Anm. 4 und S. 7 f.) in seiner Beweisführung fördern will. In der ersten Urkunde wird berichtet, daß die Kläger früher schon denselben Beklagten wegen desselben Grundstücks verklagt hätten; darauf fährt die Urkunde fort: inspectoque ipso testamento (d. i. die Urkunde, durch die Kläger seinen Anspruch stützte) ipse Gratianus (d. i. der Beklagte) ipsum laciacum (d. i. das strittige Grundstück) tensare non potuerat et per suos vuadios ipsam cellam cum reliquis apenditiis suis partibus sancti Hilarii reddiderat, et Uncgarico (d. i. dem Vertreter des Klägers) pro ipsa cella fide jussores donaverat. Demnach lag der Sachverhalt so: das vorige Mal hatte der Beklagte sich auch verklagen lassen, hatte aber das Urteil gar nicht abgewartet, sondern auf das vorgelegte Testament hin ohne weiteres die Ansprüche des Klägers befriedigt. Daß G. diese Restitution ›urteilsmäßig‹ nennt (S. 6 Anm. 4), ist durchaus willkürlich. Allerdings versucht er in anderem Zusammenhange wahrscheinlich zu machen (S. 26 f.), daß das Urteil gerade in burgundischen Urkunden häufig nicht erwähnt wird, wenn es darauf ankommt, eben die Restitution und das Friedegedinge zu beurkunden. Er meint, es handele sich hier um eine ›Verkürzung der Beurkundung hinsichtlich des Verhandlungsganges‹. Diese Ansicht wird aber ohne irgend welche Begründung vorgetragen. Unter denjenigen Urkunden, bei denen seiner Meinung nach ›ein vorgängiges Urteil mit Sicherheit nachweisbar‹ ist, findet sich u. a. auch die folgende: Collection de documents inédits. Recueil des chartes de l'abée de Cluny formé par A. Bernard. Bd. 3 Nr. 2406. Mönche von Cluny klagen vor dem Grafen Wilhelm gegen den Kleriker Maiolus wegen rechtswidrig beanspruchter Gerechtigkeiten. Der Graf findet ›totum contra justitiam esse‹. Diesen Satz zitiert G., um darzutun, daß hier ein Urteil gefällt sei. Die

Fortsetzung der Urkunde aber, die er nicht zitiert, lautet: et tam potestate quam blanda suasione, fecerunt ei vuerpitionem facere de omnibus injustis querelis, quas requirebat in Lordono et Blandosco et in omnibus apendiciis eorum«. Daß ein Urteil nicht »blanda suasione« seinen Zweck erreicht, ist wohl ziemlich klar. Also ist gerade in dieser Urkunde mit Sicherheit nachweisbar, daß kein Urteil dem Friedegedinge vorherging. Man wird G.'s Theorie von der verkürzten Beurkundung um so weniger zustimmen dürfen, als auch burgundische Urkunden das Urteil mit dem sehr klaren und deutlichen »ei judicatum est« erwähnen, wie es sich anderwärts belegen läßt (vgl. die von G. selbst angezogenen Urkunden Thévenin 100bis und Cluny Bd. 1 856). Noch deutlicher tritt die Willkür der Auslegung bei Thévenin 107 zu Tage. Auch hier will G. zwei Urteile finden, während die Urkunde besagt: Kläger legt eine noticia vor, aus der sich ergibt, daß der Beklagte schon einmal wegen derselben Sache verklagt ist: »et postea, sicut in ipsa noticia continetur, predictus Bernardus (d. i. der Beklagte) se recognovit et concredidit, et per suos vadios prefato episcopo (d. i. dem Kläger) redidit; et, postquam reditam habuit ipsam villam, sacivit malum ordinem contra lege«. Mit klareren Worten kann kaum ausgedrückt werden, daß jemand das Urteil nicht abwartet, sondern sein Unrecht einsieht (se recognovit et concredidit), und deshalb das herausgibt, was er rechtswidrig an sich genommen hatte. — Durchaus ungeeignet für den von G. angestrebten Beweis sind ferner die drei Urkunden über fränkische Königsurteile, die er auf S. 6 f. mit den Worten anführt: »Im Königsgerichte wurde der Marktzoll von Paris vom Kloster St. Denis gegen den Fiskus wiederholt erstritten«. Die dazu angezogenen drei Urkunden (M. G. H. Diplom. imperii Tom. I, 77; Diplom. Karolinorum Tom. I 6 und 12) ergeben folgenden Tatbestand: das Kloster St. Denis ist durch königliche Verleihung Inhaber der Zölle in Markt, Stadt und Gau Paris. Zunächst hat der Graf von Paris die Hälfte dieser Zölle erhoben. Er wird deswegen im Königsgericht belangt und beruft sich auf »de longo tempore talis consuetudo« (Dipl. Imp. I, 77). Das Urteil lautet zu Gunsten des Klosters dahin, daß die Beamten des Grafen die von ihnen zu Unrecht erhobenen Zölle wieder herauszugeben haben. Später hat ein anderer Graf von Paris von den Marktbesuchern einen Kopfzoll erhoben (Dipl. Karol. I, 6) und dadurch den Besuch des Marktes geschädigt; St. Denis klagt deshalb und erhält ein obsiegendes Urteil. Endlich hat derselbe Graf in der Stadt Paris einen Schiffs- und Brückenzoll erhoben (Dipl. Karol. I, 12), wird deshalb verklagt und wieder verurteilt. — Es sei jetzt daran erinnert, daß G.'s Beweisthema nach seiner eigenen Formulierung lautet: »Ur-

kunden, nach denen über einen bereits gerichtlich entschiedenen Anspruch neuerdings erkannt wird‹. Wo ist in diesen Urkunden ›derselbe Anspruch‹? Soweit ich zählen kann, ergibt die dreimalige Verletzung eines absoluten Rechtes drei Ansprüche, die hier hinter einander in drei Prozessen geltend gemacht werden. Vollends gegen seine eigene These über die Rechtskraft fränkischer Urteile beweist G. aber mit folgenden Sätzen (S. 8): ›Den Anspruch tilgt aber nicht nur die Erfüllung des Klagebegehrens, sondern auch die urteilsmäßige Beweisleistung. Konnte der Beklagte dartun, daß er in derselben Sache, in einem früheren Prozeß, wie das Urteil es vorschrieb, den Beweis der Gegenpartei geleistet habe, so wurde die erneuerte Klage abgewiesen‹. Also: das Urteil, das nach G.'s Meinung der Rechtskraft entbehren soll, legt dem Beklagten auf, entweder den und den Beweis zu leisten, oder die und die Leistung zu machen. In späteren Prozessen wird nun, wie G. selbst behauptet und belegt, auf die Voraussetzungen dieses Urteils nicht mehr zurückgegriffen; sein Inhalt steht als endgiltiger Rechtsspruch zwischen den Parteien fest. Es kann sich vielmehr nur noch darum handeln, ob es erfüllt ist oder nicht. Denn Erfüllung des Klagebegehrens und Erfüllung der Beweispflicht sind beides Handlungen des Beklagten, die eine Erfüllung des ersten Urteils bedeuten. Sie sind in ihrer prozessualen Bedeutung nicht unterschieden. Anstatt also G.'s Behauptung zu unterstützen, ergibt dieser Satz, der von G. selbst mit Urkunden gut belegt ist, die Grundlage, von der aus mit Sicherheit gesagt werden kann: die Urteile, um die es sich hier handelt, waren rechtskräftig. Auf ihre Voraussetzungen wurde in künftigen Prozessen nicht mehr eingegangen, sondern es wurde höchstens noch darum gestritten, ob sie bereits erfüllt seien oder nicht. — Zusammenfassend sei also zu diesem Teil der Abhandlung nochmals bemerkt: es wird darin der an sich fehlerhafte Versuch gemacht, Rechtsgebilden der Vergangenheit einen völlig modernen Rechtsbegriff einfach aufzupfropfen. Bei diesem Versuch aber sind neue Fehler dadurch entstanden, daß die beiden modernrechtlichen Begriffe ›Rechtskraft‹ und ›Anspruch‹ in ihrem Inhalt verkannt wurden, und daß die Texte der beweisenden Quellen in nicht einwandsfreier Weise ausgelegt wurden. Im Ergebnis ist denn auch G.'s Beweis nicht nur mißlungen, sondern das Gegenteil seiner Behauptung als höchst wahrscheinlich, wenn nicht als sicher erwiesen.

Diesen Ausführungen über das fränkische Urteil folgt dann (S. 10—15) ein interessanter Hinweis auf den Unterschied in der Formulierung, der zwischen fränkischen und typischen langobardischen Urteilen besteht. Während das fränkische Urteil Leistungsurteil ist,

lautet das langobardische Urteil so, als ob es auf eine Feststellungsklage ergangen sei. Allerdings sind in den als Beleg angeführten Urkunden einige enthalten, die nach dem Tatbestand gar keine Veranlassung zu einem Leistungsbefehl gaben (z. B. Murat. Script. II. 954 und 982; Murat. Script. I. 441 in Anm. 6 auf S. 11). Durch andere Urkunden aber, die G. anführt, ist diese Unterscheidung gut belegt. Es wird auch darauf aufmerksam gemacht, daß Friedegedinge nur vorkommen, wenn statt des Urteils ein Vergleich erfolgt. G. ist wohl nur durch seine Ansichten über die Rechtskraft verhindert worden, zu sehen, daß dieser Umstand auf dem Friedegebot beruht, das ständig zum Inhalt der langobardischen Urteile gehört (vgl. die S. 11 Anm. 1 angeführte Formel Farfa 154: et ut sibi quiesceret imperauimus, sowie den Text zu Anm. 1).

Den eigentlichen Gegenstand seiner Abhandlung behandelt G. hierauf in zwei Teilen, von denen der erste der vereinbarten Beilegung, dem Friedegedinge gewidmet ist (S. 16—57), der zweite der gerichtlichen Beilegung, dem Friedegebot (S. 58—95).

Das Friedegedinge wird durch Begebung einer Urkunde abgeschlossen, für die die Bezeichnung securitas in den fränkischen Formularen technisch ist. In Alamannien und Septimanien sind aber eine Reihe anderer Bezeichnungen im Gebrauch: cara securitatis, reconciliationis, concordiae, notitia evacuationis, recognitionis, guirpitionis u. a. Vor dem Abschluß durch Urkundenbegebung war offenbar ein solcher durch Exfestucation in Gebrauch, den die Formel bei Marculf II. 18 noch wiedergibt. Diese Form des Vertragsschlusses knüpft an die Fehdebeilegung an, aus der das prozessuale Friedegedinge rechtsgeschichtlich hervorgegangen ist, und hat sich in der Bretagne, Baiern und Burgund noch in späterer Zeit erhalten (S. 16—25). Während also die Urkunden in Francien, Septimanien, Alamannien dispositive Urkunden sind, sind die aus Baiern, der Bretagne und Burgund lediglich Beweisurkunden. Man wird G. auf Grund seiner eingehenden Untersuchung zugeben können, daß der Festucawurf in Prozessen aus diesen letzteren Gebieten nicht die Bedeutung der Revestitur der umstrittenen Sache hat, wie bisher angenommen wurde. Er bedeutet vielmehr den Abschluß des Friedegedinges. Ob aber G.'s Deutung des Aktes als ›Klagauflassung‹ zutrifft (S. 34), bleibe dahingestellt. Vielleicht haben wir lediglich eine fides facta vor uns, die das Friedegedinge als Inhalt hat (S. 25. 37). — Wie das Friedegedinge sich völlig als Rechtsgeschäft darstellt, nicht als Handlung des Gerichtes, so steht es auch im Belieben der Parteien, es noch vor Erlaß eines Urteils abzuschließen. Unter diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, die eine derartig vorzeitige Beilegung des Prozesses

bekämpfen, gehört auch Lex Salica Tit. LIII. Die §§ 1 und 2 dieses Titels lauten: Si quis ad hineum admallatus fuerit, forsitan convenit, ut ille qui admallatus est manum suam redemat et iuratores debeat dare; si talis causa est unde legitimi DC dinarios qui faciunt solidos XV si adprobatus fuerit reddere debuerat, CXX dinarios h. e. solidos III manum suam redemat. Si plus ad manum redemendum dederit, fritus grafioni solvatur quantum de causa illa convictus fuisset. Bisher hat man diese Stelle durchweg so verstanden, daß der Titel den Fall setzt, die Parteien hätten statt des Kesselfangordals den Eidhelferbeweis vereinbart. G. will statt dessen das ›et juratores debeat dare‹ nicht mit auf den Obersatz ›forsitan convenit‹ beziehen und also etwa übersetzen: ›wenn die Parteien sich dahin verglichen haben, daß der Verklagte sich vom Kesselfang loskaufen soll, dann soll er doch noch den Reinigungseid leisten‹ usw. G. stützt diese neue Deutung sachlich mit guten Gründen (S. 40 f.), wenn auch nicht übersehen werden darf, daß ihr sprachlich Schwierigkeiten entgegenstehen (S. 37—43). — Erst seit dem 8. Jahrhundert kommen sichere Belege dafür vor, daß das Gericht beim Abschluß des Friedegedinges mitwirkt. Diese Mitwirkung findet auch statt, wenn es sich um einen Vergleich handelt; eine Rechtspflicht zum Abschluß besteht aber nur, wenn der Prozeß durch Urteil endet (S. 44—47). — Den soeben referierten Ausführungen folgt dann ein Abschnitt ›Die Sicherungen des Beilegungsvertrages‹ (S. 47—53). Unter dieser Ueberschrift wird einerseits über Haftung, andererseits über Beweissicherung gesprochen. Abgesehen davon, daß zwei Gegenstände, die so weit auseinander liegen, auch nicht gemeinsam behandelt werden sollten, sind G.'s Ausführungen über Haftung inzwischen durch G. v. Gierke's ›Schuld und Haftung‹ und die daran geknüpften Erörterungen überholt. — Das Friedegedinge bindet zunächst nur die Parteien, ihre Erben und Rechtsnachfolger. Soweit andere Personen durch die Klauseln mit in das Gedinge einbezogen werden, ist darin eine Nachwirkung vom alten Sühnevertrag her zu sehen; denn dort handelte es sich ja auch nicht nur um Friedensschluß zwischen zwei Personen, sondern um einen solchen zwischen zwei Sippen. Bei Liegenschaftsprozessen war außerdem die Beteiligung der Sippe durch die genossenschaftliche Gebundenheit des Grundeigens in der Familie geboten (S. 53—57).

Das Friedegebot findet sich im fränkischen Königsgericht, während das Friedegedinge im volksrechtlichen Verfahren und auch in den nach Amtsrecht verhandelnden missatischen Gerichten eingebürgert ist. Diesem Satze G.'s wäre wohl nach den bereits gemachten Bemerkungen hinzuzufügen, daß die langobardischen Gerichte sämtlich Friedegebote erließen. Auch im fränkischen Königsgericht findet

sich trotz des Friedegebotes das unter Festucawurf geleistete Friedegelöbnis des Sachfälligen, das G. als ›Auflassung der Klage‹ hier wie im volksrechtlichen Verfahren deutet. Ich glaube statt dessen auch hier die Deutung als fides facta vorziehen zu sollen. Es mag hierbei besonders auf den Wortlaut in der Urkunde M. G. H. Dipl. Karolin. Bd. 1 Nr. 148 hingewiesen werden. Hier handelt es sich um einen Streit wegen des Klosters Mettlach aus den Jahren 782 oder 783; die Urteilsformel lautet: tunc eis judicatum fuit, ut in presentia nostra jam fato monasterio partibus nostris in causa sancti Petri Treverensis cum fide facta reddere deberent. G. hat diese Urkunde leider nicht angezogen. Die hier erwähnte fides facta wird nichts anderes sein, als das sonst wiederholt vorkommende ›per festucam se exinde exitum dicere‹, d. h. eben das Friedegelöbnis der sachfälligen Partei. Ob freilich, wie G. (S. 60 f.) anzunehmen scheint, ein solches Friedegelöbnis grundsätzlich und immer notwendig war, ist mir angesichts der Tatsache zweifelhaft, daß es in der weitaus größeren Zahl der erhaltenen königlichen placita nicht erwähnt wird. — Der König erläßt sein Friedegebot natürlich nicht in Versäumnis- und Beweisurteilen. Ich glaube aber den Grund hierfür nicht mit G. in den fehlenden vertraglichen Grundlagen (Friedegelöbnis des Sachfälligen) suchen zu sollen, sondern darin, daß in diesen Fällen der Prozeß eben noch weiterging, also zu einem Friedegebot noch keine Veranlassung war. — Dagegen wird im Scheinstreit das königliche Friedegebot so gut erlassen, wie im eigentlichen Prozeß; und gerade dieser Friedebann ist es, auf den es den Parteien vor allem ankommt. Er ist der eigentliche Grund dafür, daß nur vor dem Königsgericht, nicht auch vor anderen Gerichten derartige Scheinprozesse geführt werden. Diese Aufstellung G.'s wird gewiß Billigung verdienen. Die Parallele zu den langobardischen Urteilen ergibt auch bei meiner etwas abweichenden Auffassung eine Bestätigung dieser These. Denn da die langobardischen Gerichte sämtlich Friedegebote erließen, konnten sie auch alle für Scheinstreite zuständig sein (S. 58 bis 67). — Das königliche Beilegungsgebot ist ursprünglich nicht Bestandteil des Urteils, sondern folgt ihm selbständig nach. Erst unter den Karolingern wird es in das Urteil selbst einbezogen, eine Fortentwicklung, die allerdings unter den Spätkarolingern wieder zurückgegangen zu sein scheint (S. 68—76). — Zu Ende des achten und zu Beginn des neunten Jahrhunderts scheint dann das Beilegungsgebot in Urteilsform auch in das missatische und volksgerichtliche Verfahren eingedrungen zu sein; es hat dort die alten Formen des Prozeßschlusses zwar nicht verdrängt, ist aber doch neben sie getreten (S. 76—81). — Das königliche Friedegebot wirkt an sich

Frieden nur zwischen den Parteien und ihren Rechtsnachfolgern, im wirklichen Prozeß sowohl wie im Scheinstreit. Nur wo es sich um fiskalisches Eigen handelt, verleiht der König der obsiegenden Partei dieses Eigen von neuem unter Erlassung des Friedegebotes. Hierin zeigen sich dann die Ansätze zur Friedewirkung bei der gerichtlichen Auflassung des Mittelalters. Dies Ergebnis stimmt ausgezeichnet dazu, daß neuere Forschungen immer mehr klar gestellt haben, daß diese Friedewirkung von Königsrecht und Königsgut ihren Ausgang genommen haben. Von besonderem Interesse ist es auch in diesem Zusammenhang, daß G. bis in die merovingische Zeit hinauf Belege bringt, in denen bei einem Streit um fiskalisches Gut die frühere Verleihung zunächst rückgängig gemacht und dann eine neue ausgesprochen wird; er weist dadurch die ›durch die Hand der Obrigkeit hindurchgehende‹ Uebereignung, die bisher nicht über das Mittelalter hinaus zu verfolgen war, in sehr viel früherer Zeit nach (S. 81—95). — In einem Anhang wird dann noch besprochen, unter welchen Bedingungen eine inhaltlich als fehlerhaft erkannte Königsurkunde rückgängig gemacht wurde. Eine Schelte, die mit Lebensgefahr für den Scheltenden verbunden gewesen wäre, war dazu nicht notwendig. Es wird vielmehr durch Vorlegung der Urkunde im Königsgericht oder durch Klage bei diesem Gericht gegen den aus der Urkunde Berechtigten eine Nachprüfung derselben veranlaßt, auf die hin dann gegebenen Falles eine königliche Gegenverfügung, das ›contrarium testamentum‹ erfolgt.

Wenn ich in meinem Referat auf einige Punkte der Abhandlung näher eingegangen bin, so geschah das um der Wichtigkeit willen, die ich ihnen wissenschaftlich beimesse. Mein Widerspruch hat sich allerdings gelegentlich nicht nur gegen die Ergebnisse, sondern auch gegen die Arbeitsweise G.'s richten müssen. Ich möchte aber meinen Bericht nicht schließen, ohne zu betonen, daß ich das Verdienst der ersten monographischen Behandlung des Gegenstandes an sich nicht einschränken möchte, und daß es sich durch manche scharfsinnige Ausführung und begrüßenswerte Ergebnisse noch erheblich erhöht.

Göttingen Otto Schreiber

Charles E. Bennett, professor of Latin in Cornell University, Syntax of early Latin. vol. I, The Verb. Boston, Allyn and Bacon (Leipzig, Theod. Stauffer) 1910. XX + 506 S. 4 Doll.

Das Buch will Holtzes Syntax ersetzen, und es sei vorweg bemerkt, daß es diesem nicht antiquirten sondern schon vor 50 Jahren, als es erschien, unbrauchbaren Buche sowohl durch die eigne Arbeit des Verfassers als durch die Vorarbeiten, die er benutzen konnte, überlegen ist. Der vorliegende erste Band behandelt das Verbum: Kap. I Congruenz, genus verbi, Impersonalia, Ellipse, II Tempora, III—VI Modi, VI Imperativ, VII Infinitiv, VIII Participien, Gerundium, Supinum, periphrastische Conjugation, IX Fragesätze.

Als Grenze setzt B. das Jahr 100 v. Chr. an und schließt also im allgemeinen mit Accius Lucilius Afranius ab. Das mag man gelten lassen, da das Material zwischen der Gracchenzeit und der sullanisch-cäsarischen so spärlich ist. Aber es ist doch eine starke Beeinträchtigung des Materials, daß durch diese Grenzlinie so entschieden archaische Inschriften wie die lex Cornelia (a. 81) Antonia (a. 71) oder die lex Furfensis (a. 58) ausfallen (z. B. gleich S. 3 *maior pars—volent* aus der zuletzt genannten Inschrift Z. 15). Besser wäre es, die literarische Linie ungefähr vor den Neoterikern, der Rhetorik an Herennius, Cicero, Lucrez, Varro zu ziehen und es an beständigen Ausblicken auf diese nicht fehlen zu lassen. Nebenbei, die Argumente zu den plautinischen Komödien gehören nicht zum archaischen Latein (z. B. S. 319; S. 437 drei Citate daraus).

Die Darstellung beginnt ohne Einleitung; nichts Sprachgeschichtliches, weder in allgemeiner Erörterung noch auch implicite in der Anordnung des Materials. Andronicus bis Accius ist eine ungeschiedene Masse. Was fragmentarisch erhalten ist, folgt jedesmal hinter den Excerpten aus zusammenhängenden Texten, in den Fragmenten Komödie hinter Tragödie; so gleich S. 2 Naevius hinter Terenz oder z. B. S. 175 Plautus Terenz (diese Folge ist immer eingehalten) Accius Naevius Caecilius Afranius. Dagegen nehmen einen großen Raum die theoretischen Erörterungen ein, und zwar sind diese im allgemeinen vortrefflich. Hier ist der Vf. auf seinem Felde, in scharfem syntaktischem Denken geübt und die rationellen Erwägungen durch historische Auffassung der Erscheinungen temperirend. Ich weise besonders auf die Kritik der über den lateinischen Conjunctiv aufgestellten Theorien hin (S. 145—161), die von musterhafter Klarheit und Sicherheit ist und damit schließt, daß B. in der Hauptsache Delbrücks Ansichten adoptirt.

Aber durch dieses Ueberwiegen der theoretischen Erörterung entsteht der Schein, daß nach B.s Ansicht die wissenschaftliche Syntax in der Bestimmung der Grundbedeutungen und daraus folgender Classification des Materials beruhe und daß die Bedeutung der Sprachgeschichte für die Syntax mit dem Beginn der Einzelsprache zu Ende sei; und zwar für das Lateinische mit dem Beginn des Italischen. Denn es muß vor allem auffallen, daß die italischen Dialekte in dem Buche so gut wie nicht vorkommen. Es ist eine Ausnahme, wenn S. 449 bei einem besonders eclatanten Fall wenigstens Buck citirt wird. Nun soll man ja von einem Buche nicht verlangen was es nicht hat leisten wollen; aber es liegt doch in der Natur der Sache, daß wer jetzt eine altlateinische Syntax schreibt, wenn auch nur um das Material geordnet vorzulegen, sie als italische Syntax auffaßt; er begibt sich ja sonst des wichtigsten Kriteriums, die ursprüngliche oder secundäre Natur der Constructionen zu beurteilen. Man denke an die parataktischen Conjunctive im Umbrischen (*façia tiçit*, *etaians deitu* u. s. w.), *pone* einmal mit Conjunctiv (VI[b] 50), *mestru karu* mit pluralischem Verbum wie *magna pars* (V[a] 25, Bennett S. 3), conjunctivischen Vordersatz (*heriiei façiu* II[a] 17, B. S. 178 u. s.), Supinum bei Verben der Bewegung (*aseriato eest*) u. s. w.

Auf einen Fall gehe ich etwas näher ein, weil er auch sonst für die Anlage des Buches in Betracht kommt. In der oskischen tabula Bantina herrscht der futurische Imperativ, im cippus Abellanus wird er zweimal durch den Conjunctiv abgelöst. In den umbrischen Augural- und Sühnungsritualen herrscht gleichfalls der futurische Imperativ, aber in den Dekreten der Brüderschaft (V[ab] VII[b]) mit merkwürdigem Gegensatz der Conjunctiv. Die römische Gesetzsprache verlangt den Imperativ, selten wechselt damit der Conjunctiv, wie in der sententia Minuciorum. B. belegt S. 360 den Imperativ der Gesetze mit einigen Beispielen; S. 163. 4 werden die Conjunctive aus der sent. Min. angeführt, aber ohne den Wechsel der Construction zu berühren (v. 29 *dent*, 35 *dare debento;* S. 360 kommt die Inschrift nicht vor). Ferner wird S. 163 angeführt Pl. Asin. 772 *abs ted accipiat*, aber nicht gesagt, daß in der ganzen lex amatoria Asin. 751 sq., was doch sehr merkwürdig ist, der Conjunctiv durchgeht, wie in den leges der fratres Atiedii. Dies scheint mir ein Fehler der Anlage zu sein: man erhält durchaus nur einzelne Sätze, aber nirgend einen Bericht über ganze Urkunden und Texte und ihren syntaktischen Charakter, weder für sich noch in Beziehung zu den andern; man erfährt auch nichts (außer wo etwa Parataxis und Hypotaxis nebeneinander behandelt werden) über das Verhältnis der Constructionen zu einander, ihren

Kampf, das Ueberwinden der einen durch die andern; d. h. nirgend etwas die Erscheinungen Verbindendes und Belebendes.

Im übrigen ist viel Material gesammelt und wohl disponirt, mit fleißiger Benutzung der übrigen Darstellungen und, soweit sie Sammlungen enthalten, der Vorarbeiten für einzelne Gebiete (keineswegs der übrigen wissenschaftlichen Litteratur). Die besten Abschnitte sind die, für die B. gute Vorarbeiten auszunutzen fand, z. B. über Futurum, Imperfect, die hypothetischen Sätze, die indirecte Frage, die Fragesätze; und wo z. B. ein Kenner wie Sjögren das Material gesammelt hat, da sind auch die Texte richtig beurteilt.

Dies führt mich zu dem wichtigsten Einwand, den ich gegen das Buch zu erheben habe. Es scheint die Meinung zu bestehen, daß grammatische Handbücher von Leuten geschrieben werden können, die die Texte nicht selbständig beurteilen können. Wenn es sich um Vergleichung handelt, muß man in diesem Punkte ohne Zweifel vieles concediren; aber gar nichts, wo es sich um eine Einzelsprache handelt, und gar um ein kleines Gebiet mit eng umschriebener Litteratur wie hier.

Wie B.s Verhältnis zu den Texten beschaffen ist, ergibt sich aus dem bisher Gesagten. Bei seiner eignen Sammelarbeit legt er irgend eine Ausgabe zu Grunde und sieht, wenn es hoch kommt, hier und da die Ueberlieferung nach. Das Verzeichnis der Ausgaben steht in der Vorrede; man erfährt mit Erstaunen, daß Bährens die Quelle für alle poetischen Fragmente außer den Scenikern ist; also Ennius ohne Vahlen, Lucilius ohne Marx. Ein paar Stellen, die das illustriren: S. 62 wird ›Enn. trag. 115‹ angeführt; daß die Verse weder von Ennius noch überhaupt von einem alten Dichter sind, konnte B. schon aus Ribbecks 3. Ausgabe ersehen, deutlicher aus Vahlen (S. 140). S. 338 wird aus den Annalen angeführt *quocum libenter mensam partit, magnam quom partem diei trivisset:* keines der beiden Verba ist überliefert; S. 342 wird dasselbe Fragment (V. 234—251 V.) so epitomirt: *quocum multa volutat grandia clamque palamque, prudenter qui dicta loqui tacereve posset*, als Beispiel von coni. imperf. nach historischem Präsens: *quocum—palamque* ist V. 242, da ist *volutat* überhaupt nicht überliefert; das folgende V. 250 (*prudentem*), von dem es sehr zweifelhaft ist, ob er mit 242 überhaupt noch zusammenhängt; das zu entscheiden bedarf es genauer Interpretation, die ja nicht vorgelegt zu werden braucht, aber zu Grunde liegen muß. Das Citat ist zugleich ein Beispiel dafür wie B. längere Sätze und Reden zusammenzieht, oft wie hier so daß man den Text im Zusammenhang anders auffassen wird als er im Citat erscheint (noch ein Beispiel: S. 417 Rud. 311; andre s. u. S. 747.8). — S. 405 wird citirt für *sueo* mit Infinitiv aus

den Annalen: *vi depugnare sues stolidi solida suent;* so feiern die abgetanen Bährensschen Conjecturen eine Auferstehung. Ueberliefert ist (Festus) *solidi sunt*, d. h. *soliti sunt* (Scaliger, V. 105 V.). — V. 442 als Beispiel für adjectivisches Gerundiv aus Ennius *qui non cupienda — cupit:* überliefert ist *qui cupida.* — S. 412 wird aus Lucilius ein Beispiel für *hoc* mit appositivem Infinitiv angeführt, von dem B. aus Marx II 370 hätte ersehen können, daß es keine Worte des Lucilius sind. In diesen und ähnlichen Fällen hätte die Benutzung der guten Ausgaben ausgereicht, deren wir uns erfreuen. Ich greife einiges andere heraus, wie es sich grade bietet, um das Verhältnis des Buches zu den Texten zu illustrieren.

S. 3: And. 625 *ut malis gaudeant* nach *cuiquam:* in *DG*, d. h. in der für diesen Teil vielleicht besseren Ueberlieferung, steht *gaudeat* (und dann *comparet*): *gaudeat* kann so gut syntaktische wie *gaudeant* metrische Correctur sein (vgl. Ad. 25). Donat bezeugt beides, daneben auch Eun. 1 *si quisquam est qui placere se studeant bonis*, wo die Handschriften *studeat* haben. — S. 4: angeführt wird *quo agis?* Pers. 216 und Poen. 333, *quo te agis?* Trin. 1078. Aber auch Poen. 333 steht *quo te agis?* in *P*. — Most. 709 *quam habeat male* citirt für reflexives *habeo*, das Plautus nicht kennt. Es heißt *quam me h. m.*, nur B^1 hat *me* ausgelassen. — Ebenso S. 5 Epid. 83 für reflexives *suffulcio;* aber in dem Satz *tantae in te impendent ruinae: nisi suffulcis firmiter, non potes subsistere* (B. citirt nur *nisi s. f.*) entnimmt *suffulcis* sein Objekt aus *ruinae.* Ferner *incendo:* Enn. tr. 291 *et civitatem video Argivom incendere;* das Subject zu *incendere* ging voraus, Vahlen führt den Originalvers an: ἅπασαν ἡμῶν τὴν πόλιν κακορροθεῖ. Unter die Passiva mit reflexiver Anwendung, die S. 6. 7 aufgeführt werden, gehören *aperior, conicior, curor, vocor* nicht, es sind an den angeführten Stellen reine passiva; was Most. 218 *in anginam ego nunc me velim verti* hier soll, ist unklar. — S. 37 werden 5 Imperfecta mit Plusquamperfectbedeutung angeführt; es sind aber reine durative Imperfecta; Pseud. 421 wird sogar der Satz *iam pridem sensi et subolebat mihi* durch *sed dissimulabam* abgeschlossen. — S. 46: Poen. 629 und Pseud. 977 (als Perfecta mit Präsensbedeutung citirt) sind *nescivi* (›ich kannte nicht‹, es folgt *nunc* —) und *scivi* (›wußt' ichs nicht?‹) einfache Perfecta. — S. 58 wird für Epid. 298 und Most. 235 Adjectivbedeutung des Participiums angenommen; für Epid. 298 ist die Auffassung möglich, aber nicht für den Satz *iam ista quidem absumpta res erit.* — S. 61 wird citirt Mil. 889 *sin bene faciundumst, deveniunt obliviosae.* Das ist überhaupt kein Latein (der Gedanke an *devenir* scheint vorzuschweben), überliefert ist *faciundum si eadem veniunt*, das für den Sinn gar nicht passende *eo deveniunt, obliviosae*

extempulo ut fiant ist Conjectur von Camerarius. — S. 62: Mil. 298 *periveris* ist falsche Form. — S. 113: wie kann Ad. 647 zu dem Typus *ut navi vecta es, credo timida es* gerechnet werden? Die Stelle gehört mit Phorm. 480 zusammen, die richtige Erklärung bei Hauler z. St. und bei Kauer zu Ad. 647. — Afran. 72 *post narravero, nunc est distentus animus ut negotiis* dürfte in einem Buch über Syntax so nicht bleiben (*nunc ut d. a. est n.*). — S. 132 werden eine Anzahl Sätze für causales *quoniam* angeführt, von denen einige rein temporal sind (Rud. 1122 Asin. 711 Men. 1151), in andern mag man den Uebergang empfinden (Most. 63); dies wichtige Zwischengebiet, das Interpretation verlangt, wird aber weder hier noch in ähnlichen Fällen behandelt. — S. 161: Most. 849 steht nicht *videam*, sondern *mane sis videam* (wie *cedo bibam*), so zu construiren wahrscheinlich auch Heaut. 273 *mane enarrem*, dann *post istuc veniam* Futurum (B. citirt *p. i. v.* nicht mehr, es ist aber entscheidend für die Auffassung auch von *enarrem*, ob *veniam* auch als Conjunctiv gefaßt werden darf); wenn *videam* als selbständiger Conjunctiv gelten soll, so mußte doch, wie bei den Beispielen S. 162, in denen *mane* mit Formen verbunden wird die Futura sein können, *mane* mit citirt werden. Der selbständige Conjunctiv ist an sich gut (Bacch. 1049. 1058 Most. 1136), aber Men. 983 gehört nicht dahin: *ego ita ero ut me esse oportet, metum id mihi adhibeam, culpam abstineam, ero ut omnibus in locis sim praesto*, hier ist *id* unverständlich, und wenn man es in den Satz hineinzuconstruiren sucht (d. h. *ut sim* davon abhängig macht), so zerstört es den Gedanken, denn die Abhängigkeit besteht nicht (B. citirt nur *metum id mihi adh., c. a.*); Camerarius schrieb *ut* für *id*, richtiger ist wohl es zu streichen, so daß *ut* ἀπὸ κοινοῦ steht (vgl. Anal. Pl. I 42). Auch Trin. 749 gehört nicht hierher (S. 162): hier steht *ipsum adeam* (wie B. ohne weitere Angabe citirt) in *A*, *ut adeam* in *P*; wenn *A* das richtige gibt, so ist *adeam* parataktischer Conjunctiv zu *hoc*. — S. 236: für Verba der Entscheidung mit Conj. ohne *ut* wird citirt Amph. 635 *dis est placitum plus mali adsit.* Der Satz heißt: *ita dis est pl., voluptatem ut maeror comes consequatur, quin incommodi plus malique ilico adsit, boni si optigit quid*, entweder hängt also *adsit* von dem vorhandenen *ut* ab oder es ist selbständiger Conjunctiv. — S. 302: Asin. 395 *quom venisset, post non redit* ist dreifach falsch; sicher emendirte Corruptelen dürfen nur als solche angeführt werden, nicht als syntaktisches Beispiel mit der Emendation daneben, wie wenn es eine Conjectur wie andere wäre. Men. 980 und Truc. 162 werden angeführt, aber nicht die eigentlich aufklärende Stelle Truc. 381, wo *sorderemus* in *P*, aber *sordebamus* in *A* steht (Merc. 980 und Truc. 162 fehlt *A*). Dann folgt Liv. Andr. 36 *quom*

socios nostros mandisset impius Cyclops, ohne zu sagen, daß der Vers einer der 3 von Priscian citirten Hexameter ist, die für Andronicus' Worte kein Zeugnis geben. — Warum S. 319 Capt. 89 angeführt wird, versteht man nicht; oder soll man glauben daß B. *potes* hier für möglich hält statt *potest* (auch *potis* ist nicht gut, Pl. F. 272)? — S. 343 wird für Perfect nach coni. imperf. angeführt: Heaut. 7 *nunc qui scripserit et quoia graeca sit, id dicerem;* was soll sich daraus entnehmen, wer den Satz nicht auswendig weiß? *nunc qui scripserit et quoia graeca sit, ni partem maxumam existimarem scire vostrum, id dicerem:* d. h. das beabsichtigte *dicam* ist durch die sich dazwischen schiebende Erwägung verschoben worden. — S. 365 redet B. so wie wenn Poen. 872 *noli* überhaupt möglich wäre. — S. 416 wird für Infinitive, die aus dem Satz zu ergänzen sind, angeführt Mil. 1273 *viri quoque armati idem istuc faciunt, ne tu mirere mulierem*, aber überliefert ist *ne tu mirere melius mulierem* d. h. *eiius*. An andern hier angeführten Stellen ist der Infinitiv nicht aus dem Satz zu ergänzen (Capt. 619 Merc. 50 Stich. 448), Pers. 286 steht der Infinitiv im Satze. — S. 421. 423: daß der infinitivus historicus nicht die Bedeutung des historischen Perfects haben kann, ist ganz irrig und durch Interpretation leicht zu widerlegen. Priscian will nur die Ellipse *coepi* erklären, d. h. die nach alexandrinischer Schablone gemachte (auch bei Quintilian erscheinende) syntaktische Erklärung durch σχῆμα, die B. S. 419 ernst nimmt. — S. 436: Pseud. 996 *novi, notis praedicas* sind *noti* nicht ›qui norunt‹ sondern γνώριμοι, die Zusammenstellung ist durch die Paronomasie motivirt. — S. 450 ›the text in Cist. 648 and Poen. 599 is uncertain‹: vielmehr, Cist. 648 ist *adglutinandum* in *-am* schon im Londinensis emendirt, Poen. 599 hat *agundum* nur *A*, das richtige *agundam P;* hier ist nichts unsicher.

Was die Vollständigkeit des Materials angeht, so wird diese meist von den Vorarbeiten abhängen, die B. benutzt hat. Viele Lücken fallen ins Auge ohne daß man danach sucht. Z. B. S. 4 für neutrales *aperit* nur Pers. 300 *foris aperit*, dazu kommt Aul. 411 *aperit bacchanal;* für neutrales *avorto* Mil. 203, als Gegensatz Titin. 93 *quo te avortisti*, dies steht aber bei Plautus Amph. 899 und Truc. 358, B. hätte beide Stellen bei Ribbeck finden können. S. 5 zu *lavare* (und S. 6 zu *lavari*) fehlt der Hinweis auf Varros *lavari* Truc. 323 (überhaupt Langen Beitr. 297). Zu *expedio* fehlt Trin. 236, wo *expediant P, se expediant A* bietet. Zu *habere* ›wohnen‹ nur 2 Beispiele, wie zu reflexivem (s. o.); aber nach den Angaben in der Vorrede muß der Benutzer annehmen, daß Vollständigkeit beabsichtigt ist. Sehr lückenhaft und ungeschieden ist die Ellipse des Verbums S. 9 in wenigen Zeilen behandelt. Bezeichnend ist ›*auctus* is now usually

written *auctu's*‹, ohne nach der Berechtigung zu fragen, d. h. ohne das sichere prosodische Argument (langes *-us*) zu erwähnen und ohne die Frage aufzuwerfen, ob sonst die 2. Person des verb. subst. ohne *tu*, *vos* fortbleibt. Unter den wenigen angeführten Stellen eine so unbezeichnende wie Rud. 521, wo die Frage das Verbum hat, das die Antwort nicht wiederholt; dafür fehlen die lehrreichsten Fälle, wie (um nur eines anzuführen) Most. 551 *quid tute tecum?*, während es 512 heißt *quid tute tecum loquere?* — S. 116 wird eine Stelle mit *quam vis* angeführt, die übrigen sind bei Brix-Niemeyer zu Trin. 380 zu finden (man sieht nicht, daß diese Ausgaben oder Lorenz und Ussing mit ihren reichen Sammlungen benutzt sind), dazu kommt Most. 852 richtig gelesen. Pseud. 1175 hat *A quam velis.* Ferner S. 119 *quam si*, dessen Verhältnis zu *quasi* doch interessant genug ist. Pseud. 641 hat *A quam si, B quam.* Bei Brix-Niemeyer zu Trin. 265 wird B. noch 5 Stellen finden; nur Aul. 231 und Curc. 51 ist *quasi* überliefert, sonst *quam si*, gegen das Metrum Mil. 481 (*quasi B*[1]) Trin. 266 *AP*; Truc. 341 *quam si hinc ducentos annos fuerim mortuos* ein richtiger Vers, aber nur *abhinc* entspricht dem Sprachgebrauch. — S. 318 *scio quod amet:* B. kennt nur diese Stelle (Asin. 52), nicht Mil. 893 und die andern, über die eine genaue Interpretation entscheiden muß; und hier handelt es sich um eine sprachgeschichtlich sehr weitgreifende Erscheinung. Vgl. Löfstedt Phil. Komm. zur peregr. Aeth. 118. — S. 436 ff. Partic. perf. pass.: die Ersetzung des partic. praes. pass. wird nicht erwogen, nicht einmal erwähnt, so viel ich sehe. — S. 46 der Typus *si senserit, perii:* hier hätten doch, bei der Wichtigkeit des Ausdrucks, alle Stellen angeführt werden sollen. Zur Bezeichnung der Construction sagt B.: ›the perfect also, like the present, serves as future‹; das genügt wohl nicht.

Nur Theorie der Tempora und Modi und, tale quale, Materialsammlung; keine Interpretation, keine Beobachtung des Sprachgebrauchs, keine Durchdringung des Stoffes unter sprachgeschichtlichen und litterarischen Gesichtspunkten — ich habe mit all dem nicht zurückgehalten erstens weil das Buch keine vereinzelte Erscheinung, sondern typisch ist, und zweitens weil es viel benutzt werden wird und vielleicht in einer neuen Bearbeitung zu einem Buche werden kann, das man nicht nur deshalb in die Hand nimmt, weil man in Ermangelung eines besseren dazu gezwungen ist.

Göttingen Friedrich Leo

Lehrbuch der Kristallphysik von Dr. **Woldemar Voigt**, Prof. der theor. Physik in Göttingen. Mit 213 Figuren im Text und einer angehängten Tafel. Leipzig 1910, B. G. Teubner. XXIV, 964 S. geb. 32 M.

Der Zweck dieses Werkes ist die Zusammenfassung der wichtigsten experimentellen und theoretischen Untersuchungen aus dem Gebiete der Kristallphysik mit Ausschluß der Kristalloptik nach einheitlichen Gesichtspunkten. Das Ausschließen der Kristalloptik steht mit dem letzteren Ziele in direktem Zusammenhang; in der Tat sondern sich die Erscheinungen und Theorien der Optik deutlich von den übrigen Gebieten und würden somit in einer systematischen Darstellung in jedem Falle für sich stehen.

Damit sind sogleich einige Hauptpunkte bezeichnet, welche das vorliegende Werk von den früheren verdienstlichen Bearbeitungen der Kristallphysik durch Mineralogen mit physikalischen Neigungen, wie Mallard, Liebisch, Groth und auch durch Soret unterscheiden. Schon der Titel einiger jener Werke ›Physikalische Kristallographie‹ weist darauf hin, daß in ihnen die Physik im wesentlichen als Hilfswissenschaft der Kristallographie erscheint. Damit steht in den genannten Werken in Uebereinstimmung einerseits die sehr breite Darstellung der geometrischen Kristallographie, andererseits die ungemein starke Bevorzugung der Optik gegenüber den anderen Gebieten der Kristallphysik; in der Tat erklärt sich letztere nicht aus rein physikalischen Gesichtspunkten, wohl aber aus den speziellen Diensten, welche die Kristalloptik dem Kristallographen leistet, aus der großen Rolle, die sie demgemäß mit Hilfe zahlreicher im Handel befindlichen Spezialinstrumente auch in jedem mineralogischen Institut spielt. Aus den anderen Gebieten interessieren den Mineralogen und Kristallographen zumeist nur Einzelerscheinungen als typische Beispiele, und ein Bedürfnis nach Erkenntnis und Darstellung der bezüglichen allgemeinen Gesetzmäßigkeiten beginnt nur eben erst sich an einzelnen Stellen zu regen. Ungemein charakteristisch hierfür war der starke Widerspruch, der sich bei den italienischen Mineralogen regte, als in den 90er Jahren der Plan auftauchte, eine erledigte Mineralogie-Professur mit einem Krystallphysiker zu besetzen. —

Eine gleichmäßige, nur nach physikalischen Gesichtspunkten entworfene Darstellung der Kristallphysik soll nun das vorliegende Werk geben, in dem die Kristallographie ihrerseits als Hülfswissenschaft der Physik erscheint. Erstere kann und darf aber nicht ausgeschieden werden; sie hat eine wichtige physikalische Bedeutung insofern als nach dem fundamentalen Prinzip von Fr. Neumann die Symmetrien der Kristallform Aufschluß geben über die

Symmetrien der physikalischen Eigenschaften kristallisierter Substanz. Die Erkenntnis dieser Symmetrien bildet die Vorbedingung aller physikalischen Theorie für Kristalle.

Die Kristallographie, welche der Physiker braucht, ist somit allein die Lehre von den Symmetriegesetzen der Kristallformen, und das ist nur ein Teil der allgemeinen Kristallographie. Aber auch bezüglich dieses Teiles sind die Ansprüche des Kristallographen und diejenigen des Physikers noch verschieden. Interessiert den Ersteren die ganze Fülle der an einer Form vorhandenen Symmetrieelemente, so fragt der Letztere in erster Linie oder ausschließlich nach den von einander unabhängigen, die ihrerseits die übrigen, ihm unwesentlichen, bedingen. Es ist sehr charakteristisch, daß der fundamentale Begriff der unabhängigen Symmetrieelemente kaum in einem der genannten, vom mineralogischen Standpunkte aus verfaßten Werke überhaupt nur definiert ist, während er in der vorliegenden Darstellung vom physikalischen Standpunkt aus im Mittelpunkt des Ganzen steht.

Die Ausscheidung der abhängigen Elemente bringt eine ganz ungemeine Vereinfachung der Darstellung hervor, die dazu beitragen dürfte, die Scheu des Physikers vor dem ganzen Gebiete zu mindern; in der Tat mochte ihm bisher die Kristallphysik durch ihre komplizierte Geometrie vielleicht imponieren, ihn aber kaum anziehen.

Als fundamentale Symmetrieelemente führe ich die Symmetrieaxen und die Inversionsaxen ein, denen ich bei n- resp. m-Zähligkeit das Symbol A^n resp. J^m gebe. Die Beschränkung der Zähligkeiten auf $n = 2, 3, 4, 6$ und $m = 0, 2, 4, 6$ gewinne ich einmal direkt aus dem Prinzip der rationalen Indizes, sodann aus der Bravaisschen Strukturtheorie. Die verschiedenen Inversionsaxen ergeben sich dann weiter einem Symmetriezentrum (C), einer Symmetrieebene (E), einer Spiegelaxe (S) äquivalent, welche drei Elemente neben den Symmetrieaxen in der definitiven Darstellung bevorzugt werden. Ein aus diesen Elementen für eine Kristallform gebildetes System, das alle übrigen bedingt und für die analytische Verwendung passend mit dem Koordinatenkreuz in Beziehung gesetzt wird, bezeichne ich als die Symmetrieformel des Kristalltyps oder der Kristallgruppe. Welche Vereinfachung der Darstellung hierdurch gewonnen wird, geht daraus hervor, daß die Gesamtzahl der vorhandenen Symmetrieelemente gelegentlich dreiundzwanzig erreicht, während die Zahl der unabhängigen drei nicht übersteigt; nur um die gewünschte Beziehung auf das Koordinatenkreuz herzustellen, ist es in einem Falle nötig, davon vier aufzuführen, von denen drei aber in einer gewissen einfachen Beziehung stehen.

Die Ableitung der allein möglichen 32 Symmetrietypen mit ihren Formeln und ihrer systematischen Einordnung in Kristallsysteme ist die Aufgabe des ersten Kapitels; das gegen Ende desselben gewonnene übersichtliche Formeln-Schema bildet die eine Grundlage für alle physikalische Theorie der Eigenschaften kristallisierter Substanz. Eine zweite Grundlage liefern die allgemeinen Gesetze der gerichteten Größen verschiedener Ordnung, die in einem zweiten Kapitel entwickelt werden. Die Erscheinungen der Kristallphysik geben Veranlassung, deren fünf Arten in steigender ›Ordnung‹ einzuführen, die durch das Verhalten ihrer Komponenten bei einer Drehung des Koordinatenkreuzes charakterisiert werden können.

1) Größen nullter Ordnung (Skalare) bleiben bei Transformation ungeändert.

2) Größen erster Ordnung (Vektoren); die 3 Komponenten V_h transformieren sich wie x, y, z.

3) Größen zweiter Ordnung (Tensoren); die 6 Komponenten T_{hi} transformieren sich wie $x^2, y^2, z^2\, yz, zx, xy$.

4) Größen dritter Ordnung (Trivektoren); die 10 Komponenten G_{hik} transformieren sich wie $x^3, y^3, z^3, x^2y, x^2, z, y^2z, y^2x, z^2x, z^2y, xyz$.

5) Größen vierter Ordnung (Bitensoren); die 15 Komponenten $F_{hik'}$ transformieren sich wie $x^4, y^4, z^4, x^3y, x^3z, y^3z, y^3x, z^3x, z^3y, y^2z^2, z^2x^2, x^2y^2, x^2yz, y^2zx, z^2xy$.

Dabei ist es im allgemeinen bequem, analog wie den Vektor durch eine Strecke, die drei letzten Größen je durch eine zentrische Oberfläche zweiten, dritten, vierten Grades von den resp. Gleichungen

$$1)\qquad \begin{aligned} \pm 1 &= T_{11}\; x^2 + \cdots + 2\; T_{23}\; y^2 z^2 + \cdots, \\ \pm 1 &= G_{111}\, x^3 + \cdots + 3\,(G_{112}\, x^2 y + \cdots + 2\, G_{123}\, xyz), \\ \pm 1 &= L_{1111}\, x^4 + \cdots + 4\,(L_{1112}\, x^3 y + \cdots) \\ &\quad + 6\,(L_{2233}\, y^2 z^2 + \cdots) + 12\,(L_{1123}\, x^2\, yz + \cdots) \end{aligned}$$

darzustellen.

Es ist bekannt, daß die wichtigsten physikalischen Feldwirkungen (Temperatur, elektrische oder magnetische Kraft, Deformationen) sich durch Skalare, Vektoren und Tensoren darstellen lassen. Um die wichtigsten physikalischen Eigenschaften kristallisierter Substanz zu beschreiben, bedarf es aber aller fünf Gattungen gerichteter Größen.

Dabei kommen zu jenem bekannten Gegensatz von Verschiebungs- und Drehungsvektoren (polaren und axialen Vektoren) Analoga bei

den höheren Funktionen. Der Unterschied drückt sich allgemein in dem Verhalten der Komponenten der bez. gerichteten Größen bei einer Inversion des Koordinatensystems aus: die Komponenten von polaren Vektoren, axialen Tensoren, polaren Trivektoren, axialen Bitensoren kehren ihre Vorzeichen bei einer Inversion um, diejenigen des entgegengesetzten Typs behalten dieselben bei.

Eine besondere Bedeutung gewinnen in der weiteren Entwickelung gerichtete Größen, die ihrerseits aus mehreren gleich- oder verschiedenartigen aufgebaut sind. Um an bekannteste Beispiele anzuknüpfen, so liefern die Komponenten U_1, U_2, U_3 und V_1, V_2, V_3 zweier Vektoren U und V einen Skalar

$$S = U_1 V_1 + U_2 V_2 + U_3 V_3$$

und einen Vektor W mit den Komponenten

2) $$W_1 = U_2 V_3 - U_3 V_2, \ \ldots$$

Man kann aus ihnen aber auch ein Tensorsystem mit den Komponenten

3) $$T_{11} = U_1 V_1, \ \ldots, \qquad T_{23} = \tfrac{1}{2}(U_2 V_3 + U_3 V_2), \ \ldots$$

bilden.

Analog gelingt es, aus drei Systemen von Vektorkomponenten wieder Vektorkomponenten, außerdem auch Komponenten von Tensoren und Trivektoren, und aus vier Systemen von Vektorkomponenten einen Skalar, ferner Komponenten von Vektoren, Tensoren, Trivektoren und Bitensoren aufzubauen. Die Möglichkeit ersieht man aus vorstehendem an einigen Beispielen, wenn man in den Formeln 2) und 3) U allein oder U und V durch Ansätze von der Form 2) ausdrückt.

Einen Schritt weiter gelangt man dann, indem man in diesen Ausdrücken die Aggregate aus zwei Systemen von Vektorkomponenten nach dem Schema 3) nun wieder zu Tensorkomponenten zusammenfaßt. So erhält man Ausdrücke für Trivektorkomponenten dargestellt durch Tensor- und Vektorkomponenten u. s. f.

Diese Schemata sind von großer Bedeutung für die Erkennung der geometrischen Natur der Parameter der Kristallphysik, eine Frage, die sich in jedem Gebiet dieser Wissenschaft immer von neuem bietet.

Der typische Fall ist der, daß die Gesetze des bez. Gebietes durch die Existenz einer gewissen skalaren Funktion der Variabeln, d. h. der Komponentensysteme gewisser gerichteter Größen, dargestellt werden, z. B. also durch die Existenz eines thermodynamischen Potentiales. Diese Funktion ist meist linear oder bilinear in den Va-

riabelnsystemen, sie hat aber u. a. auch höhere Ordnung. Eine skalare Funktion, die linear ist in den Komponenten einer gerichteten Größe beliebiger Ordnung, hat nun, wie sich allgemein beweisen läßt, Parameter, die (bis auf gewisse stets angebbare Zahlenfaktoren) jederzeit gleichartig sind den in dieselben multiplizierten Variabeln. So sind in dem Ausdruck

4) $$S = a_1 V_1 + a_2 V_2 + a_3 V_3$$

a_1, a_2, a_3 notwendig Vektorkomponenten, in

5) $$S = b_1 T_{11} + b_2 T_{22} + b_3 T_{33} + b_4 T_{23} + b_5 T_{31} + b_6 T_{12}$$

stellen

$$b_1, \ b_2, \ b_3, \ \tfrac{1}{2} b_4, \ \tfrac{1}{2} b_5, \ \tfrac{1}{2} b_6$$

Tensorkomponenten von der Art der T_{hk} dar, in die sie multipliziert auftreten.

In den Fällen, wo die charakteristische skalare Funktion nicht lineär ist, gelingt es nun mit Hilfe der vorstehend skizzierten Ueberlegungen, sie lineär darzustellen in den Komponenten anderer, zum Teil höherer gerichteter Größen mit Parametern, die dann lineäre Aggregate aus den ursprünglichen sind. Auf diese Parameteraggregate beziehen sich dann die geschilderten Beziehungen; ihre geometrische Natur läßt sich sogleich angeben.

Ein einfaches Beispiel ist die Funktion

6) $$\begin{aligned} S = {} & c_{11} U_1 V_1 + c_{12} U_1 V_2 + c_{13} U_1 V_3 \\ & + c_{21} U_2 V_1 + c_{22} U_2 V_2 + c_{23} U_2 V_3 \\ & + c_{31} U_3 V_1 + c_{32} U_3 V_2 + c_{33} U_3 V_3 , \end{aligned}$$

die sich schreiben läßt

7) $$\begin{aligned} S = {} & c_{11} U_1 V_1 + \cdots + \tfrac{1}{2}(c_{23} + c_{32})(U_2 V_3 + U_3 V_2) + \cdots \\ & + \tfrac{1}{2}(c_{23} - c_{32})(U_2 V_3 - U_3 V_2) + \cdots . \end{aligned}$$

Diese Form enthält einen in Tensorkomponenten und einen in Vektorkomponenten lineären Teil; demgemäß sind

$$c_{11}, \ \ldots, \ \tfrac{1}{2}(c_{23} + c_{32}), \ \ldots$$

selbst Tensorkompotenten,

$$\tfrac{1}{2}(c_{23} - c_{32}), \ \ldots$$

aber Vektorkomponenten.

Die Erkenntnis derartiger geometrischen Beziehungen hat einmal direkte wissenschaftliche Bedeutung, insofern aus ihr die Einsicht folgt, durch welche geometrische Gebilde sich bestimmte physikali-

schen Eigenschaften eines Kristalles anschaulich repräsentieren lassen. Dasjenige Gebiet, für welches die charakteristische Funktion den Charakter von 6) besitzt, wird z. B. hierzu einen Vektor und eine Tensorfläche erfordern. Eine indirekte Bedeutung hat die bezügliche Erkenntnis dadurch, daß sie die Regeln angibt, nach denen sich die bez. Parameteraggregate und somit auch einzelne Parameter auf neue Koordinatensysteme transformieren; — diese Aufgabe tritt aber in jedem Gebiete der Kristallphysik auf, weil die mathematische Behandlung spezieller Probleme zumeist nicht das durch die Symmetrien ausgezeichnete Hauptkoordinatensystem, sondern ein durch die Gestalt des zur Beobachtung dienenden Präparates an die Hand gegebenes Hilfssystem zu Grunde legen muß. —

Ein drittes Kapitel stellt die wichtigsten Sätze der allgemeinen Mechanik, Thermodynamik, Elektrodynamik, die in dem weiteren Verlaufe der Entwickelung zur Anwendung kommen, in einer für letztere geeigneten Form zusammen.

Nach diesen allgemeinen Kapiteln, die nicht nur als Vorbereitung angesehen werden sollen, sondern auch an sich Bedeutung beanspruchen, setzt nun die systematische Bearbeitung der verschiedenen Einzelgebiete der Kristallphysik ein. Das Anordnungsprinzip wird den Betrachtungen des zweiten Kapitels entnommen; es werden nämlich Erscheinungsgebiete zusammengefaßt, welche durch gleichartige gerichtete Größen charakterisiert sind, welche also gleiche Symmetrieeigenschaften besitzen, und es wird fortgeschritten von solchen mit einfachsten Symmetrien zu solchen mit komplizierteren.

Es entsteht so das folgende allgemeine Schema, in dem in erster Linie die in Wechselwirkung tretenden gerichteten Größen, in zweiter die durch eben diese charakterisierten Erscheinungsgebiete aufgezählt sind.

IV. Kap. Ein Skalar und ein Vektor.
(Pyroelektrizität und Pyromagnetismus.)

V. Kap. Ein Skalar und ein Tensortripel.
(Thermische Dilatation und tensorielle Pyroelektrizität.)

VI. Kap. Zwei Vektoren.
(Elektrizitäts- und Wärmeleitung, elektrische und magnetische Influenz, Thermoelektrizität.)

VII. Kap. Zwei Tensortripel.
(Elastizität und innere Reibung.)

VIII. Kap. Ein Vektor und ein Tensortripel.
(Piezoelektrizität, Piezomagnetismus und ihre Reziproken.)

Zwei Anhänge behandeln kurz die Erscheinungen der Festigkeit, die sich bisher gesetzmäßig noch nicht fassen lassen, und die Bezie-

hungen zwischen Kristallen und aus Kristallbrocken aufgebauten quasi-isotropen Körpern. —

Die Darstellung der Theorie ist durchaus auf die Vergleichung mit der Beobachtung zugespitzt; demgemäß ist die Entwickelung allgemeiner Sätze von mehr mathematischem Interesse sehr eingeschränkt, und das Hauptgewicht auf die Durchführung beobachteter oder beobachtbarer Einzelfälle gelegt. Die Beobachtungen selbst sind, soweit sie der Entwickelung der Theorie vorausgingen, der Auseinandersetzung der Theorie der Regel nach gleichfalls vorausgestellt, soweit sie durch die Theorie veranlaßt waren, der Theorie angeschlossen. Es ist versucht worden, bei der Darstellung der Experimente eine gewisse Vollständigkeit zu erreichen; natürlich ist nicht ausgeschlossen, daß von den bezüglichen Originalabhandlungen etwas übersehen ist, zumal nicht selten Beobachtungsreihen, die in erster Linie isotrope Körper betreffen, beiläufig auch einzelne Kristalle heranziehen. Eine Uebersicht über die behandelten Einzelprobleme zu geben würde den Rahmen dieser Anzeige überschreiten. Es mag nur erwähnt werden, daß in den Gebieten der Elastizität, der Piezoelektrizität und der zu ihr reziproken elektrischen Deformation das Buch die Durchführung einiger bisher in der Literatur noch nicht behandelten Probleme bringt.

Beiläufig sei bemerkt, daß leider einige Schreib- oder Satzfehler stehen geblieben sind. Die wichtigsten mögen hier Erwähnung finden.

S. 62 ist Fig. 35 fälschlich ein Duplikat von Fig. 53 auf S. 72 geworden. Die richtige Figur erhält man, wenn man auf den beiden Seiten der Figur 35 die Hälfte der eingetragenen Pole um 60^0 um den $\pm Z$-Punkt dreht.

S. 70 ist der dort behandelte geometrische Satz irrtümlich auf geradzahlige r ($= 2s$) beschränkt.

In den Tabellen auf S. 275 und 313 muß die (ausfallende) Gruppe 30) beseitigt werden.

Die Seite 382 erwähnten Tuchschmidtschen Zahlen setzen nicht mechanische, sondern kalorische Einheiten (cal./cm. gr. min.) voraus.

S. 430, Formel (243), ebenso S. 431 Formel (244), S. 478 Formel (308), S. 482 Formel (321) steht rechts überall — statt $\frac{1}{2}$.

S. 593 steht in der dritten und vierten Formel (67a) $(s_{16} - s_{26})$ statt $(s_{26} - s_{16})$ und in der vierten Formel (67b) $(s_{23} - s_{31})$ statt $2(s_{23} - s_{31})$.

S. 828 und 835 erfordert das Symmetrieelement S_z die Beziehung $e_{33} = 0$. —

Was schließlich die allgemeinen mit der Publikation dieses auf meinen Vorlesungen beruhenden Werkes verfolgten Ziele angeht[1]),

1) Aus dem Schluß der Vorrede.

so wünschte ich zum ersten damit auf den Wert der Symmetriebetrachtungen für den Unterricht in der Physik aufmerksam zu machen. Ich glaube in der Tat, daß Vorlesungen ähnlichen Inhalts, in gleichviel wie bescheidenem Umfange, jedem theoretisch-physikalischen Kursus eingegliedert werden sollten. Von dem verstorbenen Professor P. Curie weiß ich durch persönliche Mitteilung, daß er auf dergleichen Vorträge Wert legte, und das neue Buch von Bouasse (Cours du Physique, VI. Partie, Études des Symétries, Paris 1909) beweist, daß man anderwärts in derselben Richtung systematisch vorgeht.

Zum zweiten wünschte ich durch die Publikation dem Forscher behilflich zu sein, krystallphysikalische Probleme richtig zu stellen. Viele mühsame Beobachtungsarbeit ist im Gebiete der Kristallphysik vergeblich aufgewendet worden, weil sie nicht von der genügenden Einsicht in die Symmetriegesetze der betreffenden Vorgänge geleitet wurde.

Zum dritten leitete mich das Bedürfnis, das große und herrliche Gebiet, zu dessen Bearbeitung ich seit 36 Jahren immer wieder zurückgekehrt bin, nun, wo sich meine Arbeit vielleicht ihrem Ende nähert, noch einmal eingehend und im Zusammenhange darzustellen, dabei auch hervortreten zu lassen, wie meine eigenen zerstreuten und vielleicht dem Anscheine nach mitunter zusammenhangslosen Untersuchungen doch von einem einheitlichen Bestreben geleitet gewesen sind.

Mögen meine Herren Fachgenossen das Werk wohlwollend aufnehmen.

Göttingen, im November 1911 W. Voigt

Die heilige Regel für ein vollkommenes Leben, eine Zisterzienserarbeit des XIII. Jahrhunderts, aus der Handschrift Additional 9048 des British Museum (!) herausgegeben von **Robert Priebsch.** Mit einer Tafel in Lichtdruck (Deutsche Texte des Mittelalters. Bd. XVI). Berlin 1909, Weidmannsche Buchhandlung. XXII, 104 S. gr. 8°. Preis 3,50 M.

Die im Titel näher bezeichnete, früher in Benedictinerbesitz gewesene Handschrift ist die einzige, leider nur fragmentarisch auf uns gekommene Quelle für jenen gleichfalls oben genannten Traktat, dessen Bekanntschaft uns Priebsch in einem sorgfältigen Abdruck vermittelt, nachdem er in seinen Deutschen Handschriften in England 2, 91 f. kurz auf ihn aufmerksam gemacht hatte. Die Handschrift weist vier verschiedene Hände aus dem letzten Viertel des 13. Jahrhunderts auf, die in der Einleitung in ihrer Eigenart charakterisiert

werden. Die dritte Hand ist die Haupthand (17, 19—89, 25), die aber freilich am nachlässigsten abgeschrieben hat; zahlreiche Auslassungen fallen diesem Schreiber, der auf niederfränkischen Boden führt, zur Last. Außerdem sind zwei oder drei Korrektoren, von den Texthänden wohl zu unterscheiden, mehrfach tätig gewesen; der jüngere von ihnen wird erst dem 15. Jahrhundert angehören. Der Abdruck will, abgesehen von sicheren Schreibfehlern, ›ein möglichst getreues Bild des handschriftlichen Textes wiedergeben, ehe er noch unter die Hände der Korrektoren geraten war‹; diese haben im Apparat Berücksichtigung gefunden. Nach 66, 9 und 77, 15 weist der Text Lücken auf, die sich daraus erklären, daß das äußere Doppelblatt der sechsten (nun der siebenten, durch Vertauschen beim Einbinden) Lage verloren ging; sodann dürfte, worauf die kurze Inhaltsangabe zu Anfang schließen läßt, die größere zweite Hälfte des Ganzen abhanden gekommen sein. Aus irgend einem Grunde sind später auch die zwei Anfangszeilen des Traktates ausradiert worden. — Das auf mittelfränkischem Gebiet um 1250 entstandene Werk ist ein geistlicher Traktat mit zahlreich eingestreuten Erzählungen (*bispel*, *gelichnisse*) und wegen dieser Zutaten, so weit wir sehen, der älteste Vertreter in deutscher Sprache neben den lateinischen Werken eines Etienne de Bourbon, Guilelmus Peraldus (über ihn s. auch Zeitschr. f. deutsches Altertum 29, 359) und Caesarius von Heisterbach. Des letzteren Dialogus miraculorum, vielleicht auch dessen Homilien waren unserem Anonymus — er war zweifellos Mönch und Mitglied eines westdeutschen Zisterzienserklosters (vielleicht Novizenmeister [Hauck, Kirchengesch. Deutschlands 5, 1, 311]) — bekannt, s. die Erzählungen Nrr. 4. 29. 32. 33. 35. 36, vgl. auch Nrr. 1. 6. 11; zu Nr. 47 s. die Einleitung S. XIX f. Er hat nach Priebsch seine ›heilige Regel‹ ›wenn schon nicht ausschließlich‹ an *geistliche kint*, und zwar an junge Ordensleute gerichtet, denen er Maria als leuchtendes Vorbild hinstellt, wie denn überhaupt der ganze Traktat Marienverehrung atmet. Die von Priebsch S. XVI, 4 angeführte Stelle über die Richter (69, 33 f.) kommt, weil dem Speculum ecclesiae des Honorius (?) entnommen, bei der Frage, an wen der Verf. seine Lehren gerichtet hat, nicht in Betracht. Diese aber läßt sich vielmehr genauer dahin beantworten, daß ein weibliches Publikum, und zwar Zisterzienserinnen, vom Verf. ins Auge gefaßt ist: das ergibt sich aus der Vorrede (1, 21 ff.), worauf schon K. Rieder im Anzeiger f. deutsches Altertum 34, 264 hingewiesen hat, sodann aus dem bei einem männlichen Verfasser eigenartigen, der Jesaiasstelle 64, 6 hinzugefügten Vergleich *unreiner dan ie dekein duch wurde daz zu wibez suchede gehoret* (69, 23). 51, 32 f., wo von ›Brüdern‹ die Rede ist, darf dagegen nicht

ins Treffen geführt werden, da dieser Abschnitt entlehnt ist (s. unten). — Von den vier Stücken, in die das Werk zerfällt, ist nur das erste, und auch dieses noch unvollständig, auf uns gekommen, die Lehre von den (geistlichen) Tugenden, die in mystisch-allegorischer Auslegung zu einzelnen Körperteilen Mariens in Beziehung gesetzt werden: 2, 10 ff. Keuschheit (Augen); 5, 10 ff. Gehorsam (Ohren); 8, 10 ff. *bescheidenheit* d. i. Erkenntnis, Verständigkeit (Nase); 13, 32 ff. Gebet und Andacht (Mund); 20, 18 ff. Arbeitsamkeit (Hände und Füße); 31, 4 ff. Demut und Armut (Körper und Geist); 48, 26 ff. Friedsamkeit (Herz); 59, 12 ff. Liebe—Charitas (Seele). Das letzte achte Kapitel — es ist auch das umfangreichste — fügt in loser Anknüpfung eine wohl auf einer Homilie Gregors des Großen beruhende Abhandlung von den neun Engelchören (60, 8 ff.) ein; in ähnlicher Weise sind, aus lateinischen Quellen entlehnt, in den vorhergehenden Kapiteln die zehn Gebote (5, 30 f.), die zwölf Strafen des ewigen Todes (26, 15 ff.), 31, 21 ff. die sieben Todsünden, die zugleich als körperliche Krankheiten gedacht sind, in Anlehnung an die sieben Worte am Kreuze behandelt. Besäßen wir das Werk vollständig, es würde der umfangreichste deutsche Traktat geistlichen Inhalts aus dem 13. Jahrhundert sein.

Die Quellenfrage stellt manche Probleme, denen der Herausgeber mit großer Sorgfalt nachgegangen ist. Als eine bloße Uebersetzung aus dem Lateinischen ist das Werk nicht anzusehen. Wohl trifft dies für die meisten der eingelegten Exempel zu; die Zusammenstellung der Blumenlese wird aber der Verfasser selbst vollzogen haben. Bei den Erzählungen, die besonders numeriert sind, war der Herausgeber meist in der Lage, die Quelle oder doch eine nahestehende Version nachzuweisen, aber auch da, wo er eigenes gibt, zeigt sich der Verfasser als ein belesener Mann, der häufig die Bibel und die Kirchenschriftsteller, unter ihnen besonders den h. Bernhard (s. die Anm. zu 5, 19. 15, 4. 16, 29. 18, 2. 21, 9. 50, 10. 59, 23. 81, 8) zitiert; gleichfalls konnte gelegentlich eine lateinische Vorlage da ermittelt werden, wo der Verf. keinen Gewährsmann nennt.

Auch auf eine deutsche Vorlage ist neuerdings hingewiesen worden und man darf vermuten, der Verf. habe noch sonst vereinzelt aus deutschem Predigtenmaterial geschöpft. Rieder hat in der oben zitierten Besprechung der Priebschen Ausgabe auf interessante Parallelen unseres Traktats mit den von ihm herausgegebenen sog. S. Georgener Predigten aufmerksam gemacht. Ich werde an anderer Stelle demnächst auf das letzgenannte Predigtenwerk einzugehen haben und muß mich hier auf die kurze Bemerkung beschränken, daß, so willkommen und wertvoll für die Textgestaltung der Nachweis ist,

ich mir Rieders Schlußfolgerung, die Heilige Regel habe die S. Georgener Predigten benutzt und zwar nach dem Wortlaut der Handschrift G, nicht zu eigen machen kann. Schon aus zeitlichen Gründen nicht. Ich möchte überhaupt nicht ein direktes Abhängigkeitsverhältnis behaupten, wo wir einstweilen garnichts sicheres über Entstehung und Zusammensetzung des Werkes wissen, denn für alles, was bisher darüber gesagt worden ist, stand nur ein unvollständiges[1]) Material zur Verfügung. Die beiden stark von einander abweichenden Textgruppen erheischen sorgfältige Prüfung ihres gegenseitigen Verhältnisses, eindringende stilistische Untersuchungen sind nötig, erst dann wird sich auch genauer zwischen Kompilator und Verfasser abwägen, sowie Bertholds von Regensburg Stellung innerhalb der Sammlung bestimmen und erklären lassen. Ich gehe hier nicht weiter darauf ein, sondern bescheide mich Rieder gegenüber bei der Annahme einer Predigt, die als Nr. 54 *Von gaischlichem leben* in die sog. S. Georgener Predigtensammlung Aufnahme fand und nach einer der Handschrift G nahe stehenden Fassung auch vom Verfasser der Heiligen Regel für sein Werk exzerpiert und auf verschiedene Stellen (9,8—10,4. 14,1—14. 50,6—52,20. 53,7—10. 22,22—23,22) verteilt wurde. Nur diese der Nr. 54 entnommenen Parallelen (208,30—209,28. 210,6—212,29. 218,16—219,17) kommen in Frage, nicht aber was Rieder a. a. O. S. 263 sonst vergleichsweise aus den S. Georgener Predigten heranzieht. Aus einer Vergleichung dieser Paralleltexte ergibt sich folgendes: HR 22,23 *Augustinus sprichet:* SGP 218,17 liest *da von spricht sant Anshelm*, der auch HR 23,2 = SGP 219,1 zitiert wird. — Der Satz *Got deilet* HR 22,28 ist SGP 218,21 f. eingeleitet mit der Berufung *also sprichet ain hailig man.* — 23,1 lies mit Priebsch *eine* (SGP 219,1 *alleine*). — 50,9 *swer sich danne uz hebet* (sc. *der werlte*, vgl. 10,22) gegenüber *swer in der werlte blibet* verdient wohl den Vorzug vor SGP 210,21 f. *swer uff dem ertrich belibet* — *swer sich denn hin uf hebet.* — 50,22 f. wird mit Hülfe von SGP 210,27 f. Lesa. zu lesen sein: *Si varent in* (*von* Hs. G) *dem gebete mit deme geiste in den himel unde aber her nider* (*widir* G), *und wil daz sprechin, daz* usw. — Gegenüber 51,9.13 ist SGP 211,13 f. 18 f. vollständiger. — 51,11 *Ein heiden sprichet] also sprichet ain wiser man Seneca* SGP 211,16. — Rieders Bemerkung SGP 211,28 Lesa. ist gegenüber HR 51,21 *in eines willen* vielleicht zu streichen. — 51,32. 52,16.17 f. richten sich an die ›Brüder‹; die der HR sonst so nahe stehende Hs. G wendet sich gerade hier und sonst an die

1) J. H. Kerns vortreffliche, Rieder übrigens unbekannt gebliebene Ausgabe der mnld. Uebertragung (De Limburgsche Sermoenen 1895) legt doch den Schwerpunkt auf die sprachliche Seite der Uebersetzung.

›Schwestern‹, siehe die Lesarten zu SGP 212, 7. 7 f., vgl. 216, 19. 21. 22 f. 26. 29. 217, 4 f. — 52, 3 ist SGP 212, 8 f. durch *nu spricht sant Augustinus* eingeleitet. — 52, 6 *geisellet:* auch SGP 137, 22 steht *gesellit*, dagegen 212, 12 f. *gestillet;* man könnte sonst *gestellet* vermuten, vgl. mhd. *den strit gestellen.* — 52, 8 *gesellich* ist wohl dem *gevellig* SGP 137, 23. 212, 14 vorzuziehen, desgleichen scheint mir 52, 8 *vride gert nicht eigenez und behabet nicht vremedez* sinngemäßer als SGP 137, 23. 212, 14 f. *frid engert nit frömdes und behaltet nit aigens.* — 52, 13 vermutet Priebsch richtig *wizene* (*wissenn* SGP 212, 19).

Die in die Heilige Regel eingestreuten Exempla sind außer dem schon genannten Caesarius von Heisterbach folgenden Werken entnommen oder sie finden in ihnen doch Parallelen: es sind das Exordium magnum Cisterciensium (Nrr. 23. 25. 26. 41. 42), Heriberti de miraculis libri III (Nrr. 9. 19. 25. 40. 44. 46. 48), Vita prima S. Bernardi (Nrr. 39. 45), Vitae patrum (Nrr. 2. 3. 21. 24), Thomas Cantimpratensis Bonum universale de apibus (Nr. 8), Aviani Fabulae (Nr. 12), Liber miraculorum S. Jacobi Maioris (Nr. 14), Willelmi Malmesburiensis Monachi Gesta regum Anglorum (Nr. 20) Petri Alphonsi Disciplina clericalis (Nr. 38), das Bruder Rausch-Thema (Nr. 22), Vita der Maria von Oegnies (? Nr. 31), Speigel der leifhaver deser werelt (Nr. 7). In den Nummern 12. 15. 16. 17 finden sich einzelne Reime, ganz durchgereimt ist Nr. 35; vielleicht haben hier die Konsonanzen in des Honorius Speculum ecclesiae, das inhaltlich für Nrr. 15—17. 28. 34 zum Vergleich herangezogen werden kann, vorbildlich gewirkt. Für die Nrr. 10 (nicht 12). 13. 31 (S. XVI), denen noch 30. 37. 43 hinzuzufügen ist, läßt sich ein Quellenbeleg bis jetzt nicht geben. Ein für die Schätzung des Deutschordens nicht uninteressantes Zeugnis bietet Nr. 30; im Zusammenhang mit Nr. 47, die der h. Elisabeth gewidmet ist, möchte man für unser Werk den Ursprung in einem hessischen Zisterzienserkloster suchen, doch läßt sich trotz sprachlicher Uebereinstimmung ein Beweis dafür nicht erbringen. — 5, 4 lies *ininnin?* vgl. 28, 35. — 5, 11 lies *ungehorsamekeit* vgl. 37, 4. — Der Verfasser hat eine starke Neigung zu hyperbolischer Ausdrucksweise, vgl. 19, 22. 29. 21, 25. 22, 3. 24, 5 usw. — 20, 19 lies *und veire arbeite.* — 21, 9 ff. vgl. Müllenhoff und Scherer, Denkmäler[3] 2, 32 f.—25, 1 ff. ein weiterer Beleg zu ›Und wenn der Himmel wär Papier‹ (R. Köhler, Kleinere Schriften 3, 293—318). — 26, 23 zu dem beliebten Vergleich in ictu oculi s. Zs. f. deutsche Philologie 30, 198 zu Z. 85 f. — 42, 32 ff. David, Salomon, Samson s. zu Enikels Weltchronik 11323. — 69, 16 *treliçhen* doch wohl = *trœclichen* hätte Aufnahme in das Wortverzeichnis (S. 93—104) verdient.

Halle a. S. Philipp Strauch

Friedrich Kammerer, Zur Geschichte des Landschaftsgefühls im frühen achtzehnten Jahrhundert. Berlin 1909. Verlag von S. Calvary u. Co. VIII, 265 S. 6 M.

Ein erfreuliches Werk ist die vorliegende Schrift Kammerers über das Landschaftsgefühl, eine gelungene und ergebnisreiche Bemühung, die Stellung des Menschen, des Künstlers zur Natur in einem Zeitpunkt zu charakterisieren. Wichtig ist diese Arbeit keineswegs in erster Linie um des Phänomens Natur willen, keineswegs, um das Verhältnis des Menschen zu ihr in seiner Art und Wandlung zu klären. Dieser Zweck wird vielmehr zu einem Mittel, die künstlerische Produktion näher zu bestimmen und das Wesen dichterischer Schöpfung überhaupt zu begreifen. Dieser Mittel aber gibt es auf dem Gebiete der Wissenschaft nur wenig wahrhaft ergiebige, und deswegen vor allem begrüßen wir diese Arbeit.

Kammerer ist sich über das Verhältnis von Kunst und Wissenschaft klar und sagt mit wohltuender Offenheit folgendes: ›In Wahrheit sind die Kunst wie der Glaube Gebiete menschlichen Seelenlebens, die nach ihrem innersten Wesen jenseits der für die Wissenschaft erreichbaren Grenzen liegen. Was der Mensch beim Genießen eines Kunstwerkes erlebt, kann eine würdige Form finden nur wieder in neuem Kunstwerk, nicht aber in wissenschaftlicher Analyse und Synthese. Dennoch wird die Wissenschaft hier ein Recht haben. Sie muß auf den Anspruch verzichten, alles erfassen und alles erklären zu können, was ein Kunstwerk in sich begreift; aber sie kann, indem sie historisch verfährt, das Konventionell- und Traditionell-Künstlerische von dem Persönlichkeits-Künstlerischen abscheiden, kann dieses in scharfem Umriß herausstellen und dadurch vielen erst die Möglichkeit verschaffen, es in seiner starken Einmaligkeit zu begreifen und zu genießen‹. Also eine rein historische Methode vermag der Kunstbestimmung teilweise Dienste zu leisten, Dienste, die keineswegs in irgend einem Falle zu entbehren sind, die aber stets die Frage der Wertung als Hauptaufgabe der künstlerischen Kritik zur Lösung überlassen. Hier hat dann das Subjektive im vollsten, reinsten Sinne des Worts, hier hat das persönliche Lebensgefühl mehr zu schalten, als der gängige Wissenschaftsbegriff gestatten will; ergiebig aber sind diese wertenden Kräfte nur dort, wo sie zu ganz besonderer Breite und Tiefe entfaltet sind und eben durch ihre Größe das Zufällige und Individuelle als solches dermaßen eindämmen, daß schon fast wieder von Objektivität und Wissenschaft im Ergebnis die Rede sein darf.

Die von Kurt Breysig angeregte Berliner Doktorarbeit betrachtet das Landschaftsgefühl um die Mitte der dreißiger Jahre des XVIII. Jahrhunderts und ist besonders auf das Entwicklungsmoment bedacht. Kammerer behandelt das ästhetische Wahrnehmungsvermögen der Menschen überhaupt, der Zeit also, um dann die Eigenart des Landschaftsgefühls in künstlerischen Formen davon abheben zu können. Dabei scheidet er zunächst die unmittelbaren Aeußerungen des Gefühls dem Licht, der Farbe, der Linie, der Gestalt, der Fläche, dem Raum, der Bewegung gegenüber von den künstlerisch umgeformten, symbolisierten. In Bezug auf das innere Reagieren des Menschen unterscheidet er die wissenschaftliche, utilitaristische, ethische und religiöse Betrachtungsweise der Natur, die sich vielfach als Einschlag beim Gefühle findet; ganz besonders häufig sehen wir beim Künstler im Naturgefühle ethische und religiöse Momente, die aber nicht immer so ausgesprochen ›Gedanke‹ sind, daß man sie dem künstlerischen Landschaftsgefühle gegenüber als ›von sekundärer Bedeutung‹ bezeichnen dürfte. Die Ursächlichkeitsbeziehung, die Verquickung ist z. B. beim jüngeren Goethe zu Zeiten der Einwirkung Spinozas und Shaftesburys so eng, daß eine solche Scheidung unmöglich wird: das reine Gefühl und die Ethik steigerten sich zu einer Extase, läuterten sich.

An Dichtern betrachtet Kammerer Hagedorn und Haller als die ersten bedeutenderen der neueren Literaturgeschichte und als zur Gegenüberstellung sehr fruchtbar, ›da der eine ganz innerhalb der Konvention steht, während gleichzeitig der andere sie zu überwinden versucht‹. Die Untersuchung zeigt, daß andere unbedeutendere Dichter jener Epoche z. T. für das absolute Landschaftsgefühl ergiebiger gewesen wären; aber selbstverständlich liegen gerade Hagedorn und Haller dem allgemeinen Interesse am nächsten.

Insofern mag man das vorliegende Werk tadeln, als nur zum geringen Teile möglich war, die Konvention des XVII. Jahrhunderts darzustellen. Hierfür gibt es nur allzuwenige Vorarbeiten, und diese Lücke auszufüllen durch eigene Forschung ist einer Doktorarbeit schon auf dem Gebiete der deutschen Literatur fast unmöglich; erforderlich wäre aber natürlich auch die Einbeziehung der höchst einflußreichen fremdländischen Literatur und fast noch mehr die Betrachtung des Verhältnisses und der Wechselwirkung der Schwesterkünste untereinander.

Kammerer geht von der Betrachtung des Barock aus, deren éine typische Landschaft er S. 34 ff. kurz charakterisiert. Die geringfügigen Abweichungen der Rokokolandschaft werden ebenfalls in Kürze gegeben. Hingedeutet wird auf den besonders wichtigen

Einfluß und die verhältnismäßig hohe Stufe der Landschaftsmalerei, von der dann übergegangen wird zu Brockes, ihrem gelehrigen Schüler, ›dessen lineares Empfinden zwar durch die französische Gartenkunst bestimmt ist, der aber den Typus der freien Landschaft ganz aufgibt und sich von der Konvention abhebt durch ein subtildifferenziertes Licht und Farbenempfinden‹. Hagedorn und Haller werden dann in alle Breite und Tiefe behandelt. Das Ergebnis ist folgendes: ›Hagedorn wie Haller sind mit dem Landschaftstypus des XVII. Jahrhunderts eng verwachsen. ... Von Hagedorn kann man sagen: seine Landschaft ist in ihrer Struktur identisch mit der des XVII. Jahrhunderts. Haller aber sucht über die enggezogenen Grenzen des Idylls hinauszublicken. Er sieht einen stärkeren Vertikalismus, eine gewaltsamere Bewegung, eine gedehntere Weite und führt diese Formen als neue Inhalte in seine beschreibende Dichtung ein. ... Während Hagedorn der Landschaft als dichterisches Stilelement die Bewegung entnimmt, wählt Haller die Farbe. Bei Hagedorn sehen wir einen leichten Impressionismus, der die undifferenzierten, stofflichen Wirkungen hascht und in ihrer bunten Bewegtheit schildert. Die Landschaft ist zu einem kunstmäßigen Gebilde geformt erst da, wo der Dichter, auf französischer Kunsttradition fußend, ein von der Zeit erträumtes, phantasiegeborenes Inselland darstellt, ohne Gestalt, ohne Farbe, ganz aufgelöst in zarte, anmutige Bewegung, wie sie jener schwebende Rhythmus fordert. Auf andere Weise strebt Haller, der es immer nur mit Realitäten zu tun hat, über die objektive Beschreibung hinauszukommen. Schon in früher Jugend läßt er, der 'die lächelnde Freude nie empfunden', etwas von dem Dunkel des eignen Innern in die Landschaft ausströmen, und in der Zeit höchster Reife — im Alter von 28 Jahren — gelingt es ihm, die Züge der Landschaft umzubilden nach der Form seiner Seele‹.

Haller hat in dieser Arbeit entschieden das tiefere Interesse, weil das Landschaftsgefühl in seiner Kunst soviel mehr mitspielt und von positiver Bedeutung wird als bei Hagedorn. So ist auch Haller der weitaus größte Teil der Abhandlung gewidmet. Gilt die einführende Betrachtung über die ›Gartenlandschaft und Schäferlandschaft‹ beiden Dichtern, so ist zur Erkenntnis Hallers noch besonders die Betrachtung des ›Verhältnisses der Menschen zum Gebirge vor Haller‹ beigefügt. Hebt sich nun Hagedorn kaum von der typischen Landschaft des XVII. Jahrhunderts ab, so geht Haller zwar auch nicht eigentlich über das Empfinden der Gebirgsliteratur vor ihm hinaus, aber durch die dichterische Behandlung des Stoffgebietes ›Gebirge‹ an sich, ganz besonders aber noch durch Hallers Wirklichkeitssinn in der Darstellung wird die realistische Auffassung

der Landschaft überhaupt in der deutschen Literatur gefördert. Kammerers Behauptung, daß die realistische Auffassung der Landschaft bei der Gebirgsschilderung Hallers ihren Ausgang genommen und von da erst auf die anderen Gebiete übergegriffen hat, daß sie allmählich die Ideallandschaft mit realen Zügen und individuellen Lokalformen durchsetzt hat, daß der Typus der Schäferlandschaft so eine langsame Umgestaltung erfährt, und man sich noch entschiedener und bewußter von der französischen Gartenkunst abwendet, deren gerade Linie der Realismus nicht zuläßt, diese Behauptung Kammerers ist wohl das wichtigste direkte Ergebnis der Arbeit.

Rousseau, Geßner, Klopstock und Goethe werden schließlich noch mit einem Blicke als die Weiterentwickler des Landschaftsgefühls gestreift.

Auf den Anhang der Arbeit muß ich noch hinweisen, der die beste Bibliographie des gesamten Stoffgebietes bildet und von der Belesenheit und Umsicht des Verfassers ein schönes Zeugnis gibt.

München Artur Kutscher

Michaël Jan de Goeje. Par **C. Snouck Hurgronje.** Traduction française de Madeleine Chauvin. Avec portrait. Leide 1911, E. J. Brill. 94 S.

Von berufenster Seite, de Goeje's Schüler, Freund und Nachfolger, erhalten wir hier eine Beschreibung des Lebenslaufes und Lebenswerkes des Gelehrten, die in hohem Maße dazu dienen wird, das Andenken an ihn wach zu erhalten. Das Büchlein scheint aus einer Gedächtnisrede entstanden zu sein; jedenfalls übt es in manchen Partien die Wirkung des gesprochenen Wortes auf den Leser aus und ist es dem Verfasser gelungen, auch die Fernerstehenden mit den Verhältnissen bekannt zu machen, in denen sich de Goeje's Leben abgespielt hat, und auf Grund des verschiedenartigen Materials — persönlichen Erinnerungen, Aufzeichnungen von de G.'s Vater, Mitteilungen von Verwandten und Freunden, Briefwechsel mit Nöldeke — ein zutreffendes Bild von seiner Persönlichkeit zu entwerfen. Es ist ein stilles und stetes Gelehrtenleben, ohne Prätensionen und äußeren Glanz, solide wie das elterliche Landpfarrhaus, in dem der Knabe die Grundlage zu einer vielseitigen Bildung empfangen hat. Rücksichten auf äußere Verhältnisse scheinen den Vierzehnjährigen auf einen praktischen Beruf zu weisen, er wird Apothekerlehrling; ein Jahr später fühlt er sich zur Theologie und Missionstätigkeit hinge-

zogen. Erst der folgende Gymnasialunterricht und die durch den Tod des Vaters veranlaßte Uebersiedelung der Familie nach Leiden führen den Jüngling schließlich dem Studium zu, aber nicht dem der Theologie, da ihn Dogmatik und Philosophie kalt lassen, sondern der semitischen Philologie. 1860 promoviert er zum Doktor. Er steht um diese Zeit völlig unter dem Einfluß von Dozy's Persönlichkeit und Methode; ihm verdankt er die Begeisterung für die arabische Literatur, die ihn nicht mehr verläßt und die er seit 1859, wo er auf Juynboll's Betreiben neben de Jong eine Stelle am Legatum Warnerianum erhält, nach Lust an den reichen Schätzen dieser Handschriftensammlung betätigen kann. Mit 33 Jahren wird er Ordinarius in Leiden. Vielseitig begabt — in früheren Zeiten trieb er mit Vorliebe Mathematik und lag auch der Musik ob — hat er die Meisterschaft durch die Beschränkung erreicht. Sein eigentliches Feld ist die Herausgabe wichtiger arabischer Texte geworden und geblieben. Daß er sich auch hier zu keinem großen zusammenfassenden Werke entschlossen hat, muß man bei seiner seltenen Kompetenz bedauern, aber angesichts der langen, von Juynboll diesem Lebensbild beigefügten, Liste von Standardausgaben, Aufsätzen und Rezensionen begreifen, zumal wenn man teils von früheren Aeußerungen weiß, teils jetzt von Snouck hört, daß er mehrere Pläne unausgeführt lassen mußte (die Ausgabe von Ibn Sa'īd's geographischem Werk, die Neuausgabe von Balāḏorī, die Uebersetzung seiner Geographen in eine europäische Sprache). Mit Interesse liest man auch von seiner Stellung zum öffentlichen Leben und dem großen Ansehen, das er bei der Unterrichtsverwaltung genossen hat. In sein reiches Gemütsleben gewähren einige kurze Auszüge aus Briefen einen Einblick; schade, daß es deren nur so wenige sind.

Der bibliographische Anhang zählt, wie zu erwarten war, erheblich mehr Nummern als die schon 1909 erschienene Arbeit von Untersweg (vgl. Jahrg. 1909, S. 945 f.). Ein zweiter Anhang verzeichnet die Ehrungen, die de Goeje von wissenschaftlichen Korporationen und von verschiedenen Staatsregierungen zu Teil geworden sind.

S. 31 unten ist in meinem Exemplar eine halbe Zeile des Textes durch einen unglücklichen Zufall ausgefallen.

Königsberg F. Schultheß

Zeitschrift für Brüdergeschichte. IV. Jahrgang 1910. Herausgegeben von D. **Jos. Th. Müller**, Archivar in Herrnhut und Lic. **Gerh. Reichel**, Dozent in Gnadenfeld. Herrnhut, im Verlag des Vereins für Brüdergeschichte. In Kommission der Unitätsbuchhandlung in Gnadau. 6 M.

Dieser Jahrgang kann sich dem früher erschienenen (GGA. 1908 Nr. 11, 1909 Nr. 11, 1911 Nr. 1) ebenbürtig an die Seite stellen. Gut die Hälfte des Bandes ist der Person des Gemeindestifters selbst gewidmet, dessen ›Bild und Gedankenwelt‹ die Zeitschrift für Brüdergeschichte ›ungefärbt durch Liebe oder Haß vor unseren Augen wieder erstehen‹ lassen will, um es ›wieder wirksam‹ zu machen (S. 4).

Der 9. Mai 1910, als der 150jährige Todestag Zinzendorfs, gibt den Herausgebern Veranlassung, dieses Tages zu gedenken und auf die grundsätzlich interessante Lage hinzuweisen, die in seinen letzten Lebensjahren die Brüdergemeinde beherrschte. Seit 1755 war die Unität zu einem festorganisierten kirchlichen Gemeinwesen zusammengeschlossen. Zinzendorf schien zur Seite gedrängt, auch sein großer Gedanke, daß keine Gemeinde ›wieder als eine neue Sekte erscheinen, als eine neue Modifikation der christlichen Religion, die überhaupt so nichts taugt‹, wie er das 1747 in einer Rede ausgesprochen. Wir danken es den Herausgebern, wenn sie diese Gedankengänge immer wieder vorführen. Die drei folgenden Aufsätze, die sämtlich J. Th. Müllers Feder entstammen, sind für die Biographie Zinzendorfs besonders wichtig, zunächst die Fortsetzung seines Tagebuchs, die Jahre 1715—1719 umspannend. Wir sehen mit Interesse, wie der junge Zinzendorf in die mannigfachen Beziehungen tritt, die das Universitätsleben in Deutschland wohl immer mit sich gebracht hat. Wir sehen aber auch, wie entschieden der religiös-sittliche Charakter des jungen Mannes sich entwickelt und mannigfachen Versuchungen standhält. Von der Gewalt seines persönlichen Einflusses zeugt die köstliche Aufzeichnung über die Vermittlung zwischen den Studenten v. Hartitzsch und v. Poigk, die sich duellieren wollten (S. 51 ff.). Im weiteren bespricht Müller die uns erhaltenen Bilder Zinzendorfs, von denen er 13 beschreibt, 6 außerdem hat reproduzieren lassen. Der dritte Aufsatz handelt von einer Jugendarbeit des Grafen, einer von ihm 1724 herausgegebenen Zeitschrift, die den Namen ›Der Parther‹ führte.

Unter den übrigen Artikeln des Jahrgangs beschäftigen sich zwei mit A. Comenius und seinem Werk. Sie stammen von J. Kvačala und W. Bickerich. Von allgemeiner kirchengeschichtlicher Bedeutung ist die Abhandlung Müllers über ›die Berührungen der alten und neuen Brüderunität mit den Täufern‹. Nahe gelegt war diese Frage, seit-

dem A. Ritschl in der ›Geschichte des Pietismus‹ (III, 230 nicht 225, wie Müller zitiert) eine im Grunde nahe Verwandtschaft zwischen der Unität und den Täufern angenommen hatte. Wie übrigens schon Ritschl engere tatsächliche Beziehungen für längere Zeit nicht behauptet hat, so führt Müller den Nachweis, daß auch im 18. Jahrhundert die Unität mit den Täufern keine weitere Gemeinschaft gehabt hat. Wertvoll sind hierbei auch die quellenmäßigen Bezeugungen über das erbärmliche Schicksal der Täufer in Ungarn am Ende des 18. Jahrhunderts.

Hannover Ph. Meyer

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Das Lateinische Neue Testament in Afrika zur Zeit Cyprians nach Bibelhandschriften und Väterzeugnissen mit Unterstützung des Kgl. Preußischen historischen Instituts herausgegeben von **Hans Freiherr von Soden.** (Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur, herausgegeben von Adolf Harnack und Carl Schmidt. 3. Reihe 3. Band, der ganzen Folge 33. Band.) Leipzig 1909, J. C. Hinrichs'sche Buchhandlung. X, 663 S. 21 M.

Daß Cyprian im Unterschied von anderen Kirchenvätern in seinen verschiedenen Schriften einen wesentlich identischen Bibeltext zitiert, ist schon von dem fleißigen Sabatier, der um die Mitte des 18. Jahrh. das Fundament für die Erforschung der lateinischen Bibelübersetzungen gelegt hat, gebührend beachtet und betont worden. Dem cyprianischen nah verwandte Texte haben sich bruchstücksweise und handschriftlich erhalten, nämlich die unter den Buchstaben k und e bekannten Evangelienfragmente, deren Verhältnis zu Cyprian und untereinander Sanday im J. 1886 in einer sorgfältigen Untersuchung ins Licht gesetzt hat (vgl. meine Rezension über Old-Latin Biblical Texts in dieser Zeitschrift 1889 S. 299 ff.), und die in dem von S. Berger 1889 edierten, bereits Sabatier bekannten, aber von ihm nur in sehr beschränktem Umfang benutzten Palimpsest von Fleury enthaltenen, als h bezeichneten Bruchstücke aus der Apg., den kath. Briefen und der Apok.

Der Text der Apok. in dem Kommentar des Bischofs Primasius (6. Jahrh.), dessen Aehnlichkeit mit dem cyprianischen Texte ebenfalls schon Sabatier bemerkt hatte, ist von Haußleiter 1891 mit den Fragmenten von h und den Zitaten Cyprians zusammengestellt worden (Forschungen zur Geschichte des ntl. Kanons, hgg. von Haußleiter und Zahn, Nr. IV). Den cyprianischen Text der Apg. habe ich selbst in einem 1892 bei Weidmann erschienenen Programm des Prinz Heinrichs-Gymnasiums in Schöneberg behandelt.

Nach diesen Vorarbeiten lag es nahe, die gesamten Reste des cyprianischen Textes zusammenfassend zu bearbeiten und so die in

einem beträchtlichen Umfange greifbare Gestalt einer nach ihrem Alter und ihrer Bedeutung besonders wichtigen lateinischen Bibelübersetzung zur Darstellung zu bringen. Dieser Aufgabe hat sich Hans Freiherr von Soden in dem vorliegenden Buche unterzogen, indem er ›die erhaltenen Reste des afrikanischen Textes des NT. zur Zeit Cyprians‹ zusammenstellte und, soweit es die Erhaltung gestattete, in der Form eines fortlaufenden Textes mit einem Apparat von Varianten vorlegte. Dem Textabdruck sind sehr umfassende und eindringende Untersuchungen über das Verhältnis der verschiedenen Zeugen des afrikanischen Textes untereinander und seinen besonderen Charakter voraufgeschickt (S. 1—363).

Ich will hier gleich vorweg bemerken, daß in dieser Arbeit eine große Summe umsichtigen Fleißes und auch viel gesundes Urteil steckt und daß der Vf. in energischer Anpackung der Aufgabe seine Vorgänger bei weitem übertroffen hat. Ich hebe dies um so mehr hervor, als ich die ganze Anlage des Buches und die Auffassung des Vf. von der nach den Umständen gebotenen Aufgabe nicht für durchaus glücklich halten kann. Meine eigene Meinung darüber hätte ich dem Vf. lieber vor Abschluß seiner Arbeit in der Form von Ratschlägen ausgesprochen, statt sie nun als eine an den Dingen nichts mehr ändernde Kritik folgen zu lassen. Hoffentlich überzeugt ihn diese, daß sie nicht aus Tadelsucht, sondern aus dem Bestreben, das Wesen der zu lösenden Aufgabe möglichst klar zu erkennen, hervorgegangen ist.

Nach einer Durchsicht der vorbereitenden Untersuchungen war ich nicht wenig überrascht, auf S. 365 die Erklärung zu finden, daß der Vf. in dem von S. 367 an folgenden Texte nicht das hergestellt habe, was sich ihm in den Einzeluntersuchungen als primär erwiesen habe, da auf diesem Wege eine vollkommen imaginäre Textgröße, eine völlig ungeschichtliche Kompilation zu Stande gekommen wäre. Er glaubte bei der Herstellung des Textes so vorgehen zu müssen, daß er unter Ausscheidung aller textkritisch belanglosen Fehler den Text fortlaufend nach einem der jeweilig zu Gebote stehenden Zeugen abdruckte, da aber, wo diese mit einander konkurrieren, Cyprian den Vorzug vor k und e oder h und wiederum k vor e gab, indem er die abweichenden Lesarten in den Apparat setzte und die Zitate Cyprians als solche durch gesperrten Druck im Texte kenntlich machte. Von der Apokalypse aber hat er nur die in h und bei Cyprian erhaltenen Fragmente, nicht aber den Text des Primasius abgedruckt, sondern ihn nur zur Vergleichung mit jenen Fragmenten in dem textkritischen Kommentar herangezogen, weil dieser Text eine spätere Entwicklungsstufe darstelle. Auf diese Weise war es nun

wohl möglich, ein Bild von dem tatsächlichen Verhältnis der verschiedenen Zeugen zu einander zu geben, obwohl, wenn es lediglich darauf abgesehen war, m. E. dem Auge durch eine andere Anordnung eine deutlichere und unmittelbarere Vorstellung hätte gegeben werden können; aber ist denn nun der so hergestellte Text etwa der afrikanische Text zur Zeit Cyprians?

Der Vf. hat die Varianten von k und Cyprian ausführlich unter dem Gesichtspunkt der Priorität besprochen. Er findet sie bald auf der einen, bald auf der anderen Seite und in vielen Fällen suspendiert er die Entscheidung, im ganzen aber scheint ihm k ein etwas älteres Stadium zu repräsentieren (S. 134). Ueber e kommt der Vf. zu derselben Ansicht wie Sanday, nämlich daß dies ein durch nicht-afrikanische Varianten stark differenzierter Text sei. Diese Differenzierung kann vielleicht schon im Zeitalter Cyprians eingetreten sein, sie ist aber vielleicht und sogar wahrscheinlich viel jünger. Wodurch aber unterscheidet sich e seinem Wesen nach von dem Apokalypsetext des Primasius, der doch darum kein Text des 6. Jahrh. ist, weil er zufällig in einem Kommentar des 6. Jahrh. steht? In seiner Substanz ist dies ein alt-afrikanischer Text, der daher der Vollständigkeit wegen in diesem Zusammenhang wieder abgedruckt werden mußte, denn wir sollten doch nun endlich einmal das Material zusammen bekommen. Abgedruckt werden mußten auch die Fragmente des afrikanischen Textes der Apg. aus Augustin und dem Auctor De promissionibus et praedicationibus Dei, deren Zugehörigkeit von mir in dem genannten Programm erwiesen ist. Mögen die Ausgaben, in denen diese Texte vorliegen, unzulänglich sein, so ist das kein Grund, Stücke, die zur Erweiterung unserer Kenntnis dienen, überhaupt bei Seite zu lassen.

Wenn nun die Dinge so liegen, so darf die uns hier gebotene Zusammenstellung nicht als ›afrikanischer Text des NT. zur Zeit Cyprians‹ bezeichnet werden und wer etwa diesen hinfort nach H. v. Soden zitiert, der bedient sich dabei einer ›völlig ungeschichtlichen Kompilation‹. Denn wenn mitten in dem eine ältere Stufe darstellenden Text von k und wiederum in dem jüngeren Text von e größere und kleinere Stücke stehen, die nach dem Text der cyprianischen Zitate gestaltet sind, so ist dieses Gebilde doch eine ›vollkommen imaginäre Textgröße‹, ein Mixtum-Compositum, das so nie und nimmer existiert hat.

Der Vf. erklärt, es gäbe kein Normalexemplar des Urtypus, oder wie er nach einem leider immer mehr um sich greifenden Sprachgebrauch sagt, des Urtyps des afrikanischen Textes. Einverstanden. Es gibt nicht nur nicht, sondern es hat auch kein Normalexemplar, auch

keinen Urtypus des afrikanischen Textes gegeben. Wohl aber hat es ein Normalexemplar des cyprianischen Textes gegeben, und zwar in einem doppelten Sinne. Cyprian benutzt, wie der Vf. aufs neue bestätigt hat, überall einen und denselben Text. Cyprianischer Bibeltext ist also zunächst und im engeren Sinne dieser von Cyprian in seinen Schriften zitierte Text. Daß dieser Text auf seiner Revision, geschweige denn auf einer Uebersetzung von ihm beruhe, daran ist natürlich nicht zu denken, nicht nur wegen der Verschiedenheit seiner eigenen, rhetorisch geschulten Sprache von derjenigen dieses Textes. Er hat ihn von seiner ersten bis zur letzten Schrift gebraucht und er steckt ihm so fest in der Feder und im Kopfe, daß man mit Notwendigkeit annehmen muß, er habe die biblischen Schriften in eben diesem Texte kennen gelernt. Daraus folgt weiter, und zwar wieder beinah mit zwingender Notwendigkeit, daß dieser Text der offizielle Text der karthagischen Kirche zur Zeit Cyprians war: der Schriftgebrauch Tertullians zeigt, daß es einen offiziellen Text von anerkannter Autorität zu seiner Zeit in Karthago noch nicht gegeben hat. Er muß also zwischen Tertullian und Cyprian in der karthagischen Kirche eingeführt sein. Dieser von Cyprian gebrauchte Text ist also älter als Cyprian. Man könnte ihn zutreffend den karthagischen nennen, weil aber Cyprian der älteste zeitlich und örtlich genau bestimmte Zeuge von ihm ist und weil man an alle sonst sich findenden Reste dieses Textes zunächst die cyprianischen Zitate als Maßstab legen muß, um sie richtig zu bestimmen, so darf man und tut man wohl daran, wenn man ganz vorsichtig sein will, auch diesen Text cyprianisch zu nennen. Der in diesem Sinne cyprianische Text ist nicht in allen Einzelheiten mit dem cyprianischen Text im eigentlichen Sinne identisch. Denn da er älter ist, so muß man mit der Möglichkeit einer Veränderung nicht nur a priori rechnen, sondern man sieht sich dazu durch eine eindringende Vergleichung auch empirisch genötigt. Von diesem cyprianischen Text im weiteren Sinne hat es selbstverständlich ein Normalexemplar gegeben; die Tatsache dieses Textes konstatieren heißt nichts anderes als das Vorhandengewesensein des Typus, des Normalexemplars konstatieren. Dieser Text war ein afrikanischer Text, aber nicht der afrikanische Text, auch nicht der afrikanische Text zur Zeit Cyprians. Es sprechen zwar manche gute Gründe dafür, daß er nicht auf Carthago beschränkt und namentlich auch in Afrika weiter verbreitet war, aber sicherlich nicht überall, und gewiß differierten die Handschriften beträchtlich, auch wo er eingedrungen war.

Aus diesem Stande der Dinge ergeben sich zwei Aufgaben, deren eine der andern untergeordnet ist und die sich nicht überall scharf

von einander trennen lassen. Der in seinen Zitaten enthaltene Bibeltext Cyprians ist aus der handschriftlichen Ueberlieferung seiner Schriften zu konstruieren. Da diese aber, gerade hinsichtlich der Bibelzitate, sehr getrübt ist, so sind für ihre Beurteilung die Zeugen des cyprianischen Textes im weiteren Sinne von großer Bedeutung, und ihre mangelhafte Kenntnis ist nicht zum mindesten Schuld daran gewesen, daß die Rezension Cyprians durch Hartel verfehlt wurde. Cyprian aber kommt wieder als der wichtigste Zeuge desjenigen älteren Bibeltextes in Betracht, der nicht unmittelbar aus ihm, aber unter Zuhilfenahme der übrigen Zeugen mehr oder minder erkannt werden kann. Mehr oder minder. In manchen Fällen kann man, wo die Vergleichung möglich ist — und nur um die Stellen, wo diese möglich ist, handelt es sich bei der Recensio —, zu einem hohen Grade der Wahrscheinlichkeit kommen, in vielen wird diese zweifelhaft bleiben. Aber nach der Entscheidung zu streben und die Grade der Wahrscheinlichkeit in jedem Falle zu bestimmen, ist die Aufgabe der Recensio. Wer das verkennt, verkennt das Wesen der Aufgabe, die hier gar nicht so sehr viel anders liegt, wie bei irgend einem antiken Schriftsteller, wo man angesichts einer schwankenden Ueberlieferung doch nicht darum auf eine Recensio verzichtet, weil man niemals objektiv nachweisen kann, daß die, die man gewonnen hat, nun auch wirklich das Urexemplar darstellt.

Ich kann aber nicht glauben, daß der Vf. diese Aufgabe so ganz verkannt hat, wie es nach der Vorbemerkung zu seinem Textabdruck scheinen möchte. Er hat ja doch in den Einzeluntersuchungen von Fall zu Fall untersucht, welche von den verschiedenen Lesarten die primäre sei, und glaubt es auch in manchen Fällen bestimmen zu können. Was für ein Unglück wäre es denn gewesen, wenn er die Lesart, die er für die primäre hält, in den Text gesetzt hätte, da ja die andern Lesarten in dem Apparat am Fuß des Textes gestanden hätten und der Erkenntnis des objektiven Tatbestandes kein Abbruch geschehen wäre? Der Vf. hat sich dadurch um die Früchte seiner mühsamen Untersuchungen gebracht, denn nun muß man, um zu wissen, was er herausgebracht hat, fortwährend in den Einzeluntersuchungen blättern, und ich fürchte, das Interesse dafür wird bei wenigen Lesern so groß sein, daß sie sich diese Mühe machen.

Es scheint mir aber auch, daß der Vf. ursprünglich eine andere Absicht gehabt hat und schließlich kopfscheu geworden oder gemacht ist; denn das objektive Verfahren, daß er zu beobachten versprochen hat, ist gar nicht überall durchgeführt, sondern an manchen Stellen hat er offenbar seinem Kanon zum Trotz das in den Text aufgenommen, was ihm als das Primäre erschien.

So setzt der Vf. z. B. Mt. 7, 2 *metietur* mit k in den Text, Cyp.s *remetietur* in den Apparat. Ebenso steht Mt. 19, 12 *regna* im Text, *regnum* Cyp. im Apparat. S. 176 f. wird erklärt, Cyp.s zweimal übereinstimmend zitiertes *dixit dominus ad petrum* Lk. 22, 31 müsse »mit e (*ille autem dixit petro*) in zunächst unentschiedener Konkurrenz bleiben«. Im Text ist diese Konkurrenz zu Gunsten von e entschieden. Lk. 16, 8 wird für *in saeculum istut* e (= εἰς τὴν γενεὰν τὴν ἑαυτῶν), das von Cyp. ausgelassen ist, willkürlich *in saeculo isto* geschrieben. Mt. 8, 22 ist der Text aus k (*remitte mortuos sepelire mortuos suos*) und Cyp. (*sine mortui mortuos suos sepeliant*) zu *sine mortuos sepelire mortuos suos* kontaminiert. U. s. w.

Mitunter ist dabei sehr schwer zu erkennen, was des Vf.s eigentliche Meinung ist, wie Mk. 13, 2, wo im Text *resolvatur* mit k, im Apparat die Variante von Cyp. und e *dissolvatur* steht. In den Einzeluntersuchungen S. 199 heißt es darüber: »Im letzten Falle hilft wieder Cyprian, der Mk. 13, 2 das *dissolvere* von e gegen das *resolvere* von k für καταλύειν vertritt«. Darnach scheint der Vf. vielmehr für *dissolvatur* zu sein. Aber S. 131 schreibt er: »*dimittere* — *remittere* Mk. 11, 25 und *resolvere* — *dissolvere* Mk. 13, 2 sind bedeutungslos«. Dementsprechend gibt er in einer Art ausgleichender Gerechtigkeit Mk. 11, 25 wiederum Cyp. (*remittat*) gegen k (*dimittat*) den Vorzug.

Schlechthin unverständlich ist mir die Art, wie der Vf. die ntl. Zitate der pseudocyprianischen Schriften De duobus montibus, Computus de pascha, De Iudaica incredulitate und De rebaptismate bei der Textherstellung verwendet hat. Von dem Verhältnis der ntl. Zitate in diesen Schriften zu dem cyprianischen Texte ist auf den Seiten 255 bis 292 ein ganz schiefes Bild entworfen. Es sind nicht Reste des cyprianischen Bibeltextes, obwohl sie sich an manchen Stellen mit diesem in bemerkenswerter Weise berühren. Denn den Uebereinstimmungen halten die Abweichungen zum mindesten die Wage. Außerdem aber sind die Zitate in den drei erstgenannten Schriften an Zahl wie Umfang so gering, daß die Basis für die Vergleichung viel zu schmal wäre, um einigermaßen sichere Resultate zu ermöglichen, auch wenn die Differenz geringer und die Uebereinstimmung größer wäre. Trotzdem hat sich der Vf. nicht gescheut, nicht nur die Lesarten dieser Zitate in dem kritischen Apparat in gleicher Weise wie die der andern Zeugen zu berücksichtigen, sondern die Zitate auch in den Text selbst aufzunehmen, wo andere Zeugen fehlen. Dies ist besonders verhängnisvoll für den Text der Apg. geworden, die in der Schrift De reb. fast ebenso häufig wie in den echten Schriften Cyp.s zusammen angeführt wird. Von allen

diesen Stellen läßt sich aber, unmittelbar mit Cyp. und h zugleich, nur eine, Apg. 4, 12, vergleichen. Während nun diese beiden darin genau mit einander übereinstimmen (denn die Lesart *sub saeculo* st. *sub caelo* in dem Codex L von Cyprian wird man wohl mit dem Vf. für eine Verderbnis eben dieser Handschrift halten müssen), bietet das Zitat in Reb. auf die wenigen Worte nicht weniger als vier Varianten. Außerdem haben Cyp. und Reb. noch den kleinen Vers 8, 20 gemeinsam. Auch hier weicht Reb. von Cyp. viermal ab, wenn auch erheblich leichter, und die Abweichungen werden hier reichlich aufgewogen durch die Uebereinstimmung in der Wiedergabe der Präposition διά durch *per* statt durch den Ablativ und in der Uebersetzung von δωρεά durch *gratia* statt durch *donum*, was die Vulgata hier wie 2, 38 hat. Viel will das freilich nicht besagen, denn die Uebersetzung *gratia* hat auch die Vg. 10, 45 und 11, 17, wo dagegen Reb. *donum* hat, was Cyp. selbst auch 2, 38 bietet. Aus Apg. 8, 20 aber schließen zu wollen, daß die übrigen Teile des Textes der Apg. in Reb. sich zu dem cyprianischen Texte verhielten wie zu diesem der Text der Evangelienzitate in Reb., wo sich Abweichungen und Uebereinstimmungen einigermaßen gleich stehen, wäre mehr als verwegen. Wo der Evangelientext von Reb. neben dem von k oder e oder Cyp. steht, hat der Verf. jenem gelegentlich den Vorzug vor k und e, ja sogar vor Cyp. gegeben; so Mk. 10, 38, wo er mit Reb. *baptismate* für *baptiziationi* [1]) von k schreibt, zu dem S. 284 erstaunlicherweise bemerkt wird, es gehöre zu den Singularitäten von k, die einem afrikanischen ›Typ‹ von Bedeutung zuzuschreiben nicht statthaft sei, während diese Singularitäten (vgl. u. a *profetatio* Mt. 13, 14 *blasfematio* Mk. 14, 64) gerade für den altertümlichen Charakter von k sehr bedeutsame Beispiele sind. Ferner Mt. 17, 22 *in manus* mit Reb. statt *in manibus* mit e, ferner Jo. 3, 5 *caelorum* mit Reb. und e statt *dei* mit Cyp., obwohl dieser die Stelle viermal mit *dei* zitiert und S. 175 ausdrücklich anerkannt wird, daß dies ein Fehler nicht Cyp.s, sondern seines Bibeltextes sei, auf dessen Herstellung doch der Vf. nach S. 365 bei der Textherstellung sein eigentliches Absehen gerichtet hatte.

Zu der Inkonsequenz des Vf.s in der Behandlung des Textes kommen andere Umstände, die die Benutzung des Textes wie des Apparates erschweren.

Die Cyprianzitate sind, wie bemerkt, durch gesperrten Druck im Texte kenntlich gemacht, während der oder die Fundorte unter dem

1) Ueber die häufige Einschiebung von *i* in der Handschrift vgl. Sanday, Old-Latin Biblical Texts II p. CLXI. *baptiziatio* und *baptiziator* sind wohl aus *baptidiatio* und *baptidiator*, welches sich Mt. 11, 11 findet, zu erklären.

Texte innerhalb des textkritischen Apparates angegeben sind. Das geschieht auf folgende Weise, z. B. zu Lk. 6,22.23: Cy. III,3,16 p. 130,6. VI,12 p. 246,2. IX,12 p. 345,3. 58,2 p. 658,19; d. h. es wird die Nummer, die die cyprianische Schrift bei Hartel trägt, mit dem Kapitel und außerdem noch Seite und Zeile der Hartelschen Ausgabe notiert. Das scheint mir des Guten zu viel und die rasche Orientierung nur zu behindern. Kein Mensch kann verlangen, daß man die Reihenfolge der cyprianischen Schriften wie der Confirmand die der großen und kleinen Propheten im Kopfe hat. Worauf es ankommt, ist zu wissen, ob das Zitat aus den Testimonia, den kleinen Schriften oder den Briefen ist, weil die Ueberlieferung in diesen drei Gruppen verschieden ist und danach auch der Wert des Zitates verschieden sein kann. Zum Nachschlagen genügt die Angabe der Seitenzahl der allein in Betracht kommenden Hartelschen Ausgabe. Wichtig ist auch, daß man sofort sieht, wie oft die Stelle zitiert wird, was in des Vf.s Apparat, wie das gegebene Beispiel zeigen dürfte, einem mitunter vor lauter Zahlen kaum zum Bewußtsein kommt.

Etwas buntscheckig ist der textkritische Kommentar dadurch geworden, daß das Deutsche in den Erklärungen öfters mit dem Lateinischen wechselt, z. B. zu Mt. 6,6 ›*ad* in *adoraveritis* deletum est in k — *absconsodito*, *so* durchstrichen‹. Einmal habe ich auch eine englische Angabe gefunden (zu Mk. 9,21). Daß die formelhaften und ohne weiteres verständlichen Abkürzungen *corr* und *add* angewendet sind, ist nicht zu beanstanden. Aber peinlich ist es, wenn einem Rätsel aufgegeben werden, ohne daß irgendwo der Schlüssel dazu gegeben wäre, z. B. Mt. 5,29 om *ex* a *membris* 5,36 *tuo* k^1 s. l. oder k^2 6'4 *sic* l *sit* k 6,9 (Text: *pater noster qui es in caelis*) *hic* l *es* p *qui* k^1 s. r., add *est* p *caelis* k^3.

Aber das sind schließlich Nebensachen; die Hauptsache ist: geben Text und Apparat zusammen die Lesarten und Varianten des cyprianischen Textes treu und zuverlässig wieder? Ich habe Text und Apparat nicht Zeile für Zeile nachgeprüft, sondern mich mit Stichproben begnügt, aber ich fürchte, daß das Verzeichnis der Nachträge und Berichtigungen S. 611 ff. einer starken Erweiterung bedarf. Aus eigener Erfahrung weiß ich, wie schwer es ist, bei solchen Arbeiten Fehler zu vermeiden, und das Bewußtsein, den erforderlichen Grad von Akribie nicht erreichen zu können, hat mich nicht zum wenigsten veranlaßt, mich von diesem Gebiet zurückzuziehen. Also nicht um einen Stein auf den Autor zu werfen, sondern weil bei einem Buche dieser Art Zuverlässigkeit der tatsächlichen Angaben ein Haupterfordernis ist, gebe ich das Resultat meiner Prüfung wieder.

Mt. 2,5 fehlt im Apparat die Bemerkung *Iuda* k^1 *Iudaeae* k^2,

—11, daß *et* (so k für *ei*) nach *optulerunt* in k getilgt ist, —15 daß *ut adimpleretur* auf dem unteren Rande von k nachgefügt ist. 6, 9 heißt es im App. *adorate* k s. r. Es ist aber nicht das ganze Wort, sondern nur *ad* ausradiert, also war anzugeben *adorate* k[1] *orate* k[2]. 10, 37 fehlt die Angabe *aut matrem* om Cyp. Test. III cdd. LW. Lk. 6, 22 steht om *quando* e st. *quando* om Cyp. 7, 50 ist *ambula* l *vade* rebapt. umzukehren, *vade* hat Reb.

Mt. 2, 14 fehlt im Text *in* vor *aegyptum* 3, 11 *in aqua* nach *baptizo* 26, 29 *usque* vor *in* Lk. 14, 12 *neque fratres* nach *amicos tuos* 17, 8 *illi* nach *dicit*. 20, 38 war *omnes enim illi vivunt* zu sperren, weil es zu dem Zitat gehört, umgekehrt 21, 31 *ita et vos* nicht, weil es nicht mitzitiert wird. Mt. 19, 20 muß es *dicit* st. *dixit* heißen, ebenso Lk. 20, 37; Mt. 19, 17 *in* st. *ad* (s. S. 82 und 155); 27, 45 *super* st. *per*, da so Cyp. Test. II, 23 die cdd. LM haben.

Mt. 1, 23 fehlt im Apparat die Angabe, daß Cyp. Test. II, 6 *vocabitis* st. *vocabunt* hat, was nach des Vf.s Kanon in den Text aufzunehmen war. 7, 25 ist nach k als Text gegeben *advenerunt flumina, venerunt venti*, dazu im App. *venerunt* l *adv*. Cy. III cod. L. Die Variante gehört aber nicht zu *advenerunt*, sondern zu *flaverunt* — *flaverunt venti* haben alle Cyprianhandschriften außer L und M, welch letztere *advenerunt venti* hat — außerdem haben alle Handschriften *venerunt flumina*, welcher Lesart der Vf. nach seinem Kanon den Vorzug geben mußte. (De un. c. 2 haben allerdings die meisten Handschriften *advenerunt flumina, venerunt venti*.) 10, 19 heißt es im App.: om *quomodo aut* k. Dies fehlt aber auch Cyp. Test. III, 16; ep. 10, 3. 57, 4. 58, 5 in allen, ep. 76, 5 in zwei, Ad Fortun. in einer Handschrift und durfte also nicht in den Text aufgenommen werden. Ferner hätte bemerkt werden müssen, daß *dabitur — loquamini* ebenfalls nicht nur in k, sondern auch Test. III, 16 in den cdd. WLMB und in je einer Handschrift ep. 10, 3; 57, 4 und 76, 5 fehlt. Es ist sehr wohl möglich, daß es schon in der gemeinschaftlichen Quelle von k und Cyp. fehlte. Lk. 6, 12 ist als Text nach e gegeben: *factum est autem in illis diebus exire illum*, dazu im App. *exiit* l *factum — illum* Cy. Der Vf. glaubt also, Cyprian habe die Umschreibung mit *factum est* willkürlich geändert. Aber hätte er dann nicht *illum* in *ille* verwandelt und *in illis diebus* beibehalten? Die Lesart der Texte b f q vg *factum est in illis diebus exiit* zeigt, daß Cyp. nichts geändert, sondern nur die ersten Worte des Verses weggelassen hat. Dementsprechend war der Text zu gestalten. Uebrigens zitiert Cyp. die Stelle einmal mit *exivit*, einmal mit *exiit*. Lk. 18, 13 Text *neque oculos volebat ad caelum levare*, App. *volebat in caelum* e mit einem Haken davor, der Umstellung bedeuten soll; gemeint ist, wie S. 164

zeigt, daß e *in caelum volebat* hat. Darnach ergibt sich e silentio, daß der Text auf Cyp. beruht. Es hätte aber angegeben werden müssen, daß so bei Cyp. — wenigstens nach Hartel — nur in einer Handschrift gelesen wird, in allen andern *neque oculos suos levabat ad caelum*, was auch in den Text aufzunehmen war, wenn nicht ganz besondere Gründe bestanden, jener einen Handschrift zu folgen, worüber weder im App. noch in den Untersuchungen etwas angemerkt ist.

Wenn diese und andere Fehler unabsichtlich entstanden sind, so begegnet nicht weniges im Text, was ebenfalls auf den ersten Blick auf Versehen zu beruhen scheint, gleichwohl aber mit Vorbedacht aufgenommen ist. Dies erklärt sich daraus, daß der Vf. ›Fehler, Paralleleinwirkungen, Kürzungen, Freiheiten und dergleichen Varianten, die eine textkritische Bedeutung in keiner Weise beanspruchen können, stets in den Apparat verwiesen hat, welcher Zeuge immer sie vertrat‹ (S. 365).

Was heißt das? Wenn jemand den griechischen Text der Evangelien zu rezensieren hat, so wird er die stilistische Eigenart eines jeden Evangeliums so genau wie möglich feststellen und die Varianten der Handschriften sorgfältig darauf prüfen, welche von ihnen auf Parallelwirkungen zu erklären sind, und diese in den Apparat verweisen, gleichviel welcher Zeuge sie vertritt. Aber wer es mit dem Text lateinischer Evangelienübersetzungen des dritten Jahrhunderts zu tun hat, darf der solche und andere Fehler einfach eliminieren? Können diese nicht gerade für diese Zeit charakteristisch sein? Welchen Wert haben die Zeugen dieses Textes noch, wenn sie zunächst einmal derartig gereinigt werden? Kommt etwa auf diese Weise etwas ›Geschichtliches‹, kommt etwas anderes heraus als eine ›vollkommen imaginäre Textgröße‹? Vernünftigerweise kann nur gefragt werden, was hat Cyprian an seinem Text für seine Person willkürlich oder unwillkürlich geändert, was haben k und e für Fehler, die nur ihrer zufälligen Form, nicht aber ihrem Typus eignen? und nur solchen Fehlern kann eine textkritische Bedeutung oder vielmehr eine Bedeutung für den zu erschließenden Text abgesprochen werden.

Tatsächlich hat der Vf. nun wohl auch manchmal so gefragt, aber häufig hat er dieser Vorbemerkung entsprechend sich auf einen Standpunkt gestellt, als wenn es sich um die Rezension des originalen Bibeltextes handle. Er hat die, wie ich glaube, richtige Beobachtung gemacht, daß Cyprian, so treu er auch im allgemeinen den Bibeltext zitiert, doch ihn gelegentlich leicht modifiziert. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß in der Bibel Cyp.s Jo. 15, 18. 19 κόσμος mit *saeculum* übersetzt war (s. Test. III, 29) und er doch diese Stelle Ad

Fort. c. 11 Anf. mit *mundus* zitierte. Man braucht darum nicht den Einfluß einer andern Bibelübersetzung anzunehmen, ebensowenig, wenn er in Bibelzitaten gelegentlich zwischen *agape* und *caritas*, *felix* und *beatus* wechselt. Hier wird, wie der Vf. richtig bemerkt, Cyprian seinem eigenen Sprachgebrauch Einfluß auf den biblischen Ausdruck eingeräumt haben. Ebenso sehe ich mit dem Vf. eine von Cyp. selbst vorgenommene Verfeinerung des Ausdrucks darin, wenn er Mt. 10, 29 in ep. 59, 5 *neuter* st. *unus non*, vielleicht auch, wenn er ep. 73, 19 Lk. 16, 8 *prudentiores filiis* st. *prudentiores super filios* schreibt.

Allein man muß in der Annahme solcher Aenderungen außerordentlich vorsichtig sein. Es läßt sich in den Fällen, wo Cyp. von den andern Zeugen abweicht, wohl manchmal feststellen, daß seine Lesart jünger ist, aber nur selten, ob sie ihm selbst oder seinem Bibeltext angehört oder ob sie auf der Verderbtheit seiner Ueberlieferung beruht. So macht in dem zweiten der angeführten Fälle mich bedenklich, daß *filiis* auch von f und vg geboten wird. Lk. 12, 47 möchte man *paruerit voluntati* st. *ad voluntatem* gern für eine Verbesserung Cyp.s halten, aber er zitiert zweimal übereinstimmend so und zwar einmal in den Testimonien. Mt. 8, 20 ist das korrekte *cubilia* bei Cyprian sicherlich eine Aenderung des vulgären *cubicula* in k (*volpes cubicula habent*). Liegt es nicht am nächsten, Cyp. selbst die Aenderung zuzuschreiben? Aber das Zitat findet sich in den Testimonien, wo eine willkürliche Aenderung des Bibeltextes sehr unwahrscheinlich ist. Folglich wird man annehmen müssen, daß diese wie die vorhergehende Variante dem Bibeltexte Cyp.s angehörte. Dagegen kann nicht der geringste Zweifel bestehen, daß z. B. Mt. 10, 29 *sine patris voluntate* kein Autoschediasma Cyp.s ist; das beweist das Vorkommen der Lesart in verschiedenen altlateinischen Bibeltexten. Daß sie aber, wie origineller so auch älter als das *sine patre* von k und somit auch dem cyprianischen Text im weiteren Sinne zuzuschreiben ist, zeigt die Uebereinstimmung mit Tertullian. Nichtsdestoweniger verweist der Vf. die cyprianische Lesart in den Apparat, mit der Begründung, daß es eine in den Text eingedrungene Exegese sei. Dabei aber hat er den Begriff des eigentlichen Fehlers so wenig festgehalten, daß er die vorher genannten Varianten Cyp.s, die er nach seinen eigenen Erörterungen als mehr oder weniger textkritisch belanglos ansieht, sämtlich in den Text aufgenommen hat.

Auf diese Weise ist die Textherstellung in ein solches Schwanken geraten, daß man nie im voraus wissen kann, wessen man sich zu versehen haben wird. Dafür nur noch einige Belege.

Lk. 18, 8 ist *verum* vor *filius* in den Text aufgenommen, obwohl Cyp. es an den beiden Stellen, wo er den Vers zitiert, ausläßt und

zwar in Uebereinstimmung mit verschiedenen altlateinischen Texten. Dagegen streicht der Vf. Lk. 1,41 *elisabet* gegen e mit einer einzigen, allerdings besonders wichtigen Handschrift der Testimonia. Lk. 9,24 zieht er *illam* von e dem *animam suam* von Cyp. vor, weil e Tertullian, der *eam* schreibt, nahe kommt. Lk. 17,31 soll die Lesart Cyp.s *qui in agro est* st. *in agro similiter* in e sich daraus erklären, daß das Zitat bei Cyp. aus dem Zusammenhang gelöst sei. Aber das gilt allenfalls für das ausgelassene *similiter*, nicht aber für den Relativsatz, den, ohne die Copula, auch die Vg. und altlateinische Texte haben. Jo. 3,6 8,44 10,18 ist *enim* mit e gegen Cyp. ausgelassen, obwohl Cyp. an allen Stellen Unterstützung bei altlateinischen Texten findet. Für die Auslassung wird als Grund der griechische Text geltend gemacht. Dagegen wird mit Cyp. gegen das Griechische Mt. 16,19 zweimal *et in caelis* geschrieben, wo e das *et* nur das erste Mal hat. Wiederum wird Mt. 18,20 *et* (vor *ego*) mit e gegen Cyp., aber auch gegen das Griechische zugesetzt und Cyp. gescholten, daß er eine gewisse Neigung habe, *et* im Sinne von ›auch‹ fortzulassen, vielleicht weil es ihm in dieser Bedeutung nicht recht geläufig gewesen sei (sic!).

Bei dem Mangel an Sicherheit in den tatsächlichen Angaben und Festigkeit in der Gestaltung des Textes wird man nach wie vor besser zu den Einzelpublikationen greifen. Sie zu ersetzen ist übrigens auch nicht die Absicht des Vf.s gewesen, da er die Handschriften nicht von neuem verglichen hat, was sich übrigens nach der von andern darauf verwandten Mühe auch kaum verlohnt haben würde. Doch hat der Vf. Hartels Codices LWTR nachgeprüft, was lebhaften Dank verdient. Er fand die Kollation von W fast durchgängig zuverlässig, dagegen die der wichtigen Handschrift L sehr fehlerhaft. Eine Verbesserung dieser Kollation in den Testimonien wird S. 33f. Anm. 2 mitgeteilt. Leider sind dem Vf. dabei wieder einige Unklarheiten und Versehen untergelaufen. Er notiert als Lesarten von L: p. 44,16 der Hartelschen Ausgabe *noluistis* st. *noluisti*, aber nach Hartel hat L *non voluistis.* 65,3 *erat;* es ist nicht klar, worauf sich die Angabe bezieht, da Hartel im Text Z. 3 dreimal *erat* hat, wofür nach ihm L an erster und dritter Stelle *fuit* bietet, an zweiter (e silentio) *erat.* 113,21 *abundabit* st. *hab—*; nach Hartel hat L *habundavit*, bezieht sich die Abweichung auch auf die Endsilbe? 114,5 non addit *et;* H. bemerkt nichts über *et* in L, ist *et* hinter *clodos* gemeint? 145,18 *ea* in rasura; H. gibt an: *de his* L, sed s. l. *ea*, über *de his* schweigt der Vf. Da er aber 145,21 *de his*, aber s. l. m. 2 *ea* anführt, so scheint H.s Angabe von Z. 18 vielmehr zu Z. 21 zu gehören. 169,22 *prudentiam;* da H. *inprudentiam* L[1] notiert, woraus sich e silentio

prudentiam L² ergibt, so wäre eine genauere Angabe erwünscht. — Es ist schade, daß der Vf. nicht auch BM nachverglichen hat, man kommt unwillkürlich auf den Verdacht, daß auch außer 120, 21, wo es evident ist, wie auch der Vf. bemerkt hat, Verwechselungen der Siglen L und B oder auch M bei Hartel stattgefunden haben.

Besondere Beachtung und Lob verdient der Abschnitt des Buches über die Textgeschichte Cyprians und seiner Zitate. Die Bibelzitate sind in den Handschriften Cyp.s außerordentlich widerspruchsvoll überliefert. Für die Beurteilung der Varianten ist nicht nur wichtig ihr Verhältnis zu den Handschriften k e und h, sondern auch das Verhältnis der wiederholt zitierten Stellen untereinander. Merkwürdigerweise hat sich Hartel auch um diese Erkenntnisquelle nicht gekümmert, die der Vf. in Verbindung mit jener andern erfolgreich benutzt hat. Durch eine Auswahl charakteristischer Wortvarianten hat er auf S. 62 ff. mittelst einer übersichtlichen Tabelle das Verhältnis der gleichen Zitate in den verschiedenen Schriften Cyp.s anschaulich gemacht. Hierbei stellt sich heraus, daß sich durchweg die besondere und eigenartige Lesart in den Testimonien, die schließlich zur Vulgata gewordene in den übrigen Schriften findet. Dies Verhältnis war von vornherein zu erwarten. Denn es ist selbstverständlich, daß der Autor sich da, wo er ausschließlich Bibeltext, unter bestimmte Gesichtspunkte gebracht, darbietet, strenger an den Wortlaut bindet als da, wo er ihn im Zusammenhang gelegentlich zitiert. Das bemerkenswerte bei Cyp. ist, daß auch diese gelegentlichen Zitate so genau mit den Testimonien übereinstimmen und die Abweichungen immer nur Einzelheiten bei Uebereinstimmung im ganzen betreffen. Dazu kommt noch, daß die Testimonien einen ganz besonders guten handschriftlichen Zeugen, L, haben, der in den kleinen Schriften fehlt. Im übrigen zeigen gerade die Handschriften der Testimonia, welcher Entartung der biblische Text in der Ueberlieferung ausgesetzt war. An den Ergebnissen, die der Vf. auf seiner Tabelle darbietet, ist indessen ein kleiner Abstrich zu machen, denn das Bild entspricht darum der Wirklichkeit nicht vollkommen, weil nur die aus der Rezension der Handschriften gewonnene Lesart berücksichtigt ist, nicht aber die tatsächlichen Varianten. Zieht man diese in Betracht, so gewinnt man für die Beurteilung des Bibeltextes bei Cyp. doch noch einen genaueren Maßstab. So ist ἀγάπη Rom. 8, 35 zwar in der Schrift Ad Fort. mit *caritas*, in den Testim. mit *agape* wiedergegeben, aber nur in der einzigen Handschrift L, die für die Schrift Ad Fort. nicht zur Verfügung steht, während alle übrigen Handschriften der Test. ebenfalls *caritas* haben (nur L² *dilectio*). 1. Jo. 4, 16 kommt für *agape* in den Test. zu L noch das Zeugnis von B, aber B fehlt so gut wie L

in der Schrift De unitate, wo dafür *dilectio* steht. Aehnlich steht es mit der Uebersetzung von μακάριος. In den Test. steht Mt. 5,10 dafür *felix* nur in LB, die übrigen Handschriften haben wie die von Ad Fort. c. 12 *beatus*. Aber auch die Handschriften von Ad Fort. geben c. 8 in Lk. 12,37 sämtlich *felix*, während dies an derselben Stelle Test. p. 123,8 zwar die Mehrzahl, Test. p. 87,10 nur WL tun. Wenn ferner 1. Kor. 6,18 πορνεύω in den Test. mit *fornicor* übersetzt ist, so darf nicht übersehen werden, daß diese Uebersetzung statt *moechor* auch ep. 55,26 von zwei Handschriften, C R, geboten wird, denselben, die auch ep. 6,1, wie der Vf. S. 52 mit Recht hervorhebt, in Mt. 28,20 mit VL[1] für das ursprüngliche *saeculi* st. *mundi* eintreten.

Es ist daher sehr wahrscheinlich, daß es in manchen Fällen lediglich Schuld der handschriftlichen Ueberlieferung ist, wenn wir jetzt die ursprüngliche Lesart in den Bibelzitaten bei Cyp. nicht finden. Wo aber auch nur eine einzige Handschrift eine von der Vulgata abweichende Lesart bietet, verdient sie die höchste Beachtung, wenn sie mit k e oder h übereinstimmt, denn die Entwicklung zur Vulgata ist in den Handschriften durchaus das vorherrschende. An sich ist es denkbar, daß auch einmal umgekehrt die Rückbildung von der Vulgata zu einem älteren Typus erfolgt ist, allein es müssen schon sehr starke Gründe sein, die das in einem vorkommenden Falle wahrscheinlich machen sollen. Es ist nicht zu begreifen, warum der Vf. das bei Hartel p. 312,14 von S gebotene *saeculi* st. *mundi* nicht anerkennen will, da es in demselben Zitat, 1. Jo. 2,16 an drei anderen Stellen in allen Handschriften und in h steht, oder p. 406,2 *saeculo*, wo die Sache ähnlich liegt; denn daß hier, wie der Vf. S. 50 andeutet, der Kontext für *mundo* spreche, stellt sich als unrichtig heraus, sobald man das Zitat mit dem Kontext etwas genauer vergleicht. Es ist eine erstaunliche Behauptung, daß *agapes* in Gal. 5,22 p. 279,5 sich als eine künstliche und sekundäre Herstellung afrikanischen Textes schon an der lateinischen Formbildung *agapes* verrate (S. 47), da doch *agapes* dieselbe Handschrift V auch Test. p. 167,18 bietet, wo *agape* durch LB gesichert ist.

Ueberall, wo bei Cyp. ein Bibelzitat in Parallelstelle vorliegt, muß, wenn sich an einer Stelle die Vulgata als Variante findet, diese zunächst für verdächtig gelten, und liegt der Fall so, wie unter Nr. 14 der Tabelle, daß 1. Tim. 6,10 an einer Stelle *erraverunt*, an drei andern *naufragaverunt* steht, so darf man sich nicht bedenken, die Vulgata der Ueberlieferung auf Rechnung zu schreiben. Denn man kann sich wohl vorstellen, daß Cyp. unwillkürlich *beatus* für *felix*, *verbum* für *sermo* oder *mundus* für *saeculum* schreibt, aber nicht *erraverunt* für *naufragaverunt*. Das konnte er nur, wenn er entweder

auf das griechische ἐπλανήθησαν zurückging oder unter den Einfluß einer anderen Uebersetzung geriet. Da beides nicht nachzuweisen ist und die zweite Annahme schon darum unwahrscheinlich ist, weil die dreimalige übereinstimmende Anführung beweist, daß er das Zitat fest im Kopfe hatte, so ergibt sich der Schluß mit Notwendigkeit.

Derselbe Grundsatz, der bei Differenzen innerhalb der cyprianischen Schriften zu befolgen ist, muß auch bei Differenzen zwischen Cyp. — besonders bei nur einmaliger Anführung — und den Handschriften k e und h gelten. Natürlich ist hier der Schluß auf den von Cyp. benutzten Bibeltext minder sicher, nicht aber, worauf mehr ankommt, auf den dahinter liegenden Text.

Diese Grundsätze sind dem Vf. nicht fremd, aber er wendet sie nicht konsequent an, sein Urteil ist unsicher und oft werden dieselben Gründe für entgegengesetzte Entscheidungen angeführt. S. 143 heißt es, wenn Mt. 24, 12 für ἀνομία *iniquitas* und Lk. 22, 37 für ἄνομος *iniustus* biete, so schlösse sich die Handschrift zweifellos dem griechischen Ausdruck näher an als Cyp.s *facinus* und *facinerosus*, aber diese Vokabeln hätten ihre singuläre Bezeugung für sich und ihr Verdrängtwerden ließe sich leichter verstehen als ihr Eindringen. S. 179 *iniquitas* und *iniustus* seien einwandfreie und regelmäßige Uebersetzungen, aber *super filios* Lk. 16, 8 und *ad voluntatem* Lk. 12, 47 in e starke Härten. S. 173 dagegen Lk. 12, 47 und ebenso Lk. 16, 8 habe e die größere Wahrscheinlichkeit für sich. Im Text folgt der Vf. Mt. 24, 12 Cyp., Lk. 22, 37 e, Lk. 12, 47 und 16, 8 dagegen wieder Cyp. S. 169 schreibt er, wenn Cyp. Mt. 24, 23 mit dem Griechischen gegen e die Copula *est* weglasse, so stehe er damit dem Archetypus der afrikanischen Uebersetzung wesentlich näher. Dagegen beweise nichts, wenn er umgekehrt Lk. 24, 44 *sunt* einschiebe, denn hier sei e vielleicht nach dem Griechischen korrigiert. Nach S. 172 f. ist Lk. 5, 16 Cyp.s *ipse autem fuit secedens in solitudines et adorans* gewiß älter als e, weil Cyp.s Uebersetzung so wörtlich wie möglich sei. Wenn dagegen k Mt. 6, 26 μᾶλλον διαφέρει αὐτῶν *plurimum distatis ab eis* übersetzt, so möchte der Vf. derartige Wörtlichkeiten für eine engbegrenzte Spezialität halten und trägt Bedenken, sie für einen im 3. Jahrh. herrschenden afrikanischen Typ zu rezipieren (S. 128). U. s. w.

Es gibt aber für den cyprianischen Text außer den negativen Kriterion der Abweichung von den von Hieronymus revidierten und den ihm vorausgehenden sogen. europäischen Texten auch ein positives Kriterien, seine aus inneren Gründen und durch Vergleichung nach der anderen Seite, namentlich mit Tertullian, erkannte Eigenart. Auch dessen ist sich der Vf. wohlbewußt und er hat von diesem

Kriterion in vielen Fällen zutreffenden Gebrauch gemacht, nur daß er leider auch dabei oft inkonsequent verfahren ist.

Der Bibeltext Cyp.s ist nicht nur in dem Sinne einheitlich, daß die Zitate derselben Stelle in den verschiedenen Schriften Cyp.s übereinstimmen, er ist es auch innerlich, und der cyprianische Text im weiteren Sinne ist es in noch höherem Maße, insofern als der Text dieselben charakteristischen Eigentümlichkeiten in seinen verschiedenen Teilen zeigt. Dies hat der Verf. richtig erkannt, und er hat in dem Schlußkapitel seiner Untersuchungen eine Charakteristik des cyprianischen Textes unternommen, die zweifellos den besten Teil seines Buches bildet. Diese Einheitlichkeit besteht übrigens, wie hier bemerkt sein mag, nicht nur innerhalb des NT., sondern erstreckt sich, wie eine darauf gerichtete Untersuchung sicher ergeben würde, auch auf das AT. Sie ist nun allerdings nicht so zu verstehen, als ob überall dasselbe griechische Wort mit demselben lateinischen wiedergegeben oder unter gleichen Umständen immer das gleiche Uebersetzungsprinzip angewendet wäre. Eine solche Gleichmäßigkeit wäre auch von einem und demselben Uebersetzer nicht zu erwarten, aber in dem cyprianischen Texte finden sich solche Gegensätze einer bald pedantisch gebundenen, bald frisch und lebendig, geradezu persönlich empfindenden Uebersetzungsweise, daß man ihn nicht als eine neu geschaffene Uebersetzung, sondern nur als eine Redaktion vorhandener Uebersetzungen, ähnlich der späteren Revision des Hieronymus, auffassen kann. Was der Vf. S. 131 von k sagt, daß wir in dieser Handschrift neben den wörtlichen Uebersetzungen auch freie fänden, gilt für den cyprianischen Text überhaupt, und der Vf. hat Recht, daß wir weder die eine noch die andere Art für absolut älter oder jünger halten dürfen: finden wir doch denselben Wechsel auch schon bei Tertullian (vgl. meine Neuen Fragmente der Weingartener Prophetenhandschrift, 1899, S. 46 ff.). Charakteristisch für den cyprianischen Text ist, daß er gleichmäßig in allen Teilen gewisse Besonderheiten der einen wie der anderen Art erhalten hat, die in der Vg. geschwunden oder ganz selten sind. Neben dem Besonderen steht oft das Gewöhnliche, und man darf sich nicht wundern, wenn an Stelle eines als charakteristisch erkannten Ausdrucks gelegentlich oder auch öfter das später übliche eintritt. Wo aber die Zeugen des cyprianischen Textes unter einander differieren, wird es meist nicht schwer sein, zwischen ihnen zu entscheiden. So wird man ohne Bedenken die eben erwähnte Lesart von k Mt. 6, 26 für älter als die Cyp.s halten dürfen, da Tertullian an der Parallelstelle 10, 31 *multis passeribus antistatis* schreibt, wo auch k wie Cyp. 6, 26 *pluris estis* hat[1]). Ohne Zweifel

1) So und nicht *plures* ist bei Cyp. zu lesen. In solchen Dingen darf man

ist Mt. 5,23 das *commemoratus* von k der von Cyp. gebotenen Vulgata *recordatus* vorzuziehen, das durch die, übrigens von dem Vf. selbst angeführten Parallelen in e und Cyp. als cyprianisch erwiesen ist und in der Vg. außer Baruch 3,23 (nicht von Hieronymus übersetzt) nur in Sap. und Sir. vorkommt, die beide in dem cyprianischen Texte vorliegen[1]). Eine wunderliche Meinung ist es, daß man Mt. 6,9 und Mk. 11,24 kaum fragen dürfe, ob *adorare* in k oder *orare* Cyp. = προσεύχεσθαι älter sei, angesichts der Tatsache, daß *adorare* in der Vg. nur für προσκυνεῖν steht, προσεύχεσθαι ebenso regelmäßig mit *orare* übersetzt wird, während k auch sonst gewöhnlich *adorare* für προσεύχεσθαι hat und dieses gelegentlich auch in h und e und bei Cyp. selbst erhalten ist. Keine Frage ist, daß Mt. 6,2 das farblose *consecuti sunt* in k eine Abschwächung des frischen, der Art nach mit *naufragaverunt* zu vergleichenden *compensaverunt* bei Cyp. ist. Ebenso zu beurteilen ist das prächtige *sine causatione* Rom. 2,1, das nur von cod. L geboten wird, wofür der Vf. das blasse *sine excusatione* anderer Handschriften setzt, nachdem er die Lesart von L als ›Fehler‹ ausgemerzt hat (S. 37 f.). Auch Rom. 3,16 muß dem seltenen *contribulatio* für σύντριμμα in den Handschriften B V, das der Vf. nicht einmal in den Apparat aufgenommen hat, gegen die Vulgata *contritio* zu seinem Recht verholfen werden, denn auch Sir. 35,22 und 23 und Hierem. 2,20 bei Cyp. Test. III,59 ist συντρίβειν mit *contribulare* übersetzt. Und so wird sich manches, was der Vf. unentschieden gelassen oder anders beurteilt hat, mit derjenigen relativen Sicherheit entscheiden oder berichtigen lassen, mit der man sich in solchen Untersuchungen begnügen muß, auf die man aber auch nicht verzichten darf, wenn man solche Untersuchungen für berechtigt und wünschenswert hält.

Es soll aber nicht verschwiegen werden, daß der Vf. nicht nur das Prinzip, auf das es ankommt, wohl erkannt, sondern daß er auch viele richtige Beobachtungen im einzelnen gemacht hat. In den lexikalischen Verzeichnissen des Schlußkapitels und in Zusammenstellungen, wie sie in den Anmerkungen zu S. 237 ff. und an anderen Orten gegeben sind, steckt nicht nur mühsame, sondern auch fruchtbare Arbeit. Auf dem lexikalischen Gebiete läßt sich das Verhältnis der Texte zu einander am leichtesten darstellen. Wenn man sieht, wie *suppedaneum* für ὑποπόδιον in den Evv. zweimal in k, in der Apg. einmal in h und

nicht wie der Vf. S. 48 mit den ›besten‹ Handschriften gehen, denn Cyp. ist nicht so gedankenlos gewesen, einen solchen Unsinn durchzulassen; ebensowenig wie man ihm zutrauen darf, Apk. 1,13 *pudorem* st. *poderem* gelesen zu haben.

1) Nicht zu vergleichen ist Apg. 10,31 *eleemosynae tuae commemoratae sunt*; in Sap. steht *commemorari* mit dem Akk., in Sir. mit dem Genitiv.

Ps. 109,2 und Es. 66,1 auch bei Cyp. vorkommt, wogegen die Vg. das Wort überhaupt nicht kennt, sondern überall dafür *scabellum* setzt — achtmal im NT. — wie auch a b f in den Evv. neben gelegentlichem *sub pedibus*, oder wie φορτίον von k und Cyp. Mt. 11,30 mit *sarcina* und so auch das sinnverwandte βάρος Apg. 15,28 von Cyp. übersetzt wird, b f vg aber für φορτίον in den Evv. dreimal, a und auch e zweimal *onus* haben, einmal indessen *sarcina* auch in a e f vg, sonst aber im NT. in vg niemals und im AT. im Bilde auch nur einmal und zwar bei Sirach erscheint, übrigens *onus* für βάρος auch bei Cyp. Gal. 6,2 steht: so wird durch diese Beispiele einmal die innere Uebereinstimmung des cyprianischen Textes in den verschiedenen Teilen der Bibel im Unterschied von der Vulgata, aber auch der verschiedene Zeugenwert von e und k und durch das zweite Beispiel zugleich die eigentümlichen Wechselbeziehungen des cyprianischen Textes zur Vg. und umgekehrt der Vg. zu jenem, in dem einmaligen Vorkommen von *sarcina*, illustriert.

Unerläßlich aber ist in jedem einzelnen Falle eine durchgehende Vergleichung mit der Vg. und, soweit das möglich ist, mit den sogen. europäischen Texten, wenn nicht unsichere oder auch falsche Urteile entstehen sollen. So erklärt der Vf. zu Unrecht S. 151, daß *manducare* in der lateinischen Bibel das primäre sei und nur zuweilen schon durch *edere* in k und e verdrängt werde. Das gerade Gegenteil ist richtig; *edere* ist auf dem Rückmarsch gegen *manducare*, das in der Vg. im NT. 140mal vorkommt, während *edere* sich nur 18mal findet. Es mag sein und ist äußerst wahrscheinlich, daß beide von vornherein gleichzeitig in der Bibelübersetzung angewandt sind; aber daß *manducare* sich im Lauf der Zeit immer mehr vorgedrängt hat, ergibt sich deutlich aus der Vergleichung der Texte. In Mt. steht *edere* in k 6mal, in e 5mal, in a 1mal, in b 2mal, in f vg 3mal; *manducare* in k 6mal, in e 3mal, in a b 21mal, in f 22mal, in vg 16mal. In Mk. ändert sich das Verhältnis: *edere* weder in k noch e, 1mal in f vg, 2mal in b, 19mal in a; *manducare* k 8, e 5, a 8, b 21, f vg 25. Lk. *edere* e 2, a 13, b 6, f 4, vg 6; *manducare* e 28, a 18, b 27, f 28, vg 27. Jo. *edere* e 7, a 3, b 4, f vg keinmal; *manducare* e 13, a b 16, f vg 20[1]). Daß Tertullian in seiner Bibel meist *manducare* las, wie der Vf. sagt, ist unrichtig. Er spielt im

1) Vg hat außerdem siebenmal *comedere*. Zu berücksichtigen ist bei diesen Zahlen, daß nicht nur k e ganz fragmentarisch, sondern auch a b nicht lückenlos überliefert sind. Vereinzelt sind statt *edere* und *manducare* außer *comedere* auch noch andere Wendungen gebracht, wie *consumere* k e, *cibum capere* a b, *devorare* b f vg. Bezeichnend ist, daß Mt. 15,27 in allen Texten *edere* erhalten ist, wo das Subjekt *catelli*, bzw. *canes* ist.

ganzen achtmal auf Evangelienstellen an, in denen der Begriff des Essens zum Ausdruck kommt. Dabei gebraucht er fünfmal *edere*, dreimal *manducare*.

Man sieht, daß bei dieser Vergleichung auch ein interessantes Resultat für a abfällt, da hier das Verhältnis von *edere* und *manducare* in Mt. und Jo. gerade umgekehrt wie in Mk. und Lk. ist, ein Zeichen, daß dieser Text nicht einheitlich ist. Denn dies Verhältnis ist nicht zufällig. Sanday hat in den OL. Bibl. Texts II, p. CCXXVII eine Uebersicht über die Uebersetzung von κώμη in a b d e k gegeben. e und k kennen dafür nur *castellum* (es lassen sich aus ihnen alle Stellen bis auf zwei belegen). Mit ihnen stimmt a in Mt. und Jo. (dreimal in beiden); dagegen hat a in Mk. nur *municipium* (sechsmal), in Lk. einmal *castellum*, dreimal *municipium*, siebenmal *vicus*. Ebenso zeigen sich Mt. und Jo. in a nah verwandt in der Uebersetzung von ἀρχιερεύς, das in Mt. fast ausschließlich mit *princeps sacerdotum* wiedergegeben ist, nämlich 23 mal, einmal *princeps* allein, in Jo. überwiegend, nämlich 18 mal, dreimal *sacerdos*. Dagegen steht in Lk. nur einmal *princeps sacerdotum*, 14 mal *pontifex*, in Mk. sechsmal *princeps sacerdotum*, viermal *summus sacerdos*, viermal *pontifex*, dreimal *pontifex sacerdotum*, offenbar eine Mischung aus *pontifex* und *princeps sacerdotum*. Während das Verhältnis der Teile von a untereinander in allen drei Beispielen dasselbe ist, wechselt dagegen das Verhältnis der Teile zu dem cyprianischen Text, der nach dem Zeugnis von Cyp. k und h in den Evv. und der Apg. zwischen *pontifex* und *sacerdos* schwankt. Daß in der Vg. in den Evv. ähnlich komplizierte Verhältnisse wie in a vorliegen, hat Nestle einmal u. a. gerade auch an diesem Beispiel gezeigt (American Journ. of Theology 1901, 502). Sie hat in Mt. ausschließlich *princeps sacerdotum* (25 mal), in Lk. 14 mal und einmal *summus sacerdos*, dagegen in Mk. überwiegend *summus sacerdos* (17 mal, neben viermal *princeps sacerdotum* und je einmal *pontifex* und *sacerdos*), Jo. aber 19 mal *pontifex*, einmal *princeps sacerdotum*, einmal *princeps*.

Diese Beispiele zeigen, daß die Vergleichung nicht nur Unterschiede, sondern auch Uebereinstimmungen zu Tage fördert, die ein neues Problem stellen. Wie ist das Vorkommen anscheinend afrikanischer Elemente in europäischen Texten und anscheinend europäischer in afrikanischen zu erklären? Sind überhaupt die afrikanischen und europäischen Texte fundamental verschieden und sind diese Ausdrücke in diesem Sinne berechtigt? Die Warnung, die Sanday a. a. O. p. CCLV vor einer vorschnellen Beantwortung dieser Frage aussprach, ist gewiß auch heute noch berechtigt. Die Evangelienhandschriften a b f sind in Oberitalien geschrieben. Es läßt sich zwar nicht beweisen,

daß der Vercellensis, a, von der Hand des Bischofs Eusebius von Vercelli herrührt, wie eine alte Tradition behauptet, aber es ist sicher, daß sein Text nicht jünger ist. Sicher ist auch, daß schon hundert Jahre früher, im Zeitalter Cyprians, in Italien wesensverwandte Texte kursierten. Auf der anderen Seite kann man nicht wohl bezweifeln, daß die cyprianische Bibel in Afrika redigiert ist. Insofern hat es einen Sinn, von afrikanischen und europäischen Texten zu reden. Aber diese beiden Arten von Texten haben eine lange Vorgeschichte, und daß ihre Vorgänger von vornherein verschieden waren und wir zwei verschiedene Wurzeln der lateinischen Bibelübersetzungen, eine europäische und eine afrikanische, anzunehmen haben, ist durch ihre spätere Verschiedenheit noch nicht bewiesen. Der Umstand, daß wir vielfach das, was wir als charakteristisch europäisch im späteren Sinne bezeichnen können, ebensogut wie das, was uns spezifisch afrikanisch erscheint, schon in den von Tertullian benutzten Texten antreffen, spricht nicht dafür. Man muß daher die Ausdrücke ›afrikanisch‹ und ›europäisch‹ in diesem Zusammenhange immer cum grano salis verstehen, und man sollte in der Anwendung dieser Hilfsbezeichnungen nicht so weit gehen, daß man, wie der Vf., geradezu von afrikanischen und europäischen Wörtern spricht, wo es sich um verschieden gefärbte und manchmal auch nur um zufällig von der einen oder anderen Klasse von Texten mehr bevorzugte Ausdrücke handelt.

Da die beiden im dritten Jahrhundert sich deutlich unterscheidenden und doch durch mannigfache Wechselbeziehungen mit einander verknüpften Textarten durchaus mit einander verglichen werden müssen, selbst wenn man es nur auf die Erkenntnis der einen oder anderen abgesehen hat, so möchte ich zum Schluß noch einen Wunsch aussprechen, durch dessen Erfüllung, wie ich glaube, dem Studium der lateinischen Bibelübersetzungen eine wesentliche Erleichterung verschafft würde.

Die europäischen Texte verhalten sich zwar anders zu einander als die Zeugen des cyprianischen Textes. Immerhin bilden sie ihm gegenüber eine gewisse Einheit und man kann über sie keinen besseren Ueberblick geben, als dadurch, daß man ihren Consensus als fortlaufenden Text druckt und die Abweichungen daneben oder darunter setzt. Man sollte nun diesen Text auf die eine und den cyprianischen Text auf die andere Seite stellen — wobei natürlich die Varianten der Cyprianhandschriften nicht bei Seite gelassen werden dürften, wie das der Vf. getan hat, — dadurch würde eine nützliche, den alten Sabatier ergänzende und, was dem Vf. vorgeschwebt hat, einen neuen Sabatier vorbereitende Materialsammlung geboten werden. —

Endlich noch ein Wort über die Anlage der von dem Vf. seinem

Text voraufgeschickten Untersuchungen. Die in ihnen enthaltenen Weitläufigkeiten und Wiederholungen hat der Vf. selbst als einen Nachteil empfunden. Sie hätten sich aber vermeiden lassen, wenn die Untersuchungen unter einen gemeinsamen Gesichtspunkt gebracht wären. Der Vf. hätte sich nicht zu bemühen brauchen, die hinlänglich feststehende, von niemand bezweifelte Tatsache von neuem zu beweisen, daß Cyprians Bibelzitate und die Handschriften k, e und h Zeugen eines identischen Textes sind. Er hätte nicht von den einzelnen Teilen des NT.s, sondern von der Gesamtheit des Textes ausgehen und von hier aus die Uebereinstimmung dreier verschiedener Teile unter sich und das den cyprianischen Text im Unterschiede von den europäischen Texten Charakteristische zur Darstellung bringen sollen. Dabei würde sich auch der verschiedene Wert der einzelnen Zeugen ergeben und vom Standpunkte des Ganzen aus eine viel sichere und leichtere Entscheidung über die Lesung im einzelnen Falle haben gewinnen lassen. Nachdem er seine Einzeluntersuchungen für sich beendet hatte, hätte der Vf. die wesentlichen Ergebnisse daraus in eine erschöpfende Gesamtdarstellung aufgehen lassen sollen, ohne den Umfang des Buches durch jene unnötig anschwellen zu lassen. Wer ein ihm neues Gebiet betritt, wird manchen Weg machen, um sich zu orientieren und einen Ueberblick zu gewinnen; wenn er aber diesen gewonnen hat, so muß er anderen nach Kräften die Mühe ersparen, die er selbst gehabt hat, und das Bild, das sich ihm aus vielen Einzelheiten ergeben hat, möglichst auf einen Blick erkennen lassen.

Wilmersdorf P. Corssen

Kants gesammelte Schriften. Herausgegeben von der Königlich Preußischen Akademie der Wissenschaften. Erste Abteilung: Werke. Bd. I 1902, Bd. II 1905, Bd. III 1904, Bd. IV 1903, Bd. V 1908, Bd. VI 1907, Bd. VII 1907. Berlin, Druck und Verlag von Georg Reimer.

I.

Die neue Kantausgabe der Berliner Akademie umfaßt vier Abteilungen, die der Reihe nach die Werke, den Briefwechsel, den handschriftlichen Nachlaß und das Wichtigste von den Vorlesungen enthalten. In dem Vorwort zum ersten Band der Werke berichtet Wilhelm Dilthey, dessen Anregung das große Unternehmen seinen Ursprung verdankt, über die Entstehung, den Zweck und die allgemeine Einrichtung der neuen Ausgabe. Außerdem enthält der erste Band (S. 507—517) eine ›Einleitung in die Abtheilung der Werke‹,

die über die Einrichtung dieses Teiles im besonderen nähere Auskunft gibt.

In die Ausgabe der Werke ist nicht alles aufgenommen worden, was sich in den früheren Ausgaben findet. Es fehlen einmal die von Kant aus persönlichem Anlaß abgegebenen öffentlichen Erklärungen, die ihre Stelle hinter dem Briefwechsel erhalten haben; sodann ist von den Werken alles das ausgeschieden, ›was Kant zum Druck niedergeschrieben oder für die Benutzung durch andere abgefaßt hat, das dann aber entweder gar nicht oder nicht in seinem ausdrücklichem Auftrag zum Druck gelangt ist. ... Daher findet der Leser Aufsätze, welche bisher in den Werken enthalten waren, hier im handschriftlichen Nachlaß und im Briefwechsel‹. So sind z. B. Kants Vorarbeiten zur Beantwortung der Preisaufgabe über die Fortschritte der deutschen Metaphysik seit Leibniz und Wolf dem Nachlasse eingeordnet worden. Das Gleiche gilt auch von der in Rostock aufgefundenen Einleitung Kants zur Kritik der Urtheilskraft, die an Stelle der bisherigen, nunmehr aber ganz wegfallenden Abhandlung ›Ueber Philosophie überhaupt‹ tritt. Dem Briefwechsel dagegen sind ›nach dem angegebenen Princip die Briefe eingereiht, welche unter den Titeln: 'Ueber die Schwärmerei und die Mittel dagegen' und 'Zu Sömmering. Ueber des Organ der Seele' in den früheren Ausgaben den Werken zugetheilt sind‹ (I, Vorw. S. XI).

Im allgemeinen ist der Ausgabe die chronologische Anordnung zu Grunde gelegt, ohne daß diese jedoch vollständig durchgeführt worden wäre; aus ihrer Anwendung ergeben sich nämlich für die spätere Zeit gewisse Uebelstände. Um diese zu vermeiden, sind von 1781 an, bis zu welchem Jahre die chronologische Folge festgehalten worden ist, die Abhandlungen von den Werken getrennt worden; sie folgen den Werken der kritischen Periode in einem besonderen Band. Den Abschluß des Ganzen bilden die von anderen in Kants Auftrage veröffentlichten Vorlesungen, die im letzten (9.) Bande vereinigt sind.

Als Grundlage für den Neudruck wurden die Originaldrucke der Schriften und Aufsätze Kants benutzt; nur in einem Fall, nämlich bei der Schrift ›Gedanken bei dem frühzeitigen Ableben des Herrn Joh. Fr. von Funk‹ ist es nicht gelungen, den Originaldruck aufzufinden. ›Lagen mehrere Auflagen einer Schrift vor, so geschah der Neudruck nach dem Text der letzten, in welcher Aenderungen enthalten sind, die mit Sicherheit oder mindestens mit großer Wahrscheinlichkeit auf Kant zurückgeführt werden können‹ (I, 508). Demnach wurde für die Kritik der reinen Vernunft die zweite Auflage zu Grunde gelegt, die im dritten Bande abgedruckt ist; um aber auch der Bedeutung der ersten Auflage gerecht zu werden, wurde diese

im folgenden Bande bis zum ersten Hauptstück des zweiten Buches der transscendentalen Dialektik vollständig zum Abdruck gebracht. Verweisungen in Anmerkungen, die hier ausnahmsweise angewandt wurden, geben dem Leser Aufschluß über das Verhältnis beider Auflagen zu einander (509).

Besondere Sorgfalt ist auf die Herstellung eines gereinigten Textes verwandt worden, wobei die Verbesserungen benutzt wurden, »welche die früheren Gesamtausgaben, die Editionen einzelner Werke und die Kant gewidmete kritische Forschung gewonnen hatten« (S. 507). Als allgemeiner Grundsatz (der in Wirklichkeit aber keineswegs immer streng durchgeführt worden ist) galt dabei, daß nur da Emendationen eintreten sollten, wo die Verderbnis des Textes zweifellos war (509). Die möglichst korrekte Gestaltung des Textes war die wichtigste Arbeit, die die Herausgeber zu leisten hatten; doch blieb ihre Tätigkeit darauf nicht beschränkt. Jeder Schrift sind nämlich außer dem Abschnitt über die Lesarten von den Herausgebern noch eine Einleitung und sachliche Erläuterungen beigegeben. Die Einleitung orientiert den Leser über die äußere Geschichte der Entstehung der Schrift und gibt Nachricht von den bei Lebzeiten Kants erschienenen Drucken mit Einschluß der Nachdrucke. Auf die Einleitung folgen die sachlichen Erläuterungen, die die für das Verständnis des Textes unentbehrlichen Sacherklärungen enthalten. Diese Erläuterungen, die namentlich für die naturwissenschaftlichen Schriften von Wichtigkeit sind, bilden einen wesentlichen Vorzug der neuen vor den früheren Ausgaben der Kantischen Werke. An die sachlichen Erläuterungen schließt sich, sofern die Ordnung nicht gelegentlich umgekehrt ist, das Verzeichnis der Lesarten an, dem an letzter Stelle noch die die Orthographie, Interpunktion und Sprache betreffenden Bemerkungen der philologischen Mitarbeiter folgen; die philologische Revision der deutschen Schriften, die auf umfassenden Vorarbeiten beruht, rührt von Dr. Ewald Frey, die der lateinischen Schriften von Dr. Emil Thomas her. Alle diese Anmerkungen finden sich immer am Ende jedes Bandes und sind nicht den einzelnen Schriften selbst gleich beigefügt.

Die neue Ausgabe ist das gemeinsame Werk einer ganzen Anzahl von verschiedenen Gelehrten, die sich zum Teil schon lange als Kantforscher einen Namen gemacht haben; der Leiter für diese Abteilung der Gesamtausgabe ist W. Dilthey. Durch die gründliche und gewissenhafte Arbeit der Herausgeber ist eine Ausgabe zu Stande gekommen, die die bisherigen Ausgaben der Kantischen Schriften an wissenschaftlichem Werte erheblich übertrifft. Die einzelnen Mitarbeiter verdienen für ihre Mühe und ihren Fleiß alle Anerkennung;

aber trotz der großen Verdienste, die sie sich im allgemeinen und einzelne im besonderen unleugbar erworben haben, kann doch nicht gesagt werden, daß die neue Ausgabe ohne alle Mängel wäre; vielmehr findet sich gar manches, was vielleicht verbesserungsfähig oder auch sicher verbesserungsbedürftig ist. Die Ausgabe ist nach einheitlichen Grundsätzen gearbeitet, die von vornherein festgelegt worden sind. Dennoch treten im einzelnen mancherlei Ungleichmäßigkeiten hervor, die namentlich die Gestaltung des Textes betreffen. Freilich war dies wohl kaum ganz zu vermeiden, wo so verschiedene Forscher sich zu gemeinsamer Arbeit vereinigt haben; können doch die Ansichten über die Notwendigkeit und die wünschenswerte Anzahl der sachlichen Erläuterungen, über die Zulässigkeit von Textveränderungen und andere Dinge trotz der allgemeinen Grundsätze im einzelnen ziemlich weit auseinandergehen. So gilt namentlich, daß bei der Behandlung des Textes sich insofern Unterschiede vorfinden, als der eine Teil der Herausgeber konservativer, der andere weniger konservativ verfahren ist.

Der Verfasser der vorliegenden Rezension sieht seine Aufgabe nun wesentlich darin, solche Stellen zu besprechen, an denen er glaubt, Ausstellungen machen oder doch wenigstens Bedenken erheben zu müssen, während er seine Zustimmung zu dem Geleisteten im einzelnen nicht weiter zum Ausdruck bringen kann; doch liegt ihm daran, hier noch einmal im allgemeinen auszusprechen, wie sehr er die Ergebnisse der wissenschaftlichen Arbeit der Herausgeber zu schätzen weiß.

Wenden wir uns nunmehr den einzelnen Werken zu, so enthält der *erste Band* die Schriften von 1747 bis 1756. Zu der ersten Schrift ›*Gedanken von der wahren Schätzung der lebendigen Kräfte*‹, deren Herausgeber *Kurd Laßwitz* ist, habe ich das Folgende zu bemerken: Zu S. 8 Z. 2 ff. vermisse ich eine sachliche Erläuterung zu der Erzählung von Timoleon; S. 21_{4} ff. spricht Kant von einem ›scharfsinnigen Schriftsteller‹, den ›nichts mehr verhindert‹ hat, ›den Triumph des physischen Einflusses über die vorherbestimmte Harmonie vollkommen zu machen‹ etc.; in den sachlichen Erläuterungen ist nichts darüber gesagt, wer dieser Schriftsteller sein mag. Zu S. 23_{13} ff. hätte die Stelle der Theodicee angeführt werden können, an der sich der erwähnte Beweis Leibnizens findet. Bei den Bemerkungen zu S. 134 (S. 528) ist nicht ohne weiteres klar, welche Abhandlung Bernoullis gemeint ist; der Titel hätte wiederholt werden können.

Lesarten: S. 39_{35} scheint mir der von Laßwitz gemachte Zusatz ›der Geschwindigkeit‹ (Schätzung der lebendigen Kraft nach dem

Quadrat der Geschwindigkeit) überflüssig. S. 56_{16} muß es statt ›unelastische‹ wahrscheinlich ›elastische Körper‹ heißen; so schreiben auch Rosenkranz und Schubert[1]). S. 78_{30} ist wohl statt ›der‹ ›die‹ zu setzen (die Partei der lebendigen Kräfte hat sich der Verwirrung zu Nutze machen wollen). S. 101_{18} steht ›dieselbe‹ statt ›denselben‹ (letzteres auch bei Rosenkranz); das Wort bezieht sich auf Beweis. S. 132_{31} bis S. 133_{1} heißt es: ›Diejenige Kraft der Seele, die die Beurtheilung und das Nachsinnen regirt, ist von einer trägen und ruhigen Natur; sie ist vergnügt, den Punkt ihres Ruhestandes anzutreffen und bleibt gerne bei demjenigen stille stehen, was sie von einem mühsamen Nachdenken losspricht; darum läßt sie sich leicht von solchen Vorstellungen gewinnen, die die eine von zwei Meinungen auf einmal unter die Wahrscheinlichkeit heruntersetzt und die Mühe fernerer Untersuchungen für unnöthig erklärt‹. Der letzte Teil dieses Satzes gibt keinen richtigen Sinn; die Worte ›heruntersetzt‹ und ›erklärt‹ müssen jedenfalls in ›heruntersetzen‹ und ›erklären‹ geändert werden; ohne diese Aenderung ist der Gedanke unklar und außerdem die Konstruktion des Satzes sehr fraglich, da die Worte ›die Mühe fernerer Untersuchungen für unnöthig erklärt‹ keinen richtigen sprachlichen Zusammenhang mit dem Vorhergehenden haben.

Druckfehler: Ich bemerke hier zunächst im allgemeinen, daß das, was ich in meiner Rezension als Druckfehler anführe, mitunter vielleicht auch ein Versehen der Herausgeber oder auch beabsichtigt sein kann; ebenso gilt, daß manche der bei den Lesarten gerügten Mängel möglicherweise auf Druckfehlern oder Versehen beruhen; ein ganz sicheres Urteil zu gewinnen, war in solchen Fällen der Natur der Sache nach für den Rezensenten ausgeschlossen. — In der Einleitung in die Abteilung der Werke muß es S. 509_{5} ›des zweiten Buches‹ statt ›Bandes der transscendentalen Dialectik‹ heißen. S. 523 steht in der letzten Zeile des ersten Absatzes der Erläuterung zu S. 16_{8} ›earundamque‹ statt ›earundemque‹. Auf Tafel I am Schluß des Bandes muß in Figur 7 (zu S. 51) der Körper C die Ziffer 1 statt 2 erhalten; diese wird auch in der Bemerkung zu Figur 7 S. 532 ganz richtig angegeben. Ein Druckfehler ist wohl auch ›abprellt‹ 51_{8}, denn 67_{5} heißt es ›prallt‹. In Figur 12 Tafel II (zu S. 83) muß oben c statt C stehen. Ein sehr schlimmer Druckfehler findet sich in folgendem Satz: ›Certe in nostra potestate non est, aliquem eo adigere, ut fateatur, discere quando videt solem horizontem ascendere‹ (S. 134_{75} ff.); das

1) Die Anführung dieser Ausgabe soll in diesem und in ähnlichen Fällen nicht bedeuten, daß dieselbe Verbesserung sich nicht vielleicht auch in anderen Ausgaben findet; ich habe aber die Ausgabe von R. und Sch., die sich in meinem Besitz befindet, besonders häufig verglichen.

discere gibt keinen Sinn und versetzt den Leser in den Zustand gänzlicher Ratlosigkeit; denn normaler Weise kann er nicht vermuten, daß es statt discere diescere = Tag werden heißen muß; so nämlich lautet das Wort im Original und in den Acta Eruditorum, denen die Stelle entnommen ist. Derselbe Fehler findet sich auch bei Tieftrunk (Kants vermischte Schriften) und bei Rosenkranz, während Hartenstein in seinen beiden Ausgaben die richtige Lesart hat. Bei der großen Seltenheit des Wortes diescere und der naheliegenden Möglichkeit, es im Druck mit dem sinnentstellenden discere zu verwechseln, wäre bei der Durchsicht des Satzes doppelte Aufmerksamkeit zu empfehlen gewesen.

Allgemeine Naturgeschichte und Theorie des Himmels (Herausgeber Johannes Rahts). — Die sachliche Erläuterung zu S. 231_{22} klingt, als habe Kant die von ihm angeführte Stelle aus einer astronomischen Schrift von James Bradley selbst aus dem Englischen übersetzt; dieser Eindruck darf aber nicht hervorgerufen werden, da K., von dem es zweifelhaft ist, ob er Englisch verstand, die Stelle wohl aus dem ›Hamburgischen Magazin‹ entnommen hat, auf das die Erläuterung am Schluß selbst verweist. S. 231_{32} werden Tycho und Flammsteed, in der Anmerkung zu 232 Hugen, Halley und Hevelius erwähnt, ohne daß sich über diese Männer in den Erläuterungen etwas findet. In der Bemerkung zu 273_{23} ist der Ausdruck ›An der erwähnten Stelle‹ (551 Mitte) nicht ganz genau, da vorher zwei Stellen erwähnt sind, von denen die spätere gemeint ist; dies ergibt sich aber erst aus dem Folgenden. S. 553 (zu 284) fehlt in der Formel $x = \sqrt[3]{\frac{1}{2} m}$ der Faktor a, mit dem die Wurzel multipliziert werden muß. Zu S. 329_{6} fehlt eine Bemerkung, die darüber Auskunft gibt, auf welche Stelle bei Wright von Durham K. anspielt. S. 337_{7} ff. heißt es im Text: ›Wenn darum die der Laufbahne der Sonne nahen Planeten die der Attraction das Gleichgewicht haltende Größe der Schwungskraft empfangen haben, warum fehlt noch etwas an dieser völligen Gleichheit? und woher sind ihre Umläufe nicht vollkommen zirkelrund‹ etc.? Dazu bemerkt der Herausgeber: ›Hier hat wohl Kant an die Laufbahn der die Sonne bildenden und dieselbe ganz in der Nähe umkreisenden Teilchen gedacht‹; diese Vermutung scheint mir keineswegs richtig zu sein. Bei S. 353_{10} ff. vermisse ich eine Bemerkung darüber, wer wohl der ›witzige Kopf aus dem Haag‹ ist, von dem K. nach den ›allgemeinen Nachrichten aus dem Reiche der Wissenschaften‹ eine Aeußerung mitteilt; auch die betreffende Stelle der angeführten Zeitschrift ist nicht nachgewiesen.

Lesarten: S. 247_{7} ff. heißt es im Text: ›Man weiß noch zur Zeit nichts mehr, als ... daß sechs Planeten mit zehn Begleitern, welche

alle beinahe auf einer Fläche die Cirkel ihres Umlaufs gerichtet haben, und die ewige kometische Kugeln, die nach allen Seiten ausschweifen, ein System ausmachen, dessen Mittelpunkt die Sonne ist‹ ... Der Ausdruck ›ewige kometische Kugeln‹ kann n. m. M. unmöglich von Kant herrühren, der in seiner Schrift ja gerade die zeitliche Entstehung des Weltsystemes lehrt. Nun spricht K. S. 250/51 von den sechs Planeten mit ihren 10 Begleitern und den 28 oder 30 Kometen, die beobachtet worden; ferner heißt es S. 273/74, ›es ist auch leicht einzusehen, daß in den oberen Räumen über dem Saturn, wo die planetischen Bildungen entweder aufhören oder nur selten sind, wo nur einige wenige kometische Körper [von mir gesperrt] sich gebildet haben‹. ... Auf Grund dieser beiden Sätze und nach dem ganzen Zusammenhang seiner Gedanken nehme ich an, daß Kant S. 247 von der verhältnismäßig geringen Zahl der Kometen gesprochen hat; nach Analogie der zuletzt angeführten Stelle vermute ich daher, und sehe diese Vermutung als ziemlich sicher an, daß es heißen muß ›die wenige kometische Kugeln‹; ›einige wenige‹ würde sachlich denselben Sinn geben, aber eine zu große Veränderung des Textes bedeuten. In dem Satze S. 272 $_{20}$ ff. ›da die untern Planeten vornehmlich von dem Ausschusse der elementarischen Materie gebildet worden, welche durch den Vorzug ihrer Dichtigkeit bis zu solcher Nähe zum Mittelpunkte mit dem erforderlichen Grade der Geschwindigkeit haben dringen können‹ paßt der Plural des Verbums im Relativsatze nicht zu dem Singular Materie; am einfachsten ist wohl Materie in Materien zu ändern, obwohl der Satz auch dann logisch noch nicht ganz korrekt ist, da der Relativsatz sich eigentlich auf das Wort Ausschuß beziehen müßte; doch haben wir natürlich kein Recht, diese Ungenauigkeit zu beseitigen. Mit Hülfe einer sehr einfachen Veränderung läßt sich auch der Fehler verbessern, der sich in folgendem Satze findet: Wir sind genötigt, ›die Hypothese von der genauen Zirkelbewegung der Partikeln des Grundstoffes dahin einzuschränken, daß, wie sie in den der Sonne nahen Gegenden zwar dieser Genauheit der Bestimmung sehr nahe beikommen, aber sie doch desto weiter davon abweichen lassen, je entfernter diese elementarische Theilchen von der Sonne geschwebt haben‹; (S. 279 $_{5}$ ff.). Dieser Satz wird sofort richtig, wenn wir statt ›daß, wie‹ ›daß wir‹ setzen. S. 286 $_{30}$ ist ›seines‹ jedenfalls in ›ihres‹ umzuändern. Der Satz lautet nämlich (Z. 27 ff.): ›Indem man also genöthigt ist, in den täglichen Umwendungen der Planeten eben dieselbe Ursache, ..., nämlich die Anziehung, zu erkennen: so wird diese Erklärungsart durch das natürliche Vorrecht seines [ihres] Grundbegriffes und durch eine ungezwungene Folge aus demselben ihre Rechtmäßigkeit bewähren‹. S. 297 $_{3}$ f. erscheint es mir

fraglich, ob die vom Herausgeber vorgenommene Umänderung des Ausdrucks ›Aequatordurchschnitts‹ in ›Aequatordurchmessers‹ hinlänglich berechtigt ist, obwohl sie ohne Zweifel eine sachliche Verbesserung bedeutet. S. 299_6 hat der Herausgeber Sonne in Saturn umgeändert, aber das Wort Sonnenwirkung stehen lassen; dafür wäre dann aber wohl auch Saturnwirkung zu setzen. S. 311_{12} f.: ›man trifft es also dieser (scl. der Wahl Gottes) weit anständiger, wenn man der gesammten Schöpfung ein einziges System macht‹; hier ist doch wohl ein ›aus‹ nach ›wenn man‹ zu ergänzen. S. 326_{18}f.: ›zwar wenn ein Theil des Sonnenfeuers unter erstickenden Dämpfen der Luft, die zu ihrer Erhaltung dient, beraubt wird, so‹ etc.; hier fordert der Sinn des Satzes ›seiner‹ statt ›ihrer‹; außerdem hätten die Worte ›unter erstickenden Dämpfen‹ aus sachlichen Gründen, wie bei Rosenkranz, vielleicht in Kommata gesetzt werden können, die sich möglicherweise auch im Original finden. S. 332/33: ›Wenn man hingegen einem ungegründeten Vorurtheile Platz läßt, daß die allgemeinen Naturgesetze an und für sich selber nichts als Unordnung zuwege bringen, und aller Uebereinstimmung zum Nutzen, welche bei der Verfassung der Natur hervorleuchtet, die unmittelbare Hand Gottes anzeigt; so‹ ...; der Ausdruck ›aller‹ läßt sich zur Not auf Naturgesetze beziehen, würde aber wohl besser und einfacher in ›alle‹ umzuändern sein, wie es Rosenkranz getan hat; oder liegt etwa bloß ein Druckfehler vor? Unter den Lesarten ist nichts bemerkt.

S. 337_{29} ff.: ›Es war gewiß in Ansehung des Nutzens der Welt ganz gleichgültig, ob die Planetenkreise völlig zirkelrund, oder ob sie ein wenig excentrisch wären; ob sie mit der Fläche ihrer allgemeinen Beziehung völlig zusammentreffen, oder noch etwas davon abweichen sollten; vielmehr wenn es ja nöthig war, in dieser Art von Uebereinstimmungen beschränkt zu sein, so war es am besten, sie völlig an sich zu haben‹; der letzte Teil dieses Satzes scheint mir in sich widerspruchsvoll zu sein; der Widerspruch würde wegfallen, wenn das ›ja‹ durch ein ›nicht‹ ersetzt würde; damit soll jedoch nicht gerade behauptet werden, daß K. so geschrieben habe oder habe schreiben wollen. An der Stelle 338_1 ist im Original von den unmittelbaren Werken des ›allmächtigen Wortes‹ die Rede, wofür der Herausgeber ›Willens‹ gesetzt hat; noch eher könnte man vielleicht ›Wesens‹ setzen, doch geht auch diese Veränderung etwas weit. S. $341_{21/22}$ scheint mir kein genügender Grund vorzuliegen, um den Ausdruck des Originals ›gedachten Verhältnissen‹ in den Singular ›gedachtem Verhältnisse‹ umzuwandeln, wie es der Herausgeber nach dem Vorgang von Kehrbach getan hat. Die Bemerkung zu 345_{21} ist unverständlich, da man nicht sieht, auf welches Wort des Textes sich der

Ausdruck ›worden‹, der allein dasteht, beziehen soll. S. $354_{20.21}$ hat der Herausgeber bei der Stelle ›der Raum zwischen dem Jupiter und dem Mars‹ das bei K. fehlende zweite ›dem‹ unnötigerweise eingeschoben. S. 354_{26} hätte das ›ihnen‹ doch wohl in ›ihrer‹ umgewandelt werden sollen, falls nicht ein bloßer Druckfehler vorliegt. Es heißt nämlich, ›wenn ihnen [bezogen auf Geschöpfe] gleich eine Gegend oder Ort beraubt sein sollte‹. S. 359_{37} ist ›sahen‹ vielleicht in ›sehen‹ zu verbessern, welches dem Zusammenhang mehr entspricht. S. 362_{13} hat Rahts statt ›werden‹ ›werde‹ gesetzt; es scheint mir aber richtiger, dafür mit Rosenkranz ›worden‹ zu schreiben, das n. m. M. dem Kantischen Sprachgebrauch angemessener ist. S. 363_{32} ff.: ›Muß nicht die Mechanik aller natürlichen Bewegungen einen wesentlichen Hang zu lauter solchen Folgen haben, die mit dem Project der höchsten Vernunft in dem ganzen Umfang der Verbindungen wohl zusammenstimmt?‹ Hier muß offenbar der Singular ›zusammenstimmt‹ in den Plural umgeändert werden; außerdem nehme ich Anstoß an dem Ausdruck ›Verbindungen‹, ohne ihn aber mit Bestimmtheit für unrichtig erklären oder einen Verbesserungsvorschlag machen zu wollen. S. 365_{1} ff. heißt es: ›so ist kein Wunder, daß die Vollkommenheit der Natur von beiderlei Orten in einem einzigen Zusammenhange der Ursachen und aus gleichen Gründen bewirkt worden‹. Hier scheint es mir sicher, daß für ›Orten‹ ›Arten‹ gelesen werden muß. K. hat im Vorhergehenden von dem Verhältnis gesprochen, das zwischen der Beschaffenheit der geistigen Wesen und der materiellen Beschaffenheit der Weltkörper besteht, die sie bewohnen, und will nun hier sagen, daß ›die Vollkommenheit der Natur von beiderlei Arten‹ von den gleichen Gründen bewirkt worden ist. S. 368_{2} muß es statt ›ihr‹, was keinen guten Sinn gibt, vielleicht ›ihnen‹ heißen (nämlich den Geschöpfen, von denen vorher die Rede war).

Druckfehler: S. 331_{3} steht ›der Anfang‹ statt ›den Anfang‹, S. 347_{6} ›höchstens‹ statt ›höchsten Wesens‹; dieser Fehler ist um so auffallender, als das Adjectivum, das bei K. fehlt, richtiger Zusatz des Herausgebers ist. S. 546_{4} v. u. muß es 34 statt 24 heißen. S. 557, Bemerkung zu 365, muß es 30. 31 statt 31. 32 heißen. S. 558_{11} steht 383_{16} statt 283_{19}; außerdem ist an dieser Stelle hinter dem Worte ›dem‹ eine eckige Klammer gesetzt, die in anderen ähnlichen Fällen nicht vorhanden ist.

Sprache: Ich finde es auffallend, daß zu den Bildungen ›ablang‹ (ablange Kreise 253_{13}, ablange Ausschweifung 284_{34}), ›der Räume nach‹ (wenn die Schöpfung der Räume nach unendlich ist 310_{18}), ›der Laufbahne der Sonne‹ (Dativ, 337_{8}; Druckfehler?) weder in den sprachlichen Erläuterungen noch bei den Lesarten irgend etwas be-

merkt ist; ebenso auffällig ist, daß S. 560 unter den Abweichungen des Umlautes das viermalige Vorkommen von ›druckt, eingedruckt‹ und das zweimalige Vorkommen von ›Raume‹ (statt Räume) erwähnt wird, während doch in beiden Fällen nur eine einzige Stelle angeführt ist (235_{10} und 248_{13}).

Zu der Schrift De igne (Herausgeber Laßwitz) habe ich nur wenig zu bemerken. Der Ausdruck ›Academia Cimentina‹ (379_{27}) hätte wohl erklärt werden können (es handelt sich um die Accademia del Cimento in Florenz, an der die von K. erwähnten Versuche über den Widerstand des Wassers gegen alle Zusammendrückung gemacht worden sind). Ebenso wäre vielleicht eine Erklärung verschiedener naturwissenschaftlicher Ausdrücke wie oleum thereb. (377_{35}), tartarus vini (381_{29}), tartarus animalis (381_{34}) wünschenswert. S. 380 ist die Linie ef in Figur 1 zu groß ausgefallen, da sie nach dem Text der (kleineren) Linie ba in Figur 2 gleich sein soll. S. 563 muß es in der Erläuterung zu 381_{31} nicht Halesio, sondern Hales heißen; der Dativ Halesio kommt 382_{20} vor.

Principiorum primorum cognitionis metaphysicae nova dilucidatio (Herausgeber Laßwitz). S. 390_{19} ist die von Thomas herrührende Verbesserung ›exprimentem‹ für ›exprimens‹ ohne Zweifel richtig, da sich das Wort auf das Subjekt eines Acc. c. Inf. bezieht; da aber K. einmal den Fehler begangen hat, ›exprimens‹ zu schreiben, wie wohl anzunehmen ist, so fragt es sich m. E. doch, ob man den Ausdruck nicht hätte stehen lassen sollen. S. 390_{33} ff. heißt es: ›Quae omnium veritatum absolute summi et generalissimi principii nomen sibi arrogat propositio, primo sit simplicissimis, deinde et generalissimis terminis enuntiata‹; ich möchte glauben, daß hier am Ende ein necesse est ausgefallen ist; Sätze dieser Art, in denen von einem necesse est ein einfacher Konjunktiv abhängig ist, finden sich in der Schrift gerade öfter, z. B. 388_{13}, 395_{9}, 395_{14}. In dem Satz ›Consequenter determinans [scl. ratio] est, quae non poneretur, nisi iam aliunde posita esset notio, quae ab ipso determinatur‹ (392_{3} f.) paßt das ipso nicht in den Zusammenhang; es muß wohl heißen ipsa. In der Erläuterung zu 399_{14}, wo K. ein Wort des Chrysippus anführt, ist nicht gesagt, woher dieses Wort stammt, während über die Person des Chrysippus eine kurze Auskunft gegeben wird, die vielleicht weniger nötig war. Als Druckfehler merke ich an, daß S. 396_{10} ›re‹ statt ›rei‹ und S. 406_{1} ›Instantarium‹ statt ›Instantiarum‹ steht.

Bei den drei nächsten Abhandlungen, die das Erdbeben von Lissabon betreffen und von J. Rahts herausgegeben worden sind, erspare ich mir wegen ihrer Weitläufigkeit die Angabe der verschiedenen Titel und führe sogleich an, was mir im einzelnen aufgefallen

ist. S. 421_{5} ff. heißt es: ›Wenn nun eine Reihe von Gebäuden von Osten nach Westen so in Schwankung gesetzt wird, so hat nicht allein ein jegliches seine eigene Last zu erhalten, sondern die westlichen drücken zugleich auf die östlichen und werfen sie dadurch unfehlbar über den Haufen‹. Es ist mir hier einigermaßen fraglich, ob K. wirklich hat sagen wollen, daß die Gebäude von Westen nach Osten aufeinander stürzen, oder ob er sich die Sache nicht umgekehrt gedacht hat; ich will letzteres keineswegs behaupten, halte aber auch nicht für ausgeschlossen, daß es im Anfang unseres Satzes ›von Westen nach Osten‹ heißen muß, da K. im Vorhergehenden (S. 420_{27}) bemerkt hat, daß das Lissaboner Erdbeben die Richtung von Westen nach Osten hatte. Eine Erläuterung wäre vielleicht erwünscht. S. 426_{29} ff.: Was kann sich der Naturforscher ›für Hoffnung machen, hinter die Gesetze zu kommen, nach welchen die Veränderungen des Luftkreises einander abwechseln, wenn sich eine unterirdische Atmosphäre mit in ihre Wirkungen mengt‹ ...; K. hat geschrieben ›das Gesetze‹, wofür der Herausgeber den Plural gesetzt hat, ›weil sich darauf 'welchen' und 'ihre Wirkungen' beziehen (569); diese Begründung erscheint mir insofern zweifelhaft, als der Ausdruck ›ihre Wirkungen‹ auch auf ›die Veränderungen des Luftkreises‹ bezogen werden kann; dann braucht aber auch der Singular ›das Gesetze‹ nicht geändert, sondern nur für ›welchen‹, ›welchem‹ gesetzt zu werden; da diese Veränderung einfacher ist, scheint sie mir durchaus den Vorzug zu verdienen.

Zu 452_{24} wird S. 572 der genauere Titel einer von K. erwähnten Schrift des französischen Gelehrten Bouguer angeführt; da Bouguer aber schon S. 446 und 450 genannt worden ist, so hätte diese Erläuterung vielleicht besser bei der ersten Stelle gegeben werden können. S. 451_{17} ff.: ›Der Abhang dieser Wölbung ist ... nach derjenigen Richtung abschüssig, nach welcher das Meer dem Orte liegt‹; hier ist wohl ein ›von‹ vor ›dem Orte‹ einzuschieben. Zu S. 454_{1} ist in den sachlichen Erläuterungen nichts über die Herkunft der Bemerkung von Musschenbroek gesagt. S. 454_{26} und 459_{18} findet sich die Form ›nordlich‹, ohne daß in den sprachlichen Erläuterungen (S. 573) etwas dazu bemerkt wäre. S. 572 muß es in der Bemerkung zu 455_{12} nicht ›habe‹ sondern ›haben‹ heißen. S. 455_{14} und 457_{20} werden von K. Bemerkungen von Boyle angeführt, zu denen eine Erläuterung fehlt, während eine solche zu der ganz gleichartigen Stelle 457_{8} gegeben wird, wo von Hales die Rede ist. S. 458_{6} findet sich im Original die Wendung ›durch eine und die andere Ausbrüche‹, wofür der Herausgeber ›einen‹ setzt; sollte es aber nicht vielleicht richtiger sein, das ›eine‹ als charakteristisch stehen zu

lassen? Der Schlußsatz der zweiten Abhandlung, welcher mit den Worten beginnt ›Ein Fürst der‹ etc. (461 9 ff.) enthält wohl eine bestimmte historische Anspielung, worüber der Herausgeber aber gar keine Vermutung geäußert hat.

S. 575 findet sich keine Erläuterung über die Persönlichkeit des S. 465 8 erwähnten Kindermann, während über den Z. 11 genannten Whiston eine Bemerkung gemacht wird; auch wer Herr D. Poll ist (S. 470 37), wird nicht gesagt. S. 471 17 f. heißt es in unserm Text: ›die sehr seltsame Bemerkung, die aus der Schweiz berichtet worden‹ ...; das Original hat statt dessen ›wird‹; warum der Herausgeber dies nicht hat stehen lassen, ist mir unklar.

Monadologia physica (Herausg. Laßwitz). Im Anfang dieser Schrift spricht K. von Forschern, die in der Naturwissenschaft nur das gelten lassen wollen, was durch das Experiment festgestellt worden ist; dann fährt er (im Original) fort: ›Et hac sane via leges naturae exponere profecto possumus, legum origenem et causas non possumus‹. Das Et im Anfang dieses Satzes (475 11) hat Laßwitz nach dem Vorgang von Hartenstein in Ex umgeändert, was mir keineswegs glücklich scheint, da K. sehr wohl Et geschrieben haben kann. Außerdem möchte ich noch das Folgende bemerken: unter den Lesarten heißt es zu unserer Stelle ›*Ex*] Hartenstein *Et*, *At?* Thomas‹ (581); das Et soll hier die Lesart des Originals, das At den Verbesserungsvorschlag von Thomas bezeichnen; der Leser kann aber, wie ich glaube, leicht auf die Meinung kommen, auch Et solle ein Verbesserungsvorschlag von Thomas sein; es würde sich daher doch vielleicht empfehlen, in einem solchen Falle die Bedeutung des ersten Wortes noch besonders anzugeben. Auf dieselbe Weise ist Bd. II S. 480 in der Bemerkung zu 181 26 eine Unklarheit entstanden. Im Beweis von Lehrsatz VI heißt es im Originaltext: ›Quia vero [Subj. monas] spatium replendo utrinque sibi immediate praesentes ab ulteriori arcet ad se invicem appropinquatione, adeoque in ipsarum positu quicquam determinet‹ ...; das arcet dieses Satzes hat L. in arceat (481 5) umgewandelt, obwohl er merkwürdigerweise selbst unter den Lesarten sagt, ›der Indicativ wird trotz determinet tatsächlich nicht zu ändern sein‹; ich würde vorschlagen, arcet stehen zu lassen und für determinet determinat zu schreiben, was ja nur eine ganz geringfügige Veränderung ist; denn daß K. an dieser Stelle erst den Indikativ und dann den Konjunktiv gesetzt haben sollte, ist mir wenig wahrscheinlich. Zu 481 27 verweist der Hrsg. auf Z. 34 auf derselben Seite, was mir recht überflüssig zu sein scheint.

Theorie der Winde (Hrsg. Rahts). S. 495 7 ff.: ›Denn es ist einerlei, ob der Boden unter einem flüssigen Wesen, das nicht in gleicher

Schnelligkeit nach derselben Richtung bewegt wird, fortrückt, oder ob dieser über den Boden in entgegengesetzter Direktion bewegt wird‹; hier muß offenbar für den Ausdruck ›dieser‹ ›dieses‹ gesetzt werden. S. $499_{9.10}$ ist von dem ›Japonischen [statt Japanischen] Meere‹ die Rede; da über diese Stelle weder unter den Lesarten, noch bei den sprachlichen Bemerkungen etwas gesagt wird, so gerät der Leser in Zweifel, ob hier ein Druckfehler oder eine ältere Form des Wortes vorliegt, wenn er auch das Letztere für wahrscheinlicher halten mag.

Im zweiten Band sind die Schriften von 1757 – 1777 vereinigt. Die erste Schrift ›Entwurf und Ankündigung eines Collegii der physischen Geographie‹ ist herausgegeben von Paul Gedan; ich bemerke, daß der Ausdruck ›Loxodromie‹ (S. 8_{33}) wohl hätte erklärt werden können, und daß die angeführten Personennamen teils gesperrt teils nicht gesperrt sind, ohne daß ein erkennbarer Grund für diese Unterscheidung, die auch den Bd. 1 S. 509 aufgestellten allgemeinen Grundsätzen nicht entspricht, vorhanden wäre; so sind z. B. die Namen Linnaeus (8_{5}) und Kolbe (11_{11}) nicht gesperrt, während die S. 8_{29} erwähnten Namen gesperrt sind.

Bei der folgenden Schrift ›Neuer Lehrbegriff der Bewegung und Ruhe‹ (Hrsg. Laßwitz) vermisse ich die Bemerkung, daß der Zusatz am Ende (S. 25_{19} ff.), in dem K. von seinen Vorlesungen in dem ›gegenwärtigen halben Jahre‹ spricht, nicht in allen älteren Ausgaben enthalten ist.

Bei dem ›Versuch einiger Betrachtungen über den Optimismus‹ findet sich die Merkwürdigkeit, daß als Herausgeber Laßwitz genannt ist, während doch die Einleitung sowie die sachlichen Erläuterungen von Paul Menzer und nur die zwei Zeilen, die den Lesarten gewidmet sind, von L. herrühren. S. 34_{35}, wo von ›dem besten unter allem Wesen‹ gesprochen wird, hätte wohl die unter den Lesarten angeführte Aenderung von Rosenkranz angenommen werden können, der statt ›allem‹ ›allen‹ schreibt.

Die falsche Spitzfindigkeit der vier syllogistischen Figuren. Der Herausgeber ist Laßwitz, doch rührt die Einleitung von Menzer her; dieser sagt, wo er von der Zeit des Erscheinens der Abhandlung spricht (466/67): ›Vor diesem Tage also [17. November 1762], frühestens aber vor dem 27. Oktober, muß die Schrift Kants in Hamanns Händen gewesen sein‹; da aber vor dem 27. Oktober alle möglichen Termine liegen, so ist diese Zeitangabe ganz unbestimmt; M. hat doch wohl etwas anderes sagen wollen. Zu S. 53_{21} ist unter den Lesarten S. 468 ein Druckfehler richtig gestellt; leider ist dies bei den übrigen Druckfehlern, die sich in der Ausgabe finden, fast nirgends geschehen. S. 56_{32} muß es ›ihrer‹ statt ›ihren Vorfahren‹ heißen (Druckfehler?).

S. 468 muß in der Bemerkung zu 61_{7} der Name Rosenkranz nach ›einer‹ statt nach ›einem‹ stehen, denn ›einer‹ ist die von Rosenkranz herrührende Verbesserung. Der philologische Mitarbeiter spricht beim Beginn seiner Darlegungen von ›den drei Schriften, welche der Kantersche Verlag in den Jahren 1762 und 1763 der Oeffentlichkeit übergab‹, ohne jedoch diese Schriften zu nennen; da der Leser nicht ohne weiteres wissen kann, welche Schriften das sind, so wäre es richtiger gewesen, sie bestimmt zu bezeichnen.

Der einzig mögliche Beweisgrund zu einer Demonstration des Daseins Gottes (Hrsg. Menzer). Bei den sachlichen Erläuterungen ist zu der Stelle 65_{4}, wo K. zwei Verse aus Lucretius zitiert, zwar gesagt, daß es sich um Vers 52 und 53 handelt; daß die Verse aber aus dem ersten Buche stammen, ist merkwürdigerweise nicht mit angegeben. S. 137_{32} f. zitiert K. zwei Verse nach Pope; dazu heißt es in den Erläuterungen ›Vgl. Pope a. a. O. S. 35. Das Citat ist nicht genau‹. Das Gedicht Popes ist in Wirklichkeit aber nirgends angeführt. Zu der Stelle 142_{4} wird auf die Erläuterung zu 277_{20} des ersten Bandes verwiesen, die aber selbst wieder nur durch eine andere Erläuterung, nämlich zu 261_{23}, verständlich wird; man fragt sich daher, warum nicht sogleich auf diese letztere Stelle verwiesen ist.

Lesarten: S. 75_{22} f. heißt es in unserem Text, ›die Beziehungen dieser Bestimmungen zu einem solchen Etwas, wie ein Triangel, sind bloss gesetzt‹ ...; im Original steht dagegen ›ist bloss gesetzt‹; ich würde der Verbesserung von Menzer (›sind‹ statt ›ist‹) die Lesart von Rosenkranz und Hartenstein vorziehen, die, wie S. 474 bemerkt wird, den Plural ›Beziehungen‹ in den Singular umändern. S. 78_{3} hätte der unter den Lesarten angeführte Verbesserungsvorschlag von Wille, ›aber‹ statt ›oder‹ zu setzen, vielleicht in den Text aufgenommen werden können. In dem Satze ›In der letztern Betrachtung dieses Werks wird alles dieses ... überzeugender gemacht werden‹ (S. 82_{7} ff.) ist der Ausdruck ›letztern‹ auffällig; dafür ist wohl ›letzten‹ zu lesen. S. 118_{35} f. ist von der Eigenschaft die Rede, ›wodurch die Luft zu Erzeugung der Winde auferlegt ist‹; an Stelle des Herausgebers hätte ich hier die unter den Lesarten angeführte naheliegende Verbesserung Tieftrunks, der ›aufgelegt‹ statt ›auferlegt‹ schreibt, angenommen. S. 119_{29} hat der Herausgeber ›zuzutrauen‹ in ›zutrauen‹ geändert (›so würde dieses heißen, die Vollkommenheit der Welt einem blinden Ungefähr zutrauen‹), wozu er n. m. M. keine Berechtigung hatte. S. 128_{4} würde ich für die Worte ›unter diesen‹ ›unter diese‹ oder noch besser ›unter dieser‹ schreiben, da der Ausdruck meiner Ansicht nach auf ›Rinde‹ Z. 2 zu beziehen ist; nach

der Angabe der Lesarten (475) steht im Kantischen Text ›diese (Rinde)‹, was mir aus verschiedenen Gründen nicht recht glaublich erscheint; sollte hier nicht vielleicht ein Fehler vorliegen und es bei K. wie in der neuen Ausgabe und bei Rosenkranz ›unter diesen‹ heißen? Schließlich finde ich es auffällig, daß zu dem Ausdruck ›gefließen‹ (statt ›ge- oder beflissen‹: ›man sieht, wie die Verfasser nach dieser Methode gefließen sind‹ etc. 118_{23}) weder unter den Lesarten noch unter den sprachlichen Erläuterungen etwas bemerkt ist.

Versuch, den Begriff der negativen Größen in die Weltweisheit einzuführen (Hrsg. Laßwitz). S. 181_{24} ff.: ›Der Mangel der Lust sowohl als Unlust, in so fern er eine Folge aus der Realopposition gleicher Gründe ist, heißt das Gleichgewicht‹; das ›ist‹ in diesem Satze hat der Herausgeber für das bei K. sich findende Wort ›abhängt‹ eingesetzt: ›abhängt‹ durch ›ist‹ zu ersetzen, heißt aber, eine recht beträchtliche Aenderung des Textes vornehmen; weit mehr zu empfehlen scheint mir die unter den Lesarten (480) angeführte Verbesserung von Hartenstein, der zwischen die Worte ›er‹ und ›eine‹ ›als‹ einschiebt. S. 201_{21} f. heißt es, ›wenn man Dinge vergleicht, deren die einen für sich selbst Nichts sind, das andre aber [scl. die Gottheit] dasjenige, durch welches allein Alles ist‹; der Ausdruck ›dasjenige‹ ist ein Zusatz des Herausgebers, an dessen Stelle man sich vielleicht besser mit einem einfachen ›das‹ begnügen könnte; dies kann um so leichter ausgefallen sein, als kurz vorher schon einmal ›das‹ steht. S. 202_{26} fehlt vor dem Worte ›Geistes‹ das Adjectivum ›endlichen‹; doch wird dies von L. unter den Lesarten bemerkt. S. 204_{6} f. ... ›so doch, daß zuletzt alle unsere Erkenntnisse von dieser Beziehung sich in einfachen ... Begriffen der Realgründe endigen‹ ...; ›endigen‹ hat L. für das im Original stehende ›endiget‹ gesetzt; ich würde dafür die unter den Lesarten nicht erwähnte Verbesserung von Rosenkranz vorziehen, der statt ›Erkenntnisse‹ ›Erkenntnis‹ liest.

Beobachtungen über das Gefühl des Schönen und Erhabenen (Hrsg. Menzer). In den einleitenden Bemerkungen zu den Lesarten sagt M.: ›Wie das Verzeichnis der Drucke schon angibt, existiren drei verschiedene Drucke, deren Titelblatt gleichmäßig das Jahr 1771 zeigt‹ (484). Nach meinem Dafürhalten geht dies aber aus dem Verzeichnisse S. 482 nicht mit genügender Deutlichkeit hervor, da der Leser das Jahr 1771, das bei Nr. 3 angegeben ist, nicht ohne weiteres auch auf Nr. 4 und 5 beziehen wird, wo es fehlt. Zu 208_{18} findet sich als sachliche Erläuterung (S. 483) folgender Satz: ›B. [Bayle] citirt [wo? wird nicht besonders gesagt] aus Thomas Lansius, In Mantissa orat. p. 792‹; dieser Titel ist mir unverständlich. S. 253_{2} f.:

›Herr Hume fordert jedermann auf, ein einziges Beispiel anzuführen, da ein Neger Talente gewiesen habe‹, ...; es wäre n. m. M. wünschenswert gewesen, bei den sachlichen Erläuterungen die Schrift Humes anzugeben, in der sich diese Stelle findet; statt dessen ist nur gesagt, wo der Satz in der Ausgabe der Humeschen Werke von Green und Grose steht. Bei S. 253/54 vermisse ich eine Aufklärung über die Persönlichkeit des Attakakullakulla.

Gleich im Anfang seiner Abhandlung spricht K. im Originaltext von dem ›Reiz, dessen ein Kepler fähig war, wenn er, wie Bayle berichtet, eine seiner Erfindungen nicht um ein Fürstenthum würde verkauft haben‹; hier hat M. (S. 208 $_{19}$) nach dem Vorgang von Tieftrunk (Lesarten 485) für ›Erfindungen‹ ›Empfindungen‹ gesetzt, was mir trotz des Zusammenhangs, in dem allerdings von Gefühl und Empfindung die Rede ist, eine ganz unberechtigte Verbesserung zu sein scheint; der Begriff der Empfindung ist ja schon in dem Ausdruck ›Reiz‹ mitenthalten[1]). S. 210 $_{30}$ hat M. ein ›noch‹ eingeschoben, ›nach dem Original‹, wie er unter den Lesarten sagt; was letzteres bedeuten soll, ist mir nicht klar, da doch der ganze Neudruck nach dem Original und zwar der ersten Auflage (S. 483) hergestellt worden ist.

An einem Orte, den ich mir leider falsch notiert habe, steht ›ofters‹, 254 $_{18}$ ›Haram‹ statt ›Harem‹; letzteres ist wohl Druckfehler, vielleicht auch das erstere. — S. 486 unten sagt der germanistische Mitarbeiter, daß die Schreibungen ›Lycurgus‹ und ›Lucretia‹ Anstoß erregen; bei Lucretia liegt hier wohl ein Versehen oder Druckfehler vor, der Name findet sich genau so im Text (233 $_{34}$); Lykurgus ist im Text allerdings mit k gedruckt (253 $_{32}$), aber bloß um dieses Unterschiedes willen kann man doch nicht sagen, daß Lycurgus Anstoß erregt.

Zu dem ›Versuch über die Krankheiten des Kopfes‹, der anonym in den ›Königsbergschen Gelehrten und Politischen Zeitungen‹ erschien und von Max Köhler herausgegeben ist, möchte ich bemerken, daß der Titel der eben genannten Zeitung in der Einleitung einmal als Dativ (488) und zweimal als Genitiv (488 und 89) gebraucht wird, ohne flektiert zu sein (also in der Form ›den‹ und ›der Königsbergsche Gelehrte und Politische Zeitungen‹); ebenso heißt es in der

1) So schrieb ich, ohne noch Bayle nachgeschlagen zu haben; nun heißt es aber bei diesem an der Stelle, auf die der Herausgeber selbst verweist, ganz ausdrücklich, daß Kepler eine bestimmte Erfindung nicht mit dem reichen Kurfürstentum Sachsen vertauscht haben würde (Dictionnaire 5. Aufl. Bd. III, S. 543, Akg. A); hiernach ist es wohl sicher, daß in unserem Text der Ausdruck Erfindungen wieder hergestellt werden muß.

Einleitung zur folgenden Schrift (492) die ›Berlinische Nachrichten von Staats- und Gelehrten Sachen‹; sollte man in solchen Fällen nicht doch lieber deklinieren? Die eben erwähnte folgende Schrift ist die ›Untersuchung über die Deutlichkeit der Grundsätze der natürlichen Theologie und der Moral‹, die bekanntlich durch ein Preisausschreiben der Berliner Akademie der Wissenschaften veranlaßt wurde; der Herausgeber ist Laßwitz, doch rührt die Einleitung von Menzer her. K. hat seiner Schrift als Motto zwei Verse aus Lucrez vorausgestellt, die lauten

Verum animo satis haec vestigia parva sagaci
Sunt, per quae possis cognoscere caetera tute.

In der Einleitung (494) ist in einer den ›Berlinischen Nachrichten von Staats- und Gelehrten Sachen‹ entnommenen Mitteilung über die Beurteilung der eingelaufenen Arbeiten durch die Akademie der zweite dieser Verse in folgender Form wiedergegeben: Sunt, per quae possit caetera cognoscere tute; ob diese fehlerhafte Form aus den Berlinischen Nachrichten stammt oder unserer Ausgabe zur Last fällt, kann ich nicht entscheiden; im ersten Falle, den ich als wahrscheinlicher annehme, wäre eine Bemerkung über diesen Sachverhalt am Platze gewesen. Unter den Lesarten steht bei den Bemerkungen zu 279_{28}, 281 und 284 der Name Tieftrunk an falscher Stelle, nämlich nicht nach der von Tieftrunk herrührenden Verbesserung, sondern nach dem falschen Ausdruck des Originals; in den späteren Bemerkungen findet er sich dagegen an der richtigen Stelle.

Träume eines Geistersehers, herausgegeben von Menzer. In der Einleitung (499) spricht M. die Meinung aus, K. habe in dieser Schrifteine Kritik der Metaphysik seiner Zeit gegeben, ein Urteil, welches ich in dieser Form keineswegs gelten lassen kann. — S. 325_2 ff.: ›Daher würde ich einen strengen Beweis verlangen, um dasjenige ungereimt zu finden, was die Schullehrer sagten: ›Meine Seele ist ganz im ganzen Körper und ganz in jedem seiner Theile‹; die sachlichen Erläuterungen verweisen (501) zu dieser Stelle unter dem Stichwort ›Schullehrer‹ auf die Psychologia rationalis von Daries, wo sich der von K. angeführte Satz findet; K. hat bei diesem Satz und dem Ausdruck ›Schullehrer‹ aber doch wohl an die Scholastiker gedacht, bei denen der Satz ziemlich allgemein in Geltung stand. 360_{11} f. erwähnt K., daß der Spötter Liscow auf einer gefrorenen Fensterscheibe die Zahl des Tieres und die dreifache Krone entdeckt habe; der Herausgeber begnügt sich damit, hierzu auf die betreffende Stelle in L.s Schriften zu verweisen, doch wäre eine etwas nähere Erläuterung vielleicht wünschenswert.

S. 335_{12} ff.: ›Will man diese ... Nöthigung unseres Willens ...

das sittliche Gefühl nennen, so redet man davon nur als von einer Erscheinung dessen, was in uns wirklich vorgeht, ohne die Ursachen desselben auszumachen‹; bei K. steht ›derselben‹; da sich dieses Wort ohne Schwierigkeit auf Erscheinung beziehen läßt, so halte ich es nicht für richtig, mit M. dafür ›desselben‹ zu setzen. S. 335_{16} ff.: ›So nannte Newton das sichere Gesetz der Bestrebungen aller Materie sich einander zu nähern, die Gravitation derselben‹; M. äußert die Vermutung (503), es möchte statt ›Materie‹ ›Materien‹ zu lesen sein; n. m. M. liegt aber durchaus keine Veranlassung vor, hier den Text zu ändern.

Von dem ersten Grunde des Unterschiedes der Gegenden im Raume (Hrsg. Laßwitz). S. 381_5 werden Borelli und Bonnet erwähnt; über Borelli findet sich unter den sachlichen Erläuterungen (507/8) eine Bemerkung, während eine solche bei Bonnet auffallenderweise fehlt. S. 382_7 hat L. recht überflüssigerweise, wie ich meine, den Kantischen Ausdruck ›eine gegen ihr übergestellte Tafel‹ in den Ausdruck ›eine ihr gegenübergestellte Tafel‹ verwandelt. S. 382_{11} ist ›der‹ in ›des‹ umgeändert und dazu bemerkt (508), ›wohl besser als die Kant vermuthlich vorschwebende Beziehung auf Körper (Z. 4)‹; die Aenderung billige ich, aber die beigefügte Vermutung scheint mir nicht richtig, da der Ausdruck ›Körper‹ zu weit von dem ›des‹ entfernt ist; möglicherweise liegt auch nur ein Druckfehler vor.

De mundi sensibilis atque intelligibilis forma et principiis (Hrsg. Erich Adickes). S. 394_9 ff. sagt K.: ›Conceptus itaque empirici per reductionem ad maiorem universalitatem non fiunt intellectuales ..., sed, quousque abstrahendo adscendant, sensitivi manent in indefinitum‹; hierzu findet sich unter den Lesarten (513) die Bemerkung von Thomas: ›Kant schreibt sonst, sogar im Gegensatz zu einem dabeistehenden definitus (vgl. $405_{19.20}$, 415_{34}) infinitus‹; diese Bemerkung mag für die vorliegende Schrift gelten, allgemein genommen und auch auf die deutschen Schriften bezogen, ist sie aber ganz unzutreffend. Als Urheber der im Text enthaltenen Verbesserungen ›detur‹ für ›datur‹ (397_{13}) und ›iunctos‹ für ›iunctas‹ (399_{12}) ist unter den Lesarten Hartenstein genannt; die gleichen Verbesserungen haben aber auch Tieftrunk und Rosenkranz; hingegen ist es richtig, daß zu 406_{14} Hartenstein allein genannt wird. S. 399_{23} f.: ›Quia autem per tempus non cogitantur nisi relationes absque datis ullis entibus erga se invicem relatis‹ etc.; hier nimmt der Hrsg. Anstoß an dem Worte ›datis‹ und schlägt vor, es eventuell wegzulassen, indem er dabei bemerkt, daß es an einer ganz ähnlichen Stelle (404_3) ebenfalls fehlt; trotzdem halte ich ein ernsteres Bedenken gegen ›datis‹ für nicht genügend begründet, wenn der Ausdruck auch vielleicht auffällig sein mag; die

weitere Vermutung von Adickes über das Zustandekommen der Kantischen Wendung, die ich nicht erst mitteilen kann, ist zwar ganz scharfsinnig, scheint mir aber dennoch auf etwas schwachen Füßen zu stehen.

In § 14, Nr. 4 steht im Originaltext am Schluß einer zusammenhängenden Argumentation E etc. (Lesarten 513). Dieses E hat Hartenstein und nach ihm unsere Ausgabe mit Recht, wie ich glaube, in ein Ergo verwandelt (S. 399_{27}). Thomas dagegen meint (Lesarten), ob nicht vielleicht das E etc. ›als Randnotiz von Kant (vgl. zu 401_5), der entsprechend § 15 auch hier einmal die Abschnitte mit Buchstaben, nicht mit Ziffern, bezeichnen wollte, zu tilgen‹ sei; dem möchte ich nicht beistimmen; außerdem ist mir der Hinweis auf 401_5 ganz unverständlich. Bei den beiden Stellen 404_{25} f. und 406_{18} f. (mediante vi animi, omnes sensationes secundum stabilem et naturae suae insitam legem coordinante — ab ipsa mentis actione, secundum perpetuas leges sensa sua coordinante) vermutet A. unter Hinweis auf $401_{11.12}$ und $406_{21.22}$, daß coordinantis statt coordinante zu lesen sein möchte; diese Vermutung scheint auch mir manches für sich zu haben, obwohl sich ihre Richtigkeit natürlich nicht beweisen läßt. Hingegen ist es wohl sicher richtig, daß A. 404_{30} für ›extenus‹ ›eatenus‹ gesetzt hat; auch die Einschiebung von ›nonnisi‹ 405_7 darf wohl als begründet angesehen werden. S. 406_{15} hat A. nach dem Vorschlag von Thomas ›declaranti‹ für ›declarantis‹ bei K. gesetzt (prius autem, quia viam sternit philosophiae pigrorum, ulteriorem quamlibet indagationem per citationem causae primae irritam declaranti); ich habe Zweifel, ob diese Veränderung wirklich berechtigt ist, da ich es nicht für ausgeschlossen ansehe, daß K. das Wort ›philosophiae‹ entweder mit deutlichem Bewußtsein oder durch ein nachträgliches Versehen als Genitiv aufgefaßt hat; aber auch im letzteren Falle würde ich es für richtiger erachten, ›declarantis‹ beizubehalten. S. 406_{15} ff.: ›Verum conceptus uterque [die Begriffe von Raum und Zeit] procul dubio acquisitus est, non a sensu quidem obiectorum‹ ...; der Ausdruck ›a sensu obiectorum‹ ist auffällig, aber wenn A. in Erwägung zieht, dafür ›a sensuum obiectis‹ zu schreiben, so geht mir das zu weit.

Aufsätze, das Philantropin betreffend (Hrsg. Menzer). Daß diese Aufsätze wirklich von K. herrühren, wird durch seinen eigenhändigen Entwurf bewiesen, den der Herausgeber hat benutzen können (522). — Der zweite Aufsatz beginnt mit einer etwas schwierigen Periode, die mit den Worten endigt, ›wenn diejenige Erziehungsmethode allgemein in Schwang käme, die weislich aus der Natur selbst gezogen und nicht von der alten Gewohnheit vorher und unerfahrener Zeit-

alter sklavisch nachgeahmt worden« (449); der Ausdruck »vorher« ist schwerlich richtig; Hartenstein setzt dafür (Lesarten 524) »roher«, was vielleicht hätte angenommen werden können; aber auch so geben die letzten Worte noch keinen guten Sinn; möglicherweise ist außerdem das störende »von« zu streichen.

Rostock Franz Erhardt

The Oxyrhynchus Papyri Part VII. Edited with translations and notes by **A. S. Hunt.** (Egypt Exploration Fund, Graeco-Roman Branch.) London 1910. XII, 270 S., 6 Tafeln. 4°.

Durch schwere Krankheit ist der eine der beiden unermüdlichen Papyrusherausgeber, Grenfell, gehindert worden, an dem vorliegenden Bande mitzuarbeiten. So lastete die Hauptarbeit auf Hunts Schultern, wenn ihm auch für die literarischen Texte v. Wilamowitz und Murray, für die nichtliterarischen Wilcken zur Seite standen. Mit ihrer Hilfe ist ein Band zu Stande gekommen, der zwar nicht an Umfang, wohl aber an Reichtum des Inhalts und Energie der Bearbeitung es mit den früheren aufnehmen kann.

Unter den theologischen Fragmenten interessiert besonders Nr. 1010, ein Pergamentblatt aus einem Miniaturbuche des 4. Jhds. n. Chr.; es enthält drei Verse aus dem bisher nur lateinisch überlieferten 6. Buche Esra, einer Apokalypse, die im 2.—3. Jhd. in Aegypten entstanden zu sein scheint. Z. 21 ff.: πρώτη | μολήσεις τά|λαινα, entsprechend der hier einheitlichen lateinischen Ueberlieferung: *infelix primaria venies.* μολέω ist früh aus dem Aorist μολεῖν und dem Futurum μολεῖσθαι entwickelt; vgl. μολῆσαι· ἐλθεῖν Hesych [1]); es fand eine kräftige Stütze im Denominativum αὐτομολέω und seinen Zusammensetzungen.

Das Hauptstück der klassischen Papyri des Bandes bilden die Bruchstücke der Αἴτια und Ἴαμβοι des Kallimachos [2]). Es sind sieben Blätter und viele Fetzen aus einer Gesamtausgabe des Kallimachos, einem Papyrusbuche vom Ausgange des 4. Jhds. n. Chr. Wir lesen das Ende der Geschichte von Akontios und Kydippe. Gleich die ersten Verse sind merkwürdig:

ἤδη καὶ κούρῳ παρθένος εὐνάσατο,
τέθμιον ὡς ἐκέλευσε προνύμφιον ὕπνον ἰαῦσαι
ἄρσενι τὴν τᾶλιν παιδὶ σὺν ἀμφιθαλεῖ.

1) Spätere Beispiele verzeichnen die Lexika und Veitch, Greek Verbs S. 455.

2) Die ergebnisreiche Behandlung dieser neuen Bruchstücke durch v. Arnim in den Sitzungsberichten der Wiener Akademie, phil.-hist. Kl., 1910, Heft IV, ist mir erst nachträglich zu Gesicht gekommen.

Ἥρην γάρ κοτέ φασιν — κύον, κύον, ἴσχεο, λαιδρέ
θυμέ, σύ γ' ἀείσῃ καὶ τά περ οὐχ ὁσίη,
ὤναο κάρθ', ἕνεκ' οὔτι θεῆς ἴδες ἱερὰ φρικτῆς·
ἐξ ἂν ἐπεὶ καὶ τῶν ἤρυγες ἱστορίην.

Leo hat (Nachr. d. Gött. Ges. d. Wiss. 1910, phil.-hist. Kl. S. 57) gut nachgewiesen, daß die einleitenden Verse nicht etwa Monolog des Akontios, sondern Erzählung des Dichters sind. Die eigentümliche Sitte, die sich auf den ἱερὸς γάμος des Zeus und der Hera beruft, paßt nicht in die Art des Ovid und des Aristainetos und ist deshalb bei ihnen nicht zu finden. Vs. 3 ist bisher nicht richtig erklärt. Wer in dem παῖς ἀμφιθαλής den Bräutigam sieht, muß ἄρσενι am Anfange ändern, und so hat Hunt dafür αὐτίκα eingesetzt, wie in Frg. 210 (schol. Soph. Antig. 629) überliefert ist [1]). Aber zu der Gewaltsamkeit dieser Lösung kommt die Schwierigkeit der letzten Worte des Verses. Ein παῖς ἀμφιθαλής ist im allgemeinen ein »Knabe, dessen Eltern beide noch leben«. Das kann es hier aber jedenfalls nicht heißen, denn die Satzung verlangt den προνύμφιος ὕπνος doch nicht nur in dem Falle, daß der Bräutigam noch beide Eltern hat. Platt (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 477) hat die Schwierigkeit empfunden, aber eine unmögliche Deutung vorgeschlagen [2]). Den richtigen Weg zeigt uns das Hochzeitslied am Schlusse der Aristophanischen Vögel; es heißt da Vs. 1731 ff.:

Ἥρᾳ ποτ' ὀλυμπίᾳ
τῶν ἠλιβάτων θρόνων
ἄρχοντα θεοῖς μέγαν
Μοῖραι ξυνεκοίμισαν
ἐν τοιῷδ' ὑμεναίῳ.
Ὑμὴν ὦ Ὑμέναι' ὦ. —>
ὁ δ' ἀμφιθαλὴς Ἔρως
χρυσόπτερος ἡνίας
εὔθυνε παλιντόνους
Ζηνὸς πάροχος γάμων
τῆς τ' εὐδαίμονος Ἥρας.
Ὑμὴν ὦ Ὑμέναι' ὦ. —>

Wir haben es hier ebenfalls mit dem ἱερὸς γάμος von Zeus und Hera zu tun; ihr πάροχος ist der ἀμφιθαλὴς Ἔρως. Ist es zu kühn, auch in unserem ἀμφιθαλεῖ παιδί denselben Gott zu sehen, der πάροχος der Brautleute ist bei ihrem προνύμφιος ὕπνος, wie er es bei dessen Vorbilde gewesen ist [3])? Eros ist ἀμφιθαλής, nicht weil seine beiden

1) O. Crusius (Litt. Centralbl. 1910, Sp. 557) hält ἄρσενι für möglich, begründet seine Ansicht jedoch nicht.

2) »Does ἀμφιθαλεῖ mean any more than ἐνόρχῳ?«

3) Deshalb auch die Stellung ἀπὸ κοινοῦ zwischen Vorbild und Nachahmung.

Eltern noch lebten, sondern weil er in der Brust der beiden von ihm bezwungenen Liebenden gleichermaßen lebt und webt. Es ist dieselbe Anschauung, die zur Zerlegung des einen Eros in zwei Parallelgestalten, den Eros und Anteros, geführt hat. Aristophanes und Kallimachos benutzen beide dasselbe alte Lied, in dem dieser Ausdruck schon vorkam. Ist das richtig, so ist ἄρσενι am Anfange gut und muß das genannte Scholion darnach berichtigt werden; der Fehler erklärt sich ungezwungen daraus, daß die Schlußworte vom Abschreiber des Scholions nicht richtig verstanden worden sind. Daß der bloße Dativ ἄρσενι ohne σύν oder παρά steht, ist kein Hindernis; schon bei Hesiod Theog. vs. 213 heißt es:

οὔτινι κοιμηθεῖσα θεὰ τέκε Νὺξ ἐρεβεννή,

oder Hymnos auf Aphrodite vs. 191:

ὅστε θεαῖς εὐνάζεται ἀθανάτῃσι

oder bei Kallimachos selbst vs. 1:

κούρῳ παρθένος εὐνάσατο.

In vs. 7 hat Housman (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 477) die ursprüngliche Lesart wieder hergestellt und richtig gedeutet. — Es folgt die Schilderung der plötzlichen Erkrankung Kydippes:

(νοῦσος), ἣ τότ᾽ ἀνιγρή
τὴν κούρην ᾽Α[ίδ]εω μέχρις ἔτηκε δόμων.

Hier ist die richtige Ergänzung m. W. zuerst etwa gleichzeitig von Housman und O. Crusius veröffentlicht worden. In vs. 18:

τὸ τρίτον ἐμνήσαντο γάμου κοτέ

ist κοτέ nicht anstößig, wenn man es in dem Sinne von ›endlich einmal‹ faßt. — Kydippes Vater erfährt in Delphi von Apollon die Ursache, vs. 22 ff.:

᾽Αρτέμιδος τῇ παιδὶ γάμον βαρὺς ὅρκος ἐνικλᾷ·
Λύγδαμιν οὐ γὰρ ἐμὴ τῆνον ἔκηδε κάσις,
οὐδ᾽ ἐν ᾽Αμυκλαίῳ θρύον ἔπλεκεν, οὐδ᾽ ἀπὸ θήρης
ἔκλυζεν ποταμῷ λύματα Παρθενίῳ,
Δήλῳ δ᾽ ἦν ἐπίδημος, ᾽Ακόντιον ὁππότε σὴ παῖς
ὤμοσεν, οὐκ ἄλλον, νυμφίον ἑξέμεναι.

Lygdamis ist nicht, wie Hunt annimmt, der ursprüngliche Bräutigam Kydippes, sondern der König der Kimmerier, der gegen Ephesos und den heiligen Tempel der Artemis zog und, wie die fromme Sage erzählt, mit seinem ganzen Heere ihren Pfeilen erlag; vgl. Kallimachos, Hymnos auf Artemis 251 ff.:

τῷ [1]) ῥα καὶ ἠλαίνων ἀλαπαξέμεν ἠπείλησε
Λύγδαμις ὑβριστής· ἐπὶ δὲ στρατὸν ἱππημολγῶν
ἤλασε Κιμμερίων, ψαμάθῳ ἴσον, οἵ ῥα παρ᾽ αὐτόν

1) Der Tempel der ephesischen Artemis.

κεκλίμενοι ναίουσι βοὸς πόρον Ἰναχιώνης·
.ἆ δειλὸς βασιλέων, ὅσον ἤλιτεν· οὐ γὰρ ἔμελλεν
οὔτ' αὐτὸς Σκυθίηνδε παλιμπετὲς οὔτε τις ἄλλος,
ὅσσων ἐν λειμῶνι Καϋστρίῳ ἔσταν ἅμαξαι,
νοστήσειν· Ἐφέσου γὰρ ἀεὶ τέα τόξα πρόκειται.

Es muß ein Zusammenhang unter den beiden Stellen bestehen; und die einfachste Erklärung scheint mir die, anzunehmen, daß Kallimachos sich in den Aitia auf seinen Hymnos bezieht, d. h. daß dieser älter als der Schluß der Aitia ist. Da außerdem auch nach meiner Ansicht die Erinnerung an jenen berühmten Kimmeriereinfall durch den Galliereinfall von 278 v. Chr. geweckt worden ist, so müssen die beiden Gedichte unter 278 hinuntergerückt werden, allerdings nicht allzuweit; doch darüber weiter unten. — Der Zusammenhang unserer Stelle ist nun vortrefflich: ›Nicht in Ephesos war Artemis, um ihr Heiligtum gegen Lygdamis zu schützen, nicht in Amyklai oder am Parthenios, sondern in Delos‹. — Apollon rät, Akontios als Schwiegersohn anzunehmen, vs. 32 ff.:

αὐτὰρ ὁ Κεῖος
γαμβρὸς Ἀρισταίου [Ζη]νὸς ἀφ' ἱερ(έ)ων
Ἰκμίου, οἷσι μέμηλεν ἐπ' οὔρεος ἀμβώνεσσιν
πρηΰνειν χαλεπὴν Μαῖραν ἀνερχομένην.

So hat auch Housman gelesen. — Der Vater kehrt nach Naxos zurück, vs. 38 ff.:

εἴρετο δ' αὐτὴν
κούρην, ἡ δ' ἀνὰ τὼς πᾶν ἐκάλυψεν ἔπος.
βῆ ναῦς, ὡς, ὅτι λοιπὸν Ἀκόντιε σεῖο, μετέλθῃ·
ἔπλ(ε)ι τὴν ἰδίην ἐς Διονυσιάδα.

Das in vs. 39 überlieferte ANЄTωC kann nicht ἀνέτως ›losgelassen, frech‹ bedeuten; auch die Aenderung ἀνέως ›stumm‹ paßt hier nicht, wo alles zur Klarstellung drängt und unmittelbar darauf Akontios zur Hochzeit herbeigeholt wird. Platt verlangt mit Recht statt ἐκάλυψεν das Gegenteil ἀνεκάλυψεν, ändert aber fälschlich das gute πᾶν; den Vorschlag von O. Crusius, ἀνέτως ἐκάλυψεν im Sinne von ἀνεκάλυψεν zu nehmen, kann ich aus griechischem Sprachgebrauch nicht erklären. Meine Deutung ἀνὰ τώς schafft das geforderte ἀνὰ und gibt in τώς ›unter diesen Umständen‹ eine gute Begründung, weshalb Kydippe jetzt offen herauskommt, nachdem sie bisher geschwiegen. Die beiden letzten Verse hat Hunt (Berl. phil. Woch. 1910, Sp. 574) auf Grund der Vorschläge Leos richtig herstellen können. — In der kurzen Hochzeitsschilderung wird man mit Murray vs. 44 f. so lesen:

νυκτὸς ἐκείνης
ἄντι κε, τῇ (überl. της) μίτρης ἥψαο παρθενικῆς.

— Es folgt, ganz überraschend, die Angabe der Quelle, aus der Kallimachos geschöpft hat: es ist der als Lokalhistoriker der Zeit vor dem peloponnesischen Kriege bekannte Xenomedes von Keos. Und nicht genug mit dieser Angabe: Kallimachos berichtet sogar in mehr als 20 Versen über den Inhalt jener Geschichte der Insel Keos. Wir werden dem Bibliothekar für diese Belehrung gewiß dankbar sein, dem Dichter wird sie schwerlich den Ruhm mehren.

Das zweite Blatt enthält den Schluß; er lautet[1]):

[ὀξέ]α[2]) ῥῖν' ὅτ' ἐμὴ μοῦσά τ[ι κομπ]άσεται[2])
[καί][2]) που καὶ χαρίτων [πλέα κή]ριά[3]) μοι <τ>ὰ δ' ἀνάσσης
[ἡμε]τέρης[2]) οὔ σε ψεῦδον [ἐπ' οὐνό]ματι[2]),
πάντ' ἀγαθὴν καὶ πάντα τ[ελ]εσφόρον εἶπε [χάριν][3])<σὺ>
κείνῳ, τῷ Μοῦσαι πολλὰ νέμοντι βοτὰ
σὺν μύθους ἐβάλοντο παρ' ἴχνιον ὀξέος ἵππου·
χαῖρε, σὺν εὐεστοῖ δ' ἔρχεο λωιτέρῃ.
χαῖρε, Ζεῦ μέγα, καὶ σὺ σάω δ' [ὅλο]ν[4])
οἶκον ἀνάκτων.
αὐτὰρ ἐγὼ Μουσέων πεζὸς ἔπειμι νομόν.
Καλλιμάχου [Αἰτί]ων[4]) δ.

Wer ist da angeredet? vs. 88 wird Zeus gebeten, das ganze königliche Haus zu schützen; vs. 82 f. sprechen von einem offenbar in die Αἴτια gehörenden Gedichte zu Ehren der Königin, mit dem Kallimachos die Erwartungen des Angeredeten nicht getäuscht zu haben hofft. Ich glaube, es bleibt nichts anderes übrig als anzunehmen: daß der König Ptolemaios II Philadelphos selbst angeredet und ihm das Buch gewidmet, daß die Königin Arsinoe Philadelphos in den Aitia besungen worden ist und zwar zu ihren Lebzeiten, daß folglich dieses Gedicht ebenso wie der Schluß der Aitia vor 270, dem Todesjahre Arsinoes, und nach 278, dem Jahre ihrer Eheschließung mit Ptolemaios II, entstanden sein muß. Dazu paßt, was oben aus der Erwähnung des Kimmeriereinfalls unter Lygdamis gefolgert worden ist. — Bescheiden weist Kallimachos alles eigene Verdienst seinem Vorbilde zu, Hesiod. Mit ihm hat er seine Αἴτια begonnen: im Traume ist er von Kyrene zum Helikon getragen und dort von den Musen unterrichtet worden wie jener; nun schließt sich der Kreis. Fortan wird Kallimachos der Poesie entsagen und den Musen in seiner Prosa dienen; vermutlich sind damit seine groß angelegten Πίνακες gemeint. Wir verstehen jetzt, daß schon hier bei Erwähnung des Xenomedes

1) Ich setze meine eigenen Ergänzungen in < > Klammern.
2) Murray.
3) Crusius.
4) Hunt.

das Interesse des Bibliothekars und Literarhistorikers das des Dichters überwuchern konnte.

Es folgen Καλλιμάχου Ἴαμ[βοι]. Der Vater der Hinkjambendichtung, Hipponax, erscheint persönlich aus dem Hades, nicht um μάχην τὴν Βουπάλειαν zu besingen, sondern eine altbekannte hübsche Geschichte vom Arkader Bathykles, der seine schönste Schale beim Tode dem weisesten Griechen vermachte und seinen Sohn beauftragte, diesen zu suchen. Dichtes Gedränge umgibt den vom Acheron emporgestiegenen, vs. 97:

ὤπολλον <ὠθεῖσθ' ὠ>ς παρ' αἰπόλῳ μυῖαι.

Ein Stoßseufzer an die Herrin der Unterwelt entfährt ihm, vs. 99:

ὦ Ἑκάτη πλήθευς [1]).

Die Menge wird ihm noch den Atem rauben (τὴν> πνοὴν ἀναλώσει vs. 100) und ihm den Mantel abzerren (τὸν τρίβωνα γυμνώ<σει> vs. 101). Dann heißt es vs. 103 ff.:

σωπὴ γενέσθω καὶ γράφεσθε τὴν ῥῆσιν.
ἀνὴρ Βαθυκλῆς Ἀρκάς — οὐ μακρὴν ἄξω
<πλά>ṿ<η>σ̣<ιν ὑμᾶς,> ἴσ̣τ̣ε [2]), καὶ γὰρ οὐδ' αὐτὸς
μέγα σχολάζων εἰμὶ πὰρ μέσον δινεῖν
<ἐκ τ>ο̣ῦ Ἀχέρο<ντο>ς [3]) — τ<ῶ>ν π<α>λαιοτι<μεύντων> [4])
ἐγένετο πάντα δ' εἶχεν, οἷσιν ἀνθρώποις
θεοὶ τελει<οῦν τὰς ζο>ὰς [5]) ἐπίστανται.

Das Folgende ist undurchsichtig, die Ergänzung von Crusius verfehlt. Klarheit erhalten wịr erst wieder auf dem nächsten Blatte. Die Verdienste des Thales werden noch in den beiden ersten Versen zu Ende erzählt und dann berichtet, wie des Bathykles Sohn ihn bei seinen geometrischen Untersuchungen trifft. Die Art, wie hier in epischer Breite erzählt wird, steht in merkwürdigem Gegensatze zu den beiden auch von Hunt abgedruckten Fragmenten:

Σόλων· ἐκεῖνος δ' ὡς Χίλων' ἀπέστειλεν (89)

und

πάλιν τὸ δῶρον ἐς Θάλητ' ἀνώλισθεν. (96)

Wir können nur annehmen, daß Kallimachos die Besuche bei den anderen Weisen ganz kurz abgemacht hat und sich nur hier am Schlusse

1) Auch der Schluß von vs. 98 ἀπὸ θύματος Δελφοῦ deutet auf die Menge der Herandrängenden; vgl. die von Hunt angeführte Stelle aus den Sprichwörtern des cod. Coisl.

2) ỊṆẸ.

3) So auch Crusius; σχολάζων εἰμὶ ἐκ τοῦ Ἀχέροντος heißt: »ich habe Urlaub aus dem Acheron«.

4) Τ…Π·ΛΑΙΣΤΙ…‥′…

5) ΤΕΛΕΥ·[.....]·ΑΣ

wieder behaglicher gehen läßt, wie er es am Anfange getan hatte. Ich sage am Schlusse; denn trotz dem ersten Anscheine haben wir es hier mit dem Schlusse der Erzählung zu tun. Darauf deutet schon vs. 130 ἐκεῖνο τοὐλόχρυσον im Anfange der Rede des jungen Mannes; also muß Thales die Sache schon bekannt sein. Darauf deutet auch der Umstand, daß für den vollen Abschluß der Geschichte nur noch wenige Verse übrig bleiben; denn die auf der anderen Seite desselben Blattes stehende Geschichte, die mit der unseren nichts zu tun hat, muß schon auf der ersten Seite begonnen haben und braucht dazu schwerlich weniger als fünf Verse. Und es scheint mir unmöglich anzunehmen, daß in den noch verfügbaren etwa 15 Versen das Gespräch zwischen Thales nnd dem Sohne des Bathykles zu Ende geführt und dann noch erzählt wurde, wie dieser zu mehreren anderen der Sieben fuhr und zu Thales zurückkehrte und die Schale dem Apollon Didymeus geweiht wurde. Daraus folgt, daß die erwähnten Fragmente in den Raum zwischen dem Erhaltenen von Blatt 2 recto und Blatt 3 verso gehören, und mit ihnen die Schilderung des Todes des Bathykles und der Fahrt seines Sohnes. Daß auch dies alles in etwa 18 Versen erzählt sein sollte, glaube ich nicht; m. E. ist zwischen Blatt 2 und 3 ein fehlendes Blatt zu ergänzen. Wenn das richtig ist, werden vs. 135 ff. so dem Sinne nach zutreffend ergänzt werden dürfen:

[καὶ τ]ὴν [1]) ὀπήνην τὴτέρῃ [λαβὼν χειρὶ] [1])
ἐξεῖπε· τὴν δόσιν μὲν <οὐκ ἀτιμάζω,>
σὺ δ' ἕ<χε, θ>εῶν ὃς μὴ λό<γον πεποίησαι> [2])

Der letzte Vers führt zum Schlusse, der Weihung der Schale an Apollo, wovon frg. 95 berichtet:

Θάλης με τῷ μεδεῦντι Νείλεω δήμου
δίδωσι, τοῦτο δὶς λαβὼν ἀριστεῖον.

Hieran erinnert in vs. 138 ὁ oder ἡ Ν>είλ<εω?; es ist deshalb nicht richtig, βιης im Anfange desselben Verses zu Βίας zu ändern.

Die folgende Geschichte bleibt unklar. vs. 141 mag man so ergänzen:

ἕκαστος αὐτῷ <μόρι'> [3]) ἐχθρὰ κηρύσσει.

Die mannigfachen Teile, die O. Crusius in den Versen 143 bis zum Schlusse von Blatt 4 zu unterscheiden meint, werden, fürchte ich, vor genauerer Prüfung nicht bestehen bleiben. Auf festen Boden kommen wir erst wieder mit vs. 218 ff., wo die Fabel vom Streite des Lorbeers mit dem Oelbaum erzählt wird. vs. 218 f. können sich m. E. nur auf die Blätter des Oelbaums beziehen:

1) Hunt.
2) So auch Crusius.
3) ΑΥΤΟ̣..[..].

ὡριστερὸς μὲν λευκὸς ὡς ὕδρου γαστήρ,
ὁ δ' ἡλιοπλήξ, ὃς τὰ πολλὰ γυμνοῦται.

Gerade das Laub des Oelbaums mit seiner matt dunkelgrünen Ober- und weißgrauen Unterseite ist für das Aussehen einer Landschaft besonders charakteristisch. Das Oelblatt wird spöttischerweise vom Lorbeer mit dem Aussehen eines δοῦλος oder armen Schluckers verglichen, der die ἐξωμίς trägt, nach schol. Aristoph. Wesp. 444 ἱμάτιον δουλικὸν καὶ ἑτερομάσχαλον. — vs. 242 hat Platt statt des metrisch unbefriedigenden ἄκ[υθε] gut ἄκ[υμε] ergänzt. — vs. 251 f. lese ich so:

τ<ελ>ῷ[1]) [δὲ] πλεῖον ἢ σὺ τοῖς ἀγινεῦσιν
ἐκ τῶν σε Τεμπέων.

vs. 259 ff.: (ὄρνιθες)
πάλαι κάθηνται κωτίλ<αι> σ' <ἐν>εδ<ρ>εῦσαι[2]).
τίς δ' εὗρε δάφνην; γαῖα <τήνδ' ἐφίτυ>σ<ε>,
ὡς πρῖνον, ὡς δρῦν κτέ.

vs. 271 ff. trügt der scheinbare Gegensatz ἔσω und ἄν (für ἀνά); wir werden vielmehr so lesen müssen:

ὁ τῆς δ' ἐλαίης ἕαδε πόλλ'· εἴ τῳ[3]) μάσταξ,
'ὡς ε<ὔστομο>ν' καλεῦσιν· ἢν[4]) δὲ τὸ χρῖμα
ἕσ<σῃ>[5]), κολυμβᾷ<ς>, ἣν ἐπά[λτο][6]) κω Θησεύς.

Das heißt: ›Des Oelbaums Frucht dagegen gefällt in mancher Hinsicht; ißt man davon: ›wie wohlschmeckend!‹ ruft ein jeder; und wenn du dir ihr Salbenkleid anziehst, schwimmst du, wie Theseus je gesprungen ist‹ (Bacchyl. XVI). μάσταξ ist hier nicht = στόμα, sondern = μάσημα, wie Hesych auch erklärt, nur daß die Grundbedeutung nicht mehr gefühlt wird. Subjekt zu μάσταξ und εὔστομον ist ἔλαιον = ὁ τῆς ἐλαίης καρπός. χρῖμα ἕσσασθαι wird durch νεφέλην, σκότον ἕσσασθαι leicht erklärt, die sinnliche Bedeutung ist hier noch besser gewahrt. — vs. 279 ff.:

[τεῦ γ]ὰρ[6]) τὸ πρέμνον Δήλιοι φυλάσσουσι;
[τὸ τ]ῆς[6]) ἐλαίης, ἣ λ<όχευσ>ε τὴν Λητώ.

Der Baumstamm leistet der Göttin die Dienste der λοχεύτρια — Hebamme, indem er ihr einen festen Halt in den Nöten der Geburt gibt. — vs. 289 ff.:

1) ...Ͼ., der erste Buchstabe Γ, Κ, Ν oder Τ; τελεῦσα πλεῖον Murray.
2) So auch Crusius.
   IT
3) ЄCѠ
4) AN
5) ЄN (oder M oder C)..
6) Hunt.

ὡς εἶπε· τῇ δ' ὁ θυμὸς ἀμφὶ τῇ ῥήσει
ἤλγησε[1]) μέζον δ' ἢ τὸ πρόσθεν η<ὔδησ>εν·
›<τύ>φευ· τὸ λοιπὸν εἰκό<ς> ἐστ' ὄνους[2]) <ψάλλειν>‹.

— Ein Strauch mischt sich in den Streit und wird deswegen vom Lorbeer scharf zurechtgewiesen. Das Uebrige bleibt unklar. Auch der ganze schwer zerstörte Rest, trotz einzelnen Stellen, zu deren Erkenntnis außer dem Herausgeber und seinen Helfern O. Crusius beachtenswerte Vorschläge macht. Ohne wiederholte neue Prüfung des Papyrus wird man da schwerlich zu befriedigenden Ergebnissen kommen. Daß dies geschehe, ist besonders deshalb zu wünschen, weil nach dem Wenigen, was wir erkennen, die Iamben an größerer Natürlichkeit der Sprache, frischerer Erfindungskraft und stärkerer Betonung der Persönlichkeit des Dichters die Aitia übertreffen, sodaß einige Stellen trotz aller Zertrümmerung an Horaz erinnern; vor Ueberschätzung wird die Beobachtung warnen, daß die Geschichte des Bathykles sehr ungleichmäßig behandelt worden ist und schwerlich einen reinen Eindruck erzielt hat. Die Aitia nähern sich durch reichliche Verwendung gesuchter Ausdrücke und Glossen, durch die unverhüllte, künstlerisch nicht überwundene Lust am Antiquarischen bei aller Güte der Verse und aller Kunst der Behandlung des Stoffes doch zu sehr der Grenze, wo Poesie in Witz übergeht; hier und da, meine ich, ist diese Grenze sogar überschritten. Der Ruhm des Kallimachos ist also durch die neuen Bruchstücke nicht gemehrt worden; aber für die Beurteilung seiner Kunst und ihrer Entwickelung und ihrer Weiterwirkung sind sie von großer Bedeutung; diese wird noch wachsen, wenn es gelingt, die Iamben klarer zu erkennen.

Nr. 1012 enthält eine Prosaabhandlung römischer Zeit über literarische Komposition, auf die hier nur hingewiesen sei.

Den früheren Menanderfunden aus Oxyrhynchos (Perikeiromene nr. 221, Perinthia nr. 855 und Kolax nr. 409) fügt sich in nr. 1013 ein Bruchstück aus dem Μισούμενος an, das noch nicht in Körtes Menandrea hat aufgenommen werden können. Die Identifikation beruht diesmal sicher auf der Uebereinstimmung der Namen: es erscheinen der eifersüchtige Soldat Θρασωνίδης, seine Geliebte Κράτεια, ihr Vater Δημέας, der Sklave Γέτας und der Vater[3]) des Θρασωνίδης (Κλεινίας?). Die wenigen erhaltenen Verse stammen vom unteren

1) Λ̣ Γ̣Ε
ΗΓ̣·ΗϹ̣

2) ΟΝΟΥΤ̣

3) πάτερ vs. 34. 40 kann auch Anrede eines älteren Freundes des Thrasonides sein.

Teile eines recht zerlumpten Blattes aus dem Schlusse des Stückes. Δημέας ist erschienen, seine Tochter Κράτεια loszukaufen; das ist die Szene des bisher nicht näher bestimmbaren frg. 939 K. (= M. IV S. 331 nr. 501). Auf der anderen Seite ist Krateia mit ihrem Vater vereinigt, und Thrasonides bittet seinen Vater, alles daranzusetzen, daß Demeas ihm Krateia zur Frau gebe. Die schwere Zerstörung hindert, mit einiger Sicherheit zu ergänzen. Immerhin erkennt man auch so die große Aehnlichkeit des Stückes mit der Perikeiromene.

Ein historisches Bruchstück (nr. 1014) schildert in 26 Zeilen einen Kampf an der See, ohne daß wir klar sähen, wie er verläuft und wer die Kämpfenden sind. Z. 7: οἱ δὲ τεταγμένοι πρὸς τὸ ἔ<ργον.

Die Entstehung eines panegyrischen Gedichtes zeigt uns nr. 1015, von Hunt richtig mit denen der Berl. Klass. Texte V 1 verglichen; hier steht noch mehrfach über der ersten die zweite Fassung, ohne daß zwischen beiden entschieden wäre. Gefeiert wird ein reicher Junge namens Theon, der als ἄρχων oder ἀρχεύων bezeichnet wird; das bedeutet schwerlich γυμνασίαρχος, denn er ist ja noch παῖς (vs. 1. 10), wie seine ἑταῖροι παῖδες genannt werden (vs. 12), vielmehr ist er ihr Primus. Die Ehrenstellung verlangt von ihm besondere Leistungen: er hat reichlich Salböl gestiftet (vs. 11. 14) und seine Kameraden bewirtet (vs. 15), natürlich auf Kosten seines Vaters (οὕνεκα κεῖνα πατήρ σε διδάξατο vs. 22); in diesem werden wir mit größerem Rechte den Gymnasiarchen erkennen. Am meisten hat Theon sich durch einen Hymnos auf Hermes hervorgetan, den er gedichtet und wahrscheinlich im Gymnasion vorgetragen hat; deshalb heißt er vs. 1 ὑποφήτωρ des Hermes; die Musen selbst haben es ihn gelehrt (vs. 22).

Von erhaltenen Klassikern erscheinen teilweise mit langen Bruchstücken Platons Phaidros (227^{a}—230^{e} und 238^{c}—251^{b}), Xenophons Kyropaedie (I 6, 27—29) und Charitons Chaereas und Kallirrhoe (II 3. 4). Während die Stücke aus Platon und Xenophon im wesentlichen nur die Güte unserer mittelalterlichen Ueberlieferung beweisen, einige Fehler berichtigen, gute Konjekturen bestätigen, zeigt das aus Chariton eine sehr selbständige und unserer Florentiner Handschrift überlegene Textgestaltung. Klassiker und Nichtklassiker (im engeren Sinne) sind eben sehr verschieden behandelt worden, das zeigt jeder neue Fund.

Die Urkunden sind recht mannigfaltig. In der Bekanntmachung der Thronbesteigung Neros (nr. 1021) heißt es von Claudius: Z. 1 f. ὁ ὀφειλόμενος | τοῖς προγόνοις; das kann m. E. nicht heißen »*who had to pay his debt to his ancestors*«, weil man dann ὀφείλων erwarten müßte, sondern so: »*den wir seinen Vorfahren schuldeten*«. Die

Götter, seine Vorfahren, haben ihn der Welt für eine Weile aus Gnade überlassen; sie muß das Darlehen wieder hergeben. Nero wird Z. 8 ff. bezeichnet als ἀγαθὸς | δαίμων δὲ τῆς | οἰκουμένης <δαι>μόνων | [[μο-νων]][1]) τε πάντων | ἀγαθῶν. Meine Ergänzung läßt sich allerdings vorläufig nicht belegen; aber die Parallele βασιλεὺς βασιλέων in orientalischer Titulatur läßt sie vielleicht als nicht zu kühn erscheinen. — In nr. 1025 werden ein βιολόγος Εὐριπᾶς (wahrscheinlich Theatername) und ein ὁμηριστὴς Σαραπᾶς gegen den üblichen Lohn und Geschenke für die Geburtstagsfeier τοῦ Κρόνου θεοῦ μεγίστου ἀναγ<τήτου>[2]) verpflichtet. Dieser Kronos ist natürlich nicht der alte griechische, sondern ein ägyptischer Gott, vielleicht der Erdgott Keb; auf einer Inschrift des Ptolemaios VIII Euergetes II bei Dittenberger, Or. Gr. inscr. sel. I, 130 Z. 10 steht Πετενσήτει τῶι καὶ Κρόνωι, da ist er also ›Herr von Setis‹ auf der Katarrhakteninsel Bacchis; als Tetbe wurde er im 4. Jhd. n. Chr. in der Gegend von Panopolis verehrt, vgl. Ad. Erman, Die äg. Religion S. 237. — Der Name des ἐξηγητὴς Ἑρμανοβ-άμμων ist ein hübscher Beleg für die sogenannten ›Brudernamen‹, die Spiegelberg (Aegypt. u. griech. Eigennamen aus Mumienetiketten d. röm. Kaiserzeit, 1901 S. 35 f.) und ich in der Besprechung des Buches (Berl. phil. Woch. 1903 Sp. 1527) behandelt haben; vgl. z. B. Χεμ-σνεύς ›drei Brüder‹, Π-χεμτ-σρηύς ›der der drei Genossen‹, Τριάδελφος. — In dem Schiedsspruche nr. 1026 (5. Jhd. n. Chr.) muß es Z. 12 heißen: λινοῦδιον παραταύλιον[3]); vgl. Sophokles Lex. S. 1067 s. v. ταβλίον: ›*a stripe sewed upon the border of a garment*‹; die Schreibung ταυλ- statt ταβλ- ist in späterer Zeit sehr häufig; zur Bildung vgl. παρπόρφυρος, παροφή u. a. m. Z. 21 πανθιω[ν]άριον kann nicht bedeuten ›*a casket of special shape, modelled perhaps on that of the Roman Pantheum*‹, das duldet die Bildung des Wortes nicht. Vielmehr steckt darin das bei Hesych überlieferte und jetzt durch unsere Stelle geschützte θίγωνος· κιβωτοῦ[4]). παν-θι(γ)ωνάριον ist ein ›Kästchen für alles‹; zum Schwunde des γ vgl. Mayser, Gramm. d. griech. Papyri S. 163 f. — Nr. 1033 (392 n. Chr.) enthält ein Gesuch der beiden νυκτοστράτηγοι an die beiden ῥιπάριοι des Oxyrhynchites um Gestellung von Hilfskräften. Z. 5 f. heißt es τῶν εἰρηνικῶν τὴν φροντίδα ἀναδεδοιημένοι καὶ ἀμέμπτως ὑπουργοῦμεν τοῖς δημοσίοις ἐπιτάγμασι κτέ. Hier

1) [..]ΜΕΝΩΝ | [[ΜΕΝΩΝ]] oder [..]ΧΗΩΝ | [[ΜΕΓΙΣ]]

2) = ›unwiderstehlich‹? Ich habe die Bildung nach dem Muster von εὐ-ά. und den zahlreichen Zusammensetzungen mit ἀπ-ά. gewagt.

3) ΠΑΡΑΠΤΥΛΙΟΝ; statt ΠΤΥ auch möglich ΓΑΥ, ΓΛΥ, ΤΑΥ, ΤΛΥ.

4) Wenn das Wort echtgriechisch ist, so setzt es eine indogermanische Nebenform $\sqrt{\text{dheig}}$ zu $\sqrt{\text{dheigh}}$ voraus; das letztere steckt in τεῖχος, lat. fingo, got. deigan.

kann das sicher gelesene ἀναδεδοιημένοι nichts anders bedeuten als ἀνὰ δοιοὺς πεποιημένοι, d. h.: »wir haben uns zu zweien in die Sorge für Ruhe und Ordnung geteilt usw.« — In der Rechnung über öffentliche Spiele (nr. 1050) aus dem 2.—3. Jhd. n. Chr. ist Νεῖλος nicht ein Mensch, sondern der Flußgott; das zeigt die Zusammenstellung von κωμασταῖς Νείλου und κωμασταῖς θεῶν in der verwandten Urkunde nr. 519 und die Einordnung von Νείλῳ zwischen ἱερεῦσι und θρόνῳ hier. Bekanntlich erhielt der Nil bei seinen Ueberschwemmungen Opfer[1]); auf dem Steine bei Dittenberger, Orient. Graec. inscr. sel. nr. 168 wird Z. 6 der μέγας θεὸς Νεῖλος erwähnt, Z. 10 Ptolemaios X Soter II ἀποδοὺς τῶι Νείλωι τὰ νομιζόμενα; Cornelius Gallus, der bekannte erste Präfekt Aegyptens, brachte nach einer andern Inschrift (eb. nr. 654) θεοῖς πατρώιοις, Νείλωι συνλήπτορι χαριστήρια. In Z. 19 muß es heißen μαγγανα<ρίῳ oder <ρίοις; der »Maschinenmeister« (vgl. Sophokles Lex. S. 725 s. v.) paßt in den Zusammenhang mit φύλ(αξι) θεάτ[ρου Z. 16 und ῥάντα[ις Z. 17. — Nr. 1051 ist offenbar ein Verzeichnis der παράφερνα, des Vorbehaltsgutes der Κυριλλοῦς, nach römischem Ausdruck ein *rerum libellis* (Digest. 23, 3, 9), in dem verzeichnet sind *res, quas (mulier) solet in usu habere in domo mariti neque in dotem dat*[2]). — In nr. 1055 gibt ein Πεκύλλος seinem Vertreter Θέων die Anweisung, dem Weinhändler Ἡρακλείδης auszuhändigen 200 κεράμια Wein vom vierten, 100 vom fünften ληνός. Als Preis für 101 κεράμια sind 1100 Drachmen vereinbart; das hat doch nur dann Sinn, wenn ein κεράμιον 11 Drachmen kostet, das 101. also Zugabe ist wie der 101. Schuß bei unserem Ehrensalut. So erklärt es sich, wenn von zweiter Hand unter der Anweisung steht: δὸς τὰ τοῦ οἴνου κερά(μια) τριακόσια τρία, während oben nur von 200 und 100 gesprochen wird. Es ist deshalb nicht richtig, dort zu διακόσια noch τρία hinzuzufügen; wenn ergänzt werden müßte, so gehörte hinter διακόσια ein δύο, hinter ἑκατόν ein ἕν. —

Unter den Gebeten fällt ein gnostischer Zauberspruch (nr. 1060) besonders auf; er heißt:

+ Τὴν θύραν. τὴν Ἀφροδίτην
φροδιτην ροδιτην οδιτην
διτην ιτην την την ην. ωριωρ
φωρφωρ. Ἰαὼ σαβαὼθ ἀδονέ.
δένο σε, σκορπὶε ἀρτερήσιε·
ἀπάλλαξον τὸν οἶκον τοῦτον
ἀπὸ παντὸς κακοῦ ἑρπετοῦ
πράγματος, ταχὺ ταχύ.
ὁ ἅγιος Φωκᾶς ὧδέ ἐστιν.

1) Vgl. Ad. Erman, Die ägypt. Religion S. 15.
2) Bürgerl. Gesetzb. f. d. deutsche Reich § 1366: »Vorbehaltsgut sind die

Es folgt das Datum. Offenbar soll die Tür des Hauses vor dem Eindringen von Skorpionen und »allem schlimmen Kriechtierwesen«[1]) geschützt werden; deshalb der Gegenstand des Zaubers als Akkusativ im Anfange. Dann ebenfalls im Akkusativ die angerufene Gottheit, deren Name immer um einen Buchstaben gekürzt wird, genau wie auf dem heidnischen Amulett von Ehnâsje (Arch. I S. 420 f.) der Akkusativ Γοργωφωνας behandelt wird. Zum Heidnischen gesellt sich dann das Jüdische mit dem Namen des Jehovah in der gewohnten Anredeform und am Schlusse, nachdem die Zauberformel mit ταχὺ ταχύ zu Ende ist[2]), das Christliche, als ob der Schreiber seiner alten Formel doch nicht so ganz traute. In der Mitte dann der eigentliche Zauber mit dem byzantinisch-neugriechischen δένω für δέω = καταδέω. Der Skorpion heißt ἀρτερήσιος, d. i m. E. = *ἀρθρήσιος »gliedrig, gliederreich«, ein Adjektiv, das für den Skorpion wegen der 13 Glieder des Hinterleibes wohl paßt; die altererbte Endung -ήσιος ist im Spätgriechischen mit der lateinischen *-ensis* verschmolzen. Der gebannte Skorpion hält, wie recht und billig, seine Genossen groß und klein von der Türe des Hauses fern.

Unter den Briefen hebe ich nr. 1065 wegen seines überraschenden Schlusses hervor, Z. 6 ff.: ὥσπερ οἱ θεοὶ οὐκ ἐ|φίσαντό μου, οὕτως κἀγὼ | θεῶν οὐ φίσομαι. — Ein Musterbeispiel von Barbarengriechisch ist nr. 1069, wo Z. 4 κατὰ τάχους nicht geändert werden sollte. —

Es folgen die bekannten Indices und sechs schöne Tafeln, bei deren Anblick man nur bedauert, nicht noch mehr davon zu haben.

Münster i. W. Karl Fr. W. Schmidt

Dr. **Andreas Walther,** Die burgundischen Zentralbehörden unter Maximilian I. und Karl V. Leipzig 1909, Duncker und Humblot. IX u. 220 S. 8°. 5,50 M.

Seit längerer Zeit herrscht die Annahme, daß die burgundische Verwaltung das Vorbild für die Verwaltungsreformen Maximilians I. in Oesterreich gewesen sei. Man hat sich gewöhnt, hier geradezu von einer »Rezeption« zu sprechen, die sich über Oesterreich hinaus auch auf ganz Deutschland erstreckt haben soll, wobei man es für das übrige Deutschland allenfalls noch dahingestellt sein läßt, ob Burgund dort unmittelbar oder nur durch Vermittelung Oesterreichs maß-

ausschließlich zum persönlichen Gebrauche der Frau bestimmten Sachen, insbesondere Kleider, Schmucksachen und Arbeitsgeräte«.

1) Hunt schiebt zu Unrecht vor πράγματος noch καί ein.

2) Vergl. das erwähnte heidnische Amulett.

gebend gewirkt habe[1]. Eine Geschichte der burgundischen Zentralverwaltung im Ausgange des 15. und in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts ist deswegen auch für die deutsche Verwaltungsgeschichte von grundlegender Bedeutung, weil Gegenstand und Umfang dieser Rezeption bisher noch immer nicht mit genügender Bestimmtheit festgestellt waren.

Bezüglich dieser These von der Rezeption burgundischer Institutionen kommt W. zu dem überraschenden Ergebnis, daß sie — bisher wenigstens — vollständig unbegründet ist. In einem Anhang des Buchs (S. 168 ff.) werden in eingehender, überzeugender Kritik alle bisher dafür geltend gemachten Argumente widerlegt und zugleich die Voraussetzungen erfolgreicherer Behandlung einer derartigen Frage vergleichender Verwaltungsgeschichte aufgezeigt: genauere Kenntnis des von Maximilian in den österreichischen Ländern Vorgefundenen, und vor Allem bestimmtere und richtigere allgemeine Vorstellungen von dem Wesen und den Hauptproblemen mittelalterlich- neuzeitlicher Verwaltungsgeschichte überhaupt.

Diese allgemeinen Probleme und die Wege zu fruchtbarer Fragestellung ihnen gegenüber sind der eigentliche Gegenstand des Buchs. Es handelt sich nicht um eine ›ex professo unternommene und dann in der gebräuchlichen Form zu Ende geführte Geschichte der Zentralverwaltung‹, sondern ›das Suchen nach den großen Linien, das Streben nach Durchdringung des Stoffes um jeden Preis‹ ist charakteristisch für diesen Versuch, an einem ganz besonders dafür geeigneten Gegenstande das Wesen, die treibenden Kräfte und den typischen Ablauf behörden- und verwaltungsgeschichtlicher Entwickelungsgänge des ausgehenden Mittelalters und der ersten Jahrhunderte der Neuzeit zu verfolgen und nachzuweisen. Darin liegt die allgemeine und eigentliche Bedeutung des Buchs.

In der Verwaltungsgeschichte gerade dieser Zeit herrscht noch immer eine gewisse methodische Unsicherheit. Zwar ist die Zeit längst überwunden, wo man sich auf die Feststellung von Amtstiteln und Behördennamen beschränkte, nur die dazu gehörenden Funktionen möglichst genau zu ermitteln und zu beschreiben suchte und die etwa vorhandenen Institutionen und Ordnungen wie moderne Verwaltungsorganisationsgesetze verstand, die bewußt etwas vorher nicht Vorhandenes geschaffen hätten, das dann eben auf Grund dieser Ordnungen fortbestand. Aber soviel an neuen leitenden Gesichtspunkten seither auch erarbeitet ist — gerade für die Uebergangszeit vom Mittelalter zur Neuzeit will es der verwaltungsgeschichtlichen Forschung oft noch nicht recht gelingen, sich zu einer befriedigenden Anschauung der

1) v. Below, histor. Taschenbuch 6. F. Bd. 6 (1887) S. 313.

Eigentümlichkeit der damaligen Entwicklung, insbesondere des Wesens der Behördenbildungen dieser Zeit, durchzuarbeiten. Diese Fragen stehen für W. im Vordergrunde, und er verfolgt sie für Burgund an der Geschichte der Gerichtshöfe, der Finanzen und des Conseil privé.

Das Wichtigste ist überall die Entstehung moderner Behörden aus dem alten feudalen Rat, die Differenzierung der Ratskollegien. Es handelt sich hier nicht, wie die herkömmliche Begründung lautet, um eine planmäßige Arbeitsteilung, sondern jedes Mal um die Entwicklung eines dem Ganzen des Rats gegenüber fremdartigen Körpers innerhalb des Rats an der Stelle, wo die ›beamtenmäßigste und bureaukratischste‹ Arbeit getan wird; hier bildet sich ein Kern, ›zunächst noch völlig vom Hofrat eingeschlossen, allmählich an seine Peripherie rückend, in sich lebensfähig werdend, den Hofrat immer mehr belastend, schließlich von ihm abgestoßen‹. Das Ergebnis ist zuletzt eine örtlich fixierte Behörde gegenüber dem ambulanten Rat, mit sachlich bestimmter Kompetenz gegenüber der allseitigen Tätigkeit des letzteren, mit Beamten statt der wenigstens zum Teil noch halb feudalen Glieder der beratenden Umgebung des Fürsten. Dabei liegt das Schwergewicht oft so sehr bei dem konsolidierten und ausgeschiedenen Kollegium (oder vielleicht erscheint dieses auch so sehr als das Greifbarere im Vergleich zu dem zurückbleibenden Rest), daß es vielfach den ursprünglichen Namen des Gesamtrates an sich zieht und bei der Trennung mitnimmt, sodaß der Name schließlich oft geradezu das Gegenteil seines eigentlichen Sinnes bezeichnet, ein Prozeß der ›Namensverschiebung und Begriffserstarrung‹, ohne dessen klare Einsicht der Sprachgebrauch der Zeit und das verwaltungsgeschichtliche Material natürlich unverständlich bleiben.

Oberste Gerichte sind die ältesten ›differenzierten Ratskollegien‹, und an der Geschichte des Grand Conseil in diesem Sinne führt W. die skizzierte, im Einzelnen vielfach recht komplizierte und in dieser Weise noch nirgends so ins Licht gestellte Entwicklung zunächst durch. Eine zweite analoge Reihe bildet die Geschichte der Finanzbehörden; hier ist das für die allgemeine Verwaltungsgeschichte jener Zeit vielleicht Interessanteste die grundlegende Unterscheidung verschiedener Gruppen von Finanzbehörden, der oberen repräsentierenden und im Zusammenhang mit der gesamten Regierung leitenden, der mittleren beaufsichtigenden und in weniger wichtigen Sachen beschließenden, endlich der unteren nur ausführenden (S. 47 f.). Eine dritte Entwicklungsreihe endlich läßt aus dem nach Ausscheidung von Justiz- und Finanzbehörden zurückbleibenden conseil privé in einem analogen Differenzierungsprozeß eine juristische Behörde für die matières de

grâce entstehen, die wiederum den Namen des Gesamtrats mitnimmt, diesen selbst aber als eine wesentlich politische Behörde, als conseil d' État zurückläßt, der anderswo schließlich selbst die letzten Reste feudalen Charakters verliert und zum Kabinet wird, hier aber diesen Charakter beibehält und deshalb schließlich — allerdings erst in viel späterer Zeit — zu Gunsten des conseil privé gänzlich inaktiviert wird. In diesem Abschnitt verdient nebenbei besondere Beachtung ein erstmaliger Versuch, in das Wesen und die verschiedenen Typen der Protokollführung kollegialer Behörden dieser Zeit einzudringen (S. 109 ff.), ein wichtiges Mittelglied zwischen mittelalterlicher Kanzleitätigkeit und modernem behördlichem Schriftwesen.

Hinter dieser Reihe rein verwaltungsgeschichtlicher Probleme liegt eine zweite mehr kulturgeschichtliche, bei der W. sich im Gegensatz zu der erschöpfend behandelten ersten z. T. mehr auf Fragestellungen beschränkt hat. Es handelt sich dabei um die Frage nach den treibenden Faktoren der verwaltungsgeschichtlichen Entwicklung, sofern diese in dem Charakter des jeweiligen Beamtentums beruhen. Der Ausgangspunkt ist hier natürlich das feudale Element des alten fürstlichen Rats, das bei den angedeuteten Abspaltungsprozessen stets in dem zurückbleibenden, weniger technisch, beamten- und bureaumäßig arbeitenden Rest des Gesamtrates fortdauert, bis es schließlich auch hier (oder, wie in Burgund, erst zugleich mit diesem Rest) abstirbt. Innerhalb des eigentlichen neueren Beamtentums aber unterscheidet W. nun im Gegensatz zur bisherigen Literatur sehr scharf wieder zwei Typen, den der akademisch gebildeten Juristen und den der lediglich praktisch gebildeten Finanzbeamten (und Sekretäre). Derselbe Gegensatz, oft in eigentümlicher Kombination mit dem des feudalen und des beamtenmäßigen Elements überhaupt, spielt ja auch in der außerburgundischen Verwaltungsgeschichte, namentlich in der der deutschen Territorien, noch lange eine große Rolle. Die Eigentümlichkeit des älteren juristischen Typus, die im Charakter des modernen Beamtentums durch den jüngeren der Praktiker überwunden ist, sucht W. durch eine eigentümliche Episode aus dem Leben Gattinaras zu charakterisieren, dem eine von ihm gekaufte Herrschaft in der Franche-Comté auf Grund eines Familienretraktrechts wieder entzogen war, und der darauf seinen aussichtslosen Widerspruch in scheinbar unverständlicher Zähigkeit durch alle Instanzen bis zum Papst verficht. W. sucht die Erklärung dafür in dem weltfremden Idealismus dieses Buchstabengelehrtentums, das den Anforderungen der neuen Zeit nicht mehr gewachsen gewesen und daher mit Notwendigkeit von dem Geist des modernen, praktisch gebildeten oder doch jedenfalls orientierten

Beamtentums abgelöst sei; er erklärt das aber ausdrücklich als eine bloße Fragestellung.

Der bisher in dieser Schärfe nicht hervorgehobene Gegensatz besteht zweifellos. Es mag allerdings dahingestellt bleiben, ob die hartnäckige Verfolgung eines aussichtslosen Anspruchs seitens einer geistig und moralisch hochstehenden Persönlichkeit, die auch sonst keine Seltenheit ist, eine genügende Vorstellung von dem gibt, worum es sich hier handelt. Man lernt die Lebensluft der Juristen dieser Zeit vielleicht am besten kennen, wenn man sich das Wesen des kanonischen Prozesses vergegenwärtigt. In seinem bisher, soviel ich sehe, noch nirgendwo ganz befriedigend geschilderten geistigen Gehalt [1]) ein echtes Erzeugnis mittelalterlichen Geistes, beruht er auf dem scholastischen Glauben an die Unfehlbarkeit kunstgerechter Dialektik; in der automatischen Dialektik seines Gefüges und seiner Beweistheorie findet des Mittelalter die sicherste Garantie des richtigen Prozeßergebnisses, und seine Formen werden deshalb nicht nur auch für Rechtsakte der Verwaltung und des völkerrechtlichen Verkehrs, sondern auch zur Einkleidung scholastischer Dogmatik benutzt; der berühmte Belialsprozeß ist ursprünglich kein Prozeßlehrbuch, sondern ein ernsthafter theologischer Traktat gewesen [2]). Dem Gericht bleibt dabei nur eine eigentümlich passive Rolle, und damit geht Hand in Hand die große Unfreiheit in der materiellen Rechtsanwendung dieser Zeit, die bei den als Humanisten hervorragenden Juristen oft seltsam absticht gegen die Art ihrer nichtjuristischen Tätigkeit. In dieser Richtung dürfte der Weg zu einer befriedigenden Erfassung dieser von W. nur angedeuteten Dinge liegen; wenn er hier von den ›Rechtsgelehrten des ausgehenden Mittelalters‹ spricht (S. 38), so liegt das der Lösung des Problems wohl näher, als die Berufung auf die ›idealistisch-unwirklichen Stimmungen des Humanismus‹ (Hist. V.-J.-Schr. 1910 S. 448) — mit der Verweisung auf die großen allgemeinen geistigen Strömungen kann man in der Geschichte des Rechts und der juristischen Gedankenwelt gar nicht vorsichtig genug sein. Eine befriedigende ideengeschichtliche Aufhellung dieser Verhältnisse würde zugleich die vielleicht wichtigste Vorarbeit für eine wirkliche Geschichte der Rezeption des römischen Rechts liefern.

Eine Reihe von Anhängen, die wie der Hauptteil konkret burgundischen Inhalts sind, dabei aber zugleich der Behandlung allge-

1) Zu verweisen ist etwa auf Fr. Klein, Zeit- und Geistesströmungen im Prozesse, Jahrbuch der Gehe-Stiftung VIII 2.

2) Stintzing, Geschichte der populären Litteratur des römisch-kanonischen Rechts in Deutschland, S. 273.

meiner methodischer Fragen dienen (der letzte erörtert die eingangs erwähnte Frage der angeblichen Rezeption von Burgund nach Oesterreich), und archivalischen Beilagen vervollständigt das schön geschriebene Buch, mit dessen tiefgehenden allgemeinen Anregungen sich Jeder wird auseinandersetzen müssen, der sich verwaltungsgeschichtlichen Fragen des 14. bis 18. Jahrhunderts widmet.

Greifswald Rudolf Smend

Dr. **Robert Durrer,** Staatsarchivar, in Stans, Die Einheit Unterwaldens. Studien über die Anfänge der urschweizerischen Demokratie. Separatabdruck aus dem Jahrbuch für schweizerische Geschichte, XXXV. Band. Zürich 1910, Beer u. Cie.

Aus einem für eine Jahresversammlung der schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft bestimmten Vortrag ist eine umfangreiche rechtshistorische Abhandlung hervorgegangen, die der Verfasser, der gründliche Kenner der Geschichte seines Heimatlandes und der Quellen zu deren Erkenntnis, vorlegt und mit bisher ungedruckten Urkunden begleitet. Vielfach steht sie mit einer anderen Arbeit Durrers, den zu Rahns Statistik schweizerischer Kunstdenkmäler gegebenen, noch nicht abgeschlossenen Kunst- und Architekturdenkmälern Unterwaldens, in Berührung.

Der Ausgangspunkt der Untersuchung ist von der Abhandlung Bresslaus: Das älteste Bündnis der Schweizer Urkantone, im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XX (1895), genommen, insbesondere davon, daß nach der dort gegebenen Beweisführung Nidwalden, im Gegensatz zu den Leuten von Sarnen, in den zu den Jahren 1245 bis 1252 angesetzten Kämpfen nicht der für Friedrich II. eintretenden Partei sich angeschlossen hatte. Doch wird gegen diese zeitliche Ansetzung geltend gemacht, daß vielmehr die Exkommunikation des Kaisers 1239, wie für Italien, so auch für die Alpengegenden den Anstoß zum Kampfe gegeben habe, und so läßt Durrer den ersten ghibellinischen Aufstand schon zu dieser Zeit beginnen, so daß der kaiserliche Freiheitsbrief der Schwyzer von 1240 auch nur als eine Folge, nicht als Anstoß zum Aufstand erscheint. Für diese auch noch aus anderen Zeugnissen gewonnene Ansicht, daß zu 1239 der Anfang der Ereignisse anzusetzen sei, wie denn auch Nidwalden als Teilnehmer am Vorgehen der Schwyzer und der Obwaldner jetzt hervortrete, wird ganz vorzüglich auch der Befund auf der wichtigen Stelle der Burgruine Rotzberg — diese ist das 1238 als Streitobjekt genannte ›Hus ze Stannes‹ — herangezogen: die hier als ganz glaub-

würdig zu erachtende Tradition reiht zutreffend die Einnahme der Burg Rotzberg in die Geschichte der Befreiungskämpfe ein, aber eben zu 1239, nicht zu 1245 und den folgenden Jahren. Hernach erst kommt nach Friedrichs II. Absetzung, 1245, die zweite ghibellinische Erhebung, die 1252 mit der Wiederunterwerfung der Schwyzer und Unterwaldner unter die habsburgische Grafengewalt zu Ende geht. Daneben fällt hier auch ein Licht auf die Geschichte der Stadt Luzern. Durrer sieht in der Stadt einen Teilnehmer an der Bewegung gegen den Grafen im ersten Aufstande, in der zweiten Hälfte von 1241, so daß dabei die vom Grafen Rudolf zur Benachteiligung Luzerns neu angelegte habsburgische Stadtgründung am Meggenhorn — der Platz heißt noch heute die ›Altstadt‹ — zerstört worden sei, worauf 1244, nach geschehenem Friedensschluß mit Luzern, der Graf in der Nähe der zerstörten Stadt die Neuanlage Neuhabsburg in das Leben rief.

Im zweiten und den folgenden Kapiteln tritt dann der Verfasser auf sein eigentliches Thema, die Einheit Unterwaldens, ein. Er findet, daß diese stets nur eine lose und wenig kompakte gewesen sei, daß Obwalden und Nidwalden von jeher eigentlich wenig zusammenpaßten, so daß sich schon früher und beharrlich die Tendenz völligster Separierung geltend machte. Allein es ergeben sich dabei Gesichtspunkte für die Annahme eines uralten, über die politischen Ereignisse des 13. Jahrhunderts zurückreichenden territorialen Zusammenhangs, wie ja schon im 12. Jahrhundert in dem zwischen 1140 und 1159 entstandenen Teile der Acta Murensia die Bezeichnung ›Inter Silvas‹ ein solches älteres Band bezeugt.

Der Platz Wisserlen am Rande des Kernwaldes, der Obwalden und Nidwalden von einander trennt, wird als gräfliche Landgerichtsstätte und als alter Mittelpunkt der freien Gemeinde nachgewiesen, wie denn auch die Spuren eines Galgens, als des Zeugnisses des Hochgerichtes, da festgestellt werden konnten, was der urkundlichen Erwähnung ›jurisdictio in Wisserlon‹ aus dem Jahre 1173 entspricht. So bildeten die Freien der beiden Talschaften schon vor 1173 eine gemeinsame Gerichtsgemeinde. An eine Durchprüfung der für Unterwalden in Betracht kommenden weltlichen und klösterlichen Großgrundbesitzerschaften schließt sich, im Gegensatz zu der früheren Annahme, daß die Ausdehnung der freien Bevölkerung in Unterwalden eine beschränktere gewesen sei, eine Schätzung dieser Gemeinfreien im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung, die zum Jahre 1275 den Schluß auf mindestens einen vollen Dritteil der Gesamtbevölkerung für den freien Stand erlaube; für die Organisation dieser freien Gemeinde bietet die Nennung von ›ministri‹ und ›magistri‹ neuen Anhaltspunkt. Dagegen fehlt nun für Unterwalden die besonders für Schwyz so

ausschlaggebende zusammenhängende Markgenossenschaft; vielmehr sind gerade die nach den Pfarrgrenzen zerteilten, Freie und Unfreie umfassenden derartigen Genossenschaften Faktoren der politischen Entwicklung des Landes geworden. So ist die Sondervereinigung der Markgenossen von Stans und Buochs, die als »Communitas hominum Intramontanorum vallis inferioris« wohl in der Zeit des ersten Aufstandes erwuchs und schon 1240 urkundlich erscheint, am Bunde von 1291 gleich vom Anfang beteiligt gewesen, während Obwalden sich erst später anschloß. Dagegen tritt dann ein Obwaldner 1304 als erster Landammann von ganz Unterwalden entgegen, und jetzt wird 1309 durch Heinrichs VII. Privilegien die politische Freiheit Unterwaldens, mit dem Aufhören der österreichischen Herrschaft, fest begründet. Vollends durch Ludwigs Freierklärung der Eigenleute seiner habsburgischen Gegner 1324 ist dann in dieser Verschmelzung der untereinander ausgeglichenen Unterwaldner eine gleichberechtigte Körperschaft von Landleuten entstanden. Aber freilich beginnt darauf um 1333 auch wieder die Trennung zwischen dem oberen und unteren Tale, der zwar in der Folgezeit die Eidgenossen entgegenarbeiten, so daß sie nicht vollständig wird; immerhin anerkannte Sigmund 1417 in seinem Blutbannprivileg für Nidwalden dessen besondere Gerichtshoheit. Danach bemißt sich auch fortan die Stellung Unterwaldens in der Reihe der eidgenössischen Orte, so nämlich, daß Obwalden im Vorrang sich befindet, Nidwalden dagegen stets wieder nach gleicher Geltung ringt. Während des 16. und 17. Jahrhunderts dauerten diese Streitigkeiten weiter, wegen des gemeinsamen Banners und der Stellung der Mannschaft bei gemeinsamen Auszügen, wegen des Verhältnisses bei Besetzung der Vogteien in den gemeinen Herrschaften der Eidgenossenschaft, wegen der aus den Beziehungen zu den fremden Mächten und dem dortigen Kriegsdienst sich ergebenden Ansprüche und Vorteile, wegen der Vertretung auf den eidgenössischen Tagsatzungen, und was ähnliche Fragen mehr waren. Verträge, Vermittlungen, Schiedssprüche von Seite der vier katholischen Stände der Urschweiz, denen diese Reibungen peinlich sein mußten, geschahen, und bemerkenswert ist der allerdings unmittelbar gleichfalls erfolglos bleibende sogenannte »Kapuzinerfriede« von 1618, den ein nicht selbst aus Unterwalden gebürtiger Kapuziner vom Kloster in Stans durch seine Beredsamkeit zu Stande zu bringen meinte, nachdem kurz vorher besonders von Seite Obwaldens wieder eine äußerst gereizte Stimmung zu Tage getreten war. Endlos dauerten die Reibungen weiter; allein Obwaldens vorrechtliche Stellung setzte sich bis zur Staatsumwälzung von 1798 fort. Bonapartes Vermittlungsakte von 1803 sprach dann die völlige Gleichberechtigung beider Teile aus;

dessenungeachtet verlangte Obwalden, freilich vergeblich, nochmals 1815 die Herstellung seines Vorrechtes. Durrer sieht sehr zutreffend in der Entwicklung des Landeswappens das Spiegelbild dieser ganzen politischen Gestaltung, und am Schluß wird noch auf den alten Rest der Landesbefestigungen aus der Zeit der Freiheitskämpfe, den sogenannten Schnitzturm am Ufer des Vierwaldstättersees bei Stansstad, hingewiesen, der noch heute zu zwei Drittteilen Obwalden, zu einem Nidwalden angehört, ein Besitzverhältnis, das als ein Rest der Einheit Unterwaldens angesehen werden muß.

Der hauptsächlichste Gang der historischen Beweisführung, von ältester Zeit bis zur Gegenwart, ist hier angedeutet. Allein eine ganze Fülle interessanter einzelner Ausführungen steht zwischen den Hauptkapiteln oder ist in den Anmerkungen eingeschoben. Nur auf Einzelnes kann hier die Aufmerksamkeit gelenkt werden. Auf S. 95 ff. finden sich vergleichende Berechnungen zur Schätzung der Bevölkerungszahl; ganz besonders geht aber, von S. 193 an, der chronologischen Ausführung der Ereignisse bis 1417 eine Reihe systematischer Erörterungen parallel: indem der Verfasser davon ausgeht, daß rechtshistorisch die Einheit des Landes als das Primäre anzusehen sei, zeigt er als Ausgangspunkt der Zersplitterung die Teilung der hohen Gerichtsbarkeit, wie sie auf der 1324 durch Ludwig endgültig begründeten oberrichterlichen Einheit des Landes beruhte, dadurch daß der König die Vogtleute und Eigenleute Oesterreichs zu freien Reichsleuten erhob und so die freie Gemeinde in dem zu gleicher Freiheit gebrachten Ganzen aufgeben ließ, wonach dann die partikularistische Entwicklung in Nidwalden — voran durch die S. 155 ff. beleuchtete Lösung der Markgenossenschaften in kleine Genossamen, Uertenen — weitere Fortschritte machte. Ein eigener Abschnitt ist auch noch dem gemeinsamen Landrechte, wie es da bezeichnet wird, der Fiktion der inneren Landeseinheit, so wie sie auf dem gemeinsamen Landrechtsbriefe von 1470 — Beilage VIII A — ruht, gewidmet, und Beilage XVIII zählt diese 153 autochthonen, als ›alte Landleutegeschlechter‹ anerkannten Namen auf (unter ihnen steht der 1372 zuerst bezeugte Familienname des Verfassers selbst).

Die übrigen siebzehn Beilagen sind Urkunden, die drei ersten Königsurkunden aus dem 14. Jahrhundert, Nr. VI, von 1432, wegen der ausdrücklichen Hervorhebung der altherkömmlichen Tagung ›zu Wiserlen uf dem acher‹ bemerkenswert; besonders umfangreich sind unter Nr. XII die S. 183 ff. erörterten Akten bei Anlaß des gütlichen Schiedspruches von 1589; Beilage XV ist der erwähnte auch vom Stanser Kapuzinerkloster besiegelte Kapuzinerfriede; Beilage XIX ent-

hält die Namen der Inhaber der viel umstrittenen Aemter der Bannerherren und des Landeshauptmanns.

Der Verfasser hat das volle Recht, seine Abhandlung als Studien über die Anfänge der urschweizerischen Demokratie überhaupt zu bezeichnen. Denn in wesentlichen Punkten ist durch ihn die Erkenntnis der allgemeinen Grundlagen dieser für die Verfassungsgeschichte so wichtigen Fragen vertieft worden.

Zürich G. Meyer von Knonau

University of California publications in Semitic Philology Vol. II 1. 2, September 1909; October 1910 = Abu lMaḥâsin Ibn Taghri Birdi's Annals entitled An-nujûm az-zâhira fi mulûk Miṣr wal Ḳahira, ed. by **William Popper.** University Press, Berkeley.

Der Vater des Verfassers spielte unter dem cirkassischen Mamlukensultan Barkuk und dessen Sohn Farag (zur Zeit Timurs) eine große Rolle. Er selber wurde A. H. 812 (A. D. 1409/10) geboren und starb etwa A. H. 875. Er war ein jüngerer Zeitgenosse des Makrizi, dessen Unterricht er genoß. Seine Geschichte über die Regenten in Fustât und Kâhira beginnt mit der Eroberung Aegyptens unter dem Chalifen Omar und geht fort bis A. H. 872 (1467). Er hat sie so angelegt, daß auf einen zusammenhängenden Bericht über die ganze Regierung eines jeden Regenten annalistische Notizen folgen, die sich nur zum geringsten Teil auf Aegypten (namentlich auf die Nilhöhe in jedem Jahr) beziehen, zum größten Teil auf Begebenheiten in der ganzen islamischen Welt, worunter die Todesfälle (namentlich von Gelehrten und Literaten) den breitesten Raum einnehmen. Für die Zeit, die er nicht selbst erlebt hat, schreibt er ältere Werke aus, meist Kompilationen (nicht allein Makrizi), aber doch auch Originale und den Ereignissen teilweise gleichzeitige Darstellungen. Soweit seine Quellen uns noch erhalten sind, hat er natürlich nur sekundären Wert. Am wichtigsten sind seine Totenlisten. Er bereichert die des Dhahabi erheblich, wie es scheint aus eigener umfassender Lektüre.

Quatremère hat für seine grundlegenden Studien über die ägyptische Geschichte im Mittelalter den Ibn Taghri Birdi neben Makrizi benutzt und die Aufmerksamkeit auf ihn gelenkt. An die Edition hat zuerst T. G. J. Juynboll die Hand gelegt (Abu'lMahâsin, Annales I und II 1, Leiden 1852—1861). Er berichtet sorgfältig über die vorhandenen Handschriften (I 1 S. 8 ff. und II 2 S. 143 ff.), die sich gegenseitig so ergänzen, daß alle sechs Teile des großen Werkes noch zusammen gebracht werden können. Seine Ausgabe erstreckt sich aber

nur über die ersten anderthalb Teile, bis zum Anfang der Fatimidenherrschaft in Aegypten.

William Popper von der Universität Berkeley in Kalifornien fährt da fort, wo Juynboll stecken geblieben ist. Wie es scheint, will er aber nicht das ganze Werk herausgeben, sondern nur die zweite Hälfte des zweiten Teiles, welche bis zum Untergang der Fatimiden reicht. Die Zeit, während der die Fatimiden in Kahira residierten, ist die verworrenste und katastrophenreichste in der ganzen Geschichte des Islams, ein fortwährendes bellum omnium contra omnes. Es tauchen immer neue Machthaber, Völker und Reiche aus dem Wirbel auf; dazu kommen noch die Karmaten und die Kreuzfahrer, nebst dem religiösen Parteistreit zwischen Sunniten und Schiiten. Ibn Taghri Birdi hat für diese schreckliche Periode zum Teil sehr gute Autoritäten zur Verfügung gehabt. So den Musbihi, den Sekretär des Fatimiden Hâkim; den Abulfarâg Ibn al Gauzi und dessen Enkel Sibt Ibn al Gauzi, Verfasser des oft zitierten Speculum temporis, ferner drei sich folgende Glieder der Familie des Sabiers. Es heißt unter A. H. 480: Muhammad Ibn al Sabi setzte die Chronik seines Vaters fort, dieser die Chronik seines Vaters, dieser die Chronik seines Vaters, des Sinân b. Thabit b. Kurra, dieser die Chronik des Tabari. Bemerkenswert sind die persönlichen Auslassungen des Ibn Taghri Birdi. Er ruft sich öfters zur Sache, in dem Bewußtsein, daß seine Mitteilungen weit über den eigentlichen Zweck hinausgehen. Ueberall zeigt er sich als überzeugten Sunniten. Er zürnt über die Einführung der schiitischen Formel des Idhân und des Trauerfestes für Husain durch die Bujiden in Bagdad und die Fatimiden in Kahira; ebenso über den schiitischen Fanatismus der Scharîfe von Mekka und ihre Mißhandlung der sunnitischen Pilger. Aber auch über die Auffindung und Verwahrung der angeblichen Gebeine des Zubair b. Auwâm äußert er seinen Unwillen. Er ärgert sich über die durch die Perser aufgebrachten, mit al Din komponierten Prunknamen. ›Die Occidentalen hassen mit Recht solche Namen, und ich schwöre bei Gott, wenn es nach meinem Willen ginge, so hieße ich nicht Gamâl-al din; ich mag mich nicht so nennen lassen, kann aber die Mode nicht ändern — das könnte nur von einem Machthaber geschehen‹.

Popper legt seiner Ausgabe andere Handschriften zu Grunde als Juynboll für den ersten Teil, behält aber unpraktischer Weise die gleichen Siglen bei, so daß A B C D E bei ihm etwas ganz anderes bedeuten als bei jenem. Sein Text ist ungleich sauberer als der seines Vorgängers. Von letzterem hat Fleischer eine Menge Ungeziefer abgelesen; für يصرّ ضوءهم (I 161, 19), woran er sich vergeblich abquält, ist nach Tabari 2, 151 يعترضونهم zu lesen. Bei Popper stößt

man nur selten an. In der Lücke 2, 10 fehlt die Angabe der Jahreszahl. Statt der eisernen Brücke 7, 11. 124, 1 ist die neue Brücke zu lesen; der Artikel fehlt in solchen Fällen häufig bei dem Substantiv, z. B. bei باب القديم. In 19, 7 ist عاشر ein Druckfehler für عاش; ebenso 28, 1 الحانبيين für الجانبيين. In 64, 9 lies تحمل für تعمل, nach 64, 11. In 64, 13 fehlt die Zahl hinter العام. In 65, 17 lies شخص, in 67, 2 يحرقون, in 70, 6 للانقياد, in 77, 20 مشوم. In 100, 2 ist ميت (gegen die Grammatik) zu belassen, ebenso 104, 16 للناس (er saß den Menschen = er erteilte ihnen Audienz). In 124, 14 ist للايتام (Waisenkinder) ein Druckfehler. In 132, 10 lies واضل اعماله. In 183, 17 ist hinter احاله eine Lücke. In 266, 1 lies بالحرم (Gegensatz zu الحل) statt بالحرميين. Einzelne Ausdrücke sind mir unklar geblieben, z. B. كبسه على اعزاز 136, 12. Einige offenbare Einschübe sind in den Text eingedrungen, wie 132, 9 وصلت بعد ذلك und 145, 18 ليس بذلك. Im ganzen liest er sich aber leicht und glatt.

Die Koranstellen hätten angegeben und die Kolumnenüberschriften etwas spezieller gefaßt werden können. Ein Namenregister soll dem Schluß des Bandes beigegeben werden; ohne das sind in der Tat die Totenlisten, auf denen die eigentliche Bedeutung der Arbeit des Ibn Taghri Birdi beruht, kaum literarisch zu verwerten.

Göttingen Wellhausen

Nachtrag zu Jahrg. 172, 1910 S. 588 ff. Noch einmal der Kronrat Heinrichs VII.

V. Samanek kommt im 32. Bd., S. 174 ff. der ›Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung‹ noch einmal auf seine vom Unterzeichneten an diesem Ort bestrittene These zurück, wonach der Kronrat auf dem Römerzug des luxemburgischen Kaisers von der Funktion eines beratenden Beirats zur Würde einer Verwaltungs- und Regierungsbehörde, zu einer Art von Ministerium aufgestiegen sei. Der Unterzeichnete hat an der früher geäußerten Meinung nichts zu ändern und stellt die Entscheidung über Samaneks Replik künftigen Beurteilern anheim. Wohl aber ist es nötig, daß Samaneks ernstliches und durchaus anzuerkennendes Streben, seine These zu größerer Klarheit zu bringen, die schillernden, mehrdeutigen Formulierungen noch kräftiger beseitige, als dies in der Replik der Fall ist. Ich möchte doch glauben, daß 1) die in der Replik zusammengestellten, besonders wirkungsvollen Quellenbelege nirgends eine ›Körperschaft mit Exekutive‹, eine ›Kontroll- und Disziplinargewalt des Rates‹ dar-

tun, und daß (gerade die auf S. 187 f. angezogenen Stellen sagen das ja auch) der Rat entweder nur ›devant le segnour‹ fungierte und dann nicht verfügte, sondern nur den ›König im Rat‹ beriet, oder aber de consciencia imperatoris, mit besonderer Vollmacht, verfügte. Den Gegenbeweis zu dieser Annahme hat Samanek nicht erbracht.

2) Samaneks ganzer rechtsgeschichtlicher Irrtum liegt offen zu Tage in den ›Vorteilen‹ seiner ›vergleichenden Betrachtungsweise‹. Daß ich das ›permanent council‹ der Oxforder Provisionen ›auf eine höhere Entwickelungsstufe‹ stelle, als Heinrichs Kronrat, scheint ihm (S. 178 not. 6) bemerkenswert; aber wenn er sich etwa den französischen Kronrat zur Zeit Philipps des Schönen (natürlich aber nicht im 14./15. Jahrhundert, wo Samanek leider seine Analogien sucht!) ganz klar gemacht hätte, so wäre er vor der Gefahr behütet worden, bei Heinrich VII., wo ›der französische Einfluß zweifellos‹ ist, eine ›Körperschaft mit Exekutive‹ zu vermuten.

3) Aber ›nicht die Abgabe eines Teils der königlichen Verfügungsgewalt an den Rat ist es, welche diesem eine überragende Stellung zuweist, sondern einzig und allein die Verknüpfung mit einer vom König ausgeübten Reichsherrschaft‹. So zu lesen bei Samanek S. 180. Wenn auch das Wort ›Verknüpfung‹ etwas vage ist, so stehe ich doch nicht an, den Satz zu unterschreiben. Zugleich ist hier angedeutet, worin die Verdienste von Samaneks Buch liegen. Hätte er sich damit begnügt, auf die Steigerung der politischen Bedeutung des Rats und seiner Teilnahme an den königlichen Entschlüssen hinzuweisen, so wäre, wie ich das schon früher hervorhob (vgl. meine Bezeichnung des Rates als ›Kriegsrat‹), unter Vermeidung des Zuvielbeweisenwollens der ›König im Rat‹, d. h. in diesem Fall: ›der gutachtlich beratene, aber selbst bei Mitnennung des Rats allein verfügende Herrscher‹ klar herausgestellt worden; das hätte für die Reichsgeschichte einen Gewinn, zugleich eine wirkliche Analogie[1]) zum gleichzeitigen Frankreich und England gebracht. Ich lasse es dahingestellt, wieweit solche Ansätze, die sich bei Samanek auch in der Replik immer wieder finden, von seiner Hauptidee erdrückt werden oder, zwar in innerem Widerspruch, doch neben ihr noch bestehen können.

Kiel Fritz Kern

1) Natürlich nicht etwa eine Uebereinstimmung.

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

O. Kämmel, Die Besiedelung des deutschen Südostens vom Anfange des 10. bis gegen das Ende des 11. Jahrhunderts. Leipzig 1909, Dürr. 54 S. 8°. M. 2,50. (Gleichzeitig ausgegeben als wissenschaftliche Beilage zum Jahresbericht des Nikolaigymnasiums zu Leipzig, 1909, Progr. nr. 735).

A. Dopsch, Die ältere Sozial- und Wirtschaftsverfassung der Alpenslaven. Weimar 1909, H. Böhlau. VII u. 179 S. 8°. M. 4,80.

Die beiden vorliegenden Untersuchungen berühren sich im Gegenstande, den sie betreffen, weichen aber in der Behandlungsweise völlig von einander ab. Kämmel hat in Fortsetzung früherer Spezialarbeiten ein zeitlich eng begrenztes Thema ins Auge gefaßt, dem er an Hand der Urkunden und unter Benutzung der bisherigen Forschungen in knapper Form nach allen Seiten hin gerecht wird. Die Ausführungen von Dopsch sind dagegen ausschließlich auf Erfüllung eines polemischen Zweckes berechnet. Nach dem Stande der Fragen bedürfen freilich die rein quellenmäßigen Darlegungen der Ergänzung durch kritische Waffengänge.

Die deutsche Besiedelung des Südostens, in der Karolingerzeit begonnen, konnte ihre Fortsetzung erst nach dem Ende der Ungarneinfälle finden. Immerhin ist die deutsche Herrschaft in Kärnten, das schon vorlängst mit Bayern vereinigt war, bestehen geblieben, und auch an der Donau ging, wie Kämmel (S. 5 f.) wohl mit Recht annimmt, nicht alles früher Geschaffene zu Grunde. Nach der Schlacht auf dem Lechfelde wurde die Ostmark in etappenweisem Vordringen zurück gewonnen; das Nibelungenlied spiegelt die damals ausgefochtenen Kämpfe wieder. Die weltliche Einteilung des Landes nach Gauen und Grafschaften bestand in Oberösterreich, Kärnten und Steiermark, nicht jedoch in Niederösterreich (S. 10 f.); für die kirchliche Organisation bildeten die ursprünglich sehr großen Pfarreien die Hauptstützen. Klöster sind erst im 11. Jahrhundert neuerdings ge-

gründet worden (S. 12 ff.); ein neues Bistum, Gurk, trat 1072 ins Leben (S. 14).

Die eigentliche Besiedlungsgeschichte wurde nun maßgebend bestimmt durch das königliche Bodenregal. »Nach römischem Recht war alles eroberte, herrenlose und unangebaute Land zunächst Eigentum der Krone«; demnach gehörte dem König in der Ostmark »aller Grund und Boden, den nicht die bayrischen Kirchen und Klöster als ihr Eigen reklamierten«, und »in den Alpenlanden« stand ihm alles zu, »was nicht freie slavische Besitzer bei der Unterwerfung behauptet hatten, und was nicht schon in der Karolingerzeit vergabt worden war« (S. 14). Der königliche Besitz, übrigens nicht gleichmäßig über die Gaue verteilt, war demnach außerordentlich groß, und es trifft wohl zu, wenn Kämmel meint, daß »von dem Umfange und der Beschaffenheit dieser ungeheuer ausgedehnten Domänen die königliche Kanzlei keine genauere Kenntnis« hatte. Desto freigebiger erwies sich der König mit dem im Ueberfluß vorhandenen Boden, den er vergabte, um getreue Dienste zu belohnen, und weil er sonst ohnehin kaum vermocht hätte, all das unkultivierte Land »zu höherer Kultur zu führen und entsprechend zu bewirtschaften« (S. 15). Immerhin ließe sich noch die Frage aufwerfen, inwieweit der König den Boden unmittelbar für sich nutzbar gemacht hat. Das Verzeichnis der zur mensa regis gehörigen Höfe aus der Zeit Heinrichs IV. (M. G. Const. 1, 646 ff.) führt allerdings fisci in dem von Konrad II. wiedergewonnenen sächsischen Grenzlande auf (Bautzen in der Lausitz etc.), aber nicht im Südosten, wo doch eben erst durch Heinrich III. Gebietserweiterungen erfolgt waren (S. 8). Indessen muß der Besitz zu Ips und Persenbeug, von dessen Erträgen die Kaiserin Agnes den Neunten dem Chorherrenstift St. Nikolaus bei Passau geschenkt hat (S. 32), zum Reichsgut gehört haben, an das er unter Heinrich V. zurückgefallen ist (vgl. U. B. o. d. Enns B. 2 nr. 96 mit nr. 78, 79, 80). Auch bemerkt Kämmel selbst (S. 39), daß zu Auersthal am Nordrande des Marchfeldes die Rodung schon begonnen haben muß, als dort 1055 Heinrich III. seinem Kanzler unter anderem zwei Königshufen mitsamt den zubehörenden Unfreien schenkte. Demnach darf die Möglichkeit nicht ausgeschlossen erscheinen, daß auch die Fiskalverwaltung an der kolonisatorischen Tätigkeit beteiligt war. In vielen Fällen sind freilich die Königsschenkungen kaum etwas anderes gewesen als Anweisungen auf eine Anzahl (Königs-)Hufen, die erst ausgemessen und urbar gemacht werden sollten.

Auf dem vom König vergabten Boden erwuchsen die Grundherrschaften, und zwar sowohl weltliche als geistliche, große und kleinere. Daß die Kirche den Löwenanteil an den Schenkungen davongetragen

habe, schließt Kämmel (S. 17) aus der von den deutschen Herrschern befolgten Staatskirchenpolitik. Freilich gelangte ein erheblicher Teil des Kirchenguts durch Belehnung in den Nutzbesitz von Vasallen und Ministerialen (S. 19 f.). Ueberhaupt dürfte es ratsam sein, die Verdienste der Kirche um die Kolonisation nicht zu überschätzen; den weltlichen Grundherrn lag wohl kaum weniger an Vermehrung ihrer Einkünfte; aber darin verdient Kämmel gewiß Zustimmung, daß er von einer Tätigkeit bäuerlicher Grundeigentümer gänzlich absieht. Die deutsche Besiedlung des Südostens war ausschließlich das Werk der Grundherrschaften, und wie gewaltige Leistungen diese Organisationsform der ländlichen Arbeit binnen zwei Jahrhunderten vollbracht hat, zeigen die Zusammenstellungen über die Ausdehnung der Waldwildnis vor Beginn der Rodung (S. 21 ff.). Es ›fielen in weiten Landstrichen der Südostmarken Germanisierung und Kultivierung in eins zusammen, in anderen hatten die Slawen ein wenig vorgearbeitet‹ (S. 24).

Die deutschen Ansiedler betrachtet Kämmel als ›Hörige (servi) und Leibeigene (mancipia)‹ (S. 26). Freie wurden jedenfalls nur ausnahmsweise mit grundherrlichem Boden ausgestattet, ›in Ermangelung von Unfreien‹, wie eine Urkunde Ottos III. für Passau von 985 besagt (S. 26). Indessen kannte das bayrische Recht doch auch Mittelstufen zwischen Frei und Unfrei; ein Passauer Urbar erwähnt ›parscalchi‹ zu Pattigheim und anderwärts in Oberösterreich (Mon. Boica B. 29 T. 2 S. 265 f.). Jedenfalls kam der ›deutsche Zuzug vorwiegend aus Bayern‹ (S. 26), aber nicht ausschließlich. Hausbau und Mundart weisen in Niederösterreich nördlich der Donau und auch teilweise südlich des Stromes auf fränkischen Ursprung der Bevölkerung hin (S. 27). Die Grundherren werden eben ihre Leute aus der Heimat mitgebracht haben, so daß gelegentlich selbst Sachsen und Schwaben an der Kolonisation teilnahmen.

In den Ausführungen über die ›Formen der Ansiedlung‹ stellt Kämmel die Flurteilung nach Meitzen dar (S. 28); für die Anlage von Einzelhöfen oder Dörfern erachtet er die Unterschiede der Bodenbeschaffenheit in Gebirge und Ebene für maßgebend. Die Ortsnamen sind mit geringen Ausnahmen ›in ganz Oesterreich deutsch‹, während in Kärnten und Steiermark es schon im 9. Jahrhundert ziemlich dicht beieinander liegende kleine Slowenendörfer gegeben hatte, zwischen denen befestigte Herrenhöfe eingeschoben waren (S. 29 f.).

Dem allgemeinen Teil der Erörterungen reiht Kämmel einen besonderen an (S. 30—53), der im einzelnen den Fortschritten der Kolonisation nachgeht und dabei auch ›die meist wenigstens annähernd datierbare Errichtung von Kirchen und namentlich von Pfar-

ren‹ berücksichtigt, ›da diese der Ausbreitung und dem Wachstume der Bevölkerung folgten‹. Grundsätzlich, wie es scheint, und mit vollem Recht, benutzt Kämmel nur gleichzeitiges Material. Der lokalen Forschung, von der noch erst an einigen Stellen spezielle Vorarbeiten geliefert sind, darf es überlassen bleiben, etwa durch Rückschlüsse aus jüngeren Quellen, wo ältere fehlen, den von ihm gegebenen Grundriß der Besiedlungsgeschichte zu ergänzen und vervollständigen. Wertvoll ist auf jeden Fall, was Kämmel unmittelbar aus den Urkunden zusammengestellt hat, und die Schlußbemerkung (S. 53 f.), die nochmals nachdrücklich auf die Bedeutung der Grundherrschaft für die Kolonisation des Südostens hinweist, muß im Auge behalten werden bei Beurteilung des von Peisker aufgerichteten Hypothesengebäudes, das niederzureißen sich Dopsch zur Aufgabe setzte.

Kämmel konstatiert nach unzweideutigen urkundlichen Zeugnissen für Kärnten und Steiermark die Existenz freier slavischer Grundeigentümer im 10. und 11. Jahrhundert (S. 24, vgl. Dopsch S. 59). Hat doch Otto I. 965 auf Bitten des Bischofs Abraham von Freising an dessen Vasallen Negomir Land zu Eigentum geschenkt (Cod. dipl. Austr. Fris. ed. Zahn, Font. rer. Austr. Abt. II. B. 31 S. 31 nr. 33). Schon diese Tatsache allein ist schlechterdings unvereinbar mit der Ansicht, die Peisker in der Ztschr. f. Soz. u. Wirtschaftsgesch. B. 5 aufgestellt, später besonders in der Vierteljahrschr. f. Soz. u. Wirtschaftsgesch. B. 3 weiter ausgebaut und neuerdings ibid. B. 7 S. 326 ff. zu stützen gesucht hat. Es sollen danach in den früher als Dorfschulzen angesehenen Supanen ›Ueberreste einer einst herrschenden und jetzt nur noch privilegierten Volksschicht‹ zu erblicken sein, oder ein Hirtenadel im Gegensatz zu den tributpflichtigen Ackerbauern (vgl. Dopsch S. 5 f.). Als die Slaven von den Awaren unterworfen wurden, herrschten schon längst über sie ›Germanen und frühere Altaier‹. Diese ›wurden von den Awaren überrannt, welche fortan als Zupane, . . . die oberste, herrschende Schicht erscheinen. Am zahlreichsten sind diese awarischen Zupane bei den Slaven in Meißen und im thüringischen Orlagau, sowie bei den Alpenslaven‹. So etwa stellt Peisker nach einer auf dem Historikertag zu Straßburg (Herbst 1909) verteilten Flugschrift: Neue Grundlagen der slavischen Altertumskunde, S. 7, sich die ältere Sozialgeschichte der Slaven vor. In den ›Irrgarten von Hypothesen‹, in den nach Rachfahls Bemerkung (Jahrb. f. Nat.ök. u. Stat. B. 74 S. 210 n., vgl. Dopsch S. 175) Peiskers Annahmen führen, passen eben die freien Slaven, die noch über den zweifellos in die Grundherrschaften einbezogenen Zupanen gestanden haben müßten, schlechterdings nicht hinein. ›Es stimmt bei näherem Zusehen eben nirgends‹, bemerkt Dopsch im

›Schlußwort‹ (S. 175). Gleichwohl verlohnte die eingehende Widerlegung von Phantasiegebilden der aufgewandten Mühe, da Fragen von allgemeiner, methodischer Bedeutung für die Benutzung wirtschaftsgeschichtlicher Quellen in Betracht kommen. Eben deswegen ist es auch angebracht, der Beweisführung des spezielleren zu folgen.

Die einleitende Uebersicht über den ›Stand der Forschung‹ (§ 1) benutzt Dopsch, um darzulegen, wie die Theorie Peiskers auf ›die Meitzen-Hildebrandsche Idee von dem Nomadentum der Germanen‹ zurückgeht (S. 14), gleich der sie, auf der kulturgeschichtlichen Methode beruhend, Rückschluß und Vergleich zur Grundlage hat. ›In bestimmten Zuständen der Gegenwart‹ sollen ›Reste früherer sozialer und wirtschaftlicher Bildungen‹ nachweisbar sein; und die ›vergleichende Betrachtung der Kultur verschiedener Völker‹ führt zu einer ›genetischen Auffassung ihres allmählichen Zustandekommens‹, wobei ›den mutmaßlichen Vorstufen der historisch sicheren Entwicklungsphasen eine besondere Aufmerksamkeit‹ zugewandt wird (S. 1). Peisker knüpft nun seine Rückschlüsse nicht unmittelbar an die Gegenwart an, sondern stützt die entscheidenden Folgerungen auf mittelalterliche Quellen, und zwar verwertet er ausgiebig nur ›das landesfürstliche Urbar der Steiermark aus den Jahren 1265 bis 1267‹, das von Dopsch in den ›Oesterreichischen Urbaren‹ neu herausgegeben wird, und ein Salzburger Urbar von 1309. In § 2, ›die Quellen‹, zeigt Dopsch, daß weit mehr Urbare und außerdem Urkunden und Traditionsbücher heranzuziehen gewesen wären.

Zu dem Vorwurf unvollständiger Materialbenutzung tritt ein noch wesentlicherer (S. 20): ›Obwohl Peisker seine Theorie auf einem sehr kleinen Quellenbestand nur aufgebaut hat, fehlt jede kritische Untersuchung desselben gänzlich.‹ Die Urbare gehören zur Quellengattung der Ueberreste, sind als solche unmittelbar aus den Zuständen der Vergangenheit hervorgegangen und vermögen, sobald der Text festgestellt und der Wortlaut zutreffend interpretiert ist, die von ihnen berichteten Tatsachen einwandfrei zu bezeugen. Es haben also die im Urbar aufgeführten Güter und Einkünfte der Grundherrschaft gehört, für die es angelegt ist. Weiter reicht jedoch die Beweiskraft des Urbars als einer historischen Quelle nicht, und es muß die von Bernheim, Lehrbuch d. hist. Methode Kap. 5 § 1, als Interpretation für den Zusammenhang der Tatsachen bezeichnete methodische Funktion angewandt werden, um eine subjektive Auffassung der gegebenen Daten zu vermeiden. Dabei ist, wie Dopsch zutreffend bemerkt, die Hauptfrage, ›was man denn in diesen Urbaren ihrem ganzen Wesen nach überhaupt finden kann‹ (S. 20). Weil sie ›Aufzeichnungen je einer bestimmten Grundherrschaft‹ darstellen, ›kann aus dem in ihnen

verzeichneten Gutsbestand niemals ein sicherer Schluß auf den Umfang der hier erwähnten Orte gezogen werden, da an ihnen auch noch andere Grundherrschaften ähnlichen Besitz haben können‹. Oft wird ›nicht einmal der gesamte Besitz der Grundherrschaft verzeichnet‹, sondern es sind etwa verpfändete oder zu Lehen ausgetane Güter weggelassen. Des ferneren ist die Anlage der Urbare verschieden. Spezialurbare ›verzeichnen an den verschiedenen Orten alle einzelnen Zinsleute mit ihren Leistungen besonders‹, Urbarregister ›geben zusammenfassend nur deren Gesamtzahl an und vermerken unter einem, was als Normalzins zu entrichten ist‹ (S. 20). Das von Peisker verwertete steirische Urbar gehört zur letzteren Gattung. Es sind in ihm ›die Leistungen an den einzelnen Orten gar nicht vollständig angeführt‹, vielmehr häufig ›die kleinen Zinse und Frondienste‹ ausgelassen, so daß sich aus ihm ›kein vollständiges Abbild der Wirtschafts- und Sozialverfassung der betreffenden Grundherrschaft‹ ergibt (S. 21 f.). Ehe aber ein solches gewonnen ist, sind Rückschlüsse, die ja nur von wohlbekannten Zuständen ausgehen dürfen, überhaupt unzulässig. Auf den methodischen Fehler im Vorgehen Peiskers, daß er nicht die Grundherrschaft untersucht hat, bevor er Schlüsse auf die Urzeit zog, wird noch zurückzukommen sein.

Die Erörterungen über ›die Supane‹ (§ 3) beginnt Dopsch mit einem ›Bevölkerungsstatistik‹ betitelten Abschnitt. Was darin vorgebracht wird, vermag freilich, so beachtenswert es sein mag, an einer von Peisker beobachteten Tatsache nicht viel zu ändern: die Zahl der Supane erscheint auffällig groß. Es sind tatsächlich Orte im Amte Tüffer vorhanden, für die das landesherrlich steirische Urbar aufführt: ›2 predia et suppanus‹. Unter der Voraussetzung, die allerdings Dopsch bestreitet (S. 27), daß nämlich jedes Gut mit je einem Bauern besetzt war, würden auf einen Supan nur zwei Bauern entfallen. Das Verhältnis ist nicht durchgehends das gleiche. Dopsch weist darauf hin (S. 29), daß es in einem Unterbezirk des Amtes Marburg 196 Hufen und 18 Supane gab, in dem anderen 298 und 36 Supane, im Amt Fürstenfeld 108½ Hufen und 10 Supane. Immerhin waren auch so noch die Supane zahlreich genug, und sie könnten, gemäß ihrer angeblichen Abstammung von awarischen Nomadenhirten, als eine förmliche Bevölkerungsschicht aufgefaßt werden, — wenn nicht in einer anderen Grundherrschaft die Verhältnisse ganz anders lägen. Aus dem 1291 aufgenommenen Urbar der bischöflich-freisingischen Hofmark Lack (in Krain) läßt sich etwa folgendes statistisches Material entnehmen (s. Font. rer. Austr. Abt. 2 B. 36 S. 194, 217, 220, 224):

Amt ›in Fůrten‹ bebaute Hufen 45, ›ex hiis suppanus, qui pro tempore fuerit, tenet unam‹, wüste Hufen 6.

Amt Selzach bebaute Hufen 81, eine davon hat der Fŏrster ›et supanus unam ratione sui officii‹, wüste Hufen 3.

Amt ›in Ztirpniach‹ Summe der Hufen 83, ›ex hiis supanus qui pro tempore fuerit ratione sui officii tenet unam sine servicio prescripto‹.

Amt Ruden Summe der Hufen, 5 zugekaufte inbegriffen, 66, ›de hiis hůbis supanus, qui pro tempore fuerit, tenet unam‹.

Die Aemter der Hofmark Lack umfaßten jeweils mehrere Dörfer. Der dem Amt vorgesetzte Supan hatte also nicht 2 oder 10 Hufen unter sich, wie das etwa der anderweitig ermittelten Durchschnittsziffer entspräche, sondern 45 bis 83, und seine Befugnisse beschränkten sich nicht auf eine Ortschaft allein. Wieviel Bauern auf einen Supan entfielen, muß allerdings ungewiß bleiben, da die Hufen nur noch Rechnungseinheiten für die grundherrliche Belastung gewesen zu sein scheinen. Beim Amt Ruden ist bemerkt, daß der Bischof zwei Hufen ›erlassen‹ hat (remisit, ibid. S. 223 f.). Jedenfalls geht mit voller Sicherheit aus dem Freisinger Urbar hervor, daß der Supan ein grundherrschaftlicher Beamter gewesen ist. Zu dem gleichen Ergebnis, das auch mit den älteren Ansichten sich deckt, gelangt Dopsch in der Untersuchung über ›die soziale und wirtschaftliche Stellung der Supane‹ (§ 3 b, S. 30 ff.). Die Beweise sind schlechthin durchschlagend; aber Peisker hatte gar nicht geleugnet, daß es Supane gab, die nichts weiter waren als administrative und richterliche Dorfvorsteher, sondern meinte nur, daß diese Art Supane, die sich in neuen Kolonistendörfern finde, verschieden sei von einer zweiten, in altslavischen villae vorkommenden, wo der Supan ›gewisse grundherrliche Rechte auf dem ganzen Territorium ausübte und der senior (princeps) villae ursprünglich‹ gewesen ist (S. 33).

Neuerdings (Vtjhrschr. f. Soz. u. Wg. 7, 326) will Peisker sogar drei Kategorien von Dörfern und Supanen unterscheiden, und wenigstens ein gegen Dopsch gerichteter Einwurf verdient Beachtung: ›Der Supan ist ihm einmal der villicus, Meier, das andere Mal der Ortsvorsteher oder Dorfmeister, das dritte Mal beides‹ (ibid. S. 336). Tatsächlich haben der Meier der karolingischen Villikation und der Schulze des ostelbischen Kolonisationsdorfs wenig miteinander zu tun. Wesentliche Funktion des ersteren war die wirtschaftliche Verwaltung des Fronhofs, während dem letzteren vor allem die Ausübung der (öffentlich-rechtlichen) Gerichtsbarkeit über die Bauern zukam. Allerdings übte auch der Meier leib-grundherrliche Gerichtsbarkeit, und es können im Laufe der Entwicklung gelegentlich die Befugnisse von

Meier und Schulze sehr ähnliche geworden sein. Gerade an den Parallelstellen, auf die Dopsch (S. 32) besonderes Gewicht legt, wird Supan mit iudex oder magister villae (Dorfmeister) wiedergegeben, wie das mit der Bedeutung des Worts (Beamter, s. S. 51 f.) durchaus vereinbar ist. Da muß doch wohl die Frage aufgeworfen werden, welche Stellung innerhalb der grundherrschaftlichen Verwaltungsorganisation den Supanen zukam. Was Dopsch für ihre ›amtliche Befugnis‹ beibringt, genügt keineswegs völlig. Er weist eine Urkunde nach (S. 39), in der Supane verschiedener Herren nebeneinander auftreten; des ferneren zeigt er (S. 37, 50), daß sie ›zur Aussage über die Zinsleistungen ihres Dorfes verhalten waren‹, und sie ›vereinnahmten offenbar auch diese Zinse selbst‹, an denen sie ›stellenweise einen Anteil (ius supani)‹ hatten. ›Der Supan war also im wesentlichen Wirtschaftsbeamter‹; aber er wird eben auch ›dem Richter des Dorfs gleichgesetzt (iudex)‹ (S. 50). Eine Erklärung für die auffällige Erscheinung kann nur in der Entwicklung der Grundherrschaft gesucht werden, die Peisker jedenfalls hätte ins Auge fassen sollen, ehe er die entlegensten Dinge heranzog; aber auch Dopsch hat es verabsäumt, nach dieser Richtung hin die Beweisführung zu vervollständigen, obgleich von ihm selbst anderweitig wichtige Anhaltspunkte geliefert worden sind. Das Fehlende nachzuholen, kann nicht Aufgabe des Referenten sein, zumal die Geschichte der südostdeutschen Grundherrschaft noch keine speziellere Behandlung gefunden hat. Einige beachtenswerte Gesichtspunkte müssen jedoch hervorgehoben werden.

Im Südosten ist die Kolonisation zur Karolingerzeit und später nach Maßgabe der Villikationsverfassung erfolgt, so daß dem Meier das Salland zur Bewirtschaftung zufiel und die dienstbaren Hufen mit Bauern besetzt wurden. In der Einleitung zu seiner Ausgabe der landesfürstlichen Urbare Nieder- und Oberösterreichs aus dem 13. und 14. Jahrh. (Oesterr. Urbare B. 1 S. CVIII ff.) schildert nun Dopsch den Verfall dieser grundherrschaftlichen Organisationsform, der im 13. Jahrhundert bereits eingetreten war. Damals wurden nur noch ganz selten die Meierhöfe ›in Eigenregie‹ betrieben; weitaus die meisten bewirtschaftete der Meier auf eigene Rechnung, gegen festen Zins oder Ablieferung einer bestimmten Quote des Ertrages (Teilbau). Manche Meierhöfe sind auch in Zinslehen aufgeteilt und an Bauern verpachtet worden (S. CXIII). In einigen Aemtern überwogen jedoch die Meierhöfe gegenüber den anderen Wirtschaftsformen (S. CXII), und es kamen an einzelnen Orten selbst nebeneinander oft mehrere Meierhöfe vor, ja nicht selten bestand der landesfürstliche Grund und Boden an einem bestimmten Orte nur in einem oder

mehreren Meierhöfen. Wo das der Fall war, muß einstmals der grundherrliche Eigenbetrieb ein sehr starker gewesen sein. Statt an Hintersassen ausgetan zu werden, ist der Boden, unter eine größere Zahl von Höfen verteilt, für den Grundherrn durch den Meier bebaut worden. Dieser Zustand läßt sich noch unmittelbar in dem bereits erwähnten Urbar des Passauer Domkapitels (M. B. 29, 2, 264 ff.) für dessen Besitzungen in Oberösterreich erkennen. Da wird z. B. die Größe eines Hofes ad Luclinespach (Laufenbach) angegeben auf 2 Hufen und 6 Joch Salland (hovesacha). Der Meier (villicus), der eine Hufe hatte und das Salland bebaute, gab 4 gemästete Schweine und 1$^{1}/_{2}$ Pfund Flachs; 5 ›husimanni‹ (Häusler), die auf dem Salland arbeiteten und 120 Pflugfahrten im Jahre ausführten, entrichteten 5 Schafe mit Lämmern und, wenn sie Schweine von der Herrschaft hatten, 24 Ferkel, sonst 12, dazu ein jeder $^{1}/_{2}$ Fuhre Bier, 2 Hühner und 3 ›modios opii‹; im Herbst und Mai frondeten sie je 2 Wochen. Von slavischen Einwirkungen kann hier nicht die Rede sein. Der Hof ist jedenfalls aus der um 800 erfolgten Tradition des Oudalolf, U. B. o. d. Enns 1, 456, hervorgegangen. Ein anderer im Passauer Urbar aufgeführter Hof, ›ad Wihanflorianan‹, bestand aus einer ›hovesacha‹ von 4 Hufen. Der Meier hatte eine Hufe, weil er das Salland bebaute und den Zehnten sammelte; entrichten sollte er je zwei gemästete Schweine von dem Zehnten und vom Salland, dazu 1$^{1}/_{2}$ Pfund Flachs. Ein ›husimannus‹ hatte eine Hufe, gab $^{1}/_{2}$ Fuhre Bier, 1 Schaf mit Lamm und Ferkel und frondete je 2 Wochen im Mai und Herbst; 4 ›parscalchi‹, die jenseits der Donau wohnten, besaßen 4 Hufen und leisteten Zinse und Dienste. Ein ganz kleiner Hof war etwa der zu Polling, dessen hovesacha nur 22 Joch umfaßte. Davon hatte der Meier einen Teil, weil er die Zehnten sammelte, mit dem anderen Teil ›diente‹ er der Herrschaft; seine Abgaben bestanden in je einem gemästeten Schweine vom Zehnten und vom Salland und 1 Pfund Flachs.

Wenn die ›hovesacha‹ nach Aufhören des grundherrlichen Eigenbaus in Zinsgüter zerlegt und an Bauern ausgetan wurde, wie das eben anderweitig der Fall war, so behielt doch wohl der Meier seine Diensthufe, falls er eine solche hatte, und den Rest des Hofes. Es entstanden dann je nach dem ursprünglichen Umfang der Villikation größere oder kleinere Komplexe von Meier- und Bauernhufen, wie sie die von Peisker neuerdings (Vjhschr. 7, 333 ff.) mitgeteilten Stücke aus dem Salzburger Urbar von 1309 erkennen lassen; nur daß hier der villicus als suppanus bezeichnet wird, wie das auch in dem steirischen Amt Tüffer der Fall war. Wenn Peisker (ibid. 337) daran Anstoß nimmt, daß es auf dieser ›einzigen Herrschaft‹ im Jahre 1265

einhundertundzwei Meier gab, so verrät er hierdurch seine ungenügende Kenntnis von den Organisationsformen der Grundherrschaft zu dieser Zeit, und um die weitere Entwicklung hat er sich auch nicht gekümmert; sonst würde es ihm nicht verwunderlich erscheinen (ibid. S. 336), daß nach Salzburger Urbaren von 1448 und 1528 die Zahl der Supane größer und ihr (durchschnittlicher) Besitz kleiner erscheint, da doch Dopsch (S. 39 f.) die zutreffende Erklärung gegeben hat. Der Meierhof (die ›supp‹) als ›eine von der Qualität des Besitzers unabhängige, quantitativ charakterisierte Besitzgröße‹ ist in Hälften, Viertel oder noch weiter geteilt worden.

Daß nicht ein jeder Supan dem Meier als Hofverwalter in der Grundherrschaft zu entsprechen braucht, ergibt sich schon, wie bereits erwähnt, aus der viel allgemeineren Bedeutung des Worts. Wenn jedoch Peisker bemerkt (Vjhrschr. 7, 327): ›Auch der Bürgermeister der Landeshauptstadt Laibach führt den Titel Zupan bis heute‹, so hätte er über die Analogie mit dem französischen Maire nicht hinweggehen dürfen. Zweifelhaft kann es dagegen sein, ob die Supane in den Aemtern der Freisinger Hofmark Lack, in denen sie vorkommen, je einen Hof zu bewirtschaften hatten; vielmehr dürften sie hier nach der gewiß zutreffenden Annahme von Dopsch (S. 50 f.) dem ›stifterius‹ in anderen Aemtern entsprochen haben, dem es ›jedenfalls‹ oblag, ›die An- und Abstiftung der einzelnen Hufeninhaber vorzunehmen und den landesfürstlichen Besitzstand überhaupt zu überwachen‹. ›Dorfmeister‹ war freilich dieser Supan nicht; seine Befugnis erstreckte sich jeweils über eine ganze Anzahl von Ortschaften; auch die Supaneibezirke im wettinischen Amt Meißen (vgl. S. 35, 51) umfaßten mehrere Dörfer. Uebrigens hat Dopsch (S. 45) einwandfrei nachgewiesen, daß ›mitunter‹ die Ausdrücke Supan und Schulze (scultetus) schlechthin ›gleichwertig gebraucht werden‹; demnach war er allerdings vollauf berechtigt, eine Identifikation von Supan und Meier zu vermeiden, und insofern entbehrt der ihm von Peisker (vgl. o.) gemachte Vorwurf der Begründung. Die gleiche, farblose Bezeichnung ist tatsächlich auf verschiedene Arten von grundherrlichen Beamtungen angewandt worden; nur bleibt es deswegen nicht minder nötig, den Organisationsformen der Grundherrschaft nachzugehen.

Was Dopsch in § 7 ›zur Verwaltungsorganisation‹ beibringt, beschränkt sich auf ›die Dekanie‹ (§ 7 a, S. 122 ff.) und ›das Schephonat‹ (§ 7 b, S. 126 ff.) Der decanus, ein niederer herrschaftlicher Beamter, hat keinesfalls ›etwas volkstümlich Slavisches‹ an sich, zumal sein Vorkommen für romanische Gebiete am besten bezeugt ist. Bei Erklärung des Schephonats bietet die größte Schwierigkeit der Name;

denn daß die wirtschaftliche Verwaltung Hauptfunktion des schepho gewesen ist, hat Peisker selbst zugegeben (S. 128). Sachlich wäre eine Identifikation mit dem bayrischen Schaffer am nächstliegenden; sprachlich erscheint jedoch die Herleitung vom Schöffen oder scabinus, der sonst freilich im Gerichtswesen seinen Platz hatte, allein angängig. Da hat denn Dopsch (S. 133) auf die wirtschaftlichen Funktionen des Schöffen im Mosellande hingewiesen und die recht ansprechende Vermutung geäußert, daß durch das rheinische Geschlecht der Spanheimer die Amtsbezeichnung nach dem Südosten übertragen worden sei. In dem jüngeren Kolonisationsgebiet ist ›die Verwaltungsorganisation wesentlich durch die Träger dieser Kolonisation, die Grundherrschaften, bestimmt‹ worden, ›ohne daß Ueberreste einer alten, volksmäßigen Ordnung darin wahrzunehmen wären‹ (S. 134).

Auf den Passauer Meierhöfen leistete der Meier, bereits als er noch das Salland für Rechnung der Herrschaft bewirtschaftete, einen ansehnlichen Schweinezins und hat demnach wohl mehr Viehzucht betrieben als einfache Hufenbauern. Daß also auch die Supane ›größere Viehzinse entrichten als die Bauern, hat tatsächlich nichts auffallendes an sich‹ (S. 80). Der ›besondere Anteil an der gemeinen Mark‹, der ihnen mit der Aufsicht über das Almendegut zufiel (ibid.), darf zur Erklärung herangezogen werden. Jedenfalls läßt sich aus Höhe und Beschaffenheit des Viehzinses weder für den Meier noch für den Supan eine ursprüngliche Wirtschaftsweise nach Art von Nomadenhirten erschließen. Von den Ausführungen zur Widerlegung der bezüglichen Aufstellungen Peiskers (in § 5, S. 75 ff.) erscheint methodisch bemerkenswert der Nachweis, wie vereinzelte Zeugnisse aus den besonderen Umständen des Einzelfalls erklärt werden müssen. Eine Urkunde von 1248, in der aller Besitz eines Supans als Weideland bezeichnet wird, findet ihre Erklärung durch eine Vorurkunde, die besagt, daß an dem Orte 8 Hufen in Wiesen umgewandelt worden sind (S. 76, 81 f.). Die Zupa war kein Weiderevier! Des ferneren läßt sich nicht aus einer Quelle allein auf verschiedenes Alter der in ihr zu Tage tretenden Erscheinungen schließen. Das steirische Urbar zeigt, daß Schaf- und Schweinezucht nebeneinander bestanden. Die Schweinezucht reicht nachweislich ›vor die deutsche Landnahme zurück‹ (S. 89 f.), auch die Schafzucht mag alt sein; aber zu der Behauptung, daß erstere ursprünglich von Bauern betrieben wurde, während die Supane nomadische Schafhirten waren, vermochte Peisker nur auf folgendem Wege zu gelangen: Die Supane waren Nomaden, Nomaden können nicht Schweinezucht treiben, also haben die Supane keine Schweinezucht getrieben. Dieser Schluß stimmt nicht zum Tatbestande; daher mußte eine ausgleichende Entwicklung eingeschoben werden: Die all-

mählich eintretende Seßhaftigkeit ermöglichte den Supanen die Schweinezucht. Fehlerhaft ist die Schlußfolgerung nicht nur wegen des Vordersatzes, der erst bewiesen werden sollte, sondern vor allem auch, weil es nicht Sache der ›Entwicklung‹ ist, über Widersprüche hinwegzuhelfen.

Getreidezinse entrichteten die Supane gleich den Bauern; falls sie Zinserleichterungen genossen, so hing das mit ihrem Amt zusammen (S. 78 f.). In § 6 (S. 98 ff.) wendet sich Dopsch gegen die Annahme Peiskers, daß noch bis zum 14. Jahrhundert bei dem slavischen Ackerbau in Niedersteiermark die primitive Form der Landwirtschaft ohne Benutzung des Pfluges vorgewogen habe. Methodisch wesentlich ist wiederum die Interpretation von Urbarstellen, und es liegt der Schwerpunkt auf dem von Dopsch geführten Nachweis, daß vielfach ›die Pflüge (samt Bespannung) zu dem von der Grundherrschaft gestellten Inventar der Meierhöfe‹ (der Hofwehr) gehörten (S. 103 f.). Neben den ›grundherrschaftlichen Ackergeräten‹ kann es freilich auch solche gegeben haben, ›die den einzelnen Bauern gehörten‹; jedoch wird man annehmen dürfen, daß für einzelne Teile der Dorfflur eine gemeinsame Ackerung des ganzen Dorfes statthatte‹ (S. 105). Insofern würde allerdings das Dorf als eine wirtschaftliche Einheit betrachtet werden können, die unter Leitung des Meier oder Supan stand, wenn nämlich der Meierhof mit Zubehör wirklich das ganze Dorf ausmachte. Was nun die Brandwirtschaft anbetrifft, bei der nur im zwölf- oder fünfzehnjährigen Turnus der Boden als Acker benutzt wird, so war sie gewiß im 13. Jahrhundert wie noch im 19. üblich, freilich wohl gerade bei den slavischen Bewohnern Untersteiermarks am wenigsten, und nur auf Außenschlägen, während die permanenten Aecker in der eigentlichen Feldflur lagen. Auf die alten Slaven zu übertragen, was Tacitus an einer vielumstrittenen Stelle von den Germanen berichtet (S. 110 n. 1), hatte Peisker umsoweniger Berechtigung, als in den Alpenländern bereits vor ihrem Eindringen eine hochentwickelte Bodenkultur vorhanden gewesen war.

Was Dopsch in § 4 (S. 52 ff.) über ›Gang und Eigenart der Besiedelung‹ ausführt, ist bemerkenswert, aber nicht einwandfrei. Gewiß müssen ›zwei große Phasen‹ der Besiedelung unterschieden werden; ›einmal die slavische, also die ältere Schichte, und dann die jüngere deutsche Kolonisation‹. Für die erste, ›die Zeit vom 6. bis 8. Jahrhundert‹, fehlt es fast ganz an direkten Nachrichten, und die Ortsnamenforschung vermag doch nur ungenügenden Ersatz zu leisten. Es ist zwar anzunehmen, daß die deutschen Ortsnamen der zweiten Epoche angehören; nicht mit gleicher Sicherheit läßt sich jedoch behaupten, daß die sämtlichen slavischen Ortsnamen aus der ersten

Epoche stammen. Nach dem Freisinger Urbar von 1160 (Font. rer. Austr. S. 2 B. 36 S. 13 ff.) hatten in dem Grundherrschaftsbezirk Lack unter anderem die ›Carentani‹ 14 Hufen inne, die ›Bavvari‹ 94 Hufen, und mit Slaven besetzte Hufen gab es 153. Nach dem Urbar von 1291 umfaßte das officium Karinthianorum 76 bebaute Hufen (ibid. 210 ff.), das officium Bawarorum 236 Hufen (ibid. 168 ff.), die Hufen der Slaven müßten sich auf die Aemter Lengenveld, Pöland, Selzach und andere verteilt haben, in denen denn auch die slavischen Ortsnamen weitaus überwiegen. Als jedoch 973 Kaiser Otto I. dem Bistum Freising den Bezirk um Lack schenkte (ibid. 31, 36 f. nro. 37), werden zwar in der Urkunde unter dem Zubehör Unfreie beiderlei Geschlechts aufgeführt; aber die Kanzlei wußte nicht genau, ob es solche dort gab; sie fügte einschränkend hinzu, ›si inibi nostri iuris inveniuntur‹. Das von Bergkämmen und Flüssen begrenzte Gebiet war menschenleer oder entbehrte wenigstens der ständigen Bewohner, die irgendwo Eigentumsrecht am Boden hätten beanspruchen können. Die Besiedelung war das Werk der Grundherrschaft, an die innerhalb der Grenzen aller Boden durch die kaiserliche Schenkung gefallen ist, und sie hat auf den neu eingerichteten Hufen nicht nur rein deutsche Bayern angesetzt, sondern eben auch Slaven, die wiederum ihren Wohnplätzen slavische Namen beigelegt haben werden. Daß deutsche Grundherrschaften ausschließlich deutsche Hintersassen verwandten, läßt sich nicht voraussetzen, und einen Sprachzwang auszuüben lag ihnen wohl ganz fern. Ein slavischer Ortsname beweist keineswegs, daß die Anlage des Orts in die erste Besiedlungsepoche fällt. So wird die Frage, ob die Slaven bei ihrem Eindringen in die Alpenländer sumpfige Talsohlen oder sonnige Berghalden bevorzugten, wohl noch weiterer Untersuchungen bedürfen.

National slavische Eigentümlichkeiten könnten sich nur bei den freien Slaven erhalten haben, deren Grundbesitz durch die deutsche Eroberung unberührt blieb. Die Grundherrschaft des früheren Mittelalters war gewissermaßen international; für ihre Organisation trugen rein wirtschaftliche Momente wie Bodenbeschaffenheit und Bedürfnisse des Grundherrn mehr aus als die Stammeszugehörigkeit der Hintersassen. Die Hufen der Slaven unterschieden sich nach dem Freisinger Urbar von 1160 von denen der Bayern und Kärntner durch die Belastung; daß damit eine Verschiedenheit im Ausmaß zusammenhing, mag wahrscheinlich sein. Indessen haben, wie Dopsch (S. 71 ff.) nachweist, die Versuche von Levec, den Flächeninhalt der slavischen Hufe zu berechnen, zu keinem rechten Ergebnis geführt, so daß auch deren Verhältnis zum manus regalis unklar bleibt. Jedenfalls ist ›die Königshufe in diesem jüngeren Kolonisationsgebiet (und auch sonst?)

nur Rechnungshufe, ein Rechnungsmaß‹ gewesen (S. 70), nicht aber ›eine besondere Betriebsform des Königsguts‹; darauf weisen schon ›die runden Zahlen‹ der von den Königen verschenkten mansi regales hin (S. 69). Die Grundherren pflegten wohl mehrere Hintersassen auf dem Flächenraum einer Königshufe anzusetzen, — falls sie genug Leute zur Verfügung hatten.

Auf ›das Einsetzungszeremoniell des Kärntner Herzoges‹, das von Puntschart nach Maßgabe der Peiskerschen Nomadentheorie behandelt worden ist, geht Dopsch in § 8 (S. 134 ff.) nicht näher ein, sondern bemerkt nur, daß er die abweichende Erklärung Goldmanns, nach der es die Einführung in den slowenischen Stammesverband bedeutet, ›für im ganzen zutreffend ansehe‹ (S. 135). Als wesentlich betont er des ferneren, daß im Einsetzungszeremoniell wie in der böhmischen Ursage der Ackerbau besonders hervortritt; ›er liegt der ältesten Erinnerung des Volkes zugrunde als das eigentlich staatsbildende Motiv‹ (S. 147). Der Herzog ist berufen, ein ackerbauendes Volk zu beherrschen. Peisker ließ aber gerade die slavischen Ackerbauer von turko-tartarischen Nomadenhirten unterjocht werden und, statt anzuerkennen, daß hier seine Theorie ad absurdum geführt sei, schob er eine Revolution ein, durch welche sich die Bauern von dem Joch der Hirtennomaden befreit haben sollen. Indessen erblickte er nun einmal in den Supanen Reste der Hirtennomaden, und so war ihm nichts übrig geblieben, als anzunehmen, daß die Revolution zwar in Kärnten und dem Biliner Ländchen in Böhmen, aber nicht in Untersteiermark siegreich gewesen sei. Die inneren Widersprüche, in die sich Peisker verwickelt, hat Dopsch nicht ohne Ironie dargelegt; sie waren nur möglich, ›weil das Ganze auf freier Erfindung beruht, der in Wirklichkeit nichts entspricht‹ (S. 146 f.). Die sagenbildende Tätigkeit der Phantasie bedarf der Zügelung durch streng methodische Forschung.

Was Dopsch in § 9 (S. 147 ff.) über die schon anderweitig vielfach behandelten ›Hauskommunionen‹ ausführt, steht mit dem eigentlichen Gegenstande seiner Untersuchungen in ziemlich lockerer Verbindung. Es sei daher nur bemerkt, daß er mit Recht die Hausgemeinschaften als ›eine soziale Erscheinung ganz internationalen Charakters‹ betrachtet wissen will, die nichts ›spezifisch Slavisches‹ an sich trage (S. 150). ›Die Gebiete ihres Vorkommens fallen nicht mit nationalen, sondern mit wirtschaftlichen Grenzen zusammen‹ (S. 166), und es läßt sich im besonderen aus den Gemeinderschaften der östlichen Alpenländer kein Schluß auf altslavische Verhältnisse ziehen (S. 173). Gleichwohl erachtet Dopsch das Vorhandensein der Hauskommunionen bei den Alpenslaven schon für die Zeit ihrer Einwanderung als wahr-

scheinlich. Der von ihm abgelehnte Versuch Peiskers (in Ztschr. f. Soz. u. Wirtschgesch. B. 7), die serbische Sadruga aus dem byzantinischen Steuersystem und der türkischen Finanzpolitik abzuleiten, beruhte immerhin auf dem gerechtfertigten Bestreben, für eigenartige Wirtschaftsformen eine historische Erklärung zu suchen, statt sie unter Vernachlässigung jedweder etwa nachweisbaren Entwicklung schnurstracks auf die Urzeit zurückzuführen. Bei Aufstellung der Nomadentheorie hat Peisker ein derartiges methodisches Verfahren nicht eingeschlagen. Wenn er neuerdings (Vjhrschr. 7, 326) das Schwergewicht auf Abgrenzung des Untersuchungsgebiets legt, weil nur in Untersteiermark, in dem landesfürstlichen Amt Tüffer und den Salzburger Aemtern Rann und Liechtenwald die angeblichen altslowenischen Supane vorkämen, so war es eben erforderlich, ehe für diese Grundherrschaften eine Ausnahmestellung in Anspruch genommen wurde, ihre Vorgeschichte zu verfolgen, wie das nicht ganz unmöglich sein dürfte.

Das Amt Tüffer hat den Grafen von Spanheim gehört, ehe es 1148 an Markgraf Otakar gelangte (M. G. Deutsche Chron. 3, 708). Die Grafen haben aber von ihrem reichen Besitz in der Gegend größere Stücke dem Kloster St. Paul im Lavanttal geschenkt, aus dessen Traditionsbuch (Font. rer. Austr. S. 2 B. 39) demnach einiges über den Zustand der Spanheimer Grundherrschaft vor dem 13. Jahrhundert zu entnehmen ist. Da treten denn auffällig stark die Fronhöfe hervor, deren eine ganze Anzahl in den päpstlichen Güterbestätigungen für das Kloster von 1184 (nr. 19) und 1196 (nr. 29) aufgeführt sind; es finden sich auch wohl zwei an einem Ort (apud Griven duas curtes cum suis pertinentiis), aber bereits um 1160 (nr. 7) hat der Erzbischof von Salzburg der Kirche St. Paul ›die Zehentfreiheit de curtibus decimalibus Pischolfesdorf, Vraemerich, apud s. Cholomannum, apud s. Philippum, auch für den Fall, daß sie dieselben in Mansen umwandeln würden‹, verliehen. Das ›predium quod vocatur Bischolfisdorf‹ ist vom Kloster (1111—1122, S. 20, cap. XIII) durch Tausch von Bischof Otto von Bamberg erworben worden, auch Framrach wird 1217 (S. 67, cap. XCIII) anläßlich einer Grenzfestsetzung als predium bezeichnet. Der Hof bei der Kirche St. Kolmann ist jedenfalls der eine der beiden zu Griffen, die Graf Engelbert der ältere von Spanheim 1091 tradiert hat (S. 6, cap. III), der Erzbischof von Salzburg schenkte 1093 (S. 8, cap. IV) den dritten Teil der ihm zustehenden Zehnten und die vom Rodland. Nach 1115 tradierte der Spanheimer Graf Bernhard dem Kloster 4 Hufen ›ad Griven loco qui dicitur W̊lewiz sitas iuxta stabulariam curtim eiusdem monasterii‹ (S. 23, cap. XVI). Das ›predium quod vocatur apud s. Philippum‹ hat das

Kloster zwischen 1115 und 1139 (S. 24 f., cap. XVIII) von dem Edeln Růbertus mit allem Zubehör gekauft; überdies erwarb es von dem Edeln Gunthart dessen Güter an dem Orte (S. 28, nr. XXI).

Demnach ist wahrscheinlich, daß noch im 12. Jahrhundert die Spanheimer und andere deutsche Grundherren in Untersteiermark starken Eigenbau trieben auf Höfen, zu denen durchaus nicht immer eine größere Anzahl besetzter Hufen gehörte. In Tüffer selbst hat Ceizolf, der Brudersohn Engelberts des älteren (1130—1140, S. 16, cap. XI), dem Kloster St. Paul einen Hof, die Kirche St. Michael ›cum duobus dominicalibus adiacentibus‹ und allem Zubehör, ›3 mansus in Lonsnith ac dimidium in Sliphes‹ geschenkt (für die Oertlichkeiten s. Beitr. z. Kunde steierm. Gesch. qu. 9, 109).

Es bietet also keinerlei Schwierigkeiten, die Supane des Amts Tüffer, so viele ihrer sein mögen, als Meier anzusehen, die bis zum Aufhören des grundherrlichen Eigenbaus den Hof für Rechnung des Herrn bewirtschaftet haben, und nicht der geringste Anlaß ist vorhanden, sie mit altslavischen Institutionen in Zusammenhang zu bringen, wie das freilich schon vor Peisker geschehen war. Insoweit übrigens seine Ausführungen sich auf Urzeiten oder ethnographische Verhältnisse beziehen, werden sie noch weiterer Nachprüfung bedürfen; die von ihm vertretenen Annahmen von den Vorgängen bei der deutschen Eroberung, die auch den älteren Ansichten widersprechen, sind jedenfalls unzutreffend (S. 57). Nur den Oberbau hat Dopsch niederreißen wollen, indem er nachwies, daß die Theorie Peiskers und seiner Anhänger von unzulänglicher Urbarinterpretation ausgeht, und er war vollauf berechtigt (S. 176), in ihr gleich wie in der Nomadentheorie Meitzen-Hildebrands ›Episoden in der Entwicklung der europäischen Kulturgeschichtsforschung‹ zu erblicken.

Zürich G. Caro

P. W. Schmidt, S. V. D., Grundlinien einer Vergleichung der Religionen und Mythologien der austronesischen Völker (Denkschriften der Kais. Akademie der Wissenschaften, Philos.-hist. Klasse, Bd. LIII. Wien: A. Hölder 1910). Mit 1 Tafel. 10 M.

In einem Vortrage, gehalten in der Monatsversammlung der Wiener Anthropologischen Gesellschaft am 21. April 1909, stellt der Verfasser den Grundsatz auf, daß man in der mythologischen Wissenschaft bestrebt sein soll, ›zunächst bestimmt abgegrenzte Gebiete in gründlicher Einzeluntersuchung zu nehmen, bei der freilich die Möglichkeit des Zusammenhanges mit anderen Gebieten nie außer acht

gelassen werden soll. Als vorzüglichstes Kriterium erster Abgrenzung wird dabei stets die Sprachgemeinschaft zu gelten haben‹. Das Gebiet, dessen Bewohner Prof. R. Schmidt den Stoff zu seinen mythologischen Forschungen abgeben, ist die austronesische Inselwelt; das Hauptresultat seiner Studien auf diesem Gebiete ist, daß ›wir in Indonesien zwei radikal getrennte Gebiete vor uns haben: das eigentlich austronesische Gebiet allein mit einer ungeschlechtlichen Mondmythologie, das andere Gebiet, das auch ethnologisch und linguistisch nicht austronesische, aber prähistorische Einflüsse zeigt und eine Sonnenmythologie mit phallischen Riten besitzt‹. Zur Erhärtung dieser Ansicht wird in besagtem Vortrag eine Uebersicht der zu Grunde liegenden Tatsachen gegeben, und zwar in verhältnismäßig knapper Form. Weit ausführlicher und mit den notwendigen Belegstellen ist dasselbe Thema behandelt in der Abhandlung unter obenstehendem Titel.

Von vorn herein müssen wir dem Verf. das Lob zollen, daß er die in verschiedenen Sprachen bestehende Literatur so vollständig benutzt hat. Nicht weniger verdienstlich ist die Art und Weise, wie er seine Quellen benutzt hat. Er hat den schwer zu bewältigenden Stoff gehörig geordnet, und aus den uns erhaltenen Trümmern uralter religiöser und mythologischer Anschauungen ein Gebäude aufzubauen gesucht, wenn auch nicht immer überzeugend — wer könnte dies fordern —, doch redlich und geschickt.

Es würde die Grenzen eines Referats bei weitem überschreiten, wenn man versuchen wollte, von den in der Abhandlung mitgeteilten Vorstellungen der verschiedenen, aber in ethnologischer und sprachlicher Hinsicht verwandten austronesischen Völkerschaften in Bezug auf ihre Religion und Mythologie eine auch nur oberflächliche Uebersicht zu gewähren. Zur Orientierung für den Leser sei bemerkt, daß die ganze Abhandlung in neun Kapitel zerfällt; hinter einander werden behandelt: 1. Die Dayak auf Borneo; 2. Die Batak auf Sumatra; 3. Die Stämme von Celebes; 4. Die Bewohner der Insel Nias; 5. Die Madegassen; 6. Die kleineren östlichen und südöstlichen Inseln des indonesischen Gebietes; 7. Die Polynesier; 8. Die Melanesier; 9. Allgemeine Zusammenfassung und Schlußfolgerungen.

Das Studium der uns bekannten religiösen und mythologischen Anschauungen der austronesischen Völker führt den Verf. zu dem Ergebnis, daß man zwei verschiedenartige Mythologien, eine Mond- und eine Sonnenmythologie, zu unterscheiden habe. Die Völker, bei denen Mondmythologie ›ausschließlich oder beherrschend vorhanden ist‹, sind die Niasser, die Batak, die Dayak und die melanesischen Stämme; ›das Gebiet einer geschlechtlichen Sonnen-, bezw. Himmelsmytho-

logie‹ bilden die Südwest- und Südostinseln, die südlichen Molukken und die gesamten polynesischen Völker. Als ein Sammelbecken, in welchem Bestandteile beider Gruppen sich bewahrt haben, kann ›Celebes und einigermaßen auch Polynesien bezeichnet werden‹ (S. 120).

›Die Mondmythologie ist die Darstellung eines oder mehrerer Mondumläufe, die nach Phasen gegliedert sind‹ (S. 128). Inwieweit die Erd- und Menschenschöpfung aus dieser Mythologie zu erklären ist, darüber spricht Verf. sich aus S. 128—134. Die Sonnenmythologie ist, nach Ansicht des Verf., eine Jahresmythe des Sonnenumlaufes, mit agrarisch-utilitaristischem Charakter. In scharfem Gegensatz zu der Mondmythologie tritt hierin hervor der sexuelle Unterschied zwischen Sonne (oder Himmel) und Erde als Ehepaar, als Befruchter und Gebärende. Wegen der Verschiedenheit der beiden mythologischen Kreisen zu Grunde liegenden Erscheinungen bekennt Verf. sich zu der Ansicht, die Sonnenmythologie sei nicht ursprünglich austronesisch, sondern entstanden aus papuanischem Einfluß.

Was hier im Schlußkapitel in kurzem angedeutet ist, findet man in den vorhergehenden Kapiteln ausführlich mit der Beschreibung und Erörterung der betreffenden Tatsachen dargetan.

Das erste Kapitel macht uns bekannt mit der Götterlehre und den Schöpfungsmythen bei den verschiedenen Dayakstämmen auf Borneo. Aus der Einzeldarstellung geht hervor, daß bei allen Gruppen die Gestalt des höchsten Wesens sich deutlich von den anderen überirdischen Wesen abhebt. Eine zu diesem höchsten Wesen, dem Himmelsgott, meist in einem gewissen Gegensatz stehende Gestalt ist die des Gottes der Erde, bezw. der Unterwelt. Es ist fraglich, ob der Himmelsgott ursprünglich ein Weib zur Seite hatte; die Erdgottheit tritt in doppelter, in männlicher wie in weiblicher Form auf, ohne daß auch zwischen diesen beiden eine Ehe bestände. Was die Schöpfungsmythen betrifft, wird hervorgehoben, daß sich bei diesen drei Gruppen ergeben. Die Hauptcharakteristika der ersten Gruppe sind folgende: 1. Der Mythus behandelt zuerst die Schaffung von Himmel und Erde und erst im Anschlusse daran die der Menschen; 2. Die Schaffung wird vollzogen durch zwei Vögel; 3. Himmel und Erde werden gebildet aus zwei Eiern; 4. Der Mensch wird aus Lehm geschaffen (S. 24). Unter den Mythen der zweiten Gruppe enthält der zweite ›ein wahres Kompendium der mythologischen Entwickelung‹. Die Erwähnung von Sonne und Mond und den Mondvierteln zeigt, daß wir es hier mit Astralmythen zu tun haben. Die Erklärung der Mythen gibt Verf. in den folgenden §§ 122—161.

Das zweite Kapitel führt uns hinüber zu den Batakstämmen auf Sumatra. Da die Batak dem Einfluß des Hinduismus ausgesetzt ge-

wesen, ist es nicht immer leicht, das Ursprüngliche vom Uebernommenen auszuscheiden. Bei den Toba-Batak herrscht die Vorstellung, daß die Welt aus drei Stockwerken besteht: die Oberwelt ist der Sitz der Götter, die Mittelwelt der Sitz der Menschen und mancher Geister, die Unterwelt die Wohnung der Geister, der Dämonen und der Verstorbenen. Die Oberwelt baut sich in sieben Schichten auf. In dem obersten Himmel wohnt *Mula djadi na bolon*, »der große Ursprung des Werdens«, im zweiten Himmel die drei Götter *Batara Guru*, *Soripada* und *Mangala Bulan* (*Mabulan*). Wenn der Batak gewöhnlich *Batara Guru* den obersten Gott nennt, so ist dies offenbar keine ursprüngliche Vorstellung, denn *Batara Guru* ist eine Bezeichnung Çiwas. Es ist kaum zu bezweifeln, daß *Mula djadi na bolon* ursprünglich das höchste Wesen bei den Batak ist. Ob die Trias der Götter eine heimische Vorstellung ist, wie Verf. annimmt, wie auch die Dreiteilung der Welt, scheint Ref. zweifelhaft, doch eine Sache von untergeordneter Bedeutung. Eine sonderbare Umbildung hat der indische *Bṛhaspati* erfahren, der als *Boraspati* von den Batak als Erdgottheit verehrt wird. Welche Ideenassociation die Metamorphose herbeigeführt hat, ist schwer zu sagen.

Ueber die Weltschöpfung weiß der Toba-Batak folgendes zu erzählen: »*Mula djadi na bolon* hat alles geschaffen; hat keinen Anfang; wohnt in dem obersten Himmel. Er hat zwei Boten: die Schwalbe *Naguranta*, welche die Himmelspforte bewacht, und die Schwalbe *Mandi*, die als sein Bote umherschweift. Von ihm werden im zweiten Himmel drei Söhne geschaffen, die drei Götter *Batara Guru*, *Soripada* und *Mangala Bulan*, denen später drei Frauen zugesellt werden. Ueber die aus den drei Ehen gesprossenen Kinder gibt es mehrere Berichte; nach der einen Fassung erhält *Batara Guru* eine Tochter *Sideak Parudjar*, während diese nach einer anderen Ueberlieferung *Mangala Bulan* zum Vater hat. Jedenfalls spielt *Sideak Parudjar* bei der Erdschöpfung eine Hauptrolle, wie Verf. ausführlich beschreibt (§§ 175—177). Er schließt aus dem Inhalt der Mythen die Mondnatur der Sideak Parudjar, denn sie wird direkt in den Mond versetzt; auch deutet ihre in den Mythen hervorgehobene Spinntätigkeit und das Abwickeln des gesponnenen Knäuels auf ihren Mondcharakter. Ihr wird, nach einer Erzählung, ein Held als Gefährte zugesellt, der mit ihr Söhne und Töchter, die ersten Menschenkinder, zeugt. Da Verf. in diesem Gefährten den Sonnenheld erblickt, findet er in diesem Zug des Naturmythus eine Anknüpfung an die Sonnenmythologie. Diese soll nicht ursprünglich austronesisch sein, sondern herkommen von den Südwestinseln, wo sie unter papuanischem Einfluß entstanden sei. Die Beweise, die Verf. zur Erhärtung

seiner Theorie anführt, lassen sich nicht in gedrängter Darstellung wiedergeben. Hier genügt es, den Punkt festzuhalten, daß bei den Toba-Batak Mond- und Sonnenmythologie neben einander vorkommen. Uebrigens wird sich im Verfolge noch die Gelegenheit darbieten, auf diesen Gegenstand zurückzukommen.

Die Götterlehre und Schöpfungsmythen der Karo-Batak und Dairi-Batak weichen in manchen Stücken ab von den Ueberlieferungen der Toba-Batak, doch bei allen drei Stämmen tritt Batara Guru als hoher Gott auf. Nach den Karo-Batak wohnt Batara Guru *di atas* (d. i. oben) im Himmel, Debata *di təruh* (d. i. unten in der Unterwelt [1]). Die Tochter des letzteren ist die Gemahlin des ersteren; im Laufe der Zeit erhält sie drei Söhne und zwei Töchter. Auch hier ist ein Zug der Sonnenmythologie nicht zu verkennen.

Im Schöpfungsmythus der Dairi-Batak formt der Obergott Batara-Guru einen Mann und eine Frau, denen er Atem und Stimme verleiht. »Hierin«, bemerkt der Verf., »schließt sich diese Mythe an die allerälteste Form an, die wir weiter unten auf Nias noch kennen lernen werden. Daß dagegen nicht e i n Mensch, sondern ein Menschenpaar geschaffen wird, ist wohl unter dem späteren Einfluß der Sonnenmythologie zu Stande gekommen, da die austronesische Mondmythologie die Wirksamkeit des Geschlechtes zur Hervorbringung des Menschen für den ersten Anfang nicht kennt« (S. 52).

Das dritte Kapitel befaßt sich mit den Stämmen auf Celebes, und zwar an erster Stelle mit den Makassaren und Buginesen, die zwar islamisiert sind, doch noch alte heidnische Ueberlieferungen bewahrt haben. Das hervorragende hierin ist, daß Batara Guru, der Sohn der Himmelsgötter, We-Njilitimo, die Tochter der Erdgötter zur Frau hat, eine Vorstellung, welche, nach der Ansicht des Verf., den mythologischen Weg bezeichnet, wie jetzt die Himmelsgottheit mit der Erdgottheit in Ehegemeinschaft treten kann (§ 241). Auch hier also Sonnenmythologie.

Bedeutend abweichend ist, was die To-radja in Mittelcelebes — die, nebenbei gesagt, »im Gegensatz von Makassaren und Buginesen, keine fremden Einflüsse zeigen — zu erzählen wissen. Nach ihnen wohnt eine Gottheit im Himmel mit Namen Ilai, d. i. Mann, während die untere Gottheit Indara, d. i. Mädchen, heißt. Diese beiden Gottheiten hauen ein Menschenpaar aus Stein aus. »Das aus Stein ausgehauene Menschenpaar, dem noch das Leben fehlt, ist natürlich«, nach der Ansicht des Verf. »der Vollmond«.

So dürftig die Nachrichten über die Mythologie der To-radja

1) Wohl eher: »auf der Erde«, denn *di təruh* bedeutet einfach »unten«, im Gegensatz zu *di atas* »oben«.

sind, so reich ist der Schatz von Mythen und Sagen bei einigen Stämmen der Minahassa[1]). Der Stoff ist so inhaltreich, daß wir, mit Verweisung auf die Darstellung des Verf. und seine Quellen, nur ganz kurz die behandelten Themata angeben können. Hinter einander werden besprochen und erläutert: Das Westwind-Erdethema der Lumimmu'utmythen; das Sonne-Erdethema der Barangmythen; das Mondumlaufthema der Muntu'untumythen. Als Zusammenfassung der mythologischen Ergebnisse stellt Verf. vier Perioden auf (§ 300): Vormythologische Periode; Mondmythologische Periode, zerfallend in eine unpersönliche und ungeschlechtliche Periode, und eine persönliche und geschlechtliche Periode; Sonnenmythologische Periode; schließlich: Himmels-, bezw. Windmythologische Periode.

Im vierten Kapitel kommt die Götterlehre und Mythologie der Niasser zur Sprache. Bei ihnen hat sich eine ziemlich komplizierte Götterhierarchie entwickelt, während zugleich zwei grundverschiedene Auffassungen vorhanden sind. Dadurch sieht es mit allen Deutungsversuchen sehr mißlich aus. Unter diesen Umständen ist es dem Verf. nicht zu verübeln, daß es ihm nicht gelungen, aus dem Wirrwar eine einigermaßen klare Uebersicht zu gewinnen. Soviel scheint fest zu stehen, daß Lowa langi das höchste Wesen der Niasser ist, denn er wird vorgestellt als der Schöpfer der Menschen, mit Hilfe allerdings von Bara si lubuo und Baliu. Die etymologische Bedeutung dieser Namen ist leider unsicher: langi ist natürlich, wie auch der Verf. bemerkt, = langit, »Himmel«, im Malaiischen usw. Bara kann lautgesetzlich entsprechen dem Mal. barat, Tagalog, Bisaya abagat, Ibanag abagak, Westwind; baliu dürfte identisch sein mit Tag., Bis., Ibanag bagyu, Favorlang bayus, altjavan. wagyut, Sturm. Dies stimmt einigermaßen zu der Vorstellung (§ 320), daß es die Winde sind, welche am Anfange der ganzen Weltentwickelung stehen, und daß Baliu als Sohn des Lowa langi dem Leibe die Atemluft verleihe. Einen Gegensatz zu Lowa langi bildet Latture, der böse Geist, dessen Macht weit hinter der des Lowa langi zurücksteht. Zu ihm gehören Afochu (wohl dialektisch für Aföchö), Krankheit, und Fetu alito, Hervorbrechen (?) des Feuers. Was das Verhältnis des Lowa langi zu der Mondmythologie betrifft, äußert sich der Verf. dahin, daß das höchste Wesen am Anfange der ganzen Mondmythologie stehe, und daß diese jetzt aus dem Bewußtsein des Volkes geschwunden ist.

1) Die vom Verf. gebrauchte Benennung »Alfuren« ist wissenschaftlich untauglich, sintemal es weder ein geographischer noch ein ethnologischer Begriff ist, sondern ein Schimpfwort, s. v. a. Barbaren, welches Europäer, in Nachfolgung der Muhammedaner, in ihrer Unwissenheit auf heidnische Stämme ganz verschiedener Abstammung angewandt haben.

Ueber die Religion der Madegassen, genauer der Hova, wird gehandelt im fünften Kapitel. Nach dem Zeugnis des Missionars G. Mondain haben die Madegassen, so lange man sie kennt, ein höchstes Wesen verehrt, das mit den beiden Namen Andria manitra und Zańahari bezeichnet wird; den ersten Namen übersetzt man gewöhnlich mit ›wohlriechender Fürst‹, der zweite wurde gewöhnlich mit ›der, welcher geschaffen hat‹ übersetzt. Zańahari wohnt im Himmel; er hat Frau und Kinder; die Frau ist die Erde, denn ein Sprichwort sagt: ›die Erde ist die erste Gemahlin Zańaharis, von ihr wurden die Lebenden geboren‹. Verf. spricht die Vermutung aus, daß wir hier mit dem bekannten Gegensatz Himmel — männlich zu Erde — weiblich zu tun haben, und findet eine Stütze für diese Ansicht in der von G. Ferrand aufgestellten Etymologie des Namens Zańahari. Dieser Gelehrte identifiziert *zań* mit einem wohlbekannten indonesischen Worte für göttliches Wesen, altjav. *hyań* usw., was wohl richtig ist. Weiter nimmt er *hari* als identisch mit malaiisch *hari* ›Tag‹, wovon *mata hari* ›Tagesauge‹, d. h. die Sonne. Doch madeg. *hari* stimmt lautgesetzlich nicht zu malaiisch *hari*, denn madeg. *h* entspricht mal. *k*, nicht *h*. Im Tjam ist *yań harei* allerdings der Sonnengott, aber in dieser Sprache entspricht *harei* regelmäßig dem malaiischen *hari*, was nicht für das Madeg. gilt. Uebrigens ist das Wort für Tag im Madeg. *andro*, wovon *maso andro*, Tagesauge, das begrifflich dem mal. *mata hari* vollkommen entspricht[1]). Trotzdem dürfte Zańahari dem Wesen nach ein Sonnengott sein; nur sollte man sich nicht auf eine falsche Etymologie stützen. Verf. findet jedenfalls auf Madagaskar Spuren des Sonnenkultes und eines damit verbundenen Phallismus, neben einem Fragment der Mondmythologie. Ganz klar ist die Sache keineswegs.

Das sechste Kapitel führt uns nach den kleineren östlichen und südöstlichen Inseln des indonesischen Gebietes. ›Als gemeinsames Charakteristikum weisen alle uns bekannte Inseln dieses Teiles von Indonesien die Tatsache auf, daß auf keiner von ihnen Sonne und Mond oder Himmel und Erde mehr im Geschwisterverhältnis stehn. Ueberall ist der sexuelle Gegensatz von Mann und Frau durchgedrungen‹ (§ 346). In dieser Gemeinsamkeit lassen sich drei Gruppen unterscheiden. Die erste Gruppe umfaßt die Kei- und Aruinseln. Die Berichte über die Bewohner der Keiinseln sind sehr verworren. Das Höchste soll Duad lera wuan oder ler wuan heißen, d. h. Sonne und Mond. Das ist doch deutlich eine Bezeichnung des Himmels, an dem Sonne und Mond erscheinen. Wie der Verf. hieraus schließen kann, der Mond sei nur weibliches Prinzip, begreifen wir nicht. Wo bleibt

1) Mit skr. *hari* hat indon. *hari* nichts zu schaffen.

denn Duad Luteh, welche die Autoren als Frau des Ler Wuan bezeichnen? (§ 348). Die Arunesen verehren Djabu lara, die Sonne, als männliches, Djabu fafa, die Erde, als weibliches Prinzip; die letztere wird beim Eintritt des Westmonsuns befruchtet. Der Mond, Djabu fulan, ist männlich, was gegen die obige Annahme des Verf. spricht. Kurz, von einer Mondgöttin ist in der ersten Gruppe gar keine Rede.

Zu der zweiten gehört Timor. Auf dieser Insel wird Usi neno, Herr Sonne, als höchstes Wesen verehrt. Es ist das männliche Prinzip, während Usi afu (die hehre Erde) das weibliche ist. Aus der Verbindung beider ist alles entstanden. Auf Wetar wohnt der »große Alte« (bezw. Herr, Seigneur), in der Sonne (lelo); seine Frau ist Ino rae, Mutter Erde. Für Kisar bestehen zwei Berichte, was die Namen betrifft; in beiden aber ist die Sonne männlich, die Erde weiblich. Als Name der Sonne gibt Jacobsen Upo lere, »Herr Sonne«, für die Erde Opo nusu, »Frau Sonne«, gewiß richtig. Auf Leti, Moa und Lakor ist Upa lero »Herr Sonne«, das männliche, Upu nusa, »Frau Erde«, das weibliche Prinzip, ersterer im Himmel, Lianti (für Lanti, lańgit), letztere unter (eher unten auf der Erde) wohnend. Im Ostmonsun steigt Upu lero durch den Nunubaum (Ficus altimeralis) herab und befruchtet Upu nusa. Auch in der Luang-Sermatagruppe wird Upu lero als männliches, Lea, die Erde, als weibliches Prinzip verehrt; Upu lero befruchtet die Erde. In dem Babararchipel findet man tatsächlich dasselbe.

Zu der dritten Gruppe gehören Ceram (Seran), Buru, Ambon und noch einige andere kleine Inseln. Auf Ceram verehrt man Upu langi, »Herr Himmel«, das männliche Prinzip, Upu tapene, das weibliche. Wir finden hier also, daß der als Himmel verehrte Gott die Stelle der Sonne vertritt. Dasselbe gilt von Buru, wo Ubu'n langi, der Herr Himmel, und Ubu'n sanane, die Frau Erde, verehrt wird. So auch auf Ambon Upu langite, der Herr Himmel, oder Amaka lanito, unser Vater Himmel, und Inaka ume, unsere Mutter Erde. Die Vorstellungen, die wir auf den kleinen Sundainseln antreffen, stimmen im großen und ganzen mit den vorhergehenden überein. Auf Sawu ist Pu lodo »Herr Sonne«, Pu rae »Frau Erde«; auf dem benachbarten Sumba ist Umbu awan, die Himmelsgottheit, doch eigentlich Firmament oder Luft, denn die Sonne heißt Lodo, Lodu, die Erdgottheit ist Umbu tanah.

Im siebenten Kapitel werden die Hauptpunkte der mythologischen Vorstellungen der Polynesier behandelt. Insofern der geschlechtliche Gegensatz Himmel—Erde hervortritt, während eine Reihe von Elementen alter Entwickelungsstufen sich noch nachweisen lassen, gleicht die polynesische Mythologie der Gruppe der Südmolukken. Das

Thema: Himmel und Erde als Ehegatten findet man bei den Maori in der Verbindung von Rangi (Himmel) und Papa (Erde). Diese Form der Verbindung, die in der Ceramgruppe vorkommt, wird auf den Anfang aller Dinge zurückverlegt. Wenn wir weiter lesen, daß das Sonne—Erdethema keine besondere Erinnerung in der polynesischen Mythologie zurückgelassen, so mag das wahr sein, aber Wilkens Zusammenstellung von Maori *ra*, Samoa *lâ* mit *lera* usw., ist vollkommen falsch. Es dürfte nicht überflüssig sein, auf dieses näher einzugehen. *Lera*, *lero*, Timor *neno* (falsch: *nenoh*), Wetar *lelo*, Tett. *loro*, Sawu *loḍo*, Sumba *lodu*, *lodo*, dial. *lədu*, Roti *ledo*, Sikka *lerro*, Bima *liro*, Manggarai *leso*, Buru, Ambon *lea*, geht zurück auf die ältere Form *əldau*. Das Wort ist weit verbreitet, bald in der Bedeutung ›Tag‹, bald ›Sonne‹, manchmal beide Bedeutungen in sich enthaltend; weitere Belege sind Makass. *allo*, Bikol *aldau*, Tagal. *arau*, Bis. *adlau*, Sangir *əllo*, Minah. *əndo* (Tag, *si əndo*, Sonne), Bugin. *əsso*, Dayak *andau* (Tag; so auch Ibanag *aggau*), Madeg. *andro* (*maso andro*, Sonne), Sesake, Torres Islands *elo*, Ambrym *yial*, Api *mat ni elo* (Sonne), Whitsuntide, Lakon *alo*, Vaturana *aso*, Florida, Bugotu *aho*, Rotuma *astha*, Aurora *aloa*, Mota *loa*, Motlav *lo*, Lifu *dho* usw. Eine Ableitung ist jav. *andon*, täglich. Ein so weit verbreitetes Wort muß schon in der austronesischen Ursprache bestanden haben. Kehren wir jetzt zu Polynesien zurück.

An Spuren einer älteren Mondmythologie fehlt es nicht gänzlich; wenigstens scheint die Ansicht des Verf., daß Tangaloa, der ältere Gott, wie die Mythologien von Samoa, Tonga und Tahiti es noch jetzt haben, der Mond sei, unseres Erachtens wohl begründet.

Von den Polynesiern geht der Verf. über zu den Melanesiern im achten Kapitel. Ueber die Mythologie, nicht über die aktuelle Religion der Admiralitätsinsulaner, besitzen wir eine ausgiebige Mythensammlung von P. J. Meier. Darin kommt weder der geschlechtliche Gegensatz Sonne—Erde, noch der Gegensatz Himmel—Erde vor. In einem Mythus dagegen erscheint der *Kunia lang*, *lawan i lang*, ›der Himmelsträger, der Herr des Himmels‹, der keine Frau zur Seite hat. Als Mondmythen — aber mit Einwirkung der Sonne — deutet Verf. die zwei Mythen über die Entstehung der Kokospalme. Für die Beweisführung sei der Leser auf § 389 verwiesen. Von den Mythen der Bewohner der Gazellehalbinsel liegt uns eine reiche Sammlung vor, welche wir ebenfalls P. J. Meier verdanken. Auch auf diesem Gebiete ist von dem geschlechtlichen Gegensatz von Sonne und Erde oder Himmel und Erde nichts zu bemerken. ›Ihr Hauptthema ist der Gegensatz von Weißmond zum Schwarzmond, der sich in den zahlreichen Mythen über den weisen Bruder Kabinana und seinen tölpel-

haften Bruder Karvuvu ausspricht‹. Diesen beiden Mondwesen geht ein Wesen voraus, das bloß mit *ia*, d. i. ›er‹ bezeichnet wird und vielleicht das ursprünglich höchste Wesen ist. Da einzelne Züge der Erzählung zu der Konsequenz nötigen, daß ›Er‹ doch nicht eigentlich das frühere höchste Wesen sei, nimmt Verf. an, daß dieses mit der Gestalt des Vollmondes zusammengeflossen sei.

Ueber die Götterlehre und Mythologie der Bewohner von Neu-Mecklenburg sind wir belehrt durch eine vorzügliche Arbeit von P. Peekel. Auf diesem Gebiet finden wir eine klar durchgebildete Vereinigung von Religion, Astralmythologie und Soziologie. Als höchstes Wesen wird Hintubuhet anerkannt, dessen Geschlecht die Eingeborenen nicht anzugeben wissen, doch etymologisch läßt sich der Name deuten als ›unser weiblicher Vorfahr‹, denn *hin* ist ›Weib‹; *tubu* ›Ahne‹ und *het* (›von uns‹). Es ist zu beachten, daß auf Neu-Mecklenburg Weiberfolge herrscht. Zwar hält die Auffassung von Hintubuhet als weibliches Wesen nicht vollkommen stand, denn auch die Heiratsklassentiere gelten als Hintubuhet. Der Vogel Taragau und der männliche Schmetterling Talmagómago sind als männliche Repräsentanten der Sonne, der Malabavogel und der weibliche Hebaschmetterling werden als weiblich und als Vertreter des Mondes betrachtet. Sonne und Mond sind aber nicht Mann und Frau, sondern Geschwister. Als Stammväter der Neu-Mecklenburger werden auch zwei Männer genannt, Soi als Stammvater der männlichen Taragoklasse, und Tamor oder Tamano als Stammvater der weiblichen Klasse. Als das Weib des Tamano, d. i. des Vaters, wird Tine, die Mutter, genannt. In den mitgeteilten Vorstellungen sieht der Verf. Gleichheit mit den ersten Stufen der indonesischen Mythologie.

Auf den Banksinseln ist Qat ›Haupt‹ [1]) der hervorragendste unter allen Geistern, der in gewissem Sinne die Welt gemacht hat und ihren Lauf lenkt. Er hat aber einen Anfang gehabt, wurde von einer Frau Qat goro (= rundes Haupt) [2]) ohne Mitwirkung eines Mannes geboren; diese war ein Stein, der entzwei berstend ihn gebar. Qat hatte elf Brüder, Tangaro den Weisen, Tangaro den Törichten und neun andere Brüder, alle Tangaro genannt. Daß Qat der Mond ist,

1) Qat ist eine kürzere Form von qatu, offenbar dasselbe Wort als jav. baṭok, Schale. Denselben Begriffsübergang haben wir im mal. kapala ›Kopf‹, das dem skr. kapāla, Schale, entlehnt ist; übrigens ist skr. kapāla gebräuchlich auch in der Bedeutung ›Hirnschale‹. Vgl. die romanischen Wörter testa, tête usw. aus lat. testa.

2) Sie heißt auch Iro Ul. Iro ist Femininartikel; Ul erklärt Verf. als ›die Haut wechseln‹. Aber ul kann regelmäßig = indones. hulu (ulu) ›Haupt, Anfang‹ sein. Nach dieser Deutung wäre sie die Urnacht.

mit seinen Brüdern, den elf anderen Monaten des Jahres, ist kaum zu bezweifeln, so daß das Ganze ein Mondmythus ist.

Aus den vom Verf. nach Angaben Parkinsons mitgeteilten Zügen aus der Götterlehre und den Mythen der Gilbertinsulaner schließt er, daß auf diesem Gebiet »eine ursprüngliche Mondmythe zu einer Sonnenmythe umgewandelt worden ist« (§ 421). Ueber die Götterlehre und Mythologie der Marshallinsulaner liegen drei Versionen vor, wovon eine mondmythologische Deutung gegeben wird. Bei einem Rückblick auf das ganze melanesische Gebiet gelangt P. Schmidt zu dem Ergebnis, daß dort fast überall Elemente der allerältesten Periode, der reinen Mondmythologie noch bewahrt sind, wiewohl hie und da auch eine Sonnenmythologie schon eingedrungen ist, doch die mythologischen Gegensätze, Sonne als Mann, Erde als Frau, dann Himmel als Mann, Erde als Frau, die man auch bei den Polynesiern antrifft, sind bei den Melanesiern nirgends zu finden. Was die Religion betrifft, läßt sich feststellen, daß keinerlei Art von wirklichen höchsten Wesen hier zu entdecken ist. Zur Erklärung dieser Erscheinung betont Verf., daß zwei Faktoren selbst die mythologischen Gestalten in den Hintergrund gedrängt haben: die Verehrung lokaler Naturgeister in den älteren und der Ahnen in den jüngeren Teilen des melanesischen Gebietes. Das Verhältnis der Mythologie zum Zauber wird besprochen §§ 435—440. Gründe, welche sprechen für die Annahme, daß ein höchstes Wesen den Melanesiern ursprünglich nicht unbekannt gewesen, werden angeführt §§ 441—461.

Wir sind jetzt angelangt bei der allgemeinen Zusammenfassung und den Schlußfolgerungen im neunten Kapitel.

Das Hauptresultat des in der ganzen Abhandlung verarbeiteten Stoffes läßt sich nicht besser wiedergeben als mit den eigenen Worten des Verfassers: »Gleich im Anfange scheiden sich hier zwei Gruppen deutlich voneinander: auf der einen Seite die Völker, bei denen Mondmythologie ausschließlich oder beherrschend vorhanden ist, wie die Niasser, die Batak und die Dayak, dann die melanesischen Stämme; auf der anderen Seite das Gebiet einer geschlechtlichen Sonnen- bezw. Himmelsmythologie, die Südwest- und Südostinseln, die südlichen Molukken und die gesamten polynesischen Völker. Als ein Sammelbecken, in welchem Bestandteile beider Gruppen sich bewahrt haben, kann Celebes und einigermaßen auch Polynesien bezeichnet werden«. Weiter heißt es: »In der ersten Gruppe ergeben sich zwei Unterabteilungen: die eine, in welcher die Sonnenmythologie keine oder nur eine untergeordnete Bedeutung gewonnen hat, die Niassa und die Batak, die andere, in welcher die Sonnenmythologie schon größere Bedeutung gewonnen hat. Hierhin gehören die Dayakstämme auf

Borneo und die Madegassen. Die Melanesier gehören, wenigstens zum Teil, zur zweiten Gruppe«.

Es ist unwidersprechlich, daß bei den Austronesiern zwei Mythenkreise vorkommen: der eine dreht sich um den Mond, der andere um die Sonne. Dies ist ersichtlich aus der ganzen Abhandlung, wie auch, daß beide Kreise fast überall neben einander bestehen, wenn auch nicht mit derselben Kraft. So weit haben wir gegen die Ansicht des Verf. nichts einzuwenden. Anders steht es mit seiner Theorie über den Ursprung der Sonnenmythologie und ihre Uebertragung in Gebiete, wo sie angeblich nicht ursprünglich sei. Betrachten wir die Gründe, womit Verf. seine Theorie zu beweisen sucht.

Der Ursprung der Sonnenmythologie soll bedingt sein durch die klimatischen und vegetativen Verhältnisse der Südwest- und Südostinseln (§ 434). Hier möchten wir fragen, ob Sonnenmythologie nirgend sonst als auf besagten Inseln vorkommt. Haben Indogermanen, Aegypter usw. unter den verschiedensten klimatischen und vegetativen Verhältnissen keine Sonnenmythologie ausgebildet? Keine Jahres- und Tagesmythen? Und wenn die Natur der Inseln sozusagen von selbst die Bildung einer Sonnenmythologie beförderte, warum braucht man papuanischen Einfluß darauf zu postulieren? Verf. stützt sich hierbei auf die eigentümliche Genitivkonstruktion in den Sprachen der betreffenden Völker, abweichend vom Sprachgebrauch in den übrigen Teilen Indonesiens, in Polynesien, Melanesien und Madagaskar (§ 486). Selbst wenn man zugeben will — was Ref. keineswegs tut —, daß besagte syntaktische Eigentümlichkeit papuanischem Einflusse zuzuschreiben sei, darf man noch Einwirkung von außen auf die Mythologie als imaginär betrachten. Die Gründe, welche dagegen sprechen, sind folgende. Alle Namen in der Sonnenmythologie sind rein austronesisch, was befremdend wäre, wenn die Sonnenmythologie etwas den Papua verdankte. Zweitens bleibt es unerklärlich, wie die Vorstellungen jener Insulaner sich über ein so weites Gebiet, wie tatsächlich der Fall ist, verbreitet haben. Wie und wann kann man sich vergegenwärtigen, daß dieselben den Weg gefunden haben zu so weit entfernt im Westen lebenden Völkern, wie die Batak und Madegassen, und zu den im äußersten Osten ansässigen Polynesiern?

Wenn man die Tatsachen ohne Vorurteil überschaut, wird man, glauben wir, die Ueberzeugung erlangen, daß die Austronesier schon von alters her, vielleicht gar in proethnischer Zeit, Sonne- und Mondmythen besaßen, deren Schatz im Zeitenlauf hier und da vermehrt worden ist, doch weit öfter Verluste erlitten hat. Sonne und Mond spielen beide eine große Rolle im Leben der Menschen im allgemeinen. Was ist natürlicher, als daß der Sonnengott, der allüberall

das Leben erweckt, als der befruchtende gedacht wird, und die Erde, welche die Keime in ihrem Schoß birgt, als die von ihm befruchtete! Wie wichtig ist auch die Rolle des Mondes, des Zeitenmessers! Dabei stehen beide mit einander in sichtbarer, gewissermaßen unlöslicher Verbindung. Was das Götterpaar Himmel—Erde betrifft, braucht kaum bemerkt zu werden, daß es auch aus derselben Anschauung hervorgegangen ist, wie bei den Indogermanen der ›Vater Himmel‹ und die ›Mutter Erde‹. Kurz, Ref. kann sich mit der Theorie in Bezug auf den fremden Ursprung der Sonnenmythologie nicht befreunden.

Wir haben jetzt nur wenig hinzuzufügen über eine interessante ›Frage‹, welche Verf. behandelt §§ 520—525. Dieselbe gilt dem inneren und zeitlichen Verhältnis des austronesischen Animismus zur Götterlehre und Mythologie. Bekanntlich ist der Animismus ein mächtiger religiöser Faktor in dem Glauben der austronesischen Völker. In welchem Zeitverhältnisse steht dieser Faktor zu der Mythologie und dem Glauben an ein höchstes Wesen? Mehrere Gelehrte haben sich für die Priorität des Animismus ausgesprochen, u. a. Wilken in seinem inhaltreichen Werke: ›Het animisme bij de volken van den Indischen Archipel‹. Trotz aller gerechten Anerkennung der Verdienste des verstorbenen holländischen Gelehrten, bestreitet Verf. dessen Beweisführung und zwar, auch nach unserer Ueberzeugung, mit Recht. Weiter können wir nicht hierauf eingehen; das Urteil über die Kraft der angeführten Argumente bleibe dem Leser überlassen.

Schließlich faßt Verf. die Beweise, daß das höchste Wesen noch vor aller Mythologie steht, kurz zusammen. Dies scheint uns nicht so sicher; wohl aber können wir glauben, daß der Begriff eines höchsten Wesens bei der austronesischen Völkerfamilie uralt ist.

Am Ende unserer Anzeige des vorliegenden Werkes wollen wir unserem Endurteil Ausdruck geben in den folgenden Sätzen: Verf. hat ein vortreffliches, höchst lesenswertes Werk zusammengestellt; er hat seine mit großem Fleiß gesammelten Quellen kritisch benutzt und scharfsinnig die in dunkeler Sprache verhüllten Mythen zu deuten verstanden, natürlich nicht überall überzeugend, aber doch meistenteils zutreffend; die Anordnung des Stoffes ist musterhaft und die Mäßigung, die er beobachtet, wo er polemisch auftritt, lobenswert. Das Werk wird ohne Zweifel in manchen Punkten Opposition hervorrufen, aber die hervorragende Bedeutung desselben kann dadurch nicht geschmälert werden.

Utrecht H. Kern

Fritz Curschmann, Die älteren Papsturkunden des Erzbistums Hamburg. Eine diplomatische Untersuchung. Mit 10 Tafeln. Gedruckt mit Unterstützung der Bürgermeister Kellinghusen-Stiftung in Hamburg. Hamburg und Leipzig 1909, L. Voß. 12 M.

Für das Buch Curschmanns wird der Herausgeber der Germania pontificia besonders zu danken haben. Wer die bisherigen Drucke der Hamburger Urkunden kennt, wird den Fortschritt, den C.s sorgfältige Benutzung und Gruppierung der Ueberlieferung zeigt, dankbar anerkennen; denn erst durch diese mühevolle Arbeit ist eine genauere Vergleichung der Texte ermöglicht und damit der Grund für die weitere Forschung gelegt worden. Man kann nur hoffen, daß diese Vorarbeit recht bald einer neuen kritischen Ausgabe des Hamburger Urkundenbuches zu gute kommen möge. Leider entspricht die Technik der Ausgabe nicht in allen Punkten den Anforderungen, die man heutzutage an die Urkundeneditionen zu stellen gewohnt ist (Tangl im Neuen Archiv XXXV S. 627 n. 290 und Bonwetsch in der Zeitschrift des Vereins für hamburgische Geschichte XV S. 85–88). Ich will hier ganz davon schweigen, wie unangenehm es für den Benutzer ist, daß nirgends die aus der Vorurkunde stammenden Stellen durch Kursivdruck bezeichnet sind; denn Tangl hat bereits auf diesen Mangel aufmerksam gemacht; aber ich möchte doch noch einmal im Interesse einer etwaigen neuen Ausgabe des Hamburger Urkundenbuches darauf hinweisen, daß eine derartige Behandlung der Orthographie und Interpunktion, wie C. sie vorgenommen hat, der historischen und philologischen Gewohnheit nicht entspricht. Wenn Bonwetsch zum Belege einige orthographische Merkwürdigkeiten zusammengestellt hat, so möchte ich für die Interpunktion etwa auf den Druck der Urkunde n. 22 verweisen, weil man hier besonders deutlich sieht, daß in diesen Aeußerlichkeiten einfach die Manier des Urkundenschreibers den Druck bestimmt hat. Man wird es aufrichtig bedauern, daß C. in dieser Beziehung den alten guten Traditionen der Diplomata untreu geworden ist.

Aber die Ausgabe der Urkunden war ja nicht der einzige Zweck des Buches. Seine Hauptaufgabe sah C. in der kritischen Untersuchung der großen Fälschungsreihe, die bereits im 19. Jahrhundert so manchen kritischen Kopf gereizt hatte. Keine dieser Untersuchungen des vergangenen Jahrhunderts hatte ganz befriedigt, und das war um so bedauerlicher, als die Kenntnis der ältesten Geschichte Hamburgs und des Nordens zum großen Teil aus dem Inhalte dieser Urkunden geschöpft werden muß. Es war daher in der Tat eine

lohnende Aufgabe, sich ›mit den verfeinerten Werkzeugen der diplomatischen Wissenschaft‹ noch einmal an das Thema heranzumachen. Ob es nun ratsam war, das Thema von vornherein auf die Untersuchung der Papsturkunden einzuschränken, muß billig bezweifelt werden. C. selbst ist bei der Untersuchung der Ramelsloher Fälschungsgruppe von seinem Grundsatze abgewichen, und man kann es angesichts des hübschen Resultates, das er damit erreichte, nur bedauern, daß er nicht alle verdächtigen Hamburger Urkunden bei dieser Gelegenheit behandelt hat; denn irgendwie hängen diese Urkunden doch mit den gefälschten Papsturkunden zusammen. Immerhin werden wir C. schon für das, was er uns geboten hat, dankbar sein; denn er hat trotz der Beschränkung nicht nur für die Ramelsloher Fälschungsgruppe, sondern auch für die übrigen Gruppen beachtenswerte Ergebnisse gefunden, denen man wenigstens z. T. zustimmen kann.

Die wichtigsten unter den reichen behandelten Urkunden sind wohl die beiden Privilegien der Päpste Gregors IV. und Nicolaus' I.; denn auf ihnen beruht in der Hauptsache unsere Kenntnis von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Stellung des Ansgar. C. kommt zum Resultate der Echtheit und rettet damit die alte Hamburger Tradition. Allein gegen dieses Ergebnis hat Tangl inzwischen Einspruch erhoben und nachdrücklich betont, daß er die Form, in der uns der Text der Urkunden (Curschmann n. 1[a] und 4[a]) überliefert ist, unmöglich für die ursprüngliche halten könne. C. befindet sich diesem Einspruche gegenüber in der angenehmen Lage, darauf hinweisen zu können, daß der wesentliche Inhalt beider Urkunden durch Rimberts Vita Anskarii gedeckt ist: die Urkunde Gregors IV. durch die Auszüge in c. 13, die Urkunde Nicolaus' I. durch die wörtliche Kopie des größten Teiles in c. 23. Gerade die Worte aus der Urkunde Nicolaus' I: ›et quia casus praeteritorum nos cautos faciunt in futuram‹, die Tangl beanstandet, weil sie genau so in der Fälschung Karls des Gr. sich finden, stehen schon in der Kopie der Urkunde bei Rimbert, und damit erledigt sich dieser Einwand wie auch die weitere Vermutung, daß der Satz aus Halberstadt stamme. Aber in der weiteren Beobachtung wird man Tangl zustimmen müssen: die abschließenden Worte ›Et quia te‹ bis ›habebis‹ sind in beiden Urkunden nachträglich hinzugefügt; die volltönende Palliumsformel paßt nicht an den Schluß der Urkunde hinter die Poenformel, weil das den Gewohnheiten der päpstlichen Kanzlei zuwiderläuft.

Werden deshalb beide Urkunden auch in ihrer ältesten uns bekannten Form als überarbeitet angesehen werden müssen, so richtet sich unwillkürlich der Verdacht auch gegen diejenigen Stellen der

Urkunden, die nicht von der Vita Anskarii ausdrücklich bestätigt werden. Bei der Urkunde Nicolaus' I. handelt es sich um den ganzen ›Nunc quia autem‹-Satz, in dem von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Verleihung der erzbischöflichen Würde an Anskar die Rede ist. An und für sich würde dieser Satz weder nach der formalen noch nach der inhaltlichen Seite etwas Bedenkliches haben; denn der Beginn des durch Rimbert in der Vita Anskarii überlieferten Teiles der Nicolausurkunde: ›Cuius delegationis et auctoritatis et pallii acceptionis pagina‹ läßt mit Sicherheit darauf schließen, daß kurz vorher eben von dieser Pallienverleihung etc. die Rede gewesen ist, und zudem wird Anskar auch in dem bezeugten Teile der Urkunde nachdrücklich als archiepiscopus und Legat bezeichnet. Aus inneren und äußeren Gründen liegt keine Veranlassung vor, an diesem ersten Teile der Urkunde zu zweifeln, und zwar um so weniger, als Rimbert in der Vita Anskarii c. 12 und 13 ausführlich von der Gründung des Erzbistums Hamburg und der Pallienverleihung an Anskar redet, auch wo er die Urkunde Gregors IV. nicht ausschreibt.

Aber gegen diesen Satz und noch mehr gegen diejenigen Stellen der Urkunde Gregors IV., in denen von der Gründung des Erzbistums Hamburg die Rede ist, scheinen nun die Ergebnisse zu sprechen, die kürzlich Chr. Reuter in seinem Aufsatz ›Ebbo von Reims und Ansgar‹ (Historische Zeitschrift Bd. 105 S. 237—284) gewonnen hat. Er sucht zu zeigen, daß Anskar erst ›im Jahre 858 oder 864 den Titel eines Erzbischofs angenommen‹ (S. 275), daß also Ludwig d. Fr. kein Erzbistum, sondern lediglich ein Bistum für die Missionsarbeit im Norden gegründet habe, und der durchschlagendste Grund für diese Annahme ist, daß Anskar in dem Protokoll der Mainzer Synode vom Juni 847 als einfacher Bischof und Suffragan des Mainzer Erzbischofs bezeichnet wird. Es ist begreiflich, daß Reuter von seinem Standpunkte aus die Urkunde Gregors für stark überarbeitet hält und alle Stellen der beiden Urkunden, in denen von der erzbischöflichen Würde Anskars in den Zeiten vor 858 die Rede ist, für Entstellung des wahren Sachverhaltes ansieht; höchstens will er die Worte ›ipsamque sedem Hamburg dictam ... archiepiscopalem deinceps esse decernimus‹ als ›einen Wechsel auf die Zukunft‹ ansehen und sie bei dieser Deutung für möglich halten; allein schließlich gibt er auch sie preis (S. 268 Anm. 1) und faßt die Worte als Interpolation. Mit der Annahme von Interpolationen ist jedoch in diesem Falle gar nichts geholfen; wir sahen ja schon, daß die ganze Urkunde Nicolaus' I., die auch Reuter für echt hält, von der Vorstellung eines bereits durch Gregor IV. eingerichteten Erzbistums getragen ist. Man müßte weiterhin Rimbert selbst einer falschen Berichterstattung und bewußten

Täuschung für fähig halten, weil er als Schüler und Nachfolger Anskars keinesfalls darüber im Unklaren hätte sein können, wenn Anskar nicht durch Gregor IV. zum Erzbischof bestellt worden wäre. Wie man auch die Dinge dreht und wendet, die Tatsache der Ernennung Anskars zum Erzbischof in Hamburg bereits durch Gregor IV. wird sich nicht bestreiten lassen; sie ist durch Rimbert wie durch die in diesen Abschnitten ohne Frage echte Urkunde Nicolaus' I. zu gut bezeugt, als daß wir sie allein auf das Zeugnis der Mainzer Synodalakten hin verwerfen dürften. Dies Zeugnis wird sich vielmehr weit unschuldiger erklären lassen. Im Jahre 845 zerstörten die Normannen Hamburg; Anskar flüchtete, das Erzbistum Hamburg hörte auf zu existieren, seine Besitzungen fielen an Verden zurück (Reuter a. a. O. S. 270). Was Anskar in der Zwischenzeit bis zur Uebernahme des Bremer Bistums getan hat, die, wie Reuter wahrscheinlich gemacht hat, erst 858 erfolgte (a. a. O. S. 270 ff.), ist nicht recht ersichtlich; vielleicht hat er in Schleswig und Rügen missioniert (Reuter S. 271); jedenfalls hat es durchaus nichts Auffallendes, wenn er in seiner Eigenschaft als einfacher Bischof ohne Sitz 847 unter den Suffraganen des Mainzer Erzbischofs erscheint. Diese Erklärung scheint mir weit einfacher, als die gezwungene Umdeutung der vielen Stellen, die für Anskars erzbischöfliche Würde vor dem Jahre 858 sprechen.

Unter diesen Umständen wird man an der wesentlichen Echtheit der Urkunden Gregors IV. und Nicolaus' I. in ihrer ältesten durch Caesar überlieferten Form kaum zweifeln dürfen, und Curschmann wird hier in der Hauptsache Recht behalten, auch wenn man kleinere Ueberarbeitungen annehmen muß. So scheinen z. B. die Bedenken, die Reuter gegen die einleitenden Worte der Urkunde Gregors IV. geltend macht, nicht unberechtigt zu sein, und ich möchte auch nach der formalen Seite hin bemerken, daß die Promulgationsformel eher an die Formel der Königsurkunde als an die des Liber diurnus erinnert. Aber das sind schließlich Nebensachen, die erst bei einer umfassenderen Untersuchung über die norddeutschen Bistumsgründungen und bei genauerer Diktatvergleichung erledigt werden können.

Von den übrigen Urkunden sucht C. vor allem die Urkunde Johanns XV. zu retten, und Tangl stimmt ihm in dem Ergebnis zu. Schon Bonwetsch hat jedoch eine Reihe von Bedenken geltend gemacht; ich möchte noch hinzufügen, daß Adam von Bremen zwar eine Palliumurkunde Johanns XV. zitiert, aber von dem sonstigen Inhalt nichts berichtet. Nun muß man gewiß, wie es gelegentlich schon Koppmann tat (S. 77), mit der Möglichkeit einer gekürzten Inhaltsangabe rechnen, aber dann bliebe es trotzdem seltsam, daß Adam gerade von der wichtigen Bestätigung der Oberhoheit Hamburgs über

die Gebiete des Nordens etc. nichts erwähnt, obwohl die Geschichte dieser Oberhoheit das Hauptthema seines Buches ist. Es ist bislang vielleicht nicht genügend in diesem Zusammenhang beachtet, wie sehr dieser Zweck das Buch bestimmt. Schon in der Einleitung begegnet zweimal der Hinweis auf die legatio der Hamburger Erzbischöfe (qui hereditariam praedicandi legationem possides in totam septentrionis latitudinem), und am Schluß des Buches finden sich abermals Worte, die als Programm des Ganzen gedeutet werden müssen (IV 41: Haec sunt quae de natura septentrionalium regionum comperimus ad honorem sanctae Hammaburgensis ecclesiae ponenda ... Quae salutifera gentium legatio primum a sancto Ansgario incepta, prosperis semper usque in hodiernum diem aucta est incrementis, usque ad transitum magni Adalberti per annos circiter ducentos quadraginta). Dazwischen aber wird in dem ganzen Buche das Thema von der Oberhoheit und der Legatengewalt in den verschiedensten Formen behandelt und bei jedem der bedeutenderen Erzbischöfe mit Nachdruck sein Verdienst um die Mission des Nordens hervorgehoben (I 22. 38. 48. 60. 64. 65; II 2. 14. 27. 44. 48. 58. 61. 70; III 1. 10. 14. 17. 23. 26). Unter diesen Umständen ist es, wie gesagt, höchst auffallend, daß Adam von dem wichtigen Inhalte der Urkunde Johanns XV. nichts erwähnt als die Pallienverleihung, zumal wenn man bedenkt, mit welchem Nachdruck im dritten Kapitel des zweiten Buches die Urkunde Agapits II. und am Schluß des dritten Buches die Urkunde Leos IX.[1]) für das Thema benutzt werden.

Ebenso große Bedenken bestehen gegen die Echtheit der Urkunde Victors II. Wenn C. die Urkunde für das Fragment einer echten Urkunde hält, die auf Grund der Vorurkunde Leos IX. hergestellt wurde, so fragt man sich doch, warum in diesem zu Fälschungszwecken hergestellten Auszug gerade die wichtigsten und für Hamburg wertvollsten Abschnitte fortgelassen wurden: die Verleihung der Legation, die Erlaubnis, Bischöfe in der Kirchenprovinz und im Missionsgebiete zu weihen etc., Abschnitte, die gerade der Fälscher so gut gebrauchen konnte. Ganz anders liegen die Dinge, wenn wir die Urkunde als freie Fälschung auffassen; denn es ist selbstverständlich eine andere Sache, ob man an Stelle einer umfassenderen Urkunde eine weniger inhaltsreiche setzt oder eine in der Privilegienreihe empfundene Lücke durch ein Machwerk auf Grund einer anderen Urkunde auszufüllen sucht. Und für diese Auffassung spricht nicht nur

1) Merkwürdigerweise behauptet C., daß die beiden Urkunden des Formosus und Leos IX. bei Adam nicht zitiert würden, und schließt daher auf unvollständige Benutzung des Archivs (S. 9); das ist ein Irrtum. Die Urkunde des Formosus wird I 51 zitiert, die Urkunde Leos IX. in Buch III (Anhang) exzerpiert.

die Tatsache, daß Adam eine Urkunde Victors II. nicht zitiert, sondern auch die bedenkliche Datierung, auf die schon Bresslau (Handbuch der Urkundenlehre I 196 Anm. 1) und dann wieder Kehr (Mitteil. des Instituts f. österreich. Gesch.-Forschung, Ergänzungsband VI 85 Anm. 5) aufmerksam gemacht hatten[1]).

Endlich wird man auch bei der Urkunde Leos VIII., die C. für unecht erklärt, anderer Ansicht sein können. Wenn C. aus der intitulatio dieser Urkunde: episcopus *et* servus servorum Dei einen Verdachtsgrund herleitet, so kann dieser Fehler ebenso gut als ein Versehen des Kopisten erklärt werden, der das ›*et*‹ aus der ebenfalls von ihm abgeschriebenen Fälschung Benedicts IX. (Curschmann n. 21) her kannte. Am Inhalt aber ist nichts auszusetzen; die Urkunde ist eine wörtliche Wiederholung des echten Nicolaus I. für Rimbert (n. 6), und die eigenartige, in keiner Fälschung sich findende Adresse spricht ebenfalls für die Echtheit. Nimmt man hinzu, daß auch Adam von Bremen ausdrücklich von einer Pallienverleihung Leos VII. an Adaldag berichtet (II, 1), so ist in der Tat kein Grund zu sehen, warum man diese Urkunde für unecht erklären müßte.

Die Reihe der echten Privilegien stellt sich daher doch etwas anders dar, als C. annimmt. Unser Führer bei der Scheidung zwischen echten und unechten Urkunden muß Adam von Bremen sein; es ist hier nicht der Ort, die Scheidung im einzelnen durchzuführen; aber es sei wenigstens bemerkt, daß die Zahl der von Adam zitierten Papsturkunden sich genau deckt mit der Zahl der auch aus anderen Gründen als echt zu erweisenden Stücke. Daraus ergibt sich, daß die gefälschten Papsturkunden jedenfalls nach dem Zeitpunkt des Abschlusses der Gesta, also nach ca. 1075, entstanden sein müssen. Auch C. ist im letzten Kapitel seiner Untersuchung, das den Perioden

1) Die Datierung ist nicht leicht zu beurteilen. Bedenklich ist jedenfalls der Kanzler Friedrich, der sonst als Kanzler Victors II. nicht bezeugt ist (vgl. Kehr a. a. O.). Wir wissen aus Leos Chron. Casin. II 2. 86, daß Heinrich III. den Papst ersucht hatte, den Kardinal festzunehmen; bei der Zusammenkunft des Kaisers mit Victor II. Pfingsten 1055 in Florenz fehlte daher Friedrich im Gefolge des Papstes; kurz nach den Florentiner Tagen trat der Kardinal, weil er seine Rolle ausgespielt sah, in das Kloster Monte Cassino ein und begab sich nach dem Zeugnis des Leo in die Einsamkeit. Nach unserer Kenntnis der Dinge erscheint es daher ausgeschlossen, daß am 29. Oktober desselben Jahres Friedrich als Kanzler ein Privileg des Papstes für ein deutsches Erzbistum ausfertigte, d. h. zu einer Zeit, da der Kaiser noch auf italienischem Boden stand und wahrscheinlich den Papst zur Seite hatte (Steindorff, Jahrbücher II 325). Auffallend ist allerdings die indictio VIII; aber ich würde es nicht für unmöglich halten, daß auch der Fälscher diesen Fehler beging, wenn er von der indictio VI der Urkunde Leos IX. aus rechnete; denn diese hat ihm ja alle Elemente der Datierung geliefert, auch den Namen des Kanzlers Friedrich.

der Verfälschung gewidmet ist, im großen und ganzen, wenn auch auf anderem Wege, zu diesem Resultat gelangt. Vor die Zeit Adams setzt er nur die gefälschte Stiftungsurkunde des Erzbistums Hamburg (Ludwig d. Fr., Böhmer-Mühlbacher[2] I n. 928), die er der Zeit des Erzbischofs Adaldag (888—909) zuweisen möchte, und die Ramelsloher Fälschungen (Ludwig d. D., Böhmer-Mühlbacher[2] I n. 1372, Nicolaus I., Curschmann n. 5, und die Nachzeichnung der Urkunde Ottos I., Mon. Germ. Dipl. I n. 13), die er um das Jahr 1012 entstanden sein läßt. Wenn man nun auch im Resultat C. zustimmen wird, so hätte man doch hinsichtlich der Fälschung BM[2] n. 928 eine etwas ausführlichere Begründung gewünscht. C. nimmt, wie vor ihm Koppmann (Die ältesten Urkunden des Erzbisthums Hamburg-Bremen, Hamburg 1866) an, daß der Anlaß für die Fälschung Ludwigs des Fr. der Streit um die Celle Turholz in Flandern gewesen ist. Turholz ging aber bereits bei der Reichsteilung verloren (Rimbert, Vita Anskarii c. 21); man sieht daher nicht recht ein, warum die Fälschung gerade zwischen 888 und 909 erfolgt sein soll. Wir wissen überhaupt zu wenig über diesen Streit um Turholz, als daß wir darauf eine Zeitbestimmung mit Sicherheit gründen könnten; denn die einzige Nachricht, die wir besitzen, ist die kurze Bemerkung Adams (I 22 Schol. 6): ›Turholz monasterium ..., pro quo recuperando vetus querela est ecclesiae nostrae pontificibus‹. Es ist deshalb sehr wohl möglich, daß wir den Anlaß zur Fälschung in den Ausführungen über die Gründung Hamburgs und die erzbischöfliche Würde Anskars zu suchen haben (so schon Dehio, Gesch. des Erzbisthums Hamburg-Bremen I Anhang S. 64 n. XIV). Schon Koppmann (S. 43) hat bemerkt, wie sehr in der Urkunde die Tendenz hervortritt, ›die hamburgische Diözese als eine von Anfang an keinem fremden Bischof unterworfene‹ hinzustellen. Diese langen Ausführungen, denen (nach Koppmanns Zählung) die Abschnitte 4—19 gewidmet sind, lediglich als Einleitung zu den kurzen Worten über Turholz (nach Koppmanns Zählung die kleinen Abschnitte 20—26) anzusehen, wie Koppmann es tat, ist entschieden nicht angängig. Wenn wir aber in ihnen den Hauptzweck der Fälschung sehen, dann kann die Fälschung sich kaum gegen einen anderen Gegner richten als gegen Cöln, weil damals eben die erzbischöfliche Würde des Bremer Erzbischofs durch Hermann von Cöln bestritten und die Unterordnung unter Cöln gefordert wurde. Die zeitliche Grenze würde durch die Urkunde Sergius' III. gegeben sein, in der die ungünstigen Verfügungen des Formosus wieder aufgehoben wurden (Curschmann n. 11), d. h. die Fälschung würde zwischen 890 und etwa 906 angesetzt werden müssen. Wir kämen mit dieser Begründung etwa auf dieselbe Zeit, die C. angenommen hat, und stecken

die Grenzen nur etwas enger. Außerdem dürften aber in diese Zeit auch die Verfälschungen zu setzen sein, die man mit dem ursprünglichen Texte der Urkunden Gregos IV. und Nicolaus' I. vorgenommen hat. Für diese Annahme spricht zunächst die auffallende Uebereinstimmung zwischen manchen Sätzen der Urkunden Gregors IV. und Ludwig d. Fr. (vgl. die Gegenüberstellung bei Koppmann S. 82 ff.); sie ist von Koppman so erklärt worden, daß die Urkunde Gregors IV. die Vorlage für die genannte Fälschung gewesen sei; allein da die Urkunde Gregors IV. gerade an den übereinstimmenden Stellen — ich mache noch einmal auf die Promulgationsformel ›Omnium fidelium dinoscentiae certum esse volumus, qualiter‹ aufmerksam — formale Schwierigkeiten bereitet, so liegt es viel näher, in diesen Ausführungen über den Bistumsgründungsplan Karls des Gr. das Werk eines und desselben Fälschers zu erblicken, zumal diese Worte auch inhaltlich Anstoß bereiten (vgl. Reuter a. a. O. S. 249 f.). Aber auch die nachträgliche Einfügung der feierlichen Pallienformel am Schluß der Urkunden Gregors IV. und Nicolaus' I. könnte kaum einer anderen Periode der hamburgischen Geschichte mit größerer Wahrscheinlichkeit zugewiesen werden als jenen Zeiten, in denen Cöln die erzbischöfliche Würde Bremens bestritt. Man besaß zwar um die Wende des neunten Jahrhunderts bereits zwei Pallienverleihungen, die Nicolaus' I. an Rimbert (Curschmann n. 6) und Stephans V. an Adalgar (nicht erhalten, zit. bei Adam I 48), aber in den beiden Hauptprivilegien Gregors IV. und Nicolaus' I. war die Pallienverleihung doch nur in ganz kurzen Worten gestreift, so daß eine Ergänzung nach dem Muster der beiden vorhandenen Pallienurkunden wohl als zweckmäßig erscheinen konnte.

Alle anderen Fälschungen fallen in die Zeit nach Adam von Bremen. Sie sind angefertigt in den Zeiten, als Gregor VII. und seine Nachfolger ein dänisches Erzbistum gründen wollten. Schon Adam schrieb offenbar unter dem Eindruck dieser bedrohlichen Haltung des Papstes; so erklärt sich am ungezwungensten seine nachdrückliche Betonung der Oberhoheit Hamburgs über den Norden. Innerhalb dieser Zeit gewisse Abschnitte der Verfälschungen anzunehmen, ist etwas gewagt. Der Schriftcharakter der Fälschungen läßt alle Möglichkeiten bis auf die Zeiten Innocenz' II. zu. Allerdings scheint die Schrift in der Urkunde Stephans V. (Curschmann n. 9) für eine etwas frühere Entstehung zu sprechen, und auch die Gründe, die C. anführt, weisen wohl auf eine frühere Zeit. Aber für die große Masse der übrigen Fälschungen mit Bestimmtheit die Zeit zwischen dem Wormser Konkordat, d. h. dem 23. Sept. 1122, und dem Tode des Erzbischofs Friedrich am 30. Januar 1123 anzunehmen, wie es vor C. schon Dehio (II Anhang

S. 38—41) getan hatte, dürfte kaum angängig sein. Die Gründe, die C. hierfür anführt, sind nicht so beweiskräftig, wie er meint; der Fehler der Beweisführung liegt, wie schon Tangl bemerkt hat, darin, daß C. die Bedeutung des Wormser Konkordates für diese Frage zu hoch anschlägt. Die Verbindungen Calixts II. mit Deutschland waren schon vor dem Konkordat vorhanden, wie die Reihe der deutschen Privilegien beweist; die Fälschungen hätten daher ebenso gut vor 1122 ihre Wirkung üben können als nachher. Der Codex Vicelini aber kann schwerlich für die Zeitbestimmung in Betracht kommen, weil, wie schon Koppmann bemerkt hat (Schlesw.-Holst. Jahrb. X 308), die Fälschungen nicht primitiv in einen Kodex eingetragen sein können, der zum Geschenk an eine auswärtige geistliche Anstalt (das Kloster Abdinghof) bestimmt war. Ich möchte vielmehr an eine frühere Zeit für jene große Masse der Fälschungen denken, weil sich dann die Schwierigkeiten weit besser lösen. Das folgenreichste Ereignis aus der Zeit der Kämpfe Hamburgs um den Norden war die Gründung des Erzbistums Lund im Jahre 1104 (JL. 5994); mit der Gründung dieses schwedischen Erzbistums, dem der ganze Norden untertan werden sollte, löste sich durch päpstliche Entscheidung das Band, das seit Anskar Hamburgs Erzbischöfe mit dem Norden verknüpft hatte. Dagegen mußte Hamburg Protest einlegen, wenn es nicht ein zwei Jahrhunderte altes Recht verlieren wollte. Gegen eine päpstliche Entscheidung aber konnten wirksam nur ältere päpstliche Privilegien helfen; dieselbe Ueberzeugung finden wir bei den in mancher Hinsicht gut vergleichbaren Passauer Fälschungen des Pilgrim. In diese Jahre dürfen wir daher unsere Fälschungen mit mindestens demselben Rechte setzen wie in die Jahre 1122/3. Auf diese Zeit passen weiterhin der Schriftcharakter der Fälschungen wie die Aufnahme in den Codex Vicelini. Vielleicht darf man auch darauf aufmerksam machen, mit welchem Nachdruck in der überwiegenden Mehrzahl der Fälschungen die Schweden in den Vordergrund gerückt werden. Das hatten sowohl Koppmann wie C. (S. 69 Anm. 1) bemerkt; bei dieser Auffassung der Dinge gewinnt die Tatsache eine besondere Bedeutung.

Die Besprechung mußte in vielen Punkten von C.s Ergebnissen abweichen; ich kann sie aber nicht schließen, ohne noch einmal hervorzuheben, daß auch diese Resultate auf der Basis der C.schen Untersuchungen beruhen, wie es alle ferneren tun werden.

Marburg A. Brackmann

Friedrich Nietzsche, sein Leben und sein Werk. Sechzehn Vorlesungen. Von **Raoul Richter.** Zweite, umgearbeitete und vermehrte Auflage. Leipzig 1909, Dürr. VII, 356 S. 4,80 M.

Nietzsche. Ein akademisches Publikum. Von **R. H. Grützmacher.** Leipzig 1910, Deichert. 197 S. 3,80 M.

Die Neuausgabe der Vorlesungen von Richter über Nietzsche hat die ursprüngliche Einteilung in eine ›Darstellung‹ und eine ›Beurteilung‹ seines philosophischen Werkes beibehalten. Dennoch ist diese Trennung der Gesichtspunkte sehr mißlich. Sie ist zunächst äußerlich unbequem und stellenweise gar nicht durchzuführen [1]). Sie ist aber darüber hinaus auch nicht ohne eigene sachliche Gefahren. Richter betont wiederholt, es ausschließlich mit einem Gegenstande der Philosophiegeschichte, nicht etwa mit einer allgemein historischen Biographie zu tun zu haben. Was veranlaßt ihn also innerhalb einer solchen einheitlichen Uebersicht wissenschaftlicher Ergebnisse noch das Referat von der Kritik zu sondern? Ich glaube, im Grunde der der neueren Geschichte der Philosophie geläufige Irrtum, die Bedeutung einer philosophischen Lehre lasse sich, im Unterschiede von der einer ›exakt‹ wissenschaftlichen, ohne bestimmte Voraussetzungen über die Wahrheit in dieser Wissenschaft auffassen, d. h. es sei überhaupt möglich, über philosophische Leistungen zu berichten ohne sie zu beurteilen. Richter bezeichnet als ›Pflicht‹ des darstellenden Teils, ›die Gedanken Nietzsches, unbekümmert um ihre logische Haltbarkeit, so überzeugend wie möglich, zu entwickeln‹ (S. 306). Hier tritt fast bis zum Wortwiderspruch deutlich hervor, wo der Fehler der angeblichen Objektivität einer bloß referierenden Behandlung steckt: es besteht die Vorstellung, als könne einer philosophischen Meinung (wohlverstanden: für die Geschichte der Philosophie als Wissenschaft) außer ihrer logischen Haltbarkeit, ihrer philosophischen Richtigkeit noch ein anderer Wert und eine andere Kraft zukommen, durch die eine besondere ›Ueberzeugung‹ begründet würde. Nun wäre noch eher verständlich, wenn umgekehrt die Prüfung eines Systems durch seine Logik, also allein auf seine Folgerichtigkeit in sich als Referat der Untersuchung seines Wahrheitsgehaltes als Beurteilung entgegengesetzt würde. Schlechthin unbegreiflich bleibt, was, abgesehen von Logik im weiteren Sinne, mithin von Schlüssigkeit und Richtigkeit zugleich, in einer Philosophie für die philosophische Teilnahme übrig ist. Der Versuch der Ausscheidung eines völlig unkritischen Berichts aus der Kritik scheint denn auch in der Tat die Vollständigkeit und Stichhaltigkeit beider beeinträchtigt zu haben.

1) Vgl. S. 329: ›Ich komme zur Erkenntnistheorie. Da ich ... in unsere Darstellung zur Erläuterung der oft mißverständlichen und mißverstandenen Anschauungen Nietzsches bereits die Kritik habe einfließen lassen, so darf ich mich hier kurz fassen‹.

Das auffälligste Beispiel dafür findet sich in Richters Darstellung der Lehre vom Willen zur Macht, wo fortwährend unzulängliche Beurteilung an unzulänglicher Auffassung Schuld wird und umgekehrt. Es ist längst keinem Zweifel mehr unterworfen und findet deshalb auch bei Richter die gebührende Hervorhebung, daß Nietzsche historisch die entscheidende Anregung zu seinen ethischen Entwickelungstheorien von den evolutionistischen Anschauungen der zeitgenössischen Naturwissenschaft empfangen hat. Im ersten Zustande ist also Nietzsches Ethik eingestandenermaßen biologisch gewesen, ihr Wertmaßstab und ihre Forderung die Anpassung an den tatsächlichen Verlauf der Entwickelung des Menschen, von der dann theoretisch wahrscheinlich wird, daß sie in die höhere Form des Uebermenschen auslaufe. In seiner ›Darstellung‹ dieser biologischen Moral ist Richter nahe daran, das Widersprechende dieses Begriffs zu sehen und auszudrücken (S. 217): ›Es erhebt sich die Frage: tut der Mensch damit nicht etwas ganz Ueberflüssiges, etwas, was die Entwickelung schon ganz von selber besorgt? Gleicht er nicht einem Reisenden, der durch Vorstöße mit dem Oberkörper im Sinne der Fahrtrichtung die Fahrt des Eisenbahnzuges, in dem er sitzt, mitzubestimmen, zu beschleunigen glaubt?‹ Richter beantwortet seine Frage zweideutig: ›Gewiß ein ernster Einwand — aber für Nietzsche kein schlagender‹. Das Letzte versteht sich, wenn Nietzsche trotzdem bei seiner Meinung blieb. Hier sollte es darauf ankommen, den Ernst des Einwandes, wurde er einmal erhoben, für jeden Standpunkt überhaupt zu erörtern. Leider aber wird aus den nun folgenden Schlußsätzen der zehnten Vorlesung nicht ersichtlich, ob ›logisch Haltbares‹ oder nur im Sinne Nietzsches ›Ueberzeugendes‹ vorgebracht werden sollte. Ich brauche nicht hinzuzufügen, daß ein Unternehmen der ersten Art hier und überall mißlingen mußte.

Daß hier das Problem der Möglichkeit einer biologischen Ethik unentschieden gelassen wird, rächt sich gleich in der nächsten Vorlesung bei der Durchnahme der einzelnen ›Stadien‹ von Nietzsches sittlicher Entwickelungslehre. Hier verschwindet in der Zusammenfassung aller dieser ›Stadien‹ unter dem Begriff des Evolutionismus gerade diejenige Wendung in Nietzsches Denken, durch die er seine praktische Philosophie von aller Heteronomie gegenüber der theoretischen losgemacht hat und von der die Absage an das ›gelehrte Hornvieh‹ der Darwinisten doch nur die unwichtige negative Seite ist. Nun sind gewiß die schlagendsten Zeugnisse dieser letzten Epoche in dem Nachlaßband 15 der Gesamtausgabe der Werke und im zweiten Bande der Biographie der Schwester erst nach dem Erscheinen der ersten Auflage des Richterschen Buches bekannt geworden. Um so

mehr Anlaß hätte vorgelegen, diesen neuen Stoff anders als in einer bloßen Fortsetzung des einmal vorhandenen Darstellungsschemas zu berücksichtigen. Das ist natürlich nur aus einem sachlichen Mißverständnis der antibiologischen Ausführungen Nietzsches unterblieben. Alles kam hier darauf an, die Tragweite der Nietzscheschen Kritik richtig einzuschätzen: Bestand sie wirklich, wie Richter will, nur in der besseren Erkenntnis einer tatsächlichen Richtung innerhalb der Entwickelung der Menschheit, in der Auslöschung der alten Theorie vom Triumph des Stärkeren durch eine neue vom Siege des Schwächeren [1])? Dann wäre allerdings nicht einzusehen, warum eine solche Berichtigung der Entwickelungsgeschichte des Menschen davon abgeschreckt haben sollte, diese Geschichte weiter aus dem biologischen Grundgesetz der Natur verstehen zu wollen. Und Richter hätte sich den Nachweis ersparen können, daß auch die letzte Phase von Nietzsches ›Ethik‹ mit der Entwickelungslehre nicht in Widerspruch stehe (S. 238). Nicht die Zerstörung der Entwickelungslehre aber ist der Inhalt von Nietzsches letzten ethischen Gedanken, sondern die völlige Entfernung dieser Lehre aus dem Kreise des ethischen Problems, die Vervollständigung seines Imperativs vom Uebermenschen gegen alle, so oder so beschaffene, tatsächliche Ergebnisse theoretischer Weltbetrachtung. Schon die endgültige Bestimmung des Uebermenschen im ›Antichrist‹ als eines biologisch zufälligen ›großen Gelingens‹ vergangener wie zukünftiger Bildungsvorgänge schließt die Unabhängigkeit dieses Ideals von dem Endablauf solcher Vorgänge ein. Die Bedeutung des neuen Schrittes ist klar: die Forderung des Willens zur Macht erhält hier zum ersten Mal überhaupt einen praktischen Sinn, weil damit nicht mehr bloß die überflüssige Aufgabe gestellt wird, das ohnehin naturnotwendige Geschehen noch zum Gegenstande des sittlichen Entschlusses zu machen [2]). Nietzsches Ethik gelangt so unbewußt und nur durch die scharfe Auseinandersetzung mit ihrem eigenen unreinen Ursprung an den tiefsten Punkt, den die praktische Philosophie seit Kant erreicht hat, vor die Unbegründbarkeit der

1) Die Ausdehnung dieser historischen Einsicht auf die eigentliche, naturwissenschaftliche Biologie tritt ja bloß in der bescheidenen Form der Hypothese auf, Werke XV 346: ›Gesetzt, daß man uns nicht den Grund aufzeigt, warum der Mensch die Ausnahme unter den Creaturen ist, neige ich zum Vorurteil, daß die Schule Darwins sich überall getäuscht hat‹.

2) Vgl. Werke XV 346 f.: ›Will man die Realität zur Moral formulieren, so lautet diese Moral: Die Mittleren sind mehr wert als die Ausnahmen. ... Gegen die Formulierung der Realität zur Moral empöre ich mich: deshalb perhorrescire ich das Christentum mit einem tödlichen Haß, weil es die sublimen Worte und Gebärden schuf, um einer schauderhaften Wirklichkeit den Mantel der Tugend, des Rechts, der Göttlichkeit zu geben‹.

obersten sittlichen Erkenntnis. Auf welcher praktischen Erkenntnis, d. h. doch Forderung, sollte das Sittengesetz ruhen, wenn es selbst die höchste ist? Und welche theoretische Erkenntnis, d. h. Aussage über ein Sein, könnte den Maßstab für das Sollen abgeben? Entgegen der verbreiteten Ansicht, die auch die Richters (S. 214) ist, Nietzsches ethische ›Oberwelt‹ entnehme seine Hauptkraft aus der Wertschätzung des biologischen Lebensbildes schlechthin, ist zu betonen, daß jener Wert umgekehrt erst durch Beiseitesetzung dieser theoretischen Instanz als Wert an sich seine Reinheit und Konsequenz bekommt.

Aber natürlich ist es nur die Form der sittlichen Verbindlichkeit, die in Nietzsches Ethik durch ihre Reife so geläutert erscheint. Der Gegenstand der Verbindlichkeit wird mit dem Wegfall der täuschenden biologischen Stütze erst recht problematisch. Dies Problematische spricht sich auch bei Richter (S. 213) in der Formel von der individuellen Setzung und dem universellen ›Inhalt‹ des Nietzscheschen ›Oberwerts‹ aus. Sie versucht ganz berechtigter Weise den Anspruch des Oberwerts wiederzugeben, mit dem er den ihm unterzuordnenden ›Unterwerten‹ doch nicht bloß als beliebiges, sondern als irgendwie gebotenes Ziel vorantritt. Wenn indessen zugestanden wird, daß der Begriff eines dem Ursprunge nach rein persönlichen, d. h. zufälligen Imperativs in einer philosophischen Ethik ebensowenig statt haben kann als der der Offenbarung in der Religionsphilosophie, so wird nicht behauptet werden, daß an der Zufälligkeit eines individuellen Imperativs seine ebenso zufällige inhaltliche Uebereinstimmung mit irgendwelchen überindividuellen Werten etwas zu ändern vermöchte. Diese Werte müßten ja umgekehrt ethisch erst durch den individuellen Imperativ ihre Legitimation erhalten. Dies ist nun genau der Fall der angeblichen Vereinigung von Individualismus und Universalismus, d. h. kritisch gesprochen Zufälligkeit und Notwendigkeit, in Nietzsches Sittengebot der Lebensbejahung. Ist das Gebot persönlich-zufällig, so wird es auch dadurch nicht notwendig, daß sein Gegenstand, das Leben, ein ›sachliches Prinzip‹, einen ›universellen Wert‹ darstellt. Denn läge in der Natur dieses Wertes wirklich die notwendige Verbindlichkeit seiner Anerkennung, so hätte es keinen Sinn, daneben noch diese Anerkennung zum Gegenstande einer persönlichen Forderung zu machen. Richters Auflösung des Widerspruches zwischen zufälliger und notwendiger Wertsetzung beruht denn auch ganz auf einem dialektischen Schein: Wenn vermeintlich in dem zufälligen Gebot ein notwendiger ›Inhalt‹ gefunden wird, so ist dabei dem Begriff des Inhaltes eine ganz irreführende Ausdehnung gegeben; Inhalt des Nietzscheschen Imperativs ist seine

Forderung, die Bejahung des Lebens, deren Wert als individueller problematisch bleibt, das Leben selbst ist nicht Inhalt, sondern Gegenstand des Imperativs, und sein Wert, welchen es immer haben mag, entscheidet nichts über den ethischen Wert der Lebensbejahung, von dem der Imperativ redet.

Die hergebrachte Meinung ist, Nietzsches Kritik der Ethik habe sich auf die Reihe der berühmten Zergliederungen beschränkt, in dem er die Unmöglichkeit eines rein logischen Ursprunges der Moralbegriffe dartat. Das Vorstehende wird genügen, um anzudeuten, wie seine Philosophie sich schließlich auch von dem entgegengesetzten Irrtum befreit hat, es lasse sich irgend eine Verbindlichkeit in der Moral auf erfahrungsmäßige Wertungen gründen, nach Lessings religionsphilosophischem Epigramm eine notwendige Vernunftwahrheit auf zufällige Geschichtswahrheiten zurückführen. Nun bleibt zwischen diesen beiden Mißverständnissen der Entstehung praktischer Werte nur noch eine doppelte Möglichkeit, dem tatsächlichen Anspruch des Geistes auf solche Werte gerecht zu werden. Gegen den empirischen Charakter aller sinnlich vermittelten Werte werden sich die gesuchten zunächst als allgemein und notwendig bestimmen. Dann aber wird die weitere Opposition gegen eine rein logische Moral leicht übersehen lassen, daß neben Allgemeinheit und Notwendigkeit der sittlichen Werte auch noch ihre Begrifflichkeit, d. h. logische Mitteilbarkeit, unumgänglich erfordert wird, damit eine Verbindlichkeit zu ihrer Anerkennung und Verwirklichung überhaupt zu Stande komme. Die Bemühungen von Kant und Fries haben längst ergeben, welches die Voraussetzung einer solchen zugleich überlogischen und doch begrifflichen, nicht beweisbaren, wohl aber begründungsfähigen Wertungsweise in der Organisation der Vernunft ist: die logisch nicht abgeleitete, sondern unmittelbare, gleichwohl auch nicht evidente, sondern ursprünglich dunkle Erkenntnis des notwendigen, kategorischen Imperativs, dieser Metaphysik der praktischen Vernunft. Dieser Metaphysik auch nur nahe zu sein, war Nietzsche durch sein antilogisches Vorurteil verhindert. Auch Richter (S. 340f.) aber räumt in der neuen Auflage seines Buches ein, daß Nietzsches eigene Metaphysik mit der größten Entschiedenheit auf die Forderung allgemeingültiger, weil notwendig von allen erstrebter Werte zurückkommt. Damit ist denn sogleich gesagt, welcher letzte Ausweg zur Befriedigung des obersten Wertbedürfnisses ihr noch übrig war: es ist die Verweisung auf den allgemeinen und notwendigen, aber unbegrifflichen Wert der Dinge, d. h. auf die Aesthetik. Erst die Einsicht in die ästhetische Natur von Nietzsches Oberwert lehrt verstehen, welchen ganz anderen als biologischen Sinn jener rätselhafte Begriff des überall zu bejahenden

Lebens hat. Aesthetische Erkenntnis der ewigen Weltbedeutungen ist die Lehre, Fähigkeit ästhetischen Aufnehmens und Schaffens die Kraft, die sie predigt. Tausende von Erfahrungen der Zukunft werden unsere Kultur langsam den Tiefen nähern, die in dieser künstlerischen Anschauung des Daseins geahnt sind. Ihre Leistung für eine wirkliche Ethik, eine Wertlehre von Notwendigkeit vor und hinter allen Kulturen, ist mit zwei Worten beurteilt: Nietzsches Oberwert, die Lebensbejahung, bleibt trotz des notwendigen ästhetischen Wertes seines Gegenstandes, des Lebens, seinerseits als ethischer Wert problematisch und in Entschluß und Beurteilung praktisch unanwendbar, nicht weil er nicht allgemein, sondern weil er nicht begrifflich ist.

Dabei ist natürlich nur von der positiven Leistung der Nietzscheschen Ethik die Rede. Wie unentbehrlich noch heute ihre negativen Ergebnisse sind, wird durch nichts besser erläutert als durch das Buch des Theologen Grützmacher, das ebenso wie das Richtersche aus einer akademischen Vorlesung hervorgegangen ist. In seiner Auseinandersetzung mit Nietzsches Moraltheologie ist die große Schärfe der Polemik, wovon die übrigen Kapitel doch ungleich freier sind, keineswegs zufällig. Noch weniger die eigentümlichen Mißverständnisse, die bei der Wiedergabe von ›Nietzsches Kritik der geltenden Moral und Religion‹ in der neunten Vorlesung begegnen. Zunächst die Auffassung der Lehren über den Ursprung der Moral als ›Hypothesen‹ über einen vorhistorischen Zustand der Menschheit, wo es sich in Wahrheit doch gerade um die feinsten Abstraktionen aus großartig zusammengefaßten historischen Tatsachen wie der antiken Sklavenwirtschaft oder der Geschichte der Eroberungskolonisationen handelt. Sodann die Konstruktion des angeblichen Widerspruchs zwischen der Theorie des sklavenmoralisch-nützlichen Gut und Böse im ›Jenseits‹ und der der schädlichen Instinktperversion bei den Unterdrückten in der ›Genealogie‹ (S. 138): sieht Grützmacher nicht, daß die zweite Fassung der Moralgenese nichts anderes ist als die psychologische Erklärung der ersten, daß mit der Umbiegung des Herrschafts- und Freiheitsdranges durch den Sklaven gegen seine eigene Persönlichkeit ja eben erst die Bildung der besonderen Sklavenmoral beginnt, die dann durch Systematisierung der perversen Selbstverleugnung allmählich eine den Herren überlegene Machtentfaltung erreicht? Die Erklärung der Situation ist, daß das Pathos des ästhetischen Antichristen hier auf das eines Vertreters der christlichen Weltanschauung, des ästhetischen Gegenwertes, stößt. Aber ohne die Kraft dieser beiden miteinander vergleichen zu wollen, ist doch zu sagen, daß Nietzsches Stellung außerdem von vorne herein eine eigene Würde behauptet. Nicht die kulturelle Bedeutung von Sklaven- und Herrenmoral, von

Christentum und Antichristentum ist hier das Problem, sondern die Reinigung der Moral von der Bemengung mit allen diesen Kulturfragen, ein Problem, das durch jede erfolgreiche Unabhängigkeitserklärung und jede Bloßstellung falscher Herrschaftsansprüche weiter gebracht wird.

Eine Ethik wie die Grützmachers, die den Ursprung ihrer Verbindlichkeit in der Religion findet, darf wohl scheinbar mit einer geschickten Wendung Nietzsche selbst zum Zeugen für die Notwendigkeit einer solchen Begründung der Moral anrufen (S. 148): ›Auf das Prinzipielle gesehen, hat Nietzsche hier durchaus das Richtige getroffen. Religion und Moral gehören geschichtlich wie sachlich betrachtet zusammen, sind so eng miteinander verklammert, daß die Erschütterung der einen auf die Dauer auch die der anderen im Gefolge haben muß. Der scharfe Unterschied zwischen Gut und Böse, wie der absolute Charakter des: du sollst, läßt sich in der Tat nicht ohne eine Veräußerung in einer transzendenten Welt begründen‹; und (S. 149): ›Nietzsche identifiziert praktisch Religion überhaupt mit dem Judentum und Christentum. Unsere nordischen Anschauungen gehen auf sie beide zurück, nicht aus dem Herzen eines jeden Menschen sind sie erwachsen, sondern eine Folge der geschichtlichen Erziehung durch Christentum und Judentum‹. Wenn aber nun aus der vermeintlichen Uebereinstimmung des Nietzscheschen mit dem christlichen Begriff der Ethik stillschweigend gefolgert wird, daß seine Gegnerschaft gegen die Moral ein Erzeugnis seiner Religionsfeindlichkeit gewesen sei, so ist genau das Umgekehrte wahr: weil Nietzsche über dieser ›geltenden Moral‹ eine besser als historisch beglaubigte, gültige Sittlichkeit suchte, bekämpfte er in den Religionen und vornehmlich dem Christentum das gefährlichste Surrogat seines Ideals. Und vor dem Verdienst dieser Problemstellung verschwindet das Mißlingen der Lösung so lange, bis das Problem überhaupt begriffen ist. Grützmacher (S. 148) disjungiert von der wahren, religiösen Ethik die falsche, die utilitaristische, pessimistische und evolutionistische. Diese Disjunktion möglicher Moraltheorien ist aber deshalb unvollständig, weil die angeblich wahre ebenso falsch ist wie die übrigen. Unter anderen fehlt auch die tatsächlich wahre, die kritische. So kann das Kritische in Nietzsches Ethik von diesem Standpunkt keine Würdigung erfahren.

Welcher grobstoffliche ethische Dogmatismus hier die alten populären Vorurteile gegen Nietzsches ›Unmoralismus‹ (um mit Fouillée zu reden) wieder belebt, sei nur beispielshalber an der Besprechung des Uebermenschenideals nachgewiesen. Grützmacher (S. 173 f.) gibt zu, daß dieser Begriff auf der einen Seite einer ›idealistisch-morali-

schen« Deutung fähig sei, legt aber desto größeren Nachdruck darauf, daß er in Nietzsches historischen Beispielen (Cesare Borgia, Napoleon) meist einen anderen »naturalistisch-egoistischen« Typus annehme. Die dogmatische Bestimmung des Sittlichen als altruistisch oder doch wenigstens negativ als nicht egoistisch tritt nirgends mit größerer Sicherheit auf, als wo die letzte Konsequenz des Egoismus zur Vernichtung fremder Persönlichkeiten und damit zur Verletzung auch des kategorischen Imperativs der Kritik zu führen scheint. Allein es ist nicht zu vergessen, daß die notwendige Beschränkung jedes Handelns und also auch des egoistischen durch den kategorischen Imperativ ihrerseits wieder einen Grenzfall in der Planke des Karneades hat: wo im Kampfe um die physische Existenz von zwei Persönlichkeiten nur eine erhalten werden kann, ist der Untergang der minderwertigen geboten ganz ohne Rücksicht auf Ego, aber auch auf Alter. Eine so einfache Ueberlegung ergibt die Möglichkeit eines äußersten von pflichtmäßigem Egoismus und pflichtwidrigem Altruismus. Sie sollte davor warnen, noch immer mit derartigen Maßstäben gesellschaftlicher Uebereinkunft gleichsam von außen die riesenhaften Erscheinungen individuellen Menschenwertes bezwingen zu wollen. Nur dieser Irrtum kann gegen die fast klassische Strenge verblenden, mit der Nietzsches ethische Geschichtsbetrachtung die Schicksale seiner Uebermenschen in ihrer Erhabenheit über Freude und Leid auch als sittlich notwendig verstehen lehrt.

Berlin Carl Brinkmann

Le Kitāb al Ḥamâsah de Aboû 'Ubâdat al Buḥturî édité d'après l'unique Ms. conservé à la Bibliothèque de Leyde avec Préface, Tables, Variantes et Notes critiques par le *P. L.* **Cheikho**, S. J. Tiré à part des »Mélanges de la Faculté Orientale«, t. III², IV, V. Paris, H. Champion; Leipzig, Harrassowitz 1910. LXXXVI, 298 S. Prix 25 fr.

Von dem Veranstalter dieser Anthologie, al Buḥturī († 205/820) vom Stamme Ṭajji, der unter dem Chalifen Mutawakkil am Hofe von Bagdad lebte und uns auch einen eigenen Dīwān hinterlassen hat, wissen wir, daß er seine Karriere dem schon damals berühmten Abū Tammām, seinem Stammesgenossen, verdankte, der mit seiner »Ḥamāsa« eben erst bewiesen hatte, auf welchen Beifall eine gute Anthologie alter Gedichte rechnen könne. Abū Tammām scheint der erste gewesen zu sein, der den bisher üblichen Sammlungen von Einzeln- und Stammesdīwānen eine Auswahl aus verschiedenen Dichtern nach sachlichen Gesichtspunkten gegenüberstellte. Zu diesem klassischen Werk nun wollte Buḥturī mit seiner Anthologie, wie es auf dem

Titelblatt der Handschrift heißt, ein Seitenstück liefern, wohl auf Veranlassung von Mutawakkils Vezīr al Fatḥ b. Ḫāqān, dem er es gewidmet hat.

Wie bei Abū Tammām beginnt diese Sammlung mit Gegenständen, die sich auf Kampf und Krieg beziehen. Insofern läßt sich der Titel ›Ḥamāsa‹ rechtfertigen. Aber in Wirklichkeit ist es wohl ein Reklametitel, wie er noch im 12. und 13. Jhdt. unserer Zeitrechnung für Anthologien begegnet. Schon in diesen ersten Kapiteln springt die Verschiedenheit der Tendenzen der beiden Veranstalter in die Augen. Während Abū Tammām neben vielen kleineren Fragmenten doch auch manche umfangreichere, und ganze Gedichte aufgenommen hat, sind es bei Buḥturī überwiegend kurze Stücke, nicht selten nur aus einem bis drei Versen bestehend. Jener wollte das Beduinenleben aus seiner Poesie darstellen, diesem kam es darauf an, Einzelzüge zusammenzustellen, und zwar, wie man schon längst erkannt hat, in didaktischer Tendenz. Gegenüber Abū Tammāms zehn Kapiteln (Heldenlieder, Totenklagen, Sprüche der feinen Sitte, Liebeslieder, Schmähgedichte, Gast- und Ehrenlieder, Beschreibungen, Reise und Ruhe, Scherze, Weiberschmähungen) verteilt er seinen Stoff auf nicht weniger als 174 Kapitel. Eine solche Arbeit mit der Scheere war natürlich nicht ohne Willkür zu machen; von Systematik ist wenig zu merken. Deshalb läßt sich auch der Inhalt nicht gut in Kürze zusammenfassen. In groben Umrissen ist er etwa folgender: Von den Kampfesweisen, Behandlung der Feinde, nächtlichen und listigen Ueberfällen, Groll und Zank, Vorzug des Todes vor der Schande, Rache, Freundschaft und Verbrüderung, von der Vergänglichkeit der Stämme und Völker, der Kürze des Lebens und dem Tode, den Prüfungen der Welt, von Schadenfreude, Undankbarkeit und anderen niedrigen Eigenschaften, von der richtigen Wahl der Ehemänner (Genet. obj.!), von Ausdauer und Standhaftigkeit, Treue, Verschwiegenheit, vom Alter mit seinen Vorzügen und Schwächen, von Verschwendung, Geschäftshandel, Treuwort und Betrug. Den Schluß bilden die Totenlieder von Frauen.

Als eine Art Synopse orientiert uns das Werk vielfach gut über die Anschauungen verschiedener alter Dichter betreffs der genannten Gegenstände.

Die Dichter, die zum Worte kommen, sind teils die berühmten, von denen auch Abū Tammām Gedichte übernommen hat, teils solche, die uns weniger oder gar nicht bekannt sind. Buḥturī bevorzugt natürlich Moralisten, wie Ṣāliḥ b. ʿAbd al Quddūs al Azdī, ʿAbdallah b. Muʿāwija, ʿAdī b. Zaid al ʿIbādī, Jaḥjā b. Zijād, Aʿšā-Qais; sie werden z. T. dutzende Mal zitiert. Dann auch gern Labīd, Kuṯajjir, u. a. m.

Buḫturī scheint mit diesem Werke keinen großen Erfolg erzielt zu haben. Es wird von arabischen Bibliographen und Biographen nur ein paar Mal erwähnt. Und erhalten ist es uns in einer einzigen Handschrift, die der Holländer L. Warner im 17. Jhdt. in Konstantinopel entdeckt und mit seiner berühmten Sammlung der Leidener Universität vermacht hat. Sie stammt etwa aus dem 15. Jhdt.

Mit diesem wertvollen Unikum haben sich die Arabisten fleißig beschäftigt, und es ist, dank der liberalen Verkehrsgrundsätze der Leidener Bibliothek, viel unterwegs gewesen. Wohl als erster kopierte es Reiske; ausführliche Proben teilte sodann Nöldeke in seinen ›Beiträgen zur Kenntnis der Poesie der alten Araber‹ 1864 mit; im J. 1893 veröffentlichte R. Geyer in der Zeitschr. d. Deutschen Morgenl. Gesellsch. daraus einige sonst unbekannte Fragmente aus den Dichtern der sechs Dīwāne und lieferte einen alphabetischen Index der von Buḫturī zitierten Dichter. Und die meisten Bearbeiter altarabischer Diwane werden die Hs. direkt oder indirekt benützt haben.

Es wäre vielleicht angezeigt gewesen, wenn Cheikho bei dieser Gelegenheit einmal daran erinnert hätte, daß im J. 1853 Hammer-Purgstall unserem Werke nicht weniger als 114 Seiten seiner ›Literaturgeschichte der Araber‹ gewidmet hat (Bd. IV, S. 746 ff.). Denn er hat nicht nur den größten Teil übersetzt, sondern auch in der richtigen Voraussicht, daß es mit einer Ausgabe des Werkes noch gute Weile haben möchte, die Kapitelüberschriften und die Dichternamen der Reihe nach vollständig mitgeteilt. Ahlwardt hat mit seinem Specimen vom J. 1859 den für seine Zeit zweifellos hervorragenden und gelehrten Mann, dem in seinem Alter die in Paris wiedererweckte und von da zunächst nach Leipzig übertragene moderne arabische Philologie über den Kopf gewachsen ist, kurz nach seinem Tode so gründlich erledigt, daß man seither auch da von ihm absieht, wo er belehren könnte.

Dieses bibliographische Verdienst Hammers läßt sich nicht beseitigen. Ebensowenig allerdings ist zu leugnen, daß die Uebersetzungen echt Hammersch sind und der Kritik im einzelnen so wenig standhalten wie diejenige des ›Chalef‹. Ahlwardt hätte sein Motto vermutlich um so eher auch auf sie angewendet, als es in unserer Ḥamāsa selbst steht (Nr. 1268)[1]. Aber wer die Hs. selbst oder Cheikhos Tafel oder die photographische Reproduktion der Hs. kennt, weiß, daß dieses Nasḫī schon rein äußerlich seine Schwierigkeiten für den Leser hat. Daß Hammer sich mit solchen Finessen nicht herumschlug, ist bekannt; aber auch penible Forscher wie Geyer und Cheikho sind durchaus nicht immer gleicher Meinung.

1) Ahlwardt aber hatte es wohl aus Freytags Proverbia II, S. 485.

Die soeben erwähnte, von der de Goeje-Stiftung herausgegebene photographische Reproduktion ist (mag sie auch in erster Linie dem ›Unikum‹ gelten) jedenfalls von diesem Gesichtspunkt aus besonders zu begrüßen. Es mag da jeder selbst von Fall zu Fall nachsehen, was ihm dazustehen scheint. Cheikho hat sie noch für seine Anmerkungen und Nachträge benützen können; mir ist sie bisher leider unzugänglich geblieben, und so muß ich sie im Folgenden unberücksichtigt lassen.

Cheikho hat für die Kopierung der Hs. — 400 Seiten — eine Woche Zeit zur Verfügung gehabt (S. LXXXV). Es ist also unmöglich, daß er überall absolut richtig gelesen und nichts übersehen hat[1]). Aber auch andere haben wohl nicht immer das Richtige. Einige Beispiele:

Nr. 30 haben sowohl Geyer[2]) als Hammer-Purgstall hinter عروة بن شراحيل noch التميمىّ, Nr. 1038 hinter المرادىّ noch الفزارىّ gelesen, während beides bei Ch. fehlt. — Zu Nr. 980 bemerkt Ch. ausdrücklich, die Hs. habe حَيّار, und doch hat H.-P., so unendlich oft er sich sonst in diesen Handschriften verlesen hat, hier حَيّان gelesen, was das richtige ist, vgl. Aġ. XV, 139₉. — Nr. 1032 gibt Ch. بن عبد قيس, dagegen die beiden Wiener nur بن قيس. — Nr. 1029 haben Ch. und H.-P. حكم, Geyer الحكم.

Von unsicheren Lesungen erwähne ich nur Nr. 1028, wo Ch. مُوَقّب, G. مُرْعِب, H.-P. gar موكّب, und Nr. 1016, wo Ch. und H.-P. مفروق, G. معروق hat. — In Nr. 1120 habe ich s. Z. im dritten Vers, der übrigens von einer flüchtigen persischen Hand am Rande nachgetragen ist, nicht wie Ch. ابوك هناب سارق abgeschrieben, sondern (sic) ابوك ضباب دادرق. — Nr. 1185, V. 1 hat die Hs. nach meiner Kopie غاو, nicht غاد; ferner Nr. 1184 das richtige كذاك (Ch. كفك), wie es auch Provv. II, 330, Nr. 57 Schol. steht. (In Ǧāḥiẓ's Ḥajawān I, 10, wo alle drei Verse zitiert sind, ist daraus كذأب geworden!). — In Nr. 612, V. 2ᵇ hatte ich فَلَلْعَيْش abgeschrieben, während Ch. فلا العَيْش druckt.

Die unzähligen falschen Vokale der Hs. hat Ch. natürlich meist richtig verbessert, z. T. stillschweigend, wie z. B. Nr. 884, V. 1, wo Hs. لَحَارَيْتِ (sic) — aber unnötig 272₂, wo نَعجِلْ der Hs. so gut ist wie der von Ch. hergestellte vierte Stamm.

1) Allerlei übersehene Verse konnte er denn auch in den Anmerkungen nach den Photographien nachtragen.

2) In seinem Index ZDMG Bd. XLVII, S. 424 ff.

Wie hoch Buḥturīs Kollektaneen als Zeugen der Ueberlieferung zu bewerten sind, kann hier nicht untersucht werden. Nach einzelnen Proben kann ich mir keine sehr günstigen Vorstellungen machen. Wenn Nr. 1067 einem neuen Dichter zugeschrieben wird, während sie nach Ausweis von Mu'ammarīn (s. Ch.) noch zur vorigen gehört, so ist das ein zufälliges Versehen Buḥturīs oder eines Abschreibers. Aber es fehlt z. B. hinsichtlich der Versfolge, der gegenüber die Ueberlieferung ja überhaupt oft recht willkürlich verfuhr, nicht an Anzeichen dafür, daß Buḥturī zu seinen Zwecken besonders frei mit ihr geschaltet hat. So hat er in Nr. 227 hinter V. 4 und 6 je einen Vers ausgelassen, wie der Huḏailitendīwān Nr. 21 zeigt; wofür er allerdings vor jenem einen anderen Vers voraus hat[1]). In eben diesem Dīwān, Nr. 22, finden sich die Verse Nr. 228, und zwar als Verse 3. 7. 8. 11. 12; also ist Buḥturīs Text wieder verkürzt[2]). Er hat, um dies nebenbei zu bemerken, auch wohl einmal eine Dialektform durch die hocharabische ersetzt, so das huḏailitische يَازَعَهم Nr. 226 durch وَازَعَهم[3]); die drei Verse stehen nämlich ebendort Nr. 28 im Kapitel von Sā'ida b. al 'Aǧlān. (Beachte in V. 3 أُخَذ bezw. im Schol. وخَذ, gegenüber خَدَد unseres Textes.)

Es gibt aber auch Fälle, wo Buḥturī die richtige Tradition repräsentiert. So wird z. B. die Versfolge in Nr. 362 durch Aǵ. IX, 4 und Provv. III[1], 378, und für die beiden ersten Verse auch durch Māwerdī ed. Enger 68, bestätigt, während die »große Ḥamāsa« (378) und andere den mittleren Vers voranstellen. Ebenso beginnt er in Nr. 1049 das Gedicht des Ibn Muqbil, von dem wir außer diesen neun Versen nur noch zersprengte Verse und Verspaare haben, mit dem eigentlichen Anfangsvers (Binnenreim), während bei I. Qutaiba alle drei Hss. 6—4, voranstellen. — Daß sich allerlei Verse zur Ergänzung von Dīwānen ergeben, hat, wie bereits bemerkt, Geyer für Ahlwardts sechs Dichter gezeigt. Man wird das mit der Zeit noch weiter verfolgen müssen; ich erwähne hier nur den Vers des Mutaqqib Nr. 804 auf وَعُوِرُها (l. وعُوِرُها), der gewiß zu Mufaḍḍ. XXII gehört.

Nicht vertrauenerweckend sieht es aus, wenn Buḥturīs Lesarten ganz allein stehen, wie z. B. in Nr. 285 mit dem فلا وابيك, oder wie

1) Es sind hier einige Varianten zu beachten, z. B. in V. 6 حاظ, wie es die Randlesart bei Buḥturī hat.

2) Der Dīwān bietet للرَّقال, wie wieder die Randlesart bei Buḥturī.

3) Allerdings kommt auch dieses in jenem Dīwān vor (169, 9), wird aber eben Korrektur sein.

in Nr. 1418, 1, wo die Lesart von Lisān und Tāǧ noch durch Alfāẓ 550_{10}f. gestützt wird.

Es ist also sehr wichtig, daß wir uns eine möglichst genaue Kontrole über diese 1454 Fragmente verschaffen. Hier ist es kein Sport, sondern wirkliches Erfordernis, wenn man an Verweisen und Parallelen aufbringt, was sich irgend finden läßt. Jede neue Stelle ist ein positives oder negatives Zeugnis. Ch. hat das erkannt und infolgedessen die Schleusen seiner Belesenheit geöffnet. Wenn trotzdem noch ziemlich viele Nummern isoliert bleiben, so kommt das teils daher, daß sich moralisierende Verse schwerer in anderen Werken wiederfinden lassen als etwa historische, teils allerdings auch daher, daß Buḫturī zuweilen Quellen benutzt hat, die uns bisher unbekannt sind. In dem archäologisch-antiquarischen Kapitel 49 fließt vielfach die südarabische Tradition. Aber wie steht es z. B. mit der Herkunft und Echtheit des sonst nirgends überlieferten Fragmentes des ›ʿAdī b. Zaid‹ Nr. 393, wo neben jamanischen Dingen Qubāḏ und Aḥiqār (حَيْقار) zur Sprache kommen?

Zu den gelegentlichen Aeußerungen Ch.s über seine Auffassung schwierigerer Stellen erlaube ich mir nur ein paar wenige Gegenvorschläge. Nr. 397_3 möchte ich unter dem ›Zweigehörnten‹ nicht den Munḏir verstehen, sondern den Alexander, von dessen Reich es mit Fug heißen kann, es habe sowohl Indien (das muß doch irgendwie in الهَنايِد stehen) als الرَّدْم umfaßt; denn der ›Wall‹ ist m. E. die Mauer von Gog und Magog, vgl. Sūra 18_{94} Ǧāḥiẓ, Buḫalā' 227_2 u. s. w.). — 882 nimmt Ch. an dem Indikativ يُعَمِّرُ unnötig Anstoß; der Sinn verlangt einen Hauptsatz: ›Strebe nach Gewinn: der Besitz hält den Menschen am Leben‹. — 1184, 2 versteht Ch. in der sprichwörtlichen Redensart, für die er selbst auf Maidānī II, 75 verweist (Provv. II, 330, und vgl. Aǵ. XVIII, 138_6, Baihaqī 442_{16}, Ps.-Ṯaʿalibī, Vertrauter Gefährte 126_{11}) unter ثور auffallenderweise ›*la mousse*‹ statt ›Stier‹. Jene Auffassung ist, trotzdem sie einige Scholiasten vertreten (z. B. Provv. a. a. O. und vgl. Cheikho zu dem Verse des Aʿšā in Naṣr. 396_6 = Provv. III^2, 478), gewiß ganz verkehrt. Dasselbe gilt folglich von seiner Bemerkung zu dem Verse Nābiġas Nr. 1181, V. 2.

Dem Wunsche des Herausgebers, die Fachgenossen möchten ihm ihre Bemerkungen zu Handen einer etwaigen Neuausgabe nicht vorenthalten, komme ich schließlich meinerseits in dem bescheidenen Maße nach, das mir ein einmaliges rasches Durchgehen ermöglicht hat. Eine Anzahl neuer Parallelen ist schon im Bisherigen gegeben. Ferner:

Nr. 99. Vgl. Dīwān Ḥassān (Tunis) 83 = J. Hišām 772.

Nr. 129. Das richtige أُصالحُكم im Verse des A'šā steht bei I. Hišām 199₉ = 374₈, wo übrigens يَسَّرْتُها statt يَشَّرْتُها.

Nr. 229 steht im Huḏailitendīwān Nr. 84; der Dichter heißt hier عُمَيْر بن الجَعْد u. s. w. Die von Buḥturī zitierten Verse entsprechen den dortigen Versen 5—9. Nebst einigen anderen Varianten steht dort statt بالجزْع من نَقَرَى:بالحَقّ من نَقَرٍ; darnach ist Ch.s Verbesserung بالجوّ überflüssig; ferner steht dort das richtige رَفَّعْتُ (2. Stamm), sodaß kein و davor zu ergänzen ist.

Nr. 236. Statt جَذْعاء heißt der Vater des Dichters bei Jāqūt (s. Ch. z. St.) جُحَيْظة, aber Provv. II, 562, Nr. 20 حَنْظَلة. — Hier auch أَقَبُّ statt أَجَشُّ.

Nr. 241. Zu dem ersten Verse des Naǧāšī vgl. noch 'Ujūn 199.

Nr. 247. Das Verspaar steht im Zusammenhang Aǵ. III, 6 f. (mit Varianten.

Nr. 261. Vgl. Qut., Poes. 234.

Nr. 388, V. 2 يَصِيرُ قَابًا »wird zu Staub« (eigentlich »staubig«). قَابًا kann nur = هابيًا sein. هابٌ neben هابٍ (z. B. Ḥansā' 39₂ 137 g. u.) hat Parallelen an هارٌ neben هارٍ und anderen Adjektiven oder Partizipien, die man bei Nöldeke, Neue Beiträge 1910, S. 210 ff. passim findet.

Nr. 396, V. 6. Vgl. Jāqūt II, 282₉, wo تَدَلَّى und مُلْكِه.

Nr. 523. Der Vers findet sich, ebenfalls anonym, nebst einem anderen Bajān I, 210₂₂ und zwar mit dem richtigen مَتْنُه (statt مَسُّه).

Nr. 612. V. 1 = L'A كدح; mit فما Baiḍāwī II, 105 paen. (anonym), mit هل الدهر Ḥajawān III, 14.

Nr. 894. يُلاقِ (so auch Hs.): man erwartet يُلاقِ.

Nr. 921. Es läßt sich 'Ujūn 51₉ hinzufügen. Uebrigens vgl. das Sprichwort لا يُطاع لقصيرٍ أَمْرٌ Provv. II, 536, Nr. 424 = Maid. I, 157, II, 126.

Nr. 972. S. Mu'ammarīn S. ١٠٢ oben und Goldziher z. St.

Nr. 1049. Gegenüber Buḥturīs يوم الوقت V. 1 ist يوم البعث nicht nur durch Qut. bezeugt (s. Ch.), sondern auch durch L'A (vgl. Lane I, 2455), wo übrigens außerdem وَاقْتَيِينَ statt وَالْتَاتُ. — V. 3 ist öfter zitiert, z. B. Muḥāḍarāt II, 189. — V. 4 تَلِيَّات: Alfāẓ 568₁ تُلُنّات. —

V. 9 zu بِجَنْبِ القاع من مَرَغ zitiert Ch. aus Jāq. III, 70 ببَطْن القاع من سُرْج (Var. سرح, vgl. L'A سرح). Aber Jāq. I, 267 steht dafür غداة القاع من أُسُن (vgl. L'A أسن: ماء لبنى تميم), III, 77₂ سُرُع, und so Bakrī 773₁₉; L'A انس: أُنُس (ماء لبنى عجلان).

Nr. 1050. V. 1: Šawāhid Muġnī 99₅ v. u. (mit يومًا عذار لجام). — V. 2: Kāmil 124₁₉. — V. 3. 4: Muraṣṣa' S. 100, 5/6.

Nr. 1131. Die richtige Fassung des Verses hat, nebst einem zweiten, Qut. Poes. 111₇, und zwar besser mit والمرء, und mit يُصْلِح.

Nr. 1173. Dieser Vers des al Afwah al Audī, sonst m. W. nirgends überliefert, endigt bei 'Ainī I, 451 nicht auf تُرْذِل, sondern auf ينزع. Er lautet hier:

وكل ساع سيّد (sic) من مضى (sic) ينمى به فى سعيه او ينزع

und steht als siebenter von sechs Versen, die kommentiert werden.

Nr. 1243. Der Vers steht wirklich im Zusammenhang in az Zaǧǧāǧīs Amālī 130₁₈, und zwar mit ينهضون statt يَنْصِبُون.

Nr. 1305, 1. 3 stehen Bajān I, 207 Mitte, dazwischen ein anderer Vers. In V. 1 لو أنّى statt إنّى لو.

Nr. 1359. S. Provv. I, S. 545, und vollständiger S. 546 unten.

Nr. 1341. Sechs von diesen sieben Versen des Bilāl finden sich jetzt mit allerlei Varianten in Qālīs Amālī I, 47.

Nr. 1402, V. 1 steht genau wie bei Buḥturī in Ǧāḥiẓ, Opusc. 95₉ = 91₆ ed. Miṣr.

Daß Druck und Ausstattung vortrefflich sind, braucht nicht gesagt zu werden. Da sich die Verweise im Index auf die Seiten der Hs., nicht auf die Nummern der Gedichte, beziehen, so würde man die Seitenzahlen im Texte allerdings gern fett gedruckt sehen, denn jetzt fallen sie zu wenig in die Augen und machen das Arbeiten mit dem Index langwierig.

Von kleinen Versehen erwähne ich noch folgende: Zu Nr. 261 und 285 ist der Verweis auf Mufaḍḍ. zu streichen. — Nr. 272₁ ist statt وينَظُرْ der Hs. besser وينْظُرْ zu lesen, mit de Goeje (nach einer brieflichen Mitteilung anläßlich ZDMG LIV, 472₈). — Nr. 405, 1 تَصَرَّم l.: تَتَصَرَّمِ. — Nr. 789 l. (رمل) statt (متقارب).

Die ›kleine Ḥamāsa‹ wird der Kritik noch viel zu schaffen machen — von ihrer literaturgeschichtlichen Ausbeutung zu schweigen! —, aber *P.* Cheikho schulden wir nicht bloß für seine Ausgabe, sondern auch für die gelehrten Beigaben, mit denen er dem Text ein vorläufiges Substrat geliefert hat, wärmsten Dank.

Königsberg i. Pr. F. Schultheß

Paul Sakmann, Voltaires Geistesart und Gedankenwelt. Stuttgart 1910, Fr. Frommanns Verlag (E. Hauff). VIII u. 383 S. 8°. 6,80 M.

Es ist eine Freude, dieses Buch anzuzeigen, und es sei die erste Aufgabe der folgenden Zeilen, dieses Urteil, zunächst im allgemeinen, mit wenigen Worten und nur in einigen Richtungen zu begründen. Das Werk Sakmanns sticht dadurch von nahezu allen literarhistorischen Werken über das achtzehnte Jahrhundert in deutscher und fremder Sprache auf das vorteilhafteste ab, daß in ihm der Zeithintergrund in allem wesentlichen richtig gezeichnet wird. Das hat seinen Grund darin, daß der Verfasser seinen Studien und Interessen nach ebenso sehr Historiker wie Literarhistoriker ist, wie manches tiefeindringende, mit mühsam verhaltener Leidenschaft ausgesprochene historisch-politische Urteil (das eine oder andere wird wiederzugeben sein) beweist. Die Frucht dieser Vielseitigkeit der Vorarbeiten und des inneren Anteils ist die, daß Sakmann sich von der üblichen Schwarzmalerei der Zustände des alten Frankreich vollkommen frei hält. Das aber hat wieder für die Beurteilung Voltaires die wesentlichsten, und zwar günstige, Folgen. Denn wären die Zustände in der Tat so gewesen, wie sie uns geschildert zu werden pflegen, wäre z. B. die Regierungsform ein grausamer asiatischer Despotismus gewesen und die Parlamente die letzten Vorkämpfer einer edlen Freiheit — mit welcher Schmach und Verachtung müßte man dann das Andenken des klugen Mannes überhäufen, der doch bei allen Schwankungen ein Apologet dieses Despotismus und ein Verfolger der Parlamente gewesen ist! Oder wieder, wenn die wirtschaftlichen Zustände wirklich so jammervoll gewesen wären, wie es dargestellt zu werden pflegt, woher könnte man dann die Worte der Entrüstung über Voltaire nehmen, der sich darüber lustig macht, daß seine Landsleute neuerdings, seit etwa 1750, statt weiter Verschen zu schmieden, sich Spekulationen über das Getreide hingaben? Aber, wie es ist, sind die damaligen Mißstände und die Voltairesche Kritik einander durchaus angemessen: es ging den Franzosen, wenigstens in der zweiten Hälfte des achtzehnten Jahrhunderts, im allgemeinen gut und immer besser; manches freilich mußte noch anders werden und war im Begriff, anders zu werden; und eben dieser Lage entsprach die allgemeine Billigung, die Voltaire dem damaligen Frankreich zuwendet, und die leichte, oft frivole Art der Kritik, die er übt und für die Sakmann volles Verständnis beweist. Damit sind wir bei der Betrachtung des Verhältnisses des Autors zu seinem Helden angelangt. Auch hier gibt es nicht genug zu loben. Immer ist die Kritik des Ver-

fassers wach gegen die sittliche, wie geistige Art Meister Arouets — wie dürfte sich ein Voltaire über Kritik beschweren! —, und vor allem in ersterer Richtung wird nichts von dem vielen Schmählichen vertuscht. Aber niemals empfängt der Leser den Eindruck, daß hier lieb- und verständnislos abgeurteilt werde, sondern alle diese Urteile beruhen auf einem vollen Einfühlen, das freilich, wenn ich nicht irre, den Verfasser Mühe gekostet hat. Er hat sich zur Sympathie mit seinem Helden durchgerungen; aber wieder, diese Sympathie artet nirgends in Parteilichkeit aus: amicus Voltaire, magis amica veritas. — Ebenso glücklich, wie in seiner Stellung zu Voltaire im ganzen, ist Sakmann in der Darstellung seiner Ideen und Anschauungen. Wie starr, wie unangemessen ihrem Gegenstand haben viele Literarhistoriker ›Voltaires Ansichten‹ dargestellt. In Wirklichkeit gibt es — mit Ausnahme weniger Spezialgebiete — so etwas wie ›Voltaires Ansichten‹ überhaupt nicht. Je nach der Stimmung, den jedesmaligen persönlichen Erlebnissen, den freundschaftlichen und feindlichen Berührungen mit anderen Menschen, den taktischen Zwecken, der wechselnden Lektüre, schwankt er, auch in den wichtigsten Fragen, hin und her. Was konstant bleibt, ist nicht der Inhalt, sondern die Form, ist eben Voltaire. Sakmann hat es verstanden, diese Tatsache in helles Licht zu rücken. Aber, und hiermit ist auf ein noch größeres Verdienst hinzuweisen, er bleibt nicht überall bei dieser Auflösung stehen; er bemüht sich vielmehr doch wieder zu etwas Positivem durchzudringen und so gelingt es ihm denn in der Tat, bei manchen, wenn auch lange nicht allen, wichtigen Gegenständen, nachzuweisen, daß Voltaire ›im allgemeinen‹ oder ›meistens‹ so oder so über sie geurteilt habe. Ein weiterer großer Vorzug des Werkes ist der, daß man ihm die intensive, gelehrte Arbeit, auf der es beruht, durchaus nicht anmerkt. Sie ist vielmehr in einer Anzahl Vorstudien, deren stattliche Liste Sakmann dem Buche vorausschickt, niedergelegt und dadurch ward es dem Verfasser möglich, seine Bemühungen fast ganz auf die künstlerische Seite seiner Aufgabe zu beschränken. Gerade auch vom Gesichtspunkt der Form aus betrachtet, ist die Leistung Sakmanns im höchsten Grade anerkennenswert. Das Buch ist fesselnd geschrieben, in lebendiger, abwechselungsreicher Sprache, in der der Verfasser nur gelegentlich etwas über die Stränge schlägt (vgl. den letzten Teil dieser Anzeige, in dem einige Einwände gegen das Werk erhoben werden sollen).

Sakmanns Voltaire zerfällt in zwei Teile, von denen der erste, bedeutend kürzere, eigentlich die Stelle einer Einleitung vertritt. Er ist betitelt ›Zur Psychologie Voltaires‹ und enthält zu dieser in der Tat äußerst feine Beiträge. Man lese z. B. den Abschnitt über ›das

Unadlige an Voltaire« (S. 9—14). Einen glänzenden Beweis für Sakmanns Unparteilichkeit und für seinen gesunden historischen Blick bietet der Abschnitt über die Beziehungen seines Helden zu Friedrich dem Großen. Ohne des Königs Fehlgriffe zu verhüllen, läßt Sakmann durchaus keinen Zweifel darüber, daß er auch geistig der größere ist, und vor allem, daß er außerordentlich viel vornehmer denkt und handelt als Voltaire. Der weit umfangreichere Hauptteil des Buches (S. 101 bis 383) ist betitelt »Voltaires Gedankenwelt« und zerfällt wieder in drei Abschnitte: 1. Voltaire und die bourbonische Kultur. 2. Voltaire und die Aufklärung, der Denker, Prediger und Religionskämpfer. (In diesem Abschnitt vor allem zeigen sich Einflüsse von D. F. Strauß' Voltaire, den Sakmann 1906 neu herausgegeben hat.) 3. Ancien Régime und Revolution. Der Politiker. Es kann hier aus dem überreichen Inhalt nur das eine oder andere mitgeteilt werden. Zu den Fällen, in denen es schlechterdings unmöglich ist, auch nur von einer vorwiegenden Ansicht Voltaires zu sprechen, gehören folgende. Bei dem Versuche, das Bild Christi zu fassen, kommt er über ein fast kläglich zu nennendes Schwanken zwischen Urteilen, die sich ausschließen, nicht hinaus. Bald preist er ihn als den Propheten der Humanität und einen Helden der Religiosität, bald kann er in ihm nur den ungebildeten Proletarier sehen, den Juden aus der Hefe des Volkes — die Verachtung und Abneigung Voltaires gegen die Juden bleibt übrigens konstant, ein fester Pol in der Erscheinungen Flucht! —, »dem mit seiner Hinrichtung recht geschehen ist«. — Will Voltaire die Frage nach der Stellung des Staates zur Religiosität seiner Bürger beantworten, so beobachtet Sakmann dasselbe peinliche Schwanken. Bald redet er, als sei er für absolute Toleranz; an anderer Stelle aber zeigt es sich, daß er Angst hat vor »religiöser Anarchie« und daß er — natürlich aus politischen Gründen — für eine »nützliche« Staatsreligion, mit beschränkter Toleranz anderen Religionen gegenüber, aber ohne Toleranz gegen den Atheismus, eintritt. Genau dasselbe gilt von seinen Ansichten über die religiöse (übrigens auch sonstige) Aufklärung der Massen. Auch hier dieselbe Unsicherheit, welche in diesem Falle auf zwei Ursachen zurückgeht: eine zwiespältige Auffassung der Rolle der Religion einerseits und der Bildungsfähigkeit des Volkes anderseits. Die erstere faßt er bald als den gefährlichen Aberglauben, auf dem die Macht seiner persönlichen Feindin, l'Infâme, beruht, bald aber als das heilsame kräftige Bollwerk gegen die ihm in tiefster Seele verhaßte Revolution, ohne das der Staat nicht bestehen kann [1]). Die Masse des Volkes ist ihm meistens dumm und

1) Um eines der persönlichen Urteile Sakmanns wiederzugeben, möge folgender Passus über den im Text behandelten Gegenstand hier Platz finden. Ueber

hoffnungslos ungebildet. Dieser Zustand erscheint ihm dann als der durchaus erwünschte. Oft aber ist er wieder optimistisch mit Bezug auf die Bildungsfähigkeit der Masse. Nach alledem ist es wohl kein allzu hartes Urteil, wenn man meint, daß dem Manne, dessen Sprache so quellenklar anmutet, eigentliche Klarheit und Konsequenz im Denken kein Bedürfnis war. So hat Sakmann denn in der Tat eine Fülle von Belegen dafür erbracht, daß Voltaire nicht nur sittlich, sondern auch geistig sündigt[1]). Auch bei ihm wird Vernunft, der gepriesene gesunde Menschenverstand, häufig Unsinn. Lassen wir ihm aber, wie nach D. F. Straußens Vorgang der Verfasser, als mildernde Umstände die Tatsache gelten, daß er so unaufhörlich und unermüdlich gearbeitet hat. — War es also in den eben genannten Fällen auch dem unermüdlichen Fleiße des Verfassers unmöglich, eine entschieden vorwiegende Ansicht zu ermitteln, so gelingt ihm dies in anderen Fällen. Man wird sagen müssen — Sakmann freilich hat es früher stärker ausgedrückt, als in dem vorliegenden Werk —, daß in der Frage der Staatsverfassung, trotz häufiger gegenteiliger Aeußerungen und Stimmungen, Voltaire im Grunde durchaus zu den Anhängern des Absolutismus, des aufgeklärten natürlich, gehörte.

Weitaus am meisten Interesse für den Historiker bietet der letzte Abschnitt: Ancien Régime und Revolution. Gerade in ihm hat die Vielseitigkeit Sakmanns die schönsten Erfolge erzielt. Besonders glänzend

das Argument Voltaires, daß wir aus Nützlichkeitserwägungen an Gott glauben müssen, bemerkt Sakmann S. 195 f.: »Eine liederliche Art von Denken, die eigentliche Unphilosophie, dieser Schluß vom Bedürfnis, vom Nutzen und vom Wert auf das Sein, der dadurch nicht besser wird, daß auch andere weit geschätztere Denker sich auf derselben Bahn bewegen. Denn gedankenmäßig sind sie alle in derselben Verdammnis: der Postulatentheolog Voltaire, der moralische Rousseau, der auf den Boden stampft und ruft: der Tugendhafte muß glücklich sein, also ist Gott; der große Kant, wenn er vom Katheder das Dasein Gottes moralisch beweist, weil Sittlichkeit und Glückseligkeit proportional sein müssen; und die Bedürfnistheologen des neunzehnten Jahrhunderts. Zugegeben mag werden, daß Voltaire den untersten Platz auf dieser Bank des schlechten Denkens einnimmt, weil der Bedürfnisschluß bei ihm in ganz naiv zynischer Weise erscheint, weil er ihn eigentlich immer nur für die anderen macht und nie für sich selbst, und weil sein Bedürfnis, unheilig und ärmlich, wie es ist, auch eine recht ärmliche Frucht erzeugt: Gott den Polizeipräfekten, Gott den Chef der geheimen Abteilung. Denn daran denkt er doch allein, wenn er sagt: 'Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer', das gemeinste Wort und das gottloseste vielleicht, das aus seinem Munde ging, gemeiner und irreligiöser jedenfalls als die frechsten Schmähungen des Heiligen, die doch aus einer Leidenschaft hervorsprudelten, die nobler ist, als diese niedere, bourgeoise Angst«.

1) Auf Voltaires Versagen dem religiösen Problem gegenüber hat kürzlich Bornhausen in der Hist. Ztschr. 105 S. 505—509 in überzeugender Weise hingewiesen.

ist in diesem Kapitel der Relativismus und Realismus Voltaires mit dem ideologischen Utopismus einer jüngeren Generation kontrastiert, derjenigen nämlich, welche die Revolution heraufgeführt hat. Es zeigt sich hier wieder die Weite des Blickes Sakmanns, der nicht nur das 18. Jahrhundert, sondern auch die Revolution verstanden hat. Das geht schon aus einer Anmerkung (S. 334 Anm. 2) hervor, in der er gegen die Anschauung polemisiert, wonach die (liberal-individualistische) Idee der Menschenrechte die Zentralidee der Revolution sei. Vielmehr spiele in ihr eine viel größere Rolle die demokratisch-freiheitfeindliche, mit der es natürlich für Voltaire kein Paktieren gab[1]). (Das ist an sich durchaus treffend, nur hätte Sakmann, um zu einer absolut richtigen Formulierung zu gelangen, nach Ansicht des Referenten zeitlich scheiden müssen: in den ersten Zeiten der Revolution war in der Tat die Idee der Menschenrechte die Zentralidee, um dann aber in den späteren ganz und gar in den Hintergrund gedrängt zu werden.) Auf diese Weise ist es Sakmann gelungen, Voltaires Stellung in der zur Revolution führenden großen geistigen Bewegung vollkommen zutreffend zu kennzeichnen.

Es wäre sehr erstaunlich, wenn ein so persönliches Buch, wie Sakmanns Voltaire, nicht an manchen Stellen und in manchen Dingen zum Widerspruch anregte. Auf einige von diesen soll jetzt noch hingewiesen werden. Möge der Verfasser die folgenden Bemerkungen lediglich als ein Zeichen der Intensität auffassen, mit der der Referent sich dem Studium seines Werkes hingegeben hat.

Zunächst muß der Schreibweise, bei allem verdienten hohen Lobe (cf. oben), der Preis der Abgeklärtheit aberkannt werden, natürlich ein Tadel, den es sinnlos wäre, einem anderen, als einem so hervorragenden Schriftsteller gegenüber auszusprechen. Ein ›toller Narr‹ (S. 38) ist zu viel des Guten; ein ›wuseliger Mann‹ (S. 60) ist kräftig, aber nicht klassisch; ›verhunzen‹ ist unschön und S. 362 fast unerträglich; ›übelriechender Klassenhochmut‹ (S. 371) klingt nach Spreeathen und überrascht bei dem Verfasser, der den heimatlichen ›Lausbuben‹ (S. 11. 94. 97) so sehr, fast allzu sehr liebt.

Der Vergleich zwischen Voltaire und Bismarck (S. 328), der allein von den realpolitischen Anschauungen beider ausgehen kann, scheint dem Referenten eine Verirrung zu sein. Diese Vergleichsbasis ist zu schmal, um auf ihr, selbst unter den größten, selbstverständlichen

1) Vgl. hierzu das treffende Urteil S. 357 Anm. 1: ›Weniger verständlich ist es, wie es heute wieder Mode werden kann, sich die Größen Liberalismus, Demokratie, Sozialismus als wesensverwandt und in einer logischen Folge nach Graden der Mäßigung und Besonnenheit oder Entschiedenheit vorzustellen, etwa als Positiv, Komparativ und Superlativ‹.

Reserven, die beiden Männer neben einander zu stellen. Daß übrigens Voltaires politischer Blick nicht immer ungetrübt war, zeigt sein Urteil über den siebenjährigen Krieg, dem Sakmann nach Ansicht des Referenten ganz zu Unrecht Beifall pflichtet. Er betrachtet ihn viel zu sehr als rein europäisches Ereignis, statt als großartige (ja auch unvermeidliche) Auseinandersetzung mit England um die Herrschaft in Indien und Nordamerika und auf den Meeren. Von allen guten Geistern verlassen erscheint Voltaire in Sätzen, wie die folgenden: ›Also schnellster, meinetwegen schmählichster Friede (sic)!‹ Wenn man Canada verliert, ›verliert man fast nichts‹. Sakmann hätte hier noch das weit bekanntere Wort von den quelques arpents de neige zitieren können, um dann aber nicht das Ganze ›vernünftig‹ zu finden, sondern einen Beleg darin zu sehen, wie weit der Rationalismus und der gesunde Menschenverstand in die Irre gehen kann und politisch häufig in die Irre geht. Voltaire unterscheidet sich in solchen Stimmungen in nichts von dem Durchschnittsliberalen von 1815—1890.

Ueberaus beherzigenswert ist die Anschauung, die S. 31 ff. vorgetragen wird, wonach nämlich der englische Aufenthalt keineswegs eine so große Bedeutung für Voltaires Denken und Sein gehabt hat, wie das meist dargestellt zu werden pflegt. Aber Sakmann scheint uns in dieser, vielleicht noch nicht ganz spruchreifen Frage, auf alle Fälle zu weit zu gehen, wenn er meint: ›Soweit England Voltaire nicht gelassen hat, wie er war, hat es ihn konservativer gemacht‹. Ganz gewiß bedeutet der englische Aufenthalt keine ›seelische Revolution‹, aber deswegen bilden die englischen Beobachtungnn doch ein wichtiges Ferment des Denkens. Daß sein nicht seltenes Eintreten für eine gewisse Beschränkung der Monarchie — meist ist er freilich aufgeklärter Absolutist, s. oben — auf dem englischen Vorbild beruht, ist unzweifelhaft.

Entschiedener muß der Widerspruch in einem letzten Punkte lauten, der hier zur Sprache kommen soll, nämlich gegen die relative Wertschätzung, die Sakmann Voltaire und Montesquieu angedeihen läßt. Gegen letzteren ist er durchaus ungerecht. Gewiß eignet er sich nicht alle Urteile Voltaires über den glücklichen Rivalen an — das schlimmste, ›Charlatan‹, ist zitiert von Sakmann in seinem Aufsatz ›Voltaire als Kritiker Montesquieus‹ im Arch. f. d. Studium der neueren Sprachen etc. 113, 1904 II. S. 388 —; gewiß ist nicht jeder Tadel, den er dem Verfasser des Geistes der Gesetze spendet, ungerechtfertigt; aber doch weitaus das Meiste, was er ihm vorwirft! Wenn er sagt (S. 338), ›Voltaire habe das leidenschaftliche, doktrinäre Interesse eines Montesquieu für Verfassungsmechanik nicht‹, so ist der Vorwurf gegenüber dem Manne, der zuerst wieder die Menschen

gelehrt hat, von der Doktrin weg ins politische Leben zu schauen, überaus ungerecht. Dabei hat doch Montesquieu noch dazu zwar die englische Verfassung für die beste erklärt, aber daneben auch die der übrigen gemäßigt regierten Staaten, wie Frankreich, für relativ gut[1]). Bei alledem soll ein doktrinärer Erden*rest* bei Montesquieu gewiß nicht geleugnet werden. — Es ist absolut falsch, wenn S. 372 von ihm gesagt wird, er erhebe gegen den *damaligen* französischen Staat versteckt den Vorwurf, er sei eine Despotie. Das gewichtigste Bedenken liegt aber darin, daß Sakmann Montesquieu offenbar überhaupt unter Voltaire stellt, wenn er ihm auch einmal (S. 381) größeren Ideenreichtum zugesteht. Nach Ansicht des Referenten ist aber umgekehrt Montesquieu so hoch über Voltaire erhaben, wie die geistige Produktion über der Kritik. Der reiche Geist des ersteren nimmt überaus viel von dem Besten der Gedanken des 19. Jahrhunderts vorweg; ein großer Teil der Zukunft liegt in ihm. Voltaires Blick dagegen ist, zwar nicht ausschließlich, aber doch vorwiegend, kritisch in die Vergangenheit gewandt. Er räumt weg. Und gilt hier nicht auch, im Vergleich zum Neuschaffen, das Wort: »Kritik ist leicht«? Die Voltaires war es sicher. Freilich wird ja noch heute von vielen Seiten das Abtun von Ueberzeugungen, auch ohne daß neues Lebensfähiges an ihre Stelle gesetzt würde, das »Aufklären« in Reinkultur, für ein ebenso heilsames, ja von manchen für ein wichtigeres Unterfangen gehalten, als das Neuschaffen. Es ist das schließlich Glaubenssache. Darin aber dürften wohl die Ansichten ungeteilt sein, daß das, was Voltaire an die Stelle des Alten zu setzen wünschte, *nicht* lebensfähig war, am allerwenigsten sein Religionssurrogat.

Daß es aber einseitig ist, bei Voltaire das Negative, das allerdings vorwiegt, *allzu* ausschließlich zu betonen, möge zum Schluß an einem Beispiel gezeigt werden. Für die geschichtliche Wissenschaft bedeutet er hauptsächlich zweierlei: erstens hat er die Anwendung einer rationellen Kritik der Ueberlieferung in ungeheurem Maße gefördert — darin freilich Montesquieu weit überlegen. Das mag man als etwas Negatives bezeichnen. Zweitens aber hat er in unserer Wissenschaft doch auch positiv gewirkt, indem er, wenn auch nicht als erster, so doch in seiner Zeit am nachdrücklichsten, eine neue Betrachtungsweise, die kultur- und geistesgeschichtliche, verlangt hat. Bei ihrer Anwendung konnte er sich allerdings über sein Zeitalter nicht erheben. Das aber gelang, um noch einmal auf den begonnenen

1) Unbegreiflich bleibt es aber, wie man die Ansicht vertreten kann, »M.s Ideal ist die altfranzösische Monarchie, wie sie sich auf dem Feudalismus aufgebaut hat, aber nicht die konstitutionelle Monarchie nach dem Vorbild Englands«, s. Morfs Anmerkung zu Sakmanns oben zitiertem Aufsatz S. 391.

Vergleich zurückzukommen, Montesquieu in den historischen Partien seines größten Werkes. Er vermochte es, wenn auch noch nicht in vollendeter Weise, jedes Zeitalter von Innen heraus, in seiner Eigenart und Gesamtheit, zu begreifen, und damit hat er der historischen Wissenschaft ein noch weit vornehmeres Vermächtnis hinterlassen, als Voltaire.

Tübingen Adalbert Wahl

Hans Schulz, Friedrich Christian Herzog zu Schleswig-Holstein. Ein Lebenslauf. Mit einem Bildnis des Herzogs. — Stuttgart u. Leipzig 1910, Deutsche Verlagsanstalt. VI + 402 S. 6 M.

Timoleon und Immanuel. Dokumente eines freundschaftlichen Briefwechsels zwischen Friedrich Christian zu Schleswig-Holstein und Jens Baggesen. Hrsg. von **Hans Schulz.** Leipzig 1910, S. Hirzel. XIV + 464 S. 10 M.

Eine eingehende wissenschaftliche Literaturgeschichte großen Stils besitzen bis heute nur die Franzosen; die Engländer haben das Werk wenigstens unternommen, scheinen aber das Ziel nicht erreicht zu haben. Wenn die vielleicht reichste aller neueren Literaturen, die deutsche, noch gar keine Aussicht hat, aus den unübersehbaren bibliographischen und monographischen Fundamenten einen solchen stolzen Baum aufsteigen zu sehen, so liegt das nicht nur daran, daß eben der besonders große Umfang der literarischen Betätigung — und der besonders lebhafte Eifer der gelehrten Bergung alles Materials die Arbeit noch ungeheuerer macht als anderswo. Es bieten sich auch eigene Probleme dar, die vorher wenigstens einigermaßen erledigt werden müßten, und die bei anderen Nationen viel geringere Schwierigkeiten enthalten. Ein solches ist eine wissenschaftliche Geschichte des literarischen Publikums in Deutschland. Das Publikum der Dichter ist in Frankreich fast stabil, weil es in der gleichfalls durch alle Revolutionen und Umwandlungen im Kern kaum erschütterten ›Gesellschaft‹ seinen festen Halt und Kern besitzt. Der Schwerpunkt des englischen Publikums liegt, in sozialer Hinsicht, etwas tiefer, an der Grenze, wo gentry und Kleinbürgertum sich berühren; sein Umfang ist viel größeren Schwankungen ausgesetzt als in Frankreich, aber der Mittelpunkt hat sich auch hier, von Chaucer bis auf Rudyard Kipling, kaum verschoben. Dem gegenüber hat die Kurve unserer Centra der Lesewelt ein fast wildes Aussehen. Wir haben Epochen, in denen die Poesie fast nur von aristokratischen Kreisen getragen scheint, und solche, in denen diese zu der Dichtung überhaupt keine

Beziehungen haben. Wir haben Perioden, in denen eine ganz gelehrte und eine völlig volkstümliche Literatur nebeneinander hergehen, und solche einer Poesie, die weder den Gelehrten noch dem Volk gehört. Wir haben Zeiten rein partikularistischer Lesekreise, und solche einer wirklich nationalen Lesegemeinschaft. In jedem Fall aber hat Art und Umfang des Publikums nicht etwa bloß kulturhistorische Bedeutung, sondern unmittelbar literarhistorische; denn auch der strebende Geist bleibt von der Aufnahme seiner Werke nicht unberührt, mag er dies selbst nur in negativer Weise zum Ausdruck bringen, indem er sich in eine absichtliche Geringschätzung des general reader hineinsteigert.

Aus diesen Gründen forderte schon Scherers ›Poetik‹ eine Geschichte des Publikums. Aber wir stehen erst in ihren Anfängen. Nicht einmal über die Frage, für wen ein Neidhart von Reuenthal sang, ist eine allgemein befriedigende Antwort gefunden. Und selbst wo die Dokumente zu Tage liegen, für unsere Klassiker, hat nach den geistreich darüber hinstreifenden Anregungen Viktor Hehns erst unsere Generation eine mehr systematische und aktenmäßige Untersuchung von Umfang, Schriften, Konsistenz des Publikums in Angriff genommen.

Seit der ›Rezeption‹ des Minnesangs war keine gleich schwierige Aufgabe von den deutschen Hörern und Lesern zu erfüllen wie die, die ihnen durch die neue Literatur gestellt wurde; denn die Dichtung, vor allem Goethes, aber auch Schillers, war wirklich in einem Grade ›neu‹, wie vorher nur die höfische des Mittelalters. (Mit der antiken und christlichen Literatur steht es ganz anders, da sie ja nicht unmittelbar an breitere Schichten übermittelt wurde.) Wiederum aber fand diese Schwierigkeit sich in bestimmten geographischen und sozialen Bezirken noch gesteigert. Es ist bekannt, wie langsam das katholische Süddeutschland und vor allem Oesterreich den Anschluß an die neue literarische Bewegung fand: Wien ging zunächst nur bis zu Wieland mit, und selbst Grillparzers Mentor Schreyvogel blieb eigentlich bei Lessing stehen. Aber auch in Norddeutschland durchdrang der neue Geist nur ganz allmählich die gebildete Gesellschaft. Der Adel und die höfischen Kreise waren auch hier dem ersten Akt der Literaturverschiebung zugänglich, denn ihre Bekanntschaft mit Voltaire und Diderot machten ihnen Wieland und Lessing verständlich, und den vielfach pietistisch gestimmten Kreisen des Landadels war der Zugang zu Klopstocks ›Messias‹ wenigstens nicht ganz verschlossen. Aber Herder, Goethe, Schiller blieben einem aufrichtigen Gönner deutscher Literatur, wie den Minister Graf Hertzberg, dauernd

fremd und die Berliner Akademie, damals ein bürgerliches Abbild höfischer Anschauungen, tagte fort im Geiste Nicolais und Sulzers.

Wie aber im siebzehnten Jahrhundert die Sprachgesellschaften systematisch die Bildung eines neuen Publikums, einer neuen national gebildeten und interessierten Gesellschaft mutig in Angriff nahmen — ihr größtes Verdienst, wenn auch ein Verdienst mehr des Planes als der Ausführung —, so regte sich im achtzehnten an mehreren Stellen eifrig eine analoge Tendenz. An die Brüder Stolberg braucht nur erinnert zu werden, die Klopstock bewundern und bei Goethe nicht bleiben dürfen. Der thüringische Kleinadel ging rasch von Fritsch und den Wielandianern zu Goethe über, ohne doch aber propagandistisch zu wirken; ja er schickte noch spät den Frondeur Kotzebue aus, dessen Kunstanschauung die der moralischen Wochenschriften blieb und dessen Weltanschauung sich von der der Weisse und Lichtwer nur durch persönliche Frivolität unterschied. Der noch kulturfremdere Adel der Mark dagegen hatte kaum in den Humboldts, Sprossen eines jungadeligen Geschlechts, mächtige Vorkämpfer der Goethe-Schillerschen Welt- und Kunstanschauung gesehen, als er schon mit den Finckenstein, Burgsdorff, Kleist, Arnim bis ins Zentrum der Romantik hineinmarschierte, während die ihm folgenden Sachsen, die Loeben und Falckenstein, im Vorhof stehen blieben.

Diese starke Bewegung ergriff aber auch die Fürstenhöfe. Ob Karl August von Sachsen-Weimar wirklich, wie einst sein Vorfahr auf der Wartburg, mit Bewußtsein eine neue Kunst heranziehen wollte, bleibt fraglich; aber Anna Amalia hatte Wieland als Vertreter einer neuen Epoche berufen. Die Fürstin Pauline zu Lippe, die verschiedenen Gönner Jean Pauls, der Graf Wilhelm von Bückeburg und andere Vertreter des aufgeklärten Despotismus hatten die Hebung der literarischen Bildung an Hof und Land in ihr Programm aufgenommen — wofür ja auch der Größte unter ihnen selbst mit dem Manifest de la littérature allemande als Urbild angesehen werden konnte. Nur die süddeutschen Regenten blieben ohne Fühlung mit dem jungen Deutschland und dem ehrgeizigen Karl Eugen blieb das Glück, dem jungen Schiller die Wege zum Ruhm zu bahnen, von einem gerechten Schicksal versagt.

Was sich aber in dem übrigen Deutschland nur als Nebenwerk und Episode beobachten läßt, wurde an der Grenze des Reiches und des Sprachgebietes mit voller Klarheit systematisch betrieben.

Die beiden mit Fleiß und Geschmack geschriebenen Bücher von Hans Schulz haben das Verdienst, an dem prägnantesten Beispiel diese typischen Ursprünge deutlich und klar vor Augen zu stellen. Die große und nicht völlig gelungene Aufgabe, unsere Aristokratien zu

verschmelzen oder doch mindestens zwischen der der Geburt und der der Bildung eine feste Verbindung herzustellen, konnte kaum gelingen: lagen doch diese beiden Burgen in keinem Kulturlande so weit auseinander wie noch heute in Deutschland! Aber in den deutschen Provinzen Schleswig-Holstein boten sie verhältnismäßig gute Aussichten. Die Deutschen fühlten sich durch den Gegensatz zu den Dänen enger verbrüdert; riet doch schon damals (1788) ein Bülow zur Ausrottung der deutschen Sprache in den Herzogtümern (Fr. Chr. S. 163), und so waren deren Freunde gewarnt. Und wenn der hohe Adel noch zwischen seinem deutschen und seinem dänischen Herzen schwanken mochte (ebd. S. 319), so gravitierte die Bildungsaristokratie unzweifelhaft nach Deutschland: die alte deutsch-dänische Grafenfamilie der Bernstorff und die neue der Schimmelmann, die Dichter Oehlenschläger und Baggesen aus altdänischem Blut wie der Neudäne Cramer.

Ein rechter Kleinfürst der Aufklärung, Friedrich Christian von Schleswig-Holstein, präsumptiver Erbe der Herzogtümer (die ihm doch nicht zufallen sollten) und der dänischen Krone, schließt als ›Timoleon‹ mit dem unbedeutenden Dichter Baggesen — ›Immanuel‹ — ein schwärmerisches Freundschaftsbündnis. Freilich ›Goethes Torquato Tasso scheint keiner von beiden gekannt zu haben‹, wie Schulz (Tim. u. Im. S. XV) geistreich seine Vorrede schließt. Das Ende ist doch, daß der Herzog über Baggesens Indelikatessen klagt (S. 398) und seiner Schwester schreibt, der Dichter habe sich benommen ›wie ein Narr‹ (S. 429; vgl. S. 438). Uebrigens ist sein Strafbrief (S. 378) würdig gehalten und auch von Baggesen (S. 385) nicht ganz unwürdig beantwortet.

Friedrich Christian ist ein eifriger Beamter, sehr liberal in seinen Anschauungen über höfische Vorrechte und Adel (worin er mit seiner Schwester übereinstimmt, S. 12. 125), philosophisch vorurteilslos (Reinhold S. 115 Kant S. 117. 143), aber in den Schulen ein Hüter der Orthodoxie (S. 244), wie solche Widersprüche auch sonst damals und später begegnen. Baggesen ist ein politisierender Romantiker, der französische Tragödien verachtet (Pius S. 115), aber das Volk der Revolution erst vergöttert (S. 149), dann noch lange verteidigt. Sie schreiben einander Berichte unter dem Chiffernamen, wie die Freimaurerei sie auch in Goethes Weimarer Briefe bringt; da begegnen Pythagoras, Juno, Chamäleon (S. 158), die Mancha (S. 169 f.), Gordium (S. 169. 181: offenbar Frankreich); der verehrte Stifter des Illuminatenordens, Weishaupt, und Schimmelmann tragen Ehrennamen wie aus Wielands Romanen oder Lessings Dramen (Fr. Chr. S. 154). Was wir über das — von Baggesen bereiste — Frankreich oder das

Dänemark der Revolutionszeit erfahren, ist interessant; aber man könnte es aus Youngs Briefen oder aus denen Bernstorffs noch besser erfahren. Das Hauptinteresse an den beiden eng zusammengehörigen, stattlichen und schön gedruckten Büchern bleibt eben der ›symbolische Fall‹: die Verbindung von Fürst und Dichter, um die beiden Aristokratien zu einem einzigen fruchtbaren Boden der neuen philosophischen und literarischen Welt zu vereinigen. Hier liegt ihre Gemeinschaft, ihre Bedeutung, hier auch ihre Tragik. Die großen Fragen der Zeit finden die beiden Schillerbewunderer als Freunde; die kleinen Fragen des Tages lösen den Bund. Und zwar ist es weniger der Fürst — der zwar auch, um Goethes Wort über die Stolbergs zu variieren, ›nicht ungern genötigt war, wieder einmal als Fürst aufzutreten‹ — als der Poet, der das Verhältnis zerstört, und nicht, wie Schiller selbst dem Herzog gegenüber, durch sein Fortschreiten (vgl. Fr. Chr. S. 123—130 f. 192 f.), sondern durch sein Stehenbleiben. Und auch dieser typische Mangel an Entwickelungsfähigkeit macht Baggesens Fall zu einem typischen im Sinne von Goethes anderen Worten an jener Stelle aus ›Dichtung und Wahrheit‹: ›In der damaligen Zeit hatte man sich ziemlich wunderliche Begriffe von Freundschaft und Liebe gemacht. Eigentlich war es eine lebhafte Jugend, die sich gegen einander aufknöpfte und ein talentvolles, aber ungebildetes Innere hervorkehrte. Einen solchen Reiz gegen einander, der freilich wie Neigung aussah, hielt man für Liebe, für wahrhafte Neigung‹ ...

Es sind Vertreter des besseren Durchschnitts, der eben damals ein sehr hoher sein konnte. Politische Ideologen, sind sie doch Beobachter genug, um (wie Wieland) den künftigen Zwangsherren der Revolution zu prophezeien (Fr. Chr. S. 131. 150. 224). Freundschaftliche Schwärmer, bemerken sie doch früh manche Gefahren für ihre Beziehungen. Keine großen schriftstellerischen Talente, sind doch beide Meister des erzählenden und pathetischen Briefstils. Aber beide enden in Hypochondrie (Fr. Chr. S. 220) und hinterlassen wenig Spuren; es waren Märtyrer, ohne deren Untergang die herrliche Aufgabe, für Schiller ein Publikum groß wie die Nation zu schaffen, nicht gelungen wäre.

Berlin Richard M. Meyer

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Berliner Klassikertexte, herausgegeben von der Generalverwaltung der Kgl. Museen zu Berlin Heft VI: Altchristliche Texte, bearbeitet von **C. Schmidt** und **W. Schubart.** Berlin 1910, Weidmannsche Buchhandlung. VII, 140 S. 4°. 10 M.

Nach den kostbaren Schätzen profaner Literatur, die uns in musterhafter philologischer Bearbeitung früher vorgelegt sind, bringt das den christlichen Texten gewidmete Heft eine gewisse Enttäuschung. Es verringert die Anerkennung der mühevollen Arbeit der Entzifferer und ihrer opferwilligen Helfer C. H. Becker, A. Brinkmann, K. Holl, P. Kleinert, P. Maas und besonders auch E. Norden nicht, wenn ich gleich im Eingang feststelle, daß Stücke ersten Ranges, wie sie dem Finderglück der beiden großen englischen Schatzgräber beschieden waren, in dieser griechischen Sammlung fehlen. Des Nützlichen bietet sie genug, zu dessen vollerer Ausbeutung und Verwertung diese Rezension ein paar Beiträge bieten möchte. Ich benutze die in dieser Zeitschrift gewährte Freiheit, die Stücke auszuwählen, zu denen ich durch eigene Arbeiten nähere Beziehung habe.

Da die Bibelfragmente des alten und neuen Testamentes nach dem Plan der Sammlung ausgeschlossen waren, zerfällt der Inhalt in drei Teile 1) Stücke der älteren patristischen Literatur, 2) Osterbrief des Patriarchen Alexander von Alexandrien, 3) ›Liturgische Stücke‹ und Amulette. Der erste Teil bietet außer den beiden schon von Hugo Landwehr herausgegebenen Anthologien aus den Briefen des Basileios und der Vita Mosis des Gregor von Nyssa, die in berichtigter Gestalt erscheinen, über deren Wert wir aber erst nach Kenntnis der handschriftlichen Ueberlieferung werden urteilen können, ein schon bekanntes älteres Fragment aus dem Hirten des Hermas, sowie ein relativ junges (VI. Jahrh.) aus dem gleichen, weit verbreiteten Werke. Das τηλαυγὲς πρόσωπον bildet der Hauptteil des echten Briefes des Ignatius an die Smyrnäer, ein Doppelblatt aus einem

Papyruskodex des V. Jahrhunderts. Ignatius liegt uns bekanntlich in dieser Gestalt in einer einzigen Handschrift, daneben nur in verschiedenen Uebersetzungen und Uebersetzungstrümmern vor. Es scheint fast, als ob diese Briefe längere Zeit nur geringe Verbreitung in Privatabschriften gefunden haben, was sich vielleicht aus einer gewissen Abneigung gegen die Verherrlichuug eines bestimmten Märtyrers erklären läßt, die ich wenigstens bis etwa in die Mitte des dritten Jahrhunderts verfolgen zu können glaube [1]). Die Unsicherheit unseres bisherigen Textes ließ den neuen Fund mit besonders hohen Erwartungen begrüßen; sie sind freilich nur zum Teil erfüllt worden.

Wohl bietet der neue Text starke Varianten, die der theologische Herausgeber in einem Nachwort zu würdigen versucht. Nach bekanntem Muster soll dabei zunächst die Zahl der Abweichungen von einer grundlegenden Ausgabe angegeben werden; hier stehen dem Herausgeber zwei zur Verfügung, von Lightfoot und Zahn, zwischen denen er sich nicht entscheiden möchte. So hören wir denn, daß der neue Text an 52 Stellen von der Ausgabe Lightfoots und an 48 von derjenigen Zahns abweicht und daß von diesen Abweichungen 39 beiden gemeinsam sind. Es folgt die Aufzählung, deren Ordnungsprinzip mir unergründlich ist. Wir sollen zunächst die offensichtlichen Abschreibefehler des Papyrus aussondern, wie Fälle, in denen sinnlos H für N gesetzt ist, und lesen plötzlich dabei die Stelle 11,1 ἡ προσευχὴ ὑμῶν ἀπῆλθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τῆς Συρίας, ὅθεν δεδεμένος ... πάντας ἀσπάζομαι, οὐκ ὢν ἄξιος ἐκεῖθεν εἶναι, ἔσχατος αὐτῶν ὤν, κατὰ θέλημα δὲ κατηξιώθην ... Die Handschrift und alle sonstigen Texteszeugen bietet ἐπὶ τὴν ἐκκλησίαν τὴν ἐν Ἀντιοχείᾳ τῆν Συρίας. Mit einigem Erstaunen liest man in diesem Zusammenhange die Bemerkung des Herausgebers: ›vielleicht hat B (der Papyrus) die richtige Lesart‹. Das scheint ein nachträglicher Zusatz, freilich ein sicher falscher. Soll sich Ignatius unwürdig fühlen, aus Antiochia zu stammen, oder als untersten aller Antiochener, von Gott aber dieser Gnade gewürdigt sein? Diese Fortsetzung paßt doch nur, wenn er sich als Angehörigen oder vielmehr als Leiter der ältesten und in der römischen Provinz Syrien maßgebenden heidenchristlichen Gemeinde hinstellt. Ich sehe auch in Rom. 2,2 τὸν ἐπίσκοπον Συρίας weit mehr, als Zahn darin erkennen möchte (*episcopum Syrum*), und vergleiche die berühmte Stelle des Polykarp-Martyriums 12,2, deren Schreibung auch hierdurch gesichert wird: οὗτός ἐστιν ὁ τῆς Ἀσίας διδάσκαλος. Die Gemeinde von Smyrna, die sich und ihren

1) Auf die Ausführungen von A. Harnack, Das ursprüngliche Motiv der Abfassung von Märtyrer- und Heilungsakten in der Kirche, Sitzungsber. der Berl. Ak. 1910 S. 196 ff. hoffe ich an anderer Stelle eingehen zu können.

Bischof und Helden durch den Mund seiner Feinde rühmen will, fühlt sich im Augenblick als die wichtigste der ganzen Provinz; ihr Bischof war der allgemeine Lehrer und Bischof. Auch Ignatius will eine in der Geschichte seiner Gemeinde begründete besondere Würde hervorheben; eben darum spricht er so demütig über die eigene Person. Daß die Erwähnung der Kirche notwendig ist, zeigen die Parallelstellen: Eph. 21,2 προσεύχεσθε ὑπὲρ τῆς ἐκκλησίας τῆς ἐν Συρίᾳ, ὅθεν δεδεμένος εἰς Ῥώμην ἀπάγομαι, ἔσχατος ὢν τῶν ἐκεῖ πιστῶν, ὥσπερ (?) ἠξιώθην εἰς τιμὴν θεοῦ εὑρεθῆναι, Magn. 14 μνημονεύετε τῆς ἐν Συρίᾳ ἐκκλησίας, ὅθεν οὐκ ἄξιός εἰμι καλεῖσθαι, ebenso Trall. 13,1 nur mit der Umformung ὅθεν καὶ οὐκ ἄξιός εἰμι λέγεσθαι ὢν ἔσχατος ἐκείνων, Rom. 9,1 τῆς ἐν Συρίᾳ ἐκκλησίας ... ἐγὼ δὲ αἰσχύνομαι ἐξ αὐτῶν λέγεσθαι· οὐδὲ γὰρ ἄξιός εἰμι ὢν ἔσχατος αὐτῶν καὶ ἔκτρωμα[1]). Da wir die Gestaltung, welche der Papyrus der formelhaften Wendung in den anderen Briefen gab, nicht kennen, läßt sich nicht sagen, ob bei der Umgestaltung unserer Stelle ein Rivalitätsempfinden gegen das antiochenische Patriarchat mitgewirkt hat oder der Schreiber die Wirkung des Gebetes in die Ferne glaubte einfacher hervorheben zu können, aber richtig ist seine Fassung sicher nicht, und zu den einfachsten Schreibfehlern soll man solche Variante nicht stellen. Nicht weniger nehme ich Anstoß, wenn der Herausgeber zu ihnen rechnet, daß vereinzelt in dem Papyrus die verbindenden Partikeln fehlen, so 6,2 δέ nach καταμάθετε, oder gar 8,2 ἀλλ' vor ὃ ἄν (ohne daß irgend ein Anlaß zur Auslassung erkenntlich wäre). Hinzunehmen könnte man noch 7,2 πρέπον ἐστίν für πρέπον οὖν ἐστίν der Handschrift, dem umgekehrt 11,3 entspricht τέλειοι οὖν ὄντες im Papyrus gegenüber τέλειοι ὄντες der Handschrift. Daß vorausgehendes oder folgendes ON den Fortfall von OYN veranlaßte, glaube ich auch hier nicht. Die Unterdrückung dieser Bindeglieder ist in Wahrheit nur ein Zeichen der fortschreitenden Vulgarisierung des Textes, die in den verschiedenen Rezensionen unabhängig eintritt. — Nun sollen als interessanter die Lesungen folgen, welche bei den bisher bekannten Textzeugen keine Unterstützung finden — als ob wir solche nicht schon beständig gehabt hätten. Nicht schwer wiege 4,1 ὅπερ ἐστὶν δύσκολον für ὅπερ δύσκολον, auch 5,2 ὁ δὲ τοῦτο λέγων für ὁ δὲ τ. μὴ λέγων sei absichtliche Aenderung (nach μὴ ὁμολογῶν αὐτὸν σαρκοφόρον); der Kopte habe die gleiche Verbesserung vorgenommen. Dagegen verdiene Beachtung 6,2 eine Stelle, auf die ich später zurückkommen werde. Es folgen ein paar Stellen, die dem Herausgeber durch den Papyrus verbessert erscheinen, z. B. auch 11,1 οὐκ ἐκ συνειδότος, wo der Papyrus nach ihm ›die von den Herausgebern aufgenommene

1) Mißverstandener paulinischer Ausdruck.

Konjektur bestätigt‹; die Handschrift bietet nämlich ἐκ συνειδότως. Hierauf ›die übrigen Varianten‹ geordnet nach dem Zusammentreffen des Papyrus mit den anderen Textzeugen, endlich zu meinem Befremden die ›Sonderlesarten von Zahn‹; daß der Papyrus keine von ihnen bestätige, soll seinen besonderen Wert in die Augen springen lassen. Es handelt sich ausschließlich um Stellen, an welchen Zahn die Lesung der Handschrift beibehalten hat; irgend ein Unterschied von dem vorausgehenden Abschnitt ist nicht erkenntlich. Als Probe genüge die erste Stelle 4,1 οὓς οὐ μόνον δεῖ ὑμᾶς μὴ παραδέχεσθαι, ἀλλ', εἰ δυνατόν ἐστιν, μηδὲ συναντᾶν, μόνον δὲ προσεύχεσθαι ὑπὲρ αὐτῶν. Dies hat Zahn aufgenommen nach der echten und den interpolierten griechischen Handschriften, der lateinischen und vielleicht auch der armenischen Uebersetzung. Der Papyrus bietet mit den Sacra Parallela als neuen Satz μόνον προσεύχεσθε (denn daß eine Handschrift der letzteren προσεύχεσθαι hat, kommt nicht in Frage, da die Einsetzung des Imperativs mit dem Fortfall des δὲ zusammenhängt). Der Uebergang von dem Verbot in den Befehl ist in dem Relativsatz ganz unanstößig, der Fortfall der Bindepartikel in unserem Papyrus mehrfach bezeugt. Ich sehe nicht, was man gegen Zahns Schreibung einwenden könnte, noch weniger, wieso sie eine Sonderlesart Zahns ist, und am wenigsten, wieso sich in ihrer Nichtbestätigung ein besonderer Wert des Papyrus zeigt. Der gleiche Wechsel der Endungen scheidet an unzähligen Stellen die Rezensionen unseres Textes, von denen bald die eine, bald die andere mit Recht oder Unrecht αι oder ε bevorzugt. Eher könnte man aus dem Papyrus und den Sacra Parallela 8,1 und 8,2 χωρὶς ἐπισκόπου für χωρὶς τοῦ ἐπισκόπου der Handschrift aufnehmen. Bieten doch 9,1 alle Zeugen λάθρᾳ ἐπισκόπου und Philad. 7,2 die interpolierte griechische Fassung und die Sacra Parallela χωρὶς ἐπισκόπου, Trall. 2,2 allerdings beide handschriftliche Rezensionen ἄνευ τοῦ ἐπισκόπου, allein hier fehlen die Sacra Parallela, die meist mit dem Papyrus gehen.

Ich greife, um zu zeigen, wieweit der Papyrus uns die Eigenheiten einer verwilderten Ueberlieferung klarer erkennen läßt, ein paar Stellen heraus, die mir lexikalisch und sachlich wichtig erscheinen, und halte mich zunächst an die von mir unlängst in weiterem Zusammenhang behandelten Wörter und Vorstellungen der frühesten Gnosis, die schon Paulus übernommen hat. Die Vorstellung von dem πνευματικός kennt Ignatius und macht sie sich ab und an zu eigen, so Trall. 5,2 in dem Prunken mit seinem Wissen von den ἐπουράνια oder Philad. 7 in dem Anspruch, als πνευματικός Herzenskündiger zu sein. Am meisten treten paulinische Gedanken und paulinischer Sprachgebrauch in dem Brief an die Epheser hervor, die er ja auch Παύλου

συμμύσται nennt. Hier ist ἀνθρώπινος und πνευματικός entgegengesetzt (5,1), hier ist Christus die γνῶσις θεοῦ (17,2), hier von allem heißt es in dem Preis der Gemeinde (8,2) ... ὅλοι ὄντες θεοῦ ... κατὰ θεὸν ζῆτε ... οἱ σαρκικοὶ τὰ πνευματικὰ πράσσειν οὐ δύνανται, οὐδὲ οἱ πνευματικοὶ τὰ σαρκικά, ὥσπερ οὐδὲ ἡ πίστις τὰ τῆς ἀπιστίας οὐδὲ ἡ ἀπιστία τὰ τῆς πίστεως. ἃ δὲ καὶ [κατὰ σάρκα][1]) πράσσετε, ταῦτα πνευματικά ἐστιν· ἐν Ἰησοῦ γὰρ Χριστῷ πάντα πράσσετε. Zwei Menschenklassen und zwei Welten stehen sich hier gegenüber. Aber Ignatius hat hier wie öfters nur eine fremde Vorstellungsweise und Terminologie übernommen, ohne sie mit der eigenen, die enger den judenchristlichen Anschauungen der ersten Gemeinde entspricht, voll auszugleichen. Nach dieser Anschauung, die mit den Vorstellungen der ersten Gemeinde von der Auferstehung Christi und der eigenen Auferstehungshoffnung noch eng zusammenhängt, sind σάρξ und πνεῦμα nicht Gegensätze, sondern ergeben, sich notwendig ergänzend, erst in ihrer Verbindung die Person, den wirklich lebendigen und vollständigen Menschen. Es sind im letzten Grunde hellenistische und jüdische volkstümliche Vorstellungen, die sich hier gegenüberstehen, Vorstellungen, die zunächst gar nicht von der Christologie ausgehen, sie aber freilich fast von Anfang an beeinflussen. Für Ignatius ist jeder Christ und ebenso Christus selbst, und zwar der lebende wie der auferstandene, σαρκικὸς καὶ πνευματικός (vgl. Pol. 2,2; Eph. 7,2); πνεῦμα ist dabei bald in gesteigertem Sinne der göttliche Geist, bald, wie ψυχή, der Geist überhaupt (vgl. unten). ›Nach Geist und Fleisch‹ heißt bisweilen bei ihm nichts weiter als ›vollständig‹. Die Verbindung ist formelhaft geworden, d. h. in langer Polemik hat sich ein fester Sprachgebrach gebildet; der Kampf mit den ›Doketen‹, wie man etwas einseitig zu sagen pflegt, ist nicht neuerdings und zufällig an Ignatius herangetreten; es ist, wie seine Sprache zeigt, der Kampf seines Lebens. Ich führe, um das zu erweisen, die allbekannten Stellen an: Eph. 10,3 μένετε ἐν Ἰησοῦ Χριστῷ σαρκικῶς καὶ πνευματικῶς — Magn. 1,2 τὰς ἐκκλησίας, ἐν αἷς ἕνωσιν εὔχομαι εἶναι σαρκὸς καὶ πνεύματος Ἰησοῦ Χριστοῦ, τοῦ διὰ παντὸς ἡμᾶς ζῆν — 13,1 ἵνα πάντα ὅσα

1) Die Worte κατὰ σάρκα sind zwar trefflich bezeugt — auch der Verfasser der interpolierten Rezension hat sie, wenn auch vielleicht in etwas anderem Zusammenhang gelesen — und sie lassen sich auch sehr erbaulich deuten (vgl. z. B. B. v. d. Goltz, Ignatius, Texte u. Unters. XII S. 55), zerstören aber hier den Zusammenhang. Neben der Gegenüberstellung von σαρκικός und πνευματικός sind sie unmöglich, eben weil κατὰ θεόν vorausgeht. Wird doch gerade das Wort κατὰ θεὸν ζῆτε aufgenommen ἃ δὲ καὶ πράσσετε, ταῦτα πνευματικά ἐστιν. Was zwischen beiden Sätzchen steht, bereitet den neuen Ausdruck in einer Art Digression vor, aber der Hauptinhalt ist der Preis der Gemeinde. Weitere Beispiele dieser bei Paulus nicht seltenen Kompositionsart ließen sich leicht erbringen.

ποιῆτε κατευοδωθῇ σαρκὶ καὶ πνεύματι, πίστει καὶ ἀγάπῃ — 13,2 ὑποτάγητε τῷ ἐπισκόπῳ καὶ ἀλλήλοις ... ἵνα ἕνωσις ᾖ σαρκική τε καὶ πνευματική. — Trall. Aufschrift ἐκκλησίᾳ ... εἰρηνευούσῃ ἐν σαρκὶ καὶ πνεύματι [1]) τῷ πάθει Ἰησοῦ Χριστοῦ — 12,1 κατὰ πάντα με ἀνέπαυσαν σαρκί τε καὶ πνεύματι — Rom. Aufschr. κατὰ σάρκα καὶ πνεῦμα ἡνωμένοις πάσῃ ἐντολῇ αὐτοῦ — Smyrn. 1,1 ὥσπερ καθηλωμένους ἐν τῷ σταυρῷ ... σαρκί τε καὶ πνεύματι — 12,2 ἐν ὀνόματι Ἰσοῦ Χριστοῦ καὶ τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ αἵματι, πάθει [2]) τε καὶ ἀναστάσει σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ ἑνότητι θεοῦ καὶ ὑμῶν — 13,2 πίστει καὶ ἀγάπῃ σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ — Polyc. 1,2 ἐν πάσῃ ἐπιμελείᾳ σαρκικῇ τε καὶ πνευματικῇ — 5,1 τοῖς συμβίοις ἀρκεῖσθαι σαρκὶ καὶ πνεύματι — Philad. 11,2 εἰς ὃν (Χριστὸν) ἐλπίζουσιν σαρκὶ ψυχῇ [3]), πίστει ἀγάπῃ, ὁμονοίᾳ.

Von diesem festen Sprachgebrauch aus gilt es die erste in dem Papyrus fragliche Stelle zu beurteilen: Smyrn. 3: ἐγὼ γὰρ καὶ μετὰ τὴν ἀνάστασιν ἐν σαρκὶ αὐτὸν οἶδα καὶ πιστεύω ὄντα. καὶ ὅτε πρὸς τοὺς περὶ Πέτρον ἦλθεν, ἔφη αὐτοῖς· »λάβετε, ψηλαφήσατέ με καὶ ἴδετε ὅτι οὐκ εἰμὶ δαιμόνιον ἀσώματον«. καὶ εὐθὺς αὐτοῦ ἥψαντο καὶ ἐπίστευσαν κραθέντες τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ πνεύματι [4]). διὰ τοῦτο καὶ θανάτου κατεφρόνησαν, ηὑρέθησαν δὲ ὑπὲρ τὸν θάνατον. μετὰ δὲ τὴν ἀνάστασιν [5]) συνέφαγεν αὐτοῖς καὶ συνέπιεν ὡς σαρκικὸς καὶ πνευματικός, ἡνωμένος τῷ πατρί. Ich habe die Stelle gleich so wiedergegeben, wie sie m. E. zu schreiben ist. Ueberliefert ist in der Handschrift und der lateinischen Uebersetzung ὡς σαρκικός, καίπερ πνευματικῶς ἡνωμένος τῶ πατρί, bei Theodoret ὡς σαρκικῶς καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί, in dem Papyrus ὡς σαρκικ.. καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί. Hiervon scheidet zunächst Theodorets Lesung vollkommen aus; selbst wenn Ignatius von Christus hätte sagen können, daß er σαρκὶ καὶ πνεύματι ἡνωμένος τῷ πατρί gewesen sei, so wäre das keine Begründung für συνέφαγεν καὶ συνέπιεν αὐτοῖς. Die Lesung entstand offenbar aus ὡς σαρκικός, καὶ πνευματικῶς ἡνωμένος τῷ πατρί. Eine ausführende Erklärung eben dazu gibt die Lesung der Handschrift σαρκικός, καίπερ πνευματικῶς, aber auch sie ist in sich unmöglich. Notwendig erwarten wir nach τῇ σαρκὶ αὐτοῦ καὶ τῷ πνεύματι συγκραθέντες die bei Ignatius übliche Formel, man könnte sagen sein

1) So die interpolierten Hss. αἵματι die echte Hs., die armenische und die lateinische Uebersetzung.

2) Das Wort πάθος tritt vollständig für θάνατος ein (vgl. auch Philad. Aufschrift) etwa wie I. Petr. 4,1 ὁ παθὼν σαρκὶ πέπαυται ἁμαρτίας (älteste hellenistische Interpretation zu Paulus Rom. 6,7 ὁ ἀποθανὼν δεδικαίωται ἀπὸ τῆς ἁμαρτίας, vgl. Hellenistische Mysterienreligionen S. 102 ff.).

3) Für πνεύματι, vgl. Magn. 13,1.

4) αἵματι Armen. Lightfoot. Es ist die ἕνωσις σαρκικὴ καὶ πνευματική.

5) Anfang des Papyrus.

Credo: ὡς σαρκικὸς καὶ πνευματικός. Gewiß fällt der Ton auf das erste; sein Essen und Trinken zeigt, daß er auch die σάρξ noch hat[1]). Aber der Abschluß des Teiles und Beweises rechtfertigt vollkommen, daß Ignatius die volle Formel seiner Christologie hier wiederholt; ἡνωμένος τῷ πατρί kann dabei hier so gut allein stehen, wie Magn. 7,1 ὥσπερ οὖν ὁ κύριος ἄνευ τοῦ πατρὸς οὐδὲν ἐποίησεν, ἡνωμένος ὤν. Die Fassung πνευματικῶς ἡνωμένος würde sich in der Sprache und Christologie des Ignatius nicht belegen lassen. Ist das richtig, so war es unmethodisch von dem Herausgeber, dem Papyrus ohne weiteres die sinnlose Lesung Theodorets zuzuschreiben σαρκικ[ῶς] καὶ πνευματικῶς und nicht vielmehr die Lesung, aus welcher die beiden uns erhaltenen hervorwuchsen σαρκικὸς καὶ πνευματικῶς.

Der Zusammenhang der Stelle kann uns gleich noch weiter führen. Ignatius kennt die hellenistischen Vorstellungen von dem Fortleben und spielt mit ihnen Rom. 4,2 μᾶλλον κολακεύσατε τὰ θηρία, ἵνα μοι τάφος γένωνται καὶ μηδὲν καταλίπωσι τῶν τοῦ σωματός μου, ἵνα μὴ κοιμηθεὶς βαρύς τινι γένωμαι. Bei der Bestattungsstätte der λείψανα, besonders des gewaltsam Getöteten, waltet der δαίμων als Schadensgott (βαρύς so oft von der Gottheit). Er vergleicht hiermit die gnostische Vorstellung, daß der Mensch durch den Tod vollkommen zum πνεῦμα wird. Das ist ihm kein wahres Weiterleben, nichts was den Christen als besonderer Vorzug gewährt wird, ja in Wahrheit nur der Tod. Wenn der Gnostiker schon im Leben seinen Leib nur noch als Schein empfindet, so soll ihm im Tode das wirklich wiederfahren (Smyrn. 2): οὖσιν ἀσωμάτοις καὶ δαιμονικοῖς (für πνευματικοῖς in ihrer Sprache). Der Ausdruck ist gefärbt nach dem gleich danach ausgeführten apokryphen Evangelienzitat (vgl. Preuschen, Antilegomena[2] S. 8); er erinnert eigentümlich an die Charakteristik der Gnostiker bei Philon *De migr. Abr.* 89 Wendl. (vgl. Die hellenistischen Mysterienreligionen S. 147): ὥσπερ ... ἀσώματοι ψυχαὶ γεγονότες. Auch Philons Gnostiker negieren den Gemeindekult, wie das von seinen Gegnern Ignatius cap. 7 berichtet. Daß jene Gnostiker auch den Leib des Pneumatikers für Schein erklären (vgl. Smyrn. 5,2 τί γάρ με ὠφελεῖ τις, εἰ ἐμὲ ἐπαινεῖ, d. h. mich für einen vollkommenen Pneumatiker erklärt), gibt dem Ignatius das Recht zu einer neuen Widerlegung (4,2): dann müßte auch er selbst nur dem Scheine nach leiden, und er fühlt doch die Realität der jetzigen und der zu erwartenden Leiden: τί δὲ καὶ ἐμαυτὸν[2]) ἔκδοτον δέδωκα τῷ θανάτῳ πρὸς πῦρ, πρὸς μάχαιραν, πρὸς

1) Vgl. Trall. 9,1 ὃς ἀληθῶς ἐγεννήθη ἔφαγέν τε καὶ ἔπιεν und hierzu Eph. 7,2 σαρκικός τε καὶ πνευματικός, γεννητὸς καὶ ἀγέννητος.

2) So Pap., die interpolierten Handschr. und Theodoret, ἑαυτόν vulgarisierend die echte Handschr., vgl. das gleiche Schwanken Trall. 3,2.

θηρία; ἀλλ' ἐγγὺς μαχαίρας[1]) ἐγγὺς θεοῦ[2]), μεταξὺ θηρίων μεταξὺ θεοῦ[3]). μόνον ἐν τῷ ὀνόματι Ἰησοῦ Χριστοῦ, εἰς τὸ συμπαθεῖν αὐτῷ, πάντα ὑπομένω, αὐτοῦ με ἐνδυναμοῦντος τοῦ τελείου ἀνθρώπου γενομένου. ὅν τινες[4]) ἀγνοοῦντες ἀρνοῦνται κτλ. Das Partizipium γενομένου fehlt bei Theodoret, in der koptischen Uebersetzung und dem Papyrus; auch der Syrer und Armenier lasen es kaum, da sie ἐνδυναμοῦντος Ἰησοῦ Χριστοῦ θεοῦ einsetzen. Fehlt das Partizip, so ist in der Tat ὁ τέλειος ἄνθρωπος eine Art Gottesbezeichnung, wohl denkbar für den Christus in uns, vgl. Eph. 20,1 ἧς ἠρξάμην οἰκονομίας εἰς τὸν καινὸν ἄνθρωπον Ἰησοῦν Χριστόν. Von dieser paulinischen Anschauung ist Eph. 14,1 beeinflußt: ἐὰν τελείως εἰς Ἰησοῦν Χριστὸν ἔχητε τὴν πίστιν καὶ τὴν ἀγάπην, ἥτις ἐστὶν ἀρχὴ ζωῆς καὶ τέλος, ἀρχὴ μὲν πίστις, τέλος δὲ ἀγάπη· τὰ δὲ δύο ἐν ἑνότητι γενόμενα θεός ἐστιν. Die Vorstellung ist halb allegorisch: πίστις und ἀγάπη, die beide unlöslich zusammengehören, sind die Bestandteile des θεὸς ἐν ἡμῖν und dieser ist für uns die ζωή. Hieraus erklärt sich m. E. die umstrittene Stelle Trall. 8,1 ἀνακτίσασθε ἑαυτοὺς ἐν πίστει, ὅ ἐστιν σὰρξ τοῦ κυρίου, καὶ ἐν ἀγάπῃ, ὅ ἐστιν αἷμα αὐτοῦ. Die paulinische καινὴ κτίσις, die Ignatius auf den neuen Menschen, also auf den Christus in uns, deutet, besteht aus πίστις καὶ ἀγάπη. Allein an unserer Stelle wäre diese Beziehung auf einen bei Ignatius immerhin nur wenig entwickelten Begriff nicht notwendig; schon zu dem vorausgehenden Gedanken, daß er selbst als πνευματικὸς καὶ σαρκικός leiden wird, paßt es m. E. sehr viel besser, wenn von dem Vorbild (vgl. εἰς τὸ συμπαθεῖν αὐτῷ) gesagt ist, daß es voller Mensch war, πνευματικὸς καὶ σαρκικός. Nur hieran ferner schließt die Fortsetzung ὅν τινες ἀρνοῦνται. Nicht daß Christus als πνεῦμα in uns wohnt, leugnen diese Gnostiker, sondern daß er voll jene beiden notwendigen Bestandteile des Menschen in sich vereint hat; und da das Fortleben nur als πνεῦμα für ihn kein wahres Leben, sondern nur eine Art Tod bezeichnet, kann Ignatius sie statt χριστοφόροι oder θεοφόροι vielmehr νεκροφόροι nennen (Smyrn. 5,2). Hat aber τελείου ἀνθρώπου hier diesen Sinn, so bedürfen wir den Zu-

1) μαχαίρης der Herausgeber aus dem Pap. ohne Anmerkung — ὁ ἐγγὺς μαχ. Theodoret (vom Herausg. nicht erwähnt), beachtenswert wegen des apokryphen Herrenwortes.

2) Da πρὸς πῦρ vorausgeht, ist es möglich, daß Ignatius frei mit dem herrenlosen Herrenwort (Preuschen, Antilegomena² S. 31) spielt: ὁ ἐγγύς μου, ἐγγὺς τοῦ πυρός (Hilgenfeld).

3) μεταξὺ θηρ. μ. θεοῦ war in der Handschr. Theodorets ausgefallen. Die interpolierten Handschr. lassen nicht, wie man nach der Note des Herausgebers vermutet, diese Worte, sondern den ganzen Satz aus.

4) οἵτινες Papyr. Vielleicht nicht bloßer Schreibfehler, wie der Herausgeber meint; vgl. die gleiche Variante Magn. 9,2.

satz des Partizipiums γενομένου und müßten es einsetzen, auch wenn es noch viel schwächer bezeugt wäre. Auch hier ist die Schreibung des Papyrus falsch.

Entscheidenden Wert mißt der Herausgeber mit Harnack der Stelle 6,1—7,1 bei, auf die ich schon verwies, und die ich hier im Zusammenhange wiedergeben muß: Μηδεὶς πλανάσθω· καὶ τὰ ἐπουράνια καὶ ἡ δόξα τῶν ἀγγέλων καὶ οἱ ἄρχοντες ὁρατοί τε καὶ ἀόρατοι[1]), ἐὰν μὴ πιστεύσωσιν[2]) εἰς τὸ αἷμα Χριστοῦ[3]), κἀκείνοις κρίσις ἐστίν· ὁ χωρῶν χωρείτω (Mt. 19,12)· τόπος μηδένα φυσιούτω. Auf die Höhe der Erkenntnis[4]) kommt es nicht an: τὸ γὰρ ὅλον ἐστὶν πίστις καὶ ἀγάπη, ἧς οὐδὲν προκέκριται (vgl. Magn. 1,2). καταμάθετε δὲ (fehlt Pap.) τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν Ἰησοῦ Χριστοῦ τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν πῶς ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ [τῇ ἀγάπῃ]· οὐ μέλει αὐτοῖς οὐ περὶ χήρας οὐ περὶ ὀρφανοῦ, οὐ περὶ θλιβομένου, οὐ περὶ δεδεμένου ἢ λελυμένου[5]), οὐ περὶ πεινῶντος ἢ διψῶντος. εὐχαριστίας καὶ προσευχῆς[6]) ἀπέχονται διὰ τὸ μὴ ὁμολογεῖν τὴν εὐχαριστίαν σάρκα

1) Technische Begriffe der Gnosis, vgl. Trall. 5.

2) πιστεύωμεν die echte Handschr. gedankenlos, daß die interpolierte Fassung πιστεύσῃ bietet, ist gleichgiltig, da sie den ganzen Zusammenhang ändert.

3) Die echte und vollkommene Menschheit.

4) Die übliche Deutung von τόπος (kirchliches Amt) wird hier durch den Zusammenhang in keiner Weise nahe gelegt, ja zerstört ihn. Die richtige Beziehung gibt der Paulinische Satz (I. Cor. 8,1) ἡ γνῶσις φυσιοῖ, zu dem die Erinnerung unwillkürlich abschweift (etwa wie in 5,1 ὅν τινες ἀγνοοῦντες ἀρνοῦνται, μᾶλλον δὲ ἠρνήθησαν ὑπ' αὐτοῦ die Erinnerung an Gal. 4,9 γνόντες θεόν, μᾶλλον δὲ γνωσθέντες ὑπὸ θεοῦ den Verweis auf das Evangelienwort Matth. 10,32.33 beeinflußt): die Gnostiker späterer Zeit fühlen sich ja in bestimmte Sphären erhoben und mit deren Archonten vereinigt; ihnen verdanken sie ihre γνῶσις. Selbst ein eigentümlicher Gebrauch von τόπος ließe sich für sie nachweisen, vgl. Irenaeus 13,3 Stieren: ὁ δὲ τόπος τοῦ μεγέθους ἐν ἡμῖν. Aber vielleicht brauchen wir ihn gar nicht einmal vorauszusetzen. Wenn Horaz *Ars* 92 sagt *singula quaeque locum teneant sortita decentem,* so meint er der ganzen Verbindung nach die Höhe des Stils, den Grad des ὕψος. Mehr liegt auch bei Ignatius nicht in dem Wort, nur ist der Begriff des ὕψος bei ihm gnostisch.

5) Vgl. Pseudolongin c. 2 εἰ ἔστιν ὕψους τις ἢ βάθους τέχνη. Eine Frage, ob das richtig ist, besteht doch nicht mehr.

6) Die Begründung zeigt zwingend, daß εὐχαριστία καὶ προσευχή hier eine einheitliche Kulthandlung bezeichnet, εὐχαριστία selbst also wenigstens an dieser Stelle das Sakrament, προσευχή das dazu gesprochene Dankgebet bezeichnet. Das Wort wird nicht ausschließlich, aber doch mit Vorliebe von dem Gebet im Gemeindegottesdienst gebraucht (daher sein Uebergang in die Bedeutung συναγωγή, vgl. die Erklärer zu Juvenal 3,296). Wenn Zahn in den folgenden Worten συνέφερε ... ἀγαπᾶν letzteres als »Agapen feiern« deutet, so verkennt er den rhetorischen Aufbau und Zusammenhang der Stelle: weil sie nicht an Jesu leiblichen Tod und Auferstehung glauben, deren der Christ im Abendmahl teilhaftig gemacht wird, sterben sie selbst und werden nicht wieder auferweckt; sie haben aber auch nicht

εἶναι τοῦ σωτῆρος ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ τὴν ὑπὲρ τῶν ἁμαρτιῶν ἡμῶν παθοῦσαν, ἣν τῇ χρηστότητι ὁ πατὴρ ἤγειρεν· οἱ οὖν ἀντιλέγοντες τῇ δωρεᾷ τοῦ θεοῦ συζητοῦντες ἀποθνήσκουσιν· συνέφερε δὲ αὐτοῖς ἀγαπᾶν, ἵνα καὶ ἀναστῶσιν.

Statt der Worte τῇ ἀγάπῃ (in der Mitte des Abschnittes) hat die übrige Ueberlieferung περὶ ἀγάπης, und schon der Verfasser der interpolierten Rezension und der koptische Uebersetzer haben diese Worte mit den folgenden verbunden; alle Herausgeber sind ihnen gefolgt. Daß dadurch der nächste Satz nach Sinn und rhetorischem Bau verdorben wird, hat C. Schmidt treffend erkannt; nur zieht er daraus ohne weiteres den Schluß, daß die Lesung des Papyrus τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ τῇ ἀγάπῃ richtig ist. Dies übersetzt und deutet Harnack in seiner Anzeige (Theolog. Literaturzeit. 1910 Nr. 24 Sp. 743): »nach Ignatius ist die Gesinnung Gottes die Liebe; das war nach der bisherigen Fassung des Textes nicht erkennbar«. Ich weiß nicht, ob γνώμη das überhaupt bedeuten kann, bei Ignatius sicher nicht [1]). Bei ihm, wie bei den übrigen *Patres apostolici*, finde ich das Wort nur in der Bedeutung Entscheidung, Ratschluß, Rat, Wille, Spruch u. dgl. verwendet. Die wenigen Stellen lassen sich leicht überschauen; eine Erläuterung verlangt nur eine: Eph. 3,2—4,1 προέλαβον παρακαλεῖν ὑμᾶς, ὅπως συντρέχητε τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. καὶ γὰρ Ἰησοῦς Χριστός, τὸ ἀδιάκριτον ἡμῶν ζῶν, τοῦ πατρὸς ἡ γνώμη, ὡς καὶ οἱ ἐπίσκοποι οἱ κατὰ τὰ πέρατα ὁρισθέντες ἐν <θεῷ> Ἰησοῦ Χριστοῦ γνώμῃ [2]) εἰσίν. ὅθεν πρέπει ὑμῖν συντρέχειν τῇ τοῦ ἐπισκόπου γνώμῃ. Was γνώμη hier bedeutet, zeigt die erste und letzte Verwendung des Wortes; man vergleiche Pol. 5,2 μετὰ γνώμης τοῦ ἐπισκόπου und 4,1 μηδὲν ἄνευ γνώμης σου γενέσθω. So heißt Christus die γνώμη τοῦ πατρός [3]) nicht in dem Sinne von λόγος, wie man wohl gedeutet hat, sondern von ἐντολή, wie Trall. 13,2 ὑποτασσόμενοι τοῖς ἐπισκόποις ὡς τῇ ἐντολῇ (oder τῇ ἐντολῇ θεοῦ) und Smyrn. 8,1 πάντες τῷ ἐπισκόπῳ ἀκολουθεῖτε, ὡς Ἰησοῦς Χριστὸς τῷ πατρί, καὶ τῷ πρεσβυτερίῳ ὡς τοῖς ἀποστόλοις· τοὺς δὲ διακόνους ἐντρέπεσθε ὡς θεοῦ ἐντολήν, vgl. Rom. Aufschrift κατὰ σάρκα καὶ κατὰ πνεῦμα ἡνωμένοις πάσῃ ἐντολῇ αὐτοῦ. Dann verlangt der Parallelismus, daß die Bischöfe die γνώμη Χριστοῦ genannt werden. Der Wortlaut

die *caritas*, die auch dazu beitragen könnte, daß sie auferweckt würden. Auf Zahns Mißdeutung fußend hat dann Axel Andresen (Zeitschr. f. neutestam. Theol. III 211 ff.) sogar die Worte περὶ ἀγάπης οὐ μέλει αὐτοῖς gegen den klaren Zusammenhang auf Agapen beziehen wollen.

1) Auch zeigt der Zusammenhang, daß ἀγάπη hier die *caritas* ist.

2) ἐν Ἰησοῦ Χριστοῦ γνώμῃ die Handschrift, *Iesu Christi sententia* die lateinische Uebersetzung.

3) Der Artikel bei dem Prädikat (ἐστίν ist zu ergänzen) ist unverdächtig: Christus ist das Gebot des Vaters (das ganze, das verkörperte Gebot).

der Ueberlieferung hat schon früher Anstoß erregt; will man ἐν nicht ganz streichen, so wird es am besten sein, nach Philad. Aufschrift τῷ ἐπισκόπῳ καὶ τοῖς σὺν αὐτῷ πρεσβυτέροις καὶ διακόνοις ἀποδεδειγμένοις ἐν γνώμῃ Ἰησοῦ Χριστοῦ, οὓς κατὰ τὸ ἴδιον θέλημα ἐστήριξεν zu ergänzen ἐν <θεῷ> oder ἐν <θελήματι θεοῦ>. Die weiteren Stellen sind klar: Philad. 3,3 περιπατεῖν ἐν ἀλλοτρίᾳ γνώμῃ — Rom. 8,3 κατὰ σάρκα ... κατὰ γνώμην θεοῦ — Pol. 8,1 ὡς θεοῦ γνώμην (Willensäußerung, Befehl) κεκτημένος — Philad. 6,2 θλιβέντες τῇ γνώμῃ αὐτοῦ (des Fürsten dieser Welt) — Rom. 7,1 ἡ εἰς θεόν μου γνώμη — Philad. 1,2 τὴν εἰς θεὸν αὐτοῦ γνώμην — Pol. 1,1 τὴν ἐν θεῷ γνώμην ἡδρασμένην. Hinzutreten Barn. 21,2 und I. Clem. 8,2 γνώμη ἀγαθή, Hermas Sim. 5,2,8 ταύτῃ τῇ γνώμῃ συνηυδόκησεν, endlich Barn. 2,9. — Der Sinn der Stelle ist also klar: Gottes Gebot ist die Liebe zu dem Nächsten; sein Wille ist es, daß wir uns der Witwen und Waisen, Bedrängten und Gefangenen, Hungernden und Durstenden annehmen. Ist dies der Zusammenhang, so ist klar, daß wir in den Worten der Handschrift περὶ ἀγάπης ein altes erklärendes Glossem zu γνώμη haben, ja fast möchte ich fürchten, daß man nunmehr τῇ περὶ ἀγάπης in den Text aufzunehmen und dadurch eine Art Uebereinstimmung zwischen Handschrift und Papyrus herzustellen versuchen wird. Das würde den Zusammenhang verderben. Ignatius geht davon aus, daß nicht die γνῶσις, sondern πίστις und ἀγάπη entscheiden[1]); die Gnostiker haben nicht die eine noch die andere. Das erste ist unbestreitbar, auf das zweite verweist er nachdrücklich; auf πίστις bezieht sich τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν Ἰησοῦ Χριστοῦ, auf ἀγάπη also ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. Unmittelbar muß hier als Beweis anschließen οὐ μέλει αὐτοῖς οὐ περὶ χήρας κτλ. Die ganze Wirkung ist zerstört, wenn man davor noch einmal wiederholt τῇ περὶ ἀγάπης oder auch nur τῇ ἀγάπῃ. Wir haben also im Papyrus wie in der Handschrift das gleiche erklärende Glossem nur in etwas anderer Fassung. Das Schwanken der Tradition verrät den erklärenden Zusatz: das ist in Wahrheit der Gewinn, den der Papyrus bringt.

Doch wir dürfen m. E. noch etwas weiter gehen. Befremdlich war mir immer der Ausdruck εἰς τὴν χάριν Ἰησοῦ Χριστοῦ τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν, ansprechender die Lesung der armenischen Uebersetzung εἰς τὴν χάριν τοῦ θεοῦ τὴν εἰς ἡμᾶς ἐλθοῦσαν. Christus ist selbst die χάρις θεοῦ, die zu uns gekommen ist[2]); daher konnte das Wort als erklärendes Glossem zugesetzt werden. Wir finden ein ähn-

1) Das Halten des Gebotes (vgl. z. B. Marc. 12,28 ff.) und der Glaube (Marc. 16,16 ὁ δὲ ἀπιστήσας κατακριθήσεται) sind die beiden Bedingungen der Zugehörigkeit zum Christentum.

2) Vgl. die 33. Ode Salomos.

liches Schwanken 10,1 ὑποδεξάμενοι ὡς διακόνους θεοῦ Pap. Armenier, ὡς διακόνους Χριστοῦ die interpolierte griechische Rezension nach alter Vorlage, ὡς διακόνους Χριστοῦ θεοῦ die echte Handschrift und die lateinische Uebersetzung (hiernach zu beurteilen oben 6,1 ἐὰν μὴ πιστεύσωσιν εἰς τὸ αἷμα Χριστοῦ mit dem Zusatz ὅτι θεοῦ ἐστιν oder ὅς θεός ἐστιν im Syrer und Timotheus; ein altes Glossem θεοῦ bot den Anlaß, vgl. Ephes. 1,1 αἷμα θεοῦ die echte Handschrift, αἷμα Χριστοῦ die interpolierte Rezension, αἷμα Χριστοῦ θεοῦ die Vorlage der lateinischen Uebersetzung; Rom. 6,3 τοῦ πάθους τοῦ θεοῦ μου bzw. Χριστοῦ τοῦ θεοῦ μου; Pol. 7,2 εἰς δόξαν θεοῦ bzw. εἰς δόξαν Χριστοῦ). An unserer Stelle wird der Gegensatz schärfer und eindringlicher, wenn wir lesen: καταμάθετε δὲ τοὺς ἑτεροδοξοῦντας εἰς τὴν χάριν τοῦ θεοῦ ... πῶς ἐναντίοι εἰσὶν τῇ γνώμῃ τοῦ θεοῦ. Aufgenommen wird das im Schluß οἱ οὖν ἀντιλέγοντες τῇ δωρεᾷ τοῦ θεοῦ συζητοῦντες (Gegensatz zu πιστεύειν) ἀποθνήσκουσιν· συνέφερε δὲ αὐτοῖς ἀγαπᾶν, ἵνα καὶ ἀναστῶσιν. Wirkungsvoll erscheint erst hier im Schluß das technische Wort ἀγαπᾶν (ἀγάπη) wieder; der Gedankenaufbau ist rhetorisch nicht übel, inhaltlich minder gelungen. Die Liebe spielt neben dem Glauben in dem Schlußwort eine geringere Rolle; nur ein συμφέρειν εἰς ἀθανασίαν wird ihr zugeschrieben und auch dies wird nicht einmal begründet. Die Schuld trägt die Unklarheit des ganzen Systems. Die leibliche Auferstehung, die einzige Form, in der Ignatius ein Fortleben sich denken kann, ist gebunden an das Sakrament (Eph. 20,2), an die gläubige Aufnahme der durchaus real gedachten σάρξ des auferstandenen Christus (Smyrn. 7,1). Diese ganz hellenistische Mysterienanschauung läßt sich mit den beiden Grundforderungen des Evangeliums Jesu, Glauben und Liebe, nicht einfach in einen logischen Zusammenhang bringen. So versucht Ignatius an jener oben besprochenen Stelle, Trall. 8,1, eine Art Hilfskonstruktion: der Glaube ist ihm das Fleisch, die Liebe das Blut Christi, beide zusammen also der θεὸς ἐν ἡμῖν, der unsere Hoffnungen verbürgt. Man erkennt deutlich, warum er an unserer Stelle für seine Polemik diese allegorisch-mystische Hilfskonstruktion nicht verwendet; die realistische Mysterienauffassung dient ihm hier besser. Beide Auffassungen hat er ebenso wie jene beiden Grundforderungen überkommen und keine voll zu Ende gedacht; unausgeglichen liegen die Gedanken oder besser — wenigstens für Ignatius — die Formeln neben einander; eine Vermittelung kann man nicht finden und möchte ich gar nicht suchen. Gerade in den unausgeglichenen Widersprüchen, die aus der früheren Zeit noch unbedenklich übernommen werden und ihre Vereinigung nur in der lebendigen Persönlichkeit finden, liegt

für mich der religionsgeschichtliche [1]), freilich nicht der religiöse Wert und Reiz dieser Schriften.

Doch ich bin, durch ihn verführt, abgeschweift. Nicht auf ihn wollten die Herausgeber natürlich eingehen, und auch kritisch war ihr Ziel wohl auch nicht, eine Ausgabe auch nur dieses Abschnittes zu geben oder vorzubereiten. Hinzugefügt sei noch, daß die Anlage des Apparates nicht voll befriedigt. Außer den kleinen Anstößen, die schon gelegentlich hervorgehoben sind, erwähne ich, daß z. B. zu Zeile 5 dieselbe Angabe versehentlich in zwei Fassungen gestellt ist, zu Z. 35 Zahn und Lightfoot nicht genau verglichen, zu 54 der Armenier nicht angeführt ist; zu Z. 63 ist eine Angabe über die lateinische Uebersetzung gestellt, die zu 68 gehört, zu 90 übersehen, daß die richtige Lesung nicht nur in der echten Handschrift steht. Manches ist ungeschickt, ja unklar geformt (vgl. z. B. auch in der Besprechung S. 11 die Bemerkung zu Z. 107); man kann bei der Benutzung wenigstens Zahns treffliche Ausgabe nicht wohl entbehren.

Den Mittelpunkt des Heftes bildet der große Osterbrief des Patriarchen Alexander (VIII. Jahrhundert), zu dessen sachlicher und formeller Erklärung die Herausgeber viel Interessantes und Lehr-

1) Das vielgequälte Wort wird jetzt zur Bezeichnung zweier in sich berechtigten, aber unter einander entgegengesetzten Betrachtungsweisen verwendet, die man an einem größeren als Ignatius leichter erläutern kann. Gewiß kann man von einem subjektiven, rein der Gegenwart und der eigenen Person entnommenen Werturteil aus bei Paulus den Hymnus auf die Liebe (schwerlich nur *caritas*) einseitig hervorheben, in ihm die Ausführung des Lebensgedankens Jesu und die Enthüllung der schlichten Moral als Wesen der Religion erblicken und neben ihr die gesamte »Psychologie und spekulative Theologie« des Apostels geringschätzig als »versuchte Ideen« bezeichnen, deren Beeinflussung von hier oder da weniger Interesse biete und angeblich längst bekannt sei (A. Harnack, Das hohe Lied des Apostels Paulus von der Liebe und seine religionsgeschichtliche Bedeutung, Sitzungsber. d. Berl. Akad. 1911 S. 162 ff.). Eine solche mehr religionsphilosophische oder religiöse Betrachtungsart ist unanfechtbar, so lange sie nicht behauptet, daß auch der historische Paulus als Apostel der Liebe und Verkünder der schlichten Moralität als Religion richtig und alles Wesentliche erschöpfend gekennzeichnet sei, und so lange sie dem Philologen und Historiker nicht das Recht bestreitet, auch den wirklichen Menschen Paulus kennen lernen zu wollen. Das können wir nun einmal nicht, ohne auf seine zweite Grundforderung einzugehen und ohne auch die »versuchten Ideen«, jede zunächst einzeln, zu verfolgen; unsere jetzige Kenntnis der Zeit und der Sprache genügt uns hierzu nicht, und gern mühen wir uns auch am Kleinen. Mag der Religionsphilosoph höhnen, wenn ihm einmal eine Belegstelle für das κύμβαλον ἀλαλάζον oder die »Engelzungen« zu unwesentlich scheint — wir armen Philologen, oder, um richtig zu zitieren, wir »Modernen« wissen ja auch mit lexikalischen Festsetzungen, die kurzer Hand verordnen: »die Gnosis umfaßt das gesamte Gebiet des Erkennens in den drei Reihen des Seins *sub specie dei*« (a. a. O. S. 138), für unseren Paulus nicht allzuviel anzufangen.

reiches beibringen. Aeußerlich ein Museumsstück allerersten Ranges scheint er mir inhaltlich freilich nicht allzuviel zu bieten; doch sei das neue Fragment aus dem Briefe des römischen Bischofs Felix mit besonderem Dank hervorgehoben.

Den dritten Teil der Veröffentlichung bilden, wie erwähnt, ›liturgische‹ Stücke, manches späte und bedeutungslose, aber auch ein längeres Bruchstück von hervorragender Wichtigkeit, eine Sammlung christlicher Gebete, der Schrift nach aus dem Ende des dritten Jahrhunderts. Freilich muß ich, wenn ich hier darauf eingehe, den billigen Spott erwarten, daß diese Wichtigkeit für meine Person größer als für die theologische Forschung sei.

Den Herausgebern war zufällig entgangen, daß in diesen Gebeten ein auch literarisch erhaltenes begegnet, der Schluß des ersten Hermetischen Tractates, des sogenannten Poimandres. Ich habe hierauf in den Nachrichten der Göttinger Gesellschaft der Wissenschaften 1910 S. 324 aufmerksam gemacht, den Text festgestellt und, wie ich hoffe, erwiesen, daß auch die in dem Papyrus gebotene Fassung den uns erhaltenen Traktat voraussetzt, ferner, daß sie schlechter und offenbar jünger ist, als die handschriftlich erhaltene, endlich daß jede Spur von Christlichem auch in ihr noch fehlt; nur die Doxologie am Schluß ist von einem Christen zugefügt. Welche Bedeutung diese Tatsache hat, gilt es zunächst ins Auge zu fassen.

Drei Gebete von eigenartiger Tiefe und Inbrunst sind uns in den geringen Resten Hermetischer Literatur, die auf uns gekommen sind, erhalten. Schon jetzt haben sich zwei davon in den nicht eben zahlreichen religiösen Papyri wiedergefunden. Damit ist zunächst die Verbreitung und der religiöse Wert dieser Literatur im Ausgang des Altertums gesichert. Es geht nicht mehr an, sie als ›Philosophie‹ bei Seite zu schieben oder ihren Zusammenhang mit Aegypten, dem Fundort jener Papyri zu bestreiten. Selbst das letzte Hilfsmittel, sich einer Berücksichtigung dieser Literatur zu entziehen, die Behauptung, ihr Alter sei vollkommen unbestimmbar, hat an Kraft eingebüßt. Man wird sich jetzt erinnern, daß schon Martial (V 24) eine Schrift oder vielleicht nur ein sie schließendes Gebet an den ägyptisch-hellenistischen Hermes als allgemein bekannt voraussetzt, ein Gebet, das in kurzen Sätzen, die z. T. durch die ἀναφορά desselben Wortes zusammengehalten sein mochten, die verschiedenen Werke und Eigenschaften des Gottes pries und sich in dem Bekenntnis *Hermes omnia solus et ter unus* zusammenfassen ließ[1]). Man wird sich ferner daran

1) Vgl. Hellenistische Wundererzählungen S. 127 und das ebenda angeführte entsprechende Isisbekenntnis. Es ist der Hermetische Satz ἓν τὸ πᾶν καὶ τὸ πᾶν θεός auf den bestimmten Gott übertragen.

erinnern, daß das Vergottungsmysterium, daß in einer dieser Schriften (XIII, bzw. XIV) beschrieben ist, in allen Grundzügen der Schilderung der Isismysterien bei Apuleius entspricht [1]). So darf man vielleicht endlich hoffen, daß wenigstens der Teil unserer protestantischen Theologen, der selbst etwaige Einflüsse Indiens auf das Christentum mit hingebendem Eifer diskutiert, seine Zurückhaltung gegenüber diesen griechisch erhaltenen, dem gleichen Kulturkreis und annähernd der gleichen Zeit angehörigen Schriften aufgibt und an ihrer Erforschung mitarbeitet [2]).

Ein paar Vorbemerkungen für die Diskussion, welche der neue Fund hoffentlich herbeiführt, sind vielleicht nicht ganz überflüssig. Wir werden, wenn nicht neue Funde hinzutreten, diese Literatur zunächst als Ganzes hinnehmen müssen, als Aeußerungen weiterer oder engerer griechisch sprechender und denkender Kreise in Aegypten. Daß das handschriftlich erhaltene und planmäßig geordnete Corpus — seinem Charakter nach eine Art Chrestomathie oder Auswahl — um Diokletians Zeit abgeschlossen wurde, ist durch stilistische Beobachtungen gesichert. Daß einzelne Stücke vor der Aufnahme eine längere Entwickelung durchmachten, ist wahrscheinlich, die Wandelbarkeit der Tradition durch den λόγος τέλειος und die im Papyrus vorliegende Ueberarbeitung des ersten Stückes erwiesen. Bestimmte Datierungen lassen sich für keine einzelne Schrift geben; der Beginn dieser Literatur liegt früh.

Daß ihr Grundcharakter aus einer Mischung orientalischer (besonders ägyptischer) und griechischer Elemente zu erklären ist, sollte klar sein. Der Versuch, in diesen Schriften urarkadische oder urböotische Geheimlehren zu finden, die dann durch irgend welche Vermittelung die höhere Gotteslehre der hellenisierten Aegypter wurden, ignoriert die allgemeinen geschichtlichen und kulturgeschichtlichen Tatsachen, die auch für die Religionsgeschichte bestimmend bleiben müssen, wenn sie nicht zum leeren Phantasiespiel werden soll; der entgegengesetzte Versuch eines verdienten Aegyptologen, in diesen Schriften nur Uebersetzungen alter nationaler Urkunden zu sehen, ist begreiflich nur bei völliger Unkenntnis der griechischen Philosophie.

1) Vgl. Hellenistische Mysterienreligionen S. 33 ff. Die Uebereinstimmung datiert natürlich nicht die einzelne Schrift, wohl aber die Anschauungen.

2) Eine eingehende Polemik von katholischer Seite (Engelbrecht Krebs, Der Logos als Heiland im ersten Jahrhundert, mit einem Anhang Poimandres und Johannes, Freiburg 1910) erwähne ich mit aufrichtiger Anerkennung des unermüdlichen Fleißes und des streng sachlichen und wissenschaftlichen Tones. Warum ich zwar in Einzelheiten gern nachgebe, in den Hauptpunkten aber mich nicht überzeugen lassen konnte, wird sich im Folgenden zeigen.

Eine Sonderung der beiden Hauptelemente muß immer wieder versucht werden und wird im Einzelergebnis immer wieder Zweifeln unterworfen bleiben. Ob ein Teil der Kosmogonie des Poimandres sich direkt als griechische Umdeutung eines bestimmten ägyptischen Systems erweisen läßt, welches zufällig in einer alten Inschrift erhalten ist, oder ob man vorsichtiger handelt nur zu sagen, daß er ägyptischer Anschauung entspricht, mag zweifelhaft sein. Daß für die Diskussion, die wir jetzt erwarten und brauchen, nichts oder doch ganz wenig auf diesen Zweifel ankommt, habe ich oft betont. Auch bei den einzelnen Vorstellungen müssen wir, wie das unlängst auch A. Harnack[1]) für ein anderes Gebiet geistvoll und treffend betont hat, in der hellenistischen Religionsgeschichte stets mit einer doppelten Wurzel rechnen. Ich brauche an die widersprechenden Auffassungen einer so echt hellenistischen Erscheinung wie Philo nur zu erinnern.

Die Frage, welche durch den Berliner Papyrus neu zur Diskussion gestellt ist, kann nur sein: sind diese Schriften christlich oder heidnisch? Man hat sie zu umgehen versucht, indem man die eine von ihnen als nachträgliche Ethnisierung eines christlich-gnostischen Systems faßte. Allein ganz abgesehen von der Haltlosigkeit der angeblichen Beweise: wieder ist dabei die allgemeine Entwickelung außer Acht gelassen. Wenigstens wer in dem Gnostizismus zunächst eine Verbindung orientalischer Mythologeme und orientalischen Mystizismus mit griechischem Denken sieht und die Anfänge dieser Bewegung als vorchristlich anerkennt, wird zunächst für die Annahme einer nachträglichen vollständigen Ethnisierung eines christlichen Systems starke Beweise verlangen, und wenn er dann sieht, daß die fragliche heidnische Schrift in Wortgebrauch, Vorstellungen und Charakter mit einer Fülle von anderen unlöslich zusammenhängt, die alle nun ebenfalls als nachträgliche Ethnisierungen christlicher Lehre gelten müßten, das Unhistorische dieser ganzen Annahme empfinden. Es ist ja ähnlich mit den Mysteriendeutungen, die sich von der Betrachtung unserer Literatur nicht sondern lassen. Daß Apuleius jünger ist als Paulus — ein eifriger Rezensent meinte: um zwei Jahrhunderte —, genügt an sich wirklich nicht, um christliche Einflüsse auf ihn wahrscheinlich zu machen, und wenn man die gleichen Vorstellungen in anderen Religionskreisen nachweisen, ja sie in Andeutungen und Vorbereitungen bis in vorchristliche oder doch vom Christentum sicher unberührte Zeit zurückverfolgen kann, wird man den ungeschichtlichen Gedanken kaum fassen, daß der gesamte Mysterienkult der Kaiserzeit vom Christentum beeinflußt sein könne. Die Methode, welche wir z. B. in der Erforschung des neutestamentlichen Juden-

1) Sitzungsber. d. Berl. Akad. 1911 S. 157.

tums ohne weiteres verwenden, werden wir auf diese heidnischen Schriften übertragen dürfen, uns bewußt, daß wir bei nur einmal vorkommenden Einzelheiten immer irren können, in den Grundzügen aber klare und sichere Resultate erhalten. Das, was man einmal treffend die allgemeine Religion der Gebildeten im ausgehenden Heidentum genannt hat, liegt uns in leicht nationaler Färbung und Tönung vor, individuell ist vor allem die Intensität des religiösen Empfindens und sind z. T. die behandelten Themata. Es ist heidnischer Mystizismus und Gnostizismus in allen Stufen der Entwickelung. Daß er sich in Sprache und Vorstellungen eng mit der frühchristlichen Literatur berührt, ohne daß wir doch in der Gedankenwelt irgend welche Entlehnungen aus dieser nachweisen können, ist das Problem, welches Erklärung verlangt. Bildet doch die Sprache und die Vortstellungswelt der urchristlichen Literatur wenigstens für uns Philologen noch das große Rätsel, an dessen Lösung wir mitarbeiten möchten.

Man wird die verschiedenen gemeinsamen Bildungsfaktoren zunächst ins Auge fassen müssen. Berührungen mit der Septuaginta beweisen natürlich gar nichts für das Christentum; an sich sind sie sowohl wegen der literarischen als wegen der religiösen Bedeutung der jüdischen Religionsurkunden sehr wohl denkbar. Die Zauberpapyri wie die gesamte Geheimliteratur zeigen starken unmittelbaren Einfluß des Judentums auf den Synkretismus (in scharfem Gegensatz zu dem Christentum), freilich meist in Aeußerlichkeiten [1]). Immerhin sind mir in der Hermetischen Literatur inhaltliche Entlehnungen nur in einer einzigen Schrift aufgefallen, auch hier übrigens in einem Zusammenhange, in dem ägyptische und jüdische Anschauungen sich wirlich berühren, die Uebernahme also leicht war. Rein lexikalische Uebereinstimmungen bedürfen stets besonderer Untersuchung, da hier ein schon im ägyptischen Hellenismus entwickelter Sprachgebrauch die Uebersetzung aus dem Hebräischen beeinflußt haben kann, wie ich das z. B. bei dem Worte δόξα annehmen möchte. — Innerlicher ist der Einfluß des Griechentums, d. h. der Philosophie. Ein planmäßiger Vergleich, besonders mit dem Neuplatonismus, wird erforderlich sein, für die Datierung aber freilich nicht viel ergeben. Seine religiöse Grundrichtung dankt er ja einer langen uns nur sehr lückenhaft bekannten Entwickelung, die mit Poseidonios anhebend, orientalischem Empfindungsleben allmählich so starken Einfluß gestattet, daß der Neuplatonismus hier zunächst eher eine Rückkehr zu dem echten Griechentum in Plato bringt. Jetzt liest man manchmal kurzerhand

1) Irgend welcher Einfluß des christlichen Gnostizismus auf die Vorstellungen und Formeln der Zauberliteratur ist bisher nicht erwiesen; gerade die eine Erwähnung Jesu stammt nicht aus ihm.

als neuplatonisch bezeichnet, was schon bei Philo oder Plutarch oder gar in den auf Poseidonios zurückgehenden Stücken in Seneca Gegenbilder hat, oder durch neutestamentliche Parallelen in Wahrheit der hellenistischen Mystik zugewiesen wird. Individuell ist in diesem philosophischen Teil, der in einzelnen Traktaten, wie z. B. dem zweiten (bzw. dritten) fast ausschließlich hervortritt, nichts. Die Gedankengänge, in denen der Gebildete versucht, sich orientalische oder griechische oder christliche Theologie zurechtzulegen, sind notwendig die gleichen, möglichst allgemein zugänglichen; für Einzelnes bieten z. B. die Clementinen interessante Vergleichspunkte. Selbst das Betonen bestimmter philosophischer Schulen und Schulgegensätze dürfte m. E. nicht zu weit getrieben werden. Das Eigene liegt mehr in den Resten der Mythologie, der Mysterienlehre und vor allem in den Formen der Verkündigung und des Gottesdienstes. Da uns gerade ein Eingehen hierauf zu der besonderen Bedeutung des Berliner Papyrus zurückführen kann, seien ein paar Bemerkungen dazu gestattet.

Drei Arten heidnischer Predigten sind uns in den dürftigen Urkunden synkretistischer Religionen, die wir besitzen, erhalten. Ein Beispiel der Auslegung eines heiligen Textes bietet die sogenannte Naassenerpredigt, in der neben und mit den jüdischen Einwirkungen die Einflüsse stoischer Dichterexegese besonders hervortreten; neben sie tritt als Typus der ἱερὸς λόγος, die Verkündigung, wie sie uns im III. (bzw. IV.) Kapitel des Hermetischen Corpus vorliegt, endlich die Missions- oder Bußpredigt, von der Corp. Herm. I 28 und VII (bzw. VIII) Proben bieten. Ich greife letztere heraus.

Die kurze Skizze einer Bußpredigt lautet in der ersten Schrift, dem eigentlichen Poimandres § 27—29: καὶ ἤργμαι κηρύσσειν τοῖς ἀνθρώποις τὸ τῆς εὐσεβείας καὶ γνώσεως κάλλος· ὦ λαοί, ἄνδρες γηγενεῖς, οἱ μέθῃ καὶ ὕπνῳ ἑαυτοὺς ἐκδεδωκότες καὶ τῇ ἀγνωσίᾳ τοῦ θεοῦ, νήψασθε, παύσασθε δὲ κραιπαλῶντες, θελγόμενοι ὕπνῳ ἀλόγῳ. οἱ δὲ ἀκούσαντες παρεγένοντο ὁμοθυμαδόν. ἐγὼ δέ φημι· τί ἑαυτούς, ὦ ἄνδρες γηγενεῖς, εἰς θάνατον ἐκδεδώκατε ἔχοντες ἐξουσίαν τῆς ἀθανασίας μεταλαβεῖν; μετανοήσατε οἱ συνοδεύσαντες τῇ πλάνῃ καὶ συγκοινωνήσαντες τῇ ἀγνοίᾳ· ἀπαλλάγητε τοῦ σκοτεινοῦ φωτός· μεταλάβετε τῆς ἀθανασίας καταλείψαντες τὴν φθοράν. καὶ οἱ μὲν αὐτῶν καταφλυαρήσαντες ἀπέστησαν τῇ τοῦ θανάτου ὁδῷ ἑαυτοὺς ἐκδεδωκότες, οἱ δὲ παρεκάλουν διδαχθῆναι ἑαυτοὺς πρὸ ποδῶν μου ῥίψαντες. ἐγὼ δὲ ἀναστήσας αὐτοὺς καθοδηγὸς ἐγενόμην τοῦ γένους[1]) τοὺς λόγους διδάσκων, πῶς καὶ τίνι τρόπῳ σωθήσονται. καὶ ἔσπειρα αὐτοῖς τοὺς τῆς σοφίας λόγους καὶ ἐτράφησαν ἐκ τοῦ ἀμβροσίου

1) Das Menschengeschlecht, vgl. die Aufforderung des Gottes § 26: οὐχ ὡς πάντα παραλαβὼν καθοδηγὸς γίνῃ τοῖς ἀξίοις, ὅπως τὸ γένος τῆς ἀνθρωπότητος διὰ σοῦ ὑπὸ θεοῦ σωθῇ;

ὕδατος. ὀψίας δὲ γενομένης καὶ τῆς τοῦ ἡλίου αὐγῆς ἀρχομένης δύεσθαι ὅλης ἐκέλευσα αὐτοῖς εὐχαριστεῖν τῷ θεῷ· καὶ ἀναπληρώσαντες τὴν εὐχαριστίαν ἕκαστος ἐτράπη εἰς τὴν ἰδίαν κοίτην. Den gleichen Typus zeigt die 33. Ode Salomons, ja sie erklärt direkt einzelne Wendungen der Hermetischen Schrift. Von dem Messias (?) und sodann von einer reinen Jungfrau, wohl der Güte Gottes, heißt es hier: und er stellte sich auf eine hohe Spitze und ließ seine Stimme von einem Ende der Erde zum andern ertönen und er zog alle zu sich, die ihm gehorchten ... ›ihr Menschenkinder, bekehrt euch, und ihr Töchter von ihnen, kommt und verlaßt die Pfade dieses Verderbens und nähert euch mir, und ich werde bei euch eintreten und euch aus dem Untergange herausführen und euch weise machen in den Pfaden der Wahrheit ... Hört mich und laßt euch retten‹. — Es ist nicht die Bußpredigt schlechthin, sondern ein stilisierter Bericht über das κήρυγμα, das ein göttliches Wesen dem ganzen Menschengeschlecht überbringt [1]); und ein göttliches Wesen ist der Prophet ja für diese Anschauungsweise geworden. So mag man als letzte Parallele (bei Origenes VII 8) des Celsus Schilderung der phönizischen und syrisch-palästinensischen Propheten seiner Zeit hinzunehmen, die an sich nicht auf Christus geht, wohl aber in einzelnen Zügen zum Zweck der Polemik gefärbt ist [2]). Sie predigen: ἐγὼ ὁ θεός εἰμι — ἢ θεοῦ παῖς, ἢ πνεῦμα θεῖον — ἥκω δέ· ἤδη γὰρ ὁ κόσμος ἀπόλλυται καὶ ὑμεῖς, ὦ ἄνθρωποι, διὰ τὰς ἀδικίας οἴχεσθε. ἐγὼ δὲ σῶσαι θέλω, καὶ ὄψεσθέ με αὖθις μετ' οὐρανίου δυνάμεως ἐπανιόντα ... τοὺς δ' ἐμοὶ πεισθέντας αἰωνίους φυλάξω.

Die Hellenisierung dieser orientalischen ›Botschaft‹ zeigt das VII. (VIII.) Hermetische Stück: ποῖ φέρεσθε, ὦ ἄνθρωποι, μεθύοντες, τὸν τῆς ἀγνωσίας ἄκρατον [λόγον] ἐκπιόντες, ὃν οὐδὲ φέρειν δύνασθε, ἀλλ' ἤδη αὐτὸν καὶ ἐμεῖτε; στῆτε νήψαντες, ἀναβλέψατε τοῖς ὀφθαλμοῖς τῆς καρδίας, καὶ εἰ μὴ πάντες δύνασθε, οἵ γε καὶ δυνάμενοι. ἡ γὰρ τῆς ἀγνωσίας κακία ἐπικλύζει πᾶσαν τὴν γῆν καὶ συμφθείρει τὴν ἐν τῷ σώματι κατακεκλεισμένην ψυχήν, μὴ ἐῶσα ἐνορμίζεσθαι τοῖς τῆς σωτηρίας λιμέσιν. μὴ συγκατενεχθῆτε τοιγαροῦν τῷ πολλῷ ῥεύματι, ἀναρροίᾳ δὲ χρησάμενοι οἱ δυνάμενοι λαβέσθαι τοῦ τῆς σωτηρίας λιμένος, ἐνορμισάμενοι τούτῳ ζητήσατε χειραγωγὸν τὸν ὁδηγήσοντα ὑμᾶς ἐπὶ τὰς τῆς γνώσεως θύρας, ὅπου ἐστὶ τὸ λαμπρὸν φῶς, τὸ καθαρὸν σκότους, ὅπου οὐδὲ εἷς μεθύει, ἀλλὰ πάντες νήφουσιν ἀφορῶντες τῇ καρδίᾳ εἰς τὸν ὁραθῆναι θέλοντα. Der Eingang stammt, wie jeder weiß, aus Platos (?) Kleitophon p. 407 a: ὁπότε ἐπιτιμῶν τοῖς ἀνθρώποις, ὥσπερ ἐπὶ μηχανῆς τραγικῆς θεός, ὕμνεις λέγων· ποῖ φέρεσθε, ὤνθρωποι; καὶ ἀγνοεῖτε οὐδὲν τῶν δεόντων πράττοντες, κτλ. Das Bild mag direkt dem Drama entstammen

1) Vgl. die Rolle des κήρυξ im Κρατήρ (Corp. Herm. IV 4).

2) Vgl. meinen Poimandres S. 222.

und braucht trotz der Aehnlichkeit in keiner Weise orientalischen Ursprungs zu sein. Menipp scheint es aufgenommen zu haben, doch verfolge ich diese Spur zunächst nicht. In der kynischen wie stoischen Bußpredigt ist es später ganz geläufig, vgl. Epiktet III 22, 26 δεῖ οὖν ... ἐπὶ σκηνὴν τραγικὴν ἀνερχόμενον λέγειν τὸ τοῦ Σωκράτους· ἰὼ ἄνθρωποι, ποῖ φέρεσθε; τί ποιεῖτε, ὦ ταλαίπωροι; ὡς τυφλοὶ ἄνω καὶ κάτω κυλίεσθε· ἄλλην ὁδὸν ἀπέρχεσθε τὴν οὖσαν ἀπολελοιπότες. Die Stelle zeigt gut, wie sich ganz von selbst die beiden Bilder einander nähern [1]). An den θεὸς ἐπὶ μηχανῆς τραγικῆς scheinen Horaz epod. 7 und Persius V 142 zu denken: *ni sollers luxuria ante seductum moneat*: ›*quo deinde, insane, ruis, quo? quid tibi vis?*‹ —

Wann hat der orientalische Prophet das Bild von den griechischen Populärphilosophen entlehnt und zwei von Anfang an ähnliche, aber unabhängige Gedankenreihen mit einander verbunden? Die Frage ist für die Datierung des Hermetischen Stückes, wie sich zeigen wird, gleichgiltig, hat aber ein allgemeineres kulturhistorisches und methodisches Interesse und hilft dem Philologen, eines der schönsten Gedichte des Properz zu interpretieren.

Einen neuen Entschluß, ein nationales Gegenstück zu des Kallimachos Αἴτια zu dichten, hat Properz in der ersten Hälfte von IV 1 in kunstvoller Motivierung ausgesprochen und von sich versichert *exiguo quodcunque e pectore rivi fluxerit, hoc patriae serviet omne meae*; es soll sein letztes Werk sein und ewigen Ruhm erhofft er davon. Da unterbricht ihn plötzlich der *babylonius* Horos, der aus Aegypten stammende Prophet [2]), der, wie man es von dem Propheten allgemein verlangt, Gedanken und Pläne, Namen und Geschick des ihm Begegnenden erkennt [3]): *quo ruis, imprudens, vage, dicere fata, Properti:*

1) Eine späte Verbindung der beiden Hermetischen Stellen gibt Photios (?) in der Schrift gegen die Manichäer II 14 (Migne *tom.* 102 *p.* 120) wohl nach älterem Vorbild.

2) *Babylonius* ist Standesbezeichnung. Der *mathematicus* führt sein Geschlecht auf den berühmten Konon zurück, dessen Ruhm dem Properz natürlich aus Kallimachos bekannt ist. Nach den Verfassern astrologischer Schriften (Archytas und Horos — zunächst natürlich der Gott) haben sich Großvater und Vater genannt; auch er selbst trägt den geheiligten Namen (mit der Unform *Horops*, die zum Eigennamen gar nicht werden könnte, sollte man den Properz endlich verschonen). Realistisch, aber durchaus nicht spöttisch oder burlesk wird er geschildert und weissagt dem Properz nur, was dieser schon selbst früher empfunden hat: II 1, 78 *huic misero fatum dura puella fuit.*

3) Die beste Erklärung gibt das Prophetengebet bei Wessely, Griechische Zauberpapyri, Abh. d. Wiener Ak. 1888 S. 134 (vgl. Pap. Berolin. I 174, Parthey, Abh. d. Berl. Ak. 1865 S. 125). Bei jedem, den er erblickt, will der Prophet sofort Namen, Abstammung, Beruf, frühere und zukünftige Geschicke, Gedanken und Pläne wissen, ebenso alles, was seinen Verwandten, verstorbenen wie lebenden,

non sunt a dextro condita fila colo[1]). Einen falschen Weg will der Dichter einschlagen; die Grundfäden zu dem Gewebe seines Liedes stammen nicht von glückverheißenden Rocken (*a* ist natürlich Präposition, nicht Ausruf). Der Prophet, der sich durch die offenbar formelhafte Wendung *quo ruis* sofort kenntlich machen will, teilt seine Weisheit, wie der richtige Diener eines Gottes es soll, umsonst mit und schilt auf die Zunftgenossen: *nunc pretium fecere deo, sed*[2]) *fallitur auro Juppiter. obliquae signa iterate*[3]) *rotae ... quid moveant pisces.* Nur die Sterne geben die wahre Auskunft, nicht Orakel oder Hygromantie, Auspicie oder Haruspicie: *aspicienda via est caeli verusque per astra trames et a zonis quinque petunda fides.* Nur sie lassen über scheinbar günstige Anfänge hinaus den letzten Ausgang verkünden. Faßt man diesen Zusammenhang ins Auge, so ist auch das Kalchasbeispiel erklärt; das Verderben, das bei der Hinfahrt zu drohen schien, hatte er abgelenkt; um so sicherer traf es unmittelbar vor der Vollendung des ganzen Zuges ein. So darf auch Properz sich nicht durch günstige Zeichen (v. 67. 68) und anfängliches Gelingen täuschen lassen; sein Leben steht unter anderem Stern.

Der fahrende Gaukler und Seher der augusteischen Zeit und der jedenfalls beträchtlich jüngere Prediger des VII. (VIII.) Hermetischen Stückes benutzen in gleicher Weise die Formel der philosophischen Diatribe, die in ihrem Munde einen neuen Sinn annimmt und den Sprecher als Herzenskündiger erscheinen läßt. Stimmung und Grundton sind für damals orientalischem Empfinden, die Form dem griechischen Leben entnommen. —

je widerfahren ist, um ihm durch die Verkündigung zu beweisen, daß sein Wissen von Gott stammt.

1) Der Vokativ *Properti*, den Rothstein verkannt hat, ist notwendig, schon weil er 119 ff. nicht mehr genannt wird; *vagus* wird er genannt, wie Jo bei Horaz *Ars* 124: unstät und veränderlich im Entschluß. Der Infinitiv, der bei *prudens* ganz bekannt ist, wird zu *imprudens* gefügt: Properz weiß das Geschick nicht voraus, er ist kein *fatidicus*, kein Prophet (*vates* im Doppelsinn).

2) *deos et* die Handschriften und Ausgaben, mir unverständlich. Von den Propheten im allgemeinen ist die Rede (vgl. 103—106); für das Eintreten des Gottes in ihre Brust normieren sie Preise, aber das Gold kann selbst einen Gott, ja selbst Jupiter zum Irrtum verlocken.

3) *iterata* Hss., was Rothstein sogar von *dicam* (v. 87) abhängig machen will. Nach v. 76 *aerata signa movere pila* ist *signa iterare* (sie wieder und wieder einsehen und in Bewegung setzen) leicht verständlich, ebenso der Anschluß des indirekten Fragesatzes. Störende Einlage sind, wie längst erkannt, v. 87. 88; sie auf den Weltuntergang zu deuten, war ein starkes Stück; sie passen allein für Cassandra, deren berühmte Rede sie klassisch beschreiben. Also muß man sie nach v. 54 stellen, oder, wenn hier die Ankündigung *canam* zu hart ist (*dicam* wäre erklärbar) — streichen.

Dem Schöpfungsbericht des ersten Kapitels (des eigentlichen Poimandres) entspricht, freilich nur ganz im allgemeinen, der ἱερὸς λόγος des III. (IV.) Kapitels, dessen Wiederherstellung leider fast unüberwindlichen Schwierigkeiten begegnet. Er beginnt mit drei Sätzen im Lapidarstil: δόξα πάντων ὁ θεός, καὶ <πᾶν> θεῖον, καὶ φύσις θεία. — ἀρχὴ τῶν ὄντων ὁ θεός, καὶ νοῦς καὶ φῶς[1]) καὶ [ὕλη] σοφία εἰς δεῖξιν ἁπάντων ὤν. — ἀρχαὶ[2]) τὸ θεῖον καὶ φύσις καὶ ἐνέργεια καὶ ἀνάγκη καὶ τέλος καὶ ἀνανέωσις. Dann folgt der mythologische Teil: ἦν γὰρ σκότος ἄπειρον ἐν ἀβύσσῳ καὶ ὕδωρ καὶ πνεῦμα λεπτὸν νοερόν, δυνάμει θείᾳ ὄντα ἐν χάει. ἀνείθη δὴ φῶς ἅγιον καὶ ἐπάγη ὕφαμμα[3]) ἐξ ὑγρᾶς οὐσίας στοιχεῖα καὶ θεοὶ πάντες καταδ<ὄντες> ἐρῶσι[4]) φύσεως ἐνσπόρου.

Jene sechs ἀρχαί, deren Verzeichnis ich herzustellen versucht habe, entstammen ursprünglich sicher nicht philosophischem Denken. Ein unklares orientalisches Göttersystem ist begrifflich umgedeutet, wie wir dies in den gnostischen Systemen so oft sehen. Man sollte derartige Versuche, erwachendes Denken wohl oder übel mit einer phantastischen Mythologie zu verbinden, nicht mit dem klangreichen Namen Theosophie belegen und nicht ohne weiteres als das Ursprünglichste voraussetzen, was einem ›philosophischen‹ System noch am nächsten kommt; schon die Geschichte unserer eigenen Dogmatik könnte davor warnen. —

Allein allzuweit hat das Interesse an den von theologischer Seite kaum beachteten Typen und Formen heidnisch-theologischer Literatur

1) φύσις Hss. Die Verwechselung beider Worte ist in unserer Ueberlieferung nicht selten.

2) ἀρχή Hss. Der einen ursprünglichen ἀρχή (auch προαρχή) scheinen hier Prinzipien oder Kategorien gegenübergestellt. Zu dem Begriff τὸ θεῖον vgl. den Schluß: τὸ γὰρ θεῖον πᾶσα ἡ κοσμικὴ σύγκρασις φύσει ἀνανεουμένη. ἐν γὰρ τῷ θείῳ καὶ ἡ φύσις καθέστηκεν.

3) ὑφ' ἄμμῳ Hss.

4) καταδιερῶσι Hss. Herstellung ganz unsicher. Es folgt ein Bericht über die διακόσμησις. Zuerst werden die sieben Himmelszonen mit den sie bewegenden Göttern geschaffen. Dann bringt jeder Gott, was ihm befohlen ist, hervor (Tiere und Pflanzen, alles, was Samen in sich hat). Zuletzt werden die Menschen geschaffen: τὸ σπέρμα τῆς παλιγγενεσίας ἐν αὐτοῖς ἐσπερμοβόλουν (ἐσπερμολόγουν Hss.) τάς τε γενέσεις τῶν ἀνθρώπων καὶ πᾶσαν ἐν σαρκὶ ψυχὴν διὰ δρομήματος θεῶν ἐγκυκλίων τερατουργίας (τερασπορίας Hss.) <ἔκτισαν> εἰς κατοπτείαν οὐρανοῦ καὶ δρομήματος οὐρανίων θεῶν καὶ ἔργων θείων καὶ φύσεως ἐνεργείας κτλ. So der ursprüngliche Text, in dem jetzt eine zweite Fassung aus der Schöpfungsgeschichte des Poimandres eingelegt ist; nach den Worten τάς τε γενέσεις τῶν ἀνθρώπων folgt zunächst εἰς ἔργων θείων γνῶσιν καὶ φύσεως ἐνεργείας (ἐνεργοῦσαν Hss.) μαρτυρίαν καὶ πλῆθος ἀνθρώπων εἰς πάντων τῶν ὑπ' οὐρανὸν δεσποτείαν καὶ ἀγαθῶν ἐπίγνωσιν εἰς τὸ αὐξάνεσθαι ἐν αὐξήσει καὶ πληθύνεσθαι ἐν πλήθει. Es ist dieselbe Art der Interpolation heiliger Texte nach Uebernahme neuer Religionsurkunden, die ich in der sogenannten Naassenerpredigt erwiesen habe.

von dem Berliner Papyrus abgeleitet. Ich muß, um zu ihm zurückzukehren, den Leser bitten, noch einmal den Schluß der Bußpredigt des Poimandres anzusehen. Der Prophet erzählt, wie er seinen Gläubigen jeden Abend ein Dankgebet an Gott (εὐχαριστεῖν, εὐχαριστία) vorgeschrieben hat, dann schweift er in einem stark von platonischen Wendungen durchsetzten Exkurs zu seinem eigenen Ergehen ab; auch er hat Grund zu dem Dankgebet (εὐλογία); was er erfleht hat (die γνῶσις), ist ihm geworden: sein Schlaf bringt immer neue Visionen, sein Schweigen ist ein heimliches Bergen und Ausreifen des Guten, sein Reden ein Erzeugen desselben. Das alles konnte ihm geschehen, weil er von dem Nus, dem Logos der Wahrheit, empfangen hat und durch Gottes Einwohnen ihrer teilhaftig geworden ist. Darum spricht er das in dem Papyrus erhaltene Dankgebet. Daß es dasselbe ist, das jeden Abend alle Gläubigen sprechen sollen, wird hier nicht ausdrücklich gesagt, wohl aber soll in dem XIII. (XIV.) Kapitel, der Prophetenweihe, das Gebet, welches den Abschluß und die Vollendung des Mysteriums für den Meister bedeutet hat, zugleich das Dankopfer, die θυσία λογική, sein, die der Schüler morgens und abends Gott darbringen soll, bis er selbst mit eigenem Worte Gott preisen kann; auch es heißt εὐλογία, auch es gibt sich als feste Form für das εὐχαριστεῖν θεῷ. Die feste und formelhafte Bezeichnung für diesen Kult ist schon vor Paulus' Zeit λογικὴ λατρεία (bzw. θυσία). Ist das Gebet in diesem Kult feste Formel, so muß es sich auf eine Autorität berufen, seine Wirkung muß sich irgendwie bewährt haben. So spricht alles dafür, daß das Poimandresgebet wirklich das Kultgebet eines Kreises sein sollte, den man sich nach Belieben groß oder klein, fester oder loser verbunden denken mag. Ich bestehe nicht auf dem Ausdruck Gemeinde, der bei manchem Leser Anstoß erregt hat.

Wenden wir nach dieser Feststellung den Blick zunächst auf Anlage und Charakter des Berliner Papyrus. Er umfaßt drei Kolumnen, von denen nur die mittelste einigermaßen herzustellen ist. In der ersten, von der nur Zeilenschlüsse erhalten sind, erkennen wir zwei Gebete, die anscheinend mit einer Doxologie schließen und deren zweites Christus nennt. Dasselbe geschieht in einem dritten, dessen Hauptteil schon in die zweite Kolumne herrüberreicht. Es geht nach einem Preis Gottes in eine Bitte um Vergebung der Sünden über und schließt mit einer Doxologie; es könnte sehr wohl in dem Gottesdienst einer christlichen Gemeinde verwendet sein, braucht es aber nicht, entspricht es doch genau dem, was Origenes περὶ εὐχῆς 33 auch von jedem Einzelgebet verlangt. Ihm folgt mit der Ueberschrift ἄλλη (προσευχή) das Poimandresgebet, im Eingang aus einer interpolierten Fassung dieser Schrift erweitert, am Schluß von dem christ-

lichen Schreiber mit einer Doxologie versehen. Hierauf Z. 60 eine neue Ueberschrift, nach den Herausgebern προσευ[χὴ] τῶν [ἀποστό]λων Πέτρου καὶ τῶν ἄλλων. Da die Größe der Lücken nicht immer genau angegeben ist — Z. 50 ergänzen die Herausgeber δέξε μ[ου τὰς φω]νάς und diskutieren einen anderen Vorschlag μ[ου τὰς λι]τάς, während nach den Berichtigungen Herrn Schmidts in der Lücke δέξε [λογικὰς θυσίας ἁγ]νάς Platz hat, also die doppelte Buchstabenzahl — so möchte ich vermuten, daß vielmehr zu lesen ist: προσευ[χὴ] τῶν [ιβ' ἀποστό]λων, Πέτρου καὶ τῶν ἄλλων. Das Gebet könnte auf der dritten Kolumne Z. 78 schließen, da von Z. 79 nichts erhalten ist. Wenn die Herausgeber dies für unwahrscheinlich erklären, so ist der Grund vielleicht, daß dann dies Gebet ohne eigentliche Doxologie schließen müßte; dies halten sie aus bald zu erörternden Gründen für unwahrscheinlich, ich dagegen für durchaus möglich. Erhalten ist der Anfang des vierten Gebetes Z. 43 Ἅγιος ὁ θεός ..., ebenso der des fünften Z. 61 Ἅγιος εἶ, κύριε θεός. Wenn in ungefähr entsprechendem Abstand nach einer Zeile, über die wir nichts sagen können, Z. 80 wieder beginnt Ἅγιος εἶ, κύριε θεός, so liegt die Vermutung mindestens nahe, daß auch hier ein neues Gebet beginnt. Denn wenn auch in Gebet IV der Anfang elfmal (ursprünglich neunmal) wiederkehrt, so trägt V doch einen anderen Charakter; rhetorisch unvermittelt scheinen hier die Lobpreisungen neben einander zu stehen. Nur einmal, Z. 72, ergänzen die Herausgeber ἅγ[ιος εἶ ὁ θεός] — aber die Ergänzung ist immerhin unsicher. Der Schluß des neuen, sechsten Gebetes ist verloren, also nicht zu sagen, ob es in eine Doxologie auslief. Zusammengestellt scheinen in diesem Teil nur Gebete, die mit Ἅγιος begannen. War die Ordnung vielleicht überhaupt alphabetisch? Oder sind in diesem Abschnitt nur verschiedene εὐλογίαι zur freien Auswahl vereinigt? Von einer in dem Fortschritt einer Kulthandlung begründeten Abfolge ist nichts zu spüren.

Ueberschaut man das Ganze, so ist gewiß nicht befremdlich, daß die Herausgeber, denen die Hermetische Schrift nicht in Erinnerung war, das vierte Gebet als christlich faßten. Freilich schien ihnen dazu manches zu fehlen, und da das Verständnis des letzten Teiles durch einen Schreibfehler (H für EI) schwierig geworden war, konnten sie weiter zu der Annahme kommen, nur einzelne Anfänge von Gebeten seien in ihm scheinbar sinnlos aneinandergereiht, wie wir dies in später Ueberlieferung echter Liturgien finden. Mit den Fortsetzungen dieser Gebete sei das spezifisch Christliche ausgefallen; auf die Worte διὸ πιστεύω καὶ μαρτυρῶ möge im Gemeindedienst das christliche Glaubensbekenntnis gefolgt sein, vor καθὼς παρέδωκας τὴν πᾶσαν ἐξουσίαν αὐτῷ müsse, da dies kein Christ von sich sagen kann, Christus

selbst genannt gewesen sein, u. dgl. Freilich alle Schwierigkeiten lösten sich auch so nicht; ein Sätzchen schien auch dann noch umzustellen, wollte aber allerdings auch an seinem neuen Platz keinen mir verständlichen Sinn ergeben (ἐνδυνάμωσόν με καὶ τῆς χάριτος ταύτης, ἧς ζωὴν καὶ φῶς χωρῶ). Doch darüber mag jetzt ja leicht zu reden sein; begreiflich war die Annahme, daß wir es hier mit liturgischer Tradition zu tun hätten, zunächst gewiß. Als Stützen dieser Annahme führen die Herausgeber den gehobenen Stil und die breit angelegten Doxologien am Schluß der Gebete an. An dieser Grundannahme hält nun jetzt C. Schmidt in einer Mitteilung in der Theologischen Literaturzeitung 1910 Nr. 26 Sp. 829 fest. Sie scheint ihm die Hauptsache zu werden, um deren Erweis es sich eigentlich handelt; der Hermetische und heidnische Ursprung des Stückes, das größere Alter der literarischen (heidnischen) Ueberlieferung, die Lückenlosigkeit und Richtigkeit des Textes — all das wird mit der größten Liebenswürdigkeit zugegeben, nur der liturgische Charakter ist ein Noli me tangere. Und doch wird gerade diese Voraussetzung Vielen die Annahme der ganzen Behauptung erschweren. Daß die gottesdienstliche Formel einer christlichen Gemeinde unverändert oder doch so gut wie unverändert einfach einer heidnischen Religionsurkunde entnommen wird, scheint auch mir von vornherein wenig geschichtliche Wahrscheinlichkeit zu haben. Ich möchte verhüten, daß die Reaktion, welche jeder Uebertreibung und Einseitigkeit zu folgen pflegt, den, wie ich hoffe, sicheren Gewinn wieder gefährdet.

Daß man bei einer Gebetssammlung an liturgischen Zweck denkt, ist, wie gesagt, nahe liegend und begreiflich. Allein der einzig mögliche Gedanke ist es von vornherein doch nicht. Je nach dem Charakter der Sammlung — und den können wir, weil nur ein Bruchteil vorliegt, ja nicht voll beurteilen — kann auch der einfache Zweck privater Erbauung in Frage kommen. Zu Grunde liegen kann ferner, besonders in Aegypten, der Wunsch, eine Sammlung besonders wirkungskräftiger Formeln zu besitzen, um sie, sei es in Amuletten, sei es in eigenen Gebeten um bestimmte Gaben und Leistungen Gottes zu verwenden. Gegen den liturgischen Gebrauch scheint mir nun von Anfang an das ›Gebet der zwölf Apostel, Petrus und seiner Genossen‹ zu sprechen. Ich bin ja nur Laie, besonders auf diesem Gebiet, und darf nur mit Zurückhaltung reden: aber für welche Handlung soll das Gebet verfaßt sein, und wie kann die Gemeinde als Petrus und die zwölf Apostel dargestellt werden? Weit näher scheint mir die Vermutung zu liegen, daß eine Schrift benutzt ist, in welcher Petrus im Namen der Zwölfe dies Gebet, oder vielmehr diesen Lobgesang sprach. Das wäre also eine erzählende, nicht eine liturgische Schrift.

Ich verweise etwa auf die *Quaestiones sancti Bartholomaei apostoli* (A. Vassiliev, *Anecdota graeco-byzantina* S. 10 ff.). Bartholomäus leitet hier im Namen der Zwölfe eine Frage ein: λαμπτὴρ ἄσβεστε, κύριε Ἰησοῦ Χριστέ, ἀνέκλειπτε, ὁ τὴν παγκόσμιον χάριν δωρησάμενος διὰ τῆς ἐν κόσμῳ σου παρουσίας, ὁ τὴν ἄνω οὐσίαν λόγῳ ... πατρὸς ἔργον ἐπιτελέσας, ὁ τὸ σκυθρωπὸν τοῦ Ἀδὰμ εἰς εὐφροσύνην μεταβαλών, ὁ τὴν λύπην τῆς Εὔας [χαρίῃ τὸ πρόσωπον] καταργήσας διὰ τῆς ἐκ παρθένου μητρὸς <γενέσεως>, ἀμνησικάκως μοι χορήγησον τὸν λόγον τῆς ἐπερωτήσεως und Maria beginnt eine Offenbarung mit dem Lobgesang (der προσευχή): ὁ θεὸς ὁ ὑπερμεγέθης καὶ πάνσοφος καὶ βασιλεὺς τῶν αἰώνων, ὁ ἀνεκδιήγητος, ὁ ἀνεκλάλητος, ὁ τὰ μεγέθη τῶν οὐρανῶν ... <ὁ> συστησάμενος λόγῳ τὰ πάντα κτλ. Auf eine ähnliche, nur ältere Schrift weist mich der Anfang unseres Gebetes, der allein herstellbar ist: ἅγιος εἶ, κύριε θεὸς παντοκράτωρ, [ὁ πατὴρ τ]οῦ κυρίου ἡμῶν Ἰησοῦ Χριστοῦ, ὁ παράδεισος τῆς τρυφῆς, ἡ ῥάβδος ἡ βασιλική, ἡ πολυτελὴς ἀγάπη, ἡ ... ... πί[στις, ἡ βου]λὴ ἡ ἀνεξιχνίαστος. Vielleicht bieten koptisch-gnostische Schriften uns noch einmal diesen Lobgesang vollständig.

Das dem Poimandres entlehnte Gebet steht zwischen einem Stück, das liturgisch sein kann, aber nicht zu sein braucht, und einem anderen, das sicher nicht liturgisch ist. Es enthält ein Gebet eines Propheten unmittelbar nach einer Offenbarung und Vision: er bittet in dieser ›Gnosis‹ bleiben zu dürfen, um anderen dies göttliche Licht zu bringen. Ein solches Gebet kann in den kirchlichen Liturgien, die wir kennen, keinen Platz finden; die Form (Gebet in der ersten Person Singularis) und die Sache kommt nicht vor. Welcher Anlaß liegt dann vor, für unser Stück liturgischen Zweck zu behaupten?

Die Antwort macht sich Herr Schmidt in seiner Mitteilung etwas leicht. Er beruft sich zunächst — hierin weit über Kleinert hinausgehend — auf die Schlußdoxologie. Sie beweist gar nichts; an ein Gebet, das Gott preisen soll (ἅγιος ὁ θεός), an eine εὐλογία, kann sie zu jeder Zeit anschließen. Wenn die Gemeinde von Smyrna schildert, wie Polykarp auf dem Scheiterhaufen Gott dankt, so läßt sie ihm entsprechend dem Anfang (κύριε ὁ θεὸς ὁ παντοκράτωρ ... εὐλογῶ σε) schließen: διὰ τοῦτο καὶ περὶ πάντων σὲ αἰνῶ, σὲ εὐλογῶ, σὲ δοξάζω διὰ τοῦ αἰωνίου καὶ ἐπουρανίου ἀρχιερέως Ἰησοῦ Χριστοῦ, ἀγαπητοῦ σου παιδός, δι᾽ οὗ σοι σὺν αὐτῷ καὶ πνεύματι ἁγίῳ δόξα καὶ νῦν καὶ εἰς τοὺς μέλλοντας αἰῶνας. ἀμήν [1]). Selbst wenn man hier liturgischen Charakter finden und aus ihm die Doxologie erklären wollte [2]),

1) Vgl. über den literarischen Charakter dieses ältesten ›Todesgebetes‹ E. Freiherr von der Goltz, Das Gebet in der ältesten Christenheit, Leipzig 1901 S. 238 ff.; vgl. für unsere Frage auch S. 159.

2) Ich denke lieber daran, daß sich naturgemäß ›Todesgebet‹ und Opfergebet berühren.

würde das Beispiel doch zeigen, daß dieser Schluß schon im zweiten Jahrhundert in dem individuellen Gebet des Einzelnen möglich und durchaus natürlich ist. Zum Vergleich für den Typus dieser ›Todesgebete‹ sei etwa auf das *Martyrium Petri a Lino conscriptum* c. 15 Lipsius p. 19,13 und p. 98,10; 99,13 verwiesen. Sehen wir, wie bei Origenes περὶ εὐχῆς c. 33 in jedem christlichen Gebet, durchaus nicht bloß in dem liturgischen, eine dem Lobpreis im Eingang entsprechende Doxologie im Schluß verlangt wird, so erklärt sich unser Gebet von selbst und zerfällt Schmidts Schluß in nichts. Ob die Doxologie einfacher oder ausführlicher gehalten wird, ist Frage des Stils, nicht des Verwendungsortes; ist doch schon ihr Eintreten Zeichen einer gewissen Hervorhebung des Gebetes als des Opfers an Gott. Sie ist im Gemeindekult besonders begreiflich, aber nie von dem Gebet des Einzelnen ausgeschlossen und tritt daher auch in den φυλακτήρια, den Amuletten, früh ein.

Als positiven Beweis führt Herr Schmidt die Tatsache an, daß in dem heidnischen Text stehe τῆς χάριτος ταύτης (d. h. der Gnosis) φωτίσω τοὺς ἐν ἀγνοίᾳ τοῦ γένους, ἐμοῦ ἀδελφούς, υἱοὺς δὲ σοῦ, während der Christ korrigiert habe τοὺς ἐν εὐνοίᾳ, da er Christen nicht gut als in Unwissenheit befindlich habe ›anreden‹ können. Ich will nicht fragen, ob hieraus liturgischer Ursprung wirklich hervorginge. Ich traue dem ›Beterchristen‹ diese Korrektur nicht zu, weil ich ihm eine gewisse Kenntnis der griechischen Sprache zutraue. Was soll denn τοὺς ἐν εὐνοίᾳ heißen, und wovon soll der Genetiv τοῦ γένους abhängig sein? Der Heide, der eben breit auseinandergesetzt hatte, daß das Menschengeschlecht von Gott selbst abstamme, und daß nach Gottes Willen, wer sich selbst, d. h. diese Abstammung, erkannt habe, in Gott eingehe, kann sagen: ich will erleuchten mit meiner γνῶσις alle, die noch in Unkenntnis über das Menschengeschlecht und seine Herkunft sind — aber wie konnte der Christ, wenn er das wirklich ändern wollte, etwas absolut Sinnloses hereinbringen? Wenn irgendwo, so sollte hier klar sein, daß wir es mit einem Lesefehler zu tun haben. Der Schreiber unseres Stückes hat ja auch sonst eine offenbar schlecht geschriebene Vorlage nachlässig kopiert. Für πάσης δυνάμεως las er πάσης δυνάστεως — Herr Schmidt wird eine Nebenform für δυναστείας selbst nicht mehr glaubhaft finden, sondern annehmen, daß ein schlecht geschriebenes M der Vorlage dem Schreiber als CT erschien — er las für ЄIC durch ähnlichen Fehler HC. Also hat er für ΑΓνοίαι einfach ЄΥνοίαι gelesen [1]).

1) Ich halte das für sicher, seit die Genetivform ἐμοῦ als notwendig erwiesen und damit für die Worte τοῦ γένους nur die Beziehung auf das Vorausgehende übrig geblieben ist. Freilich zeigen die Herausgeber gegenüber solchen unklaren

Welches die anderen Spuren sind, die Herrn Schmidt auf gottesdienstliche Verwendung hinzuweisen scheinen, vermag ich nicht zu erraten; ich versuche lieber selbst die eigentümliche Verbindung christlicher und heidnischer Gebete, soweit ich kann, zu erklären.

Woher nahm der christliche Redaktor dieses kleinen Corpus wohl das Poimandresgebet? Fand er es im Zusammenhange jener heidnischen Offenbarungsschrift, so ist sein Verfahren mir unbegreiflich. Aehnlich unverständlich wäre mir freilich, wie der Verfasser der Zaubervorschriften des Papyrus Mimaut ein Gebet unmittelbar aus dem Hermetischen λόγος τέλειος entnehmen konnte[1]); las er nur ein paar Sätze mehr in dieser selbst das Opfer perhorreszierenden Schrift, so mußte er sich von ihr abgestoßen fühlen. Begreiflich ist die Aufnahme beider Gebete sofort, wenn sie auch gesondert umliefen. Dies aber ist fast notwendig, wenn sie wirklich im Einzelgebrauch waren und von einer Anzahl Betern täglich wiederholt wurden. An dem Gebet an sich, dessen Kraft und Schönheit noch wir empfinden, mochte dann der christliche Redaktor so wenig Anstoß nehmen, wie es jetzt hervorragende Theologen getan haben. Gegen die Annahme einer solchen besonderen Verbreitung aber spricht nichts.

Aus der Straßburger Papyrussammlung hat O. Plasberg (Archiv für Papyrusforschung II 208 ff.) einen Hermeshymnus herausgegeben, der an verschiedenen Stellen unserer Zauberpapyri wiederkehrt. Schon Plasberg betonte dabei, was die Wichtigkeit des Straßburger Exemplars eigentlich ausmacht: es ist eine Privatabschrift, losgelöst aus aller Verbindung mit einer Zaubervorschrift oder einem literarischen Text, eine Abschrift, die sich offenbar ein gläubiger Heide zum Privatgebrauch im Gebet hergestellt hat. Jene verschiedenen Hymnen, deren Reste sich in unseren Zauberpapyri aufgelöst finden, sind ja nicht kunstmäßige Dichtungen und noch weniger individuelle Schöpfungen

Beziehungen weitgehende Toleranz. Als ihre Lesung boten sie ohne irgend ein Zeichen des Bedenkens αἰτουμένῳ τὸ μὴ σφαλῆναι τῆς γνώσεος τῆς κατὰ ὕφος ἡμῶν αὐτῶν. Eine mögliche Deutung bot Norden: »Erkenntnis, soweit sie dem Gewebe unseres Körpers entspricht«; sie befriedigte dem Sinne nach nicht voll, aber war sprachlich möglich, und von einer *contexti corporis tunica* redet z. B. Novatian *de trinitate*. Die Herausgeber bieten daneben: κατὰ ὕφος: wie ein Gewebe? Aber ganz abgesehen von der Frage, ob γνῶσις κατὰ ὕφος in irgend einem Barbarengriechisch eine gewebeartige Erkenntnis bedeuten kann und welchen Sinn der Zusatz hätte, was geschieht wohl mit dem Genetiv ἡμῶν αὐτῶν? Soll er wirklich von γνώσεως abhängig sein? Daß sich das richtige κατ' οὐσίαν jetzt wirklich im Papyrus erkennen läßt, sehe ich aus Herrn Schmidts Mitteilung mit lebhaftem Interesse: die volle Interpretation bleibt Vorbedingung für die richtige Entzifferung.

1) Vgl. Archiv f. Religionswissenschaft VII 393 ff. und die Berichtigung Hellenistische Mysterienreligionen S. 113.

der Zauberer selbst; mit der eigentlichen Geheimliteratur verbinden sie sich nur durch die seltsamen, meist uralten eingefügten Worte und Zauberformeln, die ihren Bau in Wahrheit zersprengen und in demotischen wie griechischen Texten gleichlautend wiederbegegnen. Die Lieder selbst stehen bisweilen schon an der Grenze des Literarischen, so jener Liebeszauber, den ich einmal im *Index lectionum Rostochiensium* 1892/93 *p.* 18 *sqq.* herzustellen versucht habe, oder die eigentümliche Διαβολὴ πρὸς Σελήνην in dem großen Pariser Zauberpapyrus Z. 2622 ff.[1]) in ihren poetischen Einlagen. Das sind individuelle religiöse Dichtungen namenloser Autoren, durchaus nicht ohne eine gewisse poetische Kraft, aber unberührt von der Technik der großen Literatur und darum von den Philologen kaum beachtet. Weitaus die meisten Lieder dagegen haben allgemeineren Inhalt; sie bilden für uns die einzigen Proben einer volkstümlichen, mehr oder minder allgemein verbreiteten Gebetsliteratur. Etwas höher und doch im Grunde gleichartig sind jene »orphischen Hymnen«, die als Sammlung nachträglich literarische Verbreitung gewannen. Was von den metrisch geformten Gebeten gilt, läßt sich mit einigen Einschränkungen auch auf die prosaischen übertragen, nur daß sich die Anpassung an den bestimmten Zweck einer Zauberhandlung hier leichter und darum für uns unmerklicher vollziehen ließ. Wie die Zauberhandlung selbst oft nur die individuelle und freie Umbildung eines religiösen Mysteriums bietet, so bleibt das Gebet des Zauberers, von jenen magischen Formeln abgesehen, notwendig im engen Zusammenhange mit dem eigentlichen Kultgebet. Ich glaube noch jetzt Recht gehabt zu haben, wenn ich früher jenes christliche Gebet des IV. oder V. Jahrhunderts, das sich in dem Kairiner Papyrus 10263 findet, und zwar in einer für den Gebrauch eines Gläubigen bestimmten Privatabschrift[2]), mit den in den Zauberpapyri erhaltenen heidnischen Epiklesen verglich: ἐπικαλοῦμαί σε θεὸν τῶν οὐρανῶν, θεὸν τῆς γῆς καὶ θεὸν τῶν διὰ ...... ἁγίων, τὸ πλήρωμα τῶν αἰώνων κτλ. Ich bedaure, daß m. W. kein Theologe die Aehnlichkeiten verfolgt und die Reste derartiger Privatabschriften, die wir ohne weiteres auch für das Heidentum voraussetzen dürfen, gesammelt hat. Als ähnliche private Abschrift beurteile ich jetzt jene εὐλογία auf die Gottesmutter, die ich aus einer Straßburger Tonscherbe etwa des VI. Jahrhunderts herausgegeben und vorschnell als »liturgisch« bezeichnet habe[3]). Im Ein-

1) Wessely, Abhandlungen d. Wiener Akad. 1888 S. 110.

2) Vgl. Ad. Jacoby, Ein neues Evangelienfragment, Straßburg 1900 S. 31 ff.

3) Zwei religionsgeschichtliche Fragen S. 112 ff. Auch in den Folgerungen, die ich damals in erster Finderfreude glaubte ziehen zu dürfen, möchte ich manches nicht mehr aufrecht erhalten.

gang erkannte Wilckens Scharfblick, wie ich hier nachtrage, die Züge ϙθ, d. h. die Zahl 99, das Zeichen für AMHN. Es folgt der eigenartig gestaltete Text der Verkündigung, dann ein predigtartiger Schlußteil, etwa des Inhalts: [εὐλογημένη ἐν γυναιξίν, ὁ κύριος] ἐλάλησέ σοι καὶ εὐαγγελίσθαι ἐ[κέλευσεν ὅτι διὰ τοῦ υἱοῦ σου σω]θήσεται πᾶσαι πατριαὶ τῆς [Ἰουδαίας καὶ πάντα τὰ γένη τῶν] ἐθνῶν. μετὰ τοῦ ἀρχαγγέλ[ου καὶ τῶν ἀγγέλων καὶ ἡμεῖς] προσκυνήσωμεν αὐτῇ π[άντες· χαῖρε, ἠγαπω]μένη τοῦ κυρίου, χαῖρε πάρεδ[ρε τοῦ ὑψίστου], χαῖρε, θεοδόκη, ἡ ἀμμᾶ [τοῦ σωτῆρος ἡμῶν], ἡ περιστερὰ ἡ ἀγαγοῦσ[α ἐξ ὀλέθρου τοὺς] ἀνθρώπους κτλ. Gewiß sieht diese εὐλογία oder dieser ὕμνος (vgl. zur Bezeichnung die a. a. O. S. 113. 14 beigebrachten Parallelen und das XIII. Hermetische Kapitel) eher literarisch als volkstümlich aus; dennoch ist er in den Gebrauch kleiner Leute übergegangen und von ihnen als Gebet, ja vielleicht auch als Amulett verwendet worden. Zeigen doch auch die Amulette, die ich in der Beigabe III meines Poimandres zusammengestellt habe, wie immer wieder aus einer größeren literarischen Tradition das wunderkräftige Gebet herausgelöst und einzeln verbreitet wird.

Wir Protestanten werden stets zu leicht geneigt sein, bei solchen Aufzeichnungen oder gar bei Sammlungen derselben an Liturgien zu denken, weil uns die Formel im Gebet des einzelnen fremdartig berührt. Wir vergessen dabei den Charakter des Gebetes als Opfer und Leistung an Gott, der in den drei Hermetischen Schriften so scharf hervorgehoben wird, sowie ferner, daß dies Gebet aus einer besonderen γνῶσις fließt und zu ihr führt. Was Gott angenehm (εὐπρόσδεκτον) ist, hat der besonders Begnadete in unmittelbarem Verkehr mit ihm erprobt [1]); so wird sein Gebet (seine λογικὴ θυσία) zur Wiederholung mitgeteilt, obwohl es eigentlich aus einem eigensten Erlebnis und einer besonderen Situation hervorgewachsen ist; die Erwartung der magischen oder doch mystischen Wirkung des richtigen »Spruches« wirkt wenigstens nach. Auch war das Erlebnis selbst ja nicht an das Persönliche und Menschliche gebunden; das Gebet dient in dieser höchsten Entwickelung des Mystizismus keinem individuellen und irdischen Zweck, sondern ist nur ein προσκυνεῖν und εὐχαριστεῖν. Der λόγος τέλειος [2]) lehrt uns, daß jede Bitte um eine bestimmte

1) Am klarsten ist dies in dem XIII. Hermetischen Kapitel, dessen ägyptischer Ursprung durch das Gebet des Urbicus noch besonders verbürgt wird (Hellenistische Mysterienreligionen S. 138). Zu Grunde liegt dieselbe Anschauung, die uns schon bei Petosiris fr. 33 Rieß (Proklos zur Republik II 344 Kroll, vgl. Poimandres S. 6) begegnet: bei der Durchwanderung des Himmels lernt der Prophet die ἱερατικὴ καὶ αὐτοπτικὴ κλῆσις für jede Gottheit und überliefert nun πῶς ὀφθείσῃ προσιέναι δεῖ.

2) Archiv f. Religionswissenschaft VII 397. Es heißt in dem Gebet, das als

Leistung Gottes, jede δέησις, ausgeschlossen ist, mit einziger Ausnahme der Bitte um Bewahrung in der γνῶσις. Sie ist auch in dem Poimandresgebet die einzige Bitte (αἴτησις), und diese Bitte individualisiert das Gebet nicht. Wohl ist, wie das XIII. (XIV.) Hermetische Kapitel zeigt, daneben für denjenigen, welcher den höchsten Grad erstiegen hat und selbst Gottes Sohn geworden ist, auch eine εὐλογία ἐξ ἰδίας φρενός möglich, ja sie ist in gewisser Weise ein Kennzeichen seiner Würde (seiner ἐξουσία); aber die allgemeine Giltigkeit fest vorgeschriebener Einzelgebete wird dadurch natürlich nicht aufgehoben. Das erinnert, wie ich schon im Poimandres S. 220 ausführte, lebhaft an die gottesdienstlichen Einrichtungen des frühen Christentums, an die festen Gebete, welche die Apostellehre der Gemeinde für den Kult vorschreibt und an die Bestimmung (X 7), welche den Propheten, den Virtuosen des Dankgebetes, wie man sie genannt hat, gestattet εὐχαριστεῖν ὅσα θέλουσιν. Eine Aehnlichkeit in der Grundauffassung des Gebetes ist hier zweifellos vorhanden, aber diese Grund-

das wahre Opfer vorbildlich sein soll: οὕτως οὖν σε προσκυνήσαντες οὐδεμίαν ᾐτήσαμεν δέησιν, πλὴν θέλησον ἡμᾶς διατηρηθῆναι ἐν τῇ σῇ γνώσει παραιτηθεὶς τὸ μὴ σφαλῆναι τοῦ τοιούτου βίου γένους. Vgl. die Hermetische Lehre in meinem Poimandres S. 103: der pneumatische Mensch wird gar nicht versuchen, durch Zauberwirkung etwas zu erreichen oder das Schicksal zu zwingen: πορεύεσθαι δὲ διὰ μόνου τοῦ ζητεῖν ἑαυτὸν καὶ θεὸν ἐπιγνόντα κρατεῖν τὴν ἀκατονόμαστον τριάδα (vgl. das Gebet *Hermes omnia solus et ter unus*) καὶ ἐᾶν τὴν εἱμαρμένην ὃ θέλει ποιεῖν τῷ ἑαυτῆς πηλῷ, τουτέστι τῷ σώματι. Es ist die letzte Stufe der Entwickelung vom rohen Zauberglauben zur hellenistischen Mystik; bestimmend ist für sie, bewußt oder unbewußt, die Vorstellung vom πνευματικὸς ἄνθρωπος. Daneben geht freilich auch eine andere Entwickelung, die ich der Vollständigkeit halber wenigstens erwähnen muß. Nach ihr ist, wie jeder Name, so jeder bestimmte Lobgesang für Gott zu klein. Er ist ἀνεκλάλητος, σιγῇ μόνῃ φωνούμενος, sein wahrer Kult das heilige Schweigen, oder in anderer Wendung das ganze Sein des Gläubigen. Das führt in pantheistisch gefärbten Schriften zur direkten Polemik gegen die εὐλογία mit ihren festen Formeln und festen Stunden, z. B. Corp. Herm. V (VI) 10: τί οὖν σε εὐλογήσω (εὐλογῆσαι Hss.) ὑπέρ σου ἢ πρός σε; ποῦ δὲ καὶ βλέπων εὐλογήσω σε, ἄνω, κάτω, ἔσω, ἔξω; οὐ γὰρ τρόπος οὐ τόπος ἐστὶ περὶ σέ, οὐδὲ ἄλλο οὐδὲν τῶν ὄντων, πάντα δὲ ἐν σοι, πάντα ἀπό σου, πάντα δίδως, καὶ οὐδὲν λαμβάνεις, πάντα γὰρ ἔχεις καὶ οὐδέν, ὃ οὐκ ἔχεις. πότε δέ σε ὑμνήσω; οὔτε γὰρ ὥραν σου οὔτε χρόνον καταλαβεῖν δυνατόν. ὑπὲρ τίνος δὲ καὶ ὑμνήσω; ὑπὲρ ὧν ἐποίησας ἢ ὑπὲρ ὧν οὐκ ἐποίησας, ὑπὲρ ὧν ἐφανέρωσας ἢ ὑπὲρ ὧν ἔκρυψας; διὰ τί δὲ καὶ ὑμνήσω σε; ὡς ἐμαυτοῦ ὤν; ὡς ἔχων τι ἴδιον; ὡς ἄλλος ὤν; σὺ γὰρ εἶ ὃ ἂν ὦ, σὺ εἶ ὃ ἂν ποιῶ, σὺ εἶ ὃ ἂν λέγω. σὺ γὰρ πάντα εἶ, καὶ ἄλλο οὐδέν ἐστιν ὃ μὴ [ἔστι συ] εἶ. σὺ εἶ πᾶν τὸ γενόμενον, σὺ τὸ μὴ γενόμενον κτλ. Wie die Ablehnung der εὐλογία an derselben Stelle eintritt, an der sonst die εὐλογία selbst steht, nämlich am Schluß des Traktates (also der Offenbarung), so gewinnen ihre einzelnen Sätze erst volle Beziehung, wenn man die heidnischen und christlichen εὐλογίαι vergleicht. Wie sich auch hier zwei Gedankenreihen verbinden, eine sakrale (die σιγή im Kult) und eine philosophische, bedürfte längerer Ausführung, die an diesem Ort unmöglich ist.

auffassung ist, wenn ich als Laie hier richtig sehe, im Christentum nie die einzige, ja nicht einmal die entscheidende gewesen. Immerhin erklärt sie die Sammlung von Gebetsformeln auch für den Privatgebrauch[1]), und daß wir kärgliche Ueberreste einer solchen Sammlung jetzt besitzen, scheint mir auch an sich wichtig; ihre Zusammensetzung zeigt, daß die Empfindung der εὐλογία als des persönlichen Opfers an Gott noch sehr lebhaft ist.

Kehre ich endlich zu der Berliner Ausgabe zurück, so möchte ich vor allem hervorheben, daß meine Auffassung dieser Gebete, zu der Kleinerts in keinem starken Widerspruch steht. Notwendig entsprechen sich ja die εὐλογία oder εὐχαριστία im Gemeinschafts- und Gemeindekult und die an Formeln gebundene εὐλογία des Einzelnen; schon der Opferbegriff hält beide zusammen[2]). Ob wir ein Gebet ›liturgisch‹ oder ›rituell‹ nennen, macht schließlich nicht viel aus. Nur wenn gerade der Unterschied beider Begriffe als wichtig hervorgehoben wird, muß ich widersprechen. Wir würden die Bedeutung des Berliner Fundes damit viel zu gering einschätzen. Daß uns die Angleichung des Heidentums und Christentums gerade auf einem Gebiet, das dem innersten Empfindungsleben angehört, so lebhaft vor Augen gerückt ist, wird hoffentlich Wirkung üben. Es fällt uns Philologen im Grunde noch schwerer als den Theologen, nicht nur in der großen Zeit des erwachenden Griechentums, sondern auch in der uns so befremdlichen, oft widerwärtigen Welt des Synkretismus echt religiöses Empfinden anzuerkennen und recht zu bewerten.

Straßburg i. Els. R. Reitzenstein

1) Natürlich handelt es sich, je mehr Formeln sie allmählich für jede Gelegenheit vereinigen und zur Auswahl stellen, um so weniger um einen allgemeinverbindlichen Zwang. Das rituelle Buch wird zum Erbauungsbuch, verwendet, nicht weil man der überlieferten Form mystische Bedeutung beimißt, sondern weil das eigene Empfinden zur vollen Entfaltung der Anlehnung bedarf. Die Verwendung des Gesangbuches als Gebetsbuch in protestantischen Kreisen bietet gewisse Parallelen.

2) Das gemeinsame Mahl selbst brauchte nicht als ›das Opfer‹ gefaßt zu werden; entscheidend muß an vielen Stellen das Dankgebet, die εὐχαριστία, gewesen sein. Das zeigt die Entwickelung des Sprachgebrauchs.

J. Volkelt, System der Aesthetik, Bd. II. München 1910: C. H. Becksche Verlagsbuchhandlung (O. Beck). XXII, 569 S. M. 10,50, geb. M. 12.

Volkelts zweiter Band bringt nicht vollständig, was im ersten dafür in Aussicht genommen war. Die Absicht war gewesen, auf die Grundlegung der Aesthetik, die der erste Band enthalten hatte, im zweiten den Abschluß der Aesthetik folgen zu lassen und der Reihe nach die Lehre von den ästhetischen Grundgestalten, die Lehre von der Kunst, die Aesthetik des Naturschönen und die einzelnen Künste samt einer Metaphysik der Aesthetik zu behandeln. Das hat sich als unmöglich erwiesen. Volkelt ist in seinem zweiten Band über die Lehre von den ästhetischen Grundgestalten nicht hinausgekommen. Diese Verschiebung des Grundbaus hat eine nicht zu leugnende Breite der Darstellung im Gefolge; aber bei einem Denker wie Volkelt bleibt auch eine so weitgehende Ausführlichkeit nicht ohne Früchte. Seine schon anläßlich des ersten Bandes gerühmte Fähigkeit und Lust im Zerlegen der ästhetischen Phänomene findet gerade auf dem Gebiete, dem er sich hier zuwendet, reichste Gelegenheit zur Betätigung. Bis in die feinsten Verzweigungen und Besonderheiten geht er den einzelnen ästhetischen Gefühlstypen nach, die er als grundlegend herausstellt, wobei ihn die Ueberzeugung leitet, die ähnlich auch schon im ersten Band hervorgetreten ist, daß das Aesthetische eine weit größere Anzahl von nebeneinandergeordneten Grundeinteilungen und deshalb auch eine weit unregelmäßigere uneinheitlichere Mannigfaltigkeit ergibt, als man gewöhnlich annimmt. Bei dem feinen Scheidungswerk, das Volkelt vornimmt, zeigt sich allenthalben sein staunenswerter Ueberblick über das künstlerische Schaffen aller Zeiten, seine Unbefangenheit allen Richtungen der Kunst gegenüber und eine Besonnenheit, die sich durch die Schlagwörter unserer Zeit nicht blenden läßt. Volkelts Werk bietet nicht nur ein fast unerschöpfliches Repertorium der ästhetischen Grundgestaltungen und ihrer Arten und Unterarten, sondern es fördert nach vielen Seiten auch die Erkenntnis des von ihm behandelten Gebietes.

Aber freilich hat seine Lust am Zerteilen und Verästeln der Begriffe auch ihre Kehrseite. Alle die kleinen und kleinsten Unterschiede in der Gestaltung des Kunstwerks kommen wohl scharf zum Ausdruck, nicht so die großen Richtungstendenzen ganzer Epochen und einzelner Persönlichkeiten der Kunstgeschichte. Volkelt tritt gewissermaßen von außen an die Kunst heran, er nimmt den Bestand der Kunstwerke als gegeben an und sucht ihre wahrnehmbaren Unterschiede in die kleinsten noch faßbaren Nuancen zu zerlegen, um sie darnach möglichst zuverlässig einordnen und etikettieren zu können. Viel weniger geht sein Interesse darauf, die einzelnen Formen, die

er beobachtet, aus den Grundbedürfnissen der künstlerischen Phantasie und dem Widerstreit abzuleiten, in den die verschiedenen Triebe unserer ästhetischen Veranlagung, der Formtrieb, der Schönheits- und Wahrheitstrieb, der Sinn für die Wirklichkeit und die Lust am Phantasieren so häufig miteinander geraten, ein Verfahren, das m. E. eine viel lebensvollere Behandlung ergeben hätte, als die, die Volkelt beliebt hat. Für eine solche Behandlung wären auch die Grundprinzipien des Aesthetischen, die er aus den Untersuchungen seines ersten Bandes mitbringt, nicht ergiebig und bestimmt genug. Der Kampf ums Schöne, der die Kunstgeschichte füllt, läßt sich aus ihnen nicht verstehen. Volkelt möchte alle Erscheinungen der Kunstgeschichte begreifen, und deshalb erklärt er sie alle von vornherein für gleichberechtigt, er deckt sie alle mit der bequemen aber verschwommenen Norm des Menschlich-Bedeutungsvollen. Es gibt bei ihm keine Frage nach dem höheren oder geringeren Grad der Schönheit einer ästhetischen Gestaltung; er weiß nicht leicht etwas von einem Gewinn auf der einen Seite, der mit einem Verlust auf der anderen verbunden wäre; damit aber ist der Charakter seiner Darstellung gegeben, die sich fast einförmig in der Aufstellung einer Grundrichtung, in der Vorführung ihrer Unterarten und in der ihm in überreichem Maß zuströmenden Darbietung von Belegen aus der Kunstgeschichte bewegt.

Am meisten stört die ungenügende Grundlegung von Volkelts Aesthetik in den Anfangsabschnitten, die sich im wesentlichen mit dem Verhältnis der künstlerischen Darstellung zur Wirklichkeit befassen.

Volkelt beginnt damit, drei Gegensatzpaare einander gegenüber zu stellen: hinsichtlich des Inhalts das Aesthetische der erfreuenden und der niederdrückenden Art, hinsichtlich der Form das Schöne und das Charakteristische, hinsichtlich des Unterschieds von Gattung und Individuum das Typische und das Individuelle. Volkelt schlägt für diese Gegensätze auch die Bezeichnungen des Inhalts-, Form- und Gattungsschönen und des Inhalts-, Form- und Individuellcharakteristischen vor, wodurch sie unter gewisse Gemeinsamkeiten befaßt werden; aber er hält es für einen Irrtum, zu meinen, es müßten die drei jeweils unter eine gemeinsame Bezeichnung fallenden Gestaltungen in Natur oder Kunst immer beieinander sein; ein erfreuender Inhalt könne ganz wohl in charakteristischen Formen gehalten sein und das Inhaltscharakteristische, d. h. also ein Werk mit niederdrückendem Inhalt, schließe eine ideale Formgebung nicht aus; dagegen bestreitet Volkelt nicht, daß die drei namhaft gemachten Erscheinungsweisen der Schönheit, das Inhalts-, Form- und Gattungsschöne, eine gewisse Zuneigung zu einander haben, wie denn auch aus ihrer Vereinigung eine der wichtigsten ästhetischen Typen hervorgehe, das Idealschöne.

Alle diese Untersuchungen erfreuen durch eine Fülle feiner und beachtenswerter Beobachtungen, und will man die Sorgfalt in der Prüfung und die Schärfe im Scheiden, über die Volkelt verfügt, kennen lernen, so kann man davon nirgends einen so imponierenden Eindruck bekommen, als im Kapitel über das Typische und Individuelle, das ich zu den gediegensten Leistungen Volkelts rechne. Gleichwohl befriedigt seine Gesamtauffassung der in Rede stehenden Phänomene nicht vollständig; sie ist weder im Einklang mit seinem eigenen System, noch in Uebereinstimmung mit den Tatsachen.

Durch den Naturalismus der jüngsten Vergangenheit ist Volkelt zur Unterscheidung des Aesthetischen der erfreuenden und niederdrückenden Art veranlaßt worden; er meint, es sei von wesentlicher ästhetischer Bedeutung, ob sich in dem Inhalt des ästhetischen Gegenstandes eine optimistische oder pessimistische Stellung zu den menschlichen Werten ausspreche, ob vom Inhalt des Aesthetischen Gefühle der Beruhigung, Erhebung, Erquickung, Beseeligung ausgehen oder solche der Beunruhigung, Verunreinigung, Beklemmung und Ratlosigkeit (S. 51). Die Norm des Menschlich-Bedeutungsvollen wäre nach seiner Ueberzeugung nur halb erfüllt, wenn wir vom Aesthetischen überall verlangen wollten, daß es uns durch seinen Gehalt erhebe und tröste, uns die Erde als einen Schauplatz des Guten und des Glücks zeige und uns mit freudiger Selbstbejahung erfülle; auch solche Gegenstände müßten gemäß jener Norm ästhetisch auf uns wirken, die uns das Leben nach seinen furchtbaren und trostlosen Entwickelungen fühlen lassen und uns zur Abkehr vom Leben zu stimmen geneigt seien (S. 9). Das sind Lieblingsgedanken von Volkelt, die er auch sonst schon ausgesprochen hat. Auf diese anerkennende und zustimmende Auseinandersetzung mit dem Naturalismus und den modernen Anschauungen ist seine Aesthetik angelegt: Schönheit des Inhalts ist für ihn keine Grundnorm der Aesthetik; auch den Begriff des Häßlichen kennt er nicht, wie er der älteren Aesthetik geläufig ist; das Häßliche ist bei ihm nicht ein Unschönes, das gleichwohl ins Kunstwerk eingeht und darin ganz wohl am Platz ist, falls es nur innerlich überwunden und ins Schöne aufgehoben wird, sondern häßlich ist ihm gleichbedeutend mit dem Aesthetischnichtseinsollenden. Die Lehre vom Häßlichen wird deshalb von Volkelt am Schluß des Bandes (S. 562 ff.) rasch abgemacht. Häßlich ist ihm jeder Verstoß gegen die ästhetischen Grundnormen, die er im ersten Band aufgestellt hat, sowie jede ausartende Uebertreibung eines an sich ästhetisch Berechtigten. Volkelt bleibt damit dem Charakter seiner Aesthetik treu, die vom Inhalt des Aesthetischen nur verlangt, daß er menschlich-bedeutungsvoll sei. Denn da niemand läugnen kann, daß das

Niederdrückende sehr bedeutungsvoll sein kann, so wäre es von der Grundlage des Volkeltschen Systems aus verfehlt, es für weniger ästhetisch zu halten, als das Bedeutungsvolle der erfreulichen Art. Es ist ihm gleichberechtigt und darf nicht zu einem Häßlichen gestempelt werden, dem nur unter besonderen Bedingungen der Eintritt ins Aesthetische gestattet ist.

Indes Volkelt selbst kann diesen Standpunkt nicht aufrecht erhalten, und es zeigt sich bei ihm, wie auch bei anderen, daß nur die reine Formästhetik mit einigem Schein von Konsequenz auf das Prinzip der inhaltlichen Schönheit verzichten kann, während die Inhaltsästhetik ohne ein solches nicht durchkommt.

Die behauptete Gleichberechtigung der beiden Inhaltstypen zerfließt Volkelt unter den Händen. Zu unserer Ueberraschung erfahren wir nämlich, daß bei dem Aesthetischen der niederdrückenden Art die Unlust, die naturgemäß daraus erwachse, siegreich überwogen werde durch Lustgefühle, die aus den übrigen Seiten des ästhetischen Betrachtens entspringen (S. 15). Vorsichtigerweise sagt er nicht, überwogen werden müsse, denn der überwiegende Lustcharakter des Aesthetischen ist für ihn (dem ganzen dargelegten Standpunkt nach) keine ästhetische Norm, er wird auch im ersten Band, wo davon ausführlich die Rede war, als Tatsache angeführt, die sich beim Aesthetischen von selbst einstellt. Indes auch vorausgesetzt, daß dem so wäre, so ist damit doch ein wesentlicher ästhetischer Unterschied zwischen dem Erfreuenden und Niederdrückenden festgestellt: das Erfreuende braucht keine ›siegreichen‹ Lustgefühle, die eine Seite an ihm überwinden müßten, die dem ästhetischen Eindruck, der nun einmal vorwiegend lustvoll ist, abträglich wäre. Und als Tatsache kann Volkelt die Ueberwindung der Unlust des Niederdrückenden nur behaupten, weil er sowohl in dem betreffenden Abschnitt des ersten Bandes (S. 356), als in dem uns beschäftigenden Kapitel des II. Bandes ganz allein das Kunstästhetische im Auge hat. Bezeichnenderweise hat Volkelt alle seine Beweise für die Gleichberechtigung des Niederdrückenden aus der Kunst genommen, das Naturästhetische hat er, soweit ich sehe, mit keinem Wort berührt. Volkelt handelt alle Grundbegriffe der Aesthetik ab, ohne gründlich auf den Unterschied von Kunst- und Naturästhetischem einzugehen; dieser Unterschied soll erst im dritten Band entwickelt werden. Ich meinesteils glaube, daß man diesen Unterschied nicht früh genug in die Aesthetik einführen kann, und vor allem die Frage nach dem Recht des Niederdrückenden oder, wie ich lieber sagen würde, des Häßlichen in der Kunst kann ohne diesen Unterschied nicht sachgemäß erledigt werden.

Wäre Volkelt auf das Naturästhetische eingegangen, so hätte er

alsbald gefunden (was ja auch der Mangel von Beispielen aus dem Naturästhetischen für die Gleichberechtigung des Niederdrückenden bei ihm bestätigt), daß in Hinsicht des Niederdrückenden zwischen dem Natur- und Kunstästhetischen ein großer Unterschied ist. Was im Kunstästhetischen recht wohl erträglich ist, ist im Naturästhetischen häufig unerträglich; in ihm ist das Niederdrückende ein Häßliches im Sinne des ästhetisch Abstoßenden. Denn die Lustgefühle, die aus den übrigen Seiten des ästhetischen Betrachtens entspringen und im Stande sind, die Unlust des Niederdrückenden siegreich aufzuwiegen, sind im Naturästhetischen lange nicht so reichlich vorhanden, wie im Kunstästhetischen, weshalb sie in jenem vielfach nicht ausreichen, über die Unlust Herr zu werden, die vom Niederdrückenden ausgeht. Das geht aus Volkelt selber hervor.

Von Gerh. Hauptmanns Fuhrmann Henschel rühmt er unter anderem, daß das Beengende und Herabziehende an diesem Werk weit überwogen werde durch die Freude an der seelenkundigen ungewöhnlich tiefen Verinnerlichung des Fuhrmanns, an der feinen und sicheren psychologischen Ausgestaltung aller Personen, an der knappen und reifen künstlerischen Beherrschung des Stoffes, an der packenden Phantasieanschaulichkeit, an der Schlichtheit und Echtheit der ganzen Darstellung (S. 16). Das sind lauter Vorzüge, die ihrer Natur nach nur dem Kunstästhetischen angehören können. Kein Wunder, daß unter solchen Umständen das Niederdrückende in der Natur mißfällt. Ganz anders steht es mit dem Erfreuenden im Naturästhetischen. Es muß nicht aufgewogen werden, sondern ist im Gegenteil so stark, daß es selbst die ästhetischen Mängel, die dem Naturästhetischen so leicht anhaften, aufzuwiegen im Stande ist. Dem Naturästhetischen fehlt es ja gewöhnlich an Klarheit der Gliederung und durchgeführter Einheit; es fehlt ihm an voller Herausgestaltung des Inneren ins Aeußere, aber diese Schwächen vermögen den ästhetischen Wert des Erfreuenden nicht zu vernichten; so groß ist seine Macht. Treue Liebe ist schön, mag sie auch nur dürftig in die Anschauung treten und mag das Wenige, was wir von ihr zu sehen bekommen, auch ohne viel Gliederung und Einheitlichkeit sein. Gemeinheit dagegen ist häßlich, mag es menschlich auch noch so bedeutungsvoll sein, daß im Leben so viel Gemeinheit ist. Diesen Unterschied hat V. nicht bemerkt; er hätte an die Grundlagen seines Systems gerührt. Es ist ja klar: wenn beide vom Standpunkt des Bedeutungsvollen aus gleichberechtigt und doch in ihrer ästhetischen Wirkung so verschieden sind, so ist dies eben ein Beweis, daß sie nicht unter diesem Gesichtspunkt allein gewertet werden dürfen, sondern noch unter einem anderen betrachtet werden müssen, unter einem Gesichtspunkt, den

Volkelt nicht kennt oder nicht kennen will, dem der Schönheit. Das Niederdrückende ist, obzwar wahr, doch häßlich; sofern es wahr ist, hat es ein Anrecht in die Kunst einzutreten, sofern es häßlich ist, muß es aufgewogen werden, falls es in die Kunst eingeht. Das Ueberwiegen des Lustvollen im Aesthetischen ist keine Tatsache, denn sie ist im Naturästhetischen gar oft nicht vorhanden, sondern eine Norm (um mit V. zu reden). Es ist ein Mißstand, daß Volkelt seiner Aesthetik nicht die beiden Prinzipien der Wahrheit und der Schönheit zu Grunde gelegt hat. Die Schönheit ist nichts ohne die Wahrheit, und doch steht sie in einer gewissen Spannung mit ihr. So ist die ganze Geschichte der Kunst ein Ringen um Wahrheit und Schönheit und zugleich ein Ringen zwischen Wahrheit und Schönheit. Die Aesthetik muß dieses sonderbare Verhältnis erklären; Volkelt weiß nichts vom diesem Aufeinanderangewiesensein und diesem Gegensatz: er hat keinen der beiden Begriffe in seinem vollen Umfang entwickelt; bei ihm ist alles in jeder Hinsicht gleichberechtigt. Seiner Aesthetik fehlt in diesem Punkt das volle Leben.

Weil V. den Gegensatz von Schön und Häßlich nur unter Hand einschmuggelt, ohne es selbst Wort haben zu wollen, deshalb bleibt bei ihm der Begriff des Erfreuenden, der bei ihm die Stelle des Schönen vertritt, im Unbestimmten, wie er ihm denn auch keine nähere Untersuchung gewidmet hat. Und doch ist dieser Begriff einer der wichtigsten in der Aesthetik, und man muß es scharf betonen, daß das ästhetisch Erfreuende nicht mit dem an sich Lustvollen zusammenfällt; vielmehr ist die Darstellung des Schmerzes häufig ästhetisch erfreuender als die des Lustvollen. Goethes ›Ach neige du Schmerzensreiche‹ ist unstreitig viel schöner als desselben Dichters ›Ergo bibamus‹, obgleich das eine aus zerreißendem Schmerz geboren ist, während das andere der Ausdruck behaglichster Lust ist. Keine Aesthetik ist voll, die dieses sonderbare Phänomen nicht zu erklären vermag. Der Grund dafür ist einfach: Schönheit ist nicht wahrgenommene Lust, sondern wahrgenommene Lebensfülle, und der Schmerz erschließt vielfach die Tiefen der Seele ganz anders als die Lust, er bringt die Fülle, d. h. die Kraft, die Tiefe, den Reichtum, die Feinheit des Lebens, die in einer Seele schlummern, weit eindrücklicher zu Tag, als eine lustvolle Seelenerregung. Goethes ›Ach neige du Schmerzensreiche‹ steigt in andere Tiefen des Seelenlebens hinunter und bringt sie eben im Kontrast mit der Lebenshemmung des Schmerzes viel wirkungsvoller zum Bewußtsein, als sein flottes und frisches ›Ergo bibamus‹. Es ist deshalb auch unrichtig, wenn Volkelt die optimistische oder pessimistische Stellung zu den Werten des Lebens von entscheidendem Einfluß auf den ästhetischen Eindruck

sein läßt (S. 51) und überall, wo der Künstler das Leben pessimistisch wertet, ein Niederdrückendes wahrzunehmen glaubt. Es gibt zahlreiche lyrische Gedichte, die das Leben pessimistisch werten und die dabei doch von unzweifelhafter direkter Schönheit sind. Goethes Harfnerlied ›Wer nie sein Brot mit Tränen aß‹ ist gewiß kein Ausdruck einer optimistischen Weltanschauung und ist dabei doch kein Aesthetisches der niederdrückenden Art, das durch allerlei Hilfen siegreich aufgewogen werden müßte. Sein Inhalt ist direkt schön: eine Seele, die das eigene Leid so unmittelbar als das Leid der Welt empfindet, ist groß und tief und ihr Anblick erfreut den, der im Aesthetischen nicht Lust und Erfreuendes, sondern Lebensfülle sucht. Es ist mit dem Schmerz aus pessimistischer Wertung der Welt, wie mit jedem anderen Schmerz: er ist schön, sofern die Lebenshemmung des Schmerzes die Kräfte der Seele aufruft und offenbart; er ist schön, sofern er das Erlebnis eines starken und tiefen Geistes oder auch eines besonders fein besaiteten Gemüts ist. Denn auch Zartheit des Empfindens zeugt von einer über das Gewöhnliche hinausgehenden Feinheit der psychischen Organisation, also von einem volleren Leben, als es der Durchschnittsmensch führt. Wenn es aber verkehrt ist, das Niederdrückende mit dem Pessimistischen gleichzusetzen und zwar deshalb, weil, wie wir gesehen haben, manches Pessimistische weit entfernt ist niederdrückend zu sein, so ist diese Gleichsetzung auch deshalb abzulehnen, weil ins Aesthetische so manches Abstoßende eingeht, das mit einer pessimistischen Wertung des Lebens nichts zu tun hat. Erfreuend und Niederdrückend sind falsch gebildete Gegensatzpaare. Es gibt vieles ästhetisch nicht Erfreuliche, was nicht niederdrückend im Sinn der pessimistischen Wertung ist. Alles Kleinliche und Unbedeutende wirkt häßlich auch da, wo es im Zusammenhang einer optimistisch gerichteten Weltbetrachtung auftritt. Häßlich, abstoßend, niederdrückend ist eben nicht eine bestimmte Art der Weltbetrachtung, sondern Lebensmangel, und nicht jede Wahrnehmung von eingeschränktem und verkrüppeltem Leben führt zur pessimistischen Wertung des Lebens. Aus allen diesen Gründen geht ein ästhetischer Unterschied nicht aus der Wertung des Lebens nach optimistischen oder pessimistischen Gesichtspunkten hervor.

Die Erkenntnis, die wir damit gewonnen haben, wird uns auch nützlich sein für das Verständnis dafür, inwiefern und inwieweit die Kunst das Niederdrückende und Häßliche in sich aufnehmen kann. Volkelt gibt eine Reihe von Mitteln an, die der Kunst zur Verfügung stehen, den abstoßenden Charakter des Niederdrückenden zu überwinden. Er nennt insbesondere die verschiedenen Arten der normativen Lust (S. 16): die Lust der Einfühlung, die Lust am Menschlich-

Bedeutungsvollen, die Lust der Entlastung und die Lust an Gliederung und Einheit; er erwähnt weiter, wie schon erwähnt, die Freude an der reinen und sicheren psychologischen Ausgestaltung der Personen, an der künstlerischen Beherrschung des ganzen Stoffs, an der packenden Phantasieanschaulichkeit, an der Schlichtheit und Echtheit der Darstellung. Und gewiß sind das Hülfen, die uns über das Niederdrückende des Inhalts zu einem guten Teil hinauszuheben vermögen. Aber das Entscheidende fehlt oder ist wenigstens nur dunkel geahnt, nicht aber klar ausgesprochen. Wesentlich ist, daß wir im Kunstwerk nicht bloß das vom Künstler dargestellte in seinem Stoff beschlossene Leben genießen, sondern immer zugleich damit auch die Persönlichkeit des Künstlers selbst. Deshalb ist ein dargestelltes Niederdrückendes oder Häßliches etwas ganz anderes als ein Niederdrückendes oder Häßliches in der Natur. Der Künstler kann das Niederdrückende nie darstellen, ohne sich selbst mit darzustellen, während wir in der Natur das Niederdrückende immer für sich selbst wahrnehmen. Diese mit zur Darstellung kommende Künstlerpersönlichkeit ändert die Sache von Grund aus. Denn unter dieser Voraussetzung bekommen wir das Niederdrückende nie allein, sondern immer zugleich erscheint daran eine Seele, die Größe, Tiefe, Feinheit hat und mithin schön ist, wenn anders Lebensfülle gleich Schönheit ist. Der Künstler, der das Niederdrückende gestaltet, hat entweder den durchdringenden Blick, der unter der täuschenden Oberfläche die Nichtigkeit des Lebens erschaut und den unbedingten Wahrheitsmut, der Schreckgestalt des Lebens ins Auge zu schauen, oder er hat die Feinheit oder Zartheit der psychischen Organisation, die unter den Kleinlichkeiten und Widersprüchen des Lebens schwer leidet, oder er fühlt den Schmerz desto mächtiger, je tiefer er ist und je mehr er auf Grund seiner Größe ein Recht auf Glück hätte. Und nicht bloß der Mensch im Künstler, sondern auch der Künstler selbst tritt zu Tag. Darauf macht ja auch Volkelt in seiner Weise aufmerksam. Das Niederdrückende kann mit einer staunenswerten Gestaltungskraft herausgearbeitet sein. So können wunderbare Seelenkräfte am Niederdrückenden in der Kunst heraustreten, und wo sie es tun, da hört das Niederdrückende auf, niederdrückend zu sein, es erhebt und rührt vielmehr auf dem Untergrund niederdrückender Gefühle. Die ästhetische Wirkung des Niederdrückenden hängt in Folge davon ganz von der menschlichen und künstlerischen Persönlichkeit dessen ab, der es im Kunstwerk verwendet. Je mehr diese Persönlichkeit groß und tief und wuchtig oder feinorganisiert und dazu gestaltungskräftig ist, desto weniger anstößig wird das an sich Niederdrückende empfunden. Ist die Persönlichkeit dagegen in menschlicher und künstlerischer

Hinsicht nicht voll, reicht ihre Kraft nicht aus zur Bewältigung des Niederdrückenden, dann erscheint das Niederdrückende als häßlich im Sinne des Nichtseinsollenden. Ebenso wird jeder, der die Fähigkeit nicht hat, im Kunstwerk die Persönlichkeit des Künstlers mitzugenießen, vom Niederdrückenden abgestoßen, weil er in ihm nur das Niederdrückende zu sehen vermag. Volkelt spricht von Bildwerken (S. 18), wo das Leiden mit zwingender Innigkeit und Tiefe zur Darstellung gebracht sei; er sagt von Klinger (S. 10), schon sein Name allein rufe dem Leser eine Fülle von Beispielen vor Augen, wo das Leiden der Menschheit in seiner unendlichen Tiefe und unausschöpfbaren Furchtbarkeit zu überwältigendem Ausdruck komme. Gewiß ist es so, aber wo Innigkeit und Tiefe ist, wo das Leiden in seiner unendlichen Tiefe und unerschöpflichen Furchtbarkeit gefühlt, und wo es mit überwältigender Kraft vergegenwärtigt wird, da ist menschliche und künstlerische Größe, und der Anblick dieser Größe hebt über das Niederdrückende empor. Volkelt hat die Bedeutung, welche die Künstlerpersönlichkeit bei der Verwendung des Niederdrückenden hat, nicht in ihrem vollen Wert erkannt und daher rührt denn auch die unkritische Unterschiedslosigkeit, mit der er die Beispiele für seine Behauptung von der Gleichberechtigung des Niederdrückenden mit dem Erfreuenden zusammenstellt. Während er sonst die Höhenlage eines Kunstwerks recht wohl abzumessen versteht, werden hier ohne Unterscheidung Shakespeare, Ibsen, Hebbel, Wilde, Zola und D'Annunzio als gleichwertig aufgeführt: als ob bei ihnen das Niederdrückende die gleiche Berechtigung hätte und vom gleichen Eindruck auf den Beschauer wäre! Schon Shakespeare und Ibsen dürfen nicht in einem Atemzug genannt werden, geschweige denn Shakespeare und D'Annunzio, so groß ist der Unterschied der Persönlichkeit und so verschiedenartig ist der Eindruck des Niederdrückenden bei ihnen: die Szene in Shakespeares Lear, in der der König, der Narr und Edgar in sturmgepeitschter Nacht über die Verworfenheit der Welt klagen, gehört ihrem Inhalt nach zum Niederdrückendsten und Pessimistischsten in der ganzen Poesie, aber sie ist zugleich umweht von einem Schauder des Erhabenen, der ganz allein von der Größe der Dichterpersönlichkeit herrührt, die den Schmerz über das in tiefster Seele empfundene Leid des Lebens in so grandiosen Accorden zum Himmel schlagen zu lassen vermag. In diesem Schauder geht das Peinigende unter, das eine Weltbetrachtung, wie sie hier geübt wird, notwendig an sich haben müßte. Auch Ibsens Persönlichkeit bezaubert durch leidenschaftliches Wahrheitssuchen und rücksichtslose Wahrhaftigkeit, durch gründlichen Haß gegen alles Faule und Wurmstichige und durch eine Fülle von Geist, die sie über alles ausbreitet,

was sie berührt. Trotz alledem aber steht der Hörer an vielen Stellen seiner Werke unter dem Eindruck, daß eine Persönlichkeit ästhetisch höher stände, die statt zu grübeln und unsicher tastend sich zu Erkenntnissen emporzuarbeiten, von der Höhe einer festen Ueberzeugung zu gestalten vermöchte, und wenn nicht geläugnet werden kann, daß Ibsen des öfteren über das Peinigende seiner Gesellschaftsschilderung nicht vollständig Herr wird, so entstammt dieser Eindruck der genannten Schranke seiner Persönlichkeit, deren Wahrnehmung zusammen mit dem Peinigenden des Inhalts bisweilen als niederdrückend empfunden wird.

Es ist keine Frage, daß die alte Aesthetik gefehlt hat, wenn sie vom Dichter Harmonie verlangte und jede künstlerische Schöpfung verwarf, die nicht zu einem in sich befriedigenden Abschluß geführt war. Volkelts energischer Kampf gegen diese enge Auffassung der Kunst gehört zu den verdienstvollen Leistungen der von uns hier behandelten Kapitel. Der Künstler soll vor allem wahr sein, und wenn er sich nicht zur Harmonie hat durchringen können, so soll er die Welt zeigen, wie er sie sieht; sein zerrissenes Weltbild wird dann ästhetisch voll sein, wenn er eine volle Künstlerpersönlichkeit ist; aber auch, wenn ihm die höchste Kraft der Persönlichkeit und der Gestaltung versagt ist, wird uns die Wahrheit und Ehrlichkeit seiner Schilderung ästhetisch immer noch weit mehr befriedigen, als ein unwahres Weltbild mit einer gemachten und geschminkten Harmonie.

Wie wenig weit aber die Unterscheidung des Erfreuenden und Niederdrückenden trägt, das zeigt auch der weitere Verlauf von Volkelts Untersuchung. Volkelt läßt aus der Vereinigung des Inhaltsschönen (des Erfreuenden) des Formschönen und des Gattungsschönen (des Typischen) das Idealschöne hervorgehen und er widmet dieser hervorragenden Gattung des Aesthetischen eine ausführliche Besprechung. Den drei Arten des Schönen stehen aber bei Volkelt drei parallele Arten des Charakteristischen gegenüber: das Inhaltscharakteristische (oder Niederdrückende), das Formcharakteristische und das Individuellcharakteristische, und man sollte meinen, diese drei Arten streben ebenso zusammen und verbinden sich ebenso zur Einheit des charakteristischen oder realistischen Stils, wie die drei Arten des Schönen zu der des idealistischen Stils. Davon ist keine Rede: der realistische Stil wird kaum erwähnt, geschweige denn ausführlich behandelt und doch drängt er sich bei der Betrachtung der kunstgeschichtlichen Entwickelung unserem Bewußtsein so scharf auf und bildet einen so markanten Typus, wie der idealistische Stil. Das ist kein Wunder. Aus Volkelts Voraussetzungen läßt sich ein einheitlicher Typus charakteristischer Darstellung nicht gewinnen. Der

Grund dafür ist, daß ihm das Inhaltscharakteristische gleichbedeutend mit dem Niederdrückenden ist. Die realistischen Werke haben nur zum kleinen Teil niederdrückenden Inhalt; so ausgesprochen realistische Schöpfungen wie Kleists zerbrochener Krug, Hauptmanns Biberpelz und viele Gemälde von Brouwer, von den beiden Ostade, von Steen und Jordaens sind, wie Volkelt selbst sagt (S. 51), erfreuender Art und gehören deshalb nach seiner Meinung in dieser Hinsicht so gut dem Inhaltsschönen an, wie die idealistischen Werke. Nur wenn Volkelt ein Inhaltshäßliches kennte, von dem das Niederdrückende nur eine kleine Unterart ausmacht, könnte er den realistischen Stil als die Art der Darstellung verstehen, die das Häßliche viel ungescheuter in ihre Lebensbilder hereinnimmt, als die idealistische Richtung; dann ergäbe sich nach Inhalt, Form und Darstellung als Gegenstück zum ästhetischen Idealismus der Realismus, der natürlich ebenso viel Uebergänge zum Idealismus aufzeigen würde als dieser zu jenem. Aber auch die Charakteristik des idealistischen Stils, die Volkelt gibt, leidet unter dem falschen Ansatz des Inhaltsschönen. Nicht auf das Erfreuliche des Inhalts kommt es für die idealistische Kunst an. Ein Werk wird nicht desto idealistischer, je erfreuender sich sein Inhalt gestaltet, sondern je mehr es das Kleinliche, Gewöhnliche, Unschöne und Häßliche ausschließt, je mehr es Gestalten, Leidenschaften und Ereignisse ins Große, ins Adlige und Vornehme erhebt. Die Niobe ist dafür Zeugnis. Sie ist zweifellos ein ganz einzigartiges Werk der idealistischen Richtung trotz des erschütternden Leids, das sich in ihrem und ihrer Kinder Geschick enthüllt.

Die auf das Idealschöne folgende äußerst umfangreiche Abhandlung über das, was man seither die Kategorien des Schönen genannt hat, leidet ebenfalls unter dem Fehlen des Schönheitsbegriffes. Volkelt führt die einzelnen Gestaltungen des Aesthetischen, die er behandelt, das Erhabene und das Anmutige, das Sinnlich- und das Geistig-Aesthetische, das Rührende, das Tragische und das Komische als Spezialfälle des Menschlichbedeutsamen vor: das ist ja das einzige Prinzip, das er für das Inhaltlich-Aesthetische hat. Dieses Prinzip hat er aber, wie ich in meiner Besprechung des ersten Bandes (GGA. 1906 Nr. 4 S. 317—320) zu zeigen versucht habe, nicht klar zu entwickeln vermocht. Volkelt versteht darunter zunächst das ›für menschliches Dasein und menschliche Entwicklung Typische und Charakteristische‹ (Aesth. I, S. 461), er begreift also das darunter, was man sonst wohl als die Wahrheit der Lebensdarstellung des Künstlers bezeichnet; der Künstler soll im letzten Grund nicht zufälliges sondern bleibendes und wesentliches Menschensein gestalten. Aber damit begnügt sich Volkelt nicht; er fühlt, daß dem Aesthetischen gegenüber

noch eine andere Betrachtung vorhanden ist, und er meint sie begriffen zu haben, wenn er sagt, dieses Typische müsse bedeutsam sein für Ziel und Zweck des Menschenlebens. Ich darf mir ersparen, noch einmal darauf hinzuweisen, wie unsicher und verschwommen dieser Begriff von Volkelt durchgeführt ist: im Grund kommt er damit über das Typische nicht wesentlich hinaus. Es leuchtet ohnedem ein, daß wenn zu der Wertung nach der Wahrheit noch ein anderer Wertmesser im Aesthetischen hinzukommt, dies nur der nach der Schönheit sein kann. Volkelt hätte das nicht verkannt, wenn er bemerkt hätte, daß, wie wir oben gezeigt haben, die Schönheit im Kunstwerk weit weniger im Stoff, als in der menschlichen und künstlerischen Persönlichkcit seines Urhebers begründet liegt. Allerdings bezeichnen die einzelnen Kategorien des Aesthetischen auch einen Typus menschlichen Seins; aber damit ist ihre Bedeutung nicht erschöpft und ihr wahres Wesen nicht erkannt. Der Colleoni Verocchios ist erhaben, und man kann im Erhabenen, das er bietet, wie in allem Erhabenen das Typische erblicken, daß der Mensch angelegt ist auf das Außergewöhnliche, auf das Machtvolle und Große. Aber das ist doch vom Gesichtspunkt des Typischen aus ein recht allgemeiner und dünner Gehalt, den er mit Hunderten und Tausenden anderer Kunstwerke teilt. Ihm eigen dagegen an Typischem ist, daß er in einer unvergleichlichen und festest umrissenen Ausprägung den Vertreter einer Gattung von Menschen vor Augen führt, die ihre ganze kraftvolle Persönlichkeit daransetzen, rücksichts- und erbarmungslos alles niederzuwerfen, was ihnen im Weg steht; darin aber, daß dieses Typische zugleich eine furchterregende grandiose Erhabenheit besitzt, liegt der Grund für die Schönheit dieses Typus von Gewaltmenschen. Eine Beobachtung, die Volkelt selbst macht, hätte ihn darauf führen können, daß die von ihm gegebenen Modifikationen des Aesthetischen in erster Linie Modifikationen des Schönen, nicht des Menschlich-Bedeutsamen sind. Wo Volkelt vom Sinnlich-Aesthetischen redet, da stellt er fest, daß zum Sinnlich-Aesthetischen auch das Sinnlich-Niedrige und Gemeine gehöre; eine ästhetische Kategorie aber ergebe das Sinnliche erst, wenn man nur solche Arten der sinnlichen Seele übrig lasse, die sich durch Freude an der Sinnenwelt, durch behagliches und freies Eingehen in die liebe und gute Natur kennzeichnen (S. 230). Ein solches Sinnliche bezeichnet er als das Sinnlich-Schöne. Was ist aber der Grund dafür, daß das Sinnlich-Gemeine keinen eigenen einheitlichen Typus abgibt? Es ist doch gewiß so menschlich bedeutungsvoll, wie das Sinnliche der heiteren Freude an der Natur. Die Antwort kann nur sein, weil das Sinnlich-Gemeine einen Lebensmangel bekundet und also nicht schön ist. Trotz seines einheitlichen Inhalts

kann es darum eine Kategorie des Schönen nicht bilden und darf eben deshalb mit dem Anmutigen, dem Erhabenen, dem Tragischen und dem Komischen nicht in einem Atem genannt werden.

Denn auch das Tragische, um dessetwillen vornehmlich Volkelt das Aesthetische der niederdrückenden Art einführt und der Schönheit nur eine untergeordnete Stelle in der Kunst zuerkennen will, ist eine Kategorie der Schönheit. Es ist oben gezeigt, daß das rein Niederdrückende, wo es in der Kunst auftaucht, unter den Ansprüchen bleibt, die wir an das Kunstwerk zu stellen berechtigt sind. Wo das Tragische von einer dichterischen Vollpersönlichkeit gehandhabt wird, ist es nicht niederdrückend, und die Frage, die sich der Aesthetiker zu stellen hat, ist die, wie es kommt, daß das höchste Leid, daß wir im Tragischen erleben, höchste ästhetische Lust erzeugt. Das Tragische ist die weihevollste Form des Schönen.

Würde sodann V. die einzelnen Kategorien des Aesthetischen, das Erhabene, das Anmutige, das Rührende, das Tragische und Humoristische als verschiedene Erscheinungsweisen von Lebensfülle begreifen, so hätte er für sie ein viel klareres einheitlicheres Prinzip, als er das in seinem Menschlich-Bedeutungsvollen hat, welches, bei seiner Unbestimmtheit und Allgemeinheit, ihn das Wesen der einzelnen Kategorien bald im Gebiet des natürlichen Lebens, bald in dem der ethischen Werte, bald in der Sphäre der Erkenntnis suchen läßt. Auch wäre er der Versuchung nicht erlegen, die ihm so gefährlich geworden ist, die einzelnen Typen des Aesthetischen zu eng zu fassen, nur um ihnen ein erhöhtes Maß menschlicher Bedeutsamkeit zusprechen zu können. Das ist V. beim Anmutigen und Rührenden widerfahren. Jenes sieht er da, wo das Sinnliche und Seelische, wo Natur und Geist im Gleichgewicht stehen (S. 189); dieses erkennt er dann als gegeben an, wenn das Naturartig-Geistige nach irgend einer unerwarteten besonders eigentümlichen Seite in die Erscheinung tritt derart, daß das überlegene Können des Naturartig-Geistigen im Gegensatz zu Vernunft und Absicht hervorleuchtet (S. 280). Volkelt rühmt den echt und voll menschlichen Ton, der durch diese Gestaltungen in das ästhetische Genießen komme (S. 285). Wenn die Definitionen nur nicht zu eng wären! Inwiefern sollte denn in den graziösen Körperbewegungen des Tieres oder des Menschen, die doch einen Hauptbestandteil des Anmutigen bilden, ein Gleichgewicht des Körperlichen und Geistigen sich offenbaren, oder auch nur zu offenbaren scheinen. Die anmutige Körperbewegung erweckt auch nicht einmal den Schein, als komme sie aus einem Gleichgewicht von Körper und Geist. Auch die Liebenswürdigkeit ist anmutig und auch sie beruht nicht auf einer Harmonie von Sinnlichem und Seelischem, sondern

auf der Fähigkeit, auf die Bedürfnisse und Anschauungen anderer einzugehen und ihnen entgegenzukommen, und überhaupt auf einer gewissen Leichtigkeit und Anschmiegsamkeit des geistigen Wesens. Man umfaßt alle Seiten der Anmut, wenn man sie im Anschluß an Lipps als ungehemmt und frei sich auswirkende Lebensfülle charakterisiert. Anmut ragt also über die Durchschnittserscheinungen des Lebens empor, sei es hinsichtlich der größeren Regsamkeit der ungehemmt sich betätigenden Kräfte oder hinsichtlich der größeren Freiheit und Ungehemmtheit, mit der sich die Kräfte auswirken. Unter dieser Definition ist Volkelts Gleichgewicht von Natur und Geist mitbegriffen. Wo Widerstreit zwischen Sinnlichem und Geistigem ist, da ist das Leben der Seele gehemmt in seinem natürlichem Fluß und in stetem Kampf und Disharmonie; besteht dagegen Einklang zwischen beiden Seiten des Menschen, so strömt das ganze geistige Leben in bezaubernder Unmittelbarkeit und Leichtigkeit aus dem unbewußten Untergrund der Seele hervor. Die schöne Seele, in welcher diese Uebereinstimmung statthat, gehört zweifellos zu den anmutigsten Erscheinungen der Wirklichkeit, aber es ist verfehlt, nur in ihr und in dem, was zu ihr in Analogie steht, Anmut zu sehen und einen Teil zum Ganzen zu machen.

Das Rührende steht zu dem Anmutigen in einem besonders engen Verhältnis. Auch Volkelt sieht es nicht anders an; er definiert das Rührende als stilles Walten eines Naturartig-Geistigen nach einer besonders eigentümlichen Seite hin (S. 280). Da das Anmutige nach Volkelt im Einklang von Natur und Geist besteht, so ist auch für ihn das Rührende ein Anmutiges unter besonderen Verhältnissen. Steht es uns aber fest, daß er das Wesen der Anmut zu eng gefaßt hat, so wird es mit dem Rührenden nicht anders sein. Was V. als rührend bezeichnet, gehört zum Rührenden, ist aber nicht das ganze Rührende. Rührend ist auch das Erreichen eines Ziels nach schweren Kämpfen, die glückliche Lösung verderbendrohender Konflikte, Frieden nach heftigem Streit. Dieser Art ist etwa die schließliche Vereinigung von Odysseus und Penelope, die so unendlich rührend ist; aber wo sollte in ihr ein Naturartig-Geistiges wahrzunehmen sein, dessen Ueberlegenheit über Vernunft und Absicht hervorleuchtet. Die Wiedervereinigung ist ja durch Vernunft und Absicht erreicht und zu Stande gebracht. Wohl aber trägt sie mit allem anderen Rührenden die gemeinsamen Merkmale, daß sich von einem Kraftvolleren, mag dieses Kraftvollere unmittelbar gegeben sein oder in unserem Bewußtsein unter irgend einer Nötigung der Zusammenhänge, in denen der rührende Gegenstand steht, ergänzt werden, ein Weicheres, Sanfteres, Friedlicheres, ja Schwächeres abhebt, das doch einen eigen-

artigen Schönheitswert besitzt, das sich auch diesem Stärkeren gegenüber als Lebensfülle, wenn auch natürlich als andersgeartete erweist. Im Falle des Odysseus folgt die Glückswonne der Wiedervereinigung auf die furchtbare Anspannung und die Schrecken des Freierkampfes sowie auf die Leiden der Trennung. Man wird sagen können: Rührung entsteht, wo Anmutiges umgeben oder bedroht scheint von Heftigem, Wildem, Hartem, Gefahrdrohendem, Schrecklichem oder wo es unmittelbar darauf folgt.

Wenn dann V. jenseits der Uebereinstimmung von Sinnlichem und Geistigem, worin er das Wesen der Anmut setzt, auf der einen Seite das Sinnlich-Aesthetische, auf der anderen das Geistig-Aesthetische stehen sieht, so muß mit der Verwerfung von V.s Auffassung des Anmutigen diese anscheinend so einleuchtende Gliederung fallen; doch bleibt es, auch wenn seine Ausführung nicht vollständig befriedigt, ein Verdienst V.s, die Aufmerksamkeit auf den Unterschied einer bald mehr im Sinnlichen, bald mehr im Geistigen sich bewegenden Schönheit gelenkt zu haben.

Im übrigen ist es im Rahmen einer kritischen Besprechung unmöglich, die ganze Fülle von Modifikationen des Aesthetischen zu erwähnen, die Volkelt feststellt, und etwaige Bedenken gegen seine Fassung derselben geltend zu machen, die sich naturgemäß bei der Verschiedenheit der theoretischen Grundlagen, von denen der Referent ausgeht, des öfteren ergeben müssen. Ich beschränke mich deshalb auf einen kurzen Ueberblick über diesen Teil von Volkelts Buch.

Das Erhabene, mit dem er beginnt, kennzeichnet er treffend als ein Hinausstreben über die Grenze des Menschlichen ins Uebermenschliche und führt dann die Untergattungen dieser so gefaßten Erscheinung in feinsinniger Gliederung vor; der Abschnitt gehört, einzelne Versehen abgerechnet, zu den glänzendsten Leistungen des Buches. Dann folgt das Anmutige mit den nach Volkelts Ueberzeugung auf gleicher Basis sich bewegenden Gestaltungen des Sinnlich- und Geistig-Aesthetischen, sowie die Abart des Anmutigen, das Rührende, wovon schon ausführlicher die Rede war. Das Rührende bildet den Uebergang zu den konflikthaltigen Modifikationen des Aesthetischen, zum Tragischen und Komischen. Dem Tragischen widmet er nur eine relativ kurze Behandlung, die er selbst als knappen Auszug aus seiner eben erst in zweiter Auflage erschienenen ›Aesthetik des Tragischen‹ bezeichnet.

Der Abschnitt über das Komisch-Humoristische dagegen, über das sich Volkelt bisher nie ausführlicher geäußert hatte, bildet mit seinen 220 Seiten fast ein selbständiges Buch; er enthält sehr viel

beachtenswertes. Das Komische faßt Volkelt als ein Umschlagen eines scheinbar Ernsten ins Nichternste. Dieser Umschlag ist im Betrachtenden nicht, wie häufig angenommen wird, von einem Gefühl der Schadenfreude begleitet, wohl aber von einem Ueberlegenheitsgefühl, in dem sich der Betrachter außer aller Vergleichung mit dem komischen Gegenstand in souveräner Erhabenheit über ihm weiß (S. 362). Damit ist m. E. eine wesentliche Seite im komischen Eindruck beachtet. Schade, daß V. diese Erkenntnis nicht für die Bestimmung des Humoristischen fruchtbar gemacht hat. Er will das Humoristische da finden, wo die spielende Willkür des komischen geistesfreien Subjekts zugleich es versteht, in tief eindringender intuitiver Betrachtung in Welt und Leben einzudringen (S. 530). Das will mir eine ziemlich verschwommene Auffassung erscheinen, die gerade das Wesentliche nicht trifft. Nun erklärt V. selbst, daß das vom Komischen erweckte Gefühl der Geistesfreiheit nur im Subjekt des Betrachters vorhanden ist; er spricht deshalb von der betont subjektiven Natur des Komischen (S. 369). Wie wäre es, wenn V. das Humoristische da erkennen würde, wo die geistesfreie Haltung nicht bloß in dem das Komische auffassenden Subjekt entsteht, sondern wo sie im Komischen mitenthalten und mitdargestellt ist? Damit wäre eine festbestimmte und zugleich, wie ich meine, treffende Darstellung des Humoristischen gegeben. Im Humor erhebt sich der der Komik Verfallende oder der Darsteller des Komischen immer in irgend einer Weise über die Nichtigkeit des Komischen und bringt dieses Erhabensein zum unmittelbaren Ausdruck, was beides im rein Komischen nicht der Fall ist.

Da für Volkelt alles Aesthetische gehalterfüllte Sinnenform ist, so verlangt er auch vom Komischen, daß es anschaulich hervortrete, daß es zur Sinnenform herauswachse, wenn es nicht aus dem Bereich des Aesthetischen herausfallen solle (S. 373/5). Diese Forderung ist dem Komischen gegenüber rein undurchführbar. Wohl ist einzelnes Komische anschaulich, d. h. es sieht, um in Volkelts Sprache zu sprechen, so aus, daß es ernstgenommen sein will, und zugleich enthüllt sich die Nichtigkeit dieses Anspruches für die Anschauung; in der Gestalt eines gemalten oder dargestellten Falstaffs ist die Forderung zweifellos erfüllt; in ihr ist es sinnlich wahrnehmbar, daß Falstaff nicht ist, was er sein möchte.

In der Poesie dagegen ist das Komische zumeist unanschaulich; mir ist rein unverständlich, wie man das bestreiten kann. Man lese die ersten Seiten von Dickens Pickwick-Klub. Die Komik des Kapitels beruht darauf, daß die Ausdrucksweise der englischen Gelehrten Gesellschaften und die Formen der parlamentarischen Verhandlungen

auf nichtige Entdeckungen und harmlose Reden gutmütiger und dabei zugleich eitler Philister angewandt werden. Es ist hochkomisch, wenn der Klub in seinem Protokoll den einstimmigen Beschluß verzeichnet, es solle einer Anzahl von Klubmitgliedern verstattet sein, wissenschaftliche Entdeckungsreisen zu unternehmen — auf eigene Kosten, und ebenso ergötzlich ist, wenn grobe Beleidigungen, die sich zwei Redner zuschleudern, zur großen Befriedigung der Beleidigten zurückgenommen werden mit der Bemerkung, die Schimpfworte seien nicht im gewöhnlichen, sondern im pickwickischen Sinn gemeint gewesen. Wo aber ist bei diesem Komischen, so echt es ist, auch nur ein Ansatz zur Anschauung? genug, daß es so lebensvoll ist. Denn das ist das einzige, was man vom Komischen verlangen muß, wenn es Eintritt in die Poesie begehrt, daß es Ausdruck von Leben sei. Tatsächlich meint das Volkelt auch, wenn er vom Komischen Anschaulichkeit fordert. Er kann sich nur immer noch nicht überzeugen, daß die Begriffe Anschaulich und Lebensvoll nicht zusammenfallen. Für ihn ist alles Unanschauliche abstrakt leblos tot.

Aehnlich erzwungene Versuche, die Anschauung für die Poesie zu retten, macht Volkelt auch sonst, so wo er vom Formschönen und Formcharakteristischen in der Poesie redet. Auch Volkelt verkennt nicht, daß die Form in der Poesie überwiegend geistiger Art ist. Da aber Volkelt nur die sinnliche Form als ästhetisch gelten läßt, so muß dem unerachtet die Form in der Poesie doch wieder irgendwie sinnlich sein. Wie hilft er sich? Er versichert, die zugestandenermaßen vorwiegend geistige Form erzeuge in uns symbolische Reproduktionen von Linien, bald weiche und anmutige, bald zackige, eckige, zerrissene (S. 44—49), und so werde auch in der Poesie die Form von uns sinnlich empfunden. Bei einzelnen stark motorisch veranlagten Personen mag das der Fall sein, von mir dagegen kann ich bestimmt erklären, daß es nicht so ist, und bei vielen anderen wird es nicht anders stehen; ja Volkelt weiß selbst ganz gut, daß sich für gewöhnlich keine derartigen sinnlichen Reproduktionen einstellen (S. 49). Was bedeutet aber eine Anschaulichkeit, die nur in seltenen Idealfällen vorhanden ist? Und wie ärmlich stände die Poesie in Hinsicht der Anschauung neben den Künsten, in denen die Form immer und bei jedermann und nicht bloß im Idealfall sinnlich ist?

Aber gesetzt auch, wir würden die poetische Form mit einem solchen inneren Spiel sinnlicher Linien begleiten, so wäre damit für die Anschaulichkeit der Poesie nicht viel gewonnen. In den außerpoetischen Künsten ist die Form von Haus aus sinnlich, und der seelische Charakter, der der Form eigen ist, wird uns in ihnen mithin im Sinnlichen übermittelt. In der Poesie dagegen, in der die

Form wesentlich geistig ist, müssen wir die seelische Beschaffenheit der Form, ihre Weichheit und Anmut oder ihre Eckigkeit und Zerrissenheit diesem Geistigen entnehmen, um dann von dem aus, was wir so gewonnen haben, die sinnlichen Linienreproduktionen zu bilden, in welchen die geistige Form ihre sinnliche Ausgestaltung finden würde. Will man ein derartiges nicht vom Künstler sondern von uns geschaffenes Sinnliche Form heißen, so darf das Bewußtsein nicht fehlen, daß man Form in zwei ganz verschiedenen Bedeutungen benutzt: einmal als den vom Künstler dargebotenen Ort der Einfühlung, an welchem sich uns das Seelische des ästhetischen Gegenstandes erschließt, das andere Mal als ein Produkt der Einfühlung, die in Geistiges stattfindet. Diesen Unterschied übersieht Volkelt auch in diesem Band, wie in seinem ersten; in meiner Kritik des ersten Bandes (GGA. 1906 Nr. 4 S. 301 ff.) habe ich auf diesen entscheidenden Unterschied nachdrücklich aufmerksam gemacht. Volkelt glaubt sich am Schluß der Vorrede zu seinem II. Bd. (S. V) zu der Bemerkung berechtigt, die Besprechungen seines ersten Bandes zeugen in der Regel nur von Flüchtigkeit der Kenntnisnahme. Was würde V. dazu sagen, wenn seine Kritiker ihm den Vorwurf heimgeben und beklagen würden, daß er nur oberflächlich von ihren Einwendungen Kenntnis genommen habe?

Stuttgart Th. A. Meyer

Wilhelm Vollgraff, Nikander und Ovid. I. Teil. Groningen 1909, J. B. Wolters. 8°. 143 S. 5 Mark.

Der holländische Gelehrte, der schon für mehrere Gebiete der Altertumswissenschaft durch tätige Mitarbeit sein Interesse gezeigt und sich durch Ausgrabungen in Argos verdient gemacht hat, kehrt in diesem Buche zu Ovids Metamorphosen zurück, an denen er schon in seiner Berliner Dissertation 1901 gearbeitet hatte. Er nimmt jetzt die schon so oft behandelte Frage wieder auf, in welchem Verhältnis dies Werk Ovids zu Nikanders Heteroiumena stehe. Ueberraschend beantwortet er sie: Nikander sei die Hauptquelle. Ueberraschend nicht in dem Sinne, daß sie neu wäre, sondern in dem, daß diese alte weil an sich nächstliegende Ansicht jetzt wieder aufgenommen wird. Er baut die Hypothese auf zwei Pfeilern auf. Der eine ist mein Aufsatz im Hermes 39 (1904) 1 ff., in dem ich nachzuweisen suchte, daß Ovid einen künstlich verschlungenen Komplex verschiedenartiger Geschichten mit ihrer Rahmenerzählung (Met. V 260—677) in dieser Disposition bei Nikander vorgefunden und in seiner freien und ge-

schmackvollen Weise nicht ohne Zutaten und Fortlassungen nacherzählt habe. Diese Untersuchung hatte mir recht klar gemacht, wie schwierig ein solcher Nachweis bei Ovids Beweglichkeit und der Armut unserer Zeugnisse ist. Oft wiederholtes Suchen hatte mich immer wieder zur Ueberzeugung geführt, daß jene Stelle die einzige sei, bei der die Möglichkeit eines Beweises für Ovids Abhängigkeit von Nikander vorliege. Und ich hatte auch gehofft, diese Ueberzeugung anderen mitzuteilen, nicht zum wenigsten auch durch die Hinweise auf Ovids Selbständigkeit, selbst bei engem Anschluß, und auf die Unbefangenheit in der Wahl seiner Quellen, Gesichtspunkte, aus denen Kienzle in seiner Basler Dissertation von 1903 und ihm folgend mehrere andere tüchtig und fruchtbringend die Metamorphosen durchgearbeitet haben. [Mein Beweis ist inzwischen von Malten, Herm. 45 (1910) angegriffen.]

V. baut hier nicht weiter, seitdem er einen zweiten Pfeiler sich geschaffen, dem er noch mehr zu tragen zutraut. Er führt aus, die hellenistische Dichtung habe so gut wie die klassische die Sagen umgewandelt je nach den Bedürfnissen und Stimmungen ihrer Zeit und Umgebung, so müßten sich auch die politischen Verhältnisse, Aspirationen und Sympathien der Diadochen- und Epigonenzeit in den Sagenformen ihrer Dichtungen widerspiegeln.

Das ist ein gesunder Gesichtspunkt. V. hätte ihn leicht erläutern können an Kallimachos' Hymnen und der römischen Ausgestaltung der Aeneassage. Ich glaube auch, daß derselbe für die eine oder die andere wunderliche und singuläre späte Sagenversion fruchtbar werden könnte. Aber V. geht weit über das Beweisbare oder auch nur Wahrscheinliche hinaus, wenn er behauptet: ›die Hauptaufgabe (der hellenistischen Dichter) bestand darin, die Mythen des Reiches ihres Fürsten zu sammeln und tunlichst mit einander zu verknüpfen, um, wenn es schon unmöglich war, Einheit in die mythische Vorgeschichte des jungen Königreichs zu bringen, so doch wenigstens einigermaßen über das Fehlen einer solchen Einheit hinwegzutäuschen‹. Und noch bedenklicher ist sein Satz: ›für die mächtigen und einflußreichen Staaten auf dem griechischen Festlande gilt dasselbe: Aetolien, Achaia, Sparta, um nur diese zu nennen, müssen damals auch ihre den jeweiligen Verhältnissen angepaßten mythologischen Dichtungen gehabt haben‹.

Von diesen in solcher Ausdehnung unbewiesenen und im Hinblick auf Kallimachos' Aitien doch recht bedenklichen Thesen aus unternimmt V. nun die politischen Gesichtspunkte für Nikanders Auswahl, Verknüpfung und Umgestaltung seiner Sagen zu gewinnen; Delphi hat ihn laut Inschrift zum Proxenos gemacht, Aitolika hat er gedichtet. Folglich war er, schließt V., für Delphi im politischen

Interesse des aitolischen Bundes tätig, haßte die Achaier, suchte durch Sagenverlegung ihnen zu nehmen, was möglich, und dem aitolischen Bunde zu geben, was irgend angängig. Dabei nimmt V. das Gebiet des aitolischen Bundes im allerweitesten Sinne und gewinnt so die Möglichkeit, alle nord- und mittelgriechischen Sagen, mit Ausnahme der attischen, auf aitolisches Interesse beziehen zu können. V. macht S. 32 ff. verzweifelte Versuche, in allen Nikandrischen Sagen politische Beziehungen auf den aitolischen Bund nachzuweisen; könnte sich über die Kragaleusgeschichte nach dieser Richtung sprechen lassen, so ist schon Lamia-Sybaris ängstlich, von den übrigen nicht zu reden, obgleich V. bindende Beweise gegeben zu haben glaubt.

Nicht weniger verzweifelt muten mich die Versuche an, auch für Nikanders Melissurgika und Theriaka eine Bevorzugung nordgriechischer Sage zu erweisen.

Doch lassen wir einmal diese Aufstellungen gelten; wie kommt V. von ihnen aus zum Beweise, daß Nikanders Heteroiumena Hauptquelle für Ovids Metamorphosen seien? Sein erstes Argument ist die statistische Feststellung S. 60, daß 37 % der Gesamtzahl der Metamorphosenverse nordgriechische Sagen behandeln und bei Fortlassung (!) der drei letzten Bücher, die sich hauptsächlich auf Italien und den troischen Krieg bezögen, fast 47 %, also nordgriechische Sagen bevorzugt seien; da Ovid dazu keine Veranlassung gehabt habe, ›so können wir darin nur eine Folge der Nachahmung von Nikanders Heteroiumena erblicken‹ (S. 62). Ich meinerseits wundere mich, daß die nord- und mittelgriechischen Sagen hier so wenig Raum einnehmen; denn Thessalien und Böotien sind bei weitem die reichsten Sagenländer. Und wenn man sich dann einmal auf V.s Standpunkt stellen will, so wird man sich billig wundern müssen, daß von den 30 von V. als nordgriechisch für Nikander in Anspruch genommenen nur vier sich auf Aitolien, einer auf Ambrakia beziehen. Ich fürchte, mit einer derartigen Statistik würden sich wunderliche Resultate erzielen lassen.

Diese allgemeinen Beweise versagen. Wenden wir uns zum Einzelnen. Ich greife ein Beispiel heraus.

Die Daphnefabel verlegt allein Ovid Met. I 452—567 nach Thessalien, während sie sonst in der Peloponnes lokalisiert ist (Parthenios 15, Pausanias VIII 20). Das weist nach Vollgraffs Auffassung schon auf Nikander hin. ›Die gewaltsame Uebertragung des fremden Mythus nach Thessalien zum Zwecke der Bereicherung der delphischen Mythologie paßt vollkommen zum Bilde der Tätigkeit Nikanders‹. Diesmal also war dies sein Motiv, und wir begreifen, daß die Delphier diesen Dichter zum Proxenos machten. Aber die Beweise? Außer

jenem hat Vollgraff noch andere. In den Alexipharmaka 198 wird Lorbeer von Tempe erwähnt, die zuerst des Delphischen Phoibos Locke bekränzte. Man muß schon die feste Ueberzeugung haben, daß Ovids thessalische Daphnegeschichte aus Nikander stamme, um hieraus mit Vf. folgern zu können, daß Nikander auch hier eben diese Fabel im Sinne gehabt habe. Ich kann da nichts von einer Nymphe Daphne, nichts von Apollons Liebe und ihrer Verwandlung erkennen. Und wenn Ovid 516 neben Delphi Tenedos Patara auch Klaros als Kultstätte Apolls nennt, so kann wieder nur der schon Ueberzeugte glauben, daß dieser Vers ›offenbar‹ auf Nikander, den Nachbarn von Klaros, zurückgehen müsse. Andere Gelehrte werden in Klaros so wenig wie in den drei anderen Namen besondere Beziehungen suchen; denn wie Tenedos aus Homer A 37, so war Klaros aus der Thebais durch die Mythographen Jedem als Kultort Apolls bekannt. Daß nun gar V. mit Castiglioni dem Ovid, ›der nicht wirklich gelehrt war‹, die Kenntnis des kallimacheischen Artemishymnus abspricht, daß er die Verwendung der hübschen Stelle aus diesem, wo Artemis als kleines Kind Vater Zeus um ewige Jungfernschaft bittet, nicht dem Ovid zutraut, um ein hellenistisches Vorbild zu gewinnen, das wieder ›ohne Zögern‹ Nikander benannt wird, das ist denn doch dem Leser zu viel zugemutet. Ein viertel Dutzend Gründe — aber sie wiegen einen handfesten nicht auf. Selbst der Ausgangspunkt der Untersuchung ist mir an diesem Beispiel erstaunlich. Denn wie Hugo Magnus 1905 Hermes XL 201 ff. hübsch gezeigt hat, kann man die Verlegung des Lokals der Daphnegeschichte nach Thessalien aus der Anlage dieses Teiles der Metamorphosen Ovids selbst wohl erklären. Seine These, auch Ovid habe sich derartiges ebenso wie seine Vorbilder erlaubt, verdient doch wenigstens eine Prüfung, ehe sie einer kühnen Theorie über die Nikandrische Dichtung Platz macht.

Zweifellos aber ist und bleibt mir Ovids Eigentum sein Uebergang von der Daphnefabel zur Iosage; zum trauernden Vater der Daphne Peneios kommen alle anderen Flußgötter ihn zu trösten, nur Inachos fehlt, denn auch er trauert um eine verlorene Tochter — Io. Kienzle (Basler Diss. 1903) hat gezeigt, daß derartige Verknüpfungen in Ovids Metamorphosen immer wiederkehren, daß sie also zu seinen Kunstgriffen gehören, verschiedenartigste Geschichten an einander zu reihen. Nun könnte er allerdings ja auch dafür ein Vorbild bei hellenistischen Dichtungen gefunden haben, die in ihren Kataloggedichten dieselben Schwierigkeiten zu bewältigen hatten. Gewiß könnten gerade Nikanders Heteroiumena durch solche Mittelchen verbunden gewesen sein. Daß sie aber hier das Vorbild waren, wie Vollgraff glaubt, dafür gibt er keinen durchschlagenden Beweis, und es ist an sich wenig glaub-

lich, da eben dies Verbindungsmotiv von Ovid mehrfach variiert angewandt ist: VI 412, VII 149 vgl. Hermes 39 (1904) 3. Das erste Erfordernis wäre der Nachweis der beiden so verknüpften Sagen in Nikanders Werk — den bleibt V. schuldig. Sogar V. muß gestehen, daß er dasselbe als Quelle für Ovids Io nicht beweisen kann (92). Und für Daphne kann ich seine Beweise unmöglich anerkennen. Damit ist auch für die Herkunft der Ueberleitung aus Nikander jede Wahrscheinlichkeit verloren. Aber selbst wenn beide Sagen Nikandrisch wären, könnte ich dennoch ihre Verbindung nicht mit V. dem Nikander geben. Denn wenn Ovid hier alle Flüsse bei Peneios Kondolenzbesuche machen läßt, so erklärt er sie damit doch noch nicht alle für Söhne des Peneios. Und selbst wenn das der Fall wäre, würde immer noch nicht die Herkunft dieser Anschauung aus Nikander bewiesen sein. Denn daß die Aristaiosepisode am Schlusse von Vergils Georgica, wo dieselbe IV 366 ausgesprochen wird, auf Nikander zurückgehe, wird ihm wieder nicht so leicht Jemand trotz seinen Ausführungen 43—45 zugestehen. Wie kann dennn diese poetische Vorstellung aus ›chauvinistischer Gesinnung‹ eines Aitolerfreundes hervorgegangen sein, selbst wenn zugegeben würde, daß die Hirten des Quellgebirges des Peneios einmal zum ätolischen Bunde gehört haben?

Zu meinem Leidwesen finde ich auf den von V. eröffneten Pfaden nirgend einen festen Standplatz. Ich kann da nicht gehen und würde bedauern, wenn es andere wagen wollten. Wir lernen so weder Ovid noch Nikander besser kennen.

Dankenswert ist die neue Prüfung aller Zeugnisse über Nikanders Zeit mit einem Beitrage von Pomtow. V. meint, sie alle auf einen einzigen Nikander vereinigen zu können, der von 285 bis 220 etwa gelebt habe. Seine Lebensskizze S. 56 ff. verwendet leider die aus der politischen Ausdeutung der Reste Nikanders gewonnenen vermeintlichen Resultate derart, daß auch für einzelne seiner Werke Daten bestimmt werden.

Eingelegt ist in die Besprechung des ersten Buches der Metamorphosen eine Nachprüfung der Frage nach verschiedenen Redaktionen des Werkes. Er entscheidet sich gegen Magnus mit Helm für den Ovidischen Ursprung der Dubletten.

Leipzig, 5. XI. 1910 E. Bethe

Heinrich Brennwalds Schweizerchronik, hrsg. von **Rudolf Luginbühl.** Zweiter Band. Quellen zur Schweizer Geschichte, hrsg. von der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. I. Abteilung: Chroniken. Band II. Basel 1910, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering. 16 M.

Zu dem GGA. 1909 Nr. 2 angezeigten ersten Teil ist der Schlußband erschienen. Er enthält den Schluß des schon in Band I begonnenen Abdrucks vom ›ander teil‹ der Chronik und führt da vom Jahre 1436 an den Text bis 1507 resp. 1509, wo dieser unerwartet abbricht. Auch in diesem Bande hat der Herausgeber einen sehr einläßlichen, vielfach nur zu weit ausgreifenden, mit vergleichenden Literaturangaben ausgestatteten Kommentar in den Anmerkungen beigefügt. Aber ebenso nehmen die schon a. a. O., S. 174, angekündigten ›Korrigenda‹ zu beiden Bänden einen größeren Raum ein; dazu kam noch die gleich diesen Verbesserungen von Dr. Felix Burckhardt und Dr. Gagliardi auf der Stadtbibliothek in Zürich besorgte Vergleichung mit dem Manuskripte A 6 dieser Bibliothek, das, eine unter Mitwirkung Brennwalds angefertigte Kopie, für den ersten Teil der Chronik vielfach eine bessere Textform bietet.

Für die Benutzung der Ausgabe kommt das ›Nachwort‹ (S. 587 ff.) ganz vorzüglich zur Beachtung. Vorangegangen aber waren den darin gegebenen Ausführungen nach der schon a. a. O., S. 174, erwähnten Abhandlung Gagliardis über die Zürcher Chronik des Fridli Bluntschli, im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XXXIII, Artikel Gagliardis und Luginbühls, über die Brennwald- und Fridli Bluntschli-Frage, im Anzeiger für schweizerische Geschichte von 1908, Nr. 4, danach in Nr. 1 und 2 von 1909 eine weitere Diskussion zwischen Gagliardi und Dr. Dürr in Basel über weitere einschlägige Fragen. Als Ergebnis dieser erneuerten Untersuchungen ist festgestellt, daß die Handschrift S 396 der Zürcher Stadtbibliothek nicht, wie noch in jener a. a. O., S. 174, genannten Abhandlung vermutet wurde, als eine Quelle für Brennwald angenommen werden kann, und daß sie ebenso nicht für Bluntschli in Betracht fällt. Im ›Nachwort‹ stellt nun der Herausgeber Luginbühl zuerst die sämtlichen über Brennwald auffindbaren Zeugnisse zu einer biographischen Abhandlung zusammen, über den Vater Felix, den 1492 verstorbenen Bürgermeister von Zürich, dann über den Sohn Heinrich selbst, wobei auf die Geschichte des Chorherrenstiftes Embrach, dem dieser seit 1517 vorstand, ein besonderer Nachdruck zu legen war; nach Uebergabe seines Stiftes an den Staat waltete dann der gewesene Probst zu Zürich und zu Töß in Aemtern, die sich auf die Verwaltung des in der Refor-

mation eingezogenen Kirchengutes bezogen; 1551 ist sein Todesjahr. Daran schließen sich Abschnitte über das dem Druck zu Grunde gelegte Manuskript A 56/41 der Zürcher Stadtbibliothek, dessen Zusammensetzung durch eine tabellarische Uebersicht (S. 615—629) erläutert wird — die durch eigenhändige Aktenstücke Brennwalds als von ihm selbst herrührend bezeugten Schriftzüge Brennwalds im zweiten Teile der Chronik sind in den angehängten Faksimilia wiedergegeben —, ferner über die Zeit der Abfassung der Chronik, die in die Jahre 1508 bis 1516 gesetzt wird. Zu der schon a. a. O., S. 173 und 174, berührten Frage nach Brennwalds Quellen sind hinsichtlich der Grundlagen für die Darstellung der Waldmannschen Unruhen in Zürich und für diejenige des Schwabenkrieges längere Exkurse angehängt. In der Wertung der Bedeutung der Brennwaldschen Chronik wird mit Recht betont, daß sie der erste Versuch einer pragmatischen Vorstellung der eidgenössischen Geschichte gewesen sei, allerdings so, daß der Verfasser der Versuchung nicht widerstand, Lücken zu ergänzen, Ausschmückungen einzuflechten, die dann ihren weiteren Weg in die Geschichtsliteratur fanden (auf S. 652 und 653 sind solche Abschnitte aufgezählt). Die Wichtigkeit des Werkes für die nachherigen Bearbeitungen erhellt aus der von S. 654 an folgenden Aufzählung der Kopien, Benutzungen, Fortsetzungen Brennwalds. Als ›Beilagen‹ sind noch zwei in A 56/41 mitaufgenommene Stücke mitgeteilt. Weitere Begleitstücke sind ein Glossar und das allerdings nicht durchweg die Korrigenda berücksichtigende fast hundert Seiten füllende Register.

Während der Arbeiten für diese Edition und in der an diese sich anschließenden lebhaften Diskussion wurde vielfach an die im Gange befindliche Katalogisierung der Handschriften der Zürcher Stadtbibliothek angeknüpft, die Hoffnung ausgesprochen, es werden sich durch dieselbe noch gewisse offen bleibende Fragen beantworten lassen. Aber ebenso ergeben sich daraus neue Bereicherungen der historischen Literatur, und so hat Gagliardi auf den Wert der an Brennwald sich unmittelbar anschließenden Fortsetzung seiner Geschichtserzählung hingewiesen, die im Werke des Schwiegersohnes Brennwalds, der bisher nicht beachteten bis zum Jahre 1534 reichenden Schweizerchronik des Johannes Stumpff, vorliegt (Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Band XXXV, 1910, S. 47* ff.).

Zürich G. Meyer von Knonau

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Konstantinus-Cyrillus und Methodius, die Slavenapostel. Ein Wort zur Abwehr für die Freunde historischer Wahrheit von **Fr. Snopek,** Priester der Olmützer Erzdiözese. (Operum Academiae Velehradensis tomus II.) Kremsier 1911. 471 S.

Die Wirksamkeit der beiden Griechenbrüder aus Saloniki, die das gesamte Slaventum für die griechische Kirche einigen sollte und faktisch nur dessen vollendete Trennung förderte, ist niemals richtig dargestellt worden, so viele auch Orthodoxe, Katholiken und Protestanten, von den verschiedensten Gesichtspunkten aus diese Episode von wahrhaft welthistorischer Bedeutung behandelten, so manche Körnchen Wahrheit sie auch beisteuerten. Auch die neueste (gedrängte) Darstellung (in M. Murkos, Geschichte der älteren südslavischen Literaturen, Leipzig 1908) bildet nur das schwächste Kapitel des sonst trefflichen Werkes. Alle arbeiten nämlich nach einer Schablone, obwohl deren Verkehrtheit zu Tage liegt, und alle klammern sich an den buchstäblichen, wenn auch unrichtigen Wortlaut der Quellen, ohne nach Möglichkeit oder Wahrscheinlichkeit auch nur zu fragen. Die bisher einwandsfreieste Darstellung dieser Episode gab noch Hauck, Kirchengeschichte Deutschlands II[2] (1900), 695—704, aber seine Darstellung ist natürlich ganz unvollständig, behandelt sie doch nur die Verdrängung der deutschen Mission aus Mähren (nicht auch aus Pannonien, wie Hauck behauptet, wo ja Method nach dem Herbst 870 nie wieder aufgetaucht ist), und sie hält noch an Rostislavs eigener Botschaft nach Byzanz fest[1]); jedenfalls ist sie von kritischem, unvoreingenommenem Geiste getragen.

So sind z. B. die Folgen der slavischen Liturgie, eines Danaergeschenkes im wahrsten Sinne des Wortes, mit dem die beiden

1) Auch in einer rein politischen Einkleidung (gegen das Bündnis Franken-Bulgaren eine Koalition Mähren-Byzanz) gewinnt das Ammenmärchen von Rostislavs Botschaft keine größere Wahrscheinlichkeit; zudem irrt Hauck in einigen Einzelheiten, Svarnagal z. B. ist kein slavischer Name u. a.

Griechen alle Slaven beglückten, aber schließlich nur die Orthodoxen schwer schädigten, wohl bekannt. Wenn dem Ausländer noch im 16. Jahrh. alle Russen, hoch oder niedrig, arm oder reich, alt oder jung, geistig als gleichmäßig unmündige Kinder entgegentraten, so hing dies nur von der nationalen Kirchensprache ab, die ja jegliche Schule überflüssig machte; Rußland und der slavische Balkan hatten eben keine Schulen in ihrem ganzen Mittelalter, das sich, anders als in Europa, bei den Russen bis tief in das 17. Jahrh. und auf dem Balkan bis in das 19. erstreckte, weil es eben keine griechische oder lateinische liturgische Sprache gab, die nur in Schulen, einer einst ausschließlich geistlichen Angelegenheit, zu erlernen wäre. Und doch preist ein Dümmler z. B. die slavische Liturgie in Phrasen, die einem Metropoliten Makarius, den Priestern-Professoren Gołubinskij und Voronov, oder dem Slavophilen Łamanskij Ehre machten, statt das ganz Ueberflüssige und Schädliche, weil von Europa und seiner Kultur hermetisch absperrende, dieser Liturgie hervorzukehren; er wundert sich über den mährischen Fürsten, der angeblich in Verkennung nationaler Interessen die nationale Liturgie entfernte, statt ihn für diese wirklich staatsmännische Tat zu preisen. Dümmler verquickte eben, wie dies immer geschieht, zweierlei ganz disparates: die Unterweisung des Volkes selbst im Glauben (die der nationalen Sprache benötigt und die der Papst mit vollem Recht anpries) und die Sprache der Geistlichkeit und Liturgie, deren Losreißung von der europäischen Kulturgemeinschaft derselbe Papst mit gleichem Rechte als etwas verdammenswertes beseitigte. Die Tätigkeit der beiden Griechen, die in der Folge das Slaventum schwer geschädigt hat, war für Dümmler einfach nur zu beweihräuchern; verfängliche Fragen nach Absicht, Tragweite, Folgen des griechischen Komplottes wurden überhaupt von niemand aufgeworfen.

Mit derselben Kritiklosigkeit ging man an die Einzelheiten der Episode; als Beweis seien zwei Curiosa herausgegriffen, die man eigentlich nicht für möglich halten sollte. Die beiden mährischen Legenden (man nennt sie pannonische, als ob sie irgend etwas mit Pannonien zu tun hätten!) zeichnen sich durch eine ganz bestimmte Terminologie aus; sie geben zwar nach Möglichkeit keinerlei Namen, dafür kennen sie nur éinen ›Kaiser‹, natürlich den griechischen; nur einen ›König (Kral)‹, den deutschen König oder Kaiser; einen ›Apostolik‹, seltener ›Papst‹; einen ›Patriarch‹ (Photius); ›Fürsten‹ (Svętopelk, Kozel, Rostislav, den Wislafürsten); der chazarische heißt Chagan; auch wird der unbestimmte Titel ›vladyka‹, Herrscher, gebraucht; die ›Ungarn‹ durchstreifen noch heulend wie Wölfe die Gegenden über Cherson. Und nun erzählt die mährische vita Methodii

folgendes in ihrem vorletzten Kapitel (im letzten handelt sie nur noch vom Tode Methods, Ostern 885): ›Als in die Donaugegenden der König gekommen war, wollte Method ihn sehen ... (der König) nahm ihn auf, wie es einem Herrscher geziemt und unterhielt sich mit ihm, wie es solchen Männern geziemt‹ u. s. w.; die vita brüstet sich förmlich mit dieser Ehre der Zusammenkunft. Man braucht nur die fränkischen Annalen aufzuschlagen, um Tag und Ort davon festzustellen: Kaiser Karl III. kam ja Herbst 884 nach Tulln an der Donau und hier erschien vor ihm Svętopelk mit seinen Großen (und seinem Erzbischof). Was machten nun Dümmler und alle anderen daraus? Ein russischer Leser des 12. Jahrh. (alle unsere Hss. beruhen auf diesem einzigen, fehler- und lückenhaften sowie interpolierten Text) hatte zum Worte König ›ungarisch‹ beigeschrieben, weil er an der Donau von keinem anderen König damals wußte; diese Interpolation nahm man nun buchstäblich und fabelte von einem magyarischen ›König‹, d. i. einem Buschklepper höchstens, der an die obere Donau 884 gekommen wäre, Christ wäre, mit Method sich unterhielte, ihn reich beschenkte und in Gebeten des Erzbischofs eingeschlossen zu werden wünschte!

Ein Wort nur darüber zu verlieren, wäre für einen Historiker geradezu beleidigend. Ebenso liegt ein anderer Fall. Die vita erzählt Kap. 9, wie der Teufel, erbost über Methods segensreiches Wirken (in Pannonien bei Kozel), gegen ihn das Herz des Königs und aller (seiner natürlich) Bischöfe aufbrachte u. s. w. Selbstverständlich ist hier wie im folgenden König Ludwig der Deutsche gemeint, der allein Bischöfe hatte; weil aber jener Russe, unzufrieden mit der bloßen Angabe ›König‹, wieder, diesmal einen ›mährischen‹ hinzugesetzt hatte, hat noch der letzte Herausgeber der vita, ebenso Bretholz und a., unter dem König, dessen Worte angeführt werden — Svętopelk verstanden! Also die vita, welche ungleich folgerichtiger, als selbst der Papst und deutsche Annalen, den Svętopelk, auch auf dem Gipfel seiner Macht, nur ›Fürst‹, niemals ›Kral‹ (König) nennt, soll ihn ›Kral‹ genannt haben, als er noch gar nichts bedeutete, ja, von Karlmann, auf bloßen Verdacht hin, ohne weiteres eingesperrt werden konnte! Das starre Festhalten an einer unvernünftigen Glosse hat diese Konfusion verursacht. Und so verfuhren die Interpreten unserer Legenden stets und verbauten sich sorglich jede Einsicht. Nicht viel glücklicher war man sogar in der Interpretation der Urkunden, d. i. der Papstbriefe. Hier strengte noch 1908 ein Historiker, Dr. Hýbl, in der böhmischen Historischen Zeitschrift Bd. XIV, allen Scharfsinn an, um nach dem Vorbilde von Götz den Brief Johannes VIII., den einzigen, in dem ein Papst die slavische Liturgie gestattete, als ge-

fälscht und die Erlaubnis als nie gewährt zu erweisen. Ueberlieferung und Form dieses Briefes sind tadellos, aber wäre dieser Brief ebenso sicher gefälscht, wie er sicher echt ist, so hat Johann VIII. die slavische Liturgie doch gestatten müssen. Wie war denn die Situation? Trotz des Verbotes des Papstes von 873 liturgierte Method slavisch; Svętopelk, beunruhigt darüber durch seine lateinischen Geistlichen, schickte 879 Methods unversöhnlichste Gegner an den Papst. Der Papst zitierte Method zur Verantwortung nach Rom und entließ ihn 880 zu Svętopelk wieder; folglich muß damals der Papst sich autoritativ zur slavischen Liturgie geäußert haben, denn deshalb gerade waren ja die Gegner Methods und Method selbst nach Rom gegangen. Nun liturgierte Method nach 880 slavisch weiter: hätte er dazu nicht die ausdrücklichste Autorisation des Papstes, so hätte die einfache Anzeige seiner Uebertretung päpstlicher Verbote bei Svętopelk (der der slavischen Liturgie mit Recht als einer ganz unnützen Sache abhold war) und bei dem Papste (falls dieser sie nicht erlaubt hätte) völlig ausgereicht, um die slavische Liturgie nicht erst unter Stephan V. 886, sondern schon 880, unter Johannes VIII., für immer zu beseitigen. Daß Methods Todfeinde von 880—885 nichts gegen ihn entscheidendes unternehmen konnten, beweist zur Genüge, daß sein ›Hauptverbrechen‹, die slavische Liturgie, ihm vom Papste ausdrücklich genehmigt war. Und ebenso klar liegen die Verhältnisse bei der zweiten, allgemein angefeindeten Urkunde, bei dem uns nur in slavischer Uebersetzung (in der vita Methodii) erhaltenen Brief Hadrians II. an Kozel mit derselben Erlaubnis der slavischen Liturgie, wie sie sich aus dem Zusammenhange ergibt. Der Brief ist echt und unecht zugleich, weil er aus zwei echten Papstbriefen (Hadrians von 869/870 und Johannes von 880) zusammengestoppelt ist; warum die vita das wichtigste des echten Briefes von 880, die slavische Liturgie, mit absichtlicher Auslassung einer sehr schwer wiegenden Einschränkung eben derselben Liturgie, wie sie Johann VIII. befohlen hatte, in den echten Hadrianbrief hineingearbeitet hat, hat auch seine triftigsten Gründe, die dem Kenner zu erraten nicht schwer fällt.

1903 bekämpfte ich in zwei deutschen, dann in mehreren polnischen Aufsätzen die traditionelle Behandlung dieser Episode und ihrer Folgen; ich stellte die beiden Brüder als ehrgeizige Griechen dar, die, um die furchtbaren Einbußen ihrer Kirche im Orient wett zu machen, im Augenblick einer Belebung und Erstarkung dieser Kirche auf die Slavenbeute ausgingen, um als Roms Rivalen die naiven Slaven mit der slavischen Liturgie für Byzanz zu ködern; die Rom nur notgedrungen aufsuchten, weil in Mähren und Pannonien ohne Rom nichts zu erreichen war; nach dem Tode von Constantin, des

fortissimus (Photii) amicus, hat Method die Beziehungen zu Kaiser und Photius neu gefestigt und auf seinem Sterbelager die zu Rom endgiltig abgerissen. Nie wäre es Rostislav eingefallen, sich an Byzanz zu wenden, die entgegengesetzte Behauptung der Legenden ist tendenziös erfunden und ihre antirömische Tendenz aufzuzeigen, sowie alle noch so auffälligen Einzelheiten der Legenden restlos aufzuklären, bezweckten meine Ausführungen. Sie trafen auf den hartnäckigsten Widerspruch bei Fr. Snopek, der als katholischer Geistlicher es für eine Ehrenpflicht und Gewissenssache hielt, den ersten Erzbischof seiner eigenen Diözese sowie beide von Rom (in Leos XIII. Enzyklika Grande munus 1880) so gefeierten Brüder als erzkatholische Männer, die von Photius und seinen Häresien nichts wissen mochten, zu verteidigen; er tat dies in mehreren böhmischen und lateinischen Schriften und hat deren Beweisführung in dem oben genannten deutschen Buche zusammengefaßt.

Unsere Polemik ist wesentlich vereinfacht; Snopek gesteht ja ohne weiteres zu, daß das Bild, das ich von den beiden Griechen auf Grund der mährischen Legenden entwarf, richtig wäre; er bestreitet mir nur das Recht, auf Grund dieser Legenden ein richtiges Bild zu entwerfen. Denn nach ihm rühren diese Legenden weder von Method noch von seinen unmittelbaren Schülern, ja überhaupt nicht von wirklichen Methodianern her; sie sind von Photianern in Bulgarien um 920 verfaßt und verfolgen bestimmte Tendenzen, z. B. die Verteidigung der slavischen Liturgie gegen die — Griechen, was sie einkleiden in die Form ihrer Verteidigung gegen die — Lateiner u. dgl. m. Somit läuft der Streit darauf hinaus, wie sind die mährischen Legenden zu beurteilen?

Wem die Legenden von vornherein nicht passen, der sucht ihre Bedeutung nach Kräften herabzusetzen und sie von den Griechenbrüdern selbst möglichst weit abzurücken; dies tat vor über einem halben Säculum Ginzel, der sie einfach als (späteres) ›schismatisches Machwerk‹ abfertigte, und dasselbe wiederholt nach Kräften Snopek. In vorurteilsfreien Augen sind die mährischen Legenden in Ermangelung anderer Quellen nicht hoch genug einzuschätzen, denn die Papstbriefe beleuchten nur einzelne Episoden der Tätigkeit Methods; daher wird die Frage nach Zeit und Verfasser der Legenden aufs eifrigste erörtert, doch fehlt mir der Raum, um die Einzelheiten des Streites darzulegen. Allgemein wurde früher angenommen (Miklosich u. s. w.; noch Leskien 1909 geht davon mit aller Bestimmtheit aus), daß die mährischen Vitae aus einem griechischen, spurlos verloren gegangenen Original übersetzt wären, doch hat nur Voronov sprachliche Gründe für diese Annahme ins Treffen geführt, die bei näherer

Prüfung sämtlich versagen[1]). Vielleicht wirkte hierbei so etwas wie Autosuggestion mit: weil sonst alles »Slavische« aus dem Griechischen übersetzt oder zum mindesten nachgeahmt ist, empfahl sich dies von selbst auch für die Vitae. Beide Vitae sind überdies (trotz der Berührung im sprachlichen Ausdruck, in *tvar*, *ustiti* u. a.), so grundverschieden, wie dies bei Heiligenleben überhaupt nur denkbar ist: die vita Constantini möglichst ausführlich und rühmend, mit theologischen Disputationen vollgepfropft, von Slaven möglichst wenig handelnd; die vita Methodii möglichst knapp und bescheiden, alle Disputationen meidend, das Slavische möglichst betonend; nur in ihrer »schismatischen« Tendenz wie in dem Verschweigen alles verfänglichen, indiskreten, stimmen beide völlig überein; ihren »schismatischen« Geist haben auch Ginzel wie Snopek richtig herausgefühlt, ohne die Konsequenzen daraus für die Helden der Vitae selbst zu ziehen[2]). Noch weiter gehen die Meinungen über die kurze lateinische (sog. italische oder römische) Legende auseinander. Und doch stehen heute trotz aller Divergenzen die maßgebenden Forscher auf einem gemeinsamen Boden: die Vitae sind noch im 9. Jahrh., womöglich noch in Mähren selbst verfaßt, denn kein Wörtchen verrät die späteren Umwälzungen (die Ungarn hausen nur über der Krim — wer hätte davon im 10. Jahrh. so gesprochen; keinerlei Andeutung der Zerstampfung Mährens, ja nicht einmal der Beseitigung des Lebenswerkes beider Brüder aus Mähren u. dgl. m.). Manche Forscher wollen, allerdings ohne zwingende Gründe, in dem nachmaligen Bischof Klemens, dem literarisch tätigsten unter allen Brüderschülern, den Verfasser beider (oder zum mindesten der Method-)Legenden erkennen. Ich führe die vita Constantini auf Method selbst zurück; die römische Legende hat er aus deren slav. Texte für Rom durch Gorazd etwa ausziehen und ändern lassen. Sogar für seine eigene vita hat er das Material disponiert und dem

1) Allerdings vergessen darf man nicht, daß die Verfasser der slavischen Vitae Griechen oder griechisch gebildete Slaven waren, daher das Vorkommen griechischer Termini in den Vitae ebenso wie in dem slavischen Text der h. Schrift nicht befremden darf, wie z. B. die Worte Hypostasis, Ikona, Idol, Syrte, Fatne (absichtlich gesagt, weil slav. *jasli* dass. zu sehr nach dem Stalle roch); sogar *tvar* (statt *bytije*) für Genesis beweist nichts, da es auch sonst vorkommt.

2) Die »schismatische« Tendenz geht so weit, daß z. B., wo die vita Methodii für die Zwecke der Unterweisung der Slaven (etwa wie Photius in seinem Briefe an den Bulgarenfürsten) alle ökumenischen Konzile aufzählt (und dabei, ganz überflüssiger Weise, die Patriarchen von Constantinopel stets herausstreicht), sie gegen Photius und dessen ausdrückliche Mahnung nur von sechs Konzilen spricht; sie unterdrückt das siebente, weil die einfältigen Slaven nicht erfahren sollten, daß auf ihm die Römer gerade die Irrlehren der griechischen Kaiser und Patriarchen exkommunizieren halfen.

Biographen Anweisungen gegeben: die junge mährische Kirche, mitten unter Feinden und Anfeindungen, bedurfte aufs rascheste und dringlichste, zu ihrer Legitimierung förmlich, einer detaillierten und dokumentierten Geschichte ihrer Begründung und ihrer einmütigen Anerkennung durch Kaiser und Patriarch, durch Apostolik und König, damit von keiner Seite auch nur der geringste Zweifel an ihrer Legalität geäußert werden könnte. Und nun erklärt sich der auffallende Gegensatz im Ton und Inhalt beider Legenden: in der vita Constantini (die uns zwar nur in späten Abschriften, aber tadellos erhalten ist; die Phantastereien von Lamanskij über ›epische‹ Erweiterungen des ursprünglichen Wortlautes sind einhellig abgewiesen worden) hat Method ein beredtes Denkmal seiner Bruderliebe und Verehrung gesetzt, daher deren Wärme, Ausführlichkeit und der panegyrische Ton; für seine eigene Legende (die uns in sehr alter Abschrift schlecht überliefert ist) befahl er möglichste Kürze, Trockenheit, Bescheidenheit und sein Befehl wurde von dem Ausfertiger (Klemens?) getreulich respektiert. Die vita Constantini ist daher vor 880, die vita Methodii zum ersten Anniversar seines Todestages, also 885/886 fertig geworden; ihre gegenseitigen Diskrepanzen sind minimaler Art, entweder nur zufällig oder gewollt. So erklärt sich die Reichhaltigkeit, Zuverlässigkeit und Genauigkeit der beiden mährischen Legenden; ohne sie würden wir einfach im Dunkeln tappen, aber dies schließt ihre Tendenziosität durchaus nicht aus. Ihr Bestreben geht ja dahin, das Bruderwerk nur als ein gottgewolltes darzustellen; sie läugnen daher ständig jegliche persönliche Initiative der Brüder ab; zu jedem ihrer Schritte kam der Impuls immer nur von oben oder außen, von Gott, Kaiser und Photius, von Arabern, Chazaren und Mährern, denen allen natürlich von der Rolle, die ihnen hier zugemutet wird, nie hat auch nur träumen können. Auf die Brüder darf auch nicht der geringste Schein eines Makels fallen; daß die deutschen Bischöfe Method absetzten und unwürdig behandelten (mit Peitschen bedrohen u. ä., wie wir es aus den Papstbriefen wissen), wird verschwiegen, obwohl ganz genau z. B. die Internierungsfrist Methods (›$2^1/_2$ Jahre‹, d. i. Spätherbst 870 bis Sommeranfang 873) angegeben ist. Der Streit um die slavische Liturgie wird nach — Venedig verlegt[1]), weil anstößig scheinen könnte, daß er gerade in Mähren und Pannonien selbst, dem Wirkungsbereich der Brüder, ausgefochten wurde. Die päpstliche Erlaubnis der slavischen Liturgie

1) Diese Willkür erklärt vielleicht der zufällige Umstand, daß aus Venedig der erbittertste Feind dieser Liturgie, der Priester Johannes, stammte, den ja Svętopelk deshalb zu Johann VIII. entsandt hat; denn etwaige Ansprüche des venetianischen Patriarchen auf Pannonien hat damals niemand ernst genommen.

wird von 880 auf 870 zurückdatiert, damit ja kein Zweifel an deren legaler Grundlage aufkomme; daß es sich gerade noch 880 um diese Legalität handelte, wird einfach verschwiegen (die römische Legende schweigt vorsichtiger Weise über die Liturgie) u. s. w. Mit anderen Worten: die scheinbar ganz naiven Legenden entpuppen sich als Muster griechischer Verschlagenheit, es sind Kabinetstücke à la Photius selbst.

Ganz anders denkt über beide Legenden Snopek. Sie atmen durchaus nicht den Geist der römischfrommen Brüder, daher sind es Ausführungen (auf Grund einer verlorenen knappen, nur das tatsächlichste bietenden Vorlage) eines späteren Photianers; Snopek weiß sogar den Verfasser zu nennen. Wir besitzen nämlich ein Schriftchen eines bulgarischen Mönches Chrabr (um 930?), eine Verteidigung des slavischen Alphabetes; sein Verfasser schließt mit den Worten: ›es gibt auch andere Antworten darauf, die wir anderswo anführen wollen, aber jetzt ist keine Zeit dazu‹; — die beiden Legenden enthalten nach Snopek, der einen Gedanken von Voronov aufnimmt, eben diese hier in Aussicht gestellten Antworten, führen nur weiter die Grundgedanken von Chrabrs Schriftchen. Chrabr ist somit Verfasser der mährischen Legenden; weil aber Prof. Vondrák nachgewiesen hatte, daß dies Bischof Klemens sei, so sind Chrabr und Bischof Klemens zwar éine Person, aber verschieden von jenem ersten Bischof Klemens, einem Schüler des Method selbst; der Photianer Chrabr war vielleicht Nachfolger des Bischof Klemens unter demselben Namen, und in der Mitte des 10. Jahrh. sind beide Klemens, der einstige Methodianer (der somit nichts geschrieben hat!), und der spätere Photianer, Chrabr-Klemens (der somit die ganze reiche literarische Arbeit des Klemens übernimmt), zusammengeworfen. Ueber dieses Märchen, wofür auch nicht der Schein eines Beweises angetreten wird, kann ich ruhig hinwegsehen; unsere ganze Ueberlieferung spricht nur von der reichen literarischen Tätigkeit gerade des Methodschülers Klemens (vgl. z. B. Murko über ihn), und schweigt von Chrabr in dieser Hinsicht vollständig. Ebenso wenig wird glaublich gemacht, daß Methodianer und Photianer sich noch in Bulgarien wegen des Filioque herumgestritten hätten: Snopeks fromme Wünsche ersetzen nicht die fehlenden Tatsachen. Was nun das Schriftchen Chrabrs betrifft, so verteidigt es zwar das sog. glagolitische Alphabet gegen Einwände von Griechen und Slaven, die an dieser verschnörkelten, von allem Geläufigen abweichenden Erfindung sich dauernd stießen, aber es berührt mit keinem Wörtchen die slavische Liturgie, worauf es allein ankäme, und ist daher für Snopeks Ausführungen ohne Bedeutung. Gewiß verabscheuten die Griechen die slavische Liturgie von ganzer

Seele, nur haben sie sie ja nicht in den hier in Betracht kommenden Jahren, 900—930, bekämpft; mußten sie sich doch damals glücklich preisen, wenn ihnen nicht die ›gottverfluchten‹ Bulgaren unter ihrem ›Autokrator der Romäer‹ (des Zaren Simeon Titel) in der Hagia Sophia selbst slavisch liturgierten, haben sie doch sogar bald nachher den ›Patriarchen‹ der bulgarischen Kirche anerkannt; erst beim Niedergang der bulgarischen Macht wagte man es, der slavischen Liturgie an den Leib zu rücken.

Mit der Hypothese von Klemens-Chrabr (dem ja, wie wir aus seinem Schriftchen ersehen, die Griechenbrüder bereits in weite Ferne gerückt sind) ist es somit nichts. Was das übrige Werk betrifft, so brauche ich auf dessen Ton, auf die angeblichen Inkonsequenzen, die Snopek mir nachweist und die nur in seiner Auffassung bestehen (z. B. die Würdigung der Glagolica, die ja für das 9. Jahrh. als phonetisches Meisterstück zu preisen und zugleich für die Slaven als ganz unnütz zu verwerfen ist u. dgl.), auf die ermüdenden Weitschweifigkeiten und Wiederholungen nicht einzugehen; ich will kurz den Inhalt der einzelnen Kapitel anführen bezw. glossieren. Die vier ersten besprechen die Glaubwürdigkeit der mährischen Legenden (Snopek spricht natürlich von ›pannonischen‹) nach einem sehr einfachen Grundsatz: was dem Verf. nicht paßt, ist eingeschmuggelt oder erfunden, z. B. die Reise Methods zu Kaiser und Photius, trotzdem auch der Brief des Papstes von 881 mit Recht darauf bezogen wird (von mir nach dem Jesuiten Lapôtre; die falsche Deutung, die Snopek den Worten des Briefes in seinen böhmischen Studien gegeben hat, wiederholt er diesmal nicht). Die philologischen Merkmale, daß z. B. in der vita Methodii ein kirchlicher terminus technicus vorkommt (*vsǫd* ›Abendmahl‹, nach der überzeugenden Konjektur von A. Schachmatow), der in Bulgarien ungebräuchlich war; historische, daß in den Vitae alles aus den Anschauungen des 9. Jahrh. heraus gesagt wird, nichts noch auf die Umwälzungen aus dem Anfang des folgenden hindeutet, werden nicht nach Gebühr gewürdigt. Im 5. Kap. läßt es Verf. wenigstens dahingestellt, von wem eigentlich der Gedanke der mährischen Mission ausgegangen wäre; was er dabei von den griechischen Erfolgen in einer Christianisierung Bulgariens mitteilt, ist belanglos: in Pommern war man vor 1125 noch weiter, der Landesfürst selbst war ja Christ, einzelne Große ebenso, und doch war noch das ganze Land heidnisch und mußte erst durch Otto von Bamberg dem Christentum gewonnen werden. Das 6. Kap. bestreitet, daß es in Mähren zu Streitigkeiten zwischen der lateinischen Geistlichkeit und den beiden Griechen gekommen wäre, weil unsere Quellen nichts davon wissen; ja, wenn uns nicht die Conversio von 870 erhalten wäre, wüßten wir

ja auch von den Streitigkeiten in Pannonien nichts, die Legenden schweigen wohlweislich darüber; die Conversio gingen aber die Sachen in Mähren nichts an, ließen doch auch nach 870 die Deutschen Method in Mähren unbehelligt, nur nach Pannonien durfte er nicht kommen, und Johanns VIII. Eintreten für Method und des päpstlichen Stuhles Rechte auf Pannonien (Briefe an Karlmann, an den kroatischen Motimir) zeitigte nur eine Niederlage mehr, die er sich in seinem Pontifikat geholt hat. Kap. 7 und 8 behandeln das Privilegium der mährischen Kirche und die Gründe der Konzession der slavischen Liturgie durch Hadrian II. (die ja auch Hauck annimmt). Daß Hadrian ein Privilegium dieser Kirche ausgestellt hat, ist selbstverständlich richtig, aber daß dieses Privilegium auch die slavische Liturgie umfaßte, möchte ich geradezu bestreiten. An und für sich wäre es ja wohl möglich, daß dieselben Gründe, die Johann VIII. dazu bestimmten, auch für Hadrian II. den Ausschlag gaben; aber hätten Hadrian II. und Johannes VIII. nacheinander (worauf sich dieser sehr auffallender Weise nie berufen hätte) die slavische Liturgie genehmigt, so hätte sich doch Stephan V. kaum so einfach darüber hinwegsetzen können, namentlich vor den Mährern selbst, wie er dies 885 getan hat. Zudem paßt mir das ganz unberechtigte Preisgeben des römischen Standpunktes nicht für Hadrian II., wohl aber für den ehrgeizigen Politiker Johannes VIII., der, Papst förmlich nur im Nebenamte, für jeden wirklichen oder vermeintlichen, momentanen oder dauernden politischen Vorteil Roms geistliche Autorität ohne weiteres zu opfern bereit war (vgl. sein Vorgehen mit Photius!). Das 9. Kap. bringt nun die Gründe der Konfirmation des Privilegium der slavischen Liturgie durch Johannes VIII. von 880 (dieselben wie 870) und erst nachher das 10. ›Methods neue Kämpfe mit den deutschen Hierarchen‹ (von 870). Das längste Kapitel ist das 11. (S. 156—203) ›Ein Wort über die Orthodoxie des Methodius‹; da ist Verf. in seinem Fahrwasser; da beweist er, daß Methodius nach dem Vorbilde der Lateiner und Griechen (vor Photius) selbst, das filioque oder per filium in der Lehre vom Ausgange des h. Geistes zwar nicht im Symbol gesungen, wohl aber feierlich (namentlich in Rom vor Johannes VIII.) bekannt habe; er rollt den ganzen Streit auf, und in reichlichen Zitaten sucht er etwas zu beweisen, was ich gar nicht bestreite. Wie auch die Ansicht der Lateiner und Griechen darüber war — mir genügt, daß die Methodlegende ausdrücklich die Herkunft vom Vater allein betont und die entgegengesetzte lateinische Meinung mit dem häßlichen, ganz ungerechten Schimpfworte der hyiopatorischen (d. i. sabellianischen) Häresie bewirft, sowie Stephans V. Vorgehen in dieser Sache vollkommen dafür, daß Method, was er auch in Rom vorgebracht

haben mag, wo ihm ja die Nichtaufnahme des filioque ins Symbol vor 884 sein Einlenken ganz erheblich erleichterte, den römischen Standpunkt darin wie in anderem (z. B. Fasten) nicht geteilt hat, und das kann auf keinen Fall weginterpretiert werden; wie weit der Grieche gerade mit Photius zusammenging, der ja den alten Streit auch nicht geschaffen, sondern nur ausgenutzt und präzisiert hat, bleibt irrelevant; dasselbe gilt von dem 16. Kap., in dem die »Frage über die Orthodoxie der Schüler des Methodius« ebenso behandelt wird. Das 12.—14. Kap. bespricht »Wichings Fälschungen«; »Swętopelks (Verf. nennt ihn unhistorisch Svatopluk) Urteilsspruch und das kirchliche Recht« sowie die »Popularität der slavischen Liturgie in Mähren«. Es fehlt nicht an einzelnen treffenden Bemerkungen kanonistischer Art, die ich gerne zugebe, weil sie meine Beweisführung nicht berühren, aber sonst ersetzt Snopek auch hier die Tatsachen durch seine Wünsche. Er spricht von Wichings Fälschungen: gewiß hat Wiching an Verdächtigungen und Verleumdungen nichts fehlen lassen, der Papstbrief von 881 beweist sie ja; zu Fälschungen brauchte er jedoch gar nicht erst zu greifen. Er verteidigte nur gegen den Griechen die traditio sedis apostolicae, zu der die slavische Liturgie u. a. sicherlich nie gehört hat; Method hatte ja »über dem Grabe des Apostelfürsten« bei seinem kanonischen Prozeß geschworen, zu glauben und zu lehren wie der römische Stuhl; es genügte somit, daß er slavisch liturgierte, um ihn als eidbrüchig erscheinen zu lassen, denn daß er dies mit Erlaubnis von Johann VIII. tat, konnte ruhig verschwiegen werden; das ist nur Rabulisterei, aber keine Fälschung. Das 15. und 17. Kap. wenden sich speziell gegen mich, meine angeblichen Inkonsequenzen; ich übergehe dies, um noch die drei letzten Kapitel kurz zu beleuchten.

In dem 18. setzt sich Snopek mit Hýbl über die Echtheit des Briefes von 880, der die slavische Liturgie gestattet, auseinander. Snopek ist völlig im Recht, der Brief ist so echt, wie nur irgend ein anderer von Johannes VIII., aber ich vermisse in seinen Auseinandersetzungen zweierlei. Einmal übergeht er mit Stillschweigen (wie alles, was ihm unangenehm ist), daß der Papst die Zerreißung der liturgischen Einheitlichkeit in Mähren gesetzlich festgelegt hat. Der Papst gestattet [1]) slavische Messe und Brevier, er hat wenigstens nichts da-

1) Snopek behauptet zwar, der Papst »befiehlt«, aber das ist unrichtig; der Papst befahl nur, daß in der slavischen Sprache Christi praeconia et opera *enarrentur* — das ist noch keine slavische Liturgie. Dann, meint der Papst nach längeren Ausführungen, verschlage es nichts gegen den wahren Glauben, Liturgie und Offizien slavisch abzuhalten, aber für diesen Fall folgt mit einem besonderen Jubemus tamen die Forderung, die Lektionen zuerst lateinisch zu lesen (mit der

gegen einzuwenden, aber er befiehlt (praecipimus), daß nach Wunsch von Svętopelk und seiner Großen die Messe lateinisch zu feiern sei; damit hob der Papst (absichtlich? den schließlichen Erfolg voraussehend?) die Einheitlichkeit der mährischen Liturgie auf. Interessanter ist folgendes. Ein wesentliches Argument gegen die Echtheit des Johannesbriefes fand man darin, daß der Stephanbrief, der das strikt Entgegengesetzte davon bringt, sich der Wendungen des Johannesbriefes bedient: ein in der Geschichte der päpstlichen Kanzlei einzig stehender Fall; man sagte sich, nach dem echten Stephansverbot sei eben das angebliche Johannesprivileg gefälscht. Bei der Betonung der Uebereinstimmungen zwischen beiden Texten hat man nun zu wenig auf das interessantere, die Unterschiede innerhalb dieser Uebereinstimmungen, geachtet, die Johannes VIII. und Stephan V. so trefflich charakterisieren, daß mir dieser Umstand allein die Echtheit beider Briefe gewährleistet. Der deutschfeindliche Politiker Johann VIII. kann nicht dem Deutschfeinde Svętopelk gegenüber den Mund voll genug nehmen: er umfängt Svętopelk in seine Arme, nennt ihn seinen einzigen Sohn, verspricht ihm Schutz in Allem und wünscht ihm Gedeihen in Allem. Ganz anders der Papst Stephan, der die Wendungen seines Vorgängers absichtlich einschränkt: er umfängt Svętopelk nur in seine geistigen Arme, nennt ihn nur seinen geistigen Sohn, verspricht ihm Schutz nur: in his quae ad salutem tuam pertinent und wünscht ihm Gedeihen nur am Körper und in der Abwehr teuflischen Hinterhaltes. Diese absichtliche Rücksichtnahme, Korrektur förmlich des älteren Textes, läßt sich erklären; dahinter kann Wiching stecken, der wußte, welchen Wert man in Mähren dem Johannesprivileg beilegte und nun absichtlich die gleichen Wendungen für den entgegengesetzten Zweck gebrauchte; denn er als der mit den Sachen vertrauteste kann wohl den Entwurf für die Kanzlei gefertigt haben, den sie dann dem Papste vorlegte. Der Einfall Dr. Hýbls, daß es Kroaten wären, die in dem Kampfe um ihre Glagolica dies Johannesprivileg gefälscht und in das Montecassinische Register an Stelle des echten Johannesbriefes eingeschmuggelt hätten, richtet sich selbst.

Im 19. Kap. setzt sich Snopek mit zwei, neu dem Klemens zugeschriebenen Homilien auseinander: wie die Methodlegende oder die griechische Klemenslegende bezeugen auch sie die ›schismatische‹ Lehre des Methodjüngers über den Ausgang des h. Geistes, nur vom Vater allein (›nicht vom Sohn, wie einige gesagt haben‹), und nun führt Snopek wieder Seiten lang (399—414) lateinische Zeugen, Päpste

merkwürdigen Berufung, daß dies schon in einigen mährischen Kirchen zu geschehen scheine — warum beruft sich Johannes VIII. nicht auch z. B. auf eine Erlaubnis Hadrians II., die doch wichtiger wäre?).

u. a., für das Alter des filioque auf, als ob jemand dies bezweifelte! Das Zeugnis der Homilien selbst beseitigt er nach dem bewährten Rezept: auch sie haben »den Bulgarenbischof Chrabr-Klemens zu ihrem Verfasser, welcher jedoch eine von Methods Schüler (dem wahren Bulgarenbischof Klemens) ganz verschiedene Persönlichkeit ist«; daß unsere gesamte Klemensüberlieferung im strikten Gegensatze zu dieser Erfindung nur einen Bischof Klemens von Bulgarien, eben diesen »schismatischen« Methodjünger, ausschließlich kennt, ist schon oben gesagt.

Im letzten (20.) Kapitel legt Snopek seinen »Standpunkt zur neuentdeckten Naumslegende« dar. Die vita s. Naum Achridani (eines unmittelbaren Methodschülers) ist 1907 veröffentlicht; sie enthält u. a. den Bericht, wie ein kaiserlicher Beamter bei seiner Anwesenheit in Venedig die von den »Häretikern« (d. i. Wiching und Svętopelk!) an die Juden verkauften Methodianer loskaufte, und wie sie in Konstantinopel in alle Rechte wieder eingesetzt wurden. Für mich war dies nur ein Beweis mehr, daß Method 881 in Konstantinopel den vollen Anschluß an Photius und Kaiser Basilius gefunden und besiegelt hatte. So bestätigt die neue Naumslegende den Bericht der Klemenslegende; Snopek natürlich hält beide für unwahrscheinlich, sie können »von den Photianern erdichtet sein, um die bestehende Kluft zwischen dem Orient und Occident breiter zu machen« (S. 443); Wiching kann gar nicht so böse gewesen sein, Priester an Juden zu verkaufen, die Methodianer können nicht so böse gewesen sein, die deutschen (römischen) Priester Häretiker zu nennen! Den Tatsachen setzt er einfach sein starres Non possumus entgegen, ein neuer Ginzel, der nach derselben Methode mit gleichem Erfolg, d. h. ohne jemanden überzeugt zu haben, wirkt.

So ist die ganze Darstellung von Snopek höchst einseitig; trotz der Ausführlichkeit des Buches kommt weder der philologische noch der historische Standpunkt zur Geltung; Snopek fragt nicht einmal, warum über Method sowohl die griechischen wie die deutschen Annalen absolutes Schweigen bewahren? Die gleichzeitigen griechischen Annalisten berührten religiöses fast gar nicht, bei den deutschen dagegen möchte ich absichtliches Ignorieren der mährischen Episode voraussetzen. Wenn z. B. die fränkischen Annalen 873 von einem Auftrage des Deutschen Bertramm, den er von Svętopelk erhalten, berichten, so werde ich nicht mit Dümmler ohne weiteres annehmen, daß dieser Auftrag Friedensunterhandlungen betraf (denn warum hätten die Annalen dies nicht erwähnen sollen?), sondern ich deute ihn auf die Freilassung und das Geleite Methods, den die Annalen totschweigen, obwohl sie über viel weniger wichtiges aus Mähren (z. B. die Ge-

schichte mit dem überrumpelten Hochzeitsgefolge) zu berichten wissen. Diese und andere historische Fragen (z. B. über die Deutschen, die Niemci der Klemenslegende, bei Swętopelk u. s. w.) existieren nicht für den Theologen, der aber auch in der Behandlung rein theologischer Fragen öfters enttäuscht, z. B. die nicht unerheblichen Fastenstreitigkeiten ganz ausgeschaltet hat, auf die laxere deutsche Praxis in matrimonialibus (vgl. die Ehen des ersten Piasten, Mieszka) nicht eingegangen ist, nur für das filioque oder das Privileg Hadrians u. ä., Sinn und Interesse hat. Ohne dem Verfasser nahe treten zu wollen, aber sein Werk scheint mir, mit leichter Aenderung im Titel, eher ›zur Abwehr historischer Wahrheit‹ geschrieben; doch fürchte ich, daß es diesen seinen Zweck kaum erreichen wird. Um die Glaubwürdigkeit der mährischen Legenden zu erschüttern, müßte man über ein anderes, verläßlicheres Rüstzeug verfügen; die Konstruierung eines angeblichen Gegensatzes zwischen den Papstbriefen und den Legenden reicht dazu keinesfalls aus. Und ebensowenig ist es dem Verf. gelungen, als Vaterland der mährischen Legenden nicht Mähren, sondern Bulgarien (worauf nicht die geringste Andeutung in ihnen zu finden ist) zu erweisen: auch dazu reichen die paulicianischen Häresien, die den Lateinern vorgeworfen werden, die Bekämpfung der Sarazenen und Juden, was alles angeblich nur in Bulgarien angebracht war, nicht aus. Die Glaubwürdigkeit, Verläßlichkeit der mährischen Legenden ist somit nirgends erschüttert, wohl aber räume ich dem Verf. gerne ein, daß er eine und die andere theologische Einzelheit (z. B. die Antipodenlehre), oder in Bezug auf den kanonischen Prozeß, neu beigebracht oder schärfer formuliert hat.

Ein Wörtchen noch über den bisher ebenso hartnäckig wie falsch angewandten Terminus ›pannonisch‹ in Bezug auf unsere Legenden. Dieser Terminus war wohl berechtigt und beabsichtigt im Munde eines Kopitar oder Miklosich, die ja sogar die Sprache der Griechenbrüder für Pannonischslovenen in Anspruch nahmen. Heute ist diese Annahme als eine irrige beseitigt; die Legenden selbst sind weder in Pannonien entstanden noch behandeln sie die Verhältnisse Pannoniens, wo Constantin und Method ganz vorübergehend geweilt und gewirkt haben; ihr Werk war nur die mährische Kirche und folgerichtig kann von den Legenden, die sich darauf beziehen, nur als von mährischen gesprochen werden.

Nachtrag. Im Neuen Archiv d. Ges. f. ält. deutsche Geschichte, XXXVI (1911), S. 77 ff., hat E. Caspar den Beweis geführt, daß die Montecassiner Abschrift genau das Originalregister Johannes' VIII. widergibt; die Zweifel somit an der Echtheit des Briefes (›Industriae tuae‹ mit der Billigung der slavischen Liturgie) sind damit gegen-

standslos geworden. Die Echtheit dieses Briefes erhärtet zugleich die Unechtheit des (slavischen) Briefes Hadrians II. auf dasselbe Thema, die allerdings bei allen unvoreingenommenen Forschern längst feststand; Method selbst fälschte ihn, indem er in einem Briefe Hadrians den Johanns verarbeitete, dessen für ihn günstige Bestimmungen erheblich erweiternd, die ungünstigen einfach unterschlagend, um so eine einwandfreie Grundlage für sein ganzes späteres Wirken herzustellen.

Das mährische Experiment ist kürzlich noch von zwei Gelehrten behandelt worden, knapp von C. Jireček, Geschichte der Serben (1911), S. 175 f.; ausführlich von M. Murko, Geschichte der südslavischen Literaturen (1908), S. 36—54. Beide Darstellungen leiden an den alten Fehlern: einmal an dem Buchstabenglauben an den Wortlaut der mährischen Legenden, der uns schon die nettesten Sachen, z. B. einen »christlichen Ungarnkönig an der oberen Donau im Jahre 884« u. dgl. m., beschert hat; dann an dem Unterlegen dem 9. Jahrh. von Motiven und Tendenzen des 19.; außerdem fügen sie zu alten Märchen neue hinzu. So findet Jireček, daß das Werk Konstantins »vorbereitet« war in Griechenland selbst durch eingeborene Priester und Mönche, die den griechischen Slaven predigten, wobei sie »Worte ihrer Muttersprache für die Begriffe der Glaubenslehre anpaßten«. Sehr hübsch erdacht, ganz im Stile des 19. Jhdts.; schade nur, daß das 9. nichts davon zu wissen scheint. In den 150 Jahren (vor Constantins Auftreten) haben nämlich diese Gräkoslaven nicht einmal das zu Stande gebracht, was die Deutschen schon in 50 Jahren erzielten, nämlich eine slavische christliche Terminologie, Ausdrücke z. B. für Fasten u. dgl., denn hätte es solche gegeben, so hätte sie Constantin beibehalten und den Westslaven aufgedrängt, ganz ebenso wie er ihnen seine eigene südslavische Sprache zwecklos aufdrängte. Aber die Griechen und Gräkoslaven kümmerten sich um das Seelenheil ihrer Slaven ebenso wenig, wie die deutsche Geistlichkeit des 12. und 13. Jhdts. (die bereits von einem ganz anderen Geiste erfüllt war, als die des 9. Jhdts.), die zum Seelenheil aller Slaven Pommerns, Rügens und Meklenburgs auch nicht einen Finger gerührt hat. Constantins Werk ist ohne Vorbereitung durch andere, sein eigenes, gewesen; seine Größe, zumal als philologische Leistung, wird durch nichts geschmälert, mag uns auch seine Sprache etwas farblos anmuten, als eine nur erlernte, nicht als eine angeborene.

Beide Forscher verharren z. B. bei der Initiative Rostislavs, d. h. sie muten dem deutschen Vasallen und römischen Christen, dem das ferne Byzanz nichts helfen konnte, dasselbe zu, was nur dem mächtigen, neubekehrten Bulgarenfürsten, dem unmittelbaren Nachbar von

Byzanz, freistand: die Wahl zwischen Rom und Byzanz. Daß sie dabei aus lauter Widersprüchen nicht herauskommen, ist selbstverständlich; so hat nach ihnen Rostislav seinen Wunsch erfüllt, sieht Griechen bei sich, die ihm seine Kirche unabhängig machen sollen; warum läßt er nun schon nach drei Jahren diese Griechen zur Priesterweihe nicht, wie zu erwarten wäre, nach Byzanz, sondern gerade nach Rom, von dem er sich eben angeblich losmachen wollte, ziehen und vernichtet so sein eigenes Werk? In Wirklichkeit verfuhr Rostislav ebenso, wie Svętopelk nachher: er verlangte von den ungebetenen Gästen, von den ihm verdächtigen Griechen, Roms ausdrückliche Billigung und daher mußten die Brüder sie nachsuchen; nur Kocel ward Feuer und Flamme für die slavische Liturgie, doch half dies Method gar nichts, denn das Verbot der Deutschen hielt ihn, trotz aller Intervention des Papstes, nach 870 für immer von Pannonien fern, mochte er auch den pannonischen Titel, wie in partibus infidelium etwa, weiterführen. Die Initiative Rostislavs ist ein der übrigen Märchen würdiges Gegenstück.

Murko wiederholt die Jeremiaden über den Untergang der slavischen Liturgie bei den Westslaven. Mag sich das Los der Westslaven noch so unglücklich gestaltet haben, durch eigene wie durch fremde Schuld, wenigstens vor einem Unglücke, vor der slavischen Liturgie (und Schrift) blieben sie, dank der Energie und dem Scharfblick Svętopelks, der sich durch nationalistischen Firlefanz nicht betören ließ, für immer verschont. Wie man in Europa, als nationalistische Velleitäten und heuchlerische Phrasen der Slavophilen das Urteil noch nicht beirrten, über die ›Wohltat‹ der slavischen Liturgie dachte, dafür seien nur angeführt die beredten Worte des polnischen Jesuiten Skarga in seinem ›Aufruf an die Russen‹ von 1577: ›Es haben dich, o Volk der Russen, die Griechen aufs äußerste betrogen, als sie dir zwar den h. Glauben, aber nicht auch ihre griechische Sprache darboten, sondern dich mit dieser slavischen sich begnügen ließen, damit du niemals zu richtigem Verständnis und Wissen gelangen könntest ... daher sind deine Priester Doktoren nur mit den Lippen und im Lesen etwa und kennen keine andere Schule, außer einer bloßen Leseschule und darin besteht die Vollkommenheit ihres ganzen Wissens in allen geistlichen Ständen‹ u. s. w. Die slavische Liturgie hätte, wie bei den Ost- und Südslaven, so auch bei den Westslaven, notwendigerweise die Isolierung und Mumifizierung des geistlichen Lebens nach sich geführt. Sogar die slavischen Schriften, namentlich die glagolitische, hemmen, fördern nicht die Kultur. Daß die protestantische Propaganda bei den Südslaven so wenig erzielte, dafür gibt man heute Schuld in erster Reihe den glagolitischen und cyrillischen Typen, die die Uracher

Drucke unnützerweise gewählt hatten. Und als die russische Regierung ihre Litauer, natürlich auf den Plan eines Slavophilen hin, mit dem zyrillischen Alphabet beglückte, verzichteten diese Litauer mit Recht durch volle vierzig Jahre lieber auf jegliche literarische Tätigkeit, als daß sie sich ihr Schrifttum hätten so verhunzen lassen. Die japanischen Siege befreiten sie endlich von der Cyrillica, die ja aus Mangel an Zeichen auch für die slavischen Sprachen ungeeignet ist (Fehlen des j, das sich die Serben aus dem lateinischen Alphabet holten, des h u. a). Doch sei gern zugegeben, daß die Cyrillica weniger kulturfeindlich ist, als die Glagolica, weil sie sich an ein europäisches Alphabet genau anschließt. Trotzdem können sich die Westslaven nur dazu gratulieren, daß sie mit dieser Liturgie auch dieser Schrift entgangen sind; keine »slavophilen« Phrasen können daran etwas ändern.

Berlin-Wilmersdorf A. Brückner

Oesterreichischer Erbfolgekrieg 1740—1748. VI. Band (mit fünf Beilagen). Nach den Feldakten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der kriegsgeschichtlichen Abteilung des k. u. k. Kriegsarchivs von **Peter Hofmann,** k. u. k. Oberstlieutenant, **Franz Masser,** k. u. k. Oberstlieutenant und **Ferdinand Zwiedineck,** Edler von Südenhorst und Schidlo, k. u. k. Hauptmann des Generalstabskorps. — VIII. Band (mit neun Beilagen). Nach den Feldakten und anderen authentischen Quellen bearbeitet in der kriegsgeschichtlichen Abteilung des k. u. k. Kriegsarchivs von **Maximilian** Ritter **von Hoen,** k. u. k. Major des Generalstabskorps. Wien 1902 resp. 1905, Seidel u. Sohn. XV, 680 resp. XIII, 608 S. 8°. Je 30 M.

Der sechste Band bringt als Ergänzung zu den im fünften Bande behandelten Feldzügen am Main und Oberrhein die Ereignisse in Baiern vom Frühjahr 1743 bis zum Frieden von Füssen (S. 1—266). Diesem ersten Abschnitte von Herrn Oberstleutnant Hofmann folgt die Darstellung von Herrn Oberstleutnant Masser, der Feldzug des Jahres 1744 in den Niederlanden (S. 267—484). In dem dritten und letzten Abschnitte bespricht Herr Hauptmann von Zwiedineck die Feldzüge der Oesterreicher am Main und Oberrhein des Jahres 1749, die der Kaiserwahl des Großherzogs von Toscana vorangehen, und mit denen der Krieg am Oberrhein zwischen Oesterreichern und Franzosen klanglos zu Ende geht (S. 485—632). Alle drei Autoren haben mit einem recht spröden Stoffe zu kämpfen gehabt, der bisher in der deutschen Geschichtsforschung, wenn wir von dem Frieden von Füssen absehen, wenig Beachtung gefunden hat. Mit großem Fleiße und kritischer Sorgfalt haben sie sich ihrer Aufgabe gewidmet. Zum weitaus größten Teile basiert die Darstellung auf den in den Wiener Archiven liegenden Kriegsakten; nur für den Feldzug in den Nieder-

landen konnten französische Werke benutzt werden. Bei der Art der Kriegsführung haben damals in den Niederlanden, am Main und Oberrhein Gefechte von größerer Bedeutung kaum stattgefunden, und auf dem bairischen Kriegsschauplatze handelt es sich ausnahmslos um Arrièregefechte, zu denen der weichende Gegner gezwungen wurde. — Viel Zeit haben besonders auf dem niederländischen Kriegstheater die Beratungen der verschiedenen Heerführer beansprucht, und es charakterisiert die Armeeleitungen beider Parteien, daß man die Initiative nur zu gern dem Gegner überließ, damit man nach dessen Verhalten die eigenen Dispositionen treffen konnte.

Oberstleutnant Hofmann beginnt mit der Konvention von Nieder-Schönfeld vom 27. Juni 1743, in der die beiden Feldmarschälle Khevenhüller und Seckendorff die Neutralität der bairischen Truppen vereinbarten. Für die Räumung der drei befestigten Plätze Straubing, Braunau und Reichenhall gewährte Prinz Karl v. Lothringen den Baiern an der Grenze des schwäbischen und fränkischen Kreises ungestörte Quartiere (Band IV S. 854). Diese Uebereinkunft, ein Gegenstück zu der bekannten von Klein-Schnellendorf, hat ebenfalls Irrungen und Mißverständnisse im Gefolge gehabt; so wurde die Besatzung von Braunau gegen den Wortlaut des Vertrages von österreichischer Seite interniert; auch sie ist von den beiderseitigen Monarchen nie bestätigt worden und entband den Prinzen Karl nicht von der Notwendigkeit, ein starkes Korps von 19 Bataillonen, acht Grenadierkompagnien und einiger irregulärer Reiterei unter Feldmarschallleutnant Bärnklau in Baiern zurückzulassen. Dieser tüchtige Offizier gewährte im Herbste 1743 den in Ingolstadt eingeschlossenen Franzosen freien Abzug. Damit fiel die letzte bairische Festung in die Gewalt der Oesterreicher und herrschte in dem Lande allgemeine Waffenruhe. Hinsichtlich der österreichischen Verwaltung des Kurfürstentums begnügt sich der Verfasser auf einen Aufsatz Kematmüllers im neunten Bande der »Neuen Folge der Mitteilungen des k. und k. Kriegsarchivs« zu verweisen. Dem Lande wurde die Stellung von 6000 Rekruten für die in Italien kämpfenden Regimenter auferlegt, die aber nicht zur Ausführung kam; Bärnklau selbst gebrauchte zur Komplettierung seiner Truppen die zahlreichen bairischen Deserteure und Versprengten, die die Sicherheit auf dem Lande gefährdeten (S. 13). Große Erbitterung weckte bei der Bevölkerung der Entschluß des Prinzen Karl, den größten Teil seiner Armee die Winterquartiere in Baiern beziehen zu lassen; 53 Bataillone und 112 Schwadronen wurden ins eigentliche Baiern verlegt, 11 Bataillone und 23 Schwadronen kamen in die Oberpfalz (S. 23). Dem Feldmarschall Khevenhüller, dem die Ausführung oblag, wird das Zeugnis erteilt, die Be-

völkerung dabei nicht über Gebühr belastet zu haben; er, sowie Bärnklau, haben auf strenge Manneszucht gehalten (S. 23), und Maria Theresia selbst hat die Erhebung von einigen Kontributionen niedergeschlagen. Wie wenig Freunde sich die Oesterreicher mit diesen Maßregeln im Lande erworben hatten, zeigte sich im Herbste 1744, als eine neue ›Kaiserliche Armee‹, aus Baiern und Hessen zusammengesetzt, zu denen später noch Pfälzer und ein französisches Hülfskorps traten, die Rückeroberung Baierns unternahm. Jetzt rächte sich die im vergangenen Jahre in Nieder-Schönfeld den bairischen Truppen bewilligte Neutralität und das schon im fünften Bande getadelte Versäumnis Trauns, dieses Korps nicht im Frühjahre 1744 zersprengt zu haben. Die numerisch schwächeren Oesterreicher zogen sich langsam zurück, sie gaben die Donaulinie preis und konnten ebenso wenig München und die Isarlinie halten. Erst am Inn hielt Bärnklau stand; einzelne seiner Abteilungen, die beim Rückmarsche zu lange zögerten, erlitten z. B. bei Wasserburg und Burghausen empfindliche Echecs. Von neuem entfesselte der Rückzug die Leidenschaften der Bevölkerung, grobe Exzesse der Kroaten und Irregulairen haben stattgefunden, dagegen stellt Verf. in Abrede, daß eine systematische Verheerung von dem österreichischen Armeekommando befohlen wäre (S. 108), die gegenteiligen Behauptungen der Baiern hätten die Franzosen von dem Gedanken abbringen sollen, im Lande Winterquartiere zu nehmen. Scharf wird die Politik der Franzosen gegenüber dem Kaiser Karl VI. kritisiert. Schon im fünften Bande dieses Werkes wurde darauf hingewiesen, daß nur die Rücksicht auf Friedrich den Großen die Franzosen bewog, zwei starke Korps in Schwaben und am Main Winterquartiere beziehen zu lassen (S. 130). Als sich nun die Oesterreicher im Januar 1745 anschickten, die Oberpfalz von neuem zu besetzen, fand Kaiser Karl bei den Franzosen keine Hülfe, nicht einmal das bei Donauwörth kantonierende Korps Ségur wurde ihm zur Verfügung gestellt, und mit leichter Mühe gewannen so die Oesterreicher die Oberpfalz zurück.

Im Anschluß an den Aufsatz von H. Preuß, Der Frieden zu Füssen 1745 (Historische Abhandlungen, herausgegeben von Heigel und Grauert, Heft 6) hat Verf. die Begebenheiten dargestellt, die mit dem Frieden zwischen Maria Theresia und dem jungen Kurfürsten von Baiern zusammenhängen. So schnell, wie die Königin zu Gunsten der Lage auf den anderen Kriegsschauplätzen es wünschen mußte, kam die Einigung mit Baiern nicht zu Stande. Verf. berücksichtigt vor allem die militärischen Aktionen, durch die die Oesterreicher eine Pression auf Baiern auszuüben gedachten. Friedrich der Große hat die Oesterreicher in Baiern viel zu hoch mit 20000 Mann taxiert

(Pol. Korr. N. B. S. 118); in Wirklichkeit hatte Batthyanyi bei Aufnahme der Offensive nicht mehr als 10—11000 Mann zur Verfügung (S. 190), unter ihm befehligten allerdings die tüchtigsten Offiziere der österreichischen Armee, Bärnklau, Browne, Serbelloni, Roth, was sicherlich den Operationen zu Gute gekommen ist. Auf der anderen Seite schätzt Verf. die Zahl der Franzosen und Baiern samt den Hessen und Pfälzern im Frühjahre 1745 anstatt auf 40000 auf kaum mehr als 20000 Streitbare (S. 193). In ganz ähnlicher Weise wie bei dem Vorstoß der Oesterreicher im Frühjahre 1743 wichen auch diesmal die Gegner überall zurück. Eine starke Schlappe erlitten die Hessen bei Dilshofen, wobei drei hessische Bataillone kriegsgefangen wurden; darauf wurde am 14. April General Ségur mit den Franzosen und Pfälzern auf dem Rückzuge nach dem Lech bei Pfaffenhofen von den nachdrängenden Oesterreichern eingeholt und zum fluchtartigen Rückzuge genötigt (S. 227). Verf. verschweigt nicht, daß beide Male die österreichischen Irregulären ›in der ersten Hitze‹ die erstürmten Ortschaften plünderten.

In den letzten Abschnitten werden die mit dem endlich erfolgten Friedensschlusse im Zusammenhange stehenden Maßregeln erzählt; der Rückzug der Franzosen nach dem Neckar und die Räumung Baierns von den Oesterreichern. Recht schlecht kam das hessische Hülfskorps weg, das in der Stärke von 6537 Mann nach geschehener Entwaffnung von den Oesterreichern bei Ingolstadt interniert wurde und erst nach Uebernahme in englischen Sold den Rückmarsch nach der Heimat antreten durfte (S. 264).

In dem zweiten Abschnitte dieses Bandes führt uns Oberstleutnant Franz Masser auf den niederländischen Kriegsplatz. Der Feldzug des Jahres 1744 läßt in seinem schleppenden Gange nicht ahnen, daß dort in den folgenden Jahren sich jene großen Kämpfe abspielen sollten, mit denen der Name des Marschalls von Sachsen auf immer mit der Kriegsgeschichte verknüpft ist.

So lange Frankreich nur als ›Auxiliarmacht‹ am Kriege in Deutschland teilnahm, hatte es gemäß der von Kardinal Fleury gegebenen Richtschnur sich jedes Angriffes auf die Niederlande enthalten. Schon im fünften Bande (S. 265) sind die Ursachen, die es zur Abkehr von dieser Politik nötigten, erörtert worden. Volk und Armee in Frankreich waren eben des Krieges in Deutschland, wo kein größerer Landgewinn in Aussicht stand, gründlich satt, und nach längerem Schwanken entschloß sich im März 1744 König Ludwig, dieser Stimmung Rechnung zu tragen und die Hauptmacht seines Heeres in Flandern zu konzentrieren. Die Kriegserklärungen an England unterm 15. März 1744 und vierzehn Tage später an die Königin

von Ungarn klärten die politische Lage in Europa und gaben Frankreich die Freiheit zum Angriff auf die österreichischen Besitzungen. Als einen schweren Mißgriff bezeichnet Verfasser die gleichzeitige Unterstützung des Kronprätendenten Carl Eduard von seiten der Franzosen. Marschall Noailles hatte in Versailles gegen dessen Landungsversuche an der englischen Küste, an denen die französische Flotte und ein Hülfskorps sich beteiligen sollten, von Anfang an Einspruch erhoben (S. 301). Verf. hebt unter Anführung des Buches von Colin, ›Louis XV et les Jacobins, Paris 1901‹, hervor, daß die Umtriebe der Jacobiten die religiösen Impulse namentlich in der Bevölkerung von Holland von neuem erweckten; mit ungewohnter Schnelligkeit stellten die Generalstaaten das vertragsmäßige Hülfskorps für England bereit (S. 291), ebenso wurden vom Parlamente ohne Widerspruch die Subsidien an Oesterreich und Sardinien bewilligt.

Der Versailler Hof bestimmte für die Kriegstheater am Oberrhein resp. in Oberitalien 60 Bataillone, resp. 37 Bataillone, 34 Schwadronen und 1 Artilleriebataillon. Die größere Hälfte der Armee, 123 Bataillone, 134 Schwadronen und 3 Artilleribataillone wurde an der niederländischen Grenze konzentriert (S. 325). Die Zusammenstellungen des Verf. basieren auf Pajols bekanntem Werke, dem aber im einzelnen manche Irrtümer nachgewiesen werden (S. 327).

Nicht viel erfreuliches kann Oberstleutnant Masser von den Kriegsrüstungen der Verbündeten berichten. Die Engländer weigerten sich, ihre eigenen Truppen und die Hannoveraner zur Besetzung der Festungen herzugeben in der zu verstehenden Befürchtung, sie bei der Kapitulation dieser Plätze in Kriegsgefangenschaft geraten zu sehen (S. 335). Ganz anders dachten in diesem Punkte die Holländer, die sich mit dem Gedanken schmeichelten, daß die Franzosen die ausschließlich von ihnen besetzten Barrièreplätze als neutral behandeln würden (S. 336); sie suchten deshalb möglichst wenig Streitkräfte für die Feldarmee herzugeben. Der österreichische General Arensberg wiederum verzettelte sein Korps mit der Besetzung zu vieler Ortschaften; in 16 größeren und kleineren Plätzen wurden 60 Bataillone und 10 Grenadierkompagnien der Holländer und Oesterreicher festgelegt (S. 338). Für die Feldarmee blieben nur 40 Bataillone und 94 Schwadronen übrig, überwiegend Engländer und Hannoveraner, zu denen 4 Bataillone, 10 Grenadierkompagnien und 20 Schwadronen Oesterreicher und dann noch 6 Bataillone und 17 Schwadronen Holländer traten (S. 338).

Von vornherein waren von diesem den Franzosen an Zahl nicht gewachsenen Heere nur klägliche Resultate zu erwarten (S. 342); die verschiedenen Oberbefehlshaber waren sich nur darin einig abzu-

warten, was der Feind tun würde, um so, wie Oberstleutnant Masser bemerkt, einer Entschlußfassung enthoben zu sein (S. 385).

Am 17. Mai eröffneten die Franzosen die Operationen, der Marschall von Sachsen bezog gleich jenseits der Grenze zwischen Courtrai und Haarlebeken ein stark befestigtes Lager, das fast fünf Monate sein Standquartier bleiben sollte; durch ihn gegen den Angriff der Verbündeten gesichert, eroberte die französische Hauptarmee, über deren Zusammensetzung die Angaben Pajols nicht richtig sind, in streng methodischer Weise innerhalb von sechs Wochen die drei Barrièreplätze Menin, Ypres mit Fort Knoke und Furnes. Die Verteidigung war von seiten der holländischen Besatzungen mit Ausnahme von Ypres, wo ein hessischer Prinz kommandierte, eine sehr matte, und konnten die Holländer nach dem Verfasser keinen besseren Beweis liefern, wie wenig sie der ihnen im Utrechter Frieden anvertrauten Bewachung der festen Plätze Belgiens gewachsen waren. Mit aller Entschiedenheit hat Maria Theresia in dieser Zeit die Vorstellungen Englands und der Generalstaaten, die Armee in Flandern auf Kosten des Prinzen Karl zu verstärken zurückgewiesen, und die späteren Ereignisse haben ihr glänzend Recht gegeben (S. 364), denn der Rheinübergang des Prinzen Karl am 6. Juli 1744 brachte die Offensive der Franzosen in Flandern zum Stillstand. Es ist diesen gar nicht der Gedanke gekommen, durch eine Hauptschlacht in Belgien die Erfolge der Oesterreicher vom Oberrhein zu paralysieren (S. 394); vielmehr wurde ein beträchtlicher Teil der Armee (25 Bataillone und 28 Schwadronen) nach dem Elsaß in Marsch gesetzt, und Ludwig XV. begab sich bekanntlich ebenfalls nach Metz. In geradezu kläglicher Weise nutzten die Alliierten die ihnen sich darbietende Gelegenheit aus (S. 438). Nach dem Eintreffen englischer und holländischer Verstärkungen waren sie dem zurückgebliebenen Marschall von Sachsen an Zahl überlegen, überschritten nach langem Zögern die Schelde am 31. Juli, zogen in einer Entfernung von nur 15 Kilometern am feindlichen Lager vorbei und betraten am 6. August den französischen Boden. Oberstleutnant Masser bezeichnet es als einen charakteristischen Beitrag für die damalige Kriegsführung, daß im Angesichte des bedeutendsten Heerführers der Franzosen ein solcher Marsch möglich war und unbehelligt von statten gehen konnte. Mit der Errichtung eines Lagers bei Sainghin, etwa acht Kilometer von Lille entfernt, wurde nichts weiter erreicht, als daß die Armee jetzt auf feindliche Kosten zwei Monate ihren Unterhalt fand (S. 433), nicht einmal zu der Belagerung einer Festung — Aremberg hatte Maubeuge vorgeschlagen (S. 461) —, konnte man sich emporschwingen; schon die Frage, wer die Belagerungsartillerie stellen sollte, gab An-

laß zu Streitigkeiten. Dabei waren schwere Geschütze im Uebermaß vorhanden, nur wollte keiner der Verbündeten die Kosten des Transportes und der Munition tragen (S. 439). Nach französischen Quellen soll die unerschütterliche Ruhe des Prinzen von Sachsen, der in seiner Stellung ausharrte (S. 436), ›die Bewunderung von ganz Europa‹ hervorgerufen haben. Auch ihm darf man nach dem Verf. große Initiative nicht nachrühmen, denn er wäre, wie er in einem Schreiben an Argenson eingestand, auf französisches Gebiet zurückgegangen, sobald die Verbündeten die Deule, an der Lille liegt, überschritten hätten (S. 443).

Da die Verbündeten sich von Mitte August bis Ende September nicht von der Stelle rührten, so trat ein vollständiger Stillstand auf dem niederländischen Kriegsschauplatze ein. Die schwere Erkrankung König Ludwigs in Metz erklärt und entschuldigt zum Teil das Schwanken und die Unsicherheit der französischen Kriegsführung. Diesen günstigen Zeitpunkt haben nun die alliierten Oberbefehlshaber verstreichen lassen, ihre Tatenlosigkeit hat den Franzosen erlaubt, am Oberrhein in aller Ruhe die Belagerung Freiburgs ins Werk zu setzen.

In dem dritten und letzten Abschnitte ›Kriegs-Ereignisse am Rhein im Jahre 1745‹ (S. 486—629) nimmt Hauptmann von Zwiedineck den Faden ungefähr da auf, wo Oberstleutnant Hofmann ihn hat fallen lassen, wobei er zuerst die Ereignisse vom Mittelrhein und zwischen Main und Lahn im Winterhalbjahr 1744/45 schildert. Der Feldzug in Oberdeutschland und im Elsaß des Jahres 1744 hatte die französische Armee sehr stark mitgenommen, und waren gesicherte Winterquartiere zur Reorganisation dringend nötig. Hiermit vertrugen sich nicht die Vorschläge Friedrichs des Großen, von denen der Verf. urteilt, daß sie vom militärischen Standpunkte für Frankreich die einzig richtigen gewesen wären. In sehr beachtenswerten Erwägungen führt Hauptmann Zwiedineck aus, weshalb sich diese Pläne nicht in die Tat umsetzen ließen (S. 490). Man hatte in Frankreich keine Truppen mehr übrig, zumal der italienische Krieg eine größere Ausdehnung gewann und Landerwerb am Oberrhein ausgeschlossen war. So blieb das Gros der Rheinarmee im Breisgau in weitläufigen Kantonierungen, und wurde ein kleinerer Teil unter Maillebois in die Pfalz und ins Nassauische verlegt (S. 493). Das Prinzip der Länderdeckung nötigte, wie Friedrich der Große vorausgesehen hatte, die Alliierten am Ausgange des Jahres 1744 zur Aufstellung einer neuen pragmatischen Armee am Niederrhein, die unter dem Kommando des Herzogs von Aremberg sich in der nominellen Stärke von etwa 32000 Mann aus Oesterreichern, Hannoveranern und Holländern zusammensetzte.

Das österreichische Korps war allerdings im März 1745 nur 7662 Mann stark (S. 524). Der Schutz Hannovers lag dem Herzoge von Aremberg an erster Stelle ob. Er sowohl wie sein Gegner waren keine Freunde von Kämpfen und hofften durch Diversionen ihre Aufgabe am besten zu lösen. Von Gefechten ist deshalb kaum etwas zu erzählen, desto mehr von Kriegsberatungen, Plänen und Instruktioneneinholen. Auch die Ersetzung Maillebois' durch den jungen Prinzen Conti, der sich 1744 in Italien hervorragend betätigt hatte, brachte kein frisches Leben in die an Zahl überlegene französische Armee. Contis Verhalten, das deutlich den Widerwillen der Offiziere und Soldaten gegen den Kriegsschauplatz in Oberdeutschland zum Ausdruck brachte, findet nach Verf. eine gewisse Rechtfertigung in den sich widersprechenden Befehlen, die ihm aus Versailles zugingen. Viel schärfer urteilt Hauptmann Zwiedineck über den Herzog von Aremberg, der seine Unfähigkeit schon im vergangenen Jahre in Flandern allen Augen offenbart hatte; weder militärisch noch politisch ist sein Handeln, zumal der Rückzug von Coblenz nach Neuwied, zu verstehen. Man muß sich über die Nachsicht Maria Theresias gegenüber so unbrauchbaren Generälen, wie es Aremberg und Lobkowitz waren, höchst wundern. Nach dem Frieden von Füssen wurde dem Feldmarschall Traun die Aufgabe zu teil, die beiden Armeen, die etwa 300 km von einander in der Luftlinie entfernt bei Neuburg in Baiern und am Mittelrhein bei Neuwied standen, zu vereinigen und die Franzosen zum Rückzuge über den Rhein zu nötigen, damit die bevorstehende Kaiserwahl des Gatten Maria Theresias in Frankfurt a. M. gesichert würde. In sehr methodischer und vorsichtiger Weise unter ängstlicher Vermeidung jedes Zusammentreffens mit dem Feinde bewerkstelligte der Marschall die Vereinigung des aus Baiern kommenden Korps mit der pragmatischen Armee bei Orb-Salmünster am 27. Juni 1744. Jetzt standen unter seinem Kommando 61 Bataillone, 89 Schwadronen und 4 Husarenregimenter (etwa 50000 Mann) nebst 10000 Irregulären (S. 583). Dem österreichischen Oberkommando lag es nun gänzlich fern, den Prinzen Conti in seiner festen Stellung bei Offenbach anzugreifen (S. 589), es bedrohte vielmehr, durch einen Flankenmarsch nach Norden ausbiegend, die Rückzugslinie der Franzosen, worauf diese in der Tat nach dem Rhein zurückgingen. Traun kam gar nicht, was Verf. sehr beklagt, auf den Gedanken, daß er mit seiner numerischen und moralischen Ueberlegenheit mehr hätte leisten müssen, er sah mit der Befreiung von Frankfurt a. M. und von Mainz seine Aufgabe als vollständig gelöst an. Zu einem größeren Gefechte kam es erst etwas später bei Oppenheim am 16. Juli 1745, indem Bärnklau die aus zwei Freikompagnien in der Stärke von etwa 560 Mann

bestehende Besatzung in den Morgenstunden überraschte und zum großen Teil gefangen nahm (S. 597). Dieses kleine Rencontre bot dem Prinzen Conti die ersehnte Gelegenheit, sich in eine sehr starke Stellung bei Nordheim am rechten Rheinufer zurückzuziehen und bald darauf gänzlich das rechte Rheinufer zu räumen. Der Großherzog von Toscana und Traun fanden nach dem Verf. keinen Anlaß, von dem Satze abzuweichen ›dem Gegner goldene Brücken zu bauen‹, sonst hätte der Rückzug über den Rhein für die französische Arrièregarde zu einer Katastrophe werden können; schon das Nachdringen der österreichischen Irregulären unter Trips brachte ihr schwere Verluste bei und nötigte sie zur fluchtartigen Räumung aller Schanzen des Brückenkopfes (S. 601). Trotzdem darf man die Bedeutung des Feldzuges nicht unterschätzen, sein glücklicher Ausgang hat die Wahl des Großherzogs von Toscana zum römischen Könige im September 1745 ermöglicht. Allerdings ging die Hoffnung Maria Theresias, einen Teil der Armee Trauns noch im Herbst nach Böhmen zum Kampfe gegen Preußen heranzuziehen, nicht in Erfüllung (S. 615). Die betreffenden Regimenter setzten sich erst in Marsch, als die Entscheidung in Sachsen schon gefallen war (S. 625), und wurden im Jahre 1746 zum großen Teile nach Italien und den Niederlanden dirigiert.

Der achte und zur Zeit letzte Band des österreichischen Generalstabswerkes behandelt die schweren, an Wechselfällen reichen Kämpfe auf den sonnigen Gefilden Ober- und Mittelitaliens in den Jahren 1741—1744. Einem der bewährtesten Mitarbeiter des österreichischen Kriegsarchivs, Herrn Major von Hoen, dem wir schon die Geschichte des mährischen Feldzuges von 1742 und eine vorzügliche Darstellung der Schlacht von Chotusitz verdanken, ist mit der Ausarbeitung dieses Bandes betraut worden. Auch jene Abschnitte des Krieges, an denen die Oesterreicher keinen oder nur geringen Anteil genommen, haben Berücksichtigung gefunden. Es ist dabei Herrn v. Hoen zu Gute gekommen, daß über mehrere wichtige Episoden neuere Publikationen fremder Historiker vorliegen, genannt seien Arvers et Vault, les guerres des Alpes (1892), Buffer, Carlo Emanuele III di Savoia a difesa delle Alpi nella campagna del 1744 (1887), Cesarini, la guerra di Velletri (1891); daneben hat die Benutzung des Archives von Simancas die dringend nötige Aufklärung über die Absichten der spanischen und neapolitanischen Kriegsführung gegeben.

Unter Hinweis auf die betreffenden Abschnitte in Arneths ›Maria Theresias erste Regierungsjahre‹ hat Verf. die einleitenden Kapitel möglichst kurz gefaßt. Es ist bekannt, daß die Rivalität zwischen Sardinien und Spanien der Königin Maria Theresia die Behauptung ihrer Besitzungen in Italien sehr erleichtert hat. König Karl Ema-

nuel III. und sein erster Minister d'Ormea waren erklärte Gegner einer spanischen Tertiogenitur in der Lombardei, deren Errichtung den Bourbonen das Uebergewicht in Italien auf immer gesichert hätte. Das anfangs provisorische Bündnis zwischen Oesterreich und Sardinien hat auch letzterem schwere Opfer auferlegt; im Herbste 1742 ging Savoyen an die Spanier verloren, und der Versuch der Wiedereroberung mißlang, und wurden die Grafschaften Nizza und Piemont in den folgenden Jahren der Schauplatz des Krieges. Somit haben sich Karl Emanuel und sein Volk die territoriale Entschädigung, die ihnen der Vertrag von Worms am 13. September 1743 zusicherte, durchaus verdient. Gewiß war es auf der anderen Seite für Maria Theresia sehr hart, von dem zweimal geschmälerten Herzogtum Mailand abermals einen großen Teil opfern zu müssen; wir verstehen ihre Aversion gegen einen Bundesgenossen, der als nüchterner Politiker sich mit der Aussicht auf das ferne Sizilien nicht abspeisen ließ und sich daneben noch bedeutende Subsidien von England zu sichern verstand. Dieser Stimmung gegen Sardinien trägt Arneth in seinem Werke allzusehr Rechnung. Viel gerechter beurteilt von Hoen die Politik und die Kriegsführung des Königs. Die langsame und zögernde Strategie Karl Emanuels erklärt er aus dem Bestreben, die eigenen Truppen möglichst zu schonen (S. 81); mit dem Untergange der Armee war seine Rolle in der Politik ausgespielt. Der von Frankreich und Spanien im Frühjahr 1743 gemachte Versuch, ihn zum Parteiwechsel zu veranlassen, kam ihm höchst gelegen, da er damit Zeit zur Reorganisation seines Heeres, das im vorhergehenden Winterfeldzuge schwer gelitten hatte, gewann.

In den ersten vier Jahren des Erbfolgekrieges ist in Italien auf zwei räumlich getrennten Gebieten gekämpft worden. Die Oesterreicher haben vereint mit einem sardinischen Korps in der Emilia und in den Marken und dann zwei Jahre später allein in den Albaner Bergen operiert (S. 57—342). Auf dem westlichen Kriegsschauplatze stand den Spaniern und Franzosen König Karl Emanuel allein gegenüber; erst im Herbste 1744 beteiligte sich ein kleines österreichisches Hilfskorps an dem Entsatz von Cuneo (S. 343—545).

Das erste Jahr nach der Thronbesteigung Maria Theresias ist in Italien ruhig verlaufen. Dank der Anwesenheit einer starken englischen Flotte im westlichen Mittelmeere und der Zurückhaltung Fleurys gegenüber den spanischen Forderungen konnte man in Wien die Entwickelung der Lage in Italien mit ziemlicher Ruhe entgegensehen. Um so weniger läßt sich begreifen, daß die in Oberitalien und in Toscana stehenden Regimenter (10 Infanterie, 3 Reiter und 2 Husaren) bei der höchst kritischen Lage in Deutschland bis tief in

den Herbst Gewehr bei Fuß dort stehen gelassen wurden. Erst im September 1741 erhielt der größte Teil den Befehl zum Abmarsch nach Oesterreich; ein früheres Erscheinen an der Donau hätte ohne Frage die bairisch-französische Invasion sehr bald zum Stillstande gebracht.

Maria Theresia erkannte im September 1741 sehr richtig, daß das Schwergewicht des Krieges an der Donau läge (S. 13); sie schrieb Ende November des Jahres dem Oberkommandierenden in Italien, dem besorgten Feldmarschall Traun, daß der glückliche Ausgang des dortigen Feldzuges auch die welschen Lande sichern werde. Die logische Folgerung, deswegen die Lombardei preiszugeben, wie es Friedrich der Große später in analogem Falle mit Ostpreußen und den rheinischen Besitzungen getan hat, hat sie aber nicht gezogen, eine Räumung der Lombardei ist nie in Frage gekommen. Der Abmarsch der nach der Donau bestimmten Truppen versetzte den Feldmarschall Traun in die größte Besorgnis, denn gerade in diesem Momente wurden die beiden ersten Drittel des schon im Dezember 1740 in Catalonien zusammengezogenen spanischen Korps an der Küste Toscanas gelandet. Der schwere Fehler des englischen Ministeriums, die beiden im Mittelmeere kreuzenden Flotten abzurufen, hat die Ueberfahrt der spanischen Truppen nach Italien ermöglicht (S. 14)[1].

Gegen das im Verein mit den Neapolitanern langsam von Süden vorrückende spanische Korps unter Molenar hatte Traun 6 Infanterie-, 2 Kürassier- und 1 Husarenregiment mit der Gesamtstärke von 9528 Mann Infanterie und 2858 Reiter (Februar 1742) zu seiner Disposition, zu denen im Juni 1742 5600 Irreguläre stießen. Es waren deutsche Regimenter, sowie Kroaten und Slavonier, denen die Verteidigung der Lombardei oblag. Kaiser Karl VI. wird, meines Erachtens mit Unrecht, von Arneth getadelt, daß er die nach dem Gewinn Mailands und Neapels übernommenen resp. neuerrichteten Nationalregimenter habe eingehen lassen (II S. 147). Die 1731 geschehene Reduktion auf zwei resp. 1 Regiment Fußvolk und Reiterei erklärt sich aus der geringen Neigung der Italiener zum Soldatenstande. Den Kern des neapolitanischen Heeres bildeten Spanier und Schweizer in besonderen Regimentern. Auch die Armee Karl Emanuels war keine rein italienische, die tüchtigsten Offiziere und Soldaten stammten aus dem französischen Savoyen, und von den 40 Bataillonen setzten sich 10 aus Schweizern und 4 aus Deutschen zusammen (S. 556). Einen besonderen Abschnitt widmet Verf. der spanischen Armee, die durchaus nicht unterschätzt

1) Im Jahre 1740 konnten den 96 englischen Linienschiffen Spanien, Frankreich und Holland zusammen nicht mehr 81 gegenüber stellen (S. 34).

werden darf (S. 30). Dank den von Herrn Hauptmann Joseph Paldus in dem Archive zu Simancas gemachten Exzerpten kann Herr v. Hoen authentische Nachrichten über die Stärke der in Italien operierenden Korps geben, über die man bisher sehr mangelhaft unterrichtet war. Der Stand der hispano-neapolitanischen Armee in Oberitalien betrug danach Ende Mai 1742 52 Bataillone Infanterie mit 22456 und 27 Schwadronen mit 3002 Mann.

Gemeinsam mit Karl Emanuel, der mit 17500 Mann Infanterie und 2540 Reitern (S. 562) aus Piemont heranrückte, war Traun im stande, die Offensive im Sommer 1742 zu ergreifen, das Herzogtum Modena ohne Kampf zu besetzen und den Herzog zur Flucht zu zwingen. Die Zitadelle von Modena (29. Juni), sowie Muandola (23. Juli) wurden nach kurzer Belagerung eingenommen, fast alles angesichts der vereinigten Spanier und Neapolitaner (S. 69). Schritt für Schritt wich darauf Montemar bis nach Pesaro zurück, als zwei Ereignisse einen vollständigen Operationsstillstand auf dem östlichen Kriegsfelde bewirkten. Erstens nötigte die Nachricht von dem Einrücken eines spanischen Korps in Savoyen Karl Emanuel sich Mitte August dorthin zurückzubegeben; die Abneigung, sich an einem Zuge nach Neapel zu beteiligen, hat sicher auch mitgewirkt (S. 91). Gleichzeitig zwang das Erscheinen einer englischen Flotte vor Neapel den König Karl III. sich neutral zu erklären und seine in den Marken stehenden Truppen abzurufen. Traun war als General des 18. Jahrhunderts sehr zufrieden mit dem bisher erreichten Resultate (S. 96) und verhielt sich zum großen Unwillen seiner Monarchin bei der Schwäche seines Korps durchaus passiv; von den Sardiniern hatte er bei einer Offensive keine Hülfe zu erwarten (S. 102), er ging sogar bei dem erneuten Vorrücken der Spanier wieder über den Panaro zurück. Inzwischen gelang es Karl Emanuel, die Spanier fast ohne Gefecht zum Verlassen Savoyens zu zwingen; an eine Behauptung des Landes, das im Winter vollständig von Piemont abgeschnitten war, konnte er nicht denken; er zog sein durch die Witterung stark deprimiertes Korps wieder aus Savoyen zurück (S. 365), das nun definitiv von den Spaniern besetzt wurde.

Der neue spanische Befehlshaber in den Marken, de Gages, mußte dem Verlangen seiner Regierung nach Aufnahme der Offensive nachgeben, er verließ Anfang Februar 1742 die Winterquartiere bei Bologna und überschritt den Panaro. Schon nach einigen Tagen verlor er angesichts der von Traun schnell zusammengezogenen Oesterreicher und Sarden die Lust zu weiteren Operationen und beschloß aufs rechte Ufer zurückzukehren; die offizielle spanische Relation stellte später fälschlich den Rückzug als eine Finte dar. In diesem kriti-

schen Augenblicke sah er sich zum Kampfe genötigt. Nach den sorgfältigen Zusammenstellungen des Verf. befehligte Traun 11800 Mann, davon ein Drittel Sardinier; die Spanier zählten annähernd 15000 Mann, sie waren an Fußvolk überlegen, an Reiterei und Irregulären bedeutend schwächer. Das Treffen, nach dem Orte Campo-Santo genannt, weist eine Anzahl sehr interessanter Episoden auf.

Großes Aufsehen erregte der Sieg der spanischen Kavallerie des rechten Flügels über die an Zahl überlegene österreichisch-sardinische Reiterei (S. 147); im spanischen Zentrum gingen die im spanischen Solde stehenden Irländer unter General Macdonald, dem später sein Chef die Verdienste abstritt, mit großem Heldenmute vor, sie gewannen 5 Geschütze und brachten das erste feindliche Treffen, besonders das Regiment Hoch- und Deutschmeister, in schwere Bedrängnis, noch dazu fiel General Aspremont, Oberbefehlshaber der Sardinier, tötlich verwundet in Gefangenschaft. Wer aber der günstigen Situation sich nicht gewachsen zeigte, war de Gages; er unterließ die rechtzeitige Unterstützung seiner siegreichen Bataillone und fand auch für die Reiterei keine neue Verwendung. Traun brachte mit den sechs intakten Bataillonen des zweiten Treffens den Kampf zum Stehen und nötigte beim Scheine des Mondes die Spanier in ihre vor der Schlacht eingenommene Stellung zurückzugehen. Zu seinem großen Erstaunen fand er am Morgen das Feld vom Gegner geräumt, der in der Nacht über den Fluß zurückgegangen war. Beide Parteien schrieben sich den Sieg zu, mit größerem Rechte gilt Traun als Sieger.

Nach dieser Schlacht trat wiederum in ganz Italien eine vollständige Waffenruhe ein, die erst im Herbste 1743 in Piemont auf kurze Zeit unterbrochen wurde. Als Traun sich auch im Sommer 1743 nicht zum Zuge nach Neapel entschließen konnte, war die Geduld Maria Theresias zu Ende; am 14. Juli wurde dem Fürsten Lobkowitz das Oberkommando in Italien anvertraut, was sich bald als ein großer Fehlgriff zeigen sollte. Bei dem geringen streitbaren Stande seines Korps, das am 10. Oktober 1743 nur 9993 Mann Fußvolk und 4120 Mann Reiterei betrug (S. 185), war auch Lobkowitz an allen weittragenden Unternehmungen gehindert. Erst das Bekanntwerden des Wormser Vertrages zwischen England, Oesterreich und Sardinien belebte in Italien die Geister des Krieges. Die Entrüstung über die Handlungsweise Karl Emanuels war allgemein in Frankreich; ein französisch-spanisches Korps drang im Herbste 1743 in Piemont ein, aber nach einigen Gefechten sahen sich die Alliierten zum Rückzuge über die Alpen genötigt, der bei der späten Jahreszeit viele Menschenopfer kostete.

Mit großen Hoffnungen ist das Jahr 1744 von Maria Theresia begrüßt worden, neben der Eroberung des Elsasses und Lothringens sollte die Besitzergreifung Neapels einen Ersatz für die Sardinien überlassenen Teile des Herzogtums Mailand bilden. Zahlreiche Nachschübe an Rekruten und mehrere der deutschen Armee entnommene Regimenter Fußvolk (10 Bataillone und 2 Dragoner) brachten das Korps von Lobkowitz im März 1744 auf 11614 Mann Infanterie und 2867 Mann Reiterei, die offizielle, für England und Sardinien bestimmte Liste gibt höhere Zahlen (S. 197), die Arneth irriger Weise für richtig gehalten hat. Die Expedition gegen Neapel zeitigte nun Wirkungen, die man in Wien nicht in Rechnung gezogen hatte. Sehr verstimmt zeigte sich das englische Ministerium, das König Karl III. von Neapel zur Neutralität gezwungen hatte. Noch mehr Grund zur Verstimmung hatte Sardinien. Dieses war, wie sich bald zeigte, nicht im stande, auch nur einen Mann für die Verteidigung des eigenen Bodens zu entbehren. Es ist meines Erachtens deshalb nicht gerechtfertigt, der ablehnenden Haltung des Königs und seines Ministers einzig Sonderinteressen unterzulegen (S. 195).

Die Franzosen hatten bisher den italienischen Kriegsereignissen wenig Beachtung geschenkt; an einer Aenderung der im Jahre 1737 geschaffenen Länderverteilung, die den spanischen Bourbonen das Uebergewicht auf der Halbinsel verschaffen würde, war ihnen nichts gelegen (Arvers I, p. 59), noch dazu war Fleury gewillt, die Neutralität Toscanas in Rücksicht auf die lothringische Frage streng zu achten. Zu der Erbitterung auf Sardinien wegen des Wormser Vertrages kam nun bei Frankreich die Furcht hinzu, daß Neapel an Oesterreich verloren gehen könnte (S. 409). So wurde das französische Hilfskorps auf Kosten der Armee des Oberrheins bedeutend verstärkt und unter das Kommando des Prinzen Conti gestellt. Die vereinigte französisch-spanische Flotte verließ endlich den Hafen von Toulon; es kam beim Kap Sizie zum Kampfe mit der an Geschütz überlegenen englischen. Die Spanier wurden hart mitgenommen, sie verloren eine Fregatte, und nur der heldenmütige Beistand der anderen Schiffe sicherte den Rückzug des manövrierunfähigen Admiralschiffes. Mit großer Genugtuung erfüllte die Spanier der ehrenvolle Ausgang des Treffens, zugleich kam eine Verstimmung gegen Frankreich auf, da dessen Flotte sich am Kampfe nur wenig beteiligt hatte (S. 421). Zu Lande setzten sich die Alliierten in den Besitz von Stadt und Grafschaft Nizza. Zwar wurde der Sturm auf die befestigte Stellung der Sardinier bei Villafranca am 20. April unter sehr bedeutenden Verlusten auf beiden Seiten abgeschlagen; doch zogen es zwei Tage später die Sardinier vor, freiwillig den Platz zu räumen;

damit verlor die englische Flotte ihren einzigen Schutzhafen an der Riviera ponente (S. 441). Nach dem Verf. hat die Mißstimmung gegen Oesterreich wegen des Zuges nach Neapel Karl Emanuel bewogen, untätig dem Fall Villafrancas entgegenzusehen (S. 441); näher liegt die Vermutung, daß die Schnelligkeit der feindlichen Operationen den König am Handeln verhindert hat, denn nur drei Wochen lagen zwischen dem Ueberschreiten des Dar und der Eroberung Villafrancas. Viel langsamer ging der Vormarsch der Oesterreicher längs des adriatischen Meeres im März 1744 von statten. Lobkowitz trifft dafür die Verantwortung, daß das numerisch schwächere spanische Korps unter de Gages entweichen konnte (S. 209). König Karl von Neapel fand es nicht richtig, als erster die ihm von England aufgezwungene Neutralität zu brechen (S. 213), er ließ Lobkowitz ungehindert bis an die Albaner Berge herankommen, wo er bei Velletri im Verein mit den Spaniern die Straße nach Neapel sperrte. Die lieblichen Orte am Albaner Gebirge, die jedem Freunde der römischen Campagna ans Herz gewachsen sind, waren fünf volle Monate den Schrecken des Krieges ausgesetzt. Mit großer Spannung haben Italien und die fremden Höfe nach den Albaner Bergen gesehen; die Erwartungen wurden auf eine harte Probe gestellt, fast ein halbes Jahr, bis Ende Oktober, haben sich dort Oesterreicher und die vereinigten Neapolitaner und Spanier gegenüber gestanden, bis die Nachrichten aus Oberitalien Lobkowitz zum Abmarsch nötigten. Seine Passivität ist nach v. Hoen um so unverständlicher, als ihm die Königin weitgehende Vollmacht erteilt hatte, und er sich in den ersten Tagen des Juni einen vollen Erfolg bei einem Angriff gegen die noch wenig haltbaren Befestigungen der Gegner versprechen durfte; er hoffte durch Aufstände in den Abruzzen und in Neapel und durch das Erscheinen der englischen Flotte der Notwendigkeit einer Schlacht enthoben zu werden. Es erschienen nur einige englische Fregatten an der Küste Latiums, und die Irregulären suchten vergebens eine Insurrektion in den Abruzzen anzufachen. Bis auf 150 Kilometer vom Gros des Heeres entfernt haben die Husaren ihre Streifzüge ausgedehnt (S. 219), sie wurden dem Gegner durch Abfangen von Transporten äußerst lästig, nur ließen sich König Karl und Gages dadurch nicht zum Rückzuge bewegen; sie setzten sich vielmehr am 17. Juni durch einen kühnen Handstreich, der den Oesterreichern einige hundert Gefangene kostete, in den Besitz des Monte Artemisio (S. 250). Diese Scharte wollte Lobkowitz nicht auf sich sitzen lassen und unternahm in den Morgenstunden des 11. August 1744 einen allgemeinen Angriff. Die Oesterreicher errangen zu Anfang viel Terrain, die Irregulären drangen unter Browne in Velletri selbst ein und machten zahlreiche

Gefangene, der Artemisio blieb aber im Besitz der Gegner und Lobkowitz mußte sich auf die alten Stellungen zurückziehen. Groß war der Jubel auf Seiten der Neapolitaner, und der König kargte nicht mit Belohnungen und brachte die Opposition gegen seine Regierung endgültig zum Schweigen. Herr v. Hoen berechnet den Verlust, den der unglückliche Zug gegen Neapel den Oesterreichern gekostet hat, auf etwa 4000 Mann, von denen nur 1000 vor dem Feinde geblieben sind. Inzwischen hatte König Carl Emanuel die ganze Wucht des spanisch-französischen Angriffes erfahren, nur unterstützt seit September von einem österreichischen Hilfskorps von über 3000 Mann, das später rühmlichen Anteil an der Schlacht bei Madonna dell'Olmo nahm (S. 507 und 524). Sehr anschaulich erzählt Verf., wie die Verbündeten im Hochsommer 1744 von Barcelonette aus südlich des Monte Viso den Weg in die obere Poebene sich erzwangen. Die numerisch schwächeren Sardinier waren außer stande, die 100 Kilometer lange Gebirgskette auf die Dauer zu verteidigen; von feindlichen Umgehungskolonnen bedroht, räumten sie unter blutigen Gefechten die festesten Positionen. Auch die Geschichte dieses Feldzuges beweist nach v. Hoen, wie viel größere Chancen auf Erfolg der Angreifer im Gebirgskriege besitzt, es lassen sich eben unwirtliche Höhen wohl begehen, aber nicht auf längere Zeit besetzt halten. Den Feldzug rettete für Sardinien die mutige Verteidigung von Cuneo, das Leutrum, ein Schwede von Geburt, verteidigte. Doch wurde die Lage der Festung so prekär, daß sich König Karl Emanuel zum Angriffe auf die in fester Stellung lagernden Gegner entschloß. In der Schlacht bei Madonna dell'Olmo am 30. September 1744 wurde er unter schweren Verlusten zurückgeworfen, er hatte aber den Verteidigern von Cuneo Luft gemacht und ließ nun mit Hilfe der Gebirgsbewohner, die im ständigen, von beiden Seiten mit größter Grausamkeit geführten Kampfe mit den Alliierten waren, deren Rückzugslinie bedrohen, Ersatzmannschaften und Transporte wurden abgefangen, und am 22. Oktober traten die Verbündeten den Rückzug über die Alpen an. Ihr Gesamtverlust soll nach italienischen Quellen, für die hier im Norden Italiens Karl Emanuel die nationale Sache vertritt, mit Einschluß der Deserteure gegen 15000 Mann betragen haben (S. 533).

In der gewohnten vornehmen Weise ist auch dieser Band mit seltenen und interessanten Ansichten und Plänen ausgestattet worden; sehr erleichtern dabei die Orientierung über die Situation auf den Kriegsschauplätzen die kleinen Kartenskizzen, die für einen bestimmten Zeitpunkt die Stellungen von Feind und Freund mit Einschluß der englischen Flotte angeben.

Göttingen Ferdinand Wagner

Excerpta historica iussu Imp. Constantini Porphyrogeniti confecta ediderunt U. Ph. Boissevain, C. de Boor, Th. Büttner-Wobst. Vol. II. Excerpta de virtutibus et vitiis. Pars. I recens. et praefatus est **Theodorus Büttner-Wobst.** Berolini, apud Weidmannos 1906. XLII, 369 S. — Pars II recens. et praefatus est **Antonius Gerardus Roos.** Berolini, apud Weidmannos 1910. XVI, 416 S. 18 und 15 M.

Mit dem Erscheinen der zweiten Abteilung des zweiten Bandes ist die kritische Ausgabe der von Konstantin VII. Porphyrogennetos veranstalteten Sammlung von Auszügen aus griechischen Historikern zu glücklichem Abschluß gelangt. Der zweite Band enthält die im codex Peirescianus (Turonensis C 980) überlieferten Exzerpte περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας (*de virtutibus et vitiis*), die in unvollständiger Gestalt von Henri Valois im Jahre 1634 zuerst herausgegeben wurden und unter dem Namen *Excerpta Valesiana* bekannt sind. Die Herausgabe dieses Titels der Konstantinschen Exzerpte war Th. Büttner-Wobst übertragen worden; aber nur den ersten Teil, über den kurz schon früher berichtet ist (GGA. 1909 S. 674), konnte dieser selbst noch vor seinem Tode für den Druck fertigstellen, die Drucklegung wurde von A. G. Roos besorgt, der dann auch die Herausgabe des zweiten Teils mit Hilfe der Büttner-Wobstschen Kollation des Peirescianus übernommen und damit das ganze Unternehmen zu einem glücklichen Ende geführt hat.

Nach dem Prooemium waren in dem Titel περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας, der den 50. Abschnitt des Konstantinschen Sammelwerkes bildete, folgende Schriftsteller ausgezogen: Iosephus, Georgios Monachos, Ioannes Malalas, Ioannes Antiochenus, Diodor, Nikolaos von Damaskos, Herodot, Thukydides, Xenophon, Arrian, Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian, Cassius Dio. Die Exzerpte sind nicht vollständig erhalten, denn die Handschrift ist an mehreren Stellen lückenhaft: es fehlen am Anfang zwei Blätter, die zur Zeit des ersten Herausgebers noch vorhanden waren, und an verschiedenen Stellen mehrere Blätter oder ganze Quaternionen. Eine größere Lücke in den Auszügen aus Georgios Monachos (S. 124, 30) läßt sich nach einer Vermutung de Boors (Hermes 21 [1886], 3 ff.) durch Artikel des Suidas ausfüllen; denn Suidas, der sehr oft mit den Exzerpten des Titels *de virtutibus* übereinstimmt, hat auch eine Reihe von Artikeln mit Stücken aus Georgios Monachos, die im Peirescianus jetzt fehlen und aller Wahrscheinlichkeit nach in dieser Lücke gestanden haben. Gegen den Schluß der Auszüge aus Diodor ist ein Quaternio ausgefallen, wodurch auch die ersten Stücke aus Nikolaos von Damaskos verloren gegangen sind: auch hier wird der Ausfall durch zwei Artikel des Suidas (s. v. Ἀντίπατρος[3] und Νικόλαος) teilweise gedeckt. Die Auszüge aus

Arrian, die nach dem Prooemium an 10. Stelle gestanden haben, sind durch den Ausfall von einem oder mehreren Quaternionen ganz verloren gegangen, durch denselben auch Stücke aus Xenophon und Dionys von Halikarnass. Endlich ist in den Auszügen aus Cassius Dio ein Quaternio ausgefallen. Die Reihenfolge der ausgezogenen Schriftsteller weicht von der in den anderen Titeln überlieferten erheblich ab. Vielleicht war, wie de Boor vermutet (vol. III p. XVI ss.), in dem Titel *de insidiis* ursprünglich dieselbe oder eine ähnliche Reihenfolge beobachtet. Das Prinzip der Anordnung scheint in dem Titel *de virtutibus* das gewesen zu sein, daß zuerst solche Schriftsteller ausgezogen wurden, die allgemeine Weltgeschichte geschrieben oder ihre Darstellung mit der Weltschöpfung begonnen haben (Iosephus, Georgios Monachos, Ioannes Malalas, Ioannes Antiochenus, Diodor, Nikolaos von Damaskos), dann Werke über griechische Geschichte (Herodot, Thukydides, Xenophon, Arrian) und zuletzt Werke über römische Geschichte (Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian, Cassius Dio).

Büttner-Wobst, der Bearbeiter des ersten Teils, hat sich bei der Gestaltung des Textes wie in allen Aeußerlichkeiten ganz an de Boor angeschlossen. Eine kleine Abweichung von den beiden Bänden, die de Boor herausgegeben hat, besteht nur darin, daß am Rande die Paragraphen bezw. Seitenzahlen der neuesten kritischen Ausgabe des betreffenden Autors angegeben sind, so daß man jede Stelle rasch finden kann. Im übrigen aber herrscht vollständige Uebereinstimmung. Der kritische Apparat enthält wie bei de Boor fast nur die Varianten der Handschrift und die des Suidas, wo dieser aus unserem Titel geschöpft hat; Konjekturen und sonstige Bemerkungen finden sich selten. Den Text der Auszüge hat auch B.-W. sich bemüht so herzustellen, wie er den Exzerptoren vorgelegen haben mag. In den Stücken, die aus erhaltenen Werken stammen, ist also der Text des Peirescianus getreu wiedergegeben und nur da verbessert, wo ganz offenkundige orthographische und sonstige Schreibfehler des Schreibers vorliegen. Die zahllosen Korruptelen und Verstümmelungen, die auch diese Auszüge aufweisen, sind also unverändert gelassen, nur hier und da deutet ein * oder ein † im Text auf eine Verderbnis hin. In solchen Fällen wäre zur Bequemlichkeit der Benutzer eine kurze Bemerkung im Apparat gewiß am Platze gewesen. Bei den Auszügen aus verlorenen Werken kann man oft zweifelhaft sein, ob ein Textfehler dem Schreiber der Handschrift zur Last fällt und daher korrigiert werden kann oder bereits in der Vorlage vorhanden gewesen ist. Hier hat bereits der erste Herausgeber der Exzerpte sehr viel gebessert, und B.-W. hat mit Recht diese und andere Emendationen in den Text aufgenommen. Im allgemeinen aber ist er an solchen Stellen, wo eine

ganz sichere Emendation bis jezt nicht gefunden ist, in der Aufnahme von Konjekturen sehr zurückhaltend gewesen, in manchen Fällen m. E. mit Unrecht.

Von Iosephus sind in dem Titel *de virtutibus* nicht nur, wie im Prooemium angegeben ist, die Altertümer, sondern auch die andern Schriften exzerpiert. Von der Archäologie sind am meisten die beiden ersten Bücher benutzt, fast die ganze Geschichte Abrahams und die ganze Geschichte Josephs sind aufgenommen. Sonderbar lautet der Titel, unter dem die Schrift gegen Apion zitiert wird (S. 112): ἐκ τοῦ λόγου τοῦ ἐπιγραφομένου περὶ παντὸς ἢ κατὰ Ἑλλήνων. Der Titel περὶ παντός findet sich sonst nirgends und scheint verderbt zu sein, der andere κατὰ Ἑλλήνων entspricht dem von Porphyrios de abstin. 4, 11 angegebenen πρὸς τοὺς Ἕλληνας. Die Exzerpte aus Iosephus hat vor B.-W. bereits J. Wollenberg im Peirescianus verglichen und die Abweichungen von der Bekkerschen Ausgabe veröffentlicht (Progr. des Französ. Gymn. in Berlin 1871). Niese, der Wollenbergs Kollation für seine Ausgabe des Iosephus benutzt hat, bemerkt zu den Büchern I—X der Archäologie (Ioseph. I p. LXI), daß die Vorlage der *Excerpta de virtutibus* zu der schlechteren Hss.-Klasse gehörte. Dieses Urteil hängt mit Nieses Anschauung von dem Werte der Iosephus-Hss. zusammen, wonach nur RO die echte Ueberlieferung erhalten haben sollen. In Wirklichkeit bieten die Hss. MSPL, mit denen unsere Exzerpte meistens übereinstimmen, sehr oft die richtige Lesart: z. B. Antiqu. I 61 τὸ μεγαλόψυχον. I 66 ὅλως δ' εἴ τις ὀκνηρὸς ἦν πρὸς τὸ φονεύειν, ἀλλ' οὖν ἀπονοίᾳ ἦν θρασύς. I 68 ἀρετὴν ἐπετήδευσε (om. RO). I 161 Χαναναίαν. I 164 καὶ πυθομένῳ. I 183 ἐξ ἐκείνου. I 195 τήν τε πόλιν αὐτῶν. I 200 εὐπρεπείᾳ τῆς ὄψεως. Selten ergibt sich aus B.-W.s Kollation, daß Wollenbergs (und Nieses) Angaben zu berichtigen sind: II 30 bietet der Peirescianus ἀμυνομένοις wie MSPL, nicht ἄμεινον μὲν ἂν οἷς. — I 58 schreibt B.-W. καὶ τῆς ἐκείνης αὐτὸν ἐκβάλλει, ohne im Apparat etwas zu bemerken: fehlt γῆς nach τῆς im Peiresc. wirklich oder ist es nur durch einen Druckfehler ausgefallen? Fehler wie νεώτατος für νεώτερος I 53 und στρατείας für στρατιᾶς I 172 durften ohne weiteres im Text verbessert werden. Ἑβραῖον für Ἑβραῖοι I 204 (S. 11, 30) und die Auslassung von δέ nach ὁ I 227 (S. 12, 26) sind wohl nur Druckfehler. — Für die Schrift gegen Apion, aus der das Stück II 156—173 exzerpiert ist, hat Niese Wollenbergs Kollation der *Excerpta de virtutibus* nicht benutzt. Sie ergeben aber mancherlei Neues für die Ueberlieferung dieser Schrift. Z. B. II 156 εἰς ἀεί, wie Bekker verbessert hatte (ἴσασι der Laur.). 157 πρῶτον τὸ μεγαλεῖον (besser als τὸ πρῶτον μεγαλεῖον des Laur.). ibid. καὶ πολύψαμμον wohl richtig (für πολλὴν ψάμμον). 158 καὶ περὶ παντὸς ἔχων πεισθέντας αὐτοὺς τοῦ κελευσθέντος (ἀντὶ τοῦ κελευσθέντος Laur.).

159 ἄλλοις wie Lat. *aliis* (τοῖς λαοῖς Laur.). 160 ἐνόμιζεν wie Lat. *iudicabat* (ἐνομίζομεν Laur.). 161 ἅπερ λέγουσιν οἱ λοιδοροῦντες ἀδίκως, ἀλλ' οἷον. 165 ἀπέδειξε wie Euseb. (ἀπεῖπεν Laur.). Ebenso 166 ὑπάρχει-δεηθέντες und im folgenden. 169 ταῖς εἰς πλῆθος δόξαις. 171 ἔχουσι τὴν ἀναφοράν wie Laur. und Euseb. cod. I. — In dem Exzerpt aus dem unter Iosephus' Namen vielfach überlieferten vierten Makkabäerbuch finden sich manche Auslassungen, Umstellungen und sonstige Abweichungen vom Vulgattext. § 15 μεταχέων für μετοχετεύων. 16 ἐπιθεώρει γε τοι (wie B.-W. wohl richtig επιθεορει δέτοι des Peiresc. verbessert hat) für ἐπιθεωρεῖτε. 23 ἡμερῶν für ἑβδομάδων. 30 καὶ τηνικάδε ἐπὶ πάντων τὸν ἱερὸν ἡγεμόνα νοῦν (τηνικάδε ἐπὶ πάντων und ἱερόν fehlen im Vulgattext). 34 προσβαλὼν ἀλλοφύλοις für πολεμῶν τοὺς ἀλλοφύλους. 36 ἐκόμισαν τῷ βασιλεῖ ποτόν (ποτόν om. vulg.). 38 ἁπάσας für οὔσας. 41 τὸν Συρίας ἐπίτροπον (ἐπίτροπον om. vulg.).

Die Exzerpte aus Georgios Monachos sind vielfach durch Auslassung ganzer Sätze und Satzteile verstümmelt und verändert. Wie der Exzerptor verfuhr, kann man beispielsweise gleich aus dem ersten Exzerpt (= Georg. Mon. p. 6, 10 ff. ed. de Boor) ersehen:

Georg. Mon.	Exc.
καὶ ὁ μὲν Ἄβελ παρθένος τε καὶ δίκαιος ὑπῆρχε καὶ ποιμὴν προβάτων, ἐξ ὧν καὶ θυσίαν τῷ θεῷ προσαγαγὼν καὶ δεχθεὶς ἀναιρεῖται, φθονηθεὶς ὑπὸ τοῦ ἀδελφοῦ αὐτοῦ Κάϊν. ὁ δὲ Κάϊν γεωργὸς τυγχάνων καὶ μετὰ τὴν καταδίκην χειρόνως βιώσας πρῶτος μέτρα καὶ στάθμια καὶ γῆς ὅρους ἐπενόησεν. εἶτα κτίσας ἐν τῇ Ναῒν πόλιν κατέναντι Ἐδὲμ ἐπωνόμασεν αὐτὴν Ἐνὼχ εἰς ὄνομα τοῦ υἱοῦ αὐτοῦ Ἐνώχ, καὶ εἰς ἓν συνελθεῖν τοὺς οἰκείους ἀναγκάσας εἰς πολέμους ἑαυτὸν ἀπησχόλει. μετὰ δὲ ταῦτα τῆς οἰκίας ἐπ' αὐτὸν πεσούσης ἀπέθανεν. ὁ μὲν οὖν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα θεῷ καθιερῶν φιλόθεον μᾶλλον ἢ φίλαυτον ἑαυτὸν συνίστη. ὅθεν καὶ διὰ τῆς ἀγαθῆς αὐτοῦ προαιρέσεως προσεδέχθη. ὁ δὲ Κάϊν κτλ.	Ὅτι ὁ Ἄβελ παρθένος καὶ δίκαιος ὑπῆρχεν καὶ ποιμὴν προβάτων, ἐξ ὧν καὶ θυσίαν τῷ θεῷ προσαγαγὼν καὶ δεχθεὶς ἀναιρεῖται, φθονηθεὶς ὑπὸ τοῦ ἀδελφοῦ αὐτοῦ Κάϊν. ὁ δὲ Κάϊν γεωργὸς τυγχάνων καὶ μετὰ τὴν δίκην χειρόνως βιώσας στένων καὶ τρέμων ἦν, ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα θεῷ καθιερῶν φιλόθεον μᾶλλον ἢ φίλαυτον ἑαυτὸν συνίστη· ὅθεν καὶ διὰ τῆς ἀγαθῆς αὐτοῦ προαιρέσεως προσεδέχθη. ὁ δὲ Κάϊν κτλ.

Der Exzerptor hat also mehreres ausgelassen und dafür στένων καὶ τρέμων ἦν (wohl aus Georg. Mon. p. 8, 20. 21) hinzugefügt, das folgende aber mit ὅτι angeknüpft. Man könnte geneigt sein, anzu-

nehmen, daß mit ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ τὰ πρωτότοκα ein neues Exzerpt beginnt; aber auch Suidas (s. v. Ἄβελ) las beide Stücke als eins und er weicht vom Peiresc. nur darin ab, daß er ὁ γὰρ Ἄβελ für ὅτι ὁ μὲν Ἄβελ schreibt. Das dritte Exzerpt beginnt folgendermaßen: Ὅτι Ἀλέξανδρος ὁ Μακεδὼν ἐπῄει τὴν Ἰουδαίαν πορθῶν· ὁ δὲ ἀρχιερεὺς τὴν ἱερατικὴν στολήν, περὶ ἧς ἐν τῷ περὶ ἐκφράσεως τέθειται, περιβαλλόμενος καὶ ποιησάμενος τὴν ἀπάντησιν εἰς τόπον ἐπίσημον <ἔστη>, ἔνθα μάλιστα ἡ περικαλλὴς τοῦ ναοῦ πρόσοψις ἐξεφαίνετο. Die Worte Ὅτι-στολὴν περιβαλλόμενος stammen aus Georg. Mon. p. 26, 8 ... θυμωθεὶς Ἀλέξανδρος ἐπῄει τῇ Ἰουδαίᾳ. ὁ δὲ ἀρχιερεὺς Ἰαδδοὺς τὴν ἱερατικὴν ἐσθῆτα περιθέμενος ... ἐξῆλθεν εἰς ἀπάντησιν αὐτοῦ, bei Georg. Mon. (p. 26, 12 bis 30, 23) folgt dann eine längere Beschreibung der hohenpriesterlichen Kleidung, die nach dem Zitat vermutlich in dem (verlorenen) Titel περὶ ἐκφράσεως aufgenommen war. Die Worte καὶ ποιησάμενος τὴν ἀπάντησιν κτλ. stehen bei Georg. Mon. p. 31, 4 ff. οὕτω τοίνυν ... ποιησάμενος ὁ ἀρχιερεὺς τὴν ὑπάντησιν εἰς τόπον ἐπίσημον ἔστη, ἔνθα μάλιστα κτλ.

In den Exzerpten aus Ioannes Antiochenus geht die Scheu des Herausgebers vor der Aufnahme von Verbesserungen in den Text häufig zu weit. S. 170, 4 Ἐκανῶν im Text, Αἰκανῶν nur im Apparat erwähnt, während 183, 2 für δειλαια richtig Αἰλία in den Text gesetzt ist. 176, 14 konnte unbedenklich mit Müller προετίθετο für προσετίθετο*, 176, 19 mit Valesius βουληθέντος für βουληθέντα* geschrieben werden, ebenso 183, 13 ἔχοντες für ἔχοντας mit Boissevain. Suidas hat eine große Reihe dieser Exzerpte in sein Lexikon aufgenommen; mit Unrecht sind aber manche Artikel des Suidas früher auf Ioannes Antiochenus zurückgeführt worden, die in Wirklichkeit den Exzerpten aus Georgios Monachos zugewiesen werden müssen: vgl. B.-W.s Bemerkungen zu S. 178, 4. 6. 187, 8; einige, die sich inhaltlich mit unseren Exzerpten berühren, aber nicht wörtlich übereinstimmen, scheint Suidas anderen Titeln des Konstantinschen Sammelwerkes entnommen zu haben: vgl. B.-W. zu S. 129, 21. 178, 3. 179, 15. 181, 14. 184, 27. 203, 3. 204, 20.

Auch in den Exzerpten aus Diodor gibt B.-W. einen genauen Abdruck des Peiresc. mit allen Fehlern; Verbesserungen von Valesius und anderen sind selten in den Text aufgenommen, bisweilen nicht einmal im Apparat erwähnt: z. B. S. 213, 17 μεθών*, wofür Vogel nach dem Vorschlage von Krebs ἀγελῶν schreibt. 216, 1 fügt Suidas (s. v. Σοβαρίτης, nicht Σοβαριτικαῖς, wie B.-W. angibt) λέγεται nach ἀναχθῆναι hinzu. 219, 4 durfte B.-W. seine Konjektur σπανιώτατα für σπανιώτατον ἂν ruhig in den Text setzen. 221, 15 war für ἐπανελθεῖν mit Valesius ἐπανῆλθεν zu schreiben. 226, 17 bemerkt B.-W. zu παρεκάλεσεν* *desideratur verbum interficiendi*, und Vogel schreibt παρε-

κέντησαν nach Diog. La. IX 26 (ἀπεκεντήθη); ich möchte eher glauben, daß παρεκάλεσαν αὐτόν richtig und danach etwas ausgefallen ist.

Von den Auszügen aus Nikolaos von Damaskos sind besonders wertvoll die Stücke aus dem Βίος Καίσαρος, in denen die Jugendgeschichte Octavians erzählt wird; die Fortsetzung ist in dem Titel *de insidiis* überliefert. Von der καθολικὴ ἱστορία hatte der Exzerptor, wie aus der Schlußbemerkung (S. 353, 10) ersichtlich ist, nur die ersten sieben Bücher, die übrigen waren damals bereits verloren. S. 326, 14 ist in den Worten ἧκοντα δὲ τὸν Νικόλαον δεόμενοι παρασχεῖν αὐτοῖς Ἡρώδην βοηθὸν καὶ προστάτην wohl ein verbum finitum nach Νικόλαον ausgefallen (etwa προσεῖπον); B.-W.s Erklärung und Uebersetzung *ut Nicolaus, qui advenerat, orabant [?] Herodem sibi conciliaret* ist sehr gekünstelt. 330, 20 ist εἴ-ἄγοι notwendig, vgl. 332, 19 u. ö. 330, 24 ὡς δὴ τὰ θηρία σοβήσειν εἰς τὰ πεδία übersetzt B.-W: *ita ut feras territas in campos pulsuri essent*; ὡς kann aber hier nur finale Bedeutung haben, es ist also ὡς-σοβήσων (Coraes) oder noch besser ὡς-σοβήσεις zu korrigieren: vgl. 331, 8 ὡς μεθυσθείη, und 9 ὡς ἀπίοι. 333, 9 läßt B.-W. εἰ μὴ παραδῷ Νάναρον unverändert, während Dindorf παραδοίη schrieb; es ist vielmehr die hellenistische Form des Optativs παραδῴη herzustellen. 343, 13 war ohne weiteres συνῆν für συνών zu korrigieren, ebenso 348, 6 ἐξημμένῃ für ἐξημμένην. Die beiden letzten Exzerpte aus der καθολικὴ ἱστορία des Nikolaos (30 und 31) stimmen wörtlich mit Dionys von Halikarnass (1, 82, 3 ff. 2, 32, 1 ff.) überein. B.-W. stimmt der von Valerius und anderen geteilten Meinung zu, daß die Stücke wirklich aus Nikolaos stammen, daß dieser also wörtlich aus Dionys von Halikarnass abgeschrieben habe. Ein solches Verfahren einem Zeitgenossen gegenüber erscheint denn doch sehr unwahrscheinlich; es ist daher wohl mit Coraes und anderen anzunehmen, daß durch irgend ein Versehen bei der Zusammenstellung des Sammelwerks diese beiden Exzerpte aus Dionys von Halikarnass unter die des Nikolaos von Damaskos geraten sind; vgl. J. Asbach, Rh. M. 37 (1882) S. 296. Die Ausführungen B.-W.s, Byz. Zeitschr. XV (1906), 101 ff. haben mich nicht überzeugt.

Der Herausgeber des zweiten Teils, A. G. Roos in Groningen, konnte auch für diesen Büttner-Wobsts Kollation des Peirescianus benutzen. Nur war für einen großen Teil der Exzerpte aus Cassius Dio, wie wir aus der Vorrede erfahren, das Kollationsexemplar nicht mehr auffindbar. Roos hat daher diese Stücke von neuem selbst verglichen und außerdem die Handschrift an den Stellen eingesehen, wo Angaben von Büttner-Wobst von denen anderer, die vor ihm den Peirescianus benutzt hatten, differierten. Mit derselben Sorgfalt wie B.-W. hat Roos im kritischen Apparat auch überall das Lexikon des Suidas be-

rücksichtigt, wo dieser aus unserem Exzerptentitel geschöpft hat. Denn es kann keinem Zweifel unterliegen, daß Suidas zahlreiche Stücke des Dionys von Halikarnass, Polybios, Appian und Cassius Dio ebenso wie solche der im ersten Teil abgedruckten Autoren aus den *Excerpta de virtutibus* entlehnt hat. Nichts sicheres wußte man bisher darüber, ob er diese auch für Zitate aus Herodot, Thukydides und Xenophon benutzt hat. Roos erörtert diese Frage eingehend und kommt zu dem Resultat, daß von den Herodotstellen sechs sicher aus dem Titel *de virtutibus* entnommen sind, eine nicht daher stammt und vier zweifelhaft bleiben, von den Thukydidesstellen keine in Betracht kommt und von Xenophon nur je eine Stelle der Anabasis und der Cyropädie aus unserem Exzerptentitel übernommen ist.

In der Gestaltung des Textes befolgt auch Roos dieselben Grundsätze wie die anderen Herausgeber der *Excerpta*. In der Einrichtung des Apparats schließt er sich aber nicht an de Boor und Büttner-Wobst, sondern an seinen Landsmann Boissevain an. Wie bei Boissevain in den *Excerpta de sententiis*, zerfällt bei ihm der Apparat in Stücken aus erhaltenen Werken in vier Rubriken: die erste gibt die Varianten des Peiresc. bezw. des Suidas an, die zweite die Abweichungen der direkten Ueberlieferung des betreffenden Autors, in der dritten werden Konjekturen angeführt, in der vierten wird kurz angegeben, welche Aenderungen der Eclogarius an dem Text vorgenommen hat; in den Exzerpten aus verlorenen Werken fällt die zweite Rubrik (und häufig auch die vierte) fort. So ersieht man aus dem kritischen Apparat auch ohne weiteres, wo im Text eine Korruptel vorliegt, und es bedarf zu deren Kennzeichnung nicht der Sternchen und Kreuze.

Die Exzerpte aus Herodot, Thukydides und Xenophon sind hier zum ersten Male vollständig herausgegeben. Vor Büttner-Wobst hatte sie J. Wollenberg verglichen, veröffentlicht hat er aber nur seine Kollation der Auszüge aus Herodot (im Programm des Französ. Gymnasiums zu Berlin 1862). Die Differenzen zwischen den Angaben von Wollenberg und Roos, dem Wollenbergs Programm nicht zur Verfügung stand, sind sehr geringfügig, und Büttner-Wobst scheint fast durchweg richtig gelesen zu haben. So gibt S. 5, 26 (Herod. I 120) für ἀνελόντι Wollenberg als Lesart des Peiresc. ἀνσχόντι an: offenbar hat er die sehr verwandten Ligaturen für ελ und σχ miteinander verwechselt. Nur an einer Stelle scheint mir Wollenbergs Lesung den Vorzug zu verdienen: S. 8, 9 (Herod. II 124) bietet nach Roos bezw. B.-W. der Peirescianus ἐκδεήσεσθαι für ἐκδέκεσθαι, nach Wollenberg ἐκδέκσεσθαι, eine erklärliche Verwechslung, denn η und κ sehen sich bekanntlich in der älteren Minuskel sehr ähnlich; derselbe Schreibfehler des Peiresc. (κσ für κ) findet sich übrigens S. 50, 11 (Xen. Cyrop. III 3, 3) ἐκσέ-

πεμψε für ἔκπεμψε (ἔκπεμψαι). Die neueren Herausgeber des Herodot (Stein, Holder, Hude) haben Wollenbergs Publikation keine Beachtung geschenkt. Stein begründet diese Nichtachtung damit (Herod. Praef. p. XVIII), daß die Exzerpte nichts besonderes für den Text bieten, und daß der Peiresc. dieselbe Ueberlieferung zeige wie die Handschriftenklasse ABC. Der Wert dieser Auszüge ist in der Tat nicht hoch anzuschlagen: abgesehen davon, daß der Exzerptor durch Aenderungen, Auslassungen und Zusätze den Text vielfach verschlechtert hat, finden sich darin Schreibfehler und Verderbnisse in Menge; richtig ist auch, daß der Peiresc. gewöhnlich mit der Handschriftenklasse ABC (α bei Holder) übereinstimmt. Nichtsdestoweniger sind die Auszüge mit Unrecht bisher unberücksichtigt geblieben, da der Peiresc. ebenso alt ist wie die ältesten Herodothss. und seine Vorlage vermutlich noch älter als diese war. Einige Lesarten des Peiresc. scheinen jedenfalls beachtenswert zu sein. So S. 2, 7 (Herod. I 9) ἐκδύουσα: codd. ἐκδύνουσα. 2, 14 (Herod. I 10) τὰ ἱμάτια: codd. τὰ εἵματα, ebenso S. 16, 24 (Herod. V 92 η), wo auch die Hss. ABC ἱματίων, die anderen εἱμάτων haben. 2, 21 (Herod. I 30) καὶ ἀγαθοί: codd. κἀγαθοί. 3, 15 (Herod. I 31) στᾶσα δὲ ἀντίον: δὲ om. codd. 6, 4 (Herod. I 157) ἐντολὰς ἐκτελέειν: codd. ἐντ. ἐπιτελέειν. 8, 12 (Herod. II 124) κατὰ τὴν: codd. κατ' ἥν. 9, 16 (Herod. III 35) ὁμοίως wie CP: die anderen Hss. (und die Ausgaben) ὁμοίους. 10, 8 (Herod. III 48) hat Roos aus dem ἄγοιαν des Peiresc. die richtige Lesart ἄγοιεν erschlossen: codd. ἄγοιντο oder ἀγοίατο. 12, 19 (Herod. III 132) χρῆμα: codd. πρῆγμα. 14, 7 (Herod. IV 154) ὅτι ἦν τις τῆς Κρήτης πόλις Ὀαξός: codd. ἐστι τῆς Κρήτης Ὀαξὸς πόλις mit Auslassung von τις, das Krüger für τῆς einsetzen wollte.

Von geringer Bedeutung sind die wenigen Auszüge aus Thukydides und Xenophon. Die Thukydidesstellen sind durch viele Auslassungen stark zusammengezogen, die Lesarten stimmen am meisten mit den Thukydideshss. CG. Die Vorlage enthielt auch Scholien, von denen einige mit der Ueberschrift σχόλιον übernommen und an den Rand geschrieben sind; bisweilen hat der Schreiber Worte aus einem Scholion versehentlich in den Text genommen, einmal sogar ein ganzes Scholion (Exc. 11b). In den Auszügen aus Xenophons Anabasis finden sich einige beachtenswerte Lesarten: z. B. S. 62, 21 (Anab. I 9, 4) καὶ ἀκούουσι, ὅτου ἕνεκα: codd. om. ὅτου ἕνεκα. 63, 15 (Anab. I 9, 7) καὶ εἴ τῳ ὑπόσχοιτο, τὸ μηδὲν ψεύδεσθαι: codd. καὶ εἴ τῳ ὑπόσχοιτό τι, μηδὲν ψεύδεσθαι. 66, 12 (Anab. I 9, 29) αὐτοὺς ἀγάμενοι, wie L. Dindorf vermutete: codd. ὑπ' αὐτοῦ ἀγαπώμενοι. 67, 2 (Anab. II 6, 2) διδάξας: codd. πείσας.

Von den Exzerpten aus Dionys von Halikarnass ist in Folge der großen Lücke im Peiresc. ein großer Teil verloren gegangen; er-

halten sind nur ein am Anfang verstümmeltes Exzerpt aus dem achten Buch der Archäologie und einige Auszüge aus den Büchern 14—20. A. Kießling hatte von J. Wollenberg die irrtümliche Mitteilung erhalten, daß Exzerpte aus Dionys jetzt im Peiresc. überhaupt fehlen, was L. Mendelssohn im Rhein. Mus. 38 (1883), 126 ff. berichtigte; vgl. auch C. Jacoby in Dionys. Halic. Antiqu. vol. IV Praef. p. X. An der Hand des Peiresc. berichtigt Roos auch Fehler der Ausgaben in der Reihenfolge der Bruchstücke, die durch Angelo Mai verursacht wurden, dem Kießling und Jacoby mit Unrecht gefolgt sind: die Bruchstücke B. XVII und XVIII, c. IV und V gehören vor B. XVI, c. IV. V, und mitten in ein Exzerpt des Peiresc. aus dem XX. Buch (c. IX. X und XII) hat Mai ohne Grund ein Bruchstück aus dem Ambrosianus (c. XI) hineingeschoben. Der Text ist im Peiresc. teilweise stark verderbt. Daß z. B. S. 76, 21 in den Worten ἠξίουν οὐδὲ διαλέκτου χάριν eine Korruptel steckt oder eine Aenderung des Exzerptors vorliegt, zeigt schon der Hiatus βαρβάρου ἠξίουν. Eine bessere und vollständigere Handschrift hatte Suidas, von dem mehrere Artikel zum Vergleich herangezogen werden können; da er aber sehr viel geändert und stark gekürzt hat, trägt er zur Verbesserung nicht viel bei.

Von Polybios sind im Peiresc. Auszüge fast aus allen Büchern erhalten, insgesamt 124. Die von Valesius nicht aufgenommenen Exzerpte aus den Büchern I—V (Exc. 1—18) sind vor Büttner-Wobst von J. Wollenberg verglichen worden, dessen Kollation F. Hultsch für seine Polybiosausgabe benutzen konnte. Was die Exzerpte aus den verlorenen Büchern betrifft, so sind nicht nur die Bruchstücke wertvoll, für die der Peiresc. die einzige Quelle bildet, sondern auch solche, die zugleich anderweitig überliefert sind; so zeigt der Exzerptenkodex Urbinas 102 (F) häufig eine viel schlechtere Ueberlieferung als die *excerpta de virtutibus*. Neben den Peiresc. treten auch hier wieder zahlreiche Artikel des Suidas, aber verhältnismäßig selten läßt sich aus ihm eine bessere Lesart gewinnen, wie z. B. S. 103, 21 (Polyb. VII 8, 1) τὴν τῶν Συρακουσίων βασιλείαν καὶ τὴν τῶν συμμάχων ἀρχήν, wo offenbar im Peiresc. einige Worte ausgelassen sind, oder S. 123, 25 (Polyb. X 22, 10) κακοζηλίαν für κακοζηλωσίαν. Einige kleine Stücke aus den Exzerpten dieses Titels kehren in dem Titel *de sententiis* wieder; wo abweichende Lesarten vorkommen, beruhen sie vermutlich auf Schreibfehlern. So findet sich in den Exzerpten *de sententiis* S. 140, 10 τιμωρίαις, während unser Titel S. 123, 9 (Polyb. X 22, 5) im Peiresc. und bei Suid. s. v. Φιλοποίμην richtig χορηγίας bietet, wodurch Spengels Konjektur εὐπορίας entbehrlich wird. S. 125, 7 (Polyb. XI 7, 3) hat der Peiresc. mit τῆς πάσης ἀλογιστίας wohl das Richtige gegenüber der Lesart des Titels *de sententiis* S. 142, 2 πάσης ἀλογίας. In der Aufnahme von Konjek-

turen macht sich hier vielfach Inkonsequenz des Herausgebers bemerkbar: auf der einen Seite sind viele Verbesserungen, namentlich von Valesius, in den Text gesetzt, andere dagegen nur im Apparat erwähnt, wie beispielsweise S. 132, 10 Καρχηδονίοις (für -ους), 134, 22 ὁπότ' ἀναβοήσειεν (für ὁπόταν βοήσειεν).

Von Appian sind nicht nur Stücke aus der Βασιλική, wie im Peiresc. am Anfang und am Ende vermerkt ist, sondern auch aus anderen Büchern aufgenommen, aber im ganzen viel weniger als aus anderen Historikern. Nach Valesius, bei dem die aus erhaltenen Büchern exzerpierten Stücke (16—31) fehlen, hat bereits L. Mendelssohn diese Exzerpte im Peiresc. neu verglichen (vgl. Rh. Mus. XXXVIII [1883], 127) und für seine Ausgabe des Appian benutzt. Nur an ganz wenigen Stellen ergibt sich aus dem Peiresc. etwas für die Verbesserung des Textes.

Am wertvollsten sind die *Excerpta de virtutibus* für Cassius Dio, aus dem nicht weniger als 415 Stellen entnommen sind und ursprünglich noch mehr vorhanden waren, da ein ganzer Quaternio in diesem Teil des Peiresc. verloren gegangen ist. Die Exzerpte sind nach Valesius von den Herausgebern des Dio E. Gros und Boissevain (sowie von de Boor für Melber) verglichen und benutzt worden, so daß Roos bei der Kollation der Stücke, die sich in Büttner-Wobsts Nachlaß nicht vorfanden, nur eine kleine Nachlese zu halten hatte. Da außer den Lesarten des Peiresc. (und des Suid.) alle Verbesserungsvorschläge zum Dio-Text unter Benutzung der Boissevainschen Ausgabe angeführt werden und über die Aenderungen des Eclogarius das Nötige überall bemerkt ist, wird man in dieser neuen und vollständigen Ausgabe der Exzerpte kaum etwas vermissen. Mitten unter den Dio-Exzerpten finden sich, ebenso wie in den *Excerpta de legationibus gentium* (vgl. GGA. 1904 S. 399), einige kleine Stücke aus Plutarchs Leben des Sulla (Exc. 106—111, S. 276, 9—278, 20). Büttner-Wobst, Byz. Zeitschr. XV (1906), 99 nimmt mit Boissevain an, daß der Exzerptor in seiner Dio-Handschrift an der betreffenden Stelle eine ausdrücklich bezeichnete Lücke vorfand und diese aus Plutarch ergänzte.

Am Schlusse beider Teile steht, wie in dem von Boissevain herausgegebenen vierten Bande, ein Conspectus der Exzerpte. In sehr dankenswerter Weise hat jetzt auch de Boor für die von ihm bearbeiteten Bände einen solchen Conspectus nachgeliefert.

Breslau Leopold Cohn

Monumenta Vaticana historiam episcopatus Constantiensis in Germania illustrantia. Römische Quellen zur Konstanzer Bistumsgeschichte zur Zeit der Päpste in Avignon 1305—1378. Herausgegeben von der Badischen Historischen Kommission. Bearbeitet von K. Rieder. Innsbruck, Wagner 1908. XC, 738 S. gr. 8°. 30 M.

Die Anzeige des vorliegenden Werkes hat sich aus persönlichen Gründen des Berichterstatters über Gebühr verzögert: sie länger hinauszuschieben ist unzulässig, zumal der Inhalt des Buches auffordert, sich mit ihm auseinanderzusetzen.

K. Rieders Ziel ist die Ausbreitung des im vatikanischen Archiv aufbewahrten archivalischen Materials, das über die Beziehungen der in Avignon residierenden Kurie zum Bistum Konstanz Aufschluß gewährt. Damit ist angedeutet einmal der zeitliche Umfang der Publikation — er erstreckt sich über die Jahre 1305 bis 1378 — und sodann der räumliche, die Diözese Konstanz, wie man weiß, die größte auf deutschem Boden. Ihre Quellen sind die Supplikenbände, die Bullen- und Kammerregister mit ihren zahlreichen, zum Teil einander parallelen, zum Teil einander kreuzenden oder ergänzenden Reihen (vgl. S. XIII ff.). Um ihren Inhalt zu veranschaulichen und für die gestellte Aufgabe auszubeuten, bedurfte es eines Verfahrens, das alle Möglichkeiten der Ueberlieferung sorgfältig erwog und zugleich die Interessen aller Benutzer zu berücksichtigen trachtete. R. selbst hat sich darüber in der Einleitung (S. XXII ff.) ausgesprochen, nicht ohne bei dieser Gelegenheit an ähnlichen Publikationen älteren Ursprungs vielfach Kritik zu üben, und sodann (S. XXIX ff.) untersucht, in welchem Verhältnis jene drei großen Registerserien zu einander stehen[1]). Es sei betont, daß der Entschluß einer zeitlichen und räumlichen Umgrenzung der Veröffentlichung im allgemeinen gebilligt werden kann: jene rund fünfundsiebzig Jahre der sog. babylonischen Gefangenschaft des Papsttums stellen in dessen Geschichte eine Einheit dar, während andererseits die Wahl der kirchlichen Einheit, auf die das Material Bezug hat, deshalb sich rechtfertigen läßt, weil sie in den Stand setzt, den reichen Strom der Ueberlieferung einzudeichen, ihn zu beherrschen und mit den hier erschlossenen Quellen auch andere, bereits bekannte in Verbindung zu bringen, d. h. zu alten Kenntnissen neue zu fügen und beide zu vereinen. Gleichwohl seien

1) Vgl. aber hierzu die sachkundigen Bemerkungen von F. Vigener in der Historischen Zeitschrift Bd. 103, S. 145 ff.; sie bilden einen Teil seiner Anzeige des Riederschen Werkes, auf die besonders hingewiesen werden muß: ihr Inhalt bleibt auch nach Rieders Erwiderung im Freiburger Diözesanarchiv 1910, S. 5 f. bestehen, der gegenüber Vigeners Duplik (Historische Zeitschrift 106, S. 471 f.) vollberechtigt ist.

einige Bedenken nicht verschweigen, vornehmlich die Besorgnis vor noch weiterer Zersplitterung der Publikationen, die eintreten wird, sollte das Vorbild der hier zu wertenden Arbeit in der Folge für alle Diözesen auf deutschem Boden Nacheiferung finden. Gerade hinsichtlich der Veröffentlichungen von vatikanischen Quellen gilt es darauf aufmerksam zu machen, daß — von ganz vereinzelten Ausnahmen abgesehen — sie bisher noch entfernt nicht in dem Maße ausgebeutet wurden, wie ihre Bearbeiter es hoffen mochten, daß ihre Zahl die auf sie sich stützende Forschung eher abschreckte als anlockte, daß endlich ihr Vorhandensein an sich zugleich nötigt, ihre Gebrechen mit in Kauf zu nehmen, nicht aber die Forderung weckt, sie zu verbessern oder gar zu erneuern und zu wiederholen. R. wird einwenden, daß unsere Besorgnis allzu schwarzseherisch sei, daß seine Selbstbeschränkung auf nur eine Diözese der geschichtlichen Erkenntnis wertvollere Dienste verbürge und gewährleiste als die unterschiedslose Berücksichtigung mehrerer Diözesen oder auch rein weltlicher Abgrenzungen, die das Material aus römischen Archiven für den Umkreis heutiger staatlicher Gebilde in sich aufgenommen hätte. Nicht die Wahl einer Diözese, nicht die Anpassung an ihren räumlich bestimmbaren Sprengel während des Mittelalters und darin während des vierzehnten Jahrhunderts wecken unser Bedenken, sondern die Beobachtung, daß im letzten Grunde die Unerschöpflichkeit des vatikanischen Archivs es zur Pflicht macht, der Drucklegung seiner Bestände immer enger werdende Schranken zu ziehen. Wir sind in Gefahr, über der Anzahl der Editionen — ihre verschiedenartige Technik sei nur angedeutet — zu vergessen, daß sie dann gerechtfertigt sind, erfahren sie Ausschöpfung ihres Inhalts bis zum letzten Tropfen. Welcher von ihnen aber ist dies Los beschieden gewesen? Sie wollten alle und jede zu ihrem Teile das Beste spenden, Anregungen und Unterlagen für Untersuchungen und Darstellungen — wie wenigen doch ist solcher Lohn zu Teil geworden. Wer ruhigen Blickes die Lage der Dinge überschaut, bemerkt nicht ohne aufrichtiges Bedauern, daß hier ein offensichtliches Mißverhältnis [illegible]waltet zwischen Angebot und Nachfrage, in unserem Falle als[illegible]schen Edition[illegible] und den auf ihnen beruhenden Arbeiten. Ni[illegible] wird diese[illegible] sache schmerzli[illegible] empfinden als wir selbst[illegible] mit Hil[illegible] mühevollen und [illegible]gungsreichen Veröffentli[illegible]eindring[illegible] in die Gesamt[illegible]r Beziehungen zwisc[illegible] Kurie u[illegible] lichen Instan[illegible] deutschem Boden [illegible] Erzbi[illegible] bis zum Inh[illegible] kleinsten Pfrün[illegible]er m[illegible]ich nicht verheh[illegible]rfen, daß der [illegible]stand[illegible] unhaltbar ist. [illegible] er zu einer [illegible]ten[illegible]er w[illegible] eher zu er[illegible] als jetzt, w[illegible]

zeichnet; wie er aber einmal vorhanden ist, trägt er selbst die Schuld daran, daß wir von einem wirklichen Verständnis der kurialen Verwaltung und ihres Einflusses auf das kirchliche Leben in Deutschland noch sehr weit entfernt sind.

Rieder wird hier einen zweiten Einwand geltend machen und darauf verweisen, daß er selbst in dem umfangreichen besonderen Teil seiner Einleitung (S. XL ff.) versucht habe, drei Fragen zu beantworten, die aus seinem Material sich ihm ergaben, die nach der Teilnahme der Kurie bei der Besetzung des Konstanzer Bischofsstuhles (S. XL ff.), nach den Beziehungen der Päpste zu den Abteien in der Konstanzer Diözese (S. LIII ff.) und endlich die nach den Modalitäten, unter denen die Besetzung der Domherrenstellen in Konstanz erfolgte (S. LXIX ff.). Ist hier nicht, so wird R. fragen, dargeboten was der Berichterstatter verlangt, eine Ausnutzung des Inhalts der Veröffentlichung hinsichtlich jener drei Sonderprobleme? Es liegt uns fern, den mühsamen Fleiß und den reichen Ertrag dieser Ausführungen irgendwie zu verkennen. Im Gegenteil; nur ein auch kirchenrechtlich geschulter Gelehrter konnte sie so wertvoll gestalten, voller Aufschluß in hundert Einzelheiten und ebenso in allgemeinen Zügen, so daß der Benutzer gleichsam einen Kursus in der Handhabung des Stellenbesetzungsrechtes jener kirchlichen Stellen durchmacht [1]), daß er immer aufs neue über die Vielgestaltigkeit von Recht und Brauch, von tatsächlichen Vorkommnissen und ungehörigen Erscheinungen ins Staunen gerät. Eben hier jedoch melden sich zwei neue grundsätzliche Bedenken. Das erste, ob ein Editor selbst das Facit aus dem Material ziehen solle, das er gesammelt hat und — wenigstens in der Regel — wie kein anderer beherrscht, sei nur kurz gestreift. Irren wir nicht, so trifft die Beobachtung zu, daß oft genug die Herausarbeitung auch nur der wichtigsten Ergebnisse eines neu vorgelegten Quellenkomplexes durch dessen Herausgeber andere abhielt, ihrerseits zu schürfen und die Reichhaltigkeit der ihnen dargebotenen Aufzeichnungen zu erweisen. Gewiß, diese Tatsache läßt letzthin vom Editor fordern, Resignation zu üben und sich mit Handlangerdiensten zum Vorteil der — häufig recht undankbaren — Benutzer zu begnügen. Gerade solche Forderung aber faßt jenen vorhin gekennzeichneten Uebelstand ins Auge, jenes Mißverhältnis zwischen

1) G. Kallen hat in seinem verdienstvollen Buche (Die oberschwäbischen Pfründen des Bistums Konstanz und ihre Besetzung 1275—1508. Stuttgart 1907; a. u. d. T.: Kirchenrechtliche Abhandlungen, herausg. von U. Stutz, Heft 45 und 46, S. 266 f.) die Frage der päpstlichen Provisionen nur gestreift, da ihre Beantwortung nur möglich sei mit Hilfe des römischen Materiales, dessen Sammlung K. Rieder in Angriff genommen habe. Auf Grund allein des gedruckten Materiales ergibt sich ihm für Württemberg die große Zahl der päpstlichen Provisionen, deren Folgen er S. 271 f. als höchst nachteilig schildert.

Angebot und Nachfrage bei neueren Ausgaben, nicht zuletzt von vatikanischen Quellen. R. wird bemerken, daß er einzig und allein drei, dazu scharf umgrenzte Fragen behandelt habe [1]), längst demnach nicht alle, zu denen sein Material Veranlassung gäbe, für deren Beantwortung er erst die Möglichkeit geschaffen habe. Unbedingt ist dies zuzugeben, doch ist darauf zu verweisen, daß R. bei der Prüfung jener Fragen wiederum seine Ergebnisse etwas verallgemeinert hat, gleich als ob er nicht allein von der Konstanzer Diözese ausgegangen sei, sondern die Beziehungen aller Sprengel in Deutschland zum avignonesischen Papsttum ins Auge gefaßt habe. Er betont, daß man den Einfluß des Papsttums bei der Besetzung des Konstanzer Hochstifts keineswegs als dem Bistum zum Nachteil gereichend bezeichnen könne, und polemisiert gegen J. Haller, der Johann XXII. (1316—1334) und Urban V. (1362—1370) ob ihrer Eingriffe in das Wahlrecht der Domkapitel getadelt hatte (S. XLVII mit Anm. 2). Er führt des weiteren aus, daß bei Besetzungen der Abteien die Eingriffe in die freie Wahl der Kapitel nicht von der Kurie ausgingen, sondern von den Beteiligten selber; nur wenn die Kurie darum ersucht worden sei, habe sie eingegriffen und das ihr zustehende, damals allgemein anerkannte Oberhoheitsrecht ausgeübt (S. LXV f.). Er bemerkt zum Schluß seiner Darlegungen über die Domherrenstellen — die hier beigegebene Tafel ist übersichtlich und zweckentsprechend —, daß für die Erkenntnis der Provisionen bei den Stifts- und Pfarrkirchen des Konstanzer Bistums wohl noch die Vorarbeiten fehlten; sogleich aber fügt er hinzu: ›Nicht viel anders liegen die Verhältnisse in den übrigen Diözesen Deutschlands. Im Gegensatz zu dieser unserer Unkenntnis stehen dagegen die apodiktischen Urteile über die Wirkungen des päpstlichen Provisionswesens, welche doch die Kenntnis der verschiedenen Einwirkungen bei Besetzung der Stifts- und Pfarrstellen zur Voraussetzung haben sollten. Mit Recht hat dagegen Haller betont, daß zu einer gerechten Beurteilung der päpstlichen Verwaltung nicht in erster Linie erbauliche oder polemische Gelegenheitstraktate, sondern des Studium der Quellen, die ja für das Papsttum so reichlich fließen wie für keine andere Verwaltung, maßgebend sein müßte. Die hier gegebenen Ausführungen werden diese Notwendigkeit aufs neue gezeigt haben‹ (S. XC). Ohne Zweifel und mit gutem Grunde wendet sich R. in seinen Schlußworten wider die übers Ziel hinausschießende Beurteilung des päpstlichen Provisionswesens durch H. V. Sauerland,

1) Wir wollen nicht urgieren, daß der zweite Abschnitt über die Kurie und die Abteien mehr auf anderen Quellen und Schriften sich aufbaut als gerade auf den von R. veröffentlichten Materialien, weil er überaus lehrreich ist. In der Richtlinie unserer Argumentationen würde liegen, daß er besser an einer anderen Stelle veröffentlicht worden wäre.

der schon H. R. Schäfer entgegengetreten ist (Römische Quartalschrift XX, S. 123 ff., XXIII, S. 35 ff.). Es ist zu vermuten, daß die langgepflegte, rein rechtshistorische Betrachtung des Provisionsrechtes, wie sie vor allem P. Hinschius am klarsten geübt hat (Kirchenrecht III, S. 113 ff.), dank ihrer auf feste Umschreibung von Begriffen drängenden Fragestellung auf das schlechthin historische Urteil von Einfluß sein mußte und auch war —, ein Zugeständnis, das nicht hindert, recht vielen Historikern die Salbung selbst mit nur einem Tropfen rechtshistorischen Oeles zu wünschen. Immerhin will scheinen, R. habe nicht so sehr im Bestreben einer Apologetik als vielmehr in Folge einer wohl begreiflichen Ausweitung seiner für Konstanz zutreffenden Resultate die Bedeutung des päpstlichen Stellungsbesetzungsrechts im Umkreis der deutschen Diözesen insgesamt doch etwas zu sehr erniedrigt; er hat die Besetzungen der kirchlichen Aemter zu sehr vom Standpunkt der Kurie, nicht aber von dem der deutschen Einzelkirchen aus betrachtet. Die richtige Mitte zu finden und sie innezuhalten ist überaus schwierig, und oft hat das Urteil der Kurie in Avignon Unrecht getan. Wer aber unbefangen dieser Frage sich nähert, wird letzthin finden, daß, wenn irgeadwo so hier der Blick auf die Folgen in den päpstlichen Provisionen und Reservationen ein Symptom der schließlich überwuchernden Zentralisierung der Verwaltung innerhalb der Kirche und in ihren Einzelgliedern zu Gunsten der Kurie erkennen wird. Welche Beweggründe immer bei der einzelnen Provision am Werke gewesen sein mögen, wenn sie gleich von deutscher Seite erbeten wurden und die Erfüllungen solcher Bitten oftmals Uebelständen an den Kirchen der Petenten abhalfen, wenn endlich die Hervorhebung des Provisionsrechtes seitens der einzelnen Päpste nach Umfang und Häufigkeit sich verschieden gestaltet haben mag —, es bleibt trotz allem der Eindruck einer Schädigung der Einzelzellen kirchlichen Lebens durch die Zentrale, durch die Kurie und für die Kurie, die überdies im Bannkreis politischer Abhängigkeit von der französischen Königsgewalt und inmitten ihres Strebens stand, ihre suprematiale Vollgewalt in kirchlichen Dingen zu behaupten und zu befestigen. Man wird diese Zentralisierung letzten Endes als historisch unabwendbar bezeichnen müssen, solche Erkenntnis jedoch darf nicht veranlassen, sie als unschädlich hinzustellen. Ihre Wirkungen liegen zu Tage; ist deshalb ihr Ausgangspunkt nur des Preises wert? Den Zeitgenossen selbst erschien er als ein Gebrechen; wollen wir über die Provisionen urteilen wie ein Prokurator, der mit behaglicher Zufriedenheit seinen Verdienst einstrich, wenn es ihm gelungen war, für seinen Auftraggeber und Klienten eine Stelle zu erwirken? —

Dem Leser wird es erwünschter sein, erfährt er mehr über den Inhalt des Bandes an archivalischem Material als allein über die Ein-

leitung. Des auf ihn eindringenden Reichtums ist R. durch dessen dreifache Teilung Herr geworden: im ersten Abschnitt lehrt er den Inhalt von rund 550 Suppliken aus den Jahren 1342 bis 1366 kennen (S. 3 ff.), im zweiten den von rund 1380 Bullen der Päpste aus den Jahren 1306 bis 1377 (S. 127 ff.), der dritte endlich bringt Kammersachen, d. h. Aufzeichnungen über den Zensus, Visitationes verbales, Servitien und Annaten in rund 220 Regesten aus den Jahren 1308 bis 1375 (S. 621 ff.). Man kann darüber verschiedener Meinung sein, ob R. mit Recht von seinen Vorbildern abwich, die eine Drittelung des Materials, wie er sie vornahm, nicht kennen: sie erscheint nicht von so ausschlaggebender Bedeutung, daß es lohnte, gegen sie zu polemisieren, zumal R. durch Verweisungen die Nachteile aufhob, die sich aus der Zerreißung der streng chronologischen Folge aller Stücke ergeben konnten. Wichtiger jedenfalls ist Folgendes. Bei der Entscheidung der Frage, ob wortgetreuer oder abgekürzter Abdruck vorzuziehen sei, hat R. von inneren Gründen sich leiten lassen: der Text der Suppliken wird vollständig dargeboten, wenngleich einige ganz typische Wendungen abgekürzt werden konnten; bei den Quellen wechseln, je nach ihrer Bedeutung, wörtliche Wiederholungen mit Auszügen, so zwar, daß die Adressen, Arengen und Prozeßformeln vereinfacht, die Taxvermerke aber, Randzeichen und Randbemerkungen in toto wiedergegeben wurden; die Stücke endlich des dritten Teils sind in übersichtlichen Regesten aneinandergereiht. Mit Recht hat der Herausgeber überall und durchgängig die lateinische Sprache seiner Vorlagen beibehalten, bei jedem Stück aber das überlieferte Datum aufgelöst und — wenigstens in den beiden ersten Abschnitten — durch Fettdruck am Kopf jedes Dokuments hervorgehoben. Leider ist ihm, worauf F. Vigener (a. a. O. 103, S. 143) hinweist, das Mißgeschick widerfahren, in Folge falscher Ansetzung des Beginns von Innocenz' VI. Pontifikat (1352 Dezember 30) mehrere Suppliken u. s. w. einem unrichtigen Jahre zuzuschreiben; die Ziffern 217 und 218 gehören in Folge dessen ins Jahr 1358, n. 269—272 ins Jahr 1359, n. 324 ins Jahr 1361, n. 1327 ins Jahr 1357, n. 1381 und 1382 ins Jahr 1358, n. 1410 und 1411 ins Jahr 1359, endlich n. 2038 ins Jahr 1359. Folgen wir aber hierin Vigener, so sind wir mit ihm nicht minder einverstanden, wenn er R.'s kühles Verhalten gegenüber seinen Vorgängern tadelt: es fehlen die Hinweise auf frühere Werke, die in sich bereits Regesten oder Abdrücke der auch von R. aufgenommenen Stücke enthalten. Diese Exklusivität ist um so weniger am Platz, als jedem Herausgeber irgend eines Quellenkomplexes die ständige Berücksichtigung und Erwähnung derer obliegt, die mit der gleichen Quelle sich beschäftigten, mögen sie nun zu ergänzen, zu berichtigen oder

schlechthin zu wiederholen sein[1]). Wenn R. sich solcher Mühe überhob (vgl. S. XXIV f.), so trägt er dazu bei, unsere Bedenken gegen die Häufung der Editionen vatikanischen Materiales nicht unwesentlich zu verstärken.

Wie dem aber immer sei, in der Gesamtheit des von R. mitgeteilten und erschlossenen Materiales offenbart sich die Intensität des Verkehrs zwischen Konstanz und Avignon; R. meint, er sei erleichtert worden durch die größere Nähe beider Orte (vgl. S. XLI) — nur hierdurch aber und nicht auch durch die gesteigerte Betätigung der kurialen Organe? Wohl hatte bereits, dank den ›Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz‹, an deren zweitem Bande neben dem Herausgeber A. Cartellieri K. Rieder selbst hervorragenden Anteil genommen hatte, die Stärke jenes Verkehrs zwischen Diözese und Kurie sich angekündigt. Jetzt ergibt sie sich als weit erheblicher, als die Regesten offenbarten, da diese naturgemäß in erster Linie nur das auf die Geschichte der einzelnen Bischöfe bezügliche Material verzeichneten und erst mittelbar der Geschichte ihres Sprengels dienstbar gemacht werden können. Hier aber schaut man hinein in die ganze Fülle von Anliegen, die Angehörige jenes Bistums, sei es nun Einzelpersonen, sei es kirchliche Anstalten, dazu geistliche und weltliche Fürsten, unter den letzteren z. B. Karl IV., nach Avignon richteten. Wir lernen die päpstlichen Befehle und Gnadenerweisungen kennen, dazu päpstliche Urteile und Maßregeln, die das kirchliche Leben in Stadt und Land, der Dom- und Stiftskirchen, der Klöster, Pfarreien und der Einzelpfründen bedingten und bestimmten (vgl. dazu die Einleitung S. XXIX ff., wo Näheres u. a. auch über das Steigen und Fallen der Zahlen päpstlicher Bullen in einzelnen Jahren und unter bestimmten Voraussetzungen). Den Inhalt der Dokumente im einzelnen auszubreiten ist hier nicht der Ort; es genüge die Bemerkung, daß er viel weitere Aufschlüsse bietet als nur solche über die Besetzung der kirchlichen Stellen, über die R. in der Einleitung

1) Es wäre also erforderlich gewesen, soweit nur möglich entweder bei jedem Stücke anzumerken, wo es bereits gedruckt bezw. regestiert wurde, oder am Schluß des Bandes Konkordanzen anzufügen mit Werken wie z. B. S. Riezler, Vatikanische Akten zur deutschen Geschichte in der Zeit Kaiser Ludwigs des Baiern (Innsbruck 1891) oder E. Werunsky, Excerpta ex registris Clementis VI. et Innocentii VI. historiam s. R. imperii sub regimine Caroli IV. illustrantia (ebd. 1885), um von anderen Publikationen wie denen von H. V. Sauerland hier nicht zu reden. R. hätte dem Benutzer seines Werkes die Mühe abnehmen müssen, festzustellen, daß z. B. R. n. 1304 und 1318 sich mit Werunsky n. 362 und 377 decken, daß R. n. 1296 und 1337 den n. 337 und 439 bei Werunsky entsprechen; s. auch F. Vigener, a. a. O. 103, S. 143, der zu R. n. 1026 auf Riezler n. 2012 verweist. Der Herausgeber erweckt durch solches Verfahren leicht den Anschein, als bringe er nur unbekanntes Material, und wenn er wünscht, daß man ihn benutze und zitiere, warum billigt er seinen Vorgängern nicht Gleiches zu?

handelte. Ueber die kirchliche Verfassungs-, Verwaltungs- und Finanzgeschichte hinaus kommen die mitgeteilten Stücke der Geschichte der einzelnen Kirchen u. s. w. zu Gute. Vergegenwärtigt man sich allein die räumliche Ausdehnung des Konstanzer Sprengels und die weltlichen Gebiete in ihm[1]), denkt man nur an Klöster wie St. Gallen, Reichenau und Salem, so wird ersichtlich, welch buntes Mosaik von Nachrichten der stattliche Band in sich vereinigt hat, ganz abgesehen noch davon, daß sein zeitlicher Rahmen die Perioden Heinrichs VII., Ludwigs des Baiern und Karls IV. umschließt; und gleich jenem Bande der Konstanzer Bischofsregesten liefert er das erläuternde wie berichtigende Material zu den Schilderungen eines Heinrich von Dießenhoven und Johannes von Winterthur, mahnt er also zu neuen Ausgaben dieser beiden Autoren, die unbedingt nun in den Scriptores rerum Germanicarum einem weiteren Benutzerkreis zugänglich gemacht werden müssen. Zu allem endlich gesellen sich die Angaben und Notizen zur Lebensgeschichte einzelner Persönlichkeiten, in erster Linie natürlich der Konstanzer Bischöfe und der Domherren an ihrer Kathedrale, darunter Heinrichs von Dießenhoven (n. 45. 1097—1102, 1177 u. s. w.; s. S. 680). Den Schluß des Bandes bilden zwei Register, eines der Personen und Orte (S. 663 ff.) und eines der Sachen (S. 731 ff.), von denen namentlich das letzterwähnte willkommen ist, wie ja sein Bearbeiter auch dem zweiten Bande der Konstanzer Bischofsregesten (S. 593 ff.) ein solches beigesteuert hatte. Hinsichtlich des Orts- und Personenregisters bekennen wir nicht ganz mit R. einverstanden zu sein. Gewiß, das häufige Vorkommen von Personen, die in engster Verbindung mit der Domkirche zu Konstanz standen, drängte dazu, unter dem Stichwort Konstanz sie alle zusammenzufassen und durch die Anordnung dieses Artikels zugleich die Gliederung der Kirchen und der Geistlichen am Sitze des Bischofs zu vergegenwärtigen, aber es erscheint doch nicht am Platze, daß z. B. die Stücke, in denen Karl IV. begegnet, nicht unter Karolus, sondern unter Bohemia (S. 672) und Deutschland (S. 686) sich finden; Ludwig den Baiern wird nach solcher Beobachtung jeder Benutzer unter Bavaria (S. 668) suchen, aber bei diesem Stichwort — ebenso bei Ludovicus (S. 705) — wird er wiederum auf »Deutschland« (S. 686) verwiesen. Kurz, R. hätte sicherlich sich selbst viel Mühe gespart, hätte er die schlichte alphabetische Folge aller Namen insgesamt durchge-

1) Vgl. G. Kallen, a. a. O. S. 20: »Das Bistum Konstanz war mit seinen 800 Quadratmeilen das größte der deutschen Bistümer vor der Reformation. Sein Gebiet, dem Umfang nach mehr als doppelt so groß wie das heutige Königreich Württemberg, reichte vom St. Gotthard bis Ludwigsburg, vom Rhein bis Kempten. Die Grenzen umspannten nach einem bischöflichen Bericht des Jahres 1615 die Territorien von neun geistlichen und weltlichen Fürsten, von 164 Grafen und Baronen, von 15 freien Reichsstädten und 12 schweizerischen Freistaaten«.

führt, bei Doppelnamen jeweils auf eine Stelle verwiesen, an der alle Belege für dieselbe Person vereinigt auftreten; jetzt finden sich, um bei dem Beispiel Karls IV. zu bleiben, unter ›Bohemia‹ (S. 672) für ihn nur sieben Hinweise, unter ›Deutschland‹ (S. 686) rund 50, in ihrer Mitte auch die früher verzeichneten.

Es ist die leidige Aufgabe des Berichterstatters, auf Einzelheiten aufmerksam machen zu müssen, die er gern vermieden gesehen hätte: hoffentlich erscheint er deshalb nicht undankbar gegenüber einem Fleiße, dessen Ertrag reicher ist, als daß er durch jene Ausstellungen wesentlich geschmälert werden könnte. Uns stieg, als wir Rieders Werk zur Hand nahmen, die Erinnerung auf an jene Zeit, da wir mit A. Cartellieri an den Konstanzer Bischofsregesten arbeiteten, und der Herausgeber darf hoffen, daß seine Mühen nicht ganz vergeblich gewesen sind, wenngleich hier nur im allgemeinen vom Inhalt des Werkes gesprochen werden konnte. In ihm birgt sich das Material für zahlreiche Untersuchungen und Arbeiten, nicht allein über das Konstanzer Domkapitel, obwohl wir der Dissertationen über deutsche Domkapitel nun genug haben, die fürs erste die Sehnsucht nach neuem Stoff für Erstlingsschriften strebsamer Anfänger wecken, sondern auch über die Geschichte der Abteien im Konstanzer Sprengel und ihre Beziehungen zur Kurie, zumal die Darlegungen Rieders über die Abtwahlen, die Servitienzahlungen und die Aufnahme von Personal in die Klöster (S. LXIX ff.) nur einen Teil dieses Wunsches erfüllt haben. Darüber hinaus bietet der Band naturgemäß zahlreiche Anregungen für die Erkenntnis des 14. Jahrhunderts und nicht zuletzt deshalb reiht er sich würdig denen an, durch die ihre Herausgeberin, die Badische Historische Kommission, sich ein Verdienst erworben hat.

Königsberg i. P. A. Werminghoff

Die Bestrafung der Motive und die Motive der Bestrafung. Rechtsphilosophische und kriminalpsychologische Studien von Dr. **Julius Friedrich**, Landgerichtsrat, Privatdozent an der Universität Gießen. Berlin und Leipzig 1910, Rothschild. VI u. 312 Seiten. 8 M.

Die vorliegende Arbeit unternimmt es, mittels ›historisch psychologischer‹ Methode, im wesentlichen in Beschränkung auf das Strafrecht, die Bedeutung des Psychischen im Recht und für das Recht zu ermitteln oder diesem Ziele wenigstens näher zu kommen. ›Historisch-psychologisch‹ muß die Methode der Rechtsforschung sein, denn Objekte des Rechts ›bilden die Beziehungen der Menschen zu körperlichen Gegenständen, Zuständen und Entwickelungen, welche naturgesetzlich und vom Standpunkt der Naturwissenschaft aus begriffsnotwendig dem Wechsel unterworfen sind, einerseits, zu psychischem

Geschehen, dem das Moment der zeitlichen Aufeinanderfolge ebenfalls inhäriert, andererseits historisch, indem sie die Geschichte rechtsrelevanten menschlichen Handelns in seiner unendlichen Mannigfaltigkeit zum Objekt des juristischen Tatsachenbeweises macht, psychologisch, indem sie das psychische Verhalten der Menschen bei dem Entstehen, der Anwendung und Auslegung des Rechts beobachtet, beschreibt, erklärt. Historisch-psychologisch, insofern sich beide Betrachtungsweisen überhaupt nicht von einander trennen lassen‹. Der unbefangenen historischen und psychologischen Forschung ergibt sich die Begriffsbestimmung des Rechts ›als der vom Herrscher und Volk anerkannten (= generell erzwingbaren) Wortformel zur Regelung der (Wirtschafts- und sonstigen) Machtverhältnisse der Menschen‹. Der oberste Zweck allen Rechtes ist Regelung, Ordnung.

Grundlegende Bedeutung für das Strafrecht besitzt nach der Auffassung des Verfassers der Begriff des ausschlaggebenden Motivs. Der Erörterung des Motivs ist daher der erste und längste Abschnitt des Buches (S. 19—159) gewidmet. Motiv ist ›eine mit Motivationskraft[1]) versehene psychische Strebung, welche vermittelst eines Willensvorgangs eine Willensbetätigung motiviert, die wiederum einen rechtlich relevanten Erfolg verursacht‹ (S. 45), ›nach der dreifachen Ausgestaltung, die für das Strafrecht in Betracht kommt, nämlich in der Seele des Gesetzgebers, des Richters und des Verbrechers die Tatsache eines Strebens, ein strebender weil gefühlsbetonter Ausschnitt aus dem (empfindenden und) vorstellenden Gegenstandsbewußtsein oder auch ein mit Vorstellungen (und Empfindungen) verknüpfter Ausschnitt aus dem zuständlichen Gefühlsbewußtsein, der das Willensbewußtsein unmittelbar beeinflußt und zur Willensbetätigung drängt‹ (S. 71). Unter ›Strebung‹ — diesem Begriff erkennt F. als dem für den Juristen verständlicheren und brauchbareren den Vorzug zu vor den verschiedenen in der wissenschaftlichen Psychologie gegebenen Definitionen (S. 225) — wird nicht ganz dasselbe verstanden, was man mit Streben zu bezeichnen pflegt. Während unter ›Streben‹ wohl meist die Tätigkeit des Hindrängens nach einem Ziel zu verstehen ist, und der dadurch geschaffene Zustand des Geistes oder Körpers, soll ›Strebung‹ als ein Hinneigen nach dem Erfolg nur im psychischen Sinne und nur als Spannung zwischen einem psychischen Moment und einem vorgestellten (psychischen oder körperlichen) Erfolg aufgefaßt werden. Als eine psychische Spannung, die nur in dem Eintritt des Erfolges ihre Entladung finden kann. Die ›Strebung‹ ist also einesteils individueller als ›Streben‹, insofern sie eine bestimmte einzelne psychische Tatsache bedeutet und mit dem Er-

1) Den Ausdruck Motivation setzt F. für ›psychischer Kausalzusammenhang‹.

strebten in engerem Zusammenhange steht als ›Streben‹, andernteils genereller als dieses, ›insofern sie dahingestellt läßt, ob bewußte Vorstellungstätigkeit oder etwa triebartiger Zustand gegeben ist‹ (S. 34). Unter ausschlaggebendem Motiv versteht F. nun eine ›psychische Strebung, die einen über die konkrete Willensbetätigung hinausreichenden psychischen oder physischen Erfolg herbeizuführen strebt‹. Demgemäß sind

1) Motive des Gesetzgebers (im weiteren Sinne) diejenigen psychischen Strebungen, welche das Gesetz hervorzubringen streben; ausschlaggebende Motive des Gesetzgebers (Motive im engeren Sinne) diejenigen psychischen Strebungen, welche durch das Gesetz einen über dessen Schaffung hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben.

2) Motive des Richters, Staatsanwalts und ihrer Hilfsbeamten, sowie der Strafvollzugsbeamten sind diejenigen psychischen Strebungen, welche (in Uebereinstimmung mit den Motiven des Gesetzgebers) die Anwendung und Auslegung des Gesetzes herbeizuführen streben; ausschlaggebende Motive des Richters etc. sind diejenigen psychischen Strebungen, welche (in Uebereinstimmung mit den Motiven des Gesetzgebers) durch Anwendung des Gesetzes auf den einzelnen Fall einen über diese Anwendung hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben.

3) Motive des Delinquenten sind diejenigen psychischen Strebungen, die rechtsrelevante Willensbetätigungen herbeizuführen streben; ausschlaggebende Motive desselben diejenigen psychischen Strebungen, welche vermittelst der rechtsrelevanten Willensbetätigung einen über diese hinausgehenden psychischen oder physischen Erfolg zu erzielen streben (S. 80/2). Die Leistung des juristischen Begriffs ›Motiv‹ hat darin zu bestehen:

1) ›die Erfüllung der Zwecke (der Motive im vulgär-psychologischen Sinne!) des Gesetzgebers, die Verwirklichung des gesetzgeberischen Willens durchgehends zu gewährleisten;

2) die Aufdeckung des Zusammenhangs zwischen diesem Zweck des Gesetzgebers, seinem ausschlaggebenden Motiv, und dem von ihm in concreto Gewollten zu ermöglichen, und die Fähigkeit, aufzuzeigen, ob der Richter etc. den Versuch gemacht hat, sich dieses Motiv zuzueignen und jenen Zweck zu verwirklichen;

3) die psychologische Wesensgleichheit der Motive des Gesetzgebers, Richters etc. und Delinquenten darzutun und die psychologische Inbeziehungsetzung dieser Motive zu einander zu gestatten‹ (S. 76).

Im zweiten Abschnitt ›Die Motive der Bestrafung‹ untersucht F. die ausschlaggebenden Motive des Gesetzgebers, wobei er



naturgemäß auf die Strafrechtstheorien zu sprechen kommt, und die ausschlaggebenden Motive des Richters, Staatsanwalts und ihrer Hilfsorgane, sowie der Strafvollzugsbeamten. Die allgemeinsten Motive des Gesetzgebers sind Schutz der Ordnung, der Freiheit und der Gerechtigkeit, welche letztere die Bestrafung der Motive des Verbrechers fordert; die Vorstellung der Motive des Verbrechers zur Tat hat das vornehmste Motiv des Strafgesetzgebers zu bilden. Er soll seine Motive im Gesetz so deutlich zum Ausdruck bringen, daß der Beamte, der es anwenden soll, in der Lage ist, sie zu erkennen und zu berücksichtigen, soweit dies seinem Willen entspricht. Die ausschlaggebenden Motive des Richters etc. müssen sich ergeben aus der Erkenntnis und Berücksichtigung der Motive des Gesetzgebers einerseits, der Motive des Verbrechers anderseits. ›'Bestrafung der Motive' muß die Losung sein bei Aufstellung der Motive der Bestrafung‹ (S. 220). Abschnitt 3 ›Die Bestrafung der Motive‹ untersucht, wie sich zu diesem Gedanken die Literatur, die Strafrechtspraxis, der Deutsche, Schweizerische und Oesterreichische Strafgesetzentwurf gestellt haben, und erörtert ihn selbst de lege ferenda, insbesondere im Hinblick auf Taten der Jugendlichen und der Eingeborenen der Kolonien. Der kriminalpolitische Kampf ist nicht möglich als Kampf mit dem Verbrechen (der wäre aussichtslos), auch nicht mit dem einzelnen Verbrecher (der wäre leicht und rasch zu beenden), sondern nur als Kampf mit den verbrecherischen Motiven. ›Die verbrecherischen psychischen Erlebnisse nachzuerleben ist die Quintessenz psychologischer Strafrechtsforschung‹ (S. 261). Der vierte Abschnitt ›Die Bestrafung der Motive und die Motive der Bestrafung‹ (S. 298—300) sagt uns, daß nach dem Gerechtigkeitsgefühl des jetzt lebenden Kulturmenschen die Motive des Gesetzgebers und die Motive des Verbrechers im Gesetz in enge Beziehungen zu bringen sind, daß wir es hier mit notwendigen Parallelen zu tun haben, und daß das wichtigste Motiv des Gesetzgebers die Vorstellung von der Berücksichtigung der Verbrechensmotive zu bilden hat. Und zwar sollen sie berücksichtigt werden nicht nur bei der Strafzumessung, sondern auch als Tatbestandsmerkmale. Wir hören hier ferner: ›die Aufgabe des Gesetzgebers: das Strafgesetz der Zukunft durch die Vorstellung der Bestrafung der ausschlaggebenden Verbrechensmotive ausschlaggebend motivieren zu lassen, vermag keine Kommission, kein Parlament und keine Regierung zu lösen, sondern nur ein Mensch, der die Gesamtheit des Kulturbewußtseins seiner Zeit in sich trägt, wie denn alle Gesetze auf solche Art geschaffen worden sind, sofern sie etwas taugten‹. — Die Berechtigung zu dem Kampf, den der Strafgesetzgeber gegen die Motive zum Verbrechen führt, nimmt er aus der Gerechtigkeit. Dem Gerechtigkeitsprinzip im Strafrecht ist

der fünfte und letzte Abschnitt gewidmet (S. 301—307) ›Gerechtigkeit im rechtsphilosophischen Sinne ist das Verhältnis der ethischen Kultur zur Rechtskultur einer Zeit‹. Damit ist wohl dasselbe gemeint was Adolf Merkel meint, wenn er die Gerechtigkeit des Gesetzes in seiner ethischen Wahrheit, d. h. in seiner Uebereinstimmung mit den herrschenden ethischen Anschauungen und Werturteilen findet. Denn S. 304 heißt es, daß der materielle Gerechtigkeitsmaßstab dadurch gewonnen wird, daß der Gesetzgeber die Verbrechensmotive im Gesetz nach den jeweiligen Kulturanschauungen seiner Zeit ethisch bewertet. Bei Anlegung dieses Gerechtigkeitsmaßstabs ist dem Verbrecher mit der Bestrafung seiner Motive irdische Gerechtigkeit widerfahren. Bei Anlegung dieses Gerechtigkeitsmaßstabs; daher ist die Bestrafung der Motive nur dann eine gerechte, wenn sie die ausschlaggebende Motivationskraft der Vorstellung der Rechtswidrigkeit der Tat ausschlaggebend berücksichtigt, und auch nur dann, wenn sie die ausschlaggebende Motivationskraft anormaler Motive und des Irrtums über die Kausalität ausschlaggebend berücksichtigt. — Auf die Anschauungen, die über die notwendige Korrelation der ausschlaggebenden Motive des Gesetzgebers, Richters etc. und Verbrechers untereinander, sowie über den Gerechtigkeitsmaßstab entwickelt werden, legt der Verfasser besonderen Wert.

Hervorhebung verdient noch, daß in dem Rahmen der Darstellung eine zum Teil recht eingehende Erörterung der verschiedensten Fragen eingeflochten ist; so behandelt F. auf S. 116—159 die Schuldlehre; auf S. 231 ff. das Legalitätsprinzip, S. 277 ff. den untauglichen Versuch. Er tritt ein für psychologische Ausbildung des Richters, der Staatsanwälte, ihrer Hilfsbeamten und der Strafvollzugsbeamten (S. 221), für eine Organisation der Staatsanwaltschaft, bei der der Staatsanwalt mit den inneren und äußeren Garantien des Richters umkleidet ist (S. 244/5), und im Prinzip auch für unbestimmte und bedingte Verurteilung (S. 254 ff., 282). — —

Das Buch, über dessen Inhalt vorstehend referiert ist, gehört, wie wohl bereits dieses Referat erkennen läßt, nicht zur großen Gruppe derjenigen, von denen man sagen kann, daß aus hundert alten ein neues gemacht sei. Vielmehr hat in ihm ein Jurist, der über reiche praktische Erfahrungen verfügt, damit große Belesenheit in der juristischen und philosophisch-psychologischen Literatur verbindet und viel und über vieles nachgedacht hat, dasjenige ausgesprochen, was ihn erfüllt.

Daß der entwickelte Begriff des ausschlaggebenden Motivs ein glücklicher ist, glaubt Referent nicht. Unter den Begriff des ausschlaggebenden Motivs fällt, was übrigens Referent an sich der Definition nicht entnommen hätte, nach F. auch Vorsatz und Fahrlässig-

keit (78). Das ausschlaggebende Motiv innerhalb der Bewußtseinslage der Fahrlässigkeit kann nach F. nur in der irrigen Vorstellung des Kausalverlaufs gefunden werden (S. 130). In dem Beispielsfall, an dem argumentiert wird, macht jemand Schießübungen auf einen Baum und trifft dabei einen Menschen, der auf dem Baum saß, von dessen Dortsein er aber nichts ahnte. Hier soll die Zweckvorstellung, den Baum zu treffen zwar Motiv, aber nicht ausschlaggebendes Motiv sein; da dieses in der irrigen Vorstellung des Kausalverlaufs liegen soll, so muß es liegen in der irrigen Annahme des Schützen, daß er den Baum, nicht den Menschen treffen werde. Hätte er sich das Treffen des Menschen als möglich vorgestellt, so hätte er nicht mehr beabsichtigt den Baum zu treffen, nach ihm zu schießen. Das rechtfertigt es aber nicht, die fehlende Vorstellung von der Möglichkeit einer Menschenverletzung als ausschlaggebende psychische Tatsache zu bezeichnen. Das Fehlen dieser Vorstellung kann nimmermehr ein Hinstreben zu der Handlung begründen (solches ergibt sich vielmehr nur daraus, daß das Schießen ihm Vergnügen macht), sondern es würde nur ihr Vorhandensein eine den Entschluß hindernde Hemmungsvorstellung einschalten. Meines Erachtens ist daher eine Terminologie, die hier die irrige Vorstellung des Kausalverlaufs als ausschlaggebendes Motiv bezeichnet, eine verwirrende[1]). Und wenn F. durch seine Motiventheorie dahin geführt wird, den Begriff der bewußten Fahrlässigkeit zu verwerfen (S. 143), so scheint mir nach dem Satze ›an ihren Früchten sollt ihr sie erkennen‹ auch dies gegen sie zu sprchen.

Der Gedanke der Bestrafung der Motive ist meines Erachtens richtig, insofern die vom Gesetzgeber zu schaffenden Gegenmotive nicht unabhängig sein können von den Motiven, die bei den vom Recht Betroffenen vorhanden sind. Die einseitige Betonung, daß die Motive zu bestrafen seien, dürfte aber bedenklich sein, da für das ob und das Maß der Strafe doch auch noch anderes ins Gewicht fällt, als die Motive des Täters. Andernfalls müßten absolute Strafdrohungen, die ja keine Berücksichtigung der Motive gestatten, schlechterdings ausgeschlossen sein, sie sind aber schwerlich ganz zu entbehren. Auch könnte die Uebertreibung, die in der Formulierung liegt, daß die Motive zu bestrafen seien, während in Wahrheit nur die Strafbarkeit der Tat mehr oder weniger durch die Motive beeinflußt ist, zu dem Mißverständnis Anlaß geben, daß der Zweck die Mittel heilige (z. B. Straflosigkeit bei den Taten, die man dem heiligen Crispinus nach-

1) Ebenso unpassend erscheint es mir, wenn S. 202 die Erkenntnis der Rechtswidrigkeit als Motiv bezeichnet wird. F.s ausschlaggebendes Motiv erinnert den Referenten an die Theorie der wirksamsten Bedingung. Ist der Gedanke an die wirksamste Bedingung hier vielleicht im Spiele?

sagt). Namentlich aber kann Referent nicht zustimmen, wenn F. die Berücksichtigung der Motive des Verbrechers deshalb verlangt, weil das Gerechtigkeitsgefühl des jetzt lebenden Kulturmenschen dies verlangt. Dem Gesetzgeber gebührt es zu führen, nicht zu folgen; zu führen freilich nur insoweit er auf Gefolgschaft rechnen kann. Anerkannt muß jedoch werden, daß die Auffassung F.s konsequent ist vom Standpunkt seiner (vom Referenten nicht geteilten) Ansicht über das Wesen der Gerechtigkeit.

Im Vorwort zu seinem Buche sagt F., daß er es der Kritik überlassen müsse zu beantworten, ob es ihm gelungen sei, seine Anschauungen zum eindeutigen Ausdruck zu bringen. Referent glaubt diese Frage nicht mit einem glatten ja beantworten zu können. Wegen der Schreibweise des Verfassers, die nicht selten maniriert, stilistisch mangelhaft (Satzbau), ja zuweilen unverständlich ist. Referent will dieses Urteil durch einige Zitate belegen, wobei er es dem Leser überläßt, unter welche dieser Rubriken er die betreffende Stelle bringen will. S. 257 heißt es, es gelte vor allem, ›die Rechtspersönlichkeit des Strafvollzugsbeamten und des Verbrechers in ihrem Verhältnis zu einander gerecht zu umschreiben‹, eine Aeußerung, deren Sinn verständlich wird durch die Bemerkung auf S. 101, wonach bei Rechtspersönlichkeit gedacht ist an die ideelle Summe von Rechtspflichten und Rechtsansprüchen, die dem Einzelnen oder der Gesamtheit zustehen. — S. 212: Die ›Freiheit des Verbrechers besteht in dem Gebundensein an seine eigenen Motive, insoweit sie der Gesetzgeber, rechtspolitisch betrachtet berücksichtigen soll und, juristisch betrachtet, berücksichtigt haben will, und der Richter sie demgemäß berücksichtigen muß‹. — S. 304 heißt es im Hinblick auf die ethischen Grundlagen einer Kulturepoche: sie müssen gewonnen werden, ›denn sie sind weitaus die wichtigsten Hebel der Psychogenetik des Rechts. Sie müssen hier so zweifelsfrei formuliert werden, daß die Psychexegetik keine Schwierigkeiten hat, und die Psychopolitik jederzeit mit einer Verbesserung des Rechts bei ihnen einsetzen kann‹. — S. 75 heißt es, nachdem gesagt ist, daß es auch bei Gesetzgeber, Richter, Staatsanwalt etc. sich erübrige, bei der Analyse der Motive zu den Charaktereigenschaften und Taten dieser Personen hinabzusteigen, vielmehr ausreiche, die ausschlaggebenden Motive, welche zumeist in gefühlsbetonten Zweckvorstellungen bestehen werden, festzustellen: ›Dies umsomehr, als die Motive des Gesetzgebers verhältnismäßig einfacher Natur und klar erkennbar zu sein pflegen, wenn auch de lege ferenda eine umfangreichere Aufnahme der gesetzgeberischen Motive in das Gesetz sehr zu empfehlen wäre (der Gesetzgeber des Mittelalters war in dieser Beziehung in seiner Naivität gewissenhafter!) und die Tätigkeit der aufgeführten Beamten ja

nur darin besteht, die Motive des Gesetzgebers zu ergründen, sich zu eigen zu machen und sie, soweit dies der Wille des Gesetzgebers ist, zu den Motiven des Delinquenten in Beziehung zu setzen, wodurch allein eben die ›gerechte‹ Bestrafung zu erzielen ist, wenn nach diesen Grundsätzen das Schuldig oder Nichtschuldig erwogen, und die Strafe nach Art und Höhe zugemessen wird‹. Endlich S. 216: Insoweit der Gesetzgeber den Geist des Verletzten, der Gesamtheit und des Verbrechers zu berücksichtigen habe, sei das Richtertum ›ein Vergleichen von psychischen Beziehungen des Gesetzgebers zu vorgestellten Ausschnitten aus der psychischen Wirklichkeit der vom Gesetz betroffenen Menschen mit diesen konkreten psychischen Ausschnitten selbst, wie sie sich der Wahrnehmung der Erinnerung und der ergänzenden Phantasiedarstellung darbieten‹. Weitere Stellen, die hier zitiert werden könnten, finden sich z. B. auf S. 129 f. (Definition der Fahrlässigkeit), 192 sub II, 203 f., 211, 236, 238, 249 (Motive des Strafausspruchs). Eine derartige Schreibweise mag geeignet sein, bewunderndes Staunen vor der geistigen Kapazität des Autors im Leser hervorzurufen, aber ein Verstehen bei diesen zu begründen ist sie wenig geeignet. Ich möchte diese Bemerkungen mit dem Wunsche schließen, daß F. bei künftigen Publikationen sich einer Schreibweise bediene, wie sie die Psychologie des Lesers erheischt, damit nicht ein wertvoller Kern der Ausführungen den Lesern in Folge der harten Schale der Darstellung verloren gehe.

Göttingen W. Höpfner

Die Fragmente der Vorsokratiker. Griechisch und deutsch von **Hermann Diels.** Zweite Auflage. Zweiter Band, zweite Hälfte. Wortindex verfaßt von **Walther Kranz.** Nebst einem Nachtrag zum ganzen Werk von Hermann Diels. Berlin 1910, Weidmannsche Buchhandlung. XIV u. (684 Kolumnen =) 342 S. 10 M.

Schon in der Vorbemerkung zur ersten Hälfte des zweiten Bandes dieses monumentalen Werkes konnte Hermann Diels mitteilen, daß die von der Weidmannschen Verlagsbuchhandlung auch im J. 1907 in liberaler Weise für wissenschaftliche Zwecke zur Verfügung gestellte Summe, auf Antrag des dafür eingesetzten Ausschusses, dem sich die Philologenversammlung zu Basel anschloß, ›zur Anfertigung eines Wortindex zu Diels' Vorsokratikern mit besonderer Berücksichtigung der Terminologie‹ bestimmt und daß einer seiner Schüler, Herr Cand. W. Kranz in Berlin, der schon damals seit mehreren Jahren mit dem Werke vertraut war, mit der Ausarbeitung dieses Index beauftragt sei. In dem nun vorliegenden, Ostern 1910 ausgegebenen Index-Bande bemerkt Diels in der Vorrede: ›Herr Kranz hat die überaus schwierige

Aufgabe mit Eifer ergriffen, mit stets wachsender Umsicht und Selbständigkeit durchgeführt und unter Zurücksetzung eigener wissenschaftlicher Aufgaben mit nie ermattender Hingabe durch mehr als zwei Jahre so gefördert, daß nunmehr als Abschluß des ganzen Werkes ein stattlicher Band von selbständigem Werte vorliegt, für dessen Herstellung die Benutzer meiner Sammlung dem Verfasser nicht geringeren Dank schulden als der Herausgeber. Die Philologie nicht minder wie die Philosophie wird es freudig begrüßen, daß nunmehr das begriffliche Denken der hellenischen Frühzeit *votiva pateat veluti descripta tabella*«.

In diesem Wortindex, dem p. V—XIV von H. Diels wichtige Nachträge zum ganzen Werk vorausgeschickt sind, die kein Benutzer der Fr. d. Vorsokr. unberücksichtigt lassen darf, sind (nach dem Muster von Bonitz' Index Aristotelicus) die Stellen so angeordnet worden, »daß das formal Interessante dem inhaltlich Wichtigen vorangestellt wurde. Stets ist darauf Wert gelegt, durch die Gliederung einen inneren Zusammenhang herzustellen, erst in zweiter Linie waren die Wortformen für die Ordnung bestimmend. Umfangreiche Artikel wie z. B. ἀήρ, πῦρ, ψυχή sind inhaltlich nach der theophrastischen Disposition gegliedert worden«[1]). — Diesen Grundsätzen wird man im allgemeinen zustimmen dürfen. Als Beispiele der Gliederung nenne ich θεός: = Geist — Element — Zahl. θεοί: Entstehung, allegorische Deutung, Polemik gegen den Götterglauben, Atheismus, rationalistische Erklärung, dann »Doxographisches« (verschiedene δόξαι bes. betr. Personifikation bz. Vergöttlichung von Naturkräften, Stoffen und Weltkörpern), ferner: Gott und Mensch. Schwachheit des Menschen. Herrschaft der Götter. Gaben der Götter. Verehrung. Vergötterung einzelner Menschen. Andererseits φύσις = Entstehung, Natur(kraft, -anlage) (*natura creatrix*). Instinkt. — Wesen (*rerum natura*, οὐσία, ὄν.), νόμος καὶ φύσις. Endlich κόσμος = Ordnung. — Weltall: Definition. Entstehung. Vergehen. Kosmologie. Prädikate. Lage. Bewegung. Teile. — Meteora. Seele. Gott. διοίκησις. Mensch (sein Verhältnis zum κόσμος)[2]). Im einzelnen wird man natürlich über die Anordnung der Stellen unter den betr. Stichwörtern, d. h. über die grundsätzliche Disposition auf Grund von Bedeutung und Gebrauch anderer

1) Ueber die äußere Einrichtung des Index ist die voraufgeschickte »Zeichenerklärung« zu beachten. — Uebrigens sei daran erinnert, daß das »Stellenregister« sowie das Register der Eigennamen schon in der ersten Hälfte des zweiten Bandes (Berlin 1907) S. 737—864 gegeben sind.

2) Als besonders wichtige Artikel hebe ich beispielsweise hervor: θυμός, ψυχή, νοῦς, λόγος, — κόσμος, θεός (-οί) θεῖος, δαίμων, φύσις, — ἀήρ, γῆ, πῦρ, ὕδωρ, — ἄτομος, ὄγκος, ναστός, — εἶναι (τὸ ὄν), πάθος (ἀπαθής), ἄπειρος, — σάρξ, σκῆνος, σῶμα (ἀσώματος).

Ansicht sein können. Doch würde ein näheres Eingehen hierauf zu weit führen.

Dagegen muß ich einen anderen Punkt von allgemeiner Bedeutung für den Benutzer des Index hier erörtern. Kranz sagt p. IV in der Vorrede: »Was den Inhalt betrifft, so ist gleichfalls alles Wesentliche und nur dies verzeichnet; die Terminologie, die für die Philosophie der Vorsokratiker von Bedeutung ist, wurde besonders berücksichtigt, nicht aber die der doxographischen Literatur selbst, wie sie die unter A abgedruckten Berichte geben; sie liegt im Index der Doxographi Graeci bearbeitet vor, den dieses Buch nach der einen Seite ergänzen will«. Kranz will mit dieser in ihrer Fassung nicht ganz glücklichen Bemerkung aussprecheu, daß er die spezifisch doxographische Terminologie nicht berücksichtigt hat. Das bedarf für den Kenner keiner Begründung. Zwei Zusätze scheinen mir hierzu wünschenswert: 1) daß aber der Wortschatz der Doxographen, soweit er für die Lehre (bz. die Terminologie) der Vorsokratiker in Betracht kommt, in weitestem Umfange berücksichtigt sei, wie schon der bloße Augenschein beim Nachsehen fast jedes Stichworts lehre[1]). (Einer Begründung für dies Verfahren bedurfte es nicht, da es bei Lage der Dinge und bei den Zielen des Index ganz selbstverständlich ist); 2) hätte hier aber hervorgehoben werden müssen, daß durch die mit A bezeichneten wie überhaupt durch alle nicht durch B (und Fettdruck der Zeilenzahl als wörtliche Fragmente) charakterisierten Stellen für das Vorkommen oder den Gebrauch der betr. Stichwörter bei den Vorsokratikern selbst noch nichts bewiesen wird, sondern daß es in jedem einzelnen Fall erst der Untersuchung auf Grund sämtlicher unter dem Wort verzeichneter Stellen bedarf. Ich möchte dies an einem Beispiel erläutern. Das Wort μετάρσιος, das später oft synonym mit μετέωρος gebraucht wird[2]), heißt bekanntlich eigentlich »erhoben«, »emporgehoben«, dann »in der Höhe (über der Erde) befindlich oder auch schwebend«. Von meteorischen oder siderischen Dingen wird es in den uns erhaltenen Fragmenten der »Vorsokratiker« überhaupt nicht gebraucht. Denn an der einzigen Stelle, wo es in einem V.-S.-Fragment vorkommt (Empedokles fr. 35, S. 186,2 Diels, vgl. aber hierzu Nachtr. Bd. II 2 p. IV), heißt es in anderem Sinne »in der Schwebe befindlich«[3]). Nun

1) Da durch das vorgesetzte A die Stellen aus doxographischer Quelle von denen der Fragmente selbst (B) klar unterschieden sind.

2) Ueber μετέωρος (μετάρσιος) und seine Sippe werde ich demnächst eine besondere Untersuchung veröffentlichen.

3) Πολλὰ δ' ἄμεικτ'. ἔστηκε κεραιομένοισιν ἐναλλάξ, ὅσσ' ἔτι Νεῖκος ἔρυκε, μετάρσιον (zwischen den ἔσχατα τέρματα κύκλου und dessen Mittelpunkt). Man sollte mit Diels μετάρσια erwarten.

sind aber im Index von Kranz noch zwei Stellen s. v. μετάρσιος angeführt: betr. der Lehre des Xenophanes I p. 43, 20, eine Stelle, an der es auf Vorgänge in der Atmosphäre geht, also in meteorologischem Sinne gebraucht ist[1]) — aber diese Stelle beruht auf rein doxographischer Terminologie; und gerade Aetius benutzt das Wort μετάρσιος gern statt μετέωρος. — Die andere Stelle I 297, 33 = Plutarch Perikl. 32 ... ψήφισμα Διοπείθης ἔγραψεν εἰσαγγέλλεσθαι τοὺς τὰ θεῖα μὴ νομίζοντας ἢ λόγους περὶ τῶν μεταρσίων διδάσκοντας ἀπερειδόμενος εἰς Περικλέα δι' Ἀναξαγόρου τὴν ὑπόνοιαν ..., die auf meteorische wie siderische Dinge geht, beweist — selbst wenn der Ausdruck schon in dem Psephisma des D. (das bekanntlich der Sammlung des Krateros entstammt) gestanden haben sollte — für den Sprachgebrauch des Anaxagoras selbst noch nichts[2]). — Noch instruktiver ist die Prüfung der Stellen s. v. μετέωρος und der von diesem abgeleiteten Wörter. Daß das Wort selbst schon von Vorsokratikern des fünften Jahrhunderts sowohl in meteorischem wie siderischem Sinne gebraucht worden ist, wird man freilich zugeben müssen, obgleich es in keinem der uns erhaltenen Fragmente vorkommt. Aber der Sprachgebrauch anderer Schriftsteller des fünften Jahrhunderts, die mit der Terminologie der vorsokratischen Naturphilosophen Fühlung haben, beweist das[3]). — Die anderen Stellen des Index s. v. stammen aus doxographischen Berichten: I p. 14, 5 (Lehre des Anaximandros τὴν γῆν εἶναι μετέωρον) vgl. II 1 p. VI Nachtr. z. I p. 16, 40 aus Eudemos fr. 94 Sp. An beiden Stellen, die auf dieselbe Sache gehen, heißt es: (in der Luft) schwebend. Entsprechend über Anaxa-

1) Aus Aetius III 4, 4: Ξ. ἀπὸ τῆς τοῦ ἡλίου θερμότητος ὡς ἀρκτικῆς αἰτίας τἀν τοῖς μεταρσίοις συμβαίνειν. Dann wird des X. Erklärung der νέφη, ὄμβροι, πνεύματα gegeben unter Beifügung von fr. 30.

2) Uebrigens hätte Kr. aus den V. S. noch 55 A 18 (354, 44) betr. der Lehre des Demokrit und 66 A 7 (= II 1 S. 471, 15 aus Eur. Alkest. 963) betr. »Orpheus« s. v. μ. anführen können; Stellen, die freilich für den Sprachgebrauch der V. S. auch nichts beweisen.

3) Aristophanes Wolken 264 (= Fr. d. V. I S. 341, 13 f.): ὦ δέσποτ' ἄναξ, ἀμέτρητ' Ἀήρ, ὃς ἔχεις τὴν γῆν μετέωρον: Anspielung auf die Lehre des Diogenes von Apollonia (vgl. auch v. 265 f.). Ferner Wolken 225 ff. = Fr. d. V. I 340, 14: οὐ γὰρ ἄν ποτε | ἐξεῦρον ὀρθῶς τὰ μετέωρα πράγματα (die Stelle fehlt bei Kranz). — Eupolis fr. 146b Kock = Fr. d. V. II 1 S. 530, 14 ff. (fehlt bei Kranz) sagt von Protagoras (vgl. Fr. d. V. II 1 S. 525, 16 f.): ὃς ἀλαζονεύεται μὲν ἀλιτήριος | περὶ τῶν μετεώρων, τὰ δὲ χαμᾶθεν ἐσθίει. — Andererseits vgl. die Hippokratische Schrift *De aere aq. loc.* ed. Kühlewein, wo c. 1 (p. 33, 20 u. 34, 2), vgl. c. 7 (p. 42, 12), c. 19 (p. 61, 22) μετέωρος von hochgelegenen Gegenden gebraucht wird; aber c. 8 p. 45, 8 heißt es von dem feinsten Wasserdampf in der Atmosphäre φέρεται μετέωρον (er wird in den Lüften dahingetragen). Zum Sprachgebrauch dieses Arztes vgl. unten zu μετεωρίζειν, μετεωρολόγος. Im übrigen vgl. meine demnächst erscheinende Untersuchung »Μετέωρος-μετεωρολογία« (Philologus 71).

goras' Lehre p. 301, 31 ff.; über die des Leukippos 347, 37 (von den Gestirnen), 347, 28 f. 34 εἰς bz. πρὸς τὸ μετέωρον »in die Höhe«) von Philolaos 237, 24 (τεταγμένα τῶν μετεώρων von den Gestirnen); endlich 6, 45 (Suidas von Thales ἔγραψε περὶ μετεώρων ἐν ἔπεσι — bezieht sich auf die unter Thales' Namen gehende Ναυτικὴ ἀστρολογία, vgl. 1 B 1 Diels). — Noch vorsichtiger muß man bei den von μετέωρος abgeleiteten Worten sein, die der Index verzeichnet. — Freilich μετεωρίζειν »in die Höhe heben«, das im Passiv doxographische Quellen in Wiedergabe der Lehre des Anaximandros (18, 43 f.) und des Leukipp (347, 29 u. 38) gebrauchen, gehört sicher schon der wissenschaftlichen Sprache des fünften Jahrhunderts an[1]), ebenso μετεωρολόγος, das nicht nur bei Hesych als Prädikat des Hippodamos erscheint[2]), sondern auch in Gorgias' Helena § 13 (= Fr. d. V. II 1, 559, 2 ff.) vorkommt, wo es die Physiker überhaupt bedeutet, die sich mit den μετέωρα, den Dingen und Vorgängen »in der Höhe« (in der Atmosphäre wie in der Sternenwelt) beschäftigen. Außerdem kommt das Wort, adjektivisch gebraucht, bei Hippokrat. De aere 2 p. 34, 24 f. K. in bemerkenswerter Weise vor. Nachdem der Verfasser ausgeführt hat, daß der tüchtige Arzt die μεταβολαὶ τῶν ὡρέων und die Bedeutung des Auf- und Untergangs der Gestirne für die Witterung und daher für die gesundheitlichen Verhältnisse des kommenden Jahres kennen muß, fährt er fort: εἰ δὲ δοκέοι τις ταῦτα μετεωρολόγα εἶναι, εἰ μετασταίη τῆς γνώμης, μάθοι ἂν ὅτι οὐκ ἐλάχιστον μέρος συμβάλλεται ἀστρονομίη ἐς ἰητρικὴν κ. τ. λ. Hier hat das Wort noch keinen üblen Nebensinn, wenn es auch — nach dieser St. zu schließen — schon länger im Gebrauch gewesen zu sein scheint[3]). — Anders steht es mit dem Wort Μετεωρολογία. Kranz' Index vermerkt hierzu nur: »Tit. Diog. A 4 (329, 3)«. — Dies soll nach Simplikios der Gegenstand (bz. Titel) einer ihm selbst nicht mehr vorliegenden Schrift des Diogenes von Apollonia gewesen sein. Hier hätte K. aber auf Diels' Bemerkung S. 333 unten verweisen müssen, denn dieser nimmt an, daß es eine von Diogenes so genannte Schrift überhaupt nicht gegeben hat, da die Selbstzitate des D. sich alle auf dieselbe Schrift (Περὶ φύσεως) bezogen, von der ein Teil die μετέωρα behandelte. — Jedenfalls ist es sehr zweifelhaft, ob Diogenes das Wort μετεωρολογία schon gebraucht hat. — Andererseits hätte K. hier auch Fr. d. V. 297, 8 (vergl. hierzu jetzt Diels, Sitzungsber. d. Preuß. Ak. 1910 S. 1142, 1)

1) Vgl. Hippokrat. De aere, aq., loc. 8 p. 45, 1 (von verdunstendem, in die Luft emporgezogenem Regenwasser).

2) Fr. d. V. I 227, 44 f. τὸν Πειραιᾶ Ἱππόδαμος Εὐρυφῶντος παῖς ὁ καὶ μετεωρολόγος διεῖλεν Ἀθηναίοις. Vor διεῖλεν ist wohl ein Wort wie καλούμενος zu ergänzen.

3) Ich behandle die St. genauer in meiner demnächst erscheinenden Abhandlung.

n. 11 für Anaxagoras anführen müssen. — Endlich ist in Betreff der noch im Index angeführten Worte μετεωρολέσχης (Fr. d. V. 297, 43 f. = Plutarch Nik. 23 von Anaxagoras, aus alter Quelle, vgl. Perikl. 5) und μετεωροσοφιστής, wie in den ›Wolken‹ (360 f. = Fr. d. V. II 1, 564, 7 ff.)[1]), der Chor den Prodikos nennt, ohne weiteres klar, daß diese Ausdrücke von den Feinden der vorsokratischen (bz. der dem Sokrates noch gleichzeitigen) Naturphilosophen geprägt sind. —

Zum Schluß seien noch ein paar Kleinigkeiten verbessert: s. v. νέφος Sp. 401 Z. 48 hätte nach der Stelle betr. Xenophanes (42, 45) gleich die Stelle, die jetzt Sp. 402, 2 f. steht — (v. πεπιλημένον = σελήνη Xenophan. A 43 (43, 12) — gesetzt werden müssen, da die beiden Stellen 42, 45 und 43, 12 von der Lehre des Xenophanes über die Entstehung der Himmelskörper aus den Wolken zusammengehören. Bei der jetzigen Anordnung werden sie durch die dazwischenstehenden beiden Stellen über Herakleitos, die mit der Lehre des X. keine nähere Verwandtschaft haben[2]), unnötig getrennt. — s. v. ἀείφυλλον war zuzufügen: vgl. ἐμπεδόφυλλον Empedokl. B. 77. 78 (194, 20. 28), da diese Stelle dasselbe Problem — die Ursache der Aeiphyllie — behandelt[3]). — s. v. αὐτάρκεια ist Sp. 111, 11 ein Versehen: hier wird Hegesidamos für den Gebrauch des Wortes angeführt. Aber die St. II 1, 579, 6 f. zeigt, daß das ὅς dort sich auf Hippias bezieht. Im übrigen vgl. Diels in der Adn. — s. v. δυνάστης fehlt Hippokr. de flat. 3 = 51 C 2 (340, 30) — κοσμογονία fehlt im Ind. (So nennt Plut. Amator. 13 = Fr. d. V. 123, 29 den 2. Teil des Gedichts des Parmenides.) — s. v. μετέωρος fehlt: Demokrit 55 A 75 (365, 24) s. v. πέλας fehlen zwei Stellen aus Gorgias: fr. 3 p. 552, 19 ... ἀνέξοιστον καὶ ἀνερμήνευτον τῷ πέλας. Denn daß diese Ausdrucksweise nicht erst von Sextus herrührt, der uns die Stelle erhalten hat, ist sicher, denn 1) haben Demokrit wie die alten Sophisten ὁ πέλας = der Mitmensch schon öfter gebraucht ⟨Fr. d. V. 438, 1 aus fr. 293 des Demokr. αἱ τῶν πέλας ξυμφοραί. — Antiphon soph. fr. 58 p. 601, 18 u. 21 (dagegen 601, 11 f. in demselben Fragment τὸν πλησίον), Kritias fr. 15, 6 D. (dagegen beim Anonymus Jamblichi p. 631, 15 f. Diels τοὺς πλησίον)⟩ und ebenso die Tragiker[4]), 2) wird das Wort später verdrängt durch ὁ πλησίον[5]).

1) Vgl. Vögel 690 ff. und Diels' Anm. zu Fr. d. V. II 1, 564, 30.

2) Denn dort (59, 17. 19) handelt es sich um die Entstehung des Donners und der πρηστῆρες.

3) Vgl. W. Capelle ›Zur Geschichte der griechischen Botanik‹ Philologus 69 (1910) S. 283 ff.

4) Z. B. Sophokl. Phil. 340. Eur. Heraklid. 2. Fr. 659, 5 N.

5) Ueber ὁ πέλας (ὁ πλησίον) in dem Sinne ›der Nächste‹ (der Mitmensch) — die christliche Ausdrucksweise stammt aus der griechischen Ethik — denke ich an anderer Stelle einiges zu sagen. — Uebrigens ist bezeichnend, daß 554, 33

Die andere Stelle ist 555,1 (τοῖς πέλας). Außerdem mußte am Schluß der Stellen unter πέλας von K. zugefügt werden: vgl. πλησίος. Unter πλησίος fehlt die oben aus dem Anonymus Jambl. angeführte Stelle p. 631,15, wo obendrein wohl nahezu wörtliche Wiedergabe des Originals vorliegt. — Druckfehler bz. Versehen sind Sp. 104,17 f., wo es ⟨statt B 104 (77,5)⟩ heißen muß B 105 (77,4), ferner Sp. 647,32, wo nach (323,31) zuzufügen): vgl. 325,33 f. Doch das sind Kleinigkeiten, die dem Werte der Arbeit keinen Eintrag tun.

Der Index von Kranz ist für jeden, der sich aus irgend einem Grunde mit den Vorsokratikern wissenschaftlich beschäftigt, ein unentbehrliches Handbuch[1]). Er bildet zugleich ein bedeutendes Stück Vorarbeit für das große griechische Wörterbuch (oder den Thesaurus?) der Zukunft. Die grenzenlose Mühe, die auf diesen Index verwendet ist, wird dadurch belohnt werden, daß er auf Menschenalter hinaus seinen Wert behalten wird.

Wie für die Sprachgeschichte in engerem Sinne, so und noch mehr (durch die Wortgeschichte) für die Geschichte des griechischen Denkens überhaupt, ist hier in mühseliger Arbeit, mit peinlicher Gewissenhaftigkeit, mit Verständnis und Umsicht — unter der Aegide des Meisters — für die Forschung ein wahrhaft kostbares Material zusammengetragen und systematisch geordnet worden, das für die Geschichte der wissenschaftlichen Begriffe und ihre Terminologie bei den Griechen in eigentlichem Sinne grundlegend ist, das aber in Folge der Bedeutung der griechischen Sprache und der griechischen Philosophie für die Entwickelung und den singulären Wert der abendländischen Kultur — sagen wir ruhig: für die Geistesgeschichte der Menschheit überhaupt — einzig dasteht.

Bergedorf b. Hamburg. Wilhelm Capelle.

Sextus (bei Wiedergabe desselben gorgianischen Gedankens wie 552,19) statt τῷ πέλας vielmehr ἑτέρῳ — entsprechend dem lat. *alter* — sagt. Andererseits vgl. 554,36 ταῦτα ἑτέρῳ μηνύεσθαι mit 555,1 μηνύομεν τοῖς πέλας.

1) Der Erforscher der philosophischen Terminologie, überhaupt der Sprache der griechischen Wissenschaft im 6. und 5. Jahrhundert, wird sich natürlich nicht auf das Sprachgut dieses Index beschränken, sondern die gleichzeitige medizinische und die historisch-geographische Literatur ständig heranziehen.

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Paulus. Eine kultur- und religionsgeschichtliche Skizze von D. **Adolf Deissmann**, ord. Professor an der Universität Berlin. Mit je einer Tafel in Lichtdruck und Autotypie sowie einer Karte: Die Welt des Apostels Paulus. Tübingen 1911, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). VIII, 202 S.

Vor drei Jahren hatte ich, noch als Redakteur dieser Zeitschrift, das ›Licht vom Osten‹ desselben Verf., um mir die Mühe der Rezensentensuche zu sparen, selbst zur Besprechung übernommen. Das Buch reizte mich zum Widerspruch. Zwar war es vom Verleger glänzend ausgestattet, enthielt allerhand belehrendes Material, entbehrte auch nicht der lexikalischen Gelehrsamkeit, mit der der Verf. schon seit längerer Zeit gegen das altmodige Gespenst der ›biblischen Gräcität‹ kämpft. Daß der Versuch unternommen wurde, die moderne Papyrus- und Ostrakaforschung für das Studium des N. T. fruchtbar zu machen, ist unzweifelhaft dankenswert. Aber der Früchte waren nicht gar zu viel, zum mindesten lange nicht so viel, wie man nach den gefühlvoll schwülstigen Aeußerungen des Verf. annehmen sollte. Die Urkunden des täglichen Lebens, für die der Verf. sich besonders interessiert, sind indirekt freilich wertvoll auch für die Erforschung des N. T., aber nur dann wenn sie um ihrer selbst willen behandelt und ins Ganze der Altertumswissenschaft hineingestellt werden. Dann ergeben sich ungesucht und am Wege Aufklärungen über die älteste christliche Literatur; wer sie ohne Nebenzwecke auszuschöpfen sich bemüht, wird genug finden um nicht bekümmert zu sein, wenn jene Aufklärungen meist nicht im Zentrum des christlichen Lebens liegen; zu dem führt nun einmal der Weg durch das Judentum, das nur ausnahmsweise in den Papyri eine Rolle spielt. Der Verf. aber, der zur Ergänzung und Erklärung der Papyri an und für sich nicht eben viel beisteuert, zerrt sie ins N. T. und umgekehrt dies in sie hinein; das ist ein Beginnen das ebenso zu verurteilen ist wie die Manier

der Assyriologen und Babylonisten das A. T. aus den ›Urkunden‹ aufzuhellen, wobei meist diese und jene dunkler werden. Wenn z. B. das Vorkommen von κύριος beim Kaisernamen zur Grundlage einer Betrachtung über das Verhältnis der Christen zum Kaiserkult gemacht wird, so können nur Phrasen die Unfruchtbarkeit solcher Beobachtungen verdecken. Am schlimmsten wirds, wenn die ephemeren Schreibereien auf den Papyri mißbraucht werden, um daraus ein Urteil über die in der frühchristlichen Literatur lebendigen literarischen Formen zu gewinnen. Natürlich ist es nützlich, ja unerläßlich, die Briefe des Tageslebens aus den Papyri zu kennen um z. B. die Grußformeln des Paulus und des Presbyters der den zweiten und dritten johanneischen Brief schrieb, zu beurteilen; den Geist der sich im Gemeindebrief eine Form für sein inneres Leben schafft, erkennt man nicht aus der Massenware die, flüchtig entstanden, flüchtig vergangen ist, nur das Kleine und Ueberkommene, nie das Große und Neue enthält. Wollte der Verf. vom Aeußeren aus diesem Geheimnis näher kommen, so hätte er wenigstens den Versuch wagen sollen die Briefe autoritativer Persönlichkeiten an irgend eine Gemeinschaft oder die welche z. B. Philosophengenossenschaften oder jüdische Gemeindevorstände mit einander wechseln, aufmerksam zu studieren: davon ist aber nichts zu finden. Er bleibt lieber bei den kleinen Leuten. Ich bin der Letzte der leugnet daß das christliche Evangelium Gewaltiges geleistet hat durch das innere Leben das es den Kleinen und Niedrigen gegeben hat: aber zweierlei soll man nicht übersehen, wenn man den Weg des Christentums zur Weltmacht verstehen will, das wunderbare Werden der kirchlichen Organisation und die Eroberung der gebildeten Welt. Davon weiß der Verf. nichts zu sagen; und doch wäre das Christentum verrauscht wie so viele in den ersten beiden Jahrhunderten emporquellende religiöse Bewegungen, wenn es nur Konventikel mystisch gestimmter Handwerker hätte stiften können.

Die geplante Rezension blieb um anderer, größerer Arbeiten willen liegen und wäre wohl demselben Schicksal verfallen, wie viele für diese Zeitschrift übernommenen Besprechungen, wenn nicht der Verf. aus Vorlesungen die er in Upsala gehalten hat, wiederum ein Buch zusammengestellt hätte, in dem er sich diesmal auf Paulus beschränkt hat. Viele der Thesen des früheren Buches sind hier z. T. in nahezu gleicher Formulierung wiederholt, manche breiter ausgeführt. So glaube ich die alte Schuld der Hauptsache nach abtragen zu können, wenn ich diese neueste Leistung bespreche, auch ohne daß ich auf die frühere zurückgreife.

Der Verf., der mit Angaben über sich selbst in diesem wie in früheren Büchern nicht zurückhält, läßt an einer Stelle [S. 120] durch-

blicken daß er aus Mystikerkreisen stammt. Was er sich davon bewahrt hat, ist stark genug gewesen um ihm eine kräftige Abneigung beizubringen gegen den schematischen Paulinismus der dogmatischen Lehrbücher und ihn zu gefühlvollen Predigten über die paulinische Christusmystik zu inspirieren. In diesen Kapiteln fühlt er sich in seinem Element, da glücken ihm treffende Formulierungen; und wenn man auch die Meinung verfechten kann, daß Paulus darum zu den Großen der Geschichte gehört, weil die Mystik seiner nicht Herr geworden ist, einen bedeutenden Teil seines Wesens hat sie nun einmal ausgemacht, und wer sich daran macht den Schutt hinwegzuräumen, den die moderne Scholastik ebenso gut wie die mittelalterliche über das Mystische in Paulus gehäuft hat, dem ist nicht nur der Erbauung suchende Gläubige Dank schuldig, sondern auch der Forscher, der seine Seele lediglich an die Erkenntnis vergangener Dinge und Menschen gegeben hat. Er wird es auch verwinden, wenn die Mystik in die Grammatik eindringt und einen Genetivus mysticus erfindet [p. 94], der dann zu den Uebersetzungen ›Christusminne‹ und ›Gottesminne‹ [p. 106] führt, obgleich kein Zweifel ist daß Röm. $8^{35.39}$ die zu ἀγάπη hinzugesetzten Genetive Χριστοῦ und θεοῦ nur in die von dem Verf. wegen ihrer Nüchternheit verachtete Kategorie des Gen. subi. fallen können; dasselbe gilt von 2. Kor. 5^{14}, einer Stelle die der Verf. S. 120 recht flach interpretiert: ἡ ἀγάπη τοῦ Χριστοῦ und εἷς ὑπὲρ πάντων ἀπέθανεν sind dem Sinne nach dasselbe. Das Uebersetzen ist überhaupt nicht die starke Seite des Verf.: das berühmte, längst richtig erklärte ὃς ... οὐχ ἁρπαγμὸν ἡγήσατο τὸ εἶναι ἴσα θεῷ Phil. 2^{6} heißt bei Leibe nicht ›der Gott gleich zu sein nicht räuberisch begehrte‹ [S. 113].

Im allgemeinen erweckt derjenige der eingesteht daß ihm paulinische Stellen dunkel geblieben sind, ein günstiges Vorurteil für sein philologisches Können und Wollen; aber Röm. 2^{22} (ὁ βδελυσσόμενος τὰ εἴδωλα ἱεροσυλεῖς;) wird der jüdische Heuchler, den der Ekel vor den Götzen nicht hindert heidnisches, also unreines Tempelgut sich anzueignen, so deutlich geschildert, daß der Verf. sich sein unsicheres Hin- und Herraten über die vermeintlich dunkle Stelle sparen konnte [S. 66]. In der Stelle Phil. 2^{13} θεὸς γάρ ἐστιν ὁ ἐνεργῶν ἐν ὑμῖν καὶ τὸ θέλειν καὶ τὸ ἐνεργεῖν ὑπὲρ τῆς εὐδοκίας hat der praepositionale Ausdruck mit dem ›formelhaften ὑπὲρ εὐχαριστίας ägyptischer Inschriften‹ [S. 126^{3}] nichts mehr gemein als die nicht eben seltene Konstruktion von ὑπέρ mit dem Genetiv: εὐδοκία ist bei Paulus = ἡ καλὴ προαίρεσις oder τὸ καλῶς προαιρεθέν und er will hier sagen daß Gott das sittliche Wollen und das Wirken für das was man sittlich gewollt hat, weckt. Aus 2. Kor. 5^{2} ff. wird sonderbarer Weise

herausgelesen [S. 47] daß Paulus ›das Abbrechen des irdischen Zeltes ein grauenvoller Gedanke ist‹: die in doppelter Fassung überlieferte Meinung des Apostels kann nur die sein, daß er grade über die Last des ›irdischen Zeltes‹ seufzt und sich danach sehnt die himmlische Hülle darüber zu ziehen.

Man könnte, wie gesagt, an und für sich über diese Unschärfe im Verstehen der Texte wie über ein gelegentliches Versagen, gegen das keiner gefeit ist, hinwegsehen, braucht auch einem Gelehrten den seine theologischen Fachgenossen im freundlichen und unfreundlichen Sinne einen Philologen zu nennen pflegen, den aus Ἰουνίαν Röm. 16[7] erschlossenen masculinen Nominativ Iunias [S. 143. 147[3]] nicht gar zu übel zu nehmen: aber es steigen ernsthafte Zweifel darüber auf ob der Verf. überhaupt ein wissenschaftliches Verständnis der paulinischen Schriftstellerei sich als Ziel steckt, wenn man folgende Betrachtung über Phil. 2[6] ff. liest [S. 113]: ›Verstanden werden kann dieses Bekenntnis nur von der frommen Einfalt stillster Andacht. Man lasse alle Kommentare zu Hause [bis hierhin läßt sichs hören] und bitte einen anatolischen Christen, den Urtext dieses Bekenntnisses einmal leise vorzulesen, in dem psalmodierenden Rhythmus, in dem der christliche Osten die Perikopen der griechischen Bibel im Halbdunkel seiner Kirchen liest: ein Teil der Untertöne des alten Psalms wird dann wieder lebendig, wir werden frei vom Elend der Historie, und wir kommen in fernen Kontakt mit den armen Heiligen Mazedoniens, die die ersten Eigentümer des Schatzes waren‹. Wenn dies das Vehikel für das Verständnis des Apostels sein soll, ziehe ich unbedenklich die alte ›mechanische Inspirationstheorie‹ vor: die glaubte noch daran daß Paulus im Angesicht des lebendigen Gottes tiefsinnige Dinge schrieb, zu deren Deutung Arbeit und Nachdenken gehöre; sie ahnte in ihrer Einfalt noch nichts von einer durch liturgisches Geplärre zu erzeugenden Hypnose, die weder mit geschichtlicher Phantasie noch mit echter Erbauung das Geringste zu tun hat.

Täusche ich mich nicht, so ist es eine Signatur der jetzt üppig aufschießenden theologischen Literatur über Paulus, daß es ihr mehr auf eine, meist subjektive und mit Vorliebe homiletisch gefärbte Abschätzung einzelner Seiten des Apostels als auf ein geschichtliches Verständnis des ganzen Mannes ankommt. Auch dem Verf. ist es, wenn er die paulinische ›Christusmystik‹ an die Stelle des Paulinismus der Dogmatik setzen will, in erster Linie um ein Werturteil zu tun: er hat zwar eine Ahnung davon daß in seiner These ein wissenschaftliches Programm steckt [S. 88], aber er hütet sich dies Programm auszuführen. Dabei würde sich herausstellen daß die Mystik sehr verschiedene Formen angenommen hat, die so scharf wie möglich unterschieden

werden müssen. Die des Paulus ist schroff individuell, nur auf den auferstandenen Christus, nicht auf den Jesus der Evangelien gerichtet, voll der Hoffnung auf das Ende; das vierte Evangelium will von dieser Hoffnung nichts wissen, hier ist die Kirche mit ihren Sakramenten der Träger der unio mystica; mit unerhörter Kühnheit wird ein neugedichtetes Jesusbild an die Stelle des überlieferten gesetzt. Stärkere Gegensätze sind nicht denkbar, dem Verf. verschwinden sie gänzlich in mystischem Dampf und er tischt ernsthaft solche Ungeheuerlichkeiten auf, wie S. 90: ›das gewaltigste Denkmal echtesten [!] Verständnisses der Paulusmystik aber sind Evangelien und Briefe des Johannes; ihr Logos-Christus ist der Pneuma-Christus, den der von dem irdischen Jesus und von Paulus gleichermaßen inspirierte Evangelist in schwerer Kampfeszeit noch einmal Fleisch werden läßt, für die Gemeinde der Heiligen‹. Das ist im Grunde nichts als die kirchliche, von dem Verf. scheinbar so verachtete Dogmatik, die alle Schriften des neutestamentlichen Kanons auf eine Ebene projizieren mußte, nur mit dem Unterschied daß jene sichs unter dem Zwang die historisch gewordenen Widersprüche auszugleichen redlich sauer werden ließ, während die in anspruchsvoller Modernität einherstolzierenden Formulierungen des Verf. weder Nachdenken noch Arbeit verraten. Neben dieser Unfähigkeit die Probleme des vierten Evangeliums auch nur zu sehen ist es eine Kleinigkeit, wenn [S. 102] aus der Interpolation Lc. 22 [20] abenteuerliche Schlüsse für den Paulinismus Jesu gezogen werden.

Mit Freude las ich die Ueberschrift des vierten Kapitels ›Der Jude Paulus‹: zum paulinischen Christentum geht, wie zu dem der Urgemeinde, der Weg des Verständnisses durch das Judentum. Auch hier hat der Verf. im allgemeinen eine Ahnung des Richtigen, aber sie setzt sich ihm nicht zu präzisen Fragen um. Mich wundert daß er das Wichtigste und Größte das Paulus aus dem Judentum mitbrachte, nicht erwähnt, das ethische Verhältnis in dem er als ›Sohn Abrahams‹ zu dem persönlichen Gott seines Volkes stand: er unternimmt nirgendwo den Versuch von hier aus den Römerbrief zu verstehen. Nicht ungeschickt, wenn auch gelegentlich mit arg verfehlten Deutungen [vgl. die groteske Behandlung von Röm. 3 [25] S. 51 [6]], polemisiert er gegen die mit unlebendiger Dogmatik aus den loci abstrahierten Rechtfertigungslehren, streift aber mit keinem Wort die ungeheure Differenz zwischen dem Sündenbegriff des aus dem A. T. bekannten nachexilischen Judentums und dem des Paulus. Jenes postuliert eine sichtbar vergeltende Gerechtigkeit Gottes, es quält sich damit ab wie Jahveh es dulden kann daß Sünde und Ungerechtigkeit triumphiert, und rechnet doch wieder damit daß die Sünden des

Volkes und des Individuums von Gott vergessen werden können: für Paulus ist die Sünde eine kosmische Macht, die mit Leiblichem, Irdischem, Daemonischem zusammenläuft, und der ethische Prozeß der Erlösung, der sich im Individuum abspielt, ist zugleich eine Neuschöpfung der verderbten Kreatur. Die ausgeprägte, als bekannt vorausgesetzte Terminologie zeigt daß diese Konzeptionen von Paulus übernommen sind und ihm nur angehört daß er den gekreuzigten und auferstandenen Christus in die Mitte gerückt hat. Aber woher hat er sie überkommen, und wie sind sie im einzelnen zu deuten? Ich habe nichts dagegen, wenn der Verf. den paulinischen Christus mit dem paulinischen Pneuma identifiziert, aber was ist dies Pneuma? Sicherlich nicht das stoische, so wenig wie der λόγος θεοῦ Philos oder der λόγος θεός des vierten Evangeliums mit dem stoischen λόγος τοῦ κόσμου verwechselt werden darf; aber auch die alttestamentliche רוח יהוה die in dem Propheten redet, deckt sich mit dem paulinischen Pneuma keineswegs. Wenn auf diese Fragen eine glatte Antwort noch nicht gefunden ist, so entbindet dies den der über die paulinische Mystik schreibt, nicht von der wissenschaftlichen Pflicht sie sich vorzulegen und in der Weise die ihm richtig scheint, präzis zu formulieren: wie wenig der Verf. daran denkt, verrät er mit der naiven Aeußerung [S. 128]: »ein anderes Mal ist der Seherblick, hellenistischer, auf die Unsterblichkeit der Seele gerichtet«. Als wenn der Mann dem πνεῦμα und ψυχή Gegensätze sind und der sich nach dem pneumatischen Leibe sehnt, mit dem Philosophendogma von der ἀφθαρσία τῆς ψυχῆς etwas hätte anfangen können!

Trotz alledem, wenn der Verf. sich damit begnügt hätte den Hauptinhalt der Kapitel über die Christusmystik zu einem Vortrag oder noch besser zu einer Predigt zusammenzufassen, so wäre daraus etwas Gutes geworden, an dem auch mancher Zweifler, der sich nur ungern unter die Kanzel setzt, seine Freude gehabt hätte. Jetzt wird die unbefangene Anerkennung des vom Verf. Geleisteten dadurch erschwert, daß er, um ein Buch über Paulus zu Stande zu bringen, diesen Kapiteln andere hinzugefügt hat, die zwar für die Eigenart des Verf. selbst manches ausgeben, über Paulus aber nichts Neues oder Verkehrtheiten vorbringen. Der Abschnitt über Paulus als Apostel besteht nur aus den hergebrachten rhetorischen Periphrasen von Briefstellen, natürlich fehlt auch das salbungsvolle, aber historisch falsche Lob des »großen Organisators« nicht. Welche Stellung Paulus selbst und sein literarischer Nachlaß zu der werdenden Kirche eingenommen hat, ist ein Problem an dem die Gedankengänge des Verf. vorbei laufen; Mystiker verwechseln gerne Konventikel und Kirche, und wie wenig er über den Kirchenbegriff nachgedacht hat, verrät seine An-

erkennung des längst überwundenen Buches von Heinrici. Es sollte doch zu denken geben, daß in der Großkirche des zweiten Jahrhunderts wenig von paulinischen Gedanken zu spüren ist, dagegen die Asketenkirche Marcions und die Pneumatikerkonventikel Valentins von seinen Briefen einen ähnlich verwegenen Gebrauch machen, wie die Montanisten vom vierten Evangelium: weder Paulus noch ›Johannes‹ sind ein in gradliniger Succession vermachtes Erbgut der Kirche, verdanken vielmehr ihre Aufnahme unter die theopneusten Schriften des Kanons Kämpfen und Kompromissen, die darum aus der Kirchengeschichte nicht gestrichen werden dürfen, weil die direkte, bequem zu erreichende Ueberlieferung so gut wie nichts von ihnen weiß.

Der Verf. tut sich viel darauf zu Gute, daß er zweimal im Orient gewesen ist, gesteht freilich mit naiver Offenheit, daß er seine Eindrücke meist auf den großen Dampfern und in den Wagen der anatolischen Eisenbahn gesammelt hat. Solchen Reisenden pflegt die Natur wenig zu erzählen, auch ganz abgesehen davon daß sie von Paulus nichts erzählen kann, aus dem einfachen Grunde weil er ihr nichts anvertraute. Wer S. Francesco verstehen will, muß nach Assisi und auf die Verga pilgern: Paulus ist schon darum kein reiner Mystiker, weil er ohne angespannte Tätigkeit in den Städten und unter den Menschen nicht existieren konnte; er hatte, wie Sokrates, für die Offenbarungen der Natur keine Zeit. So kommt denn bei den Reiseerinnerungen des Verf., zu deren rhetorischem Aufputz die pedantisch genauen Datierungen in den Fußnoten einen erheiternden Gegensatz bilden, für die Kenntnis des Paulus womöglich noch weniger heraus als einst aus den süßlichen Landschaftsbildern Renans für die Geschichte Jesu; man müßte denn die seltsamen Spekulationen über ›die Welt des Paulus die Welt des Oelbaums‹ [S. 26 ff.] für einen Gewinn der Forschung halten. Wird einmal der Versuch gemacht einen Reiseeindruck direkt für das Verständnis eines paulinischen Textes nutzbar zu machen, so schlägt er fehl. Um mich nicht dem Verdacht boshafter Berichterstattung auszusetzen, lasse ich den Verf. selbst reden [S. 124]. ›In Kleinasien fanden wir auf den Ausgrabungsfeldern der alten Tempelruinen wiederholt unfertige Werkstücke aus alter Zeit ... und als wir an einem köstlichen Frühlingsmorgen [Fußnote: 18. April 1906] in der bei Milet-Didyma liegenden kleinen Bucht von Panormus (Kovella) mit Booten zum türkischen Dampfer fuhren, sahen wir im Flachwasser an der Küste riesige marmorne Säulentrommeln, die nun schon zweitausend Jahre auf die Gespanne warten, welche die zu Schiff hierher Gereisten den Berg hinauf endlich zum Didymeion bringen sollen. Den Domen des Mittelalters vergleichbar, bedurften diese anatolischen Tempel der ›Erbauung‹ durch die Arbeit

immer neuer Generationen: von hier aus erklärt sich der paulinische Lieblingsgedanke der »Erbauung«, der besonders im ersten und zweiten Korintherbrief bedeutsam geworden ist. Vor unseren Augen wird es wieder lebendig auf dem Bauplatz der werdenden Gemeinde«, folgt die Uebersetzung von 1 Kor. 3^{10-13}. »Es gibt eben auch Unfähige, die statt eines dem Feuer trotzenden, aus edlen Quadern erbauten, mit Gold und Silber geschmückten Tempels nur leichte Holzbuden zuwege bringen oder gar nur armselige Hütten aus Stroh oder Rohr ..., wie man sie heute noch bei den Jurüken der Ebene von Ephesus findet, und wie auch wir eine am Ufer des Mäander bei den Ruinen von Magnesia in der Abenddämmerung besucht haben [Fußnote: 15. April 1906]. Der Städter Paulus, der solche oftmals im Nu zu Asche verwandelten kläglichen Wohnstätten auf seinen Reisen wohl häufig gesehen hatte, will nicht, daß die Gemeinde Christi ihnen ähnelt: auf das einzigartige wuchtige Fundament gehört ein massiver und edler Bau«. Diese phantasievollen Ideengänge zerstieben an der harten Tatsache daß λίθοι τίμιοι nicht »edle Quadern« bedeutet, sondern »Edelsteine«, und daß man mit Gold, Silber und Diamanten nicht baut. Nach seiner Art springt Paulus von einem Bild zum anderen; zunächst bleibt er im Bauen und redet vom Fundament: θεμέλιον γὰρ ἄλλον οὐδεὶς δύναται θεῖναι παρὰ τὸν κείμενον, ὅς ἐστιν Ἰησοῦς Χριστός, aber dann schiebt sich ihm die Vorstellung von der Feuerprobe vor, die das Echte vom Falschen, das Dauernde vom Vergänglichen sondert, und so werden Gold Silber Edelsteine dem Holz Stroh und Rohr entgegengestellt. Uebrigens möchte ich bezweifeln daß Paulus beim Anblick unfertiger Tempel etwas anderes empfand als den zornigen Wunsch daß diese Stätten des Greuels nie fertig werden möchten: den religiösen Begriff der Erbauung hat er daher nicht nehmen können, überhaupt nicht geschaffen, sondern übernommen. Denn das Wort ist bei ihm schon so abgeschliffen, daß er es in demselben Sinne, wie die Philosophen seit den Sokratikern ὠφελεῖν sagen, vom Einzelnen gebraucht, ohne noch an das Bild zu denken das nur auf eine Gesamtheit paßt. Aus dem Griechischen läßt sich die Entwickelung des Wortes nicht erklären; es muß aus der alttestamentlichen Metapher von בנה = »zu dauerndem Glück bringen« abgeleitet sein und ist ein interessanter Beleg dafür wie sich im vorchristlichen, griechisch redenden Judentum religiöse Begriffe und Worte verinnerlicht haben.

Mit der Stellung des Paulus in der Welt weiß der Verf. nichts rechtes anzufangen; er träumt über die soziale Schicht der Paulus entstammte, allerhand Unmaßgebliches zusammen, wovon noch die Rede sein wird, und packt das Problem nicht da an, wo es etwas

ausgibt, von der rechtlichen Seite. Paulus war Jude und römischer Bürger zugleich: darin liegt, um einen Lieblingsausdruck des Verf. zu gebrauchen, eine Polarität, und es lohnt sich scharf zuzusehen wie der römische Jude mit dieser Doppelstellung sich abgefunden hat. Bis zu seinem letzten Prozeß hat er von dem Bürgerrecht keinen Gebrauch gemacht, sich als Jude ohne Widerspruch der synagogalen Gerichtsbarkeit unterworfen [2. Kor. 11 [24]]: wie er als Apostel auf jeden Unterhalt verzichtete, so sollte seine Civität ihm keinen Vorzug vor den Brüdern verschaffen; als einziges Personalrecht galt ihm die unmittelbare Berufung durch den Herrn. Schon aus diesem Grunde ist Dessaus Hypothese [Hermes 45, 347 ff.] verfehlt, daß der Apostel seinen Namen von dem cyprischen Proconsul mit dem er nach Act. 13 [7] ff. zusammentraf, entlehnt habe, ganz abgesehen davon daß Dessau der Apostelgeschichte eine Glaubwürdigkeit zuschreibt, die ihrem legendarischen, chronologisch falsch gestellten Bericht von der cyprischen Reise am allerwenigsten zukommt. Paulus hat sich den vornehmen Namen nicht zugelegt, sondern ihn aus nicht mehr erkennbaren Gründen von seinem Vater, vielleicht auch schon vom Großvater geerbt; der andere Name den nur die Apostelgeschichte kennt, ist wohl ein Spitzname gewesen, den die Christengemeinden ihrem Gegner beilegten, der wie Saul zum Stamme Benjamin gehörte und die Gläubigen des Messias aus Davids Geschlecht verfolgte. Je konsequenter Paulus während seiner ganzen Missionszeit sein Bürgerrecht verleugnet hat, um so wunderbarer ist es, daß er bei seinem letzten Prozeß einen so entschiedenen Gebrauch davon macht; denn diese Tatsache steht unbedingt fest, so wunderlich und verdreht auch der Bericht der Apostelakten von der Unterhaltung des Apostels mit dem römischen Kommandanten in Jerusalem ist, durch den dieser erfährt wen er vor sich hat. Ich kann dafür nur eine Erklärung vorschlagen. Paulus hielt es für seine ihm von Christus zugewiesene Aufgabe vor der Parusie, die er stets für nahe bevorstehend gehalten hat, der gesamten heidnischen Oikumene das Evangelium zu verkünden. Als er mit dem Osten fertig zu sein glaubte, schweiften seine Gedanken nach dem äußersten Westen, nach Spanien, alles überspringend, was dazwischen lag: dem Orientalen verkürzten sich, wie es zu gehen pflegt, die Länder des unbekannten Occidents zu einer schmalen Linie; der Satz des Verf. [S. 147]: ›die Diasporakarte, die wir durch die blauen Signaturen auf der Karte der paulinischen Welt fragmentarisch wiederhergestellt haben, hatte er im Kopf‹ ist nach Inhalt und Form verunglückt. Um des spanischen Projektes willen versuchte er in der ihm fremden, scharf judenchristlichen Gemeinde in Rom festen Fuß zu fassen; das ist der Zweck des Römerbriefes, und aus diesem Zweck erklären sich

auch die Grüße am Schluß, die der Verf. ebenso wie viele andere falsch abtrennt: in der ihm fremden Gemeinde sucht der Apostel so viele Bekannte zusammen wie irgend möglich, und das konnten nur zugezogene Orientalen sein; ja ich halte es für sehr möglich daß er manche von ihnen direkt veranlaßt hat nach Rom zu gehen um seine Position dort zu stützen. Alle seine Pläne wurden durch die Verhaftung in Jerusalem durchkreuzt; ein Prozeß vor dem Synhedrion stellte ein nahes Ende in sichere Aussicht: da griff der Apostel zu dem letzten und einzigen Mittel um wenigstens nach Rom zu gelangen. Damit hatte er alles getan, was in seinen Kräften stand, um seine Aufgabe durchzuführen; für das Weitere mußte Gott sorgen.

Daraus daß Paulus selbst sein Bürgerrecht für nichts achtete, folgt mit nichten daß seine Geschichtschreiber es ignorieren dürfen. Es beweist daß Paulus in seiner Jugend der ›sozialen Oberschicht‹ angehört hat: wenn einerseits die jüdische Ethik dafür sorgte daß er seine Volksgenossen das unjüdische Vorrecht nicht empfinden ließ, so hat andrerseits die sichere Stellung die er der heidnischen Welt gegenüber hatte, ihn vor dem dumpfen, aus Haß und Furcht gemischten Gefühl geschützt, mit dem der Jude dem Weltreich gegenüberstand, im Gegenteil die Elemente in ihm gefördert, die Lust hatten sich zu einer Herrennatur zu entwickeln. Paulus war mit nichten ein kleiner Handwerker dessen Welt ein pietistischer Konventikel ist; er hat wohl erst als Missionar angefangen von seiner Hände Arbeit zu leben um von den Gemeinden nicht abhängig zu sein, ist jedenfalls immer wie der stolzeste Aristokrat seine eigenen Wege gegangen, und hat sich bis zu seinem Ende eine rechtschaffene Kraft des Hasses gegen seine Gegner bewahrt; seine Predigt von der ἀγάπη, die immer wieder in unleidlicher Weise sentimentalisiert wird, ist darum so wuchtig ausgefallen, weil er sich diese Tugend schwer erkämpfen mußte.

Der Verf., der durch die Papyri und Ostraka die unliterarischen Schichten kennen gelernt hat, meint, man könne von der Sprache aus der Stellung des Paulus in der Welt beikommen; aber seine Resultate befriedigen ihn nicht ganz, was niemand wundern wird, der folgende, hin- und herschaukelnde Sätze liest [S. 35]: ›sicher scheint mir zu sein, daß Paulus von Tarsus, obwohl seine Vaterstadt ein Sitz hoher griechischer Bildung war, nicht aus der literarischen Oberschicht, sondern aus den handarbeitenden unliterarischen Schichten gekommen und auch bei ihnen geblieben ist‹ und [S. 37] ›eine genaue Prüfung des Wortschatzes der paulinischen Briefe hat gezeigt, daß Paulus kein literarisches Griechisch schreibt; und diese Beobachtung ist eine Bestätigung unserer These, daß seine Heimat und sein historischer

Standort unterhalb der literarischen Oberschicht liegen. Aber bei aller starken Volkstümlichkeit des Wortschatzes und bei deutlichem Vorherrschen des Tons der Umgangssprache ist sein Griechisch nicht eigentlich vulgär in der Art, die auf vielen gleichzeitigen Papyri zu Worte kommt. Auf Grund der Sprache ist Paulus vielmehr einer gehobenen Schicht zuzuweisen. Es ist ja gewiß überhaupt unendlich schwierig, das Problem der antiken Schichtung zu beantworten; auch bei unserem Versuch, die soziale Schicht des Paulus zu gewinnen, sind wir uns bewußt, nur tastend vorwärts zu kommen. Aber wer überhaupt das Problem anerkennt, wird wenigstens darin eine relativ sichere Linie bemerken, daß wir Paulus unterhalb der literarischen Oberschicht und oberhalb der rein proletarischen untersten Schichten stellen‹. Diese Ausführungen leiden zunächst an dem Fehler daß der Verf. literarische und soziale Oberschicht verwechselt, obgleich es zu allen Zeiten vorgekommen ist daß hochgestellte Leute keinen einzigen guten Satz zu Stande bringen und glänzende Schriftsteller in der guten Gesellschaft sich nicht sehen lassen können. Ferner versteht er unter der literarischen Oberschicht der damaligen Zeit diejenigen Griechen die von der klassizistischen Bewegung ergriffen sind und sich damit abmühen eine seit Jahrhunderten erstorbene Sprache zu einem künstlichen Scheinleben zu erwecken. Diese Reaktion gegen den Hellenismus ging von Rom aus und hat sich erst allmählich ausgebreitet; für Paulus gehörte sie noch zu der ›Weisheit im Fleisch‹, und er konnte sie verachten, was auch die eifrigsten Christen der folgenden Jahrhunderte nicht mehr taten. Zu seiner Zeit schrieb man keineswegs nur ein klassizistisches Griechisch, war auch nicht allgemein geneigt mit den asianischen Rhetoren im Pomp der Worte und Rhythmen zu schwelgen; ein Mann wie Strabo kann lehren daß die literarische und die gesprochene Sprache durchaus noch nicht durch eine tiefe Kluft geschieden war. Aus der Sprache des Paulus folgt also für seine Stellung in der Welt nichts, dagegen trifft, wenn auf irgend einen, auf ihn das Wort Buffons zu, daß der Stil der Mann ist. Der Ungebildete schreibt in erborgten Wendungen, kann sich von den überlieferten Formen nicht losmachen, weil er nicht einmal das beherrscht, was er sich lernend angequält hat; der Verf. hätte besser getan das aus den Papyri zu lernen als tiefe Offenbarungen aus ihnen herauszulesen. Paulus ist in der Sprache eine ungezähmte, originale Herrennatur, die neu schafft und neu formt, weil neues Leben in ihm gärt und die alten Schläuche sprengt. Aber nur der zerschlägt eine Ueberlieferung, der sie früh beherrschen gelernt hat, so daß sie ihn nicht drückt; wie Paulus sich seine Herrschaft über das hellenistische Griechisch erworben hat, wissen wir nicht, weil ers nicht für der

Mühe wert gehalten hat es zu erzählen, aber daß er in seiner Jugend durch Lernen den Grund zu seiner Meisterschaft gelegt hat, daß er also keiner unliterarischen Schicht entstammt, das lehrt sein Stil jeden der lesen und hören kann. Unliterarische Proletarier haben noch nie und nirgends eine neue Literaturgattung geschaffen, wie es die paulinischen Briefe nun einmal sind.

Wie unklar die Vorstellungen sind, die der Verfasser von ›Literarischem‹ und ›Unliterarischem‹ hat, zeigen seine aus dem Licht vom Osten wiederholten Deklamationen über den Unterschied zwischen Brief und Epistel [S. 6 ff.]. ›Der Brief dient der Zwiesprache getrennter Menschen. Er ist ein Ich, das zu einem Du spricht. Individuell und persönlich, nur für den Adressaten oder die Adressaten bestimmt, ist er auf die Aeußerlichkeit nicht berechnet, ja durch Sitte und Recht vor der Oeffentlichkeit als Geheimnis geschützt. Der wirkliche Brief ist unliterarisch, wie eine Quittung oder ein Mietvertrag ... Anders ist die Epistel. Sie ist eine literarische Kunstform, wie das Drama, das Epigramm, der Dialog. Die Epistel teilt mit dem Briefe nur die äußere briefliche Form; im übrigen ist sie das Gegenteil des wirklichen Briefes. Sie will eine Oeffentlichkeit oder gar die Oeffentlichkeit interessieren und beeinflussen. Ihrem Wesen nach publizistisch, bedient sie sich des Persönlichen nur, um die Illusion des Briefes zu wahren. Ist der Brief ein Geheimnis, so ist die Epistel Marktware. ... Mit einem Wort, Epistel und Brief unterscheiden sich wie Kunst und Natur, wie das Stilisierte und das Gewachsene, wie das Reflektierte und das Naive‹. Wenn der Verf. diese Antithese gebraucht hätte um nachzuweisen daß der erste Johannesbrief von den beiden anderen scharf zu scheiden ist oder daß außer diesen beiden die s. g. katholischen Episteln literarische Anwendungen einer von Paulus geschaffenen Form sind, so würde ich weder das Schiefe noch das Triviale in ihnen ihm vorrücken; wenn er aber meint dem Verständnis der paulinischen Schriftstellerei damit zu nützen, so muß ich Widerspruch erheben. Paulus hat zwar keine Episteln geschrieben, aber auch keine persönlichen Briefe wie sie Cicero mit Atticus wechselte. Er bezeichnet sich regelmäßig nicht als den alleinigen Absender und schreibt für die Oeffentlichkeit: denn seine Briefe sollen in der Gemeinde verlesen werden und seine Feinde kritisieren sie [2. Kor. 10^{10}]. Es ist auch nicht nötig daß er die Gemeinde kennt: das zeigt der Römerbrief. Sie sind also gerade das was sie nach des Verf. Meinung nicht sein dürfen, Publizistik, und wollen ausgesprochener Maßen publizistisch wirken; ob die Publikation durch Vorlesen und private Abschrift oder durch fabrikmäßige Herstellung einer Anzahl von Exemplaren bewerkstelligt wird, macht im

Altertum nichts aus, wo der Unterschied zwischen Buch und Handschrift ein fließender ist. Vollends verkehrt ist es die Kategorien des Literarischen und Unliterarischen hier einzumengen. Der Verf. nennt literarisch nur das was das zünftige Literatentum hervorbringt um eine in festen Formen ausgebildete Literatur zu bereichern: das ist eine unzulässige Verengung des Begriffs. Originale, kraftvolle Persönlichkeiten, die fühlen und wollen, schreiben immer für die Gegenwart um auf einen bestimmten Kreis zu wirken oder sich auszuschütten; das wird zur Literatur und zwar zur allerbesten, weil es in größerem oder geringerem Maße dann noch wirkt, wenn die unmittelbare Aktualität für die es bestimmt war, längst vergangen ist. Solche Männer die aus ihrem Tun heraus zu Schriftstellern werden, sind doch darum nicht unliterarisch, weil sie keine Literaten sind und sein wollen; dies Praedicat sollte dem vorbehalten bleiben, was seiner Art nach nie Literatur werden kann. Das ist richtig, daß jene originalen Produktionen aus ihren unmittelbaren Zwecken und Anlässen heraus verstanden sein wollen: daß der Verf. diese Kunst besonders verstehe, kann ich nicht behaupten; dazu fehlt es ihm zu sehr an präziser Interpretation und an Stilgefühl. Er sieht auf die Kritik die sich bemüht in dem paulinischen Nachlaß das Echte vom Unechten zu sondern mit der vornehmen Geringschätzung des logische und sprachliche Beweise verachtenden Mystikers hinab. Die Doxologie am Schluß des Römerbriefes, deren Unechtheit noch jüngst von Corssen [Zeitschr. f. neutest. Wiss. 10, 32 ff.] mit schlagenden Gründen erwiesen ist, ist für den Verf. [S. 14] ein ›voller Accord von der Harfe des Psalmisten Paulus‹, und er hat nicht übel Lust die Pastoralbriefe zu rehabilitieren. Ich verstehe den orthodoxen Glauben der diese Briefe mit Haut und Haaren hinunterschluckt, er muß nun einmal viel, um nicht zu sagen alles verdauen, aber ich kann in dem orakelhaften Urteil [S. 11]: ›was in diesen Briefen stilisiert, erstarrt, unbrieflich aussieht, ist zum Teil vielleicht von Paulus übernommenes und nur leise seinen Zwecken angepaßtes Erbgut aus der Gemeindeerfahrung des hellenistischen Judentums, zum Teil nachpaulinische Ergänzung‹, nur eine Leichtfertigkeit sehen, die eine seit Menschenaltern geleistete kritische Arbeit mit unüberlegten Phrasen bei Seite schiebt und sich den Einzelbeweis spart, der allein etwas ausrichten kann. Hat es im hellenistischen Judentum etwa Kirchenordnungen gegeben? Gar nicht zu reden von der klar am Tage liegenden, bewußten Nachahmung paulinischer Briefe; hier hätte der Verf. Gelegenheit gehabt am Beispiel zu zeigen daß er ›Briefe‹ und ›Episteln‹ unterscheiden kann. Daß Epheser-, Kolosser-, zweiter Thessalonicherbrief für echt gelten, kann nach dieser unklaren Verteidigung der Pastoralbriefe nicht ver-

wundern; auch Männer die Stil und Sprache des Paulus ernsthafter studiert haben als der Verf., wollen ja immer noch nicht sehen daß derselbe Mann der in der Gefangenschaft den Philipper- und Philemonbrief schrieb, nicht das mystische Phrasengeklingel der Briefe an Epheser und Kolosser zusammengestoppelt haben kann und daß der zweite Thessalonicherbrief ein gefälschter Ersatz für den ersten sein soll, der anstößig geworden war. Die seltsame Hypothese von den Briefen die Paulus in einer ephesischen Gefangenschaft geschrieben haben soll, wird aus dem ›Licht vom Osten‹ wiederholt, ein Beweis auch jetzt nicht nachgeliefert: denn der Roman den der Verf. S. 12 erzählt, Onesimus sei in Ephesus verhaftet, habe den dort ebenfalls gefangenen Paulus kennen gelernt, sei von ihm bekehrt und seinem Herrn zurückgesandt, indem sich Paulus für ihn der Gefängnisbehörde verbürgte, beweist nur, daß der Verf. bei seinen Papyrusstudien vom römischen Recht und römischen Prozeß nichts gelernt hat.

Dagegen ist anzuerkennen daß er wenigstens im Text kein chronologisches System der Missionsreisen vorträgt; er hat was er davon zu wissen glaubt, in die Karte eingetragen und es dem fleißigen Leser überlassen, sich in den bezifferten Itineraren zurechtzufinden. Nur der kürzlich gefundene Brief des Kaisers Claudius, der Gallio als Prokonsul von Achaia erwähnt, wird in einer Beilage mit größter Breite behandelt; wertvoll sind die Mitteilungen Dessaus, die keinen Zweifel lassen, daß der Brief ins Jahr 52 fällt und Gallio in der Mitte des Jahres 51 den Proconsulat von Achaia antrat. So weit liegen sichere Tatsachen vor; man kann Act. Apost. 18^{11} f. in der Weise mit ihnen kombinieren, daß man einen korinthischen Aufenthalt des Paulus um 50/51 ansetzt. Mehr ist vom Uebel. Denn der Bericht den die Apostelakten dort von dem ersten korinthischen Aufenthalt des Apostels geben, ist zu verworren und voller Widersprüche als daß er, wie es jetzt Mode ist, als Originalbericht eines Reisegefährten angesehen werden kann: mindestens eine Redaktion hat hier übel gehaust[1]), und es ist nicht möglich, mir wenigstens nicht gelungen das Ursprüngliche herauszuklauben. Auf das entschiedenste muß ich mich ferner gegen Lietzmanns Versuch [Zeitschr. f. wiss. Theol. 53, 345 ff.] wenden, der von diesem Datum aus vorwärts und rückwärts die Chronologie der Apostelakten berechnen

1) Zwischen vs. 4^b und 5 klafft der Zusammenhang; in vs. 5 hat noch niemand συνείχετο τῶι λόγωι verstanden. ἐκεῖθεν in vs. 7 greift in unzulässiger Weise auf vs. 3 zurück; vs. 8^a paßt nicht zu vs. 6. Nach dem vs. 8^b berichteten Erfolg mutet die Vision in vs. 9. 10 seltsam an. Vs. 17 ist ein unverständlicher Abschluß der Verhandlung vor dem Proconsul; steckt in ihm die Erfüllung des in vs. 9 f. berichteten Orakels? Keinesfalls sind mit πάντες die Juden gemeint.

will. Das ist ein unmögliches Unterfangen. Die Apostelakten sind kein Geschichtsbuch, das ein chronologisches Gerippe in sich birgt, sondern eine, durch mehrfache Redaktionen hindurchgelaufene Kompilation von Einzelerzählungen [πράξεις], aus der sich im günstigsten Falle ein einzelner glaubwürdiger Bericht und eine isolierte Datierung herausanalysieren lassen, die aber kein fortlaufendes Ganze ist, wie es doch für eine Zeitrechnung vorausgesetzt werden muß, die nur durch fest aneinander schließende Intervalle zu Resultaten kommen kann. Einstweilen bleiben die Jahre 44 und 55 die festen Marksteine der paulinischen und damit der urchristlichen Chronologie; will man 50/51 dazwischensetzen, so brauche ich nicht zu widersprechen, aber etwas wesentlich Neues ist damit nicht gewonnen.

Eine zweite Beilage teilt eine pergamenische Inschrift mit, die ein Daduch Capito den θεοὶ ἄγ[νωστοι] gesetzt hat und die die literarisch schon bezeugte Tatsache daß es solche Dedicationen gab, bestätigt. Für Paulus hat das trotz Act. Ap. 17 [23] keine Bedeutung; denn wenn etwas feststeht, so ist es das daß er die Areopagrede nie gehalten hat. Wer in ihr eine authentische Urkunde sieht, mag die älteste römische Geschichte nach den von Livius komponierten Reden erzählen.

Freiburg i. B. E. Schwartz

Johannes Weiss, Jesus von Nazareth Mythus oder Geschichte? Eine Auseinandersetzung mit Kalthoff, Drews, Jensen. Tübingen 1910, J. B. C. Mohr. VIII und 172 S. 8°. 2 M.

Am 31. März und 1. April 1910 hat Johannes Weiss auf dem Theologischen Ferienkurs in Berlin die Vorträge gehalten, deren Manuskript er hier veröffentlicht. Sie wenden sich gegen die Gelehrten, die in den letzten Jahren bestritten haben, daß Jesus von Nazareth gelebt hat; gegen Drews und Jensen, die meinen, daß Jesus eine vom Mythos erzeugte Fiktion sei, und gegen Kalthoff, der in Jesus nur die Konzentration der sozialen Ideen sieht, die damals die Massen bewegten. Die einzelnen Argumente dieser Gegner werden von Weiss durchgenommen und bekämpft. Im Rahmen einer Besprechung ist es nicht möglich, allen Gründen und Gegengründen nachzugehen und eine detaillierte Epikritik zu geben: nur die wichtigsten Gedanken sollen aus dem Buche von Weiss herausgehoben werden. Auch muß ich mir versagen, auf die im letzten Jahre [1]) neu erschienene und hier-

1) Geschrieben ist diese Besprechung zu Anfang 1911. Die Korrektur ging mir an einem Orte zu, wo ich Nachprüfungen nicht vornehmen konnte.

her gehörige Literatur einzugehen; ich müßte sonst einen vollständigen Jahresbericht liefern.

A. Drews (»Die Christusmythe«, 2. Aufl. 1910) begründet seine These religionswissenschaftlich. Er stützt sich auf W. B. Smith, der in seinem Buche »Der vorchristliche Jesus« behauptet hat, es habe schon in vorchristlicher Zeit in Vorderasien Religionsgemeinden gegeben, die einen Kultgott namens Jesus verehrt hätten. Doch sind die Argumente von Smith nicht beweiskräftig; weder bedeutet τὰ περὶ τοῦ κυρίου Ἰησοῦ Act. Ap. 18,25 und 28,31 notwendig nur ein Dogma, keinen geschichtlichen Kern, noch sind der Naassenerhymnus, der Jesus kennt, und der Pariser Zauberpapyrus, der v. 3019 τοῦ θεοῦ τῶν Ἑβραίων Ἰησοῦ gedenkt, vorchristlich[1]), noch läßt sich ein Kultgott Jesus bei der vorchristlichen Sekte der Nazaräer erweisen.

Ferner meint Drews, daß der Glaube an den vorchristlichen Gott Jesus durch den im Osten weitverbreiteten Mythos von einem sterbenden und auferstehenden Gotte beeinflußt worden sei: diesem folgend hätten die ersten jesusgläubigen Juden schon vor Christo einen sterbenden und wieder erstehenden Heiland erwartet. Erst später sei dieser Glaube auf einen Menschen, den es nie gegeben habe, übertragen und damit zur Pseudogeschichte geworden. Zwar ist das Vorhandensein jenes orientalischen Glaubens durch den Kultus des Tammuz, Adonis, Osiris, Attis sicher gestellt, aber es ist nicht nachweisbar, daß er einen tieferen Einfluß auf die Juden gehabt hat. Auch fehlen im älteren christlichen Kult die Spuren derjenigen Riten, die für jene Religionen wesentlich sind[2]), und ebensowenig finden sich in den Erzählungen von Jesus Züge aus den zugehörigen Mythen, Parallelen etwa zum Tod des Adonis durch den Eber, des Attis durch Selbstentmannung. In damaliger Zeit ist die Vermenschlichung von Göttern selten[3]), dagegen die Apotheose der Menschen häufig, und so bleibt

1) Sonst kommt Jesus noch zweimal im heidnischen Zauber vor, Pap. Leid. V 6,17 Ἰησοῦς Ἄνουβις (Fleckeis. Jbb., Suppl. XVI 805) und in meinen »Antiken Fluchtafeln«, Lietzmanns Kl. Texte 20 S. 6. Beide Stellen sind nachchristlich.

2) In meinem »Frühlingsfest der Insel Malta« glaubte ich das Fortleben alten Adoniskultes in einem Fest Johannis des Täufers nachweisen zu können. Konrad Lübeck, Adoniskult und Christentum auf Malta, Fulda 1904, hat gezeigt, daß die Feier, um die es sich handelt, das Osterfest ist. Danach hätten wir also auf Malta Reste des Adoniskultes in einem Osterbrauch. Aber wenn ich das annehme, meine auch ich, daß das kein ursprünglicher Bestandteil des christlichen Ritus, sondern ein späterer Zusatz ist.

3) Dagegen könnte man einwenden, daß die Theorie des Euhemeros seit dem dritten Jahrhundert die Griechen, seit Ennius die Römer interessierte. Aber die Kreise, denen sie geläufig war, wollten Religionen nicht schaffen, sondern auflösen.

es viel wahrscheinlicher, daß ein wirklicher Mensch nach seinem Tode in Parallele zu den sterbenden Göttern des Orients gebracht worden ist, als daß man einen Gott vermenschlicht hat.

Mit dieser Erhebung zum Gotte wird zugegeben, daß alte mystische Züge auf die Gestalt Jesu übertragen worden sind. Aber erst später und nicht in solcher Ausdehnung, wie es P. Jensen behauptet hat, namentlich in seinem Buche ›Das Gilgamesch-Epos in der Weltliteratur‹. Jensen sieht in jenem babylonischen Heldenlied die Quelle auch für die Erzählungen des Neuen Testaments; Jesus sei eine Kopie der mythischen Helden Babylons und damit selbst eine mythische Figur. Er stützt diese These auf die Wiederkehr bestimmter Züge in der Erzählung, die deshalb nicht unabhängig von einander entstanden sein können, weil sie in derselben Reihenfolge sowohl im babylonischen Epos wie im Neuen Testament wiederkehren. Aber diese Entsprechung ist, wie an Beispielen gezeigt wird, nicht so bedeutend, als Jensen annimmt, und den Aehnlichkeiten in selbstverständlichen Dingen stehen Unähnlichkeiten von so wesentlicher Art gegenüber, daß ein direkter Einfluß des Gilgameschepos auf die Erzählungen von Jesus nicht als erwiesen gelten kann.

A. Kalthoff hat seine Ansichten in zwei Schriften niedergelegt: ›Das Christusproblem, Grundlinien zu einer Sozialtheologie‹ 1902 (mir lag die zweite Auflage von 1903 vor) und ›Die Entstehung des Christentums‹ 1904. Gegenüber seiner These, daß das Christentum erst später, und zwar in Italien, in Rom, an Jesus sich einen Eponymen für die Gedanken geschaffen habe, aus denen die Gemeinde hervorgegangen sei, ist zuzugeben, daß manche Stelle im Neuen Testament erst später eingefügt ist, um eine Beglaubigung für Ansichten oder eine Erklärung für Stimmungen zu geben, die in späterer Zeit die Gemeinde beherrschten. Aber andere Stellen passen nicht zu den Folgerungen, die Kalthoff zieht; so weist die Dialektik der Schulgespräche nicht auf Rom, sondern auf die Rabbinatsschulen Palästinäs. Und zur Erklärung des Ganzen reicht seine Deutungsweise nicht aus: auch ihr stehen die Zeugnisse entgegen, die von Jesus als einer geschichtlichen Persönlichkeit reden.

Diese Zeugnisse werden einer erneuten Musterung unterworfen, und dabei die Erwähnungen in der Profanliteratur als nicht beweisend preisgegeben. Doch möchte ich einiges Gewicht auf Tacitus legen, Ann. XV 44: *Christus Tiberio imperitante per procuratorem Pontium Pilatum supplicio affectus erat; repressaque in praesens exitiabilis superstitio rursum erumpebat non modo per Iudaeam.* Gegen die Echtheit der Stelle sind entscheidende Gründe nicht vorgebracht worden. Es fragt sich, woher Tacitus die Kenntnis dessen hat, was

er hier erzählt. Eine sichere Antwort läßt sich hierauf nicht geben, wohl aber eine wahrscheinliche. Die Worte *per Iudaeam* führen darauf, daß er hier aus derselben Quelle schöpft wie Hist. V 2—9, in jener Ethnographie der Juden, die auch über die Berührungen Roms und Israels bis in die Zeit des Titus berichtet. Daß er in dieser Partie mit schriftlichen Quellen arbeitet, sagt er selbst, und zwar benutzt er, wie man als höchst wahrscheinlich annimmt, eine Monographie des Antonius Julianus. Der aber hatte seine Kenntnisse im Jahre 70 n. Chr. gesammelt, als er Prokurator von Judäa war. Es ist nicht glaublich, daß er als Amtshandlung eines seiner Vorgänger erzählt hat, was nur Mythos war.

Die wichtigste Quelle für den geschichtlichen Jesus ist das Neue Testament, deren älteste Zeugen sind die Briefe des Paulus. Von diesen erkennt Drews in seiner Christusmythe einige als echt an, betrachtet aber die auf Jesus bezüglichen Stellen als späteren Einschub. Doch sind die Worte 1. Kor. 11,23 ff. sicher echt, welche die Einsetzung des Abendmahls als historisch behandeln, und ebenso Gal. 1,19, wo Paulus sagt, daß er Jakobus, den Bruder des Herrn gekannt habe. Also bereits für Paulus ist Jesus und sein Tod eine geschichtliche Tatsache; dadurch wird die Zeitspanne, in der sich der Mythos entwickelt haben könnte, stark reduziert. Allerdings beginnt bei Paulus bereits der geschichtliche Jesus unter dem Einfluß hellenistisch-mystischer Vorstellungen sich zu sublimieren.

Daß in den Evangelien neben realen Bestandteilen Wundergeschichten, also mythische Elemente stehen, ist zuzugeben. Aber wären diese die primären Teile, wie es namentlich nach Drews sein müßte, so wäre notwendigerweise das Supranaturalistische stärker betont: dann würde man etwa gleich zu Beginn lesen, wie der Gott zur Menschwerdung vom Himmel herabsteigt. Vielmehr ist das Uebernatürliche ein je länger je mehr zunehmender Zusatz zu dem Prius realer Dinge.

Von den Evangelien läßt sich das des Marcus in die Zeit vor 70 datieren, da c. 13 vor der Zerstörung des Tempels geschrieben ist. Marcus aber ist nicht der älteste Zeuge für Jesus gewesen; er bearbeitet bereits eine ältere Tradition. So hat er eine ihm vorausliegende Erzählung von Taten des Petrus benutzt, die wohl nach dem Tode dieses Apostels niedergeschrieben sind. Neben solchen Acta stand die Spruchquelle, die auch Matthäus und Lucas eingesehen haben. Eine Vergleichung der Synoptiker läßt erkennen, daß diese Spruchquelle aufgezeichnet wurde, um für das Gemeindeleben eine Norm aus Herrenworten zu schaffen. Bis zu ihrer Fixierung wird die mündliche Tradition die übliche rabbinische gewesen sein, die ge-

wissenhaft den Wortlaut zu bewahren sucht. Durch die Annahme einer solchen Tradition kommt man zeitlich ziemlich dicht an das Leben Jesu heran, und man erkennt auch, daß diese Logia auf eine wirkliche Person zurückgehen müssen. Sie bieten eine sehr persönliche Anschauung, die, von der Lehre des alten Testaments beeinflußt, zugleich über sie hinausführt, so in der Begründung der Seligpreisungen und in dem Gebot der Feindesliebe.

Die Entwickelung solcher Gedanken ist ohne einschneidende Polemik wider die Gegner nicht möglich. Aber ich bedaure den verletzenden Ton, der an vielen Stellen angeschlagen wird. Den ehrlichen Zorn, in den Weiss da gerät, wo ihm die Beweisführung unwissenschaftlich und der Vortrag unbewiesener Dinge zu sicher schien, habe ich ihm nachempfunden. Aber ich würde diesen Zorn nicht in eine wissenschaftliche Auseinandersetzung hineintragen. Schon darum nicht, damit nicht die letzte Möglichkeit einer Verständigung schwindet, wenn der Gegner der Sprache der Leidenschaft sein Ohr verschließt.

Aber das ist doch nur die äußere Schale. Den Kern halte ich für gediegen. Wenn auch die verwendeten Argumente nicht alle von gleicher Stärke sind und über manches die Debatte weiter gehen wird, das hat Weiss m. E. gezeigt, daß durch seine Gegner die Ungeschichtlichkeit Jesu nicht erwiesen wird, und daß die Entstehung des Christentums geringere Rätsel bietet, wenn die Entwickelungsstufen, die wir sehen, auf historischem, nicht auf mythischem Fundament ruhen.

Besonders dankenswert ist es aber, daß Weiss bei seinen Auseinandersetzungen nie das Ganze aus den Augen verliert, sondern immer das einzelne Problem in seiner Bedeutung für die wissenschaftliche Methode darstellt. Da er auf dem Boden einer Theologie steht, die das Wesen und Wirken Jesu geschichtlich zu fassen sich bemüht, die also zugleich Religionsgeschichte ist, hatte er sich auch mit der Methode der naheverwandten vergleichenden Religionswissenschaft auseinanderzusetzen. Seine Meinung gipfelt in folgenden Sätzen (S. 23 ff.): ›Je genauer wir die religionsgeschichtliche Umgebung kennen lernen, in der das Christentum entstanden ist, um so deutlicher erkennen wir, daß seine Lehren und Ausdrucksformen in hohem Grade verwandt sind mit denen des vorangehenden Judentums und umgebenden Heidentums. ... Wie das Urchristentum zu seiner griechisch-römischen Umgebung nur reden konnte, indem es sich *ihrer* Sprache bediente, der Sprache des damaligen Lebens ... so konnten die Träger der neuen Religion gar nicht umhin, ihren Inhalt in die Verkehrs- und Denkformen zu gießen, die dem damaligen antiken Menschen geläufig waren. ... Aber nun besteht vielfach die Neigung, die christliche Re-

45*

ligion vollständig, im ganzen wie im einzelnen, nur als die Erbin des Heidentums zu erklären. ... Eine konsequente Geschichtswissenschaft stellt sich — wenigstens unbewußt — die Aufgabe, das gesamte Christentum nur als Produkt seiner Umwelt, als eine Neugruppierung alter Elemente, als reines Heidentum in neuer Form zu erweisen. Nicht immer wird dies Forschungsziel direkt ausgesprochen, es liegt aber als methodisches regulatives Prinzip häufig zu Grunde. Die historischen Fehler, die hier drohen, sind zahlreich. Vor allem die Einseitigkeit des Blicks. ... Man verkennt leicht, daß die neue Religion schon ein gewaltiges Kraftzentrum aus eigener Lebensfülle war, als es alle halbwegs lebenskräftigen Strömungen der Antike an sich heranzog, alle einigermaßen brauchbaren Formen und Anschauungen ergriff, um sie sich anzupassen. ... Die Religionsgeschichte in ihrer Anwendung auf das Christentum steht noch in ihren Anfängen; viele stehen einstweilen noch unter einer Art Hypnose, einer Blendung durch überraschende Parallelen: es ist die Gefahr einer gewissen Aeußerlichkeit der Betrachtung, bei der die eigentlich treibenden, originalen Kräfte des inneren Lebens verkannt werden‹.

Man mag über einzelne Ausdrücke rechten; in den wesentlichen Dingen wird hier derselbe Standpunkt vertreten, den einzunehmen sich jetzt auch eine große Zahl derer bestrebt, die von der Beschäftigung mit der antiken Weltanschauung aus sich um die Entstehung auch des Christentums kümmern. Wir wissen, daß viele Anleihen, die das Christentum an die älteren Anschauungen der Griechen und Römer gemacht hat, erst etwa im vierten Jahrhundert kontrahiert sind, als die Christenlehre Staatsreligion geworden war, aber noch mit den Pagani den letzten Kampf führte (s. z. B. H. Usener, Das Weihnachtsfest I² 302): das ist die Zeit der Kompromisse mit dem in der Hauptsache überwundenen Gegner. Damals aber hatte das ursprüngliche Christentum, d. h. die Lehren Jesu und der Christusglaube, schon eine lange Entwickelung durchlaufen, die sie nicht nur mit griechischen und römischen, sondern vor allem mit alttestamentlichen, gleichzeitig jüdischen und orientalischen Anschauungen in Verbindung gebracht hatte. Darum beweist die Aehnlichkeit zwischen älteren christlichen und antiken Gedanken- oder Kultformen noch nicht ohne weiteres eine Uebernahme aus dem Hellenismus. Vielmehr können die verschiedensten Verhältnisse hier obwalten. Solche Formen können im Griechentum und im Christentum in gleicher Weise auch spontan entstanden oder von beiden aus dem Orient übernommen sein: dann beruht die Aehnlichkeit auf der Parallelität der Entwickelung oder der Identität der Quelle. Direkte Beeinflussung ist nur eine Möglichkeit unter dreien, und bei ihr wiederum kann es auch

vorkommen, daß das spätere Heidentum eine Anleihe bei den Christen gemacht hat. So scheint, um je ein Beispiel zu geben, die große Aehnlichkeit der ethischen Anschauungen in der Stoa und im Christentum nicht auf Abhängigkeit zu beruhen, sondern es scheinen aus gleichen Prämissen dieselben Konsequenzen gezogen zu sein (A. Bonhöffer, Epiktet und das Christentum, Rel. gesch. Vers. Vorarb. X). Die christlichen Sakramente haben manche Aehnlichkeit mit den heidnischen Mysterien: von diesen stammen die meisten aus dem Orient, und man könnte sich denken, daß eine ägyptische Osirisgemeinde auch ohne den Umweg über die Griechen sich christianisiert hätte. Andererseits hält es A. Dieterich (Eine Mithrasliturgie S. 151) für möglich, daß etwa die Bezeichnung ›Brüder‹ in den griechisch-römischen Mysterien vom Christentum genommen ist.

Wer diese Fülle von Möglichkeiten vor Augen hat, wird sich in Untersuchungen über den Ursprung des Christentums streng der Besonnenheit bemühen; gerade an diesem Stoff, an dem für so viele große Gefühlswerte hängen, ist Vorsicht in der Arbeitsweise und Bedacht im Vorlegen der Ergebnisse noch mehr wie sonst eine Pflicht für jeden, der es mit der Wissenschaft ernst meint. Und man wird gut tun, das Problem der Entstehung des Christentums nicht eher als Ganzes in Angriff zu nehmen, als die notwendigen Vorarbeiten geschaffen sind: das sind vergleichende Bearbeitungen der wichtigsten Vorstellungskomplexe, die im Christentum und Heidentum einander entsprechen. Solche Untersuchungen werden, wie ich glaube, durchaus nicht immer das einfache Resultat christlicher Abhängigkeit vom Hellenismus ergeben.

Die kritische Methode, die Weiss selbst befolgt, hält die richtige Mitte zwischen zu großer Skepsis gegenüber der Ueberlieferung und der oft wahrnehmbaren Neigung, zuviel von mythischen, namentlich astralen Dingen aus der Tradition herauszulesen. Beachtenswert ist die Warnung, bei der Exegese, die jedes wissenschaftlichen Aufbaus Grundlage ist, nicht zufällige Geschichtswahrheiten für ewige Vernunftwahrheiten zu nehmen. Wie eine richtige Interpretation des Neuen Testaments zu denken sei, dafür gibt Weiss mehrfach Proben und betont dabei mit Recht die Notwendigkeit der richtigen Einfühlung in die Psyche der handelnden Menschen. In diesem Zusammenhang wird auch die Erklärung einzelner Heilwunder durch Suggestion wieder aufgenommen. Andere Wunder — das darf vielleicht zugefügt werden — werden ebenso von den θεῖοι ἄνθρωποι der Griechen erzählt, und mit solcher Gleichmäßigkeit, daß man annehmen darf, im Bewußtsein des Volkes hatte der wahre Wundermann die Macht über bestimmte Dinge (Dämonen, namentlich Krankheitsdämonen, Tod, Ele-

mente, Zeit, Raum) und legitimierte sich, indem er diese Macht in seinen Wundern zeigte. Auch glaubt der echte θεῖος ἀνήρ an sich und seine Kraft. Empedokles sagt (frg. 111, Diels, Vorsokratiker I [2] 204), er vermöge die Herrschaft über den Sturm, über Regen und Sonnenschein, und über die Seelen der Toten zu lehren; wenn er in eine Stadt einzieht, folgen ihm in Verehrung Männer und Frauen und begehren seine Hülfe, Orakelsprüche und Heilung von Krankheiten (ebenda frg. 112 S. 205). Diese Aehnlichkeit des griechischen Sotertypus — dessen Geschichte bald geschrieben werden kann — mit dem christlichen entspringt aus einer Denkweise, für die neben der Entleihung auch die parallele Entwickelung von Bedeutung ist.

Wie für den Philologen, so ergibt sich auch für den Theologen aus der Frage nach der Geschichtlichkeit Jesu die Erkenntnis, daß ein solcher Streit der Meinungen nur darum möglich ist, weil die notwendigen Vorarbeiten noch nicht geleistet sind. Weiss versäumt nicht, nachdrücklich auf sie hinzuweisen. Er fordert namentlich sprachliche, stilkritische und literarische Untersuchungen: über den Satzbau der Evangelien, den Stil des Paulus, Benutzung der paulinischen Briefe in der christlichen Literatur der nächsten Zeit, über das Verhältnis der Evangelien zur antiken Biographie und die Stellung des Neuen Testamentes zur stoisch-cynischen Popularphilosophie. Hinzufügen könnte man noch eine Untersuchung des Verhältnisses der Gemeindebriefe zu den philosophischen Episteln etwa des Epikur. Solche Arbeiten werden die nötigen Kriterien dafür schaffen, was im Neuen Testament echt oder unecht, ursprünglich oder geborgt ist. Sie liegen auf dem Grenzgebiet zwischen der antiken und der christlichen Literatur, es wäre schön, wenn zu ihrer Vollendung Theologen und Philologen sich die Hand reichten.

So ist es die Absicht von Weiss, zu neuer ernster Arbeit an dem Problem der Genesis des Christentums zu rufen, die Methode dieser Arbeit zu klären, und die Ziele zu zeigen, die schon erreichbar sind und zunächst erreicht werden müssen. Es ist zu wünschen, daß dieser Weckruf reiche Erfolge zeitigt.

Königsberg i. Pr. R. Wünsch

Beiträge zur Geschichte der letzten Staufer. Ungedruckte Briefe aus der Sammlung des Magisters Heinrich von Isernia. Mit einer Einleitung von **Karl Hampe.** Leipzig 1910, Quelle und Meyer. VII, 151 S. 4,40 M.

Seit einer Reihe von Jahren ist Hampe beschäftigt, das umfangreiche Material vorzulegen und zu sichten, das in den Briefsammlungen jener sizilisch-unteritalischen Stilisten enthalten ist, deren bedeutendster Petrus de Vinea war. Er bereichert damit nicht nur unsere Kenntnis der politischen Zusammenhänge, sondern gleich bedeutend ist die Förderung, die die Geistesgeschichte aus seinen Publikationen erfährt; wer die alte Frage nach den Anfängen der Renaissance von nun an erörtert, wird das von Hampe Erarbeitete kennen müssen. In der vorliegenden Schrift tritt sogar das politisch-historische Ergebnis hinter dem geistesgeschichtlichen verhältnismäßig zurück. Denn die hier behandelte Persönlichkeit, der Magister Heinrich von Isernia, ist nicht nur als Glied der sizilischen Stilistenschule interessant, sondern sein Wirken in Böhmen unter Ottokar II. setzt uns in den Stand, unsere Anschauungen über die geistige Kultur im Kreise Karls IV. tiefer in der Vergangenheit zu verankern.

Heinrich von Isernia war auch bisher nicht unbekannt: er gehörte zu denjenigen Siziliern, die 1269 an den Höfen von Meißen und Prag dafür agitierten, daß der damals noch sehr junge Friedrich der Freidige das Erbe der Hohenstaufen in Italien antrete: Nr. 9 (S. 106 ff.) der von Hampe gedruckten Stücke führt in diesen Kreis hinein, in dessen Mitte der Name des Johann von Procida steht. Heinrich blieb in Böhmen und hat dort einen Musterbriefsteller verfaßt. Ich möchte diese Bezeichnung für die Sammlung Heinrichs vorziehen: Hampe bezeichnet sie als Formelsammlung. Sie ist auf fast alle Fälle sowohl des privaten wie des offiziellen Briefschreibebedürfnisses berechnet und steht ihrem Typus nach im Gegensatz zu der gleichzeitigen Sammlung seines ebenfalls in böhmischen Diensten befindlichen Landsmannes Henricus Italicus, die eine Formularsammlung zum täglichen Kanzleigebrauch war, während bei Isernia wohl königliche Briefe, aber keine Königsurkunden stehen und demgemäß der Charakter des rhetorischen Kunstwerkes stärker hervortritt. Die Sammlung des H. von I. ist mehrfach benutzt, aber nicht vollständig gedruckt (ältere Literatur bei H. S. 3 ff.); H. hält eine erhebliche Nachlese. Daß er eine Anzahl von Stücken als zu unbedeutend unterdrückt hat, mag man bedauern; es erklärt sich aus Gründen der Opportunität (S. 7).

Da H. wesentlich nur die Persönlichkeit des Heinrich behandelt, hat er die Frage, ob die in seiner Sammlung enthaltenen

politischen Briefe authentisch oder Stilübung sind, nur gestreift (S. 87). Ich möchte bemerken, daß das von Novák, Mitteilungen d. Instituts f. österr. Gesch. 29, 691 ff. angeführte Moment der stilistischen Abweichung von den Originalen der Kanzlei Ottokars nicht ausreicht, um diese Stücke als bloße Stilübungen zu erweisen. Denn derartige politische Briefe wurden ja überhaupt nicht in der ›Kanzlei‹ angefertigt: auch Petrus de Vinea hat, als er der Kanzlei nicht mehr angehörte, Briefe für den Kaiser verfaßt.

Die recht schwierige Ausgabe ist durchweg gelungen. Nur auf S. 73 möchte statt *Marchie Marsici*, auf S. 117 *cribrata* (durchlöchert) statt *crebrata* zu emendieren sein. Besonders verdienstlich sind die zahlreichen Zitatennachweise. Das merkwürdige Platozitat auf S. 99 vermag auch ich nicht sicher zu identifizieren. Aber der Satz: ›*quod quisque discit, etsi immemor, memoratur*‹ geht doch wohl auf den Menon zurück, den ja im 12. Jahrhundert Heinrich Aristipp in Sizilien übersetzt hatte. Freilich wird man eher an Uebernahme aus zweiter Hand zu denken haben als an direkte Benutzung, da Heinrich gerade nur dieses Platozitat öfter verwendet. Die Wiener Hs. enthält einige dem H. von I. fremde Bestandteile, über die S. 59 ff. das nötige mitgeteilt wird: ein Stück Alexanders IV. für einen bekannten Nepoten Innocenz' IV., Thomas de Fogliano, bietet ein reichsgeschichtliches Interesse, das den Druck (S. 67 f.) rechtfertigt. Man kann allerdings zweifeln, ob das im Register der Curie so nicht enthaltene Stück in dieser Form hinausgegangen ist, nachdem Batzer für die Sammlung des Richard von Pofi festgestellt hat, daß sie auf überarbeiteten Entwürfen beruht[1]), zumal auch ein anderes in diesem Teil der Wiener Hs. des Heinrich überliefertes Stück Alexanders IV. nicht mit dem Register übereinstimmt[2]).

Die Lebensgeschichte des Magisters hat H. in Ordnung gebracht. Hervorzuheben ist der Nachweis, daß Heinrich ursprünglich nicht ›Ghibelline‹ war. Er gehörte im Gegenteil zu den vielen, die unter dem Druck des normannisch-staufischen Verwaltungs- und Justizsystems litten und darum die Angliederung an den Kirchenstaat wünschten. Gerade die Geschichte Heinrichs führt vortrefflich in diese, im Norden des Königreiches offenbar sehr verbreitete Stimmung ein. Daß sich Heinrich später (1269) den Gegnern Karls I. zuwandte, sucht H. S. 40 f. aus seiner Aechtung durch den neuen König wegen angeblicher Teilnahme an der Schlacht bei Tagliacozzo zu erklären. Ich glaube nicht, daß das das entscheidende war, denn aus S. 100 f. ergibt sich, daß 1269 in einem Zivilprozeß, den ein gewisser

1) E. Batzer, Richard von Pofi (Heidelberg 1910) S. 123.
2) Hampe, S. 63 (für den Markgrafen von Hohenburg).

Heinrich von Alife gegen ihn anstrengte, seine Güter ganz dem geltenden Recht entsprechend wegen einer Kontumaz mit vorläufigem Arrest zu Gunsten des Klägers belegt wurden[1]). Das war aber nur möglich, wenn die Aechtung und die mit ihr verbundene Konfiskation aufgehoben war. Die Bemühungen, die H. v. I. in dieser Richtung gemacht hatte (S. 30), hatten also doch Erfolg gehabt. So erklärt sich der Uebertritt nur aus Gründen des persönlichen Nutzens. Er wollte eine Anstellung in Deutschland, und die konnte er nur erlangen, wenn er sich der von Peter von Prece und anderen Landsleuten vertretenen Sache anschloß. Seine Gesinnungstüchtigkeit wird man kaum hoch anschlagen dürfen: Er hat zwar gegen die Verderbtheit des Klerus deklamiert (S. 102 ff., n. 10), aber die gleiche Feder schrieb obszöne Aufforderungen an Nonnen (Emler Reg. Bohemiae, n. 2554. 75). Daß H. v. I., wie Hampe meint, ritterlicher Herkunft gewesen sei, läßt sich nicht beweisen: wenn S. 76 der Vater als *vasallus* eines Grafen bezeichnet wird, so bedeutet das in der sizilischen Rechtssprache ›Untertan‹, und aus S. 94 ergibt sich nur, daß ein Feind Heinrichs, der Richter Robert, einer von den Gelehrten war, die Karl I. zur Ritterwürde erhob (chevaliers ès lois).

Die Publikation Hampes zeitigt einige nicht uninteressante Nebenergebnisse. S. 120 ist für die Geschichte der Vergilsage wichtig. S. 129 hebt Heinrich den Wildreichtum Apuliens hervor. In der Tat: Hier hatten schon die Wilhelme große Forsten angelegt, hier lagen die Jagdgründe Friedrichs II.; in diesem Zusammenhang mag an den fingierten Brief der Tiere Apuliens erinnert werden, in dem sie von ihrer Hegung durch Friedrich erzählen (Sizilischer Herkunft, ed. Wattenbach, Berliner Sitzungsber. 1892, S. 94 f.). Wichtiger ist die Beleuchtung, die die Prozeßgesetze Friedrichs II. durch die Erzählungen Heinrichs erfahren. Sie haben einen fast aktenmäßigen Wert. Andererseits empfangen diese Prozeßberichte doch erst durch den Vergleich mit den Gesetzen rechtes Leben. Schon der Vater Heinrichs, ein Anhänger des vertriebenen Grafen von Celano, wurde zur Zeit Friedrichs II. durch Delationen persönlicher Feinde verfolgt (S. 72); in der Tat war in Fällen des Hochverrates nach Const. Sic. I 53 § 2 die von der Anklage zu scheidende delatio zugelassen; es folgte dann die Einleitung eines Inquisitionsverfahrens. Damals wußte

1) Zur Interpretation sind heranzuziehen Const. Sic. I 92—100. — Der Prozeß, den Heinrich von Alife gegen H. v. I. anstrengte, hat mit der Aechtung wegen Tagliacozzo nichts zu tun. Es handelt sich da ganz deutlich um einen Zivilprozeß; außer dem Güterarrest zu Gunsten des Klägers wurde eine Verfestung von lokaler Geltung (per civitatem Isernie forbanniri) verhängt; beides wegen gerichtlichen Ungehorsams.

der Vater durch Bestechung der Beamten die Einstellung des Verfahrens zu bewirken. Dann ließ ihn ein Justitiar Konrads IV. wiederum auf Delation hin wegen Hochverrates (crimen laesae maiestatis) vorladen. Zwei Familiare des Justitiars waren bereit, den Kampfbeweis für die Unschuld des Denunzierten anzutreten. In der Tat war nach Const. II 33 in Hochverratsprozessen der Kampfbeweis zugelassen, aber nur nach dem Versagen anderer Beweismittel: darum ist es damals nicht zum Duell gekommen. Wir erfahren bei dieser Gelegenheit, daß die Furcht vor der Untersuchungshaft viele Unschuldige veranlaßte, sich nicht zu stellen; das hatte der Gesetzgeber in Const. II 10 vorausgesehen. Heinrichs Vater war so vorsichtig, zu erscheinen, und obwohl nach Const. II 10 in Hochverratsprozessen eine Entlassung aus der Haft gegen Kaution verboten war, ließ sich der bestochene Justitiar unbefugter Weise doch dazu herbei (S. 76). Ja, er gab ihm Einsicht in den Inhalt der gegen ihn vorliegenden Anzeige (totum processum negocii reseravit), wozu er nach Const. I 53 § 2 nicht ohne weiteres berechtigt war. Ein dritter Hochverratsprozeß fand zur Zeit Manfreds statt, der hier einen Lombarden mit der Grafschaft begabt hatte (S. 86 ff.). Während dieses Prozesses starb der Vater. Es entsprach durchaus der Strenge des Rechtes, daß damals die gesamte Hinterlassenschaft beschlagnahmt wurde. Denn Hochverratsprozesse werden auch gegen das Andenken von Verstorbenen geführt, und die Verurteilung hatte für die Erben den Verlust des Erbrechtes zur Folge. Ueber den Ausgang dieses Prozesses hört man nichts, der Bericht bietet aber eine Reihe von sonst nicht bekannten Einzelheiten zur Geschichte der Haft. Daß es sich S. 100 f. um einen Zivilprozeß handelt, ist schon berührt. Wir erfahren dabei die interessante Tatsache, daß es außer den von der Reichsgesetzgebung vorgeschriebenen Kontumazialstrafen auch einen nur lokal gültigen und vom Lokalgericht verhängten Ungehorsamsbann (per civitatem Isernie forbanniri) gab, der mit der Reichsacht, die nur durch den Justitiar verhängt werden konnte, nicht verwechselt werden darf. So gewähren diese Berichte Heinrichs einen höchst erwünschten Einblick in die konkrete Wirkung der sizilischen Prozeß- und Strafgesetzgebung.

Literarisch reiht Hampe den H. v. I. der von ihm so genannten capuanischen Stilschule an, für die ich freilich die allgemeinere Bezeichnung campanische Stilschule vorziehen möchte. Er gibt S. 34 ff. eine gute zusammenfassende Charakterisierung und hebt sehr richtig die kuriale Beeinflussung hervor. H. stand zu bekannten Namen dieser Schule in Beziehung: zu Peter von Prece, Berard von Neapel und — was nachzutragen ist — auch zu Nicolaus de Rocca,

einem direkten Schüler des Petrus de Vinea (Emler n. 2583). Vielleicht hätte H. etwas näher ausführen können, wie seine Art zu schreiben, die Themata, die er behandelt, die Anlage seiner Sammlung älteren Erzeugnissen dieser Schule gleichen. Wie Petrus de Vinea und seine Leute verfügt er über eine gewisse scholastische Bildung, dichtet er in rhythmischen Maßen (S. 143 ff.), liebt er die Behandlung obszöner Stoffe. Aber es ist doch eine Fortentwickelung über die älteren hinaus zu bemerken, und für diese Feststellung wird dem Vf. besonderer Dank geschuldet. Unzweifelhaft tritt im Vergleich etwa zu Petrus de Vinea der kirchliche Stoffkreis zurück, und wenn schon jener seinen Ovid ausnutzte, so ist doch bei diesem die Verwendung mythologischer Figuren noch viel häufiger. Ausdrücklich hervorzuheben ist die von Hampe ermittelte weitere Steigerung des geschraubten Stilideales, die eine Folge der Lektüre des Alanus von Lille war.

Was sich aus der Geschichte des Heinrich von Isernia für die Geistesgeschichte Deutschlands ergibt, hat H. nur angedeutet. Es sei mir erlaubt, darauf einzugehen. H. v. I. war nicht der einzige Sizilier, der am böhmischen Hofe blieb. Wir finden vor 1253 schon einen Angelus aus Pontecorvo (im Gebiet von Montecassino) in Prag; sein Sohn war der Protonotar Wenzels II., Petrus Angeli, der 1311 Bischof von Olmütz wurde (Emler, Kanzlei Ottokars II., und Wenzels II., Abhandlungen der böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften, VI. Folge, 9. Band, S. 47 ff.). Dazu kommt der Protonotar Henricus Italicus (über ihn Novák, Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch. 20). So weisen die Erzeugnisse der böhmischen Kanzlei am Ende des 13. und Anfang des 14. Jahrhunderts einen sehr deutlichen sizilischen Einschlag auf, namentlich in der Formulierung der Belehnungsurkunden. Und nun beachte man, daß sowohl Johann von Neumarkt wie Johann von Gelnhausen den Petrus de Vinea benutzt haben (Kaiser, N. Arch. 25, 217 ff.), daß die Maiestas Carolina ihrer Anlage nach den Liber Augustalis Friedrichs II. nachahmt, das rhetorische Prooemium und einzelne Gesetze direkt entlehnt (Werunsky, Zeitschr. Savignystiftung X, 68. 82. 95). Die Charakteristik, die Burdach Vom Mittelalter zur Reformation 73 ff. von den Stilidealen und den Stoffen der Diktatoren aus dem Kreise Karls IV. gibt, stimmt auffallend zu dem, was wir über die sizilische Schule wissen. Auch der Sinn für das Landschaftliche findet sich hier wieder (Hampe S. 50 f.). Burdach spricht nun von einem neuen Ideal des Stiles, von neuen literarischen Gattungen, er hebt den Einfluß der Briefe Colas und Petrarcas hervor. Aber das alles war längst in der sizilischen Schule vorhanden, und man wird wohl vermuten können, daß die wesentlichsten Eigentümlichkeiten der literarischen Kultur bereits vor Karl IV. in Böhmen vorhanden,

bereits durch Leute wie unseren Magister 70 Jahre früher aus Sizilien dahin übertragen waren.

So kann ich nur mit dem herzlichsten Dank an den Verfasser schließen.

Göttingen Hans Niese

Briefe von und an Friedrich von Gentz. Auf Veranlassung und mit Unterstützung der Wedekindstiftung zu Göttingen herausgegeben von **Friedrich Carl Wittichen.** Band I u. II. München u. Berlin 1909—1910, K. Oldenbourg. X u. 365, X u. 480 S. 8°. geb. 10 u. 12 M.

Die zwei Bände der vorliegenden wertvollen Publikation haben schwere Schicksale schon vor ihrer Veröffentlichung gehabt. Zwei Mal wurden durch erschütternde Todesfälle die Bearbeiter aus jugendlicher Kraft und Gesundheit und fruchtbarer Arbeit herausgerissen. Zwei Mal aber hat Treue über das Grab hinaus sich der verwaisten Arbeit angenommen. Am 17. Mai 1904 starb in Rom Paul Wittichen, der ursprünglich Material für eine Gentz-Biographie gesammelt hatte. Sein Erbe trat sein jüngerer Bruder Friedrich Carl Wittichen an. Nun entstand bei der Wedekindstiftung der Plan, zunächst eine Sammlung von Gentz-Briefen in vier Bänden erscheinen zu lassen. Friedrich Carl Wittichen hat das Material für alle vier Bände fast vollständig gesammelt. Der erste Band war im Druck, der zweite fast druckfertig, als der Herausgeber am 1. Mai 1909 an den Folgen einer Blinddarmentzündung starb. Nun trat opferfreudig sein Freund Ernst Salzer an seine Stelle. Ihm verdanken wir die Vollendung des Druckes des ersten und die Herausgabe des zweiten Bandes; er will auch, in allem wesentlichen dem Plane des Verstorbenen folgend, das Werk zu Ende führen.

Der erste Band umfaßt die Briefe an Elisabeth Graun, Christian Garve, Karl August Böttiger und andere; der zweite vor allem die Briefe Gentz's an den Schweden Carl Gustav von Brinckmann und die an Adam Müller (Ergänzung der bekannten Publikation!); der dritte wird neben Mitteilungen aus den Personalakten Gentz's den Schriftwechsel mit Hardenberg aus dem Jahre 1811, ferner Briefe an Lucchesini, Stein, Götzen, den Prinzen Louis Ferdinand und englische Materialien, der vierte den Briefwechsel mit Metternich bringen [1]). Die überwiegende Mehrzahl aller dieser Briefe war bisher ungedruckt. Die früher schon (meist ungenügend) veröffentlichten sind im Inhalts-

1) Nachträglich verlautet, daß an diesem Plane gewisse Modifikationen vorgenommen werden sollen.

verzeichnis durch Sternchen leicht kenntlich gemacht. Den einzelnen Abschnitten sind vortreffliche knappe Einleitungen vorausgeschickt, welche den häufigen Fehler, von der Publikation gleich den Rahm abschöpfen zu wollen, vollkommen vermeiden. In den Anmerkungen zu den Briefen steckt eine Fülle mühsamer und dankenswerter Arbeit. Der Gedanke, sämtliche Briefe Gentz's zu sammeln, konnte naturgemäß nicht in Betracht kommen, zumal eine Reihe brauchbarer Sammlungen von Gentz-Briefen schon vorliegt. Es galt vielmehr nur, schlecht gedrucktes, weit zerstreutes, vor allem aber ungedrucktes Material zugänglich zu machen. Gleich hier sei an den Herausgeber eine dringende Bitte gerichtet: nämlich dem vierten Band eine vollständige Liste sämtlicher schon vorhandener Publikationen von Briefen des großen Publizisten beizugeben.

Die vorliegenden beiden Bände enthalten eine Fülle des Wichtigen, Interessanten, Unterhaltenden auf literar- und kulturhistorischem, politischem und publizistischem, vornehmlich aber biographischem Gebiet. Es kann im folgenden nur an wenigen Beispielen auf die Bedeutung des neuen Materials hingewiesen werden. Eine auch innerlich von den übrigen vollständig getrennte Gruppe bilden die Briefe an Elisabeth Graun, geb. Fischer, die spätere Gattin Staegemanns. Sie stammen aus der Zeit von 1785—91 und zeigen uns den späteren Geheimen Hofrat als den typischen Jüngling der Zeit, der, halb Freund halb Anbeter der schönen jungen Frau, zugleich übrigens verlobt mit Cölestine Schwinck, in überschwänglichsten Gefühlen schwelgt: ›Diese drei letzten Zeilen, schreibt er am 20. August 1785, ach ich kann Ihnen diese wehmütige Schwachheit ja gestehen, lösten mich fast ganz auf. Ich hätte versinken mögen über der ungeheuren Menge von Empfindungen und Vorstellungen, die auf einmal in mir rege wurden ... und einige für mein ganzes Leben unvergeßliche Stunden danke ich diesem goldenen Gedicht‹. Freilich trägt auch dieser Mensch eines neuen Zeitalters noch die Spuren des vergangenen, des Rationalismus, an sich. Zu diesen wollen wir zwar nicht die merkwürdige Tatsache rechnen, daß er bei allem Ueberschwang der Gefühle doch sich getrieben fühlte, die Sprachfehler in den Briefen der Freundin zu verbessern (S. 15), wohl aber die altkluge Ueberzeugung, daß auch die stärkste Leidenschaft sich durch ein bischen Reflexion bändigen lasse. Er verschreibt Elisabeth folgendes Rezept, um sich von der Neigung zu einem Dritten zu befreien (S. 84): ›ich würde Ihnen in Ihrer jetzigen Lage raten, gar nichts anderes zu lesen, als den dritten, vierten und die folgenden Teile der Heloise. Bemerken Sie aber wohl, nicht die beiden ersten. Ums Himmels willen nicht: und wenn Sie sie gar im Französischen besitzen, so beschwöre ich

Sie um Ihrer Ruhe und Glückseligkeit willen, rühren Sie sie nicht an, werfen Sie sie weg — und lassen Sie die letzten Teile in Gold einbinden‹. Eine naive Ueberschätzung des verstandesmäßigen Vorgehens, welches an die Torheit der französischen Staatsmänner der ersten Tage der Revolution erinnert, welche wähnten, durch ein bischen vernünftiges Nachgeben die wilde Leidenschaft des dritten Standes zähmen zu können. Es ist beachtenswert, daß nach der Auflösung von Gentz's Verlobung, durch die ihm offenbar schweres Unrecht geschah, seine Briefe auch an Elisabeth matter werden. Der schwere Schlag, der ihn damals traf, mag dem Manne zu gute gehalten werden, der sich später an mancher Frau vergangen hat. Schließlich sei noch auf den pikanten Nachweis des Herausgebers hingewiesen, daß Elisabeth die Briefe Gentzens später mit gewissen Aenderungen literarisch verwertet hat.

Als ein Anderer zeigt sich Gentz in allen anderen Briefen. Zwar bleibt er sein Leben lang lebhaft literarisch interessiert. Man möchte sogar fast die paradoxe Behauptung wagen, daß dieses Interesse immer ebenso groß geblieben ist, wie das an der Politik. Aber in diesen späteren Briefen kommt doch auch das letztere zu seinem vollen Rechte. Die Grundzüge der politischen Entwickelung Gentzens sind bekannt. Bis 1791 ein ›philosophischer‹ Bewunderer der französischen Revolution, ist er durch das Studium und die Uebersetzung von Burkes (schon 1790 erschienenen) ›Reflexions‹ ihr leidenschaftlicher Feind geworden. Leider kommt man auch mit Hülfe der vorliegenden Briefe nicht weit über diese allgemeinen Sätze hinaus. ›Der Geist des Zeitalters, schreibt er am 5. März 1790 an Garve, weht stark und lebendig in mir: es ist wirklich Zeit, daß die Menschheit aus einem langen Schlaf erwache: ich bin jung und fühle also das allgemeine Streben nach Freiheit, was auf allen Seiten ausbricht, mit Teilnehmung und Wärme‹. Am 18. Sept. 1790 teilt er Garve den Plan mit, empört über die Art und Weise, wie Möser und Biester sich gegen die natürlichen Rechte des Menschen gewandt, ›eine Deduktion des Naturrechtes nach strikten und unleugbaren Prinzipien aufzusetzen‹. Die geplante Arbeit erschien dann im Aprilheft 1791 der Berlinischen Monatsschrift. ›Das Scheitern dieser Revolution, meint er demselben Adressaten gegenüber am 5. Dezember 1790, würde ich für einen der härtesten Unfälle halten, die je das menschliche Geschlecht betroffen haben. Sie ist der erste praktische Triumph der Philosophie, das erste Beispiel einer Regierungsform, die auf Prinzipien und auf ein zusammenhängendes, konsequentes System gegründet wird‹, usw. An diesen Ansichten ist durchaus nichts Eigenartiges: sie sind der typische Ausdruck eines wesentlich literarisch

gerichteten Zeitalters, dem die Politik ein Buch mit sieben Siegeln ist; sie werden damals tausendfältig wiederholt und zwar einerseits von so großen Köpfen wie Kant und Fichte, anderseits von einer Legion gedankenloser Skribenten. Die eigentlich politische Beurteilungsweise fand Gentz, wie gesagt, erst durch Burke. Dabei ist es immerhin beachtenswert, daß er sich dem neuen Einfluß nicht widerstandslos hingab. Am 19. April 1791 schreibt er an Garve: ›Burkes Reflexions habe ich durch einen Zufall erst seit einigen Tagen in Händen ... Allerdings verdient dieser Mann gehört zu werden, wie man es denn wohl immer verdient, wenn man so meisterhaft spricht. Ich lese dieses Buch, so sehr ich auch gegen die Grundsätze und gegen die Resultate desselben bin (ich habe es aber noch nicht ganz zu Ende), mit ungleich größerem Vergnügen, als hundert seichte Lobreden der Revolution‹. — Besonders wertvoll wäre es dann weiterhin, über folgenden Punkt Aufklärung zu erhalten. Burke war bekanntlich der Prophet konservativer, nicht absolutistischer Staatsanschauung. Er ist für gemäßigte Freiheit, für ständische Beschränkung der Monarchie. Gentz dagegen endigt (bei gewissen Schwankungen) als reiner Absolutist, also insofern als Vertreter des Absterbenden, wo jener für blühendes Leben eintrat. Am 8. November 1824 schreibt Gentz an Brinckmann: ›Der Unterschied zwischen uns scheint mir nur darin zu liegen, daß Ihr Gemüt sich überhaupt mehr (gewiß nicht ausschließend) zur Freiheit, das meinige mehr zur Regel, manchmal (ich klage mich hier selbst an) sogar mit einiger Geringschätzung und Verachtung der Freiheit, neigt. J'aime le Pouvoir‹. Für die Biographie Gentzens wäre es nun wichtig zu erfahren, ob er und wie lange er nicht nur in der Ablehnung der französischen Revolution, sondern auch positiv Burke, bei seinem Eintreten für ›gemäßigte Freiheit‹ nahegestanden hat. Daß dies zeitweilig der Fall war, kann aus einem Brief an Brinckmann vom 30. September 1793 mit ziemlicher Sicherheit geschlossen werden, in dem er eine Note Mounier's billigend zitiert, die unter Anderem auch für die monarchie libre und eine gemäßigte Verfassung eintritt.

Erheblich reicher ist der Ertrag für die Beurteilung der Persönlichkeit Gentzens. Niemand wird nach der Lektüre dieser Briefe den verbreiteten Vorwurf der Frivolität Gentz gegenüber in der üblichen Form und mit der üblichen Begründung aufrecht erhalten wollen. Dafür ist schon die Leidenschaft zu heiß, mit der er seine politischen Ziele verfolgt, mit der er sich gegen die Revolution und Napoleon kehrt, und mit der er die Schwächen seines Zeitalters geißelt. Dafür ist vor allem der Glaube an sich selber und seine Mission zu unerschütterlich. Er schreibt an Brinckmann (9. April 1803): ›Ich habe an Humboldt

einen langen Brief geschrieben. Ich war den Tag in einer sehr bewegten Stimmung; alte Bilder der Vorzeit stellten sich auf einmal mit mehr als gewöhnlicher Lebendigkeit vor meine Seele; ich durchwanderte alle die Szenen, die ich seit meiner ersten Zusammenkunft mit Humboldt erlebt hatte; und da ich ihn immer für einen der treusten Spiegel jeder sich ihm nahenden Individualität gehalten habe, so war es mir, indem ich mich lebhaft beschäftigte, als erblickte ich mich selbst, und mein ganzes Tun und Treiben, und alle meine Schicksale, und alle meine zahllosen Torheiten und Fehltritte, und zugleich die ganze innere, heilige, unzerstörbare Lust am Guten, die sie alle begleitet, und, wenngleich nicht gut gemacht, doch oft gemildert hat — mit einer schauervollen Klarheit. Die Tränen erstickten mich zuletzt so, daß ich den Brief plötzlich abbrechen mußte; er wird gewiß sehen und verstehen, in welcher merkwürdigen Gemütsstimmung ich ihn schrieb‹. Wie nahe die gröbste Sinnlichkeit und die erhabensten Gefühle in dem merkwürdigen Menschen beieinander wohnten, mag II S. 222 nachgelesen werden, wo Gentz einem Brief an Brinckmann eine äußerst charakteristische Tagebuchstelle einverleibt. Bei seinen Sünden blieb sein Gewissen immer wach (vgl. II S. 193). Man liest mit Befriedigung, daß der spätere Helfer Metternichs im Jahre 1804 mit erhebenden Worten von einer möglichen Einheit und Nationalgröße Deutschlands träumt (II S. 251); daß er im Stande ist, gelegentlich, wenn auch nur ganz selten, hingebend zu bewundern, fast möchte man sagen zu verehren; vornehmlich gilt das W. v. Humboldt gegenüber, von dem er, neben den enthusiastischsten Schilderungen, einmal urteilt, wie Voltaire von Gott, man müsse ihn erfinden, wenn es ihn nicht gäbe. — Auf der anderen Seite bleibt dem Referenten mancherlei an Gentz unsympathisch. Weichlich ist er gewesen und darin der Sproß der alten Zeit geblieben: im Privatleben zeigen das deutlich genug seine Reuetränen ohne Umkehr, und in seinen politischen Stimmungen vor allem seine instinktive Abneigung gegen den Krieg, die er wohl auf Zeit, aber nicht dauernd zu verläugnen vermag. Wird man seine Wendung zum starren Absolutismus aus der Zeit verstehen — mancher ›Konservative‹ ist denselben Weg gegangen — mag man seine Hinneigung zum Katholizismus vielleicht begreifen, trotzdem religiöse Motive bei ihm, im Gegensatz zu so vielen anderen, wie es scheint, schlechterdings unbeteiligt waren, so wird man doch nicht ohne Empörung seine Stellung zu Luther und zur Reformation betrachten, in der er — man möchte sagen, mit vollendetem historischen Stumpfsinn — (z. B. II, S. 150) nichts als die Revolution und die Wurzel aller Revolution zu sehen vermag. Es ist peinlich zu lesen, daß er 1802 bei seinem Aufenthalt in England inmitten all der

bedeutenden und großen Männer, die er kennen lernt und überschwänglich lobt, doch Louis-Philippe von Orléans, dem nichts-als-klugen und -geschickten, den Preis zuerkennt. Und wenn man ihn in den vornehmsten Kreisen Europas sich bewegen sieht, so erinnert dabei nicht selten mancher Zug an die Menschenklasse, für die Thackeray den Begriff des Snob geprägt hat.

Schon im Jahre 1804 — es folgen noch einige einzelne Mitteilungen aus dem neuen Material — bemerkt Gentz einen Umschwung zum Besseren in der deutschen Publizistik (I, S. 276) ›ein richtiges und lebendiges Gefühl für die Schrecklichkeit und Trostlosigkeit unserer politischen Lage, und einen Grad von Mut, dieses Gefühl auszusprechen, der mir neue Hoffnungen einflößt‹. Bemerkenswert sind seine Urteile über Fichte (z. B. I, S. 255/6; II, S. 254/5), der ihn anzog, aber noch mehr abstieß. (›Eine solche Größe des Denkens und eine solche Gemeinheit des Menschen hat sich wohl selten in einem Individuum vereinigt‹. ›Raserei und Impudenz‹ von Fichtes Handelsstaat. ›Ewig wünsche ich mir Glück dazu, daß ich auch nicht einen einzigen Moment (?) der Narr dieses armseligen, hohlen, aufgeblasenen Fichte gewesen bin‹.) II, S. 374 f. und 377 ff. finden sich anschauliche und wichtige Mitteilungen aus dem Jahre 1802 über den traurigen Zustand des linken Rheinufers und Belgiens und den allgemeinen wilden Haß gegen das französische Régime.

Mit alledem sind nur Proben dessen gegeben, was aus dieser schönen Publikation fast auf jeder Seite zu lernen ist. Möchte sie auf dem Gebiete der historischen Wissenschaft im weitesten Sinne fruchtbar werden.

Tübingen Adalbert Wahl

Eduard Eichmann, Acht und Bann im Reichsrecht des Mittelalters. (Görres-Gesellschaft zur Pflege der Wissenschaft im katholischen Deutschland. Sektion für Rechts- und Sozialwissenschaft. 6. Heft.) Paderborn 1909, Ferdinand Schöningh. XVI u. 160 S. 4,40 M.

War man auch über die wesentlichsten Tatsachen des Zusammenwirkens von Acht und Bann schon leidlich orientiert, so blieb eine Spezialuntersuchung darüber, wie sie uns Eichmann gebracht hat, doch in hohem Grade wünschenswert [1]). Seine Arbeit trägt denn auch

1) Nennenswerte Ausführungen bringen: Kober, Der Kirchenbann nach d. Grundsätzen d. kanon. Rechts, Tübingen 1857; Franklin, Reichshofgericht II, 378 bis 384; Weiland in Hist. Aufs. G. Waitz gewidmet, Hannover 1886, S. 267—273; Hinschius, Kirchenrecht V, 391—396. Nachzutragen ist jetzt Poetsch, Die Reichsacht im MA. u. bes. i. d. neueren Zeit, Breslau 1911. Die einschlägigen Partien sind fast nur Referat nach Eichmann.

einen erheblichen Stoff zusammen und bereichert und vertieft das Problem, sie bringt auch eine Reihe neuer Ergebnisse, die die Stellung des Reichsrechts, insbesondere auch die des Sachsenspiegels und der verwandten Rechtsquellen zu der Frage ›Acht und Bann‹ [1]) entschieden geklärt, wenn auch noch nicht, wie mir scheint, in allem restlos aufgeklärt haben. Hervorzuheben ist, daß der Verfasser durch umfassende Heranziehung des kanonischen Rechtes und der kanonistischen Rechtsliteratur seiner Untersuchung eine feste Grundlage gegeben hat.

Die Einleitung bringt einen Ueberblick über das Problem selbst. ›Die Verbindung von Acht und Bann hat eine Interessengemeinschaft zur Voraussetzung, deren rechtsphilosophische Grundlage in dem mittelalterlichen Kirchenbegriff gegeben ist‹. Diese Interessengemeinschaft besteht so lange, als der universale Kirchenbegriff dauert. Erst die Reformation hat ein Ende damit gemacht. Eichmann beschließt daher mit ihr auch sein Buch.

Nach drei Gesichtspunkten wird der Stoff geordnet: I. Der Exkommunikation werden auch von der weltlichen Rechtsordnung Wirkungen privat-, prozeß- und öffentlich-rechtlicher Art zuerkannt. II. Gewisse Verbrechen sind von der Kirche mit dem Banne, vom Staate zugleich mit der Acht bedroht. III. Dem Banne folgt die Acht bezw. der Acht der Bann, wenn der Betroffene sich nicht innerhalb einer gewissen Frist aus dem Banne bezw. aus der Acht gelöst hat. — Erst im 13. Jahrhundert kommt dieses Zusammenwirken zur völligen Ausgestaltung.

Der erste Abschnitt der Arbeit umfaßt die fränkische Zeit, in der die Interessengemeinschaft von Staat und Kirche und demgemäß ihr beiderseitiges Zusammenwirken stark hervortritt. Hierüber nur wenige Bemerkungen. Die Verhältnisse unter Karl d. Gr., die Eichmann nur kurz gestreift hat, hätten in ihrer Eigenart, wie mir scheint, eingehender gewürdigt werden sollen. Auch wird im ganzen wohl der Einfluß der Kirche für diese Zeit des Staatskirchentums etwas überschätzt. Von Wert ist die Feststellung, daß schon in fränkischer Zeit die Exkommunikation ›bürgerliche Wirkungen‹, die Hinschius leugnete, nach sich zog. Das wird deutlich, auch wenn man Synodalbeschlüsse und Papstbriefe nicht in dem Maße als Zeugnisse für das geltende weltliche Recht ansieht, wie es Eichmann tut.

Die Ueberleitung zur Darlegung des Verhältnisses von Acht und Bann im deutschen Mittelalter wird durch das umfangreiche Kapitel ›Die mittelalterliche Einheit von Staat und Kirche. Die Schwerter-

1) Zur Formel ›Acht und Bann‹ neuerdings v. Künßberg, Acht. Eine Studie zur älteren deutschen Rechtssprache, Weimar 1910, S. 23 ff.

theorie« gebildet (S. 27—63). Der erste Teil des Kapitels zeigt, daß auch das deutsche Mittelalter von der Idee der Einheit von Staat und Kirche beherrscht ist[1]). Die Darstellung der Lehre von den beiden Schwertern ist als Grundlage für das Kommende wertvoll; auch wird sie hier zum ersten Male vollständig in ihrer Entwicklung dargelegt[2]).

Im dritten und vierten Abschnitt kommt der Verfasser zum Schwerpunkt der Untersuchung zurück. Er handelt zuerst über die bürgerlichen Wirkungen des Kirchenbannes (S. 64—110). Seit dem Ende des 12. Jahrhunderts erkennt das weltliche Recht die kirchlichen Strafen in allen ihren kanonischen Wirkungen an. Die Geltung des »Verkehrsgebots im allgemeinen« (1. Teil) wird reichsrechtlich zuerst 1219 und 1220 ausgesprochen[3]). Der Gebannte ist zu meiden

1) In diesem Zusammenhange gibt Eichmann auch eine Charakteristik der Kirchenpolitik Friedrichs I., die aber schwerlich Zustimmung finden wird. Die Politik des Kaisers war nicht darauf gerichtet, »das geistliche Schwert seinen Zwecken dienstbar zu machen« (S. 29), sie verdient auch nicht die Bezeichnung »gewalttätig« und »absolutistisch« (S. 48). Barbarossas Grundanschauung ist, daß zwei Schwerter die Welt regieren sollen und daß der Kaiser sein Imperium von Gott hat (M. G. Const. I Nr. 165). Also Gleichberechtigung, keine Ueber- oder Unterordnung! Der Vertrag von Konstanz und der Friede von Venedig sprechen die gegenseitige Unterstützungspflicht beider Ordnungen aus. Allerdings hat Friedrich I. seine Rechte entschieden verfochten und vom Papste auch verlangt, daß er die Geächteten meide (vgl. M. G. Const. I Nr. 315, a. 1186, Schreiben der deutschen Bischöfe an Papst Urban, in dem sie u. a. darüber Klage führen, daß der Papst die geächteten Bewohner von Cremona nicht gemieden habe).

2) Die hierokratische Schwertertheorie ist in Deutschland nur unter dem Zwange der Verhältnisse gelegentlich anerkannt worden, noch nicht indessen von Friedrich II. in der Goldenen Bulle von Eger (M. G. Const. II S. 58). Aus den unterwürfigen Worten des jungen Kaisers läßt sich das positive Zugeständnis der »Anerkennung des Satzes, daß die weltliche Rechtsordnung sich der kirchlichen unterzuordnen und daß die weltliche Gewalt der Kirche zu dienen habe« (S. 55) nicht entnehmen.

3) Eine Sentenz Ottos IV. dagegen von 1209 (M. G. Const. II Nr. 30) läßt sich nicht als Beleg hierfür heranziehen. Otto IV. spricht darin gegen einige Leute, die der Bischof von Trient »gebannt« hatte, die Reichsacht aus; diese geächteten Leute sollen gemieden werden. Dazu kommt, daß es sich bei der Bannung durch den Bischof gar nicht um den kirchlichen Bann, sondern um die Verfestung handelt. Das hat man bisher nirgends klar erkannt (vgl. Eichmann S. 71, 121), und doch geht es aus dem Spruche selbst deutlich hervor. Proscribimus et bannimus, mit diesen Worten verkündigt der Kaiser die Reichsacht. Proscribere und bannire sind also hier identisch (vgl. auch v. Künßberg a. a. O. S. 25); wenn bannire aber einmal im Sinne von proscribere gebraucht wird, so kann es in derselben Urkunde an anderer Stelle schwerlich die Bedeutung excommunicare haben. Entscheidend ist weiter, daß bannum nach dem Sprachgebrauch der Trienter Urkunden, soweit ich sehe, stets proscriptio bedeutet (vgl.

und zu den actus legitimi (d. h. rechtlichen Handlungen überhaupt) nicht zuzulassen. Der zweite Teil behandelt, wie der erste in mehrfacher erfolgreicher Polemik gegen Hinschius und Kober, ›die bürgerliche Rechtsunfähigkeit‹. Festgestellt wird, daß sich diejenige kanonistische Doktrin durchgesetzt hat, die bestimmte, daß bestehende Rechtsverhältnisse durch den Bann nicht aufgelöst werden. So ist es auch im Lehnrecht. Für die Dauer der Exkommunikation tritt freilich eine Suspension der Lehnsrechte, bezw. gegenüber dem im Banne befindlichen Lehnsherrn, der Lehnspflichten ein, aber ›die Exkommunikation des Vasallen macht das Lehen nicht ledig, außer im Falle der Häresie‹ (S. 79).

Im Anschluß hieran bespricht der Verfasser den bekannten Satz des Sachsenspiegels Landrecht III 63 § 2: ›Ban scadet der sele unde ne nimt doch niemanne den lif, noch ne krenket niemanne an landrechte noch an lehnrechte, dar ne volge des koninge achte na‹. Daß die Worte ›Bann schadet der Seele und nimmt niemandem den Leib‹ sich nicht gegen das kirchliche Recht wenden, sondern, wie Eichmann meint, nur eine nicht sehr glückliche Uebersetzung des Axioms eines Dekretisten: anathema non corporalis sed spiritualis multatio sind, würde mir denkbar scheinen, wenn nicht sofort die ausdrückliche Hervorhebung darauf folgte, daß der Bann niemanden an Land- noch an Lehnrecht schädigen solle. Der Ausweg, den der Verfasser (freilich nur vorsichtig) betritt, im Sinne der kirchlichen Doktrin hier nur an eine Nichtbeeinträchtigung bereits vor der Sentenz erworbener Rechte zu denken, ist mehr als gewagt. Nimmt man den obigen Satz als ein Ganzes, so ist ein Zweifel nicht möglich: er enthält eine Abweisung der Forderungen des kanonischen Rechtes. Mit dem Widerspruch zu Lehnrecht Art. 12, 2, der dem Gebannten die communicatio forensis abspricht, muß man sich ja leider abfinden; er wird noch am besten begreiflich, wenn man die Entstehung des Lehnrechts, wie es auch Eichmann tut, nach der einschneidenden Gesetzgebung Friedrichs II. von 1220 setzt. Auch das sächsische Weichbildrecht hat später den Forderungen des kanonischen Rechtes entsprochen. Man kann daher tatsächlich nicht sagen, daß im sächsischen Rechtsgebiet der Kirchenbann keinerlei weltliche Wirkungen gehabt habe. Andererseits ist aber der kirchlichen Partei der Sachsenspiegel verhaßt gewesen, wie das bekannte Vorgehen des Augustinermönches Johannes Klenkok zeigt; man wird sich also wohl manchmal vor Gericht auf seine dem kanonischen Recht widerstreitenden Bestimmungen berufen haben.

Kink, Cod. Wangianus. Font. rer. Austr. Dipl. V, 1852, Nr. 84, 85 u. sonst. In Nr. 85 (1210) handelt es sich um einen durch Spruch des Lehnshofs ›gebannten‹, also geächteten Lehnsmann).

Der dritte Teil ist überschrieben: Der Verlust der communicatio forensis. Der Exkommunizierte kann wie vor dem geistlichen, so auch vor dem weltlichen Gericht das Richteramt nicht bekleiden, er verlor sein Klagerecht, mußte auf Klagen anderer aber antworten und zwar ohne Fürsprecher; schließlich war auch sein Zeugnis rechtsungültig. Schon gegen Ende des 12. Jahrhunderts haben die weltlichen Gerichte den Forderungen des kanonischen Rechtes in dieser Hinsicht entsprochen; wenigstens haben wir ein von Eichmann übersehenes westfälisches Weistum von 1197, das den Exkommunizierten als unfähig zum Richteramte ansieht (Kindlinger, Münst. Beitr. III, 1, 107)[1]. Das Reichsrecht hat in der Conf. c. pr. eccl. vom 26. April 1220 die Forderungen des kanonischen Rechtes anerkannt. Ich möchte gegenüber Eichmann daran festhalten, daß diese Anerkennung nur für das Königsgericht erfolgte. Es heißt in dem Gesetz (§ 6): Item, sicut iustum est, excommunicatos eorum (der Bischöfe) dum tamen ab ipsis viva voce vel per litteras eorum vel per honestos nuntios fide dignos nobis denuntiati fuerint, vitabimus; et nisi prius absolvantur, non concedemus eis personam standi iuditio .... Die Meldung der erfolgten Exkommunikation soll an den König ergehen, er will den Exkommunizierten meiden; die weiteren Folgen können daher auch nur vor seinem Gerichte eintreten. Daß auch die übrigen Gerichte die gleiche Praxis befolgten, ist an diesem Punkte nebensächlich; außerdem handelten sie ja auch schon vorher so.

Daß der Exkommunizierte auch von den Akten der freiwilligen Gerichtsbarkeit ausgeschlossen war, zeigt der vierte Teil. Der wichtigere fünfte Teil untersucht die Folgen des Kirchenbannes auf dem Gebiete des öffentlichen Rechts. Auf Einzelheiten kann ich nicht weiter eingehen. Im ganzen bringt jedenfalls dieser Teil manches Beachtenswerte.

Im vierten und letzten Abschnitt (S. 111 ff.) kommt endlich das eigentliche Thema ›Acht und Bann‹ zu seinem Rechte. Erst in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts wird das Zusammenwirken von Acht und Bann häufiger, in der früheren Zeit sind die Fälle ganz vereinzelt. Bei Verbrechen, die Kirche und Staat in gleicher Weise angehen, z. B. bei Raub und Zerstörung von Kirchengut, straft jede der beiden Gewalten für sich; das Zusammengehen der beiden Strafen erfolgt in beiderseitigem Interesse. Die zweite Form des Zusammenwirkens dient der Machtergänzung einer der beiden Ordnungen und zwar so, daß auf Ersuchen des kirchlichen bezw. des weltlichen

1) Dieses westfälische Weistum schon bei Weiland. Ich ergänze noch Kaiserurkunden d. Prov. Westfalen II Nr. 269 (1224, Heinrich VII.): Behinderung des gesetzmäßigen Richters durch die Exkommunikation.

Richters der einen Strafe die andere folgen muß. Diese Form ist wichtiger und charakteristischer. Sie hat in dem Gesetze vom 26. April 1220 die reichsrechtliche Sanktion erhalten, freilich zunächst einseitig zu Gunsten des kirchlichen Rechts. Eichmann hat geschickt und scharfsinnig in dieses Gesetz eine Gegenverpflichtung der Kirche hineininterpretiert, nach meinem Dafürhalten dem Text damit aber Gewalt angetan. Der in Betracht kommende Passus lautet (§ 8): Sic utique aliisque modis omnibus, iusto videlicet et efficaci iuditio, ipsis prodesse atque preesse firmiter compromisimus, et ipsi versa vice fide data promiserunt, quod contra omnem hominem, qui tali nostro iuditio ipsis exhibendo violenter restiterit, nobis pro viribus suis efficaciter assistent. In Art. 7 hatte der Kaiser versprochen, daß den, der sechs Wochen hindurch in der Exkommunikation verharrt, auch die Acht des Reiches treffen soll. Das versa vice nötigt nun nach Eichmann, an ein Gegenversprechen der Bischöfe zu denken. »Das ipsis exhibendo enthält die Begründung der bischöflichen Unterstützungspflicht gegenüber dem Königsurteil: weil das letztere gegebenenfalls die bischöfliche Sentenz wirksam unterstützt, sollen auch die Bischöfe dem König gegen diejenigen kräftig beistehen, welche seinen gerechten Urteilen Widerstand entgegensetzen« (S. 123). Diese an sich schon komplizierte Deutung wird durch das Wörtchen tali vor nostro iuditio unmöglich gemacht, denn das tali weist eben auf iusto videlicet et efficaci iuditio zurück, und damit ist der Beweis geliefert, daß der Beistand der Kirche gegen den Verächter der dem Banne folgenden Achtsentenz sich richten soll. Eine entsprechende Gegenleistung der Kirche ist also nicht vorgesehen. Die Bestimmung wird dadurch freilich ein wenig inhaltlos, auch das versa vice verblaßt etwas, aber trotzdem ist es ausgeschlossen, aus diesen zwei Worten eine Konsequenz zu ziehen, die dem sonst so klaren Wortsinne widerstreitet. Hätte man an eine wirkliche Gegenverpflichtung der Kirche gedacht, so wäre sie gewiß auch in anderer Form erfolgt[1]).

Dazu kommt, daß tatsächlich erst gegen Ende des 13. Jahrhunderts auch das umgekehrte Verhältnis — Bannfolge auf vorausgehende Reichsacht — festgestellt werden kann, während die Wirksamkeit des Zugeständnisses Friedrichs II. durch zahlreiche Fälle sich belegen läßt. Daß nach den Rechtsbüchern Gegenseitigkeit von Staat und Kirche in dieser Hinsicht besteht, ist nicht ausschlaggebend. Es entspricht das ihrer Grundanschauung von der wechselseitigen Unterstützungspflicht beider Schwerter. Am frühesten bestimmen einzelne territoriale Landfrieden (Mitte des 13. Jahrh.), daß auch der Bann

1) Aehnlich urteilt Köstler, Zeitsch. d. Savignyst. f. Rechtsgesch., germ. Abt., XXXI, 1910, S. 515.

zur Unterstützung der Acht dienen solle. Die Wirksamkeit solcher Bestimmungen wird man einigermaßen in Frage ziehen dürfen, wenn man bedenkt, daß 1295 Adolf von Nassau und ähnlich später Heinrich VII. den Erlaß eines allgemeinen Kirchengesetzes vom Papste zu erlangen suchten, in dem die Gegenverpflichtung der Kirche in Bezug auf Acht und Bann, besonders auch in Bezug auf Reichsacht und päpstlichen Bann, verkündigt werden sollte. Aber ein derartiger Erlaß ist nicht erfolgt. Trotzdem haben seit dem Ende des 13. Jahrhunderts die Ansprüche des Staates sich allmählich durchgesetzt. Zusammenfassend muß man sagen, daß bei dieser ganzen Gesetzgebung der Staat als der Gebende erscheint, und daß die Kirche nur zögernd gewährt, was sie ihrerseits vom Staate forderte. Das hat Eichmann nicht genügend betont.

Die Frist von sechs Wochen für die Folge von Acht auf Bann bedeutete ein starkes Zugeständnis des Staates. Nach dem einzigen vor 1220 vorhandenen Falle zu urteilen, scheint ursprünglich die Frist von Jahr und Tag die legale gewesen zu sein [1]). Durch die Gesetzgebung von 1220 wurde die Exkommunikation der Verfestung völlig gleichgestellt. Die neue Frist hat sich schnell allgemein eingebürgert. Eins der besten Zeugnisse dafür, zugleich das einzige, das Schlüsse auf die Praxis des Reichshofgerichts zuläßt, hat sich Eichmann entgehen lassen. Im Jahre 1263 schloß ein Ritter von Hohenfels mit der Mainzer Kirche einen Vertrag ab und nahm dabei als freiwillige Konventionalstrafe im Falle der Uebertretung desselben die Exkommunikation auf sich, der, wenn er sechs Wochen darin verharrte, auf Antrag des Erzbischofs bei König Richard die Acht des Reiches folgen sollte (Gudenus I, 699; bereits von Weiland herangezogen). Schon unter Rudolf v. Habsburg ist die alte Frist von Jahr und Tag wieder aufgenommen worden.

Am Schlusse des Buches wird betont, daß seit dem Ende des 13. Jahrhunderts der Bann weit mehr der Unterstützung der Acht gedient habe als umgekehrt. Der Grund wird darin gesucht, daß die Acht ihre Schrecken, nicht zum geringsten durch die Schuld der Reichsgewalt selbst, verloren hätte. Zum guten Teile trifft das zu. Aber man wird nicht zu sehr verallgemeinern dürfen. Hätte dem Papste sonst wohl so sehr daran gelegen, daß der gebannte Luther auf dem Reichstage zu Worms auch geächtet wurde? An den Widerständen, die sich dagegen erhoben, sieht man zugleich, daß die Zeit

1) Im 13. Jahrhundert ist »Jahr und Tag« noch wörtlich aufzufassen gleich ein Jahr und ein Tag, vgl. Güterbock, Der Prozeß Heinrichs d. Löwen, Berlin 1909, S. 203 ff.

des Zusammenwirkens von kirchlicher und weltlicher Macht abgelaufen war.

Wenn der Verfasser auch keineswegs überall in der Einzelerklärung und teilweise auch nicht in der Gesamtauffassung das Richtige getroffen hat, so wird man ihm doch gern zugestehen, daß er eine wertvolle Arbeit geleistet und den spröden Stoff, der das zentrale Problem des Mittelalters in seinen Konsequenzen nach einer besonderen Seite hin so klar erkennen läßt, gut bewältigt hat. Die häufige kritische Behandlung von Einzelfragen, die unumgänglich war, bringt es mit sich, daß sich das Buch nicht leicht liest. Auch leidet darunter begreiflicherweise die Berücksichtigung weiterer Gesichtspunkte etwas; aber eine erste Aufarbeitung des Materials war in anderer Form kaum möglich. Immerhin empfängt man doch aus Eichmanns Darstellung schon einen Eindruck von der Macht der Ideen, die sich in der Verbindung von Acht und Bann ausspricht.

Braunschweig Schrader

Dokumente zur Geschichte des Bürgermeisters Hans Waldmann, gesammelt und herausgegeben von **Ernst Gagliardi.** Erster Band: Hans Waldmann und die Eidgenossenschaft des 15. Jahrhunderts. Akten bis zum Auflauf von 1489 (exklusive). Basel, Verlag der Basler Buch- und Antiquariatshandlung, vormals Adolf Geering, 1911. (Quellen zur Schweizer Geschichte, herausgegeben von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Neue Folge. II. Abteilung: Akten. Band I.)

Durch den GGA. 1909, Nr. 2 (S. 174), genannten Verfasser des Buches ›Novara und Dijon‹ ist in der Neuen Folge der ›Quellen zur Schweizer Geschichte‹ ein neuer Band erschienen. Der Verfasser beginnt im ›Vorwort‹ mit den Worten: ›Die Verehrung und Bewunderung für den Zürcher Bürgermeister Hans Waldmann hat zwar beinahe ein Denkmal, indes bis auf den heutigen Tag noch keine gründlich dokumentierte Erforschung seines ganzen Lebens zu Stande gebracht‹. Nachdem ursprünglich nur die Edition der über die Katastrophe Waldmann's im Jahre 1489 vorhandenen zum Teil noch ungedruckten Darstellungen beabsichtigt war, ist nun nach systematischer Durchforschung des ganzen Zürcher Staatsarchivs — allein bei den Gerichtsakten waren zirka 40000 Seiten zu durchgehen — und der Heranziehung anderer schweizerischer und auswärtiger Archive, so weit möglich, das gesamte Aktenmaterial hier vereinigt.

Der Band zerfällt in zwei Abteilungen. Die erste, mit römischen Zahlen paginierte von 202 Seiten enthält in fünfzehn Abschnitten die

auf der Schilderung der allgemeinen Zustände der Eidgenossenschaft aufgebaute Biographie Waldmann's in sehr geschickter Disposition des Stoffes. Je auf ein die allgemeinen Verhältnisse schilderndes Kapitel folgt ein solches, das die Person Waldmann's in dem entsprechenden Zeitabschnitt im einzelnen vorführt, und so ist in durchaus zweckentsprechender Weise erreicht, was der Verfasser darzulegen wünscht, der Beweis nämlich, daß der Zürcher Bürgermeister in erster Linie nur als Typus seiner Zeit, nicht als selbständig hervorragende Persönlichkeit aufzufassen sei. So ist sehr gut schon in I. ›Einleitung‹, in III. ›Burgunderkrieg‹, in VII. ›Die Stadt Zürich‹ das Urteil über die großen Bedingungen ausgesprochen, die die Tätigkeit des einen Mannes bestimmten. Dem ganzen eidgenössischen Leben hatte der siegreiche Kampf gegen den Herzog von Burgund einen anderen Stempel aufgedrückt, der weitreichende Perspektiven aufzuschließen schien; aber der geringen Solidarität innerhalb der Verbindung der eidgenössischen Orte war eine dauernde Zusammenfassung zu einer großen Politik, wie sie 1477 gegeben zu sein schien und in der aus Bern vorgezeichneten Linie wirklich vorlag, ausgeschlossen, weil nur der militärische, nicht der politische Instinkt geweckt war, ganz abgesehen von der immer weiter vorschreitenden Demoralisierung, die sich insbesondere in der einseitigen Betonung finanzieller Vorteile äußerte. Nicht weniger zutreffend findet sich, vorzüglich für Zürich, der Gegensatz hervorgehoben, wie er, nach dem Fall Karl's des Kühnen, sich zwischen den engen Verhältnissen zu Hause einerseits, einer nach verschiedenen Seiten nach außen angestrebten Weltpolitik anderenteils ergab. Gewisse wichtige Gesichtspunkte, die der Verfasser besonders betonen will, mußten in den einzelnen wohl in sich geschlossenen Abschnitten wiederholt werden; allein auch für minderwichtige Dinge, so an drei Stellen der Abschnitte XIII. und XIV., für das 1489 eingetretene Geschick des Oberstzunftmeisters Widmer, eines Anhängers Waldmann's, kehrt solche Repetition wieder.

Den zweiten größeren Teil des Bandes, 445 Seiten arabisch paginiert, machen die ›Acten‹ aus, deren 252 Nummern in die Abschnitte: ›Emporkommen‹ (bis 1474), ›Zeit der Burgunderkriege‹ (1475 bis 1482), ›Bürgermeisterzeit‹ (1483 bis 1489) zerfallen, und zwar so, daß im zweiten und dritten Abschnitt auf einen ersten Titel ›Privates‹ dort ›Kriege und Ausland‹, hier ›Amtliches‹ und ›Ausland‹ folgen. Zu zahlreichen Stücken fügte der Herausgeber eingehende historische Exkurse in längeren Anmerkungen hinzu, häufig unter Beifügung weiterer Aktenstücke. Vom zürcherischen Archivmaterial kommen für die Abteilung ›Privates‹ voran die Gerichtsakten, daneben die Steuerbücher in Betracht. Wichtig sind Wald-

mann's autographe Einträge in das Zunftmeisterbuch. Dagegen ist in der Bürgermeisterzeit Waldmann's Anteil an den Ratsgeschäften in keiner Weise erschöpfend zu erkennen, wenn auch von 1484 an, wo erst die zürcherischen Ratsmanuale beginnen (seit Nr. 184 der ›Acten‹), sämtliche Stellen, wo Waldmann genannt ist, oder wo er dem Rate vorsitzt, in Auszügen gegeben sind (vgl. n. 1 zu S. 255).

Am wichtigsten aber ist das vielfach neue Licht, das aus dieser Publikation, aus den Archiven von Innsbruck, München, Wien, Mailand entnommenen Aktenstücken, auf die enge Verknüpfung der inneren und der ausländischen eidgenössischen Politik in Waldmann's letzten Jahren fällt. Hier sind (S. 327—404) die Waldmann's Beziehungen zu Mailand beleuchtenden Stücke besonders wichtig; unter ihnen stehen Auszüge aus der Korrespondenz der mailändischen Gesandten Visconti und Moresini mit dem Herzog und dem herzoglichen Sekretär voran. Freilich erweisen sich diese Berichte überwiegend als weitschweifig und unübersichtlich, so daß das eigentlich Wichtige vielfach nur hie und da zwischen den Zeilen erschlossen werden kann. Dazu kommt die Schwierigkeit der Sprache, die nach dem Urteil des Sachverständigen, Professor Salvioni in Mailand (S. 330 in n. 1), eine ganz eigentümliche Mischung verschiedenartiger Elemente in sich darstellt.

Für die Beurteilung der Persönlichkeit des nachherigen Bürgermeisters in seinen früheren Jahren fallen die von 1457 an alljährlich in Menge den Gerichtsakten entnommenen Klagen und gefällten Urteile — über Falschspiel, Messer- und Degenzücken, Schlägereien, nächtlichen Unfug, Ueberfälle, Mißhandlung von Frauen, 1468 auch ein persönlicher Streit im Felde, dem Kriegslager vor Waldshut — äußerst belastend in das Gewicht. Das verzögerte auch ohne Zweifel Waldmann's Emporsteigen, und sein Uebertritt von einer Zunft zur anderen hing augenscheinlich mit der um das Jahr 1466 erlittenen peinlichen Niederlage, in der Streichung des Namens aus dem Zunftmeisterkollegium, zusammen. Doch auch noch 1473, als die endgültige Wahl als Zunftmeister und damit der Eintritt in den Rat gelungen war, hören diese Einträge in das Richtbuch keineswegs völlig auf. Ebenso stand ferner Waldmann's Frau, durch deren günstige Vermögensverhältnisse er übrigens sozial höher stieg, in sehr schlechtem Rufe (S. 57 n. 1).

Als Höhepunkt des Lebens ist ohne Zweifel der hervorragende persönliche Anteil Waldmann's am Kriege gegen Herzog Karl anzusehen: da steht ›der rechte Sohn des im Guten wie im Bösen schrankenlosen Jahrhunderts‹ in einem Ruhm, den auch ›die Flecken seiner späteren Existenz‹ nicht schmälern. Doch nach 1483, nach

der Erhebung zum Bürgermeisteramt, tritt neben der einseitigen rücksichtslosen, ja schamlosen Betonung finanzieller Vorteile — als der reichste Mann Zürich's wünschte seit 1487 »Herr Hans Waldmann von Dübelstein Ritter« eine geschlossene territoriale Herrschaft für sich zu schaffen — die Gewaltsamkeit der Maßregeln immer mehr hervor, wobei Waldmann, auf das Zunftmeisterkollegium sich stützend, eingreifende Verfassungsänderungen in Zürich vornahm. Entgegen früherer Ueberschätzung darf außerdem ja nicht Waldmann's Periode als eine besonders charakteristische in den Angelegenheiten der inneren Verwaltung aufgefaßt werden: Waldmann war da nur der Vollstrecker zürcherischer Regierungsgrundsätze, die schon weit älterer Zeit entstammten, und höchstens ist eine größere Vereinheitlichung der Verwaltung hervorzuheben (S. LXVIII—LXXXIX: »Waldmann's Tätigkeit zu Stadt und Land«).

Allein die hauptsächlichste Aufmerksamkeit ist, wie schon bemerkt, auf die letzten Lebensjahre des Bürgermeisters zu richten. Daraus, daß er von Erzherzog Sigmund, von König Ludwig XI., von Lothringen und Savoyen, von König Maximilian und noch weiterhin feste Jahrespensionen bezog, daß er vollends mit den mailändischen Interessen, zur ärgsten Schädigung der Walliser, auf das engste verkettet war, wird durch den Herausgeber mit Recht der Schluß gezogen, daß solches Tun kaum anders, denn als »politische Agentur« im Dienste auswärtiger Vorteile, bezeichnet werden kann. Daneben wird der schon GGA. 1910, Nr. 6 (S. 450 u. 451), erwähnte Nachweis des dort besprochenen Hegi'schen Buches noch mehr erhärtet, daß Waldmann in der Zeit des Konfliktes zwischen Sigmund und Maximilian, bei der Werbung um Unterstützung der dann nur als viel zu knauserig sich erweisenden bairischen Politik, die zweideutigste Haltung einnahm, während doch daneben der Abschluß der österreichischen Erbeinigung mit Maximilian betrieben wurde, die eine Hauptursache seines Sturzes werden sollte. Dagegen nimmt Gagliardi (S. LIX) in zutreffender Weise Waldmann gegen die Beschuldigung in Schutz, daß dieser schon 1478 bei dem mißglückten Zug nach Bellinzona in verräterischem Einverständnis mit Mailand gewesen sei: das ist eine Rückübertragung von 1486/7 her, wo es dann allerdings nur allzu sehr, in den Walliser Händeln, zutraf, wogegen hinwider ebenfalls die Katastrophe der Walliser und Luzerner bei Crevola, eben im Jahre 1487, schon von Zeitgenossen, ungerecht auf Waldmann's Rechnung gesetzt wurde (S. 361 n. 1). Freilich liefen zu dieser Zeit Anklagen, Beschimpfungen in Menge gegen den großen Pensionsherrn herum, voran bei den Leuten des freien Reislaufens, deren Reihen er in seinen früheren zügellosen Jahren selbst angehört

hatte. Wenn nun bei dem in Zürich gegen einen solchen Ehrabschneider, den Luzerner Theiling, 1487 verübten Justizmord der Name Waldmann's im ganzen Zusammenhang der Prozeßakten nirgends genannt ist, so muß doch der Bürgermeister selbstverständlich als eigentlicher Urheber des ganzen Vorgehens aufgefaßt werden (S. 295 n. 1). Indessen wird bei allen diesen Fragen mit Recht darauf hingewiesen, daß das Verhalten Waldmann's nicht isoliert beurteilt werden darf: ›Was in nackter Widerwärtigkeit und greller Schamlosigkeit erscheint, erfährt durch die Umgebung und die Zeitumstände, innerhalb deren es vor sich ging, seine Erklärung‹ (S. CIX).

An manchen Stellen sind auch seit lange bestehende Auffassungen oder neuere Kombinationen im einzelnen berichtigt, so in Auseinandersetzung mit dem 1910 verstorbenen Schweizer Historiker Dändliker, der sich eingehend mit dem Waldmann-Thema beschäftigt hat. Die volksbeliebte Annahme, Waldmann sei von Haus aus arm gewesen, so daß sein Aufschwung doppelt überraschend erscheine, ist unrichtig (S. 1 n. 1). Die Vermutung Amiet's, die im Jahrbuch für schweizerische Geschichte, Bd. XI, vorgebracht wurde, der an der Westerburger Fehde 1457 auf 1458 beteiligte Hanman Waltman sei der Zürcher Waldmann, wird S. 14 n. 1 widerlegt, und ebenso fällt Waldmann's Teilnahme an dem in der Schlacht bei Seckenheim sich gipfelnden Kriege des Pfalzgrafen Friedrich 1462 dahin (S. 41 n. 1). In der Schlacht bei Grandson war Waldmann nicht anwesend, und so wichtig sein Anteil an den Ereignissen, die mit der Schlacht bei Murten in Verbindung stehen, gewesen ist, erscheint doch ein Oberbefehl Waldmann's über den Gewalthaufen völlig ausgeschlossen (S. XIX n. 1, 167 n. 2). Ebenso ist Waldmann nicht 1476 städtischer Bauherr in Zürich gewesen, so daß auch der gemeiniglich ihm zugeschriebene Neubau der Wasserkirche 1479 nicht ihm anzurechnen ist (S. 115 n. 2). Die Reise zu Innocenz VIII. nach Rom im Jahre 1485, zum Abschluß eines eidgenössischen Bündnisses mit dem Papste, gehört gleichfalls nicht der Geschichte an (S. 260 n. 2). Waldmann war nicht zwei Male verheiratet, sondern, seit 1462 oder 1463, einzig mit der Witwe des Amtmanns des Klosters Einsideln Ulrich Edlibach (S. 37 n. 7).

In der hier vorgeführten Quellenedition liegt eine endgültige Zurückweisung älterer Auffassung, Waldmann zu heroisieren, wie sie besonders früher durch Bluntschli in seinen Arbeiten über zürcherische Geschichte ausgesprochen war, der dann auch ohne jeden Nachweis Waldmann einen Hauptanteil am Zustandekommen des Stanser Vorkommnisses zuschrieb, und wie sie neuestens wieder durch Schollenberger in der ›Geschichte der Schweizer Politik‹, Bd. I, wiederholt

wurde, wo Waldmann's mailändische Politik geradezu als ein Zeugnis für den großen Staatsmann und Patrioten hingestellt wird.

Für die letzte Zeit Waldmann's wird allerdings die Vorlegung der Beweise erst in dem alsbald folgenden zweiten Bande geschehen, wo eben die Quellen über das Jahr der Katastrophe 1489 zur Mitteilung kommen werden.

Zürich G. Meyer von Knonau

Hans Dütschke, Ravennatische Studien. Beiträge zur Geschichte der späten Antike. Leipzig 1909, Wilh. Engelmann. VIII, 187 S. mit 116 Abb. u. 1 Hilfstaf. gr. 8°. 12 M.

Die klassischen Archäologen fangen an, ihr Gebiet sachgemäß zu erweitern. Wie die klassischen Philologen die Neuausgabe der Kirchenväter in die Hand genommen haben, so bemächtigen sich ihre Kollegen der ältesten christlichen Kunst. Sybel hat dieser Richtung schon vor Jahren mit seiner Weltgeschichte der Kunst bis zur Erbauung der Sophienkirche Bahn gebrochen. Jetzt veröffentlicht er zwei Bände ›Christliche Antike‹ und gibt mit diesem Titel ein Programm der Arbeitsausdehnung [1]), der auch Dütschke sein Buch widmet. Der Titel ›Ravennatische Studien‹ deckt sich nicht ganz mit dem Inhalt, dieser würde besser ›Ravennatische Sarkophage‹ lauten. Auch Sybels Titel ist übrigens viel weitreichender als sein Buch. Es bricht ab, sobald die gewohnten Geleise der antiken Kunstforschung, Wandmalerei und Plastik abgelaufen sind. Vor den Mosaiken, Elfenbeinschnitzereien, Miniaturen u. s. f. haben die Herren offenbar Scheu. Das ist begreiflich; ich glaube nur, daß sie doch nicht recht urteilen können, so lange sie das ungeheure Gebiet der Probleme altchristlicher Kunst ganz einseitig angehen. Nur aus diesem Mangel der vollen Beherrschung des Stoffes ist mir verständlich, wie Dütschke die Resultate meiner eigenen Arbeiten immer als ›Behauptungen‹ bezeichnen kann. Hätte er umfassenden Einblick, dann würde er ihnen gerade im gegebenen Falle mehr Beachtung schenken und mit etwas mehr Scheu in die Mitarbeit auf einem Gebiete eintreten, dessen Denkmäler und Literatur ihm nur notdürftig vertraut sind.

Dütschke hat sich den ›Weg der Erkenntnis‹ mit einem beschreibenden Kataloge aller mit Bildern verzierten ravennatischen Sarkophage und Sarkophagfragmente gebahnt. Die Geschlossenheit der Gruppe ließ auf eine weniger durch äußere Einflüsse gestörte

1) Vgl. m. Besprechung von Bd. I: Beilage zur Allg. Zeitung 1907 S. 64, Bd. II: Historische Zeitschrift 1911 (107. Bd.): S. 580 f.

Entwickelung schließen — meinte er. Aus demselben Grunde hat sich Sybel auf die Katakombenmalereien und römischen Sarkophage geworfen. Die ravennatischen wurden von ihm nur flüchtig im Anschluß an die vorausgehenden Versuche der chronologischen Reihung von Bayet, Riegl, Goldmann und Wulff behandelt[1]). Dütschke nimmt diesen einen Teil genauer vor. Ihm wachsen aus der gewissenhaft ins Einzelne gehenden Arbeit, wie sie die Abfassung des Kataloges mit sich gebracht hatte, Probleme entgegen. Das erst ist ein wirklicher Anfang.

Der Katalog ist nach den jetzigen Standorten der Sarkophage abgefaßt. Das Mausoleum der Galla Placidia und S. Vitale stehen an der Spitze, die Kathedrale mit den beiden Museumsammlungen folgen, dann S. Agata, S. Francesco, S. Gio. Batt., S. Vittore, S. Maria in porto, S. Apollinare in Classe und von Porta nuova. Die Beschreibung der 83 einzelnen Stücke gibt immer zuerst Maße, Literatur und zur Beschreibung selbst Anmerkungen. Die Abbildungen sind spärlich und zum Teil recht schlecht. Ich wundere mich, daß Dütschke dem Verleger dankt dafür, daß er dem Werk ›ein so hübsches Gewand‹ gegeben hat. Doch ich will beim Katalog nicht verweilen.

Im zweiten Teil folgen die eigentlichen Studien. Riegl hatte den einen der beiden gleichartig mit Christus und den Aposteln geschmückten Säulensarkophage von S. Francesco für den ältesten von Ravenna erklärt und der vorkonstantinischen Zeit zugewiesen. D. bestätigt diese Datierung. Wie Studie 2 ausführt, wurden die Säulensarkophage zugleich mit der Betonung des Unsterblichkeitsgedankens unvermittelt im 2. Jh. Mode. Ihr architektonischer Charakter erklärt sich aus der Auffassung als Totenhaus. Leider kennt D. die neuere Literatur über die Hauptstücke solcher säulengeschmückten Sarkophage nicht. Was Michon, Th. Reinach und Muñoz gebracht und ich zusammenfassend im Journal of hellenic studies XXVII (1907) S. 99f. verarbeitet haben, hätte vielleicht sein ganzes Buch auf anderen Boden gestellt. Es handelt sich nicht mehr um Hypothesen, die durch Auffindung eines neuen Sarkophages in Italien in ihren Schlüssen zusammenfallen, sondern um Nachweise, die endlich einmal eine Spur von Möglichkeit geben, dem großen X auf dem Gebiete der bildenden Kunst ›Antiocheia‹ näher zu kommen. Und dabei tappt D. S. 133 so nahe an dem Problem der dreitürigen Säulenfassade und ihrem Zusammenhang mit Syrien vorüber! Vgl. darüber jetzt mein Amida S. 207 f.

Diese Säulenarchitektur wurde nach D. von den Christen im An-

1) Inzwischen hat Sybel darüber im Anschluß an Dütschke in den Röm. Mitt. XXIV (1910) S. 193 f. gehandelt.

schluß an den Hadespalast der Heiden als Himmelshalle aufgefaßt und dementsprechend bildeten sich Baumhallen als Paradiesesgärten parallel zum antiken Elysium aus. Mir fällt auf, daß D. in diesen Fragen keinen Bezug nimmt auf den ersten Band von Sybel, der doch schon 1906 erschienen ist. Sollte die ganze Arbeit vor dieser Zeit entstanden und erst jetzt gedruckt sein? Studie 1 scheint so entstanden zu sein. Beim Studium der Ravennatischen Sarkophage macht D. eines Tages die Entdeckung, daß der Christus des Sarkophages F (wie er den einen der beiden S. Francesco-Sarkophage nennt) dem großen Alexander ähnlich sehe. Man findet ihn jetzt auf dem Titelblatt des ganzen Buches. Ich möchte wissen, ob die genannte Gleichung von irgend einem unbefangen Urteilenden zugegeben werden wird. Doch das ist einerlei. D. glaubt an seine Entdeckung und der Philologe, der er von Fach ist, kommt ihm gefällig zu Hilfe. Zur Zeit des Elagabal und Caracalla lief eine apokalyptisch gefärbte Alexandersage um: ›es wäre mehr als auffällig, wenn sich nicht schon früher die Gnostiker vorgenommen hätten, diesen Stoff zu Ehren Christi auszumünzen‹. Weiß-Liebersdorf (Christus und Apostelbilder) leitet weiter in diesem Fahrwasser, Mithras bietet den Schlüssel zur Bildung des stadtrömischen Christuskopfes. Schade, daß D. auch da wieder die neueste Literatur nicht kennt, Kehrer (Die heiligen drei Könige) hätte ihm prächtig weitere Handhaben geben können. Ich kann nicht anders: wir lenken wieder ein in jene kleinliche archäologische Forschung, die alles, was ihr einfiel, nachweisen konnte, jetzt aber glücklich durch den Aufschwung der Philologie und Kunstgeschichte überwunden war. Man lese nur, wie sich D. mit dem geistvollen Riegl herumschlägt, der ihm den Sarkophag mit dem Christus-Alexander sehr zur Unzeit jünger gemacht hat, als er ihn brauchen kann (Studie 5).

Mit dem 6. Abschnitte beginnt eine Untersuchung über die Gesetzes- und Schlüsselübergabe. Bestechend daran ist der Versuch des Nachweises, daß die Ueberreichung der Gesetzesrolle in einer bestimmten Gruppe an Paulus erfolgt. Ich könnte mir denken, daß darin kleinasiatische Nachklänge vorliegen, ähnlich wie die Schlüsselübergabe an Petrus syrischen Ursprunges ist. Wenn aber D. den Sarkophag, auf dem beide Darstellungen vereinigt sind, Nr. 80 aus S. Apollinare in Classe, schon dem Ende des 3. Jh. zuweist, so scheint das unmöglich, nicht wegen des Kreuznimbus, sondern weil Petrus das Golgothakreuz trägt, daß doch erst nach der Aufrichtung der Konstantinischen Bauten in Jerusalem denkbar ist. Der ganze Abschnitt leidet sehr darunter, daß D. bei Bezeichnung der Sarkophage nicht die Nummern seines Kataloges beibehält, sondern neue Zeichen

wie F, Fl, Cl und Ms einführt. Wozu? Bestand der Katalog noch nicht, als dieser Abschnitt geschrieben wurde?[1])

Der 10. Abschnitt behandelt die Lämmersarkophage. D. rechnet ohne weiteres damit, daß die symbolische Verwendung des Lammes ihren Einzug in die christliche Kunst im Wege des guten Hirten gefunden habe. Daß die Geschichte des Mosaiks bezeichnend auf Syrien als Quellgebiet dieser eigenartigen Symbolik weist, liegt außerhalb aller Kombination. Auch wird schlankweg die symbolische Richtung in der christlichen Kunst jünger gemacht als die historisch-belehrende. Eine genaue Lektüre des hl. Nilus (vgl. mein Amida S. 273) hätte D. vor einem derartigen Grundirrtum bewahren müssen. Die Deutung des Laurentiusmosaiks im Mausoleum der Galla Placidia und der Versuch, dem Marmorarius Daniel beizukommen, sprechen an. Nur der Schlußabschnitt über die sog. Kathedra des Maximian und der Versuch diesen Elfenbeinthron auf Grund des Vorkommens der Springmaus in den Tierfüllungen des Rankenwerkes dem Ursprunge nach für ägyptisch nachzuweisen, rechnet wieder garnicht mit den neuesten Nachweisen des Zusammenhanges der Tafelanordnung der Vorderseite mit den kleinasiatischen Sarkophagen bezw. der Theaterdekoration, wie sie wahrscheinlich auf Antiocheia zu beziehen ist. Auch die ikonographischen Grenzen der Lokalisierungsmöglichkeit sind nicht beachtet. — Das Buch Dütschkes bringt zweifellos nach allen Seiten Anregungen und wir müssen dankbar sein, daß ein klassischer Archäologe den Mut hatte, ein Thema der neueren Kunstgeschichte vorzunehmen. Zur Behandlung solcher Fragen darf man jedoch nicht auf dem Boden der christlichen Antike stehen bleiben.

Wien Josef Strzygowski

1) Auch fällt sehr auf, daß D. in dem ganzen Abschnitte wohl eine Miniatur des 12. Jh. für seine Auffassung heranzieht, die Beweise der gegenteiligen Deutung aber nicht anführt, so das dem 5. Jh. ca. angehörige Mosaik des Baptisteriums in Neapel (Garrucci 269), wo Christus dem kreuztragenden Petrus eine Rolle mit der Aufschrift »Dominus legem dat« gibt, ferner ein Goldglas (Garrucci 180, 6), wozu 484, 14 zu vergleichen ist. Und dann, warum wendet sich D. gerade nur gegen Baumstark, war da nicht auf de Rossi zurückzugreifen?

Patriarchae Alph. Mendez S. J. Expeditionis Aethiopicae lib. I—IV. [Rerum Aethiopicarum Scriptores occidentales inediti a saeculo XVI ad XIX curante **C. Beccari** S. J. Vol. VIII. IX.] Rom 1908/1909, C. de Luigi. LX und 409; 545 S. Lex.-8°. Lire 50.

Nicht eine historia aethiopica, wie Hiob Ludolf wähnte, hat Alphonso Mendez hinterlassen, sondern nur einen Bericht über seinen eigenen Zug nach Abessinien. Dieser Bericht ist allerdings am Anfang durch einen kurzen Abriß der Geographie, der Volkskunde und der Geschichte Abessiniens, vorzüglich der Geschichte und des Standes der christlichen Religion im allgemeinen wie insbesondere des Standes der römischen Mission vor Ankunft des Patriarchen erweitert. Am Ende ist auch noch — das vierte, letzte Buch füllend — ein Bericht über die Ereignisse seit seiner Vertreibung aus Abessinien und seit seiner Ankunft in Goa als Ergänzung angehängt; darin werden der Fortgang der Verfolgung der römischen Katholiken geschildert sowie die vergeblichen Versuche der neuen, nichtjesuitischen Mission, in das Land einzudringen. Der Körper des Werkes umfaßt aber nur die Ereignisse von der Erwählung Alphonso's zum Patriarchen (Buch I Kap. 14) bis zu dem Empfang, welchen ihm der Kaiser Seltan Sagad bereitete (hiermit schließt das erste Buch); weiter von seiner ersten Zusammenkunft mit Seltan Sagad bis zu dessen Tode (dies der Inhalt des zweiten Buches); Buch III endlich handelt von den Ursprüngen und den Ereignissen der Verfolgung unter Seltan Sagad's Nachfolger Fasiladas und erzählt des Patriarchen Vertreibung aus dem Lande, seine Gefangenschaft in Suakin und seine Ankunft in Goa. — Das ganze Werk ist eine Apologie, nicht nur insofern als manche Stücke darin wie z. B. ganze Kapitel des vierten Buches nichts anderes enthalten als eine Widerlegung der Vorwürfe, die gegen ihn und seine Mitarbeiter in Rom und Indien erhoben worden waren, sondern auch insofern, als das Werk nur aus Gründen der Selbstverteidigung geschrieben und von solchen Gesichtspunkten aus entworfen ist. Weithin mag diese Verteidigung schon im Recht sein, wenn sich auch manches anführen läßt, was zu Ungunsten des Patriarchen ausfällt. So legt ihm der Herausgeber auf S. XIII—XVI seiner Introductio, wie es schon Ludolf einst getan hat, rigoroses Verfahren zur Last. Beides aber, sowohl das, was die Jesuiten als die eigentlichen Gründe des Mißerfolges ihrer Mission in Abessinien bezeichnen, wie auch das, was andere Beurteiler diesen selbst als Verschuldung vorwerfen, trifft nicht den Kern der Sache. Das alles sind Gründe, die zweifellos mitgewirkt haben; der wahre Grund des Mißerfolges ist darin zu suchen, daß diese Missionare auf Anwendung

von Druck und Gewalt nicht verzichten wollten. Diese Jesuiten des 17. Jahrhunderts konnten eben nicht einsehen, daß man geistigen Bewegungen damit stets den schlechtesten Dienst erweist, daß man zu ihrer Ausbreitung auch Druck anwendet, weil dieser ja Gegendruck erzeugt bei allen denen, die ohne Druck nicht zu gewinnen sind. Wer die Eidesleistung des Kaisers Buch II Kap. III mit Nachdenken liest, findet hier schon die Keime der späteren Tragödie. Der Kaiser unterwirft sich selbst, seine Erben und das ganze Reich dem Papst. Das sofort zur Verwirklichung dieses Schrittes erlassene Edikt bestimmte u. a.: ut omnes (vielleicht aber nur die vorher genannten monachi vel clerici) *sub capitis poena* romanae fidei se dederent, und weiter: nec quisquam rebellium esset occultator vel defensor. Solche häretische Rebellen waren schon bei der Eidesleistung zugegen. Sie traf die Vol. VIII S. 176 berichtete, unter Schwingen des Schwertes ausgestoßene Drohung des Vorkämpfers der römischen Katholiken Ras Sela Christos. Vgl. auch das schon vorher erlassene zweite Edikt VIII S. 100, welches die Todesstrafe denen androhte, welche die zwei Naturen in Christus leugneten. Kein Wunder, wenn die damals unterdrückten Gegner, als die Machtverhältnisse sich änderten und das Landesregiment auf ihre Seite trat, nun ihrerseits dieselben Mittel anwandten, die man einst gegen sie selbst bereit gehalten hatte. Ein abessinischer Herrscher des 18. Jahrhunderts (Justus) äußerte sich, wie wir aus Vol. I der Publikationen Beccari's erfahren haben, dahin, die Jesuiten hätten den römischen Glauben einführen wollen à forza di spada. Sie selbst haben das Schwert allerdings nicht in die Hand genommen; es war ihnen aber recht und sie hinderten es nicht, wenn andere es zu ihren und des römischen Glaubens Gunsten zogen.

Die Quellen des Mendez sind in den Abessinien und seine Geschichte beschreibenden Teilen Paez und Almeida. Er gesteht selbst Vol. IX S. 364 ex quo opere (des Almeida) ... ego multa in hanc meam Expeditionem sum mutuatus. Für das IV. Buch sind seine Quellen Briefe der in Abessinien Zurückgebliebenen, nämlich des Brunone Bruni sowie des Bernardo Nogueira und mündliche Berichte solcher, die er ausgesandt hatte. Das meiste Neue, welches das Werk bringt, steht in diesem Anhang. Bei dem, was während seiner Anwesenheit in Abessinien vorfiel, ist er teils selbst als Augenzeuge die Quelle, teils sind es die Berichte der durch Abessinien hin zerstreuten Mitarbeiter. Der Verlauf dieses Missionsunternehmens, die Art der Arbeit, ihr Erfolg und Mißerfolg sind im ganzen ja bekannt. Mendez bereichert das, was man aus anderen Quellen schöpfen kann, höchstens durch einige Einzelheiten, die er als Augenzeuge beisteuern kann. So wußte man schon längst, daß der Patriarch nicht auf dem gewöhn-

lichen Wege über Massua, sondern von Bailur her durch das Land der Danakil in Abessinien eingezogen war. Sein Werk enthält Buch I Kap. 15 die Beschreibung dieses Zuges. Dieses Kapitel hatte Beccari aber schon in Vol. I dieser Serie als Probe vorgelegt.

Der Wert dieser Hinterlassenschaft des Mendez für die Wissenschaft besteht nicht in dem, was er über den Verlauf der jesuitischen Mission berichtet. Abgesehen davon, daß wir hierüber nichts wesentlich Neues erfahren, ist diese eine Episode in der Geschichte Abessiniens gewesen, die nur insofern interessant ist, als sie in Abessinien damals und auch noch hernach christologische Streitigkeiten ähnlich den in der alten Kirche ausgekämpften erzeugt hat. Der Wert des Werkes liegt für uns in dem, was wir daraus gelegentlich über die Geographie Abessiniens, seine Völker, deren Sitten, Sprache, religiöse Anschauungen u. s. w. erfahren, sowie in einigen anderen geschichtlichen Notizen. Für letzteres zunächst einige Beispiele. Jetzt bezeugt es uns die Feder des Mendez Vol. VIII, 32, IX, 46, 47 selbst, was wir allerdings auch sonst schon wußten, daß er den Werkmeister mit nach Abessinien gebracht hat, welcher die noch heute stehende Brücke über den Abai gebaut hat. — Nicht ungern hören wir Vol. IX, S. 389, 390 ein Urteil des Patriarchen über Ludolfs Lehrer Abba Gregorius, den der Patriarch einst zum Lehrer seines Seminars in Abessinien bestellt hatte, »patriorum librorum abunde intelligentem«. Ludolf hätte also nicht leicht einen besseren Lehrer finden können. Im übrigen wird die Erzählung des Gregorius über seine Lebensschicksale in jener Zeit bestätigt. — Auch die Begegnung mit dem Lübecker Abenteurer Peter Heyling — Petrus Noling heißt er in diesem an Hör-, Schreib- oder Lese- und auch Druckfehlern reichen Werke — erzählt der Patriarch. Was Ludolf über diese Begegnung berichtet, kann danach zum Teil ergänzt, zum Teil auch korrigiert werden. Aus dem interessanten Bericht des Patriarchen will ich nur das hervorheben, daß nach dem Zeugnis des Mendez Heyling zur Zeit, wo Mendez dieses schrieb, noch als Arzt in Abessinien fungierte. Mendez kennt Vol. VIII S. 170 den in den Nachrichten der Göttinger Gesellsch. d. W. 1904 Heft 1 im Urtext edierten Brief des Claudius und zitiert daraus einen Satz. Das Datum 1549 bei Mendez ist ein Fehler der Handschrift oder der Edition. — Auf den abgesetzten Abuna Marcos folgte nach Vol. IV S. 430 Michael. Es ist also die Reihenfolge der zweiten Liste bei Guidi, Le Liste dei Metropoliti d' Abissinia, Roma 1899, S. 11 Nr. 96 und 97 die richtige. — Bemerkenswert ist endlich das Vol. IX S. 376 und 393 über muhammedanische Neigungen des Fasiladas Berichtete.

Nicht umfangreicher wie die wenigen zu beachtenden geschicht-

lichen Notizen ist die neue geographische und ethnologische Belehrung, die man dem Werke entnehmen kann. Die geographischen Notizen sind oft deshalb wertvoll, weil die geographische Lage oder doch wenigstens die Distanz von bekannteren Punkten angegeben wird. — Für die Kenntnis der Sitten und Einrichtungen der semitischen Abessinier ist verschwindend wenig Neues zu finden. Die von den Römern geübte Sitte der Verhöhnung mit einem von den Fingern der rechten Hand gebildeten Storchschnabel war auch in Abessinien im Schwange Vol. VIII S. 373. — Seltan Ba Christos wird Vol. VIII S. 223 die Heeresabteilung genannt, die bei Almeida Vol. VII S. 27 einfach Seltan Christos heißt. Vgl. noch die Bräuche beim Kauf Vol. IX S. 265. Daß sich in dieser Publikation so wenig Neues findet, liegt nur daran, daß sie nach den Werken des Paez, Barradas und vor allem des Almeida erschienen ist. Die Werke dieser drei Autoren enthalten so ziemlich alles, was wir über Abessinien selbst an Neuem von diesen Missionaren lernen konnten. Auch in sprachlicher Beziehung bietet das Werk nicht viel. Erwähnenswert aber erscheint mir doch, daß der Patriarch Vol. IX S. 78 den Ortsnamen Maebezo als aqua uberum deutet. Ihm muß also ein dem arabischen بز, aram. בִּזָא u. s. w. (vgl. Schultheß in seinem Lexicon syropalaestinum s. v.) entsprechendes einheimisches Wort bekannt gewesen sein.

Die Zuverlässigkeit des Berichtes des Mendez würde nun aber in merkwürdigem Lichte erscheinen, wenn ein von dem Herausgeber in seiner Introductio pag. XLVII und XLVIII not. (2) geäußerter Verdacht zu Recht bestände. Beccari bespricht hier die Vol. VIII S. 231 bis 255 berichtete Disputation des Patriarchen mit einem Juden und meint, diese habe garnicht in Abessinien, sondern in Lusitanien stattgefunden. Der Patriarch habe den schriftlichen Bericht darüber mit nach Abessinien gebracht und dann später — das ist wohl die Meinung — aus Versehen als einen Bericht über ein Vorkommnis in Abessinien angesehen. Diese Annahme legt sich dem Herausgeber deshalb nahe, weil auf die abessinischen Juden, die Falascha, überhaupt kein Bezug genommen werde und weil der Patriarch den Namen des Juden (Salomon) mehr als einmal mit einem anderen vertausche. Mit dieser Annahme würde die Glaubwürdigkeit des Mendez im tiefsten erschüttert sein; denn das über die Disputation Berichtete ist fest mit abessinischen Personen und Vorgängen verklammert. Dieses abessinische Gewand der Erzählung könnte ja aber in den Papieren des Mendez nicht enthalten gewesen sein, sondern müßte von ihm frei erfunden sein. Indes liegt hier einerseits ein Versehen des Herausgebers vor. Der Name Daniel nämlich, der plötzlich S. 251—253 scheinbar an die Stelle von Salomon tritt, bezeichnet

garnicht diesen Juden, den Gegner des Patriarchen, sondern den S. 250 erwähnten abessinischen Senator Daniel, qui in libris evolvendis apprime versatilis erat, und deshalb vom Patriarchen bei der Disputation den Auftrag erhält, in seiner äthiopischen Bibel verschiedene Stellen aufzuschlagen und bereit zu halten, und dann mit Inspice, o Daniel, caput octavum Isaiae — Evolve, Daniel, libri secundi Paralip. etc. — Transito ad n. 19 — Siste in n. 25 — perlege, Daniel, etc. — u. s. w. zur Hülfeleistung und zum Vorlesen aufgefordert wird. Andrerseits kann man doch unmöglich in einer Disputation mit einem deutschen Juden aus Wien Anspielungen auf die Falascha und ihr Judentum fordern, denen jener als seinen Glaubensgenossen nur einen Besuch abstatten wollte, aber, weil der Kaiser mit ihnen gerade Krieg führte, noch nicht einmal konnte. Daran aber, daß überhaupt ein europäischer Jude in jener Zeit nach Abessinien Handel treibend gekommen sein soll, ist nicht der geringste Anstoß zu nehmen. Ein solcher konnte ebenso gut nach Abessinien kommen wie die mehrfach erwähnten armenischen Kaufleute. Die Falascha waren jüdischen Autoritäten des 15. und 16. Jahrhunderts bekannt. Warum sollte ein Jude und dazu ein überaus gelehrter und wohl beschlagener Jude wie dieser Salomon nicht auf den Gedanken gekommen sein, die Glaubensbrüder in Abessinien, von denen er gelesen oder gehört hatte, einmal zu besuchen?

Ein Mangel der Darstellung des Mendez ist, abgesehen von dem schwierigen Stil die Unsicherheit, in der er den Leser manchmal hinsichtlich des Ortes und der Zeit des Berichteten läßt. Man kann bisweilen nur durch mühsame Rückschlüsse die Zeit eines Ereignisses feststellen, und dies auch noch nicht immer sicher; vgl. z. B. Vol. IX S. 206 Nr. 7 1635?

Die Druckausstattung des Werkes ist ausgezeichnet. Schade nur, daß sich in dieser splendiden Publikation manche Fehler finden, die nicht als solche gekennzeichnet sind. Hier nur einige Beispiele aus Vol. VIII. S. 99 Tecla Selasse idest plantae fidei lies plantae trinitatis. S. 198 lies statt Emana Fecur idest niger vielmehr Emana Tecur etc.; S. 386 statt Fetale Selasse id est filius vielmehr etwa filum (trinitatis). Die Worte sive caput monachorum S. 380 Z. 8 v. u. durften nicht mit italischen Lettern gedruckt werden; ebensowenig wohl der Satz Quod facile ... potest S. 170 Z. 23/24 v. o.

Dassensen, Kreis Einbeck Hugo Duensing

Jaroslav Demel, Geschichte des Fiskalamtes in den böhmischen Ländern. T. 1 (Forschungen zur inneren Geschichte Oesterreichs, herausgeg. von Prof. Dr. Alfons Dopsch. Heft 5). Innsbruck 1909, Wagnersche Universitätsbuchhandlung. XV u. 254 S. 8,50 M.

Zu den Aemtern, deren sich die erstarkende landesfürstliche Macht zur Durchsetzung ihrer Ziele seit dem letzten Jahrhundert des Mittelalters bediente, zählt vor allem das Fiskalamt. Name und Inhalt des Amtes entstammen dem römischen Recht, und so liegt denn hier ein Fall vor, in dem der Einfluß des römischen Rechts auf die Ausbildung der modernen staatlichen Verwaltung mit Händen zu greifen ist. Obwohl dieses Amt daher in mehrfacher Beziehung interessant ist und noch heute zweigespalten in der Finanzprokuratur und in der Staatsanwaltschaft weiter lebt, hat es doch in der Literatur bisher nur eine stiefmütterliche Behandlung erfahren, wenigstens in Deutschland, wo die Schrift von Ortloff, die noch immer als die eingehendste erscheint, schon 1856 erschienen ist. Denn nur gelegentlich ist das Fiskalamt auch in neueren Arbeiten gestreift worden.

Für die österreichischen Lande fehlte bisher jede Darstellung und doch war zu vermuten, daß das Amt namentlich in Böhmen, wo das römische Recht so früh auf die öffentliche Verwaltung einen gewissen Einfluß erlangte, noch im Mittelalter Bedeutung erlangt habe. Es ist daher die Schrift Demels zu begrüßen, die die Entwickelung des Amtes in Böhmen bis zur Schlacht am weißen Berge verfolgt.

Wir finden den Fiskalprokurator im Abendlande zuerst in jenem Staate, der als der älteste eine starke Staatsgewalt ausgebildet hat, im sizilisch-italienischen Königreiche Friedrichs II. Von dort kommt das Amt nach Frankreich, seit dem 15. Jh. auch nach Deutschland. Dagegen hat es der Papst trotz seiner hochentwickelten Macht nicht zu einem Kammerprokurator im Sinne der weltlichen Mächte gebracht, wohl weil die Vertretung der finanziellen Rechte in den einzelnen Ländern den zahlreichen Nunzien und Prokuratoren überlassen blieb.

Von einem Kammerprokurator oder procurator fisci kann natürlich erst die Rede sein, als Stellvertretung im Rechtsgange und bei Rechtsgeschäften zugelassen wird, was bekanntlich erst seit dem Ende des 13. Jh. allgemeiner der Fall ist. Bis dort muß der Herrscher selber seine Rechte vor Gericht vertreten. So sehen wir die deutschen Könige und Landesfürsten noch im 13. und 14. Jh. in höchst eigener Person Klage gegen die Verletzer ihrer Rechte erheben, ein Brauch, der sich noch lange nach Errichtung des Fiskalamtes in besonders wichtigen Fällen weiter erhält, oder es klagt der Beamte, in

dessen Ressort gerade das strittige Recht fällt. Der Procurator fisci ist anfangs, wie der Name sagt, Stellvertreter des Fiskus sowohl vor Gericht, als außer Gericht. Er hat daher jede Beeinträchtigung des Fiskus abzuwehren, ist also Wahrer der Rechte und Besitzungen des Souveräns. Ja noch mehr. Da auch die Konfiskationen und Bußen zum Einkommen des Staates zählen, hat der Kammerprokurator sehr bald auch dafür zu sorgen, daß diese Strafgelder und Konfiskationen, wenn sie verwirkt werden, auch wirklich dem Staate zukommen. Er hat also dafür zu sorgen, daß Verbrechen, auf denen Konfiskation oder Geldstrafe steht, nicht unbestraft bleiben. So wird er zum öffentlichen Ankläger, auch das eine gewaltige Neuerung gegenüber dem Mittelalter, das im wesentlichen an der Verhandlungsmaxime festhält.

Die Entwickelung des böhmischen Fiskalamtes entsprach diesen allgemein giltigen Linien. Dehmel geht davon aus, daß er einleitend ein Bild von den fiskalischen Rechten der böhmischen Könige entwirft. Sie waren insofern weitgespannt, als das Erbrecht des böhmischen Adels ein beschränktes, mithin das Heimfallsrecht des Königs ein ausgedehntes war. Für seine Rechte und Besitzungen unterstand der König den Gerichten des Landes. Mit der Wahrung und Vertretung der königlichen Rechte sind lange Zeit der Oberstkämmerer, unter Umständen der Unterkämmerer und die Kreiskämmerer betraut. Den Propravzen steht die Verfolgung von Verbrechern in den Kreisen, dem Oberstburggrafen im ganzen Lande zu. Der Oberstkämmerer und Unterkämmerer schritten auch in den Städten gegen manche Verbrechen ein, doch ist ihre Gleichstellung mit den deutschen Burggrafen durch den Verf. verfehlt; denn der deutsche Burggraf ist Hochrichter in der Stadt, allemal wenn er, wie Rietschel gezeigt hat, die Befugnisse des Vogtes in seiner Person vereinigt. Ein Fiskal taucht in Böhmen zuerst 1453 in der Person des Johann von Rabstein auf, nachdem ihm ein commissarius devolutionum regalium vorangegangen ist. Der Verf. führt die Einsetzung des Amtes zweifelsohne mit Recht auf das Bestreben des Königs zurück, die in den Hussitenkriegen vielfach von den Feudalherren angemaßten königlichen Besitzungen und Rechte wiederzugewinnen. Der Verf. verfolgt nun die Reihe der Prokuratoren und ihre Tätigkeit, soweit sie sich nach den Urkunden erkennen läßt. Es sind bedeutende und einflußreiche Männer in ihrer Zahl, wie Albrecht Rendl von Uschau, der an der Abfassung der Wladislawischen Landesordnung vorwiegend beteiligt war. Zu den obersten Landesbeamten zählte der Fiskalprokurator nicht, denn er war ein königlicher, kein ständischer Beamter. Nach der Wladislawischen Landesordnung wird er freilich auch den

Ständen vereidigt. Die Aufgabe des Prokurators war es in der ersten Zeit, vor allem die königlichen Anfälle, das ist das an den König fallende erblose Gut, die heimgefallenen Lehen und die Konfiskationen zu übernehmen und in einem Rechtsstreit darüber die königlichen Rechte zu vertreten. Die Stellung des Prokurators im Prozesse wird weitläufig vom Verf. festgestellt. Die Vertretung der königlichen Rechte, auch der Steuerrechte, gewinnt mehr und mehr an Bedeutung. Die Verfolgung von Verbrechern kommt erst mit der Zeit in die Hände des Fiskalprokurators. Auch zu gesetzgeberischen Arbeiten wurde er herangezogen, weiter stand ihm die Vertretung des Kirchenvermögens, das ja als königliches galt, der Freisassen, Juden und anderer unter dem besonderen Schutz des Königs stehender Personen zu. Als unter Ferdinand I. die böhmische Kammer reorganisiert wurde, trat der Fiskal in Verbindung mit der Kammer.

Eine Fortsetzung der Geschichte des böhmischen Fiskalamtes bis zum Jahre 1790 wird in Aussicht gestellt. Möge ihr bald die Geschichte des österreichischen Fiskalamtes folgen als wesentlicher Beitrag zur Geschichte der österreichischen Verwaltung.

Wien H. von Voltelini

Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.

Demetrios P. Pappulias, Ἱστορικὴ ἐξέλιξις τοῦ ἀρραβῶνος ἐν τῷ ἐνοχικῷ δικαίῳ. — Geschichtliche Entwickelung der Arrha im Obligationenrecht. Leipzig 1911 (Deichert).

Die Arbeit von Demetrios Pappulias über die historische Entwickelung der Arrha im Obligationenrecht hat deshalb ihre eigenen Verdienste, weil sie gerade aus der Verknüpfung der Papyrusurkunden mit den Nachrichten aus dem altgriechischen Recht zu mancher wertvollen neuen Feststellung gelangt. Nach einer kurzen treffenden Besprechung der wenigen literarischen Notizen, die wir aus der altgriechischen und hellenistischen Literatur über das Handgeld besitzen, das bei Abschluß von Verpflichtungsgeschäften gegeben wird (Aristot. Pol. 1. 4, 5. Isaios Or. 8, 23. Inscr. Olb. Ditt. Syll. I 226) geht des Verf. zunächst auf die Besprechung des altgriechischen Rechtes des ἀρραβών ein. Es handelt sich hier um die Erläuterung des berühmten Theophrast-Fragmentes aus Stob. flor. 44, 22. Der Verf. nimmt im Gegensatz zu den modernen deutschen Philologen und den französischen juristischen Bearbeitern des altgriechischen Rechtes eine doppelte Rechtsnatur der altgriechischen Arrha an: er spricht einerseits vom ἐπιβεβαιωτικὸς χαρακτήρ, also von der Funktion der Arrha als Zeichen des bindend zu Stande gekommenen Kaufvertrages zu dienen (arrha confirmatoria), andererseits von der Rechtsnatur der Arrha als arrha poenitentialis, ὡς ποινὴ μετανοίας. Beide Funktionen der Arrha findet der Verf. in dem berühmten Theophrast-Fragmente bezeugt. Dort, wo es heißt, daß »die ὠνὴ-πρᾶσις, wenn man die Arrha empfängt, wirksam sein soll zur Uebergabe und zum Verkauf selbst«, soll es sich handeln um die bestärkende Arrha. Auf Grund der Verabredung über Ware und Preis soll aus dem Geschäfte, das mit Darreichung des Handgeldes erfolgt, eine Klage auf Erfüllung des Kaufvertrages gehen, die bei den Lexikographen die δίκη βεβαιώσεως

heißt (Harpokr. 44, 14. Bekker Lex. Seg. 220, 3). Der Verf. hält diese attische Klage für eine echte Klage auf Erfüllung. Er deutet die »Wirksamkeit zur παράδοσις und zum αὐτὸ τὸ πωλεῖν« bei Theophrast auf eine obligatorische Wirkung des Kaufgeschäfts, dergestalt daß der Käufer die Klage auf Lieferung der Sache, der Verkäufer die auf Zahlung des Kaufpreises habe. Im Gegensatz dazu spricht er von der Arrha als Rücktrittsstrafe. Theophrast berichtet von den griechischen Gesetzgebungen, welche den Fall regeln, daß der Verkäufer, der die Arrha empfangen hat, nicht den Preis empfangen will oder daß derjenige, der die Arrha gegeben hat, nicht den Preis binnen der gesetzlichen oder der von den Parteien gesetzten Frist zahlt. Der im Verzug befindliche Verkäufer haftet entweder auf die Zahlung der doppelten Arrha oder auf Zahlung des Betrages des Kaufpreises oder, kraft besonderer Abrede, sogar auf beides. Der säumige Käufer, der binnen der Frist nicht Zahlung des Preises und Uebernahme der gekauften Sache angeboten hat, verliert die Arrha. Diese Reustrafen wurden bisher von den französischen Juristen Dareste und Beauchet als Begleiterscheinungen einer unvollkommenen Bindung aufgefaßt, welche die Folge des Geschäfts mit Arrha gewesen sei: bis zum Ende der gesetzten Frist hätten beide Teile ein Rücktrittsrecht gehabt, allerdings unter Verfall der gezahlten Arrha oder unter Zahlung des Reugeldes. Erst nach Ablauf der Frist hätten beide Parteien voll auf Erfüllung gehaftet. Pappulias widerspricht dieser Auffassung mit Recht. Nach ihm hat die Frist die Bedeutung, daß bis zu ihrem Ablaufe der Käufer vom Verkäufer auf Erfüllung des Kaufs belangt werden kann. Nach dem Fristablauf kann der Käufer, wenn er nicht auf Erfüllung belangt ist, nicht mehr in Anspruch genommen werden. Er gilt als zurückgetreten und verliert seine Arrha. Andererseits muß der Käufer, wenn er die Uebergabe verlangen will, bis zum Ablauf der Frist Zahlung angeboten haben. Sonst nimmt ihm die Rücktrittsvermutung, die mit dem Fristablauf eintritt, seinen etwaigen Anspruch gegen den nicht lieferungsbereiten Verkäufer. Diesen Rechtszustand will Pappulias annehmen, indem er auf die hellenistischen Papyrusurkunden hinweist, nach denen bei einem Arrhageschäft, das ohne Bestimmung über einen Leistungstermin zur Zahlung und Abgabe der Sache erfolgt, der Verkäufer gegen den Käufer wahrscheinlich alternativ klagt auf Erfüllung des Arrhageschäfts oder Erlaß eines Urteils über die Verwirkung der Arrha. Die Haftung auf Erfüllung des Vertrages soll nach Pappulias während der kurzen Frist zur Vollziehung des Barkaufs, von der Theophrast berichtet, untergehen.

Dem Referenten ist es wahrscheinlich, daß Pappulias mit seinem

Widerspruch gegen die französische Lehre im wesentlichen recht hat: Beauchet und Dareste gelangen zur Annahme eines zunächst unvollkommenen bindenden Kaufes mit Rücktrittsrecht bis zum Fristablauf, nach Fristablauf zur vollen Haftung für Erfüllung aus dem Konsensualkontrakt. Davon steht nichts bei Theophrast und es wäre seltsam, wenn Theophrast über die nachher eintretende Haftung der beiden Parteien auf Erfüllung des Kaufes nichts gesagt hätte, während er die Lehre von der Arrha als Reugeld für das oft nur einen Tag lang geltende angebliche Rücktrittsrecht ausführlich vorgelegt hätte. Außerdem müßte dann allerdings im hellenistischen Rechte konsequenterweise wie im römischen Rechte ein Erfüllungsanspruch beider Teile bestanden haben, auf Tradition und auf Preiszahlung, während Pappulias richtig zeigt, daß dort aus dem Arrhageschäft nur der Verfall der Arrha bezw. die Zahlung des duplum der Arrha folgt. — Aber auch Pappulias hat die Darstellung bei Theophrast kaum voll verstanden, und was er bietet, ist eine den praktischen Juristenverstand wenig befriedigende Lösung: den Anspruch auf Erfüllung des Vertrages, d. h. den Anspruch des Käufers auf Uebergabe der Sache, des Verkäufers auf Preiszahlung habe man nur binnen der kurzen, oft nur einen Tag währenden Frist gekannt, die nach Gesetz oder durch Parteibelieben zur Anbietung des Kaufpreises dem Käufer gesetzt war? — Und das zur Vermeidung der Prozesse (S. 18 Anm. 10)? Ich glaube, dieser Gedanke kann schon deswegen als ausgeschlossen gelten, weil kein entwickeltes Recht, soweit wir wissen, die Erfüllungshaftung auf den Kauf auf einen oder mehrere Tage beschränkt hat, um nachher dem Verkäufer, der mit großen Kosten sich vielleicht die verkaufte Warenladung erst verschafft hat, auf den Betrag der Arrha zu verweisen.

Vielmehr muß das altgriechische Recht der Arrha eben auf einem Rechtszustande gewesen sein, der noch nichts davon weiß, daß aus dem mit Arrha geschlossenen obligatorischen Geschäfte der Verkäufer auf Leistung der Ware belangt und zu deren Leistung gezwungen werden kann, daß andererseits der Käufer auf Grund des Arrhageschäftes auf Zahlung des Kaufpreises belangt werden kann. Warum wissen die Papyri der hellenistischen Zeit nichts von solchem Anspruch des Käufers auf Lieferung der Sache, von einem Anspruch des Verkäufers auf Zahlung? — Immer findet sich nur die Haftung, die an die Arrha anknüpft. Der Verkäufer, der nicht leistet, wird zur Zahlung der doppelten Arrha verurteilt, der Käufer, der nicht den Preis anbietet und Tradition verlangt, verwirkt die gezahlte Arrha. Von einer entwickelten Erfüllungshaftung, die etwa mit einer δίκη βεβαιώσεως geltend gemacht wurde, ist in den Papyri m. W. keine Spur. Und ich glaube, wir kennen diese Erfüllungshaftung auch

nur durch einen Interpretationsfehler, den wir alle — oder den mindestens die bisher zum Wort gekommenen modernen Autoren machten.

Vorsichtige Forscher haben schon festgestellt, daß man nichts von einer Klage des Verkäufers auf Zahlung des Kaufpreises nach altgriechischem Rechte wisse. Aber auch unsere Kenntnis über die δίκη βεβαιώσεως des Käufers gegen den Verkäufer auf Lieferung führt kaum zur Annahme, daß hier der Käufer vom Verkäufer die Tradition der Sache zu verlangen — und durchzusetzen im Stande gewesen sei. Die Lexikographen (Harpokr. Bekker 44,14 Lex. Seguer. 220,3) sagen, daß der Zweck der Klage gewesen sei, daß der Verkäufer dem Käufer ›gewähre, wofür die Arrha gegeben war‹. Heißt das, daß die δίκη βεβαιώσεως zu einer Verurteilung zur Tradition führte? — Diesen Nachrichten genügt es völlig, daß diese Klage praktisch für den Verkäufer einen so drohenden Nachteil im Gefolge hatte, daß er regelmäßig unter dieser Drohung die Erfüllung der Verpflichtung aus dem Arrhageschäfte vollzog. Welche drohende Folge kann das gewesen sein? Eine Verurteilung zur Leistung, eine Wegnahme der Sache in der Zwangsvollstreckung kommt kaum in Betracht. Denn obwohl die Möglichkeit solcher Urteile im attischen Prozesse gelehrt wird[1]), wären sie doch erst aus den Quellen zu erweisen. Die erhaltenen Schemata von attischen Klagen haben alle das τίμημα, den Antrag auf Geldkondemnation. — Aber was wissen wir denn sonst von der δίκη βεβαιώσεως? Sie ist zugleich die Klage aus der Gewährschaftsverletzung bei dem Angriff dritter besser berechtigter auf den käuflichen Erwerber einer Sache[2]). Es darf heute als wahrscheinlich gelten, daß die Klage den Zweck hatte, den Vormann, der die Sache an den Besitzer veräußert hatte, zur Uebernahme der Defension im Prozesse gegen den besser berechtigten Dritten herbeizuziehen[3]). Aber Rabel hat schon hervorgehoben, daß unmöglich das Urteil im Gewährschaftsprozesse einfach auf die Leistung der Defension lautete[4]). Er wies nach, daß der finanzielle Erfolg dieser Gewährschaftshaftung regelmäßig darin besteht, daß der Veräußerer, der nicht defendierte, den Kaufpreis oder ihn und den Schaden einfach an den Erwerber zu zahlen hat[5]). Also wird für diese δίκη βεβαιώσεως

1) Lipsius, Att. Prozeß, S. 220.

2) Bekker, Lex. Seguer. p. 214. Pollux VIII 34. Dazu Beauchet, Hist. du dr. privé 4,133 ff.

3) Vgl. die Literatur bei Partsch, Bürgschaftsrecht 1,345,3.

4) So fürs römische und germanische Recht Rabel, Haftung des Verkäufers 1,20 f.

5) Vgl. schon Lipsius, Att. Prozeß 721. Beauchet, Histoire 4,136. Rabel S. 146.

im Gewährschaftsverfahren wahrscheinlich, daß der Antrag des Klägers und das Urteil lautete auf βεβαιώσειν ἢ ἐκτίσειν τὴν τιμὴν[1]). Und nicht anders wird auch unsere δίκη βεβαιώσεως im Klageantrag und in dem Urteil gelautet haben: auf Uebergabe der Sache oder Zahlung des Preises. Das darf nach der Identität des Namens δίκη βεβαιώσεως als wahrscheinlich gelten. Trifft aber diese Vermutung zu, dann ist klar, was diese δίκη βεβαιώσεως ist: nichts anderes als die Klage, welche nach Theophrasts Bericht über die Ordnung der Thurier und wohl auch anderer altgriechischer Gesetzgebungen den Verkäufer trifft, der sich weigert, binnen der gesetzlichen oder von den Parteien vereinbarten προθεσμία den Kaufpreis entgegenzunehmen! Es ist sehr zu beachten, daß auch nach dem Schema, das Pappulias für die hellenistische Klage des Käufers bei Verweigerung der Annahme der Arrha nach den Papyri richtig herausgearbeitet hat, der Antrag und das Urteil lauten auf »Lieferung mit Annahme des Preises oder Zahlung des doppelten der Arrha« (καταγράφῃ ἀπολαμβάνων τὸ λοιπὸν τῆς τιμῆς ἢ ἐκτίσειν τὸν ἀρραβῶνα διπλοῦν (Pappulias 69 nach BGU 446, 14. Lond. II, n. 143 p. 334, 21 ff.). In diesem Schema vertausche man nur das duplum der Arrha nach Theophrasts Anweisung mit der τιμή, auf welche im altgriechischen Recht nach wichtigen Gesetzgebungen gehaftet wird — und man findet unsere Hypothese bestätigt. Ich glaube also gute Gründe zu haben, wenn ich die δίκη βεβαιώσεως nicht als Geltendmachung einer Haftung auf Vertragserfüllung aus einem obligatorischen Kaufvertrage betrachte, sondern als die Form, welche die Klage auf Zahlung der doppelten Arrha in den Rechten angenommen hatte, welche statt auf die doppelte Arrha den säumigen Verkäufer auf die Zahlung des Preisbetrages haften ließen[2]).

Wie stellt sich darnach die Ausgestaltung des griechischen Arrharechtes? Wie kommen wir mit der Darstellung bei Theophrast aus?

M. E. haben in der Auffassung des griechischen Rechtes bei dem Kaufe mit Arrha wie bei den Erläuterungen des Theophrastfragmentes die romanistischen Denkformen und das unbewußte Verweilen aller modernen Erklärer, auch der Philologen, bei den Pandektenbegriffen uns bisher an der richtigen Auffassung gehindert. Man denkt immer an den modernen Begriff des obligatorischen Kaufes: zwei Willens-

1) Dazu vergleiche auch Pollux VIII 34 für die Zahlung mit der δίκη βεβαιώσεως: ... τὸν δὲ (der Verkäufer im Falle der Gewährschaft) προσήκει βεβαιοῦν ἢ μὴ βεβαιοῦντα ὑπεύθυνον εἶναι τῆς βεβαιώσεως. —

2) Die Zweifel, die Lipsius Att. Prozeß 721 gegen die Existenz der Klage ausspricht, sind m. E. nicht gerechtfertigt. Pappulias S. 11 ff. hat den Text von Lex. Seg. 220, 3 m. E. durchaus befriedigend erklärt.

erklärungen, die sich auf dasselbe Ziel, Ware und Preis, vereinigen, ein Arrhasymbol als Zeichen für die Einigung, und als juristische Folge daraus zwei klagbare Verhältnisse, eine Verpflichtung des Verkäufers zur Uebergabe, eine Verpflichtung des Käufers zur Preiszahlung. — Aber von allen diesen Vorstellungen wissen die griechischen Quellen nichts. Wann haftet der Verkäufer nach modernem Recht wie nach dem römischen Recht der klassischen Zeit? Wenn er nicht liefert, nicht tradiert. — Und wie beschreibt der griechische Lexikograph den Haftungsfall für den Verkäufer? — ›wenn er nicht den Kaufpreis empfängt‹. Wann ist das ›Verkaufen‹ nach römischem und modernem Recht vollzogen? — wenn die beiden Parteien über Ware und Preis die Einigung erklärt haben. — Aber im griechischen Recht ist das πωλεῖν, das Verkaufen, erst eine Folge der beiden sich treffenden Willenserklärungen! Das πωλεῖν ist ein den beiden Willenserklärungen gemäß erfolgendes und also notwendig ihnen nachfolgendes Ereignis, das der Philosoph mit der παράδοσις gleichstellt!

Danach schlage ich folgende dogmatische Auffassung des Arrhavertrages bei dem griechischen Kaufe vor: die bloße Willenseinigung, welche im römischen Recht zur Entstehung der beiden Obligationen des Verkäufers und des Käufers führt, hat im altgriechischen Recht für sich allein nicht haftungsbegründende Wirkung. Damit soll nicht die alte Hofmannsche Lehre aufgenommen sein, welche dem Konsensualvertrag bindende Wirkung nach altgriechischem Rechte absprach[1]). Nach unseren allgemeinen Begriffen vom attischen Recht müßte es möglich gewesen sein, daß die Parteien den Konsensualvertrag durch ὁμολογία vor Zeugen abschlossen und daß darum geklagt wurde. Auch der Abschluß des Kaufvertrages in einer mit rechtsbegründender Wirkung ausgestatteten Schuldurkunde (συγγραφή mit κυρία-Klausel) erscheint uns denkbar. Aber von beiden Gestaltungen wissen wir nichts genaueres nach attischen Quellen. Wahrscheinlich erzeugte die bloße ohne solche besondere Form erklärte Willenseinigung der Parteien keine obligatorischen Verpflichtungen, die mit einer δίκη geltend gemacht werden konnten. Theophrast weiß sehr wohl, daß es die Hingabe des Angeldes ist, welche der Willenseinigung von Verkäufer und Käufer die Wirkung verleiht, Ansprüche zu erzeugen. In der Arrha liegt nach den Grammatikern die Sicherheit (ἀσφάλεια, Etym. Magn. Suid. Etym. Gud. s. v. ἀρραβών) bei dem Vertrage. Die Arrha erschwert die Treulosigkeit gegen den Vertrag (Etym. Magn. Etym. Gud. l. c.).

1) Hofmann, Beiträge zur Geschichte des gr. u. röm. Rechts. S. 105. Dagegen Lipsius, Jahresbericht f. d. Fortschr. d. klass. Altertumswissensch. 2 (1873) 1907. Von der Bedeutung des griechischen Rechtes 1893 p. 27.

Wer hier die Arrha als bloßes argumentum contractus abtun will, bringt etwas in die Quellen hinein, was diesen fernliegt. Die Fragen nach der Beweisbarkeit des Vertrages, nach dem Moment, in welchem der Kaufvertrag zu Stande kommt, kommen im Theophrastfragment wie in allen anderen Aeußerungen der griechischen Quellen über die Rechtsnatur des Institutes nicht in Betracht. Theophrast spricht von der materiellrechtlichen Wirksamkeit des Arrhalgeschäftes zur παράδοσις und hebt die Voraussetzungen dieser Wirkung hervor. Die Arrha wird dabei vielfach als Pfand angesehen. Pappulias betont richtig, daß dieser Pfandgedanke, der sicher aus Griechenland in die römischen Quellen kam, im Rechte der klassischen Quellen nicht ernstzunehmen ist. Der Gedanke an die Sicherungskraft eines Pfandes entfällt in den zahlreichen Fällen, in denen die Arrha in einem Gegenstand, etwa einem Ring besteht. Aber es bleibt doch bemerkenswert, daß die Arrha mit dem Pfand eine juristische Gemeinsamkeit bleibt: der Vorgang der Haftung wie der Einlösung des Pfandes.

Die Forschung hat herausgestellt, daß die primitive Form des griechischen Pfandes diejenige ist, bei der nur die Pfandsache als Haftung für die Erfüllung des Schuldvertrages steht. Die Zahlung aus dem Schuldvertrage ist dabei ursprünglich gar nicht mit einer Klage zu erlangen, sie erscheint nicht als Inhalt einer persönlichen Haftung des Schuldners. Ebenso ist bei dem Arrhalkauf die Arrha das einzige Haftungsobjekt. Wenn der Käufer den Kaufpreis anbietet und dadurch sein Unterpfand in Gestalt der Arrha einlöst, zahlt er so wenig auf einen gegen ihn bestehenden schuldrechtlichen Lieferungsanspruch, daß das Recht ihn praktisch ganz anders behandelt als z. B. den persönlich haftenden Darlehens- oder Depotvertragsschuldner, der die empfangene Summe zurückzahlt. Das zeigt sich bei der Anwendung des Rechts der Legitimationsmarke. Wenn der Depositar die deponierte Summe an den unberechtigten Vorzeiger der vereinbarten Erkennungsmarke auszahlt, wird er frei [1]). Wenn dagegen statt des Käufers ein anderer die vereinbarte Erkennungsmarke dem Verkäufer vorzeigt und unter Zahlung des Restkaufpreises die Ware sich ausliefern läßt, ist nicht der Verkäufer einer Verpflichtung aus dem Arrhavertrage ledig geworden und daher gegenüber dem Käufer befreit, sondern es ist der nach dem Arrhalgeschäfte projektierte Kauf unmöglich geworden, und der Verkäufer ist dem Käufer zur Herausgabe der Arrha verpflichtet. So erklärt sich wohl der Vorgang bei Plautus Pseudolus, wo das griechische Vorbild getreulich vom lateinischen Dichter nachgebildet ist [2]).

1) Plautus Curculio v. 554.

2) Gegen eine schiefe moderne Auffassung bei Freundt, Wertpapiere im

Aus dem Arrhalgeschäfte haftet der Käufer nur mit der Arrha. Wenn er sie auslöst, indem er zahlt und die Tradition empfängt, erfolgt dadurch erst das πωλεῖν, das Verkaufen, der Austausch von Ware und Preis, von dem Theophrast spricht. Noch die arabische Version des syrisch-römischen Rechtsbuches (Ar. 32) gibt hier gut die griechische Auffassung wieder, wenn sie bei der Darstellung des Verzugs des Verkäufers, der die Arrha empfing, sagt: »wenn dann der Verkäufer ihn (d. h. den leistungsbereiten Käufer) täuscht und nicht verkauft ...«. Ebenso spricht die pariser Version P. 21 von »nicht kaufen wollen« des Käufers, der die Arrha verwirkt.

Dieser Gedanke, daß der Käufer bei dem Arrhalgeschäft ein Pfand gibt, das er durch Vollziehung des folgenden Barkaufes einlöst, ist in dem Aufbau des altgriechischen Kaufrechtes klar: der Käufer muß den ersten Schritt zur Vollziehung des Barkaufes tun. Die Gesetze oder die Parteien setzen eine Frist für die Anbietung des Kaufpreises, nach deren Ablauf der Käufer als säumig gilt. Der Verkäufer kommt dadurch zu einer Haftung, daß er den angebotenen Preis ablehnt. Daß er selbst nicht liefert, wird nur als Konsequenz dieser Ablehnung stillschweigend vorausgesetzt. Und noch in der hellenistischen Klage auf Zurückziehung des Arrhalgeschäftes spielt diese Aufforderung an den Käufer zum Vollzug des Barkaufs eine Rolle. Praktisch unterscheidet sich dies ja nicht sehr bedeutend von dem klassischen römischen Zustande, wie ihn die herrschende Lehre heute noch im Anschlusse an Keller auffaßt. Auch danach kann der Käufer nur die Verurteilung des Verkäufers verlangen, wenn er selbst den Preis anbietet. Aber zweifellos ist im römischen Rechte mit seinem Synallagma der beiden Schuldverhältnisse doch der Gedanke klar, daß der Käufer Lieferung der Sache verlangt und den Schadensersatz wegen Nichterfüllung dieses Anspruchs ohne Rücksicht darauf durchsetzt, ob der Verkäufer den Preis annimmt.

Der Gedanke, daß nach dem Arrhalgeschäft ein Barkauf stattfindet, dessen Zustandekommen durch das Arrhalgeschäft vermittels Haftung auf die Arrha gesichert wird, führt bei dem Gattungskauf zu eigenartigen Konsequenzen. In P. Magdola 26 (3. Jhd. a. C.) sehen wir, daß bei einer ersten Lieferung von Wein aus einem Lieferungskauf der Preis für die erste Lieferung bezahlt wird und eine Erhöhung der Arrha durch erneute Zahlung eines Handgeldes stattfindet. Die Arrha ist hier eben nicht Zeichen für Abschluß eines obligatori-

antiken und mittelalterlichen Rechte 2, 198 ff., vgl. meine Ausführungen Ztschr. f. Handelsrecht 1911. Der unberechtigte Vorzeiger der Erkennungsmarke wird hier nach griechischem Recht nicht Eigentümer der ihm ausgelieferten Sache, da er nicht den Kaufpreis bezahlt hatte.

schen Vertrages, sondern nachdem wohl bei der ersten Zahlung die anfangs gegebene Arrha mitgerechnet worden ist, muß, wahrscheinlich damit eine Haftung für die zweite Lieferung entsteht, nochmals eine Arrha vom Käufer gegeben werden.

Wenn eine der Parteien nicht den Barkauf vollzieht, ist nach altgriechischem Rechte die ganze Haftung wegen Vertragsverletzung an die Arrha geknüpft. Wenn der Käufer, der versprochen hat, zu zahlen, nicht die Zahlung anbietet, verwirkt er die Arrha, entweder wie nach altgriechischem Recht bei Theophrast nach Ablauf der zur Zahlung gesetzten Frist, oder wie nach Pappulias' Nachweis im hellenistischen Rechte durch Urteil auf eine Klage, welche die Vertragserfüllung oder den Verfall der Arrha fordert. Sehr interessant ist die Behandlung des säumigen Verkäufers. Er hat gegen die Abrede gehandelt, unter der er die Arrha erhielt. Also haftet er nach gewissen altgriechischen und nach hellenistischem Rechte für die Zahlung des duplum der Arrha, eben weil sein Verstoß gegen das Gedinge, unter dem er die Arrha empfing, in ähnlicher Weise den Strafzuschlag verdient wie der ungetreue Depositar, der das herausverlangte Depot nicht herausgibt. Die attische Rechtsentwickelung und anscheinend als führende Gesetzgebung die von Thurioi ist hier über die Auffassung des Realvertrages hinausgekommen, indem sie den säumigen Verkäufer auf den Betrag des Kaufpreises haften ließ. Aber die hellenistische Rechtsbildung in Aegypten zeigt uns, daß hierin nur ein Ansatz zu einer Weiterbildung lag, den das griechische Recht nicht entwickelt hat. Das hellenistische Recht Aegyptens wußte noch nichts von solchen Tendenzen, auf dem Umwege des Arrhalvertrages zu einer Haftung nach Maßgabe des Vertragsinhaltes des konsensualen Kaufes zu gelangen. Davon überliefert eine hellenistische Quittung, Lond. II, 143, die erst Pappulias richtig verstand, uns eine interessante Spur. Pappulias (Zusammenfassung S. 59 f.) legt dar, wie dort Kephalos von der Tapontos ein Grundstück von $2^1/_{20}$ Aruren für einen unbekannten Preis mit 100 Drachmen Handgeld ohne schriftlichen Vertrag gekauft hat. Da die Verkäuferin nicht erfüllte, mußte sie an Kephalos den doppelten Betrag der Arrha zahlen. In der Quittung ist die causa dieser Schuld, wie folgt, beschrieben: ὧν ὤφιλεν αὐτῷ Ταποντῶς διὰ χειρὸς ἀγράφως — ἀπὸ λόγου ἀρραβῶνος. Die Verkäuferin schuldete noch dem Käufer diesen Restbetrag ›aus dem Grunde der Arrha ohne Schrift durch Handreichung‹. Da hier die bekannte Bedeutung des διὰ χειρὸς als der ›baren Zahlung‹ im Gegensatz zum Bankakt keinen Sinn gibt, wird man in dem Text der Urkunde den Gedanken ausgedrückt finden, daß ›durch die Darreichung der Arrha‹ ›ohne Schrift‹ das Schuldverhältnis zu Stande kam, auf das hier ge-

zahlt wurde. Also mit dem Gedanken des Realvertrages, der Hergabe eines Gegenstandes, die bei Nichteinhalten der eingegangenen Abrede zur Rückgabe verpflichtet, wird hier, wenn ich die Urkunde recht verstehe, gearbeitet. Diese Griechen wissen nichts von dem Gesichtspunkt des römischen Juristen, der die Arrha, wenn der Schuldvertrag nicht erfüllt wird, mit der a° empti aus dem Konsensualvertrage zurückfordern läßt. Und es entspricht dieser Rechtsauffassung nur, wenn der Vertrag über den Lieferungskauf nicht mit einer Feststellung der Verpflichtungserklärungen der Parteien beginnt, sondern mit dem Bekenntnis des Verkäufers über den Empfang der Arrha. Weil im altgriechischen Recht augenscheinlich der Gedanke des bindenden obligatorischen Kaufvertrages fehlt, ist es auch bedenklich, wenn Pappulias vom Reurecht (δικαίωμα τῆς μετανοίας) der beiden Vertragsparteien des Arrhalvertrages spricht oder vom Rücktritt vom Arrhalvertrage. Diese Termini setzen doch einen bindenden, zur Erfüllungshaftung verpflichtenden Vertrag voraus. Aber an einem solchen fehlt es bei dem Arrhalgeschäfte. Die ὠνή-πρᾶσις ist ein Schuldvertrag, bei dem die Haftung allein durch Hingabe der Arrha hergestellt wird. Wenn der eine der beiden Teile das im Schuldvertrag gegebene Versprechen nicht erfüllt, haftet er nicht schlechthin persönlich aus dem Schuldvertrage. Derjenige, der die Arrha gab, haftet nur gegenständlich beschränkt mit der Arrha, die verfällt. Derjenige, der die Arrha bekam, haftet wegen des Empfanges der Arrha auf deren duplum.

Pappulias erklärt die Arrha wohl mit Grund als ein griechisches Rechtsinstitut, das in Rom mit dem griechischen Geschäftsverkehr bekannt wurde: der griechische Name, die Anlehnung Varros (l. l. 5,175) an die griechischen Schuldefinitionen, endlich die Bedeutung der Arrha als vorschußweise Zahlung eines Teiles des Kaufpreises in beiden Rechten deuten darauf. Weniger ist den Schlüssen zu trauen, die Pappulias aus der römischen Komödie zieht: wenn er (S. 31) aus Plautus, Pseudolus, ein Indiz dafür zu gewinnen sucht, daß auch das republikanische Recht die arrha poenitentialis beim Kauf gekannt habe, bleibt doch wohl außer Ansatz, daß wir sonst nichts über eine solche Funktion der Arrha im römischen Rechte wissen und bei der bekannten Natur dieser römischen Nachdichtungen griechischer Vorlagen[1]) daher in diesem Punkte aus Plautus allein keinen Schluß auf römische Rechtsübung wagen dürfen. Wozu sollte auch die Arrha als Haftung aus dem Schuldvertrage in Rom nötig gewesen sein? — Die Entwickelung einerseits des altcivilen Stipulationsrechtes, andererseits die auch wohl sehr alte Ausbildung des

1) Vgl. neuestens Partsch, Hermes 45 (1910), 613 f.

Konsensualkaufes im ius civile mußte die Arrha hier in ihrer griechischen Funktion überflüssig machen. Daß sie als arrha confirmatoria schon früh auch in Rom denkbar wäre, ist natürlich nicht zu leugnen.

Gegenüber der Darlegung des griechischen Rechtsinstitutes der Arrha wirkt die Vorführung des klassischen römischen Arrhalrechtes durch den Gegensatz. Pappulias hat auf 12 Seiten, ohne übermäßiges Unterstreichen der Antithese zum altgriechischen und hellenistischen Rechte die römischen Sätze über die arrha confirmatoria und über die ›arrha und die lex commissaria‹ zusammengestellt. Wirtschaftlich handelt es sich in Rom wie im Hellenismus um dieselbe Erscheinung: bei dem Abschluß des Kaufvertrages wird vom Käufer ein Teil des Betrages des Preises gezahlt und nachher bei der Zahlung des Preises auf diesen verrechnet. Juristisch wirken die Definitionen des Gaius (Inst. 3, 139. D. 18, 13, 5 pr.) wie absichtliche Unterstreichungen des juristischen Charakters der römischen Arrha gegenüber dem griechischen: quod saepe arrae nomine pro emptione datur non eo pertinet, quasi sine arra conventio nihil proficiat, sed ut evidentius probari possit convenisse de pretio. Gerade was hier abgelehnt ist (non eo ... proficiat), entspricht der oben gegebenen Darstellung des griechischen Rechtes. In den praktischen Entscheidungen tritt überall hervor, daß die Arrha im klassischen römischen Recht nur Beweiszeichen für den Vertragsschluß und Vorauszahlung auf den Kaufpreis ist. Wenn der Kaufvertrag nachträglich unwirksam wird, wird daher die Arrha nach julianischer Praxis mit der a° empti als Rücktrittsklage zurückgefordert (D. 19, 1, 11, 6. Cod. 4, 45, 2 pr. § 1), nicht anders als die Vorauszahlung des Mietspreises, wenn der Mietvertrag durch nachträgliche Unmöglichkeit der Leistung unwirksam wird, mit der a° conducti zurückgefordert wird (D. 19, 2, 19, 6). Pappulias ist daneben auf D. 19, 1, 11, 6 eingegangen, eine Stelle, die immer noch der Arbeit bedarf. Mit der gewöhnlichen Auffassung denkt er im ersten Satz, wo Julians Meinung referiert ist, an einen unwirksam gewordenen Kauf mit Arrha, im zweiten an einen erfüllten Kaufvertrag mit Arrha. Aber, wenn der Text klassisch ist, wäre im zweiten Satze doch wohl etwas anderes vorausgesetzt: si annulus datus sit arrae nomine et secuta emptione pretioque numerato et tradita re anulus non reddatur. Das klingt nach einem mit Hingabe einer Arrha geschlossenen Vorvertrage, nach welchem erst die volle Einigung über Ware und Preis im Konsensualvertrage folgte. Das Nebeneinander von Kontraktsklage und condictio nach der von Ulpian referierten Entscheidung des zweiten Falles ist anstößig. In der Fragestellung lag deutlich genug die Meinung, daß die a° empti die Anwendbarkeit der condictio aus-

schlösse. Bei dem Klassiker ist diese Konkurrenz des Anspruchs aus dem kausalen Vertrag und des Anspruchs wegen Mangels der causa ebenso anstößig wie sie für Justinian nur zu natürlich ist. Sollten hier nicht erst die Byzantiner die condictio eingeführt haben? — Uebrigens ist es m. E. auch zweifelhaft, daß die Worte secuta emptione klassisch sind. Die Art, wie Ulpian die Meinung Julians anwendet, deutet in der Tat darauf, daß in dem zweiten Fall, wo die Arrha im Ring besteht, derselbe Fall vorlag wie im ersten, wo die Arrha in Geld besteht. Nun ist aber die Arrha des ersten Falles zweifellos bei Abschluß eines Konsensualkaufs als Perfektionszeichen gegeben. Daß sie von Ulpian ebenso im zweiten Falle behandelt war, ist auch aus der allgemeinen Behandlung der Arrha bei den Juristen wahrscheinlich. Secuta emptione pretioque numerato et tradita re zeigt sprachlich einen harten Aufbau der kopulativen Anreihung. Sachlich würde sich die Interpolation leicht aus derselben Anschauung erklären, die im Cod. Just. 4, 21, 17, 2 hervortritt, vgl. unten S. 728.

Im Vergleich mit der griechischen Arrha muß die römische Arrha bei dem Kauf mit lex commissaria eine besondere Aufmerksamkeit beanspruchen. Pappulias betont, daß auch hier die Arrha im römischen Rechte immer nur als Beweiszeichen behandelt wird; ihre Verwirkung erfolgt nur nach den allgemeinen Grundsätzen, nach welchen der Käufer seine Rechte aus dem Konsensualvertrage verliert. Daß die lex commissaria dem hellenistischen Rechtsverkehr die Gelegenheit bot, die im Osten übliche griechische Arrha ins römische Rechtsleben einzubürgern, ist wahrscheinlich, wenn wir bei Scaevola (D. 18, 3, 6, 1; 18, 3, 8) dieselbe Ausgestaltung des Kaufvertrages wie bei Theophrast finden: der Kauf mit Arrha, die Fristsetzung für die Zahlung des Kaufpreises. Sogar den Inhalt der lex commissaria, die oft ausdrücklich von der Verwirkung des Handgeldes bei Verzug des Käufers spricht, konnte man aus den hellenistischen Formularen der Haftungsklausel übernehmen. Es ist vielleicht kein Zufall, daß gerade Scaevola, bei dem die griechischen Fälle häufig sind [1]), diese Arrhalgeschäfte bespricht, und daß die Adressatin in dem Reskript (Cod. 4, 54, 1), das den gleichen Tatbestand behandelt, Claudia Diotima heißt.

Den größten Raum, fast die Hälfte der ganzen Schrift, nimmt die Darstellung des Rechtes des Hellenismus ein: die Urkundentypen für Kauf und Dienstvertrag, in denen die Arrha vorkommt, werden vorgelegt und mit sorgfältigen Interpretationen erläutert. Bei den Kaufurkunden steht an der Spitze das Empfangsbekenntnis über das Handgeld. Der Kaufvertrag mit Angabe von Ware und Preis wird

1) Vgl. Kübler, Zeitschr. Sav.-St. 28 (1907) p. 174 ff., 29 (1908) S. 183 ff.

nur als Gedinge zu diesem Empfangsbekenntnis erwähnt (ἀπέχω ... ἀῤῥαβῶνα ... τῆς τιμῆς τῶν ὑπαρχόντων μοι ... ἃ καὶ καταγράψω). Das Versprechen in diesem Arrhalvertrage geht auf ›Lieferung der Sache — oder auf Ausstellung der καταγραφή an der Sache — wenn der Käufer es verlangt, indem ich, der Verkäufer, dann den Preis empfange‹. Pappulias erklärt diese καταγραφή noch abweichend mit der neuerdings wieder hervorgetretenen Meinung der Mehrzahl der Papyrologen, indem er sich Rabel anschließt. Diese Frage kann hier beiseite bleiben, — jedenfalls handelt es sich bei dem Versprechen der καταγραφή um eine für den Eigentumsübergang wichtige Rechtshandlung des Veräußerers. — Neben dem Versprechen, das den Schuldvertrag bei dem Arrhalgeschäfte darstellt, folgt dann die Haftungsklausel, die ganz auf die Arrha abstellt: der Käufer, der nicht den Preis anbietet, verwirkt die Arrha, der Verkäufer, der trotz Preisanbietung nicht liefert, soll auf Zahlung des doppelten Betrages der Arrha haften. —

Bei den Dienstverträgen wird eine hellenistische Urkunde aus römischer Zeit (P. Fay 91) neben eine byzantinische Urkunde aus der Zeit Justinians gestellt (Oxy. 140 a⁰ 550 p. C.). Der Dienstherr gibt die Arrha dem Angestellten, der bei Bruch der Vertragspflicht zum Ersatz des doppelten Betrages verpflichtet ist. Auch hier ist die Arrha Vorauszahlung auf den Dienstlohn, als dessen Teilbetrag sie nachträglich verrechnet wird, oder sie wird nach Ende des Dienstverhältnisses zurückgezahlt.

Nach einer gründlichen schon erwähnten Exegese zu P. Lond. II, 143, der Quittung über Zahlung auf einen den Verkäufer treffenden Zahlungsanspruch auf das duplum der Arrha, geht der Verf. auf die Klage der Aurelia Demetria ein, CPR I, 19 (a⁰ 339 p. C.), den schon Mitteis erörtert hat. Auf der Grundlage dieser wichtigen Prozeßurkunde und der Geschäftsurkunden gibt der Verf. eine treffliche Zusammenfassung des hellenistischen Arrharechts. Beide Parteien sind frei von jeder Erfüllungshaftung. Der Verkäufer riskiert die Haftung auf die doppelte Arrha, ›wenn er gegenüber dem Angebot des Kaufpreises die Vollziehung der καταγραφή verweigert‹. Der Käufer unterliegt in den bisher bekannten hellenistischen Urkunden Aegyptens nicht der Frist, mit deren Ablauf er als zurückgetreten gilt. Aber der Verkäufer kann dieselbe Wirkung, welche für den Käufer den Verlust der Arrha zur Folge hat, dadurch herbeiführen, daß er gegen den Käufer klagt darauf, ›daß er den vereinbarten Preis zahlt und die καταγραφή entgegennehme oder der Arrha für verlustig erklärt werde‹. Dieselbe Formulierung wird mit großer Wahrscheinlichkeit herausgestellt für die Klage des Käufers gegen den Verkäufer:

»daß er gegen Empfang des Restes des Preises die καταγραφή vornehme oder die doppelte Arrha herauszahle«.

Pappulias hebt richtig hervor, daß hier also die Erfüllung des Arrhalgeschäftes nicht Inhalt einer Obligation ist. — Dieses Arrharecht gilt nicht nur, wie eine Meinung annahm, für mündliche Schuldverträge, sondern auch für schriftliche. Es beruht in dieser Form nicht auf ausdrücklichen Vereinbarungen, sondern auf dem in den Urkunden erwähnten »Gesetz über die Arrha« (ὁ τῶν ἀρραβώνων νόμος), das selbst die Verwirkung der Arrha für den Geber der Arrha verfügte, wie die Haftung auf das duplum für den Empfänger, der seinem Versprechen untreu wird. Daneben bespricht der Verf. die von dem Gesetzeswortlaut abweichenden Vereinbarungen. Auch die verschiedenen Möglichkeiten der Behandlung der Arrha bei Erfüllung des unter Arrha zu Stande gekommenen Schuldgeschäftes werden hier überblickt: die Rückgabe der Arrha nach Erfüllung des Kaufes, oder die Verrechnung der als »unentreißbar« (ἀναπόριφον) gegebenen Arrha auf den Kaufpreis.

In dieser Ausgestaltung erhielt sich der Rechtszustand bei dem obligatorischen Kauf griechischen Rechts bis in die byzantinische Zeit hinein. Das syrisch-römische Rechtsbuch (leges Constantini, Theodosii, Leonis) zeigt, daß auch in diesem Punkte das hellenistische Recht sich nicht gefügig in die zu Gebote stehenden römischen Formen einschmiegte, sondern sich in der Praxis behauptete, als gelte der alte νόμος τῶν ἀρραβώνων weiter.

Allerdings hatte der Bruns'sche juristische Kommentar dieses Ergebnis, das aus mehreren Stellen der Versionen (L 51. R I 22. R II 32. 99. R III 51. Ar. 32. Ar. 38. Arm. 27 Arm. 97) folgt, durch den Hinweis auf andere Stellen in den verschiedenen Versionen verdunkelt, die nahe zu legen schienen, daß auch der Erfüllungsanspruch aus dem bindenden Konsensualkontrakte und die arrha confirmatoria diesen mesopotamischen Rechtsbüchern bekannt gewesen sein dürfte. Pappulias stellt fest, daß dort, wo überhaupt die Arrha erwähnt ist, die griechische Reustrafe vorliegt. — Man wird die Worte in P. 21, nach denen es dem Käufer und dem Verkäufer bei dem Arrhalkauf nicht gestattet ist, zurückzutreten, keineswegs auf den Ausschluß der griechischen arrha poenitentialis deuten dürfen, zumal ja unmittelbar darauf das griechische Arrhalrecht dargestellt ist. Der Verf. hätte, wenn er das attische Material mit uns verstände, darauf hinweisen können, daß ja auch bei den Grammatikern ähnliche Wendungen für das attische Arrhalrecht vorkommen [1]), in welchem auch nur die griechische arrha poenitentialis bekannt ist.

1) Etym. magn. Etym. Gud. s. v. ἀρραβών: οὐ συγχωρεῖται ῥαιβὴν γενέσθαι τὴν πίστιν τῶν συναλλαττόντων ... ἀφ' οὗ γὰρ δοθῇ ὁ ἀρραβὼν οὐ μετακινεῖται εἰς ἄλλον.

Das syrisch-römische Rechtsbuch ist ein wichtiges Denkmal für die Praxis vor Justinian. Hier finden wir die historische Erklärung für die justinianische Reform des Rechtes der Arrha. Pappulias stellt zunächst die justinianischen Bestimmungen dar: Cod. 4, 21, 17. — Inst. 3, 23 pr. Er hebt hier den Gegensatz hervor, der zwischen diesen beiden justinianischen Stellen den Worten nach für jeden bestehen muß, der sie nur mit dem Hinblick auf die römische Rechtsordnung liest: in Cod. 4, 21, 17, 1 bezieht sich die Bestimmung über die Arrha anscheinend auf einen Vorvertrag über den künftigen Kaufvertrag, in Inst. 3, 23 pr. ist diese justinianische Ordnung zitiert, als werde die Arrha zum Kaufvertrage selbst bestellt. Soll man die Bestimmung Justinians, wie Bechmann und Mitteis denken, nur auf einen Vorvertrag beziehen und annehmen, daß Cod. 4, 21, 17 nur für den Vorvertrag die Bestimmung gebe, daß bei Nichtzustandekommen des schriftlich zu schließenden Hauptvertrages die Arrha verfallen solle? — Oder soll man mit Windscheid und Dernburg aus den beiden Bestimmungen die Regel entnehmen, daß die Parteien bei dem mit Arrha abgeschlossenen Kaufvertrage die Wahl zwischen dem Erfüllungsanspruch und der Geltendmachung der Rechte aus der Arrha haben? —

Pappulias hat sich nur referierend gegenüber dieser berühmten Streitfrage über die Erklärung von Cod. 4, 21, 17, 1 und Inst. 3, 23 pr. verhalten. M. E. liegt hier ein Musterbeispiel für den bedeutenden Wert vor, den die Erforschung des griechischen und des hellenistischen Rechtes für die Erklärung der justinianischen Quellen hat. Zwei Fragen sind zu trennen: was wollte Justinian mit seiner Konstitution sagen, und wie erklärt sich die anscheinende Differenz der Stelle im Kodex und des Referates der Institutionen? — Andererseits: wie haben wir uns die praktische Gestaltung des Rechtes der Arrha danach vorzustellen? Für die Exegese von Cod. 4, 21, 17 ist der Charakter dieser justinianischen Verordnung nicht ohne Interesse. Es ist keine von den Reformkonstitutionen, die an Technik und Denkformen des klassischen Rechtes anknüpfen und diese weiterbilden. Sondern diese Verordnung arbeitet mit den Denkformen der byzantinischen Notariatspraxis, wie sie andererseits auf das Bedürfnis des Tages deutlich genug abstellt. Dieser Praxis bietet sie die einfache Regel, welche durch die Anwendung des klassischen Kontraktsrechtes in dem ganz auf das Urkundenwesen eingerichteten justinianischen Geschäftsleben notwendig war: der nach gesetzlicher Regel oder nach Parteivereinbarung schriftlich geschlossene Vertrag soll erst zu Stande kommen, wenn die Urkunde vollzogen ist. Die besondere Bestimmung über die Anwendung des alten Rechtes auf die noch nicht voll-

zogenen zeigt, wie sehr man an die Bedürfnisse der zeitgenössischen Praxis dachte. Unter dem Gesichtspunkt des byzantinischen Notariates aber gewinnen die Worte dieser justinianischen Ordnung einen eigenen Klang. Dieses byzantinische Notariat handhabt ja die alten hellenistischen, durch das römische Recht leicht umgestalteten Formulare der Verträge und in ihnen zahlreiche Denkformen hellenistischen Rechtes. Man braucht nur den Text dieser Konstitution zu lesen, um festzustellen, daß diese hellenistischen Denkformen der Urkunden gar nicht ohne Einfluß auf die Redaktoren des Gesetzes waren. Da wird neben dem contractus venditionum vel permutationum vel donationum auch noch die datio arrae als Vertrag genannt, offenbar weil diese Byzantiner noch neben der ὁμολογία über den Kauf den besonderen Urkundentyp des Arrhavertrages haben, dessen Formular mit dem Empfangsbekenntnis über die hingegebene Arrha beginnt. Wie die folgenden detaillierten Bestimmungen über die Urkundenerrichtung auf die byzantinische Notariatspraxis abstellen, bedarf keines Wortes. Deutlicher wird diese Beziehung zu den hellenistisch-byzantinischen Urkunden noch in den letzteren Paragraphen über die Arrha. Da wird ein Rechtszustand bekräftigt, der ›auch künftighin‹ (et in posterum) gelten soll. Und das ist die Verwirkung der Arrha seitens desjenigen, der sie empfing, wenn er das Versprechen nicht hielt, andererseits die Zahlung des doppelten Betrages der Arrha, wenn derjenige, der sie nahm, das Versprechen nicht erfüllte. Auf grund welchen Rechtssatzes galt dieser Zustand bisher für die Arrha nach älterem Recht? Doch wohl überhaupt nicht nach römischem Gesetzes- oder Gewohnheitsrechte, das nur die arrha confirmatoria und die Verwirkung der Arrha in Folge der lex commissaria kennt! Aber Justinian selbst sagt ja, auf welcher Grundlage bisher der für die Zukunft kraft seiner Bestimmung eingeführte Rechtszustand bisher gelebt hatte: die besondere Klausel im Vertrag soll nicht mehr nötig sein: licet non sit specialiter adiectum, und die Institutionen sagen, daß jetzt dieser Rechtszustand gilt: licet nihil super arris expressum sit. Der Kaiser rezipierte also das in der hellenistischen und byzantinischen Urkunde fortlebende hellenistische Recht der Arrha ins römische Recht. Die Urkunden in ihren Haftungsklauseln hatten ja nachweislich solche Bestimmungen über die Verwirkung der Arrha und über die Zahlung des duplum der empfangenen Arrha. Bei dieser Sachlage aber ist es wahrlich nicht waghalsig, den § 2 der const. 4, 21, 17 eben nach seinen Vorlagen in der byzantinischen Urkundensprache zu beurteilen, nach den alten hellenistischen Denkformen, die wir bis in die Sätze des syrischen Spiegels hinein deutlich verfolgen können. Dann aber ist die facienda emptio, für welche die arra gegeben wird, nicht ein

Konsensualvertrag, welcher durch das Arrhalgeschäft als Vorvertrag angebahnt werden soll, sondern es ist der Barkauf, der als Vollzug des Arrhalgeschäfts nach griechischer Rechtssitte durch Austausch der Leistungen erfolgt, welche im Arrhalgeschäft versprochen waren: vendere pollicitus est — emere pactus est, das sind die Erklärungen des obligatorischen Kaufgeschäfts, für welches die Arrha gegeben wird. Und der Verkäufer der venditionem recusans in duplum eas (arras) reddere cogetur ist der Verkäufer, der nach dem Abschluß des Arrhalkaufes erst den angebotenen Kaufpreis annimmt, d. h. also auch seinerseits erst liefert. Es ist derselbe juristische Gedanke, den wir oben bei Theophrast und noch im syrischen Rechtsbuch fanden.

Die Probe auf die Richtigkeit dieser Behauptung wird durch die Institutionen geliefert. Der moderne Romanist, der mit leisem Grauen dieses Zurückgreifen auf griechische Denkformen in einer Erläuterung justinianischer Quellen mit ansieht, weiß wohl, mit welchem Auge die Verfasser der Institutionen die justinianische Konstitution lasen. Den Anfängern, denen man die Denkformen der klassischen Jurisprudenz einprägte, mußte die justinianische Verordnung in der Sprache der klassischen Quellen klargemacht werden. Und so wird aus dem hellenistischen Arrhalvertrage, der in scriptis sive sine scriptis super facienda emptione geschlossen war, die venditio in scriptis sive sine scriptis celebrata, aus dem gräzisierenden Arrhalvertrage über den künftigen Barkauf ein römischer Konsensualvertrag mit dem synallagmatischen Schuldverhältnisse auf Tradition und Kaufpreiszahlung. Statt des gräzisierenden Barkaufs in Cod. 4, 21, 17 steht in Inst. 3, 23 pr. das adimplere contractum. Im Codex wie in den Institutionen ist derselbe Fall gemeint, nämlich die Arra beim Abschluß des Kaufvertrages [1]).

Justinian hatte mit einem kurzen Satze den griechischen Kauf mit Arrha ins römische Privatrecht rezipiert und hatte dadurch die arra poenitentialis für das römische Recht, soweit wir dessen Quellen übersehen, erst geschaffen. Wie verhielt sich dieses Institut zu dem römischen Kaufrechte? Der Kaiser selbst hat sich dazu nicht geäußert, und es scheint auch an einem Zeugnis dafür zu fehlen, wie die byzantinische Praxis sich half. Wahrscheinlich ist doch wohl die Lehre von Windscheid und Dernburg das sachlich Angemessene: das Wahlrecht der Parteien zwischen der Erfüllung des obligatorischen Kaufvertrages und den Rechten aus der Hingabe des Handgeldes. Ist

1) Die tatsächlichen Feststellungen über das Verhältnis der Codexkonstitution und der Institutionenstellen hat auch Pappulias schon gemacht: cf. S. 100 über »super facienda emptione« und die Erfüllung des Kaufs, über non procedente contractu als Ausdruck für Rechtserfüllung des Konsensualvertrages.

das Handgeld gegeben, ohne daß ein schriftlicher Kaufvertrag perfekt geworden ist, so kann es allerdings zu dem Zustand kommen, daß nur Rechte aus der Hingabe der Arrha entstehen, vgl. den Satz in Inst. 3, 23 pr.

Pappulias hat diesen Charakter der justinianischen Arrha als einer arra poenitentialis im justinianischen Rechte und in den Sätzen der byzantinischen Rechtsbücher nach Justinian weiter verfolgt. Er hätte auch andererseits den Spuren nachgehen können, welche die griechische Auffassung des Kaufrechtes in den byzantinischen Rechtsbüchern ließ. Dort finden sich mehrfach Definitionen des Kaufes, welche den Kauf gar nicht als Konsensualkontrakt behandeln, sondern als Bargeschäft mit Lieferung und Zahlung Zug um Zug erklären[1]. Auch hier erhielt sich die alte hellenistische Denkform bis in die spätbyzantinischen Quellen hinein.

Der Blick, den Pappulias auf die griechischen Quellen des byzantinischen Mittelalters, auf moderne Rechtsbücher und Gesetze wirft, ist für den westländischen Juristen instruktiv.

Noch reizvoller ist es, aus den Ergebnissen, die wir soeben mit Pappulias herausgestellt haben, die Frage aufzuwerfen, wie sich das altgriechische, das hellenistische Recht sachlich zu den ähnlichen Gedankengängen des germanischen verhalten, andererseits ob die späten hellenistischen Formulare des Arrhalvertrages nicht durch die byzantinische Praxis hindurch auch auf die abendländische Entwickelung Einfluß geübt haben. Es fehlt hier an Raum, um das Problem in seinem ganzen Umfange aufzurollen. Hier sei nur angedeutet, daß sich ganz ähnliche Gedanken wie in der hellenistisch-byzantinischen Quellenwelt auch in den altgermanischen Rechten wiederfinden. Daß die arra dort aus der Teilleistung entstand und ihrem Wesen nach eine auf die endgiltige Leistung anzurechnende Vorleistung ist, hat Sohm[2] herausgestellt.

Wie im griechischen Rechte ist der Arrhalvertrag ein neben dem selbst nicht zur Obligation führenden Konsensualvertrage stehendes Haftungsgeschäft[3]. Wer die Arrha nimmt, haftet bei Nichterfüllung der gegebenen Zusage. Nur entsteht nach der herrschenden Lehre aus dem germanischen Arrhalvertrage von jeher eine Haftung des

1) Prochiron Bas. 14, 1: πρᾶσις καὶ ἀγορασία συνίσταται ἡνίκα περὶ τοῦ τιμήματος ἑκάτερον συναινέσαν μέρος ὁ μὲν τὴν καταβολὴν ποιήσηται, ὁ δὲ παραδοίη τὸ πιπρασκόμενον. Dazu Ecl. 9, 1. Harm. 3, 3, 1. Vgl. Ferrari: Documenti greci Medioevali Leipzig 1910 (Byz. Archiv 9) S. 100.

2) Das Recht der Eheschließung (Weimar 1875) S. 28 ff.

3) Vgl. v. Amira, Nordgerm. Obligationenrecht I 318 ff. 333 ff. II 342 ff. Gierke, Schuld und Haftung S. 343 ff.

Nehmers der Arrha auf die Erfüllung des unter Arrha geschlossenen Vertrages[1]). Der Verkäufer, der die Arrha für den Abschluß des obligatorischen Kaufvertrages empfing, haftet mit seinem ganzen Vermögen für die Lieferung der verkauften Sache. So steht es zweifellos schon in l. Visigoth. V, 4, 9 und schon bei Reccessvind (Leg. Visigoth. antiqu. 151). Dagegen ist im älteren germanischen Recht die Verwirkung der Arrha von seiten des nicht Zahlung anbietenden Käufers nicht geltendes Recht[1]). Erst die lex Baiuwariorum kennt eine beiderseitige Verpflichtungswirkung aus dem Arrhalgeschäft[2]).

Diese Grundlagen der altgermanischen Quellen sind gegenüber dem altgriechischen und dem hellenistischen Recht wesentlich verschieden, bieten doch aber zum Teil ähnliche Erscheinungen, so in der Auffassung des Arrhalgeschäfts als eines Haftungsvertrages, so in der Auffassung der Arrha als einer teilweisen Vorausleistung. Ob nicht noch engere Beziehungen zwischen der Ausgestaltung in beiden Rechten besteht, mögen die berufenen Kenner der germanischen Rechtsquellen entscheiden. Man wird einmal die Parallele bemerken, die zwischen lex Baiuwariorum (16, 10) und den hellenistischen Formularen besteht: wie im altgriechischen und noch vielfach im hellenistischen Recht, ist ein dies constitutus zum Vollzug des Barkaufs gesetzt. Wie dort verwirkt der säumige Geber der Arrha das Handgeld; wie dort ist die Arrha normal Teilleistung und wird auf den Kaufpreis angerechnet. Und wie in BGU 446 ist dort vorgesehen, daß in diesem Falle es trotz der Verwirkung der Arrha noch zu einem Erfolg des Kaufes, zu einer Zahlung des Kaufpreises seitens des Käufers kommt. Auch schon die älteste germanische Quelle, welche die Arrha erwähnt, bietet Erscheinungen, welche den hellenistisch-byzantinischen verwandt sind. Danach (Cod. Eurici c. 297 b) gilt allerdings nur einseitig verpflichtende Wirkung der Arrha. Wer sie gab und säumig wird, haftet nicht, sondern hat Anspruch auf Rückzahlung der Arrha. Aber genau wie in den altgriechischen Gesetzgebungen, die nach Vorbild der Thurier die Haftung des Empfängers auf den Betrag des vereinbarten Kaufpreises kannten, heißt es dort: qui arras pro quacunque acceperit re, praetium cogatur implere quod placuit. Nach den Beobachtungen am griechischen Recht wird man sich fortan vielleicht hüten, für unmöglich zu erklären[3]), daß hier, wie nach dem Wortsinne scheint, der Verkäufer einfach auf Betrag des Kaufpreises haftet. Wie sich die Parallele zum altgriechischen Rechte hier erklärt, muß dahingestellt bleiben.

1) Vgl. die Zusammenstellung bei Gierke S. 345 ff.

2) L. Baiuwar. 16, 10.

3) So tut noch Gierke, Schuld und Haftung S. 347 A. 46.

Haben hellenistische Formulare in der römischen Notariatspraxis den altgriechischen Rechtszustand der Gesetzgebung von Thurioi durch die Jahrhunderte fortgesetzt, wie diese Formulare ja andererseits die Haftung auf das duplum arrae bis in die byzantinische Zeit lebendig erhalten haben? Oder, was wahrscheinlicher ist, steht der Codex Euricianus als Markstein einer alten Entwickelung des Arrhalrechtes da, welche ursprünglich auch bei den Germanen nur eine Haftung mit der Arrha und ihren Vielfachen kannte, nachher zur Haftung auf den Kaufpreis fortschreitet, um in den jungen Westgotengesetzbüchern — vielleicht nicht ohne Berührung durch römischen Einfluß — zur vollen Erfüllungshaftung aus dem Kaufvertrage zu gelangen? — Der Wert der rechtsvergleichenden Forschung liegt auch hier darin, daß sie für die Beurteilung längst gekannter Erscheinungen uns neue Möglichkeiten eröffnet, wenn sie auch nicht immer gestattet, die neuen Fragen zu beantworten.

Göttingen J. Partsch

Dr. **Alexander Gál,** Die Prozeßbeilegung nach den fränkischen Urkunden des VII.—X. Jahrhunderts. (Gierke's Untersuchungen zur Deutschen Staats- und Rechtsgeschichte, Heft 102.) XII u. 106 Seiten. Breslau, M. u. H. Marcus 1910. 4 M.

Die Abhandlung beschäftigt sich mit der bereits bekannten Tatsache, daß in fränkischen Gerichtsurkunden häufig Bestimmungen vorkommen, die als Parteivereinbarungen oder richterliche Befehle auftreten und einer Prozeßwiederholung vorbeugen sollen. Bisher hatte die Literatur diesem Vorgang keine besondere Beachtung geschenkt. Es ist daher zweifellos ein Verdienst des Vf., daß er als erster in einer monographischen Untersuchung näher darauf eingeht. Man wird aber wohl billig bezweifeln, ob die Bezeichnung, die G. für den Gegenstand seiner Forschungen gewählt hat, gerade sehr geschickt war. Seine Ausführungen werden möglicherweise künftig der Ausgangspunkt einer wissenschaftlichen Diskussion. Es liegt deshalb im Interesse der Sache, daß die Bezeichnung ›Prozeßbeilegung‹ nicht etwa zum Schlagwort und Titel für diese Diskussion wird. Im allgemeinen Sprachgebrauch kündigt dies Wort etwas ganz anderes an, als hier gemeint ist. Von ›Beilegung‹ spricht man, wenn der Streit nicht ausgefochten, sondern friedlich geschlichtet wird; von ›Prozeßbeilegung‹ also etwa dann, wenn der Prozeß anstatt mit dem Urteil durch friedliche Parteiabrede endet. Hier handelt es sich aber um Vorgänge, die sich auch dem voll durchgeführten Prozeß noch an-

schließen können. Die vom Vf. gewählte Benennung ist also unzutreffend. Daß er gelegentlich auf das Capitulare Saxonicum c. 4 I 71 hinweist (S. 1 Anm. 8), verstehe ich wohl richtig als eine Rechtfertigung gegen eine solche Kritik. Dort steht der Ausdruck: ›qualiscumque causa pacificata fuerit‹, als dessen Uebertragung das Wort ›Prozeßbeilegung‹ offenbar gelten soll. In Anlehnung an dieselbe Stelle möchte ich vorschlagen, von ›prozessualem Friedegebot‹ und ›prozessualem Friedegedinge‹ zu sprechen. Diese Ausdrucksweise verzichtet auf eine einheitliche Bezeichnung zweier Dinge, die der Vf. selbst als durchaus verschieden ansieht; sie scheint mir dadurch an Genauigkeit und Lebendigkeit einiges zu gewinnen.

Der Erläuterung seines Themas schließt G. unmittelbar (S. 4 ff.) eine These an, die allerdings neu und wichtig genug erscheint, um näher untersucht zu werden. Sie lautet: die fränkischen Gerichtsurteile waren nicht rechtskräftig. Mein Bericht muß mit dem Geständnis beginnen, daß mich G.'s Beweisführung keineswegs von der Richtigkeit seiner weitgehenden Behauptung überzeugt hat, und daß die Nachprüfung der von ihm vorgeführten urkundlichen Belege mir eher das Gegenteil wahrscheinlich machte, daß nämlich die fränkischen Urteile sehr wohl rechtskräftig gewesen sind. Da die Frage selbstverständlich für die gesamte Auffassung vom fränkischen Rechtsgang grundlegende Bedeutung hat, sei es erlaubt, an dieser Stelle auf Einzelheiten einzugehen. Eine sorgfältige Festlegung des Begriffes ›Rechtskraft‹ mit Bezug auf fränkische Urteile hätte unbedingt an die Spitze der Untersuchung gehört. Der Vorwurf, daß der Terminus ›rechtskräftig‹ ›mißbraucht‹ würde, den G. selbst nach anderer Seite macht (S. 5 Anm. 3), hätte ihn um so mehr zu dieser Festlegung veranlassen sollen. Daß sie fehlt, schadet seinen Ergebnissen erheblich. Es ist von vornherein klar, daß der heutige Rechtskraftbegriff nicht ohne weiteres auf den fränkischen Prozeß angewandt werden kann. Man wird sich vielmehr darüber zu verständigen haben, welches der wesentliche Inhalt der Rechtskraft überhaupt ist, abgesehen von den besonderen Eigentümlichkeiten irgend einer konkreten Prozeßform. Erst dann kann gefragt werden, ob in diesem wesentlichen Sinne fränkische Urteile rechtskräftig waren. Die Vorfrage aber wird etwa dahin zu beantworten sein: rechtskräftig ist ein Urteil dann, wenn es unzulässig ist, daß der Richter denselben Tatbestand zwischen denselben Parteien bei einer Wiederholung des Prozesses anders beurteilt, als im Vorprozeß. Das Beweisthema hätte also für G. lauten müssen: waren nach fränkischem Recht derart abweichende Urteile durch eine Wiederholung des Prozesses erreichbar oder nicht? Statt dessen gibt G. folgenden Gedankengang: Die

ständigen Friedegedinge und Friedegebote im Prozeß wären unerklärlich, wenn das fränkische Gericht rechtskräftig geurteilt hätte (S. 4). Außerdem ergibt sich die mangelnde Rechtskraft dieser Urteile aber noch daraus, daß sie nicht Rechte feststellen, sondern Leistungen anbefehlen (S. 5 f.), und daß wir Urkunden haben, in denen über bereits gerichtlich entschiedene Ansprüche neuerdings erkannt wird (S. 6 ff.). Hierbei kommt es nicht nur vor, daß der zuerkannte Anspruch von neuem eingeklagt wird, sondern auch, daß der abgewiesene Kläger wieder klagt, der verurteilte Beklagte von neuem leugnet. Entscheidend dafür, daß ein Anspruch des Klägers nicht mehr besteht, ist auch nicht etwa das früher gefällte Urteil, sondern die Erfüllung des Klagebegehrens oder die urteilsmäßige Beweisleistung (S. 8 ff.). — Ich kann mich nicht davon überzeugen, daß diese Ausführungen den Schluß rechtfertigen, daß fränkische Urteile nicht rechtskräftig gewesen seien. Friedegedinge und Friedegebot sind vollkommen ausreichend zu erklären. Erstens durch die historische Beziehung zur Fehdebeilegung (S. 18) und zweitens dadurch, daß diejenige Partei, die mit dem Ausgange des Prozesses zufrieden sein konnte, tatsächlich ein dringendes Interesse daran hatte, nunmehr in Ruhe gelassen zu werden. Wenn man nur bedenkt, daß jemand durch eine erneute Klage gezwungen werden konnte, das Gericht einer fremden Hundertschaft im eigenen Gau aufzusuchen, wenn man sich ferner die Verkehrsverhältnisse des fränkischen Reiches klar macht, so sollte das allein schon den Wunsch völlig rechtfertigen, künftig nicht mehr behelligt zu werden. Ich brauche hier wohl nicht näher auszuführen, daß noch eine ganze Reihe weiterer Umstände im gleichen Sinne wirkte. Andererseits hat aber die Möglichkeit einer Prozeßwiederholung an sich mit der Rechtskraft des Urteils schlechterdings gar nichts zu tun. Zum Beweise dessen braucht nur daran erinnert zu werden, daß heutige deutsche Gerichte zweifellos rechtskräftige Urteile fällen, und daß dieser Umstand keineswegs der Fällung eines zweiten Urteils im gleichen Sinne entgegensteht, wenn nur für dieses letztere ein Rechtsschutzbedürfnis geltend gemacht werden kann. Soweit ich es habe feststellen können, besteht allerdings in der österreichischen Prozeßwissenschaft die Neigung, die exceptio rei judicatae als eine Folge der Rechtskraft anzusehen, ein Standpunkt, den die deutsche Wissenschaft überwiegend aufgegeben hat. Aber darüber kann doch kein Zweifel herrschen: es handelt sich hier lediglich um eine Funktion, nicht aber um eine Eigenschaft der Rechtskraft. Diese Funktion in die Begriffsbestimmung aufnehmen zu wollen, wäre unter allen Umständen ein schwerer Fehler. Ferner kann ich zwischen dem Tenor eines fränkischen Urteils und dem

eines modernen Leistungsurteils so fundamentale Unterschiede nicht entdecken, daß deshalb dem ersteren die Rechtskraft abgesprochen werden müßte, die dem letzteren zukommt. Es wird eben rechtskräftig entschieden: Beklagter hat dem Kläger das und das Grundstück herauszugeben, oder er hat ihm so und so viel Wergeld zu zahlen usw. — Nun zu den Fällen, in denen G. wiederholte Urteile über denselben Anspruch sieht. Zunächst beweisen solche Fälle ganz und gar nichts gegen die Rechtskraft der Urteile, wenn nicht das zweite Urteil vom ersten abweicht. Und das ist in keinem der angeführten Prozesse der Fall. Dann aber scheint mir auch sonst G.'s Beweisführung in diesem Teil seiner Arbeit erheblichen Bedenken zu unterliegen. Zuerst handelt es sich um einige burgundische Urkunden aus M. Thévenin, Textes relatives aux institutions privées et publiques aux époques Mérovingienne et Carolingienne. Institutions privées. Die bei G. zitierte Urkunde 100ter dieser Sammlung berichtet über ein missatisches Gericht im Jahre 870. Sie erzählt vom Kläger: interpellavit seu mallavit quemdam hominem, nomine Hildebernum, et dixit quod Hildebernus, ante hos dies, per iudicium scabineorum ad respectum fuissent super res Sancti Benigni (dessen advocatus der Kläger ist), quas idem Hildebernus iniuste retinebat, et praedictus Alcaudus (i. d. der Kläger) iudicium et geist cartam in manu tenens, unde in alteros mallos, de duobus casnis mallatus fuit ipse Hildebernus, et sacramentum aframivit; unde gietivos remansit, et de tertio casno preiudicium scabineorum, in altero mallo eumdem Hildebernum, cum testibus adprobavit. Es handelt sich also um drei Eichen, die der Beklagte widerrechtlich gefällt hat, und, wie der weitere Verlauf der Urkunde noch anzeigt, darum, daß er widerrechtlich besetztes Land zurückgeben soll. Kläger erwähnt zwei Vorprozesse: einen um zwei Eichen und einen um eine Eiche. Ueber den ersteren hat er ›iudicium et geist cartam‹ in der Hand, wegen des zweiten liefert er Beweis durch Zeugen. Gerade von dem zweiten Prozeß aber, der um die einzelne Eiche ging, bringt die Sammlung selbst in den Nr. 100 und 100bis die Urkunden; aus diesen geht hervor, daß der Beklagte im Dezember 867 wegen dieser Eiche belangt worden ist und daß damals geurteilt wurde, er solle sich beim nächsten öffentlichen Ding über 40 Nächte frei schwören oder leisten, was er schuldig sei; ferner, daß er zu diesem Beweistermin im Februar 868 ausgeblieben ist und deshalb dem Kläger eine geist carta durch Urteil zugesprochen ist. Also beide Vorprozesse haben nicht mit einem Leistungsurteil abgeschlossen, sondern damit, daß dem Kläger jedesmal eine geist carta ausgestellt wurde, d. h. also eine Urkunde darüber, daß der Beklagte zum Beweistermin ausgeblieben

und daß dies vom Kläger rechtsförmlich festgestellt ist. Auf Grund dieser beiden geist cartae nun ein Leistungsurteil zu erlangen, ist der Zweck des dritten Prozesses, über den die Urkunde 100ter erhalten ist (vgl. Brunner, Rechtsgeschichte Bd. 2, S. 369). Leider ist aus den Ausführungen G.'s (S. 6) nicht zu entnehmen, wie er sich diese Urkunden gedeutet hat. Es ist ihm aber scheinbar entgangen, daß der Kläger Urkunden vorzeigt, die sich auf einen Prozeß über zwei Eichen beziehen, daß also diese in 100ter erwähnten Urkunden ganz unmöglich die Urkunden 100 und 100bis sein können, die ganz klar von einer Eiche reden (100: ibi tallassent et occidissent uno casno; 100bis: Casnum mortificasset). Jedenfalls enthalten diese Urkunden kein zweites Urteil über denselben Anspruch wie G. behauptet, sondern ein Leistungsurteil auf Grund zweier geist cartae. — Unverständlich ist es ferner, was G. mit den Urkunden Thévenin 62 und 107 (S. 6 Anm. 4 und S. 7 f.) in seiner Beweisführung fördern will. In der ersten Urkunde wird berichtet, daß die Kläger früher schon denselben Beklagten wegen desselben Grundstücks verklagt hätten; darauf fährt die Urkunde fort: inspectoque ipso testamento (d. i. die Urkunde, durch die Kläger seinen Anspruch stützte) ipse Gratianus (d. i. der Beklagte) ipsum laciacum (d. i. das strittige Grundstück) tensare non potuerat et per suos vuadios ipsam cellam cum reliquis apenditiis suis partibus sancti Hilarii reddiderat, et Uncgarico (d. i. dem Vertreter des Klägers) pro ipsa cella fide jussores donaverat. Demnach lag der Sachverhalt so: das vorige Mal hatte der Beklagte sich auch verklagen lassen, hatte aber das Urteil gar nicht abgewartet, sondern auf das vorgelegte Testament hin ohne weiteres die Ansprüche des Klägers befriedigt. Daß G. diese Restitution ›urteilsmäßig‹ nennt (S. 6 Anm. 4), ist durchaus willkürlich. Allerdings versucht er in anderem Zusammenhange wahrscheinlich zu machen (S. 26 f.), daß das Urteil gerade in burgundischen Urkunden häufig nicht erwähnt wird, wenn es darauf ankommt, eben die Restitution und das Friedegedinge zu beurkunden. Er meint, es handele sich hier um eine ›Verkürzung der Beurkundung hinsichtlich des Verhandlungsganges‹. Diese Ansicht wird aber ohne irgend welche Begründung vorgetragen. Unter denjenigen Urkunden, bei denen seiner Meinung nach ›ein vorgängiges Urteil mit Sicherheit nachweisbar‹ ist, findet sich u. a. auch die folgende: Collection de documents inédits. Recueil des chartes de l'abée de Cluny formé par A. Bernard. Bd. 3 Nr. 2406. Mönche von Cluny klagen vor dem Grafen Wilhelm gegen den Kleriker Maiolus wegen rechtswidrig beanspruchter Gerechtigkeiten. Der Graf findet ›totum contra justitiam esse‹. Diesen Satz zitiert G., um darzutun, daß hier ein Urteil gefällt sei. Die

Fortsetzung der Urkunde aber, die er nicht zitiert, lautet: et tam potestate quam blanda suasione, fecerunt ei vuerpitionem facere de omnibus injustis querelis, quas requirebat in Lordono et Blandosco et in omnibus apendiciis eorum‹. Daß ein Urteil nicht ›blanda suasione‹ seinen Zweck erreicht, ist wohl ziemlich klar. Also ist gerade in dieser Urkunde mit Sicherheit nachweisbar, daß kein Urteil dem Friedegedinge vorherging. Man wird G.'s Theorie von der verkürzten Beurkundung um so weniger zustimmen dürfen, als auch burgundische Urkunden das Urteil mit dem sehr klaren und deutlichen ›ei judicatum est‹ erwähnen, wie es sich anderwärts belegen läßt (vgl. die von G. selbst angezogenen Urkunden Thévenin 100bis und Cluny Bd. 1 856). Noch deutlicher tritt die Willkür der Auslegung bei Thévenin 107 zu Tage. Auch hier will G. zwei Urteile finden, während die Urkunde besagt: Kläger legt eine noticia vor, aus der sich ergibt, daß der Beklagte schon einmal wegen derselben Sache verklagt ist: ›et postea, sicut in ipsa noticia continetur, predictus Bernardus (d. i. der Beklagte) se recognovit et concredidit, et per suos vadios prefato episcopo (d. i. dem Kläger) redidit; et, postquam reditam habuit ipsam villam, sacivit malum ordinem contra lege‹. Mit klareren Worten kann kaum ausgedrückt werden, daß jemand das Urteil nicht abwartet, sondern sein Unrecht einsieht (se recognovit et concredidit), und deshalb das herausgibt, was er rechtswidrig an sich genommen hatte. — Durchaus ungeeignet für den von G. angestrebten Beweis sind ferner die drei Urkunden über fränkische Königsurteile, die er auf S. 6 f. mit den Worten anführt: ›Im Königsgerichte wurde der Marktzoll von Paris vom Kloster St. Denis gegen den Fiskus wiederholt erstritten‹. Die dazu angezogenen drei Urkunden (M. G. H. Diplom. imperii Tom. I, 77; Diplom. Karolinorum Tom. I 6 und 12) ergeben folgenden Tatbestand: das Kloster St. Denis ist durch königliche Verleihung Inhaber der Zölle in Markt, Stadt und Gau Paris. Zunächst hat der Graf von Paris die Hälfte dieser Zölle erhoben. Er wird deswegen im Königsgericht belangt und beruft sich auf ›de longo tempore talis consuetudo‹ (Dipl. Imp. I, 77). Das Urteil lautet zu Gunsten des Klosters dahin, daß die Beamten des Grafen die von ihnen zu Unrecht erhobenen Zölle wieder herauszugeben haben. Später hat ein anderer Graf von Paris von den Marktbesuchern einen Kopfzoll erhoben (Dipl. Karol. I, 6) und dadurch den Besuch des Marktes geschädigt; St. Denis klagt deshalb und erhält ein obsiegendes Urteil. Endlich hat derselbe Graf in der Stadt Paris einen Schiffs- und Brückenzoll erhoben (Dipl. Karol. I, 12), wird deshalb verklagt und wieder verurteilt. — Es sei jetzt daran erinnert, daß G.'s Beweisthema nach seiner eigenen Formulierung lautet: ›Ur-

kunden, nach denen über einen bereits gerichtlich entschiedenen Anspruch neuerdings erkannt wird‹. Wo ist in diesen Urkunden ›derselbe Anspruch‹? Soweit ich zählen kann, ergibt die dreimalige Verletzung eines absoluten Rechtes drei Ansprüche, die hier hinter einander in drei Prozessen geltend gemacht werden. Vollends gegen seine eigene These über die Rechtskraft fränkischer Urteile beweist G. aber mit folgenden Sätzen (S. 8): ›Den Anspruch tilgt aber nicht nur die Erfüllung des Klagebegehrens, sondern auch die urteilsmäßige Beweisleistung. Konnte der Beklagte dartun, daß er in derselben Sache, in einem früheren Prozeß, wie das Urteil es vorschrieb, den Beweis der Gegenpartei geleistet habe, so wurde die erneuerte Klage abgewiesen‹. Also: das Urteil, das nach G.'s Meinung der Rechtskraft entbehren soll, legt dem Beklagten auf, entweder den und den Beweis zu leisten, oder die und die Leistung zu machen. In späteren Prozessen wird nun, wie G. selbst behauptet und belegt, auf die Voraussetzungen dieses Urteils nicht mehr zurückgegriffen; sein Inhalt steht als endgiltiger Rechtsspruch zwischen den Parteien fest. Es kann sich vielmehr nur noch darum handeln, ob es erfüllt ist oder nicht. Denn Erfüllung des Klagebegehrens und Erfüllung der Beweispflicht sind beides Handlungen des Beklagten, die eine Erfüllung des ersten Urteils bedeuten. Sie sind in ihrer prozessualen Bedeutung nicht unterschieden. Anstatt also G.'s Behauptung zu unterstützen, ergibt dieser Satz, der von G. selbst mit Urkunden gut belegt ist, die Grundlage, von der aus mit Sicherheit gesagt werden kann: die Urteile, um die es sich hier handelt, waren rechtskräftig. Auf ihre Voraussetzungen wurde in künftigen Prozessen nicht mehr eingegangen, sondern es wurde höchstens noch darum gestritten, ob sie bereits erfüllt seien oder nicht. — Zusammenfassend sei also zu diesem Teil der Abhandlung nochmals bemerkt: es wird darin der an sich fehlerhafte Versuch gemacht, Rechtsgebilden der Vergangenheit einen völlig modernen Rechtsbegriff einfach aufzupfropfen. Bei diesem Versuch aber sind neue Fehler dadurch entstanden, daß die beiden modernrechtlichen Begriffe ›Rechtskraft‹ und ›Anspruch‹ in ihrem Inhalt verkannt wurden, und daß die Texte der beweisenden Quellen in nicht einwandsfreier Weise ausgelegt wurden. Im Ergebnis ist denn auch G.'s Beweis nicht nur mißlungen, sondern das Gegenteil seiner Behauptung als höchst wahrscheinlich, wenn nicht als sicher erwiesen.

Diesen Ausführungen über das fränkische Urteil folgt dann (S. 10—15) ein interessanter Hinweis auf den Unterschied in der Formulierung, der zwischen fränkischen und typischen langobardischen Urteilen besteht. Während das fränkische Urteil Leistungsurteil ist,

lautet das langobardische Urteil so, als ob es auf eine Feststellungsklage ergangen sei. Allerdings sind in den als Beleg angeführten Urkunden einige enthalten, die nach dem Tatbestand gar keine Veranlassung zu einem Leistungsbefehl gaben (z. B. Murat. Script. II. 954 und 982; Murat. Script. I. 441 in Anm. 6 auf S. 11). Durch andere Urkunden aber, die G. anführt, ist diese Unterscheidung gut belegt. Es wird auch darauf aufmerksam gemacht, daß Friedegedinge nur vorkommen, wenn statt des Urteils ein Vergleich erfolgt. G. ist wohl nur durch seine Ansichten über die Rechtskraft verhindert worden, zu sehen, daß dieser Umstand auf dem Friedegebot beruht, das ständig zum Inhalt der langobardischen Urteile gehört (vgl. die S. 11 Anm. 1 angeführte Formel Farfa 154: et ut sibi quiesceret imperauimus, sowie den Text zu Anm. 1).

Den eigentlichen Gegenstand seiner Abhandlung behandelt G. hierauf in zwei Teilen, von denen der erste der vereinbarten Beilegung, dem Friedegedinge gewidmet ist (S. 16—57), der zweite der gerichtlichen Beilegung, dem Friedegebot (S. 58—95).

Das Friedegedinge wird durch Begebung einer Urkunde abgeschlossen, für die die Bezeichnung securitas in den fränkischen Formularen technisch ist. In Alamannien und Septimanien sind aber eine Reihe anderer Bezeichnungen im Gebrauch: cara securitatis, reconciliationis, concordiae, notitia evacuationis, recognitionis, guirpitionis u. a. Vor dem Abschluß durch Urkundenbegebung war offenbar ein solcher durch Exfestucation in Gebrauch, den die Formel bei Marculf II. 18 noch wiedergibt. Diese Form des Vertragsschlusses knüpft an die Fehdebeilegung an, aus der das prozessuale Friedegedinge rechtsgeschichtlich hervorgegangen ist, und hat sich in der Bretagne, Baiern und Burgund noch in späterer Zeit erhalten (S. 16—25). Während also die Urkunden in Francien, Septimanien, Alamannien dispositive Urkunden sind, sind die aus Baiern, der Bretagne und Burgund lediglich Beweisurkunden. Man wird G. auf Grund seiner eingehenden Untersuchung zugeben können, daß der Festucawurf in Prozessen aus diesen letzteren Gebieten nicht die Bedeutung der Revestitur der umstrittenen Sache hat, wie bisher angenommen wurde. Er bedeutet vielmehr den Abschluß des Friedegedinges. Ob aber G.'s Deutung des Aktes als ›Klagauflassung‹ zutrifft (S. 34), bleibe dahingestellt. Vielleicht haben wir lediglich eine fides facta vor uns, die das Friedegedinge als Inhalt hat (S. 25. 37). — Wie das Friedegedinge sich völlig als Rechtsgeschäft darstellt, nicht als Handlung des Gerichtes, so steht es auch im Belieben der Parteien, es noch vor Erlaß eines Urteils abzuschließen. Unter diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, die eine derartig vorzeitige Beilegung des Prozesses

bekämpfen, gehört auch Lex Salica Tit. LIII. Die §§ 1 und 2 dieses Titels lauten: Si quis ad hineum admallatus fuerit, forsitan convenit, ut ille qui admallatus est manum suam redemat et iuratores debeat dare; si talis causa est unde legitimi DC dinarios qui faciunt solidos XV si adprobatus fuerit reddere debuerat, CXX dinarios h. e. solidos III manum suam redemat. Si plus ad manum redemendum dederit, fritus grafioni solvatur quantum de causa illa convictus fuisset. Bisher hat man diese Stelle durchweg so verstanden, daß der Titel den Fall setzt, die Parteien hätten statt des Kesselfangordals den Eidhelferbeweis vereinbart. G. will statt dessen das ›et juratores debeat dare‹ nicht mit auf den Obersatz ›forsitan convenit‹ beziehen und also etwa übersetzen: ›wenn die Parteien sich dahin verglichen haben, daß der Verklagte sich vom Kesselfang loskaufen soll, dann soll er doch noch den Reinigungseid leisten‹ usw. G. stützt diese neue Deutung sachlich mit guten Gründen (S. 40 f.), wenn auch nicht übersehen werden darf, daß ihr sprachlich Schwierigkeiten entgegenstehen (S. 37—43). — Erst seit dem 8. Jahrhundert kommen sichere Belege dafür vor, daß das Gericht beim Abschluß des Friedegedinges mitwirkt. Diese Mitwirkung findet auch statt, wenn es sich um einen Vergleich handelt; eine Rechtspflicht zum Abschluß besteht aber nur, wenn der Prozeß durch Urteil endet (S. 44—47). — Den soeben referierten Ausführungen folgt dann ein Abschnitt ›Die Sicherungen des Beilegungsvertrages‹ (S. 47—53). Unter dieser Ueberschrift wird einerseits über Haftung, andererseits über Beweissicherung gesprochen. Abgesehen davon, daß zwei Gegenstände, die so weit auseinander liegen, auch nicht gemeinsam behandelt werden sollten, sind G.'s Ausführungen über Haftung inzwischen durch G. v. Gierke's ›Schuld und Haftung‹ und die daran geknüpften Erörterungen überholt. — Das Friedegedinge bindet zunächst nur die Parteien, ihre Erben und Rechtsnachfolger. Soweit andere Personen durch die Klauseln mit in das Gedinge einbezogen werden, ist darin eine Nachwirkung vom alten Sühnevertrag her zu sehen; denn dort handelte es sich ja auch nicht nur um Friedensschluß zwischen zwei Personen, sondern um einen solchen zwischen zwei Sippen. Bei Liegenschaftsprozessen war außerdem die Beteiligung der Sippe durch die genossenschaftliche Gebundenheit des Grundeigens in der Familie geboten (S. 53—57).

Das Friedegebot findet sich im fränkischen Königsgericht, während das Friedegedinge im volksrechtlichen Verfahren und auch in den nach Amtsrecht verhandelnden missatischen Gerichten eingebürgert ist. Diesem Satze G.'s wäre wohl nach den bereits gemachten Bemerkungen hinzuzufügen, daß die langobardischen Gerichte sämtlich Friedegebote erließen. Auch im fränkischen Königsgericht findet

sich trotz des Friedegebotes das unter Festucawurf geleistete Friedegelöbnis des Sachfälligen, das G. als ›Auflassung der Klage‹ hier wie im volksrechtlichen Verfahren deutet. Ich glaube statt dessen auch hier die Deutung als fides facta vorziehen zu sollen. Es mag hierbei besonders auf den Wortlaut in der Urkunde M. G. H. Dipl. Karolin. Bd. 1 Nr. 148 hingewiesen werden. Hier handelt es sich um einen Streit wegen des Klosters Mettlach aus den Jahren 782 oder 783; die Urteilsformel lautet: tunc eis judicatum fuit, ut in presentia nostra jam fato monasterio partibus nostris in causa sancti Petri Treverensis cum fide facta reddere deberent. G. hat diese Urkunde leider nicht angezogen. Die hier erwähnte fides facta wird nichts anderes sein, als das sonst wiederholt vorkommende ›per festucam se exinde exitum dicere‹, d. h. eben das Friedegelöbnis der sachfälligen Partei. Ob freilich, wie G. (S. 60 f.) anzunehmen scheint, ein solches Friedegelöbnis grundsätzlich und immer notwendig war, ist mir angesichts der Tatsache zweifelhaft, daß es in der weitaus größeren Zahl der erhaltenen königlichen placita nicht erwähnt wird. — Der König erläßt sein Friedegebot natürlich nicht in Versäumnis- und Beweisurteilen. Ich glaube aber den Grund hierfür nicht mit G. in den fehlenden vertraglichen Grundlagen (Friedegelöbnis des Sachfälligen) suchen zu sollen, sondern darin, daß in diesen Fällen der Prozeß eben noch weiterging, also zu einem Friedegebot noch keine Veranlassung war. — Dagegen wird im Scheinstreit das königliche Friedegebot so gut erlassen, wie im eigentlichen Prozeß; und gerade dieser Friedebann ist es, auf den es den Parteien vor allem ankommt. Er ist der eigentliche Grund dafür, daß nur vor dem Königsgericht, nicht auch vor anderen Gerichten derartige Scheinprozesse geführt werden. Diese Aufstellung G.'s wird gewiß Billigung verdienen. Die Parallele zu den langobardischen Urteilen ergibt auch bei meiner etwas abweichenden Auffassung eine Bestätigung dieser These. Denn da die langobardischen Gerichte sämtlich Friedegebote erließen, konnten sie auch alle für Scheinstreite zuständig sein (S. 58 bis 67). — Das königliche Beilegungsgebot ist ursprünglich nicht Bestandteil des Urteils, sondern folgt ihm selbständig nach. Erst unter den Karolingern wird es in das Urteil selbst einbezogen, eine Fortentwicklung, die allerdings unter den Spätkarolingern wieder zurückgegangen zu sein scheint (S. 68—76). — Zu Ende des achten und zu Beginn des neunten Jahrhunderts scheint dann das Beilegungsgebot in Urteilsform auch in das missatische und volksgerichtliche Verfahren eingedrungen zu sein; es hat dort die alten Formen des Prozeßschlusses zwar nicht verdrängt, ist aber doch neben sie getreten (S. 76—81). — Das königliche Friedegebot wirkt an sich

Frieden nur zwischen den Parteien und ihren Rechtsnachfolgern, im wirklichen Prozeß sowohl wie im Scheinstreit. Nur wo es sich um fiskalisches Eigen handelt, verleiht der König der obsiegenden Partei dieses Eigen von neuem unter Erlassung des Friedegebotes. Hierin zeigen sich dann die Ansätze zur Friedewirkung bei der gerichtlichen Auflassung des Mittelalters. Dies Ergebnis stimmt ausgezeichnet dazu, daß neuere Forschungen immer mehr klar gestellt haben, daß diese Friedewirkung von Königsrecht und Königsgut ihren Ausgang genommen haben. Von besonderem Interesse ist es auch in diesem Zusammenhang, daß G. bis in die merovingische Zeit hinauf Belege bringt, in denen bei einem Streit um fiskalisches Gut die frühere Verleihung zunächst rückgängig gemacht und dann eine neue ausgesprochen wird; er weist dadurch die ›durch die Hand der Obrigkeit hindurchgehende‹ Uebereignung, die bisher nicht über das Mittelalter hinaus zu verfolgen war, in sehr viel früherer Zeit nach (S. 81—95). — In einem Anhang wird dann noch besprochen, unter welchen Bedingungen eine inhaltlich als fehlerhaft erkannte Königsurkunde rückgängig gemacht wurde. Eine Schelte, die mit Lebensgefahr für den Scheltenden verbunden gewesen wäre, war dazu nicht notwendig. Es wird vielmehr durch Vorlegung der Urkunde im Königsgericht oder durch Klage bei diesem Gericht gegen den aus der Urkunde Berechtigten eine Nachprüfung derselben veranlaßt, auf die hin dann gegebenen Falles eine königliche Gegenverfügung, das ›contrarium testamentum‹ erfolgt.

Wenn ich in meinem Referat auf einige Punkte der Abhandlung näher eingegangen bin, so geschah das um der Wichtigkeit willen, die ich ihnen wissenschaftlich beimesse. Mein Widerspruch hat sich allerdings gelegentlich nicht nur gegen die Ergebnisse, sondern auch gegen die Arbeitsweise G.'s richten müssen. Ich möchte aber meinen Bericht nicht schließen, ohne zu betonen, daß ich das Verdienst der ersten monographischen Behandlung des Gegenstandes an sich nicht einschränken möchte, und daß es sich durch manche scharfsinnige Ausführung und begrüßenswerte Ergebnisse noch erheblich erhöht.

Göttingen Otto Schreiber

Charles E. Bennett, professor of Latin in Cornell University, Syntax of early Latin. vol. I, The Verb. Boston, Allyn and Bacon (Leipzig, Theod. Stauffer) 1910. XX + 506 S. 4 Doll.

Das Buch will Holtzes Syntax ersetzen, und es sei vorweg bemerkt, daß es diesem nicht antiquirten sondern schon vor 50 Jahren, als es erschien, unbrauchbaren Buche sowohl durch die eigne Arbeit des Verfassers als durch die Vorarbeiten, die er benutzen konnte, überlegen ist. Der vorliegende erste Band behandelt das Verbum: Kap. I Congruenz, genus verbi, Impersonalia, Ellipse, II Tempora, III—VI Modi, VI Imperativ, VII Infinitiv, VIII Participien, Gerundium, Supinum, periphrastische Conjugation, IX Fragesätze.

Als Grenze setzt B. das Jahr 100 v. Chr. an und schließt also im allgemeinen mit Accius Lucilius Afranius ab. Das mag man gelten lassen, da das Material zwischen der Gracchenzeit und der sullanisch-cäsarischen so spärlich ist. Aber es ist doch eine starke Beeinträchtigung des Materials, daß durch diese Grenzlinie so entschieden archaische Inschriften wie die lex Cornelia (a. 81) Antonia (a. 71) oder die lex Furfensis (a. 58) ausfallen (z. B. gleich S. 3 *maior pars—volent* aus der zuletzt genannten Inschrift Z. 15). Besser wäre es, die literarische Linie ungefähr vor den Neoterikern, der Rhetorik an Herennius, Cicero, Lucrez, Varro zu ziehen und es an beständigen Ausblicken auf diese nicht fehlen zu lassen. Nebenbei, die Argumente zu den plautinischen Komödien gehören nicht zum archaischen Latein (z. B. S. 319; S. 437 drei Citate daraus).

Die Darstellung beginnt ohne Einleitung; nichts Sprachgeschichtliches, weder in allgemeiner Erörterung noch auch implicite in der Anordnung des Materials. Andronicus bis Accius ist eine ungeschiedene Masse. Was fragmentarisch erhalten ist, folgt jedesmal hinter den Excerpten aus zusammenhängenden Texten, in den Fragmenten Komödie hinter Tragödie; so gleich S. 2 Naevius hinter Terenz oder z. B. S. 175 Plautus Terenz (diese Folge ist immer eingehalten) Accius Naevius Caecilius Afranius. Dagegen nehmen einen großen Raum die theoretischen Erörterungen ein, und zwar sind diese im allgemeinen vortrefflich. Hier ist der Vf. auf seinem Felde, in scharfem syntaktischem Denken geübt und die rationellen Erwägungen durch historische Auffassung der Erscheinungen temperirend. Ich weise besonders auf die Kritik der über den lateinischen Conjunctiv aufgestellten Theorien hin (S. 145—161), die von musterhafter Klarheit und Sicherheit ist und damit schließt, daß B. in der Hauptsache Delbrücks Ansichten adoptirt.

Aber durch dieses Ueberwiegen der theoretischen Erörterung entsteht der Schein, daß nach B.s Ansicht die wissenschaftliche Syntax in der Bestimmung der Grundbedeutungen und daraus folgender Classification des Materials beruhe und daß die Bedeutung der Sprachgeschichte für die Syntax mit dem Beginn der Einzelsprache zu Ende sei; und zwar für das Lateinische mit dem Beginn des Italischen. Denn es muß vor allem auffallen, daß die italischen Dialekte in dem Buche so gut wie nicht vorkommen. Es ist eine Ausnahme, wenn S. 449 bei einem besonders eclatanten Fall wenigstens Buck citirt wird. Nun soll man ja von einem Buche nicht verlangen was es nicht hat leisten wollen; aber es liegt doch in der Natur der Sache, daß wer jetzt eine altlateinische Syntax schreibt, wenn auch nur um das Material geordnet vorzulegen, sie als italische Syntax auffaßt; er begibt sich ja sonst des wichtigsten Kriteriums, die ursprüngliche oder secundäre Natur der Constructionen zu beurteilen. Man denke an die parataktischen Conjunctive im Umbrischen (*façia tiçit*, *etaians deitu* u. s. w.), *pone* einmal mit Conjunctiv (VI^b 50), *mestru karu* mit pluralischem Verbum wie *magna pars* (V^a 25, Bennett S. 3), conjunctivischen Vordersatz (*heriiei façiu* II^a 17, B. S. 178 u. s.), Supinum bei Verben der Bewegung (*aseriato eest*) u. s. w.

Auf einen Fall gehe ich etwas näher ein, weil er auch sonst für die Anlage des Buches in Betracht kommt. In der oskischen tabula Bantina herrscht der futurische Imperativ, im cippus Abellanus wird er zweimal durch den Conjunctiv abgelöst. In den umbrischen Augural- und Sühnungsritualen herrscht gleichfalls der futurische Imperativ, aber in den Dekreten der Brüderschaft (V^{ab} VII^b) mit merkwürdigem Gegensatz der Conjunctiv. Die römische Gesetzsprache verlangt den Imperativ, selten wechselt damit der Conjunctiv, wie in der sententia Minuciorum. B. belegt S. 360 den Imperativ der Gesetze mit einigen Beispielen; S. 163. 4 werden die Conjunctive aus der sent. Min. angeführt, aber ohne den Wechsel der Construction zu berühren (v. 29 *dent*, 35 *dare debento;* S. 360 kommt die Inschrift nicht vor). Ferner wird S. 163 angeführt Pl. Asin. 772 *abs ted accipiat*, aber nicht gesagt, daß in der ganzen lex amatoria Asin. 751 sq., was doch sehr merkwürdig ist, der Conjunctiv durchgeht, wie in den leges der fratres Atiedii. Dies scheint mir ein Fehler der Anlage zu sein: man erhält durchaus nur einzelne Sätze, aber nirgend einen Bericht über ganze Urkunden und Texte und ihren syntaktischen Charakter, weder für sich noch in Beziehung zu den andern; man erfährt auch nichts (außer wo etwa Parataxis und Hypotaxis nebeneinander behandelt werden) über das Verhältnis der Constructionen zu einander, ihren

Kampf, das Ueberwinden der einen durch die andern; d. h. nirgend etwas die Erscheinungen Verbindendes und Belebendes.

Im übrigen ist viel Material gesammelt und wohl disponirt, mit fleißiger Benutzung der übrigen Darstellungen und, soweit sie Sammlungen enthalten, der Vorarbeiten für einzelne Gebiete (keineswegs der übrigen wissenschaftlichen Litteratur). Die besten Abschnitte sind die, für die B. gute Vorarbeiten auszunutzen fand, z. B. über Futurum, Imperfect, die hypothetischen Sätze, die indirecte Frage, die Fragesätze; und wo z. B. ein Kenner wie Sjögren das Material gesammelt hat, da sind auch die Texte richtig beurteilt.

Dies führt mich zu dem wichtigsten Einwand, den ich gegen das Buch zu erheben habe. Es scheint die Meinung zu bestehen, daß grammatische Handbücher von Leuten geschrieben werden können, die die Texte nicht selbständig beurteilen können. Wenn es sich um Vergleichung handelt, muß man in diesem Punkte ohne Zweifel vieles concediren; aber gar nichts, wo es sich um eine Einzelsprache handelt, und gar um ein kleines Gebiet mit eng umschriebener Litteratur wie hier.

Wie B.s Verhältnis zu den Texten beschaffen ist, ergibt sich aus dem bisher Gesagten. Bei seiner eignen Sammelarbeit legt er irgend eine Ausgabe zu Grunde und sieht, wenn es hoch kommt, hier und da die Ueberlieferung nach. Das Verzeichnis der Ausgaben steht in der Vorrede; man erfährt mit Erstaunen, daß Bährens die Quelle für alle poetischen Fragmente außer den Scenikern ist; also Ennius ohne Vahlen, Lucilius ohne Marx. Ein paar Stellen, die das illustriren: S. 62 wird ›Enn. trag. 115‹ angeführt; daß die Verse weder von Ennius noch überhaupt von einem alten Dichter sind, konnte B. schon aus Ribbecks 3. Ausgabe ersehen, deutlicher aus Vahlen (S. 140). S. 338 wird aus den Annalen angeführt *quocum libenter mensam partit, magnam quom partem diei trivisset:* keines der beiden Verba ist überliefert; S. 342 wird dasselbe Fragment (V. 234—251 V.) so epitomirt: *quocum multa volutat grandia clamque palamque, prudenter qui dicta loqui tacereve posset*, als Beispiel von coni. imperf. nach historischem Präsens: *quocum—palamque* ist V. 242, da ist *volutat* überhaupt nicht überliefert; das folgende V. 250 (*prudentem*), von dem es sehr zweifelhaft ist, ob er mit 242 überhaupt noch zusammenhängt; das zu entscheiden bedarf es genauer Interpretation, die ja nicht vorgelegt zu werden braucht, aber zu Grunde liegen muß. Das Citat ist zugleich ein Beispiel dafür wie B. längere Sätze und Reden zusammenzieht, oft wie hier so daß man den Text im Zusammenhang anders auffassen wird als er im Citat erscheint (noch ein Beispiel: S. 417 Rud. 311; andre s. u. S. 747.8). — S. 405 wird citirt für *sueo* mit Infinitiv aus

den Annalen: *vi depugnare sues stolidi solida suent;* so feiern die abgetanen Bährensschen Conjecturen eine Auferstehung. Ueberliefert ist (Festus) *solidi sunt*, d. h. *soliti sunt* (Scaliger, V. 105 V.). — V. 442 als Beispiel für adjectivisches Gerundiv aus Ennius *qui non cupienda — cupit:* überliefert ist *qui cupida.* — S. 412 wird aus Lucilius ein Beispiel für *hoc* mit appositivem Infinitiv angeführt, von dem B. aus Marx II 370 hätte ersehen können, daß es keine Worte des Lucilius sind. In diesen und ähnlichen Fällen hätte die Benutzung der guten Ausgaben ausgereicht, deren wir uns erfreuen. Ich greife einiges andere heraus, wie es sich grade bietet, um das Verhältnis des Buches zu den Texten zu illustrieren.

S. 3: And. 625 *ut malis gaudeant* nach *cuiquam:* in *DG*, d. h. in der für diesen Teil vielleicht besseren Ueberlieferung, steht *gaudeat* (und dann *comparet*): *gaudeat* kann so gut syntaktische wie *gaudeant* metrische Correctur sein (vgl. Ad. 25). Donat bezeugt beides, daneben auch Eun. 1 *si quisquam est qui placere se studeant bonis,* wo die Handschriften *studeat* haben. — S. 4: angeführt wird *quo agis?* Pers. 216 und Poen. 333, *quo te agis?* Trin. 1078. Aber auch Poen. 333 steht *quo te agis?* in *P*. — Most. 709 *quam habeat male* citirt für reflexives *habeo*, das Plautus nicht kennt. Es heißt *quam me h. m.*, nur *B*[1] hat *me* ausgelassen. — Ebenso S. 5 Epid. 83 für reflexives *suffulcio;* aber in dem Satz *tantae in te impendent ruinae: nisi suffulcis firmiter, non potes subsistere* (B. citirt nur *nisi s. f.*) entnimmt *suffulcis* sein Objekt aus *ruinae.* Ferner *incendo:* Enn. tr. 291 *et civitatem video Argivom incendere;* das Subject zu *incendere* ging voraus, Vahlen führt den Originalvers an: ἅπασαν ἡμῶν τὴν πόλιν κακορροθεῖ. Unter die Passiva mit reflexiver Anwendung, die S. 6. 7 aufgeführt werden, gehören *aperior, conicior, curor, vocor* nicht, es sind an den angeführten Stellen reine passiva; was Most. 218 *in anginam ego nunc me velim verti* hier soll, ist unklar. — S. 37 werden 5 Imperfecta mit Plusquamperfectbedeutung angeführt; es sind aber reine durative Imperfecta; Pseud. 421 wird sogar der Satz *iam pridem sensi et subolebat mihi* durch *sed dissimulabam* abgeschlossen. — S. 46: Poen. 629 und Pseud. 977 (als Perfecta mit Präsensbedeutung citirt) sind *nescivi* (›ich kannte nicht‹, es folgt *nunc* —) und *scivi* (›wußt' ichs nicht?‹) einfache Perfecta. — S. 58 wird für Epid. 298 und Most. 235 Adjectivbedeutung des Participiums angenommen; für Epid. 298 ist die Auffassung möglich, aber nicht für den Satz *iam ista quidem absumpta res erit.* — S. 61 wird citirt Mil. 889 *sin bene faciundumst, deveniunt obliviosae.* Das ist überhaupt kein Latein (der Gedanke an *devenir* scheint vorzuschweben), überliefert ist *faciundum si eadem veniunt*, das für den Sinn gar nicht passende *eo deveniunt, obliviosae*

extempulo ut fiant ist Conjectur von Camerarius. — S. 62: Mil. 298 *periveris* ist falsche Form. — S. 113: wie kann Ad. 647 zu dem Typus *ut novi vecta es, credo timida es* gerechnet werden? Die Stelle gehört mit Phorm. 480 zusammen, die richtige Erklärung bei Hauler z. St. und bei Kauer zu Ad. 647. — Afran. 72 *post narravero, nunc est distentus animus ut negotiis* dürfte in einem Buch über Syntax so nicht bleiben (*nunc ut d. a. est n.*). — S. 132 werden eine Anzahl Sätze für causales *quoniam* angeführt, von denen einige rein temporal sind (Rud. 1122 Asin. 711 Men. 1151), in andern mag man den Uebergang empfinden (Most. 63); dies wichtige Zwischengebiet, das Interpretation verlangt, wird aber weder hier noch in ähnlichen Fällen behandelt. — S. 161: Most. 849 steht nicht *videam*, sondern *mane sis videam* (wie *cedo bibam*), so zu construiren wahrscheinlich auch Heaut. 273 *mane enarrem*, dann *post istuc veniam* Futurum (B. citirt *p. i. v.* nicht mehr, es ist aber entscheidend für die Auffassung auch von *enarrem*, ob *veniam* auch als Conjunctiv gefaßt werden darf); wenn *videam* als selbständiger Conjunctiv gelten soll, so mußte doch, wie bei den Beispielen S. 162, in denen *mane* mit Formen verbunden wird die Futura sein können, *mane* mit citirt werden. Der selbständige Conjunctiv ist an sich gut (Bacch. 1049. 1058 Most. 1136), aber Men. 983 gehört nicht dahin: *ego ita ero ut me esse oportet, metum id mihi adhibeam, culpam abstineam, ero ut omnibus in locis sim praesto*, hier ist *id* unverständlich, und wenn man es in den Satz hineinzuconstruiren sucht (d. h. *ut sim* davon abhängig macht), so zerstört es den Gedanken, denn die Abhängigkeit besteht nicht (B. citirt nur *metum id mihi adh., c. a.*); Camerarius schrieb *ut* für *id*, richtiger ist wohl es zu streichen, so daß *ut* ἀπὸ κοινοῦ steht (vgl. Anal. Pl. I 42). Auch Trin. 749 gehört nicht hierher (S. 162): hier steht *ipsum adeam* (wie B. ohne weitere Angabe citirt) in *A*, *ut adeam* in *P*; wenn *A* das richtige gibt, so ist *adeam* parataktischer Conjunctiv zu *hoc*. — S. 236: für Verba der Entscheidung mit Conj. ohne *ut* wird citirt Amph. 635 *dis est placitum plus mali adsit.* Der Satz heißt: *ita dis est pl., voluptatem ut maeror comes consequatur, quin incommodi plus malique ilico adsit, boni si optigit quid*, entweder hängt also *adsit* von dem vorhandenen *ut* ab oder es ist selbständiger Conjunctiv. — S. 302: Asin. 395 *quom venisset, post non redit* ist dreifach falsch; sicher emendirte Corruptelen dürfen nur als solche angeführt werden, nicht als syntaktisches Beispiel mit der Emendation daneben, wie wenn es eine Conjectur wie andere wäre. Men. 980 und Truc. 162 werden angeführt, aber nicht die eigentlich aufklärende Stelle Truc. 381, wo *sorderemus* in *P*, aber *sordebamus* in *A* steht (Merc. 980 und Truc. 162 fehlt *A*). Dann folgt Liv. Andr. 36 *quom*

socios nostros mandisset impius Cyclops, ohne zu sagen, daß der Vers einer der 3 von Priscian citirten Hexameter ist, die für Andronicus' Worte kein Zeugnis geben. — Warum S. 319 Capt. 89 angeführt wird, versteht man nicht; oder soll man glauben daß B. *potes* hier für möglich hält statt *potest* (auch *potis* ist nicht gut, Pl. F. 272)? — S. 343 wird für Perfect nach coni. imperf. angeführt: Heaut. 7 *nunc qui scripserit et quoia graeca sit, id dicerem;* was soll sich daraus entnehmen, wer den Satz nicht auswendig weiß? *nunc qui scripserit et quoia graeca sit, ni partem maxumam existimarem scire vostrum, id dicerem:* d. h. das beabsichtigte *dicam* ist durch die sich dazwischen schiebende Erwägung verschoben worden. — S. 365 redet B. so wie wenn Poen. 872 *noli* überhaupt möglich wäre. — S. 416 wird für Infinitive, die aus dem Satz zu ergänzen sind, angeführt Mil. 1273 *viri quoque armati idem istuc faciunt, ne tu mirere mulierem*, aber überliefert ist *ne tu mirere melius mulierem* d. h. *eiius*. An andern hier angeführten Stellen ist der Infinitiv nicht aus dem Satz zu ergänzen (Capt. 619 Merc. 50 Stich. 448), Pers. 286 steht der Infinitiv im Satze. — S. 421. 423: daß der infinitivus historicus nicht die Bedeutung des historischen Perfects haben kann, ist ganz irrig und durch Interpretation leicht zu widerlegen. Priscian will nur die Ellipse *coepi* erklären, d. h. die nach alexandrinischer Schablone gemachte (auch bei Quintilian erscheinende) syntaktische Erklärung durch σχῆμα, die B. S. 419 ernst nimmt. — S. 436: Pseud. 996 *novi, notis praedicas* sind *noti* nicht ›qui norunt‹ sondern γνώριμοι, die Zusammenstellung ist durch die Paronomasie motivirt. — S. 450 ›the text in Cist. 648 and Poen. 599 is uncertain‹: vielmehr, Cist. 648 ist *adglutinandum* in *-am* schon im Londinensis emendirt, Poen. 599 hat *agundum* nur *A*, das richtige *agundam P;* hier ist nichts unsicher.

Was die Vollständigkeit des Materials angeht, so wird diese meist von den Vorarbeiten abhängen, die B. benutzt hat. Viele Lücken fallen ins Auge ohne daß man danach sucht. Z. B. S. 4 für neutrales *aperit* nur Pers. 300 *foris aperit*, dazu kommt Aul. 411 *aperit bacchanal;* für neutrales *avorto* Mil. 203, als Gegensatz Titin. 93 *quo te avortisti*, dies steht aber bei Plautus Amph. 899 und Truc. 358, B. hätte beide Stellen bei Ribbeck finden können. S. 5 zu *lavare* (und S. 6 zu *lavari*) fehlt der Hinweis auf Varros *lavari* Truc. 323 (überhaupt Langen Beitr. 297). Zu *expedio* fehlt Trin. 236, wo *expediant P*, *se expediant A* bietet. Zu *habere* ›wohnen‹ nur 2 Beispiele, wie zu reflexivem (s. o.); aber nach den Angaben in der Vorrede muß der Benutzer annehmen, daß Vollständigkeit beabsichtigt ist. Sehr lückenhaft und ungeschieden ist die Ellipse des Verbums S. 9 in wenigen Zeilen behandelt. Bezeichnend ist ›*auctus* is now usually

written *auctu's*«, ohne nach der Berechtigung zu fragen, d. h. ohne das sichere prosodische Argument (langes *-us*) zu erwähnen und ohne die Frage aufzuwerfen, ob sonst die 2. Person des verb. subst. ohne *tu, vos* fortbleibt. Unter den wenigen angeführten Stellen eine so unbezeichnende wie Rud. 521, wo die Frage das Verbum hat, das die Antwort nicht wiederholt; dafür fehlen die lehrreichsten Fälle, wie (um nur eines anzuführen) Most. 551 *quid tute tecum?*, während es 512 heißt *quid tute tecum loquere?* — S. 116 wird eine Stelle mit *quam vis* angeführt, die übrigen sind bei Brix-Niemeyer zu Trin. 380 zu finden (man sieht nicht, daß diese Ausgaben oder Lorenz und Ussing mit ihren reichen Sammlungen benutzt sind), dazu kommt Most. 852 richtig gelesen. Pseud. 1175 hat *A quam velis.* Ferner S. 119 *quam si,* dessen Verhältnis zu *quasi* doch interessant genug ist. Pseud. 641 hat *A quam si, B quam.* Bei Brix-Niemeyer zu Trin. 265 wird B. noch 5 Stellen finden; nur Aul. 231 und Curc. 51 ist *quasi* überliefert, sonst *quam si,* gegen das Metrum Mil. 481 (*quasi B*[1]) Trin. 266 *AP;* Truc. 341 *quam si hinc ducentos annos fuerim mortuos* ein richtiger Vers, aber nur *abhinc* entspricht dem Sprachgebrauch. — S. 318 *scio quod amet:* B. kennt nur diese Stelle (Asin. 52), nicht Mil. 893 und die andern, über die eine genaue Interpretation entscheiden muß; und hier handelt es sich um eine sprachgeschichtlich sehr weitgreifende Erscheinung. Vgl. Löfstedt Phil. Komm. zur peregr. Aeth. 118. — S. 436 ff. Partic. perf. pass.: die Ersetzung des partic. praes. pass. wird nicht erwogen, nicht einmal erwähnt, so viel ich sehe. — S. 46 der Typus *si senserit, perii:* hier hätten doch, bei der Wichtigkeit des Ausdrucks, alle Stellen angeführt werden sollen. Zur Bezeichnung der Construction sagt B.: »the perfect also, like the present, serves as future«; das genügt wohl nicht.

Nur Theorie der Tempora und Modi und, tale quale, Materialsammlung; keine Interpretation, keine Beobachtung des Sprachgebrauchs, keine Durchdringung des Stoffes unter sprachgeschichtlichen und litterarischen Gesichtspunkten — ich habe mit all dem nicht zurückgehalten erstens weil das Buch keine vereinzelte Erscheinung, sondern typisch ist, und zweitens weil es viel benutzt werden wird und vielleicht in einer neuen Bearbeitung zu einem Buche werden kann, das man nicht nur deshalb in die Hand nimmt, weil man in Ermangelung eines besseren dazu gezwungen ist.

Göttingen Friedrich Leo

Lehrbuch der Kristallphysik von Dr. **Woldemar Voigt,** Prof. der theor. Physik in Göttingen. Mit 213 Figuren im Text und einer angehängten Tafel. Leipzig 1910, B. G. Teubner. XXIV, 964 S. geh. 32 M.

Der Zweck dieses Werkes ist die Zusammenfassung der wichtigsten experimentellen und theoretischen Untersuchungen aus dem Gebiete der Kristallphysik mit Ausschluß der Kristalloptik nach einheitlichen Gesichtspunkten. Das Ausschließen der Kristalloptik steht mit dem letzteren Ziele in direktem Zusammenhang; in der Tat sondern sich die Erscheinungen und Theorien der Optik deutlich von den übrigen Gebieten und würden somit in einer systematischen Darstellung in jedem Falle für sich stehen.

Damit sind sogleich einige Hauptpunkte bezeichnet, welche das vorliegende Werk von den früheren verdienstlichen Bearbeitungen der Kristallphysik durch Mineralogen mit physikalischen Neigungen, wie Mallard, Liebisch, Groth und auch durch Soret unterscheiden. Schon der Titel einiger jener Werke ›Physikalische Kristallographie‹ weist darauf hin, daß in ihnen die Physik im wesentlichen als Hilfswissenschaft der Kristallographie erscheint. Damit steht in den genannten Werken in Uebereinstimmung einerseits die sehr breite Darstellung der geometrischen Kristallographie, andererseits die ungemein starke Bevorzugung der Optik gegenüber den anderen Gebieten der Kristallphysik; in der Tat erklärt sich letztere nicht aus rein physikalischen Gesichtspunkten, wohl aber aus den speziellen Diensten, welche die Kristalloptik dem Kristallographen leistet, aus der großen Rolle, die sie demgemäß mit Hilfe zahlreicher im Handel befindlichen Spezialinstrumente auch in jedem mineralogischen Institut spielt. Aus den anderen Gebieten interessieren den Mineralogen und Kristallographen zumeist nur Einzelerscheinungen als typische Beispiele, und ein Bedürfnis nach Erkenntnis und Darstellung der bezüglichen allgemeinen Gesetzmäßigkeiten beginnt nur eben erst sich an einzelnen Stellen zu regen. Ungemein charakteristisch hierfür war der starke Widerspruch, der sich bei den italienischen Mineralogen regte, als in den 90er Jahren der Plan auftauchte, eine erledigte Mineralogie-Professur mit einem Krystallphysiker zu besetzen. —

Eine gleichmäßige, nur nach physikalischen Gesichtspunkten entworfene Darstellung der Kristallphysik soll nun das vorliegende Werk geben, in dem die Kristallographie ihrerseits als Hülfswissenschaft der Physik erscheint. Erstere kann und darf aber nicht ausgeschieden werden; sie hat eine wichtige physikalische Bedeutung insofern als nach dem fundamentalen Prinzip von Fr. Neumann die Symmetrien der Kristallform Aufschluß geben über die

Symmetrien der physikalischen Eigenschaften kristallisierter Substanz. Die Erkenntnis dieser Symmetrien bildet die Vorbedingung aller physikalischen Theorie für Kristalle.

Die Kristallographie, welche der Physiker braucht, ist somit allein die Lehre von den Symmetriegesetzen der Kristallformen, und das ist nur ein Teil der allgemeinen Kristallographie. Aber auch bezüglich dieses Teiles sind die Ansprüche des Kristallographen und diejenigen des Physikers noch verschieden. Interessiert den Ersteren die ganze Fülle der an einer Form vorhandenen Symmetrieelemente, so fragt der Letztere in erster Linie oder ausschließlich nach den von einander unabhängigen, die ihrerseits die übrigen, ihm unwesentlichen, bedingen. Es ist sehr charakteristisch, daß der fundamentale Begriff der unabhängigen Symmetrieelemente kaum in einem der genannten, vom mineralogischen Standpunkte aus verfaßten Werke überhaupt nur definiert ist, während er in der vorliegenden Darstellung vom physikalischen Standpunkt aus im Mittelpunkt des Ganzen steht.

Die Ausscheidung der abhängigen Elemente bringt eine ganz ungemeine Vereinfachung der Darstellung hervor, die dazu beitragen dürfte, die Scheu des Physikers vor dem ganzen Gebiete zu mindern; in der Tat mochte ihm bisher die Kristallphysik durch ihre komplizierte Geometrie vielleicht imponieren, ihn aber kaum anziehen.

Als fundamentale Symmetrieelemente führe ich die Symmetrieaxen und die Inversionsaxen ein, denen ich bei n- resp. m-Zähligkeit das Symbol A^n resp. J^m gebe. Die Beschränkung der Zähligkeiten auf $n = 2, 3, 4, 6$ und $m = 0, 2, 4, 6$ gewinne ich einmal direkt aus dem Prinzip der rationalen Indizes, sodann aus der Bravaisschen Strukturtheorie. Die verschiedenen Inversionsaxen ergeben sich dann weiter einem Symmetriezentrum (C), einer Symmetrieebene (E), einer Spiegelaxe (S) äquivalent, welche drei Elemente neben den Symmetrieaxen in der definitiven Darstellung bevorzugt werden. Ein aus diesen Elementen für eine Kristallform gebildetes System, das alle übrigen bedingt und für die analytische Verwendung passend mit dem Koordinatenkreuz in Beziehung gesetzt wird, bezeichne ich als die Symmetrieformel des Kristalltyps oder der Kristallgruppe. Welche Vereinfachung der Darstellung hierdurch gewonnen wird, geht daraus hervor, daß die Gesamtzahl der vorhandenen Symmetrieelemente gelegentlich dreiundzwanzig erreicht, während die Zahl der unabhängigen drei nicht übersteigt; nur um die gewünschte Beziehung auf das Koordinatenkreuz herzustellen, ist es in einem Falle nötig, davon vier aufzuführen, von denen drei aber in einer gewissen einfachen Beziehung stehen.

Die Ableitung der allein möglichen 32 Symmetrietypen mit ihren Formeln und ihrer systematischen Einordnung in Kristallsysteme ist die Aufgabe des ersten Kapitels; das gegen Ende desselben gewonnene übersichtliche Formeln-Schema bildet die eine Grundlage für alle physikalische Theorie der Eigenschaften kristallisierter Substanz. Eine zweite Grundlage liefern die allgemeinen Gesetze der gerichteten Größen verschiedener Ordnung, die in einem zweiten Kapitel entwickelt werden. Die Erscheinungen der Kristallphysik geben Veranlassung, deren fünf Arten in steigender ›Ordnung‹ einzuführen, die durch das Verhalten ihrer Komponenten bei einer Drehung des Koordinatenkreuzes charakterisiert werden können.

1) Größen nullter Ordnung (Skalare) bleiben bei Transformation ungeändert.
2) Größen erster Ordnung (Vektoren); die 3 Komponenten V_h transformieren sich wie x, y, z.
3) Größen zweiter Ordnung (Tensoren); die 6 Komponenten T_{hi} transformieren sich wie $x^2, y^2, z^2\; yz, zx, xy$.
4) Größen dritter Ordnung (Trivektoren); die 10 Komponenten G_{hik} transformieren sich wie $x^3, y^3, z^3, x^2y, x^2, z, y^2z, y^2x, z^2x, z^2y, xyz$.
5) Größen vierter Ordnung (Bitensoren); die 15 Komponenten F_{hikl} transformieren sich wie $x^4, y^4, z^4, x^3y, x^3z, y^3z, y^3x, z^3x, z^3y, y^2z^2, z^2x^2, x^2y^2, x^2yz, y^2zx, z^2xy$.

Dabei ist es im allgemeinen bequem, analog wie den Vektor durch eine Strecke, die drei letzten Größen je durch eine zentrische Oberfläche zweiten, dritten, vierten Grades von den resp. Gleichungen

$$
1)\quad \begin{aligned}
\pm 1 &= T_{11}\; x^2 + \cdots + 2\; T_{23}\; y^2 z^2 + \cdots,\\
\pm 1 &= G_{111}\, x^3 + \cdots + 3\,(G_{112}\, x^2 y + \cdots + 2\, G_{123}\, xyz),\\
\pm 1 &= L_{1111}\, x^4 + \cdots + 4\,(L_{1112}\, x^3 y + \cdots)\\
&\quad + 6\,(L_{2233}\, y^2 z^2 + \cdots) + 12\,(L_{1123}\, x^2\, yz + \cdots)
\end{aligned}
$$

darzustellen.

Es ist bekannt, daß die wichtigsten physikalischen Feldwirkungen (Temperatur, elektrische oder magnetische Kraft, Deformationen) sich durch Skalare, Vektoren und Tensoren darstellen lassen. Um die wichtigsten physikalischen Eigenschaften kristallisierter Substanz zu beschreiben, bedarf es aber aller fünf Gattungen gerichteter Größen.

Dabei kommen zu jenem bekannten Gegensatz von Verschiebungs- und Drehungsvektoren (polaren und axialen Vektoren) Analoga bei

den höheren Funktionen. Der Unterschied drückt sich allgemein in dem Verhalten der Komponenten der bez. gerichteten Größen bei einer Inversion des Koordinatensystems aus: die Komponenten von polaren Vektoren, axialen Tensoren, polaren Trivektoren, axialen Bitensoren kehren ihre Vorzeichen bei einer Inversion um, diejenigen des entgegengesetzten Typs behalten dieselben bei.

Eine besondere Bedeutung gewinnen in der weiteren Entwickelung gerichtete Größen, die ihrerseits aus mehreren gleich- oder verschiedenartigen aufgebaut sind. Um an bekannteste Beispiele anzuknüpfen, so liefern die Komponenten U_1, U_2, U_3 und V_1, V_2, V_3 zweier Vektoren U und V einen Skalar

$$S = U_1 V_1 + U_2 V_2 + U_3 V_3$$

und einen Vektor W mit den Komponenten

2) $$W_1 = U_2 V_3 - U_3 V_2, \ldots$$

Man kann aus ihnen aber auch ein Tensorsystem mit den Komponenten

3) $$T_{11} = U_1 V_1, \ldots, \qquad T_{23} = \tfrac{1}{2}(U_2 V_3 + U_3 V_2), \ldots$$

bilden.

Analog gelingt es, aus drei Systemen von Vektorkomponenten wieder Vektorkomponenten, außerdem auch Komponenten von Tensoren und Trivektoren, und aus vier Systemen von Vektorkomponenten einen Skalar, ferner Komponenten von Vektoren, Tensoren, Trivektoren und Bitensoren aufzubauen. Die Möglichkeit ersieht man aus vorstehendem an einigen Beispielen, wenn man in den Formeln 2) und 3) U allein oder U und V durch Ansätze von der Form 2) ausdrückt.

Einen Schritt weiter gelangt man dann, indem man in diesen Ausdrücken die Aggregate aus zwei Systemen von Vektorkomponenten nach dem Schema 3) nun wieder zu Tensorkomponenten zusammenfaßt. So erhält man Ausdrücke für Trivektorkomponenten dargestellt durch Tensor- und Vektorkomponenten u. s. f.

Diese Schemata sind von großer Bedeutung für die Erkennung der geometrischen Natur der Parameter der Kristallphysik, eine Frage, die sich in jedem Gebiet dieser Wissenschaft immer von neuem bietet.

Der typische Fall ist der, daß die Gesetze des bez. Gebietes durch die Existenz einer gewissen skalaren Funktion der Variabeln, d. h. der Komponentensysteme gewisser gerichteter Größen, dargestellt werden, z. B. also durch die Existenz eines thermodynamischen Potentiales. Diese Funktion ist meist linear oder bilinear in den Va-

riabelnsystemen, sie hat aber u. a. auch höhere Ordnung. Eine skalare Funktion, die linear ist in den Komponenten einer gerichteten Größe beliebiger Ordnung, hat nun, wie sich allgemein beweisen läßt, Parameter, die (bis auf gewisse stets angebbare Zahlenfaktoren) jederzeit gleichartig sind den in dieselben multiplizierten Variabeln. So sind in dem Ausdruck

4) $$S = a_1 V_1 + a_2 V_2 + a_3 V_3$$

a_1, a_2, a_3 notwendig Vektorkomponenten, in

5) $$S = b_1 T_{11} + b_2 T_{22} + b_3 T_{33} + b_4 T_{23} + b_5 T_{31} + b_6 T_{12}$$

stellen

$$b_1,\ b_2,\ b_3,\ \tfrac{1}{2} b_4,\ \tfrac{1}{2} b_5,\ \tfrac{1}{2} b_6$$

Tensorkomponenten von der Art der T_{hk} dar, in die sie multipliziert auftreten.

In den Fällen, wo die charakteristische skalare Funktion nicht lineär ist, gelingt es nun mit Hilfe der vorstehend skizzierten Ueberlegungen, sie lineär darzustellen in den Komponenten anderer, zum Teil höherer gerichteter Größen mit Parametern, die dann lineäre Aggregate aus den ursprünglichen sind. Auf diese Parameteraggregate beziehen sich dann die geschilderten Beziehungen; ihre geometrische Natur läßt sich sogleich angeben.

Ein einfaches Beispiel ist die Funktion

6) $$\begin{aligned} S = {} & c_{11} U_1 V_1 + c_{12} U_1 V_2 + c_{13} U_1 V_3 \\ & + c_{21} U_2 V_1 + c_{22} U_2 V_2 + c_{23} U_2 V_3 \\ & + c_{31} U_3 V_1 + c_{32} U_3 V_2 + c_{33} U_3 V_3, \end{aligned}$$

die sich schreiben läßt

7) $$\begin{aligned} S = {} & c_{11} U_1 V_1 + \cdots + \tfrac{1}{2}(c_{23} + c_{32})(U_2 V_3 + U_3 V_2) + \cdots \\ & + \tfrac{1}{2}(c_{23} - c_{32})(U_2 V_3 - U_3 V_2) + \cdots. \end{aligned}$$

Diese Form enthält einen in Tensorkomponenten und einen in Vektorkomponenten lineären Teil; demgemäß sind

$$c_{11},\ \ldots,\ \tfrac{1}{2}(c_{23} + c_{32}),\ \ldots$$

selbst Tensorkompotenten,

$$\tfrac{1}{2}(c_{23} - c_{32}),\ \ldots$$

aber Vektorkomponenten.

Die Erkenntnis derartiger geometrischen Beziehungen hat einmal direkte wissenschaftliche Bedeutung, insofern aus ihr die Einsicht folgt, durch welche geometrische Gebilde sich bestimmte physikali-

schen Eigenschaften eines Kristalles anschaulich repräsentieren lassen. Dasjenige Gebiet, für welches die charakteristische Funktion den Charakter von 6) besitzt, wird z. B. hierzu einen Vektor und eine Tensorfläche erfordern. Eine indirekte Bedeutung hat die bezügliche Erkenntnis dadurch, daß sie die Regeln angibt, nach denen sich die bez. Parameteraggregate und somit auch einzelne Parameter auf neue Koordinatensysteme transformieren; — diese Aufgabe tritt aber in jedem Gebiete der Kristallphysik auf, weil die mathematische Behandlung spezieller Probleme zumeist nicht das durch die Symmetrien ausgezeichnete Hauptkoordinatensystem, sondern ein durch die Gestalt des zur Beobachtung dienenden Präparates an die Hand gegebenes Hilfssystem zu Grunde legen muß. —

Ein drittes Kapitel stellt die wichtigsten Sätze der allgemeinen Mechanik, Thermodynamik, Elektrodynamik, die in dem weiteren Verlaufe der Entwickelung zur Anwendung kommen, in einer für letztere geeigneten Form zusammen.

Nach diesen allgemeinen Kapiteln, die nicht nur als Vorbereitung angesehen werden sollen, sondern auch an sich Bedeutung beanspruchen, setzt nun die systematische Bearbeitung der verschiedenen Einzelgebiete der Kristallphysik ein. Das Anordnungsprinzip wird den Betrachtungen des zweiten Kapitels entnommen; es werden nämlich Erscheinungsgebiete zusammengefaßt, welche durch gleichartige gerichtete Größen charakterisiert sind, welche also gleiche Symmetrieeigenschaften besitzen, und es wird fortgeschritten von solchen mit einfachsten Symmetrien zu solchen mit komplizierteren.

Es entsteht so das folgende allgemeine Schema, in dem in erster Linie die in Wechselwirkung tretenden gerichteten Größen, in zweiter die durch eben diese charakterisierten Erscheinungsgebiete aufgezählt sind.

IV. Kap. Ein Skalar und ein Vektor.
(Pyroelektrizität und Pyromagnetismus.)
V. Kap. Ein Skalar und ein Tensortripel.
(Thermische Dilatation und tensorielle Pyroelektrizität.)
VI. Kap. Zwei Vektoren.
(Elektrizitäts- und Wärmeleitung, elektrische und magnetische Influenz, Thermoelektrizität.)
VII. Kap. Zwei Tensortripel.
(Elastizität und innere Reibung.)
VIII. Kap. Ein Vektor und ein Tensortripel.
(Piezoelektrizität, Piezomagnetismus und ihre Reziproken.)

Zwei Anhänge behandeln kurz die Erscheinungen der Festigkeit, die sich bisher gesetzmäßig noch nicht fassen lassen, und die Bezie-

hungen zwischen Kristallen und aus Kristallbrocken aufgebauten quasiisotropen Körpern. —

Die Darstellung der Theorie ist durchaus auf die Vergleichung mit der Beobachtung zugespitzt; demgemäß ist die Entwickelung allgemeiner Sätze von mehr mathematischem Interesse sehr eingeschränkt, und das Hauptgewicht auf die Durchführung beobachteter oder beobachtbarer Einzelfälle gelegt. Die Beobachtungen selbst sind, soweit sie der Entwickelung der Theorie vorausgingen, der Auseinandersetzung der Theorie der Regel nach gleichfalls vorausgestellt, soweit sie durch die Theorie veranlaßt waren, der Theorie angeschlossen. Es ist versucht worden, bei der Darstellung der Experimente eine gewisse Vollständigkeit zu erreichen; natürlich ist nicht ausgeschlossen, daß von den bezüglichen Originalabhandlungen etwas übersehen ist, zumal nicht selten Beobachtungsreihen, die in erster Linie isotrope Körper betreffen, beiläufig auch einzelne Kristalle heranziehen. Eine Uebersicht über die behandelten Einzelprobleme zu geben würde den Rahmen dieser Anzeige überschreiten. Es mag nur erwähnt werden, daß in den Gebieten der Elastizität, der Piezoelektrizität und der zu ihr reziproken elektrischen Deformation das Buch die Durchführung einiger bisher in der Literatur noch nicht behandelten Probleme bringt.

Beiläufig sei bemerkt, daß leider einige Schreib- oder Satzfehler stehen geblieben sind. Die wichtigsten mögen hier Erwähnung finden.

S. 62 ist Fig. 35 fälschlich ein Duplikat von Fig. 53 auf S. 72 geworden. Die richtige Figur erhält man, wenn man auf den beiden Seiten der Figur 35 die Hälfte der eingetragenen Pole um 60^{0} um den $+Z$-Punkt dreht.

S. 70 ist der dort behandelte geometrische Satz irrtümlich auf geradzahlige r $(= 2s)$ beschränkt.

In den Tabellen auf S. 275 und 313 muß die (ausfallende) Gruppe 30) beseitigt werden.

Die Seite 382 erwähnten Tuchschmidtschen Zahlen setzen nicht mechanische, sondern kalorische Einheiten (cal./cm. gr. min.) voraus.

S. 430, Formel (243), ebenso S. 431 Formel (244), S. 478 Formel (308), S. 482 Formel (321) steht rechts überall — statt $\frac{1}{2}$.

S. 593 steht in der dritten und vierten Formel (67a) $(s_{16} - s_{26})$ statt $(s_{26} - s_{16})$ und in der vierten Formel (67b) $(s_{23} - s_{31})$ statt $2(s_{23} - s_{31})$.

S. 828 und 835 erfordert das Symmetrieelement S_2 die Beziehung $e_{33} = 0$. —

Was schließlich die allgemeinen mit der Publikation dieses auf meinen Vorlesungen beruhenden Werkes verfolgten Ziele angeht[1]),

1) Aus dem Schluß der Vorrede.

so wünschte ich zum ersten damit auf den Wert der Symmetriebetrachtungen für den Unterricht in der Physik aufmerksam zu machen. Ich glaube in der Tat, daß Vorlesungen ähnlichen Inhalts, in gleichviel wie bescheidenem Umfange, jedem theoretisch-physikalischen Kursus eingegliedert werden sollten. Von dem verstorbenen Professor P. Curie weiß ich durch persönliche Mitteilung, daß er auf dergleichen Vorträge Wert legte, und das neue Buch von Bouasse (Cours du Physique, VI. Partie, Études des Symétries, Paris 1909) beweist, daß man anderwärts in derselben Richtung systematisch vorgeht.

Zum zweiten wünschte ich durch die Publikation dem Forscher behilflich zu sein, krystallphysikalische Probleme richtig zu stellen. Viele mühsame Beobachtungsarbeit ist im Gebiete der Kristallphysik vergeblich aufgewendet worden, weil sie nicht von der genügenden Einsicht in die Symmetriegesetze der betreffenden Vorgänge geleitet wurde.

Zum dritten leitete mich das Bedürfnis, das große und herrliche Gebiet, zu dessen Bearbeitung ich seit 36 Jahren immer wieder zurückgekehrt bin, nun, wo sich meine Arbeit vielleicht ihrem Ende nähert, noch einmal eingehend und im Zusammenhange darzustellen, dabei auch hervortreten zu lassen, wie meine eigenen zerstreuten und vielleicht dem Anscheine nach mitunter zusammenhangslosen Untersuchungen doch von einem einheitlichen Bestreben geleitet gewesen sind.

Mögen meine Herren Fachgenossen das Werk wohlwollend aufnehmen.

Göttingen, im November 1911 W. Voigt

Die heilige Regel für ein vollkommenes Leben, eine Zisterzienserarbeit des XIII. Jahrhunderts, aus der Handschrift Additional 9048 des British Museum (!) herausgegeben von **Robert Priebsch.** Mit einer Tafel in Lichtdruck (Deutsche Texte des Mittelalters. Bd. XVI). Berlin 1909, Weidmannsche Buchhandlung. XXII, 104 S. gr. 8°. Preis 3,50 M.

Die im Titel näher bezeichnete, früher in Benedictinerbesitz gewesene Handschrift ist die einzige, leider nur fragmentarisch auf uns gekommene Quelle für jenen gleichfalls oben genannten Traktat, dessen Bekanntschaft uns Priebsch in einem sorgfältigen Abdruck vermittelt, nachdem er in seinen Deutschen Handschriften in England 2,91 f. kurz auf ihn aufmerksam gemacht hatte. Die Handschrift weist vier verschiedene Hände aus dem letzten Viertel des 13. Jahrhunderts auf, die in der Einleitung in ihrer Eigenart charakterisiert

werden. Die dritte Hand ist die Haupthand (17, 19—89, 25), die aber freilich am nachlässigsten abgeschrieben hat; zahlreiche Auslassungen fallen diesem Schreiber, der auf niederfränkischen Boden führt, zur Last. Außerdem sind zwei oder drei Korrektoren, von den Texthänden wohl zu unterscheiden, mehrfach tätig gewesen; der jüngere von ihnen wird erst dem 15. Jahrhundert angehören. Der Abdruck will, abgesehen von sicheren Schreibfehlern, ›ein möglichst getreues Bild des handschriftlichen Textes wiedergeben, ehe er noch unter die Hände der Korrektoren geraten war‹; diese haben im Apparat Berücksichtigung gefunden. Nach 66, 9 und 77, 15 weist der Text Lücken auf, die sich daraus erklären, daß das äußere Doppelblatt der sechsten (nun der siebenten, durch Vertauschen beim Einbinden) Lage verloren ging; sodann dürfte, worauf die kurze Inhaltsangabe zu Anfang schließen läßt, die größere zweite Hälfte des Ganzen abhanden gekommen sein. Aus irgend einem Grunde sind später auch die zwei Anfangszeilen des Traktates ausradiert worden. — Das auf mittelfränkischem Gebiet um 1250 entstandene Werk ist ein geistlicher Traktat mit zahlreich eingestreuten Erzählungen (*bispel*, *gelichnisse*) und wegen dieser Zutaten, so weit wir sehen, der älteste Vertreter in deutscher Sprache neben den lateinischen Werken eines Etienne de Bourbon, Guilelmus Peraldus (über ihn s. auch Zeitschr. f. deutsches Altertum 29, 359) und Caesarius von Heisterbach. Des letzteren Dialogus miraculorum, vielleicht auch dessen Homilien waren unserem Anonymus — er war zweifellos Mönch und Mitglied eines westdeutschen Zisterzienserklosters (vielleicht Novizenmeister [Hauck, Kirchengesch. Deutschlands 5, 1, 311]) — bekannt, s. die Erzählungen Nrr. 4. 29. 32. 33. 35. 36, vgl. auch Nrr. 1. 6. 11; zu Nr. 47 s. die Einleitung S. XIX f. Er hat nach Priebsch seine ›heilige Regel‹ ›wenn schon nicht ausschließlich‹ an *geistliche kint*, und zwar an junge Ordensleute gerichtet, denen er Maria als leuchtendes Vorbild hinstellt, wie denn überhaupt der ganze Traktat Marienverehrung atmet. Die von Priebsch S. XVI, 4 angeführte Stelle über die Richter (69, 33 f.) kommt, weil dem Speculum ecclesiae des Honorius (?) entnommen, bei der Frage, an wen der Verf. seine Lehren gerichtet hat, nicht in Betracht. Diese aber läßt sich vielmehr genauer dahin beantworten, daß ein weibliches Publikum, und zwar Zisterzienserinnen, vom Verf. ins Auge gefaßt ist: das ergibt sich aus der Vorrede (1, 21 ff.), worauf schon K. Rieder im Anzeiger f. deutsches Altertum 34, 264 hingewiesen hat, sodann aus dem bei einem männlichen Verfasser eigenartigen, der Jesaiasstelle 64, 6 hinzugefügten Vergleich *unreiner dan ie dekein duch wurde daz zu wibez suchede gehoret* (69, 23). 51, 32 f., wo von ›Brüdern‹ die Rede ist, darf dagegen nicht

ins Treffen geführt werden, da dieser Abschnitt entlehnt ist (s. unten). — Von den vier Stücken, in die das Werk zerfällt, ist nur das erste, und auch dieses noch unvollständig, auf uns gekommen, die Lehre von den (geistlichen) Tugenden, die in mystisch-allegorischer Auslegung zu einzelnen Körperteilen Mariens in Beziehung gesetzt werden: 2,10 ff. Keuschheit (Augen); 5,10 ff. Gehorsam (Ohren); 8,10 ff. *bescheidenheit* d. i. Erkenntnis, Verständigkeit (Nase); 13,32 ff. Gebet und Andacht (Mund); 20,18 ff. Arbeitsamkeit (Hände und Füße); 31,4 ff. Demut und Armut (Körper und Geist); 48,26 ff. Friedsamkeit (Herz); 59,12 ff. Liebe—Charitas (Seele). Das letzte achte Kapitel — es ist auch das umfangreichste — fügt in loser Anknüpfung eine wohl auf einer Homilie Gregors des Großen beruhende Abhandlung von den neun Engelchören (60,8 ff.) ein; in ähnlicher Weise sind, aus lateinischen Quellen entlehnt, in den vorhergehenden Kapiteln die zehn Gebote (5,30 f.), die zwölf Strafen des ewigen Todes (26,15 ff.), 31,21 ff. die sieben Todsünden, die zugleich als körperliche Krankheiten gedacht sind, in Anlehnung an die sieben Worte am Kreuze behandelt. Besäßen wir das Werk vollständig, es würde der umfangreichste deutsche Traktat geistlichen Inhalts aus dem 13. Jahrhundert sein.

Die Quellenfrage stellt manche Probleme, denen der Herausgeber mit großer Sorgfalt nachgegangen ist. Als eine bloße Uebersetzung aus dem Lateinischen ist das Werk nicht anzusehen. Wohl trifft dies für die meisten der eingelegten Exempel zu; die Zusammenstellung der Blumenlese wird aber der Verfasser selbst vollzogen haben. Bei den Erzählungen, die besonders numeriert sind, war der Herausgeber meist in der Lage, die Quelle oder doch eine nahestehende Version nachzuweisen, aber auch da, wo er eigenes gibt, zeigt sich der Verfasser als ein belesener Mann, der häufig die Bibel und die Kirchenschriftsteller, unter ihnen besonders den h. Bernhard (s. die Anm. zu 5,19. 15,4. 16,29. 18,2. 21,9. 50,10. 59,23. 81,8) zitiert; gleichfalls konnte gelegentlich eine lateinische Vorlage da ermittelt werden, wo der Verf. keinen Gewährsmann nennt.

Auch auf eine deutsche Vorlage ist neuerdings hingewiesen worden und man darf vermuten, der Verf. habe noch sonst vereinzelt aus deutschem Predigtenmaterial geschöpft. Rieder hat in der oben zitierten Besprechung der Priebschen Ausgabe auf interessante Parallelen unseres Traktats mit den von ihm herausgegebenen sog. S. Georgener Predigten aufmerksam gemacht. Ich werde an anderer Stelle demnächst auf das letzgenannte Predigtenwerk einzugehen haben und muß mich hier auf die kurze Bemerkung beschränken, daß, so willkommen und wertvoll für die Textgestaltung der Nachweis ist,

ich mir Rieders Schlußfolgerung, die Heilige Regel habe die S. Georgener Predigten benutzt und zwar nach dem Wortlaut der Handschrift G, nicht zu eigen machen kann. Schon aus zeitlichen Gründen nicht. Ich möchte überhaupt nicht ein direktes Abhängigkeitsverhältnis behaupten, wo wir einstweilen garnichts sicheres über Entstehung und Zusammensetzung des Werkes wissen, denn für alles, was bisher darüber gesagt worden ist, stand nur ein unvollständiges[1]) Material zur Verfügung. Die beiden stark von einander abweichenden Textgruppen erheischen sorgfältige Prüfung ihres gegenseitigen Verhältnisses, eindringende stilistische Untersuchungen sind nötig, erst dann wird sich auch genauer zwischen Kompilator und Verfasser abwägen, sowie Bertholds von Regensburg Stellung innerhalb der Sammlung bestimmen] und erklären lassen. Ich gehe hier nicht weiter darauf ein, sondern bescheide mich Rieder gegenüber bei der Annahme einer Predigt, die als Nr. 54 *Von gaischlichem leben* in die sog. S. Georgener Predigtensammlung Aufnahme fand und nach einer der Handschrift G nahe stehenden Fassung auch vom Verfasser der Heiligen Regel für sein Werk exzerpiert und auf verschiedene Stellen (9,8—10,4. 14,1—14. 50,6—52,20. 53,7—10. 22,22—23,22) verteilt wurde. Nur diese der Nr. 54 entnommenen Parallelen (208,30—209,28. 210,6—212,29. 218,16—219,17) kommen in Frage, nicht aber was Rieder a. a. O. S. 263 sonst vergleichsweise aus den S. Georgener Predigten heranzieht. Aus einer Vergleichung dieser Paralleltexte ergibt sich folgendes: HR 22,23 *Augustinus sprichet:* SGP 218,17 liest *da von spricht sant Anshelm,* der auch HR 23,2 = SGP 219,1 zitiert wird. — Der Satz *Got deilet* HR 22,28 ist SGP 218,21 f. eingeleitet mit der Berufung *also sprichet ain hailig man.* — 23,1 lies mit Priebsch *eine* (SGP 219,1 *alleine*). — 50,9 *swer sich danne uz hebet* (sc. *der werlte,* vgl. 10,22) gegenüber *swer in der werlte blibet* verdient wohl den Vorzug vor SGP 210,21 f. *swer uff dem ertrich belibet — swer sich denn hin uf hebet.* — 50,22 f. wird mit Hülfe von SGP 210,27 f. Lesa. zu lesen sein: *Si varent in* (*von* Hs. G) *dem gebete mit deme geiste in den himel unde aber her nider* (*widir* G), *und wil daz sprechin, daz* usw. — Gegenüber 51,9.13 ist SGP 211,13 f. 18 f. vollständiger. — 51,11 *Ein heiden sprichet] also sprichet ain wiser man Seneca* SGP 211,16. — Rieders Bemerkung SGP 211,28 Lesa. ist gegenüber HR 51,21 *in einez willen* vielleicht zu streichen. — 51,32. 52,16.17 f. richten sich an die ›Brüder‹; die der HR sonst so nahe stehende Hs. G wendet sich gerade hier und sonst an die

1) J. H. Kerns vortreffliche, Rieder übrigens unbekannt gebliebene Ausgabe der mnld. Uebertragung (De Limburgsche Sermoenen 1895) legt doch den Schwerpunkt auf die sprachliche Seite der Uebersetzung.

›Schwestern‹, siehe die Lesarten zu SGP 212, 7. 7 f., vgl. 216, 19. 21. 22 f. 26. 29. 217, 4 f. — 52, 3 ist SGP 212, 8 f. durch *nu spricht sant Augustinus* eingeleitet. — 52, 6 *geisellet:* auch SGP 137, 22 steht *gesellit*, dagegen 212, 12 f. *gestillet;* man könnte sonst *gestellet* vermuten, vgl. mhd. *den strit gestellen.* — 52, 8 *gesellich* ist wohl dem *gevellig* SGP 137, 23. 212, 14 vorzuziehen, desgleichen scheint mir 52, 8 *vride gert nicht eigenez und behabet nicht vremedez* sinngemäßer als SGP 137, 23. 212, 14 f. *frid engert nit frômdes und behaltet nit aigens.* — 52, 13 vermutet Priebsch richtig *wizene* (*wissenn* SGP 212, 19).

Die in die Heilige Regel eingestreuten Exempla sind außer dem schon genannten Caesarius von Heisterbach folgenden Werken entnommen oder sie finden in ihnen doch Parallelen: es sind das Exordium magnum Cisterciensium (Nrr. 23. 25. 26. 41. 42), Heriberti de miraculis libri III (Nrr. 9. 19. 25. 40. 44. 46. 48), Vita prima S. Bernardi (Nrr. 39. 45), Vitae patrum (Nrr. 2. 3. 21. 24), Thomas Cantimpratensis Bonum universale de apibus (Nr. 8), Aviani Fabulae (Nr. 12), Liber miraculorum S. Jacobi Maioris (Nr. 14), Willelmi Malmesburiensis Monachi Gesta regum Anglorum (Nr. 20) Petri Alphonsi Disciplina clericalis (Nr. 38), das Bruder Rausch-Thema (Nr. 22), Vita der Maria von Oegnies (? Nr. 31), Speigel der leifhaver deser werelt (Nr. 7). In den Nummern 12. 15. 16. 17 finden sich einzelne Reime, ganz durchgereimt ist Nr. 35; vielleicht haben hier die Konsonanzen in des Honorius Speculum ecclesiae, das inhaltlich für Nrr. 15—17. 28. 34 zum Vergleich herangezogen werden kann, vorbildlich gewirkt. Für die Nrr. 10 (nicht 12). 13. 31 (S. XVI), denen noch 30. 37. 43 hinzuzufügen ist, läßt sich ein Quellenbeleg bis jetzt nicht geben. Ein für die Schätzung des Deutschordens nicht uninteressantes Zeugnis bietet Nr. 30; im Zusammenhang mit Nr. 47, die der h. Elisabeth gewidmet ist, möchte man für unser Werk den Ursprung in einem hessischen Zisterzienserkloster suchen, doch läßt sich trotz sprachlicher Uebereinstimmung ein Beweis dafür nicht erbringen. — 5, 4 lies *ininnin?* vgl. 28, 35. — 5, 11 lies *ungehorsamekeit* vgl. 37, 4. — Der Verfasser hat eine starke Neigung zu hyperbolischer Ausdrucksweise, vgl. 19, 22. 29. 21, 25. 22, 3. 24, 5 usw. — 20, 19 lies *und veire arbeite.* — 21, 9 ff. vgl. Müllenhoff und Scherer, Denkmäler[3] 2, 32 f.—25, 1 ff. ein weiterer Beleg zu ›Und wenn der Himmel wär Papier‹ (R. Köhler, Kleinere Schriften 3, 293—318). — 26, 23 zu dem beliebten Vergleich in ictu oculi s. Zs. f. deutsche Philologie 30, 198 zu Z. 85 f. — 42, 32 ff. David, Salomon, Samson s. zu Enikels Weltchronik 11323. — 69, 16 *treliçhen* doch wohl = *trædlichen* hätte Aufnahme in das Wortverzeichnis (S. 93—104) verdient.

Halle a. S. Philipp Strauch

Friedrich Kammerer, Zur Geschichte des Landschaftsgefühls im frühen achtzehnten Jahrhundert. Berlin 1909. Verlag von S. Calvary u. Co. VIII, 265 S. 6 M.

Ein erfreuliches Werk ist die vorliegende Schrift Kammerers über das Landschaftsgefühl, eine gelungene und ergebnisreiche Bemühung, die Stellung des Menschen, des Künstlers zur Natur in einem Zeitpunkt zu charakterisieren. Wichtig ist diese Arbeit keineswegs in erster Linie um des Phänomens Natur willen, keineswegs, um das Verhältnis des Menschen zu ihr in seiner Art und Wandlung zu klären. Dieser Zweck wird vielmehr zu einem Mittel, die künstlerische Produktion näher zu bestimmen und das Wesen dichterischer Schöpfung überhaupt zu begreifen. Dieser Mittel aber gibt es auf dem Gebiete der Wissenschaft nur wenig wahrhaft ergiebige, und deswegen vor allem begrüßen wir diese Arbeit.

Kammerer ist sich über das Verhältnis von Kunst und Wissenschaft klar und sagt mit wohltuender Offenheit folgendes: ›In Wahrheit sind die Kunst wie der Glaube Gebiete menschlichen Seelenlebens, die nach ihrem innersten Wesen jenseits der für die Wissenschaft erreichbaren Grenzen liegen. Was der Mensch beim Genießen eines Kunstwerkes erlebt, kann eine würdige Form finden nur wieder in neuem Kunstwerk, nicht aber in wissenschaftlicher Analyse und Synthese. Dennoch wird die Wissenschaft hier ein Recht haben. Sie muß auf den Anspruch verzichten, alles erfassen und alles erklären zu können, was ein Kunstwerk in sich begreift; aber sie kann, indem sie historisch verfährt, das Konventionell- und Traditionell-Künstlerische von dem Persönlichkeits-Künstlerischen abscheiden, kann dieses in scharfem Umriß herausstellen und dadurch vielen erst die Möglichkeit verschaffen, es in seiner starken Einmaligkeit zu begreifen und zu genießen‹. Also eine rein historische Methode vermag der Kunstbestimmung teilweise Dienste zu leisten, Dienste, die keineswegs in irgend einem Falle zu entbehren sind, die aber stets die Frage der Wertung als Hauptaufgabe der künstlerischen Kritik zur Lösung überlassen. Hier hat dann das Subjektive im vollsten, reinsten Sinne des Worts, hier hat das persönliche Lebensgefühl mehr zu schalten, als der gängige Wissenschaftsbegriff gestatten will; ergiebig aber sind diese wertenden Kräfte nur dort, wo sie zu ganz besonderer Breite und Tiefe entfaltet sind und eben durch ihre Größe das Zufällige und Individuelle als solches dermaßen eindämmen, daß schon fast wieder von Objektivität und Wissenschaft im Ergebnis die Rede sein darf.

Die von Kurt Breysig angeregte Berliner Doktorarbeit betrachtet das Landschaftsgefühl um die Mitte der dreißiger Jahre des XVIII. Jahrhunderts und ist besonders auf das Entwicklungsmoment bedacht. Kammerer behandelt das ästhetische Wahrnehmungsvermögen der Menschen überhaupt, der Zeit also, um dann die Eigenart des Landschaftsgefühls in künstlerischen Formen davon abheben zu können. Dabei scheidet er zunächst die unmittelbaren Aeußerungen des Gefühls dem Licht, der Farbe, der Linie, der Gestalt, der Fläche, dem Raum, der Bewegung gegenüber von den künstlerisch umgeformten, symbolisierten. In Bezug auf das innere Reagieren des Menschen unterscheidet er die wissenschaftliche, utilitaristische, ethische und religiöse Betrachtungsweise der Natur, die sich vielfach als Einschlag beim Gefühle findet; ganz besonders häufig sehen wir beim Künstler im Naturgefühle ethische und religiöse Momente, die aber nicht immer so ausgesprochen ›Gedanke‹ sind, daß man sie dem künstlerischen Landschaftsgefühle gegenüber als ›von sekundärer Bedeutung‹ bezeichnen dürfte. Die Ursächlichkeitsbeziehung, die Verquickung ist z. B. beim jüngeren Goethe zu Zeiten der Einwirkung Spinozas und Shaftesburys so eng, daß eine solche Scheidung unmöglich wird: das reine Gefühl und die Ethik steigerten sich zu einer Extase, läuterten sich.

An Dichtern betrachtet Kammerer Hagedorn und Haller als die ersten bedeutenderen der neueren Literaturgeschichte und als zur Gegenüberstellung sehr fruchtbar, ›da der eine ganz innerhalb der Konvention steht, während gleichzeitig der andere sie zu überwinden versucht‹. Die Untersuchung zeigt, daß andere unbedeutendere Dichter jener Epoche z. T. für das absolute Landschaftsgefühl ergiebiger gewesen wären; aber selbstverständlich liegen gerade Hagedorn und Haller dem allgemeinen Interesse am nächsten.

Insofern mag man das vorliegende Werk tadeln, als nur zum geringen Teile möglich war, die Konvention des XVII. Jahrhunderts darzustellen. Hierfür gibt es nur allzuwenige Vorarbeiten, und diese Lücke auszufüllen durch eigene Forschung ist einer Doktorarbeit schon auf dem Gebiete der deutschen Literatur fast unmöglich; erforderlich wäre aber natürlich auch die Einbeziehung der höchst einflußreichen fremdländischen Literatur und fast noch mehr die Betrachtung des Verhältnisses und der Wechselwirkung der Schwesterkünste unter einander.

Kammerer geht von der Betrachtung des Barock aus, deren éine typische Landschaft er S. 34 ff. kurz charakterisiert. Die geringfügigen Abweichungen der Rokokolandschaft werden ebenfalls in Kürze gegeben. Hingedeutet wird auf den besonders wichtigen

Einfluß und die verhältnismäßig hohe Stufe der Landschaftsmalerei, von der dann übergegangen wird zu Brockes, ihrem gelehrigen Schüler, ›dessen lineares Empfinden zwar durch die französische Gartenkunst bestimmt ist, der aber den Typus der freien Landschaft ganz aufgibt und sich von der Konvention abhebt durch ein subtildifferenziertes Licht und Farbenempfinden‹. Hagedorn und Haller werden dann in alle Breite und Tiefe behandelt. Das Ergebnis ist folgendes: ›Hagedorn wie Haller sind mit dem Landschaftstypus des XVII. Jahrhunderts eng verwachsen. ... Von Hagedorn kann man sagen: seine Landschaft ist in ihrer Struktur identisch mit der des XVII. Jahrhunderts. Haller aber sucht über die enggezogenen Grenzen des Idylls hinauszublicken. Er sieht einen stärkeren Vertikalismus, eine gewaltsamere Bewegung, eine gedehntere Weite und führt diese Formen als neue Inhalte in seine beschreibende Dichtung ein. ... Während Hagedorn der Landschaft als dichterisches Stilelement die Bewegung entnimmt, wählt Haller die Farbe. Bei Hagedorn sehen wir einen leichten Impressionismus, der die undifferenzierten, stofflichen Wirkungen hascht und in ihrer bunten Bewegtheit schildert. Die Landschaft ist zu einem kunstmäßigen Gebilde geformt erst da, wo der Dichter, auf französischer Kunsttradition fußend, ein von der Zeit erträumtes, phantasiegeborenes Inselland darstellt, ohne Gestalt, ohne Farbe, ganz aufgelöst in zarte, anmutige Bewegung, wie sie jener schwebende Rhythmus fordert. Auf andere Weise strebt Haller, der es immer nur mit Realitäten zu tun hat, über die objektive Beschreibung hinauszukommen. Schon in früher Jugend läßt er, der 'die lächelnde Freude nie empfunden', etwas von dem Dunkel des eignen Innern in die Landschaft ausströmen, und in der Zeit höchster Reife — im Alter von 28 Jahren — gelingt es ihm, die Züge der Landschaft umzubilden nach der Form seiner Seele‹.

Haller hat in dieser Arbeit entschieden das tiefere Interesse, weil das Landschaftsgefühl in seiner Kunst soviel mehr mitspielt und von positiver Bedeutung wird als bei Hagedorn. So ist auch Haller der weitaus größte Teil der Abhandlung gewidmet. Gilt die einführende Betrachtung über die ›Gartenlandschaft und Schäferlandschaft‹ beiden Dichtern, so ist zur Erkenntnis Hallers noch besonders die Betrachtung des ›Verhältnisses der Menschen zum Gebirge vor Haller‹ beigefügt. Hebt sich nun Hagedorn kaum von der typischen Landschaft des XVII. Jahrhunderts ab, so geht Haller zwar auch nicht eigentlich über das Empfinden der Gebirgsliteratur vor ihm hinaus, aber durch die dichterische Behandlung des Stoffgebietes ›Gebirge‹ an sich, ganz besonders aber noch durch Hallers Wirklichkeitssinn in der Darstellung wird die realistische Auffassung

der Landschaft überhaupt in der deutschen Literatur gefördert. Kammerers Behauptung, daß die realistische Auffassung der Landschaft bei der Gebirgsschilderung Hallers ihren Ausgang genommen und von da erst auf die anderen Gebiete übergegriffen hat, daß sie allmählich die Ideallandschaft mit realen Zügen und individuellen Lokalformen durchsetzt hat, daß der Typus der Schäferlandschaft so eine langsame Umgestaltung erfährt, und man sich noch entschiedener und bewußter von der französischen Gartenkunst abwendet, deren gerade Linie der Realismus nicht zuläßt, diese Behauptung Kammerers ist wohl das wichtigste direkte Ergebnis der Arbeit.

Rousseau, Geßner, Klopstock und Goethe werden schließlich noch mit einem Blicke als die Weiterentwickler des Landschaftsgefühls gestreift.

Auf den Anhang der Arbeit muß ich noch hinweisen, der die beste Bibliographie des gesamten Stoffgebietes bildet und von der Belesenheit und Umsicht des Verfassers ein schönes Zeugnis gibt.

München Artur Kutscher

Michaël Jan de Goeje. Par **C. Snouck Hurgronje.** Traduction française de Madeleine Chauvin. Avec portrait. Leide 1911, E. J. Brill. 94 S.

Von berufenster Seite, de Goeje's Schüler, Freund und Nachfolger, erhalten wir hier eine Beschreibung des Lebenslaufes und Lebenswerkes des Gelehrten, die in hohem Maße dazu dienen wird, das Andenken an ihn wach zu erhalten. Das Büchlein scheint aus einer Gedächtnisrede entstanden zu sein; jedenfalls übt es in manchen Partien die Wirkung des gesprochenen Wortes auf den Leser aus und ist es dem Verfasser gelungen, auch die Fernerstehenden mit den Verhältnissen bekannt zu machen, in denen sich de Goeje's Leben abgespielt hat, und auf Grund des verschiedenartigen Materials — persönlichen Erinnerungen, Aufzeichnungen von de G.'s Vater, Mitteilungen von Verwandten und Freunden, Briefwechsel mit Nöldeke — ein zutreffendes Bild von seiner Persönlichkeit zu entwerfen. Es ist ein stilles und stetes Gelehrtenleben, ohne Prätensionen und äußeren Glanz, solide wie das elterliche Landpfarrhaus, in dem der Knabe die Grundlage zu einer vielseitigen Bildung empfangen hat. Rücksichten auf äußere Verhältnisse scheinen den Vierzehnjährigen auf einen praktischen Beruf zu weisen, er wird Apothekerlehrling; ein Jahr später fühlt er sich zur Theologie und Missionstätigkeit hinge-

zogen. Erst der folgende Gymnasialunterricht und die durch den Tod des Vaters veranlaßte Uebersiedelung der Familie nach Leiden führen den Jüngling schließlich dem Studium zu, aber nicht dem der Theologie, da ihn Dogmatik und Philosophie kalt lassen, sondern der semitischen Philologie. 1860 promoviert er zum Doktor. Er steht um diese Zeit völlig unter dem Einfluß von Dozy's Persönlichkeit und Methode; ihm verdankt er die Begeisterung für die arabische Literatur, die ihn nicht mehr verläßt und die er seit 1859, wo er auf Juynboll's Betreiben neben de Jong eine Stelle am Legatum Warnerianum erhält, nach Lust an den reichen Schätzen dieser Handschriftensammlung betätigen kann. Mit 33 Jahren wird er Ordinarius in Leiden. Vielseitig begabt — in früheren Zeiten trieb er mit Vorliebe Mathematik und lag auch der Musik ob — hat er die Meisterschaft durch die Beschränkung erreicht. Sein eigentliches Feld ist die Herausgabe wichtiger arabischer Texte geworden und geblieben. Daß er sich auch hier zu keinem großen zusammenfassenden Werke entschlossen hat, muß man bei seiner seltenen Kompetenz bedauern, aber angesichts der langen, von Juynboll diesem Lebensbild beigefügten, Liste von Standardausgaben, Aufsätzen und Rezensionen begreifen, zumal wenn man teils von früheren Aeußerungen weiß, teils jetzt von Snouck hört, daß er mehrere Pläne unausgeführt lassen mußte (die Ausgabe von Ibn Sa'īd's geographischem Werk, die Neuausgabe von Balāḏorī, die Uebersetzung seiner Geographen in eine europäische Sprache). Mit Interesse liest man auch von seiner Stellung zum öffentlichen Leben und dem großen Ansehen, das er bei der Unterrichtsverwaltung genossen hat. In sein reiches Gemütsleben gewähren einige kurze Auszüge aus Briefen einen Einblick; schade, daß es deren nur so wenige sind.

Der bibliographische Anhang zählt, wie zu erwarten war, erheblich mehr Nummern als die schon 1909 erschienene Arbeit von Untersweg (vgl. Jahrg. 1909, S. 945 f.). Ein zweiter Anhang verzeichnet die Ehrungen, die de Goeje von wissenschaftlichen Korporationen und von verschiedenen Staatsregierungen zu Teil geworden sind.

S. 31 unten ist in meinem Exemplar eine halbe Zeile des Textes durch einen unglücklichen Zufall ausgefallen.

Königsberg F. Schultheß

Zeitschrift für Brüdergeschichte. IV. Jahrgang 1910. Herausgegeben von D. **Jos. Th. Müller,** Archivar in Herrnhut und Lic. **Gerh. Reichel,** Dozent in Gnadenfeld. Herrnhut, im Verlag des Vereins für Brüdergeschichte. In Kommission der Unitätsbuchhandlung in Gnadau. 6 M.

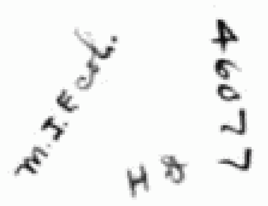
Dieser Jahrgang kann sich dem früher erschienenen (GGA. 1908 Nr. 11, 1909 Nr. 11, 1911 Nr. 1) ebenbürtig an die Seite stellen. Gut die Hälfte des Bandes ist der Person des Gemeindestifters selbst gewidmet, dessen ›Bild und Gedankenwelt‹ die Zeitschrift für Brüdergeschichte ›ungefärbt durch Liebe oder Haß vor unseren Augen wieder erstehen‹ lassen will, um es ›wieder wirksam‹ zu machen (S. 4).

Der 9. Mai 1910, als der 150jährige Todestag Zinzendorfs, gibt den Herausgebern Veranlassung, dieses Tages zu gedenken und auf die grundsätzlich interessante Lage hinzuweisen, die in seinen letzten Lebensjahren die Brüdergemeinde beherrschte. Seit 1755 war die Unität zu einem festorganisierten kirchlichen Gemeinwesen zusammengeschlossen. Zinzendorf schien zur Seite gedrängt, auch sein großer Gedanke, daß keine Gemeinde ›wieder als eine neue Sekte erscheinen, als eine neue Modifikation der christlichen Religion, die überhaupt so nichts taugt‹, wie er das 1747 in einer Rede ausgesprochen. Wir danken es den Herausgebern, wenn sie diese Gedankengänge immer wieder vorführen. Die drei folgenden Aufsätze, die sämtlich J. Th. Müllers Feder entstammen, sind für die Biographie Zinzendorfs besonders wichtig, zunächst die Fortsetzung seines Tagebuchs, die Jahre 1715—1719 umspannend. Wir sehen mit Interesse, wie der junge Zinzendorf in die mannigfachen Beziehungen tritt, die das Universitätsleben in Deutschland wohl immer mit sich gebracht hat. Wir sehen aber auch, wie entschieden der religiös-sittliche Charakter des jungen Mannes sich entwickelt und mannigfachen Versuchungen standhält. Von der Gewalt seines persönlichen Einflusses zeugt die köstliche Aufzeichnung über die Vermittlung zwischen den Studenten v. Hartitzsch und v. Poigk, die sich duellieren wollten (S. 51 ff.). Im weiteren bespricht Müller die uns erhaltenen Bilder Zinzendorfs, von denen er 13 beschreibt, 6 außerdem hat reproduzieren lassen. Der dritte Aufsatz handelt von einer Jugendarbeit des Grafen, einer von ihm 1724 herausgegebenen Zeitschrift, die den Namen ›Der Parther‹ führte.

Unter den übrigen Artikeln des Jahrgangs beschäftigen sich zwei mit A. Comenius und seinem Werk. Sie stammen von J. Kvačala und W. Bickerich. Von allgemeiner kirchengeschichtlicher Bedeutung ist die Abhandlung Müllers über ›die Berührungen der alten und neuen Brüderunität mit den Täufern‹. Nahe gelegt war diese Frage, seit-

dem A. Ritschl in der ›Geschichte des Pietismus‹ (III, 230 nicht 225, wie Müller zitiert) eine im Grunde nahe Verwandtschaft zwischen der Unität und den Täufern angenommen hatte. Wie übrigens schon Ritschl engere tatsächliche Beziehungen für längere Zeit nicht behauptet hat, so führt Müller den Nachweis, daß auch im 18. Jahrhundert die Unität mit den Täufern keine weitere Gemeinschaft gehabt hat. Wertvoll sind hierbei auch die quellenmäßigen Bezeugungen über das erbärmliche Schicksal der Täufer in Ungarn am Ende des 18. Jahrhunderts.

Hannover Ph. Meyer



Für die Redaktion verantwortlich: Dr. J. Joachim in Göttingen.